

YVES COURRIERE

LA GUERRE D'ALGERIE

LES FILS

DE LA TOUSSAINT

PREFACE DE JOSEPH KESSEL
de l'academie française

FAYARD



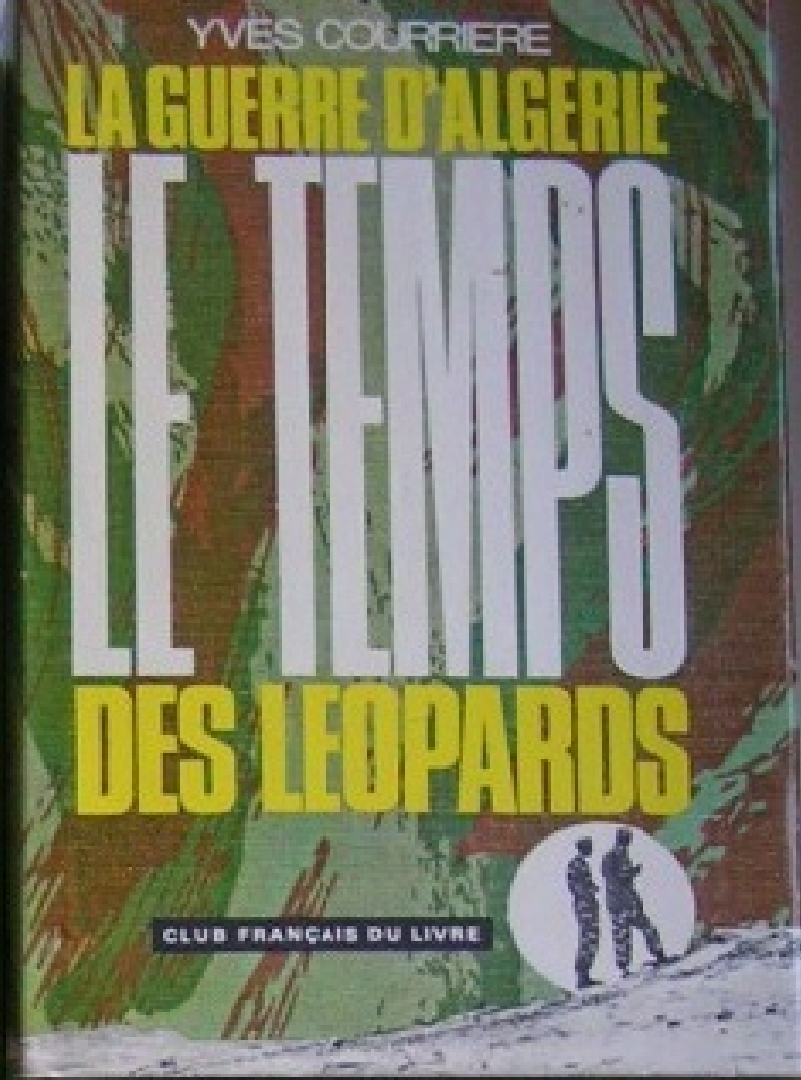
YVES COURRIERE

LA GUERRE D'ALGERIE

LE TEMPS

DES LEOPARDS

CLUB FRANÇAIS DU LIVRE



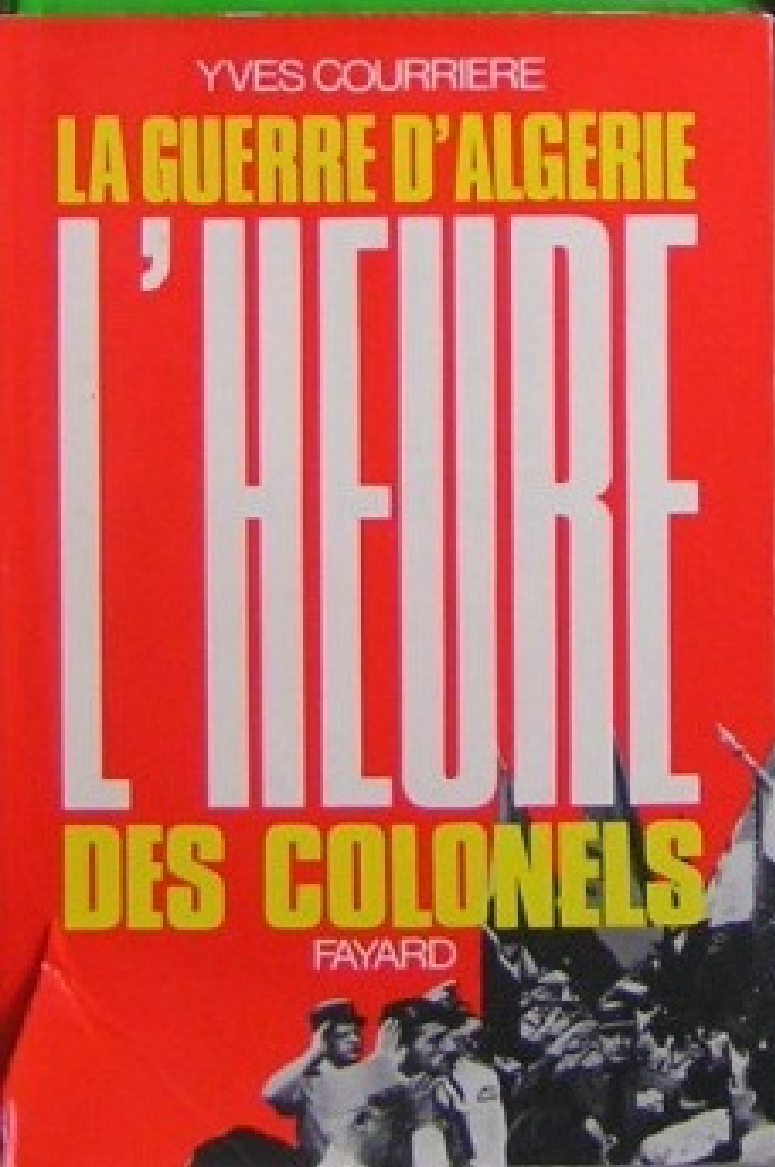
YVES COURRIERE

LA GUERRE D'ALGERIE

L'HEURE

DES COLONELS

FAYARD



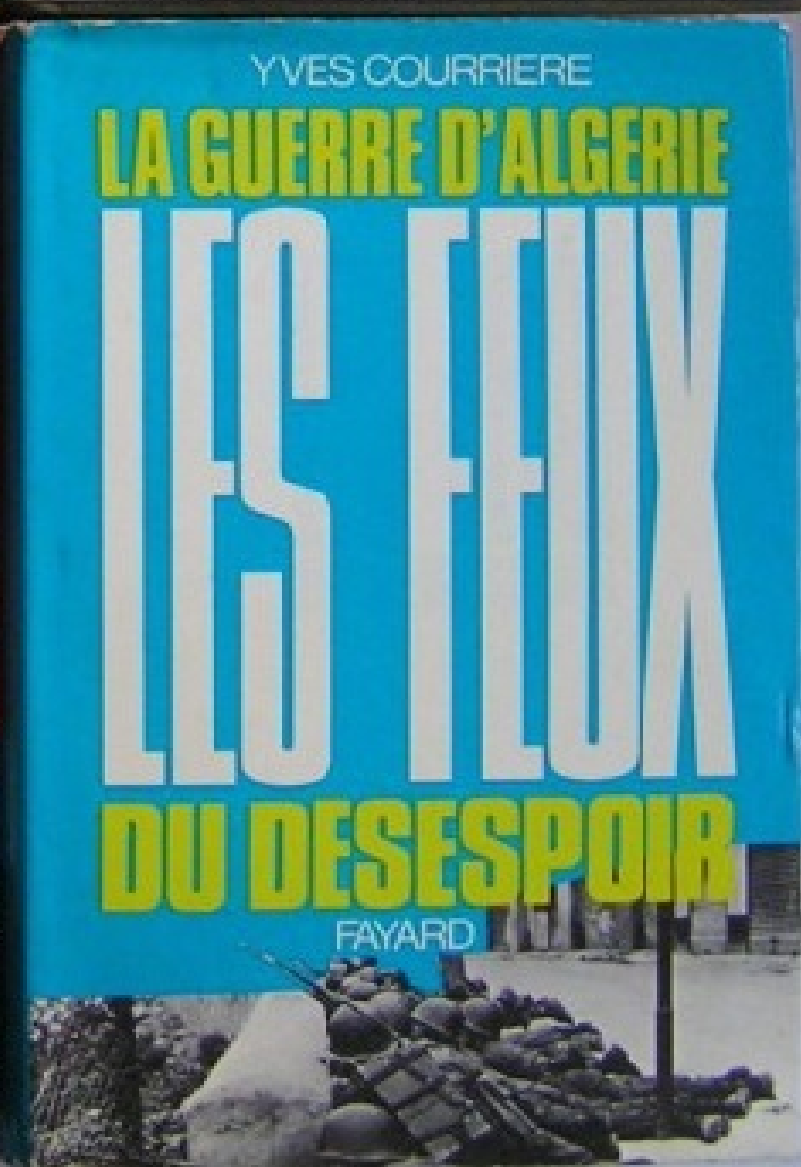
YVES COURRIERE

LA GUERRE D'ALGERIE

LES FEUX

DU DESESPOIR

FAYARD



LA GUERRE D'ALGÉRIE – I - (1968)

LES FILS DE LA TOUSSAINT

LA GUERRE D'ALGÉRIE – II - (1969)

LE TEMPS DES LÉOPARDS

LA GUERRE D'ALGÉRIE – III - (1970)

L'HEURE DES COLONELS

LA GUERRE D'ALGÉRIE – IV - (1971)

LES FEUX DU DÉSESPOIRE

YVES COURRIERE

LA GUERRE D'ALGERIE

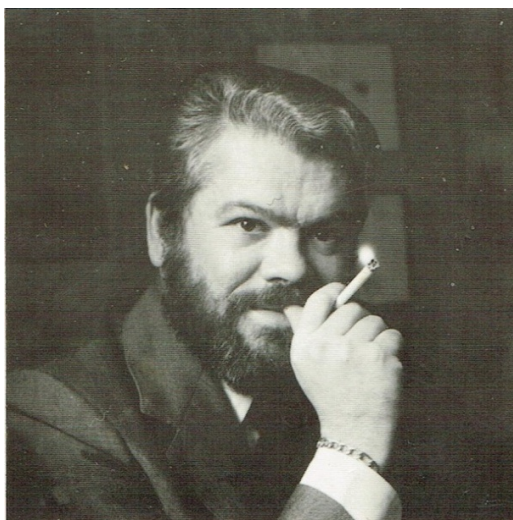
LES FILS

DE LA TOUSSAINT

PREFACE DE JOSEPH KESSEL
de l'academie française

FAYARD





1^{er} novembre 1954. Flambée de terrorisme en Algérie. Un mouvement insurrectionnel concerté vient pour la première fois depuis le débarquement de 1830 de s'attaquer à la forteresse de la colonisation française !

La guerre d'Algérie vient de commencer, déclenchée par six hommes seuls, sans soutien, sans armes, sans argent, sans même l'appui du peuple.

C'est le récit minutieux de cette préparation et de ce déclenchement que conduit Yves Courrière dans l'ambiance de l'Algérie de 1954.

« *Les Fils de la Toussaint* » c'est simplement la vérité sur les débuts inconnus de l'événement qui allait marquer profondément dix années de l'histoire politique de la France : la révolution algérienne.

L'AUTEUR. – NÉ en 1935 Yves COURRIÈRE, Écrivain, journaliste, a obtenu en 1966 le prix Albert-Londres du meilleur reportage.

De 1958 à 1962, il « couvre » la guerre d'Algérie sur le plan politique et sur le terrain.

depuis 1967, il a entrepris de raconter en détail ce que fut cette guerre. Pour cet ouvrage, il a été couronné, en 1970, par l'Académie française. Dix ans après, sa « guerre d'Algérie » reste la référence indispensable à tous ceux qui s'intéressent à cette page tragique de notre histoire.

Parus à la librairie Fayard

Du même auteur :

LA GUERRE D'ALGÉRIE – II

LE TEMPS DES LEOPARDS (*prix d'histoire de l'Académie française, 1970*).

LA GUERRE D'ALGÉRIE – III

L'HEURE DES COLONELS

LA GUERRE D'ALGÉRIE – IV

LA FIN D'UN EMPIRE

LA GUERRE D'ALGÉRIE EN IMAGES

LE ROMAN DES HAUTS DE SAINT JEAN (*roman*)

L'HOMME QUI COURT

Yves Courrière

LA GUERRE D'ALGERIE – I

**LES FILS
DE LA
TOUSSAINT**

Préface
de
Joseph Kessel
de l'Académie française

Fayard

Table

[PRÉFACE](#)

[PRÉAMBULE](#)

[De la colombe au massacre](#)

PREMIÈRE PARTIE

[Les germes de la révolution](#)

DEUXIÈME PARTIE

[L'incubation](#)

TROISIÈME PARTIE

[L'insurrection](#)

QUATRIÈME PARTIE

[La guerre ? Quelle guerre ?](#)

[REMERCIEMENTS](#)

[ANNEXE](#)

[RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES](#)

[CHRONOLOGIE DE LA GUERRE D'ALGÉRIE](#)

À Estelle

« *Saint Augustin, ce bougnoule...* »

FRANÇOIS MAURIAC.

« ... La France qui dit si bien les routes droites
Et emprunte si souvent les chemins tortueux... »

LÉOPOLD SEDAR SENGHOR.

Préface

Même aujourd'hui, malgré les instruments que l'homme s'est donnés pour répandre et recevoir les échos du monde entier, et qui eussent paru miraculeux il y a quelques années encore, l'histoire de leur temps, ceux qui la vivent est celle qu'ils connaissent le moins.

L'instinct national, la passion politique, les combinaisons d'intérêt, les haines personnelles, déforment et colorent à leur guise le récit. Et, pour le fait lui-même, rapporté nu et brut, il n'est que le reflet ou bien la somme de forces d'une importance capitale qui restent immergées dans l'ombre.

Et puis, de jour en jour, sur les colonnes de la presse, les ondes de la radio, les écrans de la télévision, une nouvelle chasse l'autre, une crise remplace la précédente. Et le contemporain, quand il lit, écoute, regarde l'événement où son sort peut être engagé, n'en perçoit que l'anecdote et la trame superficielle. Il ne pénètre jamais dans le ténébreux et sanglant tréfonds qui l'a nourri, enfanté.

Il faut, pour vraiment savoir, que s'éteignent peu à peu les flammes d'où jaillissaient les marionnettes en feu et que, dans les décombres et les cendres du passé, les chercheurs commencent leurs fouilles.

C'est ce que montre, une fois de plus, ce livre et de la façon la plus étonnante.

Le jour où a éclaté la révolte algérienne fut, dans le siècle, l'un des plus graves, des plus décisifs pour le destin français. Les attentats sans nombre, les combats sans fin, les tortures et les destructions affreuses, les rébellions civiles et militaires, les tentatives de coup d'État, le changement de régime, l'exode d'une population entière, la sécession d'un vaste territoire dont on apprenait depuis cent ans à l'école qu'il était sol de France — tout cela était inscrit dans le soulèvement du 1^{er} novembre 1954.

La date est restée dans les mémoires parce qu'elle était celle de la Toussaint. Mais quoi de plus ?

Que sait-on du cheminement qui mena à l'heure fatidique ? Des conditions matérielles, sociales, morales où l'action a

germé ? Des gens enfin par qui elle fut méditée, préparée, accomplie ? Rien, avouons-le. Ou si peu que c'est tout comme.

Or, dans ce premier livre d'Yves Courrière, se dévoile enfin la démarche de la tragédie. Et cette révélation inspire un tel étonnement, une telle stupeur que, d'abord, le lecteur hésite à y ajouter foi. Mais les faits sont là, et les chiffres, et les dates, et les documents, et les témoignages. Et surtout une résonance indéfinissable qui est celle de l'authentique. Alors, il faut bien accepter, croire l'incroyable.

Le mouvement qui a jeté l'Algérie dans une guerre de huit années et lui a donné l'indépendance a été l'œuvre de six hommes — oui, six en tout — dépourvus de troupes, d'armes, d'argent, d'appui extérieur et même du soutien populaire. Quand on découvre la pénurie, la misère des moyens et que l'on pense à l'objet immense de l'entreprise, sa démesure paraît véritablement insensée, démentielle.

Les six pourtant n'étaient pas des fous.

Simplement, il leur était devenu impossible de supporter davantage l'inégalité, l'indignité auxquelles, sur sa propre terre, on obligeait leur peuple. Et ils voyaient que le M.T.L.D., seul parti révolutionnaire algérien, était voué à l'inaction par des querelles de tendances et le despotisme jaloux de son vieux chef, Messali Hadj.

Ils n'étaient ni fous ni même inconscients.

Ils savaient qu'ils auraient à se battre contre la police et l'armée, françaises et contre un million d'Européens résolus à ne rien céder de leur pouvoir, de leurs richesses, de leurs prérogatives et qu'appuyaient toutes les ressources de la métropole. Ils savaient que pour affronter ces forces écrasantes leurs effectifs se réduisaient, dans les villes, à une poignée de fidèles et, ailleurs, à des groupes de partisans et des bandes perdues dans le bled ou la montagne. Ils savaient que leur armement était dérisoire : quelques fusils désuets, quelques vieux revolvers, des bombes d'amateurs.

Mais ils sentaient que, malgré et contre tout, l'insurrection était chose nécessaire et sacrée. Il fallait que jaillissent les étincelles de l'explosion. L'incendie une fois allumé trouverait

ensuite, pensaient-ils, de quoi nourrir, enfler sa flamme et ne s'éteindrait plus. À condition de mettre le feu partout, d'un bord à l'autre de l'Algérie, et le même jour.

Le 1^{er} novembre 1954 il en fut ainsi.

Ce défi à la raison, Yves Courrière en met à nu les causes et les origines, en établit la toile de fond, en suit les étapes, les arcanes et les personnages essentiels et leurs seconds. Cela dans les deux camps. Chez les Français aussi bien que chez les rebelles. Bref, il fait comprendre à merveille pourquoi et comment est née, a grandi, s'est organisée la révolte de l'indignation, du désespoir et de la foi et a fini par réussir.

Mieux encore, il la fait vivre.

Ici, le grand reporter qu'a été longtemps Courrière vient épauler l'historien dans son premier essai. Le récit va tout droit. Prompt, net et fort. Les lieux s'animent. Les gens prennent visage, chair et souffle. On les voit, on les sent, on les connaît, on est avec eux depuis le commencement jusqu'à la fin de la secrète et folle entreprise.

Chacun des conspirateurs a ses traits propres, son comportement, sa nature. Chaque asile pour les réunions clandestines, hâtives, chuchotées, passionnée porte sa marque singulière. Que ce soit un café maure de la Casbah, un refuge à Bab-el-Oued, une ferme de Kabylie, un atelier d'artisan, une boutique, une impasse grouillante et sordide ou la splendeur sauvage de l'Aurès, le lecteur a le sentiment d'être là, imprégné des couleurs, des rumeurs, des odeurs de l'endroit et de prendre part à l'action, aux risques, aux espérances, à l'acharnement de ces hommes furtifs, traqués, illuminés.

De chapitre en chapitre la tension monte. Malgré soi, on tourne les pages plus vite. Les péripéties emportent le lecteur d'un ouvrage construit, conduit comme un magistral roman d'aventures. Seulement, ici, chaque pas dans l'intrigue est un fait historique et chacun de ses instants a été vécu, voulu, subi, souffert.

C'est pourquoi, grâce au talent d'Yves Courrière, mais aussi par l'effet de sa rare générosité de cœur et d'esprit, une précieuse chaleur humaine baigne ce livre dru et dur.

Joseph Kessel

Préambule
De la colombe
au massacre

ALGER 19 MARS 1962

La paix. C'est la paix. Le monde vient d'apprendre avec soulagement la signature des accords d'Évian. Krim Belkacem au nom du G.P.R.A. a apposé son fin paraphe auprès de ceux, groupés, de MM. Joxe, de Broglie, Buron, au bas des 93 pages du protocole d'accord qui marque la fin de l'Algérie française.

Tous les corps d'armée d'Algérie ont reçu le télégramme du général Ailleret, signé GENESUP : « Cessez-le-feu lundi 19 mars midi. Stop. Instructions pour application exécutable même jour même heure. Stop. GENESUP. Fin. »

Si l'armée vient d'interrompre toutes les opérations militaires elle reste sur le qui-vive. Aujourd'hui, à l'heure où les combats avec l'A.L.N. ont cessé, elle craint l'affrontement sanglant entre les deux communautés.

Dans la nuit on a collé les affiches imprimées depuis longtemps en vue du cessez-le-feu. Croit-on encore à « l'action psychologique » ? Mais ce sont les ordres et l'armée colle sur les murs d'Alger des affiches où l'on voit deux gosses, un Européen, un musulman, qui se sourient : « Pour nos enfants, la paix en Algérie. » Sur une autre affiche deux hommes marchent l'un près de l'autre. Une seule mention : « Paix. Concorde. » Il faudra moins de trois heures à des commandos de jeunes Européens pour qu'il n'en reste plus que des lambeaux dans le centre de la ville. Tout le monde s'en moque. Alger, penché sur ses transistors, a appris la veille le cessez-le-feu. À Bab-el-Oued on a chanté *la Marseillaise* puis on s'est couché consterné, effondré, groggy.

On se réveille ce matin avec un goût de cendres dans la bouche et la rage au ventre. Pourtant il fait déjà beau. Alger resplendit, blanche sous le soleil. Mais les rues sont vides. Seules les voitures de la police et de l'armée circulent. Malgré leurs plaques elles sont arrêtées par des barrages militaires. On se contrôle entre soi ! On ne sait plus qui est qui, qui est ami, qui est ennemi. C'est le chaos.

Depuis le début de l'année, l'Algérie vit en pleine anarchie. On ne sait plus qui, de l'armée, du F.L.N., de l'O.A.S., « tient » les grandes villes. L'attentat, l'assassinat sont monnaie courante. La terreur règne. On plastique les terroristes. On « contre-terrorise » à tour de bras. Les Français d'Algérie assassinent des musulmans convaincus d'avoir participé à des attentats F.L.N., et bientôt —

très vite — on ne s'arrête plus à ce détail. Les « ratonnades » se succèdent. Les membres du F.L.N. poursuivent de leur côté leur action contre certains Européens mais sont bientôt débordés par de jeunes voyous, puis de moins jeunes, qui n'ayant jamais participé à la révolution veulent aujourd'hui se « dédouaner » et tuent aveuglément.

Les Européens de l'O.A.S. règlent aussi des comptes avec les Européens libéraux et avec les « barbouzes » des commandos anti-O.A.S. On en est au contre-contre-terrorisme ! Les Algériens de leur côté commencent leur « campagne d'assainissement » en supprimant des musulmans « collaborateurs » — harkis, mokhazni ou simplement des mous, des tièdes. Qui tue qui ? Qui peut se croire à l'abri ? Qui est protégé ?

En cette année 1962 la « grande conscience » de beaucoup de Français écrit :

« Que le général De Gaulle me pardonne : nous avons honte d'être le seul des grands États modernes qui ne paraisse pas être policé. » Et François Mauriac de poursuivre : « Notre France de coupe-jarrets est anachronique au point que nous en mourons de honte. Nous pensons au spectacle que nous donnons au monde : celui d'une grande nation à, la fois anarchique et atone. »

Le 21 février l'état-major O.A.S. a su — quel criminel a-t-il pu communiquer ces renseignements ?— que les entretiens secrets des Rousses avaient été fructueux et que des négociations officielles allaient s'ouvrir. Les commandos se sont déchaînés, 23 morts le 22 février ; 66 morts et 72 blessés le 24, et une ratonnade à Bab-el-Oued le 25 pour faire bon poids ! 19 musulmans massacrés. C'est l'hystérie.

Et déjà dans les deux camps on a de la difficulté à maintenir ses troupes, les blousons-noirs de la Casbah assassinent à la chaîne dans les quartiers limitrophes, jetant les derniers Européens raisonnables sous la « protection » de l'O.A.S. Au moins dans les quartiers qu'elle tient on ne risque rien ! Au sein de l'Armée secrète on ne tient plus les jeunes. En Oranie, Jouhaud doit quitter son P.C. ultrasecret d'Aïn-Temouchent pour « remettre de l'ordre » et « appliquer sa poigne » à Oran en folie. Des forfaits se commettent que n'ont pas voulu les chefs de l'O.A.S. En pleine conférence d'Évian, c'est le meurtre sur les hauts d'Alger de six dirigeants des centres sociaux. Parmi eux : le grand écrivain Mouloud Feraoun, l'ami intime d'Albert Camus.

L'action fut particulièrement atroce, odieuse. Une voiture s'est arrêtée devant le centre, les membres du commando, masqués, ont aligné six responsables contre le mur de la cour de récréation. Les rafales de mitraillette ont terrassé des hommes qui, malgré les événements, dans la terreur et le sang, avaient réussi, à force de respect, de sympathie et d'amour, à faire l'unanimité des pieds-noirs et des musulmans. Une erreur de parcours. Bon. On ne va pas en faire une affaire. Devant ce qui se passe...

Car la paix se fait, cahin-caha, avec mille difficultés. Lorsque le 19 mars le cessez-le-feu est effectif, que De Gaulle l'annonce, que Christian Fouchet arrive à Alger, comme haut-commissaire, comme garantie aussi, c'est le déchaînement. Ou plutôt cela va être le déchaînement. Le général Salan, chef incontesté de l'O.A.S., décrète l'application du « plan offensif » de l'O.A.S.

J'arrive à Alger quelques jours après la signature des accords d'Évian. Je ne reconnais plus la capitale. Je suis pourtant habitué depuis des années à l'insécurité, aux colonnes de soldats ou de policiers l'arme au poing qui patrouillent le long des rues d'Isly ou Michelet, aux fouilles à la porte des cinémas ou du prisunic, aux sirènes des ambulances, à celles plus aiguës des jeeps de déminage, aux explosions du plastic, aux attroupements autour d'un cadavre qu'il soit européen ou musulman. J'ai vécu ici la période qui a suivi le 13 Mai, la « fraternisation », les barricades, le putsch et la naissance de l'O.A.S.

Mais ce jour où, pour la première fois, je mets les pieds sur ce sol algérien « en paix » ne ressemble à aucun autre. Aucun de mes amis — des amis de longue date — ne veut le contact avec le « pato » qui vient de France. De là-bas où on a signé « les accords » ! Les Européens d'Algérie se sont retranchés, ils restent « entre eux ». « Puisqu'on nous livre, puisqu'on nous abandonne, vous allez voir si nous nous laisserons faire. » Le désespoir aveugle les plus sensés. Et il y en a. Ou plutôt il y en avait.

Quant aux musulmans que je connais depuis longtemps ils se terrent dans « leurs » quartiers et n'osent en sortir. Ils, ont bien essayé, timidement, au premier matin de paix, d'aller voir ce qui se passait chez les Européens. Ils n'ont trouvé qu'indifférence apparente. Beaucoup se sont rendus à leur travail, tôt le matin, mais la grève générale ordonnée par l'O.A.S. pour boycotter l'arrivée du haut-commissaire Christian Fouchet et paralyser Oran, Alger et le littoral les a vite ramenés dans leurs quartiers. Il

ne fait pas bon se promener chez les Européens un jour de grève.

Quand j'arrive à Alger, trois jours se sont écoulés depuis la signature des accords. À l'hôtel, ce microcosme d'Alger, je ressens physiquement et le mépris et la crainte constatés lorsque j'ai tenté d'établir le contact avec Européens ou musulmans. « Vous allez rester longtemps ? » me dit le patron de l'hôtel où je loge depuis quatre ans. Il n'y tient pas. Il a peur lui aussi. Comme tous les Européens d'Alger qui ne veulent avoir aucun contact avec un métropolitain, encore moins avec un journaliste.

De tous les employés musulmans de l'hôtel je ne retrouve qu'Ahmed. « Depuis hier, me dit-il, tous les autres restent chez eux, ils n'osent pas venir jusqu'au centre. Moi, je couche ici. » Pourtant la basse Casbah où il habite n'est qu'à cinq minutes de l'avenue Pasteur. Mais la veille l'O.A.S. a réagi aux accords sur le cessez-le-feu : elle a bombardé la place du Gouvernement au mortier.

À 16 h 15 la place du cheval, comme l'appellent les musulmans, faisant allusion à la statue équestre du duc d'Orléans, symbole de la colonisation, qui se dresse en son centre, grouillait d'une foule compacte descendue de la Casbah. La place du Gouvernement borde la basse Casbah, c'est le lieu de promenade préféré des Algériens, un lieu de passage aussi pour les habitants du « quartier indigène » qui descendent en ville. Les hommes y bavardent ou y jouent au tchic-tchic, les conteurs y racontent de longues histoires sous les yeux étonnés des enfants. C'est le royaume des marchands de beignets et des yaouleds (les petits cireurs). Quatre obus de 60 ont explosé au milieu de cette multitude colorée. La panique a saisi la foule. En un instant la place était nette. Il n'y restait que les éventaires renversés, les beignets qui flottaient dans l'huile et le miel, et 65 corps qui se vidaient de leur sang. Les sauveteurs ont relevé 5 morts et 60 blessés, la plupart très grièvement.

« La résistance réelle commencera après la grève de vingt-quatre heures » avait annoncé un tract de l'O.A.S. Elle tient promesse. C'est le début de la folie.

L'O.A.S. sait qu'elle joue sa dernière chance. La plupart des Européens sont de cœur avec elle, mais elle les voudrait actifs, déchaînés, elle veut qu'ils « se mouillent », tous sans exception. Le plan établi par les plus « activistes » de l'état-major de l'Organisation secrète est simple. Il faut amener les musulmans à

descendre sur les quartiers européens. Il faut que le service d'ordre F.L.N., qui tente désespérément de contenir cette poudrière qu'est la Casbah, soit débordé. Il ne restera plus à l'armée qu'à choisir : tirer sur la foule musulmane ou abandonner les Européens.

Deux avantages immédiats pour l'O.A.S. : faire « basculer » cette armée où elle compte certains amis sûrs et beaucoup de sympathisants et contraindre tous les Européens à se défendre, à « se faire du raton ». Que vaudraient dans cette anarchie les 93 feuillets des accords d'Évian ? Chiffon de papier !

Le plan faillit réussir. Les blessés et les morts ne sont pas encore relevés place du Gouvernement que la nouvelle de l'attentat O.A.S. se transmet de bouche à oreille, de ruelle à terrasse dans toute la Casbah si proche. La rumeur grandit, on entend les you-you des femmes qui appellent à la vengeance. Les ruelles se remplissent d'une foule qui ne contient plus sa colère. Une marée humaine, où se mêlent les haïks blancs, les djellabas, les chemises à l'européenne, s'avance, menaçante, vers les barrages militaires, hâtivement constitués. Les zouaves et les bérets noirs du contingent ont les doigts crispés sur la crosse de leur fusil, sur la culasse de leur mitrailleuse. Un coup de feu suffirait.

Un de mes amis voit un sous-officier musulman encerclé par la foule qui veut lui faire un mauvais sort. Il brandit son revolver, va tirer quand un commandant français, magnifique de sang-froid, bondit et l'étend d'un crochet du droit. Instantanément la foule se calme. Plus loin c'est un groupe du service d'ordre du F.L.N. qui vient au secours d'une patrouille de zouaves en difficulté. Les F.L.N. persuadent les gens de rentrer chez eux et emploient avec les récalcitrants la manière forte. Poings et gourdins entrent en action. Le prestige des hommes du F.L.N. et le brassard vert et blanc ont suffi. La foule se disperse. En dix minutes, par deux fois, on a été au bord de la catastrophe. C'est un miracle. On ne pourra le renouveler tous les jours.

BAB-EL-OUED, CAMP RETRANCHÉ

Parce qu'à Bab-el-Oued on s'appelle plus volontiers Gomez, Fernandez que Berger ou Duval, que l'origine espagnole ou maltaise ne remonte qu'à une génération ou deux, trois au plus, on y est plus Algérie française que partout ailleurs. C'est à la Casbah que s'est abrité le F.L.N. naissant, c'est Bab-el-Oued qui

sera le camp retranché des activistes.

C'est du moins le raisonnement que tiennent les « civils » de l'état-major de l'O.A.S. Pendant qu'à Rocher-Noir Christian Fouchet, avec les hommes désignés lors de la conférence d'Évian, prépare l'arrivée de l'exécutif provisoire, l'O.A.S. veut frapper un grand coup, montrer qu'elle est assez forte pour couper le quartier le plus populaire d'Alger du reste de la capitale, et y installer son état-major. Une capitale dans la capitale. Un État dans l'État.

Mais ce projet et son exécution vont révéler au sein de l'O.A.S. une divergence grave entre les « civils » et les « militaires ». À Oran déjà Jouhaud se sent dépassé par ses civils, il a du mal à en être encore le patron. À Alger le désaccord oppose franchement le colonel Gardes, l'ancien chef des services psychologiques de l'armée, aux civils menés par l'ancien préfet Achard et le docteur Pérez. Ce sont eux les véritables patrons des petits commandos de quartier, ceux de Bill, de Jésus, de Longs-Cheveux. Ils ont failli atteindre leur but en bombardant la place du Gouvernement et pour eux rien n'est perdu. On peut encore réussir. Et, réussie, l'opération Bab-el-Oued sera d'une immense portée psychologique tant sur les Européens que sur les musulmans. Sans compter la métropole.

« Vous n'y arriverez jamais, dit Gardes, l'armée interviendra. » Achard réplique qu'il a, lui qui n'est pas de l'armée — c'est une pierre dans le jardin de Gardes qu'il trouve trop idéaliste, pas assez « dur » —, des assurances formelles. « Jamais l'armée ne pénétrera dans Bab-el-Oued, affirme-t-il. Et tout se passera sans pépin... » Gardes s'est-il laissé fléchir ? A-t-il pensé à ce putsch qui avait si bien réussi, du moins dans un premier temps, aux quatre généraux, ses chefs, presque maîtres de l'Algérie, sans qu'on ait eu un mort à déplorer ? L'opération se fera.

Au début de la nuit du jeudi au vendredi, Alger est réveillé par des fusillades intenses qui viennent d'abord du Clos-Salembier et des hauts de Bab-el-Oued, puis du centre de la ville. Des postes de gendarmerie ont été attaqués. Ils ont riposté. Par réflexe les habitants européens sont sortis sur leur balcon en pyjama, en chemise de nuit, la casserole à la main, sans savoir ce qui se passait, et le concert a commencé. Une habitude d'après le putsch. Al-gé-rie fran-çaise ! Tititi ta-ta. Les gendarmes énervés ont envoyé quelques rafales en direction des façades. « Assassins... Vendus... Pourris... » Puis tout s'est calmé.

À la Casbah, les choufs, ces guetteurs qui nuit et jour depuis les premiers attentats de l'O.A.S. surveillent la cité musulmane pour prévenir l'infiltration de commandos européens, ont vu une fusée rouge s'élever d'une terrasse de Bab-el-Oued. C'était le signal de fin d'opération. Achard, à la faveur de cette diversion, est parvenu à infiltrer ses commandos venus de Blida et des villes de la Mitidja. Tout redevient calme dans Alger. Ni les patrouilles ni les postes n'auront plus à intervenir cette nuit-là ! Mieux, il n'y aura pas un attentat !

Mais les quelques patrouilles qui ont parcouru Bab-el-Oued dans le courant de la nuit n'ont pas remarqué l'intense activité qui régnait dans certaines maisons. Dans les couloirs de ces immeubles des fûts d'huile sont prêts. Dans les nombreux appartements dominant les points névralgiques, places, carrefours, on prépare des paquets de clous. Et à 5 heures du matin huile et clous sont répandus sur la chaussée. Quelques voitures dérapent mais oubliant leur accident les conducteurs matinaux, tous de Bab-el-Oued, sourient à la bonne blague que l'on a préparée aux forces de l'ordre. Ce n'est pas aujourd'hui qu'« ils » viendront patrouiller dans le centre du quartier !

À 8 h 30 on apprend à l'état-major qu'une patrouille militaire est « tombée en embuscade ». Après avoir dérapé sur une flaque d'huile le camion a été assailli par des jeunes gens sans armes qui ont encerclé les militaires — des gars du train, à béret noir — leur ont pris leurs armes et leurs tenues de combat et les ont laissés là torse nu sous les quolibets des locataires des immeubles. Les hommes du train, des jeunes du contingent, n'ont pas voulu se servir de leurs armes contre des Européens. Immédiatement les patrouilles sont renforcées à Bab-el-Oued. Il y aura deux camions au lieu d'un.

Malgré ces précautions, à 10 heures c'est le drame. Deux camions surgissent place Desaix. Deux camions de bérets noirs, des appelés du train. Flaques d'huile, dérapage. Une foule de jeunes gens, certains sont des enfants, entourent les deux camions en criant. Ils sont près d'une centaine. Aucun n'est armé mais un commando O.A.S., une dizaine d'hommes de ceux arrivés la nuit même de la Mitidja, les couvre. Les jeunes gens veulent s'emparer des armes des appelés. Mais cette fois les soldats se sont dressés dans les camions et refusent d'obéir. Un instant les jeunes gens se regardent, ceux en uniforme et ceux sans uniforme.

Ils sont pâles, énervés, les visages sont tendus. Un appelé musulman dans le deuxième camion arme sa MAT. Cliquetis fatal. La fusillade éclate.

Avant que les militaires du contingent aient pu tirer une seule cartouche ils sont pris sous le feu du commando O.A.S. Des hommes s'écroulent, basculent du camion sur la chaussée. La fusillade n'a duré que quelques secondes, le temps de vider un chargeur ! C'est la stupéfaction. Les civils qui entouraient le camion n'ont même pas eu le temps de s'égailler. Six gosses en battle-dress kaki, en tenue de combat, gisent sur le sol souillé d'huile, morts. D'autres gémissent. Des habitants des immeubles voisins sont sortis, atterrés par ce qui vient de se passer. Ils sentent bien que là, à ce moment précis, place Desaix à Bab-el-Oued, on a été trop loin. Des Français ont tiré sur des Français. Et sur des gars du contingent ! Mais on n'avait pas voulu cela ! Trop tard ! Le commando O.A.S. a déguerpi. Les civils aident les militaires à ramasser les morts et les blessés. On les charge dans des voitures pour les transporter à l'hôpital.

La nouvelle se transmet comme une traînée de poudre. Bab-el-Oued attend. Quelle va être la réaction ? Que va-t-il se passer ? Place Desaix une femme en robe de chambre, des rouleaux sur la tête, pleure à longs sanglots devant les flaques de sang qui se mêlent à l'huile renversée il y a quelques heures. À 5 heures du matin c'était encore une farce. Certains égarés ont souhaité le drame. Ils l'ont. Mais voulant hier opposer les musulmans aux Européens pour que l'armée « bascule » en leur faveur, ils n'ont réussi aujourd'hui qu'à tirer sur des hommes du contingent qui, pour la plupart, depuis un an « crapahutent dans le djebel » pour protéger les Européens des actions du F.L.N.

Une demi-heure après le drame, les gendarmes encerclent Bab-el-Oued, prennent position sur les terrasses, sur les balcons, dans certains appartements. On retire les bérets noirs de Bab-el-Oued. Seuls les gendarmes mobiles et les zouaves habitués au maintien de l'ordre en ville participeront au « ratissage ». À la bataille devrait-on dire car ce sera le plus important accrochage qui ait jamais eu lieu à Alger. Mais que d'hésitations avant l'expédition contre Bab-el-Oued ! Achard ne s'est peut-être pas vanté en parlant d'assurances données par certains militaires. Il faudra quatre heures à l'état-major pour décider de l'action à suivre, aussi pour recevoir des ordres, peut-être de Paris. Ils sont sans

appel. L'agression du matin doit être impitoyablement châtiée. D'autant qu'à Paris le premier ministre M. Michel Debré a pris avec le ministre des Armées M. Messmer et le ministre de l'Intérieur des mesures draconiennes pour venir à bout de « ces bandes terroristes » comme les appelle le général De Gaulle.

Il est 14 h 30 lorsque la « danse » commence.

Ce sont les gendarmes qui y entrent les premiers. À la limite de la Casbah et de Bab-el-Oued, ils arrosent les façades, les terrasses, à la mitrailleuse 12,7. Depuis le matin, par haut-parleurs, ils ont demandé aux habitants de fermer leurs volets et de se calfeutrer dans leurs appartements. Aux rafales puissantes de 12,7 succèdent celles plus aigrettes des mitraillettes des zouaves et des commandos O.A.S. Car le « contact » a eu lieu au cœur de Bab-el-Oued. Les zouaves ont des morts. Plus de quartier.

Des blindés entrent dans le centre. Les gendarmes mitraillent les façades, les voltigeurs abrités derrière les blindés tirent sur tout ce qui leur paraît suspect. La tenaille se referme sur les commandos O.A.S. de Achard qui donne l'ordre de décrocher. Il les couvrira avec un commando réduit mais bien armé. Des ambulances parcourent les rues mais doivent bientôt s'arrêter, les forces de l'ordre leur tirent dessus. Les commandos de l'O.A.S. en ont trop fait, ils peuvent aussi bien fuir à l'abri de la Croix-Rouge.

Vers 17 heures, les combats ont presque cessé. La dernière attaque sérieuse, le coup de grâce, vient du ciel. Une *Alouette* qui lance des grenades sur les terrasses essuie le feu d'une mitrailleuse lourde O.A.S. L'hélicoptère fuit rapidement. On crie de joie à travers les volets des appartements d'où l'on a suivi la scène. Mais en un instant la joie se transforme en terreur. Des T-6, avions de chasse qui depuis des années ont fait leurs preuves dans le bled contre les mechtas des zones suspectes, piquent sur la terrasse. La mitrailleuse O.A.S. ajuste les premiers mais la seconde escadrille de quatre appareils a repéré le commando. Rafales de mitrailleuse, rockets. La mitrailleuse du commando s'est tue. Les servants sont morts. Il est 18 heures. Bab-el-Oued est maté.

Achard s'enfuira dans la nuit grâce à la complicité d'un de ses amis, militaire de carrière. On dit que celui-ci après l'avoir tiré du guêpier lui fit les plus violents reproches. Combien justifiés !

Car en fait de camp retranché, d'État dans l'État, de capitale dans la capitale, le chef de l'O.A.S. à Alger ne laisse derrière lui qu'un quartier dévasté où la guerre civile vient de passer, où la population est désespérée. Le bilan de la bataille est impossible à établir dans la population. Il y a des morts, beaucoup de morts, des blessés, certains grièvement. Mais l'état d'esprit est tel en ce 23 mars 1962 que les habitants de Bab-el-Oued préfèrent garder leurs blessés et leurs morts plutôt que de les confier aux ambulances qui parcourent la ville.

La répression est très dure. Les gendarmes entament des perquisitions systématiques. Ils vont faire payer leurs morts. Les appartements sont saccagés, les postes de télévision enfoncés, les armoires dévastées. La soldatesque se venge. On peut le comprendre et le déplorer. Le quartier est bouclé. Personne n'y entre, personne n'en sort. Le blocus durera cinq jours.

Et lorsque j'entrerai à pied à Bab-el-Oued au cinquième jour je découvrirai un quartier jonché d'ordures, des murs écaillés, marqués par les balles et les obus de 37, des vitrines aveugles, des fils téléphoniques, des câbles électriques de trolleybus sectionnés pendant les combats qui pendent lamentablement, des carcasses de voiture brûlées ou écrasées par les chars mais surtout dans les yeux des habitants une immense lassitude. Le bilan officiel des combats : 20 morts, 80 blessés dans la population civile, 15 morts, 71 blessés chez les militaires. Un bilan qui aurait suffi à expliquer la lassitude et le découragement. Mais entretemps il y avait eu la fusillade de la rue d'Isly...

LE COUP DE GRACE

La journée du 26 mars sera fatale à l'O.A.S. L'opération Bab-el-Oued n'a pas donné les résultats escomptés. Loin de là. Les 15 morts chez les militaires ont fait « basculer » l'armée. Mais dans le sens contraire à celui souhaité par les chefs de l'O.A.S. Gardes le modérateur avait raison face aux excités civils. Mais il a quitté Alger et va jouer sa dernière chance en essayant de constituer un maquis dans l'Ouarsenis. Ses hommes s'y perdront. Lui avec. Et ce n'est que grâce à l'amitié de certains militaires qu'il pourra fuir l'Algérie et gagner l'Amérique du Sud. L'idéaliste qui s'est laissé entraîner par une certaine pureté d'esprit que d'aucuns appelleront peut-être de « l'innocence », le chef tout-puissant de l'action psychologique qui est tombé lui-même dans le piège des idées qu'il avait tendu à longueur de mois

et d'années, vivotera dans la banlieue de Buenos Aires en fabriquant du pâté de lièvre suivant une recette que sa mère, une brave restauratrice de la rue du Bac, lui avait donnée. Ex-colonel, ex-héros condamné à mort. Exilé. Quels dégâts cette folle équipée n'aura-t-elle pas produits chez les meilleurs ! Mais c'est une autre histoire.

Ce 26 mars l'armée n'a pas pardonné ses morts à l'O.A.S. Il n'est plus question de « bienveillance » même chez les plus antigauillistes des officiers. On s'est aperçu dans toutes les popotes que l'O.A.S. a compris elle-même que tout était perdu et qu'elle n'a plus qu'un désir, qu'un espoir : le chaos sanglant. Perdu pour perdu, qu'on ne laisse aux « ratons » que la terre brûlée ! Les chefs F.L.N. aussi l'ont compris, qui quelques semaines plus tard entameront des négociations directes avec Susini, l'ancien président des étudiants, devenu chef de l'O.A.S.-Alger. Le 26 mars au matin un tract circule : « À 14 heures grève générale. À 15 heures rassemblement au Monument aux Morts. Ensuite nous défilerons avec nos drapeaux jusqu'à Bab-el-Oued pour prouver notre solidarité à la population. »

La population européenne d'Alger qui ne sait trop ce qui s'est passé à Bab-el-Oued, qui ne voit dans ce blocus qu'une preuve supplémentaire de la trahison de la France à son égard, comprend que cet après-midi on ira délivrer Bab-el-Oued, l'enfant chéri d'Alger, que les « mobiles torturent et massacrent ».

L'O.A.S. a bien sûr, cet objectif mais les civils de l'état-major veulent aussi effacer par une grandiose manifestation suivie de la « libération » de Bab-el-Oued un coup très dur porté à l'organisation à Oran. Jouhaud a été arrêté. Le général a été « donné » aux gendarmes et cette fois il n'y a pas eu un militaire pour le prévenir. Au cours de son arrestation les trois grandes artères d'Oran, la rue d'Alsace-Lorraine, la rue du Général-Leclerc et la rue de Mostaganem ont été transformées en champs de bataille. Mitrailleuses, rockets ont été opposés aux blindés des gendarmes. Des voitures, des autobus ont brûlé. La guerre civile. Pis qu'à Bab-el-Oued. Mais Jouhaud a été arrêté dans un immeuble du Front-de-Mer, le fameux « Panoramique ».

L'effet de cette arrestation sur la population pour qui Jouhaud est un chef prestigieux doublé d'un enfant du pays peut être déplorable. Il faut la « regonfler. Des drapeaux, de la *Marseillaise*, des *Africains* et le soleil par-dessus. La recette est

bonne. On l'a tellement employée depuis le 13 Mai ! Il faut aussi effacer ce que Christian Fouchet, le haut-commissaire, a dit aux Français d'Algérie : « Ne gâchez pas les chances d'une paix qui s'ouvre... Vous êtes ceux qui souffrent le plus... Je suis ici pour vous aider. Mais si vous vouliez revenir sur ce qui a été décidé, le monde entier se liguierait contre vous ! »

Ces paroles ont porté chez certains Européens qui en ont assez de tout ce sang. Qui s'aperçoivent bien que la situation est irréversible. Qu'on ne peut revenir en arrière. Le bilan de Bab-el-Oued a joué aussi. On s'est tiré dessus entre Français... L'O.A.S. sait les pieds-noirs versatiles. Mais qui ne le serait à leur place ?

Il faut frapper un grand coup. La manifestation est interdite par la préfecture de police. Mais en cette fin de mars 1962 qui se soucie à Alger d'un ordre de la préfecture de police ?

Depuis 14 heures la foule s'est massée sur le plateau des Glières, face au Monument aux Morts, au pied des escaliers du Forum. Le haut lieu des heures folles et tragiques de l'histoire de l'Algérie française. Il fait beau. Chaud même. L'une des premières belles journées de printemps. De celles qui vous font trouver Alger la plus belle ville du monde.

Je viens de faire un tour en ville et je suis frappé par l'absence presque totale de service d'ordre. Il n'y a pas de barrages ou si peu. Un cordon de soldats de l'infanterie coloniale (on dit infanterie de marine), est tendu en travers de la rue d'Isly séparant cette artère de la Grande Poste et du plateau des Gliètes. Un autre barrage, important celui-là, se trouve plus loin dans la rue d'Isly, près du square Bresson. Sur le chemin de Bab-el-Oued, ce sont des C.R.S. Sous le tunnel des Facultés il y a le poste de gendarmes mobiles qui s'y trouve habituellement.

Tout va se dérouler dans un T. La barre verticale c'est l'avenue Pasteur avec, à sa base, le tunnel des Facultés puis le Monument aux Morts. La barre horizontale, c'est la rue d'Isly avec à sa droite la Grande Poste et le premier cordon de militaires, à sa gauche en direction de Bab-el-Oued le barrage le plus important.

À 14 h 30 le plateau des Glières est noir de monde et il en arrive encore par centaines, par milliers, semblables à des colonnes de fourmis. Cérémonie au Monument aux Morts, couronnes, *Marseillaise*. À 14 h 50 la foule qui piétinait se met en marche. Comme une coulée compacte. Deux cortèges se forment,

l'un qui descend l'avenue Pasteur vers la rue d'Isly. En tête, des jeunes gens, presque des gosses, qui brandissent des drapeaux tricolores. On chante *les Africains*, *la Marseillaise*, puis *les Africains* encore. Des femmes suivent. Des hommes. Des vieillards. Beaucoup tiennent un drapeau d'ancien combattant. On a mis le béret et la batterie des décorations de 1914. Tous sont tendus. Les plus excités sont les jeunes et les femmes en tête.

Le second cortège venu de la Grande Poste se heurte au cordon d'infanterie coloniale. C'est là, quelques minutes plus tard, que le drame va se jouer. Il y a neuf hommes qui pointent leurs armes vers la foule grondante. Neuf hommes seulement. Les plus proches renforts sont à plus de 60 mètres. Sur les neuf soldats, huit musulmans ! Quand on sait l'ambiance de ratonnade, d'assassinat F.L.N. ou O.A.S., de règlement de comptes qui règne à Alger depuis quelques semaines, l'homme qui a pris la décision de placer un seul barrage aussi faible pour contenir la foule et d'y placer huit musulmans, celui-là est un assassin. On ne le connaîtra jamais. Existe-t-il seulement ?

Les militaires tentent de repousser la foule. Mais le premier cortège qui par l'avenue Pasteur a gagné la rue d'Isly se trouve maintenant dans leur dos. Ils sont pris en sandwich, noyés dans la foule. Le faible obstacle est rompu et c'est la marche vers Bab-el-Oued. On s'excite mutuellement. On est décidé. On va libérer les martyrs. On ne va pas loin. Au bout de la rue d'Isly les C.R.S. sont là. Casqués. Bottés. L'arme au poing. Les mitrailleuses des blindés démuselées. Effrayants de puissance, de sûreté. *Les Africains* s'éteignent dans les gorges, on s'arrête, on piétine un instant, désarmés, puis — sagement — on fait demi-tour. Il ne faut pas s'y frotter. On relève les drapeaux hauts au-dessus des têtes. *Les Africains* jaillissent à nouveau. On repart en sens inverse et on se retrouve presque au point de départ rue d'Isly. Près de la Grande Poste. Là où se trouvent les soldats musulmans. Leurs visages sont crispés. Ils ont peur malgré leurs mitraillettes, perdus au milieu de cette foule. Ils ont essayé de se regrouper près de la poste. Il n'est plus question de barrage.

Et soudain un coup de feu éclate. Une rafale plutôt sèche. Dure. L'enfer s'abat sur le centre d'Alger. Les soldats, affolés, tirent sur la foule, des balles sifflent de tous côtés. Je me jette à terre. Les mitrailleuses lourdes de 12,7 crépitent. On tire du tunnel des Facultés, ce sont les gendarmes. De la poste, ce sont

les militaires. Des toits, des fenêtres, des balcons, c'est l'O.A.S. ou simplement les Européens. Coups de pistolet secs et presque ridicules, aboiements rageurs des MAT, grondements, répercutés par les murs, des mitrailleuses lourdes. Des hommes s'effondrent en tournoyant. Au carrefour Pasteur-Isly à quelques mètres de moi je vois le premier mort de la manifestation. Il n'a plus de visage. Une balle de mitrailleuse Ta atteint en pleine tête.

En un instant les rues grouillantes d'une foule excitée se sont vidées. Une femme passe près de moi en hurlant. Je suppose qu'elle hurle car elle a la bouche grande ouverte mais on ne l'entend pas au milieu du fracas des armes. C'est la lutte pour une encoignure de porte, un renforcement de vitrine, une place derrière un arbre.

La fusillade est de plus en plus dense. La rue d'Isly et l'avenue Pasteur sont prises en enfilade par les 12,7. Des manifestants, hommes et femmes se sont jetés par paquets dans l'entrée d'une boutique dont les vitres volent en éclats. Dans un magasin de mode à l'intersection des deux lignes de tir c'est le carnage. Ceux qui s'y étaient réfugiés sont dans la ligne de feu de la 12,7 des gendarmes mobiles. Ils seront hachés par les rafales. Puis, soudain, c'est l'accalmie. On est abasourdi. L'air sent la poudre, le sang. C'est âcre. C'est fade aussi. C'est le silence et l'on croit entendre encore l'écho des rafales. Des corps gisent sur la chaussée. On n'ose sortir. Des hommes sautent d'un refuge à l'autre. On tente de secourir des blessés qui geignent. Un prêtre court, par bonds, d'un moribond à l'autre. Il a retroussé sa soutane. Il porte un vieux pantalon rayé de cérémonie.

Puis la fusillade se déclenche à nouveau. Moins violente mais meurtrière encore. Je vois un homme et une femme s'abattre lourdement. Le feu semble venir des toits, des balcons. Le fracas des 12,7 qui arrosent les façades reprend. Terrifiant. Et c'est à nouveau l'accalmie.

La fusillade a duré douze minutes. J'ai cru passer des heures à plat ventre, faisant corps avec le sol. Les premières ambulances arrivent, suivies de voitures de pompiers, dans un grand bruit de sirènes et de klaxons. Je me relève. Le tableau est effrayant, lamentable. Des corps baignent dans des flaques de sang. La chaussée, les trottoirs sont jonchés de verre brisé, de débris de toute sorte abandonnés par une foule paniquée : chaussures, chapeaux, foulards, lambeaux de vêtements. Des infirmiers en

blouse blanche chargent des blessés sur un brancard. Appuyé contre un arbre de l'avenue Pasteur un homme dépoitraillé se tient le ventre. Du sang macule son pantalon. Un autre brancard passe, le blessé est blême, une tache rouge s'élargit sur sa poitrine. Sur le trottoir où je suis d'énormes flaques noirâtres se coagulent déjà au soleil. Car il fait de plus en plus beau, de plus en plus chaud à Alger. Un prêtre à longue barbe accompagne les infirmiers, administrant aux blessés les derniers sacrements.

Des coups de feu isolés proviennent, encore des toits. Les forces de l'ordre, gendarmes, C.R.S., militaires sortent de leurs abris, rasant les murs, l'arme pointée vers le ciel. Des groupes commencent à sortir. Hébétés, stupéfaits, les Algérois contemplent l'affreux spectacle. Au fracas des armes ont succédé les hurlements des sirènes, le crissement des pneus des ambulances. Des jeunes gens, filles et garçons, trempent un drapeau dans une flaque de sang. Des injures fusent à l'adresse des militaires du contingent. Les visages sont déformés par la haine ou par le désespoir. Des femmes hurlent en proie à une crise de nerfs. Le mari de l'une d'elles la gifle à plusieurs reprises. Elle s'écroule en sanglotant.

Dans le haut de l'avenue Pasteur, devant la clinique Lavernhe, une femme demande désespérément aux rares passants de donner immédiatement leur sang. Des camions militaires qui transportent des morts et des blessés traversent à toute allure le plateau des Glières. Il n'y a plus de coups de feu. Des automitrailleuses et des blindés prennent place sur le plateau, aux angles des grandes artères. Il est bien temps ! Quelques groupes stationnent dans les rues mais la plupart des manifestants tentent maintenant de regagner leur domicile, de retrouver leurs parents, leurs amis. Ils veulent s'assurer qu'il ne leur est pas arrivé malheur dans cette effroyable tuerie. Ils rentrent chancelants, essayant d'éviter les monceaux de verre brisé qui jonchent la rue, et les flaques de sang qui maculent les trottoirs et s'écoulent lentement dans les caniveaux.

Alger est assommé au soir de ce 26 mars 1962. On se posera des questions. Qui a tiré le premier coup de feu ? Les soldats musulmans, diront les uns. L'O.A.S. sur les toits, diront les autres, selon leurs opinions. Qui saurait dire la vérité ? J'y étais, je ne pourrais confirmer l'une ou l'autre hypothèse. Et puis qu'importe. Ce soir-là le massacre a marqué la fin de l'Algérie pour les

dizaines de milliers de pieds-noirs.

Si on en était arrivé là, alors il fallait partir. Vite. Très vite. Pour la France. Pour l'Espagne. Pour Israël. Mais partir. Oublier. Tenter d'oublier. De faire une vie nouvelle. S'il était encore temps. Terrible journée. Terrible bilan : on dira 46 morts, plus de 200 blessés, le lendemain. L'information fera l'ouverture des journaux. L'arrestation de Jouhaud ne sera qu'en bas de page.

On saura plus tard qu'il y eut plus de 70 morts. La population d'Algérie attendra encore un mois, traumatisée, incapable d'arracher de son esprit ces images atroces. Indécise. Masse en équilibre instable qui ne sait trop encore que faire. Et le 8 avril le référendum est là. Ecrasant. Les accords d'Évian et la politique algérienne du général De Gaulle sont approuvés par 90,70 % des suffrages exprimés. Alors c'est « foutu ». Et l'exode commence. Au milieu des morts, des attentats, des explosions, des familles se groupent en longues files à Maison-Blanche, l'aéroport d'Alger, à La Sénia, l'aéroport d'Oran, attendant une place dans l'avion pour la France. Des centaines de cadres qui contiennent le mobilier d'une vie, les pauvres souvenirs qu'on voudrait encore conserver, sont empilés sur les quais. Jusque-là l'O.A.S. avait interdit les départs, pensant toujours « mouiller » la population et « faire basculer » l'armée. Elle sait elle aussi qu'il n'y a plus d'espoir. Déjà les moins sincères ont fui avec le magot. D'autres s'en constituent. Les hold-up sont quotidiens. On en est aux règlements de comptes entre soi. La résistance se réduit à quelques poignées de déserteurs et d'extrémistes. Ils font des dégâts. Ils n'ont plus rien à perdre.

Je quitte Alger au milieu des explosions, des crimes par dizaines. Oran brûle. À Maison-Blanche je passe devant de longues files d'hommes, de femmes, d'enfants. On va les connaître bientôt en France sous le nom de rapatriés. Sur 1 100 000 Français il ne devait en rester au bout de quelques mois que 170 000. À Évian, aux Rousses, les négociateurs les plus pessimistes pensaient que, au maximum, 50 p. 100 des Français d'Algérie quitteraient l'Algérie indépendante !

Dans l'aérogare de Maison-Blanche, c'est le caravansérail. Il est difficile de traverser le hall tant les groupes sont serrés les uns contre les autres. Près d'un millier d'hommes, de femmes, d'enfants attendent anxieux, angoissés. L'atmosphère est lourde de fumée, d'odeur de transpiration, de victuailles aussi. Certaines

familles campent ici depuis plusieurs jours sans pouvoir quitter l'aéroport faute d'avions assez nombreux. Les hommes font queue, interminablement, devant des guichets qui n'ouvrent que par intermittence.

Les femmes attendent près des gosses, découragées. Les sièges ont été pris d'assaut. On s'assoit maintenant à même le carrelage souillé de mégots, de peaux de saucisson, de vieux papiers. Plus rien n'a d'importance si ce n'est fuir. Vite, à tout prix. C'est la foule lasse et vaincue des grands exodes. Des hôtes, des infirmières de la Croix-Rouge aident les mères des tout-petits à préparer un biberon. Un bébé c'est un passeport pour la famille. Elle aura priorité pour la *Caravelle*. Priorité pour la France !

Un des canapés de cuir rouge de la salle d'attente sert de foyer à toute une famille. La mère tient un bébé dans les bras, des mèches tombent en paquets sur son visage brun. Elle a parfois un geste pour les écarter. Trois autres gosses, deux garçons, blue-jeans et souliers de tennis, et une fille avec un gros nœud bleu dans les cheveux, jouent autour d'une vieille dame vêtue de noir. La grand-mère sans doute. Elle semble dormir, la main posée sur un amoncellement de valises, de paquets ficelés, de couffins débordants.

Le père reste debout près d'eux. Il n'a pas quarante ans. Il fume à petits coups, nerveusement. Il veille. Mais il n'est plus le protecteur de la famille. L'homme fort. On lit le désarroi sur son visage comme sur celui de tous les hommes qui fuient, qui abandonnent tout. Il est aux petits soins pour sa femme. Mais il ne sait que faire. Son seul désir ? Prendre l'avion le plus vite possible. Pour Paris. Pour Lyon. Pour Marseille. Qu'importe le lieu ? Il ne connaît personne en France. Ils sont des dizaines de milliers comme lui à attendre, ce soir, en Algérie.

Je passe près d'eux. Moi, j'ai mon billet, une place est retenue et je n'ai qu'une valise! Au passage elle heurte une pyramide de paquets, de couffins, une casserole roule à terre. Je m'excuse. Le père m'aide à refaire la pyramide. Il a un regard doux, ses gestes sont maladroits. Il ne dit rien. La grand-mère, éveillée, nous regarde faire de ses yeux vides, délavés, qui mangent un visage ridé, basané. Elle se tient dans son coin, tassée sur elle-même, indifférente semble-t-il. Pourtant lorsque je me relève elle s'anime, elle pose sa vieille main tavelée, déformée par le travail et les ans, sur mon bras. On croirait qu'elle veut faire un long

discours mais que les mots ne peuvent franchir ses lèvres qui tremblent. Je ne sais si c'est l'émotion ou l'âge, ses yeux sont pleins d'eau.

« Pourquoi, monsieur, hein ? Pourquoi ? » murmure-t-elle. Sa main est retombée. « Allez, maman, ça va... ça va. » Il a l'accent de Bab-el-Oued. « Excusez-la, monsieur, me dit-il, c'est l'âge... et puis c'est dur. »

Je ne sus que dire. Je m'enfuis vers le comptoir d'Air France où l'on m'appelait.

Oui. Pourquoi tout cela ? Comment en était-on arrivé à cet engrenage fatal ? À cette folie collective ? Pourquoi devaient-ils quitter par centaines de milliers cette terre où ils étaient nés, où ils avaient travaillé, où leurs parents et leurs grands-parents étaient enterrés ?

Comment pouvaient-ils considérer comme leurs ennemis mortels ces musulmans qui, quelques années auparavant, ne désiraient qu'une chose : être français, être leurs égaux ? Comment ont-ils pu croire que ce serait le massacre lorsque « les Arabes » seraient indépendants ? Peut-être pensaient-ils aux crimes du F.L.N., aux « ratonnades » aussi.

Comment une armée de 480 000 hommes avait-elle été vaincue, non sur le terrain militaire mais sur le plan politique, par une « poignée de hors-la-loi », par des « fellouzes » armés de vieux fusils, par des « diplomates » de Tunis qui avaient à peine leur certificat d'études ? Comment tout cela a-t-il pu commencer ?

C'est ce que je voudrais raconter. Le temps a passé. Les plaies se sont refermées même si la cicatrice est ineffaçable. On peut tenter aujourd'hui de répondre aux questions, de retracer cette période tragique de l'histoire de la France d'après guerre. Cette histoire des occasions manquées. Cette partie perdue par l'aveuglement d'une poignée de « potentats » d'Algérie, soutenus par un groupe de parlementaires, suivis par un petit peuple dont on se servait, que l'on flattait et qui perdit tout. Cette partie qui aurait pu si bien finir...

Mais on n'avait jamais voulu regarder le problème en face. La métropole ne s'est intéressée à l'Algérie que lorsque le sang y a coulé. Le sang européen. On n'a pas voulu croire au conflit. On n'a pas voulu le considérer comme une guerre. On n'a pas voulu

considérer les musulmans comme des hommes. Quand on l'a fait c'était trop tard. Bien trop tard.

Première partie

**Les germes
de la révolution**

C'est au printemps 1954 que tout a commencé. La France vit sous le régime de Joseph Laniel. René Coty est président de la République. Deux bonnes grosses figures aux rides rassurantes dont la matoiserie et la roublardise se dissimulent derrière un sourire bonhomme. Celui de René Coty est paternel et bon enfant. Celui de Laniel semble forcé.

La France s'est donné des maîtres à son visage de l'heure. Traditionnels. Bons républicains. Attachés aux institutions. Braves comme on l'entend dans le Midi. René Coty, tout étonné d'être à l'Élysée, inaugure un septennat tragique qu'il ne terminera pas. Cet homme, heureux jusque-là, sait très bien qu'on l'a choisi, qu'on s'est enfin décidé sur son nom, à Versailles, au treizième tour, parce que l'élection présidentielle tournait à la farce, qu'il fallait quelqu'un et qu'il ne gênerait pas. Tout le monde le connaissait. Et personne. En plus de cinquante ans de politique il a bien été ministre, député, sénateur, président de ceci ou cela mais sans grand éclat. On ne s'en souvient plus très bien. Il a la prestance très III^e République. Il ira !

Le pauvre homme va tout perdre en devenant par hasard le premier personnage de France. Sa tranquillité et la femme qu'il adorait. La politique qui jusque-là lui semblait avoir tenu la première place dans sa vie lui paraîtra ignoble quand il aura perdu sa véritable raison de vivre. Les secrets d'État sont souvent trop lourds et étouffent facilement ceux pour qui ils ne sont point passion. Et ce n'est pas l'inauguration des chrysanthèmes — en 1954 cela tient une grande place dans sa fonction — qui lui fera passer le goût amer de l'aloès politique. Pour l'instant, au printemps 1954, il n'en est qu'à la découverte ! Et ses entretiens avec le président du Conseil ne sont pas réjouissants. Laniel, qui n'en revient pas de durer si longtemps — il est en place depuis neuf mois, il atteindra presque l'année, un miracle ! — est accablé sous le poids de, dossiers affligeants. En Indochine on est au bord de la catastrophe. En Tunisie et au Maroc ça ne va pas fort. Laniel applique une politique « attentiste », statique mais en apparence « à poigne ». Bourguiba est toujours déporté — il faudra bien tout de même se décider à faire un geste — et Mohammed Ben Youssef, le sultan du Maroc, a été « déposé ». On l'a remplacé par un autre, Ben Arafa, plus docile. Ben Youssef est en exil, à Madagascar. De ce côté-là on est à peu près tranquille. Pour combien de temps ?

L'Algérie ? Connais pas. Là-bas tout semble aller pour le mieux. C'est-à-dire qu'on n'en parle pas. Les rapports du gouverneur Léonard sont « satisfaisants ». Depuis que l'on a su « réduire » comme il le fallait les émeutes qui ont ensanglanté Sétif en 1945, on n'a jamais eu à déplorer d'incidents graves dans les « départements » d'outre-Méditerranée.

De l'Algérie, en métropole, on ne connaît que les légions minables de travailleurs qui peuplent les chantiers, les mines, les grandes industries automobiles. Ils ont pris la relève des Italiens et des Polonais. Un sous-prolétariat que l'on croise dans la rue. Qui fait un peu pitié le jour et un peu peur la nuit. Avec ces bicots on ne sait jamais. À Paris ils ont déjà « annexé » des quartiers entiers : La Chapelle-Goutte-d'Or, une partie du XV^e, on en voit beaucoup au quartier Latin. Ils sont plus de 200 000 en France ! Les Français d'Algérie ? Des gens comme nous, semble-t-il. Il arrive d'en croiser un, lors d'une cure à Évian, à Vichy, « Et chez vous, comment ça va avec les Arabes ? — Oh ! très bien. Pas de problèmes. Ils sont heureux. Nous aussi. Et puis, vous savez, entre nous, chez nous c'est pas comme ce que l'on raconte sur l'Indochine, les Arabes ils ont été à l'école avec nous. À la communale. On se connaît bien. On s'aime bien. On est presque des frères. D'ailleurs, la meilleure preuve : ils préfèrent travailler chez les Européens que chez un patron arabe... »

Et l'on parle d'autre chose puisque tout va bien en Algérie.

Il pleut ce jour de mars à Paris. C'est le printemps. C'est le printemps mais on supporte encore un pardessus. Et Haouassi M'Barek regrette de n'avoir qu'un imperméable. Il a hâte d'arriver au Royal Odéon, le plus modeste des cafés du carrefour Odéon- Saint-Germain. Il vient de la gare de l'Est, rue de Bellefond, où il loge dans une chambre de bonne. Il a pris le métro à la gare de l'Est et a été tenté de descendre à Saint-Michel pour prendre un verre dans un des cafés de la place. Un de ces cafés qu'il aime bien. Mais il faut être prudent et en ce moment il lui a semblé qu'il y avait trop de flics dans les cafés de Saint-Michel. Sa carte d'identité a beau être en règle, il ne tient pas à un contrôle trop poussé. Car Haouassi M'Barek, né à Ghassiria (Algérie) en 1926, domicilié officiellement à Montrouge, étudiant en langues orientales, inscrit à l'École libre des sciences sociales et économiques, est recherché par la police — les inspecteurs parisiens n'ont pas toujours sa photo en poche, loin de là, mais

certaines policiers algérois voudraient bien le voir sous les verrous. Haouassi M'Barek s'appelle en réalité Ali Mahsas et il est né en 1923 à L'Alma près d'Alger. Condamné à cinq ans de prison pour activités antifrancaises et pour complicité dans un hold-up à la Grande Poste d'Oran en 1950. Son chef, un certain Ben Bella Ahmed, a été condamné à dix ans de prison. En mars 1951 ils se sont évadés ensemble de leur cellule grâce à une lime procurée par un avocat, Mr Kiouane, actuellement membre du conseil municipal d'Alger. Ben Bella est parti pour Le Caire. Ali Mahsas, alias Haouassi M'Barek, vit depuis deux ans à Paris, où il est étudiant, un vieil étudiant de 31 ans, et occupe les fonctions vagues de membre de la commission de la presse de la section du M.T.L.D. de Messali Hadj à Paris. Il est en contact avec le siège du M.T.L.D. rue Xavier-Privas et l'association des étudiants algériens de Paris, 115, boulevard Saint-Michel, où le secrétaire, Mahdi Zidi, est la véritable boîte aux lettres de ceux qui ne veulent pas se faire trop remarquer. Ali Mahsas est soucieux lorsqu'il sort du métro Odéon. Le parti « file en quenouille », c'est la crise au sein du M.T.L.D. Les membres du seul parti qui « puisse faire quelque chose » en Algérie sont divisés. Le vieux Messali se prend pour Staline et verse dans le culte de la personnalité. Et Lahouel, le jeune et dynamique secrétaire général, ne pense qu'à prendre les rênes du parti. Ils ont bien assimilé les leçons du parlementarisme français ! Querelles internes, discussions stériles. Ce n'est pas avec ça qu'on fera la révolution.

Et pourtant, cette révolution proche, Mahsas y croit de toutes ses forces. Pas depuis longtemps mais il a confiance. Il a rendez-vous au Royal Odéon avec Mohamed Boudiaf, le responsable du M.T.L.D. en France. Une puissance, car le M.T.L.D. compte 50 000 à 60 000 membres dans la région parisienne, mais tous attachés à Messali qui est leur dieu. Mourad Didouche sera là aussi. C'est l'adjoint de Boudiaf, chef de région du M.T.L.D. Un jeune. Un pur. Tous trois depuis quelques semaines se retrouvent régulièrement dans les cafés de Saint-Michel ou d'Aubervilliers.

Depuis des semaines ils parlent de leurs déceptions, de leur désespoir de voir le parti scindé en deux groupes qui ne font que se livrer à des querelles stériles où le prestige, les préséances, le contrôle de l'argent jouent un plus grand rôle que le nationalisme et l'indépendance. Au cours de ces discussions Boudiaf, Didouche et Mahsas se sont aperçus que leurs idées étaient les

mêmes. Qu'ils ne croient plus en Messali, que Lahouel n'est pas le chef « en pointe » qu'ils espéraient... « Tout cela c'est de la palabre, avait lâché Boudiaf, on n'arrivera à rien en dehors de l'action, de la bagarre. » Didouche avait renchéri, Mahsas, lui, y pensait depuis longtemps. Depuis 1950 où au sein de l'Organisation spéciale, mouvement clandestin du M.T.L.D. dont Didouche et Boudiaf étaient également, il avait essayé, de « faire bouger » le parti, de montrer aux Français qu'il existait une « résistance algérienne ».

Pourtant après le démantèlement de l'O.S. par la police, après l'affaire de la poste d'Oran, on s'était endormi, on ne pensait plus à l'action qu'aux moments de dépression. Mais depuis ce jour où Boudiaf a lâché la grande idée d'action directe, les réunions ont été fréquentes. Ils ont eu besoin de développer leurs idées, de les éclaircir. Ce ne sont ni des lettrés ni des intellectuels rompus à la dialectique politique. Ils ont besoin de discuter longuement. Et puis il y a l'atavisme. Au cours de ces palabres, ils sont arrivés à la conclusion que l'Algérie avait besoin d'une troisième force bien décidée à l'action. Ainsi on « réveillerait » ces Algériens amorphes.

Ali Mahsas est arrivé devant le petit café. Une façade tranquille qui ne paie pas de mine. Un bistrot discret qui contraste avec les grandes machines à néons éclatants du carrefour Odéon. Ni Boudiaf ni Didouche ne sont là. Mahsas s'est assis et a commandé un jus d'ananas. Il est un peu anxieux car cette réunion est la dernière. Boudiaf et Didouche prennent l'avion ce soir pour Alger. Le Breguet deux ponts de la nuit, qui coûte moins cher. Car les fonds sont en baisse. Pour l'instant c'est encore le M.T.L.D. qui subvient à leurs besoins. Qui y subvient chichement.

« Salam.

— Salam. Labès ? »

Boudiaf et Didouche sont là. Les trois hommes se serrent la main et touchent leur cœur. Le garçon s'approche : « Et pour ces messieurs ? »

« Café. Jus de fruit. Peu importe. »

Ni Mahsas, ni Boudiaf, ni Didouche ne boivent d'alcool. Ils sont entrés en révolution comme on entre en religion. Leur décision prise ils se sont imposé un régime auquel le plus croyant ne pourrait trouvé à redire.

« Seule une grande rigueur morale, a dit Didouche — le plus jeune — nous soutiendra jusqu'au bout de la lutte. » C'est Boudiaf qui va tenir la réunion. Car cette conversation bénigne de quelques « crouillats » entre eux, comme a dit le garçon à la caissière, est une véritable réunion. Une réunion récapitulative.

« Nous sommes bien d'accord, dit Boudiaf, sur la création le plus rapidement possible d'une organisation « en flèche » ?

Mahsas et Didouche approuvent.

« Comment l'appellera-t-on ?

— On verra quand on aura suffisamment de membres. À ce propos il faut commencer à recruter les anciens membres de l'O.S. qui, pour la plupart, présentent toutes les garanties de sécurité indispensables à la clandestinité. »

Pendant près d'une heure, mêlant l'arabe et le français, Boudiaf soutenu par Didouche développe les idées maîtresses du futur mouvement. La création de groupes de combat dans la perspective d'une action violente et directe est indispensable. Au moment où le Maroc et la Tunisie ont entamé une lutte armée contre la domination française, l'Algérie, elle, est en retrait. Le parti le plus représentatif est en proie aux dissensions internes.

« Le processus révolutionnaire avec embrigadement des masses est indispensable aujourd'hui », ajoute Didouche.

Mahsas approuve et sourit. Il lui semble avoir déjà entendu cela quelque part ! Boudiaf d'une voix sourde poursuit son développement. Il est impossible dans l'état de colonisation actuel de créer une organisation révolutionnaire politique puissante. Les cadres, désorientés par les querelles intestines du parti, sont en pleine disponibilité. Il suffit de les réunir, de leur redonner confiance. Le peuple amorphe peut être réveillé. Les militants du M.T.L.D. sont révolutionnaires, il suffit de les regrouper. Pour cela il est indispensable de créer un noyau dynamique, décidé, dur, qui puisse, le moment venu, servir de détonateur. En outre la situation internationale peut devenir favorable. Il faut que l'on parle de l'Algérie sur le plan mondial. « Mais, ajoute Boudiaf, il ne faut pas créer une organisation politique qui ne soit qu'une nouvelle tendance de parti, qui ne fasse que de la parlote. Il doit passer à l'action. Très rapidement. C'est notre seule chance. »

Ali Mahsas, restant à Paris, devra développer l'idée d'action

directe au sein de l'émigration algérienne, sans parler de l'éventuelle constitution d'un mouvement. Celle-ci doit rester secrète. Avant de se séparer c'est une nouvelle fois l'énumération des noms dont on est sûr. Ceux que l'on peut « affranchir » sans risque. Puis les trois hommes se quittent. Sur le trottoir luisant du boulevard Saint-Germain ils s'embrassent. Mahsas souhaite bonne chance à ses compagnons qui se dirigent vers Saint-Germain-des-Prés. Il est convaincu par les idées de Boudiaf mais il a le sentiment que celui-ci en est beaucoup plus loin qu'il ne veut le dire dans ses contacts. Peut-être l'attachement sentimental que Mahsas porte au parti de sa jeunesse est-il pour beaucoup dans les réticences de Boudiaf à son égard. Peu importe.

Ce soir de mars 1954, Mahsas est bien décidé à accomplir sa mission. Amener les 60 000 militants du M.T.L.D. de Paris à l'idée d'action directe. Ce sera long mais, sans le savoir, Ali Mahsas, futur ministre de l'Algérie indépendante, vient de jeter les bases de ce que sera la puissante fédération F.L.N. de France, aux ramifications innombrables, au pouvoir immense.

Pour comprendre comment certains hommes de valeur qui vont jouer un rôle essentiel dans la préparation de cette révolution, de cette guerre d'Algérie, en sont arrivés à l'action armée, il est nécessaire de retracer l'histoire de leurs déceptions, de leurs rancunes, car aucun d'eux n'est « né révolutionnaire ». Pour la plupart, à un moment de leur vie, ils ont désiré passionnément être français, en avoir les devoirs et les droits. Beaucoup ont fait la guerre 1939-1945 avec héroïsme. Il y a des croix de guerre et des médailles militaires sur la poitrine de beaucoup d'entre ceux qui chasseront la France d'Algérie. Ils le feront souvent avec cruauté comme on le fait avec une maîtresse après laquelle on a trop soupiré, qui a trop demandé et qu'un jour on se prend à haïr.

1945. Cela peut être la chance que les musulmans attendent depuis toujours. La guerre se termine. Un monde nouveau va naître, croit-on. Beaucoup d'Arabes, de Kabyles ont fait la guerre : l'Italie, la France, l'Allemagne même. Ils reviennent maintenant. Et ils racontent. Au milieu des balles, de la mitraille, des attaques furieuses où ils se sont conduits comme des héros — à tel point que le maréchal Juin les appelle : « Ces furieux qui, s'ils ne savent pas lire, n'en ont que plus le combat dans les

veines » — ils ont découvert la fraternité des champs de bataille. Avec des Européens ! Les tirailleurs algériens ont été accueillis avec enthousiasme lors de la libération de la patrie. On les a fêtés, embrassés, on leur a même donné des fleurs. La moisson de médailles et le chiffre des pertes montrent l'ampleur du sacrifice, la vaillance et la fidélité à la France. Ils ont aussi découvert qu'on pouvait les respecter tout comme les autres. Là-bas ils ont trouvé ce qu'ils recherchaient depuis toujours : la dignité.

Et à longueur de soirée, chez eux, au café maure, les coudes appuyés sur les petites tables poisseuses, ils racontent. Ils enjolivent peut-être un peu. Mais l'essentiel y est. Dans le bled, dans les douars qu'ils ont regagnés, ils font figure de héros. Mais ils ne ressemblent pas à ceux de 1914 qui n'ont plus quitté leurs médailles ternies épinglées sur le burnous, à ceux qui se sont un peu trop tournés vers les colons, vers les Européens, qui sont devenus caïds ou khodjas. Eux ils sont jeunes et veulent retrouver dans leur Algérie cette drogue à laquelle ils ont goûté en Europe : la liberté, l'égalité. Sur ce point le retour au pays est décevant. Rien n'a changé. Au contraire. Ce qu'ils découvrent les atterre. Messali Hadj est en exil, quelque part en Afrique à ce que l'on dit. Et c'est Ferhat Abbas qui cristallise autour de ses amis du Manifeste toutes les aspirations nationalistes. Le P.P.A. de Messali, interdit depuis 1939, vit toujours clandestinement. La plupart de ses membres ont adhéré aux Amis du Manifeste. Les services de renseignements signalent ce noyautage du rassemblement de Ferhat Abbas par le P.P.A. clandestin. Les Européens, eux, pensent qu'il est temps d'étouffer ce regain de « nationalisme » venu d'outre-Méditerranée. Il est temps que tout redevienne normal. Ils ont très sincèrement bonne conscience. De quoi se plaint l'Arabe ? Quand on voit ce qu'on a fait pour lui ! C'est l'éternel refrain : « Vous savez, la plupart ne se plaignent pas. Ce sont surtout ces agitateurs, les Messali — encore que celui-ci soit un exalté pas bien dangereux — les Ferhat Abbas — celui-là sous ses airs doucereux est certainement le pire — qui excitent les Arabes. On ne devrait pas les laisser faire. On est d'une faiblesse ! Parce que les Arabes qui travaillent sont heureux. Voyez chez nous les ouvriers agricoles, mon gardien, mes fatmas qui s'occupent de la maison, ils ne se plaignent pas. Ils me sont fidèles et ils m'aiment tous. D'abord, ici ils ont tout ce qu'il faut. Moi je les paye comme il faut. Ils ont l'hôpital, certaines assurances. Ils sont presque comme nous. Et c'est tout

de même nous qui leur avons apporté le progrès : les routes, l'eau, la mise en valeur de la terre. Voyez ici, toute ma propriété de la Mitidja ; eh bien ! avant que les Français arrivent, c'était des marécages. Non, croyez-moi, ils sont heureux. Ce sont d'ailleurs de braves gens mais il ne faut pas laisser les meneurs les contaminer. Puis il faut que nous regagnions notre prestige. Il en a pris un coup depuis 1940. Vous savez, les Arabes, je les connais bien, ne respectent que le vainqueur. Celui qui a du prestige. Qui tient le bâton, quoi ! »

Il faut bien dire que depuis 1940 le prestige du Français d'Algérie est en baisse. Pourtant il a tout fait pour se trouver du côté du plus fort, lui aussi. En 1940 il est loin de l'occupant allemand, n'en subit pas le contact, ne souffre pas de sa présence. Alors c'est à bras ouverts qu'il accueille la politique du bon vieillard qui s'est sacrifié pour la France. Lui au moins prend les mesures qu'on aurait dû prendre depuis longtemps. Les juifs redeviennent des juifs. Ils n'ont jamais été des Français comme lui. Même si Crémieux en a décidé ainsi en octobre 1870. Les haines, les clans, les jalousies travaillent le Français d'Algérie partisan depuis toujours d'un ordre bien établi, ouvert aux idées fascistes de l'État fort, tenant bien en main les minorités. Nulle part en France ou dans l'Empire la propagande du Maréchal ne recevra meilleur accueil. Le « fer à repasser », comme on appela l'insigne de la légion, fleurit à la boutonnière de tous les gens « respectables ». Les affiches de propagande envahissent les murs — une habitude qu'on ne perdra jamais en Algérie — partout le portrait du bon Maréchal offre sa tête de grand-papa protecteur de l'ordre. Humain mais ferme. On aime ça en Algérie. Les Arabes ne bougent pas. Ils font leur travail, c'est tout ce qu'on leur demande même si ce Ferhat Abbas s'adresse directement au chef de l'État pour lui proposer un plan d'émancipation des Algériens, l'égalité de la loi pour tous. Heureusement que le Maréchal sait les réponses vagues qu'il faut donner à ces « illuminés ».

Quant aux juifs, on leur a retiré la carte d'identité française. Ils ne peuvent aller à l'école. Ils sont retournés au niveau des Arabes, d'où ils n'auraient jamais dû sortir. Enfin pour ceux des « Européens » qui ne pensent pas comme il faut... ou qui sont par trop gênants, il y a les camps du Sud où ils seront remis dans le droit chemin de la pensée. Jacques Soustelle, qui a fait un portrait remarquable des Français d'Algérie de 1940 à 1942, soulignera chez eux l'opportunisme plutôt que la conviction profonde. C'est

la sacro-sainte loi : être du bon côté du manche. C'est difficile lorsqu'il change de main. Mais on y parvient. C'est ce qui se passe lors du débarquement allié en novembre 1942. Eux aussi ont choisi Sidi-Ferruch, comme en 1830 les Français. Là encore le coup porté au prestige français est considérable. Les moyens déployés par les Alliés sont gigantesques et à côté d'eux ceux des Français paraissent dérisoires. D'autant que ceux-ci ont « changé de veste » et les insignes de la légion, les « fers à repasser » pétainistes jonchent les caniveaux des grandes villes.

Le mois de mai 1945, explosion de joie pour le monde entier, sera tragique pour l'Algérie. Le 1^{er} mai est marqué à Alger par des manifestations. La Casbah descend dans la rue. Elle ne va pas loin. Les manifestants font 500 mètres dans la rue d'Isly et sont arrêtés à la hauteur du Casino-Music-Hall. La population musulmane veut marquer son désir d'indépendance avec les Européens. Les membres du P.P.A. de Messali, les partisans de Ferhat Abbas, et les ulémas fanatiques de l'islam, tous ceux dont le cœur est envahi par l'idée nationaliste, sont unis pour la première fois au sein des Amis du Manifeste, mouvement créé en avril 1945. Il compte déjà 500 000 membres ! C'est le moment de montrer qu'on veut l'égalité. Cette première manifestation d'Alger est interdite et vite réprimée. Un commissaire est blessé d'un coup de poignard. On refoule sans ménagement la racaille vers ses quartiers. Des hommes s'écroulent. Dans la foule un tout jeune homme, Zoubir Bouadjadj, charge un blessé sur ses épaules et gagne très vite la Casbah. Au haut du quartier musulman, à la prison de Barbe-rousse, un prisonnier entend le bruissement de la foule en ébullition qui parvient jusqu'à sa cellule. Les informations arrivent vite, même à l'intérieur des prisons. Ce soir du 1^{er} mai 1945 Ali Mahsas, accusé d'activités antifrançaises pour son appartenance au P.P.A. clandestin, sait que la manifestation a été sévèrement matée. Il espère pourtant que cela montrera au gouvernement français à quel point les Algériens sont décidés à obtenir l'égalité. Il se trompe lourdement. À Paris on a autre chose à faire qu'à s'occuper de l'Algérie. L'ordonnance du 7 mars 1944 a déjà accordé la citoyenneté française à 60 000 musulmans et a promis d'accélérer l'assimilation. C'est assez pour un premier temps. Il faut relever le pays de ses ruines et lui insuffler une nouvelle vie économique. Et en Algérie, huit jours plus tard, c'est Sétif.

Il y a grand péril pour l'objectivité à raconter cet épisode de

l'histoire tragique de l'Algérie. Le déroulement en est confus. Et chacun, selon son opinion, en possède une version si différente ! Je vais m'efforcer, employant des témoignages provenant d'horizons extrêmement divers, de retracer ces événements tels qu'ils se sont passés.

Sétif, c'est le sud de la Petite Kabylie, déjà le Constantinois. Le cœur des riches terres à blé. Dans la région de Sétif la règle est : tout pour le grain. À perte de vue des champs immenses. C'est la Beauce de l'Est algérien. Les blés verts déjà hauts frissonnent au vent, formant de larges vagues bleutées qui vont s'écraser sur les premiers contreforts de la Petite Kabylie. La région est riche et cette prospérité rejaillit un peu sur la population musulmane. Ce n'est pas l'opulence mais, contrairement à beaucoup d'autres régions d'Algérie, ce n'est pas la misère. Cette riche région du Constantinois n'en est pas pour autant insensible aux idées progressistes. Le département de Constantine a toujours été le terrain de prédilection de l'activité nationaliste. Depuis quelques jours, presque deux semaines, les indices d'une nouvelle campagne nationaliste sont flagrants. Des slogans s'étalent sur les murs, sur les chaussées : « Rien ne pourra transformer un Arabe en Français » ; « Un seul but : la victoire du P.P.A. Un seul moyen : la lutte » ; « Algériens, le maquis vous appelle. Le châtiment approche. » Déjà le leitmotiv des discours de Ferhat Abbas est : « Se tenir prêt au sacrifice suprême pour obtenir l'indépendance de l'Algérie. »

En mai 1945 déjà, l'idée d'assimilation, d'intégration totale, d'égalité avec les Européens, que demandent tous les musulmans, est dépassée par certains d'entre eux. C'est l'indépendance qu'ils veulent. Ils sont une toute petite fraction. Mais il faut en tenir compte et éviter la « contamination ». Déjà M. Cazagne, secrétaire général du Gouvernement général de l'Algérie, conclut son rapport par ces mots : « Il faut redresser la situation et l'accompagner de réformes sociales substantielles. »

La première proposition sera entendue. Ô combien ! Quant à la seconde...

Ce 8 mai 1945 à Sétif c'est jour de marché. La ville est en effervescence depuis que l'on sait la victoire proche. Un mot d'ordre du P.P.A. clandestin a circulé : le jour de la victoire, manifestation pour exiger, après le sacrifice et la conduite des Algériens dans l'armée française, un peu de démocratie et de

justice ! Dès 8 h 30 une foule de citadins auxquels se mêlent des paysans, des fellahs et aussi des scouts musulmans et des membres du parti se groupent près de la gare de Sétif. Ils se mêlent à la foule du marché. Les Européens s'inquiètent. Pour les comprendre il faut se replacer dans l'ambiance qui suit l'effondrement de l'Allemagne et la victoire des Alliés. Les Européens sont partagés en deux clans : ceux qui, ce jour, fêtent la victoire alliée — les cloches vont sonner à 15 h 45 annonçant la capitulation — et ceux qui, satisfaits de la victoire, pensent néanmoins que ces gaullistes ne vont leur apporter que des malheurs, que s'« ils » laissent faire les Arabes, les Européens n'auront plus qu'à « faire la valise ». Déjà le déplorable slogan circule. Combien faudra-t-il d'erreurs, d'injustices, d'atrocités de part et d'autre avant qu'il se vérifie ! M. Lestrade-Carbonel, préfet de Constantine, s'est fait le porte-parole des colons outrés. La police a des ordres très stricts pour rétablir l'ordre s'il en est besoin. Depuis près de quinze jours le préfet n'hésite pas à dire : « Nous allons assister à de grandes opérations. Le parti sera dissous. »

Cet A.M.L., ces Amis du Manifeste inquiètent. Si des troubles se produisent le gouvernement de Paris sera obligé de constater que ces mesures de « libéralisation » — prises par les gaullistes entre parenthèses — sont prématurées. 60 000 musulmans que l'on « décrète » Français ! Ce décret du 7 avril 1944 les colons ne l'ont pas digéré ! Et *L'Echo d'Alger*, bien avant le 8 mai, « éditorialise » ainsi : « Quand la maison brûle, quand le navire sombre, c'est le pompier qu'il nous faut. Et pour nous, en Algérie, ce pompier c'est le gendarme... » Inutile de préciser que si la manifestation musulmane est « encadrée » par le P.P.A., les provocateurs européens ne manquent pas ! Le mot d'ordre pour les musulmans est de manifester en sortant, pour la première fois, le drapeau algérien : vert et blanc. La manifestation se dirige vers le centre. On chante *Min djibalina*, « De nos montagnes » ; les femmes encouragent les hommes de leur you-you stridents. Des pancartes sont brandies : « Démocratie pour tous » ; « Libérez Messali » ; « Libérez les leaders en prison... » Paradoxalement c'est la plus anodine de ces pancartes qui va mettre le feu aux poudres. Un inspecteur de police qui sort du café de France lit sur celle-ci : « Vive la victoire alliée ! ». Il est entouré, perd son sang-froid et tire sur le porteur de pancarte qui s'effondre, touché au ventre. Le détonateur fait son office. Des coups de feu partent de

toutes les directions. Un jeune scout, Bouzid, qui tient le drapeau nationaliste, s'écroule touché à mort. La foule réagit. Des Européens sont assassinés à bout portant. On lance le cri de guerre sainte : « Ed-djihad ». Qui le lance ? Le massacre se poursuit, s'étend. Le maire socialiste de Sétif, M. Deluca, favorable aux musulmans, est abattu. Qui l'a tué ? On s'accusera mutuellement de sa mort.

Alors se déclenche dans la nuit, à Sétif et dans les environs, l'abominable processus d'assassinats en série. On tue, on martyrise de part et d'autre. Des colons isolés sont attaqués par des domestiques. Ceux qu'ils ont depuis trente ans. De ceux dont ils disaient : « Nous les connaissons bien. Ils nous sont soumis. D'ailleurs ils sont heureux. » Le massacre de Sétif vient de commencer. Il durera huit jours. On viole. On étripe. On mutile. On égorge. Une opération considérable de ratissage est menée par le général R. Duval à la tête de légionnaires, de Sénégalais. On dit même qu'il employa des prisonniers italiens. Tous ceux qui sont fichés comme P.P.A., comme A.M.L. ou comme suspects sont embarqués. Les fusillades sont innombrables. La répression est sauvage. Les Européens, dont certains ont eu à cruellement souffrir dans leurs familles des crimes de cette journée, se sont fait donner des armes et décident de faire leur propre répression. Une femme européenne a-t-elle été violée dans telle ferme ? Un commando ratisse la région et fusille par dizaines les musulmans qu'il trouve sur son passage. C'est, répondant au meurtre aveugle, le meurtre aveugle. Œil pour œil. Dent pour dent. Mais ni les yeux ni les dents n'ont la même valeur selon qu'ils sont européens ou musulmans. On ne saura jamais où sont les responsabilités ; qui a déclenché le massacre. On pourra malheureusement juger de ses conséquences.

Car on peut parler de massacre. Des douars entiers ont disparu. On retrouvera des fosses communes remplies à ras bord de cadavres. D'après le rapport officiel du ministre de l'Intérieur d'alors, M. Texier, à peine 5 p. 100 de la population musulmane du Constantinois (soit 50 000 hommes) a participé aux manifestations. Rares seront pourtant les familles qui ne seront pas touchées par la répression. On y a été un peu fort. À tel point qu'une commission d'enquête va être envoyée d'Alger par le gouverneur général.

Et va se dérouler l'un des épisodes les plus frappants de la

mentalité de l'Algérie d'alors. La commission portera le nom de commission Tubert, du nom de son président. Le général de gendarmerie Tubert a été maire d'Alger et est membre de l'Assemblée consultative provisoire. Il a une réputation bien établie de libéral. Si dans certains milieux réactionnaires de la colonisation on ne l'aime pas beaucoup on est obligé de reconnaître sa parfaite honnêteté. Le général Tubert est accompagné dans sa mission de M. Labatut, avocat général à la cour d'appel d'Alger, et du bon Arabe de service, le cadî de Tlemcen, M. Taleb Choïabould Benaouda.

La commission arrive sur place le vendredi 25 mai au matin et commence son travail d'investigation. Elle est décidée à ne travailler que sur des faits précis, prouvés ou « gravement présumés ».

Mais le général de gendarmerie ne se contente pas de bavarder avec les officiels, de recevoir la version « européenne » de la manifestation, du massacre puis de la répression : c'est un fouineur, il interroge les Européens, il note les récits, puis les compare. Il va bavarder avec les musulmans, écoute avec patience leurs doléances, va voir sur place les traces des fosses, la chaux vive. Il entend les pleurs des familles de colons assassinés, mais aussi les gémissements qui s'élèvent de douars sans hommes. Tous massacrés. Il accumule notes et preuves, pendant quarante-huit heures il travaille comme un bœuf. Cette équipe inquiète une fraction des colons du Constantinois, en particulier ceux de la toute-puissante Chambre d'agriculture, ceux qui assuraient quinze jours avant les manifestations : « Nous aurons des troubles et le gouvernement sera bien obligé de revenir sur le décret du 7 mars, sur. Sa décision de faire de 60 000 indigènes des citoyens français. » Paroles étrangement prémonitoires ! Qu'est-ce qu'il vient fourrer son nez dans nos affaires, ce libéral à la gomme ! Ici on a réglé nos comptes entre nous. Ils ont assassiné, violé nos femmes, massacré nos familles et on ne se défendrait pas ? Et ils se concertent, unissent leur puissance. C'est qu'ils ont le bras long ! Le samedi soir, quarante-huit heures après son arrivée, la commission Tubert est rappelée d'urgence à Alger. Le général Tubert a compris. Il sait qu'il ne reviendra plus.

Alors il se décide à ne rentrer à Alger que lundi matin. Ça lui laisse encore le dimanche devant lui. Son opinion est faite mais il veut accumuler une masse de preuves irréfutables. Rentrée à

Alger, la commission Tubert rédige son rapport au Gouvernement général. Rapport ultrasecret dont on ne parlera jamais. Bien mieux, les exemplaires, les copies de ce rapport sont rassemblés et mis au pilon ! Jamais, officiellement, on ne saura ce qui s'est passé à Sétif. Pourtant on a conservé trois exemplaires du rapport de la commission Tubert. L'un classé aux archives du Gouvernement général, un second qu'a dû conserver le général Tubert et un troisième que j'ai eu en main.

Qu'il est significatif dans sa sécheresse, dans son souci d'objectivité ! Quelle mise en garde dès mai 1945 !

La commission établit que du 8 au 13 mai 1945, 104 Européens ont été tués dans le département de Constantine, plusieurs femmes ont été violées. Des colons de Chevreur, des petits et moyens colons qui travaillent dur, qui sont les plus proches des Arabes, ont reconnu parmi les assaillants certains de leurs domestiques élevés à la ferme, qui les servaient depuis trente ans. L'attaque s'est menée aux cris de « Djihad », guerre sainte. Pour expliquer ces crimes, la commission s'efforce de retracer le climat psychologique avant les événements :

« Inutile d'insister longuement sur un état d'esprit navrant et bien connu. Alors que la fraternité régnait sur les champs de bataille de l'Europe, en Algérie le fossé se creusait de plus en plus entre les deux communautés. Déjà les provocations fusent. Les indigènes menacent les Français. Beaucoup n'osent plus se promener avec des Européens. Les pierres volent, les injures pleuvent. Les Européens répliquent par des termes de mépris. « Sale race » résonnait trop fréquemment. Les indigènes n'étaient pas toujours traités, quel que fût leur rang, avec le minimum d'égards. Ils sont l'objet de moqueries, de vexations.

« Trois faits nous ont été racontés, prouvant l'état d'esprit de la population musulmane. Un instituteur de la région de Bougie donne à ses élèves un modèle d'écriture : « Je suis français, la France est ma » patrie. » Les enfants musulmans écrivent : « Je » suis algérien, l'Algérie est ma patrie. »

« Un autre instituteur fait un cours sur l'Empire romain. Il parle des esclaves. « Comme nous », crie un gosse.

« À Bône enfin une partie de football opposant une équipe entièrement européenne à un « onze » musulman doit être arrêtée par crainte d'émeute...

« La multiplicité des renseignements qui nous sont parvenus permet d'affirmer que les démonstrations de cet état d'esprit couvraient *tout le territoire algérien*.

« Actuellement, la presque totalité de la jeunesse des facultés est acquise aux idées nationalistes ou, au moins, autonomistes... Les musulmans ayant séjourné en métropole comme soldats ou travailleurs ont porté leur attention sur des faits sociaux qui passaient inaperçus aux yeux de leurs parents. Ils font des comparaisons entre leur situation et celle des Européens, qu'ils jugent privilégiés. En outre ils acceptent difficilement que des Espagnols, des Maltais, des Italiens qui, souvent non naturalisés, ne sont pas appelés à défendre le pays où ils vivent, jouissent d'une position sociale supérieure à la leur. Enfin, ils jalourent les colons propriétaires de grands domaines. Un seul colon règne en maître sur des milliers d'hectares et ils comparent sa richesse à leur misère.

« La répression des événements dont nous venons d'analyser certaines des causes a été sévère. On peut l'établir *officiellement* ainsi : 500 à 600 indigènes tués par l'armée. 500 à 700 tués par les colons. 20 à 40 musulmans tués à Sétif par la police et la gendarmerie.

« Conclusion incontestée : les émeutes avaient un caractère politique et tendaient à réclamer la libération de Messali Hadj et l'indépendance de l'Algérie. Il est permis de s'étonner que la conjonction des éléments P.P.A., Amis du Manifeste et ulémas ait pu se préparer, se conclure et étendre ses effets avec une telle ampleur sans que l'administration ait paru lutter contre un danger dont elle ne semble avoir compris la gravité que peu de jours avant les événements.

« La commission, en conclusion, signale la psychose de peur qui étreint les colons. Elle signale également cette peur chez les musulmans. Peur qui, mêlée à des sentiments de mécontentement et de suspicion, agite les masses musulmanes.

« Il est nécessaire de rassurer les uns et les autres et de définir *sans tarder* et avec *netteté* et sincérité, les programmes politiques et économiques que les pouvoirs publics décideront d'appliquer à l'Algérie. »

Au panier, au pilon, le rapport ! D'autant que le général Tubert qui, dans les chiffres de la répression produits dans son rapport,

n'a cité que les morts officiellement établis, recensés, parle en réalité de 15 000 morts ! On ne saura jamais le chiffre exact. Les musulmans et plus tard le F.L.N. diront 45 000 morts ! 6 000, 15 000, 45 000 morts, qu'importe ! Le résultat est atteint. Il fallait étouffer dans l'œuf ce mouvement de rébellion, ont dit les colons. C'est fait. Le sang a tout recouvert. Et le rapport de ce libéral de Tubert est enterré à tout jamais. Au Gouvernement général on n'a entendu ni son enquête ni ses conclusions. Et pourtant elles recoupaient celles du général Duval. On ne peut lui coller l'étiquette de « progressiste », au général Duval. C'est lui qui a dirigé la répression militaire avec ses Sénégalais, ses légionnaires et ses prisonniers italiens. Il a « maintenu l'ordre ». Et pourtant, le 16 mai 1945 — le sang de la répression n'est pas sec —, il ne peut s'empêcher d'écrire ce qu'il a sur le cœur dans le rapport ultra- confidentiel qu'il adresse à son chef, le général Henry Martin, commandant le 19^e corps d'armée à Alger :

« L'épreuve de force des agitateurs s'est terminée par un échec complet dû *essentiellement au fait que le mouvement n'a pas été simultané*. L'intervention immédiate a brisé toutes les tentatives mais le calme n'est revenu qu'en surface. Depuis le 8 mai, un fossé s'est creusé entre les deux communautés. Un fait est certain : il n'est pas possible que le maintien de la souveraineté française soit exclusivement basé sur la force. Un climat d'entente doit être établi.

« Avons-nous assisté à la phase culminante du mouvement antifrançais ? Il faudrait être optimiste pour le croire. Le déclenchement du mouvement du 8 mai n'était pas prévu « ferme » pour le 8 mai. Nous avons assisté à un essai qui ne s'est pas généralisé grâce à l'efficacité et à la rapidité des mesures « contre-feux ». Mais il s'en est fallu de peu que l'Algérie entière ne s'embrase... Beaucoup de colons demandent une sévère répression. Beaucoup de Français oublient que seule une fraction de la population indigène a participé aux troubles ; ils critiquent [les Français] l'intention de poursuivre l'œuvre entreprise par l'ordonnance du 7 mars... »

Et c'est l'homme de la répression qui écrit cela ! Mais son rapport ne touchera pas plus les autorités que celui du général Tubert. Le calme est revenu. C'est vrai. Et plus que le calme. Il fallait détruire dans le peuple l'idée même d'indépendance nationale. C'est réussi. Mais les familles font le bilan. Il est

affreux. On en parlera encore dix ans, vingt ans plus tard. Il marquera profondément des écrivains comme Kateb Yacine. « Là se cimenta mon nationalisme, écrira-t-il, j'avais seize ans. » Il nourrira les rancœurs, il enflammera le cœur des jeunes militants dix ans après, en 1954. Le nom d'Achiary, sous-préfet de Guelma qui laisse faire et aide la répression européenne, sera encore exécrée, vomi.

Tout ou presque est parti de Sétif. Même si, en apparence, le premier but est atteint : l'éclatement des Amis du Manifeste. Tous les dirigeants connus sont arrêtés. Un sentiment de découragement, un vent de défaitisme, enveloppe la population et les militants. Mais un petit groupe d'hommes durs et décidés savent maintenant que les musulmans ne parviendront à rien avec des moyens politiques. Il faudra créer un instrument révolutionnaire. Ces hommes ne se connaissent pas encore ; ils s'appellent : Mohamed Belouizdad, Rabah Bitat, Ali Mahsas, Krim Belkacem, Didouche Mourad, Ben M'Hidi, Ben Boulaïd et bien d'autres. Ils sont à Alger, à Oran, en Kabylie, dans l'Aurès. Il leur faudra dix ans pour se rencontrer, s'entendre, s'unir.

Pour l'instant, l'héroïque 7^e régiment de tirailleurs algériens débarque à Alger. Il vient de perdre en Alsace plus d'un tiers de ses effectifs. Les hommes, presque tous originaires du Constantinois, rentrent chez eux, couverts de gloire. Ils vont revoir leur famille, leurs femmes, les enfants, le douar tranquille dont ils ont rêvé dans la boue d'Alsace, sous le feu des canons allemands. Ils découvrent les carrières de fusillés de Guelma, les fours à chaux d'Héliopolis, de Villars. Ils ont encore des fleurs de France à la main et ils trouvent chez eux la haine la plus atroce. Aux quatre coins de l'Algérie, des médailles, des « bananes » pendent encore sur la poitrine de l'adjudant Ben Bella, de Marnia, du sergent Ouamrane, de Dra-el-Mizan, de l'adjudant Boudiaf, de M'sila, qu'ils apprennent Sétif, 8 mai 1945. Partout ailleurs, c'était le jour de la victoire...

Les dix années qui vont suivre seront des années de calme, de tranquillité, de paix pour les Européens d'Algérie. Le soudain réveil de novembre 1954 n'en sera que plus brutal.

Pourtant ces dix années ne vont pas se passer sans protestations musulmanes. Mais Sétif a cassé le ressort. Tout espoir de lutte directe, d'« action directe » comme on dira en 1954, est pour l'instant abandonné. C'est l'heure de la

politique, de la tentative politique. Deux hommes la dominant, Ferhat Abbas et Messali Hadj. Avec des moyens différents, avec des succès divers aussi. Ils ne vont pas intervenir directement dans le déchaînement de la révolution de 1954 que je veux raconter ici, mais, par leur personnalité, leur opiniâtreté, leurs erreurs aussi ils en ont été les catalyseurs. On verra combien Messali Hadj était plus dur, plus excité, plus violent contre les Français que ne l'était Ferhat Abbas. Et paradoxalement c'est celui-ci que les Européens redoutent. Sa dialectique, sa pensée, leur sont plus proches, plus compréhensibles.

En 1946, en mars, Abbas qui a été arrêté le 8 mai 1945 au Gouvernement général alors qu'il venait féliciter le gouverneur Chataigneau pour la victoire alliée, est relâché. Ferhat Abbas, qui ne se sentait pas à l'aise avec les hommes du P.P.A. clandestin, reprend sa liberté et réunit ses fidèles au sein d'un nouveau parti, l'U.D.M.A, l'Union démocratique du Manifeste algérien qui obtient onze sièges aux législatives de juin 1946. Le voilà député. Il a quarante-sept ans, les tempes grises. Il est marié à une Française. Il s'est séparé de sa première épouse, la fille d'un riche propriétaire musulman de Djidjelli, pour incompatibilité d'humeur. Pas avec la jeune femme, mais avec son beau-père, homme pieux et traditionaliste, que les sentiments laïques du leader politique offensaient abominablement ! Le pharmacien de Sétif est certainement la figure la plus attachante, l'exemple parfait, le plus représentatif des occasions manquées en Algérie. Du jeune président de l'Association des étudiants musulmans au président du G.P.R.A. à Tunis, que de chemin parcouru, que d'efforts, que d'humiliations, que d'espoirs déçus, quelle révolte qui explosera soudain !

La vie de Ferhat Abbas c'est trente ans de l'histoire d'Algérie. Il faudrait un livre pour la raconter mais ce qu'il dit, ce qu'il publie à dix ans de distance suffit pour se faire une idée de l'évolution du leader algérien, de sa façon de penser, de ses espoirs aussi. La plus célèbre déclaration, d'abord, celle toujours citée par les Européens quand ils voulaient montrer dans un premier temps que les musulmans étaient fidèles à la France, que l'Algérie, c'était la France, et dans un second temps, bien plus tard, pour tenter de prouver la versatilité de Ferhat Abbas : « Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste — écrit-il dans son journal *L'Entente* en 1936 — et je n'en rougirais pas comme d'un crime. Les hommes morts pour l'idéal

patriotique sont journallement honorés et respectés. Ma vie ne vaut pas plus que la leur. Et cependant, je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'Histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières : personne ne m'en a parlé... On ne bâtit pas sur du vent. Nous avons écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays... Personne d'ailleurs ne croit à notre nationalisme... »

En général ceux qui veulent prouver quelque chose par cette citation « oublient » la fin : « Ce que l'on veut combattre derrière ce mot de nationalisme, conclut Abbas, c'est notre émancipation économique et politique... Sans émancipation des indigènes, il n'y a pas d'Algérie française durable... » Les cimetières ! On en parlera longtemps...

Sortant de prison en mars 1946, alors qu'il sait combien Sétif a marqué les musulmans, il espère encore. Il lance à la jeunesse algérienne un appel qui devrait faire réfléchir. Ce deuxième texte montre l'état d'esprit de Ferhat Abbas en 1946 :

« Ni assimilation, ni nouveaux maîtres, ni séparatisme. Un peuple jeune [...] poursuivant son renouvellement intellectuel et moral, associé à une grande nation libérale, telle est l'image, l'expression la plus nette de notre mouvement de rénovation algérienne... Que les moins de quarante ans prennent leurs responsabilités et réfléchissent aux graves problèmes de l'heure. Ni la force ni la basse soumission n'apporteront la solution véritable.

« Il s'agit de libérer l'Algérie du vieux système de domination coloniale [...] en respectant le principe des nationalités... Si la jeunesse algérienne ne dominait pas ses différences d'origine, si elle n'écartait pas délibérément de la vie publique les antagonismes qui s'inspirent obscurément des concepts religieux, elle aboutirait à un suicide moral lourd de conséquences.

« Un double et sincère effort est à réaliser. Le 8 mai nous a ramenés aux croisades, avec cette circonstance aggravante, pour les Français d'Algérie, que c'est une partie de leur élite qui, de sang-froid, a torturé, assassiné, durant des semaines des êtres innocents. Cela n'a été possible que parce que l'Arabe a toujours été considéré comme un être à part, un ennemi, un homme inférieur... Du côté musulman, le concept théocratique du

Moyen Âge doit aussi disparaître. L'époque du prosélytisme religieux est révolue... Un Algérien chrétien, israélite, doit être le frère d'un Algérien musulman, sans que celui-ci cherche à exclure l'autre de la communauté, ni que l'autre se croie obligé de l'assimiler ou de le réduire à l'esclavage... »

Cet appel à la jeunesse, l'un des textes les plus émouvants, les plus sincères, les mieux écrits et pensés du leader algérien, va devenir le programme du nouveau parti : l'U.D.M.A. Le succès de Ferhat Abbas est foudroyant. Sa personnalité, ses idées consolident son premier noyau de « clientèle ». Il est l'homme des intellectuels musulmans, des évolués, de la bourgeoisie. Il sait ce qu'il veut. Il demande, il exige presque, mais avec un bon sens, une modération qui rassurent. Et c'est un homme avec qui les Français peuvent discuter.

Il est très européenisé. Sans parler de sa femme alsacienne, il manie mieux le français que l'arabe. Il est même très III^e République d'aspect. Le profil sémitique et la moustache du Constantinois s'effacent très vite devant les manières rondes, bonhommes, familières. Il a commencé si jeune sa vie publique qu'il sait y faire. Il a le costume sobre, un peu avachi, la poignée de main très radical-socialiste. Il pourrait même ainsi être suspect aux yeux des jeunes intellectuels si sa sincérité, sa foi n'étaient si flagrantes. Car s'il est à l'aise au milieu des meneurs politiques, si son assurance s'est développée au cours des épreuves, au long des années, il en est tout autrement lorsqu'il doit exposer ses idées devant une assemblée, lorsqu'il sait que la partie est importante. Le pharmacien de Sétif a une sensibilité exacerbée qui lui nuit à la tribune. Il s'emballe comme un moteur qui tourne trop vite. Il veut tant en dire, il veut si fort convaincre qu'il lui arrivera de ne plus jouer le jeu parlementaire à la tribune, de se laisser aller à prononcer des phrases qui dépassent sa pensée ou qu'il exprime trop crûment ! Mais qu'importe ce petit défaut, Ferhat Abbas sait se faire respecter et la bourgeoisie intellectuelle le trouve représentatif. Quant au peuple qui va lui apporter cette victoire aux législatives de 1946, il est impressionné. Il ne se sent pas proche de cet Arabe si occidentalisé mais il l'admire. Ferhat Abbas, c'est un peu le cousin qui est monté à la ville, qui s'y est instruit, qui a réussi mais qui n'a pas oublié ses origines, bien mieux qui défend sa famille, qui s'en fait le champion. Et puis Sétif est si proche. Le peuple, maté par l'effroyable répression, ne veut pas se risquer à penser à une action antifranaise. Avec

« Monsieur » Abbas on sait où l'on va. Il nous défend sans sortir de la légalité.

Enfin, le concurrent de toujours, le vieux Messali, est encore en exil. Le P.P.A. est clandestin, le M.T.L.D. embryonnaire, les conditions sont réunies. 1946 sera la grande année Abbas. Sur les treize sièges réservés à l'Algérie à l'Assemblée nationale, l'U.D.M.A. en remporte onze. Et Ferhat Abbas entre au Parlement à la tête des dix députés algériens. Le bougre fait peur aux Européens. Peur est un bien grand mot, disons que l'on se méfiera de lui. Pour les Français d'Algérie en 1946 et pour un bon bout de temps, le nationalisme algérien aura le visage de Ferhat Abbas. Ils ont oublié que le leader algérien a lui-même déclaré dans son appel à la jeunesse : « Le nationalisme musulman est un anachronisme. » L'ont-ils seulement su ? Encore une incompréhension basée sur le mépris, sur le refus du dialogue.

Si Ferhat Abbas séduit par sa prudence, son respect de la loi, la bourgeoisie intellectuelle des villes d'Algérie, s'il rassure, pour un temps, une population en partie terrorisée, la personnalité fracassante de Messali Hadj n'est pas pour autant oubliée. Et c'est dans l'ombre de Messali que vont grandir et s'affirmer la plupart des hommes qui vont préparer et déclencher la révolution de novembre 1954. Mais ils se seront séparés du vieux prophète. Pour l'heure, dans les années 1946-1947, c'est Messali qui, pour eux, représente le mieux le nationalisme algérien.

Un personnage étonnant, ce Messali. Il a cinquante et un ans. Une tête intelligente de prophète barbu. Il soigne son personnage. Il s'est fait « une gueule ». Le front large est en partie caché par un fez rouge qui retient avec peine une masse de cheveux grisonnants qui bouclent sur la nuque. Il ne quitte pas une djellaba de drap fin bordé d'un galon de soie tressée. C'est toute une histoire, cette djellaba, c'est une profession de foi aussi. Messali, qui est né à Tlemcen, la ville sainte, a flirté dans la première partie de sa vie avec le communisme. Expulsé d'Alger dans les années 30 comme agitateur, il vit misérablement à Paris. Il est ouvrier chez Renault — combien de leaders de la révolution mondiale la célèbre fabrique d'automobiles aura-t-elle vus passer dans ses ateliers ! — et là prend contact avec le syndicalisme et les communistes. Il voyage. Beaucoup. Il prend des contacts. Beaucoup de contacts. À Bruxelles, au Caire, à Moscou. Il dirige le journal communiste *L'Etoile nord-africaine* qui, après cinq ans

de vie officielle, est publié clandestinement.

Il n'y a pas chez Messali la subtilité, la prudence, le désir d'entente avec la France qu'il y a chez Ferhat Abbas. Non. Lui, il a annoncé la couleur dès le début de son « action révolutionnaire » : l'indépendance de l'Algérie, le retrait des troupes d'occupation, la naissance d'une armée nationale. Ses séjours en prison ne se comptent plus. En mars 1937 il a fondé le P.P.A., Parti populaire algérien, qui remporte tout de suite un immense succès dans le peuple. Il faut dire que Messali sait y faire. Il a pris ses distances avec les communistes, tout en appliquant les techniques d'agitation apprises lors de ses stages à Bobigny ! Mais il les adapte à son pays. Se rendant compte qu'il valait mieux jouer la carte de l'Orient que celle de l'Occident, même appuyé par les communistes, il met au point son personnage : mi-agitateur, mi-saint homme. Il ne boit plus, ne fume plus et ne se sépare plus de la fameuse djellaba. C'est la campagne des réunions de masse, des discours. Les tournées de Messali sont extraordinaires. Son succès est foudroyant. Lorsqu'il prend la parole dans quelque petite ville, on voit dès le matin la cité envahie par de longues files d'hommes qui viennent de la montagne, du bled, qui font des kilomètres à pied ou à dos d'âne pour entendre le leader. C'est le Grand Marabout qui séduit plus que le chef politique car il possède à fond l'art de mêler, avec une subtilité tout algérienne, versets du Coran et appels au peuple. C'est un orateur remarquable. Il enflamme. Son personnage galvanise les foules, les emporte dans un torrent verbal. Le contact avec le peuple est plus mystique que politique. On lui apporte de l'argent. Mais c'est à lui-même qu'on veut le remettre. Et s'il n'y a pas d'argent, on apporte des poules, des œufs, un mouton !

Et lorsque Lahouel, son fidèle lieutenant — pour l'instant — « fait les comptes », la caisse du parti, pour hétéroclite qu'elle soit, est florissante. Mais la situation n'est pas tranquille. Le P.P.A. s'est tout de suite révélé comme le parti dur et la répression s'abat très vite sur lui. Interdit, il n'en sera que plus fort car ses militants se sont organisés clandestinement.

En 1946, Messali vient de passer cinq années en prison ou en résidence surveillée. Il a été condamné en mars 1941 à seize ans de travaux forcés, vingt ans d'interdiction de séjour et à la confiscation de ses biens par le gouvernement de Vichy. Libéré

par le général Giraud, on l'a mis immédiatement en résidence surveillée. Son activité n'en est pas interrompue pour autant ! On a vu comment il a conseillé aux membres du P.P.A. clandestin de rejoindre les Amis du Manifeste. Mais il y a eu Sétif, l'éclatement des Amis du Manifeste, et le succès de l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas. Il est temps de se ressaisir. Ce n'est pas la résidence forcée à laquelle il doit se plier qui entrave le leader. Aucune prison, aucun exil, aucune déportation ne l'a empêchée de transmettre ses ordres, fidèlement appliqués par l'appareil clandestin du P.P.A. Avec ses durs il crée le M.T.L.D., le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, parfait paravent légal du P.P.A. clandestin.

Si les législatives de 1946 ont été favorables à Ferhat Abbas, aux élections municipales d'octobre 1947 c'est le triomphe de Messali. Le M.T.L.D. « coiffe » la plupart des municipalités. Dès lors le M.T.L.D. va devenir la « bête noire » du Gouvernement général. Si la population européenne se méfie plus de Ferhat Abbas — qu'elle trouve trop sage pour être honnête — que de Messali, un excité que d'ailleurs on connaît peu dans les milieux européens, la répression officielle va s'abattre sur les membres du M.T.L.D. et sur ceux qui auront le front de se présenter aux élections. Et avec un programme pareil ! « Élection d'une Assemblée constituante algérienne souveraine au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion. »

Cette répression va avoir une conséquence essentielle pour la préparation de la révolution. Elle va regrouper les plus durs. Ceux qui, déjà, ont balayé le défaitisme et le « découragement face à l'action » qui règnent même au sein du M.T.L.D. Si Messali, conseillé par le secrétaire de la Ligue arabe, s'est décidé à jouer le jeu parlementaire, ils voient, eux, grâce à cette répression contre le M.T.L.D. naissant, que les moyens politiques ne seront pas suffisants.

À Alger, des hommes parlent, discutent des heures durant. Ils sont tous du M.T.L.D. « Nous avons une organisation politique de masse, disent-ils, mais sans organisme spécialisé dans la révolution. Il faut créer un instrument révolutionnaire. » Ces hommes s'appellent Mohamed Belouizdad, Ahmed Ben Bella, Aït Ahmed, Ali Mahsas.

NAISSANCE D'UN RÉVOLUTIONNAIRE

Un jeune homme, en Kabylie, a porté aux élections de 1946 un

intérêt passionné. Il s'appelle Krim Belkacem. Il a vingt-quatre ans. Il est mandaté par le P.P.A.-M.T.L.D. Pour surveiller le déroulement des élections dans la région du douar Ouled-Yahia-Moussa. La famille de Krim est très connue dans la région, elle est liée aux Français. Le père de Belkacem a été caïd, puis, à sa retraite, sa grande sagesse, ses conseils éclairés lui ont valu de devenir président de la djemaa, le conseil de village. Krim Belkacem a également un cousin caïd et un autre garde des Eaux et Forêts. Ces fonctions de caïd, de garde forestier, semblent subalternes et pourtant le pouvoir de ceux qui les exercent est considérable dans cette Algérie de l'après-guerre.

Le caïd, par exemple, est choisi par les autorités françaises. Et dans les douars dépendant de communes mixtes c'est le seul contact que l'administrateur et les deux administrateurs adjoints aient avec la population. C'est au caïd que l'on s'adresse pour savoir ce qui se passe, quel est l'état d'esprit de la population. C'est à lui que l'on indique la tendance que doit prendre telle ou telle élection, c'est lui qui « fait voter ses ouailles », en échange de quoi on donne tel ou tel poste de sous-ordre, tel ou tel avantage aux « protégés » du caïd, à qui, en outre, on laisse toute liberté pour « faire ses affaires ». Et la plupart ne s'en privent pas. Un papier d'état civil, pour lequel l'administration française demande le prix d'un timbre ou du papier timbré, devient un document fabuleux que le malheureux habitant du douar devra « acheter » au caïd mille ou deux mille francs ! La plupart de ces fonctionnaires avec la complicité de l'administration locale deviennent des petits seigneurs, tout dévoués aux Français, mais qui exploitent littéralement la masse des fellahs. Si le père de Krim Belkacem était de l'ancienne race des caïds qui défendaient leurs concitoyens, qui les faisaient bénéficier des avantages que l'administration française avait prévus, son cousin est de la « nouvelle vague ». Il a souvent proposé au jeune homme son appui, à condition de l'aider à savoir ce qui se passe, à fichier les membres ou les sympathisants du P.P.A. clandestin. Mais les relations se sont aigries car le jeune homme, délégué du M.T.L.D., devient lui-même l'un des « meneurs » de la Kabylie. Il a politisé la population. Et le cousin caïd ignorera toujours que c'est une de ses réflexions qui a été le détonateur de la révolte chez le jeune homme. Parlant de la population de son douar il a l'habitude de l'appeler « le troupeau de moutons dont je fais ce que je veux ». Et le jeune Belkacem s'est juré de « faire des

hommes de ce troupeau de moutons ».

C'est au jour des élections de 1946 que les deux cousins s'opposent sérieusement. Le caïd a réuni « sa » population et la dirige vers les bureaux de vote où il a placé comme chef de bureau son autre cousin, garde des Eaux et Forêts. Comme cela, aucun risque que l'on vote dans le sens qui n'a pas été prévu ! Mais c'est la surprise. La population n'entre pas dans le bureau de vote. Elle obéit à Krim Belkacem. Elle ne votera que s'il en donne l'ordre. Le caïd fait très vite appel aux forces de l'ordre. Un léger accrochage se produit. Des chars prennent position pour intimider la population. La journée se passe sans autre incident. Krim a donné le feu vert. La population vote. Les élections comme dans beaucoup de douars seront truquées, préparées à l'avance. Le jeune Krim s'en est aperçu mais il verra bien mieux en 1948 et surtout en 1951.

Rentrant chez lui, c'est l'incident qu'il redoutait tant avec son père, l'ancien caïd. Il a pour le vieil homme le respect que tout fils musulman a pour son père. Mais celui-ci est outré de l'attitude de son fils.

« Ils t'ont monté la tête, hurle-t-il, jamais la famille Krim n'a été contre la France. Et ce n'est pas mon fils qui va commencer ! Occupe-toi donc de mes figuiers et des champs comme je te l'ai proposé au lieu de monter les jeunes gens contre l'autorité !

— Mais ils sont malheureux, on doit les tirer de là...

— C'est ce maudit Messali qui t'a fourré ces idées dans la tête !

— Nous avons tous la même idée : libérer cette population, ces hommes, de leur malheur...

— Malheur ! J'ai bien vécu comme cela et tous ceux avant aussi. Restons à notre place... et tout ira bien. Avec l'instruction que je t'ai donnée tu pourrais trouver une place encore meilleure que celle que j'avais ! Au lieu de travailler tu cours la campagne, tu ne sais que parler, parler... pour nous apporter le malheur ! Comme s'il n'y en avait pas eu assez ! »

Le vieux Krim s'est aperçu pour la première fois de l'influence politique de son fils sur la population. Il en est effrayé. La discussion continue, longtemps. Le père et le fils sont butés. C'est la rupture.

« Va-t-en et fais ce que tu veux. Mais tu n'apporteras que le

malheur. Sur toi, sur nous, sur la population... »

La famille n'a pas renoncé, malgré la rupture, à faire rentrer au bercail, le jeune « écervelé ».

Quelques jours plus tard, Krim Belkacem rencontre « par hasard » le sous-préfet Ferret, qui engage la conversation. « Vous savez combien nous avons d'amitié pour votre famille qui fait honneur au douar... »

Krim Belkacem est frappé par le ton décontracté, familial, de celui qui, pour lui, est un haut fonctionnaire, le représentant de la France. Le vouvoiement même le surprend.

« Il ne faut pas perdre votre temps à faire de la politique. Vous êtes intelligent. Ne suivez pas les mauvais bergers... »

Krim a sa gueule butée des mauvais jours. Il ne répond pas. Le sous-préfet soupire.

« Enfin, réfléchissez. Venez frapper à la porte de la sous-préfecture. Elle vous sera toujours ouverte. Vous pourriez même y trouver un emploi... »

Comme la carotte ne semble pas avoir de prise sur le jeune homme, les autorités vont utiliser du bâton. Une semaine après cette conversation, dix-sept gendarmes arrivent au douar avec l'ordre d'arrêter quinze hommes dont on connaît les opinions nationalistes. Quatorze sont arrêtés, enchaînés. Le quinzième, Krim Belkacem, est introuvable. Il est à vingt kilomètres de là. Il a profité du jour de marché dans un douar voisin pour faire de la propagande pour le M.T.L.D. Les gendarmes vont se retirer avec leurs quatorze prisonniers lorsqu'ils se heurtent à la population qui s'est réunie, hostile, et barre le chemin aux forces de l'ordre. Les gendarmes ont dégainé. Ils ne sont pas rassurés. Le vieux Krim, le président de la djemaa, se précipite. Il craint l'effusion de sang. Il est atterré par l'attitude de la population qu'il parvient tout de même à calmer. « J'irai demain à la commune mixte. On les relâchera. Je vous le promets. » Son pouvoir est grand sur la population qui fait confiance au vieux patriarche. Les gendarmes peuvent partir emmenant les hommes qu'ils ont arrêtés. Belkacem, revenant le soir, apprend les événements et donne ses ordres : « Tous demain chez l'administrateur de Dra-el-Mizan. Il faut prévenir les populations voisines. Asseyez-vous par terre, devant la commune, et n'en bougez plus jusqu'à la libération de nos frères. J'irai avec vous. Et même si l'on doit rester des jours

assis là, nous n'en bougerons pas. On nous apportera de la galette, ce sera suffisant pour tenir. »

À Dra-el-Mizan une commission composée du juge, de l'administrateur et de l'adjoint du sous-préfet doit statuer sur le cas des hommes arrêtés. Le lendemain, le bordj de l'administrateur est littéralement envahi par une foule silencieuse qui en bloque les abords. Dans le bureau de l'administrateur, le vieux Krim tente de défendre les hommes arrêtés. « Il faut les libérer. Ils n'ont rien fait, dit-il.

— Si vous croyez que c'est par l'intimidation que vous y arriverez, Krim, tonne l'adjoint du sous-préfet, vous vous trompez ! »

Le juge et l'administrateur renchérissent.

« Mais je vous assure que ce n'est pas de l'intimidation, réplique le vieillard, c'est la touiza !

— La touiza ?

— La solidarité. Chez nous elle joue pour tout. Pour les moissons. Tout le monde y participe même si ce n'est pas son champ. Pour ramasser les récoltes. Pour construire une huilerie. Pour remplacer un bœuf qui meurt chez l'un de nous. Pour un mort, tout le monde est là. Pour quatorze des nôtres en prison, on est là aussi...

— Bon, je vous crois, dit le juge, mais si nous relâchons les hommes pouvez-vous nous garantir que votre fils ne fera plus de politique ?

— C'est difficile à dire ! Il est majeur et...

— C'est à vous de le convaincre. Vous avez de l'autorité... »

Là l'ancien caïd lève un bras au ciel.

« Enfin, essayez, poursuit le juge, nous vous faisons confiance pour cette fois. Les élus de djemaa pourront aller les chercher demain à la prison. Ils seront libérés. Dites cela à la population. Et qu'elle déguerpisse. Allez ! »

Se redressant dans sa djellaba, le vieux Krim annonce en kabyle ces décisions à la population. Au balcon de la commune, les trois membres de la commission l'observent. Mais personne ne bouge.

« Allez, rentrez chez vous ! Nous irons les chercher demain. »

Les hommes accroupis mangent leur galette en silence, regardent le sol, gênés de ne pas obéir au vieux chef. Celui-ci est bouleversé. Il ne sait que faire. Apercevant son fils, à qui pourtant il s'est juré de ne plus parler, il lui dit d'une voix tremblante d'émotion :

« Allez, va. Dis à « tes » hommes qu'ils doivent rentrer. »

Il a parlé en français. Krim Belkacem s'est levé lorsque son père s'est adressé à lui. Il voudrait lui prendre le bras, lui dire qu'il est toujours le chef respecté, incontesté, du douar, mais que pour cette affaire politique seulement c'est à lui que l'on obéit. Mais le vieil homme a tourné les talons.

« Rentrez chez vous, crie Belkacem en kabyle, ils seront libérés demain.

— Et si la promesse n'est pas tenue ? crie-t-on.

— Eh bien, nous irons tous à Tizi-Ouzou, je vous le promets. Allez, rentrez ! »

Tous les hommes éclatent en applaudissements à l'adresse du jeune homme. On se sépare, on gagne les cars, les charrettes, les baudets en chantant les chants kabyles où il n'est question que de réveil du fils d'Amazir, le premier homme kabyle, de vie, de liberté. De la fenêtre, au premier étage du bordj, le juge désigne Krim Belkacem du doigt.

« Voilà le vrai responsable, dit-il à l'adjoint du sous-préfet. On devrait s'en occuper sérieusement. »

Et ça ne tarde pas. Si quarante-huit heures après le siège de la commune mixte les quatorze hommes sont libérés, moins de deux semaines plus tard Krim Belkacem est « invité » à comparaître le 23 mars 1947 pour atteinte à la souveraineté de l'État. Krim a compris. C'est la prison à coup sûr. Faut-il y aller ? Il se rend à Alger et demande conseil aux responsables du P.P.A. « Prends ta décision seul », lui dit-on.

« J'ai hésité, me dira-t-il plus tard. J'ai revu en un instant ma courte vie de militant. J'étais né comme ça. Tout gosse, je ne pouvais comprendre cette discrimination. J'ai été à l'école Sarrouy à Alger, j'ai passé le certificat d'études européen, puis le certificat « indigène » plus facile. Pourquoi déjà français-

indigène ? Aux chantiers de jeunesse, plus tard, je suis secrétaire. C'était à Laghouat, je devais écrire les noms des Européens en bleu et ceux des musulmans en rouge. Je crois que c'est cette image de liste bicolore qui m'a décidé. Cela va peut-être vous paraître stupide mais elle m'a rendu enragé. Mon frère est revenu d'Europe avec des médailles et les pieds gelés ! Là-bas on est bien égaux. Pourquoi pas ici ? J'ai pris contact avec le P.P.A. et rentrant chez moi je me suis attaqué à cette immense zone vierge qu'était la Kabylie pour y développer l'idée nationaliste. Je quittais la maison le soir après dîner et je ne rentrais qu'à 4 heures du matin. Mon programme était simple. Je disais aux jeunes : la dignité humaine n'a pas de prix. On ne doit pas accepter l'humiliation quotidienne. Il faut secouer les joueurs de dominos, les fumeurs, les buveurs d'alcool. Il faut nous libérer. En un an j'avais organisé 1 900 jeunes en cellules de 4 hommes. Je travaillais en même temps chez mon père à distribuer les vivres dont il était dépositaire. Je faisais l'apprentissage de la vie semi-clandestine. »

Cette vie devient tout à fait clandestine le 23 mars 1947. Krim ne se présente pas à la convocation du juge d'instruction. Il sort une vieille Sten, dont la contrebande était importante, à cette époque, en Kabylie, et part vers la montagne.

Krim Belkacem a pris le maquis. Il a vingt-cinq ans. Commence alors une des aventures les plus extraordinaires de la guerre d'Algérie qui conduira le fils du caïd d'un douar perdu de Kabylie à la table de conférence d'Évian où, quinze ans plus tard, représentant le peuple algérien, il signera les accords et le cessez-le-feu...

Krim Belkacem devient une figure de la Kabylie. Sans relâche il parcourt le djebel, tentant de politiser la masse kabyle. Il est nommé chef de région du P.P.A. clandestin, recueille les cotisations, entreprend un programme d'éducation politique de la population.

Il est infatigable. Il fait des rapports sur l'état d'esprit du peuple, sur ses réactions à chaque événement important. En même temps il commence une préparation psychologique au « coup dur ». « Si ça se déclenche, dit-il aux hommes, êtes-vous prêts à y aller ? »

Les nouvelles recrues sont de plus en plus nombreuses. La bande rebelle de Krim Belkacem impressionne la population,

galvanise les jeunes. Car Krim n'est plus tout seul, un sergent de l'armée française, Omar Ouamrane, l'a rejoint, puis bien d'autres. Ouamrane devient son lieutenant. Ils sont tous deux de taille moyenne. Krim a le front large, les yeux perçants, le visage plein. Sa vitalité et la Sten qu'il tient toujours sous sa veste lui donnent un grand prestige. Il sait aussi parler à la population, convaincre, donner confiance.

Ouamrane, lui, ce n'est pas pareil, il fait peur. Il a un visage large et des mâchoires démesurées. Sa force est colossale. On a l'impression d'avoir un bison devant soi. Des petits yeux en amande semblent transpercer, fouiller celui sur qui ils se posent. Ouamrane, avec ses épaules de lutteur, surprend dans ces montagnes kabyles où les hommes paraissent si frêles, si secs, malgré une endurance extraordinaire. Il paraît déplacé, d'une autre race, venu d'un autre monde. Ouamrane, c'est une demi-douzaine de ces Kabyles, avec une seule tête. Enorme. Un bulldozer.

Les autorités s'inquiètent de l'activité de la bande. On va créer des milices kabyles qui les traqueront avec l'aide des caïds et de leurs protégés. Puisque la population soutient ces hors-la-loi, tant pis pour elle. Perquisitions, arrestations, interrogatoires se succèdent. En vain. Krim court toujours et plus que jamais. Et la population des douars de cette partie de la Kabylie fait connaissance, avant l'heure, avec ce que sera la vie atroce de l'Algérien moyen, du fellah, pendant la guerre d'Algérie. La population a peur. Krim semblait bien sympathique, bien sûr qu'il a raison quand il parle mais il amène tous ces ennuis. Les milices qui viennent n'importe quand, les jeunes qui veulent tout cassé, qui veulent partir. L'antagonisme qui a opposé Krim à son père se retrouve dans maintes familles de Kabylie. Le père de Belkacem n'est d'ailleurs pas au bout de ses ennuis. On l'a convoqué. On est brave avec lui. Pour l'instant.

« On vous connaît, monsieur Krim, vous nous avez bien servis. Vous avez été un bon caïd, mais c'est de votre fils que tout le malheur vient...

— Ah ! je le lui avais bien dit, gémit le vieillard.

— Alors, livrez-le. C'est dans son intérêt. C'est ce qui peut lui arriver de mieux avant qu'il ne fasse de grosses bêtises. Et la population sera délivrée. Elle a peur, vous le savez bien, et elle risque de s'en prendre à vous, à votre famille, à votre maison. On

peut vous tenir pour responsable. Ils vont tout démolir... »

Si l'administrateur tient pareil langage c'est qu'il sait qu'une milice est en train de tenter de dresser la population contre la famille de Krim. On s'assemble aux alentours de la maison. C'est l'intimidation. Que faire ? Où est Krim ? Il ne revient que tous les deux ou trois mois chez lui pour embrasser les siens. Une nuit au maximum. Mais le hasard veut qu'il ait quitté l'autre partie de la Kabylie à laquelle il s'est attaqué pour venir voir les siens. Il arrive ce même soir au douar Ouled-Yahia-Moussa. Son père, affolé, lui explique la situation. Belkacem est fou de rage.

« Jamais je ne me rendrai ! crie-t-il, si vous avez peur, alors chassez-moi. »

Il découvre sa Sten. — « Je vais y aller, face à eux. J'essaierai de parlementer mais s'ils veulent me prendre, je tire dans le tas. J'en tuerai le plus possible. Et comme ça vous serez débarrassés ! »

Protestation de la famille qui l'entoure. Au fond, tout le monde en est fier ! On lui sert à manger, on l'embrasse. Il partira à l'aube.

Voyant que le chantage auprès du vieillard n'a pas réussi, les gendarmes ordonnent le boycottage, la mise en quarantaine de la famille Krim. Personne n'a le droit de travailler pour elle, ni même d'adresser la parole à l'un de ses membres sous peine de prison !

« On ne pourra pas faire la récolte ! » Le vieux Krim, le sage président de la djemaa, de l'assemblée de village, voit les gens du douar, qui hier lui témoignaient leur affection et leur respect, faire un détour dans la campagne pour ne pas le saluer, pour ne pas lui adresser la parole ! Le vieux est atterré mais les événements ne lui laissent pas le temps de réfléchir sur l'ingratitude humaine.

Krim Belkacem et ses hommes ont décidé de passer à l'action, de punir ceux qui mènent les milices et participent à la mise à l'index de sa famille, qui perquisitionnent méthodiquement les mechtas. Ils dressent une embuscade contre le caïd et le garde champêtre. Le caïd est le propre cousin de Krim, l'homme qui disait « le troupeau de moutons... », la vengeance sera double ! L'embuscade est tendue à 2 km de Dra-el-Mizan. Le garde champêtre Aomar Mohamed est tué, le cousin, l'agha Dahmoun Slimane, échappe de justesse. C'est le coup de tonnerre en

Kabylie. Krim Belkacem a franchi le pas. Il ne s'agit plus d'activités antifrancaises où il risque un ou deux ans de prison. Il est passé à la lutte armée. Il sera condamné à mort par contumace. Pour lui et ses hommes la révolution armée commence. Pourtant cela ne fait pas l'affaire du M.T.L.D. Krim a dépassé le parti, qui, pour l'instant, ne veut pas d'incidents de ce genre. Messali veut jouer le jeu parlementaire. Mais chez le jeune Kabyle l'esprit traditionnel a pris le dessus sur la politique. « Parti ou pas parti, dit-il, on ne peut pas nous empêcher de régler nos comptes avec nos ennemis. Cela s'est toujours fait chez nous ! » Déjà le parti voit ce jeune loup avec d'autres yeux. Il est décidé. Il peut servir, mais il inquiète. Il faut le mettre au pas !

Pendant que Krim Belkacem organise la Kabylie, créant des cellules prêtes à l'action, entraînant des hommes à la technique de la guérilla, l'instrument révolutionnaire dont les durs du M.T.L.D. parlaient dès la fin de l'année 1946 a été créé lors du congrès clandestin du P.P.A. C'est cette O.S. — Organisation Spéciale — qui sera l'embryon de la révolution de 1954. C'est au sein de l'O.S. que se rencontrent pour la première fois la plupart de ceux dont les noms vont apparaître sur les fiches de recherche de police, puis dans les titres des journaux, enfin — pour certains — entrer dans l'histoire de l'Algérie. C'est un très jeune homme, Mohamed Belouizdad, qui est l'âme du mouvement.

Il a vingt et un ans, il est instruit. C'est l'un des rares intellectuels du mouvement. La plupart sont d'habitude plus attirés par la dialectique de Ferhat Abbas que par les « décisions » de Messali Hadj.

Mohamed Belouizdad, qui a déjà créé des « groupes expérimentaux » dans le Chélif, met sur pied l'organisation secrète. Il réunit et contacte les hommes dont il est sûr. L'O.S. est organisée selon la technique pyramidale classique. Un chef connaît trois hommes. Ces trois hommes contactent et organisent chacun trois hommes en sections. La section 1 ne connaît ni la section 2, ni la section 3, ni les chefs 2 et 3, encore moins le grand chef. Le cloisonnement est étanche. Cette technique servira pendant toute la guerre d'Algérie aux réseaux urbains. Mohamed Belouizdad déploie une activité sans rapport avec une santé précaire. Il est tuberculeux et se sait condamné. Il est pressé. Il lui faut au moins mettre en contact les hommes dont il est sûr. Avant tout Aït Ahmed et Ben Bella. Aït Ahmed vient de Kabylie, il a

présenté un rapport très remarqué au congrès clandestin de mars 1947. Fils de caïd, instruit, Aït Ahmed est très proche de Mohamed Belouizdad. Ils ont presque le même âge. Aït à vingt-trois ans.

Ben Bella, lui, vient de l'Oranie, de Marnia. Il est plus âgé, vingt-huit ans, et a l'expérience des armes. Adjudant aux tabors, il vient de faire la campagne d'Italie, puis de France. Il compense son manque de culture, d'éducation par un dynamisme et un sens de l'organisation armée qui séduit Belouizdad. D'autres hommes rejoignent le petit groupe. Ben Boulaïd, un meunier de l'Aurès, Ben M'Hidi dont l'influence est grande en Oranie, Didouche — le gosse — qui n'a pas vingt ans, Rabah Bitat, du Constantinois, Ali Mahsas, d'Alger. Mohamed Khider, député d'Alger depuis novembre 1946, et Boudiaf, bien sûr. Chacun dans sa région organise son groupe, ses sections. La contrebande d'armes à cette époque bat son plein. Le débarquement américain, la guerre si proche, permettent de constituer sans grand mal des réserves d'armes. En Kabylie c'est la Sten qui a la cote ! Dans l'Algérois, les statts italiens, dans l'Aurès, les mausers. Des caches d'armes fortes importantes se constituent. Mais seuls quelques chefs en connaissent l'emplacement.

C'est Ali Mahsas qui me racontera plus tard comment fonctionnait l'O.S. « Le découpage du territoire en zones, régions, secteurs et groupes auquel a procédé le M.T.L.D. sert à l'O.S., qui adopte le même fractionnement. À chaque homme amené à la « cause », on fait subir une épreuve. Pour voir s'il tient, s'il est décidé. Pour le « mouiller » aussi, il doit être prêt à une mission dangereuse : dynamiter un local stratégique, abattre un traître. On « chauffait » le nouveau et au dernier moment on l'arrêtait ou on le laissait aller jusqu'au bout. Toujours ça de fait ! »

Le premier petit noyau de l'O.S. va être renforcé à la suite du scandale des élections de 1948. Beaucoup de musulmans, qui ont encore espoir de participer à la vie politique légale, vont se décider à passer à l'action. L'année précédente, au mois de septembre, la loi sur le statut de l'Algérie a été promulguée. Le statut de 1947, comme on l'appellera toujours, doit donc être appliqué. S'il n'est pas révolutionnaire ce statut peut apporter une détente considérable dans les rapports qui se tendent de plus en plus entre les Européens et une fraction du peuple musulman. Fraction relativement peu importante mais organisée, décidée.

L'Algérie reste composée de trois départements français. Un gouverneur général nommé par Paris représente le pouvoir central. Une Assemblée algérienne sera constituée de 60 représentants du premier collège (les Européens et les quelques musulmans — 63 194 exactement — qui ont le statut français) et 60 représentants du second collège (le reste de la population de l'Algérie). En outre, l'article 2 précise : « L'égalité effective est proclamée entre tous les citoyens français. » Enfin, le statut prévoit la suppression des communes mixtes, c'est-à-dire celles qui sont à majorité musulmane mais dirigées par un administrateur nommé par le Gouvernement général.

C'est la panique chez les dirigeants européens qui parviennent à faire dépendre cet article — ainsi que le vote des femmes — d'un vote à l'Assemblée algérienne. Il suffit donc que la majorité de cette Assemblée soit dévouée à certains groupes européens pour que le tour soit joué et que le statut ne soit jamais appliqué. Ce jour d'élection pour l'Assemblée algérienne va marquer une victoire d'importance pour la Grande Colonisation mais aussi, sans qu'elle s'en doute, l'humiliation fera « plonger » dans l'action révolutionnaire des hommes qui au fond d'eux-mêmes espéraient toujours un règlement pacifique.

Les 4 et 11 avril 1948, c'est le grand jeu. Rien n'a été négligé. Les chars, les avions en rase-mottes au-dessus des douars réputés « durs ». Près de Djelfa, c'est le commissaire de police qui « tient » le bureau de vote. Dans des villes importantes comme Blida, Orléans-ville, Cherchell, ce sont des urnes déjà pleines que l'on apporte au matin du 4 avril ! À Dechmya, on va employer la force. La population ne veut pas voter. Les gardes mobiles entrent en action. En vain. Cela tourne à l'échauffourée, les gendarmes tirent. 8 morts musulmans. À Michelet on a été plus habile on n'a pas convoqué les électeurs ! Ce qui, bien sûr, à l'heure du dépouillement, n'empêche pas de trouver le nombre exact de votants. Dans le bon sens ! Le truquage est si mal fait, ou plutôt fait avec tant de mépris, que certains « bons » camarades sont élus avec 98, 99, 100 et parfois 102 % des voix ! Les caïds ont si bien fait voter « leurs » populations que cela soulève même l'indignation de parlementaires métropolitains. L'un d'eux, venu en observateur, est resté célèbre pour ses rapports au ministre de l'Intérieur. Et pourtant M. Fonlupt Esperaber est loin d'être mêlé à « l'Affaire algérienne », il est député du Haut-Rhin, encore moins soupçonné d'être extrémiste, il est M.R.P. ! Il deviendra le

« témoin spécialisé » des fraudes électorales algériennes. « Si on se cachait, encore... Si c'était vraisemblable. Mais on avoue tout. Avec un mépris regrettable... »

Et pour faire bon poids, pour ne négliger aucun atout, on a arrêté, le matin du vote, 36 des 59 candidats M.T.L.D. ! Prison et amendes les frappent. Le 12 avril au matin, dix ou onze députés M.T.L.D. sont élus. Ils ne seront plus que cinq ou six lors de la première séance de l'Assemblée algérienne !

Ce matin du 12 avril la voie est toute tracée pour les « durs » de l'O.S. Ils sont convaincus que l'action politique seule ne sera pas suffisante. Il n'y aura pas d'autre voie que la lutte clandestine et armée.

Mohamed Belouizdad est mort à Paris en 1949. La tuberculose l'a emporté. Aït Ahmed le Kabyle lui succède à la tête de l'O.S. Il est bientôt remplacé par Ben Bella. Car l'éternel, l'ancestral antagonisme arabe-kabyle a joué au sein de l'O.S.

Les Kabyles qui, dans leurs montagnes, sont les plus « durs », les plus en flèche dans la préparation de l'action révolutionnaire, se considèrent maintenant comme les seuls chefs valables. Les Arabes sont des « étrangers ». Le berbérisme fait une nouvelle flambée. Les Kabyles sont peu à peu exclus de l'O.S. Krim Belkacem, dont la force révolutionnaire fait l'admiration du parti, mais que sa puissance en Kabylie inquiète un peu, vit alors une étrange aventure. Le parti a pris peur lorsque Krim a « réglé ses affaires de famille ». On le convoque à Bordj-Menaïel, puis à Alger. Par décision du parti, il est affecté à l'Aurès. Il doit partir pour Constantine. Ses maquisards sont dispersés à travers Alger. Ceux qui sont restés en Kabylie sont abattus par les milices ou repérés et arrêtés par la P.R.G. (police des Renseignements généraux) dont maintenant les informateurs pullulent.

Krim Belkacem descend du train à la gare de Constantine. Il tient un balluchon à la main gauche et une orange à la main droite. C'est le signe de ralliement. Il se dirige vers la sortie. Un homme l'aborde, il a également une orange dans la main droite.

« Salam. Je viens de la part de sidi El-Hadj. »

C'est le code. Krim suit l'homme qui doit le conduire dans l'Aurès. Il est fatigué. Le train a roulé toute la nuit. Les deux hommes s'arrêtent près d'un marchand ambulancier et achètent des beignets.

« Quand dois-je partir ? »

— Je ne sais pas. Tu dois attendre les instructions à Constantine. Je vais te conduire à ton logement. »

Krim, condamné à mort par la justice française, n'ose bouger de sa chambre. Autant il est à l'aise dans sa Kabylie, autant Constantine, qu'il ne connaît pas, lui paraît hostile. D'autant que dans l'immeuble où il se cache habité un agent de la P.R.G. ! Krim n'a que mille francs en poche, pendant une semaine il se nourrit de pommes de terre, attendant le contact. Puis il perd patience et sort. Il va directement au siège officiel du M.T.L.D. à Constantine et fait un éclat auprès du responsable.

« Qu'est-ce que cela veut dire ? On se méfie de moi ? »

Le responsable prend peur et lui donne un peu d'argent. Puis lui explique que certaines dissensions se font sentir à l'intérieur du parti. Huit jours plus tard, Krim, qui n'a toujours aucune nouvelle de son « affectation » dans l'Aurès, se rend à Alger et donne quarante-huit heures au responsable de Belcourt pour régler son cas.

« Sinon, je repars chez moi. »

La décision est vite prise. On renvoie Krim en Kabylie où il va s'efforcer de faire jouer toute son influence pour lutter contre la scission arabo-kabyle. L'unité doit être conservée. On verra après la victoire. La crise est surmontée mais le maquis kabyle « en a pris un coup ». Krim et le sergent, comme il appelle son lieutenant Ouamrane, le reconstituent et réunissent les sections qu'ils avaient formées. Le « flottement » du parti à son égard a fait perdre du temps. Et Krim se demande déjà si ce « flottement » n'était pas organisé, voulu, pour saper une autorité que l'on trouvait déjà envahissante...

Les durs de l'O.S. trouvent eux aussi que le parti « flotte » singulièrement. Déjà entre eux se précise l'idée de dissoudre l'O.S. si on ne se décide pas à l'action directe. Les sections sont formées. On a appris aux responsables les techniques de la guerre et de la guérilla. La plupart des jeunes qui se refusent au service militaire français et sont insoumis apprennent le maniement des armes, l'organisation de l'armée française. Deux groupes de spécialistes en explosifs sont mis sur pied. Mais l'O.S. ne fait pas de véritable action directe.

« Quelques attentats sans importance réelle et sans réaction sur l'opinion publique », dira plus tard Mahsas, des « actions romantiques »... Ben Bella, qui est las d'avoir à demander de l'argent à un parti qui trouve ses « cadres » bien turbulents, décide un hold-up pour procurer des fonds à la caisse de l'O.S. Ce sera l'affaire de la poste d'Oran.

Le déroulement même de ce hold-up montre à quel point, mis à part ceux de la montagne, les « révolutionnaires » de l'O.S. sont loin d'être prêts. Combien, pour reprendre le mot de Mahsas, leur action est encore « romantique ».

Ben Bella a un complice à l'intérieur de la poste d'Oran. Il pourra faire le coup à la fermeture. Mais une voiture est indispensable. Aït Ahmed qui doit l'assister ne sait pas plus que son compagnon comment en voler une ! Pour se procurer un véhicule les deux chefs « nationaux » de l'O.S. prennent des risques énormes. Ils se présentent chez un médecin, le docteur Moutier.

« Venez vite, docteur, ma femme et mon fils sont malades. Il faut venir tout de suite. On va vous montrer le chemin. »

Une fois installés dans la voiture, Aït Ahmed « braque » le médecin.

Voilà la voiture trouvée. Le hold-up se fait très facilement. On embarque 3 070 000 F mais Ben Bella, ému, ne remarque pas un autre sac contenant plusieurs dizaines de millions ! Les deux hommes fuient. Le coup est réussi. Les 3 070 000 F constituent le début d'un trésor de guerre que l'on évaluera quinze ans plus tard à plusieurs milliards et qui vaudra à l'un des hommes de l'ex-O.S., devenu un des personnages les plus importants de l'Algérie indépendante, puis passé à l'opposition, d'être assassiné à Madrid. Mais pour l'heure, le député Mohamed Khider, qui protège l'O.S. grâce aux facilités que lui donne son immunité parlementaire, compte les sous pendant que Ben Bella se remet de ses émotions...

Le hold-up de la poste d'Oran ne soulève aucune émotion. *L'Echo d'Oran* n'en fait pas ses choux gras. Une agression. Un fait divers. Quelques voyous. Sans plus.

Ce n'est qu'en 1950, au cours du démantèlement de l'O.S. par la police française, qu'on saura à qui était destiné le butin du hold-up de la poste d'Oran. L'O.S. compte 4 500 membres

organisés sur tout le territoire algérien quand commence l'opération de police qui va l'anéantir. Les Renseignements généraux connaissent l'existence du mouvement. Ils ne font pas encore la distinction entre le P.P.A. clandestin et l'O.S., mais ils savent que le M.T.L.D. sert de paravent. Leurs informateurs les tiennent au courant. Ils savent que les contradictions internes sont nombreuses, ils connaissent la-crise berbéro-arabe.

« Laissons-les se dépatouiller, ouvrons l'œil mais ce n'est pas la peine d'en faire des martyrs et de risquer de déclencher un processus révolutionnaire quelconque. » D'autant que le scandale des élections, scandale qui va bientôt se renouveler en 1951, n'a pu qu'excéder une partie des musulmans qui pensent, qui réfléchissent. Inutile de les pousser plus qu'on ne l'a fait. C'est bien joué. Ce n'est pas étonnant. La police des Renseignements généraux, toute-puissante en Algérie, est dirigée par un homme remarquable, M. Costes. Un grand flic. Il connaît son Algérie sur le bout du doigt. Certainement mieux que beaucoup de pieds-noirs. Il est très lié avec M. Borgeaud, potentat de l'Algérie, dont la puissance immense traverse sans difficulté la Méditerranée. Costes jouera, à l'heure du 1^{er} novembre 1954, un rôle très important et son amitié indéfectible avec le groupe Borgeaud lui vaudra d'être « déplacé » par le gouvernement Mendès-France.

Costes est grand, mince, musclé. Il impressionne et pourtant il sait se mettre à la portée de son interlocuteur. Le visage intelligent, creusé, osseux, un peu chevalin est surmonté d'une brosse longue châtain clair. Il a du charme. Un poulain et non un cheval de retour malgré sa déjà longue expérience de l'Algérie. Son intelligence lucide et passionnée lui a épargné les faux pas si faciles à commettre pour un fonctionnaire important en poste en Algérie bien avant 1940 ! Car il est en Algérie depuis 1932. C'est rare pour un fonctionnaire métropolitain de valeur. En général le poste en Algérie, c'est la corvée, le stage que l'on effectue — le plus vite possible — avant de gravir un échelon. Mais Costes est d'une autre trempe, d'une autre ambition. Il est originaire de Pamiers, il en a gardé une pointe d'accent. Ses parents ne sont pas riches. À force de sacrifices, de privations, il « pousse » jusqu'à la licence en droit. Là, deux issues : le barreau ou l'administration. Pour être avocat, il faut de l'argent. Ce sera donc l'administration. Mais dans l'administration il choisit la branche la moins statique, la moins « endormante », car il y a du pur-sang chez Costes. Ce sera donc la police. Il y fait vite son trou. Mais ce sont les

« crêtes » que vise le jeune ambitieux. En Algérie, où l'on ne s'arrache pas les postes, cela ira plus vite. En 1937, cinq ans après son arrivée, il est adjoint au chef des Renseignements généraux à Alger. De 1938 à 1940 le voilà contrôleur général de la sécurité du territoire. Il adore son métier et veut tout y faire. En outre l'Algérie l'a déjà « accroché ». Mais voilà 1940 et Pétain. Il « s'écrase ». On ne le voit plus nulle part. Et il revient tout naturellement dans les bagages des Alliés qui débarquent. Nommé commissaire divisionnaire en 1943 il prend la direction de la P.R.G. d'Alger qu'il connaît bien. Et commence à bâtir son empire. Borgeaud, qui s'y connaît en hommes habiles, préfère l'avoir dans son clan. Il y restera jusqu'au bout. Costes est un spécialiste de « l'opposition » musulmane. C'est lui qui, sur l'ordre du général Catroux, a arrêté Ferhat Abbas en 1943. C'est lui qui, le premier, inscrit le nom du sergent Ouamrane dans la liste des « durs », des irréductibles. Il sait l'antagonisme Arabes-Kabyles. Il en joue avec subtilité. Ses liens avec la toute-puissante famille Aït Ali seront célèbres. La loi d'amnistie de 1946 qui libère tous les prisonniers politiques sauf ceux convaincus d'assassinats, n'a pas de plus farouche détracteur. « C'est, dit-il, une marque de faiblesse vis-à-vis des Arabes. » Voilà un langage qui plaît à Alger. Il ne s'est pas trompé en parlant des amnistiés de 1946. Il les a suivis du coin de l'œil. Ils sont tous du mouvement clandestin de l'O.S. Costes les surveille. Ce n'est pas encore le moment de démanteler l'organisation. C'est par hasard que, en 1950, l'occasion se présente.

Rhaïm, un membre de l'O.S. de Tébessa, à deux pas de la frontière tunisienne, « tourne mal ». Il parle trop, critique l'organisation. Bref, la section locale décide de l'enlever. En cours de route, comme dans les romans policiers, Rhaïm parvient à sauter de la vieille Citroën bringuebalante qui le conduit vers un sort « qu'il juge indigne de lui », et va tout raconter à la police. Tout ce qu'il sait sur l'O.S. de Tébessa. La police arrête la brigade locale de l'O.S., saisit des armes, du matériel, des médicaments. L'opération s'est déclenchée toute seule. Costes la mène à bien. Des arrestations ont lieu dans toute l'Algérie. Ali Mahsas, qui est militaire à Orléans-ville — il s'est fait prendre comme insoumis — obtient quarante-huit heures de permission et rejoint les chefs de l'O.S. d'Alger. Ils sont inquiets. Pour eux maintenant il y a deux solutions devant la menace policière : ou l'O.S. doit réagir, bouger, commettre des attentats, ou les dirigeants doivent se

cachez, prendre le maquis. Bref, faire quelque chose. L'État-major de l'organisation secrète demande des directives au parti. Il est atterré par la réponse : « Attendre. Rester sur ses positions... Etudier la situation. »

Ali Mahsas regagne son unité d'Orléans-ville. Ce sont les ordres. Mais pour lui, les dirigeants du parti, Messali et son lieutenant Lahouel, sont devenus des « révolutionnaires qui attendent derrière une table ». L'opération Costes réussit au-delà de toute espérance, sans casse importante. Seul un policier, l'inspecteur Cullet, a été tué. La plupart des membres importants de l'O.S. sont en prison ou en fuite. L'organisation est démantelée. Ali Mahsas sera arrêté dans son imité par la sécurité militaire. Ben Bella le rejoindra le dernier. Après avoir été condamnés, Mahsas à cinq ans, Ben Bella à dix ans de prison, ils parviendront à s'évader ensemble de la prison de Blida en 1952. Ben Bella ira au Caire où il rejoindra le député Khider, qui s'est enfui la veille de l'expiration de son mandat, et Aït Ahmed. Ils représenteront le M.T.L.D. dans la capitale égyptienne. Mahsas ira à Paris. Boudiaf et Didouche également. Ben Boulaïd et Zighout parviennent eux aussi à s'enfuir de la prison de Bône, ils gagnent l'Aurès. D'autres ont échappé à l'immense rafle. Ils sont entrés dans la clandestinité, soit en rejoignant Krim et Ouamrane en Kabylie, soit en se fondant dans l'immensité loqueteuse des quartiers arabes d'Alger. Boudiaf, Bitat, Boussouf Ben Tobbal, Ben M'Hidi, Didouche, etc., figurent en lettres rouges dans le fichier de Costes. Personne ne se doute encore au Gouvernement général qu'ils vont devenir célèbres ! Au M.T.L.D. on n'est pas fâché de les savoir loin ! Ces jeunes devenaient gênants. On dissout l'O.S. La page est tournée.

Les « durs » sont en prison ou en fuite. Les élections législatives de 1951 vont pouvoir se dérouler « tranquillement ». On a considérablement amélioré la technique des fraudes. Elle va dépasser ce que l'on peut imaginer. Le résultat sera atteint. Il n'y aura aucune représentation nationaliste algérienne au Palais-Bourbon ! Les cinq députés M.T.L.D. sont « blackboulés », tous les U.D.M.A., Ferhat Abbas en tête, échouent. Pas de détail cette fois ! Plus de subtilité. De l'efficacité. Il faut dire que l'on n'a pas ménagé les efforts. La grosse artillerie coloniale a donné ! Des candidats sont expulsés lors du dépouillement. Des réunions

régulièrement déclarées sont interdites. Des « conseils » sont donnés aux caïds, aux maires, aux administrateurs: On leur envoie une circulaire dans laquelle on leur recommande « d'exercer des pressions sur leurs administrés et de dicter leur vote aux électeurs en faveur des candidats soutenus par l'administration ». La circulaire est parfaitement entendue. Dans la commune mixte — elles ne devraient plus exister depuis le statut de 1947 — du Chélif, par exemple, où la liste de l'administration obtient 10 225 voix sur 12 166 votants. À Port-Gueydon où, « disciplinés », 23 645 des 23 671 votants ont élu le candidat officiel. À Alger pourtant, où le truquage est plus difficile, une liste officielle n'obtient que 142 voix sur 7 233 votants. Mais qu'importe ce bureau d'Alger !

Ce soir-là, on exulte chez les Européens. Paris s'en fout. On a posé à l'Assemblée nationale le problème de la fraude électorale, les trois quarts des députés ne sont pas là et les « députés » algériens sont validés devant des travées désertes.

Lorsque, quelques semaines plus tard, le M.T.L.D. de Messali, l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas, auxquels se joignent l'Association des ulémas (les orthodoxes musulmans) et le parti communiste algérien publient un « mot d'ordre » dans lequel ils réclament la liberté de vote dans le second collège, la fin de la répression et l'amnistie des prisonniers politiques, ils n'ont droit qu'à une réponse « par personnes interposées ». Le tout-puissant M. Laquière, président de l'Assemblée algérienne, s'adresse aux « bons musulmans » :

« Braves gens, ne suivez en aucune manière un mot d'ordre qui, s'il était obéi, ne saurait que créer une confusion pénible pour tous ceux qui ne désirent que la paix bienfaisante. » On ne peut être plus méprisant dans le « paternalisme blessant ».

Aux élections d'octobre 1951 il n'y a pas un seul candidat M.T.L.D., pas un seul U.D.M.A. L'administration devrait s'inquiéter. Elle triomphe. « Ils » sont matés...

Le M.T.L.D. prendra une petite revanche dix-huit mois plus tard.

Le conseil municipal d'Alger, deuxième collège, sera entièrement M.T.L.D. À cette époque, Messali Hadj sera de nouveau assigné à résidence en métropole. Et les militants, découragés — ils sont de moins en moins nombreux, à peine

15 000 sur tout le territoire d'Algérie —, assisteront à l'éclatement du parti que rongait depuis longtemps une lutte interne, sourde, entre le vieux leader Messali et son « homme de barre », son lieutenant Hocine Lahouel.

Cette querelle interne sera l'ultime raison qui décidera les anciens chefs de l'O.S. à créer un nouveau mouvement qui n'ait qu'un seul but : l'indépendance, et une seule façon d'y parvenir : l'action armée.

Depuis que Messali a décidé de jouer le jeu politique, malgré l'opposition farouche de l'administration, qui traque, au moindre prétexte, les membres du M.T.L.D. officiel, le parti tend à se « radicaliser ». Les contradictions internes s'aggravent. D'aucuns parmi les plus durs, parlent même de « collaboration avec l'administration ». Lahouel, secrétaire général du parti, leader du comité central, siège à la mairie d'Alger, il est conseiller municipal et premier adjoint auprès de M. Jacques Chevallier, le jeune maire libéral qui a tout fait pour que son conseil municipal soit représentatif de l'opinion musulmane.

Si l'on a prévenu sidi El-Hadj dans son exil métropolitain, on ne lui a pas trop demandé son avis. Dans l'esprit des jeunes du M.T.L.D., réunis autour de Hocine Lahouel, El-Zaïm, l'unique, le seul — tel était le nom que ses admirateurs dévoués avaient donné au prophète barbu — avait tendance à devenir le Vieux, tout prêt à entrer dans l'histoire du nationalisme mais non plus à la faire ! Hocine Lahouel est un Kabyle d'une grande intelligence, d'une grande habileté. Il est agacé depuis longtemps par l'attitude du « patron ». Messali Hadj sait qu'il n'a qu'à paraître pour séduire et convaincre les foules. On l'entoure comme une idole, on s'arrache les cartes postales à son effigie, de pauvres paysans montrent comme une relique quelques poils de sa barbe vendus à prix d'or par un de ses familiers ! Sidi El-Hadj a institué le culte de la personnalité en Algérie. Aucun leader nationaliste n'a un pouvoir aussi grand sur les foules incultes du bled. Et le vieux prophète en profite pour diriger son parti à coup d'« ukases » sans demander l'avis de son comité central et encore moins celui de ce galopin d'Hocine Lahouel, qu'El-Zaïm considère tout juste comme un bon intendant.

Mais Messali est maintenant en résidence surveillée en métropole et Lahouel n'est pas impressionné par les « diktats » que lance Messali Hadj. Les anciens chefs de l'O.S., les durs,

l'inquiètent beaucoup plus. Bien que Ben Boulaïd soit membre du comité central et que Boudiaf lui soit très attaché, il y a les autres. En avril 1953 Lahouel a réussi à convoquer le comité central.

À cette réunion devaient participer tous les éléments de l'O.S. traqués par la police, tous les anciens de l'Organisation Spéciale écartés prudemment par les jeunes plus calmes qui veulent jouer le jeu politique. Lahouel s'aperçoit que si ces éléments durs assistent au congrès ils risquent de le balayer, l'accusant de « coopérer » avec l'administration. Par un de ces beaux tours de passe-passe que l'astucieux Kabyle affectionne particulièrement, invoquant la sécurité de ces hommes « en cavale », il scinde le congrès en trois départements : Alger, Oran, Constantine et y ajoute la Kabylie.

En marge de ces quatre congrès, le comité central se réunira tranquillement. De cette réunion sort un nouveau comité central où figure Messali Hadj. Mais ses deux plus fidèles lieutenants, Mezerna et Filali, sont exclus du bureau politique. Jusque-là le linge sale s'est lavé en famille. Mais Messali Hadj rue dans les brancards.

Puisqu'on veut, sinon l'éliminer, du moins limiter son pouvoir qu'il ne conçoit qu'absolu et sans discussion, il va faire appel à ses fidèles, à ceux qu'il séduit, qu'il envoûte : les militants. Il met à la porte les délégués qui veulent éviter la rupture au sein du parti. Parmi eux Ben Boulaïd, qui rapporte les propos d'El-Zaïm. « Je veux les pleins pouvoirs et un vote de confiance absolu, hurle-t-il. Et qu'est-ce que c'est que cette campagne contre le « culte de la personnalité » menée par Lahouel et Ben Khedda ? Dehors ! On verra bien ce que diront les militants... »

Le vieux Messali est malin comme un singe. Il sait que Lahouel bénéficie du soutien des jeunes « intellectuels » du parti. De ceux qui trouvent plus agréables les limousines de la mairie d'Alger que la lutte et l'exil. Voilà des arguments qui ne manqueront pas de faire effet sur la masse. Et aussi sur les « durs » de l'O.S., ceux qui sont traqués par la police.

La première partie du raisonnement de l'exilé est sans faille. Les militants, désarmés par cet antagonisme qu'ils ne soupçonnaient pas à l'intérieur du parti, se tournent vers la figure qui pour eux incarne depuis toujours le nationalisme. Mais pour garder les « durs » de l'O.S. l'affaire sera plus rude et ne tournera pas à son avantage. Sans le savoir, Messali Hadj vient de se

couler. Il a donné le coup d'envoi d'une révolution à laquelle il ne participera jamais. La vieille bête politique va mourir dans l'arène pour s'être crue plus forte que les matadors de la nouvelle vague.

Les sympathies des jeunes Turcs de l'ex-O.S. iront d'abord à Lahouel et à ses centralistes. L'un d'eux, Ben Boulaïd, fait même partie du comité central. Mais on ne peut effacer d'un trait les décennies de lutte farouche du vieux Messali. Au début de l'année 1954, les Boudiaf, Didouche, Mahsas qui, à Paris, discutent à perte de vue de la révolution, prennent contact avec les deux clans avant de donner leur appui, de se « rallier », à Messali ou à Lahouel. Et là, surprise... et déception. Pour une fois les deux clans sont d'accord. Ils voient la révolution d'une façon très précise. Avant de déclencher l'action directe armée contre les Français, il faut que l'organisation clandestine atteigne — sous le couvert d'une organisation officielle — un certain degré de préparation. Et, pour Messali comme pour Lahouel, ce déclenchement de l'action est lié à trois facteurs :

Que le peuple participe à la manifestation.

Que les moyens qualitatifs et quantitatifs soient déjà importants.

Qu'enfin la situation extérieure soit favorable.

Boudiaf qui a déjà repris contact en Algérie avec ses anciens amis de l'O.S. et qui, à Paris, est en train de convaincre Ali Mahsas au café de l'Odéon, a compris. « Jamais ces trois facteurs ne seront réunis en même temps, dit-il. Ou alors dans combien de temps ? C'est une habile façon de remettre à une date indéterminée le déclenchement de la révolution ».

Et de continuer leurs querelles intestines. Les jeunes Turcs sont maintenant décidés. Il faut passer à l'action, créer un troisième mouvement et réunifier ce parti qui « file en quenouille ». Bien loin du café de l'Odéon, en pleine Kabylie, l'autre fraction des « durs », les Kabyles, dont certains, comme Krim et Ouamrane, tiennent déjà le maquis depuis près de sept ans, se posent des questions. Krim, qui tient la haute Kabylie, et Ouamrane, responsable de la basse Kabylie, se réunissent au début de l'année 1954, en compagnie de leurs chefs de région. Chacun fait le point sur l'état d'esprit des militants. Ils arrivent aux mêmes conclusions. « Les militants sont tous pour l'action et les responsables du parti ne pensent qu'à être députés ou conseillers

municipaux... » La réunion se tient à Tizi-Ouzou.

« Nous voulons rester fidèles à l'esprit et à la pensée qui nous a fait prendre le maquis, dit l'un des chefs de région. C'est à toi, Krim, de prendre contact en notre nom avec les responsables nationaux.

— La Kabylie est unie, renchérit un autre, ce n'est pas la peine que Messali ou les centralistes essaient de nous avoir. Il faut savoir ce qu'ils pensent.

— D'accord, dit Krim, je vous représente. J'irai à Alger mais je veux un témoin. Le sergent viendra avec moi. »

Krim Belkacem me racontera la réunion.

« J'ai vu Lahouel, j'ai contacté Messali. Et des deux côtés ça n'a été que protestations d'amitié. Nous aussi nous sommes pour l'action, m'ont-ils dit. Mais il faut encore attendre. Ouamrane et moi nous sommes revenus écœurés. De la parlote. Voilà tout ce qu'ils savaient faire alors qu'en Tunisie et au Maroc la lutte était commencée. Un proverbe de chez nous compare le Maghreb à un corbeau. Quand les ailes battent, le corps bouge, dit-il. Eh bien, nous, le corps, on ne se décidait pas à suivre les ailes. »

Pour les Kabyles, le coup final est porté en mars 1954. Ouamrane se trouve à Guynemer, dans la région de Bétrouna, avec la majorité des maquisards de basse Kabylie, lorsqu'arrive le contrôleur envoyé par le M.T.L.D. L'homme s'appelle Omar Aliane.

« Je peux vous le dire maintenant, annonce-t-il, la scission est presque officielle. D'un côté il y a Lahouel et les centralistes. De l'autre le vieux Messali. »

Il a une grimace de mépris à l'égard d'El-Zaïm.

« Il faut que vous me disiez, poursuit-il, avec qui de Lahouel ou de Messali, vous allez marcher.

— On va se consulter, répond Ouamrane, prudent. Nous te donnerons notre réponse plus tard.

— Mais c'est maintenant..., insiste le contrôleur.

— Plus tard... » reprend Ouamrane d'une voix douce.

Omar Aliane n'insiste pas. Avec ces Kabyles, on ne sait jamais. Et puis ce colosse, ce sergent, le met mal à l'aise. Avec

son sourire qui fait paraître ses mâchoires encore plus démesurées !

Le choix est tout fait. Pour les hommes de Kabylie les centralistes sont déjà condamnés. Pour ces hommes qui vivent depuis si longtemps dans la montagne, souffrant des conditions précaires de leur vie clandestine, la sympathie va à l'exilé, au vieux prophète. Sentimentalement c'est lui qui l'emporte sur son trop ambitieux adjoint. Le vieux, c'est un dur, un ancien détenu. Pour les maquisards, c'est un père, un frère. Malheureusement il ne veut pas se laisser convaincre que la lutte armée est maintenant la seule issue. Peut-être y arrivera-t-on. On a oublié que, quelques années auparavant, au temps de l'O.S., Messali commençait à craindre la puissance de Krim et lui avait « démoli » son maquis.

Toutes les conditions sont réunies. Les durs n'ont plus d'espoir de voir le peuple participer efficacement à la vie politique de l'Algérie. L'administration et la Grande Colonisation ont donné trop de preuves de leur inflexibilité. Même le statut de 1947, une loi française pourtant, n'est pas appliqué ! Ils sont en outre déchirés par la scission politique qui affaiblit un parti qui leur avait donné tant d'espérances. Ils sont découragés par ces luttes stériles. Quant à l'immensité musulmane, elle ne sait pas, elle ne comprend pas. Elle vit, c'est tout.

Qu'ils soient à Alger, dans le bled, dans les montagnes de Kabylie ou de l'Aurès, quelques hommes savent maintenant qu'ils devront agir seuls et ne compter que sur eux-mêmes. Ils entament la grande aventure.

Jamais révolution n'aura vu le jour avec si peu d'hommes et si peu de moyens... Ainsi, en mars 1954, s'entame le fabuleux match, la formidable histoire d'hommes qui — comme le dira plus tard Krim Belkacem, bien après Évian — n'avaient ni armes, ni argent, ni même le peuple... simplement leur volonté.

Ainsi va commencer une aventure de sang, de rancune. D'amour aussi. Une aventure que l'incompréhension, puis la haine rendront dramatique.

Deuxième partie
L'incubation

Ce dimanche de fin avril 1954 la grosse chaleur s'empare déjà d'Alger. Une légère brume monte de la mer. Alger, étagé en arc de cercle autour de sa baie, resplendit sous le soleil. Un jeune homme brun, mince, pas très grand, en chemisette et pantalon de toile, passe devant le palais d'Eté. Son regard effleure sans les voir les deux Sénégalais qui, sabre au clair, jambes écartées, étouffant sous la chéchia et le lourd burnous rouge et blanc, veillent, statues hiératiques, à la grille de la résidence du gouverneur général. Zoubir Bouadjadj n'a pas l'esprit folklorique ce matin-là. La journée va être épouvantable et il a décidé de quitter son logement, dans le quartier populaire de la Colonne Voirol, pour faire une longue promenade à pied jusqu'à la place du Gouvernement. Il a besoin de se détendre. Et la journée de repos que lui donne la maison Sommeillant, où il est vendeur de pièces détachées, risque d'être agitée. Depuis plus d'un mois toute la vie de Zoubir Bouadjadj est bouleversée. Depuis ce jour où son vieux copain Didouche Mourad lui a dit, dans un petit café de la haute Casbah :

« Messali devient gâteux et Lahouel ne pense pour l'instant qu'au jeu de la politicaille. Il faut que nous fassions quelque chose. Comme au beau temps de l'O.S. En es-tu ? »

Zoubir a tout de suite accepté. Car sa confiance en Didouche est immense. Ils se sont connus en 1945. Zoubir avait deux ans de plus que Mourad mais celui-ci, il l'admettait sans peine, le dominait. Comme il dominait d'ailleurs la plupart de ceux avec qui il avait travaillé. Plus petit que Zoubir Bouadjadj, son physique surprenait. Non qu'il fût laid ; au contraire, il était plutôt beau garçon, mais ses yeux verts et ses cheveux châains tirant sur le roux vers les tempes n'étaient pas communs. C'était surtout la volonté révolutionnaire ancrée dans l'esprit du jeune homme depuis son adolescence qui étonnait tous ceux à qui il se confiait.

Dès 1945, à dix-huit ans, il militait au sein du P.P.A. Son rôle dans l'O.S. avait été de premier plan. Il avait été plusieurs fois arrêté mais chaque fois il avait réussi à s'évader. Depuis le démantèlement de l'O.S. il vivait en clandestin. À Paris, il avait été « permanent » du M.T.L.D. auprès de Boudiaf, puis était revenu à Alger. Après avoir reçu l'accord formel de Zoubir, Didouche Mourad l'avait « affranchi ».

« Il faut essayer de recoller les morceaux du parti, avait-il dit, on n'a pas lutté depuis si longtemps pour le P.P.A. puis le

M.T.L.D. pour le voir se dégrader à cause des querelles de Messali et de Lahouel. Nous devons faire quelque chose. À toi je peux le dire puisque tu en seras, il faut créer une troisième force...

— Et enterrer les messalistes et les centralistes ?

— Non, au contraire, les réunir. Il faut que ces « bonzes » s'aperçoivent qu'il y a des hommes qui veulent autre chose que de la palabre et des luttes stériles. Ils ne se rendent même pas compte qu'il y a de moins en moins de militants, que le peuple est découragé, qu'il s'en fout des luttes politiques. Nous devons être « la Seccotine » du parti. »

Zoubir Bouadjadj avait ainsi appris que Boudiaf était revenu de Paris et qu'avec Didouche, Ben M'Hidi d'Oran, Ben Boulaïd de l'Aurès et le grand Rabah Bitat que Bouadjadj connaissait bien, ils étaient en train de former une troisième force et de recruter des hommes sûrs, dont lui Zoubir était l'un des premiers.

Depuis ce jour, il semblait à Zoubir Bouadjadj que la vie avait changé. À tel point que son patron Sommeillant lui avait lancé : « Alors, Zoubir, amoureux ? Tu changes à vue d'œil ces temps-ci... » Bouadjadj avait souri. « Qui sait, m'sieur ? Tout peut arriver... » Il s'en était voulu d'avoir montré un tel changement dans son attitude. Il était vite redevenu le beau garçon à la peau mate, au regard vif, mais indifférent qui toute la journée, en blouse grise derrière son comptoir, vendait des pièces détachées d'automobiles en ne pensant qu'au football. Quelques jours après la conversation avec Didouche, il avait été mis en contact avec Rabah Bitat et Boudiaf. Les hommes se connaissaient, ils étaient tous des anciens de l'O.S. Mais après le coup de filet de la police, chacun avait pris une direction différente et s'était fondu dans la nature.

« Alors, on refait l'O.S. ? demanda Zoubir.

— Oui et non, répondit Bitat. Oui parce que notre organisation sera dure et qu'elle doit être forte pour impressionner les messalistes et les centralistes...

— Et non, coupa Boudiaf, parce que cette fois-ci nous serons nos propres patrons, que nous prendrons nos décisions et que nous passerons à l'action.

— D'ailleurs, ajouta Didouche pour son ami, le nom de notre

groupe en explique tout le programme : Comité révolutionnaire d'unité et d'action.

— C.R.U.A., épela Zoubir, c'est pas trop long pour frapper l'imagination des gens ?

— T'en fais pas. On va pas le crier sur les toits. Le Comité doit rester secret. Et on ne dévoilera notre existence qu'au dernier moment. Au jour de l'action ! »

L'action. Zoubir Bouadjadj en rêve depuis longtemps. Se venger des humiliations. C'est un vieux rêve. Il date de sa dixième année.

Sa famille était pauvre. Il n'y avait que sa mère pour faire vivre les gosses. Son père était mort quand il avait trois ans, des suites de la guerre de 1914. Le père Bouadjadj avait été gazé et, revenu à Alger, ne s'en était jamais remis. Zoubir n'avait connu sa mère que pliée en deux, sur le linge qu'elle lavait et qu'elle repassait. Sans cesse. Le linge des autres. Pour un salaire de misère qui ne permettait pas à la famille de manger tous les jours à sa faim. Et souvent, sur la route de l'école, Zoubir ne résistait pas aux piles de beignets et de mokhouds dégoulinant de miel qu'on vendait au coin des ruelles de la Casbah. Combien de fois le marchand glapissant avait insulté le chapardeur qui se sauvait à toutes jambes ! Zoubir se souvenait aussi de longues parties qui se jouaient dans le quartier en ruine de la Marine, entre la place du Gouvernement et l'Amirauté. Ses deux meilleurs copains étaient un juif qui habitait rue de la Lyre, dans la basse Casbah, et un Italien de Bab-el-Oued. À cette époque, tout gosse, ils s'entendaient bien. Ils jouaient dans les maisons abandonnées où seuls les clochards et les petits yaouleds, les petits cireurs orphelins, se réfugiaient la nuit, enroulés l'hiver dans un tas de chiffons puants. Dans une de ces maisons, un peu moins en ruine que les autres, les gosses avaient trouvé un lot de vieilles photographies. Du moins le semblaient-elles à Zoubir qui, n'ayant jamais possédé pareil trésor, s'en empara. Le lendemain à 10 heures, en pleine classe, la police vint arrêter le gamin. Quelqu'un avait-il porté plainte pour ce paquet de photos abandonnées ?

Le gosse fut conduit au Central d'Alger, en larmes. Il supplia qu'on le laisse partir, qu'on prévienne sa mère. Impassibles, les agents allaient et venaient, jouaient aux cartes et enfermaient avec le gosse leur moisson de la journée, voleurs à la tire, mendiants,

ivrognes, deux putains. Lorsqu'on relâcha Zoubir, le jour suivant s'était levé. On l'avait gardé un jour et une nuit au commissariat central.

« Jamais je n'oublierai les larmes de ma mère lorsque je suis rentré ce matin-là, me dit-il plus tard. Ils se foutaient pas mal que mon père ait été gazé pour la France, en soit crevé, que je sois un même de dix ans que sa mère cherchait partout, folle d'inquiétude. Pas d'importance : un Arabe ! Ça ne pleure pas, les mères d'Arabes ! »

Ce matin-là, Zoubir Bouadjadj avait fait connaissance avec la haine.

Dès 1942, à dix-sept ans, il se jeta dans les bras du P.P.A. clandestin, distribuant les tracts, les journaux, ramassant l'argent. Puis ce furent les campagnes électorales de 1945. La manifestation du 1^{er} mai dans les rues d'Alger. Il y avait ramassé un blessé. Ensuite l'O.S., puis rien. Le découragement. Et ce mois d'avril 1954 lui semblait être le plus beau de sa vie. La lutte allait reprendre.

Quinze jours après la conversation qui lui avait appris la naissance du C.R.U.A., Bouadjadj était parti en mission en voiture avec Boudiaf.

« On va à la Casbah, lui dit celui-ci. Je t'expliquerai en route. » Si Zoubir était séduit par le dynamisme qui poussait Didouche toujours plus loin, toujours plus avant, il était impressionné par Boudiaf.

Mohamed Boudiaf, c'est l'un des membres les plus âgés et aussi le plus instruit du mouvement. Il a trente-cinq ans, un visage creusé par la tuberculose qui l'a empêché de terminer ses études. Il a été au collège de Bou-Saada — il est lui-même originaire de M'Sila dans le Sud constantinois — jusqu'au concours d'entrée à l'Ecole normale. Il ne passera jamais ce concours, terrassé par des crises de tuberculose et entraîné par sa passion politique. Depuis, il a été de tous les mouvements clandestins, de toutes les actions. Au démantèlement de l'O.S., le M.T.L.D. l'a envoyé comme représentant à Paris. Messali a en France grande influence sur les dizaines de milliers de travailleurs des chantiers et des hauts fourneaux. Puis, l'idée de troisième force étant mûre, il est parti pour Le Caire contacter les « frères de l'extérieur ».

Ben Bella, Khider et Aït Ahmed, qui représentent le M.T.L.D.

dans la capitale égyptienne, ont été accueillis par la Ligue arabe auprès de laquelle tous les mouvements nationalistes de l'Afrique du Nord, sont représentés. Officiellement c'est Mohamed Khider que le M.T.L.D. a envoyé au Caire, Ben Bella et Aït Ahmed ne l'ont rejoint que plus tard. Mais Ben Bella a pris le pas sur ses deux compagnons grâce aux bonnes relations qu'il a su lier avec le nouveau chef de l'Égypte révolutionnaire Gamal Abdel Nasser. Il a su convaincre le Raïs que l'Algérie, la seule à témoigner d'une attitude apathique en Afrique du Nord à l'heure où la Tunisie et le Maroc se soulevaient, était décidée à l'action. Quand Boudiaf arrive au Caire, au 3^e étage du 32, Abdelkhallek Sarouet, où se trouve le local que l'on a attribué aux responsables algériens, Ben Bella lui fait part de ses conversations avec Nasser. Et Boudiaf, qui est venu pour convaincre, s'aperçoit qu'il n'a qu'à expliquer la situation. Ben Bella est déjà gagné à l'idée de troisième force. Mais le principal problème qui se pose est d'ordre matériel. Ben Bella, qui est en rapport avec deux agents des services spéciaux égyptiens, sait que ceux-ci ne sont pas très chauds pour fournir armes et argent.

« Du moins tant que nous n'aurons pas fait nos preuves, confie Ben Bella à Boudiaf. Il faut donc démarrer par nos propres moyens. »

Quant à la Ligue arabe, c'est un nid de frelons au sein duquel toutes les tendances ne font que s'entre-déchirer et où l'on agit de grandes idées révolutionnaires à longueur de journée. Une fois encore de la palabre et c'est tout. Boudiaf devra donc trouver des armes en Algérie. Les quelques réserves de l'O.S. constitueront un premier noyau. Et Ben Bella, ancien chef de l'Organisation Spéciale, donne à Boudiaf l'emplacement des principales caches constituées cinq ans auparavant. Ces quelques adresses et l'adhésion de Ben Bella au mouvement qui va se créer sont les deux seuls éléments positifs que Boudiaf emporte du Caire.

C'était pour récupérer les armes de la cache la plus importante que Boudiaf avait emmené Bouadjadj à la Casbah.

Chez Mostefa Zergaoui qui depuis cinq ans cachait un véritable arsenal dans une pièce sombre, une sorte de cave creusée dans le roc de la Casbah, ils avaient retrouvé Didouche. Zergaoui n'avait jamais su ce qu'il y avait dans les paquets entourés de toile à sac grasseuse déposés à l'époque de l'O.S. Lui, il n'était qu'un exécutant, un militant comme les autres. Ce

n'est que chez Bouadjadj, où l'on avait transporté les armes à l'abri de la calme ruelle Montréal, Colonne Voirol, que les trois hommes avaient découvert l'importance de la cache donnée la semaine précédente par Ben Bella dans un bureau étouffant du Caire. Deux postes émetteurs-récepteurs. Trente mitraillettes Thompson et Sten. Des fils. Cinquante grenades. Cinq cents allumeurs de détonateurs, des lunettes sur trépied, quelques outils. Après avoir fait l'inventaire, Boudiaf avait donné le feu vert à Bouadjadj pour commencer le recrutement pour le mouvement.

« Attention. avait dit Didouche, uniquement des hommes sûrs. N'en contacte que trois ou quatre et qu'eux-mêmes en fassent autant. Pour que le cloisonnement soit efficace.

— Et puis il faudra trouver une autre cache pour ces armes, avait ajouté Boudiaf. Ici, c'est encore trop près du centre. Ne les garde pas longtemps, Zoubir. »

Si, ce dimanche ensoleillé, Zoubir est si nerveux en descendant vers le centre, s'il a tellement envie de se dégourdir les jambes, de se décontracter, c'est que dans l'après-midi même il doit transporter l'arsenal dans un lieu plus discret. Il a choisi la ferme d'El-Hedjin Kaddour un paysan de Crescia, un petit village entre Alger et Boufarik, en dehors de la route nationale. El-Hedjin est acquis au mouvement. Sa ferme discrète, une mechta plutôt qu'une véritable ferme, va jouer un grand rôle stratégique dans la révolution qui se prépare.

La terrasse du petit café maure de la basse Casbah sur la place de la Cathédrale est bondée. Il y a là tous les copains de stade de Bouadjadj. Avec eux, au moins, il va penser à autre chose, se décontracter. Pour eux il est « Champion », c'est son surnom parce qu'il se défend très bien au football et qu'il est l'un des tout premiers supporters de l'équipe de foot d'Alger.

« Alors, Champion, lui crie-t-on, qui va gagner ? Alger ou la sélection parisienne ?

— Alger, bien sûr.

— Tu seras au stade, cet après-midi ?

— C'est pas un match que je vais manquer, non ? »

Zoubir Bouadjadj sait très bien qu'il n'assistera pas au match ce dimanche après-midi. Sa passion du football est en « veilleuse ». Plus tard on verra. Cet après-midi il sera

responsable du plus important dépôt d'armes dont dispose le C.R.U.A., mais ça ne regarde personne. On échange des paris.

« Eh ! Champion, tu mets combien sur Alger ?

— Quelle est la cote ?

— Une catastrophe. 10 contre 1. Pour les Français, naturellement !

— 1 000 francs sur Alger.

— T'es « louf », Zoubir. On n'a aucune chance !

— Va toujours. »

Aucune chance. C'est bien vrai. Il a raison, le copain. Ils sont trop forts. Mais ce n'est pas une raison pour abandonner avant de commencer... Et ce match, pour Zoubir, a valeur de symbole.

À 14 h 30 le chargement est terminé. El-Hedjin et Zoubir ont transporté les armes dans des couffins et les ont réparties entre le vaste coffre et la banquette arrière d'une vieille Citroën 15/6 qu'un de leurs amis, Baba Ali, vient d'acheter. El-Hedjin Kaddour s'installe au volant. Zoubir Bouadjadj le regarde. Il transpire légèrement.

« Ça va ?

— Ça va. En route. »

À cette heure il n'y a pas grand monde sur la route. Il fait très chaud et tout le monde sacrifie à la sieste après déjeuner. Le Golf. Birmandreis. Les rues sont vides. On approche de Birkadem.

« La putain de ses os ! » jure Kaddour.

Sur la route, deux gendarmes font signe de ralentir, puis de stopper. Kaddour tente de freiner mais les freins répondent mal. La voiture dépasse les gendarmes qui se mettent à siffler rageusement. El-Hedjin parvient à stopper le véhicule sur le bord de la route. Les gendarmes arrivent en courant.

« Alors qu'est-ce que c'est que ça, tu peux pas t'arrêter ? crie le premier gendarme.

— J'ai pas voulu freiner net, plaide Kaddour.

— Avec une voiture pareille, ça ne m'étonne pas !

— Qu'est-ce qui se passe à Birkadem ? demande Bouadjadj

pour faire diversion.

— Une course cycliste qui va passer. On la signale pour que les automobilistes fassent attention. Les papiers de la voiture et l'assurance ! »

Il n'a pas l'air commode, le gendarme ! Et il est furieux d'avoir eu à courir par cette chaleur. « Une course cycliste, pense Zoubir, on risque de se faire prendre pour une course cycliste ! Ce sport d'imbéciles ! »

Il n'a jamais aimé le vélo !

« Vous n'avez pas d'assurance. La voiture n'a pas de plaque d'identité à l'intérieur et votre plaque d'immatriculation est à peu près illisible. Vous êtes bon pour trois procès. »

Le gendarme tire son carnet. Le second s'approche de Kaddour toujours au volant.

« Vous êtes bien chargés. Qu'est-ce que vous transportez là ? »

Zoubir Bouadjadj se sent verdir. « On est foutus ! » Que répondre ? Il pense à son métier.

« C'est des pièces de rechange qu'on porte à Douera.

— Montrez, un peu. »

Zoubir descend de voiture, il sent la sueur couler le long de sa colonne vertébrale. Il joue le tout pour le tout.

« Je suis le vendeur de Soumeillant, vous êtes nos clients. On fournit souvent la gendarmerie de Birkadem. Mon patron dit même que vous êtes de drôlement bons clients.

— Eh ! c'est qu'on roule sans arrêt, nous ! dit le gendarme. Bon, ça va. Si vous êtes de chez Soumeillant, on va s'arranger... »

Il parle à voix basse à son collègue qui remplissait les contraventions. Zoubir reprend espoir. Il avait déjà la main sur la portière arrière, derrière laquelle il y a, sous les toiles à sac et les couffins, les trente mitraillettes !

« Payez simplement une contravention de 500 F pour l'assurance. Et pour le reste ça ira. Mais mettez-vous en règle rapidement car ça peut vous coûter cher ! »

Zoubir sort les 500 F de sa poche.

« Merci, messieurs », dit-il en remontant dans la 15/6. Kaddour a déjà démarré.

« Eh ! votre reçu ! crie le gendarme en tendant la feuille verte.

— Merci. »

La vieille 15/6 s'éloigne en bringuebalant. Kaddour et Zoubir se regardent. Bouadjadj sourit d'un rictus nerveux. Ils l'ont échappé belle. Le principal stock d'armes de l'Algérois est sauvé. Une heure plus tard il sera en sûreté dans la ferme de Crescia.

Au stade, contre toute attente, Alger et la sélection parisienne ont fait match nul : un but partout. Il y aura une revanche.

Tout au long de ce mois d'avril les conjurés déployèrent une activité fébrile. Depuis son voyage en Égypte, Boudiaf savait qu'il ne devait compter que sur lui-même et ses compagnons. Pour l'heure, la « révolution » réunissait quatre hommes autour de lui : Didouche, Ben M'Hidi, Ben Boulaïd, Rabah Bitat. Tous les cinq visaient un même objectif : réunir le clan Messali au clan Lahouel. Refaire l'unité du parti. Car, s'ils étaient bien décidés à faire la révolution, une révolution armée, un coup psychologique porté à la puissance française, ouvrant la lutte pour l'indépendance, il leur fallait l'aide du peuple. S'il était possible à une poignée d'hommes de mettre le feu aux poudres, ils auraient rapidement besoin de la complicité, puis de l'appui total de la population car la lutte s'annonçait dure, sinon désespérée. Et en ce mois d'avril 1954 la population musulmane n'avait jamais entendu parler d'un des membres du C.R.U.A. Seuls Ben Boulaïd et Ben Bella avaient fait partie du comité central du M.T.L.D. Mais leur nom n'était jamais sorti des lieux anonymes où se déroulaient les réunions. Pour la population musulmane trois noms représentaient l'opposition : Ferhat Abbas, l'opposant intellectuel, bourgeois, éloigné de la masse, et les deux frères ennemis du M.T.L.D. : Messali Hadj et Hocine Lahouel. Eux seuls pouvaient, avec leur nom, leur passé, entraîner la population dans une aventure longue et périlleuse. Mais la masse, qui connaissait les dissensions qui divisaient le M.T.L.D. en deux fractions ennemies, savait que ce n'était pas de ce côté qu'il fallait attendre la révolution. D'ailleurs, ni les dirigeants ni les militants n'y croyaient, ne la souhaitaient. L'important pour la direction collégiale du C.R.U.A. était donc de réunifier le parti.

Des contacts furent pris au mois d'avril avec les centralistes et

en particulier avec Hocine Lahouel, ex-dauphin et aujourd'hui ennemi de Messali. On le mit dans la confiance. Ben Boulaïd, ancien du comité central, lui annonça la création du C.R.U.A., d'une troisième force, et lui proposa d'en être. « Tes hommes, lui dit-il, et ceux de Messali doivent se retrouver, redonner confiance au peuple... Le C.R.U.A. vous donne cette occasion. Ensemble nous ferons la révolution... »

À ces propositions de réunification, de « rabibochage » avec Messali, Lahouel et ses hommes opposèrent une fin de non-recevoir. Mais Hocine Lahouel, habile tacticien, ne dit ni oui ni non quant à sa participation à la révolution. La plupart des membres du comité central y étaient franchement opposés. Les conditions pour parvenir à un éventuel succès n'étaient pas réunies — « C'est, envoyer le peuple à l'abattoir », disaient-ils — et le secrétaire général ne désirait aucunement se couper de ses hommes. Il laissa pourtant la porte ouverte à d'autres contacts éventuels. Lahouel, connaissant la composition du C.R.U.A., sachant que Ben Boulaïd et Boudiaf, des amis de toujours, y étaient influents, venait d'avoir l'idée de ramener le C.R.U.A. et ses durs au centralisme et ainsi porter l'estocade finale à ce vieux taureau de Messali Hadj. Pour la révolution, on verrait plus tard. C'était compter sans la foi de Boudiaf et de Ben Boulaïd en une révolution proche. Sentant les réticences de Lahouel, ils décidèrent de développer le plus rapidement possible le C.R.U.A. Lui donner structures, moyens, entraînement et ensuite, avant de « passer à l'action », poser la question de confiance aux deux blocs antagonistes.

Dans le même temps, Ben Boulaïd avait contacté Messali. Par acquit de conscience. Il connaissait d'avance la réponse du vieux leader. Il avait sacrifié l'unité de son parti, l'œuvre de sa vie, pour lutter contre l'influence — trop importante à son gré — que prenait son bras droit, ce n'était pas pour céder à ces « durs » du C.R.U.A. dont il s'était déjà méfié au temps de l'O.S. Il « acceptait » pourtant que ces « petits » le rejoignent au sein de ce grand foyer d'opposition musulmane qu'était le M.T.L.D. messaliste. Un point c'est tout. La Révolution, c'était lui, Messali Hadj. El-Zaïm. L'Unique !

Après l'échec de leur mission de conciliation, Boudiaf, Didouche, Ben Boulaïd, Bitat et Ben M'Hidi firent le point des rivalités politiques qui déchiraient le peuple algérien. Ecœurée par

l'attitude de ses leaders, la population se réfugiait dans un attentisme prudent. Il fallait lui rendre courage et combativité. Il fallait donc agir avec elle comme avec les messalistes et les centralistes, comme avec l'Égypte, déclencher le mouvement avec les moyens du bord et l'entraîner ensuite dans la révolution.

À un esprit logique l'entreprise paraissait irréalisable. Comment cinq hommes en Algérie et un autre au Caire allaient-ils entrer en conflit avec une administration solide, une police puissante, soutenues par un million d'Européens qui tenaient toutes les rênes de l'économie ? Ce défi à la logique expliquera la surprise qu'allait provoquer la rébellion du 1^{er} novembre, dans les milieux nationalistes autant que dans les milieux français. Ayant trouvé le nom de C.R.U.A., que l'on commençait à prononcer chez les messalistes et les centralistes avec lesquels Boudiaf et Ben Boulaïd avaient pris contact, les cinq hommes s'employèrent à « étoffer » le mouvement. L'important était de réunir des éléments décidés sur *l'ensemble du territoire algérien*. C'était l'idée directrice que suivait Boudiaf depuis que, devant les ruines du M.T.L.D., il avait eu l'idée de créer une troisième force au cours de ses longues conversations avec Didouche. Car si la direction du C.R.U.A. nouveau-né était collégiale, les deux hommes en étaient les créateurs. Boudiaf l'âme, Didouche l'aiguillon.

Ils avaient donc contacté Ben M'Hidi, dernier des chefs de l'O.S. pour l'Oranie, Ben Boulaïd, dont l'influence dans l'Aurès était prédominante, et Rabah Bitat, représentant le Constantinois, tous condamnés à mort ou à des peines de travaux forcés lors du démantèlement de l'O.S. par la police française. À eux cinq ils étaient suffisamment influents pour réunir dans leurs régions la poignée d'hommes sûrs qui à leur tour recruteraient des militants de base, prêts à l'action dévoués à leurs chefs. Certains, comme Ben Boulaïd dans l'Aurès, n'avaient pas dispersé leurs groupes lorsque le M.T.L.D. avait donné l'ordre de dissoudre l'O.S.

Le mois d'avril allait être entièrement consacré à contacter et réunir ces hommes sûrs, à s'assurer de leur indifférence à l'égard des deux tendances ennemies du M.T.L.D. et de leur désir de constituer une troisième force autonome et indépendante ayant un seul but : l'action directe. Zoubir Bouadjadj venait d'être l'un des tout premiers.

Remontant la rue du Rempart-Médée, en plein cœur de la

Casbah, Mostefa Ben Boulaïd était soucieux. Il ne voyait ni les gosses qui jouaient en piaillant, tapant de toutes leurs forces sur une boule de chiffon, ni les étalages des épiciers avec leurs bouquets de menthe sauvage qui s'amoncelaient sur des sacs de pois chiches et de semoule, ni les quartiers de mouton sanguinolents pendus au crochet du boucher, à même la façade, entourés d'essaims de mouches. Il ne pensait qu'au succès de la mission dont il était chargé. De sa réussite dépendait en partie le succès de cette « action directe » qui était devenu l'unique but du C.R.U.A. Ben Boulaïd avait rendez-vous avec Krim Belkacem et le « sergent » Ouamrane, les leaders kabyles. Sa mission était de les amener au C.R.U.A. L'affaire ne serait pas facile. L'organisation de Krim, qui tenait le maquis depuis sept ans dans les montagnes de Kabylie, était solide. Ils étaient les premiers à avoir constitué un groupe armé, bien entraîné, en rébellion ouverte avec l'administration française. Ils n'avaient pas désarmé à l'époque du démantèlement de l'O.S. D'après les renseignements qu'on avait fournis à Ben Boulaïd, Krim et Ouamrane contrôlaient près de 1 500 hommes en haute et basse Kabylie. Presque une armée. En tout cas un apport qui serait essentiel au jour de la révolution. 1 500 hommes qui attendaient avec impatience de passer à l'action.

Cette information aurait dû réjouir Ben Boulaïd qui venait leur proposer de participer au premier mouvement réellement révolutionnaire qu'ait connu l'Algérie. Mais deux éléments avaient suffi à le rendre soucieux. Le premier était l'attitude des Kabyles face à la scission que connaissait le M.T.L.D. Les rudes montagnards « tenaient pour sidi El-Hadj » et ne prisait guère les centralistes en qui ils ne voyaient que des opportunistes prêts à jouer le jeu politique et à se laisser séduire par des postes de conseillers municipaux. Le second, beaucoup plus grave aux yeux de Ben Boulaïd, était un faux pas que venait de commettre Didouche.

Profitant de la liaison régulière entre les Kabyles et le comité central du M.T.L.D., Ben Boulaïd avait fait contacter Krim par l'intermédiaire d'un membre ^ du comité central : Hamoud Ben Yahia, de Bordj-Menaïel... Celui-ci, connu sous le nom de Hocine, avait proposé au leader des Kabyles une entrevue avec le « chef de l'Aurès », Mostefa Ben Boulaïd. Krim Belkacem avait accepté. Une réunion préparatoire avait eu lieu dans une villa d'Hydra entre Krim- Ouamrane et Soudani Boudjema, de Blida,

Zoubir Bouadjadj et Didouche.

Ben Boulaïd regrettait de n'avoir pas assisté à ce premier contact car Didouche, entraîné par sa jeunesse, son désir de garder pour ceux qu'il considérait comme « les fondateurs du C.R.U.A. » l'initiative complète des opérations, avait profité de l'absence des autres leaders du groupe pour « snober » les Kabyles. L'éternel conflit arabo-kabyle avait peut-être joué pour une part dans cet « enfantillage ». Didouche avait brossé un tableau exagérément optimiste des possibilités du groupe pour placer les Kabyles en état d'infériorité, leur faisant sentir qu'on les accueillait dans un mouvement déjà fort et en pleine expansion. « Nous avons beaucoup d'armes, avait-il précisé, nous sommes forts tandis que la Kabylie, si elle est riche en hommes, n'a pas le matériel nécessaire pour mettre ses projets à exécution... » Le bluff avait échoué. Krim et Ouamrane, impassibles, avaient écouté le jeune homme et lui avaient laissé entendre qu'ils croyaient beaucoup plus en Messali, qui se débattait dans des difficultés passagères mais qui avait fait ses preuves, qu'en ces « petits jeunes gens » qui voulaient manger les Kabyles tout crus et les « prendre sous leur protection ». Didouche était revenu la tête basse de ce premier contact. Heureusement les Kabyles avaient accepté de rencontrer Ben Boulaïd avant de prendre une décision. Celui-ci, arrivant au café maure El-Arich où devait avoir lieu le rendez-vous, se demandait comment il parviendrait à surmonter le handicap que, dans son désir de bien faire, Didouche avait dressé sur son passage.

Ben Boulaïd s'assit à l'intérieur du café. Appuyé contre le mur écaillé, il guettait l'arrivée des deux Kabyles. Aux trois tables qui constituaient la terrasse du pauvre café, des vieux jouaient aux dominos faisant claquer les rectangles d'os sur la table poisseuse. Ben Boulaïd but une gorgée de thé. La radio hurlant des chansons arabes assurait à leur conversation l'écran sonore qui la protégerait des oreilles indiscrètes.

Krim et Ouamrane arrivèrent ensemble. Ben Boulaïd n'eut aucun mal à les reconnaître. La silhouette trapue et les mâchoires extraordinairement développées d'Ouamrane ne pouvaient passer inaperçues d'un consommateur attentif. Ben Boulaïd pensa : « Quand les flics auront son signalement et le rechercheront vraiment, il aura du mal à se planquer. » Les trois hommes se serrèrent la main.

« C'est toi, Krim ?

— C'est toi, Ben Boulaïd ?

— Heureux de te connaître. » Les formules de politesse furent vite expédiées et l'on passa au vif du sujet. Ben Boulaïd se savait un redoutable « debater ». Défendre une idée, convaincre, fournir des arguments imparables, l'excitait prodigieusement. Il avait résolu d'attaquer les Kabyles sur la « grande misère qui s'était abattue sur le parti », faisant perdre de vue aux deux fractions les véritables buts à atteindre. À sa grande surprise, Krim enfourcha le premier ce cheval de bataille :

« Nous sommes furieux et déçus, dit-il, nous avons été les premiers à prendre le maquis. Beaucoup d'entre nous sont condamnés à mort par contumace et nous ne faisons rien. La Kabylie est unie, politisée et l'on se contente de regarder nos responsables se disputer entre eux. » Ouamrane, assis à côté de Krim, approuvait. Ben Boulaïd but une gorgée de thé.

« La situation est la même dans l'Aurès, répondit-il. On n'est ni pour Messali ni pour Lahouel. Mais on voit à Alger, à Philippeville, à Bône, des militants se matraquer, se donner des coups de couteau entre eux selon qu'ils vendent *L'Algérie libre* de Lahouel ou *La Nation algérienne* de Messali. J'ai voulu te rencontrer car je veux te proposer un plan qui doit réunir tous ceux qui ne désirent que l'indépendance de notre pays. Si nous voulons sortir de ces querelles stériles il faut créer une troisième force. Nous sommes quelques-uns à partager la même opinion. Etudions ensemble la possibilité de créer cette troisième force. Après, nous passerons à l'action. »

Ben Boulaïd est très étonné de voir Krim et Ouamrane l'approuver. « La Kabylie est prête à se joindre à vous, dit Krim Belkacem, mais tu connais notre sympathie pour le vieux Messali. Nous déplorons qu'il ne veuille pas se décider à l'action mais nous le préférons aux centralistes, opportunistes comme nous les appelons. Et il semble qu'il y ait certains centralistes au sein de votre groupement.

— Ça ne durera pas, répliqua Ben Boulaïd, si nous créons un Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action avec ta Kabylie et mon Aurès, on sera assez forts soit pour intégrer les centralistes et les messalistes qui voudront sincèrement se joindre à nous, soit pour éliminer les brebis galeuses. »

À 18 heures, les trois hommes se séparaient en parfait accord. Ni les uns ni les autres n'avaient fait allusion à l'« incident Didouche ». Krim acceptait au contraire de rencontrer les autres membres fondateurs du C.R.U.A. Rendez-vous fut pris pour la première semaine de mai dans la boutique d'un cordonnier de la rue de Mulhouse. Avant de les quitter Ben Boulaïd remit à Krim et à Ouamrane le premier numéro clandestin de l'organe du C.R.U.A., *Le Patriote*.

« Nous venons de l'imprimer, dit-il. Il te dira noir sur blanc l'orientation que nous voudrions prendre. Mais je te dis franchement, sans votre collaboration, on ne peut rien entreprendre. »

Les Kabyles se retirèrent les premiers. Quelques minutes plus tard Ben Boulaïd, passant devant la fontaine qui trône au haut de la rue du Rempart-Médée, écarta les gosses qui s'aspergeaient et, dans le creux de sa main, prit un peu d'eau pour se rafraîchir le visage. Il soupira d'aise. À moins d'une réaction imprévue, les Kabyles marcheraient avec le C.R.U.A.

Il s'agissait maintenant d'organiser l'action.

Krim et Ouamrane regagnèrent leurs montagnes kabyles après ce premier contact. Comme d'habitude, pour des raisons de sécurité ils se séparèrent à Alger. Ouamrane profita d'une camionnette qui venait de livrer des primeurs aux halles d'Alger et qui retournait à Tizi-Ouzou. Krim, lui, se fit conduire par un taxi dont il connaissait le chauffeur, Lakhdar Guendouzi, un militant M.T.L.D. Avec lui il se sentait en sûreté. Le chauffeur ne connaissait pas son véritable nom, il savait seulement que son mystérieux passager était un responsable du parti et s'appelait Si Rabah. Les deux chefs kabyles se retrouvèrent à Betrouna, près de Tizi-Ouzou, dans un gourbi abandonné. Ils n'avaient pas eu le temps d'échanger leurs impressions après ces deux contacts avec le C.R.U.A. en gestation. Ben Boulaïd leur avait fait bonne impression et sa réputation dans l'Aurès n'était plus à faire. L'incident avec Didouche était presque oublié. La foi qui animait le jeune homme, sa certitude quasi mystique de déclencher une révolution qui aboutirait à l'indépendance, avaient balayé l'astuce déployée pour accueillir les Kabyles en état d'infériorité. Ils considéraient cela comme une erreur due à la fougue de la jeunesse, ou plutôt un trait de caractère qui justifiait le surnom qu'on lui avait donné : Haradj, le Casseur.

Le problème de la participation des centralistes au mouvement les préoccupait autrement. Surtout Ouamrane.

« Il semble bien que ceux du C.R.U.A. soient en contact avec les centralistes, dit-il, et je n'aime pas ça.

— On finira bien par les éliminer, répondit Krim, et puis on ne va pas tomber nous-mêmes dans les erreurs du parti. »

Ouamrane l'avait accompagné lorsqu'il avait sondé les messalistes et les centralistes au nom des militants kabyles. Et de part et d'autre la réponse avait été : « Ce n'est pas le moment de bouger. »

« Comment des hommes comme Messali et comme Lahouel peuvent-ils avoir de semblables opinions ? » s'interrogea Ouamrane.

Krim lui donna une bourrade sur l'épaule.

« De toute façon ils sont dépassés. Nous, nous sommes décidés à l'action. Informons les chefs de daïra. »

La Kabylie était divisée en sept régions ou daïras placées chacune sous l'autorité d'un chef qui contrôlait environ deux cents hommes. Krim et Ouamrane, forts de leur prestige dû à sept ans de maquis et à la confiance du M.T.L.D., étaient les patrons incontestés de ces chefs de daïra.

« Ne t'en fais pas, ajouta Krim, je sais que cette fois c'est la bonne occasion. Nous y arriverons. Et si l'on doit s'allier à Satan lui-même, nous le ferons. »

Krim aimait parfois employer le langage imagé de la conversation kabyle. Ouamrane sortit de sous une large pierre plate les deux automatiques et les deux mitraillettes qui composaient leur armement personnel. Il glissa un 9 mm autrichien dans sa ceinture. Krim en fit autant et dissimula sa MAT 49 sous sa veste, la bretelle passée sur l'épaule, à même la chemise. La nuit était tombée sur le douar. Betrouna. Les deux hommes prirent le chemin du maquis. Il était temps de prévenir leurs hommes. La nouvelle qu'ils leur apportaient les regonflerait un peu : un mouvement décidé à passer à l'action se formait dans toute l'Algérie. Les Kabyles en étaient.

Aux quatre coins de l'Algérie le recrutement commençait. Au mois de mai 1954, les cinq membres fondateurs du C.R.U.A.

avaient réuni dix-sept hommes de confiance représentant toutes les régions de l'Algérie à l'exception de la Kabylie, dont Krim et Ouamrane s'occupaient. La plupart de ces hommes étaient des anciens de l'O.S., des hommes d'action, recherchés par la police depuis 1950. Leur influence dans leur région était grande et chacun d'eux avait recruté des sympathisants qu'il avait réunis trois par trois sous l'autorité d'un chef de groupe, selon la méthode de cloisonnement qui garantissait l'étanchéité des réseaux en cas de coup dur.

Boudiaf et Ben Boulaïd, qui n'oubliaient pas leurs attaches centralistes, n'avaient pas renoncé à « convertir » Lahouel et son clan à leur cause. D'abord l'apport en hommes ne serait pas négligeable, ensuite — et c'était, aux yeux des deux leaders du C.R.U.A., une chose essentielle — c'est Lahouel qui possédait le « nerf de la guerre ». Lorsqu'il s'était séparé de Messali au sein du M.T.L.D., l'ancien secrétaire général était parti avec la caisse et les archives. Laissant au vieux prophète barbu les locaux poussiéreux du 2, place de Chartres, il avait déménagé l'argent et tous les papiers, les listes de militants, la comptabilité des cotisations, etc. Amener Lahouel ou ses représentants au C.R.U.A. c'était trouver un financier. Et depuis son voyage au Caire Boudiaf savait qu'il ne fallait pas compter sur l'aide de l'Égypte ou de la Ligue arabe avant un déclenchement « efficace » de la lutte armée contre les Français. Grâce à Deckli, un ancien compagnon de Ben Boulaïd, au temps où il faisait partie du comité central, le contact fut repris avec Lahouel. Celui-ci, malin comme un singe, n'avait pas complètement fermé la porte lors des premiers contacts. Il n'était pas fâché d'avoir quelques renseignements sur le « Groupe » comme on l'appelait maintenant. Il accepta la rencontre qui eut lieu à Berne.

La Confédération helvétique commençait à jouer le rôle de plaque tournante qui ne cesserait pas de toute la révolution. La discrétion de ses hôtels, de sa police et de ses coffres, la situation du pays, au cœur de l'Europe, correspondance idéale entre l'Afrique du Nord, la France et le Moyen-Orient, en fit le lieu d'élection des révolutionnaires algériens pour leurs rencontres secrètes avec les « frères de l'extérieur » et avec ceux qui, en Algérie, se souciaient peu d'être vus en leur compagnie. Tout en se montrant encore réticent sur le plan de l'action armée contre les Français, Hocine Lahouel promit une aide financière et la participation de trois de ses hommes au C.R.U.A. en formation :

Deckli, M'hamed Yazid et Radjef. Revenant à Alger, Boudiaf et Ben Boulaïd avaient trois compagnons de plus et la promesse de cinq millions en argent liquide prélevés sur la caisse du M.T.L.D. Ben Boulaïd, à bord de l'avion de la Swissair — Boudiaf empruntant une autre ligne, toujours la sécurité —, pensa que Lahouel était encore bien réticent. Mais c'était déjà un progrès par rapport au premier contact qui avait été un échec complet. Les cinq millions serviraient à acheter des armes à Tripoli. Le Groupe en avait bien besoin. Quant aux hommes on les utiliserait bien. Ben Boulaïd se promit de faire rédiger le bulletin *Le Patriote* par Deckli, un spécialiste en la matière. Lors de la première réunion des Cinq du C.R.U.A., Ben Boulaïd annonça : « Les centralistes acceptent de nous aider. Ils seront bientôt au complet avec nous. »

Il se trompait lourdement. Lahouel n'avait pas encore quitté la Suisse qu'il donnait des instructions précises à ses hommes : contrôler l'activité du C.R.U.A., quitter la barque dès qu'ils verraient la préparation de « l'action directe » entrer dans sa phase active. « Ne pas se mouiller. » Et, en attendant, faire de « l'action psychologique » sur les Cinq et sur leurs hommes pour qu'ils rejoignent le comité central. Quant aux cinq millions, Lahouel n'avait aucune intention de les donner : « Quelques centaines de milliers de francs au plus, pensa-t-il, juste de quoi prouver ma bonne foi ! » Et si l'affaire se présentait bien, ce serait le coup de grâce donné à Messali. Etre premier adjoint au maire d'Alger ne lui suffisait pas. Il voulait devenir le leader incontesté du M.T.L.D. Mais le vieux taureau était loin de désarmer.

Que Lahouel dans des adresses aux militants le traitât d'homme « vieux et vidé », de « jouisseur », d'« incapable » fit sortir Messali de ses gonds et le décida à partir en bataille. Portant le conflit qui l'opposait à Lahouel devant tous les militants, il commença une campagne de dénigrement de son bras droit.

Il nomma un « comité central provisoire » sous la direction de son fidèle Mezerna et pour se remettre de la « perte sèche » provoquée par la mainmise de Lahouel sur la caisse du parti, il donna l'ordre à toutes les kasmass (secteurs) du M.T.L.D. de verser les fonds qu'elles détenaient à son compte en banque métropolitain. Lahouel, immédiatement, fit bloquer tous les fonds des kasmass. On imagine la réaction des militants, de plus en plus écœurés par ce combat entre deux chefs qu'ils estimaient et par les échauffourées qui opposaient régulièrement les vendeurs de

L'Algérie libre, messaliste, à ceux de *La Nation algérienne*, centraliste. Leur lassitude politique était telle que, lorsque certains reçurent les numéros du *Patriote* annonçant la création d'une troisième force, le Comité révolutionnaire d'unité et d'action, de tendance « neutraliste active », ils n'eurent qu'un mot à la bouche : « En voilà qui veulent tirer les marrons du feu et s'installer dans des fauteuils tout chauds. »

L'idée d'une révolution armée contre les Français ne les effleura même pas. Elle aurait paru franchement ridicule. Messali en pleine tournée de meetings à travers l'Algérie — il avait enfin quitté sa résidence forcée — n'eut qu'une réaction violente. « Ceux-là, dit-il, il faut me les ramener à la raison. » Il ne tolérait pas que cette fraction « dure » ne le rejoigne pas, lui qui symbolisait le nationalisme ! Ayant encore devant les yeux les foules éblouies que son talent d'orateur mi-politique, mi-mystique soulevait à Tébessa, à Philippeville, à Oued-Zenati — il y avait plus de 6 000 personnes — entendant encore les « Yahia El-Zaïm », Vive l'Unique, que hurlaient des milliers d'hommes fanatisés, Messali Hadj, la barbe au vent, croyant plus forte que jamais son influence sur la masse musulmane, venait de laisser passer l'occasion de sa vie. La révolution algérienne allait se faire sans lui. Bien mieux, aveuglé par la haute idée qu'il se faisait de lui-même, grisé par une autorité que l'âge rendait cassante, il allait s'y opposer. Son intransigeance est telle au printemps de 1954 qu'il considère que ce qui se fait sans lui se fait contre lui !

La nuit était tombée depuis longtemps. C'était l'heure où Alger prenait le frais. Rue d'Isly, les terrasses de la place Bugeaud étaient envahies d'une foule colorée qui sortait des cinémas environnants. On venait manger une glace, boire une bière, grignoter une pizza avant de se coucher. La journée avait été chaude et la fraîcheur venue de la mer était la bienvenue. Mais ce soir-là, l'animation joyeuse qui d'habitude régnait sur la place Bugeaud, autour des bassins de mosaïque où des jets d'eau bruissaient doucement, perlant de fines gouttelettes les palmiers nains et les larges feuilles des plantes semi-tropicales, avait fait place au bourdonnement sourd des conversations graves et sérieuses. On ne s'interpellait ni à la terrasse de la Pizzeria ni à celle du Milk Bar. Toutes les têtes étaient penchées sur la dernière édition de *France-Soir*, arrivée par le dernier avion de Paris. Un titre barrait la « une » :

« Dien-Bien-Phu est tombé. »

Les Français d'Algérie qui n'avaient jamais porté un grand intérêt à la lutte qui se menait à l'autre bout de la terre, au cœur du Sud-Est asiatique, avaient pourtant appris cette nouvelle avec surprise et consternation. On savait vaguement que cela n'allait pas très bien en Indochine. Mais de là à ce que l'armée française, équipée et dirigée comme elle l'était, succombât devant les rebelles en guenilles qui se nourrissaient d'un bol de riz, il y avait un monde !

« À ne pas savoir se défendre comme il faut, au moment où il faut, voilà ce qu'on gagne », dit sentencieusement un colosse à la peau basanée, dont la chemise largement ouverte s'ouvrait sur une poitrine velue. On l'approuva à sa gauche. « Oui, dit une femme, si la France avait su être ferme et étouffer toute cette rébellion dans l'œuf, cela ne serait pas arrivé. On dit dans le journal qu'il y a des milliers de parachutistes prisonniers !

— La France est trop faible, renchérit le colosse, elle ne veut jamais faire confiance à ceux qui vivent dans la colonie et qui savent comment il faut s'y prendre avec les indigènes ! » Son regard croisa celui d'un jeune Arabe, mince, vêtu très correctement et qui, à la table voisine, buvait un coca-cola. Un éclair. Deux regards s'affrontent. Le jeune homme baissa la tête pour se plonger à nouveau dans le récit du drame indochinois que décrivait le journal. La rue d'Isly était l'un des rares endroits à Alger où, le soir venu, Européens et musulmans soient mêlés. Musulmans évolués, bien sûr, surtout des jeunes qui venaient au cinéma ou qui achetaient les journaux métropolitains, *France-Soir* et *Le Monde*, et venaient les lire à la terrasse de l'un des quatre grands cafés de la place. Zoubir Bouadjadj, le jeune homme au journal, regarda sa montre. Onze heures et demie. « Ils doivent arriver, pensa-t-il. Pourvu que tout aille bien. »

« ... Mais ici, si on les laissait faire, on ne serait bientôt plus les maîtres chez nous... »

Le ton des conversations montait. Bouadjadj déposa de la monnaie sur le guéridon et se leva. Il était le seul Arabe à la terrasse, ce soir-là. Et comme il prévoyait des réflexions désobligeantes il préféra s'en aller. Son regard croisa de nouveau celui du colosse qui souriait, goguenard. À nouveau il baissa la tête et s'en voulut aussitôt. Il quitta rapidement la terrasse et

regagna la Casbah par la rue Rovigo.

À quelques centaines de mètres de l'animation de la rue d'Isly, le calme de la rue de Mulhouse surprenait. Dans le quartier, seul l'hôtel Aletti, masse blanche entourée de palmiers touffus, était illuminé. Des bouffées de musique s'échappaient du casino. Un portier galonné faisait les cent pas devant le péristyle. Le reste du quartier, comme écrasé par le luxe et les lumières du palace algérois, n'en semblait que plus sombre et plus triste. Mourad Boukechoura avait tiré à demi le rideau de fer de sa cordonnerie. Assis sur une chaise il attendait dans sa boutique, découpant avec un tranchet des semelles de cuir. Le travail du lendemain serait un peu avancé. Zoubir Bouadjadj lui avait annoncé le matin même qu'il aurait besoin de son local. Des hommes devaient discuter dans le plus grand secret avec Boudiaf et Ben M'Hidi que Boukechoura connaissait bien du temps de l'O.S. et du P.P.A. clandestin. Le cordonnier était un vieux militant. Il avait lui-même des liens de parenté avec Mezerna, l'actuel homme de confiance de Messali. C'était son beau-frère. Sa boutique était sûre et servait depuis longtemps de boîte aux lettres pour les clandestins du P.P.A., pour Boudiaf et Ben M'Hidi en particulier. Zoubir lui avait donné les noms de ceux qui viendraient. Outre Ben M'Hidi et Boudiaf, il y aurait Si Mohamed, Haradj (le casseur), Khali (mon oncle), Si Rabah et Si Amar. Des surnoms, mais on ne prenait jamais assez de précautions. D'ailleurs, le cordonnier pensait toujours Ben M'Hidi mais l'appelait Zapata ou Larbi de Biskra, ses noms de guerre. De même pour Boudiaf, Si Taïeb, Touil ou le Toubib dans la clandestinité. Ainsi, si un homme du réseau était pris et parlait il ne pouvait donner à la police que des noms insuffisants pour identifier ceux qu'il désignait. Quant aux indicateurs, cela ne manquait pas à Alger, leurs renseignements n'avaient ainsi pas grande valeur.

À 11 h 30, Ben Boulaïd, Rabah Bitat et Didouche s'étaient glissés sous le rideau de fer à demi fermé. Se redressant ils avaient lancé leurs surnoms : « Khali, Si Mohamed, Haradj. » « C'est bon, répondit le cordonnier en leur serrant la main. Asseyez-vous. » Krim et Ouamrane entrèrent ensuite : « Si Rabah, Si Amar. »

« *Salam !* » salua le cordonnier en pensant : « Voilà deux gars que je préfère ne pas avoir contre moi », tant la silhouette trapue et musclée des deux hommes dégageait de violence. Lorsque

Boudiaf et Ben M'Hidi arrivèrent les derniers, Boukechoura se retira :

« Je monte chez moi, Zapata, tu fermeras le rideau de fer à clef lorsque vous sortirez. Glisse la clef dans la boîte aux lettres dans l'entrée de l'immeuble. »

La réunion pouvait commencer.

« Voilà, nous sommes au complet pour la première fois, dit Ben Boulaïd », et il présenta Rabah Bitat et Ben M'Hidi que ne connaissaient pas les Kabyles. On se mit tout de suite d'accord sur l'attitude à prendre face aux messalistes et aux centralistes. Boudiaf convint qu'il ne fallait faire aucune tentative nouvelle pour les amener au mouvement.

« Préparons-nous seuls, dit-il, on leur posera la question de confiance au dernier moment. Ce sera leur dernière chance.

— Je suis heureux de t'entendre parler comme cela », dit le « sergent » Ouamrane. Les deux hommes s'étaient sérieusement accrochés au cours d'une précédente réunion. Boudiaf soutenait qu'il n'y avait plus de scission, que tout rentrerait dans l'ordre une fois la révolution déclenchée. Ouamrane avait rétorqué que la troisième force ne devait plus compter que sur elle, qu'elle devrait être forte, structurée, composée de gens décidés à ne faire aucune concession ni aux messalistes ni aux centralistes, que chacun pouvait se joindre au groupe mais à titre individuel. La brouille passagère, la mauvaise humeur s'étaient dissipées rapidement et les hommes s'étaient séparés en fixant le prochain ordre du jour : le partage de l'Algérie en zones départementales. C'est de cette délicate question que les sept hommes devaient discuter ce soir-là. Ben Boulaïd prit la parole le premier.

« Aujourd'hui où nous devons commencer un travail qui fait entrer notre action dans une phase active, nous avons appris la défaite que vient de subir l'armée française en Indochine. Nous avons là la preuve qu'on peut réussir grâce à la volonté des chefs conscients. Les Viet-mings sous-alimentés et sans beaucoup d'armes au départ viennent de remporter une victoire que l'on croyait tout à fait impossible. Cela doit nous encourager. Notre cause est aussi juste que la leur. Et si nous montrons au monde notre volonté de vivre libre et à égalité avec les Européens qui pour l'instant dirigent notre pays, nous obtiendrons de l'aide. Nous ne sommes ici ni superstitieux ni très religieux, mais nous

devons voir dans la date de la chute de Dien-Bien-Phu la main de Dieu. Les colonialistes viennent de subir leur plus grande défaite le jour de l'anniversaire des massacres de Sétif. C'est un signe qui doit nous encourager dans la voie difficile que nous avons choisie... » « Nous étions tous très émus », me racontera plus tard Krim Belkacem.

Mais les Kabyles allaient ressentir une émotion d'une autre sorte lorsqu'on commença d'évoquer le partage de l'Algérie en zones. Boudiaf et Ben Boulaïd expliquèrent qu'ils trouvaient logique le partage en zones régionales. Zone du Nord constantinois. Zone de l'Aurès. Zone de l'Oranie. Zone de l'Algérois.

« Et la Kabylie ? » interrogea Krim.

Mal à l'aise, Boudiaf expliqua que, logiquement, la Kabylie, toute proche de l'Algérois, faisait partie de cette zone et que Didouche, qui semblait tout désigné pour contrôler l'Algérois, pourrait, avec bien sûr l'aide de Krim et d'Ouamrane, se charger de la Kabylie.

« Quant à l'Oranie, l'Aurès et le Constantinois ? demanda Ouamrane.

— Rabah Bitat connaît son Constantinois natal comme sa poche, répondit Boudiaf, Ben Boulaïd est le maître de l'Aurès et Ben M'Hidi, bien que Constantinois, connaît très bien l'Oranie et y a grande influence ?

— Et toi ?

— Moi, j'ai le contact avec les frères de l'extérieur. J'assurerai la liaison et la coordination nécessaires entre les régions et l'extérieur. »

Il semblait que le bluff qu'avait tenté Didouche lors de leur première rencontre fût renouvelé. Les deux Kabyles se jetèrent un rapide coup d'œil. C'était à Krim de jouer. Calmement, il expliqua pourquoi, représentant la Kabylie, ils ne pouvaient la voir dirigée par le chef de la zone algéroise. Sans vouloir accorder une importance quelconque au particularisme berbère, mais en y faisant tout de même allusion, Krim fit valoir que la Kabylie était peut-être la seule région, avec l'Aurès, à être déjà organisée et politisée, que 1 700 militants n'attendaient qu'un signe pour entrer dans la rébellion active contre l'autorité française, qu'enfin

500 d'entre eux étaient groupés en formation paramilitaire, entraînés et, ce qui n'était pas négligeable, partiellement armés.

« Nous tenons le maquis depuis sept ans, conclut le chef kabyle, notre organisation est loin d'être mineure et en aucun cas inférieure à celle d'une autre région. Donc il n'y a aucune raison pour qu'elle soit « rattachée » à une zone qui — je ne crois pas que vous me contredirez — n'a ni sa puissance en hommes et en matériel ni sa préparation. »

Les cinq participants non kabyles savaient que Krim avait raison. L'Algérois et l'Oranie étaient, pour l'instant, les deux points faibles. À Alger, le M.T.L.D. de Messali avait encore grande influence. En outre, aucun d'entre les créateurs du C.R.U.A. n'avait un nom suffisamment prestigieux pour contrebalancer le poids du vieux Chef Unique pour entraîner les militants dans l'action directe.

« La Kabylie est suffisamment organisée, ajouta Ouamrane, pour former une région à elle toute seule. Notre frère Didouche aura bien assez à faire pour organiser l'Algérois. »

Les positions étaient nettes. Les Kabyles étaient plus décidés que jamais à l'action directe mais ils ne voulaient pas entrer au C.R.U.A. en parents pauvres ! La discussion dura environ une demi-heure. Puis on parvint à un accord avant de se séparer. La Kabylie formerait une région à elle toute seule. Les Kabyles avaient gagné. On décida d'un nouveau rendez-vous dans la maison d'un militant, rue Montpensier, près du boulevard Gambetta, dans la Casbah. « Inutile d'attirer l'attention en revenant trop souvent au même endroit, dit Ben Boulaïd. On ne prend jamais trop de précautions. »

Le commissaire V... gara sa voiture sur l'esplanade de Notre-Dame d'Afrique. Des cars s'arrêtaient et déversaient leur cargaison de touristes, l'appareil photo en batterie. Des petits colporteurs s'abattaient, telle une nuée de sauterelles, sur cette proie tant espérée, proposant cartes postales et médailles de la Vierge Noire à la gloire de laquelle la basilique avait été élevée sur les contreforts du Sahel. Du parvis on avait une vue merveilleuse. L'église dominait le petit port de Saint-Eugène avec ses villas et ses cabanons accrochés aux rochers. La masse aveuglante d'Alger s'étendait à droite à perte de vue. Sous le soleil, il était difficile de regarder longtemps le magnifique panorama, tant la réverbération était forte.

Le commissaire jura entre ses dents lorsqu'il pénétra dans la basilique. Il avait manqué une marche. Meurtris par la lumière extérieure, ses yeux s'habituèrent difficilement à la pénombre qui régnait dans l'église byzantine. Il se dirigea vers une sœur à cornette blanche qui s'affairait autour de cierges vacillants.

« Pardon, ma sœur, où se trouvent l'épée du général Yousouf et la canne de Lamoricière ?

— Tout au fond, monsieur, répondit-elle en souriant, au milieu des ex-voto à Notre-Dame d'Afrique. »

Le commissaire, qui recouvrait progressivement l'usage de la vue, se dirigea vers la Vierge Noire. D'innombrables ex-voto étaient accrochés aux murs de la basilique. La Vierge Noire implorée par les marins en péril avait exaucé bien des vœux ! Il s'assit sur une chaise paillée. À trois rangs devant lui, deux vieilles femmes en noir, agenouillées sur un prie-Dieu, marmonnaient des litanies. Le commissaire sourit intérieurement. Si ses hommes le voyaient ici ! En prière ! V... était, avec les commissaires Forcioli et Carcenac, l'un des adjoints du contrôleur général Costes, patron des renseignements généraux en Algérie. Il avait rendez-vous avec « André ». Dans leur argot, « André », c'était un informateur. Celui que le commissaire devait rencontrer ce jour-là était un certain Belhadj Djillali, ancien membre du comité central du M.T.L.D. Dans les années 1950 il avait appartenu à l'O.S. Arrêté par les services efficaces de Costes, il avait accepté de « collaborer » avec la police. En échange de quoi il avait été libéré quelques semaines plus tard. Cet élargissement inespéré lui avait coûté la confiance de ses anciens amis mais au cours des mois il avait réussi à récupérer une partie de son crédit. Belhadj, que l'on connaîtra plus tard sous le nom de commandant Kobus au cours d'une des plus rocambolesques aventures dont la guerre d'Algérie fut particulièrement riche, avait téléphoné le matin même au commissaire lui donnant rendez-vous à Notre-Dame d'Afrique « sous l'épée de Yousouf et la canne de Lamoricière ». L'endroit était propice à une rencontre discrète. V... sentit une présence derrière lui. Un homme venait de s'agenouiller sur un prie-Dieu au rang suivant.

« C'est moi, Belhadj, murmura-t-il.

— Quoi de neuf ? répondit le commissaire entre ses dents.

— Beaucoup de choses. Prenez cela. »

Discrètement « André » passa au commissaire une liasse de papiers ronéotypés, pliés en quatre. C'était le premier numéro du *Patriote*, le journal clandestin de la troisième force.

« Tu as pu te renseigner sur eux ? »

— Ce n'est pas facile. Mais j'ai appris que ce mouvement était sans doute composé d'anciens de l'O.S., des durs, et que les centralistes les soutiennent. Peut-être même que c'est un mouvement clandestin des centralistes créé pour discréditer Messali. »

On voit qu'il y avait du vrai dans les renseignements de Belhadj.

« Ils se disent pourtant indépendants, « neutralistes actifs », poursuit « André », mais on ne peut pas dire qu'ils se répandent dans Alger, pour défendre leurs théories. Ils sont discrets. Très discrets. »

C'était cette discrétion qui inquiétait le plus le commissaire. Belhadj lui confia entre autres que le mouvement semblait avoir des ramifications dans toute l'Algérie.

« C'est comme si l'O.S. se réorganisait, dit-il, mais cette fois-ci pour le compte des centralistes. »

— Continue de te renseigner et si tu as quelque chose essaie de joindre Lazib. »

Lazib était un simple gardien de la paix musulman qui était devenu l'un des principaux informateurs des R.G. Il avait le contact direct avec la population musulmane. On ne se méfiait pas de lui. C'était un simple flic de la circulation. Mais il avait le renseignement dans le sang.

« Je préfère avoir un contact avec vous ou avec M. Forcioli, répondit Belhadj. C'est plus discret pour moi. »

V. acquiesça. « C'est tout ? » Sur la réponse affirmative de Belhadj il lui tendit une enveloppe entre les barreaux du prie-Dieu. « Pour tes frais », dit-il.

« André » ne se faisait pas payer régulièrement. Il agissait, disait-il, par conviction personnelle. Belhadj n'en fit pas moins disparaître prestement l'enveloppe et s'éloigna, sans un mot. Le commissaire attendit quelques minutes, puis se leva. Machinalement, passant devant le chœur, il fit un signe de croix.

Le colonel Schœn appliqua un vigoureux coup de tampon sur le coin gauche du rapport qu'il venait de rédiger. Le mot « secret » en lettres grasses apparut en surimpression en travers de l'en-tête : « Gouvernement général de l'Algérie. Cabinet. Service des liaisons nord-africaines. Exemplaire n° 1. » Le colonel relut attentivement cet exemplaire destiné à M. Roger Léonard, gouverneur général de l'Algérie depuis 1953.

Le colonel Schœn était un homme très grand, maigre à l'extrême. Une brosse presque blanche surmontait un visage ascétique à la de Foucauld. Une chemise impeccable en gabardine kaki portant sur les épaulettes les cinq galons pleins et au-dessus de la poche de poitrine les rangées de bananes s'ouvrait sur une poitrine à la peau parcheminée par le soleil. Le colonel Schœn impressionnait les hommes avec qui il travaillait par la rigidité physique et morale qui émanait de sa personne. Il les impressionnait aussi par ses connaissances bien qu'il se confiât peu. C'était le type même du vieil officier des affaires indigènes qui avait consacré sa vie à l'Afrique du Nord. Parlant couramment arabe, kabyle et quelques autres dialectes, il connaissait parfaitement l'Algérie et ses populations musulmanes. Il connaissait aussi la mentalité européenne et la façon qu'avait la France de gouverner l'Algérie.

C'est le général Catroux qui, en 1938, l'avait envoyé en Algérie, s'apercevant qu'on y avait perdu le sens des réalités. Schœn, marqué par un long séjour au Maroc et par sa collaboration avec Catroux et la ferveur qu'il vouait au maréchal Lyautey, se passionna pour l'Algérie. Après la guerre il prit la direction du service des liaisons nord-africaines, un service parallèle au *Deuxième* bureau, chargé d'analyser et de prévenir les causes de malaise entre les populations européenne et musulmane. Un service politique, fort éloigné des missions policières et qui, grâce aux informations que le colonel recueillait, dressait des rapports sur les tendances de l'heure.

Au Gouvernement général, en ce mois de mai 1954, le colonel Schœn n'avait pas la cote. Cela faisait longtemps que ses rapports — « les prédictions de ce vieux Bédouin de l'époque de Lawrence » disaient les jeunes Turcs du cabinet — agaçaient et troublaient la douce béatitude dans laquelle on baignait en Algérie, où « tout allait pour le mieux » d'après les rapports officiels des préfets et administrateurs. Schœn s'efforçait de les

réveiller, de montrer la réalité.

« Il n'y a plus de véritable service politique en Algérie, disait-il. Le grand travail des préfets, des administrateurs de commune mixte, c'est d'assurer les élections en les truquant si c'est nécessaire. Et c'est toujours nécessaire. Le gouverneur est coupé de la masse. Il ne peut rien réaliser puisque le gouvernement français se désintéresse complètement de tout ce qui n'est pas les « élections en Algérie ». Tenir les sièges par des prébendes, des décorations, c'est le seul souci. Mais ainsi on a perdu le contact avec la masse. Les jeunes intellectuels algériens ne peuvent que se retourner contre la France.

« Les réformes dont les « jeunes loups » du Gouvernement général, les directeurs, les chefs de service se sont faits les champions, ont été néfastes. On a éliminé les spécialistes des affaires musulmanes... »

On considérait cela comme le « dada » d'un colonel ulcéré par la disparition de services où il avait toujours vécu.

« C'est Tune des causes « humaines » de la guerre d'Algérie, me dira-t-il plus tard. Il n'y avait plus de services spécialisés en affaires musulmanes. Les responsables appelés à s'occuper d'« affaires arabes » étrangères à leurs spécialités n'ont pas tenu suffisamment compte de l'état social, de la mentalité des autochtones.

« Je me souviens toujours du directeur Berton qui était appelé à avoir des contacts avec des ministres chrétiens, israélites et musulmans. Il n'avait rien trouvé de mieux que de suspendre derrière lui un tableau réaliste représentant une femme nue allongée sur un tapis. C'était déjà de très mauvais goût pour un fonctionnaire important. Mais il ne comprenait pas que ce qui était un manque de correction vis-à-vis du clergé chrétien et juif, qui avait les idées larges, devenait catastrophique avec un mufti ou un imam, dont la largeur d'esprit n'est pas la qualité principale ! Cela, c'est la petite histoire. Mais d'autres exemples sont plus importants. J'ai vu un chef de bureau faire muter un *mouderrès* (maître d'école primaire) pour avoir tenu quelques propos jugés subversifs par un colon puissant dans sa région. Résultat ? Pour satisfaire le goût de puissance d'un « paysan » européen, on s'est fait un ennemi. Et quel ennemi ! Le *mouderrès* a démissionné. Cet homme de double culture était en outre chef

d'une importante association de scouts musulmans. Il a rejoint le P.P.A. avec ses 2 000 ou 3 000 garçons ! Il a créé un journal politique hostile à la France et qui a pesé lourd sur le climat politique.

« Dans un autre domaine, les services fiscaux du Gouvernement général ont imposé aux petits commerçants arabes illettrés des formalités parfois plus compliquées qu'en France. Ceux-ci ont été incapables de les remplir et l'administration française leur est apparue comme une « étrangère » qui les ignorait.

« Plus grave encore : dans les communes mixtes — supprimées d'après le statut de 1947, jamais appliqué — les administrateurs ont été de moins en moins nombreux pour remplir une mission qui d'année en année devenait plus lourde du fait de l'augmentation galopante de la population et des tâches multiples auxquelles ils devaient faire face. Alors ils se décourageaient car ils n'avaient plus de chefs qui connussent leurs besoins et qui les soutinssent efficacement. Leur avancement, leur mutation étaient fonction de leurs appuis politiques, c'est-à-dire des élections qu'ils devaient « diriger ». Et ces hommes administraient plus de la moitié de la population musulmane ! Voilà l'une des principales causes de nos mécomptes. Ce vide administratif allait creuser encore plus le fossé entre les deux communautés ! Des régions entières ne connaissaient plus de notre administration que le fisc et le recrutement, les gendarmes et les gardes forestiers. Les porteurs de contraintes ! Quant aux caïds, la politique jouait un rôle essentiel dans leur recrutement et leur avancement. Les bons se décourageaient, les mauvais s'appuyaient sur le système... »

Ces « prophéties » n'étaient pas faites pour plaire en 1954 et expliquaient, en ce jour de mai, que le colonel Schœn soupirât en relisant le rapport qu'il faisait au gouverneur général. Le lirait-on seulement ? Et pourtant il était instructif ?

Dans ce bulletin politique mensuel n° 1094 NA/3, le service des liaisons nord-africaines, grâce à ses informateurs, tirait la sonnette d'alarme. Le rapport révélait l'existence d'un nouveau courant d'opposition, en apparence hostile tant à Messali qu'à Lahouel et citait des extraits d'un tract « Position du militant devant la crise actuelle » :

« Plusieurs militants ont décidé d'adopter l'attitude neutraliste active et déploient leurs efforts pour une solution raisonnable du

conflit... »

Le rapport soulignait la création d'un « Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action » qui allait devenir un « véritable instrument révolutionnaire et efficace qui devait, aux côtes des partis frères du Maroc et de Tunisie, hâter la destruction du colonialisme français... » Le colonel Schœn précisait que l'initiative de cette création avait été prise au Caire par les anciens membres de l'O.S. réfugiés dans cette ville et qui, mécontents des dissensions au sein du M.T.L.D., auraient agi en liaison avec d'anciens membres de l'O.S. demeurés à Paris. « Lahouel agirait en sous main en facilitant la propagande du C.R.U.A. Le C.R.U.A., qui prétend vouloir arbitrer entre les clans Messali et Lahouel, tendrait donc à devenir un outil entre les mains de ce dernier. »

Le colonel Schœn, de sa petite écriture incisive, signa le rapport. M. Léonard l'aurait le lendemain sur son bureau.

Comme tous les autres rapports du colonel Schœn celui-ci n'eut aucun écho. Il fut classé dans une armoire métallique grise. Il serait relié en fin d'année. Les préfets d'Alger, d'Oran et de Constantine n'entendront parler du C.R.U.A. que quatre mois plus tard !

Le colonel Schœn prit son képi à l'entrée de son bureau et rentra chez lui à bord de sa 203 noire. Il avait rendez-vous avec son principal informateur, « qui n'agissait que dans l'intérêt de la France et de l'Algérie », Belhadj Djillali. Encore un agent que voudraient bien lui « piquer » les Renseignements généraux : le colonel Schœn avait horreur de ces policiers « politiques ».

« Tous dans la main des grands colons ! » disait-il en bougonnant. Heureusement que Belhadj lui était fidèle ! Le brave colonel ignorait les rendez-vous à Notre-Dame d'Afrique...

Les « tournées triomphales » de Messali s'interrompirent avec la fin du Ramadan. La grande fête religieuse musulmane n'avait aucun rapport avec cette interruption. Il fallait y voir non la main de Dieu mais celle, toute-puissante en Algérie, des Renseignements généraux. On a vu quelle importance les « informateurs », les « André », donnaient à la participation du M.T.L.D. dans la création du C.R.U.A. C'était, selon les renseignements, la fraction centraliste qui appuyait le nouveau mouvement mais l'exaltation que provoquaient les discours

nationalistes de Messali ne pouvaient que créer l'ambiance favorable au développement de « cette nouvelle O.S. ». Après quelques avertissements lancés par la police des Renseignements généraux et le préfet de Constantine, le Gouvernement général en accord avec le gouvernement français, décida l'arrestation et la mise en résidence surveillée — encore une — de l'infatigable leader. Le commissaire Grasser, le chef de la P.R.G. de Constantine, reçut le feu vert et c'est à Philippeville qu'il s'assura de la personne du prophète barbu. Non sans mal. Lorsqu'il était arrivé pour « cueillir à l'aube » Messali Hadj, à l'heure légale, il s'était heurté à une demi-douzaine de gardes du corps, de gorilles, qui couchaient, entasses, dans la pièce attenante à la chambre du « père du nationalisme ». Des gorilles à gueule patibulaire, taillés en armoire à glace. Il avait fallu toute l'autorité de Messali qui ne voulait pas d'incident grave pour qu'ils consentissent à « laisser partir le patron avec ce flic ». El-Zaïm, l'Unique, reprenait le chemin de l'exil métropolitain. Un exil qui ne l'empêchait pas de donner ses directives à ses fidèles mais qui le coupait du peuple sur lequel il ne pouvait plus agir directement grâce à son « verbe magique ». Le commissaire n'était pas fâché de voir Messali hors des départements algériens.

« Ce sont ces orateurs, ces exilés, qui réunissent tous les amers, les déçus, les disponibles », disait-il. Il parlait en connaissance de cause. Lorsqu'il avait appris l'arrestation de Ben Bella à l'époque de l'O.S. dans les années 1950 il s'était souvenu d'une scène qui s'était déroulée en 1947 dans son bureau de Tlemcen, lorsqu'il était commissaire central de la ville sainte. Un brigadier de gendarmerie était venu lui dire : « Monsieur le commissaire, il y a l'adjudant du matériel, que je connais bien, un brave type, décoré et tout, qui voudrait rempiler. Il aimerait rentrer dans la police. Vous pourriez lui donner un « coup de main » ? »

L'affaire n'avait pu se faire car les effectifs de la petite ville étaient au complet. L'adjudant avait ensuite essayé d'être garde champêtre à Marnia mais l'administrateur, qui n'avait que faire d'un adjudant même avec la médaille militaire, croix de guerre et trois citations, avait réservé la place à l'un des protégés d'un caïd qui lui était fort utile en cette période d'élections. Grasser avait essayé d'intervenir mais le mot magique « élections » avait été le plus fort. Et l'adjudant Ahmed Ben Bella, déçu et amer, avait disparu de la circulation, comme disait Grasser. Il avait dû

rejoindre Messali. Et on le retrouvait comme chef national de la première organisation terroriste de l'après-guerre, l'O.S. ! Aujourd'hui il représentait le M.T.L.D. au Caire et tout cela par la faute d'un Messali. Le commissaire était satisfait d'avoir été le premier à réclamer son expulsion et de l'avoir effectuée lui-même !

Si certaines des informations que recevaient, par des canaux très proches, les R.G. du contrôleur général Costes et le service des liaisons nord-africaines du colonel Schœn étaient exactes, une erreur importante s'était glissée dans l'idée que se faisaient ces services des liens du C.R.U.A. avec le M.T.L.D. Une erreur de taille qui se nourrira au fil des mois de « rapports bidons » établis par des informateurs du type Belhadj qui voulaient se « faire mousser ». Une erreur qui servira considérablement le F.L.N. lorsque celui-ci, issu du C.R.U.A., sera constitué et déclenchera la révolution. Pour les services de renseignements le grand responsable des « événements » du 1^{er} novembre sera le M.T.L.D. qui sera interdit et dont on arrêtera les principaux membres.

Pourtant si, à l'avant-dernier jour du Ramadan, un « André » s'était trouvé rue du Divan, dans la Casbah, le rapport qu'il aurait fait de la scène qui allait s'y dérouler eût été instructif.

Zoubir Bouadjadj, Rabah Bitat et Mohamed Boudiaf venaient de Bab-el-Oued. Ils s'étaient rencontrés dans un des cafés maures qui étaient, à tour de rôle, leurs lieux de rendez-vous. Ils avaient évoqué la constitution d'un groupe d'action terroriste algérois et Bouadjadj avait cité quelques noms. Place du Gouvernement ils s'étaient séparés. Bouadjadj prenait son trolleybus près de la mosquée de la Pêcherie pour la Colonne Voirol. Bitat et Boudiaf se dirigèrent vers la Casbah par la rue du Divan qui marquait l'entrée de la ville musulmane. Les ruelles grouillaient d'une foule impatiente qui attendait le coup de canon signalant la fin du jeûne du Ramadan. Jusqu'à l'aube on allait pouvoir manger, boire, se réjouir. Les marchands de beignets faisaient des affaires d'or. Une odeur d'huile frite, d'épices, de miel, une odeur douceâtre et forte à la fois régnait dans les ruelles. Les cris des gosses, les appels des marchands, les conversations sur un ton suraigu comme seules les femmes musulmanes savent le prendre, se mêlaient à la musique arabe qui sortait de tous les petits cafés où les tables étaient prises d'assaut. Des femmes voilées, en haïk blanc, rentraient chez elles, des provisions à la main, venant des

deux grands marchés de la Casbah, le marché Randon et le marché de la Lyre. Les courgettes, les primeurs, les choux se mêleraient dans quelques heures à la semoule et aux pois chiches des couscous « aisés ». Une odeur forte de mouton grillé. Atteignit les narines des deux hommes qui remontaient lentement la rue du Divan.

« Ça me donne faim, dit Bitat.

— Courir comme on le fait en cette période de Ramadan ça me met à plat, répondit Boudiaf. On devrait aller chez Ali, manger un couscous et ensuite on pourra dormir ce soir chez Aïssa le tailleur. »

La petite boutique de l'artisan, peinte en bleu vif, se trouvait rue du Vieux-Palais, dans la basse Casbah, tout près de la place du Gouvernement, et servait de refuge aux conjurés qui y passaient la nuit couchés sur les tables de coupe dans l'odeur fade et poussiéreuse des pièces de tissu.

« D'accord, dit Bitat, allons manger. Le canon va bientôt reten... » Il n'eut pas le temps de finir sa phrase. Une violente poussée accompagnée d'un coup sur la nuque venait de le faire trébucher. Il essaya d'amortir sa chute en lançant les bras en avant mais deux hommes avaient bondi sur lui et le rouaient de coups de pied dans les côtes. Il reçut un nouveau coup de matraque, sur la mâchoire cette fois. « De la part de Messali », lui glissa l'un des agresseurs... Bitat reçut encore un coup de pied dans l'estomac qui lui fit perdre à demi conscience.

Boudiaf voyant son compagnon basculer en avant sous la première poussée se retourna instinctivement. Il reçut le coup de matraque en travers de la bouche. Il vit des éclairs. Une manchette l'atteignit au cou. Un direct à l'estomac l'envoya à terre. Il reçut encore un coup de pied dans le ventre et sentit qu'on lui arrachait sa montre-bracelet. « Ils ont leur compte, cria l'un des agresseurs, la police va les ramasser. »

Fendant le cercle de badauds qui s'était formé, ils se perdirent dans la foule. « La police », pensa Boudiaf. Malgré la raclée qu'il venait de recevoir il essaya de se relever. Si la police arrivait, ils étaient perdus ! Bitat et lui étaient toujours recherchés. L'un des hommes qui s'étaient agglutinés autour des corps étendus sur le pavé gras donna un coup de coude à son voisin : « C'est Si Taïeb, lui dit-il, en montrant le visage tuméfié de Boudiaf. Il faut les

emmener. Occupe-toi du grand. »

Le sort venait de sauver les deux chefs du C.R.U.A. en faisant passer sur les lieux de la bagarre d'anciens militants P.P.A. qui connaissaient Boudiaf depuis longtemps et le savaient recherché par la police. En deux phrases bien senties ils dispersèrent les badauds. Passant un bras sous les aisselles des deux hommes ils les relevèrent. Boudiaf et Bitat reprenaient leurs esprits. Instinctivement ils se laissèrent conduire par leurs compagnons et se perdirent à leur tour dans la foule de plus en plus dense. Lorsque la police, alertée par un boutiquier, arriva rue du Divan, une vieille femme en haïk sale ramassait des salades dans un couffin. Son panier avait été renversé dans la bagarre.

« Qu'est-ce qui s'est passé ? » demanda un brigadier. La pauvre femme le regarda de ses yeux vides, sans répondre. « Ouais, complètement abrutie la vieille. » La voiture de police s'éloigna en actionnant son klaxon. Quelques traces de sang sur le pavé, bientôt effacées par les pas de centaines de passants, étaient les seules preuves de l'agression commise par les messalistes. Ayant constaté son échec à ramener les « brebis égarées » au sein du M.T.L.D. Messali avait décidé de donner une leçon à ces « indépendants » qui voulaient passer à l'action sans se soucier des « ukases » du père de la révolution. De plus en plus loin des réalités, Messali, dans son désir de prouver sa puissance, venait de commettre une erreur considérable.

Le lendemain le siège du M.T.L.D., 2, place de Chartres, était attaqué par trois vagues successives d'hommes sûrs qu'avaient réunis Boudiaf et Bouadjadj. Mezerna, le fidèle de Messali, fut blessé ainsi que deux autres messalistes, les locaux furent dévastés en quelques minutes. Dans la journée, trois vendeurs de *L'Algérie libre* de Messali et deux de *La Nation algérienne* de Lahouel furent attaqués par des « inconnus » armés de barres de fer. Le C.R.U.A. venait de prouver pour la première fois sa « forme physique » et sa détermination à jouer seul, sans tolérer d'entraves.

Les services de Costes, qui avaient des informateurs dans les deux clans, ainsi que le S.L.N.A. du colonel Schœn reçurent de leurs informateurs le récit de diverses bagarres dans la rue et même au siège de la place de Chartres. Le colonel en conclut : « La tension augmente entre les deux clans. Des commandos se sont constitués et sont entrés en action pour ramener à la raison

opposants et détracteurs. » Quant à Costes il se frottait les mains : « Tant qu'ils se battent entre eux, c'est bon signe », dit-il, en terminant son rapport quotidien.

Boudiaf avait encore une profonde coupure à la lèvre supérieure lorsque la dernière réunion « avant l'action » eut lieu. Ben M'Hidi, Ben Boulaïd, Didouche, Bitat, Krim et Ouamrane étaient réunis dans une maison de la rue Montpensier, à l'est de la Casbah. La rue Montpensier est l'une des artères les plus larges de la Casbah qui n'en compte pas beaucoup de semblables. C'est la principale voie de pénétration de la cité arabe lorsqu'on vient du quartier européen de la rue d'Isly. Elle ouvre sur la rue Rovigo, que tous les Algérois connaissent sous le nom de « tournants Rovigo », et s'enfonce, tel un coin, dans le cœur de la Casbah. Les conjurés avaient choisi ce quartier Montpensier de Gambetta pour s'y rencontrer. Le tournant Rovigo et la rue Montpensier permettaient de venir en voiture de la ville européenne et, de là, à pied, on se perdait dans le dédale des ruelles et des *sabaths*, passages couverts et voûtés où s'ouvraient les petits cafés maures propices aux conversations discrètes. En cas de rafle ou de descente de police, peu fréquentes il est vrai, mais il valait mieux prendre des précautions, les issues étaient multiples et offraient un large éventail vers toutes les directions de la Casbah.

L'importance de ce qui devait se dire, ce 3 juin 1954, de ce qui devait se décider entre les sept participants à la réunion excluait les cafés maures. Les fondateurs du C.R.U.A. avaient besoin de calme et de discrétion. On avait donc choisi, rue Montpensier, la maison d'un militant que connaissait Bouadjadj, qui était devenu l'organisateur, le régisseur des réunions et le véritable « intendant » du groupe.

Il était 14 h 30, le calme régnait dans les rues avoisinantes, écrasées par la chaleur lourde qui enveloppait Alger. Les volets étaient tirés et une fraîche pénombre baignait la pièce où les hommes étaient réunis, assis sur un matelas jeté dans un coin et sur les quatre coussins qui constituaient tout l'ameublement de la pièce. La femme du militant qui avait prêté l'appartement avait apporté deux bouteilles d'orangeade gazeuse : la gazouse. On ne voyait d'elle que deux yeux brillants au-dessus du voile ajusté. Il ne convenait point que des hommes étrangers puissent apercevoir ses traits. Elle s'était d'ailleurs retirée immédiatement sans qu'une parole ait été échangée. Didouche remplit les verres

pendant que Boudiaf ouvrait la réunion.

« Aujourd'hui, vous le savez tous, dit-il, l'heure est grave et solennelle. Plus rien ne nous sépare. Nous sommes tous unis par notre désir de mettre fin à la colonisation. L'heure de l'action directe va sonner. »

Il était un peu emphatique mais personne n'y prit garde car chacun était tendu par l'émotion. Les sept hommes réunis dans cette chambre misérable allaient se partager l'Algérie et décider de la forme que devrait prendre l'« action directe ». L'opposition qu'avaient rencontrée Krim et Ouamrane lors de la dernière réunion, lorsque leurs cinq compagnons voulaient rattacher la Kabylie à l'Algérois et non en faire une zone indépendante, était balayée. Il était entendu que la Kabylie constituait une zone à part entière que dirigerait Krim. Ouamrane, qui était responsable de la basse Kabylie, s'était effacé devant Krim et devenait son adjoint. Pour démontrer à leurs compagnons la puissance et l'organisation de leur zone, les deux chefs kabyles avaient eu recours à une petite démonstration qui avait convaincu les « Arabes ». Quelques jours auparavant ils avaient réuni, à Alger, leurs sept chefs de daïra (région) et avaient convié Boudiaf à « faire la connaissance » de ceux qui quadrillaient la Kabylie sous les ordres de Krim Belkacem. Les « présentations » s'étaient faites toujours dans la Casbah au premier étage d'un petit hôtel crasseux de la rue du Chêne, l'hôtel Saint-Martin, où des ouvriers s'entassaient à dix par chambre. Boudiaf avait serré la main aux sept hommes.

« Mohamed Amouche, de Dra-el-Mizan, on l'appelle Si Mouh Touil (le trop long), avait précisé Ouamrane, il mesure 1,90 m ! Zammoum Ali, de Tizi-Ouzou, Babouche Saïd, de Fort-National-Michelet. Si Chérif, le colonel, son vrai nom est Mellah Ali, il contrôle Tizirt. Zammoum Mohamed dit Si Salah, responsable de la basse Kabylie. Si Saïd ou plutôt Yazourène Mohamed d'Azazga. Et enfin Guémraoui de Bouira. Voilà, avait conclu Krim, tu les connais tous, tu peux parler avec eux... »

C'était une preuve de confiance et en même temps une brillante démonstration que faisaient les deux habiles chefs kabyles. Boudiaf y avait été sensible. On avait bavardé des moyens disponibles, de la politisation de la population. Les sept chefs de daïra avaient donné le nombre des militants qu'ils contrôlaient.

« Tous dévoués à Krim, le plus ancien de tous les maquisards », avaient-ils précisé.

Boudiaf, impressionné, avait rapporté cette visite à ses compagnons. La Kabylie de Krim constituerait une zone presque aussi importante que l'Aurès de Ben Boulaïd ! Dans ces conditions le découpage définitif fut décidé à l'unanimité. Didouche informa ses compagnons qu'il permutait avec Rabah Bitat. Il prendrait la responsabilité du Nord constantinois et Rabah Bitat celle de l'Algérois. Ben M'Hidi contrôlerait l'Oranie, Ben Boulaïd, l'Aurès et Krim Belkacem la Kabylie. Boudiaf ne serait pas responsable de zone mais garderait le contact avec « l'extérieur » — Le Caire — et assurerait la coordination indispensable entre les différentes zones. Il restait encore une zone non attribuée : celle couvrant les territoires du Sud. On évoqua le nom d'un ancien adjudant qui pourrait en prendre le commandement mais on n'était pas encore sûr de lui. Il fut décidé de remettre cette nomination à une date ultérieure. Cette nomination n'eut jamais lieu car l'adjudant auquel on avait pensé « tourna sa veste » et se rallia aux autorités françaises.

Il fut décidé que l'on nommerait des adjoints plus tard, ou plutôt que chaque chef de zone en informerait ses « collègues ». Car pour ne pas tomber dans les erreurs de l'O.S., écrasée par un pouvoir trop centralisé, on décida que chaque chef de zone aurait une autonomie complète. De même à l'intérieur de chaque zone, les chefs de région, les groupes d'action, feraient eux-mêmes des propositions sur la conduite à suivre dans la subdivision dont ils seraient responsables.

Les sept hommes réunis ce jour-là rue Montpensier ne se doutaient pas de l'importance de la décision qu'ils prenaient en cet instant. Cette indépendance, cette autonomie qui allait les servir dans le premier temps de la rébellion, aurait plus tard les plus néfastes répercussions sur le déroulement de la révolution et sur les premiers mois de l'indépendance de leur pays.

L'autonomie des wilayas ferait couler beaucoup d'encre. Mais on n'en était pas encore là. Les zones ne s'appelleraient wilayas qu'après le congrès de la Soummam, véritable plate-forme politique de la révolution algérienne, mais cela se passera deux ans plus tard et bien des choses auront changé...

La question des responsables de région étant tranchée on décida d'élire un président du C.R.U.A. Ben M'Hidi et Boudiaf

étaient candidats. Boudiaf l'emporta facilement, non en raison de sa personnalité, personne ne mettait en doute les qualités morales de Ben M'Hidi, qui les prouva avant de mourir sous la torture lorsqu'il sera fait prisonnier pendant la bataille d'Alger en 1957, mais en raison de ses fonctions. Le contact avec Le Caire et « l'extérieur » et la mission de coordination entre les différentes zones le désignaient pour prendre la présidence du C.R.U.A. Chacun leva son verre de « gazeuse » à la santé du nouveau président et l'on reprit la discussion. Le partage de l'Algérie étant réalisé, le C.R.U.A. étant définitivement constitué, on passa à l'étude de la principale question : l'action.

Les participants tombèrent d'accord sur les trois facteurs susceptibles de déclencher l'action. Le facteur intérieur était propice. L'opinion algérienne voyant la Tunisie et le Maroc, pays voisins et pays frères, en lutte armée contre la France, pouvait facilement être amenée à voir d'un œil favorable la constitution d'un front nord-africain contre le colonialisme. Quant au facteur extérieur il n'était pas défavorable non plus. Boudiaf, Didouche et Ben Boulaïd annoncèrent que la liaison avec Le Caire était établie et fonctionnait bien. Des contacts avaient été pris par l'extérieur à Genève et à Tripoli avec les délégués marocains et tunisiens qui apporteraient leur aide dans la mesure de leurs possibilités. Ben Bella, Aït Ahmed et Khider étaient favorables à l'action immédiate. Ils assuraient en outre que l'Égypte pourrait soutenir l'action une fois celle-ci déclenchée.

Enfin la charte de San Francisco a donné à tous les peuples le droit de disposer d'eux-mêmes. C'est un argument à développer aux Nations unies. Car les sept hommes sans armes et sans moyens réunis dans cette petite chambre de la Casbah ont une telle détermination, une telle confiance dans le mouvement qu'ils vont déclencher qu'ils pensent déjà à l'attitude qu'il faudra prendre dans l'immense et luxueux palais de verre de New York !

Boudiaf posa alors la question :

« Est-il opportun de déclencher l'action immédiatement ou bien doit-on attendre et préparer le déclenchement plus soigneusement en le retardant ? »

Chacun se montra favorable à l'action immédiate. Les dés étaient jetés. Chaque chef de zone devait maintenant mettre au point son propre dispositif d'action. La prochaine réunion serait consacrée à faire le point sur les armes, les moyens, les effectifs

dont disposerait le C.R.U.A. Il fut décidé que dorénavant seuls les cinq chefs de zone et Boudiaf, qui assurait la liaison, participeraient aux réunions. C'était la dernière réunion de préparation à laquelle assistait Ouamrane. Il allait avoir bien plus à faire sur place en Kabylie.

Lorsque les sept hommes sortirent de la maison de la rue Montpensier la chaleur était tombée. La foule avait à nouveau envahi les rues. Au haut du boulevard Gambetta des gosses à demi nus s'aspergeaient en dirigeant le jet du robinet d'une fontaine publique tandis que des femmes, un seau à la main, se protégeaient des éclaboussures en glapissant des injures. Les sept hommes se séparèrent. Ouamrane et Ben Boulaïd descendirent lentement les escaliers du bd Gambetta en se mêlant à la foule. Les deux hommes avaient une grande estime l'un pour l'autre. Pourtant ils étaient bien différents. Ben Boulaïd, de taille moyenne, avait le visage creux, le corps sec, il paraissait frêle auprès du colosse ramassé et trapu qu'était Ouamrane. Ben Boulaïd qui, après avoir été recherché à l'époque de l'O.S., avait réussi à se « dédouaner » et à mener une vie à peu près normale entre Batna et Lambèse, où il exerçait officiellement la profession de meunier après avoir exploité un temps une petite ligne de cars, était impressionné par ce Kabyle qui « tenait le maquis » depuis déjà sept ans. Les deux hommes étaient silencieux. Une marmaille bruyante jouait sur les marches du boulevard. Un gamin au nez morveux vint buter dans les jambes d'Ouamrane qui le souleva comme un fétu de paille et le reposa quelques marches plus bas en riant de la frayeur du gosse. Mais il pensait à bien autre chose qu'aux jeux de ces enfants. « Il faudra que l'on règle tout de même le cas de Messali, dit-il brusquement à Ben Boulaïd

– Tu sais, sergent, Messali ce n'est pas la révolution !

– Comment peux-tu dire cela, toi ? C'est tout de même lui qui nous a tout appris

– Je vais te faire une confidence. Je suis allé voir Messali aux Sables d'Olonne. Je lui ai dit : « Sidi El Hadj, comment vois-tu la révolution? »

« Il a ri et ma dit : « Ah ! La révolution? Eh bien essaie de descendre dans la rue est crie : Vive Messali ! Tu verras ce que c'est la révolution! »

« Voilà où il en est. Le culte de la personnalité! Alors pour moi Messali ce n'est pas la révolution. »

Ouamrane n'en revenait pas. Les deux hommes étaient parvenus au bas des escaliers sur la placette dominant le marché de la Lyre. Ben Boulaïd prit le « sergent » Ouamrane par le bras. « Tu verras que j'ai raison. On en parlera plus tard ensemble, quand nous aurons gagné... et si je suis encore vivant! Si je suis mort, tu t'en souviendras... »

Les deux hommes se quittèrent devant le « Marché aux Voleurs » où l'on vendait des vieux vêtements au milieu de marchandises hétéroclites. Ouamrane se dirigea vers la gare. Il prendrait le train ce soir même pour Tizi-Ouzou. Il regarda cette foule paisible, misérable, tout occupée à ses affaires du jour. « Une masse de plastic inerte, pensa-t-il, mais nous venons d'y placer un fameux détonateur... »

La lumière brillait encore aux fenêtres du bureau du préfet. M. Lambert, préfet d'Oran, travaillait après un dîner avalé en vitesse. Ce soir-là était un « jour sans ». Sans réception, sans invitation, sans obligation. Une de ces soirées où le préfet était de bonne humeur, où il pouvait travailler en paix dans son bureau. Mais ce soir-là Lambert n'était pas de bonne humeur. Non que le fait d'être l'Européen le plus haï des Européens d'Oranie le gênât de quelque façon ; non, sa mauvaise humeur était provoquée par une note du Gouvernement général dans laquelle on l'informait qu'à la suite du long rapport qu'il avait établi après une série de « tournées » dans le département, les salaires des ouvriers agricoles étaient augmentés de 10 à 15 %. Voilà qui allait faire hurler les colons mais Lambert s'en moquait bien. Il avait demandé dans son rapport que l'on doublât purement et simplement le salaire de tous les ouvriers agricoles :

« Encore des demi-mesures, murmura-t-il en annotant un document, et moins que des demi-mesures, des septièmes de mesure ! On finira par en crever... » Pierre Lambert, préfet d'Oran depuis sept mois, avait pris le problème algérien à bras-le-corps, à son habitude.

Petit, gros, le gilet avantageux, le cheveu presque blanc soigneusement plaqué, sanguin de visage, Pierre Lambert n'était pas un préfet comme on les imagine volontiers, compassés, discrets, se complaisant dans la fréquentation de la haute bourgeoisie du département qu'ils ont à administrer, attachés à

leurs prérogatives. Non, Lambert était un « gueulard » qui voulait aller jusqu'au bout des choses. On l'avait « parachuté » en Algérie pour « y faire quelque chose » et il était bien décidé à accomplir sa mission.

Lorsque Martinaud Deplat, ministre de l'Intérieur, l'avait convoqué à l'automne de 1953, il était préfet à Mâcon depuis sept ans et s'y trouvait bien. Quand son ministre avait évoqué l'Algérie, Lambert s'était senti mal à l'aise. « Je n'y connais rien du tout », avait-il avoué. Et pourtant Martinaud-Deplat lui proposait la préfecture d'Oran.

« Je ne suis pas candidat à ce poste, monsieur le ministre, tous ces problèmes me sont parfaitement inconnus.

— Comme à la plupart des hauts fonctionnaires français, avait enchaîné le ministre en souriant. Lambert, c'est votre devoir de partir. Vous apprendrez sur place ! Le gouvernement a besoin d'hommes comme vous en Algérie... »

Car Jean Lambert était, comme il le disait volontiers, un préfet « d'occasion ». C'était avant tout un homme d'action. Sa Résistance avait été magnifique. Secrétaire général de la Délégation en France avec Bollaert, il était devenu délégué du gouvernement d'Alger pour la zone Sud de la France à la nomination de Parodi. Il avait quitté Lyon en 1944 pour Clermont-Ferrand en compagnie de Jacques Bingen. Celui-ci avait été arrêté par la Gestapo et s'était suicidé — comme Jean Moulin qu'il remplaçait. Lambert avait pu s'échapper. À la Libération il devint commissaire de la République, puis fut nommé préfet au titre de la Résistance. Attaché au Parlement, chargé des questions de Résistance, ce baroudeur, secret sous ses dehors bonhommes et grande gueule, avait été fait compagnon de la Libération. Contrairement à beaucoup de hauts fonctionnaires qui, envoyés en Algérie, considéraient leur poste comme un « purgatoire » de quelques mois ou de quelques années et s'y faisaient le plus discrets possible, Pierre Lambert avait décidé de prendre son ministre au pied de la lettre. Puisqu'on l'envoyait à Oran pour « y faire quelque chose », il s'était mis au travail.

Oran, la grande métropole de l'Ouest algérien, était loin d'être une résidence désagréable. Deuxième ville d'Algérie, la seule où la population européenne, 300 000 habitants, soit plus importante que la population musulmane, 150 000 âmes, elle offrait le visage d'une grande cité méditerranéenne à mi-chemin entre la France et

l'Espagne. La vie y était douce et facile. Et Oran avait décidé de se faire « chatte » pour accueillir le nouveau préfet « francaoui » que Paris lui envoyait. L'accueil fut calme et sympathique. Le maire tout-puissant, le gaulliste Fouques-Duparc, avait accueilli, tous charmes dehors, ce grand nom de la Résistance et lui apportait le soutien des libéraux du groupe Blachette dont il était à Oran l'un des piliers. Lambert s'était fait aimable, souriant. Son registre très étendu dans la bonhomie « active » avait séduit. Mais après quelques jours d'euphorie, ce qu'Oran et le département comptaient de « grands propriétaires terriens » avait déchanté. Le nouveau préfet avait immédiatement commencé ses tournées d'information. Ce qui pour la plupart des préfets était une corvée ponctuée de discours, de banquets, de présentations, était pour Pierre Lambert un moyen de s'informer en profondeur. Le style de l'« administration Lambert », c'était de foncer dans le tas, d'aller voir soi-même dans la soute comment ça marche et en tirer les conclusions après être remonté dans le carré du commandant.

« Être au milieu des gars, c'est comme ça que je travaille... » Sa « descente dans la soute » avait duré cinq mois ! Et en cinq mois il en avait appris sur l'Algérie et sur l'Oranie en particulier ! Partout l'accueil avait été sympathique, chaleureux, enflammé même ! Avec la population musulmane sur les trottoirs, anciens combattants médailles pendantes sur le burnous et larme à l'œil en évoquant Verdun ou la Marne, enfants des écoles avec les petits drapeaux. On avait souligné le calme, la fraternité qui régnaient dans le bled. Mais Lambert se rendait bien compte de la « préfabrication » de cet accueil. Pourquoi les Arabes feraient-ils un accueil enthousiaste à ce petit bonhomme rondouillard qu'ils ne connaissaient pas ?

Il était entré au cœur du problème, s'était renseigné sur les conditions de vie des musulmans. Il était sorti effaré par ce qu'il avait découvert.

« La population a en premier lieu le désir d'être considérée comme française, écrivit-il dans son rapport à Roger Léonard, le grand malheur c'est qu'il y a des lois spéciales pour l'Algérie et que les musulmans sentent bien qu'ils ne sont pas des Français à part entière. »

Pierre Lambert, au cours de ses instructives tournées, s'était aperçu que s'il y avait des problèmes politiques certes forts importants, les problèmes économiques et sociaux l'étaient encore

plus. Il fallait d'urgence remédier aux inégalités sociales les plus flagrantes.

Lambert, le baroudeur, avait été stupéfait des conditions de vie de l'ouvrier agricole qui gagnait 100 F par jour lorsqu'il trouvait du travail ! Le préfet avait demandé au gouverneur général une augmentation générale des salaires en commençant par ce qu'il appelait « le scandale des salaires agricoles », qu'il proposait de doubler immédiatement. Le choc psychologique sur la population serait énorme et, compte tenu des salaires misérables « offerts » aux ouvriers, cette augmentation serait sans influence sur les prix. L'agriculture algérienne pouvait supporter cette charge sans que le coût de la vie en souffrît. Le colon pouvait faire ce léger sacrifice, en regard des résultats que l'on pouvait en attendre sur la population musulmane. En outre, Lambert avait proposé la fermeture immédiate de la frontière algéro-marocaine à l'émigration saisonnière marocaine.

Lorsque les colons avaient appris les propositions du préfet Lambert, il était devenu l'homme à abattre. En effet la fermeture de la frontière algéro-marocaine serait pour eux catastrophique. L'afflux d'une masse misérable d'ouvriers saisonniers marocains à l'époque du battage ou des vendanges leur permettait de faire de la sous-enchère et de réduire à néant les quelques revendications que pouvaient présenter les ouvriers algériens. Les pratiques en vigueur touchaient à l'esclavage. Des équipes de 2 à 300 malheureux Marocains sous la direction d'un véritable négrier se mettaient à la disposition du colon. Les accords étaient passés entre le colon et le chef d'équipe. Tout le monde se mettait au travail pour un salaire souvent inférieur à celui qu'avaient les Algériens. Cette pratique présentait un double avantage pour le colon qui gagnait sur le prix donné et qui « matait » ses ouvriers algériens pour l'année à venir. 100 F c'était peu mais c'était mieux que le chômage

Lambert se moquait bien d'être la cible que les Européens voulaient atteindre mais il était épouvanté par la sous-administration qui touchait son département comme elle touchait l'ensemble de l'Algérie. Lambert disposait de trois sous-préfets (Tlemcen, Mostaganem, Tiaret) et de quelques administrateurs de commune mixte, des hommes qui ne bougeaient pas beaucoup et qui avaient à administrer avec deux ou trois adjoints et dix « chaouch » des territoires plus grands qu'un département

français !

« Police, gendarmerie, armée, tout est ridicule, l'entendait-on « gueuler » dans les couloirs de la préfecture, ici j'ai 150 flics pour 400 000 habitants ! »

Dans l'Oranie tout entière il n'y avait pas 8 000 hommes de troupe. « Heureusement qu'il n'y a pas de sentiments antifrancsais dans la population, confiait-il. Il me semble, après chaque journée, que l'on garde l'Algérie par habitude. Je découvre qu'il existe des douars de plusieurs centaines de personnes qui n'ont jamais vu un Européen, qui n'ont jamais vu une automobile ! »

Avec sa manie de vouloir « fourrer son nez partout », Pierre Lambert devenait l'homme que l'on chargeait de tous les maux, de tous les défauts possibles. On fit jouer les appuis politiques, les gros colons intervinrent directement. Ils ne comprenaient pas qu'ils étaient en train de perdre délibérément leurs chances de garder l'Algérie au sein de la France. On ne voulait pas voir la réalité. Dans leur sécheresse certains chiffres portaient en eux les germes de la révolution qu'un Lambert redoutait. Le revenu brut de l'Européen d'Algérie était de 450 000 F par an contre 350 000 en métropole. Le musulman, lui, voyait son revenu tomber à 16 000 F par an ! Dans le département d'Oran, lorsque Lambert vérifiait ses rapports, il constatait que 750 propriétaires européens détenaient 55 832 hectares. À Mostaganem 768 propriétaires possédaient chacun près de 250 hectares en moyenne !

« Heureusement qu'il n'y a pas de sentiments antifrancsais dans la population », répétait-il. Et c'était vrai.

La campagne de mise en garde contre le trop bouillant préfet avait dû porter ses fruits dans certains milieux d'Alger et de Paris puisque sur la table de Pierre Lambert, ce soir-là, il y avait une note l'informant que l'augmentation des salaires agricoles serait de 10 à 15 %. La colère du préfet s'expliquait. Son jugement sur les colons était sévère mais nuancé. Il jugeait sur pièces.

« Il se perdent sans le savoir, sans s'en douter. À force de tout refuser ça « claquera », disait-il. Ils sont persuadés que, lorsqu'on arrive de métropole, on n'y connaît rien. Seule leur façon est la bonne. Ils n'ont rien compris à l'évolution du monde musulman. Ils vivent séparés de la métropole, en marge des lois communes, ils sont peu en contact avec l'administration, elle-même sous-

développée. Ils sont livrés à eux- mêmes. Ils en profitent.

« Et pourtant il faudrait peu de chose. Car on ne peut pas dire que les Européens soient loin des musulmans. Ils ont beaucoup de contacts, surtout ici en Oranie, il n’y a pas un Européen qui n’ait deux ou trois amis musulmans, surtout dans les campagnes. Chacun a son « bon Arabe ». Ils sont près les uns des autres, se tutoient mutuellement. Mais ce sont des contacts superficiels et les modes de vie différents ne simplifient pas les choses. Si un Européen va dîner chez un bourgeois musulman, c’est le maître de maison qui servira lui-même, on ne verra jamais sa femme. Si le même musulman vient chez l’Européen, il dîne avec toute la famille européenne. Il y a une réticence musulmane qui vient de la coutume ancestrale de cacher les femmes et il y a parallèlement un sentiment de supériorité de l’Européen face au musulman qui, s’il était « civilisé », devrait avoir les mêmes mœurs que lui. Et la plupart des Européens étant ici d’origine espagnole ou maltaise on ne peut pas dire qu’ils brillent par leur largeur d’esprit. Malgré cela, ces Européens accepteraient peut-être que leurs amis musulmans aient les mêmes droits qu’eux mais le gros de la masse, par son extrême misère, ne peut avoir le contact avec l’Européen. On ne s’en soucie pas plus que d’un mulet ou d’un bourricot. Elle fait partie des meubles. Elle sert. C’est tout. »

Bref, Lambert était considéré comme « l’affreux type de la métropole » qui s’apprêtait à ruiner le colon et encourageait les musulmans à réclamer plus encore, alors qu’ils étaient si contents de leur sort. Ces colons, dont le nouveau préfet était la bête noire, seront bien difficiles à convaincre. Plusieurs mois après la rébellion, Lambert, continuant ses tournées, vivra une aventure démoralisante qui lui prouvera à quel point certains hommes n’avaient rien compris et ne comprendraient jamais rien. « Je vais sur une grosse exploitation, me racontera-t-il plus tard, près d’Aïn-Temouchent à Hammam-bouadjar, commune la plus viticole de « France », 1200 000 ha de vin ! Je parle aux paysans, aux ouvriers. Je m’adresse au chef d’équipe des vendangeurs : « Combien gagnes-tu ? Le prix fixé ?

— Ouais, ouais, grogne l’homme. Mais tu comprends pas. Tu peux pas comprendre. » J’emmène mon type à l’écart. Seul. Et j’apprends comment le colon, qui donnait le prix légal, 550 F pour 5 quintaux cueillis, procédait. Il distribuait à chaque ouvrier 1 kg de pain qu’il fabriquait lui-même — prix officiel 50 F — et

ne lui donnait que 500 F en argent liquide. L'ouvrier agricole n'avait pas l'habitude de manger du pain et se nourrissait ordinairement de 7 à 8 kg de raisin dans sa journée. Mangeant le pain, il ne consommait plus que 4 à 5 kg de raisin. Le colon gagnait sur le pain et économisait du raisin tout en donnant « apparemment » le prix légal ! J'appelle le colon, qui proteste de sa bonne foi. « Je leur donne du pain et on n'est pas content ! » J'ai dû menacer de faire partir les troupes qui protégeaient la récolte pour que les ouvriers soient payés normalement. »

Pourtant il faudra des mois et des mois avant que l'Oranie se soulève. Les musulmans, malgré la misère et les inégalités sociales, ne bougeaient pas, ne se révoltaient pas contre le colon. Au contraire, Ils se savaient les plus « heureux » d'Algérie. L'Oranie était riche, privilégiée, offrait du travail et ils préféraient travailler chez les Européens que chez les musulmans, car au moins chez les colons on ne les « connaît » pas ! Telle était l'ambiance en Oranie, en 1954, à quatre mois du déclenchement de la révolution.

Pendant que Krim Belkacem et Ouamrane préparaient leurs Kabyles à l'action directe, pendant que Bitat et Bouadjadj recherchaient à Alger des hommes sûrs pour former le commando terroriste qui psychologiquement mettrait au jour « J » le feu à la capitale algérienne, pendant que Ben M'Hidi en Oranie et Didouche dans le Constantinois cherchaient désespérément à convaincre des hommes, qui n'en avaient aucune envie, que la révolution devait se faire contre la France, Ben Boulaïd avait regagné son Aurès. Lui, il ne se faisait aucun souci, son influence était grande et ses hommes recrutés depuis longtemps. Il savait que si la révolution avait un cerveau algérois son cœur battait dans les sauvages montagnes de l'Aurès. Depuis toujours.

L'Aurès, c'est un monde à part. Un lourd massif, compact, hostile en apparence, qui sépare le Constantinois du désert. Que l'on vienne du Nord, des chotts qui s'étendent au pied des monts de Constantine, que l'on vienne du Sud, des palmeraies de Biskra, du pays du miel et des dattes, on a envie de contourner ce massif du « mauvais œil », refuge traditionnel des bandits d'honneur qui trouvent auprès de la population berbère, individualiste et attachée à ses coutumes, une aide vitale. L'Aurès, pour qui prend la peine d'y pénétrer, offre pourtant l'un des plus beaux paysages du monde. Des plus variés aussi. Des déserts de pierres ou de

sable on passe, grâce à des canons sauvages, à des régions riantes, vallonnées, où les vergers succèdent aux palmiers, où les cèdres précèdent les pics enneigés après que l'on a franchi l'étendue monotone des hauts plateaux.

Dès que l'on a passé la zone fertile des vergers, on sent la violence à fleur de terre. La nature d'une beauté sauvage semble avoir déteint sur le caractère des habitants. Dans cette nature étrange et hostile, les villages Ressemblent à des fortins, ramassés, massifs, sur le qui-vive, perchés en nid d'aigle à l'extrémité d'un piton rocheux ou accrochés à une falaise verticale. Les Chaouiïas, les habitants de l'Aurès, vivent coupés du monde, à l'abri sur les flancs de la montagne, de cette mère abusive qui les protège des influences extérieures et veut leur garder une pureté de sang que l'on ne trouve nulle part ailleurs en Algérie. Les Chaouiïas ont résisté au brassage des races. Ils ont conservé leur langage, leurs coutumes, leurs croyances. Ils ont résisté aux Romains, aux Arabes, à la pacification française. Leurs usages ont à peine été modifiés par le catholicisme, puis l'islam. Les Chaouiïas, depuis deux mille cinq cents ans, sont hostiles à tout ce qui n'est pas aurésien et devant l'envahisseur, le « pacificateur », ils deviennent de redoutables guérilleros. Ils ont la guérilla dans le sang.

« L'Aurès constitue une région traditionnellement contaminable par les idées de révolution, d'indépendance... », avait lu le jeune sous-préfet Deleplanque lorsqu'il était arrivé à Batna en mars 1953. Ce n'était pas une sinécure que ce poste que lui confiait, à l'époque, le président du Conseil René Mayer, député de Constantine, représentant politique et « émanation parlementaire » du clan Borgeaud.

Batna, c'était la capitale de l'Aurès, sous-préfecture importante du département de Constantine. La nomination de Deleplanque faisait partie d'un « plan » René Mayer destiné à mettre en place des hommes en qui le député de Constantine avait toute confiance. Des hommes qu'il « aurait bien en main », pensait-il. La suite montrera à quel point dans ce domaine préfectoral les hommes de valeur qu'il avait su choisir et faire nommer agiront dans le sens que leur commandait leur conscience sans se soucier des intérêts particuliers.

C'est une amitié de jeunesse qui a conduit le jeune Deleplanque au cœur de l'Aurès. Il à trente-cinq ans, c'est jeune

pour un sous-préfet dans un lieu d'une importance stratégique aussi grande. Après avoir fait son droit, puis Sciences Po et la guerre dans les blindés, il est entré — après la défaite — au cabinet du préfet de Clermont-Ferrand dont le directeur de cabinet était M. Pierre Dupuch. Celui-ci se prit d'amitié pour le jeune homme, le conseilla, le dirigea. Deleplanque passa le concours de chef de cabinet de préfet en même temps qu'il entra dans la Résistance. Il réussit le concours mais, quelques mois plus tard, fut arrêté par la Gestapo, condamné à mort et sauvé par la Libération. La préfectorale lui tendait les bras, le voilà sous-préfet de Sainte-Menehould en 1945, nommé au titre de la Résistance. Il a vingt-cinq ans ! Il restera six mois dans la capitale des pieds pannés. Jusqu'à ce que René Mayer le nomme à Batna, qui sera son deuxième poste. En effet le président du Conseil avait comme directeur adjoint de son cabinet Pierre Dupuch, dont Deleplanque était le protégé.

Il était convenu que Dupuch irait à Constantine, le fief de René Mayer, dès que le poste serait libre. En attendant, le « petit » partirait en éclaireur dans la région. Il préparerait le terrain. « Il sera aux premières loges pour tout observer, avait dit le président du Conseil, Batna, c'est le chef-lieu de l'Aurès. C'est là que tout se passe. »

Et pour Deleplanque qui arrivait avec sa jeune femme, ce fut le coup de foudre. Le couple fut séduit par l'Aurès sauvage, mystérieux, que peu d'Européens connaissaient. « Région contaminable par les idées révolutionnaires... », disait le rapport général de la sous-préfecture. Deleplanque voulut la connaître à fond, se pencher sur son histoire. Ce mélange d'épopée et de légende, de traditions et de contes à dormir debout allait expliquer bien des choses, allait justifier bien des actions en apparence totalement incompréhensibles lorsque, au 1^{er} novembre 1954, l'Aurès exploserait.

Mais on était bien loin de la révolution et Deleplanque découvrait avec passion l'histoire des Chaouïas, que les Romains eux-mêmes n'avaient pu « civiliser ». Lambèse, Timgad recelaient des ruines magnifiques prouvant à quel point la vie était développée en bordure de l'Aurès au II^e siècle de notre ère, mais l'histoire disait aussi combien le chef de la VI^e légion Ferrata avait eu de mal à contenir, en 145, les incursions des Chaouïas. Son passage dans les gorges de Tighanimine fut considéré comme

un exploit militaire digne d'être gravé dans la roche du défilé. Deleplanque et sa femme admiraient les canons, la route en lacet dominant l'oued qui coulait au fond du ravin, sans se douter que quelques mois plus tard ce ravin serait à nouveau ensanglanté par la révolte. Qu'un jeune instituteur y serait assassiné. Ils découvraient combien la femme chaouïa, dont les fichus colorés et les amples jupes sombres étaient égayés de franges jaune citron, rouges, ocre, jouait un rôle important dans la société. Contrairement au reste de l'Algérie, l'Aurès « considérait » la femme, dont la liberté de vie et le rôle familial et social occupaient une place essentielle dans la vie quotidienne. L'Aurès était d'ailleurs encore dominé par le personnage de la Kahena, héroïne légendaire qui s'était opposée au VII^e siècle à la première invasion arabe. Chef incontesté de la tribu Djeraoua, on en avait fait la « Reine de l'Aurès » et son souvenir était encore présent dans les montagnes où l'on racontait aux enfants ses exploits de « guerrière ». La Kahena, c'était le symbole du caractère indépendant et farouche des Berbères de l'Aurès. Imperméable aux influences extérieures, ayant résisté aux Romains, aux Vendales, aux Byzantins, aux Turcs, aux Arabes, cette population retranchée dans ses montagnes avait mené une vie dure aux troupes françaises de colonisation. Trois grands mouvements insurrectionnels antifrçais avaient ensanglanté l'Aurès en 1859, 1879 et 1916. Tous avaient échoué. Mais la pénétration française n'avait pu se faire dans cette région montagneuse repliée sur elle-même. Batna et Arris étaient les seuls centres importants de colonisation qui avaient réussi à s'implanter au centre du massif. Le reste, les pics rocheux, les villages fortifiés, les forêts des hauts plateaux, c'était le domaine des bandits de l'Aurès, des bandits d'honneur qui s'opposaient parfois à la population lorsque leurs exigences étaient exagérées mais que les Chaouïas protégeaient contre les timides incursions des gendarmes, représentants d'une autorité que l'on haïssait par tradition.

Deleplanque, stupéfait, avait découvert que 500 à 600 « irréguliers », bien armés, tenaient l'Aurès et s'y déplaçaient en toute quiétude. Il avait appris que de tout temps des bandits d'honneur se réfugiaient dans ces montagnes impénétrables. Comment expliquer la présence de ces hommes qui, au jour de la révolution, se joindront à un mouvement dont ils ne savent rien, si ce n'est qu'il lutte contre l'autorité, ce que certains font depuis des années ? Cet apport à la révolution sera loin d'être

négligeable. Il faudra les paras de Ducourneau, puis bien d'autres plus tard, avant de rétablir un semblant d'ordre dans une région qui sera toujours en ébullition.

La présence de ces bandits d'honneur s'expliquait par le régime administratif auquel la France avait voulu soumettre le pays sans se soucier des traditions locales. Deleplanque trouvait à Batna, à Arris, à Khenchela la « connerie de l'administration française qui veut appliquer la même justice à Médina, à Baâli, à Tiffelfel, qu'à Béziers ou à Toulouse ». Si les droits n'étaient pas les mêmes les devoirs devaient l'être. C'est la loi de la colonisation. Et les Chaouïas n'y comprenaient rien. On a toujours eu le fusil facile dans l'Aurès. Surtout au printemps et à l'automne. Aux semailles et aux épousailles, aux époques où les intérêts financiers et sentimentaux sont exacerbés. Lorsqu'un homme en a tué un autre dans l'Aurès, on ne s'adresse ni aux gendarmes ni à la justice. Ce sont les djemaas qui sont toutes-puissantes. Le conseil de village — la djemaa — sait comment il faut agir. La djemaa de l'assassiné se met en rapport avec la djemaa de l'assassin. Et l'on établit ensemble la *diya*, le prix du sang. Elle n'a jamais dépassé 250 000 F dans l'Aurès. C'est le prix maximum de la peau d'un homme ! Ainsi agit la justice coutumière. Lorsque la *diya* est versée à la famille de la victime, par l'entremise de la djemaa du village, l'affaire — en droit coutumier — est réglée.

C'est alors que la justice française par l'intermédiaire d'un gendarme de T'Kout ou d'Arris apprenait l'affaire et s'en saisissait. On poursuivait le meurtrier. Des villages voyaient arriver le gendarme européen, le premier Blanc depuis des mois ! L'enquête, bien menée, aboutissait. Personne ne cachait ce qu'il savait puisque l'affaire était réglée, c'était de la chronique de village. Et voilà que, selon la justice française, un homme était poursuivi. La gendarmerie le recherchait. Il n'y comprenait rien. Il avait payé la *diya*, le prix du sang. Alors l'homme prenait son fusil et gagnait la montagne pour fuir l'autorité qui voulait le mettre en prison. Ainsi se formèrent les groupes de bandits d'honneur poursuivis par la justice française. Leurs chefs jouissaient d'un prestige énorme, du prestige de l'homme qui défie l'ordre établi au nom des traditions ancestrales. Grine Belkacem, Maache et Messaoud, trois des chefs incontestés des bandits de l'Aurès, se forgeaient une légende que l'on comparait, au hasard des douars, à celle de la Kahena luttant contre

l'envahisseur. Qu'il fût romain, arabe ou français, c'était toujours l'envahisseur.

Le jeune sous-préfet découvrait ces réalités du pays chaouïa, mais pouvait-on expliquer cela dans un rapport qui allait arriver au ministère de l'Intérieur sur un bureau doré de la place Beauvau, à deux pas du faubourg Saint-Honoré et des magasins de luxe ? Dans un autre monde. Que diable, on était au XX^e siècle ! Pouvait-on aussi expliquer les rivalités de tribus ? Celles des Ouled-Abdi avec les Touabas, par exemple ! Laissez cela aux ethnologues et à leurs publications confidentielles, mon cher préfet !

Le gouvernement français avait décidé de supprimer les « vieux de la vieille », les fonctionnaires de la colonisation, les officiers des affaires indigènes. Vu de Paris, cela ressemblait à une mesure libérale. Ces « suppôts du colonialisme » disparaissaient... Pourtant l'histoire de la légendaire opposition des tribus ennemies aurait été d'un grand secours pour celui qui, en novembre 1954, analysera la situation dans l'Aurès et se posera la question : « Pourquoi, dans l'Aurès, une fraction importante de la population soutient-elle spontanément un mouvement de rébellion qui s'est décidé dans le plus grand secret, alors que le reste de la population algérienne semble stupéfait ? » Il fallait être chaouïa ou s'intéresser à sa vie pour connaître l'histoire de la belle Aïcha Tabahoult.

On l'appelait aussi Aïcha la Folle. Elle vivait dans la région qui s'étend entre l'oued el-Abiod et l'oued Abdi en plein centre de l'Aurès. Au cours d'une de ses promenades solitaires elle trouva un œuf qu'elle garda. Il en sortit un petit serpent. Au lieu de le tuer elle l'épargna et alla le cacher dans une anfractuosité du rocher. Mal lui en prit car le serpent devint un dragon qui terrorisa les douars d'alentour, tuant les hommes qui s'attaquaient à lui, décimant les troupeaux. Les habitants s'inquiétèrent et décidèrent de le traquer de toutes parts. L'expédition réussit et le dragon fut terrassé. On entassa des branchages sur son corps répugnant et on y mit le feu pour le faire disparaître à tout jamais. Le dragon grilla mais la graisse de l'animal se répandit. Les abeilles, qui pullulent dans l'Aurès, vinrent la butiner. Et les habitants furent embarrassés ne sachant que faire du miel sauvage qu'ils trouvaient. Ils n'osaient le consommer comme jadis, ayant peur qu'il ne fût empoisonné par la graisse de l'animal maudit. « Il

faudrait que l'un d'entre nous se dévoue pour le goûter... » Mais personne ne se décidait. Alors quelqu'un proposa : « On va l'essayer sur Bourek. » Et tout le village applaudit. Bourek — l'éclair ou le béni — était un pauvre vieillard aveugle. « S'il meurt, ce ne sera pas une perte », dirent les habitants du douar avec le mépris des Aurésiens pour l'homme en état d'infériorité physique.

On donna le miel à l'aveugle. Celui-ci, inspiré par Allah, s'en passa sur les yeux. Et — miracle ! — recouvra la vue. Il demanda de nouveau du miel. Cette fois, il en mangea et, devant le village terrorisé, commença à rajeunir à vue d'œil. Ses cheveux repoussaient, ses rides s'estompaient. Le miel était une véritable jouvence. Bourek recouvra ses forces et se dressa, terrible, devant le village.

« Vous êtes des misérables, accusa-t-il, vous avez voulu me faire périr. Je vous réclame la *diya*, le prix du sang ! » Les habitants du douar baissaient la tête. « La *diya*, tonna Bourek, pour moi ce sera la belle Aïcha. »

Et Bourek s'installa dans un village près de l'oued Abdi. Des enfants naquirent de cette union avec Aïcha la Folle. Ils constituèrent la souche de la tribu des Ouled-Abdi. Puis Bourek, qui avait recouvré la force de ses vingt ans, répudia Aïcha et épousa une plus jeune fille, Touba. Il quitta le village et se fixa sur les rives de l'autre oued qui coupe le cœur de l'Aurès, l'oued el-Abiod. De l'union de Bourek avec Touba naquirent d'autres enfants que l'on appela les Touabas et qui formèrent tribu. Les Ouled-Abdi et les Touabas s'installèrent de part et d'autre de l'anticlinal du Lazereg et les demi-frères se vouèrent une haine farouche qui se transmet de génération en génération. Les tribus devinrent séculairement ennemies, contribuant à faire de l'Aurès une zone traditionnelle d'insécurité où chaque homme garde son fusil à portée de la main. En 1954, la haine des Ouled-Abdi pour les Touabas était toujours aussi tenace. Mostefa Ben Boulaïd était un pur Touaba et l'un des membres les plus écoutés de la tribu. Ce qui expliquait en partie combien le chef rebelle était si sûr de la plupart de ses hommes. Mais qui, en juillet 1954, aurait cru à cette histoire à dormir debout ?

Si le sous-préfet Deleplanque représentait le Gouvernement général et l'autorité centrale de Paris à Batna, deux hommes très différents, Alfred Malpel, le maire libéral, et Raoul Verdez, le

chirurgien de l'hôpital, l'excité permanent, « contrôlaient » la capitale de l'Aurès.

Batna n'a rien pour séduire. C'est avant tout un camp militaire destiné, à l'époque de la colonisation, à contribuer à la sécurité du Sud constantinois et à faciliter la pénétration dans l'Aurès. Les rues se coupent à angle droit en un quadrillage régulier et monotone. Quelques vitrines sans goût animent la rue principale bordée de platanes. Où qu'on se tourne on aperçoit au bout des voies rectilignes la masse sombre des contreforts de la montagne, les collines boisées, les oliviers sauvages, les broussailles drues du maquis qui s'étend jusqu'en Tunisie. L'atmosphère n'est pas à la gaieté. Pourtant le maire Malpel avait réussi à égayer la cité par de grands jardins admirablement entretenus, des massifs de fleurs, des gazons qui semblaient miraculeux au milieu de la pierraille quienserme la ville de tous côtés. On retrouvait d'ailleurs la main d'Alfred Malpel dans toutes les affaires de la ville. La personnalité de ce pied-noir de cinquante ans dominait incontestablement la région. Bien que sa fortune ne fût pas négligeable, il était gros courtier d'assurances, profession qui traditionnellement nourrit bien son homme, il tirait sa puissance de la politique. Président de la Fédération radicale, lieutenant et ami de René Mayer, Alfred Malpel accumulait titres et fonctions qui faisaient du maire de la sous-préfecture le véritable potentat de l'Aurès : vice-président de l'Assemblée algérienne et président de la commission des finances de Constantine. Malgré son attachement au parti radical il ne partageait pas les idées réactionnaires du maître des fédérations radicales d'Algérie : Henri Borgeaud. Malpel entendait garder son indépendance. En cela René Mayer lui faisait confiance et l'ancien président du Conseil n'était pas fâché de voir quelques radicaux se montrer libéraux en Algérie, car Alfred Malpel, avec sa puissance, son influence incontestable sur toute la région était un homme foncièrement bon, qui avait un rayonnement indéniable ; son influence était certaine sur la population musulmane qui avait beaucoup plus confiance en lui qu'en ses élus locaux. Le calme du maire de Batna impressionnait favorablement. Sa sagesse pèsera lourd dans le déroulement des événements qui se préparent dans l'Aurès.

Son ennemi « particulier » était Raoul Verdez, le chirurgien de Batna, lui aussi une personnalité puissante. Très intelligent, remarquablement cultivé, il mettait ses dons au service d'une

excitation permanente de la fraction la plus réactionnaire de la population européenne. Pour lui, Borgeaud était un mou. Verdez était le type classique de l'Européen d'Algérie qui est contre tout ce qui peut augmenter le niveau de vie du musulman. Mapel l'accusait de « mettre de l'huile sur le feu » et les événements qui se préparaient allaient lui en donner l'occasion. Lui aussi était un ami de René Mayer, ami politique et personnel. Ce qui prouvait l'éclectisme du député de Constantine pour qui aucune amitié puissante n'était à rejeter.

Si l'attitude antagoniste des « deux amis » de René Mayer surprenait le jeune sous-préfet — lui-même nommé par l'ancien président du Conseil sans pour cela être son homme lige — Jean Deleplanque avait découvert avec stupeur le vrai visage de ceux que l'on désignait sous le nom d'élus musulmans. Le mal que firent ces hommes sans scrupules à la cause de la France en Algérie vaut que l'on s'arrête sur quelques-uns de leurs spécimens les plus représentatifs.

Jean Deleplanque, après quelques mois de séjour à Batna, s'était aperçu que la population musulmane avait plus confiance en un Européen libéral comme Alfred Malpel qu'en un de ses élus locaux, et qu'elle regrettait souvent de devoir passer par les influents caïds ou députés « mis en place » par l'administration à l'heure d'élections « bien dirigées » pour obtenir tel ou tel-avantage. Car si paradoxal que cela puisse paraître — et l'on doit bien voir là une des causes principales du fossé qui s'élargissait entre les deux communautés — ces élus locaux malhonnêtes et vénaux avaient souvent plus de puissance que le préfet ou le sous-préfet du département ! Ceci pour une raison sordide : ils étaient les grands maîtres des élections, et il ne s'agissait pas de les contrarier. Ainsi, ils avaient la confiance de la France qui les avait désignés sans se soucier de leur représentativité chez leurs frères musulmans, et ils savaient à merveille profiter de ses largesses.

Dans l'Est algérois, l'une des plus grandes figures parmi les notables-pantins musulmans qui bénéficiaient du soutien de la France, était F... Abdelkader.

Ce F... Abdelkader, impressionnant dans sa gandoura blanche, portait une belle tête de « bon » Arabe sur des épaules solides et inspirait confiance au Gouvernement général qui s'appuyait sur lui. Cette confiance était pourtant basée sur la plus merveilleuse escroquerie jamais montée en Algérie. F... Abdelkader avait créé

l'association des « petits fellahs », dont il était à la fois le secrétaire général et l'unique membre. Cette association des « petits fellahs » jointe à un bagou extraordinaire lui avait suffi pour se faire prendre au sérieux par différents gouvernements généraux et par les gouverneurs successifs. Il était devenu l'archétype du musulman en qui la France mettait sa confiance, sur qui elle s'appuyait ! Successivement conseiller général, membre de l'Assemblée algérienne, député, représentant même la France auprès d'une grande instance internationale !

D'une vénalité totale, il attendait avec impatience les crises ministérielles pour se faire de l'argent. Les changements de gouvernement renouvelaient les ministres, qu'il pouvait « taper » en faveur des ses protégés. Et les nouveaux ministres qui se renseignaient sur F... Abdelkader obtenaient les renseignements les plus élogieux ; en outre, c'était un confrère souvent rencontré dans les couloirs de l'Assemblée où son vêtement faisait très couleur locale ! À sa manière il avait pourtant une certaine forme d'honnêteté envers ses « frères musulmans ». Il avait un barème fixe et s'y tenait. Ce qui n'était pas si commun.

Ses rentrées n'étaient pas négligeables. Cent mille à deux cent mille francs pour une Légion d'honneur ou un poste de caïd, un peu moins pour un poste de *khodja* (garde champêtre) ! Pendant des années il terrorisa les préfets et sous-préfets qui se succédèrent dans son département et qui tentaient d'intervenir pour interrompre ses manœuvres malhonnêtes. Chaque fois, le haut fonctionnaire se faisait taper sur les doigts par le Gouvernement général ou même directement par Paris ! L'influence politique de ce F... Abdelkader n'avait plus de limites. Et les musulmans qui constataient à quel point la France soutenait leur député en concluaient que telles étaient les mœurs politiques de l'État. Plus F... Abdelkader était malhonnête, plus sa puissance s'accroissait !

Il avait une sorte de génie de la publicité. Il ne se contentait pas d'obtenir une place, un ruban, contre quelques centaines de milliers de francs, il fallait qu'il « montre » sa puissance. Il allait à la sous-préfecture demander un poste pour l'un de ses protégés, puis, en sortant, se rendait au café en face en compagnie de Mohamed, ou de Mahiédine, ou d'Ali, subjugué par son autorité. Là il demandait au téléphone « Anjou 28-30, le ministère de l'Intérieur ! » Il obtenait bien sûr le standard et commençait alors,

avec une standardiste ahurie, une conversation à sens unique destinée à montrer à son protégé combien ses affaires étaient en « bonne voie ».

« Allô ! François (ou Henri, ou Jacques, selon le prénom du ministre en exercice) ? Je suis à Batna avec Mohamed (ou Ali, ou Mahiédine). Tu es bien d'accord avec moi pour sa Légion d'honneur ? Oui. Il l'a bien méritée. Quant au poste de caïd de tel douar il serait bien pour un tel ? Oui, c'est l'homme qu'il nous faut. Entendu. Merci. À bientôt ! »

Et il raccrochait, triomphant. « C'est 200 000 F pour ta Légion d'honneur. Le ministre est d'accord. Tu as entendu ? » Non seulement le brave Mohamed, ou Ali, payait, mais en plus il répandait alentour à quel point F... Abdelkader était à tu et à toi avec le ministre. Une communication téléphonique qui rapportait de l'or ! On pouvait compter sur F..., il obtenait toujours ce qu'il avait promis. D'ailleurs il se faisait payer en deux fois, une partie à la « commande » et le solde après satisfaction !

Mais son génie de fripouille éclatait lorsque tout allait mal, lorsqu'il ne parvenait pas à obtenir la décoration ou le poste pour lequel il avait reçu un acompte. Il n'était pas question pour lui de rendre l'argent, non seulement pour le manque à gagner, mais pour la perte de prestige qu'entraînerait l'aveu de son impuissance. Alors sa méthode était merveilleuse. Il allait trouver le préfet ou le sous-préfet puis lui adressait cinq ou six requêtes parfaitement impossibles à satisfaire. Le préfet ou le sous-préfet ayant tout refusé était assez ennuyé. Pensez donc, avec un personnage aussi influent à Paris ! Alors le malin F..., qui avait mis le haut fonctionnaire dans la position embarrassante qu'il souhaitait, terminait par un cordial : « Ah, monsieur le préfet, aujourd'hui vous m'avez tout refusé, mais vous ne pouvez me refuser aussi ce poste de garde champêtre pour notre ami Abderrahmane Hocine, qui en outre « nous » sera très utile lors des prochaines élections. » Et le préfet, soulagé, nommait illico le Hocine *khodja* de tel douar.

Un jour de grande forme, ce F... utilisa son amour du jeu et ses talents de comédien à parfaire une petite scène qu'il avait imaginée dans la nuit. Il était venu à la sous-préfecture avec l'un de ses protégés à qui il avait promis un quelconque poste de chaouch dans l'administration. Le brave homme attendait dans l'antichambre pendant que F... discutait avec le sous- préfet, qui

lui accorda immédiatement le poste sollicité. À ce moment, F... Abdelkader, pour l'amour de l'art, simula une crise au cœur. Il se leva, titubant, suffoquant, la main serrée sur la poitrine et sortit dans l'antichambre où il se laissa tomber près de son « protégé », effrayé de voir son « bienfaiteur » dans cet état ! « C'est d'accord, souffla F..., mais le sous-préfet ne veut plus 30 000 mais 60 000 F. »

Le solliciteur qui attendait, tout intimidé, les mains sur les genoux, n'hésitait pas. « D'accord. Je paie. Merci de m'avoir prévenu ! » Et par miracle, après un verre d'eau, F... Abdelkader allait mieux, s'excusait auprès du sous-préfet et sortait du grand bureau entouré de toute la sollicitude du haut fonctionnaire, qui accompagnait ce fidèle ami de la France. Le pauvre ignorait, bien sûr, la transaction qui venait de se faire sur son nom et sa fonction. Mais personne de la population musulmane de la ville ne l'ignorerait longtemps ! Un sacré bonhomme, ce F... Abdelkader, député français, représentant de ces « sauvages musulmans de l'Aurès » !

Le second notable de la région n'avait rien à lui envier. Au contraire. Son système était beaucoup plus simple et d'un rapport au moins aussi considérable.

C... Si Omar était le fils du cheikh El-Haouch, le seigneur du désert qui jadis contrôlait les palmeraies de Biskra. Malheureusement, s'il avait quelques-unes des qualités de son père, il était loin d'avoir sa classe. De la grande famille musulmane C... Si Omar avait hérité l'intelligence, la finesse. Il lui manquait le courage physique des cheikhs qui défendaient leur honneur en levant des goums contre leurs ennemis. Il avait compensé cette défaillance par une astuce peu commune. Il était vénal mais avec classe. Il ne « mégottait » pas comme F... Abdelkader. Des cheikhs du désert il avait hérité le sens de la grandeur. Il escroquait en grand. Sa spécialité ? Le coup de l'eau ! À Alger, ce fils de famille avait des relations immenses et, comme F... Abdelkader, son « pouvoir parisien » était loin d'être négligeable. Il savait à merveille se servir des unes et de l'autre. Pendant des heures il faisait, avec des sentiments qui l'honoraient, le siège du directeur de l'hydraulique dans l'un des nombreux services du Gouvernement général, à Alger. Il savait employer les mots qui touchaient pour plaider la cause de ses « malheureux frères de race ».

« Monsieur le directeur, ces malheureux Algériens ont tant de peine à ne pas mourir de faim alors qu'il y a des terres qui pourraient leur permettre de subsister si seulement elles étaient irriguées... »

Qui pourrait résister à un pareil plaidoyer surtout lorsque l'on est fonctionnaire et que l'on connaît la puissance d'un tel personnage à Paris ; ce Paris qui décide des carrières, qui fait les promotions ?

« Le gouvernement français, représenté à Alger, n'aurait qu'un mot à dire, qu'une signature à donner pour que le bureau de l'hydraulique décide de creuser un puits artésien ! Bien sûr, ces malheureux Algériens n'ont pas d'argent, mais c'est la vocation humanitaire de la France que de consacrer quelques dizaines de millions à l'ouverture de ce puits qui rendrait la dignité à des milliers de malheureux fellahs ! »

Le Gouvernement général ne pouvait rester insensible à de pareils arguments. La République était de bonne foi, si ses serviteurs ne l'étaient pas ! On faisait les travaux. La zone desséchée devenait vite fertile. Inutile de préciser que personne ne s'étonnait lorsque, quelque temps plus tard, on s'apercevait que les terres jadis desséchées avaient été achetées pour une bouchée de pain par C... Si Omar ! Les musulmans voyaient dans cette réussite la preuve que la France soutenait certains personnages habiles à défendre leurs intérêts. Au moment voulu, ces derniers ne ménageaient pas leurs efforts pour que les élections se fassent dans la ligne prévue par l'administration...

Ces notables musulmans, ces hommes vénaux, exploitant sans vergogne la confiance que leur prodiguaient bien légèrement les représentants de la France allaient faire un mal considérable. La non-représentativité de ces personnages allait être tragique. Non seulement ils ne seraient d'aucune utilité le jour de la révolution venu, mais en outre, coupés de la masse laborieuse et agissante, ils ne sauraient prévenir des mouvements qui l'agitaient.

Jean Deleplanque se souviendra bien plus tard de l'accrochage qui l'opposa à l'un de ces notables musulmans tout-puissants, F... Abdelkader, car c'est à la faveur de cet incident qu'il entendit pour la première fois un nom qui devait revenir bien souvent dans ses rapports et troubler ses nuits : Mostefa Ben Boulaïd.

Ce Ben Boulaïd, ancien adjudant, croix de guerre, médaille

militaire pendant la campagne d'Italie, meunier à Lambèse, avait obtenu une « carte violette » qui lui permettait d'exploiter une petite ligne d'autocars. Mais F... Abdelkader, qui visait cette carte violette pour l'un de ses neveux, avait réussi, par une de ses entourloupettes habituelles, à faire retirer cette autorisation au meunier. Ben Boulaïd, fiché comme P.P.A. ou comme membre de l'O.S., emprisonné en 1950, ne devait pas bénéficier des largesses de la France et prendre l'avantage sur ses « amis les plus fidèles ». C'aurait été une véritable injustice !

Jean Deleplanque avait rencontré le meunier de Lambèse. « Un homme du peuple, un homme d'action, très évolué. Conscient de la situation des musulmans, de leur désir d'évolution. » Il avait défendu sa position, avait plaidé sa cause contre F... Abdelkader. De son côté, le sous-préfet avait fait son enquête. Bien sûr, Ben Boulaïd avait trempé dans le complot de l'O.S. mais il semblait être l'un de ces « hommes évolués, représentatifs de l'opinion musulmane de sa région, que la France devait amener à sa cause ». Malheureusement il ne comptait pas parmi les amis, les « protégés » qui contribuaient à la prospérité financière du tout-puissant « homme de confiance des Français », F... Abdelkader.

Deleplanque tenta de faire rendre justice à Ben Boulaïd, de lui faire récupérer sa « carte violette », et s'y cassa les dents. La puissance de F... au Gouvernement général, son influence à Paris, étaient trop grandes pour qu'un petit sous-préfet puisse s'y frotter!

L'incident se déroulait fin 1953. Deleplanque n'entendra plus parler de Ben Boulaïd jusqu'en novembre 1954!

Dire que cet incident poussa Ben Boulaïd dans les bras de la révolution serait ridicule. Pourtant, prétendre que ce type d'injustice n'ait pas contribué à séparer de la France les éléments musulmans les plus représentatifs serait également stupide. Mais, en juillet 1954, qui se souciait, à Batna ou à Alger, d'une pareille histoire ?

Pendant les huit mois que dura la préparation de la révolution, aucune période ne fut plus difficile pour les six hommes qui avaient créé le C.R.U.A. que ces quelques semaines de juin-juillet 1954. Ils vivaient une étape de transition pendant laquelle il fallait consolider les idées, les nourrir, les développer, où il fallait trouver des hommes, des exécutants, les équiper, les entraîner.

Lorsqu'on en était au stade de la conception, des idées, dans le feu des conversations, dans l'enthousiasme que soulevait l'idée d'une action directe, tout allait bien, mais lorsqu'il fallait en arriver à la réalisation des plans, à la transformation des idées en programme précis, les obstacles s'accumulaient. L'argent surtout manquait. Boudiaf et Didouche se démenaient en Suisse, puis au Caire pour obtenir une aide de l'Égypte. Mais le triumvirat cairote Ben Bella – Khider – Aït Ahmed recevait de la jeune République égyptienne des encouragements, de bonnes paroles mais point d'argent. Leur position était loin d'être facile car ils représentaient un parti — le M.T.L.D. — dont les querelles intestines étaient la fable — attristée — de tout le Maghreb et une révolution « en préparation » à laquelle au Caire on ne croyait guère. « Faites la révolution d'abord, leur disait-on, l'aide viendra ensuite. » Bref, le monde arabe « progressiste » voulait juger sur pièces. D'ailleurs les services spéciaux égyptiens entretenaient déjà en Libye et en Tripolitaine quelques dizaines de jeunes Algériens qui s'entraînaient aux techniques de la guérilla et de la guerre subversive. Mais on croyait plus à leur emploi chez les fellaghas tunisiens en pleine activité ou chez les Marocains qu'au sein d'un éventuel mouvement de « libération nationale » algérien. Prévision qui se réalisera en partie puisque aucun de ces jeunes « guérilleros » ne participera à la naissance de la révolution algérienne.

La situation devenait donc critique pour ceux des membres du C.R.U.A. qui étaient obligés de mener à Alger une vie clandestine. Didouche Mourad « entretint » pendant cette période Ben M'Hidi et Bitat qui étaient les plus démunis, grâce à la fortune de sa famille. Les parents de Didouche étaient aisés. Ils possédaient un bain maure près de la cathédrale dans la basse Casbah et un petit restaurant rue Meissonnier. Les braves gens se désolaient de voir « ce voyou de Mourad » courir à droite et à gauche à ne « rien faire de bon » alors qu'il avait une place toute trouvée au sein des affaires familiales ! Mais la révolution appelait le jeune homme que les serviettes chaudes et les kilos de pois chiches laissaient indifférent. Et Didouche « tapait » sans cesse son père qui mêlait conseils d'économie et de sagesse aux sommes que son fils lui demandait.

Pendant des semaines, le sort de quelques-uns de ceux que l'on appellera plus tard les « chefs historiques » tint à la générosité d'un petit boutiquier. Le père de Didouche était bien loin de se

douter de l'emploi que faisait Mourad de cet argent péniblement gagné. Il finit d'ailleurs pas se lasser et donna au jeune homme, qui la réclamait, sa part de l'héritage familial. Héritage qui alla rejoindre, dans la caisse du C.R.U.A., les petits bénéficiaires que ceux qui travaillaient pouvaient y apporter. Ainsi, la maison Soumeillant, honorablement connue sur la place d'Alger, ne s'est jamais doutée qu'elle a contribué au financement de la révolution algérienne. Oh ! bien modestement mais à cette époque chaque millier de francs comptait. Lorsqu'un El-Hedjin Kaddour, un Souidani Boudjema, d'autres encore venaient commander les pièces détachées pour les voitures ou les tracteurs de leurs patrons, la maison Soumeillant faisait à ces clients envoyés par son habile vendeur Zoubir Bouadjadj une remise souvent importante qui allait grossir la caisse du C.R.U.A. Dernières ressources, enfin, les militants. Le recrutement avait commencé et chaque militant devait verser cinq mille francs par mois de cotisation. Somme souvent énorme pour la plupart d'entre eux. Mais le simple fait qu'ils aient été choisis pour nourrir l'embryon de révolution montrait la confiance que les fondateurs du C.R.U.A. avaient en eux et les sacrifices qu'ils étaient prêts à consentir. Bouadjadj se souvient aujourd'hui encore qu'un vieux militant vendit son antique piano pour payer la première cotisation. De temps à autre quelques conseillers municipaux M.T.L.D., écœurés par les querelles du parti, donnaient également de l'argent à Zoubir Bouadjadj qu'ils savaient être l'« intendant » de cette troisième force neutraliste active qui, pensaient-ils, apporterait un peu d'air pur au parti. Ils ignoraient, bien sûr, le but que s'étaient fixé les Six : l'action armée, la révolution, la guérilla.

Quant à l'aide promise par les centralistes, elle s'était fait attendre. Sur les cinq millions, Lahouel avait lâché « 10 % ». Cinq cent mille francs prélevés sur le trésor du M.T.L.D. furent versés à Benteftifa, un pharmacien de Blida chez qui Souidani, militant de choc qui va jouer un grand rôle dans les semaines précédant le déclenchement de la révolution, alla les chercher. Cinq cent mille francs seulement car Lahouel, qui voyait le C.R.U.A. se développer et se transformer en un mouvement purement révolutionnaire, avait pris peur. Par l'entremise de Deckli, de M'hamed Yazid et de Radjef, que le C.R.U.A. avait acceptés en son sein tout en s'en méfiant terriblement et en ne les faisant participer que de loin aux grandes discussions, Lahouel

avait appris la décision des six chefs du « groupe », comme on appelait le C.R.U.A. dans les milieux nationalistes — qu'ils fussent messalistes ou centralistes — de passer à l'action immédiate. Le chef des centralistes n'avait pas balancé une seconde. Il retirait ses hommes. Deckli, Yazid et Radjef quittèrent le groupe et réintégrèrent les rangs du comité central.

Le coup avait été rude car les Six espéraient bien amener les centralistes à leur point de vue et-utiliser l'infrastructure, les finances et la couverture politique de cette fraction du parti. La déception fut encore plus grande pour Ben Boulaïd, qui n'oubliait pas son appartenance à l'ancien comité central, du temps où tout allait bien entre Messali et Lahouel. Quant à Krim, toujours méfiant à l'égard des centralistes, il ne fut pas étonné outre mesure.

« Ils ont peur qu'on ne les entraîne trop loin, disait-il, ils sont prisonniers de leur confort et préfèrent poursuivre leurs petits jeux électoraux qui ont l'avantage de ne présenter aucun risque grave. »

Les Six avaient résolu de poser une dernière fois la question de confiance aux deux fractions du parti en leur donnant « une dernière chance de se regrouper au sein de la révolution ». Après, on couperait le contact. Définitivement.

Devant les réticences de Lahouel et le superbe isolement de Messali, les chefs du groupe durent se poser la question de représentativité. Si pour l'instant le plus sûr garant de leur sécurité était l'anonymat, le cloisonnement sévère qui assurait le secret de leur mouvement — rares étaient les militants déjà recrutés qui auraient pu donner le nom des dirigeants du C.R.U.A. — il faudrait bien, le jour « J », rompre cet anonymat et livrer un nom à la masse. Et ce nom devait être représentatif, prestigieux. Un nom bien établi, bien connu. Psychologiquement c'était aussi important que le choix des actions qui ouvriraient la rébellion contre l'autorité. Les Six avaient fait le bilan. Boudiaf était le président du C.R.U.A. mais, tout comme ses compagnons, il était inconnu du grand public, de la masse algérienne. Boudiaf, Didouche, Ben M'Hidi, Krim, Bitat, Ben Boulaïd, c'étaient des noms qui figuraient sur des dossiers de police, ils étaient bien connus des militants de l'ancienne O.S. qui reconnaissaient leur courage, leur volonté, leur détermination, mais les anciens de l'O.S. c'étaient au maximum 3 000 hommes en Algérie !

Aucun des Six n'avait aux yeux de la masse un nom suffisant, il fallait une tête politique prestigieuse, une tête d'affiche qui ferait « sérieux » et qui serait sérieuse. Un nom qui impressionnerait autant le peuple que les autorités françaises. Un Ho Chi Minh algérien. Les créateurs du groupe s'aperçurent en les passant en revue que les noms musulmans prestigieux n'abondaient pas dans l'Algérie de 1954. Ferhat Abbas pour eux était un bourgeois que l'on n'avait même pas mis dans la confiance du C.R.U.A. En plus, c'était un vieux politicien, déjà un cheval de retour. Pas un nom révolutionnaire. Messali et Lahouel, on n'en parlait pas. Les communistes ? Pas question de les « mettre dans le coup », on n'oubliait pas qu'en 1945 Thorez, vice-président du Conseil, avait approuvé la répression de Sétif, que *Liberté*, journal du parti, dénonçait les « patriotes », que des Européens du P.C.A. avaient organisé des milices qui fusillèrent à tour de bras.

Enfin, tout le monde tomba d'accord sur le nom du docteur Lamine Debaghine, ancien membre du comité central, qu'une vie politique mouvementée avait fait connaître de la masse. Et puis un toubib cela faisait bien. Un intellectuel était nécessaire pour donner confiance et les membres du C.R.U.A., s'ils étaient bien décidés à vaincre, manquaient sérieusement de diplômes. Ben Boulaïd, Boudiaf et Krim furent chargés de « sonder » le docteur. Ils prirent le train pour Saint-Arnaud, petite ville après Sétif où Lamine Debaghine avait ouvert un cabinet.

Depuis cinq ans, l'activité politique du docteur Debaghine est en veilleuse. Il a repris ses consultations à Saint-Arnaud tout en conservant certains contacts avec le M.T.L.D. dont il a « démissionné » en même temps qu'il en a été « exclu ». C'est un curieux personnage que le docteur Lamine Debaghine. Physiquement d'abord. Une paralysie faciale déforme un visage intelligent et dresse une barrière devant l'interlocuteur. Cette fixité d'une partie du visage crée un malaise et il faut tout l'esprit retors du médecin pour l'effacer. Il y parvient sans mal, il a l'habitude des situations difficiles. Il a trente-sept ans en 1954 et une carrière politique mouvementée. Son père, restaurateur à Cherchell, lui fait faire ses études secondaires. Puis, comme boursier, Lamine Debaghine entreprend des études de médecine. Encore étudiant il découvre le P.P.A. et est séduit par les idées que développe le parti. Il gravit très vite les échelons. Dès octobre 1942 il est président de l'organisation clandestine du

parti. Il le restera jusqu'en 1947 après avoir été emprisonné en 1943. Ambitieux, violent, il se sait un chef. Il a réussi ses examens, s'installe à Sétif. Déjà fiché comme membre du P.P.A., il échappe aux recherches de la police, de l'armée et des milices qui « purgent » le Constantinois après les émeutes de mai 1945. La répression passée il reparait au grand jour pour se faire élire au Parlement lors des élections de 1946. Le voilà député de la tendance berbériste. Mais il a déjà décelé au sein du parti M.T.L.D. les germes des dissensions qui éclateront au grand jour quelques années plus tard. Il veut convaincre les militants de la nécessité d'une profonde réforme. Il parcourt l'Algérie mais malgré ses qualités, son ambition, il ne fait pas le poids devant le « verbe magique » de Messali Hadj. Il envoie sa démission de Tunis en même temps que le comité central prononce son exclusion le 1^{er} novembre 1949. Si l'ambitieux médecin n'est pas parvenu à provoquer les révisions profondes dont a besoin le parti nationaliste, il a réussi à se faire un nom et la « démission-exclusion » provoque de forts remous au sein même du M.T.L.D.

Le docteur Lamine Debaghine au moment où il reprend ses consultations dans son cabinet de Saint-Arnaud est devenu une tête politique estimée. Il est jeune, il a trente-deux ans et il pense qu'une « retraite provisoire » lui sera bénéfique. Il aura un rôle à jouer et pressent la crise qui ne manquera pas d'éclater au M.T.L.D. Entre 1950 et 1954 les Renseignements généraux notent sur sa fiche : « Aucune activité politique. »

Tel était l'homme à qui Krim, Boudiaf et Ben Boulaïd allaient proposer de prendre la tête du mouvement révolutionnaire. Le docteur Lamine Debaghine reçut les trois visiteurs forts courtoisement. Il les connaissait de réputation et avait même rencontré Krim à quelques reprises, mais il ne s'expliquait pas la visite des trois hommes qui semblaient embarrassés. Il fallait la subtilité d'un Boudiaf, la rondeur d'un Krim, la décision d'un Ben Boulaïd pour annoncer à un Lamine Debaghine que l'on avait créé un mouvement révolutionnaire. Que l'on en était déjà au recrutement. Que le petit grandissait vite et que l'on souhaitait vivement qu'il ait un papa pour faire ses débuts dans le monde ! Bref que le docteur reconnaisse un enfant dont il avait ignoré jusqu'à la naissance ! La personnalité même de Lamine Debaghine permettait aux trois hommes de lui révéler immédiatement et les noms et les moyens des participants, sans mystère, sans cachotteries. Qu'il acceptât ou qu'il refusât, le

secret serait gardé. La discussion fut longue. On expliqua tout, dans les moindres détails, l'enthousiasme, les difficultés, l'attitude de Messali et de Lahouel, l'« action directe ». Impassible le docteur Lamine Debaghine écouta tout, demanda tous les détails. Les trois envoyés spéciaux reprenaient espoir, le docteur n'avait pas refusé au premier abord. Il voulait tout savoir, tout étudier. Il se fit expliquer le dispositif prévu, surtout pour la Kabylie et l'Aurès, qui seront les fers de lance de la révolution, précisa-t-il, car leurs populations soutiendront spontanément la révolte. Par nature, par tradition. Il ne se faisait aucune illusion sur Alger et les Algérois, « des mous qui ne croient à rien », ni sur la basse Kabylie et ses habitants, « des hommes qui, à quelques exceptions près, ont les défauts des Arabes et des Kabyles sans en avoir les qualités ». Ils examinèrent les hommes, leurs convictions, les structures mises en place ou sur le point de l'être. C'est à une véritable autopsie de la future révolution que se livra le « toubib de Saint-Arnaud ». Il n'oublia rien, ni le matériel ni les finances. Et il fit la grimace. Le bilan était loin d'être positif. Armement : rien ou presque. Finances : presque nulles. Mais des hommes décidés à aller jusqu'au bout.

Lamine Debaghine réfléchit, puis promit de réfléchir encore. Il ne cachait pas qu'il était réticent. Très réticent même. Il avait compris que tout avait été fait, préparé, presque minuté sans lui et qu'au dernier moment on avait besoin d'une « tête d'affiche ». Favorable au plus profond de lui-même à l'idée d'une révolution armée, son orgueil et son ambition le poussaient à refuser de prendre « le train en marche ».

« Vous avez pris vos responsabilités, dit-il aux trois hommes, moi, prévenu au dernier moment, je ne peux m'engager. On verra plus tard. » Habile, le docteur ne fermait pas la porte et se servait de la gêne qu'il avait décelée chez ses interlocuteurs pour refuser sans couper les ponts. En fait, il profitera largement de cette porte laissée entrebâillée puisqu'il passera à l'action quelques semaines plus tard, après le déclenchement de la révolution, goûtera de nouveau à la prison française et jouera au sein du F.L.N. un rôle très important, souvent en opposition avec les chefs historiques qui, humblement, étaient venus le trouver ce jour-là.

C'est l'échec de la mission Krim-Boudiaf-Ben Boulaïd. Les Six du C.R.U.A. en sont particulièrement affectés. Il reste encore la question de confiance à poser à Messali et Lahouel. Et s'ils

refusent une nouvelle fois, ils seront seuls. Définitivement seuls. Six en Algérie, trois au Caire pour faire la révolution. On peut se passer de nom, on s'en fera, mais il faut déployer tous ses efforts pour mener les deux fractions ennemies du M.T.L.D. à la révolution. Krim et Ben Boulaïd sont chargés de la mission de la dernière chance. Krim auprès de Messali. Ben Boulaïd auprès de Lahouel. Après, à Dieu vat !

C'est place de Chartres, au siège du M.T.L.D., qui a vu, quelques semaines auparavant, de dures bagarres entre troupes de choc du C.R.U.A. et membres de la fraction messaliste, à la suite de l'agression dont Boudiaf et Bitat ont été victimes, que Krim rencontre Moulay Merbah. Le vieux prophète est en métropole, une fois de plus en résidence surveillée. Mezena et Merbah sont ses représentants à Alger. Mais Mezena a été blessé dans les bagarres, il vaut donc mieux que les contacts secrets se déroulent entre hommes qui n'ont en rien participé à ces fâcheuses et brutales rencontres. Krim rencontrera Merbah. Le groupe a décidé de poser trois brèves questions aux deux fractions du M.T.L.D.

1° Êtes-vous pour l'action ? Sinon, pourquoi ?

2° Si vous êtes favorables à l'action, que mettez-vous à notre disposition ?

3° Au cas où une" action serait déclenchée hors de votre contrôle, quelle serait votre réaction ?

Merbah, qui a reçu ses instructions de Messali, est en mesure de répondre à Krim. La conversation entre les deux hommes va ressembler au jeu du chat et de la souris. Mais ni l'un ni l'autre ne veut être la souris. Krim veut amener au C.R.U.A. les messalistes pour qui, malgré tout, il gardé encore une vieille tendresse. Messali veut jouer de la corde sentimentale pour, au contraire, rallier Krim et les Kabyles à son M.T.L.D. Et il a des arguments que développe habilement Moulay Merbah.

Oui, la Kabylie est une force organisée, une force valable mais pas les autres. Les Boudiaf, les Didouche, les Bitat ne représentent rien. Merbah affirme que Messali est cette fois bien décidé à passer à l'action armée contre la France mais pas avant 1955. Début 1955, précise-t-il. Krim apprend ainsi que Messali est déjà en rapport avec des trafiquants allemands qui sont disposés à parachuter des armes dans le Djurdjura. En outre, El-Zaïm, décidément très actif du fond de sa résidence forcée, est

en contact avec Anouar Es-Sadate, président du Congrès islamique, et avec Abd el-Krim du Rif, qui ont promis leur aide. Leurs efforts conjugués permettront de déclencher l'action en janvier 1955. Alors, que Krim et ses Kabyles se joignent à eux. Messali, magnanime, leur ouvre les bras. Et Merbah qui sait l'attachement de Krim et d'Ouamrane pour Messali, précise que l'Unique « accepte » la Kabylie mais ne veut pas entendre parler des autres !

Krim est stupéfait, il n'avait pas voulu croire jusque-là que le vieux chef était devenu mégalomane, mais il en a devant lui la preuve ! Le Kabyle qui tient le maquis depuis sept ans a compris la manœuvre. « Ce vieux filou veut nous détacher des autres éléments et nous « assimiler » tout crus ! Ni vu ni connu, Krim au garde-à-vous devant le père du nationalisme, El-Hadj, El-Zaïm l'Unique, victorieux. »

Sa réaction devant Merbah est vive, d'autant plus vive qu'il trouve la ruse un peu grossière. On l'a mésestimé pour employer de si grosses ficelles. Ce ne sont pas encore celles-là qui vont le lier.

« Notre position est sans détour, dit Krim. Il n'est plus question d'alliances ou d'accord avec tels trafiquants. Le Maroc et la Tunisie sont en pleine action. C'est maintenant le moment le plus favorable. »

Moulay Merbah ne désarme pas.

« Es-tu lié définitivement avec le « groupe »? » C'est ainsi que l'on appelle le C.R.U.A. dont le sigle aura servi de programme pour quelques numéros du *Patriote* clandestin et de point de repère pour les R.G. et le S.L.N.A. du colonel Schœn. Il restera dans l'Histoire sans avoir appartenu au langage courant des nationalistes.

« Oui, répond Krim, définitivement.

— À quand avez-vous fixé le commencement de l'action ? »

Krim a vu le piège. Grossier ! Décidément la tendresse pour un parti est un sentiment dont on devrait se méfier. On en profite. Krim n'avait plus beaucoup d'illusions. Il perd ses dernières. De toute façon, en juillet 1954, rien n'a encore été fixé quant à la date du déclenchement de l'action armée. Il faut que ce soit en 1954, à l'automne En tout cas avant décembre.

« Je n'ai pas de renseignements à te fournir sur ce plan, répond-il à Merbah. Nous n'avons rien fixé. Maintenant à toi de déterminer si tu veux que j'organise une rencontre avec le groupe. » Les instructions de Messali, olympiennes, sont très précises. « Le groupe, malgré ta participation, est centraliste, récite Merbah, et les centralistes à longueur de temps nous mettent en garde, nous, messalistes, contre une éventuelle action. Tu te fais piéger de ce côté. Méfiez-vous en outre de Messali. Si vous déclenchez une action, il vous dénoncera à l'attention du peuple comme des bandits.

— Pourquoi ce refus, ces menaces ? Tu ne veux pas te battre ?

— Si, mais rencontrer le groupe c'est rencontrer les centralistes et je m'y refuse. »

Les querelles internes sont plus importantes pour Messali que la révolution. Krim rompt le fer.

« Bien. Ne comptez plus sur nous. Nous sommes décidés. Il n'y a plus d'autre alternative. Adieu. »

C'est un peu théâtral. Les deux hommes le sentent. Ils se serrent tout de même la main. Les ponts sont rompus avec Messali qui est persuadé que seule « sa » révolution peut réussir puisque « seul » il représente l'idée nationaliste algérienne. Refusant l'alliance avec le C.R.U.A. il vient, en menaçant par personne interposée, de signer son arrêt de mort politique, mort qui sera précédée de bien des luttes, de bien des crimes, de bien des règlements de comptes. Mais cela ira vite. De la place de Chartres, en ce mois de juillet 1954, au massacre de Melouza, trois ans à peine auront passé...

Les messalistes ont répondu sans détour aux trois questions. Non seulement ils ne se joignent pas au C.R.U.A., mais ils menacent de s'opposer à son action. Voilà un problème réglé pour le groupe.

Avec les centralistes, cela va durer plus longtemps. Des contacts ont été repris par Boudiaf, Ben Boulaïd, Krim et Didouche avec Lahouel et son état-major Ben Khedda, Bouda, et parfois Yazid. Après plusieurs rencontres préliminaires qui ont souvent lieu chez Bouda, Lahouel se déclare pour l'action, l'action immédiate. C'est Ben Boulaïd le plus proche des centralistes qui va jouer le rôle tenu par Krim auprès des messalistes. Il connaît ses « cocos » du comité central et va lès

mettre à l'épreuve. Il accepte leur concours à « l'action immédiate » mais veut qu'elle soit confirmée, garantie par une aide financière importante qui servira à acquérir le matériel qui manque cruellement. Ben Boulaïd avance le chiffre de six millions — on augmente un peu le chiffre fixé aux premières rencontres suisses. Lahouel tique mais accepte finalement sous réserve de consulter les autres membres du comité central. Rendez-vous est pris entre Ben Boulaïd et Lahouel pour 17 heures devant la mairie d'Alger, sur le boulevard Carnot.

Le boulevard Carnot, à Alger, c'est la façade de l'Algérie des Français. C'est la première grande artère que le voyageur, lorsqu'il a quitté le bateau et l'enceinte du port, découvre à son arrivée dans la capitale. C'est impressionnant. C'est massif. C'est sûr. Ça donne confiance si ce n'est pas beau.

Du solide. Des façades ocre à colonnades, ou les architectes n'ont pas lésiné sur les frontons, les péristyles, les statues, le marbre et le stuc. Des façades où s'ouvrent les larges portes en bois, en fer, en acier des grandes banques, de *L'Echo d'Alger*, de l'Assemblée algérienne. On y trouve les bureaux, les sièges des grandes entreprises, des messageries, des armateurs, du vin, de l'alfa, du liège. Un kilomètre d'or en barre. Et au milieu, la masse blanche de l'Aletti et les façades mauresques de la préfecture et de la mairie. C'est là sur le front de mer que se sont donné rendez-vous Ben Boulaïd et Lahouel. Au milieu des files interminables, des groupes bruyants d'hommes et de femmes qui stationnent à la porte de la mairie, craintifs et perdus dans une paperasserie à laquelle ils ne comprennent rien, les deux hommes sont à l'abri de toute indiscretion.

Ben Boulaïd est arrivé le premier. Lahouel le rejoint. Il a un paquet sous le bras, enveloppé de papier journal. Pas un gros paquet, remarque Ben Boulaïd. Lahouel est gêné. Il tend le paquet.

« 500 000, murmure-t-il, je n'ai pas pu faire plus. »

Ben Boulaïd, qui sait très bien qu'à la scission c'est Lahouel qui est parti avec la caisse et les archives, ne prend pas le paquet. En quelques phrases bien senties, murmurées à voix basse alors qu'il a envie de hurler, d'engueuler « ce faux jeton » de Lahouel, il repousse l'offre indigne.

« Cette aumône, cette misère, c'est la preuve que vous n'êtes

pas pour l'action... »

Ben Boulaïd sait maintenant que Lahouel, ainsi qu'il avait fait lors des contacts de Berne, n'a pas eu l'intention de donner plus de 500 000 F. C'est son prix. Il n'estime pas devoir se mouiller plus avec le groupe. Lahouel réplique mollement, puis s'en va, son paquet sous le bras.

Ben Boulaïd se dirige vers la Casbah où il doit rendre compte à ses compagnons de son entrevue avec Lahouel. Il est ulcéré, dans le même état qu'était Krim après le refus assorti de menaces de Messali. Car au fond de soi, les deux hommes avaient gardé l'espoir de recoller les morceaux du M.T.L.D. grâce à la lutte qu'ils avaient décidé d'entreprendre. Aujourd'hui c'était le constat d'échec. Il ne restait plus que la révolution. Il s'agissait de ne pas la manquer.

Krim et Boudiaf sont installés devant un thé à la menthe.

Ben Boulaïd se laisse tomber sur le tabouret inconfortable. « Ils ne se sont pas décidés, dit-il, maintenant on ne doit plus compter que sur nous...

— Et se méfier de tous », ajoute Boudiaf.

Il ne se doute pas encore à quel point il a raison.

« Nous saluons votre investiture comme l'aube d'une politique nouvelle susceptible de réconcilier la grandeur de la France avec la liberté des peuples d'outre-mer... »

Ferhat Abbas (télégramme du 18 juin 1954 adressé au président du Conseil).

Le 18 juin 1954, l'arrivée de Pierre Mendès-France au pouvoir est accueillie en Algérie avec un immense espoir. J'entends en Algérie musulmane car chez les Européens influents ce Mendès a une odeur de soufre qui risque de troubler bien des nuits jusque-là sans rêves. Le clan des armateurs et des gros propriétaires terriens, grands amateurs de main-d'œuvre docile et bon marché, ne peut que s'inquiéter de l'arrivée au pouvoir d'un homme qui, lorsqu'il a eu à parler des difficultés françaises en Indochine, au Maroc ou en Tunisie, a dit : « Aucun peuple n'est jamais éternellement subjugué par un autre peuple. » S'il n'avait pas parlé de l'Algérie c'est qu'en France, en 1954, on ne parle jamais de l'Algérie où tout va bien.

Lorsque Pierre Mendès-France s'assoit derrière l'immense bureau doré du président du Conseil, qu'il a installé au Quai d'Orsay, ses préoccupations sont bien loin de l'Algérie. D'abord son gouvernement de « gauche » a à faire face, à l'Assemblée, à une majorité de « droite » et il redoute ses réactions lorsqu'il va falloir arracher les deux principales écharde plantées dans le sein « colonial » de Marianne : la Tunisie et le Maroc. Sans parler de l'Indochine où la France a le couteau sur la gorge — Dien-Bien-Phu est tombé depuis 1 mois et 10 jours. Mendès sait très bien qu'en Tunisie la domination des colons ne durera pas, qu'il faut y mettre un terme si l'on veut sauver les bonnes relations franco-tunisiennes pour l'avenir. Il faut aller vite. Le feu est dans la maison. Les fellaghas tiennent certaines zones où les militaires français ne peuvent entrer sans risques graves. Le terrorisme urbain est chose quotidienne. Le processus révolutionnaire est enclenché et il faut faire quelque chose. Et le « quelque chose » de Mendès, c'est la discussion, le dialogue avec les nationalistes les plus représentatifs, ceux du Néo-Destour. Voilà une attitude qui est loin de plaire au grand colonat algérien « C'est pousser l'Arabe à se révolter ! » Mais en Algérie il n'y a pas lieu de se soucier. L'atmosphère est bonne. C'est-à-dire qu'elle est habituelle. Chacun est à sa place. Personne ne bouge.

Bien que l'Algérie ne soit pas au premier rang des préoccupations gouvernementales, on ne s'en désintéresse pas pour autant. Mendès a été intrigué par la nervosité de François Mitterrand, son ministre de l'Intérieur, à propos de l'Algérie : « Je sens quelque chose, a-t-il l'habitude de dire, la situation est malsaine. Il va falloir s'en occuper. » François Mitterrand est allé à plusieurs reprises en Algérie, il y a constaté les abus habituels, la fraude électorale, il a pu aussi se faire une idée de la puissance de certains groupes financiers qui sont plus influents en Algérie que le gouverneur général ! Lorsque Mendès-France a constitué son gouvernement, Mitterrand lui a soufflé :

« Il nous faudrait quelqu'un en Algérie... » Et il avait proposé Jacques Chevallier en ajoutant : « Il vous amènera le concours de Blachette dont il est le protégé. » P.M.F. avait froncé ses gros sourcils mais Mitterrand avait ajouté :

« C'est un garçon indépendant et loyal. Il est maire d'Alger et tente d'appliquer à sa ville une politique progressiste. Il a pris avec lui des gens comme Francis, comme Lahouel. Et il faut avoir

du courage pour prendre cette position là-bas ! »

Pierre Mendès-France avait donc « embauché » le jeune maire d'Alger sur le portrait que lui en avait fait Mitterrand. Jacques Chevallier avait reçu le maroquin de secrétaire d'État à la Guerre. Un gouvernement Mendès et un Chevallier dans son gouvernement voilà qui inquiétait diablement une partie importante du grand colonat, cette forteresse que six hommes, recherchés par la police, sans armes et sans argent, s'étaient résolus à attaquer. Un colonat plus puissant que jamais puisqu'il a réussi à bloquer jusque-là le statut de 1947 qui a été voté par le Parlement. Un colonat qui peut, s'il le veut, ne pas faire appliquer les lois de la République ! Une République qui, il faut bien le dire, s'en fout « royalement » car qui se soucie de l'Algérie ?

Même un homme comme Mendès n'en connaît pas grand-chose. Sa première rencontre avec l'Algérie remonte à plus de dix ans, lorsque dans les derniers jours de 1943 il a été arraché de son avion, aux commandes duquel il avait repris du service comme simple officier, par un général De Gaulle grommelant : « Un soldat ne choisit pas le lieu de son combat. » Et il s'était retrouvé à Alger ministre des Finances du gouvernement provisoire. Les dossiers spécifiquement algériens qu'il avait vus défiler sur son bureau étaient donc surtout économiques. Mais Roger Goetz, l'un de ses collaborateurs, avait su le sensibiliser à l'Algérie. Goetz avait été directeur des finances du Gouvernement général d'Algérie et lui avait parlé de ce pays auquel il était très attaché : de ses problèmes, de ceux qui ne manqueraient pas de se poser. P.M.F. avait aussi entendu parler de l'Algérie au Conseil des ministres où siégeait le général Catroux, gouverneur général. C'est ainsi qu'il avait pris un premier contact avec une certaine réalité algérienne. René Capitant et le général Catroux avaient mis au point un plan d'éducation nationale qui avait permis à Mendès-France de constater le dénuement de l'Algérie en ce domaine. Les crédits avaient été débloqués et, dix ans plus tard, Pierre Mendès-France s'apercevra que, si ce plan avait été appliqué, bien des choses auraient changé en Algérie. Mais qu'est-ce qu'un plan d'éducation nationale oublié au fond d'un placard en face d'un statut voté par un pays et non appliqué par la volonté de potentats qui imposent leurs vues !

Après la guerre, dans les années 1950, Pierre Mendès-France, comme tout le monde, avait oublié l'Algérie devant les soucis

immédiats qui se présentaient. Ceux qui auraient pu lui parler de l'Algérie, il les rencontrait parfois lors des congrès de son parti, ils avaient nom René Mayer, homme politique de grande valeur qui parvenait au sommet de sa carrière, et Henri Borgeaud, sénateur radical, dont on disait qu'il « était » l'Algérie.

Mais bien que leur étiquette politique fût la même, un abîme séparait un Pierre Mendès-France d'un Mayer ou d'un Borgeaud. L'histoire que nous racontons montrera à quel point !

En juin 1954, l'avènement de Pierre Mendès-France prend des allures de catastrophe pour un Borgeaud. Radicaux tous deux ils ont une façon bien différente de considérer les problèmes politiques et sociaux. Comme cela arrive souvent, Mendès n'aura de pires ennemis au cours des huit mois pendant lesquels il conduira la France que ces « frères de parti » qui finiront par porter le coup de grâce à un gouvernement dont la « politique coloniale » compromet si fort leurs intérêts.

En Algérie ces intérêts sont immenses. C'est une véritable forteresse que l'Algérie française et coloniale de 1954 à laquelle le groupe du C.R.U.A. projette de s'attaquer dans les semaines qui suivent. Une forteresse financière et sentimentale. Il faudrait un livre pour l'analyser, un ouvrage bourré de chiffres, de statistiques, un livre où se côtoieraient les hôpitaux, les routes, les barrages, les écoles, l'hygiène, l'aide au chômage, bref toute l'œuvre bénéfique de la France en Algérie, et aussi les longues files de chômeurs, les populations illettrées, la famine qui rôde régulièrement dans les campagnes, l'exploitation systématique de populations sous-développées, et le mépris partout présent pour « l'indigène » opposé au « Français de souche » — car, dans le langage administratif, le Français de souche, c'est l'Espagnol, l'Italien, le Maltais aussi bien que l'Alsacien, le Breton ou le Charentais —, le mépris pour l'Arabe, le melon, le bic, le raton, le bicot, la mauresque, la moukère, le yaouled, ces êtres abâtardis qui ne craignent que le bâton et qu'il faut mener à la trique.

Il y aurait aussi les gosses qui vont ensemble à l'école. Européens et musulmans mêlés. Malheureusement, la proportion est loin d'être la même. Il y aurait les copains de bistrot, les conversations autour de l'anisette ou du thé, la cohabitation autour de Bab-el-Oued. La fraternisation. Les bons Arabes et les bons Européens. Et ils sont nombreux et ils sont peut-être la majorité. Mais il y a toujours cette proportion de 1 contre 9.

1 Européen. 9 musulmans. Il faut les tenir, sans quoi ils nous boufferont. Et plus on fait partie des derniers échelons de la société européenne, plus on a de contacts avec les Arabes, plus on a peur d'eux. Qu'ils ne vous prennent cette petite place qui fait vivre la famille à Bab-el-Oued ou à Belcourt. Pourquoi un petit épicier ne serait pas arabe ? Il y en a d'ailleurs et de plus en plus. Et des pêcheurs. Et des garçons de bureau et des tout petits mécaniciens, et des ouvriers sans grande spécialisation. Un bourgeois, un intellectuel peut se permettre d'être libéral. Pas un petit pied-noir ! Tout le monde sait cela. Tout le monde sait à quel désespoir cela conduira après une tragédie de sept ans à l'aube de laquelle nous nous trouvons.

Alors à quelques semaines du début de la lutte, je préfère me pencher sur les personnages clefs qui soit représentent, soit se servent de cette masse populaire, qui la manient, la dirigent, lui soufflent ses slogans, ses désirs, sa façon de voter. Servis ou desservis, pour certains d'entre eux, par la faiblesse d'un gouvernement central dont la stabilité n'est pas le fort et sur qui ces personnages clefs ont barre grâce aux voix dont ils disposent au Parlement, ils dirigent la politique économique et sociale de cette immense Algérie au mieux de leurs intérêts. Avec bonne foi aussi car ils sont certains d'avoir raison et de tenir entre leurs mains puissantes le bonheur d'un peuple. La puissance de ces hommes clefs constitue une sorte de gouvernement parallèle en Algérie. Leur pouvoir est autrement important que celui d'un-gouverneur général qui est pourtant l'émanation, la représentation, du gouvernement de la République. Mais les gouvernements, les gouverneurs passent. Eux restent. Depuis des générations. Ils ont fait l'Algérie. Ils sont l'Algérie. Ils sont tellement forts, tellement puissants, qu'ils ne peuvent penser un instant que cette masse inerte et ignorante pourrait un jour se soulever, il suffit d'être vigilant, de la surveiller, de la faire progresser un peu, de la mater beaucoup.

Trois hommes dominant l'Algérie en 1954. Un triumvirat dont les intérêts et les buts sont souvent différents mais dont les membres doivent se supporter. Leur puissance est telle qu'aucun d'eux ne pourrait lutter contre l'autre sans dommage important. Ce triumvirat est formé de Borgeaud, Blachette, Schiaffino.

Eh ! voilà, vont dire certains, voilà un homme qui va, une fois de plus, faire porter la responsabilité de tout ce qui est arrivé en

Algérie à trois hommes qui ont été trop riches et qui ont cristallisé autour de leur compte en banque la haine de tout un peuple. Non ! Rassurez-vous, ce serait trop facile, trop simple que la réussite ou l'échec de trois hommes soit la cause de ce drame qui va saigner à blanc le peuple algérien, qui va briser la vie de centaines de milliers d'Européens d'Algérie, qui va porter au flanc de la France une blessure qui aujourd'hui se cicatrise lentement mais qui suppure encore.

Ces trois hommes, leur vie, leur action, sont des symboles. Ils incarnent plus que des milliards, plus qu'une influence essentielle sur la vie politique française, ils incarnent la diversité des opinions du Français d'Algérie. Leurs oppositions, leurs programmes bien différents, leurs alliances montrent la complexité de la politique algérienne, la diversité des intérêts, les voies diamétralement opposées pour parvenir à un même but : que l'Algérie continue d'être française.

Lakhdar Ben Tobbal, qui va apparaître bientôt dans ce récit puisqu'il sera l'un des premiers à se joindre aux six du C.R.U.A., qui jouera un rôle essentiel dans la révolution algérienne puisqu'elle le conduira à siéger autour du tapis vert de l'hôtel du Parc à Évian, dira un jour à Charles-Henri Favrod : « Henri Borgeaud mérite le titre de héros national. Sans lui et ses semblables, il n'y aurait jamais eu d'Algérie unanime. » Mais Lakhdar Ben Tobbal n'a jamais dit ce qui se serait passé si un Blachette avait été le plus fort, si dans les années 1950-1955 il avait réussi à convaincre l'Algérie de lâcher la bride, de considérer « l'indigène » comme un « Français à part entière », si le gouvernement de Mendès-France, à qui il apportait son soutien complet, avait duré plus de huit mois. Boudiaf l'avouera : « Incontestablement, la politique de Mendès nous a gênés ! Beaucoup de militants nous ont fait valoir qu'une solution pacifique était désormais possible. Pour notre part cela nous paraissait une profonde illusion, mais ce sentiment n'en existait pas moins... »

Illusion ? C'est vrai quand on pense à quoi tenait la « peau d'un gouvernement » comme celui d'un Mendès radical qui chutera sur un ultime croc-en-jambe lancé par les radicaux de Mayer téléguidés par Borgeaud, comme la suite de ce récit le montrera !

Oui, en 1954, l'Algérie c'est vraiment la trinité Borgeaud,

Blachette, Schiaffino !

À tout seigneur tout honneur.

Henri Borgeaud. Un grand bonhomme. Un seigneur radical de la Troisième République, sans faste, à la bonne franquette, attaché aux traditions. Pas d'ostentation. Du solide qu'on a bien en main mais qu'il faut sans cesse consolider. Une vertu principale : le travail, qui passe avant tout. Ce travail grâce auquel on a édifié la forteresse financière, le travail grâce auquel on la conserve. C'est un féodal au sens noble du mot. Un chef de tribu, de clan, qui lève l'étendard si l'on attaque ses membres qu'ils soient de sa famille ou de ses alliés. Et par alliés il entend aussi bien ses employés et ouvriers musulmans que ses cadres européens, 6 000 personnes environ ! D'ailleurs ses ouvriers musulmans l'adorent. Il paie bien, il nourrit bien. Il loge aussi. Il scolarise à Cheraga, à Guyotville, à La Trappe, le domaine le plus cher au cœur de Borgeaud. Le seul endroit au monde où, l'œil sur son millier d'hectares de vigne, entouré de ses féaux, du respect de ses Arabes, Henri Borgeaud, dans un vieux costume qui poche aux genoux, soit parfaitement heureux. Paternaliste il l'est jusqu'au bout des ongles qui ont su gratter la terre à laquelle il tient pardessus tout. Il lui appartient de décider de ce qui est bon ou ce qui n'est pas bon pour tous ceux qui vivent et qui travaillent sur ses domaines. Et ce qui est bon pour La Trappe est bon pour l'Algérie. Ses ouvriers l'aiment car il les paie bien et fait instruire leurs enfants qui travailleront ensuite sur la propriété. Mais c'est lui Borgeaud qui distribue tous ces bienfaits. Qu'on se le dise. Ce n'est et ce ne sera jamais un Droit !

La fortune s'est faite en trois générations. Les Borgeaud sont suisses d'origine. À peine vingt ans après que les Français eurent débarqué à Sidi-Ferruch, la « Société genevoise » régnait sur vingt mille hectares près de Sétif. On en parla dans le Valais et de pauvres paysans valaisans quittèrent leurs vertes et calmes montagnes pour la grande aventure algérienne et le mirage de la fortune. Celle des Borgeaud sera loin d'être un mirage.

Déjà le grand-père d'Henri Borgeaud a assez d'argent et d'influence pour profiter de la liquidation des biens religieux. Décidée à la suite de la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican. Les pères trappistes voient leurs 1 000 hectares de Staoueli, l'une des plus belles propriétés de la colonisation officielle — soixante ans d'efforts — passer entre les

mains de ces Suisses. On gardera le nom du domaine : La Trappe. C'est du malheur des trappistes que viendra le bonheur des Borgeaud.

La Trappe c'est la « maison mère » de l'empire Borgeaud qui, en cinquante ans, ne fera que se développer. C'est pour cela qu'Henri Borgeaud s'y sent si bien. Il est né avec le siècle. Il est presque entré dans la famille en même temps que La Trappe. Il a les vertus suisses d'ordre, de travail et d'économie. Et très vite il attrapera le virus très français de la politique. D'ailleurs la Suisse, c'est un vieux souvenir de la famille. Chez Borgeaud, on est français, on vit en Algérie, département français, on participe intimement à la vie politique de la France.

À l'époque qui nous intéresse l'empire que contrôle cet homme grand, fort, au crâne dégarni entouré d'une couronne de cheveux bruns, au nez sec et proéminent est immense.

D'abord La Trappe. Quarante mille hectolitres de vin par an et une maison superbe qui, des années après le départ de la France, témoignera de la « maison du colon » tout comme jadis la « maison indigène » attirait les touristes au haut de la Casbah!

Puis le Chapeau-de-Gendarme, quarante-cinq mille hectolitres et cent hectares d'agrumes pour ne pas laisser perdre la place. Et les cigarettes Bastos, la gauloise d'Algérie. Et le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, dont Borgeaud est administrateur en même temps qu'il l'est, je cite au hasard, des Moulins du Chétif, des Cargos algériens, de la Nord-Africaine des Ciments Lafarge, de la Distillerie d'Algérie. Je m'arrête car cela ressemblerait à l'annuaire de la chambre de commerce d'Algérie.

En 1954, en Algérie, on boit Borgeaud, on fume Borgeaud, on mange des agrumes Borgeaud, on place ou on emprunte Borgeaud.

Mais avant tout, Henri Borgeaud, c'est le vin d'Algérie. Le vin avec un grand V. Il faut bien cela car il rapporte des fortunes. L'explication tient en une seule phrase : les vigneron paient leurs ouvriers trois ou quatre fois moins que les vigneron des Corbières et leur vin se vend au même prix ! On est en France, ne l'oublions pas. Mais avec une population ouvrière de sous-Français. Et c'est ce qui explique bien simplement la politique réactionnaire du bon papa Borgeaud qui « paie si bien ses ouvriers » par rapport aux autres colons.

Toute libéralisation des conditions économiques et sociales de l'Algérie bouleverse le rapport des monopoles. Il est l'un des grands adversaires de la Sécurité sociale (assortie pourtant d'un régime spécial différent de celui en vigueur en France) et de son extension à l'agriculture. Car beaucoup d'ouvriers qui sont correctement payés n'ont pas de fiche de paie, ne sont pas déclarés. Qui oserait venir mettre son nez dans les affaires d'hommes qui « font les élections » ? Toujours elles. La seule chose de l'Algérie qui intéresse Paris !

Et l'empire politique d'Henri Borgeaud est à la mesure de son empire financier. Il a dans sa vie deux amours : ses terres et la politique. Il est l'archétype du sénateur radical. Avant tout un paysan. Un homme de la terre. Bourru mais bonhomme, d'une absence totale de coquetterie qui rassure, la poignée de main facile, la tournée des municipalités efficace. Il a su employer systématiquement les techniques radicales-socialistes de conquête et de maintien au pouvoir.

Ses instruments ? D'abord les très efficaces et très puissants comités du parti radical. Il y en a à peu près dans tous les arrondissements. Borgeaud, la vigne, contrôlait tout Alger. Son fidèle allié Munck, vigne et tabac — un clan à lui tout seul — contrôlait Constantine. L'Ouest algérien échappait un peu à Borgeaud. On y était plus partagé et le radical Marcel Flinois — avocat que ses activités au barreau n'empêchent pas de contrôler les céréales du Sud et des hauts plateaux — était plus attiré par le libéral Blachette que par le gros Borgeaud.

Voilà pour les comités du parti radical. Mais par ce canal, l'influence de Borgeaud sur les municipalités et les conseils généraux est énorme. On sait qu'il fait les élections et le Gouvernement général est loin de négliger le tout-puissant sénateur d'Alger. Enfin, son influence à Constantine, à travers ses vieux amis les frères Léopold et René Morel, propriétaires de *La Dépêche de Constantine*, est grande. C'est par les frères Morel qu'Henri Borgeaud s'est lié avec René Mayer» Celui-ci est l'une des têtes du parti radical ; il a toujours cherché un point de chute sûr et il a choisi Constantine dès 1946. L'une des têtes du parti radical et le patron des fédérations radicales d'Algérie ne peuvent que bien s'entendre. Mis en rapport par les frères Morel les deux hommes font mieux encore. Ils se lient. Oh ! sans que l'un soit l'homme-lige de l'autre. La personnalité, l'intelligence, la déjà

vieille expérience politique du leader radical se suffisent à elles-mêmes. Il est l'homme des groupes puissants : les chambres d'agriculture, les sociétés concessionnaires, la fédération des maires. Ce n'est pas Borgeaud qui, en Algérie, « fait » René Mayer comme Blachette fera Jacques Chevallier. Non ! Mais l'association fidèle et amicale de deux puissances ne peut être que bénéfique. Et puis René Mayer, c'est l'Assemblée alors que Borgeaud n'est que sénateur. René Mayer sera l'homme dans la place, suffisamment connu et important pour devenir le chef du groupe de députés que « contrôle » déjà le Monsieur de La Trappe, type Quilici ou le général Aumeran auxquels s'ajoutent des hommes qui ont des « affinités » : André Marie, Martinaud-Déplat, Cornu, Médecin et bien sûr une grande partie des élus tunisiens, marocains, algériens. Ça fait du monde lorsqu'une majorité tient à un fil. C'est une drôle d'épée de Damoclès suspendue au-dessus du fauteuil présidentiel ! Ça donne des arguments de discussion !

L'empire Borgeaud n'a pas de journal personnel mais celui des frères Morel, *La Dépêche de Constantine*, et celui d'Alain de Sérigny, *L'Echo d'Alger*, sont des tribunes suffisantes, des leviers populaires assez puissants pour suffire à Borgeaud. Il serait injuste d'oublier parmi les alliés d'Henri Borgeaud le tout-puissant maître des Renseignements généraux, l'habile et grand policier qu'est M. Costes. Quand, en janvier 1955, Mendès prendra la décision de « changer » de gouverneur général pour remplacer Léonard par Soustelle, il décidera de purger également la police, de reprendre en main un corps de l'État qu'il trouve un peu trop indépendant. Cela sera fatal à son gouvernement. Le groupe Mayer le fera chuter. Si René Mayer lui en veut d'avoir envoyé Soustelle, Borgeaud ne lui pardonnera pas de lui avoir enlevé « son » Costes.

Du contrôle des municipalités au pouvoir sur un gouvernement c'est cela l'empire Borgeaud. Un empire créé de la terre, à la base, par de multiples contacts, de multiples alliances, souvent du bricolage de canton. Henri Borgeaud ne néglige rien ni personne. Le résultat est babylonien. Et pourtant, carré dans son fauteuil, dans la grande salle de séjour de La Trappe, fagoté dans un costume qui lui va mal — comme tous ses vêtements — Borgeaud n'a rien d'un Nabuchodonosor !

Le second personnage du triumvirat, Georges Blachette, n'a de

commun avec Borgeaud qu'une immense fortune. Elles se valent. En dehors de cette équivalence de richesses rien ne peut rapprocher Blachette de Borgeaud. Ni les origines, ni les activités, ni la façon de vivre, ni les idées, ni le physique, encore moins la politique.

Georges Blachette, en Algérie, c'est le roi de l'alfa. C'est sa seule base financière. Elle est de taille. Il possède la concession quasi exclusive de l'alfa. Concession et non propriété des terrains. Ainsi, il n'a pas d'immobilisation foncière. La clef de voûte de ses investissements est essentiellement industrielle. Il a ses usines de conditionnement et ses réseaux commerciaux. Ses débouchés ? Presque uniquement l'Angleterre où il vend son alfa aux usines de papier et de cellulose. Blachette, pour l'Algérie, c'est 20 % des devises qui entrent dans le pays. 20 %. Un seul homme ! La famille est pied-noir de longue date. Originaire du midi de la France. La fortune Blachette est récente. C'est le père de Georges qui l'a édifiée sur le négoce des bois en Algérie. L'alfa, c'est Georges Blachette. Tout seul.

N'étant pas attaché à la terre il s'est tout naturellement orienté vers les activités nouvelles, car il n'est pas homme à laisser dormir son argent. Il contrôle la Société algérienne des eaux, les Eaux d'Oran, la Société méridionale d'exploitation de carrières — des pierres dont ses ennemis feront beaucoup parler — et puis il faut bien aussi s'intéresser à l'agriculture dans un pays comme l'Algérie, alors il « s'occupe » des agrumes de la vallée du Chélif près d'Orléans-ville, des vergers de Malakoff, des domaines de Ben-Saïd, des Aït-Berrezouine. Il faut bien s'arrêter dans une énumération qui lasse vite ceux — les plus nombreux — qui n'ont pas été actionnaires de ces puissantes sociétés du groupe Blachette.

Cet homme timide et très fermé est un homme de coulisse. Rien du bon papa type « conseiller général de l'Indre » qu'est Borgeaud avec sa poignée de main facile et ses petites influences au niveau du canton ou de la sous-préfecture. Blachette n'attaque qu'à la tête : le Gouvernement général. Il soigne particulièrement le secrétaire général, qui tient entre ses mains les activités industrielles, et le directeur des finances. Les gouverneurs généraux passent et ceux-là restent. Le poste de directeur des finances du G.G. a toujours été très recherché. C'est un poste où l'on n'a pas de souci à se faire pour sa retraite, que l'on attend

même avec impatience. Un fauteuil d'administrateur de grosses sociétés vous tend toujours les bras. Blachette joue donc de son influence sur l'administration. C'est un homme que l'on a bonne conscience à « favoriser » car c'est sans doute l'industriel le plus aimé de l'Algérie. « C'est un brave type », disent ses ouvriers qui ne l'ont jamais vu. N'ayant pas d'enfant il a attribué la maison «-mère», l'affaire de bois de papa Blachette, à l'ensemble de son personnel fixe (2 à 3 000 personnes, alors que pendant les récoltes d'alfa il règne sur plus de 20 000 travailleurs). Les bénéfices de l'affaire de bois sont ainsi répartis entre les ouvriers de ses différentes usines. Ce n'est pas une mesure de basse démagogie, cela répond à un besoin profond de libéralisme que ce grand bourgeois tient ancré au plus profond de son cœur. Et sa politique va s'en ressentir.

Car ce petit monsieur, rond, aux cheveux bruns et argentés, à la santé fragile — il souffre de l'estomac et ne boit que de l'Évian ou du Vittel — cet être cultivé, fin, mais un peu complexé par sa petite taille et par la difficulté qu'il a de parler en public — il n'a rien d'un tribun — a décidé, dans les années 50, de se lancer dans la politique. Il ne pouvait plus supporter qu'un Borgeaud, après tout pas plus riche que lui, ait cet avantage immense pour tout homme déjà béni des dieux de la fortune : le pouvoir politique. Il lui faut un homme et un journal. Il aura Jacques Chevallier et *Le Journal d'Alger*. Les deux lui vaudront de solides et tenaces haines dans un pays où il faut un sacré courage pour démarrer dans la politique avec l'étiquette libérale accrochée à son costume ! Surtout quand on est milliardaire.

Jacques Chevallier au moment où il se lie avec Blachette est depuis cinq ans dans la politique. Il s'y est lancé en 1945. Il a eu des hauts et des bas. Député, puis blackboulé, Blachette lui offre la plate-forme financière qui lui manquait pour faire une carrière digne de ses ambitions, car le jeune homme est ambitieux.

Il fait connaissance de l'immense villa d'Hydra où Blachette cache une femme invisible qui ne lui a pas donné d'enfants, une tripotée de chats qu'il adore et des armoires pleines de costumes soyeux, sombres ou gris clair, comme il les affectionne. Lorsque l'on rencontre Blachette à l'Aletti, dans les petites boîtes de la côte ou au privé du Casino de la corniche avec quelques-unes de ses admiratrices — il a beaucoup de charme — on remarque son élégance. Il est toujours tiré à quatre épingles. Donc Jacques

Chevallier sera l'homme public que Blachette déteste être. Ils ont les mêmes idées libérales : une évolution de l'Algérie allant jusqu'à une certaine autonomie politique préservant les droits des Français. C'est à peu près le programme du premier manifeste de Ferhat Abbas, avec qui Blachette est lié bien qu'il lui préfère un Farès, dont il contribuera à faire la carrière en le soutenant auprès de l'administration qui — on l'a vu — fait les élections. Blachette fera d'Abderrahmane Farès un président de l'Assemblée algérienne, l'année où le fauteuil est réservé à un musulman.

La tribune populaire sera *Le Journal d'Alger*, petit journal que Blachette va racheter pour une grosse centaine de millions. Cette feuille a eu une vie mouvementée. *Le Journal d'Alger* est né en 1945 de la dévolution des biens de *La Dépêche algérienne* d'Eugène Robbe et Raoul Perrier. Pendant la guerre, *La Dépêche algérienne* avait honteusement collaboré ce qui entre 1940 et 1942 n'horrifiait pas grand monde ! Mais quand les « fers à repasser », insignes de la Légion, jonchèrent les trottoirs lors du débarquement allié, Robbe et Perrier avaient *La Dépêche* sur les bras. Et on ne jette pas un journal dont on est propriétaire comme on se débarrasse d'un insigne devenu encombrant. Ils jugèrent prudent de se faire tout petits et, bien que revenant en discrets financiers en 1943-1944, ils laissèrent « les rênes » à Paul-Emile Viard, qui sera député M.R.P., et à Louis Cardonna. En 1945, à la Victoire, Paul-Emile Viard et Louis Cardonna se séparent du groupe Robbe-Perrier et restent seuls patrons du *Journal d'Alger*. Mais le journal bat de l'aile, Cardonna-Viard ne gagnent pas d'argent. Blachette achète le titre et fait du *Journal d'Alger* la tribune libérale que l'on ne s'attendait pas à voir se dresser et qui va déchaîner la colère des colons réactionnaires.

Mais Blachette n'est pas un homme seul. Si Borgeaud règne sur le Constantinois, son domaine c'est l'Oranie où son meilleur ami est Marcel Flinois, ce radical qui devrait soutenir le vieux patron Borgeaud mais que ses idées libérales lient à Blachette. Autour de lui se regroupent les gaullistes du maire Fouques-Duparc et les jeunes Turcs de l'agriculture oranaise. La sympathie, l'appui de Pierre Laffont et de son *Echo d'Oran*, libéral, n'est pas négligeable. Voilà donc l'armée Blachette : général : Jacques Chevallier. Blindés : *Le Journal d'Alger*. Troupes : la jeune Oranie et les musulmans de Farès et de Ferhat Abbas. Il faut bien cela pour résister au tir de barrage des gros

colons et des petits Blancs. Tout ce qu'il y a de colonialiste lui tire dessus à boulets rouges. Si Borgeaud le déteste, son pire ennemi est tout de même le troisième homme du triumvirat : Laurent Schiaffino.

Schiaffino, c'est le Napolitain, petit, brun, sec, dur comme le bois d'olivier, le cheveu noir de jais, ondulé, le nez busqué. Des quais de Naples d'où il y a deux générations les Schiaffino ont émigré, il a gardé, ataviquement, le goût du beau vêtement et de la mer. Les Italiens en Algérie c'est une catégorie à part. Les Français qui ont été les premiers colons sont venus de Drôme, des Hautes-Alpes, de l'Alsace, de l'Aveyron et de l'Ardèche, de l'Isère et du Tarn, du Vaucluse et de l'Ariège. C'étaient des durs à la tâche auxquels les Espagnols misérables sont venus apporter une main- d'œuvre Spartiate. Ils ont fait l'Algérie de la colonisation, ils ont gratté le sol aride, ils se sont installés partout et ont travaillé, à l'époque, comme font les Arabes aujourd'hui. Les Italiens, eux, ont su profiter du travail de cette main-d'œuvre. Le sol était aux premiers arrivants, pourquoi lutter contre eux ? Apportons-leur nos services ! Les maçons des Pouilles, les ouvriers des chantiers calabrais, les manœuvres napolitains des chemins de fer en construction ouvrent avec le premier argent mis de côté des bistrotts, de petits hôtels, des fabriques de pâtes, de petites distilleries. Les moins riches, les moins économes se font cochers publics ou de maître, se font bateliers. Les Schiaffino, eux, se font transporteurs maritimes. Avec bonheur. Laurent Schiaffino, la troisième génération, règne sur un empire flottant que domine le pavillon jaune frappé du S majuscule. L'Algérienne de navigation, c'est lui et lui tout seul. Il transporte le vin, tout le vin, et les minerais algériens. Sa flotte ? Quinze pinardiers et cinq cargos mixtes. Il contrôle quatre mille à cinq mille personnes car cet Italien d'origine ne va pas laisser sur « ses » quais des dockers décharger « ses » bateaux pour le compte d'un autre ! C'est lui qui les engage et les paie. Les dockers sont aussi Schiaffino. Puisqu'il transporte des minerais, pourquoi n'y investirait-il pas quelques-uns de ses gigantesques bénéfiques ? Il est « fortement minoritaire » dans les phosphates du Kouif, administrateur des phosphates de Constantine, de la Société générale de transports maritimes à vapeur, de la Banque industrielle de l'Afrique du Nord, de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie.

En 1954, c'est la première fortune d'Algérie ! Borgeaud et

Blachette viennent seulement au second rang.

Si Blachette est un homme de coulisse, Schiaffino est un homme de souterrain. On ne le voit jamais. C'est l'Arlésienne d'Alger, l'armateur distant et solitaire, protégé par de multiples barrages de directeurs, de directeurs adjoints, de secrétaires de direction, de secrétaires tout court. C'est l'homme invisible qui gouverne son empire par directeurs interposés. On ne le voit en public que lors de grandes processions. C'est encore l'atavisme napolitain. Il est catholique avec ferveur, avec ostentation. Il pratique avec l'exagération de certaines grandes familles italiennes. Autant il se fait discret dans la conduite de ses affaires, autant il veut qu'on le voie lors des dialogues publics avec Dieu ! Il patronne la procession de Notre- Dame d'Afrique et figure au premier rang du défilé.

Laurent Schiaffino vit dans une luxueuse villa, c'est normal. Mais il y vit presque cloîtré avec sa famille. La tradition napolitaine est très proche de celle des Arabes. Les femmes ne sortent pas. Il est des villages du sud de l'Italie où l'on exhibe encore à la fenêtre le drap de la nuit de noces. Et si Laurent Schiaffino n'a pas gardé les traditions paysannes de la génération de grand-papa, il est resté le paterfamilias sévère et rigide. On ne parle jamais de ses enfants, il ne le tolérerait pas, alors que les « merdiers » des enfants Borgeaud nourrissent les conversations des « parties » de l'Alger doré.

Nationaliste, pieux, sectaire, âpre au gain, ce n'est pas un tendre que M. Schiaffino ! Il y a chez cet armateur une soif de puissance qu'il va chercher à étancher grâce à la politique. Il est le dernier des trois « Grands » algérois à s'y lancer. D'abord il n'est pas concevable qu'un Borgeaud ait une puissance politique, qu'un Blachette y réussisse avec quelque bonheur et qu'un Schiaffino, le plus riche des trois, l'ignore.

Borgeaud fait dans la réaction bourgeoise, Blachette dans le libéralisme, lui, Schiaffino, fera dans la clientèle dure, dans « l'ultra ». A-t-on jamais vu, d'ailleurs, un armateur libéral ? Il va cristalliser autour de son nom la fraction la plus dure de l'électorat, ceux qui trouvent que Borgeaud est un mou, ceux qui ont peur de l'Arabe, une peur panique, parce qu'ils sont tout près de lui, les petits, les sans-grade, les sans grande qualification, tous ceux que la moindre évolution du peuple musulman risque de léser.

Laurent Schiaffino, sénateur d'Alger, a acheté la deuxième fraction de la défunte *Dépêche algérienne*, celle d'Eugène Robbe et Raoul Perrier. Leurs opinions sont dans ses vues. On bénéficiera de l'ancienne clientèle. Le père de l'actuel Robbe, Eugène Robbe a une rue à Alger, en plein Bab-el-Oued. Il avait édifié la puissance de *La Dépêche* en faisant l'organe du colonialisme militant d'avant 1939. Bab-el-Oued, le petit colonialisme militant, voilà une clientèle qui séduit particulièrement l'armateur.

« Sa » *Dépêche* s'appellera *La Dépêche quotidienne*. Son programme sera d'être « contre ». On rivalisera avec *L'Echo d'Alger* de Sérigny qui apporte un peu trop son soutien à Borgeaud. « Contre » la moindre libéralisation, « contre » toute évolution sociale qui risque de compromettre la situation de ces petits Blancs qu'il défend et, accessoirement — mais c'est un accessoirement à son avis fort important —, son empire, car il est « accognier » et armateur. Si l'accognier doit payer ses dockers plus cher, c'est l'armateur qui voit ses bénéfices compromis.

Cette politique fait l'affaire des toutes-puissantes chambres de commerce qui contrôlent les ports sur lesquels flotte le S de Schiaffino. Elles lui apportent leur soutien total. Son appui algérois sera Raymond Laquière, président de l'Assemblée algérienne. La puissante fédération des maires en la personne d'Amédée Froger ne lui sera pas hostile. Telle est la situation de ce Napolitain au sang chaud et à la tête froide qui, pour l'heure, représente la première fortune d'Algérie.

Le terrien, l'industriel, l'armateur — avec leurs opinions opposées, leurs origines distinctes, suisse, française, italienne, leurs intérêts différents — sont en 1954 les trois rois, les trois potentats d'Alger, les représentants de ces Français d'Algérie dont la mentalité inconnue en France est née de la fusion des mœurs, des habitudes, des races aussi, de peuples méditerranéens bien différents. Un peuple nouveau qui a son langage, ses coutumes, sa façon à lui de trancher les problèmes. Un cousin germain que la France ne connaît pas bien. On n'a pas tellement l'habitude d'aller les uns chez les autres. On se voit aux guerres mais pas aux fêtes. Pourtant on a les mêmes, qu'on célèbre aux mêmes dates !

Autour de ces trois monstres — je dis monstre comme on dit colossal, comme on dit monstre sacré, quelles que soient les

opinions on est forcé d'être un peu en admiration devant de tels hommes, de telles réussites — grouillent des personnages secondaires. Secondaires par rapport aux trois bastions que sont Borgeaud, Blachette, Schiaffino, mais qui jouent un rôle souvent important à l'ombre, ou en complément de tel ou tel groupe. Ils sont très différents les uns des autres. Qu'on ne m'accuse pas de les mettre sur un pied d'égalité mais leur importance est grande dans l'histoire qui nous intéresse. Il faut de tout pour faire un monde, et encore plus pour faire des élections ! Et comme on le dit à la Comédie-Française les seconds rôles jouent souvent plus que les premiers. Ils font moins parler d'eux mais tout de même, sans leur jeu, il n'y aurait pas de représentation !

Le comte Alain de Sérigny, propriétaire de *L'Echo d'Alger* — le second en tirage (le 1^{er} étant *L'Echo d'Oran*) mais le premier en influence politique — doit sa carrière à la défection d'un fils de famille et à un très beau mariage. Le grand minotier d'Alger Jacques Duroux — la Farine, comme on dit le Vin pour Borgeaud ou l'Alfa pour Blachette — vieux radical, « front popu » en 1936, a un journal et un fils. Il aime autant *L'Echo* que Jean. Il les destine l'un à l'autre. Mais Jean Duroux, héritier d'une immense fortune, préfère les minoteries, les cargos et le plaisir à *L'Echo* et aux servitudes de la politique. Alain de Sérigny, engagé par le père, est entré dans la famille — il est le beau-frère de Jean Duroux — il jouera donc au sein de *L'Echo* le rôle délaissé par le fils. Il le jouera magnifiquement. Il « fait » la politique de l'Algérie de 1945 à 1954.

Une politique qui explique qu'un jour six hommes dans une maison de la basse Casbah décident de dynamiter la forteresse. Alain de Sérigny, violent, irascible comme tous les gens qui ont à souffrir physiquement — il est affecté de douleurs nerveuses horribles qui crispent le trijumeau et le poussent, en crise, à se rouler par terre — a fait sa carrière politique sur le *non*. Comme Borgeaud. Comme fait plus tard Schiaffino. Mais *L'Echo* « en remet » il fait des surenchères sur les positions de l'armateur. C'est non à tout. Non à la Sécurité sociale, non aux augmentations de salaires, non au statut de 1947 — je l'avais oublié —, non aux cités musulmanes de Jacques Chevallier, que Sérigny attaque tout particulièrement après avoir soutenu son élection à la mairie d'Alger par le hasard des alliances temporaires et parce que Chevallier avait fait ses premières armes à *L'Echo* alors que le père Duroux y était encore influent.

En 1954, Alain de Sérigny est un groupe à lui tout seul. Cet aristocrate nerveux sait magnifiquement donner à son journal ce mouvement de balancier que l'on connaît bien dans certaines salles de rédaction et qui oblige leurs locataires à avoir le cœur bien accroché et leurs sollicitateurs, la reconnaissance fidèle. Sérigny est surtout l'allié de Borgeaud mais sait donner, quand il vient la demander, la parole à Laquière, donc à Schiaffino. On ne verra jamais apparaître le nom de Schiaffino dans *L'Echo d'Alger* car depuis que le jeune Duroux, non content de la farine, fait aussi dans le cargo, il y a de l'eau dans le gaz entre les deux forteresses. Mais il y a heureusement loin de là finance aux idées. Et si l'on ne reçoit pas Schiaffino dans les colonnes de *L'Echo*, ses représentants et ses alliés y trouvent le meilleur accueil, d'autant que la plume acérée du comte y va souvent plus fort « dans la rédaction » que celle des féaux de l'armateur.

Marcel Belaïche ne mange pas de ce pain-là. Il est juif. Il est riche. Son père a fait fortune dans l'immobilier. Il gère des dizaines d'immeubles, des taudis de la basse Casbah aux appartements somptueux de la rue Michelet. Et il adore la politique dont il est, à Alger, un Jean de la Lune influent. Il fait de la politique par bienfaisance. Il est celui qui arrange les coups, qui obtient une bourse au petit Ben Khalifa nécessiteux, un tabac à la veuve Haïche, une pension à Teboul qui sait si mal se défendre. Il est le Mur des Lamentations algérois, il est la providence des juifs. Il « fait du bien ». On le lui rend bien au moment des élections ! Et il connaît des méthodes qui réussissent dans le milieu où il est influent. Il emploie encore les vieilles — et efficaces — ficelles de la III^e République, celle du billet coupé — une moitié avant, l'autre moitié si le candidat souhaité est élu. Marcel Belaïche est également très apprécié des milieux arabes. Son influence sur la population juive et sur une partie, des Arabes le fait rechercher comme caution. Borgeaud aurait voulu se l'attirer. Il aurait eu ainsi son « bon juif » à accrocher à sa panoplie auprès du « bon Arabe ». Mais c'est à Blachette et à Farès que Belaïche donne son influence. Ses ennemis sont Schiaffino et Borgeaud. Non les hommes mais ce qu'ils représentent. Son, père lui a raconté, comme tous les pères juifs d'Algérie, l'antisémitisme de 1900 où Maltais, Espagnols, Italiens, dans leur catholicisme exacerbé et dans leur peur de voir la concurrence augmenter en même temps que l'arrivée de ces nouveaux citoyens français, hurlaient « Mort aux juifs, bourreaux

de Jésus ! ». Lui-même n'avait « récupéré » sa carte d'identité française que lors du débarquement américain. Les « fers à repasser » se passaient aisément de « cette racaille mètèque ». Les juifs seront, en majorité, Blachette.

Nous n'avons pas encore parlé d'un milieu interlope, pas recommandable du tout mais bien utile en politique, surtout en période d'élection, c'est le « milieu ». Tous les grands partis politiques de tous les pays capitalistes les ont toujours employés. Tout ces « milieux » vont de l'un à l'autre avec un éclectisme qui les honorerait s'il n'était uniquement guidé par des considérations financières. Celui d'Alger ne faillit pas à la règle. Il est dominé par Kaïda, un petit bonhomme, râblé, gros, à la quarantaine avantageuse qui avec ses Corses contrôlait les jeux, la prostitution. Le Sphinx et la Lune, les deux grands bordels d'Alger, étaient, à eux et entretenaient comme il se doit d'excellentes relations avec les R.G. Ce n'est pas chez les enfants de chœur que l'on recueille les informations qui grossissent les dossiers des Renseignements généraux. Mais l'homme qui « s'intéressait » vraiment à la politique dans le « milieu » algérois était Clément Menella, un fil-de-fer corse ou italien, on n'a jamais su, bien digne et bien honnête qui s'était rangé, avait acheté une écurie de courses et partageait le restant de passion qu'une vie bien remplie lui avait laissée entre l'hippodrome du Caroubier et la politique. En 1945 il a contribué à l'élection de Blachette — qui tape toujours à la tête — et de Chevallier. Il jouera plus tard le jeu de Lacoste. Un homme de poids que Clément Menella, et qui sait y faire.

En ce mois de juillet 1954 la cible est Blachette. Borgeaud et Schiaffino emploient contre lui l'artillerie lourde. Contre lui et contre ce Chevallier, maire libéral d'Alger, qui vient de devenir ministre et qui n'a rien trouvé de mieux que de prendre un adjoint musulman, Lahouel, et un conseil municipal M.T.L.D. En outre il a fait adopter et réaliser le plus vaste programme de logements jamais envisagé en métropole ou en Algérie. Et pour les Arabes encore ! 10 000 logements dans les cités de Diar-el-Mahçoul (cité de la Promesse tenue) et Diar-es-Saada (cité du Bonheur). Un certain Fernand Pouillon, architecte de génie, mais qui semble avoir des goûts dispendieux, les a réalisés. Des caravanes d'architectes venus du monde entier viennent admirer le travail. Il y a les pouillonistes et les anti-pouillonistes. *L'Echo d'Alger* et *La Dépêche quotidienne* ne manquent pas de souligner que la pierre

utilisée dans ces « somptueuses » cités musulmanes vient tout droit des carrières de Blachette ! Bref on ne rate pas une occasion de tirer sur le libéral. Il faut dire qu'en juillet 1954 le tandem Blachette-Chevallier est en pointe. Les deux hommes ont compris qu'il faut évoluer. Leur clientèle, c'est 20 à 25 % de l'électorat : l'intelligentsia musulmane, les juifs attirés par les libéraux, car les autres sont racistes et antisémites, et les beaux quartiers européens — professions libérales, médecins, avocats — ça ne va pas loin. Les libéraux n'ont aucun soutien populaire. Le peuple est communiste, pas tellement, et surtout réactionnaire, petit Blanc.

Depuis un mois que Mendès est au pouvoir, le groupe Blachette l'appuie sans réserve. « Il faut évoluer, lit-on en substance dans *Le Journal d'Alger*, car ou nous évoluons ou nous partirons tous. Et honteusement ! »

Mais contre le gouvernement Mendès, contre Blachette, contre Chevallier, il y a les 50 % de Borgeaud, qui recueille les voix de toutes les campagnes européennes, de tous les colons, des féodaux musulmans, des petits Blancs, et les 25 % restant de Schiaffino, le puissant armateur soutenu, ô paradoxe ! par les couches les plus misérables de la société européenne, ouvriers, pêcheurs, « très petits Blancs ». Tous ceux qui n'ont pas su lire ce que Bugeaud écrivait en avril 1847 :

« Continuez, continuez, messieurs, de vous bercer de ces illusions et vous laisserez longtemps à votre pays quelque chose qui ne sera pas illusoire, à savoir la nécessité d'augmenter périodiquement l'armée d'Afrique pour protéger contre la juste fureur des Arabes, les nouveaux barons et les populations, misérables sous tous les rapports, qu'ils auront attirées derrière eux pour mettre leurs fiefs en valeur... »

Mais ces paroles prophétiques ne sont pas inscrites sur le socle de la statue du maréchal, sur la place Bugeaud, rue d'Isly, là où il y a les quatre cafés populaires, bondés tous les soirs, à deux pas de l'état-major de la 10^e région militaire.

Juillet 1954. Il y a plus d'un siècle que le vieux maréchal écrivait ces mots. Dans moins de quatre mois débarqueront les paras du colonel Ducourneau.

Au mois de juillet 1954, après l'échec des négociations avec le clan Messali et avec le groupe Lahouel, le moral des Six n'était pas au beau fixe. Jusque-là toutes les manœuvres politiques

avaient échoué. Comité révolutionnaire d'unité et d'action ! En juillet, le C.R.U.A. pouvait sans difficulté se transformer en C.R.A. Car pour l'unité, ce n'était pas réussi. Le grand rêve de recoller les morceaux du M.T.L.D. et de partir à l'attaque à la tête d'un grand parti fort, solide et soudé ne se réaliserait jamais. Alors faute d'unité qu'il y ait au moins l'action. Et pour l'instant dans ce domaine ce n'était pas brillant non plus. Lamine Debaghine, qui aurait fait une tête d'affiche fort acceptable, avait promis de réfléchir, puis de réfléchir encore, mais les Six sentaient bien que c'était déjà tout réfléchi. Vous rejoindre après, peut-être. Mais pour l'instant le docteur restait dans une prudente expectative.

Quant à l'aide égyptienne ! Il ne fallait pas compter sur elle. Ben Bella avait expliqué en détail à Boudiaf au Caire et à Didouche, lors de leurs contacts suisses, quels étaient la vie et les « espoirs » de la « Délégation ».

Tout avait mal commencé pour les Algériens du Caire. Lorsque Ben Bella s'était évadé en compagnie d'Ali Mahsas de la prison de Blida, il avait passé six mois caché dans une famille de militants d'Alger puis avait gagné la métropole, passager clandestin protégé par les matelots arabes du *Ville-d'Oran*. Il était resté quelques mois à Paris, rue Cadet, dans un petit appartement puis avait gagné Le Caire, d'où la révolution avait chassé Farouk. Là il s'était joint à Khider et à Aït Ahmed, représentants officiels du M.T.L.D. Mais auprès d'Allal-el-Fassi, le représentant marocain, et de Salah Ben Youssef, le représentant tunisien accueillis par la Ligue arabe, les Algériens n'avaient pas très « bonne mine ». *La Voix du Caire* n'avait que sarcasmes pour « l'apathie des Algériens devant le colonialisme ».

En outre, Ben Bella avait été humilié de ne pouvoir s'exprimer qu'en français puisque l'arabe algérien est très différent de l'arabe littéraire parlé en Égypte. L'exposé de Ben Bella « en français » avait fait scandale devant la Ligue arabe, où il avait expliqué la situation algérienne. On avait tout de même attribué aux Algériens un petit bureau, 32, Abdelkhallek Sarouet au Caire, un petit bureau au 3^e étage où Boudiaf était venu faire le point avec Ben Bella. Celui-ci, si ses affaires ne marchaient pas trop bien avec la Ligue, avait noué des relations qui pouvaient être bénéfiques dans l'avenir avec le nouveau maître de l'Égypte, Gamal Abdel Nasser. Mais dans l'avenir seulement. Boudiaf avait

ainsi appris la raison pour laquelle le mouvement révolutionnaire « en formation » ne pouvait recevoir l'aide immédiate de l'Égypte. Les services spéciaux du major Fathi Ed-Dib, qui contrôlaient les Nord-Africains du Caire, auraient volontiers fourni armes et subsides si Ben Bella s'était engagé à participer en tant que section algérienne au grand projet nassérien de révolution nord-africaine, groupant la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. Mais Ben Bella, Khider, Aït Ahmed savaient les divergences qui ne manqueraient pas de se produire entre les pays du Maghreb, divergences à propos desquelles le « grand frère » Nasser aurait apporté sa médiation. C'était se mettre sous son autorité directe. Ben Bella avait refusé, enveloppant cette décision de tout le « rahat loukoum » nécessaire. Mais les Égyptiens, et surtout Nasser, avaient été piqués par cette fin de non-recevoir.

« Pas grand-chose peut-être mais tout seuls... » telle était la position des Algériens. Nasser, malgré son dépit, était trop habile pour le montrer et pour rompre avec les Algériens. Il les avait félicités de leur honnêteté et — revenant en apparence sur sa décision — leur avait proposé l'aide égyptienne quand l'insurrection serait déclenchée. Tout ce que pouvaient faire Ben Bella et ses compagnons c'était de « chauffer » les Égyptiens, de tenir Nasser au courant des préparatifs algériens et de se servir du Caire comme plate-forme de lancement « publicitaire » de l'insurrection. Pour l'heure, Ben Bella ne pouvait jouer d'autre rôle que celui de « public relation » de la révolution en marche. L'action ne pouvait venir que d'Algérie, que de l'intérieur.

Le premier des trois coups annonçant la révolution algérienne fut frappé le 25 juillet 1954 dans une villa du Clos-Salembier.

C'était un dimanche et il faisait beau — comme d'habitude à Alger en juillet. Krim Belkacem était dans ses montagnes de Kabylie et les cinq autres en avaient profité pour réunir les hommes de confiance que chacun avait recrutés depuis quelques semaines. Il était temps qu'ils se rencontrent, qu'ils se rendent compte par eux-mêmes de l'importance du mouvement qui allait se déclencher. Les Cinq avaient décidé cette opération qui n'était pas sans présenter des risques — réunir vingt-deux personnes dont la plupart étaient encore recherchées par la police depuis l'époque de l'O.S., cela semblait être de la folie — pour des raisons psychologiques et politiques. D'abord ils devaient

expliquer aux dix-sept membres déjà recrutés que les Kabyles étaient avec eux. Ben Boulaïd préférait se livrer à cette mise au point en l'absence de Krim. Il serait ainsi plus facile de convaincre les membres du C.R.U.A. présents de la décision des Kabyles. Car dans l'esprit de chacun, ceux-ci restaient encore très attachés à Messali. Si Krim assistait à la réunion, Ben Boulaïd ou Boudiaf ou l'un quelconque des Cinq qui exposerait la situation aurait l'air de le faire sous la pression et le contrôle des Kabyles. Il ne faut jamais perdre de vue le vieil antagonisme berbéro-arabe. Ensuite que dix-sept hommes représentant toutes les régions d'Algérie soient réunis, qu'ils fassent connaissance, qu'ils se montrent décidés, qu'ils fassent le point sur leur région, qu'ils se « regonflent » les uns les autres ne pouvait qu'être bénéfique. Enfin et surtout — il fallait, si l'on voulait garder le principe de la direction collégiale, que les Cinq soient élus dans les fonctions qu'ils s'étaient attribuées, que tout le monde soit d'accord pour le partage du pays en cinq zones, que, le moment venu de déclencher l'insurrection, leur autorité ne soit contestée par personne.

C'est Didouche, infatigable organisateur, qui avait mis sur pied cette réunion. Les Cinq étaient responsables des hommes qui allaient y assister.

Depuis le début de juin, depuis l'après-midi passé rue Montpensier au cours duquel les Six s'étaient partagé l'Algérie, chacun était retourné dans la région qui lui avait été attribuée. Ben Boulaïd dans l'Aurès, Krim en Kabylie, Didouche dans le Nord constantinois. Rabah Bitat et Boudiaf étaient restés à Alger. Ben M'Hidi était parti pour l'Oranie. Ils étaient convenus de se retrouver à Alger tous les huit ou dix jours. Pendant leur séjour dans leurs régions respectives, ils avaient repris contact avec des anciens de l'O.S., des hommes dont ils étaient sûrs et les avaient mis dans la confiance avec ordre de sonder quelques hommes qui pourraient éventuellement prendre part à l'insurrection.

Par exemple, à Alger, on a vu comment Rabah Bitat et Didouche ont « contacté » et recruté Zoubir Bouadjadj. Celui-ci a ensuite chargé deux de ses amis intimes : Othmane Belouizdad, un mécanicien garagiste, et Mohamed Merzougui de constituer des cellules de quatre hommes ne connaissant qu'un chef. Depuis sept semaines le noyau initial avait ainsi considérablement grossi. C'est ce noyau qu'avait convoqué Didouche. Dix-sept hommes

allaient se trouver réunis, sans compter les Kabyles de Krim et les Aurésiens de Ben Boulaïd tellement fidèles à leurs chefs qu'il n'était nul besoin de leur donner de plus amples explications ni de leur « gonfler » le moral.

Ce dimanche 25 juillet à l'heure où, au Clos-Salembier, les femmes allaient chercher le lait pour les enfants, vingt-deux hommes frappaient à la porte d'un certain Deriche qui avait prêté sa maison à Zoubir Bouadjadj, toujours actif intendant du groupe en ce qui concernait l'Algérois. Deriche ne savait pas à quoi servirait sa villa. Son ami Bouadjadj lui avait demandé ce service. Il savait seulement le nombre des personnes qui s'y réuniraient car Zoubir lui avait précisé : « Fais préparer un couscous pour vingt-cinq personnes environ. » Les Cinq, qui étaient arrivés les premiers à 8 heures précises, accueillait leurs recrues et les présentaient les uns aux autres. Ces préliminaires ressemblaient à une réunion de club où les nouveaux membres font connaissance puis, au bout d'un moment, ne sachant trop quoi se dire, se regroupent instinctivement autour de leur « parrain ». Rapidement des petits groupes s'étaient formés autour de Didouche, Bitat et Ben M'Hidi. Boudiaf et Ben Boulaïd allaient de l'un à l'autre. Certains hommes se connaissaient depuis l'époque de l'O.S. et se retrouvaient après s'être perdus de vue. « On a l'air d'anciens combattants », lança quelqu'un en riant. « On devrait dire de futurs combattants, répliqua Didouche, car ça ne fait que commencer. Et l'O.S. n'était rien à côté de ce qu'il va falloir mettre au point. »

Ben Boulaïd profita de cet échange de répliques pour ouvrir la séance. Chacun s'assit sur des chaises, des matelas, des tapis et au brouhaha général succéda le silence.

« C'est la première fois que nous sommes tous réunis, commença Ben Boulaïd, vous représentez diverses régions de notre pays. Vous avez recruté des hommes en qui vous avez toute confiance. Certains d'entre vous se connaissent déjà, et si vous êtes tous réunis ce matin, si nous vous avons présentés les uns aux autres sous votre vrai nom c'est que nous pouvons le faire en toute sécurité. »

Ainsi commença la « réunion historique des 22 ». Arrivé à ce point du récit je dois préciser une nouvelle fois la date : 25 juillet 1954, car, sur la foi de rapports incomplets ou mensongers, différents spécialistes ont situé le rendez-vous au 10 juillet 1954

dans un immeuble du Champ-de-Manœuvre sans pouvoir préciser qui participait à cette importante réunion. Les rapports des Renseignements généraux sont la source de ces erreurs. Ils ont été établis sur la foi des « informations bidons » fournies par les indicateurs du type Kobus qui laissèrent croire longtemps à leur patron qu'ils avaient été eux-mêmes recrutés par le C.R.U.A. Mensonges destinés, bien sûr, à les « faire mousser » et à leur rapporter différents avantages.

Peu nombreux sont ceux qui savent qui participa à cette réunion historique. Plus du tiers des hommes présents allaient mourir au cours du premier mois de l'insurrection qu'ils préparaient, quatre seraient ministres, trois deviendraient colonels, pour trois autres la lutte active contre la France durerait à peine une semaine, arrêtés peu après le 1^{er} novembre, ils passeront les sept ans que durera la guerre en prison. En outre, l'un d'eux deviendrait président de l'Assemblée nationale algérienne. Enfin deux d'entre eux contresigneraient avec Krim Belkacem les accords d'Évian.

Outre les Cinq, Ben Boulaïd, Boudiaf, Ben M'Hidi, Didouche et Bitat, les dix-sept hommes présents étaient : Bouadjadj, Belouizdad et Merzougui venant d'Alger ; Bouchaïb et Souidani de Blida ; Boussof, Hadj Ben Allah et Abdelkhalek d'Oranie ; un fort contingent du Nord constantinois : Benaouda, Ben Tobbal et Zighout de Condé Smendou, Badji de Souk-Ahras et quatre hommes de Constantine : Mechatti, Habachi, Saïd et Rachid dont on ne retint que le prénom car, comme on le verra, ils ne participèrent pas au déclenchement de l'insurrection. Le dix-septième homme représentait le Sahara, c'était Abdelkader Lamoudi.

Ben Boulaïd, relayé par ses quatre compagnons, brossa un tableau de la situation en Algérie. Il était pessimiste. Le bilan était sévère pour les militants algériens. Les Cinq reprirent les buts du C.R.U.A. qu'ils avaient fondé. Unité et action.

« En fait d'unité, dit Ben Boulaïd, nous assistons à des règlements de comptes à l'intérieur du M.T.L.D. Nous sommes les militants d'un parti coupé en deux. Jusqu'à présent la révolution algérienne s'est bornée à des querelles internes entre deux fractions, deux tendances qui se chamaillent entre elles, pendant qu'à l'est et à l'ouest les Tunisiens et les Marocains luttent pour se libérer de la tutelle française. Nous sommes en

régression par rapport aux deux pays frères, nous le sommes même par rapport à la guerre de libération de l'Indochine entreprise par les nationalistes qui viennent de remporter une grande victoire ! »

Le problème était de savoir si la France avait tiré de l'Indochine les enseignements d'une guerre de libération menée par un peuple décidé.

« Cette guerre qui se termine là-bas, ajouta Mostefa Ben Boulaïd, nous devons l'entreprendre ici ! »

Lorsque la révolution sera déclenchée, les Français fonceront-ils tête baissée pour « nettoyer la vermine » ou bien s'orienteront-ils vers la discussion après que l'action armée aura prouvé le désir de l'Algérie de s'affranchir de la tutelle de la France ? Vont-ils transporter le corps expéditionnaire d'Indochine en Algérie et commencer une nouvelle guerre ou accepteront-ils d'ouvrir le dialogue ? Telles étaient les principales questions.

Au cours de cette première matinée de travail, les Cinq, qui étaient connus de tous les participants pour leur action pendant la période de l'O.S. et qui bénéficiaient déjà d'un grand prestige, assirent leur pouvoir grâce à une habile argumentation. Ils prouvaient que la conférence était soigneusement préparée. Loin de faire craindre aux hommes présents la mainmise d'un petit groupe sur le mouvement révolutionnaire, ils leur donnaient au contraire la confiance qui leur manquait. « Le C.R.U.A., qui se transformera, ne doit pas être une troisième tendance qui ne réduise son action qu'à la parlote, dit Didouche, nous devons agir. Mais agir- avec un plan précis. »

Bien que tous soient entrés égaux dans la villa du Clos-Salembier, les Cinq étaient déjà, dans l'esprit des assistants, les chefs incontestés du mouvement révolutionnaire. Pour eux, le moment était arrivé de poser la première des questions auxquelles on devait donner une réponse le jour même :

« Devons-nous faire une révolution armée limitée ou illimitée, c'est-à-dire devons-nous tirer un coup de semonce pour provoquer le dialogue ou entreprendre la révolution armée jusqu'à la victoire, c'est-à-dire l'indépendance ? »

La parole fut donnée à chacun des dix-sept participants qui parla non seulement en son nom mais au nom des militants de sa région, ceux qui allaient se joindre au mouvement dès que l'ordre

en serait donné. À l'unanimité, les dix-sept hommes, puis les Cinq se prononcèrent pour la révolution illimitée jusqu'à l'indépendance.

À 11 heures, ce matin du 25 juillet 1954, vingt-deux hommes venaient de donner le coup d'envoi d'un conflit qui durerait des années et qui ferait couler bien du sang, bien des larmes.

Certains pourtant, tout en étant pour la révolution illimitée, soulevèrent une objection de taille.

« La révolution ? C'est bien beau, nous sommes prêts à la faire, mais avec quoi, avec quelles armes ? »

Alors Didouche se leva et de la voix sourde et enflammée qu'il prenait pour balayer les objections, avec l'intransigeance qui en faisait déjà le Saint-Just de cette révolution naissante, il énuméra rapidement les difficultés sans nombre qui les attendaient et, en conclusion, leur lança une réponse cinglante qui résonne aujourd'hui encore aux oreilles de Zoubir Bouadjadj :

« Si tu as deux cartouches dans ton fusil, c'est suffisant. C'est à toi de prendre l'arme de ton ennemi ! »

Mais chacun des Cinq savait bien que c'était là le grand problème. Pas d'armes. Pas d'argent. Pas de soutien populaire. Il faudrait en effet prendre des armes, en trouver par tous les moyens et se servir d'explosifs pour pallier le défaut d'armes. Chacun fit pour son secteur le bilan de ses ressources en matériel, en armement et munitions. C'était mince. Quelques réserves, quelques caches de l'époque de l'O.S. Mais l'important pour l'instant était de recruter des hommes, de les préparer à l'idée de l'action directe, de la révolution armée, les entraîner à la guérilla, les convaincre de l'importance et de la grandeur de la tâche qu'ils s'apprêtaient à accomplir et de l'abnégation dont il faudrait faire preuve pour y parvenir.

« Nous devons être prêts à tout sacrifier, avait conclu Didouche, y compris et surtout notre vie. Nous n'avons que très peu de chances, nous, de nous en sortir, de voir la révolution aboutir. Mais d'autres nous reliaieront, nous remplaceront. Il faut que nous en donnions le départ, que l'on sache que notre pays n'est plus amorphe, qu'il bouge. Les premières actions ne seront pas grand-chose, il ne faut pas se faire d'illusions, nous démarrons avec trop peu de moyens, mais elles doivent avoir une grande importance psychologique. Il faut que les Français se

disent : « Ils ont osé ! » C'est cela l'important. Il faut allumer la mèche. Pour cela il ne faut pas beaucoup d'armes, ni de moyens. Il faut que nous le voulions. »

Deriche, le propriétaire de la villa, rompit la tension en annonçant que le déjeuner était prêt. Les hommes se groupèrent autour des grands plats en bois où fumait la semoule. « Le couscous, pour vingt-deux, c'est le seul plat qui sauve la situation », plaisanta-t-il.

Après le déjeuner, les Vingt-deux se remirent au travail. Les objectifs principaux étaient fixés et la révolution armée jusqu'à l'indépendance avait été le résultat unanime de cette matinée de travail. Il s'agissait pour les Vingt-deux de se donner des chefs. Il n'était pas question de diriger cette révolution à vingt-deux. Et les Cinq avaient besoin de voir leur autorité confirmée par leurs hommes de confiance. Ils expliquèrent que le pays devait être divisé en cinq zones. Chaque zone étant subdivisée en régions, secteurs ou groupes. C'était l'ancienne division qu'avait adoptée l'O.S. au temps où elle « voulait quelque chose ». Il faudrait également un responsable par zone et un responsable pour les liaisons avec l'extérieur.

L'élection se déroula rapidement. Chacun des participants avait été lui-même recruté par l'un des Cinq, en outre l'exposé général du matin avait été soigneusement préparé par les cinq hommes qui s'étaient relayés à tour de rôle traitant les points qui leur tenaient particulièrement à cœur. C'étaient eux qui tenaient l'initiative. En outre, leur réputation n'était plus à faire. Ils avaient fait leurs preuves à l'époque de l'O.S. Ils furent élus à main levée et à l'unanimité, à la tête du groupe. Ben Boulaïd annonça alors qu'une sixième place était réservée aux Kabyles dont il pouvait garantir la participation. Il expliqua longuement que les querelles internes et l'attitude de Messali avaient convaincu les Kabyles de la nécessité de passer à l'action sans le vieux prophète. Les participants accueillirent cette information avec soulagement car ils avaient remarqué l'absence de tout délégué de Kabylie. En outre, tout le monde connaissait l'existence du maquis kabyle que tenaient Krim et Ouamrane, depuis plusieurs années, sans que la justice française, qui les avait condamnés à mort, soit arrivée à s'en emparer. On ne pouvait envisager un mouvement sans eux.

Boudiaf enfin annonça le soutien qu'apporterait l'Égypte au

mouvement révolutionnaire dès que l'insurrection aurait éclaté. Il passa bien sûr sous silence les réticences égyptiennes et précisa que Ben Bella, Khider et Aït Ahmed, qui approuvaient et faisaient partie du groupe au même titre que ceux qui allaient lutter sur le territoire, assureraient la liaison avec le monde lorsque éclaterait le conflit.

Après le bilan matériel peu optimiste qui avait été fait on convint qu'il n'était pas question de déclencher l'insurrection dans les prochaines semaines. Il fallait d'abord s'organiser plus sérieusement et trouver coûte que coûte des armes. La date serait fixée plus tard. Les chefs de région choisis parmi les dix-sept, seraient prévenus par leurs patrons respectifs. Les Cinq ne précisèrent pas encore l'attribution des zones. Ils ne voulaient pas donner l'impression d'avoir déjà « tout combiné » d'avance en dehors de leurs compagnons. Le déclenchement de l'insurrection ne devrait pourtant pas trop tarder. En tout cas avant le 1^{er} janvier 1955. Afin que l'enthousiasme des nouvelles recrues n'ait pas le temps de tomber et que l'on ne commence pas à penser que le C.R.U.A., comme les mouvements éphémères qui avaient vu le jour jusque-là, n'était bon qu'à palabrer et tirer des plans sur une action qui ne verrait jamais le jour.

Avant de se séparer, les Cinq qui venaient d'être investis de tous les pouvoirs recommandèrent à leurs compagnons le plus grand secret. « La base de la guerre clandestine, précisa Ben M'Hidi, c'est le secret, le cloisonnement. Ces principes feront partie de l'entraînement qui commencera bientôt. Mais avant que nous nous quittions je dois vous donner un conseil, un ordre même : vous ne devez pas contacter personnellement plus de quatre ou cinq hommes sûrs. Laissez-les recruter ceux qui seront leurs hommes et constituer des petits groupes que vous surveillerez sans qu'ils vous identifient. Vous devez arriver à contrôler des militants qui ne vous connaîtront pas et qui ne se connaîtront pas entre eux, à l'exception des quatre ou cinq qui constitueront la même section. Il sera bien temps qu'ils se connaissent le jour où ils devront combattre ensemble. Ainsi si un de vos hommes est pris, qu'on l'interroge, qu'on le torture, il ne pourra donner, s'il faiblit, que les trois ou quatre qu'il connaît. Et n'oubliez pas d'employer des surnoms. Cela retardera les recherches d'identification. » « La lutte clandestine commence, ajouta Didouche, elle sera dure. Terrible même. Si nous voulons parvenir à la victoire il faut en appliquer les règles. Cela

deviendra rapidement pour nous une question de vie ou de mort. »

Lorsque les Vingt-deux se séparèrent en fin d'après-midi, il leur sembla qu'ils n'étaient plus les mêmes. Que leur désir d'action, de rébellion, prenait corps, que la lutte commençait vraiment. Oui, c'était cela, en sortant de chez Deriche, au Clos-Salembier, ils avaient l'impression d'avoir assisté à la naissance de la révolution algérienne. Ils avaient maintenant des devoirs envers elle. Il fallait qu'elle grandisse, qu'elle se fortifie, qu'elle prenne de l'extension. Ils avaient moins de cinq mois devant eux pour lui faire des débuts dans le monde !

La flamme blanche et bleu qui sortait avec un sifflement sourd du bec oxy-acétylénique éclairait le visage fin et cuivré de Si Mohamed. Les yeux protégés par des lunettes fumées de soudeur, il dirigeait la flamme aiguë sur l'extrémité d'un morceau de tuyau de fonte dont les bords s'incurvaient sous la chaleur intense.

« Il faut parvenir à boucher hermétiquement cette extrémité », expliqua-t-il. Trois hommes suivaient attentivement les gestes du soudeur, protégeant de la main les yeux meurtris par l'éclat du chalumeau. Le plus petit avait un visage chafouin et le teint très jaune. L'ombre de son nez, fort et busqué, tremblotait sur une joue légèrement empâtée. De petite taille, il parvenait à peine au menton de Si Mohamed, il s'appelait Othmane Belouizdad. Son compagnon, Mohamed Merzougui, grand, maigre, longiligne, avait un curieux visage : très blanc de peau, parsemé jusqu'à la nuque de grosses taches rousses et marron. Le troisième homme était Zoubir Bouadjadj.

Ils assistaient à leur première séance de « travaux pratiques ». Si Mohamed leur apprenait à transformer des morceaux de tuyau de fonte en corps de bombe meurtrière. Belouizdad et Merzougui étaient les premières recrues du groupe que Bouadjadj avait enrôlées sur l'ordre de Rabah Bitat, *alias* Si Mohamed.

Déjà le cloisonnement fonctionnait. Au reste du groupe, Bouadjadj avait présenté Rabah Bitat sous le nom de Si Mohamed, un « spécialiste en explosifs ». Sans plus.

Seuls Merzougui et Belouizdad savaient que Si Mohamed était leur « grand chef » au-dessus même de Bouadjadj puisqu'ils avaient fait partie de la réunion des Vingt-deux. Mais les autres ne s'en doutaient pas.

Après la réunion des Vingt-deux, Bouadjadj n'avait pas perdu le temps que lui laissait son travail de vendeur de pièces détachées. Il avait constitué son commando de « sabotage ». Outre Belouizdad et Merzougui il avait recruté les Kaci, Mokhtar et son oncle Abderrahmane, Nabti Sadok et Bisker. Chacun d'eux, nommé chef de groupe, avait recruté de son côté quelques hommes sûrs. Le groupe d'Alger se composait ainsi d'une trentaine d'hommes dont l'entraînement commençait. Selon le système de sécurité, Bouadjadj n'avait de contact qu'avec ces six hommes. Chacun d'eux, lorsqu'il aurait reçu l'entraînement nécessaire, ferait lui-même l'instruction de son groupe.

Il avait paru nécessaire, devant la pénurie d'armes, d'apprendre aux chefs de groupe à fabriquer des bombes avec des tuyaux de fonte et des boîtes de conserve, et de la cheddite à partir d'huile de ricin.

Se procurer le matériel nécessaire à la fabrication de bombes locales avait posé des problèmes importants. C'était à Alger que l'on pouvait trouver le plus facilement et le plus discrètement les éléments nécessaires. Les Six avaient donc décidé que la capitale serait la plaque tournante qui ravitaillerait aussi bien l'Est que l'Ouest.

Bouadjadj, ayant, grâce à son métier de vendeur de pièces détachées, de nombreuses relations dans diverses entreprises et bénéficiant en outre de « prix de gros », avait constitué une réserve assez considérable qui fin août 1954 permettait à Rabah Bitat, Ben Boulaïd et Boussouf, les meilleurs spécialistes en explosifs, de commencer leurs cours et de constituer un embryon de stock de bombes.

Bouadjadj, à qui Didouche avait voté un crédit spécial en lui recommandant de « faire gaffe » et « d'avoir des prix », avait acheté trente tuyaux de fonte, des chalumeaux oxyacétyléniques, des mano-détendeurs, des plaques de fonte, des lampes à souder, des scies à métaux, filières, tarauds, des boîtes de borax, du bronze Tobin, 2 quintaux de salpêtre, 250 kg de chlorate de potasse, 25 litres d'huile de ricin, 50 kg de kaolin et 100 kg de poudre noire. Ce stock avait été transporté dans une ferme à Crescia où était déjà entreposé le seul stock d'armes en état de l'Algérois.

El-Hedjin Kaddour à bord de son camion Hotchkiss dont la plaque minéralogique portait le n° 345 BH 91 en avait transporté

une partie. Bouadjadj avait chargé un militant, Lehouidj Abdallah, de conduire le deuxième véhicule d'El-Hedjin, une camionnette Chrysler n° 330 SS 91 dans la ferme de Si Messaoudi à Souma, près de Blida. Ces deux fermes avaient été choisies comme centres d'entraînement et de fabrication pour la région d'Alger. La ferme de Crescia, distante de 25 km d'Alger, était parfaite pour l'entraînement. Les hommes d'Alger pourraient s'y rendre facilement. Celle de Si Messaoudi — en réalité Souidani Boudjema — située à Souma, à 50 km d'Alger, servirait de fabrique de bombes et de P.C. d'entraînement pour les militants de Blida.

L'entraînement avait donc pu commencer. L'activité qui allait se développer au sein de ces deux fermes perdues au bout de petits chemins, dans l'odeur entêtante des orangers et des citronniers, allait être fantastique.

En quinze jours, les responsables avaient appris le maniement du chalumeau oxy-acétylénique et les corps de bombes commençaient à s'entasser. Ben Boulaïd, Rabah Bitat, Boussouf se relayèrent pour expliquer comment fabriquer les bombes explosives à la cheddite.

Ben Boulaïd était le meilleur spécialiste d'entre eux. Il s'entraînait lui-même depuis bien longtemps et un jour, à Lambèse, à l'époque de l'O.S., dans son moulin de l'Aurès, une série d'explosions avait eu lieu attirant l'attention sur sa maison plus qu'il ne l'aurait désiré. Une bombe mal dosée avait fait explosion pendant son absence. Ben Boulaïd avait trouvé une vague explication et avait pu faire disparaître les traces compromettantes avant l'arrivée des gendarmes prévenus par l'explosion. Depuis, il était devenu un maniaque du dosage, qualité essentielle du spécialiste en explosifs. Il était passé maître dans le calcul des normes à respecter selon la grosseur et le poids de la bombe. Avec Rabah Bitat il apprenait aux hommes à souder l'extrémité d'un tuyau de fonte, à le bourrer puis à obturer l'autre extrémité avec une tôle d'une certaine épaisseur, pour fabriquer à bon marché des bombes qui devaient être efficaces lors de sabotages de routes et de ponts.

Mais le gros de l'effort s'était porté sur la fabrication de bombes artisanales qui feraient plus de bruit que de dégâts réels et que les militants pouvaient fabriquer chez eux avec des boîtes de lait Guigoz ou des boîtes d'huile Esso, telles étaient les marques

recommandées. Les bombes incendiaires, à la poudre noire et au chlorate de potasse, devaient être fabriquées en grand nombre et servir en particulier dans les villes au jour J du déclenchement de l'insurrection. Par le bruit et les flammes, ces gros pétards seraient d'un effet psychologique puissant.

Le champ qui s'étendait à Crescia derrière la ferme d'El-Hedjin servit de terrain d'entraînement pour le lancer de grenades.

Il était exclu de se servir de véritables grenades, d'abord parce que les responsables ne disposaient que d'un stock très réduit et qu'ensuite le bruit aurait fatalement attiré des indiscrets vers cette ferme isolée. Pour cette même raison on dut attendre dans l'Algérois l'ouverture de la chasse pour s'entraîner au tir. Les semaines précédentes avaient été consacrées à l'étude du fusil et de la mitrailleuse : montage, démontage et graissage. « Plus les armes sont rares, disait Ben Boulaïd, plus il faut les soigner ! » L'entraînement se faisait sur des mausers et surtout des fusils italiens Statti dont un stock important circulait en Algérie depuis la fin de la guerre.

Si la plupart des hommes savaient se servir d'armes depuis la guerre ou depuis les attentats de l'époque de l'O.S., les explosifs leur étaient beaucoup moins familiers et les instructeurs manquaient.

Bouadjadj avait réussi à « débaucher » de chez Messali un jeune étudiant nommé Tidjani qui habitait à la Redoute et qui se faisait fort de fabriquer de la nitroglycérine. Il gagna les rangs du C.R.U.A. mais déçut beaucoup son recruteur en ne parvenant pas à fabriquer 10 centilitres de nitroglycérine après avoir gâché beaucoup de glycérine !

Beaucoup plus efficace était la science de Arab, un militant d'Orléans-ville que Ben M'Hidi avait contacté. C'était le meilleur spécialiste en explosifs en 1950, lorsque l'O.S. avait fabriqué quelques grenades artisanales. Larbi Ben M'Hidi l'avait contacté, l'avait sondé puis lui avait demandé de se joindre à la troisième force, de reprendre du service actif. Arab avait accepté et après avoir fait quelques démonstrations de ses talents dans les champs labourés et déserts des environs d'Orléans-ville où il avait fait exploser des bombes au chlorate, il avait servi d'instructeur au C.R.U.A. dont les rangs grossissaient de jour en jour.

Lorsque, fin août, lors d'une réunion des Six.— un « conseil

d'administration » — Rabah Bitat fit à ses camarades le compte rendu de son activité il traça sur un papier le premier organigramme de la révolution algérienne : celui du secteur d'Alger-ville. Voici ce que Boudiaf, Ben M'Hidi, Didouche, Krim et Ben Boulaïd purent lire par-dessus son épaule :

Chef de secteur : Bouadjadj Zoubir contrôlant cinq groupes.

Chef du groupe 1 : Kaci Mokhtar Kaci et Abderrahmane (l'oncle et le neveu).

Chef du groupe 2 : Belouizdad Othmane,

Chef du groupe 3 : Merzougui Mohamed,

Chef du groupe 4 : Bisker Ahmed,

Chef du groupe 5 : Nabti Sadek.

Ces chefs de groupe avaient la haute main sur les militants qu'ils avaient recrutés et en qui ils avaient toute confiance.

Membres du groupe des Kaci : Guesmia, Abdelkader, Sekar Brahim, Djallel, Omar.

Membres du groupe Belouizdad : Ben Guesmia Mouloud, Ben Shmane Youssef, Herti Mohamed, Aïssa.

Membres du groupe Merzougui : Chaal Abdelkader, Toudjine Abderrahmane, Adim Mohamed, Madani Abassi, Boutouche Omar, Belimane Mohamed et Djeffafla Mohamed.

Membres du groupe Bisker : Guermat, Mesbah, Benai et Braka. Nabti Sadek formait un groupe à lui tout seul. Son rôle serait de donner la main à un autre groupe ou d'effectuer des missions solitaires et confidentielles.

Les hommes de chaque groupe ne connaissaient que leur chef. Ceux du groupe 1 ignoraient l'existence de ceux du groupe 2. Ils ne savaient même pas qu'il existât d'autres groupes. Le secteur Alger-ville comportait donc vingt-sept membres. Cinq seulement connaissaient Bouadjadj. Trois connaissaient Rabah Bitat sous son véritable nom et ses fonctions de chef de zone. Aucun ne savait son adresse, pas même Bouadjadj puisque les rendez-vous avec le « chef » se fixaient dans les petits cafés de la Casbah par agent de liaison ou boîte aux lettres, ou d'un rendez-vous sur l'autre à heure et date fixes. « À l'époque, me dira plus tard Krim Belkacem, les livres sur la D.G.E.R., ceux du colonel Passy, du colonel Rémy et du général de Benouville, nous ont bien servi. Ce

qui avait été bon pour la Résistance française le serait pour nous. Et nos mesures de sécurité, de sauvegarde de la clandestinité, étaient calquées sur celles de la Résistance. »

À deux mois du déclenchement de l'insurrection personne n'employait les noms véritables des six chefs du C.R.U.A. On a vu le nombre considérable de surnoms dont ils se servaient. Pour la bonne compréhension d'un récit déjà compliqué nous garderons les noms réels des différents protagonistes. Ces précautions se révélèrent utiles car il faudra plusieurs mois après le début de la révolution pour que les services de sécurité français identifient les véritables chefs de l'insurrection. Malgré l'extraordinaire travail de police fait à Alger dans les trois premières semaines de novembre au cours desquelles la plupart des membres du réseau d'Alger-ville allaient « tomber », les Renseignements généraux n'identifieront pas les chefs de zone. Ils sauront que Si Mohamed est le Grand Chef de la zone algéroise mais ils ne sauront pas que Si Mohamed est Rabah Bitat. Ils reconstitueront par renseignements une grande partie de l'activité d'un certain Larbi sans se douter qu'il s'agit de Ben M'Hidi. L'importance de ces mesures de sécurité fut très grande quand on pense que la plupart de ces hommes étaient des anciens de l'O.S. et que, comme tels, la police possédait leur signalement, leurs empreintes, leur photo. Sans pouvoir s'en servir.

Les conjurés employèrent autant de précautions pour préserver le secret de leurs rencontres. D'août 1954 à l'insurrection du 1^{er} novembre, les contacts eurent lieu dans la Casbah et à Bab-el-Oued.

Trois cafés maures de la Casbah servaient aux contacts rapides ne dépassant pas un quart d'heure. Le café El-Arich, à la façade bleu sombre, écaillée, où les vieux qui font claquer les pièces des échecs ou les pions des jacquets et jeux de dames en parlant fort créent un fond sonore à l'abri duquel on peut parler discrètement, se trouvait au haut de la rue du Rempart-Médée. Le café Ben Nouhi était situé à quelque trois cents mètres plus bas, au coin de la rue Henri-Rivière et de la rue du Rempart-Médée. Plus calme, il n'y avait que la radio qui déversait inlassablement du matin au soir des airs arabes diffusés par Radio-Alger, pour servir d'écran sonore. Pourtant il présentait un avantage important : trois rues, s'enfonçant toutes dans la Casbah, permettaient de fuir dans

trois directions. Ce qui n'empêchera pas Rabah Bitat de s'y faire prendre le 16 mars 1955 sur dénonciation. Le troisième café, le Sidi-Mohamed-Chalif, se trouvait près de la caserne d'Orléans et servait moins souvent.

À Bab-el-Oued, c'était sur la place du marché Nelson, sous les arcades de la rue Eugène-Robbe, qu'avaient lieu certains contacts, mais ce café El-Kamal, face au cinéma Majestic, servait beaucoup plus souvent de lieu de rendez-vous que de conversation. Une voiture passait prendre celui ou ceux qui devaient se rencontrer et les conduisait dans une direction inconnue. Krim préférait ce système et il fut employé pour toutes les réunions importantes réunissant les Six dans les semaines précédant l'insurrection. Bouadjadj ou un autre choisissait une maison, faisait chercher les Six dans des lieux différents et tous se retrouvaient quelque part dans Alger, dans une demeure inconnue dont ils ne voyaient même pas le propriétaire. Ainsi personne, sauf Bouadjadj qui se retirait dès que les Six étaient réunis, ne pouvait commettre d'indiscrétion.

C'est au cours d'une de ces réunions secrètes que les Six décidèrent de créer l'état-major de la révolution. Personne ne sait où elle se déroula. Bouadjadj pourrait le dire, sa mémoire est phénoménale, mais comme il n'assista pas à la réunion et ne fit qu'y conduire les participants, il ne sait ni quand ni où fut mis au point le premier organigramme de l'insurrection.

C'était plus une communication que faisait chacun des six chefs de zone à ses compagnons qu'une discussion serrée sur tel ou tel nom puisqu'il avait été convenu de laisser à chaque zone une grande liberté. Donc les chefs intérieurs choisirent à leur convenance les adjoints qu'ils jugeaient capables de créer, d'organiser et d'entraîner sur place les commandos qui participeraient à l'insurrection dont la date n'était toujours pas fixée.

Ben Boulaïd, chef de la zone 1 (Aurès), avait pris comme adjoints : Chihani Bachir, Laghour Abbès et Adjel Adjoul.

Didouche, zone 2 (Nord constantinois) : Benaouda, Ben Tobbal, Zighout.

Krim Belkacem, zone 3 (Kabylie) : Ouamrane, Zamoum Rabah.

Bitat Rabah, zone 4 (Algérois) ; Bouadjadj, Souidani,

Bouchaïb.

Ben M'Hidi, zone 5 (Oranie) : Boussouf, Ben Allah, Abdelmalek Ramdane.

Telle fut la liste qui fut communiquée, en code, au Caire par Mohamed Boudiaf. La liaison avec la capitale égyptienne se faisait par l'intermédiaire du propriétaire d'une petite boutique de chéchias à l'enseigne d'Ould-el-Cadi, rue Médée, à deux pas du fameux hôtel Saint-Martin qui vit tant de réunions kabyles. Là fonctionnait en permanence une boîte postale qui assurait, sans le savoir, bien sûr, la liaison avec Ben Bella, Khider et Aït Ahmed.

On le voit sur cet organigramme, il n'est pas encore question de faire d'Alger la zone autonome qu'il deviendra plus tard.

Elle est absorbée dans la zone 4 comme n'importe quelle région de l'Algérois. À la veille de l'insurrection, il est, bien sûr, important que la capitale bouge, qu'elle soit mêlée à ce qui va se passer, mais l'action y sera plus psychologique que matériellement efficace car le principal problème qui se pose à Rabah Bitat et à ses cinq compagnons — car Alger, c'est un peu l'affaire de tous — est de lutter contre l'influence de Messali. Le « barbu » a encore grande influence sur les militants d'Alger, de même que sur les émigrés de Paris. Il s'agit donc de leur montrer qu'il existe une troisième force efficace, décidée à lutter les armes à la main et non à s'enliser dans d'interminables palabres. Il faudra trois ans et bien des luttes sanglantes entre F.L.N. et M.N.A., le mouvement d'action que créera Messali, pour regrouper le M.T.L.D. après le début de la révolution, pour qu'Alger tombe entièrement aux mains du F.L.N. et puisse devenir zone autonome où le terrorisme régnera sous l'autorité d'un fils de boulanger que Bouadjadj, à ce point de notre récit, envisage d'intégrer à ses troupes algéroises : Yacef Saadi.

Mais nous sommes fin août 1954. Dans huit semaines ce sera la révolution. Personne ne le sait encore puisque les Six n'ont pas fixé de date.

En cette fin d'août 1954 chacun des chefs de zone regagna son P.C. opérationnel pour apporter à ses adjoints les directives du C.R.U.A., pour fixer les règles de combat, pour entraîner leurs troupes à une guerre de guérilla qui, si on parvenait à la déclencher et à faire bouger le peuple malgré lui, serait « longue et difficile ». « Gonflés » par ce qui s'était dit lors de la réunion

des Vingt-deux au Clos-Salembier, les hommes de confiance des Six avaient regagné leur région et accéléré recrutement et entraînement.

Boudiaf dira des années plus tard — lorsqu'il pourra mettre sur sa carte de visite : ancien ministre d'État, ancien vice-président du G.P.R.A., ancien membre du bureau politique du F.L.N., survivant du C.R.U.A. et exilé pour opposition au gouvernement de l'Algérie indépendante : « A la veille de l'insurrection, nous n'avions pas une conception précise de ce que devrait être le programme de la révolution algérienne. Rien de précis en dehors de l'indépendance nationale et de la volonté de faire participer les masses à l'insurrection. Le mot révolution désignait surtout la façon dont nous entendions conquérir l'indépendance contre l'appareil colonial, d'une part, par la violence, contre les méthodes réformistes et bureaucratiques du mouvement nationaliste, de l'autre, en faisant éclater les vieilles structures de ce mouvement. »

Faute d'un programme précis, lacune qu'un Krim comblera en réunissant et en jetant les bases du fameux congrès de la Soummam qui, le 20 août 1956, organisera l'armée, le parti et définira les structures militaires et politiques de la révolution, les directives générales suffiront.

En Kabylie, Ouamrane et Krim, qui n'avaient pas participé à la réunion des Vingt-deux, pour les raisons que l'on a vues, avaient réuni leurs sept chefs de daïra et avaient fait avec eux le point de la situation en Kabylie. Ils avaient sélectionné environ 450 hommes sûrs, ayant déjà reçu une formation militaire au sein de l'armée française. Ils avaient d'abord retenu les célibataires, puis les hommes mariés ayant peu d'enfants, ce qui en Kabylie n'était pas si commun ! Trouver des hommes n'avait posé aucun problème aux deux chefs kabyles. Sept ans de maquis leur avaient fait connaître leurs militants sur le bout des doigts. Le grand problème avait été de leur faire comprendre que la révolution se ferait sans Messali. C'était Ouamrane qui s'était chargé du travail depuis le mois de juin. Il avait réuni à Mirabeau chez Amar un garde champêtre qui travaillait pour les pères blancs de la petite ville, vingt-sept chefs de kasma (groupe) et leur avait annoncé la création d'un mouvement, le C.R.U.A., à la suite de la scission du M.T.L.D. Un mouvement ni messaliste ni centraliste ayant comme seul but : l'action armée. La discussion avait été longue

car la Kabylie et même Ouamrane et Krim étaient très attachés à la personnalité de Messali. Mais convenant que Messali n'apportait aucun espoir de révolution proche, les chefs de kasma avaient été unanimes : Ouamrane et Krim pouvaient apporter leurs adhésions au C.R.U.A. Dans la dernière semaine d'août personne ne regrettait cette décision car Messali et Lahouel venaient d'officialiser, à un mois d'intervalle, leur rivalité, leur opposition.

Au mois de juillet, le 15 exactement, Messali, en résidence surveillée à Niort, avait fait organiser par ses deux adjoints, les fidèles Mezerna et Merbah, un congrès qui s'était tenu en Belgique à Hornu. Il en avait interdit les portes aux centralistes et à tous ceux qui ne se pliaient pas à l'autorité toute-puissante et unique d'« El-Zaïm ». Ce congrès messaliste, fort de l'appui populaire que lui apportaient les militants d'Alger et de Paris, avait exclu du M.T.L.D. tous les adversaires de Messali.

Lahouel et ses centralistes avaient eux aussi répliqué, un mois plus tard, le 15 août 1954, en tenant un congrès à Alger, au cercle Nadi er-Rachad, 2, place du Grand-Rabbin-Bloch, au cours duquel ils déclarèrent les décisions du précédent congrès nulles et non avenues et exclurent purement et simplement Messali, Mezerna et Merbah du M.T.L.D. « épuré » et « débarrassé du fanatisme religieux, du culte messaliste et d'un nationalisme étroit ».

Le congrès d'Hornu, préparé par Messali de sa retraite forcée de Niort, s'était déroulé dans des conditions rocambolesques qui montraient l'intransigeance du vieux leader. Pour qu'aucun membre de l'opposition centraliste n'assiste à ce congrès il avait imaginé un système incroyablement compliqué qui préserva d'ailleurs la réunion de la présence des « observateurs » policiers. Les délégués d'Algérie, répartis en petits groupes conduits chacun par un responsable, avaient été mis en route sur Paris par avion et par bateau. Seuls les chefs de convoi furent informés à Paris de la destination finale. Ils dirigèrent alors leurs groupes, en voiture ou en train, vers la frontière qu'ils franchirent sous prétexte d'aller assister à une fête religieuse ! Ce n'est qu'après avoir passé la frontière belge que les délégués surent que le congrès se déroulerait à Hornu au cinéma Star dans lequel ils furent « bouclés » du 14 au 16 juillet avec interdiction d'en sortir avant d'avoir pris les décisions mises au point par Messali !

Bref, le 17 août 1954, le colonel Schoen pouvait écrire en tête de son bulletin politique remis au gouverneur général Léonard : « Le schisme du M.T.L.D. paraît définitif : les deux clans se sont excommuniés, ils ont chacun leur « comité central » et menacent d'en venir aux mains.

« Le clan Messali, plus « prolétarien » et plus au fait des réactions des militants, pourrait l'emporter malgré l'habileté politique des lahouelistes.

« La propagande radio en arabe (Le Caire, Tétouan, Budapest...) redouble d'activité et inquiète les leaders séparatistes eux-mêmes, menacés d'être dépassés. »

Devant l'officialisation de ces querelles stériles, aucun des chefs de région, aucun des Six, n'eut de mal à imposer les règles fixées par le C.R.U.A. aux membres du mouvement qui participeront au jour J à la révolution. C'est de l'expérience française (grâce aux fameux livres sur la Résistance) et de l'expérience indochinoise, dont ils suivaient avidement les progrès, que les Six avaient appris les principes de la guérilla. Ils les avaient adaptés à l'Algérie en tenant compte du terrain et des moyens.

Chacun de ceux qui regagnaient leur P.C. local dans l'Aurès, dans le Nord constantinois, en Oranie ou en Kabylie s'apprêtait à dicter à ses adjoints les cinq commandements qui devaient constituer le « bréviaire » du *moudjahid*, du combattant : « User les forces de l'adversaire. Lui soustraire son opinion. S'attaquer aux colonialistes. Lutter pour le droit à la vie et ne pas faire de la révolution une lutte confessionnelle. Souligner qu'on ne se bat pas contre le peuple français. »

Les Six, approuvés par les membres de l'extérieur : Ben Bella, Aït Ahmed et Khider, avaient en outre mis au point les trois phases du plan d'action. D'abord déclencher, avant le 1^{er} janvier 1955, la révolution par l'action directe, puis faire tache d'huile pour assurer la jonction Est-Ouest-Nord-Sud. Entretenir ensuite le climat d'insécurité générale à l'échelle nationale. Cette phase se déroulerait sous la direction d'un haut comité. Enfin, si les conditions le permettaient, amener le gouvernement français à l'idée de liberté et d'indépendance, et s'il n'accordait pas celle-ci — il est pourtant sur le point de le faire en Indochine après de violents et meurtriers combats — et si l'on n'avait pas le choix : entamer une guerre de position avec création de zone franche.

Mais ces trois phases n'étaient pas à expliquer à la troupe. Pour celle-ci, les Six, infatigables depuis que le coup d'envoi a été donné lors de la réunion des Vingt-deux, avaient mis au point un règlement intérieur et des conseils pour soutenir le moral des militants, instructions que les chefs de secteur et de groupe commencèrent à inculquer à leurs hommes dès la fin d'août 1954.

Ces instructions étaient valables pour la préparation et le déclenchement de l'insurrection comme pour les mois qui suivraient.

Cinq ordres étaient donnés aux chefs de secteur et de groupe, ils étaient aussi valables pour la hiérarchie déjà en place. Ils avaient été dictés par le souci qu'avaient les Six de « laisser la bride sur le cou » à chaque région, à chaque secteur, tout en les canalisant dans certaines directions. Chaque chef de groupe devait « n'agir qu'avec un plan précis, encourager les actions individuelles contre les policiers, établir des protections et couvertures lors de ces attentats. Si un homme sous ses ordres refusait d'agir au dernier moment, il devait le supprimer. En outre, il devait penser à préparer des relais et des refuges d'hiver pour la mauvaise saison ». L'hiver est rude en Kabylie et dans l'Aurès !

Aux conseils militaires se joignaient les conseils politiques et psychologiques. « Le moral des militants doit rester intact, disaient les directives, encouragez les coups de main audacieux pour galvaniser vos hommes. Organisez des coups « payants ». Essayez de les faire exécuter à l'arme blanche (pour vous procurer des armes et économiser les munitions). Lors d'un coup de main, s'il n'est pas possible de décrocher immédiatement, tenez jusqu'à l'arrivée de renforts. Popularisez le mouvement. Renseignez-vous ! Vos hommes doivent s'infiltrer partout et établir des listes de renseignements sur les points stratégiques. » Enfin et surtout : « N'acceptez jamais le combat de front ! »

Ben Boulaïd qui regagnait Batna se promit bien d'insister sur ce dernier point. L'Aurès était politisé. Il constituerait le cœur de cette révolution mais Ben Boulaïd devrait freiner ses montagnards. Ceux sur qui il comptait avant tout. Des bonshommes à qui il ne fallait pas promettre la bagarre ! Depuis qu'il les avait repris en main avec Chihani Bachir, une intense activité régnait dans le pays chaouïa. On ressortait les armes des caches, on les entretenait amoureusement. Les douars les plus

éloignés de l'administration française, et ce n'est pas ce qui manquait dans l'Aurès, avaient sorti ouvertement leurs armes. Ben Boulaïd n'était pas mécontent non plus d'avoir amené au mouvement les « bandits de l'Aurès » ! Un Grine Belkacem était à ses côtés. Au jour du déclenchement leur aide ne serait pas négligeable. Quel chemin parcouru depuis la réunion au petit café de l'Odéon, que Didouche lui avait racontée ! Cinq mois à peine. Et le jour J approchait.

« Dans moins de quatre mois », pensa Ben Boulaïd en entrant dans la maison de son frère Omar dans le quartier du Stand à Batna. C'était long. Maintenant que l'opération était lancée, il faudrait aller vite. Malgré le cloisonnement, malgré les précautions prises, les conjurés étaient à la merci d'une indiscretion. En outre, Ben Boulaïd savait d'expérience que l'on ne tenait pas impunément des hommes en haleine en leur parlant sans cesse de révolution, de liberté, d'action directe. Il fallait doser la prise en main, ne pas aller trop vite, pour ne pas avoir à les retenir au dernier moment, pour ne pas risquer non plus le découragement. Mais Mostefa Ben Boulaïd était passé maître en ce genre d'expérience !

Paris au mois d'août était désert. Les vacances avaient dépeuplé les Champs-Élysées. Deux amoureux qui s'embrassaient sur le pont Alexandre III ne portèrent aucune attention à la voiture noire qui passa près d'eux. Pourtant le couple enlacé fit sourire un homme au visage bronzé, au nez proéminent, qui occupait la banquette arrière. Bien sûr, il y avait des gens heureux en ce mois d'août 1954. Une majorité de gens heureux !

Ferhat Abbas était un peu agacé en franchissant la grille du Quai d'Orsay, ces jeunes gens avaient inconsciemment fait dévier sa pensée du discours qu'il s'était promis d'adresser au président du Conseil. Pour la première fois, un leader algérien était reçu par un chef de gouvernement. Ce leader, c'était lui, Ferhat Abbas ; le président du Conseil, c'était Pierre Mendès-France qui revenait de Carthage où il avait solennellement déclaré : « L'autonomie interne de la Tunisie est reconnue et proclamée sans arrière-pensée... Nous sommes prêts à transférer à des personnages et à des institutions l'exercice interne de la souveraineté... »

Après avoir négocié à Genève les accords d'armistice mettant fin à la guerre d'Indochine, Mendès-France venait de réaliser en grand secret son « putsch » officiel en prenant à Carthage le

taureau par les cornes. Le « Combattant suprême » Habib Bourguiba devenait l'interlocuteur valable. Après les attentats, les bombes, les crimes, l'insurrection généralisée, Mendès venait d'accorder l'autonomie interne et Bourguiba, encore privé de liberté, parlait de confiance et d'amitié !... Tous les espoirs étaient permis. Ferhat Abbas avait une immense confiance en l'homme qui en moins de trois semaines avait réalisé pareil tour de force. Alors il avait demandé audience et voilà qu'elle lui était accordée ! Sans discussion préalable ! En entrant dans le bureau du président du Conseil — Mendès, dédaignant l'Hôtel Matignon, a élu domicile au Quai d'Orsay dont il a pris le portefeuille, montrant par une occupation des lieux qu'il entendait avoir prise directe sur les affaires extérieures —, Ferhat Abbas voyait s'éloigner le spectre affreux de la guerre civile, des attentats, du sang, des tortures, des représailles qui, après la Tunisie et le Maroc, ne manquerait pas de hanter son pays si rien n'était fait. Avec un Mendès-France soutenu par l'opinion publique — les Français ont bien accueilli sa décision tunisienne — tous les espoirs étaient permis.

De son côté, Mendès, pour qui l'Algérie n'était pas encore un problème, voulait s'informer. Et selon sa méthode de travail, « seul le dialogue était payant ». Il avait donc volontiers accordé l'audience que sollicitait Ferhat Abbas.

Pour Mendès, Ferhat Abbas, tel que le présentaient les fiches de renseignements et les rapports du Gouvernement général d'Alger, c'était l'« extrémiste type ». Il regroupait les intellectuels et les bourgeois musulmans, le ferment d'une révolution. Pour le gouvernement français, le M.T.L.D. de Messali était beaucoup moins représentatif, il n'avait pas de véritable expression. Un parti dirigé par un agitateur que l'on tenait d'ailleurs en résidence surveillée ! Au surplus, jamais ce Messali n'avait demandé audience. Qu'aurait-on eu à se dire ? Pour Mendès-France, en août 1954, l'interlocuteur valable c'était Ferhat Abbas, même s'il était, selon les rapports, le plus dangereux. Surtout s'il était le plus dangereux.

C'est donc avec beaucoup d'intérêt que le président du Conseil, flanqué de son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, et du secrétaire d'État à la Guerre, Jacques Chevallier, reçut MM. Ferhat Abbas et Ahmed Francis conduisant la délégation U.D.M.A. Jacques Chevallier, maire d'Alger, qui

connaissait bien Abbas et Francis, fit les présentations. La conversation s'engagea très vite. On parla de l'Algérie. Tout était calme, rien ne laissait supposer que quelque chose n'allât point.

« Détrompez-vous, monsieur le président, dit Ferhat Abbas, l'Algérie se tait parce qu'elle est mécontente. Elle n'a plus confiance en des dirigeants qui ne veillent même plus à l'application des lois françaises. Si nos appels restent sans écho, l'Algérie regardera ailleurs. »

Mendès-France : « Ne me demandez pas tout à la fois... »

Il promit de s'intéresser à l'Algérie, d'ailleurs cette audience n'en était-elle pas la preuve ? Abbas le savait bien car Mendès-France était le premier à recevoir les « nationalistes algériens » et, comme il n'était pas homme à le faire en secret, cette audience allait susciter des critiques acerbes, voire faire scandale. Cela Mendès France s'en moquait mais Abbas, en vieux routier de la politique, savait que ça n'arrangerait pas ses affaires à l'Assemblée, où sa majorité n'était déjà pas bien solide.

Le président du Conseil expliqua à ses visiteurs l'urgence des problèmes. « Comprenez-moi, vous avez intérêt à ce que ce problème tunisien évolue selon la ligne que je me suis fixée : le dialogue, puis le règlement. » Même si l'on n'appliquait pas les mêmes règles juridiques à l'Algérie. Abbas et Francis entendaient un tel langage.

« Nous ne demandons pas le règlement immédiat, précisa Abbas. Mais appliquez le statut de 1947. Appliquez la loi sans fraude. Toutes les dispositions sont toujours faussées par des consultations électorales falsifiées. » Toujours ce scandale du statut, loi française, non appliqué. Déjà, Pierre Mendès-France — le leur a-t-il dit dans les détails ce jour-là — avait dans la tête l'idée de dissoudre l'Assemblée algérienne qui ne représentait rien du tout et de faire des élections correctes. Pour éviter les fraudes traditionnelles, il avait le projet de les faire contrôler par une délégation parlementaire élue à la proportionnelle, ce qui permettrait d'y inclure des hommes appartenant au groupe communiste — donc peu suspects de « couvrir » des opérations de fraude — et des hommes comme le M.R.P. Fonlupt-Esperaber, qui s'était souvent « élevé violemment » contre la fraude électorale. En outre, Mendès connaissait bien Fonlupt, qui avait été son avocat lors du procès que lui avait intenté Vichy. Le président du Conseil expliqua donc les grandes lignes de son plan,

plan qui serait appliqué — il en prenait l'engagement — dès le règlement de l'affaire tunisienne. Il semble qu'Abbas, Francis et leurs compagnons, malgré leur impatience, comprirent qu'ils avaient intérêt à ce que le plan Mendès aboutisse en Tunisie. Ils acceptèrent cette chronologie. Mais avant de quitter le bureau présidentiel, Ferhat Abbas souligna que « si le gouvernement français n'entrait pas dans leurs vues, si rien n'était dit, rien n'était fait dans un délai relativement bref, ils seraient débordés et il serait impossible alors d'appliquer une politique progressiste ».

Argument politique, pensa Mendès-France, qui ne manque pas de poids. Surtout quand on peut juger sur pièces avec l'expérience tunisienne. Quand on sait que l'insurrection va éclater dans dix semaines et quand on sait que F. Abbas ne soupçonnait pas un instant que des « jeunes Turcs » en soient déjà à l'entraînement paramilitaire et à la fabrication des bombes, on mesure combien les derniers mots du leader algérien au président du Conseil étaient prémonitoires. Mais en août 1954, les rapports officiels en provenance d'Algérie étaient rassurants. « Tout est calme... » Il n'y avait qu'un Mitterrand pour répéter à Mendès : « Je flaire quelque chose... » Pierre Mendès-France retire de sa rencontre avec F. Abbas l'impression d'une « conversation positive ».

L'entretien que M. Mendès-France venait d'accorder au leader « extrémiste », un homme en Algérie aurait bien voulu l'avoir. Depuis plusieurs semaines M. Jean Vaujour, directeur de la Sûreté en Algérie, n'était pas tranquille et son inquiétude se reflétait peut-être dans le sentiment de doute qu'affichait Mitterrand quand on lui parlait du « calme » de l'Algérie.

Jean Vaujour était le fonctionnaire le plus important, après M. Léonard, gouverneur général, et son secrétaire général, à occuper un bureau de l'immeuble aux « mille fenêtres », siège du Gouvernement général qui dominait Alger. Il était le patron de la police en Algérie. Pourtant rien ne poussait cet homme, grand, large, que l'on devinait athlétique sous le costume strict et bien coupé, aux tâches policières. Avec son visage ouvert, ses cheveux fournis et rejetés en arrière, sa physionomie affable, il n'a pas la tête d'un homme qui ne se nourrit que de rapports secrets, de comptes rendus d'indicateurs, de troubles fiches de renseignements généraux. Il était sous-préfet à Mulhouse quand son ministre l'avait convoqué en 1953.

« Vous montez en grade, j'ai deux postes pour vous : préfet à

Belfort ou directeur de la Sûreté en Algérie. Que choisissiez-vous ? » Vaujour était un homme curieux, il aimait la nouveauté, il aimait « ouvrir des fenêtres sur des horizons nouveaux ». Il choisit Alger.

« Mais je ne connais rien à l'Algérie, avait-il ajouté, et encore moins aux affaires de police... » Il avait vite appris. Quelques semaines d'étude des dossiers lui avaient confirmé ce qu'il redoutait : le sous-équipement de l'Algérie était effrayant.

Jean Vaujour était atterré. Dans ce pays sous-administré, la police était insuffisante. Il trouvait une administration dans un état précaire. Peu d'hommes. Pas de véhicules. Impossibilité presque complète de se déplacer dans le bled. Pourquoi aller dans le bled ? Le jeune directeur avait pris des mesures qui n'étaient pas du goût de tout le monde. Il demandait des crédits très importants pour recruter des policiers, pour les équiper en locaux et en matériel. 2 CV et jeeps devaient leur être fournies. « C'est ce qu'il y a de plus pratique pour le bled ! » Le bled, le bled, toujours le bled, grognait son principal adversaire, le tout-puissant Laquière. Il avait réussi à lui faire « sauter » ses crédits en commission. « Tout va pour le mieux en Algérie. Nous n'avons pas besoin de cela. De la police ? Pour quoi faire ? » Et il avait fallu toute la fougue du jeune directeur pour lutter contre la démagogie du vieux président.

De la police pour quoi faire ? Il n'y avait qu'à se déplacer pour le voir. Les R.G. locaux ne lui signalaient rien de précis mais les « histoires » Messali, les « événements » en Tunisie et au Maroc ne laissaient rien présager de bon. La situation pourrissait. Les musulmans étaient trop silencieux. Costes, pour qui Vaujour ne débordait pas de sympathie, lui disait : « On vous dira toujours que tout va bien mais chez nous il y a toujours des choses qui couvent. » On lui avait parlé des hors-la-loi de Kabylie, de l'Aurès contre lesquels on ne « pouvait rien ». À Pâques 1954, Vaujour avait effectué une mission au Maroc, puis avait fait le tour des Renseignements généraux et des polices judiciaires des trois départements algériens. Pas de visites-poignées de main mais de véritables séances de travail. Avec les éléments recueillis il avait dressé un rapport qui « allait faire du bruit ! » pensait-il, un document de synthèse sur les commandos nord-africains à l'entraînement.

Grâce à des renseignements, puis à des recoupements, il avait

dressé une liste de camps d'entraînement en Libye et en Tripolitaine, le type d'entraînement (manierement d'armes et guerre de commandos) donné par des instructeurs égyptiens des services spéciaux du major Fathi Ed-Dib. Le directeur de la Sûreté était même parvenu à établir qu'une vingtaine d'Algériens participaient à cet entraînement et à dresser une liste de leurs noms grâce aux informateurs locaux qui apprenaient que dans tel douar tel jeune homme avait disparu, puis avait écrit à ses parents, racontant son équipée. Après avoir mis le point final à ce rapport long et précis, Jean Vaujour l'avait envoyé au ministre de l'Intérieur et aux Affaires étrangères pour qu'on le répercute sur les ambassades concernées. Il attendait toujours une réponse ! Il les avait relancés. Rien. Pas de réaction. Le directeur de la Sûreté pensa un instant « s'être foutu dedans » mais il n'y avait pas de fumée sans feu. Le réflexe policier commençait à jouer chez l'ancien sous-préfet de Mulhouse — il pouvait y avoir des doutes mais cela paraissait extraordinaire que par exemple l'ambassade de France à Tripoli ne réponde même pas ! Qu'elle ne précise pas si les informations envoyées étaient erronées ou non ! Le pauvre Vaujour s'apercevait seulement que l'Algérie n'intéressait personne, qu'il ne s'y passait rien, que l'on s'en foutait ! Il venait de rédiger le premier d'une longue série de rapports qui seraient « jetés au panier » sans retenir l'attention des « autorités ».

En ce mois d'août 1954, Jean Vaujour avait profité de ses vacances pour faire « une tournée d'explication » à Paris. Et pour y exprimer son inquiétude. Cette fois, il avait des faits réels, des preuves. Des gendarmes avaient été attaqués à Tébessa par des fellaghas tunisiens. Vaujour avait appris cette mauvaise nouvelle au « patron », Roger Léonard, à la réception que donnait M. Cuttoli pour le mariage de sa fille. Vaujour avait été désolé de troubler les deux hommes dans une pareille circonstance. Mais c'était un renseignement de taille, une information qui prouvait que tout n'allait pas pour le mieux dans l'Aurès, comme disaient les rapports. Pourtant, Vaujour eut la très nette impression qu'elle ne produisait pas l'effet escompté. Il eut un peu le sentiment d'être un trouble-fête, celui qui persiste à annoncer, seul, de mauvaises nouvelles alors que les rapports civils, tous les rapports civils, sont si rassurants. Mais Vaujour savait que ce n'était ni la première ni la dernière fois qu'il jouerait les oiseaux de mauvais augure. Le deuxième fait qui le poussait à ne plus partager l'incroyance du Gouvernement général pour les informations

inquiétantes était l'annonce du congrès d'Hornu. Les informations avaient afflué. La consécration de la rupture amènerait forcément des éléments « flottants » à grossir les troupes du C.R.U.A.

Vaujour aurait bien voulu voir directement Mendès ou Mitterrand pour leur expliquer ses craintes. Il avait été reçu par Jacques Juillet, le directeur adjoint du cabinet de Mendès, et par Paira, secrétaire général de l'Intérieur. Mais c'étaient les vacances et c'était mieux que rien. Une conversation directe valait toujours mieux qu'un rapport venu d'Alger que l'on classe avec des dizaines d'autres. Aux deux hauts fonctionnaires rencontrés Vaujour expliqua le C.R.U.A., une nouvelle O.S., les difficultés qu'aurait une armée d'Afrique inexistante à faire face à un éventuel développement de l'organisation secrète. Quant aux effectifs de police, il n'y avait qu'à se rapporter à ses comptes rendus, ils étaient déjà insuffisants en temps de paix !

« Dans combien de temps ce mouvement confidentiel pourrait-il — s'il le décidait — passer à l'action ? » Vaujour raconta les difficultés de pénétration dans ce C.R.U.A., mais, à son avis, il fallait compter six mois à partir du congrès messaliste de Hornu. Vaujour pensait en effet que l'attitude intransigeante de Messali déciderait certains « durs » à gagner les rangs du C.R.U.A. En outre il croyait toujours le mouvement soutenu par Lahouel et les centralistes. À sa décharge, fort peu d'hommes, au sein même du C.R.U.A., étaient dans le secret des tractations, puis de la rupture avec Lahouel. Vaujour, lors de son séjour parisien, avait fait ce qu'il avait pu. Il avait tiré la sonnette d'alarme. « Si l'Algérie bouge ce sera en décembre. »

Mais le tintement de la clochette de Vaujour aura du mal à parvenir aux bureaux présidentiels. Les couloirs des ministères sont semés de filtres « protecteurs » qui trop souvent ne laissent arriver que des sons assourdis aux oreilles responsables. L'explosion de la réalité n'en est ensuite que plus forte.

René Mayer le voulait à Constantine. La préfecture est libre. Pierre Dupuch arrive en juillet dans la capitale de l'Est algérien. Il n'a eu que la frontière à franchir. De Tunis à Constantine il y a moins de 500 kilomètres. En Tunisie, où il était conseiller technique du résident, M. Voizard, il a pris contact avec le « processus révolutionnaire ». Un fellagha, il sait ce que cela veut dire.

Il s'est en outre familiarisé avec les mesures libérales

préconisées par le résident et que Mendès va faire appliquer. Il quitte une Tunisie où « ça s'arrange » pour entrer dans une Algérie où « tout est encore calme ». Pour combien de temps ?

Lorsqu'il est passé à Paris, Mitterrand lui a dit : « Vous êtes nommé à Constantine, Dupuch, vous allez être aux premières loges... sinon en première ligne ! »

Le ministre de l'Intérieur, s'il ne prévoit pas la rébellion, croit à une infiltration importante de fellaghas tunisiens en Algérie et particulièrement dans l'Aurès, qui sert de zone de repos aux révolutionnaires tunisiens. Dupuch est à peine arrivé à Constantine que la « prédiction » ministérielle se réalise : des gendarmes sont accrochés dans la région de Souk-Ahras et au sud de Tébessa par des fellaghas tunisiens. Il y a des morts. Impossible de retrouver les rebelles qui se sont fondus dans la montagne truffée de grottes et de caches. Dupuch pense qu'il va avoir du pain sur la planche.

Ce n'est pas fait pour lui déplaire. C'est un actif. Après avoir été préfet d'Ille-et-Vilaine en 1950, puis avoir occupé la préfecture de Rodez, il a été nommé directeur adjoint du cabinet de René Mayer lorsque celui-ci est devenu président du Conseil. Le député constantinois a inoculé à son collaborateur le « virus algérien ». On a vu le « petit » Deleplanque, le protégé de la préfecture de Clermont, partir à cette époque pour Batna, « déblayer le terrain ». L'heure est venue pour Pierre Dupuch de profiter de son expérience tunisienne et du travail qu'a déjà accompli Jean Deleplanque.

Constantine fait donc connaissance avec son nouveau préfet. Impressionnant. Pierre Dupuch est grand. D'une corpulence assez forte. Le visage est sévère. Les yeux bleus, derrière de fines lunettes d'or, sont froids et perçants. Le visage rectangulaire aux traits épais et intelligents est celui d'un homme d'action qui ne s'en laisse pas conter. Les proches collaborateurs du nouveau préfet de Constantine s'en aperçoivent bien vite et le soir, au bar du Cirta, l'hôtel chic où il est de bon ton de prendre l'apéritif, on apprend que Dupuch n'est « pas commode, qu'il n'aime pas être interrompu, qu'il n'écoute que si cela a un grand intérêt pour lui et qu'il fume comme un pompier. Des américaines. » Lors des premières réceptions, les femmes lui trouveront du charme. « Il est un peu froid mais fait beaucoup plus jeune que son âge. » C'est au casque de cheveux noirs à peine filetés de blanc rejetés

soigneusement en arrière et à sa prédilection pour les costumes et cravates clairs qu'il doit ces flatteuses appréciations.

Pierre Dupuch sent qu'il va se plaire à Constantine. Dans son bureau de style mauresque il jouit d'une vue magnifique sur les gorges du Rhumel. La ville est encaissée entre les monts et le ravin impressionnant qui la séparent du monde. Moins importante qu'Oran, elle a plus de caractère. De mauvais caractère aussi. On ne l'aborde pas comme n'importe quelle petite ville de province. Elle a la fierté ombrageuse.

Alger, c'est Alger. Mais Constantine, c'est tout l'Est algérien. Dupuch n'est pas décidé à se laisser snober. Il est tout prêt à séduire mais c'est lui le patron. Qu'on se le dise. Au cours de multiples tournées dans le département, de couscous musulman en pièce de charolais et soles au gratin européennes, il découvre une situation qui est loin d'être brillante. Et pourtant le Constantinois « européen » lui fait son grand jeu. On sait déjà ses liens avec René Mayer. Et on veut « se l'assimiler tout de suite ». Il découvre le colon :

« Nous on a confiance, tout va bien ici. Jamais on n'assistera à ce qui se passe actuellement en Tunisie. On sait que vous en venez mais ce n'est pas possible que vous approuviez un Mendès, de plus, jamais la métropole n'abandonnera l'Algérie. Les liens sont bien plus étroits. Et puis, nous, on a la situation bien en main. Il suffit d'ouvrir l'œil et le bon et frapper vite, fort et juste. Ça, les Arabes, ils comprennent ! »

C'est la grande règle : mater toute réclamation, toute revendication par la manière forte. Voyez, depuis Sétif on n'a plus d'ennuis ! Mais un homme comme Dupuch y pense, à Sétif, et il est loin de partager la belle confiance des pieds-noirs. Il a très vite repéré le groupe de ceux qu'il appelle « ses excités » et qui vont rapidement devenir ses plus farouches adversaires : Benquet-Crevaux, le maire de Philippe-ville, Eugène Valle, le maire de Constantine et surtout Gratien Faure, président des chambres d'agriculture du Constantinois — un hyper-excité, dit-il —, tous partisans de la manière forte et de la trique, tous soutenus par *La Dépêche de Constantine* des frères Morel, grands amis de René Mayer et du sénateur Borgeaud. Cette *Dépêche de Constantine* deviendra vite l'écharde dans le talon de Dupuch. « Jusqu'à la catastrophe finale, dira-t-il plus tard, *La Dépêche de Constantine* ne cessera jamais de jeter de l'huile sur le feu, d'appeler à « mater

le raton » alors qu'il faudrait prêcher la modération et réclamer des réformes... Mais sans cesse elle excite la population pied-noir qui n'a que trop cette tendance, ce qui sera compréhensible lorsque les attentats éclateront. Sans cesse ils font les matamores... »

Déjà en cette fin d'août 1954, Pierre Dupuch a bien peur que le temps des concessions, des réformes ne soit dépassé. Son travail ne s'annonce pas facile, faute de renseignements. Les sources d'information ne lui semblent pas fameuses. Les R.G. du commissaire Grasser sont là, bien sûr, mais les inspecteurs ne parlent pas arabe et Grasser est pied-noir. Dupuch craint que cela n'influe terriblement sur ses rapports. Non qu'ils soient malhonnêtes — Grasser est un homme au-dessus de tout soupçon, incapable de truquer la vérité — mais orientés, rédigés dans l'optique pied-noir cela ne fait aucun doute pour le préfet, bien que Vaujour ne partage pas cette opinion et ait grande confiance en Grasser comme l'avenir le montrera. Le colonel Terce, correspondant du S.L.N.A. du colonel Schœn, est à son avis mieux informé. Les officiers de ce micro-service sont des vieux de la vieille de l'Afrique du Nord, ils parlent tous arabe, kabyle et pratiquent les dialectes. Malheureusement ils sont connus, archiconnus, grillés, archigrillés. Le dernier espoir, ce sont les administrateurs de commune mixte. D'après leurs rapports, ils se montrent beaucoup moins optimistes que les colons importants. Pourquoi ? Il n'y a rien de précis, mais ils sentent la population arabe se fermer, se retrancher dans sa coquille. Ils ont écho de passages de fellaghas tunisiens qui feraient de la propagande pour la révolte.

Et pourtant les pauvres ne savent pas grand-chose. Comment le pourraient-ils ? L'armature administrative, partout insuffisante, l'est encore plus dans l'Aurès où l'on n'a jamais très bien eu la situation en main. Par exemple : la commune mixte d'Arris — 100 000 personnes et un territoire grand comme la moitié du Massif central — est dirigée par un administrateur, deux administrateurs adjoints et huit gendarmes. C'est tout ! Et ce que le sous-préfet Deleplanque, le « petit », a raconté à Dupuch lui semble effarant. Les communes mixtes, outre la sous-administration, sont dirigées par des hommes capables qui, en général, connaissent bien les Arabes mais ces fonctionnaires sont loin d'avoir le standing d'autrefois. Certains font mêmes du fourbi, ils plantent eux-mêmes ou reçoivent volontiers 10 % des

récoltes. « Mais, précise Deleplanque, dans l'ambiance d'exploitation systématique dans laquelle vivent les Arabes, ce n'est pas très important ! » En outre ces administrateurs ont tendance à jouer les roitelets dans leur commune mixte. Jaloux de leurs prérogatives, ils ne donnent que des apparences de collaboration au corps préfectoral, et cela c'est plus grave. Ils veulent toujours jouer leur rôle personnel, plus soucieux de plaire à tel ou tel directeur du G.G. qu'à son préfet. « Mets-toi à sa place, Pierre, tu passes, je passe, Léonard passe, l'administrateur, lui, reste. Et les directeurs aussi. » Le véritable gouvernement de l'Algérie, c'est eux. Une sorte de gouvernement officieux, parallèle. En outre, la sous-administration est indéniable. Jusqu'en 1940, des bordj, annexes de la commune mixte, étaient installés dans tous les douars importants. Ils étaient occupés par des administrateurs adjoints en prise directe avec la population. Ils parlaient la même langue, vivaient de la même façon. Ils surveillaient les caïds, les khodjas. Ils étaient de véritables points de fixation. C'était l'autorité suprême à qui le plus pauvre des fellahs pouvait directement s'adresser. Et tout cela a été détruit par deux facteurs qui prêteraient à rire si le problème n'était si sérieux : la recherche du confort et la vanité des administrateurs. Tous les administrateurs adjoints n'avaient pas l'âme d'un Lawrence au petit pied. Le dégoût de la semoule et la recherche d'un confort moins succinct ramenèrent ces fonctionnaires dans les grandes villes d'autant que leurs patrons, les administrateurs, voulaient, par vanité, un « staff » autour d'eux, à la commune mixte. Et le paysan s'est retrouvé seul. Avec un caïd souvent étranger à son douar qu'il fallait acheter pour obtenir le plus petit service ! On ne risquait plus d'avoir le moindre renseignement précis ! Il n'empêche que même eux ne se sentent pas tranquilles.

Dupuch envoie au Gouvernement général, à Léonard, à Vaujour, des rapports plutôt pessimistes : administration sous-développée, armée inexistante. Dupuch a trouvé comme chef militaire à Constantine un vieux général qui attend sa retraite, le cœur tranquille, à l'ombre de ses médailles. Léonard répond aux appels au secours de ce préfet de Constantine qu'il connaît bien — il l'a eu jadis sous ses ordres à la préfecture de Seine-et-Oise — lui fait envoyer des renforts. Il a eu grand mal à obtenir quatre bataillons de chasseurs qui vont faire le désespoir de Dupuch.

« Ils venaient de Saint-Raphaël. Des délices de Capoue de la Côte d'Azur avec les perm' régulières du samedi soir et toute la

population féminine de Saint-Raphaël, à la solitude de Souk-Ahras ! Les malheureux étaient inopérants. Les hommes et les officiers avaient le cafard. Ils étaient le symbole de la médiocrité et de la flemme... » Ce ne sont pas ces officiers qui vont renseigner le préfet de Constantine.

En août 1954, dans l'Est algérien on joue « le Train de 8 h 47 » et on est à la veille de la révolution ! Mitterrand avait raison. Dupuch va être en première ligne. Mais, fin août 1954, il ignore jusqu'à l'existence d'un certain Mostefa Ben Boulaïd... On lui annonce simplement qu'une grande opération de ratissage de l'Aurès, destinée à localiser et détruire les troupes des « bandits d'honneur », en particulier celle de Grine Belkacem, a échoué. Totalemment. Ratisser l'Aurès ! Avec si peu d'effectifs. Il semble que l'on n'ait pas beaucoup le sens des réalités. Mais le préfet Dupuch assiste à son premier « ratissage ». Il en verra bien d'autres. Aussi inefficaces. Autant rechercher une aiguille dans une botte de foin. C'est ce qu'a dû penser l'officier d'état-major qui a préparé l'opération d'août. Il l'a baptisée « Aiguille ». Aurait-on le sens de l'humour à Alger ?

Il faisait gris lorsque Boudiaf quitta Constantine. La capitale de l'Est avait pris sa figure des mauvais jours. On n'était pas encore en automne que déjà un vent aigrelet s'engouffrait dans le canon du Rhumel, montait à l'assaut des falaises de la ville, balayait le square Valée et faisait tournoyer des nuages de poussière sur la Brèche. Boudiaf pressa le pas et remonta la rue Caraman, une des plus étroites mais des plus animées des rues de Constantine. Des gosses passaient en criant les journaux. Mais ce jour-là Boudiaf se souciait peu des nouvelles. La « formidable opération Aiguille » dont on parlait encore ne l'intéressait pas. C'était l'affaire de Ben Boulaïd et des « bandits » de l'Aurès. Ceux-là, ce n'était pas une « opération d'envergure » qui allait leur faire peur ! Mohamed Boudiaf aurait parié un sac de cacahuètes que les quatre cents ou cinq cents hommes de l'Aurès étaient tellement bien dissimulés dans les caches d'une montagne dont ils connaissaient les moindres pitons, les moindre escarpements, les moindres sentiers, que les bons C.R.S., habitués au maintien de l'ordre des villes, n'arrêteraient que d'inoffensifs bergers et ne feraient qu'oxygéner leurs poumons ! Boudiaf avait d'autres soucis en tête. Président du C.R.U.A. et chargé des relations avec l'extérieur il venait de régler une affaire de taille : Lahouel, non content de les laisser tomber, de ne pas donner

l'argent promis, était parti en guerre contre le C.R.U.A. Et avec un succès certain. Il accusait le C.R.U.A. de « mener le peuple à l'abattoir ». De vouloir déclencher une révolution alors que rien n'était prêt, qu'il n'y avait ni armes, ni moyens, ni aide extérieure importante. Il soutenait que le peuple ne survivrait pas, qu'il fallait d'abord épuiser les ressources de la lutte politique. Lahouel et ses centralistes se trouvaient bien à la mairie d'Alger et n'avaient rien trouvé de mieux que de tenter de « débaucher » du C.R.U.A. des éléments « mouvants » et influençables :

« Nous aussi nous sommes pour l'action, mais il faut encore attendre... » Et Lahouel était passé à l'action à sa façon. Il avait précédé Boudiaf à Constantine. Bien renseigné sur les participants à la réunion des Vingt-deux, il avait décidé de convaincre les Constantinois de la « folie dans laquelle ils allaient se lancer... » Et il y avait parfaitement réussi. Habachi, Lamoudi Abdelkader, Mechatti, Saïd et Rachid faisaient les morts. On n'avait plus de nouvelles de ces « hommes de confiance ». Didouche n'avait pas réussi à les joindre et Boudiaf s'était décidé à prendre le taureau par les cornes et à aller voir sur place ce qui se passait. Il avait demandé 150 000 des 500 000 F donnés, lors des premiers contacts, par Lahouel au C.R.U.A. Bouadjadj, qui tenait la caisse, les lui avait confiés en riant : « C'est son propre fric qui va nous servir à le combattre ! » Mais Boudiaf n'avait pas envie de rire. Encore moins aujourd'hui à Constantine ! Car il venait bel et bien d'essayer un échec. Les cinq Constantinois se « dégonflaient ». Lahouel les avait bien convaincus. Le travail de sape avait été efficace.

« Tu comprends, avait dit Mechatti, on n'a aucune chance. On n'a même pas la population avec nous. Et on ne l'aura pas ! Ne comptez plus sur nous. Nous ne parlerons pas. On ne dira rien mais on laisse tomber. » Rien n'y avait fait. Ni les supplications ni les menaces. Boudiaf avait dû battre en retraite. Et ce matin-là il était d'aussi méchante humeur que le temps était gris. C'était un coup dur. Constantine ne bougerait pas ! C'étaient en outre les premières défections qu'enregistraient les hommes du C.R.U.A. Jusque-là tout avait bien marché. Ils n'étaient peut-être pas très nombreux, pas bien armés, mais profondément convaincus. Ils formaient un bloc uni. Ils se donnaient confiance mutuellement. La faille constantinoise lorsqu'elle serait connue risquait d'avoir des conséquences incalculables sur le moral des troupes.

Boudiaf était arrivé boulevard de l'Abîme où une voiture l'attendait. Le militant qui conduisait ne le connaissait pas. Il avait des ordres pour conduire son passager à Alger. Il le déposa sept heures plus tard au tournant Rovigo à la Casbah. Un drôle de passager ! Il n'avait pas ouvert la bouche !

Il était 18 heures. Avec un peu de chance Bouadjadj serait encore au café Ben Nouhi, rue du Rempart Médée. Boudiaf avait envie de se confier, de parler, de maudire ce fils de p... de Lahouel. Il rencontra Bouadjadj au coin du boulevard Gambetta et de la rue Henri-Rivière. Ce ne serait pas la peine d'aller au café ! Les deux hommes se serrèrent la main.

« Echech complet, dit Boudiaf, Lahouel les a convaincus. Ils nous laissent tomber !

— C'est la catastrophe ! répondit Bouadjadj. Et tu ne sais pas tout. Demain, à Blida, Lahouel et Yazid ont préparé une réunion des militants sûrs de la région. Et là ils sont forts ! »

Boudiaf serra encore plus ses lèvres pincées par la colère. Les mâchoires bloquées il lâcha :

« S'ils veulent la bagarre, ils l'auront. Demain, je serai à Blida ! »

« ... Ces hommes veulent vous entraîner dans une aventure sans issue ! »

Boudiaf tassé sur sa chaise écoutait depuis une heure M'hamed Yazid et Lahouel qui tentaient de rééditer leur exploit de Constantine. Dans le local du M.T.L.D. de Blida ils avaient réuni des militants de la région, des paysans, des ouvriers agricoles. Ils étaient une vingtaine en djellabas usées ou en chemises et pantalons maculés de terre. Un chiffon entortillé sur la tête. Bouchaïb et Souidani, chez qui une grande partie du matériel et des bombes était entreposée, entouraient Boudiaf. Les militants qui écoutaient Yazid et Lahouel regardèrent les trois hommes, hésitants. Ce que disait Lahouel était sensé mais un Souidani, presque francisé, toujours en veston avec sa croix de guerre 1945 au revers, n'était pas un fanatique qui les enverrait à la mort pour le plaisir. Et Souidani et Bouchaïb étaient du C.R.U.A. et les avaient contactés. Lahouel sentit la situation, il se savait dans une région où il était très fort. Autant Alger était messaliste, autant l'Algérois était centraliste. Malgré cet avantage il sentit que ce serait plus dur qu'à Constantine. Mais s'il avait gagné dans le

pays d'origine de Boudiaf, pourquoi pas à Blida ? Il décida de frapper un grand coup.

« Ce serait de la folie de se lancer dans cette aventure, s'écria-t-il, sans armes, sans soutien ; vous irez à la mort. Notre parti perdrait ses meilleurs éléments. Et d'ailleurs qui nous dit que ce n'est pas le but de ces hommes ? Qu'ils ne sont pas des agitateurs... »

Un murmure parcourut le petit local. Là, Lahouel y avait été un peu fort.

Boudiaf se leva et le poussa légèrement.

« J'écoute en silence depuis une heure les arguments de ces deux-là ; c'est un peu mon tour de parler... »

Et d'une voix sourde, cette voix de tuberculeux, diront plus tard ses amis, cette voix qui sort d'une poitrine malade mais qui sait convaincre et prendre aux tripes, Boudiaf reprit les arguments d'unité et d'action qui avaient présidé à la création du C.R.U.A. Il retraça calmement les querelles internes Messali-Lahouel, les discutailles, les palabres dans lesquelles s'enlisait le nationalisme algérien, pendant « qu'à droite et à gauche, en Tunisie et au Maroc, les ailes bougent, le corps algérien reste immobile, terrassé par des querelles stériles ». Oui, le C.R.U.A. n'avait pas de grands moyens mais dès que la révolution aurait éclaté, dès que le monde saurait, alors l'aide arriverait. Il parla de l'Indochine, des victoires des Viets et même de la Résistance française. Il parla du statut de 1947, des colons, des élections truquées. Il fit le grand numéro. « Et vous suivriez des hommes qui vous conseillent de ne rien faire ?... »

Lahouel reprit la parole. Le duel qui se déroulait devant leurs yeux fascinait les quelques militants présents. Lahouel expliqua le désir des centralistes de passer eux aussi à l'action mais il était nécessaire avant tout d'être unis et d'avoir réglé le problème Messali.

C'était plus que ne pouvait en supporter Boudiaf. Cette fois, il était furieux. « Et ça recommence, hurla-t-il, Messali-Lahouel, Lahouel-Messali. Ils ne pensent qu'à cela. Écoutez-moi bien... »

Et il se tourna vers Lahouel et M'hamed Yazid, interdits par la violence de sa harangue qui contrastait avec le calme de sa première intervention.

« Écoutez-moi bien, vous tous. La révolution, elle se fera. Avec ou sans vous. Avec ou contre vous. C'est inéluctable. La machine est en marche, rien ne pourra maintenant l'arrêter. La révolution se fera... même avec les singes de la Chiffa^u ! »

Et il s'assit, épuisé. Il avait fait tout ce qu'il avait pu. On verrait au jour J ceux qui suivraient. Il sortit, suivi de Bouchaïb et de Souidani. Il n'eut pas un regard pour Yazid ni pour Lahouel.

Le camion s'arrêta sur le bord de la route faisant jaillir des gravillons sous ses doubles roues. La portière s'ouvrit et Ben Boulaïd sauta à terre. « Je te laisse là, s'inquiéta le chauffeur, en pleine campagne ?

— Merci. Ça va bien comme ça... »

Le chauffeur fit une grimace d'incompréhension, puis haussa les épaules. Il remit son camion en marche et s'éloigna vers Arris. Ben Boulaïd était furieux. Jamais il n'aurait dû se faire transporter par un inconnu et attirer l'attention en se faisant déposer en pleine campagne. Une faute à ne pas commettre de nouveau ! Enfin ce n'était pas trop grave. On le connaissait à Batna mais pas très bien dans la région d'Arris. Il quitta la route et continua à travers champs, en contrebas. La vallée était étroite, encaissée entre deux vallonnements arides piqués d'épines et de broussailles. La route se faufilait au pied du premier. Entre la route et la pente aride du second s'étendaient deux longues et étroites bandes de bonne terre qui bordaient le lit caillouteux d'un oued asséché. Le blé avait été moissonné depuis longtemps et Ben Boulaïd marchait dans une terre labourée, encore piquée ici et là de chaumes séchés. Le douar Ouled-Moussa était à environ 10 kilomètres d'Arris et la maison de Lakhdar Baazi en était bien éloignée. Une retraite parfaite. De la route il fallait des yeux perçants pour distinguer, accrochée au versant d'en face, la modeste grange. Les pierres ocre entassées les unes sur les autres, sans ciment, se confondaient avec la terre et la pierraille. Derrière l'écran d'un vieux chêne aux membres tourmentés par la sécheresse et le vent, se dissimulait la maison du cultivateur entourée de lianes grosses comme le poignet et de lierre, énormes parasites, qui partaient à l'assaut du toit. Il n'y avait personne dans la maison. Baazi devait être aux champs et il avait envoyé sa femme et ses trois enfants chez ses parents dans le douar voisin sous prétexte d'aider à des travaux.

Mostefa Ben Boulaïd jeta sa musette en travers d'un grabat où

il coucherait cette nuit. Il était épuisé par le travail qu'il avait fourni ces derniers jours. Il avait besoin de se reposer quelques heures. Il sortit de la maison et vint s'asseoir au pied du chêne. Il découvrait la vallée tout en restant invisible de la route sur laquelle, de temps à autre, passait un camion se dirigeant vers Arris. Le ruisseau qui fournissait l'eau à la petite ferme chantait doucement. Ben Boulaïd avait bien choisi. À quelques centaines de mètres de la route nationale, à 6 kilomètres à peine d'Arris, là tout près de lui, dans la grange sous de larges pierres plates, enfoui dans la récolte de paille de la saison, dormait le plus important stock d'armes de l'Aurès. C'est là que, le jour J, Ben Boulaïd ferait la distribution. Mais on n'en était pas là. Malheureusement. Car tenir les hommes devenait difficile. Les plus politisés, et on l'était dans l'Aurès malgré l'apparence fruste et grossière des paysans chaouïas, savaient que la session de l'O.N.U. s'ouvrait et ils pensaient que l'action était pour bientôt. Or il fallait encore attendre. Si le recrutement était presque terminé, la fabrication des bombes ne l'était pas, non plus que le choix des objectifs à frapper au premier jour de l'insurrection. On n'en était qu'à l'organisation.

Et Ben Boulaïd avait besoin de faire le point. Ses incessantes allées et venues d'Alger à Batna, de Batna à Alger, les tournées dans l'Aurès ne lui en laissaient pas le temps. En ce bel après-midi de septembre, assis au milieu des touffes de thym, d'alfa sauvage, abrité du vent par les chênes nains, les arbres à gingembre et les oliviers sauvages, Mostefa Ben Boulaïd était assez satisfait. L'Aurès, qui avait été centraliste, était maintenant gagné au mouvement révolutionnaire. Fin août, en compagnie de Chihani Bachir, son premier lieutenant, Ben Boulaïd, qui était resté dans l'ombre jusque-là, avait interdit l'entrée de l'Aurès aussi bien aux messalistes qu'aux centralistes et avait annoncé aux militants sur lesquels il savait pouvoir compter la création d'un nouveau parti, le « Hizb Ethaoura^[2] », doublé d'un organisme militaire, le « Djich Ethaoura^[3] », au sein duquel il incorporait les hommes favorables au C.R.U.A. Ben Boulaïd avait déjà établi dans l'Aurès les deux organismes que les Six se promettaient de créer avant le jour J et que le monde allait connaître sous le nom de F.L.N. (Front de libération nationale) et d'A.L.N. (Armée de libération nationale). Dès la fin de juillet. Ben Boulaïd avait constitué, avec les chefs de kasma d'Arris et de Foum-Toub, des groupes dans chaque douar. À ces hommes il avait expliqué le

remplacement du M.T.L.D. par le « Hizb Ethaoura » et les avait « chauffés » en parlant d'ordres venus du Caire, d'une levée en masse du Maghreb arabe et d'un prochain encadrement par des Algériens venant d'Égypte. Dans les villes du pourtour de l'Aurès, c'est Chihani qui avait recruté pour le C.R.U.A. Ben Boulaïd était allé à Khenchela pour étudier la situation et y avait installé son deuxième homme de confiance : Laghrour Abbés. Le recrutement avait continué selon les méthodes de cloisonnement en vigueur pour le C.R.U.A. Connaissant l'Aurès comme sa poche, Ben Boulaïd avait su jouer avec les particularismes locaux et avec les capacités de chacun. Chaque membre recruté était séduit par l'action directe mais le patron de l'Aurès comptait surtout sur ses montagnards pour agir au jour J. Les citadins, eux, serviraient de guides et de conseillers politiques. Avec Chihani et Laghrour, Ben Boulaïd avait mis au point les thèmes de la propagande. Là encore il s'agissait de les adapter à la culture politique de chacun. Pour Batna, qui serait l'épicentre du soulèvement de l'Aurès le thème développé était le suivant : prendre l'initiative de l'action afin d'éviter le déchirement interne du parti en l'amenant à se regrouper en un seul bloc autour du sacrifice des *moudjahidin*.

Les résultats dans tous les secteurs de l'Aurès étaient remarquables. Chaque groupe, chaque kasma importante, avait à sa tête un chef et un comité avec un responsable local, un responsable de la police intérieure, un autre pour les finances, pour les affaires islamiques, pour les affaires syndicales.

Ben Boulaïd et ses adjoints Chihani Bachir et Laghrour Abbés se trouvaient dès lors à la tête de quatre cents hommes organisés, politisés, réunis en cellule et groupe d'action. En outre ils avaient la plus importante réserve d'armes d'Algérie.

Ben Boulaïd sortit de sa poche l'organigramme qu'il montrerait dans six jours à ses compagnons. Voilà comment se présentait l'Aurès :

Chef de zone : Ben Boulaïd. Adjoints : Chihani et Laghrour.

Kasma de Batna : 50 militants.

Localité d'El-Kantara : 10 hommes.

Localité Mac-Mahon : 10 hommes.

Localité Ghemora : 40 hommes.

Kasma de Khenchela : 60 hommes.

Kasma de Foum-Toub : plus de 100 hommes.

Kasma d'Arris : environ 100 hommes.

Sans compter dans ces effectifs les hommes des « bandits de l'Aurès », de Grine Belkacem et de Maache dont l'opération « Aiguille » n'avait même pas découvert la trace !

Ben Boulaïd était prêt à passer à l'action dans sa région mais il restait encore de nombreuses tâches de coordination à mettre au point sur l'ensemble du territoire et en liaison avec l'extérieur. Il fallait frapper un grand coup. Réaliser une opération psychologique de grande envergure. Et Ben Boulaïd n'ignorait pas que si l'Aurès pouvait résister, former le cœur de l'insurrection, un cœur qui battrait longtemps, les autres régions, à l'exception de la Kabylie, ne pourraient résister et devraient se borner à une action d'attentats sans très grande envergure. Il fallait compenser le peu de moyens matériels par une « action psychologique » soigneusement mise au point, qui démontrerait l'existence d'un mouvement capable de coordonner une action terroriste sur toute l'étendue du territoire algérien. Et cela demandait du temps.

Ben Boulaïd fut tiré de ses pensées par un bruit de pas. C'était Baazi, le propriétaire de la maison. Il avançait, portant un gros ballot en équilibre sur la nuque et les épaules.

« Qu'est-ce que tu transportes ?

— Des vêtements. Un stock de battle-dresses que le bijoutier d'Arris a échangé à un douar des environs contre des bagues et un collier. Il nous en fait don.

— C'est un homme sûr ?

— Il fait partie de la kasma d'Arris. Il est mouillé à fond avec nous. »

Les marchés aux puces de la région, du village nègre de Batna au dernier douar de l'Aurès, étaient écumés. Ben Boulaïd tenait à ce que, au jour J, ses hommes agissent en uniforme. Au besoin, qu'ils se montrent. Que l'on ne puisse dire : il s'agit d'une action isolée des bandits traditionnels. Non, il les aurait voulus tous en battle-dress ! Ce ne serait pas possible, mais il pensait sincèrement que cela viendrait.

Pendant que Baazi préparait le repas sur un four de pierres plates. Ben Boulaïd nota soigneusement le nombre des vestes de combat, provenant de vieux stocks américains, que recelait le ballot de son compagnon. Onze vestes et quatorze pantalons. Le chiffre alla rejoindre dans son calepin les renseignements que lui communiquaient régulièrement ses chefs de secteur ainsi que les plans des casernes de Batna et la liste des policiers du commissariat central. Ben Boulaïd n'avait rien négligé. Ni les médicaments de première urgence, que les militants achetaient déjà depuis des semaines en petite quantité dans des pharmacies différentes, ni les pataugas, dont la vente à Arris, Batna et Khenchela avait régulièrement augmenté. Personne ne s'en était inquiété. Ce n'était pas encore des articles stratégiques. Personne ne se doutait, en septembre 1954, que pendant sept ans il faudrait des autorisations spéciales pour s'en procurer en Algérie.

Le 9 septembre 1954 il pluvait sur Évian. M. Tremeaud, le préfet d'Alger, prit un verre d'eau à la source et s'installa sur une chaise longue sous la verrière rococo de l'établissement thermal. Le petit orchestre de chambre distillait une musique feutrée offerte aux curistes par la Société fermière. Le préfet d'Alger s'étira. Depuis huit jours il soignait à Évian ses reins et ses nerfs. Le mois d'août avait été fertile en réceptions de toute sorte et en rapports de tout genre. Le commandant de la X^e région militaire, le brave Caillies, avait passé ses pouvoirs au général Chérière qui venait d'Allemagne. « J'ai la situation bien en main, tout va pour le mieux. Pour l'instant je suis optimiste », avait dit Caillies à Chérière. Mais celui-ci n'avait pas été convaincu. Il ne croyait pas que les troubles qui affectaient la Tunisie et le Maroc ne porteraient aucun contrecoup à l'Algérie. Le gouverneur général était bien de son avis. Mais pour l'instant il ne se passait rien. Rien du tout. On avait mis le général au courant des mélis-mélos Messali-Lahouel, on lui avait parlé du C.R.U.A., des liens que celui-ci tissait en Kabylie, dans l'Aurès et en Oranie. Peut-être Vaujour en avait-il dit plus. Mais le général voulait l'avis de tous et surtout des préfets. Lorsque Dupuch, le préfet de Constantine, lui avait réclamé des renforts « sérieux », il avait tiqué mais le rapport, les arguments du préfet avaient été si précis et si peu « optimistes » qu'il avait réfléchi. Il fallait réorganiser cette région militaire.

Cela n'allait pas tarder puisque le vieux général qui la tenait prenait sa retraite. Celui-là resterait optimiste jusqu'au bout. Il ne

se serait aperçu de rien. « Rien, rien du tout. À part les bandits... mais c'est du folklore. » Son remplaçant allait être le général Spillmann, que Chérière n'aimait pas beaucoup, mais qui était un homme lucide, intelligent. Un homme à poigne. C'est ce qu'il fallait pour réorganiser cette région d'une si grande importance stratégique. Mais on avait le temps puisqu'il ne se passait rien de précis, à part le pessimisme — modéré — de Dupuch.

Quant à l'ouest, ni Lambert, le préfet d'Oran, ni Wiederspach-Thor, le général commandant la région oranaise, qui s'entendaient bien sur tous les plans, ne pensaient qu'il « puisse se produire quelque chose ».

Tremeaud avait fait son rapport. Pour lui la situation n'était pas facile. Il avait au-dessus de lui, et dans la même ville, le gouverneur général et le directeur de la Sûreté avec qui il entretenait les meilleures relations mais qui réduisaient forcément la part intéressante de son travail. Il fallait faire le reste ; son rapport n'était pas à l'inquiétude.

Bref, sauf du côté de Constantine, où Dupuch « sentait quelque chose » se préparer sans pouvoir apporter d'autres éléments plus précis que les rapports vagues d'administrateurs de commune mixte, l'Algérie était calme. Pas pour longtemps.

Sept semaines avant que la révolution la secoue politiquement, un cataclysme naturel allait la bouleverser physiquement.

Tremeaud savourait sa tranquillité à Évian, écoutant d'une oreille distraite un quintette de Boccherini, lorsqu'une conversation voisine attira son attention. « C'est affreux, disait une femme qui rejoignait son mari, je viens d'entendre à la radio l'annonce d'un tremblement de terre. Il y aurait des centaines de morts.

— Où ça ? demanda l'homme.

— En Algérie. Je n'ai pas retenu le nom... »

Il fallut peu de temps à M. Tremeaud pour obtenir les renseignements officiels qu'il désirait. Orléans-ville venait d'être victime d'un tremblement de terre. La ville était ravagée. On ne pouvait encore faire un bilan. Il serait très lourd.

Deux heures plus tard, M. Tremeaud était à bord d'un avion qui décollait de Genève. À Orly on fit descendre un passager de l'avion Paris-Alger. « Raison officielle. Pas de discussion ! »

Dans la nuit, Tremeaud découvrait, aux côtés du gouverneur général Léonard, l'ampleur du désastre. À la lueur des projecteurs, les sauveteurs s'efforçaient de dégager les corps. Plus souvent des morts que des survivants. On en était déjà à près de 1 000 morts. Il y en aura 1 409. Déjà on arrosait les ruines de désinfectants, il avait fait chaud. Au cours de la nuit précédente, à 1 h 05, la terre avait tremblé. La première secousse avait été d'une violence inouïe. Le sismographe de Tamanrasset, à plus de 1 500 kilomètres de là, en avait été bloqué. Les bâtiments en dur des rues principales s'étaient écroulés comme des châteaux de cartes, ensevelissant des centaines d'habitants endormis. Tremeaud voyait les larges crevasses qui coupaient les avenues du plus important centre agricole de la plaine du Chélif, les voitures écrasées comme des jouets d'enfants, les trottoirs soulevés, les blocs de béton bousculés, des tours écroulées. Ils parcoururent les quelques bâtiments intacts transformés en infirmeries de campagne. Des gens hagards les ignoraient, hurlant leur malheur dans les couloirs ou prostrés sur des lits de camp. L'armée avait fait jaillir une véritable ville de tentes. Il y avait plus de 60 000 sans-abri. Des milliers de blessés. Des cas de folie. La catastrophe était sans précédent en Algérie. Le séisme d'Orléansville devait susciter un immense mouvement de solidarité nationale. Vivres, sang, vêtements, argent parvinrent à la petite ville du Chélif. La catastrophe occupa tous les services officiels d'Algérie pendant tout ce mois de septembre. Elle avait tout balayé.

Le C.R.U.A. ? Des complots ? On avait autre chose à faire. Et c'était malheureusement vrai.

Larbi Ben M'Hidi, responsable de la zone V du C.R.U.A., l'Oranie, avait perdu dix militants et un petit stock d'armes dans la catastrophe. Il fallait ajouter cette nouvelle perte à celles, déjà importantes, qu'avait subies l'Oranie. Pour Ben M'Hidi et son adjoint Boussouf, la situation semblait désespérée. Déjà l'Oranie était la région la plus faible, la moins politisée, parce qu'aussi la plus riche. Les ouvriers y étaient mieux payés qu'ailleurs. On ne crevait jamais de faim en Oranie. Les Européens y étaient souvent plus libéraux que dans d'autres régions. Et le sort semblait s'acharner sur les conjurés de cette région. Un stock d'armes, des fusils Statti cachés près de Laghouat, avait été saisi par les légionnaires sur renseignements donnés par un pompiste — ancien légionnaire — de l'étape saharienne. Ben M'Hidi se

promit de lui régler son compte. On retrouvera plus tard le corps du pompiste flottant entre deux eaux dans le port d'Alger et l'on apprendra alors qu'il s'agissait d'un ancien de l'Intelligence Service qui avait repris de l'activité. Ces fusils qui devaient remonter par Tiaret vers Ténès et armer les hommes du Dahra allaient manquer. En outre, une caravane venant du Rif avait été interceptée par les gendarmes dans les confins algéro-marocains. Elle transportait entre autres du plastic et des pistolets payés d'avance à des trafiquants du Rif grâce à 80 000 F que des militants M.T.L.D., qui ne voulaient donner leur cotisation ni aux messalistes ni aux centralistes, avaient confiés à Bouadjadj. Et pour finir c'était la catastrophe d'Orléans-ville. Ben M'Hidi pensa que ça risquait d'être bien calme du côté d'Oran quand éclaterait le jour J. Mais les dés étaient jetés. La phase de préparation était terminée, on entrait dans l'organisation minutieuse du déclenchement de l'insurrection. La révolution se ferait... même avec les singes de la Chiffa. Souidani et Bouchaïb avaient raconté à leurs compagnons l'algarade de Blida et la réponse de Boudiaf. Elle était devenue le leitmotiv des hommes du C.R.U.A.

Alger s'installait dans l'automne. Des nuages bas et lourds tournoyaient lentement sur la darse du vieux port turc. L'Amirauté et le phare éclatants au soleil d'été prenaient une vilaine teinte grise. Près des cargos Schiafino, les grues immobiles se détachaient, noires sauterelles efflanquées, sur le ciel gris. À quelques centaines de mètres, la luxueuse piscine du R.U.A. était déserte. Les jolies filles bronzées et tendres l'avaient abandonnée pour l'Otomatic, le bar des Facultés ou les « parties » de la rue Michelet ou du quartier bourgeois du Forum. L'air était moite, trop doux. Alger semblait avoir trop mûri sous le soleil de l'été. Le fruit ferme et pulpeux devenait « blet ». La métamorphose s'était faite en moins d'une semaine. Jean Vaujour, le directeur de la Sûreté, avait quitté Alger ensoleillé quelques jours auparavant, appelé à Toulouse pour affaire de famille ; il y revenait ce jeudi 7 octobre pour le trouver en tenue d'hiver. C'était le deuxième hiver algérois du grand patron de la police. Il ne redoutait pas la mauvaise saison. Au contraire. Il aimait rapprendre la pluie, le sol brillant, les tourbillons de nuages et les odeurs d'épices qui devenaient plus puissantes avec l'humidité lourde, un peu poisseuse. Le ciel immuablement bleu est lassant pour le métropolitain du nord.

La Citroën noire, officielle, s'arrêta sur le Forum devant les

grilles du Gouvernement général. Vaujour gagna rapidement son bureau au rez-de-chaussée. Ses pas retentirent dans le hall sonore du G.G. Ça l'agaçait toujours un peu et il se promettait d'enlever les talonnettes de fer qui garnissaient ses chaussures. Mais aujourd'hui il avait d'autres soucis en tête. Tout à l'heure, à Maison-Blanche, à l'arrivée de son avion. Costes, le chef des Renseignements généraux d'Alger, venu le saluer comme le voulait le protocole administratif, lui avait glissé :

« Il faut que je vous voie très vite, monsieur le directeur, j'ai une information de la plus haute importance à vous communiquer.

— Bien. Dès mon arrivée, dans mon bureau... » Costes a sa gueule des mauvais jours, avait pensé le directeur de la Sûreté, ce doit être grave.

Les deux hommes ne s'aimaient pas. Déjà à Paris, avant son départ pour l'Algérie, on avait prévenu Vaujour. « Costes, c'est l'homme de Borgeaud. Mais intelligemment. Un grand flic, qui a le renseignement dans la peau. »

Vaujour avait appris ce gouvernement parallèle de l'Algérie, constitué de hauts fonctionnaires « qui restaient », des « fixes » qui voyaient passer les gouverneurs généraux, les directeurs de la Sûreté, les préfets et sous-préfets. À propos de Costes on l'avait mis en garde : « C'est un de ces hommes dont il vous faudra « à terme » régler le sort et reprendre le service en main, ou bien, si vous n'y parvenez pas, vous méfier de ses renseignements et ne pas prendre ses informations pour argent comptant ! »

Vaujour avait découvert Costes à son arrivée à Alger, à l'aérodrome, lors de la réception officielle. « Une tête extraordinaire, se souviendra-t-il, mais c'est surtout l'expression de ses yeux qui m'a tout de suite frappé. Des yeux durs, rusés, intelligents, qui me jaugeaient, qui « prenaient mes mesures » dès le premier contact. Des yeux pas rassurants du tout... »

Mais Costes avait joué le jeu. Très au courant de la situation, il avait « tout déballé » à Vaujour : le P.P.A., le M.T.L.D., l'O.S.

« On les a décapités à l'époque, en 1950, avait-il dit, mais il faut encore se méfier. C'est comme l'Hydre, on coupe une tête il en repousse une ou deux autres... » Et par la suite, dans ses rapports au directeur de la Sûreté, il avait toujours laissé entendre qu'il risquait de se déclencher quelque chose. Il voyait dans le M.T.L.D. la source de tous les maux, ce qui n'était pas faux dans

l'optique d'un chef des Renseignements généraux.

Il avait fallu un certain temps à Vaujour pour comprendre comment l'« homme de Borgeaud », comme on lui avait dit à Paris, pouvait orienter ses rapports dans le sens, selon la ligne, que s'était fixé le seigneur de La Trappe. Mais le directeur de la Sûreté avait démonté le mécanisme. Dans la moindre affaire de droit commun Costes voyait une incidence politique. Il suffisait qu'un musulman y soit impliqué. Au premier abord, cela pouvait se défendre car on gardait toujours en tête, dans les services de police, l'exemple de ce hold-up de la poste d'Oran commis par un certain Ahmed Ben Bella, à moins qu'il ne s'agisse d'Aït Ahmed, dans lequel on n'avait vu qu'un banal fait divers. Mais pour Costes, depuis cette époque, il n'y avait plus que des affaires « politiques » et la justification de la « ligne Borgeaud » était toute prête : « Vous voyez bien, il faut les tenir, les « visser »... et si les Kabyles s'en mêlaient, nous irions vers un bain de sang. » La force préventive et jamais le moindre essai de libération ! Voilà une politique qui convenait parfaitement à certains membres du grand colonat.

Vaujour avait très vite montré à Costes qu'il avait découvert l'orientation des comptes rendus dès R.G. Ses rapports avec Borgeaud s'en étaient ressentis.

Devant Vaujour, Borgeaud était sur la défensive. Dès son arrivée à Alger, il avait affiché une grande méfiance à son égard. Pour Borgeaud et ses amis, Vaujour était l'homme qui ne connaissait rien de leur vie, de leurs tendances. « Il vient fourrer son nez dans nos affaires (*toujours la même expression*) et ne sait même pas que « notre » Algérie est au-dessus des partis... » Vaujour aura peu de contacts avec Borgeaud. Il sera reçu une seule fois à La Trappe. Et en 1955 ! Vaujour face au grand colonat était l'homme seul. Tous les rapports qu'il pouvait avoir avec les « Grands » d'Algérie et avec la plupart des hommes politiques européens étaient dominés par le sempiternel refrain : « Soyons fermes (*et ils l'étaient*) ne cédon pas. N'accordons rien. Ce serait ouvrir la voie à des abus dont nous ne nous relèverions pas. Il ne faut pas mettre le doigt dans le fatal engrenage. »

D'ailleurs, Vaujour avait peu de contacts suivis et en aucun cas de conversations de fond avec les hommes politiques qui « jouaient » à Paris où tout se passait. Si quelque chose n'allait pas à leur goût, ils « réglait cette petite chose » à Paris et il

n'était pas rare que Léonard en reçût le contrecoup. Toujours les élections !

Il y avait depuis longtemps grande disproportion entre les vues gouvernementales — on avait laissé entendre à Vaujour qu'il faudrait mettre ces gens-là au pas — et la cuisine parlementaire et son influence sur Alger.

Vaujour s'était très vite rendu compte qu'il était impossible, dans un premier temps, de reprendre totalement le service en main. En effet, Costes avait sous ses ordres les très efficaces commissaires Touron, Forcioli et Carcenac, tous très liés à leur chef. Où irait-on si on « réglait le sort » de ces gens-là, comme on l'avait conseillé à Paris ? Il n'y aurait plus de police des R.G. à Alger ! Vaujour avait profité de la première occasion pour nommer Costes contrôleur général de la police et, lui faisant gravir un échelon important, lui enlever la direction de la P.R.G. d'Alger. Mais Costes était toujours là. Et bien là. Vaujour pensait à l'envoyer sur la frontière algéro-tunisienne pour voir ce qui s'y passait. « Voilà un bonhomme qui pour nous a beaucoup de défauts, pensait le directeur de la Sûreté, mais qui est un excellent professionnel. Il a le renseignement dans la peau et il va bien nous trouver ce qui se passe réellement là-bas... »

En attendant, Costes avait une nouvelle de taille à apprendre à son patron sur ce qui se passait à Alger, ce jeudi 7 octobre 1954. « J'ai la certitude qu'un groupe d'action s'est constitué à Alger, déclara-t-il en entrant dans le bureau de Vaujour. Et j'ai un informateur qui en fait partie... »

Costes ne précisa pas comment ses hommes avaient pu contacter cet informateur. Vaujour n'en demanda pas non plus l'identité. C'était la loi de la police. Chaque service avait ses informateurs, ses contacts. Costes ne connaissait peut-être pas même l'homme en question. Touron ou Forcioli devaient être les contacts et l'informateur « appartient » aux agents qui le manipulent. Costes apprit donc à son patron que le C.R.U.A. semblait vouloir passer à l'action. La fabrication de bombes artisanales avait commencé à Alger. L'informateur — le nouvel « André » — était en rapport avec un ancien de l'O.S., spécialiste en explosifs. Le C.R.U.A. l'avait contacté et il avait commencé à fabriquer des bombes à base de chlorate de potasse et d'essence. Ce nouvel « André » garantissait sa source. Il donnerait plus tard d'autres renseignements lorsqu'il aurait revu le « spécialiste »,

l'artificier, comme il l'appelait. Il devait le revoir vers le 15 octobre.

« Je vous garantis le renseignement, précisa Costes. Mon bonhomme est sûr. C'est du 1.A. » 1.A était la classification des informateurs. 1, 2 ou 3 pour la valeur du renseignement, A, B ou C pour la « sûreté » de l'informateur. 1.A, c'était extra. De la première qualité.

Lorsque Costes sortit de son bureau, Vaujour n'était pas tellement étonné. Dix jours auparavant, dans une lettre qu'il avait envoyée à son ancien patron Henri Queuille, où il décrivait la situation de l'Algérie 1954, il avait conclu : « Nous risquons des attentats dans un mois. » L'information de Costes lui confirmait ce pressentiment. Il était temps de convaincre Paris de s'occuper sérieusement de cette Algérie sous-développée administrativement.

Il y a 108 gendarmes pour les 600 000 personnes peuplant la Kabylie. Le préfet d'Alger, Tremeaud, lui a confirmé ce chiffre. Oran dispose de 150 agents de police pour 450 000 habitants ! Dans le Constantinois la situation est aussi peu brillante.

Deleplanque, le jeune sous-préfet de Batna, lui a assuré qu'à Arris il y a 9 gendarmes pour 100 000 habitants ! Quant à l'armée, elle est inexistante. Vaujour a plaidé sa cause en août lors de son voyage à Paris mais il semble que là-bas on ait d'autres soucis. Et puis il faut bien avouer que rares sont ceux qui partagent les craintes du directeur de la Sûreté. Pour tout le monde, tout est calme.

Mais ce 7 octobre, dans son bureau du G.G., Jean Vaujour sait qu'une course de vitesse est ouverte entre lui et les « terroristes » d'Alger. Entre les préparatifs de ces inconnus et les renseignements qui filtrent, Vaujour est maintenant persuadé qu'il va se passer quelque chose. Mais quoi ? Et quand ? Et où ?

Zoubir Bouadjadj jura entre ses dents. Il venait de glisser sur les marches gluantes de l'escalier du marché de la Lyre, toujours jonchées de débris de légumes, de détritrus, que la pluie fine, l'humidité et les milliers de passants du quartier le plus peuplé du monde transformaient en une pâte noirâtre, collante, glissante. Dans la basse Casbah on se sentait aspiré, assimilé, digéré par une humanité affairée, pressée, bruyante. Cela sentait l'épice, le mouton, le crottin de mulet, le miel et la friture. Noyé dans la

foule, on était noyé dans le bruit. Cris des marchands, des femmes, des vieux qui jouaient aux tarots dans une encoignure de porte, sur une vieille caisse, musique acide et criarde échappée par bouffées des cafés et des échoppes, grognements des porteurs ployant sous des fardeaux exagérés pour leur torse maigre. Lorsque Zoubir Bouadjadj parvint à l'Opéra et déboucha d'une ruelle sur le square Bresson il eut l'impression de s'être arraché à une masse sonore, vibrante qui l'enserrait de toutes parts. Le calme du square, les ficus bruissants de milliers de moineaux énervés par l'air humide et chaud qui poissait la ville, tout lui parut merveilleux. C'était le baume qui calmait son excitation. Cette fois, ça y était ! Bitat venait de lui annoncer que le jour J risquait d'être proche. « Il est temps de prévoir les objectifs que nous allons frapper », lui avait-il dit. Et Bouadjadj était chargé de les préparer.

« Chaque chef de région et de secteur, avait précisé Rabah Bitat, doit garder son autonomie et mettre au point un plan d'attaque qu'il soumettra ensuite. »

Bouadjadj, qui avait rendez-vous avec ses chefs de groupe, se sentait soulagé car depuis le mois de septembre les hommes devenaient difficiles à tenir. Il y avait la session de l'O.N.U. et chacun pensait au sein du C.R.U.A. que les chefs allaient ébranler la machine, déclencher le mouvement d'insurrection pour que le monde découvre qu'en Algérie aussi cela bougeait. Que les Algériens secouaient le joug de la colonisation. Et comme les jours passaient sans que rien se produisît, l'inquiétude avait gagné les militants. Zoubir savait qu'Alger n'avait pas le monopole de cette inquiétude et qu'elle se reflétait dans les nouvelles qui parvenaient du Constantinois et de l'Aurès. Chaque chef, chaque responsable avait des contacts presque quotidiens avec ses hommes pour les rassurer, les convaincre, les chauffer. Leur prouver que le C.R.U.A. était réellement décidé à l'action car le doute risquait de s'installer. Les chefs du C.R.U.A. ne seraient-ils pas comme les autres ? Et gonfler les hommes alors que le cloisonnement était étanche et respecté n'était pas facile. On ne pouvait leur donner aucun nom. Si Bouadjadj avait une confiance absolue en un Ben Boulaïd ou un Didouche, s'il savait qu'ils iraient jusqu'au bout, il ne pouvait le confier à ses hommes, qui ignoraient ces noms. Le même problème se posait pour Belouizdad et Merzougui. Il fallait qu'ils trouvent eux-mêmes les arguments qui galvaniseraient leurs hommes. Ils devaient leur

donner confiance par leur propre personnalité.

Et si Bouadjadj était si heureux c'est qu'il leur apportait la seule nouvelle qui puisse les aider en ces semaines d'attente épuisante pour les nerfs : l'annonce de la proximité de l'insurrection.

La nuit tombait lorsqu'il gagna la villa Monréal, colonne Voirol où l'attendait son groupe, ce groupe d'action dont le directeur de la Sûreté, Vaujour, venait d'avoir la révélation ce jour même. Merzougui, Belouizdad, Nabti, Bisker et les deux Kaci étaient déjà arrivés. Kaci Mokhtar revenait à temps pour la bonne nouvelle. Il venait de passer quelques jours comme instructeur à Colomb-Béchar, région inaccessible à un Algérois qui, physiquement, se serait fait immédiatement repérer par les services de police. Mais Kaci, avec ses yeux verts et ses cheveux châtain clair était passé inaperçu. Il avait pu s'implanter dans la région. Là-bas, la situation était loin d'être brillante. Peu de militants, pas de chefs. Lorsque Bouadjadj avait posé la question du Sud à Bitat, celui-ci avait répondu que personne n'avait été nommé à la tête de cette sixième zone. C'était un problème en suspens que l'on réglerait plus tard. Après l'insurrection.

« Ce soir on prépare vraiment le déclenchement de la révolution, annonça Bouadjadj, il faut que nous décidions des objectifs que nous voulons attaquer au jour de l'insurrection ! »

Les sept hommes savaient que leurs armes étaient peu nombreuses. Ils ne devaient s'en servir que pour se couvrir au cours de l'action. L'important était de choisir des objectifs à dynamiter.

La discussion fut longue et animée. Les hommes orientèrent leur choix sur des objectifs spectaculaires.

« Peu importe l'efficacité réelle, dit Bouadjadj, avec les bombes dont nous disposerons il ne faut pas s'attendre à des miracles. Mais l'important sera le côté spectaculaire. Il faut frapper l'opinion publique. »

Le choix des objectifs était en effet de première importance.

L'action du premier jour de la révolution devait frapper l'imagination des Européens. Qu'ils se disent : « Ils ont osé ! » Ensuite, elle devait impressionner les hommes des commandos. Que l'attaque de l'objectif les galvanise. Enfin il fallait que le

peuple, l'immense masse musulmane, aujourd'hui amorphe, sorte de sa torpeur. Pour la réveiller il fallait frapper un coup spectaculaire. En outre, les ordres étaient stricts. On ne devait s'attaquer qu'aux immeubles. Aucun civil européen ne devait être touché.

Après des heures de discussion les sept hommes décidèrent des objectifs à attaquer. Des objectifs « payants ». Pièces essentielles de l'implantation européenne à Alger. Le choix se fixa sur l'entreprise Mory, stockage et traitement du pétrole, dont les hangars et les citernes s'étendaient sur les quais du port d'Alger. Sur les réservoirs à gaz d'Électricité et Gaz d'Algérie, au fond de Belcourt. Sur les studios de la Radio, rue Hoche, à deux pas de la rue Michelet au cœur du quartier chic européen. Sur le central téléphonique d'Alger, au Champ-de-Manœuvre. Sur les dépôts de liège de Borgeaud, à Hussein-Dey. Sur la centrale électrique de la Consolation. Enfin, sur le transformateur situé en face de l'entrée de l'hôtel Aletti en plein centre d'Alger.

Une fois les objectifs fixés, Bouadjadj s'aperçut qu'il ne disposait que de cinq équipes. Les groupes d'action algérois étaient restreints et, selon les instructions de Bitat, Bouadjadj devait diriger, coordonner mais en aucun cas participer à l'action au jour de l'insurrection. On se limita donc au choix des cinq premiers objectifs. Ils répondaient parfaitement aux critères que s'étaient fixés les hommes de Bouadjadj. En outre ils étaient situés aux quatre coins d'Alger. La diversité des lieux et des objectifs liée à la simultanéité des attentats frapperait l'imagination des Algérois et des autorités qui verraient dans les raids sur la capitale le reflet de l'action qui se déroulerait au même moment dans toute l'Algérie.

L'insurrection éclaterait de l'Oranie à l'Aurès, en passant par la Kabylie et le Constantinois. De même elle frapperait la capitale, du port à Hussein-Dey, de Belcourt à la rue Hoche. Chacun s'attribua l'objectif où il pensait être, avec son groupe, le plus efficace. Belouizdad « prit » les pétroles Mory. Merzougui, la radio. Les Kaci, le gaz. Bisker, le central téléphonique. Nabti, le liège de Borgeaud. « Maintenant, conclut Bouadjadj, vous devez préparer votre attaque comme dans les romans policiers. Allez d'abord examiner discrètement votre objectif. Repérez les voies d'accès, les endroits où les bombes seront le plus efficaces. Distribuez les rôles de chacun de vos hommes. Préparez

soigneusement un plan de votre attaque. Ça doit marcher comme une horloge. Chacun de vous est maintenant responsable de son objectif. Nous examinerons ensemble chacun des plans et je les soumettrai à notre chef Si Mohamed. »

Lorsque les hommes se séparèrent la nuit était bien entamée. En refermant la porte de sa villa, Bouadjadj était partagé entre l'excitation qui gonflait son cœur et l'appréhension qui lui creusait l'estomac.

« Il va falloir préparer la relève », pensa-t-il.

Car tous ceux qui participeraient aux opérations de sabotage, surtout à Alger, étaient condamnés d'avance. Ni Zoubir Bouadjadj ni Rabah Bitat ne sous-estimaient le contrôleur général Costes.

Le feu vert que Rabah Bitat, alias Si Mohamed, avait donné à son adjoint algérois, chacun des six chefs du C.R.U.A. l'avait donné à ses hommes de confiance. Et ce même jour la conversation qui s'était tenue dans la calme villa Monréal à Alger, se déroulait également dans un gourbi du douar Betrouna, en Kabylie, P.C. de Krim et Ouamrane, et dans la maison des frères Ben Boulaïd, quartier du Stand à Batna. Ben Boulaïd avait fixé à « Hadj Lakhdar », responsable du commando de Batna, ses objectifs. Un groupe attaquerait les casernes, un autre les dépôts de munitions. Objectif : s'emparer le plus vite possible d'armes de guerre et décrocher avant que les militaires endormis puissent riposter. En outre, un troisième commando devrait tenter d'attaquer la sous-préfecture et le commissariat central. Cela, pour le choc psychologique. Ben Boulaïd avait donné les mêmes instructions à ses chefs de groupe des kasma de Barika, Khenchela, Foug-Toub et Arris. Chacun d'eux devrait soumettre un plan de déroulement après étude du terrain, des objectifs et des ripostes prévisibles. Chihani Bachir, Laghrour Abbés et Adjel Adjoul, ses adjoints, se chargeraient du contrôle de ces plans.

« Dans l'Aurès, avait conclu Ben Boulaïd, un seul objectif : attirer l'attention de l'opinion publique. Que l'on dise au jour de l'insurrection : l'Aurès flambe ! La population suivra... »

Ben Boulaïd avait dans la tête l'ébauche d'un plan qui devait couper Arris, la capitale administrative du cœur de l'Aurès, du reste du territoire. Il avait l'intention de s'en occuper personnellement. Et s'il réussissait on parlerait d'Arris le jour de

l'insurrection !

À des milliers de kilomètres de là, amaigri par des mois de détention dans les rizières vietnamiennes, saoulé de séances d'autocritique et de bourrage de crâne idéologique, le visage émacié mais les muscles plus durs que jamais, un colonel libéré s'apprêtait à quitter pour toujours le pays où il avait laissé tant d'hommes, tant d'amis, tant de ses paras à gueules de loup, au courage à toute épreuve, enterrés au hasard d'une crête, dans la jungle, au bord d'une piste. Le colonel de l'armée vaincue quittait le Vietnam qu'il croyait avoir dans la peau. Il laissait la place. Il tournait une page de sa vie, la rage au ventre. Tant d'occasions manquées par la faute de politiciens qui à Paris se foutaient des rizières vietnamiennes ! Que de sang versé avant qu'ils s'aperçoivent « qu'il fallait faire quelque chose » !

Le colonel regagnait la France. Était-elle toujours aussi futile, indifférente à ce qui n'était pas sa vie quotidienne ? A ce qui se passait « aux colonies » ?

Un mois de bateau, il fallait bien cela pour oublier les rizières.

Le colonel Bigeard ignorait qu'à son arrivée en France on parlerait déjà de djebel. Un mot nouveau dans le vocabulaire de l'actualité...

La sentinelle se figea dans un garde-à-vous irréprochable. Le général Spillmann, en grande tenue blanche d'apparat, franchit le portail de la X^e région militaire. Il arrivait de France pour prendre le commandement de la division de Constantine et venait, auparavant, se présenter au général Chérière, le grand patron militaire de l'Algérie.

Dans l'antichambre, Spillmann jeta un coup d'œil satisfait dans un miroir. Celui-ci lui renvoyait la silhouette élégante d'un homme de cinquante-cinq ans, la calvitie distinguée, le visage large, un peu gras, admirablement rasé. Les yeux bleu clair. Le nez droit, long, pointu. Du charme, de la séduction, de la branche. Le général Spillmann, l'un des officiers généraux les mieux introduits dans les salons parisiens, retrouvait cette Afrique du Nord qu'il aimait tant. Il était resté vingt-six ans au Maroc jusqu'en 1946, où il avait commencé une carrière d'officier de cabinet particulièrement brillante. Secrétaire général de l'Afrique du Nord dans le gouvernement provisoire de Gouin, puis de Bidault, membre du cabinet d'Edgar Faure — ça n'a pas duré

longtemps, Faure a tenu Matignon un mois et neuf jours ! —, il a, entre deux cabinets ministériels, été nommé chef de mission militaire en Indochine pour aider de Lattre à mettre sur pied l'armée vietnamienne. Il est arrivé à temps pour voir un de Lattre qui n'était plus que l'ombre de lui-même repartir mourant vers la France. L'Indochine n'était pas l'affaire de Spillmann. Il revint en France et, après son passage éclair chez Edgar Faure, fit deux ans et demi de « caserne » à Orléans, où il commanda la division.

Lorsqu'il apprit, en juin 1954, que Constantine allait être libre il en demanda le commandement au ministre de la Guerre, le général Kœnig, sous les ordres duquel il avait servi au Maroc. Et l'obtint sans difficulté. Bref, ce fils de grande famille alsacienne qui ne comptait pas moins de sept professeurs de faculté de médecine avait derrière lui ce qu'il est convenu d'appeler une belle carrière. Appuis politiques, relations mondaines, commandements importants, le général Spillmann arrivait en Algérie avec beaucoup d'atouts dans sa manche étoilée. Mais ce 9 octobre au moment d'être reçu par son nouveau patron, le général Spillmann se demandait comment l'entrevue allait se passer. Car ses relations avec le général Chérière étaient franchement mauvaises. Cela ne datait pas d'hier mais de 1946 !

À l'époque, le général Chérière était secrétaire général permanent de la Défense nationale et, à ce titre, dépendait directement du président du Conseil. Il avait demandé au général Spillmann, qui se trouvait au cabinet de Bidault, de le faire recevoir par le président. Et le pauvre Spillmann n'avait jamais réussi à obtenir l'Audience ! Car le très distingué ex-professeur d'histoire ne pouvait supporter le général Chérière. Il faut bien dire que le nouveau commandant de la Xe région militaire qu'Alger venait de toucher au mois d'août avait toujours été « encombrant ».

Grand, gros, un peu flasque, le général Chérière est un homme voyant, qui « déplace beaucoup d'air », il fait du volume, du bruit. La subtilité n'est pas son fort et ses relations avec certains hommes s'en ressentent particulièrement. Le sobriquet dont Alger l'a affublé le représente merveilleusement. On l'appelle irrévérencieusement : « Babar Chérière. » Et il est vraiment Babar. Brave, souvent plein de bonnes intentions, très courageux, fonceur, trop, et pas toujours à bon escient. Maladroit à l'extrême. Bref, déjà en 1946, il savait à merveille indisposer. Bidault a

répondit à Spillmann avec l'accent gouailleur qu'il savait prendre lorsqu'il se voulait méprisant :

« Cherrière ? Y m'emmerde. C'est un agité. Veux pas le voir ! »

Cherrière comprit, après quelques semaines, que le président du Conseil refusait de le recevoir et convoqua Spillmann.

« Mon cher, je vous exprime mon parfait mécontentement... » Il attribuait le refus de Bidault aux mauvais offices de Spillmann !

Tel était l'homme devant qui, près de dix ans plus tard, se présentait le général Spillmann.

Les deux hommes se serrèrent la main. Cherrière, de bonne humeur, invita son visiteur à déjeuner. Spillmann prit le taureau par les cornes et voulut régler l'affaire du « rendez-vous Bidault ».

« Vous savez, mon général, que je n'ai pas avalé votre algarade. À l'époque, je ne pouvais rien dire, je ne pouvais me défendre, mais aujourd'hui je vais vous raconter comment cela s'est passé... » Et il vida son sac !

Cherrière, mi-figue, mi-raisin, subit « l'explication » et, décidément de bonne humeur, conclut par un retentissant *Hadda Elli Fat Mat* (ce qui est passé est mort, proverbe arabe) qui fit sourire intérieurement Spillmann car le gros général en remettait et voulait prouver sa connaissance de l'arabe. Malheureusement, il l'écorchait et Spillmann le parlait merveilleusement. Toujours le même ! « Babar » ne manquait pas une occasion ! Mais la paix était faite. Et l'on pouvait passer aux choses sérieuses.

Si Spillmann avait sollicité le commandement de Constantine c'est que le Constantinois était la région la plus intéressante d'Algérie. Economiquement sous-développée mais intellectuellement très avancée, à l'origine de la fondation des Oulémas réformistes et en pointe dans la revendication nationaliste.

Au cours du déjeuner Cherrière ne se montra pas optimiste.

« La situation n'est pas bonne, expliqua-t-il, l'autorité civile n'en a pas beaucoup. Je ne sais pas grand-chose du Constantinois. Votre prédécesseur y attendait sa retraite dans le calme et la paix. Tout ce que je peux vous dire c'est que les troupes sont

inexistantes. Vous aurez environ 11 000 hommes. Pour une pareille région, c'est ridicule. Et 11 000 hommes sans mulets, sans chevaux. Ils sont incapables de faire autre chose qu'une manœuvre en montagne à condition qu'elle dure moins de vingt-quatre heures ! Ici, tout le monde est calme. On ronronne. Pourtant, voyez Vaujour, c'est le seul réellement informé. C'est aussi le seul à être inquiet. »

La situation dans le Constantinois était en effet préoccupante. Les incursions de fellaghas tunisiens étaient de plus en plus nombreuses. En outre, et c'est ce qui inquiétait le plus le général Spillmann, Cherrière lui précisa que l'armée n'obtenait aucun renseignement des populations, musulmanes. Spillmann, en vieil Africain savait que cela ne signifiait nullement « qu'il ne se passait rien » comme semblaient le croire les civils mais qu'au contraire ce mutisme était inquiétant. Il se promit d'en analyser rapidement les causes. Pour Cherrière, le plus grave était l'inadaptation des quelques troupes, Sénégalais, chasseurs à pied, gendarmes mobiles, au contrôle du djebel.

Les voies de pénétration étaient peu nombreuses en particulier dans l'Aurès et les troupes y étaient attachées par un cordon ombilical. Les quelques éléments qui allaient « crapahuter dans le djebel » devaient très vite regagner la route où les attendaient les camions et le ravitaillement. Ni mulets ni supplétifs. Donc impossibilité de contrôle du bled et de protection à apporter éventuellement aux populations.

« D'ailleurs, enchaîna Cherrière, la plupart dans l'Aurès ne voient jamais un Européen. Militaire ou pas ! Alors vous pensez que s'il se produisait quelque chose elles ne risquent pas de se mettre de notre côté ! »

Ce déjeuner algérois fut particulièrement instructif et déprimant pour le général Spillmann. L'affaire se présentait mal. Il avait intérêt à gagner son poste le plus rapidement possible.

Avant de partir Spillmann eut tout de même quelques contacts avec les civils du G. G. Chez eux, on en était à se féliciter de la scission officielle au sein du M.T.L.D.

« C'est le seul mouvement subversif, lui précisa-t-on, dont on puisse craindre une action concertée d'envergure. Cette scission, grave, garantit de longs mois de tranquillité en Algérie. »

S'il n'y avait pas eu l'inquiétude de Vaujour, qui ne donna

pourtant pas les informations qu'il détenait sur Alger au nouveau commandant de Constantine que cela ne regardait pas, Spillmann aurait cru que Chérière paniquait. D'autant que Kientz, son prédécesseur à Constantine, lui assura que la région était calme, que les incidents en bordure de la Tunisie restaient superficiels et sans gravité ; qu'il fallait se garder de les grossir.

« Mon cher, vous verrez, les moyens que je vous laisse seront à peu de chose près suffisants. »

Spillmann eut la très nette impression que le général Kientz voulait le mettre en garde contre l'agitation ou l'imagination de « Babar » !

« Et ne lui fournissez surtout pas de nouvelles occasions de « faire du vent. »

Lorsque Spillmann prit place dans le rapide Alger Constantine ce 9 octobre au soir, il était « rabiboché » avec Chérière, mais il avait hâte de prendre contact avec ce Constantinois si rose pour les uns, si gris pour les autres. Déjà, il penchait pour le gris. Spillmann, en vieil officier des affaires indigènes, savait qu'en Algérie le vent vient toujours de l'est. Et que le vent de l'Aurès est aussi le plus redoutable.

En Algérie, lorsque, dans moins de trois semaines, éclatera le conflit, un homme va « porter le chapeau ». Il sera accusé par les colons, les parlementaires, les maires d'Algérie, et par le gouvernement français — en particulier François Mitterrand, qui n'aura de cesse qu'il ne soit déplacé — de n'avoir rien prévu, de n'avoir rien su, de n'avoir pas « tiré la sonnette d'alarme ». Cet homme représente la France en Algérie. Il règne sur le G.G. C'est Roger Léonard, gouverneur général de l'Algérie depuis mai 1951.

On ne peut pas dire que Roger Léonard protestera vivement ! Il ne se justifiera pas non plus. Ce n'est pas dans son caractère. Et pourtant, il est inquiet depuis longtemps. Mais l'homme est raisonnable. Trop. Il craint avant tout l'affolement incompatible avec son poste. Son inquiétude sera — selon son mot — « raisonnée ».

M. Roger Léonard est le type même du haut fonctionnaire, du grand commis de l'État. Sa carrière est prestigieuse. Il a été avant la guerre directeur de la gendarmerie et de la justice militaire, relevé de ses fonctions par le gouvernement du maréchal Pétain lorsqu'il s'est refusé, avec hauteur et courage, à tenter, sur

l'ordre de Vichy, une action en justice militaire contre Georges Mandel qui avait déjà pris place à bord du *Massilia* pour former un gouvernement de guerre en Afrique du Nord. Remis à la disposition du Conseil d'État dont il est maître des requêtes, il se lie avec Parodi. Et quand l'état-major de la Libération se constitue, le général De Gaulle lui confie la préfecture de Seine-et-Oise qu'il occupe dans la nuit du 24 au 25 août 1944, comme les chars de Leclerc s'avancent vers Paris. À cette époque son secrétaire général sera Pierre Dupuch, préfet de Constantine en 1954.

Après l'importante préfecture de Seine-et-Oise c'est dans le fauteuil de préfet de police que s'assoit Roger Léonard. Il y reste quatre ans et ne le quitte que pour gagner Alger.

Alger, la bouillonnante, la brouillonne, la spontanée, qui sait répondre aux mouvements du cœur comme à ceux de la force, est décontenancée devant ce haut fonctionnaire calme, méthodique, précis, mais dont on ne peut pas dire qu'il soit proche du caractère méditerranéen.

Le G.G. découvre son nouveau patron. Un homme de taille moyenne, replet, au teint clair et aux lèvres fines. La tête est ronde, un peu dégarnie. La physionomie affable est assombrie par des lunettes à grosse monture qui dissimulent l'appareil auditif. Roger Léonard est atteint d'une légère surdité qui le dessert en lui fournissant l'occasion de se retrancher en lui-même, tendance que cet administrateur de haut style a déjà naturellement.

Les préfets, les hauts fonctionnaires, la « gentry » d'Alger accueillent pourtant avec plaisir cet homme séduisant, fin, intelligent — supérieurement —, cultivé astucieux.

Mais que vient faire ce grand fonctionnaire, homme de cabinet, dans cette Algérie où tout est trouble dès que l'on en perce la carapace bonhomme et ensoleillée ? Roger Léonard s'en aperçoit bien vite. Il arrive en mai 1951. Juin voit se dérouler une de ces belles élections législatives comme on les aime tant à Alger, bien préparées et sans surprise. Il découvre Borgeaud, la vieille puissance installée « qui contrôle entièrement l'appareil politique algérois », remarque-t-il de sa voix douce et pondérée. Et il retrouve René Mayer qu'il aime bien, qu'il connaît bien. Mais cette Algérie est déconcertante pour un homme aussi calme, que sa nature pousse aux recherches, aux contrôles, à l'Administration avec un grand « A », et peu aux contacts humains. Comment

expliquer, par exemple, que René Mayer, qui à Constantine applique une politique « relativement » libérale et choisit ses adjoints, Malpel entre autres, chez les libéraux, soit lié non à un Blachette mais à un Borgeaud ? À Sétif, Mayer mène même une politique d'entente avec Ferhat Abbas. Et pourtant, à Paris, il est le chef de file des députés « Borgeaud » !

À l'autre bout de l'éventail politique, le calme Léonard ne peut supporter le côté fruste et parfois violent d'un Blachette. Il ne le considère pas comme un homme « comme il faut » bien que ses idées ne soient pas dénuées de bon sens. Le gouverneur général s'entend mieux, « humainement », avec un Borgeaud.

Et puis il y a les rivalités, qui « ne rendent pas ses fonctions moins malaisées », entre Blachette et Borgeaud. Et puis il y a les incroyables antagonismes. Un Schiaffino, qui était comme cul et chemise avec Blachette, devient son ennemi mortel à la suite d'une brouille d'ordre privé. Et ces conflits d'intérêts avec Jean Duroux, qui « fait » aussi dans les cargos. Ce qui n'empêche pas son beau-frère, Alain de Sérigny, et son *Echo d'Alger* de faire tantôt un tour de valse avec Schiaffino et les pires réactionnaires, tantôt avec Blachette et les libéraux, selon les besoins du jour et la direction d'où vient le vent !

Sans compter ce Gouvernement général, trop centralisé, comme cela se produit pour tous les pays sous-développés qui n'ont pas assez de fonctionnaires, où certains chefs de service, certains directeurs même ont une puissance disproportionnée à leur poste !

Bref l'homme tranquille se trouve dans un marécage — on dit « merdier » à Alger — dont il n'a pas l'habitude. Paris ne s'occupe pas assez de l'Algérie pour avoir la volonté de l'assainir, lui-même ne veut pas s'y salir. Il faudrait un lance-flammes. Léonard n'a rien d'un « commando ».

Trop souvent « innocent », manœuvré, souvent mal renseigné par des directeurs du G.G. qui, eux, n'hésitent pas à certaines compromissions que le gouverneur ne soupçonne même pas, Léonard n'a que peu de contacts avec la population, contacts d'ailleurs mauvais car ils se font par l'entremise d'hommes qui la représentent mal. Quel est donc ce pays où il se trouve plongé, où les hommes en qui il a confiance sont constamment opposés !

Par exemple, Roger Léonard a confiance en Chérière, son côté

« avantageux » l’amuse et le repose du côté « superbe » de son prédécesseur à la tête de l’armée d’Algérie, le général Callies. Il a une égale confiance en Pierre Dupuch, le préfet de Constantine, qui, des trois préfets, a le poste le plus difficile. Eh bien, pour Dupuch, Cherrière n’est qu’une vieille baderne, vaniteuse et stupide. Et le préfet de Constantine va jusqu’à s’inscrire en faux auprès du gouverneur général contre les rapports « idiots » de Cherrière sur la situation dans le Constantinois !

Oui, à Alger, Roger Léonard c’est le cygne au milieu des canards !

Le tempérament volcanique de l’Algérie ne s’accordera jamais au tempérament calme du gouverneur général qui montrera pourtant beaucoup de courage face aux événements. Mais sans cesse il violera sa personnalité. Ni sa physionomie ni son caractère ne le prédisposent à l’action, à être du jour au lendemain un chef de guerre. Et c’est avec soulagement — lorsque Mitterrand aura « eu sa peau » — qu’il quittera l’Algérie où « il fallait un homme neuf pour une politique nouvelle ». Il ne retrouve sa sérénité qu’à la tête de la Cour des comptes, où il sera un très grand premier président pendant plus de dix ans. Mais il lui faudra, à l’époque qui nous occupe, attendre encore trois mois et traverser la pire épreuve de son existence pour retrouver la vie de grand commis de l’État pour laquelle il est fait.

Ce 10 octobre 1954, dans son grand bureau au premier étage de l’immeuble aux mille fenêtres, Roger Léonard était inquiet. Vaujour l’avait mis au courant de la création du commando d’action du C.R.U.A. « Encore le M.T.L.D. », soupira-t-il.

Cela faisait quatre mois que Léonard était inquiet. Depuis juin. La Tunisie bougeait dangereusement. Il avait mis à la disposition du résident Boyer de la Tour la plus grande partie des éléments mobiles de l’armée d’Algérie et, dès l’arrivée de Cherrière, au mois d’août, avait demandé à Paris le remplacement de ces unités et le renforcement du dispositif algérien. Il avait tout juste obtenu une brigade de chasseurs à pied, envoyée à Souk-Ahras où elle faisait le désespoir de Dupuch — « des délices de Saint-Raphaël à la solitude de l’Aurès... c’est le cafard ! » — et cinq C.R.S., qu’il avait envoyées aux quatre coins de l’Algérie. Lorsque, avec Cherrière, il avait fait le point sur l’armée d’Algérie au mois de septembre, il s’était aperçu qu’elle disposait de 75 000 hommes « résolument » inutilisables car « encasernés », incapables de

parcourir le bled faute de moyens et d'entraînement.

La légion, ossature de l'armée d'Afrique, n'avait fait que passer en Algérie et était en Indochine ainsi que presque tout l'encadrement d'officiers et sous-officiers de carrière.

Au mois de juillet, à Paris, Léonard avait vu Kœnig, le ministre de la Guerre, et lui avait fait part de la situation lamentable de l'Algérie. Mais tout était pour l'Indochine. Le gouverneur général avait tout de même obtenu la constitution de commissions d'achat de mulets pour qu'» enfin les hommes puissent sortir » !

Et aujourd'hui Roger Léonard recevait deux escadrons de G.R.M.

Mais on lui avait bien précisé : « Ne comptez pas sur la relève de l'Indochine. » Paris ne souhaitait pas réutiliser les hommes qui revenaient d'Indochine avant qu'ils aient subi une « cure de désintoxication », et le ministre lui avait dit : « Aucun renforcement sérieux avant Pâques 1955. »

Et s'il se produisait quelque chose avant cette date ? L'Algérie serait à poil, comme disait Chérière.

Les informations de Vaujour laissaient malheureusement prévoir qu'il allait en effet « se passer quelque chose ».

Roger Léonard prenait sur lui de rester calme. Il avait dit son inquiétude dans ses rapports à Paris. Il avait précisé que « raisonnablement » les moyens de l'Algérie étaient insuffisants. Oui, il était inquiet, mais d'une inquiétude « raisonnée ».

Il faudrait bien plus qu'une « inquiétude raisonnée » pour que le gouvernement français, harcelé par les problèmes indochinois et tunisien, sans compter le Maroc, se soucie de l'Algérie. Et Roger Léonard, devant les rapports qu'il recevait des quatre coins de l'Algérie, ne se sentait pas en droit de tirer le signal d'alarme plus violemment qu'il n'avait fait jusque-là.

Il faudrait la tempête ou l'explosion pour que Paris porte ses yeux sur Alger. Roger Léonard, qui s'apprêtait à recevoir François Mitterrand quelques jours plus tard, ne pouvait raisonnablement le prévoir. Inquiet, oui. Mais pas angoissé ! Il y a bien le rapport Vaujour mais c'est uniquement à Alger. Ce 10 octobre au matin, pour Roger Léonard, le feu n'est pas dans la maison !

Le même jour, quelques heures plus tard, à « l'heure de l'anisette », le café El-Kamal, sous les arcades de la rue Eugène-Robbe à Bab-el-Oued, était plein à craquer. Les tables installées entre les colonnades étaient occupées par des groupes bruyants. On jouait aux cartes, aux dominos. On bavardait.

Du marché Nelson qui occupait le centre de la place formée par les rues Géricault, Delacroix — quelle imagination ! — Borély-la-Sapie et Eugène-Robbe, parvenait par bouffées l'odeur fade qu'exhale un marché qui vient de fermer. Mélange de légumes, de viandes, de fruits pourris et abandonnés. À la porte du cinéma Majestic on louait les dernières places pour la séance du soir. L'enseigne de néon clignotait, éclairant par à-coups les façades hispano-mauresques à grosses pâtisseries ocre et boursouflées des immeubles bourgeois qui donnent à Bab-el-Oued un caractère que l'on ne retrouve dans aucune ville du monde sauf peut-être dans les vieux quartiers de La Havane. Au rez-de-chaussée d'un de ces immeubles, le café dont la devanture était peinte en vert mettait de l'animation dans cette rue commerçante qui s'endormait à partir de six heures. La clientèle du café El-Kamal était mélangée. Musulmans et petits Blancs du quartier se côtoyaient autour du comptoir où s'alignaient les verres d'anisette et les pots d'eau glacée dont le nickel s'embaïait de perles transparentes. La kémie circulait, escargots, fritures, fromages en petits dés, olives, rondelles de soubressade molle. Assis à une table en bordure du trottoir cinq hommes attendaient devant des cafés, du thé et un jus de fruit. Cinq musulmans, quatre minces, un plus fort. Tous moustachus. Ils bavardaient tranquillement, sans excitation. Cinq musulmans comme les autres. Krim, Bitat, Ben Boulaïd, Ben M'Hidi et Boudiaf attendaient que Bouadjadj et Didouche — toujours ensemble ces deux-là ! — viennent les chercher. Les cinq hommes étaient calmes et pourtant ils savaient que les décisions qu'ils allaient prendre ce soir-là allaient ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de leur pays.

C'est le déclenchement de la révolution qu'ils devaient fixer ce 10 octobre. Bouadjadj fit grincer les freins de la Vedette qu'il conduisait. Les cinq hommes rejoignirent Didouche à l'intérieur de la voiture qui démarra en direction de Climat-de-France.

Encore une fois personne ne connaîtra le lieu où se tint cette réunion importante. Krim se rappellera vaguement une maison

indépendante avec un petit jardinet. Bouadjadj, qui en avait la clef, fit entrer ses chefs, les conduisit dans une pièce au premier étage et les laissa à leurs travaux. Sa mission s'arrêtait là. Il viendrait les rechercher dans deux heures. Les six chefs du C.R.U.A. avaient en effet bien besoin de deux heures pour mettre au point le plan d'action qu'ils devaient établir et pour prendre les mesures qui devenaient indispensables, arrivés à ce point de la préparation de l'insurrection.

Deux décisions essentielles devaient être prises : le nouveau nom du mouvement, celui qui devait « annoncer au monde » la naissance de la révolution algérienne et la date de l'insurrection.

« Commençons par le plus simple, demanda Boudiaf, le nom d'abord. » Les six chefs « historiques » avaient en effet décidé de saborder le C.R.U.A. Non le mouvement, bien sûr, mais l'étiquette. Ce Comité révolutionnaire d'unité et d'action avait vécu. Vécu et échoué dans une partie de sa mission. En effet, ce qui devait constituer la « Seccotine » du parti n'avait réussi qu'à opposer plus encore les deux fractions du M.T.L.D. Et sur son dos encore, car, nous l'avons vu, le C.R.U.A. n'avait de pires ennemis-, exception faite de la police, que les messalistes et les centralistes. Au moment de déclencher l'insurrection il ne s'agissait pas de le faire avec l'étiquette d'un mouvement qui avait connu l'échec.

« Nous devons présenter un mouvement pur, dit Didouche, qui naisse avec la révolution et qui grandisse avec elle. »

La discussion commença. On proposa des noms très différents. Puis, par élimination, on arriva à la conclusion que ce nom devait comporter le mot : Front,

« Car tous les Algériens, dit Boudiaf, quelle que soit leur appartenance politique, pourront nous rejoindre... mais à titre individuel, sans que leur parti ou leur mouvement ait pris une quelconque décision à notre égard. En outre, nous devons, au coude à coude, opposer un Front uni à la répression qui ne va pas manquer de s'abattre sur nous. »

Didouche, Bitat et Ben M'Hidi retirèrent donc le nom pour lequel ils tenaient : « Mouvement de libération. » Krim proposa « Front de l'indépendance nationale ».

« Non, je préfère libération à la place d'indépendance, dit Ben Boulaïd. On ne l'a pas encore, l'indépendance alors que la

libération, elle, va commencer bientôt... »

Boudiaf l'approuva. Tous se mirent d'accord sur le nouveau nom du C.R.U.A. : FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE. F.L.N., trois lettres qui allaient bouleverser la vie de 10 millions d'Algériens et de 45 millions de métropolitains. Ben Boulaïd n'eut pas de mal à convaincre ses compagnons de la nécessité de créer un mouvement militaire parallèle au Front.

« La révolution doit se dérouler sur le plan politique, dit-il, et être soutenue sur le plan militaire. »

Les groupes d'action, les commandos déjà constitués aux quatre coins de l'Algérie formeraient le noyau de cette Armée de libération nationale, l'A.L.N.

Le Front devra regrouper les forces vives de la nation pour soutenir l'armée.

« Il faut que cela soit bien clair le jour de l'insurrection, précisa Ben Boulaïd. Notre révolution a deux supports : un support politique et un support militaire étroitement liés. »

Ce schéma, il l'avait déjà mis en application dans l'Aurès où, après avoir interdit l'entrée des « agents » messalistes et centralistes, il avait créé, en remplacement du M.T.L.D., le « Hizb Ethaoura » et son équivalent militaire.

En outre, Boudiaf, lors de ses contacts au Caire avec le trio Ben Bella-Khider-Aït Ahmed, en avait longuement discuté. Eux aussi, membres fondateurs du C.R.U.A., étaient pour le double mouvement.

Il fallait qu'au jour J, l'A.L.N. passant à l'action, la population algérienne apprenne la création d'une nouvelle force politique en Algérie : le F.L.N.

« Pour cela, dit Krim, il faut qu'à « l'action directe » proprement dite — attentats, attaques de casernes et de dépôts d'armes — corresponde une proclamation politique. »

Les six hommes se mirent donc au travail pour définir les points essentiels de cette proclamation « qui sera envoyée, précisa Boudiaf, aux journaux et aux personnalités européennes et musulmanes et sera diffusée au monde par Ben Bella au Caire ».

À la simultanéité des attentats sur le territoire algérien correspondrait une proclamation reçue dans l'Oranais, dans

l'Algérois et dans le Constantinois ainsi que dans les capitales étrangères importantes. Il serait ainsi impossible de prétendre à Alger qu'il s'agissait uniquement d'un « mouvement local et sans suite ».

« Il faut aussi, ajouta Ben M'Hidi que nous expliquions au peuple qui nous sommes et ce que sont nos objectifs.

— Oui, dit Didouche, sortir enfin de l'anonymat et remplacer la tête d'affiche qui nous manque par un exposé clair de nos buts... »

En effet le principal écueil politique était la confusion qu'entretenaient dans l'esprit des masses les deux fractions du M.T.L.D. Ben Bella avait dit à Boudiaf : « Notre but est de faire de notre mouvement (*le nom n'était pas encore fixé*) l'unique force politique de l'Algérie. »

Après plus d'une heure de discussion au cours de laquelle chacun apporta ses suggestions Boudiaf nota les points qui devaient, de l'avis de tous, figurer dans la proclamation :

Présentation du mouvement. Sa situation indépendante des messalistes et des centralistes. Un seul ennemi : le colonialisme. But : l'indépendance nationale. Objectifs intérieurs : assainissement politique et rassemblement de « toutes les énergies saines » du pays. Objectifs extérieurs : internationalisation du problème algérien. Unité nord-africaine. Recherche d'appuis internationaux. Moyens de lutte : TOUS.

Bien souligner que le Front aura deux tâches essentielles à mener simultanément : l'action intérieure tant sur le plan politique que sur le plan de l'action propre et une action extérieure pour que le problème algérien devienne une réalité pour le monde entier. Enfin établissement d'une plate-forme de discussion avec les autorités françaises :

1° Reconnaissance de la nationalité algérienne.

2° Ouverture de négociations,

3° Libération des détenus politiques.

En contrepartie :

1° Les intérêts français seront respectés,

2° Choix de la nationalité pour Français restant en Algérie,

3° Egalité Français-Algériens. Respect mutuel.

Boudiaf et Didouche furent chargés de mettre au point les termes de la proclamation et de la rédiger. Les deux hommes auraient cinq jours devant eux pour ce travail. Ils devraient également en rédiger une autre plus courte, touchant plus facilement le peuple et l'invitant à l'action directe. Cette proclamation serait plus largement diffusée et porterait l'en-tête de l'A.L.N.

Boudiaf relut à haute voix les notes qu'il avait prises. Chacun approuva les différents points qui devaient figurer dans la proclamation.

« Et maintenant, dit Ben Boulaïd, passons à la date ! Il faut maintenant aller vite. »

Chacun l'approuva car les chefs de zone savaient les difficultés qu'avaient leurs chefs de région pour « tenir » les hommes en main. En outre, plus ils attendraient, plus ils auraient de risques de « fuites ». C'était d'ailleurs un miracle que la police n'ait pas encore réagi.

On parla d'abord du 15 octobre mais les Six convinrent facilement que cette date était trop proche. Il fallait le temps nécessaire pour rédiger les proclamations, les ronéotyper et les envoyer à temps c'est-à-dire le 14 au soir. En outre, il fallait que Boudiaf les portât au Caire pour que l'opération « publicité » eût lieu. Enfin chaque chef de zone n'avait pas encore discuté des plans d'attaque de chaque groupe. Ces objectifs devaient également être annoncés au monde depuis Le Caire. En même temps que la proclamation.

« Non ! dit Boudiaf, le 15, c'est impossible. Je propose le 25. Cela nous donnera dix jours supplémentaires. »

Il interrogea du regard ses cinq compagnons. Tout le monde fut d'accord. On calcula le nombre des jours nécessaires pour terminer les préparatifs. Cinq jours pour la rédaction des proclamations. Trois jours pour les ronéotyper. Deux jours de derniers préparatifs pour chaque chef dans sa région. C'était juste mais on pouvait y arriver. Pourtant Didouche souleva la question de la date.

« Le 25 octobre, dit-il, cela ne frappe pas l'imagination. Si tout va bien, la date que nous fixons sera une date historique. Nous

devons penser à l'exploitation psychologique. Je propose le 1^{er} novembre. Ça marque. C'est le début du mois. On prend date ! »

Quelqu'un fit remarquer que c'était la fête des morts.

« Non, c'est le 2. Le 1^{er}, c'est la Toussaint pour les catholiques, répliqua Didouche.

— Alors, c'est d'accord, dit Ben Boulaïd. Tous d'accord ? »

Tout le monde approuva. La date fatidique était fixée. Le 1^{er} novembre. Mais à quelle heure ?

Il était impossible de déclencher l'insurrection de jour. L'effet de surprise ne serait pas atteint et les risques étaient démesurés. « Nous devons agir de nuit, dit Ben M'Hidi, et puisque nous cherchons des dates « psychologiques », disons le 1^{er} novembre à minuit.

— C'est-à-dire dans la nuit du 1^{er} au 2 ? demanda Didouche.

— Non, du 31 au 1^{er}. À la première heure du premier jour de novembre. Le 1^{er} à 0 heure. »

Il y eut un instant de silence dans la pièce. Les dés étaient jetés. Pour la première fois les six hommes se rendaient compte « d'une façon presque tangible » que les jours et les nuits de discussions, de préparation, les risques déjà courus, le recrutement souvent difficile, aboutissaient. Chacun avait toujours cru à la révolution mais cette fois, elle était toute proche.

« Exactement dans trois semaines, cette nuit, murmura Krim.

— Si tout va bien, ajouta Boudiaf. À ce propos que décidons-nous pour la sécurité ? »

Les six chefs du nouveau F.L.N. — le C.R.U.A. était mort depuis une heure à peine — décidèrent de garder le secret le plus absolu sur cette date. « Le 1^{er} novembre à 0 heure » devait rester entre eux. Boudiaf apporterait lui-même la date au Caire, ainsi que les proclamations. Il y arriverait la veille ou l'avant-veille du jour J. Les cinq chefs de région préviendraient leurs adjoints seulement quarante-huit heures à l'avance. Les officiers de région ne la connaîtraient qu'à J moins vingt-quatre et les hommes, tenus en état d'alerte douze heures avant l'action, ne seraient prévenus qu'au cours de la dernière soirée. Comme il y aura 4 à 500 hommes, répartis en « commandos d'action » aux quatre coins de

l'Algérie, il faudra compter avec les liaisons toujours difficiles. Un commando de Bouadjadj sera facilement réuni à Alger en moins de deux heures, à condition que son chef soit informé vingt-quatre heures à l'avance, alors que les membres d'un groupe Ben Boulaïd, qui appartiennent à des douars souvent éloignés, devront être réunis plus de vingt-quatre heures à l'avance.

Dernière mesure de sécurité : les Six décidèrent de vérifier l'étanchéité de leur système de protection. On fixa une répétition générale pour le 22 octobre à 0 heure. Seuls les chefs du F.L.N. sauront qu'il ne s'agit que d'une répétition. Tous les hommes — y compris les adjoints — devront être persuadés qu'ils s'appêtent à déclencher la révolution. Le contre-ordre ne sera donné qu'à trois heures de l'heure H. Cette fausse alerte mettra les hommes en condition et éprouvera, selon les zones, la valeur du secret. Si un homme trahit, s'il y a infiltration de la police dans le mouvement, les forces de l'ordre interviendront immédiatement. Les Six seront ainsi fixés et auront dix jours devant eux pour prendre les mesures qui s'imposent. « Et voilà », dit Didouche. Les six hommes se regardèrent et se serrèrent la main.

« Ce sera dur, ajouta Ben Boulaïd, avec les moyens que nous avons... »

Et encore il était le plus favorisé car le dépôt d'armes de sa région, sous les pierres plates de la grange de Lakhdar Baazi, accrochée à un versant aride de l'Aurès, était le plus important d'Algérie : 90 mausers et statti et quelques grenades...

L'Aurès se préparait à l'hiver. La plus sauvage des contrées d'Algérie passait directement de l'été torride au vent coupant qui faisait sortir les épaisses cachabias et ressembler les hommes à des fantômes marron et gris qui se confondaient avec la montagne. Sous les lourds nuages noirs qui roulaient de croupe en croupe sur les hauts plateaux désertiques, les flancs des collines ressemblaient à de la peau d'éléphant : gris et craquelés. À peine parsemés de bouquets d'agaves, de pins sauvages, de buissons de defla rabougris que les ingénieux Chaouïas de jadis transformaient en poudre à fusil. On pouvait parcourir le plateau, d'Arris à Batna, sans rencontrer âme qui vive. Peut-être un troupeau de moutons gris sale ou quelques chèvres noires, mais il fallait chercher longtemps le berger, tache grise, assis sur ses talons, adossé à un rocher dont il semblait prendre la couleur.

Tous les Chaouïas savent — prudence ou atavisme — se fondre dans le paysage comme les insectes font dans la nature. Les villages, hors des voies de communication, étaient invisibles. Accrochés aux falaises, eux aussi fondus dans cette grisaille uniforme. Qu'un rayon de soleil passant entre les nuages dore un instant les coulées pierreuses, et le village — tel un caméléon — prenait la teinte de la montagne.

Les Chaouïas ont le caractère de leur massif. Durs et farouches. C'est ce que pensait Jean Deleplanque qui regagnait la sous-préfecture de Batna après une rapide promenade dans ces montagnes qui le fascinaient. Depuis un an et demi qu'il était à Batna, le coup de foudre qu'il avait eu pour cette sauvage contrée s'était transformé en amour sage, raisonné, profond, pour l'Aurès. Sa femme Vanda et lui en connaissaient toutes les routes, toutes les étapes. Et pourtant Deleplanque s'apercevait bien qu'il ne les connaissait que superficiellement. L'Aurès était impénétrable. Il se laissait seulement effleurer. Le vrai Aurès était en dehors des routes goudronnées, en dehors des chemins empierrés. Il était aux flancs des montagnes, dans les villages, dans les mechltas, accrochés aux versants des collines, invisibles de la route. Traversant le massif, de Lambèse à Biskra, on croyait traverser un désert montagneux. Mais la vie était là, de l'autre côté de la roche, invisible, dissimulée, protégée.

Dans un tel pays comment savoir ce qui se passait ? Et pourtant, Deleplanque sentait, en ce mois d'octobre 1954, qu'il se passait quelque chose. Mais on ne savait quoi. Comme dans un roman de Giono. Rey, l'administrateur d'Arris, était venu le trouver pour lui faire part d'une étrange proposition.

Un informateur, Smaïli Ben Barek, bijoutier à Arris, avait offert à l'administrateur un « document de première importance », disait-il, et qui valait fort cher.

« Combien ? avait demandé Deleplanque.

— Deux millions ! répondit Rey. Mon informateur assure qu'il s'agit non seulement d'une cache d'armes, mais d'un plan d'investissement de l'Aurès en cas de rébellion.

— Vous y croyez, vous, à une rébellion ?

— Oh ! non. Ce ne sont pas les quelques bandes de Grine, de Maache et autres Messaoud qui peuvent tenter quelque chose. Ce sont plus des bandits traditionnels, comme en Corse existent les

bandits d'honneur, que des hommes capables d'une action de si grande envergure. Mais je voulais vous prévenir de vive voix. J'ajouterai dix lignes à ce sujet dans mon rapport de fin octobre. »

Deleplanque avait transmis l'information à Vaujour, le directeur de la Sûreté. Le prochain rendez-vous avec le très prudent bijoutier d'Arris, qui n'était d'ailleurs pas en possession du document, était fixé au mercredi 3 novembre. « J'aurai le document, avait-il précisé. Et je vous le donnerai contre deux millions. »

Le G.G. déciderait s'il fallait donner suite.

Deleplanque ne pouvait pas préciser son inquiétude. Il s'en était ouvert à son ami Pierre Dupuch, préfet de Constantine. Il sentait que la tension existait. Les « Arabes » avaient beaucoup réagi à l'annonce du désastre de Dien-Bien-Phu. D'un jour à l'autre, après l'annonce de la défaite française en Indochine, il avait pu constater par lui-même et par les rapports des administrateurs une modification importante de l'état d'esprit musulman de l'Aurès. Les Chaouïas ne considéraient plus les Français comme des chefs puisqu'ils étaient vaincus. D'un jour à l'autre, l'activité des services de renseignements — qu'ils soient civils ou militaires — était tombée à zéro. Plus de contact. Plus de renseignements. L'Aurès se refermait sous sa carapace rugueuse. Mais cela se passait en mai et depuis, si le renseignement était aussi difficile, rien ne prouvait que la situation se soit « dégradée ».

Les administrateurs avaient recouvré leur calme. Leurs rapports étaient rassurants. Rey roulait plus que jamais des épaules. L'administrateur d'Arris, un colosse taillé à coups de serpe, était une force de la nature. Brutal, il savait profiter de sa présence physique indéniable. Mais s'il savait se faire respecter, il ne savait guère se faire aimer. Ses contacts avec les musulmans s'en ressentait. Ne sachant rien, ce rabelaisien, grand chasseur, n'était pas inquiet. Il ne le sera jamais puisque, à la veille de l'insurrection, il refusera des renforts que lui proposera le gouverneur général. -Le lendemain sa ville sera isolée par les rebelles ! Ce n'est pas son adjoint Cazebonne qui contredira le « patron ». Il n'y a pas plus de renseignement de Rey. Il est d'ailleurs plus féru de poésie que de recherches en pays chaouïa.

J'ai caché mon épée dans un lys.

J'ai caché mon sang dans là pierre d'orage

Un aulne frémissant

À essuyé ma colère

Et puis j'ai chanté avec le vent... »

écrit-il dans sa dernière plaquette qu'il a fait publier au Puy-en-Velay. Mais le vent de l'Aurès, lorsqu'il va souffler, ne dialoguera point avec le doux administrateur adjoint d'Arris !

L'administrateur de Khenchela, M. Vivie de Régie, un seigneur du désert, un bel esprit de la vieille école, était lui aussi parfaitement rassuré. Il n'avait jamais entendu parler d'un certain Laghrour Abbés, lieutenant de Ben Boulaïd. Il régnait sur « son » Khenchela, ne soupçonnera jamais que cela puisse changer et risquera d'y laisser la vie.

Deleplanque, s'il savait à quoi s'en tenir sur certains administrateurs, avait très grande confiance dans le jugement de M. Hirtz, l'administrateur de Biskra, le mieux informé de la région. Très lié avec toutes les grandes familles du désert... tous les notables étaient ses amis. Il sera le seul à avoir une information, la veille même de l'insurrection. Mais en ce mois d'octobre, Hirtz était lui aussi parfaitement rassuré. S'il se produisait quelque chose, les caïds le sauraient, les notables seraient prévenus. Préfets, sous-préfets et administrateurs en étaient d'ailleurs persuadés. Ce sera là la grande faille, l'explication de la « surprise » du 1^{er} novembre. Une insurrection de pauvres faite avec des pauvres et dans le plus grand secret, sans qu'un caïd, sans qu'un notable que ces nouveaux révolutionnaires tiennent pour quantité négligeable en soit informé.

Quant au renseignement militaire, Deleplanque n'y comptait d'aucune façon. Ses relations avec le colonel Blanche, commandant la place de Batna, n'avaient jamais été cordiales. Les deux hommes se détestaient mutuellement. Le colonel Blanche, bel homme avantageux, méprisait ce si jeune sous-préfet qui ne payait pas de mine surtout en uniforme lorsqu'il figurait aux cérémonies, ou lors de la visite d'un général. Il est vrai que Deleplanque faisait très collégien auprès des généraux et colonels bardés de médailles, de décorations, de bananes. Sa casquette à feuilles de laurier et son air d'extrême jeunesse ne faisaient pas le poids, aux yeux d'un Blanche, face aux batteries tintinnabulantes

des glorieux militaires ! Et le colonel ne décolerait pas d'être à Batna sous les ordres de ce jeune blanc-bec.

Cet antagonisme permanent civil-militaire sera d'ailleurs, au jour de l'insurrection, cause de bien des retards, de bien des malentendus. Cherrière n'acceptera jamais d'être « sous » Léonard, ni Spillmann « sous » Dupuch, bien que leurs relations aient été un temps cordiales, encore moins un colonel Blanche « sous » un Deleplanque ! D'autant que le jeune et actif sous-préfet juge avec sévérité ce « vieux beau qui vit dans la hantise de ne pas être général » comme on le dit ouvertement à Batna. Car la capitale de l'Aurès, à quelques jours de l'insurrection qui va la soulever, vit comme dans une sous-préfecture française. Du moins la fraction européenne ! Cancans et perfidies vont bon train. On se reçoit, on se salue mais on s'épie, on se guette. Et tout Batna, rigolard, observe un officier fort connu de la garnison qui va trop souvent à la porte du lycée attendre une jeune fille de dix-sept ans à qui il porte affection.

Il se ridiculise dans le petit esprit d'une sous-préfecture « sous-développée ». Deleplanque en est irrité car la France, et il s'en fait une haute idée, c'est eux. Lui, le civil, « eux », les militaires, dont Blanche est le chef. Les relations entre Deleplanque et Blanche iront en se dégradant car le colonel, furieux de voir ce petit sous-préfet, un gamin, juger la situation avec acuité, prendre des décisions rapides, se montrer aussi courageux qu'un militaire, aussi décidé qu'un « commando », ne pouvant l'étouffer et devant, c'est la loi, céder le pas devant le « civil », se transformera en boulet, appliquera le règlement à la lettre. Et Dieu sait si le règlement n'est pas fait en Algérie pour des circonstances exceptionnelles ! Il n'est même pas adapté à la vie de tous les jours de cet Aurès du bout du monde où l'on joue la « comédie de boulevard » alors que le drame couve.

Mais le colonel Blanche était persuadé que l'Aurès était calme. Il venait de l'assurer le 12 octobre lors de la première visite du général Spillmann, nouveau patron de la division de Constantine. Devant Deleplanque et Malpel, qui, d'ailleurs, partageaient son avis sur ce point, il avait expliqué « les Chaouïas frustes, secrets, des clients difficiles attachés à leurs coutumes, qui ont le coup de fusil prompt, mais sont fort indépendants et haïssent l'étranger quel qu'il soit. Ils n'acceptent aucune consigne de l'extérieur. Nous pensons qu'ils ne bougeront pas. En tout cas on ne décèle

chez eux aucun symptôme inquiétant ».

Spillmann, sachant la passion que Blanche vouait à la chasse, passion qu'il l'avait amené à merveilleusement connaître le terrain — « il connaît l'Aurès non avec sa tête mais avec ses pieds, c'est parfois utile » —, avait fait grand crédit à son jugement. D'autant que ni Malpel, le maire tout-puissant de Batna, ni Deleplanque ne l'avaient contredit.

Spillmann avait seulement sursauté lorsque Blanche lui avait assuré que les Chaouïas devaient disposer « d'une dizaine de milliers de fusils de guerre sans compter les armes de chasse légalement ou illégalement détenues ». Mais cette histoire de 10 000 fusils de guerre était loin d'être prouvée, Deleplanque la connaissait. Le bruit avait couru, sans preuves, qu'un personnage très trouble d'après le sous-préfet, le bachagha Taouti, du douar Ichmoul, un ami de Malpel et du prédécesseur de Rey à Arris, avait acheté en Libye 10 000 fusils Statti en 1952-1953. On n'eut jamais de nouvelles de ces armes qui « disparurent de la circulation », si elles avaient jamais existé en dehors de l'imagination d'un quelconque indicateur. Et Deleplanque en avait informé Dupuch, qui put rassurer Spillmann. Mais le nouveau commandant de Constantine, arrivé depuis quelques jours à peine, n'avait pas eu le temps d'être « assimilé » par le Constantinois et considérait certains signes avec une attention que ne leur accordaient peut-être plus ceux qui étaient arrivés depuis un certain temps. En outre, Spillmann, militaire, faisait plus confiance aux renseignements militaires qu'aux rapports civils.

Car à Constantine régnait aussi cet antagonisme entre les deux pouvoirs. Pourtant, Dupuch et Spillmann étaient des natures à s'entendre. Impressionnants l'un et l'autre, très imbus de leurs fonctions, d'une éducation semblable et parfaite. Mais qu'il est dur pour un général de cinquante-cinq ans de céder le pas devant un préfet qui en a tout juste quarante !

Le préfet reprochera discrètement au général de ne pas être assez militaire, le général au préfet de l'être trop !

L'un et l'autre n'avaient pas tort. Spillmann, on l'a vu, est un grand général. Mais pas un homme de terrain. Charmant, aimable causeur, « salonnard », il sait à merveille diriger de son bureau.

« Il a fait carrière partie sous l'uniforme, partie dans les salons parisiens », disent les mauvaises langues de la préfecture.

Dupuch, qui détestait Cherrière et « ses gros sabots », préférait avoir un Spillmann comme écran entre lui et les militaires d'Alger. Pour lui, Spillmann était beaucoup plus intelligent s'il était moins fonceur. Il préférera toujours réfléchir sur la situation plutôt que bondir dans un hélicoptère — un engin qu'il n'aimera jamais beaucoup — et « foncer dans le tas ».

Pourtant, après quelques jours de résidence à Constantine, le général Spillmann trouvait ce préfet un peu jeune pour un poste pareil. Mais comme il savait les attaches Dupuch-Mayer, il se garda bien d'entrer en conflit avec le préfet. Il n'en aura d'ailleurs envie qu'au début de 1955. Pour l'heure, il se contentait de le trouver un peu cassant et de caractère difficile. Très jaloux de son autorité : « C'est l'âge ! Il faut bien qu'il s'affirme ! » Mais les deux hommes savaient faire passer l'efficacité de leur mission avant de petites susceptibilités personnelles.

En octobre 1954, l'un et l'autre n'avaient d'yeux que pour la frontière algéro-tunisienne. Un vieil imperméable qui n'avait plus de caoutchouc. Une passoire qui laissait s'infiltrer tous les fellaghas de Tunisie qui désiraient se « refaire » dans le calme de l'Aurès.

D'ailleurs les quelques incidents qui s'étaient produits dans le département de Constantine avaient eu lieu avec des fellaghas. « Des Tunisiens », affirmait Dupuch.

« Et s'il n'y avait pas que des Tunisiens ? avait pensé Spillmann, toujours lucide. S'il y avait aussi des Algériens ? » Mais les rapports étaient unanimes : chaque chef de secteur militaire, chaque sous-préfet, chaque administrateur était parfaitement rassuré. « Il y a bien eu une petite tension chez les indigènes... Mais dans cette région traditionnellement dans l'opposition, c'est chose habituelle... »

Donc, le général Spillmann ne pensait plus qu'à la réorganisation de sa région. Effrayé par le peu de moyens dont il disposait, il voulait resserrer le plus vite possible le dispositif militaire sur la frontière algéro-tunisienne. Pour cela il fallait en premier lieu récupérer les troupes qui étaient en Tunisie et s'entendre avec Boyer de la Tour pour « réimperméabiliser » la frontière tunisienne !

C'était le but de la conférence qui allait se dérouler le 15 octobre 1954 à Constantine. Une conférence tout ce qu'il y a

d'officiel, avec prise d'armes, honneurs, *Marseillaise* et banquet. Léonard, Chérière, Dupuch et Spillmann allaient conférer avec le général Boyer de la Tour du Moulin, résident général de France en Tunisie, qui leur avait préparé une petite surprise mais qui sera « court-circuité » par Spillmann qui sous ses airs de salonnard distingué, savait parfaitement dénouer les intrigues d'état-major. Rivalités, susceptibilités ; on ne vole pas très haut en octobre 1954 en Algérie ! Mais qui pourrait croire que dans l'ombre une poignée d'hommes s'apprêtent à bouleverser les structures d'un pays ? Alors on joue au jeu du temps de paix, on s'en veut, on se « tire dans les pattes », on s'observe et on se brocarde. On ne sait pas que le jeu — déjà futile — est dépassé ; on se soucie peu de ce qui s'est passé à l'autre bout du monde où les forces vives de l'armée française ont subi face à de petits hommes jaunes méprisés une défaite inattendue. La cruelle leçon n'a pas encore servi. Le politique et le militaire émettent sur des longueurs d'onde différentes et souvent indifférentes.

Sur l'aérodrome de Télergma les quatre hommes qui attendaient le résident général en Tunisie symbolisaient cet antagonisme latent « politique-militaire » et le jeu stérile des peaux de banane.

« Babar » Chérière, le beau Spillmann, le bon Léonard et le sévère Dupuch, en ligne et bien droits. Gants blancs, médailles pendantes, étoiles et feuilles de laurier. Et la première chose que leur dira à Télergma le général Boyer de la Tour du Moulin sera : « On coince tous les fellaghas tunisiens de l'intérieur contre la frontière, vous les attendez de ce côté-ci (*on parlera tout à l'heure du droit de poursuite*) et le tour sera joué. »

Le général était optimiste et tout content. Alors que politiquement Mendès-France en était, depuis Carthage, à la discussion avec les plus représentatifs des opposants : le Néo-Destour !

Mais ce n'était pas pour entendre les plans de bataille tunisiens de Boyer de la Tour que les cinq hommes étaient réunis.

Les « Algériens » voulaient récupérer des troupes prêtées à la Tunisie, car Chérière trouvait l'Algérie « à poil ». Ils désiraient en outre s'entendre avec le résident pour tenter d'arrêter les « infiltrations » tunisiennes en Algérie. Ces deux graves sujets allaient encore donner lieu à l'un de ces petits jeux où chacun

essayait de tirer l'avantage, avec si possible un galon, une étoile, une nomination à la clef.

Connaissant l'ordre du jour et connaissant Boyer de la Tour dont il a été le professeur à Saint-Maixent, Spillmann avait prévenu le gouverneur général Léonard d'une manœuvre « que préparait sûrement ce bon Boyer ». Le gouverneur écouta, attentif, ne s'étonnant plus d'une intrigue de plus ou de moins dans ce grand et beau pays, un peu pourri tout de même, et si loin des préoccupations de la France.

« Boyer de la Tour, lorsqu'on va évoquer le problème de la perméabilité de la frontière, dit Spillmann, va vous dire : « Les fellaghas ? Ah ! c'est un problème que je connais bien. Vous pensez qu'il peut se produire quelque chose en Algérie en raison de la proximité de la Tunisie et vous avez raison. Les fellaghas, c'est un problème qui doit se régler de Tunis à Oran... » Et mine de rien — bien que ça ne l'emballa pas — il va vous demander le commandement en chef pour les deux pays ! Commandant en chef de Tunis à Oran ! »

Roger Léonard, qui avait écouté avec intérêt les « prévisions » du général Spillmann, dut bien reconnaître dès le début de la conférence que celui-ci n'était pas mauvaise langue et qu'« il connaissait son Boyer comme s'il l'avait fait ». Car d'entrée le résident général proposa d'une voix douce, voilée et légèrement hésitante, l'institution d'un commandement mixte des confins algéro-tunisiens dont il consentait par avance à assurer la responsabilité pour le bien de tous et dans l'intérêt général ! « Cela s'était d'ailleurs fait entre l'Algérie et le Maroc en 1932. » Il y eut un silence.

Pierre Dupuch vit du coin de l'œil le général Chérière, déjà peu patient de nature, devenir apoplectique. Et lui, que deviendrait-il dans tout cela ? Lui, Chérière, le patron militaire de l'Algérie ! Mais le gouverneur général Léonard sut prévenir l'éclat. Il expliqua paisiblement que les statuts des deux pays étaient différents, que l'Algérie, c'étaient trois départements français alors que la Tunisie était un protectorat promis à l'autonomie interne.

Boyer de la Tour avait compris. Il se garda d'insister. Chérière se rasséra. Spillmann se félicita d'avoir désamorcé le pétard et l'on parla du droit de poursuite de chaque côté de la frontière, droit que l'on s'accorda mutuellement bien volontiers, « comme

si deux pays étrangers, nota, scandalisé, le général Spillmann dans ses carnets, établissaient les modalités de leur coopération politique et militaire ». On convint aussi que le résident rendrait « dès qu'il le pourrait » le bataillon de Sénégalais et l'escadron de spahis à cheval qui dépendaient de Constantine et qui avaient été prêtés à la Tunisie.

Après quoi la préfecture de Constantine offrit un très bon repas. Un gouverneur général, un résident général, un préfet, deux commandants de région s'étaient déplacés pour cela ! Heureusement que le général Chérière aimait les voyages. Cela faisait au moins un heureux !...

Pour se calmer, Spillmann téléphona à Blanche et lui ordonna de « bouger un peu » et de faire sortir les malheureuses troupes dont il disposait : le 9^e chasseurs d'Afrique et un groupe d'artillerie.

« Vous allez me faire bouger ces lascars et me les envoyer dans le bled, dit-il. Qu'on les voie au moins ! Envoyez les batteries faire du tir. Où ? Eh bien, je ne sais pas, moi. À Khenchela, par exemple. Ça dérouillera les canons et ça montrera aux populations qu'il y a encore des Français dans le coin. Et puis vous laisserez un détachement en permanence à Khenchela. Comme cela, ces gars-là cesseront de se promener comme des bidasses rue de la Manutention ! »

Le général Spillmann venait de prendre la décision qui éviterait que Khenchela ne fût coupée du reste de l'Algérie le 1^{er} novembre. Mais ce jour-là il pensait simplement que ces troupes seraient bien utiles pour assurer la protection du voyage officiel qu'allait effectuer François Mitterrand dans le département de Constantine. Le ministre de l'Intérieur arrivait le surlendemain à Alger et se rendait d'abord à Orléans-ville sur les lieux de la catastrophe.

« Tout doit être nickel à Alger, pensa le général en souriant, la visite du ministre a dû remuer le Gouvernement général. »

Le général était au-dessous de la vérité. Pendant le mois d'octobre, à Alger, on n'avait pensé qu'à ça !

Zoubir Bouadjadj avait été convoqué pour le samedi 16 octobre chez Souidani, dans la ferme qu'il habitait à Souma, près de Blida. C'est Aïssa, le tailleur de la rue du Vieux-Palais, chez qui logeaient parfois Ben Boulaïd et Ben M'Hidi et dont la

boutique servait de boîte aux lettres, qui lui avait apporté le message signé Si Mohamed. La réunion n'était pas prévue et Zoubir se demanda ce qui se passait. Pour que Rabah Bitat le prévienne par message cela devait être important. Il fit du stop jusqu'à Souma. À la ferme il retrouva Bitat, Bouchaïb et le propriétaire des lieux, Souidani, avec sa tête toute rasée et son éternelle croix de guerre au revers du veston. Celui-là il préparait la révolution mais il ne se serait séparé pour rien au monde de sa décoration. À croire qu'il ne portait un veston que pour cela !

Bitat s'enquit auprès de Zoubir de l'avancement des plans d'attaque des objectifs. « Il faut vous dépêcher, dit-il, je veux tout avoir dans une semaine ! » Bouadjadj en conclut que l'action était proche bien que son chef restât silencieux sur ce point précis.

« Si je vous ai demandé à tous les trois de venir, poursuivit-il, et non aux autres, c'est pour vous annoncer des nouvelles qui doivent rester entre nous. Vous savez, puisque vous y assistiez, que lors de la réunion du 25 juillet (*la réunion des Vingt-deux*) nous avons partagé l'Algérie en cinq zones. Ces zones ont été attribuées. L'Aurès à Ben Boulaïd, le Nord constantinois à Didouche, la Kabylie à Krim, l'Oranie à Ben M'Hidi et l'Algérois à moi. Chacun de nous a trois adjoints. Vous êtes les miens. Vous l'étiez de fait puisque c'est vous qui avez participé au recrutement des militants et à l'instruction. C'est maintenant officiel. »

Les quatre hommes se félicitèrent mutuellement.

« Maintenant le déclenchement est proche, continua Bitat, très proche.

— Pour quand ? interrogea Bouadjadj.

— Je ne peux encore vous fixer la date mais c'est pour très bientôt. Vous serez prévenus à temps. Chacun dans sa zone n'a plus à se soucier que des subdivisions. Nos décisions sont prises, il vous faut maintenir la tension chez vos hommes. C'est très important. »

Bitat donna l'ordre à Bouadjadj de transporter des corps de bombe en fonte, deux mitraillettes et cinquante mètres de cordeau Bickford à Alger. Les corps de bombe dans une maison de la Casbah et le reste chez Guesmia Abdelkader, un vernisseur de Bab-el-Oued.

« Tu en profiteras pour voir où il en est dans la fabrication de

ses bombes, ajouta-t-il, des spécialistes vont bourrer les corps des grosses bombes, les petites de Guesmia feront plus de bruit que de mal mais elles seront nécessaires. Psychologiquement nécessaires ! »

Bouadjadj, qui n'avait pas vu son chef depuis qu'il avait attribué les objectifs à attaquer à chacun de ses hommes, les lui énuméra. Bitat les nota soigneusement et les approuva. « On verra les plans d'attaque en détail, dit-il. Encore une fois, pressez-vous de les mettre au point. Maintenant, va vite effectuer ton transfert. »

Il faisait presque nuit quand le camion Hotchkiss qu'employait El-Hedjin Kaddour eut fini le transfert des bombes dans une maison du quartier Gambetta. Un spécialiste devait les bourrer. Le mélange était beaucoup plus complexe à mettre au point que pour les bombes que fabriquait Guesmia, et les hommes du groupe ne pouvaient s'en charger eux-mêmes. Un homme sûr viendrait le faire. Bouadjadj ne le connaissait pas.

Le chef du commando algérois fut étonné lorsqu'il apporta les deux mitraillettes enveloppées dans du journal et de la toile à sac chez le vernisseur. Celui-ci l'avait emmené dans sa cave. Dans un coin, sur le sol carrelé, une centaine de boîtes d'huile Esso étaient prêtes. Remplies à ras bord d'un mélange détonant de chlorate de potasse et d'essence. Au centre, plantée dans la pâte incendiaire, une petite mèche se dressait, insolente. L'artisan avait bien travaillé.

« Ça paye pas de mine, dit Guesmia, mais si tout sautait, ça ferait un drôle de feu d'artifice dans le quartier.

— Ce ne serait rien à côté de la réserve de la Casbah, ajouta Zoubir Bouadjadj. 200 bombes à corps de fonte ! Une étincelle, et ce serait une véritable boucherie. »

Guesmia fit jouer les culasses des deux Mats auxquelles il avait adapté un chargeur, puis les fit jouer à nouveau pour récupérer la balle déjà engagée dans le magasin.

« Ça va, elles sont en bon état, dit-il en se tournant vers Zoubir. Alors, c'est pour quand ?

— Je peux pas encore te dire, mais c'est du peu. Continue à faire le plus possible de bombes, je t'ai apporté du Bickford. »

Dans son bureau au rez-de-chaussée de l'immeuble du

Gouvernement général, le préfet Vaujour, directeur de la Sûreté, pensait lui aussi aux bombes, et cela lui posait un cas de conscience.

L'informateur de Costes, en rapport avec l'artificier des conjurés, avait fait de bon travail. Il venait de prévenir que l'action ne devait plus tarder. L'artificier avait été à nouveau contacté par les hommes du C.R.U.A. et pressé de remplir les corps de fonte des bombes rudimentaires.

« Les corps et l'explosif se trouvent à la Casbah, avait-il précisé, et je dois commencer à les remplir. Je ne peux plus attendre ! »

L'homme, jouant le jeu de la police, avait suivi les ordres donnés par Vaujour : retarder le plus possible la préparation des bombes. Il avait prétexté sans cesse qu'il lui manquait un outil, un ingrédient, du matériel. Mais là il était au pied du mur et devait commencer le travail. Vaujour avait conseillé l'emploi du chlorate de potasse, qui ferait moins de dégâts. « Il faut limiter la casse », avait-il dit.

Mais maintenant, le combat était engagé. Les preuves étaient là. Des bombes se fabriquaient dans la Casbah et l'artificier devait se « grouiller ». L'action était donc prévue sous peu.

« Alors qu'est-ce qu'on fait ? avait interrogé Costes. On y va ou on laisse courir ?

— Laissez faire, avait répondu Vaujour, tentez d'identifier le plus de monde possible et surtout essayez de savoir si le mouvement doit frapper uniquement Alger. »

C'était le principal souci de Vaujour. Se trouvait-il devant des terroristes isolés ou devant une bande organisée ayant des ramifications dans d'autres régions ? Fallait-il faire une descente à la fabrique de bombes dont on pouvait avoir l'adresse ou tenter de « loger les clients » comme on dit en langage de police ? Vaujour hésitait à prendre l'une des deux décisions. Perquisitionner dans un seul endroit c'était couper le fil et donner l'alerte. Mais ne pas le faire c'était peut-être permettre un attentat qui provoquerait des dizaines de victimes innocentes.

Vaujour avait imaginé une troisième solution qui pouvait éliminer une partie des conjurés sans trop donner l'alerte aux autres s'ils existaient.

Il se proposait de fournir à l'« artificier informateur » de Costes un explosif puissant dont il bourrerait une bombe importante. Il la réglerait et « sortirait pisser ». L'explosion volatiliserait le stock et les six ou sept hommes qui — d'après l'« André » — venaient régulièrement dans cette maison de la Casbah. Ce serait un « malheureux accident » et un « heureux hasard » pour l'artificier. Mais il y avait les voisins, avec des femmes et des gosses. Dans ce quartier surpeuplé où des dizaines de milliers de personnes vivaient entassées, une pareille explosion prendrait figure de catastrophe. Si le directeur de la Sûreté n'avait aucun scrupule à provoquer la mort de conjurés qui s'apprêtaient à commettre un attentat, il n'en était pas de même pour les innocentes victimes que l'explosion ne manquerait pas de faire.

Costes attendait la réponse. Ses hommes devaient rencontrer l'informateur le lendemain matin. Il fallait agir. Vite. Vaujour décrocha son téléphone et composa le numéro de Costes.

« Annulez l'opération prévue, dit-il, j'abandonne le projet.

— On les coffre tout de suite ?

— Non. Attendons encore. J'ai l'intuition qu'il n'y a pas uniquement ce groupe. L'artificier parle de nombreuses bombes. Ils vont certainement en envoyer autre part. Suivez la piste et ouvrez l'œil.

— Bien, monsieur le directeur. »

Vaujour raccrocha, songeur. Cette fois, le fer était engagé. Mais avec qui ? Le directeur de la Sûreté se promit d'alerter le chef de cabinet de Mitterrand qui arrivait dans quelques heures en Algérie. Un voyage officiel. Il avait bien besoin de ça ! Au moment où il avait tant à faire ! Cette fois, Vaujour était bien résolu à tirer le signal d'alarme. Mais il ne semblait pas que ni à Alger, ni à Oran, ni à Constantine on se souciât d'un complot. Il serait à nouveau seul à jouer les inquiets. Tous les préfets, tous les militaires étaient rassurés !

Costes avait beau avoir tous les défauts du monde, il n'avait pas été jusqu'à monter cette histoire d'artificier ! Mais pourquoi n'avait-on de renseignements que sur Alger, le domaine des R.G. de Costes ?

Ce fut un beau voyage avec prise d'armes, banquets, discours, rebanquets et rediscours. Et le grand circuit. Mitterrand voulait

tout voir. On lui montra tout. La caravane de 15 CV Citroën noires parcourut, tel un long serpent brillant, les routes d'Algérie. Oran, Alger, Constantine. Sauts de puce en avion. Longs parcours en voiture avec arrêts traditionnels dans les villages pittoresques et les gros bourgs avec bon poids de « bon Arabe », et d'enfants des écoles. Gueules ravinées sur fond de burnous et cliquetis de médailles des poilus et de « ceux de la dernière », visages touchants, frais et rieurs des gosses qui agitaient leurs menottes crasseuses. Et, vigilant, l'élu local européen ou musulman à la caresse facile, à la poignée de main virile. Main sur le cœur et *Marseillaise*. Les uniformes étaient frais repassés, les décorations briquées, les ventres militaires rentrés pour les garde-à-vous de l'arrivée. Ce fut pourtant le voyage des cartes truquées.

Face à face : d'une part, Mitterrand, qui sent depuis longtemps qu'« il se passe quelque chose » — les rapports de Vaujour le lui confirment, mais le directeur de la Sûreté semble le seul à être franchement inquiet en Algérie. Le ministre de l'Intérieur a néanmoins voulu venir sur place voir de quoi il retourne.

D'autre part, l'Algérie des grands colons qui ne tient pas, mais pas du tout — contrairement à ce qui est affiché — à ce que la France s'occupe trop d'elle si ce n'est pour fournir des crédits. Les leaders du grand colonat vont donc s'efforcer de montrer au ministre une Algérie rassurante, prospère, mais pas trop, il faut penser à l'aide financière, et surtout parfaitement calme.

Lorsqu'il atterrit en Algérie, Mitterrand est l'incarnation de ce gouvernement Mendès qui fait si peur au grand colonat, qui donne tant d'espoir aux intellectuels musulmans mais qui laisse indifférente la grande masse de la population. Ce qui paraît clair à Mendès et à Mitterrand c'est qu'il faut que les musulmans se rendent compte qu'ils ont — puisque l'Algérie, c'est la France — un gouvernement pas comme les autres. Un gouvernement bien décidé, une fois l'affaire tunisienne réglée, à faire quelque chose pour l'Algérie. Et en premier lieu appliquer la loi, c'est-à-dire le statut de 1947 qui depuis sept ans reste en souffrance.

Mendès a l'habitude de dire : « Aucun peuple n'est jamais et éternellement subjugué par un autre peuple. » En Algérie il s'agira de lâcher la bride mais avant qu'il soit trop tard.

Les rapports qui arrivent régulièrement sur le bureau de Mendès sont rassurants. Il y a, bien sûr, la proximité de la Tunisie bouillonnante et l'on peut « craindre des remous » mais pour

l'instant rien ne les laisse prévoir. Mitterrand, qui sans cesse « sent quelque chose en Algérie » — et cela inquiète et agace le président du Conseil qui voudrait bien un peu de concret et non de « pifomètre » — va donc profiter d'une visite qu'il doit faire à Orléans-ville anéantie par le tremblement de terre pour se rendre compte sur place si ses « pressentiments » sont fondés.

La tâche du ministre de l'Intérieur n'est pas facile. Il lui faut savoir, mais il doit interroger discrètement. Il ne faut pas effaroucher les « grands » d'Algérie car, à Paris, que deviendrait la majorité si ténue de Mendès si René Mayer et les « Borgeaud » votaient à l'Assemblée contre le gouvernement ? Elle s'écroulerait immédiatement. Mitterrand déploiera donc toutes les ressources de son célèbre sourire, se fera tout miel et tout rassurant devant les délégués puissants de l'Assemblée algérienne qui, eux-mêmes, offriront au ministre de l'Intérieur leur visage le plus bonhomme alors que ce gouvernement Mendès, pour les plus réactionnaires et les plus influents d'entre eux, sent le soufre et ne peut qu'apporter le malheur de la libération.

Voyez la Tunisie ! Après l'Indochine ! Tout cela en trois mois à peine ! Alors, de part et d'autre, on va dire blanc alors qu'on pense noir. Ou pour les plus honnêtes, gris. Mitterrand est de ceux-là.

Il y eut deux grands moments dans ce voyage d'une semaine qui va se terminer à huit jours de l'insurrection. La réception à l'Assemblée algérienne et la réception à Constantine.

Après avoir visité Orléans-ville martyre, s'être incliné sur les tombes des victimes, avoir souligné « combien touchant était l'élan mondial qui avait apporté de l'aide à la ville sinistrée » et à quel point la France se sentait atteinte dans sa chair, François Mitterrand avait entrepris la tournée d'information politique. Le charme du ministre de l'Intérieur que l'on connaissait mal à Alger sut agir. Il séduisit l'Assemblée algérienne qui lui assura par l'entremise du président Laquière que le calme régnait en Algérie.

Ce 19 octobre, c'était un mardi, fut un grand jour pour Raymond Laquière, président de l'Assemblée algérienne. Lui seul allait parler, lui seul allait représenter pour le ministre cette Assemblée algérienne qu'avec ses amis il savait si bien « contrôler ». Et il était bien décidé à montrer le visage de l'Algérie qu'ils désiraient voir emporter par le ministre de l'Intérieur.

Raymond Laquière était une figure de l'Algérie de 1954. Pas de première grandeur comme le trio Borgeaud-Blachette-Schiaffino, mais d'une influence certaine. Il fut l'un des grands représentants de cette politique coloniale du *non* à toute revendication, l'un des plus ardents défenseurs de ce système des refus successifs qui, comme dira Malraux, a été la clef de toutes les catastrophes.

Enorme, ventru, peu agréable d'aspect et surtout de rapports, Laquière est un homme dur, intransigeant. Truculent aussi, haut en couleur. L'un de ces personnages concevables uniquement en Algérie. Seigneur féodal qui a plus d'influence que de terres et de propriétés, encore qu'il soit loin d'être pauvre, il souffre d'un prurit d'affirmation personnelle extrême qu'il a besoin d'apaiser. Il a l'orgueil qui le démange ! Rien ne peut plus le satisfaire que cette charge de président de l'Assemblée algérienne. Le président Laquière — il ne tolérerait pas qu'on l'appelât autrement — y tient plus que tout au monde. Grâce à elle il satisfait son désir démesuré de pouvoir et d'honneurs. S'il y avait une République algérienne dans le cadre français, il se verrait très bien dans le fauteuil présidentiel.

Politiquement Laquière est chez Borgeaud mais il ne dédaigne pas — il n'est pas le seul — de faire un tour de valse chez Blachette, à moins que ce ne soit chez Schiaffino selon qu'il n'a pas obtenu satisfaction chez l'un des deux autres ! Tour de valse ou tour de marionnette ?

Ses ennemis disent de lui : « C'est une outre gonflée... au propre et au figuré, au physique et au moral. » C'est bien plus. C'est un homme qui veut avant tout impressionner les gens. Un homme qui « y va à l'estomac ». Il veut être le premier en Algérie au-delà des fortunes milliardaires, au-dessus du pouvoir d'un gouverneur général. Pour y arriver il sait utiliser tous les moyens. C'est un vieux routier de la politique algérienne. Il sait à merveille recruter d'utiles agents électoraux dans le « milieu » — on a vu qu'il n'est pas le seul, mais le « milieu » algérois est nombreux, bien organisé et sait répondre à toutes les demandes —, il sait encore mieux « influencer » les fonctionnaires.

Mais sous le régime de Léonard-Vaujour, cela devient plus difficile. Si Laquière a su imposer ses vues aux fonctionnaires d'avant l'arrivée de Léonard, il n'y parvient plus aussi bien en 1954. Il déteste Vaujour, ce directeur de la Sûreté qui n'en fait

qu'à sa tête et semble peu impressionné par la personnalité excessive, encombrante et débordante de M. le président.

Heureusement que Vaujour est l'exception. Et qu'il ne restera pas toujours ! Malgré ces petits ennuis passagers, lorsqu'il s'apprête à recevoir le ministre de l'Intérieur, M. Laquière est un homme que l'on salue bien bas.

À 16 heures, ce mardi 19 octobre, dans son bureau présidentiel, Raymond Laquière relisait une dernière fois son discours au ministre. La partie qu'il jouait était importante. Puisqu'on avait Mendès autant être bien avec lui. Et puis l'Algérie n'était pas la Tunisie ! Il s'agissait de convaincre le ministre qu'il ne s'y passait rien et qu'il n'y avait aucune raison que cela change, surtout si la France apportait une aide accrue. L'Algérie est calme, monsieur le ministre, et le restera. Il faut laisser les Algériens se débrouiller entre eux et tout ira bien. La preuve ? Ça bouge à droite : le Maroc ; ça bouge à gauche : la Tunisie, et au centre, chez nous, tout reste calme.

La politique des Européens d'Algérie était plus que jamais une politique de « fermeture » et non d'ouverture. Restons fermes et entre nous et tout ira bien. On est à onze jours de l'insurrection.

Devant une Assemblée algérienne sur son trente-et-un, Raymond Laquière se surpassa. Il « mit le paquet » et s'il n'embrassa pas le ministre de l'Intérieur, son discours le fit pour lui.

« Notre Assemblée a bien le droit, s'écria-t-il, d'exprimer sa joie d'un gouvernement courageux et fort... Nous applaudissons aussi à votre venue car vous avez notre confiance. La confiance ne se commande pas. La nôtre a pour origine la netteté de votre caractère, l'intérêt marqué qu'en toute circonstance vous témoignez à l'Algérie, votre volonté de réalisation et certainement votre jeunesse vibrante... L'Algérie française se lève dans la splendeur de son aurore. Il faut se garder jalousement de tous nuages qui pourraient obscurcir sa radieuse ascension ! »

Le président de l'Assemblée, après avoir tressé ses couronnes, n'en oublia pas pour autant, par de discrets appels financiers — seulement financiers —, la situation économique de l'Algérie. Chômage, formation professionnelle, habitat, agriculture, industrie.

Avec ce sourire qu'on lui connaît et dont on ne sait jamais s'il

est expression de contentement ou rictus de commande, François Mitterrand monta à la tribune, chaleureusement applaudi par une Assemblée qui, dans sa minorité influente, ne lui voulait pas de bien. Mais cette journée serait celle des « compositions ». Le discours fut long, les réponses furent précises. Le ministre s'efforça de montrer que le gouvernement faisait son possible dans les différents secteurs cités par le président Laquière. Puis il fit lui aussi son discours choc. Des roses avec de temps à autre le bout de l'oreille qui se montrait. Quelques traits de la politique algérienne que le gouvernement français avait l'intention de mener dans un proche avenir parsemèrent un discours fait pour « mettre l'Assemblée dans sa poche ».

« Qu'est-ce, messieurs, que la République française ?

« ... C'est, selon les termes mêmes de notre Constitution, le territoire de la métropole, ce sont les départements d'Algérie, ce sont les départements et territoires d'outre-mer...

« Et si l'on va de l'est à l'ouest, du nord au sud, sur les territoires de notre république commune, c'est sur des milliers et des milliers de kilomètres, sur l'étendue la plus vaste du monde — j'aime à le répéter — après celle qui va de Leningrad à Vladivostok, avant celle qui va de Washington à San Francisco, que se développe le drapeau national. Où se trouve l'Algérie dans ce vaste ensemble ? Au centre même, là où les forces se rassemblent. »

Mitterrand n'est pas un nouveau venu de la politique, il sait à merveille adapter ses discours à sa clientèle et celui-là l'est magnifiquement. Après ces petits couplets qui convenaient particulièrement aux ultras — on ne manquera pas ensuite, par une sorte de raccourci fulgurant que l'Algérie sait prendre, de proclamer que Mitterrand a fait un discours ultra — le ministre poursuivit :

« Quel est le citoyen français qui ne trouverait exaltante cette tâche [...] de participer [...] à l'histoire future de ce vaste ensemble qui prend place dans l'histoire du monde ? Cela ne doit être refusé à aucun de nos amis, à aucun de nos concitoyens conscient de son rôle, à condition que ce rôle ne lui soit pas contesté par les autres : à condition que sur le plan de son travail, de son salaire, à condition que sur le plan de sa formation, dès l'école [...] il soit admis — et il doit l'être au même titre que tous les autres — aux difficultés, aux responsabilités aux leviers de

commande de la fonction publique.

« Il faut que la démocratie s'instaure davantage, il faut que le plus grand nombre trouve plus de joie, plus de bonheur et plus de volonté à participer à la collectivité nationale, sans quoi ce que vous dites, ce que je dis, ne signifie plus rien. »

Les applaudissements furent particulièrement vifs sur les bancs musulmans du second collège.

« Et puis songeons, poursuivit le ministre, à cette masse qui ne sait pas toujours, mais qui espère en nous. Croyez-moi, l'espérance est comme le torrent qui dévale la montagne : rien ne l'arrêtera. Seulement, suivant l'endroit où se situe la digue, le torrent va ici ou là, mais dites-vous bien que l'espérance du peuple existera quand même.

« Voilà pourquoi le devoir sacré, fondamental, de tous les Français est de faire que l'espérance humaine s'appelle par notre nom. »

Ce mardi il y eut des torrents d'applaudissements au palais Carnot. Et la vérité commande de dire qu'ils vinrent de tous les bancs de l'Assemblée, celle-là même qui, depuis sept ans, bloquait le statut de 1947 !

Dans ce discours, Mitterrand prouvait que la visite qu'avait faite Ferhat Abbas au président du Conseil restait gravée dans sa mémoire. Mais l'Algérie de Laquière, de Borgeaud, de Sérigny, de Schiaffino n'en fut pas moins persuadée que Mitterrand avait fait un discours ultra ! C'est d'ailleurs ainsi que dans les Mémoires, dans les ouvrages qui le citeront, ce discours sera qualifié. Quelle étrange propension avait l'Algérie européenne à ne retenir dans les discours que ce qu'elle désirait y trouver en balayant négligemment le reste ! Quels tours tragiques cela lui jouera !

Et le voyage continua jusque dans le Constantinois et l'Aurès. À son habitude, Léonard avait offert au ministre de l'Intérieur un tableau « raisonnable » de la situation algérienne. En bon fonctionnaire son inquiétude était toujours raisonnée. Chérière s'était plaint du manque d'effectifs mais n'avait aucune crainte sérieuse à exposer. Et les différentes étapes du voyage ministériel ne pouvaient que confirmer cette relative quiétude. Seul Vaujour avait prévenu Nicolai, le directeur du cabinet de Mitterrand, de cette « affaire de bombes fabriquées dans la Casbah ». Nicolai

avait promis d'en parler au patron.

François Mitterrand, malgré les nombreux contacts politiques qu'il prit pendant ce voyage — contacts plus rassurants les uns que les autres —, trouva dans les dernières informations de Vaujour une preuve que son inquiétude était fondée. C'est au cours de ce voyage qu'il réalisa pleinement qu'« il se passait quelque chose ».

L'incident de Constantine allait renforcer son opinion.

La capitale de l'Est algérien ne semblait pourtant pas plus inquiète qu'Alger. Le général Spillmann avait bien signalé la mésaventure de deux gardes champêtres assaillis, roués de coups et renvoyés dans leurs douars par un groupe d'hommes se réclamant de l'Armée de libération nationale, mais tous les administrateurs, tous les civils, tous les hommes politiques avec qui le ministre prenait contact et évoquait la situation étaient d'accord pour mettre ces incidents à l'actif des « bandits d'honneur qui de tout temps parcouraient l'Aurès impénétrable ». Un seul homme tira un coup de semonce : M. Ben Salem, vice-président du conseil général. Il éclata dans le ronron du « circus » du voyage ministériel. Il indigna les notables. Il alerta pourtant Mitterrand.

En l'absence de M. René Mayer, ce fut au vice-président Ben Salem qu'échut la corvée du discours d'accueil au conseil général. On avait signalé à François Mitterrand que Ben Salem était l'un des protégés de René Mayer. Un de ces nationalistes modérés de l'école Ferhat Abbas pour qui la revendication principale n'était pas l'indépendance mais l'intégration, l'égalité entre Français.

Le cortège officiel prit place dans la salle du conseil général. Chacun se cala dans son fauteuil, le ministre, le préfet, les généraux, les notables s'apprêtèrent à entendre le discours classique et anodin — bonjour, bonsoir, content de vous voir — de mise dans ces circonstances.

Et ne voilà-t-il pas que M. Ben Salem, qui n'avait oublié aucun compliment, ni aucune des demandes que l'on fait en ces cas-là au ministre en visite, poursuivit son discours en demandant que l'on se penchât sur le sort des musulmans ! Effarés, les notables des chambres de commerce et d'agriculture, les amis de René Mayer et de Borgeaud entendirent cet homme qu'ils croyaient des

leurs réclamer le collège unique ! Le scandale fut épouvantable. On parla de propos enflammés et déplacés. Ben Salem fut honni.

René Mayer, alerté, le désavoua dans une lettre publique. On s'excusa auprès du ministre. Et on l'entraîna très vite dans le tourbillon du voyage officiel. Qu'il oublie. Qu'il oublie vite !

Mais François Mitterrand avait entendu l'éclat. Dans la bouche de ce modéré, de ce musulman qui « avait passé la barrière » et accédé aux honneurs, l'avertissement avait pour lui une portée considérable. Mitterrand, qui connaissait les coulisses de la politique, fut plus frappé par ce discours, relativement modéré bien que les Européens l'aient trouvé scandaleux, que par les « bombes » de Vaujour. Ou plutôt une information policière confirmait un éclat politique. Car il fallait vraiment que le malaise soit grand pour que Ben Salem ait pris ce risque, ait lancé ce cri d'alarme courageux.

Lorsque François Mitterrand prit son avion à Bône pour rentrer à Paris le 23 octobre, il était persuadé qu'il se passait quelque chose ou plutôt qu'il allait se passer quelque chose. « Dans trois semaines ou un mois » avait dit Vaujour.

Laquière avait essayé d'effacer cette mauvaise impression en organisant avant le départ une réception au casino de Saint-Eugène, dont il était maire, en l'honneur de Mitterrand.

« Tout va bien, mon cher ministre, avait-il dit, et tout ira bien. Il suffit de les tenir. »

Décidément, ils ne comprendraient jamais rien à temps !

Lorsqu'il l'interrogea sur l'impression qu'il retirait de son voyage, le président Mendès-France entendit son ministre de l'Intérieur lui répondre : « La situation est malsaine. J'ai peur qu'il ne nous faille, malgré les rapports rassurants, nous occuper du dossier algérien avant d'avoir réglé les problèmes déjà entamés. J'espère des renseignements concrets dans un proche avenir... »

Il avait six jours à attendre pour être fixé.

Le général Spillmann, qui, en marge du voyage de M. Mitterrand, continuait son inspection de la zone Est algérien, était atterré de ce qu'il découvrait. 12 000 hommes pour la zone la plus traditionnellement « ouverte à la sédition » ! En moins de quinze jours l'actif général avait pris le problème à bras-le-corps

et tenté de réorganiser la zone dont il était responsable. La mésaventure dont les deux gardes champêtres avaient été victimes dans la région de Souk-Ahras ne l'avait pas fait rire. D'autant que des incidents sans gravité mais significatifs s'étaient déroulés tout au long de la frontière : accrochages entre des gendarmes et de « présumés fellaghas tunisiens », bandes signalées à Souk-Ahras, etc. Il avait donc décidé, en liaison avec les forces françaises en Tunisie, d'unifier le commandement militaire de la frontière.

Et ce n'était pas facile car les chinoiserries de l'administration française avaient bien fait les choses. Du nord au sud de la frontière s'échelonnaient quatre communes mixtes : La Calle, Souk-Ahras, Morsott et Tébessa. La première dépendait de Bône, la seconde de Guelma et les deux dernières de Constantine ! Chaque commandement militaire était sous les ordres d'administrateurs et de sous-préfets différents. Cela ne simplifiait pas l'unité d'action. Elle était même franchement impossible. Spillmann décida donc d'unifier la direction militaire de la frontière est et profita de ses bonnes relations avec Dupuch — un brave homme malgré ses airs cassants — pour lui demander de confier à un seul collaborateur la coordination des services civils de la frontière.

Dupuch pensa tout de suite à Deleplanque qui connaissait très bien la région et qui avait les épaules assez solides pour assurer une pareille coordination. Batna semblait calme et Deleplanque pouvait quitter ce poste.

« Mais, ajouta le général Spillmann, il ne faut pas se faire d'illusions : nous sommes en train de calfater une vieille coque percée. Nous ne pourrons rien faire de sérieux si nous n'obtenons pas le concours de la population. »

Et il soumit au préfet un plan qui faisait resurgir les goums du passé. C'était bien dans l'esprit de ce vieil Africain. Il proposait de lever dans la zone frontière six cent vingt supplétifs affectés à la police des communes mixtes, à la garde personnelle des caïds et à la sécurité des exploitations agricoles les plus isolées. La note s'élèverait à treize millions par mois.

Dupuch ne se montra pas enthousiaste. Les goums, il n'y croyait pas, ceux qu'il avait levés à Morsott avaient dû être dissous en raison de leur mauvaise tenue. Il fallait donc les encadrer de Français. Et où les trouver ? Dupuch accepta pourtant de tenter l'expérience avec 100 goumiers. Il envoya la demande à

Léonard.

Lorsque les premiers goums furent levés ils causèrent bien des désillusions au général Spillmann. Il découvrit que les « fiers goumiers parcourant les djebels », ce rêve qui se réalisait, n'étaient que des hommes d'âge vénérable, le cousin du cousin de l'oncle du cadî, recrutés par les administrateurs qui s'étaient trouvé ainsi une domesticité ou des gardes du corps à bon compte. Les farouches blédards étaient chaouch ou jardiniers... Pourquoi des goums puisqu'il ne se passait rien ? C'était désespérant.

Pourtant Spillmann avait un allié solide en la personne du général Cherrière qui commençait à se faire du souci pour cette sacrée frontière. Le différend qui avait opposé les deux hommes était oublié. Le commandant de la Xe région militaire, venu inspecter à Tébessa les unités de la zone frontière Est, constatait avec son adjoint le peu de « punch » de ces unités.

Cherrière, qui ne rêvait que vastes horizons, opérations d'envergure, ratissages, et qui pensait que l'on aurait pu depuis longtemps débarrasser ainsi l'Aurès de ces « redoutables » bandits dont on lui rebattait les oreilles, se trouvait sur la frontière avec des hommes du contingent, cafardeux — quelques mois de garnison à Tébessa n'ont rien de joyeux —, peu nombreux et mal équipés. Les deux généraux décidèrent de faire sortir les troupes mais constatèrent bien vite que faute de mulets elles ne pouvaient quitter les voies principales. Alors on décida de demander des mulets à Paris. Depuis huit ans les mulets d'armes avaient disparu d'Algérie. Il fallait recréer ces unités. Fabriquer à nouveau des bâts. On prit les mesures nécessaires.

À huit jours de l'insurrection dans l'Est algérien, aucun chef militaire ne pense à faire sortir les troupes seules à pied. Par petits commandos mobiles et efficaces. Mais ni Spillmann ni surtout Cherrière ne croient à la guerre subversive. Ils sont pour les méthodes qui ont fait leurs preuves depuis des décennies dans une Afrique qu'ils connaissent depuis trente ans.

À quelques kilomètres d'eux, les Chaouïas de Ben Boulaïd, secs et nerveux, groupés en petits commandos de 10 à 20 hommes s'appêtent à déclencher l'insurrection. Ils n'auront ni mulets ni boîtes de ration. Un fusil pour deux et les caches de la montagne.

Pour lutter contre eux il faudra attendre des colonels à gueule de loup qui ont appris les méthodes de la guerre subversive dans

la boue des rizières et qui sauront « crapahuter » dans le djebel ayant oublié l'Ecole de guerre et assimilé les leçons de Mao et de Ho Chi Minh. Mais en octobre 1954 ils sont quelque part sur la mer Rouge dans un transport de troupe ou bien, s'ils ont eu de la chance, ils se « désintoxiquent », et comme a dit le ministre de la Guerre à Cherrière : « Il ne faudra pas compter sur eux avant Pâques 1955. »

Ce 20 octobre, Bouadjadj fut contacté par Didouche qui voulait lui confier une mission importante. Normalement, Bouadjadj ne devait recevoir d'ordres que du chef de la zone IV : Rabah Bitat, chargé de l'Algérois. Mais Bouadjadj restait très lié avec Didouche, son copain de jeunesse. Et le Saint-Just de cette révolution naissante avait grande influence sur l'organisateur des commandos terroristes d'Alger. Si Bouadjadj reconnaissait la direction collégiale formée par le comité des Six, pour lui Didouche était le véritable chef de la révolution. Plus que le chef, l'âme. Zoubir Bouadjadj savait que le véritable organisateur, celui qui avait déclenché le mouvement, groupé les idées, réuni le petit noyau originel était Boudiaf, ça ne l'empêchait pas de penser que Didouche était le ferment de cette pâte qui levait doucement. Par son enthousiasme, sa foi, sa vigueur, il était le symbole de la révolution. Bouadjadj avait eu souvent des prises de bec avec Ben Boulaïd, avec Boudiaf, jamais avec Didouche. Leur jeunesse les rapprochait. Pour Zoubir tout ce que disait son ami était parole d'évangile et il se souvenait qu'un jour où, par négligence, il n'avait pas contacté Didouche au jour et à l'heure prévus, celui-ci, follement inquiet, avait téléphoné aux commissariats et aux hôpitaux pour vérifier s'il n'avait pas été victime d'un accident. Cette préoccupation constante de Didouche pour les hommes qu'il avait entraînés dans l'aventure toucha beaucoup plus Bouadjadj que le sermon qu'il méritait. Il devait être ensuite d'une régularité d'horloge.

Ce mercredi, Didouche avait donc rencontré Bouadjadj et lui avait confirmé ce qu'avait dit Bitat : l'heure était proche. Et à ce propos un problème se posait. Didouche révéla à son ami que, le jour J, un double tract serait envoyé à des personnalités d'Algérie, aux journaux, aux ambassades pour annoncer le début de la révolution et les buts qu'elle poursuivait. Boudiaf et lui-même avaient rédigé ce tract, il s'agissait maintenant d'en revoir la forme et de le ronéotyper. Ouamrane avait bien la machine en Kabylie mais personne ne savait la faire fonctionner.

Didouche demanda à Bouadjadj de contacter l'homme qui pourrait à la fois revoir et, éventuellement, corriger le texte et tirer 450 à 500 exemplaires de chaque tract.

« Mais je ne connais personne qui puisse faire cela, protesta Bouadjadj.

— Laisse donc, moi je le connais mais il ne fait pas partie du groupe. Il va donc falloir le contacter et le convaincre de travailler avec nous. Et vite parce que, maintenant, le temps presse. »

Son ami avait respecté la loi du silence quant à la date fixée, mais c'était un nouvel indice pour Zoubir. C'était maintenant une question de jours, sinon d'heures.

Didouche lui apprit que l'homme qui pouvait les aider était un très bon militant M.T.L.D. : Mohamed Laïchaoui. Il était instruit et avait fait un long stage de journaliste à Paris.

« Il va pouvoir nous indiquer la meilleure forme pour les tracts, précisa Didouche. Et en plus il sait faire tourner une ronéo. » Le jeune chef souligna l'importance de la mission. Bouadjadj ne devait pas se faire repérer. Le journaliste pouvait refuser et bavarder. On convint de faire établir le contact par Kaci Moktar.

« Attention, Zoubir, c'est très important. Il ne faut pas qu'il y ait de faux pas ! »

Deux jours plus tard, Bouadjadj stationnait au coin de la rue de l'Union et du boulevard Thiers, tout près des Halles centrales dans Belcourt. Il était inquiet. Le sergent Ouamrane devait prendre en charge Laïchaoui et le mener vers la ronéo, qui se trouvait en sécurité dans son secteur. Le journaliste, contacté par Kaci Moktar, n'avait pas manifesté un enthousiasme débordant pour participer à la « troisième force ». Kaci s'était contenté d'amener l'homme au groupe sans commettre l'imprudence de lui parler de la mission qu'il devrait accomplir.

« On te demandera simplement de te servir de tes connaissances, avait-il ajouté. C'est tout. » Mohamed Laïchaoui, sincère nationaliste, malgré sa méfiance avait accepté de rencontrer « un chef ». Et Bouadjadj, qui avait téléguidé et surveillé toute l'opération sans jamais apparaître, venait de voir entrer le militant dans le café d'Ahmed Zaouane, boulevard Thiers, lieu de rendez-vous fixé par Kaci.

Le journaliste en ressortit quelques instants plus tard pour stationner à la porte comme cela lui avait été conseillé. On pouvait agir. Bouadjadj était soulagé. Le premier pas était fait. L'homme était au rendez-vous. Il vit la Vedette bleue transformée en camionnette, s'arrêter devant le café. Ouamrane, que Zoubir avait rencontré auparavant et qui connaissait le signalement de Laïchaoui, en sortit et se dirigea vers le journaliste. Les deux hommes échangèrent quelques mots que Bouadjadj ne pouvait entendre. Et soudain il vit Ouamrane saisir l'homme par le bras d'une poigne irrésistible. La force du sergent l'avait toujours impressionné. Ouamrane avait entraîné l'homme vers la voiture. Sans lui lâcher le bras il ouvrit la portière et le fourra sur la banquette. Il s'assit près de lui. La Vedette démarra.

« Voilà un kidnapping ou je ne m'y connais pas », pensa Bouadjadj.

Le journaliste n'avait pas dû être très chaud pour se mouiller dans l'affaire. Ouamrane l'emmenait vers Krim qui le conduirait à Ighil-Imoula, une dechra (petit village) de Zamoum. Le chef kabyle le convaincrait mieux pendant la route que sur le trottoir. Et puis s'il ne marchait pas, il en savait déjà trop pour être lâché dans la nature.

Surtout un jour comme celui-là ! Zoubir Bouadjadj, qui avait été mis dans le secret de la répétition générale, avait donné la veille le signal à ses cinq chefs de commando de se tenir prêts à intervenir.

L'heure H était fixée au vendredi 22 à minuit. Les hommes étaient déjà prévenus. Zoubir stopperait l'opération aux alentours de 22 heures. Il avait toute confiance en ses hommes mais il savait bien que dans la lutte clandestine il fallait toujours être sur le qui-vive. Si l'un d'entre eux flanchait et racontait ce qu'il savait à la police, il serait fixé dans la nuit. Au plus tard le lendemain matin. Bouadjadj n'avait pas peur pour lui, car aucun des hommes de base ne le connaissait, mais pour ses chefs de groupe. S'il y avait une fuite l'un d'eux risquait d'être arrêté. Chacun avait pris ses précautions. Si cela se produisait l'homme arrêté devait tenir trois ou quatre heures devant les interrogatoires pour donner à chacun le temps d'être averti et de changer de domicile. Le cloisonnement avait été soigneusement respecté et devait, le cas échéant, être efficace.

Zoubir Bouadjadj qui venait de donner un jour et une heure-

bidon à ses hommes aurait donné cinq ans de sa vie pour connaître le jour et l'heure exacts. Ce vendredi soir il se sentait l'estomac noué. Il savait l'opération nécessaire pour leur sécurité à tous mais il aurait tant voulu ne pas stopper l'opération à 22 heures. Lui aussi commençait à vivre sur les nerfs !

« Le roudi est arrivé avec ses appareils ! » Le « téléphone arabe » avait signalé ainsi dans tous les Ouled-Abdi la présence de l'ethnologue Jean Servier. C'était son deuxième séjour au cœur de l'Aurès. Stagiaire de recherche au C.N.R.S., il faisait une thèse sur le monde berbérophone. Ce travail de Romain durait depuis mars 1949 et l'avait amené à parcourir successivement le Zakar, l'Ouarsenis, le Chenoua, les deux Kabylies et les Beni-Snus. Jean Servier avait trente-six ans et était né à Constantine. Il était l'un des rares pieds-noirs d'Algérie à parler couramment l'arabe, le kabyle et le chaouïa de l'Aurès et il se sentait parfaitement à l'aise dans les villages où il séjournait souvent longtemps, vivant de la même façon que les paysans et les bergers. Il n'avait rien d'un savant Cosinus. Il avait les pieds bien sur terre et aimait profondément son pays. Depuis bientôt six ans qu'il parcourait l'Algérie il avait été partout bien reçu. Chaque tribu, heureuse que ce roudi parlât sa langue et se penchât avec intérêt sur ses traditions, le recevait à bras ouverts.

Pourtant, pour la première fois, près de Marnia, en septembre dernier, chez les Beni-Snus, des gens lui avaient lancé des pierres. Jamais pareille mésaventure ne lui était arrivée». Il pensa que peut-être Messali Hadj, dont c'était la région, avait enflammé les esprits ouverts à sa propagande nationaliste. Puis il avait rejeté cette hypothèse en s'apercevant qu'il avait commis une erreur de psychologie en se faisant guider et accompagner par un potier. Les potiers étaient traditionnellement méprisés par les tribus de la frontière algéro-marocaine, tout comme les forgerons le sont à l'est du pays dans le Constantinois et l'Aurès. Il n'avait repensé à l'incident que quelques jours auparavant, lors de son arrivée à Arris. L'administrateur, M. Rey, l'avait invité à déjeuner. Servier lui avait raconté le but de son voyage et avait trouvé chez l'administrateur ce petit sourire amusé qu'il trouvait chez tous ses compatriotes lorsqu'il leur expliquait son travail. Un petit sourire qui voulait dire : « Enfin, si ça vous amuse de vivre avec eux et d'apprendre leurs mœurs de sauvages, libre à vous. Surtout si on vous paie pour ça ! »

Mais Rey ne lui en avait pas moins brossé un tableau de la situation de cet Aurès où il allait vivre quelques semaines chez les Chaouiïas de la montagne.

« Tout est calme. Tout va bien, lui avait-il dit. Notre Aurès est tranquille. On ne parle même plus des bandits ces temps-ci. »

Servier n'en avait pas moins été étonné par une scène qui s'était déroulée le matin même dans une épicerie d'Arris. Il était entré pour acheter un stylo à bille. « Je voudrais un Bic », avait-il demandé sans malice. Et il avait vu l'épicier musulman se crispier.

« Vous voulez sans doute dire un stylo à bille ? » avait rétorqué le commerçant. Devant l'effarement de Servier, il avait compris qu'il n'y avait aucune arrière-pensée dans cette demande et s'était radouci.

« On devrait avoir l'habitude de se faire traiter de bic, de melon, de crouillat ! s'était-il excusé, mais moi, maintenant, je ne peux plus le supporter. »

Servier, qui n'avait rien d'un homme de gauche mais n'en était pas moins libéral, souffrait de constater que l'ambiance européenne créée par les petits Blancs dans la plupart des centres était partout la même. Insupportable. Et à Arris c'était particulièrement sensible. En s'installant dans la montagne dans les Ouled Abdi, chez les lointains descendants d'Aïcha Tabahloult, la folle, il était heureux d'y échapper.

Teniet-el-Abd, le village où il s'était installé, n'était accessible qu'à pied. C'était le véritable village aurésien, isolé du monde mais construit avec soin, comme savent le faire les Chaouiïas. Les maisons de pierres sèches possédaient pour la plupart une terrasse s'avancant en avant de l'aplomb des murs. Du piton voisin le village ressemblait à un bloc compact de pierres sèches car les maisons s'imbriquaient les unes dans les autres, s'étayant, se blottissant l'une contre l'autre. Teniet-el-Abd, c'était la véritable dechra — le village protégé des temps de guerre —, invisible, aux voies de pénétration presque inaccessibles. C'était le lieu d'observation idéal pour les travaux de Jean Servier.

Les Chaouiïas vivaient là comme à l'époque de la Kahena, comme leurs ancêtres au temps d'Aïcha, de Touba ou du vieil aveugle Bourek. Servier avait constaté que leurs rites agraires étaient analogues à ceux de la Grèce antique. Il avait donc commencé l'enregistrement des chants séculaires, des légendes et

des traditions.

« Le roumi est arrivé avec ses appareils. » Toutes les dechras de l'Aurès étaient au courant, mais Servier était connu. On l'aimait bien. On lui faisait confiance. On lui en donnait des preuves. À la grande surprise de l'ethnologue, on lui avait même montré la nouvelle merveille du village : un poste à piles sèches. Chez ces gens qui vivaient sans eau courante, sans électricité, sans le moindre confort, cet achat semblait inconsidéré. Les femmes n'écoutaient pas le ménage en musique ni les nouveautés du disque de Jacques Bedos sur Radio-Alger ! Alors pourquoi un poste à piles sèches ?

« Presque tous les villages de l'Aurès en ont un, lui dit le caïd de Teniet-el-Abd, car tous les soirs on écoute Le Caire. »

Servier savait l'Aurès très politisé malgré ses conditions de vie, mais il ne se doutait pas que ce fût à ce point. On l'invita d'ailleurs à écouter les émissions avec les hommes du village. C'est au cours de ces réunions qu'il sympathisa avec le taleb — le maître d'école coranique — d'un village voisin, qui traduisait d'arabe littéraire en chaouïa les longues diatribes passionnées de Radio-Le Caire au cours desquelles des torrents d'injures stigmatisaient les pays colonialistes, la France en particulier.

Servier participa un soir à une discussion animée qui suivit une de ces séances collectives. Il y défendit le contact Afrique du Nord-Occident.

« Suivez plutôt Paris que Le Caire, nous sommes plus proches de vous. Nous habitons ensemble... » Il avait failli dire : « Nous avons été à l'école ensemble ! » Le taleb et les hommes répondirent en souriant : « Peut-être, mais on ne fait pas grand-chose pour nous de ce côté-là ! » Ce soir-là Servier se promit de dire deux mots à M. Rey, l'administrateur d'Arris, à propos des écoutes collectives. Lui qui assurait que la région était parfaitement calme, elle ne le resterait pas très longtemps ! Quand des hommes aussi farouches que les Chaouïas en sont à écouter collectivement des émissions aussi violentes et en discutent ensuite, il ne faut pas être grand prophète pour prévoir des incidents dans un proche avenir. Mais sans doute les caïds et les hommes que l'administrateur de la commune mixte employait n'étaient-ils même pas au courant de ce qui se passait dans ces villages où l'on se méfiait d'eux et où ils ne pénétraient jamais !

Un autre incident avait confirmé cette prise en main politico-religieuse de la population de l'Aurès par Le Caire. Servier circulait en bavardant en compagnie d'un caïd puissant et respecté des Ouled-Abdi lorsqu'un groupe d'hommes de son village qui charriaient des planches, du ciment, du plâtre, interpellèrent le notable :

« Alors, on ne t'a pas vu aujourd'hui, tu te défiles ? »

Et Servier, stupéfait, avait entendu cet homme si puissant, si respecté, dont l'autorité faisait loi dans ce pays perdu, répondre tout penaud : « Non. Non. Je viendrai tout à l'heure. Je suis occupé pour l'instant, mais je vais venir. »

Et l'ethnologue avait appris qu'un mot d'ordre venu du Caire et confirmé par les « responsables politiques » des villes de Batna, Khenchela, Arris, ordonnait de construire une mosquée dans chaque village. Chacun sans exception devait y participer et la population y répondait avec enthousiasme. Jean Servier avait pu ensuite recouper cette information. Une véritable campagne de fanatisation religieuse sévissait en pays chaouïa.

Ce soir-là, en se couchant dans la petite maison que les habitants de Teniet lui avaient prêtée, Jean Servier pensa qu'on apprenait des choses bien intéressantes en faisant de l'ethnologie dans l'Aurès.

Pendant qu'à Bône François Mitterrand s'embarquait à destination de Paris après avoir froncé les sourcils en voyant apparaître quelques banderoles : « Libérez Messali », et après avoir donné tous apaisements au Dr Pantaloni, député maire de Bône, qui avait dit dans son discours : « L'Algérie c'est la France, mais le climat politique se dégrade et les journaux nationalistes n'arrêtent pas leur propagande », le gouverneur général prenait dans son bureau une grave décision.

Il avait convoqué M. Vaujour et M. Tremeaud, préfet d'Alger.

« Messieurs, je crois que la situation risque de se dégrader à brève échéance ; aussi j'ai décidé d'envoyer le dernier rapport des Renseignements généraux accompagné d'une note à M. Mitterrand. Monsieur Vaujour, je compte sur vous pour qu'il parvienne à Paris dans le plus bref délai. »

Le gouverneur général, après n'avoir manifesté pendant tout le temps du voyage ministériel qu'une inquiétude « raisonnée » et

modérée, venait, à la lecture du dernier rapport de la P.R.G., de prendre la décision d'alerter Paris. Quand on sait la crainte qu'ont eue tous les hauts et bons fonctionnaires en poste « aux colonies » d'avertir Paris que, dans le pays qu'ils contrôlaient « cela n'allait pas aussi bien qu'on le voudrait », on mesure le sentiment qui animait M. Léonard. Il avait tenu à ajouter deux feuillets dactylographiés au rapport des Renseignements généraux. Deux feuillets qui devraient attirer l'attention de M. Mitterrand lorsqu'il les recevrait :

« Monsieur le ministre, écrivait le gouverneur, j'ai l'honneur de vous envoyer sous ce pli un rapport établi par la police des Renseignements généraux d'Alger sur la constitution en Algérie d'un groupe autonome d'action directe par les séparatistes extrémistes. » M. Léonard attirait tout particulièrement l'attention du ministre sur le danger « *peut-être immédiat...* » Il rappelait « l'action du Caire qui veut sans nul doute étendre l'agitation qui règne déjà en Tunisie et au Maroc au moment où l'O.N.U. s'apprête à discuter des problèmes des deux protectorats ». Le gouverneur général terminait son rapport au ministre par cette phrase qui, selon lui, devait montrer à Mitterrand l'imminence du péril :

« Sommes-nous à la veille d'attentats en Algérie ? Il est impossible de l'affirmer de façon absolue, mais à mes yeux il convient de le redouter. »

On est frappé par le style discret qu'auront toujours les hauts fonctionnaires pour dire : « Attention ! il y a le feu. Envoyez les pompiers ! »

Si M. Vaujour savait ce que contenait le rapport, le préfet d'Alger, M. Tremeaud, lui, tombait des nues. Il apprenait à cet instant même la création du C.R.U.A. qui datait d'avril. On était le 23 octobre 1954 !

Mais que contenait donc ce fameux rapport pour qu'il pousse Roger Léonard à tirer une sonnette d'alarme dont il redoutait tant le bruit ? Tout simplement une synthèse de tout ce que l'on savait sur les mouvements nationalistes à laquelle s'ajoutaient d'importants renseignements obtenus par les hommes de M. Carcenac auprès de leurs divers indicateurs — les « André ». Lorsque Costes avait été nommé contrôleur général, Carcenac l'avait remplacé à la tête des R.G. d'Alger. C'était son premier

rapport important. Les derniers « tuyaux » de l'« André » qui avait le contact avec l'artificier recruté par le C.R.U.A. — les R.G. ne connaissent pas encore la constitution du F.L.N. — étaient de premier ordre et tout récents. Le commissaire Touron, qui avait le contact avec l'indicateur, les avait reçus le matin même. Et ils confirmaient les craintes de Vaujour : « Le mouvement n'est pas localisé à Alger mais couvre toute l'Algérie. D'après l'informateur, c'est Ben Bella qui, du Caire, le synchronise. »

C'est à partir de ce rapport du 23 octobre que les autorités françaises seront persuadées que « tout se fait au Caire et que le chef est Ben Bella ». Elles connaissent Ben Bella depuis l'O.S. En 1950. L'annonce du déclenchement de la révolution à la radio du Caire, le 1^{er} novembre, des buts qu'elle poursuit et des objectifs atteints dans la nuit de l'insurrection les confirmera dans leur opinion.

On a vu et on verra encore que la réalité est bien différente ; on peut affirmer que ce sont les autorités françaises qui feront — dans un premier temps grâce à ce rapport — la publicité de Ben Bella ! Ce sont les Français qui baptisent Ben Bella chef de la révolution.

Il est intéressant pour celui qui connaît les coulisses de la préparation de la révolution de voir ce que savent les autorités françaises ce 23 octobre 1954 à huit jours de l'insurrection.

Le commissaire Carcenac, chef des R.G. d'Alger, avait rédigé d'après les renseignements de son adjoint, le commissaire Touron, un long rapport dans lequel il reprenait le contexte politique musulman.

« Depuis la scission du M.T.L.D., écrivait-il, la masse des militants est en attente. Lahouel a, dans un premier temps, soutenu le Groupe autonome d'action dénommé dans certaines régions C.R.U.A. Mais Lahouel a immédiatement retiré son aide dès qu'il a connu les projets d'action violente des membres du C.R.U.A. qu'il n'avait plus intérêt à soutenir financièrement. Radjef et Zitouni, qu'il avait délégués auprès du C.R.U.A., ont regagné le comité central du M.T.L.D.

« Mais ceux dont le but est l'action directe sont restés... Tous sont d'anciens membres de l'O.S. qui ont jadis travaillé sous les ordres de Ben Bella. Le groupe contacte Ben Bella par Didouche

qui se rend en Suisse, puis au Caire. Ben Bella et Aït Ahmed s'occupent au Caire d'instruction de commandos et confirment le groupe dans ses intentions de violences rapides.

« Ben Bella fait savoir que le groupe pouvait compter sur une aide provenant de la caisse spéciale créée au Caire pour aider les rebelles nord-africains en lutte. Ben Bella demande que le groupe se mette en mesure d'agir en Algérie. »

Jusqu'à là rien de très nouveau pour Jean Vaujour ni pour Roger Léonard. C'est la suite du rapport qui va décider le gouverneur général à alerter Paris. Le commissaire Carcenac transcrit le récit fait par l'artificier à l'indicateur du commissaire Touron sur les circonstances de son entrée au sein du C.R.U.A. et de l'action qui s'y prépare :

« Le groupe autonome est entré en contact par Larbi avec un homme important de l'O.S., spécialiste en explosifs. Il lui a demandé s'il était prêt à former des éléments et à leur apprendre à fabriquer et manier des engins explosifs. Le spécialiste, après avoir accepté, s'est aperçu qu'il avait été placé sous surveillance. Quinze jours plus tard le groupe lui a signalé qu'un dirigeant voulait le rencontrer. Celui-ci lui a été présenté sous le nom de « Si Kaddour ». La rencontre a eu lieu le 17 octobre à Alger. L'artificier a reconnu à l'accent de « Si Kaddour » que celui-ci était originaire du Constantinois et, par certaines formes de phrase, qu'il avait fait ses études à la Zitouna⁽⁴⁾. « Si Kaddour » lui a fait prêter serment sur le Coran. L'artificier a signalé qu'il avait été en contact étroit avec Lahouel. « Pas d'importance, a dit » Si Kaddour, tu peux rester en contact avec lui. Ça » pourra nous servir plus tard. »

« Si Kaddour a ensuite expliqué à la nouvelle recrue qu'il avait vu Ben Bella au Caire et que celui-ci avait dit : « Poussez l'action, il faut que nous la déclenchions au plus tôt. » Le « dirigeant » du C.R.U.A. a ensuite précisé qu'il avait vu le chef des fellaghas en Libye et que celui-ci lui avait dit : « Il faut étendre » l'action à l'Algérie et faire ensuite notre jonction » pour pouvoir unir notre action. »

« On dit au nouveau membre :

« 1° Qu'une partie des fonds promis allait arriver du Caire *via* la Suisse ;

« 2° Que du matériel étranger serait envoyé mais qu'il ne

fallait pas y compter dans l'immédiat. Il faut faire le déclenchement par nous-mêmes, fabriquer des explosifs locaux. Il faut essayer ces explosifs. »

« 3° Que le groupe disposait de soixante éléments locaux absolument sûrs qui aideraient les terroristes à agir, puis à disparaître.

« Le groupe autonome espère « coiffer » l'action, la coordination des terroristes et des maquisards kabyles. L'un des dirigeants du groupe a pris contact avec le sergent Ouamrane et Krim Belkacem. »

Conclusion du rapport Carcenac : « Les investigations continuent en vue de l'identification des dirigeants et des éléments qu'ils contrôlent. »

Ce rapport de Carcenac était l'un des rares rapports des R.G. écrits avec des détails et des faits précis. Le service avait jusque-là l'habitude des comptes rendus oraux pour donner au préfet Vaujour des précisions émanant d'indicateurs.

À la lecture de ce rapport on s'aperçoit que les mesures de sécurité, toutes les précautions prises par les Six sont utiles car aucun nom propre n'est cité à l'exclusion de ceux de Ben Bella, Ouamrane et Krim, qui sont tous localisés par la police mais dont la capture n'a pas été possible, et de Didouche, dont on a parlé lors des contacts avec Ben Bella. L'homme qui prend contact avec l'artificier n'est identifié que sous le nom de Larbi. Et Larbi de Biskra c'est Ben M'Hidi. Mais la police l'ignore. Quant à Si Kaddour, personne, même aujourd'hui, n'est capable de l'identifier. Car la scène, qui prend grande valeur d'être racontée dans ce rapport officiel, s'est déroulée des dizaines de fois. Elle aurait pu arriver à n'importe lequel des Six. À condition qu'il s'agisse réellement d'un dirigeant et que l'artificier ne l'ait pas ainsi baptisé pour se faire valoir. S'il en est ainsi. Si Kaddour ne peut être que Boudiaf ou Didouche. Mais peu importe puisque le secret en cette dernière semaine d'octobre est bien gardé.

On voit que Si Kaddour, tout comme Ben Boulaïd dans l'Aurès, laisse entendre aux militants contactés que la révolution peut compter sur l'aide égyptienne. La lassitude populaire est telle en octobre 1954 que personne ne prendrait au sérieux un mouvement uniquement algérien. On verra qu'au lendemain de l'insurrection du 1^{er} novembre le peuple l'attribuera à « des

éléments étrangers » ayant agi sur le territoire algérien.

Le directeur de la Sûreté convoqua lui-même un inspecteur pour qu'il portât à Paris le rapport que le gouverneur jugeait explosif. Le messenger ne devrait le remettre qu'au cabinet du ministre de l'Intérieur. Vaujour espérait recevoir des instructions précises quant à l'action à engager contre le groupe autonome.

Bien sûr, ce rapport apportait des précisions générales importantes mais aucun renseignement précis permettant d'identifier et de localiser les principaux chefs du mouvement. Vaujour était tenaillé entre le désir du fonctionnaire d'intervenir immédiatement, de saisir les explosifs déjà prêts et d'arrêter les hommes qui éventuellement se trouveraient dans l'entrepôt, et l'instinct du policier qui voulait remonter la filière et démanteler complètement le mouvement séditieux, même en prenant des risques. C'est cette deuxième solution qu'avait choisie le directeur de la Sûreté mais il espérait bien qu'à la lecture du rapport « explosif » Paris lui donnerait des instructions précises.

L'inspecteur chargé de mission partit le 23 octobre 1954 de l'aéroport de Maison-Blanche. Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, lorsque Vaujour devra faire face à l'insurrection, aucun membre du cabinet de Mitterrand n'aura encore réagi au rapport ! Le ministre ne lira jamais les minces feuillets que lui envoyait le gouverneur général. Un fonctionnaire blasé les avait classés dans la pile des rapports parapluies, « ceux que les responsables envoient en grand nombre pour se couvrir ». On n'allait pas déranger le ministre avec « toute cette paperasserie » !

À grand renfort de coups de klaxon une camionnette bâchée se frayait un passage dans la foule qui envahissait la rue de la Lyre. Face au marché, le conducteur dut freiner brusquement pour éviter deux baudets qui portaient des couffins remplis d'ordures. Le conducteur jura car la camionnette avait chassé sur le sol gras et humide. Ce n'était pas le moment d'avoir un accident et de devoir établir des constats avec les flics de la circulation. La camionnette venait d'Arris ou plus exactement du douar Ouled-Moussa à 10 km d'Arris. Elle transportait un cadeau de Ben Boulaïd à Rabah Bitat, chef de l'Algérois : 27 mousquetons et fusils Statti prélevés sur le stock enfermé dans la grange de Baazi au flanc de la montagne aurésienne.

L'armement de la zone IV était presque aussi faible que celui de la zone oranaise et Boudiaf, président de l'ex-C.R.U.A., avait

pris la décision de demander à Ben Boulaïd un renfort d'armes.

Boudiaf avait dû faire agir son prestige de président car si les Six s'entendaient parfaitement au sein d'une direction collégiale, personne ne voulait se dessaisir d'armes déjà insuffisantes. Mais Ben Boulaïd, qui disposait du stock le plus important, avait dû céder.

Lorsque la camionnette s'arrêta rue Médée, devant la demeure d'Abderrahmane, Boudiaf et Ouamrane, qui l'attendaient, sortirent pour aider au déchargement. Il fallait que cela se fasse rapidement, si possible en un voyage. Il n'était pas recommandé de flâner dans une rue les bras chargés de mousquetons. Même enveloppés dans des sacs ! Deux voyages suffirent aux trois hommes pour transporter la cargaison d'armes dans une pièce de l'appartement d'Abderrahmane qui constituait l'une des nombreuses caches de la Casbah.

Le « sergent » Ouamrane débarrassait chacun des fusils de sa toile à sac. Boudiaf s'approcha du stock.

« En bon état ? interrogea-t-il.

— Si on veut ! »

Une culasse resta dans la main d'Ouamrane qui la faisait jouer. Un mousqueton inutilisable. Sur les 27 armes, cinq étaient détériorées. Soit que la culasse fût faussée, soit qu'elle manquât complètement.

« Pourquoi les avoir envoyées ? demanda Boudiaf.

— Le frère Khali – Mon oncle, le surnom de Ben

Boulaïd a voulu rouler ses neveux ! répondit Ouamrane.

— Lui non plus n'a pas beaucoup d'armes, protesta Boudiaf, et son plan d'action est très vaste. Il couvre tout l'Aurès, alors qu'à Alger ce sera plus simple bien que plus dangereux. »

Ouamrane enveloppa les armes en état et laissa dans un coin les cinq mousquetons inutilisables. Abderrahmane les ferait disparaître. Le sergent regarda la modeste réserve d'armes empilées sur le soi.

« Un rêve, c'est un rêve, dit-il de sa grosse voix sarcastique, nous rêvons. Nous n'avons ni peuple, ni armes, ni argent, ni nourriture et nous voulons faire la révolution !

— Nous la faisons, corrigea Boudiaf, et nous n'avons plus beaucoup de temps devant nous pour la déclencher. Une semaine ! »

Ce samedi 23 octobre, au moment de toucher sa paye, Bouadjadj demanda son compte à l'entreprise Soumeillant. Il voulait être libre de son temps.

« Qu'est-ce que tu vas faire ? demanda son employeur.

— Je sais pas très bien, mais bricoler à mon compte. »

Pour Zoubir Bouadjadj comme pour les 350 ou 400 hommes qui agiraient au jour J, la « semaine la plus longue » commençait. Ils ignoraient la date du déclenchement mais devaient se tenir prêts.

Tels étaient les ordres des Six transmis par leurs adjoints. Le cloisonnement semblait avoir bien fonctionné. La répétition générale stoppée la veille à la dernière minute n'avait suscité aucune réaction policière. Le secret avait été bien gardé. Le seul indicateur qui fût en contact direct avec un membre du complot — l'artificier — avait vu sa « source » quelques heures plus tôt. La police n'apprendra la manœuvre que huit jours plus tard. Mais là, la véritable insurrection aura éclaté.

« Attention ! messieurs, on ne bouge plus. »

Le petit photographe de l'avenue de la Marne plongeait sous la voile noire de son antique appareil. Il avait bien fait d'ouvrir le dimanche. Ses clients voulaient six photos tout de suite. Dans l'objectif, il les observa se détachant sur le rideau crème qui servait de fond. Un vrai groupe de copains qui se font photographier ensemble à la fin de leur service militaire ou à la sortie d'un banquet. Deux grands échelas, debout, encadraient deux plus petits. Les mains derrière le dos comme à l'école. Devant eux, assis sur des tabourets, deux hommes les mains sur les genoux. Le photographe avait l'habitude des photos de groupe. Il « faisait » régulièrement les photos des écoles de Babel-Oued, les sorties de mariage, les groupes de première communion. Au moment d'appuyer sur la poire, le photographe remarqua que l'homme assis sur le tabouret de droite avait des chaussettes qui tombaient lamentablement sur ses chaussures. C'était aussi le seul qui n'eût pas de cravate sous son costume froissé. D'ailleurs aucun de ses six clients ne payait de mine. Les costumes étaient défraîchis, les cravates modestes, les

physionomies timides sauf peut-être celles des deux hommes assis. Le photographe ressortit de sous le voile noir.

« Attention ! cette fois-ci ça y est. » Et il appuya sur la poire.

Il venait, sans le savoir, de réaliser la première photo historique de la guerre d'Algérie. La seule photo que l'on connaisse, réunissant les six chefs du F.L.N. L'un des rares documents que l'on possède où figurent Ben Boulaïd et Didouche dont la mort est proche et qui n'aura jamais plus le loisir de se faire photographier.

Ce dimanche 24 octobre 1954 venait de se tenir l'ultime réunion des Six avant l'insurrection.

Ben Boulaïd, Bitat, Boudiaf, Ben M'Hidi, Didouche et Krim avaient décidé de se rencontrer une dernière fois dans une maison de Pointe-Pescade appartenant à Mourad Boukchoura avant de regagner le P.C. de leurs zones respectives.

La réunion avait commencé de bonne heure. Au petit déjeuner. Trempant des beignets au miel dans leur café, les six hommes avaient passé en revue les derniers préparatifs. Chacun était tendu car les militants étaient devenus particulièrement nerveux. Surtout depuis l'opération stoppée à la dernière minute le vendredi précédent. On ne pouvait les maintenir indéfiniment sur le pied de guerre sans déclencher l'action. Elle était maintenant définitivement fixée au 1^{er} novembre à 0 heure. Il fallait encore les tenir une semaine. La semaine la plus longue. Et c'était la fièvre car — bien que le cloisonnement eût l'air efficace — une « tuile » pouvait se produire d'un instant à l'autre.

Boudiaf et Didouche soumièrent à leurs compagnons la double proclamation par laquelle le peuple, les autorités, le monde, apprendraient le 1^{er} novembre que l'Algérie s'était soulevée.

Suivant les éléments donnés lors de la réunion du 10 octobre, les deux hommes avaient rédigé un texte revu par le militant « convaincu » par Ouamrane. Le texte F.L.N. était long et détaillé. C'était la plateforme politique qui serait, si tout allait bien, lue, analysée, disséquée, jusqu'à l'O.N.U. Les Six y comptaient bien. Le tract « A.L.N. » était beaucoup plus simple, plus direct et serait diffusé dans la population. Didouche fit passer à chacun de ses compagnons un exemplaire ronéotypé.

« Ce sont les premiers, dit-il. Si nous voulons modifier quelque

chose, il est encore temps... »

Ben Boulaïd, Ben M'Hidi, Krim et Bitat se plongèrent dans la lecture du tract, qu'ils voyaient pour la première fois. Boudiaf et Didouche le relurent attentivement.

« La proclamation sera diffusée au Caire par Ben Bella, dit Boudiaf, en même temps qu'elle sera distribuée aux gens importants en Algérie et en Europe.

— C'est bien, tout y est, dit Ben Boulaïd. On annonce bien la couleur. Il ne peut pas y avoir de confusion.^[5]

— Vous ne croyez pas que ce soit un peu long et compliqué pour le peuple ? demanda Bitat.

— Non, répondit Didouche, car il y a le tract de l'A.L.N. qui simplifie tout et qui s'adresse directement à la masse. »

Didouche lut à haute voix l'appel de l'A.L.N. :

« Peuple algérien,

« Pense à ta situation humiliante de colonisé... Avec le colonialisme, justice, démocratie, égalité ne sont que leurre et duperie. À tous ces malheurs il faut ajouter la faillite de tous les partis qui prétendaient te défendre... Au coude à coude avec nos frères de l'Est et de l'Ouest qui meurent pour que vivent leurs patries, nous t'appelons à reconquérir ta liberté au prix de ton sang...

« Organise ton action aux côtés des forces de libération, à qui tu dois porter aide, secours et protection. Se désintéresser de la lutte est un crime... Contrecarrer l'action est une trahison.

« Dieu est avec les combattants des justes causes, et nulle force ne peut les arrêter, désormais, hormis la mort glorieuse ou la libération nationale.

« Vive l'Armée de libération !

Vive l'Algérie indépendante !

« Et cet appel, continua Didouche, sera diffusé beaucoup plus largement que le premier, qui est essentiellement politique. »

Ben M'Hidi, Krim, Ben Boulaïd et Bitat se déclarèrent satisfaits des termes employés dans les proclamations : « C'est exactement ce que nous voulons expliquer », et félicitèrent Boudiaf et Didouche.

Boudiaf, qui devait partir le lendemain pour Le Caire, emporterait les deux textes écrits au citron entre les lignes d'une lettre anodine. Il prenait ses précautions en cas d'arrestation.

Chacun des chefs de zone énuméra ensuite les objectifs qui seraient attaqués dans la nuit du 31 au 1^{er}. Boudiaf les nota soigneusement. Cela faisait aussi partie de l'opération psychologique. Ben Bella, en même temps qu'il annoncerait publiquement à Radio-Le Caire le déclenchement de l'insurrection, le 1^{er} novembre, et lirait la proclamation du F.L.N., énumérerait les principaux points attaqués par les hommes de l'A.L.N. la nuit précédente aux quatre coins de l'Algérie.

« On ne pourra pas prétendre, ajouta Didouche, qu'il ne s'agit pas d'une insurrection ! »

On passa ensuite à l'étude des ultimes problèmes. Le jour J, à l'heure H, chacun devait accomplir sa mission avec les moyens du bord. La direction collégiale avait accordé à chacun une très large initiative à condition que les actions soient coordonnées. Chaque chef de zone devrait se débrouiller sur place selon les grandes lignes d'un schéma que les Six récapitulèrent une dernière fois.

« Le déclenchement de la révolution doit créer une psychose de peur et d'insécurité chez les Européens et clamer au monde la volonté d'indépendance de l'Algérie. » L'attaque simultanée d'objectifs éloignés et la diffusion de la proclamation devraient atteindre ces buts.

Chaque chef de zone devra décider sur place la façon dont se fera l'attaque des objectifs prévus. Krim rappela que seules les forces armées, les dispositifs économiques, les traîtres connus devaient être visés à l'exclusion de toute personne civile.
INTERDICTION ABSOLUE D'ATTAQUER LES CIVILS EUROPÉENS

« Dès que les opérations seront terminées, souligna le chef kabyle, vous devez vous replier dans des endroits sûrs. Chacun de nous a déjà ses positions de repli. Ensuite nous devons continuer l'instruction des hommes et poursuivre le recrutement et la propagande dans la population. Après l'embrasement il y aura un temps mort qui devra nous servir à nous organiser ou à nous réorganiser car, ne nous faisons pas d'illusions, la répression va être rapide et dure.

— Krim a raison, ajouta Didouche, il faut que la lutte continue

le plus longtemps possible. Ce sera long avant l'indépendance. Il faudra voir sans être vu, tirer sans que l'ennemi puisse localiser le tireur. Nous devons appliquer les trois principes sacrés des guérilleros que Krim cite toujours. À partir de cette heure chacun de nous doit être mouvant comme un papillon dans l'espace, rapide comme une anguille dans l'eau, prompt comme un tigre affamé. »

Chaque responsable de zone fixera lui-même l'heure qui lui paraîtra propice au déclenchement de l'insurrection dans sa région.

« Ordre impératif, précisa Boudiaf, pas une action, pas un coup de feu avant minuit. Ensuite, chacun est libre de fixer à ses hommes l'heure H. Qu'elle soit partout la même à l'intérieur d'une zone. »

Ce dimanche 24 octobre tous les détails de la Toussaint rouge étaient mis en place. Chacun des Six était entièrement responsable d'un ensemble de pièces. Le 31 octobre, de minuit à trois heures du matin, le puzzle devrait être reconstitué.

Après... Après, on verrait bien. Car les six chefs « historiques », s'ils étaient prêts pour l'insurrection, n'avaient rien prévu pour l'avenir. Les moyens étaient encore trop faibles. Donner un coup de semonce aux Européens et amener le peuple à la cause du F.L.N. par tous les moyens, était déjà un programme fort ambitieux.

Car ce dimanche 24 octobre, pour déclencher l'insurrection, les Six ne peuvent compter que sur moins de 800 hommes, environ 400 armes individuelles, des bombes de fabrication locale et une proclamation !

Avant de se quitter — ils sont convenus de se retrouver tous trois mois plus tard à Alger pour faire le point et diriger la révolution depuis la capitale — les Six décidèrent de se faire photographier.

« Pour garder un souvenir de cette heure historique », dit Didouche, toujours lyrique.

C'est ainsi que descendant l'avenue de Bouzaréa et l'avenue de la Marne à Bab-el-Oued, ils-étaient entrés chez ce petit photographe qui, maintenant, leur tendait six épreuves brillantes, encore humides. Ils payèrent et sortirent. Chacun rangea

soigneusement la photo dans la poche de son veston. Les six hommes étaient silencieux. Arrivés sur la place du Gouvernement ils se séparèrent, se serrant longuement la main. Quand ils se reverraient, s'ils se revoyaient un jour, la révolution serait déclenchée. Ils ne trouvèrent rien à se dire.

Le soir même, Krim Belkacem descendit du train à la petite gare de Mirabeau en Kabylie où l'attendait une camionnette qui le conduisit à Camp-du-Maréchal. Au bas du village, dans une maison isolée où il avait rendez-vous avec ses six chefs de région, il se changea, plia soigneusement son costume, le seul « potable » qu'il possédât, et attendit ses adjoints. À eux six ils représentaient toute la Grande Kabylie : Tizi-Ouzou, Ménerville et Bordj-Menâiel, Tigzirt, Azazga, Fort National et Michelet, Dra-el-Mizan. Dès leur arrivée, Krim leur lut la proclamation. Puis chaque chef de région fit un rapport sur les secteurs dont il était responsable. Tout était prêt et calme. Il n'y avait pas eu de fuite en Kabylie après la répétition générale du 22 octobre.

« Pas la moindre opération de gendarmerie », précisèrent-ils.

Selon la règle générale, Krim les avait laissés maîtres du choix des objectifs. Celui-ci était fait. Krim voulait maintenant savoir comment ses adjoints comptaient s'y prendre pour les attaquer.

« Nous allons en discuter à la prochaine étape, annonça-t-il à ses hommes, c'est déjà très dangereux d'être tous rassemblés ici. Gagnons le P.C. de montagne. »

Les sept hommes quittèrent à pied Camp-du-Maréchal en direction de Tizi-Ouzou où ils se reposèrent un peu avant de gagner Betrouna, P.C. général de Kabylie. Pendant les haltes Krim donna ses dernières instructions tout en étudiant les objectifs proposés par ses adjoints : « Nous devons, selon nos possibilités, attaquer d'abord les postes de gendarmerie et les casernes. Nos moyens ne sont pas puissants. Il faut compenser cette déficience matérielle par l'importance des objectifs. Si nous attaquons les forces armées, si nous incendions les dépôts, nous frapperons l'imagination des autorités et des Européens, qui se diront : ils ne reculent devant rien. Le peuple, lui, saura que nous sommes décidés à aller très loin. L'action psychologique, le jour de l'insurrection, sera la chose la plus importante ! N'oubliez pas cela. »

Krim recommanda de nouveau de ne pas attaquer les civils

européens : « Le mouvement doit être suivi sur tout le territoire, on doit attaquer la police, les militaires, faire brûler les dépôts, exploser les usines à gaz, mais surtout ne pas toucher à un civil européen. »

L'ordre devait être respecté sur toute l'Algérie. Deux exceptions : Guy Monnerot et sa femme, les malheureux instituteurs récemment arrivés dans l'Aurès, devaient tomber près d'Arris sous une rafale de mitrailleuse qui ne leur était pas destinée, ainsi qu'un Européen qui, en Oranie, entra dans une gendarmerie attaquée par les insurgés.

Lorsque les responsables kabyles arrivèrent à Betrouna le jour se levait. Ils avaient parcouru près de trente kilomètres à pied. Krim établit immédiatement la liaison avec la ronéo qui se trouvait à Ighil Imoula en envoyant un émissaire auprès d'Ouamrane porteur du message suivant :

« Fais tourner la ronéo, le texte est parfait. Tout doit être prêt pour jeudi au plus tard. Mobilisation générale. »

Le « journaliste » Laïchaoui enlevé en plein Alger par Ouamrane avait du pain sur la planche. Mais avant que soit donné le premier tour de manivelle de la ronéo, l'envoyé de Krim avait une bonne quarantaine de kilomètres à parcourir dans le djebel kabyle. À pied.

Boudiaf quitta Alger le lundi matin par avion à destination de Genève. Son passeport, établi par les services spéciaux du major égyptien Fathi Ed-Did, portait le faux nom de Dridi. L'importance des documents que Boudiaf transportait justifiait le transit par la Suisse. S'il était sous surveillance, il pourrait s'en apercevoir plus facilement à Genève. En outre, le bref séjour qu'il y ferait détournerait les soupçons si soupçons il y avait. L'important étant de faire parvenir les documents à Ben Bella avant le 31 octobre. Boudiaf avait donc six jours devant lui.

Pendant que le leader de l'ancien C.R.U.A. volait entre Alger et Genève, Rabah Bitat examinait, à Alger, les plans d'attaque du commando terroriste de Zoubir Bouadjadj. Chacun des chefs de groupe était responsable de son plan d'attaque mais Bouadjadj et Rabah Bitat voulaient les contrôler. Le chef de la zone 4 (Algérois) fut satisfait de l'ensemble et remarqua particulièrement le plan mis au point par Belouizdad pour l'attaque des pétroles Mory. Ce Belouizdad, le frère de Mohamed Belouizdad qui avait

été l'âme de l'O.S. en 1947 et était mort tuberculeux cédant ainsi sa place à Ben Bella, était particulièrement intelligent. Bouadjadj avait grande confiance en son jugement et l'avait convoqué, seul, à cette réunion avec le « grand patron » car ce lundi, à six jours de l'insurrection, Belouizdad tenait à faire une mise en garde.

« J'ai bien étudié le plan d'attaque de l'usine de l'E.G.A. (Electricité et Gaz d'Algérie), dit-il, Kaci devra peut-être modifier le point d'entrée dans l'enceinte mais là n'est pas le problème. À mon avis les risques sont trop grands.

— Les risques ? dit Bitat.

— Oui. Je ne parle pas des risques que nous pouvons courir, chacun de nous a eu le temps de peser les conséquences de son engagement, mais des risques que nous allons faire courir à la population. Ils sont très importants.

— Mais il y a très peu d'immeubles autour de l'usine à gaz, dit Bouadjadj, et si une cuve explose, ils risquent au plus de voir les vitres voler en éclats et les meubles un peu chamboulés. C'est tout.

— Ce n'est pas aux voisins que je pense, c'est à la Casbah.

— Mais elle est à plus de quatre kilomètres, tout à fait de l'autre côté d'Alger.

— Ce ne serait pas directement de l'explosion que la Casbah aurait à souffrir mais des conséquences. Suivez-moi bien. Imaginons que la bombe ou les bombes que Kaci va poser à l'usine à gaz parviennent à faire de gros dégâts. Si une cuve à gaz saute, elle fera également sauter la centrale électrique ce qui provoquera des courts-circuits dans tout Alger. Et ce que sera sans grande importance dans les quartiers européens risque d'être catastrophique dans les quartiers musulmans et en particulier dans la Casbah, où les installations sont particulièrement défectueuses. »

Les enchevêtrements de fils électriques qui courent d'une maison à l'autre, enjambant les ruelles, se glissant sans grande protection autour des troncs de thuya qui soutiennent les façades et les avancées des vieilles maisons arabes frappent le visiteur qui pénètre pour la première fois dans la Casbah.

« Cela peut provoquer des incendies et faire des centaines de morts, ajouta Belouizdad. Je crois qu'il serait sage de renoncer à

cet objectif. »

Bouadjadj interrogea du regard Rabah Bitat, qui avait écouté attentivement les arguments avancés.

« Non, c'est impossible, trancha-t-il, on ne peut renoncer à cet objectif. Pour plusieurs raisons que vous allez comprendre. L'opération que nous entreprenons doit avant tout frapper l'opinion publique. C'est une action psychologique plus qu'une action armée qui va se dérouler. Vous connaissez la faiblesse de nos moyens. On doit la compenser par l'importance des objectifs attaqués. »

Bitat reprenait avec ses hommes les arguments que les Six s'étaient promis d'employer dans leurs zones respectives pour « chauffer » leurs militants et leur montrer l'importance de l'opération.

« L'attaque de l'usine à gaz est à ce point de vue particulièrement importante, poursuivit-il. En outre, je peux vous révéler que Radio-Le Caire au lendemain du jour J, énumérera les principaux objectifs attaqués dans la nuit par tous nos groupes d'Algérie. L'usine à gaz d'Alger fait partie de cette liste qu'a emportée Boudiaf. On ne peut plus modifier notre plan qui vole en ce moment vers Le Caire. » Belouizdad tenait à son explication, il craignait un grave accident. Il insista encore mais son chef se montra inflexible.

« C'est trop tard, dit Bitat. Ce qui doit se produire, se produira. »

Le 26 octobre, le mardi avant l'insurrection, Roger Léonard, qui est maintenant persuadé qu'« avant la fin de l'année il se passera quelque chose », se prépare au coup dur en bon fonctionnaire : il nomme le général Chérière commandant en chef des forces armées en Algérie. « Quand nous saurons ce qui se passe, dit-il, quand on se rendra compte qu'il y a rébellion, il faudra la réprimer. Pour exercer cette répression il faudra coordonner le commandement air, terre, mer. » C'est ce commandement qu'il donne au chef de la X^e région militaire.

Bien que leurs caractères soient très différents, Roger Léonard a confiance en ce bruyant général, il est amusé et rassuré. Chérière va partout, voit tout et « veut que ça change ».

Paul Chérière c'est une nature, un cas. Grand, gros, fort de

bras et de gueule. « Faut qu'ça pète. » Il déborde de vitalité. Une politique : entrer dans le lard. Il a cinquante-huit ans, un corps de Porthos. Il croit avoir la subtilité d'Aramis. Il a au moins le courage et l'opiniâtreté de d'Artagnan.

Paul Chérière connaît cette Algérie où il commande au crépuscule d'une carrière bien remplie. Il y est venu dans les années trente avec Weygand, puis a fait, en 1948, un passage éclair au commandement d'Oran. Il croit connaître les pays arabes car il a fait le Maroc, la Syrie, la Tunisie. On a vu combien il était fier de citer, dans la langue — qu'il écorche un peu —, des proverbes maghrébins. En fait il a foncé à travers les problèmes sans très bien les assimiler. Car c'est un fonceur.

Grièvement blessé pendant la guerre de 1914, les pieds gelés, il refuse de rester à l'arrière. Il utilise tous les subterfuges pour aller au feu : Saint-Cyr, l'Ecole de guerre, les états-majors où il passe se souviennent de cet ouragan. La guerre 1939-1945 il la fera en Tunisie et en Italie : encore blessé, il s'en tire. Toujours en ébullition, l'âge ne Ta pas calmé, il est haut-commissaire adjoint en Autriche, où il commence à « agacer prodigieusement » Georges Bidault lors des négociations internationales. Cela ne s'arrange pas lorsqu'il devient secrétaire général de la Défense nationale et Bidault, président du Conseil. On a vu Spillmann en faire les frais à l'époque. Mais Chérière sait mener sa carrière. Il est « chez Mayer » lorsque celui-ci tient la rue Saint-Dominique mais il n'y reste pas longtemps quand Pleven prend place dans le fauteuil ministériel. Là encore il y a de l'eau dans le gaz entre les deux hommes. Chérière commandera en Allemagne jusqu'en août 1954 où il fera son entrée à Alger.

Il se plaît à Alger, où l'accueillent M. Léonard et M. Vaujour. Il s'entend bien avec « ses » civils. Il sait qu'il est sous les ordres du gouverneur général et ça il ne le « digère » pas très bien, mais comment ne pas « collaborer » avec un homme aussi charmant, avec un haut fonctionnaire d'une si grande classe ?

Il se met au travail et Roger Léonard, qui était un peu agacé par la superbe du général Caillies, le prédécesseur de Chérière, qui n'avait que mépris pour l'agitation nationaliste, est agréablement surpris du concours et de la compréhension de ce nouveau commandant de la X^e région dont pourtant on lui avait dit qu'« il bouffait tout ».

Chérière, qui sait l'importance du directeur de la Sûreté, a tout

de suite entamé de bonnes relations avec le préfet Vaujour. Dès son arrivée, il l'a convié à ses conférences, à ses contacts avec ses officiers de renseignement. Il explique au directeur de la Sûreté les grandes lignes de son action : obtenir des renforts pour « cette armée d'Afrique qui s'en va en lambeaux », créer des unités muletières, lancer des hommes dans le djebel et faire sortir des soldats de cette vie de garnison dans laquelle ils s'encroûtent.

Si les relations avec Vaujour sont bonnes, il n'en est pas de même avec certains de ses services car les Renseignements généraux détestent l'armée qui leur « casse le travail ». Si l'armée obtient un renseignement, les hommes de la P.R.G. sont furieux. C'est la concurrence ouverte. De plus, les R.G. accusent l'armée d'être trop bruyante. Si elle veut intervenir, elle le fait avec 80 ou 100 hommes au cours d'opérations « qui ne mènent à rien », alors qu'un seul inspecteur « manipulant » quelques présidents de djemaa (conseil de village) en obtient beaucoup plus sans donner l'alarme. C'est encore, dans le domaine de la police, l'antagonisme civils-militaires.

Les R.G. ont quelques raisons de redouter les gros sabots du nouveau commandant en chef, pour qui la seule méthode efficace est le « ratissage au peigne fin ». Ce sera d'ailleurs la tentation permanente de presque tous les commandants en chef en Algérie.

Ce grief est l'un des principaux que les « civils de l'Est » imputent au général Chérière. Car si celui-ci s'entend bien avec Léonard et Vaujour à Alger, il n'en est pas de même avec Dupuch et Deleplanque à Constantine et à Batna. Pour les « hommes de l'Est », Babar Chérière est le type du vaniteux, bavard, « mafflu », à idées courtes et peu nombreuses, « qui s'y tient d'autant plus violemment et les défend avec d'autant plus de force qu'il en a peu ». Cet antagonisme latent n'éclatera réellement qu'après le début de l'insurrection. Il atteindra une importance parfois courtelinesque.

À Alger, Chérière étrennait son titre tout neuf par la rédaction d'un rapport de synthèse qu'il se proposait d'envoyer à Paris. Le gouverneur général lui avait fait part de ses inquiétudes et des renseignements qui les suscitaient. Chérière pensait qu'en effet quelque chose risquait de se passer à Alger mais que dans l'Est — et en particulier dans l'Aurès — tout était calme.

Le colonel Blanche, la bête noire de Deleplanque à Batna, venait d'ailleurs de lui transmettre un rapport très satisfaisant. Il

avait parcouru en compagnie d'un administrateur-adjoint de Khenchela, une grande partie du massif. Il s'était rendu à Taberdga et à Khanga Sidi-Nadji, puis avait emprunté un très mauvais itinéraire passant par Seiar et El-Amra, en plein cœur des sauvages gorges des Nementchas.

« Ce que j'ai vu, avait dit Blanche qui adorait parcourir la montagne, est pleinement satisfaisant. Les populations sont bien disposées. Elles sont partout alertées. Les caïds ont installé des *choufs* (guetteurs) sur toutes les crêtes. Aucun groupe ne pourrait circuler sans être immédiatement repéré et signalé. La surveillance s'étend à l'ouest jusqu'à la vallée de l'oued el-Arab, qui sépare les Nementchas de l'Aurès. »

Tous les renseignements concordent. Les administrateurs et les préfets étaient rassurés. Il semblait bien que c'eût été Vaujour qui eût paniqué et transmis son inquiétude au bon Léonard.

Cherrière, dans la synthèse qu'il préparait pour Paris, n'en constatait pas moins que, selon sa formule, en cas de coup dur, il était « à poil » !

Il avait une hantise, qu'il partageait d'ailleurs avec Spillmann : le manque d'éléments mobiles. Cherrière réclamait des spahis, des chevaux, des selles. « Les unités lourdement motorisées, on n'en a rien à foutre ! » Pour lutter efficacement contre les bandits de l'Aurès — l'opération « Aiguille » s'est soldée par un lamentable échec —, il faudrait armer une fraction de la population : les sous-officiers, les anciens combattants. Mais Spillmann, qui l'avait proposé à Dupuch, s'était heurté à une fin de non-recevoir :

« Ici, c'est la France, avait répondu le préfet de Constantine, ce n'est pas parce qu'il y a quelques troupes de bandits que l'on va armer les civils. En métropole il y en a eu aussi, au XIX^e siècle, on n'en a pas pour autant armé les populations ! »

À quelques jours de l'insurrection le général Cherrière disposait en tout et pour tout de 57 784 hommes, répartis en « deux bataillons de paras, trois bataillons de la 11^e D.I. arrivés en août et en cours d'organisation et d'instruction, un bataillon à constituer sur la légion « au moment du besoin », donc sans cohésion, et deux escadrons blindés. Il n'y a pas d'unité spécialisée ou de type allégé, capable de rivaliser, dans une certaine mesure, de légèreté, de rusticité et de souplesse avec un

adversaire éventuel. Le commandement local — en particulier Spillmann — avait proposé le 22 octobre un certain nombre de créations d'unités légères, soit par prélèvement sur la masse plus ou moins inorganisée des corps de troupe, soit par un recrutement particulier ».

Cherrière avait l'accord du gouverneur pour passer à la première tranche de ces créations. Mais dans son « adresse » au ministre il se plaignait surtout du manque de renseignements militaires.

« Les officiers des affaires militaires musulmanes et la gendarmerie ne disposent d'aucune ressource financière pour s'attacher des informateurs ou des indicateurs. Notre système civil et militaire de recherche de renseignement a fait faillite. Comment y remédier ? »

La synthèse de Cherrière, plus chanceuse que le rapport de Léonard au ministre de l'Intérieur, arrivera en bonnes mains.

Jacques Chevallier, maire d'Alger mais aussi secrétaire d'État à la Guerre, fut d'autant plus « alerté » par la synthèse du nouveau commandant en chef que Roger Léonard lui avait personnellement dépêché son chef de cabinet militaire, le colonel Soulard, avec un rapport sur la gravité des informations obtenues.

« Nous sommes en présence d'événements graves, écrivait Léonard, il nous faut un renforcement provenant des unités d'Allemagne. »

En quelques jours, Jacques Chevallier « secoua » tous les bureaux du ministère de la Guerre et trouva 200 officiers et sous-officiers déjà familiarisés avec les « problèmes indigènes » à prélever sur les forces d'occupation en Allemagne. Il fit en outre débloquer des crédits pour les achats nécessaires de chevaux et de mulets. Enfin, il fit alerter la 25^e D.I.A.P. qui, moitié par bateau, moitié par avion, serait prête à gagner l'Algérie le 31 octobre 1954 sur simple alerte. Douze heures à peine avant l'insurrection !

Le mercredi, Didouche Mourad décida de quitter Alger pour regagner le P.C. de la zone II fixé à Condé-Smendou.

Depuis la défection des militants de Constantine Didouche était très inquiet quant à la réussite du mouvement insurrectionnel dans le Constantinois. Il avait résolu de renoncer à l'action contre

Constantine et de porter tous ses efforts sur la région de Condé-Smendou, Guelma, Souk-Ahras pour faire, à partir de cette dernière ville, la liaison avec la zone 1 du Sud constantinois et de l'Aurès.

Bouadjadj accompagnait son ami à la gare. Il était surpris par la gravité de Didouche. Habituellement, celui-ci était plein de feu, de vie, très jeune de caractère bien que très organisé. Mais depuis quelque temps une lueur mélancolique flottait dans les yeux verts du jeune homme. Bouadjadj avait remarqué que son exubérance naturelle s'était transformée en exaltation révolutionnaire et que sans cesse il parlait de sacrifice, de mort. La veille encore, il avait dit à Bouadjadj, Souidani et Bouchaïb, les trois adjoints de Bitat :

« Ne vous faites aucune illusion, vous, vous êtes les condamnés, les sacrifiés. Je dis « vous », mais je pense « nous ». Nous serons arrêtés ou nous crèverons dans les premiers jours. »

Ce mercredi, sur le chemin de la gare qu'ils gagnaient à pied pour « économiser les fonds », il dit à Bouadjadj :

« C'est peut-être la dernière fois que nous sommes ensemble... Et c'est moi qui t'ai entraîné dans cette histoire... »

Mais il était très vite revenu à des considérations révolutionnaires. Comme les deux hommes passaient au bas de la Casbah, sur la place du Gouvernement, Didouche, montrant du doigt le quartier grouillant qui s'étagait au flanc de la colline déposant sur la place des vagues de milliers de travailleurs, dit :

« Tiens, Zoubir, regarde la Casbah. On n'a pas un militant de réserve là-dedans. Juste des caches et des boîtes aux lettres.

— Tu te trompes, j'ai déjà recruté dans la Casbah, pour la deuxième vague. Il nous faudra des hommes sûrs.

— Combien en as-tu ?

— Quatre pour l'instant. Et un jeune qui me semble particulièrement gonflé. »

Le « jeune particulièrement gonflé » était le fils d'un boulanger de la Casbah. Passionné de football comme son copain Bouadjadj, il s'était facilement laissé convaincre aux idées nationalistes que lui exposait « Champion » d'autant qu'il avait déjà milité au sein de l'O.S. dont il avait été, à dix-huit ans et demi, l'un des membres les plus jeunes. Bouadjadj avait pensé

qu'il pourrait utiliser ce beau garçon un peu indolent à condition de le « gonfler ». La boulangerie de son père, rue des Abderames, en pleine Casbah, serait un refuge à ne pas négliger. Le passage incessant des clients rendrait faciles et discrètes d'éventuelles transmissions de messages. Le jeune homme avait accepté avec enthousiasme la proposition de Zoubir qui ne lui avait pourtant rien confié des projets immédiats du mouvement.

« Et comment s'appelle-t-il, ton protégé ? demanda Didouche.

— Yacef Saadi. On en fera quelque chose et je crois, si tout va bien, qu'il fera parler de lui ! »

Yacef Saadi deviendra chef de la zone autonome d'Alger et le combat qui l'opposera au colonel Bigeard pendant la « bataille d'Alger » sera l'un des épisodes les plus dramatiques de la guerre d'Algérie. Mais ce mercredi 27 octobre, Bouadjadj et encore moins Didouche, qui ne le connaîtra jamais, ne pouvaient s'en douter.

Zoubir Bouadjadj accompagna Didouche jusqu'au contrôle des billets de l'Alger-Constantine dont la locomotive fumait déjà.

Les deux amis s'embrassèrent.

« Bonne chance », dit Bouadjadj.

Didouche sourit sans répondre. Du wagon il eut un geste de la main pour son compagnon qui restait sur le quai. Bouadjadj, bousculé par des retardataires qui attrapaient le train en marche, perdit de vue la silhouette de celui qui l'avait amené à la révolution. Il ne devait jamais revoir Didouche Mourad.

Le directeur de la Sûreté Jean Vaujour avait grande confiance en Grasser, le chef des Renseignements généraux de Constantine. Pour Vaujour, si le commissaire Grasser était moins tourné vers le renseignement, s'il « l'avait moins dans la peau » que le contrôleur général Costes à Alger, il était l'honnêteté même. Pas tortueux pour deux sous ses rapports inspiraient grande confiance au directeur de la Sûreté. Même s'il arrivait à Grasser d'être « blousé » par l'orientation « européenne » de certains renseignements.

Le chef des R.G. de Constantine venait de signaler à Vaujour qu'il avait localisé dans l'Aurès une très importante bande de fellaghas « présumés tunisiens ». Par recoupement d'informations il avait établi que cette bande était fractionnée. Dix hommes dans

un douar. Trente dans un autre. Vingt dans un troisième. Les difficultés de pénétration interdisaient d'aller voir sur place ».

Cette information, s'ajoutant à celles que possédait déjà Vaujour concernant la formation d'un groupement terroriste algérois, le décida à réunir pour le vendredi 29 octobre une « super conférence » à Constantine. Il y avait convoqué les sous-préfets, les administrateurs, les commandants de subdivision et le commandant de division et avait prié le préfet Dupuch et le commandant en chef Chérière d'y assister.

La conférence s'ouvrit à Constantine à 10 h 30 et d'emblée, Vaujour expliqua la raison de cette réunion :

« Après l'attaque, la semaine dernière, de trois gendarmes dans la région de Guentis entre les Nementchas et l'Aurès, par des éléments « incontrôlés », annonça le préfet, on nous signale qu'une bande d'une centaine de fellaghas rôde dans l'Aurès. »

Ce fut un tollé général. Les militaires furent affirmatifs : « Ce n'est pas possible. Si votre information était exacte nous le saurions ! »

Le général Spillmann admit qu'il y avait quelques fellaghas tunisiens qui franchissaient la frontière et venaient au repos dans l'Aurès, où ils rejoignaient quelques bandits traditionnels de droit commun.

« On ne nous en signale pas de nouveaux », dit-il.

Ce que Vaujour annonçait ne « pouvait » être vrai !

« Peut-être, répliqua Vaujour, agacé devant la belle confiance des militaires, mais moi je peux vous affirmer qu'il se prépare quelque chose. Et cela dans toute l'Algérie ! »

La sortie du directeur de la Sûreté laissa sceptiques les participants à la conférence. Le général Spillmann pensa qu'en effet Vaujour devait avoir quelques renseignements, mais qu'il grossissait l'affaire pour « secouer son monde » et le sortir de sa torpeur. Vaujour, sentant cette incrédulité, s'adressa au colonel Blanche qui de tous les militaires présents devait, le mieux, connaître l'Aurès puisqu'il commandait Batna.

« Enfin, colonel Blanche, est-ce que oui ou non il y a des fellaghas dans l'Aurès ? »

Il s'attira cette réponse stupéfiante proférée sur un ton

sentencieux :

« Monsieur le Préfet, je sillonne les routes depuis très longtemps. Je n'ai jamais vu un fellagha devant ma jeep ! »

Vaujour se demanda s'il ne rêvait pas. Mais tous les administrateurs civils étaient eux aussi formels. Rey, l'administrateur d'Arris, lança :

« C'est absolument impossible. S'il y avait des fellaghas et en aussi grand nombre que vos informations vous le signalent — d'où viennent-elles ces informations ? —, les caïds nous auraient prévenus depuis longtemps. »

Bref, c'était chez les administrateurs l'euphorie la plus complète comme d'habitude. Seul M. Hirtz, l'administrateur de Biskra, avait de temps en temps fourni des renseignements défavorables sur l'état d'esprit des Chaouïas de l'Aurès. Il les avait rapportés à Jean Deleplanque, ce qui n'avait pas plu à M. Rey, son collègue d'Arris. Mais cette fois lui non plus ne pouvait fournir de renseignements sur les fellaghas signalés par les R.G. de Constantine.

Vaujour, qui avait confiance en Grasser, plaïda sa cause, fouilla, rechercha le moindre indice chez les administrateurs. En vain. Il commençait lui-même à douter. Le préfet Dupuch, qui, visiblement, ne croyait pas à ces fellaghas fantômes, promit de surveiller attentivement la région et de prendre les mesures nécessaires, en particulier d'établir des barrages et des contrôles routiers. Le général Spillmann, pour faire preuve de bonne volonté et détendre l'atmosphère, annonça qu'il prendrait de particulières précautions dans ce secteur bien qu'il n'eût que peu de moyens et, en tout cas, aucun élément d'infanterie. En accord avec Deleplanque il prescrivit au colonel Blanche d'établir un programme de sorties du II, 4^e R.A. (2^e bataillon du 4^e régiment d'artillerie). Chaque batterie irait quelques jours dans l'Aurès pour « se montrer et se dégourdir les jambes ».

Vaujour leva donc la séance, déçu et furieux. Il prit Grasser à part.

« Mon vieux, lui dit-il, je ne doute absolument pas de vous mais les réponses qu'on nous a faites sont si sûrement négatives que nous passons pour des coudions. Les militaires et même Dupuch nous ont pris pour des affolés ou pour des fumistes farfelus... »

Grasser ne savait que répondre. Il avait ses renseignements de source absolument sûre.

« Grasser, poursuivit Vaujour, il faut que vous me trouviez une preuve indiscutable. Qu'on puisse la leur mettre sous le nez, sans quoi ils ne nous croiront jamais. Prenez-moi des gars par la peau du cou, que nous leur « montrions » les prises. Il nous faut des preuves ! »

Le surlendemain M. Vaujour n'aura plus besoin d'étayer par des preuves le rapport Grasser, l'Aurès se sera embrasé. Ni Chérière, ni Dupuch, ni Spillmann, ni les administrateurs qui ont si confiance en « leurs » caïds » n'auront besoin d'être convaincus !

Les groupes signalés par Grasser existaient bien et il ne s'agissait pas de « fellaghas tunisiens » mais d'hommes de Ben Boulaïd. Le chef de la zone 1 avait immédiatement regagné son P.C. de Batna après s'être fait photographier avec ses cinq camarades à Alger. Il ne lui fallait pas perdre de temps pour mettre au point les détails de la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre car c'était lui qui avait les plus grandes difficultés de liaison. Si l'Aurès était impénétrable pour les autorités françaises, il était également très difficile à parcourir pour un Chaouïa. Il fallait effectuer les liaisons à pied ! Il n'était pas question pour Ben Boulaïd de prévenir ses chefs de commando quelques heures seulement avant le déclenchement. Il lui fallait donc avoir tout son monde sous la main assez longtemps à l'avance.

Il décida de s'occuper personnellement de Batna et d'Arris laissant Chihani, Laghrour et Adjel Adjoul se « débrouiller » avec les autres centres : Biskra, Khen-chela, Fountoub. Depuis un mois, des groupes organisés vivaient dans les monts de Belezma qui dominant la cuvette de Batna. Ben Boulaïd avait chargé Bouzid Amar, de Pasteur, petite localité au nord de Batna, de conduire les « hommes de la révolution », des montagnards en qui il avait toute confiance, dans ces montagnes qui dépassent 2 000 mètres d'altitude. Des groupes étaient disséminés dans les djebels Chellala, Ouled-Soltane et Tekbel-El-Djemal. Les informateurs de Grasser avaient vu juste ! Bouzid était chargé de leur équipement et des complicités avec la population qui vivait dans ces montagnes impénétrables. Les adjoints de Ben Boulaïd les mèneraient au combat.

Le chef chaouïa préférait prendre en main les « citadins » et les

mêler à des groupes de montagnards plus farouches, plus entraînés au combat.

Vers 16 heures, ce vendredi 29 octobre, il convoqua son agent de liaison, Bellagoune Messaoud, un bijoutier d'Arris, qui était installé au village nègre de Batna et avait abandonné son commerce pour la révolution.

« Tu vas joindre tous les responsables du C.R.U.A. de Batna et me les réunir dans une heure ou deux au lieu dit Bouakal. Nous serons tranquilles et je pourrai discuter avec eux. Il y a des nouvelles importantes. »

Bellagoune avertit Bouchemal, qu'il trouva au café maure Abdelgafour, rue Bugeaud, que Ben Boulaïd « agent de liaison du C.R.U.A. » — personne parmi les petits militants de base ne savait l'importance du rôle joué par le meunier de Lambèse — voulait le voir vers 17 heures au Bouakal. Bouchemal, secrétaire du comité local du C.R.U.A. de Batna, dont le responsable était « Hadj Lakhdar », s'y rendit immédiatement. Le lieu choisi par Ben Boulaïd se trouvait à l'extérieur de la ville, à la limite de la campagne. Bouchemal retrouva Hadj Lakhdar, son chef direct, Messaoudi Harsous que tout le monde appelait « Bouha » et qui l'avait recruté aux environs du mois de septembre et Mostefa Ben Boulaïd. Bouchemal était content de le revoir car pour lui comme pour la plupart des militants Ben Boulaïd était le seul homme en qui il eût réellement confiance. Et c'est sa présence au sein du C.R.U.A., comme « agent de liaison », qui l'avait décidé à participer au mouvement.

« Je n'ai pas de particulières recommandations à vous faire, dit Ben Boulaïd, je voulais vous voir pour vous donner rendez-vous demain samedi à 17 heures à proximité du premier pont de la route Batna-Arris. Une voiture viendra vous prendre à cet endroit. Je pourrai alors vous expliquer en quoi consistera notre mission. Et, bien sûr, pas un mot sur tout cela. »

Bouchemal, rentrant chez lui où l'attendaient sa femme et son fils, se dit que l'agent de liaison du C.R.U.A. faisait bien des mystères. Peut-être le jour J était-il proche?

Bitat convoqua pour la dernière fois tous ses « Algérois » le vendredi 29 octobre à 20 heures. La réunion se tint chez Guesmia Abdelkader, le vernisseur de Bab-el-Oued dont le magasin, à deux pas des Trois-Horloges, abritait une réserve considérable de

bombes de fabrication locale et quelques armes qu'avait apportées Bouadjadj. Celui-ci, Merzougui, Belouizdad, Bisker, Nabti et les deux Kaci écoutaient attentivement leur chef « Si Mohamed » — les derniers nommés ne connaîtront son véritable nom que des mois plus tard, en prison — lire les deux tracts ronéotypés. Ils retinrent particulièrement l'appel à toutes les énergies algériennes et l'appel à la dissolution du M.T.L.D. Le F.L.N. accueillerait chaque militant à titre individuel.

« À partir d'aujourd'hui, dit Rabah Bitat, alias Si Mohamed, vous et les hommes de vos groupes êtes considérés comme des éléments, des soldats de l'Armée de libération nationale. Le Front, lui, est uniquement politique. Les tracts que je vous ai lus devront être distribués. Je vous dirai comment et de quelle manière. »

La ronéo d'Ighil-Imoula avait dû tourner sans arrêt car Bitat avait reçu de la zone kabyle 150 tracts F.L.N. et plus du double de l'A.L.N. Le commando d'Alger se chargerait de l'envoi de ces tracts aux personnalités et aux journaux algérois.

Belouizdad remit alors sur le tapis l'attaque de l'E.G.A. Il renouvela ses mises en garde. « Cela risque

d'être beaucoup trop dangereux », dit-il. Bitat resta inflexible.

« Vous ne devez en aucun cas abandonner cet objectif, dit-il, mais il faut revoir le plan d'attaque. » Il félicita Belouizdad pour la mise au point de l'attaque des pétroles Mory mais demanda à Bouadjadj de revoir attentivement celle de l'E.G.A.

« Demain à 11 heures, dit-il, le nouveau plan doit être arrêté et Zoubir devra fixer l'endroit le plus propice pour franchir l'enceinte. »

À 22 heures les hommes se séparèrent.

Avenue de la Marne, Merzougui, dont les taches rousses ressortaient encore plus sur son visage pâle à la lueur des réverbères, interrogea Bouadjadj.

« Tu crois que ça va être pour bientôt ?

— Je ne sais rien encore. Mais je crois que oui.

— C'est ce qu'on nous dit tous les jours mais l'attente devient dure. »

Bouadjadj avait du mal à ne rien dire. Il devait encore patienter

vingt-quatre heures pour « affranchir » son compagnon.

Le matin même, dans la Casbah, le chef de la zone algéroise avait convoqué son lieutenant au café Malakoff, un café maure dont la façade bleu vif était contiguë à celle du magasin d'Aïssa, le tailleur, rue du Vieux-Palais, où Bitat avait trouvé refuge depuis plusieurs jours. Lorsque Bouadjadj était arrivé il avait trouvé son chef particulièrement tendu.

« Assieds-toi, lui dit Bitat. Cette fois, ça y est. Ce sera pour lundi 1 heure du matin.

— Lundi à 1 heure, répéta Zoubir. Attends, que je ne me trompe pas, c'est donc dans la nuit de dimanche à lundi. C'est une heure après minuit de dimanche. »

Bouadjadj s'embrouillait dans les heures et les jours.

« Oui. C'est cela. Tu as bien compris. 1 heure après minuit dans la nuit de dimanche à lundi. Garde encore la nouvelle secrète. Tu pourras prévenir Merzougui dimanche en début d'après-midi. Ensuite Merzougui donnera rendez-vous à 17 heures aux autres chefs de groupe à l'arrêt de trolleybus du Champ-de-Manœuvre et leur fixera l'heure. Comme cela, s'il y avait un contretemps d'ici là, je pourrai arrêter le déclenchement. Après 17 heures, ce ne sera plus possible, et la machine sera en route ! Mobilise tous tes hommes à partir de samedi soir que l'on puisse les joindre à n'importe quel instant. Tu as bien tout compris ? »

Bouadjadj répéta fidèlement les ordres.

« Bon. Ça va. Je veux te voir demain samedi, au café du marché Nelson à 3 heures de l'après-midi pour les dernières instructions. Maintenant, va-t-en, ce n'est pas la peine qu'on nous voie trop longtemps ensemble ».

Les deux hommes se serrèrent la main. Le contact avait duré moins d'un quart d'heure. Lorsque Bouadjadj arriva « place du Cheval » il avait l'impression de ne plus toucher terre !

À Paris, le secrétaire d'État à la Guerre, Jacques Chevallier, maire d'Alger, lisait pour la troisième fois la lettre manuscrite du gouverneur général de l'Algérie. Jacques Chevallier soulignait au crayon rouge les passages qui lui semblaient importants. Ces sept feuillets remplis de la grosse écriture de Roger Léonard le laissaient perplexe. Il y attachait une particulière attention car

cette lettre constituait le premier coup de gong donnant réellement l'alarme en Algérie.

« Mon cher ministre,

« Depuis que j'ai eu l'occasion, il y a huit jours, de vous entretenir de façon malheureusement trop brève des préoccupations sérieuses que m'inspirait l'évolution de la situation dans l'Est constantinois, celle-ci ne s'est pas améliorée. Tout au contraire. »

Jacques Chevallier souligna les dix derniers mots d'un crayon rouge attentif.

« Les incidents se sont multipliés ; autour des groupes de fellaghas qui traversent la frontière, viennent s'agréger des éléments locaux, venus parfois d'assez loin. L'armement et l'audace de ces petites bandes, fortes parfois de plusieurs dizaines d'hommes, vont croissant, cependant que l'ensemble de la population s'émeut sérieusement et que, par crainte ou par sympathie, les musulmans de la montagne composent avec elles et ne nous apportent sur leurs agissements que des renseignements trop tardifs pour être exploités. Enfin, il semble bien que certains éléments cherchent à s'infiltrer vers l'Aurès par les monts des Nementchas. Les forces de police et les unités militaires que nous avons groupées dans ce secteur font ce qu'elles peuvent pour redresser la situation : j'ai malheureusement conscience qu'elles n'y parviennent pas. Elles tiennent les agglomérations et contrôlent les routes pendant la journée ; mais elles ne pénètrent pas dans les massifs montagneux, coupés de ravins et couverts de forêts ou de buissons, où s'abritent des dissidents : le soir venu ceux-ci, en dehors des agglomérations, font régner une insécurité générale... »

Le secrétaire d'État souligna encore cette dernière phrase.

« ... se déplacent et agissent à leur gré. Ce n'est que le jour où il sera possible de les traquer et de les détruire dans leurs refuges de montagne que la situation se retournera en notre faveur. Or nous disposons pour cela de moyens insuffisants en nombre et plus encore en qualité. Sans doute, en effet, une question d'effectifs se pose pour renforcer et resserrer notre dispositif de protection mais quand bien même nous aurions dix escadrons de gardes et dix bataillons de troupes classiques de plus — [le

crayon ministériel entra de nouveau en action] — nous resterions incapables, dans ce pays difficile, en face d'un adversaire extrêmement fluide et *parfaitement renseigné*, de mener à bien des offensives payantes. Il faut à tout prix que nous puissions constituer sans délai de petites colonnes légères, rustiques, capables de se déplacer avec rapidité dans des pays couverts et fortement accidentés. Le général Chérière, avec qui je m'en suis entretenu, en a pleinement conscience : il voudrait, en première urgence, former trois bataillons de combat... »

Chevallier nota dans la marge de la lettre, en rouge, « trois bataillons de combat ».

« ... dont les effectifs troupes seraient essentiellement fournis par des tirailleurs, dont il dispose dès à présent en nombre suffisant. En revanche, la formation de ces unités exige un encadrement très sérieux et très expérimenté, qui lui fait presque entièrement défaut. Pour les constituer il a demandé un renfort urgent de 29 officiers et de 185 sous-officiers A.D.L. »

Le secrétaire d'État nota « fait » dans la marge. Il avait secoué les bureaux de la rue Saint-Dominique et les officiers et sous-officiers trouvés en Allemagne allaient gagner l'Algérie.

« Je me doute bien, poursuivait le gouverneur général, qu'il n'est pas facile de les trouver de façon immédiate et c'est pourtant ce qui est essentiel car le temps joue contre nous et tout retard que nous mettrons à agir se soldera par des efforts beaucoup plus grands à entreprendre par la suite. Il nous faut craindre en effet non seulement une aggravation de la situation locale, mais *l'apparition par contagion de nouveaux foyers de dissidence*, que pourraient bien appuyer dans des régions apparemment paisibles des *actes de terrorisme individuels*. »

Chevallier appuya particulièrement son trait sous ces derniers mots.

« Si, depuis deux ans et demi nous avons fort heureusement pu échapper aux tribulations de nos voisins, j'ai le sentiment que *nous sommes exposés à les connaître prochainement si nous ne pouvons maîtriser promptement les premiers désordres, alors qu'ils sont heureusement localisés*.

« Je vous prie, mon cher ministre, de m'excuser de vous faire part de façon aussi personnelle de mes inquiétudes, mais j'ai

pensé que mieux que personne vous en comprendriez la portée et je suis à l'avance certain que vous ferez l'impossible pour nous donner les moyens de maintenir ici une paix publique dont nous avons tant besoin.

« Veuillez croire, mon cher ministre, à l'expression nouvelle de mes sentiments les plus cordialement dévoués.

R. LÉONARD.

« P.-S. — Si, comme on me l'indique, il était dans vos intentions de venir à Alger en fin de semaine, ne pensez-vous pas qu'il y aurait intérêt à tenir dimanche ou lundi 1^{er} novembre (ou mardi) une petite conférence avec le général Cherrière et le préfet de Constantine, en demandant au général de la Tour et éventuellement au général Caillies d'y assister ? »

Si le bon Léonard m'écrit ainsi, pensa Jacques Chevallier, c'est que vraiment il a des informations inquiétantes. C'est un parfait administrateur mais il est loin d'être un homme d'action. Et tirer la sonnette d'alarme ne doit pas lui plaire outre mesure.

Pourtant, Jacques Chevallier s'étonnait de n'avoir pas eu, provenant d'autres sources, des informations sur un éventuel « coup de Trafalgar ». Ni Kiouane ni les autres membres M.T.L.D. de son conseil municipal, avec lesquels il était très lié, ne l'avaient prévenu.

Le secrétaire d'État se souvint de ce que lui avait dit à plusieurs reprises son ami Si Achmi Ben Chenouf, député maire de Khenchela :

« Tu sais, Jacques, il faut que je voie Léonard. S'il ne veut pas me recevoir — il ne m'aime guère — il faut que tu lui dises que cette affaire de fellaghas tunisiens risque d'être mauvaise. Vous allez avoir des emmerdements sous peu. »

Jacques Chevallier attachait un grand crédit à l'opinion de son ami Ben Chenouf car celui-ci était très lié aux ulémas réformistes du cheikh Brahimi, un homme très fermé mais très au fait des courants et tendances nationalistes.

Ben Chenouf avait renchéri après une récente visite à Brahimi : « Dépêchez-vous de faire des réformes, de faire quelque chose dont on parle beaucoup. Je t'avertis, ça risque d'être grave. »

Chevallier en avait, à l'époque, parlé à Léonard, qui lui avait répondu : « Oui, je sens un pourrissement, mais rien de grave. »

Quant à Mitterrand, son collègue de l'Intérieur, s'il n'était pas revenu très optimiste de son voyage en Algérie il n'avait donné aucune raison précise d'être sur le qui-vive. Et depuis son retour il n'avait plus reparlé de l'Algérie.

Jacques Chevallier ne comptait pas trop sur les informations de Mitterrand car celui-ci ne le portait guère dans son cœur. Après l'avoir fait entrer au gouvernement « parce qu'il était bon, avait-il dit à Mendès, d'avoir quelqu'un d'Algérie et d'avoir le support Blachette », il avait montré son agacement. Jacques Chevallier était maire d'Alger, mais à son avis ce n'était pas une raison pour qu'il fourre son nez dans les affaires d'Algérie. Au sein du gouvernement, l'Algérie, c'était lui, François Mitterrand, et personne d'autre !

On remarquera que, ce samedi 30 octobre, ni François Mitterrand, ni son cabinet, ni ses services n'ont signalé au gouvernement le rapport alarmant écrit par les R.G. et que Roger Léonard a envoyé le 23 par courrier spécial !

Jacques Chevallier retourna encore une fois la lettre du gouverneur entre ses doigts, puis, soudain, décrocha son téléphone après avoir appuyé sur le bouton rouge qui le mettait en communication avec le poste personnel de Pierre Mendès-France.

« Allô ! monsieur le président ? Je vais profiter du week-end prolongé du 1^{er} novembre pour aller en Algérie. Les renseignements sont mauvais, je vais aller voir sur place ce qui se passe ! »

Le maire d'Alger arriva trop tard pour célébrer à la mairie le mariage du journaliste Georges Lehva, secrétaire de rédaction au *Journal d'Alger*. C'est son adjoint qui procéda au mariage. À la réception qui suivit, le Tout Alger libéral vint féliciter le jeune journaliste et sa femme, Madeleine. Georges Blachette, son patron, directeur-propriétaire du *Journal d'Alger*, tint à assister à la réception. Whisky ou champagne en main, politiciens, financiers et journalistes en profitèrent pour échanger informations et commentaires sur les deux grands sujets du jour : la préparation du budget de l'Algérie — il s'agissait d'arracher un maximum de crédits d'équipement à Paris, Mitterrand avait promis, la semaine précédente de faire un effort particulier pour

l'Algérie — et la construction de deux grands ensembles de logements pour les musulmans : Diar el-Maçoul et Diar El-Saada. L'homme à la mode était un jeune et squelettique architecte : Fernand Pouillon, protégé de « génie » du maire Jacques Chevallier, qui terminerait la construction de ces deux cités de 10 000 logements qui domineraient Alger. On était partagé entre pouillonistes et antipouillonistes.

La présence du sénateur propriétaire du *Journal d'Alger* à cette réunion n'empêcha pas certains invités de murmurer dans les coins que Chevallier n'avait pas négligé d'employer les pierres des carrières de Blachette. Mais de toute façon il fallait bien les acheter, ces pierres ; alors, autant que ce fût à Blachette ! Et puis la plupart des personnes présentes au mariage des Lehva « l'aimaient bien » !

« Mon cher Georges Lehva, dit Blachette, en quittant la réception, je vous souhaite beaucoup de bonheur. Vous allez pouvoir profiter d'un week-end tranquille pour rester avec votre épouse. »

Et s'adressant à Madeleine, tout heureuse :

« Profitez-en bien, jeune madame, car un week-end tranquille pour la femme d'un journaliste, c'est quelque chose d'exceptionnel. »

Ce « week-end tranquille du 1^{er} novembre », Madeleine Lehva devait s'en souvenir toute sa vie !

Ce long week-end, chacun le préparait à sa manière. Le secrétaire général de la préfecture de Constantine en profita pour se rendre à Arris. Il voulait visiter l'Aurès. Deleplanque, le sous-préfet de Batna, lui en disait tant de bien ! Le préfet Vaujour, lui, avait décliné l'invitation de Deleplanque qui voulait à toute force faire aimer sa région.

« Venez donc passer le 1^{er} novembre chez nous, avait dit le sous-préfet, on vous fera parcourir l'Aurès. C'est le plus beau pays du monde... »

Vaujour avait été tenté, puis avait refusé.

« Non, mon vieux, j'ai trop de travail. Je vais profiter de ce long week-end pour mettre à jour les dossiers qui m'attendent. L'Aurès, ce sera pour une autre fois ! »

Deleplanque reçut, quelques heures plus tard, une information qui l'inquiéta. L'administrateur de Biskra, M. Hirtz, qui était le seul de tous les administrateurs à avoir fourni des renseignements sur le « pourrissement » de l'ambiance dans l'Aurès, lui signalait que les instituteurs européens du bled risquaient d'avoir des ennuis.

Un bachaga était venu le trouver et lui avait dit : « Des bruits circulent en ce moment selon lesquels les instituteurs risquent d'être assassinés par des bandes de l'Aurès. »

« Je vous donne cette information sous toutes réserves, avait dit Hirtz, il faut peut-être prévoir quelque chose. »

Deleplanque avertit Dupuch, qui donna l'ordre de les regrouper tous et de leur conseiller de ne pas sortir ni s'éloigner. Les services de la préfecture de Constantine et la sous-préfecture de Batna firent le nécessaire. Tous les instituteurs purent être joints sauf deux jeunes mariés qui venaient d'arriver à Tiffelfel : Guy Monnerot et sa femme. Ils étaient quelque part entre Arris et Biskra, profitant du « pont » du 1^{er} novembre pour visiter le massif de l'Aurès. L'instituteur d'Arris signala qu'il les verrait le lundi car il les avait invités à déjeuner.

Deleplanque donna l'ordre à Rey, administrateur d'Arris, et à Vivie de Régie, administrateur de Khenchela, de partir avec des cavaliers en reconnaissance dans l'Aurès et de faire leur jonction entre Arris et Khenchela. L'expédition fut fixée au lundi 1^{er} novembre à 5 heures du matin.

« Décidément, pensa Deleplanque, ce week-end se présente mal. »

Dupuch le convoquait pour le lendemain dimanche. Ils devraient « rehausser de leur présence » une manifestation à Guelma, « Et puis je voudrais bavarder avec toi », avait ajouté Dupuch.

À 17 heures le secrétaire du C.R.U.A. de Batna, Ahmed Bouchemal, retrouva Bouha, Messaoudi et Hadj Lakhdar au premier pont sur la route de Batna à Arris. Une demi-heure plus tard, une 203 Peugeot grise s'arrêta devant eux. Le chauffeur leur fit signe de monter, puis démarra sans leur donner le moindre renseignement. Au bout d'une quarantaine de kilomètres, la Peugeot s'arrêta. « Ici, c'est Bouhamar, dit le chauffeur, vous descendez. »

Un Chaouïa en cachabia marron les attendait.

« Vous devez venir avec moi. Je vais vous conduire à l'agent de liaison Ben Boulaïd. »

La petite caravane traversa des champs labourés puis emprunta un chemin de chèvres au flanc de la montagne. Ils arrivèrent enfin à une maison de pierres grises.

« C'est là », dit le guide.

Ben Boulaïd sortit, accompagné de son lieutenant Chihani Bachir, qu'il présenta aux hommes sous le nom de Si Messaoud.

« Entrez dans la cour, dit Ben Boulaïd ; ici, chez Si Mohamed, nous sommes en sécurité. Je vais vous expliquer dans un instant quelle va être votre mission. J'attends que mon frère arrive. »

Ben Boulaïd avait présenté leur hôte, son fidèle Baazi, dont la ferme servait de dépôt d'armes à l'Aurès depuis le mois de septembre, sous le nom de Si Mohamed, tout comme Chihani était Si Messaoud pour les hommes de base. Quant aux frères Ben Boulaïd, dans l'Aurès ils étaient si connus qu'ils ne pouvaient se cacher sous un surnom.

Les hommes, attendant la suite de l'affaire, s'enveloppèrent dans leurs cachabias et s'assirent sur leurs talons, adossés à un petit mur de pierres sèches. Il faisait beau sur l'Aurès, mais un vent coupant soufflait déjà, annonçant la nuit proche. Bouchemal alluma une bastos qu'il garda du vent au creux de sa main repliée. Il était inquiet, se demandant quelle allait être la mission que leur indiquerait Ben Boulaïd.

Celui-ci, remarqua Bouchemal, devait être beaucoup plus qu'un simple agent de liaison. C'était lui qui donnait les ordres.

Le piétinement d'un groupe en marche le sortit de sa réflexion silencieuse. Omar Ben Boulaïd, le frère de Mostéfa, arrivait à la tête d'une troupe d'environ quatre-vingts hommes.

Mostéfa Ben Boulaïd signala à Bouchemal et à ses compagnons qu'il s'agissait de *moudjahidin*, combattants de la foi, qui vivaient en partisans dans la montagne depuis plusieurs semaines. Tous les hommes s'étaient assis par terre en cercle, autour du chef de la zone 1. Ben Boulaïd s'adressa à eux en chaouïa :

« Le jour de la révolution est arrivé, dit-il, nous avons reçu des

ordres de l'étranger. Le Hizb Ethaoura — le parti de la révolution — va attaquer Batna. Nos objectifs seront en priorité les casernes, les dépôts de munitions et la poudrière. »

Bouchemal était stupéfait. Attaquer Batna ! Il s'attendait à une petite mission de sabotage ou de renseignements mais pas à un raid d'une aussi grande envergure. Ses compagnons citadins paraissaient aussi étonnés. Il remarqua en revanche que les montagnards chaouïas arrivés avec Omar Ben Boulaïd n'avaient pas cillé à l'annonce de l'opération.

« Des vrais sauvages », pensa Bouchemal.

Dans les visages minces et burinés, les yeux étaient fixés sur « le chef ».

« Le raid sur Batna, poursuivit Ben Boulaïd, a été décidé pour la nuit du dimanche 31 octobre au lundi 1^{er} novembre. C'est Hadj Lakhdar qui sera responsable du commando qui attaquera Batna. Toi, Bouchemal, avec Bouha et Messaoudi, vous dirigerez les sous-groupes au sein de ce même commando. Vous aurez dix hommes chacun pris parmi les quatre-vingts partisans qui viennent d'arriver. Vous avez la nuit et la journée de demain pour faire connaissance et préparer l'action. Les armes et les vêtements vous seront distribués demain. C'est tout ce que j'ai à vous dire pour aujourd'hui. »

Zoubir Bouadjadj avait rectifié le plan d'attaque de l'usine à gaz d'Alger. Le matin même, il était allé en trolley jusqu'au Jardin d'essai et, à pied, avait fait le tour de l'usine à gaz. Il était exclu que le commando des deux Kaci pénétrât dans l'enceinte par le portail principal. Non seulement des immeubles européens se dressaient face à l'entrée mais, de nuit, la rue devait être puissamment éclairée par les lampes à cônes d'acier qui se balançaient au bout de câbles tendus entre le mur d'enceinte et les immeubles.

Contournant l'usine, Bouadjadj remarqua une petite scierie adossée au mur d'enceinte. C'était par là que le commando devrait passer en s'aidant des bâtiments en bois dont le toit partait à l'assaut du mur beige de l'E.G.A. La scierie était à l'enseigne de Benouiniche. Zoubir se souvint que Benouiniche était le chef d'une famille musulmane très aisée mais qu'il avait été un militant M.T.L.D. nationaliste fervent. Si, par un hasard malheureux, il surprenait le commando, il ne le dénoncerait pas.

Ce problème réglé Bouadjadj se rendit au rendez-vous que lui avait fixé Bitat. Il était 15 heures lorsqu'il arriva à Bab-el-Oued. Le café Nelson, sous les arcades de la rue Eugène-Robbe, était encore presque désert. Quelques vieux buvaient un café installés à une table et devisaient paisiblement. Un autre, calé contre le mur carrelé, sommeillait. À l'autre extrémité du café, il vit à une table isolée Bitat et Souidani, son adjoint pour Blida.

Les trois hommes se saluèrent. Bouadjadj donna à Souidani l'un des deux « rase-nœuds » (coupe-boulons) qu'il avait achetés et qui serviraient à briser chaînes et barreaux défendant les enceintes des objectifs fixés.

« Bon. Ça y est, vous avez fini ? » dit Bitat, impatient. Il était très tendu.

« Qu'est-ce qui se passe ? demanda Bouadjadj.

— Ce salaud de Lahouel a réussi à Blida. Il a découragé les gars comme il avait fait à Constantine. On a une défection presque complète. Souidani a plus de cent types qui ne marchent plus. Boudiaf avait raison de dire « même avec les singes de la Chiffa... » Il va falloir les enrôler...

— Qu'est-ce qu'on va faire ?

— J'ai réussi à prévenir les Kabyles. Ils m'envoient vingt et un militants qui seront à 6 heures ce soir au square Bresson. Débrouille-toi comme tu pourras mais il faut que tu me les loges jusqu'à demain.

— Vingt et un types ! Et j'ai à peine trois heures devant moi.

— Tu vas bien y arriver. Tu les contacteras par un mot de passe qui sera : Si Mohamed. Des Kabyles, tu sauras bien les repérer. Moi, il faut que je m'occupe d'autre chose. Avant de partiras-tu de l'argent ? Je n'ai plus un sou. »

Bouadjadj pensa qu'il était plus facile de donner de l'argent au patron que de trouver un gîte et de la nourriture pour vingt et un clandestins !

« Je te donne 23 000 F. Ce sont des conseillers municipaux de Birmandreis que je connais qui me les ont donnés. Ils ne payent plus à Lahouel ni à Messali. Uniquement à la « troisième force », m'ont-ils dit.

— Ils diront maintenant au F.L.N., » ajouta Bitat tandis qu'il

empochait les billets.

Pour loger les vingt et un Kabyles, Bouadjadj pensa encore à la ferme d'El-Hedjin Kaddour à Crescia. Il prit un taxi pour gagner du temps et se fit conduire à Crescia. El-Hedjin accepta aussitôt d'héberger les partisans. Sa maison serait jusqu'au bout le cœur de la préparation active de l'insurrection.

« Je les mettrai dans la grange qui me sert de garage, dit El-Hedjin, je vais préparer de la paille pour qu'ils puissent y coucher. »

Auparavant, El-Hedjin fournit un camion et un chauffeur pour le transport. Et à tombeau ouvert le vieux camion reprit la route d'Alger.

Il était 18 heures pile lorsque Bouadjadj arriva square Bresson. « Il n'aurait pas pu trouver un endroit moins fréquenté ? » maugréa Bouadjadj. Car un samedi, en fin d'après-midi, c'était la cohue sur la grande place. D'autant que depuis deux jours il faisait à nouveau très beau à Alger. Le Tantonville, la grande brasserie de l'Opéra, était bondé. La terrasse envahissait le trottoir comme aux beaux jours du printemps. Sur la place, entre les ficus bruissant de milliers d'oiseaux qui y trouvaient traditionnellement refuge, des groupes bavardaient. Des gosses jouaient, se poursuivaient avec des cris perçants, bousculant les passants, se pendant par grappes aux balustrades du kiosque à musique.

« Retrouver vingt et un Kabyles dont je ne connais pas le premier ! murmura Bouadjadj. Bitat y va fort ! »

C'est près du kiosque à musique que Zoubir repéra le premier. Il portait un chèche lâche et ses vêtements grossiers et maculés révélaient le paysan. Le teint était clair, les sourcils presque blonds. « Celui-là, si ce n'est pas un Kabyle, je me fais couper... Mais est-ce un de « mes » Kabyles ? »

Bouadjadj s'approcha de l'homme qui fumait et sortit une cigarette : « Tu as du feu, s'il te plaît ? »

L'autre sortit une boîte d'allumettes sans prononcer un mot.

« Tu viens de Kabylie ? »

— Oui.

— Moi c'est Si Mohamed qui m'envoie.

— Alors tu es celui que j'attends, dit l'homme, dont le visage

s'éclaira. Où va-t-on ?

— Tu prends tranquillement la rue Bab-Azoun, tu verras un camion à ridelles qui stationne. Tu montes et tu m'attends.

— Merci.

— Où sont les autres ?

— Je vais aller avec toi pour les contacter.

— Faisons semblant de nous promener et on les enverra les uns après les autres vers le camion. »

Il leur fallut plus d'une demi-heure pour retrouver les vingt militants.

À 18 h 45 tous étaient dans le camion dont on avait rabattu la bâche. Avant de s'asseoir près du chauffeur, Bouadjadj entra dans une épicerie et acheta sept boîtes de « Vache-qui-rit ».

« C'est pour une famille nombreuse ou pour une colonie de vacances ? dit la vendeuse en riant.

— C'est un peu des deux, répondit Zoubir, mais à cet âge-là, ça mange ! »

En fait, ce serait tout le dîner des partisans. Heureusement que les Kabyles ont des habitudes frugales car pour tenir jusqu'au lendemain ils n'auraient que du pain et deux portions de « Vache-qui-rit » !

À 20 heures les Kabyles étaient cachés à Crescia dans la grange d'El-Hedjin. Bouadjadj avait juste le temps d'arriver à Alger pour la dernière réunion du commando algérois. Au moment où il partait El-Hedjin glissa à Zoubir :

« Tu as vu, ils ont de la veine. Ils sont tous armés. »

Krim Belkacem avait bien fait les choses.

Lorsque Bouadjadj arriva au 149, rue de Lyon chez le père de Belouizdad qui tenait un petit tabac, ses chefs de groupe l'attendaient déjà depuis longtemps.

« J'ai été retardé par un événement de dernière minute, sans importance, se hâta-t-il de préciser devant la mine inquiète de ses compagnons. J'ai une bonne nouvelle pour vous : à partir de cet instant vous êtes tous mobilisés. »

Ce fut un brouhaha général. Ils parlaient tous en même temps,

voulaient savoir l'heure et le jour précis, les positions de repli après les attentats, s'ils devaient gagner le maquis ou rester chez eux.

« Une minute, on ne s'entend plus, dit Bouadjadj. Je répète : vous êtes tous mobilisés. Je dois pouvoir vous joindre chez vous à n'importe quel moment. L'insurrection aura lieu dans les heures qui viennent.

— Mais à quelle heure ? demanda Belouizdad.

— Écoutez : demain à 17 heures, à 5 heures de l'après-midi, Merzougui se trouvera à l'arrêt de trolleybus du Champ-de-Manœuvre devant l'hôpital Mustapha. Vous le contacterez comme si vous étiez en train d'attendre le trolley. Il vous donnera l'heure exacte du déclenchement. Mobilisez vos hommes. Vous devez tous les réunir aux alentours de minuit dimanche soir. Ne le leur dites que dans la soirée. C'est bien compris ? Merzougui vous donnera l'heure à 17 heures. Je le contacterai demain en début d'après-midi. »

À l'excitation de l'instant précédent succéda un étrange silence. Chacun réfléchissait. Des mois de préparation, de rendez-vous, d'entraînement allaient trouver dans quelques heures leur aboutissement. Et en même temps chacun pensait à l'énorme machine à laquelle l'insurrection s'attaquait. Avec si peu de moyens.

« Nous avons un grave problème, dit Kaci Moktar, pour attaquer l'E.G.A., il nous faut une voiture et personne dans notre commando n'en a.

— On en volera une.

— Oui, mais personne ne sait conduire.

Bouadjadj était furieux. N'aurait-on pas pu y penser plus tôt ? Il n'y avait qu'une solution : que lui-même prenne le volant. Mais cela l'ennuyait fort pour deux raisons : d'abord, il savait très mal conduire, il n'avait son permis que depuis quelques semaines ; ensuite, servir de chauffeur au commando de Kaci c'était enfreindre les consignes de Bitat. Aucun chef important, du moins dans les villes, ne devait participer à l'action pour que les éléments de base continuent d'ignorer le visage des dirigeants. Mais ou Bouadjadj prenait le volant ou on renonçait à l'objectif E.G.A. Comme Bitat avait absolument refusé d'abandonner cet

attentat même si cela pouvait entraîner un accident grave, Zoubir prit le risque d'être reconnu.

« Je conduirai moi-même la voiture, dit-il. Et il vaudra mieux voler un camion. Ce sera plus simple pour le transport des hommes et du matériel. » Bouadjadj serra ensuite solennellement la main à ses compagnons.

« Demain, leur dit-il, je ne reverrai que Merzougui pour lui donner l'heure H et les Kaci pour participer à l'action. Il faut donc que nous nous retrouvions lundi. Le lieu de rendez-vous sera à l'entrée du cinéma Splendid, rue Colonna-d'Ornano. À 19 heures. Maintenant bonne chance à tous. Et surtout pas d'imprudence de dernière minute. N'oubliez pas de mettre demain matin les tracts à la poste. »

Kaci Abderrahmane lui montra un tas d'enveloppes sur lesquelles il collait consciencieusement des timbres. C'est le frère d'El-Hedjln, de Crescia, qui avait tapé les enveloppes adressées à cent cinquante personnalités et organes de presse algérois.

« Donc tout va bien, conclut Bouadjadj, tâchez de dormir cette nuit. La nuit prochaine sera certainement mouvementée. »

À une vingtaine de kilomètres au sud de la ferme de Crescia où les vingt et un Kabyles « réceptionnés » par Bouadjadj avaient trouvé refuge, le « sergent » Ouamrane s'apprêtait à se coucher. Souidani Boudjema se trouvait près de lui. Il semblait épuisé.

« Quelle journée ! dit-il, tout cela par la faute de ce salaud de Lahouel. »

Car la situation dans l'Algérois était encore pire que Bitat avait bien voulu le dire à Bouadjadj. Le chef de la zone 4 était presque seul. À l'exception des commandos d'Alger et de quelques militants comme Souidani et Bouchaïb, tous les autres l'avaient lâché. Les querelles messalistes-centralistes, que nous avons un peu perdues de vue, battaient leur plein et écœuraient plus que jamais les militants. Les membres du M.T.L.D. de l'Algérois étaient découragés et ceux recrutés par Bitat ou Souidani ou Bouchaïb ne croyaient même plus à la troisième force. La campagne de dénigrement de Lahouel : « On vous conduit à l'abattoir », avait donné le coup de grâce. Bitat, la mort dans l'âme, avait dû faire appel à Ben Boulaïd, à Krim et à Ouamrane pour avoir des renforts. En Kabylie et dans l'Aurès les militants étaient plus décidés, mieux pris en main, que dans l'Algérois, où

ils pouvaient entendre tous les sons de cloche, les opinions de toutes les tendances, où ils étaient l'enjeu de querelles entre les différentes fractions du parti.

La Kabylie étant la plus proche, on convint que la zone 3 fournirait à Bitat des hommes qui allaient lui manquer à quelques heures de l'insurrection.

Pendant que Bouadjadj récupérait un commando de vingt et un Kabyles square Bresson, Ouamrane, que Krim avait délégué dans l'Algérois pour aider Bitat, et Souidani avaient effectué un travail de fourmi. Deux cents hommes venus de Kabylie par leurs propres moyens attendaient patiemment, par petits groupes, dans des cafés maures de la place du Gouvernement, de la rue Charras, de la rue Bruce, de la place du Cardinal-Lavigerie, devant la cathédrale, qu'on vienne les chercher. Ouamrane et Souidani les avaient transportés dans une ferme de Bouinan, entre Rovigo et Blida, près de la ferme de Souidani, à plus de cinquante kilomètres d'Alger. Ils avaient effectué chacun cinq aller et retour dans cette journée de samedi ! Puis il avait fallu trouver à manger pour deux cents hommes ! Quant aux armes...

« En tout et pour tout, dit le sergent, cinquante d'entre eux ont une arme. Les autres ont des bombes qu'on a fabriquées nous-mêmes et des poignards... »

Ouamrane éclata de son grand rire sauvage devant la mine atterrée de Souidani. Il s'étira sur le lit où il s'était laissé tomber. « Ne t'en fais pas, ils iront. Avec ou sans armes. Ils ont la foi ! »

À Teniet-el-Abd, le petit village accroché à l'Aurès, au-dessus d'Arris, l'ethnologue Jean Servier avait l'impression d'avoir laissé échapper une grande chance. Une cérémonie très particulière se déroulait cette soirée de samedi, dans un village voisin, d'accès aussi difficile que Teniet-el-Abd. Et Servier pensait bien pouvoir y assister. Mais le caïd du village qui, jusque-là, l'avait accueilli comme un frère, avait refusé de l'emmener. Deux cent cinquante personnes des villages voisins venues à pied de la montagne devaient assister à la réunion.

« Nous ne serons pas seuls, avait dit le caïd, il n'y aura pas que des gens de Teniet, alors tu ne peux pas venir.

— Mais j'ai déjà assisté à une cérémonie pareille », insista Servier.

Le chef du village fut inflexible. Et Servier était resté presque seul dans le village abandonné pour quelques heures.

Cette cérémonie célébrait un culte très répandu en Algérie mais qui reste très secret. Un culte syncrétique qui mélange la religion musulmane à l'adoration de dieux et d'esprits païens. Une sorte de vaudou où la religion catholique est remplacée par celle de Mahomet.

Quelques années auparavant Jean Servier avait pu assister à l'une de ces cérémonies hallucinantes. Et cela en plein Alger : 2, rue de la Bombe, dans la Casbah. L'assistance, tassée, était très mélangée, petits bourgeois, commerçants, domestiques, ouvriers, hommes et femmes. Les officiants étaient tous noirs, le culte exigeant que ses prêtres soient descendants des esclaves noirs véhiculés au cours des siècles à travers l'Algérie.

Celui qui officiait, ce jour-là, était un colosse à demi nu. La cérémonie avait commencé par des danses. Le prêtre portait sur la tête des peaux de renard dont les queues lui battaient les flancs à chaque pas. Des tablas, gros tambours de peaux de chèvre au son profond, rythmaient la danse que des castagnettes de bronze parsemaient de bruits stridents. Le rythme, d'abord lent, s'était accéléré. Bientôt, le torse du prêtre ruisselait, ses pectoraux magnifiques tressautaient au rythme de plus en plus échevelé de la musique lancinante. Des assistants suivaient la cadence démente, piétinant sur place. Puis le prêtre tomba sur le sol, imité par plusieurs hommes et femmes. Ils se roulèrent par terre, bavant, écumant, tandis que les doigts des joueurs de tablas martelaient à une vitesse fabuleuse la peau tendue à craquer. Soudain, le prêtre se releva. Les castagnettes, les tablas se turent.

Le Noir gigantesque revêtit une gandoura immaculée qui faisait ressortir le large visage sombre où brillaient des yeux hallucinés. Le sacrifice commençait. Successivement, il égorga des poulets, une chèvre, un petit veau dont le sang éclaboussa la gandoura. Puis on poussa vers l'officiant les trois boucs rituels : un blanc, un roux, un noir. Il lui suffit de trois mouvements d'une rapidité extraordinaire pour égorger les animaux à l'aide de trois couteaux différents puis, sur un rythme plus lent, la danse reprit, marquée par les stridences des castagnettes et le martèlement sourd des tablas. Le prêtre, suivant le rythme, tenant élevés au-dessus de sa tête les trois couteaux du sacrifice, fit à reculons le tour du cercle formé par les assistants qui sur place pataugeaient

dans le sang. Des jeunes gens bondirent dans le rond. Puis, comme possédés, firent d'une voix irréaliste des « prédictions ». Ces longues phrases alambiquées prêchaient le soulèvement contre le roumi, contre l'opresseur. Puis la danse reprit, cette fois sur un rythme échevelé. Lorsque se termina la cérémonie, les vêtements de la plupart des fidèles étaient maculés de sang. Une boue écœurante couvrait le sol. L'excitation tomba d'un coup et chacun, sans dire un mot, sortit de la maison. L'assistance s'égailla dans la nuit.

Servier, qui, à Teniet, avait un matériel d'enregistrement perfectionné, aurait voulu assister une nouvelle fois à cette cérémonie que la plupart des musulmans « civilisés » nient farouchement. Mais le vieux caïd n'avait pas cédé.

Les habitants de Teniet regagnèrent leur village un peu après minuit. Servier, les entendant, sortit de sa maison. Il retrouva les yeux hallucinés qu'il avait observés quelques années plus tôt dans le visage des assistants à la cérémonie de la rue de la Bombe. Mais aussi, pour la première fois dans ce village, il y trouva de l'hostilité. Tous regagnaient silencieusement leur demeure. Servier allait en faire de même lorsque le caïd s'approcha de lui :

« Il va falloir que tu partes, lui dit-il.

— Partir ? Mais je n'ai pas fini mon travail !

— Ça ne fait rien. Demain tu partiras.

— Demain. Pourquoi demain ?

— Ce sera demain. Bonsoir. »

Et le caïd le quitta brusquement.

« Que va-t-il donc se passer demain, s'interrogea Servier, pour qu'il veuille se débarrasser aussi vite de moi ? C'est la première fois que le chef me parle sur ce ton. C'est bizarre. Mais j'ai trop d'imagination. Le vieux est sans doute plein de kif ! »

Troisième partie
L'insurrection

DIMANCHE 31 OCTOBRE, OULED-MOUSSA (AURÈS),

8 HEURES DU MATIN

Lakhdar Baazi ne reconnaît plus sa ferme. Les hommes ont continué d'arriver toute la nuit. Ils sont maintenant plus de cent cinquante. Ils ont dormi tant bien que mal dans la grange, d'autres ont passé la nuit dans la cour enroulés dans leur cachabia, calés au pied du mur ou étendus auprès d'un feu qui a brûlé jusqu'à l'aube. Le jour s'est levé sur un ciel pur, le soleil commence à chauffer. La journée sera belle. Exceptionnelle même car, la semaine précédente, on croyait l'hiver arrivé. Des hommes torse nu se lavent au ruisseau qui coule entre les chênes plantés devant la maison.

Sur le pas de la porte, Baazi observe la route qui court en contrebas au pied de l'autre versant de l'étroite vallée. Pas une voiture, pas un passant. Arris, à 10 kilomètres au sud, doit encore dormir. Le dimanche, l'activité est en veilleuse dans la petite ville. Les chênes, dont le plus gros, à double tronc, est envahi — comme le mur extérieur de la ferme — par des lierres, énormes lianes grosses comme le poignet, forment un écran protecteur. De la route il est impossible de se douter de l'animation qui règne à flanc de montagne.

À perte de vue, à gauche et à droite de la vallée, des collines trapues, râpées, pelées, grisâtres, désertes, avec des coulées de pierres dorées sous le soleil. La maigre végétation semble vouloir rentrer dans le sol ; elle est âpre et dure comme la montagne. Les touffes de thym, d'alfa sauvage, les chênes nains rabougris, les arbres à gingembre, les oliviers sauvages tordus et tourmentés, s'ils parfument l'air du matin, un air qui soûle à force d'être pur, n'en rendent pas pour autant la montagne accueillante. Bouchemal, le secrétaire de la section de Batna, est effrayé à la pensée de devoir vivre ainsi dans cette montagne hostile. À Batna, au cœur de la petite ville, il ne voyait pas les pics et les croupes du même œil. Il se sent citadin. Il n'a rien à voir avec ces Chouaïas, sauvages et souples, qui sont ici chez eux, qui connaissent toutes les pierres de la montagne. Lui aussi est chaouïa mais il préfère le café maure Abdelgafour de la rue Bugeaud et ses tables accueillantes au thé poisseux dont les montagnards se régalent, le cul sur les pierres coupantes.

Bouchemal n'a pas osé demander à Ben Boulaïd si, le coup

réalisé, il pourrait regagner sa maison de la rue du Général-Faidherbe où l'attendent sa femme et son fils ou si l'on vivrait désormais en hors-la-loi, comme ces bandits Grine, Maache, Messaoud dont on parle comme des personnages de légende, mais qu'il n'a absolument pas envie d'imiter. Se procurer des cartes, des médicaments, répartir des sommes pour acheter des vêtements militaires, rendre compte de la situation politique, dresser les plans des casernes et la liste des policiers, toutes missions qu'il a accomplies, ça lui convient. Mais le djebel, avec l'hiver qui vient et qui rend l'Aurès encore plus hostile, c'est autre chose. Et maintenant il ose encore moins questionner Ben Boulaïd car le chef — il est aujourd'hui persuadé que c'est lui qui dirige tout, au moins dans l'Aurès, et qui sait, peut-être est-ce lui le chef de toute cette insurrection qui doit soulever l'Algérie — est débordé.

Dans la grange où règne une forte odeur d'hommes, plus de cinquante partisans ont dormi alignés comme des sardines. Ben Boulaïd, aidé de ses adjoints Chihani et Adjel Adjoul — que nous appellerons par leur véritable nom pour ne pas nous perdre dans l'enchevêtrement des surnoms destinés à brouiller les pistes policières —, dégage la cache où se trouvent les armes qui doivent servir cette nuit. Depuis l'envoi fait à Alger, il ne lui reste qu'une soixantaine de fusils Mauser et Statti et des grenades. Heureusement que ces Chaouïas de la montagne ont parfois des armes individuelles, en particulier les Touabas — ceux de sa tribu — qui luttent ancestralement contre les Ouled-Abdi. L'histoire d'Aïcha la folle et de Bourek le vieil aveugle a, des siècles plus tard, des conséquences imprévisibles !

Adjel Adjoul et Chihani vérifient chaque fusil et les sortent par brassée de cinq dans la cour où ils sont posés debout contre le mur, à l'alignement. Baazi et Ben Boulaïd lâchent dans la poussière des ballots de tenues disparates, écume des surplus américains laissés dans tous les souks du Maghreb par la guerre.

« Que chacun trouve là-dedans une tenue qui lui aille à peu près, crie Ben Boulaïd. Je veux que chacun de vous ressemble à un militaire. Vous êtes tous à partir d'aujourd'hui des soldats de l'Armée de libération nationale. »

Il faut à peine une heure aux cent cinquante hommes pour s'habiller des battle-dresses olive américains. Les cachabias de grosse laine brute jonchent le sol. Les paisibles paysans deviennent en un instant les guerriers dont rêve depuis des mois

Ben Boulaïd.

Il se sent maintenant rassuré. L'insurrection se présente bien. Il a tous ses hommes autour de lui. Avec Chihani et Adjel Adjoul il les contrôle parfaitement. Seul est absent dans ce caravansérail militaire le groupe de Khenchela, mais c'est son troisième homme de confiance, Laghrour Abbés, qui s'en occupe. Quant aux bandes de Grine, les « bandits » de l'Aurès, qui restent sous l'autorité de leurs chefs traditionnels. Ben Boulaïd sait pouvoir compter sur elles. Cette nuit elles se borneront à la protection et à l'accueil des commandos retour de mission. À partir de demain elles déclencheront autour d'Arris et de T'Kout l'« insécurité générale » et contrôleront les villages isolés, préparant caches et réserves de nourriture avec la complicité de Chaouïas.

Les hommes rôdent autour des armes posées contre le mur. L'acier des culasses luisant de graisse brille au soleil. Ben Boulaïd regarde ces hommes secs et nerveux dans leurs uniformes disparates. Des loups. L'instinct de la guerre est revenu, balayant tous les autres sentiments. Ils sont impatients. Ils tournent en rond. Ils font un peu peur à Bouchemal qui pense à la mission de cette nuit. Il est chef d'un sous-groupe. Il devra conduire dix de ces loups silencieux !

KHENCHELA (AURÈS), 10 HEURES

Khali, l'infirmier du médecin de Khenchela, revient dans la chambre qu'il occupe dans la maison du praticien. Il quitte Laghrour Abbés, le chef du commando de Khenchela, qui est venu le demander en pleine ville. Pour qu'il ait commis pareille imprudence c'est que l'affaire est grave. Il vient de lui annoncer que « ce sera pour cette nuit ». Et Khali « fait sa valise ». Il a été contacté depuis longtemps par Laghrour et par Chihani, il connaît aussi Ben Boulaïd. Depuis septembre il fait, sur leurs conseils, provision de médicaments, de pansements, d'albuplast, de désinfectants. « Rien de très compliqué mais de l'utile. » Il en a bourré la petite armoire qui meuble sa chambre. Il place maintenant ses provisions médicales dans deux sacs. Khali s'est, en outre, procuré une trousse de première urgence. Il n'a fait aucune étude de médecine mais son travail épisodique au cabinet du médecin de Khenchela lui a donné une certaine habileté. Il est intelligent et ses connaissances de base n'ont pas échappé à l'œil vigilant de Ben Boulaïd. L'homme sera utile au jour J.

Ce jour est arrivé. Khali sait que cette nuit le commando de

Khenchela, près de soixante hommes, va attaquer la caserne et tenter de prendre les armes du dépôt. On attaquera aussi le bordj. Laghrour lui a affirmé que les ordres sont formels :

« Ne tuer en aucun cas les civils. Ne toucher ni aux vieillards ni aux femmes. Ni même aux sentinelles si elles ne se défendent pas. »

Khali, contrairement à ce qu'il croyait, ne doit pas participer à l'action proprement dite. « Toi, vient de lui dire Laghrour, tu dois soigner les blessés s'il y en a. » Il doit donc se trouver avec sa trousse et ses deux sacs de pharmacie à Fontaine-Chaude. À deux kilomètres au-dessus de Khenchela. Ce sera le lieu de regroupement du commando, « une fois l'affaire réussie ».

Khali enfile la chemise kaki, un pantalon de toile et un blouson d'aviateur U.S. qu'il a achetés récemment à Batna chez un fripier.

Il a eu du mal à trouver des pataugas à sa pointure. Il a fallu aller jusqu'à Constantine. Mais il les a. La cachabia enfilée par-dessus tout cela masquera la tenue militaire.

ALGER, ÉTAT-MAJOR DE LA X^e RÉGION MILITAIRE,
11 HEURES

L'éventaire du fleuriste en plein air, place Bugeaud, croule sous les dahlias dodus et fournis, de toutes les couleurs. Eblouissement de jaune, rouge, bordeaux, violet panaché de rose.

« C'est l'époque du dahlia, pense le général Chèrière, demain et après-demain ce sera la ruée familiale aux cimetières. » Sa voiture passe la barrière. Garde-à-vous des sentinelles. Nonchalance des chaouch du dimanche dans les couloirs déserts.

Chèrière veut profiter de son dimanche, une journée tranquille, pour faire le point. Depuis sa nomination de commandant en chef, la semaine précédente, il n'a pas eu le temps d'étudier les dossiers Air-Mer qui s'empilent sur son bureau.

Avant de s'y plonger, il doit téléphoner au secrétaire d'État à la Guerre. Jacques Chevallier est arrivé hier à Alger qui s'apprête, sous un soleil radieux, à vivre à l'orée de l'hiver une belle journée de printemps. Chèrière s'est entretenu en début de matinée avec le gouverneur général qui, ce dimanche, ne va pas quitter le palais d'Été dont le parc, sur les hauts d'Alger, doit embaumer sous le soleil. Les deux chefs de l'Algérie, le civil et le militaire, sont

convenus qu'ils s'étaient peut-être un peu affolés à la fin de cette semaine. Il y avait eu le rapport des R.G. et puis Vaujour qui paniquait et qui avait provoqué cette conférence à Constantine. Ridicule. Tout était calme là-bas. Le grand patron de la gendarmerie en Algérie, le général Morin, vient de lui confirmer : « Rien à signaler, tout est calme dans le bled. » Et le gouverneur général a été d'accord avec lui pour faire stopper la 25^e D.I.A.P. dont les paras doivent incessamment embarquer pour l'Algérie.

Cherrière compose lui-même le numéro du Bordj, la villa que la famille Chevallier occupe depuis quatre-vingts ans à El-Biar, chemin Romain. « Allô ! mon cher ministre, bonjour... Oui. Merveilleux ce temps... Un temps à aller à la Madrague... Oui. Tout va bien. Rien à signaler... À ce propos, après entente avec le gouverneur Léonard... Oui, je viens de l'avoir au téléphone... je crois que nous nous sommes un peu affolés. Oui... c'est une fausse alerte. Cela ne vaut pas la peine de déplacer la 25^e D.I.A.P. !... Non. Je ne crois pas qu'elle doive embarquer. On les dérangerait pour rien. Elle reste sur le pied de guerre ? Oui, façon de parler. C'est parfait. Bonne journée, mon cher ministre. »

Jacques Chevallier vient de lui confirmer que la 25^e division d'infanterie parachutiste était sous les armes, prête à partir. Il suffira d'un coup de téléphone, si le besoin s'en fait sentir, pour qu'elle s'embarque, moitié par avion, moitié par bateau, pour l'Algérie. Qu'elle reste à Pau ! Pour l'instant, ici, on n'en a pas besoin.

Voilà un problème réglé. Cherrière prend le premier des dossiers roses qui s'empilent sur son bureau. À force de circuler aux quatre coins de l'Algérie, il a un peu négligé les affaires administratives.

Pas d'emmerdements. Pas d'importuns. Pas de « civil » pour poser des questions stupides. Le travail va avancer.

ALGER, GOUVERNEMENT GÉNÉRAL, MIDI

« Merci, Lajeunesse. Vos preuves confirment mon inquiétude. Ouvrez l'œil à Oran, cela risque d'être pour bientôt.

— Vous pouvez y compter, monsieur le directeur.

Mais mon indicateur m'a garanti qu'il serait informé de la date d'un éventuel mouvement. Il me préviendra, quarante-huit heures à l'avance. Je vous téléphonerai immédiatement.

— Merci de vous être dérangé. Bon retour.

— Au revoir, monsieur le directeur. »

L'objet fascine Jean Vaujour, directeur de la Sûreté. Sur son bureau, le commissaire Lajeunesse, des R.G. d'Oran, vient de poser, il y a quelques instants, une sorte de boîte de conserve sur le dessus de laquelle on a grossièrement soudé un couvercle. Au centre du couvercle un petit trou d'où sort une mèche. Une bombe de fabrication locale. Elle correspond à la description qu'en a faite « André », l'informateur algérois des services de Costes et de Carcenac. La partie supérieure est grossièrement brasée.

« Un amateur », pense Vaujour. Le feu intense du chalumeau a léché le corps de la boîte effaçant les marques commerciales. Cela ressemble à une boîte de lait en poudre Guigoz.

Le doute n'est plus possible. Alger, Constantine et l'Aurès — même si Grasser n'a pas encore eu de preuves formelles — et maintenant Oran. C'est visiblement le même atelier qui fabrique ces bombes. Donc le mouvement répond à une seule direction centrale qui donne ses ordres dans toute l'Algérie. Le problème risque d'être plus grave que Vaujour ne le pensait jusque-là.

« Il va falloir prendre des mesures... », pense-t-il en enfermant la bombe dans le tiroir de son bureau.

Il a promis ce matin à sa femme une promenade dans les environs d'Alger. En une semaine il ne l'a pratiquement pas vue. Il reviendra ce soir au bureau.

« Dire qu'à Constantine, avant-hier, personne ne me croyait. Il va bien falloir que ça change. On commence à les avoir, « leurs » preuves ! »

TENIET-EL-ABD (AURÈS), 14 HEURES

L'ethnologue Jean Servier ne comprend rien à ce qui lui arrive. Cela a commencé la veille au soir, lorsque la population du petit village aurésien est rentrée du « vaudou ». Le caïd lui a dit : « Demain tu dois partir ! »

Et ce matin, les brumes du kif envolées, il a continué.

« Il faut que tu partes. Vite. Ce matin.

— Mais pourquoi ? »

Le caïd a hésité, puis très vite, sans le regarder, a lâché :

« Le collecteur d'impôts doit arriver demain. La population sera très montée contre les Européens. Ce ne serait pas prudent de rester. Les gens t'accueilleront très mal ! »

Servier, qui sait que dans certains cas il vaut mieux ne pas insister, a fait téléphoner à la commune mixte d'Arris pour qu'une jeep vienne le chercher au village intermédiaire, qui se trouve à proximité de la route. Mais le bordj n'avait pas de véhicules disponibles avant deux jours.

« Je ne pourrai partir qu'après-demain, avait-il dit au caïd.

— Non ! tu dois partir aujourd'hui. Tout de suite. Je t'accompagne au village de la route. Deux de mes hommes se chargeront de tes valises. » Cette fois, c'était sérieux. Le caïd n'a pas voulu attendre. Ils se sont mis en route immédiatement.

Au village « de la route », Servier a rencontré le taleb — le maître d'école coranique — avec qui il discutait souvent, entouré de quelques Chaouïas du village. La population a immédiatement marqué de l'hostilité à l'ethnologue. Il s'est senti le « roumi ». C'est la première fois que ça lui arrive. Que se passe-t-il ? Et voilà qu'ostensiblement le taleb l'emmène vers la mosquée.

Devant tout le monde il a dit : « Viens avec moi manger un couscous à la mosquée ! » À ces mots, les Chaouïas se sont empressés et il est maintenant assis sur ses talons nus sur le sol de la mosquée. Le taleb mange avec ses doigts sans un mot. Servier en fait autant. Il est inquiet. Il se passe quelque chose. L'ethnologue, qui connaît les traditions, sait qu'en l'invitant à manger un couscous dans la mosquée, le taleb, homme influent du village, a conclu avec lui un pacte d'alliance, d'amitié. Cette invitation équivaut à dire : « Je prends cet homme sous ma protection. Qu'il ne lui arrive pas de mal ! » C'était sa façon, sans parler, de faire savoir à la population que l'homme blanc devait être protégé par le village.

Le repas se termine sans qu'un mot soit prononcé. Les deux, hommes se lèvent. À la porte de la mosquée, en plein soleil, une invraisemblable traction avant, peinte en vert criard, l'attend. Ses valises sont déjà chargées sur le porte-bagages, son matériel disposé soigneusement sur la banquette. Un Chaouïa en turban lâche est au volant et met en route le moteur dès que Servier apparaît.

Le caïd a disparu. Seul le taleb serre la main à l'ethnologue et

lui ouvre la portière.

« Regagne Arris, lui dit-il, cela vaut mieux pour tout le monde. *Hamdou'Allah!* — Dieu le veut!

— *Hamdou'Allah!* répond Servier.

Les portières claquent. La voiture tangué sur le chemin de montagne. Jean Servier, encore étonné, sera à 7 heures à Arris.

ALGER, CHAMP-DE-MANŒUVRE, 17 HEURES

L'après-midi a été magnifique. L'hippodrome du Caroubier a fait le plein de son public pittoresque de flambeurs. Européens et musulmans se sont pressés côte à côte aux guichets. Les rapports étaient importants. Merzougui l'a entendu à la radio du café maure de la rue Sadi-Carnot d'où il pouvait voir l'arrêt de trolleybus de Champ-de-Manœuvre. À 16 h 55, il s'est dirigé vers la station.

Bouadjadj l'a prévenu au début de l'après-midi. L'heure H est fixée à 1 heure du matin. Quelques personnes stationnent à l'arrêt d'autobus. Elles sortent de l'hôpital de Mustapha. La visite des malades vient de se terminer. Chacun est perdu dans ses pensées. Merzougui prend sa place dans la file d'attente. Derrière lui est arrivé Belouizdad qui devait le guetter, impatient d'avoir le premier la confirmation. Des voitures passent et s'arrêtent à quelques mètres, au feu rouge de la rue Sadi-Carnot. Le brouhaha est suffisant pour protéger des oreilles indiscretes. Merzougui se retourne à demi.

« Cette nuit, à 1 heure du matin », lâche-t-il.

Personne n'a prêté attention à « l'Arabe » qui parle tout seul.

Belouizdad s'éloigne rapidement en direction de la rue de Lyon. Le trolley arrive. Les passagers montent. Merzougui s'efface pour laisser passer ceux qui sont arrivés après lui. Il est à nouveau seul à l'arrêt et successivement les chefs de groupe du commando d'Alger viennent prendre la consigne. Kaci, Bisker, Nabti. Ces deux derniers ont l'air nerveux.

« Cette nuit, à 1 heure du matin.

— À quelle heure faut-il prévenir les hommes ? » lui demanda Nabti. Merzougui est agacé. Nabti sait très bien qu'à partir de 10 heures les hommes doivent être réunis et que le chef de commando ne doit pas les quitter.

« 10 heures, tu le sais bien, souffle Merzougui. Maintenant file, ce n'est pas la peine qu'on nous voie ensemble. »

Sans attendre la réponse de son camarade, Merzougui s'éloigne à grands pas. Il veut jeter un dernier coup d'œil à son objectif. Il doit attaquer Radio- Alger. En plein centre de la rue Michelet. À 1 heure du matin...

SUR LA ROUTE ENTRE BOUFARIK ET BLIDA (ALGÉROIS), 19 HEURES

Accroché au volant du camion, Souidani fume à longues bouffées nerveuses et rapides. La fumée brûlante lui emporte la bouche... La nuit tombe et malgré novembre tout proche il fait incroyablement doux. De chaque côté de la route les phares du camion balayent les étendues sombres et touffues des orangeraias dont le parfum entêtant se mêle, dans la cabine, à la fumée des cigarettes. Bouadjadj, assis à côté du chauffeur, tressaute à chaque tour de roue. Ce bon vieux Hotchkiss aura rendu bien des services mais il n'est pas très confortable !

Bouadjadj tire une bouffée de sa chesterfield. Lui aussi est silencieux. Il récapitule son emploi du temps. Quand il aura « livré sa marchandise », sa mission sera théoriquement terminée. Pourtant, ce soir, il devra enfreindre les ordres et conduire le groupe Kaci, qui n'a pas de chauffeur. À moins que...

« Ce soir tu n'as pas besoin du camion ni d'El-Hedjin ? demande-t-il à Souidani.

— Non. Avec ce que nous transportons et les hommes du sergent ça suffit.

— Bien. Je vais donc l'envoyer avec le groupe Kaci. Il servira de chauffeur. »

Ainsi il pourra obéir aux ordres ; ne pas participer à l'action proprement dite et garder vis-à-vis de la base l'anonymat jusqu'à respecté.

« C'est encore loin ? demande-t-il à Souidani.

— Cinq ou six kilomètres.

— Ça a l'air d'aller derrière. »

Bouadjadj jette un coup d'œil à travers la glace qui sépare la cabine de l'intérieur du camion. Il distingue un seul visage. Mince, aux yeux perçants qui le regardent. Ils sont vingt et un

derrière. Les vingt et un Kabyles de Krim. Ils ont passé la nuit dans la ferme de Crescia. À 18 h 30, El-Hedjin est venu chercher Zoubir Bouadjadj chez lui, chemin Teufel, colonne Voirol, pour aller chercher les vingt et un qui, pour l'instant, ne connaissent que le « chef » des commandos algérois et n'obéiront qu'à celui qui les a contactés la veille, square Bresson.

« Ils n'ont pas bougé de la grange où ils ont dormi, a précisé El-Hedjin. J'ai réussi à les faire bouffer tant bien que mal. Mais ils n'ont rien dit. De véritables tombeaux ces types. Ils ne bougent pas. Ils ne parlent pas. Je les ai seulement vus vérifier leurs armes. C'est tout !

— Des vrais Kabyles de la montagne ! »

À Souma, ils ont pris Souidani, adjoint de Bitat pour Blida, tout comme Bouadjadj l'est, pour Alger. Ils conduisent maintenant les hommes à Hallouya, où est fixé le rendez-vous avec Bitat, Ouamrane et les deux cents Kabyles de renfort arrivés la veille. L'insurrection dans l'Algérois va se faire presque uniquement avec des Kabyles. Tous les militants de Blida-Boufarik ont flanché. Ils ont préféré les conseils d'attente et de sagesse de Lahouel à l'appel à l'insurrection que lançait le nouveau F.L.N. Donc Bitat, Bouchaïb et Souidani seront les trois seuls Algérois à mener les deux cent vingt et un Kabyles. Le sergent Ouamrane a jugé bon de se joindre à eux. Il fallait un chef kabyle à l'égal — ou presque — de Bitat. Bouadjadj pense que ce n'est pas le moment de rallumer les querelles arabo-kabyles. Ceux-ci viennent de leur rendre un fameux service et on ne va pas faire la fine bouche.

« Tu n'as pas une cigarette ? »

Bouadjadj tend une chesterfield à Souidani qui fume sans arrêt depuis le départ de Souma. Il semble nerveux. Une rigole de sueur glisse le long de sa tempe. L'américaine est vite consommée. Sans dire un mot Souidani tend la main. À la troisième cigarette, Bouadjadj lui, laisse le paquet et pose la main sur le bras de son ami.

« Ça ne va pas ?

— Si. Mais je suis inquiet.

— Pourquoi ?

— Pour ça ! »

Tout en maintenant de la main gauche le volant, Souidani a écarté sa veste. Dans sa ceinture, un poignard genre « scout ».

« C'est avec ça que je vais faire la révolution !

— Tu n'as pas d'arme ?

— Non. J'ai donné Biquette à un groupe qui n'avait rien. »

Bouadjadj connaît l'histoire de Biquette. C'est un énorme 11,43 avec lequel Souidani a, en compagnie de Ben Bella, attaqué la poste d'Oran en 1949. C'est aussi ce pistolet qui a tué l'inspecteur Cullet lors du démantèlement de l'O.S. En 1950. Malgré la preuve accablante qu'elle constituerait pour lui en cas d'arrestation, Souidani Boudjema n'avait jamais voulu se séparer de son arme.

« Et aujourd'hui, je vais faire la guerre avec un couteau ! » dit-il à nouveau.

Bouadjadj sait bien que les armes font défaut. Le principal objectif va d'ailleurs être tant à Blida qu'à Boufarik le dépôt d'armes de la caserne. Les mieux armés sont les vingt et un Kabyles que le Hotchkiss transporte à Hallouya. Sur les deux cents d'Ouamrane, cinquante à peine ont une arme. Les autres ont des poignards. Bouadjadj en apporte encore sept. Sept poignards scouts achetés dans un magasin de sport. Mais cela ne suffira pas. Un homme, Sekat, ira même au combat avec un marteau !

« Voilà, nous y sommes. »

Dans le chemin creux où s'est engagé le camion, à l'écart de la route, les phares découvrent la haute et mince silhouette de Bitat et celle, phénoménale, du sergent Ouamrane qui paraît encore plus puissant, plus râblé, à côté du « chef historique ». Ils sont en battle-dress et ont un burnous sur les épaules. Bouadjadj descend et se dirige vers son chef.

« Bonjour. Où sont les hommes ?

— Dissimulés dans les orangeries. Et les tiens ?

— Souidani les fait descendre. »

Ecartant la bâche, les vingt et un sautent souplement à terre et se groupent autour d'Ouamrane, que tous reconnaissent.

Bitat fait une dernière recommandation à son lieutenant qu'il a attiré à l'écart.

« Tu ne te mêles de rien. Tu leur as bien donné l'heure à tous ?

— Oui. 1 heure du matin pour Alger.

— C'est ça. Ici, nous agirons à minuit. Je te contacterai plus tard pour les nouvelles instructions. Jusque-là, vous ne bougez plus. Pas d'imprudences car la réaction de la police sera dure. Bonne chance. » Les deux hommes se serrent la main. El-Hedjin a repris le volant de son vieux Hotchkiss. Bouadjadj s'assoit à côté de lui et cherche une cigarette. Il a donné le paquet à Souidani. El-Hedjin lui tend une bastos.

« Où va-t-on ?

— Tu vas d'abord me déposer chez moi, colonne Voirol, puis ensuite je vais te confier une mission.

— Pour cette nuit ?

— Oui. Tu vas participer à l'action avec les Kaci. Tu les connais, le neveu et l'oncle ?

— Oui. J'ai encore rencontré le plus jeune chez Guesmia cet après-midi quand j'ai apporté les bombes incendiaires de Souma. Où je les retrouve ?

— À 23 h 30 tu stationneras à l'angle de la rue Edmond-About, près de l'usine à gaz ; c'est là l'objectif. Tu diras à Kaci que c'est toi le chauffeur. L'heure de l'attaque est fixée à 1 heure du matin. Pour le déroulement de l'action tu obéiras à Kaci. Il te donnera ses instructions.

— Entendu. Tu peux compter sur moi »

Zoubir Bouadjadj se cale sur son siège et prend une deuxième cigarette dans le paquet de bastos que son compagnon a laissé sur le tableau de bord. Il tire la première bouffée avec un plaisir intense. Pour lui c'est fini. Sa mission est terminée.

OULED-MOUSSA, AURÈS, 19 H 30

La nuit est tombée sur l'Aurès. Baazi regarde la route à travers le rideau de lierre qui pend entre les branches des chênes. Déserte. Le ciel est d'une pureté rare à cette époque en montagne. Il n'a pas encore pris cette teinte bleu profond qui semble se refléter, les nuits de lune, sur les pentes abruptes de l'Aurès. Baazi va quitter sa ferme. Il est lui aussi habillé d'un semblant d'uniforme. Il a comme tout le monde chaussé ses pataugas. Il revient dans la cour et s'approche de Ben Boulaïd.

« Tout est calme. On ne distingue rien sur la route !

— Alors nous pouvons y aller. »

Baazi disperse et écrase les derniers brandons d'un feu allumé au centre de la cour et qui, il y a quelques instants encore, mettait des reflets rougeoyants sur les visages basanés des Chaouïas et faisait luire l'acier des armes. Ce n'est plus le désordre du matin — les hommes désœuvrés, affalés sur le sol ou tournant en rond fascinés par les armes, — le caravansérail a cédé la place au camp militaire. Des groupes sont formés, prêts à partir. Il y a celui de Batna, celui d'Arris, de T'Kout, du Kroub. Cent cinquante hommes qui vont, à pied ou en camionnette, s'approcher des objectifs qu'ils attaqueront à 3 heures du matin. Le groupe le plus important est celui de Batna. Attaquer la sous-préfecture de l'Aurès, une ville où il y a un commissariat central, des bâtiments officiels, une gendarmerie, deux casernes ne va pas aller sans risques. Ben Boulaïd a confié à Hadj Lakhdar, un militant à toute épreuve, trois commandos de dix hommes chacun. Bouchemal sera le chef de l'un de ces commandos. Le bordj militaire sera le principal objectif mais il serait bon d'attaquer également la sous-préfecture. Ben Boulaïd pense que la portée psychologique n'en sera que plus grande. S'attaquer aux militaires sera impressionnant, s'attaquer à l'autorité civile prouvera à la population que le F.L.N. est puissant et ne recule devant rien. Les trente-cinq hommes des commandos gagneront la capitale de l'Aurès en camion. Hadj Lakhdar est près du « patron » sur le pas de la porte de la ferme. À deux kilomètres en contrebas sur la route un véhicule immobile que l'on distingue mal fait trois appels de phares. C'est le camion de Saïd, transporteur à Fountoub.

« Vas-y », dit Ben Boulaïd à Hadj Lakhdar.

Sur un signe les hommes s'éloignent en silence se fondant dans la broussaille qui envahit la pente.

« Il est temps que tu partes, dit Ben Boulaïd à son bras droit Chihani. On se retrouvera au P.C. des Beni-Melloul lorsque vous aurez fini.

— Entendu. Bonne chance.

— *Inch'Allah !* »

Ben Boulaïd a établi son P.C. de campagne dans une des

nombreuses grottes des Beni-Melloul où le maquis sauvage qui couvre de sa lèpre les pentes de l'Aurès se transforme en forêt compacte, impénétrable, où les frondaisons protègent des observations aériennes qui ne vont pas manquer dans quelques heures. Chihani a voulu diriger un commando d'une dizaine d'hommes qui ne vont peut-être pas intervenir cette nuit à 3 heures. Ils vont dresser une embuscade dans les gorges de Tighanimine, entre Arris et Biskra. Les ordres sont de stopper toute circulation sur la route et de tuer les musulmans dont on connaît les sympathies profrançaises après les avoir sondés sur leurs intentions. À moins, bien sûr, qu'ils ne passent à la rébellion !

Un deuxième commando va faire la route avec Chihani. Sa mission est de harceler et d'attaquer la gendarmerie de T'Kout, petite localité où vivent une dizaine de gendarmes et leurs familles.

« Il faut, a dit Ben Boulaïd, que le cœur de l'Aurès, d'Arris à Tiffelfel et même à Biskra, soit coupé du reste du monde. Il faut qu'on ait peur pour cette région à Batna. »

Les hommes de Grine Belkacem doivent déjà être en place et tiennent les crêtes au-dessus d'Arris. Un commando léger coupera tout moyen de communication téléphonique entre Arris et Batna, et isolera complètement T'Kout.

Trois autres commandos vont tendre de petites embuscades au pont d'Afra, dans le douar Ichmoul et à Médina dans l'oued El-Abiod où doit passer le collecteur d'impôts. On fera ainsi coup double.

La plupart de ces commandos ont une vingtaine de kilomètres à parcourir à pied dans le djebel. Il est temps qu'ils partent.

Adjel Adjoul reste avec son chef. Eux aussi ont un long parcours à effectuer avant de gagner le P.C. des Beni-Melloul. Tous les hommes de l'A.L.N. ont déjà disparu dans la nuit lorsque les deux hommes quittent la ferme de Baazi. Il ne reste de leur passage que des litières de paille froissée et, dans la grange, un trou étayé de planches jonchées de chiffons gras avec, au fond, un mousqueton hors d'usage.

Ben Boulaïd a lâché ses hommes, ses Chaouïas. Il ne reste plus qu'à attendre les réactions. Dans la cache des Beni-Melloul il y a un gros poste à piles sèches qui va beaucoup servir. Le chef de la

zone 1 a hâte d'entendre les Français annoncer au monde stupéfait la rébellion de l'Algérie.

ALGER, GOUVERNEMENT GÉNÉRAL, 20 H 30

Jean Vaujour a dîné rapidement pour retourner à son bureau. « Un dimanche ? » s'est étonnée sa femme. Le gardien de la paix de faction à la guérite près des grilles du G.G. a salué machinalement. Vaujour s'est tout de suite installé à son bureau. Il est soucieux. Il ouvre le deuxième tiroir de son bureau et en sort la bombe que le commissaire Lajeunesse lui a apportée, le matin, d'Oran. Il y a pensé toute la journée. Le directeur de la Sûreté se demande s'il n'aurait pas dû donner l'ordre de perquisitionner dans cette maison de la Casbah signalée par l'indicateur. C'était peut-être rompre le fil ténu que les R.G. avaient tissé jusqu'au C.R.U.A. mais si plusieurs de ces bombes semblables à celle qui le nargue sur son bureau explosaient un de ces quatre matins et tuaient des civils innocents ? Ne serait-il pas responsable ? Depuis la visite de La jeunesse il n'a cessé de tourner et retourner le problème.

Lorsqu'il a raccompagné sa femme après une longue promenade en voiture à Bouzaréa, dans les environs d'Alger, celle-ci lui-a dit : « Qu'est-ce qui ne va pas, Jean ? Tu es préoccupé. Tu n'as pas dit un mot de tout l'après-midi. »

Il a souri, sans répondre directement. Il s'agissait de ne pas s'affoler. C'est facile à dire, mais il y a trop de signes révélateurs d'une prochaine agitation. Des signes mais pas de preuves formelles. Tant pis, le directeur de la Sûreté ne veut plus attendre. Il faut partir en chasse avec les éléments que les R.G. ont pu recueillir jusque-là. Vaujour décroche son téléphone. Aujourd'hui jour férié il n'a pas de secrétariat mais seulement la permanence du G.G.

« Ici, la permanence, j'écoute.

— Vaujour à l'appareil.

— Oui, monsieur le directeur ?

— Alerte par téléphone ou par messages tous les commissaires des Renseignements généraux. Conférence générale dans mon bureau demain matin à 9 heures.

— Bien, monsieur le directeur, ce sera fait. »

La chasse est ouverte. Ne va-t-on pas encore l'accuser de paniquer, comme vendredi à Constantine ? Et Paris qui ne donne aucune nouvelle. Le rapport du 23 octobre ne semble pas émouvoir l'Intérieur. Et pourtant les renseignements se précisent.

Avant de rentrer chez lui, Jean Vaujour feuillette le bulletin politique rédigé par le service des liaisons nord-africaines du colonel Schœn. Là non plus rien de concret mais ce bulletin secret diffusé à très peu d'exemplaires révèle une inquiétude sourde. Schœn parle de nervosité dans les divers clans de l'opposition. « Beaucoup sont impatients d'agir », écrit-il.

Il y a toujours les querelles Messali-Lahouel mais dans la rubrique II « M.T.L.D. 11^e clan Messali » de ce n° 3436 NA/3, Vaujour relève :

« Messali aurait décidé d'orienter le parti vers la clandestinité et mis sur pied un « plan d'action directe » avec constitution de « groupes de combat » voués à l'action terroriste.

» Cette organisation répondrait non seulement au désir du « Comité de libération de l'Afrique du Nord » au Caire, mais aussi au vœu de nombreux militants qui menaceraient de se retirer si le parti n'entrait pas dans cette voie, en coordination avec les séparatistes marocains et tunisiens. L'appui de l'Égypte, désormais libérée des soucis que lui occasionnait l'affaire de Suez, serait escompté. »

Schœn a-t-il les mêmes informateurs que les R.G., avec qui il n'entretient pas de très bonnes relations, ou a-t-il d'autres sources ?

Au chapitre 2^e clan Lahouel, le colonel parle encore d'action :

« ... Il serait envisagé la création de groupes de combat (analogues à ceux des fellaghas) ; des « groupes spéciaux » de militants destinés à « faire face à toute éventualité » seraient en cours de constitution. Il serait également envisagé l'organisation de l'agitation pour permettre l'internationalisation du problème algérien en 1955, la réalisation d'une Union nationale dans le cadre du « Congrès national algérien », avec l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas, les ulémas, le parti communiste et le noyautage du clan messaliste. »

Tout cela ce sont des mots mais il y a cette grossière boîte de conserve, là sur le bureau avec sa mèche qui se dresse,

menaçante... D'où vient-elle ?

Quels sont ceux qui se préparent ainsi à l'action directe ? À la rubrique C.R.U.A. (p. 124 du rapport secret) Vaujour lit : « Ils travaillent dans la clandestinité complète. »

À 23 heures, le gardien du hall débloque la grille d'entrée du Gouvernement général. La traction noire du directeur de la Sûreté quitte le Forum.

« Ils travaillent dans la clandestinité complète... »

C'est bien ce qui inquiète le plus Jean Vaujour.

ENTRE BLIDA ET BOUFARIK (ALGÉROIS), 23 H 30

Une sentinelle tourne comme un ours en cage sur l'étroite plate-forme du mirador qui surveille les alentours de la caserne de Boufarik, sur la route de Blida. La silhouette du jeune homme se détache sur le ciel clair. Il y a longtemps qu'on n'a pas vu un pareil clair de lune à la fin de l'automne. Ouamrane, aplati sur le sol, rampe protégé par les troncs des orangers. Il fait signe à ses hommes d'avancer de la même manière. Quelques-uns se dressent et avancent normalement.

« Couchez-vous, abrutis ! » Ouamrane ne peut même pas crier. Les hommes se laissent tomber à terre. Là-haut, dans le mirador, la sentinelle s'est arrêtée de marcher. Ouamrane pense qu'il regarde dans leur direction. Ils sont à peine à 50 mètres du mur d'enceinte de la caserne. Les orangeries offrent au commando une couverture extraordinaire et les arbres vont presque jusqu'au pied du mur.

« Qui va là ? » crie la sentinelle.

Plus un bruit. Le soldat a dû entendre un remue-ménage suspect vers la droite, là où se sont groupés la plupart des hommes du commando. « La p... de lui ! », grogne Ouamrane. La sentinelle vient d'allumer le projecteur et balaye lentement la lisière de l'orangerie. Le puissant faisceau passe et repasse. L'homme scrute attentivement le petit bois odorant. Ouamrane à l'impression de s'incruster dans le sol tellement il s'aplatit. Il s'est réfugié dans l'axe d'un gros oranger. Le rayon passe à plusieurs reprises, l'éclaire, mais la sentinelle ne voit rien. Un claquement sec et le projecteur s'éteint. Il faut un certain temps à Ouamrane pour se réhabituer à la nuit. Il a eu chaud. Un coup d'œil à sa montre : 23 h 40. Encore vingt minutes et ce sera

l'attaque. Ouamrane veut piller le magasin d'armes. Il y a, bien sûr, le poste de police, mais c'est le caporal-chef Saïd Ben Tobbal, le frère de l'adjoint de Didouche, qui a pris le service ce soir. C'est grâce à sa complicité que l'opération est possible. C'est lui qui ouvrira la porte et aidera à maîtriser les sentinelles. Après le pillage, retrait sur Chréa, dans la montagne qui domine Blida, où Ouamrane doit retrouver Bitat.

À quelques kilomètres de là, les cent hommes de Bitat, secondé par Bouchaïb, sont dans la même situation. Encore vingt minutes à attendre. Dans la caserne Bizot, à Blida, le caporal fourrier Khoudi est nerveux. Il sort du poste de garde et regarde sa montre.

« Ce n'est pas encore ton tour de garde, dit le sergent de service.

— Je sais, servent, mais il fait trop chaud cette nuit. Et on a déjà les tenues d'hiver. Alors je préfère prendre l'air. »

Le caporal fourrier imagine le commando dissimulé dans le lit de l'oued el-Kébir. Lui aussi est avec eux. Dans vingt minutes, ils surgiront et il leur donnera toutes les indications pour piller le magasin. « Tout doit bien aller, lui a dit Bouchaïb, et après tu files avec nous dans la montagne de Chréa. »

À Boufarik, Ouamrane voit Souidani accroupi dans un fossé d'irrigation, prêt à intervenir.

« Prêt ? murmure Ouamrane.

— Prêt, répond Souidani confiant. Ça va aller. »

Il faudra faire vite pour se replier. Des groupes veillent dans les environs. Ils doivent poser des bombes réglées pour 2 heures du matin sur la route, dans les hangars de la coopérative de Boufarik et dans ceux de la Cellunaf où est entreposé le stock d'alfa de Baba-Ali. En explosant deux heures après l'attaque des casernes ces bombes devront parachever la psychose de panique créée par les attaques en règle de points importants.

Ouamrane étreint la crosse de sa Mat. Il sent le canon de son pistolet autrichien, celui qui ne l'a jamais quitté depuis sept ans qu'il a pris le maquis, lui entrer dans le ventre. Recroquevillé près du tronc d'arbre, la position est inconfortable. Encore un quart d'heure. Ouamrane a l'impression d'être là depuis trois heures. Son cœur bat à grands coups, non à l'idée d'attaquer la caserne —

les années de maquis lui ont forgé un sang-froid à toute épreuve — mais à la pensée que dans quelques instants va commencer la révolution algérienne.

PRÉFECTURE D'ORAN, 23 H 30

Le préfet Lambert vient de faire son tour de ville habituel. Tous les soirs il va « prendre la température d'Oran » en même temps qu'un verre dans le centre. Tout est calme. Il fait exceptionnellement doux. La nuit est même chaude. Oran, pense le préfet, est vraiment privilégié. Il est remonté dans son bureau pour mettre à jour quelques dossiers. Il s'est à peine plongé dans son travail que le téléphone sonne.

« Allô ! monsieur le préfet, ici, c'est Edef. »

M. Edef est le commissaire central d'Oran. Un musulman.

« Oui. Qu'est-ce qui se passe, Edef ?

— On vient d'assassiner un chauffeur de taxi !

— Où ?

— Rue José-Maranal. Les gars l'ont tué à coups de pistolet et ont balancé le corps sur le trottoir avant de s'enfuir avec le véhicule.

— Crime crapuleux ?

— Sans aucun doute.

— Prenez les mesures qui s'imposent, barrages de gendarmerie et de police pour retrouver le véhicule. Et les gars. »

Le préfet Lambert pense que vraiment Oran est une grande ville bien calme. Il ne s'y passe jamais rien. Et l'assassinat d'un chauffeur de taxi vaut que l'on dérange le préfet !

À une cinquantaine de kilomètres de là, sur le bord d'une petite route du Dahra, les hommes de Ben M'Hidi sont en embuscade. Ben M'Hidi et Ramdane Abdelmalek, un des participants à la fameuse réunion des Vingt-deux, sont désespérés. Ils ont peu d'hommes et pratiquement pas d'armes. Une caravane qui devait venir du Rif a été interceptée. Il était trop tard pour prévenir Krim ou Ben Boulaïd. Car Ben M'Hidi sait à quel point Bitat est démuni. Seuls les chefs de l'intérieur auraient pu le dépanner. Ramdane Abdelmalek a décidé de réaliser tout de même les embuscades. Deux en tout et pour tout. L'une contre le

transformateur de Ouillis, à l'est de Mostaganem, et les fermes qui l'entourent, l'autre contre la gendarmerie de Castaigne, petit centre agricole du Dahra. Ils ont une dizaine d'armes à se partager. L'heure H est fixée à minuit.

Ni Ben M'Hidi ni Ramdane Abdelmalek n'ont parlé d'attaquer un taxi à Oran. Comme les autres chefs de l'insurrection, ils ont transmis les ordres formels « ne pas attaquer les civils européens ». Les ordres seront suivis.

Le chauffeur de taxi assassiné à Oran s'appelle Samuel Azoulai. Il s'agit bien d'un crime crapuleux.

ENTRE BOUFARIK ET BLIDA (ALGÉROIS), 23 H 45

Ouamrane et Souidani ont réussi leur mouvement tournant. Ils sont à quelques pas du poste de garde de la caserne. Les hommes sont dissimulés pour une part dans l'orangerie, pour l'autre dans les fossés, derrière des buissons. Encore quinze minutes et le caporal-chef Saïd Ben Tobbal sortira sur le pas de la porte du poste de garde.

L'explosion plaque Ouamrane à terre. Par réflexe il s'est aplati. Une deuxième, puis une troisième explosion trouent la nuit.

Ouamrane comprend en un éclair. Ce sont les groupes qui devaient faire exploser les bombes sur la route et près du pont qui se sont trompés d'heure. Ou plutôt qui ont dû paniquer. Car, Ouamrane en est persuadé, dans de pareilles circonstances on ne se trompe pas de plus de deux heures.

Au lieu de « parachever la psychose de terreur chez les Européens » c'est parmi les groupes d'assaut que les saboteurs trop pressés viennent de semer la panique. Des hommes se sont dressés, ne sachant que faire. Du côté du poste de garde un brouhaha insolite signale que l'alerte est donnée. Le projecteur du mirador s'est allumé. Des hommes détalent. Ouamrane a bondi vers l'entrée de la caserne suivi de Souidani et de quelques militants. Les sentinelles sont assommées. Ils entrent dans le poste de garde.

« Haut les mains ! Ne bougez pas ! »

Les soldats à moitié endormis sont stupéfaits. Souidani, Ouamrane et le caporal-chef Ben Tobbal raflent les armes. 4 mitraillettes et 6 fusils. Les hommes de l'A.L.N. sont dans la cour, protégeant leurs chefs d'une éventuelle attaque.

« On décroche », crie Ouamrane. Tout le monde se sauve lâchant quelques rafales. Mais personne ne les poursuit. Tout s'est passé trop vite. Pour le commando d'Ouamrane c'est l'échec. Les explosions prématurées ont paniqué les hommes qui n'étaient pas encore habitués au combat et que l'attente a considérablement énervés. Il n'a pas été question de piller le magasin d'armes.

La petite troupe se scinde en plusieurs groupes qui, à pied, évitant l'agglomération de Blida, gagnent la montagne de Chréa au-dessus de Bouinan.

« Pourvu que Bitat ait mieux réussi », pense Ouamrane.

Le chef de l'Algérois a vu de son côté se dérouler le même spectacle. Désespérant. À quelques kilomètres de distance le même scénario s'est produit. À cette exception près : Bitat n'a pas pu se procurer d'armes et un accrochage l'a opposé aux forces françaises. Il y a eu trois morts et plusieurs blessés parmi les hommes de l'A.L.N. qui tentaient de gagner l'abri de la forêt de Chréa.

Lorsque Ouamrane parvient à mi-pente de la montagne, en lisière de forêt, il peut distinguer au loin, à Boufarik, la lueur d'un incendie et des nuages de fumée. C'est la coopérative qui brûle.

Avec quatre mitraillettes et six fusils, c'est le maigre bilan d'une opération qui devait créer une psychose de peur dans l'Algérois. L'opération improvisée par les Kabyles et Bitat après la défection des militants de l'Algérois n'a pas été payante. Manque de sang-froid et d'organisation. Ouamrane n'a plus qu'une idée en tête : regagner rapidement la Kabylie pour y continuer le combat. L'opération « dénigrement » menée par Lahouel a porté ses fruits.

LUNDI 1^{er} NOVEMBRE. PRÉFECTURE DE CONSTANTINE,
0 HEURE

« Déjà minuit. Je dois partir, Pierre.

— Tu ne veux vraiment pas rester coucher ici ? Et vous, Vanda ?

— Non. Vraiment. Je crois que Jean préfère rentrer à Batna.

— Oui, enchaîne Jean Deleplanque, je ne sais pourquoi je ne suis pas tranquille. C'est peut-être ce que nous a dit Vaujour vendredi... »

Le préfet Pierre Dupuch qui a convoqué son ami et protégé Jean Deleplanque, sous-préfet de Batna, le trouve en effet nerveux, tendu. Ils ont assisté le matin même à une cérémonie à Guelma, la « corvée préfectorale », mais ce n'était pas pour la faire partager à son ami que Pierre Dupuch a convoqué Deleplanque. C'était pour étudier avec lui la perméabilité de la frontière algéro-tunisienne et le moyen de mettre un terme aux infiltrations de fellaghas tunisiens. Deleplanque a déjà beaucoup étudié la question et a même préparé un plan à ce propos.

Lorsque le général Spillmann a suggéré au préfet d'unifier lui aussi le « commandement civil » le long de la frontière c'est à Deleplanque que Dupuch a pensé. Et après le déjeuner officiel, enfin débarrassés des corvées, c'est ce poste de coordonnateur général que Dupuch a proposé à son ami.

« Tu peux quitter Batna et t'installer à Guelma. »

Deleplanque n'a pas été très chaud pour accepter la proposition.

« Ce n'est pas que je ne veuille pas aller à Guelma, avait dit Deleplanque, ni que je me désintéresse du problème de la frontière. Au contraire, je pourrais peut-être y faire adopter mon plan, mais je suis inquiet quant à la situation dans l'Aurès.

— Pourtant, vendredi, tu n'as rien dit à Vaujour.

— Bien sûr, parce que je n'ai aucune preuve sérieuse. Mais je sens quelque chose... »

Dupuch, sachant son ami très sensitif, prévoyant les choses avec une rare intuition, lui a dit amicalement :

« Bon, je cède à tes raisons mais pour quelques jours seulement. Le temps que tu te rassures ! »

Mais pendant tout le dîner Deleplanque s'est montré nerveux, inquiet.

« Allez, fous le camp, lui dit amicalement le préfet. Je vais essayer de te trouver un chauffeur.

— Ce n'est pas la peine dit M^{me} Deleplanque. Nous avons la 11. On en a pour moins de 2 heures. Et ça détendra Jean de conduire. »

Le préfet Dupuch raccompagne ses invités jusqu'à la porte de la préfecture de Constantine. Il baise la main à Vanda

Deleplanque et serre celle de son ami. « Et tiens-moi au courant, s'il y a quelque chose. » Jean Deleplanque n'y manquera pas.

PRÉFECTURE D'ORAN, 0 H 15

Le préfet Lambert qui vient de serrer dans une chemise grise les papiers secrets que tous les soirs il range dans le coffre-fort s'apprête à regagner son domicile. Ce soir, il a envie de lire. Demain, la journée sera faite de cérémonies, de monuments aux morts, de vins d'honneur et autres réjouissances. Il va passer la porte lorsque le téléphone sonne. Il décroche et, avant d'avoir pu ouvrir la bouche, une voix affolée lui crie :

« Allô ! allô ! qui est à l'appareil ? Vite !

— Mais qu'est-ce qui se passe ? C'est le préfet à l'appareil.

— Oh ! excusez-moi, monsieur le préfet, ici, c'est la gendarmerie de Cassaigne. Il ne fallait pas vous déranger, monsieur le préfet.

— Allez vite, mon vieux, de toute façon il n'y a que moi à cette heure-ci à la préfecture.

— Des hommes armés viennent d'attaquer deux fermes entre Ouillis et Bosquet.

— Il y a du grabuge ?

— On ne sait pas encore !

— Tenez-moi au courant. »

Le préfet raccroche. Un chauffeur de taxi tout à l'heure. Deux fermes maintenant. Qu'est-ce que ça veut dire ?

Le téléphone grelotte.

« Oui. Le préfet à l'appareil.

— Ici, la gendarmerie de Cassaigne. C'est encore moi. Un homme vient d'être tué juste devant chez nous. Des inconnus armés ont tiré des rafales sur la gendarmerie. On vient de riposter et ils se sont sauvés.

— Qui est la victime ?

— Un Européen. Laurent François. Attendez, on m'apporte des nouvelles. Excusez-moi, monsieur le préfet. »

Enervant ce gendarme avec ses excuses. Dans un cas pareil !

« Allô ! Oui, monsieur le préfet. À 100 mètres de la commune mixte un gardien vient d'être assommé. On lui a volé son fusil.

— Mettez tous vos gars sur le pied de guerre. Vous allez recevoir des instructions. Tenez-moi au courant s'il y a du nouveau. »

C'est du sérieux. Une insurrection armée. Ça ne fait aucun doute. Dans une région aussi calme que l'Oranie une série d'événements aussi graves et aussi groupés ce n'est pas le fait du hasard.

Lambert empoigne son téléphone.

« Appelez-moi mon chef de cabinet, dit-il à la standardiste. Et au trot ! »

« Allô ! ramenez-vous en vitesse, ça va mal. Y a du grabuge. Convoquez le général Widerspach-Thor, le colonel Dutheil, le procureur et les commissaires des R. G. et Edef ! Tout le monde dans mon bureau. Et vite, hein. »

Lambert est furieux. Le « pif » de la Résistance a joué. Il a tout de suite compris. C'est un mouvement insurrectionnel. Mais ça va pas se passer comme ça. « Ils » vont voir s'ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Le baroudeur, compagnon de la Libération, ressort sous le préfet affable et bonhomme. « Ils veulent la bagarre, ils vont l'avoir. »

Lambert n'est pas un homme à se « laisser botter le train ».

ALGER. USINE À GAZ. PRÈS DU JARDIN D'ESSAI, 0 H 45

Un petit groupe d'hommes discute près d'un camion, au coin de la rue Edmond-About. La rue est sombre. Un rayon de lune éclaire l'arrière du camion. Un Hotchkiss n° 345 BH 91. Kaci Abderrahmane regarde sa montre : « 1 heure moins 10. Allons-y. »

El-Hedjin Kaddour reste au volant du camion. Guesmia, le vernisseur de Bab-el-Oued, serre contre lui une mitrailleuse. Lui aussi reste près du camion. Pour la protection en cas de coup dur.

Les deux Kaci, le neveu et l'oncle, suivis de leurs hommes vont tenter de faire sauter l'usine à gaz. C'est l'opération la plus risquée. Celle à laquelle Belouizdad avait tenté de s'opposer. En vain. Cet objectif était déjà annoncé au Caire et Bitat s'était montré inflexible.

Kaci Mokhtar cisaille la chaîne qui bloque le portail de la scierie Benouniche. Zoubir Bouadjadj a donné des ordres pour que l'attaque se fasse par ce côté-là. Le « rase-nœuds » de Zoubir fonctionne à merveille. La chaîne, coupée net, tombe avec un bruit clair. La rue est déserte et mal éclairée. Heureusement qu'il y a un clair de lune magnifique sans quoi l'ascension du toit aurait été périlleuse.

L'un des hommes du commando, Sekar Brahimi, mitrailleuse au poing, garde le portail. Les autres franchissent le mur d'enceinte. Par bonheur le toit d'un appentis de la scierie arrive presque au faîte de la première enceinte. Le deuxième mur est rapidement franchi. Kaci Abderrahmane, pistolet au poing, veille au pied du mur. Kaci Mokhtar et Sekat Abdelkader, qui a pour toute arme un marteau glissé dans sa ceinture, pénétreront seuls près des cuves de gaz. Djallel Omar resté à l'extérieur près de Kaci Abderrahmane passe une à une et avec mille précautions — il n'est pas rassuré par ces engins — deux bombes explosives et deux bombes incendiaires à Sekat qui est juché au haut du mur. Puis avec autant de précautions, Sekat les passe à Kaci Mokhtar qui, lui, a franchi tous les obstacles.

Les quatre bombes passées, Djallel voit Sekat disparaître. Il vient de sauter au sol, près de Kaci. Les deux hommes prennent deux bombes chacun. Kaci garde son automatique à la main. Il doit y avoir des veilleurs de nuit dans cette usine.

La grande citerne du réservoir se détache noire sur le ciel bleu nuit. L'échelle ressemble à une toile d'araignée qui part à l'assaut du gigantesque cylindre.

« C'est là qu'il faut poser la bombe », murmure Kaci.

Tout est calme. On entend un chien aboyer au loin. Kaci commence l'ascension de l'échelle. Trois mètres suffiront. Il se tient à la main courante pour placer les bombes. Il jette un coup d'œil de l'autre côté de l'enceinte. Des lumières brillent à la fenêtre d'une cabane à la grille principale. Certainement le veilleur. Toute cette zone est éclairée par les cônes de lumière de l'éclairage public. Les ampoules se balancent au bout des câbles. Des zones passent de la lumière à l'ombre puis à la lumière. Kaci pense que Bouadjadj a bien fait de revoir le plan d'attaque. Par là-bas, c'est impossible. Les quatre cylindres grossiers des bombes fabriquées chez El-Hedjin ou chez Guesmia sont maintenant placés contre la paroi noire de la citerne. Kaci bat son briquet. La

flamme jaillit qu'il approche des quatre mèches à combustion lente. Une légère brise active la combustion. Quatre points rouges grésillent au flanc du réservoir à gaz.

« Ça y est. Filons ! »

Kaci a sauté d'un bond par terre. Leur souplesse, leur rapidité sont décuplées par le désir de fuir au plus vite. Ni Kaci ni Sekat n'ont idée des résultats que peut produire l'attentat. L'immense cuve va-t-elle exploser ?

Les deux hommes franchissent d'un bond la deuxième enceinte.

Kaci Abderrahmane glisse son pistolet dans sa ceinture et se joint à eux pour franchir la première, plus haute, plus difficile. Les hommes se font la courte échelle. Sekat, resté le dernier, est hissé à bras d'homme par Kaci Moktar. Ils dévalent le toit de la scierie et se laissent glisser au sol. Sekar Brahimi, de garde au portail, a fait signe au camion. El-Hedjin lance le moteur. Cavalcade. Guesmia couvre la fuite de ses camarades en braquant sa Sten en direction de l'autre bout de la rue. Il a le doigt crispé sur la détente. Le commando Kaci se rue sur le plateau du camion. On rabat la bâche qui couvre les ridelles. Le Hotchkiss démarre. Guesmia le prend au vol et claque la portière. Le camion tourne dans la rue Sadi-Carnot. L'explosion retentit. Instinctivement Kaci a rentré la tête dans les épaules. Mais rien d'autre ne se produit. Il écarte la bâche. Nulle lueur d'incendie n'éclaire le ciel. Il y a eu tout de même l'explosion. Le camion gagne rapidement le ravin de la Femme-Sauvage où les hommes doivent se séparer. Kaci ne voit toujours rien.

ALGER. IMMEUBLE DE LA RADIO, RUE HOICHE, MÊME HEURE

Une Simca immatriculée 281 X 91 stationne depuis une heure rue de Cambrai. Son propriétaire, Chaal Abdelkader, que tout le monde appelle Flora, est au volant. Il fait partie du commando Merzougui. Celui-ci l'a prévenu vers 20 heures. Tous les hommes du commando sont restés ensemble jusqu'à 23 heures puis chacun a gagné par ses propres moyens le lieu de rendez-vous. Merzougui a préféré que les hommes se séparent car le commando est important et « huit hommes arrivant ensemble en plein centre d'Alger, a dit le chef, ça risque d'attirer l'attention. » Flora, lorsqu'il est arrivé rue de Cambrai, à deux pas de la rue

Michelet, s'est dit que l'opération était impossible. C'était la sortie des cinémas qui sont particulièrement nombreux dans cette fraction de la rue Michelet et puis un dimanche soir les « Champs-Élysées d'Alger » sont particulièrement fréquentés. On se promène, on regarde les vitrines.

Un par un, fondus dans la foule, les hommes du commando sont arrivés. D'abord Toudjine Abderrahmane, puis Merzougui avec ses bombes dans un couffin : deux explosives, une incendiaire et un bidon d'essence, enfin Adim Mohamed. Tous sont rentrés dans la Simca.

« Tu as vu le monde ? dit Flora à Merzougui. C'est impossible de mettre les bombes. On est à quelques dizaines de mètres de la rue Michelet.

— Aucune importance, répond celui-ci, et puis tu verras à 1 heure, il n'y aura plus personne dans les rues. »

Flora, regardant son chef, pense que l'excitation lui donne une tête extraordinaire. Merzougui est tendu, sa peau rosée collant aux os fait ressortir les taches dont son visage et son cou sont parsemés.

À 0 h 50, Merzougui sait qu'il a eu raison. Les rues sont presque désertes. Avant de quitter la voiture il arme son mauser 9 mm qu'il glisse dans sa ceinture. Flora en fait autant. Ni Toudjine ni Adim n'ont d'armes.

« Ne vous en faites pas, leur dit Merzougui, le commando de Madani nous couvrira en cas de pépin. »

De tous les objectifs algérois, Radio-Alger est le plus risqué ; c'est pourquoi Merzougui a scindé son commando en deux. La rue Hoche où se trouve l'immeuble de la radio est en plein quartier résidentiel européen. Là il n'est pas question de hangars déserts ou d'immeubles de bureaux, tous les immeubles sont habités et le quartier est très fréquenté. Les hommes risquent de tomber sur des passants noctambules, sur des veilleurs de nuit ou tout simplement sur un car de police faisant sa ronde dans le quartier où les magasins de luxe succèdent aux bijouteries et aux succursales de banques.

« En route ! » Merzougui va le premier, suivi d'Adim qui tient le couffin aux bombes et de Toudjine. Flora ferme la marche. Il a la main sur la crosse de son pistolet. Rue Courbet, la deuxième

partie du commando Merzougui attend. Il y a là Madani Abassi, Boutouche Omar, Belimane Mohamed et Djeffafla Mohamed. Tous sont armés. Ils forment le commando de protection extérieure. Les huit hommes arrivent à la place Hoche. Une petite place provinciale, toute ronde, avec au centre un gazon et des fleurs entourés d'un grillage bas. Et au beau milieu, énorme et ventru, un vieux gros palmier dont les branches immenses cachent du haut de la rue Hoche la seconde partie de la voie, celle où il y a la radio. Grâce à lui une patrouille de flics passant rue Michelet ne peut distinguer ce qui se passe au bas de la rue. Merzougui n'a pas négligé ce détail.

L'immeuble de la radio se trouve en face du lycée Gautier, le plus chic et le plus snob d'Alger. On n'y voit pas beaucoup de musulmans. Plus qu'un immeuble, c'est un petit hôtel particulier qui abrite Radio-Alger. C'est vraiment la radio coloniale et artisanale. On parle depuis longtemps d'un grand « ensemble » boulevard Bru mais c'est toujours de la rue Hoche que partent les programmes.

Merzougui connaît la disposition des lieux. Deux corps de bâtiments à deux étages séparés par une cour grillagée. Des grappes de bougainvillées violettes et pourpres dégringolent jusqu'au sol, cachant la tôle grise qui protège la cour des regards indiscrets. Dans la partie de droite deux fenêtres sont encore éclairées. En un instant Merzougui a compris qu'il était vain de vouloir pénétrer dans l'immeuble. Il libère l'équipe Madani.

« Plus besoin de vous. Filez. Je vous contacterai moi-même. »

Les quatre hommes s'éloignent. Adim passe une bombe incendiaire et le bidon d'essence à Merzougui qui les place devant une fenêtre du rez-de-chaussée. Toudjine pose une bombe explosive sur le rebord de l'autre fenêtre, Flora place la seconde sur le pas de la porte. Merzougui jette un coup d'œil à sa montre.

« 1 heure pile ! On peut y aller. »

Merzougui et Toudjine mettent le feu à la mèche et fuient en direction de la Simca. Flora, affolé, n'a pas allumé sa mèche. Son allumette a cassé. Il se relève pour fuir, fait deux pas, puis revient, et fébrilement allume la mèche. Cette fois, elle grésille...

ALGER, PÉTROLES MORY, MÊME HEURE

Le petit Belouizdad sait que son plan d'attaque des pétroles

Mory est parfait. Bitat le lui a fait savoir. Il a aussi grande confiance dans son équipe : Mouloud Ben Guesmia, Ben Slimane Youssef, Herti Mohamed et Aïssa.

« Ce soir, pense Belouizdad, on doit faire du bon travail. »

Les pétroles Mory se trouvent rue de Digne, sur les quais du port. Vastes hangars et cuves astiquées. Belouizdad veut faire exploser un petit réservoir qui contient 8 000 tonnes d'essence. Si cette cuve explose, les 30 000 tonnes du dépôt doivent ensuite flamber, endommageant la centrale électrique du port, l'arrière-port et les quais sillonnés de pipe-lines. Il faudra faire vite car les entrepôts sont étroitement surveillés par les gardiens de nuit mais surtout par le service de sécurité.

Belouizdad, qui est de loin le plus intelligent des chefs de commando de Bouadjadj, a voulu mettre tous les atouts de son côté. Il ne veut pas se servir d'un véhicule appartenant à un homme de son équipe ou à un proche. Comme dans les hold-up, on se servira d'une voiture volée. Il a repéré une Juvaquatre Renault qui tous les jours stationne à la même place rue Marey. À minuit il s'est installé au volant. Ben Guesmia, Ben Slimane et Herti l'ont poussé en silence pour que le démarrage n'alerte pas un éventuel propriétaire à l'oreille sensible. Puis, boulevard de l'Amiral-Guépratte, ils ont embarqué Aïssa. Avant de monter en voiture celui-ci a pris les deux bombes explosives et la bombe incendiaire dissimulées dans un camion abandonné.

Dans la voiture, Aïssa sort la Mat qu'il tenait serrée contre sa poitrine.

« Tu es prêt ? dit Belouizdad.

— Prêt. »

Il sort la crosse coulissante, glisse un chargeur dans la culasse.

« Je l'armerai en sortant ! » Aïssa sait combien une Mat armée est dangereuse. Un cahot violent et voilà le chargeur parti sans qu'on ait touché à la détente.

Belouizdad a un pistolet 9 mm. Les autres n'ont qu'un simple poignard.

La Juvaquatre a gagné tranquillement les quais. À 0 h 50, Belouizdad et ses hommes sortent de la Renault. Chacun connaît parfaitement le rôle qu'il doit jouer. Aïssa reste près de la voiture

et couvre de sa mitraillette l'enfilade de la rue pour l'instant déserte. Ben Guesmia et Belouizdad grimpent sur le mur. Belouizdad saute de l'autre côté. Ben Slimane passe les bombes à Ben Guesmia juché sur le faîte du mur d'enceinte. Belouizdad, au sol, les reçoit l'une après l'autre. Le point de franchissement de l'enceinte a été soigneusement choisi. Belouizdad est à pied d'œuvre. Devant lui s'élève la citerne aux 8 000 tonnes d'essence. Le chef du commando passe la main sur l'acier de la cuve. Du solide, bien épais. Trop épais. Il a peur que la bombe ne soit pas suffisamment puissante. À quelque cinquante mètres de l'autre côté du réservoir les fenêtres d'un bâtiment sont éclairées : le service de sécurité. Belouizdad se hisse sur la margelle entourant la cuve, place ses deux bombes explosives, branche la bombe incendiaire. Un coup d'œil à sa montre. 1 heure. La même flamme sert à allumer les trois mèches. Belouizdad se laisse tomber de la cuve et bondit vers le mur. Herti l'attend, l'aide à le franchir. Le commando se précipite vers la Juvaquatre qui démarre. La première explosion, suivie, de deux autres, les surprend.

« J'aurais cru que cela ferait plus de bruit, dit Ben Guesmia.

— On verra bien demain dans les journaux ou à la radio si on a réussi ! »

À 1 h 30 la Juvaquatre est à nouveau à son parking habituel rue Marey. Son propriétaire ne saura jamais que sa voiture a « participé » à l'insurrection du 1^{er} novembre !

ALGER, CENTRAL TÉLÉPHONIQUE DU CHAMP-DE-MANŒUVRE, MÊME HEURE

Deux hommes avancent sur l'esplanade du Champ-de-Manœuvre. L'un a refermé frileusement sa veste sur sa poitrine, col relevé malgré le temps exceptionnellement doux. L'autre tient avec précaution un couffin de chanvre. Sous la veste de Bisker Ahmed il y a une mitraillette, crosse repliée, dans le couffin de Mesbah deux bombes. On ne peut pas dire que Bisker remplisse sa mission avec un enthousiasme débordant. Il était plus de 22 heures lorsqu'il s'est décidé à contacter les hommes de son commando alors que les ordres étaient de le faire vers 20 heures au plus tard. Ses compagnons couchent souvent sur les escaliers de la Mosquée de Belcourt. À 22 heures il n'y avait personne. Ce n'est qu'à minuit que Bisker, après maintes allées et venues, a réussi à récupérer trois hommes : Mesbah, Benaï et Braka. Ils ont

à peine eu le temps de passer chez Bisker prendre trois bombes et la mitraillette, leur seule arme, qu'il était presque l'heure d'agir.

« On se retrouve au Champ-de-Manœuvre, a dit Bisker à Braka et à Benai, devant la pissotière de la rue de Lyon. »

0 h 5. Les quatre hommes se sont retrouvés. Bisker est silencieux.

« Qu'est-ce qu'on fait, dit l'un d'eux, on attend s'il se passe quelque chose aux autres objectifs ?

— Restez-là, dit Bisker, je vais voir encore une fois les lieux... »

Et le chef du commando se dirige à pas lents vers le central téléphonique. Deux de ses hommes profitent de cet instant de répit et de la proximité de l'urinoir pour soulager une vessie que l'angoisse contracte singulièrement.

Bisker coupe par les jardins, passe devant la grande bâtisse néo-grecque du Foyer civique où les gosses vont s'entraîner à la boxe. Le central se trouve à gauche. Bâtiment ocre de quatre étages. Les fenêtres du rez-de-chaussée surélevé sont solidement grillagées et barrées de fer. Une double grille à deux battants ouvre sur un petit chemin intérieur. C'est par cet immeuble que transitent toutes les communications d'Alger. Comme pour tous les centres de télécommunications, l'accès de celui d'Alger est interdit au public. Bisker imagine que l'intérieur de ce « cerveau » d'Alger est bien gardé. Il n'a nulle envie, malgré l'absence de gardes, de fracturer la serrure de la porte grillagée. Les bombes sur le rebord de la fenêtre ça ira bien ! D'ailleurs Bisker regarde sa montre. Il n'a plus le temps de faire autre chose. Il s'apprête à rejoindre ses hommes lorsqu'il entend trois explosions qui viennent du port tout proche. Belouizdad a été plus rapide. Affolé, Bisker prend ses jambes à son cou, passe devant l'urinoir de la rue de Lyon.

« Tirez-vous, crie-t-il sans s'arrêter, c'est trop tard. Filez... »

Et il est déjà parti. Seul. En direction de Belcourt.

Quant à Nabti Sadek, le cinquième chef de commando d'Alger, dont l'objectif est de détruire le dépôt de liège de Borgeaud, à Hussein-Dey, au-dessus d'Alger, il s'est senti si mal dès que Merzougui lui a appris l'heure H que ce soir du 31 octobre il a jugé qu'il était plus sage pour sa santé de ne point

quitter sa chambre...

ALGER, LE BOIS DE BOULOGNE, 1 H 10

Le bois de Boulogne est le plus grand parc d'Alger. Il s'étend sur un plateau au-dessus du palais d'Eté et domine la capitale de sa masse verdoyante. C'est la pampa, le Far West des gosses qui y jouent toute la journée, le dimanche le petit peuple d'Alger y pique-nique. Le soir venu c'est le rendez-vous des amoureux.

Zoubir Bouadjadj n'y attend pas sa dernière conquête. Il est venu s'installer sur un banc d'où il découvre le panorama extraordinaire qu'offrent Alger et sa baie qui scintille sous les rayons de la lune. Mais l'une des plus belles vues du monde ne peut cette nuit l'émouvoir. Puisqu'il n'a pu participer à l'attaque d'un objectif il veut au moins assister aux explosions, voir les premières flammes des incendies, les panaches de fumée qui vont s'élever sur la ville endormie.

Depuis dix minutes il scrute les lumières vacillantes de la ville, il écoute ses rumeurs. Rien, pas la moindre explosion. Pas la moindre flamme. Pourtant l'attentat aux pétroles Mory, les bombes contre l'usine à gaz doivent provoquer un joli feu d'artifice et les sirènes des voitures de pompiers devraient parvenir jusqu'à lui. Rien. La rumeur paisible de la ville endormie, troublée par un train qui passe... quelques voitures plus proches... et c'est tout.

À 1 h 30, Bouadjadj, démoralisé, rentre chez lui. Des mois de préparation, des dizaines de kilos d'explosifs fabriqués au prix de la vie des artificiers, une plate-forme politique établie à grand-peine, des semaines d'efforts, d'inquiétude, tout cela pour venir passer trois quarts d'heure au bois de Boulogne, sur un banc, à contempler une ville désespérément calme.

À l'énervement de l'attente a succédé l'abattement de l'échec. Car Zoubir Bouadjadj ne se fait pas d'illusions, les plans minutieusement préparés, les hommes entraînés, les bombes soigneusement dosées, tout cela a échoué. Lamentablement échoué.

ALGER, 1 H 15

Les clapets qui s'abaissent automatiquement dans la salle du central automatique d'Alger, épargné par les bombes de Bisker, rythment Une sarabande extraordinaire de nouvelles

entrecroisées. Le surveillant de permanence se demande ce qui se passe pour qu'on téléphone autant un dimanche soir à Alger.

Jean Vaujour est à peine couché dans sa villa près du palais d'Été que le téléphone sonne. C'est le patron des R.G.

« Ici, Carcenac, monsieur le directeur, des bombes viennent d'exploser dans différents points d'Alger. À la radio, aux pétroles Mory et au Gaz d'Algérie.

— Il y a des dégâts ?

— Je ne sais pas encore. D'après les premiers renseignements, ce ne doit pas être trop grave. Il semble bien que nos lascars aient commencé la danse.

— Oui. Je le crains. Je descends tout de suite à mon bureau. Vous pourrez m'y rejoindre. »

Le directeur de la Sûreté vient de raccrocher.

« Qu'est-ce qui se passe, Jean ? lui dit sa femme, encore couchée.

— Des bombes dans Alger.

— C'est ce que tu craignais. C'est pour cela que tu étais soucieux aujourd'hui.

— Oui. Ça risque d'être grave. »

Il vient de rechercher dans son carnet le numéro de la ligne directe du gouverneur général au palais d'Été.

« Allô ! monsieur le gouverneur, ici Vaujour. Des bombes viennent d'éclater à Alger. Carcenac vient de m'appeler. Je descends au G.G.

— Tenez-moi au courant. Je préviens Cherrière. »

Un nouveau clapet s'abaisse au central téléphonique. Il établit la communication entre le gouverneur général et le commandant en chef, qui vient de se réveiller en sursaut.

« Vous êtes au courant, mon général ?

— Mais de quoi, monsieur le gouverneur ?

— Des attentats. Des bombes qui ont été placées dans différents points d'Alger. Vaujour prend les premières mesures civiles. Soyez aimable de faire le nécessaire de votre côté. Et tenez-moi

au courant.

— Oui. Bien sûr, monsieur le gouverneur. »

Cherrière bondit vers l'officier de service. Ce fonceur est furieux d'avoir été prévenu par les civils.

« Alors, rien à signaler ?

— Rien à signaler, mon général.

— Bougre de... »

Mais Cherrière renonce à se fâcher. Il a autre chose à faire. D'abord renforcer la surveillance par tous les moyens qu'il a à sa disposition. Peut-être que Vaujour n'avait pas tort vendredi, à Constantine.

Le préfet d'Alger, Tremeaud, a entendu les explosions dans sa chambre de la villa Solombre. Il a sursauté, puis a pensé à un accident.

« Ce sont des attentats, vient de lui dire Vaujour au téléphone, certainement le C.R.U.A. »

Un mouvement d'insurrection, allons donc ! Quelques excités peut-être mais pas un soulèvement.

Tremeaud n'a pas du tout l'impression d'un soulèvement. Il va d'ailleurs descendre seul à son bureau de la préfecture.

BATNA (AURÈS), 2 HEURES

Le camion de Saïd transportant les hommes de Hadj Lakhdar s'est arrêté sur la route de Lambèse à un peu plus de deux kilomètres de Batna. Vingt-six hommes sous la direction de Hadj Lakhdar, Bouha, Messaoudi et Bouchemal vont attaquer la capitale de l'Aurès et appliquer les consignes de Ben Boulaïd. Les partisans se séparent en deux groupes de quinze hommes. Chaque groupe est divisé en deux sous-groupes : l'un de combat, l'autre de protection.

« Maintenant, dit Hadj Lakhdar, vous connaissez tous votre mission. Nous allons entrer deux par deux dans Batna pour ne pas attirer l'attention si nous croisons des promeneurs ou une patrouille de police. Messaoudi donnera aux hommes de son groupe le lieu de ralliement. En avant ! Et à travers champs, pas par la route ! »

Bouchemal retrouve sa ville mais elle lui semble étrangère.

Ce n'est pas sa ville natale qu'il va attaquer. La caserne avec ses guérites et ses sentinelles il ne l'a jamais vue ainsi. Les murs étaient moins hostiles, les fusils des chasseurs qui font les cent pas moins menaçants. Le montagnard qui chemine près de lui a dissimulé son mousqueton sous sa cachabia. Il ne dit pas un mot. C'est l'un des sept hommes que Bouchemal doit diriger. Il s'appelle Saïd. Il a un visage impassible, une démarche de panthère. Ils formeront le groupe de protection qui « couvrira » le commando de Hadj Lakhdar et de Bouha. Bouchemal se sent gauche et maladroit auprès de Saïd.

« Ce paysan n'est peut-être seulement jamais descendu à Batna », pense-t-il, méprisant. Mais il lui envie son calme. Il n'est pas loin de regretter de s'être fourré dans un bain pareil. Il serre sa carabine italienne dont la culasse lui semble glacée. Il l'a déjà armée. Est-ce que la crosse ne dépasse pas de son burnous ? Il en rabat les pans en passant devant la caserne. Ce n'est pas la peine que les chasseurs remarquent leurs battle-dresses. Les uniformes ont beau être disparates cela risque de donner l'éveil. Mais les deux sentinelles qui sont rentrées sous leurs guérites n'accordent pas un regard aux deux hommes qui passent à quelques mètres d'elles.

Après avoir dépassé le poste de garde et être sorti du champ de vision des sentinelles Bouchemal décide de s'arrêter. Il se dissimule derrière un gros platane...

« Attendons les autres ici », dit-il à Saïd.

À cette heure, les rues de Batna sont désertes, surtout dans le centre. Il y a peut-être un peu d'animation dans le bas quartier, près du bordel, où le bistrot resté ouvert tard le soir les samedis, dimanches et jours de fête. Mais il y a peu de chances pour que les « clients » reviennent par le centre.

Bouchemal n'est pas mécontent de la position de son observatoire. Il a vue sur le poste de garde des chasseurs et sur celui des artilleurs. De plus il découvre l'enfilade de la route de Lambèse et de l'avenue de la République.

« Va un peu plus bas, dit-il à Saïd, près de l'enclos du jeu de boules. Je t'enverrai deux hommes. »

Le Chaouïa obéit aussitôt. Celui-là pourra prévenir toute menace venant de la ville. Au fur et à mesure de l'arrivée des autres montagnards Bouchemal les envoie se poster plus haut que

l'entrée de l'hôpital. Le groupe de protection est en place. Le signal d'attaque sera donné par Hadj Lakhdar qui tirera une fusée bleue. Le « plan Bleu » devra se dérouler simultanément contre les casernes et les dépôts de munitions. Le groupe de Hadj Lakhdar mitraillera auparavant la façade de la sous-préfecture et essaiera de « faire un carton » comme il a dit, avec les occupants du commissariat central. Bouchemal regarde sa montre. 2 h 20. Tout le monde est prêt. Il reste quarante minutes à attendre.

Près de la sous-préfecture, le chef du commando de Batna vient de placer ses hommes. Dissimulés derrière les buissons ou protégés par le muret du jardin public de la sous-préfecture, ils attendent. Dans la poche gauche de sa tenue de combat, Hadj Lakhdar sent contre sa cuisse les deux cylindres des fusées. La bleue qui déclenchera l'attaque simultanée des points stratégiques de la petite ville et la rouge qui en cas de contretemps ou de coup dur ordonnera le repli général immédiat. Il y a quelques minutes, en entrant dans la ville, Hadj Lakhdar a bien cru que l'attaque serait terminée avant d'avoir commencé. Il a croisé, en compagnie de deux de ses hommes, une patrouille de police. Deux flics musulmans. Hadj Lakhdar a serré sa carabine Statti, dissimulée dans les plis de son burnous qui, relevé sur ses épaules, laissait voir son uniforme de toile olive. Heureusement le prochain réverbère était loin. Les agents sont passés près d'eux en les regardant, puis leur ont dit : « Bonsoir les gars ! Ça s'est bien passé ? » avec un clin d'œil rigolard. Ils les ont pris pour des spahis rentrant du bordel ! Lakhdar a souri sans répondre. Lorsque les flics les ont dépassés il a senti une bille de feu glisser le long de sa colonne vertébrale et les phalanges de sa main droite étaient bloquées sur le canon de sa carabine.

2 h 20. Le bruit d'un moteur de voiture troue la nuit. Les hommes de Lakhdar s'aplatissent derrière le muret, se dissimulent, ramassés sous les buissons, prêts à bondir. La 11 CV Citroën du sous-préfet apparaît sur la place.

« Eh bien nous y voilà, dit Jean Deleplanque à sa femme. À peine deux heures avec la route qui n'est pas fameuse, ce n'est pas mal.

— Pierre n'était pas tranquille de nous laisser partir seuls.

— Oh ! Qu'est-ce qu'on risque ?

— Rien. La preuve. On n'a rencontré personne.

— Sauf ces types en tenue plus ou moins kaki près d'Aïn-Yagout...

— À quatre-vingt-dix à l'heure dans la lueur des phares, gris, marron ou kaki ça se ressemble. Tu as de l'imagination !

— Oui. Tu as peut-être raison. Reste, je vais ouvrir la grille.

— Non je descends, j'ouvrirai la porte du rez-de-chaussée pendant que tu rangeras la voiture. »

Jean et Vanda Deleplanque descendent de voiture. À 10 mètres derrière eux Hadj Lakhdar suit dans la mire de son statti le dos du sous-préfet. Il le tient. Appuyer sur la détente et ce sera le coup inespéré. Le hasard le sert bien. Mais Ben Boulaïd a été formel : « Pas un coup de feu. Pas une action avant 3 heures. » Quarante minutes trop tôt ! Le chef de la zone 1 a dit aussi : « N'attaquez aucun civil européen. » Mais le sous-préfet ce n'est pas un civil. C'est au contraire le symbole de cette autorité contre laquelle l'insurrection est dirigée.

Deleplanque revient vers la voiture. Sa femme est déjà entrée dans l'appartement privé dont la porte donne sur le hall.

Hadj Lakhdar hésite encore. En pleine poitrine. Là il ne peut le manquer. Vite... Non. Il faut céder à la discipline. Quarante minutes d'avance peuvent faire échouer tout le plan d'attaque de l'Aurès. Hadj Lakhdar abaisse le canon de sa carabine italienne. Deleplanque manœuvre pour rentrer la voiture. La portière claque. Le sous-préfet est entré dans ses appartements dont les fenêtres sont maintenant éclairées.

Sans le savoir, Jean Deleplanque en moins d'une heure a vu sur la route « ses » premiers rebelles et vient d'être sauvé d'une mort certaine par le sens de la discipline et de l'exactitude d'un des meilleurs lieutenants de Ben Boulaïd, ce meunier avec qui il a discuté il y a quelques mois et qu'il trouvait si sympathique.

Vingt minutes plus tard, le téléphone sonne dans la chambre de Deleplanque qui est en train de se déshabiller. Torse nu, le sous-préfet, qui dégage ses chaussures sans les délayer, décroche.

« Allô ! ici le sous-préfet.

— Excusez-moi, monsieur le sous-préfet, ici Prionne, le commissaire de Biskra. Je vous réveille ?

— Non, mon vieux. J'arrive de Constantine. Qu'est-ce qui se

passé ?

— Le commissariat vient d'être attaqué par des individus armés. J'ai deux gars blessés. Mais ce n'est pas tout. Au même moment la commune mixte a été attaquée ainsi que la centrale électrique. Là-bas aussi il y a deux blessés. C'est un mouvement concerté. Cela me semble grave. Alors j'ai voulu vous prévenir.

— Vous avez bien fait. Tenez-moi au courant de ce qui se passera.

— Pour l'instant tout est calme. Les « gus » ont décroché. On n'avait pas assez de monde pour les poursuivre et il fallait emmener les blessés à l'hôpital.

— C'est ce qui était le plus urgent. Pour le reste, je vais m'en occuper. Bonsoir... Et merci ! »

2 h 40. Qu'est-ce que cela peut bien signifier ? Deleplanque pense à la mise en garde de Vaujour. Vendredi dernier. Il semble bien qu'il ait eu raison et, s'il a eu raison, c'est à un mouvement insurrectionnel de tous l'Aurès qu'il faut s'attendre...

Le jeune sous-préfet hésite. Il se trouve devant une alternative cruelle pour un fonctionnaire soucieux de sa carrière. Un faux pas peut être grave. Et c'est la première fois qu'il se trouve devant une question aussi difficile à résoudre. Faut-il prévenir tout de suite Constantine ? Pierre Dupuch lui donnera des conseils et de toute façon il sera couvert. C'est le « parapluie » mais c'est aussi la sagesse. C'est ce qu'on apprend dans l'administration. Oui. C'est cela. Prévenir Dupuch, puis Alger. Et attendre les ordres. Mais cela va prendre du temps. Et si Vaujour a raison, c'est en plusieurs points de l'Aurès que va se produire l'insurrection. Batna et bien d'autres communes mixtes risquent d'être attaquées. Il semble que Biskra ait été la première visée. Il faudrait prévenir. Mettre l'arrondissement en état d'alerte. Essayer de faire échouer le mouvement. Le prendre de vitesse. Tant pis pour l'administration et ses sages conseils. Le jeune sous-préfet préfère foncer. Il vaut mieux risquer une semonce administrative officielle et mettre la ville en garde immédiatement.

2 h 45. Deleplanque téléphone à l'homme en qui il a le plus confiance dans la ville : le capitaine Bourgeois, le chef de la gendarmerie de Batna.

« Allô ! Bourgeois ? Alerte générale. Biskra a été attaquée.

Branle-bas de combat. Cela risque de nous arriver d'une seconde à l'autre, il y a peut-être déjà des rebelles dans les rues... Je prends tout sur moi. »

Bourgeois a compris au ton du sous-préfet que c'était sérieux. Il répond à peine, raccroche, enfle son pantalon et met la caserne en alerte.

Jean Deleplanque téléphone maintenant au colonel Blanche. C'est lui qu'il aurait dû prévenir en premier lieu mais les rapports entre les deux hommes sont si mauvais que le sous-préfet prévoit des complications sans fin. Des demandes d'ordres écrits. C'est la nouvelle lubie du colonel pour « contrer » ce gamin de sous-préfet à qui lui, à son âge et à son grade, doit obéir. Le colonel Blanche grommelle au téléphone.

« Prévenez les casernes tout de suite », dit Deleplanque.

Mais Blanche est un colonel qui aime que l'on respecte la hiérarchie. C'est donc à son chef d'état-major, qui couche en ville, qu'il téléphone. Lorsque celui-ci, prêt, avec ses bottes et ses galons, gagnera la caserne, ce sera pour essuyer une rafale et trouver deux gosses du contingent recroquevillés dans la poussière. Morts.

En silence dans la nuit, le commando de Hadj Lakhdar s'avance vers les casernes. Lakhdar a renoncé à mitrailler la sous-préfecture. À quoi cela servirait-il alors qu'il a eu le sous-préfet trente secondes dans sa ligne de mire et qu'il n'a pas tiré ? Les sept hommes sont à peine arrivés devant la caserne qu'ils entendent une sonnerie stridente. C'est le capitaine Bourgeois qui a donné l'alarme. Des fenêtres s'allument. Le peloton d'intervention se prépare. Lakhdar aperçoit des silhouettes qui s'agitent. Il s'apprêtait à attaquer la caserne dans dix minutes mais ce remue-ménage ne présage rien de bon. Des projecteurs s'allument. Et la sonnerie stridente retentit toujours. Les hommes de l'A.L.N. se regardent, inquiets.

« Allez. Faut se replier tout de suite, avant qu'ils ne sortent », dit Hadj Lakhdar.

Il tire la fusée rouge de la poche de son treillis. L'allume. Une lueur rouge s'élève au-dessus de Batna. Près des casernes, Bouchemal est affolé. Il a armé une seconde fois son fusil éjectant une cartouche intacte.

« La fusée rouge. Y a un pépin. »

Pour un peu il donnerait tout de suite l'ordre de repli mais il faut attendre Lakhdar. Et on n'a pas encore entendu un coup de feu. Il est 2 h 50.

« Qu'est-ce que ça veut dire, cette fusée ? demande le chasseur Pierre Audat au brigadier-chef Eugène Cohet qui monte la garde près de lui à la porte du 9^e R.C.A.

— Je ne sais pas ! Oh ! pas grand-chose. Des chasseurs peut-être qui traquent un sanglier.

— Y en a par ici ?

— Je crois. C'est bourré de gibier dans l'Aurès.

— Faudrait qu'on s'en procure pour ma fiesta. C'est la semaine prochaine. »

Pierre Audat a l'intention d'offrir un « sacré gueuleton » à ses copains pour ses vingt et un ans, qui tombent le 16 novembre.

« Allô ! Duprey ? » Le sous-préfet téléphone au commissaire central Emile Duprey qui répond tout endormi.

« Oui. Qui est là ? »

— Le sous-préfet. Ça risque de barder d'une seconde à l'autre. Ne sortez de chez vous sous aucun prétexte. Si les rebelles attaquent, il y a des chances pour qu'ils en veulent à votre peau. »

Duprey se frotte les yeux. Les rebelles ? Sa peau ? Il est fou, ce Deleplanque. 2 h 45. Le commissaire va se passer de l'eau sur le visage.

Jean Deleplanque vient de prévenir Arris par radio car, au téléphone, la commune mixte ne répond plus. Lignes coupées.

Les mesures de sécurité sont prises, il est temps de prévenir Constantine.

« Allô ! donnez-moi M. le préfet.

— Tout de suite ! dit la standardiste qui vient de passer il y a quelques instants une communication d'Alger.

— Oui. Vite, c'est pour le sous-préfet de Batna.

— Allô ! ici le préfet !

— C'est Jean, à Batna.

— Qu'est-ce qui t'arrive ? Tu as eu un accident ?

— Non. C'est bien plus grave... Ecoute. »

Et commence une brève et pathétique conversation. Jean Deleplanque fait l'inventaire des événements et rend compte des mesures qu'il a déjà prises.

« Tu as bien fait, dit Dupuch. C'est encore plus grave que tu ne crois, je viens d'avoir Vaujour à Alger. Le mouvement est généralisé. Il y a eu des attentats dans l'Algérois et à Alger. Ça a commencé à 1 heure.

— Ça y est, hurle Deleplanque dans l'appareil, ça commence ici... »

Dupuch, dans son bureau de Constantine, entend à travers le récepteur les rafales qui crépitent à Batna.

« Raccroche, dit Dupuch. Fais pour le mieux. Tiens-moi au courant. Et fais attention... »

Les hommes de l'A.L.N. se sont regroupés. Le commando Hadj Lakhdar remonte en courant l'avenue de la République. Une voiture va les doubler. C'est le chef d'état-major du colonel Blanche. Les Chaouïas l'ajustent. Les balles trouent la carrosserie. Par miracle l'officier n'est pas touché. La voiture continue son chemin.

« Merde ! crie le brigadier-chef Cohet, t'as-vu ? »

Et il désigne du doigt des silhouettes qui courent dans l'enfilade de l'avenue.

« Ils sont armés », s'affole le chasseur Audat.

Les deux jeunes gars, instinctivement, arment leurs fusils. Les culasses claquent à vide. Les armes ne sont pas chargées. Les gros doigts engourdis par plusieurs heures de garde s'empêtrent sur les boucles des cartouchières. Les deux chasseurs les ouvrent enfin.

Mais les cartouches sont enfermées dans un sachet de toile cousue. C'est le règlement ! Les deux garçons s'énervent.

De l'autre côté de la rue, à l'abri des platanes, deux Aurésiens les ajustent posément. Une série de coups de feu. Pierre Audat, bientôt vingt et un ans, roule à terre. Le brigadier-chef Eugène Cohet, vingt et un ans, reste un instant pétrifié. par trois fois son corps est agité d'un soubresaut. L'impact des balles. Il lâche son

fusil, puis se tasse sur lui-même. Recroquevillé. Un filet de sang coule de ses lèvres.

3 heures. Les premières victimes militaires de la guerre d'Algérie viennent de tomber.

Les hommes de l'A.L.N., lâchant des rafales de mitraillette, s'enfuient par la route de Lambèse.

Bouchemal, voyant arriver le groupe de Hadj Lakhdar, est pris de panique. Il détale. Saïd et Amar, un autre Chaouïa de son groupe, en font autant. Ils ont tiré quelques coups de feu au hasard en direction des sentinelles... Ils ne pensent plus qu'à regagner à travers champs et par des chemins de montagne Bou-Hamar, la ferme de Baazi ; c'est de là que les hommes de Ben Boulaïd partiront pour le maquis.

KHENCHELA (AURÈS), 3 HEURES

Le bruit d'une explosion et d'une rafale suivie de coups de feu a réveillé en sursaut le lieutenant Darnault. Il s'est habillé en un tournemain et va aux nouvelles.

Le lieutenant Darnault est le commandant de la place de Khenchela qui n'est protégée que par un peloton de spahis et par les quelques agents de police du commissariat central. C'est contre ceux-ci qu'ont été tirés les coups de feu qui ont réveillé le lieutenant. Les hommes de Laghrour Abbés, deuxième lieutenant de Ben Boulaïd, ont envahi le commissariat central et tiennent les trois gardiens de la paix de service en respect. Laghrour leur arrache leurs armes, deux revolvers à barillet et un pistolet, et ordonne le repli.

Le transformateur électrique a sauté. Athmani, qui en était chargé, a attendu l'explosion des bombes qu'il y avait placées pour partir,

Le lieutenant Darnault inspecte la cour de la caserne. Rien. Il sort sur le pas de la porte. Les sentinelles sont près de lui. Elles n'ont rien vu. Le lieutenant s'apprête à rentrer. Il esquisse son demi-tour, la balle le cueille en pleine poitrine. Cinq coups de feu encore. Une sentinelle tournoie et s'écroule. Les hommes de l'A.L.N. se sauvent. Le lieutenant Darnault est mort avant de toucher le sol. Il n'avait même pas boutonné sa chemise. Le spahi est mortellement blessé.

Dans la forêt, au-dessus de Khenchela, Khali l'infirmier aura à

soigner deux, blessés. Un par balle, le posté de garde de la caserne a réagi et les spahis ont blessé l'un des hommes de l'A.L.N., l'autre a reçu un éclat de la bombe du transformateur.

Jean Deleplanque vient d'appeler Khenchela par radio. Le téléphone est inutilisable, les fils ont été sectionnés à la sortie de Batna. Lorsqu'il parvient à établir la liaison radio, le jeune sous-préfet crie :

« Attention ! ici Batna, le sous-préfet, nous avons été attaqués. Vous risquez de l'être à votre tour. C'est l'insurrection dans l'Aurès. Prenez vos précautions ! À vous...

— Trop tard, monsieur le sous-préfet. C'est déjà fait, le lieutenant Darnault est mort... »

T'KOUT (AURÈS), 3 HEURES

C'est aussi une explosion qui réveille en sursaut le gendarme Martial Pons et sa femme. Dans son berceau, leur petite fille de huit mois se met à hurler.

« Qu'est-ce que c'est, Martial ?

— Je ne sais pas, je vais voir.

— Fais attention. »

Mme Pons ne supporte plus ce bled perdu. T'Kout est le dernier village au bout d'une petite route qui conduit aux gorges sauvages de Tighanimine. La plus proche localité est Tiffelfel, où viennent d'arriver deux jeunes instituteurs, les Monnerot, que Mme Pons a aperçus il y a quelques jours. Tout autour de T'Kout, le désert. De la pierraille, quelques rares chênes, des oliviers tordus. Lorsque Mme Pons est arrivée à T'Kout où son mari était depuis plus d'un an elle a été effrayée. Une mechta où vivaient quelques familles musulmanes dominait la « brigade » qui l'abriterait. C'était un beau bâtiment tout neuf, « confortable » avait dit Martial.

« Nous sommes dix gendarmes ici. Il y a trois femmes et quatre enfants. Tu t'y plairas. »

Elle est la quatrième femme. Leur petite fille le cinquième enfant. La belle gendarmerie n'a pas l'eau courante, il faut se ravitailler à la source romaine près de la mechta.

Le caïd, qui vit avec sa famille au bordj administratif, n'est pas mieux loti. Le moindre achat nécessite un voyage à Batna, à

100 kilomètres de là. Et puis ce que M^{me} Pons redoute par-dessus tout c'est l'hiver. Elle s'était imaginée que l'hiver, en Algérie, c'était Nice ou Cannes, en plus chaud. Mais ici, l'hiver. Elle s'était imaginé que l'hiver, en Algérie, bloqué quand ce n'est pas le pont branlant emporté par les eaux ou la route impraticable. Très vite M^{me} Pons a fait comme les autres femmes de la « brigade », elle ne sort plus de T'Kout que pour aller consulter le médecin pour son nouveau-né. Et puis hier au soir, des coups de feu dans la montagne. Et maintenant cette explosion.

« Ce doit être une bombe. Habille-toi, lui dit son mari qui revient dans l'appartement, viens avec la petite t'installer au deuxième. On va toutes vous mettre dans cet appartement pendant qu'on va aller en patrouille. Deux gars vont rester avec vous.

— J'ai peur, Martial.

— Mais non, ce n'est certainement que ces bandits de l'Aurès qu'on ne peut jamais attraper. La 4 CV les a peut-être tentés ! »

L'après-midi même la femme d'un gendarme qui se rendait à Batna a renversé sa 4 CV dans un fossé à 1 kilomètre à peine de T'Kout. Un accident sans gravité. Martial Pons et trois de ses camarades ont effectué dans la soirée une patrouille dans les environs. Rien à signaler. Puis cette explosion, brutale, violente, qui augmente encore l'angoisse de l'isolement.

Les huit gendarmes sortent dans la nuit. Les pics sauvages, les pitons qui entourent la mechta se détachent sur le ciel clair. Les gendarmes se dirigent vers la route. Des coups de feu Relatent. Aboiements des mitraillettes, claquements secs des mousquetons. Les hommes refluent dans la « brigade » et verrouillent la porte. Personne n'a été touché. Martial grimpe quatre à quatre l'escalier qui mène à la terrasse, débouche en plein clair de lune. À nouveau c'est la mitraillade. Il a juste le temps de se protéger en s'aplatissant derrière le muret.

À l'étage au-dessous, M^{me} Pons prépare un biberon pour sa fille qui pleure toujours, elle l'approche du berceau. À l'instant où les coups de feu claquent, la bouteille lui éclate dans les mains tandis que la bouillie coule sur les draps blancs. Une des balles destinées à son mari vient de briser le biberon du bébé.

T'Kout est bloqué. Dix gendarmes, quatre femmes et cinq enfants sont prisonniers dans l'Aurès. Il est 3 h 20.

ORAN, BUREAU DU PRÉFET, 3 H 30

« Et moi je vous dis que c'est moi le patron ! Si vous n'êtes pas d'accord, il y a toujours un bateau pour vous rapatrier ! »

Le préfet Lambert est rouge de colère. Cette fois, il a tapé sur la table et est « sorti de ses gonds ». Depuis plus d'une heure sont réunis dans son bureau le général Widerspach-Thor, commandant la division d'Oran, le colonel Dutheil, le procureur général, le commissaire central et celui des R.G. et le chef de cabinet de Lambert. Et chacun discutaille, ergote alors qu'« il faudrait faire vite et ne pas y aller avec le dos de la cuillère », fulmine le préfet.

Lorsque ses subordonnés civils et militaires sont arrivés dans son bureau à 2 heures du matin, ils étaient encore endormis et étonnés de cette convocation au milieu de la nuit. Le chef de cabinet de Lambert leur a parlé d'un mouvement insurrectionnel mais la ville, qu'ils viennent de traverser, dort en paix. Pas la moindre agitation. Pas un coup de feu. Lambert, dès leur arrivée, « se les prend bille en tête ».

« Ce n'est pas un événement isolé, dit-il, ça doit faire partie d'un mot d'ordre. Il s'agit certainement d'un mouvement coordonné par un organisme quelconque qui veut épater ou indigner, mais qui, de toute façon, veut faire parler de lui.

— Mais enfin, dit le procureur, quels sont les faits ?

— J'y arrive. Je reprends le détail. Il n'y a rien eu à Oran si ce n'est en fin de soirée l'assassinat d'un chauffeur de taxi, mais c'est peut-être du droit commun. Le plus grave s'est déroulé dans la commune mixte de Cassaigne et dans le village lui-même. On vient de me téléphoner de nouveaux détails. À 1 heure du matin le transformateur du centre d'Ouillis a été attaqué par des inconnus. Un garde est intervenu. Ils lui ont tiré dessus. Le type est blessé. Il s'en sortira.

« À peu près à la même heure, la ferme Monsonogo qui se trouve sur la départementale 8, entre Ouillis et Bosquet, et la ferme Janson, entre Bosquet et la plage, sont attaquées. Les façades sont mitraillées. Le gardien de la ferme Janson est blessé. J'en arrive au plus grave. Une 4 CV qui revient de Mostaganem conduite par un garçon de Picard, M. Laurent François, se fait tirer dessus à la hauteur de la ferme Monsonogo, Sur le bord de la route un Européen fait des signes. Brave type, ce François s'arrête. « Allez chercher du secours, dit l'Européen, je suis le

commis de la ferme. On est attaqués. » François redémarre comme un fou en direction de Cassaigne. Nouveaux coups de feu. Il est légèrement blessé mais continue. Arrivé devant la gendarmerie de Cassaigne, il sort de sa voiture et est abattu d'une balle en pleine tête. Les gendarmes qui sortaient doivent rentrer précipitamment, la façade de la gendarmerie est littéralement « arrosée ».

« Attendez, ce n'est pas fini. À 100 mètres de la commune mixte un gardien est attaqué au même moment par cinq hommes qui ne semblaient pas armés. Avant qu'il ait eu le temps de se servir de son fusil il est assommé. Son fusil lui est volé. Bilan : une fracture du crâne.

« Et un peu partout des poteaux télégraphiques sciés, des fils téléphoniques sectionnés. Et tout ça dans l'Oranie qui est une région traditionnellement calme !

— Et vous croyez à l'insurrection ? interroge le commissaire.

— Ça y ressemble diantrement. Si c'est l'insurrection on est pris à froid et dans les heures qui viennent on va avoir des événements du même ordre qui vont nous tomber sur le coin du crâne. Moi, je suis pour ne pas hésiter. Il faut y aller tout de suite ! Et très fort. »

Le préfet s'est effacé devant l'homme d'action, le résistant. Mais cette fois, Lambert est de l'autre côté de la barrière. L'expérience de la clandestinité va jouer à rebours. Les ordres fusent, rapides et précis.

« Mon général, et vous messieurs les commissaires, je vous conseille vivement de faire tirer à vue sur toute personne armée qui n'obéit pas immédiatement aux injonctions de la police et des militaires. Appliquons tout de suite les mesures de l'état de siège. Procédez à toutes les arrestations que vous voulez chez les nationalistes que vous connaissez.

— Mais ces milieux sont très flous, plaide le commissaire.

— Emballez tout de suite on verra après... »

Le général Widerspach-Thor est tout blanc.

« Monsieur le préfet, commence-t-il, je dois vous dire que ces décisions me répugnent un peu !

— Pas de problème, mon général, il s'agit de savoir si on veut

réagir ou se laisser botter le train !

— Mais vous sortez de la légalité ! »

C'est le procureur qui vient de parler. Lambert, rouge de colère se tourne vers lui. Tout le monde a oublié la petite taille, le corps rondouillard, la physionomie d'habitude bonhomme, c'est la plus haute autorité du département qui parle :

« Si vraiment c'est une insurrection, crie Lambert, on en reparlera demain et vous serez heureux d'avoir suivi mes indications. Et de toute façon, c'est moi le patron ! Si vous n'êtes pas d'accord il y a toujours un bateau pour vous rapatrier ! Exécution ! »

Le préfet s'est levé sans saluer ses interlocuteurs qui sortent stupéfaits. Tous sont surpris de l'algarade.

Ce Lambert qui paraissait grande gueule mais bon pépère, le voilà qui se place en chef de guerre. Et pas de rouspétance.

L'élégant Widerspach-Thor garde en travers du gosier la réflexion du préfet. Mais c'est le préfet !

Le colonel Dutheil, lui, approuve Lambert. Il est persuadé qu'il s'agit d'une insurrection armée. Il connaît le bled.

Resté seul, Lambert téléphone à Alger. Il a Léonard, qui lui confirme l'insurrection.

« Nous avons eu la même chose à Alger et ça vient de se déclencher dans le Constantinois, précise le gouverneur général, mais dans l'Est ça paraît beaucoup plus grave, surtout dans l'Aurès. »

Lorsque Lambert raccroche, il constate avec amertume qu'on savait déjà à Alger qu'une insurrection avait éclaté dans l'Algérois et le Constantinois et qu'on ne l'a pas prévenu. D'ailleurs, on ne lui donnera aucune instruction particulière.

« Dans le corps préfectoral, pense-t-il, quand ça barde on ne vous dit rien. Chacun pour soi. Dieu pour tous. »

Son opinion est faite. C'est l'insurrection armée. En un éclair le préfet d'Oran revoit ses rapports après les tournées d'information, ses mises en garde. Il faut faire quelque chose pour améliorer les conditions de vie des musulmans, disait-il. Les colons n'ont rien voulu entendre. Cette fois, ils vont décrocher le coquetier !

Mais ce n'est pas une raison pour que Tordre soit troublé. Au travail ! Le préfet surveille la mise en œuvre du plan qu'il a préconisé. Ses consignes seront appliquées brutalement.

Troupes, gendarmerie, police sont mises en alerte dans toutes les villes, sur toute les routes du département. À l'aube il y aura huit musulmans tués. Sur six d'entre eux on trouvera des armes. L'un des deux qui n'étaient pas armés s'appelle Ramdane Abdelmalek. L'un des adjoints de Ben M'Hidi. Il a assisté à la réunion des Vingt-deux. C'est le premier chef de la rébellion à tomber dans l'insurrection qui vient de se déclencher. Mais le gendarme qui écrit le rapport ignore l'importance de l'homme dont le corps sans vie gît dans la poussière du chemin de Cassaigne.

Toute la nuit les arrestations se succèdent à Oran, Tlemcen, Mostaganem, Cassaigne. Tout ce que contient le fichier « Suspects » des R.G., tous les musulmans qui ont l'habitude d'exprimer des opinions revendicatives, de dire tout haut ce que Lambert écrit depuis des mois à Alger, est « emballé ». Le préfet sait très bien qu'ils n'ont certainement pas participé à l'insurrection mais ils peuvent peut-être donner une piste. Et puis demain il fera jour. On triera !

« Tout de même pour une surprise, c'est une surprise. Ils nous ont drôlement eus ! »

CONSTANTINE. PALAIS DU BEY AHMED, 4 HEURES DU MATIN

« Les salopards », murmure le général Spillmann en faisant le bilan de cette nuit qui s'achève. Il découvre l'étendue de l'insurrection. Et vient de baptiser ainsi les « fellaghas supposés tunisiens » qui étaient signalés la semaine dernière ! Le général Spillmann n'appellera jamais autrement les hommes de l'A.L.N. Ni terroristes, ni fellaghas, ni fellouzes, simplement les salopards.

Le commandant de la division de Constantine a été réveillé il y a une heure à peine par le préfet Dupuch qui, très calme, lui a annoncé qu'« un mouvement insurrectionnel s'est déclenché dans différentes localités du département ».

Spillmann a maintenant assez d'éléments pour faire un bilan précis de l'insurrection dans le Constantinois et pour prendre les mesures nécessaires.

Dès l'alerte du préfet, le général s'est armé, a réveillé Bescond, son aide de camp, un jeune para, a fait prendre les armes au poste de police, aux secrétaires, aux chauffeurs. Le palais du Bey Ahmed, l'un des plus beaux échantillons de l'art mauresque de Constantine, grouille d'hommes armés. Il ne s'agit pas que le quartier général de la division soit à la merci d'un coup de main comme un vulgaire poste de commune mixte !

Ces mesures défensives prises, Spillmann fait pour son adjoint, le colonel Voillemin, et pour le colonel Terrasson, commandant la subdivision de Constantine, le récit des « événements » dans le département.

« Au nord, rien de grave, dit-il. Sur la route de Philippeville, la gendarmerie de Condé-Smendou a été attaquée. Sans succès. Au Kroub, à 10 kilomètres au sud de Constantine, des sentinelles ont essuyé des coups de feu. Pas de bobo... »

Didouche Mourad, dont le général ne connaît ni le nom ni l'existence, a donc vu ses craintes prendre corps. Après la défection des militants de Constantine, noyautés et convaincus par Lahouel, il n'a guère pu que diriger de petites escarmouches sans importance. Pour le jeune « chef historique », la nuit de l'insurrection s'est soldée par un échec complet.

« ... Dans l'arrondissement de Batna, poursuit le général Spillmann, c'est beaucoup plus grave. À Batna une sentinelle du 9^e R.C.A. et une du 4^e R.A. ont été tuées sans avoir pu se défendre. Ça dû être l'affolement, car les salopards n'ont pas pris leurs armes. À Khenchela, le commandant d'armes a été tué et une sentinelle ne vaut guère mieux. C'étaient des spahis. Les agents de la police municipale ont été faits prisonniers. Des pistolets ont été volés mais il n'y a pas de casse. En revanche, Vivie de Régie, l'administrateur, a failli être enlevé, un de ses cavaliers a été blessé. Ils s'apprêtaient à mener une opération vers Arris pour 5 heures du matin ! Il avaient bien choisi leur jour ! »

C'était l'opération ordonnée par Deleplanque à la suite de l'information venue de Biskra selon laquelle des instituteurs du bled risquaient d'être assassinés.

« ... À Biskra, continua le général, on signale une tentative d'incendie de wagons d'essence et une attaque à la bombe contre les sentinelles sénégalaises de la redoute militaire. Leur guérite a été volatilisée. Mais les hommes ont pu se replier à temps sur le

poste de police. Les lignes télégraphiques sont coupées dans l'Aurès. Arris est isolé. On n'a encore aucune nouvelle de T'Kout. Il y a dans ce bled une dizaine de gendarmes et surtout des femmes et des gosses. On ne sait rien d'eux. Voilà, messieurs, la situation n'est pas brillante. »

Le problème le plus inquiétant est posé par Arris et T'Kout, bloqués au cœur de l'Aurès et pratiquement sans défense.

À Batna, le sous-préfet Jean Deleplanque a agi à la manière de Lambert à Oran. Il sent qu'il faut faire vite. Il sait par Dupuch que le mouvement de rébellion s'est fait sentir sur toute l'Algérie. Il a réuni dans son bureau le maire Malpel, le colonel Blanche, M. Guedj, premier adjoint, et le conseiller général Pupier.

« Nous devons agir vite, dit Deleplanque, et nous n'en avons pas les moyens légaux. Alors il faut que nous passions par-dessus. La situation est exceptionnelle. Les-moyens le seront aussi. »

Il décrète une sorte d'état d'urgence : fermeture de tous les établissements publics, couvre-feu à 21 heures, ordre à la police et aux militaires de tirer après sommation sur tout suspect. Le colonel Blanche ne manque pas d'exiger des ordres « écrits ».

« Vous l'aurez votre « couverture », mon colonel, dit Deleplanque, excédé, vous l'aurez ! »

De son côté le général Spillmann fait le point des troupes disponibles. Ce n'est pas brillant. Heureusement que l'effectif de Souk-Ahras a été un peu renforcé. Un bataillon de paras du 1^{er} R.C.P. destiné à Khenchela pourra partir dans quelques heures. Mais comment les transporter ? Si Spillmann manque d'hommes il manque aussi de véhicules. Les paras du 1^{er} R.C.P. ne pourront arriver à Khenchela avant le 2 novembre. Or il faut intervenir et dégager Arris et T'Kout le jour même. Si la capitale administrative de l'Aurès n'est pas immédiatement dégagée, la portée psychologique de l'insurrection sera quadruplée. Comment ! Les Français sont obligés d'abandonner Arris à lui-même pendant deux ou trois jours ? Impossible.

Spillmann préfère se découvrir sur d'autres points. Il téléphone de Constantine au commandant de Batna.

« Allô ! Blanche ? Je fais mettre à votre disposition un escadron du 9^e R.C.A. qui se trouve au Kroub et un peloton du même régiment qui est à Cheria. Vous aurez le tout pour midi. En

outré : écoutez-moi bien. Vous allez me prendre des éléments blindés légers et des pelotons du 2^e bataillon du 4^e R.A. Vous allez me transformer ces garçons en fantassins. Il faut... vous entendez, IL FAUT que Arris soit débloqué avant la tombée de la nuit prochaine. Vous avez à peine douze heures devant vous ! »

Après une surprise pareille, il fallait faire *fissa* pour sauver la face !

ALGER, PALAIS D'ÉTÉ, 4 HEURES DU MATIN

« Messieurs, il faut que nous alertions Paris. »

Le gouverneur Léonard vient de faire le bilan général de cette nuit d'insurrection. Il a reconstitué avec « son » directeur de la Sûreté, Jean Vaujour, et « son » commandant en chef, Paul Cherrière, le puzzle tragique dont les morceaux lui parviennent par téléphone depuis 1 heure du matin, depuis l'alerte de Vaujour. La situation n'est pas dramatique. Elle est préoccupante. Les polices ont été mises en état d'alerte, les opérations de police judiciaire vont commencer dès le lever du jour grâce aux dossiers des R.G.

Ni Léonard, ni Vaujour, ni Cherrière n'ont l'impression d'un soulèvement général. Nulle part, d'après les rapports, la situation n'est critique. Sauf peut-être à Arris et à T'Kout. Vaujour pense que l'heure n'est pas au triomphe mais il semble bien maintenant que les renseignements de Grasser aient été exacts. Les preuves que tout le monde réclamait à Constantine, trois jours auparavant, sont là et en nombre !

« Je crains, monsieur le gouverneur, que l'Aurès et la Kabylie, nos zones les plus dangereuses, ne s'embrasent.

— C'est aussi ce que je redoute, Vaujour. Mais pour l'instant les rapports nous signalent des actes de terroristes isolés. Ils n'ont pas l'air d'être soutenus par la population.

— C'est pourquoi, intervient Cherrière, il faut très vite réprimer cette insurrection localisée.

— Combien d'hommes actuellement en Algérie, mon général ?

— Un peu plus de 50 000, 57 000 exactement, monsieur le gouverneur, mais vous connaissez le problème ? Si je peux en mettre 3 500 en ligne c'est tout le diable ! »

Car il n'existe pas d'armée d'Afrique, ce ne sont que des

hommes de passage qui attendent leur départ pour l'Indochine ou qui sont en repos. Ou encore, qui sont sur le point d'être intégrés dans des unités en formation. Rien d'utilisable.

Cherrière pense au coup de téléphone donné la veille au secrétaire d'État à la Guerre : « Ce n'est pas la peine d'envoyer la 25^e D.I.A.P. » Heureusement qu'elle est encore sur le pied de guerre comme l'a conseillé Jacques Chevallier.

Le gouverneur général, qui pense à la même chose, décroche son récepteur. Ce n'est plus le moment de vouloir garder la face, la situation risque d'être grave. Ce qu'il a refusé la veille, avec le général Cherrière, il le demande maintenant. Et vite. Roger Léonard appelle le Bordj, la villa de Jacques Chevallier.

« Monsieur le ministre, voilà ce qui se passe... »

Le gouverneur général met le secrétaire d'État au courant des événements de la nuit.

« Il faut absolument prévenir la 25^e D.I.A.P., dit-il, il nous la faut rapidement... »

Elle sera sur place dans les vingt-quatre heures.

Il reste maintenant à Roger Léonard à accomplir sa plus pénible mission. Avertir Paris qu'une insurrection a éclaté sur le territoire algérien. Sur « son » territoire. Avec un soupir, il décroche le téléphone :

« Passez-moi Paris, M. Pélabon, le directeur de cabinet du président du Conseil... »

SUR LA ROUTE, ENTRE BISKRA ET ARRIS, 7 HEURES DU MATIN

Le car avale péniblement les lacets de la route étroite. M^{me} Monnerot, assise près de son mari, admire par la glace ouverte l'extraordinaire paysage que lui révèlent les virages successifs.

« Chaque détour, pense-t-elle, nous rapproche de chez nous... »

Le « chez nous » de Guy Monnerot et de sa femme, c'est Tiffelfel, une mechta perdue entre Biskra et Arris. Les deux jeunes gens, qui viennent de se marier, sont arrivés depuis trois semaines. Ils sont instituteurs auxiliaires. Guy a convaincu sa

femme de venir en Algérie.

« Là-bas, tu verras, on aura l'impression de servir à quelque chose. Ces pauvres gens ont besoin de nous, la misère est grande et on dit qu'en Algérie les trois quarts des musulmans sont illettrés. »

Les Monnerot sont arrivés avec tant d'enthousiasme qu'ils n'ont rien vu du manque de confort de ce pays perdu. Ils sentent qu'ils vont aimer cet Aurès au paysage sauvage et changeant. La jeune femme est heureuse. Elle admire ce grand garçon qu'elle a épousé. Elle sait que ce n'est pas avec des idées humanitaires qu'il fera fortune mais elle s'en moque. Dès son arrivée elle s'est rendu compte à quel point son mari avait raison, combien ces pauvres gens avaient besoin d'eux. En Algérie, à peine 15 % des enfants musulmans sont inscrits dans une école pour cette rentrée !

Le contact a été bon avec les Chaouïas et les deux jeunes gens ont commencé à organiser leur classe.

Ils profitent de ce long week-end scolaire pour mieux connaître cet Aurès où ils vont vivre. La semaine précédente, ils ont déjeuné chez M. Rey, l'administrateur d'Arris, qui recevait également de riches touristes de passage. Des Parisiens horriblement snobs qui béaient d'admiration devant ces indigènes « qui nous sont si fidèles », vitupéraient ces bandits de l'Aurès.

« Bandits d'honneur, avait dit la femme, c'est incroyable que l'on tolère cela. Cher ami, pourquoi ne les prend-on pas ? »

Rey, le géant, n'avait trop su comment répondre à ces snobs venus « en visite ». Il avait surtout eu peur d'une altercation avec le jeune Monnerot. Il n'aurait pas dû les inviter ensemble: D'autant que tous ces instituteurs avaient des idées avancées qui ne lui plaisaient guère. « De la graine de rouge... » Mais il n'y avait pas eu d'incident. Les Monnerot s'étaient réfugiés dans le silence et étaient très vite partis.

M^{me} Monnerot regarde le paysage. Après les sables de Biskra, où ils ont passé la journée de dimanche, c'est à nouveau l'âtre pierraille de l'Aurès avec quelques îlots de blé, quelques moutons et surtout des chèvres noires comme en Sicile, en Corse ou en Crète.

Pour pénétrer le massif, le vieux car, un Citroën de 50 places,

sorte de bouledogue mi-vert pâle, mi-vert amande, avance tranquillement sur la route sinueuse qui s'introduit dans les gorges de Tighanimine. Cinquante kilomètres d'une beauté stupéfiante. La route est taillée dans la partie rocheuse de Foum-Taghit qui s'élève à pic du côté gauche du car. À droite, à une vingtaine de mètres en contrebas, l'oued El-Abiod se fraie un passage dans des éboulis gigantesques. Des pins sauvages, un peu de maquis, des buissons d'épineux piquent les flancs de la montagne qui surplombe le canon. Après M^e Chounèche et Tiffelfel, la terre, jusque-là gris bleuté, devient rouge ocre. La route monte sans cesse.

Mme Monnerot sent, à travers les glaces ouvertes, l'air devenir plus pur. Ses tympans sont un peu douloureux.

« On est haut ? demande-t-elle à son mari qui bavarde avec son voisin, un caïd merveilleusement habillé d'un burnous et d'un turban immaculés, de bottes de fillali rouge sang sur une culotte noire et d'un baudrier rouge brodé d'argent qui tranche sur le linge blanc.

— Un peu plus de 1 800 mètres, chère madame », répond celui-ci, en saluant.

Mme Monnerot, qui était perdue dans ses pensées lorsque son mari bavardait, apprend que cet « Arabe » digne du Châtelet est le caïd de M'Chounèche, Hadj Sadok, qu'il est très flatté de connaître les instituteurs, qu'ils vont avoir « bien à faire » à Tiffelfel.

Elle l'observe à la dérobée. Il tranche par son élégance sur la populace qui a envahi le car et qui l'emplit un peu plus à chaque arrêt.

Les Chaouïas, en cachabia de laine brute, sentent le mouton. Leur odeur soulève le cœur. M^{me} Monnerot leur trouve des têtes inquiétantes de bêtes sauvages aux aguets. Les femmes ont l'air aussi farouches. Elles n'ont pas cette allure soumise des silhouettes féminines entrevues à Alger. Les haïks noirs dont elles s'enveloppent y sont peut-être pour quelque chose. Et puis on voit leur visage. Les femmes de l'Aurès ne sont pas voilées. Des petits yeux vifs en amande sur des traits impassibles vous observent, vous dissèquent. Mais il ne faut pas juger sur la mine, pense la jeune femme. Ce ne sont que des paysans qui vont au marché. Sur le sol des couffins débordant de marchandises voisinent avec des

poules vivantes attachées par les pattes. Toute cette humanité qui sent fort provoque un remue-ménage incroyable. Si elle osait, la jeune femme parlerait de pittoresque avec son mari, mais il y a le caïd qui s'exprime avec de grands gestes. Guy Monnerot se tourne vers sa femme.

« Monsieur le caïd dit qu'il s'est passé des choses importantes cette nuit. Il y aurait eu des attentats à Biskra et il a reçu une proclamation par la poste.

Un groupe d'hommes aurait décidé d'entreprendre la lutte pour l'indépendance.

— Ils se baptisent Front de libération nationale, précise le caïd en montrant quelques feuillets ronéotypés qu'il a tirés de son magnifique baudrier. Je vais porter ce papier à M. l'administrateur d'Arris. Vous allez aussi à Arris ?

— Oui. L'instituteur nous a invités à déjeuner.

— M. Cadène est très aimé ici », dit Hadj Sadok.

À l'avant du car, Djemal Hachemi, le frère du propriétaire du car, conduit posément. Il regarde le numéro de la borne qui est plantée sur le bas-côté de la route, au bord du ravin. Nationale 31, kilomètre 80.

« Ce sera au kilomètre 79 », lui a-t-on dit hier soir.

Djemal Hachemi est « dans le coup » du soulèvement. Il connaît Ben Boulaïd depuis longtemps et lorsqu'il a été contacté pour faire partie du C.R.U.A. il a accepté tout de suite sachant que Mostefa Ben Boulaïd en était. Hachemi sait qu'il devra freiner dès qu'il apercevra le barrage de pierres placé en travers de la route.

Au kilomètre 79 le canon de Tighanimine se fait moins étroit. Les deux versants de la montagne s'éloignent l'un de l'autre et permettent de découvrir au loin les croupes molles recouvertes de broussailles annonciatrices des hauts plateaux. À cet endroit la route s'élargit et le versant qui la surplombe, à gauche, se transforme en un vaste cirque où, au milieu d'éboulis de rochers, poussent des buissons d'arare, de défia, de chênes sauvages.

Chihani Bachir, que tous ses hommes connaissent sous le nom de Si Messaoud, est là depuis 3 heures du matin. C'est ce cirque protégé en amont et en aval de la route par un virage assez

brusque qu'il a choisi comme lieu de son embuscade. Depuis 3 heures du matin les dix hommes du commando attendent de pouvoir arrêter un véhicule. Rien. Pas la moindre 4 CV, pas le moindre camion, pas même un baudet !

« Heureusement, a dit Mohamed Sbaïhi, d'Arris, que le car Biskra-Arris va passer dans quelques instants. » Chihani a placé deux de ses hommes en guetteurs sur chacune des deux crêtes qui surplombent les virages amont et aval. Trois hommes armés dont Mohamed Sbaïhi sont dissimulés au bas de la pente, derrière d'énormes rochers qui ont basculé des sommets en surplomb. Chihani et les deux derniers hommes du commando ont jeté sur la route une dizaine de grosses pierres sèches. Depuis que le soleil a teinté de rose les pierrailles du cañon, les hommes sont à l'affût, dissimulés derrière leurs abris. Le silence est impressionnant. Seul l'oued bruit au fond du cañon à une vingtaine de mètres en contrebas.

L'oreille attentive de Chihani a perçu le ronronnement du gros Citroën avant que les guetteurs aient pu apercevoir sa gueule mafflue qui monte péniblement à l'assaut de la dernière côte. Derrière son rocher Mohamed Sbaïhi arme la mitraillette qu'il est le seul à posséder dans le commando. C'est lui qui couvrira son chef et ses deux compagnons lorsqu'ils « arraisonneront » le car. Chihani n'est même pas ému. Il sait que le conducteur Hachemi est un homme à eux et que, selon les instructions, il donnera au moment d'aborder le barrage de pierres un violent coup de frein qui projettera tous les voyageurs en avant et permettra aux hommes de l'A.L.N. de grimper à bord sans éprouver de résistance.

Le car qui a enfin atteint la route plate prend de la vitesse. Au volant Hachemi Djemal est tendu. Malgré l'air frais qui entre par la vitre, il transpire. Ça y est. Il a aperçu le barrage. Et quel barrage ! Quelques pierres sèches éparses sur la route, à peine de quoi lui donner un alibi. Si Hachemi n'était pas un homme de l'A.L.N., il n'aurait qu'à appuyer sur l'accélérateur pour que le bon vieux Citroën franchisse sans difficulté le « muret » et gagne à grande vitesse la commune mixte qui est distante de 18 kilomètres.

Le « barrage » se rapproche. Hachemi jette rapidement un coup d'œil dans le car. Tout le monde bavarde ou somnole. Il donne un léger coup d'accélérateur. Ça y est il a aperçu une

silhouette à gauche, près des rochers. Ils sont là ! À dix mètres à peine du barrage ; il s'arcboute sur son volant et enfonce la pédale du frein. Cris, hurlements. Les voyageurs ont basculé en avant. Pêle-mêle les cachabias, les burnous, les haïks et les fichus de mousseline, les paquets de beurre, de sucre, les poules qui piaillent, les femmes qui crient. La portière s'est ouverte violemment. Chihani, mauser au poing, suivi d'un de ses hommes, a bondi dans la cabine.

« Silence ! Ça suffit. Armée de libération nationale. Que personne ne bouge. »

À l'extérieur, sur le côté gauche, au centre du cirque, des hommes qui semblent avoir jailli des éboulis de pierres se sont dressés et couchent en joue le car et ses occupants.

Le chef A.L.N. parcourt du regard les pauvres gens qui se sont tassés sur les banquettes fatiguées du vieux car : des montagnards. Mais un sourire éclaire son visage. Il vient d'apercevoir au fond du car la gandoura éclatante du caïd et près de lui les deux Européens.

M^{me} Monnerot a saisi le bras de son mari sans quitter des yeux l'homme en treillis vert olive qui tient un fusil à la main. Elle est devenue toute pâle. Sous le chemisier blanc à pois noirs son cœur bat à tout rompre. Instinctivement Guy a passé son bras sur les épaules de sa femme. Comme pour la rassurer ou la protéger.

« Viens, toi », fait Chihani au caïd.

Celui-ci se lève et passe dédaigneux devant le chef du commando qui le pousse d'un coup de crosse dans les reins. Guy Monnerot se prend à espérer. Peut-être n'en voulaient-ils qu'à ce caïd si richement vêtu.

« Vous aussi, venez ! » L'espoir s'est écroulé. Guy et sa femme descendent. Ils sont maintenant tous les trois sur la route devant le car. À gauche Hadj Sadok, puis Guy Monnerot, puis sa femme.

Devant eux Chihani et derrière son rocher, quelques mètres plus loin, Sbaïhi et sa Sten.

Le chef du commando de l'A.L.N. veut savoir ce que pense le caïd de M^e Chounèche.

« Alors, tu as reçu notre proclamation, dit Chihani. De quel côté vas-tu te ranger maintenant ? »

Le caïd Hadj Sadok est plus impressionnant que jamais, ses vêtements magnifiques, sa haute stature, son visage basané et rasé de près font paraître la tenue des maquisards encore plus hétéroclite et misérable. Même Guy Monnerot, qui a pourtant mis son costume sombre des dimanches pour rendre visite à son collègue d'Arris, et sa femme, avec son petit corsage à pois et sa jupe noire, ont une allure médiocre auprès du splendide caïd.

Sa réaction est digne de son attitude.

« Vous ne croyez pas que je vais discuter avec des bandits, s'écrie-t-il, et que votre mascarade m'impressionne. Quant à votre lettre, elle est déjà jetée. Vous voudriez me faire croire que toute l'Algérie est en rébellion... Mais regardez-vous ! »

Et le caïd, bras croisés, éclate d'un rire méprisant. Chihani, fou de rage, s'approche du groupe. M^{me} Monnerot a un geste effrayé, elle se blottit contre son mari, ce grand garçon maigre aux lunettes d'écaïlle qui se demande ce qui lui arrive. Le petit couple n'est pas fait pour cette violence.

« Vous n'avez pas honte ? s'écrie Hadj Sadok plus méprisant que jamais, ce sont des enfants ! Des instituteurs français qui viennent pour nous aider ! »

Chihani, interloqué par l'algarade, se demande que faire. Pour le caïd, c'est réglé, il est bien décidé à le « descendre », ce sont les ordres : attaquer les militaires et les musulmans favorables à la France. Mais ces deux Européens ? Ben Boulaïd l'a bien recommandé : « Ne touchez pas à un civil européen ! »

Tout va alors très vite. En une fraction de seconde. Hadj Sadok qui voit que son petit discours a porté mais qui commence à avoir peur pour sa peau a avancé la main vers le magnifique baudrier rouge. À l'intérieur il cache toujours un 6,35 automatique. Très vite, la main plonge, ressort armée. Chihani lève alors la tête, voit le geste du caïd qui l'ajuste. Une rafale part. Près de son rocher, Sbaïhi n'a pas perdu un mouvement. Il est bien placé, son chef est en dehors de son champ de tir. Il a écrasé la détente. La rafale est partie. Il n'y a pas eu un cri. Le caïd semble pétrifié. Le début de la rafale l'a atteint en plein ventre. Guy Monnerot a pris la suite dans la poitrine. Sa femme est atteinte à la hanche gauche. C'est elle qui s'écroule la première, suivie de son mari. Le caïd tombe enfin comme un mannequin de son qui se tasse sur lui-même. Il se tient le ventre à deux mains.

Les hommes de l'A.L.N. sont sortis de leurs abris et rejoignent leur chef, en silence.

Au volant du car Hachemi est le seul des occupants à avoir vu toute la scène. Les paysans, eux, sont aplatis sur le plancher, entre les banquettes, la tête dans leurs couffins. Ils sont terrorisés.

« Mettez le caïd dans le car, ordonne Chihani, c'est tout de même un musulman... Et toi, dit-il au chauffeur, ramène-le vite à Arris. »

Deux hommes du commando transportent le caïd, dont la gandoura est maculée de sang, à l'intérieur du car. Deux autres ont tiré les corps des deux petits instituteurs français sur le bord de la route, au pied de la borne, dans le gravier. Les deux jeunes gens gémissent. Guy semble à demi inconscient. La route est libre. Le car démarre. Les hommes de Chihani dégringolent la pente qui mène à l'oued. Ils veulent le franchir et se cacher au flanc de l'autre versant. Prêts à attaquer si une petite patrouille militaire vient au secours des deux Européens, prêts à fuir si les forces sont trop importantes.

Il est 7 h 40. Le car s'est éloigné. Les insurgés se sont fondus dans la campagne. Le soleil inonde maintenant le cirque. Deux corps restent seuls, étendus sur le bas-côté de la route. Il n'y a plus un bruit. M^{me} Monnerot reprend ses esprits. Une douleur atroce la taraude au flanc gauche. Elle ouvre les yeux. Guy, exsangue, ne geint même plus. Il respire avec difficulté. Elle ne peut pas bouger. Elle se sent engourdie, abandonnée. Sur la borne plantée à moins d'un mètre elle peut lire Arris 18, Batna 77. Et pas un bruit. Seulement l'oued qui, en contrebas, roule de pierre en pierre...

IGHIL-IMOULA (KABYLIE), 7 H 30

Le petit village à flanc de montagne est encore endormi. Mais, près de la crête, trois hommes ont passé une nuit blanche, dans une maison isolée. Il y a là : Krim Belkacem, chef de la zone kabyle, Zamoum Ali, un de ses adjoints, chef de la région de Tizi-Ouzou, et le « journaliste » Mohamed Laïchaoui, qui a « tiré » les exemplaires de la proclamation du F.L.N. que de nombreuses personnalités ont trouvée ou vont trouver dans leur courrier. Krim a préféré garder près de lui le jeune homme qui se plaignait d'avoir laissé sa mère à Alger sans la prévenir de son départ. Une imprudence est vite commise et Krim a pris la précaution de ne

pas indiquer au jeune homme l'endroit où il se trouvait. On l'a fait voyager de nuit pour qu'il ne puisse s'orienter. Ce n'est pas que le chef kabyle n'ait pas confiance mais il est préférable de mettre tous les atouts dans son jeu. Laïchaoui, qui sait maintenant qu'il pourra regagner Alger et « retrouver sa mère » dès l'action terminée, attend avec impatience les premiers résultats.

Comme les autres chefs de zone, Krim Belkacem a donné à chacun de ses sept chefs de daïra (région) la nature des objectifs à attaquer. D'abord, les gendarmeries et les casernes — si possible s'emparer des armes qui font cruellement défaut —, ensuite, détruire la principale richesse économique de la Kabylie : le liège. La récolte est faite et de nombreux hangars sont pleins à craquer. Il suffit d'un bidon d'essence. Enfin Krim a fait transmettre aux quatre cents hommes qui constituent l'A.L.N. de Kabylie l'ordre formel de ne pas attaquer les civils européens ou musulmans à moins bien sûr que ceux-ci ne soient armés et tirent sur les insurgés.

Krim a hâte de connaître les résultats. Vers minuit, les trois hommes sont montés sur la crête, guettant au loin les lueurs des incendies espérés mais, tout comme Bouadjadj à Alger, leur attente a été déçue.

L'heure H était fixée à minuit. À 1 heure ils sont revenus dans leur refuge et ont discuté toute la nuit tout en « remballant » le matériel car Krim veut quitter son P.C. dès que les sept chefs de région auront envoyé un courrier rendre compte des résultats de l'action.

Si le chef kabyle pouvait à cette heure lire le télégramme récapitulatif que le sous-préfet de Tizi envoie à Alger, il serait pourtant satisfait.

« J'ai l'honneur de vous faire savoir... » La formule officielle précède un bilan économique lourd et spectaculaire. Plus de 200 millions de dégâts. À Bordj-Menaïel, Camp-du-Maréchal, Azazga, Dra-el-Mizan, des dépôts de liège et de tabac ont été incendiés. Des coups de feu ont été tirés contre les casernes et gendarmeries de Tizirt, Azazga et de bien d'autres centres. Il y a un mort à déplorer à Dra-El-Mizan. Un garde supplétif musulman, Haroun Ahmed Ben Amar, a aperçu une dizaine d'hommes en train de glisser des tracts sous les portes. Le supplétif, qui était accompagné d'un autre gardien, a tenté de s'interposer. Un terroriste l'a abattu. L'arme du supplétif a été

volée.

L'action a été concertée, souligne le sous-préfet, les communications entre les différents centres de Kabylie ont été interrompues. Poteaux sciés, fils sectionnés avec une coordination qui « prouve l'importance du mouvement ».

Mais Krim Belkacem ignore ces résultats ; il doit attendre la fin de l'après-midi avant que les premières liaisons parviennent à son P.C. Il a écouté la radio. Au premier bulletin du matin sur Radio Alger, on ne parle de rien. Le chef de la zone III sait très bien qu'avec les cent trente armes dont il dispose dans sa région l'action armée ne peut être importante. Il l'a très bien expliqué à ses chefs de région. L'important est de créer une psychose de peur, d'insécurité. Pour lui, une opération sera réussie si elle est « spectaculaire », le « coup » importe peu.

En attendant les nouvelles, Krim Belkacem est assez confiant. Il sait que tous ses hommes accompliront leur mission. La discipline est grande en Kabylie et celui qui s'est engagé dans le mouvement sait très bien ce que signifierait pour lui une défection de dernière minute. La mort immédiate. Mais aucune défaillance n'a été signalée dans les jours précédents. À tel point que ce sont les hommes de Krim qui ont remplacé les militants de Bitat dans l'Algérois.

Krim a jugé durement ces hommes qui ont abandonné à la dernière minute ! Bitat n'a peut-être pas été assez ferme. Mais ce matin le chef kabyle pense à ses hommes, à ceux qui viennent de déclencher l'insurrection en Kabylie. Il va falloir se retirer, se fondre dans la nature et échapper aux Français. Car sept ans de maquis ont appris à Krim les règles du combat. De tous les chefs F.L.N. il est — avec Ouamrane — le seul à avoir une grande expérience de la vie clandestine dans le bled. Et il sait que les jours qui viennent vont être les plus durs. Il n'y aura plus l'enthousiasme de la préparation du jour J. Ce sera la guerre. Une guerre que Krim prévoit longue et difficile.

PARIS. DOMICILE PERSONNEL DU PRÉSIDENT DU CONSEIL, 8 HEURES DU MATIN

Pierre Mendès-France goûte les quelques heures de tranquillité qu'il a décidé de s'offrir ce 1^{er} novembre 1954.

Aujourd'hui, c'est férié. Ce lundi sera un jour à cimetières, à chrysanthèmes. Le président du Conseil en profite pour travailler

quelques heures chez lui. La revue je presse, quelques dossiers à étudier dans ce calme appartement bourgeois du 16^e arrondissement avec, au bout de la rue, les branches déjà dénudées des grands arbres du bois de Boulogne. Pierre Mendès-France a l'impression de prendre quelques heures de vacances. Il ne se rase pas de la matinée. Plus une vacance du Corps, qui se sent bien à l'aise, décontracté, dans son décor familial, qu'une vacance de l'esprit. Pierre Mendès-France n'est pas un homme qu'on imagine la boule en main sous les platanes d'une petite ville du Midi. Même pour quelques heures, Surtout pas lorsqu'il est au service de la France. Et P.M.-F. Se fait une grande idée de la France.

Il est assis derrière son bureau, le dos à la fenêtre. À son habitude il a jeté sur la moquette gris-bleu les feuillets, les coupures superflues. Il ne garde que l'essentiel aussi bien sur son bureau que dans son esprit. Le crayon rouge, rapide, souligne dans la marge le passage intéressant.

Le téléphone sonne. Déjà ! C'est Pélabon, son directeur de cabinet. Ils sont intimes. Pierre Mendès-France a grande confiance en lui. S'il l'appelle à cette heure, c'est important.

« Excusez-moi de vous téléphoner si tôt aujourd'hui, monsieur le président, mais ça a bougé cette nuit en Algérie. Il s'est passé une série de choses... des trucs à propos desquels on ne voit pas très clair. Il n'y a pas beaucoup de dégâts... »

Suit l'énumération des attentats et le lieu où ils se sont déroulés.

« Ce qui est important, très important, poursuit Pélabon, ce ne sont pas les événements par eux-mêmes, c'est la dissémination des attentats à travers tout le territoire. C'est la preuve qu'il y a là-dessous une organisation assez puissante pour déclencher le même jour, à la même heure, des troubles importants dans toute l'Algérie... »

Pierre Mendès-France est très frappé des premières conclusions que Pélabon tire de cette nuit tragique. Car André Pélabon connaît, parfaitement l'Algérie. Il a été, à l'époque du gouverneur général Yves Chataigneau, secrétaire général du G.G. Pour lui, c'est sérieux. Mendès raccroche, pensif.

Le téléphone sonne à nouveau. C'est le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, celui qui, depuis longtemps déjà, « flaire

quelque chose » en Algérie.

« Vous êtes déjà au courant ?... D'après le gouverneur Léonard aucun de ces trente attentats ne semble être catastrophique. Mais le fait qu'ils se soient produits à la même date dans des régions aussi différentes que l'Aurès ou l'Oranie constitue un fait grave... et nouveau. »

En attendant le télégramme de Léonard, Pierre Mendès-France tente de faire le point ou plutôt avance des hypothèses. Que va-t-il se passer ? Il y a plusieurs possibilités :

1° Ces attentats marquent le commencement d'un mouvement révolutionnaire qui va se poursuivre les jours suivants. Un groupe a déclenché une série de trente attentats mais ce n'est qu'un début, le commencement d'une longue série.

2° Ces trente attentats vont être les seuls. Ils ont été préparés comme détonateurs pour provoquer des soulèvements spontanés de la population, pour amener les mécontents inactifs à se jeter dans la bataille.

3° Enfin, il ne se passera rien dans un premier temps. La population ne réagira pas.

À cette heure matinale, le président du Conseil n'a pas connaissance du tract rédigé par le F.L.N. Ni le gouverneur général ni les autorités ne l'ont encore reçu.

Ce qui est sûr c'est que cette coïncidence d'attentats à des centaines de kilomètres de distance n'est pas le fait du hasard ! C'est un mot d'ordre, une opération soigneusement mise au point. Pierre Mendès-France sait que, quel que soit son jugement politique, il faut coûte que coûte empêcher l'embrasement. Il faut donc envoyer immédiatement des renforts. Il ne faut pas que le mouvement prenne de l'extension. Et surtout qu'il ne frappe pas les civils. Ni Pélabon ni Mitterrand n'ont signalé de victimes européennes. Et c'est très important. Le président du Conseil sait trop quelle exploitation certains groupes extrémistes réactionnaires en feraient.

Donc il faut très vite envoyer des renforts, non pour la répression, mais pour maintenir l'ordre. Mendès sait que la plupart des unités d'Algérie ont été dégarnies et envoyées en Tunisie prêtes à partir pour l'Indochine au cas où par malheur les négociations échoueraient. Là-bas, il n'est plus question de lutter

encore mais de protéger le rembarquement du corps expéditionnaire et des Français qui veulent rentrer.

Pierre Mendès-France sait que Mitterrand s'occupe déjà de constituer des renforts pour l'Algérie. Il faudra les envoyer dans le Constantinois et plus particulièrement dans le Sud, dans cet Aurès que l'on dit impénétrable.

Trois compagnies républicaines de sécurité — celles de Toulouse, Toulon et Limoges — vont embarquer. Trois bataillons de parachutistes seront également envoyés en Algérie.

Pierre Mendès-France va se raser, tâche que d'habitude, il confie en arrivant à son bureau à l'habileté du barbier du Quai d'Orsay : il pressent qu'aujourd'hui il aura des visites.

« Pas de victimes civiles européennes, pense le président du Conseil en s'attaquant à la barbe noire qui ombre son menton. C'est le plus important. »

Il ignore, en entrant dans sa salle de bains, qu'aux même instants deux gosses, deux jeunes mariés, sont en train de mourir, abandonnés comme des chiens dans les gorges de Tighanimine.

ARRIS (AURÈS), 8 H 30 DU MATIN

L'ethnologue Jean Servier s'est réveillé à 7 h 30 dans une chambre du bordj de résidence réservé aux fonctionnaires de passage. Il s'est étiré voluptueusement dans les draps blancs, s'est fait servir son petit déjeuner puis a actionné la douche sous laquelle il est resté un quart d'heure. Les mœurs berbères sont intéressantes, passionnantes même mais la civilisation européenne a du bon, elle aussi ! Il est réveillé depuis une bonne heure lorsqu'il sort. À travers les palmiers le ciel est d'un bleu intense. L'air est frais, vivifiant. Le soleil fait éclater le rose et l'ocre pâle des maisons européennes et du bordj. Les rues en pente sont bordées de cyprès qui donnent à la petite ville un aspect résidentiel et luxueux. Mais ce matin les rues sont presque désertes, seules quelques silhouettes musulmanes descendent du village « arabe » accroché au flanc de la montagne, au-dessus de la ville européenne, passent furtivement. Jean Servier voit arriver vers lui le gérant de l'hôtel dont le « Michelin » dit pudiquement : étape modeste. Il faut s'en contenter c'est le seul à Arris. L'homme semble accablé. Servier qui, malgré son titre de chargé de recherche au C.N.R.S., est toujours prêt à plaisanter se promet de ne pas avoir un regard pour le nez de ce brave homme, un nez

énorme, violacé, bulbeux, parcouru de petites crevasses violettes, de zones de dépression rosées, bref un chef-d'œuvre d'érosion due à l'anisette « coloniale ».

« Ça n'a pas l'air d'aller, dit Servier.

— Qui aurait pu penser ça ! « Ils » ont attaqué le car. Ils ont tiré. Le caïd de M'Chounèche est à l'hôpital. Et les p'tits de Tiffelfel, les p'tits instituteurs qui venaient d'arriver, tués, oui, monsieur, tués par ces sauvages ! Et ils sont restés sur la route ! »

Servier se demande si par hasard le propriétaire n'a pas, dès l'aube, forcé sur l'anisette, tant cette nouvelle lui paraît fantastique. Ce ne sont pas les bandits de l'Aurès qui auraient fait ça. L'ethnologue connaît parfaitement la région et les histoires de bandits et de vendettas à la berbère, cela se passe exclusivement entre musulmans. Il se précipite au bordj de la commune mixte. C'est l'affolement. Des hommes, des Européens s'affairent dans la cour autour de caisses d'armes éventrées, de caisses de munitions que l'on ouvre avec plus de précautions. Au milieu de ce caravansérail le géant Rey sue et souffle, visiblement dépassé par les événements. Le doux Cazebonne suit.

« Ah, vous êtes là, vous, crie Rey en voyant l'ethnologue, vous arrivez bien ! »

L'administrateur civil ignorait en effet que Jean Servier fût rentré la veille.

« ... Vous allez nous aider à distribuer ces armes.

— Mais que se passe-t-il ? demande Servier. Je suis arrivé hier au soir et tout était calme.

— Ça s'est passé tout à l'heure, répond le gérant, « ils » ont attaqué le car de M^e Chounèche. Hadj Sadok a été grièvement blessé. Le docteur le soigne à l'hôpital. Il paraît d'après ce qu'ont pu nous dire le caïd et le chauffeur du car, que les petits Monnerot ont été tués et que ces salauds les ont laissés sur le bord de la route !

— Il faut aller les chercher.

— Impossible mon vieux. Arris est bloqué. Oui. Parfaitement. Des pics, de la montagne au-dessus, ces fumiers nous « arrosent » si on sort ! Je viens de prévenir par radio. La commune mixte est en état de défense. Nous sommes bloqués et cernés par les

rebelles. Je ne peux envoyer personne. J'ai besoin de tous mes adjoints. Il faut protéger la ville et les Européens !

— Je me mets à votre disposition », dit Servier.

Rey s'interrompt. Il a toujours considéré le type comme un savant Cosinus. Un Cosinus jeune, mais un Cosinus tout de même. Et un peu emmerdant. Toujours avec les Arabes ! Mais enfin...

« C'est vrai, vous voulez y aller ?

— Bien Sûr !

— Alors carte blanche. Ramenez-les. Prenez une jeep et un 5/5. Et des armes. »

Jean Servier, ne sachant pas conduire, prend deux musulmans employés de la commune mixte. Deux maçons italiens de passage, qui logent à l'hôtel d'Arris et qui sont venus construire la justice de paix musulmane, se proposent. Servier leur adjoint des Ouled-Abdi qu'il connaît et un officier de réserve musulman. Il s'arme d'une mitrailleuse et en donne une autre aux Italiens qui vont conduire la jeep. Tous les musulmans sont armés de mousquetons. Servier saute dans le 5/5. La petite caravane sort précautionneusement de la ville, s'attendant à être mitraillée des pitons voisins. Rien ne se produit. Arrivés aux falaises de Tighanimine, l'ethnologue devenu chef de guerre fait mettre pied à terre. D'après les renseignements les corps des jeunes gens devraient se trouver à quelques kilomètres, à l'endroit même où a eu lieu l'embuscade. Il faut y aller en prenant garde aux agresseurs qui sont peut-être encore là.

« Quand il y a un obstacle, dit l'officier musulman, je fais la ligne de support.

— Alors allons-y ! »

Le petit groupe se met en marche, en colonne par un, longeant la falaise. On avance lentement. Servier regarde l'heure. Midi. Tant de temps perdu à réunir les hommes, à les armer, à parcourir les quelque vingt kilomètres ! Servier a l'impression d'être levé depuis une heure à peine.

Le petit groupe s'est arrêté. Au détour de la route en lacet les hommes aperçoivent deux silhouettes.

Une, très sombre, est étendue sur le sol, l'autre semble

accroupie près d'elle. Servier s'élançe suivi de la colonne au pas de course. Il distingue les traits. C'est la femme qui est accroupie. Elle bouge. Ils sont vivants ! L'homme est étendu à plat ventre. La femme se penche vers lui, le soutient. Servier voit l'homme soulever le buste dans leur direction puis retomber. Encore quelques mètres Servier est là. Essoufflé. Il se penche vers la jeune femme qui le regarde, les yeux exorbités.

« Trop tard ! Vous arrivez trop tard... »

La malheureuse se laisse aller sur le sol, sanglotant. Servier se penche sur le jeune homme. Il est mort. L'instituteur porte des lunettes d'écaille qui ne parviennent pas à vieillir un visage à peine sorti de l'adolescence. Le costume bleu marine est maculé de poussière et de sang. Servier remarque qu'il porte des chaussettes blanches, tricotées à la main, sur des chevilles minces.

Pourquoi s'attache-t-on à de pareils détails dans des moments aussi dramatiques ? Il n'y a plus rien à faire pour le jeune instituteur. Servier tente de relever la jeune femme. Ses cheveux bruns sont défaits et font ressortir la peau très blanche. Elle a les yeux bleus. Sa jupe foncée et son corsage blanc à pois noirs sont maculés de sang. Elle se dégage et reste prostrée auprès du cadavre de son mari.

« Dis, capitaine, regarde... » Un Ouled-Abdi montre les points clairs de djellabas qui courent sur le versant opposé, de l'autre côté de l'oued. Peut-être des bergers. Peut-être des rebelles ! Servier fait placer des hommes en protection : un à gauche du ravin, d'autres qui grimpent le long de la falaise au milieu de l'éboulis de pierres.

« Allez chercher le Dodge, maintenant », ordonne l'ethnologue. M^{me} Monnerot ne dit pas un mot. Elle est recroquevillée auprès du corps de son mari. Ses épaules se soulèvent mais ses sanglots sont secs.

Le Dodge arrive enfin. Les deux maçons italiens prennent le cadavre de Guy Monnerot et le glissent sur le plateau du camion. Servier se penche doucement et aide la jeune femme à se relever. Elle chancelle. Cette fois, des larmes coulent sur son visage.

« Si vous saviez, murmure-t-elle. Oh ! si vous saviez... »

Les sanglots ont redoublé. Servier ne saura jamais. Il se souviendra seulement de ces quelques mots lorsque le médecin

d'Arris lui fera certaines confidences que démentira ensuite M^{me} Monnerot.

L'ethnologue a fait monter la jeune femme dans la jeep. Du sang coule de sa hanche blessée le long de ses jambes. Il faut vite parvenir à l'hôpital.

« En route ! » crie-t-il.

Mais le 5/5 reste sur place. Impossible de démarrer.

« Ça ne marche plus, dit le chauffeur musulman de la commune mixte, on reste ici ! »

Les maçons italiens se sont penchés sur le moteur. Ils décèlent vite la panne.

« La « fourite » elle est « aracée » ! On va réparer avec le « mousoir » on sait. »

Le chauffeur pâlit. Servier a compris. Ce type est de mèche avec les rebelles. Nerveusement il arme la MAT et enfonce le canon dans le dos du chauffeur.

« Allez, grimpe. Je reste près de toi. On y va. S'il y a un cahot ou si on va au fossé, la rafale part. Compris ? »

Le chauffeur est vert. Cette fois le camion démarre. La caravane met plus de trois quarts d'heure à parcourir les 18 kilomètres. Le docteur d'Arris attend près de la porte de l'hôpital. Il est tout étonné en voyant M^{me} Monnerot descendre de la jeep soutenue par Servier.

« Elle est vivante !

— Oui, mon vieux, c'est un miracle.

— Je vais m'en occuper tout de suite. Hadj Sadok a été transporté à Batna. Je prépare une trousse...

Servier aime bien ce toubib un peu mystérieux. C'est un Ukrainien qui est venu échouer à Arris après la guerre. On ne sait trop comment. Il est très sympathique. Il a le « charme slave ». Un jour il a confié à Servier qu'il n'est pas médecin français. Il a interrompu ses études en troisième année, faute d'argent. Puis les circonstances de la guerre et de l'après-guerre — il reste très discret sur cette période — l'ont conduit à Arris. Servier s'apercevra plus tard, en voulant intervenir pour que le toubib ukrainien obtienne une bourse pour terminer ses études, qu'en fait

il n'a que le P.C.B. !

C'est lui qui dira à Servier, après avoir examiné la jeune institutrice, qu'elle a subi des violences, ce dont la jeune femme se défendra avec acharnement.

Mais en cette fin de matinée du 1^{er} novembre 1954, le toubib est toubib et tente de toutes ses forces — diplômé ou non — de sauver la jeune femme.

Servier gagne rapidement le bordj de la commune mixte pour mettre l'administrateur au courant de sa mission. Entrant dans le bâtiment il tombe sur un « officiel ». C'est le secrétaire général de la préfecture de Constantine qui était en villégiature dans l'Aurès. Il a l'air affolé.

« Ça ne va pas ? demande Servier.

— Non. C'est terrible. En plus des Monnerot et du caïd, un jeune ethnologue, qui étudiait les mœurs de la région, a été tué !

— Mais c'est moi, l'ethnologue ! »

Le secrétaire général le regarde, effaré. Il ne pensait pas que ce jeune gars en pantalon de toile, chemise ouverte, une mitrailleuse à la main était Jean Servier, chargé de mission au Centre national de la recherche scientifique. Il se faisait une autre idée des savants.

L'insurrection a produit un tel effet de surprise que l'affolement n'est pas encore dissipé au début de l'après-midi. Après avoir déjeuné avec Rey, Servier sort à ses côtés dans la cour du bordj. L'atmosphère est à la guerre !

« Qu'est-ce que c'est que ça ? demande Servier.

— Eh bien, des fusils mitrailleurs, répond l'administrateur.

— Sur les toits ?

— Bien sûr, la défense de la commune mixte l'exige.

— Mais ils ne vont pas arriver en Stukas vos bougnoules !

— Ce sont les ordres », dit Rey, important.

Visiblement, le géant, la force de la nature, a été dépassé par les événements. Il n'a pas encore repris ses esprits. Ne sachant que faire, il a exhumé des archives de la commune un dossier « Défense » applicable à toutes les communes mixtes en cas d'attaque. Mais ces instructions datent de 1939 et sont valables en

cas d'attaque aérienne ! C'est ce que Servier lui fait remarquer.

« Vous y connaissez quelque chose ? demande Rey.

— Un peu. Je suis officier de cavalerie. De réserve, bien sûr !

— Alors je vous nomme commandant d'armes d'Arris, dit Rey. Car moi je suis maréchal des logis- chef et je suis comptable d'artillerie !

— Mais vous ne croyez pas que ce serait aux gendarmes de s'occuper de cela ?

— Les gendarmes ? Ils disent ne pouvoir intervenir et ouvrir le feu que s'ils sont attaqués dans leurs locaux ! Et tels que vous les voyez maintenant ils s'y sont barricadés et sont bien décidés à ne pas en sortir ! »

Servier, écœuré, va prendre les premières mesures pour défendre Arris, bloqué au cœur de l'Aurès par l'insurrection algérienne.

Il va falloir se défendre des rebelles mais il va falloir aussi reprendre aux Européens les armes que bien imprudemment l'administrateur leur a confiées dans son affolement. Car Servier vient de s'apercevoir que, depuis que les pieds-noirs sont armés, les musulmans se sont terrés dans leur quartier, et n'en bougent plus.

C'est peut-être le plus grave problème qui se pose à Arris ce 1^{er} novembre 1954. Le fossé entre les deux communautés est plus profond que jamais, à Arris et dans toute l'Algérie, qui ignore encore que la guerre vient de commencer.

Quatrième partie

La guerre ? Quelle guerre ?

La surprise fut totale.

Et pourtant ! Le gouverneur Léonard savait. Le directeur de la Sûreté, Vaujour, savait. Paris aurait dû savoir après le rapport du 23 octobre. Le commandant en chef, Cherrière, était au courant. De quoi ?

D'un danger « *peut-être immédiat* », d'un mouvement « coordonné au Caire » par ce Ben Bella de l'O.S.

Léonard, on l'a vu, avait confié son inquiétude à Jacques Chevallier. Il avait également bavardé avec Nicolai, le chef de cabinet de François Mitterrand. Mais cela n'avait jamais dépassé le stade des « inquiétudes sérieuses mais raisonnées ». Et les conversations Léonard-Nicolai relevaient plus des mondanités que de la conférence de travail. C'étaient deux hommes de la même « boutique », le Conseil d'État, qui se rencontraient et bavardaient dans de profonds fauteuils, avant ou après un bon déjeuner, de « ce problème qui risquait d'être préoccupant » : l'Algérie. Quant à Mitterrand lui-même, s'il répétait souvent à Pierre Mendès-France : « Je sens quelque chose en Algérie », ses préoccupations n'allaient pas plus loin. Jamais il n'avait dit à son collègue Jacques Chevallier, secrétaire d'État à la Guerre :

« Vous êtes d'Algérie, parlons un peu. Comment ça se passe actuellement ? » D'ailleurs, Jacques Chevallier n'aurait pu lui parler que des réformes qu'il était urgent d'appliquer pour éviter les troubles que ne manquerait pas de provoquer l'attitude résolument réactionnaire de certains groupes importants de Français d'Algérie. Rien de plus, car le maire d'Alger, malgré ses contacts avec les conseillers municipaux M.T.L.D., n'était au courant de rien. Et pour cause : le secret du jour J avait été bien gardé. Dans toute l'Algérie, une vingtaine d'hommes seulement le partageaient vingt-quatre heures à l'avance !

On a vu que les exécutants, les militants de base avaient été prévenus le jour même de l'action.

La surprise, la stupéfaction, puis l'inquiétude vinrent de la coordination du mouvement sur un « front » de 1 400 kilomètres. D'Oran à la frontière tunisienne. De Cassaigne à Souk-Ahras. Le gouverneur général, son état-major, les préfets avaient été saisis « à froid ».

Mais après l'affolement de la nuit, l'avalanche des

télégrammes dramatiques, des coups de téléphone peu encourageants, la vérité se dégagait au petit jour. Le mouvement insurrectionnel n'était pas si grave qu'on pouvait le croire à 4 heures du matin. Roger Léonard reprit sa formule : « Situation préoccupante mais pas dramatique. » Il retrouva son « inquiétude raisonnée » après avoir traversé un moment de panique. Lorsque le soleil se leva sur le premier jour de la guerre d'Algérie personne, à Alger ou à Paris, ne soupçonna qu'il s'agissait d'une affaire qui allait dominer les dix années suivantes de l'histoire de France.

Au début de l'après-midi du 1^{er} novembre 1954, après que quelques heures de repos eurent permis à chacun de « récupérer » cette nuit dramatique, Roger Léonard réunit dans son bureau au Gouvernement général, outre René Mayer et Jacques Chevallier, de passage à Alger, les « responsables » de l'Algérie :

Les préfets, le commandant en chef Chérière, le général Spillmann, commandant l'Est algérien, et le général Lecocq, représentant le résident en Tunisie. Car les nouvelles parvenues de l'Aurès dans le courant de la matinée avaient suscité un regain d'inquiétude. La mort du petit instituteur — M^{me} Monnerot a pu être sauvée par le médecin ukrainien — et l'isolement d'Arris et de T'Kout rendaient la situation plus préoccupante qu'on ne l'avait pensé à la fin de la nuit. Dupuch, le préfet de Constantine, et Spillmann avaient espéré que cette conférence, prévue pour eux depuis plusieurs jours — bien avant les événements —, serait annulée. « Qu'est-ce qu'on va f... à Alger ? avaient dit les deux hommes, notre présence est bien plus utile à Constantine. » Mais le gouverneur général en avait jugé autrement. Il voulait faire le point et pour cela avoir tout son monde autour de lui. Le grand fonctionnaire qu'était Roger Léonard prévoyait déjà les multiples attaques dont il allait être l'objet. Et il voulait soutenir l'accusation parisienne aussi bien que la critique algéroise. Pour l'instant, personne ne savait encore. La radio n'avait pas signalé les événements de la nuit. On ignorait les attentats. La population allait les apprendre en ce début d'après-midi et Roger Léonard savait qu'il allait « porter le chapeau ». Le lendemain au plus tard commencerait la curée. Et il voulait profiter de ces quelques heures de répit pour organiser, avec tout son monde, la riposte qu'il convenait de donner à cette insurrection.

Le directeur de la Sûreté fit le bilan de la nuit :

« Des pétards à Alger. Mais qui éclatent à la même heure : 1 heure du matin, dans des endroits stratégiques et « intelligemment » choisis. Peu de dégâts.

« Dans l'Algérois : attaques avortées de casernes à Blida et à Boufarik. D'après les témoignages, les agresseurs semblaient nombreux mais peu aguerris. Pas de dégâts. Quelques armes volées. Des bombes de fabrication locale explosent près de ponts et à certains carrefours. Incendies à la coopérative d'agrumes de Boufarik et destruction du stock d'alfa de Baba-Ali. Dégâts importants. Encore une fois actions soigneusement coordonnées. Dans l'Oranais : fermes attaquées. Tentatives d'incendie. Un mort et quelques blessés à Cassaigne.

« En Kabylie : un mort. Incendie de dépôts de liège. Dégâts très importants. Une bonne centaine de millions. Là encore remarquable coordination des attentats.

« Dans l'Algérois, dans l'Oranais et en Kabylie les insurgés ont pris soin d'interrompre les communications téléphoniques en sciant les poteaux télégraphiques et en cisillant les lignes. Le mouvement a été remarquablement monté. »

Le préfet Vaujour souligna l'importance qu'aurait prise le mouvement d'insurrection si les rebelles avaient disposé d'armes importantes et de bombes efficaces.

« La situation est donc préoccupante, conclut-il, mais on doit remarquer qu'en aucun cas la population n'a pris parti pour les rebelles, comme on aurait pu le craindre. Au contraire, en certains endroits, comme à Cassaigne, elle a considérablement aidé les gendarmes et la police au cours des premières mesures prises pour identifier et poursuivre les rebelles. Lorsqu'on fait le bilan de cette nuit on s'aperçoit que le véritable foyer de cette insurrection se trouve dans l'Aurès. Là, la situation est grave et il faut, à mon avis, que nous dirigions tous nos efforts sur cette région. »

Le préfet Dupuch et le général Spillmann firent un bilan des « événements dans l'Est algérien » qui appuyait les dires du préfet Vaujour.

Le Nord constantinois avait peu souffert : rafales de mitraillettes et attaque avortée de casernes ou postes de police à Condé-Smendou et au Kroub.

Par contre, dans l'Aurès, la situation était grave et, en certains

points, dramatique.

À Batna, attaque des deux casernes menée avec une folle audace. Deux sentinelles européennes tuées.

À Khenchela, le commandant d'armes tué.

Arris était isolé. Les crêtes environnant la petite ville étaient tenues par des éléments hostiles qui tiraillaient de temps en temps sur le centre administratif.

Arris appelait au secours à chacune de ses vacations radio. Toutes les liaisons téléphoniques de l'Aurès étaient coupées. La gendarmerie de T'Kout était isolée. L'Aurès paraissait tout entier acquis à la rébellion. L'instituteur Monnerot et un caïd avaient été tués par les rebelles.

On avait maintenant la plus grande inquiétude pour les soixante-dix ou quatre-vingts Français bloqués à Arris, parmi lesquels, souligna le préfet de Constantine, « mon secrétaire général, M. Faussemagne et sa femme, en villégiature pour ce week-end » et pour les gendarmes de T'Kout isolés avec femmes et enfants en pleine montagne.

« Il faut tout de suite intervenir pour les dégager, ordonna Roger Léonard. À tout prix ! »

Le général Spillmann expliqua que des troupes étaient immédiatement parties de Batna au secours d'Arris. Mais la route était longue et présentait pour les rebelles toutes facilités pour monter des embuscades.

« Et, ajouta Spillmann, vous connaissez aussi bien que moi la tragique pénurie de troupes dans cette région ! J'ai pris un gros risque pour débloquer Arris. Car ce serait effroyable si les Européens d'Arris étaient massacrés. Mais ce serait encore plus grave si des détachements imprudemment engagés pour secourir « en vain » Arris étaient détruits par les rebelles ! »

Le commandant en chef Chérière approuva les décisions de son subordonné.

« Vous ne pouviez faire autrement, dit-il à Spillmann, et vous avez bien fait. » Léonard approuva gravement.

Voilà pour les mesures immédiates mais sans vouloir se l'avouer les participants à la conférence devaient convenir, comme M. Vaujour le dira plus tard, que cet embrasement

général, qui leur « était tombé sur le coin du crâne » en pleine nuit et qui venait d'être confirmé dans la matinée par l'assassinat du caïd Hadj Sadok et de l'instituteur Monnerot, les laissait « dans le bleu » !

La rébellion était généralisée et ne revêtait aucun caractère régional ou tribal. Pourtant, si elle avait frappé toutes les régions d'Algérie c'est dans l'Est qu'elle s'était montrée la plus efficace. C'était là enfin que la population, d'après les premiers renseignements fragmentaires, semblait être favorable à ce mouvement.

Partout ailleurs l'insurrection avait été menée par de petites bandes agissant en dehors de la population en réponse à des ordres très précis. D'où venaient ces ordres ? On reprit les renseignements que l'on avait déjà, en particulier les rapports des R.G., on y ajouta les premières informations en provenance de Paris et du Caire et enfin la fameuse proclamation F.L.N. qui avait été glissée dans les boîtes ou envoyée par la poste le samedi et que certains destinataires venaient de trouver dans leur courrier.

Pour Vaujour, pour Léonard, pour Cherrière, l'action, si remarquablement coordonnée, ne pouvait être dirigée que du Caire. D'une part, depuis des semaines, la « Voix des Arabes » couvrait la France d'injures ; d'autre part, Vaujour, depuis avril 1954, lorsqu'il avait établi son rapport sur les commandos nord-africains, avait eu la preuve que ces commandos étaient entraînés par l'Égypte. Les R.G., de leur côté, soulignaient, dans le rapport du 23 octobre, que « tout se faisait au Caire et que le chef était l'ancien membre de l'O.S. Ahmed Ben Bella ». Enfin, c'était Radio-Le Caire qui, dès le matin, avait annoncé le premier les attentats algériens accompagnés de précisions étonnantes sur les lieux où ces attentats avaient été commis. Il n'était matériellement pas possible à Radio-Le Caire d'avoir eu connaissance de ces précisions dans la nuit. À moins, bien sûr, que les ordres ne fussent partis de la capitale égyptienne.

Personne ne pensa qu'un plan précis pouvait avoir été établi en Algérie par des hommes groupés en état-major clandestin et envoyé au Caire pour diffusion. C'était pourtant ce qui s'était passé. Mais ni le gouverneur général, ni le commandant en chef, ni le directeur de la Sûreté ne pouvaient ni ne voulaient penser qu'en Algérie des hommes pouvaient s'organiser et entreprendre, sans aide extérieure, une lutte disproportionnée. Il était plus

raisonnable, plus réaliste, d'y voir uniquement la main de « l'étranger ».

À leurs yeux, la machination d'extrême gauche, le soutien inconditionnel de Nasser, de cette puissance toute neuve de la République égyptienne, dégageait dans une certaine mesure leur responsabilité. « Les Arabes » d'Algérie seraient capables de mettre au point, de coordonner avec rigueur un mouvement révolutionnaire ? Allons donc ! C'est impossible. La population est avec nous. Elle nous est fidèle. »

C'est ce Ben Bella, dont on va découvrir le nom à Paris, qui, la main dans la main avec Nasser, a tout dirigé. La légende prend corps. Le mythe Ben Bella aussi. Il ira loin. Il vient d'être créé, établi, renforcé en l'espace d'une semaine : du rapport du 23 octobre à ce 1^{er} novembre 1954. Faute de savoir contre qui on doit combattre sur le territoire algérien il est plus reposant, plus réconfortant de se créer un ennemi dont, faute de connaître le visage, on connaît le nom et le lieu d'où il agit.

À la décharge des autorités françaises il faut bien avouer que les six hommes qui viennent de déclencher ce mouvement irréversible avec leur foi et des moyens ridiculement faibles ont dû, nous l'avons vu, convaincre dans bien des cas les gens qu'ils entraînaient dans l'aventure de la réalité de l'aide égyptienne, allant, dans les régions les moins évoluées comme l'Aurès, jusqu'à annoncer à certaines tribus non seulement l'arrivée d'armes puissantes mais même le « débarquement » de forces égyptiennes qui aideraient le peuple algérien à « rejeter les Européens à la mer ». La confiance du peuple militant en ses dirigeants nationalistes avait été tellement émoussée par les querelles internes du M.T.L.D. entre Lahouel et Messali que personne ne pouvait croire en 1954 à un mouvement organisé et dirigé par des Algériens. D'ailleurs, « la Voix des Arabes », qui se déchaînait contre le colonialisme français, ne s'était pas fait faute de critiquer violemment l'immobilisme des Algériens à « l'heure où les frères tunisiens et marocains se rebellaient contre le joug français ».

Face à cette organisation dont ils ne savaient rien si ce n'est qu'elle était « dirigée de l'étranger », Roger Léonard, Paul Chérière et leur état-major firent l'inventaire de leurs moyens.

Le général Chérière, commandant en chef en Algérie, disposait en tout et pour tout, ce 1^{er} novembre 1954, de :

Deux bataillons de paras ;

Trois bataillons de la II^e D.I. arrivés en août et en cours d'organisation et d'instruction ;

Un bataillon à constituer sur la légion « au moment du besoin », c'est-à-dire sans cohésion.

« Bref, nous sommes à poil », dit le général.

Il avait raison. Il ne pouvait compter que sur 3 500 hommes vraiment utilisables !

Heureusement que Jacques Chevallier, le secrétaire d'État à la Guerre, put confirmer le départ de plusieurs bataillons de parachutistes de la 25^e D.I.A.P. de Pau. Ces bataillons que, la veille même, ni Chérière ni Léonard ne trouvaient bien utile d'envoyer en Algérie !

En outre trois compagnies républicaines de sécurité arrivaient par avion ainsi que des gardes mobiles.

Le général Lecocq, adjoint au général Boyer de la Tour, résident général en Tunisie, promit que la Tunisie rendrait prochainement les unités prêtées par l'Algérie en particulier le bataillon de marche du 15^e R.T.S. et le 9^e escadron de spahis à cheval dont Spillmann pensait qu'il ferait merveille en Algérie.

« L'essentiel, dit Chérière, est donc maintenant de sauver partout les Français qui sont en danger et de tenir deux ou trois jours. Ensuite... la contre-attaque. Dur et fort ! »

« Babar » Chérière ne rêvait plus que d'en découdre dans l'Aurès. Et plus personne ne pensait à mettre en doute les informations avancées le vendredi à Constantine par Jean Vaujour. Les preuves étaient données ! Il fallait maintenant éviter que les zones traditionnellement dangereuses comme la Kabylie et l'ensemble de l'Aurès ne s'embrasent.

« Si au moins nous avons ces supplétifs que nous réclamons tous depuis si longtemps, dit Chérière, le problème ne se poserait même pas.

— Outre les opérations de police déjà en cours, répliqua Léonard, j'ai l'intention de prendre les mesures suivantes : rappel des réservistes de gendarmerie, organisation de petites unités de supplétifs musulmans dans les villages, autorisation aux préfets et administrateurs de recruter des auxiliaires et de lever sur place des

goums. Je vais transmettre immédiatement ces suggestions au ministre de la Guerre.

— Souhaitons qu'il les entende rapidement. »

On revint encore une fois sur l'effet de surprise provoqué par cette flambée terroriste. Cherrière dit son indignation devant l'absence de renseignements civils et militaires. Vaujour défendit ses services civils qui, somme toute, avaient été les seuls à fournir des éléments positifs à « une heure où on écoutait peu les nouvelles pessimistes ». Cherrière, visé, n'insista pas sur ce point et tourna ses batteries sur l'inefficacité totale des caïds et fonctionnaires musulmans.

« C'est, je crois, dit Spillmann, une question à revoir entièrement.

— Quant à la stratégie que vous comptez employer, messieurs ? » coupa Léonard avec une exquise politesse qui cachait l'agacement provoqué par les critiques des militaires. Il ne pardonnait pas à Cherrière de l'avoir convaincu la veille de faire annuler l'arrivée de la 25^e D.I.A.P.

Le commandant en chef déclara qu'à son avis les opérations de police en cours suffiraient dans l'Algérois et en Oranie. Quant à l'Aurès :

« Il faut réagir avec force et briser le mouvement. Je crois qu'il faut aller sur place pour juger sur pièces de la situation et pour comprendre pourquoi certains notables musulmans ne nous ont pas prévenus de l'imminence d'un mouvement qu'ils ne pouvaient pas ignorer. »

On convint d'une conférence le lendemain à Batna et d'une tournée d'inspection. Tous les efforts devaient être dirigés pour éteindre l'incendie de l'Aurès.

« Il faut éviter un soulèvement général, conclut Vaujour, et donner confiance à la population qui, d'emblée, n'a pas « marché » avec les rebelles. »

Face à la lourde machine qui se préparait à entrer en action il y avait, ce 1^{er} novembre 1954, moins de 800 combattants et 400 armes dans les rangs de l'A.L.N. Le F.L.N. disposait d'un support supplémentaire d'environ 1 200 militants convaincus prêts à se lancer dans la lutte. Mais avec quoi ? L'aide égyptienne ? Aucun des six chefs historiques n'y comptait dans

un proche avenir. Quant à la population, il fallait la convaincre et surtout s'en faire connaître.

Seuls les Chaouïas de l'Aurès étaient favorables à l'insurrection. Par atavisme. C'est donc dans l'Aurès que la guerre allait commencer.

Zoubir Bouadjadj, responsable des commandos d'Alger, n'avait pas la radio chez lui. Il sortit donc de bonne heure ce lundi et alla boire un café dans un bistrot de colonne Voirol où la radio braillait du matin jusqu'au soir. Au bulletin d'informations du matin : rien. Pas un mot des attentats de la nuit. Bouadjadj, qui avait guetté en vain de son observatoire du bois de Boulogne les explosions qui « devaient embraser Alger », fut assailli par un doute affreux. Et si ses hommes s'étaient dégonflés comme ceux de Constantine, comme ceux de Blida ? Mais ce n'était pas possible, il avait la plus grande confiance en Belouizdad et en Merzougui. En outre, même si les Algérois n'étaient pas passés à l'action Ouamrane et Bitat l'auraient fait à Boufarik et à Blida. Krim, Didouche, Ben M'Hidi et Ben Boulaïd n'étaient pas non plus hommes à « craquer » au dernier moment. Et la radio ne parlait d'aucun attentat, ni en Kabylie, ni en Oranie, ni dans l'Aurès. Bouadjadj pensa que la police avait peut-être ordonné le black-out pour mieux mener son enquête. Il faudrait attendre 19 heures, le rendez-vous au cinéma Splendid, pour que ses chefs de groupe lui donnent les résultats de leurs missions. Bouadjadj avait bien pensé aller voir lui-même sur place, mais c'était peut-être prendre des risques inutiles, se jeter dans la gueule du loup. Les abords des objectifs devaient être investis par la police.

C'est vers 17 heures que le chef des commandos d'Alger sut que l'opération avait eu lieu. *T.A.M. Dernières Nouvelles*, le seul journal qui parût en ce jour férié, était barré d'une manchette retentissante : « Flambée de terrorisme en Algérie. » Autour du kiosque, des groupes se formaient. Zoubir Bouadjadj s'en approcha. On commentait la nouvelle. Certains explosaient de joie mais dans l'ensemble la surprise dominait. Personne ne s'attendait à un mouvement pareil. Bouadjadj acheta un numéro et apprit les résultats de l'insurrection. La portée psychologique semblait importante mais seule l'action de Ben Boulaïd dans l'Aurès avait réellement frappé les observateurs. Tous les projecteurs étaient braqués sur l'Est algérien. Le journal soulignait pourtant « la coordination des attentats, qui prouvait

qu'on se trouvait devant un mouvement de rébellion organisé par un cerveau ».

Bouadjadj se sentit soulagé, regonflé. Même si les résultats n'étaient pas aussi spectaculaires qu'il aurait voulu, l'action des commandos d'Alger n'avait pas été inutile. Il fallait maintenant que cela continue.

À 19 heures les chefs de groupe étaient au rendez-vous mêlés à la foule qui faisait queue pour voir l'une des aventures de « Maciste » ou d'« Hercule » dont le Splendid, cinéma populaire, s'était fait une spécialité. Belouizdad, Merzougui, les deux Kaci et Bouadjadj se serrèrent la main comme de bons copains qui se retrouvent et profitent du jour férié pour sortir ensemble. Tout de suite ils firent le point de la situation. Ni Nabti Sadek, qui avait renoncé à l'attentat contre le dépôt de liège de Hussein-Dey, ni Bisker, responsable de l'échec au central téléphonique du Champ-de-Manceuvre, n'avaient osé se présenter.

Les cinq hommes bavardèrent sur le trottoir bousculés par les gosses qui vendaient des cacahuètes et des gâteaux de semoule. La foule était dense en cette partie de la rue Colonna-d'Ornano qui se trouve entre l'Aletti et le square Bresson, elle avait cet air nonchalant et désœuvré des jours de fête. Les insurgés ne pouvaient choisir meilleur « paravent ».

« D'abord les objectifs, demanda Bouadjadj.

— Tous atteints à l'exception du liège Borgeaud et du central, répondit Merzougui.

— Mais comment se fait-il que je n'aie rien vu ni rien entendu ?

— Où étais-tu ?

— Au bois de Boulogne.

— Tu étais trop loin et les bombes n'étaient pas assez puissantes. Leur force a été mal calculée.

— En définitive, dit Belouizdad, nous avons risqué gros pour un résultat décevant.

— Bien sûr, répondit Bouadjadj, les bombes n'étaient pas au point et j'en suis au moins aussi déçu que vous. Mais le travail n'a pas été inutile. Cette série d'attentats au cœur d'Alger a montré qu'il y avait dans la capitale des hommes décidés à s'insurger

contre la force établie. Et puis, consolez-vous, à part l'Aurès, où il semble que l'insurrection continue, partout ailleurs les résultats n'ont pas été beaucoup plus spectaculaires, sauf peut-être en Kabylie. »

Les cinq hommes critiquèrent encore la fabrication des bombes. « On a confié cela à des gens qui ne s'y connaissent pas très bien », dit Merzougui.

Le chef des commandos coupa son lieutenant :

« Et toi, tu t'y connais mieux ? On a fait ce que l'on a pu. Et nous n'avons qu'un artificier qui venait d'Orléans-ville. Les résultats auraient pu être bien pires ! Maintenant, écoutez-moi, je vous propose une opération qui va faire du bruit et qui rachètera notre demi-échec. »

Zoubir Bouadjadj avait pris une décision importante dont la réalisation aurait pu modifier complètement le cours de l'insurrection qui venait de se déclencher. Profondément déçu par le peu de retentissement des attentats algérois, il avait décidé une opération de plus grande envergure : faire exploser onze bombes de fort calibre de Bab-el-Oued à la rue Michelet.

« Même dans les couloirs d'immeuble », précisa-t-il.

Il aurait les bombes. Il suffisait de réunir vingt-deux hommes, onze équipes de deux. Un posant la bombe, le second le couvrant.

« Et nous ferons cela dans la journée !

— Mais, avança Belouizdad, tu sais bien que les ordres formels sont de ne plus bouger après le coup d'envoi de cette nuit !

— Je m'en fous. On ne peut pas rester sur un demi-échec comme celui-ci. Vous venez de vous en plaindre à l'instant même ! »

Les quatre chefs de commando tentèrent de raisonner leur chef. Puis devant son entêtement ils le désapprouvèrent violemment.

« Ils savent ce qu'ils font, dit Belouizdad. Si Mohamed — Bitat — nous a donné des ordres précis. Tu es notre chef, mais toi aussi tu dois obéir aux ordres qui viennent de plus haut. Jusqu'ici on a exécuté tout ce que tu as commandé, mais ne compte pas sur nous pour cette opération.

— Vous avez peur ?

— Non ! Et on l’a bien prouvé cette nuit, dit Merzougui, mais la guerre va durer longtemps et si on commence à ne pas appliquer les instructions, on ne tiendra pas la distance... »

La conversation s’était animée. Bouadjadj, qui s’était aperçu qu’on commençait à observer ce groupe d’hommes gesticulants, se calma aussitôt.

« Bien, je cède. Vous avez sans doute raison. »

Les cinq hommes se séparèrent en convenant que chaque chef de groupe devait rester en contact deux fois par jour avec ses hommes au cas où de nouvelles instructions arriveraient.

Bouadjadj devait recevoir des instructions de Bitat quand celui-ci jugerait utile de recommencer une action. Pour l’instant, il « s’écrasait ». Pour se calmer, Bouadjadj entra au cinéma dont la sonnette retentissait. Les aventures d’« Hercule » le défouleraient !

Rabah Bitat, le chef de la zone IV, était dans l’impossibilité de donner de nouvelles instructions à son adjoint. Après l’échec de l’attaque de la caserne de Blida, Bitat avait conduit dans la forêt de Chréa les cent Kabyles que lui avait envoyés Krim pour suppléer à la défection des militants de Blida. La zone montagneuse et l’épaisse forêt offraient à son avis un abri suffisant pour créer une « zone franche » tenue et contrôlée par le maquis A.L.N. et qui pourrait résister aux attaques de l’armée française. Mais durant son repli, Bitat dut faire face à un accrochage avec une patrouille française. Il laissa plusieurs morts sur le terrain et dut se replier en aidant les blessés et en abandonnant son idée utopique au cours de la retraite.

Il n’avait pas voulu comprendre au moment de l’attaque avortée contre la caserne de Blida que les hommes qu’il avait sous ses ordres étaient insuffisamment armés et qu’ils manquaient d’entraînement. L’accrochage lui prouvait cette faiblesse. Il résolut donc de se retrancher quelques jours dans la montagne de Chréa avant de renvoyer par petits groupes les hommes de Krim en Kabylie et de regagner lui-même Alger.

De son côté, le sergent Ouamrane, après avoir gagné une autre partie de la montagne de Chréa au-dessus de Bouinan, n’eut plus qu’un désir : regagner au plus vite la Kabylie et, en compagnie de Krim, organiser et entraîner ses hommes pour en faire de véritables guérilleros. Plus lucide, endurci peut-être par

l'expérience de sept années de maquis, Ouamrane n'était pas aussi abattu que Bitat par l'échec de leur action. Les attaques avaient raté, soit, mais par la faute des poseurs de bombes ; les attentats contre les hangars de la coopérative, contre les dépôts d'alfa avaient réussi. L'insurrection avait commencé, c'était là l'important. Il s'agissait maintenant de la mener à bien.

Il décida de quitter l'Algérois dès le dimanche matin. Il choisit quatorze hommes les mieux armés pour faire route avec lui et le protéger le cas échéant. Aux quatre-vingt-six hommes restants il donna l'ordre de rentrer par leurs propres moyens en Kabylie. « En car, en train, en taxis, comme vous voudrez, mais faites attention aux contrôles de police ! »

Ces rusés montagnards mettront douze jours pour regagner la Kabylie sans tomber dans les filets de la police. Pas un des hommes d'Ouamrane ne sera inquiété. La plupart parcourront à pied les quelque 150 kilomètres qui les séparaient de leur zone ! Le sergent et ses quatorze hommes allèrent beaucoup plus vite. Ils descendirent à pied jusqu'à Hammamelouane, au-dessus de Rovigo. Là, dans la forêt, Ouamrane et l'un de ses hommes, El-Hadi, de Félix-Faure, abandonnèrent leur battle-dress vert olive et se remirent en civil, gardant leurs armes sous le burnous. Les autres attendirent à l'abri des arbres. Ouamrane voulait louer un de ces immenses taxis, de vieilles familiales bringuebalantes qui transportent les jours de marché les marchands aisés et les jours de football les supporters excités, et se faire conduire, jusqu'à L'Alma, au nord de Ménerville. De là ils sauraient regagner à pied le P.C. de Krim en traversant la Kabylie familière. Mais Ouamrane cherchait en vain la voiture qui leur permettrait de fuir la zone dangereuse.

« Qu'est-ce que vous voulez exactement ? »

Ouamrane n'avait pas entendu le garde champêtre venir. C'était un vieil homme tout ridé, le turban soigneusement roulé sur la tête, la plaque bien briquée sur le bras et un solide gourdin à la main, tellement poli, tellement usé, qu'il semblait verni, un garde champêtre plus vrai que nature, il ne lui manquait que la médaille militaire pendante.

« Vous cherchez du travail ou vous allez voir un marabout ? »

Le sergent, sous son burnous, étreignait son 9 mm autrichien.

« Nous sommes un groupe d'ouvriers et nous allons à une fête

à Bellefontaine, mais nous n'avons pas de véhicule.

— Bougez pas. Je vais aller vous chercher une camionnette qui vous conduira. »

Et le vieux s'éloigna en trotinant. Ouamrane regarda El-Hadi. Le garde champêtre allait-il les sauver ou revenir avec les gendarmes ?

« Il faut tenter le coup ! jugea le sergent. S'il revient avec les gendarmes, on tire dans le tas. Ils ne doivent pas être bien nombreux dans un petit village comme celui-là. »

Mais le vieillard revint avec la camionnette. Un jeune homme était au volant.

« Le petit vous conduira, dit le garde, et bonne fête !

— Merci à toi. »

La chance était avec eux. Ouamrane monta près du chauffeur. Ils passèrent prendre les hommes, qui s'étaient mis en civil et avaient caché leurs armes dans leurs vêtements militaires enveloppés de burnous ou de cachabias. En quelques mots, Ouamrane expliqua au chauffeur où ils voulaient aller. Au fur et à mesure qu'on approchait de gros centres, le sergent, toujours prudent, faisait prendre de petites routes pour éviter les éventuels barrages de police à l'entrée des villes. Ils évitèrent ainsi Rovigo, L'Arba, Beni-Moussa et L'Alma. À 3 heures de l'après-midi, ils étaient à L'Alma-Marine.

« Maintenant, dit Ouamrane, on se sépare. Partez deux par deux. Rendez-vous chez Taleb Amar à Félix-Faure. Vous devez y être vers 20 heures. Si l'on vous arrête, dites que vous êtes des ouvriers saisonniers et que vous venez de la Mitidja. À tout à l'heure. »

Ils avaient cinq heures devant eux pour faire à pied un peu plus de trente kilomètres.

« Vous allez tous nous faire massacrer. On a nos femmes et nos enfants ici. On est isolés et le téléphone ne marche même pas. Quant à l'armée ! Vous la voyez, vous, l'armée ?

— Des renforts sont partis de Batna et ils vont arriver.

— Et en attendant vous voudriez que nous restions là, les mains dans les poches, sans seulement un couteau, alors que les melons y sont tous dans le village en dessus à guetter, prêts à descendre...

protégés par les fellaghas qui nous tirent comme des lapins depuis les crêtes ! »

Le nouveau commandant d'armes d'Arris, l'ethnologue Jean Servier, avait toutes les peines du monde à récupérer les armes que l'administrateur, dans son affolement, avait distribuées aux Européens. Ces derniers ne voulaient plus s'en séparer. La situation dramatique d'Arris coupé au fond de sa vallée du reste de l'Aurès, entouré de pitons occupés par les rebelles, avait immédiatement posé le problème : d'un côté les Européens, de l'autre les « Arabes ». Plus la situation était grave, plus le fossé se creusait.

« Si y en a un qui approche, je tire... »

C'était la réaction unanime des Européens qui s'étaient réfugiés au bordj administratif transformé en camp retranché, et qui voyaient leurs femmes et leurs enfants installés sur des matelas à même le sol dans une ambiance de cataclysme. Il y avait quelques excuses à leur attitude. L'affolement, le danger dissipaient l'image idyllique du « bon Arabe... avec qui on a été à l'école... et qu'on aime bien ». La vérité des sentiments se dessinait.

Les armes étaient apparues et avec elles les images encore proches, trop proches, des massacres de Sétif... Les Européens pensaient à la « folie meurtrière », aux crimes rituels ; les musulmans se souvenaient de la répression. C'était neuf ans auparavant à quelque 130 kilomètres à l'ouest...

Servier, lui aussi, pensait à Sétif et guettait avec anxiété la montée de l'angoisse chez les Européens qui se voyaient abandonnés. Le bordj était à l'image de l'administration : des caisses d'armes éventrées jonchaient la cour, de petits groupes d'Européens véhéments se « montaient le coup » mutuellement ou allaient et venaient sans but, affolés comme un troupeau de bovins encerclé de cavaliers. Rey, l'administrateur, avait perdu sa superbe. Le géant, la force de la nature, était dérouté. Sa « présence » indéniable en temps de paix ne servait plus à rien puisqu'il ne savait comment et à qui donner ses ordres. Aussi désespéré que les Européens, il n'avait su que distribuer les armes qu'il avait en dépôt pour les calmer et pour se donner bonne conscience. Faute de savoir les défendre il leur donnait ainsi la possibilité de le faire eux-mêmes. L'apparence du matamore fondait au soleil de la révolution.

Jean Servier s'aperçut bien vite qu'il serait impossible de désarmer les Européens. Il fallait pour cela attendre l'arrivée de la colonne de secours. À ce moment seulement, se voyant protégés, les Européens rendraient peut-être les armes. Il s'agissait donc, en attendant, d'éviter le pire. Et pour Servier le pire se présentait de deux façons. D'abord l'attaque de la petite cité par des fellaghas de la montagne, une action concertée de bandes comme celles qui avaient attaqué le car Me Chounèche-Arris. Si leurs forces étaient importantes — et elles devaient l'être pour se permettre de bloquer Arris depuis les crêtes environnantes —, ils auraient tôt fait de massacrer les quelques dizaines de Français désemparés qui s'étaient réunis au bordj. Deuxième éventualité : à force de s'exciter mutuellement et devant l'incurie des autorités, les Européens armés pouvaient, à la suite d'un banal incident, se livrer à une véritable ratonnade. La population musulmane d'Arris ne s'y était pas trompée et s'était terrée dans le haut village. Il fallait donc transformer le bordj en fortin et organiser ces hommes armés en défense efficace et disciplinée. Ainsi, en cas d'attaque ennemie, Arris pourrait se défendre honorablement. Quant à éviter la ratonnade toujours possible... Servier ne vit qu'une solution : mêler des musulmans à la défense européenne du bordj. Il convoqua l'agha des Ouled-Abdi :

« Il faut nous constituer en autodéfense. Tu viens avec nous et j'arme tes hommes.

— Pour quoi faire ?

— Si les fellaghas attaquent la ville, ça va faire mal ! »

L'agha eut un geste qui exprimait toute la fatalité du monde, puis, sans ambages, il expliqua à Servier qu'il l'aimait bien mais que lui et sa tribu se foutaient pas mal de ce qui pouvait arriver aux Européens. Servier hésita un instant. Tout son plan risquait d'échouer. En un éclair le chef de guerre fit place à l'ethnologue. Il se souvint de la rivalité des deux tribus, les Ouled-Abdi et les Touabas.

« Ce sont les Touabas qui sont en rébellion », dit-il au chef traditionnel.

L'agha ne balança pas une seconde.

« Donne-nous des armes. On y va. Il y a bien longtemps que je dis qu'on ne devrait pas laisser vivre ces fils de chien. »

Les Ouled-Abdi passaient du côté des Français. Et cela pour longtemps.

À Alger, dans les bureaux d'état-major, on se félicitera qu'une partie de la population du centre de l'Aurès soit « restée fidèle à la France ». Personne ne se doutera à quoi tenait cette « fidélité ».

Servier donna des ordres pour que l'on armât quelques Ouled-Abdi « fidèles » et les fit encadrer par des Européens. Il fit fortifier le bordj avec des sacs de sable et placer des fusils mitrailleurs aux points stratégiques. Puis il se rendit à la brigade de gendarmerie d'Arris. Pour les huit gendarmes, c'était la vie de petit poste colonial. Pas grand-chose à faire, on vivait entre bobonne, les gosses et l'anisette. La réponse fut nette :

« Nous ne pouvons intervenir et ouvrir le feu que si nous sommes attaqués dans nos locaux. »

C'était le règlement. Les gendarmes sont faits pour l'observer. Ils avaient d'ailleurs bien l'intention de s'y conformer, de se barricader dans leur poste et de ne pas en sortir. Servier dira plus tard qu'ils refusèrent même d'y recevoir « les étrangers » à l'exception de l'instituteur, qui n'accepta pas de participer à la défense du bordj et exigea — comme « officiel » — la protection de la gendarmerie.

Servier « outré » par le règlement qui ne pouvait, bien sûr, prévoir des circonstances aussi exceptionnelles, revint vers le bordj administratif où tous les Européens qui se sentaient menacés s'étaient réfugiés avec femmes et enfants. La commune mixte prenait un visage de fortin du Far West. Une discipline presque militaire avait fait place à l'affolement des premières heures. Le bâtiment intérieur avait été transformé en dortoir. Les épouses de l'administrateur et de son adjoint Cazebonne furent admirables. Sans s'affoler, les femmes des plus importants fonctionnaires de la ville se transformèrent en infirmières, en nourrices, en bonnes fées, trouvant des matelas, du lait, de la nourriture, se procurant des dizaines de couvertures car s'il faisait encore beau, la nuit s'annonçait fraîche.

Jean Servier dressa la liste des volontaires européens et chaouïas pour la garde de nuit. Il la donna à taper au secrétaire de la commune mixte. Il réunit ensuite tous les hommes et distribua les tours de garde. En lisant la liste tapée il s'aperçut que le fonctionnaire avait mis Monsieur devant chaque nom européen et

rien devant les noms musulmans. Il rectifia cet « oubli » et pensa que le mépris de « l'Arabe » était si bien ancré dans les mœurs qu'en des circonstances aussi graves on ne se rendait même pas compte de ses conséquences !

À la tombée de la nuit vers 18 heures, Servier installa ses sentinelles sur les murs du bordj. Il était très inquiet. Il avait vraiment peur d'un massacre. Batna avait été prévenue par radio, la sous-préfecture avait promis des renforts mais elle aussi avait été attaquée et les renforts n'étaient pas arrivés. Pourtant, de Batna à Arris, il n'y avait qu'une cinquantaine de kilomètres !

Il fallait donc se débrouiller seul. En étudiant le terrain, Servier s'aperçut que l'oued recouvert de broussailles constituait le seul point important d'infiltration possible. Il fit installer deux fusils mitrailleurs en tir croisé interdisant l'entrée de l'oued. Et le poste, inquiet, s'endormit. Seules les sentinelles veillaient. Sur les crêtes avoisinantes d'où les coups de feu étaient partis la nuit précédente, des feux brillaient. Feux de bergers ou feux de rebelles ?

Servier procéda toutes les deux heures à la relève des sentinelles. Européens et musulmans mêlés. L'ethnologue connaissait ses Ouled-Abdi, il avait confiance en eux. Jamais, lors de ses travaux, il n'avait eu à se plaindre de leur hospitalité. Mais la réponse de l'agha lui avait montré à quel point le fossé était grand entre Européens et musulmans. Et, lorsqu'il n'y avait pas haine, l'indifférence était le seul sentiment que les Chaouïas eussent pour les Européens.

Dans le bordj, les femmes, les gosses et les hommes qui n'étaient pas de garde étaient solidement barricadés. Les Chaouïas étaient « cantonnés » dans un autre coin du bâtiment. À 4 heures du matin, Servier, assommé de fatigue, décida d'aller dormir chez les Chaouïas. « On verra bien », pensa-t-il. Mais pour la première fois depuis des années qu'il travaillait seul dans le bled, étudiant les tribus les plus éloignées, il n'était pas rassuré.

À 6 h 30 du matin, il était toujours vivant ! Le jour perçait difficilement. Servier s'en voulut d'avoir douté. Les sentinelles chaouïas étaient toujours aux aguets. Côte à côte avec les Européens. Il n'y avait pas eu d'attaque fellagha. Seulement quelques coups de feu isolés.

Le groupe d'artillerie du capitaine Gazerie arrivant de Batna

fit son entrée au milieu de la matinée. Arris était débloqué. Jean Servier, le « commandant d'armes » de la place, s'aperçut alors que c'était son anniversaire. Il avait trente-six ans. Il avait organisé la défense de la petite ville et évité le pire entre Européens et musulmans. Il s'était endormi au milieu des Chaouïas. Et s'était réveillé vivant.

« J'ai touché ce matin l'intérêt de mes années d'ethnologue », pensa-t-il.

Voyant les Chaouïas Ouled-Abdi toujours à leur poste, il repensa à ce qu'il avait vécu dans leurs villages quarante-huit heures auparavant. La construction frénétique de mosquées, les discussions autour des émissions de la *Voix des Arabes*, le « vaudou » auquel il n'avait pu assister. Cette « prise en main politique », cette action antifrançaise depuis longtemps préparée n'avait pas suffi à entraîner ces hommes dans l'insurrection armée et à effacer la légendaire hostilité des deux tribus.

Jean Servier eut alors la certitude que cette révolution n'était pas celle du peuple algérien.

« Tout pour l'Aurès. » Telle était la décision unanime prise à Alger quelques heures après que les renseignements confirmés eurent permis de faire un bilan sérieux de l'insurrection.

C'est au cœur de l'Aurès, à Batna, que, dès le 2 novembre, se réunirent Jacques Chevallier, secrétaire d'État à la Guerre, René Mayer, député maire de Constantine, le général Chérière, commandant en chef, le général Spillmann, commandant l'Est algérien, et Pierre Dupuch, préfet de Constantine. Ils furent reçus par Jean Deleplanque, sous-préfet de Batna, et par le colonel Blanche, commandant militaire de la place.

Le gouverneur général Léonard, qui devait se rendre dans l'Est quelques jours plus tard, s'abstint d'accompagner son « brain trust » dans ce voyage d'information.

Ce voyage avait d'ailleurs failli fort mal tourner dès le départ. L'avion à bord duquel René Mayer et le général Spillmann avaient pris place la veille au soir pour gagner Constantine avait été pris dans un sirocco particulièrement violent. Un moteur avait lâché et c'est avec des précautions extrêmes que le pilote avait réussi à ramener le « cercueil » à Boufarik. L'aviation militaire n'était pas plus brillante que l'armée de terre ! Au 1^{er} novembre 1954, l'état-major disposait en Algérie de quelques vieux avions

de liaison et *d'un seul* hélicoptère !

La « caravane » se trouva tout de même au complet pour saluer dans la- matinée les dépouilles des deux malheureuses sentinelles tuées dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre. Puis les sept hommes se réunirent à la sous-préfecture pour, comme avait dit Chèrière à Alger, « jugé sur pièces et savoir comment certains notables musulmans n'avaient pas prévenu les autorités de ce qui se tramait et qu'ils ne pouvaient ignorer ».

On fit un nouveau récit détaillé de la nuit d'insurrection, puis le colonel Blanche annonça que la colonne de secours qui, la veille, était parvenue à quelques kilomètres d'Arris bloqué, y avait fait son entrée le matin même.

« Alors, plus de souci à se faire pour Arris ? demanda Chèrière.

— La route n'est pas sûre mais il n'y a plus de souci à se faire, mon général, répondit Blanche. Pourtant, l'administrateur ne semble pas rassuré. Voici le type de message qu'il nous envoie. Celui-ci est de 7 h 55 ce matin. »

Rey était encore sous le coup de l'affolement et n'avait visiblement pas confiance en son « commandant d'armes », Jean Servier. Il avait lancé par radio le message suivant :

« Administrateur Arris à sous-préfet, Batna.

« Nuit relativement calme. Rafales tirées vers 3 heures du matin sur nos militaires sans résultat. Tentative d'infiltration dans centre par groupe de dix individus sur pont Arris repoussée par auto blindée. Crêtes étaient occupées par individus camouflés hier soir.

« Hommage célérité, efficacité et tenue colonne capitaine Maître. Aucune nouvelle colonne capitaine Gazzerie. Avons envoyé Piper-Cub pour renseignements à ce sujet et pour Foum-Toub.

« Troupes regroupées entre Médina et Chelia. D'après renseignements organisation adverse très puissante. Ne puis vous communiquer renseignements par radio car ils disposent de récepteurs- émetteurs. Inviter colonnes à se méfier mines puissantes à pression contre véhicules ; nécessité absolue de maintenir dispositif militaire à Arris. Gendarmerie demande que procureur République envoie par radio mandat perquisition très

général suite rébellion et agressions. »

« Qu'est-ce que ça veut dire, Spillmann ? interrogea Cherrière.

— On s'affole à Arris, mais il n'y a pas de quoi, mon général. Il y a maintenant un peloton d'automitrailleuses, une cinquantaine d'artilleurs, les gens de la commune mixte et les Français du centre. À peu près 100 fusils et des armes automatiques. D'ailleurs, il n'y a aucune perte, ce qui prouve le manque de mordant de nos adversaires. Quant aux mines et aux postes émetteurs ils n'existent que dans l'imagination exacerbée par la panique, de l'administrateur d'Arris. »

La question d'Arris réglée, Cherrière, ne tenant pas en place, brûlait d'effectuer la tournée prévue : Khenchela et Souk-Ahras. On se mit en route en fin de matinée. La « caravane » commença par Khenchela où le commandant d'armes avait été tué et l'administrateur avait failli être enlevé par les rebelles.

Lorsque, à Alger, le général Cherrière avait déclaré :

« Il faut savoir pourquoi « nos » notables musulmans ne nous ont pas prévenus de l'imminence d'un mouvement qu'ils ne pouvaient ignorer », Jacques Chevallier avait tout de suite pensé à son ami Si Achemi Ben Chenouf, grand officier de la Légion d'honneur, délégué à l'Assemblée algérienne, maire de Khenchela, celui-là même qui depuis longtemps disait au maire d'Alger : « Il faut faire quelque chose, des réformes dont on parle, sinon vous allez avoir de sérieux emmerdements. »

Et le secrétaire d'État à la Guerre s'était dit : « Ces corniauds-là vont tout de suite accuser Ben Chenouf d'être dans le coup. »

Cela n'allait pas manquer. Pour contrer les projets de ses collègues, Jacques Chevallier, descendant de voiture, embrassa ostensiblement le maire de Khenchela et s'enquit, en le tutoyant, de la situation. C'était, à la face de tous, dire : « Je le prends sous ma protection. Qui s'attaquera à lui m'en devra des comptes. »

L'attitude de chacun des membres de la commission d'enquête, n'en fut pas moins hostile à Ben Chenouf. Roger Léonard lui-même pensait que « Ben Chenouf, comblé de faveurs par la France, n'avait pas été correct ». Il n'avait même pas prévenu son vieil ami Chevallier. Il était nécessaire d'aller « l'engueuler » et de le rappeler à l'ordre pour que, dans l'avenir, il fasse jouer toutes ses relations et toutes ses sources d'information. De son

côté, le préfet de Constantine, Pierre Dupuch, avait de forts soupçons contre le maire de Khenchela.

L'administrateur de Khenchela, M. Vivie de Régie, n'allait rien faire pour balayer ces soupçons.

Le bel esprit de la vieille école, le seigneur qui « régnait » sur Khenchela, comme l'appelait avec beaucoup d'amitié le sous-préfet Deleplanque, avait eu une « trouille bleue ». Au moment où il s'apprêtait à partir en tournée d'inspection dans l'Aurès et à faire sa jonction avec Rey quelque part entre Khenchela et Arris, le mouvement insurrectionnel l'avait frappé.

« Environ quatre-vingts hommes ont maîtrisé le petit commissariat de la police locale, raconta-t-il. Ils ont désarmé et enfermé les agents après avoir grièvement blessé l'un d'eux. Les autres groupes ont attaqué le bordj militaire, tuant le commandant d'armes, et les bâtiments de la commune mixte. Un cavalier a été blessé dans la cour même de son logement. Un rebelle, ancien employé de la commune, cherchait à entrer dans mon appartement pour m'assassiner ! Il a bien failli réussir... »

Le bon Vivie de Régie avait été totalement surpris. Il ne s'attendait pas à ce mouvement. En outre, étant marié à une très charmante femme qui avait du sang chaouïa aurésien dans les veines, et se croyant « par alliance » parfaitement au courant de tout ce qui se passait, il était ulcéré de n'avoir pas obtenu le moindre renseignement sur l'insurrection.

Il put simplement assurer à la super-commission d'enquête que plusieurs des agresseurs étaient de Khenchela et avaient pris le maquis sitôt le coup terminé.

Le général Spillmann nota dans ses carnets :

« Je n'étais pas étonné outre mesure que M. Vivie de Régie fût resté dans l'ignorance la plus complète. Mais je ne pouvais croire un seul instant que le maire de la commune de plein exercice de Khenchela, l'ex-bachagha Ben Chenouf, grand officier de la Légion d'honneur, ancien député apparenté M.R.P., présentement délégué à l'Assemblée algérienne et marié à une Française d'origine alsacienne, n'ait absolument rien su ni deviné de ce qui se tramait. Et cela d'autant plus que la *gens* Ben Chenouf, influente dans tout l'Aurès oriental, détenait nombre de postes de caïd et de charges diverses qu'elle s'était fait attribuer au détriment de sa rivale, la famille anciennement puissante des

Ben Hassine. »

Ben Chenouf lui-même savait qu'on allait l'accuser. Lorsque Jacques Chevallier l'avait embrassé à sa descente de voiture il l'avait invité à déjeuner. M. Vivie de Régie déconseilla au ministre d'accepter l'invitation.

« Vous ne pouvez pas y aller, lui dit-il; Vous gêneriez considérablement le gouverneur général en vous rendant chez cet homme.

— Si cela doit gêner Roger Léonard, je n'irai pas déjeuner. Mais j'irai prendre le café chez mon ami ! Personne ne peut m'en empêcher. »

Jacques Chevallier, René Mayer et Pierre Dupuch se rendirent ensemble chez le maire de Khenchela, Mayer et Dupuch bien décidés à se le prendre dans un coin et à le travailler au corps ». Le grand jeu y passa. Appel aux grands sentiments : « Vous êtes français, marié à une Alsacienne. Vous êtes parlementaire. Vous êtes des nôtres. Intervenez. Dans l'avenir, votre rôle peut être essentiel. » Bref, ce fut le numéro de charme, d'appel à la raison, aux bons sentiments, au « bon Arabe », assorti de quelques menaces sous-jacentes sur ce qui pourrait arriver au cas où... Jacques Chevallier comptait les points mais par sa présence protégeait son ami.

D'après les souvenirs de Pierre Dupuch, Ben Chenouf eut « une attitude purement arabe, ne se vantant pas d'avoir de l'influence sur la rébellion, ce qui risquait de lui attirer de sérieux ennuis, mais laissant supposer qu'il pourrait tout de même agir grâce à ses relations ».

Et Ben Chenouf était sincère en protestant de sa bonne foi. Il ne savait rien. Il faisait partie de ces musulmans que les hommes du F.L.N. considéraient comme quantité négligeable, tout juste bons à tuer « pour faire un exemple » si le besoin s'en présentait. Il n'avait été au courant de rien, mais les hommes de l'A.L.N. n'avaient rien fait non plus contre lui. Il était jeté là dans un coin, inutile pour l'instant. Hors circuit.

Un peu rassuré par la présence de Jacques Chevallier, Ben Chenouf assura ses interlocuteurs de sa bonne foi. Il ne savait pas d'où venait ce coup mais se doutait que l'ex-P.P.A., le M.T.L.D., y avait trempé. Il ferait son possible pour avoir des renseignements. Mayer et Dupuch ne furent guère convaincus

encore que le renseignement sur le M.T.L.D. vînt à l'appui de leurs thèses : une insurrection dirigée de l'étranger et réalisée en Algérie par le parti de Messali et Lahouel. Cette dernière fraction étant, d'après les R.G., la plus efficace ; encore une fausse piste, encore une légende, après celle de Ben Bella, qui prenait corps...

Bref, Ben Chenouf promit son concours. Il avait tiré son épingle du jeu. Lorsque la « commission » quitta son domicile, le maire de Khenchela dit à Jacques Chevallier :

« Tu m'as sauvé la vie, car sans toi ils m'arrêtaient. Et tu sais comment on fait avouer, les gens. »

L'un des conseillers municipaux d'Alger, moins chanceux que Ben Chenouf, sera ainsi interrogé par la police, empalé sur un manche à balai et estropié pour le restant de ses jours, sans avoir plus participé au mouvement insurrectionnel que Ben Chenouf. Le maire de Khenchela n'attendra que quelques mois avant de gagner prudemment la France. Il s'installera dans le pays de sa femme, fuyant la révolution et rompant à jamais avec cette « France d'Algérie » qui le soupçonnait à tort.

Les trois hommes sortirent de chez Ben Chenouf et regagnèrent Batna. À la sous-préfecture on parla de nouveau d'Arris qui, tout en étant débloqué par une petite colonne était encore inquiète.

« Moi, dit Jacques Chevallier au commandant en chef Chérière, je vous propose d'aller nous-mêmes à Arris.

— Mais ce n'est pas possible, monsieur le ministre.

— Et pourquoi, mon général, cela rendrait la confiance à ces gens.

— Mais je n'ai qu'une automitrailleuse disponible.

— Montons dedans et prenons chacun une mitrailleuse.

— C'est tout à fait impossible, la route n'est guère sûre. Il faut une opération de force. Il faut « ratisser » tout cela ! »

Jacques Chevallier ne pouvait obliger le grand patron de l'armée à aller là où il ne voulait pas se rendre !

La « tournée » se poursuivit le lendemain par la visite de Souk-Ahras. Jacques Chevallier et Chérière avaient regagné Alger. Seuls René Mayer, le préfet Dupuch et le général Spillmann continuèrent l'inspection. Cette visite n'eut comme résultat que

de confirmer les trois hommes dans l'idée que « tout venait de l'Égypte ». Le cadavre d'un « chef insurrectionnel » tué par ses hommes avait été retrouvé, jeté dans un puits de mine désaffecté. On avait découvert dans ses poches un passeport qui prouvait que l'homme avait séjourné un an en Égypte.

À part cette information et une habituelle querelle de clocher entre « le militaire » et « le civil » de Souk-Ahras, la commission ne trouva rien d'intéressant à apporter au dossier. À l'issue de ce voyage le président René Mayer confia au général Spillmann qu'« à son avis l'affaire serait dure, longue et difficile car le mal était profond ». Spillmann en fut très frappé.

Cette tournée d'information n'apporta pas grand-chose aux autorités. On y donna surtout des directives mais qui ressemblaient à des encouragements prodigués à des gardes-chasse ou à des rabatteurs un jour de battue importante. Des « ouvrez l'œil et le bon », pensa Dupuch ; du « bla-bla-bla, de grandes et belles paroles destinées à rassurer les Européens, se souviendra Deleplanque ; on ne parla que répression brutale, anéantissement des rebelles, retour au calme dans le délai le plus bref ».

Le principal résultat de cette tournée fut négatif : on ne savait pas contre qui on allait lutter.

Les « pontes » d'Alger avaient demandé son avis à Pierre Dupuch. Le sérieux du fonctionnaire, son caractère froid et lucide, sans concession, leur donnaient confiance. Pour Dupuch, les fellaghas — on les appellerait ainsi, employant le nom donné aux rebelles de la Tunisie voisine — étaient peu nombreux. Tout au plus quelques bandes. Il fallait donc très vite les traquer dans l'Aurès, car cette région traditionnellement contaminable par les idées de révolution, d'indépendance, risquait de « basculer » du côté des rebelles. Il fallait, selon Dupuch, éviter à tout prix la tache d'huile. « Ducourneau arrive dans quarante-huit heures, dit Chérière ; pour l'instant, il suffira. »

Dupuch n'aimait guère Chérière, « ce vaniteux- bavard à des idées courtes et peu nombreuses ».

« Il faudra tout de même, précisa-t-il sèchement, s'entendre sur un plan offensif et défensif à employer dans cette région où l'on doit maintenir l'ordre à tout prix. »

Chérière promit et la super-commission se disloqua. Les uns

allant à Constantine, d'autres à Alger, d'autres à Souk-Ahras.

Ce soir-là, Deleplanque, regagnant sa sous-préfecture de Batna, fut frappé par la volonté de chacun de considérer cette affaire comme du maintien de l'ordre, de ne vouloir ni considérer la profondeur ni aborder les causes de l'insurrection. « Sans doute ont-ils raison, pensa-t-il, le mouvement est embryonnaire. »

Mais le resterait-il ?

Il faisait doux et humide. Des nuages effilochés se traînaient dans le ciel bleu d'Alger nettoyé par une récente averse. Une patrouille militaire, cinq hommes et un sous-officier à la queue leu leu, parcourait lentement la rue d'Isly à la hauteur de la rue Henri-Martin qui descend de la Casbah. De temps à autre, le sergent demandait les papiers d'un passant musulman déjà résigné. Les Algérois découvraient les patrouilles de quadrillage avec un peu d'étonnement, sans plus. La manifestation de la force n'a jamais déplu à l'Alger européen. Et après les titres qu'arboraient les journaux du mardi 2 novembre, elle rassurait.

Ces patrouilles entraient dans le plan de protection que le préfet d'Alger, M. Tremeaud, avait mis en application. Comme la police, à qui revenaient le contrôle de l'identité et les patrouilles en ville, ne disposait que d'effectifs squelettiques on avait fait appel à l'armée pour garder les bâtiments civils et pour effectuer certaines patrouilles. Ces files d'hommes en treillis kaki, l'arme à la bretelle, allaient bientôt s'intégrer à la vie quotidienne d'Alger. Elles ne quittèrent plus les rues de la capitale durant sept longues années. Dans quelques semaines on ne les remarquera pas plus que les myriades de yaouleds (petits cireurs) place du Gouvernement ou que la foule exubérante des étudiants à la terrasse de l'Otomatic, rue Michelet. Elles feront partie du décor. Elles deviendront même le baromètre de la tension algéroise. Les variations se mesurant à la façon dont les soldats porteront leurs armes : à la bretelle quand tout sera calme, à la main, prêtes à servir, lorsque la fièvre montera.

C'est essentiellement par la presse que la population avait appris l'insurrection. Le 1^{er} novembre, jour férié, on n'avait pas beaucoup écouté la radio et la vente de *T.A.M. Dernières Nouvelles* n'était pas très forte. Mais le 2 novembre tout le monde fut au courant. Tous les journaux titrèrent sur l'insurrection. *L'Echo*, *Le Journal d'Alger*, *La Dépêche quotidienne* sortirent

avec des manchettes sensationnelles et consacrèrent la « une » aux événements de la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre.

« Attentats dans l'Algérois. À la même heure (1 h 15), dans la nuit de dimanche à lundi, des terroristes ont opéré en divers points du territoire algérien », titrait *La Dépêche*. Peu de texte, mais des photos « parlantes », une carte impressionnante des lieux où s'étaient produits les attentats et les noms en caractère gras des sept morts (deux civils européens, trois militaires européens, deux civils musulmans) alertèrent l'opinion publique.

Pour dire vrai, les Européens ne s'affolèrent pas et si les éditions se vendirent mieux que d'habitude, c'était en raison de ce super-fait divers que l'on annonçait à grand fracas. Les Algérois n'avaient rien entendu des « bombes » qui avaient « explosé » aux quatre coins de leur ville. Seuls les voisins des points stratégiques visés avaient entendu l'explosion d'un « vague pétard ». Ce ne pouvait être bien grave. D'ailleurs, qui lisait les comptes rendus de *L'Echo*, de *La Dépêche* ou du *Journal d'Alger*, voyait que le centre de l'insurrection, s'il y avait insurrection, se trouvait dans l'Aurès. Et dans l'Aurès la violence était une tradition que connaissaient bien tous les Européens d'Algérie. Elle n'étonnait personne. En revanche, la simultanéité des attentats montrait clairement que cette manifestation était bien coordonnée, donc qu'il fallait se méfier. Mais ce n'était pas suffisant pour engendrer la panique. La population, ce 2 novembre 1954, fut loin de mesurer l'importance de ce qui se passait. Et puis la violence, le risque étaient monnaie courante dans le « folklore » pied-noir. L'insécurité faisait partie depuis longtemps de la vie coloniale algérienne. S'il ne s'était rien passé depuis Sétif, c'est qu'on avait « maté », qu'on « avait ouvert l'œil » et qu'on avait contrôlé tous ces mouvements « subversifs ». La police, en 1950, cinq ans après Sétif, avait su démanteler l'O.S. à temps et mettre en prison la plupart des meneurs. « La faiblesse ne paie pas en Algérie, monsieur, tout le monde vous le dira. » Le calme de la vie quotidienne n'avait rien de naturel pour l'Européen. Il était le résultat de précautions constantes qui étaient entrées dans les mœurs. Et que l'on traduisait par le célèbre : « Desserrez un peu la vis... et vous verrez. » Eh bien, on voyait. Sans plus.

Il suffirait de resserrer l'étau que des « responsables irresponsables » avaient eu la faiblesse de libérer pour que tout rentre dans l'ordre. L'« étranger » avait tout de suite profité de

cette faiblesse, car il était clair, pour le plus simple des Européens d'Algérie — tout comme, on l'a vu, pour les autorités algériennes — que ce coup était signé. C'était un complot nassérien. Qui d'autre ce mouvement aurait-il pu servir ?

Le conseil général du département d'Alger, réuni le 2 novembre en séance exceptionnelle, vota à l'unanimité une motion qui traduisait bien l'opinion publique du jour :

« Profondément ému par les incidents sanglants qui viennent d'endeuiller l'Algérie, s'incline douloureusement devant les innocentes victimes de ces lâches attentats perpétrés dans tous les milieux,

« Conscient que ces actes de terrorisme sont l'œuvre d'agents de l'étranger et d'individus que renie la totalité des Algériens demeurés unis et confiants :

« DEMANDE :

« a) que l'ordre soit fermement et rapidement restauré ;

« b) les coupables, quels qu'ils soient, soient exemplairement châtiés ;

« c) qu'aucune faiblesse ne soit désormais tolérée ;

« d) et que la politique française, naturelle, de compréhension, d'ordre et de progrès, soit assise sur les éléments sains de la population.

« Ainsi sera affermie cette politique d'union, expression de la volonté de l'Algérie.

« ADOPTE À L'UNANIMITÉ. »

Cela signifiait en clair, comme le nota Vaujour : « Vous voyez qu'il faut les serrer, les tenir. Alors n'attendez pas. Arrêtez tous ces nationalistes. On n'est pas protégé. » La population ne s'inquiétait pas mais voulait, exigeait, des mesures draconiennes contre les fauteurs de troubles. On savait où les trouver : le M.T.L.D.

Ce sentiment général, les plus extrémistes des colonialistes allaient s'en servir avec habileté. Chez Sérigny, chez Borgeaud, chez Schiaffino, c'est-à-dire au sein de leurs groupes, de leurs clans, on allait s'employer à mettre de l'huile sur le feu.

« De ce pétard, me dira plus tard Jacques Chevallier, on va

faire une affaire politique. Sérigny et la fédération des maires d'Amédée Froger vont contribuer à établir dans les mois à venir un climat effroyable dans la population française. Climat qu'on commencera à ressentir en janvier 1955 avec le début de la crise gouvernementale. »

La malheureuse et inconsciente population européenne va servir de masse de manœuvre à des groupes politiques qu'elle appuiera de toutes ses forces. Jusqu'au moment où, sept ans plus tard, au bord de l'abîme, elle s'apercevra que ses intérêts ne sont pas ceux des hommes qu'elle a suivis aveuglément.

Quant aux réformes... quelles réformes ? Oui. On verra plus tard. Bien plus tard. Quand l'ordre sera revenu. Nous n'allons tout de même pas céder à la menace d'une bande d'énergumènes, dont on a toléré par faiblesse la propagande, et qui, manipulée par l'étranger, nous dicterait ses volontés !

La population européenne dans sa quasi-unanimité mettait le doigt dans l'engrenage fatal que la folie conservatrice de quelques colons a mis en marche. Il faut suspendre tout projet de réformes — et l'on se doute que ce Mendès-France que la métropole s'est choisi comme président du Conseil en prépare quelques-unes — jusqu'à ce que l'ordre soit rétabli.

Voilà donc sanctionné l'ensemble de la population musulmane qui, de l'avis même de ceux qui ne veulent à aucun prix entendre parler réformes, n'avait pas participé à l'insurrection, n'avait pas suivi la poignée de fellaghas ! On ne pouvait rendre un meilleur service aux hommes qui venaient de déclencher l'insurrection et dont le principal objectif était maintenant de se faire connaître par la population et de lui faire comprendre que leur sort était commun !

À l'annonce de l'insurrection, le premier réflexe de la population musulmane fut de rentrer la tête dans les épaules. Cette flambée de terrorisme n'allait lui apporter que des ennuis. Des ennuis d'autant plus graves qu'elle ne savait pas d'où venait le mouvement.

La joie qui envahit certains parmi les plus politisés — en particulier dans la Casbah d'Alger où l'on commentait favorablement la proclamation dont on avait déjà connaissance — fut tempérée par la certitude qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement algérien. Jamais plus que dans ces journées suivant

l'insurrection les membres du F.L.N. n'eurent du mal à respecter les consignes de silence. Zoubir Bouadjadj avait envie de crier : « Mais c'est nous, c'est nous, des Algériens, qui avons mis le feu aux poudres ! » lorsque des musulmans lui affirmaient que cette action armée était le fait de Tunisiens, de Marocains, même de commandos égyptiens ! Personne dans la population musulmane ne crut qu'il pouvait s'agir d'un mouvement nationaliste « purement » algérien tant elle ne connaissait des partis comme le M.T.L.D. que les querelles stériles et l'anarchie qui peu à peu rendaient amorphe la masse des militants.

Au lendemain du 1^{er} novembre 1954, pour l'ensemble du peuple algérien désireux d'émancipation, le recours à la violence n'était pas le procédé auquel il croyait. Les uns pensaient encore à la possibilité d'obtenir petit à petit ce que l'on désirait en marchandant sans relâche, les autres pensaient que les Français étaient trop forts, qu'il était impossible d'arracher quoi que ce soit et qu'il « fallait voir venir ».

Quant aux caïds, aux notables qui « auraient dû être au courant » ils surent très vite que leur ignorance allait leur valoir de la part de l'administration de sérieuses difficultés. Ils se firent tout petits dans leur coin attendant l'algarade et bien décidés à ne sortir de leur trou que lorsque la France aurait mis sur pied un plan de lutte contre les rebelles.

Bref, ce n'est que dans le courant du mois de novembre et surtout au début de l'année 1955 que la population se rendit vraiment compte que les « événements du 1^{er} novembre 1954 étaient sérieux ».

Pourtant, insensiblement, la France entrait dans la guerre. 27 juillet 1954 : fin de la guerre d'Indochine ; 1^{er} novembre 1954 : premier jour de la guerre d'Algérie. La France n'avait eu que trois mois et quatre jours de paix. Si l'on pouvait considérer comme « temps de paix » la « péripétie » tunisienne.

Lorsque Pierre Nicolai, directeur du cabinet de François Mitterrand, arriva à Alger quelques heures à peine après que Roger Léonard et ses adjoints eurent fait un premier plan de l'insurrection, il n'était plus question de conversations mondaines entre membres du Conseil d'État. Mitterrand l'avait envoyé à Alger pour faire le point de la situation, pour qu'il puisse « renifler sur place » l'importance de l'insurrection.

Il fut accueilli par un Léonard qui avait recouvré son calme et qui dressa un tableau « mesuré » de la situation que les trois préfets invités au rapport confirmèrent.

Lambert d'Oran était confiant dans l'autorité militaire. La répression était en cours contre les militants nationalistes fichés. En outre, les opérations de police se poursuivaient. Les hommes qui avaient participé aux attentats de la nuit tragique étaient traqués. À Oran, il fallait rester vigilant mais le préfet était rassuré.

À Alger, Tremeaud affirma qu'après un affolement passager bien compréhensible l'optimisme revenait. Il se refusait à croire à un danger sérieux.

Dupuch fut moins « optimiste ». C'était chez lui, dans le Sud constantinois que se concentrait la rébellion. À son avis, la situation était grave.

« Et que proposez-vous ? demanda l'envoyé spécial de Paris.

— Un plan offensif et défensif, répondit le préfet. Un plan offensif pour l'Aurès, c'est là le cœur de la rébellion. Il nous faut des renforts pour lutter contre les rebelles et s'implanter dans le pays.

— Et le plan défensif ?

Il doit à mon avis porter sur trois plans : la défense des points névralgiques, la protection des Français dans le bled et celle des populations fidèles. »

Pour Dupuch la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, c'était le baroud qui « ouvrait » la rébellion. Pas autre chose. Car comment expliquer qu'aucun des ouvrages importants, des points névralgiques comme les transports de force, les chemins de fer, les grosses canalisations d'eau n'ait été visé ? Il fallait maintenant les protéger. Car un attentat contre ces grands ouvrages serait très grave. Et aurait, s'il était réussi, un autre retentissement que les actions armées de la nuit de la Toussaint.

Quant aux Français du bled, il faudrait très vite les protéger, les organiser avec l'aide officielle, leur donner les moyens de se défendre. Devra-t-on les armer ? Depuis Sétif et les massacres organisés cette question restait le cauchemar de tous les représentants de l'autorité. De toute façon elle se posait et il fallait rapidement la résoudre. Enfin la protection des populations

fidèles. Pour éviter la tache d'huile, il fallait que ces tribus, que ces douars soient protégés. Peut-être devrait-on y créer des milices. Ou donner du moins aux villages le moyen de se défendre. Les rebelles ne manqueraient pas de « régler leurs comptes », dans un proche avenir.

Nicolaï avait écouté avec attention le rapport du préfet.

« Vous allez recevoir dans les quarante-huit heures les renforts nécessaires, rassura-t-il. Le colonel Ducourneau que nous vous envoyons pourra efficacement mener l'offensive contre ces bandes. Pour le reste, il faudra étudier sur place avec l'autorité militaire les mesures qu'il conviendra de prendre. »

Après avoir entendu le général Chérière et le chef d'état-major de l'aviation et leur avoir recommandé de ne se servir de l'aviation que pour des missions de reconnaissance et de support à des opérations terrestres, le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur envoya à son patron un premier rapport d'où il ressortait que les autorités françaises en Algérie « ronronnaient » doucement après ce coup de semonce porté par les insurgés algériens.

« Léonard, écrivit-il, est toujours aussi calme. Mais toujours privé du style que l'on souhaiterait chez un gouverneur général. »

Parfait administrateur en temps de paix, il lui manquait toutes les qualités que l'on devait exiger d'un chef de guerre. Pierre Nicolaï critiqua ensuite l'armée de Chérière « qui ne bougeait pas, qu'on ne voyait pas et qui ne risquait pas, occupée qu'elle était à des tâches de garde stériles, de s'entraîner à combattre dans une nature hostile ».

Pour Nicolaï, il n'y avait en Algérie que « deux sortes de militaires. Ceux pour qui tout allait bien. Et ceux qui songeaient au napalm... » Napalm et aviation. Deux mots qui vont revenir souvent, dans la seconde quinzaine de novembre quand l'Aurès aura pris son visage de guerre, que les collines et les hauts plateaux glacés retentiront des premières rafales et que les silhouettes nerveuses des commandos-paras de Ducourneau se détacheront au sommet des crêtes sur le ciel gris et froid de l'hiver.

Mais en ce début de novembre, pour le directeur du cabinet de François Mitterrand, la situation n'avait rien de catastrophique. Les renforts envoyés par la France suffiraient largement à

reprendre en main la situation dans l'Aurès.

Une fois passé l'instant de panique provoqué par l'attaque-surprise et l'absence de renseignements sur les insurgés qui l'avaient menée, la vie reprit son cours pour ceux qui, dans l'Aurès, représentaient l'autorité, pour le préfet Dupuch et le général Spillmann, pour le sous-préfet Deleplanque et pour le colonel Blanche. Avec pourtant cette différence qu'il fallait faire la guerre, même si l'on appelait cela des « opérations de police », ce qui permit aux hommes de montrer ce dont ils étaient capables et aux sentiments de se faire jour.

Avant l'insurrection l'antagonisme latent entre civils et militaires ne se manifestait que par de petites escarmouches, par des paroles quelquefois désagréables, par des mouvements d'humeur. Il éclata avec la révolution. La guerre, c'était l'affaire des militaires ! Et pourtant, l'état de siège n'étant pas proclamé en Algérie, Léonard restait le patron de Chèrière, Dupuch celui de Spillmann et Deleplanque celui de Blanche !

C'est dans l'Aurès que, dans les premières semaines de la révolution, vont s'opposer toutes les tactiques. On va tout proposer, il y aura des partisans du bombardement, du napalm, du quadrillage, ceux qui feront dans le « ratissage » et les nostalgiques du camp retranché, il y aura les partisans des zones de regroupement où l'on rassemblera tous les « bons », tous les « fidèles » en les déracinant de leurs douars natals sur lesquels l'aviation pourra « straffer » de bon cœur, puisqu'il ne fait aucun doute que seuls les « mauvais » y sont restés !

On parlera de gigantesques opérations où, au coude à coude ou presque, on « passera au peigne fin » l'Aurès ! On évoquera les villages fortifiés, l'autodéfense.

Dès les premiers jours de la guerre, alors qu'on ne sait pas encore que c'est la guerre, on énuméra, on proposa toutes les techniques qui seront employées les unes après les autres, avec plus ou moins de bonheur, au cours des sept prochaines années.

À Constantine on redoutait déjà les « grandes idées du commandant en chef ». Le préfet Dupuch parce qu'il considérait Chèrière comme un traîneur de sabre ventripotent, vaniteux et vindicatif ; le général Spillmann parce qu'il était partagé entre le désir de conserver les bonnes relations qui, contre toute attente, s'étaient établies avec le commandant en chef et la certitude que

le général Cherrière allait préconiser de « grandes opérations », auxquelles Spillmann était opposé, dans l'Est algérien.

Ni l'un ni l'autre ne va être déçu. Le général Cherrière lâche la bride. « Babar » fonce dans le tas. Les rebelles vont voir de quel bois il se chauffe. Il n'a qu'une idée en tête : ratisser. Sa vitalité lui impose cette forme de répression. On va sur le terrain, on laisse traîner le « chalut » et on ramasse les poissons. Pas plus difficile que cela.

Passer l'Aurès au peigne fin ! Trois vallées profondes, des forêts immenses, des plateaux de pierraille, des cañons vertigineux, pas de routes, ou presque. Mais l'énorme massif ne fait pas peur à Cherrière. Il ne sera pas le seul. Simplement le premier.

Et l'on verra dans les premiers mois de la guerre d'Algérie, alors même que Cherrière aura quitté son poste, ces gigantesques opérations « ratisser » un massif impénétrable. On leur donnera même, dans l'argot de la guerre d'Algérie, un nom. On les appellera les « circuits touristiques ». Ils démontreront à quel point les premiers chefs militaires de cette guerre « pas comme les autres » se sont trompés. Le processus sera toujours le même.

On organisera en grand secret à l'état-major d'Alger une opération mirifique du type « peigne fin ». On enverra des télégrammes chiffrés à tous les responsables locaux qui, avec leurs unités, participeront à l'opération. En général on commencera à Biskra, à la porte du désert pour remonter vers le nord.

Le malheur, c'est que l'on méprisera toujours les insurgés et leur organisation.

Alors les troupes arriveront. Cela fera du bruit. Les officiers s'installeront au Transat de Biskra, le seul hôtel confortable où le whisky soit glacé. Le confort avant tout. Et on discutera au bar, entre militaires de bonne compagnie, sans précautions —, on est entre nous, que diable ! — avec des airs de matamore. Cette fois-ci sera la bonne. Les « fellaghas » ne pourront passer entre les mailles du filet, entre les dents du peigne fin.

Au dessert le pauvre boy, au visage basané et à la veste blanche, qui a passé les whiskies, les plats, le café et le dessert connaîtra aussi bien l'opération que le commandant en chef. Lorsque après le « coup de l'étrier » pris au bar, les officiers bien

douchés iront se coucher de bonne heure — demain il faudra se lever tôt —, le garçon de restaurant ou le barman si stylé du Transat renseignera le responsable de l'organisation à Biskra. Dans la nuit, les bandes de l'A.L.N. seront au courant.

Et même si, ce jour-là, on se méfiait des oreilles indiscrètes, les colonnes qui s'ébranleront au petit matin dans un bruit d'enfer signaleront leur présence aux guetteurs placés aux points stratégiques, de l'Aurès. Dans le moins bon des cas, les hommes de l'A.L.N. connaîtront les positions exactes des Français vingt kilomètres à l'avance. Alors l'A.L.N. décrochera, se dissimulera dans les caches qu'aucun des soldats peu familiarisés avec ce terrain hostile ne pourra trouver. On jouera la comédie. Les armes disparaîtront dans les caches, les hommes de l'A.L.N. se transformeront en paisibles bergers, ne parlant que le chaouïa, un peu abrutis, un peu sournois, dont il n'y aura rien à tirer et que l'on méprisera. À l'arrivée on n'aura rien trouvé et l'armée se couvrira de ridicule non seulement devant le F.L.N. mais surtout, et ce sera le plus important, devant la population. Car ces villages attentistes qui n'auront pas encore pris parti se demanderont si réellement on doit avoir confiance en cette France dont les militaires si bien armés, si bien équipés, sont si naïfs.

Le « peigne fin » c'était la tentation permanente. C'est l'idée principale du commandant en chef Paul Cherrière en ce début du mois de novembre. Répression brutale. Encerclement et destruction des rebelles, il ne connaissait que cela. Il fallait tuer dans l'œuf cette flambée nationaliste. Il proposa donc ce plan pour mater la rébellion de l'Aurès. Le préfet de Constantine s'y opposa immédiatement. Il s'éleva violemment contre l'opération de grande envergure à l'heure où chacun se plaignait du manque d'effectifs.

« Du Châtelet et pas de résultat ! » grogna-t-il.

La lutte était engagée entre les deux hommes. Le peigne fin était bien une « idée courte » à la Cherrière.

Deleplanque, qui suivait à Batna son patron comme son ombre, s'opposa lui aussi à ce projet. Il connaissait le terrain, il commençait à se faire une certaine idée des hommes contre qui il fallait lutter. Le jeune sous-préfet résuma alors en une phrase ce que serait la guerre d'Algérie, le terrible engrenage de tortures, d'attentats, d'arrestations arbitraires, de contre-révolution qu'on appliquerait des dizaines de mois plus tard dans la lutte contre le

F.L.N. Dès les premiers jours de novembre il pensa : « Nous sommes désarmés quoi qu'on fasse contre des hommes qui semblent appliquer la technique de la guérilla. Un gouvernement démocratique ne peut rien faire contre eux dans le cadre de la légalité. »

D'autres diront plus tard et à haute voix ce que le sous-préfet pensait ce jour-là ! Et se soucieront peu de la légalité.

Pour Dupuch, comme pour Nicolaï, le directeur de cabinet de Mitterrand, lorsqu'il est venu se rendre compte sur place de la situation, il y a deux sortes de militaires : le type Cherrière, qui veut tout casser avec de gros moyens, passer au peigne fin, à l'occasion bombarder les douars que l'on soupçonne d'être favorables à l'ennemi.

Et le type Spillmann, qui ne veut en aucun cas se « filer dans un merdier », qui se rend compte que les effectifs sont peu nombreux et qui préfère s'enfermer dans un camp retranché avec sacs de sable et mitrailleuses, quitte à créer de nombreux camps retranchés.

Le général Spillmann avait en effet sa petite idée sur la conduite des opérations dans l'Aurès.

Selon le commandant de l'Est algérien il fallait se réimplanter dans l'Aurès, dans ce pays depuis longtemps livré à lui-même, ce pays « où on n'allait pas ». Tenir solidement Arris, et le sud de Khenchela dans les Bou-Hamama, Me Chounèche aussi. « Tous ces bleds qu'on a laissés tomber faute d'hommes. » Une fois réimplantés, avec des unités mobiles qui parcourraient la région, des services de renseignements efficaces pour mener la vie dure aux bandes qui « écument » la région. Organiser les populations indigènes et les faire participer à leur autodéfense. Bref reprendre contact avec des populations oubliées et non, comme le préconisait Cherrière, filtrer, ratisser, matraquer.

Mais organiser des services de renseignements efficaces en novembre 1954, c'était rêver ! Il faudrait du temps. Reprendre contact avec des populations dont on ne se souciait guère hier, c'était quasiment impossible dans le moment et c'était donner aux hommes de l'A.L.N. un merveilleux argument que ceux-ci d'ailleurs ne manqueront pas d'employer vis-à-vis de la population : « Voyez comme on s'occupe de vous lorsqu'on crie sa misère le fusil au poing ! »

Aucun de ces chefs militaires ne pense, au début de novembre, à la guerre subversive. Aucun ne la connaît. La plupart la méprisent. Il faut dire aussi que toute l'armée moderne, celle qui a appris beaucoup de choses depuis 1945, est encore « à l'école » en Indochine ou assimile les leçons durement reçues en « convalescence » en métropole ou à bord d'un transport de troupes dans un convoi de rapatriés.

Dans les premiers jours de la lutte contre l'A.L.N., dans l'Aurès, on s'efforça donc de parer au plus pressé sans appliquer un véritable plan d'ensemble. Les militaires s'élevèrent de plus en plus violemment contre l'« ingérence » des civils dans leurs affaires. « Ces pékins se mêlent de ce qui ne les regarde pas ! » Cet antagonisme ira quelquefois loin, trop loin, alors que le péril est à la porte.

L'armée reprochera à l'autorité civile sa mollesse si, par exemple, elle recommande avant une opération : « Ménagez tel douar, sa population nous est fidèle. Attention de ne pas la matraquer. Elle passerait bien vite à l'ennemi. » Les militaires diront qu'ils n'ont pas à se mêler de « psychologie ». Ils changeront bien quelques mois plus tard !

À l'accusation de mollesse s'ajoute celle de trahison ! De haute trahison, lorsque certain administrateur, certain sous-préfet prendra directement contact avec tel musulman « influent » qui pourrait régler certains problèmes. Pour ces militaires « vieille école » tout doit être clair, précis. En serrant la vis, en surveillant, en bombardant, tout doit très bien se passer ! S'il faut en plus se soucier de la connaissance du monde arabe que ces satanés civils disent avoir mais qu'ils ont bien peu appliquée avant qu'il y ait « le feu à la maison », où irait-on !

Le général Cherrière, qui avait vu que son plan d'opérations spectaculaires serait contré par Dupuch, et qui, furieux, savait que c'était le préfet de Constantine qui était en dernier lieu le responsable de la zone, proposa au gouverneur Léonard une autre tactique.

« C'est dans l'Aurès que tout se passe, expliqua-t-il, c'est même entre Batna et les Nemtchas que l'on peut approximativement situer le cœur de la rébellion ; alors, encerclons cette zone. Appliquons la politique de la nasse. Qu'ils entrent mais qu'ils ne puissent en sortir. Nous allons laisser un vide au cœur de l'Aurès où les fellaghas se trouveront en sécurité

dans une zone d'où nous aurons évacué les populations fidèles. On les laissera faire leurs petites affaires et au printemps, grande opération, on les « coxera » tous. Cette tactique aura l'avantage de renvoyer les « choses sérieuses » au printemps lorsque l'Aurès sera plus accueillant. »

À sa grande surprise, Cherrière vit Dupuch considérer son plan avec intérêt. Mais c'est Spillmann qui s'en montrera un farouche adversaire. Car la politique de Cherrière impliquait celle du regroupement.

« Cela revient, dit Spillmann, à créer des zones mortes où l'on n'a plus aucun renseignement, où les « salopards » peuvent faire ce qu'ils veulent et peuvent rassembler et entraîner à leur aise des éléments suspects. Quant à assurer l'étanchéité de la nasse, ce n'est pas sérieux ! Ainsi, on se ferait fort de laisser entrer certains hommes dans la zone et de les empêcher d'en sortir ? Rigolade !

« Enfin, dans les camps de regroupement où seraient réunies les populations fidèles, le moindre « salopard » un peu intelligent ferait un travail de démolition remarquable.

« On offrirait sur un plateau au F.L.N. la possibilité de faire la plus intense propagande. Il aurait sous la main tout un monde désorienté, désemparé, qui vient d'être transplanté et qui n'a rien à faire. Les résultats seraient très positifs. Mais pas dans le sens prévu par l'état-major ! » Voilà pour le 2^e plan Cherrière !

Le plan Dupuch n'allait pas, on s'en doute, soulever l'enthousiasme des militaires. Il l'avait exposé à M. Nicolaï lors de son passage à Alger. Il était offensif contre les bandes de l'Aurès et défensif à l'égard des points névralgiques (grands ouvrages d'art, voies ferrées, etc.), des Français du bled et des populations fidèles.

Le préfet Dupuch, qui, malgré l'antagonisme civils-militaires, entretenait les meilleures relations avec le général Spillmann — ils étaient du même monde —, s'en ouvrit avec franchise à son subordonné militaire.

C'est sur le premier point du système défensif que les deux hommes s'opposèrent.

Dupuch, qui craignait des attentats contre les voies ferrées, avait vu ses craintes prendre corps avec le déraillement d'un convoi entre Souk-Ahras et Duvivier. Il était sur le point de

supprimer les trains de voyageurs de nuit. Donc son angoisse à ce propos était justifiée. Il demandait donc à l'armée de « contrôler » les grands ouvrages d'art de la voie ferrée Alger-Constantine-Tunis. En outre il désirait que l'on gardât également les barrages, les mines, les usines, toutes les centrales électriques, les transformateurs importants...

« Et pourquoi pas les fermes ? coupa Spillmann.

— Mais j'y viens, mon général ; j'ajoute à ma liste, déjà longue je le reconnais, les grosses exploitations isolées, les dépôts d'essence, les usines à gaz, bref tous les points sensibles qui figurent sur notre plan de protection et qui sont effectivement défendus en cas de mobilisation !

— Mais il n'est pas question de mobilisation ! Nous faisons du maintien de l'ordre et pas la guerre ! »

Le général Spillmann expliqua à son ami le préfet que s'il répondait à toutes ses demandes ce serait bien mal employer les unités actives à des tâches statiques.

« Si j'émiette mes troupes, mon cher préfet, nous serons faibles et vulnérables partout et forts nulle part. Nos gars seront mal installés, il faudra un va-et-vient incessant pour les ravitailler et ainsi on multipliera les risques d'embuscade. Ils auront le cafard. Ce sera la vie de petit poste. Et un beau jour, les « salopards » leur tomberont dessus au moment où leur vigilance sera assoupie par ce travail inintéressant, et les égorgeront. Voyez la politique des postes isolés en Indochine, et les résultats qu'elle a donnés ! »

Et le général Spillmann en profita pour signaler à son préfet qu'il devait relever les C.R.S. affectés à la garde des fermes le long de la frontière algéro-tunisienne.

« Vos C.R.S., lui dit-il, ce sont des fonctionnaires et pas des militaires. Ils disent, et ils ont raison, qu'ils ne devraient pas faire plus de huit heures par jour plus un certain nombre d'heures supplémentaires par semaine. En outre, ils n'ont pas à combattre offensivement. Il va donc déjà falloir un peloton ou une section par ferme. Et cela avant que les renforts soient arrivés ! »

Spillmann fit donc une contre-proposition. On discutait de la défense de l'Aurès comme des marchands de tapis, chacun cédant un petit bout du plan qui l'intéressait !

« Les C.R.S. assurent la sécurité dans les villes et les gros centres ruraux.

— Les gendarmes mobiles, basés dans un centre ayant mauvaise réputation, parcourent le pays.

— Les renforts de gendarmerie viennent étoffer ceux qui sont déjà en poste ou servent à constituer des garnisons dans les centres où il n'y en a pas.

— L'armée s'implante dans le pays et devient l'ossature, le support et la réserve prête à intervenir rapidement. »

Restaient encore les deux problèmes essentiels : les civils européens et les musulmans.

« Je propose, dit Spillmann, que les Français participent à la défense des centres de colonisation sous le contrôle de l'armée.

— Il faut donc les armer ?

— Je le crois. »

Là se posait le plus grave problème pour Dupuch, comme il se posera plus tard pour d'autres préfets. Donner des armes aux Européens, cela risquait d'être dangereux. Chaque préfet et sous-préfet d'Algérie vivait avec le souvenir des massacres de Sétif. 108 Européens tués. Au moins 15 000 et sûrement plus, musulmans assassinés en représailles. Dupuch était hostile à la constitution de milices civiles.

« Si nous leur donnons des armes, dit-il, et si nous les autorisons à s'en servir, ils vont massacrer tous les musulmans qu'ils verront et nous aurons un beau soir des centaines de tués sur les bras ! Cela, je ne le veux pas. »

Le gouverneur général Léonard était lui aussi opposé à la remise d'armes aux Européens. Mais alors, que faire pour les Européens isolés dans le bled ? Léonard consentira à la création de groupes de défense mixtes européens et musulmans à condition que les armes soient groupées à la mairie.

Le secrétaire d'État à la Guerre, Jacques Chevallier, s'était trouvé lui aussi face au problème lors de sa tournée d'information au lendemain de l'insurrection. Il avait reçu une délégation des colons de Fougues-Toub. Très excités, ceux-ci avaient exigé des armes. Jacques Chevallier avait ordonné au colonel Blanche d'en donner. Les colons ne s'en servirent pas contre les musulmans,

comme le craignait le préfet Dupuch, mais ils les donnèrent, me raconta Jacques Chevallier, aux hommes de l'A.L.N. pour « ne plus avoir d'embêtements et être protégés » !

Bref, quelle que soit la façon de s'en servir, les autorités civiles redoutaient de donner des armes aux Européens.

« Peut-être avez-vous raison, monsieur le préfet, dit Spillmann, mais on en revient toujours au même point de départ : tout incombe à l'armée. Et celle-ci ne peut suffire à tout. »

Dupuch, à qui se posait le problème de conscience de refuser ou non des armes aux pieds-noirs isolés, cédera sur le principe de la constitution de milices dans les petits centres à condition qu'elles soient encadrées par des gendarmes. Il restera intraitable en ce qui concerne les grandes villes, particulièrement Constantine, où « ses excités » criaient sur tous les tons : « Il faut frapper vite et fort. On doit mater les Arabes. La répression doit être brutale. Donnez-nous des armes ! Constituez des milices. »

Le dernier point que défendait le préfet de Constantine était la constitution de harkas, supplétifs musulmans encadrés par des Français de souche recrutés à cet effet ou par des gendarmes. Deleplanque, qui était pratiquement le créateur de ce système, le défendait bien sûr avec opiniâtreté. Mais Dupuch pouvait-il armer des harkas face aux Européens à qui il attribuait des armes avec tant de réticence ? Cela n'empêchera pas certains petits commandants de secteur d'avoir « illégalement » leur petite harka locale.

Spillmann ce jour-là nota dans ses carnets :

« Dupuch doit ménager l'opinion française de plus en plus opposée à tout ce qui est musulman. Et pourtant, comment prétendre tenir un tel pays avec uniquement des Français de France, sans réel appui des autochtones ? »

Lorsque, ce 5 novembre 1954, cinq jours après le déclenchement de l'insurrection, Dupuch fit le point de l'activité dans sa zone et en particulier dans l'Aurès, il « piqua une violente colère ». Une de ces colères rentrées qui le faisaient paraître encore plus dur, encore plus inaccessible.

« Il faut que ça bouge à Constantine, pensa-t-il, il faut lutter et vite. »

Devant l'insurrection, Dupuch réagissait selon son caractère :

sans s'affoler mais durement. Il comprenait les plans si divers proposés par Cherière ou par Spillmann. Lui-même n'était pas sûr d'avoir raison. Il est difficile de décider devant un type de guerre inconnu. Fallait-il être exclusivement offensif ou bien mélanger offensive et défensive ? Ce qui était sûr c'était que les hommes, Cherière et Spillmann, étaient à l'image de l'embryon d'armée qu'ils avaient à commander : plus une armée d'état-major qu'une armée opérationnelle.

Et Dupuch n'était sûr que d'une chose et il avait l'intention de s'y tenir tant qu'il resterait préfet de Constantine :

« C'est avec des hommes implantés sur place que l'on arrivera à des résultats. Pas avec des machines à écrire ! »

Un homme allait répondre à ce désir, allait effacer les petites susceptibilités, éclipser aussi la « gloire » de certains ; cet homme, on allait le connaître sous le nom de Ducourneau-la-Foudre.

Cette 25^e D.I.A.P. est attendue avec impatience dans l'Aurès. Son chef en titre est le général Gilles, qu'une maladie va tout de suite éloigner de sa division. C'est le colonel Ducourneau qui, en fait, dirigera les paras tant attendus.

Ducourneau arrive à Batna, où tout le monde souhaite un chef « à poigne » qui puisse « faire quelque chose » contre cet adversaire inconnu que l'on ne peut « coincer » nulle part, précédé de la réputation d'un chef dur, intransigeant, du héros aussi qui sait galvaniser ses hommes et les entraîner victorieusement dans les plus extraordinaires aventures. Avant d'arriver, Ducourneau a déjà une légende. Il la mérite.

La tactique des commandos, il l'a apprise en 1943. Il est le patron du premier groupe de commando. Il est alors capitaine. Mais c'est lors du débarquement en Provence qu'il forge sa légende. Un jeune lieutenant qui appartient à un commando de déminage et qui « fit » le débarquement en même temps que Ducourneau m'a raconté ce premier exploit sur la terre française.

Le commando de Ducourneau et le sien débarquent en Provence quarante-huit heures avant le jour J. Leur mission ? Prendre le fort du Coudon, qui défend Toulon. Une sorte de mastodonte bardé de béton, truffé de canons, flanqué de mitrailleuses, un géant qui peut résister des jours et porter aux troupes de débarquement des coups qui feraient mal. Il semble

imprenable. Et ses occupants de la Kriegsmarine, appuyés sur leurs arrières, ne s'en laisseront pas conter. Cela ne fait pas peur au capitaine Ducourneau. Il connaît ses hommes et ses hommes le suivront partout. À la tête de son commando, pieds nus, Ducourneau part à l'attaque du fort comme un corsaire à l'abordage d'une caravelle espagnole. À l'aide de cordes et de grappins, s'écorchant les pieds sur le béton et le granité, ils se hissent sur les toits, grimpent sur le dôme du fort. Dans son battle-dress, à même la peau, chaque homme a des grenades Gammon au plastic. Inutile d'attaquer de face la garnison. Les hommes de la Kriegsmarine ne sont pas des enfants de chœur et ne feront qu'une bouchée du petit commando. Ducourneau désigne les cheminées. Un homme par cheminée. Une grenade par cheminée. 3, 2, 1, top. Les grenades au plastic éclatent à tous les étages du fort. Des murs s'écroulent, des hommes tombent, c'est la panique. Les diables verts de Ducourneau surgissent alors, hurlant, mitraillant tout sur leur passage. La poignée d'hommes du capitaine est en train de gagner l'imprenable fort. Elle va vaincre la garnison d'élite. À bout de ressources, les Allemands donnent par radio l'ordre aux bâtiments allemands ancrés dans la rade de tirer eux-mêmes sur le fort ! Peut-être ainsi arriveront-ils à faire déguerpir ce diable d'homme et ses sauvages. Mais c'est le débarquement. On connaît la suite. Le fort du Coudon ne causera pas de dommages...

Le jeune lieutenant du commando de déminage deviendra l'ami du capitaine. Il sera toujours fasciné par ces paras qui ne reculent devant rien, centurions des temps modernes ; il s'appelle Jean Lartéguy.

Après le débarquement, c'est les Vosges. Ducourneau prend Belfort et est grièvement blessé à l'attaque de Cernay. Le voilà commandant. La guerre va finir. Il se remet en France de ses graves blessures. Il ne va pas rester longtemps tranquille. Il ne se sent pas bien à Paris.

Ducourneau est né à Pau. Il est militaire de carrière mais comme le sont les cadets de Gascogne dont il a l'allure. Petit, dur, sec, nerveux, intelligent. Il a fait Saint-Cyr, mais ses origines paysannes ne lui ouvrent pas les salons que fréquentent les militaires de caste. Pour lui, un soldat, ça se fait sur le terrain et pas dans les salons ou dans les bureaux des ministères. Cette théorie ne lui vaudra pas que des amis. Car ce Desaix n'a pas son

Napoléon.

L'Indochine l'appelle bien vite. Adjoint du général Gilles il apprend sa nomination de colonel au fond d'un blockhaus lors de la défense de Na-Sâm après avoir dirigé, sous de Lattre, l'évacuation de Cao-Bang. Là encore il vitupère les « salonnards » de la guerre. Il a le plus profond mépris par ces officiers qui croient avoir hérité de la gloire militaire en même temps que du château de leurs ancêtres ou du salon mondain de leur tante ! L'officier républicain, qui aime bien « s'occuper de ce qui ne le regarde pas, en particulier de littérature... » craint déjà dans son blockhaus de Na-Sâm le désastre de Dien-Bien-Phu. Car Ducourneau n'est pas seulement un fonceur au courage aveugle, il réfléchit, il prévoit. Il voudrait que l'on se penchât un peu plus sur la psychologie de l'adversaire.

« Je n'ai pas souvent peur, dit-il à cette époque, mais j'ai toujours la trouille d'être coincé dans une « connerie d'état-major », comme celle de Dien-Bien-Phu. Car c'est une cuvette où l'on déverse toutes nos forces sans s'apercevoir qu'elles sont coincées de tous côtés ! »

Il jouit au sein d'une « certaine armée » d'un prestige qui le précédera en Algérie. Mais il ne soigne pas assez sa publicité. Il n'aime pas beaucoup la presse car il a horreur de l'imprécision. Il est un peu « pinailleur », telle unité, telle cote, telle colline, tel numéro, c'est clair et précis. C'est celui-là et pas un autre ! Il voudrait des papiers rédigés aussi sèchement que des rapports d'état-major. Pour lui les journalistes ne sont pas des « gens sérieux ». Mais les hommes qui se sont illustrés en Indochine, qui feront beaucoup parler d'eux dans quelques mois en Algérie, et qui, eux, savent soigner leur publicité, l'aiment et le respectent.

En Indochine, Bigeard dit de lui : « Ducourneau ? Le seul type auquel j'accepterais d'obéir dans cette bande de cons ! »

Ducourneau évitera Dien-Bien-Phu car, ayant fini son temps, il est rapatrié en France avant le désastre.

C'est à Pau, sa ville natale, qu'il est affecté. Il va durant des mois y former « ses petits gars » de la 25^e D.I.A.P.

Lorsque éclate l'insurrection algérienne, Mitterrand, après le rapport de Nicolaï sur « les militaires qu'il y a en Algérie », fait dire à Ducourneau :

« C'est dans l'Aurès que semble se trouver le foyer le plus dur. Ducourneau, je vous connais, allez là-bas. Et balayez-moi tout cela. »

Ducourneau arrive dans l'Est algérien à l'heure de l'affolement. Il n'y a pas de plan précis. Chacun critique l'action que veut mener l'autre. Il s'aperçoit tout de suite de l'antagonisme qui oppose les civils aux militaires et des conséquences graves que cela peut avoir. Par chance, Ducourneau ne va pas avoir à en souffrir, car Dupuch est un ami d'enfance, Palois lui aussi. Ils ont fait leurs études ensemble au lycée de Pau et se respectent mutuellement. La précision, la sécheresse de Dupuch plaisent à Ducourneau. Il est heureux de retrouver l'ami. Il sait qu'il s'entendra avec le fonctionnaire. Le général Spillmann, lui, fait partie de ceux qu'il appelle les « salonnards » mais il semble bien brave et il a préparé le terrain. Ducourneau n'a aucun intérêt à s'opposer à son chef. D'autant que dans la guerre qu'il soupçonne, cette action de guérilla et de contre-guérilla qu'il a connue en Indochine, c'est sur le terrain que tout se décidera. Et là il sera seul avec ses gars !

Avec Ducourneau, c'est la technique d'Indochine qui entre en Algérie. C'est le premier représentant des rescapés de cette armée moderne qu'on a engloutie en Extrême-Orient qui va appliquer en Afrique du Nord les leçons assimilées en Indochine.

Il est tout de suite envoyé au cœur de la rébellion : dans l'Aurès. Spillmann, qui a préparé le travail d'état-major, lui dit qu'il commandera le 18^e R.I.P.C. Le commandant de l'Est algérien a décidé, avant l'arrivée de Ducourneau, de pousser un bataillon du 18^e R.I.P.C. à Arris, un autre à Foug-Toub. Un bataillon du 1^{er} R.C.P. dans la cuvette de Bou-Hamama et un bataillon de parachutistes coloniaux à T'Kout pour relever les paras de la légion qui sont allés délivrer les gendarmes et leurs familles bloqués sous le feu des rebelles. Les femmes et les enfants ont été évacués. M^{me} Pons a pu racheter un biberon pour son bébé à Constantine.

À Batna, le sous-préfet Deleplanque s'entend tout de suite avec cet homme d'action : « La plus belle bête de guerre que j'aie jamais rencontrée, dira-t-il plus tard, mais au bon sens du terme car il est intelligent. Organisateur respecté mais jaloué de ses chefs, il est aimé, idolâtré par ses hommes. Il a une belle tête d'aventurier avec un sourire doux. Son rayonnement physique et

intellectuel s'impose partout aussi bien auprès des civils que des militaires. »

Ducourneau deviendra ami intime de Deleplanque. Mais ses relations avec le colonel Blanche ne seront pas aussi mauvaises qu'on aurait pu le penser. Ducourneau et Blanche, c'est le jour et la nuit. Mais Ducourneau méprise les querelles stériles et il a devant lui une tâche importante : réduire l'Aurès.

Car ça bouge dans l'Aurès. Contrairement aux hommes des quatre autres zones, ceux de Ben Boulaïd s'accrochent régulièrement avec l'armée. Ils apprennent la guerre, ils jaugent le nouvel ennemi. Il ne s'agit plus d'escarmouches contre des gendarmes isolés ou des militaires « encasernés » et cafardeux, l'adversaire est tout autre. Mais les hommes de l'A.L.N. se méfient. Ils refusent la bataille rangée. Ben Boulaïd a fait pour les chefs de groupe des cours de guérilla. Il reprend les trois commandements que se sont donnés les six chefs de l'insurrection, les trois « principes sacrés » des guérilleros :

Mouvant comme un papillon dans l'espace.

Rapide comme une anguille dans l'eau.

Prompt comme un tigre affamé.

Mais l'homme auquel ils vont se heurter dans l'Aurès revient d'Indochine où il a vu appliquer les quatre règles de la « Grande Guérilla » de Mao Tsé-Toung :

« Quand l'ennemi avance en force, je bats en retraite.

« Quand il s'arrête et campe, je le harcèle.

« Quand il cherche à éviter la bataille, je l'attaque.

« Quand il se retire, je le poursuis et le détruis. »

Et ces règles, Ducourneau n'a pas l'intention de les laisser appliquer contre ses hommes. Il aurait plutôt tendance à s'en servir lui-même.

Oui, à l'arrivée de Ducourneau, ça bouge dans l'Aurès. Pas grand-chose mais assez pour prouver au chef de guerre que la situation est plus gangrenée qu'on ne le pensait d'abord.

Le 6 novembre, sur le versant nord des Nementcha, des gendarmes mobiles font fuir au petit jour trois hommes armés. Les gendarmes ont des consignes. Il faut faire les sommations

légal. Cela donne aux trois hommes de l'A.L.N. le temps de voir à qui ils ont affaire. La réponse aux sommations c'est l'engagement. Les gendarmes sont obligés de se terrer sous le feu bien ajusté des trois hommes.

C'est une mitrailleuse légère du 10^e B.C.A. de Tébessa, en patrouille dans la région, qui les délivre et « envoie au tapis » deux des trois maquisards. Le troisième, jetant son arme, parvient à s'enfuir. Le même jour, aux abords de T'Kout, une patrouille de gendarmes et de paras accroche un groupe rebelle et fait un prisonnier. Le lendemain, des gendarmes mobiles capturent dans l'Aurès un homme de l'A.L.N. blessé à une jambe.

Ducourneau juge tout de suite la situation. Il faut s'implanter dans le pays, c'est le plan proposé par Spillmann, travailler sur renseignements, les exploiter très vite et « tomber comme la foudre sur le dos des fells ». Ducourneau la Foudre, le surnom va lui rester.

Pour appliquer cette technique de commando, pour employer contre les rebelles la même technique, il faut connaître la population, sa mentalité. Il faut tenter de vivre parmi elle comme un poisson dans l'eau. Dans l'Aurès, ce sera difficile.

Dès le 8 novembre, les bérets bleus de Ducourneau s'implantent sur le terrain à Fom-Toub. C'est le 2^e bataillon du 18^e R.I.P.C. qui se familiarise le premier avec l'Aurès et qui « établit le contact avec les fells ». Un premier accrochage a lieu. Les hommes de Ducourneau tuent plusieurs maquisards, prennent des fusils. Mais les hommes de Ben Boulaïd sont aguerris et le 2^e bataillon a plusieurs blessés. Le général Spillmann, impressionné par la vivacité de riposte de Ducourneau, va visiter les hommes. Il note dans son carnet :

« Les conditions de vie du bataillon, installé sous la tente et dans la boue, sont lamentables. Le génie, l'intendance et le service de santé, bien que n'ayant reçu aucun renfort, fournissent un effort considérable pour abriter au mieux, doter d'effets chauds, ravitailler, épouiller et soigner ces unités en opération. Il est juste de rendre hommage à l'activité de ces services dans des conditions extrêmement difficiles... Instruit par l'expérience marocaine je redoute pardessus tout le typhus exanthématique... » L'armée d'Algérie n'est visiblement pas prête à la guerre. Le général Spillmann, qui se soucie de ses hommes, n'aura « de cesse et de tranquillité d'esprit qu'après avoir obtenu les vaccins

nécessaires à l'immunisation de tous les effectifs contre cette redoutable maladie épidémique ».

L'Aurès a pris sa « sale gueule » des mauvais jours d'hiver. C'est la pluie glacée, la boue avant la neige et le verglas. Mais ce qui est valable pour l'armée française l'est également pour les hommes de l'A.L.N. qui, bien qu'habitues au terrain, vivent dans des conditions très précaires.

Quels sont-ils, ces hommes ? Ducourneau tente de s'en faire une idée. Ils sont bien organisés. Chaque colonne, chaque commando français en patrouille est suivi par d'invisibles guetteurs. C'est le Far West et les hommes, tout comme les pionniers de l'Ouest, voient leur présence signalée de crête en crête par des fumées. La nuit, ce sont des fusées qui signalent leur passage.

À Arris où il est installé, Ducourneau se rend compte de la complexité du problème, de la réputation légendaire de certains hommes du maquis contre qui il va avoir à lutter. On lui raconte l'histoire de l'ethnologue Jean Servier, nommé commandant d'armes d'Arris. Il découvre avec stupeur qu'ici, en Algérie, Jean Servier pourrait devenir un de ces petits chefs de guerre comme il en a connu en Indochine, perdus dans un petit centre, ayant levé des commandos autochtones et jouant, lui aussi, au péril de sa vie, au chef de bande.

Son aventure est peu croyable. Jean Servier, « commandant d'armes » d'Arris, a vu arriver la colonne Gazerie qui a débloqué le petit centre colonial. Le capitaine Gazerie est un de ses anciens condisciples de philo au lycée de Constantine. Il est arrivé avec vingt engins blindés et une centaine d'hommes.

Mais « il ne sait que foutre dans ce bled où des blindés sont aussi utiles qu'un sac de ciment à un type qui se noie » ! Deux conceptions s'affrontent : ou Gazerie et ses blindés ou Servier et ses Chaouïas. Car depuis l'expérience de la nuit tragique, Jean Servier a levé une véritable harka d'Ouled-Abdi. Avec eux il fait des sorties. Il a confiance en ses Chaouïas. Il croit en leur fidélité. Des pères sont venus lui livrer leur fils en disant : « Mon fils fait la guerre à la France, je n'en veux plus. »

Le rôle de Servier est très vite connu. Le téléphone arabe n'est pas une légende. Les hommes de l'A.L.N. mettent dès le lendemain sa tête à prix : un million. Avec quoi paieraient-ils la

prime ? Ben Boulaïd lui-même n'a pas cette somme.

Servier riposte en mettant la « tête de rebelle » au tarif payé par la commune mixte pour les animaux nuisibles comme le chacal : 50 F ! C'est le style d'insulte homérique qui a cours et impressionne les populations de l'Aurès.

Lorsque Ducourneau arrive à Arris, il écoute attentivement « ce savant qui a pris la mitraille ».

Servier veut minimiser le problème. Il raisonne en homme qui connaît les Chaouïas et leur particularisme local. C'est pour cela que Ducourneau lui prête si grande attention.

L'ethnologue, par exemple, a employé les suspects arrêtés pour balayer les rues d'Arris. « Sans garde », précise-t-il.

Il fait confiance et ainsi minimise le problème aux yeux de la population. « Si l'on prend les rebelles au sérieux, prétend-il, les Chaouïas diront : les roumis ont peur. Ce sont les rebelles qui sont les plus forts !

« De même, poursuit Servier, lorsque l'armée décide une opération, elle trace le parcours la veille. On a besoin d'un guide. On prend donc des employés musulmans de la commune mixte et on les met, la veille, dans le secret. Le téléphone arabe marche très vite. Et l'opération tourne à la fantasia absurde.

— Y a qu'à me foutre ces gars en tôle, réplique Ducourneau avec son solide bon sens, et ne me les libérer qu'au départ ! »

Le colonel est un peu agacé par l'assurance du jeune savant. Servier a rendu service, soit. Mais qu'il retourne à ses chères études. Les gardes mobiles prendront en main sa harka. Pour Servier, c'est fini.

L'aventure extraordinaire de ce chargé de recherche au C.N.R.S. aura duré quinze jours !

Il aura beaucoup frappé l'imagination des Chaouïas puisqu'une femme séparée de son mari — la femme chaouïa joue un rôle important dans la vie familiale de l'Aurès — le demandera même en mariage par l'intermédiaire de son fils. Servier refusera, bien sûr, et l'on composera une chanson, en chaouïa, que l'on chante peut-être encore aujourd'hui dans quelques douars des Ouled-Abdi :

« Notre ami a vu la bouche des fusils et n'a pas baissé les-

yeux.

Notre ami a vu la parure de corail, et a baissé les yeux !

Le colonel Ducourneau n'était pas au bout de ses surprises. En interrogeant les suspects, les prisonniers, il se rendait compte que la prise en main des populations datait de longs mois mais qu'en outre « on » avait su admirablement exploiter l'extraordinaire crédulité de certaines tribus de l'Aurès.

Pour ces gens simples, le chef de la « rébellion » était Grine Belkacem, ce chef de « bandits d'honneur » qui courait depuis longtemps l'Aurès et que Ben Boulaïd avait eu l'habileté de gagner à l'insurrection. Grine Belkacem, c'était un nom que les populations connaissaient bien, depuis longtemps. Des légendes couraient sur lui. On l'appelait le chef au beau visage et son corps était invulnérable aux balles. Les Chaouïas mêlaient la guerre moderne aux légendes d'Orient : pour eux, Grine Belkacem volait à bord d'un avion en or massif. Ils l'avaient vu de leurs yeux !

L'avion en réalité était un Piper Cub jaune que l'artillerie employait pour l'observation ! Mais les prisonniers croyaient dur comme fer à l'avion d'or massif de Grine au beau visage. De même qu'ils étaient persuadés que la liberté viendrait de l'Égypte et qu'elle serait conquise « grâce à de magnifiques cavaliers verts montés sur des chevaux blancs. Des cavaliers invincibles ! » On vivait en plein mythe !

Ducourneau, loin de se moquer de ces légendes, décida de s'en servir. Si le bandit légendaire, maintenant identifié, était abattu et ses hommes mis en déroute, les conséquences psychologiques sur la population seraient immenses.

Ainsi à la mi-novembre 1954 se prépara le combat antique de deux hommes au prestige incomparable.

Frapper vite et fort, telle était la réaction unanime des Européens au lendemain de l'insurrection. C'était le thème de tous les éditoriaux des journaux algérois. C'était même le titre de *L'Echo d'Alger* d'Alain de Sérigny :

« Devant cette sanglante provocation, écrivait l'éditorialiste, sans doute destinée à frapper spectaculairement l'opinion mondiale, les populations de notre province conservent leur calme et font confiance à leur réseau de sécurité...

« Le problème demeure entier et le gouvernement devra faire

preuve d'énergie pour le résoudre. »

De son côté, *La Dépêche quotidienne* demandait de « frapper à la tête » et précisait :

« Il faut vouloir voir le mal où il se trouve et dénoncer les meneurs là où ils sont. On les connaît. Il ne suffit pas de renforcer les mesures de sécurité... Il faut frapper cette poignée d'agitateurs et les frapper à la tête. Il faut décapiter l'organisation. »

Quant au *Journal d'Alger*, de Blachette, il titrait son éditorial : « Après les fellaghas, les terroristes... Il faut des actes immédiats. »

« Nous y sommes, écrivait *Le Journal d'Alger*, nous sommes au point logiquement prévu par les esprits clairvoyants et pressenti par tous ceux qui, vivant au contact des réalités quotidiennes, possèdent l'instinct des événements : l'Algérie a été remuée hier. Le terrorisme vient de faire son apparition en Algérie, désormais les erreurs seront des fautes... »

On connaît les responsables ! Dans l'esprit de chacun, du Gouvernement général au dernier des vendeurs de merguez de Bab-el-Oued, en passant par la direction de la Sûreté : c'est le M.T.L.D. Fraction Messali ou fraction Lahouel ? Les deux peut-être.

Pierre-Albin Martel écrit le 4 novembre dans *Le Monde* :

« Si l'on s'interroge sur le rôle du M.T.L.D. dans l'éclosion du terrorisme, si la présomption des responsabilités paraît légitime, il est en revanche étonnant qu'au cours des dernières semaines la scission survenue au sein du parti ait pu apparaître dans certains milieux responsables comme un gage nouveau de sécurité, la garantie d'un large répit, l'assurance d'un long prolongement du « calme algérien. »

Pour tout le monde, c'est le M.T.L.D. qui a préparé l'insurrection. Les rapports du R.G. signalaient plusieurs jours avant le déclenchement de la révolution l'aide financière apportée par Lahouel au C.R.U.A. Était-ce donc la fraction « intellectuelle » de Lahouel qui était responsable ?

Le vieux Messali, fou de rage à l'annonce du déclenchement de l'insurrection, avait très vite réagi. Il avait fait courir le bruit que cette rébellion était le fait de ses hommes. Le vieux prophète barbu laissait planer l'équivoque car il ne voulait pas se faire

« chiper » sa révolution et entendait bien traiter avec « les hommes du C.R.U.A. » en particulier Krim Belkacem qu'il n'avait pas renoncé à amener dans ses rangs.

Pour le G.G., aux oreilles de qui les affirmations de Messali ne tardèrent pas à arriver, il fallait interdire le M.T.L.D. dans son ensemble. De plus, cela calmerait pour un temps l'opinion publique. La décision fut prise quatre jours après l'insurrection lors du premier conseil des ministres de la semaine.

Les arrestations en masse commencèrent, rendant un service immense au tout jeune F.L.N. Celui-ci restait ainsi la seule force politique valable ! Le gouvernement français le débarrassait de ses pires ennemis en mettant hors circuit les hommes qui l'avaient combattu lors de la création du C.R.U.A. et qui n'avaient pas été loin d'empêcher le déclenchement de l'insurrection !

Pour les dirigeants F.L.N., seul le M.T.L.D. était dangereux. L'U.D.M.A. de Ferhat Abbas ne leur importait pas plus que les caïds ou les musulmans profrançais type Ben Chenouf. En ce début novembre 1954, l'U.D.M.A. de F. Abbas résistait encore à toutes les sollicitations de la violence. Le leader de Sétif, qui demandait désespérément au nom de toute une génération son intégration à la France, n'avait pas changé d'opinion et les hommes qui avaient décidé de basculer dans l'action armée considéraient déjà ses revendications et lui comme anachroniques.

Ferhat Abbas attendra un an et demi pour rejoindre Le Caire, découragé et certain, après trente ans de lutte pour être français, que les colons ne le permettraient jamais. Il reconnaîtra seulement à cette époque le bien-fondé pour son pays de la lutte entreprise le 1^{er} novembre 1954 !

Les services de police n'eurent aucun mal à « coffrer » la plupart des dirigeants M.T.L.D. qui, et pour cause, ne s'attendaient pas à se voir poursuivis. Il faudra Soustelle pour s'apercevoir de l'erreur commise. Ce sera en 1955, à l'heure où les pieds-noirs prenaient Soustelle pour un crypto- communiste !

Mais les Renseignements généraux et la D.S.T. ne s'étaient pas bornés à exécuter les ordres du gouvernement contre le M.T.L.D ; les deux polices poursuivaient leur enquête sur les terroristes qui dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre avaient déclenché l'insurrection. Elle fut couronnée de succès...

À Alger, les hommes de Vaujour vont faire un travail de police

extraordinaire. En dix jours exactement ils vont démanteler l'organisation algéroise que Bitat et Bouadjadj ont eu tant de mal à mettre au point.

C'est à travers la vie quotidienne de Zoubir Bouadjadj entre le 1^{er} novembre 1954 et son arrestation que l'on peut le mieux juger du travail effectué par la police.

Le 2 novembre Bouadjadj rencontra incidemment Abdessalam Habachi, l'un des hommes du C.R.U.A. de Constantine que Lahouel avait convaincus de lâcher le mouvement. La conversation entre les deux militants fut dramatique. Habachi supplia Bouadjadj de le compter parmi les siens. Il se rendait compte, disait-il, que les centralistes qui « promettaient monts et merveilles, l'insurrection et tout et tout » étaient dépassés. Il voulait participer à la révolution. Habachi se mit à pleurer et conjura Bouadjadj de lui procurer un refuge, une arme et de le compter désormais parmi les siens. Bouadjadj, ému par la « confession de ce militant », lui donna rendez-vous.

« Jeudi 4, devant le cinéma Marignan à Bab-el-Oued, dit-il, je t'aurai trouvé un flingue et une planque. Et tâche en attendant de pas te faire piquer. »

Bouadjadj se rendit ensuite chez Yacef Saadi, le fils du boulanger de la rue des Abderames dans la Casbah. Il avait dit à Didouche combien il croyait en ce jeune garçon. C'était le moment de le faire entrer dans le circuit et de le mettre à l'épreuve. Il le rencontra dans la Casbah au café d'Abdelkader Tchikou, rue Randon. Yacef Saadi, enthousiasmé par les résultats, pourtant bien maigres, de l'insurrection et par la portée psychologique du mouvement sur la Casbah, se mit à sa disposition.

« Envoie-moi ton gars, dit Yacef, je le logerai. » Quant au pistolet il avait réussi à s'en procurer plusieurs. Il remit à Bouadjadj un 7,65.

« S'il m'arrivait quelque chose, pensa le chef des commandos d'Alger en quittant le jeune « boulanger », ce Yacef ferait un fort bon agent de liaison pour Bitat. Il faudra que je lui en parle. Peut-être pourra-t-il même aller plus loin. »

Sans s'en douter, Yacef Saadi venait de franchir le premier échelon dans l'organisation algéroise dont il serait un jour le chef, après avoir transformé Alger en zone autonome et la capitale en

un champ de bataille meurtrier.

Le jeune Habachi n'était pas au rendez-vous. Bouadjadj attendit un quart d'heure à une cinquantaine de mètres du cinéma Marignan. Le pistolet qu'il avait coincé dans sa ceinture lui semblait de plus en plus importun. Au bout d'un quart d'heure Bouadjadj s'en alla. Pourquoi Habachi, qui semblait si désespéré, n'était-il pas venu au rendez-vous ? Bouadjadj commença à être inquiet. D'autant plus inquiet que quelques heures plus tard il essuya un échec en menant une négociation qu'il croyait facile.

Puisqu'aucun ordre supérieur ne venait, Bouadjadj avait résolu, comme convenu dans le plan d'action du F.L.N., de grossir les rangs du mouvement. Il connaissait à Kouba quelques militants ex-centralistes qui, à son avis, seraient prêts, maintenant que la révolution était déclenchée, à entrer dans les rangs de l'A.L.N. Il fut très froidement accueilli. Les ex-centralistes n'étaient pas chauds pour se lancer dans cette aventure. Ils avaient lu les journaux et l'on parlait de répression. Trop aventureux pour eux ! Bouadjadj commença à avoir la puce à l'oreille et à regretter d'avoir dit à Merzougui, qui après l'attentat s'était réfugié à Birmandreis, de regagner son domicile de Belcourt.

Le 5, Bouadjadj apprit la dissolution du M.T.L.D. et l'arrestation de nombreux chefs et militants. Il s'agissait maintenant d'ouvrir l'œil et de ne pas commettre de faux pas. Le chef des commandos d'Alger ne pensait pas que la police puisse découvrir leur groupe encore que la double défection de Nabti et de Bisker puisse présenter des risques. Il résolut donc de ne plus sortir avec le pistolet confié par Yacef Saadi. Tant pis pour Habachi ! Les risques devenaient trop importants. Alger était maintenant quadrillé de patrouilles militaires qui vérifiaient les identités et parfois fouillaient les passants musulmans. Et ce vendredi, Bouadjadj avait dû renoncer à assister à une réunion du groupe de réserve de Yacef Saadi chez Berrazouane un des éléments recrutés par le jeune homme. Le boulevard Saint-Saëns, où devait se tenir la réunion, était entièrement bouclé par des militaires venus de Blida.

Décidément les opérations de police se multipliaient. Bouadjadj souhaitait vivement que Bitat reprenne contact avec lui. Il commençait à perdre pied.

Le samedi matin à 5 heures — le jour n'était pas levé — la porte de la villa Monréal résonna sous les coups. Bouadjadj

réveillé en sursaut comprit tout de suite. C'était la police. Il était inutile de fuir. Autant se livrer et nier toute participation. Il n'y avait rien dans la villa qui puisse compromettre le chef des commandos algérois. Il s'était heureusement débarrassé du pistolet.

Zoubir Bouadjadj alla ouvrir. C'était la D.S.T. Un commissaire et un membre musulman de la surveillance du territoire dirigeaient la perquisition. Le commissaire exhiba son mandat et la fouille commença.

« Habille-toi, commanda le commissaire.

— Mais qu'est-ce que j'ai fait ? interrogea Zoubir.

— On t'expliquera ça chez nous. J'ai un mandat, non ? Alors grouille-toi.

— Tenez, chef, ce qu'on a trouvé. »

Un inspecteur brandissait les journaux de la veille et un livre de chimie.

« Alors on s'instruit, mon bonhomme ?

— Ce n'est pas un crime d'acheter les journaux !

— Tu sais bien que je m'en fous des journaux. C'est la chimie qui m'intéresse !

— Moi aussi !

— Tu trouves pas ça bizarre, un vendeur de pièces détachées qui se passionne pour la chimie ?

— J'ai le droit d'étudier !

— C'est ça ! Le fonctionnement des bombes et des mélanges détonants. Garde ta salive. Tu en auras besoin tout à l'heure ! Embarquez le lascar ! »

Bouadjadj fut conduit dans les locaux de la D.S.T. à Bouzaréa. Il était inquiet mais avait l'intention de nier toutes les accusations. Ils n'avaient pas de preuves.

Après l'avoir laissé « mijoter » jusqu'à 9 heures, le commissaire le fit entrer dans son bureau.

« Ici, mon gars, tu es à la D.S.T. Nous on ne dépend que de Paris et tu vas avoir intérêt à nous raconter ce que tu sais.

— Mais je ne sais rien. Même pas pourquoi je suis ici.

— Eh bien, tu manques pas de culot! On va te rafraîchir la mémoire. Je ne te demande même pas où tu étais dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre. À 1 heure du matin, par exemple ? Ça ne te dirait rien, hein ?

— Vous croyez que je suis dans cette affaire d’attentat ? Mais je l’ai lue dans les journaux comme tout le monde !

— C’est ça. On va te présenter quelques petits copains qui eux se souviennent tous de toi. »

Bouadjadj pensa que son groupe avait été pris. Mais lorsque le commissaire fit entrer ses témoins, Zoubir se sentit soulagé. Il connaissait les six hommes auxquels on le confrontait. Il y avait un ami de Didouche : Naît Merzoug, Mostefa Zergaoui qui avait participé au transport d’armes, Fodil Tafiroud un ancien de l’O.S., Mourad Boukechoura, dont la villa de Pointe-Pascade avait servi aux Six de dernier lieu de réunion le dimanche avant l’insurrection, Habachi le cordonnier — rien à voir avec celui de Constantine — dont le magasin de la rue de Mulhouse avait servi de boîte aux lettres, enfin Aïssa Kechida, le petit tailleur de la rue du Vieux-Palais dans la basse Casbah qui hébergeait souvent Bitat et Ben Boulaïd. Tous étaient liés à un titre ou à un autre à la préparation de la révolution mais aucun n’avait participé directement à l’action du 1^{er} novembre.

« Alors tu ne les connais pas ?

— Non, monsieur le commissaire, je connais pas ces hommes et je vous dis que je suis pour rien dans cette affaire.

— C’est bizarre. Eux par contre, il te connaissent tous. Ils connaissent d’ailleurs beaucoup de monde, mais toi en particulier. »

Les six hommes, menottes aux poignets, paraissaient abattus et ne soufflaient mot.

« Eh bien, remettez ces clients dans leurs cellules, dit le commissaire à un gardien, on va maintenant s’occuper de notre ami. »

La gifle atteignit Bouadjadj au moment où il s’y attendait le moins. Il chancela. Il avait compris ce que voulait dire le commissaire en parlant « s’occuper de lui ». Il fallait qu’il tienne

vingt-quatre heures. Même pas. Si ses chefs de commando ne le voyaient pas à 18 heures, comme tous les jours, ils sauraient qu'il s'était passé quelque chose et quitteraient immédiatement leur domicile, c'était le système de sécurité adopté depuis longtemps.

La « séance » dura jusqu'au soir. Gifles, coups de poing, coups de pied, règle triangulaire placée sous la plante des pieds, bras en l'air, tuyau à eau enfoncé au fond de la gorge et robinet grand ouvert, Bouadjadj résista.

« Je connais personne. Jamais vu ces types.

– Mais puisque Zergaoui a avoué t'avoir donné des armes ! T'es cuit de toute façon. Qui travaillait avec toi ? »

Et ça continuait. Vers 20 heures, Bouadjadj faillit céder. Deux heures avaient dû suffire aux chefs de commando pour s'enfuir.

Mais ce fut le commissaire qui céda.

« Tiens. Signe le procès-verbal. »

Zoubir Bouadjadj eut un immense espoir. C'était fini. Il n'avait rien avoué. Il allait être libre. Il signa.

« Emmenez-le à la villa Mahiédine ! »

Bouadjadj comprit que la D.S.T. le lâchait au profit de la police des Renseignements généraux. Ça allait recommencer.

À la villa Mahiédine, il retrouva les hommes qui l'avaient reconnu et d'autres suspects. Introduit chez l'un des commissaires de la P.R.G., Bouadjadj fut à nouveau confronté.

« J'ai tout dit à la D.S.T., dit-il, c'est dans le procès-verbal !

— Voilà ce que j'en fais, moi, de ton procès-verbal ! »

Et le commissaire déchira lentement et soigneusement les feuillets pelures du compte rendu d'interrogatoire.

« Avec nous il va bien falloir que tu te mettes à table. On te connaît, tout le monde t'a donné, alors t'es quand même le pauvre con de pas parler ! »

Les tortures recommencèrent. Au bout de quelques heures, le chef des commandos terroristes reconnut que Zergaoui lui avait confié des armes qu'il avait remises à des inconnus. Il n'avait été qu'un maillon anonyme de la chaîne. Les hommes de la P.R.G. ne voulaient pas s'en tenir là. Et Bouadjadj sut que tout était perdu

lorsqu'il vit entrer dans le bureau Kaci Moktar menottes aux poignets et le visage tuméfié. Un militant interrogé avait donné son nom sans savoir quel était son rôle.

« C'est une connaissance, avait-il dit, mais il risque d'avoir été dans le coup... »

Kaci était le premier maillon de la chaîne. Merzougui suivit.

Puis Belouizdad. Tout le commando fut pris dans les trois jours !

Le travail de la P.R.G. avait été remarquable de vitesse et de précision.

Bouadjadj et les chefs de groupe, devant le fait accompli, racontèrent l'action du 1^{er} novembre mais réussirent à préserver le commando de réserve de Yacef Saadi, qui, à peine deux ans plus tard, mettrait polices et parachutistes sur les dents ! Le système des surnoms préserva également Rabah Bitat que les policiers connurent sous le nom de Si Mohamed sans parvenir à l'identifier.

Le commissaire Carcenac, chef de la P.R.G. d'Alger, put à la mi-novembre remettre sur le bureau de M. Vaujour, directeur de la Sûreté, un épais rapport sur « les événements de la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre à Alger. »

Le stock de bombes de Guesmia Abdelkader avait été saisi ainsi que la totalité des armes qui avaient servi à l'insurrection algéroise. Tous les commandos étaient démantelés, les chefs arrêtés. Nabti sera arrêté le dernier à la fin du mois de novembre.

Rabah Bitat se retrouvait seul quelque part dans la montagne de Chréa. Le F.L.N. à Alger, moins de quinze jours après l'insurrection, était représenté par un jeune boulanger d'à peine vingt-cinq ans : Yacef Saadi. Et par quelques éléments épars, sans armes, sans instructions.

Bouadjadj et ses hommes allaient vivre toute la guerre d'Algérie en prison. En sept ans ils auront le temps de faire connaissance avec toutes les centrales métropolitaines.

La P.R.G. avait remporté une victoire de taille. Elle ne put s'empêcher de s'en vanter auprès de ses collègues de la D.S.T., qu'elle ne pouvait sentir, ils n'avaient pas été capables d'aller jusqu'au bout !

Cela valut à Bouadjadj une solide raclée car les hommes de la D.S.T. vinrent lui « casser la gueule » dans sa cellule pour lui apprendre à leur avoir préféré pour ses aveux les hommes des Renseignements généraux ! La guerre des polices, a parfois de ces conséquences...

Dans l'Oranais le préfet Lambert « avait bien fait les choses » de l'avis même de ces colons qui, hier, voyaient en lui « l'affreux type de la métropole » qui allait les ruiner par ses mesures « humanitaires » et qui encourageait les musulmans à réclamer alors qu'« ils étaient si contents de leur sort ». En quelques jours trente-huit membres du F.L.N. qui avaient pris part, le 1^{er} novembre, aux attentats de la région de Cassaigne avaient été arrêtés. Dans cette même région le préfet et la police avaient été aidés par la population. Certains hommes de Ben M'Hidi avaient été conduits les mains liées aux services de police par des fellahs de la région. Seuls, Boussouf à Marnia et Ben M'Hidi dans la région de Nemours purent se maintenir, mais leurs caisses étaient vides et ils n'avaient presque plus d'armes.

En Oranie quinze jours après l'insurrection le mouvement n'était plus qu'un souvenir. Il faudrait attendre exactement un an, le 1^{er} novembre 1955, pour qu'Oran connaisse les attentats.

C'est le commissaire principal Norbert Courrieu, chef de la brigade mobile de Batna, qui mena l'enquête sur les événements qui, dans l'Aurès, avaient marqué la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954.

Dès le 1^{er} novembre il perquisitionna, muni de « délégations très larges » délivrées par le substitut de la République, M. Grevet, et par le doyen des juges d'instruction, M. Jannoles, au domicile de dix membres du P.P.A.-M.T.L.D.

Ils furent tous appréhendés aux fins d'interrogatoire à l'exception de Habidi Mohamed, que nous connaissons mieux sous le nom de Hadj Lakhdar, responsable de l'attaque de Batna, de Bouchemal, secrétaire de la section du C.R.U.A. dans la capitale de l'Aurès, et d'Omar Ben Boulaïd, frère de Mostefa, l'un des six chefs « historiques ».

Chez Bouchemal on allait trouver la liste complète de tous les membres de la police de Batna ainsi qu'une lettre adressée par un membre d'une « organisation clandestine » qui signalait Messaoud (nous le connaissons sous son vrai nom, Chihani Bachir, adjoint

de Ben Boulaïd) et qui donnait un mot de passe : « Le ciel est bleu », ainsi que des consignes pour « un certain mouvement ».

En outre, dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre, un informateur, désireux de garder l'anonymat, apporta au commissaire Courrieu des informations concernant la présence, au cours de la nuit précédente, de groupes d'« autochtones » armés. L'informateur signala également la présence, la même nuit, de la Simca verte des frères Ben Boulaïd. Elle avait été repérée par le témoin à proximité d'un pont situé à seize kilomètres d'Arris, pont qui avait été dynamité au cours de la nuit !

Le commissaire Courrieu allait compléter le fameux rapport des R.G. d'Alger envoyé le 23 octobre à Paris par des renseignements prouvant que le C.R.U.A. était bien une organisation couvrant tout le territoire algérien.

L'un des hommes arrêtés, Bouchkioua Younes Ben Ali, de tendance lahoueliste, fit part au commissaire de renseignements « dus, dit-il, à son esprit d'observation ». Il dévoila toute l'organisation du C.R.U.A. à Batna, donnant les noms des chefs « présumés » : Hadj Lakhdar, Bouchemal et Bellagoune. Le grand chef, ajouta-t-il, étant Mostefa Ben Boulaïd.

Le clan centraliste du M.T.L.D. à Batna venait de régler ses comptes avec Ben Boulaïd, qui l'avait interdit dans l'Aurès !

Mais tous les détails de la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre à Batna furent révélés par Bouchemal, qui vint se présenter spontanément à la police.

« Me sachant recherché, dit-il au commissaire, je viens me livrer et vous faire des révélations car j'ai compris que j'avais été trompé et je ne veux pas poursuivre dans la voie où je m'étais engagé à la légère. Je tiens à vous dévoiler ce que je sais sur l'attaque de la caserne de Batna le 1^{er} novembre à 3 heures du matin... »

Norbert Courrieu n'eut qu'à laisser courir sa plume. Bouchemal fit, selon la formule, « des aveux complets et circonstanciés venant parfaire le faisceau de présomptions déjà établi ».

Bouchemal avait craqué devant la vie qui s'offrait à lui. Il se sentait incapable de vivre en hors-la-loi dans cet Aurès que l'hiver... et les parachutistes allaient rendre implacable. Il dévoila

sans réticence tout le mécanisme du coup de main organisé sur Batna, mécanisme que nous connaissons déjà, et « donna » les noms de tout « l'encadrement » des montagnards de Ben Boulaïd.

« C'est le C.R.U.A. qui a tout préparé, avoua-t-il, et les cadres ont suivi leurs troupes dans le maquis. »

Le commissaire Norbert Courrieu conclut ainsi le rapport qu'il adressait au sous-préfet Deleplanque :

« En l'état, et partant des données très précises recueillies en cours d'information, il paraît plausible de conclure :

« 1° Que ce mouvement insurrectionnel a été conduit par des cadres tant étrangers que locaux, obéissant des mots d'ordre venant du Caire.

« À Bouchemal Ahmed, en effet, qui demandait à Ben Boulaïd Mostefa qui avait pris l'initiative du coup de main tenté sur les casernes de Batna, il fut répondu que « les ordres avaient été donnés du Caire où sont réfugiés Benbellat (*sic*), Khider et Ferhi Saïd. »

« De plus, aux 80 partisans réunis près de la demeure de Si Mohamed à deux heures de marche du centre de « Bouhamar », Ben Boulaïd Mostefa a tenu ce langage : « Nous avons reçu des ordres du » Caire, nous prescrivant de mener la lutte comme » les Tunisiens et les Marocains. Le groupe dont » vous faites partie est désigné pour attaquer » Batna. »

« 2° Que la troupe des exécutants a été recrutée parmi les montagnards de l'Aurès ;

« 3° Que la tribu des « Touabas » dont sont originaires les frères Ben Boulaïd, grands responsables pour la région de l'Aurès, semble s'être ralliée complètement à la rébellion, voulant devancer dans la révolte J'autre tribu rivale qui lui est ancestralement hostile, celle des Beni-Bou-Slimane ;

« 4° Que le plus grand calme n'a cessé de régner parmi les gens de la tribu des Ouled-Abdi. »

Le commissaire Courrieu avait remarquablement travaillé mais il ne connaissait pas la légende d'Aïcha la Folle et du vieux Bourek !

L'organisation du C.R.U.A. (devenu F.L.N.) de Batna était, elle aussi, démantelée. Mais dans l'Aurès, c'était dans la montagne

que la bataille allait se dérouler. Entre hommes de l'A.L.N. et parachutistes.

À Paris, il faut avouer que l'insurrection algérienne ne fit pas grand bruit. *France-Soir* y consacra tout de même son titre : « Flambée terroriste en Algérie ». Mais *Le Monde* ne lui accorda que deux colonnes : « Plusieurs tués en Algérie au cours d'attaques simultanées de postes de police ». L'ouverture du journal était réservée sur trois colonnes aux élections américaines. Il faut dire que les sept morts de l'insurrection à côté de Dien-Bien-Phu, qui ne datait que de cinq mois, et des « événements » quotidiens en Tunisie et au Maroc, ne « faisaient pas le poids ». Et puis l'Algérie, c'était loin.

Qui en métropole, en novembre 1954, connaissait l'Algérie ?

Ce n'était pas un pays à touristes. On n'y allait jamais. On en parlait encore moins. On savait seulement qu'il y avait des Français, et encore des Français souvent mâtinés d'Espagnols, de Maltais, d'Italiens. Bref, une colonie.

Sur le plan politique l'importance était tout autre. Pierre Mendès-France, soutenu par l'immense majorité de la population qui avait approuvé la politique du gouvernement envers la Tunisie, eut à faire face à l'opposition de droite qui tira des événements en Algérie des arguments non négligeables : « Voyez le résultat de la faiblesse française en Tunisie. Cela a commencé là-bas, cela continue en Algérie, après ce sera l'Afrique entière. » Cela ne facilitait pas la tâche du gouvernement. Pourtant Pierre Mendès-France ne considéra ce 1^{er} novembre que comme une mauvaise nouvelle, sans plus. Il était fermement décidé à contrer les « gros colons » qui profitaient déjà des « événements » pour tenter à tout prix de bloquer les réformes que le gouvernement prévoyait.

La réaction du président du Conseil après le déclenchement de l'insurrection fut : « L'Algérie, c'est la France. Faisons vite des réformes, en pensant dans un premier temps à l'application du statut de 47 et à des élections libres, mais qu'elles se fassent dans l'ordre. »

Les colons ne l'entendaient pas de cette oreille. Très vite ils firent jouer leurs leviers parisiens. On a vu combien un homme comme Borgeaud et « ses » députés conduits par René Mayer avaient d'influence à Paris. Que les députés Borgeaud votent

contre Mendès et le gouvernement était renversé ! Ils allaient donc dans un premier temps réagir contre la politique nord-africaine du président du Conseil. L'affaire tunisienne leur avait mis la puce à l'oreille. Le 1^{er} novembre les déchaîna. La manœuvre fut habile. Ils invitèrent des groupes de parlementaires de droite à des « voyages d'étude » en Algérie. Ce fut un incessant va-et-vient dans les quinze premiers jours du mois. Les parlementaires en revinrent affolés, paniqués. Les Européens d'Algérie leur avaient fait un « cinéma » incroyable.

« C'est la terreur avaient-ils dit. On n'ose plus sortir. Les salles de spectacle sont vides ! » C'était le grand argument que l'on mettait en évidence au retour à Paris pour prouver l'insécurité qui régnait en Algérie ; c'est ce qui donna à Mendès-France l'idée de contrôler les déclarations de taxes payées à l'État par les salles de cinéma. Ces droits étaient partout en augmentation sauf à Alger où ils étaient stationnaires. Cela n'empêcha pas l'argument de porter. Le bluff avait été le plus fort et avait en partie atteint son but. Il faut avouer que les « puissances algériennes » n'avaient pas ménagé leur peine. On vit même les toutes-puissantes chambres d'agriculture, dont Borgeaud était le maître incontesté, percevoir une taxe de chacun de leurs membres pour créer un fonds de propagande contre le gouvernement.

« Bloquer les réformes », c'était le leitmotiv.

Les attaques contre Mendès déferlaient en rafales.

Le 12 novembre, à l'Assemblée nationale, Mendès accepta un bref débat « de fixation de date » sur la politique du gouvernement en Afrique du Nord. Il s'apprêtait à partir pour un voyage aux États-Unis ; il y avait le règlement de l'affaire tunisienne qui traînait et surtout l'affaire des fuites qui poignait. Mendès demanda le renvoi à la suite. Le début fut en effet renvoyé mais, au cours de la discussion qui allait prendre une grande partie de la séance, le gros colonat mit en place la première partie de son plan : discréditer la politique nord-africaine de Mendès et le sauver ensuite par le vote des « députés amis ». Ainsi le président du Conseil saurait qu'on votait encore pour lui mais qu'il ne fallait pas négliger les « conseils » venus d'outre-Méditerranée.

La lutte était engagée. Un dernier « ultimatum » fut lancé par les détenteurs de privilèges le mois suivant, en décembre, lorsque le gouvernement posa la question de confiance.

Une fois encore René Mayer fit voter ses amis pour Mendès-France. Malgré l'opposition des idées et la haine qui séparaient les deux hommes. La confiance fut votée : 294 voix contre 265. La vingtaine de voix « Mayer » sauva le gouvernement. Ce fut la dernière fois. Mendès sut définitivement à quoi s'en tenir. René Mayer déclara :

« L'Algérie est une province où existent un statut personnel, des crédits particuliers, une législation foncière spéciale. Elle n'est pas inéluctablement régie par les mêmes règles que la métropole... Nous n'accepterons jamais l'assimilation. »

Cette fois, c'est clair. Si Mendès tente de faire d'un Algérien un Français, s'il passe aux réformes, on le coule. Pour cela, il faudra attendre février 1955. Un 6 février. Encore.

Pendant ce temps, à Alger, après les « événements » du 1^{er} novembre, on ne s'embarrasse pas de menaces à demi voilées à l'égard d'un gouvernement qui risquait de ne pas suivre la politique des privilégiés européens d'Algérie. On appelle un chat un chat. Des réformes ? Pas tant que l'ordre ne sera pas rétabli.

L'Algérie française ? Avec l'égalité entre Européens et musulmans ? JAMAIS. C'est clair, c'est net, c'est précis.

Maintenant que le bruit des bombes s'est estompé, que les clairons de la sonnerie aux morts sur les sept cercueils des victimes de la « Toussaint rouge » se sont tus, l'Algérie européenne entend bien que la vie continue et que de pareils attentats ne se renouvellent plus, que les musulmans ne se croient pas autorisés à « revendiquer ». Il faut que la révolte soit matée, bien sûr, mais il faut que, comme après Sétif, l'esprit même, l'idée seule de la possibilité d'une révolution fasse frémir.

La politique de « l'huile sur le feu » va commencer. C'est la toute-puissante Fédération des maires qui ouvre le combat. Elle sait qu'elle sera soutenue par la presse locale, et que l'action entreprise sera poursuivie au grand jour à l'Assemblée algérienne où nombre de ses membres ont leur fauteuil.

Amédée Froger, qui trouvera au cours de la guerre d'Algérie une mort tragique, ne manque pas l'occasion d'exploiter l'affaire sur le plan politique. Une réunion extraordinaire de la Fédération des maires se tient quelques jours après l'insurrection. Les membres influents de la fédération sont, outre Amédée Froger, le tout-puissant président Laquière, qui parle aussi haut à la

fédération que dans son fauteuil de président de l'Assemblée algérienne, M. Isella, président de la Fédération des maires de Constantine, M. Dromigny dont l'influence au sein des bastions que sont les très réactionnaires chambres d'agriculture est immense, le sénateur potentat Borgeaud et quelques autres aux noms moins prestigieux mais à la volonté bien établie de « serrer la vis ».

Au cours de cette séance, qui se tient à huis clos et est ici dévoilée pour la première fois, on va faire le procès du gouvernement Mendès, celui du gouvernement général et de la « honteuse faiblesse des autorités » ; on sera d'autant plus violent qu'un membre de ce gouvernement si « secrètement honni » est là. C'est le maire d'Alger, le libéral Jacques Chevallier. Celui dont le conseil municipal compte tant de membres du M.T.L.D. Conseil municipal qui va singulièrement s'éclaircir dans le courant du mois de novembre au fur et à mesure des arrestations.

Dès l'ouverture de la séance on entre dans le vif du sujet ; c'est, bien sûr, un mouvement téléguidé de l'étranger qui a « mis l'Algérie à feu et à sang ». On ne peut concevoir que « ces Arabes que l'on connaît bien » aient pu eux-mêmes mettre au point l'organisation insurrectionnelle du 1^{er} novembre. C'est une solution qui permet de ne pas se pencher sur les mesures à prendre pour l'avenir. Les réformes, ce sera pour « quand l'ordre sera rétabli ».

« Il faut modifier cette politique d'abandon, de soumission, de prime au terrorisme », s'écrie M. Dromigny.

L'habile président Laquière tient à calmer ses amis qui veulent voter une motion critiquant violemment l'attitude du gouvernement. Le président n'oublie pas les promesses de Mitterrand lorsqu'il a parlé d'une aide financière accrue. C'est ainsi qu'on pourra lutter contre le chômage sans réduire les bénéfiques.

« Le gouvernement, dit M. Laquière, serait prêt à nous accorder une cinquantaine de milliards... Je me tourne vers notre ami Chevallier et lui dis : actuellement on vote le budget dans la métropole. Faites-nous donner le plus d'argent possible. Il ne s'agit pas de vanité, mais de nécessité. »

On a peine à croire le compte rendu de cette séance. Les délégués veulent, exigent une politique dure, exemplaire...

L'intervention de M. Gabet, maire de Koléa, vaut d'être reproduite car elle est représentative de la mentalité d'un colon européen qui « aime bien ses musulmans » :

« Dans ce pays, nous vivons depuis cinq générations, côte à côte depuis la naissance, avec les musulmans, dit le maire de Koléa. J'habite dans une ferme avec une centaine de musulmans qui sont mes amis, dont je caresse les enfants et, entre eux et nous, il n'y a pas la moindre fêlure dans l'amitié que nous nous donnons et que nous voulons nous continuer.

« Il faut aussi que la Fédération des maires situe non seulement le problème d'aujourd'hui, mais celui de demain...

« D'ores et déjà, il y a du chômage, et du chômage menaçant. Alors, quel est le problème ? Est-il politique, tel qu'on entend le régler en Tunisie et au Maroc avec des réformes successives ? Il y a ici deux problèmes : le politique et l'économique. Quelle est l'importance de l'un par rapport à l'autre ?

« Est-ce le fait pour l'indigène du bled qui peine, qui ne travaille pas assez de jours dans l'année pour nourrir ses cinq ou six gosses, de voter pour les conseillers municipaux, généraux, voire pour des délégués à l'Assemblée algérienne qui est une préoccupation dominante ? Permettez-moi de vous dire qu'il se f... de ces opérations.

« Qui s'en préoccupe ? Les agités, ceux à qui la France a donné l'instruction, ceux à qui cette instruction est encore journallement donnée.

« Et là, je dirai à l'Assemblée algérienne qu'avec son problème de scolarisation horizontale, qui amène des maîtres jusqu'à l'intérieur des forêts pour apprendre aux gosses qui gardent leurs chèvres en jouant de la flûte à se réciter des vers de La Fontaine, je dis que c'est une folie.

« C'est une folie que de vouloir faire de l'instruction horizontale. Modérez votre programme d'instruction. Ne l'élargissez pas !

« Lorsque l'enfant sort de l'école à quatorze, quinze ans, il sait lire et écrire, mais c'est tout ce que vous lui avez donné, avec un diplôme et de l'orgueil. Il veut sortir de son milieu naturel et ne veut pas travailler de ses mains.

« Faites-lui à côté une école professionnelle. Celle-là lui

donnera un métier. Vous en ferez un travailleur au lieu d'en faire un lecteur *d'Alger républicain* ou de journaux communistes, car, comme vous l'avez dit, c'est la masse indigène qui lit le plus ces journaux... »

À l'heure où M. Gabet parle il y a 15,4 % des enfants musulmans inscrits dans une école du premier degré. Cela veut dire que 1 683 000 enfants n'auront même pas ces premiers rudiments qui leur donneront « un diplôme et de l'orgueil ».

Dans l'enseignement technique : 4 102 musulmans sont inscrits dans le premier degré et 700 dans le second degré ! Quant au secondaire, il compte 6 260 jeunes gens inscrits ! Pour toute l'Algérie.

Jacques Chevallier est maire d'Alger, membre du gouvernement et libéral, ce qui ne rend pas sa position facile au sein de la Fédération des maires d'Algérie où les sourires qu'on lui adresse sont souvent grinçants ou intéressés.

Voulant limiter les dégâts, il tente de raisonner ses collègues.

« Je pense, messieurs, que nous ne devons pas tomber dans le piège qui nous est tendu : celui d'arriver, en semant la haine ou la défiance, à provoquer des troubles généralisés en Algérie.

« Il ne faut pas que nous prêtions le flanc à cette manœuvre en perdant notre sang-froid.

« Ce que l'on voudrait, c'est que des groupes de protection se constituent dans tous les points et qu'on divise de nouveau les deux collectivités, la musulmane et l'euro-péenne, en les faisant se regarder le fusil à la main.

« Le jour où, les uns et les autres, nous aurons un fusil à la main les uns contre les autres, nous aurons beau avoir 170 000 hommes de troupe, une nouvelle affaire d'Indochine sera née et l'Algérie deviendra un nouveau Viet-Minh... »

Mais la plupart de ses collègues ne l'entendent pas de cette oreille et, loin de la conciliation, ne réclament que groupes de défense, milices armées, répression sévère.

Première semaine de guerre. Il serait grand temps de faire des concessions, de revoir la politique coloniale, d'appliquer les réformes votées en 47. NON ! Montrons d'abord la force. Ensuite, on verra.

C'est tout vu. L'engrenage maléfique tourne déjà à plein régime. L'esprit de cette réunion à huis clos se retrouvera dans les débats de l'Assemblée algérienne qui veut, sur le plan politique, dominer le premier mois de cette guerre qui ne dit pas encore son nom... Qui ne le dira jamais.

Sitôt fait le bilan de la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre en Kabylie, ce qui, en raison des liaisons difficiles entre Ighil-Imoula, P.C. de Krim, et les différents lieux où l'insurrection avait éclaté, avait demandé plus de quarante-huit heures, le chef kabyle avait décidé pour les 400 hommes qui, de Ménerville à Yakouren, d'Azazga à la forêt des Beni-Mansour, tenaient les maquis, une politique de repli. Les 400 hommes étaient repartis au sein des sept régions qui composaient la zone 3 de Kabylie. Krim Belkacem décida de vivre dans un premier temps avec les hommes de la région de Tizi-Ouzou dont le chef de daïra était Zamoum Ali. Avec lui, Krim se sentait aussi à l'aise qu'avec Ouamrane. Il était « son second bras droit » !

Krim Belkacem n'avait pas été satisfait outre mesure de l'attaque des casernes. Elles avaient presque toutes échoué. En revanche, les incendies provoqués par les hommes de l'A.L.N. avaient causé des dégâts importants et le résultat psychologique sur les autorités et la population était satisfaisant.

« La psychose est établie, avait confié Krim à Zamoum. Il faut maintenant l'entretenir et développer le mouvement. »

Les sept années que Krim venait de passer dans la clandestinité avant le déclenchement de l'action armée l'avaient rendu prudent et méfiant. Il ne se faisait aucune illusion sur la puissance de feu de ses hommes, elle était presque nulle. Les armes manquaient. 130 pour 400 hommes. L'Aurès avait promis une aide. Un premier envoi, bien modeste, était arrivé quelques semaines avant l'insurrection ; depuis, plus rien. Et Krim, lisant les journaux et écoutant la radio, savait que Ben Boulaïd, qui avait déclenché la guérilla contre les troupes françaises, n'aurait pas trop d'armes pour tenter de résister. En outre toutes les forces armées dont le Gouvernement général disposait étaient concentrées sur l'Aurès, et il serait bien difficile à un convoi d'armes — même modeste — de sortir du massif. Là-bas c'était la guerre et toute la presse consacrait ses articles sur la flambée de l'Aurès. Si l'on en croyait les informations officielles, les autres régions étaient calmes et on n'y procédait qu'à des contrôles de routine.

Cela n'empêcha pas Krim de donner à ses chefs de daïra de strictes consignes de repli. Tous les agents de liaison quittaient le P.C. du chef kabyle porteurs des ordres suivants :

« Chaque chef de région doit procéder au repli et se fondre dans la nature. Se déplacer de nuit. Le jour, vivre sous le couvert d'arbres et de broussailles. Impératif : ne pas laisser les hommes inactifs, procéder à leur instruction physique et psychologique. Tenter de pénétrer les villages pour ravitaillement et recrutement mais agir avec précaution. L'action directe viendra plus tard. Changer le plus possible de P.C. Ne pas rester plus de quarante-huit heures au même endroit. Rappelez-vous : mouvant comme un papillon dans l'espace. Garder toujours le contact avec mon P.C. »

Krim avait fait respecter ces mêmes consignes par les hommes dont il partageait la vie. Presque tous les jours la petite troupe pliait bagage et gagnait un lieu encore plus accidenté que le précédent. Ils étaient ainsi passés des figuiers et des oliveraies de la plaine aux forêts de chênes-lièges et de frênes que l'automne avait roussis et qui se dépouillaient lentement de leurs feuilles, pour gagner le maquis broussilleux des basses pentes du Djurdjura. De l'endroit où ils avaient établi leur dernière halte ils découvraient au-dessus d'eux la masse verdâtre du Djurdjura piquée des taches sombres des cèdres majestueux. Plus haut, au-delà de 2 000 mètres, le Ras-Timédouïne et le Lalla-Khedidja étaient déjà recouverts d'une première couche de neige étincelant au soleil. L'hiver s'annonçait. Il serait rude. Il fallait à tout prix s'y préparer soigneusement.

Mais ce n'était pas le principal souci de Krim Belkacem. L'État d'esprit de ses hommes l'inquiétait beaucoup plus. Il savait qu'en aucun cas il ne fallait laisser les hommes qui avaient déclenché le mouvement sans travail, à réfléchir dans la solitude sur l'éventualité d'une victoire dans un combat qui s'avérait trop inégal. Il ne fallait pas qu'ils pensent à leurs chances de réussite, ni à leurs familles qui, seules, auraient à affronter l'hiver, il fallait leur donner l'instruction des guérilleros, les « chauffer », leur donner de l'espoir.

Pour appliquer ce plan, la technique de repli et d'attente ne facilitait pas les choses. Ben Boulaïd dans l'Aurès n'avait sans doute aucun mal à tenir ses hommes qui semblaient combattre sans relâche. L'« action permanente » l'aidait dans sa tâche. Mais Krim refusait, dans un premier temps, d'appliquer cette méthode.

Ni la région ni les forces dont il disposait ne lui donnaient la moindre chance de résister seulement pendant un mois. « Je n'ai aucune vocation pour le suicide, disait-il à ses hommes, et je vous préfère en vie, vous préparant soigneusement à une guérilla qui durera longtemps, peut-être des années, que morts même en héros. Pour l'instant, cela ne servirait à rien. »

Dès les premiers jours les maquisards purent se faire une idée de la vie qui les attendait. Krim était inflexible sur la discipline. Les hommes qui avaient participé à l'action du 1^{er} novembre s'étaient préparés au repli et chacun avait emporté le ravitaillement nécessaire pour tenir quelques jours : de la galette et des figues. Pendant la journée, les hommes devaient rester cachés, camouflés dans des endroits touffus.

« Interdiction de sortir de vos abris, avait ordonné Krim, en aucun cas ne passez dans des endroits découverts car l'observation aérienne va commencer... Soyez invisibles et silencieux... » Le dur apprentissage de la guérilla commençait. Rester toute la journée caché sous les arbres ou dans les fourrés en ne parlant qu'à voix basse et avec pour toute nourriture de la galette sèche et des figues n'était pas fait pour remonter le moral des hommes. Krim et Zamoum allaient de l'un à l'autre, bavardant avec eux. L'instruction militaire ne pouvait commencer qu'à la nuit tombée. C'est sur le terrain que les chefs de daïra apprirent à leurs hommes à placer des sentinelles aux endroits stratégiques, à les camoufler sous des branchages pour qu'elles ne puissent être détectées lors d'une observation aérienne. Les guérilleros apprirent à se déplacer de nuit, en silence. Invisibles.

La réaction militaire française prouva aux hommes que la tactique de Krim avait été la bonne. Trois jours après le déclenchement de la rébellion, la Kabylie fut parcourue par des camions militaires, des patrouilles. Les survols d'observation se multiplièrent. En vain. Les troupes ne firent que contrôler des villages apeurés et parcourir un djebel désert. Voyant que l'armée ne pouvait accrocher le moindre rebelle, l'état-major entreprit d'interdire l'entrée des villages aux maquisards et d'établir dans chaque douar un système de renseignement rapide.

Les caïds et les chefs de fraction, à qui l'administration reprochait vivement de n'avoir rien su des projets des « terroristes » ou de ne pas l'avoir prévenue, furent convoqués. Leur travail était maintenant de convaincre la population, il fallait

qu'à la tombée de la nuit tous les villages soient déserts, que la population se barricade.

Les caïds « reprirent en main » les habitants de leurs villages. Ils voulaient se racheter aux yeux de l'administration qui leur avait fait comprendre qu'ils étaient tout près de perdre « leur situation ». Ils firent du zèle.

« Ces hommes sont des bandits comme il y en a toujours eu dans l'Aurès et chez nous, mais cette fois, ils sont plus nombreux. Barricadez-vous. À la tombée du jour ils risquent d'envahir le village. Ils vont tout prendre, piller, violer. »

Les conseils de djemaa approuvèrent pour la plupart ces mises en garde. Les habitants suivirent.

Les hommes de Krim, lorsqu'il fallut se ravitailler, se rendirent compte de l'efficacité du plan établi.

Krim après une semaine de repli complet envoya quelques ravitailleurs habillés en civil pour convaincre les habitants des régions les plus isolées d'aider les hommes de l'A.L.N. Ils revinrent bredouilles.

« Les villages sont terrorisés, rapportèrent-ils à Krim, les habitants des maisons isolées chez qui nous avons pu pénétrer n'avaient qu'une hâte : nous voir partir. Ils nous ont dit : surtout ne bougez pas de la montagne. Il y a des indicateurs partout. La plupart des habitants croient que vous êtes des bandits, tout le monde est sur le qui-vive.

— Ceux, que vous avez vus avaient l'air de le croire ? interrogea Krim.

— Ils ne nous l'ont pas dit mais ils tremblaient de tous leurs membres. Et il semble que ce soit partout pareil...

— Et le ravitaillement ?

— Ils nous ont dit qu'ils n'avaient rien. Qu'on verrait plus tard. Qu'il fallait partir. »

Bref, rien ; l'échec complet. Le seul avantage de cette mise en garde officielle était que le moindre village était au courant de la rébellion. Il s'agissait maintenant de les pénétrer et de faire comprendre aux habitants que les maquisards n'étaient pas des bandits et que la révolution avait éclaté.

Krim ne voulait pas que ses hommes soient dispersés mais il

ne fallait pas non plus qu'ils restent isolés du peuple, c'était contraire à toutes les théories de la guérilla.

Problème n° 1 : la pénétration, pour se ravitailler, pour donner confiance au peuple et enfin pour recruter et étendre le mouvement.

Krim avait pour l'instant 400 hommes dans le maquis, environ 1 600 en réserve mais ceux-ci se trouvaient principalement dans les villes ou dans les gros villages et il était impossible de prendre contact avec eux en raison du quadrillage intense de l'armée.

Chaque maquisard fut donc chargé de trouver dans son village ou dans les villages voisins une personne sûre, un ami ou un membre de sa famille, qui pourrait faciliter la pénétration.

Les premiers essais se soldèrent par des échecs. Les villages qui devaient fournir la nourriture et grâce auxquels les hommes de l'A.L.N. pensaient faire de la propagande devenaient leurs principaux ennemis. L'administration locale avait fait diligence. Il n'était pas rare de voir un village déjà terrorisé par le portrait qu'on faisait des fellaghas compter deux ou trois hommes au service exclusif de la police. Les services de police qui avaient obtenu les principaux résultats dans les grandes villes poursuivaient leur action dans les villages avec une célérité et une organisation remarquables. Personne ne bougeait, les fellahs se sentaient observés, les petits propriétaires étaient terrorisés. Chaque village devenait un ennemi pour les hommes de l'A.L.N., qui devaient le plus possible les éviter. Mais éviter un village en Kabylie tient du prodige. C'est la région la plus peuplée d'Algérie et l'on ne peut guère faire plus de trois kilomètres sans en trouver un, principalement sur les routes des crêtes. Les maquisards devaient donc se réfugier dans les régions les plus déshéritées.

Krim voyait son organisation sur le point de se désagréger. Les hommes qui espéraient toujours voir venir les armes de l'Aurès se décourageaient. De plus, rester immobile presque toute la journée à l'abri d'arbres et de buissons, sans la possibilité de prendre un repas chaud, en restant silencieux le plus possible n'était pas fait pour les regonfler. Pourtant Zamoum Ali et Krim s'y employaient de toutes leurs forces. Mais les hommes perdaient la foi à vue d'œil.

« Jamais ils ne tiendront », pensa Krim. Et ceux-là étaient bien encadrés. Qu'en était-il de ceux qui restaient isolés dans le bled

sous la seule surveillance d'un chef de daïra !

Pendant les dix jours qui suivirent l'insurrection, les trente hommes de Zamoum et de Krim ne se nourrirent que de galette et de figes. Au dixième jour, Krim envoya un homme en civil dans un marché qui se tenait dans un gros village acheter un peu de viande, du gras-double et des légumes, mais en faible quantité pour ne pas se faire remarquer. L'homme réussit. Krim et les survivants de cette époque se souviennent aujourd'hui encore du goût qu'avait la soupe préparée ce soir-là, de la chaleur du premier feu allumé au fond du ravin pour qu'on ne voie ni fumée ni feu. Des guetteurs se tenaient sur les hauteurs surplombant le ravin attendant avec plus d'impatience que d'habitude l'heure de la relève. Ils interceptèrent un homme, un Arabe qui devait ce soir-là partager la première soupe. Il s'agissait de Hadj Ali, un compagnon de Moulay Merbah, le représentant à Alger de Messali.

On a vu que le vieux prophète, de sa résidence surveillée en métropole, avait fait courir le bruit que cette révolution — déclenchée sans lui, ce dont il était furieux — était le fait des hommes du M.T.L.D. L'argument avait porté à Alger, où Messali avait grande influence, et en métropole, où l'organisation était en majorité messaliste. La violente répression gouvernementale contre le M.T.L.D. avait accrédité cette thèse parmi la population. Il s'agissait maintenant pour les messalistes de prendre contact avec le F.L.N. Messali choisit de joindre Krim et Ouamrane, les deux membres influents du C.R.U.A. à avoir rompu les derniers avec lui. Reprendre le dialogue avec eux serait plus facile. El-Zaïm, l'Unique, pensait que les deux « petits » seraient trop heureux de rejoindre ses rangs. Il envoya donc Hadj Ali, avec la mission de contacter Krim.

Mais si le chef kabyle accepta de partager sa précieuse gamelle de soupe avec l'envoyé messaliste, sa « collaboration » s'arrêtait là.

« Messali est décidé à rejoindre votre mouvement », lui assura Hadj Ali...

Krim n'en croyait rien et le poussa dans ses derniers retranchements en faisant mine d'accepter l'appui de Messali. Mais il ne s'était pas trompé. Ce que voulait l'exilé, c'était l'inverse. Que les Kabyles de Krim rejoignent le M.T.L.D., que Messali les contrôle et les patronne. El-Zaïm n'avait pas renoncé,

malgré le déclenchement de l'insurrection, à rester l'Unique. Il n'avait toujours rien compris. Son envoyé fut « dirigé » vers Alger porteur d'un refus formel des Kabyles.

Krim effectua lui aussi un voyage éclair à Alger. La liaison entre la capitale et son P.C. était plus facile qu'avec les groupes disséminés dans la montagne kabyle. Bitat signalait à Krim et à Ouamrane la possibilité d'obtenir un appui financier de gros commerçants musulmans. Mais ceux-ci ouverts à la propagande messaliste ne croyaient pas à l'existence de maquis F.L.N. « Ils veulent avoir des contacts avec les maquisards, expliquait Bitat, sinon ils n'y croient pas. »

Krim et Ouamrane quittèrent quarante-huit heures la Kabylie pour convaincre ces « grossiums » de la semoule. Ils y parvinrent, non sans mal. Mais revenant en Kabylie, Krim, qui venait de se retremper quelques heures dans une vie normale, s'aperçut que le moral de ses hommes était encore plus bas qu'il ne le pensait en vivant parmi eux. Il fallait très vite rompre cet isolement moral et psychologique qui les oppressait. Pour cela une seule solution : passer à l'action. ,

Krim réunit le 20 novembre sous sa présidence le comité de la zone III, qui comprenait Ouamrane et les sept chefs de région (daïra). « Il est nécessaire de passer à l'action, expliqua Krim, nos hommes ne tiendront pas bien longtemps si on les laisse dans cet état... »

Il était hors de question de s'attaquer dans un premier temps à l'armée. Il fallait donc trouver un moyen qui permette de forcer ce blocus qui séparait les maquisards de la masse kabyle.

Les chefs de daïra convinrent avec Krim et le « Sergent » que les renseignements étaient difficiles à obtenir tant la population était en garde contre eux. C'était un miracle que les sept groupes aient échappé jusque-là aux recherches de l'armée. Seules les précautions prises par Krim avaient pu les préserver de rencontres qui leur auraient été fatales.

« Il est nécessaire, dit Krim, compte tenu de nos faibles moyens militaires et de la « réserve » de la population à notre égard, de décider d'une action plus spectaculaire que meurtrière. »

Les villages, les gros bourgs, les petites villes étaient tenus par des éléments musulmans fidèles à la France et liés à

l'administration. C'étaient donc ces hommes qu'il fallait prendre comme objectif. Comme l'opération devait être « payante » il fallait s'attaquer à l'homme qui dans la région était, de notoriété publique, le plus favorisé par l'administration locale.

« Attention ! précisa Ouamrane, il ne s'agit pas de le tuer. Cela c'est simple. Mais de le rançonner et de lui faire peur au point que la population se dise : les hommes de l'A.L.N. ne sont pas des bandits mais ils sont si forts qu'un homme qui a tant d'appuis chez les Français préfère leur céder. »

On se décida sur le nom de Tabani, un entrepreneur de transport qui assurait la liaison routière Alger-Kabylie et « faisait » les marchés de la région. L'opération se ferait un samedi, jour de marché à Tizi-Ouzou.

Le 27 novembre, un samedi, à 14 kilomètres de Tizi-Ouzou, vingt hommes de Zamoum dirigés par Krim Belkacem dressèrent une embuscade. Il était 6 heures du matin. Il faisait encore nuit noire. La propriété de Tabani se trouvait à une vingtaine de kilomètres de Tizi-Ouzou et le transporteur avait l'habitude tous les samedis d'accompagner, à bord de sa voiture personnelle, le convoi de deux cars et un camion qui transportait les paysans des villages avoisinants se rendant au marché. Krim savait que Tabani, depuis l'insurrection, avait reçu des autorités locales l'autorisation de lever une petite milice armée pour « protéger » ses convois. Krim prépara donc soigneusement l'embuscade. Un guetteur signalerait l'arrivée du convoi. Zamoum Ali et cinq de ses hommes en uniforme arrêteraient les cars, le reste de la troupe les tiendrait dans leur ligne de tir de part et d'autre de la route.

À 8 heures, le jour était blafard et un fin brouillard couvrait encore les champs en contrebas de la route. Krim vit les grands gestes du guetteur. Zamoum s'avança au milieu de la route dans les faisceaux des phares du premier car. Le convoi s'arrêta. Le chauffeur cria par la glace baissée :

« C'est le convoi de M. Tabani, tout le monde est en règle... »

Mais Zamoum n'avait pas dévié d'un pouce le canon de sa mitrailleuse. Des ombres silencieuses, armées elles aussi, sortaient des fossés et braquaient leurs armes sur les quatre véhicules.

« Que les hommes armés descendent les premiers, cria Zamoum, et pas un geste sinon on tire... »

En silence, visiblement terrorisés, les hommes de la milice sortirent des trois véhicules et déposèrent leurs armes sur le bas-côté de la route.

Krim avait fait sortir l'homme qui conduisait la voiture particulière. C'était bien un Tabani, mais pas le propriétaire que l'on voulait attaquer. C'était son fils aîné, un garçon de vingt-quatre ans. Tant pis ! on s'en occuperait après.

L'opération psychologique passait avant tout et Krim avait devant lui près d'une centaine de villageois paniqués, tassés sur les fauteuils des cars ou sur les bancs Je bois du camion.

Le chef kabyle les fit descendre.

« Écoutez vous autres, leur cria-t-il. Nous sommes des soldats de l'Armée de libération nationale. Nous ne vous voulons pas de mal. Au contraire. C'est pour vous que nous combattons. On vous dit sur tous les tons que nous sommes des bandits, des hors-la-loi, de dangereux brigands. Ce n'est pas cela... »

Et Krim fit rapidement à ces paysans tremblants une « conférence » sur les buts de la révolution, sur l'indépendance et le sacrifice des hommes du F.L.N.

« Nous ne sommes pas des bandits mais des patriotes. C'est pour vous, pour le peuple, que nous courons tous ces risques... »

Le discours avait porté. Et Krim fut tout étonné de voir les paysans, qui, au fond, n'aimaient guère Tabani, détruire les trois véhicules et les incendier lorsque la bombe que Zamoum avait apportée à cet effet fit long feu.

« Maintenant, gagnez Tizi ou vos villages ! Racontez ce que vous avez vu. Et expliquez qui nous sommes ! »

Krim fit relâcher également les hommes de la milice après leur avoir confisqué leurs armes. Ils ne pensaient pas s'en tirer à si bon compte...

Puis les hommes de l'A.L.N. se fondirent dans la nature emmenant avec eux le jeune Tabani.

Krim discuta avec lui, tout en marchant à travers le djebel. Il fut surpris de découvrir un jeune homme instruit qui possédait une solide formation de gauche. Les deux hommes parlèrent de la révolution. Tabani tenta de disculper son père. Krim l'arrêta bien vite.

« Nous ne lui voulons aucun mal... pour l'instant, dit-il au jeune homme. Tu vas rentrer chez toi. Nous fixons une première amende de 200 000 F et si ton père veut ne pas avoir d'ennuis, qu'il quitte Tizi-Ouzou dans la semaine. Il mettra son affaire en vente, sinon... »

Krim, qui, après ce coup de main, s'attendait à une réaction rapide de l'armée, avait décidé de se cacher avec les hommes du commando à proximité de la propriété de Tabani, certain que les militaires ne viendraient guère le chercher là. Il risquait un coup de poker sur la confiance que le jeune homme lui avait inspirée. « Je te donne rendez-vous ici dans quatre heures. Tu auras le temps de convaincre ton père... »

Les quatre heures qui suivirent furent très tendues au sein de la petite troupe de maquisards. Krim se demandait s'il n'avait pas trop joué avec le feu. Les guetteurs dissimulés au haut d'une colline qui dominait la propriété ne signalaient aucun mouvement de troupe, pourtant ils flairaient le piège.

Si Krim s'était trompé, le jeune Tabani et son père avaient tout le temps de prévenir l'armée !

Mais le flair du chef kabyle l'avait servi. À l'heure dite, le fils Tabani arriva avec une liasse de deux cents billets de mille francs.

« Voilà l'argent, dit-il, mon père partira le plus vite possible. Il a eu très peur, et puis moi aussi je lui ai parlé de la révolution... »

Krim demanda encore au jeune homme de dire la vérité à la presse car il se doutait que l'affaire allait faire du bruit dans les heures qui viendraient.

Les prévisions de Krim furent bien dépassées. Les témoins de l'embuscade, dès leur arrivée à Tizi-Ouzou, racontèrent leur mésaventure aux militaires mais en exagérant, les faits. Krim et ses hommes leur avaient fait un peu de cinéma sur la discipline. Tout homme de l'A.L.N. qui devant eux s'était adressé à Krim ne l'avait fait qu'au garde-à-vous avec des marques de respect outrées. Cela avait porté. La petite troupe devint, dans le récit des paysans, une bande de quatre-vingts à cent hommes, en uniforme avec les armes automatiques les plus modernes à tel point que le commandant d'armes de Tizi-Ouzou demanda des renforts à Ménerville et attendit leur arrivée avant de déclencher l'opération de recherche.

Les hommes du contingent, surchargés de sacs, de grenades, de fusils, parcoururent les pistes de la région mais trop lourdement équipés, ils ne pouvaient « crapahuter dans le djebel » pour débusquer les hommes de Krim. L'opération fit chou blanc. La troupe n'était pas prête pour la guerre subversive. Et les quelques bataillons efficaces étaient déjà engagés dans l'Aurès...

Cette embuscade avait regonflé les hommes de Krim. Ceux des autres régions de Kabylie bénéficièrent de ce succès car à partir de ce 27 novembre les contacts avec la population furent meilleurs. L'opération d'intimidation se retournait contre les éléments des villages qui effectuaient une surveillance des activités de la population. Plusieurs supplétifs musulmans qui avaient été armés par l'administration furent attaqués. Les renseignements affluèrent alors au maquis. Krim sentait la situation se redresser. Les problèmes de ravitaillement étaient sur le point de se résoudre. La population commençait à connaître l'A.L.N. Les simples villageois s'apercevant que l'administration n'était pas toujours la plus forte trouvèrent ainsi l'occasion de se venger des avanies qu'ils avaient eu parfois à subir. Krim était conscient des causes de ce revirement subit mais s'il avait déclenché l'insurrection en Kabylie avec 400 hommes et 130 armes ce n'était pas pour discuter des raisons qui poussaient une partie de la population à aider l'A.L.N. Il se donnait un mois pour vivre « comme un poisson dans l'eau » en Kabylie et déclencher les combats contre l'armée. Pour cela, il lui fallait l'entière complicité de la population. Alors seulement, pour lui, la guerre pourrait vraiment commencer.

Dans les Aurès, les « opérations de maintien de l'ordre » ressemblaient bien à la guerre.

Des renforts étaient arrivés mais cela n'empêcha pas, le 17 novembre, le général Cherrière d'avertir le gouverneur général Léonard Be la gravité de la situation.

Pour Cherrière, en quinze jours, elle était devenue telle qu'il n'y avait que deux solutions :

Ou continuer la politique de « gagne-petit », cette politique de « boutiquiers parcimonieux » que l'on pratiquait actuellement. »

« Ce qui n'empêchera pas, ajouta le commandant en chef, la situation de pourrir. Nous serons obligés de demander de nouveaux moyens à Paris et nous n'en perdrons pas moins nos

musulmans fidèles qui rejoindront, peut-être par peur, la rébellion. »

Réclamer encore à Paris, - voilà qui ne plaisait guère au gouverneur général, et le commandant en chef le savait.

Ou bien, et là « Babar » Chérière ne cachait pas sa prédilection pour cette forme de combat, utiliser pleinement les moyens dont ils disposaient.

« Allons-y à fond, dit-il à Léonard, quelle que soit la puissance des moyens à employer. Vite et fort. En pays islamique, la faiblesse ne paie jamais ! »

Léonard se méfiait des grands déploiements de forces préconisés par « Chérière l'Avantageux ». Pourtant, il fallait prendre une décision.

Si Chérière se décidait à forcer un peu la main au bon Léonard c'est que dans l'Aurès la situation n'était pas brillante.

Rien de catastrophique, bien sûr, mais un enlèvement dans un pays où l'hiver allait être dur et où le temps servait les rebelles. Dupuch, le préfet de Constantine, qui était pourtant un adversaire acharné des « grandes machines à la Chérière », pensait aussi que la situation ne s'arrangeait pas.

Les autorités de l'Est algérien étaient surprises par la hargne des maquisards de l'Aurès qui, depuis le 1^{er} novembre — contrairement à toutes les autres régions d'Algérie —, n'avaient pas cessé le combat. Et à la moitié du mois de novembre il semblait bien qu'ils n'aient aucune envie de se replier. Des escarmouches on était passé aux combats souvent furieux. La plupart de ces combats se déroulaient sur le territoire du douar Ichmoul, dans le triangle Batna-Arris-Foum-Toub. La population, des Touabas, était, selon les autorités, traditionnellement xénophobe et turbulente. C'était aussi le fief de Ben Boulaïd, là où ses montagnards lui étaient le plus fidèles.

Spillmann convint que cette région devait être particulièrement surveillée. Mais ce qui paraît simple sur une carte d'état-major — le triangle que couvrait le douar Ichmoul n'était pas bien important — se révélait impossible sur le terrain. Pas de routes, quelques sentiers, un terrain escarpé, pierreux, boisé aussi ; la forêt des Beni-Melloul — une forêt naine dont aucun arbre ne dépassait la poitrine d'un homme tant le climat était rigoureux —

était, de l'avis de tous les officiers, le repaire des « salopards ».

« À moins d'y aller au lance-flammes ou à la bombe... », avait dit l'un d'eux. Le grand mot était lâché. Bombarder le douar en rébellion semblait être le seul moyen d'en venir à bout.

Cela se passa dans le petit bureau de Deleplanque à Batna. Il y avait là Vivie de Régie, l'administrateur de Khenchela, Bougeot, administrateur d'El-Madher, au nord de l'Aurès, un homme tellement arabisé qu'il avait l'habitude de dire : « Je rêve en arabe », le préfet Dupuch, le colonel Blanche toujours aussi renfrogné par la présence de « ces civils », et M. Vie, délégué au maintien de l'ordre pour la zone Sud Aurès-Nementchas-Tébessa. Vivie de Régie et Bougeot, d'emblée, demandèrent le bombardement. Personne parmi les hommes assistant à la conférence ne protesta. C'était, semble-t-il, la seule solution.

« Mais attention, messieurs ! dit l'administrateur Bougeot, je vous mets en garde. Je connais bien les populations d'ici. Je suis pour le bombardement mais si vous annoncez que vous allez bombarder — et cela on est forcé de le faire pour évacuer les populations qui n'ont rien à voir avec les fellaghas — et que vous ne le faites pas, l'Algérie est perdue. Si pour une raison ou pour une autre l'ordre risque d'être annulé, alors, pour l'amour du ciel, ne l'annoncez pas ! »

Le préfet Dupuch, approuvé par le sous-préfet Deleplanque et le colonel Blanche, décida donc de prévenir le général Spillmann et de demander le feu vert du gouverneur Léonard.

Chacun au fond de soi pensait qu'une opération d'aussi vaste envergure frapperait les imaginations et ramènerait la confiance autant chez les musulmans fidèles que chez les Européens. Et ce ne serait pas superflu car une très mauvaise ambiance régnait depuis quelques jours. Les Européens étaient si montés contre les musulmans que Spillmann et Dupuch craignaient un affrontement qui leur semblait imminent.

Le général et le préfet, opposés aux grandes manœuvres de Cherière, étaient persuadés que la solution était politique, administrative et économique. Ils étaient à fond pour la pacification. Mais ils avaient aussi l'impression de prêcher dans le désert. Dupuch passait son temps à contenir ses « hyper-excités » de Constantine qui, ayant perdu leur belle certitude d'avant le 1^{er} novembre selon laquelle « chez nous il ne se passera rien », ne

parlaient plus que d'en découdre. Menés par Gratien Faure, par Isella, appuyés par la Fédération des maires, par les Associations d'anciens combattants, ils réclamaient la répression brutale.

De son côté, Spillmann, malgré les efforts de l'armée pour circonscrire la flambée de l'Aurès qui lentement se transformait en incendie, se voyait reprocher par certains Européens sa façon de mener les opérations. L'un d'eux, personnage considérable de l'Est algérien, M. Burget, maire de Souk-Ahras, l'accrocha violemment. Le général commandant l'Est algérien l'avait informé qu'il allait retirer l'un des deux bataillons de paras qui stationnaient à Souk-Ahras.

« Ce sont des éléments qui doivent bouger pour être efficaces, avait assuré le général Spillmann, d'ailleurs je vais les remplacer par mes tirailleurs algériens qui viennent d'arriver d'Oranie. »

Le colon avait bondi, indigné :

« Nous ne voulons pas de bicots ici, hurla-t-il, nous voulons nos paras. Les bicots, envoyez-les dans l'Aurès, avec les bicots ! »

Spillmann me dira plus tard : « Pendant cette période, à ce poste, je n'ai jamais rencontré un seul Européen important qui soit compréhensif. Ils ignoraient totalement le monde musulman et « de bonne foi » ne pouvaient supposer son évolution. J'ai tout de même envoyé mes paras dans l'Aurès et les fidèles tirailleurs ont fait leur travail. » Ils l'avaient bien fait pendant la campagne d'Italie... au prix de quelles pertes !

En novembre 1954 personne, décidément, n'était prêt à la guerre de guérilla, ni en mesure de la comprendre, encore moins prêt à s'y opposer. On ne ratait pas une maladresse.

Spillmann avait dû se battre pour que cesse une pratique scandaleuse qui opposait l'armée à la justice civile.

Comme on ne procédait officiellement en Algérie qu'à des opérations de police, comme le civil primait sur le militaire, chaque soldat tué était considéré comme la victime d'un crime quelconque et son corps devait être autopsié. Le juge d'instruction pouvait même — et il le fit parfois — demander une reconstitution de l'accrochage! Les premières victimes de la Toussaint rouge avaient ainsi été disséquées. Les militaires s'opposaient aujourd'hui à cette pratique et refusaient de remettre

à l'autorité civile les corps de leurs compagnons morts au combat.

Spillmann dut faire intervenir le garde des Sceaux, Guérin de Beaumont, un ami de collège, pour faire cesser cette pratique. Mais on ne pouvait pas reprocher au procureur de la République de Batna de faire son devoir. Il avait la loi pour lui.

Ainsi tout le monde comptait sur le bombardement qui devait « réduire » le douar Ichmoul pour éclaircir la situation et faire baisser la tension qui régnait de tous côtés.

Cherrière avait donc présenté « la chose » à Léonard qui avait reçu la demande officielle de Dupuch. Devant l'approbation du préfet de Constantine, de Deleplanque, des administrateurs civils de l'Est, devant l'insistance de Cherrière, malgré l'avis réservé de Spillmann, Léonard se décida à demander l'« avis favorable » du ministre de l'Intérieur car François Mitterrand avait interdit de faire usage de l'aviation sans son accord personnel.

Il semble bien que, dans un premier temps, le feu vert ait été donné par le ministre de l'Intérieur puisque le sous-préfet Deleplanque reçut à Batna l'autorisation de bombarder le douar Ichmoul à la condition expresse, réclamée par Mitterrand, Dupuch et Léonard, que la population serait prévenue par jet de tracts au-dessus des différents villages du douar visé ; qu'en outre des émissaires prendraient contact avec ces populations pour les regrouper dans la vallée proche et qu'enfin les caïds surveilleraient et conseilleraient vivement cette évacuation.

C'était donc appliquer localement la politique de regroupement à laquelle Spillmann était hostile. Il renouvela sa mise en garde. Les gens d'Ichmoul étaient acquis à la rébellion, les décevantes tentatives de reprise de contact avec les habitants du douar le prouvaient. Il lui paraissait dangereux de les établir sans ressources suffisantes et de façon précaire dans une région, Touffana, située à cheval sur les communications de l'armée où ils ne manqueraient pas de contaminer d'autres populations qui ne demandaient peut-être qu'à l'être !

On voit que la lucidité du général Spillmann était grande et qu'il était loin de partager l'espoir, conçu par les autorités, d'une détente à la suite de ce bombardement.

On répondit au général que « les administrateurs, secondés par les caïds, les reprendraient vigoureusement en main et que les goums prochainement levés permettraient de les surveiller, qu'au

surplus on allait leur donner vivres et subsides, autant par humanité que pour mieux asseoir notre emprise sur eux ».

Les ordres venaient d'Alger et le commandant de la division de Constantine, quel que fût son avis sur les résultats de l'opération, devait les appliquer.

Deleplanque à Batna, aidé de plusieurs administrateurs intéressés par l'opération, mit au point le texte des tracts qui devaient être lâchés sur le territoire du douar. Il fallait que ce texte fût simple pour être compris par les frustes Chaouïas — enfin, ceux qui savaient lire ! — et imagé pour frapper leur imagination. On arrêta donc le texte suivant rédigé en arabe dialectal :

« Appel à la population musulmane :

« Des agitateurs, parmi lesquels des étrangers, ont provoqué dans notre pays des troubles sanglants et se sont installés notamment dans votre région. Ils vivent sur vos propres ressources. Ils vous rencontrent et s'efforcent d'entraîner les hommes de vos foyers dans une criminelle aventure... Musulmans ! Vous ne les suivrez pas et vous rallierez immédiatement, et avant le dimanche 21 novembre à 18 heures, les zones de sécurité avec vos familles et vos biens. L'emplacement de ces zones de sécurité vous sera indiqué par les troupes françaises stationnées dans votre région et par les autorités administratives des douars. Hommes qui vous êtes engagés sans réfléchir, si vous n'avez aucun crime à vous reprocher, rejoignez immédiatement les zones de sécurité avec vos armes et il ne vous sera fait aucun mal. BIENTÔT, UN MALHEUR TERRIFIANT, LE FEU DU CIEL, S'ABATTRA SUR LA TÊTE DES REBELLES. Après quoi, régnera à nouveau la paix française. »

C'est la fin de ce tract que Ahmed Francis avait lu à la tribune de l'Assemblée algérienne en souhaitant que « cette paix française ne soit pas celle des cimetières ».

80 000 de ces tracts furent lâchés par des avions de reconnaissance au-dessus des douars Raschira, Ichmoul, Zenatou et Oued-Taga.

Le sous-préfet Deleplanque, qui croyait à fond au succès de cette opération, décida de prendre lui-même la tête des émissaires qui devaient entrer en contact avec les populations rebelles. Il se fit accompagner par le caïd Saadi Abd el-Krim et par M. Bougeot,

farouche partisan du bombardement. C'est à Touffana, un tout petit centre sur la route de Batna à Khenchela, au nord d'Arris, qu'eut lieu la rencontre avec trois éléments « représentatifs de la population rebelle ».

Deleplanque n'y alla pas par quatre chemins. Le jeune sous-préfet s'était mis dans la peau d'un homme de guerre et il croyait tellement que ce regroupement suivi de bombardement nettoierait définitivement « son cher Aurès » de la gangrène qui s'y était attaquée qu'il mit véritablement le marché en main aux représentants chaouiïas.

« Je vous donne trois jours, leur dit-il, pour vous rendre avec vos familles avant ce bombardement. Vous pourrez descendre ici à Touffana avec la population. Un camp d'accueil y est préparé. En échange, je vous garantis sur ma parole l'impunité, du travail, le logement et la nourriture de toutes vos familles. »

De l'avis de Deleplanque le contact fut très bien accueilli. Les « délégués » chaouiïas promirent de « faire leur possible » pour que la population du douar gagne Touffana.

Le 26 novembre — trois jours après — Deleplanque devait déchanter. Sa mission de « conciliation » avait échoué. À peine 150 personnes s'étaient rendues en trois jours ! Avec peu d'armes. Quelques gros fusils de chasse rudimentaires. Les Chaouiïas montraient leur solidarité avec la rébellion. Ils restaient accrochés à leurs douars.

Pourtant, relatant ces événements, *Le Monde* titrait : « Des « populations loyales » de l'Aurès arrivent au rendez-vous de Touffana. »

La dépêche de l'*A.F.P.* reproduite parlait de 1 053 réfugiés dans la zone de sécurité et estimait à 1 200 le nombre total des réfugiés attendus !

Les informations en provenance de Touffana soulignaient tout de même que « la majeure partie de l'élément masculin se composait d'hommes âgés ».

Alors, bombardement ou pas bombardement ? Cette affaire de bombardement n'a jamais été éclaircie. Disons tout de suite qu'il n'eut pas lieu.

Première version des faits :

Roger Léonard foncièrement hostile au bombardement le fit annuler car « la population des douars était en mouvement, rassemblant ses affaires dans des coffres, réunissant enfants et troupeaux.

« Il n'était pas possible de bombarder un douar où il y avait des femmes et des enfants. Seuls eurent lieu des passages à basse altitude pour impressionner la population. Aucun bombardement n'eut lieu de mon temps. »

Seconde version :

« L'ordre de bombardement a été donné et repris par le gouverneur Léonard qui craignait les réactions de Paris. »

Le préfet Dupuch me fit le récit de sa rencontre à Paris, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, avec M. Mitterrand, qui commenta cette annulation. « Quand on a donné un ordre comme celui-là, lui dit le ministre de l'Intérieur, quand on a menacé par tracts, on ne doit plus se dégonfler. »

« C'était, me dit Dupuch, l'un des premiers grincements entre Mitterrand et Léonard. »

On va voir — lors de la visite que va faire Mitterrand à Batna — à quel point le problème posé par l'aviation le préoccupait.

Enfin, troisième version que j'ai pu recueillir :

Un journaliste métropolitain apprit le projet de bombardement et lut le tract diffusé dans le douar Ichmoul. Les mots « feu du ciel terrifiant » lui laissèrent croire qu'on s'apprêtait à utiliser le napalm, alors que seules étaient autorisées officiellement les bombes de dix kilos. Les militaires, il faut l'avouer, en avaient déjà préparé de plus importantes. Le journaliste alerta directement le cabinet de M. Mendès-France, qui était alors en visite officielle au Canada. On prétend que, informé de ce qui se passait au douar Ichmoul, le président du Conseil ordonna de différer ces bombardements. L'ordre présidentiel arriva quelques instants avant l'heure H alors que les *Nord-2500* s'apprêtaient, bombes sous les ailes, à décoller de Telergma.

Le président Mendès-France ne se souvient pas d'avoir une seule fois entendu parler de bombardement.

Quoi qu'il en soit, les bombardements n'eurent pas lieu. C'était devenu une affaire publique. Les journaux titrèrent :

« Bombardements différés. »

Bougeot, l'administrateur de Souk-Ahras, qui avait dit : « Pour l'amour du ciel ne l'annoncez pas si vous risquez de ne pouvoir l'effectuer », ajouta : « Maintenant, ça y est. Nous avons perdu la face. »

Plus que jamais l'Aurès était de cœur et de corps avec Ben Boulaïd.

Le « feu terrifiant du ciel » se transforma en une balade spectaculaire dans l'Aurès. Les troupes de Gilles et de Ducourneau « ratissèrent » la région du douar Ichmoul. Et il y avait du monde !

Sous le commandement du colonel Ducourneau, les trois bataillons du 18^e R.I.P.C. ; des parachutistes coloniaux, des éléments du 1^{er} R.C.P., le 14^e B.T.A., un bataillon de marche de chasseurs, formé par les 4^e, 10^e, 17^e B.C.P., des chars légers de la coloniale, des unités du 9^e R.C.A., l'escadron du 1^{er} régiment de hussards parachutistes, les 11^e, 14^e R.A. avaient encerclé la région et commençaient à fouiller le pays, en allant lentement de la périphérie vers le centre.

Cherrière l'avait, sa belle grande opération ! Pour rassurer la population européenne, ça la rassurait ! Tout ce que le pays comptait de paras crapahutait allègrement. Cherrière « bichait ». Par la force des choses « sa » technique était appliquée. On allait passer la région réputée comme la plus atteinte par la subversion « au peigne fin ».

Comme il fallait s'y attendre les hommes de l'A.L.N. qui acceptaient le combat lorsqu'il avait une chance de leur être favorable se gardèrent bien de se heurter à cette énorme pieuvre dont les bras tentaculaires étaient bardés de mitrailleuses et de canons. Les hommes de Ben Boulaïd disparurent dans la nature; les armes, fort peu nombreuses, furent dissimulées dans des caches introuvables. Les hommes qui n'étaient pas fichés comme militants de vieille date se transformèrent en braves bergers parfaitement abrutis ne comprenant pas un mot de français ni d'arabe, les autres se réfugièrent dans des grottes indétectables par qui n'était pas du pays.

La « balade » ne fut pas inutile. C'est ce que déclara l'état-major, qui pouvait difficilement dresser un constat d'échec après les roulements de tambours qui avaient précédé l'opération. Le

général Spillmann, qui pourtant était farouchement opposé à ce genre d'opération, nota charitablement : « L'opération Ichnoul permit d'aguerrir les troupes, de les familiariser avec le pays, de patrouiller dans des ravins sauvages dont les habitants n'avaient pas vu de Français depuis des dizaines d'années ; de diriger sur le centre de regroupement de Touffana des familles qui n'avaient pas encore obtempéré aux ordres de l'autorité civile, de saisir quelques armes de guerre dissimulées, d'arrêter enfin une quarantaine d'individus des plus suspects, vêtus parfois d'habits kaki d'apparence militaire, sous leur cachabia civile, et souvent armés de fusils de chasse à percussion centrale ou à broche, armes redoutables dans le combat rapproché en montagne ou en forêt. »

Mais le général Spillmann, lucide, notait encore : « Il n'y avait aucune illusion à se faire sur le sort des suspects. À moins d'avoir déjà encouru une condamnation par contumace ou d'avoir été formellement identifiés au cours d'une précédente affaire, ils seraient remis en liberté après une vérification d'identité, aucune charge précise n'étant relevée à leur encontre. De toute façon, et bien que ce fût illégal, les fusils de chasse furent tous confisqués, purement et simplement. »

C'était l'échec complet. La balade. Ducourneau, qui avait l'expérience de l'Indochine, rigolait et attendait d'agir seul, comme il l'entendait.

Tous les hommes de Ben Boulaïd étaient passés entre les dents du « peigne fin » blottis dans leurs caches, utilisant à merveille un terrain hostile qu'ils connaissaient parfaitement, invisibles aux yeux d'une armée qui ratissait l'Aurès comme des C.R.S. les Deux-Sèvres à la poursuite d'un kidnappeur. C'était passer de l'eau au peigne fin !

Après la « balade », la « visite départementale »... Le ministre de l'Intérieur débarque à Batna flanqué du gouverneur Léonard, de Chèrière, de Dupuch, de René Mayer et de nombreux parlementaires du département. Tout le monde était sur son trente et un, petit doigt sur la couture du pantalon. Visiblement les « visiteurs » de la métropole et les parlementaires ne semblaient pas conscients que la nuit de la Toussaint avait marqué le début d'une rébellion qui ne faisait que progresser dans l'Aurès. On écouta d'une oreille distraite les « topos » et comptes rendus militaires et on se soucia beaucoup plus du numéro d'ordre que portait la voiture officielle attribuée dans le cortège. Le respect du

protocole semblait Te plus important.

Le ministre voulut voir les chantiers de travail ouverts près d'Arris, dans l'oued el-Abiod pour les « populations fidèles ».

On serra la main des vieux à burnous et à médailles, on aurait été bien en peine de serrer celles des jeunes. Il n'y en avait pas.

Mitterrand n'était pas au bout de ses peines. « Pourquoi marche-t-on si lentement ? » demanda-t-il, agacé par le long cheminement de la caravane officielle. On lui montra l'automitrailleuse qui ouvrait le chemin. Furieux, François Mitterrand voulut s'en débarrasser. Mais Chérière et Spillmann, hommes dont la prudence naturelle et professionnelle était bien connue, refusèrent avec raison. Visiblement l'ampleur des événements n'était pas parvenue jusqu'à Paris. Mitterrand n'avait même plus son sourire de commande mais plutôt le « masque » des mauvais jours. Les militaires et leurs précautions ridicules l'agaçaient prodigieusement. Il voulut aller à Biskra par les gorges de Tighanimine où l'instituteur Monnerot avait été assassiné. Chérière et Spillmann, toujours eux, refusèrent.

« La liaison Arris-Biskra, dirent-ils, n'a pas encore été réalisée depuis le 1^{er} novembre et la route n'est pas sûre !

— Au moins je veux aller à T'Kout ! »

Les militaires cédèrent. À T'Kout, il y avait un bataillon de parachutistes coloniaux. Mais cette « escapade » avait considérablement modifié le « timing » du cortège et il faisait nuit lorsque le ministre de l'Intérieur, après avoir bavardé avec le général Gilles et le colonel Ducourneau, regagna Batna.

De Arris à Batna les militaires ne vivaient plus ! Si une embuscade s'attaquait au convoi ! Mais le cortège officiel regagna Batna sans encombre.

« Je crois, monsieur le ministre, que nous avons eu de la chance ! »

Ah ! le pauvre Spillmann aurait mieux fait de tenir sa langue et de ne pas s'essayer à être aimable avec le ministre de l'Intérieur. Mais on ne se refait pas ! La réplique fut cinglante :

« Sachez, général, qu'il est bon qu'un ministre s'expose de temps à autre. Il n'aurait même pas été mauvais qu'on tire quelques coups de feu contre le cortège et que je sois quelque peu

blessé. »

Spillmann pensa que si le ministre avait été quelque peu blessé, d'autres, en particulier dans l'escorte militaire, auraient pu être « quelque peu morts » !

Où l'héroïsme ne va-t-il pas se nicher ? Pourtant le souhait de François Mitterrand n'avait pas été loin de se réaliser — il l'ignorera toujours — car le cortège était passé dans la journée à quelques centaines de mètres à peine de la cache où Grine Belkacem, le bandit au beau visage, l'homme à l'avion d'or, s'était réfugié avec ses hommes. Mais, prudent, celui-ci, devant un pareil cortège, avait préféré se terrer dans sa grotte.

Décidément, ce soir-là, l'atmosphère était à l'orage. Après le dîner à la sous-préfecture de Batna, Mitterrand fit une remarque fort sèche au général Spillmann :

« Mon collègue Ben Djelloul (*député de Constantine*) m'en apprend de belles sur vos aviateurs. Un de vos avions au cours d'un mitraillage a blessé une pauvre vieille femme dans une mechta. Je vous rappelle encore une fois que les avions doivent observer et non mitrailler ou bombarder. Seule l'autorité civile peut décider d'une mission pareille ! »

Toujours le conflit civils-militaires ! Cherrière dont le caractère soupe-au-lait s'accommodait peu d'une pareille algarade, même si elle s'adressait à un de ses subordonnés, fit faire une enquête-éclair dont il se fit un malin plaisir de donner les résultats à la fin de la soirée.

C'était à la demande de l'administrateur d'Arris que ce mitraillage avait été effectué sur une crête où une bande rebelle avait été signalée ! Ni la région ni la division n'avaient été prévenues.

« Voilà, monsieur le ministre, le fin mot de cet incident que je regrette, dit Cherrière, narquois ; je vais d'ailleurs donner à l'aviation l'ordre de ne plus déférer aux demandes de l'autorité civile non revêtues de l'approbation du général Spillmann. »

Cherrière était ravi de ce retournement de situation. Il conclut en s'adressant au docteur Ben Djelloul :

« En ce qui concerne cette malheureuse femme blessée, cher député, je n'ai pu avoir aucun renseignement confirmant ou infirmant cette information. Nos modestes transmissions

militaires marchent, semble-t-il, moins bien que votre téléphone arabe ! » Et il lui tourna le dos !

Et la guerre dans tout cela ? Il ne semblait pas que l'on s'en préoccupât beaucoup lors de cette visite, ni même qu'on y crût ! Les petites salades politiques avaient le pas sur les préoccupations militaires. Même pour un Mitterrand qui fut l'un des rares à « sentir quelque chose » en Algérie, ce qui ne l'empêcha pas — la politique toujours ! — de se montrer fort rassurant devant ses collègues de l'Assemblée. Lors de ce voyage, les combines politiques devaient avoir quelques conséquences.

Cette visite ministérielle en Algérie marqua pour Roger Léonard le commencement de la fin.

On a vu que François Mitterrand ne le considérait pas comme l'homme de la situation. Il faut ajouter qu'entre les deux hommes il n'y avait jamais eu une très grande cordialité.

Le ministre de l'Intérieur était très jaloux de son autorité sur l'Algérie et considérait le gouverneur général comme un simple exécutant. Le haut fonctionnaire qu'était M. Roger Léonard pensait que le gouverneur général était certes tenu à une loyauté rigoureuse et devait être le réalisateur de la politique gouvernementale mais que cela ne l'empêchait pas, au contraire, d'avoir des contacts directs avec le président du Conseil. Et cela, Mitterrand ne l'admettait pas, l'homme de l'Algérie c'était lui, de même qu'il ne « digérait pas » que Jacques Chevallier, secrétaire d'État à la Guerre, s'occupât trop de l'Algérie !

On le voit, les relations entre Mitterrand et Léonard toujours empreintes d'une très grande « correction » étaient loin de se placer sur un plan d'abandon.

La goutte qui allait faire déborder le vase déjà plein entre Mitterrand et Léonard fut — comme souvent en Algérie — une sordide histoire d'élection qui se déroula peu de temps après ce voyage.

Il s'agissait d'élire en Kabylie un conseiller général du premier collège. Le président Laquière, qui, ce jour-là, avait décidé un tour de valse du côté de chez Blachette avait recommandé un candidat. Blachette toucha Mitterrand par l'intermédiaire de Jacques Chevallier et le ministre de l'Intérieur intervint auprès de M. Tremeaud, préfet d'Alger, pour que son « protégé » soit élu. Trémeaud s'en inquiéta auprès du gouverneur général.

« Monsieur le gouverneur, cette élection me semble impossible, car l'adversaire du protégé ministériel est un maire de grande valeur qui a toutes les chances d'être élu, aidez-moi. » Léonard convoqua le sous-préfet de Tizi-Ouzou auquel on conseilla « après quelques actes de pression sur les électeurs, de faire son possible, mais pas trop ». Léonard mit Mitterrand au courant de la situation.

« Je veux que cet homme soit élu, lui répondit le ministre, faites des élections préfabriquées, vous en avez l'habitude... » Cela aussi était vrai !

Malheureusement pour Léonard le candidat de Mitterrand fut blackboulé et le ministre fut persuadé que Léonard, par inimitié, avait fait battre son candidat. Décidément, Léonard ne faisait plus l'affaire, il partira avant la fin de l'année !

On voit à la lumière de ces petites péripéties qu'à cette époque les responsables de la vie politique étaient loin de se douter qu'il s'agissait en Algérie d'une affaire qui allait tellement influencer sur l'histoire politique de la France.

Léonard, satisfait de quitter l'Algérie, dira : « Pour une politique nouvelle il faut un homme nouveau. J'étais peut-être trop lié à un système de vie politique pour pouvoir être cet homme. »

Mitterrand lui donnera, en janvier 1955, le choix entre un poste dans la diplomatie, la présidence d'une société nationalisée et la première présidence de la Cour des comptes, poste que Roger Léonard acceptera avec joie. « Il correspondait à mon caractère. » Il se retrouvera dans son élément en quittant à temps un chaudron qui commençait seulement à frémir...

Une fois débarrassées les tables des banquets, une fois terminées les « grandes manœuvres » à la Chèrière, une fois apaisées les petites susceptibilités personnelles, Ducourneau, enfin seul, sur son terrain, décida de passer à l'action avec ses « gus ».

Soutenu, « couvert » comme il l'était par le préfet Dupuch, son ami d'enfance, épaulé sur le plan administratif par le sous-préfet Deleplanque à Batna, il pouvait s'occuper uniquement de « casser du fell ».

Cette guerre qui commence n'est pas la guerre d'Indochine, il

n'y a pas la proximité de Mao, ses techniques et ses millions d'hommes, mais Ducourneau ne s'y trompe pas, il a lu tous les rapports sur les événements du 1^{er} novembre, il s'est familiarisé avec l'Aurès, il n'y a pas de doute, c'est la guérilla. Ni Chérière ni Spillmann, tous deux vieux « arabisants », ne comprennent cette forme de guerre subversive, bien mieux ils n'y croient pas. Ducourneau, lui, la connaît, Cao Bang et Na-Sâm au Nord-Vietnam lui ont appris sur place à quels désastres elle peut mener. Il ne la néglige pas, au contraire, mais il semble heureux de la retrouver. Heureux comme un technicien qui va avoir à se servir d'une machine qu'il connaît parfaitement.

Dès son arrivée il a implanté ses « petits gars » sur le terrain. Lui, il fait la navette entre Arris et eux. À Pau, il a fait de ses paras de merveilleuses machines tout terrain à obéir, à tuer. Sur le terrain, il les met à l'épreuve, la machine ne tourne plus à vide. En France, ses hommes l'aimaient. Dans l'Aurès, ils l'idolâtraient. Le héros de musée dans sa vitrine de Pau reprend du service, sa gloire s'anime sur le terrain. L'instructeur redevient le chef de guerre qui galvanise ses hommes. Et ils en ont besoin car l'ennemi inconnu est invisible et les conditions de vie sont rudes. L'hiver dans l'Aurès transforme les pistes des vallées en fleuves de boue, les rochers en pitons de glace.

Vivant dans le bled au milieu de la population Ducourneau a bien vite la confirmation de l'opération manquée de Touffana : la population est entièrement acquise aux idées révolutionnaires et la petite fraction qui ne l'est pas est terrorisée par les hommes de l'A.L.N. De toute façon le peuple chaouïa fournit aux *moudjahidin* tout ce qu'ils demandent.

Pour renverser la situation et pouvoir travailler sur renseignements, il faut frapper un grand coup. On a vu le prestige dont jouissaient dans les esprits simples du peuple chaouïa des hommes comme Grine Belkacem. C'est contre ces hommes, et contre Grine en particulier, que le colonel va lutter.

Ducourneau la Foudre contre Grine au Beau Visage ! Le match sera court, car Ducourneau et ses bérets bleus du 18^e R.I.P.C. vont être servis par la chance. Le colonel, qui a étudié avec Blanche et le sous-préfet Deleplanque les zones préférées de l'insaisissable Chaouïa, est maintenant persuadé qu'il se trouve entre Batna et Arris dans la zone ouest limitée par la route Batna-Arris.

Inlassablement les compagnies des deux bataillons de bérets

bleus patrouillent le djebel, grimpant jusqu'aux crêtes isolées, fouillant les lits broussilleux d'oueds encaissés. Les mechtas isolées font connaissance avec les longues silhouettes musclées et les treillis camouflés des paras. Ils parcourent la montagne, bivouaquant en plein bled, repartent avant l'aube. Ducourneau rejoint souvent une compagnie. Il est en liaison radio avec chaque commandant. C'est la grande chasse. Pas de campagne de ratissage. On va un peu au hasard, en patrouille cherchant l'accrochage.

Le lundi 19 novembre en fin de matinée une compagnie du 1^{er} bataillon du 18^e R.I.P.C. se trouve sur l'axe Arris-Batna à l'embranchement de la route qui s'enfonce dans le massif, suivant l'oued El-Abiod, et se termine à Menaâ. Route du bout du monde. Après, il n'y a rien. Que la montagne et l'amorce du désert.

« On continue vers Batna, mon commandant, ou on va vers Menna ? » interroge un jeune sous-lieutenant.

Le commandant Grall le regarde en rigolant.

« Tu veux faire un pèlerinage à la maison d'André Gide ?

— Pourquoi, il a habité là ?

— Bien sûr. Et il en avait gardé une grande nostalgie, dit-on. Les petits Arabes du coin ne lui déplaisaient pas ! »

En colonne, les hommes de la compagnie Grall empruntent la petite route. Deux patrouilles sont envoyées en couverture sur la pente qui domine la route. Les éclaireurs ouvrent l'œil, mitraille à la main. La compagnie fera halte au premier village, le temps d'ouvrir une boîte de ration.

À quelques kilomètres du village les premiers coups de feu éclatent. Un éclaireur tombe, roule sur la pente. Son corps est arrêté dans sa chute par un gros buisson de défia. Embuscade ou accrochage ?

En quelques secondes la compagnie est en position de combat. Un feu nourri provenant des crêtes cloue dans un premier temps les bérets bleus au sol. Pour la plupart des appelés, c'est le deuxième combat. Une première escarmouche leur a servi de baptême du feu dix jours auparavant. À la puissance du feu, le commandant Grall comprend tout de suite que cette fois l'affaire est sérieuse. Les rebelles semblent accrochés à une colline abrupte flanquée de pitons rocheux d'où ils peuvent à l'aise « arroser » les

paras. Une section conduite par un sous-lieutenant progresse déjà en direction du sommet. Par bonds successifs s'aidant des buissons, se camouflant derrière le moindre rocher, les hommes-léopards gagnent du terrain. Grall se repère sur la carte. Il suffirait d'une autre compagnie attaquant la colline par la route Arris-Batna pour coincer les fells sur leurs arrières et détruire la bande ! Par radio Grall appelle le P.C. Son message atteint Ducourneau qui bivouaque avec une autre compagnie dans les environs d'Arris.

« Avons accroché bande fell importante. Feu nourri. Avons mort et plusieurs blessés. Possibilité contre-attaque... »

Ducourneau repousse son assiette, situe sur la carte la position de Grall et voit tout de suite la contre-attaque prévue par son subordonné.

« Boufferez une autre fois, crie le colonel. En route. Et fissa ! » Si on l'appelle Ducourneau la Foudre, c'est qu'il attache une importance capitale au renseignement et à la rapidité d'exécution. Ce n'est pas un renseignement que fournit Grall, c'est une certitude. Les gamelles disparaissent. Les feux sont éteints. Les sacs bouclés en un éclair. Ducourneau et ses hommes sont prêts à partir neuf minutes après réception du message. Le colonel a prévenu ses réserves à Arris. Pour Ducourneau, c'est le premier grand baroud de cette nouvelle guerre.

Tous les éléments sont sur place au début de l'après-midi. Grall reçoit des renforts. Et la contre-attaque sur les arrières commence. Les hommes de l'A.L.N. sont solidement accrochés et ne peuvent se dégager mais ils résistent farouchement. Ducourneau et Grall sont surpris par la puissance de feu.

« Ces gens sont bien armés, dit Ducourneau. On va pas moisir ici jusqu'à la nuit. Parce que, là, ils nous fileront entre les pattes. »

Le dernier assaut, furieux, est donné au crépuscule. Il est à peine 17 heures. Le feu cesse. Encore quelques coups sporadiques. Des Chaouïas en battle-dress olive, le visage creusé, lèvent les bras. Les paras les regroupent. Une protection, l'arme au poing, surveille les prisonniers, ils sont dix-huit ! Une section ramasse les morts — vingt-trois rebelles — et récupère l'armement.

Les paras ont eu un mort, trois blessés graves et sept blessés

moyens qui sont tout de suite conduits à l'hôpital de Batna. Les trois blessés les plus durement touchés meurent à l'hôpital.

La nuit est tombée lorsque la troupe arrive à Arris. Le téléphone arabe a fonctionné et la population sur le pas des portes voit ces garçons à la silhouette mince et nerveuse, avançant le visage noirci par le combat, encore abrutis par le bruit des rafales qui n'ont pas cessé cinq heures durant, silencieux. Ils n'ont rien de vainqueurs et pourtant ils amènent avec eux sur un camion vingt-trois cadavres de rebelles. Dix-huit hommes de l'A.L.N., entourés d'un cordon de paras mitrailleuse à la main, les suivent. C'est la première fois qu'on capture tant de rebelles. La population européenne qui voit pour la première fois ces hommes qui ont mis l'Aurès en feu le 1^{er} novembre, les regarde avec curiosité. En silence. Le village « arabe » regarde lui aussi le visage des vaincus, anxieux de reconnaître parmi les hommes épuisés par le combat un visage ami. Rien. Les Chaouïas semblent étrangers à la région d'Arris.

Ducourneau qui veut très vite exploiter les renseignements réceptionne lui-même les prisonniers et les fait interroger au fur et à mesure de leur arrivée.

Les hommes de l'A.L.N. sont très bien équipés, leur armement est important et bien entretenu. Ils sont dans une condition physique parfaite. Ducourneau n'est pas loin de croire que ces hommes viennent de l'étranger. Et puis non ! Un d'eux, qui semble découragé, donne le chef : c'est la bande de Grine que le colonel vient d'accrocher. Des hommes qui tiennent le maquis depuis longtemps. Bien avant l'insurrection.

« Et lui, où est-il ? fait demander le colonel par un interprète chaouïa de la commune mixte.

— Mort, parmi les morts », répond le prisonnier.

Le cadavre de Grine gît sur le carrelage aux pieds de Ducourneau. Il correspond au signalement que la gendarmerie possédait : grand, athlétique, très beau visage. Huit personnes le reconnaîtront le lendemain.

Le succès du 18^e R.I.P.C. transporte de joie la population européenne. De quoi « nos » paras ne sont-ils pas capables ? Le mythe des paras naît à Arris. Ils deviennent les enfants chéris des pieds-noirs.

La mort de Grine Belkacem, « tué par le colonel Ducourneau », a un immense retentissement dans la population musulmane de l'Aurès. Certains ne veulent pas croire à sa mort.

« Le chef au beau visage est invulnérable aux balles des roumis », disent-ils.

Mais très vite l'annonce de sa mort est confirmée.

« C'est le chef chrétien qui est le plus fort... », entend-on maintenant dans beaucoup de mechtas.

Ces âmes simples qui croyaient à l'invulnérabilité du chef de maquis, qui, souvent, tremblaient devant ses hommes mais les soutenaient par esprit de clan, face aux gendarmes et aux Européens, sont ébranlées. Les déploiements de force, les paras qui circulent dans des douars où l'on n'avait pas vu d'Européens depuis des années, et ce combat qui va entrer dans leur légende orale, créent un certain flottement dans la population de douars réputés hostiles.

De leur côté les partisans chaouïas n'affichent plus la belle certitude du 1^{er} novembre. Mais Ben Boulaïd, qui s'est replié avec son état-major dans une grotte au sud d'Arris à la limite des Nementchas, le pays sans routes, n'a pas l'intention de perdre l'influence qu'il exerce sur la population. Il va réagir.

Le colonel Ducourneau, lui, veut exploiter très vite cette première victoire qui a eu un retentissement inespéré sur la population.

Oui, c'était la première bataille. L'insurrection est dépassée.

La guerre commence vraiment dans l'Aurès, où déjà l'on murmure :

« *Ach'Koun ir'Bah ?*

Lequel des deux va gagner ? »

Paris-Alger

Javea-Paris

1^{er} novembre 1966-11 novembre 1967.

Remerciements

L'auteur désire adresser ici ses remerciements à de très nombreux témoins. Pendant les mois d'enquête qu'a nécessités la préparation de cet ouvrage il les a souvent importunés, exigeant que, pendant de longues heures, ils fouillent dans leur mémoire. La recherche des documents demandait une grande amabilité de la part de leurs possesseurs. Mais la quête de souvenirs douloureux a bien souvent rouvert des plaies encore mal cicatrisées. Sans s'y arrêter, tous ces témoins se sont employés avec une grande franchise, souvent avec émotion, à m'expliquer leur vérité de l'époque et les raisons de leur action.

Je tiens à remercier particulièrement M. le président Mendès-France, M. le premier président de la Cour des comptes Roger Léonard, M. le préfet Pierre Dupuch, M. le préfet Jean Vaujour et M. le contrôleur général Grasser qui n'ont pas hésité à distraire de longues heures aux hautes fonctions qu'ils occupent afin de m'éclairer dans la préparation de mon ouvrage.

J'évoque avec émotion le long entretien que m'a accordé M. le préfet Jean Deleplanque avant son départ pour des territoires d'outre-mer et je le remercie pour les précieux documents qu'il m'a fournis.

Outre leurs souvenirs, le général Spillmann et le colonel Schœn n'ont pas hésité à me confier pour de longues études, l'un, ses précieux carnets, l'autre, les archives très secrètes du S.L.N.A. auquel il a consacré une grande partie de son activité en Algérie. Qu'ils soient remerciés de cette confiance.

Que M. le préfet Trémeaud et M. le préfet Lambert, ainsi que M. le contrôleur général Costes soient remerciés d'avoir bien voulu troubler le calme de leur retraite pour évoquer des souvenirs souvent cruels.

Merci aussi à M. le ministre Jacques Chevallier pour ses explications et ses documents d'un intérêt exceptionnel ; ainsi qu'à M. Lagugne-Labarthe et à M. Martial Pons.

Je me souviendrai toujours de notre émotion, monsieur Jean Servier, en évoquant un pays passionnément aimé.

Jean Lartéguy et Georges Lehva ont ajouté leur témoignage à une amitié de longue date. Merci à eux.

Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance au service de presse du ministère de l'Intérieur, à M. W.-P. Romain et à M. Duprey.

Mais cet ouvrage, qui traite des débuts de la guerre d'Algérie, n'aurait pu se faire sans l'aide, la compréhension, la gentillesse de nombreux témoins algériens.

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Krim Belkacem qui au long des mois m'a raconté les détails d'une histoire qui fut aussi tragique pour son pays que pour le mien. Il y mit une objectivité, un souci de la vérité et du détail dont je veux le remercier ici.

Ma reconnaissance va également au colonel Ouamrane qui fit en ma compagnie un véritable pèlerinage sur les lieux où se déroulèrent les événements ici relatés, et à M. Zoubir Bouadjadj qui inlassablement démonta pour moi le mécanisme complexe de l'insurrection. Que MM. Merzougui et Belouizdad sachent que j'ai compris les raisons de leur réticence.

Merci à M. Ali Mahsas, qui, dans son exil, m'a raconté son entrée dans la vie politique.

Je veux également remercier M. Hocine Sedikhi et l'agence A.P.S. qui ont toujours répondu à mes appels pour retrouver tel ou tel témoin. Ainsi que M. Yacef Saadi.

Que M. Abderrahmane Yacine et sa femme, qui ont si bien su me prodiguer leur amitié et recréer pour moi le climat de la vie musulmane de l'année 1954, soient ici remerciés.

Comment pourrais-je oublier le plus vieux de mes amis musulmans des bons et des mauvais jours, mon cher Mahieddine Allouache, qui depuis l'idée première de ce livre n'a cessé de me renseigner, de rechercher et retrouver les rescapés de la tourmente, et à qui je renouvelle ma reconnaissance et mon amitié.

Qu'enfin les « anciens » de la Casbah, les responsables d'Arris, tous ceux — Arabes, Kabyles, Chaouiïas — qui m'ont accompagné sur les lieux du drame, qui, tout au long des multiples voyages de documentation que j'ai effectués en Algérie, m'ont aidé, ont su comprendre et respecter mon émotion devant certains lieux tragiques, qui m'ont prouvé par leur accueil — comme ils le font aujourd'hui pour n'importe quel visiteur — que

la haine est bannie de leur cœur, que tous ceux-là reçoivent un grand merci.

Que tous ceux, Français et Algériens, que je n'ai pu citer ici sachent que je leur garde une grande reconnaissance.

Enfin il est deux personnes que je tiens à remercier à la fin de cet ouvrage, deux personnes sans qui ce livre ne se serait pas fait : Estelle Courrière, qui a su retrouver, dépouiller, classer des centaines de témoignages et a collaboré avec moi depuis le commencement de cette longue enquête.

Et Charles Orenge, qui a su m'apporter son aide et sa confiance et qui, au cours des mois, a manifesté son intérêt pour cette histoire tragique qui me tenait à cœur.

À tous : merci.

Y. C.

Annexe

Texte intégral de la proclamation F.L.N.
diffusée le 1^{er} novembre 1954

« Peuple algérien.

« Militants de la cause nationale.

« À vous qui êtes appelés à nous juger (le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement), notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien-fondé de nos vues dont le but demeure l'indépendance nationale dans le cadre nord-africain. Notre désir aussi est de vous épargner la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents : administratifs et autres politiciailleurs véreux.

« Nous considérons avant tout qu'après des décennies de lutte, le Mouvement National atteint sa phase finale de réalisation. En effet le but d'un mouvement révolutionnaire étant de créer toutes les conditions d'une action libératrice, nous estimons que, sous ses aspects internes, le peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance et d'action et, sous les aspects extérieurs, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de nos frères arabo-musulmans. Les événements du Maroc et de Tunisie sont à ce sujet significatifs et marquent profondément le processus de la lutte de libération de l'Afrique du Nord. À noter dans ce domaine que nous avons depuis fort longtemps été les précurseurs de l'unité dans l'action, malheureusement jamais réalisée entre les trois pays.

« Aujourd'hui, les uns et les autres sont engagés résolument dans cette voie, et nous, relégués à l'arrière, nous subissons le sort de ceux qui sont dépassés. C'est ainsi que notre Mouvement National, terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement à la plus grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne — l'heure est grave !

« Devant cette situation, qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le Mouvement National de l'impasse où l'ont acculé des luttes de personnes et d'influences, pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire.

« Nous tenons à cet effet à préciser que nous sommes indépendants des deux clans qui se disputent le pouvoir. Plaçant l'intérêt national au-dessus de toutes les considérations mesquines et erronées de personnes et de prestige, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi et aveugle, qui a toujours refusé d'accorder la moindre liberté par des moyens de lutte pacifique.

« Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de :

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.

« Pour préciser, nous retraçons ci-après les grandes lignes de notre programme politique :

« BUT : l'indépendance nationale par :

« 1. — La restauration de l'État algérien souverain démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.

« 2. — Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race ni de confession.

« OBJECTIFS INTÉRIEURS :

« 1. — Assainissement politique par la remise du mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie et par l'anéantissement de tous les vestiges de corruption et de réformisme causes de notre régression actuelle ;

« 2 — Rassemblement et organisation de toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial.

OBJECTIFS EXTÉRIEURS :

« — Internationalisation du problème algérien ;

« — Réalisation de l'unité nord-africaine dans son cadre naturel arabo-musulman ;

« — Dans le cadre de la Charte des Nations unies, affirmation de notre sympathie à l'égard de toutes les nations qui appuieraient notre action libératrice.

MOYENS DE LUTTE.

« Conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieure et extérieure, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but.

« Pour parvenir à ces fins, le Front de Libération Nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément : une action intérieure tant sur le plan politique que sur le plan de l'action propre, et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels.

« C'est là une tâche écrasante qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies et de toutes les ressources nationales. Il est vrai, la lutte sera longue, mais l'issue est certaine.

« En dernier lieu, afin d'éviter les fausses interprétations et les faux-fuyants, pour prouver notre désir réel de paix, limiter les pertes en vies humaines et les effusions de sang, nous avançons une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises si ces dernières sont animées de bonne foi et reconnaissent une fois pour toutes aux peuples qu'elles subjuguent le droit de disposer d'eux-mêmes :

« 1.— La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Algérie une terre française au mépris de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des mœurs du peuple algérien ;

« 2. — L'ouverture de négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne, une et indivisible ;

« 3. — La création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toutes mesures d'exception et l'arrêt de toutes poursuites contre

les forces combattantes.

« EN CONTREPARTIE :

« 1. — Les intérêts français, culturels et économiques, honnêtement- acquis, seront respectés ainsi que les personnes et les familles ;

« 2. — Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité d'origine et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur ou opteront pour la nationalité algérienne, et dans ce cas seront considérés comme tels en droits et en devoirs ;

« 3. — Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

« Algérien ! Nous t'invitons à méditer notre Charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté. Le Front de Libération Nationale est ton front, sa victoire est la tienne.

« Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments anti-impérialistes, nous donnons les meilleurs de nous-mêmes à la patrie. »

1^{er} novembre 1954

Le Secrétariat.

Références bibliographiques :

- R. ARON : *Grands Dossiers d'histoire contemporaine* (P. de la Cité).
- R. ARON : *Les Origines de la guerre d'Algérie* (Fayard).
- S. BROMBERGER : *Les Rebelles algériens* (Plon).
- R. BUCHARD : *Organisation armée secrète* (Albin Michel).
- R. BURON : *Carnets politiques de la guerre d'Algérie* (Plon).
- J. CHEVALLIER : *Nous, Algériens.* (Calmann-Lévy).
- C.-H. FAVROÛ : *Le F.L.N. et l'Algérie* (Plon).
- J. LACOL'TURE : *Cinq Hommes et la France* (Seuil).
- A. MANDOUZE : *La Révolution algérienne par les textes* (F. Maspero).
- R. MERLE : *Ahmed Ben Bella* (N.R.F.).
- P. NORA : *Les Français d'Algérie* (Julliard).
- Th. OPPERMANN : *Le Problème algérien* (Fr. Maspero).
- Cl. PAILLAT : *Dossier secret de l'Algérie* (Presses de la Cité).
- P. ROUANET : *Mendès-France au pouvoir* (R. Laffont).
- Y. SAADI : *Souvenirs de la bataille d'Alger* (Julliard).
- J. SERVIER : *Adieu, djebel* (France Empire).
- J. SERVIER : *Les Portes de l'année* (R. Laffont).
- Revue de la Défense nationale*, décembre 1956.
- J.O. d'Algérie*, octobre-novembre 1954.
- J.O. de la République française*, novembre 1954.
- Carnets du général SPILLMANN.
- Documents de la collection du colonel SCHÆN.
- Documents privés.

**CHRONOLOGIE
DE LA
GUERRE D'ALGÉRIE**

1954

1^{er} novembre

Le Comité révolutionnaire d'unité et d'action issu de la scission du M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) déclenche la rébellion armée.

M. Mendès-France est chef du gouvernement.

M. Léonard est gouverneur général de l'Algérie.

5 novembre

Le gouvernement dissout le M.T.L.D. et envoie des renforts en Algérie.

1955

26 janvier

M. Jacques Soustelle est nommé gouverneur général, en remplacement de M. Léonard.

6 février

Le gouvernement de M. Mendès-France est renversé.

23 février

M. Edgar Faure est investi par l'Assemblée nationale. Il confirme M. Soustelle dans ses fonctions de Gouverneur général.

- 31 mars** Le Parlement vote le projet de loi sur l'état d'urgence et son application en Algérie.
- 19 mai** Le conseil des ministres décide le premier rappel de disponibles et l'envoi de renforts.
- 29 juillet** L'Assemblée prolonge de six mois l'état d'urgence en Algérie.
- 20 août** (Anniversaire de l'exil de Mohammed V.) Une tentative insurrectionnelle a lieu dans le Nord constantinois. 71 Européens sont massacrés.
- 30 septembre** L'Assemblée générale de l'O.N.U. vote l'inscription à l'ordre du jour de l'affaire algérienne (majorité d'une voix, la délégation française quitte l'Assemblée). Elle s'en dessaisira deux mois plus tard à l'unanimité ; la délégation française reprendra sa place.
- 18 octobre** L'Assemblée nationale vote la confiance au gouvernement de M. Edgar Faure, après un débat sur l'Algérie.
- 12 décembre** Les élections en Algérie sont reportées.

1956

2 janvier

En France, le Front républicain l'emporte aux élections législatives. La campagne a été axée sur la paix en Algérie.

M. Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., est chargé de former le gouvernement.

28 Janvier

Le général Catroux est nommé ministre résidant en Algérie.

31 Janvier

M. Guy Mollet, dans la déclaration d'investiture, propose pour l'Algérie des élections libres au collège unique.

2 Février

M. Soustelle quitte Alger. La ville lui fait des adieux inoubliables.

3 Février

M. Laquière, ancien président de l'Assemblée algérienne, traite le F.L.N. de « poignée de terroristes ».

6 Février

À Alger, M. Guy Mollet est l'objet de vives manifestations d'hostilité ; le général Catroux démissionne.

- 8 Février** Messali Hadj, leader du Mouvement national algérien, suggère la réunion d'une table ronde pour régler le problème algérien.
- 9 Février** M. Robert Lacoste est nommé ministre résidant en Algérie.
- 12 Mars** L'Assemblée adopte la loi sur les pouvoirs spéciaux (les communistes ont voté pour),
- 11 Avril** Plusieurs décrets prescrivant le rappel des disponibles, la dissolution de l'Assemblée algérienne et la réforme agraire sont adoptés en conseil des ministres.
- 22 avril** MM. Ferhat Abbas, Ahmed Francis (U.D.M.A.) et Toufik El-Madani (uléma) gagnent Le Caire et se rallient au F.L.N.
- 18 mai** 19 militaires français sont tués ou mutilés lors d'une embuscade (près de Palestro).
- 5 juin** L'Assemblée approuve de nouveau la politique algérienne de MM. Guy Mollet et Lacoste.
- 6-11 juin** 300 rebelles sont tués en Kabylie (opérations

«Arquebuse» et «Basque»).

1^{er} juillet

Le congrès socialiste réuni à Lille recommande au gouvernement d'aboutir le plus vite possible au cessez-le-feu « avec ceux qui combattent ».

20 août

Les chefs F.L.N. de l'intérieur se réunissent pour la première fois en Kabylie. C'est le « congrès de la Soummam » d'où sortira la « plateforme », colonne vertébrale de la politique F.L.N.

**1-5
septembre**

À Rome, M. Pierre Commin, secrétaire général adjoint de la S.F.I.O., entre secrètement en contact avec trois leaders du F.L.N. : MM. Khider, Kiouane et Yazid.

24 septembre

M. Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne, se déclare favorable au dialogue avec le F.L.N.

11 octobre

M. Bourguiba suggère, dans *Le Monde*, la création d'un ensemble nord-africain.

22 octobre

Des chefs du F.L.N., dont Ben Bella, qui allaient de Rabat à Tunis en avion afin de rencontrer le sultan du Maroc et M. Bourguiba,

sont interceptés, arrêtés à Alger et transférés à Paris.

25 octobre

L'Assemblée nationale renouvelle sa confiance au gouvernement.

29 octobre

MM. Guy Mollet et Lacoste lancent un nouvel appel en faveur du cessez-le-feu, cependant qu'Israël déclenche une action militaire contre l'Égypte.

15 novembre

L'Assemblée générale de l'O.N.U. inscrit la question algérienne à son ordre du jour.

5 décembre

Le gouvernement dissout les conseils généraux d'Algérie et les municipalités.

29 décembre

De violentes manifestations ont lieu à Alger à l'occasion des obsèques d'Amédée Froger, président de l'Inter-fédération des maires d'Alger, assassiné par un terroriste.

1957

7 janvier

Le général Massu, à la tête de 8 000 hommes, est chargé du maintien de l'ordre à Alger.

9 janvier

M. Guy Mollet prononce sa

« déclaration d'intention »
sur l'Algérie.

16 janvier

Un attentat au bazooka est commis à Alger contre le général Salan, commandant la Xe région militaire.

28 janvier

Le F.L.N. déclenche Une grève de huit jours, en prévision du débat algérien à l'O.N.U. Cette grève marque le début de la « bataille d'Alger ».

10 février

Des attentats à Alger font 15 morts et 60 blessés.

15 février

L'Assemblée générale de l'O.N.U. vote une résolution recommandant en Algérie une solution « pacifique, démocratique et juste ».

25 février

Larbi Ben M'Hidi, membre du Comité de coordination du F.L.N., est arrêté à Alger. Il meurt dans sa cellule quelques jours plus tard (version officielle).

28 mars

Le général de Bollardière, qui proteste contre les méthodes employées pour réduire la rébellion, demande à être relevé de son commandement en Algérie.

Le gouvernement de

- M. Guy Mollet obtient la confiance de l'Assemblée nationale.
- 5 avril** Le gouvernement institue une Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels.
- 15 avril** Le général de Bollardière est frappé de 60 jours d'arrêts de forteresse.
- 11 mai** 35 militaires sont tués, 27 blessés, au cours d'une embuscade dans le Nord constantinois.
- 18 mai** M. Guy Mollet bloque les 12 milliards de crédits destinés à la Tunisie.
- 21 mai** M. Guy Mollet présente la démission de son gouvernement au président René Coty.
- 26 mai** M. Ali Chekkal, ancien vice-président de l'Assemblée algérienne, est assassiné à Paris par un terroriste.
- 28 mai** Une bande F.L.N. massacre 300 hommes dans un village de Petite Kabylie : Melouza.
- 4 juin** Trois bombes explosent à Alger et font 9 morts et une

centaine de blessés.

12 juin

M. Bourgès-Maunoury est investi par l'Assemblée nationale.

2 juillet

Le sénateur Kennedy demande devant le Congrès que le gouvernement américain intervienne en faveur d'une solution « qui reconnaisse la personnalité indépendante de l'Algérie ».

4 juillet

Le F.L.N. maintient la reconnaissance de l'indépendance algérienne comme condition préalable à une négociation.

19 juillet.

L'Assemblée nationale vote un texte étendant à la métropole certaines dispositions de la loi sur les pouvoirs spéciaux.

13 août

M. Bourguiba demande aux « frères algériens » de respecter la souveraineté tunisienne.

20 août

Les dirigeants du F.L.N., réunis au Caire, décident l'élargissement des organes directeurs du mouvement et la création d'un « front nord- africain » à l'O.N.U.

1er

Après plusieurs

septembre

avertissements, le « droit de poursuite » est exercé en Tunisie par les troupes françaises.

13 septembre

Le projet de loi-cadre pour l'Algérie est approuvé en conseil des ministres.

20 septembre

L'Assemblée générale de l'O.N.U. inscrit définitivement à l'ordre du jour la question algérienne.

24 septembre

Le chef F.L.N. de la zone d'Alger, Yacef Saadi, est arrêté dans la Casbah.

30 septembre

Le projet de loi-cadre pour l'Algérie est repoussé par l'Assemblée nationale.

M. Bourgès-Maunoury présente la démission de son gouvernement.

2 octobre

M. Delavignette rend publique sa démission de membre de la Commission de sauvegarde ; il est suivi par M^e Maurice Garçon et M. Pierre Gérard.

7 octobre

M. Bahi Ladgham présente devant l'Assemblée de l'O.N.U. la proposition d'une Conférence à quatre (France, Tunisie, Maroc, F.L.N.) pour régler le problème.

- 17 octobre** 8 méharistes français sont assassinés au sud du Grand Erg.
- 25 octobre** Les dirigeants F.L.N., réunis à Tunis, arrêtent des décisions militaires et politiques en vue du débat à l'O.N.U.
- 29 octobre** L'Assemblée nationale refuse la confiance à M. Guy Mollet.
- 6 novembre** M. Félix Gaillard obtient la confiance de l'Assemblée.
- 29 novembre** L'Assemblée nationale vote la loi-cadre pour l'Algérie et la loi électorale algérienne (adoptées définitivement en janvier 1958).
- 13 décembre** Publication du rapport de synthèse de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels.

1958

- 11 janvier** Venue, selon toute apparence, du territoire tunisien, une bande rebelle capture et emmène 4 militaires français dans le village de Sakiet-Sidi-Youssef ; cet incident

provoque un échange de notes de protestation, l'interruption des négociations en cours avec la Tunisie et le refus par M. Bourguiba de recevoir le général Buchalet, envoyé spécial du gouvernement français.

19-21 janvier

Le navire yougoslave *Slovenija*, transportant une importante cargaison d'armes que l'on présume destinées aux rebelles algériens, est arraisonné au large d'Oran.

28 janvier

L'Assemblée nationale adopte définitivement par 292 voix contre 249 la loi électorale pour l'Algérie. Le gouvernement décide la dissolution de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (U.G.E.M.A.).

31 janvier

L'Assemblée nationale adopte définitivement la loi-cadre pour l'Algérie par 296 voix contre 244.

8 Février

En riposte aux attaques du F.L.N. provenant du territoire tunisien, le village de Sakiet-Sidi-Youssef est bombardé par l'aviation française : 69 civils sont tués et 130 blessés. Le gouvernement tunisien

ordonne aux troupes françaises de Tunisie de demeurer dans leurs cantonnements. Il exige l'évacuation de toutes les bases militaires, y compris Bizerte, et admet le principe d'un recours à l'O.N.U.

11 Février

L'affaire de Sakiet provoque un débat à l'Assemblée nationale. Après les déclarations du gouvernement, M. Félix Gaillard, qui refuse de condamner publiquement le raid, obtient la confiance par 355 voix contre 179.

**13-21
Février**

M. Bourguiba saisit le Conseil de sécurité de l'affaire de Sakiet. La France dépose une plainte contre « l'aide apportée par la Tunisie aux rebelles algériens ». Mais Paris et Tunis acceptent une offre de « bons offices » anglo-américains, dont seront chargés MM. Murphy et Beeley.

19 Février

Le conseil des ministres décide la création en Algérie d'une zone interdite tout le long de la frontière tunisienne qui sera protégée par un barrage électrifié.

7 mars

M. Félix Gaillard propose un plan de coopération économique France-Maghreb pour l'exploitation du Sahara et la création d'une Communauté de défense méditerranéenne.

22-23 mars

Le Conseil national des républicains sociaux demande le maintien de Bizerte comme base française, le contrôle de la non-belligérance tunisienne et le respect des conventions franco-tunisiennes ; il adopte une motion de politique générale qui se termine par un appel au général De Gaulle.

15-22 avril

La Conférence des États africains indépendants à Accra réaffirme son attachement aux principes de la Charte des Nations unies, se préoccupe de l'avenir des pays non indépendants d'Afrique, condamne la ségrégation raciale, demande à la France de mettre fin aux hostilités et de retirer ses troupes d'Algérie.

15 avril

M. Félix Gaillard expose à l'Assemblée nationale les résultats de la mission de « bons offices » menée par

MM. Murphy et Beeley entre la France et la Tunisie. Il préconise l'acceptation de leurs propositions. Il est mis en minorité (321 voix contre : communistes, gaullistes, modérés, poujadistes ; pour 255).

26 avril

Une manifestation silencieuse réunit à Alger 30 000 personnes « pour un gouvernement de salut public ».

27-30 avril

À la Conférence maghrébine de Tanger (Istiqlal, Destour et F.L.N.), le F.L.N. obtient de l'Istiqlal et du Destour l'engagement d'un appui renforcé.

30 avril

300 supplétifs musulmans désertent dans l'Ouarsenis, après avoir tué leur chef, Kobus, rallié aux forces de l'ordre.

9 mai

M. Coty fait appel à M. Pflimlin pour constituer le gouvernement, après avoir pressenti M. Georges Bidault (20 avril), M. Pleven (26 avril).

Le F.L.N. annonce dans un communiqué à Tunis l'exécution de 3 militaires prisonniers français,

soulevant une vive indignation à Alger et à Paris.

12 mai

M. Lacoste évoque à Périgueux l'éventualité d'un « Dien Bien Phu diplomatique » en Algérie.

13 mai

À Alger, des manifestants envahissent l'immeuble du Gouvernement général de l'Algérie ; un Comité de salut public est créé sous la présidence du général Massu. Un appel au général De Gaulle est lancé.

14 mai

Le président René. Coty adresse un message à l'armée d'Algérie, lui donnant « Tordre de rester dans le devoir sous l'autorité du gouvernement de la République ».

Au cours d'une conférence de presse, le général Massu affirme que le coup de force l'a pris à l'improviste et qu'il a dû canaliser le mouvement.

15 mai

Déclaration du général De Gaulle qui se dit « prêt à assumer les pouvoirs de la République ».

Le général Salan se déclare solidaire de la foule algérienne et fait acclamer le nom du général

De Gaulle.

16-17 mai

L'Assemblée nationale (par 462 voix contre 112) et le Conseil de la République (par 211 voix contre 94) votent « l'état d'urgence » pendant 3 mois.

16 mai

Une nouvelle manifestation a lieu à Alger avec la participation de nombreux musulmans.

17 mai

M. Soustelle arrive à Alger, suivi le lendemain de MM. Dronne et Arrighi.

18 mai

Le général Lorillot est nommé chef d'état-major de l'armée de terre en remplacement du général Ely, démissionnaire.

19 mai

Rabat demande à Paris de retirer « dans le plus bref délai » les troupes françaises stationnées au Maroc.

20 mai

Par 473 voix contre 93, l'Assemblée nationale renouvelle au gouvernement Pflimlin les pouvoirs spéciaux en Algérie.

23 mai

Un Comité central de salut public d'Algérie et du Sahara, autorisé par le

général Salan et présidé par le général Massu, se constitue à Alger.

24 mai

Des comités de salut public sont créés en Corse à l'instigation d'envoyés d'Alger, MM. Arrighi et Delbecque, et des parachutistes avec le colonel Thomazo.

26 mai

M. Pflimlin rencontre le général De Gaulle tard dans la nuit.

28 mai

M. Pflimlin obtient 408 voix contre 165 sur la révision constitutionnelle, mais présente la démission de son gouvernement en raison du retrait des ministres modérés. Une grande manifestation pour la défense de la République se déroule à Paris, de la place de la Nation à la place de la République.

29 mai

Dans un message au Parlement, M. Coty demande d'investir le général De Gaulle comme chef du gouvernement. Pressenti par le président de la République, le général De Gaulle accepte.

« Pour mettre fin à l'agression continue des forces militaires

françaises », la Tunisie demande la réunion immédiate du Conseil de sécurité.

La délégation française riposte en déposant une plainte reconventionnelle contre la Tunisie.

31 mai

Le président Coty accepte officiellement la démission de M. Pflimlin.

1^{er} juin

L'Assemblée nationale investit le général De Gaulle par 339 voix contre 224.

L'Assemblée nationale reconduit les pouvoirs spéciaux en Algérie par 337 voix contre 197 ; le Conseil de la République par 269 voix contre 28.

4-7 juin

Pendant son premier voyage en Algérie, le général De Gaulle prononce des discours à Alger, à Constantine, à Oran, à Bône et à Mostaganem, proclamant qu'il n'y a en Algérie « que des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

4 juin

Le général Ely reprend ses fonctions de chef d'état-major général des forces armées.

9 juin

Le général Salan est nommé délégué général du gouvernement en Algérie, puis décoré de la médaille militaire. M. Serge Barret est nommé secrétaire général de la délégation.

10 juin

Le Comité de salut public d'Algérie et du Sahara adresse au général De Gaulle une motion — approuvée par le général Salan — réclamant la suppression des partis politiques et l'abrogation de la loi-cadre. Dans sa réponse, le général De Gaulle écrit que l'envoi de cette motion a provoqué un incident « fâcheux et intempestif ».

Le général Massu est chargé d'assumer les fonctions de préfet d'Alger.

17-20 juin

La Conférence nord-africaine de Tunis (Istiqlal, Néo-Destour, F.L.N.) décide une action diplomatique commune en vue d'un règlement pacifique du conflit algérien.

17 juin

Accord franco-tunisien portant sur un regroupement des forces françaises en Tunisie, qui constitue en fait une

promesse d'évacuation,
Bizerte étant réservée.

27 juin

Dans une allocution télévisée, le général De Gaulle appelle à l'unité, « ce qui signifie que j'en appelle à tout le monde ».

Le général André Zeller devient chef d'état-major des armées de terre.

1^{er}-3 juillet

Deuxième voyage du général De Gaulle en Algérie, où il prend un contact direct avec l'armée.

13 août

Le gouvernement décide de reconstituer la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels en Algérie, sous la présidence de M. Maurice Patin, président de la Cour de cassation.

25-27 août

Des attentats terroristes algériens ont lieu contre des dépôts d'essence à Toulouse, à Marseille, à Narbonne et à Rouen.

27-29 août

S'arrêtant en Algérie au retour de son voyage africain, le général De Gaulle déclare que « l'évolution nécessaire de l'Algérie doit s'accomplir dans le cadre français ».

13 septembre

M. Masmoudi est exclu du bureau politique du Néo-Destour pour s'être solidarisé avec la direction du journal *L'Action*, interdit par M. Bourguiba. Le 15, il sera relevé de ses fonctions d'ambassadeur de Tunisie à Paris.

15 septembre

M. Jacques Soustelle échappe à un attentat du F.L.N.

17 septembre

M. Couve de Murville confirme que l'O.N.U. n'est pas qualifiée pour se saisir de la question algérienne et que la France ne participera à aucun débat sur ce problème.

19 septembre

Les leaders du F.L.N. constituent au Caire le premier « gouvernement algérien libre », présidé par M. Ferhat Abbas.

28 septembre

La nouvelle Constitution est approuvée par voie de référendum à une importante majorité : 79,25 % de « oui » en métropole, 95 % en Algérie.

2-5 octobre

Le général De Gaulle effectue son quatrième voyage en Algérie. À Constantine, il annonce un

plan de cinq ans de développement économique et de promotion culturelle et sociale de l'Algérie et rappelle l'existence de la « personnalité algérienne ».

8-16 octobre

Le général De Gaulle adresse au général Salan des instructions pour la préparation des élections en Algérie. Les militaires ne pourront pas se présenter et devront se retirer sans délai des organisations à caractère politique, notamment des comités de salut public.

11 octobre

M. Ferhat Abbas déclare que le « gouvernement algérien » est prêt à discuter des conditions politiques et militaires d'un cessez-le-feu.

20 octobre

4 prisonniers français sont libérés par le F.L.N. À Tunis.

**23-25
octobre**

Dans une conférence de presse tenue à l'hôtel Matignon, le général De Gaulle propose au F.L.N. « la paix des braves ». Il suggère que des représentants de l'« organisation extérieure » viennent à Paris discuter avec lui de la fin des hostilités. Cette

offre sera rejetée le 25 par les dirigeants F.L.N. réunis au Caire.

**3-6
décembre**

Le cinquième voyage du général De Gaulle en Algérie est consacré plus particulièrement à la visite des champs pétrolifères.

3 décembre

8 militaires français sont libérés par le F.L.N.

**9-11
décembre**

Session inaugurale du Parlement de la Ve République : M. Chaban-Del-mas (U.N.R.) est élu président de l'Assemblée nationale, M. Monner-ville réélu à la présidence du Sénat.

12 décembre

M. Paul Delouvrier est nommé délégué général en Algérie, le général Maurice Challe commandant en chef des forces en Algérie.

13 décembre

La motion afro-asiatique reconnaissant le droit du peuple algérien à l'indépendance est adoptée par la commission politique de l'O.N.U., mais rejetée par l'Assemblée générale.

19 décembre

Le général Salan quitte Alger où M. Delouvrier, son successeur, entre en fonctions.

21 décembre

Le général De Gaulle est élu président de la République et de la Communauté.

30 décembre

Le conseil des ministres adopte plusieurs ordonnances sur l'organisation générale de la défense nationale, la réforme des finances locales, le régime foncier en Algérie.

1959

30 janvier

De Gaulle renouvelle l'offre de paix en Algérie.

7 mars

M. Ben Bella est transféré à l'île d'Aix.

22 juillet

L'opération « Jumelles » est déclenchée en Kabylie.

27 août

De Gaulle effectue en Algérie la première « tournée des popotes ».

16 septembre

De Gaulle proclame le droit des Algériens à l'autodétermination par voie de référendum.

28 septembre

Le G.P.R.A. se déclare « prêt à entrer en pourparlers ».

2-3

Le comité central du parti

novembre communiste approuve la formule de l'autodétermination en Algérie.

20 novembre De Gaulle refuse d'entamer les pourparlers avec Ben Bella.

5 décembre L'oléoduc Hassi-Messaoud-Bougie est inauguré.

1960

16-18 janvier Le Conseil national de la révolution algérienne se réunit à Tripoli.

18 janvier Le général Massu est remplacé par le général Crépin.

19 janvier Le F.L.N. prend en considération le recours à l'autodétermination.

24 janvier Pour protester contre le rappel à Paris du général Massu et contre la politique d'autodétermination du général De Gaulle, les activistes algérois se retranchent au cœur d'Alger. La « semaine des barricades » commence.

1^{er} février Les émeutiers se rendent.

2 février L'Assemblée nationale

accorde au gouvernement les pouvoirs spéciaux pendant un an « pour le maintien de l'ordre et la sauvegarde de l'État ».

13 février

La première bombe atomique française explose à Reggane.

29 février

M. Ferhat Abbas, au nom du G.P.R.A., accepte le principe de l'autodétermination.

3-5 mars

De Gaulle effectue une seconde « tournée des popotes » en Algérie.

30 mars

Le général Crépin remplace le général Challe.

27-29 mai

Les élections cantonales ont lieu en Algérie.

14 juin

De Gaulle renouvelle son offre de négociations.

14 juin

Le G.P.R.A. accepte, si Ferhat Abbas rencontre De Gaulle.

25-29 juin

Les pourparlers préliminaires à Melun échouent.

6 septembre

Le « Manifeste des 121 » sur l'insoumission est publié.

**10-11
septembre**

En Bretagne, De Gaulle évoque la possibilité d'une trêve en Algérie.

14 septembre

Le général Salan prend position à Alger contre la politique algérienne gaulliste et revient à Paris.

22 septembre

Il est interdit à Salan de retourner en Algérie.

**27 sept.-10
oct**

MM. Ferhat Abbas et Ben Tobbal effectuent un voyage à Moscou et à Pékin.

31 octobre

M. Ferhat Abbas refuse le principe d'un référendum.

22 novembre

M. Louis Joxe est nommé ministre d'État chargé des Affaires algériennes.

**9-13
décembre**

Le voyage de De Gaulle en Algérie donne lieu à de violentes manifestations (96 morts à Alger).

19 décembre

L'Assemblée générale de l'O.N.U. reconnaît le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance.

1961

8 janvier

La politique algérienne du général De Gaulle est

approuvée par référendum (75,25 % pour).

1^{er} février

Le général Gambiez est nommé commandant en chef en Algérie.

27 février

Le général De Gaulle et Bourguiba se rencontrent à Rambouillet.

31 mars

M. Camille Blanc, maire d'Évian, est tué par une charge de plastic. Les négociations, qui devaient débiter le 7 avril, sont ajournées par le G.P.R.A.

22-25 avril

Les généraux en retraite Challe, Jouhaud et Zeller, rejoints par Salan, s'emparent du pouvoir à Alger (nuit du 21 au 22).

23 avril

De Gaulle condamne « le quarteron de généraux en retraite » et assume les pleins pouvoirs selon l'article 16.

25 avril

Challe se rend à la justice. La sédition s'effondre.

10 mai

La Conférence d'Évian est annoncée simultanément à Paris et à Tunis.

20 mai

À l'ouverture de la Conférence d'Évian, M. Joxe annonce une trêve

unilatérale et la libération de 6 000 internés et prisonniers.

7 juin

Le général Ailleret est nommé commandant supérieur des forces interarmées en Algérie.

13 juin

La Conférence d'Évian est suspendue.

11 juillet

Les ex-généraux Salan, Jouhaud, Gardy et les ex-colonels Argoud, Broizat, Gardes, Godard, Lacheroy sont condamnés à mort par contumace.

14 juillet

On enregistre une recrudescence des attentats activistes en Algérie et en métropole.

22-28 juillet

Les représentants de la France et du G.P.R.A. se rencontrent à Lugrin (Haute-Savoie).

5 août

L'O.A.S. diffuse sa première émission pirate à Alger. Dans la soirée, de nombreux attentats se produisent en Algérie et en France.

27 août

M. Ben Khedda remplace M. Ferhat Abbas à la présidence du gouvernement provisoire

algérien.

8 septembre

Un attentat contre le général De Gaulle, sur la route de Colombey-les-Deux-Eglises, échoue.

20 septembre

Le commissaire Goldenberg est assassiné par l'O.A.S.

2 octobre

Le général De Gaulle laisse prévoir « l'institution d'un État algérien souverain et indépendant par la voie de l'autodétermination ».

**17-18
octobre**

20 000 Algériens manifestent à Paris contre le couvre-feu. De violents incidents ont lieu (12 000 arrestations).

1^{er} novembre

De nombreuses violences ont lieu en Algérie, à l'occasion de l'anniversaire de la rébellion (74 morts, 130 blessés).

**14-19
décembre**

Un débat sur l'Algérie est ouvert à la commission politique de l'O.N.U., qui invite la France et le G.P.R.A. à reprendre les négociations. La motion est adoptée par l'Assemblée générale.

16 décembre

Le colonel Rançon est assassiné par l'O.A.S.

19 décembre

Les syndicats organisent une journée contre l'O.A.S. et pour la paix.

29 décembre

Le général De Gaulle annonce le retour de deux divisions d'Algérie.

1962

10 janvier

La conférence du G.P.R.A. se termine.

22 janvier

M. Morin annonce de nouvelles mesures spéciales de maintien de l'ordre à Alger, Oran et Bône.

5 février

Dans une allocution, le général De Gaulle condamne l'O.A.S. et évoque l'Algérie, « État souverain et indépendant ».

8 février

Une manifestation anti-O.A.S., organisée par les syndicats et interdite par le gouvernement, donne lieu à de violentes échauffourées au métro Charonne, à Paris (8 morts, 150 blessés).

10 février

MM. Joxe, Buron et de Broglie rencontrent secrètement les membres du G.P.R.A., aux Rousses, près de la frontière suisse.

18 février

Aux Rousses (Jura), la

France et l'Algérie se mettent d'accord sur un cessez-le-feu.

21 février

Le conseil des ministres approuve cet accord.

22-27 février

Le C.N.R.A. examine le texte des accords mis au point.

28 février

Le G.P.R.A. annonce que le C.N.R.A. l'a mandaté pour « poursuivre les négociations en cours ».

7 mars

Les négociations s'ouvrent officiellement à Évian.

18 mars

À Évian, la France et le G.P.R.A. signent les accords sur le cessez-le-feu. Ben Bella est libéré. De Gaulle annonce le référendum.

19 mars

À 12 heures, le cessez-le-feu est proclamé en Algérie.

À Paris, le conseil des ministres approuve les accords d'Évian. M. Fouchet est nommé haut-commissaire de France à Alger et M. Farès, président de l'exécutif provisoire.

20-21 mars

Après un message du président de la République

au Parlement sur les accords d'Évian, un débat est ouvert, marqué par de nombreux incidents.

8 avril

Au référendum, auquel l'Algérie n'a pas participé, 90,7 % des suffrages exprimés approuvent les accords. Il y a 24,39 % d'abstentions et 4,08 % de bulletins blancs et nuls.

1^{er}-17 juin

Négociations O.A.S.-F.L.N. pour mettre fin aux attentats et destructions.

1^{er} juillet

En Algérie, au référendum d'autodétermination, l'indépendance est approuvée par 99,72 % des suffrages exprimés. Elle est annoncée par le général De Gaulle. M. Jeanneney est nommé ambassadeur à Alger.

3 juillet

Le G.P.R.A., conduit par M. Ben Khedda, s'installe à Alger où l'indépendance est proclamée.

À Paris, les 68 députés et 34 sénateurs d'Algérie quittent le Parlement.

MISE EN PAGE ÉLECTRONIQUE [Epub] :



*Cet ouvrage a été réalisée sur Système Cameron
par la SOCIÉTÉ NOUVELLE FIRMIN-DIDIT MESNIL-SUR-L'ESTRÉE
pour le compte des Éditions Fayard
le 5 décembre 1988*

^[1] . Entre Médea et Blida, l'oued Chiffa a creusé dans l'Atlas de Blida de profondes gorges de plus en plus resserrées dont les versants se couvrent de broussailles accrochées aux parois rocheuses. Sur le versant gauche un affluent de la Chiffa, l'oued Tamasguid, tombe en une suite de cascates qui donnent au site sa fraîcheur. Ce versant était le domaine de singes bondissants et facétieux qui faisaient la joie des enfants et des touristes. Les singes de la Chiffa étaient célèbres dans toute l'Algérie. La guerre allait les tuer jusqu'au dernier.

^[2] . Parti de la révolution.

^[3] Armée de la révolution.

^[4] La *Zitouna* est l'une des trois grandes universités arabes. Elle se trouve à Tunis.

^[5] Voir le texte intégral de la Proclamation historique du 1^{er} novembre 1954 en annexe.

YVES COUPRIERE

LA GUERRE D'ALGERIE

LE TEMPS

DES LEOPARDS

FAYARD





Livre d'histoire, non pas reportage ou témoignage ; la parfaite objectivité de l'écrivain et le sérieux de l'information faisant de ce livre la première, la plus complète et la plus solide étude sur ces années tragiques de l'histoire moderne française.

Si le premier volume relatait le tout début de la guerre, sa préparation, son déclenchement, *Le Temps des léopards* couvre la période qui s'étend de 1955 au 30 septembre 1957. Le lecteur y trouve tous les faits saillants de ces années cruciales où la lutte s'intensifie, opposant « léopards » (paras) au F.L.N.

Dans un contexte hallucinant de complots, de manifestations de rues soigneusement orchestrées, d'assassinats en série, de viols, de tortures, d'exactions de toutes sortes et de toutes parts, Yves Courrière retrace minutieusement ce que fut ce combat atroce, fratricide, ce que fut « le temps des léopards »...

Yves Courrière est né en 1935 à Paris. Ecrivain, journaliste, il a « couvert » depuis 1957 tous les points chauds du monde. Il obtient en 1966 le prix Albert-Londres.

En 1967, il entreprend la rédaction de La Guerre d'Algérie, ouvrage couronné par l'Académie française, qui reçoit du public et de la critique un accueil enthousiaste.

Parus à la librairie Fayard

Du même auteur :

LA GUERRE D'ALGÉRIE – I

LES FILS DE LA TOUSSAINT

LA GUERRE D'ALGÉRIE – III

L'HEURE DES COLONELS

LA GUERRE D'ALGÉRIE – IV

LA FIN D'UN EMPIRE

LA GUERRE D'ALGÉRIE EN IMAGES

LE ROMAN DES HAUTS DE SAINT JEAN (*roman*)

L'HOMME QUI COURT

Yves Courrière

LA GUERRE D'ALGÉRIE – II

LE TEMPS DES LÉOPARDS

Préface
de
Joseph Kessel
de l'Académie française

Fayard

À la mémoire de :

Françoise Salle, sept ans, tuée le 25 février 1956 au col de Sakamody dans une voiture civile mitraillée par le commando de choc de la wilaya 4 et de : Yacef Omar, dit Petit Omar, douze ans, tué le 8 octobre 1957 dans la Casbah par les commandos du 1^{er} R.E.P. qui firent sauter la maison où les siens se cachaient.

À ma fille Caroline, neuf ans, pour qu'elle sache un jour ce qui se passa au pays de sa maman.

*Je ne te demande pas quelle est ta race ni quelle
est ta religion, mais quelle est ta souffrance.*

PASTEUR.

« Quand trop de sécheresse brûle les cœurs,
Quand la faim tord trop d'entrailles,
Quand on rentre trop de larmes,
Quand on bâillonne trop de rêves,
C'est comme quand on ajoute bois sur bois sur le bûcher.
À la fin il suffit du bout de bois d'un esclave pour faire
Dans le ciel de Dieu Et dans le cœur des hommes Le plus énorme
incendie. »

MOULOUD MAMMERI.

PREMIÈRE PARTIE
L'AUBE DE LA RÉVOLUTION

Aboiements des ordres militaires. Garde-à-vous. Mains qui claquent sur le bois des crosses et l'acier des culasses. Sur le terrain de Maison-Blanche, toute l'Algérie officielle, galonnée, étoilée, casquettes et képis étincelant de feuilles de laurier et de chêne, ventres parlementaires enrubannés de tricolore, accueille ce mardi 15 février 1955 son nouveau gouverneur général.

Dans le DC-3 qui s'est immobilisé, Jacques Soustelle passe sa jaquette. On lui tend le tube et les gants de daim gris. Classique et traditionnel, il a tenu à soigner son entrée à Alger. Il s'est changé dans l'avion. Le voyage a duré sept heures. Les avions sont encore à hélices. Et allez rester impeccable, en jaquette noire, pantalon rayé, col cassé et cravate gris clair, tassé pendant sept heures dans un fauteuil d'avion ! Machinalement, Soustelle ajuste la large cravate piquée d'une perle. La porte de l'appareil s'ouvre. Il sort. Sonneries traditionnelles. Soustelle a légèrement creusé les reins. Il veut impressionner. Il sait qu'en bas « on l'attend ». Mais il ignore encore à quel point ! Gêné par un rayon de soleil qui, crevant les nuages lourds et bas, transforme la piste humide en un miroir éblouissant, il descend les degrés avec précaution. Au pied de l'échelle de coupée, le photographe de *L'Echo d'Alger* — le tout-puissant journal d'Alain de Sérigny — le « cadre » soigneusement. Ce matin, son rédacteur en chef l'a prévenu :

« Ho ! Louis. Ce « coulo^u » de Ben Soussan, tu me le prends de profil, hein ? Qu'on voie bien qu'il est juif. Même s'il se fait appeler Soustelle ! »

Louis sourit en appuyant sur le déclencheur. Dans le carré blanc du viseur, Soustelle, le tube et les gants à la main, son double menton écrasé sur le col cassé, ressemble au président du consistoire de Tlemcen le jour du mariage d'une de ses ouailles. Plus juif que nature. Le patron sera content !

La nomination de Jacques Soustelle a été accueillie à Alger avec des grincements de dents. C'est Pierre Mendès-France qui en a fait un gouverneur général. Et en Algérie, Mendès, c'est le diable. L'odeur de soufre. Celui qui « veut faire des réformes, nous jeter à la mer pour que les Arabes nous remplacent » ! Car Jacques Soustelle est gouverneur général de l'Algérie depuis près de trois semaines ! François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, l'a convoqué le 25 février, place Beauvau. Il lui a proposé le poste de gouverneur de l'Algérie.

« Léonard a fait son temps, dit le ministre, et puis ce n'est pas l'homme de la situation. Trop mou. Trop « grand fonctionnaire ». Il sera parfait à la Cour des comptes. La succession n'est pas facile. Il faut tout reprendre en main. Et appliquer les réformes... » Le gouverneur Léonard a « essuyé les pots cassés ». Le déclenchement de la révolution algérienne du 1^{er} novembre 1954 a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mitterrand voulait sa peau. Il l'a eue. Et le gouverneur qui « du balcon regardait passer les événements », selon son expression favorite, a été ravi de quitter un chaudron bouillonnant pour se réfugier dans la quiète et tranquille ambiance de la Cour des comptes. La folle et tumultueuse Algérie voulait un amant à sa hauteur. Qui ait du tempérament. Qui sache la mater mais aussi l'aimer avec passion. Soustelle sera cet homme. Sous la IV^e République tout va très vite. Mitterrand donne moins de vingt-quatre heures à Soustelle pour se décider, d'autant que la politique algérienne du gouvernement ne doit poser aucun problème au député du Rhône.

« Avant tout, dit Mitterrand, la seule réponse au 1^{er} novembre, c'est la guerre. Mais attention ! en évitant tout excès... et toute faiblesse ! »

Maintien de l'Algérie dans un cadre français, mais assorti de réformes : évolution dans le sens d'une pleine accession de musulmans aux fonctions et aux responsabilités. Bref, l'application du statut de 1947. « Et le gouvernement vous fera largement confiance », ajoute Mitterrand. Mais Soustelle ne peut donner son accord sans consulter l'homme qu'il suit depuis le 18 juin 1940 et à qui il voue une admiration sans limites : le général De Gaulle. Ce 25 janvier, l'ancien chef du R.P.F. était à Paris, rue de Solferino. Soustelle s'y précipite. Trop tard. Le général a déjà regagné Colombey-les-Deux-Églises. À 19 h 30, Soustelle le joint au téléphone, lui expose la situation. De Gaulle réfléchit. Longuement.

« Pourquoi pas ? Vous pouvez prendre ce poste... »

Les dés sont jetés. Mitterrand téléphone à Soustelle à 20 Heures.

« Nous sommes en plein conseil, dit le ministre de l'Intérieur. Il faut que nous prenions une décision sur l'Algérie. Avez-vous réfléchi ?

— C'est oui.

— Parfait, mon cher. Mendès sera content. Mettez- vous au travail. Et bon courage, vous en aurez besoin ! »

Soustelle ne pensait pas, le 25 janvier 1955, que cette décision allait bouleverser sa vie durant plus de dix ans !

Qui est donc ce Jacques Soustelle à qui Mendès-France vient de confier l'Algérie ? Le contraire du « bon gros » que la silhouette annoncerait ! C'est un Cévenol protestant et rigoureux qui n'a pas oublié que son père était un petit marchand de vélos. Entré premier à l'École normale supérieure à dix-sept ans, il en sort trois ans plus tard agrégé de philosophie et diplômé d'ethnologie. Une grosse tête. Froid. Secret. Félin. Calculeur. D'une suprême intelligence. Mais capable de « coup de cœur ». Il est généreux. Libéral. De gauche. Avant la guerre, il est du Comité des intellectuels antifascistes. Il a un maître grand supporter du Front populaire : le professeur Paul Rivet, directeur du musée de l'Homme, dont il deviendra l'adjoint après avoir publié avec grand succès des études sur les Aztèques et sur les régions peu connues du Mexique. 1939, la guerre. Soustelle, en mission en Amérique latine, rallie les Forces françaises libres. Et c'est la rencontre qui va décider de son avenir politique. De Gaulle, qui s'y connaît en hommes, est séduit par l'intelligence courageuse de l'ethnologue. Dans l'intellectuel il décèle l'homme d'action. Il en fait à trente ans son commissaire national à l'Information et l'année suivante le directeur général des Services spéciaux à Alger.

Le petit génie n'a pas fini de surprendre. Servi par son physique — il n'a jamais « fait jeune » — et par son caractère secret, il accomplit un travail extraordinaire. Il tisse de ses mains grassouillettes une redoutable toile d'araignée qui couvre la France, l'Algérie et ne dédaigne pas l'Angleterre et les États-Unis. De Gaulle sait tout. Presque toujours grâce aux rapports de Soustelle. L'état de la Résistance française mais aussi les « salades », les complots, les « vacheries » que Churchill et les Américains préparent dans son dos. À tel point que très vite l'Intelligence Service et les services spéciaux américains prennent en grippe cet « estimable » jeune homme. Défiance mêlée d'admiration.

La guerre est terminée. En quatre ans, le « petit » Soustelle a fait son chemin. Il sort de l'épreuve mûri, marqué à jamais par la passion qu'il a portée à De Gaulle et aux Services secrets. Le

premier l'en récompense en lui donnant un portefeuille de ministre de l'Information. Les seconds, au fil des années, couvriront toujours de leur aile bienveillante la carrière tumultueuse de l'ethnologue cévenol passé à la politique. En 1948, Soustelle est secrétaire général du R.P.F. En 1951, il est élu député du Rhône. Fidèle à De Gaulle et à l'ethnologie, il entrecoupe sa vie politique d'ouvrages sur ses chers Aztèques. Et l'homme de gauche dans tout cela ? On se souvient de son appartenance au mouvement antifasciste. Son libéralisme profond le pousse à condamner la politique des États-Unis en Amérique latine. Il est opposé à la C.E.D., au réarmement de l'Allemagne. Il se « balade » en Pologne, où il est très considéré. Or, en 1954, franchir le rideau de fer suffit pour être « étiqueté ». Les Américains ne sont pas loin de le prendre pour un agent de Moscou ! Les Services secrets U.S., eux, en sont persuadés.

C'est donc avec sympathie que Pierre Mendès-France reçoit Soustelle à Matignon. Le président du Conseil est épuisé. Les problèmes posés par l'Indochine, la Tunisie, maintenant par le Maroc et l'Algérie viendraient à bout de l'homme le plus solide. D'autant que Mendès se sent lâché sur ses arrières. Les réformes qu'il prépare pour l'Algérie ne sont pas du tout du goût de certains de ses « frères » de parti menés par René Mayer. « Rétablissons l'ordre en Algérie, disent ceux-ci, serrons la vis aux Arabes. Après on verra. Décider maintenant de réformes serait donner une prime à la rébellion ! »

Mendès a fait monter Soustelle dans ses appartements privés. Il a quitté le quai d'Orsay en même temps qu'il abandonnait le portefeuille des Affaires étrangères pour s'occuper — à Matignon — des affaires intérieures. Soustelle trouve le président du Conseil aux mains d'un barbier qui le « racle » et tente de venir à bout d'une barbe rebelle. Dégagé de la mousse blanche le visage de Mendès est plus cadavérique que jamais. Soustelle en est frappé. Le président surprend son regard.

« Oui, je suis un peu fatigué, dit-il, mais là n'est pas la question. L'Algérie a besoin de vous. Moi aussi j'ai besoin de vous... » Et Mendès évoque le plan de réformes qu'il projette d'appliquer sitôt l'arrivée du nouveau gouverneur général. L'économie algérienne est sa principale préoccupation : « Il est nécessaire que nous mettions immédiatement en route des travaux pour remédier au chômage, ce fléau algérien ! Quant à la

politique, dans un premier temps, il me semble que l'application du statut de 1947... » Les deux hommes sont d'accord. Il faut faire vivre décemment ces millions d'« Arabes » qui croupissent dans le dénuement et qui n'en voient que plus tout ce qui les sépare de la classe privilégiée : les Européens d'Algérie.

« Il faudra également procéder à une réorganisation de l'administration algéroise, ajoute Mendès, nous avons déjà commencé à donner un coup de balai dans la police... » Coup de balai qui va jouer un rôle si considérable qu'il va être l'une des causes principales de la chute du gouvernement Mendès-France !

« Avez-vous constitué votre cabinet ?

— Pas encore, monsieur le président. Je m'y emploie.

— Choisissez soigneusement vos hommes, là-bas vous, serez seul. Vous ne devrez compter que sur vous. Et la tâche sera lourde ! »

Les deux hommes se quittent. Soustelle sait à quoi s'en tenir sur la politique du gouvernement : appliquer d'abord le statut et tendre ensuite à faire d'un Algérien — on dit d'un « Arabe » — un Français. C'est ce qu'avec Mitterrand il a appelé l'intégration. Voilà qui ne va guère plaire à Alger ! Mais « Gros Matou », c'est le surnom qui lui est resté de l'époque de la D.G.S.S. (Direction générale des services spéciaux), a plusieurs tours dans son sac et n'est pas décidé à s'en laisser conter par les gros colons.

Voilà donc Soustelle prêt à partir quand, le 6 février 1955, le gouvernement Mendès est renversé ! Les groupes de pression algérois n'ont pas même attendu l'arrivée du nouveau gouverneur. Histoire de bien montrer ce qu'ils représentent et ce qu'il en coûte de jouer contre eux. Mitterrand et Mendès-France ont décidé d'épurer la police algéroise, en particulier les Renseignements généraux, dont les principaux commissaires sont — sous la direction de M. Costes — des hommes au service de Borgeaud^[2]. Ce grand lessivage doit être le prélude à une ample réforme administrative et sociale que repoussent fermement les leaders des Français d'Algérie. Le sénateur Borgeaud, seigneur de la Trappe, multimillionnaire et grand défenseur du « non à toute réforme », ne peut tolérer ce crime de lèse-majesté. On lui limoge « ses » policiers, avant de décider de ce qui sera bon pour « ses » Arabes ! Il envoie René Mayer à la curée. En abattant Mendès, on désamorce Soustelle « qui sera arrivé avant d'être parti », et les

réformes resteront lettre morte.

Le plan réussit en partie. Le 6 février 1955, le gouvernement Mendès est renversé. Il a duré plus de six mois ! Une honte.

René Mayer peut être satisfait. Une phrase pourtant tournera des années dans la tête de tous ceux qui étaient présents ce jour-là à l'Assemblée nationale. C'est Mendès qui la prononce. Qui la crie, plutôt, tant le brouhaha est grand dans l'hémicycle : « En Afrique du Nord [...] ou bien ce sera la politique d'entente, ou bien la politique de répression et de force. Avec toutes ses horribles conséquences. » Pour les amis de MM. Borgeaud et Mayer, le choix est déjà fait. Peu leur importe le témoignage de ce « bougnoule » de Ben Bahmed, un député du deuxième collège — comme qui dirait un sous-député — qui raconte les répressions « d'après le 1^{er} novembre » : l'électricité, la baignoire, le tuyau d'eau, le goulot de bouteille ou le manche à balai qui empale. Déjà... « Je sais que le gouvernement a donné des ordres, ajoute le député d'une voix qui chevrote, malheureusement une partie de la police algéroise n'a pas obéi... »

Comment les ordres de la République seraient-ils appliqués alors que les articles du statut de 1947, votés par le Parlement, sont restés enfouis — depuis sept ans ! — dans la poussière des archives ? Jusque-là, on s'est moqué de l'Algérie et des Algériens... Maintenant... Maintenant, les règlements de comptes entre partis sont encore plus importants. L'Algérie ?

Oui. L'Algérie. On verra. La ronde infernale des tractations commence. Ou plutôt recommence. On en rit dans le monde entier. Cela fait au moins un sujet pour les chansonniers parisiens. Pinay oui ? Pinay non ? « Si Pinay refuse, le président de la République pourrait pressentir René Mayer », titre *L'Echo d'Alger*. Ce serait trop beau ! Non, c'est Pflimlin qui est pressenti. Puis Pineau.

Soustelle est toujours à Paris. Nommé par un président du Conseil renversé ! Il adresse à Mendès, au président de la République et aux « pressentis » une lettre : « Le poste de gouverneur général est à la disposition du gouvernement qui sera nommé. Je ne peux en prendre possession que s'il n'y a pas de changement politique par rapport à l'orientation donnée lors de ma nomination. » Après l'échec de Pinay, on parle d'Edgar Faure. C'est le seul à avoir des chances de constituer un cabinet sans trop

de difficultés. Mais les mœurs politiques sont telles en cette année 1955 qu'on va tout de même pressentir Pflimlin et Pineau. Une petite crise de trois semaines facilite les votes à l'Assemblée ! C'est si vrai que Soustelle rencontre Edgar Faure alors que Pflimlin essaye encore de constituer un cabinet. « Et, me dira plus tard Jacques Soustelle, Edgar Faure se considérait déjà comme investi. » Le futur président du Conseil assure à Soustelle que la politique algérienne prévue par Mendès sera confirmée. « Vous pouvez y aller... »

La première partie du plan Borgeaud-Mayer a réussi. Mendès est éliminé. Mais Soustelle arrive ! C'est alors une campagne de bouche à oreille, de bruits divers colportés de mairie ultra en chambre d'agriculture ou en salon mondain qui font, comme chacun sait, la politique en Algérie. Soustelle s'appelle Ben Soussan. C'est un juif — ça, c'est pour l'antisémitisme latent des Européens d'Algérie —, gaulliste de surcroît. Agent du communisme international. Cela ne fait aucun doute. Il a lutté contre le réarmement allemand, c'est donc qu'il est « crypto-progressiste », qu'il favorise les Soviétiques. Vous allez voir qu'il va en faire autant en Algérie. Il vient pour « brader ». On ne se laissera pas faire ! « Interdiction aux personnalités européennes d'assister aux cérémonies d'accueil du nouveau gouverneur. Exception faite de celles dont les fonctions exigent la présence... » La Fédération des maires d'Algérie a bien fait les choses !

Jacques Soustelle est arrivé au bas de l'échelle de coupée. M. Cutoli s'avance et lui serre la main. C'est le secrétaire général du Gouvernement général. Depuis le départ de Léonard, c'est lui qui a assuré l'intérim. Il a dirigé l'Algérie sans gouverneur, sans gouvernement, sans instructions ! Avec une révolution naissante sur les bras... Il y a là — en rang d'oignons — Vaujour, le directeur de la Sûreté — « Il a su des choses au 1^{er} novembre 1954, pense Soustelle, mais n'a pas beaucoup réagi » —, le général Chérière, commandant la X^e région, le grand patron militaire en Algérie. « Le farouche partisan des grandes manœuvres, des ratissages... de la politique du peigne fin. » On l'appelle Babar, fort en gueule mais dépassé. Complètement. Puis il y a les préfets, des administrateurs. Tout ce beau monde qui n'a rien vu, rien prévu. Et Laquière, monsieur le président, avec son gros ventre et ses petits yeux enfoncés, durs et mobiles. Encore un homme du « non », celui-là. Il « tient »

l'Assemblée algérienne. Une outre gonflée de vanité. Et puis il y a Jacques Chevallier, le député-maire d'Alger, l'homme de Blachette. Mais un libéral. On pourra peut-être jouer avec lui. Poignées de main. Mes respects, monsieur le gouverneur. On se regarde. On se sourit du bout des lèvres. On se jauge. Le nouveau patron est très IV^e République d'aspect. Un peu lourdaud et pénétré de son rang. Mais il y a quelque chose d'implacable dans les yeux, à l'abri de fines lunettes. Il ne sera pas commode à « entortiller ».

Glacial, l'accueil d'Alger. Quelques drapeaux. Pas un chat sur les trottoirs. On boude « l'homme de De Gaulle ». On n'est pas très gaulliste à Alger. La sacro-sainte cérémonie au monument aux morts est d'une froideur terrible. Les visages sont mornes. Soustelle ranime la flamme. Sonnerie aux morts. La gerbe. Et on s'en va. Les consignes ultras ont été bien suivies. Toutes les baies du Gouvernement général, l'immeuble aux mille fenêtres, sont refermées. C'est le Mur de l'Atlantique ! Un symbole d'hostilité. À la mairie, cela se dégèle un peu. Oh ! pas beaucoup. Jacques Chevallier évoque la situation en Algérie : « Vous allez trouver une Algérie profondément troublée... Quelle est la raison de nos ennuis ? Il n'y a ici que des problèmes humains qui sont surtout des problèmes sociaux. Nous vous faisons confiance pour y trouver une solution... » Soustelle y est bien décidé. Ce qui ne fera pas l'affaire de la plupart des « officiels » présents qui cachent à peine leur prévention sous une froideur respectueuse.

« Je suis profondément convaincu, répond Soustelle, que les événements pénibles que nous connaissons ne sont sans doute qu'une crise de croissance... Nous devons savoir tirer de la situation les conséquences qui s'imposent. Il faut d'abord prendre connaissance des problèmes. » Et l'on se sépare après une petite réception.

Au palais d'Été, résidence du gouverneur, Jacques Soustelle, après cette dure journée, prend congé de ses collaborateurs, son *brain trust*, les seuls sur qui il va pouvoir compter. Après l'accueil d'Alger, il comprend à quel point Mitterrand avait raison en lui annonçant qu'il serait seul !

« Demain matin, conférence dans mon bureau à 8 h 30. On fera le point avec vos dossiers. »

Demain, on empoigne le problème à bras-le-corps. Pour l'instant, Jacques Soustelle, nouveau gouverneur de l'Algérie, n'a

qu'une envie : se débarrasser de sa cravate bouffante et de son col à manger de la tarte.

Prendre connaissance des problèmes, Soustelle y est bien décidé. Pendant les trois semaines qui se sont écoulées entre sa nomination par Mendès et sa « confirmation » par le « pressenti » Edgar Faure, le nouveau gouverneur a déjà constitué à Paris avec ses collaborateurs un dossier complet sur la situation en Algérie. Catastrophique. À la « rébellion » du 1^{er} novembre — à la vérité des pétards à Alger, seul l'Aurès bouge réellement — l'administration a répondu par une répression aveugle et sans jugement : tout ce que les fichiers des Renseignements généraux comptaient comme membres du M.T.L.D., parti nationaliste de Messali Hadj, a été mis en prison. À tout hasard ! Et on a interdit le M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques).

Il faut absolument voir ces gens en prison. Et les en faire sortir. »

L'homme qui parle ainsi, dans le bureau du ministère de l'Intérieur où Soustelle examine la situation et tente de constituer une équipe « valable », s'appelle Vincent Monteil. Il est commandant, mais on le voit rarement en uniforme. Spécialiste des questions musulmanes il parle l'arabe et les dialectes. Il a bourlingué en Iran, au Maroc, en Extrême-Orient, en Afrique, essayant de comprendre les gens, d'arranger les « coups ». L'Algérie le passionne. Sur les conseils de Mendès-France, Vincent Monteil a vu Soustelle pour partir avec lui. Le nouveau gouverneur général l'a enrôlé dans son équipe dont il constituera l'aile gauche. Il en sera aussi le thermomètre. L'homme de la compréhension et non de la répression.

Moyen de taille, mince, le visage creusé, ascétique — il ne fume ni ne boit —, il parle doucement d'une voix mesurée mais s'enflamme à la moindre injustice. Alors derrière les lunettes les yeux deviennent d'acier, la voix sèche, le terme coupant, la phrase méprisante. C'est l'homme avec qui on ne « s'arrange pas ». Soustelle lui plaît, c'est l'homme de gauche, libéral. Et il plaît à Soustelle qui voit en lui un possible contact avec les musulmans et en particulier avec ceux qui depuis le 1^{er} novembre ont décidé de s'attaquer à la forteresse coloniale qu'est l'Algérie française. Car Soustelle veut discuter. Il veut savoir, Lorsqu'il part pour Alger, il est conscient des injustices qui ont poussé une poignée

d'hommes à se révolter. Il s'agit maintenant de réduire ces injustices, d'appliquer des réformes, de rétablir l'ordre avant que tout le pays s'embrase.

Le commandant Monteil n'est pas dans le DC-3 du gouverneur qui a atterri ce 15 février à Alger. À quelques heures du départ on a apporté un télex chiffré à Jacques Soustelle : « L'un des principaux chefs de la rébellion dans l'Aurès a été arrêté à la frontière tuniso-libyenne par des éléments français. Il a été transféré à Tunis. » Il s'agit de l'un des six organisateurs du 1^{er} novembre 1954 : Mostefa Ben Boulaïd ! Pour la D.S.T., qui a pris en charge le chef rebelle, la prise est de taille. Mais pour Soustelle, cette capture va être d'une importance extrême. Il va pouvoir avoir le contact direct avec l'un des chefs de la rébellion, savoir ce qui les guide, ce qui soutient le mouvement, quel a été le détonateur de la révolution.

« Il faut voir cet homme, dit Monteil. Il me semble qu'aujourd'hui je serais plus Utile à Tunis qu'à Alger.

— Oui. Partez. Voyez ce Ben Boulaïd, dit Soustelle, tirez-en le maximum, mais rejoignez-moi vite à Alger. Je vais avoir besoin de vous. »

Vincent Monteil quitte Paris pour Tunis, muni d'un ordre de mission officiel. Cette initiative lui sera vivement reprochée plus tard par la D.S.T., lorsque la révolution en sera arrivée à un point tel que tout contact avec l'adversaire sera considéré comme une trahison et que l'engrenage répression-terrorisme-contre-terrorisme aura creusé un fossé infranchissable entre les deux communautés. Mais en ce mois de février 1955, tout peut encore s'arranger.

C'est le 16 février qu'a lieu, dans une villa de la banlieue de Tunis, le premier contact entre un représentant du gouvernement français, Monteil, et un prisonnier membre du tout nouveau F.L.N. qu'en Algérie on appelle encore le C.R U.A. (Comité révolutionnaire d'unité et d'action). Il est 14 h 30 lorsqu'un inspecteur de la D.S.T. donne à Vincent Monteil une liasse de documents saisis sur Ben Boulaïd.

« Il s'est fait passer pour Tripoliteain lorsqu'on l'a arrêté, précise le fonctionnaire, mais grâce à cela on s'est aperçu rapidement que ce n'était pas n'importe qui. »

En effet, à la lecture rapide des documents — il se réserve de

les « épilucher » par la suite —, Vincent Monteil découvre une révolution plus importante qu'il n'aurait pu le penser. Des directives ronéotypées, des comptes rendus de crimes, d'« expéditions punitives » contre les musulmans les plus pro-Français, des projets d'attentats s'étalent sur le bureau de bois blanc. Monteil ignore que Ben Bou'aïd est l'un des chefs les plus importants du F.L.N., qu'il a été avec Ben M'Hidi le moteur, le leader de la révolution. Au 1^{er} novembre, le secret a été bien gardé et les identités dissimulées, même pour les participants, sous des surnoms. En revanche, la D.S.T. sait que Ben Boulaïd est la personnalité nationaliste la plus représentative de l'Aurès. Les papiers saisis complètent les renseignements.

« Mais en dehors de ces papiers, il n'y a rien à en tirer, mon commandant.

— Il n'a pas été interrogé trop brutalement ?

— Ah ! non. Ça, je vous le garantis, proteste l'inspecteur. La preuve, c'est qu'on n'en sait pas plus.

— Amenez-moi à sa cellule. »

Mostefa Ben Boulaïd est gardé dans une des chambres de la villa réquisitionnée par la D.S.T. Face à face, les deux hommes se regardent. Même corpulence, peut-être Ben Boulaïd paraît-il un peu plus « costaud ». Il porte un costume croisé, un peu fripé, une chemise claire sans cravate, une chéchia bordeaux. L'inspecteur de la D.S.T. s'est retiré. Les deux hommes sont seuls. Le contact est difficile. Monteil se présente : « Je ne suis pas un policier... », et le dialogue s'instaure. Ben Boulaïd raconte sa vie. Il a trente-quatre ans, est meunier et propriétaire foncier. Il s'exprime bien en français. Il a été mobilisé en 1939, réformé en 1942, puis remobilisé après la libération de l'Afrique du Nord, de 1943 à 1944 à Khenchela. Il est président des commerçants en tissus de l'Aurès. Puis exploite un car sur la ligne Arris-Batna, l'une des trois voies de communication de ce massif du bout du monde qu'est l'Aurès. C'est un bourgeois aisé, mais sa condition privilégiée ne lui suffit pas. Il rejoint le P.P.A. clandestin de Messali dès 1947. Pour « faire quelque chose ». L'inégalité musulman-Européen qu'il a pu constater dans l'armée n'est rien à côté de celle qu'il retrouve dans la vie civile. Il décide de se lancer dans la politique. Aux élections de 1948, il est élu sur la liste M.T.L.D. Un triomphe ! 10 000 voix ! L'homme a une trop grande influence. L'administration annule son élection et le

remplace par le candidat qu'elle a choisi, Cadi Abdelkader, qui va se signaler à Batna par une docilité merveilleuse compensée par l'octroi d'avantages inappréciables : faculté de nommer les petits fonctionnaires musulmans, d'obtenir décorations et récompenses. Sources de bénéfices qui ne sont pas négligeables pour un spécialiste en pots-de-vin ! Ben Boulaïd est ulcéré. D'autant que, pour le punir d'avoir été candidat M.T.L.D., l'administration lui fait tous les ennuis possibles : procès-verbaux, amendes qui vont jusqu'à la suppression, en 1951, de la carte violette qui lui permet d'exploiter son car. Cadi Abdelkader la convoite pour un de ses parents. Et on ne peut rien refuser à un « député » si docile, si compréhensif des intérêts français ! Ben Boulaïd dépose un pourvoi en Conseil d'État ! Mais c'est Cadi qui dispose de la carte.

« C'est à ces hommes qui ne pensent qu'à exploiter leurs frères que l'administration de *votre* pays fait confiance », dit Ben Boulaïd.

Monteil, qui connaît bien ces problèmes, qui les a vécus au Maroc, comprend l'amertume de Ben Boulaïd. La conversation se poursuit en arabe, mais le prisonnier ne se décontracte vraiment que lorsque Monteil emploie le chaoui, le dialecte de l'Aurès qu'il a appris lorsqu'il « était aux tirailleurs ». Alors, Mostefa se « déboutonne ».

« Toutes ces injustices qui me frappaient, avec mes frères, dit Ben Boulaïd, m'ont poussé vers le nationalisme. Je l'ai d'ailleurs expliqué au commissaire Longchamp de la D.S.T. qui m'a interrogé : l'administration pourrie joue un rôle extraordinaire dans le mouvement de révolte auquel vous assistez maintenant. Vous ne pouvez savoir quel espoir a suscité chez nous le statut de 1947. Enfin, la France s'occupait de nous. Enfin, elle nous considérait comme ses fils, comme pendant la guerre ! Mais c'était une illusion. Les administrateurs, les officiers de l'Aurès sont soit indifférents, soit franchement malhonnêtes. Quant aux dix-huit caïds de l'Aurès, ils ne sont même pas de chez nous et ne pensent qu'à l'argent. Ce sont de simples agents électoraux qui exploitent ignoblement l'ignorance des Chaouïas^[3].

— Tout cela, je ne l'ignore pas, Ben Boulaïd. Mais vous avez pris les armes contre la France.

— Ça oui, mon commandant. Mais il faut s'entendre. Je suis assez aisé, je ne meurs pas de faim comme la plupart de mes

frères, j'ai une femme et sept enfants. L'aîné a neuf ans. Ils sont tous à Arris. Et dans ces conditions, ce n'est pas de gaieté de cœur que je me suis lancé dans le combat. Mais c'est la seule issue possible. Jamais vous ne vous seriez occupés de nous si nous étions restés "tranquilles". »

Et Ben Boulaïd raconte à Monteil l'extraordinaire aventure du soulèvement de l'Aurès⁽⁴⁾. Le conseiller de Soustelle apprend que l'Aurès est divisé en cinq secteurs, que Ben Boulaïd est en contact avec les hommes du M.T.L.D. au Caire : Ben Bella, Khider et Aït Ahmed. Il se vante un peu quant à l'organisation et aux moyens. Les papiers saisis lors de son arrestation prouvent qu'au 12 février 1955 il y a, dans l'Aurès, 359 hommes armés, dont 349 combattants et 10 gardes du corps du groupe de commandement. Pas un de plus.

« Mais ce n'est pas fini, s'enflamme Ben Boulaïd. Bien sûr, nous n'étions pas nombreux au début, mais votre armée, avec sa façon d'agir, est notre meilleur agent recruteur. Les ratissages, les interrogatoires, les tortures nous amènent tous les jours de nouveaux combattants qui, au premier jour, n'étaient pas décidés. Les goumiers, les tirailleurs marocains pillent, violent, détruisent les provisions. Que feriez-vous à la place des hommes ? Ils ne pensent qu'à se venger et nous rejoignent.

— C'est tout de même vous, avant le 1^{er} novembre, qui...

— C'est sûr. Avant le 1^{er} novembre, c'était le désordre dans les esprits. Alors on pouvait nous exploiter, nous considérer moins que des chiens sauvages de l'Aurès. Il faut passer par cette phase de violence. Je ne regrette rien. Si c'était à refaire, je recommencerais. »

Ben Boulaïd est extraordinairement animé. Le petit homme calme, le prisonnier un peu abattu est « possédé ». Il veut convaincre son interlocuteur. Il sait que le commandant est un personnage important. Il y a peut-être une chance. Le 1^{er} novembre peut n'être qu'un signal d'alarme. Mais Ben Boulaïd, dans son exaltation, ne perd ni son sang-froid ni sa prudence. Habilement, Monteil cherche à connaître le rang du prisonnier dans l'état-major de la rébellion.

« Je suis très connu dans l'Aurès, répond Ben Boulaïd, c'est pourquoi on m'a suivi. Mais le patron, le chef, c'est Si Messaoud. Un jeune. Il a vingt-huit ans. Il est « pratique ». Il raisonne. Nous

nous consultons souvent.

— Tu es au-dessus de lui ?

— Oh ! non. Mais s'il n'était pas là, les autres m'écouteraient. »

Monteil, qui a une grande expérience du monde musulman, sent qu'il a devant lui un responsable. Mais il ne peut se douter que Ben Boulaïd est un de ces Fils de la Toussaint, l'un de ces six hommes qui ont tout monté, tout déclenché le 1^{er} novembre. D'abord parce que personne en février 1955 ne sait exactement comment a été organisé le coup d'envoi de la révolution algérienne. Et puis peu lui importe. Il a devant lui un personnage marquant, un homme cultivé, qui pense, qui réfléchit, qui agit aussi. Les papiers le prouvent, bien que Ben Boulaïd ait nié être un combattant. « Un organisateur, dit-il, c'est tout ce que je suis... » Il a protégé Chihani Bachir, qui n'est que son second, derrière le pseudonyme de Si Messaoud. Il se passera des mois avant que les Services spéciaux français mettent un état civil sur ces pseudonymes qui garantissent la sécurité des clandestins.

« Mais les autres pensent-ils comme toi ?

— Les autres ?

— Oui, ceux d'Alger, de Kabylie, du Constantinois...

— Je ne sais rien de ceux-là. Je suis coupé de toute liaison. J'avais un seul poste émetteur qui est tombé en panne. Alors j'ai tenté une liaison avec Tripoli et Le Caire pour obtenir des informations et des directives.

— Pourquoi pas Alger ? essaie Monteil.

— Alger ! À Alger, je ne connais personne. J'ai déjà eu bien du mal à passer la frontière tunisienne et puis je me suis fait prendre... »

La conversation se poursuit entre les deux hommes. Ben Boulaïd ne donne aucun renseignement pratique qui pourrait faciliter une enquête policière ; en revanche, sur les raisons sociales et politiques qui ont amené les membres du C.R.U.A. à l'action armée, il est intarissable. De même, il dément une aide de l'extérieur : « Chez nous il n'y a que des Aurésiens. De purs Chaouïas. Ni Tunisiens ni Tripolitains... »

Monteil trouve l'homme sympathique, courageux, prudent non

pour lui mais pour les siens. Il vient avec Soustelle en Algérie pour « arranger les choses », il faut savoir pourquoi se battent les rebelles.

« Mon but, explique Ben Boulaïd, serait une Constituante algérienne. Mais ça ne se fera pas tout seul. Dans un premier temps, il y a trois mesures urgentes : d'abord, retirer les troupes de l'Aurès. Surtout les goumiers marocains en raison des viols et des crimes. Ensuite, que la France amnistie les condamnés politiques. En particulier les 2 000 détenus de la Toussaint. Enfin, l'application du statut de 1947.

— C'est notre but.

— Je vous crois. Mais il faut une date. Surtout pour la suppression des communes mixtes où nous n'avons aucune représentation. »

Décidément, pense Monteil, nos points de vue ne sont pas très éloignés. Les deux hommes se séparent. Monteil va sortir quand Ben Boulaïd le retient par la manche :

« Je ne demande rien pour moi-même, mon commandant, je suis même prêt à signer un papier reconnaissant que j'accepte d'être fusillé si ma mort doit sauver l'Algérie. »

Monteil ne répond pas. Il a un petit sourire triste sur les lèvres. Ben Boulaïd le regarde avec confiance. Avec intensité. La porte se referme. Le policier tire les verrous. Monteil ne reverra jamais Ben Boulaïd.

Dans l'avion spécial qui le conduit à Alger, le commandant fait le point de ses impressions sur « son premier rebelle » : « Il me fait l'effet d'un homme de foi et de bonne foi poussé à bout par le sentiment très vif de l'injustice qui frappe son peuple ; sentiment qu'il faut se garder de ramener uniquement à celui d'une injustice qui Ta personnellement frappé. » Des réformes sont nécessaires. Vite. Car Monteil n'oublie pas les papiers saisis sur Ben Boulaïd. En particulier, une feuille tapée à la machine, à en-tête de l'Armée de libération nationale. Parmi les directives adressées aux responsables, au chapitre « action », le commandant peut lire :

« Donner toujours la priorité aux objectifs payants par surprise, éviter les actions malheureuses.

« Organiser les guet-apens (*sic*) pour créer des difficultés aux convois militaires.

« Barrer les routes par des murettes pour freiner la marche des convois en vue de faciliter le harcèlement des troupes.

« Attaquer les convois militaires partout où ils passent, en marche ou en stationnement.

« Abattre les mouchards sans pitié. »

Dans l'Aurès, c'est déjà la guerre. Heureusement le reste du pays est calme. Et Soustelle est gouverneur général. C'est un homme sur lequel on peut compter.

Le village des Aïssi en pleine Kabylie était transformé. Les jours de marché, les ruelles habituellement désertes se remplissaient d'une foule bigarrée. Les mulets, les ânes, les femmes aussi — dévoilées comme c'est la coutume en Kabylie — portaient des charges extravagantes jusqu'à la place du marché. L'hiver encore proche avait transformé le sol en terre battue des ruelles et des places en marécage. La boue giclait entre les orteils dénudés des femmes et des gosses, qui étaient seuls à en rire. Heureusement, sur la place du marché, des plaques en béton permettaient de déposer les marchandises à même le sol. Les hommes en cachabias grise ou marron se promenaient lentement entre les travées, observant attentivement la qualité de la semoule, le prix des figues sèches et des olives luisantes d'huile entassées dans des tonneaux cerclés de fer rouillé. Dans la matinée, les enfants s'étaient réunis en piaillant autour de trois camions militaires français qui avaient fait halte en bordure du village. Les soldats — une patrouille où les jeunes dominaient — avaient pénétré jusqu'au cœur du village. Le lieutenant, un tout petit, au visage rose et enfantin qui jurait avec le harnachement guerrier dont il était revêtu, avait bavardé avec les deux gendarmes français qui allaient rester toute la journée puisque c'était jour de marché. Le lieutenant avait même serré la main au garde champêtre qui s'était mis au garde-à-vous devant le jeune homme s'essayant à présenter les armes avec la mitrailleuse toute neuve qu'il trimbalait partout depuis le mois de novembre. Les militaires étaient repartis. Les hommes du village avaient vu les fusils et les MAT bien graissés, et même sur le toit de la jeep couleur boue une mitrailleuse que les gosses se montraient craintivement. Ça sentait la guerre.

Depuis le mois de novembre, on ne parlait plus que de ça. Depuis qu'on savait que « les hommes de la montagne » avaient attaqué des gendarmeries, coupé des poteaux télégraphiques.

C'étaient Krim Belkacem et le gros sergent Ouamrane qui dirigeaient tout. Ils étaient, paraît-il, bien armés. Mais ils demandaient de l'argent, de la nourriture. Et il ne fallait pas refuser. Sans quoi... Les hommes qui en parlaient dans leurs mechtas n'osaient évoquer la présence des maquisards dans ce village où les gendarmes écoutaient tout. D'ailleurs, les hommes étaient partagés. Les caïds, les gardes champêtres, les chefs de fraction les mettaient en garde : « Attention ! ce sont des bandits. Bouclez-vous le soir à partir de 18 Heures. S'« ils » viennent, ils vous prendront tout. Et ils tuent aussi bien les femmes et des enfants. » Depuis le 1^{er} novembre la peur régnait dans les villages. Car l'administration n'était pas restée inefficace. Il y avait eu beaucoup d'arrestations. Des hommes que l'armée ou les gendarmes soupçonnaient d'appartenir au F.L.N. avaient été emmenés au Khemis Maatkas. Le nom seul de ce petit village faisait frémir. Là, un centre d'interrogatoire avait été installé. On entendait des cris, des hurlements.

« C'est comme ça qu'on doit traiter ceux qui aident les rebelles... » Le garde champêtre des Aïssi pérorait près du café maure. Il agitait sa mitrailleuse en tous sens. « D'ailleurs ces hommes ne sont pas nos frères. Ce sont des hors-la-loi. Et des lâches. Ils ne s'attaquent qu'à vous qui êtes sans défense. Mais moi, avec l'armée — vous les avez vu tout à l'heure — on vous défendra. Il faut tout me raconter à moi. Dès que vous savez qu'il y a quelques-uns de ces lâches quelque part. Ou que quelqu'un les aide. Ça aussi il faut me le dire. » Les hommes autour de lui hochaient la tête.

« Autrement, vous savez ce que je fais, moi ! Hein ? Pas de pitié. » Le garde champêtre avait choisi la terreur. Il jouait sur la crainte qu'inspirait le F.L.N. à la population pour imposer sa « protection ». Sa haute silhouette, sa force peu commune et la mitrailleuse augmentaient considérablement son prestige. À des kilomètres à la ronde personne n'aurait osé s'attaquer à lui. Obéissant parfaitement aux ordres de la gendarmerie, il bravait ouvertement le F.L.N. pour « casser » son importance auprès de la population. Il fallait rallier les hommes à la France. Punir ceux qui oseraient aider les rebelles. Et pour cela il donnait un sérieux coup de main à la police.

« Écoutez un peu. » Il s'était assis sur une chaise du café maure, les jambes étendues devant lui, la MAT en travers des

cuisses. Les hommes l'entouraient. Attentifs. Un peu serviles tant ils craignaient la toute-puissance du garde. « Vous connaissez les Ouadhias, au pied du Djurdjura. Eh bien, l'armée française vient d'y remporter une grande victoire. Elle nous a débarrassés de ces bandits. Et facilement. Ils étaient une quinzaine venus, paraît-il, de France. Rien que des boxeurs, des armoires à glace, des qui-savent-les-prises-qui-renversent-en-un-éclair. Les Français les ont encerclés. Ah ! ils ne jouaient plus les fiers-à-bras comme lorsqu'ils sont devant vous, vous, les pauvres sans défense, pour vous prendre du grain ou vos femmes. Là, les gros, ils ont levé les bras comme des agneaux. Pour se rendre. Mais pas question, le capitaine... Ta-ca-ta-ca-ta... Tous liquidés. Devant le village. C'était entre les Ouadhias et Dra-el-Mizan. Châtiment exemplaire ! »

Les hommes s'esclaffèrent. « Ah ! comme des agneaux... » Mais le cœur n'y était pas. Ils faisaient connaissance avec la terreur. Et ils avaient autant peur de ce garde champêtre avec sa mitraillette, des policiers et de l'armée que des hommes de Krim qui pouvaient arriver une nuit et les forcer à donner les provisions de l'hiver ou même, ce qui était plus grave, à couper des poteaux télégraphiques ou des arbres sur la route. Et si, le lendemain, le garde l'apprenait on était bon pour Khemis Maatkas... Et ces types du F.L.N., c'est toujours aux pauvres qu'ils s'attaquent. Le garde le dit bien, la seule fois où ils se sont trouvés devant l'armée, ils ont levé les mains. Comme des agneaux...

Dans la foule du marché, Ahmed Aït Ramdane se frayait un chemin à coups d'épaule. Il n'accordait aucun regard aux marchandises qui s'offraient à la convoitise de chacun. Pourtant il se serait bien arrêté pour manger quelque chose. Là-haut, dans le maquis, c'est la nourriture qui manquait le plus. Avec les armes. Lui pourtant en avait une. Sous son burnous il serra la crosse de son 8 mm à barillet. Sa mission était la plus importante. Et son exaltation lui faisait oublier la faim. Derrière lui, à quelques mètres, deux hommes le suivaient du regard. Il ne fallait pas le perdre dans la foule. Eux aussi, sous le burnous, serraient la crosse d'un pistolet. Ils étaient là « en couverture ». Krim lui-même leur avait recommandé : « Ne vous découvrez, ne tirez que si Ahmed est en difficulté. »

Ahmed Aït Ramdane s'était approché du groupe qui stationnait devant le café maure. Il aperçut l'homme qu'il recherchait : le

garde champêtre. Celui-ci se levait. « Allons, assez discuté, disait-il, je vais un peu surveiller le marché. Et si vous entendez parler d'un de ces chiens galeux de fellaghas, prévenez-moi. Hein ? Je vous protégerai. Autrement, moi, je suis comme le capitaine. Hein ? Ta-ca-ta-ca-ta... Pas de pitié. » Les hommes s'écartèrent avec respect devant le garde, qui vérifia ostensiblement le chargeur de sa MAT. Lorsqu'il releva les yeux, il comprit. Il ressentit le choc au ventre, avant de percevoir le claquement du coup de feu. Il se tassa sur lui-même. Ahmed Aït Ramdane, posément, tira encore à deux reprises une fois en pleine poitrine, puis dans le cou. Le garde champêtre était mort avant d'atteindre le sol. Sa main restait crispée sur la mitrailleuse inutile.

Un instant pétrifiés, les hommes se dispersèrent en criant. Le marché fut saisi de panique. On renversait les sacs pour fuir plus vite. Certains marchands, terrorisés, entassèrent leurs denrées dans des couffins qu'ils jetèrent sur le dos des ânes qui attendaient patiemment. Ne pas rester près du corps de l'agent de l'autorité. Quitter au plus vite un village « où il allait se passer des choses terribles... » Les Aïssi devenaient maudits. La police allait prendre tout le monde. Interroger tout le monde. On a abattu « l'invincible » !

Profitant de la panique, Ahmed Aït Ramdane et ses deux compagnons regagnèrent sans mal la montagne. Personne n'avait seulement distingué leurs traits.

Le lendemain, à Tizi-Ouzou, capitale de la Kabylie, le meurtre du garde champêtre des Aïssi était passionnément commenté. Dans la grande salle de l'hôtel Kohler, le principal hôtel de Tizi — rien à voir avec les palaces d'Alger, mais, à cette époque, la salle à manger embaumait le civet de sanglier tué dans les forêts toutes proches —, les Européens aisés de la ville « tapaient » l'anisette avec le patron.

« Ces fils de pute, si on les matraque pas très vite, y viendront nous bouffer la soupe sur la tête.

— Si t'y as encore ta tête à toi...

— Allons, buvez plutôt ma tournée, dit le patron, ça s'est passé dans la montagne. Ici, ça va. La police fait bien son boulot. Hein, Gaston ? »

Gaston Badène était un inspecteur de police judiciaire de Tizi. Un Kabyle dont la réputation n'était plus à établir. Son nom

faisait frémir les douars d'alentour.

« Eh, oui. Ces « fillettes » du F.L.N., ils ne s'attaquent qu'aux faibles, répondit l'inspecteur. Que j'en tienne quelques-uns. Vivants. Et je vous garantis qu'il n'y aura plus de rebelles dans le mois qui suit. Allez, vous montez pas la tête. C'est pas demain qu'ils feront la loi ici. Je vais manger. Salut à tous.

— Salut, Gaston. »

Sur la place de l'hôtel, un homme, un Algérien, attendait la sortie de l'inspecteur. Sa mission : « Le liquider, comme Aït l'a fait pour le garde des Aïssi. » Mais au maquis, comme il n'était pas chaud pour accomplir la mission, Krim lui avait dit :

« Tu dois y aller. Tout le monde est volontaire. Tu sais combien Badène fait de mal au peuple. Tu dois le tuer. Si tu vois quelque chose qui t'inquiète, ne t'en préoccupe pas. Tu auras deux hommes pour te “protéger”. »

Et comme le militant hésitait, Krim avait ajouté :

« Les deux gars sont là pour te protéger, mais si tu n'accomplis pas ta mission, ils sont aussi là pour te liquider. Tu t'es engagé en montant au maquis. Alors ils te couvrent ou te descendent ! C'est une mission de sacrifice. À toi de choisir... »

Et il avait « choisi ». Un coup pareil, après l'exécution du garde champêtre des Aïssi, aurait un impact extraordinaire sur la population. Mais dans une grande ville comme Tizi-Ouzou, avec tous les Européens, les gendarmes, et les patrouilles militaires, il avait une chance sur cent de s'en sortir ! Comme il disait, Krim, c'était une mission de sacrifice !

Le maquisard suivit l'inspecteur pendant une centaine de mètres. Il jeta un coup d'œil derrière lui. Les deux autres étaient là. Foutu pour foutu, il se précipita sur Gaston Badène et lui déchargea son pistolet dans les reins, dans le dos. N'importe où. Il jeta son arme dans le caniveau et s'enfuit à toutes jambes.

« Il a abandonné le pistolet, dit l'un des “suiveurs”.

— Laisse courir. De toute façon, là-haut, ils avaient sacrifié le bonhomme et l'arme. Alors... Inch'Allah. Que Dieu le garde. Et tirons-nous. Il va y avoir des barrages partout. »

Le même soir, à l'heure de l'apéritif, il y avait quelque chose de changé au bar de l'hôtel Kohler. Tous les Européens avaient

une arme dans la poche de la veste ou à la ceinture.

« Le pauvre, il pouvait toujours nous dire : y a rien à craindre, dit l'un des clients, ça y est. Ils viennent jusque chez nous.

— Et tu sais ce qu'elle m'a dit la fatma tout à l'heure, reprit un autre : « Ces gars du maquis, y sont quand » même forts. Ils frappent partout. Quand ils veulent. » Même en pleine ville comme ici. Et en plein jour. » Et c'est ma fatma !

— Cette fois, si on ne se défend pas, ajoute le patron, ils viendront nous couper les couilles dans le lit. Quand je vais annoncer ça au gendre !

— Qui c'est, ton gendre ?

— Jo ! Il a un café à Alger. Jo Ortiz, tout le monde le connaît là-bas. Ils sont au calme. Comme nous hier. Mais lui, il se laissera pas faire ! »

L'hiver s'était très mal passé pour Krim BelkaceM. Le chef kabyle était resté avec ses hommes sans redescendre vers Alger. Au 1^{er} novembre, les six chefs de la révolution — Ben Boulaïd pour l'Aurès, Krim pour la Kabylie, Rabah Bitat pour l'Algérois, Ben M'Hidi pour l'Oranais et Didouche Mourad pour le Constantinois ainsi que Mohamed Boudiaf qui assurait la liaison avec Le Caire où se trouvaient les « porte-parole » de la révolution : Ben Bella, Khider et Aït Ahmed — avaient décidé de se retrouver trois mois plus tard dans la capitale. Ces trois mois devaient voir la « structuration » du F.L.N. et de l'A.L.N. (Armée de libération nationale). Tout cela, c'étaient des rêves. Krim s'en apercevait. Seul l'Aurès s'était soulevé et les combats qui opposaient les hommes de Ben Boulaïd aux chasseurs-parachutistes du colonel Ducournau et aux tabors emplissaient les colonnes de la dernière page de *L'Echo d'Alger*. Dans le reste du pays tout était calme.

En Kabylie, Krim disposait d'environ 200 hommes mal armés, répartis en 7 groupes, et de 1 500 hommes — des sympathisants — prêts, disaient-ils, à gagner le maquis dès qu'il y aurait des armes et qu'on déciderait « d'attaquer vraiment les Français ».

L'hiver est dur en Kabylie. La neige avait envahi les sommets. La route n'était qu'un fleuve de boue. Dans les ruelles en pente des villages de la montagne, de grosses pierres plantées là depuis des temps immémoriaux permettaient aux pieds nus et crevassés

des habitants de prendre appui et de ne pas glisser le long de ces ruisseaux de gadoue où les eaux sales se mêlaient à la pluie, à la terre, aux déchets. Mais les hommes de Krim n'y avaient même pas accès. Ils se réfugiaient dans des grottes ou dans quelques gourbis abandonnés. Il ne fallait faire de feu qu'en prenant des précautions extraordinaires pour éviter de se faire repérer ; la nourriture manquait, car la population était loin d'être convaincue de la « cause sacrée » que défendaient les maquisards, et les provisions de semoule, de blé, de figues et de galette ne suffisaient déjà pas à une population sous-développée laissée à l'abandon par une administration qu'elle n'intéressait qu'à l'époque des élections. Restaient les gros villages et les villes. Mais là, il n'était pas question qu'un maquisard y mette les pieds. L'annonce du déclenchement de la révolution, le 1^{er} novembre, avait bien sûr galvanisé certains esprits, mais le vieux prophète Messali Hadj, dont l'influence était prédominante à Alger et dans la colonie algérienne de France, avait habilement entretenu la confusion. Toutes les bourgades importantes de Kabylie étaient persuadées que la révolution avait été déclenchée par Messali. Et comme les hommes de Krim ne se réclamaient pas du vieux leader, « c'est qu'ils étaient certainement ces bandits dont parlaient les Français ». Dans un premier temps, Krim dut organiser avec ses faibles moyens une campagne d'information. Faire savoir ce qu'était le F.L.N., mouvement indépendant de tout parti, de toute faction. Front de libération nationale. Sa personnalité de vieux maquisard de Kabylie — il « tient » la montagne depuis 1947 — lui valut quelques succès. Bientôt, très vite, la Kabylie sut que le F.L.N. n'avait rien à voir avec Messali. Il fallut ensuite donner des directives aux militants restés dans les villes et les villages pour que chacun expliquât, qui à un frère, qui à un père, un oncle, un fils travaillant en métropole, que la révolution était déclenchée et que Messali n'y était pour rien. Et ce ne fut pas un petit travail, car la Fédération de France du M.T.L.D. était messaliste à 90 %. Ce qui explique les règlements de comptes sanglants qui se dérouleront au cours des années 1956-1957 dans les bidonvilles, les dortoirs, les hôtels borgnes où se réfugie « en France la triste cohorte des « Nord-Af' ».

Mais dans leurs montagnes, Krim et son fidèle adjoint Omar Ouamrane — le bison, l'homme aux grosses mâchoires, qu'une force herculéenne et une volonté implacable rendaient redoutable

— durent consacrer l'essentiel de leurs forces à lutter contre le découragement. Non seulement les conditions climatiques transformaient la vie quotidienne des maquisards en calvaire, mais les hommes coupés de l'extérieur étaient démoralisés. L'Aurès se battait contre l'armée. En Kabylie, il ne se passait rien. L'argent manquait. Les armes encore plus. Krim, au 1^{er} novembre, leur avait promis des armes « venant de l'extérieur » et ils ne voyaient rien venir. Il leur avait promis de libérer la Kabylie de la tyrannie de l'administration, et c'est elle qui les traquait sans relâche. Ils vivaient en proscrits à la merci d'une patrouille militaire ou d'une dénonciation. En outre, la population était loin d'être acquise au mouvement ! Krim, sans contact avec Alger — où, après le 1^{er} novembre, la répression a non seulement démantelé le groupe de Bitat, mais emprisonné d'éventuels sympathisants —, sans contact avec l'Aurès, où toutes les forces militaires françaises se sont concentrées, dut réagir. Seul. Il ne pouvait « regonfler » ses hommes qu'en les lançant dans l'action. Ouamrane, ancien sergent de l'armée française, faisait régner une discipline de fer. « C'est la force principale des armées », récitait-il à l'envi, se souvenant de l'instruction dans les nombreuses garnisons où il avait servi. Après quelques embuscades tendues à des personnalités kabyles, à de gros marchands, qui « jouaient » avec les Français, il passa à l'incendie de quelques récoltes et surtout à la destruction de pylônes électriques et de poteaux télégraphiques. Le moral remontait.

Face à ces méfaits — peu de chose à vrai dire —, la répression des gendarmes, de la police et des forces armées fut impitoyable. Arrestations de suspects, interrogatoires poussés, représailles firent régner la terreur. D'autre part, on a vu que l'administration fit appel à ses hommes les plus sûrs pour dénigrer le F.L.N. dans l'esprit des populations. Les « expéditions punitives » des Aïssi et surtout celle de Tizi-Ouzou, si elles impressionnèrent considérablement la population, galvanisèrent les maquisards répartis dans les sept zones de Kabylie. Enfin on s'attaquait à ceux qui soutenaient l'administration, aux caïds inspecteurs de police, gardes champêtres. La révolution commençait vraiment !

Krim, qui avait essuyé une rude défaite avec l'extermination de son groupe de « durs », venus de métropole, ne pouvait céder à la tentation de sortir et de s'attaquer à un groupe de militaires français. C'était ce que souhaitait l'armée : faire se découvrir les rebelles de Kabylie et les exterminer une fois pour toutes.

Pourtant ses montagnards, ragaillardis par les succès — faciles — des derniers jours, n'avaient que cette idée en tête. Mais le rusé chef kabyle n'allait pas tomber dans le piège.

« Tu vas me réunir les hommes à l'huilerie des Aïssi, dit Krim à Zamoun Ali, un garçon de vingt-deux ans, un de ses fidèles du 1^{er} novembre, je veux leur parler. Il faut poursuivre ces actions. Mais bien choisir les hommes que l'on abat. C'est "payant" tant auprès des *djounoud*^[5], qu'auprès de la population. On ne peut encore attaquer l'armée, alors il faut maintenir cette atmosphère insurrectionnelle et aguerrir nos hommes qui sont isolés. »

Lorsque, quarante-huit heures plus tard, Krim entra dans l'huilerie qui se trouvait un peu à l'écart des Aïssi, ses maquisards d'Ighil-Imoula et de Dra-el-Mizan, vêtus de semblants d'uniformes, couverts de chèches, de passe-montagnes — certains avaient glissé des journaux sous leur treillis pour se garantir du froid —, se dressèrent au garde-à-vous. Zamoun Ali avait prévenu son chef que les hommes de son secteur, malgré le succès des récentes actions, étaient soucieux, abattus même, de ne pas voir venir les armes promises depuis si longtemps. Krim ne répondit pas et serra les mâchoires. Il était décidé à faire le grand jeu à ses hommes. Mais il ne pouvait compter que sur ses discours ! Alors il résolut de leur dire la vérité.

« Repos. Aujourd'hui, je veux vous parler. D'homme à homme. Vous êtes venus au maquis en toute conscience. Vous avez accepté de tout quitter : vos familles, votre travail. Je vous ai promis que nous allions libérer le pays. C'est un fait sans retour. Vous avez pris une décision grave en nous rejoignant. Il faut aller jusqu'au bout. C'est la libération ou le sacrifice extrême. Je sais qu'une chose vous préoccupe. On vous a promis des armes. Elles ne sont pas là. C'est un fait. Mais peut-on accuser nos frères de l'Aurès ou ceux de l'extérieur ? Vous pouvez constater vous-mêmes l'ampleur de la répression. Les armes ont peut-être été arrêtées à un barrage. Nous avons face à nous une armée puissante. Des renforts arrivent sans cesse. Nous, nous n'avons rien. Alors, que faire ? Dites-vous bien que certains ont lutté avec des moyens encore plus précaires que les nôtres et avec une volonté extrême : Dans certaines luttes de libération, il y a un fusil pour douze combattants. Ils attachaient le fusil à une ficelle et si le servant était tué un autre tirait sur la ficelle, récupérait le fusil et passait la ficelle à un troisième ! Vous devez penser que

nous, vos chefs, nous avons promis des armes. Mais nous sommes avec vous, parmi vous. Dans la montagne. Ensemble nous mènerons le combat avec les moyens que nous avons et ceux que nous pourrions nous procurer. Je vous ai dit : jusqu'au sacrifice extrême. Eh bien, c'est le sacrifice. Nous devons nous sacrifier pour procurer des armes au Front. »

Malgré le froid, Krim était en sueur. Il parlait d'un ton dur, ferme. Il fallait galvaniser les hommes. Les reprendre en main. Qu'ils ne réfléchissent pas à la situation désespérée dans laquelle ils se trouvaient.

« Et pour commencer, poursuivit le chef kabyle, nous allons nous garder de répondre aux provocations des capitaines qui disent : “Ah ! ces femmelettes, ces “coulos”, ils ont peur de s'attaquer à nous. ” Ils seraient trop heureux que nous sortions face à eux. Les forces sont inégales. On serait massacrés.. En revanche, nous allons nettoyer notre région des traîtres, des collaborateurs qui nous narguent. Tous ceux qui nous dénoncent, tous ces caïds qui exploitent nos frères ! Le garde champêtre des Aïssi et Badène, le bourreau de Tizi-Ouzou, sont tombés. Maintenant nous allons nous occuper de Moh N'Ali Moh ! »

Krim, en comédien accompli, observa un temps. Les hommes étaient stupéfaits.

« Moh N'Ali Moh ? Ce n'est pas possible...

— Et alors, tonna Krim, vous avez peur de ce chien ?

— Mais Moh N'Ali Moh est invincible ! dit un *djoundi*. C'est un tireur d'élite.

— Et avec son fusil, il tue une mouche à dix pas, renchérit un autre. C'est impossible de l'abattre. Il est toujours sur ses gardes ! »

Moh N'Ali Moh était connu comme le loup blanc dans la région de Bétrouna-Mirabeau. C'était un ancien sympathisant du M.T.L.D. qui, en 1950, à l'époque de l'O.S., était « passé » aux Français. Homme de confiance et de main de la famille du député Smaïl — une grande famille kabyle plus importante encore que la tribu des Aït Ali —, il avait carte blanche de la police, dont il était l'indicateur zélé, pour arrêter qui il voulait. Il dressait depuis novembre 1954 des listes de « fidèles au F.L.N. » et de ceux qui « pourraient venir en aide aux rebelles ». Il était devenu une sorte

de super-milicien armé sur lequel la police et surtout l'armée s'appuyaient, espérant que la population suivrait son exemple. Il essayait d'ailleurs de la convaincre moitié par la crainte, moitié en faisant miroiter les immenses avantages que donnaient les Français à ceux qui leur étaient fidèles et les servaient bien.

« Vous raisonnez comme des vieilles terrorisées par des légendes, poursuivit KriM. Personne n'est invincible. Et pour bien vous le prouver, on ne va pas le tuer. Il n'y aura pas de mission de sacrifice comme pour l'inspecteur de Tizi. »

Les hommes respirèrent. Krim préparait son effet.

« Non ! On le prendra vivant ! Et on l'emmènera avec nous ! »

Ça y est. Krim, il est fou. Prendre Moh N'Ali Moh. Autant attraper un sanglier à mains nues !

« C'est une difficile promesse que je vous fais là. Mais je la tiendrai et j'irai avec vous. Attendez simplement mon retour. Ça ne sera pas long. »

Les hommes, subjugués, acclamèrent KriM. Et il fallut toute l'autorité de Zamoun pour les faire taire. Le village n'était pas loin.

Krim devait en effet effectuer une tournée d'inspection dans toute la Kabylie. Il devait regonfler les hommes des sept zones. À chacun, il refit « son » numéro. Mais il leur donna un immense espoir : il fallait qu'ils se tiennent prêts à attaquer les militaires français pour prendre leurs armes. Mais pas avant que lui-même et les vingt hommes d'Ighil-Imoula et de Dra-el-Mizan aient commencé l'action autour de Tizi-Ouzou. Ils donneraient le départ. À chacun des sept groupes, il tint les mêmes propos :

« Attention ! le succès des embuscades que vous monterez ne tiendra pas aux coups de fusil tirés ou aux morts chez les Français, il tiendra uniquement au nombre des armes récupérées ! »

Une semaine plus tard, Krim rejoignit les maquisards de Zamoun Ali. Selon les conventions fixées au 1^{er} novembre entre les six chefs de la révolution, aucun responsable « au sommet » ne devait participer directement à une opération. Mais Krim avait promis à ses hommes de les accompagner. Pour les regonfler. En outre, il leur avait promis des armes qui n'arrivaient pas. Il fallait y aller.

Moh N'Ali Moh habitait une huilerie appartenant à la famille Smaïl. Il y vivait seul avec sa femme et ses enfants. Sa sécurité était assurée par la proximité de nombreux postes militaires implantés dans la région depuis le mois de novembre. La nuit était claire et froide. La moindre pierre détachée d'un rocher claquerait comme un coup de feu. Mais les hommes étaient si tendus et prenaient tant de précautions que rien ne bougeait ! En les voyant ainsi, Krim pensa que trop de prudence pouvait nuire à leur moral. Ils risquaient de prendre peur et de ne pas avoir assez d'assurance.

« Arrivez ici, dit KriM. Je veux trois barrages de trois hommes sur la route. Si un camion militaire passe, tirez pour faire diversion et décrochez. On se retrouvera sur la crête là-haut. Cela fait une dizaine de kilomètres. Vous autres, vous allez entourer l'huilerie. Si on essayait des coups de feu, repli immédiat, et dispersion. Même rendez-vous sur la crête. Chacun pour soi. Maintenant silence. En avant. »

Pour avoir Moh N'Ali Moh vivant, il fallait employer la ruse. Passé la touffe d'oliviers de Betrouna, Krim mit un calot. Avec son semblant de tenue militaire — il portait une grosse veste de cuir —, ça irait. Ahmed Aït Ramdane portait un casque. Les hommes qui les accompagnaient n'étaient pas rassurés. Ils hésitaient. Sur ces gens simples, l'attitude de Moh N'Ali Moh avait grande influence. À cette heure, ils auraient préféré être de son côté : l'homme était tellement sûr de lui, se vantait tant de son invulnérabilité que les autres — comme la population — y croyaient. Krim avait dégainé et, le pistolet à la main droite, une lampe projecteur dans la gauche, il s'approcha du bâtiment central noyé dans l'ombre. Les fenêtres étaient aveugles. Pas une lumière. Pas un bruit. Krim frappa violemment à la porte. Un long moment s'écoula.

« Qui c'est ? demanda une voix d'homme.

— Idiot. Ouvre la porte. C'est les gendarmes », répondit Krim.

Pas de réponse. Krim frappa de nouveau. Très fort. Très assuré. Comme s'il était un gendarme.

« S'il ne veut pas ouvrir, enfonçons la porte », ajouta-t-il.

La menace fit son effet.

« Vous êtes fous, dit la voix. Vous ne savez pas ce que vous

faites. Je suis le gérant du député Smail.

— Je m'en fous de ton député. C'est les gendarmes. Et aux gendarmes, député ou pas, on ouvre. »

Puis se tournant vers ses hommes.

« Allez ça suffit. Enfoncez-moi ça. »

Un formidable coup de pied ébranla la porte.

« Arrêtez. Venez près de la fenêtre, dit Moh N'Ali Moh, que je voie si c'est bien les gendarmes. »

Krim alluma son projecteur et le braqua sur la fenêtre. L'homme fut ébloui mais aperçut le casque et le calot. Il ouvrit la porte. En s'avançant, Krim trébucha. Une seconde, la lampe éclaira son visage. Moh N'Ali Moh poussa un cri terrible et tenta en vain de repousser la porte. Krim braqua son pistolet. « Bouge pas. Tu m'as reconnu. Sors avec nous.

— Non ! » hurla l'autre.

Ses cris avaient ameuté la maison. De la lumière apparaissait aux autres étages.

« Non ! J'ai plus peur de toi que de toute l'armée.

— Arrête tes boniments et viens. »

L'homme, éperdu, terrorisé, les suivit dans la cour. Krim s'assit sur une souche.

« Vous savez bien qu'en 47 j'étais avec vous, plaïda Moh N'Ali Moh. Mais après, les règlements de comptes à l'intérieur du parti m'ont écœuré. Et puis les Français m'ont acculé à travailler avec eux... »

Sa voix se brisa. L'homme tomba à terre sans qu'on l'eût touché. Il bredouillait :

« Vous allez me tuer... Alors allez-y. Vite.

— Il y a ici 500 hommes qui encadrent l'huilerie et les environs, dit Krim en exagérant les forces F.L.N. On a des renforts venus de l'Aurès (*car l'homme savait bien qu'il n'y avait pas 500 maquisards kabyles*). Mais si tu fais ce que je te dis tu ne seras pas tué. »

Toujours étendu sur le sol, l'homme releva la tête. Dans le faisceau du projecteur, ses traits semblaient décomposés.

Pourtant, aux paroles de Krim, une lueur d'espoir se lut dans ses yeux.

« Va chez toi, poursuivit le chef kabyle. Prends ton fusil, ta cartouchière et reviens. Fais vite. Vous, laissez-le passer. »

D'un bond, l'homme se leva et se dirigea vers le bâtiment.

« Tu es fou ! dit Zamoun. Tu sais comme il tire. Il va faire un massacre.

— Laisse-moi faire. »

Les *djounoud*, pétrifiés par la folie de leur chef, ne pensèrent même pas à se mettre à l'abri. À leur grande surprise, Moh N'Ali Moh revint, son fusil à la bretelle.

« Pourquoi n'as-tu pas tiré ? demanda Krim. On te dit un vrai champion.

— Je ne suis pas contre toi ni contre mes frères.

— Alors viens. »

La petite troupe s'éloigna pendant que la femme de Moh N'Ali Moh, persuadée que les fellaghas emmenaient son mari à la mort, hurlait dans la nuit. Au passage, les hommes de Krim essayèrent de rééditer l'exploit en frappant à la porte d'un garde champêtre, mais sa fille, qui avait entendu parler kabyle, se mit à crier, prévenant son père qui tira à travers la fenêtre. Les hommes de Krim se retirèrent sans insister, déjà tout étonnés d'emmener Moh N'Ali Moh vivant.

Après deux heures de marche silencieuse, Krim arrêta son groupe.

« Donne ton fusil, dit-il à Moh N'Ali Moh.

— Vous allez me tuer ?

— Non. Tu vas prendre la route qui est en contrebas et tu vas aller tout droit à Tizi. Là tu raconteras à ton bachagha ce qui t'est arrivé. Tu lui diras tout. Qu'il y avait au moins 200 à 300 fellaghas (*Krim réduisit le nombre annoncé au départ : 500 c'était difficile à faire avaler à un bachagha*), tu lui diras qu'on t'a menacé de mort si tu parlais. Mais que, comme tu es fidèle aux Français, tu es venu quand même faire ta déclaration. On te demandera ce que nous avons comme armes. Tu diras : des fusils et des mitraillettes. Et aussi — rappelle-toi bien — une

sorte de gros fusil avec des pieds. Tu as compris ?

— Oui. Une sorte de gros fusil avec des pieds, répéta Moh N'Ali Moh.

— Voilà. Si tu te débrouilles bien, ça te vaudra même une récompense. Mais tu restes à notre disposition.

— Qu'est-ce que je dois faire ?

— Des groupes viendront chez toi se réfugier. Manger aussi. Tu leur fourniras tout.

— Oui. Bien sûr.

— Quand on frappera chez toi, tu n'ouvriras pas. Alors si ce sont mes hommes, ils lanceront trois fois des pierres sur les tuiles. Tu ouvriras.

— C'est compris.

— En plus, tu es désormais chargé des demandes de cotisation à tous les éléments de l'administration — les caïds, les gardes champêtres. Et tu leur diras ton histoire et comme nous sommes forts. Allez file.

— Vous pouvez compter sur moi. Je serai fidèle...

— Tu as intérêt. Sans quoi tu as vu de quoi nous sommes capables ! »

Moh N'Ali Moh remercia encore et prit la route de Tizi. Il devait parfaitement remplir sa mission.

Regagnant leurs caches dans la montagne, les hommes de Krim ne se sentaient plus de joie. Le chef kabyle n'était pas mécontent non plus. Non seulement, il intoxiquait les Français quant à l'importance des maquis, mais il avait regonflé ses hommes et s'était procuré un refuge sûr où jamais les militaires ne se douteraient que les fellaghas puissent trouver abri. L'opération avait été fructueuse !

Pendant que, dans la nuit, les hommes, suivant la ligne de crête, regagnaient la région d'Ighli-Imoula, Krim pensait à la phase suivante : s'attaquer à l'armée pour récupérer des armes. Ce serait plus difficile que cette nuit ! Plus meurtrier aussi. Mais auparavant, il s'agissait de renouer le contact avec les hommes d'Alger, dont il était sans nouvelles.

Décidé à prendre les problèmes à bras-le-corps, à se rendre

compte par lui-même sans passer par le filtre souvent trompeur des rapports hiérarchiques, Jacques Soustelle, moins de cinq jours après son arrivée à Alger, décida d'effectuer une tournée d'information dans l'Aurès. Elle allait être particulièrement fructueuse. Désespérante aussi !

Depuis le 1^{er} novembre 1954, tout le massif de l'Aurès, sombre, hostile, majestueux, impénétrable, est en rébellion contre l'autorité française. Tous les effectifs dont disposait le général Chérière, chef de la X^e région et grand patron de l'armée en Algérie, ont été déversés dans ce Sud constantinois, pays des Chaouïas hiératiques, des bandits d'honneur traditionnels, pétris de légendes, de traditions, imperméables à toute influence, qu'elle soit française, arabe ou kabyle. Ici, tout ce qui n'est pas chaouïa est ennemi. Si l'Aurès a si bien réagi à l'appel à l'insurrection lancé par Ben Boulaïd, fils d'une tribu qui apparaît dans toutes les épopées et histoires du pays chaouïa, c'est que de tout temps ce Sud-Est algérien a été abandonné à lui-même. Livrée à des caïds prévaricateurs, pour la plupart étrangers au pays, à des administrateurs sans classe, souvent véreux et soucieux de leurs intérêts personnels — parmi lesquels se bat parfois l'exception, le fonctionnaire courageux, qui connaît et aime le pays, qui s'y dévoue corps et âme —, la région a fait connaissance dès le mois de novembre avec la répression militaire.

Après quelques succès remportés par les parachutistes du colonel Ducournau, l'armée de Chérière s'est enlisée dans une routine catastrophique tant sur le plan des résultats militaires que sur celui — autrement important — des résultats psychologiques. « Babar » Chérière, vieux de la vieille « à qui on ne la fait pas », a voulu écraser la rébellion. Tout passer au rouleau compresseur. Une main de fer sans gant de velours. Il faut montrer qu'on est ferme. Impressionner la population et surtout rassurer les Européens. Et l'on assiste, pour « réduire » les 359 rebelles armés — Monteil a trouvé le chiffre exact dans les papiers de Ben Boulaïd —, à d'extraordinaires déploiements de forces : unités blindées, chars, régiments incapables de quitter la route plus de vingt-quatre heures, liés qu'ils sont à ce cordon ombilical indispensable à leur ravitaillement. Bref, en ce début de 1955, l'armée française en Algérie est une armée de naphtaline. En outre, l'opposition entre les fonctionnaires civils — depuis le gouverneur général, les préfets, les sous-préfets, le directeur de la Sûreté jusqu'aux moindres administrateurs — et l'armée

provoque des scènes qui seraient comiques si tous les jours des hommes ne mouraient pas dans l'Aurès.

À Alger, Jean Vaujour — directeur de la Sûreté — a mis en garde le cabinet de Soustelle contre ces grandes opérations qui ne donnent aucun résultat. Cherrière emploie la technique du « peigne fin ». Vaujour s'y oppose ou plutôt tente de s'y opposer.

« Envoyer des unités de blindés, dit-il, détruire des mechtas, bombarder certaines zones, ce n'est plus du peigne fin, c'est utiliser un marteau-pilon pour écraser une mouche. Et beaucoup plus grave, c'est encourager les jeunes — et quelquefois les moins jeunes — à monter au maquis. »

Car les vastes opérations sont loin de se faire sans casse, sans ravages. Des populations entières sont déplacées, livrées à elles-mêmes, sans travail. On leur fournit des vivres, alors... que demander de plus ? Et au moins pendant ce temps-là elles n'aident pas les rebelles ! Ni le général Cherrière ni le général Spillmann — commandant le Constantinois — ne connaissent la guerre subversive. La guérilla ? Il suffit de couper les rebelles de la population et ensuite de les écraser. On a vu dans un précédent volume les idées, les plans et l'application de cette technique à l'Aurès. Soustelle, lui, constate les résultats. Sur place.

Dans l'avion qui l'emmène de Boufarik à Biskra, la note d'information préparée par son cabinet sur le « maintien de l'ordre » lui revient à l'esprit : « Le maintien de l'ordre n'est pas un problème à part. Il n'est que l'aspect le plus urgent et le plus spectaculaire du "malaise" algérien... Tout ce que l'on a trouvé actuellement comme solution c'est une action militaire pure, qui paraît indépendante de toute conception politique définie et aux moyens techniques disproportionnés (Constantine dispose d'une division d'infanterie — 10 000 hommes — contre l'effectif de trois compagnies — 360 hommes — de hors-la-loi dans l'Aurès !). En revanche, les résultats sont coûteux (en trois mois, nos pertes sont de 114 tués et blessés) et décevants. Il n'y a que 208 "suspects" hors de combat. » Et Soustelle sait ce que l'on cache derrière le terme pudique de « suspect abattu » ! Cela va du berger au commerçant ambulant pris de panique qui fuit « le contrôle des forces de l'ordre ».

« Les ratissages systématiques, poursuit la note, et les transferts de population ont pour effet certain le rejet dans les maquis d'une forte part des jeunes hommes. L'action militaire

actuelle semble, d'ailleurs, pratiquement échapper aux directives du gouverneur général. Elle ne peut que laisser, quelle qu'en soit l'issue, une amertume ineffaçable. Enfin elle "entretient" la plaie à vif, au lieu de la cicatriser ou de la réduire. »

Biskra, M'Chounèche, Baniane, Arris, Batna, Khenchela, Tébessa, Soustelle voit tout. Des maires qui ne connaissent pas leurs populations indigènes, des administrateurs, des chantiers de chômage, des goums, des cantonnements, des camps de populations évacuées, des v'là-le-général-qui-passe en pagaille. Soustelle a droit à tout. Impassible. Il observe. Il enregistre. Il note. Il se fait expliquer les grandes « opés ». « Véronique », la plus grande, la plus belle. Elle date du 10 janvier. On a mis le paquet. Des militaires l'expliquent avec enthousiasme. Il y a eu des bombardements, des rockets, des tirs d'artillerie — on dit même du napalm, mais tout bas — et 5 000 hommes ! La recette infallible d'un Curnonsky de la mitraille ! Puis il y a eu une autre opération. Avec un joli nom elle aussi : « Violette », à Foum-Toub. Un peu moins importante. Mais assez agréable !

On a l'impression d'un autre monde. Car les résultats sont là. Ou plutôt ils n'y sont pas. Rien. Rien du tout. Quelques « suspects » abattus. Oui. Mais rien de plus. Ces opérations transforment par miracle les quelques fellaghas qui auraient pu être « coincés » en paisibles bergers ou en cultivateurs zélés. Comme la France a perdu le contact, qu'il n'existe plus un bureau des affaires indigènes, que les caïds ou les administrateurs adjoints n'ont aucune envie de vivre dans des douars éloignés, coupés de tout confort, l'autorité militaire manque du renseignement le plus banal. Quant aux bandes organisées... les hommes secs et durs de l'Aurès, les jarrets d'acier, les poumons d'airain se jouent de la poursuite de lourdes unités blindées. Ils vont toujours plus haut. Dans les massifs les plus impénétrables. Il faudrait vivre comme eux, connaître le terrain, les douars, les mechtas. Il faudrait posséder la confiance de la population pour avoir une petite chance d'entamer le combat inégal qui les anéantirait. Pour l'instant, malgré la force, malgré le matériel, malgré les hommes, l'initiative reste à ces trois centaines de rebelles pouilleux. Car ils attaquent !

À peine arrivé, les oreilles encore pleines d'honneurs militaires bruyants — il faut que le métier entre —, Soustelle apprend que six hussards sont prisonniers des hommes de l'A.L.N.

Leur aventure est significative de l'état d'esprit des chefs militaires en février 1955. Huit hommes du peloton de hussards parachutistes du Seïar, en bordure des Nemencha, effectuent un raid — que les rapports de l'état-major qualifieront ensuite d'aventureux — jusqu'à un village de montagne à 12 km de leur poste. Ils y sont bien reçus, déjeunent, effectuent des « tirs de démonstration » et reviennent. Tranquilles. Et par le même chemin ! À 4 km de leur poste, ils tombent dans une embuscade. Le sous-officier, chef de patrouille, est tué, un hussard grièvement blessé est achevé, les six autres sont emmenés par ces « fellaghas » bons à rien. Le mépris de l'adversaire qui caractérise l'armée dans l'Aurès vient de coûter cher.

Et tout ce que ce gros Cherrière propose, c'est « de tenir les débouchés de l'Aurès, puis de procéder, vallée par vallée, à l'assainissement du pays par la destruction méthodique des bandes rebelles ». Même le général Spillmann, plus homme de cabinet que « bête de guerre » et pourtant soucieux de ne pas « s'engueuler » avec le commandant en chef — il espère bien se tirer le plus vite possible de cette guerre qui ne veut pas dire son nom ou s'en occuper à l'abri de cabinets ministériels où il se sent comme un poisson dans l'eau —, note dans ses carnets : « Tenir les débouchés d'un massif montagneux large de cent kilomètres, long de quatre-vingts, n'est pas chose facile, à moins de disposer d'effectifs extrêmement nombreux, ce qui n'est pas le cas. Il faut donc — partout où cela est possible — faire exercer la surveillance par les populations elles-mêmes, préalablement organisées, encadrées et appuyées par quelques éléments de forces très mobiles. »

C'est bien la conclusion à laquelle arrive Soustelle après quarante-huit heures d'explications, de briefings, d'autosatisfaction militaire et de poudre aux yeux. Rapidement, Soustelle s'oppose à Cherrière. Celui-ci, on l'a vu, ne rêve que de guerre bien « propre », bien nette, avec un front, des ratissages, des grandes manœuvres.

« Qu'on me laisse faire ma guerre, grommelle-t-il. Ce sont les civils qui m'ont toujours emmerdé. »

Soustelle n'a pas l'intention de lui « laisser la paix ». Le gros général lui paraît tout à fait dépassé. Tous les renseignements qu'il a pu avoir à son sujet se recourent et ce qu'il vient de voir dans l'Aurès justifie amplement une décision qu'il décide de

prendre très rapidement. Pénétré de son autorité, décidé à briser la rébellion tout en faisant des réformes et sachant qu'il va se heurter ainsi à une armée traditionnelle, à un colonat rétrograde dont les intérêts s'accommodent mal d'innovations sociales, à une population musulmane qu'un terrorisme actif touche tout particulièrement, Soustelle veut avoir les mains libres pour mettre en route son bulldozer. Les réformes qu'il souhaite appliquer dans tous les domaines doivent écraser toutes les réticences, civiles ou militaires. Tout d'abord, il ne se considère pas, comme son prédécesseur, un haut fonctionnaire modéré dans ses jugements et ses décisions. Le calme de Jacques Soustelle est toujours apparent. Il est gouverneur. Et il va gouverner. Ce qui implique la centralisation entre ses mains de tous les organismes de recherche, de renseignements, de commandement, de décision, de contrôle. « Et, pense-t-il, ceux qui, si haut placés soient-ils, ne partageront pas mes vues devront se soumettre ou se démettre. »

Son esprit d'analyse a fonctionné. Des discours, des bla-bla, il n'a rien entendu ; en revanche, il s'est aperçu des avantages sur lesquels s'appuyaient les maquisards de l'Aurès : connaissance du terrain, mobilité, appui de la population. « Il faut retourner ces avantages à notre profit... » Le gouverneur est persuadé qu'on ne viendra pas à bout de ces 350 maquisards par de grandes opérations à la Cherrière, mais en recrutant de préférence sur place des formations extrêmement légères, encadrées de spécialistes. Et pour que ces formations puissent agir, il faudra que le « renseignement » donne à nouveau. Que la population le fournisse. Qu'on aille même le chercher chez les rebelles. L'ancien chef du B.C.R.A. de De Gaulle réapparaît. Bon Dieu ! Ce qu'on a réussi à avoir au sein même de la Gestapo, ce serait bien le diable si on ne pouvait l'obtenir d'un mouvement subversif nouveau-né.

Revenant de l'Aurès au soir de ce lundi 21 février, dans son bureau du palais d'Été, Jacques Soustelle, préparant le discours qu'il doit prononcer à l'Assemblée algérienne et grâce auquel il veut forcer la confiance des pieds-noirs — ceux-là, il ne l'oublie pas non plus, sont les principaux intéressés —, prit plusieurs décisions : transformer une armée inadaptée ; limoger s'il le fallait les tenants d'une stratégie dépassée et surtout s'attaquer aux deux causes de tout le mal. D'abord la perte du contact humain qui, sur le plan pratique et immédiat, coupe toutes les sources de renseignement. Et ensuite lutter contre cette cause

lointaine, méprisée par les Européens d'Algérie, négligée par une France qui avait d'autres soucis : la misère du peuple algérien. Elle tient dans cette conclusion d'un rapport établi à Paris avant son départ : « Quatre millions et demi d'Algériens musulmans ont moins de vingt ans et sont livrés à eux-mêmes, sans ressources et sans travail. »

Cette absence de contact avec la population de l'Aurès, cette coupure même, que Jacques Soustelle a devinée à travers les rapports d'officiers et de fonctionnaires au cours de son voyage d'information, une femme les constate. D'abord avec tristesse, ensuite avec stupeur, enfin avec terreur. Cette femme va jouer un rôle important, encore qu'épisodique, dans l'histoire qui nous intéresse. Mais elle cristallisera autour de son nom l'antipathie, l'animosité, l'hostilité, puis la haine des tenants d'un « ordre à tout prix » contre ceux de la simple justice.

C'est au début du mois de mars, quelques jours à peine après le voyage dans l'Aurès, que Germaine Tillion rencontre le nouveau gouverneur général. Comme Soustelle qu'elle a connu avant 1934, « *l'Huma* sous le bras », elle est ethnologue. Sa première mission de 1934 à 1940 la conduit dans l'Aurès. Lui, va au Mexique. Germaine Tillion, qui parle chaouïa, se lie avec les principales familles de l'Aurès. À l'époque, elle découvre une société berbère pauvre, mais non misérable, pour laquelle elle a une immense sympathie bien partagée. 1940 l'arrache à son « cher Aurès » pour la lancer dans la Résistance. « Quand j'ai entendu le discours de Paul Reynaud, me dira-t-elle plus tard, j'ai pleuré comme une Madeleine ! » Germaine Tillion organise des groupes de passage de la ligne de démarcation. Une cellule de résistance « active » se crée au musée de l'Homme, suivie de trois autres. Février 1941 : premières arrestations. Germaine Tillion est arrêtée en août 1942. La Gestapo requiert contre elle cinq motifs de condamnation à mort. Elle est torturée et déportée à Ravensbrück. En 1945, elle est encore vivante. La seule survivante des quatre groupes du musée de l'Homme. Dès lors elle s'occupe des problèmes historiques de la seconde guerre mondiale.

En novembre 1954, elle apprend la rébellion de l'Algérie. De l'Aurès surtout. Elle apprend aussi la répression, les bombardements. Avec Louis Massignon, professeur au Collège de France, qui fut son directeur de thèse, et M^{me} Stibbe, la femme du

célèbre avocat, elle veut voir François Mitterrand pour protester contre les bombardements de l'Aurès. Mitterrand lui propose de partir trois mois dans cette région qu'elle connaît si bien pour y voir comment se déroule le « déplacement des populations ».

De décembre 1954 à février 1955, Germaine Tillion parcourt le massif, renoue des amitiés, constate surtout l'effondrement économique. En quatorze ans, le niveau de vie a baissé d'une façon effarante. Au sud de Tadjmout, dans la région de Biskra, elle vit à nouveau à proximité de la tribu qui lui a servi de sujet pour sa première thèse. Mais l'étudiante attentive a subi la Gestapo, la torture, les camps d'extermination. Ce n'est plus la même femme. Sa sensibilité, sa haine de l'injustice se sont aiguisées. Elle voit des groupes de vieux militaires, d'anciens combattants totalement oubliés, abandonnés. Des enfants dans un état de malnutrition effarant. Pas de colons. La région est trop pauvre. Dans l'Aurès, on ne peut dire que la révolte soit dirigée contre les excès des colons. Il n'y en a pas. Et c'est pourtant là qu'est né et s'est entretenu le brasier qui va enflammer l'Algérie. C'est à Batna, déjeunant avec un médecin, qu'elle apprend ce que furent les « événements » de Sétif en 1955. La répression. Les 45 000 morts qui ont enlevé à la population jusqu'à l'idée même de révolte. Pour un temps, pour dix ans. Car, en 1955, la révolte a éclaté à nouveau. Embuscades, liquidation des musulmans les plus francophiles, les plus « mouillés » avec l'administration. Et l'engrenage se met en route.

Répression, ratissages, tortures, Germaine Tillion apprend dès janvier 1955 que la mer a rejeté dans la banlieue d'Alger le cadavre, torturé, d'un militant nationaliste récemment arrêté par la police. On classera l'affaire. Dans l'Aurès, les vieux Chaouïas lui racontent comment un militaire « maniaque » torture de simples « suspects ». Et son dossier se gonfle effroyablement. On lui raconte — et l'ethnologue ne se contente pas de simples on-dit, elle enquête, elle contrôle — comment un certain lieutenant H..., qu'on appelle Boukelba, l'homme à la chienne, car il est toujours suivi de cet animal, torture à Khanga-Sidi-Nadji. Les conséquences en seront terribles. Ayant « interrogé » de cette façon un chef de bande local, Djeraoui, il le laissera s'échapper. Le rebelle, qui a regagné la montagne, se vengera aveuglément en assassinant le brave commandant Miquel et l'aumônier Jacques qui, eux, tentaient de reprendre un contact trop longtemps abandonné avec une population farouche. H... a sans doute

obtenu des résultats avec ses méthodes : la récupération de quelques vieux fusils. Mais la France a perdu deux hommes qui tendaient la main. « Où est l'avantage ? » pense Germaine Tillion. Son corps souffre encore des tortures de la Gestapo qu'elle apprend de Mena que l'administrateur adjoint de Djemora, Boutin, « fait le mal » comme disent les Chaouïas. Il a torturé au fer rouge Torchi, un membre de la famille des Ouledziane, qui avait des cartouches dans son gourbi. Ayant obtenu des aveux, il emmène l'homme à Biskra pour le faire interner ainsi que quelques autres prisonniers. Après avoir vu dans quel état ils sont arrivés, le commissaire de police de Biskra refuse de les prendre en charge. Et prévient l'administrateur de Mac-Mahon. Boutin sera changé de poste pour « exactions ». Mais combien d'hommes révoltés ou terrorisés ont-ils déjà rejoint le maquis ?

Germaine Tillion ignore tout du problème colonial, mais lorsqu'elle arrive à Alger pour saluer son ancien collègue devenu gouverneur général, c'est tout cela qu'elle ne peut s'empêcher de lui raconter. En vrac. Elle bouillonne d'indignation :

« Non seulement j'ai observé un effondrement tragique du niveau de vie, dit-elle, mais j'ai vu « vos » représentants là-bas ! Les vieux administrateurs sont, sauf exceptions très rares, des nullités. En revanche, chez les jeunes administrateurs adjoints, il y a des hommes très valables, désintéressés, aimant leur métier. Vous devez vous appuyer sur eux ! Vous en aurez besoin pour l'application de vos réformes ! »

Soustelle écoute attentivement. Le rapport de Germaine Tillion confirme ce dont il se doute déjà. Même le récit des crimes, des tortures, ne l'étonne pas. Il a sur son bureau des rapports accablants sur certains membres de la police d'Alger.

« Croyez-moi, monsieur le gouverneur (*l'ethnologue s'est faite cérémonieuse*), même un Ben Boulaïd, qui a été arrêté, est respectable. Je connais bien sa famille. Je l'ai vu tout gosse à Batna. Mostefa est un patriote et non un criminel de droit commun. »

C'est ce que vient de lui dire Vincent Monteil, qui a rencontré le chef rebelle dans sa prison de Tunis.

« Merci pour tout cela, conclut Soustelle, mais que faites-vous maintenant ?

— Je repars pour Paris.

— Voulez-vous rester à mon cabinet ? J'ai besoin d'une ethnologue, d'une femme comme vous. Je sais la direction que je veux donner à mes réformes, mais il faudra leur trouver une application efficace. Et je vais me heurter à des obstacles sans nombre. Voulez-vous m'aider ? »

Lorsqu'elle sort du bureau de Jacques Soustelle, Germaine Tillion, chargée de mission au C.N.R.S., est membre du cabinet du nouveau gouverneur. Avec Vincent Monteil, elle va constituer ce qu'on appellera à Alger « l'aile gauche » du gouvernement Soustelle. Elle va tenter de grouper autour d'elle, de son amour de la justice et des hommes, toutes les bonnes volontés européennes d'Algérie, et elles sont nombreuses. Elle ne pense qu'à une chose : élever le niveau de vie des Algériens et surtout éviter qu'un fossé ne se creuse profondément entre deux communautés qui ont besoin l'une de l'autre. Pendant trois ans, le simple énoncé de son nom fera beaucoup parler, provoquera des commentaires passionnés. « Girl-scout innocente, pleine de bonne volonté ; traîtresse perfide à la solde des rouges ; émissaire des « bradeurs » de l'Algérie », elle entendra tout, supportera tout, les sarcasmes comme les injures et les menaces, du moment qu'il y aura encore « quelque chose à sauver ».

Malgré les grandes manœuvres, les ratisages, les bombardements et le napalm — qu'on emploie de temps en temps sans en rendre compte au commandement supérieur qui ne voulait pas le savoir puisque l'armée était censée ne pas posséder un bidon du terrible liquide —, la situation du Sud constantinois se dégradait rapidement. Le commandement était débordé. La recherche à tout prix du renseignement, les déplacements de population étaient loin de couper les hommes de l'A.L.N. du peuple chaouïa, bien au contraire.

Alors qu'à Khanga-Sidi-Nadji, Boukelba, l'« officier à la chienne », croyait par ses méthodes expéditives « réduire rapidement la rébellion », le commandant Miquel se voyait reprocher par le général Spillmann, le patron de l'Est algérien, d'avoir trop dispersé ses troupes. L'entretien se déroulait sur l'aéroport de Khanga-Sidi-Nadji à la limite de l'Aurès et des Nemencha, le pays sans routes, derniers monts avant les chotts et le désert.

« Mais ne vous en faites pas, mon général, dit Miquel, je tiendrai avec mes hommes. En revanche, si vous disposez d'un

bataillon “en rab”, vous feriez rudement bien de l’envoyer dans les Nemencha. Là-bas, ça va barder. Et au nez et à la barbe de l’administrateur de Tébessa qui ne sort jamais, ignore tout et déclare que tout va pour le mieux dans la meilleure des communes mixtes, la sienne ! »

Le général Spillmann n’aimait pas beaucoup les conseils. Il s’apprêtait à répondre vertement à son subordonné lorsqu’un fonctionnaire civil, l’administrateur adjoint Doré, qui assistait à l’entretien, intervint.

« Mon général, si je peux me permettre... je reviens d’une tournée sur les confins ouest et sud des Nemencha. Il y a là des fractions qui n’ont vu aucun Français depuis trente ans. Les caïds ne résident pas dans leurs douars. La population est entièrement acquise à la rébellion. Les Nemencha vont devenir une véritable place forte.

— Messieurs, vous feriez mieux de vous occuper de votre quartier. La critique est toujours facile... »

Le général Spillmann tolérait mal les avertissements et les suggestions. Pourtant, il résolut de se renseigner sur place.. Il était également défavorablement impressionné par les réflexions de quelques officiers subalternes. Ceux-ci, sans ambages, déclaraient que le travail qu’on leur faisait faire était idiot. Des unités étaient fractionnées en pelotons disséminés au hasard de pics, de gorges, de villages du désert ! En outre le matériel ne pouvait être entretenu. « J’ai un groupe de cinq jeeps qui — selon les ordres — font tous les jours, à la même heure le même chemin. Mes gars vont se faire « allumer » un de ces quatre matins sans que je puisse lever le petit doigt ! » se révolta un des capitaines. Pour une fois, Spillmann ne dit rien. Il était furieux lui-même de ne pas être au courant de la situation. Décidément, les liaisons se faisaient mal ou certains chefs intermédiaires ne voulaient pas voir la réalité.

Mis en cause par le rapport du commandant Miquel, l’administrateur de Tébessa, M. Orra, repoussa vigoureusement les accusations :

« On veut me transformer en bouc émissaire, dit-il à Spillmann, tout ce qu’on vous a raconté est faux. Je connais parfaitement les bandits dont on parle. Ce sont des bandits traditionnels, ils sont sept ou huit et je les ferai arrêter le moment

venu.

— Et les armes qui doivent être distribuées aux populations fidèles ? interrogea Spillmann.

— J'ai reçu cent mousquetons que j'ai distribués aux Ouled-Aïssaoui. Mais j'en ai récupéré les trois quarts et les hommes de la tribu m'ont rendu les dernières il y a quelques jours car ils craignent des représailles s'ils paraissent trop liés avec nous. »

Spillmann bondit.

« Mais c'est la preuve qu'il y a quelque chose. Que les fellaghas sont forts dans la région. »

Orra ne voulut pas en convenir. Pour lui, tout allait bien. Il prit un air pincé lorsque le commandant de l'Est algérois lui annonça l'arrivée prochaine de deux bataillons qui s'implanteraient dans les Nemencha.

« Je ne comprends pas les raisons d'un tel déploiement de forces », ajouta-t-il.

Huit jours plus tard, en pleins Nemencha, une compagnie du 1^{er} B.T.A., trop confiante, se voyait sérieusement accrocher par les plus fortes bandes rebelles jamais vues dans le Sud constantinois. Bilan : quatre morts et deux disparus. L'affaire aurait pu très mal se terminer si une autre compagnie n'était arrivée à son secours. On était loin des sept brigands de M. Orru !

Dans son bureau de Constantine, le général Spillmann, faisant le point sur l'implantation de l'armée et sa façon de vivre, nota dans ses carnets : « Trop de circulation sur les routes. On envoie à tout propos une jeep ou un camion chercher le courrier, du pain, des légumes ou une caisse de bière. Ces multiples petits mouvements ne peuvent être suffisamment protégés. »

Le risque était grand. Mais l'armée de l'Aurès ne voulait pas prendre les fellaghas au sérieux. Spillmann, dont la prudence était renommée, décida de donner à chaque poste un mois de vivres et un four à pain. Mais il se heurta à la résistance passive des unités. Tous les officiers trouvaient plus commode de vivre au jour le jour et ne se souciaient pas d'assumer de nouvelles responsabilités administratives et financières.

Car, en ce début de l'année 1955, l'intendance leur réclame les paperasses exigées par la comptabilité du temps de paix !

Si Soustelle savait, arrivant en Algérie, que le prochain président du Conseil serait Edgar Faure, il ignorait quel serait son ministre « de tutelle », c'est-à-dire le ministre de l'Intérieur. Il redoutait que ce ne fût René Mayer, le tombeur de Mendès, à qui le nouveau président du Conseil devait bien « faire une fleur ». Il respira en apprenant la nomination de Bourgès-Maunoury. Un homme qu'il connaissait depuis la Résistance. À l'époque, on l'appelait « Polygone » et il avait été l'un des plus efficaces délégués militaires de De Gaulle en France occupée. Bourgès va jouer un rôle essentiel dans la conduite de la guerre en Algérie. Ce sera « l'homme Algérie » de la IV^e République. Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Edgar Faure, il sera ministre de la Défense nationale sous Mollet avant de devenir lui-même président du Conseil à la chute du leader socialiste. Félix Gaillard, dernier « vrai » président du Conseil de la IV^e République — la comète Pflimlin n'en étant qu'un point d'exclamation ou d'interrogation selon les goûts —, lui rendra le fauteuil de ministre de l'Intérieur et le vieil hôtel de la place Beauvau qu'il connaît si bien. À ces diverses commandes, Bourgès sera différemment apprécié selon les hommes qui recevront ses ordres ou avec qui il devra jouer.

Avec Soustelle, tout ira pour le mieux car l'ancien ethnologue, s'il n'est pas un fonctionnaire sourcilleux et pointilleux, n'en est pas moins discipliné et rendra fidèlement compte à son ministre — comme ce récit le montrera à différentes reprises — des fluctuations les plus secrètes de la situation algérienne. S'il regrette de ne pas avoir rang de ministre à Paris, Soustelle décide de gouverner l'Algérie comme s'il l'avait. Et il veut le montrer très vite.

Le Gouvernement général, cette hydre qui fait la pluie et le beau temps en Algérie, qui centralise tout, qui freine, qui s'enlise dans des tonnes de papiers, dont les directeurs sont souvent plus puissants que le gouverneur général lui-même, voit l'arrivée de Soustelle avec quelque crainte. La réputation de gaulliste, de gauchiste, de crypto-progressiste du nouveau patron l'inquiète un peu car, bien sûr, le G.G. est le miroir de la toute-puissance des groupes de pression algériens : conservateurs et hostiles à toute réforme. On va donc « observer » Soustelle. Le soupeser. Avec la ferme intention de l'assimiler et de retomber dans une routine d'où les intérêts sont loin d'être exclus.

Mais Soustelle ne l'entend pas de cette oreille. Il va faire dans un premier temps un effort considérable pour remettre un peu d'ordre et de justice dans ce « fromage », symbole de toutes les compromissions et de la mission manquée de la France en Algérie. Il veut « dresser » cette espèce de machine inhumaine qui se contente d'avaler des chiffres, de les mettre en cartes, en statistiques, sans s'émouvoir pour si peu :

« Plusieurs millions de musulmans ont 1 500 F par mois pour vivre. Un adulte sur sept vit en France, car il y trouve un emploi. Moins de 26 000 colons possèdent deux millions et demi d'hectares. 40 % des enfants tuberculeux viennent de la Casbah d'Alger. 275 000 enfants musulmans sont scolarisés, soit un sur dix. »

Soustelle sait qu'au G.G. jamais la moindre affaire n'aboutit sauf sous l'action du chantage de l'Elu ou la menace d'un « puissant ». Ce sont ces hommes — ils savent si bien se servir de l'ignoble méduse, molle et gluante, affreux visage de la France en Algérie — qui ont ainsi bloqué le statut de 1947 !

« Ce sont eux les vrais hors-la-loi », dit Vincent Monteil, indigné.

Le *brain trust* que s'est constitué Soustelle a quelques raisons d'effrayer l'Algérie coloniale. Il comporte certains membres qui ne paraissent pas « catholiques ». D'abord, le principal adjoint, directeur des cabinets civil et militaire : Jacques Juillet. C'est Mendès qui l'a conseillé à Soustelle. Il connaît bien l'Algérie. C'est un jeune préfet plein d'enthousiasme. Bien sûr, il porte l'étiquette « gauche ». Puis il y a le commandant Monteil, que l'on a vu rencontrer avant même de prendre son poste à Alger, ce Ben Boulaïd que le général Chérière considère comme le principal chef de la rébellion. Enfin, Germaine Tillion — chargée de mission. Ses opinions sur l'Algérie ne sont pas faites pour rassurer les conservateurs. Voilà pour « l'aile gauche du cabinet ».

Il y a les autres qui vont jouer un rôle plus ou moins important dans cette équipe très étoffée qu'a désirée Soustelle : Guy Lamassoure, directeur du cabinet civil. À l'usage, c'est lui que préférera le gouverneur général, il en fera son principal collaborateur lorsque l'évolution de sa politique provoquera la démission de ses deux hommes de gauche : Monteil et Juillet. Il y a encore son directeur de cabinet militaire, le colonel Constans,

un « rescapé » de l'aventure indochinoise. Mais un rescapé sans gloire, sans prestige, sans médailles. Depuis l'évacuation de Lang Son et le désastre de Cao Bang, on n'est pas loin de le considérer au ministère comme un bon à rien. Il a exécuté fidèlement les ordres du général Carpentier et le paie fort cher. Sa nomination auprès de Soustelle redore un peu cinq galons diablement ternis. S'ajoutent encore neuf chefs de ceci ou de cela. Conseillers, chargés de mission, chefs de cabinets, directeurs adjoints. Et un dixième que l'on trouve discrètement, modestement installé tout au bout de la liste civile, avec humilité, semble-t-il. Comme s'il voulait qu'on ne s'aperçoive pas de sa présence. Il va pourtant jouer un rôle considérable auprès de Jacques Soustelle. Il s'appelle Henri-Paul Eydoux. Il « fait dans le secret ». Ce qui est la spécialité et le péché mignon de Soustelle qu'il connaît de longue date.

Les deux hommes se sont rencontrés au musée de l'Homme — qui décidément aura été une pépinière de membres du cabinet Soustelle —, puis Eydoux a travaillé au Gouvernement général avant la guerre de 1939-1945, détaché à Paris, à l'Office de l'Algérie. En 1943, Henri-Paul Eydoux rejoint la France libre, part pour l'Algérie, est affecté au B.C.R.A. où il retrouve Soustelle directeur général des Services spéciaux. Au B.C.R.A. (Bureau central de renseignement et d'action), le patron est Pélabon, que l'on a vu directeur de cabinet de Pierre Mendès-France en 1954. Eydoux est nommé à la tête de la section N.M. (non militaire), c'est-à-dire la section politique. Son goût du secret, de l'intrigue, son intelligence prodigieuse, son sens de l'humour, son je-m'en-foutisme apparent, bref, sa classe, lui font faire merveille. À la Libération, Pélabon devient directeur général de la Sûreté nationale et Eydoux en est le sous-directeur. Lorsque Soustelle est nommé à Alger, il veut Eydoux, qu'il arrache à la sous-direction des Renseignements généraux. On n'a pas fini de reprocher à Soustelle de prendre « un flic » à son cabinet. Mais le gouverneur général sait que la police et les Services spéciaux vont jouer — et jouent déjà — un grand rôle dans la conduite de la répression de la rébellion qui vient d'éclater. C'est Eydoux qui s'occupera de ce domaine « occulte » qui passionne Soustelle et qui sera chargé de créer un état-major mixte destiné à mettre un peu d'ordre dans les rapports extrêmement tendus entre les civils et les militaires ainsi qu'entre les différents services de police qui se « tirent la bourre » à qui mieux mieux.

Il faut d'abord réorganiser la police. Les Renseignements généraux ont été les seuls à avoir quelques informations sur la préparation du 1^{er} novembre. Mais les inspecteurs de Costes, devenu contrôleur général, sont des hommes de Borgeaud. Le maire d'Alger, Jacques Chevallier, ne leur a pas pardonné d'avoir « foutu dedans » des hommes comme Kiouane, un de ses adjoints à la mairie, sous prétexte qu'ils se préparaient à entrer dans la rébellion alors qu'ils n'avaient rien à y voir.

« Des hommes, dit Jacques Chevallier, sur lesquels on devrait au contraire compter pour resserrer les liens entre les deux communautés, pour tenter de faire une Algérie nouvelle. Car ne nous faisons pas d'illusions, la situation actuelle ne durera pas éternellement. »

Six commissaires sont particulièrement visés, parmi lesquels les hommes de confiance de Costes : Forcioli, Havard, Carcenac. Des cracks de la police. Mais aussi des hommes qui « écoutent » favorablement certains conseils. Le tout-puissant sénateur Borgeaud, la Fédération des maires, les gros colons, patrons des chambres d'agriculture, ont tout avantage à voir se réaliser l'opération anti-M.T.L.D. dont les membres présentent sans cesse des revendications sociales dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne vont pas dans le sens des intérêts du gros patronat colonial et de certaines grandes familles musulmanes ; En outre, les méthodes de certains commissaires gonflent considérablement un dossier « torture » que Soustelle voit d'un très mauvais œil. L'un des commissaires est même convaincu d'assassinat. Il enlève — dit-on — leur garrot à des prisonniers blessés, les laissant mourir lentement. Il sera l'un des derniers « commissaires Borgeaud » à être mutés en métropole. On a vu la fureur du vieux seigneur de La Trappe. Il s'est vengé en faisant renverser Mendès. On comprend que l'on ne voie pas l'arrivée de Soustelle, nommé par Pierre Mendès-France et confirmé par Faure, d'un œil favorable.

Eydoux, la liaison de Soustelle avec la police, tombe donc sur des nouveaux qui « nagent » un peu. Le commissaire central d'Alger est Germain Benhamou, qui a été nommé contre la volonté de Borgeaud. En effet, Benhamou, originaire de Tlemcen, est juif. Et Borgeaud ne veut pas d'un juif au commissariat central ! Là, il essuie un échec. Le commissaire Gonzalès est nommé en remplacement de Carcenac à la tête des R.G. Ces

nouvelles nominations ont eu pour effet de couper pour un temps la police de tout renseignement sur le milieu nationaliste. En effet, les indicateurs ne se « passent » pas comme un simple dossier. D'autant que les circonstances qui ont présidé au départ de l'ancienne équipe ne l'ont pas poussé à « refiler » ses contacts !

Jean Vaujour, le directeur de la Sûreté, qui n'a pas été étranger à cette épuration de la police, voit pourtant très vite qu'avec Soustelle les relations ne seront pas faciles. Il sent dans la nouvelle équipe du « premier étage », comme on appelle le cabinet du gouverneur, une solide prévention contre ceux qui « au 1^{er} novembre n'ont rien su et n'ont pas été capables d'étouffer dans l'œuf une rébellion qui semblait prévisible ».

Soustelle n'a pas la façon de gouverner de Léonard. Il travaille en ministre. C'est un homme secret qui ne cherche pas le contact avec les services. Il laisse cela à son cabinet. Eydoux veut rapidement réunifier ces polices éparpillées. La D.S.T., qui dépend directement de l'Intérieur, est la plus indépendante. Mais le hasard fait parfois bien les choses. Le directeur de la D.S.T. à Alger est Gaston de Pontal, qui a été le collaborateur de Michel Debré à Tours en 1945 et a eu des amitiés efficaces au R.P.F. Soustelle le connaît. Eydoux le juge rapidement : « Intelligent. Froid. Un Ardéchois qui a les contours un peu rudes des races montagnardes. Sa carrière est celle d'un commissaire de police. Mais il a su faire une politique solitaire en dehors de tous les clans. Il a un tempérament de policier. »

Cet homme de quarante-cinq ans, brun, de taille moyenne, aux traits accentués, fera un excellent directeur de la Sûreté. C'est un poste où il faut un homme de police. Vaujour ne l'est manifestement pas, décide Soustelle. Pontal le remplacera. On prendra tout de même des gants, car Vaujour a de solides relations et est un préfet de grande classe, dit-on à Paris. Soustelle, qui veut « un grand coup de balai » à Alger, le raye de sa mémoire. Le cas Vaujour est réglé. On le « balancera » à la première occasion. Le gouverneur général qui se sent lui-même « un homme de police, de services secrets » réglera ses problèmes avec des professionnels : Eydoux et Pontal. De ce côté, il se sent parfaitement couvert. Son pilier « police » est en béton armé.

Mais la prise en main du Gouvernement général, l'assainissement de certains services n'étaient rien à côté du grand combat qu'avait à livrer Jacques Soustelle pour « apprivoiser »

ces pieds-noirs qui, depuis son arrivée, lui faisaient grise mine.

Il s'y emploie dès son premier discours à l'Assemblée algérienne. Il sait qu'« ils » sont tous là, à l'épier, le doigt sur la détente, prêts à mettre en branle toute leur puissance d'intrigue polie depuis des années, prêts à dresser toutes les embûches sur son chemin. D'abord Laquière, le président de l'Assemblée, qui représente ce qu'il y a de pire en Algérie, le « mainteneur » des deux collèges séparés. Entier. Ambitieux. Insupportable. Il va falloir l'amadouer ou le mater. Il y a aussi Gratien Faure et Benquet-Crevaux, les « Constantinois », qui mènent une campagne à boulets rouges contre le gouvernement accusé de faiblesse devant les rebelles. Ils sont parmi les plus déterminés et les plus farouches des adversaires de la politique de détente et de rapprochement que le gouverneur envisage de mener. Soustelle les appelle les Tartarins. Il donnera l'ordre de les désarmer. Il y a, bien sûr, Borgeaud. On sait ce qu'il pense de Soustelle. Et Blachette qui joue la détente, le libéralisme, parce qu'il sent bien qu'il faut jeter du lest pour durer. Mais Soustelle n'a aucune sympathie particulière pour ces représentants du grand colonat. Dans un premier temps, il n'acceptera de les recevoir dans son cabinet que dans la mesure où ils sont des élus.

Mais ceux que le gouverneur veut toucher à travers son discours, ce sont ces centaines de milliers de petits pieds-noirs qui sont attachés à la France et aiment passionnément leur terre, qui « ont été à l'école avec leurs frères arabes », à qui il suffirait de redonner confiance pour qu'ils acceptent des réformes avantageant la communauté musulmane. Mais ils sont manœuvrés par des élus qui se soucient plus de leurs intérêts personnels que de ceux de la masse. Et, depuis le début de la révolution, ils sont excités, piqués au vif de leur amour-propre, de leur « supériorité », par une presse qui ne voit que le résultat quotidien : la vente. En ce début de 1955, seul l'Aurès est en feu, la rébellion est localisée et l'Aurès, c'est le bout du monde. Bien sûr, quelques attentats épars frappent des musulmans fidèles. Mais jamais on ne s'est tellement occupé des musulmans ! Pourtant, on emploie la grosse artillerie, la presse réclame des troupes, excite la population. À Constantine, *La Dépêche* des frères Morel s'y emploie avec un talent qui désespère Dupuch, le préfet. La population européenne qui n'est pas encore frappée est terrorisée, conditionnée. Le moindre attentat est monté en épingle. On s'arrache les gazettes. Les tirages augmentent. Soustelle note

que « la presse ne semble connaître d'autre ton que celui de la passion ». La presse « de gauche », elle, ne fait rien non plus pour calmer les choses. Tout le monde saisit la moindre occasion de dresser les Européens contre les musulmans. Dans *La Dépêche quotidienne* on ira jusqu'à lire : « Dans ce pays, les revendications sociales sont une des formes de l'insurrection ! »

Alors comment en vouloir à cette foule européenne conditionnée, et — il faut bien l'avouer — livrée jusque-là à elle-même par un gouvernement métropolitain qui ne se soucie guère de faire appliquer les lois qu'il a fait voter ?

Avec courage, avec résolution, Soustelle — qui a fait broder sur son fanion le Lion, symbole de sa ville d'origine, Lyon, le croissant de l'Algérie et la croix de Lorraine de De Gaulle — annonce les grandes lignes de sa politique :

D'abord lutter contre le chômage, contre l'ignorance et l'indifférence. INTEGRER la communauté musulmane.

« L'espérance ? dit Soustelle, c'est que l'intégration, toujours plus poussée, de l'Algérie et de la métropole se traduise concrètement par une large accession des Algériens autochtones aux emplois publics et privés qu'ils auront mérités par leurs aptitudes et par leur travail. »

Il parle aussi de lutte contre le terrorisme, mais met en garde la population européenne contre les excès : « La PACIFICATION est notre premier devoir [...], les deux communautés ont les mêmes adversaires. Entre elles, il ne doit subsister ni suspicion ni crainte. Prenons garde de nous laisser entraîner dans le cycle infernal de la peur et de la violence. »

Pour Soustelle un premier devoir se présente : appliquer immédiatement le statut de 1947 et respecter la dignité des Algériens.

Collège unique et intégration, voilà un programme qui ne fait pas l'affaire de tous. Mais l'accueil que l'on accorde à Soustelle — et à ses beaux sentiments — est chaleureux. Encore faut-il que ces premières réformes se traduisent autrement qu'en discours ! Soustelle y est bien décidé. Il veut aller vite et fort. Il sait que la rébellion, dont l'influence est considérablement grossie par une presse avide de sensationnel, ne constitue pas encore un danger. Mais la course est ouverte. Soustelle veut la gagner.

Parmi les 2 000 prisonniers de la Toussaint, tous membres du M.T.L.D. interdit par François Mitterrand au lendemain du 1^{er} novembre 1954, trois hommes sont particulièrement visés par la police : Kiouane, Merbah et Ben Khedda. Kiouane est avocat. Il a été l'un des adjoints au maire d'Alger. En l'atteignant, on touchait Jacques Chevallier et Blachette, plaisir que les responsables de l'ordre d'Alger ne voulaient pas se refuser. Chevallier avait été ministre sous Mendès, ça suffisait. « Tous des juifs vendus au communisme international. Ils vont « brader » notre pays. » Un triste refrain dont la musique aigrette s'est parfois, au cours des trente dernières années, transformée en ouragan destructeur lorsque, pour des raisons économiques, sociales ou politiques, les quelques excités qui le serinent sont suivis par des centaines de milliers d'inconscients conditionnés par une propagande habile.

Moulay Merbah est l'un des principaux adjoints de Messali. Il n'a pas plus que Kiouane participé au mouvement du 1^{er} novembre. Mais son patron, le vieux prophète — toujours en résidence surveillée en France —, s'emploie activement à rattraper le temps perdu, l'occasion manquée par sa faute, et fait courir le bruit qu'il est le père de la révolution.

Ben Khedda, lui, représente la tendance centraliste du M.T.L.D. Il s'est séparé du vieux dictateur qui tenait le parti sous sa férule. Lui non plus n'a rien su de la révolution de novembre.

Vincent Monteil, continuant sa prospection, veut savoir « ce qu'ils ont dans le ventre ». Il partage l'avis de Jacques Chevallier. C'est avec ces hommes, instruits, politisés, d'autant plus conscients de leur valeur qu'ils tranchent sur la masse misérable de leurs coreligionnaires, qu'il faut discuter. C'est avec eux que l'on fera l'Algérie nouvelle et non avec les bachaghas, représentants de grandes familles autoritaires et féodales, qui tirent d'immenses avantages du régime colonial et n'ont aucune envie de le voir disparaître. Fin février, début mars, on voit beaucoup le commandant Monteil à la prison de Barberousse. Les gardiens de la sinistre prison qui élève sa masse blanchâtre au haut de la Casbah n'ont pas de regards assez méprisants pour ce haut fonctionnaire qui « vient perdre son temps avec ces melons ».

Lorsque Monteil entre dans la cellule de M^e Kiouane, il découvre un homme jeune, au front haut un peu dégarni ; les traits

sont nets, réguliers et trahissent une ascendance turque. Il parle un français rapide et excellent. L'entretien prend très vite un ton très personnel. Monteil sait donner confiance parce qu'il a confiance.

« J'aurai trente ans demain, lui dit Kiouane. Et je vous assure que j'ai fait l'impossible pour éviter que l'on n'en arrive à la violence.

— Vous avez échoué, répond Monteil.

— Oui, et pourtant je devrais être heureux car j'ai quitté Messali parce qu'il n'était pas partisan de la violence. Qu'il voulait encore tenter le jeu parlementaire. Et aujourd'hui, bien que, je vous le répète, je ne sache rien de ceux qui ont déclenché la révolution, je ne peux désavouer les terroristes. On ne peut demander cela à un homme en prison ! »

Monteil est persuadé, depuis Paris, depuis son entrée au cabinet Soustelle, qu'il faut relâcher ces hommes. C'est à cette condition qu'il a accepté de venir à Alger. Mais il faut encore savoir ce que ces militants M.T.L.D. qui sont à la frontière de deux mondes par leur éducation, croient profondément. Kiouane est formel :

« Dans six mois, commandant Monteil, des gens comme moi seront dépassés. Il sera trop tard pour toute solution pacifique !

— Quelle a été votre inculpation pour être en prison ? »

M^e Kiouane eut un petit sourire.

« J'ai signé avec Ben Khedda et Bouda une déclaration dans *Alger républicain* pour protester contre la dissolution du M.T.L.D. et contre la répression. »

Et depuis l'homme est en prison, inculpé d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État aux termes de l'article 80 sur les délits de presse ! Mais ce que souhaite Kiouane, c'est l'apaisement. Pour l'obtenir, il faut que le nouveau gouverneur prenne des mesures qui vont « faire hurler » : quelques libérations significatives, la restauration d'une liberté d'expression suffisante et surtout une détente de l'atmosphère politique par la libéralisation progressive du régime qui sera provoquée par l'application loyale du statut de 1947.

« Toujours ce statut de 1947 », pense Monteil en entrant dans la cellule de Ben Youssef Ben Khedda. Le chef du cabinet

militaire de Jacques Soustelle se souviendra toujours de cet entretien. D'abord, l'homme qu'il rencontre est net, calme mais décidé, ensuite, il sera un jour président du G.P.R.A., ce gouvernement provisoire de la République algérienne avec lequel la France traitera à l'issue de sept années d'une lutte atroce et fratricide. En 1955, Ben Khedda a trente-cinq ans. Il semble timide, un peu renfermé. Il dissimule son regard derrière des verres légèrement fumés. Au premier abord, sa physionomie n'est pas celle d'un homme d'action. Il est pharmacien à Blida et l'identification et le dosage délicat des drogues les plus diverses lui ont donné, semble-t-il, un teint de parchemin et des gestes doux et précis. Très jeune, il a milité. D'abord dans les rangs des scouts, puis des étudiants musulmans. C'est là une pépinière de jeunes cadres que cet organisateur-né ne veut pas négliger. Il les réunit, leur parle. Et de là date son premier séjour en prison. En 1943. Pour huit mois. Il a vingt-trois ans. Il gravit rapidement les échelons de la hiérarchie du M.T.L.D., mais s'accommode très mal des ukases du vieux Messali. Secrétaire général du mouvement, c'est vers les centralistes de Lahouel qu'il se tourne. À son avis, c'est là l'avenir. Le 1^{er} novembre 1954 le surprend. Il ne sait pas grand-chose du C.R.U.A. et de ses six chefs. Il n'a pas le temps de se renseigner qu'il se retrouve en prison. « Un secrétaire général du M.T.L.D., ça doit savoir des choses, conclut le procureur général Susini, ou ça doit se préparer à en faire ! » D'autant que le pharmacien de Blida a publié une lettre ouverte à François Mitterrand :

« Les causes du drame, écrit-il, doivent être recherchées dans la condition faite au peuple. La politique d'assimilation a fait faillite, il faut s'orienter vers une politique d'apaisement : cesser la répression. Accorder une large amnistie et surtout que tous jouissent des libertés démocratiques. »

Voilà un pamphlet qui lui vaut d'être recherché pour atteinte à la sûreté de l'État ! Et lui, confiant, se constitue prisonnier le même jour car il croit au dialogue. Trois mois se passent avant que ce dialogue puisse s'engager.

Le 1^{er} mars 1955, Monteil est là, devant lui. Et c'est pratiquement l'entretien avec Kiouane qui se renouvelle. Les deux hommes parlent en confiance. Ben Khedda est à la fois nationaliste et partisan d'un travail en commun de bonne foi. Notamment avec des hommes comme Jacques Chevallier. Encore

une fois, Monteil demande « ce qu'il faudrait faire pour que le dialogue s'établisse, pour que toute la communauté musulmane ne bascule pas vers la rébellion. »

« Il faut que trois mesures au moins soient prises immédiatement, répond Ben Khedda : d'abord que le gouverneur donne un indice concret du désir sincère d'appliquer le statut, par exemple en organisant des élections libres. Ensuite, qu'il décide quelques libérations significatives. Enfin, que l'on donne l'exemple d'un esprit nouveau dans les rapports entre l'administration et les musulmans. »

Cela ne paraît pas exorbitant à Monteil. Les deux hommes se séparent. Un courant est passé entre eux. La confiance s'est établie. Monteil va parvenir à faire libérer Kiouane et quelques comparses, mais son but est de faire sortir les « têtes d'affiche » du M.T.L.D., ainsi on ne pourrait garder les 2 000 lampistes qui sont éparpillés dans les prisons algériennes. Il n'y arrivera qu'en mai 1955, après des tractations, des échanges de lettres, des « ouvertures de parapluie » sans nombre et sans nom ! Le président de la chambre des mises en accusation, M. Girard, dira honnêtement à Monteil : « Le complot » de la Toussaint ne tient pas. Le dossier est vide. Aucun de ces hommes n'y a participé. Il faudrait un non-lieu général, la justice s'est déconsidérée... »

Mais le procureur général d'Alger Susini ne veut pas lâcher sa proie. Et Robert Schuman lui-même, garde des Sceaux, dira à Monteil :

« Vous savez qui a nommé M. Susini à Alger ? C'est René Mayer. Eh bien, commandant Monteil, on ne se bat pas contre René Mayer. »

Monteil, obstiné, atteindra son but. Mais déjà en mai-juin 1955 l'ambiance aura changé. Les hommes de dialogue seront sur le point d'être balayés. Et Ben Khedda et Kiouane rejoindront rapidement ce F.L.N. pour lequel — sans le connaître — ils ont déjà fait de la prison !

À la fin du mois de novembre 1954, Rabah Bitat, le chef de l'insurrection pour la zone algéroise, s'était retrouvé seul. Il n'avait pas fallu quinze jours à la police pour démanteler son réseau. Son adjoint, Zoubir Bouadjadj, était en prison avec tous les hommes des commandos d'Alger. C'était l'échec complet. Par

chance, Bitat avait échappé aux rafles et aux descentes de police, mais il ne se faisait aucune illusion : il était recherché. Peut-être le système des surnoms protégerait-il son identité quelques semaines, mais pas plus. Il avait traversé une période de désespoir. Tant d'efforts pour rien. Seul l'Aurès de Ben Boulaïd préoccupait les Français, mais Alger était calme. Bitat avait été humilié par le peu de bruit qu'avaient provoqué les « attentats » dans la capitale, par l'échec total des opérations dans l'Algérois. La répression qui avait suivi fit de lui un homme solitaire et traqué. Heureusement, après quelques semaines, le hasard l'avait servi. Se réfugiant chez un ami commerçant pour passer une nuit au calme, il lui avait parlé d'un certain Yacef que Bouadjadj lui avait recommandé avant le 1^{er} novembre. L'homme n'avait pas participé au 1^{er} novembre. Il était là « en réserve » avait dit Bouadjadj.

« Mais je crois bien le connaître ton Yacef, dit le commerçant, c'est Saadi, le fils d'un boulanger de la rue des Abderames, dans la Casbah. Tu veux le voir ?

— Oui, mais ne lui dis pas mon nom. »

Tout de suite, Yacef avait logé Bitat chez lui, rue des Abderames dans la basse Casbah. Il lui avait fait bonne impression, mais Bitat, homme réfléchi et posé, craignait la fougue du jeune homme. Yacef lui rappelait son adjoint Bouadjadj. Même passion pour le football, même désir de « tout casser », même enthousiasme qu'il faut freiner, même façon de « rouler des mécaniques » devant les filles. Yacef se savait beau garçon. Mais maintenant, la révolution passait avant tout. Avec confiance, sachant que Bitat était un homme du Front — bien qu'ignorant son rôle exact —, Yacef lui avait raconté comment Bouadjadj l'avait recruté. Comment il avait constitué à la Casbah une petite équipe de douze hommes sûrs, prêts à combattre.

« On me contactera, je connais le nom de celui qui doit le faire, dit Yacef, je te ferai profiter de la liaison.

— Ce ne serait pas Si Mohamed, ton contact ? »

Yacef regarda Bitat, stupéfait :

« Oui, comment le sais-tu ?

— Si Mohamed, c'est moi. Champion (*c'était le surnom de Bouadjadj*) t'avait signalé dans ses rapports et je cherche à te

contacter depuis longtemps. Malheureusement, je ne savais où te joindre. »

La joie des retrouvailles passée, les deux hommes avaient fait le bilan : il était catastrophique. Pas d'ARMES. Pas d'ARGENT. Pas de CONTACTS. À Alger, il fallait repartir de zéro. Chez Yacef, Bitat était à l'abri. Le jeune homme n'était pas fiché par la police et n'était pas compromis dans le « complot de la Toussaint ». La famille Yacef possédait un bains-douches et une boulangerie, rue Marengo, qui lui assuraient une existence aisée. Elle était honorablement connue.

« Chez nous tu seras tranquille, fit remarquer Yacef, nous allons pouvoir mettre la révolution en marche. Et le magasin sera pour nous une merveilleuse couverture : on ne distinguera jamais ceux qui viennent nous voir des acheteurs quotidiens.

— Oui, mais comment sais-tu que tu n'es pas fiché ?

— J'ai un ami dans la police. Il s'appelle Paul Souci, il est inspecteur, mais joue au foot avec moi. Et il me raconte tout ce qui se passe.

— Il sait ce que tu fais ? s'inquiéta Bitat.

— Jamais de la vie ! On ne parle que foot et filles. Et il rigole toujours avec moi en me disant : « Toi, » tu ne penses qu'à ça. Si ces crétins du 1^{er} novembre » avaient fait comme toi, ils n'en seraient pas là ! »

Rassuré par la qualité de sa « planque » et sur celui que le sort lui fournissait comme adjoint, Rabah Bitat tenta de renouer le fil brisé par la répression. Il fallait rétablir le contact avec les cinq régions : Algérois, Aurès, Constantinois, Kabylie et Oranais, dont il ne savait rien. La première mission de Yacef fut de retrouver la trace de Souidani Boudjema, l'homme de confiance de Bitat dans l'Algérois. Il le retrouva à Boufarik.

« Pourquoi Si Mohamed n'est pas venu lui-même ? demanda Souidani méfiant.

— Il est recherché dans tout Alger, tout le monde sait même qu'il s'appelle Rabah Bitat ! »

Le jeu des surnoms n'avait pas protégé longtemps le chef algérois. Souidani révéla à Yacef qu'il était parvenu à garder le contact avec la zone 3 et la zone 5, c'est-à-dire la Kabylie et

l'Oranais.

« C'est à Alger que la répression a été la plus efficace, ajouta Souidani, d'ailleurs il ne faut pas vous endormir. Vous devez prendre des précautions. À ce propos, j'ai deux amis qui vont t'accompagner jusqu'à Alger. Ils te garantiront des mauvaises rencontres et ainsi ils me rapporteront des nouvelles de Bitat lui-même ! » Souidani prenait ses précautions. Habitué des complots — il avait été de l'O.S. en 1950 —, il voulait vérifier ce que lui avait dit l'émissaire de Bitat. Yacef repartit vers Alger flanqué de deux hommes dont l'un au moins était armé. Lorsque Bitat les reçut, Yacef avait gagné ses premiers galons. Son entrée dans le Front était officielle. Il avait fait ses preuves !

En sortant du 3, rue des Abderames, Rabah Bitat était inquiet. Jusque-là il avait vécu terré chez Yacef, mais aujourd'hui il lui fallait sortir. Les ruelles de la Casbah lui paraissaient hostiles ; ce dédale de passages, ces escaliers gluants, ces gosses, cette foule affairée au milieu de laquelle Yacef se sentait à l'aise lui paraissaient comme autant de pièges. Bitat était un homme du Constantinois, un paysan, et à Alger il se sentait perdu. S'il n'avait pas eu la chance de trouver Yacef ! Un gosse le bouscula et Bitat rata une marche, il faillit s'étaler. Une demi-douzaine de jeunes gars qui jouaient au tchic-tchic dans l'encoignure d'une porte le regardèrent en riant. Qui sait si, parmi tous ces maquereaux, ces putains, ces indicateurs de toute sorte dont la Casbah grouille, on n'allait pas le reconnaître ? Place du Gouvernement, Bitat prit un taxi qui le déposa à Hussein-Dey. Il devait rencontrer le sergent Ouamrane, qu'il n'avait pas revu depuis le 1^{er} novembre.

La veille, Belkacem Areski, le boucher de la rue de Polignac, celui qu'on appelait Areski le Maquis, avait vu arriver l'adjoint de Krim affublé d'une djellaba crasseuse et d'un turban lâche.

« Tu es fou, avait-il crié, enlève-moi ça tout de suite. Tous ceux habillés comme ça en ville on les traite de fellaghas. C'est un miracle que tu ne te sois pas fait arrêter. »

Ouamrane avait souri de toutes ses dents en écartant le vieux linge couvrant le couffin qu'il tenait de la main gauche. Areski avait vu une mitraillette, chargeur engagé. « Oui, oui, je sais, mais tu aurais été bien avancé. » Ouamrane lui annonça qu'il descendait du maquis pour rétablir le contact avec Alger.

« Comment ça va ici ? avait demandé le sergent.

— Comme ça. Plutôt mal. Il ne reste que Bitat en liberté... Et il est paumé ! »

Lorsque Ouamrane vit Bitat, chemin Vauban à Hussein-Dey, il s'aperçut qu'Areski le Maquis n'avait pas exagéré.

« L'organisation a disparu à Alger, dit le chef algérois, je suis actuellement planqué chez un jeune de la Casbah : Yacef Saadi. C'est la catastrophe. Pas d'argent. Pas d'armes. J'ai juste un contact avec Souidani à Blida. Lui non plus n'a pas d'argent. Les quelques gars qui nous restent sont sur le point de se rallier aux Français ! »

C'était encore pire qu'en Kabylie. Même si la vie quotidienne était plus facile à Alger, le moral y était à zéro.

« L'important, dit Ouamrane, c'est de trouver de l'argent. Moi, j'en ai un peu.

— Peux-tu m'en donner ? Pour l'instant je vis comme un mendiant aux crochets de Yacef.

— Oui, voilà je t'avance 100 000 F. Mais il faut trouver des fonds sans quoi nous ne pourrons jamais refaire surface. »

Il n'était pas question pour le Front de libération nationale, totalement inconnu, d'« imposer » qui que ce soit. Ouamrane décida Bitat à « faire la quête ».

« Il faut convaincre tous ceux que nous connaissons, assura-t-il, même s'ils ne viennent pas avec nous à la révolution, il faut qu'ils nous aident financièrement, »

Ouamrane, Bitat et Areski commencèrent une tournée « d'information et de quête ». La fraction de la population favorable aux idées nationalistes était entièrement aux mains des messalistes. Messali Hadj, qui avait transformé le M.T.L.D. en M.N.A., fin 1954, poursuivait, grâce aux cellules implantées dans la capitale et en Kabylie, sa campagne d'intoxication : la révolution du 1^{er} novembre, c'étaient lui et le M.N.A. qui l'avaient déclenchée. La preuve ? Les Français avaient emprisonné 2 000 militants du M.T.L.D.

Avec une patience extraordinaire, Ouamrane et ses compagnons entreprirent la publicité du F.L.N. à Alger. Ils firent d'abord le porte-à-porte de tous les commerçants qu'ils

connaissaient, restaurateurs, gargotiers, épiciers : Allouane Ali, Bouassem, Akli Saïd et bien d'autres y allèrent de leurs quelques billets.

Ouamrane et Areski le Maquis réussirent leur premier coup important auprès d'un gros limonadier, Youssef Ahmoud BoualeM. Enthousiaste, celui-ci versa un premier acompte de 500 000 F ! « Et je continuerai ! » promit-il.

Yacef de son côté déployait une activité débordante. Le contact avec Ouamrane avait été excellent. Le sergent à la grosse tête, comme on l'appelait, avait « désossé » de ses petits yeux vifs et malins, le jeune boulanger.

« Celui-là, il faudra le tenir, confia-t-il à Bitat, mais ce sera un dur... »

Depuis, il habitait lui aussi rue des Abderames. Le grouillement de la Casbah, l'incessant va-et-vient entre les bains-douches et la boulangerie de Yacef, les multiples ruelles qui s'ouvraient de tous côtés, les terrasses qui communiquaient, paraissaient au rusé maquisard présenter toutes les garanties de sécurité.

À Alger, on reprenait confiance. La tournée des commerçants avait rapporté 700 000 F. Yacef avait confié à Ouamrane et à Bitat ses économies : également 700 000 F. Une fortune ! En outre, il avait présenté à ses chefs une recrue de choix : son propre beau-frère, H'Didouche. Non seulement celui-ci était épicier aisé, mais il était président de l'Union des commerçants de légumes.

« Je pourrai trouver des sympathisants qui nous aideront », assura-t-il.

Ouamrane pensa aussi que, rapidement, on pourrait « imposer » ces mandataires aux halles et ces riches commerçants musulmans. De gré ou de force. Mais il était encore trop tôt. Il fallait structurer la ville. Contacter et amener au mouvement des recrues efficaces. Une des premières fut Ghermoul. C'est Yacef qui l'amena. Inspecteur aux tramways algériens, Ghermoul fut le premier syndicaliste à faire à Alger de la propagande F.L.N. en milieu ouvrier et à ramasser des cotisations. Mais où trouver encore de l'argent ?

« Le M.N.A. pourrait peut-être nous aider financièrement ? » proposa Yacef. Ils sont riches !

— Pas question, coupa sèchement Ouamrane. Ce sont des traîtres et il faut les considérer en ennemis. Pensez plutôt à contrecarrer leur propagande et à expliquer que la révolution, la vraie, ne se fera que grâce au F.L.N. et à l'A.L.N. »

Mais l'idée du jeune Yacef n'était pas si stupide. Ouamrane et Krim avaient caressé cet espoir. Ils avaient même été contactés par deux hommes de Messali : Oulebsir et Zitouni Moktar. Messali voulait se rapprocher de Krim et des Kabyles. Trois contacts eurent lieu. Le dernier, quelques jours seulement avant que Yacef parlât du M.N.A. ! Cela s'était passé discrètement à Notre-Dame d'Afrique, au-dessus d'Alger. Un lieu bien pratique pour les contacts confidentiels. On a vu dans le récit de la préparation de l'insurrection que certains inspecteurs des R.G. y rencontraient leurs indicateurs. Les émissaires de Messali et les Kabyles avaient une dernière fois confronté leurs positions.

Krim et Ouamrane acceptaient que Messali vienne au Front, après avoir dissous le M.N.A. Ils étaient même prêts à lui donner la présidence du Front. Ils se faisaient fort de convaincre les chefs des régions et « ceux du Caire ». Mais, obstiné et sûr de sa force, Messali désirait exactement le contraire. Il restait le président — El-Zaïm, l'Unique —, mais c'étaient les hommes du F.L.N. — « Vous n'êtes qu'une poignée » — qui rejoindraient les rangs messalistes et viendraient se ranger sous la bannière du vieux prophète. En outre, il fallait abandonner le sigle F.L.N. et adopter le M.N.A. (Mouvement national algérien). Ce fut la rupture, le dernier contact, la séparation définitive. La lutte fratricide n'allait pas tarder à s'engager. Mais Ouamrane n'avait pas à mettre ses compagnons au courant de contacts qui avaient échoué. Il serait temps lorsqu'il faudrait passer à l'action contre le M.N.A.

Lorsque le sergent avait quitté la Kabylie, il était convenu avec Krim que celui-ci descendrait à Alger dès que les premiers contacts seraient rétablis. Le chef de la zone kabyle devait gagner la capitale, car ce n'était que d'elle qu'on pouvait attendre une aide indispensable pour engager la lutte. Ouamrane prit l'Inox Alger-Constantine et descendit à la gare de Souk-el-Haad. Il devait retrouver son chef dans une maison de la montagne à un kilomètre de la petite ville. Les prudents Kabyles, marcheurs infatigables, parcouraient leur pays à pied et, par mesure de sécurité, prenaient le train dans une toute petite ville où l'Inox ne s'arrêtait que deux minutes.

Les deux hommes se retrouvèrent dans une petite maison abandonnée où Krim troqua sa tenue militaire pour des vêtements civils. Ouamrane le mit au courant de la situation à Alger.

« Ça commence à prendre forme, précisa-t-il, mais ce sera difficile. »

Krim, de son côté, lui raconta la reprise en main de ses troupes et les différentes actions menées contre les caïds et gardes champêtres.

« Et puis j'ai une nouvelle d'importance à t'annoncer, ajouta Krim, Abane Ramdane a été libéré de France. Il est en résidence surveillée chez lui à Azouza, près de Fort-National. Il faut que tu le contactes et qu'il vienne avec nous. Tu le connais bien, ce sera pour nous une recrue formidable ! »

Deux jours plus tard, Ouamrane quittait Alger pour une mission dont beaucoup dans le camp F.L.N. allaient amèrement regretter la réussite : amener Abane Ramdane à la révolution.

Ouamrane a décidé de profiter de sa mission pour effectuer une tournée d'inspection en Kabylie. Si Saïd, le chef de région de Port-Gueydon, a envoyé à Alger un appel au secours :

« Nous attendons les armes avec patience. Mais les Kabyles voudraient passer à l'action et nous manquons d'argent. »

Ouamrane tâte dans la poche intérieure de sa veste une liasse de billets de 1 000 F : 500 000 F des 700 000 F recueillis lors de la première quête à Alger. C'est lui qui a fait le travail, il trouve tout à fait normal que les hommes de sa région en profitent les premiers.

De son observatoire, une colline à cinq cents mètres du centre du village, Ouamrane observe la vie d'Azouza. Il aperçoit des femmes qui vont et viennent, portant de l'eau et des fagots. Deux vieux se réchauffent à un rayon de soleil qui perce le ciel bas et lourd. Vite le printemps qui assèche les pistes ! Les fleuves de boue vont se transformer pour quelque temps en chemins praticables. Ce sera la bonne saison pour commencer les attaques. Ouamrane a envoyé Mayoud Mokrane, le responsable local d'Azouza, à la recherche de son homme. « Va discrètement prévenir Abane que je l'attends ici... »

Ouamrane n'a pas revu Abane depuis 1950. Déjà cinq ans. Ça va être une surprise ! Il a connu Abane Ramdane sous l'uniforme

français en 1943 à Blida. Ouamrane, bien qu'étant sergent, faisait fonction d'adjudant de semaine et Abane était secrétaire au bureau du colonel. Car il est instruit, le bougre. Ç'a toujours impressionné Ouamrane. Bien que sa famille soit très pauvre, Abane a réussi à aller jusqu'au bachot. Il a dû s'arrêter ensuite. Il souhaitait faire du droit et n'a réussi qu'à être secrétaire adjoint de la commune mixte de Châteaudun-du-Rhumel. Mais la politique l'a vite attiré. Pendant que Ouamrane, qui est avant tout un homme d'action, a pris le maquis avec Krim, Abane est devenu un des chefs régionaux du P.P.A.-M.T.L.D. clandestin. Responsable de Sétif, il est arrêté en 1950. Il n'est pourtant pas membre de l'O.S., ce qui ne l'empêche pas d'« en prendre pour cinq ans ». Ces cinq ans, il les a passés presque au secret, seul dans une cellule, s'imposant un « régime intellectuel » qui lui a permis de résister à l'isolement sans devenir fou. Chaque jour, il a réfléchi pendant des heures aux problèmes de la révolution, de la guérilla. Il a analysé la situation algérienne, il a évoqué tous les moyens de lutter contre le colonialisme français. Il s'est assuré une culture politique dont peu d'hommes de la révolution pourront se vanter. Condamné à cinq ans de prison, son intransigeance, ses revendications, une grève de la faim — la plus longue qu'on ait jamais vue dans les prisons françaises — ont fait souligner son nom en rouge sur les fiches du directeur de la maison d'arrêt où il a été incarcéré. Même libéré, on va le garder à l'œil ! Lorsque Abane Ramdane sort de prison, il est assigné à résidence dans son douar natal, à Azouza. C'est un homme de trente-cinq ans, marqué physiquement — il souffre d'un ulcère à l'estomac qui le rend très irritable —, mais surtout intellectuellement. Il est devenu sceptique, amer. Sa violence naturelle n'a fait que se développer en prison. Il a appris le déclenchement de la révolution du 1^{er} novembre, mais sans croire à sa réussite. Il a trop pensé au jour où son pays se soulèverait contre la domination française pour ignorer que, sans aide importante venue de l'extérieur, le soulèvement n'a aucune chance d'aboutir. Et malgré les ragots invérifiables qui circulent en Kabylie sur l'aide de l'Égypte, il sait que pour l'instant elle n'existe pas. Il a rencontré un vieux militant, un certain Slimane Dehilès, qui lui a dit à quel point les armes manquaient. De plus, les noms des chefs du mouvement ne lui disent rien qui vaille : Krim, Ouamrane, Ben Boulaïd, Bitat. Des hommes courageux, certes, mais des montagnards, des paysans, qui ne « pensent » pas beaucoup.

Ouamrane, caché derrière un pan de mur à demi écroulé, reconnaît son ancien camarade qui gravit la pente raide. Les deux hommes s'embrassent, se regardent, s'embrassent encore. Ouamrane, ému, ne veut pas le laisser paraître.

« Tu as grossi, s'esclaffe-t-il avec son gros rire, la prison t'a profité !

— Je suis surtout malade, je gonfle du cou. Et maintenant, je te ressemble Bou Carou ! »

Bou Karou, grosse tête, c'est le surnom qu'Abane a toujours donné à Ouamrane. Le début de goitre dont souffre Abane a développé la partie inférieure de son visage, ce qui lui donne une certaine ressemblance avec Ouamrane dont les mâchoires démesurées sont célèbres dans toute la Kabylie. Et aussi dans la mémoire de tous les policiers qui le recherchent.

Abane a sorti un pain et deux boîtes de sardines de sous sa djellaba.

« Je n'ai pu apporter plus, dit-il. Depuis mon retour, mes parents sont terrorisés. Ils ont peur des gendarmes. Ils ont peur de la répression. Ils me disent que s'il se passe quelque chose dans la région, c'est sur la famille de celui qui sort de prison que le malheur s'abattra. Alors si je leur avais dit que j'avais un rendez-vous avec quelqu'un qui ne devait pas se montrer aux gendarmes, les lamentations auraient repris ! Mangeons et tu vas me raconter. Te voilà devenu un chef important.

— Oui, mais écoute... on a pensé à toi... »

Et Ouamrane, sans omettre le moindre détail, lui raconte les débuts de la révolution, l'organisation politico-militaire, le dénuement aussi. Abane veut tout savoir. Il questionne sans trêve. Ouamrane est intarissable.

« Qu'est-ce que vous avez comme moyens ? demande Abane, des armes, de l'argent ?

— Rien du tout, dit Ouamrane. Nous avons débuté à zéro mais avec les armes récupérées sur l'ennemi, on pourra combattre. On a commencé à collecter des fonds. Pour l'instant, ce n'est pas grand-chose.

— Fous ! Vous êtes des fous. Des vrais fous...

— Peut-être, s'emporte Ouamrane, mais à notre place, si tu

avais été libre, tu aurais fait pareil. Devant la crise Messali, devant les tueries, la démoralisation générale, il n'y avait pas d'autre solution. On n'a pas décidé à la légère.

— Je m'en doute, calme-toi. »

Abane se fait conciliant. Ce diable d'Ouamrane est encore plus violent dans la discussion qu'il ne l'est lui-même.

« Et Messali, il marche avec vous ?

— Non ! au contraire. »

Ouamrane, qui a une confiance absolue en Abane, lui explique leurs démêlés avec Messali, l'équivoque que celui-ci entretient dans l'esprit du peuple, il donne aussi tous les noms de ceux qui ont créé cette troisième force entre les deux fractions du parti et qui ont déclenché l'action armée.

« Je suis d'accord avec vous, dit Abane. Je suis des vôtres.

— Je t'annonce, dit Ouamrane, que toi et le Dr Lamine vous avez été admis d'office comme membres de l'organisation collégiale qui groupe les six de l'intérieur et Tes trois du Caire. Pour l'instant, on n'a aucune nouvelle de ceux du Caire ni de Boudiaf qui les a rejoints. Et on est coupé de l'Aurès et du Constantinois. On sait seulement par les journaux que Ben Boulaïd a été arrêté en Tunisie. Il devait essayer une liaison avec ceux de l'extérieur.

— Et qu'est-ce qu'ils font, ceux-là, en Égypte ?

— Ils doivent trouver des moyens financiers et des armes. Et aussi être nos porte-parole. Mais on attend toujours. Je crois qu'il faut que nous comptions sur nous-mêmes. Il faut tout organiser à Alger. L'essentiel, c'est que tu viennes.

— Je suis prêt à partir tout de suite. J'ai approuvé la proclamation du 1^{er} novembre. Il s'agit maintenant de mettre toutes ces belles paroles en application. Je t'accompagne à Alger.

— Non ! Moi, je continue la tournée d'inspection en Kabylie. Tu prends contact avec le groupe à la boulangerie Yacef, rue Marengo, dans la Casbah. Tu trouveras Krim et Bitat, et que Dieu te protège. »

Le soir même, les gendarmes qui étaient affectés à la surveillance d'Abane Ramdane constataient son absence et ajoutaient son nom aux fiches de recherche. Abane venait de

rentrer dans la clandestinité. Sous son signalement, les policiers inscrivaient : très dangereux. Ils ne savaient pas encore à quel point !

Pendant qu'à Alger quelques hommes tentaient de renouer entre les maquisards éparpillés aux quatre coins du pays des liaisons détruites par une répression dont ils n'avaient pas prévu l'efficacité, les trois du Caire — Ben Bella, Khider et Aït Ahmed — organisaient, non sans mal, ce qui allait constituer la délégation extérieure du F.L.N. La capitale égyptienne avait été choisie comme siège car elle offrait aux trois délégués des garanties et des moyens de communication qu'aucun autre pays ne pouvait ou ne désirait donner aux responsables algériens ; en outre, pensaient les trois hommes, la proximité de la Ligue arabe leur apporterait une aide qui ne serait pas négligeable ; enfin, Le Caire était le lieu géométrique — au cœur des pays arabes — d'où ils pourraient mener une action efficace.

Le 1^{er} novembre, Ben Bella avait pu au micro de la *Voix des Arabes*, diffusée par Radio-Le Caire, annoncer officiellement le coup d'envoi de la révolution, accréditant ainsi la thèse — à laquelle d'aucuns sont encore aujourd'hui fermement attachés — que tout était dirigé, téléguidé du Caire et que Ben Bella assumait les fonctions de chef de la rébellion algérienne. On verra combien cette hypothèse entraînera d'erreurs graves commises par certains, et non des moindres, dans la conduite de la guerre d'Algérie.

La délégation s'était installée au troisième étage du 32, Abdelkhaouek Sarllat, dans un bureau minable que les Égyptiens avaient mis à sa disposition. Coupés de toute liaison avec l'intérieur de l'Algérie, n'apprenant les combats de l'Aurès, seule région où, semblait-il, la révolution se fût implantée, que par les journaux, Ben Bella, Aït Ahmed et Khider décidèrent d'agir seuls. Ils prévoyaient que, dans un premier temps, l'action en Algérie serait sporadique. Boudiaf, qui les avait rejoints le 30 octobre, pour leur communiquer la proclamation et la liste des objectifs qui seraient attaqués le 1^{er} novembre, leur avait dit combien le recrutement était difficile et combien le peuple était sceptique. Les maquisards et leurs chefs allaient avoir besoin d'appuis extérieurs : « Ce sont les armes et l'argent qui manquent le plus », avait confirmé Boudiaf. Celui-ci avait d'ailleurs rapidement quitté Le Caire, non pour reprendre sa place à l'intérieur — on a vu que son rôle était de faire la liaison entre les cinq régions —, mais

pour s'installer au Maroc espagnol. Au 1^{er} novembre, l'Oranie de Ben M'Hidi n'avait pas bougé faute de moyens. Boudiaf, en accord avec la délégation du Caire, jugea plus utile sa présence à la frontière ouest où il allait pouvoir trouver des armes et les faire passer en Algérie. Il fallait aussi établir un contact solide avec les Marocains. Et, qui sait, peut-être mettre sur pied une série d'opérations militaires conjointes contre les Français...

Au lendemain du 1^{er} novembre, deux hommes étaient venus grossir la délégation du Caire : Hocine Lahouel et surtout M'hamed Yazid. Les deux leaders centralistes avaient fait acte d'allégeance au F.L.N. Dès l'annonce de l'insurrection, Lahouel avait senti que les querelles entre Messali et lui étaient dépassées. D'ailleurs, Ben Bella, Aït Ahmed et Khider leur avaient mis le marché en main :

« Maintenant, c'est à vous de prendre position. Vous êtes avec nous ou contre nous. On en a assez de vos querelles. Voyez où toutes vos histoires nous ont menés. Vous n'avez pas voulu marcher avec nous pour le 1^{er} novembre et votre ami Ben Khedda est en prison tout en n'étant pour rien dans le déclenchement de la révolution. Nos intérêts sont liés. On doit oublier les rivalités et ne plus penser qu'à notre objectif commun : la libération de notre pays. »

Lahouel et Yazid avaient fait bon cœur contre mauvaise fortune. Il n'en était pas de même des messalistes que le vieux chef avait envoyés au Caire pour « rallier ces galopins ». Mezerna et Filali, mis au courant de l'explosion du 1^{er} novembre, avaient gardé une position de prudent repli : « Il faut consulter Messali... » Depuis, on les considérait comme des ennemis.

La vie s'était donc organisée au Caire. Aït Ahmed et Khider, les deux beaux-frères, s'étaient installés dans un petit appartement, rue Salamlik, où les deux épouses préparaient par économie les repas de toute la délégation. Il s'agissait — en attendant de trouver des fonds — de vivre avec les soixante-dix livres allouées par le gouvernement égyptien au titre de l'aide au Maghreb.

70 000 anciens francs à partager entre trois délégations ! Heureusement que les Tunisiens et les Marocains avaient des ressources et que la semoule n'était pas chère ! Le rôle fixé dès le 1^{er} novembre à la délégation extérieure était d'apporter aux maquisards de l'intérieur un soutien politique, diplomatique et

matériel. Les trois hommes se partagèrent la tâche. Ben Bella, qui était le mieux placé auprès du gouvernement égyptien, se chargea de la logistique : trouver des armes et les moyens de les faire parvenir en Algérie ; Aït Ahmed et Khider s'occupèrent du domaine diplomatique, Khider auprès des pays arabes, Aït Ahmed « prenant » le reste du monde : l'Asie, l'Europe et les États-Unis. Il s'adjoignit, pour l'aider à accomplir cette tâche énorme, la dernière recrue du F.L.N., M'hamed Yazid.

Une recrue qui, dans les milieux nationalistes algériens, a déjà beaucoup fait parler d'elle et qui, dans le monde diplomatique, va tenir un rôle de premier plan pendant sept ans ! M'hamed Yazid, un nom que les typos des journaux n'ont pas fini de composer en lettres de plomb ! Sa haute et massive silhouette, son visage aux traits lourds, son regard malicieux derrière de grosses lunettes de myope, sa cordialité vont faire merveille dans les couloirs des grandes conférences internationales. Second d'Aït Ahmed, l'arrestation de son patron lors de l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella le propulsera sur le devant de la scène diplomatique. Bête noire des délégations françaises, il n'en liera pas moins des amitiés durables dans les milieux les plus divers. M'hamed Yazid a une solide culture française. Son père et son frère sont officiers, mais s'il garde pieusement le sabre paternel, il est loin de partager les idées que celui-ci défendit. À dix-neuf ans, il milite au sein du P.P.A. clandestin entre Alger, où il fait ses études, et Blida, sa ville natale. Inscrit aux langues orientales et à la Faculté de droit de Paris, son intelligence et la foi qu'il met dans la défense de ses idées lui valent de gravir rapidement les échelons du M.T.L.D. Bientôt il en dirige la Fédération de France et entre au Comité central. Une carrière politique aussi brillante dans le nationalisme lui vaut, bien sûr, de la part des Français, quelques années de prison pour « détention et distribution de tracts et de documents suspects ». Cela se passe en 1948. Il a vingt-cinq ans. Entre 1950 et le déclenchement de la révolution, il a le temps d'être à nouveau patron de la Fédération de France, de se fâcher — comme beaucoup — avec Messali et de louper grâce à sa fidélité à Lahouel le coche du 1^{er} novembre. Il est bien décidé à se rattraper.

Participant à part entière aux réunions qui se déroulaient au 32, Abdelkhaouek Sarllat ou — quand les Algériens voulaient « être tranquilles » — au domicile d'Aït Ahmed-Khider, rue Salamlik, Yazid découvrit avec stupeur que tout n'allait pas pour le mieux

entre l'Égypte et la délégation F.L.N. L'Égypte ne croyait pas au déclenchement de la révolution le 1^{er} novembre. Elle n'avait eu que sarcasmes pour « l'apathie des Algériens qui, alors que la Tunisie et le Maroc se soulevaient, ne faisaient pas un geste pour se libérer de la colonisation ». En outre, les services spéciaux de Nasser, dirigés pour les affaires nord-africaines par le major Fathi Ed-Dib, n'avaient apporté aucune aide matérielle notable à la préparation du 1^{er} novembre. Bien mieux, au moment où Yazid entrait dans la délégation, l'Égypte voulait imposer son influence sur le déroulement de cette révolution qui, pour l'instant, n'était représentée sur le terrain que « par quelques bandes plus ou moins contrôlées dans l'Aurès ». L'expression employée par les officiers égyptiens avait ulcéré Aït Ahmed et Khider sans que Ben Bella protestât, car, et ce n'était pas là la moindre surprise qu'éprouvait Yazid, l'unité était loin de régner au sein même de la délégation algérienne.

« Ben Bella fait bande à part, avaient confié les deux beaux-frères, il joue un jeu bizarre avec Nasser. Il est le seul à le voir. Ils semblent assez liés. On verra les résultats. Après tout, s'il arrive à trouver des armes... »

L'action diplomatique que Khider, Aït Ahmed et Yazid avaient entreprise était guidée par trois directives que les « frères de l'intérieur » avaient transmises au Caire par l'entremise de Boudiaf. D'abord, faire softir à tout prix le problème algérien du cadre français ; ensuite, porter le problème algérien à la hauteur des problèmes tunisien et marocain sur le plan international ; enfin, faire saisir les Nations unies de la question algérienne. Les hommes du Caire n'avaient pour les soutenir que la Charte du 1^{er} novembre. Et en Algérie, malgré l'Aurès, il ne se passait pas grand-chose ! Comment avec cela convaincre des puissances étrangères de « la volonté du peuple algérien de disposer de lui-même » ?

Ait Ahmed et Yazid décidèrent de porter leurs efforts sur la conférence de Bandoeng, qui devait, en avril 1955, réunir vingt-neuf pays afro-asiatiques représentant un milliard trois cents millions d'hommes. Une conférence qui allait avoir un retentissement mondial ! D'autant que l'on devait y discuter du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des problèmes des peuples non indépendants ». Il fallait absolument que l'on y parlât de l'Algérie. Cinq pays devaient préparer la conférence de

Bandoeng : la Birmanie, Ceylan, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan, puissances dites de Colombo. Ces travaux préparatoires devaient se tenir à Bogor en Indonésie. Aït Ahmed avait déjà établi au Caire des contacts favorables avec l'Indonésie. Le président Soekarno suivait avec intérêt l'insurrection algérienne. La solidarité musulmane jouait. En outre, l'Indonésie, elle aussi, s'était libérée par les armes. Aït Ahmed et Yazid emportèrent également l'approbation et le soutien de la Birmanie. Il fallait maintenant obtenir que, dans le communiqué final de la conférence de Bogor, le nom de l'Algérie fût cité. Pour cela le déplacement en Indonésie s'imposait. Ce fut le premier voyage lointain de la première délégation du Front que l'on ait jamais vue dans une conférence internationale. On découvrait le sigle F.L.N.

Ce voyage provoqua une vive altercation entre la délégation du Caire et les services spéciaux égyptiens. Fathi Ed-Dib, le major des services spéciaux, voulant marquer sa puissance, son influence, sur le F.L.N., décida de s'opposer à ce voyage des Algériens ! L'entrevue eut lieu avec Aït Ahmed. La discussion fut violente.

« Alors, vous aussi vous voulez faire de la politique », railla Fathi Ed-Dib.

Aït Ahmed, dont l'attitude réservée, les traits réguliers, l'apparence tranquille, la parfaite correction, l'éducation soignée de fils de caïd, rassuraient l'interlocuteur, lui donnant même l'impression de n'avoir devant lui qu'un garçon fort bien élevé qui « s'intéressait incidemment à la politique », sentit qu'il perdait un instant un self-contrôle dont il était fier.

« Vous nous avez accordé l'asile politique, mais sans plus ! répliqua-t-il. Alors laissez-nous agir à notre guise. Tout ce que nous vous demandons ce sont des passeports !

— Les facteurs ne sont pas encore réunis, raisonna le major, pour que votre mouvement agisse sur le plan international. Laissez-nous faire. »

Aït Ahmed éclata.

« Nous sommes seuls juges des facteurs à réunir ! Ce n'est pas vous, ce ne sera jamais vous qui déciderez de la marche de la révolution algérienne ! »

Fathi Ed-Dib s'étrangla de rage. Lui, le tout-puissant officier

des services spéciaux, n'avait pas l'habitude qu'on lui parlât sur ce ton.

« On verra bien ce qu'en pense Ben Bella, annonça-t-il.

— Apprenez, major, qu'il n'y a dans notre mouvement aucune place prépondérante. Je suis l'égal de Ben Bella, tout comme l'est Khider ou comme le sont les chefs de l'intérieur. »

Non seulement Aït Ahmed quitta le bureau de Fathi Ed-Dib persuadé de la trahison de l'Égypte, mais il avait compris que Ben Bella avait donné des assurances à Nasser. Le Raïs le soutenait, lui apportait son aide, faisait de lui le chef de la révolution algérienne en échange d'une soumission complète du mouvement révolutionnaire algérien au leadership de Nasser ! Voilà des comptes qui se régleraient au retour. Car pour Aït Ahmed la conférence de Bogor était plus importante que ces querelles intestines. Leur premier voyage fut leur première déception diplomatique. Aït Ahmed et Yazid s'étaient déplacés pour obtenir le soutien des Asiatiques, pour que l'Algérie soit citée dans le communiqué final de la conférence préparatoire. Ils remirent à tous les délégués des mémoires sur la question algérienne. Ils exposèrent personnellement à toutes les délégations le problème de leur pays. Ils se montrèrent éloquents, sympathiques, convaincants, persuasifs. L'ardeur d'Aït Ahmed, la verve de Yazid se heurtèrent pourtant à un mur dont ils n'avaient pas soupçonné la résistance : Nehru !

L'homme d'État indien se montra tout à fait opposé à ce que le nom même de l'Algérie figurât dans le communiqué. Il s'en expliqua à Aït Ahmed :

« La conférence de Bandoeng est mise en danger par toutes sortes de complots, lui dit-il, nous ne devons pas parler de l'Algérie car il faut à tout prix que nous évitions les “problèmes-controverses” et l'Algérie en est un. »

En outre, l'« homme à la rose » soutint devant Aït Ahmed que l'Algérie était partie intégrante de la France. Ce dernier parvint à garder un calme amer :

« Alors, répliqua-t-il, vous concevez que Goa soit à jamais portugaise parce qu'une bulle du pape en a décidé ainsi il y a quelques siècles ! »

La sympathie des puissances de Colombo allait à l'Algérie,

mais la prudence dictait de suivre les conseils de Nehru. Aït Ahmed et Yazid essuyèrent un échec complet. On appela les deux Algériens les « invités non invités » et le communiqué final ne dit pas un mot de l'Algérie.

Le retour au Caire ne fut pas triomphal pour Yazid. Obstiné, Aït Ahmed avait décidé de rester en Asie jusqu'à la conférence de Bandoeng ! En trois mois, il résolut d'amener les gouvernements et l'opinion publique de leurs pays à prendre l'Algérie au sérieux. L'Indonésie et la Birmanie étaient un soutien excellent. Il fallait convaincre Nehru, dont l'influence sur les pays qui devaient siéger à Bandoeng serait énorme. Aït Ahmed resta un mois en Inde, rencontrant tous les dirigeants, tenant des meetings à Bombay, à Calcutta, développant le thème : « Si à Bandoeng nous ne sommes pas soutenus, les révolutionnaires algériens risquent d'être exterminés. » La détermination d'Aït Ahmed allait se révéler payante quelques mois plus tard !

Yazid à son retour au Caire découvrit un Khider écrasé par la déception que lui avaient infligée les pays arabes. Ceux-ci étaient fort réticents pour engager d'autres actions que celles de déclarations et « communiqués » prudents. Seule l'Arabie Saoudite avait accepté de signer une lettre destinée au président du Conseil de sécurité et attirant son attention sur la situation en Algérie. C'était un résultat, bien sûr. Mais l'Arabie Saoudite ne demandait pas de réunion du Conseil de sécurité. Elle promit, c'était tout de même le premier résultat financier obtenu par l'équipe du Caire, une somme de cent millions destinée à procurer des armes et de l'équipement aux maquisards algériens ! La somme serait remise à Ben Bella, responsable du département logistique au Caire, qui la confierait à l'Égypte pour achat d'armes à l'étranger. Jusque-là, les résultats avec l'Égypte n'étaient pas fameux. Voulant contrôler le mouvement algérien, elle trouvait un accueil favorable auprès de Ben Bella, qui ne voyait dans une alliance avec Nasser que des avantages, mais une réticence, une résistance même, auprès des autres membres de la délégation. Elle se borna donc entre 1955 et 1956 à n'être qu'un courtier, un intermédiaire entre les pays fournisseurs d'armes que des accords liaient à la France, et le Front de libération nationale algérien.

Au cours de cette difficile période de 1955, Khider, chargé des relations avec les pays arabes, réussit, en liaison avec Boudiaf,

qui naviguait entre le Maroc espagnol et Madrid, à faire reconnaître la délégation extérieure comme la réelle expression de la résistance algérienne. Il fallait obtenir la constitution d'un front commun extérieur avec les Tunisiens et les Marocains. L'appui inconditionnel que leur apportèrent au Caire le Néo-Destour et l'Istiqlal fut prépondérant dans la préparation de la grande opération que préparait le F.L.N. à Bandoeng.

Car, pour l'instant, à part les cent millions promis par l'Arabie Saoudite, Ben Bella n'avait obtenu aucune aide matérielle de ses amis égyptiens. Bien mieux, Khider, au Caire, et Aït Ahmed — à son retour de Bombay — apprirent que « le chef de la révolution algérienne », comme disaient les Français, tentait de se débarrasser de ses compagnons en accusant Khider, le fidèle à la religion, d'être un Frère musulman, secte dont Nasser se méfiait comme de la peste, et Aït Ahmed d'être communiste ! Seul Ben Bella jouait le rôle du « pur révolutionnaire ne pensant qu'à son pays ». La manœuvre préparée par l'ancien adjudant auprès de ses amis égyptiens allait coûter très cher au F.L.N. Non seulement il n'y avait plus d'unité au sein de « ceux du Caire », mais dès que la grossière tactique serait connue à Alger, elle allait provoquer une crise entre l'intérieur et l'extérieur qui allait influencer sur toute la conduite des opérations en Algérie. Elle marquait en outre le début d'une rivalité sans exemple entre Ben Bella et cet Abane Ramdane dont il ignorait encore la présence à Alger.

Khider fut d'autant plus furieux de la politique solitaire que jouait Ben Bella avec les Égyptiens qu'il se souvenait de la scène qui l'avait opposé, ainsi qu'Aït Ahmed, au gouvernement du Caire à la veille du 1^{er} novembre 1954. Nasser, voulant contrôler tous les mouvements révolutionnaires nord-africains et prendre ainsi, en même temps qu'un pouvoir tout neuf sur son pays, la direction d'un monde arabe qui se libérait de ses contraintes coloniales, avait poussé Hassouna, le secrétaire de la Ligue arabe, manœuvré par les services spéciaux, à réunir les Marocains, Tunisiens et Algériens pour leur faire signer un accord d'action commune sous l'égide de l'Égypte. Aït Ahmed et Khider avaient violemment refusé de signer l'accord. La menace avait jailli : « Si vous ne signez pas, on vous chasse d'Égypte... » Nasser avait vivement rattrapé un bouchon que ses services spéciaux avaient jeté un peu loin ! Il préférait garder à portée de la main la délégation F.L.N., au sein de laquelle se trouvait son ami Ben Bella. Quelques semaines plus tard, il fit même verser par la

Ligue arabe un million de francs (anciens) par mois au compte des Algériens pour subvenir aux besoins de leur service d'information.

Cet argent allait bien servir pour Bandoeng. Les billets d'avion, l'entretien, le prix des chambres d'hôtel, autant de détails dont ne se soucient pas les « vrais » diplomates. Pour Yazid, pour Aït Ahmed, chaque déplacement posait des problèmes. Le porte-à-porte, la quête que faisaient Ouamrane et Areski le boucher à Alger, Aït Ahmed et Yazid devaient les faire auprès d'ambassades amies pour se faire inviter, pour obtenir une place d'avion, fort onéreuse, dans une compagnie amie. En cette année 1955, chacun mit sa vergogne dans sa poche et son mouchoir par-dessus. Ils devinrent les pique-assiettes de la diplomatie.

À Bandoeng, Yazid retrouva Aït Ahmed, qui n'avait pas quitté l'Asie depuis la conférence de Bogor et qui avait effectué un travail considérable. Cette fois-ci, ils n'arrivaient pas en inconnus. Certains pays connaissaient le F.L.N., d'autres en avaient entendu parler. Aït Ahmed et Yazid se faisaient les public-relations d'une révolution qui, sur le terrain, restait étrangement silencieuse. Si, en Algérie, les journaux savaient exploiter le moindre attentat, la moindre embuscade pour faire monter la tension et vendre du papier, les « méfaits des fellaghas » étaient loin de passer au niveau international. On ne parlait pas de l'Algérie ce 18 avril 1955 lorsque s'ouvrit, au cœur de cette Indonésie moite et chaude, la conférence de Bandoeng dominée par les personnalités de Nehru et de Soekarno. C'était le premier rassemblement afro-asiatique. Des hommes dont les noms faisaient les titres des journaux se rencontraient pour la première fois. Chou En Lai assistait à sa première conférence internationale. Nasser faisait ses débuts. Parmi ces noms prestigieux, Aït Ahmed et Yazid devaient se faire une place. Là encore ils allaient être aidés par les Tunisiens et les Marocains. Ils avaient constitué une délégation commune du Maghreb : Allai El-Fassi représentait l'Istiqlal marocain, Salah Ben Youssef, le Néo-Destour tunisien, et Aït Ahmed et Yazid, le F.L.N. Ces derniers bénéficièrent, sur le plan international, de la présence et du prestige sur les pays afro-asiatiques de la Tunisie, qui était à la veille d'obtenir l'autonomie interne, et du Maroc, qui était sur le point d'entamer des discussions avec la France. Car les pays participants ne connaissaient ni les problèmes de l'Algérie ni les hommes qui la représentaient officiellement. La thèse de « l'Algérie, terre

française, département français » impressionnait énormément. Les représentants F.L.N. s'employèrent activement à la réfuter. Violamment. À tel point que Chou En Lai tint à se renseigner sur « ces jeunes qui se démenaient beaucoup ». Yazid et Aït Ahmed avaient à peine la trentaine ! Leur jeunesse et leur fougue firent grande impression. Ho Chi Minh, qui connaissait Messali et Ferhat Abbas, fit contacter les deux jeunes Algériens. Il discuta longuement avec eux. « Les Français... oh ! les Français, leur dit-il, c'est un problème que nous connaissons bien ! »

Aït Ahmed et Yazid récoltèrent ainsi toute une série d'invitations dans les pays du Sud-Est asiatique. L'implantation se faisait lentement. Leur présence, leur persuasion furent telles que l'on parla à la conférence de Bandoeng de la situation de l'Algérie. La résolution publiée à l'issue des travaux rendit public « l'appui donné par la Conférence asiatique et africaine aux peuples d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, à disposer d'eux-mêmes et à être indépendants ».

Sur le plan international, c'était une victoire extraordinaire qui allait « faire partir » la délégation F.L.N. dans le monde diplomatique. Elle lui ouvrait les portes de l'O.N.U. où Yazid et Aït Ahmed pourraient, grâce aux relations nouées à Bandoeng, être admis comme observateurs. Les liens avec la Tunisie et surtout le Maroc se resserraient. Boudiaf fit savoir qu'on pouvait prévoir une action commune algéro-marocaine aux confins ouest de l'Algérie pour l'automne.

À l'extérieur on commençait à prendre le F.L.N. au sérieux. Pour la première fois, on parlait des « événements d'Algérie » autrement que comme d'un fait divers. Il fallait maintenant qu'il se passât quelque chose en Algérie. N'importe quoi mais qu'on en parlât. Et sur le plan international !

Ce contact perdu avec Le Caire, Krim et Ouamrane pensaient bien le renouer ce mardi 15 mars. Les deux hommes venaient de débarquer de Kabylie appelés d'urgence par Bitat. Ils avaient pris le train à Palestro comme deux bons paysans qui « descendent » à Alger. Il était d'autant plus facile de passer inaperçu qu'un branle-bas de combat extraordinaire agitait la gare de Palestro : des éléments de tabors s'apprêtaient à partir renforcer le dispositif militaire de l'Aurès, cela dans un tintamarre de bidons entrechoqués, d'armes qui se heurtent, de cris, de jurons. Ouamrane était de mauvaise humeur :

« Nous faire venir à Alger alors qu'on a tant à faire chez nous. Bitat et Abane ne peuvent pas se débrouiller tout seuls ?

— Il semble qu'une liaison vienne d'arriver du Caire, le calma KriM. Tu te souviens de l'« Adjudant ». On avait pensé à lui avant le 1^{er} novembre pour commander le Sud.

— Oui. Je m'en souviens. Mais je me souviens aussi qu'on ne l'a pas fait parce qu'on n'avait pas confiance en lui. Il y a quelque chose de changé ?

— Oui, il semble... »

Arrivés à la gare de Hussein-Dey, les deux hommes étaient descendus. Il y avait peu de chances pour que, dans une petite gare de banlieue, un agent ou un indicateur des R.G. reconnaisse les deux chefs kabyles. Ils avaient gagné Belcourt, puis la boutique d'un laitier dans la haute Casbah où devait se faire le contact avec Bitat.

Ouamrane, toujours friand de laitages, s'était fait donner par leur hôte un grand bol de lait caillé qu'il mangeait accompagné de galettes. Le sergent ne buvait ni ne fumait mais son péché mignon était les laitages et les piments. « L'un pour apaiser l'autre... un vrai plaisir », répétait-il. Krim, lui, n'aimait pas beaucoup l'odeur un peu sure qui régnait dans l'arrière-boutique. Mais le laitier était un homme de confiance et sa boutique, l'idéal pour un contact discret.

Bitat et Abane arrivèrent bientôt. Les deux hommes étaient vraiment à l'opposé l'un de l'autre. Bitat, grand, maigre, peu disert, timide ; Abane, petit, fort, violent, loquace. Mais à Alger les deux hommes se complétaient merveilleusement et semblaient faire un bon travail de réorganisation. Les quatre chefs du F.L.N. se saluèrent. Ouamrane, toujours méfiant, jeta un coup d'œil dans le magasin où le laitier servait ses pratiques du matin et referma la porte.

« Voilà pourquoi je vous ai fait venir d'urgence, commença Bitat. J'ai eu un contact avec Djouden, l'Adjudant.

— Et comment ? demanda Krim.

— À la Casbah, c'est lui qui a cherché à nous joindre. »

Djouden, l'Adjudant, un responsable M.T.L.D. de Bouira, avait contacté certains nationalistes qu'il connaissait en disant :

« Je voudrais voir Si Mohamed (*Rabah Bitat*), Sergent (*Ouamrane*) et M. KriM. »

Pour ce dernier, il n'avait pas employé de surnom. L'Adjudant n'avait aucun contact avec l'état-major F.L.N. d'Alger et avait été « à la pêche », supposant que sa demande arriverait aux oreilles de Bitat. Ce qui n'avait pas manqué.

« Cela nous a paru bizarre, dit Abane prévenant une question qu'allait poser Krim, il ne prenait guère de précautions. Mais à la Casbah et en s'adressant à certains hommes, comme il l'a fait, il ne risquait pas grand-chose. »

Bitat avait rencontré l'Adjudant. L'impression avait été favorable d'autant que Ben Boulaïd et Ben M'Hidi l'avaient proposé, quelques mois auparavant, pour prendre la direction d'un maquis dans le Sud.

« Il revient de Tunis, poursuit Bitat. Là, il a été en contact avec Ben Bella qui l'a chargé d'une mission.

— Il avait une lettre ? demanda Ouamrane toujours méfiant.

— Non, c'était trop risqué, nous a-t-il dit. Donc il a vu Ben Bella qui lui a expliqué que les moyens manquaient terriblement pour ravitailler les maquis, mais qu'il avait tout de même des armes et qu'il avait trouvé un moyen de les parachuter !

— Les parachuter ?

— Oui, et chez toi en particulier. En Kabylie où c'est à peu près calme. D'ailleurs il va vous expliquer cela lui-même. Je l'ai convoqué.

— Ici ? s'étonna Abane.

— Quelqu'un le conduira. J'ai pris mes précautions. »

L'Adjudant arriva à l'heure dite, se montra enjoué, sûr de lui, convaincant. À nouveau il raconta son histoire. Le contact tunisien avec Ben Bella, le parachutage. Il sortit même une carte « scout » de la Kabylie.

« Il faudrait que vous fixiez le point où le parachutage sera fait. »

Krim qui au début avait trouvé cette histoire trop bien présentée, racontée d'une traite — « Il l'a apprise par cœur »,

pensa-t-il —, reprit confiance se reprochant même d'être trop méfiant. La désorganisation avait été telle qu'il ne fallait pas refuser le premier contact qu'on parvenait à renouer avec « ceux de l'extérieur », surtout lorsqu'il apportait de bonnes nouvelles.

« Il faudra baliser le terrain, poursuivit l'Adjudant. Le mieux, pour ne pas se faire repérer des militaires, est de mettre les feux de balise dans des caisses. Ainsi on ne les verra que d'en haut. »

Ouamrane — le Sergent — apprécia l'initiative de l'Adjudant. Celui-ci apportait encore des détails, donnait des gages de sa sincérité, tenait à convaincre ses interlocuteurs.

« Ma femme est polonaise, expliqua-t-il. Elle vit à l'hôtel du Muguet. Moi, je suis prêt à me mettre à votre disposition pour vous aider à trouver et à acheminer des armes venant de l'extérieur. Ce que je vous demande, c'est d'assurer la vie de ma femme. Si vous pouviez lui fournir à peu près 30 000 F par mois... »

Tout était réglé. L'Adjudant adopta. On décida de se retrouver une semaine plus tard pour que Krim puisse communiquer le lieu exact choisi pour le parachutage.

« Tu passeras mardi matin chez le tailleur de la rue du Vieux-Palais, près du café Malakoff, précisa Abane. On te donnera l'endroit du rendez-vous. »

Les cinq hommes se séparèrent, enchantés de cette réunion dont le résultat pouvait apporter à la révolution une aide appréciable.

Ouamrane regagna la Kabylie. Il ne fallait pas laisser la région sans responsable. Surtout depuis l'arrestation, au cours d'une opération militaire, d'Er-Riffi et de Zamoun Ali. Pour Er-Riffi, ce n'était pas une grande perte. Un drôle de type que Krim avait vu arriver dès novembre 1954. C'était un Irakien. Officier de l'Académie royale de Bagdad, s'il vous plaît ! Mais un artilleur qui ignorait tout de la guérilla. Krim l'avait gardé. Peut-être un jour aurait-il des canons ! Mais pour l'instant, avec les vieux fusils qui constituaient le seul armement, l'officier irakien — qui ne parlait pas un mot de kabyle — était plus un poids mort qu'une recrue de valeur. Il était pourtant courageux. Et puis il était venu à titre personnel s'engager « pour la cause ». Il s'était fait arrêter le 2 mars. Le Gouvernement général en faisait ses choux gras. « Un officier irakien arrêté ! C'est la preuve de l'ingérence étrangère

dans la rébellion. L'Irak aide les rebelles algériens ! » Les journaux s'en donnaient à cœur joie. Cela n'avait guère d'importance. Plus grave était pour les Kabyles l'arrestation de Zamoun Ali, qui était un des hommes de confiance de Krim et que tout le monde connaissait en Grande Kabylie. Le moral des hommes en avait pris un coup et il ne s'agissait pas de les laisser seuls à trop réfléchir sur la faiblesse de leurs moyens. En outre, Ouamrane devait voir sur place quel serait le lieu idéal pour un parachutage d'armes. Krim, lui, décida de rester une semaine à Alger.

Le lundi 21 mars, Driss Amar, un émissaire d'Ouamrane, arriva vers 20 Heures à Alger. Il contacta tout de suite Krim au sixième étage de la rue Marengo chez Laskri Hocine, le camionneur qui l'hébergeait. Il apportait le lieu choisi pour le parachutage, compte tenu de l'implantation militaire en Kabylie et de l'importance des déplacements de troupes. Puis les deux hommes passèrent à l'étude des différents problèmes qui se posaient en Kabylie. Ils travaillèrent toute la nuit car Driss Amar devait regagner son poste le lendemain matin. Krim pensa qu'il devrait lui aussi repartir assez vite. Mais il voulait qu'Abane soit parfaitement au courant avant de le laisser seul avec Bitat.

Le mardi matin, Krim apporta à Bitat, dans l'appartement des Tagarins, une carte où le lieu du parachutage était marqué d'une croix. Il en garda le double.

« Où vas-tu rencontrer l'Adjudant ? demanda Krim.

— À la Casbah, dans le petit café au coin des rues Henri-Rivière et du Rempart-Médée. Je fais prévenir le tailleur pour donner le lieu de rendez-vous. Ce sera à 11 Heures. Tu viendras avec moi ?

— Non ! Je n'ai pas dormi de la nuit. J'ai travaillé. Je vais essayer de me reposer. Vas-y seul. On n'a pas besoin d'être à deux pour remettre une carte.

— Oui, tu as raison. »

Bitat qui s'était familiarisé avec Alger et qui avait repris confiance décida de « faire une tournée » dans Alger. Il verrait Yacef et quelques-uns de ses hommes.

« Je m'en vais. Abane doit revenir vers midi et demi. »

Krim sommeillait déjà.

L'Adjudant descendit en sifflant les escaliers crasseux du boulevard Gambetta où des gosses jouaient en permanence. Pourtant, il n'avait pas le cœur à siffler. Il jouait gros. Tout à l'heure, en sortant de chez le petit tailleur — « Un brave type, lui avait dit Bitat, quand je me suis installé à Alger il m'a fait en trois jours trois costumes pour que je n'aie pas l'air d'un paysan de la montagne. Et il me les a comptés 28 000 au lieu de 35 000 ! C'est un ami. Tu pourras toujours me joindre par lui » —, il s'était arrêté, dans la foule de la place du Gouvernement, près d'un Européen absorbé dans la contemplation des livres exposés au kiosque à journaux.

« Ce sera à 11 Heures, dans le café au coin de la rue Rivière et de la rue Rempart-Médée », lui avait-il glissé à mi-voix. Puis il avait poursuivi son chemin, remontant vers les tournants Rovigo. Le commissaire Loffredo avait immédiatement prévenu Gonzalès, le nouveau patron des R.G. :

« Ça y est, on tient Krim et Bitat ! »

Depuis Bouira, depuis des années, il connaissait l'Adjudant. Il l'avait contacté par un homme que « manipulait » Gonzalès, un parent d'Aït Ahmed, l'un de ceux qui étaient au Caire. C'est sur les ordres des Renseignement généraux — qui reprenaient pied après le « grand vide » provoqué par la mutation des inspecteurs et commissaires « Borgeaud » — que l'Adjudant avait établi le contact avec les chefs F.L.N. et leur avait « vendu » l'histoire des armes de Ben Bella. Maintenant que le piège allait se refermer, Djouden devait jouer serré. Il tourna à gauche dans la rue Henri-Rivière qui débouchait sur l'un des paliers des escaliers du boulevard Gambetta. Le café maure se trouvait à moins de cinquante mètres.

« Avec un peu de chance, avait dit un commissaire à l'Adjudant, les quatre seront là comme lorsque tu les as contactés. Avec une opération comme celle-là tous nos ennuis seront terminés, la rébellion écrasée dans l'œuf ! »

L'Adjudant s'assit à l'une des trois tables poisseuses qui constituaient la « terrasse » du café. À une table voisine, un vieux qui semblait avoir cent ans avait appuyé son menton sur ses mains croisées sur une canne montagnarde. Sous un turban immaculé, son visage aux mille rides semblait calme, reposé, déjà détaché des choses de ce monde. Ses yeux bleus délavés voyaient-ils seulement les passants de la rue du Rempart-Médée ?

« Alors, Adjudant, ça va ? »

Djouden sursauta. Bitat était devant lui, souriant. Il lui serra la main.

« Tu es seul ?

— Oui. Mais j'ai tout ce qu'il te faut. »

Après avoir commandé deux thés au gosse en haillons qui tenait lieu de serveur, les deux hommes bavardèrent à mi-voix. Bitat expliqua le choix du lieu et passa la carte à l'Adjudant.

« Bon, je vais m'en aller, dit Bitat. Il n'est jamais prudent de rester trop longtemps au même endroit. C'est la règle. »

L'Adjudant se sentit pâlir. Mais qu'est-ce qu'ils foutaient, les flics ? Ils attendaient peut-être les autres. Et ils allaient perdre tout le monde ! L'indicateur fit un mouvement pour se lever. Un coup de sifflet retentit. De toutes parts, de la rue Henri-Rivière, de la rue du Rempart-Médée, de la ruelle transversale surgirent des inspecteurs, pistolet au poing.

« Les mains en l'air, ne résistez pas. Vous êtes encerclés. »

En un instant, Bitat eut les mains jointes par les menottes.

« Allez, toi, en route. » Bitat eut un regard pour l'Adjudant dont les policiers semblaient se désintéresser. Celui-ci se détourna. La première partie de la mission était accomplie. Il s'agissait maintenant d'avoir les autres ! Discrètement, il s'écarta du groupe armé. Seul le vieux le suivit de ses yeux bleus délavés.

Yacef était essoufflé lorsqu'il arriva dans l'appartement des Tagarins.

« Qu'est-ce qu'il t'arrive ? lui dit Krim, tu es blanc comme un linge.

— Si Mohamed vient d'être arrêté par la police, le tailleur du Vieux Palais vient de me prévenir. L'Adjudant a réussi à s'échapper. Il nous donne rendez-vous à 14 Heures au café du Mûrier à Belcourt.

— Pas question, n'y va pas, toi ! C'est suspect, cette histoire. Je n'ai pas du tout confiance en cet Adjudant. On va même filer d'ici. Bitat connaît cette cache puisqu'il y habite. Et il peut être torturé. Où peut-on aller ?

— Chez H'Didouche, mon beau-frère.

— Laisse un agent de liaison dans les parages pour prévenir Abane qui ne doit pas tarder. Qu'il aille se cacher rue de Chartres. Il connaît. »

Chez H'Didouche il y avait le beau-père de Yacef.

« Tout Alger te recherche, dit-il à KriM. J'étais au café Malakoff, la porte à côté de chez Aïssa, le tailleur, quand la police est arrivée. Un flic lui a dit : « Allez, » tu es fait. Et ton ami Krim, on le tient. Il va te » rejoindre. En prison. Dans une demi-heure, il sera » dans un café de Belcourt. Au Mûrier. Tu vois, on » sait tout. Alors il ne te reste pas grand-chose à » raconter, mais tu vas le faire tout de même. » Et ils l'ont emmené. »

Krim et Yacef avaient compris. Seul l'Adjudant connaissait le rendez-vous. C'est lui qui avait « vendu » tout le monde. À Alger l'alerte était donnée. La police voulait KriM. Les recherches étaient concentrées sur la Casbah. Des barrages établis en ville et sur les routes. Krim devait regagner la Kabylie.

« Qui peut me faire sortir d'ici ? demanda-t-il à Yacef.

— Avec tous ces barrages ? Je ne vois que le douanier, s'il veut bien se mouiller.

— Va me le chercher. »

Une heure plus tard, le douanier était là. C'était un Kabyle qui connaissait bien Krim ; jusque-là il n'avait pas participé activement à la révolution.

« À tes ordres », dit-il à Krim.

On lui expliqua la situation. Cette fois, devant le risque, il s'engagea. Le plan fut vite établi. En uniforme, le douanier kabyle, qui avait une voiture, partirait pour la Kabylie avec sa femme et ses gosses.

« Moi je me cacherai derrière, ajouta Krim.

— Oui, c'est possible, mais il faut que tu te déguises en femme, avec le voile et le haïk. Ça se passera peut-être bien.

— Non. »

Krim répondit brutalement. Yacef avait compris.

« Tu ne vas pas risquer de te faire prendre pour une affaire aussi bête », lui dit-il.

Soustelle, qui savait que Krim et d'autres venaient parfois à Alger déguisés en femmes, avait récemment nargué les chefs F.L.N. en mettant en doute leur virilité.

« Ah ! de jolis chefs, de jolis hommes, avait dit en public le gouverneur général. Quels sont ces guerriers qui fuient le danger en se déguisant en femmes ? »

Yacef insista :

« C'est ridicule. On s'en fout de Soustelle. Ce qu'il faut c'est que tu sortes de là ! »

Krim se rendit à leurs arguments. Un haïk de la famille Yacef fit l'affaire. Sous le voile blanc, Krim étreignit sa mitraillette. Ils descendirent jusqu'aux tournants Rovigo où le douanier habitait. En un instant il fit descendre sa femme, voilée elle aussi, et trois gosses. Tout le monde portait des couffins avec des conserves, de la nourriture, des fruits. Le douanier avait raflé tout ce qu'il y avait dans le garde-manger. Il installa sa femme auprès de lui avec un enfant en bas âge. Krim empêtré dans ses voiles se cala à l'arrière de la 11 CV Citroën auprès des deux autres gosses. Chacun avait un couffin sur les genoux. Krim se donna un peu d'aisance pour pouvoir, le cas échéant, se servir de la MAT. En route, l'uniforme du douanier, sa carte professionnelle, la famille, les couffins firent merveille. Tous les barrages furent passés sans encombre et la voiture prit le chemin de la Kabylie. Krim n'avait pas ouvert la bouche. La femme non plus. Il n'est pas d'usage en Algérie qu'une femme questionne son mari sur ses décisions !

Pourtant, à Camp-du-Maréchal, à cinq kilomètres de Mirabeau où Krim serait en sécurité, un contrôle plus important que les autres — deux automitrailleuses en chicane en travers de la route — arrêta l'équipage. Une herse empêchait de forcer le barrage. Un adjudant fouillait du regard tous les véhicules et faisait descendre certains occupants. Krim, d'un mouvement du poignet, arma sa mitraillette. Personne n'avait bougé dans la voiture. Puis il rajusta le voile, rabattit le haïk bas sur le front. Seuls ses yeux étaient visibles. Le sous-officier s'approcha.

« Allez, tout le monde descend. Suivez-nous.

— Mais, protesta le douanier, en montrant son uniforme, je suis en règle. »

L'adjudant éplucha la carte officielle.

« Où allez-vous ?

— C'est la famille. On va voir les vieux et les cousins. On a apporté des provisions. »

Et du geste il montra les couffins débordants, sa femme, les gosses... et Krim.

« Ouais », grommela l'autre.

Et il glissa le bras par la vitre arrière, passant devant le visage de la « vieille » pour fouiller un couffin. Krim avait devant les yeux la manche de l'uniforme. À quelques centimètres ! Il distingua même les minuscules points de rouille qui avaient attaqué le galon jaune barré d'un trait rouge ! Un mouvement de l'index et à bout portant il pourrait abattre l'adjudant ! Celui-ci observa, méfiant, la guimbarde surchargée.

« Et elle ? demanda-t-il, montrant Krim.

— Ma belle-mère », répondit le douanier.

Krim savait que, pour l'extérieur, il n'était qu'une femme affalée, entourée de couffins. Mais, l'instinct aiguisé par des années de clandestinité, il sentit l'homme hésiter, puis se décider :

« Allez, passez », dit l'adjudant, en se tournant vers le véhicule suivant.

En démarrant, le douanier fit grincer sa première ! À la nuit tombante, le chef kabyle gagnait son P.C. de Bétrouna. Le douanier rendrait le haïk à Yacef à son retour à Alger. Krim l'avait échappé de justesse. Le mois de mars commençait mal. Après l'arrestation de Ben Boulaïd en février, puis celle de Zamoun, c'était aujourd'hui le tour de Bitat ! Les hommes du 1^{er} novembre n'étaient plus nombreux. Abane devrait maintenant s'occuper seul d'Alger.

Au poste de garde du palais d'Été, un capitaine regarda sa montre. 22 Heures. On lui avait signalé l'arrivée de la voiture pour cette heure-là. Il fit quelques pas devant la grille de la résidence du gouverneur général. La nuit était douce, étoilée. Une légère brise venue de la mer apportait une odeur un peu fade qui faisait paraître plus subtile encore celle des mille plantes dont les jardins du palais d'Été pouvaient s'enorgueillir. Douceur et épices. Toute l'Algérie, tendre et violente. Au poste de garde, les hommes étaient étonnés, on n'avait pas l'habitude de voir un

capitaine à cette heure-là.

À la grille, près des guérites, les deux Sénégalais en chéchia et burnous saluèrent du sabre. La 15 CV noire s'était arrêtée. Le capitaine reconnut à l'avant, près du chauffeur, le commandant Monteil. Il salua. La voiture s'engouffra dans le parc, faisant jaillir sous ses roues le gravillon des allées soigneusement ratissées. Le capitaine avait eu le temps d'apercevoir les visages des occupants tassés à l'arrière.

« Des Arabes, pensa-t-il, qu'est-ce qu'ils viennent foutre ici à cette heure ? Enfin, le commandant est avec eux, il sait ce qu'il fait. »

Ce 28 mars 1955, dans son bureau privé du palais d'Été, Soustelle, attendant les visiteurs que lui amenait Monteil, faisait un rapide bilan de ces premières semaines. Le train des réformes était en marche. Il avait obtenu, non sans mal, que Paris acceptât un plan de cinq milliards « immédiats » pour entreprendre une série de travaux indispensables qui prouveraient l'intérêt de la France pour la population autochtone. Le sous-emploi chronique fournissait aux rebelles une masse de manœuvre extraordinaire. Il était étonnant qu'en Kabylie par exemple la rébellion ne se soit pas plus développée, ce qui prouvait bien que la population n'était pas favorable à ce mouvement. Il fallait très vite s'occuper d'elle. Et Paris ne comprenait rien ! Soustelle avait dû effectuer plusieurs voyages pour expliquer, pour défendre sa cause. Cinq milliards, vous vous rendez compte ? Mais qu'étaient cinq milliards devant les dépenses qu'il faudrait entreprendre si la rébellion se développait ? Ce n'était tout de même pas trop demander que de pouvoir tracer des chemins, ouvrir quelques routes, creuser des puits, créer des classes nouvelles dans les zones les plus déshéritées en Kabylie, dans l'Aurès et l'Est oranais. Malheureusement, le gouvernement d'Edgar Faure n'apportait pas tout le soutien qu'avait espéré Soustelle. À tel point que celui-ci, lors de son dernier voyage, il y avait cinq jours de cela, avait mis sa démission dans la balance.

« Ou j'ai les moyens de faire quelque chose ou je m'en vais ! »

Il avait obtenu gain de cause en développant la base de sa politique :

« Autant il est indispensable de combattre le terrorisme, autant une politique de pure répression serait dangereuse et inefficace. »

Soustelle avait — en dehors des questions militaires

— voulu obtenir l'état d'urgence en Algérie. Quelle affaire ! Tergiversations, discussions, opposition de ceux qui, hier, n'auraient pas demandé mieux que de la voter. Mais il y avait les haines de parti à parti, les salades parlementaires, les antagonismes entre hommes — Faure et Mendès se livraient une lutte à couteaux tirés — qui retardaient la mise en application de l'état d'urgence. Cette fois, c'était réglé ou presque. L'Assemblée devait se prononcer quarante-huit heures plus tard. Les votes étaient acquis. Mais déjà, avant même que les premières mesures soient prises, c'était le tollé général. Soustelle avait laissé entrevoir à certains fonctionnaires, à certains parlementaires, la politique qu'il comptait mener grâce aux réformes, à l'aide financière et aussi à l'état d'urgence : « Une politique des égards et de la confiance. » Pensant à ses Tartarins, qui se manifestaient surtout dans le Constantinois parce que l'Est était la seule région réellement touchée par la rébellion, mais qui se découvriraient très vite en Kabylie ou dans l'Algérois si ces régions s'enflammaient, Soustelle avait dénoncé la politique du « mépris », le complexe de supériorité de l'Européen, la méfiance généralisée envers les musulmans. Il se promettait d'ailleurs de l'écrire à tous les préfets, sous-préfets, maires et administrateurs. Ceux-là aussi, il convenait de leur mettre les points sur les « i ».

Le clivage entre les deux communautés... c'était contre cela qu'il fallait lutter. Il fallait bien délimiter les pouvoirs donnés par l'état d'urgence. Qu'on ne s'en serve pas à tort ou à travers. Soustelle voulait en limiter l'application à l'Est algérien. Selon la loi, il « renforçait et concentrait les pouvoirs civils traditionnels de façon à les rendre plus adaptés à des événements susceptibles de mettre en danger l'ordre public ou de porter atteinte à la souveraineté nationale ». En parlant clair, cela permettait d'assigner à résidence surveillée dans des camps d'hébergement certains « meneurs » ou « suspects ». Bref, séparer le bon grain de l'ivraie. En outre, il devenait possible de fermer certains établissements, contrôler la presse — sans qu'il s'agisse de censure —, faire remettre certaines catégories d'armes. Bref, cela permettait d'agir dans des régions où on n'était pas en guerre mais...

Ce clivage que redoutait tant Soustelle, il le retrouvait dans les réactions à l'annonce d'un « état d'urgence » imminent. Pour

certain, les mises en garde contre une politique de mépris faisaient de lui le « gouverneur des Arabes ». René Mayer menait campagne depuis le début du mois contre l'état d'urgence, qu'il considérait comme une demi-mesure, sans efficacité réelle. Lui et le groupe qu'il représentait — le gros colonat — ne rêvaient que d'état de siège qui permettrait de concentrer tous les pouvoirs civils et militaires en une seule main et qui permettrait également de prendre, sur les plans administratif et judiciaire, « les mesures indispensables ». Le tout était de bien choisir la main !

D'autre part, les musulmans étaient pris d'une véritable panique à l'idée de l'état d'urgence. Soustelle savait les injustices qui frappaient certains d'entre eux — trop nombreux à son goût — et il entendait bien lutter contre ces abus. L'aile gauche de son cabinet : Monteil, Juillet, Germaine Tillion, s'efforçait de lui établir les rapports les plus complets à ce sujet. Et si, ce soir du 28 mars, Soustelle attendait des visiteurs, c'était dans cette optique : rassurer la communauté musulmane, calmer les appréhensions, la panique que l'annonce de l'état d'urgence avait fait naître. Monteil avait proposé à Soustelle de lui faire rencontrer des représentants des mouvements nationalistes de toute tendance : un représentant des ulémas réformistes, un membre de l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas. Deux M.T.L.D. : un messaliste, un centraliste.

« Qui pensez-vous m'amener ? avait demandé Soustelle.

— Le Cheikh Kheireddine, qui est le vice-président des ulémas, M^e Ouagag, un messaliste, qui est président du Comité de secours aux victimes de la répression. Ceux-là sont des durs. Des hommes avec qui il faut compter. Il pourrait y avoir le Dr Ahmed Francis, le bras droit de Ferhat Abbas.

— Il faudra aussi que je voie Ferhat Abbas. Mais plus tard. Et ensuite ?

— Un centraliste : Hadj Cherchali. C'est tout ce que j'ai pu trouver dans ce domaine. Son « dossier de moralité » n'est pas fameux, on y parle d'escroquerie, de traite des blanches... Mais il transmettra ce que vous direz. Les autres centralistes, les « bien », sont encore en prison !

— Bon, amenez-moi vos hommes. Mais discrètement. »

Car, en 1955, l'ambiance est telle à Alger, les groupes

de pression si influents, la presse toujours prête à enflammer les esprits, que si le gouverneur général entendait recevoir en plein jour, à son bureau du G.G., une délégation « représentative » musulmane, on crierait à la trahison. Soustelle — nommé par Mendès, ne manquerait-on pas de souligner — se prépare à brader l'Algérie ! Il fallait agir discrètement. À la sauvette. Cela non plus n'était pas fait pour simplifier les choses. C'était, consciemment ou non, traiter les musulmans en « pestiférés ». Heureusement, le travail de contact accompli par Monteil, la confiance amicale qu'avaient en lui la plupart de ceux qu'il avait rencontrés feraient passer sur bien des détails. De plus, Soustelle voulait profiter de cette rencontre pour jeter les bases d'une politique qu'il entrevoyait et qui — parallèlement à l'intégration qui restait son cheval de bataille — permettrait la création d'une troisième force composée d'Algériens avec qui on puisse discuter honorablement, qui ne soient pas des assassins comme Ben Boulaïd, ou ce Chihani qui l'avait remplacé dans l'Aurès, ou Krim et Ouamrane. Monteil l'avait d'ailleurs expliqué à Ben Khedda lors de son entrevue à la prison de Barberousse :

« La France devra un jour « discuter », elle ne le fera jamais avec des assassins, mais elle peut parler avec vous qui êtes des modérés, des gens de culture française. »

Voilà, c'était cela. Des modérés. Des gens de culture française. Il fallait se les attacher. Les « monter en épingle », jouer sincèrement avec eux. L'armée écrasant la rébellion, l'intégration se faisant par paliers et une troisième force musulmane venant rejoindre « aux commandes » les Européens, c'était cela la chance de l'Algérie... C'était cela le plan Soustelle.

Les quatre hommes entrèrent dans le bureau du gouverneur. Celui-ci leur serra la main pendant que Monteil faisait les présentations. Pour eux aussi, l'entrevue était importante. Ils écoutèrent avec attention l'exposé que leur fit Soustelle sur le « véritable » état d'urgence, son objet, sa portée mais aussi ses limites.

« Monsieur le gouverneur, répondit le cheikh Kheireddine, il est urgent de s'entendre. Les Tunisiens, *étrangers* protégés par la France, sont plus heureux que les *Français* musulmans d'Algérie. L'état d'urgence sera inefficace, il ne pourra qu'attiser le feu... »

Le cheikh, qui s'exprimait en arabe, employa pour « état

d'urgence » un mot dont la traduction littérale était état de peur (*hâlet el khouf*). « Voilà un des inconvénients de notre carence à scolariser en arabe, pensa Monteil qui traduisait, puisque le peuple ignore le terme adéquat et emploie une expression de panique. »

Le docteur Ahmed Francis, futur membre du Conseil national de la révolution, futur ministre des Affaires économiques et financières du G.P.R.A. et futur négociateur d'Évian, renchérit :

« Nous serons à la merci de la dénonciation d'un garde champêtre. L'apaisement, monsieur le gouverneur, ne pourra naître que de la libération des détenus non compromis, et du retour à la liberté d'expression.

— Les simples adhérents d'un parti politique vont entrer préventivement dans la clandestinité, ajouta Cherchali. Nous craignons surtout les abus des exécutants dont le contrôle risque de vous échapper. » Monteil souligna mentalement combien la réflexion du centraliste était juste. Mais Soustelle — dont la froideur apparente faisait place maintenant à une chaleur convaincante, à un enthousiasme correspondant à la grandeur, à la générosité du plan qu'il s'était fixé — développait ses arguments :

« L'état d'urgence évite l'état de siège, répondit-il, et vous savez combien celui-ci aurait été dangereux. Il sera limité à des zones précises. En particulier l'Aurès. Il ira de pair avec des réformes et des mesures de détente. Ensuite, vous le savez bien vous qui êtes ici ce soir, il est nécessaire à la sauvegarde des vies quotidiennement menacées. C'est plutôt un état de sauvegarde »

Soustelle observa un temps, puis se fit plus solennel : « Je vous donne ma parole que personne ne sera inquiété ou arrêté pour ses opinions, *même si elles sont contraires aux miennes*, ou pour son appartenance à un parti politique. Reconnaissez que depuis mon arrivée, il y a quelque chose de changé en Algérie.

— Sans aucun doute, monsieur le gouverneur, et la preuve c'est que nous sommes ici ce soir. »

On évoqua ensuite la carence de l'Assemblée algérienne, inévitable conséquence du truquage des élections. Les interlocuteurs de Soustelle le remercièrent pour l'attention qu'il avait portée à l'élection partielle de Batna où l'on avait procédé — tout à fait loyalement — au remplacement d'un député décédé. La séparation fut très cordiale. Il fut entendu que des contacts

seraient gardés par l'intermédiaire du commandant Monteil, notamment pour faire part des inquiétudes éventuelles ou pour dénoncer des abus. On se serra la main. Chaleureusement.

Lorsque Monteil raccompagna les visiteurs jusqu'à la voiture, le cheikh lui dit en arabe, tout en lui donnant l'accolade :

« C'est un homme de bonne foi, nous espérons en lui. Pourvu seulement que les « bâtards » le laissent travailler !

Des problèmes, Soustelle en avait avec tout le monde. D'abord avec ses Européens. Surtout ceux qui « gueulaient » à tort et à travers, ceux qui criaient à l'*abandon* alors que le gouverneur général entreprenait une politique de resserrement des liens trop relâchés depuis de nombreuses années. On a vu l'action néfaste des Tartarins. Il y eut également celle de la très réactionnaire Fédération des maires, présidée par Amédée Froger — qui paiera bien cher son incompréhension, son opposition à tous programmes prônant un peu plus de justice pour les « Arabes ». La Fédération ne demandait que « de la poigne » et vite. Le châtiment suprême et immédiat de tout individu « convaincu » d'actes criminels. Le contrôle sévère de la presse, la « mise hors d'état de nuire de tout élément séparatiste ».

Il y avait Laquière, M. le président Laquière, qui se faisait le champion des deux collègues. « Le collègue unique, jamais, m'ôssieur ! » Celui qui se savait le « digérateur de gouvernements » assiégeait Soustelle. Celui-ci me dira plus tard combien son action fut néfaste, mais aussi parfois ridicule.

« Laquière ? Ah, oui, Laquière. Il venait dans mon bureau, non pour me parler de l'intégration, mais pour me tenir la jambe pendant deux heures en me parlant du jeu de boules de Saint-Eugène, localité dont il était maire, auquel le directeur de l'hygiène refusait la licence lui permettant de vendre des boissons alcoolisées... » Le jeu de boules est un haut lieu des campagnes électorales et s'il n'y a pas d'anisette où va-t-on ?

Soustelle se heurtait à des problèmes de pissotières de village à la Pagnol alors qu'il rêvait d'intégration. Pour que cette intégration devienne réalité, Soustelle savait qu'il fallait liquider les structures coloniales, aller vers le collègue unique, appliquer le statut, c'est-à-dire supprimer les communes mixtes, ce qui aboutissait en particulier à augmenter le nombre des départements. Il fallait aussi donner l'indépendance au culte

musulman. Mais si ces réformes étaient appliquées, en particulier le collège unique, beaucoup de mairies iraient à des musulmans. De même, si l'on supprimait les communes mixtes, en les remplaçant par des communes de plein exercice. Et que deviendrait la toute-puissante Fédération des maires ? Elle n'accepterait jamais des « bougnoules » en majorité. Et Soustelle n'était pas — pas encore — « arrangeant ». Il était attaché au découpage territorial qui, selon lui, devait correspondre à l'ethnographie de la région. Quant aux conseils municipaux où l'on employait « pour le bien de tous » — et surtout de la minorité dirigeante — la formule des 3/5-2/5, trois cinquièmes de membres du premier collège et deux cinquièmes de musulmans, Soustelle y appliquait, dans un premier temps, l'égalité. Et ensuite le collège unique ! Cela ne faisait pas l'affaire du colonat. Pas du tout. Mais Soustelle ne voulait pas s'en soucier. D'ailleurs, il ne recevait leurs représentants qu'en fonction de leurs charges officielles : parlementaires ou communales.

Quant à la population pied-noir elle était brave, proche des Algériens, même s'il y avait ce petit sentiment de supériorité. Il s'effacerait bien vite devant l'accession des musulmans à des postes et à des charges de plus en plus importants. Il suffisait de ne pas l'exciter, de ne pas lui faire peur. De ne pas dresser les communautés les unes contre les autres en leur racontant des fariboles. Et surtout que le terrorisme du F.L.N. ne l'atteigne pas. Que l'on n'en arrive pas dans toute l'Algérie à ce qui se passait dans l'Est. Là, aux alentours de l'Aurès — heureusement les Européens n'étaient pas très nombreux —, mais aussi dans le Constantinois, où quelques méfaits se produisaient, la démoralisation gagnait.

Un rapport que Chérière lui avait fait parvenir l'inquiétait : « Les Européens, écrivait le patron de la X^e R.M., paniquent. Ils sont inquiets des développements de la rébellion. Un fossé se crée entre les deux communautés. Les rares musulmans pro-Français sont égorgés ou mutilés les uns après les autres. La terreur rend muets les survivants. Ils ne veulent plus de contacts avec les Européens, qui sont, de leur côté, exaspérés par les attentats et se préparent à se grouper en autodéfense. Ils prônent à nouveau des mesures “sévères et brutales” (toujours le souvenir des “bons” résultats de Sétif en 1945. 45 000 morts et plus d'embêtements...). L'état d'urgence déçoit. On s'attendait à des mesures plus vigoureuses... »

Pour reprendre en main cette population européenne qui cédait au découragement et voulait répondre au terrorisme par le contre-terrorisme — ce qui, et Soustelle le savait, n'a jamais mené une cause à la victoire —, le gouverneur général comptait sur la répression « officielle », celle de l'armée, et sur le retour à la confiance des populations musulmanes.

Et dans ce domaine aussi Soustelle avait des problèmes. Avec son armée et ses civils. Qu'on en convienne ou non — et Chérière en convenait — dans l'Aurès, c'était la guerre. Pour réduire les bandes de Chihani — car l'arrestation de Ben Boulaïd qui devait mettre l'Aurès à genoux n'avait rien arrangé du tout —, il fallait « mettre le paquet », créer un commandement unique civil et militaire des Aurès-Nemencha. Le bon général Spillmann avait quitté Constantine, appelé par Edgar Faure comme conseiller militaire à son cabinet. Le « salonnard » revenait à ses amours : l'action d'état-major, les décisions de cabinet. Il n'avait pas été fâché de quitter cette Constantine qui lui semblait bien maussade, la boue des inspections sur le terrain et surtout les incessants conflits qui l'opposaient aux civils, c'est-à-dire au préfet Dupuch qui était le grand patron du Constantinois, même si ces accrochages étaient empreints de la plus exquise courtoisie ; Spillmann serait un allié pour Soustelle chez Edgar Faure. Et il le fut, soutenant à juste titre la nécessité du commandement unique pour la zone des combats des Aurès-Nemencha. C'est le général Parlange qui commandait à Agadir que l'on nomma à ce poste.

Pour une fois, le choix ne se fit pas selon le tableau d'avancement, les copinages, le « beau commandement qui à brève échéance vous vaudra, cher ami, une étoile supplémentaire... ». Non. Parlange était un spécialiste des affaires indigènes. Un homme qui saura mener efficacement les tabors que l'on envoie — à pleins trains — vers l'Aurès (alors que leur retrait est l'une des mesures essentielles qu'a demandées Ben Boulaïd à Monteil dans sa prison de Tunis). Et surtout l'homme qui saura mettre en place des S.A.S. (sections administratives spécialisées) dont Soustelle attend qu'elles montrent aux populations musulmanes de l'Aurès et de l'Est, ces populations trop longtemps abandonnées, que la « Nouvelle France » pense à elles.

Ce sera le début de la *pacification* que Soustelle veut entreprendre dans les régions les plus contaminées. Une opération de charme auprès de la population menée conjointement à la répression des « bandes ». Le principe des S.A.S. est bon. « C'est un bon vieux principe ! » Un peu paternaliste mais, en 1955, ça vaut mieux que rien pour lutter contre la sous-administration. Un officier des A.I. (affaires indigènes) s'installera avec quelques troupes au milieu de la population et lui apportera aide et

assistance : soins gratuits, vivres. Il parlera la langue. Il logera dans un bâtiment qui n'appartiendra pas à l'armée ou on lui donnera l'argent nécessaire pour bâtir sa S.A.S., qui devra être le « cœur de la France qui battra dans chaque douar ». Mi-bureau de bienfaisance, mi-bureau des pleurs. On n'oubliera pas non plus le bureau de renseignement, car on ne va quand même pas dépenser en vain des millions. Chaque officier S.A.S. « photographiera » ses ouailles, les fichera, dressera des listes, fera un état précis de la population, de ce qu'elle pense — il le saura puisqu'il parlera la langue —, des déplacements « non justifiés » de « suspects éventuels ». Ainsi, et cela se décida à Paris lors d'une réunion avec le président du Conseil, c'est dire si l'on prit la chose au sérieux, on va quadriller l'Aurès et envoyer dans chaque douar un officier A.I., un élément sanitaire et quelques tabors !

Ces S.A.S., ces officiers S.A.S., on va en parler pendant sept ans. On les glorifiera, on les chargera de tous les péchés du monde, en général, et de la guerre d'Algérie, en particulier. C'est d'abord la « chose » de Soustelle, puis celle de Parlange ; on les soigne, on les surveille, on les balance surtout dans le bain sans grande préparation parce que le feu est dans la maison. Après avoir lutté contre les bureaux indigènes pendant des années voilà que maintenant on « s'y remet » avec frénésie.

Les premiers officiers arabisants arrivent au printemps, comme les hirondelles. Mais il faut que leur vol soit si rapide — pour une fois que l'on trouve une idée qui fait l'unanimité, qui doit tout arranger rapidement, on veut l'appliquer le plus vite possible — que leurs fonctions mêmes sont mal définies. On instruit ces oiseaux rares en quelques semaines — plus tard l'instruction durera neuf mois — et on les lance dans le vide. Car c'est cela. Un immense vide administratif et sentimental qu'il faut combler. Les maires et les administrateurs subsistent pourtant avec leurs prérogatives, leurs droits, leur influence — de moins en moins importante — sur les notables. Aux officiers S.A.S. de se débrouiller. L'amalgame se fait mal entre les nouveaux et les anciens. Pour trouver ces perles, ces officiers ayant du cœur, du courage, de l'abnégation, pas plus payés que les autres, mais toujours en première ligne puisqu'il faudra vivre parmi la population, on a fait des « annonces », on a demandé des « volontaires parlant arabe ». Alors ils arrivent. Il y a de tout : du saint, du héros, de la bonne crapule coloniale — anisette et moukère —, du maniaque, du gangster. Car l'armée est un

microcosme avec toutes ses variétés. C'est le commandement qui contrôle l'homme, c'est pourquoi il est toujours responsable. Là, le commandement fera ce qu'il pourra. Vite débordé. Il faudra se débrouiller avec les moyens du bord. « Ne vous en faites pas, il y aura de l'argent. » Et c'est vrai. Pour ceux qui, comme on leur a recommandé, sauront « se débrouiller ».

Les bons officiers S.A.S., et il y en aura beaucoup, ont la flamme : ils font un bien considérable, donnent des conseils, prêtent la main et leurs hommes pour « arranger » un peu une mechta, contribuent à la nourriture du village en cas de coup dur, soignent les malades, gratuitement, simplifient toutes les complications administratives, aident à accoucher, à torcher les gosses, à apprendre l'hygiène, ils font tout ce qu'on aurait dû faire pendant des années. Ils sont la France. Tricolore, républicaine, soucieuse de ses enfants, insensible à leur race et à leur religion. Ils vont se faire rapidement aimer de la population. Ils seront les cibles préférées du F.L.N. lorsque celui-ci va s'organiser. Ils vont payer un lourd tribut lors de cette guerre. Ils auront plus de pertes que tous les administrateurs. Morts le cœur à la main, ils n'auront jamais droit aux photos des magazines, aux enterrements glorieux sous les phares de l'actualité. Les honneurs guerriers ont toujours été réservés à ceux qui mènent la guerre farouche et virile sautant d'un camion ou d'un hélicoptère à la poursuite de l'ennemi insaisissable, la mitraillette à la main, la grenade au côté.

Malheureusement, les S.A.S. ne recevront pas toutes leurs bons officiers. Il y aura « les autres », beaucoup d'autres. Ceux qui transforment la S.A.S. en centre de « renseignement avant tout », en centre de torture. En carrefour de toutes les malhonnêtetés. On verra des officiers s'achetant des mobiliers de luxe, dépensant un argent de poche considérable en virées à Alger ou en métropole. Pour ceux-là, les visites domiciliaires, les contrôles de toute sorte, le chantage, la terreur, tout est source de revenus. Sans compter les ressources officielles de la S.A.S. On verra aussi — digne résultat de la politique de « tout crédit non dépensé ne sera pas renouvelé » — des budgets gaspillés sur ordre avant le 31 décembre. Pas perdus pour tout le monde. Alors que certains officiers équipent leur S.A.S., viennent en aide à la population, d'autres volent et truquent leur comptabilité. Ceux-là n'auront guère de perte. Ce sont les principaux pourvoyeurs en hommes du F.L.N. Leurs injustices, leurs tortures, la peur qu'ils font régner, les « bons résultats apparents » qu'ils obtiennent dans

une région terrorisée qui n'ose plus bouger, amènent à l'A.L.N. tous les hommes valides qui veulent se venger, ouvrent les portes de toutes les mechtas au moindre *djoundi* poursuivi.

Parti d'une idée généreuse, on fait de l'officier S.A.S. la bonne à tout faire de la guerre d'Algérie. La tâche est immense, il l'accomplit bien ou mal. Selon son caractère, ses aptitudes.

Les S.A.S., les A.I., ce sera la grande époque de Parlange en qui Soustelle va placer beaucoup d'espoir. Le général Allard, qui a remplacé Spillmajin à Constantine, observe avec curiosité, un peu de condescendance et beaucoup d'inquiétude la situation dans l'Est algérien. Lui a l'expérience de l'Indochine, il ne méprise pas l'adversaire. Il connaît la guérilla et ses conséquences. Ce qui l'amuserait plutôt, c'est la lutte qui oppose les civils aux militaires. Encore qu'Allard n'ait pas un caractère à s'amuser. Il a vécu l'Indochine auprès de De Lattre dont il n'a pas été un maréchal d'Empire plein de morgue et de gloire, mais un serviteur mécanique, sorte d'I.B.M. de la paperasserie, génie pour remettre de l'ordre dans ce qui ne va pas. Et il sent qu'à Constantine il va pouvoir s'en donner à cœur joie. Il sait jongler avec les bataillons, les unités, les remettre en place, en route, les « nickeler », trouver ce qui ne va pas, modifier des structures, conseiller des mutations. Mais en Algérie, le « patron » est loin d'avoir la classe de De Lattre. Le gros Chèrière, avec ses « gueulantes », sa stratégie d'avant 1939, ses complots de couloir à la petite semaine, son éternel dépit d'avoir à rendre des comptes au gouverneur, n'est pas le chef qui peut s'attacher un pareil serviteur ! Allard s'en rendra vite compte. Lui aussi va se retrouver le doigt pris entre le tronc et l'écorce. Entre Chèrière et Dupuch.

Un exemple : le préfet de Constantine « couvrait » ses civils lorsque certains de ceux-ci, essayant encore d'arranger politiquement les choses, prenaient contact avec des musulmans « réputés suspects ». Mais la toile d'araignée de gardes champêtres, de caïds, d'indicateurs de toute sorte... maquereaux, bistrotiers, gargotiers — mise en place par l'administration — jouait contre elle ! Les militaires apprenaient les contacts avec les « réputés suspects » — un joli terme que je n'ai fait que retrouver dans de multiples rapports — et accusaient les civils de trahison ! Ni plus ni moins. On ne fait pas encore le détail en cette année 1955 ! Chèrière

— ce gros plein de soupe comme l'appelle Dupuch —, furieux

des désaccords qui l'opposaient régulièrement, lors des séances de travail, au préfet de Constantine, va ordonner à Allard, stupéfait :

« Nous, les militaires, on est régulièrement mis en accusation par les civils (*la stratégie Cherrière du ratissage, du peigne fin, n'a pas non plus l'heur de plaire à Soustelle !*). Occupez-vous-en, Allard, et faites-moi un de ces rapports dont vous avez le secret sur ce qu'on pourrait reprocher à ces maudits civils ! »

On en est à la petite guerre d'autorité alors que l'insurrection se développe, que la révolution prend corps ! Soustelle, furieux de ces accrochages enfantins, va s'employer à ce que Parlange ait les mains libres et puisse — hors de toute contrainte imbécile — appliquer *sa* politique, celle qu'il a mise au point avec son cœur et son intelligence, en allant « sur le tas » voir ce qui n'allait pas. La seule qui puisse actuellement réussir.

Parlange sait qu'avec Allard « il n'aura pas d'emmerdements ». Bien que la guerre d'Indochine ait divisé l'armée en ceux qui l'ont faite et les autres, il y aura entre eux la solidarité du Maroc. Allard est de chez De Lattre, Parlange de la camarilla nord-africaine. Mais Allard a été jadis « de chez Juin » et sa femme et ses enfants n'ont jamais quitté le Maroc, d'où vient Parlange. On restera toujours étonné de la façon dont les clans se forment dans cette « grande famille » qu'est l'armée !

Voilà donc Parlange couvert de tous côtés. Au boulot. Ce petit homme, rond, grassouillet, bonhomme en apparence, sera diversement apprécié. Il connaît parfaitement les A.I., la pacification au Maroc, mais ne connaît rien à l'administration en Algérie. En outre, on trouve qu'entre le Maroc et l'Aurès il a beaucoup vieilli. Tout le monde s'accorde à le trouver charmant. Mais a-t-il les qualités nécessaires dans une période difficile ? Un homme de cœur, dit-on, mais aussi un homme à poigne. Son autorité laissera un plus grand souvenir — j'entends grand comme durable — que son humanité.

Germaine Tillion, conseillère technique au cabinet de Soustelle, verra en lui — tout comme les Chaouïas sur lesquels il a tous les pouvoirs — l'homme de la répression.

« Lorsque je lui ai raconté, me dira-t-elle, comment les officiers “maniaques” torturaient des “réputés suspects”, j'ai compris la méthode qu'il pratiquait au regard profondément

ironique qu'il m'a "accordé". Je me souviens encore de ses mains de garçonnet sans cesse en mouvement, lorsqu'il parlait avec une évidente satisfaction de toutes les façons possibles d'égorger un homme. »

Peut-être Germaine Tillion réagissait-elle en femme de cœur. Ce n'étaient pas ces qualités que l'on demandait au général commandant les Aurès-Nemencha. Favoriser les S.A.S., les implanter, c'était une chose, mais il fallait aussi réprimer durement tous les crimes. Et dans l'Aurès, les hommes de Chihani Bachir n'étaient pas des enfants de cœur !

Bien sûr, il y avait des bavures, Soustelle le savait, mais il gardait beaucoup d'espoir. Les représentants nationalistes qu'il avait rencontrés lui avaient fait bonne impression. Dans les mêmes conditions, il reçut Ferhat Abbas. Toujours au palais d'Été ; toujours entre onze heures et minuit. Il fut surpris de la modération du leader algérien. Il ne réclamait même pas le collègue unique !

« D'ici à dix ans, lui dit Ferhat Abbas, il y aura une majorité de musulmans dans le premier collège... »

Son désir « tait que Soustelle créât un cabinet quasi ministériel au sein du G.G., dont les membres seraient à égalité européens et musulmans. Le cabinet serait chargé de superviser les départements à la manière d'un cabinet gouvernemental. Soustelle promit d'étudier le projet. Lorsque Ferhat Abbas se retira, chacun était ravi de la rencontre. Les deux hommes « se plaisaient ».

« Voilà ceux avec qui nous devons discuter un jour, pensa de nouveau Soustelle, c'est autre chose que ces Krim, ces Ouamrane... » Un Ferhat Abbas voyait l'avenir sur dix ans. Il ne voulait pas « tout bouffer » tout de suite.

Soustelle aurait été bien étonné s'il avait su que l'homme qui l'avait nommé gouverneur général, Pierre Mendès-France, voulait, lui, discuter avec les chefs, avec ceux qui avaient pris le maquis, avec ceux qui s'étaient révoltés. Des contacts avaient été établis par Jacques-Chevallier. Mendès avait fait dire qu'il était prêt à rencontrer secrètement tous les chefs de zone. Ouamrane avait appris la nouvelle à Souk-el-Haad. Il était venu jusqu'à Alger. Ceux des chefs de zone qui avaient pu être joints devaient se retrouver dans la capitale. Un avion les dirigerait vers Rome. Après on verrait. La faiblesse des moyens dont disposaient les

« chefs de la révolution » était telle que les Kabyles jugèrent qu'il fallait tout tenter et accepter la rencontre. Et Soustelle aurait été encore plus surpris s'il avait su que Krim, Ouamrane et les Algérois — on n'avait pu joindre ni l'Aurès ni le Constantinois — étaient prêts à accepter une « autonomie interne de l'Algérie étalée sur vingt ans » !

Mais le 6 février 1955 avait rendu inutile toute rencontre. Mendès était renversé. Mayer et Borgeaud étaient intervenus à temps !

C'est au mois de mai que l'engrenage se met en route, que cette machine que l'on n'appellera jamais que « les événements d'Algérie », avec une pudeur suspecte, commence à tourner avec « efficacité ». Il fallait bien qu'on y arrivât. Dans la chaudière la pression montait, les pistons devaient se mettre en marche, entraînant les bielles et les bras qui allaient plonger un pays tout entier dans une lutte qui ne prendrait fin que sept ans plus tard ! Une machine, des engrenages, des pistons, c'est fait — en principe — pour aider l'homme dans sa vie quotidienne, mais ça broie, ça déchiquette, ça écrase, ça réduit en bouillie aussi.

Pour lutter contre les bandes de l'Aurès qui, maintenant, attaquent l'armée française — une armée trop lourde, trop vieille, impuissante devant ces combattants invisibles, mouvants, qui, leur coup réussi, disparaissent dans les rochers, la pierraille, la maigriotte végétation du massif hostile —, pour leur enlever l'aide de la population et pour éviter que celle-ci ne soit entièrement contaminée, il faut, dans l'esprit du gouverneur général et de son commandant en chef, extirper de force le germe révolutionnaire, mettre hors d'état de nuire les propagateurs de la mauvaise parole et montrer à la population que la France pense à elle. Sur le plan militaire, la situation est sérieuse sans être préoccupante : l'armement des rebelles est trop faible, mais sur le plan politique la situation est plus inquiétante. L'état d'urgence doit tout arranger. S'il peut être contrôlé ! Mais les craintes exprimées au palais d'Été par les interlocuteurs algériens de Soustelle vont malheureusement s'avérer, suscitant d'innombrables réactions en chaîne.

Grâce à l'état d'urgence, Soustelle n'a plus de problèmes pour éloigner des gens qui lui sont signalés comme propagandistes notoires du F.L.N. En particulier certains instituteurs communistes de Kabylie dont l'influence sur la jeunesse est

grande et qui sont la « bête noire » des administrateurs du type « bâtisseur de piscine » — ceux pour qui le progrès en Kabylie ne passe que par la construction dans la ville où ils résident d'un « stade nautique » alors qu'on manque de chemins et de puits ! Ces instituteurs, Soustelle avait essayé de les faire rappeler à l'ordre par leur ministère mais le ministre de l'Education nationale faisait la sourde oreille. Alors, on va régler ce problème rapidement. Déjà entre Soustelle et l'aile gauche de son cabinet qui ne partage pas la phobie anticommuniste du patron, c'est l'escarmouche. Quelques semaines auparavant, Vincent Monteil notait, au retour d'un voyage en Kabylie : « La jeunesse est abandonnée, sans travail, et ne parle, à juste titre, que de quelques instituteurs communistes qui se donnent à elle avec un dévouement total. Elle est, bien entendu, de sentiments nationalistes. »

Terminé pour les instit'. Eliminés ! Soustelle les déclare interdits de séjour. Nous reviendrons plus tard sur le problème des communistes dans ces débuts de la guerre d'Algérie, car leur attitude entre les deux parties adverses sera loin d'être simple et donnera lieu à de nombreux commentaires.

Ces premières mesures « d'autorité » provoquent de nombreuses critiques. En particulier de la gauche. L'état d'urgence, écrit celle-ci, c'est « l'arbitraire légalisé ». Les attaques, souvent maladroitement, dont Soustelle est la victime fin avril commencent à le rapprocher de certains groupes algérois qui ne voyaient encore en lui qu'un « crypto-progressiste, etc. ».

Les « camps d'hébergement », créés grâce à l'état d'urgence établi par ordre du gouverneur dans le Constantinois, vont arranger les affaires de Soustelle qui remonte en flèche dans l'estime de ces groupes, mais contribuent à le séparer de son « aile gauche ». Comme celle-ci le redoutait, les assignations à résidence se mettent à pleuvoir. On crée un camp, le premier, à M'Sila, au sud de Sétif. Il n'y a pas de barbelés, mais de l'avis du préfet Dupuch, « ce camp est situé sur des territoires inhabités et le caractère désertique de la région remplace avantageusement des barbelés ». En un mois et demi, six cents hommes y sont parqués. Malheureusement, le résultat va être l'inverse de celui escompté car on assigne à résidence tous ceux que les rapports de police ou de gendarmerie, ou les simples ragots, qualifient de suspects. On lit dans des rapports : « Sont assignés à résidence ceux de tel

village ou de tel douar dont la conduite ou la moralité est *douteuse*, les sentiments *soupçonnés* d'être antifrçais. » Très vite, de l'avis même des autorités responsables, on arrive aux abus : il est de ces camps, car M'Sila a vite fait des petits, où, sur deux cents « requis », cent soixante n'ont strictement rien fait !

« Mais ces camps, justifie le préfet Dupuch, sauvent la vie à de nombreux musulmans. Car dans le Constantinois qui a peur, qui voit les Arabes fidèles massacrés, les Européens ont tendance à avoir la justice « expéditive ». Un suspect ? On l'abat. On n'est plus emmerdé. Tandis que nous, si les rapports gendarmerie-armée concordent, on l'envoie à M'Sila. »

Soustelle, qui veut appliquer son plan : arrêter les meneurs et mater fortement une certaine forme de rébellion tout en donnant en même temps un statut sincère et véritable, se trouve débordé sur sa droite par les excès de ces « assignations à résidence » et sur sa gauche par des attaques qui commencent à l'agacer sérieusement.

L'affaire des Kabyles d'Ighil-Ilef va faire déborder la coupe. Monteil apprend par Toufik El-Madani, l'un des fondateurs des ulémas réformistes, avec qui il entretient des contacts réguliers pour étudier les modalités de l'application du statut de 1947 sur les questions religieuses, que les gendarmes ont fait une rafle à la médersa réformiste d'Ighil-Ilef en Kabylie. Des poteaux téléphoniques ont été sciés. Il faut savoir qui a fait le coup. On arrête une quarantaine de personnes à qui on applique certaines méthodes qui, dans quelques mois, seront généralisées : les hommes sont bastonnés, passés à la « baignoire » et à la « gégène » électrique. Monteil le signale à Soustelle. Furieux, ce libéral — car encore une fois Soustelle l'est très profondément — qui s'est toujours insurgé contre les disparitions et les mauvais traitements, charge son chef de cabinet militaire d'une discrète enquête.

« J'ai interdit qu'on torture, s'écrie le gouverneur général. Il faut que les responsables soient punis. »

Soustelle — outré par les rapports concernant la police — a déjà demandé dès son arrivée à Alger une commission d'enquête formée d'inspecteurs généraux de l'administration, qui a conclu que « les séquestrations et sévices étaient imputables à la police algérienne ».

Monteil mène son enquête ; il fait venir cinq des innocents les plus mal traités. Le docteur Georges Godard, médecin légiste, établit un constat de sévices. On enregistre leurs dépositions et Monteil les renvoie chez eux munis d'un sauf-conduit. Soustelle est tenu au courant. À peine arrivés chez eux, deux des cinq hommes sont emprisonnés à Akbou, les trois autres assignés au camp de Guelt-es-Stel. Monteil ne l'entend pas ainsi. Pendant deux mois il va se battre. Deux mois ! La police a arrêté pour délit d'opinion cinq musulmans munis d'un sauf-conduit signé du chef de cabinet du gouverneur général sans en avoir pour autant référé au gouverneur général. Cet exemple pris parmi tant d'autres montre à quel point, en 1955, en Algérie, chaque « autorité locale » agit en féodale ! Et quelle place tient, dans l'esprit de ceux qui détiennent le pouvoir dans une région déterminée, le gouverneur général, unique représentant du gouvernement français.

Pour Monteil, cette affaire est le cœur du problème algérien. Il s'en ouvre à Soustelle : « Imaginez que cet « incident » se soit produit avec l'un de ceux à qui vous avez déclaré solennellement lors de l'entrevue secrète du palais d'Été : “Je vous donne ma parole que personne ne sera arrêté pour ses opinions...” Et vous avez promis pour tous ! »

L'attitude de Soustelle est très significative de l'ambiance dans laquelle il doit « jouer ». Il connaît aujourd'hui l'importance de la rébellion au point de vue politique, il sait quelle est la puissance des groupes de pression, il souffre de l'intransigeance de chacun — à droite et à gauche — mais doit aussi s'en « accommoder ». D'abord outré, puis ému du sort que l'on inflige à ces Kabyles, il cède bientôt à l'agacement, puis à la fureur. Monteil commence à l'énerver avec ces cinq types.

« Et ils ne sont que cinq ! Oui, je sais, il y en a d'autres, et qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ? Vous savez bien qu'on n'exécute pas tous mes ordres... et puis il y a des choses plus importantes. »

Pas pour Monteil, qui découvre que « Soustelle n'est pas un homme de gauche mais un homme d'ordre ». Un homme de droite peut être courageux, honnête, mais pour lui l'ordre passe avant la justice. Et Soustelle, en ce mois de mai 1955, doit choisir ! Il a accepté d'être gouverneur général et le gouverneur est le tenant de l'ordre. Il doit le maintenir. Jamais on n'a entendu

dire qu'il « devait » se soucier de justice. Mais comme de l'injustice naît le désordre, le 1^{er} novembre en est la preuve, voilà l'engrenage algérien en marche !

Au milieu de cette tempête qui se lève, Soustelle gouverne d'un coup de barre à droite, d'un coup de barre à gauche. Car il pense toujours à sa troisième force ! Pour l'instant il faut compléter l'état d'urgence par une action militaire réaliste. Soustelle a une hantise : que la rébellion ne s'étende et l'empêche d'appliquer à des zones encore calmes sa politique de réformes. Mais le Constantinois donne des signes de plus en plus inquiétants. Bourguès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, s'en soucie.

La journée du 13 mai 1955 — déjà un 13 mai — montre à quel point une réelle unité de commandement connaissant tous les problèmes fait défaut. On est dans le vague le plus complet. Soustelle doit s'occuper de tout sans très bien savoir ce qui se passe. Le 12 mai, par le télégramme secret et chiffré n° 354, le ministre de l'Intérieur interroge son gouverneur sur l'éventualité de l'extension au Nord constantinois des mesures draconiennes prises dans l'Aurès.

À 13 h 45 Jacques Soustelle fait chiffrer le télégramme n° 00682 :

« Très secret. Stop. Le problème nord-constantinois n'est pas le même que celui des Aurès-Nemencha. Stop. Cette dernière région offre une unité ethnique et constitue une certaine entité géographique. Stop. Je ne crois pas utile instituer commandement unique avec double autorité civile et militaire. Stop. Cependant j'étudie attentivement question et vous donnerai réponse définitive en fin de journée. Fin. Jacques Soustelle. »

On se renseigne. Soustelle se fait apporter les dossiers. On fait le point. Et à 21 h le télégramme n° 00685 part en direction du ministère de l'Intérieur.

« Très secret. Stop. Un commandement opérationnel de fait existe dans le Nord constantinois. Stop. Il vient d'être confié au colonel Ducournau, commandant le 1^{er} régiment de parachutistes. Stop. D'importantes opérations sont engagées par ce régiment. Stop. Il me paraît opportun d'attendre encore quelques jours les résultats de l'action entreprise qui doit permettre notamment d'évaluer le degré d'ampleur de la rébellion ainsi que ses contours

exacts dans la région. Fin. »

Quelques minutes plus tard part le télégramme n° 00686 :

« Je confirme mon accord pour l'extension de l'état d'urgence à l'ensemble du département de Constantine. Stop. Je vous demande d'ajouter les deux communes mixtes de Marnia et de Sebdu dans le département d'Oran à la frontière marocaine. Fin. Jacques Soustelle. »

Le gouverneur général profite de l'intérêt du ministre de l'Intérieur pour lui faire dès le lendemain un bref mais vigoureux rapport sur la situation, qui n'est pas brillante, et sur ses besoins, qui sont importants. L'effectif de l'armée qui, au 1^{er} novembre 1954, était de 49 700 hommes est passé, au 1^{er} février 1955, à 83 400 hommes, C.R.S. compris. Insuffisant, pense Soustelle qui, à 16 Heures, le 14 mai, envoie le télégramme n° 00690 :

« Très secret. Stop. Ai l'honneur de vous rendre compte que j'ai demandé au général commandant la X^e région de transférer immédiatement trois bataillons de l'Aurès sur le Nord constantinois. Stop. Le dispositif dans l'Aurès sera remanié en conséquence. Stop.

« Il reste que les effectifs dont je dispose dans l'ensemble de l'Algérie ne permettent pas de reprendre efficacement l'initiative et qu'en tout état de cause étant dépourvu de réserves je ne suis pas en mesure de parer à une extension possible des foyers d'agitation notamment dans la Petite Kabylie. Stop.

« Je vous demande instamment d'envisager la possibilité de mettre à ma disposition dans le plus bref délai possible un premier renfort d'au moins 10 000 hommes sans préjudice des demandes complémentaires que je pourrais être amené à vous faire. Stop. J'insiste tout particulièrement sur l'urgence de ce premier renfort. Fin. J. Soustelle. »

Ce S.O.S., Soustelle l'a lancé après avoir eu une entrevue « ferme et sèche » avec Chérière, dont il désapprouve les méthodes et à qui il a interdit les grandes opérations aussi spectaculaires qu'inefficaces. « Tout juste bon à fournir de la copie à la presse », a-t-il maugréé. À grand-peine Chérière, toujours soupe au lait, a ravalé sa grogne et en a profité pour répéter — une fois de plus — que les effectifs étaient insuffisants :

« Ils permettent tout au plus de colmater des brèches, monsieur le gouverneur.

— Ce qu'il vous faut, mon général, répondit Soustelle, c'est une armée adaptée au terrain et aux circonstances, qui nous monte de petites opérations légères, autant que possible sur renseignement, pour répondre à la tactique de l'adversaire.

— Nos effectifs, monsieur le gouverneur (*Cherrière devenait sarcastique*), nous permettent tout juste d'assurer la défensive et de prendre de légères initiatives, mais en aucun cas de passer à une véritable contre-attaque.

— Je vais m'occuper des renforts avec le ministre mais en attendant donnez à Allard les directives que je vous ai indiquées. »

Le général Allard reçoit donc par télégramme secret l'ordre d'alléger les troupes de l'Aurès et de « réprimer brutalement toute apparition rébellion nouvelle », ainsi que de laisser se développer l'action des administrateurs et officiers A.I. L'Aurès est en feu, il s'agit d'éviter que des tisons ne viennent enflammer le reste de l'Algérie. En attendant les renforts, Allard reçoit l'ordre suivant : « Puisque intérieur massif pourri, y laisser seulement quelques bataillons itinérants entre points fixes bien tenus par troupes ou goums. Stop. Mais contrôler et surveiller surtout pourtours massif pour éviter pourrissement. »

Quant à la conduite à tenir dans le Nord constantinois, elle est d'une fermeté qui ravirait les tenants de « la matraque », s'ils en connaissaient les détails : « Toute éclosion rébellion nouvelle doit entraîner aussitôt d'une part actions brutales contre bandes rebelles et d'autre part sanctions contre complices en vertu responsabilité collective. »

Et c'est dans ce télégramme adressé par le commandant de la X^e région au général Allard que se trouve la définition de la politique de responsabilité collective qui allait coincer la malheureuse population musulmane dans un étau dont elle ne sortira pas jusqu'à la fin de la guerre. Cette notion, au bout de quelques semaines d'application, sera l'un des principaux atouts psychologiques qui permettront au F.L.N. de prendre en main une population qui, au début de la révolution, lui est, dans les meilleurs cas, indifférente. Jugeons plutôt :

« Exemple de responsabilité collective : destruction de

99 poteaux télégraphiques près d'Oued-Zenati. On sait que tous les mâles d'un douar ont été exécutants. Le douar devra payer les poteaux détruits, en placer de nouveaux. Puis tous les mâles éloignés. »

« Eloignés » dans le langage militaire veut dire internés dans les camps nouvellement créés.

« Deuxième exemple, poursuit Cherrière, ponts détruits à la pioche. Exécutants, si connus, et habitants mechtas proches *obligatoirement* au courant, fournir gratuitement main-d'œuvre réfection, puis éventuellement être éloignés. Sans préjudice réquisition troupeaux *payés plus tard possible...* » Lorsqu'un conseil pareil est donné par un commandant en chef, on peut être sûr qu'il sera suivi ! Cherrière conseille, bien sûr, de régler les modalités des mesures de répression avec l'autorité civile qui, souligne-t-il, « devra montrer immédiatement vigueur autre que verbale ».

Ce sont les populations à qui s'appliquent les mesures édictées dans le télégramme secret du 13 mai 1955 adressé par le général commandant la X^e R.M. au général commandant la division de Constantine qui trois mois plus tard participeront à l'horrible massacre du 20 août.

Le 14 mai, Cherrière envoie un nouveau télégramme à Allard : « Je vous délègue pouvoirs décider en fonction circonstances emploi mitrailleuses, rockets et bombes sur bandes dans nouvelle zone rébellion. Responsabilité collective à régler vigoureusement. *Aucune instruction écrite ne me sera donnée par le gouverneur.* » C'est encore et toujours la politique du : « Vous avez carte blanche pour nous débarrasser de ces rebelles. L'important c'est qu'ils disparaissent. » Ces instructions vont être appliquées à la lettre. Sans beaucoup de résultats autres que de jeter la population dans les bras du F.L.N. L'Aurès était déjà acquis. La répression depuis le 1^{er} novembre, les ratissages, les pilonnages, les regroupements de population, et maintenant les assignations à résidence ont fait leur effet. Ce qui n'empêche pas la révolution armée de se développer.

Le télégramme que Soustelle a adressé à son ministre a un effet quasiment immédiat. Le 17 mai, Soustelle assiste à Paris à une réunion au ministère de la Défense nationale où l'on décide de porter à 100 000 hommes l'armée d'Algérie en amenant des

troupes d'Allemagne et de Tunisie et aussi en rappelant les disponibles du dernier demi-contingent résidant en Algérie. On promet des hélicoptères — il y en a quatre pour l'instant... On en loue quelques-uns à des entreprises privées ! révèle Soustelle. Le reste... eh bien, cela dépendra des négociations entreprises à ce sujet par Edgar Faure auprès de l'ambassadeur des États-Unis à Paris !

Descendant d'avion, le 19 mai — c'était le jour de l'Ascension —, le gouverneur général frissonna. À Alger, il faisait déjà une grosse chaleur humide et ici, à Batna, la fraîcheur de l'Aurès surprenait. Jacques Soustelle avait décidé une nouvelle tournée d'information et une réunion générale, secrète, à Biskra tout au sud de l'Aurès, à la lisière du désert. Fidèle à sa politique de « tout voir par soi-même » il venait prendre la température dans cette zone des Aurès-Nemencha où battait pour l'instant le cœur de la rébellion. Il voulait, avant la conférence à laquelle devaient assister l'envoyé spécial du ministre de l'Intérieur, Abel Thomas, et toutes les huiles civiles et militaires de la région, visiter certains postes, se rendre compte, respirer l'air de cet Est algérien, cause de tous ses soucis.

Le Sikorsky dans lequel il avait pris place survolait Lambèse. Il apercevait distinctement la masse sombre de la prison centrale entourée de ruines romaines parmi les plus importantes d'Algérie. Déjà à cette époque Rome devait envoyer ses légions pour surveiller cette zone de rébellion chronique. L'hélicoptère suivit un instant la route d'Arris puis s'engagea dans l'Aurès. Vu du ciel le massif gris-vert, rocailleux, broussailleux, coupé de gorges profondes, paraissait encore plus hostile, plus impénétrable que lorsqu'on en parcourait les pistes. Le sous-préfet de Batna, Jean Deleplanque, qui avait vécu les premières heures de la révolution le 1^{er} novembre 1954 et connaissait le djebel presque aussi bien qu'un Chaouïa, montra à Jacques Soustelle, sur la droite, le douar Ichmoul, l'un des plus durs, des plus hostiles.

« On a évacué, puis bombardé », cria-t-il à l'oreille du gouverneur essayant de se faire entendre dans le fracas des rotors. On avait même employé quelques bidons de napalm. Mais on le taisait pudiquement. L'hélicoptère perdit de l'altitude et se posa au pied du djebel Chélia à Bou-Hamama.

« On va voir la légion, cria le général Parlange. Ils sont implantés ici. »

Une section rendait les honneurs. Uniformes impeccables comme toujours dans la légion. Un bataillon avait installé un grand camp sur le plateau dénudé. Des baraquements tristes, de la pierraille et toujours ce gris-vert hostile. Le chef de bataillon, belle tête rude, énergique, fit son rapport en termes nets et précis. Il montra le Chélia : « 2 300 mètres, monsieur le gouverneur, « ils » sont peut-être là. Nous ne les avons jamais rencontrés. C'est le vide devant nous. » Soustelle était intéressé, il voulut des détails, des précisions. Il visita les baraquements. De jeunes soldats passaient en short, bien bâtis ; torses nus. « En majorité des Allemands, précisa le chef de bataillon, mais avec la population on ne comprend rien. Je n'ai pas d'interprète chaouïa. »

Ici, à Bou-Hamama, comme presque partout soldats et population vivaient côte à côte, mais séparés par un fossé d'incompréhension. Le seul point de rencontre était l'infirmerie où les soldats soignaient gratuitement. Soustelle voulut entrer dans la petite salle. C'était la cohorte lamentable et habituelle des pauvres hères qui attendaient avec une patience infinie qu'on s'occupât d'eux. Un gosse était allongé sur une table. Un infirmier arrosait de D.D.T. ses guenilles où grouillaient les poux. Un gamin aux yeux mangés de trachome tenait une petite fille dans ses bras. Elle était jolie, apeurée, sale bien sûr. L'infirmier écarta les lambeaux de vêtements, découvrant deux pieds bots. Misère, tristesse infinie.

« Devons-nous bombarder de tels pauvres hères ? » murmura Eydoux à Soustelle. Celui-ci l'approuva. Il était ému par ce dénuement. Il fallait réformer tout cela, mais il fallait aussi mener la guerre. On s'en aperçut à l'escale suivante, à Guentis, où, sur la pierre sèche des Nemencha, le pays sans arbre, impénétrable et redoutable, des tirailleurs avaient établi un camp. Paysage étrange, grandiose, raviné. Rocailles, quelques arbustes nains, et le vent incessant. Là, des gens vivaient. Ou tentaient de survivre. Les bandes les plus rudes avaient trouvé refuge dans ce pays où personne n'allait. Insaisissables. Au-delà du camp, dans une mechta, Soustelle découvrit l'administrateur Dupuy. Un saint, disait-on. Un de ceux qui faisaient tout pardonner. Un homme qui vivait au milieu de cette population, la plus pauvre d'Algérie, essayant d'améliorer son ordinaire, de soigner les habitants. Il était adoré. Soustelle fut impressionné par le regard illuminé mais franc et bon de l'administrateur, il faisait penser, avec son visage

creusé, souligné d'une barbe blonde, à un père de Foucauld laïque. Ses yeux bleus brillaient en expliquant au gouverneur comment il tentait de réaliser ce qu'on avait « oublié » de faire depuis des dizaines d'années : apprivoiser la population, l'aider. Il venait pourtant d'échapper à une tentative d'assassinat le samedi précédent. On avait frappé à la porte.

« C'était un homme que je connaissais, expliqua-t-il, j'ai répondu. On a tiré une rafale de mitraillette à travers la porte. Heureusement le camp, attaqué par un faible parti de maquisards, a ouvert le feu. Je n'ai rien eu. »

Dupuy avait huit enfants et ce jour-là, à Batna, l'un d'eux faisait sa première communion. Il n'avait pas bougé, restant à son poste.

« Si tous étaient comme lui », pensa Soustelle séduit par la personnalité insolite de l'administrateur. C'était bien la raison pour laquelle le F.L.N. l'attaquait. Le gouverneur général félicita chaleureusement Maurice Dupuy, lui promettant de le revoir bientôt.

Jacques Soustelle retirait un sentiment de profond découragement de cette visite-éclair. Il fallait vraiment prendre le taureau par les cornes et ne permettre à personne — ni F.L.N. ni excités européens — d'entraver la mise en place de réformes qui ne seraient que simple justice.

Ce qui allait se dire à Biskra, au cours de cette conférence secrète, c'était le reflet exact et sans fard de la situation en Algérie destiné avant tout à Abel Thomas, représentant de Bourgès-Maunoury, et au général Lecomte, chef d'état-major particulier du ministre de la Défense nationale, le général Kœnig. Le préfet de Constantine, Dupuch, ouvrit le feu :

« La dégradation s'accélère non seulement dans l'Aurès, mais dans l'ensemble du département. On n'a pas la preuve d'apports extérieurs, en revanche, le recrutement interne s'accroît. Un élément nouveau : les agressions contre les Européens. »

Le mois de mai avait vu les premiers attentats contre les Européens. Quatre civils français avaient été abattus et un égorgé. C'était la première fois que, depuis le 1^{er} novembre 1954 où les victimes — les instituteurs Monnerot — avaient été abattues par accident, que le F.L.N. s'attaquait aux civils. En revanche, les égorgements et mutilations de caïds, gardes champêtres,

indicateurs ou simplement d'Algériens suspects de sentiments francophiles se comptaient par centaines. Le F.L.N. venait en outre d'interdire à la population algérienne de fumer, de boire de l'alcool et de jouer. Le mouvement était parti de l'Aurès et gagnait maintenant le Constantinois. Se référant à la religion coranique, les hommes de l'A.L.N. avaient interdit le tabac et l'alcool. Ils faisaient ainsi appel à la solidarité, à la discipline, à la prise de conscience de la population. Le mot d'ordre fut vite appliqué d'autant que les rares contrevenants pris par les maquisards avaient été horriblement mutilés. On leur avait coupé le nez ou les lèvres. En quelques jours, les cafés avaient été désertés et la vente des cigarettes bon marché — les bastos en particulier — était tombée en flèche.

« Les musulmans sont littéralement terrorisés, continua Pierre Dupuch. Quant aux Européens ils sont sous l'emprise d'une grande peur. On ne peut retirer aucune troupe de l'Aurès. Il n'y a pas d'action politique possible sans des succès militaires préalables. Les grandes villes comme Constantine et Bône sont pratiquement sans défense. Jusqu'à maintenant on a refusé les milices mais il faudra les tolérer en les canalisant et les encadrant.

— Les supplétifs sont durs à lever, ajouta le général Parlange, et il ne faut pas le cacher, bien qu'importants, les moyens militaires sont insuffisants pour reprendre l'initiative.

— L'adversaire est insaisissable et il est pratiquement impossible de l'affronter, dit le préfet de Constantine. Des symptômes graves se révèlent en Petite Kabylie ; à Collo, il faudrait une action préventive. »

L'envoyé du gouvernement, Abel Thomas, assura que les questions de crédits ne devaient pas arrêter les autorités algériennes.

« Les problèmes d'argent ne se posent pas, affirma-t-il. Le président du Conseil en a donné l'assurance. »

Et quelques semaines auparavant, la « réformette » de Soustelle pour fournir quelques biens d'équipement et du travail à la population soulevait des obstacles presque insurmontables ! Il fallait les assassinats, les mutilations, bref, la peur pour que l'argent coule !

On fit le bilan des renforts attendus. Le représentant du ministre de la Défense nationale fournit toute assurance à ce sujet.

Abel Thomas promet de « faire étudier le “placement” éventuel dans la métropole de certains individus assignés à résidence ». Il donna son accord pour l'« éloignement » des familles de rebelles, mesure proposée par le général Parlange.

C'est Soustelle qui conclut, et c'était là tout son programme, mais assorti d'une politique très dure de répression, qu'il exposa :

« La politique d'action administrative doit être poursuivie et intensifiée dans la zone d'urgence : malgré d'importantes difficultés, il faut pousser la construction de bordj, ne pas laisser mourir les pistes.

« Il faut des coups directs, sévères.

« Je suis d'accord pour engager la responsabilité des populations complices : les obliger aux réparations et au remboursement ; si elles n'ont pas d'argent, les astreindre à des prestations. On doit, d'autre part, réquisitionner les troupeaux et les biens des rebelles.

« On prétend qu'on bride les forces de l'ordre. C'est faux. (*Ça, c'était pour Cherrière qui écoutait attentivement !*) Toute liberté est donnée aux troupes contre les rebelles : *tout rebelle pris les armes à la main doit être tué*. Les moyens aériens doivent être employés avec discernement, mais il ne faut pas hésiter à en user quand la nécessité s'en impose.

« À l'égard des Européens, il faut être ferme envers toute agitation démagogique. À l'égard des musulmans, il faut prouver notre force. Il faut des réactions vives dans ce sens. Cela ne doit pas tarir l'action politique. Il faut mener de pair l'action militaire et l'action politique. Cependant, dans le mouvement présent, l'accent doit être mis sur la priorité de l'action militaire. »

Cette fois-ci, c'était clair. Les histoires de Kabyles à la Monteil, c'était dépassé. Oubliés, les entretiens nocturnes au palais d'Été. On donnait les ordres justifiant de pareilles mesures de répression. Soustelle amorçait son grand virage. Il n'oubliait pas la troisième force, l'intégration, les réformes, mais la lutte contre les rebelles passait avant tout. Il était sûr d'avoir raison.

Il en fut d'autant plus persuadé le 28 mai lorsqu'il épingla sur la chemise kaki du fils aîné de Maurice Dupuy, la croix de la Légion d'honneur décernée à titre posthume. L'enfant, en culotte courte, serrait les lèvres pour ne pas éclater en sanglots ; près de

lui son cadet ne pouvait retenir ses larmes. Quatre jours auparavant on avait retrouvé le corps de leur père, le saint, le « père de Foucauld » de Guentis, criblé de balles auprès de ceux d'un lieutenant et de trois soldats qui lui avaient rendu visite.

Jacques Soustelle, lui aussi au bord des larmes et la rage au cœur, rendant hommage à l'œuvre de Maurice Dupuy, s'écria devant le cercueil de l'administrateur :

« C'est à ces œuvres de progrès et de lumière que s'attaquent les hors-la-loi. Leurs violences barbares démontrent leur volonté de s'opposer à tout ce qui peut améliorer le sort des Algériens des campagnes... Ah ! jurons devant ces cercueils de tout faire, sans rien ménager, pour venger ceux qu'on nous a pris et pour que se poursuive, en dépit de tout, l'œuvre française pour laquelle ils ont donné leur vie. »

Soustelle revint à Alger traumatisé. Qu'il est dur dans des cas pareils de serrer les dents, de « tenir », même quand on préside aux destinées d'un pays. C'était bien l'engrenage terrorisme-répression qui se mettait en route : aux crimes, aux liquidations et mutilations de musulmans pro-Français on avait répondu par les camps d'hébergement, par la torture ; alors, de l'autre côté, on tuait aveuglément et des Européens étaient frappés pour la première fois. À cela, bien sûr, on allait répondre par de nouvelles répressions qui elles aussi allaient frapper des innocents. Des innocents de « l'autre côté ».

Poussé par les événements, par l'opinion habilement excitée, apeurée par la presse d'Alger et de Constantine, Soustelle devenait une pièce motrice de l'engrenage. Le terrorisme frappait aveuglément, la répression aussi. Le clivage tant redouté se réalisait. Le fossé se creusait de plus en plus.

À partir de là tout va aller très vite. Dès son retour à Alger, Soustelle se heurte à l'aile gauche de son cabinet. Germaine Tillion, à qui le directeur du cabinet civil a demandé de prendre contact avec le F.L.N. de l'Aurès grâce à ses amis chaouïas, revient avec un rapport accablant : population terrorisée, ballottée, déplacée, les hommes déportés dans les camps. Bref, elle montre les répercussions des mesures ordonnées par les militaires et aussi — on l'a vu — par le « patron ».

« Les contacts sont possibles, dit-elle, mais il faut que cela se fasse à l'échelon politique du cabinet. »

Soustelle ne veut plus rien entendre. Il a devant lui le visage douloureux de cet enfant, avec sur la poitrine la tache sanglante de la Légion d'honneur. Germaine Tillion voit que Soustelle a choisi. Que physiquement et intellectuellement il ne peut plus s'élever au-dessus de la mêlée et imposer sa solution. La « pauvre Germaine » comme l'appelle l'autre fraction du cabinet, la girl-scout qui « fait du bien » retourne — désespérée — à la création de ce qui sera son œuvre en Algérie : les centres sociaux, qui réuniront des Européens de bonne volonté et des musulmans qu'ils aideront. Elle va chercher non à venger un administrateur mort en héros, mais à réunir tous les Dupuy qui vivent dans ce pays et, avec eux, sauver ce qui peut encore l'être. Car nous ne sommes qu'en 1955 ! Elle ne verra pratiquement plus Soustelle jusqu'à son départ d'Algérie.

Vincent Monteil, lui, se bat jusqu'au dernier moment. Il essaye de retourner Soustelle. Il voit le côté vers lequel celui-ci penche. Il rappelle les promesses aux « visiteurs du soir » angoissés par l'état d'urgence, l'affaire des Kabyles.

« Il faut changer de politique si nous ne voulons pas perdre l'Algérie, monsieur le gouverneur. Et si le gouvernement ne vous suit pas, démissionnez en expliquant pourquoi. »

Soustelle est las. Agacé aussi.

« Si je pars, mon pauvre Monteil, je serai remplacé par un général de gendarmerie ! »

Alors Monteil avertit le gouverneur qu'il ne faut plus compter sur lui. La scène est pénible, violente, émouvante aussi. Car les deux hommes s'estiment encore.

« Que devient la mission de contact avec les musulmans que vous m'avez confiée ? explique Monteil. Je ne puis ni les leurrer d'un espoir que je ne partage plus ni les convaincre de la bonne foi de procédés dont l'injustice me révolte. Entre les hommes, j'en suis persuadé, il n'y a de valable que la parole donnée. »

Soustelle, très ému, prie Monteil de rester.

« Vous ne pouvez pas me faire ça. Ne m'abandonnez pas. Les ultras vont pavoiser. Sérigny dira que j'ai échoué... »

Monteil sait que Soustelle a tenté une certaine libéralisation, un certain dialogue. Les prisonniers de Barberousse ont été libérés, mais il sait aussi que l'on tourne sans cesse la loi et les

ordres du gouverneur, qui ne semble pas très chaud pour les faire appliquer strictement. Kiouane et Ben Khedda vont être à nouveau inculpés. L'administration s'oppose à Soustelle. Et si l'homme Soustelle a intérieurement besoin de justice, il a également besoin d'être aimé de cette population, qui ne lui est pas favorable. Le meurtre aveugle de Dupuy a été le déclic. Le choix est fait.

Le 24 juin, Vincent Monteil remet sa démission accompagnée d'une lettre qui analyse sans complaisance la situation :

« Monsieur le gouverneur, je vous ai expliqué à plusieurs reprises mon désaccord sur la politique actuellement suivie en Algérie et pour l'Algérie. Sur le fond, je crois l'intégration dépassée : nous ne garderons notre présence ici que sous une forme fédérale. Dans la pratique, la situation locale ne me paraît pouvoir se redresser que par des décisions politiques et immédiates, à longue portée, engageant l'avenir. J'ai appelé à plusieurs reprises votre attention sur la gravité de la situation. Cependant d'autres méthodes politiques, dans le régime actuel, vous paraissent, seules, praticables. Il ne serait pas loyal, pas honnête de ma part, de vous laisser croire que je suis de cet avis.

« Je suis au contraire convaincu que nous allons à la catastrophe. Je persiste à ne pas croire possible de mener de front la répression et les « réformes » : il faut choisir.

« Malheureusement, le choix qui vous est imposé n'est que trop clair : les arrestations arbitraires se succèdent ; les camps dits « d'hébergement » se garnissent de plus en plus d'innocents ; l'armée détruit, bombarde, exécute sommairement et profane les tombeaux ; chaque jour, les tribunaux militaires condamnent à mort sans charges suffisantes. À peine sortis de prison, des « politiques » vont y retourner... Au moment même où sont saisis les journaux qui ont le tort de dire la vérité sur les camps du Sud, *L'Echo d'Alger* imprime impunément ses fausses nouvelles alarmistes et les appels au meurtre du maire de Philippeville et des colons de Batna.

« En même temps, traquée, réduite au désespoir, la population musulmane se détourne de nous ; l'administration — ses chefs en tête — est ouvertement contre nous ; l'Assemblée algérienne vous critique avec violence, et des maires vous retirent, explicitement et officiellement, une confiance qu'ils vous avaient toujours marchandée...

« Dans ces conditions, toute autre solution que ma démission explicite et définitive de votre cabinet ne serait digne ni de vous ni de moi. Ce serait renier notre commun passé et cette *parole donnée* qui est la ligne directrice de ma vie. »

Voilà donc l'aile gauche éliminée. Car Jacques Juillet, le directeur du cabinet du gouverneur général, va lui aussi donner sa démission. Le refus que Soustelle a adressé à Germaine Tillion de discuter à l'échelon politique avec le F.L.N. lui fait prendre cette décision.

Pour tout Alger — même pour l'aile droite du cabinet, celle qui reste —, Monteil et Juillet sont « virés » par Soustelle qui devient de plus en plus sympathique. Les langues se délient, on charge les deux hommes :

« Monteil ? Il jouait une politique personnelle de contacts avec le F.L.N. ! C'était une intelligence... mais une intelligence dangereuse. Et son engouement pour tout ce qui est arabe était pathologique. Quant à Jacques Juillet, qui avait été « imposé » par Mendès-France à Soustelle — sûrement pour le surveiller ! —, c'était l'intrigue passée au rang d'institution ! »

Les voilà balayés — vite oubliés — une page tournée. Cela ne veut pas encore dire que l'unité règne. Les reproches adressés à Soustelle sont toujours valables bien qu'il semble évoluer. Henri-Paul Eydoux devient de plus en plus son homme de confiance, son homme de secrets aussi — car l'épreuve Monteil-Juillet-Tillion a poussé Soustelle, qui ne se confie déjà pas facilement, à se « recroqueviller » sur lui-même et à travailler dans l'ombre de son cabinet. Eydoux, pour Alger, représente la droite du cabinet. Cette droite victorieuse. Il donne confiance à l'Alger inquiet des réformes dont le gouverneur parle.

« On raconte, dit Eydoux, que Soustelle veut faire des réformes, mais je ne suis pas d'accord sur tout. Il faut renforcer, pas relâcher. Arrêter même d'autres suspects. »

Et Jean Vaujour, le directeur de la Sûreté, à qui s'adressent ces paroles renchérit :

« En relâchant les hommes du M.T.L.D. en prison à Barberousse, nous avons perdu la face de la répression. Cette mesure de clémence aurait eu une importance bénéfique si elle avait été assortie de mesures sociales d'apaisement efficaces, montrant aux musulmans que l'on est décidé à faire quelque

chose Mais on ne fait rien, si ce n'est ouvrir les portes des prisons. C'est une erreur. On va donner l'impression de ne pas savoir ce que l'on veut... »

C'était malheureusement vrai.

« Je la vois », prévint le docteur « X... ».

Sous la lumière intense du scialytique, la pince que maniait avec dextérité le chirurgien écartait les chairs tuméfiées. Dans la salle d'opération de la clinique de Verdun, le docteur « X... », l'un des plus célèbres chirurgiens d'Alger, « faisait un genou ». Il était assisté du docteur Pierre Chaulet. Une des sœurs infirmières s'approcha des deux hommes dont les mains gantées de caoutchouc poursuivaient le délicat travail, et d'un geste très doux épongea habilement le front humide du docteur.

« Merci ma sœur, dit le docteur « X... ». Vous pouvez nous laisser. Avec le docteur Chaulet, ça ira bien. Je vous appellerai si j'ai besoin de vous. »

La religieuse rejoignit silencieusement une autre infirmière qui disposait des instruments de chirurgie sur un plateau stérilisé.

« C'est grave ? demanda celle-ci à voix basse.

— Pas trop. C'est un jeune garçon qui a fait une chute de cheval, sa jambe a porté sur des cailloux. Un fragment s'est logé dans le genou. Le docteur l'a déjà aperçu. C'est presque fini.

— Ce n'est pas un Européen ?

— Non. C'est le fils d'un gros bourgeois musulman. Un millionnaire, paraît-il. Le jeune homme est un beau garçon. J'espère pour lui qu'il ne restera pas infirme.

— Oh ! Le docteur est habile. »

Autour de la table d'opération, le chirurgien jeta un rapide coup d'œil vers les sœurs infirmières. Elles ne s'occupaient pas de lui. Il fit, des yeux, un geste affirmatif à son assistant. Le docteur Chaulet sortit prestement de son tablier un petit caillou qu'il macula du sang de l'opéré. Le chirurgien retira de la plaie béante la balle qui s'y trouvait et Chaulet opéra prestement la substitution. Le caillou tomba avec un bruit clair dans le plateau nickelé.

« Tenez, ma sœur, dit le docteur « X... », voilà l'objet. Vous pourrez le donner à notre malade à son réveil. Ça lui fera un

souvenir. Maintenant, il va avoir un beau genou tout neuf ! »

Sous le masque, Pierre Chaulet sourit, soulagé. Le patron avait eu du sang-froid ! Quelques minutes plus tard, le « millionnaire » encore endormi était transporté dans sa chambre au premier étage de la clinique de Verdun. C'était le premier maquisard à être opéré dans la capitale. Il s'appelait Rabah Zerrari, mais on le connaîtra sous le nom de Si Azzedine. Il sera dans quelques mois considéré par les parachutistes de Bigeard comme l'un de leurs principaux adversaires puisqu'il deviendra le chef incontesté des commandos de choc de l'A.L.N. et sera responsable des premiers revers infligés, à Palestro, à l'armée française.

En 1955, Si Azzedine a vingt et un ans, de taille moyenne, râblé, une épaisse moustache noire le vieillit un peu. Il est soudeur à Tare autogène chez Caterpillar à Alger. Sportif, footballeur enragé, il n'a jamais milité au M.T.L.D. de Messali ni à l'U.D.M.A. d'Abbas. La politique, il s'en fout. Il gagne 18 000 F par mois et, comme il est orphelin, il n'a personne à faire vivre. Il trouve la vie belle, assez facile. La révolution du 1^{er} novembre, il en a entendu parler comme tout le monde. Et pour la première fois, -il s'est intéressé au mouvement. Non pas à la politique, mais à l'action. Les journaux ont relaté les attentats, et chaque jour les combats, les accrochages de l'Aurès remplissent la dernière page de *L'Echo d'Alger*.

Le 25 février 1955, il est contacté par un militant du Clos-Salembier, Abderrahmane Lahla.

« Il faut que tu participes à la révolution. »

Azzedine accepte tout de suite. Il rêve déjà de maquis, de saboter des routes, de couper des poteaux télégraphiques. La réalité est tout autre :

« Tu gagnes 18 000 F, dit Lahla, chaque mois tu verseras 5 000 F à la révolution.

— Bon, d'accord. Mais on passera à l'action ?

— C'est sûr ! »

Le jeune homme n'entend pas en rester là. Le surlendemain il désigne un « traître » qui sévit à Caterpillar.

« C'est le gardien, il ne jure que par les Français, alors que ce sont eux qui nous empêchent de gravir les échelons ! Il faut le

liquider et brûler l'usine !

— Ho ! doucement, petit. »

Lahla essaie de calmer Azzedine. Puis l'autre insistant, se proposant pour la « mission », il décide de « calmer » ce hâbleur.

« Eh bien, vas-y avec ton traître ! »

Avec Azzedine, ça ne traîne pas. Le lendemain, le gardien est assommé. Le soudeur avait ensuite attaqué le coffre de l'usine au chalumeau mais des Européens armés de fusils de chasse avaient interrompu son travail. Azzedine était légèrement blessé à un mollet. Mais surtout il était recherché.

Il se réfugie au Clos-Salembier chez Lahla et lui raconte son histoire.

« Mais je ne t'ai jamais dit de faire ça. Tu es fou !

— J'ai été reconnu, maintenant on me poursuit. »

C'est avec Azzedine que se pose pour la première fois

aux militants le problème des caches à trouver dans l'heure qui suit pour mettre à l'abri les « recherchés ». Lahla présente Azzedine à son chef de réseau, Ait Amara, qui décide de l'envoyer à Palestro, où Ouamrane est en train de former un maquis. Un agent de liaison accompagne le jeune homme jusqu'à Palestro. Là, en plein djebel, il découvre un petit groupe de six hommes commandés par Si Lakhdar. Près d'eux le « Sergent », qui épie le jeune homme de ses petits yeux en amande. Azzedine n'est pas rassuré. Il est surtout déçu. C'est donc ça le maquis ! Il s'attendait à voir une armée et il découvre six hommes habillés de blousons, de passe-montagnes, de djellabas, avec en tout et pour tout une mitraillette Sten et cinq vieux fusils de chasse.

« Tu as une lettre d'Alger, demande Ouamrane.

— Oui. »

Et Ouamrane lit le message que lui envoie Ait Amara : « C'est un élément suspect que je t'envoie. Il a accompli une action sans ordre. » Suit le récit de la tentative d'assassinat du gardien et du cambriolage. En réalité, ni Ait Amara, ni Ouamrane, ni, d'autre part, la police française ne savent s'il s'agit d'une « action politique » ou d'un simple crime de droit commun. « Le type n'est pas catholique (*sic*) », conclut le message ! Azzedine ne

connaîtra le contenu de la lettre, de la bouche d'Ouamrane, que deux ans plus tard !

« Bon, tu vas venir avec nous », lui dit Ouamrane.

Le chef kabyle s'est vu confier par Krim la succession de Bitat à la tête de la région 4, c'est-à-dire l'Algérois. Succession est un bien grand mot car la région est entièrement à créer. Au 1^{er} novembre, les militants algérois ont fait défection et ce sont les Kabyles emmenés par Krim et Ouamrane qui ont réalisé — sans succès — les actions prévues à Blida et dans la Mitidja. Tout est à faire dans cette région 4 et Ouamrane se trouve devant une situation bien plus défavorable que celle qui règne à Alger. Il n'a pas d'argent, pas d'armes, c'est la Kabylie qui fournit quelques fonds. Les cotisations de la population sont loin de suffire.

En cette première moitié de l'année 1955, Ouamrane dispose d'environ 100 hommes et de 30 armes de guerre disséminées entre Chréa-Ama-Réghane et Mouzaïaville. Palestro compte six hommes et six armes, un luxe ! Il faut tout organiser, le recrutement, l'instruction, l'information de la population, la collecte des cotisations. Alors une recrue même suspecte est bonne à prendre !

« Il faut le surveiller de près, dit à voix basse Ouamrane à Si Lakhdar, qui est son homme de confiance pour cette région, fais attention, il est suspect. Au moindre doute, il faut le « faire passer. »

La justice d'Ouamrane est expéditive !

Azzedine, à qui on n'a pas donné d'arme, découvre la vie du maquis. Il faut rester caché toute la journée, ne sortir et ne se déplacer que le soir venu. La première nuit, les six hommes vont dans le djebel.

« Suis-moi, dit Ouamrane, et tâche de ne pas faire de bruit. On va passer à proximité de dechras (villages) et il ne faut pas que les chiens aboient. »

Les hommes se mettent en marche. Azzedine, qui est un citoyen, a du mal à suivre. Il n'a pas l'habitude des marches nocturnes. Passant sous un caroubier, il fait craquer des cosses sèches.

« Tu ne peux pas faire attention, imbécile ? gronde-t-on derrière lui. Allez, avance ! » La nuit est sombre. Des nuages

lourds cachent la lune. Azzedine n'est pas encore familiarisé avec les ombres de la campagne. Les hommes l'ont dépassé. Lui suit Ouamrane. Le chef s'est immobilisé. Azzedine s'approche un peu et s'arrête à quelques pas de la silhouette trapue du « Sergent ». Un coup de lune et Azzedine s'aperçoit qu'il s'est arrêté près d'un arbre coupé à hauteur d'homme. Déjà, Ouamrane, qui s'est rendu compte que le suspect ne le suit plus, est revenu sur ses pas.

« Alors, qu'est-ce que tu fais ? Tu ne viens plus ?

— Si, si. »

Et il s'explique à voix basse.

« Bon, ça va », dit à regret Ouamrane.

Azzedine a remarqué que le Sergent a déjà à demi sorti son pistolet. Drôle d'accueil pour un volontaire ! Azzedine commence à se demander ce qu'il est venu faire au maquis. Quarante-huit heures plus tard, on lui confie une arme. Encore une déception. C'est un vieux pistolet de corsaire à deux canons et à chiens ! Avec cela dix cartouches humides. Il regrette de plus en plus son usine et ses 18 000 F par mois. Mais il n'est pas question de revenir en arrière. Les sept hommes ne se quittent pas. Seul Ouamrane fait la liaison entre les quelques groupes qui « tiennent » chacun une zone et Alger. Azzedine est rompu par les marches de nuit. On ne mange qu'une fois par jour et très frugalement : des caroubes, de l'oignon et de la galette arrosée d'eau. Azzedine n'arrive même pas à établir le contact avec ses compagnons qui semblent plutôt fâchés de sa présence et se défient visiblement de lui. Toute la journée, les hommes restent silencieux, mais ne le quittent pas de l'œil. Azzedine ne peut même pas s'isoler au moment où la nature l'exige...

Plus les jours passent, moins la nouvelle recrue comprend ce qu'on attend des maquisards. À un rendez-vous près du pont de Palestro, l'équipe de Lakhdar attend Ouamrane qui revient d'Alger. Les hommes sont dissimulés dans des buissons, derrière des rochers. Pour une fois, ils sont sortis le jour. Il est 11 Heures. Arrive une patrouille française. Azzedine croit que les hommes de l'A.L.N. vont tirer. Il s'apprête. Mais son chef lui fait signe de s'aplatir derrière le rocher. Puis, la patrouille passée, Lakhdar ordonne de décrocher. Pour Azzedine, c'est la première grande déception. En montant au maquis, il croyait aller au combat, conquérir la gloire et il se retrouve gibier !

Pendant plus d'un mois, le jeune ouvrier de Caterpillar ne comprit rien à ce qui se faisait dans le maquis. Absolument inculte sur le plan politique, il ignorait tout de la prise en main de la population à laquelle Ouamrane s'attachait avant tout. Puis, la confiance établie, on lui expliqua. Et il se rendit compte que les marches nocturnes interminables qu'on lui ordonnait autour de certains villages répondaient à un plan bien établi. Le printemps de 1955 vit l'implantation du F.L.N. dans le djebel algérois. La méthode employée par Ouamrane était simple et efficace. Avec les sept hommes du groupe de Lakhdar — il répétait l'opération dans les autres zones de l'Algérois —, il arrivait la nuit dans une dechra où se trouvaient déjà un ou plusieurs militants. Avec eux, il faisait la liste des familles et l'évaluation de leurs ressources. Puis il faisait tourner les *djounoud*. autour du village, allumait des feux sur les crêtes, se montrant le plus bruyant possible pour faire croire qu'un nombre imposant de maquisards entouraient la dechra.

« Passez, repassez, tournez en rond », ordonnait-il.

Puis il réunissait la population, expliquait avec Lakhdar la révolution, le nationalisme, l'indépendance. Chaque chef de famille était alors interrogé sur ses biens : terrains, bétail, champs cultivés, récoltes. Quelquefois, ils mentaient, mais la majorité disait la vérité. Ouamrane expliquait l'aide que les paysans devaient apporter à la révolution. Dans un premier temps, chaque paysan fut taxé de 10 % de ses richesses. S'il n'avait pas d'argent en liquide, il devait vendre telle ou telle chose au prochain souk. Ceux qui n'avaient rien, les plus pauvres fellahs, donnaient 200, 300 ou 500 francs (anciens !). Personne ne se rebellait car la population était au courant du sort réservé par le F.L.N. à ceux qui se révélaient publiquement pro-Français. En outre Ouamrane, compte tenu de la répression française, avait trouvé un moyen beaucoup plus efficace de neutraliser les « suspects ». Il réunissait ses hommes chez le plus pro-Français du village et le nommait adjoint du responsable F.L.N. de la dechra. Ainsi non seulement on le surveillait facilement, mais — collectant les cotisations — il était « mouillé » vis-à-vis du village et des Français. Il ne pouvait s'aviser de faire « un rapport à l'administration ».

La population, village après village, était ainsi prise en main. Au début, les plus vieux, les plus sages villageois disaient : « Qu'est-ce qui va bien nous arriver comme malheur avec ces

fous ? Comme s'il n'y en avait pas assez. » Mais le lendemain, ils rencontraient au souk des habitants d'une dechra voisine qui leur disaient : « Hier, les *moudjahidin* sont venus chez nous. On les a vus, ça tournait autour du village. Ils étaient au moins trois cents ! » Que faire contre une force pareille ? De plus, les jeunes, qui découvraient le nationalisme actif, étaient favorables au mouvement. Ils apportaient des armes aux *djounoud*. À la fin du printemps il ne restait plus un fusil de chasse dans les villages de l'Algérois. Toutes les armes avaient été remises au F.L.N. De plus, les maquisards étaient de plus en plus nombreux.

Lorsque, le 13 mai 1955, Azzedine, qui a conquis sa place dans le groupe Lakhdar, s'apprête à attaquer pour la première fois un poste français, la section groupe quinze hommes. Ouamrane s'est décidé à attaquer l'armée pour se procurer des armes. Les promesses de ceux du Caire sont sans lendemain. Ils n'ont pas réussi à faire parvenir une arme en Kabylie ou dans l'Algérois. Les quinze hommes avec une MAT fournie par un Chaouïa déserteur, et des fusils de chasse, effectuent une attaque-éclair sur le poste de Laperrine. Des armes sont récupérées. Un chef de section est tué, Azzedine blessé à un genou mais le résultat remonte le moral des maquisards. Pratiquement chaque homme du commando a pu se procurer une arme. Mais le lendemain Azzedine doit rendre son fusil. Sa blessure est sérieuse. Il a une balle dans le genou.

« Ne t'en fais pas. Tu vas descendre à Alger avec moi. Un gars à nous va te prendre en charge. »

Azzedine obéit. Il a enfilé des vêtements propres et, appuyé sur l'épaule d'Ouamrane, il a attendu le voiture qui devait l'emmener à Alger. Lorsque la 2 CV s'est arrêtée il a eu un mouvement de recul : un Européen était au volant.

« Ne t'en fais pas, a rassuré Ouamrane. C'est un homme à nous. C'est le docteur Chaulet ! »

Azzedine regarde Ouamrane avec stupéfaction : c'est la première fois qu'il entend dire que des Européens font partie du F.L.N. Mais c'est le chef qui parle. Et au volant le toubib lui sourit !

Ouamrane, maintenant chargé de l'Algérois, avait effectué sa dernière tournée en Kabylie. Il quittait le pays dont il connaissait toutes les montagnes, la moindre vallée, la totalité des

responsables, pour créer de toutes pièces une nouvelle région : l'Algérois. Cette dernière tournée était celle des adieux — on verra combien chaque chef de maquis quittant sa zone tiendra, au prix de combien de difficultés, à s'entretenir avec chaque chef de groupe, de village ou de douar. Sentiment ou publicité ? On ne peut s'empêcher de penser que chacun envisageait l'avenir. Ouamrane, second de Krim, devenait le premier dans l'Algérois. Les Kabyles débordaient. Krim, Ouamrane, Abane, tous Kabyles tenaient à eux trois tout le centre de l'Algérie dont ils avaient bien l'intention de faire une zone-pilote de la révolution.

Lors de cette dernière tournée, Ouamrane avait rencontré à Igoufraf, près de Michelet, un militant de la première heure, Fernan Hanafi, responsable politico-militaire de Michelet-Fort-National. L'homme était très malade, très affaibli. « Tu vas venir à Alger, ordonna Ouamrane. On va te soigner. Nous en avons maintenant la possibilité. » Les deux hommes se mirent en route, toujours à pied, vers Souk-el-Haad, la station de chemin de fer favorite des clandestins kabyles pour venir sur Alger. À plusieurs reprises les deux hommes et leurs agents de liaison étaient tombés sur de forts partis de gendarmes, mais ils avaient pu échapper aux recherches. Ils descendirent à Hussein-Dey et se rendirent chez l'un de leurs contacts algérois, Ouabri Amar, marchand de tabac rue de Polignac, pour rencontrer Abane. Cette rue Polignac, entre le Ruisseau et Hussein-Dey, était un poste d'attente idéal pour ceux qui, venant du bled, voulaient obtenir le contact avec les dirigeants d'Alger sans être obligés d'entrer dans le centre de la capitale où le « paysan » était très vite repéré et où il était à la merci d'un contrôle de police. Un agent de liaison prévint Ouamrane qu'il devait se rendre dans un autre magasin de cette même rue Polignac :

« Chez Sirir Mohamed Seghir, le crémier, précisa-t-il. Lui vous conduira à Abane. »

Le nouveau chef d'Alger prenait ses précautions. Mentalement, Ouamrane l'approuva :

« Pourquoi tous ces rendez-vous ? demanda Hanafi.

— Il y a de plus en plus de rafles, de contrôles de police, expliqua l'agent de liaison. Alors, faites attention. Je vous laisse. Ma mission est terminée. »

Ouamrane et Hanafi vérifièrent leur pistolet, plaçant une balle

dans le canon, et se mirent en route. Le crémier n'était pas encore revenu. C'était la période du ramadan et il dînait. Au bout d'une heure, Ouamrane perdit patience.

« Viens, dit-il à son compagnon, on va aller à la Casbah. Là, je saurai bien trouver Abane. »

La nuit était douce et les deux hommes partirent à pied. Prendre un taxi était toujours dangereux et Ouamrane savait que sa grosse tête était dans la mémoire de bien des indicateurs.

« Papiers ! »

Ouamrane et Hanafi stoppèrent net et se retournèrent. Les deux gardiens de la paix qui faisaient leur ronde au Ruisseau n'eurent pas le temps d'esquisser un geste de défense. Hanafi tira à bout portant sur un des agents qui s'écroula sur le trottoir. Ouamrane manqua le second, qui s'engouffra dans la cour d'une usine. « Filons ! Chacun pour soi ! » Ouamrane prit à gauche vers Hussein-Dey. Il entendit un nouveau coup de feu claquer. L'agent Carraz tirait sur les fuyards. Il sembla à Ouamrane que Hanafi trébuchait mais il n'y prit pas garde. Il fallait quitter rapidement ce quartier qui dans un instant serait investi. Sur le trottoir, l'autre agent de police, Léon Bo, de Pointe-Pescade, ne bougeait plus. C'était le premier policier abattu à Alger depuis le début de la révolution.

Abane Ramdane était furieux. L'annonce de l'accrochage avec les policiers avait provoqué chez lui une de ces violentes colères que ses compagnons découvraient avec étonnement.

« On a besoin de calme à Alger, criait-il, on doit tout organiser de la façon la plus discrète possible et voilà que ces fous se croient à Chicago !

— Mais ils ne pouvaient faire autrement, répliqua Laski Hocine, le camionneur de la rue Marengo. Et Hanafi a été touché au ventre. Il est mort chez moi. »

Abane se calma. Bien sûr, Hanafi était mort. Ouamrane avait transporté le corps de son vieux camarade jusqu'à Bouinan, dans l'Algérois, pour l'enterrer décentement.

« Encore une erreur, maugréa Abane. Si les gendarmes avaient arrêté le camion, c'en était fait d'Ouamrane ! Quand on fait la révolution, on ne fait pas de sentiments. Même avec les amis ! »

L'incident avec les policiers avait déclenché dans la capitale des mesures de contrôle qui ne facilitaient pas le travail de structuration auquel se livrait Abane. Depuis l'arrestation de Bitat, les trois Kabyles avaient pris la décision de placer Alger sous l'autorité d'Abane qui devrait implanter politiquement le F.L.N. tandis que Krim et Ouamrane s'occuperaient de la question purement militaire. Krim gardait la direction totale de la zone 3 (Kabylie) et Ouamrane celle de la zone 4 (Algérois). En outre Abane devait rétablir les liaisons avec le Constantinois, l'Aurès et l'Oranie.

Dès son installation à Alger, Abane Ramdane se révèle comme un homme exceptionnel, intransigeant. Il veut tout voir, tout savoir. Il interroge tout le monde, des chefs kabyles au plus modeste militant de l'équipe de Yacef, sur la façon dont, avant le 1^{er} novembre, la révolution a été déclenchée. Sur les buts. Sur les moyens. C'est le premier intellectuel de la révolution. Jusque-là, tout a été mené par des montagnards, des paysans, pleins de courage certes, mais à la culture politique plus que sommaire. Politiquement, tout est à faire. Il faut créer une organisation.

Au cours de ses premières conversations avec Krim et Ouamrane, Abane critiqua violemment ceux de l'extérieur.

« Cette décentralisation du pouvoir est une sottise, dit-il, d'autant que leur participation à la révolution est des plus modestes. On ne reçoit ni armes ni argent du Caire.

— Bien sûr, admit Krim, mais on a besoin d'eux. Tu le constateras toi-même, on manque de cadres, d'hommes cultivés politiquement. Nous-mêmes avons besoin de participer à l'action en Kabylie, dans l'Algérois. Nous n'aurions jamais obtenu d'Alger le résultat qu'Aït Ahmed et Yazid ont obtenu à Bandoeng.

— En tout cas, il n'est pas question que la révolution soit dirigée de l'extérieur. Il faut qu'ici nous nous partageons le travail. »

Sur ce point tous étaient d'accord.

Ce petit homme à l'activité débordante entendait prendre les choses en main. Sa rapidité de pensée, de jugement, sa faculté d'analyse, sa culture politique étendue impressionna fort les chefs kabyles.

« J'ai connu pas mal d'intellectuels, me dira plus tard Ouamrane, mais Abane était remarquablement intelligent. C'était en outre un homme simple, d'une sincérité absolue. Il n'aimait ni s'habiller ni avoir de l'argent. La seule chose qui lui importait était l'unité nationale. Il était décidé à l'obtenir par tous les moyens. Et c'est cela qui a choqué beaucoup de militants. Il était violent, brutal, radical et expéditif dans ses décisions. Il ne savait pas « mettre de gants ». On discutait ensemble très violemment. On s'insultait mais j'ai découvert rapidement que lorsqu'il soumettait un compte rendu politique et moi un rapport militaire, on avait employé deux méthodes qui s'accordaient, et procédaient du même esprit. Il disait toujours : « Messieurs, regardez et jugez. » Ça ne l'empêchait pas ensuite d'insulter tous ceux qui s'opposaient à son projet. »

Krim, lui, reconnaissait la grande valeur intellectuelle de l'homme qu'il avait amené à la révolution, mais il était un peu agacé par ce qu'il considérait à juste titre comme un sentiment de supériorité. Krim plus rusé, plus intelligent que Bou Karou — « Grosse Tête » — Ouamrane, ne partageait pas l'admiration un peu naïve que son ancien lieutenant portait à celui qui s'annonçait comme le Robespierre de cette révolution que les montagnards de Kabylie et de l'Aurès avaient déclenchée. Il avait de l'admiration, un peu d'envie aussi pour les qualités intellectuelles d'Abane mais il sentait déjà la volonté qu'il avait de tout centraliser. Entre ses mains. Et Krim, qui « tenait le maquis » depuis sept ans, n'avait pas l'intention de jouer à « la tête et les jambes ». Surtout si c'était Abane la tête.

Abane se rendit très vite compte de la situation. Ce n'était pas encore de l'antagonisme, mais déjà une certaine réticence qui l'opposait à ceux des maquis. Ils avaient déclenché la révolution avec leur seule foi, c'était un fait, mais il fallait maintenant dépasser ce stade affectif artisanal car jusque-là les résultats n'avaient pas été fameux !

Organiser le F.L.N. et prendre la population en main tels étaient les deux objectifs majeurs. Le premier souci d'Abane fut de faire connaître le Front et son action à la population. Dans le bled, dans les djebels, les maquisards faisaient du porte-à-porte de mechta en mechta, de douar en douar ; en ville, Abane entreprit une campagne d'information par tracts. Jusque-là, cette forme d'action avait été tout à fait négligée. Le F.L.N. manquait des

plumes nécessaires à la rédaction des tracts. Dès son installation à Alger, Abane rédigea, dans l'appartement de Rachid Amara, au Telemly, le premier grand tract qui devait signaler au peuple l'importance du F.L.N. et aux autorités que ce mouvement se structurait, prenait une forme plus élaborée. Le combat sur le terrain continuait, allait s'intensifier, mais le combat intellectuel, la formation politique des hommes de la révolution ne faisait que commencer. Il fallait que les Français le sachent. Lorsque le tract circula à Alger, ce fut la stupéfaction. C'était la première fois qu'on disait de telles choses, la première fois qu'on s'adressait au peuple. La proclamation du 1^{er} novembre était un peu passée inaperçue et, depuis, la propagande française et la presse avaient persuadé les villes que cette « rébellion » était le fait de bandits éparpillés.

Abane avait eu du mal à rédiger ce tract. Il fallait qu'il soit clair, simple, assez bref, qu'il explique, qu'il soit convaincant. Il fallait qu'il frappe l'imagination populaire et qu'il séduise aussi les jeunes intellectuels, l'élite algérienne, qu'Abane voulait amener à la révolution.

« Front de libération nationale.

« Appel de l'Armée de libération nationale, 1^{er} avril 1955.

« Peuple algérien !

« Depuis cinq mois, ton Armée de libération nationale combat pour que l'Algérie recouvre sa dignité, sa liberté et sa souveraineté. L'impérialisme français sentant ses bases ébranlées et pris de panique a lancé contre nous ses forces policières et militaires. Celles-ci ne reculent devant aucun moyen, si barbare et si abject soit-il. (Exécutions sommaires, viols, lynchages, tortures, etc.) Venues de France et d'ailleurs, des forces militaires formidables servant une mauvaise cause espèrent écraser dans l'œuf ceux que les gouvernements français nomment tour à tour des « hors-la-loi », des « bandits », des « rebelles » et enfin des « aventuriers ». Mais, une fois de plus, le colonialisme français s'est trompé car il a compté sans la foi, l'esprit de sacrifice et la farouche volonté des meilleurs de tes fils qui ont juré de vivre libres ou de mourir.

« En effet, dans presque tous les accrochages, nos groupes composés de 10 à 20 hommes ont tenu en échec et infligé des pertes sérieuses aux unités de l'armée française... »

Suivaient quelques exemples où les « victoires » de l'A.L.N. étaient quelque peu « gonflées ». Abane poursuivait :

« L'autorité militaire française minimise sans vergogne ses pertes et exagère les nôtres afin de porter atteinte à ton moral et de ne pas affoler l'élément colon. L'autorité militaire française fait tout pour te cacher la vérité. Ainsi, lorsque les nôtres s'embusquent et attaquent une automitrailleuse et que le conducteur, surpris et effrayé, jette son véhicule dans le ravin, la presse colonialiste porte cet incident sur le compte du verglas.

« Peuple algérien ! Après avoir remporté plusieurs succès, tu ne dois pas ignorer que la tâche qui reste est titanesque. C'est pour cela que ton Armée de libération nationale t'appelle pour lui venir en aide et lui porter secours par tous les moyens. La réussite dépend de la contribution de tous les Algériens aux côtés des forces combattantes décidées à poursuivre le combat jusqu'au triomphe de la cause algérienne ! »

Pour ce premier tract Abane voulait également tirer un coup de semonce en direction du M.N.A. de Messali :

« Nous te mettons en garde contre ceux qui maintiennent la confusion. Nous dénoncerons tous ceux qui ont recours au mensonge et à la calomnie pour te dérouter de la véritable voie. Le tribunal de l'A.L.N. sera impitoyable envers les traîtres et les ennemis de la patrie !..

« Algériens ! Venez en masse renforcer les rangs du F.L.N. Sortez de votre réserve et de votre silence. Elargissez chaque jour le champ de votre action. Ainsi, vous vous acquitterez envers votre conscience et votre pays d'une lourde dette.

« Vive le peuple algérien ! Vive l'A.L.N. ! Vive le F.L.N. ! »

Lorsque les services de renseignements du Gouvernement général reçurent le tract envoyé par un de leurs indicateurs de la Casbah, Henri-Paul Eydoux pensa que « quelque chose avait changé dans la direction de la rébellion ». « Ils sont en train de s'étoffer, confia-t-il à Pontal, qui allait devenir le nouveau directeur de la Sûreté, il va falloir ouvrir l'œil ! »

H'Didouche, le beau-frère de Yacef, avait dissimulé le paquet de tracts dans un cageot de légumes. Il arrêta sa voiture rue de la Flèche, prit le cageot dans ses bras et se dirigea vers la rue Bab-Azoun. Sous les arcades de la vieille rue, c'était la foule

habituelle qui se pressait devant les vitrines rutilantes. La rue Bab-Azoun, qui marquait la limite entre la basse Casbah et le quartier des banques, des comptoirs, des exportateurs du Front-de-Mer, abritait tous les commerçants en « art local ». Marchands de babouches, de poufs de toutes les couleurs, de quincaillerie à touristes où dominaient les plateaux ouvragés et les bijoux en « or véritable-pur laiton ». H'Didouche entra dans l'un des plus beaux magasins de la rue. Il fit signe à un homme de grande taille au visage clair, l'air très distingué, qui régnait en maître sur la boutique où s'entassaient des ballots de coussins, de tapis. Il flottait une forte odeur de mouton, de cuir frais, qui se mêlait à l'odeur de friture provenant des ruelles de la Casbah toute proche.

« Entre dans l'arrière-boutique. » H'Didouche passa le premier suivi de Mohamed Lebjaoui, le patron florissant du magasin le plus important de la rue Bab-Azoun. Lebjaoui s'occupait en outre, avec un associé, d'un autre magasin semblable, rue de Chartres, et d'une affaire d'import-export. H'Didouche, petit commerçant, avait fait de la prospection dans son milieu. Il s'était d'abord discrètement ouvert de ses préoccupations nationalistes à ce grand garçon de vingt-huit ans. Et à sa grande surprise il avait découvert un Lebjaoui très au fait de la politique. Malgré sa situation de bourgeois privilégié, celui-ci avait été, très jeune, fasciné par le marxisme-léninisme et par la révolution d'Octobre. Il s'était intéressé aux grèves ouvrières. Il avait même approché de très près les communistes algériens « mais, lui avait-il confié, la présence d'éléments européens privilégiés par rapport à la masse musulmane lui avait vite montré le divorce entre la noblesse de la doctrine et son application. Le parti communiste algérien n'avait pas l'idée nationale très développée » ! Lebjaoui avait de l'argent, il était cultivé, parlait bien, connaissait beaucoup de monde tant chez les libéraux européens que chez les intellectuels algériens. Partisan de la lutte armée il avait, avant même d'être contacté par le Front, créé avec l'un de ses parents, Amar Ouzegane, un intellectuel ancien marxiste, un réseau de neuf membres prêts à passer à l'action. Le contact avec le Front s'était fait par un horloger de Tizi-Ouzou. C'est au cours d'un voyage au maquis que Lebjaoui avait fait la connaissance de H'Didouche. De retour à Alger, il avait rencontré Yacef. Les deux hommes se connaissaient de longue date, puis s'étaient perdus de vue. Abane lui-même avait été intéressé par la nouvelle recrue. Il se constituait par l'intermédiaire de H'Didouche l'embryon de

l'équipe « pensante » qui, à son avis, manquait terriblement à l'organisation encore balbutiante.

« Je t'ai apporté des tracts qu'il faut mettre sous enveloppe et envoyer, dit H'Didouche. Il faut en diffuser dans tous les milieux. »

Lebjaoui prit le premier tract de la pile et le lut. Le tract était maladroitement ronéotypé. C'était Laski Hocine qui tant bien que mal s'était acquitté de la mission. Dans ce domaine aussi le F.L.N. manquait de matériel.

« C'est Abane qui l'a écrit », précisa H'Didouche.

Il est bien évident que personne ne connaissait la véritable identité d'Abane, qui se dissimulait, comme tous les chefs du F.L.N., quel que soit leur échelon, sous plusieurs pseudonymes selon les catégories d'hommes avec qui il était en contact. Mais pour la bonne compréhension du récit nous abandonnerons ces surnoms uniquement destinés à brouiller les pistes.

« C'est très bien, commenta Lebjaoui. Il faut bien annoncer la couleur. Et le chef l'a fait de façon remarquable. Maintenant il n'y a plus d'équivoque possible. Je vais le diffuser le plus vite possible. Au fait, si tu as un contact avec Abane, dis-lui que je voudrais bien le rencontrer.

— Je transmettrai. Maintenant je dois partir. »

H'Didouche prit congé de son ami. D'autres cageots attendaient dans la voiture d'être distribués aux quatre coins d'Alger. En démarrant H'Didouche pensa que Lebjaoui avec son modeste réseau pouvait rendre d'immenses services à « la cause ». Personne, à la police, ne penserait qu'un riche marchand, ami de tant d'Européens, pouvait aider si efficacement cette « bande de hors-la-loi criminels » !

Dès son installation à Alger, Abane fit montre d'une activité débordante. Rien ne lui échappait. Il exigeait des rapports simples, précis. Rapidement, les quelques hommes qui étaient en contact avec lui comprirent qu'il fallait obéir prestement. Assumant des responsabilités importantes, il entendait affirmer son autorité. N'étant pas l'un des « historiques » qui avaient donné le coup d'envoi de la révolution et qui jouissaient de ce fait d'un grand prestige, il voulait combler ce retard par une grande assurance. Il faut dire que Krim et Ouamrane l'avaient

considérablement aidé, lui donnant la direction d'Alger et le considérant comme leur égal. Lorsque les relations se gâteront entre les différents responsables du Front, on reprochera vivement à Krim d'avoir mis un homme à lui — un Kabyle — à la tête de la capitale.

Mais pour l'heure, le Front de libération nationale n'est constitué que de groupuscules disséminés sur tout le territoire, et d'une représentation extérieure qui, au Caire, ne donne aucune nouvelle. Il s'agissait pour Abane d'unifier et d'établir des liaisons entre les différents responsables. Pour l'instant, l'Aurès était privé de chef. Ben Boulaïd était en prison, et son successeur, Chihani Bachir, aux prises avec le gros de l'armée française, ne donnait aucune nouvelle ; le Constantinois était muet. Ni Didouche ni ses adjoints Zighout Youssef et Lakhdar Ben Tobbal n'avaient établi la liaison ; Ben M'Hidi, le patron de l'Oranais, avait gagné l'extérieur, laissant à Boussof la direction de la région. Mais pouvait-on appeler cela une région ? Il n'y avait ni hommes ni armes. Trouver des armes c'était le but du voyage de Ben M'Hidi au Caire. Boussof, d'après les rares nouvelles qu'on en avait, faisait de même au Maroc dans la région de Nador. Seuls l'Algérois et la Kabylie étaient régulièrement reliés à Alger. En accord avec Krim, Abane décida d'envoyer Yacef au Caire.

« Tu vas un peu les secouer, recommanda-t-il au jeune boulanger, tu vas leur expliquer nos besoins. Eux là-bas ne vivent pas dans la clandestinité, tout doit être plus facile qu'ici. Et il nous faut des armes. Vite.

— Comment vais-je les trouver ? demanda Yacef.

— Tu vas passer par Paris. Tu verras là-bas Ali Mahsas qui est en contact avec eux. Tu en profiteras pour sonder un peu le bonhomme et voir de quel côté il se dirige. Car pour l'instant il n'a pas l'air très enthousiaste pour rejoindre nos rangs. »

Abane précisa ensuite à Yacef le sens politique de sa mission. Expliquer et faire admettre à Ben Bella, Khider, Aït Ahmed et ceux qui les avaient rejoints, la priorité de l'intérieur sur l'extérieur.

« Il faut bien qu'ils se mettent dans la tête que c'est nous qui, ici, commandons. Leur rôle est de nous fournir des armes — c'est Ben Bella qui en est chargé — et de nous faire connaître au monde. Il faudra tout de même les féliciter pour Bandoeng. Mais

les armes... les armes. C'est pour l'instant le plus important. »

Le 8 mai, Yacef prit l'avion pour Paris.

Malgré les contacts avec le Gouvernement général, malgré les entretiens avec Soustelle, Ferhat Abbas, déçu par les mesures de répression de plus en plus impitoyables prévues par les autorités, avait prononcé un violent discours à Djidjelli, au cours duquel il s'était opposé publiquement à la forteresse de l'Algérie française.

« Depuis le 1^{er} novembre, avait déclaré le pharmacien de Sétif, nous avons des événements très graves en Algérie. Il y a ce que le colonialisme a appelé des hors-la-loi. Eh bien, depuis 1948 c'est le régime colonial qui a défié la loi, c'est le régime colonial qui a violé la loi, c'est le régime colonial qui a bafoué les droits que la France républicaine a accordés aux Algériens musulmans. Et aujourd'hui, on vient nous dire qu'il y a des hors-la-loi ? Il n'y a qu'un seul personnage qui soit hors la loi en Algérie, c'est le régime colonial lui-même. Les hors-la-loi, ce sont les préfets, ce sont les maires, ce sont les administrateurs de commune mixte. »

Un long frisson avait parcouru la foule venue entendre le leader de l'U.D.M.A. Où était le modéré Ferhat Abbas ? Il forgeait en public, à Djidjelli, un terme dont on allait sans cesse parler au cours des années suivantes :

« L'U.D.M.A. s'adresse au gouvernement français pour lui dire ceci : « Tant que vous continuez à proclamer que l'Algérie est française, nous répliquons quant à nous : « L'Algérie est arabe. » Si le gouvernement français change cette affirmation, nous aussi nous nous abstiendrons de dire que l'Algérie est arabe. Alors, eux et nous, nous commencerons à proclamer la même vérité : l'Algérie est algérienne. »

C'est à Djidjelli que fut prononcé pour la première fois le slogan : Algérie algérienne. Et c'est Ferhat Abbas qui l'inventa ! Le discours provoqua la colère de ceux qui trouvaient que l'on se montrait encore trop faible à l'égard non seulement des rebelles, mais de tous ces « nationalistes » pour qui « on préparait des réformes qui seraient des primes à la rébellion ». Ils s'exprimèrent une fois de plus par la voix de René Mayer qui accusa Ferhat Abbas et l'U.D.M.A. d'appeler la population musulmane à la dissidence, et ce dans les colonnes de *L'Echo d'Alger* du 10 mai, ce qui ne pouvait calmer une population européenne déjà excitée par la presse et apeurée — à juste titre — par les attentats du

Constantinois et de l'Aurès.

Ferhat Abbas répliqua à René Mayer par un télégramme dont les services de renseignements du gouverneur général eurent la copie sous le n° 403 Z. Très secret.

Texte : « Proteste énergiquement contre accusations gratuites et calomnieuses que vous portez contre moi dans *L'Echo d'Alger* du 10 mai. Stop. Le terrorisme n'existe que parce que depuis huit ans les potentats algériens ne connaissent d'autre loi que celle de leurs intérêts égoïstes et de leurs appétits. Stop. La dignité de notre peuple bafouée et la loi française violée ne pouvaient nous conduire qu'aux événements actuels. Vous avez été un de ceux qui ont couvert cette politique comme député, garde des Sceaux et président du Conseil. Votre responsabilité est autrement engagée que la nôtre.

Signé : Ferhat Abbas. »

En apparence Ferhat Abbas jouait encore le jeu politique « à ciel ouvert », mais il avait pris sa décision et cette dernière escarmouche, liée aux résultats de la répression — les condamnations à mort pleuvaient —, le décida définitivement. Il prit contact avec le F.L.N. C'est la première fois que l'on révèle la façon dont se déroula le « ralliement » du leader algérien au Front de libération nationale. Jusque-là la version était la suivante : c'est à la suite de l'assassinat, le 20 août 1955, de son neveu Abbas Allouah, pharmacien à Constantine, que Ferhat Abbas, terrorisé par le F.L.N., a rejoint les rangs de la révolution. Si la terreur fut bien l'élément moteur du ralliement de certains « parlementaires » algériens aux idées du F.L.N. — en particulier à l'époque de la Motion des 61 — l'adhésion d'Abbas se déroula d'une tout autre manière.

Krim Belkacem apprit vers le 15 mai qu'un émissaire envoyé par Ferhat Abbas était venu à Ighil-Imoula, petit village de Kabylie, centre actif de la résistance kabyle. L'homme s'était présenté : El-Khama Amar, habitant rue du Chêne, dans la basse Casbah, et il avait laissé un message à remettre directement à Krim Belkacem. Le message disait : « Ferhat Abbas, chef de l'U.D.M.A., voudrait prendre contact avec le F.L.N. Le plus tôt sera le mieux. »

Krim qui, lors de sa dernière conversation avec Abane, s'était inquiété des « ouvertures » de Soustelle en direction de certains

notables algériens, prévint immédiatement Abane par une liaison spéciale. Quarante-huit heures plus tard, El-Khama Amar introduisait deux hommes assez corpulents dans le petit appartement de Ferhat Abbas, rue du Dr-Trolard, près du Forum. Abane Ramdane avait décidé de prendre lui-même contact avec le leader de l'U.D.M.A. et Ouamrane qui venait d'arriver de Palestro l'accompagnait. S'il était possible d'amener le pharmacien de Sétif au F.L.N., la victoire serait grande car Ferhat Abbas était le leader algérien le plus connu des Européens pour sa modération. C'était le type même de ces hommes « avec qui on peut s'entendre », comme disait Soustelle.

Ferhat Abbas les accueillit dans son petit salon. Il était assez ému. La démarche qu'il avait entreprise était le résultat de nombreuses heures de réflexion. Le simple fait de vouloir rencontrer des membres du mouvement clandestin, pour lui, le vieux parlementaire, profondément marqué par la vie politique française dont il connaissait à fond tous les ressorts, c'était déjà s'engager, sortir de cette voie légale par laquelle, depuis trente ans, il voulait faire passer l'émancipation de ses frères.

Ainsi, les deux hommes qu'il avait devant lui étaient des représentants de ce F.L.N. dont maintenant on parlait tant.

« Asseyez-vous, messieurs. Vous me connaissez certainement. Vous savez combien j'ai lutté... »

Ferhat Abbas retraça rapidement l'historique de son parti, l'U.D.M.A.

« Pour moi qui depuis si longtemps fais de la politique, les hors-la-loi, ce sont les Borgeaud, les Gratien Faure, tous ceux qui ont saboté systématiquement les réformes dont notre pays a tant besoin. »

Abane, qui s'était présenté sous le nom d'Ahmed, et Ouamrane sous le pseudonyme de Sergent, laissèrent le vieil homme parler. Car, pour eux, Abbas était déjà un vieil homme, un fossile politique. Son U.D.M.A., qui avait rassemblé autour de lui la petite bourgeoisie musulmane et une grande partie des intellectuels, c'était de l'histoire ancienne. Abane ne le lui envoya pas dire :

« La révolution est déclenchée, monsieur Abbas, elle n'est l'œuvre ni de Messali ni de votre U.D.M.A. Tout cela, c'est dépassé, ce sont des vieilleries à accrocher au magasin aux

accessoires. Votre devoir est de rejoindre le Front. Nous avons besoin d'hommes comme vous. Il n'est pas possible que vous restiez à l'écart. »

Et Abane à son tour fit pour Abbas l'historique de la création du Front.

« Messali n'est pas avec vous ? s'étonna le pharmacien.

— Non ! » C'était Ouamrane qui, sortant de sa réserve, avait répondu. « Il n'y a aucun des anciens, sauf quelques membres du M.T.L.D. qui s'étaient déjà séparés de Messali avant le 1^{er} novembre. »

Abbas était étonné. Il ne pensait pas que le Front était aussi organisé que le disaient Ouamrane et Abane. Ce dernier surtout donnait des détails, des noms. Les leurs en premier. Et Abbas fut touché de la confiance que lui faisaient les deux hommes en dévoilant leur identité. Il se lança à l'eau :

« Si ma politique vous plaît, je poursuis, sinon je suis prêt à me taire.

— Nous attendons plus encore, répondit Abane, vous devez nous aider et rejoindre le F.L.N. Il faudra dissoudre officiellement l'U.D.M.A. et annoncer que vous gagnez les rangs du Front quand nous vous le dirons.

— Mais ce sera la clandestinité ? s'inquiéta Abbas.

— Oui. Naturellement.

— Cela ne peut pas se faire très rapidement. Je ne suis pas seul à l'U.D.M.A. il faut que je consulte mes amis, le Dr Ahmed Francis et M^e Boumendjel.

— Prenez votre temps et tenez-nous au courant. Pour l'instant, à l'abri de votre situation, vous pouvez nous aider efficacement. Le Front se développe très rapidement. Il nous faut de l'argent et des médicaments.

— Pour les médicaments, ça ira, vous savez que je suis pharmacien. Mais pour l'argent, ce sera difficile, car à l'U.D.M.A. je ne fais pas de quête et le mouvement est déjà endetté de près de onze millions.

— Oubliez les dettes de l'U.D.M.A., sourit Abane, puisque vous allez le dissoudre. Et servez-vous de votre influence auprès de tous les « richards », les bourgeois algériens que vous

connaissez bien. Vous n'aurez aucun mal à trouver des fonds. Votre présence à nos côtés leur donnera confiance. »

Abbas promit de faire son possible. Il s'inquiéta pourtant de l'armement du Front.

« Avez-vous, par exemple, des mitrailleuses ?

— Bien sûr. »

Ouamrane n'avait pas hésité un instant. Il n'était pas question de dire la vérité au vieux leader. S'il savait que l'armement de l'A.L.N. était presque inexistant, son enthousiasme ne serait peut-être plus le même. Ouamrane bâtit un roman. C'était facile : il n'avait qu'à prendre ses désirs pour des réalités ! Le « Sergent » donna une foule de détails :

« Nous avons des mitrailleuses, des F.M., des mortiers 60-81, des mitraillettes, des grenades et même des canons ! »

Ferhat Abbas eut l'air tranquilisé.

« Vous savez, messieurs, prévint-il, moi je ne suis pas un révolutionnaire. Je ne monterai pas à la montagne. Avec un fusil, je ne vous serai d'aucun secours ; en revanche, avec mon stylo, je peux faire beaucoup de choses... »

Abane l'entendait bien ainsi.

« Mais au fait, messieurs, je ne vous ai rien offert ! » Et Ferhat Abbas s'affaira, fit apporter des gâteaux, des petits fours, du thé...

Ouamrane racontera plus tard : « Et nous qui n'avions pas d'argent ! Je descendais du maquis où je mangeais une seule fois par jour et je crevais de faim. J'aurais préféré qu'il nous offrît un bon bifteck. Mais après avoir tant vanté les moyens de cette extraordinaire armée, je ne pouvais lui avouer que j'avais faim ! j'avais honte... » Et Ouamrane, qui avait une grande habitude des maquis mais fréquentait rarement les salons, dévora tous les petits gâteaux sous l'œil réprobateur d'Abane.

Quelques jours plus tard, Abane reçut quatre valises de médicaments et 500 000 F. À partir de ce jour de mai 1955, il considéra Ferhat Abbas comme faisant partie du Front et les contacts furent fréquents. Francis et Boumendjel avaient donné leur accord et travaillaient eux aussi pour le F.L.N. Sur l'ordre d'Abane, Abbas était prêt à dissoudre officiellement l'U.D.M.A. et à rallier publiquement le Front. Pourtant, en juin 1955, il

proposa une « dernière médiation » à Abane en qui il avait confiance :

« Je connais beaucoup de monde à Paris, lui dit-il, et là-bas on m'écoute beaucoup plus qu'à Alger. Laissez-moi faire une dernière tentative pour essayer d'arrêter cette guerre qui va être catastrophique pour tout le monde car la victoire ne sera pas facile. »

Abane donna son autorisation à condition que toute négociation passe par le F.L.N. À Paris, au mois de juin 1955, Ferhat Abbas se fit recevoir par le président du Conseil, Edgar Faure, par le maréchal Juin et par Edmond Michelet. Sans naturellement se découvrir il expliqua à chacun son plan : la Constitution permettait d'envisager pour l'Algérie la situation d'État associé. Comment y parvenir ? En demandant au président du Conseil d'envoyer à Alger un vice-président du Conseil qui, avec le F.L.N. et les membres du premier collège, constituerait un gouvernement provisoire. Une nouvelle Assemblée algérienne, régulièrement élue — sans truquage cette fois — élaborerait le statut d'État associé avec « souveraineté nationale, drapeau et citoyenneté algérienne ». On étudierait un projet de souveraineté interne étalé sur vingt ans. « Le F.L.N. serait d'accord », assura — et pour cause — Ferhat Abbas.

Mais on fit entendre au leader algérien que la simple idée de négociation suffirait à mettre le feu aux poudres. Personne, à être franc, n'y était favorable de Soustelle à Edgar Faure en passant par Mitterrand, qui, depuis le 1^{er} novembre, disait à qui voulait l'entendre : « La seule négociation, c'est la guerre... »

De retour à Alger, Ferhat Abbas fit son rapport à Abane Ramdane. C'était l'échec complet de son projet. Abane s'y attendait un peu.

« Pour, l'instant, continuez à nous aider tout en poursuivant en apparence votre activité politique sans faire trop de zèle, conseilla le chef F.L.N., et tenez-vous prêt, quand on vous en donnera l'ordre, à quitter l'Algérie. Le Front aura besoin de vous à l'étranger ! »

Ce jour de juin 1955, Ferhat Abbas tira définitivement un trait sur trente ans de politique légale, sur trente ans de sa vie ! Lui qui avait tant espéré de la France ne comptait plus maintenant que sur la révolution. Le sang avait coulé. Le problème algérien se posait

en termes nouveaux.

Malgré l'opposition du procureur général, le 13 mai 1955 avait vu la libération de certaines « têtes » du M.T.L.D. emprisonnées depuis novembre 1954. Les hommes que Monteil avait rencontrés à Barberousse attendaient beaucoup de ce représentant de Soustelle qui avait réalisé la première partie de ses promesses. Peut-être y avait-il une possibilité d'entente de ce côté. Mais avec les mesures « fermes mais justes » du gouverneur et la démission de Monteil, c'était une politique de force qui s'instaurait. Ben Khedda avait regagné à sa sortie de prison sa pharmacie de Blida. Il avait vu Monteil partir. « Espérez-encore », lui avait dit le commandant. Mais le temps de l'espérance était passé. Le comité central du M.T.L.D. avait été dissous. Lahouel et surtout Yazid avaient gagné les rangs du F.L.N. au Caire. C'était le Front qui dirigeait la révolution. Ben Khedda, le syndicaliste Aïssat Idir, Kiouane, Temane, Mehri se mirent à la disposition du F.L.N.

Ben Khedda rencontra Abane, son ancien camarade du collège de Blida. Le contact eut lieu chez Bouda dans un appartement H.L.M. du Ruisseau.

« Tu dois nous aider, dit Abane, tu as des connaissances chez les Français. Il faut que nous trouvions de l'aide de ce côté. Cherche-nous des refuges, de l'argent, des médicaments. Pour l'instant, reste apparemment dans la légalité. On déposera chez toi à Blida des tracts que tu distribueras. Ensuite on verra. »

Abane voulait éprouver sa nouvelle recrue. Il ne lui confiera dans un premier temps que des missions de contact, de liaison et de recherche de refuges. Mais il comptait bien s'appuyer sur cet homme d'expérience. Lorsque Saad Dahlab, centraliste lui aussi, se rallia au F.L.N. il apporta, en accord avec Ben Khedda, 16 millions représentant la caisse du parti mise « à gauche » à l'heure de leur arrestation. Une aubaine !

Au début de l'été de 1955, Abane pouvait compter sur une équipe « pensante » importante. La « chasse aux intellectuels » avait bien rendu. Elle compensait un « coup dur », le premier que subissait Abane à Alger : l'arrestation de Yacef Saadi.

Le travail d'information et de structuration que chacun des chefs de région effectuait tant à Alger qu'en Kabylie, en Oranie ou dans l'Algérois, un homme l'avait entrepris en France. Car avec ses 350 000 travailleurs algériens la France représentait une

« région » à ne pas négliger. C'est elle qui fournira dès l'année 1956 la plus importante contribution financière au F.L.N. Cet homme s'appelait Mourad Terbouche. Membre influent du M.T.L.D. dans l'est de la France, il s'était — tout comme les Fils de la Toussaint — séparé du vieux leader en 1954 et avait adhéré à cette troisième force, certain que seule l'action armée permettrait à l'Algérie de s'émanciper. Après la flambée du 1^{er} novembre, il avait été convoqué à Zurich par Boudiaf à qui il avait brossé un tableau de la situation en France.

« La Fédération de France, avait-il expliqué, est entièrement messaliste à l'exception de quelques noyaux que j'ai réussi à constituer dans l'Est, à Nancy. Messali a réuni à peu près 7 000 membres. Depuis le déclenchement du 1^{er} novembre — « son œuvre » ! — El-Zaïm rafle des sommes considérables. Chacun de ses militants est taxé de 5 000 à 10 000 F par mois ! Bien sûr, 7 000 militants sur 350 000, ce n'est pas énorme, mais avec de pareilles rentrées financières, Messali va pouvoir prospecter cette immense masse inorganisée.

— Quelles sont les principales zones d'implantation nord-africaine ? avait interrogé Boudiaf.

— Le Nord, la région parisienne. Là sont les gros morceaux. Puis la région des Ardennes, Lyon et la région Sud-Marseille. C'est là qu'il faut donner tout ce qu'on a dans le ventre et vite. Sinon, on va être dépassés par Messali, qui va tirer la révolution à lui ! »

Terbouche repartit de Zurich avec 3 000 livres égyptiennes et un exemplaire de la proclamation du 1^{er} novembre. Les premiers contacts qu'il prit à Paris furent décevants. Un homme sur lequel il comptait fermement : le docteur Chouki Mostefaï, ophtalmo à la Salpêtrière, se « défila », terrorisé devant le risque que présentait une révolution armée. De même Boulharouf et Ben M'Hel, du comité central, lui conseillèrent « de ne pas lancer le F.L.N. en France ». Ils attendaient de mystérieuses directives de Londres, ignorant bien sûr que Terbouche était en contact avec Boudiaf.

C'est grâce à un obscur militant que Terbouche réussit à jeter les bases de ce qui allait devenir la Fédération de France, véritable coffre-fort de la révolution algérienne. Terbouche rencontra par hasard un de ses anciens subordonnés de Nancy, Hamimi Boudjema, qui était venu s'installer à Paris dans un petit bar-

hôtel, *Le Lutèce*, 28, rue Geoffroy-l'Angevin, une rue étroite et crasseuse du Marais. Il lui raconta la création du F.L.N., la position du comité central et de Messali, le déclenchement du 1^{er} novembre.

« Il faut que tu expliques tout cela à tous les copains, ajouta Terbouche, à tous les militants que tu connais.

— Mais moi je suis pas instruit, je saurais pas répéter tout ce que tu me dis. Je préfère t'amener cinq ou six chefs de kasma (circonscription du découpage politique du M.T.L.D.). »

La réunion se déroula dans la chambre miteuse de Hamimi, rue Geoffroy-l'Angevin. Y assistaient : Si Saïd, d'Aubervilliers, le président du Mouloudia club de Paris, un club sportif, Areski, chef de kasma du 5^e arrondissement, le chef de Levallois, celui du 18^e arrondissement et Hamimi, qui était responsable des ouvriers des 3^e et 4^e arrondissements. Après sept heures de discussion — la réunion se termina à 5 Heures du matin —, les six délégués apportèrent leur adhésion au Front :

« On te fait confiance, dirent-ils à Terbouche, on te croit, mais si par malheur tu nous a raconté des histoires, c'est toi personnellement que l'on tiendra pour responsable. Tu vois ce que l'on veut dire ? »

Terbouche avait très bien « vu ».

« Si ce n'est pas vrai, vous pourrez me jeter à la Seine. »

Les militants étaient expéditifs dans leurs décisions !

Terbouche donna aux six hommes des directives pour le recrutement, la structuration. « Il ne faut plus des cellules de 15 hommes comme celles du M.T.L.D., mais des groupes de 4 ou 5 maximum pour la sécurité. » La proclamation fut copiée puis chaque chef la fit ronéotyper pour en faire une large distribution. À 5 Heures du matin, la Fédération de France du F.L.N. était née.

Terbouche regagna l'Est, Nancy, Longwy, Villerupt, les Ardennes, Revin, Givet. Inlassablement, il expliqua le F.L.N., démythifia Messali. Les premiers noyaux s'organisèrent. À Lyon, c'est un militant de Constantine, Guerras, qui se chargea de la prospection. Pourtant, c'est ce même Guerras qui — pendant la préparation du déclenchement — avait provoqué la défection de Constantine⁽⁶⁾. Boudiaf ne voulait pas entendre parler de lui, mais devant les difficultés de recrutement, devant les explications de

Terbouche, il avait accepté de réintégrer la « brebis égarée ». À Marseille, la réunion que le responsable de la Fédération avait tenue à Paris, rue Geoffroy-l'Angevin, se renouvela dans un petit hôtel « arabe », 46, rue Chapelier. Avec le même résultat.

Lorsque Terbouche revit Boudiaf à Berne, à l'hôtel Workhouse, il lui annonça que 300 hommes étaient déjà organisés, que les cotisations étaient fixées à 500 F par mois et que le recrutement battait son plein. Boudiaf emmena Terbouche chez un graveur et là les deux hommes commandèrent le premier cachet du Front en France : des montagnes avec un croissant et la mention : F.L.N. — Fédération de France. Avant de quitter Terbouche, Boudiaf lui remit une lettre :

« Tu donneras ça à Ali Mahsas. C'est une lettre de son ami Ben Bella qui lui ordonne de se rallier au F.L.N. Et ces lettres-là sont de Lahouel et de Yazid qui ont gagné nos rangs et qui donnent aux centralistes de France l'ordre d'en faire autant. Voilà aussi 150 000 F pour tes frais. Fais attention, car, tu sais, on est pauvres. Et les cotisations sont loin d'être suffisantes. »

À Paris, Ali Mahsas, compagnon de Boudiaf et de Didouche lorsque ceux-ci étaient, en 1953, responsables du M.T.L.D. à Paris, avait été tenu au courant des intentions des « jeunes Turcs de la troisième force ». Pour lui, le 1^{er} novembre n'avait pas été une surprise, mais il avait jusque-là jugé plus sage de se tenir dans une prudente expectative. Il avait adhéré au M.N.A. lorsque Messali avait transformé son M.T.L.D. en Mouvement national algérien. Après avoir reçu la lettre de Ben Bella, Mahsas était resté quelque temps au M.N.A. pour faire — sur l'ordre de Terbouche — du travail de fractionnement et de renseignement. L'implantation du F.L.N. en France n'avait pas été sans provoquer des réactions du M.N.A. En janvier-février 1955, les messalistes commencèrent à attaquer des militants F.L.N. La « guerre des Nord-Africains » commençait. Mais le printemps de 1955 vit la première grande victoire de la Fédération de France. Des militants M.N.A., après un voyage en Algérie, racontèrent aux messalistes ce qu'ils avaient vu « au pays », les opérations militaires, la répression, et aussi les actions révolutionnaires. « Et on peut vous assurer que c'est le F.L.N., expliquèrent-ils, ce n'est pas Messali ! » Un grand nombre de travailleurs apportèrent alors leur adhésion au F.L.N. La kasma de Sochaux — l'une des plus importantes de France puisqu'elle comptait 400 membres —

adhéra en bloc, suivie de celles des 13^e et 14^e arrondissements de Paris. Pour Terbouche il n'était pas encore question que le F.L.N. se manifestât en France. Son premier souci était de neutraliser les messalistes. Il avait appris que ceux-ci, sous la présidence de Filali, l'un des plus proches collaborateurs de Messali, l'avaient condamné à mort ainsi que le « traître » Ali Mahsas lors d'une réunion à Colombes du « tribunal M.N.A. ».

Lorsque Yacef arriva à Paris et prit contact avec Terbouche, puis avec Mahsas, la Fédération comptait 2 000 membres ! Mais il y avait déjà des tiraillements internes. Terbouche informa Yacef de sa décision de faire sortir Mahsas.

« Je le trouve négligent, inefficace, expliqua-t-il, de plus il voit des flics partout. Peut-être, en sécurité, sera-t-il plus efficace ; moi, ici, je n'en veux plus. Qu'il rejoigne son ami Ben Bella. »

Mahsas, qui avait réellement échappé à deux souricières tendues par la D.S.T. autour de boîtes aux lettres dont les adresses avaient été découvertes sur Bitat à Alger, et qui se savait recherché par le M.N.A., ne demandait pas mieux que de rejoindre « l'extérieur ». Il accompagna Yacef Saadi à Zurich, où Boudiaf l'attendait à l'hôtel Couronne.

Yacef remit à Boudiaf un rapport écrit de Terbouche sur la situation en France : 2 000 adhérents, cotisant régulièrement et faisant du recrutement, placés sous la direction d'un comité de la Fédération de France du F.L.N. comprenant : Zerrouki Mohamed, étudiant en architecture, trésorier ; Mahdi Mohamed Larbi, responsable à la propagande et à l'information, et Mourad Terbouche, responsable à la coordination. Terbouche déconseillait en outre à Boudiaf de venir à Paris. « Les nôtres sont beaucoup trop bavards, écrivait-il, tu es très connu et recherché. Tu te feras prendre tout de suite. » « Terbouche a fait là-bas du bon travail, confia Boudiaf à Yacef. Mais il est expéditif ! Dans son rapport il me suggère ni plus ni moins que la liquidation de Messali qui est en résidence surveillée à Niort ! Il me dit « Ce sera facile. Il reçoit beaucoup et les flics lui » foutent une paix royale ! »

Yacef commenta la sentence de mort prononcée par le M.N.A. contre Terbouche et Mahsas et en profita pour mettre Boudiaf au courant de l'offensive que lançait le M.N.A. en Algérie.

« Il va falloir s'occuper sérieusement d'eux, conclut Boudiaf. Maintenant passons à nos affaires. »

Yacef expliqua à Boudiaf la nécessité de contacts sérieux et réguliers entre Le Caire et Alger, et surtout ce que les chefs du F.L.N. en Algérie entendaient par « primauté de l'intérieur sur l'extérieur ». Boudiaf assura que chacun des membres de la délégation extérieure l'entendait bien ainsi, puis il entreprit de raconter à Yacef l'organisation du travail au Caire et les résultats déjà obtenus. Les deux hommes en étaient là de leur premier entretien qui se déroulait dans la chambre de Boudiaf à l'hôtel Couronne lorsqu'on frappa à la porte.

« Oui cela peut-il être ? dit Boudiaf. Mahsas doit rester à l'hôtel Léonard jusqu'à ce que j'aille le chercher... » La réponse vint bien vite.

« Police. Ouvrez. »

Pour la première fois en ce mois de juin 1955, les autorités helvétiques intervenaient dans les affaires du F.L.N. Les inspecteurs emmenèrent Boudiaf et Yacef dans les locaux de la police où ils retrouvèrent Mahsas. Les trois hommes restèrent pendant dix jours au siège de la police de Zurich, leurs papiers et documents furent saisis[^] examinés, eux-mêmes furent interrogés sur leurs activités. Les policiers zurichois s'intéressaient fort aux problèmes d'organisation et de structuration du F.L.N. Ils ne cachèrent pas leur surprise devant la présence de Yacef. Un nouveau nom — jusque-là inconnu — à inscrire sur leurs fiches. En revanche, Mahsas et Boudiaf étaient pour eux de vieilles connaissances. Au bout de dix jours, les trois hommes furent relâchés et « conduits à la frontière de leur choix ». Ils étaient indésirables en Suisse.

Boudiaf et Mahsas s'embarquèrent à destination du Caire. Yacef refusa de les suivre. Il voulait regagner rapidement Alger. Il demanda d'être conduit en Belgique. Il pensait ainsi embarquer à Anvers pour Tanger et gagner l'Algérie par le Maroc. Ainsi il évitait la France qui, depuis l'arrestation de Bitat, devait connaître son existence. Arrivé à Bruxelles, les services de police belges le « prièrent » de déguerpir le plus vite possible. Yacef, décontenancé, prit un avion pour Alger *via* Paris. Il avait bien l'intention de ne pas sortir de la salle de transit. Ainsi il éviterait les contrôles de police.

Mais Yacef ne pouvait se douter que les services spéciaux suisses avaient « travaillé » avec leurs collègues français, qui avaient eu communication de toutes les photocopies des

documents et interrogatoires effectués à Zurich. Le 26 mai, Terbouche, dont la D.S.T. avait lu le rapport à Boudiaf, était arrêté ainsi que les membres du comité fédéral. La Fédération de France était décapitée. À son arrivée à Orly, Yacef était « attendu » et immédiatement emmené rue des Saussaies. Les policiers suisses n'avaient pas osé directement livrer Boudiaf, Mahsas et Yacef à leurs collègues français, mais ils leur avaient communiqué les destinations de chacun des trois hommes. La Sûreté belge prévenue du passage de Yacef l'avait alors expulsé immédiatement. Et le jeune homme, dont c'était la première mission, s'était jeté dans la gueule du loup.

Yacef resta une semaine dans les locaux de la D.S.T. Il avait d'abord nié mais les inspecteurs lui avaient ri au nez. Ils connaissaient son nom et ses contacts avec le F.L.N. depuis l'arrestation de Bitat et le rapport que leur avait adressé Djouden, l'Adjudant, qui avait livré le chef de l'Algérois. Yacef admit alors avoir logé Bitat, mais affirma qu'il ne le connaissait pas sous ce nom et qu'il n'avait agi que sous la terreur. « On menaçait de me tuer si je ne le logeais pas, expliqua-t-il. Et j'ai eu tellement peur que j'ai pris l'avion pour la Suisse... »

On transféra Yacef à Alger où il répéta sa fable. La police ne lui reprochait que d'avoir logé Bitat. Et comme celui-ci, sous la torture, n'avait pas dit un mot de Yacef, les services de la D.S.T. n'avaient aucune preuve contre lui. Ils résolurent de « l'utiliser ». En le relâchant dans quelques semaines, les « autres » prendraient contact avec lui. Les policiers algérois étaient décidés à faire de Yacef un indicateur de choix ! Ce n'est qu'à ce moment que la presse révéla l'arrestation de l'envoyé d'Abane. L'état-major du F.L.N. à Alger l'apprit par *L'Echo d'Alger* qui titrait : « Yacef Saadi, responsable du C.R.U.A. d'Alger, a été arrêté. » Les journaux algérois, en juin 1955, n'emploient encore que le sigle C.R.U.A. (Comité révolutionnaire d'unité et d'action) et nom celui de F.L.N., qui ne fera son apparition qu'en 1956. Le commentaire de *L'Echo* du 9 juin ravit particulièrement Abane : « L'arrestation de Yacef Saadi marque une étape décisive : le C.R.U.A. n'existe plus à Alger. Il n'y a plus personne ! »

Le tout était que Yacef, avec qui Abane ne s'entendait pas très bien — il le trouvait trop indépendant —, ne « s'allonge » pas devant la police ! Pour le reste, Abane pensait lui trouver rapidement un remplaçant parmi les chefs des groupes-action qui

se formaient à Alger.

Moktar Bouchafa s'arrêta un instant au haut des escaliers qui menaient de la rampe Bugeaud à la rue d'Isly. Il n'accorda pas un regard à l'éventaire du fleuriste qui, à l'angle de la rue de Tanger, arrangeait sur des gradins de bois une artistique et odorante pyramide de roses, de glaïeuls, d'œillets — il y en avait même des verts ! — et de fleurs des champs. Mostefa Fettal l'attendait à la porte du café Tandja, rue de Tanger. Les deux hommes se serrèrent la main.

« Ils sont arrivés ? demanda Bouchafa.

— Pas encore. On va les attendre à l'intérieur. »

La rue de Tanger, parallèle à la rue d'Isly, abritait un nombre incroyable de cafés, de marchands de brochettes, de pâtisseries. Du matin au soir, il y régnait une odeur fraîche d'anisette qui se mêlait au parfum plus fort du mouton grillé et des rognons qui faisaient la gloire de Bitouche. Cet habile commerçant, profitant d'une sorte de couloir, avait dressé un bar avec huit tabourets que se disputaient amicalement Européens et musulmans, surtout des étudiants et des intellectuels. On y fraternisait autour des meilleures brochettes d'Alger, de bouteilles de targui rosé et de salades d'oignons arrosées d'huile d'olive vierge. Un peu plus loin, le café Tandja, beaucoup plus important, recevait une clientèle presque essentiellement algérienne mais on s'y souciait peu d'y respecter la loi du Coran. Les bouteilles de Luminana^[2] y défilaient en plus grand nombre que les caisses de jus de fruits. La clientèle du Tandja préférait de loin l'anis à la « gazouze ». Quelques Européens, des pieds-noirs libéraux — des « intellectuels » là aussi —, y venaient à l'heure de l'apéritif se poisser les doigts aux coquilles d'escargot cuits au poivre ou aux sardines en escabèche qui s'entassaient sur le comptoir. La kemia comptait pour beaucoup dans la consommation des tournées d'anisette et le tonus des conversations interminables ne faiblissait que vers les 10 Heures du soir.

Rachid Amara, que l'on appelait Si Mostefa, se fraya un chemin dans la foule des consommateurs et rejoignit Bouchafa et Fettal qui l'attendaient à une table de la grande salle. Amara assurait la liaison entre Abane, Krim, Ouamrane et les éléments de commandos en formation. Bouchafa le salua à peine.

« Ça ne va pas ? interrogea le jeune homme en souriant.

— Non. Pas du tout. Ça ne peut pas durer comme cela. On ne peut rien faire par nous-mêmes et on nous interdit de bouger.

— Calme-toi. Et raconte-moi ce qui se passe. »

Mostefa Fettal et Moktar Bouchafa étaient les chefs de commando des quartiers est de la ville. Bouchafa, un mécanicien de vingt-huit ans dont la tête ronde comme une bille se départait rarement d'une expression farouche — il oscillait perpétuellement entre l'exaltation et la colère noire —, était un « militant du 2 novembre », comme il se plaisait à le dire. Au lendemain du 1^{er} novembre, avec son ami d'enfance Fettal, un soudeur sur câbles, il avait décidé de créer de son propre chef un commando « action » sans être le moins du monde en contact avec les hommes du F.L.N. « Du moment que ça bouge, il faut y aller. » Il avait alors réuni Fettal et un de ses amis, Taïeb Illoul, et chaque homme était devenu le chef d'une cellule de trois militants. Chacun avait essayé de trouver des armes et d'établir le contact avec les hommes du 1^{er} novembre. La répression policière frappant les militants du M.T.L.D. autant que ceux du F.L.N. allait les servir. Flora, l'un des hommes qui, le 1^{er} novembre, avaient attaqué Radio-Alger et avaient posé une bombe sur le rebord de la fenêtre du bâtiment, était activement recherché par la police. Il s'était réfugié par hasard chez Taïeb Illoul et lui avait révélé les noms de Krim et d'Ouamrane. Fettal réussit à établir le contact avec les deux chefs kabyles, expliqua la structure de leur petit groupe et se mit à la disposition du F.L.N. Ouamrane conseilla de développer le recrutement et de rechercher des armes à tout prix.

« On vous contactera d'ici peu, dit-il. Et vous saurez comment nous joindre. »

Ouamrane, responsable militaire d'Alger, plaça un ajusteur spécialiste en climatisation : Debih Chérif, dit Si Mourad, à la tête de ces commandos de Belcourt, Clos-Salembier et Hussein-Dey. Dehib Chérif avait trente ans, le type annamite, un corps musclé et une volonté farouche. C'était un ami intime de Didouche Mourad, l'un des six qui avaient déclenché le 1^{er} novembre. En outre, il connaissait Bouchafa et Fettal de l'époque du M.T.L.D. où ils avaient tous milité. Il ferait l'affaire. Ouamrane n'était pas fâché de mettre les groupes de Debih, Fettal, Bouchafa en balance avec ceux qu'avaient organisés Yacef et son beau-frère H'Didouche dans la Casbah. Rusé et prévoyant, le nouveau patron de l'Algérois préférait ne pas mettre « tous ses œufs dans

le même panier ».

En mars 1955, Fettal et Bouchafa annoncèrent à Debih Chérif qu'il pouvait compter sur une trentaine d'hommes bien décidés. Debih expliqua alors aux deux hommes de quelle façon le Front entendait se structurer : une implantation politique, le F.L.N., et un soutien militaire, l'A.L.N. « Trente bonshommes, pour l'instant c'est trop, dit Debih. Vous allez sélectionner les plus sûrs et les plus courageux pour créer des cellules de trois hommes qui seront nos futurs *fidayin* et passeront à l'action terroriste en ville. Les autres seront incorporés au F.L.N. politique et s'occuperont de la propagande et de l'explication... » Il avait recommandé la plus grande imperméabilité possible entre les réseaux ! Car la police, qui surmontait la crise de février 1955, reprenait du poil de la bête et commençait à porter des coups très rudes à l'organisation encore balbutiante.

Abane s'intéressait particulièrement à la création de ces réseaux urbains. Si, jusque-là, il s'était occupé de trouver une colonne vertébrale à l'organisation d'Alger, il était loin de négliger ce secteur. Il avait — en priorité — recherché des cerveaux, des plumes, des penseurs de la révolution, des « politiques ». Mais il savait — pour le vivre dans sa chair — qu'en général les « intellectuels », hommes d'organisation, étaient peu portés vers l'action physique. Il fallait qu'Alger eût aussi ses troupes de choc. Yacef à la Casbah et Debih à Belcourt s'en étaient chargés sous la direction des « militaires » Krim et Ouamrane. En revanche, Abane leur avait adjoint un « politique » dès le mois de mai. Le premier commissaire politique des commandos d'Alger fut un étudiant venu de Paris : Khenchoul Ali, qui fut très vite arrêté au moment où il avait rendez-vous avec Debih Chérif sous l'horloge de la grande poste. Il fut immédiatement remplacé par Ben Mokadem Mohamed, ancien responsable du M.T.L.D. passé au F.L.N. Celui-ci fut également très vite arrêté. La constitution de ces réseaux relevait encore de l'amateurisme. N'importe qui s'adressait à n'importe qui. Et tout le monde voulait passer à l'action. Ben Mokadem prit contact avec un certain Redjimi Djillali, lequel connaissait intimement Belhadj Djillali, indicateur du colonel Schœn, chef du Service des liaisons nord-africaines, et qui ne dédaignait pas de travailler également pour les Renseignements généraux. Nous retrouverons Belhadj Djillali lorsque, devenu le commandant Kobus, il montera — tout comme Bellounis — un contre-maquis financé

par les autorités militaires françaises. Pour l'instant, le petit « indic' » se contenta de donner Mokadem qui échappa à une souricière en abandonnant sa voiture. Mais il tomba dans le second piège. Et comme ces commandos et leurs chefs n'avaient évité aucune erreur, la voiture de Mokadem, une Vedette marron, avait été achetée au nom de Debih Chérif ! En un mois les policiers avaient arrêté deux chefs politiques et identifié le chef militaire des commandos Debih Chérif.

Abane, furieux, décida de ne plus nommer de chef politique régional et de mettre ces commandos en « veilleuse ». Pour l'instant, il n'en avait pas besoin. Ouamrane et Krim, de leur côté, avaient suffisamment de difficultés à développer leur maquis kabyle et algérois pour se soucier de ces « amateurs ». On verrait plus tard.

« L'important, répétait Abane, c'est qu'Alger reste calme. »

Ouamrane rencontra Debih et Bouchafa le 20 juin au plateau Saulière et ordonna au premier de gagner immédiatement le maquis. À Alger, il était brûlé et ne tarderait pas à se faire arrêter. Quant au second, Bouchafa, il remplacerait Chérif mais devait « tenir ses hommes ».

« Nous voulons passer à l'action, s'insurgea celui-ci, qui faisait sa tête des mauvais jours.

— Ça suffit, gronda Ouamrane, vous devez attendre. Ce n'est pas le moment de bouger. Le maquis n'est pas assez implanté et on a besoin d'Alger pour fournir hommes et moyens. Il faut donc que tout reste calme. »

Debih Chérif, qui était un homme de la ville et qui s'illustrera pendant la « bataille d'Alger » au cours d'un épisode particulièrement dramatique, demanda un délai pour monter au maquis. Il avait peur de ne pas être accueilli par Krim et ses hommes avec grand enthousiasme. En revanche, Bouchafa et Fettal décidèrent que, si, à Alger, on ne passait pas à l'action avant deux mois, ils prendraient le maquis. On parlait de l'Aurès depuis le 1^{er} novembre, on parlait maintenant du Constantinois, la Kabylie bougeait et « nous on reste ici, les bras croisés ».

C'était une dernière tentative qu'avaient décidé d'effectuer Fettal et Bouchafa auprès de l'étudiant Rachid Amara au café Tandja, rue de Tanger. Après, ils joueraient seuls ! Ces « intellectuels » organisaient, pensaient, mais ne passaient guère à

l'action.

« Vous ne nous fournissez pas d'armes, vous ne nous donnez pas d'argent, dit Bouchafa à l'étudiant. J'ai quitté mon travail et je n'agis que pour la cause. Il faut maintenant prendre une décision.

— Vous avez des chefs, répliqua Amara, vous devez obéir aux ordres.

— Je ne veux pas désobéir, mais je veux voir un responsable. »

Bouchafa s'était énervé. « Un responsable qui soit capable de dire oui ou non. Il y a six mois et plus que la révolution est déclenchée et on ne fait rien. Je veux des armes ou de l'argent. Ici on trouve facilement un pistolet. Le tout est de pouvoir le payer 15 000 F ! Je vous ai demandé de rencontrer Si Ahmed (Abane). Vous m'avez donné rendez-vous au jardin d'Essai. Il n'y était pas. Aujourd'hui je devais le voir. Où est-il ?

Bouchafa avait crié les derniers mots. Heureusement qu'à cette heure le café Tandja était surpeuplé et que le brouhaha couvrait toutes les conversations. Pourtant, Rachid Amara s'était fermé. Ce Bouchafa était peut-être très courageux, mais il parlait trop.

« Un peu de discrétion, murmura-t-il. Nous sommes dans un café ici ! À la merci d'un indicateur. Vous me voyez et je transmets les ordres. C'est suffisant.

— S'il y a arrestation, reprit Bouchafa nullement calmé, ce sera votre faute. On se voit depuis trois jours et il n'y a aucun résultat.

— Les ordres sont de vous tenir tranquille. Ahmed ne tient pas à vous rencontrer. Vous vous agitez trop. »

Bouchafa ne put en supporter plus. À travers la table, il se jeta littéralement au col d'Amara. Des verres tombèrent. Les conversations les plus proches s'arrêtèrent. Fettal sépara brusquement les deux hommes. Sans vouloir discuter plus longtemps Amara Rachid se rajusta et sortit sans un mot. Cela suffit à calmer Bouchafa. Son visage, devenu aubergine, reprit sa couleur normale.

« Allons, partons d'ici », dit sagement Fettal en déposant de la monnaie sur la table. » Les « explications » un peu violentes n'étaient pas rares au Tandja et personne ne prêta plus longtemps attention aux deux hommes, qui sortirent rapidement.

Le lendemain matin Abane envoya à Ouamrane le rapport

suisant : « Un certain Moktar menace les responsables. Pour faire preuve de tant d'audace il doit être agent de l'ennemi. Je compte sur toi pour le faire monter au maquis et régler définitivement cette affaire. »

Mais Bouchafa restait persuadé que les « responsables » Abane, Ouamrane et Krim n'avaient pas confiance en lui parce qu'il « n'était pas passé à l'action ». Ils avaient envoyé Yacef, son concurrent, un simple militant lui aussi, en mission extraordinaire en Suisse, et le chef de la Casbah s'était fait arrêter à Paris. Lui, Moktar, qui avait organisé un groupe beaucoup plus important, on le tenait à l'écart ! Il allait les obliger — par son courage et le résultat des actions qu'il décida d'entreprendre — à revenir sur leur décision ! Il avait réussi à se procurer, grâce à Debih Chérif, un revolver à barillet, un peu défectueux, mais qui « pouvait encore servir ». Fettal avait un 7,65. Les deux hommes avaient essayé à plusieurs reprises de « descendre » un officier de police des Renseignements généraux : Arbane, un homme de 53 ans qui était le plus haut gradé musulman de la police algéroise. Il apportait aux R.G. non seulement son expérience mais toutes ses connaissances du milieu nationaliste musulman. Son réseau d'indicateurs était redoutable. Mais Bouchafa avait vu grand, le policier était toujours accompagné et il abandonna son projet pour s'attaquer à un des indicateurs d'Arbane : Aïch Messaoud, un cafetier du boulevard Cervantès à Belcourt.

Fettal et Bouchafa entrant dans le café n'étaient pas rassurés. Ils avaient revêtu plusieurs vestes les unes sur les autres pour modifier leur silhouette et paraître plus larges ! « On le prend en tir croisé », murmura Bouchafa. Mais Aïch était sur ses gardes. À peine croisa-t-il le regard de Bouchafa qu'il comprit. Sa main n'eut pas le temps de saisir la crosse du pistolet qu'il portait sous sa veste. Bouchafa l'avait abattu à bout portant. L'homme s'écroula derrière le zinc, entraînant une étagère dans sa chute. Les deux terroristes profitèrent du moment de stupeur qui avait suivi le crime pour fuir à toutes jambes. Lorsque les deux hommes eurent regagné leur abri, Bouchafa, dont le caractère restait difficile, reprocha amèrement à son compagnon de n'avoir pas tiré lui aussi.

« Tu m'as laissé faire tout seul ! Tu n'as pas voulu te mouiller ! »

Aïch Messaoud était mort sur le coup. Bouchafa, qui,

maintenant, « avait fait ses preuves », exigeait qu'on lui rendît des comptes. Qu'est-ce qui se passait à Alger ?

La réponse lui vint le lendemain : il était convoqué d'urgence au maquis. L'agent de liaison qui lui transmettait l'ordre d'Ouamrane devait l'accompagner jusqu'au P.C. du chef de l'Algérois.

Lorsqu'il arriva devant Ouamrane, Bouchafa, qui avait dit à ses hommes : « Ou je reviens, et on passera à l'action, ou je serai liquidé », lui reprocha de nouveau la « politique de prudence » que l'on menait à Alger.

« On n'arrivera à rien de cette façon et au lieu de recruter, ce sont nos hommes qui vont nous quitter les uns après les autres. »

Ouamrane, mis en garde par Abane, ne lui reprocha ni son exaltation ni sa désobéissance. Au contraire, il lui proposa une affaire !

« Je t'ai fait venir pour te confier une mission. Tu vas descendre Saïah Abdelkader, le nouveau président de l'Assemblée algérienne. »

Bouchafa s'était calmé. Enfin on lui parlait sérieusement. Il loucha vers le Herstall belge et la mitrailleuse que le chef militaire d'Alger avait posés près de lui sur une caisse de dattes.

« Si tu réussis, je te donnerai une mitrailleuse comme celle-ci ! »

Le visage de Bouchafa s'illumina.

« Et ce n'est pas tout, ajouta Ouamrane, si tu réussis à abattre Saïah Abdelkader il y aura 200 000 F pour toi !

— Comment ? »

Bouchafa avait été piqué au vif. Rouge de colère il hurla :

« Je ne suis pas un mercenaire, je ne suis pas un bandit. Adresse-toi à tes sbires de maquereaux de la Casbah, à tes tueurs à gages. Si je descends Saïah, je le fais pour mon pays et pas pour de l'argent.

— Voilà... voilà... C'était pour t'éprouver.

— Je n'ai pas besoin qu'on m'éprouve. J'ai déjà fait mes preuves. Et je n'ai de leçon de patriotisme ni de loyalisme à recevoir de personne. Même de toi !

— Allons calme-toi. Quand tu recrutes tes hommes, tu les mets bien à l'épreuve. Moi j'ai les mêmes problèmes. Parlons d'autre chose. »

Cette fois, Ouamrane était convaincu de la bonne foi de Bouchafa. Celui-ci ferait avec son équipe un travail extraordinaire lorsque le Front déciderait de passer à l'action à Alger mais pour l'instant il fallait le calmer. Le Sergent s'y employa pendant quelques jours, puis renvoya Bouchafa à Alger.

« Si le Sergent ne m'avait pas connu, confia Bouchafa à son ami Fettal, on m'aurait torturé et tué. Je suis sûr que c'est cette équipe d'intellectuels avec Abane et Amara qui sont responsables de tout. Ce sont eux les maîtres... »

Bouchafa ne comprenait rien à l'attente qu'imposait Abane. Pour lui, il n'y avait qu'une méthode : le terrorisme. Il était prêt à mettre Alger à feu et à sang. Là on s'apercevrait de l'importance du Front et tous ceux qui hésitaient n'auraient plus qu'à rejoindre le F.L.N. ou s'attendre à la mort. C'était simple !

Il ne se doutait pas qu'au même instant, à l'autre bout de l'Algérie, dans les monts du Constantinois, un ancien chaudronnier devenu chef de région pensait la même chose. Et lui allait passer à l'action. Le mois d'août 1955 bouleversera les prévisions d'Abane et fera avancer la révolution à pas de géants. À Alger, on allait devoir agir plus rapidement qu'on ne l'avait pensé.

Au mois de juin, à Alger, on joue la Grande Valse. Soustelle se débarrasse — enfin ! — de ses deux bêtes noires : son commandant en chef, Cherrière, et son directeur de la Sûreté, Vaujour. Un militaire qui n'arrive pas à réduire les bandes de l'Aurès et qui laisse le Constantinois pourrir. Un policier incapable de nettoyer les villes des réseaux qui s'y développent. Soustelle ne pardonne pas à Vaujour de ne rien savoir sur le F.L.N., ses structures et les hommes qui l'ont créé. Pour le cabinet Soustelle, Vaujour, qui a pourtant été apprécié par le précédent gouverneur, Léonard, et qui a été l'un des rares hommes à tenter de tirer à Paris une sonnette d'alarme bien rouillée, est le « gérant du compte ». C'est enregistré, donc c'est fait. Bref, un lourdaud dont on arrive enfin à se débarrasser au mois de juin. Gaston de Pontal, le patron de la D.S.T., le remplacera. En voilà un avec qui Soustelle et Eydoux — les deux complices experts en services secrets — vont pouvoir s'entendre. Et se comprendre.

Quant au gros Cherrière, balancé lui aussi ! Ses « gueulantes » ne vont plus résonner dans les couloirs de la X^e région militaire, place Bugeaud, ni troubler le calme du bureau de l'olympien Soustelle. Cherrière a eu des renforts, il a mené ses opérations peigne fin, ratissages, il a commencé sa pacification. En vain. Depuis le 1^{er} novembre, à part les paras de Ducournau, personne n'a été foutu d'accrocher réellement une belle bande de fellaghas et de la mettre en pièces. En revanche, « les autres », les montagnards secs et noueux, « baladent » l'armée à leurs trousses d'une crête à une autre — ils apparaissent, disparaissent comme par enchantement, se servent des caches, des grottes, de la population. Soustelle ne se fait aucune illusion : ce sont eux qui ont l'initiative. Même si pour l'instant on n'en est qu'aux liquidations de musulmans fidèles avec parfois — comme pour Dupuy et quelques fermiers ou gardes forestiers isolés — des assassinats de Français. Les opérations ne donnent aucun résultat. Le couvercle de la marmite est retombé. Pour combien de temps ? Car en dessous, ça bouillonne ! De plus en plus, on a une impression d'insécurité : un incendie, des poteaux sciés, des pieds de vigne coupés comme chez Torres, le maire du Fondouk qui a eu 25 000 pieds arrachés sur 6 hectares. Et un maire, pour comble de malchance ! La Fédération des maires qui aide la presse à mettre de l'huile sur le feu n'est pas la dernière à demander des renforts, des mesures draconiennes. Elle s'emploie à conditionner la population. À Alger, on continue à vivre comme avant. Mais, bien qu'en réalité il ne se soit encore rien passé, on se monte la tête dans les conversations. Soustelle sent que « son » opinion publique rue dans les brancards. Il faut absolument obtenir des victoires militaires sérieuses pour contrebalancer les titres que ne se privent pas de « monter » les journaux d'Algérie au moindre attentat. Plus de « peigne fin » mais des opérations « coup de poing ». Il faut agir comme eux. À la surprise. Et ce n'est pas avec un Cherrière que ce sera possible.

Alors on balance Cherrière. Non sans mal car, chez Edgar Faure, Spillmann l'a défendu. Le maréchal Juin a même envoyé une lettre au président du Conseil : « On ne peut pas lui faire ça. Dans trois mois, il atteint la limite d'âge... » Mais Soustelle veut sa peau. Et il l'a. « Nous nous séparons sans éclat de voix. Pour incompatibilité d'humeur. Il ne concevait pas son rôle comme le bras militaire du Gouvernement général. » Alors on le fout à la porte comme un malpropre. La « grande gueule » s'est brisée sur

l'iceberg.

Et Soustelle voit arriver, le sourire aux lèvres — il est de bonne humeur ce jour-là —, le « successeur ». C'est le général Lorillot. Un homme froid, réfléchi, sérieux, « qui concevait son rôle comme on doit le concevoir », dira Soustelle. C'est-à-dire qui considère Soustelle comme le patron. Ah ! rien à voir avec Chérière et son langage imagé et ses grosses ficelles à petits complots. Un militaire du type consciencieux, solide, un peu sévère. Bel homme. Distingué. Un esprit clair. Lucide. D'une droiture remarquable. Un très beau militaire de type classique. Les compliments fusent du cabinet Soustelle. Voilà un homme comme on les aime. Poli, distingué, racé, hautain. Et qui, malgré ses étoiles, sait très bien s'effacer devant l'uniforme chamarré d'or de Soustelle. Car Soustelle s'est fait faire à grands frais un uniforme de gouverneur. Avec une casquette plate d'officier de marine ! Et sept étoiles sur les épaulettes. Autant qu'un maréchal de France !

Une petite réserve quant à l'arrivée du général Lorillot, son collaborateur le plus proche : le général Mirambeau. « Un polytechnicien. Intelligent. Vif. Remarquable. D'une puissance d'intrigue extraordinaire... Plus polytechnicien que militaire... Finalement sans scrupules... Un homme de coups de main... » Mais l'auteur de ce decrescendo est Henri-Paul Eydoux, l'Olivier le Daim de Soustelle, l'homme des Services secrets et des coups tordus... Ce Mirambeau, on pourra bien s'entendre avec ! Intrigue pour intrigue. Donnant donnant.

Tout semble merveilleusement orchestré. Le 17 juin, on a annoncé la nomination de Pontal, et les Algérois en fête voient défiler sur le boulevard Front-de-Mer la splendide 2^e division d'infanterie mécanisée. Une division d'expérimentation. Le fin du fin de la stratégie militaire moderne.

En ce mois de juin, il y a du spectacle à Alger. Les rambardes du boulevard Front-de-Mer sont sans cesse garnies de curieux. Hommes, femmes, enfants. Des Européens, des musulmans contemplant à longueur de journée l'arrivée des renforts sur les quais du port qui s'étend à dix mètres en contrebas. Le grouillement est extraordinaire. Les grues immenses, délaissant pour un temps les tonneaux de pinard ou les ballots d'alfa, puisent dans des cales béantes ces jouets magnifiques : des chars, des automitrailleuses, de lourds camions blindés. Cris des dockers,

ordres secs des militaires. De jour en jour les rangées de chars, de camions, de jeeps, de canons s'allongent, propres, graissés, briqués, les tubes dans l'alignement dans un ordre impeccable sur les quais de la gare maritime. Les pieds-noirs découvrent la puissance française. Puis ils découvrent les métropolitains, ces *potos* qu'on ne connaît pas très bien, ces lointains cousins, pourtant si proches. Il n'y a que 800 km jusqu'à Marseille — mais il y a aussi la Méditerranée. Car ils débarquent, les petits Français, en longues files indiennes que vomit interminablement chaque passe-relie, écharde plantée au flanc du beau bateau blanc au nom évocateur : *Ville-d'Alger*, *El-Djezaïr*, *Ville-d'Oran*. Ils débarquent, un peu abrutis par le soleil, la lumière éclatante, le ciel si pur. Ils débarquent avec leur gros casque lourd sur la tête et le calot plié dans le blouson de drap rugueux. Avec, sur l'épaule, le long boudin kaki qui contient, serré à craquer, tout l'équipement de l'homme en campagne. Cet équipement qu'on leur a distribué à Paris, à Lille, à Orléans ou à Châteauroux, et qu'un juteux « à qui-on-ne-la-fait-pas » ou un « chef » au visage couleur brique polie, peaufiné par les centaines de litres d'absinthe des campagnes coloniales — chez les moukères ou les congais —, leur a fait inlassablement étaler sur le pavé d'une cour, sur le plancher d'une chambrée dans une odeur de poussière, de vieux cuir racorni, de fer rouillé ! Toujours à la recherche de ce qui manque ! Car il manque toujours quelque chose dans un paquetage. La trousse à couture, minable carré d'étoffe qui ne sert à rien — qu'à se faire engueuler lorsqu'on l'a perdue —, la boîte de fer qui doit contenir un hypothétique savon, dur comme pierre, attribué selon les arrivages avec les paquets de « troupes » à l'odeur âcre qui vident leurs bûches dans le mauvais papier jaune qui les enveloppe. C'est son grand voyage au petit Français qui arrive ce jour de juin 1955. Jusqu'à la caserne de Rennes, de Bordeaux ou de Saint-Etienne, c'était encore le service militaire, les classes. Mais maintenant, c'est la guerre. Il ne s'en rend pas encore compte. Il a vu tellement de choses depuis le départ où, la larme à l'œil ou le rire tonitruant selon les caractères, il a quitté les parents, la fiancée ou simplement la ville qu'il aimait pour l'inconnu, dans un grand bruit d'adieux, de cris, de vapeur chuintante, de sifflets. Il a découvert la promiscuité ou la chaude camaraderie — encore selon les caractères — de l'entassement dans les wagons qui rapidement sentent la fumée, l'orange, la vinasse ou le saucisson. On a bien rigolé. Après Sainte-Marthe, le sinistre camp de transit de Marseille avec ses

imbéciles bordures blanches, repeintes tous les jours sous la surveillance d'un sergent de la coloniale ou de la légion, où dans les baraquements il a fallu « gaffer les piqueurs » qui, la nuit tombée, viennent fouiller les paquetages ou crocheter les valises en alu dans lesquelles, la veille, on a entassé les victuailles et les trésors, l'enthousiasme est tombé. Puis ç'a été le grand bateau blanc — je ne le voyais pas si grand que ça — où, du pont supérieur, des officiers impeccables surveillaient l'embarquement. La première traversée. J'ai jamais pris le bateau. Ça va être chouette. Mais du grand bateau blanc, le petit Français qui vient faire la guerre n'a connu que les ponts inférieurs où l'on est entassé comme des harengs sur des chaises pliantes. Une cale qui sent le mazout et qui, après quelques heures de mer, sent le dégueulis, la sueur, la vieille tambouille ignoble dont l'armée a le secret, les pieds, la fumée, bref, l'odeur de la troupe. Et lorsqu'il est revenu à l'air libre, le petit Français, il a eu ce grand choc : l'émerveillement blanc, bleu et doré d'Alger la Belle, ses immeubles magnifiques s'étageant au hasard de ce grand théâtre grec qui entoure la baie et où va se dérouler la tragédie dont il ne sera que le figurant actif, le centurion, le légionnaire... ou le bidasse. Mais c'est beau, Alger. Les gens y sont gentils, braves. C'est pour ça qu'on vient se battre ? Alors ça vaut le coup. C'est chez nous, tout ça ? On l'ignorait. On ne peut laisser les fellaghas tout saccager. Ce pays tout neuf et si beau sous le soleil, c'est donc ça, les départements français d'Algérie ! Alors on va leur montrer. Et c'est devant la population ébahie, enthousiaste, exaltée par les drapeaux et la musique, fière de son armée, de ses soldats, le grand carrousel, le grand défilé. Ces chars, ces jeeps, ces automitrailleuses, qui attendaient sur le port se mettent en route. Sur la tourelle, dans les camions, à pied, on se tient bien droit, les reins creusés, le menton volontaire. Attention ! nous voilà. C'est la 2^e D.I.M., la division de fer, qui débarque à Alger, qui défile à Alger avec son armement ultra-moderne. C'est elle qui va porter le coup fatal à cette rébellion qui s'étend. Destination : la Kabylie. Krim Belkacem va apprendre le nom de Beaufre. David contre Goliath !

Car c'est le général Beaufre qui commande la 2^e D.I.M. Beaufre, que les journaux d'Alger orthographient Beaufré car ils ne le connaissent pas ! Comment ne pas le connaître ? Décidément, l'Algérie ne s'intéresse jamais qu'à ce qui la touche de près !

Beaufre, l'un des chouchous de De Lattre en Indochine, avec son visage blême, ses valoches sous les yeux, ses cheveux fins et blonds ; un peu fadasse, mais avec des yeux clairs en amande, bleus comme la baie d'Along, froids comme l'acier de Solingen. Beaufre le technicien, l'intelligence mathématique. L'homme qui a réponse à tout, qui connaît tout : la rébellion, la guérilla. Le colonel de De Lattre est devenu général. Il s'est heurté — souvent avec succès — aux troupes aguerries de Ho Chi Minh. C'est l'homme qui a mis la stratégie de Giap en échec. Il est nommé à la tête de la Z.O.K., zone opérationnelle de Kabylie, pour balayer les bandes loqueteuses qui, pour l'instant, sillonnent le pays, égorgent les gardes champêtres, font régner l'insécurité. Beaufre contre Krim Belkacem... Une rigolade !

Une rigolade ? Le gouverneur général Soustelle n'en était pas du tout certain le 23 juin lorsqu'il écrivit dans son bureau une lettre personnelle et ultra-secrète — elle sera portée par messenger spécial — au ministre de l'Intérieur Bourgès-Maunoury.

Le 21 juin, la police avait failli arrêter Krim et Ouamrane. Les hommes de Pontal avaient « loupé » les deux chefs kabyles de quelques secondes, mais avaient pu s'emparer de deux militants qui venaient de les transporter. Ils avaient également arrêté deux agents de liaison, mais surtout avaient trouvé des documents d'une extrême importance qui avaient provoqué l'arrestation d'une quarantaine de personnes plus ou moins compromises avec le F.L.N. L'arrestation la plus importante était celle du Dr Lamine Debaghine, ancien député à l'Assemblée algérienne et ancien animateur du M.T.L.D. jusqu'au moment où lui aussi avait été évincé par Messali. Cette arrestation ne sera pas maintenue très longtemps. En revanche, deux documents avaient retenu l'attention de Jacques Soustelle et motivaient la lettre personnelle qu'il écrivait à Bourgès-Maunoury : un rapport d'activité sur la Kabylie et une lettre de Boudiaf, datée du Caire.

Après les avoir dépouillés, le gouverneur avait griffonné une note à l'attention d'Eydoux :

« 1° Exploiter ces papiers sur Blida. Fabrication de grenades (est-ce un atelier de mécanique, garage etc. ?). Renforcement surveillance côtière. Surveillance Oranie.

« 2° Il y a quelque chose à faire sur le plan du berbérisme.

« 3° Interceptor téléphones, lettres, etc., des gros gibiers. Faire

le black-out total sur toute cette histoire. »

Car Soustelle apprenait par ces documents que Ferhat Abbas et le cheikh Tébessi des ulémas réformistes étaient en contact avec le F.L.N. ! Il fallait prévenir Paris. Il écrivit la lettre suivante à Bourgès, lettre d'une extrême importance, publiée pour la première fois. Elle démontre que Soustelle, qui va poursuivre en apparence ses réformes et surtout sa tentative de constituer une troisième force, n'a plus beaucoup d'illusions à se faire sur les « personnalités musulmanes représentatives » qui pourraient jouer le jeu avec lui !

« Je tiens à vous rendre compte, à *titre strictement personnel*, des résultats d'une opération de police qui a eu lieu le 21 juin et dont les développements peuvent avoir une assez grande portée. J'estime que certains éléments ne sauraient en être portés à la connaissance publique ni même à celle du parquet (au moins pour le moment) en raison de leur caractère politique ou de leurs possibilités d'exploitation policière...

« 1° Rapport d'activité (photocopie ci-jointe) : il est hors de doute qu'« Abbas » (cité pp. 2 et 3) n'est autre que Ferhat Abbas et que celui-ci a promis certains concours aux organisations rebelles. Certes, une telle position peut surprendre. À la vérité, elle s'inscrit malheureusement dans l'ordre actuel des choses. Il ne faut point se leurrer : les « notables » musulmans ont presque tous, peu ou prou, des contacts avec les clans rebelles et, parmi eux, figurent des hommes qui, de tradition ou d'intérêts, se qualifient d'« amis de la France ». On cite des députés, des caïds, d'autres personnalités encore, qui ont des attaches avec les hors-la-loi et leur versent des subsides. Les uns agissent sous la menace ou l'empire de la peur ; d'autres par calcul politique, estimant que les extrémistes, quoique peu nombreux, constituent désormais une force non négligeable. La comparaison avec la Tunisie s'impose : de même que, dans la Régence, les fellaghas étaient dans une large mesure une expression du Destour, les hors-la-loi représentent en Algérie l'aile marchante du nationalisme politique ou religieux.

« Le cheikh Tébessi, qui est l'un des principaux chefs des ulémas, s'est également révélé d'accord avec les envoyés de KriM. Il n'y a pas lieu non plus de s'en étonner.

« Si j'ai donné mon accord à l'arrestation du Dr Lamine Debaghine, j'ai estimé que le cas d'un Ferhat Abbas ou d'un

cheikh Tébessi devait être considéré et traité avec une grande prudence.

« Devais-je, au vu d'un tel document, livrer à la justice ces deux leaders ? J'aurais alors engagé une partie dangereuse que je n'étais pas assuré de gagner. Dois-je rappeler que l'U.D.M.A. est actuellement le seul parti politique musulman autorisé et organisé et que son audience, sans être considérable, est cependant importante ? Quant aux ulémas, ils représentent une force incontestablement très grande qui, par cela même qu'elle touche aux fibres religieuses, peut subitement prendre une ampleur presque sans limites.

« Une mesure contre un Ferhat Abbas ou contre un Tébessi s'accompagnerait nécessairement d'une action d'envergure contre l'U.D.M.A. et contre les ulémas. Ce serait alors pourvoir la rébellion et s'exposer, de la part des ulémas, à un ordre de révolte de caractère religieux. Vous conviendrez que je ne puisse, dans les circonstances actuelles, placer l'Algérie dans un tel risque.

« Il reste que je fais entreprendre à l'égard de Ferhat Abbas, de Tébessi et de leurs acolytes, une surveillance stricte, portant sur toutes leurs activités, et que je suis prêt, si la situation l'impose, à réviser ma position à leur endroit. Je compte d'ailleurs faire savoir à Abbas et à Tébessi — dès que l'enquête policière sera plus avancée — que je n'ignore rien des contacts qu'ils ont pris et que j'attends d'eux un changement formel d'attitude.

« 2° Lettre de Boudiaf. Ce document est d'un très grand intérêt. Il tente de justifier la carence des leaders du Caire et des capitales étrangères. Il fait valoir que les fonds du C.R.U.A. à l'étranger ne dépassent pas 4 millions et que l'acheminement des armes se heurte à de grandes difficultés. À cet égard, la lettre de Boudiaf apporte une note favorable à notre action, tout comme, d'ailleurs, certains passages du compte rendu à Krim Belkacem, qui met en valeur les déficiences de l'organisation rebelle.

« Vous conviendrez avec moi que les considérations que je viens de vous exposer doivent rester strictement confidentielles. La partie est difficile et il faut éviter toute interférence susceptible d'en compromettre le déroulement. »

Oui, la partie serait difficile, et Soustelle se réjouissait des changements qu'il avait provoqués tant à son cabinet civil qu'à l'état-major de la X^e région ou à la direction de la police. Cela

compensait la déception qu'il avait éprouvée à la lecture des documents découverts. Il croyait pouvoir s'entendre avec Abbas. L'homme était modéré, sympathique. Le rapport prouvait le contraire. Avec « eux » il n'y avait qu'une méthode : être le plus fort. Leur proverbe ne laissait d'ailleurs aucune équivoque : « Baise la main que tu ne peux couper... » Soustelle n'avait aucune envie de se « laisser couper la main ». Pour la politique qu'il entendait mener, sa nouvelle équipe ferait merveille. Il avait maintenant besoin d'hommes d'action efficaces et optimistes et non de Cassandres à la longue figure.

Après cette chaude alerte, Krim et Ouamrane regagnèrent leurs P.C. respectifs. Ouamrane s'arrêta à Palestro. Krim poursuivit son chemin. À la sortie de Palestro, commençait la Kabylie, la région 3, son fief. Le paysage qui s'offrait aux yeux du chef kabyle était splendide. L'été arrivait et les pentes de la montagne de Palestro embaumaient de toutes les plantes sauvages, de toutes les herbes de printemps dont les vieilles faisaient des tisanes et des emplâtres miraculeux. L'air matinal avait une qualité exceptionnelle : léger, parfumé. Krim avait contourné Palestro. La petite ville coloniale était pourtant encore endormie, mais depuis l'arrivée des militaires on ne savait qui se trouvait derrière les volets clos des maisons de plain-pied qui bordaient les rues désertes. À la sortie de Palestro, Krim aperçut au loin, barrant la large vallée, le Djurdjura éclatant sous le soleil levant comme du minerai de platine ; un massif hautain, découpé, torturé, où les crêtes déchiquetées succédaient aux aiguilles, qui semblait veiller sur cette plaine plantée d'oliviers et de figuiers — seules richesses de la Kabylie — piquée çà et là du carré jaune d'or d'un champ de blé.

Sur la montagne, à gauche de la route Alger-Constantine, Krim aperçut, à mi-pente, la mechta du douar Beni-Khalfoun où habitait Ali le Tirailleur, un homme précieux puisqu'il était l'agent de liaison interrégions entre la 3 et la 4. Un agent de liaison normal, selon les structures qui commençaient à être mises en place, n'avait le droit de se déplacer qu'à l'intérieur de sa zone, pour d'évidentes raisons de sécurité ; l'agent inter-régions, lui, circulait sur tout le territoire selon les missions. Ali le Tirailleur était le « téléphone arabe » d'Abane, Krim et Ouamrane ! Et il devait accompagner Krim jusqu'à son P.C. pour rapporter les dernières nouvelles de Kabylie à Alger et à Palestro. Car la correspondance entre les différentes régions se faisait uniquement

par messagers. Il était hors de question de se servir du téléphone ou de la poste ! Et l'usage des émetteurs-récepteurs ne viendra que bien plus tard, en 1957, lorsque la récupération de matériel français se fera sur une grande échelle !

Krim avait besoin de se replonger dans les problèmes de sa région. La mise en place d'un réseau à Alger lui avait demandé beaucoup trop de temps. Son bras droit Ouamrane était maintenant chef de l'Algérois, il avait donc dû donner des responsabilités accrues à certains chefs de zone qui depuis le 1^{er} novembre avaient fait leurs preuves, mais il ne tenait pas à leur laisser la bride sur le cou car leurs caractères étaient loin d'être faciles.

Au premier rang de ces hommes se détachait Amirouche, un montagnard de vingt-neuf ans, un sac d'os d'un mètre quatre-vingts, sec et noueux, infatigable. Un visage creusé, des yeux marron très écartés. Longtemps il avait porté la barbe, puis l'avait rasée, ne gardant qu'une large moustache. Il avait quitté son village de Tasseft-Ouaguemoune, dans les Ouacif, en plein Djurdjura, pour travailler à Paris où il avait milité dans les rangs du M.T.L.D. Puis, plus préoccupé de problèmes religieux que de politique, il avait rejoint les rangs des ulémas réformistes. Sa famille était aisée, intellectuelle, on lisait chez les Ait Hamouda — son véritable nom —, mais il n'avait pas poursuivi d'études. Il était simplement lettré, comme on dit dans les fiches de police, et son intelligence lui permettait d'assimiler et d'analyser une situation. Alors, après le 1^{er} novembre 1954, il avait compris. Paris ne l'intéressait plus. Il avait regagné les Ouacif et décidé d'apporter sa contribution à la lutte entreprise.

En décembre 1954, on avait signalé à Krim qu'un certain Amirouche avait pris de sa propre initiative le commandement de la région de Michelet, après la mort de son chef Amar Ait Cheikh. Krim n'en avait jamais entendu parler. « C'est, lui dit-on, un élément dangereux qui n'appartiendrait ni au F.L.N. ni au M.N.A. de Messali. Un élément douteux mais rusé et d'une grande autorité ». Bref un type capable de lever une bande et de mener la « révolution » pour son propre compte ! Krim prit connaissance de ces rapports à Fort-National, près de Michelet. Il était en tournée de contrôle et décida de tirer l'affaire au clair. Il installa son P.C. à Illiten, dans des gorges, sur les hauteurs du Djurdjura, et dépêcha à cet Amirouche un agent de liaison avec « ordre de se

présenter immédiatement ». Krim avait pris ses précautions. En tournée il était accompagné de trois hommes et avait toujours avec lui le chef local de la région traversée avec son escorte de quatre hommes. Il calcula qu'il fallait environ huit heures de marche pour venir des Ouacif à son P.C. d'Illiten. Il mit en place ses huit hommes armés, ensuite on envisagerait. Amirouche arriva avec quatre heures d'avance ! C'était un marcheur infatigable, capable d'abattre soixante-dix kilomètres dans sa journée ! Il se présenta à Krim et les deux hommes se regardèrent fixement. Krim, qui avait une grande habitude des hommes de la montagne, le jugea très rapidement. Un dur, décidé, réceptif, tranchant, impitoyable. Il fallait se l'attacher ou le supprimer. Krim l'attaqua sans délai :

« On m'a signalé que tu as pris de toi-même le commandement de la région de Michelet à la mort de ton chef. Je sais aussi que tu as ramassé de l'argent, que tu as récupéré des armes, que tu as recruté et formé des groupes. Mais tout cela *sans ordre* supérieur. Voilà pourquoi je t'ai convoqué. Dis-moi d'abord combien tu as d'hommes, quelles sont tes finances et les raisons que tu as pu invoquer pour accaparer le pouvoir régional. Je t'écoute. »

Amirouche avait subi l'interrogatoire sans broncher. Mais Krim le voyait tendu, crispé. L'homme était pourtant courageux. Il répondit avec une grande franchise :

« En effet, mon chef de région est tombé. J'ai vu les hommes désorientés, sans contacts. Alors plutôt que de les laisser repartir ou les voir vivre dans l'anarchie, je les ai pris en main en attendant ton arrivée. Je n'avais aucun pouvoir, aucun contact avec vous, mais je pensais que — malgré la mort du chef — si le groupe continuait la lutte, vous nous contacteriez. C'est l'intérêt de la lutte qui m'a guidé et non autre chose. D'ailleurs je suis à tes ordres. »

Et il donna à Krim, éberlué, des comptes rendus d'activité très bien rédigés d'une petite écriture fine, avec le nom des hommes, les comptes financiers au centime près. Il n'y avait pas d'équivoque. Krim le jugea ferme, décidé, mais obéissant et remarquablement organisé. Il avait fait preuve de qualités de chef extraordinaires.

« Bien, conclut Krim, secrètement enchanté des qualités de la nouvelle recrue, reposons-nous. Tu as fait une longue marche. Tu auras des instructions après. »

Le lendemain, Krim avait pris une décision importante. Il expliqua à Amirouche qu'il n'était pas indiqué d'être responsable d'une région dont on était originaire, et ce, pour des raisons élémentaires de sécurité.

« Je te confie une mission beaucoup plus importante. Tu vas partir avec dix hommes que tu choisiras parmi les meilleurs dans la région qui va de Sidi-Aïch à Bouira, c'est-à-dire toute la vallée de la Soummam, et tu pousseras en direction du Constantinois dont nous sommes coupés. Tu es investi du pouvoir de créer des groupes armés. Maintenant, écoute et note : tu dois appliquer strictement les règles d'implantation du F.L.N. :

« 1° Avant de pénétrer dans une région, y créer militairement le F.L.N. ;

« 2° Avoir des liaisons ;

« 3° Choisir les militants les plus solides pour les faire entrer dans les groupes armés de l'A.L.N. ;

« 4° Constituer les autres en délégués politiques de village ;

« 5° Toujours entrer en liaison avec eux avant d'entrer dans un village ;

« 6° Récupérer des armes auprès de la population qui en a certainement caché ;

« 7° Récupérer des armes sur l'armée française. »

Telles furent les premières instructions données à celui qui deviendra un jour le successeur de Krim dans la wilaya 3 et dont le seul nom fera frémir des populations entières et déployer les plus grandes opérations militaires en vue de sa capture. Naturellement Amirouche accepta. Il gardait l'initiative dans la région qu'on lui confiait. C'était, pour cet homme ambitieux, expéditif mais d'un courage extraordinaire, le plus important. Pourtant la mission n'était pas de tout repos. Au 1^{er} novembre la population de la vallée de la Soummam avait été la plus réticente à suivre le mouvement. En outre, de forts partis de maquisards M.N.A. fidèles à Messali tentaient de s'y constituer.

En six mois, Amirouche réussit à prendre toute sa région en main. Marcheur infatigable, dur à la tâche — pour lui et pour ses hommes — il organisa un maquis « modèle ». Il fixa son P.C. dans la région des Bibans, de l'autre côté du Djurdjura. Tant au

point de vue collecte d'argent que recrutement d'hommes ou récupération d'armes, ses résultats dépassèrent tous ceux des autres chefs de zone. Buté, expéditif, mais d'un jugement sûr, ce montagnard fit montre d'une énergie peu commune dans l'action. Il imposa sa loi aux villages réticents, éliminant sans hésiter les opposants à la révolution, faisant égorger ou fusiller tout ceux qui se mettaient en travers de son chemin. Au mois de juillet, entre Bouira et Sidi-Aïch, tout le pays était acquis à la révolution, de gré ou de force. Adoré de ses hommes, Amirouche, qui admirait beaucoup dans ses lectures l'exemple des chefs militaires anglo-saxons, se mélangeait à leur troupe, portant une caisse de munitions, creusant des tranchées comme n'importe lequel de ses *djounoud*. Il devint le plus important chef de zone kabyle. Après six mois d'activité, Amirouche se trouvait à la tête de huit cents hommes parfaitement entraînés, bien équipés, d'une mobilité extrême. Huit cents maquisards fanatisés par la personnalité de leur chef. Une véritable armée que Krim allait lancer contre les unités françaises qui s'implantaient en Kabylie, et qui pourrait établir la liaison avec le Constantinois dont il n'avait aucune nouvelle depuis le 1^{er} novembre.

Mais avant d'affronter l'armée française, Krim voulait régler en Kabylie le problème messaliste, car, non content de profiter de l'implantation du M.T.L.D. pour faire croire que la révolution était le fait de son parti, Messali Hadj, de sa prison dorée de Niort, faisait passer ses troupes à l'action. Et il le faisait avec beaucoup d'habileté. Dans la région parisienne, il avait fait sélectionner avec soin des militants de Kabylie qu'il envoyait aux frais du M.N.A. « passer des vacances » dans leur douar d'origine. Ces hommes venus de France passaient d'abord par Alger où, dans un immeuble de Belcourt, ils étaient accueillis par un homme de confiance de Messali, Bellounis, qui leur expliquait leur mission : prendre contact dans leurs villages kabyles avec les sympathisants de Messali, entretenir l'équivoque et dénigrer le F.L.N. Parallèlement à ce travail se grouper en commandos armés et commencer le recrutement. Car Messali, qui recevait régulièrement des nouvelles d'Algérie, était au courant des efforts qu'accomplissait le F.L.N. Il s'agissait de le prendre de vitesse.

Les résultats ne s'étaient pas fait attendre. Krim apprit dès le mois de juin que des groupes M.N.A. armés parcouraient les villages :

« Les vrais maquisards, disaient-ils à la population, c'est nous. Et non ces bandits qui se disent F.L.N. ! Nous, on ne crée pas d'ennuis au peuple en faisant des embuscades avec des fusils de chasse contre l'armée française. On n'embête pas le peuple en l'empêchant de fumer la cigarette ! Nous passerons à l'action quand nous aurons reçu les armes venant d'Allemagne qui nous seront parachutées dans la montagne. »

De Tizi-Ouzou à Azazga, de Bouïra au Djurdjura, des émissaires messalistes intensifiaient la propagande anti-F.L.N., ces « va-nu-pieds ». En outre, et c'était la raison de la reprise en main que voulait effectuer Krim, des groupes armés se constituaient dans le Djurdjura.

Les hommes de l'A.L.N. avaient réagi. Quelques membres isolés avaient été éliminés. La plupart avaient été retrouvés égorgés. Il s'agissait maintenant de réduire les groupes armés. Jusque-là aucun des chefs F.L.N. n'avait voulu passer à l'action et livrer une bataille rangée au M.N.A. On se contentait de règlements de comptes à la sauvette. On retrouvait un cadavre dans une ruelle de la Casbah, dans un puits abandonné du bled. On liquidait ceux qui se montraient les plus actifs dans la campagne qu'avait entreprise Messali. Krim, Ouamrane et Abane hésitaient encore à liquider en masse des hommes qui — s'ils étaient M.N.A. — ne s'en déclaraient pas moins, eux aussi, membres d'une armée de libération. Mais le danger que représentaient ces contre-maquis M.N.A. emporta leur décision.

Dès ce moment, tout va aller très vite. Un groupe de messalistes est signalé entre Michelet et les Ouadhias. Environ vingt-cinq hommes sous la direction d'un certain Rabah. Le gros des troupes messalistes s'est implanté plus à l'est dans la région de Guenzet. Là, c'est un véritable camp de 500 hommes bien armés qui est installé dans la forêt. Ils sont dirigés par Bellounis qui se révèle l'homme d'action de Messali sur le territoire algérien. Comme par hasard, aucune de ces deux zones n'est inquiétée par l'armée française. Et pour cause. Soustelle et l'état-major, conscients de l'importance que peut prendre le M.N.A., sont en liaison avec Bellounis. Devant le développement inquiétant des maquis, des actions de guérilla, Soustelle et ses hommes des services secrets pensent de plus en plus à créer des maquis antiguérilla. En Indochine, cela a donné localement de fort bons résultats. On va faire l'essai avec Bellounis sans tout de

même trop se « mouiller ». Dans un premier temps « on fermera les yeux ». L'aide militaire viendra plus tard si tout va bien.

Arrivé à son P.C., Krim convoque Slimane Dehilès que l'on connaîtra sous le nom de colonel Sadek lorsqu'il dirigera plus tard la wilaya 4. Sadek est un marchand de tapis ambulant qui au 1^{er} novembre a quitté Remiremont, dans l'est de la France, où grâce à un bagou extraordinaire il plaçait avec profit sa marchandise, pour rejoindre le maquis.

« Sadek, tu prends vingt-cinq hommes, ordonne Krim, et tu attaques le groupe M.N.A. qui se balade entre Bouira et les Ouacif. Je les veux vivants ou morts. »

En moins de deux jours, Sadek a retrouvé la piste des messalistes au douar des Beni-Bouadou. Ils se cachent dans des grottes. « C'est bon signe, pense le rusé Sadek, c'est qu'ils n'ont pas encore fait trop de mal dans les esprits et qu'ils n'ont pas la population en main. Sinon ils ne se terreraient pas comme des lapins. »

C'est un berger qui indique aux hommes de l'A.L.N., qui se font passer pour des messalistes égarés, la cache des M.N.A. Sadek et ses vingt-cinq hommes découvrent la grotte. Une peau de chevreau sèche à l'entrée. Il est 5 h 30.

« Ne bougez pas ! »

Ils sont une trentaine, la plupart encore endormis. Pas de sentinelle. Pris au piège. Deux M.N.A. qui se rebiffent sont abattus. Le reste se rend. Les messalistes sont désarmés. Mains sur la tête, ils descendent en colonne jusqu'au village maraboutique des Beni-Bouadou. La présence des marabouts, très puissants en Kabylie, sauve la vie à ceux qui sont originaires du douar. D'autres, terrorisés, sont libérés. On liquide le reste. Sadek, qui a voulu convaincre Rabah, le chef du groupe, et le garder avec lui, sera berné. Rabah s'enfuira et gagnera le Sud.

Mais l'attaque de la grotte et la victoire du F.L.N. sur le M.N.A. a fait grand bruit dans les villages. La presse s'empare de l'information : « Krim a fait prisonniers des hommes de Messali puis les a laissés "tout nus" ! » Elle parle de lutte fratricide entre les maquisards. Utilisant ce premier accrochage, les autorités françaises s'emploient à dresser le plus violemment possible M.N.A. contre F.L.N. Plus il s'entre-tueront, mieux ça vaudra. Malgré les contacts avec Bellounis, le Gouvernement général se

soucie peu d'économiser ses hommes !

À Guenzet, les hommes de Bellounis, qui ont pourtant appris la mésaventure de leurs compagnons des Beni-Bouadou, ne se méfient pas. Ils sont cinq cents, bien armés. Et ils bénéficient de la protection « occulte » de l'armée française. Le F.L.N. n'osera jamais les attaquer. C'est compter sans l'extraordinaire combativité d'Amirouche dont les messalistes ont imprudemment choisi la zone pour s'implanter. Sur ordre de Krim, Amirouche réunit ses huit cents hommes. Aidé par la population, qui a été imposée d'une manière abusive par la troupe de Bellounis — pauvre population excitée, ballottée, pressée comme un citron ! —, il localise les maquis M.N.A. qui ont commis, par excès de confiance, l'erreur de se grouper. L'opération d'encercllement se fait en quelques heures. Mouvements tournants. Prise de position sur les crêtes environnantes. Liaisons établies. Et c'est l'assaut qu'Amirouche lance lui-même, à la tête de ses hommes. C'est la surprise. La panique. La débandade. L'attaque se fait par petits commandos. Pendant vingt-quatre heures quelques M.N.A. essaient de s'accrocher aux crêtes pour organiser une défense. En vain. Les hommes d'Amirouche y sont déjà solidement agrippés. En quarante-huit heures, la victoire est complète. Amirouche garde les chefs M.N.A. pour « interrogatoire ». Le reste fuit ou est assassiné. Pendant quarante-huit heures la fusillade a retenti autour de Guenzet sans que l'armée française bouge. Il faut éprouver les messalistes. Voilà qui est fait. Décimée, massacrée, l'armée de Bellounis ! Pourtant l'homme en a réchappé. Le chef messaliste a réussi à quitter le centre de la Kabylie pour se réfugier dans le Sud où, rejoint par Rabah, il montera quelques mois plus tard, et cette fois avec l'aide totale des Français, cette armée Bellounis dont Lacoste espérera tant. L'aventure du « général » Bellounis commence par une défaite. Krim est débarrassé des messalistes, Amirouche savoure sans modestie sa victoire. Le bain de sang l'a enivré.

Quand le général Beaufre s'installe à Tizi-Ouzou avec sa « division de fer », il découvre une Kabylie assez calme. On lui signale une ou deux bandes de Krim qui circulent à droite, à gauche. Pas grand-chose. Beaucoup plus graves lui paraissent la situation administrative et, surtout, l'inconscience de la population européenne. À Tizi, celle-ci est, bien sûr, heureuse de voir de pareils moyens militaires contrôler la Kabylie mais en même temps elle trouve ces soldats bien nombreux, ces chars bien

encombrants. Après tout, il y a des rebelles, mais ils sont faibles et isolés. De simples bandes. Il suffirait de les réduire, de « passer à la casserole » tous ceux qu'on arrête et ce serait vite terminé.

Beaufre n'est pas optimiste de nature. Ni pessimiste, d'ailleurs. C'est une intelligence pure. Il aurait pu mettre son prodigieux cerveau au service de l'industrie, de la banque. Il a choisi l'armée. On lui a confié la Kabylie. Alors il l'analyse comme s'il faisait une étude de marché ou s'il devait implanter un complexe industriel.

Il se souvient avoir été, dans les années 30, simple lieutenant à Dellys, une adorable petite ville bordée de plages au nord de Tizi. Il préparait l'École de guerre et avait sous ses ordres un peloton d'élèves caporaux kabyles. Tous les soirs, il discutait au grand bistrot de Dellys avec de jeunes Européens de la ville. Il comparait les états d'esprit. Déjà il constatait que deux mondes différents vivaient l'un près de l'autre. En parfaite ignorance. Et un soir il avait dit : « Ma carrière ne se terminera pas sans que je revienne mettre de l'ordre ici. » Un immense éclat de rire avait salué la réflexion du jeune lieutenant. « Ah ! sacré Francaoui ! Tu ne comprends rien du tout. » Il retrouve à Tizi l'un de ses compagnons de jadis : il est devenu maire de Dellys. Comme la plupart des Européens, il lui fait part aujourd'hui de sa surprise : tant de matériel contre des va-nu-pieds ! Cela ne paraît pas exagéré au général Beaufre. Bien sûr, la situation n'a rien à voir avec l'Indochine, mais elle est plus complexe. Et il sent que, s'il n'aura pas grand problème sur le plan militaire, la justice, la police et l'administration ne vont pas manquer de lui en poser.

Les hommes de Beaufre capturent très vite des « supposés fellaghas » et quelques membres du F.L.N., il va donc les faire remettre à la justice. Il s'entend répondre par le procureur de Tizi-Ouzou : « Vos fellaghas prisonniers, que voulez-vous que j'en fasse ? Tuez-les ! » Et il apprend qu'au tout début des « événements », Mitterrand, encore ministre de l'Intérieur, sans l'écrire, avait dit la même chose : « Vous n'avez qu'à les tuer ! » Ce problème de carence législative est le premier qui se pose à Beaufre. D'après la loi sur le tribunal militaire, les jurés militaires et les présidents civils ne jugent plus en fonction du code militaire. Ce qui entraîne des appels et des recours en grâce. « Si les types ne sont pas condamnables en justice officielle, me dira plus tard le général, cela entraîne à des exécutions sommaires.

Quand, en février 1956, on sera fixé, cela ne changera rien et conduira à bien des abus. On a donné dès le début des habitudes effrayantes à des unités isolées qui ont liquidé sans se poser de question. *Par carence législative !* »

Ces opérations de police, tel est le nom du travail qu'effectuent les militaires français un nom qui n'est pas fait pour leur plaire —, si elles sont moins dangereuses que les accrochages en Indochine, n'en présentent pas moins des risques certains. Les hommes de la 2^e D.I.M., les membres de la division de fer, l'une des plus belles de l'armée française, vont vite s'en apercevoir. Ils ont une très belle tenue, treillis kaki, chapeaux de brousse, un armement ultra-moderne ; ils sont bien rodés et prêts à écraser l'ennemi. Malheureusement pour eux, l'ennemi, on ne le voit jamais. On signale le passage de dix hommes dans un bled quelconque, mais c'est un caïd ou un marchand ambulant qui apporte l'information. Il arrive à pied ou à dos de mulet. Et son récit date de quarante-huit heures ! On apprend l'assassinat de tel fonctionnaire « arabe », de tel indicateur de la gendarmerie. Qui a fait le coup ? Des hommes non identifiés. Allez courir contre ces ombres ! Beaufre, qui a l'expérience de la guérilla, recommande les précautions élémentaires : aucun mouvement régulier, aucun ravitaillement de poste à heure fixe. Mais on ne l'écoute pas. Le vieux bonze se croit encore en Indochine, où ça « chialait » vraiment. Ici, c'est presque du tourisme... L'air est bon. Et si les bonnes femmes n'étaient pas si difficiles à avoir, ce serait le paradis !

Et Krim, qui, depuis l'arrivée de Beaufre, ne quitte plus ses Kabyles, apprend par ses « choufs » — il a placé des guetteurs sur toutes les crêtes, dans tous les villages — que des groupes de ravitaillement français apportent tous les jours de Mechtras au Khemis de l'eau potable et du ravitaillement. Tous les soirs une patrouille va de Tizi au Khemis. Krim décide de passer à l'attaque. Oh ! quelque chose de bien modeste : « Histoire de montrer qu'on est là, mais surtout pour récupérer des armes. » C'est Ahmed Aït Ramdane qui mène la première embuscade : quelques hommes sur les crêtes les plus élevées qui signaleront l'arrivée des camions, le reste divisé en trois équipes éloignées de 50 m dissimulées le long de la route. Les ordres ? Laisser passer le premier camion, puis attaquer en visant les pneus et les chauffeurs.

« Il faut que vous hurliez en attaquant, explique Aït Ramdane, il faut qu'ils croient que nous sommes des sauvages. Et que nous sommes très nombreux. Notre problème, c'est de trouver des armes. Pas de tuer les militaires.

— Maintenant, réfléchissez bien. » C'est Krim qui parle. « Vous connaissez le plan. Qui ne se sent pas capable de l'exécuter ? Personne ? Attention ! il est encore temps. Celui qui au combat se dégonflera sera impitoyablement abattu. »

Krim explique ensuite l'itinéraire de repli : le lit de l'oued Khemis, puis grimper sur la hauteur pour redescendre vers le lit de la rivière Betrouna.

« Mais, fait remarquer un des hommes, c'est se jeter sur le P.C. de la division de fer. Quand ils vont être alertés, on va tomber en plein dedans.

— Ne t'occupe de rien, c'est mon affaire. »

Tout se déroule selon le plan prévu. La première jeep passe ; les deux camions sont arrêtés. Les hommes lèvent les mains. En dix minutes les maquisards de Krim ont récupéré douze garants et une carabine américaine.

Beaufre, lorsqu'il apprend l'embuscade, la première, est furieux. « Les cons ! contre mes instructions, ils font le ravitaillement à heure fixe. Et ils se sont fait "azimuter" Bien fait pour leurs gueules ! » Mais il réagit immédiatement. Des renforts sont envoyés sur le lieu de l'embuscade et vont pendant trois jours fouiller toute la région. Le plan du rusé Kabyle a réussi. Krim et ses hommes se sont réfugiés tout près de Tizi. Tout près de Beaufre. Ils se planquent. Se font tout petits. Krim Belkacem joue avec le feu : « Jamais ils ne penseront qu'on est si près d'eux. Des sauvages, ça doit fuir le plus loin possible. » Mais il a raison. La division de fer écume tout le Djurdjura sur vingt kilomètres carrés, oubliant de contrôler la région de son P.C. À l'abri des postes français. Ali, un jeune maquisard qui vient de terminer son service militaire en Allemagne, apprend aux hommes de Krim à se servir des garants automatiques à dix coups !

L'attaque fait l'objet dans la presse d'énormes manchettes. Les villageois admirent les hommes de l'A.L.N., prennent confiance en ce F.L.N. qu'on regardait jusque-là de travers. D'autant que les journaux — c'est une bonne histoire qui va faire vendre du papier

— en « remettent ». Et la modeste embuscade d'Ahmed Aït Ramdane devient « une action énorme des fellaghas qui se sont lancés en hurlant comme des Indiens sur l'armée française » !

Si l'opération de recherche fait chou blanc, Beaufre tire de très nombreux enseignements de l'escarmouche. Cette fois, il n'y a pas de doute. C'est la guérilla. Il ne faut plus dormir sur ses deux oreilles. Ça, il le prévoyait depuis son arrivée. L'expérience indochinoise. Mais ce qui l'inquiète, c'est que tous les renseignements apportent la même information : le pays est pourri en profondeur. Bien que la population soit peu belliqueuse, elle n'en apporte pas moins une coopération active aux rebelles. Beaufre ne croit pas au peigne fin ; en revanche, il croit à la présence. La division de fer ne va pas s'endormir. Il fait parcourir tout le pays par des colonnes bien armées. Ses régiments à quatre compagnies d'infanterie et un escadron de chars — formule qui sera ensuite appliquée par les paras — sillonnent la Kabylie. La plus extraordinaire information est transmise à Beaufre par un petit sous-lieutenant qui en rit encore : « On a pris notre colonne pour l'armée égyptienne ! » Beaufre n'en rit pas. Si les rebelles n'ont pas encore d'armement, ils savent se servir de l'arme psychologique. Et ils n'ont pas tardé à l'employer.

Face à la prodigieuse intelligence du combat qu'un Beaufre met au service de son pays, Krim ne peut opposer que sa ruse, sa connaissance de la région et une foi extraordinaire en la victoire. Le certificat d'études ne suffit pas devant les diplômes de l'Ecole de guerre. La politique de *pacification* devient redoutable pour les maquisards. Non seulement l'armée fait la chasse à l'A.L.N., mais elle cherche à influencer psychologiquement l'opinion publique algérienne. Et c'est ce que Krim craint le plus. Les moyens des Français sont énormes : implantation, structure, renseignements, information. Tous ces secteurs sont formidablement développés.

À cela Krim ne peut opposer que quelques centaines d'hommes, mais il compte surtout faire prendre conscience à la population, qui — il faut encore le souligner en cette année 1955 — ne s'en doute guère, de son « droit à la reconnaissance de la dignité ». Krim connaît son peuple. Tout cela, c'est des grands mots. Mais il sait que seule la guérilla à outrance lui en fera prendre conscience. Il sait que les victoires locales comme cette embuscade réussie contre les soldats de Beaufre, c'est important, mais que les défaites — expliquées — servent presque autant la

cause. Sadek a essuyé une série de coups durs : 16 morts. Six écrasés par des obus de 105 à charge 2, dix faits prisonniers et fusillés sur-le-champ. Pour la première fois, fin juin, la population kabyle se rend compte que des *moudjahidin* meurent pour une idée qu'inlassablement Krim et ses commissaires politiques expliquent au peuple.

Et c'est la boule de neige, l'engrenage. On dit les Kabyles fatalistes. Peut-être, mais ils croient au destin. Et ce fil du destin, ce sont les chefs du F.L.N. qui l'ont saisi. C'est eux qui l'enroulent, avec plus ou moins de régularité, de succès. Sadek développe le noyau de l'A.L.N. Après la victoire sur les messalistes, il faut passer à l'attaque contre l'armée. Développer la guérilla. L'étendre aux quatre coins de la Kabylie. À l'est, il y a Amirouche et ses 800 hommes. Sadek a pour sa part réuni 600 hommes. La répression militaire et policière sert considérablement la formation de l'A.L.N. Des hommes, des militants, qui en ville se savent recherchés « montent au maquis ». Sadek forme des groupes de 11 éléments : 8 hommes, 2 caporaux, 1 sergent. Trois groupes forment une section commandée par un sergent-chef. Sadek est à son affaire. Krim lui confie — tout en la supervisant — l'action armée. Il doit aussi le brider car il veut se lancer dans de grandes opérations, ce que souhaiterait l'état-major français. « Des attentats..., précise Krim, de petites opérations individuelles... des embuscades multipliées... c'est tout. Je ne veux rien d'autre. Il s'agit de récupérer des armes et de faire régner l'insécurité. Mettez-vous bien cela dans la tête. Notre force tient là ! » La réalisation des coups de main, c'est pour Sadek ; la conception, c'est pour Krim. L'erreur commise par les militaires français : la régularité des opérations, les ravitaillements à heures fixes, doit être absolument évitée par l'A.L.N. sous peine d'anéantissement. Ce qui n'est pour Beaufre qu'un incident regrettable — il a une division, et quelle division ! — serait pour Krim une catastrophe.

En juillet 1955, le maquis kabyle compte environ 1 500 hommes armés sans compter les *moussbilin*¹⁰. Il est temps de passer à l'action généralisée. Krim établit un « planning varié ». Les dix premiers jours du mois : méfaits avec la participation de la population. Routes coupées dans toute la zone. Poteaux télégraphiques abattus. Destruction de ponts. Incendie de récoltes. Liquidation de « traîtres ». L'armée sent qu'à l'échelle d'une région il se passe quelque chose. La surveillance se porte alors sur

l'infrastructure, sur les ouvrages d'art du pays. C'est la contre-offensive. Mais Krim modifie le programme des dix jours suivants : attentats dans les villes, les villages, sur les marchés. Règlements de comptes. Mutilation de ceux qui fument ou boivent. Et du 20 au 30 du mois, retour aux embuscades purement militaires qui démoralisent ceux qui ont la tâche ingrate de surveiller des récoltes, des lignes télégraphiques ou des ponts !

Et pourtant ils sont forts, les hommes de Beaufre. Ils vont partout avec les chars. Des convois énormes parcourent les routes, les pistes. La division de fer est extrêmement mobile et Beaufre n'est pas homme à laisser « roupiller » ses soldats. Krim décide de les attaquer à la chevrotine, comme des sangliers ! On mettra douze grains au lieu de huit dans chaque cartouche. Aux colonnes de 2 ou 3 km avec chars et mitrailleuses, il oppose des sections ultra-légères. Trois hommes au lieu de onze : dissimulés dans les rochers, les oliviers, les broussailles, ils laissent passer les chars et visent les camions. Six coups de fusil de chasse à la chevrotine, ça ne tue pas, mais ça blesse. Les trois maquisards ne rechargent même pas. Ils décrochent. L'un à droite, les autres à gauche. Allez les retrouver. Le convoi s'arrête. Le temps de placer les pièces de visée et ils sont loin les « coureurs à l'étoile », comme on les appelle dans les villages où ils commencent à avoir leur légende. C'est le tir sur une crête où il n'y a rien. Un tir intense pendant vingt minutes ou une demi-heure. On panse les blessés. On les évacue. Et le convoi reprend sa route. Quelques kilomètres plus loin, nouvelle embuscade. L'impact psychologique est très fort. D'autant que pendant quelques jours ces actions se renouvellent sur toute la zone !

Ensuite pendant une semaine, plus rien. Les maquisards se cachent, se terrent, disparaissent dans la nature. Au moment de la contre-attaque, l'armée se trouve devant le vide. Seules des populations terrorisées voient leurs douars régulièrement fouillés. Avec tous les abus que cela comporte. Les troupes sont énervées, harcelées, inquiètes malgré leur force. C'est le buffle piqué aux naseaux par le moustique. Dans sa rage, il écrase tout sur son passage. Ce n'est pas systématique comme ça le sera dans certaines zones à partir de 1956, mais voilà qui aide au recrutement du F.L.N. !

Peu à peu la population se sent — par la force des choses — considérée comme ennemie même si elle ne l'est pas.

Insensiblement de semaine en semaine sa sympathie à l'égard des maquis se développe. L'armée française, qui fait figure d'occupant, recherche des hommes de sa race. Le peuple leur apporte tout naturellement son appui. Et le sort réservé aux irréductibles pro-Français donne à réfléchir ! Ils ne peuvent plus rester isolés : ou ils passent au F.L.N. ou ils gagnent les rangs des G.M.P.R. (groupes mobiles de protection rurale) qui vont bientôt se transformer en harkas dont nous reparlerons plus tard.

Malgré la puissance de sa division de fer, Beaufre note dans ses carnets : « Nous sommes loin d'avoir l'initiative. » Contre la guérilla, il faut trouver autre chose : des groupes qui vivent comme les fellaghas, qui leur courent après, à pied, ou tombent du ciel à l'improviste. qui les délogent de leurs caches, qui les exterminent. Il faudrait ces paras qui ont eu de si bons résultats en Indochine...

Et puis, soudain c'est l'explosion du 20 août dans le Constantinois, le massacre. La première véritable attaque de cette guerre d'Algérie. On oublie la haute Kabylie, qui, d'ailleurs, se calme inexplicablement, s'endort jusqu'en septembre 1956. On ne parle plus que de Philippeville, El-Halia, Constantine. La guerre d'Algérie vient seulement d'entrer dans sa phase active, les masques vont tomber, les politiques évoluer. Désormais, il y aura « avant le 20 août » et « après le 20 août ».

Du Constantinois, Alger ne sait rien. Les groupes de maquisards n'ont donné aucune nouvelle. Krim ignore tout de la situation actuelle de Didouche Mourad, celui que, pendant la préparation. Ben Boulaïd appelait le Saint-Just de la révolution. Le portrait que ses compagnons lui en ont tracé passionne Abane qui voudrait connaître le jeune homme. Robespierre veut rencontrer Saint-Just ! C'est dans l'ordre des choses. Mais le Constantinois de Didouche reste muet. Que s'est-il passé pendant ces six mois ? Les hommes de l'état-major F.L.N. d'Alger ont appris par les journaux les attentats du mois de mai à Constantine, quelques rares accrochages, donc l'action se poursuit. Mais aucune tentative de jonction entre le Constantinois et Alger ou même la Kabylie limitrophe n'a réussi. Krim a donné l'ordre à Amirouche de pousser vers l'est et de tenter la jonction, mais l'armée a exécuté les ordres de Soustelle et de la X^e région, et le pays, solidement « pris en main est malsain pour les *moudjahidin*. Amirouche ne peut encore se permettre d'avancer dans une région

dont il ne connaît rien, ni l'infrastructure ni l'attitude de la population, et de risquer l'accrochage avec une armée qui ne demande pas mieux.

Si le Constantinois ne donne aucune nouvelle, c'est que la situation y est désespérée pour les hommes du F.L.N. Didouche Mourad est mort le 18 janvier 1955 à 13 Heures et personne ne l'a su à Alger.

On a vu qu'au 1^{er} novembre l'action du F.L.N. dans la région 2 (Constantinois) a été presque nulle faute de moyens : ni hommes ni armes. En janvier 1955, la situation ne s'est guère améliorée. Didouche a pourtant tenté de structurer sa région qu'il a divisée en cinq zones confiées à ses adjoints. À son homme de confiance, Zighout Youssef, qui le seconde directement, il a donné : Condé-Smendou, Constantine, El-Arouch, Philippeville, Guelma. À Ben Tobbal Lakhdar : Mila, El-Milia, Collo, jusqu'à Souk-el-Tenine. Baji Mokhtar est responsable de Souk-Ahras à La Calle. Enfin Ben Aouda a reçu la plaine de Bône jusqu'à Guelma.

Dès janvier, Didouche et Zighout se heurtent aux troupes efficaces du colonel Ducournau qui a quitté l'Aurès pour éviter que le Constantinois ne soit tenté de suivre l'exemple du massif pourri. Ses paras quadrillent le pays. Il sait en outre se servir de la gendarmerie. Les deux chefs F.L.N. ont décidé de se déplacer du nord d'El-Arouch à Guelma. Mais il faut un refuge à Condé-Smendou. Le quadrillage est si serré qu'on ne peut se déplacer que la nuit. Zighout envoie deux *djounoud* préparer le refuge de Condé-Smendou. Les deux hommes arrivent à 3 Heures du matin mais ils sont vus par de nombreux indicateurs mis en place. Sept gendarmes sont là à 6 h 30. Dans l'intervalle, les 17 hommes de Didouche et de Zighout sont arrivés. Le combat s'engage, mais le terrain est plat. Il n'y a ni forêt ni broussailles. Les gendarmes ont donné l'alerte par radio et Ducournau basé à El-Arouch envoie 400 hommes. Le véritable combat commence à 8 Heures. Les hommes de l'A.L.N. tombent les uns après les autres. Les paras de Ducournau sont parfaitement entraînés et constituent une des rares unités efficaces de l'armée d'Algérie en ce début de 1955.

Sur les dix-neuf hommes du groupe, douze sont tués, deux prisonniers. Didouche est mort le dernier à 13 Heures, touché d'une rafale de mitrailleuse. Zighout et les quatre rescapés se dissimulent le mieux possible. Après la mort de Didouche, aucun coup de feu n'est tiré. Vers 16 Heures, les cinq survivants

parviennent à décrocher. Les corps sont ramassés par les paras. Ils savent par les deux prisonniers que Didouche était le chef du groupe, mais ils ne l'identifient pas car les hommes ne le connaissaient que sous le nom de Si Abdelkader. Seul Zighout savait sa véritable identité. Didouche est enterré par les ouvriers communaux dans le petit cimetière de Condé-Smendou. Ducournau ignore qu'il vient de frapper un grand coup. Sur le plan militaire et sur le plan psychologique, les hommes de la région 2 ont subi une perte immense.

Zighout, qui prend la succession de Didouche, mesure à quel point la situation est difficile. Didouche s'occupait lui-même de la liaison avec Alger. Extrêmement secret, il n'a laissé à personne, pas même à son adjoint, les contacts et le mot de passe nécessaires pour renouer les liaisons. En outre, le jeune chef ne donnait ses directives que pour 15 à 20 jours maximum. Que faire ?

Zighout prend Ben Tobbal comme adjoint. Chacun gardant en outre la direction de sa zone. Zighout et Ben Tobbal, coupés d'Alger par la mort de Didouche, coupés de la région de l'Aurès par la mort de Baji Mokhtar qui était le seul à avoir quelques contacts avec Ben Boulaïd, décident de garder leurs soucis et leur désarroi pour eux. Ils n'ont que quelques dizaines d'hommes. Il faut recruter et organiser la population. Il faut surtout leur donner confiance. Il faut cacher aux hommes qu'ils sont isolés, coupés de l'Algérie. Sans ordres. De janvier au 1^{er} novembre 1955, Zighout et Ben Tobbal vont faire croire à leurs hommes qu'ils reçoivent des directives de « l'état-major de la révolution ».

« Nous, on nous voit tous les jours. Nous sommes des hommes ordinaires. Il faut que les ordres viennent d'en *haut* ! Alors on invente cet état-major général... »

Dès le début, les deux chefs ont envoyé des liaisons à Alger, mais le contact avec le seul homme qu'ils connaissaient : Rabah Bitat, s'est révélé impossible. En mars, lorsque Bitat est arrêté, le dernier espoir s'écroule. Il apparaît à Zighout et Ben Tobbal qu'ils doivent se considérer comme tout à fait indépendants et ayant la responsabilité nationale de la révolution. Les deux hommes agiront ainsi jusqu'au 1^{er} novembre 1955 où ils réussiront à rétablir la liaison avec Alger.

Contrairement à ce qui se passe dans l'Aurès, et ne va pas tarder à Alger, l'accord complet règne entre les chefs de zone du

Constantinois. Cela tient à la personnalité exceptionnelle des deux hommes qui les commandent : Zighout et Ben Tobbal.

Zighout Youssef est un forgeron-menuisier de trente-quatre ans, originaire de Condé-Smendou. Son nom veut dire « yeux verts ». Et il a les yeux verts ! C'est un vieux militant. Ex-conseiller municipal P.P.A. Avant le déclenchement du 1^{er} novembre, il avait souvent aidé les membres de l'O.S. qui, dès 1950, avaient pris le maquis et c'est ainsi qu'il avait connu Ben Tobbal. Didouche était très lié avec cet homme plus âgé que lui, mais qui l'impressionnait par son calme, sa résistance physique et son goût du « baroud ». Car Zighout a décidé de faire la guerre aux Français. La répression et la mort de Didouche, qui l'a beaucoup affecté, font de lui un véritable homme de combat. Moustachu, bourru, sec comme les coureurs du bled dont il a la taille moyenne (1,66 m), le chef toujours coiffé d'un bonnet de police remplacé fin 1955 par un chapeau de brousse qu'il rendra célèbre, il voudrait pouvoir mener la guerre selon les règles. Il a étudié la Convention de Genève. Il veut la guerre mais la guerre « propre ». Il ne comprend pas très bien la forme révolutionnaire du combat. Mais rapidement, sous l'influence de Ben Tobbal et devant la répression dans le Constantinois, il plonge dans la guerre révolutionnaire. Désormais, tous les moyens seront bons. Il se détache de tout ce qui n'est pas la révolution. Et c'est dur pour cet homme pieux et sentimental. La veille de la mort de Didouche sa femme a accouché d'un garçon, qui n'a pas vécu. Il lui reste une fille qu'il adore. Il fait promettre à Ben Tobbal, lorsqu'il le prend comme adjoint, de s'en occuper s'il lui arrivait malheur. Ce qui se produira. Ben Tobbal sera le père adoptif de Mlle Zighout.

Ben Tobbal Lakhdar a une immense admiration pour les qualités humaines de son chef, qui est adoré de ses hommes, et le suit fidèlement. De deux ans son cadet, Ben Tobbal est lui aussi fils de petit paysan. Il a milité dès son adolescence. Dès 1950, il a pris le maquis lors du démantèlement de l'O.S. Il ne le quittera plus. Infatigable, il forme des responsables locaux et prépare le déclenchement de l'insurrection du 1^{er} novembre. Il est — tout comme Zighout — de la réunion des 22 qui décida de l'action armée⁽⁹⁾. Certainement plus intelligent, en tout cas plus au fait des techniques de guérilla que Zighout, Ben Tobbal fait preuve d'un sens de l'organisation remarquable. L'homme est petit, étroit, le visage allongé, creusé, les yeux bridés — qui lui vaudront le surnom de « Chinois ». Physiquement, ce Constantinois est très

asiatique. Il est pourtant né à Mila tout comme son ami Boussof qui, en l'absence de Ben M'Hidi, préside aux destinées de la région 5 (Oranie). Très vite responsable important, ce n'est que comme adjoint de Zighout — puis après la mort de celui-ci comme chef de wilaya — qu'il donne la pleine mesure de ses talents d'organisateur et de chef. Intransigeant, intraitable, secret, il ne recule devant rien. C'est un chef de guerre révolutionnaire. Il fait peur. Son physique n'y est pas étranger. En outre les ordres qu'il donne d'une voix pâle, mesurée, presque monocorde, inquiétante comme le physique de l'homme, sont impitoyables. Le regard est froid, le maintien réservé. Il y a du moine cambodgien et du calculateur précis et rigoureux, inhumain comme un homme d'affaires asiatique chez Ben Tobbal. Inlassablement ses yeux épient. Son cerveau travaille sans relâche. Sans cesse, il observe, juge, pèse. Ensuite il décide, pièces en main, sans recours. Une fois pour toutes.

Pendant toute la révolution, Zighout sera le seul homme à le dompter. Non par la force mais par l'exemple rigoureux qu'il offre et l'affection qu'il porte à son second. Tels sont les deux hommes qui poussés par le désespoir vont mettre sur pied et déclencher l'opération effroyable du 20 août 1955.

Depuis l'engagement au cours duquel Didouche Mourad a trouvé la mort, Ducournau sait qu'il y a quelques maquisards armés dans le Constantinois. Mais jusqu'en mai, ils ne se montrent pas. Ils se terrent, se cachent. Existent-ils encore ? Jusque-là les projecteurs ont été braqués sur l'Aurès, cela a laissé à Zighout le temps de s'organiser tranquillement. Avec Ben Tobbal, il a décidé de n'entreprendre aucune action armée tant que l'organisation ne serait pas au point. Ils savent que, sur le plan militaire, leur région n'a aucune valeur. Aucun poids. Mais sur le plan organique, après la Kabylie, c'est la région la plus engagée car le M.T.L.D. est très fort et la population très politisée. Après la région de Krim, le Constantinois est un bastion nationaliste. Il faut l'organiser, le convaincre, recruter des maquisards. Ce travail souterrain d'organisation dure jusqu'au 1^{er} mai 1955. Aucun accrochage. Seuls quelques attentats contre des « collaborateurs » trop pro-Français ou des propagandistes actifs. En mars, Zighout et Ben Tobbal décident de célébrer les 1^{er} et 8 mai — anniversaires des massacres de Sétif en 1945 — à leur façon : déclencher des actions plus dures que ce qui s'est produit jusque-là. Et ainsi atteindre un double but : prouver que la

révolution n'est pas morte dans l'œuf au lendemain du 1^{er} novembre et secouer l'opinion publique complètement indifférente, écœurée qu'elle a été par les dissensions du M.T.L.D. entre messalistes et centralistes. Ce F.L.N. ne lui dit rien qui vaille. Et il est si faible que cela ne vaut pas la peine d'en parler.

Le 8 mai, l'action se fera uniquement en ville. Les chefs de la région 2 savent que c'est dans le bled que leur organisation est la plus solide. Il ne vont donc pas décider d'embuscades ou d'attaques de postes à la campagne pour se faire décimer par une répression qui sera — ils le savent — impitoyable. En revanche, en ville, ils n'ont rien à perdre puisque le recrutement est nul. Constantine ne bouge pas. Si la population s'aperçoit que la capitale de l'Est algérien devient à son tour le théâtre d'attentats, c'est qu'il se produit réellement quelque chose de sérieux.

S'appuyant sur trois ou quatre hommes sûrs à Constantine, un commando venant du bled pose, le 8 mai 1955, une bombe au Casino. Il y a de nombreux blessés car le cinéma est mitoyen du casino. Simultanément des gendarmes, des caïds, des fonctionnaires sont attaqués. Le 10 mai. Ben Tobbal réussit à isoler sa ville natale, Mila, pendant plusieurs heures. Ce sera le seul chef de l'A.L.N. à s'emparer, comme les Viets en Indochine, d'un grand centre urbain-. Les paras de Ducournau sont immédiatement lancés à la contre-attaque. Le but de Zighout est atteint : les forces de l'ordre savent maintenant qu'il y a une organisation terroriste en ville. La répression qui s'abat sur les centres urbains sert le but que s'est fixé le chef constantinois : des gens jusque-là indifférents au nationalisme passent au F.L.N.

Ben Tobbal, qui, pour faire bon poids, a lancé quelques *moussbilin* sur le P.C. même du colonel Ducournau à El-Arrouch, voit son plan réussir : il ne faut pas que l'armée ait l'initiative. Il faut qu'elle coure après l'A.L.N., il faut l'énerver, l'obliger à faire des gaffes, des erreurs qui poussent la population dans les bras du F.L.N. Devant cette série de méfaits, on a vu⁽¹⁰⁾ que les ordres donnés par Soustelle tant à la conférence de Biskra que par télégrammes spéciaux sont formels : la responsabilité de la population est engagée. « Réprimer brutalement toute apparition nouvelle de la rébellion », dit le télégramme secret de Chérière au général Allard, commandant le Constantinois. La répression est en effet brutale. L'arrestation de vieux militants respectés par la population et parfaitement inoffensifs amène au F.L.N. tous les éléments jeunes des régions touchées. Dès ce jour, une forte organisation se monte à Constantine. Les gens demandent le contact.

Mais la médaille a son revers. Zighout et Ben Tobbal, qui voient leurs effectifs se gonfler — avant le 8 mai Zighout a sous ses ordres 200 hommes avec seulement 70 armes de guerre, entre mai et août, ils sont 500, tous armés d'un fusil de chasse —, ressentent eux aussi le contrecoup de la répression dont la population civile est la première victime. Sur le plan militaire, l'armée porte aux maquisards des coups terribles, elle réussit de nombreux accrochages. Des renforts sont venus appuyer le colonel Ducournau. Zighout a des morts et surtout les munitions manquent. Le moral des *djounoud* baisse rapidement. Les embuscades se multiplient. C'est l'été, les journées sont longues.

Il faut se terrorer.

Les mesures préconisées par Cherrière sont très vagues sur le papier. « Réprimer brutalement... » Elles sont redoutables sur le terrain.

La répression change très vite de caractère. On n'arrête plus de-ci de-là. On « ratisse ». Et la population en fait les frais. Le triangle El-Arouch-Condé-Smendou-Philippeville est particulièrement touché. Le ratissage se présente sous trois formes : tuer à vue les civils soupçonnés, incendier les habitations et, surtout, atteindre la dignité des hommes à travers leurs femmes. Les viols ne sont plus isolés, mais systématiques. Les tirailleurs s'y illustrent.

Certains colons participent activement à la répression. Gratien Faure, l'un des Tartarins de Soustelle, celui qui dit, brandissant sa mitraillette : « Moi, les Arabes, je les descends comme ça... » désigne des villages, fait des listes. Son fils Maurice, à bord d'un Piper-Cub personnel, indique à l'armée les lieux de la répression. Le fils de Pierrot Lochard, qui a échappé à deux attentats, exécute lui-même. Isella, maire redouté de Hamma-Plaisance, l'un des plus excités de la Fédération des maires, hostile à toute réforme, est lui aussi de la fête. Le climat dans le Constantinois est tel que certains appelés protestent contre les méthodes employées. Mais la terreur paye. Le moral général est très bas. Le peuple comprend qu'on l'entraîne dans une aventure tragique. Les hommes de Zighout, quand ils s'adressent à des civils, les compromettent, ils les placent dans une situation inextricable. Si un indicateur les aperçoit, c'est la mort assurée. Alors les refuges se font plus rares, la population ne veut plus des maquisards. Les militaires incendient les mechtas où « l'on croit savoir » que le F.L.N. a trouvé refuge. Les Constantinois ne sont pas encore habitués à la répression. Terrorisés, ils ne veulent pas — comme on les comprend ! — sacrifier demeures et provisions à une cause qu'ils ignorent. Les gens n'ont plus confiance dans le F.L.N.

Zighout et Ben Tobbal, qui n'ont toujours aucun contact extérieur, sont au bord de l'asphyxie. Ils analysent la situation générale : elle est terrible pour le F.L.N. En Oranie : rien. En Kabylie, après quelques opérations, c'est le silence incompréhensible. Dans l'Aurès, il y a encore des combats mais des renseignements transmis par des isolés qui sont venus rejoindre les troupes de Zighout signalent que, depuis l'arrestation

de Ben Boulaïd, il n'y a plus d'unité. Chaque chef de zone veut jouer au patron. C'est la déconfiture. L'Algérois ne donne pas de nouvelles. Reste le Constantinois pris à la gorge qui va demander merci. Zighout et Ben Tobbal sont acculés.

« Il nous faut monter une offensive, dit Zighout, qui fera basculer la situation. Ou ça change ou on meurt. Lorsqu'on a commencé le 1^{er} novembre, on ne savait pas qu'un jour on aurait toute la responsabilité sur nos épaules. Maintenant, c'est à nous de donner un coup de fouet à toute l'Algérie.

— Que faire ? demande Ben Tobbal.

— Je vais réfléchir. J'ai besoin de m'isoler. Prends la direction de la région. Je te ferai signe dès que j'aurai pris ma décision. »

Zighout reste seul près d'un mois. Il s'est réfugié à Zamane en plein massif de Collo, la région la plus sauvage de la côte algérienne. Il faut un mois à Zighout, le pieux, l'illuminé, le baroudeur, l'homme qui voulait faire une guerre « propre », pour prendre la décision d'une action qui restera dans la mémoire de ceux qui ont fait la guerre d'Algérie — d'un côté ou de l'autre — comme une des plus terribles, des plus horribles : le massacre aveugle.

Le 20 juin, Zighout envoie une convocation à Ben Tobbal et à Ben Aouda, le chef de la zone de Bône, un colosse au nez en trompette et aux cheveux fous, qui sera, dix ans plus tard, conseiller militaire à l'ambassade d'Algérie à Paris. « Amenez avec vous tous les effectifs que vous avez sous la main. » Le quadrillage du pays est tel que le voyage jusqu'à Zamane présente pour des groupes armés d'immenses difficultés. Il faudra plusieurs jours à Ben Tobbal et à ses 80 *djounoud* pour y arriver. Tout l'effectif de la région 2, soit à peu près 500 hommes armés, se retrouve à Zamane entre le 25 juin et le 1^{er} juillet.

En pleine forêt, Zighout convoque ses deux lieutenants, Ben Tobbal et Ben Aouda. Dans cette presque île de Collo qui verra plus tard de terribles combats, c'est pour l'instant le calme. C'est presque le paradis après le cache-cache meurtrier avec l'armée française. Les grands arbres atténuent la chaleur de l'été. Zighout s'est occupé des problèmes de ravitaillement. C'est la paix retrouvée. Pour un instant. Car Zighout expose longuement les résultats de sa « méditation ».

« Voilà, c'est maintenant une question de vie ou de mort. Le

1^{er} novembre, nous avons la responsabilité de libérer le pays. Nous étions des exécutants. Aujourd'hui nous sommes coupés de tout. Didouche est mort. La situation est catastrophique. L'ennemi nous poursuit jour et nuit. Avant, à la tombée du jour, nous étions en sécurité. Aujourd'hui, il y a des embuscades de nuit. Nous sommes incapables de monter des opérations militaires mais si rien ne change nous ne pourrons même plus survivre. De novembre à mai, nous n'avons eu ni désertions ni redditions. En juin, deux désertions m'ont été signalées. Le moral des *djounoud* est bas. C'est le commencement de la fin. Que dire du peuple ! Il est lui aussi démoralisé. Il y a des indicateurs partout. Chaque mechta où nous passons est signalée et la répression s'abat sur elle. Le moral s'effondre. Dans les autres régions, il n'y a aucune action. Il faut déclencher quelque chose. Le choix est simple : ou on fait une opération telle que ce sera le coup de fouet qui obligera toutes les régions à passer à l'action. Ou ce sera la preuve que la révolution est incapable d'acheminer le peuple à l'indépendance. Alors on combattra une dernière fois pour l'honneur. Ce sera une opération-suicide. »

Ben Tobbal et Ben Aouda approuvent leur chef. Son analyse est conforme à la situation qu'ils ont pu juger sur le terrain ces dernières semaines.

« Ce doit être un second 1^{er} novembre, renchérit Ben Aouda, mais il nous faut pour cela des moyens que nous n'avons pas. Après les pertes que nous avons subies et la réaction de la population nous sommes presque en régression par rapport à novembre 1954 ! »

Zighout sait tout cela.

« L'action que je vous propose, explique-t-il, doit être faite dans le cadre nord-africain. Ses répercussions ne doivent pas être uniquement algériennes. Ça va mal au Maroc. Le sultan est en exil. La répression bat son plein là-bas aussi. Notre opération devra être considérée comme un soutien algérien au Maroc. L'Algérie jusqu'à maintenant a toujours été en retard sur la Tunisie et le Maroc. Nous avons l'occasion de combler ce retard. En outre, le moral de l'intérieur augmentera. Mon idée est de faire participer tout le peuple. Avec ou sans armes. De diriger notre action sur toutes les villes de notre région.

— Et les armes, où les trouvera-t-on ?

— Fabriquez le maximum de bombes. Ce sera facile. Il faut préparer le peuple avec des pelles, des pioches, des couteaux. Il faut que les civils sabotent ponts et routes et, bien encadrés et galvanisés, ils monteront à l'assaut.

— Il faudrait monter l'opération en plein jour, dit Ben Tobbal, pour que l'effet psychologique soit plus grand et que l'opération ait l'éclat et le retentissement indispensables.

— Mais nous allons au-devant de pertes énormes, fit remarquer Ben Aouda.

— Bien sûr, répondit Zighout. Il y aura des pertes très fortes mais, même si la *moitié* de la population est tuée, la révolution y gagnera car l'Algérie bougera. De toute façon, ça ne peut pas aller plus mal pour la révolution que maintenant. »

Zighout est décidé à aller jusqu'au bout. Ses lieutenants l'approuvent. Les trois hommes, d'accord sur le principe, passent alors à la réalisation du projet. La situation est militairement un peu plus favorable que les semaines passées. En raison des troubles du Maroc, de nombreuses unités ont quitté le Constantinois. En outre, devant le silence quasi général des maquis, les autorités militaires ne sont pas loin de croire le mouvement F.L.N. écrasé. L'Aurès, qui a été le principal adversaire, se perd en d'obscurs règlements de comptes intérieurs et querelles de clans.

Les trois chefs F.L.N. désignent un certain nombre de responsables armés qui encadreront la population. Car le but recherché est de lancer les civils contre les militaires. Que dans le Constantinois la révolte soit nationale et non plus seulement le fait de petites bandes armées. Les objectifs sont fixés : Philippeville, El-Arouch, Oued-Zenati, Le Kroub, Collo, El-Milia, Djidjelli, Guelma, Bône, Jemmapes. Des embuscades doivent être montées sur les routes nationales et départementales. Toutes les mines, tous les établissements industriels doivent être attaqués car il faut désarticuler l'infrastructure économique existante. Un seul ennemi : l'Européen, qu'il soit civil ou militaire. C'est la première fois qu'à l'échelle du commandement de région un pareil ordre est donné. Jusque-là les quelques victimes civiles européennes avaient été assassinées par des éléments isolés. Zighout, cette fois, est formel : « Il faut créer une situation d'insécurité et de peur telle que toute activité soit impossible en dehors des villes après cette action. Il faut faire

peur ou mourir. »

L'heure H est fixée au 20 août à midi pour frapper les esprits. C'est la date anniversaire de la déposition de Mohammed Ben Youssef, sultan du Maroc. Les dés sont jetés.

Chacun regagne sa zone. Il faut maintenant décider cette population qui depuis la répression refuse toute aide au F.L.N. La décider à l'assassinat, à l'assaut aveugle, à la mort aussi. Paradoxalement c'est la répression qui va aider le F.L.N. Dans sa zone, Ben Tobbal — tout comme Ben Aouda et les autres — réunit tous les militants armés ou non. Chaque chef de douar, de fraction, de tribu a été chargé de rassembler le peuple. Cela se fait sans trop de difficulté car presque tout le monde a été touché dans sa famille par la répression. Le climat est tel que, dûment « chauffé », encadré, convaincu par les arguments du F.L.N., le peuple est prêt à les suivre. Il réagit mollement à l'idée de nationalisme et d'indépendance, mais dès qu'on lui soufflera l'idée qu'il peut assouvir sa vengeance — ce que ne manquent pas de faire les habiles responsables F.L.N. — il apportera son entière adhésion.

L'opération doit durer trois jours. Le 20 août : offensives sur les villes. Le 21 : offensives contre les soldats et postes militaires. Le 22 : actions individuelles contre les colons et les « traîtres » algériens. Tout est prêt pour l'attaque. Tout est prêt pour l'insurrection.

Ce 20 août 1955, à Philippeville, la chaleur est telle qu'elle rend l'air bruissant de mille vibrations. Le ciel est d'un bleu insoutenable. Au soleil, où il fait près de 60° C, les façades semblent de déformer comme si une impalpable brume transparente montait du sol, brouillant la vision. Depuis 11 Heures du matin dans les faubourgs et aux abords de la ville des dizaines de milliers d'Algériens se sont massés, encadrés par des soldats de l'A.L.N. en uniforme kaki et en armes. D'abord silencieux, les hommes montent le ton. La tension est grande. Les nerfs tendus à craquer. On parle de guerre sainte, d'Égypte. On dit que les Américains sont prêts à aider le F.L.N. On dit n'importe quoi. On s'agite. Des femmes et des enfants se sont mêlés aux hommes. Chacun excite son voisin. Le grand jour de la vengeance est arrivé.

Au centre de la ville, on ignore tout de ces rassemblements. C'est inexplicable. Comme à l'accoutumée, les administrations et

les entreprises déversent un flot d'employés et de fonctionnaires. C'est le week-end. Toutes les terrasses sont bondées. On se prépare à prendre la route de la corniche qui domine le magnifique golfe de Stora pour aller se baigner sur l'une des plages voisines. C'est le brouhaha coloré et bon enfant de toutes les petites villes méditerranéennes. On parle haut. On s'interpelle. On plaisante les filles. Et demain, c'est dimanche. On est heureux. On ne prend pas garde au premier coup de feu. Puis soudain, en une fraction de seconde, c'est la panique. Cris. Hurllements. Bousculades. Les rafales de mitraillette font refluer les passants. On ne sait ce qui se passe. Le pied d'un géant vient d'écraser la paisible fourmilière. Plus rien n'a de sens. Affolés, les hommes, les femmes cherchent un abri, s'écrasent dans les cafés, dérisoires protections. « Les Arabes... Ce sont les Arabes... » La menace si souvent brandie. « Si on ne les mate pas, ils viendront nous égorger dans nos lits. » Cette fois, ils sont là. Déchaînés. Hurlants. Faubourg de l'Espérance, ils avancent par rangs de six en chantant l'hymne du vieux P.P.A. Sur leur passage, ou venant de leurs rangs, les you-you obsédants et terrifiants des femmes exaltées. C'est une marée humaine, un flot dévastateur ; armés de fusils de chasse, de faux, de serpes, de pelles dont les bords ont été affûtés, de couteaux, ils avancent inexorablement. Hurlant une haine trop longtemps ravalée ; là il n'est plus question de demander justice. C'est la foule en marche, folle furieuse, qui écrase tout. La foule injuste, brutale, odieuse, hagarde. « Ils marchaient comme des somnambules », me dira plus tard Ben Tobbal. Elle veut tuer. Elle tue. C'est la marée musulmane face à l'Européen. Une marée soigneusement endiguée par les hommes de l'A.L.N. portant un ruban rouge ou jaune à leur béret pour se reconnaître — tout comme les unités de paras en opération — qui poussent, qui canalisent, qui orientent. Selon le plan de Zighout et de Ben Tobbal, ils doivent indiquer les objectifs et amener au combat la foule fanatisée. Il faut faire peur, a dit Zighout. Le but est atteint. Mais la contre-attaque ne tarde pas. Au haut de la rue Clemenceau, vers l'église Saint-Cœur-de-Marie, la police et les paras tirent sur les rebelles. Des hommes tombent, certains se relèvent couverts de sang. Insensibles. La fureur exacerbée. Une quinzaine d'hommes se sont enfermés dans une maison de la rue de Paris d'où ils tirent sur tous les Européens. Les parachutistes donnent l'assaut. Il dure cinq heures. À la grenade, aux gaz lacrymogènes, à la mitraillette, au mortier. L'explosion sourde des bombes, des grenades ponctue le

déchaînement aigret des rafales de mitraillettes. Des grenades éclatent dans les cafés. Les Européens tombent sous les balles, sous les coups de couteau, de rasoir. C'est le déchaînement bestial.

À Constantine, dans la capitale de l'Est algérien, c'est par l'assassinat du neveu de Ferhat Abbas que commence la journée sanglante. Là, il ne s'agit pas d'un attentat aveugle. Ben Tobbal a donné l'ordre d'abattre Abbas Allouah qui, par tracts, s'est élevé contre le F.L.N. Abbas est conseiller municipal de Constantine, tendance U.D.M.A. « Nous sommes les élus légitimes du peuple algérien, écrit-il. Nous condamnons la répression des deux côtés. » Les non violents, quand ils ont un nom pareil, sont condamnés d'avance. D'autant qu'Abbas Allouah et Belhadj Saïd, avocat et député en 1946, ont ouvert une souscription demandant argent et bijoux au profit de l'Association des ulémas, alors que le F.L.N. l'a formellement interdit. Abbas Allouah est abattu dans sa pharmacie, rue Clemenceau, par Tombouctou, un immense militant noir, tandis que Belhadj Saïd est grièvement blessé par Aït Ahcène, un avocat stagiaire de Constantine. Et c'est la folie dans toute la ville. Des bombes explosent un peu partout. Au restaurant Gambrinus, rue Caraman, la rue la plus commerçante dont les trottoirs sont toujours bondés de promeneurs, de badauds, c'est une grenade qui éclate. Au milieu des tables renversées, les gémissements succèdent aux cris. Les blessés — il y en a plus de quinze — se traînent dans une mare de sang. Un gosse de dix ans, la tête ensanglantée, pousse des hurlements inhumains. Une autre grenade éclate au cinéma ABC. C'est la panique. La peur atroce qui tord le ventre, qui brouille les idées. Tuer ou être tué. Et la chasse au rebelle commence. Dans cet affolement, qui est rebelle ? Tout ce qui est Arabe. Le tuerie est sauvage.

Aïn-Abid, Collo, El-Arrouch, Oued-Zenati servent de cadres aux mêmes scènes. Les plus atroces se déroulent à Aïn-Abid et à El-Halia.

À Aïn-Abid, la foule pénètre dans la maison de M. Mello et c'est la folie sanguinaire. Les émeutiers égorgent une petite fille de quatre jours, un enfant de dix ans. M. Mello, sa femme, sa belle-mère de soixante-treize ans. À Saint-Charles, la voiture de M. Grima, secrétaire de la mairie de Gastonville, tombe dans l'embuscade. Le conducteur et les trois occupants sont massacrés

à coups de pelle et de pioche.

À El-Halia, c'est la surprise. Encore plus grande, plus atroce que partout ailleurs. Dans ce centre minier, complètement isolé, cinquante familles européennes vivent au milieu de 2 000 Arabes. En parfaite entente. Car là, c'est l'exception. On applique les tarifs légaux, les ouvriers musulmans et européens sont traités de la même façon, c'est l'égalité complète. Et ce sont ces paisibles pères de famille qui se transforment en déments. Les insurgés, armés de cartouches de dynamite, de bouteilles d'essence, de fusils, de haches, massacrent les hommes, contremaîtres, ingénieurs. Le directeur de la mine parvient par miracle à s'échapper pour donner l'alarme à Philippeville. Mais lorsque les secours arrivent, il est trop tard. Les mineurs et les habitants des mechtas proches se sont attaqués aux femmes et aux enfants. Ils se sont acharnés sur leurs victimes. Et c'est en pataugeant dans des mares de sang que les militaires découvrent la tuerie. Les femmes ont été égorgées, puis éviscérées à coups de serpe, des bébés également mutilés. Trente-sept Européens ont été ainsi suppliciés par les insurgés fanatisés. Les vingt-cinq hommes de Zighout qui ont dirigé l'opération et entraîné la population sont restés à l'écart dans les ravins proches, sans participer à l'action.

Bilan de ces heures sauvages : cent vingt-trois morts dont soixante et onze Européens.

Ce soir du 20 août, la nuit n'apportera aucune fraîcheur sur le Constantinois. L'odeur de poudre, de gaz lacrymogène se mêle à celle, fade et écœurante, du sang qui commence à sécher. Le sang des victimes européennes. Celui des musulmans ne va pas cesser de couler de sitôt. Car la répression va être aussi atroce qu'a été l'attaque. À la différence de chiffre près. À la fin des attaques contrôlées par les hommes de Zighout, on compte 1 273 morts musulmans et plus de 1 000 prisonniers. Et ce n'est pas fini. Le premier instant de panique passé, les Européens se sont armés. On tire sur tout ce qui est bronzé, porte un chèche ou un voile. On interroge, on torture. Alors, bien sûr, on a des noms. Au stade de Philippeville, les responsables civils de la ville ont amené tous les jeunes musulmans qu'ils ont pu trouver. Coupables. Pas coupables. On tire dans le misérable troupeau à la mitrailleuse. À l'ivresse du sang répond la fureur, la rage. Cette fois, on les tient. On est face à face. Et ils ont attaqué les premiers ! Pas de quartier ! À Philippeville, il y aura plus de 2 000 morts algériens

dans les quinze jours qui suivent le 20 août. Des Européens, fous de douleur devant les corps mutilés de leurs compatriotes, fous de peur aussi, entreprennent de régler leurs comptes eux-mêmes. Il y a ceux aussi qui veulent profiter au maximum de la tuerie pour appuyer leur thèse. Et le maire de Philippeville, Benquet-Crevaux, n'est pas le dernier. Brandissant sa mitrailleuse, il réclame une répression encore plus dure. Tuez-les tous. Dieu ou Allah reconnaîtra les siens ! Car ce 20 août qui vient de faire 71 victimes européennes est en passe de devenir une véritable Saint-Barthélemy.

Le 1^{er} R.C.P. du colonel Mayer entre en action et « ratisse » systématiquement. Le préfet Dupuch, alerté par l'autorité militaire, intervient contre certains Européens. Il fait « embarquer » des centaines d'Algériens parqués les mains sur la tête sur la place de petites villes pour les soustraire à la vindicte populaire.

« Mais, monsieur le préfet, il faut tirer dedans, ce sont sûrement des suspects. Ce sont eux qui ont éventré nos femmes, égorgés nos enfants et vous ne faites rien. Et vous les protégez. On vous l'avait bien dit. Vous nous avez toujours refusé des armes. Heureusement que certains d'entre nous en avaient. Il faut appliquer le talion. Œil pour œil, dent pour dent. »

Mais encore une fois, le talion entendu dans le Constantinois, c'est 100 Arabes pour un Européen. Dupuch s'oppose à la fusillade, il fait monter les musulmans, terrorisés à leur tour, dans des camionnettes. Ceux-là sont sauvés pour un moment. Mais la foule européenne, à la haine exacerbée, ne l'entend pas ainsi. Puisque c'est l'autorité qui protège les « melons », on fait sa justice soi-même. Les rafales vont souvent éclater dans les jours qui suivent. Le bilan, dressé par les hommes de l'A.L.N. qui, pour la première fois dans le Constantinois, procèdent à un travail de recensement énorme, douar par douar, mechta par mechta, est de 12 000 morts et disparus. Des listes avec les noms et les adresses sont établies. Irréfutables.

C'est la réédition de Sétif en 1945. Mais cette fois la répression sauvage qui a répondu à une agression atroce donne la couleur de ce que va être, sept ans durant, la guerre d'Algérie : rouge sang et gris-noir.

Prévenu immédiatement, Soustelle se rend à Constantine accompagné d'Eydoux. Il y arrive en fin d'après-midi. C'est la

stupeur. Une ville déserte. Des rues où il ne reste que les débris abandonnés par une foule prise de panique. Les volets sont clos. Les rideaux de fer baissés. Seules les patrouilles armées parcourent la ville. De la guerre, Soustelle n'a jusqu'à maintenant connu que les P.C. du bled, l'armée en campagne. Il découvre une ville terrorisée, en état de siège ! Mais le grand choc c'est le dimanche matin que le gouverneur général le subit. Un choc décisif. À Aïn-Abid, à El-Halia on lui montre tout. Les cadavres égorgés, les enfants en bas âge le ventre ouvert, les femmes au sexe élargi, les hommes mutilés. Il voit les mares de sang. Il entend les cris déchirants des familles des disparus. Il comprend l'accablement, la terreur des survivants. Un cyclone s'est abattu sur ces villes paisibles. La haine est là. À fleur de parole, à fleur de peau. Confiance, espoir, paix, tous ces mots que l'on emploie dans les discours depuis février 1955, seraient, dans l'ambiance qui règne dans le Nord constantinois, les détonateurs d'un drame que Soustelle, bouleversé par la vue des cadavres européens, pressent pourtant. La ratonnade couve. Se déchaîne par endroits. Dupuch et les militaires le savent. On liquide à tour de bras.

À Philippeville, lors des obsèques, c'est l'incident qui résume toute la situation. Soustelle, qui s'est repris — à El-Halia il était retourné, au bord de la nausée, transporté de rage aussi —, a déposé avant de quitter la ville une gerbe devant les dépouilles des victimes, puis il a regagné Alger. Dupuch le représente au cimetière. Sur trois rangées les cercueils sont recouverts de fleurs ; entourés de toute la population. Les scènes qui se déroulent sont atroces. Une mère, M^{me} Rodriguez, folle de douleur, hurle le nom de ses quatre enfants massacrés. Plus loin, une jeune femme, le visage livide, hiéراتique, se tient près d'un cercueil. Des larmes silencieuses roulent sur ses joues creusées. Son mari, l'un des douze militaires tués le 20 août, va dans quelques instants reposer pour toujours dans le cimetière de Philippeville. Puis, soudain, à la douleur la plus digne, succède la haine la plus violente, la plus exacerbée. Tous ces hommes en chemise, les mâchoires bloquées, les yeux brûlants, se libèrent. Laissent crier leur ressentiment. La colère se déchaîne contre les autorités. Contre Dupuch, qui est accusé d'avoir mal assuré la protection des Français, d'avoir toujours refusé des armes. Contre Soustelle aussi. Les gerbes sont piétinées. Un Français de Philippeville M. de Angelys s'y emploie avec acharnement. Le maire, Benquet-Crevaux, arrache les inscriptions des couronnes

officielles : le gouverneur général. Les rubans tricolores ou violets sont lacérés.

Les rapports qui arrivent à Alger sont clairs. Deux réactions après ces massacres : la grande majorité des Européens se laisse aller au chagrin, au désespoir, à l'indignation. Ils ont peur. Ils se barricadent. C'est ce que Soustelle a vu à Constantine. Deuxième réaction, terriblement dangereuse celle-là : la vengeance aveugle. Certains parmi les Européens les plus influents veulent exploiter l'incident — et là Soustelle est formel — pour prendre position contre « le gouvernement et ses réformes dont on voit où elles nous mènent. » Ce sont eux qui dirigent les ratonnades. Ils y voient l'occasion de devenir « importants ».

Soustelle a, dans les heures qui suivent son retour, le souci pressant d'interrompre les représailles. À Philippeville, d'après les rapports de l'administration, les ratonnades sont importantes. Toutes les réserves militaires sont concentrées sur la région, en particulier à El-Halia et à Oued-Zenati. On donne des ordres au colonel Mayer et à ses paras pour désarmer dans la mesure du possible les Européens les plus excités. Mais parallèlement à ces mesures, la plupart des prisonniers faits ce 20 août sont fusillés ! Des mechtas dont étaient originaires certains assaillants sont détruites au mortier. L'ordre vient de Soustelle. Et la rédaction du communiqué lui donne bien des soucis. Mais les femmes et les enfants ont été évacués. Alors que demander de plus ?

Le bilan de ces journées est donc de 71 morts européens et de plusieurs milliers d'Algériens. La terreur règne dans le Constantinois, mais cela va beaucoup plus loin. Après le 20 août, plus rien n'est pareil. C'est la coupure nette et franche. C'est la vengeance immédiate et aveugle : en tuer le plus possible. Dans toute l'Algérie il n'y a plus un Européen — dans les jours qui suivent le massacre — qui ne pense, en voyant un Algérien, même s'il le connaît, même s'il l'aime bien : « Après tout, lui aussi va peut-être en faire autant. Lui aussi peut m'égorger. » Il y a quelque chose de changé. Le but de Zighout est atteint : faire peur. Le fossé se creuse, s'élargit. On commence à sentir l'insécurité. Cette fois, on prend au sérieux cette « insurrection » du 1^{er} novembre. Cela tourne mal. Pour la première fois, l'ensemble du pays vit dans une atmosphère de guerre. Patrouilles. Contrôles incessants. Barrages militaires à Alger et sur les routes du bled.

Chez Soustelle aussi, il y a quelque chose de changé. D'abord c'est la panique au sommet civil et militaire. L'affolement. Les responsables se demandent si l'armée ne devrait pas prendre le pas sur la police, le militaire sur le civil. La réponse est encore négative. Il faudra attendre Lacoste et des unités efficaces — les paras — pour prendre pareille décision. Soustelle vit personnellement une période de grand désarroi intellectuel. Il confirme le virage amorcé devant le corps de l'administrateur Dupuy. À El-Halia, devant les cadavres éventrés, ç'a été le choc décisif. Soustelle est traumatisé, choqué — au sens médical du mot — par l'indicible horreur du massacre. C'est l'intellectuel humaniste face à la sauvagerie barbare. C'est aussi l'homme d'ordre qui se révèle définitivement. Lorsqu'il lit l'article de son ancien collaborateur Vincent Monteil, il s'écrie : « Je ne marche pas. »

« Depuis l'abominable règlement de comptes du 20 août, écrit Monteil sous le pseudonyme de François Sarrazin dans la revue *Esprit*, les frénétiques des deux camps n'admettent pour leurs adversaires aucune explication, aucune excuse. Et pourtant, ce jour-là et depuis, a-t-on perpétré, de part et d'autre, autre chose que le massacre des innocents ?... D'autres se sont demandé d'abord à quel degré d'exaspération de paisibles fellahs avaient dû en arriver pour commettre des actes aussi révoltants. Jusqu'ici rien n'a été proposé qui dépasse le couplet traditionnel sur les "foules musulmanes fanatisées". Alors que la vraie raison d'une pareille explosion de haine n'est autre que le choc en retour des crimes commis et des humiliations subies : le moment est venu où plus personne ne peut les supporter ! »

Connaissant les détails de la préparation du 20 août chez Zighout et Ben Tobbal, on voit à quel point les réflexions de Monteil sont justes et pleines de bon sens. Mais Soustelle ne veut rien en croire : il est certain d'avoir raison. Il poursuit sa politique : troisième force et intégration. Sans vouloir, moins que jamais maintenant, « ouvrir le dialogue avec des assassins ».

Pourtant est-il si certain que cela d'avoir raison ? On peut se poser la question. Car il est entouré d'hommes en qui il a une confiance absolue, qui ne se font aucune illusion et expriment sans fard leur opinion. Eydoux, le conseiller sûr : « Après le 20 août, c'est foutu car nous avons vu la cruauté. Nous avons vu ce qu'ils sont capables de faire : lever des milliers d'hommes qui

vont au combat sans armes avec la mentalité fanatique de la guerre sainte. Alors, c'est foutu. Il n'y a plus rien à espérer. » Pour eux, il faut donc les réduire jusqu'au dernier. Par tous les moyens. Terreur pour terreur. Et empêcher à tout prix la population de les suivre. Par la crainte.

On sait, par les ordres donnés, par les télégrammes secrets numérotés que nous avons reproduits, par les directives au général Allard, que Soustelle, promoteur de la politique de la « responsabilité collective », partage totalement leurs idées. C'est sûr maintenant, l'homme est d'ordre avant d'être de justice. En outre, Soustelle joue l'intégration et la troisième force. Il développe cette troisième force après le 20 août alors qu'il sait pertinemment que le plus raisonnable, le plus modéré, le plus représentatif des leaders algériens, Ferhat Abbas, est en relation étroite avec le F.L.N. « Ferhat Abbas ne passe au F.L.N., expliquera toujours Soustelle, que sous l'effet de la peur, après le 20 août, après que le F.L.N. a supprimé à Constantine ce neveu qu'il aimait comme son fils. Il a eu peur de subir le même sort. » Alors qu'il sait que cela est faux comme le prouve sa lettre personnelle à Bourguès, publiée ici pour la première fois⁴

Certains ne s'y trompent pas. Sérigny, jusque-là opposé à Soustelle, « bascule » et soutient désormais la politique du gouverneur. Il lui apporte en même temps la caution des grands féodaux dont il est le « haut-parleur ». L'impact du 20 août a été si fort que certains milieux européens prennent peur. En particulier ceux qui voyaient en Soustelle le « gaulliste-mendésiste venu pour brader l'Algérie ». L'attitude du gouverneur est ferme. Il faut le soutenir. Il est plus prudent de jouer avec lui.

De son côté, M^{me} Soustelle, qui est née en Tunisie et n'est pas, depuis son arrivée, insensible à la bonne société algéroise, a effectué dans les salons un travail qui aujourd'hui « paye ». Elle a fait connaître son mari. Il n'est pas l'homme de gauche qu'on croit.

Une autre personnalité va jouer un grand rôle auprès du gouverneur général : André Achiary. C'est un ancien du B.C.R.A., dont Soustelle a été le patron. Un curieux personnage. Un de ces aventuriers comme on en trouve dans les romans de Malraux. Il a fait une guerre magnifique. Agent extraordinaire, c'est l'homme d'action qui n'a jamais « loupé » une mission. Dans cet extraordinaire « merdier » qu'était Alger entre 1942

et 1945, il a joué un rôle aussi effacé en apparence qu'efficace dans la réalité. Bon nombre de cadavres, agents ennemis doubles, triples, retrouvés dans la baie d'Alger étaient dus à l'équipe d'Achiary. Il était très lié — à cette époque — avec Jacques Chevallier, encore agent du B.C.R.A. avant de devenir maire d'Alger. Il a rendu des services de toute sorte. C'est avant tout l'un des plus remarquables soldats de l'armée secrète d'Algérie. Mais la guerre est terminée. Les héros sont fatigués. Il est dur de se recaser dans la vie civile après avoir connu la puissance et les largesses des services secrets. Achiary est nommé sous-préfet de Guelma. Et c'est le 8 mai 1945. Les massacres de Sétif. Tout comme cela vient de se produire dans le Constantinois. Cette fois 104 Européens ont été assassinés. La répression a été horrible. « 25 000 Arabes liquidés », dira officieusement le général de gendarmerie Tubert. « 45 000 », répliqueront les nationalistes. Les faits se reproduisent en Algérie avec une tragique similitude. En 1945, Achiary a pris la tête de la répression. Et l'on voit qu'il a réagi durement. Il a tué à tour de bras, suivi de la population européenne. Pourquoi se priverait-elle devant l'exemple que lui donne l'autorité officielle qu'il représente ? Mais il a été un peu fort. Et il est suspendu. Avec deux plaintes : l'une pour les « affaires de Guelma », l'autre pour avoir interrogé trop brutalement des membres du P.P.F. de Doriot parachutés sur la fin de la guerre par les Allemands. La seconde inculpation fait oublier la première. En interrogeant les espions, Achiary a fait son devoir. On passe l'éponge sur Guelma. Jacques Chevallier, secrétaire d'État à la Guerre, fait signer son élargissement et lui permet de reprendre pied dans la vie civile.

Mais l'homme, intelligent, décidé, qui a goûté en quelques années à toutes les drogues, à toutes les sensations, est marqué à jamais. Il s'occupe à Alger d'une affaire de construction qui ne marche pas très bien. Mais surtout il fait de la politique. Et à Alger, faire de la politique, cela signifie se mêler à de sombres tractations où l'influence des agents secrets, des groupes de pression, est immense. Un milieu où Achiary se sent dans son élément. Il ne peut qu'y être heureux et influent. Il va rendre d'immenses services. Son ancien patron du B.C.R.A. est là, à la tête du Gouvernement général. Il se met à ses ordres. Son rôle sera occulte. Etablissant des contacts. Menant des opérations où sont mêlés les services spéciaux. Prenant une part active à la constitution des réseaux antiterroristes. On va retrouver le nom

d'Achiary dans tous les rapports sur la Main-Rouge, sur les groupes ultras, sur les ratonnades. Son chef-d'œuvre sous le règne de Soustelle restera dans toutes les mémoires : c'est lui qui organisera les « adieux déchirants du peuple d'Alger au gouverneur général » avant d'organiser d'autres jeux plus discrets mais autrement plus meurtriers que nous suivrons au fur et à mesure de leur déroulement.

En septembre, Jacques Soustelle pousse sa grande offensive pour *l'intégration*. Il sent que maintenant il faut aller vite. Il dépose sur le bureau de l'Assemblée algérienne les projets qu'il entend voir adopter et qui tendent à accentuer l'intégration de l'Algérie à la France par l'application effective du statut de 1947. Ces textes prévoient, d'une part, la suppression progressive des communes mixtes, la séparation du culte musulman et de l'État, l'enseignement de la langue arabe, d'autre part, une meilleure exploitation des terres et l'accession d'un plus grand nombre de musulmans à la propriété. On est en septembre 1955. Il y a bientôt un an que la révolution a éclaté. Les troupes françaises ont été portées à 160 000 hommes. Le commandant en chef, Lorillot, en voudrait cent mille de plus pour avoir quelques chances d'endiguer la rébellion. Et on en est toujours à discuter le statut voté de 1947 !

Car on discute sérieusement ! Ces réformes sont pourtant bien anodines. Cela n'empêche pas les élus du premier collège de manifester leur inquiétude devant une accentuation de l'intégration. Laquière dépose un projet comportant un certain nombre de réformes : entrée plus large des musulmans au premier collège, remplacement du gouverneur général par un ministre de l'Algérie assisté de deux secrétaires d'État, un Européen, un musulman, et d'un Conseil de l'Algérie désigné par l'Assemblée algérienne. Le « président » Laquière deviendrait-il libéral ? Large entrée des musulmans dans le premier collège ? Il s'agit simplement pour ces vieux renards de la politique algérienne d'une manœuvre dilatoire destinée à retarder l'examen des projets Soustelle dont certains pourraient entrer en application dès leur approbation par l'Assemblée algérienne !

Soustelle souhaite des préfets algériens — européens ou musulmans —, il a déjà procédé à la mise sur pied d'une promotion d'administrateurs à sous-préfets. Il doit, pour que son projet d'intégration ait une quelconque chance de réussite,

s'appuyer sur des cadres locaux musulmans. Malheureusement, le tour en est vite fait. Ecartant les illettrés, les folkloriques et les corrompus, il ne reste pas grand monde : Bouakouir, le seul haut fonctionnaire musulman du G.G. ; Ould Aouda, le Dr Smati, Mostefa Tamzali, et surtout Ferhat Abbas et Abderrahmane Farès.

Soustelle qui avait fait son choix avec Ferhat Abbas doit le réviser maintenant que le pharmacien de Sétif a des contacts certains avec le F.L.N. Il se tourne vers Farès, Kabyle sympathique, malicieux, rondouillard, malin, éloquent. Au fond un véritable conseiller général radical-socialiste de métropole.

« Je voulais leur donner confiance en eux-mêmes, me dira Jacques Soustelle. Je voulais leur montrer les cadres de demain. Mon idée était de m'en aller en laissant Farès. »

On est confondu par l'étroitesse du choix « musulman » laissé au gouverneur : une demi-douzaine de noms ! Tous les autres sont des « illettrés, folkloriques, corrompus... » ou F.L.N. !

Abane, qui est maintenant organisé à Alger, qui a avec Ouzegane, Lebjaoui, Ben Khedda et quelques autres une équipe « politique et intellectuelle », contre-attaque immédiatement. Il faut mettre en échec cette tentative de Soustelle. Il faut faire en sorte que le mot d'ordre : « Le F.L.N. est le représentant authentique et exclusif du peuple algérien » devienne une évidence pour les dirigeants français. Le Front lance alors une campagne de non-collaboration avec l'administration à tous les échelons. On explique que « tous ceux qui se feraient les complices d'une importante collaboration avec les autorités en donnant l'illusion d'une possibilité de création de troisième force deviendraient les ennemis du peuple et subiraient la colère des militants ». Sous-entendu : ils risquent leur peau. La campagne se développe sous forme de tracts, de lettres personnelles, de visites. Les conseillers municipaux démissionnent en grand nombre : certains par conviction, la plupart par peur. L'administration reçoit le choc en retour de la politique de l'élu choisi, imposé. Celui-ci ne va pas risquer sa vie pour une cause à laquelle il ne croit pas. Quant aux intellectuels musulmans, Abane et Ben Khedda les incitent à prendre position pour le F.L.N. La révolution prend de l'ampleur. Le ralliement officieux de Ferhat Abbas, considéré comme Français et qui, chez les intellectuels, exerce une grande influence, est un apport considérable au mouvement. Le F.L.N. réussit en ce mois de septembre un

extraordinaire travail de propagande en profondeur couronné par la motion des 61. Ce sera le premier coup du glas sonné à la mémoire du projet d'intégration Soustelle.

Le 26 septembre, la veille de l'ouverture de l'Assemblée algérienne, une réunion des élus musulmans du second collège est organisée à Alger par le député constantinois Ben Djelloul. Ben Djelloul est un de ces députés à la botte de l'administration, laquelle joue avec lui depuis bien longtemps. Un jeu rémunérateur qui plaît à ce spécialiste du « Muselez-moi ou je crie... » Il fait dans l'agitation politique dans le seul dessein d'obtenir des subventions françaises. On le muselle facilement avec quelques liasses en échange de votes dociles quand le moment s'impose. Mais en ce mois de septembre 1955, il a la trouille, Ben Djelloul. Une peur blême. Pour sa peau. Pour ses biens. Il lui faut absolument redorer son blason face à ses frères ; ces électeurs qu'il a si mal représentés mais qui ont tant fait — grâce au gouvernement français — pour sa fortune. Il se pose par prudence, car il a, lui aussi, reçu les avertissements d'Abane, en champion, en défenseur de la population musulmane. Ben Djelloul, après une discussion interminable, fait voter par 10 députés musulmans sur 15, 5 sénateurs sur 7, 4 conseillers de l'Union française sur 7 et 42 délégués à l'Assemblée algérienne une motion qui « dénonce la répression aveugle appliquant le principe de la responsabilité collective à des populations sans défense... et constate que la politique dite d'intégration, qui n'a jamais été sincèrement appliquée, est actuellement dépassée ».

Les « Soixante et un » se proposent de donner lecture de leur motion à l'Assemblée algérienne, le lendemain, puis de quitter la salle des séances, mettant ainsi l'Assemblée dans l'impossibilité de discuter valablement des textes présentés par le gouverneur général.

La motion fait l'effet d'une bombe. C'est l'indignation du côté européen. Une indignation tempérée par une joie secrète pour les plus ultras. « Ils font capoter eux-mêmes ces réformes que nous voulions combattre, les imbéciles. » Triomphe passager...

Le gouverneur général pique une de ces colères froides qui terrifient ses familiers. Il est évident pour Soustelle que si l'Assemblée algérienne se réunit, tout le plan de réforme sera par terre tant le tumulte sera grand. Et son plan de réformes, il veut le sauver, Soustelle ! Alors il ajourne purement et simplement la

session. Il sauve les meubles en évitant que le plan des réformes ne soit repoussé dans des conditions tumultueuses et indécentes.

Farès lui donne un coup de main, avec courage semble-t-il. À la radio, il explique qu'il a dû, comme les assistants à la réunion, se rallier à l'avis de la majorité, mais il revient sur sa signature et quitte avec éclat le Comité des 61. Il réclame « l'intégration loyale, franche et complète dans la République indivisible, et ceci dans le moindre délai ».

Soustelle, fort de la déclaration d'Edgar Faure — « Notre but est de parvenir à l'intégration complète » —, se réserve la possibilité de faire voter les réformes directement, sans discussion devant l'Assemblée algérienne, par le Parlement français qui reste souverain pour tout ce qui touche à l'Algérie. Mais déjà à Paris la presse parisienne titre : « La majorité des musulmans refuse l'intégration. » Deuxième coup du glas.

Dupuch, le préfet de Constantine, admet sur place qu'« à partir de la dissidence, des attentats, l'intégration est dépassée car les interlocuteurs sont incrédules. On se casse le nez à trouver des hommes valables. Les intermédiaires musulmans qui veulent se « mettre en avant » et établir le contact n'ont aucune audience »...

Eydoux lui-même, l'homme de confiance, n'y croit plus ! « C'est un rêve. Il est impossible d'intégrer « à charge » dix millions d'Algériens. Sans compter — et Dieu sait si cela compte — qu'il y aurait en plus cent députés au Parlement. Quant aux Européens, aujourd'hui, ils défendent l'intégration tout en la refusant pour des motifs diamétralement opposés à ceux des musulmans ! »

Encore une fois, Jacques Soustelle se fait-il réellement des illusions sur les chances de succès de son projet ? En apparence, oui. Sa conduite le prouve. Mais lorsqu'on se plonge à nouveau dans les documents secrets, leur lecture laisse rêveur. Le télégramme transmis le 29 septembre à 15 h 10 par le service du chiffre sous le n° 01820 adressé par Soustelle au ministre de l'Intérieur Bourghès-Maunoury montre que le gouverneur ne se fait guère d'illusions sur les hommes qui pourraient constituer une troisième force destinée à soutenir l'intégration. Rendant compte de la situation, Soustelle écrit :

« Parmi les élus musulmans se dessinaient des jeux parfois contradictoires dans lesquels les situations personnelles et les

rivalités restaient prépondérantes. Le président Saïah restait l'arbitre entre les deux collèges, mais il n'avait pas caché qu'il suivrait les élus du second collège dans leur départ spectaculaire. La lutte sourde qui oppose l'un à l'autre les présidents Saïah et Farès devenait violente bien que non publiquement affirmée. Elle est sans doute une des raisons de la déclaration vibrante de Farès en faveur de l'intégration... La plupart des élus sentent que leurs assises électorales sont faibles et ils cherchent confusément à rallier une opinion musulmane avec laquelle ils n'ont guère d'attaches... L'organe moteur de l'agitation reste le comité permanent de coordination comprenant Mesbah, Ould Aouda, Ben Djelloul, Arzour, Benchenouf, le sénateur Tamzali, Sator et Ahmed Francis... »

Malgré tout, Soustelle veut vraiment « sauver les meubles » ! Il conclut :

« Les élus musulmans adoptent dans leur majorité la formule de l'intégration mais insistent pour que celle-ci soit appliquée avec sincérité et rapidité, tout en admettant de nécessaires étapes. Ils soulignent que le gouvernement et le Parlement doivent prendre sans délai une ferme position sur la question. Cette tendance s'affirme avec une force que je me dois de souligner. »

Soustelle est bien décidé à faire aboutir coûte que coûte son plan de réformes. D'autant qu'il prépare quelques opérations de services spéciaux qui porteront à la rébellion des coups décisifs. Ceux-ci conjugués à des réformes sincères rétabliront sans nul doute le calme dans les départements français d'Algérie. Ces bottes secrètes ont pour nom : Yacef Saadi et opération « Oiseau bleu ».

Les « conseillers techniques » experts en services spéciaux du cabinet Soustelle avaient monté autour du manifeste des Soixante et un une opération dont ils n'étaient pas mécontents. En réponse à la décision prise par les parlementaires et délégués musulmans à l'Assemblée algérienne de refuser de discuter du projet Soustelle, ils avaient envoyé aux bûni oui-oui de l'Assemblée un avertissement sous forme de tract ronéotypé à en-tête du F.L.N. rédigé dans le style des clandestins. Ce tract devait ramener sous la houlette de Soustelle ceux qui « à la suite d'un égarement passager » s'étaient éloignés du droit chemin ; d'après le tract, leur attitude ne leur vaudrait aucune « circonstance atténuante ». Malheureusement, la censure postale, établie secrètement depuis

quelques semaines, n'avait pas été prévenue de la supercherie. Elle s'était donc empressée d'arrêter toutes les lettres qu'elle avait pu saisir au passage et, triomphante, avait fait son rapport au cabinet. Fureur ! Explications données, les lettres étaient reparties mais non sans qu'Abane eût été prévenu — par quel canal ? — de la manœuvre. Le Front n'allait pas laisser passer une si belle occasion ! Il publia un tract moqueur racontant l'histoire. « Le normalien Soustelle, l'érudit Soustelle est vraiment un médiocre politique, un mauvais psychologue et un malhonnête homme », concluait le rédacteur du tract. Quant à la position du F.L.N. face à la nouvelle attitude des élus, elle peut se résumer ainsi : « Tout d'abord nous nous réjouissons (sans toutefois nous faire trop d'illusions) de voir ceux sur qui le colonialisme comptait pour se maintenir en Algérie faire publiquement leur *mea culpa* et condamner la politique dite d'intégration. Mais nous croyons que cela ne suffit pas. Les élus doivent, s'ils veulent que le peuple leur pardonne leur néfaste passé, déclarer hautement que l'unique solution du problème algérien réside dans la reconnaissance par la France de notre droit à la liberté et à l'indépendance. »

L'ironie acide du tract qui apportait la preuve que non seulement le Front était bien implanté à Alger mais qu'il avait des antennes dans tous les milieux fut un peu adoucie au cabinet du gouverneur par l'espoir immense que suscitait l'opération Yacef Saadi. En effet, celui que les journaux, lors de son arrestation, avaient baptisé « chef du C.R.U.A. d'Alger » était en liberté !

En prison, à Barberousse, Yacef n'avait apporté aucun renseignement nouveau à la police. Le juge Bérard l'avait interrogé à plusieurs reprises sur l'organisation du F.L.N. Ce n'était pas que Yacef ne voulait pas parler — ça, je vous le jure, monsieur le juge —, c'est qu'il ne savait rien. Il avait hébergé Rabah Bitat dont il ignorait même le nom, mais il ne l'avait fait que sous l'effet de la contrainte. Le juge Bérard ainsi que les policiers des R.G. avaient rapidement jugé le jeune homme intelligent, très détendu, apparemment sincère. « On pourrait s'en servir comme appât », avait lancé un inspecteur. Le cabinet Soustelle avait accepté le plan des policiers. Il suffisait de convaincre Yacef de travailler pour la police en échange de sa liberté et, éventuellement, de compensations sonnantes et trébuchantes. Cela ne semblait pas impossible. Au cours de ses différents interrogatoires, Yacef n'avait pas paru aux inspecteurs être un dur, un convaincu. Il n'avait récité aucun de ces couplets

nationalistes que certains « irrécupérables » brandissaient comme une bannière. Au contraire, un type compréhensif et qui pourrait devenir coopératif !

Yacef Saadi prit les devants. C'est lui qui proposa au juge Bérard de travailler pour la police française en échange de sa liberté. Le juge accepta.

« Je veux bien te faire remettre en liberté, Yacef, dit Bérard, mais un faux pas et je te recoince. Et cette fois, tu ne t'en sortiras pas facilement. Crois-moi, nous t'aurons à l'œil. Cela dit, si tu joues le jeu, tu bénéficieras de toutes nos protections. Maintenant, écoute : tu vas reprendre contact avec le F.L.N. et tu feras ce qu'ils te diront de faire. Ce que je veux, c'est les têtes. Une des têtes pour commencer : Krim, Ouamrane ou Abane.

— Qui c'est celui-là ? feignit Yacef.

— Un nouveau que nous avons identifié. C'est un de nos anciens pensionnaires. Et c'est peut-être le plus dangereux. Renseigne-toi et surtout renseigne-nous. »

Avant que Yacef eût été élargi, l'état-major du Front d'Alger était prévenu ! Décidément, l'infrastructure devenait solide dans la capitale. C'est Bitat qui, de l'intérieur de la prison de Barberousse, prévint ses compagnons par l'intermédiaire de son avocat M^e Ben Toumi : « Yacef a trahi. Il sort... »

Immédiatement, Ouamrane convoqua le groupe action de Fettal : à Bouchafa revint la mission de descendre Yacef. Mais le petit Bouchafa n'avait pas oublié sa mésaventure. Lui aussi avait failli être liquidé. Il le rappela à Ouamrane :

« Si tu ne m'avais pas réceptionné au maquis, j'y passais. Non ? Abane voulait ma peau parce que, selon lui, j'avais trahi. Or je n'avais pas trahi. Pour Yacef, c'est peut-être la même chose. Moi, je n'ai eu aucun contact avec lui. Fettal et moi ne connaissons que H'Didouche, son beau-frère. Que les hommes de son groupe descendent Yacef. Moi je ne peux juger de son travail. »

Ouamrane, furieux, n'insista pourtant pas, Bouchafa avait trop mauvais caractère. Et puis Ouamrane obéissait lui-même à Abane et à KriM. On allait discuter. Dès sa sortie de prison, Yacef, qui prévoyait les réactions du Front, dut aller très vite. S'il ne prévenait pas rapidement Krim, Abane et Ouamrane de son

double jeu, il se retrouverait en moins de temps qu'il ne faut pour le dire avec une balle dans la tête. Yacef prévint immédiatement son beau-frère H'Didouche. « Il faut que tu expliques tout mon plan aux responsables. » La réponse vint très vite : Yacef était convoqué par Ouamrane à Bordj-Menaïel. « Dans la ferme d'Ahmed Mohamed, à deux kilomètres au sud-ouest de Bordj », précisa H'Didouche.

Les explications de Yacef convainquirent Ouamrane :

« J'ai joué cette carte uniquement pour me faire libérer. Il n'est pas question de respecter le marché conclu. Sinon, réfléchis, je ne vous aurais pas alertés immédiatement ! »

En revanche, ni Krim ni Abane ne furent si faciles à convaincre. Ouamrane, aidé de H'Didouche et de Chaïb Ahmed, qu'on appelait le Corbeau, les rencontra dans un appartement du Telemly. La conversation fut orageuse. Abane ne voulait rien entendre. Ouamrane se servit de l'exemple de Bouchafa.

« Celui-là, dit-il, si on l'avait supprimé lorsqu'on l'a convoqué au maquis on aurait été bien avancé.

— Tu fais bien de prononcer son nom, rugit Abane. On lui a confié la mission de descendre l'inspecteur Arbane. Il n'en a pas été capable. Une fois, paraît-il, la cartouche était mouillée, la seconde M. Bouchafa a hésité. Eh bien, moi, je n'hésite pas. Liquidons Bouchafa et Yacef. Bouchafa pour avoir failli à sa mission, Yacef pour trahison. C'est tout ce que j'ai à dire à propos de ces deux misérables ! »

La justice d'Abane était expéditive. Pourtant Ouamrane, H'Didouche et Chaïb obtinrent sinon le pardon, du moins le sursis pour les deux hommes. On convint de les mettre à l'épreuve. Selon les résultats obtenus, une décision serait prise. Au mois de septembre 1955, ceux qui vont être les chefs des commandos les plus meurtriers d'Alger viennent de sauver leur peau. Il semble qu'Abane ait cédé devant la détermination du beau-frère de Yacef, H'Didouche, et de son copain Chaïb. Si on liquidait Yacef, il faudrait se débarrasser également de ces deux-là, et comme c'étaient eux qui s'occupaient directement du recrutement de la Casbah...

Abane n'était pas de bonne humeur en allant au rendez-vous qu'il avait fixé à Lebjaoui. Là, il ne s'agissait plus d'histoires d'hommes de main, de liquidations, mais des grandes options

politiques. Lebjaoui faisait partie de son équipe intellectuelle, il avait besoin de lui exposer les idées qu'il comptait développer au cours des mois qui venaient. Accaparé par le quotidien, il n'avait plus le temps de réfléchir aux grands problèmes. Ces dernières semaines tout avait été tellement vite ! Le 20 août avait surpris tout le monde. Il avait fallu exploiter l'extraordinaire retentissement soulevé par l'action de Zighout. Abane avait tout de suite essayé d'établir une liaison avec le chef de la région 2. En vain. Le quadrillage était tel qu'aucun étranger à la région ne pouvait pénétrer dans le Constantinois sans être immédiatement repéré. Quant aux maquisards de Zighout, ils devaient se terrer.

Le 20 août avait non seulement attiré définitivement l'opinion algérienne sur la réalité d'un mouvement de libération, mais encore l'opinion métropolitaine et mondiale. L'action du 20 août avait fait par ses excès même les titres de tous les journaux du monde. Il avait fallu en arriver là pour que l'on cessât de mettre en doute la réalité de la révolution. C'était la preuve qu'il fallait dès maintenant développer l'action politique sur une grande échelle. La motion des Soixante et un était une première victoire.

Abane entra dans une discrète villa des hauts d'Alger. Lebjaoui l'attendait. Dans l'entrée, deux hommes de protection, la mitrailleuse à la main, veillaient. Entre Abane et Lebjaoui s'était tout de suite établie une grande sympathie. Ils s'entendaient, se comprenaient, se complétaient. C'était affaire de culture, de goûts, d'affinités. Avec les « militaires », Krim, Ouamrane, Abane ne pouvait discuter sur le même plan. Il se sentait moins à l'aise. Moins en confiance. Et ces maquisards qui pensaient avant tout à l'action militaire l'agaçaient un peu. Encore que Krim ait tout de suite compris l'importance de la politique dans la réalisation de leur but. Tandis qu'avec Lebjaoui, Ouzegane, Ben Khedda même, qui maniaient plus facilement la dialectique que la mitrailleuse, il se sentait à son affaire. Et puis avec eux, c'était lui le chef. Krim, autorité incontestée sur le plan militaire, avait fait la plus entière confiance à Abane sur le plan politique. La tête politique de la révolution, c'était Abane.

Lebjaoui entama immédiatement la discussion sur le 20 août. Il regrettait non le soulèvement, mais la façon dont les Européens avaient été assassinés.

« C'est, dit-il, donner des armes à la colonisation. Le F.L.N. : tous des sauvages.

— Tu sais bien que, aujourd’hui encore, nous n’avons aucune liaison avec le Constantinois, répliqua Abane, et là-bas ils ont agi de leur propre chef. Mais la direction du Front, c’est-à-dire nous, doit assumer les fautes commises. Nous ne sommes pas animés par le désir de multiplier les souffrances, mais les nécessités de la lutte nous obligent — par la force des choses — à laisser une grande marge d’initiative aux chefs locaux. L’important était d’installer l’insécurité pour les Européens. Jusque-là ils pouvaient faire ce qu’ils voulaient, maintenant c’est changé !

— Mais massacrer des enfants est — en plus de l’inhumanité — une faute psychologique grave !

— Bien sûr. Mais va dire à ceux qui subissent la répression de « trier » leurs victimes ! D’après les journaux, c’était la folie furieuse. Et ce qui s’est passé en juillet dans le Constantinois où quinze personnes, tous des Arabes, hommes, femmes et enfants, ont été mitraillées par les occupants d’une voiture européenne, c’était joli ? Il n’y a eu que deux survivants pour raconter l’histoire. Mais ça, on ne l’écrit pas dans les journaux et on ne croit pas ceux qui en parlent. Terrorisme. Contre-terrorisme. C’est l’enchaînement de la guerre dans laquelle nous nous sommes lancés.

— Essayons tout de même de n’organiser des expéditions punitives que contre les Européens qui aident la police et les militaires ou qui font du contre-terrorisme. Rien qu’à Alger nous aurions fort à faire. Ainsi on éviterait que la vengeance aveugle ne frappe ceux des Européens qui ne sont pas pour la colonisation. »

C’était là le problème qui obsédait Lebjaoui, fort lié avec beaucoup d’Européens libéraux et qui pressentait la rupture complète de tout échange si les attentats aveugles se multipliaient. Heureusement, à Alger, rien ne s’était encore passé. Abane, à la grande surprise de Lebjaoui, ne le suivit pas dans ce raisonnement. Pour lui, tous les Européens d’Algérie étaient contre le peuple algérien. Il fallait les considérer collectivement et individuellement comme des ennemis. Il se référa à Sétif où « des libéraux, des communistes même, avaient fait des cartons sur les Arabes... ». Détacher certains Européens de la colonisation, c’était une chimère.

« Mais le Front, répliqua Lebjaoui, doit être le seul représentant authentique du peuple. Et tu ne dois négliger aucun des aspects du travail politique indispensable. Bien sûr qu’on

n'arrivera jamais à entraîner la sympathie de la masse des Européens pour le Front, mais dans la mesure où l'on peut dissocier certains Européens de la grosse colonisation, la tâche nous sera plus aisée. N'oublie pas la France. Notre action, quand elle sera spectaculaire, sera analysée par tous ceux qui s'intéressent à la politique algérienne. Il faut donc éviter de donner à la lutte tout caractère social ou religieux. Ce doit être une lutte de libération véritable. »

Après une longue discussion, Abane reconnut la justesse de la position de Lebjaoui. Tout ce qui devait être tenté pour aider et soutenir politiquement la lutte armée devait l'être avec acharnement.

Ce jour-là, Lebjaoui devait constater à quel point Abane avait une vision large de la révolution. Le chef politique d'Alger avait besoin de parler et — contrairement à ce qui était la règle — il prolongea l'entretien avec Lebjaoui pour parler non du présent, mais de l'avenir. Pour lui, la révolution algérienne, une fois le colonialisme abattu, devrait apporter au peuple non seulement la liberté, mais ce qu'il appelait déjà la « démocratie économique » qui seule pouvait donner à l'homme — avec la liberté — le sens de sa dignité. La justice sociale avait un contenu précis et révolutionnaire ; la société algérienne devait être transformée. Sans nier la respectabilité des valeurs traditionnelles de la société arabo-musulmane, il voulait que le peuple fasse irruption dans la vie moderne.

« Il avait, dira Lebjaoui, une vision grandiose de ce que pourrait être l'avenir de l'Algérie ; une vision empreinte d'une grande générosité d'âme. On sentait que tous les projets qu'il faisait pour son pays étaient réalistes, à la mesure des possibilités de notre peuple... » Ce jour-là, Abane expliqua à Lebjaoui qu'il voyait très bien l'Algérie se diriger vers la construction graduelle du socialisme sans être pour autant communiste. Compte tenu des expériences déjà réalisées dans le monde, on devait trouver une voie originale pour le pays. Sur ce point, Abane était formel :

« Le socialisme imposé, mon bon Lebjaoui, ne pourra jamais convenir à notre pays. La satisfaction des revendications légitimes des déshérités de notre peuple sera le terrain sur lequel finiront par s'opposer les éléments de progrès et les réactionnaires. Tu le vois, pour nous, le problème politique est essentiel. Mais avant d'en arriver à nos rêves, il y a des réalités beaucoup moins

réjouissantes à affronter. Nous avons du travail. »

Abane était pensif en quittant Lebjaoui. Il laissa partir son compagnon, vérifia le pistolet qu'il glissa dans sa ceinture. Ce Lebjaoui était bien. Ben Khedda donnait entière satisfaction. L'équipe politique était solide. Il serait temps de la mettre au travail. Abane avait pour elle un immense projet : la préparation d'une solide charte politique du F.L.N. Une fois les liaisons établies entre toutes les régions et l'extérieur, il faudrait se réunir et tenir un véritable congrès qui donne une assise politique à la révolution appuyée par une unité d'action. On n'en était pas encore là ! Malheureusement. Regagnant son refuge, Abane pensa aux commandos. À ces types dont on lui rebattait les oreilles. Ils l'inquiétaient beaucoup. Bouchafa. Fettal. Yacef. Ces trois lascars ne lui disaient rien qui vaille. C'était à Krim et à Ouamrane, responsables militaires, de les contrôler et de les surveiller. Abane tenait moins que jamais à avoir des contacts personnels avec eux. Mais il se promit de les tenir à l'œil.

L'inspecteur Arbane faisait les cent pas devant le Monoprix de Belcourt. Il n'était pas en mission. Au contraire. Celui qui était l'un des plus hauts gradés musulmans de la police algéroise, celui auquel toutes les commissions qui se plongeaient dans l'étude des sources de la rébellion demandaient conseil, répondait à un ultimatum du F.L.N. Comme n'importe quel « élu » de l'Assemblée algérienne. La veille, il avait encore reçu une lettre du Front. C'était la seconde. La première lettre lui avait fixé rendez-vous devant le Monoprix de Belcourt et lui expliquait que les deux tentatives de meurtre dont il avait été victime n'étaient que des mesures destinées à lui prouver l'importance du F.L.N. qui frappait où il voulait, quand il voulait. Il avait répondu à la convocation. Il avait attendu près d'une heure sans que personne le contacte. Pourtant il n'avait parlé de ce rendez-vous à aucun de ses collègues. La seconde lettre du Front lui expliquait qu'on avait constaté sa présence, que c'était une preuve de bonne volonté et qu'il fallait continuer dans ce sens. Rendez-vous lui était donc donné à nouveau au Monoprix de Belcourt près du kiosque à journaux. Sous son bras, pliée dans un journal, il y avait une liste des indicateurs musulmans d'Alger, la plupart des M.N.A., qui travaillaient pour les R.G., et des policiers européens et musulmans qui dans les locaux de la P.J. torturaient les suspects arrêtés. C'était le résultat de la première mission que lui confiait le F.L.N.

« Monsieur Arbane ! »

Le policier surpris se retourna. Le vendeur du kiosque l'appela. ,

« C'est vous M. Arbane ?

— Oui.

— On vous demande au téléphone ! »

Et le jeune homme tendit l'appareil au policier qui le prit.

« Arbane ?

— Oui. C'est moi. Qui est là ?

— Ici l'un des amis que vous savez. Jusqu'au moment où vous raccrocherez ne m'interrompez pas. Vous allez partir d'ici, prendre la rue de Lyon jusqu'à la rue Albin-Rozet. Là, au n° 6, vous trouverez un épicier. Vous entrerez dans le magasin et achèterez quelque chose puis, en payant, vous laisserez votre journal et ce qu'il y a dedans au marchand en lui disant : C'est pour Si Moussa. À la moindre faiblesse, à la moindre tentative de trahison, on vous descend. On vous surveille. Vous avez sept minutes pour aller chez l'épicier. Vous ne devez pas vous arrêter, ni serrer la main ni adresser la parole à qui que ce soit. Vous seriez immédiatement abattu. En sortant de chez l'épicier, vous irez chemin Fontaine-Bleue. Vous y stationnerez dix minutes. Puis vous rentrerez chez vous. Allez-y. »

Et on avait raccroché. Arbane au milieu de la foule de Belcourt prit la direction du cimetière Sidi Abderrahmane, la rue Albin-Rozet était à deux blocs sur la droite de l'entrée de la mosquée.

À la grande poste, Taïeb Illoul regarda l'heure. Midi. C'est lui qui venait de donner ses instructions à Arbane. Il appela Bouchafa : « Tout est paré. » Il raccrocha immédiatement. Sa mission était terminée.

Bouchafa, qui n'était pas parvenu à abattre Arbane, avait résolu fort intelligemment de s'en servir et de le « retourner ». La liste qu'il devait apporter fournirait des objectifs d'attentats autrement importants. Bouchafa avait donc préparé ce plan pour mettre Arbane à l'épreuve. Même si celui-ci avait tendu avec ses amis de la police une souricière au Monoprix, ils ne pouvaient connaître le nouveau rendez-vous. Ni le vendeur du kiosque ni l'épicier ne faisaient partie du Front. Des anonymes dont

Bouchafa se servait. Le premier guetteur vit passer Arbane rue de Lyon et le signala à Bouchafa. « Il semble tranquille. Il marche le nez en l'air comme s'il ne voulait voir personne ! » Et pour cause ! Un second guetteur signala son entrée chez l'épicier, puis sa sortie. La station de dix minutes chemin Fontaine-Bleue devait donner le temps à un agent de liaison de prendre livraison du journal et de la liste avant qu'Arbane soit rendu à une liberté « non » surveillée » ! De derrière ses rideaux, le troisième guetteur, dans son appartement du chemin Fontaine-Bleue — c'était la raison du lieu indiqué à l'inspecteur pour son attente forcée — téléphona à Bouchafa l'arrivée et le départ d'Arbane. Les dix minutes étaient respectées. Non seulement l'inspecteur n'avait parlé à personne, mais les renseignements qu'il apportait étaient de premier ordre.

Fettal et Bouchafa allaient pouvoir exécuter fidèlement — et sans erreur — les ordres d'Ouamrane qui — depuis l'histoire Yacef-Bouchafa et la colère d'Abane — contrôlait attentivement ses commandos d'Alger. Fort habilement, le chef de l'Algérois avait mis en « concurrence » les commandos de Fettal-Bouchafa et ceux que créait Yacef aidé de Chaïb et de son beau-frère H'Didouche. L'émulation serait certainement payante !

Lors d'une réunion aux Issers, le 15 octobre, Ouamrane et Krim avaient ordonné à Fettal-Bouchafa et à Chaïb le Corbeau, représentant les commandos de Yacef, d'éliminer les multiples réseaux qui à Alger prétendaient représenter la révolution : en premier lieu le chef M.N.A., Rehani, bras droit de Bellounis, puis les hommes de Belhadj Djillali — un indicateur des R.G. qui se fait appeler Kobus —, enfin « ceux » de la liste Arbane. Comme on l'a vu, Krim avait résolu le problème du M.N.A. en Kabylie. Il souhaitait faire de même à Alger.

Bouchafa et Fettal s'étaient vu confier par Ouamrane la haute main sur tous les commandos d'Alger. Les leurs et ceux de Yacef. Ils ne se sentaient plus de fierté. Mais ils ignoraient qu'Ouamrane avait également chargé Yacef d'organiser des actions de commandos sur Alger pour « développer l'insécurité » ! Alger allait connaître dans un premier temps « les règlements de comptes entre musulmans », ignorant encore qu'il s'agissait du prélude à une insécurité complète qui se développerait atrocement quelques mois plus tard.

Le 24 novembre 1955, le commissaire du 9^e arrondissement,

M. Freddy, était abattu sur l'ordre de Bouchafa et Fettal par un commando dirigé par Mohamed Z'Yeux-Bleus. Le commissaire Freddy avait, selon un rapport établi par la cellule F.L.N. de l'hôpital de Mustapha, tué à coups de pied un « suspect » qu'il interrogeait. Fait confirmé par la présence du nom du commissaire dans la liste fournie par l'inspecteur Arbane. Le meurtre du commissaire, qui faisait trois orphelins, eut un immense retentissement à Alger. *L'Echo d'Alger*, se faisant l'interprète d'une grande partie de la population, réclamait déjà à cor et à cri des « mesures fermes ». Le 10 novembre, Ben Boulaïd avait réussi à s'évader de la prison de Constantine. Et *L'Echo* s'était indigné de la façon dont on traitait les prisonniers : « Non seulement, écrivait *L'Echo*, des criminels dont la culpabilité est irréfutable bénéficient de procédures dilatoires sans fin — dans un pays où les masses populaires ont pourtant conservé le goût du châtiment exemplaire et prompt — mais encore, semble-t-il, les condamnés sont parfois entourés de bienveillances qui font d'une maison centrale une prison d'opérette. » Ainsi commençait une campagne d'excitation, d'incitation au « châtiment exemplaire » qui allait conduire à la plus affreuse campagne de représailles. Ce sera, une fois entendus les appels à la guillotine, l'épouvantable enchaînement exécution — bombes — attentats — exécution qui fera d'Alger la ville la plus sanglante du monde.

Bouchafa et Fettal exécutèrent, le 10 décembre 1955, le grand chef M.N.A. d'Alger, Rehani, entre la rampe Valée et la rue Bencheneb. Les hommes de leurs groupes n'avaient pas encore le sang-froid que les commandos acquerront plus tard pendant la « bataille d'Alger ». Rehani fut abattu par Bouchafa après que Ramla, son homme de main, se fut « dégonflé ». Fettal, qui devait achever le chef M.N.A., y renonça, expliquant à son retour qu'il croyait au mektoub, que Rehani avait sauvé sa peau et qu'après cela il croyait encore plus au mektoub. Bouchafa, qui ne voulait pas de témoin à charge au cours d'une action, entra dans une violente colère. Il supplantait de plus en plus Fettal à la tête de ces commandos. Son prestige augmentait d'autant qu'il avait trouvé des armes en faisant engager un homme à lui, Saïd Babou, pour décharger un bateau militaire, le *Merchant Prince*, venant d'Indochine. La décision, l'intelligence, la force de caractère, la violence aussi de ce petit homme firent revenir Abane sur sa décision première. Bouchafa se révélait très utile. Le chef politique du F.L.N. voulut même le rencontrer. L'entrevue eut lieu

au Clos-Salembier dans la menuiserie d'Amar Madani. Ouamrane présenta Bouchafa à Abane.

« Si Ahmed, voici notre brave Moktar dont je t'ai parlé. »

Celui qui avait voulu supprimer Bouchafa reconnut publiquement son erreur.

« Et dire qu'on a failli exécuter un homme de ta valeur ! »

Abane embrassa Bouchafa et les deux hommes firent connaissance. On est frappé de voir à quel point dans le mouvement clandestin les petites satisfactions d'amour-propre, les accolades du grand chef au *fidai* (terroriste) qui risque sa vie quotidiennement, jouèrent un grand rôle.

Cette entrevue correspondait à un spectaculaire changement de position d'Abane. Il s'apercevait que les actions des commandos prenaient à Alger une ampleur que les unités du maquis ne pouvaient égaler. Il fallait se servir de ce tremplin « publicitaire » pour faire connaître et craindre la révolution. Avant de rencontrer Bouchafa, Abane avait « renoué » avec Yacef. C'était la grande réconciliation. Cela n'avait pas été sans mal du côté de Yacef. Le boulanger de la rue des Abderames voulait passer à l'action directe, rapide. Tandis qu'Abane préférait « asseoir » d'abord la politique. Yacef l'avait contré assez violemment.

« Je passe à l'action, avait-il dit, on fera de la politique en même temps. Si nous parvenons à nettoyer la Casbah, abattre les indicateurs — qui, je te le signale, se développent de plus en plus, le « milieu » s'y met et travaille pour la France —, on arrivera à foutre une telle trouille aux autres qu'ils se tiendront tranquilles. Et ça te facilitera la tâche politique. Non ?

— Alger doit rester tranquille, c'est notre refuse et c'est le centre de ravitaillement de toute l'Algérie et des maquis.

— Ce ne le sera pas longtemps si tu laisses se développer ces réseaux d'indics ! On se fera tous coffrer. Et je sais de quoi je parle... »

Abane avait détourné la tête. La réflexion était pour lui. Il n'avait pas eu confiance en Yacef, à sa sortie « miraculeuse » de prison, et pourtant le jeune homme se révélait un extraordinaire organisateur. Un homme d'action né. Il était maintenant recherché par la police qui avait compris qu'on l'avait « blousée ». Yacef vivait en clandestin dans la Casbah où la sécurité était loin d'être

assurée.

« Et une fois la Casbah nettoyée, poursuivit Yacef, on pourra, à partir de ce véritable « maquis » en plein cœur d'Alger, lancer des actions sur la capitale. Ce sera notre bastion, notre camp retranché. »

Maintenant, Abane hésitait. Le plan de Yacef n'était pas bête.

Profitant de son avantage celui-ci insista :

« Et puis une fois la politique « assise » comme tu dis, si tu veux que l'on nous prenne au sérieux, que l'on parle de nous, il faudra qu'Alger bouge. Un pétard rue Michelet fera plus de bruit qu'une embuscade meurtrière en haute Kabylie ! Ici, tout le monde en parlera. La presse fera des titres. Il y aura la radio. Le cinéma. C'est ici que tout devra se passer. »

Abane, convaincu, céda. Yacef devait assainir la Casbah. Il avait carte blanche.

« Pour tout autre attentat ou action dans les quartiers européens, précisa Abane, tu dois avoir notre autorisation. »

La décision que venait de prendre Abane conduira à la « bataille d'Alger ». C'est dès la fin 1955 que se constituèrent les commandos qui pendant plus de six mois vont livrer, en plein cœur de la capitale, une bataille terrible aux parachutistes auxquels une autorité civile dépassée aura donné tous les pouvoirs.

Pour l'instant, Yacef s'organise. Avec son beau-frère H'Didouche et Chaïb le Corbeau, ils développent leurs réseaux. H'Didouche fait la liaison avec les commandos de Bouchafa qui, comme on l'a vu, « se remuent de plus en plus ». Le premier groupe de Yacef, dirigé par Chaïb le Corbeau, Amar Aïdoune et Salah Bouchara, compte 21 membres parfaitement cloisonnés. Yacef a adopté le système pyramidal par cellule de 3 dont nous démonterons le moment venu la mécanique délicate.

En octobre 1955 s'est produit un événement qui va considérablement influencer sur les combats qui se dérouleront dans quelques mois à Alger. Yacef a recruté un homme qui va devenir son second et dont le nom reviendra sans cesse pendant, toute la « bataille d'Alger » : Ali la Pointe. Un nom sur lequel tous les policiers, tous les paras, tous les indicateurs mettront un visage tant sa photo sera diffusée à des milliers d'exemplaires

accompagnée de la mention « très dangereux ».

Amara Ali a vingt-cinq ans. Il est né à Miliana, mais est venu tout jeune habiter à Bouzaréa au haut de Pointe-Pescade d'où il a tiré son surnom : Ali la Pointe. Rien à voir avec une allusion à un couteau dont Ali ne se servira jamais beaucoup. Les parents sont pauvres, alors le gosse ne va pas à l'école. Il fait tous les petits métiers qu'Alger offre aux milliers de gamins à demi abandonnés qui errent dans la Casbah, dans le vieux quartier de la Marine, à la merci des clochards sodomites, et dans les rues des quartiers européens proposant du chewing-gum, des peignes, ou trimbalant sur leurs épaules crasseuses la petite caisse du « cireur à pattes noires et à dents blanches » qui ravit les touristes. Rapidement il fait partie d'un de ces gangs de yaouleds mis en coupe réglée, exploités par des musulmans sans scrupules comme ce Tahar Chérif qui vient d'être abattu par les commandos de Bouchafa et qui dirigeait une bande de gosses, de mendiants, de soi-disant aveugles, de marchands de billets de loterie, avec l'approbation de la police à qui il servait d'indicateur précieux.

C'est avec eux qu'Ali la Pointe a grandi. Il est devenu un homme qui sait tout de la vie la plus dure, la plus ignoble. Il est grand. Beau. Costaud. Ses yeux marron, ses cheveux châtain clair bouclés et les tatouages qu'il s'est fait faire : « Zoubida. Cheda. Felah », sur la main gauche, « Marche ou crève » sur le téton gauche, « Tais-toi » sur le dessus du pied droit séduisent les demoiselles qui déambulent dans la rue Barberousse ou rue de la Mer-Rouge. Il devient proxénète et, comme il n'est pas « fainéant », ajoute à ces activités celle de joueur de bonneteau. D'un caractère changeant, irritable, Ali la Pointe acquiert vite la réputation d'un homme redoutable dans le « milieu » d'Alger. Toute la Casbah le connaît. Poursuivi à plusieurs reprises, il n'a pas hésité, dit-on, à tirer sur les policiers. Arrêté en 1954, il a écopé de deux ans de prison. À Barberousse, dans les grandes cellules où on entasse les « Arabes » à trente ou trente-cinq, il fait la connaissance d'hommes du F.L.N. Ceux-ci n'étant pas considérés comme « politiques » mais comme bandits de grand chemin sont mêlés au droit commun et font de la propagande. Ils « éduquent le cerveau en friche d'Ali la Pointe ». Ils le travaillent :

« Tu es une victime du colonialisme. Si tu ne sais ni lire ni écrire, c'est leur faute. Si tu as fait tout cela, le bonneteau, les

putes, c'est que tu ne savais rien faire d'autre. Maintenant, tout va changer. Lutte avec nous ! » Lorsque Ali la Pointe est transféré à Damiette, camp de travail du style ferme-prison, il n'a qu'une pensée : s'évader et rejoindre le F.L.N. Projet qu'il met à exécution. Comme le papillon est attiré par la lumière, il revient à la Casbah et cherche le contact.

On prévient Yacef. « Il y a un dur, un prêt à tout, qui veut venir avec nous. » Yacef accepte de le rencontrer. Il est méfiant. Un maquereau « évadé » qui veut participer à la révolution, c'est louche. Ce type doit être manœuvré par la police selon une méthode que Yacef connaît bien pour l'avoir expérimentée. La première rencontre se fait à la Casbah au marché aux puces du boulevard de Verdun, pas très loin de Barberousse ! Yacef le repère tout de suite : grand, beau garçon, un physique de boxeur, habillé à l'européenne avec une élégance un peu voyante... Yacef le met en confiance. Oui, il accepte de le prendre avec lui, oui, il pourra travailler avec le F.L.N. Ali la Pointe exulte.

« Mais, ajoute Yacef, tu dois donner une preuve de ta bonne volonté. Demain tu vas descendre un agent de police. Trouve-toi rue Randon, près du n° 40. Tu auras tes instructions. »

Le lendemain, Ali la Pointe se trouve près d'un café maure rue Randon, il attend. Soudain une jeune fille voilée lui touche le bras. Ali ne voit que deux grands yeux bruns, profonds, inquiets. De sous le voile brodé la jeune fille transmet les instructions : « Tu vas tuer l'agent qui se trouve dans le café. Attends qu'il sorte.

— Je n'ai pas d'arme.

— Je te la donnerai lorsqu'il sortira. Tu me la rendras après. »

Yacef a eu l'idée de se servir d'une de ses amies pour la mission. L'agent quitte le café. La jeune fille sort un pistolet de son panier et le plaque dans la main d'Ali. Celui-ci, dans un état second, se précipite vers l'agent de police, vise le ventre et tire. Un déclic... deux déclics... Rien. Ali tire une troisième fois. Toujours rien. Autour des deux hommes, c'est le vide. La foule toujours compacte dans cette rue qui est la plus fréquentée, la plus commerçante de la Casbah, s'est égaillée, terrorisée par la fusillade qui se prépare. L'agent de police s'est ressaisi. À son tour il va dégager son revolver de l'étui. Ali ne lui en laisse pas le temps. À deux reprises il abat son poing armé du pistolet

inutilisable sur le visage du policier, qui s'étoile de sang. L'homme s'écroule. Ali s'enfuit à toutes jambes. Il est fou de rage. Il a réalisé que l'arme était vide. Yacef l'a joué. Le chef de la Casbah le retrouve deux heures plus tard et lui explique que c'était là une épreuve pour juger de sa bonne volonté. Ali, qui est un homme d'action, tout d'une pièce, sans beaucoup de cervelle, ne comprend rien. Puis après de nouvelles explications — il s'est un peu calmé —, c'est l'illumination. On le prenait pour un traître ! Nouvelle colère. Après deux heures d'explications, de prise en main, Yacef n'a pas de garde du corps plus fidèle, plus dévoué qu'Ali la Pointe.

La connaissance qu'a Ali du « milieu » de la Casbah va considérablement servir les projets de Yacef. Il connaît tout le monde, les bistrotts, les indics, les trafiquants de drogue, les joueurs de tchic-tchic, les maquereaux, les putains. Il a été en rapport avec toutes les bandes importantes. De Hacène le Bônois aux frères Hamiche en passant par les Européens Vincent la Rascasse et Jo Meneila. Il les connaît tous et tous le connaissent sans avoir pu s'attacher les services de cet homme redoutable au sang froid et à la tête légère. Car Ali la Pointe ne veut être au service de personne. Il « travaille » en indépendant. Pour la première fois, il a trouvé son maître : Yacef Saadi. Il est prêt à le suivre au bout du monde. Cet être inculte qui ne croit ni en Dieu ni au diable a trouvé une cause. Il s'y jette avec exaltation. Yacef pourra tout lui demander, il exécutera fidèlement, froidement. Le tandem Ali la Pointe-Yacef Saadi est constitué. Il n'a pas fini de faire parler de lui.

La prise en main de la population devenait une réalité. Les consignes du F.L.N, de ne plus boire, de ne plus fumer, de ne plus s'amuser, étaient suivies. Pour mettre en garde ceux qui ne se plieraient pas aux ordres, Yacef fit déposer le lundi 12 décembre deux bombes dans les salles des cinémas Olympia et Donyazad, en plein centre de la ville. Il n'y avait pas grand monde à 17 h 45 lorsque les engins éclatèrent, vingt et une personnes, tous des musulmans — ces deux cinémas étant spécialisés dans la projection de films arabes —, furent blessées légèrement. Deux seulement furent retenues à l'hôpital. C'étaient de gros pétards qu'avait placés Yacef. Il ne s'agissait pas de faire de dégâts mais de frapper les esprits. Le but était atteint.

Ce lundi 12 décembre 1955, Alger connaît son premier attentat

spectaculaire. C'est en ville le début de l'escalade. Les explosions dans les deux salles, ajoutées aux règlements de comptes F.L.N.-M.N.A. — on trouve tous les jours un ou deux cadavres abandonnés au coin d'un terrain vague ou en pleine rue — font monter de plusieurs degrés l'inquiétude déjà soigneusement entretenue par certains milieux européens redoutant les conséquences de réformes qu'ils jugent prématurées. Dans la population européenne, dans les quartiers populaires, on se monte la tête. L'opération du 20 août a été exploitée par les plus ultras, le petit peuple suit. En Algérie, à quelques exceptions près, la population européenne vit dans un analphabétisme politique complet. Jo Ortiz me le dira plus tard :

« On ne faisait pas beaucoup de nuances... Il y avait l'Algérie française, l'attachement au sol, ceux qui défendent la terre... et puis les « communistes », c'est-à-dire tous ceux qui veulent discuter avec les Arabes... avec les rebelles, quoi ! Les vrais Français ne peuvent être que contre les réformes. On ne va pas céder à la menace ? Céder à ceux qui assassinent, qui font éclater des bombes, qui viennent nous tuer chez nous ? Normal, non ? »

Alors les bruits les plus insensés prennent corps. On redoute une « politique d'abandon ». Personne n'est capable d'une analyse politique sérieuse. On ne raisonne pas. On réagit passionnellement devant « ceux qui assassinent ». On ne discutera jamais avec eux.

Après la motion des Soixante et un et la position que vont prendre les libéraux de Chevallier contre l'intégration qu'ils estiment dépassée, c'est la panique. On s'excite, on se monte. Alors si ce n'est pas l'intégration, ce sera la solution fédéraliste que préconisent ces « communistes » de Mendès, de Chevallier, des traîtres, des bradeurs. Et puis le collègue unique, c'est la fin des pieds-noirs. La loi du nombre, c'est notre arrêt de mort. Les associations d'anciens combattants qui vont jouer dès l'arrivée de Lacoste un si grand rôle dans la vie politique d'Alger sortent de leur silence et réclament le « maintien de la présence française, l'interdiction des propagandes dissolvantes ».

Dans ce climat où la tension monte, des hommes se réunissent le soir, autour de l'anisette, puis après le dîner, pour parler. « Puisque ce sont les attentats qui paient, on n'a qu'à employer les mêmes armes. » Encore une fois, à Alger, en décembre 1955, le terrorisme se limite à deux gros pétards qui ont explosé dans

deux cinémas musulmans, et à des opérations de représailles contre des indicateurs ou des policiers. Mais on ne veut pas voir les choses en face. On joue à se faire peur. « Il faut se réunir pour lutter contre les attentats F.L.N. dans la population européenne et musulmane. Qu'ils n'aient pas l'impression de faire ce qu'ils veulent. » Ces hommes posent les bases de mouvements contre-terroristes qui ne deviendront actifs que dans quelques mois. Ils s'appellent Ortiz, Kovacs, Martel. Chacun parle, agit de son côté. Il n'y a encore aucune coordination. Au début, l'un ne sait pas que l'autre pense comme lui. Ce sont avant tout des « nationaux » comme ils s'intitulent. Le mouvement poujadiste qui se développe en France trouvera chez eux le meilleur accueil. Et la manifestation qui, en février 1956, fera céder Guy Mollet et son gouvernement constituera le creuset où s'uniront ces volontés dispersées.

Au Gouvernement général, après l'échec complet de l'opération Yacef sur laquelle on comptait pour obtenir des renseignements précieux sur les milieux F.L.N., on écouta avec un vif intérêt la proposition de l'ancien sous-préfet de Guelma : Achiary. Celui-ci, connaissant parfaitement le « milieu » de la Casbah, proposait de le prendre en main, de l'organiser et de le mettre au service de la lutte anti-F.L.N. Le plan est habile. En liaison avec certains policiers les plus importants et les mieux informés d'Alger comme Loffredo et Forcioli, Achiary entreprit de convaincre les hommes du « milieu ». Ce n'était pas très difficile d'autant que les commissaires d'Alger s'en servaient déjà pour des missions de police ordinaires. Achiary « contrôlait » pour sa part les frères Hamiche qui avaient été libérés alors qu'ils purgeaient une peine importante ; Mostefa, « reconnaissant », mit la tribu Hamiche à la disposition du groupe. Et qui tenait Hamiche tenait le reste. Une très belle brochette fut placée dans la confiance : une ère de prospérité allait s'ouvrir si on acceptait de lutter contre le F.L.N. « D'autant, souligna Achiary, que si le F.L.N. gagne, la révolution vous balayera. Ils empêchent déjà de boire, de fumer, de s'amuser... » Les frères Hamiche, les frères Hoya, Hacène le Bônois, Bud Abott, dit Boualem Buvette, Youssef Vintaï, et aussi les hommes de Vincent la Rascasse et de Jo Menella, des vieux durs à cuire qui connaissaient le « marché électoral » comme une source épisodique mais certaine de rentrées importantes, entendaient pareil langage. Les compensations seraient considérables. Les frères Hamiche libérés

en savaient quelque chose. En outre Achiary, opiomane notoire, qui se fournissait chez un vieux revendeur de la basse Casbah, « comprenait » leurs problèmes. On fermerait les yeux sur leurs activités si les résultats étaient concrets.

Les ordres étaient précis : « Essayez d'entrer dans des réseaux F.L.N. Donnez des preuves de bonne volonté. Obéissez à leurs ordres s'il s'agit de descendre des musulmans. Attention ! pas des Français, hein ? » On ne pouvait être plus méprisant avec ces hommes méprisables.

Achiary et son groupe contrôlèrent rapidement tout le « milieu ». La police avait en outre des auxiliaires bénévoles importants avec les bistrots et les chauffeurs de taxi qu'elle tenait sous la menace : « Pas de renseignements ? C'est bon. On te fait sauter ta licence. » Et les renseignements affluèrent. C'est ce qui avait poussé Yacéf à passer à l'action d'autant que quelques grenades avaient mystérieusement éclaté au domicile de sympathisants et de gros commerçants soupçonnés d'aider financièrement le Front.

Ali la Pointe fut très rapidement mis au courant de l'opération montée par Achiary. Yacéf vit le danger. Achiary l'avait devancé. « Lui aussi voulait se servir du « milieu ». Il fallait monter une opération spectaculaire qui fasse basculer définitivement les truands algérois vers le F.L.N. Le M.N.A. était en passe de disparaître complètement, ce n'était pas le moment de permettre la constitution d'une force ennemie qui empêcherait le F.L.N. de « nager comme un poisson dans l'eau » dans la Casbah. Yacéf décida de s'attaquer à la tête : Achiary devait disparaître. L'homme était exécré par les musulmans depuis les massacres de 1945, c'était faire coup double.

Yacéf charge Ali la Pointe de l'exécution. Il sera accompagné d'Omar Hamadi, un déserteur d'Aïn-Taya qui a quitté son poste en emportant un stock d'armes important, et de Salah Bouhara. Yacéf leur donne l'ordre de tuer Achiary à son domicile, de lui couper la tête et de « lâcher » cette tête dans un lieu très fréquenté pour provoquer un sentiment de terreur, de panique. Si le F.L.N. ose s'attaquer à Achiary, l'homme fort par excellence — on murmure qu'il est en liaison avec la Main-Rouge, organisation contre-terroriste marocaine responsable de la mort de Lemaigre-Dubreuil, sorte de Jacques Chevallier marocain —, c'est qu'il ne recule devant rien. L'opération aura une répercussion

psychologique immense. Ali la Pointe, Hamadi et Bouhara se présentent au domicile d'Achiary 92, boulevard Saint-Saëns. « Nous sommes envoyés par le vieux de la rue Randon », explique Bouhara à la bonne qui les reçoit. Le vieux de la rue Randon est le fournisseur d'opium d'Achiary. Mais l'ex-sous-préfet n'est pas là. Il va revenir. Les trois hommes attendent dans la rue.

« Tant pis pour la tête, dit Ali la Pointe, on le descendra dehors. Ici même. » Les trois terroristes se séparent et « croisent », noyés dans la foule des passants, aux alentours du 92, boulevard Saint-Saëns. C'est là qu'un adjudant qui passait par hasard reconnaît Hamadi le déserteur. Il prévient la police. C'est la rafle. Le pâté de maisons est encerclé. Bouhara a filé en entendant les sirènes de police. Hamadi et Ali sont sur le point d'être pris. Le déserteur fait un geste pour se défendre. Il s'écroule le crâne fendu d'un coup de crosse. Ali, un pistolet dans chaque main, tire au hasard et, comme un fou, bondit au milieu des policiers qui tentent de l'arrêter. En un éclair, il a disparu dans la foule prise de panique en entendant la fusillade.

La lutte est maintenant ouverte entre le « milieu » algérois et le F.L.N. Elle va être sanglante et rapide. En quelques semaines Yacef, Ali et leurs équipes abattent Hacène le Bônois et Bud Abott, deux des plus zélés collaborateurs d'Achiary. Le meurtre de Bud Abott se produit au cours d'une soirée qui réunit une demi-douzaine de proxénètes et leurs « dames ».

Ali couche en joue Abott.

« Maintenant ou tu te rallies au F.L.N. ou tu t'écrases, tu arrêtes ton métier, tu disparais et on n'entend plus parler de toi. »

Bud Abott ne veut pas se laisser impressionner devant ses copains. Il joue les durs. Il refuse. Ali insiste.

— Alors c'est oui ou c'est non ?

— C'est merde ! »

La rafale a claqué. Abott s'écroule. Arbadji, un militant qui accompagne Ali, tire à bout portant sur les dîneurs. Ali mitraille encore. C'est le carnage. Il y a pourtant des survivants. On a reconnu Ali. Tout le monde dans le « milieu » le connaît. Le téléphone arabe fonctionne vite. La nouvelle se répand. La légende d'Ali la Mitraillette prend corps. Le « milieu », paniqué,

décide de jouer avec le F.L.N. Tant pis pour les accords avec la police. D'autant qu'Achiary, qui a beaucoup inquiété les autorités, va être interdit de séjour à Alger. Le « milieu » va cotiser au F.L.N. ! Le célèbre Mostefa Hamiche sera désigné comme responsable des collectes auprès des proxénètes. Les maquereaux rackettés ! Au printemps, tout sera réglé. Les putains apporteront argent, médicaments, feront le guet, fourniront des renseignements, deviendront des militantes tout en continuant leur métier. La Casbah sera entièrement « nettoyée », entièrement acquise au F.L.N. Yacef en sera le patron incontesté.

Mais nous ne sommes qu'à la fin de 1955, Soustelle est toujours au G.G., et ses spécialistes des services secrets mijotent une opération autrement importante qui fera oublier l'échec de la « manipulation » de Yacef. Il ne s'agit ni plus ni moins que de créer en Kabylie un contre-maquis armé ! Une sorte d'armée secrète qui — sans être entravée par les lois, employant les mêmes méthodes de terrorisme — abattra définitivement le F.L.N. en Kabylie. Puisque Paris rechigne toujours à envoyer des renforts, à donner tous les moyens de combattre la rébellion, on va se passer de son aide. Et de son autorisation.

C'est la première fois que l'on raconte les détails de cette opération baptisée « Oiseau bleu ». Aucun des membres du cabinet Soustelle, ni l'ancien gouverneur lui-même n'en ont le souvenir, pas plus que Lacoste. Aucun n'en a même entendu parler. Tous me l'ont affirmé solennellement. J'avais pourtant réuni en Algérie beaucoup de détails sur cette opération, mais ils provenaient tous de sources algériennes. Les noms, les lieux se recoupaient, mais les témoins français m'affirmaient n'en avoir jamais eu connaissance. J'allais renoncer à en parler lorsque le hasard me fit rencontrer un, puis plusieurs membres du 11^e « choc », ce mystérieux régiment action du S.D.E.C.E. Eux étaient au courant. Tous connaissaient l'histoire, l'avaient vécue. Les noms, les lieux fournis par les témoins algériens étaient recoupés. Les paras du 11^e « choc » en tremblaient encore d'indignation : « La force K (à ne pas confondre avec l'affaire Kobus à laquelle le 11^e « choc » sera également mêlé), l'affaire « Oiseau bleu », c'est une de ces inventions d'Alger. Entre le Gouvernement général et la police, ils se croyaient plus forts que tout le monde... Nous avons été forcés d'intervenir avant que ça tourne à la catastrophe... »

Elle était déjà bien amorcée. L'opération « Oiseau bleu » eut en effet comme conséquence d'armer de façon ultra-moderne la quasi-totalité des hommes de Krim Belkacem : je comprenais pourquoi la conspiration du silence jouait encore douze ans plus tard.

L'histoire de l'opération « Oiseau bleu », appelée aussi force K (K pour Kabylie), s'étend sur dix mois de fin novembre 1955 à septembre 1956. Sous les gouvernements généraux de Soustelle, puis de Lacoste. Elle explique le mystérieux silence de la Kabylie pendant près d'un an, l'absence presque totale d'opérations françaises d'envergure, alors que c'est la région tenue par le plus célèbre de tous les maquisards : Krim Belkacem. Elle explique aussi l'embrassement de septembre-octobre 1956 où l'armée française va subir quelques coups durs pieusement gardés secrets. Elle sera la triste illustration de la carence d'une certaine armée, d'une certaine conception du commandement et il faudra les actions « parallèles » et concertées de « moustaches » du 11^e « choc » et des hommes à longue visière du 3^e R.P.C. et du 1^{er} R.C.P., les léopards du régiment action du S.D.E.C.E. alliés à ceux de Bigeard, pour interrompre une opération qui déjà frôlait la catastrophe.

Tout commence par une mirifique « gamberge » du cabinet Soustelle. Cette Kabylie que Krim Belkacem a organisée depuis longtemps commence à bouger. Amirouche livre dans la vallée de la Souramam des combats meurtriers. La haute Kabylie va suivre. Il faut l'en empêcher. On a bien essayé de soutenir les chefs M.N.A., mais Bellounis a « ramassé une raclée » des hommes de KriM. Il tente dans le Sud une « reconversion ». Alors pourquoi ne pas monter en Grande Kabylie un contre-maquis en utilisant des hommes sûrs, des super-harkis clandestins, qui lutteraient contre Krim en employant les mêmes armes ? Aux membres de cette armée secrète on donnerait d'abord des mousquetons, puis des armes plus efficaces. Ces commandos clandestins se déplaceraient dans des zones soigneusement évitées par l'armée française et eux, des enfants du pays, sauraient bien débusquer ces maquisards que les unités classiques ne parviennent jamais à accrocher.

Le Gouvernement général fait appel au service action du S.D.E.C.E. pour mettre le projet sur pied. Le S.A. refuse. Cette organisation clandestine telle qu'elle était imaginée par le

Gouvernement général en Algérie ne pouvait se contrôler selon les normes habituelles de sécurité. Car les gens des Services spéciaux français, dont on fait les héros de romans d'espionnage, n'acceptent de monter une opération que si elle a des chances de réussite assez importantes. Pour un agent français, réussite veut dire contrôle étroit. Or l'opération « imaginée » par le G.G. relevait trop de la tradition romantique des partisans. Ceux qui ont monté des opérations semblables en Indochine aux confins chinois connaissaient parfaitement la région et les hommes. Aux yeux du S.D.E.C.E., ceux proposés pour l'opération K ne font pas le poids.

Alors la Délégation générale confie le travail au service documentation de la X^e région militaire. Ce service est une sorte de service action créé à l'intérieur de la X^e R.M. et n'ayant aucune relation avec le véritable service action du S.D.E.C.E. Et la grande aventure commence. Le service action de la X^e R.M. se met à « faire joujou » avec cette organisation, aidé par quelques membres kabyles de la D.S.T. Ils ont la bénédiction du cabinet du gouverneur et celle du commandement de la X^e R.M., c'est-à-dire de Soustelle et Lorillot. Le civil et le militaire.

Sur place, en Kabylie, on envoie Hachiche Tahar, un intelligent Kabyle, ami d'un commissaire principal parisien de la D.S.T. qui connaît fort bien Soustelle. Hachiche est chargé de monter l'opération sur le terrain : mettre sur pied un mouvement clandestin qui touchera tous les villages.

L'homme se rend à Azazga dont il est originaire. Il va prendre tous ses repas chez Zaïded, un petit restaurateur, ancien responsable M.T.L.D. jusqu'en 1950, date à laquelle il a quitté le parti. Zaïded a huit enfants et s'occupe exclusivement de son commerce. Il est aux petits soins pour ce client régulier qui semble devenir une bonne pratique. Hachiche mange bien, boit bien. Le bon client. On bavarde. Et, bien sûr, on parle de la révolution.

« Ici, c'est Krim qui tient le maquis ? interroge Hachiche.

— C'est ce qu'on dit, répond prudemment Zaïded.

— C'est un assassin de femmes et d'enfants, ce Krim !

— Eh, oui ! C'est lamentable tout ça.

— Toi, tu es contre ces bandits ?

— Bien sûr. Le peuple souffre.

— Et ce sont eux qui sont contre le peuple. Moi aussi — tu sais je suis d'ici, je suis parti il y a longtemps — je voudrais que mon peuple soit heureux. Si tu veux, on pourrait faire quelque chose...

— Et quoi ?

— Lutter contre eux. Mais pas comme les harkis et les G.M.P.R.⁽¹²⁾. Efficacement.

— Tu es fou ! »

Zaïded regarde à droite et à gauche. Personne ne s'occupe de leur conversation.

« Tu es fou, répète-t-il, laisse donc ça à l'armée. Il y en a partout de l'armée, avec des armes, des chars, de l'argent qu'on n'a pas.

— Mais l'armée, elle ne connaît notre Kabylie ni comme toi ni comme moi. L'armée, il lui faudra un hasard pour qu'elle tombe sur quelqu'un.

— Et tu as mieux ?

— Bien mieux. Je t'expliquerai. »

Hachiche en a assez dit. Son poisson est amorcé. Il poursuivra sa conversation dans quelques jours lorsqu'il reviendra à Azazga. À Alger, il fait un rapport optimiste à ses chefs. En particulier, d'après ce qu'il dira ensuite, à l'inspecteur de la D.S.T. Ousmer.

Zaïded croit lui aussi avoir ferré une bonne prise ! Car le restaurateur n'est pas le bon papa tranquille du couscous qu'il veut bien paraître. Depuis le 1^{er} novembre 1954, il est en contact avec Krim, qu'il connaît depuis 1947. Il a même demandé à gagner le maquis, mais le chef kabyle lui a conseillé de rester en ville. Son restaurant sera une source de renseignements importants et éventuellement d'aide au F.L.N. Après sa conversation avec Hachiche, Zaïded prend contact avec Yazourène Mohamed, chef de zone F.L.N. pour Azazga. « Il faut que tu mettes Krim au courant... » Et il lui raconte l'histoire. La réponse de Krim est formelle : « Marche dans son jeu. Essaie d'en savoir plus. »

Hachiche revient. Zaïded s'empresse. On parle de tout et de rien. Puis quand les clients sont partis, Hachiche révèle son plan, sous le sceau du secret. Il aurait la possibilité de trouver des

armes et de l'argent pour lutter contre ces « bandits ».

« Des armes, en ce moment ? dit Zaïded, tu es fou. On ne peut même pas se procurer un fusil de chasse.

— Ne t'en fais pas. Moi je pourrai avoir des armes de guerre et de l'argent. Beaucoup d'argent. Toi, tu pourrais trouver les hommes décidés ? »

Et il lâche le morceau. Il s'agirait de recruter quelques dizaines d'hommes qui, continuant en apparence leurs activités, constitueraient une armée secrète n'agissant que le soir, tout comme les rebelles. Les résultats ne se feraient pas attendre !

« Crois-tu pouvoir réunir des hommes de confiance ? — Bien sûr, répond Zaïded. Ici, je connais tout le monde.

— Alors dans ta région, tu vas recruter des hommes. Mais des hommes surs, intelligents, qui soient prêts à tout pour lutter contre ces bandits du F.L.N. Combien peux-tu en trouver ?

— Ce que tu veux.

— Ne plaisante pas, c'est sérieux et dangereux.

— Je ne plaisante pas, Hachiche, je vais faire des sondages mais je suis sûr que je te recruterai ce que tu voudras. »

Le soir même, Krim est au courant de la proposition de Hachiche. Avec Mohammedi Saïd, il étudie le problème. Depuis que Ouamrane a pris la direction de l'Algérois, Krim a fait de Mohammedi Saïd son second. C'est Sadek qui lui a présenté Mohammedi. Il le regrettera amèrement. Mohammedi Saïd est un curieux personnage. Il se dit officier. Il a fait son temps de service en Allemagne nazie et raconte qu'il a fait partie de la légion de Hadj Amine El-Hosseini, grand mufti de Jérusalem qui a créé les S.S. arabes. Ensuite Mohammedi Saïd est entré dans l'Abwehr, les services secrets allemands, et a été parachuté en Tunisie où il a été arrêté à la fin de la guerre par les forces françaises. Krim, d'abord méfiant, est séduit par le bonhomme qui semble intelligent, le salue bien bas et parle sans arrêt de religion. Krim est beaucoup plus intéressé par la formation d'officier que Mohammedi Saïd dit avoir que par la religiosité extrême de la nouvelle recrue qui assimile libération à croyance et est hantée par l'aspect religieux que « doit » à son avis revêtir la lutte de libération. Un homme pareil ne peut avoir que de grandes qualités morales, pense Krim ; en outre, la religion, c'est important pour

les paysans des villages. C'est une référence. Rapidement Krim envisage d'en faire son second. Il l'emmène partout en Kabylie pour qu'il se rende compte de la situation et qu'il puisse s'adapter à la lutte. Rapidement Mohammedi gravit les échelons. Krim ayant besoin de séjourner fréquemment à Alger, c'est Mohammedi qui le remplace lors de ses absences. Son intransigeance religieuse frappe la population, surtout les vieux qui sont impressionnés par le « saint homme » qu'est le lieutenant de KriM. Mais le saint homme s'oppose très vite aux « bagarreurs » : Sadek et Amirouche. Sadek, qui ne peut pas supporter les « hypocrisies » du personnage, préfère demander sa mutation et rejoint Ouamrane dans l'Algérois. À deux ils vont créer un maquis qui — on le verra — transformera la région en zone d'insécurité complète, à tel point que le nom de Palestro restera gravé dans la mémoire de tous les militaires qui « ont fait » l'Algérois et même, pour certain général, comme synonyme d'une défaite qui lui vaudra un blâme sérieux inscrit sur son dossier militaire. Voilà donc Mohammedi Saïd seul personnage important en Kabylie au côté de Krim Belkacem, chef militaire de l'A.L.N.

Lorsque Zaïded transmet les propositions du Gouvernement général *via* Hachiche, Mohammedi Saïd émet un avis défavorable : « C'est dangereux. Je ne crois pas à ces histoires. » Mais Krim est très excité par le récit de Zaïded qui croit à la proposition. « Hachiche est décidé, explique Zaïded. Il a des garanties officielles. Il est en contact direct avec Ousmer. » Et Krim connaît Ousmer. Un des caïds kabyles de la D.S.T. Celui-là il faudra un jour l'amener à aider le Front. Tout comme l'inspecteur Arbane !

« Alors il faut y aller à fond, décide KriM. Qu'est-ce qu'on risque ? Acceptons et jouons le jeu ! Il faut que nous fournissions nous-mêmes aux Français les hommes sûrs dont ils ont besoin. »

Les troupes du leader kabyle sont de trois sortes. D'abord, les maquisards qui sont dans la clandestinité complète. Ensuite, les *moussbilin*, des sympathisants sûrs qui restent dans les villes et les villages, vaquant à leurs occupations mais qui fournissent refuges, caches et vivres aux maquisards et s'occupent des collectes de fonds. Enfin, les agents de liaison qui font la navette entre les différents maquis, les villes et les villages. Ce sont les chouchous de Krim car ils sont les plus habiles. Des hommes fiers

et subtils, particulièrement sûrs et qui savent raconter des histoires qui « tiennent debout » en cas de contrôles militaires et policiers. Des hommes aux nerfs d'acier. C'est parmi eux que Krim va sélectionner les « troupes » de Hachiche.

Quinze hommes sont sélectionnés. Zaïded donne leurs noms à Hachiche, qui veut tout connaître d'eux : leur situation et même les numéros de leurs cartes d'identité.

« Il faut que je remette tout cela à l'état-major secret d'Alger, confie Hachiche à Zaïded. L'inspecteur Ousmer ainsi que des civils et des militaires du cabinet Soustelle en font partie. »

L'affaire « Oiseau bleu » est lancée. Il faut attendre. Les quinze hommes ont été prévenus du double jeu qu'ils vont mener. La moindre erreur leur serait fatale. Il faudra jouer serré. Hachiche les voit personnellement à son retour d'Alger. Il est satisfait du travail de Zaïded. Il raconte maintenant à son « correspondant » ses « conférences » à Alger.

« C'est toi qui sur place es chargé de l'affaire sous mon contrôle, annonce-t-il à Zaïded. C'est le départ d'un véritable mouvement clandestin que nous lançons. Je dois te dire que le grand état-major à Paris n'est pas au courant. À nous deux on peut réussir une affaire énorme !

— Je t'ai déjà fourni quinze hommes, répond Zaïded, mais les moyens ?

— Ils arrivent. Ne t'impatiente pas, ils arrivent. Et tu auras une bonne surprise. »

La bonne surprise arrive le surlendemain. Zaïded reçoit à son restaurant la première livraison. Le transport ne se fait pas à bord d'un camion militaire qui serait trop voyant aux regards de la population et d'éventuels guetteurs du F.L.N. mais par une camionnette « De Sérigny », de celles qui distribuent *l'Echo d'Alger* ! Zaïded reçoit des garants, des mousquetons, des mitraillettes. De quoi équiper de pied en cap une trentaine d'hommes. Les armes sont neuves. Dans leur emballage d'origine. Avec de la graisse en pagaille sur les culasses et le long des canons. Un gros paquet est joint aux caisses. Deux millions en billets de 5 000 ! Zaïded distribue les armes, les munitions, l'argent, aux hommes du F.L.N. Hachiche est ravi, ses chefs contents, dit-il, il faut continuer le recrutement. Et penser à entrer en action. Les pseudo-membres de l'armée secrète doivent monter

des opérations de nuit contre les fellaghas de Krim car il faut bien fournir quelques résultats ! Alors on monte des embuscades bidons en accord avec le chef kabyle. On échange des coups de feu soigneusement tirés en l'air pour que le bruit des accrochages parvienne aux oreilles des sentinelles des postes militaires de la région. Les hommes de Hachiche brûlent — pour les états — beaucoup de cartouches. Il s'en tire en réalité beaucoup moins. La différence passe directement chez KriM. Lorsque se développe le mouvement, des armes de guerre sont données aux maquis, en attendant que toute l'armée secrète, La force K comme on l'appelle maintenant à Alger, regagne en bloc les rangs de l'A.L.N. Mais de temps en temps, il faut laisser quelques morts sur le terrain pour « faire vrai » ; les rebelles emportent toujours leurs blessés. Ce sont les prisonniers M.N.A. des « troupes » de Bellounis qui vont faire les frais de la mise en scène « réaliste ». On a abandonné ainsi quelques cadavres de M.N.A. fraîchement tués ! Des hommes originaires de régions éloignées pour qu'aucun villageois kabyle ne puisse les reconnaître lorsqu'on expose leurs cadavres sur la place du village. Car maintenant l'opération « force K-Oiseau bleu » est grandiose. Plus de six cents hommes sont armés, équipés. C'est le succès en Kabylie. Au Gouvernement général, où Soustelle a fait place à Lacoste, on pavoise. On ira même, en parlant de la haute Kabylie, jusqu'à évoquer le « dernier quart d'heure ». En effet, Krim, qui s'occupe de plus en plus d'Alger, a suspendu toute opération dans sa zone. Chez Amirouche, en basse Kabylie, on se bat, dans l'Aurès, on se bat, dans l'Algérois, on se bat. En Grande Kabylie rien. À part quelques poteaux sciés et quelques « traîtres » abattus. L'opération armée secrète marche à fond. Cela marche tellement bien qu'un certain sentiment de suspicion saisit les compagnons de Krim BelkaceM. Abane et Ouamrane trouvent cela bizarre. Krim a beau raconter son histoire avec preuves à l'appui, cela semble curieux. Car l'armée française ne fait aucun ratissage dans les zones et les villages « contrôlés » par l'armée secrète. Si d'aventure une patrouille passe par un de ces secteurs, les hommes de Zaïded ont des papiers accompagnés d'un numéro secret à fournir au commandant de l'opération. Et très vite l'opération est interrompue pour « ne pas entraver la marche et le travail de l'organisation clandestine » !

Azazga, Port-Gueydon, Tizi et une partie de la région de Michelet sont tenus par les 1 500 hommes de l'armée secrète. Car

ils sont maintenant 1 500, armés d'une façon ultra-moderne. Aux mousquetons des débuts ont succédé garants, MAT 49 et même fusils mitrailleurs. Les résultats sont probants pour Alger. Les « partisans » abattent de temps en temps un « F.L.N. » (en réalité un messaliste) et surtout en Grande Kabylie, c'est la paix ! Pas un vrai combat !

Krim a placé auprès de Zaïded un des hommes en qui il a le plus confiance. Il s'agit de Maklouf Mohamed, d'Aït-Ouanèche. C'est lui qui a le contact direct avec les Français. C'est lui qui réclame des armes, des munitions surtout. Car tout se fait maintenant sur une grande échelle. C'est un commandant de la zone militaire de Tizi qui, à bord de sa 203, apportera lui-même avec deux hommes « en mission secrète » des boîtes de cartouches. Il dépose les colis à la porte même d'une maison isolée d'Aït-Ouanèche où se trouve Krim Belkacem, qui le verra empiler les caisses au bord du chemin. C'est une mission « top secret ». L'état-major de Paris ne sait rien. Cet état-major qu'une partie « active » de l'armée soupçonne déjà d'être défaitiste !

Zaïded est maintenant chargé de savoir si Hachiche ne voudrait pas établir une liaison avec les messalistes de Bellounis. La réponse de Hachiche apporte la confirmation que désiraient les chefs F.L.N. : « Ne vous occupez pas de Bellounis, il travaille en liaison avec le commissaire Gonzalès. » Ce que l'aventure extraordinaire du « général » Bellounis confirmera au-delà de toute imagination.

Zaïded recueille d'autres confidences de Hachiche qui, devant le succès de l'opération, se prend pour un chef de guerre. Il pense, confie-t-il sous le sceau du secret à Zaïded, pouvoir dans quelque temps se retourner contre ses anciens alliés et discuter à son propre compte. Car le Gouvernement général, séduit par les résultats obtenus, serait prêt à étendre l'expérience à *toute l'Algérie* ! Hachiche ne se sent plus d'orgueil, d'ambition. Il se voit déjà, retournant ses troupes contre les Français, discuter d'une possible indépendance ! Quelques mois plus tard, Bellounis éprouvera lui aussi la même tentation.

Mais l'affaire va se gâter. Sur deux plans. D'abord du côté F.L.N. En août 1956, c'est le congrès de la Soummam que nous étudierons en détail et qui donne au F.L.N. la plate-forme politico-militaire qui lui manquait. Krim est sommé par ses compagnons de « récupérer » ses troupes et de lancer — avec son armement

lourd — la Grande Kabylie dans le combat à outrance. L'affaire pourrait mal tourner.

C'est en effet ce qui se passe car, du côté français, on commence à avoir des soupçons sur cette mirifique force K ! Le remarquable commandant de la Z.O.K. (zone opérationnelle de Kabylie), le général Olié, est plein de méfiance devant cette opération des Services spéciaux. Il veut contrôler directement La force K. Pour cela, on choisit un spécialiste des renseignements : le capitaine Hentic.

Un type extraordinaire, un « dingue des coups tordus ». Fou-fou. D'un courage fabuleux. Officier de la Légion d'honneur comme capitaine. Ce qui n'est pas commun. Un baroudeur que ne quitte pas « la Panthère », une petite fille merveilleuse qu'il a sans doute ramenée d'Indochine et qui fait rêver tous les officiers solitaires le soir à la popote ! Hentic a toujours mille histoires à Alger. L'état-major ferme les yeux mais le préfère « à l'action qu'au repos ». Dans les deux cas, il fait parler de lui. Pas de la même façon.

Spécialiste du noyautage de maquis en Indochine, Hentic « goûte » du Kabyle. Il fait connaissance des commandos force K. Il a des doutes sans être certain de rien. Ce dont il est sûr c'est que l'armée est tout à fait « hors du coup », désarmée devant les problèmes qui la dépassent, qu'elle ne comprend pas. Alors elle les méprise. Des militaires classiques à la Lorillot, ça fait rigoler Hentic. Heureusement que 1956 voit l'arrivée d'unités de paras. Il y a déjà le 1^{er} R.P.C., le 3^e R.C.P. de Bigeard, les « longs nez » comme on les appelle à cause de la casquette à longue visière un peu ridicule dont Bigeard les a affublés. Mais après quelques semaines, plus personne ne rit. Les léopards flairent l'Algérie. Se familiarisent avec les « fells ». Ils les jaugent, les jugent. En aucun cas ils ne les méprisent. L'armée classique a échoué. Eux veulent réussir. En employant les mêmes armes. En cavalant. En bouffant de la piste et de la poussière.

Il y a aussi le 11^e « choc » qui n'est pas loin. Hentic le veut. Il a analysé la situation. Si vraiment c'est un coup fourré, la bagarre va être terrible : éliminer 1 500 hommes équipés et entraînés comme les meilleurs éléments de l'armée française, et connaissant parfaitement le terrain, ce ne sera pas du gâteau ! Hentic exige que des éléments du 11^e « choc » entrent en scène et constituent le fer de lance de l'opération qu'on lui a confiée. Le

11^e bataillon de parachutistes de choc, c'est une unité spéciale qui, au cours de la guerre d'Algérie jouera un grand rôle. C'est l'unité des coups durs, des missions particulières, des « trucs à part ». Le 11^e « choc », comme on l'appelle familièrement, est le régiment action du S.D.E.C.E. (contre-espionnage français). Ce sont certains de ses officiers qui « fournissent » au S.D.E.C.E. les agents qui vont en mission en territoire étranger. Le 11^e « choc » dépend directement de la présidence du Conseil et du ministre de l'Intérieur. Il n'a rien à voir avec l'état-major. Il ne doit des comptes qu'au ministre de l'Intérieur. La troupe, car il y a des appelés au 11^e « choc », est choisie parmi l'élite des régiments parachutistes. La sélection est impitoyable. L'ambiance qui règne chez les parachutistes n'a rien à voir avec celle des autres régiments. Le para est un surhomme, surentraîné. C'est lui le mieux équipé, le plus fort, le plus beau. Les chefs des unités veillent à entretenir cet état d'esprit, ce tonus. Au 11^e « choc » cette ambiance est décuplée. Ce sont les meilleurs parmi les meilleurs. À ce sentiment de supériorité s'ajoute la légende « Moustache ». Le fait de ne dépendre que d'un ministère « civil », d'être commandé par des officiers qui ont tous une légende incroyable, véritables héros de romans d'espionnage, suffit à donner à ces recrues surentraînées un moral d'acier. Les officiers sont très distants avec les sous-officiers et les soldats, ne tutoient personne, font régner une discipline de fer, mais ils sont adorés. Les sous-officiers viennent tous d'Indochine. Eux aussi traînent des légendes de maquis mois, de partisans de la frontière chinoise, de trafics de toute sorte. Des histoires de femmes, d'opium, d'argent. Des trompe-la-mort. L'imagination des appelés se gonfle. Et si un gars plus curieux que les autres pose — avec beaucoup d'admiration et de respect — une question sur tel ou tel de ces sous-officiers-héros, la réponse du sous-off est toujours la même : « T'occupe pas, mon pote... et suis-nous ! »

Le 11^e « choc » est divisé en centaines et non en compagnies. Il en compte trois. L'élite de cette élite, une trentaine d'hommes, forme le G.L.I. (groupement léger d'intervention). Presque tous les officiers et sous-officiers sont passés par Cercottes. Cercottes est un camp d'entraînement ultra-discret, situé à dix kilomètres au nord d'Orléans. C'est l'œuvre du capitaine Krotof, une figure mythique du 11^e « choc ». Dans ce camp, les hommes du 11^e « choc » subissent un entraînement du type « comment tuer un homme avec une allumette » ou « on vous laisse tout nu dans le

bled, démerdez-vous » ! Dans la légende du 11^e « choc », on attribue à tout homme sortant de Cercottes un pouvoir quasi surnaturel. Cercottes devient synonyme d'extraordinaire. « Ça, c'est un type Cercottes, une idée Cercottes, une opé Cercottes... » C'est l'argot de l'unité. De même que la Piscine... c'est la caserne Mortier, à Paris, siège du S.D.E.C.E. Un Persan est un avion des services spéciaux français venant de la base secrète de Persan-Beaumont. Un Persan est toujours chargé de « missions particulières ».

C'est le colonel Morlane qui supervise le 11^e « choc ». On ne le voit qu'en civil. Et rarement. Son bureau est à la Piscine du boulevard Mortier. Il ne vient que pour quelques coups durs. Pour la troupe, c'est le Vieux, comme dans les romans d'espionnage. Le colonel Decorse est le patron du 11^e « choc ». Le capitaine Krotof est le plus aimé des officiers. Le plus respecté. C'est l'homme qui a tout fait, tout inventé des « coups fourrés » du 11^e « choc ». En Algérie, la mission du 11^e « choc », basé à Réghaïa, est de renforcer les effectifs locaux, par exemple en venant aider les chasseurs alpins en opération, ou des tirailleurs qui ont besoin de renfort, ou bien le plus souvent pour dégager une unité « mal partie » dans une embuscade. On lance les gars dans la fournaise. À eux d'éteindre le feu. La seconde mission du 11^e « choc » est d'exécuter des missions spéciales. Dès le printemps de 1955, le 11^e « choc » a quitté Perpignan pour venir en Kabylie. Il a commencé à « piéger » des poteaux télégraphiques de telle sorte qu'ils explosent lorsque des fellaghas les abattent, ils ont « semé » des munitions piégées qui, récupérées par les maquisards, explosent entre leurs mains. D'où l'ordre formel donné aux troupes régulières de ne jamais se servir de munitions de récupération. Le 11^e « choc » n'a rien à voir dans la pacification. Son rôle est de trouver et de détruire. Par tous les moyens et en ne rendant de comptes à aucune hiérarchie si ce n'est son ministre ! Les hommes du 11^e « choc » vivent entre eux à Réghaïa selon un rythme bien établi : trois semaines d'opération ou de mission. Une semaine de repos. Se retaper, bouffer, se baigner, laver le linge, mettre le matériel en état.

Le capitaine Hentic, un ancien du 11^e « choc » lui aussi, comme beaucoup des « hommes d'action » que nous allons rencontrer dans cette histoire jusqu'au 13 Mai, sait bien pourquoi il veut à tout prix un groupe de paras du 11^e « choc. » À cas exceptionnels, hommes hors du commun. Et Hentic qui vient de

flairer les commandos K sent que s'il ne s'est pas trompé, l'opération ne va pas être de tout repos.

Le colonel Decorse donne trente hommes à Hentic. Quel commando ! Dix-sept paras encadrés par quatre sergents-chefs et huit sergents ayant quatre campagnes militaires derrière eux. Des prêts à tout. Bons à tout ! À leur tête le lieutenant d'Axel⁽¹³⁾.

Le capitaine Hentic se trouve à Tizirt. Pour les gens du 11^e « choc », c'est la découverte de la guerre à la « Lorillot ». Classique-classique. La ville de Tizirt, où il ne s'est rien passé, est défendue comme Verdun ! C'est la guerre de 1940 ! Hentic installe ses « gus » dans une magnifique villa en dehors de la ville. « Là on sera tranquilles et on pourra observer ! » Voilà déjà qui ne plaît pas. L'armée voit d'un mauvais œil ces « particuliers » qui s'installent où ils veulent. Ces léopards aux hanches étroites, qui la ramènent un peu et ne sont pas décidés à faire la guerre comme tout le monde, agacent considérablement. C'est d'abord le colonel de Tizirt qui n'aime pas, mais pas du tout, les « manières » de ces hommes. « Des francs-tireurs... » Lui, sans rire, se fait appeler le Pacificateur ! Les hommes du commando Hentic en rigolent encore. Mais le rire tourne à l'écoeurement quand ces « militaires » un peu particuliers découvrent la « connerie » de l'armée. La 25^e division alpine qui tient la région veut faire respecter sa prédominance. Ses officiers sont vexés. Comment ce Hentic, qui a d'autre part une drôle de réputation — ce n'est pas sa femme que leurs épouses à tricots et à bonnes œuvres recevraient — vient-il fourrer son nez dans leur zone ? Et avec ces trente bonshommes dans des tenues bariolées, ajustées comme des collants de danseurs. On fait la guerre ici, on n'est pas chez Serge Lifar ! C'est vrai qu'ils ont fière allure, les commandos de Hentic. Les tenues léopard ont été retailées, la veste ouverte sur des poitrines bronzées. La ceinture à cartouches étrangle des tailles qui n'ont rien à voir avec celles des adjudants de quartier qui circulent dans la petite ville, et sont à l'image de leurs troupes. Les appelés sont livrés à eux-mêmes. Treillis tachés, le calot cassé sur la tête, astreints à des corvées imbéciles. Maintenant, ils sortent un peu. Pas beaucoup puisque la région est tenue par les commandos K et qu'il faut les laisser travailler. Et les bidasses regardent avec mépris — et aussi un peu d'envie — les 30 « types à Hentic », toujours impeccables, qui font leur petit boulot, draguent, sentent, prennent la température, discutent avec les Kabyles. Mais les officiers de la 25^e division alpine exigent

que le commando Hentic — qu'on a baptisé aussi « K », ce qui ne facilite pas les conversations — comprenne des chasseurs alpins. C'est le début de l'engueulade. Décidément, ça ne va pas avec l'armée classique.

« Mon colonel, dit le lieutenant d'Axel, notre commando est chargé d'une mission bien précise. Des opérations de commando ne sont possibles qu'avec des gens bien entraînés.

— Et vous croyez que mes chasseurs ne savent rien faire !

— Je ne dis pas cela, mais nous avons subi un entraînement très particulier. »

Et le lieutenant ne précise pas qu'il n'a pas de comptes à lui rendre. Déjà un incident sérieux oppose Hentic au « Pacificateur » ridicule. Un incident qui, en 1956, va opposer presque partout les léopards, c'est-à-dire les unités de parachutistes et leurs officiers qui travaillent dans le cadre d'une guerre subversive apprise en Indochine, aux commandants de secteur classiques. Ceux qui transforment leur ville ou village en fortin avec chevaux de frise et barrages. Et qui comptent sur les gendarmes et leurs officiers de 2^e bureau pour fournir des renseignements et monter des opérations.

Le Pacificateur annonce bien sûr que tout est pacifié. Que les commandos K ont réussi, qu'il n'y a que quelques F.L.N. isolés. D'ailleurs les gendarmes veillent. Et c'est bien ce que le 11^e « choc » regrette. Hentic et ses hommes qui ne sont pourtant pas des tendres sont écœurés des scènes qui se déroulent dans le cadre de la pacification de Tigzirt. Ils voient une centaine de rappelés qui rigolent bêtement devant les gendarmes qui brûlent les couilles à de pauvres types qui ne savent rien ! Les gendarmes « interrogent » et finissent d'assainir la région. Hentic proteste auprès du Pacificateur !

« Cela ne sert à rien, mon colonel, et on se dégrade face à la population. On passe pour des imbéciles.

— Mais je ne vous permets pas.

— Mon colonel, nous, nous avons appris en revanche que le chauffeur du bachagha de Tigzirt est en liaison avec certaines bandes qui contrairement à vos informations subsisteraient dans la région et qu'il leur fournit des vivres en grande quantité. Payés d'ailleurs par le bachagha.

— Capitaine, je vous interdis. Le bachagha est grand-croix de la Légion d'honneur. »

Décidément il n'y a rien à faire avec ce gros colonel. Et Hentic sent que cela ne va pas avec les Kabyles de La force K. Les paras du 11^e « choc » ont de curieux dialogues avec les hommes de Zaïded ! L'hostilité se mêle à l'ironie.

« Alors, l'homme peint, la chasse au renard est difficile ?

— Il suffit de les courir...

— Mais il vaut mieux savoir où placer les pièges. »

On va leur montrer aux forces K et aussi au Pacificateur qu'au 11^e « choc » on sait placer les pièges. D'abord le chauffeur du bachagha. On le prévient gentiment. Au plastic. C'est d'abord son chien qui explose dans le jardin du bachagha. Puis les volets de la maison avec un peu de mur. Puis le lieutenant d'Axel ayant la preuve de la complicité du chauffeur, celui-ci explose avec sa voiture. « Quant au bachagha qui travaillait avec les fells sous la protection idiote de ce crétin de colonel, on se l'est fait discrètement. Un peu plus tard... »

Car maintenant le 11^e « choc » est persuadé que les hommes de La force K sont suspects. Hentic a reçu du renfort en la personne de Jean Servier, cet ethnologue qui a vécu le 1^{er} novembre 1954 en plein Aurès et qui est chargé de missions spéciales au Gouvernement général. Servier parle kabyle, arabe, chaouïa, tous les dialectes. Il connaît toute la Kabylie et il confie à Hentic ses soupçons : les hommes des commandos K ne sont pas du tout originaires des douars qui, d'après eux, les ont vus naître.

Hentic, qui souffre des séquelles d'une vieille blessure, est provisoirement incapable de crapahuter. Il lui faut pourtant des preuves de la duplicité des commandos K. Il envoie le lieutenant d'Axel et ses trente gars dans la région d'Azazga.

« Là-bas, d'après le commandant de zone, il n'y a pas un fell, précise-t-il. Alors sondez-moi ça. Et restez en liaison avec l'état-major du 11^e « choc » qui est au repos à Tipasa en ce moment. »

Le commandant de secteur monte une opération de contrôle pour permettre au commando Hentic d'entrer dans la zone sans se faire remarquer. Les trente hommes restent en queue de convoi, puis sont largués discrètement. Ils sautent des camions dans les fossés, dans les broussailles. Le convoi opérationnel disparaît. Le

commando, seul dans la zone d'Azazga, se met au travail. Il faut accrocher à tout prix. La première nuit — on ne travaille que de nuit, comme les fells — les hommes descendent trois maquisards en armes sur lesquels ils sont tombés par hasard. Deuxième nuit : rien. Le vide. Troisième nuit, ils arrivent dans une zone où leurs « amis » force K devraient se trouver. Pourtant les hommes du 11^e « choc » se font « allumer ». Pas de dégâts. Ils contactent les forces K. « Oui, disent les Kabyles de Zaïded, il y a une petite bande de fells dans le coin. »

Une petite bande ! Le commando se fait accrocher de toutes parts. Cette fois, c'est grave. Le lieutenant sort la « valise ». Ça, c'est encore un des privilèges du 11^e « choc » qui rend jaloux tous les commandants d'unité. Les commandos du 11^e « choc » sont équipés d'un émetteur-récepteur de petit format très puissant qui leur permet d'entrer directement en contact avec l'état-major du 11^e « choc » où qu'il soit. La valise permet donc d'appeler la Piscine du boulevard Mortier à Paris !

Là, il s'agit de renseigner rapidement le commandement du 11^e « choc ». Le lieutenant émet en clair :

« Sommes accrochés à plusieurs reprises. Région prétendument pacifiée entièrement aux mains des rebelles puissamment armés. On nous tire au F.M. »

Des chasseurs alpins qui sont en écoute interviennent sur la ligne.

« Pourquoi tirez-vous au F.M. dans cette région ?

— Mais on ne tire pas. Ce sont les fells en face qui nous arrosent !

— Pas possible. Il n'y en a presque plus et ils n'ont pas de F.M.

— Eh ! viens y voir, Ducon ! »

L'état-major du 11^e intervient.

« Ça suffit. Essayez d'obtenir confirmation de ce que vous avancez et prévenez immédiatement Hentic et la 25^e division alpine. »

Le lieutenant monte deux autres embuscades. Mêmes résultats. Plus de doute, la région est tenue par le F.L.N. ! Retour immédiat.

Hentic prévient l'état-major de la 25^e division alpine.

« On est en plein territoire ennemi. Selon les instructions, je me mets avec mes hommes à votre disposition. »

Et Hentic croit vivre un cauchemar. Les militaires classiques ne le croient pas. Tous les rapports concordent : la région est débarrassée des fellaghas. En outre, il est impossible que le F.L.N., s'il y en avait encore, soit armé de fusils mitrailleurs. Hentic et son commando sont mis à l'écart de l'opération. On les utilise dans le cadre du commando divisionnaire alpin. Ils font quinze opérations hélicoptérées parfaitement étrangères à l'opération K. Ils sont éjectés. Pas pour longtemps.

Fin août, on les rappelle d'urgence :

« Filez sur la route d'Azazga. Le 151^e d'infanterie est tombé dans une embuscade.

— Alors il y aurait à nouveau des fellas ? ironise Hentic.

— C'est peut-être les commandos K ! »

L'armée n'est plus très sûre de ses commandos kabyles, qui maintenant sont sans cesse en opération dans le djebel ! Les hommes du 11^e « choc » arrivent à la rescousse. Ils tombent sur le 151^e. Dans quel état ! Ils trouvent l'armée dans ce qu'elle a de plus horrible. L'armée dépassée, sans chef, sans réflexes ! Trente-cinq hommes sont au tapis. L'embuscade a parfaitement réussi. Le capitaine du poste voisin n'a rien entendu ! Un lieutenant qui patrouillait à proximité a mis trop de temps pour partir. C'est un sergent-chef qui a sauvé le reste de la troupe en gardant son sang-froid. Trente-cinq morts ! Les survivants sont démoralisés, tournent en rond. Sur place, le commando Hentic trouve quantité de douilles de mousquetons. « Du mousqueton, ça ne vous rappelle rien ? »

Eh bien, malgré les trente-cinq morts, ça ne rappelle rien du tout au général Gouraud, commandant la 25^e division alpine : « C'est impossible que nos Kabyles aient déserté. »

Alors Hentic pique sa rogne. Il lâche ses hommes dans la nature. Le lieutenant d'Axel a des ordres précis : « Fiche le bordel, que ça casse, que ça saigne, dit Hentic. Va faire de la contre-guérilla. Il va bien falloir que ça sorte. » Et la grande bagarre commence. Le 11^e file dans la nature, plastique les maisons de fellaghas connus. Tout y passe, meubles, provisions, voisins. On tire à tort et à travers. On essaye de créer le « clash ».

On terrorise la population. Il faut que les types sortent. Mais rien. Ils ne bougent pas. C'est la population exaspérée qui lâche l'information : les forces K sont tous « de l'autre côté ».

Hentic rapporte le renseignement. « Alors, cette fois, on y va, non ? » Pour toute réponse, le colonel Fauconnier commandant le service de renseignements de la 25^e division, décharge le commando Hentic de l'opération K et lance le 15^e bataillon de chasseurs alpins à la poursuite des fellaghas. Car on ne croit toujours pas à la désertion des forces K.

D'ailleurs La force K prend tout de suite contact avec les chasseurs, alors qu'elle s'est bien gardée de le faire avec les hommes du 11^e « choc ». Oui, il y a bien des fellaghas. Ce serait une bande venue des Aurès-Nemencha. Fauconnier exulte. Il va l'avoir, sa victoire. Et le général Gouraud sera heureux. Avec nos petits chasseurs bien de chez nous, on aura réussi là où ces grands dépendeurs d'andouilles avec leur tenue de carnaval ont fait chou blanc !

Les forces K se proposent de passer devant. Ils se font donner des armes supplémentaires, des cartouches et des fusées blanches.

« Dès qu'on les repère, on tire la fusée blanche et vous arrivez. »

On attend. Les chasseurs sont excités. On les tient. La fusée blanche. En avant. Et ayant soigneusement monté leur embuscade les hommes de La force K ajustent les petits chasseurs alpins qui, confiants, tombent dans le piège. Quarante morts ! Et pendant ce temps, le commando Hentic est à Tigzirt sans rien faire. Sur l'ordre de la 25^e division alpine !

C'est la fin des commandos K. Krim a donné à ses hommes l'ordre de regagner en bloc les rangs de l'A.L.N. officielle. La décision a été prise au congrès de la SoummaM. Les forces K prennent le maquis dans la forêt de Tamgout au sud de Port-Gueydon au moment où la 25^e division alpine et la 10^e R.M. allaient les équiper de mortiers ! Avant de disparaître Zaïded et ses hommes révèlent la supercherie à Hachiche et le suppriment de trois balles dans la poitrine.

Les masques sont jetés. Devant l'étendue du désastre, une seule solution : les liquider jusqu'au dernier. Si pareille opération se savait ! Alors c'est le grand cirque, la grande opération sur la zone de Port-Gueydon. Sur la route, la 7^e D.M.R. (division

mécanique rapide) avec ses blindés, ses camions, ses canons. Sur la route des crêtes, au milieu d'un maquis très dense, on envoie des bataillons de la 25^e division alpine, le 3^e R.P.C. et le 1^{er} R.C.P. Au total 15 000 hommes. Hentic n'est plus « au coin ». Ses prévisions se sont réalisées et Fauconnier, l'officier S.R. de la division alpine, n'a pas osé le mettre hors du coup. Avec le 11^e « choc », on ne sait jamais. Quand Hentic et les trente léopards arrivent, ça tire de partout. Au 155, au 105, au 75 sans recul. Il y a les capitaines qui font du cinéma aux colonels, les colonels qui en font aux généraux. Les généraux qui s'en font entre eux. Là, ils bichent. C'est leur guerre à eux comme ils en ont l'habitude.. Avec grands déploiements de troupes, P.C. de campagne, antennes gigantesques, toute l'animation des grands combats.

On envoie Hentic à dix kilomètres de là. Vers l'arrière. Qu'ils ne viennent pas nous gâcher notre victoire avec leurs coups tordus ceux-là. Car la victoire est certaine. Les commandos K sont 1 500 bien armés mais ils sont encerclés par 15 000 hommes et matraqués par un bombardement et des tirs d'artillerie comme on n'en a pas vu depuis longtemps. Hentic s'installe où on lui en a donné l'ordre. Il attend. Il sait qu'il n'y a rien à faire car ce n'est pas comme cela qu'on les aura. Les fells, il faut se les mériter. Il faut les déloger. Crapahuter. Autrement, ils attendront la nuit et passeront comme d'habitude à travers les mailles du filet.

Arrive près de Hentic un capitaine du 3^e R.P.C., une « casquette » des Bigeard-boys. Les deux hommes se connaissent.

« Toi, tu sais où ils sont les gens qu'on doit déloger ?

— Oui, bien sûr. C'est même pour ça qu'on nous a balancés à l'arrière.

— On y va ensemble ?

— O.K. Partant. »

Et l'opération réussira. Six cents hommes de La force K sont mis hors de combat. Le reste — Krim l'estime à six cents hommes — regagne les maquis ; ils ont eu la chance de ne pas être accrochés par le 3^e R.P.C., le 1^{er} R.C.P. les trente du 11^e « choc ». Ils sont passés comme prévu à travers l'armée régulière, à travers les chars, à travers le grand cirque. Le 3^e R.P.C. de Bigeard, aidé du commando Hentic, a fait le gros de l'opération. C'est l'échec complet de l'armée classique. Celle qui méprise l'adversaire, celle qui ne le considère que comme une

poignée de bandits sans idéal. En haut lieu, on fera à jamais le silence sur l'opération armée secrète de Kabylie. Quant au grand cirque de l'encerclement de Port-Gueydon, on en parlera dans les journaux comme d'une importante opération militaire couronnée de succès !

Après dix mois de silence, la Grande Kabylie s'embrace à son tour. Les maquis déjà bien organisés sont maintenant bien armés ! Après l'Aurès, après le Constantinois, après la Soummam, après l'Algérois, la haute Kabylie entre dans la danse. À la fin de l'opération « force K-Oiseau bleu » l'insécurité règne partout. L'armée, classique est tenue en échec. La preuve est faite. La guerre psychologique, les tentatives d'intox, les contre-maquis autant d'armes dont elle ne sait pas se servir. Le temps des léopards est arrivé.

Pour Soustelle, tout va désormais très vite. Il sent la situation se dégrader et lui échapper. Tout le bel édifice qu'il tentait d'élever depuis février 1955 à la gloire de l'intégration s'écroule par pans entiers. Il y a eu le manifeste des Soixante et un. Un coup de poignard dans le dos. Il y a eu en octobre l'embrasement de l'Oranie. Là encore, il sent qu'il a misé à côté ou bien qu'il est dans « le bleu complet ». Trois heures exactement après qu'il s'est félicité, dans le discours d'inauguration de la foire d'Oran, de « l'attachement de l'Oranie à la politique d'intégration », des attentats se succèdent toute la nuit. Un tract F.L.N. explique que « l'Oranie tout entière se joint à ses frères en lutte pour illustrer de la façon la plus éclatante l'unité et la coordination de l'action des forces rebelles ». C'est l'œuvre de Boudiaf qui, envoyé par l'extérieur au Maroc espagnol, a réussi à déclencher une action commune algéro-marocaine contre l'Ouest algérien. Les Marocains vont tout de suite lâcher leurs « frères » algériens car ils entament avec la France un processus de négociation. Seuls les Rifains poursuivront la lutte au coude à coude. Soustelle a néanmoins accusé le coup. D'autant qu'il apprend les premières désertions importantes de tirailleurs venus d'Indochine.

À 7000 km de là, à New York, la décision d'inscrire la question algérienne à l'ordre du jour de la session des Nations unies est prise à une voix de majorité en séance plénière. La France réagit et retire sa délégation à l'O.N.U. Le plan Pinay réussit. De nombreuses délégations commencent à regretter leur vote en faveur des « rebelles algériens » et reçoivent de leurs

gouvernements l'instruction de renverser la vapeur car on a besoin de la présence de la France pour voter l'admission de nouveaux membres afro-asiatiques. On observe alors une attitude de demi-retrait du groupe afro-asiatique pour préserver les chances des Algériens pour la session suivante. Le péril est provisoirement écarté. Mais le problème algérien a fait la « une » des journaux.

Le 1^{er} novembre, anniversaire de l'insurrection, est marqué en Algérie par une grève générale qui est observée — sauf en Oranie — par la quasi-totalité de la population musulmane.

En Kabylie, c'est la guerre. Le Constantinois est en pleine effervescence. L'Aurès poursuit les accrochages.

À Alger et dans l'Algérois les réseaux, les maquis se développent. Un jeune sergent, Ali Khodja, a déserté en emportant un stock d'armes important. Il a rejoint le maquis de Palestro et forme un commando dont les unités locales font les frais.

Soustelle sent qu'il faut très vite faire appliquer son plan de réformes. En octobre, à l'Assemblée nationale, un grand débat sur l'Algérie a fait ressortir que la politique d'intégration était de plus en plus critiquée et que le fédéralisme semblait gagner du terrain. Soustelle, après l'incident des Soixante et un, ouvre fin novembre la session ordinaire de l'Assemblée algérienne au cours de laquelle on doit examiner ses projets de réformes. Le gouvernement a en outre demandé à Soustelle de soumettre un projet prévoyant la création de trois nouveaux départements : Tizi-Ouzou, Sétif ou Bougie, Tlemcen. Mais là encore, le gouverneur se heurte aux Soixante et un. Dès la veille de l'ouverture de la session ordinaire, les élus du groupe des Soixante et un ont réitéré leur opposition au plan Soustelle et à l'intégration. Cette session ne donnera rien. La proximité des élections législatives n'est pas favorable à l'adoption des décisions importantes.

Car Edgar Faure a décidé, le 2 décembre 1955, de dissoudre l'Assemblée nationale et, par suite, l'Assemblée algérienne. Soustelle étouffe d'indignation. Depuis un certain temps, il y a de l'eau dans le gaz entre le gouverneur général et le président du Conseil. Soustelle reproche à Edgar Faure des pas de valse-hésitation qui, s'ils sont gracieux dans un salon, n'ont pas leur place dans le règlement d'un problème si grave. Dans un premier

temps, Edgar Faure a été favorable au plan d'intégration. Puis il s'est rendu compte de l'immensité des charges qu'entraînerait l'intégration. On a vu que Soustelle — réagissant violemment à l'initiative des Soixante et un — voulait qu'à l'issue d'un grand débat sur l'Algérie le Parlement votât une motion concluant à l'intégration. Mais lorsque le gouverneur général a revu Edgar Faure, il l'a trouvé beaucoup moins enthousiaste. « Blachette et Chevalier étaient passés par là, me dira plus tard Jacques Soustelle, et ont cassé le travail. Ils sont venus expliquer à Edgar Faure que ni les Arabes ni les Européens ne voulaient de l'intégration... Alors que Chevallier était venu me dire à Alger : je vous soutiendrai à fond. »

En effet, Jacques Chevallier a fait une déclaration fracassante au *Monde* : « J'ai la conviction que l'intégration est pratiquement inapplicable. Parmi ceux qui s'en déclarent les partisans, j'entends en Algérie, beaucoup ignorent le vrai contenu du mot. » À la rentrée parlementaire, Edgar Faure a provoqué à Matignon une table -ronde qui pond une motion finale d'où rien ne ressort. Soustelle, amer et conscient que son projet d'intégration aura bien du mal à voir le jour, n'en dépose pas moins ses réformes sur le bureau de l'Assemblée algérienne, les fait discuter en commission. Et c'est la bombe : Edgar Faure a décidé de nouvelles élections.

Pour Soustelle, c'est le tournant vers le pire. Il est persuadé que Faure et Pinay ont pris cette décision croyant revenir, après de nouvelles élections, en triomphateurs. « La France ne voyait l'Algérie qu'à travers les affaires politiques et d'un point de vue électoral petit et mesquin. Bref, rien de changé. Rien de nouveau... » Son plan est par terre. Bien plus, la situation en Algérie ne cesse de s'aggraver. Lorillot n'obtient pas les renforts qu'il demande. Soustelle, s'il applique la loi, doit faire cesser l'état d'urgence. La dissolution de l'Assemblée nationale l'exige. Soustelle réunit ses préfets :

« Au lendemain de la dissolution, explique-t-il, on est obligé de relâcher tout le monde !

— Rien à faire, il faut continuer », dit Lambert, le préfet « à poigne » d'Oran.

Bourgès à Paris écume de rage contre son président du Conseil. Il soutient toujours son ami Soustelle. Celui-ci décide de ne pas suspendre l'état d'urgence. « C'est là ma seule illégalité

que je ne regrette pas », me dira-t-il dix ans plus tard lorsque je le rencontrerai en exil.

À la fin de l'année 1955, Soustelle se sent lâché de toutes parts. Mais il ne veut pas abandonner la partie. Il a l'Algérie dans la peau. Il a le virus. Comme on le comprend ! Alors il poursuit son « œuvre ». Plus que jamais il tient à ses réformes. Pourtant il doit bientôt s'avouer vaincu. La commission de l'Assemblée algérienne refuse de les discuter en raison de l'opposition des élus musulmans du groupe des Soixante et un qui estiment que « la situation de l'Algérie est telle qu'elle exige d'autres mesures et non pas de simples palliatifs ». Les démissions d'élus du second collège se multiplient en signe de protestation contre la répression. L'activité de l'A.L.N. s'intensifie. Rien n'est possible en raison des élections en France. Soustelle décide qu'elles n'auront pas lieu en Algérie. Il annonce le 10 décembre qu'elles sont reportées à une date ultérieure étant donné le cas de force majeure.

En France, la campagne électorale bat son plein. Celle du Front républicain Mollet-Mendès se fait sur le thème : « Mettons fin à la guerre d'Algérie. » En Algérie, l'opinion musulmane sensible aux arguments de cette tendance qui demande des négociations en Algérie pense que les élections vont amener au pouvoir des hommes favorables aux nationalistes. Soustelle n'a plus rien à espérer. C'est l'effondrement de la politique qu'il a ébauchée. Il a obtenu la loi d'urgence et quelques renforts. Il a mis en route une administration plus largement ouverte aux musulmans ; il a réussi à ouvrir une école d'administration pour les Algériens musulmans. Sa promotion de sous-préfets sortira avant son départ. Mais sur les réformes de base, c'est l'échec. Il faut attendre un nouveau gouvernement, une nouvelle Assemblée, pour discuter à nouveau des réformes indispensables. Une nouvelle Assemblée qui n'aura pas de représentants algériens puisque les élections sont ajournées en Algérie. Soustelle tient encore la barre. Il liquide les affaires courantes car rien n'indique que son mandat sera renouvelé par le nouveau gouvernement. Il doit penser à son siège de député. Il va comme d'habitude se présenter à Lyon. Il n'y fait que deux voyages-éclair. Il ne veut pas quitter l'Algérie à l'heure où la situation s'aggrave dans tous les domaines.

Elle est si préoccupante, cette situation, et les relations Faure-

Soustelle se sont tellement dégradées que le gouvernement décide l'envoi d'une « mission d'information » à Alger. Mission constituée des directeurs et directeurs adjoints du cabinet Edgar Faure : Jacques Duhamel et Paul Démange, auxquels se joindra Abel Thomas, directeur adjoint du cabinet Bourgès. Officiellement cette mission d'étude doit « permettre une liaison plus étroite entre le président du Conseil et le gouverneur général Soustelle ». On ne peut montrer plus de maladresse, plus d'incompréhension de la situation en Algérie. Cette mission est un camouflet pour Soustelle. C'est aussi l'occasion de faire circuler les bruits les plus fantaisistes, pouvant servir à toutes les causes. Et ça ne manque pas.

On raconte que cette mission est destinée à suppléer une carence des autorités civiles et militaires de l'Algérie. « On vous le disait bien, on n'est pas gouvernés. On n'a pas de chef militaire qui veuille mater la rébellion. Quant à Soustelle, lui, il ne pense que réformes. » Telle est la position des mouvements européens les plus extrémistes comme celui qui groupe les « excités » sous la houlette de M. Boyer-Banase, le type caricatural du vieux colon qui traverse des siècles sans rien apprendre et qui défend un nationalisme colonialiste éhonté. Boyer-Banase, nous le retrouverons, c'est « le drapeau et les privilèges ». Dans certains milieux algériens, cette mission est au contraire l'échelon précurseur d'une mission de négociation ; à moins qu'elle ne soit chargée d'élaborer un régime nouveau de l'Algérie. Dans tous les cas, c'est l'autorité de Soustelle qui est battue en brèche.

Furieux, le gouverneur général envoie le 2 décembre à 17 h 5 un télégramme très sec à Edgar Faure dans lequel il lui « suggère » la publication d'un texte expliquant que « la mission doit étudier sur place un certain nombre de mesures demandées par M. Soustelle tendant notamment au renforcement des moyens administratifs et militaires mis à la disposition de l'Algérie. » La mission comporterait les membres déjà cités auxquels s'ajouteraient les hommes de l'équipe Soustelle. Le gouverneur général conclut ce télégramme n° 02548 par cette phrase qui en dit long sur ses rapports avec Edgar Faure :

« Je demande instamment que vous approuviez l'esprit et la forme de ce communiqué. Stop. Si celui-ci ne recevait pas votre accord, je me verrais dans l'obligation de faire toutes réserves sur la venue de cette mission. Fin. »

La mission fera un séjour de vingt-quatre heures à Alger. Après quoi elle regagnera Paris ayant étudié « à fond » tous les problèmes !

En France, on commence à se préoccuper du problème algérien. Un journaliste, Robert Barrat, qui a effectué un reportage avec les troupes F.L.N. de la zone 4, a été reçu par Ouamrane. Celui-ci a fait sa première déclaration publique, « conseillé » par Abane qui a assisté — sans dévoiler son identité — à l'entretien. Le reportage : « Chez les hors-la-loi algériens », qui décrivait la vie et les revendications des « bandits », publié le 15 septembre dans *France Observateur* fait grand bruit. Robert Barrat est arrêté pour non-dénonciation des « chefs de bande » qu'il a interviewés. Vincent Monteil, ami de longue date de Robert Barrat, revoit à cette occasion son ancien patron et lui dit sa façon de penser d'une telle attitude du gouvernement. Soustelle réplique sèchement qu'il ne faut pas regretter « d'avoir fait fusiller Brasillach ». Monteil note : « Nous sommes désormais des deux côtés de la barricade. » Barrat est rapidement felâché. Mais le ton est donné.

Fin 1955, est publié à Paris un livre d'une grande importance : *l'Algérie hors la loi*, qui est en fait un dossier d'étude du problème algérien. Ses auteurs ? Francis et Colette Jeanson. On en reparlera !

À un manifeste des intellectuels contre la guerre d'Algérie, Soustelle répond d'une façon qui lui vaut, et pour longtemps, l'affection et le soutien désormais inconditionnel de ses anciens ennemis : Sérigny et *L'Echo d'Alger*. Dans ce manifeste, Soustelle abat ses cartes. Il nie la guerre :

« Un état d'insecurité sporadique et variable, des attentats individuels, des embuscades, des incendies, est-ce la guerre ? Sans doute, dira-t-on, c'est une question de définition : mais dans ce cas, le seul fait d'appeler « guerre » ce qui se produit en Algérie est déjà un geste et un choix. »

Soustelle s'élève contre le défaitisme de ceux qui ont lancé le terme « guerre d'Algérie ». Et surtout, après avoir contesté avec force et violence la représentativité des hommes de l'A.L.N., il s'élève contre l'idée même de négociation :

« ... On considère que la qualité de « représentant qualifié » appartient de droit aux terroristes. Encore la question se poserait-

elle de savoir à partir de combien de fermes brûlées ou de fellahs égorgés on devient un “représentant qualifié” ! »

À tous ceux à qui il répond et dont certains comptèrent parmi ses amis, c’est la réflexion de Monteil qui vient à l’esprit : « Cette fois, nous voilà des deux côtés de la barricade. »

À Paris, un autre homme parle aussi de l’Algérie, l’un des plus grands noms de la littérature française contemporaine : Albert Camus. Déjà, selon un mot qui deviendra célèbre, il a mal à l’Algérie.

L’Algérie, c’est son pays. Il est né le 7 novembre 1913 à Mondovi. Ses parents sont pauvres. Il est d’une famille de « petits Blancs ». Son père est ouvrier caviste. La famille s’est installée en Algérie en 1871. Elle venait d’Alsace. 1914, c’est la guerre et aussi la mort du père. Camus connaît l’enfance pauvre des gosses de Belcourt. Sa mère travaille à la cartoucherie, puis fait des ménages. Si Albert Camus poursuit ses études, c’est grâce à son instituteur, Louis Germain, qui le fait travailler et lui obtient les bourses qui lui permettront d’accéder aux études secondaires. C’est dire si Camus connaît ces petits pieds-noirs, s’il connaît aussi ces Arabes que l’on veut aujourd’hui leur opposer. Il ressent l’injustice comme la fraternité. Il est désespéré par l’attitude d’un certain colonat réactionnaire qu’il condamne, mais il est outré par le raccourci tragique que certains n’hésitent pas à faire en France : les Français d’Algérie sont tous des colons. Tous des réactionnaires qui « bouffent » de l’Arabe. Il faut intervenir avant qu’il soit trop tard ; ouvrir les yeux de la France et éviter que le petit peuple des Français d’Algérie, la majorité, n’écoute les conseils stupides et criminels de « tous ceux qui, comme dit Mendès, n’ont eu comme ennemis que Clemenceau, Blum, Viollette, De Gaulle, Chataigneau », ne savent que séparer, creuser des fossés, opposer dans une lutte qui devient sanglante deux communautés qui vivent ensemble. Les attentats qui frappent la population civile européenne doivent cesser comme doit cesser une répression qui, sous le couvert de la responsabilité collective, ne fait que fournir des éléments nouveaux à la révolution algérienne. Le 20 août, les massacres d’El-Halia, d’Aïn-Abid l’ont bouleversé mais ne lui ont pas fait oublier la répression atroce qui a suivi le début de l’insurrection. Et s’il y a eu insurrection, la part d’injustice qui a frappé la population musulmane y a été pour beaucoup. Il sait quelle énergie une droite

rétrograde a déployée en Algérie pour entraver la mise sur pied des réformes indispensables, pour prolonger l'injustice profonde de certains procédés. Il reproche déjà, et il ne cesse de le faire jusqu'au silence qui a suivi l'apparition des *Chroniques algériennes*, la lâcheté d'une certaine gauche qui ne reconnaît pas, qui ne veut pas reconnaître que tout ce qui s'est fait en Algérie n'a pu se faire qu'avec la bénédiction de la métropole... et de cette même gauche. Aujourd'hui, en 1955, il redoute que la gauche ne tente pas de persuader le mouvement arabe que certaines méthodes sont ignobles en elles-mêmes. Camus, avec une lucidité rare, a perçu dès le début de l'insurrection la catastrophe à laquelle conduit inmanquablement l'engrenage attentat-crime-répression-responsabilité collective. « Chacun pour se justifier s'appuie sur le crime de l'autre... » Il faut jeter dans cette machine broyeuse le sable de toutes les bonnes volontés. En septembre 1955, il décide de se lancer dans la mêlée, de mettre dans la balance sa réputation d'écrivain célèbre, son cœur qui bat depuis toujours à Alger, sa connaissance des hommes de « là-bas » et aussi les écrits qu'il peut publier dans *L'Express*. Il a en effet accepté de revenir au journalisme dans le journal de Jean-Jacques Servan-Schreiber qui devient quotidien.

On connaît les écrits de Camus sur l'Algérie publiés pour la plupart dans *L'Express* de septembre 1955 à février 1956 ; il a expliqué ces textes — remontant même aux mises en garde qui dataient de 1939 — dans *Actuelles III*, mais on ne sait pas grand-chose de ses réactions personnelles et passionnelles face au problème algérien qui, au fil des mois, devient la préoccupation principale de la France. Des témoignages inédits d'amis discrets et, surtout, la découverte de cinq lettres inédites donnent un éclairage nouveau sur ce que fut l'action d'Albert Camus dans la guerre d'Algérie. Action que certains n'hésitèrent pas à limiter à la réponse célèbre faite à un journaliste qui, lors de la remise du prix Nobel, l'interrogeait sur l'Algérie, pays où vivait encore sa mère : « Entre la justice et ma mère, je préfère ma mère... » On va voir combien elle est différente, autrement complexe.

Camus sait ce qui se passe en Algérie. Il a des amis fidèles restés à Alger : Jean de Maisonseul, Charles Poncet, Miquel, Simounet, Chariot, l'éditeur des heures sombres de l'occupation, l'homme qui a permis à Saint-Exupéry, à Kessel, à Druon d'être édités à Alger. Tous les anciens copains écrivains et poètes sont à Paris : Max-Pol Fouchet, Claude de Fréminville qu'*Europe n° 1*

rendra célèbre sous le nom de Claude Terrien ; Emmanuel Roblès, lui, fait la navette entre Paris et Alger. Ce noyau libéral d'esthètes, d'artistes, d'intellectuels est bouleversé depuis que, le 1^{er} novembre 1954, une certaine Algérie est entrée en rébellion. Puis ce souci se transforme en panique depuis que — sous Soustelle, un homme de gauche, pensait-on — la situation s'est aggravée. Le fossé, ils le sentent bien avant le 20 août. Car eux sont toujours en contact avec leurs amis musulmans. Dès le début, certains hommes ont essayé de resserrer les liens qui — ils le pressentent — vont tragiquement se relâcher. Il faut battre le rappel des bonnes volontés. Un professeur, M. Malan, directeur du lycée franco-arabe, établit avec deux ou trois collègues, dont le professeur Mandouze, un texte, une déclaration autour de laquelle on pourrait réunir quelques « libéraux » de poids — le terme n'a pas encore cours en février 1955. Camus de passage à Alger examine avec son ami Charles Poncet ce texte qui dénonce le côté unilatéral du colonialisme. Camus le trouve maladroit car il impute au colonialisme toutes les inégalités sociales que l'on trouve aussi bien en Espagne qu'en Italie et même en France. C'est couper cette aile libérale en formation de la masse des pieds-noirs. Ne pas parler des côtés positifs du colonialisme est également une erreur. D'autant que l'infrastructure dont le colonialisme a doté l'Algérie sera indispensable à un pays de type fédéral dont le groupe Camus rêve. Albert Camus ne peut pas se mêler à la réunion Malan au cours de laquelle on va discuter du texte, mais conseille à son ami Poncet d'y défendre leur position.

La réunion a lieu en mars dans l'immeuble des fonctionnaires près de la pension Sainte-Elisabeth sur le Telemly. Charles Poncet trouve là une vingtaine de personnes. Peu d'Algériens. La discussion montre très vite que, parmi les libéraux qui tentent de comprendre quelque chose à une situation explosive et désirent sincèrement arrêter la machine infernale, des tendances opposées se dessinent. Les deux principales sont représentées par Charles Poncet et par un jeune médecin dont le père est très connu à Alger : Pierre Chaulet.

Poncet défend la position établie par Camus sans s'en faire le porte-parole :

« Cette tentative de regroupement, dit-il, peut avoir de l'efficacité si nous avons un bulletin qui ait une grande diffusion et qui nous servira à expliquer la genèse de la révolte et ses

justifications. Si nous voulons être efficaces, nous devons expliquer aux pieds-noirs dont nous sommes la nécessité de comprendre la rébellion. Car actuellement qui parle, qui entraîne le peuple ? Les extrémistes, ceux dont les intérêts sont représentés par *L'Echo d'Alger* et *La Dépêche quotidienne*. Même le *Journal d'Alger*, vous le savez, n'acceptera jamais notre prose. Nous devons donc avoir notre journal. »

Poncet demande également — et c'est indispensable pour que le mouvement démarre sur des bases saines — que le terrorisme aveugle, le plus spectaculaire, soit fermement dénoncé.

Pierre Chaulet, catholique convaincu, milite depuis son enfance dans divers mouvements qui luttent pour le rapprochement, la compréhension des deux communautés. Il a essayé avec Pierre Popie et Pierre Roche de créer un mouvement regroupant des associations aussi diverses que les Etudiants musulmans d'Afrique du Nord, les scouts musulmans, la jeunesse du M.T.L.D. Ses amis sont Lamine Khene, Omar Lagha, Kadache et surtout Salah Louanchi qui deviendra son beau-frère. Avec une volonté extraordinaire, ce groupe de jeunes du P.C.A. — tente un rapprochement et une campagne d'explications. Cela se passe dans les années 1950-1951. « À cette époque, dira Chaulet, il était pornographique de dire qu'en Algérie il y avait des bidonvilles. Il était plus correct pour un bourgeois d'avoir trois maîtresses que de fréquenter un Arabe... » Parler, se rencontrer, discuter, tel était le but de ces jeunes gens de bonne volonté qui se groupent au sein de l'A.J.A.S. (Association de la jeunesse algérienne pour l'action sociale). Ils envoient des gens dans les bidonvilles, ils découvrent des malheureux à cent mètres de chez eux. Ils prennent conscience d'un problème qui deviendra un jour explosif. Ils ont établi leur siège à la Robertsau au foyer des Etudiants musulmans. Ce qui, pour l'Algérie de l'époque, est un engagement politique qui annonce un programme « inconvenant ». Avec le professeur Mandouze, ils fondent une revue : *Consciencés maghribines*. Pour eux le problème, c'est la colonisation. Un problème qu'ils évoquent sans cesse. Il y a là de jeunes intellectuels algériens. Ben Khedda, M'hamed Yazid, Boulharouf, Saad Dahlab, Drarini, Laïchaoui, Ben Yahia, Mohamed Harbi, Lamine Khene. Il y a des Européens : Daniel Timsit, Georges Hadjadj Au 1^{er} novembre, le clivage se fait plus dur, il y a « les nôtres » et « les autres ».

Et c'est l'époque des réformes Soustelle, des réformes

sociales. Germaine Tillion a fondé, sous la houlette de Jacques Soustelle, les centres sociaux : scolarisation, services de soins, alphabétisation, enseignement professionnel. Le but de Germaine Tillion est de « sortir le plus rapidement du sous-développement par la scolarisation totale faite intelligemment. Sans saupoudrage. Pour 10 000 personnes il faut un centre social de 20 personnes. » Les moyens manquent. Mais là aussi Germaine Tillion réunit des hommes et des femmes de bonne volonté : Nelly Forget, Rachel Jacquet, Chafika MesleM. Le groupe de *Consciences maghribines* fait au sein de l'A.J.A.S. un travail semblable, mais pour eux le problème n'est pas uniquement social. Il est aussi politique. En septembre 1954 avec Ben Khedda, Yazid, Ben Yahia, etc., le thème a été : « S'il y a les armes à prendre, toi, Européen, tu les prends avec nous. » La réponse, Chaulet la donne dès les premières semaines de la révolution : il recueille des blessés, des gens qui souffrent. On l'a vu participer à l'opération d'Azzedine. Et il poursuit l'action sociale avec les *Amitiés algériennes*.

Tel est l'homme qui chez Malan s'oppose à Charles Poncet. Il est lui aussi contre le terrorisme aveugle, la suite de l'histoire le prouvera amplement, mais il juge Poncet et son groupe comme des « rêveurs ».

« Votre projet n'est pas réaliste. Il vous faudra beaucoup d'argent, donc beaucoup d'adhérents qui partagent nos idées de fraternité. C'est cela qui est "irréel". Ce qu'il faut c'est s'engager aux côtés des Algériens pour défendre leur liberté. »

Poncet est un intellectuel, il se sent perdu devant la décision brutale de Chaulet. L'assemblée est hésitante. En effet, dans le projet Poncet, il faudrait beaucoup d'argent pour « débarrasser les crânes ». Il faudrait au moins 5 000 adhérents faisant des sacrifices. Pour Poncet, il faut dénoncer le caractère injuste du colonialisme sans prendre les armes contre son pays.

On se sépare, déçu. On a évoqué des idées qui se révèlent difficiles à réaliser. Quasi impossibles face à une opinion publique emmenée de façon magistrale par une presse qui est aux mains de la véritable colonisation, ces 10 % à peine qui « font » la politique de l'Algérie. Jusqu'en septembre, on parle, on se voit, on se rencontre. Sans résultat. Chaulet et ses amis ne sont plus là. Eux ont fait leur choix. Nous les retrouverons plus tard.

Et la situation évolue. Il y a la répression du Constantinois. Le

20 août. Les premiers attentats. Poncet et ses amis sont désespérés. Ce fossé qu'il voulait combler avec ses amis se creuse, s'élargit, se remplit de sang. Et eux, intellectuels qui n'ont que leur plume, que leur parole pour agir, qui ne veulent pas employer d'autres armes, sont isolés, accablés, découragés. Une plume sans journal, la parole sans tribune c'est un fusil sans cartouches. Inutile. Et puis voilà l'espoir. Il vient de Paris. L'ami, le directeur de conscience, la grande voix pour laquelle ils ont respect, confiance, affection va s'élever. Le 27 septembre, Charles Poncet reçoit de son ami Albert Camus la lettre suivante :

25 septembre 1955

« Mon cher Poncet,

« Je suis bien angoissé devant les affaires d'Algérie. J'ai ce pays aujourd'hui en travers de la gorge et ne puis penser à rien d'autre. De plus, l'idée que dans une quinzaine de jours je vais recommencer d'écrire des articles (*dans L'Express qui devient quotidien*), qu'il faudra donc que je parle de l'Afrique du Nord, et dans le malaise, puisque la gauche et la droite m'irritent également sur ce sujet, empoisonne mes journées. J'ai besoin de savoir ce que vous pensez tous. Je m'en doute, mais je voudrais au moins corriger mes impressions par les vôtres, m'instruire aussi de ce que mon éloignement m'empêche de savoir. Ne pourrais-tu m'aider, sinon en une fois, du moins en plusieurs, m'informer, me mettre en garde, être avec moi enfin. Tu m'éviteras peut-être de dire des bêtises, et puis aussi je me sentirai plus affirmé dans ce que je pourrai dire. C'est pourquoi au risque de t'ennuyer je t'envoie ce petit S.O.S. À toi et aux tiens, affectueusement.

ALBERT CAMUS »

La voilà la tribune qui manquait à ces libéraux d'Alger. Et pouvait-on rêver organe plus prestigieux pour expliquer au monde et aux pieds-noirs ce qui se passe réellement, les pousser à tendre la main ? Le plus grand des écrivains pieds-noirs se jette dans la mêlée et sa réputation est telle qu'on ne pourra l'attaquer comme on attaque un simple Mendès-France. Camus, ce n'est pas un homme politique, c'est le maître à penser d'une génération.

Poncet, Simounet, Chariot, Miquel, Maisonneul et les autres se mettent au travail. C'est l'enthousiasme. Il faut que Camus vienne en Algérie, qu'il prépare soigneusement le pont qui doit être lancé

sur le fossé. Il faut qu'il tente d'arrêter ce massacre qui, de jour en jour, prend des proportions effrayantes. Et pour cela il doit parler en public. Lancer l'idée d'une trêve, amorcer un dialogue. Le travail de *L'Express*, les éditoriaux serviront de tremplin.

Le groupe d'Alger est en contact avec ses amis musulmans au sein d'un groupe : *Les Amis du théâtre d'expression arabe*. Ils se réunissent dans l'arrière-salle du café La Marsa à deux pas de l'Amirauté ; il y a là Amar Ouzegane, un vieil ami de Camus, ils ont été au P.C. ensemble. Ils l'ont tous deux quitté. Camus en 1937, vraisemblablement à la suite d'incidents entre le parti communiste et le P.P.A. de Messali Hadj qui tenait les communistes pour les instigateurs de la répression qui les frappait Ouzegane a été exclu en 1950 pour déviation nationaliste. Au café La Marsa comme dans toutes les autres réunions il y a, en plus de Mohamed Lebjaoui, Boualem Moussaoui et Mouloud Amrane, tous deux marchands de bonbons dans la Casbah. Avec Maisonseul, Miquel et Simounet, reconstruteurs d'Orléans-ville, et Charles Poncet qui « dans le civil » est chef de service chez Schiaffino, ils constituent le noyau de ce qu'on appellera plus tard le Comité de la trêve civile. Tantôt à La Marsa, tantôt au bureau de Simounet, rue Blaise-Pascal, les huit bavardent, échangent des idées, parlent de ce qu'il est possible de faire.

« Essais d'éclaircissement pour nous plus que pour nos amis algériens, me dira Poncet, pour ma part je voulais défendre une solution fédéraliste prise avec toutes les familles algériennes. Je déniais au F.L.N. sa représentativité exclusive du peuple algérien. »

Ensemble, ils décident d'organiser et d'élargir leur groupuscule et de regrouper tous les libéraux. Et Camus pourrait être le catalyseur de tous ces courants.

Le groupe Poncet ignore que leurs amis algériens font partie du Front de libération nationale, que Lebjaoui et Ouzegane sont même les auteurs, sous le contrôle d'Abane, d'une grande partie de la littérature F.L.N. et qu'ils pensent à la rédaction d'une plateforme servant de véritable armature politique au F.L.N. Le contact avec les libéraux se fait avec l'assentiment d'Abane qui l'approuve. À la direction de F.L.N.-Alger le massacre du 20 août est loin d'avoir fait l'unanimité. Le 21 août, lorsque les journaux relatent les crimes d'Aïn-Abid et d'El-Halia, Abane au cours d'une réunion à la Casbah déclare à son entourage : « Une

révolution authentique ne s'attaque ni aux enfants, ni aux femmes, ni aux vieillards... » L'équipe « politique » du Front est assez mûre pour comprendre à quel point ce genre d'action est néfaste même si, sur le terrain dans l'ensemble de l'Algérie, le 20 août a donné un véritable coup de fouet à la révolution. Les « politiques », qui sont maintenant décidés à tout faire pour isoler la grosse colonisation du reste de la population, voient leurs efforts anéantis par l'horreur d'une telle action qui apporte le soutien de la masse européenne aux slogans et à la politique « répressive » des groupes de pression. La Fédération des maires au nom de laquelle Froger réclame sans cesse une politique plus dure se voit appuyée dans ses revendications. De plus, les intellectuels du Front qui savent que tout est mis en œuvre pour défigurer le visage de la véritable révolution algérienne en présentant ses dirigeants comme de fanatiques assassins, xénophobes, incapables de concevoir le respect de la personne humaine, mesurent à leur juste valeur les arguments apportés à cette thèse par un massacre aveugle comme celui d'El-Halia.

Dans ce cadre, les intellectuels du Front décident de se servir de leurs amitiés chez les libéraux pour les aider à se grouper et les amener à contribuer à la prise de conscience du plus grand nombre. Si ce mouvement libéral prend corps et entraîne une partie de la population européenne, le gouvernement français et le gouverneur général, toujours influencés dans leurs décisions par les positions de la communauté européenne d'Algérie, pourront voir les choses sous un autre angle et entreprendre d'éventuelles négociations.

Lebjaoui et Ouzegane participent à fond et de tout cœur à la tentative de Poncet. En utilisant la grande voix de Camus, un dialogue qui pour l'instant semble impossible peut s'établir. Il faut faire vite. Que dans un bref délai Camus s'adresse à ses compatriotes. Mais c'est, le 2 décembre, l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections. *L'Express*, quotidien, fera campagne pour le Front républicain. Le 7 décembre, Albert Camus répond à son ami Poncet qui, dans une longue lettre, lui a fait part de la dégradation constante de la situation et de la nécessité d'une intervention rapide. Cette réponse est d'une importance capitale. Elle révèle l'homme en 1955. Camus, surchargé de travail, est miné par une tuberculose latente depuis 1930 ; la situation politique de la France le préoccupe, celle de l'Algérie le déchire. L'homme

écartelé veut se retrouver, réunir ses forces, son activité prodigieuse, pour intervenir sur le cours d'un destin qu'il devine tragique pour son pays. Pour son Algérie.

7 décembre 1955

« Mon cher Poncet,

« Je me reproche beaucoup de ne pas t'avoir répondu plus tôt mais vraiment je mène une vie hagarde. Entre mon travail personnel, que je veux continuer contre vent et marée, l'édition, et le journalisme, avec toutes les obligations qu'il entraîne, je suis constamment en retard sur toutes choses. Je vais d'ailleurs continuer un peu de temps encore, parce que je n'ai trouvé que cette agitation pour remédier à la grave crise où j'étais plongé ; puis je reviendrai à une vie plus raisonnable.

« Il n'empêche, pour le moment, que le courrier s'accumule et que j'ai eu le tort de remettre ma réponse après le texte que tu me demandais. Comme il fallait un peu de réflexion pour ce texte, j'ai laissé passer les jours. Aujourd'hui, je me demande, devant les événements nouveaux, s'il ne serait pas préférable de prendre l'initiative dont tu me parles dans trois semaines seulement, je veux dire après les élections. Il y a d'abord que je suis retenu à Paris jusque-là. Il y a ensuite que, malgré les mauvaises conditions où la bagarre s'engage, il faut la mener. Je ne crois pas que P.M.F., à lui seul, arrangera tout. Je vois ses limites et puis je ne suis pas un homme de parti ni d'élections. Mais je vois (ou crois) qu'il y a *une chance* pour qu'il aide à refaire un corps économique et peut-être moral au pays, à partir de quoi nous pourrions aller plus loin. En ce qui concerne l'Algérie, il est le seul à pouvoir inaugurer les solutions qui nous conviennent et qui respectent également les droits des Arabes et ceux des Français.

» Je crois donc qu'il vaut mieux tout mettre en œuvre pendant un mois pour que cette expérience ait sa chance. Je n'ai pas grand espoir. Ni la droite ni les communistes ne veulent d'une pareille expérience. Ils ont mis et mettront tout en œuvre, eux aussi, pour y faire échec. Et ils ont déjà très bien travaillé ensemble pour cela. Mais il faut s'y mettre pour avoir toute sa chance.

« Peut-être cela a-t-il moins de sens en Algérie où le Front républicain n'a aucune chance. Dans ce cas peut-être pourrais-tu maintenir les contacts jusqu'en janvier afin que l'essentiel soit préservé.

« À ce moment, s'il y avait un ministère Front républicain, notre objectif devrait être d'aider son action (si elle nous convient et sans que nous ayons à prendre parti politiquement). S'il n'y en avait pas, alors nous nous retrouverions devant le même problème. De toute manière, si ce retard ne te convenait pas, il faut bien trois semaines pour organiser quelque chose. Et encore une fois, je ne puis être à Alger avant janvier (je n'avais pas prévu les élections brusquées).

« Je t'épargne naturellement mes scrupules quant à ladite manifestation. Et mon horreur, devenue malade, de paraître en public. De toute manière on ne peut désertier. Tâchez seulement de m'épargner un peu, de ce point de vue.

« Écris-moi votre décision et si je dois quand même faire le texte (celui-là, mais vous auriez pu quand même le faire, bande de fainéants !) et excusez-moi pour mon retard auprès des camarades, en leur expliquant qu'il me faudrait trois vies pour faire face à tout. Mais je suis heureux de ce que vous faites.

« Affectueusement.

ALBERT CAMUS. »

« Surtout pas de *conscience* française.

« Ça a l'air d'opposer la conscience à la présence alors que seule la conscience permettra la présence.

« J'aime mieux permanence ou quelque chose de ce genre. »

Poncet et ses amis veulent en effet qu'un texte de Camus précède l'« appel à la sagesse » qui doit se faire en public. Ils veulent qu'un groupe de libéraux, dont Camus serait la tête et le porte-drapeau, se constitue face aux mouvements du type Boyer-Banse, ou Goutallier, ce restaurateur algérois qui a pris la tête des poujadistes. Mouvements qui se voudraient frères de *Présence française* qui regroupe les Européens les plus extrémistes et n'a pas hésité à passer à l'action contre-terroriste. À Alger, le groupe Poncet multiplie les contacts. Il faut donner à l'intervention de Camus un lustre et une audience locale qui la rendent efficace.

Le vendredi 16 décembre, dans son éditorial de *L'Express*, Camus lance l'idée de la « trêve du sang ». Il attaque tout d'abord la décision gouvernementale d'ajourner les élections en Algérie et de proroger — c'est la dernière trouvaille pour que la nouvelle assemblée ait des représentants algériens — le mandat des

députés algériens sortants.

« ... On peut déjà tirer les conséquences de la décision prise, écrit Albert Camus, elles sont simples et graves : le gouvernement a reconnu que la Constitution n'était pas applicable en Algérie. La campagne électorale qui s'ouvre va nous coûter bien plus cher que le prix des affiches. Elle va nous coûter des morts, Français ou Arabes, et le pourrissement un peu plus profond de l'Algérie. J'en connais qui s'en réjouissent, au cœur même de leurs lamentations. Mais quelques-uns, dont je suis, voient venir, avec le cœur serré, ces semaines redoutables. C'est pourquoi je referai ici, sous une autre forme, une proposition qui est restée sans écho. S'il y a une chance que les élections de janvier amènent un gouvernement qui sortira l'Algérie de son ornière, ceux qui mourront d'ici là, Français ou Arabes, seront morts pour rien. Il y a donc une raison supplémentaire de proposer une trêve, au moins en ce qui concerne les populations civiles. On m'objecte que le Gouvernement général ne sait pas avec qui conclure cette trêve d'humanité. Il n'est pas impossible, et il serait digne, de la proclamer, de l'observer quant à nous, et d'attendre, tout en assurant la protection des populations françaises, qu'il nous soit répondu... »

Et Camus termine cet article par une fulgurante critique de ce que fut le règne Soustelle sous le gouvernement Edgar Faure.

« En vérité, si le gouvernement avait su définir clairement une politique qui aurait allié une offensive de réformes véritables et, sur le plan militaire, une stratégie de protection, l'unité du pays se serait faite, pardessus la Méditerranée. Mais on a joué avec des abstractions et des silences. Le résultat est qu'aucune réforme en profondeur n'a été entreprise et qu'une vraie protection militaire n'est même pas assurée.

« On ne peut donc rêver échec plus complet ni plus misérable. Le pays, peut-être, répondra comme il convient à tant d'insouciance. Mais d'ici là, le sang risque encore de couler, le temps nous presse, chaque jour crie, et nous devons, à toute force, nous adresser aux responsables. C'est au Gouvernement général à proposer la trêve d'humanité. »

L'idée de la trêve civile est lancée. C'est elle que Camus est décidé à proposer en public à Alger. Les dates sont prises. Le prestige de Camus est tel que son initiative inquiète certains groupes bien décidés à faire à ce « pied-noir renégat » une

conduite de Grenoble méditerranéenne mais non moins sentie. Des lettres de menaces lui parviennent à Paris. Ce ne sont pas ces dérisoires épouvantails qui feront reculer l'écrivain qui prépare avec soin son voyage. Plus qu'à un appel, c'est à une confrontation d'idées que Camus veut se livrer. Il veut ouvrir le dialogue.

Lettre du 28 décembre 1955 :

« Cher Poncet,

« D'accord donc pour le 21 janvier. Vu les jolis poulets menaçants que j'ai reçus de là-bas (deux ou trois seulement, rassure-toi) j'irai en armure du XV^e. Je suis toujours d'accord sur le texte Maisonseul. Mais je dirai plutôt « Dialogue pour une Algérie pacifique », que D. pour la *paix en Algérie*, le slogan ayant été adopté ici par le P.C. et la gauche femelle. *Très bien* pour les questions écrites qui aideront à débrouiller pas mal de choses — et puis je réussis mieux dans la réponse à chaud, en général.

« Encore une chose : que souhaitez-vous que je vous dise, combien de temps, etc. Courage et les vœux du cœur pour les tiens et nos amis.

« Affectueusement.

CAMUS. »

Mais l'initiative de Camus prête à certaines confusions. On parle de conférences. Edmond Brua, ami de toujours, a télégraphié à Camus pour en avoir confirmation. Celui-ci met les choses au point et définit la forme que doit prendre son action à Alger. Il est si nerveux qu'embrouillant les mois il date sa lettre du mois d'avril !

12 [avril] janvier 1956.

« Cher vieux,

« Je reçois de Brua un télégramme me demandant de confirmer ma tournée de conférences. Je démens.

» Mais j'espère que vous n'avez pas annoncé une conférence de moi sur la question. Ce qui *n'aurait aucun sens* et ne ferait rien avancer. Il faut annoncer une manifestation *du groupe* où je prendrai la parole *en même temps* que des représentants des autres tendances ou confessions. Je ne suis pas le prophète de ce

royaume en ruine. C'est une action collective, manifestée comme telle qui aura du sens et de l'efficacité. Rassure-moi sur ce point.

« J'arriverai sans doute mercredi soir 18. Mais je confirmerai. Donne-moi d'ici là par exprès tous les détails (la salle, l'organisation de la séance, les orateurs, le patronage, etc.). Il ne faut pas rater cette affaire, l'une des dernières chances. J'insiste sur le fait que seule la manifestation de plusieurs tendances aura le caractère de nouveauté et de persuasion nécessaire. Elle seule sera exemplaire.

« Quant à moi, je ne veux pas disserter sur le sujet, mais aider à une action. Pour le reste, et la solitude, j'ai mes articles et *L'Express*, où je ne suis pas toujours ravi.

« Ce mot en hâte, mais je t'écrirai encore. Affections à tous.

CAMUS. »

« Mon frère viendra me chercher. S'il ne pouvait venir, je te télégraphierai. »

Tout est prêt pour l'arrivée de Camus à Alger. Le Front républicain a gagné les élections. Edgar Faure ne va plus faire long feu. Il est pourtant toujours au pouvoir lorsque Camus arrive à Alger, le 18 janvier au soir. Soustelle est encore — pour trois semaines — gouverneur général.

Lorsqu'il arrive, Camus est décidé à une « guerre sainte » des libéraux pour répondre à la guerre sainte — c'est ainsi qu'on présente la révolution — des Arabes. Il n'a jamais réussi à se débarrasser de cette appellation : les Arabes, malgré les remontrances amicales de Charles Poncet qui lui dit, qui lui écrit : les Algériens. L'enfance et l'adolescence à Belcourt ont inscrit à tout jamais ces deux termes dans son vocabulaire familial : les Français, les Arabes. Lorsqu'il arrive à l'aéroport de Maison-Blanche il présente Patrick Kessel, envoyé spécial de *L'Express* en Algérie en disant : « Tous deux, nous venons aussi faire notre petite *djihad*^[14]. »

La situation en Algérie devient de plus en plus tragique, le dernier week-end a été marqué par 95 morts civils et militaires. Le bilan le plus important enregistré depuis le début de la révolution.

Jacques Soustelle, on l'apprend par les journaux de Paris, aurait démissionné, puis repris sa démission à la suite de la

divulgarion par le gouvernement — qui est encore en place pour quelques jours — de son rapport sur la politique d'intégration. Ce rapport a provoqué des réactions violentes : les élus européens et le comité de « Présence française » (il existe maintenant en Algérie) sont farouchement opposés au collègue unique. Dans les milieux musulmans, on note des réactions très hostiles contre le principe même de l'intégration. Le problème est posé. Et bien posé. Les élus européens sont contre l'indépendance, contre le fédéralisme, contre même une politique d'intégration qui donnerait à la minorité européenne une représentation parlementaire minoritaire.

Camus, lui, veut, dans cette ambiance surchauffée, montrer qu'avec un peu de compréhension, de bonne volonté et animés par un esprit de justice on peut ouvrir le dialogue.

Très vite il se rend compte que la situation a terriblement évolué. Lors de premiers contacts avec les libéraux auxquels Emmanuel Roblès l'a convié — cela se passe rue Drouillet — Camus est violemment pris à partie par un instituteur algérien : « Votre trêve civile, on s'en fout, dit l'instituteur, ce qu'il nous faut c'est l'indépendance immédiate, absolue et sans condition... »

C'est une réaction à chaud, venant d'un homme qui ne représente en rien le F.L.N., mais Camus la ressent douloureusement. Ce sont ces réactions qui manquent à Paris. En sortant, Camus dit à Miquel : « C'est foutu ! "Ils" ne veulent tout de même pas qu'on se déculotte, non ? »

Heureusement, il ne trouve pas la même violence chez les amis « arabes » de Poncet. Lebjaoui, Ouzegane, Moussaoui savent discuter autrement.

Le vendredi ont lieu des réunions préparatoires. La principale se déroule dans la salle du théâtre Mahieddine. Il y a là une quarantaine de personnes dont l'abbé Tissot, l'homme de confiance du cardinal Duval, le pasteur Capieu. Il n'y a pas de rabbin car la communauté juive n'a pas voulu s'engager dans le dialogue. Des intellectuels musulmans ont rejoint Lebjaoui, Ouzegane, Moussaoui et Mouloud Amrane. Poncet expose l'origine du mouvement « Pour la trêve civile », ses ambitions ; Camus développe les grandes lignes de son appel à la trêve civile. Il insiste particulièrement sur la confrontation avec toutes les familles religieuses et politiques « européennes et arabes ».

Ni Chaulet ni Mandouze ne sont là. Sortant du restaurant Bagdad où ils ont dîné, Camus avait dit à à Poncet :

« Mandouze veut me voir, je n'y tiens pas.

— Tu as raison. Tu ne devrais pas le voir. »

Camus, pas plus que Poncet, ne pardonne à Mandouze d'avoir publié dans *Consciences maghrébines* des tracts F.L.N. Et pourtant Camus veut le dialogue. On va voir dans quelles conditions il va prendre la parole. Et après quels contacts !

La dernière réunion a lieu le samedi dans la basse Casbah au Cercle du Progrès dont les fenêtres donnent sur la place du Gouvernement. Le Cercle du Progrès est un cercle uniquement musulman fondé avant la guerre par les ulémas. On récapitule. La manifestation se tiendra dans la salle du sous-sol de l'ancienne mairie mise à disposition par le maire Jacques Chevallier. L'entrée se fera sur invitation. Mille cartons ont été envoyés à des personnes sûres pour éviter manifestations et provocations. À la tribune siègeront : Camus, Ferhat Abbas, le P. Cuoq, un père blanc, le pasteur Capiou et le Dr Khaldi. Camus voulait que Poncet présidât la manifestation, mais celui-ci ne veut pas accepter cette présidence. Poncet laisse sa place à Emmanuel Roblès, l'un des grands représentants de ce courant littéraire méditerranéen qui groupe : Jules Roy, Claude de Fréminville, Max-Pol Fouchet et quelques autres.

Mais tout ne va pas pour le mieux. On sait que depuis l'arrivée de Camus les « autres » se remuent. Les groupes extrémistes ont promis d'accueillir, « comme il convenait », ce « nouveau bradeur ». Les hommes d'Ortiz, de Goutallier, le représentant poujadiste d'Alger, ont réuni leurs troupes. Il faut interrompre ou au moins conspuer l'écrivain qui « vient proférer des énormités sur son sol natal ». Trêve. Tendre la main..., etc. Foutaises dangereuses. Il y a mieux. Le commissaire Gonzalès des R.G. a téléphoné à son ami Roblès.

« Je sais que tu t'occupes du « truc » de Camus, lui a-t-il dit, si j'ai un conseil à vous donner, ne tenez pas votre réunion à la nouvelle mairie. Les gars « d'en face » ont fait imprimer de fausses invitations. Ça va bagarrer ferme ! »

Il faut prendre une décision. Lebjaoui propose que la réunion se tienne dans cette même salle du Progrès : « Nous sommes ici rue du Divan, entre la cathédrale et la place du Gouvernement,

dit-il, vous et nous serons en sécurité. Je me charge du service d'ordre... »

Camus éclate de rire.

« Mes gorilles, dit-il, je les aurai. Ce seront tous mes copains de Belcourt. »

Puis redevenant sérieux :

« Il faut que cette réunion se déroule sans incidents. Il n'en faut pas. À aucun prix !

— Il n'y en aura pas, dit Lebjaoui. Mes amis et moi nous assurerons le service "d'ordre". »

En revanche, Lebjaoui qui a aussi ses informateurs met Camus en garde contre une éventuelle agression.

« Attention qu'on ne vous enlève pas, monsieur Camus. Vous habitez au Saint-George. Il vaudrait mieux que vous logiez chez l'un d'entre nous. »

Camus ne dit ni oui ni non. Il est préoccupé par le tour que prennent les événements. Ils lui prouvent à quel point la situation a évolué et combien à Paris, même si l'on s'intéresse au problème, les chefs manquent. Devant ces conseils. Camus, qui doit dîner en ville, ne sait que faire.

« Après ton dîner, dit Poncet, viens coucher à la maison. »

Camus lui téléphonera dans la soirée :

« Je ne viendrai pas. Merci pour l'hospitalité, mais de quoi aurais-je l'air ? Je couche au Saint-George. » Il a besoin d'être seul. De faire le point. Car après la réunion au Cercle du Progrès, Camus a eu avec Lebjaoui et Ouzegane un entretien particulier qui s'est déroulé rue du Divan dans un appartement privé. Moussaoui y assistait également. Pour ses amis algériens, Camus a voulu développer la notion d'humanité.

« La trêve civile, si elle réussit, a-t-il dit, doit humaniser cette guerre. Faire en sorte que le F.L.N. et le gouvernement français acceptent de ne plus faire de victimes civiles. Mais qui pourra prendre des engagements dans ce sens du côté F.L.N. ?

— Je ne crois pas, a répondu Lebjaoui, que le gouvernement français accepterait une pareille proposition. La répression contre la population civile est la base même de la politique de

pacification. C'est, à travers la responsabilité collective de la population après un méfait, l'un des facteurs essentiels de sa stratégie et de sa tactique.

— Eh bien, si le F.L.N. l'acceptait et que le gouvernement français ne l'acceptât pas, je prendrais mon bâton de pèlerin et je parcourrais la France pour dénoncer le gouvernement. Et cela ferait du bruit ! Mais encore faudrait-il que le F.L.N. acceptât ! »

Alors Lebjaoui a révélé leur appartenance au Front.

« Le contact avec le F.L.N., nous l'avons. Si vous pouvez avoir de votre côté un entretien avec une personnalité gouvernementale il y a une possibilité de réussite. »

Ni Lebjaoui ni Ouzegane n'ont fait part à Camus des responsabilités importantes qu'ils détenaient mais ils ont ouvert le dialogue. Une réponse F.L.N. sera donnée le lendemain avant la réunion publique. Camus a voulu savoir si ses amis européens savaient leur appartenance au Front.

« Miquel s'en doute certainement, répondit Lebjaoui, pour les autres je ne sais pas. Mais ce n'est pas un sujet dont il fait bon s'entretenir à Alger... Mieux vaut rester dans le vague ! »

Dans la nuit de samedi à dimanche, dans sa chambre du Saint-George, Camus devait agiter mille idées contradictoires. Mais une s'imposait entre toutes : la trêve civile devait réussir.

Du samedi soir au dimanche après-midi, il fallut prévenir les invités du changement de lieu du rendez-vous. La réunion se tiendrait salle du Progrès. Avant l'allocution, Camus revoit Lebjaoui.

« Nous sommes formels, annonce celui-ci, si le gouvernement acceptait de renoncer à s'en prendre à la population civile, nous, F.L.N., nous sommes prêts à ne jamais viser de civils dans nos actions de maquis ou de terrorisme. »

Camus se montre enthousiaste de cette prise de position. Mais Lebjaoui le freine assez brusquement :

« Tempérez votre enthousiasme, monsieur Camus, je suis convaincu pour ma part que le gouvernement n'acceptera pas une pareille proposition. »

On parle ensuite des manifestations qui se préparent à Alger.

« J'ai vu, dit Camus, un haut fonctionnaire du Gouvernement

général. Il m'a supplié de renoncer à prendre la parole. "Une grave menace pèse sur vous, a-t-il" dit, cette réunion peut dégénérer en manifestation " contre vous. " Qu'en pensez-vous ?

— Oui, il y aura des manifestations d'Européens. Ils battent le rappel depuis plusieurs jours. Mais je vous ai dit que je me chargeais du service d'ordre et il n'y aura rien. »

Parler de trêve civile, d'arrêt des méfaits de part et d'autre dans un Alger qui ne rêve que d'empêcher un libéral de parler ! Une gageure. Camus est pourtant bien décidé à la tenter. Avant de se rendre dans la salle, il serra Lebjaoui dans ses bras. « Je veux que vous me considériez comme un frère », dit-il. Lebjaoui très ému va surveiller « son » service d'ordre pendant que Camus se dirige vers la tribune. Il est 16 h 30. 1 200 militants F.L.N. ont été réunis et assurent le service d'ordre depuis le début de l'après-midi. Il y a de tout, des jeunes gens pleins d'enthousiasme, des hommes des groupes Yacef, qui, dans quelques mois, vont faire éclater les premières bombes, des vieux militants ex-M.T.L.D. Beaucoup sont armés — en cas de coup dur — mais les ordres sont formels :

« Ce qui se passe est si important que pas un coup de feu ne doit être tiré. Il ne faut pas qu'un incident se produise à l'intérieur de la salle. Vous devez faire un rempart de votre corps. Personne ne doit approcher Camus. »

Au-delà de ce premier service d'ordre privé, à une vingtaine de mètres, un épais cordon de gardes mobiles et de C.R.S. interdit l'approche de la salle du Progrès à tous ceux qui ne peuvent présenter d'invitation. Le Gouvernement général craint des incidents violents. L'U.F.N.A. de Boyer-Banse, Ortiz, Achiary, Goutallier et les poujadistes ont réuni un millier de personnes. Les slogans fusent : « Camus au poteau. Mendès au poteau... »

Dans la salle, c'est une extraordinaire atmosphère de fraternité. Au coude à coude quinze cents à deux mille personnes entassées dans un local exigü communié dans une ferveur incroyable : musulmans et Européens mêlés attendent Camus. Ce sera la dernière manifestation où Algériens et Français fraterniseront sincèrement. Une fraternité profonde et naturelle et non provoquée par la lassitude et la peur comme on la verra au 13 mai 1958. À la tribune, une simple estrade, sont assis derrière une grande table : Roblès qui préside, Maisonseul, Camus, le P. Cuoq, un père blanc venant du Liban, spécialiste des problèmes arabes,

le Dr Khaldi, le pasteur Capiou. Une chaise vide : celle prévue pour Ferhat Abbas. Albert Camus dispose quelques feuillets devant lui. Il a en effet écrit le texte de son allocution. « Un texte de cette importance, a-t-il dit, il faut l'écrire. Je n'improviserai rien... » Mais Camus est un acteur et il lit admirablement. Il dit tout d'abord son amertume, sa déception d'avoir à reconnaître qu'un homme, qui vient non pour diviser mais pour unir, s'expose avant même qu'on sache ce qu'il veut dire à se voir refuser la parole. Car sur la place du Gouvernement le tumulte est à son comble. Les cris « À mort Camus... Mendès au poteau... » parviennent jusque dans la salle. Poncet regarde Lebjaoui avec angoisse. Les pierres volent dans les carreaux. Mais Camus continue. La ferveur, l'émotion des assistants sont intenses.

« Sur le fond du problème algérien, dit Camus, j'aurais d'ailleurs, à mesure que les événements se précipitent et que les méfiances, de part et d'autre, grandissent, plus de doutes, peut-être que de certitudes à exprimer. Pour intervenir sur ce point, ma seule qualification est d'avoir vécu le malheur algérien comme une tragédie personnelle et de ne pas pouvoir, en particulier, me réjouir d'aucune mort, quelle qu'elle soit. Pendant vingt ans, avec de faibles moyens, j'ai fait mon possible pour aider à la concorde de nos deux peuples. On peut rire sans doute à la mine que prend le prêcheur de réconciliation devant la réponse que lui fait l'Histoire en lui montrant les deux peuples qu'il aime embrassés seulement dans une même fureur mortelle. Lui-même, en tout cas, n'est pas porté à en rire. Devant un tel échec, son seul souci ne peut plus être que d'épargner à son pays un excès de souffrances. »

Ferhat Abbas, qui a été pris dans les mouvements de foule, arrive à la tribune, essoufflé, en retard. Albert Camus s'interrompt, se lève et embrasse le vieux leader qui lui aussi a tant lutté, en vain, pour la réconciliation et l'égalité. La salle éclate en applaudissements. À l'extérieur, c'est toujours la haine déchaînée par les poujadistes et autres « extrémistes » algérois. Camus a recommencé à lire. Mais Poncet le voit de plus en plus tendu, pâle. Reprenant son souffle, il serre les mâchoires. Il avait souhaité un échange entre communautés et voilà ce qu'il obtient : des cris de mort. Mais il y a les centaines de Français et de musulmans qui se pressent devant lui. Alors il lance l'appel pour lequel ses amis et lui ont tant travaillé, tant espéré :

« De quoi s'agit-il ? D'obtenir que le mouvement arabe et les autorités françaises, sans avoir à entrer en contact, ni à s'engager à rien d'autre, déclarent simultanément que pendant toute la durée des troubles, la population civile sera, en toute occasion, respectée et protégée. Pourquoi cette mesure ? La première raison, sur laquelle je n'insisterai pas beaucoup, est, je l'ai dit, de simple humanité... Ensuite, si sombre qu'il soit, l'avenir algérien n'est pas encore tout à fait compromis. Si chacun, Arabe ou Français, faisait l'effort de réfléchir aux raisons de l'adversaire, les éléments au moins d'une discussion féconde pourraient se dégager... "Il n'y a plus de discussion possible", voilà le cri qui stérilise tout avenir et toute chance de vie. Dès lors, c'est le combat aveugle où le Français décide d'ignorer l'Arabe, même s'il sait, quelque part en lui-même, que sa revendication de dignité est justifiée, et l'Arabe décide d'ignorer le Français, même s'il sait, quelque part en lui-même, que les Français d'Algérie ont droit aussi à la sécurité et à la dignité sur notre terre commune. Enfermé dans sa rancune et sa haine, personne alors ne peut écouter l'autre. Toute proposition, dans quelque sens qu'elle soit faite, est accueillie avec méfiance, aussitôt déformée et rendue inutilisable... Si donc nous voulons maintenir un peu de cet espoir (une association française et arabe, une Algérie pacifique et créatrice), jusqu'au jour du moins où la discussion s'engagera sur le fond, si nous voulons faire en sorte que cette discussion ait une chance d'aboutir, grâce à un effort réciproque de compréhension, nous devons agir sur le caractère même de cette lutte... Nous pouvons agir au moins sur ce que la lutte a d'odieux et proposer, sans rien changer à la situation présente, de renoncer seulement à ce qui la rend inexpiable, c'est-à-dire le meurtre des innocents. Le fait qu'une telle réunion mêlerait des Français et des Arabes, également soucieux de ne pas aller vers l'irréparable et la misère irréversible, lui donnerait des chances sérieuses d'intervenir auprès des deux camps. »

Avec une lucidité qui touche à la prémonition. Camus évoque la possibilité de l'échec. Les cris de haine des Français extrémistes qui se répercutent sur la place du Gouvernement et gagnent la basse Casbah la rendent vraisemblable.

« Ce qui arrivera, s'écrie Camus, c'est le divorce définitif, la destruction de tout espoir, et un malheur dont nous n'avons encore qu'une faible idée. Ceux de nos amis arabes qui se tiennent aujourd'hui courageusement près de nous dans ce "no

man's land" où l'on est menacé des deux côtés et qui, déchirés eux-mêmes, ont déjà tant de difficultés à résister aux surenchères, seront forcés d'y céder et s'abandonneront à une fatalité qui écrasera toute possibilité de dialogue. Directement ou indirectement, ils entreront dans la lutte, alors qu'ils auraient pu être des artisans de la paix. L'intérêt de tous les Français est donc de les aider à échapper à cette fatalité. »

Camus, de plus en plus tendu, termine rapidement. Quelle différence entre ce qu'il dit et l'ambiance dans laquelle se déroule la réunion !

« Terminons, vite », glisse-t-il à Roblès pendant que de longs applaudissements saluent la fin de son allocution. Le P. Cuoq, le pasteur Capiou et le Dr Khaldi disent quelques mots. Camus fait tout pour hâter la réunion. Roblès lance l'appel à la trêve civile et invite chacun à apposer son nom et sa signature sur les listes imprimées à cet effet.

Camus n'a qu'une hâte : que les gens sortent vite pour diminuer les risques d'affrontement. Il sait que les Algériens de Lebjaoui s'occupent du service d'ordre, mais il pense que si la police ne maintient pas le cordon qui les sépare des « ultras activistes », ce sera l'affrontement Français-Arabs. Il le redoute par-dessus tout. Il part très vite pour le Saint-George accompagné de Roblès. Celui-ci à son retour est si marqué par l'angoisse de Camus qu'il dit à Poncet que leur ami est très mécontent de l'organisation. L'ayant appris le lendemain, Camus le détrompe : « Roblès exagère. Non, je ne suis pas du tout mécontent. Mais j'étais tellement angoissé... »

Seul le *Journal d'Alger*, représenté par Edmond Brua, nœud papillon en bataille, donne quelques extraits de l'appel. Aucun autre journaliste n'a assisté à la réunion. On ne reproduit aucune des paroles réconciliatrices de Camus dans la presse algéroise.

Soustelle a prié Albert Camus de venir le voir. Il est intéressé par la proposition de trêve civile mais discute des modalités d'application :

« Je serais prêt à étudier un projet sérieux, dit Soustelle, mais que les choses soient bien claires : pas question d'épargner les "demi-pensionnaires", ceux qui la journée sont à la charrue et qui la nuit prennent le fusil contre nous... »

L'engrenage est en marche. Tout Algérien est un fellagha en

puissance.

Camus regagne Paris. Le groupe Poncet avec Chentouf, Ouzegane et Lebjaoui essaye de mettre au point un texte définissant les modalités d'application de la trêve civile. Il faut surtout définir cette appellation *civile*. Et ce qu'a dit Soustelle à Camus ne rend pas facile cette définition. Le texte sera envoyé au F.L.N. par l'abbé Scotto, curé de Bab-el-Oued, qui a des contacts avec les groupes algérois du Front. Camus transmettra le texte à M^e Dechezelle, avocat des messalistes, pour que le vieux prophète donne lui aussi son accord.

À Paris, Camus rend compte dans *L'Express* de sa tentative. Il titre son édito : « Un pas en avant. » Il fait part de ses hésitations à propos de la possibilité d'une association libre entre Français et Arabes en Algérie. Il conclut :

« Ce que j'ai vu et entendu à Alger pendant une semaine n'a pu que confirmer en moi ce sentiment, en même temps que l'angoisse profonde que je partage avec tous les hommes d'Algérie, Arabes et Français. Avant que les politiques s'affrontent, sauver quelques vies humaines de la répression et du terrorisme, alléger de leur poids le lourd héritage à débattre, et faciliter le dialogue qu'il faut entreprendre sans tarder, constitue un objectif limité, certes, mais assez urgent pour qu'on supporte volontiers à son propos quelques railleries et même quelques menues insultes. »

C'est le dernier papier politique qu'il écrira pour *L'Express*. Il a dit à ses amis d'Alger qu'il ne s'y sentait pas à l'aise. Il reprochait un certain journalisme à scandale. En outre, Camus est de plus en plus opposé à cette « gauche femelle » comme il l'appelle. Il est fâché avec Bourdet à qui il avait laissé la direction de *Combat*. Il a rompu son abonnement à *France-Observateur*. Il est plein d'incertitude quant à l'attitude face à l'Algérie du gouvernement Mollet qui se forme. Il ne croit qu'en ses amis d'Alger. Le 29 janvier il écrit à Poncet :

« Cher Poncet,

« Je ne peux contacter notre ami avocat⁽¹⁵⁾ que lorsque vous aurez mis au point le détail précis de l'engagement à proposer. C'est le plus pressé et il faut aller *très vite*. Passez-y quarante-huit heures sans dételer, mais faites-le. Aussitôt, le lendemain, si possible, contact avec le gouvernement général et avec l'autre parti. J'essaierai d'ici de faire intervenir notre défenseur auprès de son client⁽¹⁶⁾. Mais encore une fois, vite, vite.

« Moi aussi les scrupules m'assaillent. Après réflexion je crois que je comprends mieux la politique du mouvement arabe. Et ce que j'y comprends me renforce dans ma décision : tout sacrifier à la trêve. Après cela, dire nettement ce que nous acceptons et ce que nous refusons. Mes deux refus sont : Budapest et Le Caire. Mais nous nous expliquerons sur ce point plus tard.

« J'ai eu l'impression (fausse peut-être car j'étais fatigué) d'avoir un peu déçu mes amis arabes et français. Est-ce parce que mon allocution s'en est tenue à l'objet même de la réunion, sans faire appel à l'agitation, sans allusion à l'injustice de tant d'années⁽¹⁷⁾ ou à cause de mes restrictions, au début, sur la réunion elle-même ? Mais je les crois encore bonnes. À partir du moment où nous étions défiés, au contraire, il *fallait* parler et tenir la réunion. Ça s'est bien passé, et le résultat, puisque le pire (« l'explication » franco-arabe) que je craignais n'a pas eu lieu, a été bon, il me semble.

« Éclaire-moi sur vos sentiments à tous. On est plus seul à Paris qu'à Alger, malgré les apparences. Et je serais réellement peiné si le seul résultat de ce voyage avait été de mécontenter tout le monde.

« Fais l'effort d'écrire. Ou fais écrire. Mais je te répète le début de ma lettre : marchez vite. Ce qui est encore possible maintenant

ne le sera peut-être plus dans quinze jours.

« Bon, j'ai, quant à moi, été content de cette nouvelle représentation du théâtre de l'équipe⁽¹⁸⁾ et vous remercie tous, en bloc, et de tout cœur.

« Affectueusement.

A.C. »

Camus quitte *L'Express* après avoir publié son éditorial du 2 février intitulé : *Remerciement à Mozart*. Il s'en va sur la pointe des pieds, écrivant sur la musique et sur l'homme, sur le génie de la création. C'est sa manière à lui de se retirer « au milieu de l'histoire la plus folle et la plus pressante... », pris entre « l'Algérie de la haine et la France de la démission ». Il veut se taire pour « ne pas ajouter au malheur français et parce que, finalement, je n'approuvais rien de ce qui se disait à droite comme à gauche⁽¹⁹⁾ ».

La fin et l'échec de cette tentative généreuse ? Charles Poncet me la racontera bien plus tard, une fois la tragédie terminée, les centaines de milliers de morts enterrés, les malheureux pieds-noirs chassés de chez eux pour avoir aveuglément suivi ceux qui en février 1956 criaient « À mort Camus... », pour avoir soutenu les hommes de Borgeaud, de Sérigny, de Schiaffino. Lorsque Charles Poncet me raconta la fin tragique de l'histoire, c'était un beau jour de printemps en 1968, le ciel d'Alger était bleu, le port sentait le poivre et les épices. À la Madrague, quelques barques se balançaient mollement. La mer venait lécher le sable blanc. C'était un de ces jours comme tous ceux qui ont vécu en Algérie, qui y sont nés, qui l'ont aimée, n'oublieront jamais. Charles Poncet s'apprêtait à quitter l'Algérie, arrivé au terme de sa carrière chez Schiaffino. Car l'armateur, la première fortune d'Alger, l'homme qui avait, comme tous les représentants du gros colonialisme, soutenu les solutions du « non » à toute réforme, du refus de toute égalité franco-algérienne alors qu'il était encore temps, vivait toujours en Algérie, y surveillait le trafic de ses cargos pendant qu'à Châlons-sur-Marne, rue de Vaugirard, à Bordeaux ou à Toulon des « rapatriés » désormais intégrés, évoquaient, en mangeant des merguez comme le charcutier « pato » sait maintenant en fabriquer, l'appartement déserté de l'avenue de la Marne à Bab-el-Oued, le cabanon de Fort-de-l'Eau, ou la douceur d'un soir au parfum d'oranger dans la Mitidja !

« Nous avons suivi le conseil de Camus, explique Charles Poncet, dès le texte sur la trêve civile établi, Maisonneul, Roblès, Miquel, Chentouf, Mouloud Amrane, Moussaoui et moi avons demandé une entrevue au Gouvernement général. Soustelle était parti, Lacoste pas encore arrivé, mais Guy Mollet lui-même était là. Il nous a reçus. Très pressé. Maisonneul a eu deux minutes (!) pour exposer notre projet. Mollet a jeté un coup d'œil à notre lettre. « C'est un texte travaillé, » a-t-il dit. Je ne peux pas vous répondre tout de » suite. Mon ami Robert Lacoste arrive demain. Il » vous convoquera dans les jours qui viennent. » Et voilà Mollet parti dans un long monologue plein de poncifs, de lieux communs, nous jouant en cabotin une comédie de mauvais goût, plastronnant sans être le moins du monde gêné par son « dégonflage » du 6 février. Il nous noie sous des considérations sur son grand projet européen, il parle de l'intégration. Il nous demande si nous avons des fonds pour créer une « presse libre ». À notre réponse négative, il rétorque : « Qu'est-ce que vous venez foutre dans une baraque » pareille ?... Lacoste va s'engager dans la lutte. Il y » arrivera... Moi je n'ai pas été compris par les gens » d'Alger... Vous pouvez avoir des contacts avec « ceux » d'en face » ? Alors allez-y. Je vous donne mon accord » personnel. Nous, nous n'avons aucun contact. Vous, » gardez-le. Mais attention ! Officiellement, je ne vous » connais pas et si vous parlez je vous démentirai... » Et je laisserai tout tomber ! » Et il recommence à dévider ses banalités sur les possibilités économiques de l'Algérie. Lui qui disait partout son désir de s'informer ne nous pose aucune question sur ces « éventuelles possibilités de contact ». Il manœuvre même pour que nous ne parlions pas. L'audience était terminée. Nous sortons désabusés, atterrés même. Voilà ce qui nous gouverne ! Les musulmans disent : « La trêve civile, » c'est foutu. Avec ce type, la guerre va durer. Tant » pis, notre peuple tiendra jusqu'au bout... » J'avais essayé de défendre notre position commune : double nationalité et création d'un système fédéral. Mais après cette entrevue lamentable, nos amis musulmans amorcèrent un mouvement de séparation. Ce n'était plus *nous* mais *notre peuple* tiendra jusqu'au bout. C'était le commencement de la fin. Lorsque Guy Mollet a fait à la Chambre un grand discours sur l'Algérie, la réaction de notre groupe a été unanime : « C'est pire que » Soustelle. Il faut crier casse-cou. » On a fait une lettre corrigée par Miquel et Camus que Miquel et le Dr Khaldi devaient remettre personnellement à Mollet le 17 mars. À la suite d'une

indiscrétion du Dr Khaldi au *Monde*, ce journal a publié une information concernant cette démarche et reproduisant deux ou trois phrases de la lettre. Mollet ne nous a pas reçus. On a envoyé la lettre tout de même⁽²⁰⁾. Puis à Alger on a tenté de créer la Fédération des libéraux. Lacoste, qui n'avait jamais reçu notre groupe, a voulu voir Miquel et Chentouf en tant que représentants de cette fédération. Il leur a dit : « Mes petits amis libéraux, je vous » préviens, si je vous trouve sur mon chemin, je vous » briserai comme les autres... » Puis ç'a été l'arrestation de Maisonseul. Camus a pris la plume pour le défendre dans *Le Monde*⁽²¹⁾. Depuis, ç'a été le silence. Chacun est parti de son côté... »

Et Poncet apprendra que Lebjaoui et Ouzegane étaient au F.L.N. Ils sont en fuite. Lebjaoui, recherché par la police, téléphonera à Paris à Camus. Ils déjeuneront ensemble au Hoggar, rue Monsieur-le-Prince. Et Camus, devenu silencieux sur le problème algérien, dira à son ami clandestin : « J'habite rue Madame, ma maison est à vous. »

À Poncet, à l'époque du prix Nobel, Camus dira, parlant de Lebjaoui et d'Ouzegane : « Ils nous ont bien eus tout de même... » Il ajoutera tout de suite à quel point la lettre de félicitation d'Amar Ouzegane en fuite, son vieux copain de la « Belle Epoque » du parti, lui avait fait plaisir. Mais c'était déjà la « bataille d'Alger », les tortures, les bombes, les explosions, le terrorisme et le contre-terrorisme.

La trêve civile avait échoué et se réalisait la prédiction du 22 janvier 1956 : « ... Alors toute chance d'entente serait définitivement noyée dans le sang. »

Parlant de l'Algérie, Camus ne reprendra la plume qu'une fois au début de 1958 pour rédiger un bref mémoire « à l'intention de ceux qui me demandent encore quel est l'avenir qu'on peut souhaiter à l'Algérie... ».

Et ce fut le silence. Ses amis espéraient encore. Quoi ? Ils constataient déjà les effets de cette « dialectique infernale qui veut que ce qui tue les uns tue les autres aussi, chacun rejetant la faute sur l'autre, et justifiant ses violences par la violence de l'adversaire »... Que pouvait alors l'homme qui avait prévenu, qui avait mis en garde : « L'éternelle querelle du premier responsable perd alors son sens. Et pour n'avoir pas su vivre

ensemble, deux populations, à la fois semblables et différentes, mais également respectables, se condamnent à mourir ensemble, la rage au cœur. »

Camus ne pouvait plus rien. Si ce n'est aviver la plaie. Il avait choisi de se taire. Le 4 janvier 1960, il se tuait dans un accident d'automobile près de Montereau. Depuis deux ans, il n'avait dit mot de l'Algérie où la guerre faisait rage.

C'est Guy Mollet, chef de la coalition Front républicain, qui est chargé de former le nouveau gouvernement. Il obtient le 31 janvier l'investiture de l'Assemblée nationale. Le mandat de Jacques Soustelle est venu à expiration le même jour à minuit. Il ne sera pas renouvelé. Guy Mollet a nommé à sa place, avec le titre de ministre résidant, le général Catroux.

Soustelle, qui est à Paris pour quelques jours, voit Guy Mollet. Celui-ci lui fait part de sa décision et lui raconte les circonstances de la nomination de Catroux : « Pour l'Algérie je n'avais pas encore pris de décision, dit Mollet. Je fais venir Catroux. Votre avis sur l'Algérie ? Catroux fait semblant de ne pas comprendre que c'est un éventuel poste de gouverneur que je lui propose et me réplique "Au canon, je réponds toujours présent !" "Eh bien, prenez donc l'Algérie". »

Soustelle, qui connaît Alger, prend la nouvelle avec beaucoup moins de bonhomie, l'assurance de Mollet prouve une méconnaissance totale de l'ambiance d'Alger. Des bruits ont filtré et dès que Soustelle arrive au bureau du G.G. à Paris, rue des Pyramides, une délégation d'Algérois est là qui jette du feu par les narines ! Comment, on leur met le « bradeur » comme gouverneur ! Ça ne se passera pas comme cela ! Soustelle tente de les calmer. En vain. Il connaît Catroux depuis 1940. À l'aéroport, avant de prendre l'avion pour Alger, il lui téléphone : « Faites une déclaration, mon général, pour calmer les esprits ! » Mais peut-on calmer les esprits à Alger ?

La campagne électorale d'où le Front républicain est sorti vainqueur s'est faite sur le thème « Paix en Algérie ». Mollet, dans sa déclaration d'investiture, propose pour l'Algérie « des élections libres au collège unique ». Il n'en faut pas plus pour déchaîner Alger, qui mène tout, où tout se décide.

Sérigny embouche sa trompette. « L'immense majorité des Français d'origine de ce pays, écrit *L'Echo d'Alger*, ne peut

qu'être hostile à une mesure dont l'application consacrerait leur déchéance totale. Ils n'auraient plus, quelles que soient les modalités d'application susceptibles d'être envisagées, la possibilité de manifester leur opinion, étant donné l'énorme disproportion existant entre le nombre des Français musulmans et le nombre des Français non musulmans. » On ne peut être plus clair. Et Alger reproche violemment à Mollet d'être, au contraire, « inquiétant et obscur ».

La manifestation contre Camus n'a été qu'un ballon d'essai. Les associations « patriotiques », les associations d'anciens combattants ont constaté l'influence sur la population des manifestations de rue. Savamment orchestrées par Achiary, on prépare celles qui vont saluer le départ de Soustelle. Depuis ses prises de position face aux intellectuels, depuis que l'on sait à quel point Soustelle refuse l'idée même d'un dialogue avec les « assassins », il est devenu le symbole de la présence française en Algérie, de celle qui ne veut rien céder. Les Froger et son Association des maires, les Boyer-Banse, les poujadistes — avec lesquels il faut compter, ils ont obtenu aux élections 2 500 000 suffrages et possèdent 52 sièges à l'Assemblée — tous oublient à quel point les réformes projetées par Soustelle leur ont paru libérales et incongrues. *L'Echo d'Alger* et son groupe oublient le juif Ben Soussan. Tous convient leur clientèle à faire au gouverneur général des « adieux émouvants ».

C'est le déchaînement de la campagne contre Guy Mollet, contre Mendès surtout, qui reste plus que jamais la bête noire, le « Judas » du nouveau ministère qui dirige la France. Le départ de Soustelle peut marquer la fin de l'Algérie française. Surtout s'il précède l'arrivée d'un Catroux ! Alger veut montrer sa puissance, imposer sa volonté.

Le jeudi 2 février, cent mille personnes ont envahi les rues sur le passage du cortège gubernatorial. « Votre présence montrera la résistance populaire de l'opinion face aux abandons de Paris. » Tel a été le thème mille fois répété. Et Alger descend dans la rue. Pour la première fois en aussi grand nombre. La population et surtout les chefs des groupements patriotiques et associations d'anciens combattants découvrent la puissance de cette foule répandue dans le centre de la ville. Elle pourrait constituer une arme redoutable dont il faudra se servir.

Soustelle traverse Alger en délire. C'est beau. C'est émouvant.

Malgré le temps gris et froid, la chaleur humaine est telle que Soustelle, peu enclin à s'émouvoir publiquement, la ressent profondément. Sur le quai, la foule a franchi les grilles du port qui, par hasard, ont été laissées ouvertes. Depuis longtemps la voiture du gouverneur a dû être abandonnée dans la marée humaine. À pied, Soustelle protégé tant bien que mal par quelques policiers, par le général Lorillot, le képi de travers, par des membres de son cabinet, est embrassé, pressé par la foule. On crie « Soustelle avec nous ». « Algérie française ». Ce jour-là, le slogan est lancé. Et aussi « Mendès dans l'Aurès... Mendès au poteau. Catroux à la mer... À mardi ! », ce dernier cri faisant allusion à l'accueil que l'on va réserver à Guy Mollet qui a décidé de venir installer lui-même le général Catroux à Alger. Les quais, les terrasses de la gare maritime, les rampes d'accès sont noires de monde. Des fleurs, des drapeaux, des *Marseillaise*. Il n'y a plus ni honneurs militaires ni hymne officiel, il n'y a que la formidable, l'émouvante embrassade d'une population qui découvre — tardivement — en Soustelle son seul soutien et qui, désespérée, le voit partir.

Jacques Soustelle a été hissé sur une automitrailleuse qui va tenter de se frayer un passage dans cette foule frémissante. Des hommes, des femmes, se jettent devant les roues pour empêcher le départ du gouverneur bien-aimé. Il faut les relever de force. « Ne partez pas... Ne partez pas... » Ce 2 février, Soustelle, l'homme froid, impénétrable par excellence, sent sa carapace fondre à la chaleur de l'adieu que lui réserve Alger. Pour la première fois de sa vie, il goûte à la popularité. Il a les larmes aux yeux. Il s'abandonne. Il est retenu pour toujours même s'il doit aujourd'hui — la passerelle officielle étant inaccessible — emprunter une échelle de coupée en fer pour se hisser à bord du bateau qui le ramène en France.

De son séjour en Algérie, il oublie les échecs dus pour la plupart à l'obstruction de ceux-là mêmes qui ont organisé la manifestation et entraîné cette foule au port d'Alger, pour ne garder que deux images : celle du massacre du 20 août et celle de la population d'Alger qui le porte en triomphe.

Tandis que l'*El-Djezàir* s'éloigne et que Soustelle agite la main en direction des quais noirs de monde, ceux qui, au nom des « associations » toutes-puissantes d'Alger, ont si bien réussi le départ du gouverneur s'approprient à montrer aux « bradeurs » de

quel bois on se chauffe dans la capitale algérienne. Les « élus d'Algérie » préparent déjà un mémorandum qu'ils vont adresser le soir même à Guy Mollet et par lequel ils mettent le président du Conseil en garde contre le risque nouveau que ferait courir à l'Algérie la venue de Catroux. Ils demandent également l'abandon du projet de collège unique et contestent la possibilité d'élections libres. Et la masse des Français d'Algérie, commentant le lendemain ce mémorandum, applaudit à grands cris, oubliant que ces réformes — collège unique et élections libres — étaient la base du programme de l'homme passionnément acclamé la veille. On n'en est pas à une contradiction près !

Au soir de ce 2 février, un groupe d'hommes se félicite de la réussite de la manifestation et se promet de se servir à nouveau de la recette extraordinaire : faire descendre Alger dans la rue. Ils ont pour noms : Achiary, Goutallier, Ortiz, Arnould, Boyer-Banse, Martel, Watin, Sérigny. Il y a une semaine, Camus se heurtait au mur d'hostilité et de haine qu'ils avaient élevé autour de lui. Dans quatre jours, ils vont imposer leur volonté à un gouvernement « tout neuf » qui en restera marqué à jamais.

Une page de l'histoire d'Algérie est tournée. C'est l'incompréhension totale et définitive avec les musulmans. Non au collège unique. Non aux réformes. La guerre d'Algérie est engagée. Le conflit a atteint son point de non-retour.

DEUXIÈME PARTIE
LES COLÈRES DE LACOSTE

Il est des dates prédestinées que l'histoire d'un pays, guidée par le hasard ou parfois par la maladresse de ceux qui le dirigent, affectionne particulièrement. Le 6 février est pour la France une de celles-ci. Et c'est elle que Guy Mollet, nouveau président du Conseil, choisit en 1956 pour se rendre à Alger. Certains disent qu'il ne sied pas à un chef de gouvernement d'être superstitieux, de s'attacher aux signes prémonitoires, de se laisser influencer par des « chiffres maléfiques », d'autres affirment qu'il ne convient pas non plus de les ignorer délibérément. Pour la « leçon » qu'Alger était décidée à donner à Paris la date importait peu. Les événements seuls parlaient.

La photo historique du ministère Mollet, issu de la victoire aux élections du Front républicain, agit sur Alger comme la muleta sur un taureau. René Coty, bon papa sans pouvoir, flanqué de Guy Mollet et de Mendès-France, c'en était trop pour Alger. Voilà Mendès, l'ennemi de toujours, l'homme du malheur, le Judas qui vend, pas même, qui « brade » l'Empire français, revenu au pouvoir. Ou presque. Il est ministre d'État sans portefeuille. C'est lui sans nul doute qui a fait nommer Catroux ministre résident. Catroux, un bradeur encore ! L'homme de tous les abandons. On ne peut accepter pareille injure.

Alger qui a appris à descendre dans la rue, qui a réservé pour le départ de Soustelle une manifestation d'amour comme lui seul était capable d'en organiser, s'apprête à exprimer publiquement sa colère et son refus. Guy Mollet dans sa déclaration d'investiture n'a pas caché l'orientation que ferait prendre son gouvernement à ce problème algérien, « le plus prenant, le plus douloureux » : « L'objectif de la France, la volonté du gouvernement, a dit Guy Mollet, c'est avant tout, de rétablir la paix, libérer de la peur les esprits des uns et des autres et pour cela obtenir que cessent le terrorisme et la répression aveugle. C'est de poursuivre l'évolution démocratique des institutions, d'organiser la coexistence des deux éléments de la population, d'assurer le développement économique et social du pays. C'est donc maintenir et renforcer l'union indissoluble entre l'Algérie et la France métropolitaine. Mais c'est en même temps reconnaître et respecter la personnalité algérienne et réaliser l'égalité politique totale de tous les habitants d'Algérie. Il doit être solennellement affirmé par l'Assemblée nationale que le sort futur définitif de l'Algérie ne sera, en aucun cas, déterminé unilatéralement. Nous

n'acceptons pas qu'une solution de force soit imposée ou qu'un des éléments de la population prétende dicter ses conceptions à l'autre.

« Le gouvernement entend que, dans le plus bref délai, il soit procédé à une véritable consultation populaire, par de libres élections au collège unique, ce qui implique une réforme électorale. »

Catroux, Mendès et ce Mollet qui veut le collège unique, c'est trop ! Les associations patriotiques, le comité d'entente des anciens combattants et les poujadistes vont mener la danse et faire crier à Alger sa haine et son mépris : « Catroux, on n'en veut pas. Des élections au collège unique ? JAMAIS. »

Joseph Ortiz, le cafetier du Forum, réunit ses troupes. Il est responsable du groupe action du mouvement poujadiste que dirige à Alger le restaurateur Goutallier. Cela représente sept cents hommes décidés, bagarreurs, prêts à obéir aux mots d'ordre. Pour eux, il n'y a pas trente-six problèmes — et Ortiz, qui est le champion de la simplification politique, de le leur répéter à chaque réunion — il faut suivre Maurras, il faut garder la terre ! Mollet, Mendès, Catroux, ce sont les hommes qui veulent nous arracher notre terre. Il faut les abattre. On ne peut se débarrasser de Mollet qui est le chef du gouvernement, mais il faut lui prouver notre volonté et influencer sur sa décision. Il doit céder. Pour cela, Ortiz a un plan : troubler la manifestation au monument aux morts. Il faut que Mollet, au moment où il saluera la mémoire de tous ces pieds-noirs tombés au champ d'honneur, sache que leurs pères, leurs frères, leurs fils lui crient leur mépris et n'accepteront jamais — eux vivants — les hommes et les réformes prévus pour l'Algérie.

Les anciens combattants, réunis par le vieux « papa Roux » qui va bientôt céder sa place à Mouchan et à Arnould, sont harangés par un avocat venu de Paris, Jean-Baptiste Biaggi. Un spécialiste de l'agitation, un dur, qui adore la bagarre. Ancien commando, résistant extraordinaire, ce petit homme rondouillard est un génie de l'agitation. Provocant, provocateur, il sait en un tournemain et en dix phrases retourner une salle et jeter un auditoire dans la rue. À Alger, son but est d'entretenir l'agitation algéroise et de lui donner une efficacité qu'elle n'a pas encore. Il faut encadrer les hommes, organiser des manifestations aux points stratégiques, faire de la « guerre de rue psychologique ». Ce qu'a fort bien

compris Jo Ortiz. Biaggi va engager les amicales d'anciens combattants dans la lutte. « Vous, anciens combattants, anciens officiers, vous devez sortir les premiers de vos tranchées et vous lancer à l'attaque. » Conseil qui va être suivi le 6 février et bien souvent par la suite. Le comité d'entente des anciens combattants sera désormais en tête, à la tête, de toutes les manifestations de rue à Alger. Premier objectif : Guy Mollet.

Le président du Conseil s'attend à un accueil froid. Glacial même. Chaque photo venue d'Alger montrant l'enthousiasme de la foule, et son chagrin sincère lors du départ de Soustelle, est un coup porté à son gouvernement. L'hostilité à Catroux, les ultimatums qu'on lui lance d'Alger, la mise en garde de son secrétaire d'État à la Guerre, Max Lejeune, qui est à Alger depuis quarante-huit heures, ne font que le renforcer dans sa décision. C'est lui le patron. Il traversera la Méditerranée pour le montrer. « Les pressions des ultras, les démonstrations de force et de violence seront sans efficacité », écrit *Le Populaire*, organe officiel de la S.F.I.O.

Le gouvernement les craint tout de même, qui envoie en Algérie Mairey, le directeur de la Sûreté, pour prendre les choses en main. Comme d'habitude, on n'a pas confiance dans la police algéroise. Un véritable pont aérien a été établi avec la France pour « importer » douze compagnies de C.R.S. rassemblées à Marseille. Et pour la première fois on fait appel à des unités militaires pour maintenir l'ordre public à Alger : ce sont les paras de Massu qui sont choisis pour contenir la foule. Le lundi 6 au matin, *L'Echo d'Alger* consacre sa « une » à deux immenses photos du défilé des anciens combattants et titre : « 20 000 A.C. ont défilé en silence. Ils supplient M. René Coty de mettre le gouvernement en face de ses responsabilités. Le maintien du général Catroux signifierait l'effondrement de l'Algérie... » Les anciens combattants recommandent pour le 6 février : « Grève générale, pas d'enfants à l'école. C'est dans une ville déserte, en deuil, mais vigilante et décidée qu'arrivera M. Guy Mollet. »

Mollet arrive à Maison-Blanche : c'est le carré officiel chamarré, dégoulinant de médailles, brillant de tous ses ors qui le reçoit, mais pas un civil, pas un pied-noir, pas un musulman. Sur le trajet, Maison-Blanche-Alger, c'est 20 km de haie militaire, des tirailleurs, des Sénégalais, des légionnaires, des bidasses en gros drap kaki, des C.R.S. bleu et noir et rien derrière. Les trottoirs

sont déserts, les rideaux de fer des magasins baissés, des affiches et des crêpes noirs barrent les vitrines : fermé pour cause de deuil. Et puis le cortège entre dans le centre. Changement de décor : la ville est noire de monde. Du Front-de-Mer au Forum, tout le long du plateau des Glières, sur les rampes et les degrés qui conduisent au G.G. la foule d'Alger s'est donné rendez-vous. Silencieuse. Pas pour longtemps. Les anciens combattants, décorations pendantes, drapeaux en tête, entourent le monument aux morts. Guy Mollet est livide, les lèvres encore plus minces que d'habitude. Il tient à la main un large chapeau gris ; son manteau noir lui bat les talons. À sa droite, Max Lejeune, à sa gauche, Jacques Chevallier, le maire honni d'Alger, derrière lui la troupe des préfets, généraux, officiers supérieurs, directeurs de cabinet, tous sur le qui-vive, inquiets. Le cortège gravit les marches qui conduisent au gigantesque monument aux morts, carrefour politique, détonateur de toutes les manifestations patriotiques d'Alger. Et à Alger y a-t-il une manifestation qui ne soit pas patriotique ? Ici on porte le drapeau et ses sentiments en bandoulière. Mollet empoigne la gerbe, s'avance. Les spahis en burnous blanc et rouge, le chèche noué au ras des yeux, présentent le sabre et ça commence. Les hommes d'Ortiz — ils sont tous là, les sept cents disséminés sur les escaliers — ont donné le départ : Catroux... à la mer ! Al-gé-rie fran-çaise ! L'armée avec nous ! Chevallier au poteau !, une pluie d'objets divers, des pommes, des tomates, des pots de fleurs, des mottes de terre arrachées aux jardins publics, des drapeaux même, s'abat sur le cortège officiel. La foule tente de rompre les barrages. Ses hurlements sont ponctués çà et là par l'éclatement de grenades lacrymogènes que lancent des jeunes gens et les C.R.S. Guy Mollet a déposé la gerbe au pied de la stèle. La minute de silence dure quelques secondes à peine pendant lesquelles le président du Conseil reste immobile. Les projectiles pleuvent, Max Lejeune voit son manteau gris s'étoiler d'écarlate. Une tomate bien mûre l'a atteint à l'épaule. D'autres s'écrasent à quelques centimètres du président du Conseil. Allez, on s'en va. Ce n'est pas la ruée vers les voitures officielles, mais tout juste. Guy Mollet s'engouffre dans la Delahaye officielle. En route pour le palais d'Été. Et la foule se précipite vers le monument. Le service d'ordre est débordé. Des jeunes gens se saisissent de la gerbe présidentielle qui est déchiquetée et piétinée. « Mollet... à Paris... Soustelle... Soustelle... » Les C.R.S., crosse en avant, chargent la foule. Et c'est le mot d'ordre répercuté par les hommes d'Ortiz et

les anciens combattants : « Au palais d'Été... » Le centre d'Alger a pris un visage d'émeute... matraquage... grenades lacrymogènes... pierres qui volent... Et *la Marseillaise*... et *le Chant du départ*... et l'affrontement toujours tragique de la population, les mains nues, face aux C.R.S., casqués, masqués, le mousqueton à la main, la grenade au ceinturon. Il faut dégager le palais d'Été où — il faut bien appeler les choses par leur nom — le président du Conseil tout nouvellement investi est prisonnier de la population européenne d'Alger. À la porte, les spahis ont troqué le burnous rouge et blanc d'apparat contre la tenue de combat, et le sabre contre le mousqueton... La clameur gigantesque d'une foule en fureur atteint les calmes jardins. En ville, c'est l'émeute... les accrochages... les manifestants blessés. Les C.R.S. lapidés ne se laissent pas faire... Au palais d'Été, Guy Mollet appelle le président de la République René Coty qui, à l'Élysée, a près de lui le général Catroux. Il fait un bref récit de la manifestation dont les échos parviennent par téléphone jusqu'au bureau élyséen. Catroux, bouleversé, entend les réponses de René Coty qui lui souffle, entre deux répliques à Guy Mollet : « Ça va mal, c'est l'émeute. » Le général Catroux offre à nouveau sa démission. À deux reprises, avant d'avoir goûté aux manifestations algéroises, Mollet l'a refusée, maintenant à Alger il l'accepte avec reconnaissance. Très vite, il donne ordre au secrétaire général du gouvernement, M. Cuttoli — qui remplace Soustelle comme il a remplacé jadis Léonard —, d'annoncer la nouvelle. On rédige à la va-vite un communiqué que Cuttoli lit à la presse dans le hall du palais Mustapha... « Le général Catroux a démissionné... Soucieux de ne pas ajouter au drame qui divise déjà l'Algérie, j'ai accepté cette démission. » Suit un bref hommage à Catroux, à son abnégation, à son patriotisme.

Dans les rues, autour du palais d'Été, dans le centre, la nouvelle fuse, passe de bouche en bouche. C'est la victoire. Et une *Marseillaise*... une ! Alger a gagné. On a fait toucher des épaules au Guy Mollet et à sa clique. Ils ont cédé !... *L'Echo* tire immédiatement à des dizaines de milliers d'exemplaires une affichette pour annoncer sa victoire à la population avant de titrer le numéro du 7 février : « Le général Catroux a démissionné après la réception faite par Alger à Guy Mollet ! » C'est la victoire incontestable. Ortiz, qui l'apprend, dit à ses lieutenants : « Il cède devant la force. On a gagné. Dissolution immédiate de la manifestation ! »

C'est une telle victoire que la Fédération des maires qui ne se sent plus de joie « convoque » Guy Mollet à la réunion qui se tiendra le lendemain alors qu'aucun de ses membres n'est venu l'accueillir. Elle le fait savoir à toute la population ! La réponse de Mollet est sèche : « Je dois vous souligner le caractère anormal d'une telle "convocation" du président du Conseil de la République française, rendue publique avant même qu'elle lui soit remise ! » Et bien sûr, plus que jamais la Fédération des maires, associée au premier Comité de salut public des anciens combattants, confirme l'hostilité de l'Algérie européenne au principe du collège unique. Alger connaît le 7 février 1956 son premier comité de salut public !

Au soir de ce 6 février, la politique est descendue dans la rue et Mollet a abdicé devant la rue. Bien sûr, il sait qu'il fait montre d'une certaine faiblesse — certains de ses proches diront même que ce soir-là, à mi-chemin entre l'émotion et la colère, les poings serrés, réflexe de l'homme d'action qu'il sait être, il répète : « Je n'aurais pas dû céder... je n'aurais pas dû céder... » — mais il juge plus sage de sauvegarder l'avenir que de briser là sur un coup de tête. Et l'avenir de l'Algérie pour lui a un nom : Robert-Lacoste. C'est lui que Guy Mollet a choisi pour remplacer le général Catroux. Il saura « faire avaler » à cette foule algérienne, qui, malgré la victoire remportée, ne sait pas trop qu'en faire et s'attend à des réactions violentes, tout comme un enfant qui a trop bien réussi sa manifestation d'indépendance, les réformes que le gouvernement prépare et qu'il veut appliquer. Guy Mollet et son entourage pensent à l'avenir. Il faut oublier ces mauvais moments. On s'y emploie autour du président du Conseil. Les avis des conseillers concordent : « La foule a remporté une victoire gigantesque, mais elle ne l'a pas compris. » C'est faire montre d'une méconnaissance totale de l'esprit qui anime les groupes ultras. Eux savent que grâce à la population déversée dans les rues, excitée par les slogans, apeurée par les éditoriaux, ils ont dompté le pouvoir parisien qui a cédé. En outre, c'est méconnaître ou mépriser la population musulmane qui, étonnée, a vu pour la première fois Alger européen dicter ouvertement sa loi à ce gouvernement qui « veut faire la paix en Algérie ». Quelle paix ? Le 6 février, Guy Mollet a fait perdre tout prestige au gouvernement de la République en qui la population algérienne n'aura jamais confiance. Le « service psychologique » du F.L.N. a maintenant la partie belle : « Venez avec nous, vous voyez bien

que vous ne pouvez rien attendre des Français dans l'état actuel des choses. Ils feront toutes les promesses du monde et céderont à la moindre pression populaire européenne. » La prise en main de la population — en tout cas dans les grandes villes — est pratiquement terminée. Le F.L.N. va pouvoir se développer, se structurer, agir « comme un poisson dans l'eau ».

Telle est la situation que trouve Robert Lacoste, le 10 février, lorsqu'il arrive à Alger, bien décidé lui aussi à saisir le problème à bras-le-corps. Une nouvelle fois tout recommence. Une nouvelle équipe remplace l'ancienne. Il va lui falloir « apprendre l'Algérie et se faire sur place une opinion », maintenir l'ordre et appliquer « les réformes indispensables ». De plus en plus indispensables. Et toujours ajournées...

Pour la première fois dans l'histoire de la politique française, Guy Mollet, pour désigner le successeur de Catroux, a réuni un conseil de cabinet « téléphonique ». C'est d'abord à Defferre, ministre de la France d'outremer, qu'il propose le portefeuille. Celui-ci refuse. Alors c'est au vieux militant, au copain de toujours, à Robert Lacoste, que Mollet demande « comme un service » de prendre l'Algérie. « Toi seul peux nous sauver, dit-il. Tu es un homme de caractère. Viens ! » La décision est prise en six minutes. Il s'agit d'être bref, les communications téléphoniques peuvent être interceptées. Et ce dialogue ferait mauvais effet ! Lacoste accepte le cadeau empoisonné. Et il faut toute sa « tripe républicaine » et son sens de la solidarité de parti pour accepter. En effet, Lacoste abandonne en quelques minutes le portefeuille des Affaires économiques, son bureau de la rue de Rivoli et les huit secrétaires d'État qui étaient sous sa coupe. Lacoste, rue de Rivoli, c'était la réalisation d'un vieux rêve socialiste et aussi d'une ambition personnelle. Tenir enfin l'un des quatre grands ministères était le couronnement d'une carrière politique bien remplie. Lacoste y renonce pourtant. Son président du Conseil est dans l'embarras, personne ne veut l'en sortir, il doit y aller. « C'est un problème national, c'est aussi un devoir national. Mon devoir. » Et surtout le taureau Lacoste, le lutteur, le syndicaliste, ne veut pas se dégonfler. Il aime la lutte et il pressent qu'en Algérie celle qu'il faudra mener sera à sa hauteur. En outre, Lacoste a pris parti en diverses circonstances contre son ami Guy Mollet, en particulier à l'époque de la C.E.D. Ne pas apporter son concours à l'heure algérienne donnerait un caractère personnel à son refus. Enfin, le problème est grave et les amis politiques de

Lacoste le sentent si bien qu'ils le mettent en garde : « Tu es fou d'y aller... Tu vas dans un merdier... » Que ce mot trivial revient souvent dans le langage politique appliqué à l'Algérie ! Mais Lacoste sait que « la politique, ce n'est pas un lit de roses » et il part le 10 février pour Alger. Il ne connaît rien à l'Algérie ni à ses problèmes mais « il s'y mettra », il compte beaucoup pour cela sur son ami Maisonneuve qui a été là-bas président de l'E.G.A. (Electricité et Gaz d'Algérie) et qui en a rapporté des idées très libérales. Et puis une expérience nouvelle est toujours bénéfique, pense Lacoste. Avec son métier, son habileté à démêler les écheveaux complexes des « accords » politiques, ce serait bien le diable s'il ne s'en tirait pas ! Il a non seulement tous les pouvoirs du gouverneur général mais en outre — étant ministre résidant — a accès au conseil des ministres. Une fameuse idée de Mendès lancée avant les élections : ne plus dépendre du ministère de l'Intérieur et surtout ne plus avoir « dans les pattes les emmerdeurs » d'Algérie qui hantent les pas-perdus de l'Assemblée nationale !

C'est presque clandestinement qu'il arrive à Alger. Direction : le palais d'Été. Pas de défilés. Pas d'honneurs. Pas de monument aux morts. Il faut d'abord s'installer et se « faire une idée ». Au palais d'Été, Lacoste est accueilli par un Guy Mollet souriant, décontracté, l'éternelle cigarette au coin des lèvres. Il a oublié le 6 février. Lacoste, lui, s'en fout. Il n'a pas pensé que, le 6 février, le pouvoir a cédé. En revanche, il y a eu la révélation d'une donnée du problème jusque-là négligée : la réaction du peuple européen d'Algérie. Jusque-là on n'avait pensé qu'aux manitous économiques, aux groupes de pression et à leur pouvoir à la Chambre, maintenant il faut compter avec la population réunie derrière les anciens combattants et les mouvements patriotiques.

Avant de quitter — le jour même — Lacoste, Mollet lui fait ses recommandations. La principale tient en un mot : épuration. Epuration de la police — Mairey a bien débarrassé le terrain — mais surtout épuration du G.G. « Il faut foutre des fonctionnaires à la porte », dit Mollet. Et son ire se répand en particulier contre Urbani, l'homme qui, au Gouvernement général, connaît le mieux l'économie de l'Algérie.

« Et comment voulez-vous que je gouverne ce pays sans Urbani ? demande Lacoste.

— Mais c'est un homme de Blachette !

— M'en fous. On verra plus tard. »

Lacoste est impatient de se retrouver seul. Outre qu'il n'aime pas beaucoup qu'on lui trace sa ligne de conduite, il voudrait bien faire tranquillement le point avec ceux qui vont être ses collaborateurs.

Mollet et ses hommes partis, Lacoste découvre le palais d'Été, son domaine ; cette étrange demeure mauresque construite il y a un siècle par le duc d'Aumale l'impressionne un peu. Le flatte aussi. Car Lacoste est un drôle de bonhomme. C'est le type même du député socialiste du sud de la Loire, mais rien à voir avec le côté sec, aristocratique, yachtman d'un Defferre. Lacoste, c'est le bon gros pépère de la Dordogne qui bouffe bien, qui boit bien, qui rigole. Il n'est pas habitué au luxe. Lui, il est à l'aise dans sa petite « baraque » de la Dordogne ou dans son appartement discret, rue Casimir-Périer, où M^{me} Lacoste, charmante et un peu popote, lui « tient » un intérieur de petit bourgeois où les souvenirs émouvants, les livres d'une vie, tiennent une plus grande place que les tableaux de maître ou les meubles de prix. Lacoste, c'est avant tout le syndicaliste, ancien compagnon et favori de Léon Jouhaux. Il a gravi, en trente-cinq ans de carrière — il a cinquante-sept ans — tous les échelons du syndicat, puis de la politique qui séparent le rond-de-cuir du petit fonctionnaire des finances dordognot du fauteuil doré du ministre. Pour passer du syndicalisme à la politique, il a fallu à Robert Lacoste la Résistance qu'il a faite magnifiquement et à laquelle il a payé un lourd tribut : son père a été fusillé par les Allemands. Il a pour De Gaulle, qu'il a connu après la Libération, une immense admiration. D'ailleurs sur son fanion de ministre résidant, celui qui flottera sur la voiture officielle — et qui explique souvent beaucoup de choses sur le personnage et sa mentalité — il fera broder ses initiales R.L., les armes d'Alger, une croix de Lorraine (la Résistance et De Gaulle) et pour le folklore il y ajoute huit étoiles. Un gouverneur général en avait sept. Lui, qui est ministre, en aura huit. Une de plus qu'un maréchal de France !

Mais que le folklore et une petite propension à bomber le torse ne fassent pas oublier le « politique ». Et l'habile politique. Lacoste a des amis partout. Dans tous les milieux. Des amis qui l'aiment et le redoutent. Jovial, mais aussi coléreux, ne tolérant pas qu'on se mette en travers de son chemin, Lacoste a un « nez » politique assez étonnant. Ce bagarreur est un prudent. Ce cheval

de labour contourne le plus souvent l'obstacle. À droite ou à gauche. Parfois, rarement, il le saute. Admirablement. Comme un pur-sang.

Lacoste dans son grand palais, au milieu des jardins, des arabesques délicates de l'architecture mauresque, salué par ses spahis d'apparat sabre au clair, n'est pas insensible à ce faste. Il n'en a pas l'habitude non plus. Et ne s'y sent pas tout à fait à son aise. Cette bête politique a besoin d'un cadre où il se « sente bien », entouré de gens en qui il ait confiance. Lacoste, contrairement à Soustelle, veut voir du monde, s'informer, demander conseil à son *brain trust*. À Paris, il s'est ainsi aménagé un P.C., une « planque », hors des cabinets ministériels ou des salons de l'Assemblée nationale, qui se trouve au comité supérieur du Gaz et de l'Electricité. Tous les régimes, toutes les républiques ont, pour ceux qui en connaissent tous les rouages, toutes les ficelles, des « avantages », tel celui-ci. Lacoste a, grâce à ces fonctions mal définies, un bureau, une voiture, un chauffeur, une secrétaire. C'est là qu'il se décontracte, qu'il reçoit, face aux jardins du musée de l'Homme, ses copains. On les retrouve en couches superposées : ceux de la Résistance, ceux des ministères auxquels s'ajoute une faune de journalistes, d'informateurs de toute sorte au milieu de laquelle Lacoste, jovial, boit le coup, discute, s'informe, bavarde, trie, farfouille avec joie — et quel « pif » — dans les ragots, les rapports et en sort les informations de première grandeur. Chacun déballe sa musette, « vend son piano », raconte la dernière...

À Alger le premier travail de Lacoste est de se reconstituer cette ambiance hors de laquelle il travaille mal. Il a d'abord besoin d'avoir confiance, de se sentir entouré. Et bien entouré. Il faut qu'il aime ses collaborateurs et que ceux-ci le lui rendent ou s'en aillent. C'est avec un soin jaloux qu'il a constitué son cabinet.

Tout d'abord Pierre Maisonneuve. Son ami. C'est un préfet de la Libération qui navigue depuis dans les eaux socialistes. Président de l'E.G.A., il connaît tous les problèmes algériens. À tel point que le gouvernement Mollet en avait déjà fait une « moitié de Catroux ». L'Algérie étant, de l'avis de tous, un pays difficile à gouverner, qui vous entortille et vous retourne le fonctionnaire le plus abrupt, il était convenu que le ministre résidant Catroux ferait, quand il le faudrait, l'aller-retour Paris-

Alger et que Maisonneuve serait son double en fixe à Alger. Après le 6 février, Maisonneuve déconseille à Lacoste d'accepter cette charge. Defferre et Max Lejeune ont refusé. N'y allez pas ! Il n'en faut pas plus pour que Lacoste « y aille » et emmène Maisonneuve comme directeur du cabinet civil et militaire.

Charles Frappart sera le directeur de cabinet. Ancien d'Indochine où il était directeur de l'Institut d'émission, inspecteur des finances, c'est un libéral qui devait être le directeur de cabinet de Lacoste rue de Rivoli. Il change de bureau — Alger et non Paris — mais pas de fonction. Frappart sera le premier à alerter Lacoste sur le borbier dans lequel il s'enlise. Son désaccord sera tel qu'il quittera son ministre après quelques mois de travail en lui disant : « Monsieur le ministre, je ne peux rester avec vous ! Je vous quitte car vous vous faites « sous-telliser ». » Ce libéral ne voudra jamais se laisser prendre dans l'engrenage pacification-attentats-tortures. Il préférera quitter le bateau.

Et puis Lacoste, qui veut un cabinet étoffé, « s'emmène » Jean Peccoud, un Savoyard connu pendant la Résistance — on en fera un chef de la Sûreté ; Fouret, résistant aussi, inspecteur des douanes — qui est l'administration d'origine de Lacoste — profondément socialiste, un dur ; De Rimonteil de Lombarès, un phénomène rare : ancien cavalier, polytechnicien. Il sera le conseiller technique de l'état-major mixte. Lui aussi devait être du cabinet de la rue de Rivoli.

Il manque à Lacoste un militaire. Un beau, un brave, un qui connaisse ces fellaghas dont on dit tant et dont on sait si peu. Son choix se porte sur Ducournau, un des rares colonels qui aient obtenu des résultats en Algérie. Un dur aussi. Avec le colonel Branet, compagnon de la Libération, si gaulliste qu'on l'appelle le Petit Charles, ils seront les seuls militaires du cabinet.

La longue liste n'est pas close. Lacoste, qui veut « quelqu'un du pays », prend avec lui Pierre Hosteing, sous-préfet de Mostaganem, seul fonctionnaire d'autorité en poste en Algérie à faire partie du cabinet. Il devra « mettre en garde », éviter les bourdes locales. Lacoste en fera le successeur de Frappart.

Restent deux postes auxquels Lacoste veut donner un lustre exceptionnel : le secrétariat général du G.G. et la presse. Pour le premier, lorsque son titulaire actuel, Cuttoli, « aura gagné un autre poste » Lacoste veut Pierre Chaussade. Un très grand préfet qui connaît toutes les ficelles et dont le vieux président Queuille a fait

son poulain. C'est à lui que Lacoste veut confier la réorganisation complète de ce « bordel qu'est l'administration en Algérie ». Quant à la presse, Lacoste veut la soigner. Il sait son importance. Il veut pour ce service Michel Gorlin, un jeune journaliste qui a travaillé au service de presse des Charbonnages de France et s'est distingué en mettant au point une campagne de sécurité qui a fait baisser les accidents du travail de 35 %. C'est à cette époque que Lacoste l'a repéré. « Voilà un type efficace dont j'aurai besoin un jour... »

Voilà pour le cabinet officiel. Ce sont ces hommes qui vont maintenant, sous la direction de Lacoste, diriger l'Algérie. Et pourtant manque encore « le cirque Lacoste » qui vient parfois planter son chapiteau à Alger. Ce sont des hommes sans titre, sans besogne bien définie. Ce sont des amis de Lacoste, tous socialistes bien sûr, un folklore dont il a besoin. Avec eux, il a son langage, ésotérique, fait d'allusions et de souvenirs communs, de sobriquets, de salades de comité ; il y a là M. Félix qui de Paris envoie personnellement des câbles à Lacoste du type : « J'ai vu le Marna » ou « J'ai fumé hier un paquet de cigarettes avec Guy » ce qui signifie qu'il a eu un entretien avec le maréchal Juin et qu'il a été reçu pendant deux heures par Guy Mollet ! Il y a aussi Guy Calvet, « les petits papiers » de Lacoste, l'homme des intermédiaires valables ou non, et Lucien Marcou, un « pays » de la Dordogne, petit employé à l'E.D.F. mais homme de confiance de Lacoste. Ce n'est pas la cour, non. Seulement une bande de fidèles qui entourent Lacoste d'affection, en qui il a confiance, qui le distraient de ses soucis officiels et qui surtout lui apportent les informations qui « flottent dans l'air », les contacts « officieux ». C'est grâce à eux que Lacoste en Algérie ne perd pas de vue les deux autres pôles autour desquels jusque-là sa vie a tourné : l'Assemblée nationale et la Dordogne, son pays, son fief, l'endroit qu'il aime le plus au monde, où il est né, où il veut mourir.

Le panorama serait incomplet si on oubliait de citer parmi les familiers de Lacoste un homme qu'il découvre lorsqu'il prend possession des bureaux du G.G. : le colonel Riedel. C'est l'Intendant avec une majuscule. Il a été celui de Soustelle et celui de Lacoste, il sera celui de Satan. Delouvrier le trouvera encore dans sa commode. C'est le guide d'Alger, le *who's who* de la capitale, il a les clefs de la ville, des salons, il sait qui est qui, qui est la maîtresse ou l'égérie de tel haut fonctionnaire, de tel

général. C'est lui qui épargne les gaffes, les impairs. C'est la Carmen Tessier du Gouvernement général. Ça fait rigoler Lacoste qui est loin d'avoir le côté « intellectuel pisse-froid » de Soustelle. Le ministre résidant sent que le colonel lui sera précieux dans ses efforts pour faire la conquête d'Alger. Car Lacoste qui a senti à quel point on « l'attendait » veut retourner la situation en sa faveur. Riedel lui épargnera les faux pas. Comme il n'y a pas que de grandes missions diplomatiques, c'est aussi Riedel qui indique aux membres du cabinet l'existence de la vedette des douanes pour aller se baigner tranquillement au large. « Car, dit-il à Peccoud et à Gorlin, maintenant que vous êtes ici en poste pas question d'aller vous baigner à la Madrague comme tout le monde ! »

Voilà Lacoste installé, entouré, il a ses hommes à lui, ses secrétaires qu'il connaît et à qui il tape affectueusement sur les fesses, bref, il est en confiance. Prêt à travailler. Son programme : mater la rébellion — « qu'ils nous emmerdent pas, ceux-là » — et faire appliquer des réformes indispensables. Il est socialiste. Mis en place et appuyé par des socialistes, il n'y a pas de raison pour ne pas parvenir au but ! Il le dit dès le premier jour à Gorlin : « Voilà mon plan : 30 % d'armée, 30 % de réformes politiques, 30 % de police et 10 % d'informations qui feront savoir à tout le monde ce que nous voulons et les résultats que nous obtenons. Au boulot ! » Lacoste, qui a ses admirations, est fermement décidé à être le Clemenceau de la guerre d'Algérie.

L'Algérie va être un gros morceau à avaler. Lacoste a beau être une « grande gueule », elle va lui rester en travers de la gorge. Et pour toute sa vie. Il ne s'en détachera plus. Il va pourtant dans un premier temps essayer d'enrayer la catastrophe. Car il lui faut moins de trois entretiens avec Le général Lorillot pour s'apercevoir que la France en Algérie est au bord du gouffre.

Après Cherrière bedonnant, toujours en retard d'une rogne, le général Lorillot qui a pris le commandement de la X^e R.M., c'est-à-dire le commandement en chef de l'armée en Algérie, n'a changé que la façon de dialoguer avec ses subordonnés. Pas l'ombre d'une victoire militaire. Au contraire. Pas plus que Cherrière, Lorillot n'est à son échelon. L'homme est renfermé. Célibataire, il mène une vie de moine ascétique, se tue à la tâche. C'est l'homme des grands briefings. Sa haute stature, son beau visage, son impassibilité y font merveille. C'est le militaire

traditionnel. « La guerre subversive ? Connais pas ! » Il en est à la guerre traditionnelle. Méthodique, bureaucratique, c'est — avant la lettre — le technocrate militaire. Il se tient à sa place. Le patron c'est le civil, c'est le ministre. Il entretient avec Lacoste des rapports respectueux de général à ministre. Il a des appuis socialistes. Il joue le jeu avec Lacoste. Comme il l'a joué avec Soustelle. Le saint-cyrien autoritaire, dur, sans contact humain avec ses hommes, mène sa guerre sans trop y croire, car le pays n'y croit pas. Il explique à Lacoste que ses demandes sont restées lettre morte. Il a 220 000 hommes. Il lui en faudrait 200 000 de plus car « la situation générale est très médiocre. La situation politique est franchement mauvaise et la situation militaire est préoccupante ». Les renforts, les grandes unités du type Beaufre, n'ont donné aucun résultat satisfaisant. De tous côtés, on est dans le bleu. La rébellion s'étend. On a beau matraquer des zones, bombarder, pilonner, quadriller, contrôler... rien à faire. On ne les trouve pas. Ou rarement. Et aucun militaire digne de ce nom ne se réjouit d'une embuscade dont le communiqué — publié par la presse — signale : 18 rebelles abattus, une arme récupérée. On sait ce que cela veut dire ! Lorillot ne cache pas à Lacoste que « dans l'état actuel de ses succès, il est impensable que les rebelles acceptent de déposer les armes » !

Lacoste découvre avec stupeur que ces rebelles qui, vus de France, sont des assassins va-nu-pieds appliquent sur le terrain une stratégie peut-être simpliste mais efficace, orientée vers la dispersion des forces françaises, la désorganisation du système administratif et économique, la mobilisation morale des masses musulmanes. Le climat d'insécurité s'alourdit de jour en jour. Et pour quelques rares succès, les accrochages ne donnent pas de grands résultats. Tous les rapports concordent sur ce point.

Le général Beaufre, qui, avec sa division de fer, a fait peur à la Kabylie, puis ensuite l'a bien fait rigoler — ce n'est pas avec ses chars, ses camions lourds qu'il va venir sur nos crêtes et dans nos villages sans pistes —, est installé à Guelma pour s'occuper de la frontière tunisienne par où passent de plus en plus d'armes à destination des maquis de l'Aurès et du Nord constantinois. Il a trouvé lui aussi une armée de naphthaline où les chefs craignent de faire sortir leurs soldats la nuit ! La région est très difficile. On n'a pas l'initiative. Mollet est venu le voir après avoir quitté Alger. Beaufre n'a pas caché son sentiment et propose à Lacoste un plan, le premier plan sérieux pour sa région : la partager en

zone de pacification et en zone d'opération. Dans la zone de pacification, aidée par le G.G., l'armée appliquera un vaste programme de développement politique et économique ; dans la zone d'opération, on sera très dur, on matraquera à outrance après avoir évacué les civils que l'on réunira en « camp de regroupement ». Lacoste acquiesce malgré la réserve que lui inspire Beaufre. Ni Lacoste ni son *brain trust* n'aiment le trop intelligent général. Lui aussi est un champion du briefing parfait. Avec lui aussi, sur la carte tout va pour le mieux, tout est merveilleux. Et Beaufre qui a appris en Indochine avec De Lattre qu'il faut ménager les civils, surtout quand ils sont ministres comme Lacoste, le sent bien et veut retourner la situation à son profit. Car tous ces militaires ont une carrière à faire, un avancement à assurer. Avec toute son intelligence, et Dieu sait si elle a des ressources et des séductions, Beaufre développe son plan : écraser les rebelles après les avoir isolés et donner à la population regroupée le travail et les ressources qu'elle mérite. C'est le plan de pacification de Lacoste. Il fait voter à Beaufre une tranche importante de crédits tout en critiquant l'extraordinaire propension du général à s'attribuer les idées civiles. « Beaufre ? C'est le roi de la cravate », dit-il. Le surnom lui restera au G.G. qui va suivre tout de même avec grand intérêt les résultats obtenus par le général — bâtisseur dans la plaine de Bône.

Militairement, la situation se dégrade encore du fait des remous que provoquent chez les tirailleurs marocains les discussions ouvertes entre la France et le Maroc. Dès le début des « affaires marocaines », les dix bataillons de Marocains, presque tous engagés dans l'Aurès, refusent de se battre. Le général Vanuxem, commandant militaire des Aurès-Nemencha, tandis que le général Parlange en est le commandant civil, doit régler le problème avec d'infinies précautions. Dans un premier temps, les goums refusent d'opérer, ensuite ils exigent leur retour au Maroc. Au début, on croit à une manœuvre du F.L.N. qui tente d'intoxiquer les Marocains — « Vous n'allez pas continuer à combattre contre vos frères » —, puis le commandement militaire s'aperçoit de la réalité. Elle est tragique. Des officiers sont prisonniers de leurs hommes, les armes sont entre les mains des goums, des tabors qui se méfient et craignent d'être liquidés en bloc par les Français. Ils exigent de partir avec leurs officiers comme bouclier et de conserver leurs armes jusqu'à la frontière

marocaine. Le 7^e régiment est envoyé en Allemagne, les autres sont rapatriés au Maroc.

Dans le secteur de Beaufre, un incident grave prouve que les désertions de militaires algériens signalées dans tous les rapports se multiplient. Au sud de Guelma, une compagnie entière de tirailleurs algériens est entrée en dissidence. Un adjudant contacté par le F.L.N. a rassemblé ses cent cinquante hommes, les armes et le matériel et a déserté. Beaufre, averti de la désertion, se pose en hélicoptère près du poste abandonné. Il y trouve les deux officiers de la compagnie ligotés et bâillonnés. « Ils sont partis vers la montagne à 2 Heures du matin... » Bigeard et ses hommes, envoyés à leur recherche, retrouvent leur piste. C'est l'hécatombe. Les cent cinquante déserteurs sont tués, les armes récupérées lorsque Lorillot arrive à Guelma pour tirer cette histoire au clair. La légende algérienne de Bigeard commence à se forger, l'efficacité des paras à se démontrer, mais Lorillot n'est pas homme à comprendre ces commandos qui partent en chasse. Il se soucie avant tout de protéger ses armes. Dans l'Aurès, un de ses premiers soucis a été d'interdire de sortir à moins d'un bataillon ! Voilà qui n'est pas fait pour alléger une armée déjà trop lourde et inefficace devant ces diables de fellaghas qui piquent sans cesse le flanc du bison sans jamais se découvrir.

Lacoste sent que pour lutter contre cette rébellion tentaculaire et insaisissable, il va devoir exiger de Paris un effort accru. Il est temps qu'on s'aperçoive dans la capitale que l'Algérie est en guerre et que cette guerre il faut la gagner à tout prix. Il lui faut de l'argent, des hommes, des pouvoirs spéciaux. Alors seulement on pourra entrevoir la victoire.

Le vendredi 6 avril, un petit homme râblé, en gabardine grise, avec un curieux chapeau rond sur la tête passa vers 17 Heures devant la magnifique villa mauresque Sesini dont les pâtisseries, les créneaux, les galeries ajourées se devinaient à travers les éventails frémissants des palmiers et les bouquets de bougainvillées. Des militaires occupaient depuis peu la villa. Dans quelques mois, transformée en centre d'interrogatoire, elle sera synonyme de tortures affreuses et son nom seul fera frémir. Pour l'heure, elle n'était que centre de repos. À la fenêtre du premier étage, un officier parachutiste fumait paisiblement une cigarette en suivant machinalement des yeux la silhouette tranquille qui empruntait la rampe conduisant à la cité franco-

musulmane de Diar-el-Mahçoul. L'homme portait, posé sur la main gauche, un large carton à gâteaux qu'il maniait avec précaution. Ajouté à la gabardine et au chapeau, ce carton blanc symbole de la joie familiale lui donnait l'allure parfaite de ces petits fonctionnaires qui constituaient la majorité des locataires de Diar-el-Mahçoul, fierté de Jacques Chevallier, maire d'Alger, qui en avait confié la construction à son ami l'architecte Fernand Pouillon. Cette silhouette anodine était pourtant recherchée par toutes les polices du territoire. C'était celle du chef politique de la capitale, Abane Ramdane, l'homme qui était en passe de devenir le n° 1 de la révolution algérienne. N'étant pas trop typé physiquement, Abane avait encore modifié sa silhouette par ces vêtements neutres à souhait qui lui donnaient l'allure « modeste mais propre » du petit employé. Le carton à gâteaux dissimulait sous une couche de petits fours des tracts rédigés le jour même avec Ouzegane et Lebjaoui. Au bas de la rampe bordée d'immeubles à quatre étages en pierre ocre — cette pierre qu'on reprochait tant à Jacques Chevallier d'acheter à son ami Blachette — existait une curieuse protubérance : une sorte de petit pavillon sans étage abritant deux logements. Une façade donnait sur la rampe, face à la mer, l'autre sur la cour intérieure de la cité. Double issue, avantage à ne pas négliger par un homme traqué. Abane jeta discrètement un coup d'œil derrière lui. La rampe était déserte. Il traversa et sonna à la porte de gauche, celle de l'appartement du docteur et de M^{me} Chaulet. La « fatma » ouvrit. Elle connaissait ce visiteur habituel. Elle le laissa entrer.

« Le docteur est pas là, mais il y a quelqu'un qui l'attend. »

Abane fronça le sourcil et étreignit dans la poche de sa gabardine son automatique dont il dégagea du pouce le cran de sûreté. Dans la salle de séjour, un jeune homme d'une vingtaine d'années était assis sur le divan sous le matelas duquel Abane, lorsqu'il venait se réfugier chez le Dr Chaulet, avait l'habitude de dissimuler un pistolet. Le jeune homme salua Abane qui n'avait pas sorti la main de sa poche.

« Je range les gâteaux, monsieur ? demanda la bonne.

— Non ! Non ! M^{me} Chaulet le fera tout à l'heure. Laissez-les là. »

Préoccupé par la visite inattendue Abane s'était laissé débarrasser du carton à gâteaux et la bonne avait failli découvrir les tracts !

Abane était furieux de la présence du jeune homme qui l'observait. Il se promit de faire de sérieuses réflexions à Chaulet. Si la maison était ouverte à n'importe qui, sa sécurité risquait de ne plus être aussi parfaite et il avait besoin de toute sa tranquillité d'esprit. Le logement de Diar-el-Mahçoul était son refuge préféré lorsqu'il avait à prendre des décisions importantes ou simplement faire le point. Chaulet et son épouse savaient être d'une discrétion à toute épreuve. Et ce 6 avril, Abane était particulièrement préoccupé.

« Moi, je m'en vais, dit la bonne en ajustant son voile. Madame, elle va pas tarder. »

Le jeune homme attendit qu'elle referme la porte.

« Vous avez lu le journal, monsieur ? demanda-t-il à Abane.

— Oui.

— C'est formidable. Maillot a réussi à s'enfuir en emportant un camion d'armes. »

La désertion de l'aspirant Maillot faisait sur toute la page le gros titre de *L'Echo d'Alger* : « Une nouvelle affaire de trahison communiste, titrait le journal, c'est Maillot, membre notoire du P.C.A., qui a livré aux rebelles le chargement d'armes. »

« Avec toutes ces armes, poursuivit le jeune homme, on va pouvoir se battre. C'est maintenant que tout commence ! »

Abane, impassible, l'écoutait. Avec un enthousiasme mêlé d'un peu de mépris pour ce « frère » qui ne semblait pas partager sa joie débordante, le jeune homme lui expliqua que de nombreux jeunes communistes, dont il était, allaient rejoindre le maquis ou y étaient déjà. Particulièrement en Oranie. Abane le laissa parler longtemps. D'abord agacé par sa présence, il était maintenant amusé par la faconde de l'adolescent, par sa joie aussi. Chaulet arrivant un peu essoufflé les trouva en grande conversation. Le jeune médecin attira Abane dans une pièce voisine.

« Excusez-moi, mais si je n'avais pas recueilli ce gosse qui est recherché, il avait toutes les chances de se faire prendre par la police. Il n'a aucune habitude de la clandestinité. Je lui ai trouvé un autre refuge. Je l'emmène. »

Abane fit quelques reproches pour le principe, mais il admirait trop le dévouement et l'inlassable activité que déployait Pierre

Chalet pour lui en vouloir réellement. Le médecin entraîna vivement le jeune homme vers la 2 CV poussive qui attendait devant la porte. Abane les suivit du regard à travers la vitre de la salle de séjour. Cette 2 CV anodine et le couple européen qui la conduisait étaient d'un secours extraordinaire car en ce printemps de 1956 personne ne se doutait à Alger que des Français puissent faire partie du F.L.N. Sur ce point Chalet et sa femme avaient déjà bien précisé les choses :

« Nous ne venons pas en aide au F.L.N., nous sommes algériens comme vous, notre sol, notre patrie, c'est l'Algérie, nous la défendrons avec vous. Nous sommes du F.L.N. »

Abane, selon leur désir, les considérait comme faisant partie de ses troupes algéroises et à ce titre ne les ménageait guère. Le couple permettait à Krim et à Ouamrane, qui sans cesse faisaient l'aller-retour Alger-Palestro, de franchir les barrages militaires établis sur les routes. Ceux qui, à l'arrière de la voiture d'un médecin, fumaient tranquillement une cigarette ne pouvaient être que de « bons Arabes ». Les Chalet avaient également acheté les premières machines à polycopier dont le Front avait besoin pour tirer les tracts. La principale se tenait dans la haute Casbah chez Abdelkader « Ronéo » et c'était encore la vieille 2 CV qui faisait le transport des paquets de tracts fraîchement imprimés ainsi que des valises d'armes dont les différents commandos qui se formaient à Alger avaient un pressant besoin.

Voyant la 2 CV démarrer, Abane pensa que le jeune couple courait des risques sans cesse plus importants. Avec Lacoste, d'emblée, le Gouvernement général avait changé de visage. Le ministre résidant était bien tel qu'on l'avait annoncé : un homme qui n'allait pas se laisser marcher sur les pieds. Et à Paris, Guy Mollet le soutenait. Le président du Conseil avait lancé le 28 février un appel au cessez-le-feu promettant « des élections libres et loyales dans les trois mois qui suivraient la cessation des combats et des actes de violence », élections qui permettraient la plus libre discussion du futur statut. Lacoste de son côté avait obtenu dans le plus bref délai les pouvoirs spéciaux par lesquels le gouvernement français pouvait, en ce qui concernait l'Algérie, légiférer par décrets. L'énumération des domaines dans lesquels le gouvernement pourrait agir seul préfigurait ce que serait la politique de Lacoste : lois sociales et matraquage.

Dans le premier domaine : expansion économique, crédit

agricole, accès des musulmans à la fonction publique, législation du travail, réforme de l'administration centrale, etc. Cela, c'était la tarte à la crème. L'énumération de toutes les réformes qu'il fallait « entreprendre sans tarder ». Abane s'en souciait peu. Lacoste retombait dans le même piège que Soustelle avec quelques mois de retard. Lui aussi allait préparer la grande réforme à laquelle il attacherait son nom. Pourvu qu'il recherche une troisième force et la ressemblance serait parfaite !

En revanche, la répression, elle, continuait de plus belle et les pouvoirs que le gouvernement donnait à son ministre résidant inquiétaient Abane au plus haut point. D'autant que Lacoste, qui préparait avec soin sa réforme, appliquait sans délai les mesures répressives. Le décret du 17 mars lui permettait de réglementer la circulation des personnes, le trafic des marchandises, la liberté de la presse. Mais surtout il surveillait avec attention l'application immédiate de quatre mesures qui allaient conditionner tout son séjour en Algérie et faire évoluer la politique française dans le sens du combat à outrance : assignation à résidence, institution de zones interdites, imposition des réparations pour dommages causés ou pour aide aux rebelles (c'était ni plus ni moins, décidée par le gouvernement Front républicain, que la législation de la politique de responsabilité collective conseillée et ordonnée par Soustelle à la conférence secrète de Biskra), enfin possibilité de déléguer certains de ses pouvoirs aux autorités militaires.

Déjà, le couvre-feu régnait à Alger de minuit à 5 Heures du matin. Il avait été décrété à la suite d'une action qu'Abane jugeait complètement manquée, mais qui avait impressionné Alger. C'était le premier acte de terrorisme qui frappait les biens des Européens de la capitale. Dans la nuit du 15 mars, à 0 h 45, les commandos de Bouchafa, Fettal, Yacéf et Ali la Pointe avaient attaqué cinq garages dont deux des plus grands dépôts de bus et tramways d'Alger. Ouamrane, responsable des actions militaires, avait ordonné à Yacéf une action d'importance destinée à « affoler tout Alger sans faire de victimes civiles ». Seul le garage des Facultés en plein centre d'Alger près du carrefour Michelet, boulevard Saint-Saëns, avait entièrement brûlé, mobilisant les pompiers, faisant évacuer les cent cinquante locataires des immeubles voisins réveillés en sursaut et devenus en quelques minutes spectateurs, en chemise de nuit et pyjama, de la première action terroriste d'Alger. L'impact psychologique avait été énorme. Et pourtant dans les autres garages, l'échec était complet.

Un groupe avait seulement réussi à blesser au poignet un malheureux et courageux gardien qui avait donné l'alarme. Mais dès le lendemain, Alger prenait son visage de guerre. Couvre-feu à minuit. Rues désertes parcourues de patrouilles militaires, contrôles à toute heure du jour des piétons et des automobilistes, rafles soudaines, vérifications d'identité, fouilles au hasard des trottoirs, à l'entrée des magasins. Cette animation ne plaisait pas à Abane qui commençait à regretter de s'être laissé prendre aux arguments des partisans de la violence à Alger. En effet, et l'opération du 15 mars le prouvait, une action minime à moitié réussie dans la capitale avait plus de conséquences qu'un accrochage meurtrier à Palestro ou dans la Soumma M. Pourtant Abane avait tant de problèmes à Alger qu'il aurait préféré préparer dans le calme le plus complet l'organisation de ce F.L.N.-A.L.N. qui lui semblait si anarchique et dont il fallait à tout prix unifier l'action si l'on voulait parvenir à un résultat positif.

Abane sortit avec précaution les petits fours de sa boîte à gâteaux et étala sur la table la liasse de papiers dissimulée dans le double fond. Il avait trois heures devant lui pour revoir et corriger les textes des tracts d'Ouzegane et surtout pour annoter le travail de Lebjaoui. En accord avec Krim, Abane avait décidé de réunir, au sein d'un congrès qui se tiendrait quelque part dans le djebel, les chefs de toutes les régions, des représentants de l'extérieur et ceux d'Alger pour définir les buts de la lutte qui s'engageait maintenant sur tout le territoire. Depuis le 1^{er} novembre 1954, depuis un an et demi, le Front ne disposait comme base politique que de la plate-forme publiée le 1^{er} novembre et établie par les six Fils de la Toussaint : Ben Boulaïd, Krim, Ben M'Hidi, Didouche, Bitat et Boudiaf. Aujourd'hui, Didouche était mort, Bitat en prison, Ben M'Hidi et Boudiaf à l'extérieur. On n'avait aucune nouvelle de Ben Boulaïd depuis son évasion de la prison de Constantine, restait KriM. Ce n'était pas suffisant. La révolution ne devait pas s'incarner en un seul personnage. Il fallait rapidement développer les bases politiques du mouvement, unifier les actions trop souvent anarchiques des régions, et surtout confier la direction de la révolution à des hommes responsables. Abane avait décidé d'être un de ceux-là. Et non le moindre puisqu'il serait le père du projet de plate-forme qu'il entendait soumettre au prochain congrès et dont le 6 avril, dans le petit logement de Chaulet, il commençait de corriger les articles.

M. Joseph tourna au coin de la rue Michelet et de la rue Horace-Vernet. Depuis qu'en décembre 1955 son rôle au sein du Front avait été révélé à la police après l'arrestation du responsable F.L.N. de Blida, Ben Khedda vivait en clandestin. Il s'était laissé pousser une épaisse moustache noire, portait des lunettes fumées, un costume sombre élégant et, lui aussi, un chapeau plat à la mode du jour. Le pharmacien de Blida était devenu pour les commandos d'Alger : M. Joseph. Krim et Abane qui, au début, n'avaient guère confiance dans les centralistes avaient confié à Ben Khedda quelques missions de contacts, de transport de tracts, de recherche de refuges. Puis M. Joseph avait pris du galon. Il était aujourd'hui l'un des principaux membres de l'état-major du Front à Alger. Son ami d'enfance, Saad Dahlab, avait très rapidement rallié la révolution. Lahouel et Yazid étant à l'extérieur, les deux hommes avaient — selon les ordres du Front — dissous le comité central. La plupart des membres centralistes du M.T.L.D. étaient intégrés individuellement au F.L.N., d'autres se tenaient dans une prudente expectative. Ben Khedda et Dahlab étaient maintenant traités par Krim, Ouamrane et Abane en membres à part entière.

Au printemps de 1956, chaque membre de l'état-major était chargé d'une mission très précise : Krim Belkacem contrôlait la zone 3 (Kabylie), décidait en accord avec Ouamrane et Abane des actions militaires sur Alger. En outre, il assurait sur le plan national la liaison avec la zone 1 (Aurès) et la zone 2 de Zighout Youssef (Nord constantinois).

Ouamrane contrôlait la zone 4 (Algérois) et était chargé de la direction des commandos Yacef-Bouchafd-Fettal.

Saad Dahlab et Ben Khedda profitaient de leurs relations en milieu européen pour trouver de l'aide, procurer des refuges, former des groupes médicaux, créer un collectif d'avocats destiné à défendre les membres du Front qui passaient en jugement. Ils étaient également chargés de la supervision des collectes de vêtements, médicaments, armes et fonds sur Alger.

Enfin, Abane assumait la direction politique d'Alger et la coordination à l'échelle nationale de toutes les zones. Coordination qui ne serait effective et efficace qu'après la réunion générale qu'il préparait avec soin.

Ce jour d'avril 1956, M. Joseph accomplissait dans ce cadre une mission d'importance. Il devait régler le problème de la

participation communiste à la révolution. C'était l'un des sujets les plus délicats posés à la direction politique du Front. La collégialité n'arrangeait pas tout. Au contraire. Krim et Ouamrane ne s'embarrassaient d'aucune considération. Ils étaient farouchement anticomunistes et s'en tenaient à la déclaration du 1^{er} novembre : celui qui voulait participer à la lutte était le bienvenu, à la condition de se débarrasser de toute étiquette politique. On n'acceptait que les initiatives individuelles. Cette intransigeance s'était révélée efficace : les centralistes avaient cédé ; Abbas avait apporté son adhésion au F.L.N. et s'apprêtait à rallier publiquement et spectaculairement le Front après avoir dissous son U.D.M.A. Restaient les messalistes et les communistes. On a vu qu'avec les messalistes, c'était la lutte à mort. Avec les communistes, Abane, Dahlab et Ben Khedda voulaient mettre des formes tout en balayant les équivoques. Et l'affaire Maillot rendait pressant le règlement du problème.

Le P.C.A. (parti communiste algérien) était interdit en Algérie depuis septembre 1955. Les anciens combattants, les associations patriotiques, les groupes de pression en faisaient la cause de tous les maux dont l'Algérie était affligée depuis novembre 1954. Tout comme la capture de l'officier irakien « Er-Riffi » dans les maquis de Krim était pour eux la preuve de l'ingérence de pays étrangers à la révolution, la découverte de quelques militants communistes dans les maquis de l'Aurès avait été interprétée, grâce à un de ces raccourcis politiques dont la presse algéroise avait le secret, comme la preuve de la collusion F.L.N.-parti communiste. Il faut reconnaître que le P.C.A., tout comme faisait de son côté Messali pour le M.N.A., portait à l'actif des communistes le développement de l'action armée. *Liberté*, le journal communiste clandestin, était fort explicite à ce propos. La désertion de Maillot à laquelle la presse donnait une place capitale imposait le règlement rapide de contacts menés depuis quelques mois entre le P.C.A. et le F.L.N.

M. Joseph s'arrêta rue Horace-Vernet à la papeterie Galice. André Galice, conseiller municipal de Jacques Chevallier, était une de ses meilleures recrues européennes. Et l'entreprise de papeterie était un excellent paravent aux activités de Ben Khedda qui avait trouvé dans l'appartement d'André Galice, au sixième étage, un refuge sûr. Galice, propriétaire avec son père de tout l'immeuble, avait logé au rez-de-chaussée M. et M^{me} Gautron, un jeune ménage de catholiques progressistes comme lui. Tous

étaient en rapport avec le groupe du professeur Mandouze, avec Chaulet, Roche, Salah Louanchi. Ben Khedda était attendu chez les Gautron par le Dr Hadjères que le P.C.A. avait désigné pour mener les contacts avec le F.L.N. Le Dr Hadjères était un médecin de vingt-huit ans, militant convaincu. Grand, mince, passionné, mais d'une passion rentrée, il avait le sens des choses concrètes et représentait au sein du bureau politique la tendance des étudiants communistes qui voulaient passer à l'action avec le F.L.N. Depuis le 1^{er} novembre, le P.C.A. avait traversé une crise grave dont il n'avait guère besoin. En effet, le P.C.A. ne groupait que 3 000 ou 4 000 membres — Européens et musulmans mêlés — disséminés à Alger, Oran, Bel-Abbès et Constantine. Et il fallait l'anticommunisme viscéral de ceux qui, en 1940, avaient accueilli à bras ouverts le maréchal Pétain pour lui accorder une place importante dans la vie politique de l'Algérie. Au 1^{er} novembre, la déclaration du bureau politique, qualifiant la création du F.L.N. de « sorte de provocation capable d'apporter de l'eau au moulin de la colonisation », avait créé un sérieux malaise au sein des troupes communistes. Il avait fallu toute la discipline des membres du P.C.A. pour qu'il n'éclate pas en deux tendances : l'une, représentée par Bachir Hadj Ali, Akache et le Dr Hadjères, favorable à la révolution, l'autre, représentée par André Moine et son épouse Blanche, qui voulait freiner la participation. Moine jouait un rôle particulièrement important, étant le « lien » avec le P.C. français.

Le comité central de juillet 1955 vit la victoire des plus « durs ». Le P.C.A. décida de participer à la révolution mais *avec sa propre organisation*. Le F.L.N. ne semblait pas encore structuré, le P.C.A. se sentait en position de supériorité, en tout cas, d'égalité. Les Combattants de la liberté étaient nés. Un maquis « rouge » se forma dans l'Orléansvillois où le F.L.N. n'avait guère d'implantation. Duperré, une petite bourgade, fut choisie comme centre. On l'appela vite « le petit Moscou ». Une trentaine de maquisards communistes, en majorité des Européens, s'implantèrent dans la région. C'est à ce groupe que l'aspirant Maillot, militant des Jeunesses communistes, destinait le chargement d'armes avec lequel il venait de désertier. Le F.L.N., qui n'avait pas vu d'un bon œil l'implantation de ce maquis et ne tolérait pas qu'un quelconque mouvement autre que le sien pût prétendre représenter une fraction de la révolution algérienne, s'inquiéta pour de bon lorsqu'il apprit la désertion de Maillot.

L'homme intéressait peu l'état-major d'Alger. Les armes, en revanche, étaient rares et le stock de Maillot aurait bien fait l'affaire de la zone d'Ouamrane. En outre, Krim et Ouamrane ne négligeaient pas cette petite bande. Trente hommes, c'était peu. Mais eux-mêmes, deux ans auparavant, n'étaient que six... Et Krim avait appris sans plaisir que ce maquis « rouge » était dirigé par un instituteur, Laban, ancien des Brigades internationales. « Un vieux de la vieille, avait remarqué le rusé chef kabyle, qui risque de leur apporter une expérience considérable. Il faut s'en méfier. »

De plus, et cela le F.L.N. allait l'apprendre de la bouche du Dr Hadjérès, un groupe s'était formé autour du journal d'Henri Alleg : *Alger républicain*. Ce groupe comprenait des Européens et des Algériens : Y'ahia Briki, Abdelkader Guerroudj dit « Lucien » et sa femme Jacqueline Guerroudj dont la fille, Danièle Minne — née d'un premier mariage —, partageait les idées, un correcteur d'*Alger républicain*, Omar Oussedik, qui sera un jour ambassadeur à Moscou, et un tourneur de l'E.G.A. : Fernand Yveton. Tous étaient prêts à passer au terrorisme urbain. À l'université, les étudiants communistes luttèrent aux côtés des chrétiens progressistes du professeur Mandouze et des étudiants U.G.E.M.A. de tendance F.L.N. emmenés par le futur ministre de l'Information, le jeune Ben Yahia. Leur objectif principal était les étudiants d'extrême droite, à l'époque très peu nombreux. Mais certains parmi ces étudiants de gauche comme Daniel Timsit et Oussedik Boualem, l'un des 250 étudiants algériens sur les 2 500 que comptait l'université, entendaient passer à une action plus efficace.

Ce sont tous ces problèmes que voulait évoquer le Dr Hadjérès. Depuis le premier contact, la situation n'avait guère évolué entre le P.C.A. et le F.L.N. Chacun restait sur ses positions. Mais le bureau politique du P.C.A. sentait que ses étudiants lui échappaient, que les membres du réseau urbain ruèrent dans les brancards. Tous voulaient passer à l'action. Il fallait prendre une décision.

M^{me} Gautron accueillit M. Joseph :

« Le docteur vous attend. Vous êtes tranquilles ici. Je m'en vais. Vous fermerez derrière vous si vous partez avant mon retour. »

Ben Khedda devait ce jour soit s'entendre à l'amiable, soit rompre définitivement. La théorie du F.L.N. vis-à-vis du P.C.A. était maintenant définie : « La révolution est le fait du peuple algérien. Le P.C.A. a été contre ses méthodes révolutionnaires pour obtenir l'indépendance. Aujourd'hui, il veut être partie prenante de cette révolution. On accepte ses membres mais à titre individuel. » Hadjérès et Ben Khedda s'entendaient bien. Le médecin et le pharmacien étaient aussi calmes l'un que l'autre, aussi résolus. Mais Ben Khedda se savait en position de force. Cette fois il allait attaquer de front.

« Bravo pour l'opération Maillot, félicite M. Joseph, mais gare à la répression dans les milieux communistes ! *L'Echo d'Alger* appelle à la curée...

— Oui, j'ai vu, répondit Hadjérès. « Que la chirurgie s'impose, écrit Sérigny, qu'on arrache de l'organisme français, *partout* où elle se trouve, la tumeur ravageante du communisme. »

— Je crois que le moment est venu. Vous devez regagner nos rangs.

— Mais, cher Joseph, vous savez bien que nos groupes sont tout prêts à travailler la main dans la main avec les vôtres. »

Ben Khedda l'arrêta d'un geste.

« Il n'est pas question de vos groupes. Seul le F.L.N. existe valablement...

— Mais nos syndicats représentent une force qui, appuyée par les groupes armés, n'est pas à négliger !

— Soyons sérieux. Vous savez depuis le succès de l'U.G.T.A. qu'il n'existe plus aujourd'hui qu'un seul syndicat algérien représentatif : le nôtre. »

C'était le coup de grâce porté aux velléités communistes de contrôler en partie la révolution algérienne. L'Union générale des travailleurs algériens, créée par Lebjaoui et Aïssat Idir, avait trouvé un écho populaire immédiat. C'était pour le P.C.A. la certitude que le F.L.N. avait réussi là où il avait échoué : sur le terrain ouvrier. Il n'y avait plus de doute, le Front bénéficiait de l'appui des masses.

« Alors, sur quelle base pouvons-nous nous entendre ? interrogea Hadjérès.

— Que les membres de vos groupes rejoignent le Front. Nous les prendrons en main et les intégrerons *individuellement*.

— Mais c'est la fin du P.C.A. que vous nous demandez là !

— Nous n'avons jamais varié sur ce point, cher Hadjérès.. Pour vous, le P.C.A. représente les intérêts d'une certaine classe de la société. Nous, F.L.N., nous représentons *tout* le peuple algérien. C'est à cette condition que la révolution peut triompher. »

Pour le principe, Hadjérès et Ben Khedda discutèrent près de deux heures mais M. Joseph savait que cette fois il avait remporté la victoire. Hadjérès, mandaté par le bureau politique, céda. La première preuve de bonne volonté que pouvait donner le P.C.A. était, expliqua aimablement Ben Khedda, la remise au Front du stock d'armes enlevé par l'aspirant Maillot. À sa grande surprise, Hadjérès accepta le marché. Lorsque les deux hommes se séparèrent, ils avaient fixé les points de l'accord qui unissait le P.C.A. au F.L.N. : chacun gardait ses opinions sur le plan politique, mais, en ce qui concernait l'action, le P.C.A. mettait ses groupes à la disposition du F.L.N. Chacun des membres adhérait individuellement au F.L.N. qui lui fixerait son poste, sa mission et ses objectifs. C'était la victoire complète pour Ben Khedda qui emportait en prime un stock d'armes qui allait faire le bonheur d'Ouamrane.

Cette conversation tranquille dans une papeterie à deux pas de la rue Michelet, les Champs-Élysées d'Alger, eut des conséquences immédiates et, pour certains, tragiques. Le problème des armes fut rapidement réglé, et avec beaucoup de précautions car après la série d'attentats contre les garages la police algéroise était sur les dents. Ben Khedda et son agent de liaison, Ah'moud, de Palestro, remirent une camionnette bâchée à un agent délégué par le Dr Hadjérès. Le transfert de conducteur se fit au Champ-de-Manœuvre, près du bureau de poste où Ahmoud devait attendre son retour. Pendant cette attente, Ben Khedda rencontra Rachid Amara, bd Saint-Saëns, et lui remit un double des clés de la camionnette et les papiers de la voiture.

« Tu la trouveras à 17 Heures en stationnement rue du Docteur-Vincent, au coin du Telemly et du bd Saint-Saëns. Tu la conduiras chez Boumzara. »

Le soir même, dans un garage discret de la rue Luciani à El-Biar, Rachid Amara, Ouamrane et Ben Khedda faisaient

l'inventaire. La surprise fut saumâtre. Les communistes s'étaient gardé une part importante du stock Maillot et n'avaient livré que très peu de cartouches. Il fallait néanmoins transporter ces armes vers Palestro, dans la région d'Ouamrane, où elles faisaient cruellement défaut.

« Pour cette nuit, ici, elles sont en sécurité », dit Ouamrane. Qui en effet serait venu chercher ce stock dont le vol faisait la « une » de tous les journaux d'Algérie au domicile de l'inspecteur de police Boumzara Abderrahmane, rue Luciani ?

Le lendemain deux voitures américaines décapotables entraient dans le garage. Les vastes coffres étaient remplis d'armes et de munitions. Au volant de la première voiture, Mustapha Ben Cherchali, très élégant comme il convenait à l'héritier du grand bourgeois qu'était Mohamed Ben Cherchali, le roi du tabac de Blida, prenait la route de L'Arba. Au volant de la seconde, M^{me} Bachir, née Royer, conduisait la luxueuse voiture de son mari Aladin, fils du célèbre Dr Bachir connu de tout Alger.

La bourgeoise algérienne était maintenant acquise au F.L.N. ! Aucun barrage militaire n'eut l'audace de fouiller de si belles voitures conduites par des jeunes gens aussi raffinés. L'élégance de Mustapha Ben Cherchali, et le sourire éclatant de M^{me} Bachir eurent raison du plus zélé des adjudants !

Mais Ouamrane n'avait pas admis ce qu'il appelait la duplicité du P.C.A. « Ils avaient promis toutes les armes et ils en ont gardé une bonne partie, maugréa-t-il. Ils vont le payer ! »

Il envoya son fidèle Sadek, l'ancien marchand de tapis de Remiremont, devenu l'un des responsables de la zone 4, en mission spéciale dans l'Oranais. « Tu vas me liquider ce problème de maquis rouge ! »

Sadek emmena un commando et alla « régler. ses comptes » avec les communistes. À Rovigo, il prit contact avec un embryon de maquis : 20 hommes. La plupart Algériens. Il les invita à rallier individuellement le F.L.N. selon les accords. Les hommes refusèrent. Le groupe en tua un et désarma les autres qui s'enfuirent tout heureux de s'en tirer à si bon compte. À Ténès, ils étaient 15 dirigés par Mostefa Sadoun et Abdelhamid Boudiaf du journal *Alger républicain*. « Ceux-là, me dira Ouamrane, on les a désarmés et envoyés au Maroc. Ils avaient adhéré au Front, mais dès leur arrivée ils sont redevenus communistes. »

Avec le maquis de Laban et de Maillot, basé dans la région de Duperré, il fallait employer une méthode plus subtile. Les Algérois ne l'attaquèrent pas de face. Sadek s'aperçut très vite que ce maquis n'avait pas eu le temps de s'implanter solidement dans la population. Il s'efforça donc de les couper définitivement de toute aide populaire. Les hommes d'Ouamrane savaient que sans le soutien des habitants des mechtas la vie des maquisards deviendrait vite impossible. Il réalisa donc en un minimum de temps et de moyens ce que l'état-major de Lorillot voulait réussir dans le djebel grâce à la pacification, au quadrillage et aux S.A.S. : isoler totalement les maquisards. Sadek savait que, malgré un armement sans doute important et une direction « de professionnel » — Maillot est aspirant, Laban un vétéran de la guerre d'Espagne —, les maquisards ne tiendraient pas longtemps.

« Pour des types isolés, confia Sadek à ses hommes, ça va être le calvaire. Surtout que ce sont pour la plupart des Européens. Ils n'ont pas l'habitude de se contenter comme nous de figues, d'oignons et de galettes... »

Et un renseignement à l'armée est si vite donné ! C'est ce qui se passa. Un des hommes de Maillot descendit dans un village acheter du vin et du fromage. L'épicier le fit attendre un long moment. Il n'avait pas de vin ! Il fallait aller le chercher ! Il revint avec la police. Les troupes du bachagha Boualem, qui avait constitué une des harkas les plus importantes d'Algérie, ne firent qu'une bouchée du maquis « rouge » de l'Ouarsenis. Maillot et l'instituteur Laban furent tués dans l'engagement. Sadek et ses hommes s'étaient déjà repliés vers leur zone algéroise, ramassant une grande partie du stock d'armes que le P.C.A. avait voulu distraire !

Les quelques rescapés des maquis « rouges » qui rallièrent le F.L.N. à titre individuel n'allaient pas faire long feu. Ouamrane avait des instructions formelles : « Interdiction absolue de structurer les ex-membres du P.C. en groupe distinct. Vous devez les isoler. » On pouvait compter sur Ouamrane et sur Omar Oussedik, ex-nationaliste qui avait flirté, dans les années 50, avec le marxisme et tenait à le faire oublier, pour appliquer ces ordres avec toute la rigueur dont ils étaient capables. Omar Oussedik affecta les survivants au ravitaillement des zones interdites, missions de sacrifice dont bien peu revenaient. Les chefs de

groupe qui les recevaient avaient ordre de ne les mettre sous aucun prétexte en contact avec la population. L'épouvantail communiste qui effrayait si fort la plupart des Européens avait également agi sur le F.L.N. ! Celui-ci avait trouvé une méthode radicale pour s'en débarrasser.

Le P.C.A. était au bout de ses peines et de... son existence. Ses dernières troupes, les groupes de Guerroudj et les étudiants de Daniel Timsit désertaient ! Agacés par les atermoiements du parti, ils passaient au F.L.N. à titre individuel après en avoir averti le secrétariat du bureau politique. C'était la fin. En juillet, le P.C.A. demanda l'intégration des groupes urbains dans le F.L.N. Guerroudj, Briki et leurs hommes passèrent sous le contrôle de Bouchafa. Daniel Timsit et ses amis sous celui de Yacef Saadi. C'était l'écroulement du rêve communiste : montrer au F.L.N. qu'il y avait une force égale qui combattait à ses côtés tout en gardant sa propre personnalité. Ben Khedda avait gagné. Le P.C.A. n'existait plus. Mis hors la loi par le gouvernement de Soustelle il avait succombé sous les coups du F.L.N. qui depuis le 1^{er} novembre 1954 suivait — avec une opiniâtreté extraordinaire — la seule ligne de conduite qu'il se fût fixée en déclenchant la révolution : être le seul interlocuteur valable.

Après le 20 août, les contacts avaient été rétablis avec toutes les régions et en particulier avec l'extérieur. Abane dont le rôle de coordination était admis par tous les chefs de maquis avait attaqué violemment la conception qu'avaient les six de la représentativité de « ceux du Caire ».

« Ce n'est que sur place que l'on se fait une idée de la révolution, disait-il, et non à l'extérieur. » Dès le printemps de 1956, Abane et Ouamrane, outrés de n'avoir reçu aucune arme de l'extérieur — travail dévolu à Ben Bella —, écrivirent une lettre d'une violence extrême aux « frères » du Caire.

« Ben Bella, Khider et Aït Ahmed nous avaient promis armes et finances, me dira Ouamrane encore indigné dix ans après, et au bout d'un an et demi on n'avait encore rien reçu. Qu'est-ce qu'ils foutaient là-bas, ces révolutionnaires de palace ? »

Le mot avait été lâché en avril 1956. Abane, devant le silence opposé à trois lettres d'appel au secours motivées par le dénuement en armes de l'Algérois, du Nord constantinois et de la basse Kabylie, avait envoyé au Caire le Dr Lamine Debaghine avec mission de rappeler l'équipe F.L.N. à l'ordre et de superviser

leur travail. Le Dr Lamine avait carte blanche. Ouamrane et Abane échangèrent alors avec Ben Bella une correspondance tumultueuse.

« Envoie-nous des armes ou des fonds pour les acheter, écrivaient les Algérois. Il faut au moins 100 millions. »

« Impossible, répondit Ben Bella, nous n'avons pas un sou ! »

La réponse arriva sous forme d'ultimatum :

« Si vous ne pouvez rien faire pour nous à l'extérieur, revenez *crever* avec nous. Venez vous battre. Autrement, considérez-vous comme des traîtres ! »

Abane avait donné grande publicité à cet échange de correspondance. Il ne se doutait pas que, ce faisant, il s'engageait sur une pente qui — dix-huit mois plus tard — le conduira à recevoir la mort de la main de ses anciens compagnons de combat.

Krim Belkacem le rappela vertement à l'ordre :

« Tant que ces règlements de comptes se passent uniquement entre nous, ce n'est pas trop grave, lui dit-il, mais tu fais tout pour répandre nos divergences avec l'extérieur. L'Oranie est troublée par ces agissements. Boussof m'en a fait part. Amirouche en Kabylie en a eu vent. Tu as trop tendance à prendre les décisions seul ! »

Krim partageait l'indignation d'Abane devant l'inefficacité de l'extérieur. Il savait d'autre part qu'entre Ben Bella et ses compagnons du Caire tout n'allait pas pour le mieux, mais il voyait d'un mauvais œil Abane prendre en main — seul — les rênes de la révolution. Celui-ci avait convaincu Ouamrane de la justesse de ses propos. Mais il n'était pas parvenu à « entortiller » certains officiers de la zone de Zighout Youssef comme Ben Tobbal, ou le successeur de Ben M'Hidi en Oranie, Abdelhafid Boussof. Ceux-ci avaient attiré l'attention de Krim, le seul auquel Abane n'osât s'attaquer, sur la curieuse conception qu'avait le patron politique d'Alger de son rôle de coordonnateur. « Il semble plutôt vouloir diviser pour régner seul ! » ajoutèrent-ils rapidement à l'adresse de Krim qui, tout en admirant le travail accompli à Alger par l'ancien secrétaire de commune mixte, n'en déplorait pas moins l'aspect « envahissant » du personnage.

Abane, passionnément dévoué à la révolution, se laissait

entraîner par son caractère entier sur une voie dangereuse. Il n'admettait aucune faiblesse de la part de ses hommes. Encore moins la tolérait-il chez ses pairs, ceux qui, avec lui, dirigeaient la révolution. Son intransigeance le poussait à mettre en accusation ceux qui ne réussissaient pas dans la mission qui leur était confiée. Et il se sentait fort face à l'extérieur qui jusqu'à présent n'avait remporté que des succès diplomatiques à Bandoeng et à New York, où Aït Ahmed et Yazid avaient fait du bon travail, mais avaient échoué en n'envoyant aucune aide matérielle aux maquis de l'intérieur. Abane se promettait bien, en préparant le congrès qui serait sa chose, son œuvre, de mettre les responsables en accusation. Dans ce domaine, sa bête noire restait Ben Bella qui, aidé par la publicité que lui avaient faite les Français et le soutien — tout verbal mais efficace — que lui apportait Nasser, s'érigait en chef de la révolution alors « qu'il n'était pas même fichu de faire parvenir des armes et des fonds ». Les chefs de l'intérieur, « ceux qui se battaient », partageaient sans exception l'opinion d'Abane sur Ben Bella. Mais ils ne voulaient à aucun prix que le chef algérois s'érigât en « justicier ». Encore moins en « remplaçant ». La révolution avait été déclenchée par une direction collégiale. Il était temps de se réunir pour voir ce qu'il en advenait. Le congrès serait le bienvenu et permettrait de régler de vive voix et en présence des responsables bien des problèmes internes.

L'arrivée du Dr Lamine provoqua l'éclatement de la première crise au sein de l'équipe du Caire. Depuis le déclenchement de la révolution, Ben Bella menait seul une politique personnelle avec les Égyptiens, politique que ni Khider ni Alt Ahmed n'approuvaient. D'autant que l'Égypte, qui voulait contrôler étroitement l'évolution de la révolte algérienne, n'apportait qu'une aide minime, même si aux yeux de la France elle paraissait spectaculaire. En effet, la délégation F.L.N. du Caire recevait, au printemps de 1956, une allocation mensuelle d'un million de francs (anciens) versée par la Ligue arabe et une aide exceptionnelle de l'Égypte qui ne dépassait jamais cinq millions par mois.

En prime, et cela contribua pour une grande mesure à faire croire à la France à un soutien inconditionnel de Nasser à la révolution algérienne, l'Égypte accordait une demi-heure — parfois une heure — de sa chaîne *Çaout el-Arab* — la Voix des Arabes — à la propagande du F.L.N.

Ben Bella, qui sentait Aït Ahmed et Khider opposés à des contacts trop étroits avec l'Égypte, résolut de les discréditer aux yeux de Nasser en les faisant passer, l'un pour communiste, l'autre pour « frère musulman ». Deux races d'hommes qui inspiraient au leader égyptien une méfiance sans borne. Aït Ahmed s'apprêtait à quitter New York lorsqu'il apprit par le *New York Times* qu'une lettre de Ben Bella adressée aux maquis et saisie par les autorités françaises, révélait de graves dissensions internes. « Il n'y a rien à faire, écrivait Ben Bella, avec Aït Ahmed, qui est un berbéro-matérialiste, ni avec ce vieux Khider, qui est un bourgeois. » Lorsque Aït Ahmed arriva au Caire, bien décidé à demander des comptes, c'était déjà le drame : Ben M'Hidi, le chef de l'Oranais, qui avait quitté l'intérieur pour trouver coûte que coûte des armes, s'était accroché sérieusement avec Ben Bella, lui reprochant de ne pas remplir le rôle qui lui était fixé : assurer l'équipement et l'armement des maquisards.

Au cours d'une réunion qui se tint au domicile de Khider, rue Salamlik, les différentes tendances devaient vivement s'affronter. Autour de la table de salle à manger, après un bref déjeuner, le Dr Lamine, Aït Ahmed, Ben Bella, Khider, Boudiaf, Ben M'Hidi et Ali Mahsas décidèrent de crever l'abcès. Le Dr Lamine, qui arrivait d'Alger pour superviser la délégation de l'extérieur, attaqua le premier :

« Je suis navré de vous dire que cela ne va pas chez vous. Tout l'intérieur est au courant de vos dissensions, ce qui n'est pas fait pour remonter le moral des combattants qui, je vous le rappelle, souffrent dans les maquis... »

C'était la première allusion au confort — même médiocre — dont jouissaient les représentants F.L.N. du Caire. Lamine mit en cause Ben Bella.

« Tu as été choisi pour t'occuper de la logistique. Tu as fait des promesses. Alors ? Où sont les armes ? Quel est le travail accompli ?

— Mon rôle a été également de nous assurer du soutien de l'Égypte ! protesta Ben Bella.

— Sur ce point, je sais que tu réussis personnellement, si les résultats matériels ne sont pas très brillants. »

La paralysie de la moitié de la face dont souffrait le Dr Lamine rendait son visage, convulsé de colère, encore plus inquiétant.

« La révolution manque d'armes, poursuivit-il, de munitions, de moyens. Elle risque d'être étouffée par votre faute. Mais ça va changer. Je suis porteur d'un mandat de l'intérieur qui me donne carte blanche pour faire démarrer efficacement l'aide à notre mouvement ! »

Abane et l'intérieur avaient nommé Lamine chef de la délégation extérieure ! C'en était trop pour Ben Bella qui voyait ses efforts pour être reconnu comme chef de la révolution réduits à néant. Il oublia ses velléités de commandement suprême pour se retrancher derrière le principe de collégialité.

« Je n'admets pas cette décision prise par l'intérieur, s'écria-t-il, cela repose tout le principe de la direction de notre mouvement. Je vous demande de réaffirmer solennellement les grands principes de collégialité et de coordination qui nous ont guidés depuis le 1^{er} novembre ! »

On prit bien sûr une résolution solennelle, mais Ben Bella n'était pas au bout de ses peines.

Aït Ahmed demanda à brûle-pourpoint des nouvelles de Saïd Turki, représentant du F.L.N. à Tripoli où Ben Bella avait envoyé son ami Ali Mahsas pour monter une base logistique d'aide à l'Est algérien.

« On l'a liquidé, répondit Ben Bella.

— L'avez-vous jugé ? insista Aït Ahmed.

— Non. Pas besoin.

— Que lui reprochiez-vous ?

— Messaliste.

— C'est faux. Et toi, pour une fois, tu devrais t'expliquer un peu plus longuement. Si cette accusation grave était fondée, on devait prendre la décision ensemble en vertu de cette fameuse collégialité derrière laquelle tu te réfugies quand ça t'arrange. Mais pour l'instant, c'est toi qui diriges à ta façon. Une drôle de façon ! »

Plutôt que de répondre Ben Bella décida de se mettre en colère.

« Et si c'est comme ça, hurla-t-il, je m'en vais. Ce n'est pas ainsi qu'on fait la révolution !

— Je voudrais bien savoir, dit Aït Ahmed, si ici il y a des responsables à part entière ou bien des “responsables auxiliaires” ! On ne peut liquider, sur l’ordre d’un seul, un militant qui depuis longtemps a fait ses preuves. »

Ben Bella dont le visage mat et plein était devenu couleur d’olive verte sortit en claquant la porte.

« M. Ben Bella fait une sortie à la Laquière, ironisa Aït Ahmed. Décidément, on ne se débarrasse pas si facilement de l’influence des Français ! »

Pendant que le Dr Lamine allait rechercher Ben Bella et essayait de le calmer, Aït Ahmed obtint de Mahsas quelques explications sur la fameuse lettre de Ben Bella aux maquis.

« C’est moi qui l’ai écrite, avoua Mahsas, mais sous la dictée de Ben Bella !

— Mais dans cette lettre tu révélais que Ben Bella, Boudiaf et toi-même détenaient le pouvoir politique.

— Oui, mais il faut bien que quelqu’un l’assume. La plupart du temps, tu es en mission. En outre, l’intérieur, qui nous accuse tant, est en train de localiser la révolution dans l’Aurès... »

C’était le jeu stérile des accusations mutuelles que l’on se jette à la figure. Lamine revint avec Ben Bella. Tout le monde s’était calmé. La discussion reprit. Finalement, le lendemain, un rapport fut rédigé à destination de l’intérieur précisant bien que les relations avec l’Égypte devaient être celles d’une alliance à égalité et non d’une alliance « subalterne ». On déclarait solennellement que chacun des assistants réaffirmait son attachement au principe de la codirection. Mahsas avant de regagner sa base de Tripoli ne put s’empêcher de mettre en garde ses compagnons contre l’arrivée d’hommes comme Ferhat Abbas et le leader uléma Toufik El-Madani.

« Ils vont arriver avec leurs vieilles habitudes politiques, dit-il, avec leurs manigances, leurs manœuvres, leurs désunions... »

Boudiaf l’approuva.

« Pour ce qui est de l’union ici... »

C’était Ben Bella qui, ulcéré des attaques dont il était l’objet, venait de parler.

« Occupe-toi donc de Tripoli, dit-il à Mahsas, et Boudiaf de

Nador. Et trouvez les armes que l'intérieur réclame à cor et à cri. Moi je m'occupe des Égyptiens... »

Ben M'Hidi, l'un des plus courageux Fils de la Toussaint, n'avait jusque-là fait qu'observer les hommes et écouter attentivement les propos. Depuis le début de la conférence, il semblait écœuré de l'attitude dominatrice de Ben Bella.

« Dis-donc, Gruenther, tu te prends vraiment pour le leader ! C'est toi qui commandes tout ! »

L'allusion de Ben M'Hidi cingla. Ben Bella. Perdant son sang-froid, il bondit sur son compagnon pour le frapper ! Aït Ahmed et Mahsas l'en empêchèrent. Ben Bella dut sans répliquer entendre Ben M'Hidi, méprisant, dénoncer ses méthodes personnelles et surtout son manque d'empressement à trouver des armes.

« Tu as raison. Ben Bella. Il est temps que chacun regagne son poste. Le mien est à l'intérieur. Je vais rejoindre Krim et Abane. Au moins, là-bas, nous lutterons. Alors qu'ici on est tout juste capable de s'entre-déchirer ! »

Ben M'Hidi put, avant de partir, se rendre compte des résultats obtenus par Ben Bella auprès des Égyptiens. C'était le premier entretien politique accordé par l'Égypte aux membres de la délégation extérieure. Zakaria Mohieddine, ministre de l'Intérieur égyptien, reçut le Dr Lamine, Khider, Boudiaf, Ben Bella, Aït Ahmed et Ben M'Hidi. Ce dernier allait rapporter à Krim et Abane la position des Égyptiens. Zakaria Mohieddine n'avait aucune idée de ce qui se passait en Algérie ! Pour lui il s'agissait de « petites bandes de bandits » dont il fallait se servir. En aucun cas d'une révolution populaire. Les Algériens, Aït Ahmed en particulier, protestèrent et évoquèrent le problème de l'aide égyptienne au point de vue propagande et armement. Mohieddine fit quelques vagues promesses de soutien. *Çaout el-Arab* s'était tue depuis quelque temps ? On pourrait envisager la reprise des émissions. Mais pas tout de suite ! L'entretien se termina par de chaleureuses poignées de main. Lorsque, quelques jours plus tard, Ben M'Hidi raconta l'entrevue à Abane il ne pouvait savoir que Ben Bella avait vu Nasser personnellement et que celui-ci lui avait expliqué les raisons du silence de la *Voix des Arabes*. Les Français lui avaient mis le marché en main : la France achetait la récolte de coton égyptien en échange de l'arrêt des émissions de propagande. Sinon, Boussac achèterait son coton ailleurs. Et

Ben Bella ne voulait en aucun cas avouer que son ami Nasser — « qui nous aidera bientôt » — pratiquait avant tout le dicton : Charité bien ordonnée, etc.

Quarante-huit heures plus tard. Ben Bella restait seul au Caire, surveillé du coin de l'œil par le Dr Lamine et Khider. Aït Ahmed repartait pour New York, Boudiaf pour le Maroc, Ben M'Hidi pour Alger, Mahsas pour Tripoli et Tunis. C'est dans cette ambiance chargée d'électricité qu'allait arriver Ferhat Abbas qui venait de quitter spectaculairement l'Algérie.

Dans son bulletin secret déposé sur le bureau du ministre résidant, le colonel Schoen notait : « Beaucoup, de musulmans et certains Français supposent qu'il jouera au Caire le rôle d'un élément modérateur qui pourrait faciliter certains contacts ou négociations. » Il ne se doutait pas qu'Abbas arrivait au Caire comme, un cygne au milieu d'une portée de canards en colere.

Après son évasion de la prison de Constantine, Mostefa Ben Boulaïd avait regagné l'Aurès « qui, depuis son arrestation, vivait en pleine anarchie. Son adjoint, Chihani Bachir, avait tenté de réunifier les bandes qui parcouraient l'Aurès et les Nemencha, mais deux hommes qui le secondaient, Adjel Adjoul et Laghrour Abbés, étaient loin d'avoir les qualités de chef que la situation réclamait. Le tribalisme avait repris ses droits. Les Chaouïas étaient aussi sauvages que le paysage qui les abritait. Pour un Chaouïa, un homme qui ne fait pas partie de sa tribu est considéré *a priori* comme un ennemi. À moins que son prestige ne soit tel qu'il bouscule les traditions tribales. Et, seul, Ben Boulaïd avait ce prestige. Lui seul avait réussi avant novembre 1954 à casser ce particularisme local et à uniformiser l'action. Dès son retour, aidé de Chihani, il s'employa « à remettre à leur place » Adjel Adjoul et Laghrour Abbés, leur reprochant d'avoir mené parallèlement à la lutte contre l'armée française des luttes internes de tribu à tribu et de s'être servi pour cela des armes et des munitions du F.L.N.

Adjel Adjoul, ulcéré par l'algarade publique, jura de se venger. Mais il fallait attendre car, pour l'instant, la lutte contre l'armée reprenait de plus belle. Au cœur de l'Aurès, à la limite des Nemencha, le pays sans routes, pelé, aride, rugueux comme de la peau d'éléphant, l'état-major de la X^e région avait parachuté ses meilleures unités, en particulier la légion, avec mission de nettoyer à n'importe quel prix cette région où on avait implanté les premières S.A.S. sous la houlette du général Parlange. Les

officiers S.A.S. semblaient obtenir de bons résultats. Il fallait à tout prix « casser » les bandes.

Le 8 mars 1956, la légion est accrochée dans la région des hauts plateaux de Taberdga, entre Khenchela et Khanga-Sidi-Nadji, par une unité de l'A.L.N. forte d'une centaine d'hommes puissamment armés. Cloués au sol par des feux croisés de fusils mitrailleurs, les légionnaires subissent quelques pertes. Mais surtout six Allemands, en contact avec les rebelles chaouïas, ont déserté pour les rejoindre. Le F.L.N. a fait un gros effort de propagande sur cette arme d'élite qui lui inflige de lourdes pertes. Les responsables de l'action psychologique du Front ont trouvé la faille : les légionnaires sont sujets aux coups de cafard. Et dans ce pays du bout du monde où les gens se fondent mystérieusement dans les rochers, utilisant la moindre grotte dont les falaises sont truffées, la vie est rude, triste. L'hiver n'est pas encore fini. Les hommes de Ben Boulaïd ont promis aux déserteurs allemands de les renvoyer dans leur pays. La propagande a réussi. Sitôt les six déserteurs allemands Récupérés avec leurs armes, la bande a décroché.

Le 9 mars au matin une patrouille surprend un groupe d'environ cinquante fellaghas. Cette fois-ci les légionnaires sont décidés à les décimer. Par radio, ils appellent à la rescousse le groupe léger d'intervention du 11^e « choc ». « On est salement coxés, mais si vous arrivez avec vos Siko on peut les avoir... » Le capitaine Krotof, le légendaire « Moustache » dont personne au 11^e « choc » ne connaît le nom véritable, emmène ses quarante « gus » en deux rotations d'hélicoptère Sikorski. Au passage les hommes repèrent les « sonnettes » laissées par les fellas. En argot de paras, les sonnettes sont les guetteurs dissimulés sur les crêtes. Ils sont sur la bonne piste.

Les hommes de Krotof sont largués en fond d'oued et se regroupent. Le G.L.I. 1 se déploie sans se faire accrocher. Rien. Le silence complet. Tout à coup, ça gueule à la radio. « Ils sont là... » Les légionnaires, à deux kilomètres des paras, déclenchent un feu d'enfer. Le G.L.I. 1 voit deux T-6 « straffer ». Les fellas sont « logés ». Krotof donne ses ordres. Il fait revenir les hélico.

« Je vais vous balancer dans le dos des fellas, dit Krotof. Opé coup de poing. »

En dix minutes, les quarante paras sont déposés sur un promontoire en dessus de l'oued. Par vagues, ils sautent à terre et

prennent position. Ça pète de tous les côtés. Le lieutenant Blois^u aperçoit au fond de l'oued une vingtaine de prisonniers allongés sur le sol, mains sur la nuque, face contre terre, auprès d'un tas de fusils. Ils sont surveillés par quelques légionnaires, fusils mitrailleurs en batterie. Les fellaghas prisonniers semblent faire corps avec le sol. Immobiles. De tous côtés, ça tire. Aplatis sous les rafales, ils sont à la merci d'une balle perdue. À découvert. Les légionnaires et les hommes de Krotof ont bientôt le dessus. Mais ils sont bloqués par le tir ajusté et terriblement meurtrier d'un commando fell retranché dans une grotte.

« Ils nous allument comme des enfants de chœur, grommelle Krotof. Blois, vous allez me les déloger... prenez six hommes. »

Le lieutenant Blois et les hommes s'égaillent. Il faut descendre la pente et remonter du fond de la gorge à l'assaut de la falaise. Il faut une demi-heure pour déloger les cinq fellaghas. Blois les termine à la grenade. C'est fini. Mais de l'autre côté des gorges les légionnaires continuent à arroser la falaise. Blois est « gelé » sur place sans radio. Au bout d'une vingtaine de minutes, le feu s'arrête. Blois qui n'a pas de radio fait signe aux légionnaires de cesser le feu. Krotof et le caporal-chef Fosset avancent à la rencontre de la patrouille. Encore une rafale, puis un coup de feu. Krotof et le caporal-chef Fosset se sont écroulés. Le capitaine Krotof a été atteint en plein cœur par la balle d'un tireur isolé. Lui qui obligeait ses hommes à porter une plaque d'acier dans la poche poitrine gauche du treillis a négligé cette précaution. Son insouciance lui a été fatale. Fosset, lui, a été foudroyé par une balle perdue tirée par la légion ! Atteint en plein dos, il a eu la colonne vertébrale sectionnée net.

Les léopards se regroupent en silence autour des deux corps. La victoire est amère, mais complète. La bande a été détruite. Les grottes et caches ont été nettoyées à la grenade. On n'a pas fait de prisonniers sauf les vingt capturés avant leur arrivée par la patrouille de légionnaires. Ceux-ci les abandonnent et regagnent le plus vite possible leur unité de Taberdga. Les Siko du G.L.I. 1 atterrissent dans un bruit infernal de rotors en folie. Blois fait présenter les armes au cadavre du capitaine Krotof que l'on place dans le premier Siko. L'épopée commencée en Indochine se termine ce 9 mars sous le vent froid des hauts plateaux des Nemencha. Le corps du mystérieux capitaine sera rapatrié à Paris. On lui fera aux Invalides des obsèques de général d'armée qui

entreront dans la légende du 11^e « choc ».

Le chef de la bande rebelle, un Chaouïa de vingt-cinq ans, est emmené dans le deuxième Siko pour interrogatoire. Les dix-neuf prisonniers restants, toujours face-contre terre, sont cloués à jamais par les rafales croisées tirées par les léopards du G.L.I. 1. Il fallait s'en débarrasser. Qu'est-ce qu'on pouvait en faire ? On n'allait pas rentrer à pied avec eux ! Les hommes du 11^e « choc », qui venaient de subir leur premier coup dur en Algérie, n'avaient pas, ce jour-là, le cœur tendre.

Le G.L.I. 1 du 11^e « choc » était passé sous le commandement du capitaine X... qui allait, le 15 mars 1956, porter un coup fatal au F.L.N. de l'Aurès.

La « quarantaine » du G.L.I. était depuis deux jours en bivouac sur un piton à Nara au sud-est de Menaâ, en plein cœur de l'Aurès. Pour une fois les léopards ne bougeaient pas. Pas d'opérations. Pas de patrouilles. Pas d'accrochages. Et pourtant le lieutenant Blois savait qu'à moins de deux kilomètres devait se trouver la bande la plus importante de l'Aurès. Qui sait, peut-être Ben Boulaïd était-il parmi eux ? Le capitaine Duvivier avait eu une idée dont l'application allait se dérouler dans quelques minutes. Quarante-huit heures auparavant, réunissant les hommes dans la petite école de Menaâ, le village isolé où André Gide séjourna longtemps et où s'était déroulé en novembre 1954 le premier engagement de la guerre d'Algérie, le capitaine avait exposé son plan :

« On va monter une “opé” qui peut être payante. Et cette fois pas de bagarre, de la gamberge. C'est souvent mieux. On va quitter Menaâ comme si on partait pour une opé de quelques jours. On sera observés par les “sonnettes”, mais c'est très bien. Ils ont trop la trouille de nous pour nous attaquer. Ils gardent leurs balles pour les rappelés qui ne sont pas entraînés. On va grimper sur un piton, au sud de Tamchet, et s'y installer. Puis un avion nous parachutera trois colis. Les deux premiers, des sacs de riz, seront récupérés, mais le troisième, un poste radio, tombera hors de notre portée. Il sera récupéré par les fellas. Et comme c'est un poste d'un tout nouveau modèle ils vont l'apporter à l'autorité la plus importante de la région qui va se le garder pour elle. Peut-être Chihani, peut-être Ben Boulaïd, peut-être Adjoul. Blois partira avec une patrouille pour faire semblant de le récupérer... pas trop vite. Et vous direz aux fellahs que vous rencontrerez que

c'est très important et qu'il y aura une récompense pour qui le ramènera. L'explication maintenant. Ce poste vient de Cercottes... »

Les hommes échangèrent un regard entendu ! C'était une opération « Moustache ».

« ... Et il est piégé. Mais l'explosif ne se trouve pas dans le poste. C'est le poste lui-même, sa carcasse, qui est en explosif. En outre, il fonctionne sur piles tout à fait normalement. Ce n'est que quand on le branchera sur le secteur ou sur une batterie qu'il explosera. Et seul un chef important réside dans un endroit où il y a du courant électrique fourni par le secteur ou par une dynamo. » Le plan était habile. Il allait parfaitement réussir.

Le 15 mars, les hommes du G.L.I. voyaient le DC-3, un Persan, exécuter à la lettre la manœuvre prévue. Vu du sol le troisième parachute semblait accroché à la roulette de queue de l'appareil. En réalité il n'était retenu que par une ficelle que l'homme de Cercottes coupa dans la carlingue lorsque le piton des léopards fut dépassé.

« Ça y est, je les vois. » Très excitée la voix du pilote parvenait à Blois par le SCR 300 que le radio portait sur son dos. « Les fells sortent de la forêt. Ils courent vers le pépin. Ils l'embarquent. Le poste est pris ! »

Comme prévu la patrouille de Blois arriva trop tard. Le poste était en sécurité. Au retour, le capitaine X... dit à ses hommes : « Demain matin, on décroche. La balade est terminée. On rentre à Mena. Il ne nous reste plus qu'à attendre. »

Et il fallut attendre longtemps. Ce n'est qu'au mois d'août, au congrès de la Soummam, que l'état-major du Front se rendra à l'évidence ; à son P.C. de l'Aurès, Ben Boulaïd avait sauté en manipulant un poste truqué. On verra que la mort du chef de l'Aurès avait été soigneusement cachée par son propre frère et ses lieutenants. Dans l'Aurès, qui avait été le cœur de la rébellion, la lutte fratricide pour le pouvoir local devenait plus importante que celle menée contre l'armée. Le déclin de l'Aurès commençait. Les léopards avaient vengé leur capitaine. Ils devaient longtemps l'ignorer.

« Lacoste... démission... », « Mendès... dans l'Aurès... », « Chevallier au poteau... ». C'est le déchaînement. Lacoste, les traits crispés, s'avance vers le monument aux morts accompagné

de Marcel Champeix, secrétaire d'État chargé des Affaires algériennes, en tournée d'information.

Et il est informé, le ministre ! Alger, ce 8 mai 1956 lui hurle à la figure : « Pas de réformes... la répression... » Le défilé militaire a été follement applaudi : les canons antiaériens « 40 Bofors » et leurs servants casqués, et le 9^e zouaves et la « nouba » du 1^{er} R.T.A., mais surtout le 117^e R.I. Ce sont les premiers rappelés qui défilent à Alger. En tenue de campagne. « On dirait déjà de vieux Africains... », entend-on dans la foule. On crie : « Vive l'armée... l'armée au pouvoir... » Et le défilé terminé, Lacoste va fleurir le monument aux morts. Les cris hostiles qui ont salué son arrivée reprennent de plus belle. C'est qu'il n'est pas populaire, Robert Lacoste, après quelques semaines de séjour à Alger ! Il a pourtant montré sa volonté de combattre la rébellion — mais il n'a pas caché son désir de réaliser des réformes sérieuses : réforme communale et surtout plus large accession des musulmans à la fonction publique. Cette fonction publique, premier employeur d'Algérie, où l'on a jusque-là accepté les musulmans dans une proportion de 15 à 20 %, mais dans les postes les plus subalternes : chaouch, garçons de bureau, coursiers. Et Lacoste, le bagarreur, n'entend pas que ses réformes soient des vœux pieux. Les décrets sont passés. Et la réaction d'Alger ne s'est pas fait attendre. Les étudiants européens se sont mis en grève. Il y a eu des manifestations. Et cela continue ce jour de fête de la Victoire.

Lacoste voit les poings tendus, les visages tordus de haine. Ils sont tous là, les étudiants, les jeunes des associations patriotiques, les petits fonctionnaires. Que l'on atténue les difficultés des conditions d'entrée qui éloignent les Algériens des administrations, mais c'est la fin de l'Algérie française ! La fin des privilèges. Et il ne s'agit plus de ceux des gros colons, des grosses fortunes. C'est la vie quotidienne des petites gens qui risque d'être bouleversée.

« Prime à l'assassinat, prime à la terreur... », les slogans des ultras sont repris avec ferveur. « Mendès... dans l'Aurès... Lacoste... démission ». Les premiers projectiles volent : des pommes, des tomates, des mottes de terre, des pierres. Lacoste, blanc de rage, en reçoit une en pleine poitrine. C'en est trop. Son visage reprend sa couleur normale, le sang afflue aux pommettes. Les poings serrés, il a quitté le cortège et il s'adresse à un groupe

d'excités. Il y a de tout, des anciens combattants les médailles pendantes, des jeunes gens, des femmes aussi. « Démission... Démission », hurlent-ils. Alors Lacoste de sa voix puissante, habituée depuis des années aux réunions électorales houleuses, s'élève sur le plateau des Glières, devant le ministre Champeix, ébahi.

« Je vous emmerde, hurle Lacoste, vous n'êtes que des cocardiers de trottoirs. Moi, j'ai fait deux guerres, engagé volontaire. Faites-en autant. Allez-y... engagez-vous pour l'Aurès... Et vous, les anciens combattants, à Verdun, à la Marne, le patriotisme était sans condition !... »

Un jeune homme répond :

« Les condamnations à mort aussi sont sans condition. »

C'est le grand reproche que l'on fait à Lacoste : ne pas faire exécuter les Algériens condamnés à mort détenus à Barberousse.

« Taisez-vous, mon petit ami, rétorque Lacoste, vous ne comprenez rien à ces problèmes. » Et le ministre résidant regagne le cortège en maugréant. « Je ne vais pas me laisser emmerder par tous ces crétins... »

De retour à son bureau, Lacoste décida de donner un avertissement à ces prétendus mouvements patriotiques qui s'élevaient contre tout ce qui pouvait arranger les choses et détendre l'atmosphère. Que pouvait penser après de pareilles manifestations européennes cette masse musulmane indécise, terrorisée, enjeu de la partie que Lacoste voulait gagner contre le F.L.N. ? Pour elle, une seule explication s'imposait : c'est le F.L.N. qui a raison malgré ses crimes puisque les Européens refusent la moindre émancipation !

« La connerie de ces types, me dira plus tard Lacoste, était gigantesque. C'est à croire que le climat d'Alger empêchait de penser, de réfléchir ! »

Et Lacoste étaient bien décidé à leur faire avaler des réformes d'une autre ampleur : réforme communale et surtout une loi-cadre qu'il mijotait depuis un certain temps. Mais il lui fallait attendre une quinzaine de jours l'arrivée de Chaussade qu'il allait charger de remettre de l'ordre et un peu de justice dans ce « fromage » qu'était la fonction publique en Algérie.

« En attendant, je vais leur montrer de quel bois je me

chauffe... »

D'abord Boyer-Banse. C'est le président des mouvements issus de « Présence française ». Le type du bourgeois d'extrême droite. Il ne « pèse » pas. Il n'a pas beaucoup de troupes. C'est un groupuscule qu'il dirige, mais il faut compter avec Boyer-Banse car il écrit beaucoup. À Paris, on le considérerait comme un maniaque d'une autre époque ; à Alger, il est dangereux car on diffuse ses tracts. La presse algéroise — *L'Echo* de Sérigny en particulier — lui ouvre largement ses colonnes. La moindre déclaration du groupuscule est complaisamment reproduite et chacune dénonce violemment les prétendus plans d'abandon de l'Algérie.

Et Lacoste, tout-puissant ministre résidant, est piégé. Il sait qu'on ne peut rester insensible lorsqu'on verse du vitriol sur une plaie ouverte. Et les pieds-noirs moins que tous autres. Lorsque la guerre se limitait à quelques fermes brûlées, à la liquidation de gardes champêtres ou d'indicateurs musulmans, on les avait déjà sensibilisés en accordant à ces faits une importance démesurée. Maintenant, les journaux étaient pleins des crimes et attentats qui frappaient indifféremment musulmans et Européens. L'engrenage était en marche. À la répression dans le bled avaient succédé les méfaits F.L.N. Alors on réclamait des têtes. On voulait guillotiner. Pour l'exemple. Et surtout pas de réformes... qui seraient une prime à l'assassinat. Et Alger n'a pas encore vécu d'attentats aveugles frappant au hasard des Européens innocents ! Lacoste sait qu'alors il ne pourra rien retenir. Il lui faut à tout prix gagner la course de vitesse qu'il livre au F.L.N. Il doit, en conjuguant les réformes et les mesures militaires, gagner la confiance de la population musulmane et faire comprendre aux Européens où est leur intérêt. Qu'on l'empêche d'appliquer ses réformes et il ne restera que la répression. Alors ce sera la victoire du F.L.N. ; la folie, le sang, le contre-terrorisme, les attentats.

Un Boyer-Banse peut faire capoter les efforts de Lacoste. Il faut l'éliminer. Ainsi ça donnera à réfléchir à des hommes comme le poujadiste Goutallier, le restaurateur de la rue Michelet, qui « casse du melon » à longueur de journée et dont Alger — qui n'est pas fine gueule — fait un personnage.

Quant aux étudiants qui, par tradition, sont les plus remuants, Lacoste ne veut pas les matraquer — il faudra les manifestations du 11 novembre, toujours les fêtes patriotiques, pour qu'il résilie

des sursis. Pour l'instant, on va frapper un de leurs professeurs, M. Bousquet, qui enseigne la sociologie nord-africaine à la faculté de droit. Il les a entraînés à s'opposer aux décrets favorisant l'accession des musulmans à la fonction publique. Lacoste espère par ces mesures « chirurgicales » éviter la contamination de ces petits Blancs, de ces pieds-noirs avec lesquels, mieux il les connaît, plus il se sent de points communs. Pour un Borgeaud, il y a deux cent mille employés et ouvriers. Lacoste veut se faire connaître, se faire comprendre de ces prolétaires qui, excités par des Boyer-Banse, des Goutallier, s'identifient avec les plus ultras. On ne s'est jamais occupé d'eux, on les a livrés à la propagande d'extrême droite. Il faut leur expliquer que les réformes ne les rejeteront pas à la mer. Au contraire. Qu'on est en train d'édifier une Algérie nouvelle où les plus favorisés vont perdre de leurs immenses avantages, mais où eux vont gagner en tranquillité. Il faut que l'expression « nos frères musulmans... », dont on se sert si souvent dans les discours patriotiques, devienne une réalité non seulement sociale, mais économique. Dans cette Algérie, il n'y a pas place pour un Boyer-Banse qui se comporte déjà en « homme perdu », comme on dira plus tard « soldat perdu », ni pour un professeur Bousquet qui met l'influence qu'il peut avoir sur ses élèves, futures élites de l'Algérie, au service d'une cause rétrograde et dépassée.

Lacoste appela Pernet, le nouveau directeur de la Sûreté.

« Je ne veux plus de Boyer-Banse ni de Bousquet. Voici l'arrêté d'expulsion. Faites-les conduire ce soir à l'avion de Paris.

— Ce soir, monsieur le ministre ? s'étonna le policier.

— Ce soir, monsieur le directeur de la Sûreté. Un cancer, ça s'opère au début et vite. Sinon, on en crève ! »

Et les rappelés arrivent. À pleins bateaux. Selon la loi, ils sont « disponibles », alors on les fait venir. Il y en a de la classe 52, de la 53. Ce ne sont plus des gamins. Ils sont, comme on dit, entrés dans la vie. On les en arrache d'un jour à l'autre. Ils ne connaissent de la guerre d'Algérie — pardon, des événements d'Algérie — que les bandes de fellaghas, hors-la-loi sauvages et assassins décrits par la presse. Le maintien de l'ordre relèverait plutôt de la police judiciaire, de la gendarmerie, éventuellement des C.R.S. Mais sans que le gouvernement veuille l'avouer, on s'est aperçu que c'était la guerre en Algérie. Qu'un ministre était spécialement chargé, dans le gouvernement Mollet, de l'armée de

terre en Algérie : Max Lejeune. C'est lui qui, à grand renfort de publicité, a mis au point avec Robert Lacoste la fameuse technique du « quadrillage » qui, explique la presse, doit substituer la pacification à la guerre. Et la décision de rappeler d'abord cinquante mille hommes du contingent 52/2 enlève à ceux qui en auraient encore toutes leurs illusions. Ils ne sont que l'avant-garde. « Il me faudrait 200 000 hommes ! » a dit le chef de la X^e région, le général Lorillot.

France-Observateur, dès avril, combat violemment sous la signature de Claude Bourdet l'envoi de renforts en Algérie. Bourdet est arrêté, puis remis en liberté provisoire. Le ton est donné. Des manifestations populaires sont organisées pour empêcher le départ des rappelés. Des femmes se rouleront sur les voies, des rappelés plus énergiques que d'autres — ou plus politisés — mettront à sac qui une caserne, qui une gare. On enverra les C.R.S. Et les hommes arriveront tout de même en Algérie. Ceux qui ont manifesté sont en minorité. Les autres subissent. Il faut obéir à la loi. Et puis ce qu'on lit sur les fellaghas justifie que l'on se déplace. D'ailleurs, il n'y en a pas pour longtemps.

Max Lejeune a expliqué son plan : « Il s'agit de combattre un adversaire extrêmement mobile. Alors nous allons diviser nos moyens d'action en « unités statiques », chargées de garder les points sensibles du territoire, et en « unités légères » motorisées ou hélicoptées, capables de relier rapidement les précédentes entre elles. Ne recommençons pas les erreurs d'Indochine. Vive la stratégie opportuniste, celle qui ne va pas chercher ses références dans les règlements poussiéreux, mais qui répond par l'intervention aux interventions de l'adversaire... »

Les jeunes du contingent et les rappelés sont « épatants », a dit le ministre ! « Grâce à ce projet de quadrillage chacun d'eux aura, relève l'hebdomadaire *Paris-Match*, la charge de garder à la France un petit lopin de terre et l'amitié des populations musulmanes qui le cultivent : Max Lejeune, qui ne pense qu'à l'Algérie, veut gagner la bataille des petits carrés. »

Sous le soleil éblouissant, la baie d'Alger resplendit. Sur le quai, la fanfare accueille les rappelés. Ils débarquent. Ce sont les premiers. Les dames de la Croix-Rouge, la bonne société d'Alger, offrent friandises, chocolats, cigarettes à « nos chers petits qui viennent de France pour nous défendre » devant l'objectif

complaisant de *L'Echo d'Alger* qui va reproduire à des dizaines de milliers d'exemplaires le chapeau à fleurs de M^{me} Untel et la gueule ahurie d'un bidasse qui se demande ce qui lui arrive, qui a laissé sa famille de l'autre côté, qui a dégueulé sur le bateau, qui a les reins brisés par ce putain de sac qui contient toute sa fortune, et qui n'a rien à foutre de l'Algérie !

Car derrière les déclarations superbes des ministres, les flonflons de la fête, l'accueil émouvant réservé à ces braves métropolitains, c'est le vide complet. Les rappelés à de rares exceptions près ont été parqués dans des camps innommables où rien n'était prêt pour les recevoir, des paillasses ignobles dans des dortoirs poussiéreux, la « ragougnasse » qui dans les unités de transit sert de nourriture, pas un mot d'explication. À leur tour, quinze ans après, ils découvrent l'armée de 40 !

En fait de « stratégie opportuniste », d'officiers qui « négligent les règlements poussiéreux », la plupart des rappelés trouvent sur place les laissés-pour-compte de l'armée française. Les vieux colonels du type « le pacificateur », des capitaines qui n'ont pas fait l'Indochine, qui ne veulent rien comprendre. En tout cas pas les fellaghas. Il y a ceux qui sont persuadés que de toute façon il faudra partir et qui transforment leur P.C. de secteur en fortin imprenable à l'abri duquel ils vivent tranquillement, qui ne font jamais sortir leurs troupes à moins d'une compagnie et les font rentrer à 3 Heures de l'après-midi en doublant la garde, laissant le bled et sa population pour quinze heures aux hommes de l'A.L.N. ; ceux-là vivent repliés sur eux-mêmes, attentifs à ne pas être en faute vis-à-vis du règlement. La retraite n'est pas loin.

Il y a ceux, plus nombreux, qui disent communément : « Notre dernière chance, c'est l'Algérie... Si on la perd, notre carrière est morte. » Et ce genre de capitaine qui a sa villa — réquisitionnée —, qui a fait venir bobonne et les gosses, qui a ses deux fatmas, qui gagne bien sa vie et surtout qui est « considéré » se voit mal revenir à Romorantin où il ne sera guère plus qu'un contremaître dans une bonne usine — les colonialistes c'est eux. Dans leur garnison algérienne, ils dînent en ville, chez le juge, le notaire, le toubib. Ils sont tout-puissants et respectés.

Voilà donc les chefs que l'on réserve aux rappelés. Sans préparation psychologique, sans qu'on leur ait appris ce qu'est l'Algérie, les pièges que recèle le terrain, la position politique du F.L.N., ce qui conduit ces va-nu-pieds à tenir en échec une armée

qui maintenant compte près de 300 000 hommes, on les lâche dans la nature. Après les incidents que la plupart ont vécus au départ, après l'ignominie des camps de transit, voilà l'armée d'Algérie qu'on leur offre. Car il faut bien se rendre à l'évidence, l'état-major de la X^e région réserve ses officiers d'élite à ce que Max Lejeune a baptisé « unités légères », celles qui obtiendront des résultats : les autres, les bidasses, les rappelés, la Viande, c'est bon pour garder les « points sensibles du territoire ».

Lacoste sait tout cela. Peccoud, son homme de confiance, a vu l'un de ces rappelés. Car les premiers rappelés l'ont été dès 1955, c'étaient des hommes résidant en Algérie. L'un d'eux, Claude Fredix, un steward d'Air France, a voulu faire comprendre « la merde dans laquelle nous vivons, monsieur le chef de cabinet », et il a obtenu une audience. Ce n'est pas qu'il rechigne à la bagarre, Fredix, il a été lui-même maquisard en Auvergne comme agent de liaison du colonel Prince, mais il est écœuré d'entendre son commandant, un ancien officier des Sports de Saïgon, vidé par De Lattre au moment du Grand Nettoyement, dire publiquement : « Je voudrais bien que le bataillon se fasse accrocher. C'est bon pour les points du tableau d'avancement. » Il a eu droit aux opérations comiques où les officiers se trompent de mechta, à ceux qui « veulent vous dresser le poil », comme le lieutenant Guillaume « plus con, que méchant », qui a affublé ses hommes de djellabas, ce qui ne manqua pas de les faire accrocher par des G.M.P.R. (les futurs harkis) qui, terrorisés, les ont allumés, les prenant pour des fellaghas ! Il a vu des camarades tomber à la cote 616 près d'Alger parce qu'on les a fait bivouaquer, sans avoir subi d'entraînement, en plein djebel. « Les barbelés ne sont pas arrivés, a dit le lieutenant, demain on creusera des abris. » Dans la nuit, ç'a été l'attaque ! « Alors, pour se venger de ne pas savoir faire la guerre, on nous a donné quelques méditas à saccager... » Le lieutenant, qui faisait porter sa radio et son paquetage par un rappelé, s'en est tiré. Mais la suite a été difficile. Escobar, le rappelé transformé en baudet, a refusé de porter le sac de son officier et, celui-ci l'injuriant, « il lui a filé un coup de boule dans la gueule... ». Le malheur est qu'il avait gardé son casque lourd ! Escobar est passé au falot. Et Papa Brioche n'était pas content. Papa Brioche était l'indicatif du colonel commandant l'opération...

On a écouté Fredix avec beaucoup d'attention. On l'a remercié. Et il s'est retrouvé en taule quelques jours plus tard.

Avec des types qui vraiment avaient trop violé de filles dans le djebel !

L'expérience ne servira pas. Lacoste s'aperçoit très vite que malgré ses titres ronflants de ministre résidant, malgré la part importante qu'il prend à la politique algérienne, il ne peut rien sur place. Il parle sur un pied d'égalité avec les ministres, mais le moindre militaire, le moindre instituteur, tout fonctionnaire a un ministre de tutelle et Lacoste ne peut rien sur eux. Ni changer un militaire ni déplacer un instituteur. Le général Lorillot, qui l'a séduit au début, commence à l'agacer sérieusement. Malgré l'écran que représente le Gouvernement général, Lacoste sait bien qu'on court après l'initiative, que les militaires ne l'ont nulle part, qu'il est temps de mettre en place un autre système, de donner des pouvoirs à d'autres hommes. L'armée classique échoue. Lorillot reste le beau général, avare de paroles mais convaincant lors de ses briefings. Devant une carte il est brillant. Lorsqu'il en a terminé on est sûr que la guerre sera finie dans quinze jours. Les fellaghas sont écrasés. C'est une question de jours. *Sur la carte !*

Ces généraux à quatre étoiles ont d'énormes difficultés à s'adapter aux fellaghas. C'est la lutte inégale de l'homme dont la voiture à étoiles et fanion est briquée tous les matins par le chauffeur tout heureux d'avoir trouvé une planque, contre des types loqueteux qui n'ont qu'une mitraillette pour quatre !

Mais Lorillot a assuré qu'« avec les renforts que vous avez obtenus, monsieur le ministre, et ceux que nous aurons encore, la situation doit s'améliorer ».

« Que c'est beau !

— Oui il ferait bon passer des vacances ici, répondit le 2^e classe Raymond Serreau à son copain Dufour, c'est d'ailleurs ce que j'ai écrit à mes parents.

— Qu'est-ce qu'ils font, tes parents ?

— Cultivateurs, dans le Loir-et-Cher.

— Tu es le seul à ne pas être parisien ou tout comme...

— Oui, avec le sous-bite. Artur. Il est de Casablanca.

— Lui, c'est un engagé. Il a été mobilisé sur sa demande. Il fait sa philosophie. L'agrégation à ce qu'on dit. »

La patrouille, 21 hommes du 9^e R.I.C., des marsouins,

découvraient le magnifique paysage de Palestro. Ils arrivaient de Maisons-Laffitte. Depuis une semaine et demie ils étaient basés à Beni-Amrane entre Ménerville et Palestro. Tous rappelés. Ils avaient touché pour la première fois des « vraies » armes, des fusils, des MAT et aussi un FM qui sciait les épaules de son servant Serge Dumas, et ils étaient affectés à la surveillance de la route Alger-Constantine.

« Du gâteau. Tout est calme », avait dit leur commandant.

À 6 h 25, ce 18 mai 1956, le soleil teintait d'or la roche grise de la montagne. L'air était doux. Les garçons, l'arme à la bretelle, oubliaient les problèmes qu'ils avaient abandonnés en métropole pour admirer la beauté du site. Certains pensaient déjà que l'armée avait du bon. C'était dur de s'arracher soudain à sa famille mais, si on avait le caractère à ça, c'était la fuite devant les responsabilités. Plus de soucis.

« Nourris, logés, rigola Serreau, pour faire du tourisme.

— Ça, c'est vrai. Moi je croyais qu'on allait faire de l'entraînement, en baver et courir après les fellouzes, dit Dufour.

— Laisse ça aux paras et à ceux qui roulent des mécaniques. Une balade dans la journée, on va faire ami-ami avec les bougnoules des mechtas à côté et on revient. C'est déjà assez fatigant !

— T'as raison. Un coup de rouge ?

— Oui. Il fait soif... »

La patrouille s'était engagée dans les gorges, une des merveilles touristiques de l'Algérie. Le lit de l'oued, très pierreux, dessinait de larges méandres entre deux versants de la montagne de Palestro. La route était bordée de figuiers de Barbarie. Puis soudain les flancs de la montagne se faisaient plus pressants, les gorges plus encaissées, la falaise descendait à pic jusqu'au bord de l'oued. Après un petit pont de pierre grise, la patrouille emprunta une piste qui, à travers un éboulis de rocher, partait à l'assaut de l'éperon.

« Encore un coup d'Artur, geint Dufour.

— Tu parles. Regarde-le. Toujours en tête il grimpe comme un cabri. »

Le sous-lieutenant dirigeait sa patrouille à travers les éboulis

de roche grise piqués de buissons qui s'accrochaient à la pente raide et caillouteuse. Un vrai coupe-gorge. Le sous-lieutenant Artur ignorait que ce chemin qu'il empruntait par hasard était bien connu d'Ouamrane, le commandant de la zone algéroise. Robert Barrat, le seul journaliste français qui jusque-là ait fait un reportage chez les fells, l'avait emprunté quelques mois auparavant.

« Dis donc, Dufour, ça grimpe sec. Regarde derrière... »

La route semblait encore plus étroite, écrasée entre ces falaises qui la dominaient en un à-pic impressionnant.

« On va jusqu'à Ouled-Guergour », cria le sous-lieutenant Artur.

Le guetteur qui se tenait au sommet de la crête sourit. Ali Khodja serait content de la nouvelle. L'homme en guenille, les pieds chaussés d'espadrilles usagées, serra son « boukala », un mauvais fusil de chasse et, se dissimulant dans la pierraille, utilisant la moindre touffe d'épineux, disparut de l'autre côté de la crête. Ali Khodja était ce déserteur, un sergent, qui avait quitté la caserne de la rue de Lyon en octobre 1955 avec 10 MAT, 6 mousquetons et 4 000 cartouches pour rejoindre le maquis d'Ouamrane. Celui-ci, qui manquait de cadres, l'avait affecté comme lieutenant de la zone de Palestro. Et Ali Khodja s'était révélé comme un soldat d'élite. Ouamrane passionné de choses militaires avait pris le jeune homme — Khodja avait vingt-deux ans — sous sa protection. Ils discutaient avec un plaisir non dissimulé de l'instruction militaire française, de la discipline « force des armées » qu'ils avaient l'un et l'autre reçue et qu'il fallait inculquer aux maquisards qui rejoignaient la zone 4. Ali Khodja avait ainsi obtenu l'autorisation de former un commando de choc, semblable à ces parachutistes auxquels il s'était parfois heurté et qui étaient les seuls à lutter pied à pied avec les hommes de l'A.L.N. Ali Khodja avait maintenant une centaine d'hommes sous ses ordres. Les chouchous d'Ouamrane et de son état-major. La zone 4, si elle manquait d'armes, était parfaitement structurée. Le « Sergent » n'avait pas oublié les leçons de l'armée française. Sadek était son adjoint militaire. Boughara, dit Si M'hamed, son adjoint politique, et Zamoun Mohamed, dit Si Salah — que l'on retrouvera un jour dans le bureau du président de la République à Paris —, son adjoint aux renseignements.

Ali Khodja scindait en général son unité en trois, quatre ou

cinq groupes pour que l'armée française n'apprenne pas qu'il existait un commando puissant et bien armé. Khodja avait carte blanche. Et priorité pour l'action, pour l'armement, pour la nourriture et l'habillement. Tous en treillis, chapeaux de brousse, pataugas, armés de garants ou de MAT, grenades à la ceinture, les hommes d'Ali Khodja n'avaient rien à envier aux Bigeard-boys ou aux « Moustache » du 11^e « choc ». Ali Khodja avait fait de ses hommes surentraînés de formidables machines à tuer. Tous étaient très jeunes. Pour eux, la lutte était moitié *djihad* (guerre sainte) moitié western.

Ali Khodja, dissimulé entre deux rochers, voyait le sous-lieutenant Artur avancer vers lui. En tête de la patrouille. Ali pensa que cette fois, Si Lakhdar, son rival, qui voulait toujours rapporter plus d'armes que lui, allait en faire une jaunie. Car pour les hommes de la zone 4, la plus éloignée donc la plus défavorisée, le plus important du combat était de récupérer des armes. Grâce au système de « choufs » — guetteurs — mis en place dès 1955 par Ouamrane le maquis connaissait tous les déplacements de l'armée. Les choufs surveillaient Ménerville, Beni-Amrane et toutes les routes et pistes d'accès. Aucune opération par route ne pouvait quitter Ménerville sans être signalée.

Ali Khodja ajusta le sous-lieutenant Artur. Tous ses hommes, une quinzaine, étaient en embuscade le long de la piste, derrière des buissons ou des rochers. À travers l'œilleton de leurs garants ils voyaient les jeunes rappelés, la veste déboutonnée, l'arme à la bretelle, suant, soufflant, bavardant aussi, qui avançaient péniblement. Les hommes de l'A.L.N. invisibles semblaient faire corps avec le paysage. Le soldat Dufour regarda l'heure.

« Onze heures et demie. On va bientôt s'arrêter pour casser une petite graine.

— Oui. J'en ai plein le dos.

— Regarde Dumas avec son F.M. sur le dos. Le pauvre n'a pas eu de chance.

— On peut pas toujours tirer le bon numéro. »

La fusillade éclata au moment où la patrouille allait arriver au village des Ouled-Djerrah. Dufour et Serreau s'écroulèrent les premiers. Dumas mit son F.M. en batterie mais son tireur reçut une balle en pleine tête. Il le remplaça, essayant de localiser les

rochers d'où parvenaient les coups de feu. Les rappelés, surpris, n'avaient pas réagi. Sans entraînement, ils s'étaient fait tuer comme des lapins, restant debout empêtrés avec leurs armes à la bretelle, la plupart n'avaient pas eu le temps de s'en servir.

Ali Khodja récupéra 21 armes et un F.M. Serge Dumas, le servant du fusil mitrailleur, fut le seul survivant de l'embuscade. Les parachutistes le retrouvèrent quatre jours plus tard, blessé, dans une grotte où les hommes d'Ali Khodja l'avaient abandonné. Le massacre de Palestro fit découvrir la guerre d'Algérie à la métropole. Elle ignora pourtant que les corps des soldats avaient été mutilés par les habitants du douar voisin qui, eux, avaient été « ratissés » quelques semaines auparavant.

On ne confia pas l'opération de recherche d'Ali Khodja au commandant du 9^e R.I.C. qui avait déclaré à ses hommes que « tout était calme ». C'est Massu qui fut désigné à la tête de 3 000 hommes de sa 10^e D.P. Après trois jours de chasse, il fit ce bref commentaire : « Dix-sept hors-la-loi au tapis, trois prisonniers. C'est le bilan. Terminé. »

Le 24 mai 1956, les Algérois en ouvrant leur journal virent en première page la photo de l'homme que la « bataille d'Alger » allait rendre célèbre. Jacques Massu en tenue de campagne dirigeait en plein djebel son opération. Plus question d'antennes, de tentes de commandement, d'estafettes. Une carte sur le capot d'un half-track, des postes de radio et près du général, un chef d'état-major attentif : le lieutenant-colonel Yves Godard. Comme on ne le connaissait pas à Alger, le reporter du journal accola à son visage cette légende : « Un parachutiste qui n'a pas froid aux yeux. »

Le commandant Jean Pouget pensa qu'une fois de plus il s'était fait « couillonner ». L'hélicoptère tournait au-dessus du camp d'Aïn-Rich au sud de Bou-Saada.

« On va se poser très vite, cria le pilote, la dernière fois, ils ont cassé l'appareil. Et pourtant on leur apportait à bouffer. »

Ils étaient mille dans ce camp. Mille rappelés de la région parisienne qui, en France, avaient « foutu en l'air » une gare à un arrêt du convoi qui les menait à Marseille. Impossible d'en venir à bout. Arrivés en Algérie, on les avait collés au soleil à Bordj-de-l'Agha, à 80 km au sud de Bou-Saada. Ils étaient en pleine anarchie. Il restait avec eux 40 officiers, 9 sous-officiers. Pas la

« crème ». Depuis qu'ils avaient littéralement détruit un hélicoptère de ravitaillement, on leur balançait des caisses de vivres sans oser atterrir. Avec des types pareils — « certainement menés par les communistes » — on pouvait tout craindre. Ils s'étaient, paraît-il, regroupés par banlieues et avaient installé des bistrotts partout. Depuis, l'état-major essayait de les oublier.

Le commandant Jean Pouget était un para. De ceux qui avaient été prisonniers à Dien Bien Phu et traînaient depuis une légende derrière eux. Ils connaissaient les camps du Viet-Minh, Mao, la guérilla, les techniques de guerre subversive. Leurs gueules de loups, émaciées, leurs corps secs et le mépris qu'ils affichaient pour la guerre traditionnelle leur valaient l'inimitié de l'armée des badernes. Alors pour la plupart, ils s'étaient regroupés entre eux. Mais Pouget qui faisait partie de la 25^e D.A.P. (division aéroportée) s'était retrouvé seul à Djidjelli confronté avec les problèmes quotidiens de la guerre d'Algérie. D'abord les chikayas entre militaires qui croyaient à la guerre traditionnelle, se disputaient les armes et se jalousaient, l'œil fixé sur le tableau d'avancement.

Ensuite les colons qui ne supportaient pas la présence envahissante des militaires puisqu'il n'y avait pas beaucoup d'attentats dans la région.

« Poh ! Poh ! Poh ! Dis, c'est pas pour l'Algérie tout ce matériel ! C'y pas possible ! » Et le maire de Djidjelli avait trouvé très « regrettable » l'arrivée de tous ces militaires.

« Nous, vous comprenez, on voudrait reprendre la saison touristique. Alors ou vous payez l'hôtel... ou vous évacuez ! »

Et l'armée avait payé l'hôtel à ses officiers au prix d'une chambre de touriste ! Pouget avait ensuite reçu les doléances du patron du bordel local, la Villa des Roses, où le maire avait des actions :

« Vous arrivez et tout est bouleversé. Avec la demande, les prix montent. Aujourd'hui, une fille potable et tout, c'est dix à vingt briques ! »

Mais tout cela, c'était le folklore. Il y avait plus grave. L'inadaptation du commandement. Pour remplir le cadre territorial on mettait des troupes partout. Pour être rempli il était rempli, mais il n'apportait rien de neuf. La politique de pacification imposée par Lorillot préconisait l'implantation de

postes dans le djebel, faire sortir la troupe quand on pouvait et surtout, très vite rentrer. Bref, la vieille technique coloniale d'Afrique du Nord.

« Ce n'est pas avec une division de paras qu'on arrivera à quelque chose, pensa Pouget, on doit opérer de la cataracte et on arrive avec une scie tronçonneuse. »

On utilisait une division parachutiste comme on aurait fait de l'infanterie coloniale. Pour ces hommes qui avaient l'expérience de l'Indochine, la pacification était une erreur due à la médiocrité du commandement. L'appareil militaire n'avait pas réussi à s'adapter à ceux des hommes qui avaient compris la guerre subversive et ne savait ou ne voulait employer leur expérience. Pouget à Djidjelli se retrouvait dans le « bleu total ». Il était commandé par des officiers supérieurs persuadés de la justesse de leurs vues. Ils avaient servi toute leur vie dans des unités nord-africaines, donc ils connaissaient tous les problèmes nord-africains !

Telle qu'elle était pratiquée — compte tenu de l'obstination des fells — la pacification allait à la faillite. Ce serait une catastrophe. Alors Pouget avait demandé à quitter l'armée.

Lorillot, le chef de la X^e R.M., traversait une période de doute. Plus les renforts arrivaient, moins on avait l'initiative. Très militaire, très honnête, très républicain, le général était désorienté dans cette guerre où il n'y avait pas d'affrontement sur le terrain, où tout semblait se jouer par pressions morales et psychologiques. Il avait pensé pouvoir réduire les bandes car il estimait qu'elles étaient le support de la révolution. Il avait mis des meutes à leur poursuite. Pour lui, l'essentiel était de reconquérir la maîtrise des communications. Mais il s'apercevait que pour vaincre ce n'était pas suffisant. Le quadrillage n'avait pas qu'un but militaire. L'armée et le pouvoir civil devaient vivre en symbiose. Lui, le général qui ne rêvait que d'une guerre classique, il demandait à son armée d'aider les civils à faire des routes, à aider à l'enseignement, à améliorer le niveau de vie de la population, à faire de la médecine. Il lui demandait une somme de dévouement énorme. Mais il fallait que l'on puisse compter sur les civils pour faire de la propagande en améliorant la situation des musulmans. Et là, pour l'instant, c'était l'échec. En outre, la pacification ne pouvait réussir que si les chefs locaux « y croyaient », se débarrassaient de l'expérience d'une vie militaire traditionnelle,

se penchaient sur la population.

Lorillot, s'il n'était pas un génie, était de bonne foi. Il commençait à croire à la guerre subversive, mais ça l'effrayait d'être obligé d'y plonger. Ce n'était pas une lutte pour un général « militaire ». Chez Lacoste, on s'en rendait compte.

Pouget avait expliqué ses problèmes à Lotte, l'adjoint du général Lorillot. « Cette fois, ça va être pire qu'en Indochine car là il y a des Français. Beaucoup de Français. Alors, je préfère partir... »

Et les deux hommes avaient eu une longue conversation. Une de ces conversations que beaucoup d'officiers qui avaient connu l'Indochine auraient voulu avoir avec l'état-major. Car en Algérie ils étaient un certain nombre à en avoir gros sur le cœur. Chacun d'entre ces léopards avait envie de dire :

« On veut nous faire une guerre à base politique. On nous donne comme mission le maintien de l'ordre. Pour cela on nous distribue des mitraillettes, des F.M., des avions. Mais ça ne suffit pas. Il faut que l'unité de commandement soit en contact avec la masse. La notion essentielle de la guerre subversive c'est celle du contact. L'état-major est « paumé » parce qu'il en manque. C'est le commandant de quartier qui est au contact. Et c'est là justement qu'il y a rupture de commandement.

« Pourquoi notre armée obtient-elle si peu de résultats en faisant tant de dégâts ? Pourquoi y a-t-il tant de villages, de douars écrasés ? Parce que nos vieux militaires sont dépassés par leur mission. Un type de quarante-cinq ou cinquante ans, commandant de quartier, ne va pas courir le djebel la nuit à la poursuite des fellas. Alors il emploie les moyens lourds d'intervention : l'artillerie qui écrase tout ; l'aviation qui bombarde, qui « napalme » ; et on finit à la mitraillette pour traquer ce qui reste ! Résultat ? Celui qui a échappé à ce massacre passe directement au F.L.N.

« On critique les appelés, les rappelés, mais ils ont perdu face à ces “gladiateurs” que sont les unités d'élite : les paras et la légion. Et c'est normal. Le haut commandement surecadre ses troupes d'élite. “Prosper”, vous connaissez, le colonel Mayer, le patron du 1^{er} R.C.P. ? Eh bien, Prosper a 63 officiers pour 550 types en opération. Une unité de rappelés — qui n'est pas entraînée — en a 19 pour 700 hommes !

« Si une armée peut vaincre en Algérie, pensait chacun de ces officiers, c'est une armée de capitaines, de commandants, de colonels avec des pouvoirs, appuyés par une politique stable. On a reçu la leçon de l'Indochine. Les Viets avaient une unité de commandement efficace. Ils avaient un secrétaire général de parti comme commandant en chef ! Moi je veux bien poursuivre la guerre en Algérie. Mais il me faut une unité de combat qui poursuive les bandes et dont l'action ne sera efficace que si moi, commandant de secteur, je peux faire de l'hydrographie, m'occuper des jardins et des élections. Comment voulez-vous donner confiance à une population si on ne peut aller jusqu'au bout, si on ne peut s'occuper efficacement de tout ? Je dois pouvoir imposer ma politique — qui sera celle de mon gouvernement à condition qu'il n'en change pas trop souvent — à tous, musulmans et pieds-noirs ! Ici, les Européens, même les plus cultivés, ne connaissent rien au problème. À leur problème. C'est pour cela que cette Algérie nous emmerde ! On ne veut pas faire la guerre pour la France dans des conditions crapuleuses. Ici, les Européens en général nous dégoûtent. Il y a une haine raciale pour tout et pour tous. Une haine qui n'existait pas en Indo, où les Européens étaient pour la plupart "encongaiés". Ici, il y a deux blocs : les Européens et les musulmans. Aux uns et aux autres il faut imposer la solution choisie et décidée par le gouvernement. La matraque, il faut s'en servir avec le prestige politique et vis-à-vis de tous. Les jeunes couches de l'armée ont toutes des positions anticolons face à cette masse bafouée, méprisée, écartée de tous et de tout. Il faut lui redonner sa dignité. Et que ce ne soit pas le fait du seul F.L.N. Ici, en Algérie, les capitaines, les commandants pratiquent une sorte de socialisme, naïf peut-être, mais qui peut donner des résultats. À condition, et elle est essentielle, que la politique nationale nous en donne les moyens, que l'opinion soit prête à accepter les sacrifices nécessaires. Mais si elle s'en fout — ce qui semble bien être le cas — alors attention ! Nous, on en a marre de laisser des copains un peu partout, aux lisières des forêts, dans les rizières indochinoises ou dans le djebel algérien... en ayant en plus l'opinion publique contre nous à cause de mauvais cons qui à Paris ne sont pas foutus de suivre la même politique plus de quatre mois ! »

Ceux qui à l'état-major ou au cabinet Lacoste recevaient de pareilles confidences, et ils étaient nombreux, pensaient que cette nouvelle armée, issue de l'Indochine, celle qui avait assimilé —

plus ou moins bien — les leçons d’Ho Chi Minh, n’avait plus le respect de l’Autorité avec un grand A. Inconsciemment ou non, ces léopards, qui voulaient tout gagner, étaient prêts à la « foutre en l’air ». Ils arrivaient en Algérie comme des révolutionnaires en puissance, sans avoir pourtant un régime à proposer. Ce qu’ils voulaient, c’est un régime « propre et sain » à l’image de l’homme idéal : pur, dur, fort, qu’ils forgeaient dans leurs camps d’entraînement. Un régime qui eût du prestige.

Lotte, à qui Pouget avait exposé une partie de ce qu’il pensait, lui répondit que le patron voulait le voir. Pouget entra dans le bureau de Lorillot.

« Mes respects, mon général.

— Dites donc, Lotte, il m’a l’air bien jeune. Enfin, d’après ce que vous m’avez dit, il fera l’affaire.

— Mais, mon général, expliquez-lui, il n’est au courant de rien.

— Eh bien, Pouget, vous prenez le commandement d’un bataillon près de Bou-Saada.

— Mais, mon général, et ma demande de congé sans solde ?

— Connais pas !

— Je veux partir de l’armée et vous me donnez un commandement en dehors de l’arme aéroportée que j’aime...

— Il y a plus important pour vous. Voici ce dont il s’agit... »

Et Pouget, ahuri, avait appris en même temps l’existence du camp de Bordj-de-l’Agha et l’aventure qui y était arrivée au général Malaguti. Une aventure symbolique de l’armée d’Algérie en 1956 où chacun essayait de tirer le mieux possible son épingle du jeu sans prendre trop de responsabilités.

Le général Malaguti, inspecteur de l’armée, survolait avec son pilote la région de Bou-Saada. On lui avait soigneusement caché ce régiment d’appelés et de rappelés révoltés, source d’ennuis sans nombre. Ces parias, ces maudits, on les avait rayés de la carte et des effectifs ! Bordj-de-l’Agha, personne ne connaissait, personne n’en avait même jamais entendu parler. Mais le hasard — qui veille toujours — détraqua l’avion de l’inspecteur général.

« Mon moteur a des ratés, mon général, faut que je me pose, dit le pilote qui n’avait nulle envie de casser du bois avec quatre étoiles dans son piège. Je vois une piste. »

L'avion s'était posé et le général avait cru vivre un cauchemar. Au lieu d'être salué à sa descente d'avion, entouré d'égards, conduit dans une pièce ventilée avec de la bière fraîche à portée de la main comme son rang l'exigeait, il avait été l'objet de la curiosité insistante de types hirsutes, sales, pas rasés, revêtus d'une tenue moitié civile, moitié militaire, les pieds bien à l'aise dans des charentaises. Les hommes le regardaient comme un monstre tombé du ciel.

« Qu'est-ce que c'est que ça ? » avait hurlé le général.

Sans répondre, un rappelé avait passé un doigt curieux sur les étoiles d'épaulettes !

« Mais... mais..., avait bégayé Malaguti, je suis général,

— On voit... on voit. Mais gueule pas si fort, grand-père. On n'est pas sourd !

— Un officier ! Vite ! s'indigna le général.

— Tiens, v'là Po-Po. »

Un capitaine bedonnant, suant sous le soleil brûlant, arriva en trotinant. Il se mit au garde-à-vous et salua. Gêné. Il était désolé, mais il ne pouvait rien faire. Les officiers étaient retranchés dans leur mess. Il y avait 40 officiers et 9 sous-officiers. Ils ne pouvaient rien faire contre 1 000 types déchaînés. On les avait pratiquement abandonnés à leur triste sort.

« On ne peut quand même pas les tuer, mon général. »

S'étouffant d'indignation, l'inspecteur général, de retour à Alger, avait dit à Lorillot :

« Je compte sur vous pour mettre fin à cet état de choses scandaleux. »

Et Pouget se retrouvait en hélicoptère au-dessus de son futur bataillon, à Bordj-de-l'Agha...

Le village de Bordj-de-l'Agha était désert. Un officier S.A.S. et sa femme ayant été torturés et assassinés par une bande non identifiée, un bataillon de tirailleurs envoyé en représailles avait exterminé tout être vivant qu'il rencontrait sur son passage. Seules quelques femmes avaient trouvé grâce à leurs yeux. C'était elles qui habitaient encore le village. Tous les hommes avaient été tués. Le camp de rappelés se trouvait à l'extérieur du bordj.

Pouget, qui avait résisté aux camps viets, n'avait pas l'intention de se laisser impressionner. En battle-dress ajusté, le col ouvert sur une poitrine bronzée, les hanches serrées par un ceinturon de toile, sans arme, il entra dans le camp. Des types désœuvrés le regardèrent passer. Pas l'air commode, le commandant !

En quarante-huit heures, tout était réglé. Devant les hommes qui n'étaient pas encore au garde-à-vous, il réunit les officiers et les sous-officiers. Il en dégrada plusieurs sur-le-champ.

« Vous êtes indignes de votre mission... Foutez-moi le camp. »

Puis il visita le camp. D'abord les cuisines qui étaient dans un état lamentable. Il balança à coups de pied trois marmites ignobles où cuisait un rata infâme, et balaya de la main les casseroles souillées qui s'empilaient sur une table.

« L'adjudant responsable ! Ici, tout de suite ! »

Gros, presque aussi sale que les hommes, l'œil jaune strié de veinules rouges, l'adjudant soufflait comme un bœuf. Tremblant que l'on découvre que la tambouille qu'il faisait servir aux rappelés laissait de confortables bénéfiques, il se tenait au garde-à-vous. Respectueux. Deux des cuisiniers de service le regardaient en rigolant.

« Je ne vous demande pas vos comptes, ils doivent être aussi dégueulasses que votre cuisine. Dégagez. Faites votre paquetage. Demain, je ne veux plus vous voir. »

L'adjudant salua et fit un demi-tour réglementaire.

« Vous ! Vous ! » Pouget avait désigné les deux cuisiniers qui semblaient assez ouverts, débrouillards.

« Je vous nomme sergents. Deux sergents vaudront bien un adjudant. Vous êtes responsables de la cuisine. Et faites-nous de la bonne bouffe. Elle est la même pour vous que pour moi. Exécution. L'intendant aura les ordres. »

Les deux cuisiniers se mirent au travail, aidés par leurs copains. Les hommes étaient subjugués par ce grand échalas qui bouleversait leur vie quotidienne mais qui réglait leur compte à leurs officiers éperdus de trouille. Il allait falloir se méfier.

« On va pas se laisser avoir à son chiqué, maugréa un rappelé qui fignolait avec son couteau une immense quille de quatre

mètres de haut, symbole d'une libération attendue avec impatience.

— T'as raison, ajouta un autre. La quille, bordel !

— Oui. Oui. Vive la quille ! »

Pouget d'une détente sauta au milieu du groupe. Il se fit les trois plus excités « à la châtaigne ». K.O.

« Si quelqu'un d'autre en veut... il n'a qu'à le dire ! »

Puis il tourna les talons. Il ne leur adressa plus la parole avant le lendemain matin. Au réveil, les hommes avaient du pain frais, de la confiture, du vrai café. Le commandant trempait son pain dans son quart près de la cuisine.

« Rassemblement général dans une demi-heure », cria Pouget à plusieurs groupes qui l'observaient avec curiosité. Une demi-heure plus tard, rangé tant bien que mal, le bataillon affecté à Pouget était en place.

« Messieurs, je vous saluerai quand vous ressemblerez à autre chose qu'à des clochards. Maintenant si vous avez un tant soit peu de respect humain, vous allez vous laver, vous raser et vous habiller. Vous n'allez pas vivre comme des bêtes. Vous devez être propres et moi je dois vous donner la possibilité de vivre proprement. Je vous donne un foyer. Ce sera le club des voltigeurs de pointe. Vous aurez les fonds nécessaires et vous l'organiserez comme vous voudrez. Vous n'avez qu'à élire deux types par compagnie. Ils formeront le comité consultatif. Pas un sous-officier n'y participera. Que les élus se présentent à mon bureau. »

Instinctivement, quelques rappelés s'étaient mis au garde-à-vous. Dans la journée la plupart des hommes étaient lavés, rasés, le coiffeur n'arrêta pas de couper les cheveux ! On avait procédé à la distribution de treillis neufs. Devant le baraquement affecté au club des voltigeurs de pointe, que des rappelés repeignaient de frais, Pouget et deux officiers affichaient des informations.

« L'action psychologique, dit Pouget au premier lieutenant, c'est d'abord l'information. Je veux que l'on écoute la radio, que ce soient les hommes qui fassent les bulletins d'information qui seront placardés ici. Et puis préparez-moi des conférences sur la conquête de l'Algérie, le pétrole, les atrocités du F.L.N., les thèses que les fellaghas défendent, les nôtres. Et que ce soit soigné. Un

lieutenant qui vient expliquer à des rappelés — des durs, des mauvais — pourquoi on fait la guerre en Algérie sans le savoir très bien lui-même on l'envoie chier... Exécution. Demain matin, tous les hommes sous les armes, officiers en tête. On part en opération à 5 Heures. »

Pouget pensait que l'affaire était bien engagée, mais que s'il ne faisait pas sortir ses gars, s'ils ne touchaient pas la guerre, ils pourraient bien lui faire la peau.

Le lendemain, à 5 Heures, les hommes en armes grimpèrent sur des camions qui les conduisirent jusqu'à Djelfa. Pouget alla saluer le colonel Katz, commandant opérationnel du Sud algérien. Ce poste, qui ne servait pas à grand-chose, était encore une illustration de l'armée traditionnelle. Il avait été créé par le commandant de la X^e région pour un de ses amis, un vieux colonel de spahis, qui avait besoin d'un commandement pour passer général avant la retraite ! En six mois, ce bon vieux colonel n'avait pas trouvé un fell dans la région et les rebelles y faisaient ce qu'ils voulaient ! Le colonel Katz qui avait pris la succession n'avait pas l'intention d'y moisir longtemps.

Une mauvaise surprise attendait Pouget à sa sortie. Certains de ses hommes avaient pillé deux magasins. Pouget ne fit aucune réflexion. Le convoi prit la route du retour. En plein djebel il fit arrêter les camions. La nuit était tombée, les hommes grelottaient. Moins douze degrés. Le désert réserve des surprises !

« En colonne, couvrez ! »

Pouget se tourna vers ses hommes.

« Deux magasins ont été pillés. Je ne veux pas savoir par qui. On rentre à pied. Ça vous réchauffera, il y a cent vingt kilomètres. »

Pouget renvoya les camions, et devant ses hommes trop ébahis pour dire un mot, prit la tête de la colonne. Après 70 km de route, les Parisiens étaient épuisés. C'est à ce moment que deux voltigeurs de pointe amenèrent un Arabe tremblant au commandant Pouget.

« Il se sauvait. On l'a rattrapé. »

L'homme raconta que Si Ziane, une sorte de marabout bien connu dans la région, qui faisait la guerre sainte à son propre compte — sans liaison avec le M.N.A. ni le F.L.N. — avait trouvé

abri dans deux grottes toutes proches.

« La “caserne”, elle est là, mon commandant ! Si Ziane, il est à toi ! »

Ce fut le baptême du feu pour les rappelés parisiens. Cette fois, il y avait des ennemis tout proches. La fusillade fut brève mais intense. Pouget et ses hommes massacrèrent la petite bande. Les Français n’avaient aucune perte. Seule, une section n’avait pas participé à l’assaut. Pas tellement par la faute des hommes que par le « dégonflage » d’un lieutenant. Devant les rappelés qui avaient participé à l’action, encore grisés par l’odeur de la poudre et l’excitation du combat, Pouget joua sa carte psychologique. Il s’adressa à la section coupable.

« Ici, au bataillon, on n’a pas besoin de saloperies comme vous. Tous se sont battus comme des lions. Sauf vous. Alors, foutez le camp. Je ne veux plus vous voir. Nous, on prend les camions. Rentrez à pied. Cinq cartouches par homme et un bidon d’eau... Hors d’ici, vous n’avez plus votre place parmi nous ! »

Au retour à Bordj-de-l’Agha, il y avait les hommes du bataillon de Pouget, qui « s’étaient battus comme des lions », et les autres. Ils avaient fait la guerre. Ils avaient vaincu ! Seuls, ils purent acheter au foyer un béret kaki que Pouget avait fait faire et qu’ils n’eurent droit de porter que lorsque le commandant les en aurait jugés dignes. Ce qui ne tarda pas. La plupart des rappelés de Bordj-de-l’Agha voulaient maintenant être « chez Pouget ». C’était la rivalité entre ceux qui avaient le béret kaki et ceux qui ne l’avaient pas.

À l’autre bout de l’Algérie, Bigeard avait fait le même numéro avec ses casquettes à longue visière, stock de guerre de l’Afrika Korps, qui faisaient la réputation des léopards du 3^e R.P.C.

Pouget en finit définitivement avec l’opposition des rappelés quinze jours après son arrivée. Passant avec un de ses lieutenants devant une guitoune, il entendit une voix qui parvenait de l’intérieur.

« Vous vous êtes laissé avoir comme des enfants de chœur, disait l’un des derniers irréductibles du camp à un groupe de ses anciens amis. Vous me faites dégueuler. Moi, le commandant, je Vais le buter ! Je vais me le faire au couteau.

— Conseil de guerre, murmura le lieutenant à l’oreille de

Pouget, celui-là, il est bon !

— Restez tranquille, mon vieux, dit Pouget, et laissez-moi faire. »

Il entra sous la guitoune. Les conversations cessèrent net. Le silence était à couper au couteau. Pouget s'avança vers le rappelé qui trônait au milieu de ses camarades.

« C'est toi, l'orateur ? »

Le jeune homme fit un signe de tête en déglutissant avec difficulté. Pouget lui balança un énorme aller et retour dans la figure. Le garçon chancela.

« Deux baffes dans la gueule, c'est tout ce que ça vaut, tes conneries. »

Et il sortit sans ajouter un mot.

L'histoire fit le tour du camp. Chacun savait que le soldat était passible du tribunal militaire pour avoir proféré des menaces de mort à l'égard d'un officier supérieur. Cela pouvait avoir pour le jeune homme de terribles conséquences. Jamais Pouget n'en reparla. Il avait tenu sa promesse. L'ancien de Dien Bien Phu, dont maintenant on se répétait la légende, avait pris ses hommes en main. Bien mieux ils l'adoraient. À la première occasion ils sauteraient en parachute, car après le béret kaki chaque homme désirait porter l'insigne nickelé qui brillait sur le blouson du commandant de paras. Les premiers « léopards » rappelés étaient nés.

Insensiblement l'Algérie s'habitue à la guerre. Elle continue à vivre. Et plutôt bien. On construit sans relâche. Des grands ensembles s'élèvent. Les capitaux qui s'étaient enfuis en Europe à l'époque de la nomination de Catroux sont revenus et travaillent. La Foire internationale d'Alger est un succès. Renault, Berliet s'implantent. On pense à la sidérurgie de Bône. Les rappelés sont 70 000. Et le contingent ne va pas tarder. Il faut atteindre ce chiffre de 400 000 hommes réclamé sur tous les tons par Lorillot et Lacoste. Grâce à cette marée de jeunes qui viennent de France, le commerce est florissant. Les tapis naïfs, les services à thé à la menthe, les plateaux ouvragés, les dattes fourrées, le vin d'Algérie — bouché bien sûr — arrivent par caisses, par colis en métropole. Les foyers, les artisans, les commerçants font des affaires d'or. L'Algérie bénéficie de ce tourisme forcé. Les villes

sont gaies. Ça bouge. Ça crie. Ça chante. Les appelés, les rappelés, bref les métropolitains en permission les animent : l'Algérie tourne à « plein tube ».

C'est dans cette ambiance qu'arrive Pierre Chaussade sur lequel Lacoste compte tant pour mettre sur pied le programme de réformes qu'il veut réaliser. Il lui a réservé le poste de secrétaire général du G.G.

Pierre Chaussade va surprendre à Alger. Affable mais réservé. Les cheveux en brosse, l'œil clair, il préfère la chasse et la marche aux dîners en ville. Cet ancien élève des jésuites, noueux, costaud, la main courte, le poignet solide n'est pas homme à se laisser séduire par des ambiances. On lui a dit : méfiez-vous d'Alger, c'est une ville-maîtresse, on y arrive blanc, on s'y retrouve noir. C'est une enjôleuse comme ses filles, qu'elles soient de Bab-el-Oued ou de la rue Michelet, Mahonnaises noiraudes et fortes en gueule, ou blondes descendantes des Alsaciens de 70, elles aguichent, excitent et ne donnent rien. Ou alors elles veulent tout. Tous s'y sont fait prendre. Alger est une maîtresse exigeante et dominatrice. Mais Chaussade, ancien préfet de la Marne, qui a fait toute sa carrière politique avec Henri Queuille à la présidence du Conseil aussi bien qu'au ministère de l'Intérieur ou aux Finances, arrive sans enthousiasme, bien décidé à résister aux dangereuses séductions de la ville-sirène. Il a accepté ce poste par discipline professionnelle. Il ne connaît pas très bien le problème. Mais lorsqu'il arrive à Alger, qu'il découvre cette ville splendide, vivante, opulente, sûre d'elle, il se souvient d'une petite scène qui s'est déroulée jadis dans le bureau de son ancien patron. Queuille s'apprêtait à nommer un nouveau préfet.

« Vous ne devriez pas le nommer préfet, monsieur le président, c'est un incapable.

— Mon petit, j'ai besoin de trente voix algériennes et celui-là m'arrange pour les obtenir. On voit que vous ne savez pas ce qu'est cette mafia. C'est vrai qu'ils sont bien loin de nous... »

Autant dire que Chaussade n'est pas près de se laisser séduire par la « mafia ». Lacoste lui aussi l'a mis en garde tout en lui demandant de l'aider de son mieux :

« Il faut émanciper ce peuple, Chaussade. Il faut jeter ce pays dans la voie du progrès en rompant les obstacles économiques et sociaux et les privilèges. Je ne vois pas encore la solution. À vous

de m'aider. Vous aurez carte blanche. Et ne vous souciez que des réformes. La rébellion, c'est mon affaire. »

Tant qu'il y avait un gouverneur général, c'était son secrétaire général qui le remplaçait en cas d'absence. Lacoste étant ministre résidant, c'était son directeur de cabinet, Maisonneuve, qui s'occupait des affaires militaires et de police et Chaussade des affaires civiles.

Après quelques semaines de travail, Chaussade a découvert Lacoste. Son point de départ est le rétablissement de l'ordre. En cela il séduit les ultras, les fédérations de maires, les associations d'anciens combattants, mais il a évolué très vite et, sans attendre le rétablissement de l'ordre, il veut mettre en place des réformes efficaces tout en combattant le F.L.N. Il a une devise : Faire face. Il a le sens syndicaliste du pratique, du réel, plus que celui de la politique. Et il veut, aidé par Chaussade, entreprendre cet immense travail de grandes réformes administratives et sociales. Pour qui voit des années après ce qu'étaient ces réformes, ce que leur application rapide aurait pu changer si l'on n'avait pas tergiversé depuis 1^{er} novembre 1954, la critique est aisée. Chacun des gouvernements qui se sont succédé de 1954 à 1962 en prennent pour leur grade ! Mais l'Algérie n'était pas un pays comme un autre, Alger une ville comme une autre, le Gouvernement général une administration comme une autre.

Lorsque arrive Chaussade — on est au dix-huitième mois de la révolution algérienne —, le Gouvernement général est un monstre qui s'abrite derrière la carapace de l'immeuble aux mille fenêtres. Mais ce n'est pas un monstre offensif qui jette des flammes, qui régente tout. Non. C'est la pire des méduses, qui englué tout, qui stoppe dans une sécrétion gigantesque de papiers, de doubles, de dossiers, toute velléité de modification, de réorganisation, de réforme. La carapace est belle sous le soleil, les bâtiments majestueux, mais à l'intérieur ça ne vole pas haut. Le G.G., c'est une administration qui dans son ensemble est celle d'une petite préfecture de province et encore, pas une préfecture d'avant-garde. Les seuls éléments valables de l'administration sont ceux qui viennent de métropole auxquels il faut ajouter M. Bouakour, le seul haut fonctionnaire musulman d'Algérie. Il est directeur de l'Industrie. Malgré un esprit difficile, prolix et confus dans l'expression — il parle toujours trop abondamment —, c'est un fonctionnaire de valeur. Le reste brille par son ignorance profonde

de ce que devrait être l'administration d'un pays moderne. Il faut bien avouer que le passage de Soustelle a été purement sentimental. Il n'a rien modifié et a légué à Lacoste une administration qui ne vaut rien, qui ignore complètement la vie administrative de la métropole, qui ne veut rien en savoir et se trouve très bien « comme ça ». Pour quelque décision que ce soit, les procédures sont effroyablement longues et compliquées, la centralisation intempestive. Pour construire une petite école au fond du bled, il faut que « ça remonte » à Alger. Et ça ne « remonte » pas vite. Il n'y a pas 300 000 enfants musulmans scolarisés en 1956 ! Et tout doit passer par le G.G. !

En outre, ce monstre, qui emploie des milliers de fonctionnaires est un microcosme de l'Algérie. Tout Alger travaille au Gouvernement général. Tout le monde y a un frère, un père, une mère, une belle-sœur. Et ainsi le G.G. constitue une pression extraordinaire sur ce cabinet du ministre résidant qu'il entoure de toutes parts. Le G.G., c'est le chaudron !

Et Pierre Chaussade, avec une obstination et la violence d'un Périgourdin que Lacoste apprécie particulièrement, le renverse sans ménagement.

Des douze directeurs du G.G. il n'en reste rapidement que cinq, Chaussade veut des directions qui fonctionnent avec des hommes qui soient au fait des problèmes. Il élimine les autres. « Moins de types et plus efficaces ! » On disait que l'Algérie était constituée de quatre départements français — ils deviennent bientôt douze — et on administrait dix millions d'hommes comme une sous-préfecture ! En cinq mois, quatre départements remplacent l'ancien département d'Alger, quatre celui d'Oran, trois celui de Constantine. Celui de Bône ne subit aucune transformation. Les préfets d'Alger, d'Oran, de Constantine sont chargés, sous l'autorité directe de Lacoste, des fonctions d'inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire. On les appelle les igames. Les communes mixtes sont supprimées et découpées en communes de plein exercice. On prévoit également des syndicats groupant plusieurs anciennes communes pour la réalisation d'œuvres d'utilité intercommunale et la gestion en commun de services administratifs. C'est la principale des mesures du statut de 1947 qui est enfin appliquée ! Et c'est une véritable révolution en Algérie, car c'est aussi la fin des privilèges de certains colons qui administraient les communes

sur lesquelles ils avaient leurs propriétés. C'est aussi la participation d'un grand nombre de musulmans à la gestion des affaires municipales. On tient compte de l'importance réelle de la population musulmane.

« Ce sera la véritable troisième force, exulte Lacoste. Pas celle de Soustelle à base de notables musulmans qui faisaient la quête. Pas de Farès, ni d'Abbas — celui-là, il est déjà au F.L.N. — ni d'Ould Aoudia. Mais des maires, des adjoints. Des hommes à qui on aura donné des terres. Car la réforme agraire commence. »

Le travail énorme que Lacoste et Chaussade entreprennent va faire accéder par le système du collège unique les musulmans à des responsabilités dans la fonction publique, dans l'agriculture, dans la politique et l'administration du territoire. « Nous allons transformer la société, se réjouit Lacoste, en faisant de l'Algérie un pays moderne. » Et Lacoste espère bien ainsi susciter des équipes algériennes modernes qui pourront constituer l'intermédiaire, l'interlocuteur valable qui ne sera plus ce F.L.N. qui pour l'instant tente par tous les moyens de se rendre maître de la population.

Chaussade, qui ne doit s'occuper que du plan de réformes et de réorganisation administrative, est pourtant amené à se pencher sur le F.L.N. Car il sait bien, et Lacoste avec lui, que ce plan de réformes révolutionnaire va devenir le principal ennemi du F.L.N.

Lacoste lui a précisé : « Nous ne pourrions faire appliquer ces réformes qu'en ayant écrasé le F.L.N. qui veut développer son emprise sur la population par la terreur. »

Lacoste a déjà été amené à dissoudre l'Assemblée algérienne car elle rendait impossible toute tâche constructive. L'opposition constante Européens-musulmans empêchait toute réforme. Soustelle avait eu à en souffrir. En outre le F.L.N. menaçait — ou avait acquis à sa cause — la totalité de ses membres algériens. Lorsque Lacoste a dissous l'Assemblée, les délégués ont « râlé » ; le rusé Périgourdin les a calmés en maintenant leur indemnité et en leur conservant le régime de la retraite. Mais cette dissolution, pour prudente qu'elle soit, n'est qu'une mesure négative et Lacoste veut construire.

À l'orée de l'été de 1956 le ministre résidant devine plus du F.L.N. qu'il n'en sait. Les R.G. n'ont jamais pu s'infiltrer sérieusement dans le mouvement. Alors les renseignements

proviennent des gendarmes qui constatent les méfaits, les attentats, les égorgements. Au 1^{er} mai 1956, la rébellion a tué 106 civils et quatre enfants européens et 1 158 musulmans dont neuf enfants au cours de 1 654 attentats individuels contre les civils^[2].

Lacoste sait que le F.L.N. s'implante, se structure, mais son importance est encore grossie aux yeux des Européens par la presse algéroise. À en croire les journaux, il n'y a plus un crime passionnel en Algérie — où Dieu sait s'il y en a, comme dans tous les pays méditerranéens à sang chaud —, c'est le F.L.N. Tout passe sous le couvert de la rébellion : règlements de comptes, histoires de bobinards, de milieu. On trouve un cadavre dans la basse Casbah, c'est le F.L.N. Un vol, un viol, un assassinat : c'est le F.L.N. C'est l'escalade. Le F.L.N. fait vendre du papier. On sait pourtant que par la terreur le F.L.N. gagne du terrain et l'on terrorise encore plus l'opinion publique ! Décidément, la guerre fait travailler dans tous les domaines, celui de la presse comme celui de la construction, du commerce, des transports. Lacoste a une dent particulière contre cette presse qui accorde une place beaucoup plus importante aux attentats ou présumés tels qu'à l'explication des réformes. Si l'on parle des réformes, c'est pour les critiquer. « Les réformes, se plaint Gorlin, le porte-parole du ministre, c'est moins spectaculaire qu'une grève de commerçants ou un gosse qui a la gorge tranchée. Ça fait moins vendre. »

Et pourtant il faudrait les expliquer, ces réformes, car les plus réactionnaires des Européens d'Algérie — qui entraînent derrière eux tout le petit peuple terrorisé, mis en condition — les voient d'un mauvais œil.

Très vite Chaussade reçoit leurs doléances.

« On n'avait rien à se dire, m'expliquera l'ancien secrétaire général, leur opposition était négative et aveugle. Si l'on parlait d'augmenter les salaires, si l'on parlait de sécurité sociale, si l'on parlait de création de communes, ils étaient contre. »

Mais en juin 1956, Chaussade est décidé à passer outre.

« On n'en mourra pas, dit-il. Toutes les réformes sont faites contre eux. Pour eux, toute majoration de salaire est un drame. Mais lorsque l'impôt sur le revenu a été instauré en France dans les années 14-18, toute la bourgeoisie française était contre lui. Quand a-t-on vu des gens renoncer d'eux-mêmes à leurs

privilèges ? On leur a simplement imposé la réforme fiscale par une majorité au Parlement. »

Pour que ses réformes réussissent, Lacoste devait lutter sur deux fronts : contre les groupes de pression européens qui n'allaient pas se laisser faire et allaient dresser l'opinion publique, et contre le F.L.N. dont il désamorçait les revendications les plus populaires. Lacoste se sentait les épaules assez solides pour leur résister. Encore fallait-il qu'il trouvât à l'Assemblée une majorité pour imposer sa politique à l'Algérie.

« Et je suis bien décidé à ne pas me laisser emmerder... »

C'était devenu le leitmotiv de Lacoste. Il avait toujours eu un langage franc et dru. Il appelait un chat un chat, mais la fréquentation des militaires — et cela se retrouvait dans la conversation de certains membres du cabinet — influait sur la verdeur des expressions.

Ce soir-là, affalé dans un fauteuil, le ministre résidant répétait sa phrase favorite. Il était près de 21 Heures. Son heure préférée. Tout son état-major était réuni comme chaque soir autour de lui dans le bureau de Maisonneuve, un whisky à la main. On travaillait beaucoup chez Lacoste, mais dans une ambiance décontractée. Le whisky du soir permettait un grand brassage d'idées. On parlait de tout, des faits, des hommes, sans le moindre sens de la hiérarchie. Lacoste était parvenu à réunir autour de lui une équipe très homogène. Personne n'était là pour « faire carrière » mais pour lui donner un coup de main. L'ère des fonctionnaires d'Afrique était terminée. Maisonneuve était toujours payé par l'E.G.A., Gorlin par les Charbonnages. Ils étaient détachés en mission spéciale.

Ce soir, tout le monde était joyeux. Lacoste venait de mettre au pas l'un des potentats qui jusque-là avaient fait la politique de l'Algérie. Georges Blachette, l'empereur de l'alfa, venait de signer sur un papier timbré à 650 F (anciens) le protocole qui augmentait la redevance qu'il payait à la tonne d'alfa ramassée. Depuis 1872, cette concession, reprise par Blachette, n'avait pas varié. Quinze centimes jusqu'à cinq mille tonnes, et vingt-cinq centimes au-dessus ! Lacoste, qui cherchait des ressources pour mettre en route son train de réformes, avait besoin d'argent. Il fallait acheter des terres pour que la réforme agraire puisse se réaliser. Et les sommes affectées par le gouvernement de Paris se révélaient d'une désespérante insuffisance. Lacoste s'était aperçu

qu'il pouvait utiliser deux ressources naturelles de l'Algérie : le liège — il allait nationaliser les propriétés qui le produisaient — et l'alfa, dont le monopole avait été accordé à Blachette en échange de cette ridicule redevance. Chaussade avait demandé à Pélissier, le directeur de l'Agriculture, jusqu'à combien on pouvait aller dans l'augmentation de la redevance sans mettre en péril l'équilibre des finances du groupe Blachette. « On peut aller jusqu'à 2 000 F, dit Pélissier, et il gagnera encore bien sa vie. » On fixa généreusement le taux à 1000 F. Plus de 36 000 p. cent d'augmentation ! Ces chiffres laissent rêveur. En outre, Lacoste n'était pas fâché de remettre Blachette à sa place et de lui faire bien comprendre que l'ère des seigneurs était passée en Algérie.

« À ce prix, disait Lacoste, il peut se permettre d'être libéral. »

Tout le cabinet soutenait Lacoste et ne pouvait admettre les manières féodales qu'employaient ces potentats. Gorlin au début de son séjour avait reçu un coup de téléphone de l'empereur de l'alfa :

« Gorlin, j'ai besoin de vous voir. Passez à mon bureau. »

— Je regrette, monsieur Blachette, mais je suis directeur de l'Information et, à ce titre, j'ai un bureau au G.G. où je vous recevrai volontiers... »

L'homme d'affaires, furieux, avait dit à qui voulait l'entendre : « Ce Gorlin, je l'achèterai comme bien d'autres... » Blachette avait l'habitude d'entrer au G.G. dans le bureau du gouverneur le chapeau sur la tête. Et admettait mal qu'on lui résistât. Il avait hérité de « droit divin » de ce privilège comme de celui de l'alfa. Mais Lacoste ne l'avait pas toléré bien qu'ils se connussent de longue date. Blachette avait été « foutu à la porte ».

« Tu n'as qu'à demander une audience comme tout le monde. »

Blachette, humilié, ne le lui pardonna jamais d'autant qu'il avait dû ce jour signer sur un coin du bureau de Chaussade le protocole d'accord.

Lorsqu'il avait vu la signature tarabiscotée de Blachette au bas du document le secrétaire général du G.G. s'était senti soulagé d'un remords. Il se souvenait que, huit ans auparavant, toujours au cabinet de Queuille, il avait étudié avec le président du Conseil une série de réformes. Et Queuille, après avoir vu Borgeaud, avait

cédé. On avait classé le dossier réformes ! Huit ans plus tard, Chaussade, voyant les conséquences terribles de ce refus des gouvernements de la métropole de considérer ces réformes en Algérie comme indispensables, avait eu, devant l'enjeu qui se perdait, un remords rétrospectif terrible. Les centaines de millions que représentait cette signature allaient permettre de rattraper — oh ! modestement — le temps perdu.

Cette première victoire de Lacoste allait avoir d'importantes conséquences au fil des mois. Le ministre résidant et tout son état-major diront plus tard leur certitude que ce fut à la base des attaques de *L'Express* dont Lacoste va devenir la cible favorite. « Jean-Jacques Servan-Schreiber et Blachette s'entendaient très bien », expliquèrent-ils.

La brouille Lacoste-Jacques Chevallier n'arrangera pas les choses. Le maire d'Alger, qui a démarré une brillante carrière politique grâce à Blachette, connaît parfaitement l'Algérie. C'est son pays, il a été ministre chez Mendès, il pratique de longue date les salons algérois et les bourgeois européens et musulmans dont Lacoste se méfie. Les deux hommes pourraient s'aider, se compléter. Mais tout de suite, entre eux, c'est une brouille de cocottes. L'un ne voulant pas demander de l'aide à l'autre. De plus, le ministre résidant sait que Chevallier, grâce à son étiquette libérale, à ses relations, à son titre d'ancien ministre, a du poids. Il est d'ailleurs parfaitement « ministrable ». Lacoste, c'est une de ses faiblesses, n'aime pas près de lui ceux qui lui « font de l'ombre ». Et sans nul doute Chevallier est de ceux-là.

La tragédie se déroulait, les deux noms de Chevallier et de Lacoste dans la distribution pouvaient influencer sur son dénouement. Mais lorsqu'on réunit sur une même affiche deux noms célèbres, il y a toujours des rivalités quant à la grosseur des caractères employés pour les annoncer. Les hommes de confiance de Lacoste regrettaient cette brouille car ils estimaient Chevallier. Mais Lacoste balaya leurs arguments :

« Blachette et Chevallier, dit-il, sont pour la discussion et la négociation avec le F.L.N. Ce n'est pas avec cette solution qu'on peut arriver. On ne s'arrangera pas en cours de route car on a la preuve que l'on a affaire à des révolutionnaires durs qui ne veulent que l'indépendance. Et moi, j'ai mes militaires. Dès que l'on parle négociations, ils comprennent trahison ! Et je ne veux pas discuter avec les Arabes bourgeois qui ne représentent plus

rien. »

Il n'y aura rien à faire pour recoller les morceaux.

Lacoste se montrait ferme, il avait expulsé Boyer-Banse, il mettait au pas les potentats et, comme il disait, était décidé à ne pas se laisser « emmerder ». Mais Chaussade, le dernier arrivé, était depuis assez longtemps à Alger pour constater les difficultés qu'avait Lacoste à « mater » son opinion publique.

Les ultras ont réussi à faire courir sur Lacoste toute une série de bruits qui amplifiés par cette énorme caisse de résonance qu'est Alger font un tort considérable à la politique que le ministre tente de mettre en place. Lacoste et son cabinet sont l'abcès de fixation de l'extrême droite, des vichystes. Boyer-Banse expulsé sera remplacé par Martel que nous retrouverons bientôt. Pour ces hommes, Lacoste est éminemment suspect : socialiste, issu de la Résistance. Il doit être franc-maçon... c'est un franc-maçon... *Lacoste est franc-maçon*. Donc tout ce qui est Lacoste, c'est le bradage. Et la mayonnaise monte merveilleusement dans cette ambiance chaude où l'on a peur, où, en lisant le journal du matin, on ne voit que des récits de fermes brûlées, de musulmans fidèles assassinés, les couilles dans la bouche, d'Européens tués par leurs fellahs. Alors dans cette ambiance, poussé par l'extrême droite, par ces groupuscules qui sont si bien accueillis par la presse, le peuple, qui n'a aucune éducation politique, ne retient qu'une chose des réformes : le collège unique. Et du collège unique deux chiffres : nous sommes un million, « ils » sont neuf millions. Alors nous sommes foutus, ce sera la porte. REFORMES = DEHORS.

On cède sur tous les points. C'est la prime aux assassins. La simplification, les raccourcis d'idée, la somme d'imbécillités qu'on peut faire avaler à cette population innocente est gigantesque. Mais elle est poignante aussi, cette incapacité des gens à réfléchir. Dans cette ambiance de terreur feutrée, il est facile de « gonfler » le peuple. C'est le tout ou rien. La grande majorité de la population européenne ne veut admettre aucun des moyens termes qui pourraient empêcher le processus connu d'aboutir. Les proportions deviennent très vite dramatiques. Le moindre libéral qui réfléchit, qui dit euh... au lieu du *oui* ou du *non* immédiat exigé passe pour un fellouze.

« Qu'il est difficile de dire tout cela sur une population qu'on

aime profondément », me confieront la plupart de ceux qui, avec Lacoste, ont préparé et essayé de mettre en place ces réformes. Car ils croient que tout peut être encore sauvé. Il n'y a pas eu — à l'exception du massacre de Philippeville — de ces attentats horribles comme Alger va en connaître dans quelques mois. Il y a 110 morts européens. Bien sûr, c'est affreux, mais c'est moins que le bilan d'un week-end pascal sur les routes de métropole. Puisque le cynisme va être de règle de part et d'autre dès le début de la « bataille d'Alger », soyons-le quelques semaines plus tôt alors que l'on peut encore espérer.

Mais l'ambiance d'Alger est tellement prenante. François Mauriac et Daniel Mayer le sentent bien, eux qui disent ne pas vouloir venir « voir » sur place ce qui se passe en Algérie pour « ne pas entacher leur objectivité ».

Ces mots d'ordre, ces bruits alarmistes jetés dans un dessein bien précis par les ultras, sont repris avidement. Et portés dans la rue. Cette rue d'Alger, bruyante, gueularde, chaude et amicale, capable des enthousiasmes les plus extraordinaires, accueillante aux manifestations patriotiques. On a vu le rôle que joue la rue d'Alger sur la politique. Ce rôle ne va que se développer sous l'influence du Comité d'entente des anciens combattants. Et en Algérie, tout le monde est ancien combattant. En France, pour la dernière guerre, il y a eu la mobilisation générale, mais beaucoup n'ont jamais — hélas ! — combattu. Tandis qu'en Algérie, tout le monde y a été : campagne d'Italie, campagne de France. En Algérie, la première chose que l'on construise — après la gendarmerie —, c'est la maison du combattant. Parmi ces anciens combattants, il y a de tout, y compris les plus ultras. Les différentes associations n'ont souvent rien de commun entre elles, mais l'ensemble sous la houlette du Comité d'entente va constituer, pour le Gouvernement général, le seul interlocuteur puisqu'il n'y a plus d'Assemblée algérienne, plus de représentants élus. Le Comité d'entente devient le porte-parole des Européens. La couverture est excellente, il y a mille prétextes pour réunir la foule : dépôts de gerbes, anniversaires fêtés drapeaux en tête. Un seul thème : la lutte contre l'abandon. Derrière ces drapeaux, en voyant ces vieux avec leur béret et leurs décorations pendantes sur la veste légère, on a la larme à l'œil. « Ils ont fait tout ça pour la métropole, et on voudrait nous abandonner... »

Et puis à la tête du Comité d'entente, les hommes sont

sympathiques ou représentatifs. Le président Mouchan, un instituteur, grand mutilé de guerre — il a perdu ses deux mains — est un dur, un pur, un drapeau, un symbole. L'animateur, c'est Auguste Arnould, pilote d'Air Algérie. Lui, c'est le brave type, pas très haut de plafond, le boy-scout de l'Algérie française. C'est avant tout un cœur. « Ces anciens combattants, musulmans, nos compagnons, ceux que le F.L.N. tue et mutile, on ne va pas les abandonner eux non plus. C'est notre devoir de les avoir près de nous. »

Alors aux défilés, il y a toujours le bon vieux de Blida ou d'Alger, en gandoura, avec toutes ses médailles et son turban immaculé. Il se sent bien au coude à coude avec ses camarades européens. Il a oublié, lui, que pendant la campagne d'Italie on donnait un colis par soldat européen et le même pour deux musulmans ! Ben Bella et Ouamrane, eux, ne l'ont pas oublié. Voilà une réflexion qui vous ferait écharper un jour de manifestation patriotique dans les rues d'Alger. Et pourtant un Arnould, en tête à tête au G.G., est pour les réformes, car il a du cœur et c'est un homme juste. Mais ses troupes ne seraient pas d'accord. Et il n'a rien pour les convaincre.

Pensant à ce problème lors de ce whisky du soir, Lacoste dit à ses collaborateurs qui évoquaient le Comité d'entente en le baptisant de Café du Commerce du patriotisme :

« Pour l'instant, ça va encore. Mais imaginez que la guerre pénètre vraiment dans les villes, que le terrorisme gagne Alger, Constantine, Oran. Qu'est-ce qu'Arnould pourra faire ? Il n'aura seulement plus rien envie de faire. »

Chaussade et Gorlin pensaient qu'alors ce serait sans espoir. Car Lacoste était coupé de Chevallier et de ses libéraux bien rares et pas très efficaces ; depuis l'expulsion de Boyer-Banse, il était la bête noire des ultras. Restait le Comité d'entente et la masse qui n'était pas très chaude, mais avec laquelle il fallait rester en contact. Le rapprochement avec les musulmans était impossible car Lacoste était intimement associé à la politique militaire de répression et de pacification. Et malgré les ralliements montés en épingle à grand renfort de titres et de roulements de tambour, le F.L.N. gagnait du terrain dans le bled.

Gorlin pensa ce jour :

« On en arrivera à foutre le camp ou à tout couvrir ! »

Comme s'il avait deviné la pensée de son collaborateur, Lacoste dit en se levant :

« L'affaire Blachette est une première victoire. Il faut continuer et aller assez vite... Si seulement on savait ce qui se passe de l'autre côté... »

Sadek, l'adjoint militaire d'Ouamrane, ne se sentait pas à l'aise. Son costume tout neuf le gênait aux entournures, mais son chef avait exigé cette tenue pour entrer dans Alger. « Avec nos burnous, on se ferait repérer », avait-il dit.

À l'avant de la 2 CV, le docteur Chaulet qui conduisait et sa femme, enceinte de sept mois, étaient silencieux. Sadek et Ouamrane assis à l'arrière avec, dans un couffin rempli de légumes, la mitrailleuse à portée de la main, réfléchissaient. Leur présence était indispensable à Alger. La police, depuis l'attaque manquée contre les garages, avait réussi un des plus beaux coups depuis le 1^{er} novembre 1954 en désorganisant une partie des réseaux de Bouchafa-Fettal. Une des voitures ayant servi aux attentats avait été repérée. Elle portait le n° 921 AZ. C'était une 11 CV Citroën appartenant à Boukadoum, membre du réseau Bouchafa. Le commissaire Boulanger, de la 1^{er} brigade d'Alger, avait appréhendé l'homme. Et les arrestations avaient suivi en chaîne. Plus de quinze terroristes arrêtés. De plus, le commissaire avait acquis un renseignement d'importance. Jusque-là — et c'était le mot d'ordre donné à tous les membres des réseaux d'Alger — chaque membre du F.L.N. arrêté avait « mis sur le dos » de Yacef et d'Ali la Pointe la responsabilité des actions algéroises. Les deux hommes étaient connus de la police, peu importait de les charger. En outre, ni Bouchafa ni Fettal n'avaient de sympathie débordante pour Yacef. Les nouveaux interrogatoires avaient révélé, outre ces deux noms bien connus, ceux de Mostefa, Moktar et Khaled Ramla. Ce dernier, adjoint de Bouchafa, avait été à son tour appréhendé. Mostefa Fettal avait suivi. Restait Moktar que le commissaire Boulanger avait rapidement identifié comme étant Bouchafa, brun, taille moyenne, cicatrice profonde au front. Sa fiche portait la mention : « Très dangereux, responsable de 44 attentats et liquidations. » Tous les services de police, tous les indicateurs étaient en chasse. L'ordre était de retrouver Moktar Bouchafa à tout prix. Il restait insaisissable.

N'ayant confiance en personne, cette « tête de bois » de

Bouchafa, comme l'appelait Ouamrane, n'avait aucun contact fixe avec ses hommes. Il circulait beaucoup et ne rencontrait les responsables de son réseau que dans la rue. Un agent de liaison transmettait le rendez-vous. Si l'homme était pris, il suffisait de dix minutes pour que le renseignement qu'il donnerait éventuellement à la police soit inutilisable. Bouchafa était loin. Pourtant le filet se resserrait. Bouchafa, nommé par Ouamrane responsable des réseaux « action » algérois, avait été repéré quatre jours auparavant au croisement du chemin Fontaine-Bleue et du boulevard Bru. Il n'avait eu que le temps de sauter d'un taxi en marche, plonger derrière un parapet qui l'avait protégé des rafales tirées contre lui, et s'échapper vers Belcourt où il avait des complicités.

Le lendemain 26 mai, la Casbah avait été cernée. Les militaires en liaison avec la police avaient décidé une manœuvre spectaculaire qui avait fait les gros titres des journaux. Une fois encore, Bouchafa avait failli se faire prendre. Pourtant tous les réseaux importants étaient prévenus par l'un des inspecteurs musulmans de la police. Depuis dix jours, l'inspecteur Nefil avait donné l'information : les Français s'apprêtent à faire un gigantesque ratissage de la Casbah. Les armes avaient été cachées avec soin ; les responsables les plus connus avaient quitté le quartier maure. Tous les autres étaient parfaitement en règle. Rien ne s'étant produit pendant une semaine, Bouchafa avait imprudemment pensé que la police avait abandonné son projet et il s'était à nouveau réfugié dans la Casbah pour y prendre quelques heures de repos. Réveillé en sursaut au petit matin, il avait tenté de fuir mais tout le quartier était bouclé. Sur le point d'être pris, Bouchafa avait été sauvé par le sang-froid d'une vieille femme misérable qui avait elle-même déchiré une paillasse ignoble qui sentait l'urine et la sueur devant le visage de deux militaires écoeurés.

« Vous voyez bien que je ne cache rien. Pas de fellagha. Pas d'armes ! »

L'odeur était épouvantable. Bouchafa caché sous le lit n'avait pu retenir un haut-le-cœur. Les militaires avaient fui, chassés par la véhémence de la vieille et par l'atroce puanteur. Rajustant par un ruban élastique la MAT qu'il dissimulait sous sa veste, Bouchafa, passant d'une terrasse à l'autre, s'était mis à l'abri. L'opération n'avait rapporté aux Français que de rares armes dont

on avait reproduit la photo sur tous les journaux d'Alger, accompagnée d'un communiqué victorieux.

« Un barrage ! » M^{me} Chaulet avait saisi l'avant-bras de son mari. Sadek esquissa un geste de la main vers sa MAT. Le barrage se trouvait à environ 200 m après un virage. La voiture qui précédait celle du Dr Chaulet, et qui en cas de danger devait faire demi-tour pour avertir le véhicule transportant les deux chefs algérois, avait dû tomber dans le piège. Il était exclu de reculer. Pierre Chaulet ralentit, mais ne s'arrêta point. Sa femme venait de s'évanouir. La 2 CV aborda le barrage.

Ouamrane ouvrit la portière et se pencha vers un jeune appelé qui contrôlait les papiers.

« On doit conduire madame à Ouled-Fayet. Vous connaissez la route... ? Dites-nous vite, je vous en prie ! »

Ouamrane agitait ses deux mains sous le visage du militaire. Que craindre de ces deux Européens qui semblaient désespérés et de cet Arabe à grosse tête qui suppliait ?

« J'en sais rien, moi. Je viens d'arriver en Algérie... Passez, on vous indiquera plus loin. »

Chaulet embraya. Son épouse reprenait ses esprits soutenue par Sadek. « Je crois qu'il vaut mieux que tu ne sortes plus, dit Ouamrane au docteur, tant que ta femme n'a pas accouché. Enfin... nous sommes passés. Dieu soit remercié. »

Une heure plus tard, la 2 CV s'arrêtait et déposait Sadek et Ouamrane à deux pas de la villa Laperrier où ils devaient retrouver Bouchafa. Sadek se pencha vers le docteur :

« Merci. Et rentre vite chez toi. Il faut que ta femme se repose. »

Ce n'était pas encore ce jour-là que M^{me} Chaulet allait prendre le repos nécessaire à son état. Dans le petit appartement de Diar-el-Mahçoul, le médecin et son épouse étaient attendus par quelques jeunes gens et jeunes filles, des étudiants en grève depuis le 18 mai, à qui ils apprenaient à faire des piqûres dans une pomme de terre et des sutures dans un bourrelet de fenêtre, avant leur départ pour le maquis.

Lorsque Bouchafa entra dans la villa Laperrier, Ouamrane se reposait sur un lit de camp et Sadek vérifiait le dépôt d'armes du

réseau dissimulé dans une cache derrière le tableau d'outillage du garage.

« Il y a des militaires partout, dit Bouchafa, ce quartier du Telemly devient de moins en moins calme.

— Ne t'en fais pas, dit Ouamrane, ce sont les mesures de sécurité qui entourent le ministre. Max Lejeune est à Alger et doit loger pas loin d'ici. On ne s'occupe pas de nous. En attendant Abane, qui doit arriver dans quelques minutes, faisons le point des groupes encore en place. Les journaux demandent de plus en plus l'exécution de patriotes. Si cela se fait, il faudra passer à l'action. »

Bouchafa fit son rapport. Les groupes de Maison-Carrée et d'Alger avaient subi un coup dur. Celui de Léveilley était décimé. Les rescapés des groupes terroristes du Grand Alger étaient répartis de la façon suivante :

Groupe n° 1 : Maison-Carrée (6 hommes). Groupe n° 2 : Hussein-Dey (10 hommes). Groupe n° 3 : Belcourt (20 hommes). Groupe n° 4 : La Redoute, Clos-Salembier, Kouba, Hydra (30 hommes).

« Pour les quatre groupes restants, j'ai des instructions à te donner, dit Ouamrane. On a passé un accord avec les communistes. Tu vas incorporer les hommes de Guerroudj au groupe n° 5 (Mustapha Supérieur et centre d'Alger), ceux de Yahia Briki au groupe d'El-Biar, et les fabricants d'explosifs au groupe n° 8 de Bab-el-Oued-Notre-Dame-d'Afrique et Bouzaréa. Tu vas prendre contact le 18 juin avec Guerroudj au foyer universitaire du Telemly au treizième étage chez le professeur Perrin.

— Un Européen ? s'étonna Bouchafa.

— Et alors ? Le mot de passe sera : « C'est l'ami de Bougie qui vient. » Pour eux, tu seras Si Mouloud. Guerroudj sera Si Saïd. Il doit mettre à ta disposition une trentaine d'hommes. Ils sont tous incorporés au F.L.N. et ont abandonné le parti. Compris ?

— Oui. Et la Casbah ?

— Je crois qu'il faut laisser son autonomie à Yacef. »

Yacef Saadi contrôlait cinq groupes dirigés par Harbaji, Ali la Pointe, Mohseghir, Hadj Omar, Boudriès, qui représentaient une

soixantaine de *fidayin* (terroristes). En outre, par l'intermédiaire de Bouhara il avait la haute main sur quelques hommes de Hussein-Dey, tout comme Bouchafa contrôlait grâce à son ami Touileb Mohamed une vingtaine d'hommes de la Casbah. Ouamrane, tout en regrettant cette dispersion et cette rivalité, n'avait pas l'intention l'y mettre fin. « L'émulation est une bonne chose », avait-il confié à Sadek. Lorsque Abane Ramdane arriva villa Laperrier, le point de la situation était fait. Alger comptait 120 *fidayin* armés, prêts au terrorisme.

« C'est la dernière fois que nous nous rencontrons ainsi, dit Abane, nos contacts ne doivent plus se faire que par agent de liaison. Dis donc, Bouchafa, tu es sûr de la fille que tu m'as envoyée.

— Absolument. Pour l'instant, elle reste mon agent de liaison avec vous. »

Bouchafa avait enrôlé dans son réseau plusieurs jeunes filles. D'abord Fatima Hadj Hamed, sœur d'un militant, travaillant au bureau de l'état civil de la mairie d'Alger. Elle avait fait montre d'une grande efficacité, procurant à Bouchafa nombre de cartes d'identité et d'extraits de naissance en blanc avec cachets et tampons. Puis elle était passée avec un grand sang-froid aux missions actives. Elle avait transporté des armes et surtout des munitions jusqu'à la zone 4. Un jour, Ouamrane, qui attendait l'agent Nora annoncé par Bouchafa, avait vu arriver une fille enceinte poussée par des choufs qui l'avaient interceptée. La jeune femme avait donné son nom : Nora, puis avait retroussé la première de ses nombreuses jupes, découvrant un lourd chargement de 700 cartouches fixées sur son estomac et son ventre. Revenue plus légère à Alger, elle avait mis son logement 11 bis, rue du Rempart-Médée, dans la Casbah, à la disposition du Front. Krim et Bouchafa s'y étaient souvent réfugiés. Enfin, elle avait fait du recrutement. D'abord Nassima qui travaillait comme secrétaire au G.G. et fournissait depuis de précieux renseignements. Puis Djamila Bouhired, une jeune fille de vingt et un ans. Un précieux agent de liaison.

Djamila Bouhired avait une carnation très blanche, des yeux verts, des cheveux châtons. Très jolie. Très élégante. Elle pouvait facilement passer pour une Européenne. Les zouaves qui la voyaient sortir de sa maison 5, impasse de la Grenade, en pleine Casbah, ne manquaient jamais de la complimenter au passage.

Bouchafa en avait fait son agent de liaison avec Abane qui se sentait en sécurité dans les quartiers européens et ne voulait avoir de contacts qu'avec des agents qui passent inaperçus. « Ni “montagnards” ni femme voilée », avait-il précisé. Pour ces missions, Djamila était parfaite.

Une porte claqua au rez-de-chaussée de la villa. D'un geste, Bouchafa avait enclenché le chargeur de sa MAT qu'il avait dégagée de son aisselle où elle était fixée par un caoutchouc. Chaque *fidai* avait adopté cette méthode qui permettait à un homme en veston de dissimuler le pistolet mitrailleur sous son bras droit. Un homme essoufflé entra dans la pièce. C'était Daoui, le propriétaire de la maison. Bouchafa détourna le canon de son arme.

« Chamberlain avec qui j'avais rendez-vous vient d'être arrêté, dit-il en haletant. Il devait me remettre 500 000 F pour acheter une voiture. Il connaît la villa. Filons vite !

— Pas de panique, dit Abane. Dissimulons toutes les armes et les papiers dans la cache derrière le tableau d'outillage. Si les flics ne trouvent rien, on pourra toujours les récupérer. Daoui va gagner le maquis. Ici, il est brûlé. Maintenant, partons. Bouchafa, tu ne nous joindras maintenant que par la petite. Sous quel nom te connaît Chamberlain ?

— Si Mouloud.

— Bon. Avant qu'on te repère, cela prendra du temps. Les surnoms ont du bon. Messieurs, il est temps. »

Ouamrane resterait longtemps en admiration devant le sang-froid de celui qui s'avérait être le véritable patron d'Alger.

Lorsque les policiers enfoncèrent la porte de la villa Laperrier, après l'avoir fait encercler par un détachement de Sénégalais, Ouamrane était à l'abri chez Evelyne Lavalette, employée des services administratifs de la faculté, Abane chez le Dr Chaulet et Bouchafa chez Nora, rue du Rempart-Médée. Ils ignoraient que les policiers espéraient trouver tout l'état-major d'Alger : Abane, Krim, Ouamrane et même Ben M'Hidi revenu depuis peu du Caire ! Mostefa Fettal, arrêté depuis le 22 mai, avait « lâché », au bout de six jours d'interrogatoire, l'adresse de la villa Laperrier. Il était sûr que ses compagnons l'avaient désertée dès son arrestation selon les méthodes habituelles de sécurité. Mais aucun des chefs de l'état-major d'Alger, préoccupés par de multiples

tâches, n'y avait pensé. Par le plus grand des hasards, Chamberlain, obscur militant, venait de les sauver en se faisant arrêter ! La chance venait de tourner pour le commissaire Boulanger.

Les volets soigneusement clos laissaient pourtant filtrer des rayons de soleil qui faisaient briller l'enchevêtrement des tubes de verre, des alambics de cuivre, des éprouvettes, des flacons de toute sorte qui encombraient la table de la cuisine. Une impalpable poussière dorée volait dans l'air. Daniel Timsit surveillait anxieusement la goutte qui se formait au bout de l'alambic puis glissait doucement le long du tube de verre. Le front du jeune étudiant en médecine luisait de transpiration. La chaleur qui régnait dans la villa de Birkhadem, dans la banlieue d'Alger, n'était pas seule en cause. Les gouttes translucides qui se formaient et glissaient comme à regret tout au long de l'appareillage compliqué étaient de la nitroglycérine. Hassiba essuya le front de son camarade comme une infirmière en cours d'opération éponge le front de son patron.

« Pourquoi travailles-tu avec nous, Daniel ? » demanda-t-elle.

Daniel Timsit leva les yeux, surpris.

« Parce que je suis algérien comme toi.

— Pas tout à fait. Moi, je m'appelle Hassiba Bent Bouali, toi, Daniel Timsit. Je suis musulmane, tu es juif, donc européen.

— C'est pas bien vieux. Le décret Crémieux date de 1870. Pendant la guerre, je n'ai pas été à l'école puisque nos braves compatriotes européens accueillait à bras ouverts les décisions de Pétain qui faisaient des juifs des sous-citoyens comme les musulmans. De Gaulle a rétabli le décret alors que Giraud voulait l'abolir définitivement. Mais là n'est pas la question. Mon père vend du tissu en basse Casbah. Ma grand-mère ne parle pas un mot de français. Pas plus que la tienne, je suppose. Et dans la rue, si elles étaient l'une près de l'autre, on ne ferait guère de différence. »

Daniel Timsit regarda la jeune fille en riant. « Pas plus qu'entre nous deux, d'ailleurs ! Tu ressembles à une Européenne et moi, on m'a souvent pris pour un Arabe ! »

Hassiba Bent Bouali avait en effet de beaux cheveux blonds, coupés court, légèrement frisés comme c'était la mode en cette

année 1956. De grands yeux bleus faisaient ressortir, s'il était nécessaire, l'ovale délicat de son visage. Une robe de vichy bleu et blanc mettait en valeur son teint bronzé et chaud. Hassiba était d'une grande famille musulmane, mais de conception très moderne. Elle avait dix-sept ans et était en classe de philosophie. Depuis la grève des étudiants musulmans, elle avait quitté le lycée comme 90 % de ses camarades. Sa taille gracile, ses manières parfaites, ses cheveux blonds en faisaient un agent de liaison précieux. Partout, elle passait pour une Européenne et pas un soldat n'aurait eu l'idée de fouiller le sac de plage de cette jolie fille. Il aurait plutôt pensé à l'accompagner se baigner à la Madrague ou manger des brochettes à Fort-de-l'Eau. Pourtant, Hassiba était le contact entre les fabricants d'explosifs — Daniel Timsit, Oussedik Boualem, son copain, qui était étudiant en lettres et à qui il manquait deux certificats de grec et latin pour avoir terminé ses études supérieures, Georgio Habib, un Italo-Tunisien, ingénieur chimiste communiste — et Yacef Saadi, chef des groupes terroristes de la Casbah.

« Et puis tu sais, poursuivit Daniel Timsit, cette guerre est en train de décupler le racisme. J'ai soigné récemment l'un des demi-frères de Didouche Mourad, l'un des six chefs du 1^{er} novembre, il avait été blessé dans le commando d'Ali Khodja. Il m'a dit : « Avant » de te connaître, j'avais une haine terrible pour tout » ce qui était européen. Je n'aurais jamais cru qu'un Européen puisse défendre les mêmes idées que nous. » Maintenant que je t'ai vu, je sens qu'il y a quelque » chose de changé. Je ne pourrais plus vivre de la » même façon. Ne serait-ce que pour cette phrase, je ne regrette pas de faire ce que je fais. Et puis il est bien entendu que les explosifs que nous fabriquons sont destinés aux maquis et ne seront jamais employés en ville. D'ailleurs, il ne s'est pratiquement rien passé à Alger !

— Mais on parle de plus en plus de tuer ceux qui sont en prison. Alors là, ce serait terrible. On ne tue pas des prisonniers de guerre. »

La jeune fille était extraordinairement exaltée. Timsit pensa que cela lui allait bien.

« Tu sais bien que ce n'est pas la guerre. Et que si nous sommes pris, on nous considérera comme des droit commun. Pis encore, comme des assassins. Tu peux le lire tous les jours dans les journaux.

— Jamais. Tu entends, Daniel ? Jamais je ne me laisserai prendre vivante !

— Allons, ne t'excite pas. La nitro' est presque finie. Il faut la laver. »

Les premiers essais avaient été infructueux. Timsit avait commencé à fabriquer de la nitroglycérine, aidé par l'ingénieur Habib, dans un petit cabanon de Pointe-Pescade. Les deux hommes avaient failli sauter, il avait fallu interrompre la réaction. Ensuite, ils avaient mis au point un système de goutte à goutte, de bacs réfrigérateurs, qui donnait de bons résultats. Puis il fallait fixer cette nitroglycérine dans un pain d'argile qui absorbait le dangereux liquide et le stabilisait. Timsit avait ainsi failli se faire prendre. Il avait laissé un pain de 500 g dans un placard de son bureau de l'hôpital de Mustapha où il était externe — Timsit terminait sa cinquième, année de médecine —, mais il avait oublié que dans la pièce se trouvait un appareil de radioscopie. Étaient-ce les rayons X qui avaient fait exploser le pain d'argile imbibé de nitro ? Depuis, Timsit, recherché, vivait en clandestin. Il venait trois ou quatre fois par semaine dans cette petite villa de Birkadem appartenant à Azouz Ben Sadok et mise à sa disposition par Oussedik BoualeM. Son chef était Si Mourad que nous connaissons sous le nom de Debih Chérif, l'ami d'enfance de Bouchafa et qui, dans les semaines à venir, jouera un très grand rôle au côté de Yacef Saadi. Timsit, qui avait rompu avec le parti communiste — ç'avait été pour lui un véritable déchirement car il militait depuis son adolescence —, venait d'apprendre que le P.C.A. avait intégré ses « Combattants de la liberté » au F.L.N. Mais maintenant tout cela lui était égal. Son travail était de soigner des blessés ou des malades du Front et de fabriquer du fulminate de mercure et de la nitroglycérine. Il était le seul à Alger à produire des explosifs. Le second sera Taleb Abderrahmane, un étudiant descendu des maquis, qui viendra renforcer le groupe après qu'Alger aura connu les premières vagues de terrorisme.

« Tiens, dit Daniel Timsit, tu peux emporter cela. »

Le pain d'argile-nitroglycérine était enveloppé dans un papier huilé. Hassiba l'entoura d'un journal.

« Fais attention, Hassiba. Je l'ai lavé et relavé, mais on ne sait jamais. Pas trop de chocs.

— Ne t'en fais pas. »

Elle sortit de son sac de plage un gros livre d'enfant à couverture de cuir qu'elle tendit à l'étudiant.

« Je t'ai apporté cela, Daniel. C'est un cadeau. Il a bercé toute mon enfance. »

Elle plaça l'explosif dans son sac ; d'un geste féminin, elle fit gonfler sa robe et sortit en chantonnant. Daniel Timsit ouvrit le livre. C'était « les Mille et Une Nuits ».

La camionnette bâchée entre jusque dans le patio de l'église Notre-Dame-des-Victoires. C'était l'ancienne mosquée Djemaa Barrani, la mosquée des étrangers, où venaient prier — avant 1830 — les visiteurs avant leur audience avec le dey d'Alger. Elle se trouvait à gauche de l'entrée de l'ancien fort turc qui surplombait la haute Casbah. Après le débarquement français, elle avait été affectée au culte catholique. Aujourd'hui, cent vingt-six ans après, c'était la résidence de l'abbé Declercq, aumônier de la prison de Barberousse toute proche.

Ben Khedda écarta le rideau qui voilait une fenêtre et aperçut la camionnette. « On peut y aller », dit-il. Et il empoigna la première pile du n° 1 du *Moudjahid*. Depuis quelques semaines, il avait fait admettre à Abane la nécessité d'un journal de la révolution. Les tracts étaient une chose. Le journal serait, lui, le reflet de l'Algérie en révolution. Il aurait une autre portée. Surtout si l'on parvenait à assurer une régularité de parution. Abane, qui pour l'heure était préoccupé par les armes et surtout par la préparation du congrès qui unifierait les différentes actions de la révolution, avait laissé à Ben Khedda la responsabilité du journal. On avait hésité entre trois titres : le *Moukafih* (le combattant), le *Moudjahid*, qui avait le même sens et l'*Algérien*. Le dernier titre avait tout de suite été abandonné. Il était trop neutre. On s'était arrêté sur *El-Moudjahid*.

« Ça va être exploité par les colonialistes, avait dit Abane. *El-Moudjahid*, ça vient de *djihad*, guerre sainte. On va nous accuser de fanatisme religieux. Mais, après tout, c'est le meilleur titre. Il suffira de faire un éditorial. »

Et dès la décision prise, Abane s'était installé à un coin de table et avait écrit avec Ben Khedda les grandes lignes du premier éditorial, chacun lançant une idée, puis une phrase.

« Le mot *djihad* (guerre sainte) duquel dérive *El-Moudjahid* (combattant de la foi) a toujours été, en raison d'un préjugé anti-islamique datant des croisades, pris en Occident chrétien dans un sens borné et restrictif. Il serait symbole d'agressivité religieuse. Cette interprétation est déjà rendue absurde par le fait même que l'islam est tolérant et que le respect des religions, en particulier le christianisme et le judaïsme, est une de ses prescriptions fondamentales, d'ailleurs mise en pratique au cours des siècles.

« La *djihad* réduite à l'essentiel est tout simplement une manifestation dynamique d'autodéfense pour la préservation ou le recouvrement d'un patrimoine de valeurs supérieures et indispensables à l'individu et à la cité. Il est aussi la volonté de se parfaire continuellement dans tous les domaines en s'adaptant au monde moderne en ce milieu du XX^e siècle et en ce qui nous concerne plus particulièrement, il met davantage en relief la volonté inébranlable, la concentration de l'effort, l'esprit de sacrifice total jusqu'au martyr en vue de la destruction totale du système rétrograde existant. Il ne comporte aucune haine religieuse ou sociale, aucun exclusivisme ni conformisme si ce n'est celui de la nécessaire unité pour la victoire finale.

« La *djihad* ainsi comprise est la quintessence du patriotisme libéral et ouvert. C'est le soldat de l'A.L.N., c'est le militant politique, l'agent de mission, le petit berger qui renseigne, la petite ménagère de la Casbah qui commente les événements, le petit écolier d'Alger qui fait grève, le sabotage économique, l'étudiant qui rejoint le maquis, le diffuseur de tracts, le fellah qui avec sa famille souffre et espère. En un mot, c'est cet ensemble d'efforts emportés par la roue de l'Histoire, guidés par le F.L.N. et convergeant vers un but unique, l'indépendance du pays. »

Le premier numéro contenait des nouvelles, de la propagande, un appel des étudiants algérois, la définition du *fidai* et surtout les dix commandements de l'A.L.N. Cela, c'était une idée d'Abane. Puisque aucune réunion générale des différents responsables de zone n'avait pu encore se tenir, il était important de transmettre aux plus simples d'entre eux les grandes lignes du combat :

1. Poursuivre la lutte de libération jusqu'à l'indépendance totale ;
2. Poursuivre la destruction des forces de l'ennemi et la récupération du maximum de matériel ;

3. Développer le potentiel matériel, moral et technique des unités de l'A.L.N. ;

4. Rechercher au maximum le mouvement, la dispersion avec regroupement et l'offensive ;

5. Renforcer la liaison entre les postes de commandement (P.C.) et les différentes unités ;

6. Développer le réseau de renseignements au sein de l'ennemi et au sein de la population ;

7. Développer le réseau d'influence du F.L.N. auprès du peuple afin d'en faire un appui sûr et constant ;
8. Renforcer la discipline dans les rangs de l'A.L.N. ;
9. Développer l'esprit de fraternité, de sacrifice et d'équipe parmi nos combattants ;
10. Se conformer aux principes de l'islam et aux lois internationales dans la destruction des forces ennemies. »

Le texte du premier numéro *d'El-Moudjahid* avait été tapé par M^{me} Abane et ronéotypé en partie chez Mostefa Benouiniche, ce petit industriel qui possédait la scierie le long de l'usine à gaz, rue Mazella, et dont le toit du hangar avait servi de passage le 1^{er} novembre 1954 à l'équipe de saboteurs de Kaci⁽³⁾. Le reste venait d'être tiré sur la ronéo que Ben Khedda avait installée dans le presbytère de l'abbé Declerq. C'était Evelyne Lavalette qui avait obtenu de ce dernier cette précieuse et discrète hospitalité. La camionnette bâchée qui prenait livraison des premiers numéros *d'El-Moudjahid* entrait dans la cour fermée par un portail. Le presbytère donnait directement sur la muraille du vieux fort turc. Aucune indiscretion, aucun vis-à-vis à craindre.

L'abbé n'avait jamais cherché à savoir ce qui s'imprimait sur la ronéo. Bouleversé par ce qu'il voyait à Barberousse, il avait été ému par l'enthousiasme qui animait les prisonniers F.L.N. et lorsque Evelyne Lavalette, une des catholiques progressistes d'Alger, lui avait demandé son aide, il avait fourni une pièce de son logement.

Ben Khedda lui avait un jour montré l'un des tracts qu'il tirait.

« Tout ce que je peux vous dire, mes enfants, avait dit l'abbé, c'est de n'être pas trop violents. »

Lorsque l'Inox s'arrêta en gare d'Oran, le barrage militaire entourait le train. Le poste de contrôle se trouvait en bout de quai. Depuis l'offensive de mai qui avait ensanglanté l'Oranie — vingt fermiers avaient été assassinés et quarante habitations pillées ou incendiées —, l'inquiétude régnait dans la région et des mesures de contrôle et de répression avaient été mises en place. À la gare, tous les voyageurs étaient fouillés, leurs bagages ouverts et examinés avec soin.

« Je vous en prie, mademoiselle. » Le gendarme s'était levé et

descendait la valise qu'Evelyne Lavalette avait placée dans le filet à Alger. Depuis le départ, les deux gendarmes qui avaient pris place dans son compartiment s'étaient révélés de galants compagnons de voyage. La robe décolletée et les vingt ans d'Evelyne y étaient sûrement pour quelque chose. La jeune femme n'avait pas repoussé les compliments. On avait bavardé, échangé des cigarettes. Lorsqu'il s'agit de descendre du wagon et de passer le barrage de police, Evelyne Lavalette n'eut qu'à ouvrir son sac pour présenter sa carte d'identité. Un gendarme portait sa valise, l'autre son sac de voyage. Le bidasse de contrôle salua les képis noirs et jeta un coup d'œil négligent aux papiers.

« Peut-on vous conduire quelque part, mademoiselle ? s'empressa l'un des deux gendarmes.

— Non, vous êtes gentils. Je vais prendre un taxi. On se reverra. Vous savez, mes parents m'attendent. »

Le gendarme, qui, bien que de Saint-Flour, connaissait les mœurs algériennes, n'insista pas. On ne plaisante pas avec une jeune fille en Algérie ! Il appela le taxi, cala la valise près du chauffeur, tint la porte à Evelyne et lui passa le sac de voyage qui contenait les trente-six feuillets de stencils du numéro *d'El-Moudjahid*.

« À bientôt, mademoiselle.

— À bientôt, monsieur. Et merci pour tout ! »

Robert Lacoste avait refusé la grâce. Le 19 juin à l'aube, une affichette blanche fut collée sur la porte d'acier de la prison de Barberousse. C'est un boulanger de la Casbah qui de son magasin du boulevard de Verdun aperçut le premier l'affiche dégoulinante de colle. Il savait que cela signifiait qu'une exécution capitale aurait lieu dans la journée. Il traversa le boulevard et lut :

« Zabana Ben Mohamed et Ferradj Abdelkader, condamnés à mort par le tribunal militaire, seront exécutés à la prison de Barberousse le 19 juin 1956. » Lacoste venait de céder à son opinion publique. S'il voulait réussir ses réformes, s'il voulait faire avaler le collège unique aux Européens qui ne voulaient pas l'accepter, il devait se montrer ferme et faire exécuter quelques condamnations à mort décidées par le tribunal militaire et réclamées par la population européenne.

Dès que la décision avait été prise, Mgr Duval, archevêque

d'Alger, le président du Consistoire, le grand mufti, le pasteur de l'Eglise réformée avaient rendu visite au ministre résidant pour le prier d'user de son droit de grâce. Le sang appelle le sang, avaient-ils expliqué. Les rebelles allaient se venger. En outre, Zabana fait prisonnier lors d'un accrochage le 8 novembre 1954 dans la première semaine de la rébellion, avait été blessé au cours du combat. Touché à une jambe, le bras gauche fracassé, une troisième balle était entrée dans la tempe et était ressortie par l'œil gauche.

« C'est un infirme que l'on va exécuter », avait dit Mgr Duval.

Mais Robert Lacoste était resté inflexible. Le deuxième condamné à mort, Ferradj Albelkader, avait-il répondu, n'avait pas eu plus de pitié que son homonyme, récemment arrêté et qui ne tarderait pas à être exécuté. Le premier avait tué un garde-chasse. Le second, goumier déserteur, avait participé au sein du commando Ali Khodja à l'embuscade de Sakamody au cours de laquelle, le 25 février 1956, un car de touristes et deux voitures particulières avaient été mitraillés. Six hommes, une femme et une petite fille, Françoise Salle, âgée de sept ans, avaient été massacrés. Un autre enfant blessé avait dû être amputé d'une jambe. Parmi les victimes, l'architecte Ritter, membre du groupe des libéraux de Charles Poncet qui soutenait l'action de la trêve civile d'Albert Camus !

Lorsque Omar Ouamrane avait appris le massacre aveugle, il était entré dans une violente colère contre Ali Khodja, puis il avait couvert le chef de ses commandos. « Dans une guerre révolutionnaire, on ne peut faire de sentiment », avait-il dit, d'autant que ses adjoints lui avaient fait remarquer que les mechtas écrasées par les bombardements ou brûlées par le napalm comportaient elles aussi des femmes et des enfants. « Mais de ceux-là on ne parle jamais », avaient-ils répliqué.

Robert Lacoste avait donc refusé sa grâce. Non sans avoir beaucoup hésité car ce ministre résidant, critiqué de tous côtés, était un homme de cœur. On disait que son épouse avait été bouleversée par la décision et était bourrelée de remords. Il avait néanmoins envoyé sa décision au directeur de la prison.

« C'est l'engrenage, avait murmuré Lacoste. Mais si je veux réussir le plan fixé, je ne dois céder ni aux menaces des Européens ni aux repréailles du F.L.N. »

Lorsque les bois de justice furent montés dans la cour de la prison, une immense clameur parvint à l'extérieur. La Casbah, qui bordait le boulevard de Verdun où s'élevait Barberousse, se figea. Les cris des prisonniers, les chants qui s'élevaient de toutes les cellules glacèrent de terreur le quartier indigène. À 18 h 35, après que Zabana, tourné vers les fenêtres des cellules eut demandé pardon à tous ceux à qui il avait pu faire du mal dans sa vie, le couperet tomba sur le cou du deuxième condamné à mort.

Le boulanger du boulevard de Verdun entendit alors une voix de stentor qui hurlait en arabe :

« Nous te suivrons sur l'échafaud, mais qu'importe ! avec nous ou sans nous, l'Algérie sera libre. »

Le premier you-you fit sursauter le boulanger. Il sortait de la gorge de sa femme qui pleurait. En un éclair, il fut repris par toute la Casbah qui éclata en roulements perçants. Les zouaves du capitaine Sirvent, qui venaient de prendre possession de la Casbah, tirèrent en hâte les chevaux de frise qui bloquaient les issues du quartier maure. Dans chaque poste les hommes gardaient le doigt sur la détente pour empêcher qu'une éventuelle manifestation de représailles ne déferlât sur la ville européenne.

À six cents kilomètres de là, sur un plateau des Nemencha balayé par le vent, le colonel Bigeard, l'épaule entourée d'un pansement — il avait été légèrement blessé le samedi précédent —, fêtait avec ses officiers et ses hommes son élévation à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur en débouchant la minuscule bouteille de mauvais alcool que comportait chaque boîte de ration. Celui qui était en passe de devenir le militaire le plus célèbre de l'armée française ignorait qu'à Alger venait de se frapper le premier des trois coups annonçant une tragédie dont il allait tenir l'un des rôles principaux.

Une heure après l'exécution, Abane et Ouamrane décidèrent de passer à l'action. Depuis la campagne de presse demandant l'exécution des condamnés, campagne qui avait trouvé un écho favorable dans toute la population qui réclamait une politique de fermeté de la part du gouverneur, Abane, Krim et Ouamrane avaient décidé que si la menace était mise à exécution il y aurait des répercussions sur la population civile.

Abane avait écrit avec Ben M'Hidi un tract disant notamment :

« Toute exécution de combattants entraînera des représailles.

Pour chaque maquisard guillotiné, 100 Français seront abattus sans distinction. »

« L'heure est venue, dit Abane à Ouamrane, il faut absolument acculer le gouvernement français à considérer les hommes du F.L.N. comme des combattants et à les traiter comme tels.

— Ce qui est incompréhensible, répondit Ouamrane, c'est que Zabana et Ferradj aient été exécutés par les Français au moment où Ben M'Hidi, de retour du Caire, nous annonce que des contacts sont en préparation entre M'hamed Yazid, Khider et des représentants de Guy Mollet. C'est un drôle de climat pour essayer de s'entendre.

— Tu sais, il y a une politique à Paris et une autre à Alger. Nous sommes à Alger et on doit réagir. »

À 20 Heures, Bouchafa reçut l'ordre de mobiliser ses troupes et de passer à l'action individuelle, Ouamrane précisa :

« Descendez n'importe quel Européen de dix-huit à cinquante-quatre ans. Pas de femmes, pas d'enfants, pas de vieux. Les actions commenceront le 20 juin à 18 Heures. »

Yacef Saadi reçut le même ordre pour le 21 juin. Cent éléments armés devaient semer la terreur à Alger.

Marcel Garbagnati attendait patiemment assis sur sa Vespa devant l'entrée de la clinique de Verdun à deux pas de la prison de Barberousse. Son ami Antoine Montaner était venu voir son père, opéré de la veille, et avait demandé à Marcel de l'accompagner. Les deux jeunes gens étaient inséparables.

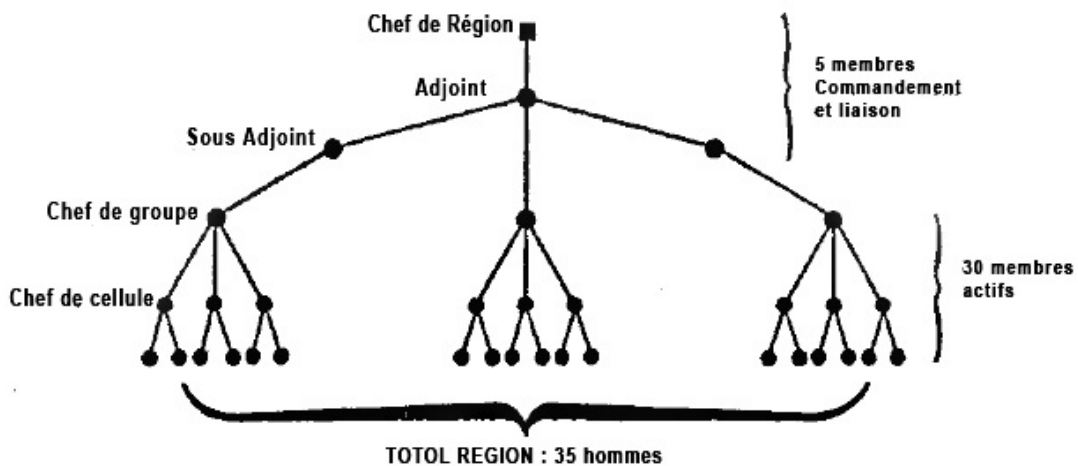
« Je suis heureux, tout s'est bien passé. » Antoine monta sur le tan-sad ; Marcel prit appui du pied gauche sur le démarreur. En courant, un jeune homme s'approcha des deux garçons et vida sur eux le chargeur de son 11,43. Marcel Garbagnati, vingt ans, s'écroula sans un cri. Il avait un gros trou sous le sein gauche. Son ami Antoine avait une cuisse transpercée et geignait sur le trottoir lorsque les secours arrivèrent. Le terroriste s'était enfui par les escaliers du boulevard de Verdun. Marcel et Antoine étaient les deux premières victimes innocentes des représailles ordonnées par le F.L.N. On retrouva près de leurs corps une feuille de cahier sur laquelle étaient tracés ces mots : « Zabana-Ferradj, vous êtes vengés. » On devait retrouver ces mêmes mots sur les corps des 49 victimes, tuées ou blessées au cours des

soixante-douze attentats qui pendant trois jours plongèrent Alger dans la terreur.

M. F..., commissaire du ... arrondissement d'Alger tapa soigneusement les aveux que Ouanouri Mohamed, pris les armes à la main au cours d'une opération à Bab-el-Oued, venait de passer aux Renseignements généraux. Ouanouri Mohamed, dit « Petit-Maroc » ou « Maroki », faisait partie d'un groupe de terroristes dépendant de Yacef Saadi. Son compagnon, Maïdi Achour Ben Mohamed, un maçon de vingt-quatre ans, avait été abattu alors qu'il tentait de s'enfuir. Petit-Maroc, sérieusement interrogé, avait révélé le nom de son chef de groupe : Boudriès, propriétaire d'un bain maure, 20 rue de Thèbes, en pleine Casbah. Un bouclage du quartier n'avait donné aucun résultat. Yacef avait fait jouer le cloisonnement de ses réseaux. Maïdi et Petit-Maroc ne connaissaient que Boudriès et même sous la torture ne pouvaient révéler aucun autre nom, à part celui de Yacef qui dans la Casbah devenait légendaire. Boudriès avait été immédiatement évacué au maquis. Ouamrane l'avait incorporé dans ses troupes. Les hommes du commissaire F... trouvèrent l'oiseau envolé. Mais F... remarqua que Maïdi, le maçon abattu, habitait lui aussi rue de Thèbes, au n° 2.

« Ça grouille dans ce coin », pensa-t-il.

Les précisions apportées depuis quelque temps par Petit-Maroc et par les militants arrêtés par le commissaire Boulanger prouvaient que des groupes de terroristes groupés en cellules de 2 ou 3 membres s'ignorant les uns les autres, selon la technique pyramidale définie par le schéma suivant :



venaient d'entrer en action. Les patrouilles militaires et policières étaient décuplées. Alger étant entièrement quadrillé, les contrôles d'identité, les fouilles-surprise se multipliaient. Toute la ville résonnait encore des coups de feu des 20, 21, 22 juin dont le retentissement était considérable. Le fossé se creusait. Les Européens se méfiaient des musulmans. Jusque-là on parlait d'éborgements, de fermiers assassinés, mais la ville n'avait pas été touchée par le terrorisme. Maintenant, c'était fait. Alger apprenait la peur. L'escalade de la cruauté commençait.

Les familles des victimes avaient reçu du F.L.N. une lettre rendant le gouvernement français responsable. « Ayant décidé l'exécution de Zabana et de Ferradj, c'est lui qui a condamné les innocentes victimes. » Le président de la République, René Coty, avait de son côté reçu une lettre portant la liste des victimes civiles des attentats d'Alger, accompagnée de la mention : « Voilà les noms de ceux dont la mort vous incombe. »

Le commissaire F..., comme la majorité des Européens d'Alger, pensait que l'on prenait beaucoup de gants pour mater cette rébellion. On discutait, on faisait des réformes. « Et voilà où ça nous conduit... » Lui était bien décidé à ne pas se laisser faire. C'était en outre son devoir de policier.

Le rapport sur Petit-Maroc terminé, le commissaire écrivit sur la chemise du dossier : « Voir rue de Thèbes ». Il souligna ce nom en rouge et se promit de toucher deux mots de cette affaire à K..., un policier de la mondaine aux R.G., qui partageait les mêmes opinions que lui.

« Il faudrait nettoyer définitivement cette taupinière, pensa le commissaire. Et leur montrer que la loi du talion, on connaît aussi... »

La grève des étudiants de mai 1956 eut sur la région 4, l'Algérois, des conséquences importantes. D'un jour à l'autre, les maquis, composés en majorité de montagnards, de paysans, d'ouvriers, virent arriver des étudiants. Et pis encore : des filles !

Jusque-là, les intellectuels, les jeunes filles, venant au Front avaient été intégrés aux groupes citadins. Bouchafa, Yacef, Abane en avaient besoin pour leurs liaisons, pour la rédaction des tracts, pour les contacts en milieux libéraux. Mais, dès la grève, ils étaient arrivés en trop grand nombre et il avait fallu les envoyer au maquis. Cela ne posait aucun problème pour les garçons. Il

n'en était pas de même pour les filles.

Depuis novembre 1954, le problème des femmes se posait à tous les chefs de maquis. On avait dû prendre des mesures rigoureuses. Les relations sexuelles avec les filles des villages traversés étaient punies de mort. On en était à la prise en main de la population et qu'une fille — promise par sa famille à un ami — soit déshonorée par l'un de ces militants du F.L.N. disant qu'ils luttent pour le bonheur du peuple et l'indépendance du pays, et c'étaient des semaines d'efforts perdus ! Tout le village risquait de passer aux Français pour venger l'honneur d'une des siennes.

Lorsque Ouamrane et Sadek virent arriver ces garçons et ces filles, rejets de bourgeois musulmans, ils ne surent qu'en faire. Ou plutôt ils s'aperçurent qu'ils ne devaient les mêler au maquis qu'après une période d'adaptation : on manquait de médecins, de secouristes, d'infirmières. On manquait du personnel capable de rédiger un tract. Et soudain les vannes étaient ouvertes : les jeunes arrivaient. En outre, Ouamrane avait fait une découverte d'importance. Les jeunes gens arrivant au maquis avaient « fait basculer » leurs parents — pour la plupart de riches bourgeois capables de payer des études supérieures à leurs enfants — du côté du F.L.N. Le « petit » étant au maquis, le père se trouvait « mouillé ». Il ne pouvait décemment pas apporter son concours — même s'il l'avait envisagé — à une quelconque réforme de Lacoste. Ce mouvement de grève dirigé par Ben Yahia avait eu des conséquences dont l'étudiant n'avait pas prévu la portée. Encore qu'Abane se soit penché depuis un certain nombre de semaines sur le problème des étudiants, il sentait qu'il pourrait s'appuyer sur eux. L'entrée, plus ou moins volontaire, de cette bourgeoisie dans la révolution évita en 1956 le clivage entre les paysans qui au maquis prenaient les coups et les « favorisés » des villes que le Gouvernement général couvait dans l'espoir de se les attacher.

Les familles bourgeoises à Alger comprirent moins facilement le départ de leurs filles pour le maquis. Si les parents admettaient que celles-ci fassent des études supérieures, sortent seules, aient abandonné le voile, ils ne toléraient pas qu'elles aient quitté le domicile paternel sans autorisation et vivent à la belle étoile, entourées de garçons inconnus, à la merci de « la bête qui fouille le ventre de tout homme ».

Lorsque Sadek vit arriver, le 15 juillet, à son P.C. de Batna,

trois jeunes filles et un homme, il essuya ses jumelles et crut être l'objet d'une hallucination. Amara, étudiant en quatrième année de médecine, amenait Fadilah, Meriem Bent Miloud et Safia Bazi. Cette dernière était la fille aînée de la famille Bazi. Riche bourgeoisie d'El-Biar, quartier résidentiel. Son père, très religieux, était rédacteur en chef d'*El-Bassair*, journal des ulémas, interdit depuis que Toufik El-Madani avait rallié le F.L.N. Safia était partie sans en aviser sa famille. Elle avait laissé deux lettres : l'une pour sa petite sœur Rabea, qu'elle adorait, l'autre pour son père. Celui-ci avait failli avoir une attaque. Sa fille préférée, l'aînée, si belle, si intelligente, partie « au maquis » certainement avec des voyous ! Il avait fallu le rapport d'un homme de confiance pour que M. Bazi crût à la réalité des sentiments patriotiques de sa fille. Il la voyait déjà déshonorée. Il était surtout furieux que son autorité soit battue en brèche. Décidément, cette révolution bouleversait toutes les hiérarchies établies.

Sadek se trouva lui aussi devant un problème difficile à résoudre. Comment mettre ces trois filles — qui, comble de malheur, étaient jolies — en contact avec les maquisards ? Au cours de conversations avec Azzedine, avec Ali Khodja, avec le petit Lounici — on disait le petit car il était tout jeune mais il avait une stature gigantesque et une tête énorme surmontée d'épais sourcils déjà légendaires dans la zone où il avait été affecté —, bref, avec tous les responsables militaires, Sadek avait pu s'apercevoir que le problème sexuel était important. Azzedine lui avait signalé des cas d'homosexualité, de masturbation en série, de refoulement. Au moins les militaires avaient les bordels des villes de garnison. Les *djounoud* n'avaient rien et l'on punissait de mort celui qui était convaincu d'avoir — non pas violé — mais seulement séduit une fille de village.

Au cours d'un bref sondage, Si Lakhdar, homologue d'Ali Khodja, avait refusé d'avoir des filles chez lui. « Ça va être la bagarre », dit-il.

Lounici, lui, avait été encore plus direct : « Moi qui suis leur chef, je ne sais pas ce qui me retiendra, ça m'excite trop. Alors... pas de filles ! » Azzedine fut aussi formel. « Le sentiment, le passé, la famille... ça ne peut qu'amollir les hommes. On fait tout pour ne leur faire penser qu'à l'avenir. Les filles, on verra plus tard. »

Sadek n'était pas au bout de ses peines, car dans les jours qui

suivirent cent vingt garçons et filles vinrent rejoindre Amara et ses compagnes. Il fallait les prendre en main. Il organisa donc avec l'accord d'Ouamrane un stage politico-militaire à la zaouïa (école coranique) de Louzana. Il s'agissait de leur expliquer les buts de la révolution et surtout les sonder pour savoir quelle serait chez les intellectuels mis en contact avec la réalité quotidienne du maquis, avec la sauvagerie du combat et des représailles, la continuité de l'idée révolutionnaire. Si les maquisards de la première heure, les commandos d'Ali Khodja, les paysans d'Ouamrane et de Sadek ne se posaient aucun problème si ce n'est celui de la victoire de la révolution, il n'en était pas de même des étudiants. Les premières pages du carnet de Saïd Hermouche, médecin, qui allait plus tard épouser au maquis la belle Fadilah qui venait d'arriver avec Safia Bazi, montrent à quel point ces jeunes intellectuels avaient besoin de justifications. On y lit pêle-mêle des citations, des recettes, la description de plantes comestibles :

— Seule la liberté justifie l'effusion de sang !

.....

— Je serais homme à sacrifier ma patrie à la justice s'il fallait choisir entre l'une et l'autre (Prud'homme).

.....

— Prévoir l'établissement de fiches médicales pour chaque homme visité.

.....

— Ce ne sont pas les plus beaux athlètes qui seront couronnés ; ce seront ceux qui auront combattu.

.....

— Le mal engendre la vertu. Et la peur le courage.

.....

— Bouhanajouar, plante sauvage à l'anis à mettre en salade.

.....

— Note sur l'auscultation du cœur. Arythmie. Trouver des calmants.

.....

— « Sonnet à Hélène ». Ronsard.

.....

— Ce n'est pas la bêtise qui nous assassine, c'est la lâcheté. On ment, on ment du haut en bas. Le mensonge, ici, est devenu une seconde manière. On ment tellement qu'on ne le sait plus. Tu comprends : on ment par devoir. À partir de là, c'est le marais...

Le gouvernement raconte des blagues au pays ? Mais les généraux et les préfets mentent aux ministres. Les capitaines mentent aux généraux et aux préfets... et tu peux continuer. Quand il y a une saloperie commise par mon régiment, par certains de mes hommes en opération, tu crois qu'on me met au courant ? Mais non. On se couvre « entre copains ». Quand je l'apprends, c'est par hasard ! L'exemple vient du sommet et il imprègne la pyramide jusqu'en bas. (Cdt M..., Conversations.)

.....

— Presque tous les hommes sont esclaves par la raison que les Spartiates donnaient de la servitude des Perses, faute de savoir prononcer la syllabe « non ». Savoir prononcer ce mot et savoir vivre seul, sont les deux seuls moyens de conserver sa liberté et son caractère. (Chamfort.)

.....

*Montez de la
mine,*

*Descendez des
collines,*

Camarades.

*Sortez de la
paille*

*Les fusils, la
mitraille,*

Les grenades.

*Ami, si tu
tombes,*

*Un ami sort de
l'ombre*

À ta place.

*Demain, du
sang noir*

*Séchera au
grand soleil*

Sur les routes.

*Sifflez compagnons,
Dans la nuit, la liberté
Nous écoute.*

Sadek décida que les filles seraient versées dans des unités médicales et resteraient en poste avec les médecins.

Mais d'autres problèmes l'assaillaient. Il fallait prévoir la sécurité des grands patrons qui allaient se réunir quelque part en Kabylie. La grande conférence — Abane disait même congrès — allait s'ouvrir en juillet. Tous les chefs de zone et les représentants de l'extérieur devaient se réunir pour la première fois depuis le déclenchement de la révolution.

Sadek, Si M'hamed, commissaire politique, et Si Chérif, un homme du Sud à qui on avait confié la zone 6 (Sahara), devaient être du voyage. Sadek composa l'escorte : quarante hommes armés et quatre F.M. de protection. Il prévoyait trois semaines de voyage pour gagner l'épaisse forêt qui couvrait les pentes de la chaîne des Bibans où devait se tenir la conférence. Trois semaines pour faire à pied les cent cinquante kilomètres à vol d'oiseau qui séparaient Palestro de Bordj-bou-Argeridj, il fallait bien compter cela car sur ces cent cinquante kilomètres il allait falloir passer à travers le tiers de l'armée française. À pied. Et de nuit.

Faire le bilan de vingt mois de révolution, critiquer certaines méthodes employées, en préconiser d'autres et surtout unifier le commandement, tel était le but que s'était fixé Abane en convoquant un congrès.

À vrai dire, l'idée d'une réunion générale revenait aux six Fils de la Toussaint qui s'étaient donné rendez-vous trois mois après le déclenchement. Mais la répression avait été si vive, si efficace, que toutes les liaisons avaient été coupées. Krim, Abane, Ben Khedda, Saad Dahlab et Ben M'Hidi, qui les avait rejoints à Alger, discutèrent longuement des idées directrices qui devaient animer le congrès. Depuis quelque temps, les cinq hommes étaient devenus de véritables chefs de la révolution, mais des chefs politiques. S'ils contrôlaient militairement l'Oranie, la

Kabylie et l'Algérois, une partie de l'armée leur échappait : la zone de l'Aurès et surtout la zone 2, où Zighout Youssef et Ben Tobbal se montraient redoutables. Février et mars avaient vu les Constantinois isoler à leur profit tout le massif de Collo jusqu'à Djidjelli. Cette zone était devenue pour eux d'une sécurité totale. Ils avaient récupéré des armes en quantité, jusqu'à des jeeps et land-rovers dont ils ne savaient que faire. Des fermes avaient été libérées et Ben Tobbal avait établi des comités de métayage. Certains villages de colonisation, tel Roknia, avaient été abandonnés par les Européens. *La Dépêche de Constantine* avait même titré : « Village à vendre ». Bref l'autorité de Zighout sur le Constantinois était incontestable.

Il fallait donc que ces deux régions, Aurès et Nord constantinois acceptent la direction collégiale d'Alger. De plus, chacun des cinq chefs désirait profondément que l'on discute en commun des grands problèmes qui se posaient ou allaient inévitablement se poser à la révolution. Les cinq hommes étaient arrivés aux conclusions suivantes :

1. Il faut que les responsables de toutes les zones se réunissent. Le fait même de leur réunion sera considérable car il doit pouvoir permettre un dialogue fructueux sur les méthodes d'organisation. Chacun sortira de son cadre habituel et sera amené à se pencher sur les difficultés de l'autre. On pourra ainsi examiner les différentes formes de pression et les réactions qu'on devrait avoir pour reprendre en main la population ;

2. Il faut établir une plate-forme politique commune à cet ensemble de responsables afin que dans toutes les zones la pensée du Front puisse être véhiculée de la même manière, avec la même doctrine et les mêmes objectifs. Créer sur le plan politique et militaire une unité de commandement. Car, jusque-là, chaque chef de zone avait agi comme au 1^{er} novembre : selon son humeur, son talent, ses qualités de chef. Les résultats étaient excellents dans le Nord constantinois. Et devenaient catastrophiques dans l'Aurès où — les chefs ignoraient la mort de Ben Boulaïd — c'était l'anarchie la plus complète ;

3. Sur le plan militaire, il était nécessaire d'établir des frontières entre chaque zone pour éviter des frictions entre chefs locaux. Les limites des zones devaient être fixées sur le plan géographique. Zighout s'était plaint des incursions « expansionnistes » d'Amirouche qui, inlassablement, étendait

son territoire et soumettait la population par des méthodes que réprouvaient formellement les chefs constantinois.

À partir de ces grandes lignes, Lebjaoui, Ouzegane et Chentouf avaient établi les termes d'une plate-forme dont les différents articles seraient à nouveau étudiés et soumis au vote du congrès.

Pour les chefs algérois, il s'agissait également de faire admettre la primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur, sujets qu'Abane, à qui beaucoup reprochaient de se laisser griser par la puissance acquise à Alger au cours des derniers mois, estimait essentiels. Il comptait beaucoup sur l'aide de Ben M'Hidi pour l'emporter.

Ben M'Hidi, l'un des six chefs du 1^{er} novembre, s'était tout de suite entendu avec Abane. Les deux hommes avaient sans nul doute la plus forte personnalité de l'état-major du Front. En outre, ils possédaient l'un comme l'autre une culture politique bien supérieure à celle de Krim, de Zighout ou d'Ouamrane. Là s'arrêtait leur ressemblance car autant Abane était fort, violent, caustique, exclusif, expéditif dans ses jugements comme dans ses décisions, autant Ben M'Hidi était calme, tranquille, apaisant, réfléchi.

Capable de risquer sa vie avec autant de courage et de détermination que le chef de commando le plus efficace, Ben M'Hidi préférait parler, démontrer, convaincre. C'était l'idéaliste révolutionnaire, le politique, le théoricien. Abane, lui, mêlait sans cesse la politique à l'action. Plus Abane était fracassant, plus Ben M'Hidi était raisonnable. Pour lui, toute action devait être justifiée par un but politique. Il était persuadé que l'action politique apporterait la victoire et il négligeait les supports militaires. Un Krim Belkacem, un Zighout, un Ben Tobbal croyaient, en cette année 1956, à une possible victoire militaire. Cela faisait sourire Ben M'Hidi.

Cet homme au physique fluët, à la voix douce et posée, était animé d'une foi profonde. C'était un socialiste convaincu et il voulait profiter de ce congrès pour faire admettre aux militaires la suprématie de l'action politique.

Respecté par tous comme chef historique, il va être le tampon entre Abane et certains militaires qui supportent difficilement les excès de langage et les jugements sans appel du chef algérois. Il sera le véritable animateur de ce congrès préparé par Abane et qui

va se révéler comme l'événement le plus important de l'histoire du Front puisqu'il donnera à la révolution algérienne les bases politiques et le cadre militaire qui lui manquaient jusque-là.

Ouamrane trébucha sur une pierre de la piste. Son mollet le faisait souffrir. Depuis trois semaines, il marchait avec une plaie à la jambe gauche. Le voyage depuis Alger avait été aussi mouvementé que le prévoyait Sadek. Le 3 juillet, près de Z'Bar-Bar, la caravane d'Alger qui comprenait Ouamrane, Abane, Ben M'Hidi, Sadek et Si Chérif avec leurs quarante hommes d'escorte s'était fait accrocher par un bataillon français. Pour la première et unique fois de la révolution, les deux « politiques » Abane et Ben M'Hidi avaient fait le coup de feu. Il n'y avait pas eu de casse. Sous la violence de la riposte, les Français, croyant avoir à faire à une katiba⁽⁴⁾ s'étaient repliés. Le calme revenu, le chef d'escorte et Sadek avaient reproché aux chefs d'avoir pris part à l'action.

« Vous n'êtes pas là pour ça. Il faut arriver à la Soummam entiers ! »

Le 7 juillet, près de Bouïra, nouvel accrochage. Là, Ouamrane avait été touché au mollet gauche. On avait perdu Ben M'Hidi, qui ne connaissait pas la région kabyle. En outre, le commando et les chefs étaient en uniforme et les gens du douar Bounouh, près du Djurdjura, les avaient pris pour des goumiers et avaient refusé de les recevoir ! Il avait fallu se faire reconnaître. On avait récupéré Ben M'Hidi qui avait gagné comme il avait pu le village où la troupe avait fait halte pour le dîner.

Quelques heures plus tard, au douar Beni-Mélikèche, dans la région de Tazmalt, la caravane algéroise fit sa jonction avec les Kabyles : Krim, Amirouche et Mohammedi Saïd. Il fallait gagner la zone des Bibans, lieu de rendez-vous fixé aux Aurésiens et aux Constantinois.

Le 22 juillet à la nuit, le congrès de la Soummam faillit se terminer avant d'avoir commencé. La caravane comptait maintenant deux cents hommes. Lors du passage de la ligne de chemin de fer Bouïra-Bougie, les chefs F.L.N. tombèrent sur une magnifique embuscade de routine tendue par des rappelés. Là, pas question de faire face. Les chefs se sauvèrent à toutes jambes, laissant le commando d'Alger et ceux d'Amirouche s'expliquer avec les Français. C'est au petit jour, lorsque les rescapés eurent gagné la forêt des Bibans, qu'on s'aperçut de la catastrophe : le

mulet qui transportait tout le secrétariat de la future conférence et 500 000 anciens francs avait été pris de panique et s'était sauvé au galop ! On apprendra plus tard que ce mulet volé par le F.L.N. à des goumiers de la région avait regagné directement sa caserne à Tazmalt, apportant à domicile aux services de renseignements français l'annonce d'une conférence des plus importantes, le nom de ceux qui allaient y participer, la date fixée : 30 juillet, le double des invitations lancées aux chefs de chaque région et toute la documentation nécessaire à l'établissement d'une plate-forme politico-militaire de la plus haute importance ! Seul le lieu de la rencontre manquait. Immédiatement, le général d'Elissagaray monta une gigantesque opération enserrant, telle une nasse, toute la région des Bibans.

Lorsqu'ils s'étaient aperçus de la catastrophe, les chefs F.L.N. avaient décidé de changer le lieu où se déroulerait le congrès. On choisit de se réunir au-dessus d'Ighzer-Amokrane, au pied du Djurdjura, au cœur d'une zone tenue par les 1 500 hommes d'Amirouche chargé de la sécurité générale du congrès. Celui-ci envoya Kaci, son adjoint, à la rencontre de Zighout, Ben Tobbal et du commando constantinois pour les aviser du changement imposé par les circonstances. La réunion se tiendrait en pleine montagne pour éviter l'opération d'Elissagaray. « S'ils ont saisi le mulet, prédit Amirouche, on va assister à un beau feu d'artifice. »

L'opération se déroula sous leurs yeux le 31 juillet. Ils eurent ainsi confirmation que l'armée française avait bien récupéré le « secrétaire de Krim Belkacem » ! D'Elissagaray avait engagé la 7^e D.M.R. tout entière dans une opération de grande envergure. Un véritable barrage de chars délimita la région comprise entre la Soummam, les Bibans, la route de Sétif et de Bougie. Puis, guidée par des fusées lumineuses, l'aviation « arrosa » le périmètre avant que l'armée se mette en marche. Un filet aux mailles infranchissables s'était refermé sur la région. Si les renseignements étaient exacts, les chefs rebelles n'en sortiraient pas. La 7^e D.M.R. livra plusieurs combats violents car les hommes des commandos d'Amirouche qui n'étaient pas affectés à la sécurité des membres du congrès harcelèrent certaines unités isolées. Le bilan publié par la 7^e D.M.R. fut lourd : « 40 rebelles tués. 10 capturés ainsi que 200 suspects. 13 militaires français tués. 10 blessés. » Amirouche assura aux participants au congrès qui avaient assisté au combat depuis les collines voisines, à 2 km au-delà du barrage de chars, qu'il n'avait pas eu de pertes

importantes. Il avait attaqué pour que la 7^e D.M.R. trouve l'adversaire espéré vers le sud et qu'elle n'ait pas l'idée de poursuivre son opération vers le nord, où allait se tenir la conférence.

C'est sur la lisière de cette opération que tombèrent les Constantinois avertis par Kaci du changement de rendez-vous. Zighout et Ben Tobbal jouèrent à cache-cache pendant une semaine avec quelques unités isolées et récupérèrent même un F.M. Bar sans perdre un homme. Le 2 août 1956, les Constantinois faisaient leur jonction avec les Algérois et les Kabyles.

Le soleil faisait éclater le Djurdjura dont les pentes déchiquetées venaient se perdre à quelques centaines de mètres derrière la maison forestière d'Igbal appartenant à Saïd Mohamed Amokrane, dit Maklouf, un militant du village d'Ighzer-Amokrane. Contacté en pleine nuit par les hommes d'Amirouche, il avait conduit à l'aube la caravane des chefs sur une piste défoncée qui partait d'un bouquet de figuiers et d'oliviers et qui grimpait très vite à l'assaut du djebel SoummaM. La piste était mauvaise, pierreuse, glissante. Le pied y trouvait difficilement un appui sûr, mais elle avait l'avantage d'être invisible de la route nationale, cachée par une double rangée d'eucalyptus dont les branches qui pendaient mollement faisaient un rideau opaque et bruisant. Ouamrane jura de nouveau. Sa blessure était douloureuse bien que sans gravité.

« Patience, sergent, dit Maklouf, il n'y en a plus que pour dix kilomètres ! »

Aux plantations de figuiers et d'oliviers, seules richesses de la Kabylie, avaient succédé des pentes rudes parsemées de cailloux, de rochers, d'oliviers sauvages au feuillage d'argent, de hautes herbes frémissantes dont les tiges épaisses avaient résisté au soleil de l'été. L'air embaumait le thym, la menthe sauvage, les herbes amères de la montagne. Au loin, des bouquets de frênes signalaient la présence de mechtas isolées qui s'étaient ainsi protégées du soleil brûlant de l'été et du vent glacial de l'hiver ; adossées à la montagne et dissimulées par la végétation les habitations étaient presque invisibles. La couleur des tuiles se confondait avec celle de la terre rouge d'où semblaient sortir les murs.

Après cinq kilomètres, les chefs en marche rencontrèrent les

premières sentinelles postées par Amirouche. Le responsable de la sécurité avait dû transformer en quarante-huit heures tout le dispositif prévu pour la forêt des Bibans et replier ses 1 500 hommes sur la région d'Igbal, où se déroulerait la conférence.

La petite piste caillouteuse, poussiéreuse s'accrochait maintenant au versant en pente forte, presque à pic. Les pierres roulaient sous les pieds des hommes fatigués. Lorsqu'il fallut franchir le torrent qui descendait du Djurdjura, coupant la piste pour se jeter dans l'oued qui coulait paisiblement au fond du ravin, les hommes ne résistèrent pas à la tentation de l'eau glacée, bleue à force d'être limpide, colorée, semblait-il, par son passage dans la roche platinée et éblouissante du massif déchiqueté. Les lèvres étaient collées par la poussière rouge de la piste. Les premières gorgées brûlèrent comme de l'alcool.

« Voilà la maison », dit Maklouf à Abane qui s'essuyait le front.

Le chef algérois tenta vainement d'apercevoir le bâtiment que le militant lui indiquait. La réverbération du soleil déjà haut sur la roche désolée du Djurdjura était telle qu'il fallait la vue perçante d'un Kabyle du djebel pour distinguer quoi que ce soit dans cette nappe de feu qui semblait dégringoler du sommet du massif.. Krim pensa que son pays, sa région, usait de tous les subterfuges offerts par la nature pour se rendre hostile à l'étranger et douce au Kabyle. Amirouche avait bien choisi son coin !

Lorsque la caravane arriva à la maison forestière les hommes se laissèrent tomber sur l'herbe qui bordait le chemin. La maison comportait trois pièces. Un rez-de-chaussée où déjà la femme de Maklouf et deux de ses filles préparaient du café, des galettes, des piments et des figues pour les chefs de la révolution, et deux pièces au premier étage dont les fenêtres à volets verts s'ouvraient sur un balcon sans rambarde.

Salah Hocine se présenta à Krim Belkacem :

« Je suis chargé par Amirouche de mettre ma section en protection de l'état-major, dit-il. Je les ai installés près de la source. »

Face à la maison forestière, un champ immense avait été transformé en terrain de repos pour les hommes d'Amirouche qui en avaient déjà pris possession. Etendus, le visage protégé du soleil par un chèche, ils récupéraient les marches forcées

imposées par l'opération des Bibans. Au bas du pré, protégée par un bâtiment plat, la source Tala Inourar fournissait de l'eau fraîche aux mechtas environnantes. C'était le lieu de rendez-vous des femmes à longues robes bariolées et fichus vifs qui venaient chercher l'eau dans de grandes cruches de terre qu'elles fixaient ensuite sur leur dos avant de reprendre, pliées sous le fardeau, la piste inégale qui les conduisait à leurs gourbis. Pour l'instant, elles regardaient craintivement ces *djounoud* en uniforme qui ne quittaient pas leurs armes et représentaient cette Armée de libération nationale dont on parlait tant. Elles étaient partagées entre l'admiration de voir tant d'hommes si bien armés et la crainte des malheurs que leur présence risquait de provoquer. Dans la journée, toutes les mechtas à dix kilomètres à la ronde sauraient qu'« il y avait une armée à Igbal » et l'on n'appelait plus la maison de Maklouf que « la caserne d'Amirouche ». Pour ces gens simples et terrorisés par les violents combats et les bombardements dont leur région avait été le cadre depuis 1955, le nom d'Amirouche était le symbole de la révolution. Ils connaissaient vaguement celui de Krim Belkacem et ignoraient tout d'Abane ou de Ben M'Hidi.

Les deux chefs politiques, faisant équipe, étaient logés plus bas dans la maison de Bouguermouh dissimulée entre deux frênes, en contrebas de la pente. Face à eux s'ouvrait la vallée de la Soummam au fond de laquelle la rivière déroulait dans la brume ses méandres d'argent.

Ben Tobbal et Zighout faisaient connaissance avec Krim et Abane qu'ils n'avaient jamais rencontrés. Les Constantinois ne connaissaient que Saad Dahlab, envoyé fin mars 1956 par Abane pour les sonder sur l'éventualité d'un congrès, Ouamrane, un ami de longue date, et Ben M'Hidi qu'ils n'avaient pas revu depuis ce 25 juillet 1954 où, dans une villa du Clos-Salembier, ils avaient décidé à vingt-deux de la lutte armée contre la France^[5].

En ce mois d'août 1956, ils étaient seize réunis à Igbal en pleine montagne pour donner un nouveau cadre à la révolution.

Zighout Youssef, Ben Tobbal, Ben Aouda, Ali Kafi, Rouiba Hocine, Mezhoudi Brahim représentaient la région 2 : Nord constantinois.

Krim Belkacem, Mohammedi Saïd, Amirouche, Kaci représentaient la Kabylie, région 3.

Ouamrane, Sadek, Si M'hamed, l'Algérois, région 4.

Ben M'Hidi, l'Oranie, région 5.

Abane représentait la politique et la ville d'Alger qu'il avait bien l'intention de transformer en zone autonome détachée de la région 4.

Sadek, Si M'hamed et Si Chérif étaient sur le point de repartir car l'état-major avait appris qu'Azzedine et trois infirmières — dont Safia Bazi — avaient été faits prisonniers dans une immense opération menée par l'armée dans l'Algérois. Il fallait reprendre la région en main dans le plus bref délai. En outre, Sadek assurerait la liaison avec Alger où Ben Khedda et Saad Dahlad étaient restés pour assurer l'intérim.

« Qui représente l'Aurès ? demanda Ben Tobbal.

— Pendant notre bref passage dans les Bibans, répondit Abane, au lieu de rendez-vous initial, j'ai vu Omar Ben Boulaïd. Il m'apportait une lettre de son frère Mostefa qui le déléguait à sa place pour le congrès. Il est reparti voyant que vous n'étiez pas arrivés et doit revenir ici dans quelques jours. »

Ben Tobbal et Zighout crurent avoir mal entendu.

« Comment ! C'est Mostefa qui a délégué Omar, son frère ? dit Zighout.

— Oui. J'ai vu la lettre.

— Mais, Abane, Mostefa est mort. Et l'Aurès en pleine anarchie. La lettre est un faux !

— Je t'assure, intervint Ben M'Hidi, je connais l'écriture de Ben Boulaïd. La lettre est authentique. »

Ben Tobbal expliqua qu'ayant la liaison avec la région 1 il avait envoyé deux émissaires dans l'Aurès. Les deux hommes étaient revenus annonçant la mort de Ben Boulaïd avec onze cadres après l'explosion d'un poste piégé. Chihani avait pris sa place, puis avait été liquidé par Adjel Adjoul, qui l'avait accusé de pédérastie. On murmurait même que Ben Boulaïd aurait pu être liquidé par Adjel Adjoul.

« Ben Boulaïd, le vrai, Mostefa, est mort, insista Zighout. Et toutes les tribus chaouïas vivent en circuit fermé. Tout étranger est un ennemi. C'est l'anarchie.

— C'est bon, répondit Abane visiblement incrédule. Attendons le retour d'Omar Ben Boulaïd et nous verrons bien. »

Ben Tobbal avait remarqué sans plaisir l'agacement que semblait éprouver Abane devant les explications des maquisards.

« Et l'extérieur, interrogea-t-il, qui représente les frères de l'extérieur ?

— On leur a envoyé une convocation, répondit Abane. Mais ils sont bloqués en Italie entre Rome et San Remo, et ils ne peuvent parvenir jusqu'ici à pied !

— Si l'extérieur n'est pas là, dit Zighout, on contestera le congrès et notre réunion ne servira à rien.

— Mais Ben M'Hidi le représente », rassura Krim.

Ben M'Hidi le coupa :

« Attention ! je suis allé à l'extérieur, j'en suis revenu. Je ne suis pas le représentant officiel des frères Ben Bella, Khider et Aït Ahmed, mais je peux vous affirmer que la pensée qui ressort du projet de plate-forme mis au point à Alger concorde avec leurs opinions. »

Abane communiqua alors le projet établi par Ouzegane, Lebjaoui et Chcntouf et que Krim, Ben M'Hidi et lui-même avaient supervisé.

« C'est là-dessus que nous travaillerons, dit-il, étudiez le document avec soin. Maintenant, il ne nous reste plus qu'à attendre Omar Ben Boulaïd et nous pourrons commencer. »

L'attente allait durer quinze jours pendant lesquels les oppositions entre clans ne firent que se développer.

C'est d'abord Amirouche qui vint se plaindre à son chef, Krim Belkacem, de l'attitude d'Abane.

« Il dirige tout ici, remarqua-t-il, il commande tout comme s'il était le patron. Ici, c'est moi qui assure la protection, ça ne l'empêche pas de se faire protéger par ses quarante types armés jusqu'aux dents. Et cet idiot d'Ouamrane a l'air de son côté. »

Krim essaya de calmer son adjoint.

« Non, je t'assure, Krim, insista Amirouche, descendons Abane avant qu'il soit trop tard ! Il va tout bouffer. Et toi avec. Méfie-toi, Ben M'Hidi semble l'appuyer. »

Krim se fâcha tout rouge et imposa le silence à Amirouche. Il pensa en même temps que l'expéditif Kabyle n'avait pas tout à fait tort. Abane se comportait en véritable patron du congrès. Les Constantinois partageaient la même opinion. Ben Tobbal fit remarquer à Zighout que les « politiques » Ben M'Hidi et Abane avaient de plus une attitude un peu trop paternaliste vis-à-vis des militaires, des maquisards et n'avaient pas avec eux le comportement de chefs à chefs qui convenait. En outre, les maquisards sentaient que les politiques n'avaient pas la même conception qu'eux de l'importance de l'action militaire.

« On a l'impression, dit Ben Tobbal, que les cinq d'Alger ont déjà constitué une direction de fait et qu'ils nous ont réunis pour se faire plébisciter.

— Tout cela n'est pas bien grave, répondit Zighout. L'important est de maintenir un état d'esprit constructif.

— Oui, mais à entendre certains, on les croirait très alléchés par une solution de type tunisien. Et cela ce n'est pas très constructif ! »

Krim penchait de leur côté. Eux, les maquisards de la première heure, sentaient que quelque chose se tramait dans leur dos. Ces conversations d'août 1956 auront sans doute été à la base de l'association Krim-Ben Tobbal à laquelle se joindra Boussof et qui, dix-huit mois plus tard, prendra la tête de la révolution, Abane étant « éliminé » et l'état-major installé à Tunis.

Sentant que l'atmosphère se dégradait, Abane et Ben M'Hidi consultèrent leurs compagnons pour ouvrir le congrès. Les travaux commencèrent le 20 août 1956.

Il était nécessaire de se partager le travail et de se réunir en commission pour mettre au point la plateforme qui devrait être adoptée à la fin des travaux. Mais auparavant, quelques questions essentielles devaient être réglées au premier rang desquelles les méfaits et les massacres qui avaient un énorme retentissement et discréditaient la révolution. Trois événements étaient particulièrement mis en cause : le massacre du 20 août à Philippeville et à El-Halia, dont Zighout Youssef était responsable, le massacre de Sakamody, où des femmes et des enfants européens avaient été tués dans des conditions épouvantables par les hommes d'Ali Khodja et enfin la Nuit rouge de la Soummam, massacre dû à Amirouche.

Nous connaissons les deux premiers événements, le troisième se déroula en Petite Kabylie et cette fois fut dirigé non contre des Européens mais contre des musulmans.

Dans la région de Beni-Abbas, au-delà de Bougie, un gros village, Ioun-Dagen, avait été transformé en centre de harkis par un Kabyle extraordinaire, Ourabah, ex-sénateur, homme de « grande tente » dont l'influence fondée sur de solides assises religieuses — il représentait une confrérie très puissante — était considérable. Seigneur féodal mais très aimé du peuple, il avait refusé de « contribuer » à la lutte de l'A.L.N. Ses deux frères caïds ayant été assassinés par les maquisards, il organisa en liaison avec l'armée française l'une des principales harkas d'Algérie. Son initiative avait été suivie par la population qui était lasse des terribles combats qui opposaient le colonel Dufour à Amirouche, et surtout était excédée des méthodes autoritaires que ce dernier employait pour les convaincre d'aider le F.L.N. Tout le village d'Ioun-Dagen était armé et l'ex-sénateur Ourabah avait organisé à Sétif un défilé grandiose regroupant 3 000 harkis de la région. Amirouche avait essayé de rallier quelques hommes du village d'autodéfense. En vain. Alors, il avait décidé que cet exemple déplorable devait cesser. Il avait déclaré tout le village « traître » et l'avait rayé de la carte ! Le village avait été encerclé de nuit, investi par surprise et Amirouche avait donné l'ordre de tuer tout le monde. « Hommes, femmes, enfants, avait-il crié, et que ce châtiment soit exemplaire ! »

Ce fut un carnage épouvantable. On murmura qu'il y avait eu entre 1 000 et 1 100 morts ! Le retentissement avait été énorme. Krim avait convoqué le comité de région qui n'avait pas accepté cette façon d'agir. Et le chef de la Kabylie avait parcouru la zone au côté d'Amirouche. La tournée prouva que la discipline était trop forte, trop dure. Les villageois accouraient et s'inclinaient bien bas, trop bas devant Amirouche et KriM. Celui-ci avait alors fait de violents reproches à son adjoint militaire.

« Tout le monde est contre toi, lui dit-il, et ta méthode est idiote. Il ne suffit pas de faire peur, d'employer les mêmes armes que les Français sur la population.

— Mais si justement, s'était rebiffé Amirouche. Pour ce village, c'était terreur contre terreur. Les gens de la montagne ne sont pas éduqués. Ils sont terrorisés par les Français qui passent. Alors nous devons être aussi durs.

— Non, Amirouche. Il faut se servir des erreurs de la répression. Il faut convaincre et non terroriser. Et si la guérilla doit durer vingt ans, ce n'est pas avec tes méthodes que nous tiendrons. »

Krim savait qu'Amirouche avait un caractère dur et intransigeant. Pour lui, seuls comptaient le combat et la soumission du peuple. La question politique était secondaire. Le chef de la Kabylie décida de lui donner une leçon et il s'adressa, devant lui, aux habitants des villages traversés durant la tournée.

« Il faut voir dans l'A.L.N. des patriotes qui se sacrifient, expliqua-t-il, et ces patriotes représentent le peuple. Il faut les aider mais ne pas s'incliner trop bas devant eux comme je vous vois le faire. Le frère Amirouche, qui est un valeureux combattant, est un responsable au service du peuple... »

Krim avait réussi à limiter ainsi les dégâts et à freiner Amirouche dans son élan destructeur. Mais il ne voulait pas non plus s'en faire un ennemi ni casser son enthousiasme car Amirouche avait toujours plus d'armes récupérées, d'argent collecté, d'hommes ralliés à la cause du F.L.N. que les autres chefs de zone.

C'est cet argument que Krim développa devant ses compagnons lors du congrès de la Soummam.

« Tout militant, protesta Ben Tobbal, n'a rien s'il n'a pas l'amour de son peuple. Il faut que le chef — s'il est un vrai chef — redresse les torts du peuple et non qu'il le massacre. »

Abane et Ben M'Hidi étaient eux aussi opposés à l'action d'Amirouche, mais Krim, tout en se déclarant contre l'initiative de son subordonné, le « couvrit ». Etant chef de la Kabylie, c'était lui le responsable. L'affaire fut classée. Ouamrane opposa la même attitude aux critiques formulées contre Ali Khodja, responsable de Sakamody.

Quant à Zighout, il expliqua qu'au 20 août on était au bord du désespoir, qu'il n'y avait pas d'armes, que l'extérieur n'avait rien fourni.

« C'était une action sur une grande échelle ou la fin de la révolution, expliqua-t-il, j'ai récupéré 700 armes dont 13 F.M. Et la répression a été telle : 12 000 morts recensés pour un peu plus de 70 Européens tués, que cela efface tout ! »

Les assistants décidèrent que les raisons invoquées étaient entendues, que l'on n'en parlait plus mais qu'il fallait désormais être vigilant. Ces sortes d'actions favorables à la seule propagande française ne devaient plus se reproduire. La mise en garde figurerait sur le compte rendu du congrès.

Les véritables travaux pouvaient commencer. Ils durèrent quinze jours. Ni les membres de l'extérieur ni les représentants de l'Aurès où le combat avait commencé en novembre 1954 n'y participèrent. Ce qui n'allait pas manquer de provoquer toutes sortes de réactions qui devaient marquer à jamais non seulement l'état-major, mais l'orientation même donnée à la révolution.

Le 5 septembre, la plate-forme de la Soummam était prête et adoptée à l'unanimité. C'était un travail considérable. Elle abordait tous les problèmes de la révolution : les buts de l'A.L.N., l'organisation du F.L.N., les perspectives politiques, les moyens d'action et de propagande, l'attitude face à l'opinion internationale⁶⁹.

On réglait leur compte au parti communiste, aux messalistes. On réglementait les grades, on créait des insignes. On réaffirmait les conditions politiques d'un cessez-le-feu : reconnaissance de la nation algérienne et de l'indépendance de l'Algérie, libération des prisonniers politiques, reconnaissance du F.L.N. comme seul « interlocuteur valable ». La plate-forme entrait dans les détails du déroulement de futures négociations pour la paix. Elle définissait les rapports avec le mouvement paysan, avec les ouvriers, les syndicats, les intellectuels, les artisans et commerçants, avec les libéraux et les juifs. Elle réaffirmait surtout l'indépendance de la révolution « inféodée ni au Caire, ni à Londres, ni à Moscou, ni à Washington ».

Sur le plan pratique et immédiat, les treize participants, à la fin des travaux, décidèrent la création de deux organismes : l'un de cinq membres, dénommé C.C.E. (Comité de coordination et d'exécution), l'autre de 34 membres (dix-sept titulaires, dix-sept suppléants) baptisé C.N.R.A. (Conseil national de la révolution algérienne). Le C.C.E. devait être le véritable état-major de direction de la révolution. Ben M'Hidi, Abane et Krim y furent élus d'office. Mais les discussions furent vives lorsque Ben M'Hidi et Abane proposèrent d'y adjoindre des représentants d'autres tendances.

« Il ne faut pas qu'il y ait seulement des colonels, dit Abane, il

faudrait aussi des centralistes. De même pour le C.N.R.A. »

Mais tous les maquisards du 1^{er} novembre, ceux qui en Kabylie s'appelaient les *Ashab Enif*, « les hommes de la dignité », par opposition aux *Ashab Elhif*, « les hommes malheureux », c'est-à-dire ceux qui avaient suivi spontanément le mouvement créé par les premiers, et aux *Ashab Bessif*, ceux venus « de force », se déclarèrent favorables à un renouveau radical.

« Pas de vieux “mouillés” dans la politique, dit Ouamrane. Pas d'Abbas, de Ben Khedda et autres centralistes. »

Les « bisons », les durs, les maquisards furent difficiles à convaincre. Ben M'Hidi, puis Abane firent pour eux une analyse de la situation.

« À aucun moment, expliqua Ben M'Hidi, nous ne devons laisser se constituer une troisième force, une tendance qui pourrait négocier avec la France en dehors du F.L.N.

— Il faut que le Front soit synonyme d'unité, renchérit Abane. Il nous faut toutes les tendances : les U.D.M.A. d'Abbas, les centralistes de Ben Khedda, les ulémas de Toufik El-Madani... Même les communistes. Tous sont au Front. Tous ont abandonné leur étiquette politique pour celle du F.L.N., ils doivent être représentés. »

Krim et Zighout se rallièrent très vite à Ben M'Hidi et Abane.

« Moi, dit Zighout, je reste à ma région, ou plutôt à ma wilaya puisque c'est le mot que nous emploierons désormais. J'y serai plus utile. »

Les « irréductibles » furent mis en minorité. Saad Dahlab et Ben Khedda, les plus importants centralistes ayant rallié le F.L.N., furent nommés au C.C.E. Les représentants des autres tendances viendraient rejoindre les membres éminents du Front au sein du C.N.R.A.^[7].

Désormais les chefs de wilaya — ce n'est qu'à partir de la Soummam que ce nom est donné aux zones — devront exécuter les ordres du C.C.E. Toute décision du C.C.E. devra être prise obligatoirement par ses cinq membres.

« Où se tiendra le C.C.E. ? demanda Ouamrane.

— Alger me semble tout indiqué, dit Abane. Ce sera plus facile pour établir les liaisons entre les wilayas et l'extérieur.

— Oui, dit Krim, mais nous serions plus en sécurité dans la montagne. »

Le C.C.E. ayant été créé pour une plus grande efficacité, Krim se rallia à l'avis d'Abane. Le C.C.E. siégerait à Alger où, précisa Ben M'Hidi, « il travaillerait dans le calme et la sécurité ». Ce qui fit éclater de rire le gros Ouamrane.

« Si vous voulez faire la révolution, dit-il, croyez-moi, c'est à Alger qu'il faudra porter de grands coups. Sur ce point, Yacef a raison. Là, on en parlera, vous pouvez me croire ! »

Ouamrane voulait ajouter son grain de sel car il était furieux de s'être laissé déposséder d'Alger, qui avait été érigé en zone autonome : Z.A.A. (zone autonome d'Alger).

« S'il en est ainsi, pourquoi ne pas détacher Oran de la wilaya 5 et Constantine de la 2 ? » maugréa-t-il.

Mais le vote lui fut encore défavorable.

Les tâches particulières du C.C.E. furent ainsi définies :

Ben Khedda restait chargé du contact avec les Européens et prenait la direction de la zone autonome d'Alger.

Saad Dahlab s'occuperait de la propagande et *d'Eh Moudjahid*. Ben M'Hidi était responsable de l'action armée à Alger.

Krim Belkacem était chargé des liaisons avec les différentes wilayas. Il abandonnait la direction de la wilaya 3 à son adjoint Mohammedi Saïd. Ces nouvelles fonctions faisaient de lui le véritable chef de l'A.L.N.

Abane Ramdane était responsable politique et financier et à ce titre aiderait Ben Khedda dans son travail de contacts et Saad Dahlab dans le contrôle *d'El-Moudjahid*.

Avant de se séparer, on décida d'interrompre l'opération « Oiseau bleu » qui, depuis le gouvernement de Soustelle, continuait sous Lacoste d'armer les Kabyles de Grande Kabylie. Mohammedi Saïd, Amirouche et Krim eurent beau assurer que « tout allait comme sur des roulettes », Ouamrane leur prédit que ça n'allait pas durer.

« C'est jouer avec le feu, dit-il. Avec tant d'armes, tant d'argent, peut-on compter à ce point sur des hommes que nous ne pouvons pas, et pour cause, tenir régulièrement en main ? En

outré, quel exemple pour le peuple qui n'est pas dans le secret des dieux. Il voit qu'on combat chez moi à Bouzegza, que l'on combat dans le Constantinois, dans l'Aurès, et qu'en Grande Kabylie on semble pactiser avec les Français. »

Ce dernier argument porta. L'opération « Oiseau bleu » était terminée. Ouamrane, dont tous les avis avaient été jusque-là contrés, avait enfin remporté sa victoire !

On décida encore, devant l'énigme que constituait l'absence des représentants de l'Aurès, d'envoyer une commission d'enquête en wilaya 1. Abane avait fini par se rallier à l'avis de Zighout. Si Ben Boulaïd était mort, la wilaya 1 présentait un réel danger si elle n'était pas reprise en main. À l'unanimité, Zighout fut désigné pour enquêter sur la mort de Ben Boulaïd et reprendre — aidé par Amirouche — la zone en main. Dans l'esprit de chacun — si Ben Boulaïd était mort — ce serait à Zighout de diriger la wilaya de l'Aurès. Ben Tobbal le remplacerait à la tête de la wilaya 2.

Le 10 septembre, à la tombée de la nuit, les treize responsables rejoignirent leurs wilayas. Les membres du tout nouveau C.C.E. avaient hâte de regagner Alger qu'ils avaient quitté en pleine agitation. Maintenant que le congrès de la Soummam avait entériné la supériorité des chefs de l'intérieur et la prédominance de l'action politique — réduisant à néant les ambitions personnelles de Ben Bella —, il s'agissait de montrer ce que cette direction unifiée savait faire.

L'heure des chefs historiques était passée. La révolution entrait maintenant dans une nouvelle phase.

La 203 noire s'arrêta boulevard de la Victoire après avoir emprunté les tournants Rovigo. C'était bientôt l'heure du couvre-feu et le véhicule avait été contrôlé à deux reprises par des patrouilles militaires. Chaque fois, lorsque le conducteur avait présenté ses papiers, le chef de patrouille avait salué :

« Excusez-moi, monsieur le commissaire, mais à cette heure-ci, aux alentours de la Casbah, il faut ouvrir l'œil.

— Mais vous ne faites que votre devoir, mon vieux. Moi aussi avec mon collègue » je fais un petit tour pour voir si tout va bien.

— Bonne soirée, monsieur le commissaire. »

Le boulevard de la Victoire était désert, le Fort-Turc,

l'ancienne Casbah, écrasait de son ombre le large boulevard au bout duquel la prison de Barberousse élevait sa masse blanche et trapue. À droite commençait la Casbah, rangées d'immeubles crasseux entre lesquels s'ouvraient d'étroites ruelles, trous noirs et peu engageants. Le conducteur mit le frein à main, pêcha sous son siège un paquet enveloppé de papier journal et le passa à son compagnon. Les deux hommes étaient tendus. Le conducteur jeta un coup d'œil dans le rétroviseur, puis regarda sa montre.

« Minuit moins le quart, il n'y a personne. Tu peux y aller.

— Elle est réglée pour quelle heure ?

— Minuit. Tu te souviens où tu la poses ?

— Rue de Thèbes.

— Oui, tu n'as qu'à prendre la rue de la Gazelle. On est devant. Tu descends les escaliers et la rue de Thèbes est là tout de suite à gauche. Tu la poses n'importe où, ça grouille de terroristes dans ce coin. Va vite ! »

La ruelle était déserte et il s'en exhalait une odeur forte et épicée. Les degrés sales luisaient à la lumière de la lune. Souplement l'homme chaussé de crêpe parcourut les quelques dizaines de mètres qui le séparaient de la rue de Thèbes. Les rideaux de fer des échoppes étaient tous baissés. La ville arabe, d'habitude si animée, était endormie. C'était la première fois que l'Algérois pénétrait dans le quartier indigène en pleine nuit. Le silence était impressionnant. Les pleurs d'un enfant le troublèrent un instant. Une lumière s'alluma au premier étage d'une maison à voûtes. L'homme essaya de se repérer. La première échoppe était celle d'un crémier. Le bain maure de ce Boudriès, qui, d'après les types capturés le jour des attentats de Bab-el-Oued, était un chef terroriste important, devait se trouver plus bas au n° 20. L'homme se retourna vivement, sa main avait plongé sous sa veste, là où il tenait son 7,65 avec une balle dans le canon. Personne. Il était décidément nerveux. Il hésita un instant et plaça le paquet dans le renforcement d'une porte ouvragée, surmontée d'une main de fatma au n° 9. Puis il remonta vivement les marches glissantes. Il ne rencontra âme qui vive.

« Ça y est ? demanda le conducteur.

— Ça y est. Ils vont comprendre leur douleur ! »

La 203 démarra en douceur. Le policier et son auxiliaire

avaient tout le temps de regagner le quartier européen avant l'explosion.

La déflagration jeta Yacef à bas du lit de camp où il dormait dans son refuge de la rue des Abencerages. Instinctivement, sa main chercha le pistolet qu'il avait posé sur une chaise à la tête de son lit. Ali la Pointe était déjà debout, mitrailleuse au poing.

« Descendons... »

La rue des Abencerages se trouvait à une quinzaine de mètres de la rue de Thèbes. Un épais brouillard blanchâtre fait de fumée, de poussière, de gravats pulvérisés noyait la rue. Yacef, suffoquant, avançait à tâtons. Des cris, des gémissements s'élevaient des décombres. Il fallut attendre cinq bonnes minutes avant que la fumée se dissipe un peu. La Casbah tout entière avait été réveillée par la violence de l'explosion et déjà des rues adjacentes les voisins en tenue de nuit venaient aux nouvelles. Le spectacle était affreux. La violence de l'explosion avait été telle que la voûte supportant deux pâtés de maisons s'était écroulée. Les immeubles des 8, 9, 9 bis et 10 s'étaient abattus. La voûte en s'effondrant avait entraîné l'étage, il ne restait qu'un trou béant. Coincé par un rebord de mur qui avait résisté, on apercevait au deuxième étage, en équilibre au bord du vide, un buffet aux portes arrachées qui laissait voir des piles de vaisselle brisée. Aux gémissements qui parvenaient des décombres se mêlaient maintenant les lamentations des femmes accourues en hâte. Les hommes semblaient pétrifiés. Yacef et Ali, que tout le monde reconnut, organisèrent les secours.

« Il doit y avoir encore des vivants là-dessous. Allons-y. Toi, dit-il à Ali, ouvre l'œil. Dès que les flics et l'armée arrivent, on file. »

Fébrilement, les hommes entreprirent de dégager les décombres. Des chaînes se formèrent, tirant de l'amoncellement de pierres, de poutres, de plâtre tous les objets usuels qui constituaient un instant auparavant toute la fortune des habitants et qui pouvaient encore servir. Et bientôt, les premiers corps furent retrouvés, affreusement écrasés, déchiquetés. On vit se traîner un homme dont la jambe était cassée et qui tenait entre ses bras un bébé mort. On le soutint. Il ne voulut pas lâcher le cadavre de son enfant. La chaîne passa de plus en plus de cadavres. Lorsque la police arriva, puis l'armée et les pompiers, on dénombra officiellement : neuf enfants morts dont trois de

sept, huit mois et deux ans. Et six adultes. Le bilan réel fut de soixante-dix morts.

Le premier, le commandant Subra, chef des pompiers d'Alger, vit qu'il y avait dans cette explosion quelque chose de louche. Il s'en ouvrit tout de suite à Germain Benhamou, commissaire central.

« Ça, monsieur le commissaire, ce n'est pas un accident ! »

Yacef savait lui aussi que ce n'était pas un accident. Il connaissait, et pour cause, tous les dépôts d'explosifs et il n'y en avait pas de très importants dans la Casbah ce 10 août 1956.

« Ce sont des Européens... le contre-terrorisme... »

La rumeur s'étendit comme une traînée de poudre. Dès 5 Heures, levée du couvre-feu, Yacef fit parcourir la Casbah par ses groupes. Les responsables firent des discours publics pour empêcher la population de sortir de la Casbah et de déferler sur les quartiers européens pour se venger « sur les premiers Européens qui leur tomberaient sous la main ».

« C'est le F.L.N. qui vous vengera, je peux vous assurer que nous possédons une arme aussi efficace et aussi cruelle que celle des ultras. Le Front représente le peuple, c'est à lui que vous payez des impôts, c'est lui qui organise le nouvel état civil. C'est à lui de vous venger. »

Yacef fut écouté. Depuis quelques semaines, il tenait totalement la Casbah où aucun mariage, aucune naissance ne se faisait sans que le Front soit prévenu, qu'un « fonctionnaire » du F.L.N. assiste à la cérémonie et aux fêtes et délivre les papiers « officiels ». Il organisa à partir du 11 août une surveillance stricte du quartier. Chaque maison devait être surveillée vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Et le couvre-feu institué par les autorités françaises de minuit à 5 Heures fut avancé par le F.L.N. à 20 Heures. Le 11 août, à 20 Heures, les zouaves du capitaine Sirvent virent la Casbah se vider, les magasins, les cafés maures baisser leur rideau de fer. Chacun se calfeutrait chez soi et les hommes des immeubles prirent leur tour de garde sur les terrasses. Si quelqu'un devait sortir après le couvre-feu imposé par le F.L.N., il devait avant de quitter son logement indiquer aux « choufs » les motifs de sa sortie, le lieu où il se rendait et l'itinéraire qu'il allait prendre. Les sentinelles, criant de terrasse en terrasse, avertissaient alors tous les « choufs » du passage de

l'homme qui tenait un mouchoir blanc à la main. La Casbah, qui était déjà tout acquise au F.L.N., devint, à partir du 11 août, une place forte gardée militairement par la population et les hommes de Yacef. Tout civil, qu'il fût Européen ou musulman, circulant de nuit dans la Casbah sans se faire reconnaître serait impitoyablement abattu.

Dès le lendemain tout l'Alger européen savait que les contre-terroristes étaient passés à nouveau à l'action et cette fois l'attentat avait fait des dégâts. Faisant allusion à ces rumeurs *L'Echo d'Alger* écrivit : « Il semble bien que les bruits odieux propagés par des agitateurs concernant l'origine de l'explosion n'aient trouvé aucun crédit parmi la population musulmane. » Le journal n'apportait aucune précision sur ce qu'il entendait par « bruits odieux ». En revanche, en première page, dans le même numéro, il signalait que plusieurs centaines d'habitants avaient quitté la Casbah pour se réfugier à Belcourt ou dans les quartiers populeux de la périphérie « parce que des inconnus venaient et plaçaient des mines dans la Casbah ».

Mais les 70 000 habitants restants du quartier le plus peuplé du monde — 3 500 habitants à l'hectare, plus qu'en Inde ! — s'accrochaient à leur demeure et s'apprêtaient à livrer combat. Le second coup annonçant la terrible « bataille d'Alger » venait d'être frappé. Et de quelle façon !

Au tract que publia le F.L.N. pour annoncer que « les morts de la Casbah seraient vengés », répondit un tract émanant du « Comité antirépublicain des Quarante », selon lequel « pour un Européen tué, un pâté de maisons de la Casbah sauterait ».

« Qu'est-ce que c'est que ça encore, dit Robert Lacoste en prenant connaissance du tract, le Comité antirépublicain des Quarante ?

— Un groupement antiterroriste, monsieur le ministre, répondit le directeur de la Sûreté.

— Au moins ceux-là ils annoncent la couleur ! Je veux un rapport complet sur l'activité de ces abrutis ! Je croyais pourtant que l'expulsion de Boyer-Banse et la dissolution de l'U.F.N.A. suffiraient ! »

Robert Lacoste devant l'excitation permanente des Européens menés par cette Union française nord-africaine à la tête de laquelle un agriculteur de la Mitidja, Robert Martel, avait succédé

à Boyer-Banse, avait été amené à dissoudre cette association. En réalité, elle ne représentait pas grand-chose, c'était surtout une couverture pratique pour les différents groupuscules qui, eux, ne se contentaient pas de la publication de tracts.

Jo Ortiz, le cafetier du Forum, avait décidé de passer à l'action. Il était responsable du « groupe action » du mouvement poujadiste. On l'a vu organiser avec maestria la manifestation du 6 février. Il voulait dans un second temps répondre au terrorisme par le terrorisme.

« Nous voulions prouver aux Arabes que, nous aussi, nous pouvions employer la violence », me dira-t-il.

Trois groupes vont fonctionner à Alger réunissant une soixantaine de personnes : ceux d'Ortiz, de Kovacs, de Martel. Chacun sait que l'autre pense comme lui, mais il n'y a aucune coordination dans l'action. On verra des membres du groupe Ortiz participer à des attentats perpétrés par le groupe Kovacs.

Nous connaissons Ortiz, grande gueule, un physique de colosse, passionnément attaché à sa terre, une petite cervelle qui reconnaît n'avoir aucune culture politique. Martel n'a aucun point commun avec Ortiz, si ce n'est celui de la passion qu'il attache à la terre algérienne. Et la sienne n'a rien à voir avec le sol carrelé parsemé de sciure de bois du café du Forum, c'est de la bonne terre de la Mitidja rouge et ocre, fertile, de la terre qui « a remplacé les marais pestilentiels qu'ont trouvés les troupes du maréchal de Bourmont ». Martel c'est la défense de l'Occident chrétien contre l'Islam communiste et bolchevique. C'est la Croix contre le Croissant. L'esprit des croisades relevé de quelques gouttes de chouannerie. Martel a d'ailleurs choisi comme emblème un cœur rouge surmonté d'une croix, et comme chant patriotique celui des chouans luttant contre les bleus. Inutile de dire que la république n'est pas un régime indispensable à la vie de M. Martel. Boyer-Banse, avant son expulsion, l'a mis en relation avec un journaliste belge, Pierre Joly, qui assure apporter le soutien de tous les mouvements métropolitains d'extrême droite, du type Jeune Action et autres groupuscules dont les membres sont parfaitement décidés et entraînés. Martel est un ami de Wattin — que l'on connaîtra à l'époque de l'O.A.S. sous le surnom de la Boiteuse — lequel servira de liaison avec une mystérieuse association secrète baptisée « Grand O » dont Pierre Joly serait le représentant à Alger. « Grand O », résurgence de la

Cagoule, est dirigé par le Dr Martin, vieux cagouillard bien connu des services des Renseignements généraux, et par le général Chérière. Eh oui ! On le retrouve. Babar a repris du service ! Ulcéré, amer, il veut « dans le civil » réussir ce que ces « cochons de politiciens » l'ont empêché de faire : des « grandes manœuvres », de la liquidation en série de toutes ces crapules cryptocommunistes qui l'ont « viré » ignominieusement de son commandement.

En général, dans les milieux militaires et au G.G., on prend Martel pour un dingue, un illuminé. Martel, c'est le Sudiste qui fait un cinéma qui « doit impressionner les melons ». Moitié templeier, moitié homme à cagoule du Ku-Klux-Klan. Il est « emmerdant » parce qu'il « cause » et que *L'Echo* reproduit le « moindre de ses pets », comme on dit au cabinet Lacoste.

Et puis il y a Kovacs. Là, c'est plus sérieux. Kovacs est une recrue d'Achiary, l'homme de Guelma, l'ex-sous-préfet ami de Soustelle, expulsé d'Algérie depuis le 6 février. Comme Achiary, Kovacs est un ancien de la D.G.E.R., les services secrets de Soustelle à l'époque de la France libre. Il a beaucoup de relations. Il recrute à Alger une vingtaine d'hommes dont Philippe Castille et Michel Fechoz. Cet ancien champion de natation remplace — et représente — Achiary à Alger. C'est un homme décidé dont la femme est une redoutable « pasionaria » de l'Algérie française. Ces gens vivent à Alger dans un climat d'excitation permanent. M^{me} Kovacs, lorsqu'elle reçoit chez elle les amis de son mari, bavarde avec ses invités tout en jouant avec une grenade ou un pain d'explosif comme d'autres font avec un briquet ! Dès la dissolution de l'U.F.N.A. — où se réunissaient, au fond, les « pères » des ultras — Kovacs crée l'O.R.A.F., Organisation de résistance de l'Afrique française, au sein de laquelle il va réunir les plus durs des extrémistes. Ceux qui « en ont marre qu'on leur bave sur les couilles et qui ont décidé de montrer qu'eux, au moins, ils en avaient ».

Et tout ce petit monde — car cela ne représente pas plus d'une centaine d'hommes — ajoute de l'épice au bouillon dans lequel cuit l'Algérie. L'étranger, c'est-à-dire le métropolitain qui arrive en Algérie, y est parfois sensible. Il est retourné par ce qu'il voit — l'horreur des attentats, la peur de M^{me} Martinez pour ses enfants qui comme elle sont nés ici, la détermination de certains hommes — et il « vire sa cuti ». C'est la nouvelle expression à la

mode. Un métropolitain qui a compris le problème et qui rejoint les ultras a « viré sa cuti ».

« Il rejette ces pédés d'intellectuels de gauche, ces « coulos » de *Témoignage chrétien*, cet « enviandé » de Jean Daniel, un de chez nous pourtant, un juif de surcroît — ça ne m'étonne pas — qui sévit à *L'Éxpress* chez ce Servan-Schreiber. Oh... dis... dis... où il a été chercher son nom, çui-là ? Hein ? dis-le-moi... c'est un « froncé » comme nous ? Putain de ses os... Et ce vieux gâteux de Mauriac — que son bicorné y fourre sa mère... — y gueule contre la torture... et qu'il vienne un peu chez nous, qu'y voie les gosses éventrés... et y pourra causer ! Des gens qui coupent les couilles... les respecter ? Mon zob ! »

Et chaque fois que se produit un événement de nature à égratigner le chauvinisme exacerbé des pieds-noirs — et depuis l'exécution de Zabana et de Ferradj, ces événements sont devenus des attentats meurtriers à Alger —, ces mouvements s'en emparent, extrapolent et ajoutent de l'huile bouillante sur le feu. Ils trouvent également certains tambours métropolitains qui ne vont pas peu contribuer à leur assurance. Le sénateur Michel Debré ignore encore que les hommes qu'il « regonfle » par ses éditoriaux du *Courrier de la colère* sont ceux-là mêmes contre qui il devra lutter quelques mois plus tard. À Alger on découpe ses éditoriaux, on se les repasse, on les recopie. Il lutte contre des adversaires politiques, il n'a comme beaucoup en cette année 1956, comme Soustelle dès 1955, qu'une idée : faire revenir De Gaulle au pouvoir. Donc il faut abattre ceux qui dirigent d'une façon si hésitante, si « lamentable » une Marianne en jupons troués qui porte sur la joue gauche le crachat sanglant de l'Indochine et apprête sa joue droite pour celui de l'Algérie bradée.

Alger vit dans la folie. Les bruits les plus extravagants trouvent écho. C'est dans cette ambiance qu'ont éclaté les premiers attentats F.L.N. C'est dans cette ambiance que les hommes des groupements extrémistes vont eux aussi passer à l'action.

L'O.R.A.F. de Kovacs noyauté très vite les U.T., les unités territoriales, constituées de Français d'Algérie qui doivent un jour par semaine de service à la nation pour dégager l'armée des tâches de surveillance d'usines, d'ouvrages d'art, de contrôle de routine. Le service a été décrété en plein été. Et l'on a vu les premiers U.T. en treillis, armés de lebel, prendre place dans des

postes, où pétant de trouille ou jouant au bridge selon leur nature, ils entrent dans la guerre quotidienne. L'O.R.A.F. prend les plus durs en main. Certains membres de l'O.R.A.F. sont eux-mêmes U.T. et cela va permettre à ces groupes extrémistes de s'approvisionner en armes et munitions — on n'y fait pas très attention — en attendant le noyautage et l'organisation « en grand » que les colonels Goussault et Lacheroy réussiront avec brio après le 13 Mai.

Lacoste, qui, jusque-là, ne s'est pas beaucoup occupé de ces « folkloriques », découvre qu'il faut y prendre garde. Dans cette ambiance surchauffée par les premiers attentats, l'annonce de la nationalisation du canal de Suez décidée le 26 juillet 1956 par Nasser en mesure de représailles contre le refus des Américains de financer le barrage d'Assouan n'arrange pas les choses. Depuis le 1^{er} novembre 1954, on réaffirme à l'envi que tout est dirigé du Caire et Lacoste est bien placé pour savoir que le général Beaufre a été pressenti pour commander la force A française qui interviendrait en cas de besoin à Suez. Si l'on se sert de ce prétexte pour écraser celui que le gouvernement français considère comme le principal soutien de la rébellion algérienne, on peut entrevoir l'élimination des rebelles algériens et la réussite du plan de réformes prévu par Lacoste. À condition, bien sûr, que ces « braillards » d'ultras ne viennent pas foutre tout par terre.

Et le rapport que l'on fournit à Lacoste lui prouve que ce contre-terrorisme est plus actif qu'il ne le croyait. C'est le colonel Schoen, chef du service de liaison nord-africaine, qui l'établit. Il est recoupé par quelques rapports de police. Très réticents, ces rapports, car de nombreux policiers pieds-noirs sont impliqués dans des affaires de contre-terrorisme.

L'explosion de la rue de Thèbes est la seizième imputée aux groupements contre-terroristes. Ceux d'Ortiz se sont attaqués à l'imprimerie communiste Koechlin à Bab-el-Oued, aux huileries Tamzali, à la cité populaire Mahieddine, où ils ont envoyé des grenades incendiaires, ainsi que dans un ensemble populeux près de Barberousse. Ortiz est opposé aux actions anonymes. Il ne veut toucher que des hommes ou des entreprises travaillant avec le F.L.N. L'O.R.A.F. est pour le terrorisme aveugle. Les rapports citaient des noms. Un certain Gérard, d'El-Biar, dès le 18 avril, pose des explosifs à la limonaderie Zerrouki ! Il sera abattu en septembre par un inconnu tirant d'une voiture appartenant à

Zerrouki ! Un photographe musulman, Bellidam, est abattu par ce même Gérard le 25 avril, d'après ce que disent les rapports. Puis ce sont des plastics le 21 et le 22 juin à Oran. Le 22, au siège d'une association sportive musulmane ; le 30 juin, au siège de l'U.G.T.A. (un musulman devra être amputé) ; le 4 juillet, à l'huilerie Tamzali dont le patron a déjà reçu une grenade le 27 mars ; le 6 juillet, plastic aux transports Ménia et au kiosque du photographe Bellidam déjà assassiné ; le 11, aux établissements Amal ; le 17, au local *d'Alger républicain*, à la Librairie nouvelle, spécialisée dans les ouvrages progressistes, à l'imprimerie Koechlin. Celle-ci est visée deux fois. Un autre groupe a eu la même idée qu'Ortiz et deux bombes éclateront à l'imprimerie ; le 21 juillet, à la crèmerie Guellati ; le 31 juillet, aux transports Soufi ; le 7 août, aux tabacs Bénichou et le 10 août, rue de Thèbes.

Ce qui inquiétait particulièrement Lacoste, c'était ce Comité antirépublicain des Quarante qui revendiquait par tracts la paternité de l'attentat de la Casbah. Le rapport secret que reçut le G.G. faisait état d'un article de *L'Action* de Tunis mettant en cause le Comité des Quarante qui serait animé par :

Achiary : ancien sous-préfet de Guelma, interdit de séjour depuis le 6 février, à la suite de la découverte d'un dépôt d'armes à Saint-Eugène. En déplacements continuels, ou de Tanger, il continue à orchestrer le complot. Condamné à mort par le F.L.N., il a échappé il y a quelques mois à un attentat de l'A.L.N. ;

Trouja : commissaire des R.G., chef de la section mondaine et chef principal du Comité des Quarante ;

Lafarge : commissaire du 2^e arrondissement d'Alger ;

Blusson : officier de police du commissariat central ;

Duchamp : officier de P.J. du 2^e arrondissement ;

Léchelle : inspecteur au commissariat central, spécialiste de la manipulation de plastic.

« Ces cinq fonctionnaires constitueront l'état-major des Quarante, poursuivait *L'Action*, qui reproduisait un tract F.L.N., institué avec l'assentiment de Robert Lacoste. »

Cette dernière réflexion resta en travers de la gorge du ministre résidant. Il s'en ouvrit à Chaussade, qui lui confirma que la police

d'Alger était totalement à reprendre en main et que de nombreux fonctionnaires devraient être mutés.

« Et vous avez l'homme pour cela, Chaussade ?

— Oui, monsieur le ministre. Il arrive le 15. C'est Paul Teitgen, le frère de Pierre-Henri Teitgen, le patron du M.R.P.

— Un cureton contre des flics ultras et contre ces tueurs du F.L.N., on aura tout vu !

— Je le connais depuis longtemps. C'est un mur. Un bloc de granit. Celui qui l'aura n'est pas né !

— Je lui souhaite du plaisir. »

Ce soir-là, Lacoste était las. Cette histoire algérienne était un papier tue-mouches dont il avait saisi un bout et ne pouvait se dépêtrer. On ne pouvait raisonner avec personne. Lacoste faisait la guerre. Il avait ses 400 000 hommes, 402 000 disait même le rapport d'août. Et en même temps il avait appris que Mollet avait envoyé son homme de confiance, Pierre Commin, prendre contact avec Khider et Yazid en Italie. Si cela s'apprenait, voilà encore un argument que ne manqueraient pas d'utiliser les ultras. « Politique équivoque, ambiguë, Lacoste va brader l'Algérie », diraient-ils.

Haï par les extrémistes, coupé des libéraux, peu-populaire chez les pieds-noirs, détesté par les musulmans, le socialiste Lacoste, le bon gros syndicaliste tricolore, se sentait mal dans sa peau. Tous ces révolutionnaires en peau de lapin, ces fascistes et cette graine de communistes arabes commençaient à avoir raison de lui. Ce jovial avait perdu son sourire : c'est difficile d'aimer le cassoulet et de faire la guerre. Il faisait la guerre à contrecœur. Mais fermement. Et c'est bien ce que tout le monde lui reprochait. À part ces abrutis d'extrémistes à qui il avait bien envie d'appliquer sa phrase favorite qui devenait célèbre dans les bureaux du Gouvernement général : « Je vais vous envoyer de l'aut' côté de la mer voir si la bière est fraîche ! »

Sa tenue même prouva à Paul Teitgen dès son arrivée à Alger à quel point il était « hors du coup ». Ce costume « tropical » acheté avant le départ dans un magasin spécialisé du boulevard Saint-Germain pesait bien quatre kilos et convenait aussi peu à cette atmosphère douceâtre, poisseuse et chaude qui régnait sur la ville que ce col glacé qui à Paris lui semblait naturel et qui lui parut soudain l'attribut d'un homme venant d'un autre monde.

Et c'est bien cela que Teitgen découvrait à Alger le 17 août 1956. Un autre monde. La forêt de Bâinern brûlait. Ses cinq cents hectares de pins en feu ajoutaient encore à la chaleur de plein été. La ville semblait en état de siège, parcourue de jeeps couleur sable, semée de chevaux de frise, coupée par des barrages, soumise à des contrôles-surprise. Partout du kaki et du « bariolé ». Patrouilles de bidasses, traînant le godillot, le doigt sur la détente du garant ou du MAS ; patrouilles d'hommes peints, la main fermement posée sur la culasse de la MAT. Teitgen aperçut ces premiers paras dont on parlait ! tant à Paris sur le trajet Maison-Blanche-villa Arthur, résidence du secrétaire général du G.G.

Il avait chaud. Très chaud. Trop chaud. Lui qui avait horreur de la chaleur ! Cette impression de « baigner dans son jus » renforça encore sa mauvaise humeur. Il venait à Alger à contrecœur, répondant à l'appel de son ami Pierre Chaussade dont il avait été le collaborateur à la préfecture de la Marne et qu'il avait poussé à partir pour l'Algérie.

« Il faut y aller, avait-il dit à Chaussade. Cette foire d'empoigne a besoin d'hommes de moralité pour qui la rigueur intellectuelle ne soit pas simple foutaise. »

Et Chaussade, quelques mois plus tard, lui avait confié en retour le poste de secrétaire général de l'administration à la préfecture d'Alger ! Teitgen n'avait pas voulu se dérober et après s'être quelque peu fait prier il arrivait, ne connaissant rien à l'Algérie et plein de réticences. Les méthodes employées par l'armée pour mener cette guerre le faisaient frémir. Menée par François Mauriac, appuyée par quelques intellectuels, une campagne contre la torture, contre les ratissages, contre le quadrillage avait mis la France au courant de la tactique utilisée pour venir à bout des rebelles. Et Paul Teitgen était sensibilisé par ce problème de la torture. Il avait été arrêté en 1943 par la Gestapo, torturé et envoyé au Struthoff, puis à Dachau. Il avait mis très longtemps à avouer à ses proches qu'il avait été torturé. « Je ne voulais pas le dire, tant la torture est humiliante non seulement pour celui qui la pratique mais pour celui qui la subit. » Et il arrivait dans un pays où, d'après ce que l'on disait en métropole, elle était érigée en système. « Heureusement, pensa-t-il, je ne vais avoir à m'occuper que de tâches administratives. » Il eut un peu honte de ce qu'il considérait comme de la lâcheté. Ce

chrétien, pratiquant sans bigoterie mais avec une foi profonde, ne se pardonnait pas grand-chose sur le plan moral. Dès son arrivée à la villa Arthur, ses problèmes de conscience furent balayés. Son ami Chaussade lui assena une nouvelle qui allait bouleverser sa vie et le marquer à jamais.

« Tout est très grave, Teitgen. Cette ville magnifique, insolente, est entourée de rebelles. Les terroristes y vivent comme chez eux. Le feu est à ses portes. Il faut modifier tout cela. Et à ce propos je dois vous dire que vous n'allez pas être secrétaire général pour l'administration mais que vous allez vous occuper de la police et du Plan. Le rôle de la police devient de jour en jour plus important et il faut la reprendre très vite en main. »

Paul Teitgen éprouva comme un malaise. Il pensa que son ami l'avait eu dans les grandes largeurs !

« Mais, Chaussade, je n'ai aucune habitude des affaires de police. Et puis je n'aime pas ça !

— Pouvez pas refuser, mon vieux. »

C'était Lambert, préfet d'Oran, qui intervenait.

« Tout ce service est aux mains de maq's corses... Chaussade, qui a confiance en vous, a tout à fait raison. Il ne faut pas laisser la capitale aux mains de ces types ! »

À 2 Heures du matin, Paul Teitgen s'endormit dans une luxueuse chambre équipée d'air conditionné. Il se réveilla le 18 août secrétaire général pour la police... avec une angine !

En quelques jours, Teitgen découvrit son domaine et jugea très rapidement ceux qui y travaillaient. La police à Alger, c'était six divisions de police générale. Il s'aperçut que tous ces fonctionnaires, à l'exception de quinze, étaient de parfaites nullités, ne se souciant de rien, continuant à « faire du papier » comme s'il n'y avait ni guerre ni révolution. Et pourtant la police était responsable à Alger de l'application des pouvoirs spéciaux.

« Quelle en est la principale conséquence ? interrogea Teitgen.

— Assignations à résidence dans des camps d'hébergement, monsieur le secrétaire général.

— Je veux avoir pour chaque assignation un dossier complet avec motif, preuves, etc. »

Teitgen s'aperçut très vite que l'on se souciait peu, dans les

services de police, de « l'avoir dans les pattes ». Il venait de France et n'y connaissait rien. Alors, qu'il ne vienne pas troubler la vie des « spécialistes ». Oubliant l'air poisseux et émoullent d'Alger, il décida de montrer qui était le patron.

C'est le commissaire Gonzalès, chef des R.G., qui subit la première algarade.

« Qu'est-ce que c'est que cette demande de passeport au nom de M. et M^{me} Toufik El-Madani ? interrogea Teitgen. La fiche de vos R.G. porte R.A.S. (rien à signaler). »

Gonzalès blêmit.

« Ce n'est pas possible, monsieur le secrétaire général, c'est un membre important du F.L.N. qui est à Tunis ! »

Teitgen pensa qu'il « avait un coup de pot » terrible car il ignorait totalement le nom de ce Madani. Il n'en laissa rien paraître. Son visage resta impassible. Derrière les grosses lunettes, ses yeux étaient sévères, durs, impitoyables.

« Il conviendrait, commissaire, de signaler à vos services que même débarquant de la métropole on a quand même quelques notions sur le problème algérien et sur la rébellion. Faudrait pas nous prendre pour des imbéciles. »

Et Gonzalès se perdit en détails sur le manque de personnel, l'insuffisance du recrutement et des crédits.

« Ça va, ça va, l'interrompit Teitgen. C'est vous le patron des R.G. Débrouillez-vous avec vos crédits comme je le fais avec les miens. Je vous préviens que si d'aventure un cas pareil se reproduisait je serais sans pitié. En outre, mon vieux, vous avez voulu prendre ma température. Vous l'avez. Mais vous ne la prendrez pas deux fois. »

Teitgen découvrit également avec stupeur que les différentes polices d'Alger se livraient entre services une bataille sans merci. Il tenta d'avoir auprès du commissaire Jean Builles, adjoint du commissaire central Benhamou, quelques lumières sur ce qui se passait entre les différents services, sur les méthodes employées pour tenter d'enrayer cette vague de terrorisme qui était au premier plan de ses préoccupations. Il trouva un homme très réticent qui lui aussi se posait la question : « Qu'est-ce que ce guignol qu'on nous envoie de métropole ? » Builles resta très évasif. « Connais pas... sais pas... » Mais peu à peu les rapports

vont se détendre entre les deux hommes et Teitgen pourra compter sur cet homme prudent et objectif. Il découvrira un grand fonctionnaire, profondément algérien, licencié en droit et croyant avant tout aux droits de l'homme dont il applique avec rigueur les articles à son métier de policier. Ne faisant jamais de suppositions, ne se fondant que sur ce qui est vrai et établi, il dira très vite à Teitgen :

« On n'a pas le droit de prêter aux autres ce qui vous paraît simplement vraisemblable. On ne couche pas des impressions sur le papier ! »

Teitgen sut qu'il aurait en Builles un collaborateur de choix. Le commissaire jouera à ses côtés un rôle d'une grande importance, tentant de freiner au maximum les mesures arbitraires lors de la « bataille d'Alger » dont le nouveau secrétaire général pour la police allait ressentir sans tarder les prémices.

C'est chez Rachid Amara, dans la grande villa du boulevard du Telemly, que les cinq membres du C.C.E. décidèrent de se réunir quotidiennement. C'était une villa discrète dont la façade, en retrait de la ligne des immeubles modernes, était dissimulée par le double bouquet de palmiers planté dans le jardinet. Un massif de lauriers, des grappes de bougainvillées achevaient de dissimuler parfaitement le rez-de-chaussée aux regards indiscrets. Là, en plein cœur du quartier européen, les cinq chefs suprêmes du F.L.N. se sentaient en sécurité. Chacun ignorait l'adresse personnelle de l'autre. On s'en tenait aux règles habituelles de sécurité. Chaque homme ayant son agent de liaison pouvait communiquer ses ordres à ses subordonnés. Krim habitait tantôt boulevard Saint-Saëns, tantôt chez Evelyne Lavalette, rue Daguerre, tantôt dans un appartement loué par le père de l'ancien champion de tennis AbdesselaM. Ben M'Hidi préférait vivre à la Casbah où il se trouvait plus proche de ses hommes. Chargé de l'action, il aimait avoir Yacef près de lui. Il disposait d'un autre appartement rue Claude-Debussy. Ben Khedda logeait le plus souvent chez André Galice, le papetier de la rue Horace-Vernet. Abane chez Chaulet ou boulevard Saint-Saëns. Saad Dahlab changeait fréquemment d'adresse, utilisant certains appartements loués avec l'argent du F.L.N. par des Européens du Front. La recherche des caches, la location d'appartements, de matériel d'imprimerie ou de ronéo étaient toujours assurées par le groupe européen du F.L.N. qui ainsi n'attirait pas l'attention des

propriétaires ou des commerçants. Les cinq membres du C.C.E. s'étaient fixé une règle : ne jamais sortir de chez eux si ce n'est pour la réunion quotidienne chez Rachid ou pour aller se reposer chez un militant sûr.

Lors de la réunion du 25 septembre 1956, les membres du C.C.E. apprirent la mort de Zighout Youssef. La nouvelle avait été annoncée par Radio Alger et confirmée par un émissaire envoyé en hâte à Alger par Ben Tobbal.

Le chef du Constantinois avait tenu, avant de partir pour l'Aurès, à dire adieu à sa femme et à sa fille qui habitaient Condé-Smendou. En outre, il voulait expliquer à certains cadres pourquoi il partait pour l'Aurès et les raisons qui l'avaient poussé à prendre Ben Tobbal comme successeur. Zighout, pour une fois imprudent, n'avait pas voulu d'escorte et avait fait le chemin seulement accompagné de son secrétaire de wilaya. Les deux hommes étaient tombés par hasard sur une patrouille française, à Sidi-Mezrich, le matin du 23 septembre. Les militaires avaient tiré sur un civil qui s'enfuyait. L'homme s'était dirigé vers l'endroit où se cachaient Zighout et son compagnon. Croyant à une attaque sérieuse, le chef du Constantinois avait répliqué. À deux contre trente, ils avaient tenu dix minutes. Les troupes françaises du Constantinois venaient d'abattre leur plus grand ennemi depuis le 20 août 1955. Cette victoire avait été immédiatement transmise à la radio. C'était un coup dur pour le C.C.E. qui perdait un de ses meilleurs colonels de wilaya. En outre, il ne fallait plus compter que sur Amirouche pour tenter de remettre de l'ordre dans l'Aurès. Et ça ne plaisait pas outre mesure à Abane.

Ben Khedda, chef de la nouvelle zone autonome d'Alger, n'avait pas, lui non plus, de très bonnes nouvelles à annoncer.

« La Casbah est en effervescence, expliqua-t-il à ses compagnons. Depuis l'attentat de la rue de Thèbes, Yacéf qui tient la population en main et qui vit dans son quartier comme dans une place forte, promet que le F.L.N. va venger les morts de la Casbah. Mais nous sommes le 25 septembre, l'attentat date du 10 août et la population gronde.

— Les attentats isolés ne suffisent plus, ajouta Ben M'Hidi qui était chargé de l'action armée à Alger. Il faut réagir violemment. D'autant que depuis l'arrestation de Bouchafa, Yacéf est le seul chef des commandos. Il ne faut pas que sa prise de commandement soit accompagnée d'hésitations sur la forme que

doivent prendre les représailles. Bouchafa a terminé son action par la liquidation de gardiens de prison et ça se sait dans les familles de prisonniers qui depuis sont mieux traités... »

Rabah Bitat, incarcéré à Barberousse, avait réussi à faire passer à Bouchafa un message le suppliant d'agir contre les gardiens de la prison qui torturaient les militants F.L.N. « C'est l'enfer, écrivait Bitat, les hommes sont battus à coups de barre de fer, il fait une chaleur horrible et on leur donne de l'eau salée. Le moral est à zéro. Les militants sont terrorisés. »

Le lendemain, le surveillant chef Kalissiou qui rentrait chez lui au Clos-Salembier était abattu de deux balles dans la tête par Mostefa Seghir. Le surlendemain, c'était au tour de deux autres gardiens de Barberousse. Il y en eut sept. Bitat fit parvenir un nouveau message. « Stoppez tout. Ils ont peur. Et sont devenus très humains. » Les gardiens de prison refusèrent désormais de rentrer chez eux sans escorte militaire. La vie devint possible à Barberousse pour les prisonniers F.L.N.

Le 3 août, Bouchafa était arrêté par hasard au coin de la rue Marengo et de la rue du Divan. Le commissaire Boulanger, qui avait réussi à démanteler une grande partie de son réseau, tenait enfin le chef.

« Tu nous as donné du fil à retordre, Bouchafa, mais on t'a eu tout de même. »

Et le bruit avait couru que, le chef des terroristes arrêté, c'en était fini des attentats à Alger. Puis l'explosion de la rue de Thèbes était venue entamer plus profondément le moral de la population musulmane.

« Il est temps de passer de nouveau à l'action, insista Ben M'Hidi. Bombes pour bombes ! »

Krim était opposé au terrorisme en ville.

« On a besoin de calme pour travailler, dit-il. En outre, des bombes aveugles montent encore plus l'opinion publique européenne contre nous.

— Si tu crois qu'elle ne l'est pas, rétorqua Ben M'Hidi, tu te trompes. Et notre opinion publique algérienne ? Qu'est-ce que tu en fais ? Et puis l'insécurité à Alger peut être une arme qui nous servira sur le plan de la politique internationale. »

C'était également l'avis d'Abane. Krim dut céder et reconnaître que ses compagnons n'avaient pas tort. Ben Khedda et Saad Dahlab n'avaient pas encore le poids qu'ils prendront quelques semaines plus tard et restaient en retrait des discussions, se ralliant à la majorité. L'initiative fut donc laissée à Ben M'Hidi. À 17 Heures, Yacef reçut le feu vert de son chef.

« Tu peux passer à l'action. »

Depuis que le capitaine Sirvent et ses hommes du 9^e zouaves assuraient la sécurité dans la Casbah, il avait fallu que Yacef prît de plus grandes précautions. Depuis la liquidation des hommes du « milieu » qui comme Bud Abbott ne voulaient pas travailler pour le F.L.N., Yacef était recherché. Il ne quittait pratiquement plus la Casbah. C'était Ben M'Hidi, parfois Ben Khedda ou leurs agents de liaison qui lui apportaient les ordres. En outre, Yacef jouissait d'une très grande autonomie pour l'organisation de ses groupes. Ils comptaient, ce 25 septembre 1956, environ 1 400 hommes, tous armés, répartis sur tout le Grand Alger, de Guyotville à Maison-Carrée. Ceux qui n'étaient pas recherchés circulaient sous leur véritable identité, les autres étaient munis de faux papiers : Yacef avait un véritable atelier de faussaire établi dans une maison de la Casbah. Les cartes d'identité étaient authentiques, fournies par des fonctionnaires musulmans et quelques Européens de la mairie d'Alger. Le chef de la Casbah — on peut l'appeler ainsi car depuis le mois de juin Yacef régnait en maître incontesté sur les 70 000 habitants du quartier maure — avait apporté un soin tout particulier à doter ses hommes de papiers en règle car le capitaine Sirvent avait entièrement bouclé la Casbah par des chevaux de frise ; des tonnes de barbelés infranchissables bloquaient toutes les rues et les ruelles qui s'ouvraient sur les grandes artères où commençaient les quartiers européens : rue Bab-Azoun, rue de Bab-el-Oued, rampe Valée, bd de Verdun, bd de la Victoire, rue Rovigo. Seuls une dizaine de passages permettaient de pénétrer dans la Casbah, ou d'en sortir après avoir présenté ses papiers aux postes de contrôle et s'être soumis à la fouille. La principale de ces entrées se trouvait rue de la Lyre, étranglée à son extrémité par les barbelés, les sacs de sable derrière lesquels se protégeaient la baraque en bois du poste proprement dit et la jeep du chef de patrouille. Ce goulot avait été immédiatement baptisé Canal de Suez, par allusion à l'actualité. Mais ni les contrôles, ni les patrouilles, ni même les grands ratissages comme celui du 26 mai n'avaient donné de résultat.

Yacef avait truffé la Casbah de caches très difficiles à déceler. Ali la Pointe, qui, lors d'un séjour en prison, avait appris le métier de maçon, en avait mis le modèle au point. L'enchevêtrement des maisons de la Casbah, la pénétration facile de l'une à l'autre, les souterrains, les puits désaffectés, laissaient mille possibilités ; Ali la Pointe et le maçon Hassen Rabah utilisèrent certains réduits ménagés dans les épaisses murailles des vieilles maisons turques, les dotèrent d'aération et dissimulèrent leurs entrées soit derrière des panneaux décorés de carreaux de faïence comme toute maison arabe en possède, soit sous des dalles. Hassen Rabah avait mis au point un mastic spécial qui permettait de dissimuler les joints sans attirer l'attention. Yacef et Ali s'étaient en outre ménagé trois caches secrètes, l'une au n° 3 de la rue Caton, l'autre au n° 4, la troisième 5 rue des Abderames.

Mais l'équipe à laquelle Yacef Saadi apportait tous ses soins était celle des bombes. Le chef de la Casbah résolut d'en faire un réseau totalement séparé de ses 1 400 hommes du Grand Alger. En août 1956, sa seule source d'explosifs était constituée par l'équipe du Dr Daniel Timsit et de l'ingénieur italo-tunisien Giorgio Habib. Dès l'installation du C.C.E. à Alger, Yacef demanda à l'organisation politique d'Abane de rechercher des chimistes. Abane passa l'avis de recherche en wilaya 4 où la plupart des étudiants algériens d'Alger s'étaient engagés lors de la grève de mai 1956. Deux hommes furent rapatriés à Alger : Taleb Abderrahmane, un étudiant en chimie, et Bazi qui avait, paraît-il, quelques notions de manipulation des explosifs. Ce dernier était un cousin de la jeune Safia Bazi arrêtée au maquis avec Azzedine.

Taleb Abderrahmane avait vingt-quatre ans. Yacef le trouva nerveux, instable, ne tenant pas en place. Il décida de l'installer dans la Casbah, impasse de la Grenade, au n° 3, chez un homme de son réseau : Marsani. Rachid Kouache, locataire de la villa des Roses, à El-Biar, fournit le matériel : verres, éprouvettes, mécanisme d'horlogerie pour les détonateurs, etc. Yacef voulait aussi apprendre à faire des bombes, à les régler. Il profita donc des leçons de l'étudiant tout comme les membres du réseau qu'il avait désignés pour cette tâche. Et là, au fond de l'impasse de la Grenade — la bien nommée — dans l'ombre d'une pièce dont les ouvertures sur l'extérieur avaient été bouchées, Yacef découvrit un autre Taleb. Cet homme mince, fluet, nerveux, fouineur, devenait paradoxalement décontracté lorsqu'il fabriquait des bombes. C'est lui qui forma les premières équipes de Yacef.

Toujours prudent, Yacef cloisonna ses réseaux « explosifs » comme il avait fait pour ses troupes « action ».

Taleb fabriquait ses explosifs 3, impasse de la Grenade, et Daniel Timsit dans la villa de BirkadeM. Les corps de bombe étaient mis au point à El-Biar, dans la villa des Roses puis dans un garage de Saint-Eugène. Dès que Yacef utilisait un garagiste pour souder les corps de bombe, il l'isolait des réseaux action, lui faisait faire une journée de travail, puis le gardait en réserve, coupant totalement le contact. Les mécanismes d'horlogerie étaient montés dans des échoppes de la Casbah. Marsani, qui était ébéniste, fabriquait dans la pièce à côté du laboratoire de l'impasse de la Grenade les boîtiers qui contiendraient l'ensemble explosif-corps-horlogerie. Fin septembre Taleb avait formé une dizaine de régleurs de bombes.

Yacef avait fait de Debîh Chérif son adjoint direct chargé des explosifs. Debih était l'ami d'enfance de Bouchafa. On lui attribua le surnom de Si Mourad et c'est lui qui fut nommé comme patron de Daniel Timsit et de Taleb Abderrahmane. Par Oussedik Boualem, étudiant en lettres, que nous avons déjà vu dans l'entourage de Daniel Timsit, Yacef avait connu deux étudiantes en droit, Zohra Drif et Samia Lakhdari, pleines d'enthousiasme pour la lutte que menait le Front contre le colonialisme français. Tout comme Hassiba Bent Bouali, la jolie blonde, liaison de Timsit avec Yacef, Zohra Drif et Samia Lakhdari pouvaient passer pour Européennes. Zohra Drif était la fille d'un [cadi](#) de Tiaret. Blonde au teint très clair, une robe élégante suffisait pour la faire passer pour une étudiante de la rue Michelet. Samia Lakhdari était fille d'un cadi d'Alger, aussi brune que Zohra était blonde. Aussi élégante.

Yacef, à l'arrestation de Bouchafa, avait récupéré la précieuse Djamila Bouhired. Elle habitait elle aussi impasse de la Grenade, chez son oncle Mostefa Bouhired, au n° 5. Elle vivait de l'autre côté de la cloison qui la séparait du laboratoire d'explosifs de Taleb Abderrahmane. Elle ignorait bien sûr sa présence.

Lorsque, le 25 septembre, Yacef Saadi reçut le feu vert de Ben M'Hidi, il était en possession d'un stock de bombes en parfait état de marche. Une d'elles, peu puissante, avait été essayée quelques jours auparavant dans un champ isolé de Pointe-Pescade. L'essai avait été concluant.

Ces bombes, il fallait maintenant les poser. Et la mission

présentait beaucoup de risques. Il fallait d'abord sortir les explosifs de la Casbah, ensuite les poser en quartier européen. Yacef et Ben M'Hidi avaient en outre choisi des objectifs en plein centre d'Alger : la Cafétéria et le Milk Bar, lieux de réunion des jeunes Européens d'une classe sociale assez élevée, et le hall d'Air France dans le grand immeuble Maurétania. Yacef eut l'idée d'employer trois filles. Toutes jolies, d'un milieu bourgeois, élégantes, elles passeraient facilement pour des Européennes. Leur beauté et un peu de « savoir-faire » leur permettraient de franchir sans encombre les barrages de sortie de la Casbah. Elles n'auraient qu'à faire du charme aux zouaves ! Yacef qui, en bon musulman, ne faisait guère confiance aux femmes pour les affaires sérieuses, pourrait ainsi se rendre compte de ce que valaient les jeunes militantes plongées dans l'action la plus dangereuse.

Le 30 septembre 1956 à 16 Heures, Zohra Drif, Samia Lakhdari et Djamila Bouhired, voilées, étaient au rendez-vous fixé par Yacef rue des Abderames. Yacef les attendait. Il n'avait pas voulu leur annoncer à l'avance leur mission.

« Voilà, aujourd'hui à 18 Heures, vous devez poser trois bombes à Alger. Dans le centre. C'est la première fois que nous posons des bombes, mais c'est notre seul moyen de nous faire entendre. Sans quoi jamais on ne prendra notre révolte au sérieux. »

Yacef, voyant les filles très émues, poursuivit :

« Voilà ce que j'ai vu rue de Thèbes, le 10 août... » Et il raconta les décombres, les enfants morts, les gémissements.

« Si cela peut vous aider, pensez-y. Maintenant, montrez-moi comment vous êtes habillées. »

Les trois jeunes filles se dévoilèrent. Le haïk enlevé, Djamila apparut en robe légère imprimée, Zohra en pantalon, la poitrine moulée par un pull à côtes, Samia portait une robe de toile bleu ciel très simple. Chacune avait un sac de plage. Yacef leur tendit trois boîtes en bois. Les bombes cylindriques étaient assez encombrantes et représentaient en volume l'équivalent de deux kilos de sucre. Elles étaient enfermées dans des boîtes en bois verni. Les filles les enfournèrent dans leur sac et disposèrent par-dessus un maillot de bain, une serviette de toilette et de l'huile solaire.

« Voilà, mes sœurs. Votre premier rendez-vous est place du Gouvernement. Une 2 CV vous attend au coin de la rue Bab-el-Oued. La première arrivée dira : « Frère Safy ? »... le conducteur vous répondra : « Devant l'Éternel. » Il vous conduira à Bab-el-Oued où je vous retrouverai. Il faut y aller, mes sœurs. »

Les militants de l'A.L.N. et du F.L.N. avaient décidé depuis quelques mois de s'appeler « frères et sœurs » par souci d'égalité. Les trois jeunes filles sortirent. Elles empruntèrent chacune un poste de contrôle différent pour quitter la Casbah. Un sourire, une plaisanterie avec les soldats suffirent. Le zouave qui avait contrôlé la carte d'identité de Zohra Drif lui avait dit en détaillant l'ensemble qui la moulait :

« Moi, je vous fouillerais bien, mais ici, ce n'est pas facile.

— Ça se fera peut-être si vous venez souvent à la plage de Saint-Eugène. »

Le soldat avait ri et Zohra avait pu deviner un océan de mépris dans les yeux des Algériens qui se pressaient au contrôle. S'ils avaient su !

À 17 h 30, après que Kouache, le régleur de bombes formé par Taleb, eut placé le système d'horlogerie sur 18 h 30, Yacef qui avait revêtu une tenue de postier pour sortir de la Casbah indiqua à chacune l'endroit où elle devrait poser son engin.

« Samia : la Cafétéria. Djamila : le hall du Maurétania. Zohra : le Milk Bar. Attention ! précisa-t-il ; elles doivent exploser à une minute d'intervalle à partir de trois points d'Alger. Il faut du sang... il faut que ça crie... »

Les trois jeunes filles le regardèrent, étonnées. Elles n'avaient pas l'habitude de voir Yacef si violent. « Comme à la rue de Thèbes », ajouta-t-il en les embrassant.

Ce dimanche soir, le Milk Bar, qui ouvrait sa terrasse place Bugeaud, devant la X^e région militaire, était bondé. La clientèle était très jeune. Au retour de la plage, c'était au Milk Bar que l'on mangeait les meilleures glaces d'Alger, des glaces de toute sorte parsemées de fruits confits, recouvertes de crème Chantilly. Comme c'était dimanche, beaucoup de parents y avaient amené leurs enfants. Zohra Drif était seule, assise à une table au centre de la salle. Les glaces rosées dont les murs du Milk Bar étaient recouvertes lui renvoyaient l'image de son joli visage. On la

regardait. Les hommes surtout. Elle, réfléchissait. Les gosses, comme ce blondinet qui suçait avec application la paille de son café liégeois, ou cette petite fille qui se faisait des grimaces toute seule dans la glace qui renvoyait son image à l'infini... Et cette bombe, dans le sac de plage, sous la table... Zohra imagina les enfants déchiquetés. La voix de Yacef lui revint : « Ce que j'ai vu rue de Thèbes... » Eux n'avaient pas hésité. Et puis les ratissages et tout ce que l'on savait des tortures, des villages anéantis...

Zohra avait payé sa glace au garçon dont la veste immaculée tranchait sur les couleurs vives des vêtements que portaient les consommateurs. Il fallait qu'elle se lève. Sans un geste pour le sac qui resterait sous la table. « Et puis c'est la guerre, pensa-t-elle. S'ils me prennent, ils n'auront pas de pitié. » Elle sortit d'un pas ferme après avoir regardé l'heure à la pendule fluorescente du Milk Bar. 18 h 20. Dans 10 minutes...

Samia Lakhdari s'était fait accompagner par sa mère. Toutes deux habillées à l'européenne avaient bu un coca au bar de la Cafétéria, rue Michelet, juste en face des facultés. Samia avait voulu que sa mère l'accompagne car elle ne se sentait pas la force de répondre à qui l'aurait sans doute abordée. Une jolie fille, seule, dans le bar d'étudiants le plus populaire d'Alger avec l'Otomatic, ne le restait jamais très longtemps. Un juke-box installé au fond de la salle laissait entendre le mambo célèbre de « la Fille du fleuve ». Quelques couples dansaient en riant. Une fille se déhanchait, essayant de ressembler à Sophia Loren qui triomphait dans ce film sur les écrans d'Alger.

Samia laissa glisser le sac de plage le long du tabouret du bar. Sa mère détourna les yeux.

« Vous dansez, mademoiselle ? » Samia fit non de la tête. Il était bien joli garçon. Mais l'aurait-il invitée s'il avait su qu'elle était une « putain de Mauresque » ? Le jeune homme s'éloigna.

« Allons-y. » Quand Samia et sa mère sortirent de la Cafétéria la montre de la jeune fille marquait 18 h 25...

Les deux bombes explosèrent à 18 h 35. Les lourdes glaces du Milk Bar volèrent en éclats meurtriers, hachant la foule tranquille qui savourait son dimanche. Ce fut une panique épouvantable. Dans la fumée, les cris, le sang, les consommateurs se précipitèrent à l'extérieur abandonnant sur le sol plus de soixante blessés. Le petit garçon qui suçait sa paille eut un pied sectionné.

Etait-ce celui-là ? Qu'importe ! Ce jour-là, douze personnes furent amputées. Deux allaient mourir bientôt. La petite Nicole, douze ans, eut un bras sectionné par un éclat de glace. Les médecins désespéraient de sauver la jambe de son père.

« Treize ans, dix-huit ans, vingt ans, douze ans, huit ans, douze ans, douze ans. Quel gâchis ! » dit le commissaire central, en compulsant l'identité des blessés.

La nouvelle, comme une tramée de poudre, se répandit sur Alger qui ce dimanche soir apprit la terreur. Et la haine.

Dans la Casbah les hommes du F.L.N. parcoururent les ruelles obscures : « Vous êtes vengés. Le F.L.N. a fait payer l'attentat de la rue de Thèbes. Restez vigilants. La bataille ne fait que commencer. Il faut faire confiance au F.L.N. Ce soir vous en avez la preuve. »

Cette fois, l'épouvantable engrenage était bien en marche, huilé au sang, lubrifié à la chair humaine. Il allait tourner longtemps. Broyant aveuglément Européens et musulmans.

La bombe du Maurétania fut retrouvée intacte. Kouache, qui réglait ses premiers explosifs, avait mal effectué son branchement.

Le soir même, le Dr Daniel Timsit était effondré. Ces bombes, c'était peut-être lui qui en avait fabriqué l'explosif. Si Mourad lui avait pourtant promis qu'elles ne serviraient qu'au maquis. Il s'ouvrit de son désarroi à l'abbé Barthez, de la mission de France. Les deux hommes, s'ils n'étaient pas de la même religion, partageaient la même opinion quant à la guerre d'Algérie. Mais ces attentats aveugles ne faisaient que décupler la haine alors qu'eux rêvaient de rapprochement. Ils parlèrent longtemps de l'aspect qu'allait prendre le combat. La haine raciale allait creuser un peu plus un fossé que rien — ils le sentaient maintenant — ne pourrait combler. À moins que, très nombreux, des Européens ne se joignent à eux dans les réseaux F.L.N. pour tenter d'endiguer les attentats terroristes, que des groupes ne se forment pour expliquer aux Européens que ce n'était pas en réclamant à cor et à cri des exécutions capitales que l'on parviendrait à un règlement du problème.

C'était aussi l'opinion du Dr Pierre Chaulet et de sa femme qui avaient refusé tout net de transporter des bombes et des explosifs. Ils expliquèrent ce même soir à Abane qui logeait chez eux qu'ils

étaient pour la violence mais orientée :

« Il faut choisir les objectifs, expliqua Pierre Chaulet. Les Européens vont se solidariser autour des attentats aveugles.

— Je ne vois guère de différence entre la fille qui dépose une bombe au Milk Bar, avait répliqué Abane, et l'aviateur français qui bombarde une mechta ou qui balance du napalm sur une zone interdite. C'est la guerre avec tout ce qu'elle a d'ignoble. Il y avait des gosses au Milk Bar mais il y en a aussi dans les mechtas. Il y en avait rue de Thèbes....

— Je suis d'accord sur les bombes. Je ne suis pas d'accord sur les endroits où elles sont posées.

— Je vous comprends, Pierre. À votre place, je serais comme vous. Mais il faut ce qu'il faut et je ne peux pas raisonner comme cela. »

Les barrages se multiplièrent. Les experts avaient établi que les détonateurs des bombes du 30 septembre étaient au fulminate de mercure et que la préparation de ce produit laissait des traces sur les doigts. Aux barrages, on examinait maintenant les mains de tous les hommes. C'est ainsi que Ben Sadok, locataire de la villa de Birdakem où il aidait Timsit à fabriquer les explosifs, fut arrêté. Torturé, Ben Sadok avoua tout ce qu'on voulait. Oussedik Boualem prévint à temps Samia Lakhdari et Daniel Timsit. Ce dernier chercha refuge dans un appartement de la rue Mizon. Il avait oublié que Giorgio Habib en connaissait l'adresse. La 1^{er} brigade de police judiciaire, après avoir arrêté Ben Sadok, s'empara de l'ingénieur italien qui donna toute une série d'adresses dont celle de la rue Mizon, pensant que Timsit, le sachant arrêté, ne s'y rendrait pas.

Le médecin avait encore l'exemplaire de *Pierrot mon ami*, de Raymond Queneau, qu'il lisait tranquillement, lorsque la police vint l'appréhender.

Oussedik Boualem échappa de justesse à la police en pleine Casbah. Les groupes de Yacef le récupérèrent chez un cordonnier où il faisait semblant de coudre un sac pendant que les patrouilles fouillaient le secteur et le magasin. Si Mourad et Hassiba Bent Bouali vinrent le chercher et le conduisirent chez Hafaf, dit Houd, un restaurateur de la rue du Divan dont Yacef avait fait son responsable L.R. (liaison et renseignement). Oussedik Boualem devait quitter définitivement Alger pour rejoindre la wilaya 4.

Le 10 octobre, la villa des Roses, à El-Biar, où Taleb avait installé un nouveau laboratoire, explosa littéralement. Cette fois Kouache, le régleur, avait eu la main malheureuse en réglant un stock de bombes. On ne retrouva de lui que quelques débris sanglants. Bazi, qui travaillait dans la cave, réussit à se sauver. Il devait rester commotionné à jamais. Taleb revint s'installer à la Casbah.

L'arrestation de Daniel Timsit, son appartenance au P.C.A. relancèrent le problème de la participation des communistes à la révolution. L'enquête menée à la suite des attentats du Milk Bar et de la Cafétéria avait établi que c'étaient des femmes européennes qui avaient posé les sacs de plage. La P.J. avait immédiatement conclu à la participation de communistes, doutant que des Arabes puissent fabriquer ces bombes. L'arrestation du Dr Timsit confirma cette hypothèse. La chasse aux communistes — dont *L'Echo* faisait ses gros titres — devint la principale préoccupation de la police. C'en était fini de la relative tranquillité des Européens du F.L.N. Il fallait redoubler de précautions.

Yacef récupéra Hassiba Bent Bouali qui restait seule à Alger après le démantèlement du réseau Timsit. Il n'était pas fâché que les communistes « portent le chapeau » dans l'affaire des bombes. Ça lui laissait un moment de répit avant la prochaine action.

Le troisième coup annonçant la « bataille d'Alger » venait d'être frappé.

Il allait encore se produire en Algérie un certain nombre d'événements d'importance avant qu'une bataille sans merci opposât dans la capitale algérienne les terroristes de Yacef, dirigés par le mystérieux C.C.E., aux parachutistes de la 10^e D.P.

Le premier de ces événements allait renforcer Lacoste et son cabinet, et par contrecoup le gouvernement Mollet, dans l'idée selon laquelle l'Égypte était le nerf moteur de la révolution algérienne. La capture du yacht égyptien *Athos* au large d'Oran confirmera Guy Mollet dans son projet d'écraser Nasser et de tarir ainsi les ressources logistiques de la révolution algérienne. Le contexte international, avec l'affaire du canal de Suez, servait merveilleusement ses projets.

Le 16 octobre à l'aube, les services d'écoute de la base aéronavale de Mers el-Kébir localisaient un appel radio provenant d'un bâtiment non signalé. Ce bref message apportait un

renseignement de première importance : l'*Athos*, tel était le nom du bâtiment, était chargé d'armes à destination de Nador au Maroc. Le radio de l'*Athos*, Nicolas Cocavessis, Grec d'origine, aventurier parlant parfaitement français, anglais, arabe, italien, espagnol, grec et un peu allemand, avait déjà, au cours d'une vie mouvementée, servi d'informateur aux services spéciaux français. Son message allait permettre à la marine française de faire sa plus belle prise au point de vue armement et à la politique française de prouver l'ingérence de l'Égypte dans le problème algérien. À 10 h 30, l'escorteur *Commandant-De-Pimodan* arraisonnait l'*Athos* au large des côtes d'Oranie.

Ben Bella, qui, en butte aux accusations des chefs de l'intérieur, avait réussi à convaincre l'Égypte qu'il était temps de sortir de sa torpeur et d'aider efficacement la révolution algérienne dont il était le représentant au Caire, voyait capturer le quatrième envoi d'armes qu'il faisait à Boudiaf, responsable de la base marocaine de Nador.

Nasser avait compris que la révolution algérienne était en marche et qu'elle se développait à une vitesse vertigineuse. Il s'apercevait en outre que Ben Bella, le seul membre de la délégation du F.L.N. au Caire avec qui il entretenait des relations cordiales, amicales même, était en perte de vitesse. Il fallait que le Raïs redorât son blason et acceptât de servir d'intermédiaire officiel pour les achats d'armes que le F.L.N. avait maintenant les moyens d'effectuer. Peut-être aussi conviendrait-il à l'Égypte de faire un « petit quelque chose » à titre personnel.

Après trois livraisons d'armes peu importantes effectuées en 1955 en zone espagnole du Maroc par les yachts *Dina* et *Intissar*, ex-*Fakh-el-Behar*, le yacht particulier de Farouk, armes qui avaient servi à équiper partiellement quelques hommes de la frontière marocaine et n'étaient pas parvenues à l'intérieur — ce qui expliquait la querelle Abane-Ben Bella —, les services secrets égyptiens décidèrent de livrer un important chargement en octobre 1956.

C'est le major Fathi Ed-Dib, chef de la section Afrique du Nord des services spéciaux égyptiens, qui monta lui-même l'opération avec un luxe de précautions qui prouve à quel point Nasser était réticent à se mêler à l'affaire algérienne tout en redoutant de laisser passer l'occasion d'exercer son leadership sur une future nation arabe indépendante par « Ben Bella interposé ».

Fathi Ed-Dib avait recruté dès 1955 un commerçant-armateur servant de couverture pour des opérations de services secrets, Ibrahim En-Nayal. Ce dernier passa au nom de l'Égypte à la Fabbrica Nazionale di Arme une commande de 80 000 dollars représentant 1 000 mitraillettes, 6 canons antiaériens, 360 fusils et les munitions afférentes. Il acheta ensuite en Angleterre, surveillé par Fathi Ed-Dib, un yacht de 18 millions, le *Saint Briavels*, qu'il conduisit à Beyrouth.

Le 10 juillet, à l'hôtel Riviera de Beyrouth, se retrouvèrent Fathi Ed-Dib, Ben Bella et le représentant F.L.N. à Damas, Mehri Abdelhamid, qui remit à l'armateur 2 000 livres égyptiennes pour couvrir diverses dépenses concernant le navire. Fathi Ed-Dib et Ben Bella, après avoir visité le *Saint Briavels*, le baptisèrent *Athos*. Ibrahim reçut ensuite l'ordre, fin septembre, de rallier Alexandrie après avoir licencié tout l'équipage égyptien de l'*Athos* et de le remplacer par un équipage étranger, européen si possible. Il s'agissait d'une mesure de prudence pour ne pas compromettre le gouvernement égyptien dans le cas où le navire serait contrôlé hors d'Égypte. C'est à ce moment que Nicolas Cocavessis réussit à se faire engager comme radio par l'armateur des services spéciaux.

Le 27 septembre, Ibrahim fut convoqué au domicile personnel du major Fathi Ed-Dib, 100, Shara-el-Malik, qui lui remit 1 080 livres représentant les frais de mazout et d'approvisionnement pour un voyage Alexandrie-Nador (Maroc espagnol).

Le 4 octobre au matin, l'*Athos* chargé de cent tonnes d'armes par une cinquantaine d'hommes en civil surveillés par des officiers et sous-officiers de l'armée égyptienne, appareilla pour Villa Sanjurjo, lieu fixé sur la côte marocaine pour le débarquement du chargement qu'attendait Boudiaf. Six passagers clandestins — des Algériens spécialistes du sabotage et des liaisons radio formés par l'Égypte — prendraient place à bord de l'*Athos* qui voyagerait sans pavillon.

Le message de Nicolas Cocavessis mit fin, le 16 octobre, au premier voyage de l'*Athos* et permit à l'armée française de récupérer le premier chargement d'armes important provenant d'Égypte. Le rôle du radio fut bientôt connu du F.L.N. qui le condamna à mort et le pourchassa jusqu'en Grèce. Cocavessis dut se réfugier en Afrique du Sud, puis remonta en Ethiopie à Addis-Abeba, où je le retrouvai un soir de l'été de 1966.

L'arraisonnement de l'*Athos*⁽⁹⁾ eut — outre l'influence politique déjà évoquée — une immense portée psychologique sur la population européenne traumatisée par les attentats dont Alger venait de connaître les conséquences sanglantes.

Un deuxième événement allait, quelques jours plus tard, faire croire à certains que la guerre d'Algérie se terminerait en octobre 1956 : l'arraisonnement de l'avion transportant les chefs F.L.N. de l'extérieur au grand complet.

Ben Bella avait reçu comme une gifle la communication des décisions prises au congrès de la Soummam. C'est Ali Mahsas, son homme de confiance, qu'il avait chargé de la base logistique de Tunis, où sa présence était fort contestée par les chefs de l'intérieur, qui lui apporta à Tripoli les documents et la liste des décisions prises par les participants au congrès. Ben Bella interpréta cette plate-forme politique comme l'expression d'un coup de force qui l'éliminait de la direction active de la révolution. Non seulement la prédominance de l'intérieur sur l'extérieur lui enlevait tout espoir de direction effective, mais la prédominance du « politique » sur le « militaire » montrait l'arrivée à la direction du Front de vieux politiciens algériens marqués par leur action U.D.M.A., centraliste ou uléma. En ce sens, et tout en l'ignorant, Ben Bella rejoignait les thèses que Ouamrane avait défendues au congrès.

À Tripoli, Ben Bella fit le point avec le seul homme sur lequel il pût compter : Ali Mahsas. Leur ligne de conduite était claire : il fallait à tout prix éviter le retour de vieux politiciens dans les rouages de la révolution. Ce congrès de la Soummam facilitant leur retour, Ben Bella l'interpréta comme l'expression de la volonté d'Abane de « faire de la clientèle » à l'intérieur de l'état-major du Front. Déjà Ben Bella avait eu, comme on l'a vu, de sérieuses prises de bec avec le Dr Lamine Debaghine, envoyé d'Abane au Caire, mais ces accrochages s'étaient poursuivis avec Ferhat Abbas, qui ne reconnaissait pas l'autorité de Ben Bella. Ali Mahsas poussa Ben Bella à réagir. « Ces vieux, lui dit-il, ne peuvent pas comprendre, encore moins diriger une révolution qui s'est déclenchée sans eux. »

Ben Bella prit position contre les décisions du congrès de la Soummam mettant en cause la représentativité de ses membres. « Ben M'Hidi, dit-il, ne représentait plus l'Oranie. Il n'y avait aucun délégué de l'extérieur, pas plus que de l'Aurès ni de la

Fédération de France. Le congrès était positif sur certains points, mais ne saurait décider de l'avenir de la révolution. Il fallait le compléter. »

Bref, Ben Bella ne reconnaissait ni le congrès ni ses décisions. La confiance était définitivement rompue. Le congrès marquait la scission extérieur-intérieur et était l'aboutissement de la querelle qui opposait Abane à Ben Bella. Cette opposition se manifesta à Tunis où, à son retour, Mahsas trouva des représentants du C.C.É. : Ben Aouda, Kaci et Mezhoudi.

« Si vous venez pour coordonner les activités, leur dit Mahsas, je suis d'accord sur votre présence. Si vous venez pour représenter l'autorité du C.C.E., moi je ne vous reconnais pas. Ce congrès partiel ne peut engager la révolution. »

C'était l'affrontement. Les représentants de l'intérieur se tinrent dans un prudent *statu quo* après que Mahsas eut menacé de faire intervenir les troupes de l'Est sur lesquelles il semblait avoir un certain pouvoir. Mahsas venait de signer son arrêt de mort. On verra dans quelques semaines Ouamrane, venu d'Alger, régler le problème à sa manière. Forte.

Ben Bella avait engagé dans sa prise de position la délégation extérieure de 1954, c'est-à-dire Khider et Aït Ahmed. Les deux hommes, qui s'étaient opposés à plusieurs reprises aux décisions unilatérales de leur compagnon, réagirent violemment.

Aït Ahmed revint en hâte de New York à Madrid où l'attendait Khider. Il apprit en bloc qu'un congrès s'était tenu deux mois auparavant à la Soummam, que l'extérieur y avait été invité, que personne n'avait trouvé le moyen de pénétrer en Algérie et que Ben Bella, tout en ayant négligé de prévenir Aït Ahmed à New York, avait répondu pour lui aux décisions du congrès.

« Ben Bella rejette la plate-forme de la Soummam, annonça Khider. Il va d'ailleurs arriver d'un jour à l'autre à Madrid avec Boudiaf. »

Aït Ahmed, qui avait protesté à plusieurs reprises contre l'absence d'information venant du Caire, piqua une violente colère. Khider essaya de calmer son beau-frère.

« C'est un véritable miracle, lui dit-il, que notre révolution ait réussi à mettre sur pied un programme aussi précis que celui de la plate-forme de la SoummaM. C'est l'œuvre de l'intérieur et

surtout d'Abane. Ben Bella est fou de rage contre lui. »

Aït Ahmed se promet de dire son fait à Ben Bella avant la conférence de Tunis, mais celui-ci annonça qu'il aurait du retard et qu'il retrouverait ses compagnons à Rabat où les délégués de l'extérieur devaient préparer la conférence avec le sultan du Maroc.

Cette conférence de Tunis pouvait avoir une importance capitale. Le sultan du Maroc, M. Bourguiba et une délégation F.L.N. de l'extérieur composée de Khider, Aït Ahmed, Boudiaf et Ben Bella devaient discuter de la situation de l'Algérie dans l'optique d'un règlement éventuel de la question. Le gouvernement Guy Mollet suivait les préparatifs de cette conférence avec d'autant plus d'attention qu'il risquait d'y avoir surenchère entre le sultan et le président tunisien, chacun désirant prendre la tête de l'ensemble nord-africain après l'émancipation du peuple algérien. Le sultan marqua un premier point en recevant la délégation du F.L.N. à Rabat et en publiant un communiqué qui insistait sur « la nécessité d'alerter la conscience universelle et la conscience du peuple français pour qu'il soit rapidement mis fin au conflit qui ensanglante l'Algérie ». Guy Mollet réagit vivement et publia un communiqué annonçant la suspension des négociations franco-marocaines. Il ne tolérait pas que le sultan ou Bourguiba prennent le pas sur lui qui avait entamé des contacts ultra-secrets avec la délégation extérieure du F.L.N.

Les premiers contacts avaient été préparés par Christian Pineau, lors de son passage au Caire, au retour d'un voyage dans le Sud-Est asiatique. Les Égyptiens avaient servi d'intermédiaires ainsi que l'ambassadeur de Yougoslavie à Paris.

Le 21 juillet, M'hamed Yazid et Ahmed Francis, le beau-frère d'Abbas, avaient rencontré à Belgrade Pierre Commin représentant officiel de Guy Mollet. Pierre Commin, petit, bedonnant mais vif, volubile et sympathique, avait procédé dans la journée du 21 juillet à une simple prise de contact avec les représentants du Front. Cela s'était passé dans une villa d'hôte du gouvernement yougoslave dans le périmètre diplomatique de Belgrade, à l'abri de toute indiscretion. Commin avait renouvelé l'offre de Guy Mollet, le fameux triptyque : cessez-le-feu-élections-discussions. Yazid avait opposé la position du Front, que l'on allait retrouver dans la plate-forme de la Soummam :

reconnaissance de la nation algérienne indépendante, reconnaissance du F.L.N. comme seul représentant du peuple algérien, cessez-le-feu, négociations. Le contact fut cordial. Rendez-vous, pour « mieux se connaître » fut pris pour le début septembre à Rome.

Les rencontres eurent lieu les 2 et 3 septembre chez un ressortissant français dans le centre de Rome. M. Pierre Commin était accompagné de MM. Herbault et Gazelle. Du côté F.L.N., Yazid et Francis étaient cette fois accompagnés de Kiouane, l'ancien adjoint de Jacques Chevallier à la mairie d'Alger, et de Mohamed Khider. L'intérieur, le C.C.E., mis au courant par Khider conseilla d'accepter la rencontre, estimant que « tout ce qui pouvait garantir au Front d'atteindre ses objectifs en faisant économie de vies humaines était souhaitable ». Les entretiens se déroulèrent à nouveau dans une très bonne ambiance, mais les deux délégations jouaient au chat et à la souris. Chacun restait sur ses positions de Belgrade et le gouvernement français n'acceptait de traiter qu'avec des représentants élus du peuple algérien. C'est pourquoi Commin proposa à nouveau cessez-le-feu, élections et, seulement après les élections, ouverture de discussions.

Les deux délégations se séparèrent en convenant de se retrouver après la conférence de Tunis. Yazid tira de ces conversations une impression favorable. À trois reprises les délégués officiels de Guy Mollet avaient accepté le contact, avec des représentants du seul F.L.N. La porte restait ouverte.

Elle allait se refermer brutalement.

« Alors, Gorlin, demain, comme d'habitude, on va se faire pisser sur la gueule. »

L'apostrophe venait d'un fauteuil du bar de l'hôtel Saint-George où le colonel Barberot, adjoint du général Pâris de Bollardièrre, était confortablement enfoncé. Le porte-parole du ministre résidant, Michel Gorlin, se dirigea vers le colonel. Un personnage, ce Barberot ! Un colonel rappelé. En 40, faisant partie de l'escadre d'Alexandrie, il avait quitté ses chefs qui, légalistes, obéissaient à Pétain et à Darlan et désarmaient leurs bateaux. Il avait rallié Londres et avait terminé une guerre héroïque comme compagnon de la Libération. Pour Gorlin, lui-même ancien de Bir-Hakeim, c'était assez pour faire du colonel Barberot un « type bien ». En outre, le personnage était fascinant. Plutôt petit, blond, très jeune pour un colonel, brillant, nerveux,

sûr de soi et de son charme. Il était pour beaucoup à Alger le type même du guerrier aventurier, au courant de tous les « coups tordus ». Ami de Michel Debré, le tutoyant ainsi qu'il faisait avec une bonne douzaine de personnalités de premier plan. Rappelé en Algérie, on lui avait confié les commandos de l'air qu'il avait transformés en commandos noirs où avait servi un autre rappelé célèbre : Jean-Jacques Servan-Schreiber, directeur de *L'Express*. Barberot s'était lié avec lui et avec son chef, le général Pâris de Bollardière, lui aussi compagnon de la Libération. « Bollo » et Barberot avaient les mêmes idées libérales. Barberot était un gaulliste de gauche, Bollardière flottait sur la frange de gauche du M.R.P. sans pour autant faire de politique. Les deux hommes, que nous retrouverons plus tard, étaient déjà célèbres dans l'armée, non pour leurs magnifiques titres de guerre — l'amateur et le professionnel sont aussi courageux l'un que l'autre — mais pour ces idées libérales qu'ils prônaient à Blida où Bollo était le patron et à Alger dont Barberot connaissait tous les salons. On savait que Bollardière n'admettait pas certains procédés d'interrogatoire qui étaient devenus monnaie courante dans l'armée d'Algérie.

« Oui, mon vieux Gorlin, dit le colonel Barberot, demain les chefs du F.L.N. vont passer au-dessus de l'Algérie et nous, on va les regarder comme des imbéciles !

— Il faut avouer que ce n'est pas brillant », ajouta le général de Bollardière, qui occupait le fauteuil voisin.

Comme eux, Michel Gorlin savait que le mardi se tiendrait une réunion au sommet Maroc-Tunisie-F.L.N. à Tunis et que le sultan avait annoncé que Ben Bella serait son invité à bord de son avion personnel.

« Comment savez-vous tout cela, mon colonel ? interrogea Gorlin.

— Faudrait être abruti pour pas le savoir, répliqua Barberot. À l'état-major, on a l'A.C.P. Comme vous ! »

Depuis le samedi l'Agence centrale de presse faisait sur le sujet un travail extraordinaire. Gorlin, chargé de la presse en Algérie, trouvait même qu'elle en « faisait trop ». Elle dramatisait visiblement l'événement. Séries de flashes : Ben Bella ira dans l'avion du sultan. Ben Bella n'ira pas. Boudiaf et Khider l'accompagneront. Non, ils prendront un autre avion...

« Faudrait le descendre ce zinc, dit Barberot en s'étrangeant de

fureur. Ou alors on est une bande de cons... »

Gorlin sourit, termina son whisky et quitta le Saint-George en pensant que l'attitude du colonel Barberot était très intéressante. Lui, le colonel libéral, dont on savait qu'il avait été remarquablement « travaillé au corps » par Jean-Jacques Servan-Schreiber qui était parvenu à lui faire partager ses idées sur l'Algérie, considérait comme une injure qu'on ne fasse rien contre ce Ben Bella qui allait survoler le lendemain l'Algérie. Si telle était l'attitude d'un colonel « de gauche », cela prouvait dans quel état d'esprit devaient se trouver les autres, les militaires traditionnels. Si les nouvelles parvenant de Rabat continuaient d'arriver à une telle cadence, les militaires n'allaient pas tarder à sentir la moutarde leur monter au nez.

Gorlin regagnant son bureau après déjeuner pensa que cette histoire allait être une source d'« emmerdements » sans nom.

Tout le dimanche après-midi, les milieux militaires de l'état-major ne parlaient que de ce camouflet infligé à l'armée.

« Ah ! C'est l'olive ! Ah ! « ils » nous la mettent bien profond. »

Et l'opération part tranquillement. Puis s'accélère. Qui a l'idée qu'un avion peut être arraisonné ? On en parle entre capitaines puis entre commandants d'état-major, puis au général Frandon qui commande l'aviation en Algérie, puis au général Lori Ilot qui est le grand patron.

« Mon général, vous ne pouvez pas ne pas faire quelque chose alors qu'on a des petits gars qui se font trouer la peau... »

De colonel en général à deux étoiles, puis à trois... Plus les grades sont élevés moins la marge de refus est large. De proche en proche, le projet s'alourdit du poids des étoiles. Le dimanche soir, il devient clair *qu'on ne peut pas ne pas agir*.

Pendant ce week-end, que Robert Lacoste passe dans sa Dordogne électorale qu'il néglige bien depuis quelque temps, et en l'absence de Maisonneuve, c'est Pierre Chaussade, secrétaire général du G.G., qui est le patron.

À 8 h 30, ce lundi 22 octobre, il voit arriver dans son bureau du deuxième étage le colonel Ducournau, chef du cabinet militaire, qui lui dit :

« Monsieur le secrétaire général, il y a un coup formidable à faire... »

Et il raconte que l'avion doit passer « pas loin » de l'espace aérien contrôlé par la France.

« Mais c'est l'avion du sultan du Maroc ! proteste Chaussade.

— Non, monsieur le secrétaire général. »

Et Ducournau agite la dernière dépêche de l'A.C.P. « Ben Bella ne prendra pas l'avion du sultan mais un avion privé affrété par ce dernier ». Donc l'écueil à une opération d'arraisonnement — la présence de Mohammed Ben Youssef — est écarté. Et si vraiment les civils refusent l'autorisation, c'est qu'ils ont partie liée avec l'adversaire et trahissent purement et simplement l'armée qui se bat.

Chaussade a compris le cheminement de la pensée militaire.

« Alors qu'est-ce qu'on fait, monsieur le secrétaire général ? interroge le colonel Ducournau.

— On va essayer de l'attraper. »

Chaussade tente de prévenir Lacoste, Maisonneuve, Guy Mollet, Max Lejeune. C'est encore le week-end et la république se repose ! Impossible de les joindre. Et puis que ferait Lacoste ? Il ne pourrait refuser son autorisation à des militaires qui ont tout monté, tout préparé pour « piquer » le chef de ceux qu'ils ont pour mission de combattre.

Le général Frandon réclame un ordre écrit. On veut Ben Bella, mais on n'oublie pas le parapluie. Chaussade trouve la parade : on « pond » une instruction générale antidatée ordonnant à l'aviation l'interception de tout appareil étranger qui traverserait le territoire de l'Algérie. Et le tour est joué. Le parapluie est en place.

On suit l'avion marocain au radar. Avant de partir. Aït Ahmed a confié son inquiétude au prince Moulay Hassan, qui a accompagné la délégation F.L.N. à l'aéroport.

« Ce n'est pas prudent de traverser l'espace aérien algérien, monseigneur.

— Le gouvernement français ne donnerait pas l'ordre de s'emparer d'un avion marocain, réplique le prince qui ajoute : Mais vous avez raison il ne faut pas s'y fier. La série des faits accomplis devant lesquels le gouvernement français a toujours été

placé est la caractéristique du régime. »

Et le commandant de bord reçoit l'ordre de ne pas traverser l'espace aérien algérien et d'aller se poser à Majorque pour faire de l'essence.

C'est à Majorque que l'équipage français est contacté par Alger. Dès le décollage, vers 18 Heures, le commandant Gaston Grellier reçoit le message suivant :

« Vous êtes invité officiellement — d'ordre du gouvernement français — à venir vous poser à Alger.

— Mais les types sont armés, proteste le pilote.

— On vous enverra une couverture d'aviation de chasse. »

Puis on discute des modalités. L'équipage est français, l'avion appartient à une compagnie privée française. Ça suffit. On se fout de celui qui l'a affrété. Même si c'est le sultan ! Les services spéciaux promettent que les familles des membres de l'équipage seront discrètement évacuées du Maroc avant que l'avion n'atterrisse à Alger. Elles seront indemnisées.

La nuit tombe. À l'aéroport, Ducournau, Chaussade et Gorlin attendent Lacoste qui arrive de Dordogne. On lui raconte l'histoire, le plan prévu.

« Il est encore temps de tout annuler, dit Chaussade, l'avion vient de décoller de Majorque.

— Pas question, dit Lacoste, tout est en route. Attrapons-les. »

Lacoste regagne le palais d'Été. À 22 Heures, l'avion de Ben Bella atterrit à Maison-Blanche. Dans le DC-3, c'est la panique. L'hôtesse et le steward se sont enfermés dans le poste de pilotage. Ben Bella, complètement affolé, crie « Nous sommes pris... Nous sommes pris... » Puis chacun se reprend et entreprend de déchirer le plus de documents possible. Fébrilement Tom Brady, l'envoyé spécial du *New York Times* qui accompagne les membres du F.L.N., prend des notes en pensant qu'une fois de plus dans sa vie de reporter il a un « coup de pot » énorme. Aït Ahmed s'avance vers l'Américain qu'il connaît bien.

« Monsieur Brady, j'ai une déclaration à vous faire. Nous allons à la conférence de Tunis pour rechercher les conditions permettant une négociation pacifique. Les Français portent un coup gratuit à cette recherche des conditions d'une négociation.

D'autant plus gratuite que — je peux vous le révéler — nous n'avons jamais été les dirigeants de la révolution. C'est créer un mythe que le dire et y croire. Nous étions simplement les représentants à l'extérieur. »

À minuit, Ben Bella, Khider, Aït Ahmed, Boudiaf et Lacheraf, qui n'est qu'un intellectuel algérien loin d'être dans le secret des dieux, sont dans les locaux de la D.S.T. où commence leur interrogatoire et l'examen des papiers qu'ils transportent. Ces documents confirment l'aide matérielle de l'Égypte dans l'affaire de l'*Athos* et dans les déplacements des membres de l'état-major F.L.N. du Caire.

À Alger, c'est la joie. On pavoise. « Ils sont pris, on a les chefs. La guerre est finie. » La D.S.T. sait déjà que la déclaration d'Aït Ahmed à Tom Brady est exacte. Ben Bella est tout juste l'homme du Caire dans l'état-major F.L.N. Les cinq ne sont pas les chefs de la révolution, mais il vaut mieux le laisser croire à l'opinion publique. C'est bon pour le moral.

Pendant que l'équipage se remet de ses émotions à la villa des Oliviers, Robert Lacoste téléphone de son bureau du palais d'Été à l'ambassadeur de France à Tunis, de Leusse, et lui annonce la nouvelle. Tempête au téléphone. De Leusse est fou de rage et ne l'envoie pas dire à Lacoste. Le ministre résidant dont la patience n'est pas la qualité première lui réplique vertement :

« Monsieur l'ambassadeur, je suis membre du gouvernement. Je n'ai pas d'observations à recevoir de votre part. »

Et il raccroche.

Chaussade, rentrant chez lui, dira à sa femme en lui faisant le récit de l'arraisonnement :

« Voilà une décision qui peut abrégé une carrière administrative, mais cela peut être aussi un élément capable d'accélérer notre succès en Algérie... »

Lorsqu'il aura à en discuter avec Lacoste, qui ne l'accuse nullement, Chaussade se justifiera en expliquant qu'« en Algérie l'armée est engagée et avec elle les civils qui la supervisent. L'hiatus vient de ce qu'on ne veut pas dire à la métropole qu'on fait la guerre en Algérie... » Il me répétera plus tard sa position : « Tout le drame est venu de ce que le gouvernement français acceptait de faire des sacrifices militaires, financiers et humains

considérables pour conserver l'Algérie mais n'a pas eu le courage de le dire au peuple. »

Pour l'instant le peuple est content. L'opinion publique métropolitaine, inquiète des concessions répétées faites à la Tunisie et au Maroc et de la façon dont le sultan et M. Bourguiba entendaient discuter du sort de l'Algérie avec les chefs des rebelles, est satisfaite. « La France a osé... »

Guy Mollet, lui, apprenant la nouvelle au cours d'un dîner, devint tout pâle et murmura — paraît-il — : « Les imbéciles... » Les possibilités de négociations secrètes venaient de s'évanouir pour longtemps. En fait, il n'y aura aucun contact officiel France-F.L.N. avant Melun, quatre ans plus tard.

En Algérie, les Européens exultaient : « C'est le point le plus important marqué contre la rébellion depuis le début des opérations », disait-on.

Les militaires partageaient cette opinion. Ils ne pouvaient imaginer qu'à part Ali Mahsas tous les autres chefs du F.L.N. étaient ravis de cette arrestation. Il fallait seulement rassurer l'opinion publique musulmane. On pouvait même se servir de cette opération pour dire : « Vous voyez qu'on ne peut avoir aucune confiance dans le gouvernement français... La lutte continue. »

À Tunis, Ali Mahsas tint une conférence de presse pour faire appel à toutes les « bonnes volontés » et annoncer que la révolution continuait.

Au Caire, Toufik El-Madani devint chef responsable de la délégation extérieure. « Les buts politiques et militaires du Front restent inchangés », expliqua-t-il.

Quant aux chefs de l'intérieur, ils étaient secrètement ravis. L'opposition permanente de Ben Bella était balayée. Bourguiba et le sultan devaient maintenant traiter avec eux. Jusque-là, les deux chefs d'État avaient marqué leur préférence à Ben Bella. Ces maquisards, ce C.C.E. qui contrôlait une révolution populaire qui leur faisait peur, ne leur disaient rien qui vaille. Maintenant la réalité de la direction du C.C.E. n'était plus mise en cause. Krim, Abane, Ben M'Hidi, Ben Khedda et Saad Dahlab voyaient paradoxalement leur pouvoir accru grâce à l'opération « arraisonnement ».

Les militaires français venaient de leur rendre un fieffé service.

Yahia Briki et Abdelkader Guerroudj, que l'on appelait Lucien, avaient remis « Betty & à Fernand Yveton, tourneur sur métaux à l'usine à gaz d'Alger. Tous trois étaient des militants communistes intégrés aux réseaux terroristes F.L.N. de la capitale. On a vu dans quelles conditions Guerroudj, son épouse Jacqueline Gerroudj et sa belle-fille Danièle Minne avaient pris place dans les réseaux Bouchafa. Depuis l'arrestation de ce dernier, c'est Benaceur Toufik qui dirigeait ce réseau « bombes » groupant des Européens et des Algériens. La bombe « Betty » que Briki et Guerroudj venaient de remettre à Yveton était du même type que celles de la Cafétéria et du Milk Bar et sortait du laboratoire de l'impasse de la Grenade. Depuis les explosions du 30 septembre et du 12 novembre qui avaient blessé trente-six personnes, mais surtout depuis l'arrestation du Dr Timsit et la révélation de la participation d'Européens communistes aux réseaux terroristes, chacun ouvrait l'œil sur son voisin. Pour introduire une bombe à l'E.G.A., Fernand Yveton avait dû depuis quinze jours habituer ses compagnons de travail à le voir entrer dans le vestiaire et l'atelier avec un sac de plage dans lequel il avait placé un bleu de travail.

Ce 14 novembre, Briki, Guerroudj et son épouse avaient apporté deux bombes à Yveton avec mission de les placer dans la machinerie de l'usine à gaz du Hamma entre le tuyau de fabrication et l'alimentation. Yveton n'avait pu prendre que Betty — ainsi baptisée par l'étudiant Taleb — son sac étant trop petit pour contenir les deux engins. Jacqueline Guerroudj était donc repartie en voiture emportant la seconde bombe désormais inutile. Briki et Guerroudj devaient revenir à 19 h et évacuer le tourneur vers le maquis. La bombe étant réglée pour 19 h 30, il serait loin au moment de l'explosion.

Yveton entra sans encombre à l'usine mais au lieu de placer son sac et la bombe sous sa machine en attendant le moment propice pour la poser, il la laissa dans son casier au vestiaire. À 16 h un ouvrier de l'E.G.A. passant dans ce local crut entendre un tic-tac. Il pensa être victime de la « psychose de la bombe » dont tout Alger souffrait mais prêta pourtafit l'oreille. Le tic-tac était bien réel et venait du casier Yveton. « Yveton... Communiste... » L'ouvrier fit immédiatement le rapprochement. Fernand Yveton militait jadis au P.C.A. !

À 16 h 15, le commissaire du 12^e arrondissement, M. Hug, recevait un coup de téléphone angoissé :

« Ici, l'E.G.A. Venez vite, je crois qu'il y a une bombe au vestiaire dans le casier du communiste Yveton. »

À 17 h, la bombe était désamorcée, Yveton arrêté et fouillé. Dans ses poches le commissaire Hug trouva deux papiers. Le premier portait ces mots écrits au crayon : « Entre 19 h 25 et 19 h 30. » Et au verso à l'encre rouge : « Avance du déclic : 5 minutes. » Sur le second papier on pouvait lire : « Entre 19 h 23 et 19 h 30. » Et au verso : « Avance du déclic : 7 minutes. » Il y avait une deuxième bombe à l'usine à gaz d'Alger !

Le commissaire Builles entra dans le bureau de Paul Teitgen à la préfecture et lui raconta les circonstances de l'arrestation. Il était 18 h 30.

« La première bombe est neutralisée, monsieur le secrétaire général, mais la deuxième ? On a fouillé dans toute l'usine à gaz. Impossible de la trouver. Et Yveton refuse de dire un mot. »

Paul Teitgen avait compris. Il fallait qu'Yveton parle.

« Je sais ce que vous pensez, poursuivit Jean Builles, je pense comme vous. On n'est pas habitué à ce genre de chose. Mais là c'est tellement grave. Si l'usine à gaz pète... »

Paul Teitgen pensa immédiatement à la catastrophe de Neunkirchen qui, en Sarre en 1934, avait fait dans des circonstances semblables des milliers de morts. C'était abominable. Dans le bureau la tension était grande.

« Alors on torture ou on ne torture pas, monsieur le secrétaire général ? »

Là on n'avait plus le temps de réfléchir longuement ni de décrire ses états d'âme face à la torture. Il fallait décider et vite.

Le commissaire Builles s'énervait. Teitgen le connaissait bien. Lui non plus n'était pas pour la torture. Mais entre deux maux... des milliers de morts possibles... des femmes, des enfants... un homme seul qui avoue... des salades tout ça.

« Il est presque 19 Heures, dit Jean Builles, et le papier porte "entre 19 h 25 et 19 h 30" ; c'est dans une demi-heure que ça doit péter ! »

Paul Teitgen était livide. Des souvenirs... des images... 1944,

le boulevard Albert-I^{er} à Nancy... La Gestapo... Et ces hommes au-dessus de lui... la torture dont il n'avait osé parler que bien plus tard... Non ! je ne veux pas !... La décision était prise :

« Je regrette beaucoup, Builles. On ne torturera pas. Je l'interdis formellement. Je prends le risque de l'explosion. Téléphonnez au commissariat du 12^e. Ma décision est irrévocable. »

Jean Builles avait compris lui aussi. Il était aussi pâle que son patron. Il sortit sans un mot. 19 h 5... 19 h 10... 19 h 25... 19 h 30... Les mains posées à plat sur son bureau, Paul Teitgen, d'habitude toujours en mouvement, toujours grognant, toujours houspillant, estimant que le travail n'allait jamais assez vite, mais trouvant toujours le mot amical pour ses collaborateurs, était silencieux, immobile. 19 h 35... L'heure était dépassée de cinq minutes... il téléphona à Builles.

« Toujours rien, Builles ?

— Toujours rien, monsieur.

— Vous êtes bien sûr du réglage de la première bombe ?

— Absolument. C'était pour 19 h 30.

— Attendons... »

Au commissariat, Yveton, pressé de questions, n'avait pas été torturé. On l'avait seulement un peu bousculé et il avait fini par expliquer qu'une femme blonde en 2 CV ne lui avait donné qu'une bombe, qu'elle avait l'autre. Une immense chasse « à la femme » fut entreprise dans Alger. Toutes les femmes blondes conduisant une 2 CV furent arrêtées, fouillées, leur véhicule passé au peigne fin. En vain. La brune Jacqueline Guerroudj était accompagnée de son fils qu'elle était allée chercher à l'école lorsqu'elle s'aperçut de ce gigantesque filet qui se tendait sur Alger. C'est l'enfant qui tenait le sac où se trouvait la bombe. Jacqueline se débarrassa de l'encombrant paquet en le glissant dans une camionnette de la police qui stationnait devant un commissariat. On retrouvera l'engin le lendemain. Non amorcé !

Yveton avait également signalé le rendez-vous qu'il avait avec des complices dont il ignorait le nom mais il avait donné le renseignement avec une demi-heure de retard. Briki et Guerroudj ne devaient pas l'attendre plus de cinq minutes. Voyant les camions militaires annonçant la rafle, ils parvinrent à s'enfuir.

À 20 Heures, à la préfecture, Paul Teitgen sentit ses nerfs se relâcher. Il n’y aurait rien. Une immense satisfaction physique l’envahit. Bien sûr, comme flic, il avait perdu. C’était un échec. « On » n’avait pas osé. Mais comme homme, il avait gagné. Et les faits venaient de lui donner raison...

Mais bientôt on ne demanderait plus l’avis de M. le secrétaire général pour la police. La folie gagnait Alger.

Le mois de décembre fut, dans les milieux officiels, celui des changements. Robert Lacoste avait décidé de remplacer le préfet d’Alger.

Collaveri, qui occupait ce poste, était un humaniste dans le sens où l’humanisme est une philosophie de l’existence. C’était un homme de grande culture. Sa volonté appliquée à tous les instants d’une tâche qui, à Alger, se révélait chaque jour plus difficile ne lui faisait jamais oublier le respect des autres. Cet homme fin, courageux sans ostentation, n’avait malheureusement

— du fait de son caractère froid — aucun « atome crochu » avec Robert Lacoste. Ne faisant pas de numéro au ministre résidant, celui-ci trouva le préfet « mou et sans envergure ». Il avait en outre le grave défaut d’être déjà en place lors de l’arrivée de la nouvelle équipe. Dès lors il était condamné. Lacoste commettait une bourde qu’il paiera très cher. Sans se soucier des avis de ses proches, il nomma Serge Barret préfet d’Alger.

Barret était le prototype du préfet de la III^e République qui arrange « à petits coups » tous les « petits coups » de la politique locale, qui agit sur « ses » députés et qui fait carrière avec comme devise : « Pas d’emmerdement majeur dans mon dossier. » Outre cette prudence intempestive, l’homme n’était physiquement pas solide. Malade des jambes, il avait des difficultés à se tenir debout. Et c’est à lui que Lacoste n’hésita pas à confier Alger ! Alger en proie au terrorisme qui avait besoin d’un homme prestigieux, à poigne, qui sache mener la lutte contre des réseaux de jour en jour plus efficaces, plus meurtriers !

La « maffia » de Lacoste — son cabinet où l’on jugeait les hommes sur leur puissance de travail, sur leurs facultés de fonceur, où le critère était : « Est-il un ancien de la France libre, s’est-il battu comme un lion ? »

— fut stupéfaite de la décision du patron. Comment pouvait-il nommer le type même du fonctionnaire de la préfectorale qui

avait fait carrière grâce aux bonnes relations qu'il entretenait avec le parti au pouvoir alors qu'Alger était au bord de la catastrophe ? L'hostilité du cabinet Lacoste fut encore plus grande lorsque Barret, face aux immenses problèmes posés par le terrorisme à Alger, manifesta une réserve que d'aucuns qualifièrent de « truille bleue ». Il se révéla incapable d'assumer la lourde tâche du maintien de l'ordre à Alger. Chaussade, responsable de toute l'administration en Algérie, trouva devant lui un « type dépassé » avec lequel il était impossible de faire quoi que ce soit. Pour lui, il ne fallait toucher à rien.

Et Paul Teitgen — qui ne travaille bien qu'avec les préfets qu'il aime, qui a abattu un travail extraordinaire avec Collaveri — se retrouva avec un patron ne prenant aucune responsabilité. Teitgen qui n'avait jamais eu à signer une assignation à résidence, tant Collaveri apportait de soin à étudier chaque dossier, dut, à partir de l'arrivée de Barret, tout prendre sous son bonnet.

Entre les mains de Serge Barret, le pouvoir administratif de la capitale se trouva pris en tenaille entre le ministre résidant et l'armée. L'état d'urgence voté après l'arrivée de Mollet au pouvoir était déjà une sorte de démission des civils, préfets et sous-préfets, qui déléguaient une grande partie de leurs pouvoirs aux militaires. Avec l'arrivée de Barret, cette démission devait atteindre la capitale. L'effectif civil insuffisant en nombre et en qualité allait céder peu à peu ses pouvoirs à l'armée.

L'armée d'Algérie, de plus en plus puissante, que le pouvoir civil chargeait de la lutte contre les rebelles — ce qui était son rôle — mais aussi de l'administration, des S.A.S., de l'assistance médicale, de l'instruction dans le bled — ce qui l'était moins —, changeait elle aussi de patron. Lorillot avait fait son temps.

Tout le monde le trouvait dépassé. Sans l'envergure nécessaire à un commandant en chef d'une armée de 400 000 hommes. Lacoste lui reprochait de ne rien connaître à la guerre subversive, de répéter : « Nous rencontrons des terroristes et... nous ne sommes pas faits pour leur résister. » Le ministre résidant, qui s'était lancé à fond dans la bagarre, voulait avoir un général en chef qui partage ses opinions. Un dur qui ait envie de lutter, qui puisse le faire. Avec tous les moyens adaptés à la guerre subversive.

Or, en Algérie, on ne fait pas la guerre. Malgré les 400 000 hommes, les actions du F.L.N. font tache d'huile, s'étendent à la

quasi-totalité du territoire sans qu'on puisse empêcher cette marée de progresser. De l'avis de Lacoste, le haut commandement fait preuve d'une singulière inadaptabilité. On va changer Lorillot ! Lacoste et Bourgès-Maunoury ont pris la décision en novembre. D'habitude cela se passe dans le secret, mais là rien de tout cela. Grâce à une indiscretion, un journaliste fait un papier interrogatif du style « Lorillot sera-t-il remplacé ? » trois semaines avant que la décision soit rendue officielle, avant même que l'on ait choisi un successeur au général Lorillot ! Il faut alors aller très vite. Lacoste et Bourgès cherchent celui qui sera le bon patron. C'est indéniable, il faut changer de tactique en Algérie. On limoge Lorillot parce qu'il est encore trop traditionnel. C'est l'homme des grandes manœuvres dans le djebel avec chars et grand développement de troupes. Ça ne lui « botte » pas d'avoir à commander des types en espadrilles qui luttent à armes égales avec des fellaghas. Même si c'est cela l'efficacité. Quel sera le chef qui aura cette conception de la guerre ? Bien sûr un « Indochinois » qui se soit frotté aux Viets et qui ait compris les méthodes de la guérilla et de la guerre subversive. Il faut un « politico-militaire ».

Et cela devient la foire d'empoigne. Cette nomination se politise. Après l'Indochine, en Algérie, l'armée a cessé d'être la Grande Muette. Ça bavarde dans les popotes, dans les mess d'officiers. De la nomination du nouveau commandant en chef, de la personnalité du « remplaçant » dépendra l'orientation de la guerre. À chacun son favori. Des colonels, des commandants font campagne pour leur « poulain ».

Et l'on assiste, au G.G. et à Paris, rue Saint-Dominique, à une véritable course au poste par personne interposée. C'est le grand marché de l'occasion. Le « salon du commandant en chef » où les commis voyageurs, représentant tel ou tel général désireux de devenir le patron en Algérie, vantent les mérites de leur « produit ». L'un des plus habiles est le colonel Michel Frois. Ancien d'Indo, il a été, chez De Lattre, officier d'action psychologique et d'information. Il est passé maître dans le baratin. Son produit ? Le généra] Boyer de la Tour qui guigne l'Algérie depuis 1954. Le colonel Frois arrive à Alger avec une serviette bourrée de documents sur Boyer de la Tour, son action en Indochine, au Maroc, ses diplômes, ses opinions. Il vend du Boyer comme un vendeur en jaquette vend une Rolls. Avec la dignité qui s'impose lorsque le produit est de qualité.

Sur les rangs, il y a aussi le général Cogny, polytechnicien, docteur en droit. Une tête qui a compris l'Indochine. Un colosse rompu à la guerre subversive et aux finesses des cabinets ministériels, qui sait à qui s'adresser, celui qu'il faut voir. Il a servi de guide à De Lattre lorsque celui-ci a fait sa tournée des ministères, des cabinets, des groupes avant de prendre le commandement en Indochine. Cette fois, Cogny joue pour lui. Il n'est pas encore marqué politiquement. En outre, il y a une école Cogny dans l'armée. Cette armée qui ressemble de plus en plus, en 1965, au corps médical dans ce qu'il a de moins bien, avec ses patrons tout-puissants, flattés, soutenus par leurs élèves, leurs fidèles, les « tout-dévoués ». Il y a les groupes, les haines inexpiables et surtout deux clans que sépare un ravin de 18 000 km ; ceux qui ont fait l'Indo et ceux qui ne l'ont pas faite. Ceux du deuxième clan n'ont aucune chance dans la course au commandement en chef en Algérie.

Les commis voyageurs de Boyer et de Cogny s'en donnent à cœur joie à Alger où seuls les arguments de poids comptent. Chacun joue le jeu des journalistes. Il faut se mettre bien avec eux et s'en servir. La Grande Muette prend des contacts. On « fait la pub' » de tel ou tel général comme celle d'une grande vedette de music-hall. Sans vergogne. Qu'un journaliste important commence son article par : « Cogny serait bien en Algérie... » et cela peut suffire à Paris pour que le général soit choisi si les arguments qui suivent tiennent debout. Et Dieu sait si les attachés de presse militaires en ont. Ils pourraient donner des leçons à tous leurs « confrères » du cinéma. Le bar du Saint-George vaut celui du Fouquet's. Il y a toujours quelqu'un qui connaît quelqu'un...

Et c'est Salan qui est nommé ! Ce n'est pas véritablement une surprise. Lui aussi était sur les rangs sans avoir fait campagne. Mais son nom avait été souvent cité. Les journalistes spécialisés et les officiers d'état-major avaient ouvert l'annuaire de l'armée et — sachant que pour un poste pareil il fallait un général à 4 ou 5 étoiles — ils avaient procédé par élimination. « Celui-là est trop vieux... celui-là est trop con... celui-là trimbale telle casserole. » Salan a échappé au crible. Et le voilà à Alger.

Salan, c'est le radical-socialiste, le protégé de Bourguès. C'est un officier politique, c'est un colonial aussi. O combien ! Il a compris, il sait que — si l'infrastructure doit être militaire — il y aura beaucoup de politique dans l'affaire algérienne.

Lacoste apprend dès l'arrivée du nouveau commandant en chef que Salan est à cheval sur le cérémonial qui doit entourer ses déplacements. Il a exigé pour son entrée à Alger un appareil militaire très ancien : limousine décapotée, écran de gendarmes motocyclistes qui se sont vu doter de gants blancs à crispin remontant jusqu'au coude. Pour Salan, le prestige de la France se juge au nombre des motards qui entourent le commandant en chef lors de ses sorties !

Tout Alger politique observe Raoul Salan. Il est très beau. Profil de proconsul romain, visage impénétrable, cheveux blancs passés au bleu — un peu trop de bleu, semble-t-il —, le poitrail bombé, le cœur caché par un rideau de décorations qui s'échelonnent sur dix rangées. Ses « bananes », il doit coucher avec. Dès le petit déjeuner, il les porte au grand complet, sans oublier les galons de laine verte de caporal de la légion. Mais il faut l'avouer, Salan est impressionnant. D'autant plus qu'il est suivi — ou précédé — d'une légende. On le surnomme le Chinois. On dit qu'en Indochine il a été en rapport avec des sectes mystérieuses, qu'il a utilisé des sociétés secrètes, ses agents étaient multiples. Salan, c'est un initié, un compliqué, l'homme qui joue avec des personnages indéfinissables. La légende de l'opium n'est pas absente de l'aura fantastique dont le nouveau commandant en chef est entouré. Lacoste, le petit tricolore, toujours furibond, gueulant, soufflant, patron jusqu'au bout des ongles, imbu de son pouvoir mais aussi conscient de ses responsabilités immenses, est lui-même impressionné. Ce mystérieux Chinois qui arrive, flanqué de la « Biche » — tel est le surnom de M^{me} Salan, si attentive à la publicité de son général d'époux — tient peut-être derrière l'écran de ses yeux mi-clos le plan de la victoire finale.

Lacoste a été consulté par Bourguès sur la nomination de Salan. Il l'a acceptée car ce général hors du commun connaît à fond l'Indochine et par elle il a appris les techniques de la révolution permanente. Il a pratiqué — et subi — la guerre révolutionnaire, il sait peut-être les recettes qui, si elles avaient été appliquées en Indochine dès le début du conflit, auraient arrangé les choses. Alors Lacoste espère qu'en Algérie... puisqu'on n'en est, selon lui, qu'au début... il y a des chances. La guerre commence vraiment. On a du monde, du matériel. Et puis l'Algérie, c'est la France, alors Lacoste estime avoir de grandes chances, avec un Salan, de compléter sur le plan militaire une victoire qu'il est bien

décidé à remporter sur le plan politique.

Entrant dans Alger, bien calé sur les coussins de cuir, le buste droit, le profil dur, le masque impénétrable, Salan pense à l'entrée de De Lattre à Saïgon. De Lattre, cette ombre tant admirée, tant haïe... Il pense aussi à cette Indochine dont il n'a pu prendre la tête que lorsqu'elle était perdue... L'occasion tant rêvée, être le patron, diriger... gagner... elle est là. À portée de la main. Il y a bien sûr Lacoste qui, à ses côtés, se redresse de toute sa petite taille pour « faire le poids ». Il faudra le subir... qu'importe ! Les Européens d'Algérie comptent sur l'armée pour les sauver. Sur ces 400 000 hommes dont il est le patron.

Mais Salan ignore encore que l'opinion publique est, à Alger, très montée contre lui. Elle est même furieuse, l'opinion publique. C'est un comble ! Après Lacoste, qui « pond » réforme sur réforme, qui vient de résilier les sursis de petits gars — de braves étudiants — qui l'ont un peu chahuté lors des cérémonies du 11 novembre, voilà qu'on nous envoie Salan. Le traître. Celui qui a vendu l'Indochine ! Les groupes Kovacs, Martel, Ortiz frémissent d'indignation. Tout se tient, je vous dis ! La France brade l'Algérie. Après cette outre de Lacoste, ce Mollet nous envoie Salan pour parachever le travail. On fait courir sur le général en chef les bruits les plus stupides. Tout comme on a fait jadis pour Soustelle. Pour les ultras d'Algérie, en ce mois de décembre 1956, les ennemis à abattre sont Lacoste et Salan.

Pour l'instant, le nouveau commandant en chef parade au palais d'Été où le ministre résidant offre un grand dîner en son honneur. Flatté de l'accueil que lui a réservé Lacoste, Salan apprécie en connaisseur l'apparat qui entoure la réception. Le ministre a bien fait les choses. Après le dîner, au salon, à l'heure du café et des cigares, les deux hommes commencent un numéro de charme. Chacun le joue dans un registre différent mais avec une suprême habileté. On s'observe, on se complimente, on se jauge. On se joue la comédie. Salan, celle de la grandeur, de la dignité, de l'efficacité militaire. Lacoste celle de la bonhomie, du « républicain jusque dans les tripes », de la main de fer dans un gant de velours. Chacun fait semblant de se demander lequel des deux est le plus malin, connaissant pertinemment la réponse. Ni Lacoste ni Salan ne sont des modestes !

Si Lacoste n'avait pas renoncé à ses réformes, la très réactionnaire Fédération des maires n'avait pas renoncé à les

attaquer. Ni à mettre toute sa puissance en action pour empêcher leur application. Pas de prime à la violence !

Pourtant, le gouvernement Lacoste semblait ferme dans sa lutte contre le terrorisme, contre les communistes. À peine arrêté, le 13 novembre, Yveton était condamné à mort le 25 novembre. C'était le premier Européen à être condamné à la peine capitale depuis le début de la révolution. Il sera exécuté peu après, le 11 février. Mais cela ne suffisait pas. L'Algérie européenne étant outrée de voir la question algérienne inscrite à l'ordre du jour de l'O.N.U. sans que, cette fois, le gouvernement français s'y oppose. En outre, le retrait des Franco-Britanniques à Suez révoltait Alger. Nos petits paras commandés par Massu avaient « flanqué une dégelée » à ces Égyptiens et on les stoppait net. Alors qu'au bout de la route se trouvait Nasser, source de tous nos embêtements. C'était à croire que le gouvernement français ne voulait rien faire pour stopper cette rébellion, ces attentats !

Et les milieux européens les plus conservateurs reprirent leur artillerie lourde. Cible Lacoste et ses réformes.

Le ministre résidant prononça la dissolution des conseils municipaux pour tenter de faire disparaître l'opposition à la réforme communale. Dix-neuf anciennes communes mixtes furent remplacées par deux cent vingt-neuf communes de plein exercice. C'était la fin des privilèges pour les Européens des campagnes qui ne pourraient plus diriger des régions entières comme bon leur semblerait. Dans l'esprit de Lacoste, cette réforme communale devait être la base d'une véritable communauté franco-musulmane. Mais était-elle possible à réaliser ?

Les maires de l'Algérois, emmenés par le vieux président Amédée Froger et soutenus par *L'Echo d'Alger*, protestèrent vigoureusement contre ces réformes. Ils refusèrent la dissolution des municipalités. « Notre devoir est de rester, dit le président Froger. Nous partirons contraints et forcés. » L'attitude des maires ne contribua pas à détendre l'atmosphère d'Alger. L'état d'esprit de la population européenne était à nouveau caractérisé par l'instabilité. Tirillée, travaillée, montée par les bruits les plus pessimistes, terrorisée par les attentats meurtriers, elle passait de l'euphorie au pessimisme. Tout le monde la trahissait. L'arrivée de Salan, bradeur de l'Indochine, le prouvait bien ! Dans cette ambiance la série d'attentats contre-terroristes montés par l'O.R.A.F. (Organisation de résistance de l'Afrique française) et

le C.R.F. (Comité de résistance française) contre le journal *Alger républicain* et contre les établissements appartenant à des bourgeois musulmans, trouva dans la population un écho favorable. Lacoste amené à dissoudre le C.R.F. de Martel et l'O.R.A.F. de Kovacs ne se faisait aucune illusion. Les hommes étaient là, décidés à répondre à la bombe par la bombe.

C'est dans cette atmosphère tendue comme une corde de violon qu'Amédée Froger fut assassiné.

De plus en plus, Yacef subissait l'influence de Ben M'Hidi qui habitait désormais dans la Casbah. Ben M'Hidi, le théoricien, la tête pensante, voulait freiner Yacef dans son action terroriste tout en approuvant le principe des bombes.

« Les bombes de la Cafétéria et du Milk Bar, expliquait-il à Yacef, étaient destinées à frapper l'opinion publique au lendemain de l'attentat de la rue de Thèbes. Le résultat a été parfaitement atteint. Maintenant, tu dois comprendre que, pour être efficaces, les prochaines actions devront avoir une répercussion politique intense. »

C'est ainsi que Yacef Saadi eut l'idée de faire assassiner une personnalité politique ultra. Ce serait ainsi creuser un peu plus le fossé entre les deux communautés. Yacef voulait qu'à Alger ce soit la coupure totale. Taillée au rasoir. Et il y parvenait.

Oui. Alger avait peur. À 9 Heures du soir, on ne sortait plus. La défiance s'était installée par la force des choses. On craignait tous les musulmans. Les Européens en arrivaient à ralentir dès qu'un Arabe marchait derrière eux. On se laissait dépasser pour ne pas courir le risque d'un mauvais coup. Et alors c'était au musulman d'avoir peur. Car l'Européen qui se trouvait maintenant derrière lui était peut-être un contre-terroriste ! Cette femme voilée ? Inoffensive ? Attention ! ce n'est pas sûr. C'est peut-être un homme de Yacef déguisé, avec des grenades sous son haïk ou une MAT dans le couffin qu'il porte à la main...

Les membres du C.C.E. favorisaient cette politique de coupure entre les deux communautés. Ils voyaient d'un très bon œil l'opposition des plus ultras aux réformes de Lacoste. Car l'ennemi était là. Le F.L.N. devait lutter contre les réformes, contre cette loi-cadre que Lacoste préparait. Les membres du C.C.E. savaient que la guerre était dure pour les fellahs autant que pour les Algériens des villes. Si cette population musulmane

qu'ils avaient réussi à prendre en main, mais qui chaque jour était plus lasse d'une guerre de plus en plus impitoyable, voyait dans ces réformes la possibilité d'améliorer son sort et surtout d'arrêter ces combats sanglants et cette répression atroce, n'allait-elle pas en profiter et lâcher un instant le F.L.N. ? Ou tout au moins tenter de le faire ? L'état-major avait décidé de lutter contre ce risque en installant la défiance. Il fallait que les Européens aient peur de tous les musulmans et que les Algériens soient bien persuadés que tous les Européens étaient comme les Froger, les Laquière, les Borgeaud. Qu'ils ne lâcheraient aucun de leurs privilèges.

Car, en cette fin d'année 1956, Krim, Abane, Ben M'Hidi, Dahlab et Ben Khedda savent qu'il faudra aller jusqu'au bout. Que rien ne sera possible sans la victoire politique complète. L'autonomie sur vingt ans que Krim, Ouamrane et bien d'autres auraient encore acceptée en 1955 et même au début de 1956, c'était de l'histoire ancienne.

Le mécanisme était enclenché et il tournait parfaitement, de jour en jour plus atroce. Les journaux publiaient les noms des victimes des attentats comme une litanie. Depuis que l'insécurité s'était installée dans la capitale, des journalistes du monde entier y avaient élu domicile. Et ces attentats étaient démesurément grossis par l'extraordinaire chambre d'écho que représentait leur présence à Alger. Le F.L.N. y comptait bien. Ben M'Hidi partageait l'opinion de Yacef : une grenade et trois blessés rue Michelet valaient plus sur le plan psychologique qu'une embuscade et des dizaines de morts dans le Constantinois. Et le meurtre d'une personnalité politique populaire chez les Européens aurait une répercussion gigantesque. Il suffisait de bien choisir la victime.

C'est le président Laquière qui fut d'abord choisi. Il était représentatif de cette Algérie française hostile à toute réforme que le F.L.N. voulait détruire. Yacef et Ali la Pointe s'installèrent pendant quelques jours à Saint-Eugène chez Kheznadji, un militant qui les hébergea. Il s'agissait d'étudier les habitudes de l'ancien président de l'Assemblée algérienne. Rapidement les deux hommes s'aperçurent que le président Laquière ne venait pas régulièrement à Saint-Eugène. Il faudrait perdre trop de temps et improviser cet assassinat. Le « projet Laquière » fut abandonné.

Yacef avait établi une longue liste de « personnalités à abattre ». Il envoya des agents de liaison surveiller l'emploi du

temps de quelques-uns d'entre eux. Son choix s'arrêta sur Amédée Froger. Non seulement il était le leader des pieds-noirs les plus conservateurs, non seulement il était considéré comme le porte-drapeau des plus hostiles à tout changement, mais encore son attitude face à Lacoste et à son plan de réformes décuplait sa popularité.

C'est Ali la Pointe qui fut chargé d'abattre le président Froger. C'est la première fois que l'on révèle le nom du véritable meurtrier du président de la Fédération des maires. En effet, un malheureux bonhomme sera arrêté pendant la « bataille d'Alger » et « avouera » aux hommes du 1^{er} R.E.P. qui savent faire parler les plus réticents, être l'assassin du vieux président. Il sera exécuté et tout le monde sera content.

Le 28 décembre, à 9 h 50 Ali la Pointe vit M. Froger sortir de son domicile, 108, rue Michelet. Le maire de Boufarik prit place dans sa 403 grise n° 76 DW 91, à côté du chauffeur qui mit son moteur en route. Ali la Pointe s'avança calmement. Il portait une gabardine beige. Dans la poche, il serrait un 7,65. Arrivé à la hauteur de la portière droite, Ali tira trois balles à bout portant. Deux allèrent se perdre dans le siège avant, mais la troisième atteignit son but. Amédée Froger, touché dans la région du cœur, s'affaissa. Ali la Pointe, qui avait reconnu à plusieurs reprises le chemin de sa fuite, dévala les petits escaliers de la rue Nocard. Le chauffeur de la 403 le poursuivit. Ali tira encore deux ou trois balles au hasard. La poursuite fut interrompue. Une voiture attendait Ali la Pointe au coin de la rue Nocard et de la rue Horace-Vernet. Le moteur tournait. Ali s'y engouffra et le véhicule se perdit dans la circulation.

Un médecin qui passait rue Michelet tenta de porter secours au président Froger qui vivait encore. Il le fit transporter à la clinique Sola toute proche. Lorsque le Dr Sola arriva pour examiner le blessé, Amédée Froger lui saisit la main et murmura : « Ils m'ont eu... » Puis la pression sur la main du médecin se relâcha. Amédée Froger était mort.

La nouvelle se répandit avec une rapidité extraordinaire : « Amédée Froger est mort... assassiné par le F.L.N. » On mit les drapeaux en berne, des milliers de télégrammes de condoléances arrivèrent au domicile du vieux leader. Robert Lacoste vint s'incliner devant la dépouille mortelle, puis fit à la radio une déclaration qui, il l'espérait, calmerait une ville grondante.

« La provocation d'aujourd'hui comme celles qui l'ont précédée et celles qui pourraient la suivre restera vaine, dit le ministre résidant. Nous triompherons par un surcroît de calme et de dignité, par la raison et dans l'amour de la France. »

Le speaker annonça ensuite que les obsèques de Froger auraient lieu le lendemain et que le cortège funèbre traverserait la ville.

En entendant cette nouvelle et l'appel au calme lancé par Robert Lacoste, Yacef Saadi pensa que le lendemain il pourrait y avoir du grabuge à Alger et il donna l'ordre à tous les hommes de ses réseaux de rester chez eux. Le samedi 29 décembre 1956, il n'y avait pas un membre du F.L.N. dans les rues d'Alger !

C'est Pierre Chaussade, le colonel Ducournau et le préfet Barret qui représentent les autorités officielles à l'enterrement d'Amédée Froger. Chaussade, sachant que tout le cabinet Lacoste — ces socialistes francs-maçons ! — est honni par ceux dont Froger avait pris la tête, s'apprête à passer un mauvais moment. Mais il ne peut imaginer ce que vont être les heures qui suivent. En uniforme de préfet, suivi du colonel Ducournau, il vient saluer la famille au domicile du défunt. L'ambiance à leur égard est d'une hostilité glacée. Tous les membres de la famille leur tournent le dos à l'exception d'une femme — la seule — qui leur serre la main et se montre correcte.

Le cortège se met en route — et pénètre à l'église du Sacré-Cœur où l'absoute est donnée. Chaussade qui est dans le chœur s'aperçoit alors de l'absence du préfet Barret à ses côtés. Il le repère rapidement près de la porte ! L'office est terminé à 14 h 45. Près de huit mille personnes attendent le cortège funèbre alors qu'à l'entrée il n'y avait personne.

Chaussade monte en voiture. Il a été convenu avec les autorités que le cortège serait motorisé jusqu'au cimetière de Bab-el-Oued pour éviter les incidents. Chaussade est à peine dans la voiture qu'une dizaine d'hommes déchaînés la secouent en tous sens. « Dehors ! crient-ils. On y va à pied. » Ducournau fait le coup de poing pour dégager le secrétaire général. Le cortège s'ébranle. Le corbillard est recouvert d'une triple épaisseur de couronnes et suivi d'une forêt de drapeaux d'associations d'anciens combattants. Dès le premier kilomètre, Chaussade, reconnu, est insulté. « Bradeur !... » Des agitateurs, qui fument la cigarette derrière le cercueil, le traitent de tous les noms. Toutes les équipes

de choc de tous les mouvements contre-terroristes d'Alger, et ceux moins belliqueux mais tout aussi excités des poujadistes et autres mouvements extrémistes sont là. On entoure Chaussade. On le menace. Ducournau, blême de rage, leur crie :

« Qu'est-ce que vous voulez de plus ?... M. Chaussade est celui qui a fait arrêter Ben Bella il y a à peine un mois. Vous ne comprenez rien. Vous dites n'importe quoi. »

Les agitateurs forment dans le cortège des noyaux de commandos. On chante *la Marseillaise* à la hauteur de l'Aletti, *le Chant des adieux* en passant devant le palais Carnot. Puis à 15 h 55, c'est parti ! À la hauteur du square Bresson, des hommes sortent du cortège et cassent tout. On entend : « Regarde celui-là, il fait un bras d'honneur à la dépouille du président... » Et la ratonnade commence. Affreuse. Epouvantable. Des musulmans qui regardaient passer le cortège sont battus à mort, on précipite des hommes, des femmes du haut du Front-de-Mer sur les quais du port, dix mètres plus bas. Des coups de feu claquent. Des musulmans sont assassinés dans leur voiture. Des jeunes gens écrasent à coups de barre de fer la tête de passantes en haïk.

Au cimetière de Saint-Eugène, des criminels ont posé une bombe à proximité du caveau de la famille Froger. Elle explose à l'heure où — si la ville avait été traversée en voiture comme prévu — tout le cortège aurait dû se trouver autour de la tombe. Comme par hasard, cette nouvelle atteint le convoi alors qu'il se trouve encore au centre de la ville ! Et la colère monte. Et la ratonnade continue. Tout le monde y participe. Les U.T., les unités territoriales dont le colonel Thomazo est devenu le leader, s'y mettent. Pas tous bien sûr. Heureusement. Les excités, les criminels, sont une minorité. Mais agissante. Le service d'ordre laisse faire. La police locale est une police d'État, mais tous ses membres sont pieds-noirs avant d'être policiers. En outre, le recrutement du flic de base, celui de la circulation, celui qui assure le service d'ordre aux abords du cortège, se fait dans les basses classes de Bab-el-Oued. Tous se connaissent. Ils savent le nom des meneurs ultras. Ils les aiment bien. Alors le service d'ordre qu'ils sont censés assurer est ridicule. Eux aussi, comme tout Alger, sont outrés de l'assassinat de Froger. Et cette folie collective qui a saisi les Européens à la vue des musulmans, cette ratonnade dans son abjection, sa saloperie, son aveuglement, qui répond à l'abjection, la saloperie et l'aveuglement des bombes

terroristes, lesquelles répondaient à... Mais on ne réfléchit pas dans la rue. Et la police algéroise comprend la réaction des civils. Les gardiens de la paix ne feraient-ils pas de même s'ils n'étaient pas en uniforme ? Alors, à la limite, quand on « bouscule » un peu un musulman ils ferment les yeux. Ils se sentent si proches du type qui ratonne, si loin des Arabes dont les frères de race abattent quotidiennement un commissaire, un agent...

Chaussade, témoin de la folie qui a saisi Alger au passage du cortège, s'est aperçu que tout cela avait été soigneusement monté. Il quitte le convoi à l'entrée du cimetière et revient au G.G. Il écume de rage contre Barret qui, « lâchement, s'est tiré en lui conseillant d'en faire autant en passant devant la préfecture ». Pour lui, Barret est un salaud. Ou il n'était pas au courant de la manifestation qui devait se dérouler à l'occasion des obsèques, et il fait mal son boulot. Ou il était au courant, et il devait lui dire de ne pas y aller.

De toute façon, le patron de l'administration en Algérie sait que toute la police a été complice. Qu'il faut changer tous les responsables, des commissaires aux gardiens de la paix. Qu'ils sont tous contre le gouvernement Lacoste. Jamais encore la police n'a apporté un dossier complet sur tel ou tel Européen qui joue, au vu et au su de tout Alger, un rôle contraire à la politique menée par le ministre résidant. Cette journée du 29 décembre comptera pour beaucoup dans la décision que prendra Lacoste de confier dans quelques jours tous les pouvoirs de police à l'armée. Elle au moins assurera l'ordre. Des deux côtés !

Dans toute la ville — on ne s'occupe déjà plus du vieux Froger qu'on enterre à Bab-el-Oued —, de très jeunes gens saccagent des boutiques tenues par des musulmans et molestent des passants. Et la manifestation dévastatrice continue jusqu'à 19 Heures. Le hall du cinéma arabe Donyazad est ravagé. On ratonne à Bab-el-Oued. Au bas de la Casbah, les C.R.S. interviennent. « C.R.S. dans l'Aurès... » Des Européens, écœurés par la chasse au faciès, ouvrent leurs portes à des passants musulmans pourchassés par des bandes ivres de rage, de poudre et de sang. À 19 Heures, il n'y a plus un Algérien dans les rues d'Alger. Seule la Casbah, où la sécurité règne depuis l'attentat de la rue de Thèbes, présente son visage habituel. Yacef sort de sa cachette. Ses prévisions se sont réalisées. Dans quelques heures on va fêter à Alger la nouvelle année. Désormais Européens et musulmans vont se

trouver face à face.

À cette même heure, de retour d'Égypte, les parachutistes de la 10^e D.P., pleins de rancœur, frustrés de la victoire éclatante qu'ils tenaient au bout de leurs mitraillettes, débarquaient à Alger, sortant par vagues disciplinées des flancs du vieux *Pasteur* qui déjà, quelques mois auparavant, avait rejeté sur les quais de Marseille ceux qui avaient compris la leçon indochinoise et qui, aujourd'hui, étaient leurs chefs.

Une fraction de l'armée était également opposée à Lacoste et au gouvernement Mollet. Cette opposition allait se concrétiser dans une affaire incroyable, connue sous le nom de complot Faure. Les principaux protagonistes vont en être le général Faure, adjoint au général Manceau-Demiaux, commandant la division d'Alger, et Paul Teitgen, secrétaire général de la préfecture d'Alger, chargé de la police.

Tout commença par une conversation avec le lieutenant-colonel André, attaché à l'état-major du général Manceau-Demiaux et chargé en particulier des messages secrets et de certaines missions de contrôle. André s'occupait de très près du secteur de L'Arba qui était celui du général de Bollardièrre et du colonel Barberot. Pour André, ces deux hommes, dont on connaissait l'amitié pour Jean-Jacques Servan-Schreiber, étaient avec leurs adjoints les prototypes des officiers qui « déshonoraient l'armée ». D'abord par leurs relations, ensuite par leur conception de la vie. Le colonel André, très boy-scout nationaliste, Action française, qui menait à Alger une vie ascétique, était outré par la vie de ces colonels et commandants qui faisaient la guerre mais chez qui, le soir venu, les missions terminées, on chantait, on voyait des filles, on buvait du whisky, bref où l'on « dégageait ». André fit même ouvrir une enquête sur certains secteurs qui, selon lui, étaient devenus de véritables « lupanars ». À tel point que le colonel Ginestet, adjoint au général commandant la division d'Alger pour la défense du Grand Alger, se pencha sur cette enquête et vint voir à ce propos Paul Teitgen, dont il savait l'amitié pour le colonel André.

« Je crois qu'André exagère, dit le colonel Ginestet, le gars est trop puritain. J'ai fait mener une enquête discrète et cette affaire ne dépasse pas le cadre de la bordée tirée par tout officier qui se respecte au retour d'opérations dangereuses. Si j'écoutais André il faudrait sévir contre tous les officiers « normaux » de toutes les

armées du monde ! L'armée n'est pas un couvent. »

Mais l'un des officiers des secteurs incriminés s'était aperçu de l'enquête et, ami personnel de Bourgès-Maunoury, il avait télégraphié au ministre qu'on lui « cherchait des poux dans la tête ». Le ministre envoya alors un télégramme amical à l'officier : « T'en fais pas, p'tite tête, tout s'arrangera. »

Comme il n'y avait rien à arranger, si ce n'est la vision puritaine du monde qu'avait le colonel André, il n'y eut pas de suite. Et pourtant... le télégramme au texte si familier n'en fut pas moins chiffré puisqu'il émanait du cabinet du ministre. Et son double parvint, décrypté, sur le bureau d'André, qui en conçut un grand écœurement pour ce gouvernement « pourri ». Il vint s'ouvrir de ses problèmes de conscience à Teitgen dont il connaissait la foi profonde et conclut :

« Croyez-vous que ce soit sérieux, cette guerre ?

— Eh non, mon pauvre vieux ! »

Teitgen ne voulait pas faire de peine à cet homme sincère.

« On s'aperçoit bien qu'on n'est pas commandé.

— Eh oui, vous avez raison. »

Teitgen était loin d'imaginer les suites de cette conversation anodine.

La veille de Noël, il vit entrer dans son bureau le général Faure qui lui avait demandé un « rendez-vous urgent ». Magnifique militaire, le visage tanné par le grand air, champion de ski, fidèle à ses alpins, le général était une figure bien connue de l'armée. Du panache, du culot, de la gueule. Il ne supportait pas de ne pas avoir confiance en ceux qui le dirigeaient et c'est ce qu'il révéla tout à trac à un Teitgen abasourdi.

Il lui exprima d'abord son regret de ne pas l'avoir connu plus tôt et se mit en devoir de se présenter en indiquant longuement à la fois l'état de ses services passés en même temps que son opinion sur la situation actuelle de l'Algérie.

« Quant à moi, dit le général, ayant analysé le problème, j'estime que seule une prise du pouvoir par les militaires s'impose pour conserver l'Algérie française.

— Mais pourquoi me faire ces confidences, mon général ? » interrogea Teitgen.

Le général Faure fit une brève allusion à André et indiqua ses raisons.

« Elles sont doubles, monsieur Teitgen. D'abord il faut passer à l'action avant le 31 décembre. Ça nous laisse une semaine ! Ensuite nous ne parviendrons pas à prendre le pouvoir sans la certitude de l'accord des éléments de police d'Alger en même temps que celui des éléments militaires du colonel Ginestet et du colonel Marey (commandant la subdivision) et, cher monsieur Teitgen, ces accords dépendent personnellement de vous ! »

Teitgen réagit en secrétaire général pour la police. Il manifesta un étonnement volontairement sympathique. Faure qui le regardait avec inquiétude se rasséréna.

« Je sais bien, monsieur le secrétaire général, qu'en me livrant à vous, je joue ma dernière carte.

— Mais votre carte est gagnante, mon général, je suis d'accord avec vous. »

Teitgen voulait des précisions. Le général Faure les lui apporta sans réticences.

Le plan — selon le général Faure — avait été élaboré en accord avec les généraux Salan, Frandon, de Maricourt et Dulac. Robert Lacoste, devant se rendre à Ouargla pour prendre quelques jours de repos, son avion devait être retardé et atterrir à Paul-Cazelles. Une voiture s'emparerait de lui et le conduirait, sous bonne garde militaire, à une destination dont le secret était gardé. Dans le même temps, il devait être procédé à l'arrestation de MM. Maisonneuve, Chaussade, Barret et Papon, préfet de Constantine. L'éloignement du ministre résidant et l'arrestation de ces personnalités s'accompagneraient d'un appel à la radio, signé Frandon et Salan, indiquant qu'ils avaient reçu les pleins pouvoirs civils et militaires.

Selon le général Faure, l'ensemble de ces opérations était possible et rentable, d'une part, à la faveur du choc psychologique créé dans la population — il était vrai que les Européens d'Algérie accueilleraient à bras ouverts ceux qui auraient « renversé » Lacoste — et, d'autre part, grâce aux milices civiles déjà constituées en commandos parmi les éléments ultras de la population européenne algéroise.

« Tout cela m'intéresse vivement, mon général, dit Teitgen.

Votre projet me semble parfaitement cohérent et réalisable. Il convient pourtant que j'y réfléchisse pendant vingt-quatre heures pour pouvoir de mon côté étudier le détail d'exécution des mesures qu'il m'appartiendra de prendre en accord avec vous.

— Entendu, monsieur le secrétaire général. De mon côté je vous demanderai le détail des dispositions à arrêter du point de vue militaire pour une mise au point définitive. »

Et rendez-vous fut pris pour le lendemain de Noël.

Lacoste était en métropole et ne devait rentrer que le 27 décembre. Chaussade et Teitgen jugèrent la situation sérieuse et firent prendre Faure en filature par la Sécurité militaire. Teitgen envoya un premier rapport au préfet, son patron. Puis on plaça un magnétophone dans le bureau. Et le 26 décembre à 15 h 30, Paul Teitgen appuya sur la touche Enregistrement avant de faire entrer le général Faure.

L'entretien allait durer une heure un quart. Teitgen, soutenu dans sa mission par Chaussade et par Peccoud, l'homme de confiance de Lacoste, se fit répéter dans le détail les déclarations précédentes du général Faure. Jouant le jeu, Teitgen laissa entendre au général Faure qu'il ne remettait pas en question son accord total à l'entreprise projetée.

« Mais j'ai maintenant d'autres détails à vous donner », poursuivit Faure.

La prise du pouvoir par le général Frandon — le grand patron de l'armée de l'air en Algérie — devait s'effectuer au cours de la nuit du 29 au 30 décembre. À 1 heure du matin, l'armée, sur l'ordre du général Faure, devait s'emparer des centraux téléphoniques et de la radio. À la même heure, des commandos civils armés devaient procéder à l'arrestation, à leur domicile, de Chaussade, Barret, Maisonneuve et Papon. Le général Faure ferait de son côté procéder à l'arrestation de son patron, le général Manceau-Demiaux, et des commandos civils s'empareraient du Gouvernement général et de la préfecture. Teitgen aurait pour mission d'arrêter personnellement M. Pernet, directeur de la Sûreté, et M. Peccoud, puis devait superviser au G.G. l'ensemble des services de la Sûreté nationale après avoir ordonné à la police d'Alger de suivre les ordres du général Frandon qui s'installerait dans les fonctions de ministre résident !

« À 6 Heures du matin, poursuivit le général Faure, la radio

diffusera l'appel des généraux Frandon et Salan annonçant qu'ils sont investis de la plénitude des pouvoirs civils et militaires. Ils convoqueront dans chacune des trois régions d'Algérie : Oran, Alger, Constantine une assemblée générale des conseillers généraux et des maires.

» On ne précisera pas par qui Salan et Frandon ont été investis, ajouta Faure en riant.

— Salan est d'accord ? demanda Teitgen.

— Non. Il n'est même pas au courant. Mais devant le fait accompli, il s'inclinera. Trop heureux d'être dans le coup ! Il n'y a que Frandon et Maricourt à être au courant de notre projet. Je compte bien, une fois l'opération réalisée, sur l'acquiescement sans conditions de Brebisson, Moiret et Bollardièrre. D'ailleurs pour tenir Bollardièrre, il faudra foutre Barberot au trou. Allez ! en forteresse, le copain de Bourgès ! »

Faure ajouta que l'ensemble de ces dispositions n'avaient pas rencontré l'opposition du colonel Ducournau ni de M. de Lombarès, chef de l'état-major mixte de Lacoste. En outre, le général avait reçu l'accord de certains chefs politiques de métropole.

« Je ne peux pas vous en donner tout de suite les noms », dit le général Faure.

Puis il finit par céder.

« En confidence... pour votre information personnelle, il s'agit de Debré, de Giscard d'Estaing et de Pascal Arrighi. »

Et sur cette dernière information, le général Faure sortit du bureau de Teitgen après lui avoir renouvelé sa confiance.

Teitgen pensait que Faure était un peu fou. Mais il n'avait pas tellement tort lorsqu'il lui avait dit : « On en a marre de ces sacrifices inutiles. On ne sait jamais où on va. On n'a pas de chefs. On nous dit de casser l'ennemi et c'est tout. » Et Faure lui avait montré la lettre de son fils, qui sera tué plus tard en Algérie au cours d'un accrochage.

Teitgen pensait que Faure était ambitieux mais surtout torturé, écœuré comme beaucoup de militaires. Il fallait stériliser ses velléités de prise du pouvoir qui étaient le « coup de tête d'un homme en colère », mais il fallait surtout se servir de ce complot

pour faire prendre à Paris conscience du problème. Il fallait que Mollet et son gouvernement comprennent que tout cela était grave. Non le complot, mais le malaise, le dégoût, la colère de l'armée qui était sur le tas.

Lacoste de retour à Alger partagea l'opinion de Teitgen et l'envoya en mission spéciale à Paris. Il prit rendez-vous pour lui d'abord chez Bourgès-Maunoury, puis chez le président du Conseil Guy Mollet. Teitgen serait accompagné de M. Hosteing, chef du cabinet de Lacoste.

Paul Teitgen partit pour Paris plein d'espoir, sûr que l'audition de la petite bande qu'il détenait dans sa serviette ferait avancer bien des choses.

Le vendredi 28 décembre à 10 Heures, Paul Teitgen attend dans l'antichambre du ministre de la Défense nationale. Dans un fauteuil doré, il y a déjà François Mitterrand, garde des Sceaux, l'homme qui, le 17 mars 1956, a signé les lois 56-268 et 56-269 permettant de condamner à mort les membres du F.L.N. pris les armes à la main ou convaincus d'attentats. Lui aussi attend d'être reçu par Bourgès-Maunoury.

« Tiens ! Teitgen, vous êtes à Paris. Comment ça va à Alger ?

— Bien, monsieur le ministre, enfin... comme ça... »

Et l'on parle de tout et de rien. Il n'est pas dans les intentions de Teitgen d'entretenir de sa mission le ministre de la Justice. Lacoste lui a dit : « Bourgès et Mollet. C'est tout. »

La porte du cabinet s'ouvre. Mitterrand se lève. Il est ministre et il était le premier. Bourgès l'arrête d'un geste.

« Une seconde, cher ami. Teitgen vient spécialement d'Alger pour me voir. C'est très urgent. »

Teitgen suit Bourgès dans son cabinet. Celui-ci se carre dans son fauteuil, met les pieds sur la table et dit :

« Alors, Teitgen, de quoi s'agit-il ? Lacoste tient tout particulièrement à ce que vous me racontiez cette affaire. »

Teitgen raconte en détail ses entretiens avec le général Faure. Bourgès sourit.

« Eh bien on n'avait rien à se mettre sous la dent... Enfin ce qui est ennuyeux c'est qu'on ne va peut-être pas partir aux sports

d'hiver avec votre histoire... »

Teitgen n'en croit pas ses oreilles.

« C'est un fou, votre Faure. Toujours un peu exalté.

— Oui, monsieur le ministre, j'en conviens mais cela donne la température d'Alger. Et le degré de malaise de certains officiers.

— Oui, je vais voir cela avec lui. Je l'ai convoqué sous le prétexte qu'il me parle des incidents de Médéa où, je crois, quelques militaires se sont laissés aller à des actes regrettables.

— Peut-être faudrait-il que vous écoutiez la bobine enregistrée pendant l'entretien. La voici.

— Merci, dit Bourgès en s'étirant. On verra ça cet après-midi. Je vais lui passer un savon à ce Faure, tout de même ! »

Puis le ministre de la Défense nationale dit en baissant la voix, l'air préoccupé :

« Dites donc, Teitgen, vous étiez avec Mitterrand dans l'antichambre ?

— Oui, monsieur le ministre.

— Vous n'avez rien dit à ce con-là au moins ?

— Monsieur le ministre, je n'avais pas mission de M. le ministre résidant de rendre compte à M. le garde des Sceaux mais uniquement à M. le président du Conseil et à vous-même. »

Teitgen, écoeuré, s'est fait emphatique. Ce « con-là », c'est tout de même le ministre de la Justice, et l'attitude de Bourgès en dit long sur la solidarité entre membres d'un même gouvernement ! Alors qu'à Alger on aurait besoin d'une équipe gouvernementale homogène et ferme, qui prenne ses responsabilités.

« Vous avez bien fait, Teitgen. Merci d'être venu. Je vais recevoir Mitterrand maintenant. Et puis ne vous en faites pas, je vais passer un savon à Faure. »

Teitgen et Hosteing s'en vont maintenant à Matignon où les attend Guy Mollet. L'accueil est différent. Le président du Conseil grave, les sourcils froncés, la cigarette attentive fichée entre deux lèvres minces, prend l'affaire très au sérieux.

Teitgen explique à nouveau que ce n'est pas l'affaire Faure qui est grave, mais ce qu'elle représente au point de vue état d'esprit

de l'armée.

« Il faut que des mesures urgentes soient prises par le gouvernement, monsieur le président. Il faut que l'armée n'ait pas l'impression de travailler au jour le jour, ce qui est le cas actuellement. Ce qui vient d'arriver est la preuve que des officiers peuvent être la proie de n'importe qui. C'est d'ailleurs ce que je disais à M. le ministre de la Défense... »

Mollet sursaute, indigné.

« Comment ! vous avez vu Bourgès avant moi !

— Monsieur le président, c'est M. Lacoste qui a pris rendez-vous pour moi depuis Alger. J'ai exécuté les ordres.

— Oui, bien sûr. »

Guy Mollet, soucieux, se lève et vient s'asseoir dans un fauteuil près de Teitgen.

« On est entre nous, mon vieux. Je voudrais vous poser une question délicate : on a actuellement de graves problèmes, j'espère que vous n'avez pas tout dit de cette affaire à ce con-là ? »

Et lui aussi ! Quand on voit le président du Conseil prendre son ministre de la Défense pour un con, lequel tient le ministre de la Justice en semblable estime, on est en droit de se dire que ce gouvernement n'est pas joli-joli. Paul Teitgen, me racontant quelques années plus tard le détail de ces entretiens, en frémira encore de rage.

Pourtant lorsqu'il sut ce qui s'était passé rue Saint-Dominique, il ne fut pas loin de partager l'avis du président du Conseil sur le ministre de la Défense nationale !

Le général Faure avait été interrogé par Bourgès sur les incidents de Médéa puis le ministre avait ajouté :

« Dites donc, Faure, il paraît que vous tenez des propos un peu... un peu... disons subversifs. Non ?

— Oh ! monsieur le ministre. Comment pouvez-vous penser ?

— Oui... oui... Il faut tenir votre langue, mon vieux.

— Mais loin de moi, monsieur le ministre...

— Bon ! Ça va. »

Et les deux hommes s'étaient séparés non sans que le général Faure ait demandé au ministre l'autorisation d'aller voir sa vieille mère à Angoulême. Autorisation accordée.

Entre-temps Bourgès avait confié la bobine ultra-secrète à quatre membres de son cabinet avec mission de lui faire un rapport sur ce qu'il y avait sur la bande. Quatre « tiers » au ministère de la Guerre, ce sont forcément des officiers ! Et ils écoutent la bande avec passion.

« Ouh ! la la ! Qu'est-ce qu'il a été raconter, ce pauvre Faure !... »

On avertit le ministre, mais la nouvelle se répand dans tous les bureaux importants.

« Monsieur le ministre, c'est grave. Bien plus grave qu'on ne pouvait le penser. C'est un complot ! »

Et Bourgès écoute enfin la bobine.

« Nom de Dieu ! Qu'on me retrouve Faure tout de suite. »

Et voilà la Sécurité militaire en chasse. Elle récupère le général au moment où il allait prendre le train pour Angoulême.

« Le ministre vous demande d'urgence.

— Encore ? »

Et Faure, ramené rue Saint-Dominique, est introduit dans l'antichambre du ministre. Mais dans le couloir, il a vu des « copains » qui sont déjà au courant par le cabinet.

« Eh ben, mon vieux. Tu t'es fourré dans de beaux draps ! C'est Teitgen qui t'a donné. »

Et on lui raconte tout, la bande magnétique, le complot. Faure comprend tout. Il est fait. Et comme il est tout ce que l'on veut sauf un homme sans audace et sans courage, il se « paye le culot » de décrocher le téléphone dans l'antichambre même du ministre et de prévenir ses amis de son échec.

« Ça y est, je suis fait. Je suis chez le ministre. Il sait tout. Teitgen est un salaud. Ma conversation avec lui a été enregistrée... on est cuits. »

Ces appels sont d'une nature telle que l'attention des services d'écoute et de sécurité du ministère de la Guerre, qui « filtrent » toutes les communications arrivant ou partant du ministère, est alertée. On repère le point de départ : le cabinet du patron ! Et un agent file le long des couloirs pour « coincer » le personnage. Il arrive trop tard. Faure entre chez le ministre. Cette fois, c'est l'engueulade sérieuse. Et Faure se retrouve pour trente jours aux arrêts de forteresse.

Teitgen, écoeuré, avait regagné Alger. Il n'entendra plus parler de l'affaire, si ce n'est pour être traité de tous les noms, dont celui d'indicateur est le plus courtois, par nombre de journaux amis du général Faure, et pour recevoir, le premier samedi de janvier, la visite du directeur de la justice militaire et de la gendarmerie accompagné de deux agents du service de sécurité de la Défense nationale et des forces armées (S.S.D.N.F.A.).

Au bout de quelques minutes, Teitgen apprit que cette mission spéciale était chargée par le ministre de la Guerre de relire avec lui le texte des bandes magnétiques.

« Il y a parfois des bruits, dit l'officier, des mots manquent... et puis... M. le ministre, avec votre accord bien sûr, désirerait que nous supprimions certains noms qui figurent sur la bande.

— Je veux bien tout ce qu'on veut. Relisons ensemble. »

L'officier lui passa un exemplaire de l'entretien.

« Lisez tout haut, dit Teitgen, je vous arrêterai si quelque chose ne colle pas. »

Il y en avait vingt pages. Au passage, l'officier demanda de supprimer les noms de Debré, Arrighi et Giscard d'Estaing. Ce que Teitgen accepta.

« Voilà, nous sommes d'accord. Voulez-vous signer les

exemplaires, monsieur le secrétaire général ? » Teitgen s'exécuta. On voulut lui reprendre son exemplaire à en-tête de la justice militaire.

« Ah ! non, monsieur. Ce texte est un contrat. Vous supprimez des noms. Moi, je veux bien. Je vais même vous dire que je m'en fous. Vous faites ce que vous voulez. Mais moi, je garde ce papier. »

Les trois officiers sortirent sans un mot. Pincés.

Le pauvre général Faure n'avait jamais vu les personnages politiques qui devaient, à Paris, lui être d'un précieux secours. Ses contacts civils algérois, en revanche, l'avaient assuré de la bienveillance et du concours des personnages précités. Mais comme tous les groupes ultras d'Alger se disaient en liaison avec le sénateur Debré, avec M^e Biaggi, avec Arrighi qui étaient les têtes d'affiche de l'opposition au gouvernement, ce n'était pas s'avancer beaucoup que de faire croire au général à leur soutien inconditionnel.

Le dossier Faure était clos. Quinze jours après personne n'y pensait plus. Et pour cause. Après les troubles qui avaient marqué les obsèques du président Froger et la preuve apportée que la police algéroise ne suffisait plus à maintenir l'ordre, Robert Lacoste venait de céder ses pouvoirs civils de police à l'armée. Le 7 janvier, retour d'Égypte, les léopards de la 10^e D.P. prenaient possession de la capitale. La « bataille d'Alger » allait commencer.

TROISIÈME PARTIE
LA « BATAILLE D'ALGER »

De gros nuages noirs roulaient sur le ciel gris et bas. La Casbah semblait terne ; une masse grisâtre comme un paquet de draps humides sortant d'une lessive douteuse. Il émanait de ses ruelles visqueuses une odeur d'urine, d'égout, d'humidité mêlée à l'odeur fade de cave qui s'échappait des maisons à chaque ouverture de porte. Il manquait le soleil et la chaleur poisseuse de l'été pour trouver la Casbah pittoresque. Les couleurs ne chantaient plus. Les vieilles maisons, turques se révélaient dans toute la tristesse de leur splendeur perdue, murs écaillés, mangés par le salpêtre, bleus et roses délavés par les pluies d'hiver ou masqués par la crasse d'une population trop dense, façades crevassées soutenues par des troncs de thuya. Des tas d'ordures abandonnées attendaient dans le moindre recoin le passage de caravanes de mulets chargés de couffins. Les ruelles tortueuses, les passages couverts, les rues à escaliers ne permettaient qu'un ramassage « artisanal » des ordures tel qu'il devait se pratiquer avant l'arrivée du maréchal de Bourmont. À 10 Heures du matin, le marché Randon grouillait de femmes voilées qui se pressaient entre les cageots débordants de légumes et les étals dégoulinants de sang des boucher et volaillers, piétinant dans une boue noire de fruits, de légumes, de déchets écrasés. Sur la place de la Cathédrale en basse Casbah, des petits marchands avaient disposé sur une toile à sac posée à même le sol gluant les mille épices de l'Orient. Poivre concassé, piments rouges disposés en montagne, encens en morceaux et du khôl, qui fait les paupières si noires et souligne la ligne fine des cils des femmes de la Casbah. La pierre naturelle broyée en fine poussière était renfermée dans des étuis grossiers de roseau creusé et les petits marchands les brandissaient par poignées au passage des jeunes femmes pensionnaires des maisons de la rue de la Mer-Rouge en glapissant des phrases prometteuses et insolentes sur les ravages que provoqueraient leurs yeux ainsi maquillés.

Le premier d'une file de camions jaune sable s'arrêta sur la place Cardinal-Lavigerie. Il ne pouvait aller plus loin. Au-delà de l'ancienne mosquée transformée en cathédrale, la pénétration de la Casbah se faisait à pied. Plusieurs dizaines de parachutistes, en tenue camouflée et casquette de toile à longue visièrre, sautèrent souplement sur le pavé gras. Des plateaux des camions ils descendaient tout un matériel de campagne inconnu des habitants de la Casbah ; rouleaux de fil électrique et téléphonique, poste radio de campagne, cantines lourdement chargées. La tenue

ajustée le long des jambes, les « rangers » montant bien au-dessus de la cheville, les manches retroussées au-dessus du coude, la veste camouflée largement échancrée, les hommes ne ressemblaient à aucun de ces zouaves auxquels la population de la Casbah était habituée. Ils semblaient sûrs de leurs mouvements, leur silhouette n'avait rien de celle, empêtrée, des bidasses à béret noir ou casque lourd toujours trop grand qui contrôlaient les barrages de sortie de la Casbah et assuraient par file de huit les patrouilles dans les ruelles principales de la cité maure. Ceux-là paraissaient dangereux, inhumains, le regard lointain, le visage bien rasé, la mitraillette battant la hanche, canon vers le sol. Ils prenaient possession des deux palais de la basse Casbah : le palais Clin, rue du Vieux-Palais, et le palais Bruce, rue Bruce.

Au même instant, en haute Casbah, d'autres parachutistes venus en camions par les tournants Rovigo et la rue Montpensier s'installaient dans la grande école du boulevard Gambetta, toujours souples, décidés, donnant du moindre de leurs gestes une impression d'efficacité remarquable. Pas de cafouillage, pas de jurons, aucune des « gueulantes » qui accompagnent habituellement les changements de cantonnement. Car il s'agissait bien de cela. *L'Echo d'Alger* de ce 13 janvier rappelait la nouvelle. Le général Massu, chef de la 10^e D.P. — c'est-à-dire patron des paras en Algérie —, était chargé du maintien de l'ordre dans le Grand Alger. Le nouveau « chef de la police » mettait en garde la population algérienne contre l'ordre de grève générale lancé par le F.L.N. pour la fin du mois. Il annonçait ses cartes : en cas de grève, les magasins seraient ouverts par la force. On ne tergiverserait plus. C'était le coup de poing sur la table. Et les paras s'installaient dans la Casbah, à l'intérieur même de ce quartier que l'on avait coupé depuis des semaines du reste de la ville par des réseaux gigantesques de barbelés. Ce bastion dont l'autorité civile savait qu'il était entièrement aux mains du F.L.N. qui y faisait respecter sa loi, on l'avait retranché, transformé en un immense camp où ses 70 000 habitants et ses centaines de « terroristes » et de commissaires politiques étaient livrés à eux-mêmes à tel point que l'armée ne s'y déplaçait qu'en patrouille, le doigt sur la détente, l'œil et l'oreille aux aguets et la trouille au ventre.

En une journée, les P.C. paras étaient installés. Tous reliés entre eux par des kilomètres de fils téléphoniques. Les ordres étaient lancés par radio, les abords des cantonnements munis

d'éclairage. Des groupes électrogènes ronronnaient. Dans le reste de la ville, à El-Biar, à Diar-el-Mahçoul, à la villa Sésini, à Saint-Eugène, des villas, des écoles, des immeubles en cours de construction avaient été réquisitionnés par les paras qui s'y étaient installés comme dans la Casbah. Ils n'agissaient pas comme la troupe en ville, mais comme des commandos en campagne. Alger était considéré comme une région quelconque de Kabylie ou des Nemencha et les parachutistes allaient y appliquer les méthodes de guerre qui jusque-là leur avaient si bien réussi dans le djebel et avaient fait de leurs unités les plus réputées de l'armée d'Algérie, les plus jalouées aussi.

Le général Jacques Massu avait reçu ce cadeau empoisonné des mains mêmes du ministre résidant : le maintien de l'ordre et de la sécurité du Grand Alger.

La situation ne cessait de se dégrader en Algérie. Guy Mollet, à Matignon, ne pouvait pas ignorer que, contrairement à l'optimisme que montraient certains civils et militaires de haut rang, la situation devenait de plus en plus préoccupante. Le directeur général de la Sûreté nationale, M. Jean Mairey, celui-là même qui avait tout mis en œuvre le 6 février 1956 pour que la manifestation des « tomates » ne dégénère pas en émeute lors de la visite de Guy Mollet à Alger, s'était à nouveau rendu en Algérie. À son retour à Paris, il avait remis un rapport confidentiel à Guy Mollet. C'était une analyse lucide, sans complaisance, de la situation en Algérie au 1^{er} janvier 1957.

Jean Mairey démontait la politique du mensonge permanent, de l'équivoque entretenue en Algérie. Il accusait sans ménagement la politique menée tant par les militaires que par les civils. Il apprit ainsi au président du Conseil l'échec de l'opération « Oiseau bleu » et le ralliement de La force K, « armée par nos soins », au F.L.N. « Il n'est guère actuellement, hors des villes (sous réserve du terrorisme), de zones de sécurité en Algérie », écrivait le directeur de la Sûreté nationale. Il regrettait la tactique employée par l'état-major : faire de « l'occupation » statique aux hommes du contingent et ne faire intervenir que les troupes d'élite dites « opérationnelles » (paras, spahis, légion). « Comme leur nombre est limité, écrivait-il, et qu'elles ne peuvent couvrir la totalité d'un pays immense, le temps nécessaire pour les rassembler (deux ou trois jours) laisse à la bande de fellaghas qu'elles doivent rechercher et poursuivre, la

possibilité de se disperser ou de se regrouper dans un autre secteur. »

Jean Mairey dressait ensuite l'acte d'accusation de la répression en l'illustrant par le récit des « incidents » de Médéa, sur lesquels Bourgès-Maunoury avait posé quelques questions au général Faure avant de lui permettre de prendre quelques jours de repos !

À Médéa, le 15 décembre 1956, deux spahis avaient été assassinés par des terroristes. La troupe s'était alors livrée à une opération de représailles. Le colonel avait refusé de se déplacer et de faire le moindre geste pour éviter le carnage. Des blessés musulmans avaient été écrasés par des automitrailleuses ; on avait lâché des chiens policiers,. Le commissaire de police de Médéa, M. Becker, qui tentait de s'opposer au massacre des indigènes avait été cravaché par un lieutenant de spahis. On ne connaissait pas le nombre exact des morts. Résultat ? Des attentats se reproduisaient et tous les jeunes Algériens du secteur, jusque-là un des plus calmes d'Algérie, passaient au F.L.N. Les services de Robert Lacoste avaient publié un communiqué « apaisant » où l'opération de représailles était transformée en opération de bouclage au cours de laquelle des « suspects » avaient été abattus.

Jean Mairey écrivait à la fin du chapitre « militaire » de son rapport : « J'écris sans passion et sans joie parce que ma conscience me force à le faire. Mais je ne peux m'empêcher de penser face à tant d'incompréhension, que bien des choses eussent changé avec d'autres méthodes. » Et il regrettait que l'Algérie ne compte pas quelques dizaines de chefs du type du général de Bollardière qui pratiquait avec les Européens et les musulmans une véritable politique de pacification.

Mais c'est surtout sur le terrorisme et la façon de le réprimer que — avant la nomination de Massu et l'abandon aux parachutistes des pouvoirs de police — M. Mairey voulait attirer l'attention du président du Conseil. Il démontait le mécanisme du terrorisme et son but — aucun Européen ne doit nulle part se sentir en sécurité — et ceux du contre-terrorisme ultra (massacre de Boufarik des 6 et 7 juillet, attentat de la rue de Thèbes).

« Ainsi, écrivait Jean Mairey, l'action directe des terroristes musulmans, à laquelle est venue s'ajouter, au cours des derniers mois, celle du P.C.A. clandestin, a fini par donner des arguments aux ultras qui ne demandaient que de telles justifications à leurs

propres activités...

« À ceux, s'il en demeure encore, qui se bercent de l'illusion de la seule solution du problème algérien par la force — de l'armée et de la police conjuguées — je réponds que c'est là une dangereuse chimère parce que désormais irréalisable. Le fossé est trop large, la haine trop intense, l'incompréhension trop totale, après trop de violences et trop d'injustices pour que l'Algérie redevienne sans de grands bouleversements une unité réelle... *Le sort de l'Algérie est entre les mains des politiques...* »

Résultat de ce rapport ? Jean Mairey, directeur général de la Sûreté nationale, qui pensait trop, qui voyait ce qu'il ne fallait pas voir et avait le tort de l'écrire à son président du Conseil fut interdit de séjour en Algérie avant d'être révoqué par M. Bourguès-Maunoury !

Le ministre résidant Robert Lacoste n'entendait pas céder ses pouvoirs civils aux militaires, il voulait uniquement leur donner la responsabilité de maintenir l'ordre dans une ville où ses services civils étaient dépassés. Après les attentats meurtriers qui avaient suivi les obsèques du président Froger, le cabinet Lacoste ne se faisait aucune illusion sur la police. Elle était débordée, complice des groupes européens ultras. Les policiers discutaient les ordres. Oui, pour telle décision. Non, pour telle autre. Les melons, les ratonnades, c'était leur langage quotidien. Ils n'allaient pas lutter contre cette foule européenne dont ils étaient issus et qui — puisque la police était impuissante à les défendre contre des attentats aveugles — faisait sa justice elle-même quand ses nerfs cédaient à la peur et à la tension savamment entretenues par le F.L.N.

En revanche, pour Lacoste et son cabinet, les militaires étaient libres de toute attache. Ils n'étaient pas intoxiqués. Nombre d'entre eux, les paras en particulier, étaient hostiles à ce colonialisme ultra. Ces soldats révolutionnaires étaient souvent outrés par la condition réservée aux musulmans et le faisaient savoir. Mais en même temps, à leurs yeux, ce n'était pas une excuse au terrorisme aveugle du F.L.N. Leur donner les pouvoirs de police, c'était se couper d'une population européenne en qui on n'avait pas confiance et voir appliquer à l'échelle d'une ville les méthodes employées en campagne. En outre, et c'était l'arrière-pensée de Lacoste, on les « surveillera » toujours. Il y aura Barret, préfet d'Alger, et Teitgen, le secrétaire général pour

la police, et le fidèle Peccoud qui va remplacer Pernet à la direction de la Sûreté.

L'annonce d'une grève décrétée par le F.L.N. pour la fin de janvier fut le dernier coup de pouce qui allait faire céder l'autorité civile.

C'est le 2 janvier 1957, au 3, rue Caton, chez M^{me} Bouhired, tante de la jeune Djamila, que Ben M'Hidi avait annoncé la nouvelle à Yacef Saadi. Le responsable des actions armées sur Alger au sein du C.C.E. passait chacune de ses nuits à la Casbah. La plupart du temps il partageait le refuge de Yacef.

Torse nu, le visage couvert de savon à barbe, Ben M'Hidi observait dans la glace Yacef qui déplaçait le panneau carrelé abritant là cache. Le chef des commandos d'Alger avait mis au point les mesures de protection nécessaires pour échapper à une visite de police inopinée. En cas de perquisition les deux hommes se précipiteraient dans la cache dont on rabattrait le panneau et une parente, qui partageait la chambre de M^{me} Bouhired, prendrait la place de Ben M'Hidi dans le lit défait après avoir repoussé sous le sommier la paillasse de Yacef. Aux yeux des policiers les chambres ne présenteraient aucun aspect suspect. L'entrée de la cache était une petite merveille de camouflage.

« Tu as l'air préoccupé, dit Yacef en faisant basculer le panneau.

— Oui. Je réfléchis à une décision sur laquelle je voudrais avoir ton avis. Qu'est-ce que tu penserais d'une grève générale ?

— Tu es mieux placé que moi pour juger.

— Non, mais ton opinion ?

— Politiquement, ça me semble valable, mais on a toutes les chances d'y laisser des plumes car les Français réagiront. »

Toute la population algérienne de la capitale était acquise au F.L.N. soit par contrainte, soit par foi. Collecteurs, distributeurs de tracts, « choufs », fournisseurs de planque, tous étaient parfaitement organisés en cellules cloisonnées. Le moindre rouage fonctionnait parfaitement.

« Et si la police tape dans le tas, poursuit Yacef, elle aura forcément des résultats, des renseignements.

— On. va prendre le risque... »

Et Ben M'Hidi expliqua que le C.C.E. avait décidé une grève générale.

« Il faut qu'à l'approche de la session de l'O.N.U. nous fassions la démonstration que tout le peuple est derrière nous et obéit parfaitement à nos mots d'ordre, dit-il à Yacef. La grève totale sera spectaculaire. Alger doit servir de caisse de résonance. Il faut que la capitale soit le tambour de la révolution et que la ville joue un rôle plus grand dans le développement de la lutte !

— Nos « trucs » ont impressionné la population. »

Depuis quelque temps, Yacef ne prononçait plus le mot

« bombe ». Il l'avait remplacé par « truc ».

« Oui. Il faut que nous portions la guerre dans les villes, et à Alger en particulier. »

Le C.C.E. avait reçu des appels au secours des chefs de wilaya. Les renforts considérables de l'armée rendaient la vie dure aux maquis, qui avaient de plus en plus de mal à se déplacer. Il fallait leur permettre de souffler.

« Tu dois intensifier les attentats, dit Ben M'Hidi, et préparer en même temps la population à la grève. »

Ben M'Hidi avait lui-même lancé l'idée de la grève et de l'intensification du terrorisme à Alger. « Ce sera, avait-il expliqué à Abane, Krim, Ben Khedda et Dahlab, une façon de prouver au monde que le peuple suit le F.L.N. Que nous sommes représentatifs du peuple algérien. Si la démonstration est réussie, l'argument majeur des Français qui ne veulent pas discuter avec le seul F.L.N. sera détruit. » En outre une grève générale aurait l'immense avantage de réunir toutes les classes sociales musulmanes dans une action d'envergure. Là tous les tièdes, les francophiles, les indifférents seraient entraînés dans la lutte.

Enfin, à l'extérieur, M'hamed Yazid, qui représentait le F.L.N. à New York, voulait profiter de la mauvaise impression produite sur le plan international par l'arraisonnement de l'avion mis à la disposition de la délégation F.L.N. par le sultan du Maroc pour faire inscrire la question algérienne à l'ordre du jour de la nouvelle session de l'O.N.U. Les attentats urbains avaient, comme prévu, attiré l'attention du monde sur l'Algérie. Beaucoup plus que la campagne, pourtant bien exploitée, de protestation contre la répression, les ratissages et les tortures. La révolution

algérienne ne pouvait plus être le fait d'une poignée de bandits de droit commun qui s'imposent par la terreur — argument massue du gouvernement français — si la population suivait unanimement les directives du Front.

Les membres du C.C.E., avant de prendre une décision aussi importante, avaient analysé la situation. En ce début de l'année 1957, la structure politico-administrative était assez forte. Le travail d'explication dans la masse et auprès de certains Européens était assez avancé pour envisager une participation populaire à la révolution.

« On peut presque parler de soulèvement de masse, avait dit Abane, mais au lieu de faire descendre le peuple dans la rue et de le faire faucher à la mitrailleuse lourde, on va le lancer dans une grève comme on n'en a encore jamais vu en Algérie. D'une part, le retentissement international sera très grand et ensuite, cela permettra à la population de montrer sa puissance. »

Car les rapports de Ben M'Hidi et de Yacef prouvaient que la population algérienne dans sa majorité était politisée, archi-prête à l'action et qu'il pouvait être dangereux de la maintenir sous pression sans rien faire. La décision avait été prise à l'unanimité par les cinq membres du C.C.E.

« Combien de temps doit durer la grève ? demanda Yacef à Ben M'Hidi.

— On avait pensé à un mois, mais c'est trop. Disons huit jours, Il faut paralyser le pays pendant une semaine. »

L'Algérie était tellement centralisée qu'une paralysie de la capitale serait suffisante pour arrêter l'essentiel de l'activité dans tout le pays.

Yacef fut chargé par Ben M'Hidi d'organiser cette grève de huit jours à Alger. Le C.C.E. recommandait de ne pas la coupler avec l'action armée pour que le gouvernement français ne croie pas à une grève insurrectionnelle. Yacef proposa alors, pour rendre la démonstration plus importante aux yeux du monde, de développer « l'action spectaculaire » avant le déclenchement du mouvement populaire et de la stopper la veille de la grève. Ainsi la démonstration serait faite que le F.L.N. était capable d'arrêter attentats et méfaits quand il le voulait et où il le voulait.

Aux yeux de Yacef, le problème essentiel était celui de

l'argent. Les habitants de la Casbah, comme ceux des quartiers populaires de Belcourt et de la périphérie, vivaient au jour le jour et n'avaient pas d'économies pour accumuler les provisions nécessaires pour nourrir leur famille pendant huit jours. Le C.C.E. vota un crédit exceptionnel de 15 millions pour que Yacef pût aider les plus défavorisés. Les familles plus aisées devraient de leur côté aider leurs voisins les plus proches.

« Doit-on garder l'opération secrète le plus longtemps possible ? demanda Yacef.

— Non ! Il faut l'annoncer dès maintenant. Le mouvement n'en aura que plus de portée. Les gens auront ainsi le temps de s'organiser.

— Tu ne crains pas une répression préventive ?

— Penses-tu ! Les paras — les seuls très efficaces — se battent dans le djebel. En ville, on n'a que les flics à craindre. Et ce n'est pas la police qui va nous faire peur.

— Tu as raison. On peut y aller.

Ben M'Hidi avait oublié dans ses prévisions la notion du parachutiste-flic. Il allait le payer de sa vie.

L'annonce de la grève générale pour la fin du mois déclencha une véritable panique à la préfecture d'Alger, panique qui se ressentit jusqu'au cabinet de Lacoste. L'autorité civile se sentait incapable de lutter contre l'action du F.L.N. Que cette grève réussisse — et elle allait réussir, personne n'en doutait — et c'était offrir sur un plateau au F.L.N. cette représentativité populaire qu'il brigait, c'était en outre ridiculiser le pouvoir du ministre résidant. Il fallait se rendre à l'évidence : le F.L.N. était le véritable patron d'Alger. Les attentats continuaient, terrorisant chaque jour un peu plus une population européenne qui se sentait abandonnée et pouvait d'un jour à l'autre céder totalement aux mots d'ordre ultras qui prêchaient une justice expéditive. Et ce serait le bain de sang. Pour Lacoste, il n'y avait qu'une solution : extirper le F.L.N. de la ville et récupérer la population. Bref, faire de la pacification à Alger. Et pour cela, confier la capitale à l'armée.

Il était exclu de confier la responsabilité du maintien de l'ordre avec des moyens militaires considérables au préfet Serge Barret. Celui-ci n'y tenait nullement. De plus, les militaires auraient

refusé cette mission de police si ce n'était pas un des leurs qui la supervisait.

Serge Barret céda, sur l'ordre de Lacoste et avec la bénédiction du gouvernement socialiste de Guy Mollet, la totalité de ses pouvoirs de police au général qui dirigerait l'opération. Le choix se porta sur Massu. Il était le seul général parachutiste et les régiments de sa 10^e D.P. avaient obtenu depuis le début des « événements » d'Algérie les résultats les plus probants. Il était clair pour Robert Lacoste que seuls les léopards pouvaient réussir là où échouaient les civils. Ils avaient des méthodes que l'on ne pouvait employer « dans le civil ». Et Lacoste leur donnait carte blanche pour vaincre. Ce que le gouvernement ne pouvait décemment dire à des policiers : « Travaillez sans vous soucier du carcan des lois », il n'hésitait pas à le dire à des militaires. Le dire... pas l'écrire. Tout passerait sous le couvert du maintien de l'ordre. Pour les léopards, le temps du mépris de l'autorité civile allait commencer.

La sentinelle se figea au garde-à-vous, la mitraillette plaquée en travers de la poitrine. Le général Massu, en tenue camouflée, lui rendit son salut et entra en trombe dans le vieux palais où il avait installé l'état-major Alger-Sahel. Cela sentait la poussière. Il n'y avait pas de meubles si ce n'est quelques tables, bureaux d'écoliers et tableaux noirs déposés dans des sortes de remises. Une grande activité régnait dans les couloirs. Reconnaisant le général, les hommes marquaient un temps d'arrêt pour saluer rapidement et poursuivaient leur tâche. La hiérarchie chez les léopards était très lâche. Les colonels de régiment — tous célèbres : Bigeard, Fossey-François, Château-Jobert, Jeanpierre, « Prosper » Mayer — avaient réussi cet exploit : se faire respecter et aimer de leurs hommes. Partageant la même nourriture, les mêmes fatigues, les mêmes dangers, n'exigeant aucune des marques de respect outrées qui n'ont cours dans aucune autre société et auxquelles les militaires traditionnels sont si attachés, les colonels de paras avaient entraîné leurs hommes à agir avec efficacité, rapidité et sûreté. Persuadés d'être plus forts que les autres, d'être entraînés par les meilleurs chefs — ce qui était vrai —, rien ne leur semblait impossible. Ils entraient dans Alger, s'y installaient, ignorant tout de la peur qui faisait bouillonner le chaudron, ne pouvant même pas la concevoir.

Massu entra dans le bureau de son état-major. Le colonel

Godard assis derrière une table de bois blanc, se leva.

« Cette fois, Godard, ça y est. Le préfet Barret m'a remis tous les pouvoirs de police. Ça n'a pas l'air de vous enchanter.

— Ce n'est pas notre métier, mon général. Nous sommes paras, pas flics.

— Faut le faire. C'est tout. C'est le ministre qui l'a dit. Et c'est lui qui a le pouvoir, non ? On a carte blanche pour débarrasser Alger de ses tueurs et de ses poseurs de bombes. »

Le Gouvernement général avait promis tout son soutien, mais il fallait agir vite et énergiquement. Le problème était simple : ou l'on négociait, et l'on ne se mouillait pas dans une affaire qui n'allait pas se faire sans éclaboussures, ou l'on continuait, et on gagnait à Alger. Paris avait ordonné : on continue. Cela sans *faire la guerre*. Car pour le gouvernement Mollet, comme pour ceux qui l'ont précédé et suivi, il n'y avait pas la guerre en Algérie.

Lacoste et son *brain trust* savaient qu'en se battant à Alger, en portant le fer dans cet abcès terroriste, chacun recevrait quelques gouttes de pus. C'était l'opération chirurgicale : sauver un homme en lui faisant mal, en nettoyant sa plaie à vif, en évitant la gangrène. L'action énergique ordonnée par Lacoste avec la bénédiction de Mollet allait être une sale besogne — dont on chargeait les léopards en raison des succès qu'ils avaient obtenus dans le bled. La méthode des paras : agir à la surprise sur renseignement, vaincre grâce à la rapidité de l'action, était la seule qui puisse réussir à Alger.

En outre, les paras étaient commandés par Massu, général à deux étoiles que Lacoste estimait, à juste titre, être le moins politique des militaires efficaces. Massu était l'un des rares généraux à n'être point venu « faire sa cour » au ministre résident, de plus c'était un Français libre, compagnon de la Libération, gaulliste du tout début. Quand Lacoste arrête son choix sur Massu, c'est à cela qu'il pense d'abord. Si surprenant que cela paraisse aujourd'hui, la référence au « Grand Charles » était fréquente au cabinet de Lacoste. Massu est choisi. Bourguès entérine la décision de Lacoste. On a besoin d'un homme sûr, efficace, pas d'un politique, pas d'un coupeur de cheveux en quatre, un homme à qui on puisse dire : « Il faut gagner par tous les moyens. Et il faut que ça aille vite. »

Car il ne faut pas l'oublier, bons ministres de « gauche »,

préfets honnêtes, grands administrateurs, hauts fonctionnaires de grande classe, tous disent à Massu à la veille de la « bataille d'Alger » : « Il faut y aller, par tous les moyens. Il faut que ça saigne. Voilà tous les pouvoirs de police. On vous couvre. Il n'y a pas de gants à prendre avec ces pâles voyous qui posent des bombes, tuent des femmes et des enfants. Nous, nous avons préparé un plan de réformes qui rendra heureuse la population musulmane, il faut que vous, en extirpant ce germe F.L.N., vous nous permettiez de pouvoir l'appliquer. »

Et Massu comprend ce langage. Il a la réputation d'être un soldat courageux qui ne se pose pas de problèmes. Contrairement à certains de ses colonels et commandants de la 10^e D.P., il n'a pas le goût de la politique, il n'y comprend même rien et s'en flatte. Alors certains en concluent que ce n'est pas un « gladiateur » qu'ils ont comme patron. Mais ses états de service sont exceptionnels. Compagnon de Leclerc, il est entré à Paris avec la 2^e D.B. Fonqueur, baroudeur, c'est un maréchal d'Empire qui n'oublie pas avoir été grognard. Depuis 1940, il suit De Gaulle. Il n'a pas de formation. On lui a dit « bats-toi » et il s'est battu. Comme un lion. Couvert de médailles gagnées à la bagarre et non dans les cabinets ministériels. Cet ancien enfant de troupe de La Flèche déteste tout ce qui est hors de la discipline. Ce dur a horreur des coups tordus de la politique. Il aime le grand air, la lutte, la « castagne ». C'est une sorte de grand Don Quichotte sans une étincelle de génie mais avec — ce qui est plus rare — une grande honnêteté. Il a une idée à la fois, pas deux. Mais il s'y tient et l'exploite à fond. Il a déjà sa légende appuyée par une gueule insensée : un visage en lame de couteau sculpté, raviné qui ne sait exprimer que la rogne. Une moustache aussi hérissée que la brosse qui lui tient lieu de coiffure, toujours grommelant. Massu ne parle pas, il grommelle. Il ne se sent à l'aise qu'à son état-major ou en campagne. Il déteste les salons et les dîners en ville où il n'est ni drôle, ni fin, ni rigolo. Alors on le prend pour un grand militaire un peu balourd. C'est ce qui se passe à Alger où il repousse toutes les tentations politiques qui s'offrent à un militaire qui « en a dans le ventre ». Certains de ses colonels n'y résisteront pas. De plus « malicieux », de plus intelligents, s'y croiront très forts et s'y perdront. Massu, lui, ne croit rien. Il n'écoute aucune des élucubrations des comploteurs. Et surtout il est admirablement aidé, secondé par sa femme qui a pour ce grand gosse de mari beaucoup d'affection, d'admiration et

d'amour.

Ambulancière de la 2^e D.B., elle a été patronne des fameuses Rochambelles. En 1944, elle a la révélation de la guerre où elle peut donner libre cours à un dévouement extraordinaire et épuiser à soulager des hommes qui souffrent un trop-plein de vitalité hors du commun. Elle découvre aussi Massu, sa gueule, son courage, son allant. Elle divorce — c'est la première femme du grand avocat Henry Torrès — et épouse Jacques Massu. Il avait tout pour faire un grand colonel, elle lui apporte la « dimension au-dessus ». Très lancée dans les salons parisiens, elle a des relations partout. Belle-sœur de Philippe Bœgner, elle est ainsi liée avec les plus illustres familles protestantes françaises ; d'origine israélite, elle est liée à l'intelligentsia juive de Paris. Elle sait séduire, elle sait y faire et épargne à son mari nombre de gaffes qui compromettraient à jamais la transformation de la chrysalide « officier supérieur » en officier général. Elle réussit magnifiquement. Et si Massu a gagné une étoile par son courage, sa femme lui a gagné la seconde par son intelligence. À Alger, M^{me} Massu va être, une fois encore, le complément du général et l'aider par où il pêche. Elle sera pour beaucoup dans la popularité algéroise de son mari. Massu qui n'est pas l'homme des compromis, qui appelle un chat un chat, déteste les Européens d'Alger trop gueulards, trop réactionnaires, qui ne veulent rien céder. Il est très anti-ultra. « Ces Européens, je les *cintrerai* », dira-t-il un jour. Il croit à la pacification et le plan Lacoste que les Européens repoussent de toutes leurs forces lui paraît devoir faire le bonheur des musulmans chez qui il a des antennes. Lui, il se soucie de savoir ce qu'ils pensent. M^{me} Massu gagnera à son époux les salons d'Alger qu'il déteste et dont les occupants constituent pourtant une part essentielle de l'Algérie puisqu'ils ont l'argent.

Les résultats obtenus par la 10^e D.P. dans le djebel ajoutent encore au renom de Massu autour duquel gravitent maintenant des colonels dont la réputation grandit de jour en jour et qui, eux aussi, traînent des légendes indochinoises qui impressionnent.

Tel est l'homme à qui Lacoste vient de donner carte blanche pour « débarrasser Alger de sa vérole ».

Cette passation de pouvoirs ne s'est pas faite sans grincements de dents. Paul Teitgen a mis en garde son préfet et le G.G. contre le fait que ce sont les civils qui conservent la responsabilité de

toutes les opérations sans les contrôler. Si Massu était préfet de police, il serait responsable, or il ne l'est pas.

Serge Barret signe néanmoins l'arrêté préfectoral suivant :

« *Article premier* : L'ensemble des pouvoirs de police normalement dévolus à l'autorité civile — à l'exception des pouvoirs spéciaux — sont dévolus à l'autorité militaire.

« *Article 2* : Le général Massu, commandant de la 10^e D.P., est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

Massu a immédiatement rencontré Teitgen. Il a grommelé :

« Ouais, tout ça, c'est bien beau, mais je ne connais rien à la police. Vous voulez bien m'aider, monsieur Teitgen ?

— Bien sûr, je vous aiderai.

— C'est vous qui assignerez à résidence sur notre demande ?

— Oui, j'y veillerai personnellement. »

Massu, dès le lendemain, publiait un arrêté faisant de Teitgen son adjoint civil. Le sang de Paul Teitgen ne fit qu'un tour. Lui, civil, adjoint d'un militaire ! Et il « arrêta » lui aussi, en nommant le général Massu adjoint militaire du secrétaire général pour la police ! Massu s'aperçut qu'au moins celui-là n'avait pas tout abandonné aux militaires. Il ne s'en lavait pas les mains.

Paul Teitgen devenait le dernier rempart de l'autorité civile pour le moins défaillante. Le fait de signer lui-même les assignations à résidence lui donnerait, espérait-il, un moyen de contrôle. Cette comptabilité humaine, les militaires devaient la tenir à jour et en rendre compte.

C'était compter sans la carte blanche. Les civils avaient démissionné. Massu et ses léopards acceptaient une mission pour laquelle ils n'étaient pas faits. Ils étaient bien décidés dans ces conditions à ne pas se laisser « emmerder » par ces fonctionnaires qui « pétaient de trouille » à l'idée d'une grève générale.

« Premier problème, dit Massu à Godard, la grève. Il ne faut pas qu'elle ait lieu.

— La Casbah, d'après ce que je sais, dit Godard, est entièrement aux mains du F.L.N.

— Convoquez les commandants de régiments. Il faut se partager le travail. »

Les décisions furent prises avec rapidité. Massu nomma son adjoint, le colonel Godard, chef du secteur Alger-Sahel comprenant une partie de la Casbah, Bab-el-Oued et le centre d'Alger, Bigeard et son 3^e R.P.C. prendraient la Casbah ; le Ruisseau et la partie est d'Alger seraient sous le contrôle du 2^e R.P.C. de Fossey-François ; le 1^{er} R.C.P. de Mayer et le 1^{er} R.E.P., les légionnaires du colonel Jeanpierre, effectueraient les missions Alger-Sahel. Le citron que constituait Alger était partagé. Le colonel Trinquier s'occupera des populations à l'état-major d'Alger-Sahel. Sa mission ? Le renseignement en milieu civil. Il dirigera un service qui n'existe dans aucune unité classique.

En quarante-huit heures, l'organigramme de Massu était monté.

Patron : Massu. *Son état-major* : Broizat, chef d'E.-M. Marion, chef 2^e bureau, assisté du cap. Graziani. Lafargue, 3^e bureau.

Sous l'autorité de Massu : Godard, chef du secteur Alger-Sahel.

État-major Godard : Cl. Crozafon, un garde républicain plus ancien en grade que Godard, mais qui a accepté de le suivre. Marey, chef 2^e bureau. Trinquier, chef 5^e bureau.

Godard était chargé de superviser l'action des six régiments qui allaient être engagés dans la « bataille d'Alger » : 1^{er} R.E.P., 3^e R.P.C., 1^{er} R.C.P., 9^e R.C.P., des artilleurs du 35^e R.A.L.P. (régiment d'artillerie légère aéroportée), le 9^e zouaves déjà implanté dans la Casbah. Massu avait la plus entière confiance en Godard qui était jusque-là chargé du bureau « emploi et méthode » à l'E.-M. général. Il saurait avoir la haute main sur l'ensemble tout en lâchant du lest quand il le faudrait.

Chaque régiment gardait son autonomie comme s'il se trouvait en campagne dans le bled. Chaque O.R. (officier de renseignement) exploiterait les aveux recueillis. Les régiments étaient sur pied de guerre vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Alger devenait une zone opérationnelle.

Il fallait gagner et vite gagner. À cet organigramme classique on allait coupler un état-major parallèle secret dont on parle ici pour la première fois.

Cet état-major parallèle fut confié au commandant O... Les historiens des temps futurs pourront plus tard retrouver facilement celui à qui on confia l'ensemble des sales besognes, celui qui allait superviser la torture généralisée, seule arme capable en temps de guerre subversive d'annihiler l'action dévastatrice de commandos terroristes implantés dans une grande ville. Les initiales employées sont fausses. La loi d'amnistie interdit en effet, non de parler des méthodes employées en général pour gagner la « bataille d'Alger », mais de citer le nom d'un homme responsable des sévices appliqués à un autre homme. Et c'est justice car tout le monde est impliqué, tout le monde est responsable des affaires de tortures qui ont ensanglanté l'Algérie. Tous les politiciens qui avaient un poste de direction à l'époque, tous les officiers qui ont été mêlés à la « bataille d'Alger », tous leurs soldats. Quelle injustice de fendre un tel ou un tel responsable. Nous le sommes tous. Moi comme les quelque trois millions de jeunes hommes à qui l'on a dit d'aller défendre l'Algérie. Tous *savaient*, leurs parents savaient. Notre propos n'est pas de juger, mais de raconter le plus fidèlement possible ce qui se déroula lors de ces quelques mois les plus sanglants de l'histoire de la guerre d'Algérie, ceux au cours desquels se déroula la « bataille d'Alger ». À chacun ensuite de juger, de se juger. La majorité des chefs qui ont pris la décision d'employer l'interrogatoire systématique « poussé » ont pris leurs responsabilités et ne se sont jamais réfugiés derrière des paravents. Ils ne se sont pas voilé la face comme tant de politiciens l'ont fait, lâchant ignoblement des officiers à qui ils avaient dit : « Il faut gagner par tous les moyens » sachant pertinemment quels étaient ces moyens. Ils n'ont pas non plus voulu effacer cette période de leur vie d'un trait de « Corrector » comme la loi le leur permettait et si je peux aujourd'hui raconter ce qui se passa d'héroïque et d'ignoble entre le mois de janvier et le mois de septembre 1957 à Alger, c'est grâce à eux. Qu'ils en soient remerciés.

Le commandant O..., tout comme Godard et bien d'autres, est un ancien de ce 11^e « choc » que nous avons déjà rencontré. Très fin, horriblement timide, très bohème, aussi peu militaire que possible, O... est un spécialiste du renseignement. Un homme complexe à définir : froid, courageux, « gonflé », c'est un fanatique de la victoire tout en étant le contraire d'un chef militaire. On ne parlera jamais de lui. En Indochine, il ne « roulait

pas des mécaniques » comme tant d'autres. Il travaillait à des missions secrètes de renseignement. Ce n'est pas un foudre de commandement, mais un homme d'action exceptionnel, il a longtemps « traîné » en 1954 au service action du S.D.E.C.E. avec le colonel Morlane. Il en a gardé cette horreur de la publicité, que l'on enseigne — et pour cause — à tous les militaires de ce service. Il est à l'opposé d'un Bigeard qui, lui, soigne merveilleusement sa publicité, et pourtant il fera avec lui et les autres colonels un travail d'une extraordinaire efficacité. À cet état-major parallèle, O... va travailler avec tous les officiers de renseignement des différents régiments, avec les officiers chargés de la population, avec Chabanne qui est l'O.R. de Bigeard, avec Faulques qui est l'O.R. de Jean-pierre, avec Trinquier. L'essentiel de son travail sera de retrouver toutes les filières qui conduisent à l'état-major du F.L.N. Par tous les moyens. Son contact facile, sa notoriété auprès de ses camarades O.R. lui permettront d'exploiter le moindre indice, de structurer et coordonner tous les renseignements que les régiments seront susceptibles de recueillir. Il y ajoutera ses sources personnelles. Il a une mémoire d'éléphant et il n'hésite devant rien. Massu lui donne un bureau à son état-major d'Hydra, mais c'est à la villa des Tourelles, dans une petite rue en dessous d'Hydra, qu'O... élira domicile avec ses « hommes à tout faire » : un commando de onze sous-officiers triés sur le volet, tous anciens d'Indochine, qui seront les exécuteurs des basses œuvres par trop écœurantes que le choix en haut lieu des méthodes destinées « à vaincre à tout prix » a rendues nécessaires.

Pour briser la grève qui se préparait, Massu proposa à ses colonels de s'installer dans la Casbah par petits paquets. Le plan ne fut pas adopté car chaque colonel eut la même réaction : « Si la Casbah bouge vraiment ou nos gars seront submergés ou ce sera le massacre et ils tireront dans le tas, »

O... proposa une solution :

« Il faut en effet s'implanter dans la Casbah comme dit le général, puisque tout semble partir de là. Mais il faut que nous ayons des bases. Et des renseignements. Comme nous n'en n'avons aucun, il va falloir les trouver. »

Et les habitants de la Casbah avaient vu les paras établir leurs positions dans les P.C. des vieux palais et dans les écoles du boulevard Gambetta.

O... se renseigna sur la façon dont la police était faite à Alger. Il apprit l'existence d'un fichier établi par les Renseignements généraux où les services de police avaient groupé les noms et adresses de tous les suspects à un titre ou à un autre. Ce fichier, exploité avec des méthodes classiques, n'avait pas été d'une grande utilité dans la lutte contre le terrorisme. O... décida de s'en servir avec ses méthodes à lui.

« Au hasard, on « coxe » tous ces gens en pleine nuit. Et on les interroge. Là, on aura des chances de débusquer un lièvre. »

Les R.G., « sollicités » par la voie officielle de permettre la consultation de leur fichier, refusèrent. Le commandant O... prit une section et arriva le soir même dans le bureau où l'on abritait le fichier à la préfecture. O... et ses sous-off' durs à cuire avaient chacun la mitraillette sous le coude.

« Le fichier !

— Si je refuse ? dit le policier de service.

— Ça risque d'être embêtant pour vous et pour nous. De toute façon, on l'aura tout de même ! »

Les autorités civiles ayant elles-mêmes démissionné, pourquoi un obscur flic des R.G. irait-il jouer les héros ? O... et ses hommes repartirent le fichier sous le bras.

À la villa des Tourelles, toute la journée du 13 janvier et la nuit du 13 au 14 furent consacrées à l'étude du fichier. Chaque régiment reçut une liste d'hommes suspects à arrêter. L'opération aurait lieu dans la nuit du 14 au 15 janvier à 1 heure du matin. Les léopards avaient carte blanche, on n'allait pas se soucier de la loi et des heures légales d'arrestation. Chaque O.R. se chargerait de l'interrogatoire des suspects ramassés par-son régiment. La ronde infernale commençait.

Yahia Briki et « Lucien » Guerroudj furent arrêtés par la police le jour où Lacoste chargeait Massu des pouvoirs de police. Ils échappaient de peu aux paras. Danièle Minne, la belle-fille de Guerroudj, se réfugia à la clinique Lavernhe, avenue Pasteur, où l'une de ses tantes était en traitement. La jeune fille, qui n'avait pas encore dix-huit ans, était paniquée. Elle se savait recherchée. Toufik, qui contrôlait le réseau des poseurs de bombes constitué d'anciens communistes, alerté par Jacqueline Guerroudj, vint la

recupérer à la clinique et l'emmena chez lui, 101, rue Dupetit-Thouars. Là, Toufik lui présenta Ben Hamida, son cousin germain. Tous deux faisaient partie d'un des réseaux bombes que Yacef avait résolu de mettre à nouveau en action pour préparer la grève du 28 janvier.

« Es-tu prête à nous aider ? demanda Toufik à la jeune fille.

— Bien sûr. Quand vous voudrez. »

Toufik lui indiqua sa première mission. Aller chercher un paquet de gâteaux dans une boulangerie de la rue Mogador et porter ce paquet à une jeune femme qui travaillait à la radio, rue Hoche. Danièle Minne connaissait très mal le centre d'Alger, ayant surtout habité Maison-Carrée. Toufik lui ouvrit donc le chemin. Le patron de la boulangerie remit discrètement le paquet à Danièle, qui le tint avec précaution. L'artificier Taleb Abderrahmane avait fait des progrès depuis les bombes du Milk Bar. Ses engins étaient maintenant gros comme un paquet de bastos. Et plus efficaces que les premiers. La ruse employée par Abane pour transporter ses tracts servait maintenant à certains transports de bombes.

Les troupes de Yacef devenaient de plus en plus importantes. Il avait recruté une trentaine de jeunes filles, des danseuses du corps de ballet de l'Opéra, des comédiennes, et des assistantes travaillant à la radio. Danièle Minne n'eut pas la peine d'entrer rue Hoche dans les locaux de la R.T.A. (Radio Télévision Algérienne). On l'attendait à l'extérieur. Le soir même, à 20 h 45, la bombe explosa dans le hall de la Radio. Il n'y eut heureusement pas de blessés mais les dégâts matériels furent importants. L'emprise de la terreur devenait de plus en plus grande à Alger. Chacun savait maintenant que, lorsqu'on entendait un bruit sec, il ne s'agissait pas d'une porte qui claquait ! C'est ce que voulaient Ben M'Hidi et Yacef. Lorsque l'E.-M. para apprit la nouvelle, personne ne bougea. Les constats, on pouvait laisser cela aux flics. Les léopards préparaient leur première grande rafle.

Le 14 janvier, les équipes des différents régiments situèrent sur un immense plan d'Alger les adresses de ceux que l'on devait « coxer » dans la nuit. On avait fait un choix de deux cent cinquante noms. Au hasard. Aucun des colonels, aucun des O.R. ne connaissait quoi que ce soit aux affaires de police, encore moins aux suspects dont les noms étaient inscrits dans le fichier des

R.G. « Zahri Abdelkader ; ancien scout musulman ; P.P.A. passe aux centralistes M.T.L.D. ; meneur syndicaliste ». Une fiche pareille c'était de l'hébreu. À part « meneur syndicaliste » les paras ne comprenaient rien aux autres renseignements.

« P.P.A. M.T.L.D. Centralistes. Quès aco ? demanda un lieutenant.

— T'occupe pas. On le boucle. »

Le lieutenant nota l'adresse et poursuivit sa lecture :

« Hafaf, restaurateur. P.P.A. puis M.T.L.D. Centraliste. Serait en rapport avec les rebelles... On boucle. »

Et il écrivit sur son carnet : 7, rue de la Grenade.

À 0 h 30, les camions jaune sable s'arrêtèrent place de la Cathédrale, rue de la Lyre, square Montpensier, bd de la Victoire, bd de Verdun, rampe Valée, rue de Bab-el-Oued, encerclant la Casbah. Les sentinelles des postes de blocage écartèrent les chevaux de frise qui barraient les rues les plus larges. En silence, de longues files de parachutistes pénétrèrent dans les ruelles obscures. À chaque carrefour important, une patrouille prenait position. Des équipes s'étaient partagé les listes des hommes à arrêter. La plupart des suspects habitaient la Casbah.

« C'est bon signe, avait dit Godard. On va trouver. O... a raison. »

À 0 h 45, chaque suspect était « logé ». À 0 h 50 un long coup de sifflet retentit, les portes des maisons qu'occupaient les suspects étaient enfoncées. Et les paras la torche à la main gauche, une mitrailleuse à la main droite s'engouffraient dans les logements. Ouvrant brusquement les portes des chambres, découvrant, à la lumière crue des lampes électriques, la pauvre intimité de la population musulmane, ils provoquèrent une panique épouvantable.

« Allez, debout. On cherche un tel, ou un tel. C'est toi ?

— Non. Mais vous n'avez pas le droit, ce n'est pas l'heure légale. »

L'homme était en chemise et essayait d'enfiler un pantalon.

« Ta gueule. Allez, on l'embarque. »

L'homme, comme tant d'autres cette nuit-là, fut tiré de sa

chambre sans avoir eu seulement le temps de prendre une veste. Les femmes se lamentaient sur les balcons des patios intérieurs. Les enfants réveillés en sursaut hurlaient, se pendant aux jupes de leurs mères. Les paras poussaient sans ménagement les suspects à l'extérieur.

« Allez, mains sur la tête. Avance ! »

« Faire vite, à la surprise. Il faut que demain nous sachions comment ça fonctionne. » Tous les colonels, Bigeard, Jeanpierre, Godard et les autres, avaient donné le même ordre à leurs subordonnés. « Jusque-là, dans le djebel, on a eu les fells à la vitesse, à la surprise, et souvenez-vous, ils se battaient bien. Alors on va pas se faire baiser par ces terroristes qui ne sont que de pâles crapules. »

Au 7, rue de la Grenade, Yacef et Ben M'Hidi n'avaient eu que le temps de se précipiter dans la cache ménagée dans le mur de la maison au deuxième étage. Hafaf, dont Yacef avait fait son chef de liaisons et renseignements, n'était pas là, mais les femmes avaient protégé le repli des deux hommes selon la méthode mise au point par le chef des commandos. Lorsque les paras entrèrent dans la chambre, ils trouvèrent les deux femmes couchées dans le lit qu'occupait un instant auparavant Ben M'Hidi. Les deux femmes piaillèrent et tirèrent les couvertures sur elles pour se cacher des militaires. Les paras ouvrirent une armoire balayant chaque rayonage d'un geste rapide et efficace. Lorsque tout fut par terre ils sortirent sans un mot. Par un interstice de la cache, Yacef les observait. S'ils avaient su ! Dans l'étroit logement se trouvaient, 7, rue de la Grenade, cette nuit du 14 janvier : Ben M'Hidi, l'un des cinq chefs du C.C.E., Yacef, chef des commandos terroristes, Ali la Pointe, dont le simple nom terrorisait les Européens. Debih Chérif, responsable des bombes, et Petit-Omar, un gosse malicieux de douze ans aux yeux noisette, à la bouille toute ronde. Yacef, dont il était le neveu, en avait fait son agent de liaison préféré.

Un gosse, ça se faufile partout et personne ne le remarque. Les paras, qui ignoraient encore le système des caches, sortirent de la maison sans sonder les murs. Ils emmenèrent pourtant un parent de Hafaf, qui rouspétait contre cette intrusion nocturne.

Lorsque le jour se leva, le colonel Godard reçut le bilan de la rafle : ce n'était plus 250 personnes suspectes arrêtées, mais 1 500 ! Les O.R. des régiments, les sous-off d'O... avaient

travaillé toute la nuit. On avait « un peu bousculé les gus ». Et les renseignements affluaient. Une vraie mine. On trouvait des noms, des coupables. Il fallait vérifier, recouper. Des équipes étaient déjà en route. Pas de mandat, pas d'ordre de perquisition. L'arbitraire.

« Ça va gueuler dans les haubans quand les civils vont savoir cela ! » se réjouit un adjudant-chef qui classait les premiers aveux et marquait d'une punaise rouge les adresses révélées.

L'engrenage était en route. Les paras, en donnant un grand coup de pied dans la fourmilière, obtenaient déjà des résultats. Ça hurlait bien dans les caves des villas et immeubles réquisitionnés, mais est-ce que ça ne hurlait pas dans les endroits où ces « fumiers » avaient posé des bombes ?

On avait trouvé des noms, des coupables. Mais qu'en faire ? Les remettre à la justice ? On n'avait pas de preuves, simplement des « aveux » et qui donnaient de sacrés résultats. On allait en obtenir d'autres. Il suffisait de poursuivre les interrogatoires. *L'Echo d'Alger* du 16 janvier pouvait annoncer le bilan de la première opération des paras dans la Casbah et en banlieue : 2 terroristes abattus, 1 blessé, 7 capturés. Le fameux Ali Z'Yeux bleus avait été « fait » sur renseignements à Saint-Eugène. Il avait avoué le meurtre des frères Di Rosa, de MM. Aïch et Atlan. En outre, c'était un lieutenant d'Ali la Pointe.

Il y eut bien, chez les civils, quelques récriminations. On parlait légalité, etc., mais on n'était pas foutu de la faire respecter ni de maintenir l'ordre à Alger. Alors, ça n'alla pas plus loin. Le cabinet du G.G. « s'écrasa mollement ». Les suspects furent assignés à résidence. On s'en occuperait par la suite plus en détail.

Aux quelques rares civils qui eurent vent des méthodes employées au cours des interrogatoires « poussés » des paras et qui se plaignaient de l'illégalité du procédé, on eut vite fait de montrer une « note d'orientation » publiée par chaque colonel. Celle de Bigeard se plaignait des bâtons dans les roues mis par les civils. Ordres de perquisition, mandats, etc., c'était du temps perdu.

« Nous avons l'impression d'avoir pieds et poings liés, écrivait Bigeard dans sa note d'orientation n° 1 du 20 janvier 1957. Alors que la situation s'aggrave de jour en jour, on a l'impression qu'à presque tous les échelons, *on a peur [...] de prendre des risques.*

La peur, la couverture, le parapluie sont à l'ordre du jour. Bien sûr, il y a le respect de la légalité... Mais que de temps perdu et de démarches exaspérantes souvent sans résultats... »

Et suivait une série d'exemples précis qui démontraient avec une lucidité exigeante qu'il était impossible de lutter efficacement contre le terrorisme avec les méthodes légales.

« Si nous continuons ainsi, nous sommes perdus...

« Le Français digne de ce nom ne comprend pas, et demande à être éclairé sur les intentions du commandement. »

Lacoste voyait s'évanouir tous ses espoirs de faire contrôler les paras par ses hommes. Teitgen signait des assignations à tour de bras. Du moins, de ce côté-là, on savait pour l'instant où passaient les types arrêtés, mais Peccoud, le directeur de la Sûreté, ne faisait pas le poids devant un Godard. Et il n'avait rien à proposer. Si ce n'est le visage accablant de l'incapacité des civils. Alors, ou on s'en allait, ou on s'écrasait. Et on laissait faire les paras, qui, eux, obtenaient des résultats.

C'est ce qui fut choisi. D'autant qu'on avait à s'occuper de problèmes autrement importants que ceux de quelques bougnoules un peu passés à la gégène et qui en outre devaient être des terroristes puisqu'ils donnaient de précieux renseignements. On avait en effet essayé de tuer Salan. Et là pas question de Yacef, de terroristes. Il s'agissait d'un complot européen. Les ultras d'Alger n'avaient pas digéré la présence à la tête de *leur* armée de ce bradeur d'Empire qu'un Mollet leur envoyait. Eux aussi avaient employé la manière forte.

Sous la pluie, le sol de carrelage jaune qui entourait les jets d'eau cernés de plantes semi-tropicales de la place Bugeaud, rue d'Isly, devenait glissant. En traversant du Milk Bar au Novelty les passants prenaient garde de dérapier. Chacun se hâtait. La pluie fine et glacée de janvier n'avait rien à voir avec ces grosses averses de printemps où les énormes gouttes espacées s'écrasaient au sol comme des casserolées d'eau tiède que les gosses, la bouche ouverte, essayaient de happer au passage. À 19 Heures, la nuit était tombée et chacun pensait à rentrer chez soi. Alger la Blanche n'était pas faite pour l'hiver. Elle révélait tous ses défauts et se montrait revêche. On n'avait pas envie de traîner.

Soudain une double explosion retentit. La foule des passants s'égailla instantanément dans les rues voisines, sous les porches

de la place. Puis le silence revenu, chacun voulut voir où s'était produit l'attentat car, cela ne faisait de doute pour personne, il s'agissait d'un attentat terroriste. Les regards se portèrent sur le Milk Bar dont la façade était refaite depuis peu. Les garçons, la serviette blanche sur le bras, essayaient eux aussi de localiser l'explosion.

« C'est en haut, chez les militaires ! »

Un homme montrait du doigt une fenêtre béante au premier étage de la X^e R.M. Il en sortait des volutes de fumée blanche qui jouaient maintenant entre les éventails de l'énorme palmier dont le feuillage masquait en partie les fenêtres des bureaux du général Salan.

« Attentat terroriste contre Salan ! » La nouvelle fit le tour d'Alger et atteignit très vite le cabinet de Lacoste que Salan venait de quitter. Le général en chef devait se trouver dans le passage souterrain qui reliait le G.G. à la X^e R.M. lorsque l'explosion avait eu lieu.

Lorsque Paul Teitgen arriva au premier étage de la X^e R.M. les officiers et policiers algérois qui bavardaient avec excitation dans le bureau dévasté sortirent comme un seul homme. Depuis l'affaire Faure, Paul Teitgen était le pestiféré, le mouchard. Peu importait qu'il ait préservé le gouvernement d'un complot que d'aucuns souhaitaient. Teitgen s'aperçut alors qu'un corps gisait au sol. Le commandant Rodier, chef de cabinet de Salan, avait été tué. Victime innocente ! Le commandant Rodier avait été pendant l'Indochine le correspondant à Paris du général Salan. C'était lui qui s'occupait des places d'avion, des hôtels à retenir, bref c'était le factotum. Il était dans le bureau lorsque les deux rockets de bazooka avaient explosé.

Car on avait tiré au bazooka sur le bureau du commandant en chef ! Le ministre résidant se fit tenir au courant de cette affaire qui semblait mystérieuse. Les jours et les semaines passant, il allait de surprise en surprise. Si *L'Echo d'Alger* n'avait pas hésité à attribuer d'abord l'attentat aux terroristes musulmans, puis aux communistes, il fallait bien se rendre à l'évidence : c'étaient les ultras qui avaient voulu descendre Salan.

On avait tout d'abord trouvé sur une terrasse face à l'hôtel abritant la X^e région, un bazooka de fortune : deux tubes métalliques jumelés, fixés sur une plateforme constituée par une

planche à laver et un escabeau. Un fil électrique rattaché à l'ensemble courait de la terrasse jusqu'au rez-de-chaussée. Les terroristes avaient donc mis le feu aux obus à charge creuse depuis le porche même de l'immeuble. Ils n'avaient pas pris de risques. L'enquête allait apporter des révélations stupéfiantes. Coup sur coup, la police d'Alger, poussée par Lacoste qui voulait savoir le fin mot de l'affaire, arrêta des hommes bien connus de ses services : Kovacs, Castille, Fechoz, et quelques autres. En quinze jours ceux dont tout le monde connaissait les noms dans les milieux contre-terroristes étaient interpellés, puis arrêtés. Il y avait parmi eux les auteurs de l'attentat de la rue de Thèbes. Mais qui s'en souciait encore ?

Le Dr Kovacs avoua très vite être l'auteur de l'attentat au bazooka avec son ami Castille. Son système de défense était simple :

« On a voulu tirer sur un bâtiment public pour attirer l'attention sur l'Algérie française. On emploie les mêmes méthodes que les autres. »

Le groupe avouait même quelques attentats contre-terroristes. Kovacs risquait tout juste d'être inculpé de dégradation de monument public et d'homicide par imprudence ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Et puis tout allait changer. Kovacs revint sur ses déclarations premières, changea d'avocat — Tixier-Vignancour remplaçant M^e Laquière — et raconta l'histoire surprenante qui suit.

Le bazooka — on allait ainsi baptiser cette opération

— était la première partie d'un des nombreux complots préparés pour « foutre en l'air un régime et un système pourris ».

Tout Alger européen — les milieux ultras en particulier

— est outré de voir à la tête des 400 000 soldats d'Algérie le bradeur de l'Indochine. Tout le monde trouve Salan trop mou et se défie de Lacoste. On ne sait pas encore quels moyens ont été décidés, et déjà appliqués, pour venir à bout du terrorisme — la première opération de la Casbah date de la veille — alors Alger ultra rêve. On a vu la création de groupes contre-terroristes : ceux d'Ortiz, de Martel, de Kovacs. Ils sont passés à l'action, mais tout cela, dans leur esprit, ne sert à rien si l'on n'est pas soutenu par un gouvernement fort. Si seulement on avait un « dur » à la place de

Salan. Ce n'est pas le cas. On a appris qu'après l'affaire Faure, Salan, qui devait accepter de participer à « l'ordre nouveau » après avoir été mis devant le fait accompli, avait dû donner des preuves de fidélité au gouvernement. Ce général socialiste

— franc-maçon, dit-on — ne soutiendra jamais l'Algérie française. Et l'on bavarde. Et l'on imagine ce que pourrait faire un général ami, un-qui-ne-se-laisse-pas-faire, il entraînerait Lacoste et le tour serait joué !

Dans cet Alger aux prises avec le terrorisme, le contre-terrorisme, on parle, on s'excite. C'est la politique du Café du Commerce ou des belles villas du balcon Saint-Raphaël. Et Kovacs, qui, avec son O.R.A.F., avec des hommes comme Wattin et quelques autres, s'est montré autrement plus efficace que les grandes gueules poujadistes du type Goutallier et Ortiz, est contacté par un certain K..., chargé de mission à la Recherche scientifique à Paris, dont la femme est une amie d'enfance du Dr Kovacs. Entre K... et Kovacs un lien : Achiary. L'ancien sous-préfet recommande Kovacs. « Un type bien... et gonflé. » Et il s'y connaît, Achiary ! On Ta vu à l'œuvre. Et K... parle, parle, parle à Kovacs, qui lui aussi connaît beaucoup de monde.

L'ambiance à Alger est telle que l'on raconte n'importe quoi et qu'on le croit. Les imaginations sont si montées qu'il n'y a plus de logique possible. On a vu comment Soustelle a été accueilli. Il devient, quand il part, le meilleur défenseur de l'Algérie française ; Lacoste est détesté par les pieds-noirs, on en fera un héros ; Massu, qui voudra « cintrer » les Européens, en deviendra l'enfant chéri ; Salan, que l'on veut tuer, deviendra le chef de l'O.A.S. ! Toujours à côté de la plaque ! Avec une constance, une opiniâtreté touchante et tragique !

En janvier 1957, l'affaire algérienne est devenue une telle monstruosité psychologique que tout le monde a son plan pour « arranger l'affaire ». Le dernier des imbéciles de Bab-el-Oued tue 25 000 ratons — comme à Sétif en 1945 — et après on est tranquille comme avant.

On tue dans les imaginations et dans la réalité. À tour de bras. Les terroristes posent des bombes, tuent au couteau, au revolver, les contre-terroristes montent des opérations. On a découvert que Wattin et quelques complices, sans attendre les Martel et les Kovacs, qu'ils trouvent un peu mous, ont kidnappé des suspects F.L.N. et leur ont administré de leur propre chef le traitement

adéquat pour les faire parler. Un buraliste de la rue d'Isly, M. Chaouch, y a laissé sa peau et quelques autres ont disparu à jamais. On a même retrouvé dans la villa des Sources, près de Birmandreïs, une salle de torture. L'enquête menée « tranquille-tranquille » signale pourtant que ces groupes civils auraient des liens avec l'un des colonels de la 10^e D.P. On ne va tout de même pas demander des comptes pour une action et des méthodes qui aujourd'hui sont officielles et appliquées avec la bénédiction du pouvoir civil ! Oui, on tue à tour de bras. Des Français et des Arabes. Alors pourquoi pas Salan ? Le mou, le bradeur, le républicain ! Et on le remplace par un général dur. Par un général-copain. Pas vrai, Kovacs ?

Et — c'est toujours Kovacs qui raconte son aventure, d'abord en prison à Ortiz, puis au juge d'instruction — on lui laisse entendre que lorsque Lorillot a été remplacé, deux généraux étaient sur les rangs : Boyer de la Tour et Cogny. Deux durs qui auraient été « bien ». Surtout Cogny. Mais Mollet a choisi Salan. Tout se tient, je vous dit. On fait à Kovacs le grand numéro. Pour sauver l'Algérie française, il ne faut pas Salan, qui sera le liquidateur de notre beau pays. Il faut s'en débarrasser. Les pourparlers sont longs. On fait miroiter de hautes relations. On connaît Debré, qui écrit « dans le virulent », on connaît Arrighi, on connaît Giscard-Monservain. Le bon Kovacs se mélange dans les noms ! Et tout cela est très possible. L'interlocuteur de Kovacs, comme Kovacs lui-même, va souvent à Paris. On déjeune. On voit des gens. On parle de cette « souffrante et aimée Algérie » comme dit Soustelle. On veut la sauver. « Tiens, dit un tel, il faudra voir Debré. » À table, il y a un type de la Résistance. Il y a toujours un type de la Résistance. Bien sûr, je pourrais vous le faire rencontrer. Je connais bien X... qui le fréquente. Lui au moins comprendrait nos problèmes, avec ce qu'il écrit. On bouffe. On complot. On doit du rosé. L'un dit : « Je suis couvert par Michou. » Ça fait bien. Un mot pour l'autre. Et on se retrouve dans un coup. Un homme arrive la semaine suivante à Maison-Blanche avec un ordre de mission — bidon ou pas — émanant d'un organisme, officiel ou non. La IV^e n'est pas chiche en places d'avion. On passe la douane les doigts dans le nez car il y a toujours un ami... et on se retrouve comme Kovacs à un déjeuner à l'Ours-Blanc, un restaurant réputé d'Alger...

Il raconte :

« Il y avait Arrighi ! On m'a dit de me débarrasser de Salan. J'ai dit : vous rigolez ? Tant pis on s'est trompé sur votre compte. »

Kovacs sort avec un de ses compagnons. Puis, sur le trottoir, il réfléchit. Ça doit être vrai ce que les autres racontent. On réagit à une impulsion, mais c'est dommage d'abandonner une équipe si bien organisée. Ils sortent. « Alors voilà, on a réfléchi. On ne peut se débarrasser de Salan que si vous nous donnez la preuve de ce que vous avez derrière. Vous nous avez parlé d'un général que vous aviez en réserve. On veut le voir. »

On a lâché le nom de Cogny. Justement Cogny vient à Alger. Voir Salan. Il vient lui proposer d'attaquer en commun le général Navarre dont les accusations indochinoises lui déplaisent. Salan, qui déteste Cogny, l'envoie sur les roses. « Quand j'ai quelque chose à dire à quelqu'un je le lui dis moi-même ! » Cogny, la force de la nature, le géant, est furieux. Il sait que le général Catroux enquête sur les responsabilités dans le désastre indochinois. Il sait qu'il n'est pas blanc comme neige dans l'histoire de Dien Bien Phu^u. Heureusement qu'il y a Bourges derrière, qui lui a confié le Maroc. C'est un beau poste... Mais Alger. C'est ce Salan hautain, mystérieux et méprisant qui l'a !

Et Kovacs raconte qu'il voit Cogny au Saint-George, chambre 97. « Il entre, le képi à la main, il le pose sur le lit, jette son stick... Mon général, je voudrais absolument vous voir. » Il est gêné, Kovacs, car on ne le considère pas beaucoup dans ce milieu. Cogny l'emmène dans les jardins de l'hôtel. Et le cinéma recommence. « Pour la France, l'Algérie française, pas de Salan. Le bradeur... » Suit un baratin pour kamikaze enveloppé de trémolos patriotiques.

« Tout ce que je peux vous dire, affirme Cogny — toujours d'après Kovacs —, c'est qu'une heure après la mort de Salan, je serai à Alger. » Jamais il n'a dit à Kovacs de tuer Salan. Jamais il n'en a été question. Mais Kovacs a compris, dit-il. C'est fou à Alger, en 1957, comme on comprend à demi-mot. On comprendra d'ailleurs toujours de cette façon.

Et Kovacs a monté le coup. Il n'a pu se procurer de bazooka ; alors, avec Castille et Fechoz, il en fabrique un. On a des rockets. Ceux-là viennent d'un stock qu'a constitué Ortiz, le bistrot du Forum, « pour faire péter son appartement quand il s'en ira ». Il pense à tout longtemps à l'avance, le chef poujadiste. Mais Ortiz

n'est pas et ne sera pas au courant de l'affaire. Il a caché ses rockets chez un de ses hommes du groupe contre-terroriste. Mais, comme il me l'a lui-même expliqué, « il y a des pénétrations de réseau à un autre ». Et — entre contre-terroristes, on ne va tout de même pas se refuser un rocket — il y a des choses qui ne se font pas !

Et le 16 janvier les rockets explosent. S'il n'y avait la mort de ce pauvre commandant Rodier, quel immense éclat de rire ! Tout le monde se sert de tout le monde dans cette affaire. Jamais Alger n'a si bien mérité ce nom vulgaire de « merdier ». Au gouvernement, Mitterrand, ministre de la Justice, se penche sur le dossier. Il veut toute la vérité. Les noms les plus prestigieux de l'opposition sont cités, Arrighi, Giscard, Debré... et qui dit Debré dit De Gaulle.

Ce dossier dont seuls les membres du gouvernement auront communication n'en parvient pas moins comme par miracle à l'admirable *Canard enchaîné*, qui le publie, méritant une fois de plus sa réputation de journal le mieux informé le France.

Et puis tout se tasse. On ne saura jamais la vérité. Il y a trop de cadavres dans tous les placards. Et les plus puants parce que les plus frais sont ceux qui ponctuent chacune des phases de la « bataille d'Alger ». Car elle continue, la bataille. Il faut la gagner là-bas. Ordre du gouvernement.

« Viens, on monte au premier. » Danièle Minne suivit Kerfallah Zahia, une grande fille blonde, décolorée, à travers la salle de l'Otomatic. Ce samedi 26 janvier, à 17 Heures, le bar cher aux étudiants était bondé. Les deux jeunes filles trouvèrent un guéridon libre dans la petite salle du premier étage. Danièle garda son sac sur les genoux. Le nouveau type de bombe qu'il contenait comportait un allumage par crayon et non plus le mouvement d'horlogerie qui pouvait éventuellement être bruyant. Rien à craindre de ce côté. Le crayon était réglé pour 17 h 25.

Danièle Minne venait pour la première fois à l'Otomatic. C'était plutôt le rendez-vous de la jeunesse dorée européenne et elle qui ne fréquentait jamais le centre d'Alger ne le connaissait que de réputation. Zahia, qui était venue une fois dans le café des étudiants, l'avait accompagnée pour qu'elle n'ait pas trop l'air désorientée. Et à deux on se donne du courage. Danièle but son coca. Zahia paya le garçon avec un billet de 1 000 F et oublia de lui laisser un pourboire.

« Radine, cette blondasse », grommela le garçon.

Les deux filles se dirigèrent vers les toilettes. Zahia sortit un poudrier et se « refit une beauté », surveillant l'entrée des W.C. Danièle, qui s'était enfermée, se hissa sur la cuvette. Avec précaution elle glissa la bombe sur la chasse d'eau qu'elle tira ensuite. Les deux jeunes filles sortirent sans se faire remarquer.

Au même instant, à la Cafétéria, sur le trottoir d'en face, Fadilah, une nouvelle recrue de Yacef, déposait sa bombe sous la banquette de la salle du fond, près du juke-box que l'on avait remplacé depuis l'attentat du 30 septembre. Elle sortit aussitôt sans finir son jus de tomate.

Quelques centaines de mètres plus bas, Djamila Bouazza, recrutée par Djamila Bouhired en raison de son aspect physique très européen, glissa sa bombe sous le pied de fonte d'un guéridon de la terrasse vitrée du Coq-Hardi, une des brasseries les plus populaires du centre d'Alger.

À 17 h 25 la bombe de l'Otomatic explosa. Cris, hurlements. Une épaisse fumée blanche sortait des toilettes dont la cloison avait été arrachée. Une jeune fille qui s'y trouvait, Michèle Hervé, vingt-trois ans, était grièvement blessée. On la sortit ensanglantée. Un automobiliste la transporta immédiatement à l'hôpital. Un attroupement s'était à peine formé devant l'Otomatic que, sur le trottoir d'en face, une explosion plus forte souffla la devanture de la Cafétéria. Là aussi de la fumée, des cris, la panique, des gens échevelés couverts de gravats, de sang, qui sortent hagards de la fournaise. Des secours furent très vite organisés. Militaires, policiers firent la chaîne pour dégager les victimes. On arrêta des voitures qui passaient rue Michelet pour transporter les blessés les plus gravement atteints. Les ambulances arrivèrent, toutes sirènes hurlantes, remontant le sens interdit de la rue Charles-Péguy.

À la terrasse du Coq-Hardi, tout le monde s'était levé pour voir passer les premiers secours et tenter d'apercevoir ce qui se passait quelques centaines de mètres plus haut. C'est alors que la terrasse vitrée explosa littéralement. Ce fut un carnage. Les lourdes glaces de la verrière du Coq-Hardi se brisèrent en gros éclats meurtriers ; les pieds de fonte des guéridons voisins de celui sous lequel la bombe avait explosé se transformèrent en grenades défensives, trouant, hachant, mutilant les consommateurs. Ce fut la panique, puis la terreur. Des patrouilles de bérets verts et de C.R.S. arrivèrent très vite pour contenir les curieux, puis pour tenter de

les calmer. Car la colère avait succédé à la panique. Devant ces corps ensanglantés, mutilés, terrifiée par les gémissements et les hurlements des victimes grièvement blessées, la foule chercha un exutoire.

« Les melons... les fumiers de melons ! » À l'affreux massacre, il fallait une réponse, aussi injuste, aussi effroyable. Un malheureux mécanicien musulman, Ahmed Bengana, qui passait par un hasard funeste à proximité du lieu des attentats, fut lynché sur place par une foule en folie.

Les ambulances avaient peine à se frayer un chemin dans l'embouteillage monstre créé par la panique.

Le bilan de ces affreux attentats fut l'un des plus lourds qu'Alger ait connus jusque-là : quatre morts, soixante blessés.

Le soir même, le général Massu décida que tous les propriétaires et responsables de tous les établissements publics devraient désormais fouiller sacs et paquets à l'entrée de leurs boutiques, magasins, cafés et cinémas. Le stationnement bilatéral était interdit et on recommanda aux Algérois d'éviter tout attroupement en cas d'attentat. Massu termina sa mise en garde par ces mots : « Il est donc essentiel de ne pas se précipiter vers les lieux des attentats par simple curiosité et encore moins par vil désir de vengeance. »

La mort d'Ahmed Bengana donnait le degré d'échauffement des esprits. À Alger, on atteignait la cote d'alerte.

« Il me faut ces types, dit Massu à Godard. Profitons de la grève pour frapper un grand coup. Il faut les casser. »

Depuis l'arrivée des paras à Alger, les « choufs » sur les terrasses étaient devenus inutiles. Non seulement les bérets rouges, les bérets verts et les « casquettes » s'étaient implantés dans les vieux palais et les écoles, mais ils avaient « pénétré » la Casbah, réquisitionnant par quartier les maisons les plus hautes. Sur les terrasses, ils avaient installé de véritables fortins de sacs de sable et des projecteurs à grande puissance. La toile d'araignée parachutiste enserrait maintenant la Casbah.

Malgré leur présence oppressante, le 28 janvier, jour de grève générale, la Casbah et les quartiers populaires restèrent déserts. Alger suivait les ordres de Yacef. Chaque famille avait fait des provisions. Ben M'Hidi et le C.C.E. avaient publié plusieurs

tracts annonçant l'épreuve de force :

« À tous les militants F.L.N. ! Aux responsables de section, de groupe, de cellule ! Lundi 28 janvier l'assemblée de l'O.N.U. commence le débat sur l'Algérie. À partir de lundi et pour la durée de huit jours, la grève générale est proclamée. Pour la durée de cette période, toute espèce d'action armée et d'attentats est suspendue. Les militants ont l'obligation de remettre les armes aux responsables et d'observer les directives pour la grève... »

Abane avait tenu à ajouter : « Le colonialisme après avoir cherché par tous les moyens à éviter ce débat tentera de démontrer que le F.L.N. est l'expression d'une minorité et non pas de l'immense majorité de notre peuple. Frères ! Adhérez en masse à la grève proclamée par le F.L.N. L'opinion publique internationale a les yeux fixés sur nous, démontrons au monde que notre peuple a droit à l'indépendance ! »

Les P.C. des régiments paras, l'état-major « renseignement » d'O... avaient eu ces tracts. Ils connaissaient les mots d'ordre que Yacef avait fait circuler :

« Durant les journées de grève ne circulez pas dans la ville européenne.

« Ne sortez pas de la Casbah.

« Evitez tous les rassemblements en des lieux clos, ils pourraient faciliter des rafles éventuelles.

« Hébergez dans vos propres maisons les pauvres, les mendiants, les frères sans logis.

« Faites des provisions de vivres et d'eau pour huit jours.

« Secourez les frères les plus pauvres qui n'auront pu épargner. »

« Et voilà un joli programme que nous allons suivre point par point, dit le colonel Godard, en en prenant bien sûr le contrepied. »

À 7 Heures du matin des dizaines de milliers d'hommes participent à l'opération antigreve. C'est dans la Casbah qu'elle est le plus spectaculaire. Un seul but : faire sortir les musulmans, faire ouvrir les boutiques. Par la force.

Maison par maison, les portes sont enfoncées. Les appartements visités. Les paras, mitrailleuse au côté, sortent

systematiquement les hommes valides.

« Allez, dehors ! Au travail ! » Les intérieurs des plus réticents sont saccagés. La Casbah tout à l'heure déserte est maintenant parcourue par de longues files d'hommes abattus.

« Il faut les briser ! »

Les officiers d'action psychologique trient les hommes. Ils attribuent à ceux dont l'aspect indique un niveau social assez élevé les plus basses besognes. On voit des instituteurs, des directeurs d'école, des intellectuels ramasser à mains nues les ordures de la ville. Rue Randon, l'artère la plus large de la basse Casbah, les files de camions attendent près des portes de sortie. Les hommes sont poussés sans ménagement vers le « canal de Suez ».

« Allez, au travail ! Foutez le camp ! » Et par vague, on les chasse hors de la Casbah après avoir vérifié les identités. Ceux qui protestent sont embarqués dans les camions jaune sable. Direction : villa Sésini, P.C. des unités ou camp « d'hébergement » pour interrogatoire. Personne ne pensait que la Casbah, maquis impénétrable, pût être en quelques minutes investie par tant d'hommes aussi décidés.

Un rien suffit pour être embarqué vers l'interrogatoire. Un mouvement d'impatience. Un je ne sais quoi de fier dans la démarche, un éclair de révolte dans l'œil. Ceux qui trient, qui sélectionnent ont tous fait l'Indochine, ont presque tous subi les camps viets experts en sélection. La guerre psychologique — ils le savent — est dans ce cas précis la plus rentable. Détruire jusqu'à l'idée même de la révolte.

Les hommes sortent. Il faut que les magasins ouvrent. Des camions, des half-tracks pénètrent dans les artères de la basse Casbah où un véhicule peut circuler. Des paras attachent un câble au rideau de fer d'une boutique fermée.

« En route ! » Le half-track démarre. Le rideau remonte, puis se déchire dans un grand bruit de ferraille et de vitrine brisée. Deux, trois, dix, vingt rideaux sont ainsi arrachés. Les autres s'ouvrent. Les commerçants cèdent. Ils ont peur. Dans les rues limitrophes aux quartiers « petits Blancs » les vitrines béantes sont pillées par des Européens. On laisse faire un moment, pour l'exemple ! Puis les paras freinent l'ardeur des pillards. Il y en a tant que même *L'Echo d'Alger* du lendemain en fera mention.

En haute Casbah, des serruriers forcent les rideaux de fer, des soldats les débloquent à coups de barre à mine.

« Allez, dehors. Au travail. Et vite. »

Plus une maison n'est un refuge sûr. Pendant la journée et la nuit, Yacef Saadi doit en changer à quinze reprises. Il a pris un bidon de lait sous le bras pour jouer « le bon Arabe qui travaille ». Et les patrouilles lui sourient.

« C'est bien, mon vieux. Toi au moins tu as compris. »

Yacef leur rend leur sourire et serre contre lui la MAT suspendue sous son aisselle par le caoutchouc large adopté par tous les « terroristes de la Casbah ».

L'opération psychologique continue. Après la force, la persuasion. De la musique et des slogans. Comme chez les Viets. Des soldats à casque blanc de la P.M. ont installé des haut-parleurs à tous les carrefours. La musique andalouse s'arrête. Une voix exhorte la population.

« Les forces de l'ordre vous protégeront contre la tentative criminelle du F.L.N. communiste. Habitants d'Alger ! Le F.L.N. veut vous empêcher de travailler. Le F.L.N. exige la fermeture des magasins. Le F.L.N. veut vous affamer et vous acculer à la misère. Mais vous, habitants d'Alger, ne voulez pas cela. Faites confiance aux forces de l'ordre. L'armée et la police protégeront les chantiers, les ateliers, les bureaux. Habitants d'Alger ! Montrez que vous voulez vivre et non mourir de faim, montrez que vous avez confiance en la France et en l'armée française. Montrez que votre volonté de paix est plus forte que la volonté de guerre du F.L.N. »

L'appel sera répété toutes les demi-heures entre des disques de musique classique arabe. Puis dans les ruelles de la Casbah, la musique des zouaves éclate. C'est la fête. En grande tenue les hommes de la musique parcourent, fanfare en tête, toutes les artères. Tout le répertoire y passe. Les femmes, curieuses, apparaissent aux fenêtres. Des gosses sortent et suivent dans l'innocence de leur enfance le cortège rutilant. Des soldats distribuent maintenant des bonbons aux enfants. D'abord craintifs ceux-ci se pendent par grappes aux généreux distributeurs.

Aux postes de contrôle, les camions, de plus en plus nombreux, embarquent les suspects. On a ouvert un centre de tri

au stade de Saint-Eugène.

L'opération se poursuit pendant quarante-huit heures. Des commerçants qui avaient quitté leur domicile dans les quartiers européens pour se réfugier chez des parents dans la Casbah sont arrêtés.

La grève est matée. Les paras ont la Casbah « à leur pogne ». Le travail « efficace » peut commencer.

L'état-major Alger-Sahel a étudié le problème. « Le F.L.N. vit comme un poisson dans l'eau dans la Casbah ? Très bien. Donc tout le monde sait quelque chose sur le F.L.N. Il va falloir que chacun se mette à table. »

À El-Biar, à Bouzaréa, aux camps d'hébergement, à la villa Sesini, c'est la torture en chaîne. Les hommes terrorisés, brisés dans leur amour-propre, avouent tous « un petit quelque chose » pour faire cesser leurs souffrances. Tout est bon pour faire parler. L'eau déversée sous pression au fond de la gorge jusqu'à ce qu'elle ressorte par tous les orifices naturels. L'électricité, « la gégène, le loup, le téléphone », les noms sont multiples, la méthode toujours la même. Deux électrodes l'une au lobe de l'oreille l'autre aux testicules, à la pointe des seins ou au clitoris — car les femmes n'échappent pas au système affreux — et une décharge, deux, dix, vingt. Il faut parler. Et on parle. On connaît trop ces procédés pour s'étendre sur leur description.

La torture devient systématique. On le dit, on le répète et souvent les « interrogateurs » n'ont besoin que d'une gifle ou d'une « bonne correction » pour obtenir les résultats recherchés.

« On nous a dit de gagner. Et on va gagner. Vite. Avant que de nouvelles bombes éclatent et mutilent des femmes, des gosses innocents. Le nom des chefs, les caches, l'organisation... vite ou on recommence... »

La grève est un échec. Mais la population musulmane est définitivement soudée. On a arrêté, on torture indifféremment bourgeois, manœuvres, dockers. Il n'y a plus de classe. Il n'y aura plus jamais de troisième force possible avec qui discuter.

Dans tous les P.C. paras et à l'état-major d'Alger-Sahel les tableaux noirs sont maintenant couverts d'organigrammes. On commence — avec les résultats des interrogatoires — à savoir comment fonctionne la rébellion à Alger. Le système pyramidal

est maintenant connu. Il faut mettre des noms dans les cases vides. On applique la théorie des « interrogatoires durs, en restant humains, écrit Bigeard, mais répétés car les vrais militants ne se livrent pas d'un coup ». L'essentiel pour vaincre, c'est la vitesse. Tout renseignement obtenu doit être instantanément exploité. Renseignement et action sont inséparables dans ce travail de détection. Les hommes de la 10^e D.P. chargés par Lacoste d'assainir Alger réussissent parfaitement. Alger prend l'habitude de ces patrouilles de jeeps qui traversent à toute vitesse la ville, s'arrêtent devant un immeuble. Les léopards descendent. « C'est là. » On bloque les issues. On perquisitionne.

Ce jour-là, c'est au 101, rue Dupetit-Thouars que s'arrête le capitaine Faulques. C'est l'un des officiers de renseignement les plus célèbres de la 10^e D.P. Il est O.R. au 1^{er} régiment étranger de parachutistes. C'est un dur. Très dur. Pour lui et pour les autres. Il ne « se » passe rien. Sa volonté est extrême. En Indo, il le prouve. Une jambe à moitié arrachée à Dong Ké, une balle dans le ventre, il est fait prisonnier. C'est le seul officier blessé rendu par Giap à l'armée française. Moribond. Giap dit : « C'est un héros. Il a mérité de mourir en terre française. » Mais il ne veut pas mourir. Il guérit. Se marie. Refait la guerre en Indochine. À Dien Bien Phu il est à nouveau blessé, prisonnier à nouveau, il est libéré avec Bigeard et ses « potes » parachutistes. Arrivant en Algérie, il est de ces officiers qui connaissent la guerre subversive et ont appris des Viets la manière de « réduire » la volonté d'un homme. On s'est fait foutre sur la gueule en Indo. Mais en Algérie on ne se fera pas avoir. Roger Faulques est beau et cruel. Comme les tigres de Malaisie. Sec, mince, noueux, ses yeux bleus sont comme délavés, sans vie, froids. Il a trente ans à peine. Il a toujours rêvé de gloire, de victoires. Comme beaucoup des siens. Jusque-là il a reçu « des coups de pied au cul » malgré les combats où ses hommes et lui se sont battus magnifiquement. Il vient de sauter à Suez. Malgré la patte folle, malgré aussi une blessure à la tête — mais n'est-elle pas imaginaire, cette blessure qui permet à ses copains de dire « faut l'excuser, il est un peu fou » ? — et là encore on l'a stoppé face aux Égyptiens en déroute. Le dernier coup de pied. Cette fois, on en a « ras le bol ». Et là, dans Cet Alger que l'on tient, on va réussir. Et il réussit déjà. Les premiers résultats, c'est lui qui les a.

Il a beaucoup réfléchi au début de cette « bataille d'Alger ». À son avis, tout le mal vient du soutien européen apporté par les

communistes au F.L.N. Il est axé sur cette alliance P.C.A.-F.L.N. Il pénètre très vite les structures du parti communiste. C'est cela qui l'intéresse. Le reste, la lutte contre les terroristes, la bagarre contre les hommes de Yacef, il laisse cela à Bigeard, qui fera merveille.

Son adjoint, un petit lieutenant, Charbonnier, très saint-cyrien en gants blancs à qui l'on a dit : « Tu fais ce que te dit Faulques et tu nous débarrasses des attentats aveugles par tous les moyens », vient de lui donner un renseignement d'importance : un certain Toufik Areski a été arrêté à la Casbah. Il habite au 101, rue Dupetit-Thouars. Le Toufik emmené dans un centre d'interrogatoire n'a rien dit. C'est suspect.

Danièle Minne ne voyant pas revenir Toufik a trouvé refuge à l'étage au-dessous dans la famille Okba, qui est terrorisée. Il y a des papiers chez Toufik. Les paras les trouvent. On parle dans ces papiers de l'attentat contre Froger, on parle des communistes, de Danièle. Il faut fuir.

Elle revêt un haïk, se voile et, échappant aux paras qui recherchent une Européenne châtain clair, pénètre dans la Casbah où la panique règne. Il faut qu'elle reparte. Accepte-t-elle de sortir une mitraillette de la Casbah ? Elle le fera. La MAT est fixée contre sa poitrine. Elle rabat le haïk et la famille Okba lui confie son dernier-né, il a huit mois et sera certainement le plus jeune participant à la révolution. Danièle le serre dans ses bras pour franchir le barrage et éviter d'être passée à « la poêle à frire » — le détecteur d'armes qui réagit dès qu'une femme porte sur elle un objet en métal — l'enfant crie car il ne trouve pas la douceur d'une poitrine féminine mais le contact de l'acier d'une mitraillette. Ses cris attirent l'attention des militaires et sauvent Danièle. Les jeunes gens gênés de passer toutes les femmes au détecteur électronique — il est impossible de fouiller une à une les femmes musulmanes — lui font franchir le barrage sans même lui demander ses papiers.

Mais la panique est telle à Alger que Danièle Minne ne retrouve aucun contact avec les groupes de Yacef. Elle doit gagner le maquis. Hamida a remplacé Toufik, mais il ne remet plus les pieds rue Dupetit-Thouars. Danièle Minne ignore qu'il est devenu l'agent de liaison de Ben Khedda.

Les résultats obtenus par les paras sont chaque jour plus importants. Et Yacef dans la Casbah commence à ressentir les

effets des méthodes employées. Mille quatre cents militants armés tous en rapport avec un chef de groupe, c'était beaucoup trop. En tapant dans le tas au hasard et exploitant les interrogatoires à fond les paras démantèlent — malgré le cloisonnement — la délicate pyramide de l'action secrète dans la Casbah.

Des hommes torturés parlent. Des liaisons sont coupées. Des militants se trouvent d'un jour à l'autre abandonnés. La panique les saisit. Ou ils se font prendre ou ils doivent partir pour le maquis. La wilaya 4, celle de l'Algérois, se voit envahie par des vagues successives d'hommes recherchés. « On ne tient plus à Alger, disent-ils à Sadek. On vient chez toi. »

Du 18 janvier au 15 avril, Yacef vit ses troupes fondre au soleil de printemps. C'était l'écroulement d'une organisation qu'il avait mis dix-huit mois à mettre sur pied.

À El-Biar, dans la villa qu'il a réquisitionnée, Bigeard fait les cent pas dans la pièce nue qui lui sert de bureau. Dans un coin, un lit de camp. Devant lui, une table de bois. Au mur, un tableau noir où il a esquissé un vague organigramme. Les premiers interrogatoires ont indiqué la présence de cellules de trois ou quatre membres. Une seule chose l'intéresse, le sommet de chaque triangle : chef de cellule, de groupe, de section.

Ce 28 janvier, ses hommes du 3^e R.P.C. ont brisé la grève, il faut maintenant obtenir des résultats. Et Bigeard veut les meilleurs. Comme d'habitude, comme dans le djebel. Et puis il faut que l'on parle de Bigeard. La « une » des journaux est la seule place à laquelle il tienne.

Sorti du rang, sans éducation ni culture, c'est l'Indochine, un courage extraordinaire et une « baraka en or massif » qui ont fait de Marcel Bigeard l'un des chefs les plus célèbres de l'armée française. Il est adoré de ses hommes dont il est chiche. Il veut pour eux la victoire la plus complète et le moins de casse possible. Il les veut au maximum de leur forme physique. S'il a toujours obtenu des résultats extraordinaires, c'est qu'il n'admet pas qu'un chef dirige de son P.C. à l'arrière. Il sait toujours si le terrain est dur ou mou, si l'on a chaud, si ça tire dur. Car il est toujours là, transpirant, s'enlisant ou bouffant de la poussière, à quatre pattes derrière un rocher pour localiser cette putain de mitrailleuse qui empêche d'avancer.

En Indochine, sa légende commence à Nghia Lo en pays thaï

où il se heurte une première fois avec succès à un bataillon viet. L'année suivante, même appât. On envoie de nouveau Bigeard mais, avec ce pif qui le caractérise et en fait un admirable homme de guerre sur le terrain, il sent tout de suite qu'il n'y a pas un bataillon mais une division viet. C'est la catastrophe. Bigeard n'a qu'un souci : protéger ses types. Il faut se tirer de là. Pour lui, la victoire, c'est aussi la fuite. À marches forcées, lui en tête, il emmène ses garçons vers la rivière Noire. Cinquante heures atroces. Il abandonne tout, traînards, mortiers, matériel... et arrive à Na San alors qu'on le croyait perdu. Son bataillon reçoit le nom de *Zatopek* ! Et lui, à trente-six ans, est décoré par le ministre Chevigné, qui raconte à Paris son aventure.

Bigeard, sa naissance, son côté « gardien de moutons qui a réussi », sa bravoure, et surtout sa façon peu orthodoxe de commander en font une vedette. Il est le plus célèbre et le plus jaloux des colonels.

À Alger, il se sent mal. Cette notion de para-flic lui déplaît. Mais avant tout, il faut gagner. Plus vite on gagne, plus vite on retourne dans le djebel où l'on respire, où l'ennemi a comme vous une MAT ou un garant, où il court, transpire, souffre comme vous. Bigeard aime la belle guerre où l'on respecte l'ennemi qui se bat bien et sait la faire aimer à ses hommes. Là, à Alger, c'est, comme il le dit dès le début : « La merde et le sang... », mais il faut le faire. Un militaire ne discute pas les ordres.

Pour Bigeard, tout est toujours simple. Lacoste, le ministre, le préfet, le cabinet abandonnent leurs pouvoirs aux militaires. Gagnez. Allohs-y. Sans faiblesse. Mais il faut avant tout expliquer à ses « petits » pourquoi on se bat à Alger. Pourquoi on devient flic. Bigeard y tient avant tout. Le colonel méprisant qui donne des ordres dont on ne comprend pas la portée, ce n'est pas son genre ! Pour demander le maximum à ses hommes, il faut les considérer et les informer.

Alors il réunit ses officiers et sous-officiers. Il est en treillis camouflé — en léopard lui aussi —, épaules larges, hanches minces, bras musclés avec la grosse plaque d'identité d'argent au poignet droit. Sa gueule mobile, rusée, avec un gros nez qui sent tout, qui prévoit que « ce ne sera pas de la tarte », avec la courte brosse qui durcit ce que le haut du visage, adouci par des yeux affectueux, peut avoir d'enfantin, est soucieuse.

« Ici, dit-il, nous sommes en opération au même titre que dans

les Nemencha ou ailleurs. Pour nous la ville, ses tentations, ses filles n'existent pas. Nous devons nous faire estimer, respecter, voire aimer des Arabes ; nous devons faire l'impossible pour détecter le vrai rebelle ; et surtout nous devons conserver au régiment son tonus, sa forme physique, son esprit. Pour cela — et je compte sur vous — les officiers doivent vivre en permanence au milieu de leur unité. Nous devons travailler en souplesse, en policiers. Pas de volume inutile. Tout doit être étudié, pesé à fond.

« Je vous vois bien tous là autour de moi, cette histoire de flics ne vous plaît pas. À moi non plus. Mais la lutte contre les réseaux clandestins d'action et de propagande doit être considérée par nous comme une action de guerre, au même titre qu'un combat régulier contre une bande armée et organisée militairement. Cette action nous oblige à utiliser des méthodes de travail dites « policières ». Il n'y a pas à s'en offusquer, car la destruction de l'adversaire, but ultime du combat, est à ce prix. Le renseignement doit être orienté à bloc dans la découverte de l'articulation et des groupes et cellules terroristes.

« Alors, maintenant, quelques conseils pour ceux qui interrogent ! Evitez de perdre du temps dans les interrogatoires. C'est inutile de « travailler » longuement les membres d'un groupe d'action, tueurs ou guetteurs, si l'on a déjà le chef de groupe. En revanche, l'arrestation d'un chef de groupe doit amener par un interrogatoire serré les noms des membres du groupe.

« Voilà ce que j'ai à vous dire. On se trouve devant un énorme écheveau, il faut tirer un fil et y aller doucement pour parvenir au bout. Doucement et fermement. C'est tout pour aujourd'hui. Continuez le boulot... Qu'est-ce que c'est ? »

Bigéard s'est retourné d'un bloc. Un officier de renseignement arrive. Un petit lieutenant.

« Mon colonel, dans la rafle de la Casbah on a coxé un serrurier, Hamened Abderrahmane. On a visité son domicile. On a trouvé des tracts F.L.N. On l'a interrogé. Il a avoué qu'il s'occupait de propagande et de collecte de fonds.

— C'est bien, petit. Continuez.

— On a ensuite perquisitionné dans la serrurerie dont il est le gérant. On a trouvé des plans de fabrication de corps de bombes !

— Nom de Dieu ! Il me faut les noms des types qui travaillent avec lui.

— On s’y emploie, mon colonel. »

Il fallut tout de même trois jours mais Hamened lâcha le morceau. Et l’organigramme commença à se couvrir de noms. Bigeard tenait le fil.

L’homme haletait. Les manches retroussées, un lieutenant traçait une série de noms sur le tableau noir. Il n’y avait pas de haine sur son visage pour le serrurier épuisé, hagard, le visage laqué de sueur, la bouche fendue.

« Allez, on reprend, Abderrahmane. Maintenant que tu as commencé, continue. Tu vas pouvoir t’en tirer. Tu vois bien que c’est fini, ces histoires de F.L.N. La grève a échoué. Allez, on recommence. Toi, tu fabriques des corps de bombes, il y a aussi Tayeb, Bacha et Doudah ?

— Oui. C’est tout ce que je sais.

— Mais non, Abderrahmane. Ces bombes, elles passent bien chez quelqu’un. Qui c’est ?

— Je ne sais pas. Je vous jure.

— Bon ! Encore un petit coup de gégène pour Abderrahmane.

— Non !... »

Le cri fut étouffé par le bâillon. L’homme ligoté. L’appareil en place.

« Quand tu voudras parler tu n’auras qu’à remuer le petit doigt ! Allez-y ! »

Hamened Abderrahmane donna le nom d’Amara Saïd, qui fut arrêté le 2 février. Amara interrogé à son tour donna trois renseignements d’importance. C’était Bouchouchi le transitaire en chef et les bombes étaient fabriquées chez un certain Mostefa Bouhired et transportées par un parent de Yacef Saadi : Yacef Saïd.

« L’adresse de Bouhired, Saïd ? Tu sais qu’on l’aura...

— 5, impasse de la Grenade. »

Le 8 février, jour de l’aveu, une patrouille encercla l’impasse de la Grenade. Des paras entrèrent dans la ruelle pendant que

d'autres surgissaient sur les terrasses environnantes. On fouilla les deux immeubles. La double perquisition ne donna aucun résultat. Yacef, dès qu'il avait appris l'arrestation du serrurier Hamened, avait fait déménager Taleb Abderrahmane, l'étudiant qui fabriquait les bombes, et Djamila Bouhired.

Les arrestations en série d'Amara, Tayeb, Bacha et de son frère Yacef Mohamed, le déménagement du laboratoire de l'impasse de la Grenade désorganisèrent la fabrication des bombes. Mais Yacef avait des engins en réserve. En outre Debih Chérif, que l'on connaissait sous le nom de Si Mourad, fabriquait maintenant des bombes aussi « sûres » que celles de Taleb.

L'efficacité des méthodes employées par les paras, la prise en main de la Casbah, les arrestations en masse avaient sapé le moral des militants et surtout de la population. « Le F.L.N. est brisé, criaient les haut-parleurs dont les slogans faisaient maintenant partie de la vie quotidienne des Algérois musulmans. Ralliez-vous à la France. Les forces de l'ordre vous protègent. »

Les Européens avaient repris confiance. Lacoste, pour la première fois, avait été acclamé par la population alors qu'il remontait à pied de la grande poste au G.G. pour « prendre la température ». Les léopards devenaient les enfants chéris de l'Alger européen. Eux seuls avaient réussi là où tous les autres avaient échoué.

Le 10 février, Yacef fit sortir trois bombes de la Casbah. Depuis l'arrivée des paras, l'aspect européen, le charme des filles de son réseau ne suffisaient plus pour permettre de sortir bombes et armes. Au contraire. Sous l'effet de la torture, ceux qui étaient au courant des activités de Djamila Bouhired, Zohra Drif et Djamila Bouazza avaient dû donner leurs noms et leur signalement. Yacef leur interdit désormais de sortir de la Casbah. Des nouveaux exécuteraient les attentats qu'il avait projetés pour ce 10 février : deux filles, Baya Hocine et Djouher Akhrour, et deux garçons des groupes armés. Chaque couple poserait sa bombe. Mais où ? Le centre d'Alger devenait maintenant dangereux. Il fallait ouvrir sacs et paquets à l'entrée des lieux publics. Comment frapper les Européens sans trop de risques ? Yacef se souvint de son ancienne passion, le football.

Ce dimanche 10 février, on jouait à El-Biar. Le S.C.U.E.B. contre le R.U.A. Et au stade municipal de Belcourt : Gallia contre Guyotville. Les deux stades seraient bondés car il faisait beau.

C'est là que Yacef décida de frapper une nouvelle fois. Plus le coup serait dur, plus la population musulmane comprendrait que le F.L.N. était loin d'être démantelé comme disaient les parachutistes.

Yacef fit sortir les engins par la boulangerie de Hamid Chibane, boulevard de Verdun. Hamid était l'homme qui avait vu le premier la sinistre affiche annonçant l'exécution des premiers condamnés à mort. Depuis, il ne faisait plus attention aux affichettes, il y en avait tellement ! Et qu'importait la mort dans cette fournaise qu'était devenu Alger, où les hommes disparaissaient par dizaines, où les perquisitions se multipliaient, où personne, Européen ou musulman, n'était plus en sécurité ? La boulangerie de Hamid avait une entrée à l'intérieur de la Casbah et une autre sur le boulevard de Verdun. Cette particularité avait échappé aux soldats qui avaient bouclé le quartier maure et Yacef avait réservé ce passage pour Ben M'Hidi et pour la sortie d'armes et de bombes. Les terroristes, eux, passaient par les contrôles habituels munis de fausses identités s'ils étaient recherchés. Les trois bombes quittèrent sans encombre la Casbah sous le bras d'un « livreur » venu chercher son pain.

Les cris de joie des supporters du S.C.U.E.B. montaient du stade d'El-Biar. Leur club venait de marquer son deuxième but. 2 à 0. Tout au haut de la tribune au dernier rang, adossée à la balustrade de ciment, Baya Hocine se serra contre Belamine Mohamed. Elle portait une jupe à carreaux et une veste beige. Ses lunettes vieillissaient à peine. son visage enfantin. Elle avait seize ans. Son compagnon, une vingtaine d'années. Comme il faisait beau, Belamine avait enlevé sa veste de tweed noir et blanc moucheté de vert et l'avait posée sur ses genoux. Il avait passé le bras sur les épaules de Baya et l'avait attirée contre lui. Discrètement, sous son pull-over, Baya dégagea une des deux bombes qu'elle tenait fixées sous les seins par un foulard et la glissa dans la poche de Belamine. Puis elle quitta son compagnon. Elle devait remettre la deuxième bombe à un autre complice qui l'attendait en bas. Celui-ci, Boudjema, refusa de la prendre et s'en alla. Baya, désespérée, glissa la bombe dans un tas de détritiques qui « garnissait » les W.-C. du stade. Puis elle sortit.

Au haut des tribunes, Belamine avait à son tour quitté , la banquette de ciment, abandonnant sa veste comme pour marquer sa place. Un gamin de treize ans, Robert Giraud, un « fana » du

S.C.U.E.B., profita de l'aubaine et, par mégarde, s'assit sur la veste. Il sentit quelque chose de dur et de peur d'être grondé vint se rasseoir aux pieds de Robert Bachelier, un voisin de ses parents, qui l'avait emmené au stade. Et il se passionna à nouveau pour le match.

À la même heure, à la buvette du stade municipal, Djouher Akhrour, dix-huit ans, glissait une bombe dans la veste de son compagnon Ahal BoualeM. Celui-ci regagna sa place à la tribune d'honneur et enleva sa veste avant de s'asseoir. Dix minutes plus tard, Ahal quittait à nouveau sa place, provoquant l'impatience de ses voisins. Lui aussi avait « oublié » sa veste.

À 16 h 15 les bombes d'El-Biar éclatèrent, créant une panique effroyable sur les gradins du stade. À 16 h 30, la scène se renouvelait au stade de Belcourt. 10 morts, 36 blessés dont beaucoup furent amputés. Immédiatement paras, territoriaux, C.R.S. bouclèrent les stades, mais on ne trouva rien. Si ce n'est les corps lynchés de deux musulmans. Un « suspect » et le vendeur d'esquimaux glacés... À l'hôpital de Mustapha, le sous-brigadier Casanova, blessé, effondré, apprenait la mort de son fils, son petit Louis, neuf ans. Ses neveux Roger, neuf ans également, et Jean-Claude, huit ans, étaient blessés.

Les paras n'étaient pas venus à bout des bombes de Yacef mais les bombes de Yacef n'allaient pas « faire lâcher » les paras.

La ronde infernale continue. Le 12 février, Fernand Yveton est guillotiné. Le 14, les léopards de Bigeard apprennent, à la suite de l'interrogatoire d'un « suspect », Boukela Mohamed, l'existence d'une cache d'armes. Maintenant ils savent que Yacef a truffé la Casbah de caches insoupçonnables. Le serrurier Hamened, décidément rendu très « compréhensif », a donné le nom du maçon qui a aidé Ali la Pointe à dissimuler ces caches : il s'agit de Hassen Rabah. Tous les léopards du 3^e R.P.C., les « casquettes », ont son nom gravé dans la mémoire. Qu'on le retrouve et ce sont toutes les caches qui tombent !

Bigeard a toujours la baraka. Dans la cache d'armes donnée par Boukela on trouve Bouchouchi. Un gros poisson, principal transitaire de Yacef. Bouchouchi donne les trois dépôts où il dépose des bombes.

Et c'est la première grande victoire de Bigeard à Alger. Le 15 février, ses « lascars » lui ramènent sept bombes saisies chez

Salem Ramdani, le boulanger de la rue Mogador chez qui Danièle Minne allait chercher « ses gâteaux » ; dix bombes cachées dans un garage du boulevard Saint-Saëns et huit chez un épicier, Baami Smail, 59, rue Duc-deS-Cars, tout près du ForuM. Seul le boulanger a pu s'échapper.

Bouchouchi parle encore. Et lui aussi indique le 5, impasse de la Grenade et le nom de Mostefa Bouhired. Bouhired, voilà un nom qui revient souvent dans les interrogatoires. D'abord Mostefa, puis sa nièce Djamila qui serait agent de liaison de Yacef. Le 16 février, les gars du 3^e R.P.C. décident de retourner impasse de la Grenade. Et là, l'expérience aidant, on trouve la cache. 26 bombes et le laboratoire sont découverts.

Le 17 février, le maçon « est fait » dans la Casbah. Hassen Rabah lâche un nom qui fait sursauter l'officier

O.R. qui l'interroge.

« Oui, dit Hassen, c'est moi qui ai fait la cache de Mostefa Bouhired, mais j'en ai aménagé une autre chez le bachagha Boutaleb, impasse Kléber ! »

Abdelkader Boutaleb, ancien délégué de l'Assemblée algérienne, qui vient d'être reçu à Paris par René Coty ! Un de ces hommes sur lesquels la France compte encore ! Enfin, la France..., disons les politiciens.

Et Bigeard rigole. Il fonce avec ses hommes impasse Kléber. Et on découvre une immense cache : 9 bombes, des armes et différents indices prouvant qu'un homme a séjourné dans cette cache.

« Le bachagha, au trou ! »

Et Alger, stupéfait, apprend la nouvelle. Au G.G., on est mal à l'aise. En particulier à la direction des affaires politiques. On va bientôt savoir pourquoi.

Bigeard continue à tirer sur le fil de l'écheveau. Doux mais ferme. Les « hommes peints » ne se contentent plus d'exploiter les renseignements obtenus à la suite d'interrogatoires, ils tapent dans le tas au hasard et font des contrôles-surprise. Ils transportent avec eux leurs fiches de recherches, leurs signalements, c'est une véritable « boutique » ambulante. Et ça donne des résultats. Tous les jours.

Le 18 février, Yacef Saïd et Marsah Abdelghani « donnés » les premiers jours par le serrurier Hamened, puis par Amara Saïd, le transitaire de Yacef Saadi, sont pris au cours d'un contrôle. Et ça ne traîne pas. Les deux hommes, vigoureusement interrogés, donnent à leur tour deux caches : chez Seghir Hadj et une nouvelle qui avait échappé, 2, impasse Kléber, chez le bachagha déjà arrêté. En tout 27 bombes. La boucle est bouclée. Pour ce réseau du moins.

Journée du 18 : confrontation générale des membres arrêtés.

Recoupement.

Identification des membres en fuite.

Reconstitution de l'organigramme de *l'organisation*.

Et Bigeard, triomphant, publie son bilan : du 28 janvier au 19 février 1957, le 3^e R.P.C. a saisi : 87 bombes, 70 kg de dynamite et de cheddite, 5 120 détonateurs au fulminate, 309 détonateurs électriques, 37 allumeurs chimiques à retard, plus une quantité considérable d'armes, de matériel de laboratoire, de produits chimiques et d'accessoires « horlogers » et électriques.

Et le 14 mars, Bigeard mettra le point final à son action en arrêtant Mostefa Bouhired. Ce Bouhired dont on lui rebattait les oreilles depuis le début de cette enquête « policière » qui lui déplaisait tant.

La population européenne reprenait confiance d'autant que le jour où Bigeard annonça ses résultats triomphants, la PJ. arrêta Rahal Boualem, puis toute la jeune équipe de Yacef qui avait posé les bombes des stades. Les policiers au milieu des gravats, des débris humains du stade d'El-Biar avaient retrouvé un lambeau de veste de tweed de Belamine dont le tissu avait été reconnu, sur son lit d'hôpital, par le petit Robert Giraud. Ce lambeau portait un numéro de teinturerie sur une étiquette de toile : le n° A.1125. La police civile, cinglée par les succès des parachutistes, parvint à mener à bien son enquête et neuf personnes furent arrêtées, dont les deux jeunes filles du groupe Yacef qui avaient posé les bombes du stade d'El-Biar et de Belcourt.

On a vu comment Bigeard a remonté une filière et les résultats qu'il a obtenus, mais il n'est pas tout seul à mener la « bataille d'Alger ». Le 1^{er} R.E.P. obtient lui aussi des résultats extraordinaires surtout chez les communistes, le 2^e R.C.P. de

Château-Jobert, remplacé depuis peu par Fossey-François, a démantelé les réseaux est d'Alger et arrêté M^e Ali Boumendjel qu'il a refile pour interrogatoire aux services spécialisés d'O... La D.S.T. a arrêté l'inspecteur Ousmer qui renseignait le F.L.N. Les Européens ne sont pas épargnés, les époux Gautron, chez qui se sont déroulés les contacts F.L.N.-P.C.A., tombent à leur tour dans les mailles du filet. Parallèlement à l'action directe des paras, on arrête tant et plus. Les camps d'hébergement de la région d'Alger sont surchargés. Teitgen à la préfecture signe chaque assignation à résidence. Mais il n'est plus question de dossiers justifiant l'arrestation de tel ou tel. Des 800 assignations par mois au temps du préfet Collaveri, Teitgen est passé à 4 000 pour parvenir fin février à 24 000 ! Les paras et la police « embarquent » pour un oui, pour un non. Motifs ? Meneur ! Syndicaliste ! Quelquefois, on donne des « détails » : « Son frère est horloger donc il est susceptible de fournir le mécanisme d'une bombe ! »

Le centre de tri de Beni-Messous est bientôt bondé. Teitgen a fait nommer à sa tête le commissaire Ceccaldi-Raynaud qui est le secrétaire général de la S.F.I.O. d'Alger !

Lacoste, qui sait très bien de quelle manière on obtient de bons résultats au cours des enquêtes, est furieux contre Teitgen. Il hurle :

« C'est une vacherie que vous me faites, Teitgen !

— Non, monsieur le ministre, mais je crains fort des disparitions. On m'en signale de plus en plus. Je suis inondé d'avis de recherches dans l'intérêt des familles. Et qui mieux que votre ami Ceccaldi-Raynaud pourra veiller à ce que ces hommes soient traités selon les lois les plus humaines ? Un secrétaire général de la S.F.I.O., même à Alger, ça défend les droits de l'homme, les grands principes. Il doit signer chaque feuille d'entrée et de sortie pour chaque prisonnier. On ne les escamotera pas !

— Je maintiens que c'est pour me mettre en mauvaise position que vous nommez un socialiste à ce poste, rugit Lacoste dont le visage est devenu aubergine.

— Vous auriez peut-être voulu qu'un calotin comme moi prît sous son bonnet tout ce qui se passe en ce moment ! Non, monsieur le ministre, on partage. »

Et Teitgen, qui sait que les « bavures » au cours des

interrogatoires sont de plus en plus nombreuses, essaye de donner aux Algériens un minimum de garanties. Il place dans chaque P.C. para un homme de sa police. « Je veux que vous soyez responsable des gens que vous détenez », dit-il à Godard, qui accepte.

Le commissaire Builles lui-même est détaché à Alger-Sahel auprès du colonel Godard.

Mais la machine tourne trop bien, les résultats sont trop bons pour que l'on puisse interrompre le cours de cette opération que tout le monde appelle maintenant la « bataille d'Alger ». On devait mater la grève, puis on est tombé sur toute l'organisation F.L.N. de la capitale. Alors on suit.

Massu et sa 10^e D.P. peuvent faire ce qu'ils veulent. Ils obtiennent les meilleurs résultats que l'on ait jamais eus.

Chaque para, chaque léopard se sent à lui tout seul *la police*. Le sergent de base décide : « On va embarquer les types de ce bloc d'immeubles. Ils sont suspects. » Et ils se révèlent vraiment suspects !

En faisant, signer ses papiers, Teitgen veut mettre les léopards en garde : « D'accord, je signe telle assignation à résidence à la demande de telle unité. Mais attention ! vous en êtes responsables. Rendez l'homme ! Vivant ! » Mais bientôt, on s'en fout totalement. Un type claque sous la torture, il faut le faire disparaître. En outre O..., qui est de plus en plus efficace, liquide froidement. Selon lui, un type trop torturé ne peut être libéré. Il faut le liquider lorsqu'il a tout craché. De même un « intellectuel », un responsable avec qui on « pourra peut-être discuter un jour... » il faut l'éliminer. Au 1^{er} R.E.P., à la villa Sesini, on a aussi cette façon de voir les choses. En outre ces officiers obtiennent des renseignements beaucoup plus rapidement que ceux des autres unités. Mais il y a des bavures. Alors les initiés assistent à un spectacle épouvantable. Les sous-off d'O... font tous les soirs leur tournée. Avec des camions bâchés ils récupèrent dans tous les centres d'interrogatoire ceux dont le cœur a flanché ou ceux qui ne valent pas mieux. Et on embarque tout le monde, cadavres ou demi-morts, jusqu'à une fosse — elle deviendra un charnier — à une trentaine de kilomètres d'Alger, entre Zéralda et Koléa. Sur le bord de la fosse les hommes d'O... liquident au pistolet ou au poignard les demi-

cadavres. Ceux qui ont dépassé la limite de la souffrance. Il y en aura 4 000 pendant la « bataille d'Alger ». Les quatre mille qui manqueront à Paul Teitgen qui maintenant en est réduit à tenir une comptabilité où se mêlent hommes, sous-hommes, déchets, cadavres, disparus.

La mer est également bien pratique. Des hélicoptères vont au large se débarrasser de cadavres importuns. On les balance dans le vide, un parpaing aux pieds. La mer ne les rejettera pas sur le rivage. On construit beaucoup aussi. Des baraquements à socle de béton, des fondations de petits immeubles. Et là entre une coulée grise de béton et une dalle préfabriquée, on colle quelques cadavres. À la terreur terroriste succède la terreur de la répression. Elle atteint des proportions gigantesques. Les sous-off d'O... finissent par faire peur aux paras eux-mêmes. À tous les officiers qui connaissent leur existence. Godard, le patron d'Alger-Sahel, n'est plus d'accord avec O... Au G.G., certains membres du cabinet Lacoste sentent que l'on va trop loin. Eux-mêmes ont peur de certains officiers paras. Mais tous sont dans le même bain ! Tout le monde a accepté de se salir les mains, l'Ordre du gouvernement qui, lui, à l'abri de ses couloirs feutrés, protégé par des huissiers à chaîne, n'entend ni le pas souple des patrouilles, ni les interrogatoires, ni les hurlements de la villa Sesini, d'El-Biar et autres centres d'interrogatoire. Il ne désire qu'une chose : la victoire. Que cessent — ce qui est bien normal — le bruit des explosions et les cris des innocentes victimes des attentats. On ferme les yeux sur le reste. Et qui est le plus cruel ? Celui qui torture l'homme qui sait où les bombes vont éclater, pour les désamorcer, ou celui qui pose un engin qui va tuer des civils innocents, éventrer des mères de famille, mutiler des enfants ? Et tout va tellement vite !

Les résultats sont magnifiques. Impressionnants. Massu est venu à la réunion Bigeard. Celui qu'on appelle avec beaucoup de jalousie la B.B. des paras (c'est la grande époque de Brigitte Bardot !) fait son bilan, rend des comptes.

Bigeard annonce, et montre — photos à l'appui — les bombes saisies. Il expose des diagrammes, des organigrammes merveilleusement clairs. Massu admire : 1 200 arrestations ! 80 déférés au parquet. 600 assignés à résidence. 300 remis en liberté...

« Hein, vous avez vu le travail ? » grommelle Massu qui couve

son Bigeard d'un œil mi-envieux, mi-admiratif.

Mais Teitgen intervient.

« Si je compte bien, mon colonel, dans votre calcul il manque 220 bonshommes. Que sont-ils devenus ?

— Lorsque quelqu'un demandera des comptes, répond le colonel, ce sera signé Bigeard ! Ils ont disparu, vos 220 bonshommes. »

Au moins lui est franc et prend ses responsabilités. De toute façon, les 220 types ont dû tenter de fuir...

Et puis le ministre résidant ne demandera jamais de comptes à des hommes que l'on a chargés, en leur donnant « carte blanche », de régler cette histoire de terrorisme.

D'autant que Bigeard a arrêté le bachagha Boutaleb chez qui il a découvert un appréciable stock de bombes. Et que Boutaleb, avec sa belle gueule de bon Arabe, sa belle gandoura de luxe, lui en a raconté des choses en se défendant ! Et au G.G., en particulier au bureau des affaires politiques, on est un peu « emmerdé ». On dit aux militaires : on va jusqu'au bout. On ne négociera jamais. Salan a demandé à Lacoste de faire des déclarations dans ce sens pour rassurer « ses enfants » après que l'on a appris que Mollet avait envoyé Commin et Herbault prendre langue avec Yazid et Khider. Et voilà que ça continue !

Les militaires, les léopards en particulier, n'entendent pas qu'on les trompe. Ils veulent bien se salir les mains pour débarrasser Alger de sa vérole mais pour qu'ensuite la véritable révolution qu'on attend se fasse. Les « soldats révolutionnaires » n'entendent pas tremper les mains dans « le sang et la merde... » pour qu'ensuite, le calme revenu, tout recommence comme avant. Avec les privilèges. Ils sont révoltés par ce que « le gouvernement a laissé faire », par exemple ce vieux type « interrogé » l'autre jour :

« Pourquoi tu aides le F.L.N. ? Ce sont tous des assassins. Ils feront le malheur de ton peuple et ton malheur.

— Et vous croyez que les Français d'ici font mon bonheur ? Je suis depuis trente-deux ans employé à la grande bouchonnerie. On n'a jamais voulu me donner la sécurité sociale. Alors, pourquoi je serais français ? »

Là, les léopards ne comprennent plus. Et dans cette affaire Boutaleb, on est encore en train de les « fourrer ».

Certains civils qui — d'après eux — veulent jouer un rôle occulte leur paraissent des « guignols » qui veulent les trahir.

Parmi ceux-ci, Lucien Paye, qui est au G.G. directeur des affaires politiques. L'homme est plein de bonne volonté mais il est persuadé de pouvoir tout mener tout seul. Il croit avoir la science de l'Algérie. Avec son adjoint, le colonel de Vulpillères, il accumule les maladresses dont l'affaire Boutaleb est une illustration.

Un soir de février, une patrouille de parachutistes arrête dans la Casbah trois Européens et un musulman.

« Haut les mains. Mettez-vous contre le mur. Les mains plus haut.

— Mais je proteste, dit l'un des Européens, je suis M. Paye, directeur des affaires politiques.

— C'est ça et moi je suis Napoléon. En pleine nuit, dans la Casbah. Allez, pas de rouspétance. Les mains au mur. Le directeur comme les autres. »

Et les autres sont le colonel de Vulpillères, le colonel Schoen et le bachagha Boutaleb. Ils ont dîné ensemble à l'Oasis et après cet agréable repas, Paye a dit à Boutaleb :

« On ne pourrait pas aller chez vous, voir votre intérieur ? » Car Paye, comme beaucoup de hauts fonctionnaires civils, aime bien la couleur locale. Et, inconscience des fonctionnaires, on va à pied dans la Casbah !

Bien sûr, on les relâche. Mais l'aventure fait faire des gorges chaudes. Ces types du G.G., on croirait qu'ils ignorent ce qu'est la « bataille d'Alger ». Puis Bigeard a l'information sur la collusion Boutaleb-F.L.N. ! La perquisition à son domicile donne les résultats que l'on sait !

Bigeard apprend que Boutaleb a été autorisé de vive voix par certains membres du G.G. à rencontrer des représentants du F.L.N. en octobre 1956, qu'il a reçu une réponse verbale d'Abane Ramdane qui s'est dit « être prêt à le rencontre ! » mais se demande « s'il ne s'agit pas d'un piège tendu par le gouvernement français qui s'attend à être en difficulté à

l'O.N.U. ». L'entretien n'a jamais eu lieu, les contacts ont été stoppés par l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella.

Fin janvier, au moment où la « bataille d'Alger » commence, Boutaleb rentre de Paris où il a rencontré toute une série d'hommes politiques et d'autorités morales de premier plan. Cela recoupe l'information donnée par *L'Express* du 15 février selon laquelle une haute personnalité algérienne a exposé à ses interlocuteurs les conclusions suivantes sur la situation en Algérie :

« 1. Le gouvernement Mollet semble hors d'état de trouver la solution du problème algérien et plus encore de l'imposer aux « ultras » ;

« 2. Le F.L.N., de son côté, devrait renoncer à s'abriter derrière des mots pièges, comme celui d'indépendance ;

« 3. La politique Lacoste en Algérie a conduit à l'impasse et le départ du ministre résidant devrait précéder la recherche d'une solution. »

Boutaleb a vu le colonel Schoen à son retour de Paris et lui a fait part de son inquiétude. Il se sent menacé. Les paras ont perquisitionné de nuit chez lui, boulevard Bru, où sa femme habite.

Bigéard, lui, fait la guerre à Alger comme il la fait dans le djebel. Une information doit être exploitée. Il se fout des Schoen, des Paye, des Vulpillères qui se soucient des généalogies, des alliances. Lui n'a pas le temps. Que Boutaleb soit un descendant de l'émir Abd el-Kader par les femmes et qu'il ait — paraît-il — une grande audience, ça lui est égal. Surtout quand des bombes éclatent aux quatre coins d'Alger.

Boutaleb, le 17 février — le jour même où Bigéard a l'information concernant la cache de l'impasse Kléber — a disparu. Il envoie au colonel Schoen une note manuscrite dont voici l'essentiel :

« L'été dernier, j'ai rencontré un chef accompagné de ses deux gardes en vue d'une négociation de cessez-le-feu. L'affaire a avorté à la suite de la capture aérienne des cinq. Les gardes se croyant en sécurité chez moi ont profité de mon absence pour terroriser ma famille et venir s'installer à la maison en préparant eux-mêmes leur cachette. Prière instante de préparer d'urgence

mon passage à l'étranger. »

Schoen essaye d'avoir le contact avec Boutaleb et surtout de savoir quels sont les chefs qu'aurait rencontrés le bachagha. Il reçoit en fin d'après-midi un petit carré de papier avec ces deux noms : Abane et Ben M'Hidi (orthographié Ben Mehidi).

L'autorité militaire est mise au courant de ces contacts. On finit par apprendre que le bachagha Boutaleb se cache chez un certain Hamida, 6, rue Zaatcha, dans la Casbah, mais qu'on pourra le trouver chez lui, boulevard Bru, le soir à 20 Heures.

Bigéard bondit en lisant le nom de Hamida qui pour les « bonzes » du G.G. ne veut rien dire. Pour lui, Hamida, c'est Chergui Brahim, la liaison de Ben Khedda. L'homme que Danièle Minne a rencontré au 101, rue Dupetit-Thouars, chez Toufik !

Pour Bigéard, tout est clair. Il y a eu contact. Et le Boutaleb est beaucoup plus mouillé qu'on ne veut le dire chez Lacoste !

« Au trou, le bachagha. » Ce qui est fait au soir du lundi 18 février. Mais Bigéard, puis tous les officiers paras gardent l'affaire en travers de la gorge.

Ce n'est pas le moment, alors qu'ils pataugent dans la gadoue, qu'un gouvernement qui tente de négocier dans leur dos vienne leur demander des comptes !

Boutaleb, Paye, Vulpillères, tout cela c'est le folklore. Ce qui intéresse les léopards, ce sont les gros morceaux : les membres du C.C.E. et Yacef qui est devenu leur « ennemi intime ». Bigéard qui vient d'apprendre au cours de l'affaire Boutaleb l'adresse de Hamida pense bien grâce à ce renseignement « coxer » l'agent de liaison du C.C.E. et, qui sait — avec un peu de baraka —, prendre un gros poisson dans sa nasse.

L'étau se resserrait autour des chefs du F.L.N. Les cinq membres du C.C.E. qui avaient choisi Alger pour y travailler au calme passaient maintenant une grande partie de leur temps à changer de « planque ». Les arrestations successives des Européens qui leur étaient favorables rendaient de plus en plus précaires les refuges trouvés par Pierre Chaulet et son épouse.

Dès les premiers jours de la « bataille d'Alger », Krim faillit être pris alors qu'il se reposait dans la villa d'un riche commerçant à Climat-de-France. Il n'avait dû son salut qu'à la perfection de sa fausse carte d'identité qui le donnait pour

commerçant d'origine italienne : Pierre Albertini ; il portait en permanence des lunettes à verres sombres qui modifiaient considérablement sa physionomie. En outre, les militaires, des appelés qui faisaient un contrôle de routine, étaient à mille lieues de penser qu'ils avaient devant eux le responsable militaire de la révolution algérienne. Ils ne circulaient pas comme les parachutistes avec des visages et des signalements plein la tête. Krim avait pourtant cru son heure arrivée lorsqu'un des hommes de la patrouille avait commencé à tourner autour de l'armoire sur le dessus de laquelle le chef kabyle avait lancé son automatique.

« Ouvrez cette armoire qui est fermée à clef », demanda le soldat.

Krim, qui s'était fait passer pour le propriétaire de la maison, expliqua qu'il n'avait pas la clef, que les femmes l'avaient emportée.

« Mais ça ne fait rien, ajouta-t-il conciliant, enfoncez l'armoire.

— Non, non ! répondit le jeune militaire. Ça me rappellerait trop de mauvais souvenirs d'enfance pendant la guerre. Au revoir monsieur. »

Krim l'avait échappé belle. Il recracha la bouillie de papier qu'il avait maintenu entre sa joue et sa mâchoire inférieure. Lorsqu'il avait vu la maison investie, il avait tenté d'avaler un papier important qu'il portait sur lui mais il n'avait pu que le mâcher. Impossible de « le faire passer » !

Lorsque le contrôle du quartier Climat-de-France fut terminé et le barrage levé, Krim regagna son refuge dans le centre d'Alger.

C'est le dimanche 24 février lors de la réunion quotidienne chez Rachid Amara, boulevard du Telemly, que les cinq membres du C.C.E. décidèrent qu'il fallait quitter Alger et diriger la révolution de l'extérieur. Les cinq hommes choisirent de gagner Tunis où Ouamrane s'était rendu au mois de janvier réorganiser la base de l'Est^[2] Ils convinrent de se séparer en deux groupes : Krim et Ben Khedda gagneraient Tunis par le chemin le plus direct en passant par la Kabylie et le Constantinois ; Saad Dahlab, Abane et Ben M'Hidi rallieraient la base marocaine de Nador en passant par l'Oranie, ce qui permettrait à Ben M'Hidi de faire une tournée d'inspection dans son ancienne région. La wilaya 5 était maintenant commandée par Boussouf qui s'était adjoint un jeune

étudiant venant du Caire : Houari Boumediene, futur président du Conseil de la République algérienne. Du Maroc, les trois hommes prendraient l'avion pour Tunis où ils avaient toutes les chances d'arriver avant Abane et KriM. Ceux-ci avaient en effet plus de 1 200 km à faire à pied en évitant le plus possible les accrochages avec l'armée française qui avait centré ses efforts opérationnels sur la frontière algéro-tunisienne.

Mais le sort et l'opiniâtreté du colonel Bigeard et de ses « casquettes » du 3^e R.P.C. en décidèrent autrement.

C'est par la boulangerie du boulevard de Verdun que Ben M'Hidi entra dans la Casbah le dimanche soir. Il rejoignit immédiatement Yacef, rue des Abderames.

« C'est fini, annonça-t-il au jeune chef des commandos, on ne peut plus rester ici. Le C.C.E. quitte Alger. On va rallier Tunis. Si tu veux te replier vers le maquis, fais-le.

— Non. Tu devrais rester ici dans la Casbah. Tu es en sécurité.

— Ce n'est pas possible, toutes les décisions doivent être prises à cinq. Et à Alger il faut bien le reconnaître, c'est la débâcle. »

Ben M'Hidi et Abane qui avaient décidé la grève du 28 janvier regrettaient maintenant la décision prise fin décembre. Si la grève avait été une réussite sur le plan international, attirant l'attention du monde sur l'Algérie, si les méthodes employées pour la réduire donnaient aux pays favorables à la révolution algérienne nombre d'arguments pour condamner l'action de l'armée française, si grâce à elle une importante campagne contre la torture était menée en France, il n'était pas moins vrai que, sur le plan local, la grève était un échec. Ben M'Hidi et Abane avaient déclenché un mouvement irréversible, d'abord la grève, puis la « bataille d'Alger » qui impitoyablement avait fait sauter pan par pan le délicat enchevêtrement des réseaux et des cloisonnements. Les « paras-flics » avaient brisé le mythe de la Casbah aussi sûre que le plus sûr maquis kabyle ou constantinois. La population et les militants n'avaient pas pensé que l'on pût employer de pareilles méthodes. Ils ignoraient la guerre telle que savaient la mener les léopards. Ils avaient négligé les visites domiciliaires à toute heure, les contrôles-surprise, les interrogatoires « à tout hasard », les hélicoptères qui déposaient cinq ou six paras sur une terrasse, puis sur une autre. La population était « cassée » par ces

méthodes. La peur avait changé de camp.

Yacef comprit que Ben M'Hidi partirait. Il ne pouvait faire autrement. Déjà, il se singularisait en venant régulièrement dans la Casbah alors que les quatre autres membres du C.C.E. restaient en quartier européen. Il lui fallait poursuivre le combat politique.

L'admiration que Yacef avait pour Ben M'Hidi s'était peu à peu transformée en amitié. Le jeune boulanger, qui avait commencé le combat comme un cow-boy, plus attiré par l'aventure, les coups de feu, la clandestinité, que par l'action politique, avait acquis sous l'influence de Ben M'Hidi un bagage idéologique et une connaissance des buts poursuivis par la révolution qui lui permettaient à travers les bribes de confidences que lui faisait son ami de deviner que tout n'allait pas pour le mieux à « l'échelon supérieur ».

Ben M'Hidi se révélait comme une sorte de drogué de la révolution qui méprisait toute combine, toute alliance intérieure, et accordait une grande place à l'action d'un simple *moudjahid* du maquis ou d'un *fidaï* de la ville. Yacef s'était aperçu que Ben M'Hidi se sentait en partie responsable des tortures infligées à ceux qui étaient arrêtés, il en souffrait profondément. Il avait dit un jour à Yacef :

« Je voudrais être soumis à ces tortures pour être sûr que cette chair misérable ne me trahisse pas. »

Il avait ensuite ajouté, faisant allusion à l'opposition sans merci qui dressait — malgré les murs de la Santé — Ben Bella contre Abane :

« J'ai la hantise de voir se réaliser mon plus cher désir. Car lorsqu'ils seront libres, il se passera des choses terribles. On oubliera toutes les souffrances de notre peuple pour se disputer les places. Ce sera la lutte pour le pouvoir. Nous sommes en pleine guerre et certains y pensent déjà. Des clans se forment. À Tunis, tout ne va pas pour le mieux... »

Yacef ignorait que Ouamrane avait dû employer la manière forte, ainsi que nous le verrons plus tard, pour se débarrasser de Mahsas, l'homme de confiance de Ben Bella.

« Oui, avait conclu Ben M'Hidi, j'aimerais mourir au combat. Avant la fin. »

Le lundi 25 février 1957, au matin, Ben M'Hidi quitta la

Casbah après avoir embrassé Yacef.

« Nous reverrons-nous un jour ?

— Si Dieu le veut. Tu recevras par agent de liaison nos dernières instructions. »

Puis il gagna à pied le refuge de la rue Claude-Debussy où il devait attendre tranquillement 14 Heures, heure à laquelle les membres du C.C.E. devaient se retrouver pour une ultime réunion avant le départ de la capitale. Pour se rendre à son rendez-vous, Ben M'Hidi emprunta la rue d'Isly, Il ignorait qu'elle porterait un jour son nom.

Dans la villa d'El-Biar où le 3^e R.P.C. avait établi son quartier, le colonel Bigeard bourrait une grosse pipe à court tuyau en contemplant le schéma marqué secret qui montrait dans toute sa complexité l'organisation F.L.N. à Alger.

« Dire qu'il y a à peine un mois, on ne savait rien du plus important d'entre eux », pensa le colonel.

Aujourd'hui, l'organigramme donnait non seulement le nom de la plupart des chefs de zone, mais aussi celui du moindre exécutant. Et la plupart des noms étaient accompagnés d'une petite croix signifiant que l'homme avait été arrêté. Du beau boulot.

Bigeard ajouta un nom à l'organigramme auprès de ceux de deux adjoints de Ben Khedda : Hachemi et Chergui que nous connaissons sous le nom de Hamida, rencontré avec Danièle Minne. Le nom que le colonel traça sur le tableau était celui d'une jeune fille : Nassima Farida Hablal. Là encore, Bigeard et ses O.R. avaient eu de la chance. Au cours d'un interrogatoire de routine, un agent immobilier, Sifaoui Omar, avait donné le nom de la jeune fille. « Elle doit être en relation avec le F.L.N. » Ne négligeant aucune piste, les léopards à casquette du 3^e R.P.C. avaient exploité le renseignement et avaient en outre arrêté Abdelhafid Bentchicou, le fils d'un très riche industriel du tabac. Le jeune homme était porteur d'une valise contenant cinquante millions ! Grâce à l'interrogatoire de Nassima et du jeune homme — des comparses —, on avait mis la main sur du gros gibier. D'abord Hachemi, dont le nom dans l'organigramme de Bigeard figurait auprès de celui de Ben Khedda. Il était, en fait, le responsable propagande du F.L.N. pour tout Alger. Ensuite, les léopards avaient arrêté « Hamida » Chergui Brahim, responsable

des liaisons entre le C.C.E. et les différents secteurs du Grand Alger.

L'exploitation ultra-rapide du moindre renseignement donnait des résultats inespérés. Les premières « révélations » de Hachemi et Hamida avaient permis l'arrestation d'un médecin, le Dr Bouayad, qui ne jouait pas un grand rôle mais avoua avoir loué pour le F.L.N. un appartement à l'Algérie, un immeuble luxueux du boulevard Saint-Saëns.

Hachemi et Hamida ne donnèrent aucun autre renseignement pendant vingt-quatre heures. Tous les militants appréhendés devaient, dans la mesure du possible, observer ce délai nécessaire à couper les liaisons à la suite de leur arrestation. Les membres du C.C.E. apprirent dans la soirée du dimanche 24 que Chergur avait été arrêté. Ben Khedda quitta immédiatement le studio du boulevard Saint-Saëns où les parachutistes arrivèrent quelques heures plus tard.

L'interrogatoire des deux responsables F.L.N. avait repris le lundi tandis que Bigeard mettait à jour son organigramme. On frappa à la porte. Un jeune para entra, tout excité par la nouvelle qu'il apportait.

« Mon colonel. Ils viennent de nous lâcher deux informations. D'abord qu'Aïssat Idir, le responsable du syndicat U.G.T.A., est en liaison étroite avec le C.C.E., qu'il en ferait même partie. Le deuxième renseignement, c'est une adresse, rue Claude-Debussy, près du cinéma. En plein quartier chic.

— Oui, ils ont parlé parce que le délai de sécurité est écoulé, dit le colonel. Ça ne fait rien, envoyez une équipe rue Claude-Debussy. »

Le para salua et sortit.

Tout en tirant pensivement sur sa courte pipe, Bigeard consulta le fichier que ses hommes tenaient à jour, y ajoutant scrupuleusement les renseignements les plus anodins qu'ils pouvaient obtenir. Il feuilleta les fiches cartonnées.

« Aïssat Idir... Aïssat Idir... Nom de Dieu ! mais on le tient ! »

Le colonel venait de s'apercevoir que le leader syndicaliste avait été assigné à résidence dès le début de la grève. Il était retenu au camp de Bossuet. Dans deux heures, il serait arrêté !

Rue Claude-Debussy, c'est en pyjama que Ben M'Hidi vint ouvrir aux parachutistes.

Depuis quarante-huit heures, Krim logeait dans l'appartement d'un professeur de l'université au quatrième étage d'un des buildings du Champ-de-Manœuvre. Le lundi matin, Rachid Amara vint le chercher avec sa 4 CV. Krim voulait récupérer une serviette de documents restée dans la villa du Telemly. Le jeune étudiant avait amené au rendez-vous une petite fille de neuf ans.

« Tu la tiendras par la main, expliqua-t-il à Krim. Vous passerez plus inaperçus. »

Et Krim en avait besoin. Tout le secteur : boulevard Saint-Saëns, rue Claude-Debussy, Telemly, grouillait de parachutistes.

« Je vais t'attendre au coin du passage Burdeau », dit Rachid Amara.

Lorsque Krim arriva boulevard du Telemly, il tomba sur une forte patrouille de C.R.S., mousqueton à la bretelle. Il serra la main de la petite fille et lui sourit. L'enfant lui rendit son sourire. D'un pas assuré, il se dirigea vers la villa. Chergui ne la connaissait pas, mais les paras pouvaient avoir remonté une autre filière. Beaucoup de responsables étaient en liaison avec Rachid Amara. La souricière était peut-être en place derrière les palmiers touffus. Par bonheur pour Krim, le seul Amara que comportait l'organigramme de Bigeard était un certain Amar Ali dit Alilou, agent de liaison de Yacef que nous retrouverons bientôt.

Krim ressortit très vite de la maison, tenant sa serviette d'une main, la petite fille de l'autre. Il descendit la rue Burdeau. Passant sous le boulevard Saint-Saëns, il aperçut sur le pont au-dessus de lui plusieurs groupes de parachutistes. Il en retrouva d'autres au coin du passage Burdeau. Krim eut l'impression de broyer la main de la petite fille. Qu'un seul léopard l'interpelle et il ne pourrait pas même esquisser un geste de défense. Heureusement, Rachid Amara était là avec sa 4 CV comme promis. La petite fille prit place à l'arrière et Krim monta à côté du chauffeur. À trois mètres de lui, indifférent, un para retenait par la laisse un énorme chien policier dont certaines unités étaient maintenant dotées.

Krim ignorait qu'à ce même instant à quelque trois cents mètres de lui, les léopards de Bigeard arrêtaient Ben M'Hidi et faisaient ainsi la plus grosse prise de toute la « bataille d'Alger ».

Le chef kabyle regagna son refuge du Champ-de-Manœuvre où, à 14 Heures, le Dr Chaulet viendrait le chercher pour l'amener ainsi qu'Abane et Rachid Amara jusqu'à Blida. Machinalement, il écarta les rideaux. Des patrouilles de paras parcouraient les alentours du Champ-de-Manœuvre. Ils étaient partout. Le C.C.E. était à la merci d'une dénonciation. Que la femme de ménage du professeur qui s'étonnait de ne pas voir sortir Krim, aille s'ouvrir de ses soupçons à un indicateur quelconque et ce serait fini. Depuis près de dix ans qu'il vivait dans la clandestinité, jamais Krim ne s'était senti si près de se faire prendre.

À 13 Heures, ce même lundi 25 février, deux voitures noires de la D.S.T. s'arrêtèrent devant l'appartement du Dr Chaulet à Diar-el-Mahçoul.

« Pierre Chaulet ? Surveillance du territoire. Suivez-nous.

— Mais qu'est-ce que c'est ?

— Salah Louanchi a été arrêté à Paris en compagnie d'un certain Lebjaoui. C'est eux qui représentaient le F.L.N. en France. Et Salah Louanchi est votre beau-frère ?

— Oui, mais je ne sais rien de tout cela.

— Vous vous en expliquerez à Bouzaréa. En route. »

Pierre Chaulet regarda sa femme. Dans une heure,

Abane Ramdane l'attendrait au coin de la rue Naudot derrière l'hôpital de Mustapha. En vain. Et Krim qui était bloqué au Champ-de-Manœuvre dans un appartement dont les propriétaires ignoraient l'identité de celui qu'ils hébergeaient !

« Allez, dépêchez-vous.

— Je peux embrasser ma femme ?

— Oui. Faites vite. »

Pierre Chaulet serra son épouse contre lui. « Vas-y », lui glissa-t-il.

Elle lui répondit d'une pression. Les policiers de la D.S.T. lui avaient permis de rester à son domicile pour s'occuper de son bébé qui avait neuf mois. Folle d'inquiétude, M^{me} Chaulet vit disparaître les deux voitures. Pourvu que Pierre ne soit pas toituré. Et pourvu qu'il « tienne » deux ou trois heures ! Quelques minutes plus tard, M^{me} Chaulet, après avoir fait une

valise et avoir chaudement couvert son bébé, le prit dans ses bras et sortit. Elle plaça le bébé soigneusement calé à l'arrière de la 2 CV et démarra.

À 14 Heures, au coin de la rue Naudot, Abane et Rachid Amara, qui venaient d'apprendre l'arrestation de Ben M'Hidi, surveillaient la rue avec anxiété. À 14 h 5, ils virent arriver la 2 CV grise qui s'arrêta devant eux.

« Que se passe-t-il ? demanda Abane. Pierre n'est pas là ?

— Il vient d'être arrêté il y a une heure à peine, répondit M^{me} Chaulet. Il faut partir, c'est une question de minutes. Prenez mon bébé dans vos bras. »

Abane s'installa vivement à l'arrière.

Où sont les autres ? demanda M^{me} Chaulet.

— Ben M'Hidi vient d'être arrêté aussi. Je quitte Ben Khedda qui s'en va de son côté.

— Et Krim ? Je ne sais pas où il se trouve. Pierre ne m'a rien dit à ce sujet. Et devant les policiers c'était trop tard.

— Moi, je sais, dit Rachid, je l'ai accompagné ce matin. C'est au Champ-de-Manœuvre. »

Les minutes que passèrent Abane et M^{me} Chaulet en attendant l'arrivée de Krim furent les plus longues de leur vie. C'était miracle qu'ils aient pu échapper jusque-là à l'action conjuguée de la police et des paras. Il était temps que le C.C.E. quitte Alger.

Deux heures plus tard, M^{me} Chaulet déposait Krim, Abane et Rachid Amara dans une huilerie près de Blida où un agent de liaison de Si M'hamed, qui avait remplacé Ouamrane à la tête de la wilaya 4, les attendait. Krim retrouva Ben Khedda. Pour eux, la longue marche vers la Tunisie commençait. Elle allait durer près de trois mois.

Lorsque, le lendemain, les parachutistes se présentèrent chez le Dr Chaulet dont ils avaient obtenu le nom au cours d'un interrogatoire, ils trouvèrent porte close. M^{me} Chaulet avait jugé plus prudent de ne pas revenir dans son appartement.

L'arrestation de Larbi Ben M'Hidi, l'un des six Fils de la Toussaint qui avaient donné le coup d'envoi de la révolution le 1^{er} novembre 1954, eut un retentissement extraordinaire. Les léopards étaient parvenus à la tête de l'organisation rebelle.

Ben M'Hidi et Hamida furent présentés à la presse dans la villa d'Hydra, P.C. de Bigeard. Ben M'Hidi avait les poignets et les chevilles entravés par des menottes alors que Hamida avait la liberté de ses mouvements. Celui que Bigeard appelait à juste raison « l'âme de la révolution » avait promis à ses gardiens de s'échapper à la première occasion. Un petit sourire flottait sur son visage. Hamida semblait hagard. Les deux hommes furent livrés pendant cinq minutes aux flashes des photographes, puis regagnèrent leurs cellules.

Depuis qu'il s'était lancé à fond dans la « bataille d'Alger », Bigeard avait réuni tous les renseignements possibles sur les chefs du C.C.E. Il connaissait la ruse et le courage de « l'ancêtre des maquisards » Krim Belkacem, la culture et la sagesse du pharmacien Ben Khedda, la roublardise et l'habileté de Saad Dahlab. Mais il était fasciné par la personnalité des deux « politiques » : Abane et Ben M'Hidi. Les papiers saisis, les renseignements fournis au cours d'interrogatoires lui avaient permis de se faire une idée d'Abane, violent, coléreux mais organisateur politique hors de pair. Mais c'est Ben M'Hidi qui l'intéressait le plus. Il retrouvait dans ce qu'on lui disait de ce jeune chef toutes les qualités, tout l'idéalisme, toute la « vertu » qu'il avait trouvés chez celui devant lequel — à l'autre bout du monde — il avait dû s'incliner : Ho Chi Minh.

Bigeard, qui était un des rares militaires à avoir compris la guérilla et ses principes — qui en tirait même une méthode de contre-guérilla efficace sans y mêler tout un jargon, une bouillie d'idées confuses où le socialisme se mêlait au fascisme comme certains de ses collègues n'hésitaient plus à le faire —, savait que Ben M'Hidi était à l'image du grand idéal qu'il symbolisait. Et le chef français avait de l'estime pour son adversaire. Ben M'Hidi avait vécu parmi les maquisards du djebel, puis au cœur du maquis urbain : dans la Casbah. Bigeard lui-même vivait la même vie monacale que Ben M'Hidi, toujours parmi ses troupes. Il savait qu'un chef révolutionnaire « ne peut tirer son autorité que par les vertus qu'ils incarne et qui sont justement celles que l'on désire voir triompher », comme il l'écrira plus tard.

Et les deux hommes eurent de longues conversations. Ben M'Hidi ne fut pas torturé. Tous les renseignements obtenus sur ce point dans les deux camps nous permettent de l'affirmer. Il y eut même un fort courant de sympathie entre les deux

combattants. Ben M'Hidi expliqua à Bigeard ce qu'était la guerre révolutionnaire : « Pure, universelle, longue et dure. »

Même prisonnier, admettant l'erreur de la grève, le jeune chef révolutionnaire triomphait :

« La guerre couvre l'ensemble du territoire algérien et se fait dans tous les domaines ; elle marque de sa profonde empreinte l'existence de chacun. »

Bigeard le constatait tous les jours, lui qui avait appliqué la contre-méthode : « Puisque chacun apporte sa contribution à la guerre populaire, chacun sait quelque chose et il doit nous le dire... »

Le colonel français retrouva chez Ben M'Hidi l'absence de considération morale, quant aux moyens employés pour obtenir la victoire, qu'il avait constatée chez Ho Chi Minh, qu'il avait apprise aussi.

Ben M'Hidi lui avoua être écœuré de l'emploi de la bombe contre des femmes et des enfants innocents...

« Mais je l'utilise, ajouta-t-il, parce que je l'estime nécessaire pour le triomphe de la cause... et une bombe est préférable à un long discours. »

Les deux adversaires évoquèrent aussi les buts de la guérilla : briser le moral, l'esprit combatif et l'efficacité militaire de l'adversaire.

Dans la contre-guérilla, Bigeard poursuivait les mêmes buts.

« Mais en Algérie, ajouta Ben M'Hidi, vous devez faire trop de choses pour pouvoir gagner. Nous, nous détruisons les petites unités, nous attaquons les lignes de ravitaillement et les points sensibles, nous détruisons les propriétés en terrorisant certains. Alors que vous dispersez vos forces pour protéger tous ces points à la fois. »

Les entretiens que je rapporte, les rapports d'estime entre ces deux hommes que sont Bigeard et Ben M'Hidi paraîtront tout à fait fantaisistes à ceux qui ne veulent voir un problème qu'avec une orientation particulière.

Que ceux-ci méditent ce qu'écrit Bigeard, alors que la propagande française s'efforce de prouver que la population ne suit le F.L.N. que sous l'emprise de la terreur :

« Ces actions sont d'autant plus efficaces qu'elles s'accompagnent d'une intense propagande destinée à faire participer par la crainte, *parfois, plus souvent, la persuasion et l'enthousiasme*, toute la population au combat. »

La dernière de ces conversations eut lieu dans la nuit du 3 au 4 mars 1957. Pour la première fois au cours de cette guerre, le magnifique soldat qu'était Marcel Bigeard avait trouvé son *alter ego*. Les deux hommes parlèrent une grande partie de la nuit. Ils discutèrent de pair à pair. De léopard à léopard.

Une dernière fois, Ben M'Hidi parla à cœur ouvert de la révolution, de son évolution, du résultat qui ne faisait pas de doute. Il laissa même entendre à Bigeard qu'il souhaitait disparaître avant la fin du combat tant il était sûr de l'issue victorieuse pour son peuple mais tant — aussi — il redoutait les méfaits de la « politicaille ».

Une dernière fois touché par cette confiance faite d'homme à homme, Bigeard eut de la sympathie, du respect même pour un adversaire à sa taille. Un homme qui ne se laisserait jamais tourner. Même par les siens. Un homme « irrécupérable ».

Michel Gorlin, le porte-parole de Robert Lacoste, reçut, quelques minutes avant la conférence quotidienne qu'il tenait pour la presse au G.G., un appel téléphonique d'un journaliste algérois « généralement bien informé ».

« Alors, monsieur Gorlin, il paraît que Ben M'Hidi a été tué ? »

Gorlin éluda la question et se précipita chez le ministre résidant. Bigeard était déjà dans le bureau. Le porte-parole apprit en même temps que Robert Lacoste que Ben M'Hidi avait été fusillé à l'aube. Avant sa mort, on lui avait présenté les armes. Le peloton avait rendu les honneurs militaires à sa dépouille. Ben M'Hidi était mort en seigneur.

Saura-t-on un jour qui donna l'ordre de l'exécuter ? J'en doute.

Le colonel Bigeard tint à expliquer le courant qui était passé entre son adversaire et lui-même. Le respect qu'il portait à sa mémoire.

Gorlin eut ce jour-là l'impression que « Bigeard, qui croit que sa baraka ne l'abandonnera jamais, voudrait pourtant — si d'aventure elle lui faisait faux bond — avoir une mort pareille. En

seigneur ».

Mais tout cela, c'étaient de beaux sentiments — et la politique menée ne pouvait s'embarrasser de beaux sentiments. Ben M'Hidi était l'un des chefs de ces « bandits », on ne pouvait raconter à la presse — de droite ou de gauche — les conditions réelles de la mort de Ben M'Hidi. Michel Gorlin avait vingt mètres pour fournir une explication plausible. Les vingt mètres qui séparaient le bureau du ministre de la salle de conférence où l'attendaient les journalistes.

« Messieurs, Ben M'Hidi Larbi s'est pendu dans sa cellule avec des lambeaux de sa chemise. »

Telle fut la version officielle de la mort du chef F.L.N.

Selon leurs opinions, les uns trouvèrent que « ce salaud n'avait même pas eu le courage d'affronter ses juges ». Les autres échangèrent des sourires entendus, bien persuadés que Ben M'Hidi était mort sous la torture entre les mains des parachutistes. Qui à l'époque pouvait soupçonner la vérité ? Et encore moins la comprendre.

Ben M'Hidi, Didouche Mourad, Ben Boulaïd étaient morts. Bitat et Boudiaf étaient en prison. Des six hommes qui, le dimanche 24 octobre 1954, s'étaient fait photographier chez un petit artisan de Bab-el-Oued avant de déclencher la révolution algérienne, Krim Belkacem était le dernier à pouvoir encore se battre. Mais il le ferait désormais de l'étranger. Il avait échappé de justesse aux griffes des léopards. Alger n'avait plus qu'un chef : Yacef Saadi.

Le match qui l'opposerait au général Massu allait constituer la deuxième partie de la « bataille d'Alger ».

Lorsqu'il apprit l'arrestation de Ben M'Hidi, Yacef fut effondré. Non seulement il perdait un ami, mais il se retrouvait seul à Alger, sans instructions. Quelques jours après le départ des membres du C.C.E. il dut se rendre à l'évidence. On l'avait laissé tomber ! Il essaya désespérément de prendre contact avec Abane ou Ben Khedda en envoyant des émissaires à Blida où forcément les chefs en fuite étaient passés. Deux agents de liaison revinrent avec la même réponse :

« Oui, les membres du C.C.E. étaient allés à Blida mais ils s'étaient séparés et gagnaient l'étranger. »

Yacef piqua une violente colère :

« Bande de salauds. Fumiers, Ils se tirent sans rien me dire, sans même me prévenir. Sans nous donner d'instructions. Qu'ils se replient puisque c'est la débandade, mais pas à l'étranger. Qu'ils reviennent ! »

Zohra Drif, qui était constamment au côté du jeune homme, essaya de le calmer.

« Cela ne sert à rien de les insulter. Nous sommes seuls, essayons de nous débrouiller. »

Il fallait faire le bilan. Profiter de l'accalmie passagère dont bénéficiait la Casbah. Il semblait qu'après les prises sensationnelles réalisées par les léopards l'étau se fût un peu desserré sur la ville.

Yacef était un homme seul ou presque. Les parachutistes avaient littéralement écrasé ses groupes. Tous les hommes des commandos avaient été identifiés. Ceux qui n'étaient pas arrêtés étaient activement recherchés. Devant le péril, Yacef leur donna l'ordre de gagner le maquis. Ce fut un départ en masse vers la wilaya 3 (Kabylie) et la 4 (Algérois).

Puis Yacef, traqué lui aussi, rompit tous les contacts qu'il avait dans la Casbah. C'était un miracle d'avoir échappé jusque-là aux parachutistes. S'il voulait poursuivre le combat d'une façon efficace, il fallait revoir entièrement la théorie appliquée jusque-là. Depuis plus d'un an, il avait vécu à la Casbah comme un poisson dans l'eau, mais maintenant l'eau était empoisonnée. Même dans le quartier maure, il fallait vivre dans la plus complète clandestinité. Yacef ne sortit plus que déguisé en femme. Le costume traditionnel des femmes musulmanes offrait aux clandestins une certaine sécurité. Enveloppé dans le haïk, le visage voilé, il était difficile de distinguer un homme d'une femme. En outre, toutes les femmes de la Casbah — à part les filles des maisons de passe de la rue de la Mer-Rouge ou de la basse Casbah — étaient voilées. Il était impossible aux patrouilles — même parachutistes — de contrôler le sexe de celui ou de celle qui se cachait sous le voile ! Le scandale aurait été épouvantable. La force se heurtait là à la tradition coranique. Elle était impuissante. Yacef résolut de bien profiter de l'aide que « Dieu lui apportait » !

Le nouveau chef d'Alger décida de ne rester en contact

permanent qu'avec sept personnes qui formeraient son état-major. Ali la Pointe, Debih Chérif, dit Si Mourad, Kamel (de son véritable nom Hadji Othmane. Ce Kamel sera toujours orthographié Ramel dans les documents français), Yacef Omar dit Petit-Omar, un gamin de douze ans, neveu de Saadi, et les trois filles : Djamila Bouhired, Zohra Drif, Hassiba Bent Bouali.

Hassiba ferait équipe avec Ali la Pointe. Yacef comptait sur l'intelligence de la jeune fille, sa culture, sa prudence pour tempérer et modérer le fougueux Ali la Pointe. Quel curieux couple que celui formé par les exigences de la révolution ! Une jeune fille de dix-sept ans, fine, jolie, délicate, élégante, instruite, héritière d'une riche famille bourgeoise, avec cet ancien proxénète, analphabète, brutal, sans culture, qui ne réagissait qu'en adoptant des solutions extrêmes, mais d'une bravoure à toute épreuve et d'un dévouement sans borne, mettant ses qualités et ses défauts au service d'une révolution qui lui a fait découvrir un autre monde que celui, misérable, dans lequel il avait toujours vécu.

Yacef garda avec lui Zohra Drif et Djamila Bouhired qui avaient pour mission de tenir à jour le secrétariat. Djamila était responsable du « bureau » de Yacef. Il s'agissait d'une grosse serviette de cuir noir contenant du papier à en-tête F.L.N.-A.L.N., de fausses cartes d'identité, des tampons F.L.N., des archives et 500 000 F. Kamel devint l'adjoint militaire de Yacef tandis que Si Mourad serait le responsable « bombes » pour tout le centre d'Alger. Ali la Pointe restait le chef des commandos de choc, Petit-Omar assurant les liaisons. Le rôle de cet enfant allait être extraordinairement important. Il devenait le lien entre Yacef et ses adjoints car le patron d'Alger avait résolu de les rencontrer le moins possible et de ne leur donner ses instructions que par messages.

Ayant constitué son état-major, il fallait maintenant redonner confiance à la population tout en s'en tenant séparé. Jusque-là, le F.L.N. à Alger avait vécu trop confiant. La population lui étant acquise à 100 % savait trop de choses sur l'organisation. Yacef résolut d'isoler les groupes armés de la population. Puisque les paras avaient démantelé son organisation, il allait en monter une nouvelle, beaucoup plus légère et beaucoup plus stricte. Yacef s'apercevait que les 1 400 hommes qu'il dirigeait au début de la « bataille d'Alger » constituaient plus une menace qu'une force.

Les paras en avaient pris conscience et s'étaient servis de cette organisation trop lourde où chacun en savait trop sur son voisin.

« Avec trente hommes, confia Yacef à Zohra Drif, trente éléments sûrs, soigneusement sélectionnés, isolés de la population, on peut continuer. Et être aussi efficace qu'avant ! Au travail. »

L'action militaire ne faisait pas peur à Yacef qui en avait l'habitude ; l'action politique l'effrayait beaucoup plus. Devenu seul chef politique et militaire d'Alger, il fallait pourtant qu'il prouve à la population que le F.L.N. existait toujours. Le premier travail, avant de déclencher une nouvelle vague de terrorisme, était de rédiger et de distribuer des tracts qui « gonfleraient » la population musulmane. Abane, Ben M'Hidi et Ben Khedda n'étaient plus là pour en assurer la rédaction. Alors, aidé des filles et d'un gros dictionnaire, Yacef Saadi, qui n'avait jamais suivi que deux années de cours complémentaire et s'était toujours plus intéressé aux règles du football qu'aux subtilités de la langue française, s'appliqua en tirant la langue à trouver les mots qui galvaniseraient à nouveau une population abattue, matée par la répression. Et dans cette tâche Ali la Pointe ne lui était d'aucun secours !

Toute la population musulmane du Grand Alger, en particulier les habitants de la Casbah, avait été durement touchée par la répression. Chaque famille avait eu un ou plusieurs de ses membres arrêtés, torturés, tués parfois. Le moral était profondément atteint. Partout le découragement régnait. On s'apercevait que, face aux parachutistes, on n'aurait jamais le dernier mot. Leurs victoires quotidiennes, les palmarès qui s'étaient étalés à la « une » des journaux et surtout les vides que leur action laissait dans chaque famille avaient eu raison de la foi révolutionnaire de la population.

D'ailleurs, depuis l'arrestation de Ben M'Hidi, le F.L.N. ne se manifestait plus. Plus de bombes, presque plus d'attentats individuels. En échange, la surveillance se relâchait. Après la terreur qui avait régné depuis l'annonce de la grève de huit jours, c'était le soulagement. Chacun retrouvait le chemin du travail. Les enfants, celui de l'école. On n'était plus réveillé chaque nuit par des perquisitions-surprise. La vie reprenait petit à petit. On s'organisait. Les femmes allaient porter des colis aux prisonniers. On avait parfois des nouvelles. Que toute cette terreur cesse. Oui,

c'était cela. Qu'elle cesse. Que l'homme, le frère, l'époux, le père, le fils arrêtés reviennent. Alger atteignait le creux de la vague. La plupart de ceux qui faisaient partie des groupes de Yacef étaient en prison ou en fuite ; ils avaient gagné le maquis. Que Dieu les garde. La vie continuait.

Le premier tract de Yacef fit l'effet d'une bombe. Comment ! Le F.L.N. existait encore ? Puis des groupes se reformèrent. Mais l'ambiance avait changé. Le peuple était simplement tenu au courant ; on ne lui demandait pas de participer. Pas pour l'instant. Les quelques hommes sûrs contactés par Yacef savaient qu'ils ne devaient plus compter sur une population terrorisée. Des commerçants, épiciers, cafetiers, artisans, préféraient donner toutes leurs économies plutôt que de servir de simple boîte aux lettres. Yacef qui, par prudence, voulait couper ses troupes de la masse se voyait acculé à le faire par le refus de participation populaire.

Dès le début de mars, il entreprit de regrouper les hommes les plus sûrs, ceux qui accepteraient de poursuivre la lutte à Alger. La répression parachutiste avait déjà « écrémé » les éventuelles troupes de choc de Yacef. Ceux qui, échappant aux léopards, étaient encore à Alger, résistant à la provisoire sécurité que représentait le maquis, étaient prêts à tout. Il fallait les contacter. Car ceux-là aussi avaient coupé toute relation avec le Front. C'est à cette précaution qu'ils devaient leur liberté.

Hafaf Areski, dit Houd, le responsable liaison et renseignement de Yacef, reprit contact avec son chef grâce à Hassiba Bent Bouali. C'était le premier. Avec Skander Nourredine et Benhamida Abderrahmane, un intellectuel venant des groupes armés, ils constituèrent le premier noyau de la nouvelle organisation politique de la zone autonome d'Alger depuis le départ du Ç.C.E.

Ils convinrent d'une liaison par boîte aux lettres chez un épicier de la rue Kléber dans la Casbah. Une boîte aux lettres de réserve qui ne serait utilisée qu'en cas de coup dur. Les contacts habituels se feraient par agent de liaison. On recommençait à zéro. Les trois hommes devaient recruter quelques éléments sûrs, cinq chacun au maximum, destinés aux groupes « action ». Puis Yacef contacta à nouveau son agent de liaison Alilou, que Bigeard connaissait aussi sous le nom d'Amar Ali ; Alilou était prêt à reprendre le combat. Yacef hésita à le réintégrer car celui-ci avait

à ses yeux un grave défaut : il se droguait. Mais le jeune homme était brave et jusque-là son vice ne l'avait jamais empêché d'effectuer une mission. Yacef avait besoin d'hommes décidés et qui aient travaillé avec lui. Il ne pouvait se permettre de faire du recrutement chez des « amateurs ». Le temps pressait. Alilou reprit sa place. Le nouveau patron d'Alger sentait que pour reprendre la population en main il allait falloir très vite passer à l'action ; lui montrer que le F.L.N. qui l'avait vengé de l'attentat de la rue de Thèbes, la vengerait de la répression parachutiste.

Son agent de renseignement Hafaf renoua le contact avec une équipe qui avait été miraculeusement épargnée par la répression, celle de Habib Reda, qui fut chargé de réorganiser politiquement la région 3 de Belcourt.

Yacef pensa alors à Ghandriche Hassan, un de ses copains de foot des années 1943, devenu un ardent militant depuis l'attentat de la rue de Thèbes, pour diriger militairement cette région 3. Malheureusement, depuis la répression, Ghandriche ne donnait plus signe de vie. Était-il pris ? Était-il mort ? Yacef se souvint qu'il vivait chez une chanteuse très célèbre à Alger : Latifa. Il envoya Djamila Bouhired et Petit-Omar chez Latifa, qui habitait la Casbah. Ghandriche ne vivait plus chez la chanteuse mais celle-ci confia à Djamila que « son homme » était vivant et que Yacef en aurait bientôt des nouvelles.

Le contact fut renoué. Ghandriche, qui était recherché, troqua son nom trop connu à son goût par les léopards contre celui de Zerrouk. Yacef le nomma responsable de la région 3 de la Z.A.A.

Moins de trois semaines après le départ du C.C.E. d'Alger, Yacef Saadi, responsable politico-militaire de la Z.A.A. (zone autonome d'Alger), avait non seulement reformé un état-major, mais avait à sa disposition une organisation politique qui reprenait contact avec la population en essayant de lui redonner confiance et une organisation militaire grâce à laquelle il allait prouver à l'armée et au peuple que le F.L.N. n'avait pas été écrasé par l'échec de la grève de huit jours.

La « bataille d'Alger », que beaucoup croyaient terminée, allait se jouer en deux actes.

À l'état-major de la 10^e D.P., chez Salan, au cabinet du ministre résidant, on se réjouissait des résultats obtenus et on tentait d'oublier les méthodes employées. Seul le résultat comptait.

Alger reprenait confiance.

Les nouvelles publiées étaient rassurantes : le dispositif mis en place par Massu avait permis l'arrestation de soixante-treize terroristes, responsables de la plupart des attentats commis à Alger et dans sa banlieue, cinquante-cinq chefs de cellule et cent soixante-quatorze collecteurs de fonds. Bigeard avait fait une spectaculaire récupération de bombes et avait arrêté Ben M'Hidi et Aïssat Idir.

À l'O.N.U., l'Assemblée générale avait voté une motion de conciliation exprimant l'espoir d'une coopération pacifique en Algérie. Le groupe afro-asiatique avait échoué et l'Assemblée avait rejeté les textes visant à faire reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple algérien et recommandant l'ouverture de négociations immédiates.

Bref, pour les autorités françaises, c'était le succès sur toute la ligne. Lacoste et son cabinet estimaient que la seule solution consistait dans la poursuite du démantèlement de l'organisation rebelle et dans l'accélération de l'installation des délégations spéciales faisant participer les musulmans à la gestion de leurs communes.

La victoire ne faisait pas oublier pour autant les méthodes appliquées pour l'obtenir. Au cabinet Lacoste, Gorlin couvrait des pages et des pages de justifications « officielles » destinées aux journaux du monde entier qui, alertés par la campagne menée en France par certains intellectuels comme François Mauriac et Pierre-Henri Simon, qu'il était difficile de traiter de « communistes traîtres à leur patrie », avaient entrepris des enquêtes sur les méthodes employées par la police et les parachutistes.

À l'intérieur même de l'armée, ceux qui se posaient le moins de problèmes, « ceux qui étaient là pour gagner et gagnaient » avaient eux-mêmes besoin d'air.

Bigeard demanda à s'éloigner d'Alger. Il sentait que ses garçons se prenaient à ce jeu de paras-flics. Il voulait pour eux le djebel, l'air qui purifie, la chasse à l'homme d'égal à égal. À l'heure des grandes victoires sur les réseaux urbains, il écrivait, fin février, dans une note d'orientation destinée à ses soldats : « Il y a un mois je vous disais : Nous sommes tous des policiers parce que dans l'ambiance actuelle il faut l'être. En peu de temps un

gros travail a été fait. Bravo ! Mais déjà préparons-nous à tourner la page, et restons les pieds sur terre. Ne nous prenons pas pour des super-Sherlock Holmes... Le travail fourni a permis d'ouvrir les yeux au commandement ; c'était le but essentiel. Ne déraillons pas. Pas d'allures mystérieuses. Une fois de plus, ne pas se prendre au sérieux. »

Après s'être trempé dans « le sang et la merde... » et avoir obtenu les résultats réclamés à cor et à cri par l'autorité civile, Bigeard voulait prendre du champ. On accéda d'autant plus volontiers à sa demande que sa présence semblait maintenant encombrante et « faisait de l'ombre » à certains.

Bigeard fut envoyé à la tête de son 3^e R.P.C. sur le territoire de la wilaya 4, en plein djebel où il retrouva les armes à la main quelques-uns de ceux qu'il avait traqués par des interrogatoires et par le recoupement des fiches établies. C'est ainsi que le hasard de la guerre lui permit de capturer celui qui avait fabriqué les bombes dont la découverte lui avait demandé tant de mal et l'avait obligé à employer des méthodes bien éloignées de celles de la guerre classique : Taleb Abderrahmane.

Les plus politiques des officiers de la 10^e D.P., ceux qui croyaient avoir la science contre-révolutionnaire infuse, s'en donnèrent alors à cœur joie. Dans certains secteurs de la banlieue d'Alger, des officiers, en particulier du 2^e R.P.C., appliquèrent des méthodes qu'eux-mêmes qualifièrent de méthodes « allemandes^(B) ». L'un d'eux exigea que chaque chef de famille ait une fiche de contrôle. Ce qui permettait de détecter les suspects. Les bidonvilles, furent délimités en îlots et les baraques numérotées. Même les chiens furent recensés dans ces quartiers peuplés. Des équipes de spécialistes effectuèrent des vérifications de nuit et découragèrent ainsi les terroristes.

Cette méthode allait être appliquée sur tout le territoire du Grand Alger avec la bénédiction de l'autorité civile. Le 4 mars 1957, Robert Lacoste annonça la création d'un « dispositif de protection urbaine » (D.P.U.). Toute la ville et sa banlieue furent divisées en secteurs, sous-secteurs et îlots. Chaque immeuble numéroté comportait un responsable. Le chef d'îlot et ses adjoints avaient pour mission de contrôler, faciliter et centraliser l'action des chefs d'immeuble. Ils diffusaient les consignes ou ordres reçus de l'autorité militaire ; ils recevaient des responsables d'immeuble les renseignements de toute nature qu'ils devaient

faire parvenir soit au commissaire de police, soit au chef d'arrondissement. Le chef d'îlot était responsable de la discipline des chefs d'immeuble et pouvait les relever de leurs fonctions s'ils ne se conformaient pas strictement aux directives reçues.

À la crainte des patrouilles parachutistes s'ajoutait maintenant la terreur du voisin. Le règne de la délation allait pouvoir rapidement combler les quelques centaines de places vides que comportaient encore les camps d'hébergement.

Les chefs d'îlot ainsi que les chefs de secteur furent choisis parmi des volontaires anciens combattants. Le Comité d'entente des anciens combattants prenait ainsi une solide position et participait à la politique de répression menée par le Gouvernement général.

Les quelques libéraux d'Alger furent stupéfaits de voir Robert Lacoste, dont le plus cher désir était, semblait-il, de faire appliquer des réformes pour lesquelles il s'était tant battu, donner son accord à une mesure qui ne pouvait qu'opposer encore plus entre eux Européens et musulmans. Faire des anciens combattants, parmi lesquels on comptait nombre de musulmans fidèles à la France, les instruments d'un contrôle dont la structure rappelait fâcheusement celle de l'Allemagne de 1933, donner des responsabilités de contrôle et de « délation » à certains hommes dont le G.G. savait pertinemment le rôle joué au cours de manifestations comme celles du 6 février ou du 8 mai ou du 11 novembre — au cours desquelles le représentant du gouvernement n'avait pas été particulièrement bien traité — semblait aberrant ! D'autant que certains noms avancés pour des postes de responsabilité — le plan de D.P.U. datant de décembre 1956 — trouvaient un fâcheux écho dans les affaires de contre-terrorisme traitées par le juge d'instruction d'Alger !

Le plan fut pourtant mis en place et sa réalisation confiée au colonel Trinquier.

Un personnage que Roger Trinquier. Grand. Mince. Le visage dur et fermé. Renfermé même. Sa vie est une aventure. C'est un paysan des Basses-Alpes qui, tout petit, a gardé des chèvres sur la montagne. L'institut' du village, le voyant bon élève, l'a poussé vers, le « sommet » c'est-à-dire l'École normale d'instituteurs pour qu'un jour le petit berger puisse aussi enseigner. En 1932, Trinquier sort de l'École normale. Il est instituteur. Il fait son service militaire. À cette époque, les instituteurs sont officiers de

réserve. Il découvre l'armée. Il l'aime. Il fait Saint-Maixent, entre à la « colo », va en Sarre où il fait la connaissance du capitaine Salan et du lieutenant Massu qui a son âge. Puis, avant la guerre, il part pour l'Indochine et est nommé à la frontière de Chine où il retrouve Salan et Massu.

En 1938, il part pour la Chine et y fait toute la guerre. C'est-à-dire qu'il reste à Pékin et à Changhaï où il fait des conférences sur la guerre. Il a un cours d'histoire qui sent son instituteur. De sa formation, il a gardé le goût de la simplification. Il met tout en cinquante pages.

C'est cette guerre qui le met-« dans une situation un peu à part du reste des officiers léopards. Tandis que Godard vient du Vercors, que La Bourdonnaye qui arrive à l'état-major d'Alger-Sahel vient du maquis breton, que Massu a libéré Paris au côté de Leclerc, Trinquier, lui, à des milliers de kilomètres, a défendu des idées peu gaullistes. Il est socialiste d'idées — ça, c'est l'instituteur qui parle — mais il y greffe un simplisme d'extrême droite. Pour lui, tout est simple. Il est sans nuances. Il est dur pour lui comme pour les autres. Il est brave. Il connaît la Chine. Il va servir en Indochine où, la seconde guerre mondiale terminée, débute le conflit contre la France. Trinquier sert d'abord dans un bataillon de paras au Sud, devient dans un deuxième temps un spécialiste des maquis contre-guérilla au Tonkin. Il obtient de très bons résultats car avec ses maquis il se soucie peu des « bavures ». Mais autant un Bigeard est adoré de ses hommes, autant Trinquier traîne toujours une réputation d'homme dur qui ne ménage pas ses hommes.

Et la guerre d'Indochine apprend énormément de choses à Trinquier. Sans nuances, il absorbe toute crue la leçon indochinoise. Il apprend qu'un terroriste fait la guerre mais que la règle du jeu veut qu'il ne soit pas considéré comme soldat, qu'il soit torturé. L'Indochine avec sa cruauté froide mais réaliste le marque à jamais.

Tous ses compagnons d'armes disent de lui : « C'est un magnifique « monteur de coups », il a assimilé la contre-guérilla à merveille. Pour lui, tout est clair, évident. Il ne se pose aucun problème. À ses yeux sa propre peau compte peu, celle des autres encore moins. C'est une lame, un poignard affûté des deux côtés. Sans une once de pitié ni de sadisme. Il fait la guerre qu'on lui dit de faire. Un point c'est tout. »

Cette mission de contrôle du dispositif de protection urbaine plut à plus d'un titre au colonel Trinquier. D'abord elle lui permettait plus d'indépendance — jusque-là Godard l'avait étroitement contrôlé — et il allait pouvoir mettre en application les grands principes de la guerre subversive dont — sans modestie — il s'estimait le grand, l'unique spécialiste de l'armée d'Algérie.

Le dispositif qu'il mettait en place, soutenu par l'action énergique menée par l'état-major « parallèle » du commandant O... avec le soutien du général Massu et du ministre résidant Lacoste, allait finir de débarrasser Alger de sa vérole : le F.L.N.

Il était d'ailleurs temps qu'une accalmie se produise à Alger car la « bataille d'Alger » avait fortement échauffé les esprits et si elle était arrivée à briser la forteresse F.L.N. de la capitale, elle avait également ébranlé les convictions.

La campagne de presse menée contre la torture en France avait provoqué de telles réactions chez les hommes de la 10^e D.P. qu'une note de « justification » intitulée : *Entre deux maux, choisir le moindre*, fut déposée dans le casier de chaque officier de la division au mois d'avril 1957^[4] Le général Massu avait lui-même remercié le 19 mars l'aumônier de la 10^e D.P. qui avait pris la parole pour « porter sur l'action policière un jugement sans passion, libre et raisonné ».

« Il invite, écrivait le général Massu, toutes les âmes inquiètes ou désorientées à l'écouter et souhaite que ces réflexions d'un prêtre contribuent à éclairer ceux qui n'ont pas été formés à la rude école de la « guerre pourrie » d'Indochine et qui n'auraient pas encore compris que l'on ne peut lutter contre la guerre révolutionnaire et subversive menée par le communisme international et ses intermédiaires avec les procédés classiques de combat, mais bien également par les méthodes d'action clandestines et contre-révolutionnaires.

« La condition *sine qua non* de notre action en Algérie est que ces méthodes soient admises en notre âme et conscience comme nécessaires et moralement valables. »

Le général Pâris de Bollardière, ami du colonel Barberot et de Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui pour protester contre les méthodes employées pour lutter contre la guerre subversive, avait demandé à être relevé de son commandement en Algérie, fut

frappé de soixante jours d'arrêts de forteresse.

Cette punition, décidée au nom du gouvernement Mollet, par M. Bourguès-Maunoury, qui n'avait pas trouvé très sérieux le complot du général Faure^[5], fut la plus importante infligée à un officier supérieur durant la guerre d'Algérie !

Elle apportait la réponse du gouvernement socialiste aux questions que pouvaient se poser les officiers de la 10^e D.P. sur leur action en Algérie.

La « bataille d'Alger » pourrait se mener jusqu'au bout. Elle semblait d'ailleurs pratiquement terminée. Le contrôle étroit de la population devait parachever le travail des léopards.

Après qu'eurent été réglés, de la façon que l'on sait, les problèmes de conscience du général Pâris de Bollardièrre, ancien commandant des parachutistes en Indochine, qui, après avoir jugé que les choses qui se passaient en Algérie étaient inadmissibles et l'avoir dit, s'était tu définitivement et attendait un lointain commandement, ce fut au tour du ministre résidant de constater que, chez ses civils, tout n'allait pas pour le mieux.

Le 29 mars 1957, Robert Lacoste reçut de Paul Teitgen, secrétaire général pour la police, la lettre suivante, publiée ici pour la première fois :

« Monsieur le ministre,

« Le 20 août 1956, vous m'avez fait l'honneur d'agréer ma nomination au poste de secrétaire général de la préfecture d'Alger, chargé plus spécialement de la police générale.

« Depuis cette date, je me suis efforcé avec conviction, et à mon poste, de vous servir — et quelquefois de vous défendre — c'est-à-dire de servir, avec la République, l'avenir de l'Algérie française.

« Depuis trois mois, avec la même conviction, et sans m'être jamais offert la liberté, vis-à-vis de qui que ce soit d'irresponsable, de faire connaître mes appréhensions ou mes indignations, je me suis efforcé dans la limite de mes fonctions, et par-delà l'action policière nouvelle menée par l'armée, de conserver — chaque fois que cela a été possible — ce que je crois être encore et malgré tout indispensable et seul efficace à long terme : le respect de la personne humaine.

« J'ai aujourd'hui la ferme conviction d'avoir échoué et j'ai acquis l'intime certitude que depuis trois mois nous sommes engagés non pas dans l'illégalité — ce qui, dans le combat mené actuellement, est sans importance — mais dans l'anonymat et l'irresponsabilité qui ne peuvent conduire qu'aux crimes de guerre.

« Je ne me permettrais jamais une telle affirmation si, au cours de visites récentes effectuées aux centres d'hébergement de Paul-Cazelles et de Beni-Messous, je n'avais reconnu sur certains assignés les traces profondes des sévices ou des tortures qu'il y a quatorze ans je subissais personnellement dans les caves de la Gestapo de Nancy.

« Or ces deux centres d'hébergement, installés, à sa demande, par l'autorité militaire d'Alger, sont essentiellement « pourvus » par elle. Les « assignés » qui y sont conduits ont d'abord été interrogés dans les quartiers militaires après une arrestation dont l'autorité civile, qui est celle de l'État, n'est jamais informée. C'est ensuite, et souvent après quelques semaines de détention et d'interrogatoires sans contrôle, que les individus sont dirigés par l'autorité militaire au centre de Beni-Messous et de là, sans assignation préalable et par convoi de cent cinquante à deux cents, au centre de Paul-Cazelles.

« J'ai, pour mon compte personnel et sans chercher à échapper à cette responsabilité, accepté de signer et de revêtir de mon nom jusqu'à ce jour près de deux mille arrêtés d'assignation à résidence dans ces centres, arrêtés qui ne faisaient que régulariser une situation de fait. Je ne pouvais croire, ce faisant, que je régulariserais indirectement des interrogatoires indignes dont, au préalable, certains assignés avaient été les victimes.

« Si je n'ignorais pas qu'au cours de certains interrogatoires des individus étaient morts sous la torture, j'ignorais cependant qu'à la villa Sesini, par exemple, ces interrogatoires scandaleux étaient menés, au nom de mon pays et de son armée, par le soldat de 1^{re} classe F..., sujet allemand engagé dans le 1^{er} R.E.P., et que celui-ci osait avouer aux détenus qu'il se vengeait ainsi de la victoire de la France en 1945.

« Rien de tout cela, bien sûr, ne condamne l'armée française, non plus que la lutte impitoyable qui doit être menée par elle dans ce pays, et qui devait l'être à Alger plus spécialement contre la rébellion, l'assassinat, le terrorisme et leurs complices de tout

ordre.

« Mais tout cela condamne la confusion des pouvoirs et l'arbitraire qui en découle. Ce n'est plus tel ou tel responsable connu qui mène les interrogatoires, ce sont des unités militaires. Les suspects ne sont plus retenus dans les enceintes de la justice civile ou militaire, ni même dans les lieux connus de l'autorité administrative. Ils sont partout et nulle part. Dans ce système, la justice — même la plus expéditive — perd ne serait-ce que l'exemplarité de ses décisions. Par ces méthodes improvisées et incontrôlées, l'arbitraire trouve toutes les justifications. La France risque, au surplus, de perdre son âme dans l'équivoque.

« Je n'ai jamais eu le cynisme et je n'ai plus la force d'admettre ce qu'il est convenu d'appeler des « bavures », surtout lorsque ces bavures ne sont que le résultat d'un système dans lequel l'anonymat est seul responsable.

« C'est parce que je crois encore que dans sa lutte la France peut être violente sans être injuste ou arbitrairement homicide, c'est parce que je crois encore aux lois de la guerre et à l'honneur de l'armée française que je ne crois pas au bénéfice à attendre de la torture ou simplement de témoins humiliés dans l'ombre.

« Sur quelque 257 000 déportés, nous ne sommes plus que 11 000 vivants. Vous ne pouvez pas, monsieur le ministre, me demander de ne pas me souvenir de ce pour quoi tant ne sont pas revenus et de ce pour quoi les sur vivants, dont mon père et moi-même doivent encore porter témoignage.

« Vous ne pouvez pas me le demander parce que telle est votre conviction et celle du gouvernement de mon pays.

« C'est bien, au demeurant, ce qui m'autorise à vous adresser personnellement cette lettre, dont il va sans dire qu'il n'est pas dans mes intentions de me servir d'une quelconque manière. Dans l'affirmation de ma conviction comme de ma tristesse, je conserve le souci de ne pas indirectement justifier les partisans de l'abandon et les lâches qui ne se complaisent que dans la découverte de nos erreurs pour se sauver eux-mêmes de la peur. J'aimerais, en revanche, être assuré que vous voudrez bien, à titre personnel, prendre en considération le témoignage d'un des fonctionnaires installés en Algérie par votre confiance et qui trahirait cette confiance, s'il ne vous disait pas ce qu'il a vu et ce que personne n'est en droit de contester, s'il n'est allé lui-même

vérifier.

« J'ai, en tout état de cause, monsieur le ministre, perdu la confiance dans les moyens qui me sont actuellement impartis pour occuper honnêtement le poste que vous m'aviez assigné. Je vous demande, en conséquence, de bien vouloir prier M. le ministre de l'Intérieur de m'appeler rapidement à d'autres fonctions.

« Je vous demande enfin, monsieur le ministre, d'agréer cette lettre comme l'hommage le plus sincère de mon très profond et fidèle respect. »

Paul Teitgen, qui tenait une scrupuleuse comptabilité des assignations à résidence, en était à 3 994 « disparitions » dont personne ne voulait rendre compte ! Il savait bien que la guerre entraîne des « bavures » mais là, elles étaient un peu fortes ! Il fallait tirer le signal d'alarme. Voilà qui était fait.

Lacoste supplia Teitgen de rester à son poste et de tenir sa lettre de démission secrète. Celui-ci céda en pensant que — malgré le peu de cas que l'on faisait de ses observations — il valait mieux un garde-fou endommagé que pas de garde-fou du tout. Et puis Alger semblait calme. Peut-être le cauchemar allait-il se dissiper...

Comme profitant de l'accalmie qui régnait sur Alger le printemps était arrivé sans crier gare. La ville s'était débarrassée de sa gangue grisâtre. Le ciel était à nouveau d'un bleu éclatant ; des terrasses de la Casbah on apercevait la mer qui moutonnait sous un petit vent venu d'Espagne. Un petit vent qui allait faire rapidement sécher les lessives. Yacef écarta un drap encore humide. La clarté trop vive qui faisait éclater la blancheur de la Casbah lui meurtrit les yeux. Six heures. Il faisait grand jour. Yacef s'aperçut ce jour-là que le printemps était arrivé. C'était le 13 avril. Les quatre derniers mois avaient changé tant de choses dans sa vie qu'il ne les avait pas vus passer. Le chef F.L.N. d'Alger se pencha sur la rambarde de la terrasse. Quatre étages plus bas, la rue du Nil serpentait, tel un étroit boyau. Les façades des maisons qui la bordaient étaient si rapprochées que Yacef aurait pu passer d'un bond des numéros pairs aux numéros impairs !

Depuis quelque temps, les zouaves de la Casbah — on voyait beaucoup moins de parachutistes — avaient tracé de grands

numéros au goudron sur les principales façades mauresques, puis de plus petits au-dessus de chaque porte. Chaque bloc, chaque maison, chaque appartement portait son numéro. Tous les habitants étaient recensés. Chacun devait coucher chez soi. Personne ne devait se séparer de sa carte d'identité et les noms qui y figuraient devaient correspondre à ceux de la fiche de l'appartement visité. Les caches devenaient de plus en plus difficiles à trouver. Cette nuit, Yacef et ses compagnons l'avaient passée au 13, rue du Nil. Il fallait maintenant partir et changer d'endroit.

Yacef avait discuté une partie de la nuit avec Si Mourad. Le stock de bombes que celui-ci et Kamel avaient reconstitué impasse Saint-Vincent-de-Paul devenait important. Si Mourad, sous la direction de Taleb Abderrahmane, l'étudiant aujourd'hui arrêté, était devenu un excellent régleur de bombes. Yacef l'avait détaché auprès de Kamel, son adjoint militaire. Il venait de lui donner l'ordre de remettre la moitié du stock de bombes à Kamel pour limiter les risques de découverte. Yacef descendit au rez-de-chaussée. Là, il retrouva Si Mourad et les trois filles : Hassiba, Djamila et Zohra, qui avaient aussi passé la nuit au 13, rue du Nil. La vieille femme qui les avait hébergés leur avait préparé du café. Elle regardait avec étonnement Yacef s'assurer que sa MAT suspendue sous l'aisselle coulissait bien. Elle sourit lorsqu'elle le vit ajuster son voile sur le nez et s'envelopper du haïk traditionnel. Si Mourad en fit autant. Seule, Djamila, qui portait le « bureau » à la main, était habillée à l'européenne, jouant la petite secrétaire qui se rend à son travail. Alilou et Mostefa, un agent de liaison, entrèrent dans la maison.

« SalaM. Vous êtes prêts ?

— Oui, dit Yacef. Nous resterons ensemble jusqu'à la rue Marengo. Là, Si Mourad ira où il doit aller, Hassiba rejoindra Ali. Alilou, tu resteras avec moi, Zohra et Djamila.

— Entendu. En route. »

La vieille femme embrassa les filles. Elle ne reconnaissait plus rien de sa ville. Des jeunes garçons, des jeunes filles. Tout était bouleversé. Jadis, jamais une jeune fille comme cette petite blonde si jeune et si jolie — qu'Allah la protège ! — n'aurait pu sortir seule de chez elle. Et là elle couchait chez des étrangers. Dans la pièce à côté, leurs compagnons avaient tous des mitraillettes, des pistolets ! Quelle misère !

Les deux agents de liaison, Alilou et Mostefa, marchaient en tête pour surveiller si aucune patrouille n'arrivait des rues adjacentes. Yacef et, maintenant. Si Mourad étaient si connus qu'ils ne pouvaient pas même espérer passer à travers un contrôle d'identité. Derrière les deux agents venaient en file indienne : Zohra Drif, Si Mourad, Hassiba dont la silhouette sous le haïk paraissait encore plus menue, Yacef, voilé lui aussi, et enfin nettement plus loin Djamila Bouhired sa serviette à la main.

Arrivés au croisement des ruelles du Nil et Bologhine, Alilou fit signe de s'arrêter. Il prit la rue Bologhine à gauche tandis que Mostefa remontait la rue à droite pour s'assurer qu'aucune patrouille ne venait de la rue Bleue. Mostefa resta ainsi en faction, permettant au groupe de passer à la suite d'Alilou qui signalait que la rue Bologhine était libre. Zohra, Si Mourad, Hassiba et Yacef passèrent devant Mostefa qui attendit Djamila, et descendirent la rue Bologhine vers la rue du Regard et la rue Marengo. Soudain Mostefa siffla. Une patrouille de zouaves sortant de la rue Bleue se dirigeait vers la ruelle empruntée par la petite troupe. Mostefa détala et tout le groupe en fit autant. Djamila déboucha de la rue du Nil dans la rue Bologhine à l'instant même où les zouaves y parvenaient. Le chef de patrouille aperçut son mouvement de recul en même temps que les fuyards.

« Halte ! »

Ayant hésité un instant, Djamila essaya de rejoindre ses compagnons.

« Halte ! Je tire. »

Elle entendit la MAT qu'on armait. Elle s'arrêta.

Quelques mètres plus bas, Yacef avait enregistré la scène. Djamila était prise et le « bureau » qu'elle transportait ne lui permettait pas de se faire passer pour un simple agent de liaison. Elle allait être torturée. Et une femme ne supporterait pas ce que supportent mal les hommes. Yacef écarta son haïk. En un éclair, la MAT se retrouva dans sa main. Et il tira. Pas sur les zouaves. Sur Djamila Bouhired. Yacef avait décidé de la tuer. Ce serait mieux pour tout le monde.

La jeune fille s'écroula en gémissant. La patrouille riposta. Yacef s'enfuit à toutes jambes. Il avait eu le temps de voir que Djamila n'avait pas été mortellement blessée. Les zouaves l'emmenèrent. Il fallait agir vite. Yacef réunit quelques hommes

et se rendit au commissariat de la Casbah, s'apprêtant à le prendre d'assaut si Djamila y était détenue. Un militant signala que la jeune fille avait été transférée à Maison-Carrée. Un agent de liaison envoyé immédiatement apprit que, vu son état, Djamila était en traitement à l'hôpital Maillot. Sous surveillance militaire. Il était maintenant hors de question de pouvoir sauver — de quelque manière que ce soit — Djamila Bouhired.

L'aventure que cette jeune fille de vingt et un ans allait vivre en prison fut une des plus extraordinaires que l'on puisse imaginer.

Les hommes d'O... « s'occupèrent » immédiatement de Djamila. Les papiers contenus dans la serviette prouvaient qu'elle était en relation constante avec l'insaisissable Yacef Saadi. Elle ne pouvait ignorer où il se cachait. Il fallait qu'elle le dise. Elle ne dit rien des caches de Yacef. Mais elle tenta de faire cesser la torture en donnant quelques adresses sans importance et des renseignements contenus dans les papiers saisis. Les hommes d'O..., ayant fini leur « travail », remirent ensuite la jeune fille aux services de renseignements de l'état-major du général Massu. C'est l'adjoint du service, le capitaine Graziani, qui « reçut » la jeune fille.

Graziani était un très beau garçon, brun aux traits réguliers, amusant, enjoué, bon vivant, jouant avec la vie. C'était un joueur dans tous les sens du mot. Il jouait à la guerre, au renseignement, éventuellement à la roulette. Ancien de Cao Bang. Il avait été quatre ans prisonnier des Viets. Et sous ses dehors de j'm'enfoutiste, il savait ce qu'était la souffrance et admirait la bravoure. Comme beaucoup de parachutistes, comme la majorité des léopards, s'il admettait que seules certaines méthodes permettaient d'obtenir des résultats dans une guerre subversive menée à coups de bombes aveugles et d'attentats urbains qui terrorisent la population — guerre que le gouvernement leur demandait de gagner —, il n'approuvait pas la systématisation de la torture telle que la pratiquaient certains « bérets verts » étrangers et les hommes d'O...

« Si la petite est passée dans leurs mains, confia-t-il à ses amis, elle a dû passer un sale quart d'heure. »

Lorsqu'il demanda à Djamila, encore choquée par son interrogatoire, ce qu'elle avait fait, elle lui répondit : « Fumier ! » Elle prit une paire de claques et Graziani, sans insister, la fit

soigner. Il voulait « avoir » Djamila Bouhired « au charme ».

À l'opposé d'un commandant O..., Graziani était persuadé que l'on pouvait obtenir des renseignements par d'autres méthodes que la torture. Il n'était pas seul à penser ainsi. Son ami Yves de La Bourdonnaye, qui, depuis que Trinquier s'occupait du D.P.U., avait repris son poste auprès du colonel Godard, pensait de même.

Graziani calma Djamila. Il vint la voir chaque jour à l'hôpital, puis, guérie, à la 10^e D.P. où elle était détenue. Il l'emmena même à la popote des officiers. Ceux-ci, ignorant qui elle était, la traitèrent comme une jolie fille invitée par des officiers. Elle ne revint pas de sa surprise lorsque, sachant la vérité, les amis de Graziani se montrèrent aussi galants, aussi enjoués. Elle ne distingua aucun changement dans leur comportement. Elle crut à un piège. La douche écossaise. Torture et régime privilégié. Puis elle céda à la prévenance. On parla de la lutte, du Front, des léopards. On vit longtemps Graziani et Djamila Bouhired ensemble. On disait que la jeune militante était tombée amoureuse de l'officier parachutiste. Deux de ses amis intimes me l'affirmèrent, ayant vu des lettres écrites par Djamila à Graziani. De son côté, le capitaine ne semblait pas insensible au charme de la jeune fille. La nouvelle parvint à l'extérieur car le bruit circula chez les militants du F.L.N. d'Alger qu'« elle était tombée amoureuse de son bourreau ».

Certains officiers apprirent beaucoup de choses à travers cette « idylle ». J'entends d'ici les critiques, les accusations de mensonge, d'histoire montée. Elle m'a été confirmée par deux des meilleurs amis de Graziani, elle m'a également été confirmée par des membres du réseau Yacef.

Enfin, ce qui montre à quel point certains officiers furent frappés par ce qu'avait pu leur dire Djamila sur Yacef et les buts que poursuivait le Front, un homme comme le commandant Pouget, que nous avons vu créer les premiers léopards « rappelés », envisagea, au moment du 13 mai — dont il fut, comme on le verra plus tard, l'un des principaux artisans — de réunir Jacques Chevallier, Yacef Saadi et Djamila Bouhired ! Et de profiter de l'ambiance extraordinaire qui régna pendant les quelques jours où les Européens avaient oublié leur haine du collège unique et se rapprochaient de « leurs frères musulmans », pour leur montrer les avantages d'une véritable communauté franco-musulmane.

Le 14 mai 1958, Godard et Pouget s'apprêtaient à libérer Djamila quand... mais c'est une autre histoire. Et les sentiments avaient bien changé depuis le 15 juillet 1957 où Djamila Bouhired fut condamnée à mort... Graziani devait mourir en héros en Kabylie, Djamila épousa son avocat.

Les relations étranges qui unirent durant quelques semaines le capitaine de parachutistes et la jeune F.L.N. ne constituèrent pas l'un des épisodes les moins étonnants de cette « bataille d'Alger » qui allait encore en susciter tant.

La création de la commission de sauvegarde avait été décidée le 5 avril 1957. L'annonce du « suicide » de M^e Ali Boumendjel dans un immeuble d'El-Biar où il devait être interrogé — « suicide » dû, selon toute probabilité, aux hommes d'O... qui ne pouvaient plus présenter l'avocat après l'avoir interrogé — avait provoqué en France un immense retentissement. M. René Capitant avait suspendu ses cours à la Faculté de droit. Ali Boumendjel était un de ses anciens élèves. Le gouvernement socialiste cherchait quelle mesure pourrait frapper l'attitude « antifrançaise » de M. Capitant, lorsque avait éclaté l'affaire Bollardière. Alors, la commission avait été créée sur proposition de M. Defferre, malgré l'opposition de certains membres du gouvernement. Mais il fallait lâcher du lest à l'opinion publique métropolitaine. Une manifestation du Comité d'entente des anciens combattants fut annoncée pour saluer comme il convenait l'arrivée de cette commission « mendésiste » à Alger. Le 23 avril, la commission d'enquête ajournait son voyage ! Alger pavoisa.

Une nouvelle commission d'enquête, dont les membres les plus connus étaient M^e Maurice Garçon et le gouverneur Robert Delavignette, fut installée par Guy Mollet le 10 mai 1957. La première visite des membres de cette commission — il s'agissait de M. le professeur Richet et du général Zeller — eut lieu entre le 23 mai et le 20 juin. La commission n'avait le droit que de chercher à déceler des « manquements individuels » et en aucun cas ne pouvait remettre en question la politique appliquée en Algérie⁽⁶⁾ Ni le général Zeller ni M. Richet n'eurent connaissance du massacre du Ruisseau ni de la présence au camp de Berrouaghia de deux personnes dont on parlera énormément par la suite : MM. Audin et Alleg.

Dans les premiers jours de mai 1957, deux terroristes abattent deux parachutistes chemin Polignac, dans le quartier du Ruisseau.

Alertés par les détonations, les paras d'un camp voisin auquel appartenaient les deux hommes abattus arrivent sur les lieux. Des officiers les accompagnent dont l'un des principaux colonels de la 10^e D.P. Ils voient leurs hommes morts sur la route. Un Européen du D.P.U. est là.

« Je vais vous guider, propose-t-il, je sais un bain maure où on a failli prendre Ali la Pointe il y a peu de temps. C'est tous des fellaghas. Les assassins ont dû se réfugier là. »

Il est 20 Heures. Le bain maure, comme tous les bains maures d'Alger, se transforme, la nuit tombée, en dortoir pour pauvres bougres sans domicile. Il est exact que de nombreux membres du F.L.N., traqués par la police, essayent parfois d'y trouver refuge, espérant passer inaperçus au milieu de ce grouillement misérable.

Les hommes du commando, guidés par le chef d'îlot D.P.U., pénètrent dans le bain maure.

« Tout le monde debout contre le mur. »

Et les mitraillettes claquent. C'est le massacre. Un flot de sang. C'est l'hystérie. Les maisons avoisinantes ne sont pas épargnées. On sort les locataires : les femmes et les enfants d'un côté, les hommes de l'autre. Et encore le miaulement aigrelet des mitraillettes. Les hommes sans défense frappés à bout portant s'écroulent. La nuit tombe sur près de quatre-vingts cadavres. Les deux paras sont « vengés ».

Le lendemain, le G.G. est au courant. Tous les membres du cabinet Lacoste *savent*. Ils savent que si la plupart des léopards exécutent le mieux possible, le plus « humainement » possible — mais peut-on de part et d'autre parler d'humanité dans cette guerre subversive ? — la mission confiée par le gouvernement, il existe en leur sein certains officiers qui ont une simplicité dans l'assassinat qui dépasse l'entendement ! Tout le monde les connaît, nombre de fonctionnaires civils en ont déjà peur.

L'un des proches collaborateurs de Lacoste me le racontera plus tard :

« La fusillade du Ruisseau, c'est le tournant — un des multiples tournants de cette guerre tortueuse ; il faudrait parler, tout raconter, dénoncer quelques assassins, quelques sadiques qui font que l'armée perd son honneur, ou se tirer lâchement de l'engrenage. Et tout laisser tomber. »

Mais c'était impossible. Les civils avaient voulu mater Alger. Ils avaient donné carte blanche. On avait dit : Il faut que ça saigne... Maintenant le sang pourrissait et ça commençait à sentir mauvais... Le collaborateur de Lacoste essaya lui aussi — après Teitgen — de tirer la sonnette d'alarme... Cet homme — pour lequel j'ai beaucoup d'estime — pleura après la réponse que lui firent quelques proches. Je ne peux en dire plus sans dévoiler son nom et le nom de ceux et celles qui l'attaquèrent. Et qu'importe ! « Le Ruisseau » devenait la honte du Gouvernement général. C'était l'enlèvement. La preuve qu'on ne pouvait plus rien faire. Que courir après l'événement pour le couvrir. Ce que fit Robert Lacoste. En conscience. Il était sûr de pouvoir « se rattraper ».

Depuis les attentats des stades, le 9 février, aucune bombe n'avait éclaté dans le centre d'Alger. Yacef, reformant ces groupes, isolé du C.C.E., avait préféré reprendre en main politiquement la population et éviter que la répression ne s'abatte à nouveau sur la Casbah, qui était son dernier refuge.

Le massacre du Ruisseau et un appel au secours de la wilaya 4, qui, à son tour, se heurtait aux parachutistes, amorcèrent le nouveau cycle de la terreur.

Yacef décida pour le 3 juin une opération bombes. Ainsi, il répondrait à la population qui après le massacre du Ruisseau disait : « On se fait fusiller... et le F.L.N., qui disait être si puissant, qu'est-ce qu'il fait ? Les paras l'ont écrasé ! »

Le lundi 3 juin à 15 Heures, la foule qui circulait dans le centre d'Alger ne remarqua pas quatre hommes vêtus de l'uniforme de toile bleue de l'E.G.A. s'affairer autour d'un socle de lampadaire, rue Alfred-Lelluch, près de la grande poste. Meraoubi, l'un des membres des nouveaux commandos de Yacef, ouvrit grâce à une clef procurée par un véritable employé du Gaz d'Algérie, le socle d'un lampadaire qui servait également d'arrêt d'autobus. L'un des hommes qui l'accompagnaient fit semblant de resserrer quelques boulons à l'intérieur du socle peint en blanc, un autre déposa une petite boîte qu'il avait sortie de sa sacoche de gros cuir patiné. Meraoubi verrouilla la petite porte et les hommes poursuivirent leur chemin. Qui pouvait soupçonner les préposés à l'entretien de poser des bombes ?

Les quatre hommes renouvelèrent leur manège au bas de la rue Hoche, à la station du Moulin et au carrefour de l'Agha, face au Mauretania, près du café Métropole.

Ce fut affreux. Entre 18 h 25 et 18 h 30 les trois socles de fonte explosèrent, transformés en véritables shrapnels. Rue Hoche, le trolley venait de démarrer lorsque ja bombe explosa : il n'y eut que deux blessés.

Mais au carrefour de l'Agha se pressait une foule de petits employés et d'ouvriers européens et musulmans qui regagnaient Bab-el-Oued, il y avait aussi des gosses qui sortaient d'une école voisine. Soudain le lampadaire vacilla au milieu d'une explosion gigantesque. Lorsque la fumée se dissipa, des corps criblés d'éclats de fonte gisaient au sol. Une jeune fille, le ventre déchiré, hurlait ; un homme, le crâne enfoncé par un éclat, s'était écroulé, les bras en croix. Foudroyé.

Rue Alfred-Lelluch, devant la droguerie Cote, le socle du lampadaire avait été pulvérisé, mitraillant à bout portant la foule dense qui se pressait pour prendre le trolley.

Sept morts dont trois gosses de six, dix et quatorze ans, et quatre-vingt-douze blessés, Européens et musulmans mêlés, furent relevés sur la chaussée sanglante.

L'opinion publique, encore sous le coup de l'indignation qui avait suivi le massacre, par le F.L.N., des habitants du village de Melouza^[2], se souleva devant l'horreur des attentats. Il fallait faire quelque chose.

Eternel refrain... tellement compréhensible. Et en France, dans cette métropole qui apportait tant et en qui malgré tout on n'avait pas confiance, il n'y avait plus de gouvernement. Mollet avait été renversé le 21 mai, sur la politique économique de son gouvernement. Il faudra attendre le 12 juin pour que Bourgès-Maunoury soit investi. Et la vacance du pouvoir risquait de favoriser la rébellion. Alors que faire ? Le Comité d'entente des anciens combattants envoya une lettre aux présidents des groupes parlementaires :

« Il faut de toute urgence un chef. À l'heure où il vous appartient de le choisir, nous devons vous adjurer de prendre conscience de la véritable situation... »

En attendant, Salan, appuyé par Lacoste, fit revenir d'urgence les unités parachutistes qui, en février, avaient obtenu de si bons résultats. Les léopards revenaient pour la deuxième partie de la « bataille d'Alger ».

Yacef vivait dans un état second. La population musulmane avait diversement apprécié les attentats des lampadaires. Drôle de façon de la venger des militaires en tuant des enfants et des frères qui rentraient de leur travail.

Yacef décida de mieux « doser », de mieux choisir le lieu des attentats. Car maintenant, il fallait continuer. À tout prix. Pour aller où ? Yacef l'ignorait. Sans ordres du C.C.E., il essayait maintenant d'attirer coûte que coûte à Alger les unités qui mettaient en grave danger les commandos de la wilaya 4. Tant pis pour la casse.

Au Gouvernement général, on attendait la prochaine catastrophe. Continuerait-on la même politique ? Le samedi 8 juin, Lacoste fit parvenir à Bourgès-Maunoury, qui allait se présenter devant l'Assemblée, les conditions qu'il estimait indispensables à la poursuite de sa mission en Algérie : arrivée accélérée des renforts ; accroissement et développement du dispositif de défense ; renforcement des effectifs de police venant de métropole ; mise en place en Algérie d'un statut provisoire dont le projet avait reçu l'agrément de tous les partis nationaux.

Ce même samedi, au Casino de la Corniche, situé sur un éperon rocheux de Saint-Eugène, dans la proche banlieue d'Alger, un gamin de dix-sept ans, plongeur dans l'établissement, posait un paquet sous l'estrade qu'occuperait quelques heures plus tard l'orchestre de l'enfant chéri de Bab-el-Oued : Lucky Starway.

Le Casino de la Corniche était le nouvel objectif de Yacef. Là, pas d'enfants. Seulement des jeunes gens, beaucoup de militaires, d'inspecteurs de police, de joueurs. Et pas de musulmans. Ils étaient refoulés à l'entrée. C'est pourquoi Yacef avait eu besoin de la complicité d'un employé du Casino. Il ne l'obtint qu'en promettant au jeune homme de le faire évacuer au maquis avant l'explosion de la bombe.

L'engin explosa à 18 h 55, fauchant des dizaines de couples qui dansaient tendrement. L'estrade fut littéralement soulevée par l'explosion. Le piano réduit en miettes. Lucien Seror, dit Lucky Starway, était mort sur le coup, éventré. Sa chanteuse eut les pieds arrachés, le danseur Paul Pérez, les jambes sectionnées. Lorsque la fumée et la poussière des gravats furent retombées, plus de cent personnes gisaient dans les décombres, perdant leur sang. Le silence qui succéda à l'explosion fut bientôt déchiré par les hurlements des blessés. La bombe ayant explosé au ras du sol la

plupart des victimes étaient atteintes aux membres inférieurs.

Huit morts. Quatre-vingt-un blessés dont dix furent amputés ! Les douze blocs opératoires de l'hôpital de Mustapha fonctionnèrent toute la nuit.

Alger était à nouveau atteint de folie sanguinaire. Le cycle répression-attentat avait repris avec une intensité que jamais la capitale n'avait connue.

Et le mardi, aux obsèques des victimes, ce fut l'émeute. Comme à l'enterrement de Froger. Les ratonnades. Les magasins saccagés. Les C.R.S. qui tentent de contenir la foule en furie. Les grenades lacrymogènes... Le couvre-feu fut établi à 21 Heures.

L'exaspération était à son comble. Chez les Européens, chez les musulmans, on veillait des corps. Le fossé venait de s'élargir et de se creuser un peu plus. Ce n'était plus un fossé, mais un ravin !

Les débris laissés par l'émeute étaient tout juste balayés, la fumée des gaz lacrymogènes était à peine chassée par l'air printanier que Bigeard et ses hommes du 3^e R.P.C. revinrent dans « le merdier ».

Une nouvelle fois, c'était aux léopards que l'on faisait appel.

Bigeard et la plupart des officiers parachutistes n'étaient pas plus « chauds » en juillet 1957 pour entreprendre le travail de police que représentait la lutte antiterroriste qu'ils ne l'étaient en janvier.

À l'issue de ses premières victoires algéroises, Bigeard avait pourtant été félicité — comme s'en souvenait le général Allard — par Max Lejeune et Bourgès-Maunoury pendant une visite de secteur au cours de laquelle « la B.B. de l'armée » présentait ses diagrammes et ses statistiques prouvant le démantèlement de 80 % de l'organisation rebelle.

Bigeard avait profité des félicitations pour répondre :

« Monsieur le ministre, vous pensez bien qu'on n'arrive pas à de tels résultats avec des méthodes d'enfant de chœur. »

On lui avait répondu benoîtement de ne pas s'en faire et de veiller simplement à ce qu'il n'y eût pas de « bavures ». Et puis on avait parlé d'autre chose.

Bigéard était reparti pour le djebel refaire une guerre qu'il connaissait, où l'héroïsme et le respect de l'adversaire n'étaient pas de vains mots. Il se « refaisait une santé ». Et voilà qu'on le rappelait à Alger parce qu'on n'avait pas réussi à redresser la situation. Il y avait eu la campagne de presse contre la torture, les crimes.

Ses « petits gars se posaient des questions ».

Avant de se retremper dans la boue, Bigéard, qui commençait à en « avoir marre » de ces politiciens qui se défilait toujours lorsqu'il s'agissait de parler franc, « pondit » une note d'orientation expliquant la situation à ses hommes. Au moins les choses seraient claires.

« 20 juillet 1957. Nous l'avions prévu..., écrivait Marcel Bigéard.

« Six mois après notre première action, après avoir donné le ton dans le travail antiterroriste ingrat, après avoir travaillé intensément dans le djebel, il nous faut revenir à Alger pour recommencer.

« Depuis le 15 mars, date de notre départ de cette ville, on peut dire que rien de très profond n'a été fait.

« Nos organigrammes de février servent encore de base.

« À une période où il est plus facile de renoncer que de vouloir, nous avons deux éventualités possibles pour « tuer » notre « période Alger » :

« La première peut consister à se contenter du travail en surface, en évitant de se compromettre, en jouant intelligemment sans prendre de risques, comme beaucoup — hélas ! — savent trop bien le faire ;

« La seconde : à nouveau et comme toujours, jouer le jeu à fond, proprement, sans tricher, en ayant un seul but : détruire, casser les cellules F.L.N., mettre au jour la résistance rebelle d'une façon intelligente, en frappant juste et fort.

« Nous adopterons immédiatement la seconde. Pourquoi ?

« Parce que c'est une lâcheté que de ne pas le faire. Il est, certes, plus facile, plus reposant, moins compromettant, de ne rien faire et se contenter de critiquer ceux qui agissent.

« Parce que, face à ces guerres subversives, face à ces pâles assassins, c'est la seule formule valable... formule pour laquelle nous nous battons dans tous les domaines et contre n'importe qui.

« L'opinion en France est encore divisée. Il y a les « pour » et les « contre ».

« Il y a essai de reprise de contacts avec les dirigeants F.L.N. à Tunis.

« Il y a ces articles de presse qui nous calomnient.

« Il y a ceux qui ne prennent aucune position, et qui attendent. Si nous gagnons, ils seront nos défenseurs, si nous perdons, ils nous enfonceront.

« *Les directives concernant cette guerre, les ordres écrits n'existent pas — et pour cause !*

« Je ne peux vous donner des ordres se référant à telle ou telle note de base... Peu importe !

« Vous agirez comme en janvier, « avec cœur et conscience ».

« Proprement.

« Vous interrogerez durement les vrais coupables, *avec les moyens bien connus qui nous répugnent.*

« Dans l'action du régiment, je serai *le seul responsable.*

« Certes, ce travail n'est pas le nôtre, nous avons tout fait pour ne pas revenir à Alger : nous préférons tous le combat régulier contre une bande bien armée.

« Si nous estimons le rebelle du djebel, surtout lorsqu'il se bat bien, nous méprisons le terrorisme. »

Bigéard n'avait nul besoin de faire preuve de son courage sur le terrain, sa carrière abondait en exemples, mais cette note — dont Bourguès-Maunoury, nouveau président du Conseil, ancien ministre de la Défense nationale de Guy Mollet, ne put manquer d'avoir connaissance — était à sa façon d'un courage politique peu commun. La « merde et le sang... ». Oui. Mais on se mouille tous ensemble !

S'étant débarrassé dans cette note de tout ce qu'il avait sur le cœur — sans attendre une improbable réaction Officielle —,

Bigéard et ses léopards se remirent au travail ainsi que toutes les autres unités de paras. La « bataille d'Alger » recommençait. Objectif principal : Yacef Saadi.

Les léopards réintégrèrent leurs P.C. de la Casbah, leurs immeubles réquisitionnés. La surveillance du haut des terrasses les mieux exposées se fit plus vigilante que jamais. Et surtout il y eut un changement notable : les paras s'étaient aperçus que lorsqu'ils emmenaient les hommes d'une maison suspecte pour les interroger dans leurs locaux, les militants F.L.N. et les terroristes de Yacef avaient le temps de se sauver. On donnait l'alerte dès le départ des hommes arrêtés. Désormais « l'interrogatoire » se déroula à domicile. L'humiliation constante n'avait pas lieu seulement dans la rue ou aux P.C. des paras mais dans les maisons de la Casbah. Dans les appartements. De plus, la famille réunie devant le père, le frère ou l'enfant interrogé n'était pas un facteur négligeable dans les aveux d'un suspect.

L'aveu obtenu, la cache d'armes, de bombes, la planque de « commando », le simple nom lâché, les équipes étaient à pied d'œuvre.

Les léopards savaient que les planques en quartiers européens étaient maintenant inexistantes. L'heure de la complicité européenne était passée. Tous les libéraux et ceux qui aidaient le Front étaient en prison. Tout était localisé dans les quartiers musulmans et principalement à la Casbah. Les léopards, y étant eux-mêmes implantés, pouvaient en un minimum de temps être en état d'alerte. Il fallait au maximum un quart d'heure, souvent moins, pour exploiter le renseignement à partir du P.C. le plus proche de la cache révélée. Le bouclage des pâtés de maisons se faisait maintenant sur place alors qu'au début de la « bataille » les paras « bouclaient » complètement la Casbah à 2 Heures du matin et donnaient par leurs mouvements l'alerte aux commandos de Yacef qui avaient le temps de s'échapper.

Les résultats obtenus dans cette deuxième partie de la « bataille d'Alger » furent impressionnants. Très vite les réseaux reconstitués par Yacef tombèrent. On arrêtait à nouveau à tour de bras. Les hommes d'O... qui, pas plus que l'état-major de la 10^e D.P. et Alger-Sahel, n'avaient quitté Alger, poursuivirent leur action avec une efficacité encore accrue.

Le mardi 11 juin, à 23 h 30, une jeep s'arrêtait devant l'H.L.M. de la rue Gustave-Flaubert. Un capitaine de

parachutistes de l'École des transmissions d'El-Biar suivi de ses hommes pénétrait dans le bâtiment 1, cinquième groupe, et sonnait à la porte d'un assistant à la faculté des sciences d'Alger.

« Maurice Audin ? Veuillez nous suivre.

— À cette heure ?

— Oui. »

Maurice Audin, vingt-cinq ans, embrassa sa femme Josette et ses trois enfants qui dormaient, et suivit le capitaine D... qui l'emmena au centre de tri d'El-Biar, où commença son interrogatoire. Jamais Josette Audin ne devait revoir son mari. Des parachutistes s'installèrent dans l'appartement auprès de Josette et des enfants, interdisant le moindre contact avec l'extérieur jusqu'au samedi 15 juin.

Le 12 juin, Paul Teitgen signait une nouvelle assignation à résidence au nom d'Autun (*sic*) Maurice, sur proposition du colonel commandant le sous-secteur de Bouzaréa. Le 13 juin, le colonel donnait le motif suivant : membre actif du P.C.A. clandestin — collusion P.C.A.-F.L.N. Compromis dans l'affaire des bombes. Vérification des activités.

Mais cette fois le « disparu » — car personne ne devait revoir Audin vivant si ce n'est Henri Alleg, le directeur d'*Alger républicain*, qui était lui-même détenu et torturé à El-Biar et qui décrivit son calvaire dans un livre qui fit grand bruit : *la Question* — n'était pas un quelconque « bougnoule ».

L'affaire fut lancée par le recteur de l'académie d'Alger dès le 15 juin. Et se succédèrent toute une série de pièces, de lettres pour retrouver Maurice Audin. Eh métropole, l'affaire devint un symbole des méthodes employées à Alger pour gagner la « bataille ».

Le 21 juin, Paul Teitgen annula les effets de l'arrêté prononçant l'assignation à résidence de Maurice Audun (*sic*), « l'intéressé s'étant évadé du centre de tri du sous-secteur de Bouzaréa le 21 juin 1957 ».

L'affaire aura les suites que l'on sait. Ira en justice. Des officiers seront interrogés. On ne peut en dire plus. La loi d'amnistie interdit de les nommer. On a passé l'éponge. Mais le fait est là : Maurice Audin avait été liquidé. Un comité Maurice-Audin entreprit de faire la lumière et lorsque Paul Teitgen

apprendra, quelques mois après le 13 Mai, alors qu'il est en mission au Brésil, qu'on s'apprête à juger — par contumace — Maurice Audin, cet homme d'honneur entrera dans une violente colère et décidera d'apporter les preuves de l'assassinat de Maurice Audin : « On n'a pas le droit de juger un macchabée. »

L'affaire Audin, qui eut un immense retentissement public, n'en eut pas moins à l'intérieur de la 10^e D.P. Elle devait amener la rupture entre le colonel Godard, chef d'Alger-Sahel, et le commandant O...

Godard est toujours resté — malgré les circonstances exceptionnelles — un officier orthodoxe. Dès le mois de janvier 1957, il est furieux que l'on mêle les paras, troupes de choc, à des tâches policières. Mais ce sont les ordres de Salan, de Lacoste, du gouvernement Mollet, il faut donc obéir. Le commandant O... a été nommé à la tête de l'état-major parallèle. Ses résultats sont bons, très bons. Très rapidement, Godard sait qu'ils sont trop bons. Il est choqué par les méthodes d'O... Tout comme Bigeard. Ni l'un ni l'autre ne sont des enfants de chœur, ce sont des officiers de troupes de choc, mais il y a des limites. O... liquide trop facilement. Ses types, ses sous-off', sont des « dingues ». Et leur exemple est dangereux. Certains officiers O.R., certains officiers « psychologiques », d'autres régiments les suivent. Liquider tous ceux qui risqueraient d'être des interlocuteurs valables. Voilà la solution. Ça suffit bien qu'un gouvernement « sans couilles » entretienne Ben Bella et sa clique comme des « coqs en pâte »... et Ali Boumendjel est « suicidé ». On interroge vite, efficacement. Mais il y a les « chocs en retour ». Les bavures sont trop nombreuses. Trop importantes. L'histoire de la démission de Teitgen a filtré chez les officiers supérieurs de la 10^e D.P. Il y a la commission de sauvegarde. Tous ces pédés de journalistes, de progressistes, de catholiques à la manque sont plus puissants qu'on ne le pensait.

Et là-dessus se greffe l'affaire Audin. Cela risque d'être gênant car tout le monde sait qu'O... est responsable de la mort d'Audin. Ou plutôt ses hommes. Car il s'agit d'une méprise. C'est Alleg — « le journaliste rouquin *d'Alger républicain* » — qui, le 21, doit passer « à la corvée de bois ». On l'emmènera à la « fosse » entre Zéralda et Koléa. Au centre d'El-Biar, les sous-off' d'O... se trompent et embarquent Audin. Lorsqu'il s'aperçoit qu'on va le liquider, Audin crie aux hommes : « Vous faites erreur, je suis

européen... » Son corps va rejoindre ceux de tous les déchets « interrogés » trop durement. Un nom de plus parmi les 4 000 disparus de Teitgen !

Godard a appris l'histoire. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Si, comme tous ceux qui connaissent la guerre subversive, il sait que devant le terrorisme il n'y a que deux solutions : employer la torture ou s'en aller, la forme employée par O... ne peut durer. Les hommes d'O... et ceux des bérets verts que met en cause Teitgen dans sa lettre de démission torturent à fond. Et Godard sait qu'un homme torturé à fond doit être éliminé. Il est impossible de le « remettre dans le circuit ». Faute de pouvoir le « modérer », Godard met fin à la mission d'O... il supprime le rôle spécial de son état-major.

Pour Godard comme pour Massu, Audin s'est évadé, et est parti vers la Tunisie. Ce sera la version officielle et unique. O... sera rapatrié en France, il sera souvent envoyé en mission à l'étranger.

Personne ne se met en travers de la décision prise par Godard. Ni Massu ni Salan, qui maintenant voudraient très vite gagner et en savoir le moins possible. Car, étant les chefs, ils sont responsables de la « bataille d'Alger » et s'aperçoivent que pour débarrasser Alger de la « vérole. » F.L.N. leurs léopards sont en train d'attraper la gangrène.

Et pourtant si ! Un officier de la 10^e D.P. se mit en travers. Craignant que le départ d'O... ne lui fasse perdre une place à laquelle il tenait, il décida ni plus ni moins que de liquider Godard en montant un attentat que l'on attribuerait au F.L.N.

Replaçons-nous bien dans l'ambiance d'Alger où tuer ne veut pas dire grand-chose, où tout le monde est armé, où l'on abat un Arabe sous l'œil impassible du flic du coin, où une jolie et frêle jeune fille pose une bombe qui fera dix morts, où une équipe de bras cassés tire au bazooka de fortune sur le commandant en chef en plein jour, en plein cœur d'Alger ! Alors, pourquoi pas Godard ?

En outre, certains trouvent Godard trop mou, trop humain. En appliquant « leurs » méthodes, on « aurait » le F.L.N. depuis longtemps. Plus personne ne bougerait le petit doigt.

C'est ça, Alger. Ceux qui n'y ont pas vécu ne peuvent le croire. Par exemple, on voit Bigeard roulant des mécaniques tenir des

conférences de presse dans la rue. Gorlin, le porte-parole officiel, n'est pas content, s'en plaint à Lacoste, qui s'en plaint à Salan :

« Vous avez tout à fait raison, dit Salan, faites-le venir et passez-lui un savon. »

Lui, qui est pourtant le patron des militaires, ne veut pas se mouiller !

Et c'est ce qui se passe. Lacoste engueule Bigeard. Le colonel, penaud, répond, mi-contrit, mi-riolard : « Bigeard le fera plus ! »

Des parlementaires anglais effectuent un voyage d'information en Algérie. On va leur montrer des officiers « représentatifs ». Les membres du cabinet Lacoste se souviennent encore de la réponse de Massu lorsqu'on propose de leur faire rencontrer le patron du 3^e R.P.C. :

« Comment ! Bigeard ? Mais c'est un communiste ! On ne peut pas mettre des gens de l'extérieur en contact avec cet ostrogoth ! »

On croit rêver. Alors pourquoi pas l'attentat contre Godard ?

Il est mis au point quelque temps plus tard à l'époque de la mutation d'O... Une embuscade est montée avec quelques-uns des sous-off' « dingues », exécutés des basses œuvres, dans les tournants de la rampe Valée, que la voiture de Godard emprunte tous les soirs vers minuit. Heureusement pour lui, cette nuit-là, Godard rentra à 3 Heures du matin. L'embuscade avait été levée. Ayant réfléchi, l'officier qui la monta trouva préférable pour la suite de s'entendre avec Godard. Celui-ci n'apprendra l'existence de ce projet d'attentat que dix ans plus tard, en exil en Belgique ! Du temps aura passé. Et les deux hommes étaient devenus amis !

Ali Bouzourène, un des hommes de Yacef, surveillait la sortie de l'hôtel Saint-George, le plus luxueux palace d'Alger. Il regarda sa montre. 14 Heures, c'était l'heure fixée.

Ali Bouzourène, qui avait à peine vingt ans, reconnaît la personne qu'il attendait. Une femme solide, à l'allure décidée, qui connaissait parfaitement Alger et l'Algérie.

Germaine Tillion, ethnologue, ancien conseiller technique au cabinet Soustelle, créatrice des centres sociaux, sortit de l'allée qui conduisait à l'hôtel Saint-George. Elle aperçut Bouzourène qu'elle avait jadis rencontré. Un gamin d'une vingtaine d'années

qui aimait passionnément son pays.

Il faisait une chaleur torride ce 4 juillet et l'arrêt d'autobus se trouvait en plein soleil. Germaine Tillion s'en approcha et attendit le véhicule sans accorder un regard à Ali Bouzourène. Elle devait simplement le suivre. Le trolley s'arrêta dans un crissement de pneus. Germaine Tillion remarqua que le goudron de la chaussée fondait et retenait l'empreinte des pneus des véhicules. La chaleur était telle que dans l'autobus les voyageurs semblaient somnoler. La sueur collait les chemisettes aux torsos des hommes et laissait de larges auréoles sous les bras des femmes. Germaine Tillion, qui venait de prendre une douche, se sentait déjà mal à l'aise. Mais ses préoccupations étaient pour l'heure beaucoup plus importantes.

Depuis un mois, elle enquêtait avec une commission internationale contre le régime concentrationnaire sur les prisons d'Algérie. Elle avait appris l'arrestation par les parachutistes au cours de la « bataille d'Alger » de la plupart de ses amis des centres sociaux, telle Nelly Forget. Tous avaient été torturés. Elle avait profité de son élection à la tête d'une commission d'enquête contre les régimes concentrationnaires pour réclamer une enquête sur l'Algérie. M. Louis Martin-Chautfier et elle-même avaient servi de « cornacs » aux membres étrangers : un avocat hollandais, un médecin belge le Dr André, et Lise Borsum, une résistante norvégienne. Tous trois avaient été déportés pendant la guerre.

G, Tillion avait eu confirmation de ce qu'elle redoutait : « La pellicule agissante et pensante était bien mince chez les Français d'Algérie, me dit-elle plus tard, j'étais atterrée. Toute l'élite algérienne était en prison. Tous ceux qui, chez les Européens et chez les musulmans, pouvaient constituer le premier noyau d'une véritable communauté franco-algérienne étaient incarcérés, torturés. La période coloniale se terminait et on massacrait l'élite algérienne. On l'acculait à nous détester. »

L'enquête terminée, une amie algérienne, Fatima, lui dit, le mardi 2 juillet, au Saint-George :

« Ils veulent vous voir...

— Qui « ils » ?

— Un réseau, le F.L.N. je crois...

— Au nom du ciel, ma petite Fatima, ne vous en mêlez pas, vous risqueriez d'être prise par les parachutistes. Moi, je les verrai. Qu'ils s'adressent à moi directement.. »

Et le lendemain elle avait reçu à l'hôtel un message anonyme : « Un jeune homme que vous connaissez vous attendra à 14 Heures à l'arrêt du trolley face au Saint-George. Suivez-le sans vous inquiéter des changements de transport. Il faut éviter d'éventuelles filatures... » Germaine Tillion n'avait pas hésité. Elle était bouleversée par les attentats aveugles du F.L.N. et par la répression des léopards. Il fallait que cela cesse et, pour cela, prendre contact.

Elle ignorait, ce 4 juillet, qu'elle allait rencontrer le chef insaisissable du F.L.N. d'Alger, Yacef Saadi. Celui-ci avait appris par le responsable propagande de son réseau que Germaine Tillion, qui avait écrit un livre courageux sur l'Algérie et qui avait créé les centres sociaux, se trouvait à Alger. Son responsable voulait la rencontrer et lui en avait demandé l'autorisation : « C'est une femme qui comprend nos problèmes ! »

Yacef qui avait été bouleversé par les résultats des bombes des lampadaires et surtout du Casino de la Corniche, puis par l'idée que Djamila Bouhired, qui devait être jugée incessamment, pourrait être condamnée à mort et guillotinée à vingt et un ans, lui répondit :

« Non ce n'est pas toi qui verras cette femme, mais moi. »

Et il avait envoyé le message et Bouzourène.

Germaine Tillion changea trois fois d'autobus à la suite de son guide. Puis elle entra dans la Casbah par la rue Randon. Arrivée au marché Randon, place du Grand-Rabbin-Bloch, son guide tourna avant la synagogue, rue Caton. Germaine Tillion s'efforçait de ne pas quitter son guide des yeux et d'oublier le parcours qu'elle empruntait. Si je peux le donner aujourd'hui avec précision c'est grâce à Yacef Saadi et aux souvenirs de Mlle Tillion, qui effectua ensuite d'autres visites et reconnut les lieux.

Au n° 3 de la rue Caton, Ali Bouzourène fit entrer l'ethnologue. M^{me} Fathia Bouhired, tante de Djamila et veuve de Mostefa^[8] les accueillit. Il était 14 h 20. La vieille femme fit asseoir Germaine Tillion et Bouzourène dans un salon au premier étage, puis sortit. Aussitôt entrèrent Yacef Saadi, Zohra Drif et Ali la Pointe. Les deux hommes tenaient chacun une mitraillette à la

main et avaient à leur ceinture un pistolet et une grenade. Germaine Tillion ne connaissait aucun d'entre eux. Bouzourène, qui n'avait pas revu Yacef ni Ali depuis très longtemps, les embrassa longuement ainsi que Zohra. L'ethnologue remarqua un climat d'émotion intense qui — du fait de sa profession — ne la surprit pas. Elle savait que les grandes scènes d'effusions, les embrassades indiquaient un degré d'affectivité qui est celui du danger qui développe intensément l'émotion.

Puis Yacef se tourna vers Germaine Tillion. Zohra Drif le présenta sans dire son nom : « C'est le grand frère », puis, se tournant vers Ali : « Voici notre glorieux Ali la Pointe. »

Tout le monde s'assit.

« On m'a dit que vous vouliez me voir, dit Germaine Tillion, me voilà. Qu'avez-vous à me dire ? »

Le « Grand Frère », un peu interloqué, lui parla en bafouillant un peu de la brochure qu'elle avait consacrée aux problèmes sociaux et économiques de l'Algérie. « Il faudrait que vous en parliez avec les membres du C.C.E. », ajouta Yacef. Germaine Tillion ignorait ce qu'était le C.C.E. Le « patron d'Alger » entreprit de le lui expliquer^[9]. Puis la conversation porta sur la vie quotidienne d'Alger en pleine bataille. Le climat qui régnait dans la pièce aux volets clos, pour protéger autant de la chaleur que des regards indiscrets, était extraordinaire. Germaine Tillion, ethnologue mais surtout femme, sentait l'extrême tension de ces hommes et de la jeune fille qui les accompagnait. Celle d'hommes traqués, toujours sur le qui-vive, les nerfs en alerte. Ils avaient besoin de parler.

Ils expliquèrent la vie clandestine. G. Tillion leur parla de son expérience. Elle aussi connaissait cette vie. Elle parla de la Résistance française, de la trahison aussi.

« C'est comme cela que mon réseau est tombé, expliqua-t-elle. Sur dix arrestations, neuf l'étaient par trahison.

— Il n'y a pas de traîtres chez nous », répliqua Yacef.

G. Tillion pensa : « Ou il se trompe, ou ils ont de la veine ! » La suite va nous apprendre combien Yacef s'était trompé.

Puis Yacef parla des tortures infligées à Alger.

« Je suis presque aussi bien informée que vous-mêmes,

répondit G. Tillion, c'est le but de mon voyage en Algérie. »

Elle leur expliqua ce qu'était la « Commission internationale contre le régime concentrationnaire ».

Plus la conversation se prolongeait, plus Yacef se détendait. On en arriva à parler des bombes, des attentats aveugles. Yacef lui dit combien il avait été marqué par l'attentat de la Corniche.

« J'y suis allé, madame, j'étais déguisé en femme. J'ai vu les dégâts. Parmi les morts, il y avait un de mes copains pied-noir, un camarade de foot. Sa fiancée avait les deux jambes arrachées... »

Yacef observa un temps.

« Vous ne me croirez peut-être pas. J'ai pleuré toute la nuit. »

Germaine Tillion n'en crut pas ses oreilles. Elle regarda Zohra Drif et Ali la Pointe. Ils ne semblaient pas surpris des déclarations du Grand Frère. Eux-mêmes semblaient émus.

« Et puis, poursuivit Yacef, j'en ai assez. Il n'y aura plus d'attentat contre la population civile d'Alger ! »

G. Tillion, qui n'était venue que pour essayer de faire comprendre à quelque responsable que ce soit qu'il fallait faire cesser ce processus abominable, prolongea la conversation. Yacef lui expliqua que les premiers attentats à la bombe avaient été des réponses à l'attentat de la rue de Thèbes et surtout aux premières exécutions.

« Ces guillotins nous ont révoltés, expliqua-t-il. C'était le cycle infernal. Répression-attentat-répression. Bien sûr, si je m'engage à ne plus frapper la population civile, il faut que l'on cesse de guillotiner les patriotes.

— Écoutez, monsieur, je veux raconter notre conversation et votre promesse de ne plus faire d'attentat au gouvernement français.

— Entendu, mais qu'il promette la cessation des exécutions. »

Il était plus de 19 Heures quand Germaine Tillion quitta la Casbah. Elle prit l'avion pour Paris le soir même.

Il lui était facile de contacter le gouvernement. Son ami d'enfance, Louis Mangin, était au cabinet du président du Conseil. En outre, M^{me} Bouulloche, dont le fils était directeur du cabinet de Bourges, avait été sa compagne à Ravensbrück.

Le lundi après-midi, Germaine Tillion rencontra M. André Bouulloche et lui raconta sa conversation avec Yacef.

Le directeur du cabinet fut très intéressé : « Je vais mettre le président au courant. Il faut que je vous revoie, mademoiselle Tillion. Je vous remercie au nom du gouvernement français. »

Lors de la deuxième entrevue, peu de temps après, Germaine Tillion se fit pressante :

« Il faut absolument un refroidissement après l'escalade de violence à laquelle les deux parties se sont livrées, expliqua-t-elle. Avant d'amorcer des contacts officiels, il faut une régression de l'escalade. On peut à titre occulte demander la cessation des attentats contre la cessation des exécutions.

— Oui, mademoiselle. Et à ce propos je vous demande de retourner à Alger et d'établir une liaison officielle entre le gouvernement français et le F.L.N. mais... à vos risques et périls.

— Sur ce plan, cela m'est tout à fait égal. Mais ne jouez pas de saloperies. Si je promets qu'il n'y aura plus d'exécutions, il n'y en aura plus ?

— Vous avez ma parole d'honneur. »

Sortant de chez le chef de cabinet du président du Conseil, Germaine Tillion se sentit envahie de bonheur. Cette femme, profondément généreuse, qui aimait l'Algérie autant que la France, sentait que là, peut-être, on pourrait amorcer le processus de négociation et de paix. Elle prit une réservation pour Alger pour le 20 juillet au soir.

Le 20 au matin elle reçut un coup de téléphone. C'était son ami Louis Mangin.

« Passez chez moi d'urgence. Je he peux vous en dire plus. »

Elle arriva le plus vite possible. Mangin était atterré.

« Il va y avoir, le 25 juillet, à Alger, deux, exécutions capitales ! »

Germaine Tillion fut incapable de répondre. Sans dire un mot elle sortit. « Dans la rue, me raconta-t-elle, je pleurais toute seule. Dans cette guerre idiote, criminelle, nous accumulions les causes imbéciles qui déclenchaient contre nous des réactions meurtrières non moins criminelles, aveugles et imbéciles. Et entre ces deux masses, il y avait les pieds-noirs et les musulmans qui

seraient broyés ».

Les Européens d'Algérie, les associations d'anciens combattants, exigeaient des exécutions capitales. Si le président Coty accordait la grâce, les militaires disaient : « On ne peut maintenir l'ordre. » Alors le brave Coty, qui traversait une crise de conscience épouvantable mais qui — il faut malheureusement l'avouer — était à l'Élysée par hasard et n'avait ni la nature ni les moyens d'être un chef d'État, avait cédé. Si sans cela on ne pouvait gouverner...

Germaine Tillion eut envie d'annuler son voyage à Alger. À quoi cela pourrait-il servir ? Que pouvait-elle promettre ?

Puis elle se reprit. « S'il y a une chance sur un million, il faut la saisir... »

Elle embarqua à l'heure prévue.

Pendant le trajet, son entrevue avec le général De Gaulle lui revint à l'esprit.

Après son premier entretien avec Bouloche, Germaine Tillion se rendant compte que le gouvernement français ne se faisait pas obéir à Alger — Bouloche ne souhaitait pas les exécutions capitales mais ne pouvait imposer sa vérité — s'aperçut qu'on était dans une impasse. « La France agit au contraire de ses intérêts, pensa-t-elle. La France commet un crime contre la justice et contre elle-même. » Elle entreprit de voir des personnalités, de les mettre au courant, de les « faire bouger ». Elle vit Guy Mollet à deux reprises, Pinay, le cardinal Feltin, le pasteur Boegner, René Plevin. Elle vint voir le général De Gaulle, rue de Solferino.

Le général la reçut un après-midi. Longuement. Il avait sur son bureau la brochure que G. Tillion avait écrite sur l'Algérie.

« Là n'est pas la question, dit le général De Gaulle posant la main sur le livre qui ne traitait que des questions économiques. On reviendra au problème économique plus tard. Pour le moment, il est politique. »

Germaine Tillion lui raconta la mécanique épouvantable des exécutions capitales suivies d'attentats :

« Toute la prison, qui est mixte, entend les préparatifs. On sait ce qui va se passer. On hurle à la mort. Et la Casbah toute proche reprend le chant de mort. Elle hurle, pleure, prie. C'est une

intense communion dans le supplice.

— Il faut être complètement fou, plus que criminel, pour faire une chose pareille ! » commenta le général.

Germaine Tillion raconta ensuite la torture. Elle tenait les récits de la bouche de ses amis qu'elle avait pu visiter en prison grâce à son titre officiel.

« Mon général, pourquoi font-ils cela ?

— Ça donne des résultats sur le moment.

— Oui, peut-être, mais ça se retourne à la longue contre nous !

— Ils ne sont pas assez intelligents pour s'en rendre compte, mademoiselle Tillion. »

Et le général De Gaulle, très grave, évoqua des solutions.

« C'est l'évidence, dit-il, il faut parler, négocier, prendre langue. On ne laisse pas un peuple — quel qu'il soit — en quarantaine ! »

Sur le point de se retirer, Germaine Tillion ne put s'empêcher de dire au général :

« Il faut que vous fassiez quelque chose.

— Si je fais une déclaration elle sera prise à contresens par tout le monde. »

À ce moment, Germaine Tillion se rendit compte qu'elle avait devant elle un homme d'immense prestige mais qui n'imaginait pas reprendre un jour le pouvoir. De Gaulle la vit peinée, presque désespérée. Il lui dit, comme pour la reconforter :

« Tout ce que nous faisons d'humain se retrouve un jour... »

Un temps. Puis il ajouta, guilleret :

« Généralement après notre mort ! »

Pendant l'absence de Germaine Tillion, dix bombes avaient explosé à Alger au lendemain de la condamnation à mort de Djamila Bouhired et de Taleb Abderrahmane. Un sous-brigadier de police avait été tué. Il n'y avait pas de morts parmi la population civile.

Le dimanche 21 juillet, l'ancienne collaboratrice de Soustelle était à Alger. Il fallait à nouveau intervenir. Les prochaines

bombes seraient peut-être meurtrières. Yacef avait donné à G. Tillion une boîte postale où elle pourrait déposer un message si elle voulait le joindre, ainsi qu'un code — assez transparent — pour donner à sa lettre un aspect purement familial.

Elle lui écrivit le 23 juillet lui annonçant que deux exécutions auraient lieu le 25. Mais elle le suppliait de ne pas accomplir d'attentats « malgré le manque de parole de mon vieux père [le parlement et le gouvernement français] qui est gâteux. Mon oncle [De Gaulle] déplore ce qui se passe. »

Germaine Tillion ajouta : « C'est une folie, mais renouvez-moi votre promesse. »

Ça, c'était la chance sur un million.

Yacef Saadi lui répondit très vite la lettre suivante que personne n'a jamais publiée et que Mlle G. Tillion a bien voulu me confier. Je la reproduis *in extenso* car elle explique bien des choses sur l'attitude du chef de la Z.A.A.

« Chère cousine,

« J'ai reçu votre lettre qui, il faut l'avouer, ne m'a pas surpris outre mesure. La volte-face de votre père n'était pas inattendue. Comme vous le reconnaissez vous-même, il a énormément baissé ces dernières années et ne veut pas voir la réalité en face. La promesse que je vous avais faite ne tient évidemment plus et je pense que je me suis montré beau joueur. Vous me demandez de vous la renouveler. Il ne faut pas que cela reste à l'état de promesse. Si votre père changeait d'avis, je suis toujours prêt avec l'accord total de mes frères. Je me rends fort bien compte de la portée de mes engagements et de la conséquence de mes décisions. C'est pour cela que je ne peux pas me montrer intransigeant.

« Mais je précise bien, ma promesse ne deviendra engagement que lorsqu'il y aura « quelque chose » de la part de votre père.

» Je me considère actuellement comme dégagé de toute promesse et cela du fait de la position prise par votre père.

« Vous parlez d'« équivalence dans le dérèglement de nos deux familles ». Je suis là pour le constater et en subir les conséquences.

« Mais je persiste à affirmer qu'il n'y a pas dérèglement chez

nous, au contraire une conduite éclairée et lucide, ce qui fait que nous sommes totalement responsables de ce que nous faisons.

« Hélas ! dans votre famille, quelle est la ligne de conduite ? On ne sait jamais. Quand nous croyons qu'enfin la raison va l'emporter, c'est, hélas ! une déception qui nous est réservée.

« Je vous avoue que je suis plus que jamais sceptique quant aux sentiments humanitaires de votre père. Somme toute, l'engagement qu'il aurait pris n'aurait été que la manifestation de son amour pour la justice.

« Mais il n'a plus de volonté !

« Enfin, de mon côté, je répondrai aussitôt à une proposition. Si vous acceptez toujours cette tâche, ingrate il est vrai, mais qui fait honneur à votre amour de l'homme, je vous en serai très reconnaissant.

« Je tiens à attirer votre attention sur le sort de mes deux jeunes sœurs. Si elles succombaient à leurs blessures, moi-même et mes frères et toute la famille et les proches d'Alger seront vivement touchés. Leurs réactions seront très violentes et leur douleur ne s'éteindra pas facilement. Je compte sur vous pour guérir nos deux sœurs.

« Quant à maman [l'Algérie] que vous avez vue dernièrement, elle m'a chargé par l'intermédiaire d'amis de vous signaler qu'elle ne connaît plus aucun repos depuis quelque temps et que ce matin même à 4 h 30 du matin elle a dû descendre en bonne compagnie au poste, laissant les cinq petits sans surveillance. Qu'en pensez-vous ? Croyez-vous qu'elle n'a pas assez payé ?

« Dans l'espoir que nous mènerons ensemble la cure de désintoxication, votre dévoué et respectueux cousin. »

Signé : illisible.

Le 25 juillet, il n'y eut pas deux mais trois exécutions. Parmi les trois hommes exécutés : Badèche Ben Amdi, qui avait avoué aux paras du 1^{er} R.E.P. avoir assassiné le président Froger ! Alors que nous savons qu'il s'agissait d'Ali la Pointe. Deux autres prisonniers F.L.N. avouèrent eux aussi avoir été le seul meurtrier du malheureux président.

Le samedi suivant, huit bombes éclatèrent dans Alger après que Yacef en eut informé par tract le général Massu. C'était la

guerre des nerfs. Le combat Massu-Yacef. C'était, aussi pour la population, la preuve que le F.L.N. était toujours puissant. Deux poseurs de bombes furent tués par leurs engins. Un parachutiste blessé. Le 2 août, une nouvelle bombe explosa en face du commissariat central. L'engin avait été placé sous un scooter. Il y eut quatre blessés.

Germaine Tillion, qui était en contact avec Hadj Smaïn, apprit alors le nom de celui qu'elle avait rencontré et avec qui elle correspondait : Yacef Saadi. Une nouvelle rencontre serait possible. Germaine Tillion accepta. Les bombes posées ne l'avaient pas été dans des lieux bondés et les blessés avaient été peu nombreux. Elle y voyait un heureux présage.

Elle quitta l'hôtel Saint-George avec sa valise, annonçant qu'elle allait à Tlemcen. Elle se rendit à la gare, puis se perdit dans la foule. Sûre de ne pas être suivie, elle ressortit pour se rendre rue Dupuch chez Hadj Smaïn. Là, elle revêtit un haïk et, déguisé en femme musulmane, elle suivit son guide dans un appartement de la Casbah où elle attendit le contact près de quinze jours pendant lesquels elle bavarda avec la vieille femme qui la logeait et qui lui raconta ses malheurs, son fils au maquis, les difficultés de vivre, la terreur.

Puis le 9 août, ce fut la seconde entrevue avec Yacef en présence de Zohra Drif. Bien des choses avaient changé. Hadj Smaïn avait fait un voyage-éclair à Tunis grâce à un laissez-passer fourni par Boulloche et Mangin. Il avait contacté le C.C.E. et revenait déçu, presque désespéré. À Tunis, ça ne « gazait » plus entre « civils » et « militaires » du F.L.N. La réponse avait été :

« Que le gouvernement français envoie un truc officiel. » Ils voulaient que ça se sache !

D'entrée, Germaine Tillion dit à Yacef :

« S'il y avait eu une seule victime civile lors de l'explosion de ces bombes, je ne serais pas ici, je faisais ma valise et repartais pour Paris. Nous pouvons remercier Dieu !

— Je le savais, madame, dit Yacef, très détendu cette fois. J'avais pris mes précautions. Ce n'est donc pas Dieu qu'il faut remercier, mais moi. »

Germaine prit un air très grave :

« Vous avez raison, monsieur, je vous remercie. D'autant plus

que je sais que rien n'a été fait de notre côté dans le sens humain que j'ai souhaité. »

Puis Zohra, Yacef et Germaine Tillion bavardèrent — en leur nom personnel — des possibilités d'entente et de discussion.

« Cela dépend uniquement du C.C.E. », dit Yacef.

Puis il expliqua à Germaine Tillion, qui, connaissant les contradictions de la situation en pleine guerre d'Algérie, ne s'en étonna point, son attachement à la France, à la culture française.

« J'espère, dit-il, qu'une fois que nous serons libérés, on pourra nouer des liens étroits entre nos deux pays. Il y a trop de gouvernements et d'organismes qui ont intérêt à ce que cela ne se fasse pas ! »

Lorsque Germaine Tillion quitta Yacef, ils se promirent de faire leur possible pour arranger les choses.

« Que la promesse, comme je vous l'ai écrit, ne soit pas à sens unique », dit Yacef.

Le 16 août, Germaine Tillion, qui allait quitter Alger, apprit que deux nouvelles exécutions avaient eu lieu à la prison d'Alger.

Elle n'hésita qu'un instant. Oubliant toute fierté, ne pensant qu'aux hommes, à ses compatriotes, elle écrivit à Yacef pour le supplier d'arrêter la surenchère meurtrière.

« Puisqu'il m'avait été impossible de freiner du côté français ce mécanisme féroce et stupide — dit Germaine Tillion —, je lui demandai d'être assez généreux et assez intelligent pour prendre cette position de modération *seul et sans contrepartie*. »

Yacef lui fit répondre qu'il n'y aurait pas de représailles, et il n'y en eut pas.

Germaine Tillion reprit l'avion, heureuse de cette promesse, mais effondrée par la certitude qu'elle emportait d'Algérie : peu importait la victoire dans la « bataille d'Alger », la France était dans une impasse.

Yacef, lui, oublia très vite la visite de la brave demoiselle. Les léopards tenaient sa piste et grondaient à sa porte !

Yacef pouvait de moins en moins compter sur la sécurité que lui offraient les caches, et les léopards rebouchaient la plupart des trous de ce « gruyère hospitalier » qu'était devenue la Casbah

pour les chefs F.L.N.

Le jour de l'arrestation de Djamila Bouhired, Yacef avait pu s'échapper, ainsi que Zohra, Alilou et Si Mourad, en entrant au 9, rue du Sphinx, chez le boucher Bahamed. Le mur de la chambre du commerçant avait été percé et communiquait avec le logement de l'épicier Boudilah, dont la sortie se trouvait de l'autre côté du pâté de maisons, 6, rue Ben-Ali. Yacef et ses compagnons avaient pu sortir ainsi sans encombre et regagner leurs refuges habituels.

Mais les léopards grattaient à tous les murs, leurs renseignements étaient de plus en plus précis. Début août, ils avaient ainsi découvert 120 caches et passages. Yacef et Zohra, qui ne se quittaient plus, avaient maintenant besoin d'une cache sûre. C'était le moment d'employer celles du 3 et du 4, rue Caton. Le 3, rue Caton était habité par la veuve Bouhired, le 4 par un ami de Yacef et d'Ali la Pointe : Mahmoud. Yacef, pressé, traqué de toutes parts, résolut de rester le plus souvent possible au 3, rue Caton. C'est là qu'il avait reçu Germaine Tillion. Il était sûr que jamais celle-ci ne donnerait un renseignement sur son refuge. En outre, il n'était connu que des intimes de Yacef : Ali la Pointe, Zohra Drif, Hassiba Bent Bouali, Petit-Omar et Mahmoud. Celui-ci hébergeait à son domicile Ali et Hassiba. Petit-Omar faisait la liaison entre les deux caches et surtout portait, avec Mahmoud, les ordres de Yacef à ses subordonnés. Même Alilou, l'agent de liaison de Yacef, ignorait la cache de son chef. Un autre homme connaissait également le refuge : Hadj Smâin, dit Djamel, qui devenait un des conseillers politiques de Yacef. Mais il devait repartir incessamment pour Tunis, profitant du laissez-passer signé par Mangin du cabinet Bourgès-Maunoury.

Début août, avant de revoir Germaine Tillion pour la deuxième fois, Yacef, pour rendre sa planque inviolable, eut recours à la ruse. Il appela la tante de Djamila Bouhired, propriétaire de l'appartement.

« Voilà ce que tu vas faire, Fathia, lui dit-il. Pour éviter une descente-surprise de paras dans la maison, c'est toi qui vas aller les trouver !

— Moi, chez les hommes peints ! Tu es fou ! Ils se méfient de moi. N'oublie pas qu'ils ont tué mon mari !

— C'est ça qui va te servir. Même mort, notre pauvre Mostefa

participera encore au combat. Ecoute bien. Tu vas aller à l'école du bd Gambetta, c'est là que se trouve le P.C. Nord de la Casbah. Tu vas demander le capitaine Chabanne.

— L'officier de renseignement de Bigeard ?

— Lui-même. Tu vas lui dire qui tu es.

— Et il va me mettre en prison.

— Mais non. Tu vas proposer de travailler pour les paras. »

La stupéfaction se peignit sur le visage de Fathia Bouhired.

« Non, Fathia, je ne suis pas fou. Tu vas lui dire que si ton mari a été tué, c'est à cause du F.L.N. S'il n'avait pas été entraîné par le Front, jamais les paras ne l'auraient tué. Et toi tu veux venger ton mari. Tu veux aider la lutte antiterroriste.

— On aura tout vu. Il me croira jamais, ton capitaine Chabanne.

— Si. Car tu vas lui apporter une preuve de bonne volonté. Tu vas lui dire que tu m'as vu près de la rue du Sphinx. Moi je vais y aller et je vais faire une cinquantaine de mètres à visage découvert.

— Tu es fou !

— Le jeu en vaut la peine. »

? Avec un sang-froid extraordinaire, Fathia Bouhired suivit à la lettre les instructions de Yacef. Au P.C. Gambetta, Chabanne, qui était un des meilleurs spécialistes du renseignement, retint la femme et envoya immédiatement une patrouille rue du Sphinx. L'adjudant chef de la patrouille revint peu après.

« Affirmatif, mon capitaine. Yacef est passé par là. Des gens que j'ai interrogés l'ont aperçu il y a à peine une heure. Ils lui ont d'ailleurs fait des signes d'amitié. Ce cochon-là a encore un certain pouvoir sur la population. La vieille a dit vrai. »

Fathia Bouhired fut acceptée comme « informatrice ». Elle donna d'ailleurs dans les jours qui suivirent des renseignements exacts fournis par Yacef. Elle obtint en échange une « carte blanche » à présenter à toute rafle ou à toute perquisition. Le 3, rue Caton fut désormais « protégé » par les parachutistes eux-mêmes. Yacef pouvait tranquillement diriger la Z.A.A. sans craindre de descentes inopinées.

Le chef de la zone autonome avait bien besoin de cette

provisoire tranquillité car il sentait le filet se refermer. Le 24 juillet, Alilou avait été arrêté par les zouaves. Yacef se bénit de ne pas l'avoir tenu au courant de ses différentes caches car le jeune homme ne résisterait pas longtemps aux parachutistes. Sans même le torturer, ceux-ci pourraient obtenir tous les renseignements qu'ils voudraient en le privant de drogue. C'était, avec l'arrestation de Farès Saïd, toujours par les zouaves, et celle de Djamila, la plus grosse perte que subissait Yacef en cette deuxième partie de la « bataille d'Alger ».

On parlait beaucoup moins des zouaves du capitaine Sirvent que des parachutistes de Bigeard mais ils ne laissaient pas leur part au chat !

Une vingtaine d'hommes, menottes aux poignets, attendaient en silence dans une pièce de l'annexe du palais Clin, en basse Casbah. Des paras, la mitrailleuse au poing, les surveillaient. Une longue table sur laquelle se trouvait un fichier, occupait le fond de la pièce. Les hommes avaient été arrêtés dans les quarante-huit heures précédentes à leur domicile ou au cours de rafles. Jusque-là, ils n'avaient pas été interrogés, encore moins torturés. Ils attendaient avec inquiétude. Peut-être était-ce pour maintenant.

Une porte s'ouvrit. Tous les regards se dirigèrent vers les hommes qui entraient. Un grand adjudant-chef passa le premier. Celui-là tout le monde le connaissait à la Casbah. Il s'agissait de Surcouf, l'adjoint du capitaine Léger de la « Colo », un ancien d'Indochine. On le connaissait pour sa force herculéenne et pour le mépris qu'il portait à ses frères de race militant au sein du F.L.N. Surcouf fit entrer deux individus dont le visage était caché par des cagoules de toile à sac percées de deux petits trous pour les yeux et d'un troisième, plus grand, découvrant la bouche et une partie du menton. Les deux hommes prirent place derrière la table. Un capitaine vint s'asseoir près du fichier.

« Faites défiler », dit le capitaine à Surcouf.

L'adjudant-chef fit avancer les suspects en file indienne. Un par un, il les faisait arrêter devant les deux hommes en cagoule qui les observaient longuement. Une extraordinaire tension régnait dans la pièce silencieuse. Seuls des regards s'échangeaient. Lourds, chargés de haine. La longue file avançait lentement. Au passage, l'un ou l'autre des hommes masqués faisait un signe du doigt. Le suspect enchaîné qui se trouvait devant lui était alors séparé de ses compagnons. Lorsque

l'examen fut terminé, huit hommes avaient été désignés par les mystérieux « cagouleurs ».

« Emmenez-les pour interrogatoire, dit le capitaine. Les autres en résidence. On s'en occupera plus tard. Maintenant, sortez tous. »

On emmena les suspects.

« Vous pouvez enlever vos cagoules, dit Surcouf. C'est fini. »

Farès Saïd et Alilou se débarrassèrent de leurs masques. Leurs visages étaient rouges et moites. Le capitaine se leva.

« Eh bien, voilà du bon travail, Surcouf. Continuez. Il faut que désormais on parle des « bleus-de-chauffe » dans la Casbah et que l'on sache qu'il y a d'anciens hommes de Yacéf qui — courageusement — travaillent avec nous. Eux au moins ont sagement choisi la liberté ! »

Et il sortit.

Les « bleus-de-chauffe » étaient d'anciens membres des réseaux Yacéf qui avaient décidé de travailler avec les léopards et les zouaves. C'était une idée du capitaine Léger et de Sirvent. Ils avaient proposé à Godard de « retourner » d'anciens compagnons de Yacéf. C'était le contraire des opérations d'O..., qui interrogeait à fond, puis liquidait. Les deux capitaines, eux, préféraient interroger fermement s'il le fallait, mais raisonner les hommes et les amener à travailler contre leurs anciens amis en leur faisant comprendre l'erreur qu'ils avaient commise en prenant les armes contre la France.

Léger était, lui aussi, un ancien du 11^e « choc » et des G.C.M.A. d'Indochine, tout comme Godard, tout comme le capitaine de La Bourdonnaye. Les « bleus-de-chauffe » furent rattachés au colonel Trinquier qui, avec La Bourdonnaye, s'occupait des populations et du renseignement civil.

On avait habillé les ex-F.L.N. de bleus de travail, d'où le nom donné à leur petit groupe. L'adjudant-chef Abderrahmane X..., dit Surcouf, un ancien lui aussi des G.C.M.A. d'Indochine, les encadrait. Une sorte de brute, le tueur intégral, l'homme qu'il fallait pour tenir en main des transfuges que leur « idéal » tout neuf rendait terriblement vulnérables.

Le rôle de ces « bleus-de-chauffe » était de dénoncer leurs

anciens camarades des réseaux clandestins, mais aussi de tenter de « retourner » la population en faveur des Français. Ils circulaient ainsi dans la Casbah bavardant avec tous ceux qui voulaient bien leur adresser la parole, essayant de reconnaître dans la foule les hommes avec qui ils avaient été en contact. Mais leur rôle principal restait, bien sûr, la pénétration des réseaux F.L.N. encore existants.

Farès Saïd, adjoint de Si Mourad, le dernier régleur de bombes de la Casbah, et Alilou, agent de liaison de Yacef, permirent au capitaine Chabanne et à Bigeard de reconstituer l'organigramme presque complet de la nouvelle organisation de Yacef. Il ne s'agissait plus que d'une question de temps pour réduire définitivement le F.L.N. d'Alger.

Bigeard le savait, mais il voulait aller vite. Il lui fallait Yacef qui tenait entre ses mains les derniers fils unissant les ultimes réseaux F.L.N. Lui et Ali la Pointe arrêtés, ce serait la fin. Bigeard avait l'impression — tout comme Godard — de connaître parfaitement les deux hommes. Leurs photos trônaient sur leurs bureaux, ils les avaient sans cesse sous les yeux. Ils avaient même fait établir, d'après les renseignements qu'ils possédaient, une étude du caractère des deux hommes. Yacef était la tête. Intelligent, rusé, malin. Soutenu par Zohra Drif, qui était elle-même remarquablement intelligente et organisée. Ali la Pointe, lui, était la bête sauvage, dur, tuant sans hésitation, obéissant au doigt et à l'œil à Yacef, qui semblait le seul homme qui ait réussi à l'apprivoiser. La petite Hassiba, trop jeune pour pouvoir avoir sur lui l'influence qu'avait Zohra sur Yacef, était, dans la limite de ses faibles forces, son garde-fou.

Oui, il fallait à tout prix s'emparer de Yacef et d'Ali la Pointe. Cela devenait pour Bigeard une idée fixe.

« Regarde ! »

Ali la Pointe avait saisi Yacef par la manche. Il lui indiqua le moucharabieh qui permettait de voir de l'appartement où ils se cachaient ce qui se passait dans la ruelle.

« C'est Alilou ! »

Leur ancien compagnon marchait en effet tranquillement dans la ruelle en pente. Sous sa veste de toile bleue, on pouvait apercevoir la MAT suspendue par un fort caoutchouc. Les « bleus-de-chauffe » avaient gardé leurs anciennes habitudes.

« Cette fois-ci, dit Ali, il ne m'échappera pas, ce fumier. »

Il arma sa mitrailleuse.

« Tu es fou, Ali !

— Comment, c'est toi, Yacef, qui me dis cela ? Alors que ce type a trahi.

— Oui il a trahi. Il a été torturé, il n'a pas dû avoir de drogue, alors il est passé aux « casquettes ». Cela, je m'en fous. Mais réfléchis. Il se promène tout seul justement pour qu'on lui tire dessus !

— Comment cela ?

— C'est l'appât. Si on lui tire dessus, on se découvre. Il doit y avoir des paras pas très loin. Tiens. Qu'est-ce que je te disais ? Ouvre tes yeux... tu es content ? »

Une section de léopards, arme à la main, apparaissait à une vingtaine de mètres derrière Alilou et deux autres « bleus-de-chauffe » que Yacef ne connaissait pas. Alilou était en effet l'appât. Les « hommes peints » pensaient que ses anciens compagnons ne résisteraient pas au plaisir de descendre le traître. Ils avaient bien failli réussir !

Le 6 août, les hommes du 3^e R.P.C. de Bigeard arrêtaient Ghandriche, dit Zerrouk. Ils savaient par Alilou et Farès Saïd que celui-ci était non seulement le chef de la zone Est-Alger, mais encore qu'il était un ami d'enfance de Yacef et l'un des derniers hommes efficaces sur lesquels le chef de la zone autonome d'Alger puisse encore compter.

L'officier de renseignement de Bigeard, le capitaine Chabanne, décida de « se garder » Ghandriche. Personne à l'état-major de la 10^e D.P. ne fut mis au courant de son arrestation. Avec un flair extraordinaire, Chabanne pensa que ce Ghandriche pourrait lui être d'un précieux secours. Il ne s'agissait pas qu'il soit reconnu dans les locaux d'El-Biar ou au bd Gambetta. Chabanne ne méprisait pas l'efficacité du téléphone arabe. Il connaissait d'ailleurs parfaitement la Casbah. Il lui arrivait d'aller manger un couscous que lui préparait son « informatrice », la veuve Bouhired, au 3, rue Caton. Il ignorait pourtant que la deuxième part du couscous était pour Yacef qui se trouvait à quelques mètres de lui de l'autre côté de la cloison !

Après avoir été interrogé, Ghandriche céda très vite. Oui, il avouait. Oui, il était le chef de la zone Est. D'ailleurs, les paras savaient tout. On lui montrait les organigrammes. On lui apprenait même des noms qu'il ne connaissait pas.

« Alors, Zerrouk, on travaille ensemble ? »

— Oui, mon capitaine. »

Chabanne avait transféré Ghandriche, dès son arrestation, rue de Tanger, dans un appartement discret que personne ne connaissait. Chabanne ne s'était entouré que de quelques hommes sûrs. Ghandriche accepta de faire partie des « bleus-de-chauffe ».

« Mais avant de te faire sortir, mon petit Zerrouk, il faut que tu avertisses Yacef que tu as échappé par miracle à une arrestation. »

Chabanne ne voulait pas mettre la puce à l'oreille à Yacef. Des militants avaient pu assister à la descente des paras chez Ghandriche et en avertir le chef F.L.N. d'Alger. Il préféra prendre les devants.

« Tu vas écrire sous ma dictée et ensuite tu adapteras : « Cher frère, les paras ont envahi le refuge où je me »trouvais. Par miracle j'ai pu m'échapper en sautant en » slip par une fenêtre. J'ai escaladé un mur et c'est ainsi » que, caché dans un buisson d'El-Biar, au bas de Bouzaréa, j'ai attendu le passage d'un laitier tout de suite » après le couvre-feu. Il m'a pris en charge et m'a permis » de m'échapper. Je suis dans un nouveau refuge, prêt à » reprendre mon activité. » Dis donc, Ghandriche, comment communiquais-tu avec Yacef ? »

— Uniquement par message déposé chez ma femme, la chanteuse Latifa.

— Bon, continue à écrire : « Le contact est toujours » maintenu par l'intermédiaire de ma femme. »

— Comment terminais-tu tes messages ?

— Je disais : Dieu est avec nous.

— Eh bien écris-le. Et signe, Zerrouk ! »

C'est une des femmes recrutées par les « bleus-de-chauffe » qui porta la lettre à Latifa. Le capitaine Léger, le capitaine Sirvent et le capitaine de La Bourdonnaye de l'E.-M. de Godard, avaient eu cette idée étonnante : puisque Yacef employait des filles, pourquoi n'en ferait-on pas autant ? Les deux principales

« collaboratrices » de La Bourdonnaye furent Ouhria la Brune et Ouhria la Blonde. Cette dernière était une très belle Kabyle de vingt-six ans, blonde aux yeux bleus. Elle parlait très bien français. Son mari avait été tué par erreur par le F.L.N. Alors la jeune femme avait décidé de travailler avec les parachutistes et les « bleus-de-chauffe » pour se venger de ce Front qui terrorisait tout le monde, tuait à tort et à travers et lui avait pris son mari. Mais il fallut très vite la surveiller attentivement. En effet, mêlée intimement à la lutte contre le F.L.N., elle constatait que les méthodes des paras avec qui elle collaborait étaient à peu de chose près les mêmes que celles du F.L.N. On prenait des types plus ou moins suspects... Et dans le tas il y en avait toujours un qui avait quelque chose à se reprocher ou qui connaissait quelqu'un qui... Il fallut très vite surveiller Ouhria la Blonde dont le « loyalisme » n'était plus certain.

C'est Ouhria la Brune qui porta le message à Latifa. Après l'avoir remis, elle resta aux alentours de la maison de la chanteuse pour surveiller et éventuellement filer celui qui viendrait prendre le message. Elle attendit en vain une grande partie de l'après-midi. Elle n'avait pas remarqué une petite fille de trois ou quatre ans qui portait en tout et pour tout une chemisette ouverte et une petite culotte de coton blanc. Ou plutôt elle la vit puisqu'elle lui caressa la tête lorsqu'elle passa près d'elle, mais elle n'y prêta pas attention. L'enfant tourna le coin de la rue et rejoignit son grand frère Mahmoud qui l'attendait à une centaine de mètres. Celui-ci la saisit dans ses bras et l'embrassa. Puis ils partirent main dans la main en direction de la rue Caton où ils habitaient. La fillette portait dans sa culotte de coton blanc le message de Ghandriche à Yacef. Et elle trouvait que ça lui grattait les fesses !

Le 18 août, c'est Hani Mohamed, un beau garçon de vingt et un ans, chef de la zone 1, qui fut arrêté. Il n'en pouvait plus et ne croyait plus aux chances de victoire du F.L.N. Il ne fit aucune difficulté pour collaborer avec les léopards. Le capitaine de La Bourdonnaye trouva le jeune homme sympathique et très intelligent. C'était autre chose que ce dégénéré d'Alilou qui ne cherchait que du haschisch ou cette brute de Babouche, un truand tortionnaire plus terrible que les « dingues » d'O... Avec Hani, La Bourdonnaye se dit que l'on pourrait faire des merveilles. Son instinct ne l'avait pas trompé puisque ce fut Hani qui eut l'idée de la « bleuite », cette formidable campagne d'intoxication des wilayas 3 et 4 que nous raconterons plus tard.

Les uns après les autres, les adjoints directs de Yacef tombaient. Les léopards brûlaient.

Dans le bureau du général Massu, à l'état-major de la 10^e D.P., Bigeard, toujours lui, triomphait une fois de plus. Si Hani intéressait La Bourdonnaye, une prise faite le même jour le remplissait d'aise. Ses « casquettes » avaient arrêté Hafaf, dit Houd, le responsable liaison et renseignement de Yacef.

Par Houd, Bigeard eut la confirmation de l'existence et du bon fonctionnement des liaisons entre la Z.A.A. et les différentes wilayas, ainsi que de la constitution de comités zonaux mis au point par le prisonnier.

Les comités zonaux comprenaient :

1. un comité de rédaction chargé de rédiger les thèmes de propagande et de noyauter les « intellectuels » en vue de fournir au F.L.N. des cadres politiques compétents ;

2. un comité de justice chargé de trancher les différends et surtout de constituer des dossiers (témoignages, photos, plaintes) destinés à discréditer l'action française en Algérie ;

3. un comité sanitaire composé de dix membres du corps médical.

Bigeard s'aperçut très vite qu'il ne s'agissait que d'un schéma, ces comités n'ayant eu qu'une existence éphémère et une activité réduite.

« Mais, fit-il remarquer à son supérieur, il montre comment certaines personnalités éminentes peuvent être amenées à travailler pour la rébellion par l'intermédiaire de comités de ce genre. »

Le général Massu demanda à Bigeard ce qu'il fallait penser de l'organisation actuelle des réseaux.

« Rien ne sera fini, mon général, tant que Yacef et Ali la Pointe ne seront pas arrêtés. En effet, nous connaissons tout de la façon dont fonctionnent les réseaux. Mais le cloisonnement est de plus en plus hermétique et il contrarie l'action policière. Un même individu recherché possède plusieurs identités. Seule l'enquête révèle si l'individu arrêté est une simple boîte aux lettres ou un militant ayant des responsabilités étendues. Les arrestations ne peuvent s'opérer que sur désignation à vue. Il faut donc

convaincre le dénonciateur de se rendre sur les lieux avec l'équipe des forces de l'ordre et, de plus, agir discrètement pour ne pas être éventé.

— Et vous y arrivez, Bigeard ? »

Le colonel prit un air faussement modeste.

« Oui, mon général. Ou les forces de l'ordre sont en civil, ou, plus souvent, nous habillons le dénonciateur en para et le mêlons à une simple patrouille. En plus, nous sommes à la Casbah. À pied d'œuvre. Mais ce qui est grave, c'est que nous sommes devant une véritable hydre, car le militant est le simple maillon d'une chaîne. Au moins jusqu'à l'échelon de chef de district, chaque membre est interchangeable et immédiatement remplaçable.

— Quels sont les principaux chefs qu'il nous reste à prendre ?

— Yacef, Ali la Pointe, Kamel et Si Mourad. Et peut-être Ben Hamida, qui est commissaire politique. Quand nous tiendrons ces cinq-là on aura gagné. »-

La sonnerie du téléphone interrompit la conversation. Massu décrocha.

« C'est pour vous, Bigeard.

— Merci, mon général. »

Bigeard prit le récepteur.

« Colonel Bigeard, j'écoute.

— Mon colonel, dit une voix excitée, ici votre P.C. On tient Kamel et Si Mourad. Venez vite ! »

Kamel, adjoint militaire de Yacef, et Si Mourad, chef des réseaux bombes, se trouvaient à plat ventre près de la porte-fenêtre, une mitrailleuse à la main. Le balcon intérieur dominait un patio aux colonnes torsadées. Les deux hommes tenaient sous leur feu la porte d'entrée, la cour intérieure et l'escalier menant au balcon. Deux zouaves se trouvaient hors de leur portée, à l'abri du renfoncement de l'escalier. Ils avaient été bloqués au moment de la dernière attaque. Si Mourad avait tiré et blessé deux zouaves, la patrouille s'était vivement repliée. À la suite d'une fausse manœuvre, deux hommes étaient restés et ils ne pouvaient plus sortir. Maintenant les renforts étaient arrivés. Kamel avait tiré une rafale sur deux silhouettes bariolées cassées en deux qui couraient

à travers le patio. Des paras.

Grâce aux efforts d'Alilou et de Ghandriche, le capitaine Chabanne avait repéré l'agent de liaison de Kamel. Celui-ci les avait menés au refuge de Si Mourad et de Kamel, impasse Saint-Vincent-de-Paul. Les deux hommes étaient pris au piège. Des hélicoptères tournoyaient au-dessus de l'immeuble. La bataille allait être rude car la position était difficile à prendre. Chabanne et le commandant Lenoir du 3^e R.P.C. voulaient Kamel et Si Mourad vivants. Il fallait les convaincre car ni les assiégés ni les assiégeants ne pouvaient bouger. Chacun était sous le feu de l'autre. Cela ne pouvait durer.

Le capitaine Chabanne prit un porte-voix.

« Kamel. Mourad. Nous savons que vous êtes là. Rendez-vous ! Vous ne pouvez fuir. Vous avez déjà blessé deux hommes. Cela suffit. Autrement, je ne voudrais pas être à votre place quand vous sortirez. Je vous donne ma parole que vous serez traités en prisonniers. Vous aurez un procès régulier.

— Qui parle ? cria Kamel.

— Le capitaine Chabanne. Vous savez qui je suis. Vous avez ma parole. »

Kamel regarda Si Mourad. Celui-ci lui fit un signe affirmatif en lui montrant les quelques bombes qui étaient soigneusement alignées contre le mur.

« D'accord, cria Kamel, mais nous voulons un papier signé de vous.

— Et comment je vous l'enverrai ? dit Chabanne.

— Dans un panier que nous allons descendre par une corde.

— D'accord. »

Kamel gardait le patio sous le feu de sa mitraillette. Debih Chérif, dit Si Mourad, l'élève de Taleb Abderrahmane, le dernier régleur de bombes de la Casbah, prit l'une de ses dernières-nées. L'engin était gros comme un paquet de bastos. Si Mourad régla le déclencheur à 2 mn 30. Il régla également une seconde bombe. Il plaça la première au fond d'un couffin et mit un journal pardessus. Puis il attacha le sac à une corde. Il fit signe de la main à Kamel. C'était la fin. Ils gardaient la seconde bombe amorcée près d'eux.

« On est prêts » cria Kamel.

Le couffin descendit, se balançant mollement au bout de la corde puis s'arrêta.

« Montrez-vous, capitaine Chabanne. Que l'on voie si c'est bien vous. »

Chabanne s'avança, un papier à la main. Le commandant Lenoir était près de lui. Des paras, la MAT à la main, surveillaient, tendus.

Si Mourad regarda de nouveau sa montre. Une minute quarante-cinq... Avec précaution, il fit descendre le sac de quelques centimètres. Deux minutes... il fallait gagner du temps. Chabanne donna le papier à un para. Deux minutes vingt secondes... Kamel avala sa salive. Si Mourad laissa filer la corde. Des paras s'avancèrent. Deux minutes vingt-sept secondes... l'explosion arracha portes et fenêtres. De tous côtés, des parachutistes s'écroulèrent. Le balcon s'était effondré, la cloison du premier étage avait été soufflée par la violence de l'explosion. Le capitaine Chabanne et le commandant Lenoir étaient légèrement touchés. Huit militaires étaient sérieusement blessés, dont un grièvement.

Au premier étage on retrouva 4 pistolets mitrailleurs, 2 pistolets et 18 bombes. Les corps de Kamel et de Si Mourad étaient littéralement déchiquetés.

Dans son bureau, le colonel Bigeard barra deux noms sur son organigramme. Le dernier réseau de bombes de la Casbah était détruit. Yacef et Ali la Pointe se trouvaient seuls face aux léopards.

Les contacts entre Ghandriche et Yacef se poursuivirent par messages et agents de liaison. Chabanne, qui manipulait Ghandriche et le gardait dans l'appartement de la rue de Tanger, eut, quarante-huit heures après la mort de Si Mourad et de Kamel, la surprise de voir son « protégé » nommé par Yacef responsable militaire d'Alger en remplacement de Kamel !

« Eh bien ! Toutes mes félicitations, Ghandriche », ironisa Chabanne.

C'était la fin. Chabanne avait ferré le gros poisson. Il fallait maintenant l'amener jusqu'à la rive. Ce ne serait pas facile car Yacef était rusé et nerveux. Une seule faute et il pouvait

disparaître. Sur le plan militaire, la « bataille d'Alger » semblait terminée. Plus une bombe n'explosait, il n'y avait plus que quelques attentats individuels. Mais Chabanne et Bigeard se méfiaient de Yacef et d'Ali la Pointe. S'ils disposaient encore d'un stock de bombes, rien ne les empêcherait de les faire exploser.

Ghandriche écrivit à Yacef pour le remercier de sa confiance et des responsabilités qu'il lui confiait.

« Je suis brûlé sous le nom de Zerrouk, écrivit Ghandriche, je prends désormais le surnom de Safi... »

En arabe, Safi signifie le Pur !

C'était maintenant qu'il fallait repérer la cache de Yacef qui avait littéralement disparu. Ouhria la Brune et une gamine de douze ans servirent de liaison entre Ghandriche et sa femme, Latifa. Le domicile de la chanteuse fut placé sous surveillance ininterrompue. Très vite, les indicateurs de Chabanne repérèrent Mahmoud et sa petite sœur de quatre ans qui les menèrent au 4, rue Caton. Renseignements pris, il s'agissait du logement de Mahmoud. Où allait ensuite le message ? Le 4, rue Caton fut à son tour placé sous une discrète surveillance. En vain.

Chez Chabanne, la tension grandissait. Les messages qui s'échangeaient parvenaient tous au 4, rue Caton. Chabanne, Bigeard et le colonel Jeanpierre, chef du 1^{er} R.E.P., les bérêts verts qui contrôlaient le secteur de la rue Caton, ne voulaient pas intervenir. Yacef était peut-être là. Ou peut-être pas. Si l'on faisait un bouclage du quartier et que le patron d'Alger y échappât, tout était à recommencer et ce serait griller Ghandriche, qui était le seul lien susceptible de mener à Yacef.

Au 3, rue Caton, dans l'immeuble situé en face de celui de Mahmoud, logeait la veuve Bouhired. Chabanne devait-il la mettre dans le coup ? Et placer chez elle un poste de surveillance ? Non ! c'était trop risqué. Chabanne ne se doutait pas encore à quel point !

Le 15 septembre, Yacef qui attendait un message de Ghandriche guettait Mahmoud et sa petite sœur, qui devait porter la lettre dans sa culotte. Il vit arriver l'enfant et son frère, qui semblait très détendu. De son poste d'observation, Yacef tenait la rue Caton en enfilade. Au haut des escaliers, là où la rue se resserrait jusqu'à ne devenir qu'un étroit et noir passage, il

aperçut deux hommes en chemisette et pantalon de toile qui semblaient s'intéresser à Mahmoud et à la fillette. Yacef les observa attentivement. Cela ne faisait pas de doute, Mahmoud était suivi. Lorsque celui-ci entra au 4, rue Caton, les deux hommes s'immobilisèrent, puis attendirent.

Mahmoud entra dans la pièce où se trouvait Yacef.

« Voilà le message.

— Tu es suivi, dit Yacef.

— Suivi ! Moi ?

— Tiens, regarde ces deux types. Ils t'ont filé le train, mon vieux. Et ils te pistaient fort habilement. »

Mahmoud semblait encore plus vexé et furieux qu'inquiet.

« On va attendre qu'ils s'en aillent, expliqua Yacef, et cette fois, c'est toi qui vas les suivre pour savoir qui ils sont et d'où ils viennent. »

Mahmoud, qui était aveuglé par la rage, ne suivit qu'une partie des instructions de son chef. Il pista les deux hommes mais, chemin faisant, sa colère fut la plus forte. À la hauteur du marché Randon, il leur bondit dessus et commença à flanquer à l'un d'eux une solide raclée ! Il y eut bientôt un attroupement et Mahmoud dut filer pour échapper à la police.

Yacef entra dans une violente colère.

« Tu n'es qu'un imbécile ! On a perdu toute chance de savoir s'ils appartenaient à la police, aux « bleus-de-chauffe », ou si ce sont des frères qui veulent nous retrouver ! »

Yacef décida qu'en raison du danger la petite sœur de Mahmoud ne participerait plus à ces missions de liaison.

« Tu te serviras de ton frère (*l'enfant avait douze ans*) et de Petit-Omar », ordonna Yacef.

Il avait réuni son état-major. Jusque-là, Yacef couchait indifféremment au n° 3, chez M^{me} Bouhired, ou au 4, chez Mahmoud, les deux logements comportant chacun une cache assez vaste.

« À partir d'aujourd'hui, on se sépare, dit Yacef. Ali, Hassiba, Mahmoud et Petit-Omar, vous allez rester ici où la cache est la plus grande. Zohra et moi allons en face. »

Désormais Mahmoud lança les messages qui parvenaient au 4 sur la terrasse du 3, de l'autre côté de la ruelle, où Zohra les récupérait.

Au sein des deux groupes, la tension était devenue épouvantable. Yacef avait attrapé la grippe asiatique. Il se bourrait de cachets et de tisanes que lui préparait Fathia Bouhired. Il faisait des cauchemars. Il se confia à Zohra :

« C'est toujours le même rêve. Je vais être arrêté. J'en suis sûr. Et je rêve que c'est un mardi. Cela fait plusieurs jours que je fais ce même cauchemar. Comme celui de l'année dernière. »

Il avait rêvé quelques mois auparavant que Ghandriche lui avait tiré à bout portant sur la tempe. Dans cette même cache de la rue Caton !

« Tu vois bien que c'est idiot, dit Zohra Drif, Ghandriche ne t'a jamais tiré dessus. Nous sommes tous à bout de nerfs. La tension est trop grande. Et il faut bien dire que c'est la fin. »

Yacef ne répondit pas. Zohra avait raison. Depuis la disparition de Kamel et de Si Mourad, qui avaient esquissé de nouveaux schémas de cellule, l'organisation politico-militaire d'Alger était presque inexistante. Elle s'était écroulée sous les coups de boutoir implacables des léopards. Il était loin le temps où Yacef avait 1 400 hommes armés et où il se promenait dans la Casbah « comme un poisson dans l'eau » ! Huit mois. Il s'en était passé des choses en huit mois ! Aujourd'hui, le F.L.N. était dirigé de Tunis. Les militaires se querellaient avec les civils. Ben M'Hidi, son ami, était mort. Et lui ne valait guère mieux.

Hassiba et Zohra étaient nerveuses, irritables. Même Ali la Pointe qui pourtant avait des nerfs d'acier, craquait. Ce matin du 22 septembre, il était arrivé — toujours habillé en femme — au 3, rue Caton, il tournait en rond comme un fauve en cage.

« Qu'est-ce que tu as ? avait dit Yacef.

— C'est un présage. Un mauvais présage. »

Comme toutes les âmes simples, Ali croyait à une foule de traditions, de prédictions, de signes favorables ou défavorables. Il était très fidèle aux coutumes.

« Demain, Yacef, je me rase la boule et je donne à manger à quarante vieux. Je vais mourir. »

La tradition musulmane voulait que, lorsqu'un homme se sentait sur la fin de la vie, il se purifiât et donnât — s'il en avait les moyens — à manger à quarante nécessiteux. Yacef ne rit pas. Lui aussi, plus les heures passaient plus il était oppressé. Comme le jour où, réunis impasse Lavoisier avec Hamida, commissaire politique, et Houd, responsable des liaisons et du renseignement, il s'était brusquement levé, interrompant la conversation.

« Mais qu'est-ce qu'il t'arrive ? avait demandé Hamida.

— Il faut partir. Tout de suite.

— Enfin, Yacef, tu es fou, avait dit Houd, on est bien planqués ici. On ne risque rien.

— Taisez-vous. C'est moi qui commande. Filez tout de suite. Je sens qu'il va arriver quelque chose. »

Impressionnés par la détermination et la pâleur de leur jeune chef, les deux hommes avaient obéi tout en se disant que Yacef, surmené, donnait des signes de déséquilibre. Moins de deux heures après leur départ, les léopards avaient investi la « cache sûre ».

Avant de partir, Ali la Pointe embrassa à plusieurs reprises Yacef et Zohra.

« Je rejoins Hassiba, dit-il, elle aussi a peur. Il n'y a que ton neveu, Yacef, et le frère de Mahmoud qui semblent tranquilles. Ces gosses sont formidables. Ils ne sont pourtant plus des innocents, je sais qu'ils ont peur. Mais ils tiennent mieux que nous. Tu en feras quelque chose, Yacef ! Petit-Omar, c'est un homme. »

Yacef pensa tristement à son beau-frère H'Didouche, qui l'avait tant aidé au début ! Lui aussi avait succombé pendant la « bataille ». Ses frères Mohamed et Saïd étaient arrêtés depuis le mois de mars. Etaient-ils vivants ou morts ?

« Oui, c'est un gosse formidable, répondit-il. Lui verra peut-être notre pays libre. »

Ali était parti après de nouvelles embrassades.

« Djamel est en route pour Tunis ? interroga Zohra.

— Oui. Il a les lettres pour le C.C.E. »

Djamel, *alias* Hadj Smaïn, qui avait été le principal

intermédiaire entre Germaine Tillion et Yacef et que celui-ci avait envoyé pour sonder le C.C.E. à la suite de la proposition que lui avait faite l'ethnologue, devait repartir le matin du 24 septembre pour Tunis, Yacef lui avait confié une lettre pour le C.C.E. Il expliquait à Ben Khedda que la situation à Alger était désespérée, catastrophique, et qu'il fallait absolument que le C.C.E. envoyât de l'armement et des explosifs. Hadj Smaïn devait revoir Mangin qui lui faciliterait à nouveau le passage pour Tunis. À Paris, on ne désespérait pas de prendre langue discrètement. Pour Yacef, les lettres envoyées et une réponse rapide du C.C.E. représentaient la dernière chance.

C'est à la suite d'une double dénonciation que Djamel fut arrêté le lundi 23 septembre. À son domicile, cité Bich, les parachutistes du 1^{er} R.E.P. découvrirent, cachés dans un matelas, un laissez-passer signé d'un membre du cabinet du président du Conseil, un compte rendu sur la zone autonome et un programme d'action politique et militaire destiné à Krim BelkaceM. La prise était bonne. Il fallait en savoir plus. On livra Hadj Smaïn à l'un des officiers de renseignements du 1^{er} R.E.P.

Courageusement, Hadj Smaïn, qui avait été transféré dans un ancien bordel de la basse Casbah, résista à l'interrogatoire. Il révéla simplement qu'il était chargé de mission secrète. Il ne put faire autrement. Son laissez-passer et les signatures qu'il portait étaient trop compromettants.

Hadj Smaïn se trouvait dans une pièce lugubre sans meubles. Quatre légionnaires en armes veillaient à l'extérieur, six à l'intérieur. Assis sur une grosse chambre à air de camion, Hadj Smaïn essayait de se débattre dans le filet de questions-pièges que tissaient le colonel Jean- pierre, son officier de renseignement, et La Bourdonnaye. Oui, en effet, il devait prendre l'avion le lendemain ou le surlendemain pour Tunis. Il raconta ensuite les contacts entre le gouvernement et Yacef par l'entremise de Germaine Tillion. C'était la première fois lors de la « bataille d'Alger » que les léopards entendaient parler de Germaine Tillion et de Mangin. On se renseigna même pour savoir s'il appartenait bien au cabinet du président du Conseil. Les lettres saisies chez Hadj Smaïn et ses révélations ne permettaient aucune équivoque : le gouvernement essayait de traiter avec le F.L.N. Tout au moins prenait contact avec lui.

Ça, c'était la preuve que les léopards se faisaient « fourrer »

une fois de plus par les politiciens « pourris ».

Bigéard n'avait pas tort, pensa le colonel Jeanpierre, qui, comme tout le monde, avait lu la note d'orientation publiée par le patron du 3^e R.P.C. Oui, le gouvernement, qui les chargeait de missions « dégueulasses » où certains s'étaient déjà perdus, leur « faisait un enfant dans le dos ».

On fit le grand numéro à Hadj Smaïn. Il eut droit à tous les organigrammes, les diagrammes, les noms. À 2 Heures du matin, Jeanpierre « risqua le paquet ».

« Tu as vu Yacef, rue Caton ? demanda-t-il.

— Oui. Trois heures avant d'être arrêté. Vendredi dernier. »

Cela recoupait les renseignements fournis par Ouhria la Brune et les « fileurs » de Mahmoud.

« Au n° 4 ?

— Non. Au 3. »

Ce fut la surprise. Jeanpierre ne marqua pas le coup. Une conférence réunissant Chabanne, Jeanpierre et La Bourdonnaye se tint rapidement.

« Tout concorde, dit Jeanpierre. Et la veuve Bouhired est dans le coup.

— Alors, elle nous a blousés ? dit Chabanne.

— Possible, dit Jeanpierre. Maintenant le problème est le suivant. D'après ce que vous dites, Chabanne, toutes les liaisons qui transportent les messages de Ghandriche nous conduisent au 4, rue Caton. Là, c'est sûr, il y a une cache.

— Mais ce type, Djamal, n'est pas n'importe qui, dit Chabanne. On ne le retrouve pas dans nos organigrammes. Mais c'est lui qui sert de courrier pour Tunis. Et les lettres qu'envoie Yacef au C.C.E. sont éloquents. Il demande du secours, c'est la fin.

— Et Djamal, ajouta La Bourdonnaye, nous dit avoir vu Yacef au 3 et non au 4, rue Caton ! Qu'est-ce qu'on fait ? »

Le problème qui s'était posé à Chabanne lorsqu'il avait appris que les messages provenaient du 4, rue Caton se posait à nouveau : intervenir et risquer en cas d'échec de « griller » la rue Caton. Les oiseaux s'étaient envolés. Ou ne pas intervenir et risquer de louper Yacef qui était peut-être encore là. C'était au

colonel Jeanpierre, dont le régiment contrôlait ce secteur de la Casbah, que revenait la décision. Il hésita un moment.

« On y va », dit-il.

Chabanne alerta Bigeard. La Bourdonnaye prévint Godard.

« On tient Yacef, mon colonel. »

Le quartier de la rue Caton fut encerclé vers 5 Heures du matin le 24 septembre. Objectif principal : 3, rue Caton.

Les « bleus-de-chauffe », Surcouf en tête, pénétrant par des immeubles voisins, bloquèrent toutes les terrasses. Ils connaissaient la facilité qu'elles offraient aux fuyards pour les avoir souvent employées. Le 1^{er} R.E.P. établit des barrages tout autour du quartier.

Au 3, rue Caton, Fathia Bouhired, qui avait le sommeil léger et dormait la fenêtre ouverte, fut réveillée par des voix étouffées. Elle se leva et aperçut dans la ruelle les bérets verts qui installaient leurs « bouchons ». Elle se précipita dans la chambre où Yacef et Zohra Drif dormaient.

« Vite, les paras. La cache. »

Yacef et Zohra se précipitèrent dans la cache qui se trouvait dans la salle de bains et qui ouvrait de l'autre côté sur l'escalier de l'immeuble. Yacef avait une mitraillette, un pistolet et une grenade. Zohra, qui était en slip et soutien-gorge, ne pensa pas à mettre une robe mais attrapa les archives dont elle était responsable. Fathia Bouhired renversa les deux paillasses qui avaient servi de lit à ses amis et les entassa dans un coin de la pièce.

On frappait à coups redoublés à la porte d'entrée, qui sauta sous une poussée plus forte au moment où Fathia arrivait au rez-de-chaussée. Le colonel Jeanpierre, le capitaine Chabanne et La Bourdonnaye entrèrent les premiers.

« Qu'est-ce qui se passe, messieurs ? »

Fathia Bouhired, avec un sang-froid remarquable, présenta sa « carte blanche ». Jeanpierre la repoussa négligemment.

« Yacef est là, dit-il.

— Comment, Yacef ? »

L'assurance de M^{me} Bouhired le troubla un instant.

« Mais vous pouvez fouiller partout. Il n'y a rien ni personne. Yacef ? Pensez-vous, je ne le vois pas. Et si je l'avais vu, j'aurais été prévenir les paras. Vous le savez bien, je l'ai déjà fait. »

Jeanpierre et Chabanne se ressaisirent.

« Si, Yacef est là. On l'a donné. »

Yacef et Zohra blottis dans la cache entendaient le dialogue.

« Allez, Fathia Bouhired, dites-lui de se rendre.

— Mais je vous assure... »

Alors la femme fut écartée. Le colonel Jeanpierre s'avança :

« Yacef, rends-toi. Sors de là. On sait que tu es là. Que tu es malade... tu as la grippe. Tu vois que nous savons tout. »

Dans la cache, Zohra regarda son compagnon. C'était fini. Zohra avait elle-même écrit le dernier message à Ghandriche expliquant que Yacef avait la grippe et que la fièvre l'empêchait de tenir lui-même le stylo. Des rigoles de sueur parcouraient le visage de Yacef. La cache était très étroite, sans air. Zohra qui était pourtant en petite tenue ruisselait.

« Yacef... »

C'était une nouvelle voix que le chef d'Alger crut reconnaître. « Yacef, c'est moi... Safi. Je t'en supplie, excuse-moi. Ils m'ont torturé... »

Yacef restait silencieux. Il avait décroché la grenade de sa ceinture. Zohra avait planté ses ongles dans son bras. Tendus à l'extrême, respirant à petits coups, ils attendaient l'offensive.

« Yacef. C'est Djamel. Ils savent que tu es là. Je leur ai dit. Si tu dois mourir, y'a qu'à m'abattre... »

Les paras tirèrent Djamel en arrière.

« Allez, Yacef... » C'était la voix du colonel Jeanpierre.

« On sait que tu es là. Sors avant qu'il y ait de la casse. Tout est encerclé. Tu es cuit, Yacef. »

Yacef ne répondit toujours pas. De l'autre côté de la cloison, dans le couloir qui menait à la salle de bains, un légionnaire qui avait repéré à quelle hauteur se trouvait la cache attaqua le mur à la pioche.

Yacef dégoupilla sa grenade, libéra d'un coup de pied le panneau qui donnait sur l'escalier et jeta la grenade qui explosa à quelques mètres du colonel Jeanpierre. Celui-ci s'écroula, criblé d'éclats. On le tira en arrière. Dans l'ambulance, il fit signe qu'il n'était pas gravement touché.

Au 3, rue Caton, c'était le siège. Le légionnaire, entendant l'explosion de la grenade de l'autre côté de la cloison, interrompit son travail. Deux paras montèrent à l'assaut de l'escalier qui faisait un coude. Lorsqu'ils passèrent l'angle, Yacef vida le premier des cinq chargeurs qu'il avait avec lui. Les deux paras s'écroulèrent foudroyés, un troisième fut blessé. Le colonel Jeanpierre évacué, c'est le colonel Godard, patron d'Alger-Sahel, qui prit la direction des opérations. Yacef, il le voulait. Vivant. Pas pour s'en venger. Godard était au-dessus de cela. Mais pour pouvoir discuter avec lui. Savoir si l'homme qui les avait tenus si longtemps en échec correspondait au portrait qu'il s'en était fait.

Mais ce n'était pas joué. Dès qu'un para passait la tête au-delà du coude que formait l'escalier, Yacef lâchait une rafale.

De la fumée provenait de la cache. C'était Zohra qui, sentant que tout était perdu, tentait de brûler les archives. Mais le manque d'air ne favorisait pas la combustion. La fumée devenait intense. Yacef fut pris d'une quinte de toux.

« Ça suffit, Yacef. Ici, Godard. Vous êtes le dernier. C'est fini. L'organisation est foutue. Rendez-vous. »

Pas de réponse. Yacef se refusait au dialogue. Les paras mentaient. Lui était cuit. Mais il restait Ali et quelques hommes. De quoi renouveler les attentats.

« C'est fichu, Yacef, poursuivait Godard. Vous êtes le dernier. Rendez-vous. Vous serez considéré comme prisonnier de guerre. »

Toujours pas de réponse. Les légionnaires se mirent en position d'attaque. Il fallait y aller.

« Puisque vous ne voulez pas vous rendre, Yacef. On va vous faire sauter. »

Et Yacef vit une charge importante de plastic atterrir à quelques mètres de lui. En contrebas de la cache. Une longue mèche grésillait lentement. Il y en avait pour une dizaine de minutes. Yacef et Zohra étaient hypnotisés par cette mèche qui

brûlait hors de leur portée.

« Yacef, c'est joué (*c'était encore le colonel Godard*), vous avez dix minutes pour descendre ou tout saute. »

Zohra regarda Yacef, puis la mèche.

« Regarde, ça avance vite, dit-elle.

— Si on descend, on sera tués avant de pouvoir en bousiller encore quelques-uns.

— Oui, mais Ali et Hassiba... et Petit-Omar. »

C'était vrai. Ils étaient à peine à cinq mètres à vol d'oiseau. De l'autre côté de la ruelle. Eux aussi devaient être tassés dans la cache. Vu l'importance de la charge d'explosifs, si Yacef se laissait sauter les autres y passeraient ou seraient pour le moins découverts.

Yacef réfléchissait à toute vitesse. Mourir par balles, écrasés dans une explosion ou guillotiné, c'était bien la même chose. Ni Yacef ni Zohra ne se faisaient d'illusions. Le combat qui les avait opposés à Massu avait trop exaspéré la population européenne, les attentats avaient été trop meurtriers pour qu'on les épargnât. La guillotine, ce n'était peut-être pas beaucoup plus dur que l'explosion. Cela laissait un répit et surtout Ali, Hassiba et Petit-Omar et aussi Mahmoud avaient une chance de s'en tirer.

Yacef regarda Zohra Drif.

« On y va ?

— Oui. »

Yacef passa son pouce sur le cou. Ce serait la guillotine. Zohra fit un geste fataliste.

« C'est moi, Yacef. Je veux parler au général Massu. »

Godard, qui se trouvait à l'abri du mur, répondit immédiatement :

« On ne va pas déranger le général, Yacef. Mais je vous donne ma parole que vous serez traité en prisonnier de guerre.

— C'est sûr ?

— C'est sûr. »

Yacef lança sa mitraillette sur le sol. Il demanda que l'on passe

une robe pour Zohra Drif qui était en sous-vêtements. Ce qui fut exécuté. Un para éteignit la mèche. Yacef sauta sur le sol. On lui passa les menottes.

« Éteignez ces papiers qui brûlent », ordonna le colonel Godard.

Fathia Bouhired les regarda passer. Une voiture attendait un peu plus bas, près du marché. Zohra s'assit près du chauffeur, un para s'installa près d'elle, le pistolet à la main. Yacef, menottes aux poignets, s'assit derrière, près du colonel Godard. Leurs regards se croisèrent. Ils n'échangèrent pas un mot.

Dans la joie de la victoire, obnubilés par le 3, rue Caton, ni Godard ni La Bourdonnaye ne pensèrent au 4, rue Caton. Pourtant, c'était l'adresse qu'avait localisée Chabanne. Les paras du 1^{er} R.E.P. et les « bleus-de-chauffe » levèrent le siège sans s'en occuper. Tapis dans l'ombre, Ali la Pointe entendit les pas décroître, les bruits de voix s'éloigner. Puis ce fut le silence dans la ruelle. Ali fit basculer la paroi mobile de la cache. Hassiba et Petit-Omar, qui se tenaient par la main, sortirent, suivis de Mahmoud. Ali prit une longue goulée d'air tiède. C'était encore l'été, pourtant il lui parut délicieusement frais. Yacef était pris. Eux l'avaient échappé belle. Ils étaient sauvés. Pour cette fois !

On fit une piqûre à Yacef qui, terrassé par la grippe et la fatigue, titubait. On l'enferma dans la villa d'El-Biar en compagnie de Zohra dont il n'avait pas été séparé.

Trois heures plus tard. Godard entra dans la cellule accompagné d'un général. Yacef le reconnut tout de suite. Salan le regarda attentivement. Yacef lui rendit son regard accompagné d'un sourire. Le commandant en chef ressortit sans un mot.

« Alors, Yacef, dit Godard, on vous a eu.

— Oui, mais je vous ai fait courir longtemps.

— C'est vrai. Mais maintenant vous êtes arrêté. C'est fini. Il ne reste plus qu'Ali et là, c'est une question d'heures.

— Vous vous trompez, mon colonel. Ali a gagné Tunis. »

L'information fut reproduite par la presse. Ni Yacef ni Zohra ne furent interrogés brutalement. Encore moins torturés. Yacef bavarda longuement avec le colonel Godard et le capitaine de La

Bourdonnaye. C'était fini. Les léopards possédaient tous les organigrammes, tous les noms. Même les projets de réorganisation que Yacef n'avait pu appliquer. C'était la victoire complète des paras. Restaient Ali la Pointe et Ben Hamida.

Ben Hamida, isolé, tomba dans le premier piège venu. Il ne pouvait y échapper. Après l'arrestation de Yacef, il employa la boîte aux lettres de dernier secours, rue Kléber. Ghandriche reçut le message rue de Tanger. Le capitaine Chabanne le lut en même temps que lui. Ben Hamida appelait à l'aide. Il ne savait où aller.

« Eh bien, Safi le pur, nous allons fournir une planque parfaite à notre ami ! »

Ben Hamida reçut avec soulagement la réponse de Ghandriche. Celui-ci lui avait trouvé un refuge sûr. Une voiture viendrait le chercher dans les tournants Rovigo. Une 11 CV noire. Une fille brune se trouverait près du chauffeur.

À l'heure dite, Ben Hamida vit la 11 CV s'arrêter. Il aperçut la jeune fille aux cheveux bruns. Il ouvrit la portière et se jeta littéralement sur la banquette arrière. Ouhria la Brune se retourna :

« Alors, Ben Hamida. Ça va ? »

Sur la banquette arrière un homme le regardait. Un pistolet à la main.

Ali la Pointe avait jugé plus prudent de ne pas remettre les pieds rue Caton. Son refuge était désormais la cache de la rue des Abderames. Une vieille cache qui n'avait jamais été découverte. Après l'arrestation de Yacef, Hassiba, Mahmoud et Petit-Omar constituaient avec lui le dernier carré.

Hassiba entra dans la pièce.

« Ça y est, j'ai déposé un message pour Safi chez sa femme, la chanteuse Latifa.

— C'est bien, ça, dit Ali. Avec lui, on, va faire du bon travail. Ils vont payer l'arrestation de Yacef. Les dernières bombes récupérées... ils vont s'en souvenir ! »

C'est Hassiba qui avait écrit ce dernier message sous la dictée d'Ali la Pointe. Safi savait qu'Ali était illettré. « Cher frère Safi, le Grand Frère a été arrêté. Nous allons faire un feu de joie dans Alger. Ne désespère pas. Ali. »

Ghandriche avait aussitôt répondu et le 1^{er} R.E.P. avait truffé d'informateurs les alentours de la demeure de Latifa.

Le 1^{er} R.E.P. voulait à toute force la peau d'Ali la Pointe. En outre, il y avait une certaine rivalité entre les régiments de paras. Et le 1^{er} R.E.P. trouvait que les « casquettes » de Bigeard et les bérets rouges avaient remporté assez de victoires spectaculaires. Ils voulaient les gagner de vitesse.

Le capitaine de La Bourdonnaye, qui avait interrogé longuement Yacef et surtout Zohra Drif, avait appris beaucoup de choses sur Hassiba Bent Bouali. Et s'il se moquait complètement de la vie d'Ali la Pointe, il entreprit de sauver celles de Hassiba et de Petit-Omar.

« Une gosse de dix-sept ans et un gamin de douze ans, cela n'apporte rien à un tableau de chasse », avait-il pensé.

Il prit donc contact avec la veuve Bouhired qui avait été remise en liberté pour s'occuper d'enfants en bas âge et l'avait amenée à comprendre sa position.

« Je ne vous demande pas de trahir. Je veux simplement sauver la peau de deux gosses. Ali, je m'en fous. Qu'il crève ! »

Puis La Bourdonnaye avait tenu son chef au courant. Godard n'était pas chaud.

« Si vous prenez contact avec cette gamine, il faudra y aller seul.

— Bien sûr. Je ne vais pas y aller avec une section.

— Et si Ali la Pointe fait un carton sur vous.

— C'est un risque à prendre, mais j'ai confiance en Fathia Bouhired. Elle vient de me faire dire que le contact avec Hassiba était possible. Peut-être chez elle.

— Bon. Mais faites attention.

— Merci, mon colonel. »

On frappa à la porte. Un para tendit un message au colonel Godard.

« C'est le 1^{er} R.E.P., mon colonel. Ils ont logé Ali la Pointe. C'est rue des Abderames. »

8 octobre 1957 : 5, rue des Abderames, 19 h 55.

La femme de Mahmoud apporta du café à Ali et à Hassiba, puis rejoignit son mari sur le balcon intérieur.

« Où est Petit-Omar ?

— Il découpe des bandes dessinées.

— Pauvre gosse !

— Non. C'est un brave.

— Mais il n'a que douze ans », s'insurgea M^{me} Mahmoud.

Mahmoud allait répondre lorsqu'une ombre parut sur le toit à quelques mètres à sa droite. Un para !

Mahmoud se précipita dans la pièce :

« Les paras... »

Hassiba abandonna sa machine à écrire. Ali souleva Petit-Omar du lit où il jouait. Mahmoud était déjà dans la cache. Ali rabattit le panneau. De l'autre côté de la cloison, la femme de Mahmoud étala un mélange de stuc et de noir de fumée sur la charnière du panneau. Puis elle rangea rapidement la pièce, faisant disparaître les tasses à café.

Toute la rue était en émoi. Un vaste filet entourait le quartier Porte-Neuve. Les voies étaient bloquées. Toutes les terrasses étaient investies.'

À 20 Heures, un coup de sifflet retentit. Alors avançant dans les ruelles, sautant de terrasse en terrasse, des centaines d'hommes convergèrent vers le 5, rue des Abderames.

Méthodiquement, tous les immeubles furent évacués. À 20 h 15, le n° 5 était occupé. La cache était localisée. Une femme terrorisée la montra du doigt. Peu importait aux hommes du commandant Guiraud, chef par intérim du 1^{er} R.E.P., ils savaient qu'Ali était là. L'agent de liaison envoyé par Latifa les avait conduits droit au refuge. Un capitaine passa le doigt le long des carreaux de faïence et le retira maculé. Quatre paras dirigèrent le canon de leur mitrailleuse vers l'entrée de la cache.

« Ali. On sait que tu es là, dit le capitaine. Sors. C'est fini. »

Il n'obtint aucune réponse. Au brouhaha provoqué par l'évacuation des immeubles avait succédé un silence total. Oppressant.

Sur les terrasses, sur les balcons, dominant le patio où s'ouvrait l'appartement, les silhouettes des paras se détachaient sur le ciel éclairé par les projecteurs fixés sur les maisons voisines. C'était un véritable siège.

Dans la pièce le capitaine continuait son monologue.

« Ali. Sors. C'est fini. On va faire sauter la cloison si tu ne te rends pas. »

Un lieutenant entra avec un paquet de plastic à la main. Une très longue mèche sortait, rejoignant l'extérieur de la maison.

« Tout est prêt, mon capitaine.

— Ali. Tu m'entends ? Fais au moins sortir les gosses. Eux peuvent s'en tirer. »

Il n'y eut pas de réponse.

« J'allume la mèche. Tu as trente secondes pour réfléchir. »

Le cordeau Bickford crépita. Les soldats sortirent de la pièce. Dans la cache, ni Ali, ni Hassiba, ni Mahmoud, ni Petit-Omar n'avaient bougé.

L'explosion abattit deux pans de mur. Puis tout le quartier crut à un bombardement. Les bombes récupérées par Ali explosèrent en chaîne. La maison située au fond de l'impasse Silène s'effondra sur ses habitants qui, eux, n'avaient pas été évacués. Des paras qui guettaient sur les terrasses se retrouvèrent, blessés, à l'étage inférieur.

Lorsque la fumée et la poussière des gravats furent dissipés, on mesura l'étendue du désastre. Il ne restait qu'un grand trou à la place du n° 5, rue des Abderames.

Une pluie fine tombait. Le ciel lourd charriait de gros nuages qui prenaient des reflets gris à la lumière des projecteurs. On commença à fouiller les décombres. Outre les quatre membres de l'équipe créée par Yacef, dix-sept personnes, dont quatre fillettes de quatre et cinq ans, avaient trouvé la mort.

Seules des corvées de déblayage furent laissées sur place. Le blocus était levé. Les léopards du 1^{er} R.E.P. regagnèrent leurs camions. Chacun avait dans la bouche un goût de cendre qui n'était pas dû uniquement à la poussière s'élevant des immeubles écroulés.

Le lendemain matin un vent violent avait chassé les nuages lourds qui annonçaient l'hiver. Le soleil brillait dans le ciel pur. Une brise légère faisait frissonner les palmiers du palais d'Été.

Le téléphone sonna dans les appartements du gouverneur. On informait le ministre résidant.

« C'est fini, monsieur le ministre, on a eu Ali la Pointe. »

On ne souffla mot de Hassiba, qui avait dix-sept ans et était si jolie, ni de Petit-Omar, dont les yeux noisette riaient tout le temps.

Il y avait aussi des gosses beaux, tendres, innocents sous les débris du Milk Bar ou de la Cafétéria.

Ce 8 octobre 1957 marquait la fin du terrorisme.

Les léopards avaient exécuté à la perfection les ordres des civils. Les derniers germes du F.L.N. gisaient sous les décombres de la rue des Abderames.

La « bataille d'Alger » était terminée.

Plus rien n'empêchait le ministre résidant Robert Lacoste d'entreprendre l'application du plus grand, du plus prestigieux, du plus généreux plan de réformes qu'ait jamais prévu la France pour l'Algérie.

Alger — Paris

1^{er} février 1968-15 mars 1969.

REMERCIEMENTS

L'auteur désire adresser ici ses remerciements à de très nombreux témoins.

Pendant les mois d'enquête qu'a nécessités la préparation de cet ouvrage, il les a obligés à un travail de mémoire souvent pénible car les événements évoqués les ont marqués à jamais.

Sans cacher leur émotion, ils ont tenu — qu'ils soient français ou algériens — à m'expliquer leur vérité de l'époque et les raisons de leur action.

Nombre d'entre eux m'ont fait confiance au point de me prêter des documents introuvables que leurs fonctions ou leur rôle les avaient amenés à posséder. Qu'ils soient tous remerciés de cette confiance.

Je voudrais particulièrement remercier :

Monsieur le ministre Jacques Chevallier

Monsieur le ministre Robert Lacoste

Monsieur le ministre Jacques Soustelle,

qui n'ont pas hésité à me consacrer — dans quelque lieu que la vie politique les ait menés à résider — de très longues heures au cours desquelles ils m'ont expliqué leur rôle et le but qu'ils poursuivaient.

Que M^{mes} et MM. :

le général Beaufre

le contrôleur général Benhamou Beraudier

le commandant Yves de La Bourdonnaye

le commandant Jean Pouget

Jacques Charby

Pierre Chaussade

le colonel Dabezies

Henri-Paul Eydoux

Claude Fredix

Michel Gorlin

Francis Jeanson
Jean Lartéguy
Georges Lehva
Vincent Monteil
Joseph Ortiz
Charles Poncet
Artur Rosenberg
le colonel Schœn
le général Spillmann
Mme et Paul Teitgen
Germaine Tillion
Daniel Timsit
le général Vanuxem
le préfet Jean Vaujour

soient particulièrement remerciés de l'aide qu'ils m'ont apportée.

Que MM. X... et Y..., anciens du très mystérieux 11^e « choc », qui ont gardé les habitudes de discrétion prises à Une certaine période de leur vie, sachent que je ne les ai pas oubliés ainsi que tous les témoins que j'ai rencontrés et qui ont désiré rester anonymes.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance au Service de presse du ministère de l'Intérieur, à M. W.-P. Romain et à M. Duprey.

Ainsi qu'à mes camarades de la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie (F.N.A.C.A.) Jacques de Jaeger, Maurice Sicart et Jean-Claude Citerne qui m'ont aidé à retrouver documents et témoignages.

Mais cet ouvrage n'aurait pu se faire sans l'aide, la compréhension, la gentillesse de nombreux témoins algériens.

Je tiens à remercier particulièrement

Monsieur le ministre Ben Yahia

M^{mes} et MM. :

Ferhat Abbas
Ait Ahmed
Si Azzedine
Safia et Rabea Bazi
Ben Tobbal
Ben Khedda
Zoubir Bouadjadj
Bouchafa
Briki Yahia
Chadli
Mme et Pierre Chaulet
Abdelkader Guerroudj
Mme et Saïd Hermouche
Krim Belkacem
Mohamed Lebjaoui
Ali Lounici
Ali Mahsas
Danièle Minne
Omar Ouamrane
Oussedik Boualem
Oussedik Mourad
Si Sadek (Dehilès Slimane)
Mourad Terbouche
Yacef Saadi
M'hamed Yazid
Zhor Zerrari

et bien d'autres encore qui m'ont demandé de rester anonymes ou que j'ai pu oublier.

Que mes amis Meriem et Abderrahmane Yacine sachent que leur amitié m'est toujours d'un précieux secours.

Enfin, je voudrais remercier ma femme, Estelle Courrière, qui depuis le début de cette longue enquête jusqu'au dernier mot du manuscrit a collaboré à ce livre, a recherché les témoins, a classé leurs témoignages et m'a apporté quotidiennement son soutien dans cette histoire qui racontait l'histoire tragique de son pays natal.

Mais je ne pourrais terminer cette longue liste de remerciements sans citer Charles Orengo qui après s'être intéressé à cette histoire de la guerre d'Algérie m'a apporté son appui d'abord professionnel, aujourd'hui amical.

À tous, merci.

Y. C.

ANNEXE

PLATE-FORME DE LA SOUMMAM

*telle au elle a été établie au congrès du 20 août
et publiée par El-Moudjahid*

EXTRAITS DU PROCES-VERBAL DU CONGRES DU 20 AOUT 1956

I. — La plate-forme politique dont on lira plus loin les principaux extraits a été adoptée à l'unanimité des congressistes.

II. — Organismes de direction :

a) Le Conseil national de la révolution algérienne (C.N.R.A.) et composé de 34 membres : 17 membres titulaires et 17 membres suppléants dont les noms suivent⁽¹⁾ :

Membres titulaires :

Aït Ahmed Hocine

Abane Ramdane

Abbas Ferhat

Boudiaf Mohamed

Ben Boulaïd Mostefa

Ben Youssef Ben Khedda

Ben Bella Ahmed

Ben M'Hidi Larbi

Bitat Rabah

Khider Mohamed

Krim Belkacem

Lamine Debaghine, Mohamed

Mokrane

Ouamrane Omar

Toufik El-Madani

Yazid M'hamed

Zighout Youssef

Membres suppléants :

Aïssa

Ben Tobbal Lakhdar, commandant adjoint de la wilaya 2

Boussouf Abdelhafid, commandant de la wilaya 5

Ben Yahia, Mohamed, ex-président de l'U.G.E.M.A.

Dehilès Slimane, commandant adjoint de la wilaya 4

Francis Ahmed

Mohammedi Saïd, commandant de la wilaya 3
Mezhoudi Brahim, commandant adjoint de la wilaya 2
Mouloud
Mellah Ali, commandant de la wilaya 6
Mourad
Massas Ahmed
Mehri Abdelhamid
Saïd
Saddek
Thaalbi Taïeb
Zoubir

b) Le Comité de coordination et d'exécution (C.C.E.) est composé de 5 membres dont les noms sont tenus secrets. Ils ont été choisis parmi les membres du C.N.R.A. qui se trouvent en Algérie. Leur quartier général est quelque part dans un maquis.

c) Les commissions.

Les membres des commissions sont désignés par le C.C.E. et sont responsables devant lui.

III. — Rapports F.L.N.-A.L.N. :

— Primauté du politique sur le militaire.

— Dans les P.C., le chef politico-militaire devra veiller à maintenir l'équilibre entre toutes les branches de la révolution.

IV. — Rapports intérieur-extérieur :

— Primauté de l'intérieur sur l'extérieur.

V. — A.L.N. :

L'Algérie est divisée en six départements (wilayas) ; chaque wilaya est divisée en zones ; chaque zone est divisée en régions ; chaque région est divisée en secteurs.

1. Les P.C. : la direction collective étant érigée en principe tous nos organismes délibérants devront le respecter scrupuleusement. Le P.C. est composé du chef (politico-militaire) représentant l'autorité centrale du F.L.N. Il est entouré d'adjoints et de collaborateurs qui sont des officiers ou des sous-officiers au nombre de trois, s'occupant des branches militaire-politique, renseignements et liaisons. Il y a les P.C. de wilaya, zone, région et secteur.

Mutations : la mutation est prononcée par l'organisme immédiatement supérieur à l'organisme auquel appartient l'élément. Le principe de la mutation à tous les échelons a été admis.

2. Militaire :

Unités : le groupe (faoudj) est composé de 11 hommes dont un sergent et deux caporaux. Le demi-groupe comprend 5 hommes dont un caporal.

La section (ferka) est composée de 35 hommes (trois groupes, plus le chef de section et son adjoint).

La compagnie (katiba) comprend 110 hommes (trois sections plus cinq cadres).

Le bataillon (faïlek) comprend 350 hommes (trois compagnies plus vingt cadres).

Les grades⁽²⁾ : les grades usités en Kabylie ont été adoptés. À savoir : el-djoundi el-

aouel (caporal) : un V rouge renversé qui se porte sur le bras droit ; el-aarif (sergent) : deux V rouges renversés ; el-aarif el-aouel (sergent-chef) : trois V rouges renversés ; el-moussaâd (adjudant) : un V souligné par un trait blanc ; moulazem (aspirant) une étoile blanche ; moulazem et-thani (sous-lieutenant) : une étoile rouge ; dhabet el-aouel (lieutenant) : une étoile rouge, une étoile blanche ; dhabet et-thani (capitaine) : deux étoiles rouges ; sagh el-aouel (commandant) : deux étoiles rouges, une blanche ; sagh et-thani (colonel) : trois étoiles rouges.

Chef de wilaya : ce sera un colonel ; ses adjoints seront des commandants.

Chef de zone : ce sera un capitaine. Ses trois adjoints seront des lieutenants.

Chef de région : ce sera un sous-lieutenant ; ses trois adjoints seront des aspirants.

Chef de secteur : ce sera un adjudant ; ses trois adjoints seront des sergents-chefs.

Insignes ⁽³⁾ : une étoile et un croissant rouges se portent sur le calot (à faire par chaque wilaya). Les galons seront faits par la wilaya 3.

Décorations : le C.C.E. est chargé de l'étude de cette question.

3. Politique :

Les commissaires politiques et leurs attributions : les tâches principales des commissaires politiques seront :

a) Organisation et éducation du peuple ;

b) La propagande et l'information ;

c) La guerre psychologique (rapports avec le peuple, la minorité européenne, les prisonniers de guerre). Les commissaires politiques donneront leur avis sur tous les programmes d'action militaire de l'A.L.N. ;

d) Finances et ravitaillement.

4. Administration, assemblées du peuple :

Les assemblées du peuple seront élues. Elles seront composées de 5 membres dont un président, et s'occuperont de : l'état civil, des affaires judiciaires et islamiques, des affaires financières et économiques et de la police.

EXTRAITS DE LA PLATE-FORME

Pour assurer le triomphe de la révolution algérienne dans la lutte pour l'indépendance nationale

Les extraits de la présente plate-forme du Front de libération nationale ont pour objet de définir, d'une façon générale, la position du F.L.N. à une étape déterminante de la révolution algérienne.

Elle est divisée en trois parties :

1. La situation politique actuelle ;

2. Les perspectives générales ;

3. Les moyens d'action et de propagande.

I. — SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

A. — *L'essor impétueux de la révolution algérienne*

L'Algérie, depuis deux ans, combat avec héroïsme pour l'indépendance nationale.

La révolution patriotique et anticolonialiste est en marche.

Elle force l'admiration de l'opinion publique mondiale.

a) La résistance armée.

En une période relativement courte, l'Armée de libération nationale, localisée dans l'Aurès et la Kabylie, a subi avec succès l'épreuve du feu.

Elle a triomphé de la campagne d'encerclement et d'anéantissement menée par une armée puissante, moderne, au service du régime colonialiste d'un des plus grands États du monde.

Malgré la pénurie provisoire d'armement, elle a développé les opérations de guérilla, de harcèlement, de sabotage, s'étendant aujourd'hui à l'ensemble du territoire national.

Elle a consolidé sans cesse ses positions en améliorant sa tactique, sa technique, son efficacité.

Elle a su passer rapidement de la guérilla au niveau de la guerre partielle.

Elle a su combiner harmonieusement les méthodes éprouvées des guerres anticolonialistes avec les formes les plus classiques en les adaptant intelligemment aux particularités du pays.

Elle a déjà fourni la preuve suffisante, maintenant que son organisation militaire est unifiée, qu'elle possède la science de la stratégie d'une guerre englobant l'ensemble de l'Algérie.

— L'Armée de libération nationale se bat pour une cause juste.

Elle groupe des patriotes, des volontaires, des combattants décidés à lutter avec abnégation jusqu'à la délivrance de la patrie martyre.

Elle s'est renforcée par le sursaut patriotique d'officiers, de sous-officiers et de soldats de carrière ou du contingent, désertant en masse avec armes et bagages les rangs de l'armée française.

Pour la première fois dans les annales militaires, la France ne peut plus compter sur le « loyalisme » des troupes algériennes. Elle est obligée de les transférer en France et en Allemagne.

Les harkas de goumiers, recrutés parmi les chômeurs souvent trompés sur la nature du « travail » pour lequel ils étaient appelés disparaissent dans le maquis. Certaines sont désarmées et dissoutes par les autorités mécontentes.

Les réserves humaines de l'A.L.N. sont inépuisables. Elle est souvent obligée de refuser l'enrôlement des Algériens, jeunes et vieux, des villes et campagnes, impatientes de mériter l'honneur d'être soldats de leur armée.

Elle bénéficie pleinement de l'amour du peuple algérien, de son soutien enthousiaste, de sa solidarité agissante, morale et matérielle, totale et indéfectible.

Les officiers supérieurs, les commandants de zone, les commissaires politiques, les cadres et soldats de l'Armée de libération nationale sont honorés comme des héros nationaux, glorifiés dans des chants populaires qui ont déjà pénétré aussi bien l'humble gourbi que la misérable khaïma, la ghorfa des casbahs comme le salon des villas.

Telles sont les raisons essentielles du « miracle algérien » : l'A.L.N. tenant en échec la force colossale de l'armée colonialiste française, renforcée par les divisions « atomiques » prélevées sur les forces de l'O.T.A.N.

Voilà pourquoi en dépit des incessants renforts, jugés aussitôt insuffisants, malgré le quadrillage ou autre technique aussi inopérante que les déluges de feu, les généraux français sont obligés de reconnaître que la solution militaire est impossible pour résoudre le problème algérien.

Nous devons signaler particulièrement la formation de nombreux maquis urbains qui, d'ores et déjà, constituent une seconde armée sans uniforme.

Les groupes armés dans les villes et villages se sont notamment signalés par des attentats contre les commissariats de police, les postes de gendarmerie, les sabotages de bâtiments publics, les incendies, la suppression de gradés de la police, de mouchards, de traîtres.

Cela affaiblit d'une façon considérable l'armature militaire et policière de l'ennemi colonialiste, augmente la dispersion de ses forces sur l'ensemble du sol national et accentue la dégradation du moral des troupes, maintenues dans un état d'énervement et

de fatigue par la nécessité de rester sur un qui-vive angoissant.

C'est un fait indéniable que l'action de l'A.L.N. a bouleversé le climat politique en Algérie.

Elle a provoqué un choc psychologique qui a libéré le peuple de sa torpeur, de la peur, de son scepticisme.

Elle a permis au peuple algérien une nouvelle prise de conscience de sa dignité nationale.

Elle a également déterminé une union psychopolitique de tous les Algériens, cette unanimité nationale qui féconde la lutte armée et rend inéluctable la victoire de la liberté.

— Une organisation politique efficace.

Le Front de libération nationale, malgré son activité clandestine, est devenu aujourd'hui l'unique organisation véritablement nationale. Son influence est incontestable et incontestée sur tout le territoire algérien.

En effet, dans un délai extrêmement court, le F.L.N. a réussi le tour de force de supplanter tous les partis politiques existant depuis des dizaines d'années.

Cela n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat de la réunion des conditions indispensables suivantes :

1. Le bannissement du pouvoir personnel et l'instauration du principe de la direction collective composée d'hommes propres, honnêtes, imperméables à la corruption, courageux, insensibles au danger, à la prison ou à la peur de la mort ;

2. La doctrine est claire. Le but à atteindre, c'est l'indépendance nationale. Le moyen, c'est la révolution par la destruction du régime colonialiste ;

3. L'union du peuple est réalisée dans la lutte contre l'ennemi commun, sans sectarisme.

Le F.L.N. affirmait au début de la révolution que « la libération de l'Algérie serait l'œuvre de tous les Algériens et non pas celle d'une fraction du peuple algérien, quelle que soit son importance ». C'est pourquoi le F.L.N. tiendra compte dans la lutte de toutes les forces anticolonialistes, même si elles échappent encore à son contrôle ;

4. La condamnation définitive du culte de la personnalité, la lutte ouverte contre les aventuriers, les mouchards, les valets de l'administration, indicateurs ou policiers. D'où la capacité du F.L.N. à déjouer les manœuvres politiques et les traquenards de l'appareil policier français.

Cela ne saurait signifier que toutes les difficultés soient complètement effacées.

Notre action politique a été handicapée au départ pour les raisons ci-après :

— L'insuffisance numérique des cadres et des moyens matériels et financiers ;

— La nécessité d'un long et dur travail de clarification politique, d'explication patiente et persévérante pour surmonter une grave crise de croissance ;

— L'impératif stratégique de subordonner tout au Front de la lutte armée.

Cette faiblesse, normale et inévitable au début, est déjà corrigée. Après la période où il se contentait de lancer uniquement des mots d'ordre de résistance à l'impérialisme, on a assisté ensuite à une réelle apparition du F.L.N. sur le plan de la lutte politique.

Ce redressement fut marqué par la grève d'anniversaire du 1^{er} novembre 1956, considérée comme l'événement décisif, tant par son aspect spectaculaire et positif que par son caractère profond, preuve de la « prise en main » de toutes les couches de la population.

Jamais, de mémoire d'Algérien, aucune organisation politique n'avait obtenu une grève aussi grandiose dans les villes et villages du pays.

D'autre part, le succès de la non-coopération politique lancée par le F.L.N. est

moins probant. La cascade de démissions des élus patriotes suivie de celles des élus administratifs a imposé au gouvernement français la non-prorogation du mandat des députés du Palais-Bourbon, la dissolution de l'Assemblée algérienne. Les conseils généraux et municipaux et les djemaas ont disparu, vide accentué et amplifié par la démission de nombreux fonctionnaires et auxiliaires de l'autorité coloniale, caïds, chefs de fraction, gardes champêtres. Faute de candidatures ou de remplaçants, l'administration française est disloquée ; son armature considérée comme insuffisante ne trouve aucun appui parmi le peuple ; dans presque toutes les régions elle coexiste avec l'autorité du F.L.N.

Cette lente mais profonde désagrégation de l'administration française a permis la naissance, puis le développement d'une dualité de pouvoir. Déjà fonctionne une administration révolutionnaire avec des djemaas clandestines et des organismes s'occupant du ravitaillement, de la perception des impôts, de la justice, du recrutement de *moudjahidin*, des services de sécurité et de renseignements. L'administration du F.L.N. prendra un nouveau virage avec l'institution des assemblées du peuple qui seront élues par les populations rurales avant le deuxième anniversaire de notre révolution.

Le sens politique du F.L.N. s'est vérifié d'une façon éclatante par l'adhésion massive des paysans pour lesquels la conquête de l'indépendance nationale signifie en même temps la réforme agraire qui leur assurera la possession des terres qu'ils fécondent de leur labeur.

Cela se traduit par l'éclosion d'un climat insurrectionnel qui s'est étendu avec rapidité et des formes variées à tout le pays.

La présence d'éléments citadins, politiquement mûrs et expérimentés, sous la direction lucide du F.L.N., a permis la politisation des régions retardataires. L'apport des étudiantes et étudiants a été d'une grande utilité, notamment dans les domaines politique, administratif et sanitaire.

Ce qui est certain, c'est que la révolution algérienne vient de dépasser avec honneur une première étape historique.

C'est une réalité vivante ayant triomphé du pari stupide du colonialisme français prétendant la détruire en quelques mois.

C'est une révolution organisée et non une révolte anarchique.

C'est une lutte nationale pour détruire le régime despotique de la colonisation et non une guerre religieuse. C'est une marche en avant dans le sens historique de l'humanité et non un retour vers le féodalisme.

C'est enfin la lutte pour la renaissance d'un État algérien sous la forme d'une République démocratique et sociale et non la restauration d'une monarchie ou d'une théocratie révolues.

— La faillite des anciennes formations politiques.

La révolution algérienne a accéléré la maturité politique du peuple algérien. Elle lui a montré, à la lumière de l'expérience décisive du combat libérateur, l'impuissance du réformisme et la stérilité du charlatanisme contre-révolutionnaire.

La faillite des vieux partis a éclaté au grand jour.

Les groupements divers ont été disloqués. Les militants de base ont rejoint le F.L.N, L'U.D.M.A. dissoute et les ulémas se sont alignés courageusement sur les positions du F.L.N. ; l'U.G.E.M.A. groupant tous les universitaires et lycéens, a proclamé par la voix de son congrès unanime le même sentiment.

Le comité central du M.T.L.D. a complètement disparu en tant que regroupement d'ex-dirigeants et en tant que tendance politique.

— Le messalisme en déroute.

Le M.N.A., en dépit de la démagogie et de la surenchère, n'a pas réussi à surmonter la crise mortelle du M.T.L.D. Il conservait une assise organique seulement en France du fait de la présence de Messali en exil, de l'ignorance totale des émigrés de la réalité algérienne.

C'est de là que partaient les mots d'ordre, les fonds et les hommes en vue de la création en Algérie de groupes armés ou de maquis dissidents, destinés non à la participation de la lutte contre l'ennemi exécuté, le régime colonialiste, son armée et sa police, mais à créer des opérations de provocation et à saboter par le défaitisme, le désordre et l'assassinat, la révolution algérienne et ses dirigeants militaires et politiques.

L'activité sporadique et brève du M.N.A. s'était manifestée publiquement, dans de rares villes, tel Alger, comme une secte contre-révolutionnaire dans des opérations de diversion et de division (campagne antimozabite), de gangstérisme (racket de commerçants), de confusion et de mensonges (Messali, soi-disant créateur et chef de l'Armée de libération nationale).

Le messalisme a perdu sa valeur de courant politique. Il est devenu de plus en plus un état d'âme qui s'étiole chaque jour.

Il est particulièrement significatif que les derniers admirateurs et défenseurs de Messali soient précisément les journalistes et intellectuels proches de la présidence du gouvernement français. Ils prétendent dénoncer l'ingratitude du peuple algérien qui ne reconnaîtrait plus « les mérites exceptionnels de Messali, le créateur, il y a trente ans, du nationalisme algérien ».

La psychologie de Messali s'apparente à la conviction insensée du coq de la fable qui ne se contente pas de constater l'aurore, mais proclame qu'« il fait lever le soleil ».

Le nationalisme algérien dont Messali revendique effrontément l'initiative est un phénomène de caractère universel, résultat d'une évolution naturelle suivie par tous les peuples sortant de leur léthargie.

Le soleil se lève sans que le coq y soit pour quelque chose, comme la révolution algérienne triomphe sans que Messali y ait aucun mérite.

Cette apologie du messalisme dans la presse française était un indice sérieux de la préparation psychologique d'un climat artificiel favorable à une manœuvre de grande envergure contre la révolution algérienne.

C'est la division, arme classique du colonialisme.

Le gouvernement français a tenté en vain d'opposer au F.L.N. des groupements modérés, voire le groupe des « 61 ». Ne pouvant plus compter sur les Sayah ou Farès, le béni-oui-ouïsme étant discrédité d'une façon définitive et sans retour, le colonialisme français espérait utiliser le chef du M.N.A. dans son ultime manœuvre diabolique pour tenter de voler au peuple algérien sa victoire.

Dans cette perspective, Messali représente, en raison de son orgueil et de son manque de scrupules, l'instrument parfait pour la politique impérialiste.

Ce n'est donc pas par hasard que Jacques Soustelle pouvait affirmer en novembre 1955 au professeur Massignon : « Messali est ma dernière carte. »

Le ministre résidant Lacoste ne se gêne pas pour confier à la presse colonialiste algérienne sa satisfaction de voir le M.N.A. s'efforcer uniquement d'affaiblir le F.L.N.

L'hebdomadaire socialiste « Demain », dévoilant les divergences tactiques divisant les gouvernants français, pouvait écrire que certains ministres étaient disposés, pour empêcher le renforcement du F.L.N., à accorder à Messali sa liberté totale, « le seul problème étant de protéger la vie du leader algérien ».

Quand on se rappelle que Messali s'est livré à une violente attaque contre les pays arabes, ce qui ne peut que réjouir les Soustelle, Lacoste et Borgeaud, son déplacement d'Angoulême à Belle-Isle justifie la thèse du journal « Demain ».

Lorsque la vie de Messali est si précieuse pour le colonialisme français, faut-il s'étonner de le voir glisser vers la trahison consciente ?

— Le communisme absent ?

Le P.C.A., malgré son passage dans l'illégalité et la publicité tapageuse dont la presse colonialiste l'a gratifié pour justifier la collusion imaginaire avec la résistance algérienne, n'a pas réussi à jouer un rôle qui mériterait d'être signalé.

La direction communiste, bureaucratique, sans aucun contact avec le peuple, n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire. C'est pourquoi elle a condamné le « terrorisme » et ordonné dès les premiers mois de l'insurrection aux militants de l'Aurès, venus à Alger chercher des directives, de ne pas prendre les armes.

La sujétion au P.C.F. a pris le caractère d'un béni-oui-ouisme avec le silence qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux.

Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu suffisamment de courage pour dénoncer cette attitude opportuniste du groupe parlementaire, mais ils n'ont pas soufflé mot sur l'abandon de l'action concrète contre la guerre d'Algérie : manifestations contre les renforts de troupes, grèves des transports, de la marine marchande, des ports et des docks contre le matériel de guerre.

Le P.C.A. a disparu en tant qu'organisation sérieuse à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments européens dont l'ébranlement des convictions nationales algériennes artificielles a fait éclater les contradictions face à la résistance armée.

Cette absence d'homogénéité et la politique incohérente qui en résulte ont pour origine fondamentale la confusion et la croyance en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie avant le triomphe de la révolution prolétarienne en France.

Cette idéologie qui tourne le dos à la réalité est une réminiscence des conceptions de la S.F.I.O., favorable à la politique d'assimilation passive et opportuniste.

Niant le caractère révolutionnaire de la paysannerie et des fellahs algériens en particulier, elle prétend défendre la classe ouvrière algérienne contre le danger problématique de tomber sous la domination directe de la « bourgeoisie arabe », comme si l'indépendance nationale de l'Algérie devait suivre forcément le chemin des révolutions manquées, voire de faire marche arrière vers un quelconque féodalisme.

La C.G.T., subissant l'influence communiste, se trouve dans une situation analogue et tourne à vide sans pouvoir énoncer ni appliquer le moindre mot d'ordre d'action.

La passivité générale du mouvement ouvrier organisé, aggravée dans une certaine mesure par l'attitude néfaste des syndicats F.O. et C.F.T.C., n'est pas la conséquence du manque de combativité des travailleurs des villes, mais de l'apathie des cadres syndicaux de l'U.G.S.A. attendant, les bras croisés, les directives de Paris.

Les docks d'Alger en ont donné la preuve en participant à la grève politique anniversaire du 1^{er} novembre 1956.

Nombreux furent les travailleurs qui ont compris que cette journée d'action patriotique aurait revêtu un caractère d'unanimité nationale, plus démonstrative, plus dynamique, plus féconde, si les organisations ouvrières avaient été entraînées intelligemment dans la lutte générale par une véritable centrale syndicale nationale. Cette appréciation juste se trouve entièrement confirmée dans le succès complet de la grève générale patriotique du 5 juillet 1956.

Voilà pourquoi les travailleurs algériens ont salué la naissance de l'U.G.T.A., dont le développement continu est irrésistible, comme l'expression de leur désir impatient de prendre une part plus active à la destruction du colonialisme, responsable du régime de misère, de chômage, d'émigration et d'indignité humaine.

Cette extension du sentiment national, en même temps que son passage à un niveau qualificatif plus élevé, n'a pas manqué de réduire, comme une peau de chagrin, la base de masse du P.C.A., déjà rétrécie par la perte des éléments européens hésitants et instables.

On assiste cependant à certaines initiatives émanant à titre individuel de certains communistes s'efforçant de s'infiltrer dans les rangs du F.L.N. et de l'A.L.N. Il est possible qu'il s'agisse là de sursauts individuels pour retourner à une saine conception de la libération nationale.

Il est certain que le P.C.A. essaiera dans l'avenir, d'exploiter ces « placements » dans le but de cacher son isolement total et son absence dans le combat historique de la révolution algérienne.

B. — *La stratégie impérialiste française*

La révolution algérienne, détruisant impitoyablement tous les pronostics colonialistes et faussement optimistes, continue de se développer, avec une vigueur exceptionnelle, dans une phase ascendante de longue portée.

Elle ébranle et ruine ce qui reste de l'empire colonial français en déclin.

Les gouvernements successifs de Paris sont en proie à une crise politique sans précédent. Obligés de lâcher les colonies d'Asie, ils croient pouvoir conserver celles d'Afrique. Ne pouvant faire face au « pourrissement » de l'Afrique du Nord, ils ont lâché du lest en Tunisie et au Maroc pour tenter de garder l'Algérie.

a) La leçon des expériences tunisienne et marocaine.

Cette politique sans perspectives réalistes s'est traduite notamment par la succession rapide de défaites morales dans tous les secteurs : mécontentement en France, grèves ouvrières, révoltes de commerçants, agitation chez les paysans, déficit budgétaire, inflation, sous-production, marasme économique, question algérienne à l'O.N.U., abandon de la Sarre à l'Allemagne.

La poussée révolutionnaire nord-africaine, malgré l'absence d'une stratégie politique commune en raison de la faiblesse organique de ce qui a été le Comité de libération du Maghreb, a acculé le colonialisme français à improviser une tactique défensive hâtive, bouleversant tous les plans de la répression esclavagiste traditionnelle.

Les conventions franco-tunisiennes qui devaient jouer le rôle de barrage néocolonialiste ont été dépassées sous la pression conjuguée du mécontentement populaire et des coups portés à l'impérialisme dans les trois pays frères.

Le rythme de l'évolution de la crise marocaine, l'entrée en lutte armée des montagnards venant renforcer la résistance citadine, et surtout la pression de la révolution algérienne ont été parmi les facteurs les plus déterminants du revirement de l'attitude officielle française et de l'indépendance marocaine.

Le brusque changement de méthode du gouvernement colonialiste abandonnant l'immobilisme pour s'engager dans la recherche d'une solution rapide était dicté d'abord par des raisons de caractère stratégique.

Il s'agissait :

- 1) D'empêcher la constitution d'un véritable second front, en mettant fin à l'unification de la lutte armée au Rif et en Algérie ;
- 2) D'achever de briser l'unité de combat des trois pays d'Afrique du Nord ;
- 3) D'isoler la révolution algérienne dont le caractère populaire la rendait nettement plus dangereuse.

Tous les calculs ont été voués à l'échec. Les négociations menées séparément avaient pour but de duper ou de corrompre certains dirigeants des pays frères en les poussant à abandonner consciemment ou inconsciemment le terrain réel de la lutte révolutionnaire jusqu'au bout.

La situation politique nord-africaine est caractérisée par le fait que le problème algérien se trouve encastré dans les problèmes marocain et tunisien pour n'en faire qu'un seul.

En effet, sans l'indépendance de l'Algérie, celle du Maroc et de la Tunisie est un leurre.

Les Tunisiens et les Marocains n'ont pas oublié que la conquête de leurs pays respectifs par la France a suivi la conquête de l'Algérie.

Les peuples du Maghreb sont aujourd'hui convaincus par l'expérience que la lutte en ordre dispersé contre l'ennemi commun n'a pas d'autre issue que la défaite pour tous, chacun pouvant être écrasé séparément.

C'est une aberration de l'esprit que de croire que le Maroc et la Tunisie puissent jouir d'une indépendance réelle tant que l'Algérie restera sous le joug colonial.

Les gouvernants colonialistes, experts en hypocrisie diplomatique, reprenant d'une main ce qu'ils cèdent de l'autre, ne manqueront pas de songer à la reconquête de ces pays dès que la conjoncture internationale leur semblera favorable.

D'ailleurs, il est important de souligner que les leaders marocains et tunisiens formulent dans des déclarations récentes et renouvelées des points de vue rejoignant l'appréciation du F.L.N.

b) La politique algérienne du gouvernement.

Le gouvernement à direction socialiste dès le 6 février, après la manifestation ultra-colonialiste d'Alger, a abandonné les promesses électorales du Front républicain : ramener la paix en Algérie par la négociation, renvoyer dans leurs foyers les soldats du contingent, briser les « féodalités » administratives et financières, libérer les prisonniers politiques, fermer les camps de concentration.

Si, avant la démission de Mendès-France, celui-ci représentait au gouvernement la tendance à la négociation face à la tendance opposée, animée furieusement par Bourguès-Maunoury et Lacoste, aujourd'hui c'est la politique Lacoste qui fait l'unanimité. C'est la guerre à outrance qui a pour but chimérique de tenter d'isoler le maquis du peuple par l'extermination.

Devant cet objectif accepté par l'unanimité du gouvernement et la presque totalité du parlement français, il ne peut exister aucune divergence, sauf quand cette politique d'extermination dite « de pacification » aura échoué. Il est clair que les buts politiques déclarés à nouveau par Guy Mollet ne servent qu'à camoufler l'entreprise réelle qui veut être le nettoyage par le vide de toutes nos forces vives.

L'offensive militaire est doublée d'une offensive politique condamnée, d'avance, à un échec.

La « reconnaissance de la personnalité algérienne » reste une formule vague sans contenu réel, concret, précis. La solution politique exprimée d'une façon schématique n'avait au début d'autres supports que deux idées-force : celle de la consultation des Algériens par des élections libres et celle du cessez-le-feu. Les réformes fragmentaires et dérisoires étaient proclamées dans l'indifférence générale : provisoirement pas de représentation parlementaire au Palais-Bourbon, dissolution de l'Assemblée algérienne, épuration timide de la police, remplacement de « trois » hauts fonctionnaires, augmentation des salaires agricoles, accès des musulmans à la fonction publique et à certains postes de direction, réforme agraire, élection au collège unique. Aujourd'hui le gouvernement Guy Mollet annonce l'existence de six ou sept projets de statut pour l'Algérie, dont la ligne générale serait la création de deux assemblées, la première législative, la seconde économique, avec un gouvernement composé de ministres ou de commissaires et présidé d'office par un ministre du gouvernement français.

Cela démontre d'une part l'évolution, grâce à notre combat, de l'opinion publique en France, et d'autre part le rêve insensé des gouvernants français de croire que nous accepterions un compromis honteux de ce genre.

La tentative d'isoler le maquis de la solidarité du peuple algérien, préconisée par Naegelen sur le plan intérieur, devait être complétée par la tentative d'isoler la révolution algérienne de la solidarité des peuples anticolonialistes, engagée par Pineau sur le plan extérieur.

Le F.L.N. déjouera comme par le passé les plans futurs de l'adversaire.

Nous mentionnerons l'appréciation sur la situation internationale dans la troisième partie.

II. — LES PERSPECTIVES GÉNÉRALES

La preuve est faite que la révolution algérienne n'est pas une révolte de caractère anarchique, localisée, sans coordination, sans direction politique, vouée à l'échec.

La preuve est faite qu'il s'agit au contraire d'une véritable révolution organisée, nationale et populaire, centralisée, guidée par un état-major capable de la conduire jusqu'à la victoire finale.

La preuve est faite que le gouvernement français, convaincu de l'impossibilité d'une

solution militaire, est obligé de rechercher une solution politique.

Voilà pourquoi le F.L.N., inversement, doit se pénétrer de ce principe : la négociation suit la lutte à outrance contre un ennemi impitoyable, elle ne la précède jamais.

Notre position à cet égard est fonction de trois considérations essentielles pour bénéficier du rapport des forces :

- 1) Avoir une doctrine politique claire ;
- 2) Développer la lutte armée d'une façon incessante jusqu'à l'insurrection générale ;
- 3) Engager une action politique d'une grande envergure.

A) *Pourquoi nous combattons*

La révolution algérienne a la mission historique de détruire de façon définitive et sans retour le régime colonial odieux, décadent, obstacle au progrès et à la paix.

I) Les buts de la guerre.

Les buts de guerre, c'est le point final de la guerre à partir duquel se réalisent les buts de paix. Les buts de guerre, c'est la situation à laquelle on accule l'ennemi pour lui faire accepter tous nos buts de paix. Ce peut être la victoire militaire ou bien la recherche d'un cessez-le-feu ou d'un armistice en vue de négociations. Il ressort que, vu notre situation, nos buts de guerre sont politico-militaires. Ce sont :

- 1) L'affaiblissement total de l'armée française, pour lui rendre impossible une victoire par les armes ;
- 2) La détérioration sur une grande échelle de l'économie colonialiste par le sabotage, pour rendre impossible l'administration normale du pays ;
- 3) La perturbation au maximum de la situation en France sur le plan économique et social pour rendre impossible la continuation de la guerre ;
- 4) L'isolement politique de la France en Algérie et dans le monde ;
- 5) Donner à l'insurrection un développement tel qu'il la rende conforme au droit international (personnalisation de l'armée, pouvoir politique reconnaissable, respect des lois de la guerre, administration normale des zones libérées par l'A.L.N.) ;
- 6) Soutenir constamment le peuple devant les efforts d'extermination des Français.

II) Cessez-le-feu.

CONDITIONS :

a) politiques :

- 1) Reconnaissance de la nation algérienne indivisible.

Cette clause est destinée à faire disparaître la fiction colonialiste de « l'Algérie française » ;

- 2) Reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie et de sa souveraineté dans tous les domaines, jusques et y compris la défense nationale et la diplomatie ;

3) Libération de tous les Algériens et Algériennes emprisonnés, internés ou exilés en raison de leur activité patriotique avant et après l'insurrection nationale du 1^{er} novembre 1954 ;

4) Reconnaissance du F.L.N. comme seule organisation représentant le peuple algérien et seule habilitée en vue de toute négociation. En contrepartie, le F.L.N. est garant et responsable du cessez-le-feu au nom du peuple algérien.

b) militaires :

Les conditions militaires seront précisées ultérieurement.

III) Négociations pour la paix.

1) Les conditions sur le cessez-le-feu étant remplies, l'interlocuteur valable et exclusif pour l'Algérie demeure le F.L.N. Toutes les questions ayant trait à la représentativité du peuple algérien sont du ressort exclusif du F.L.N. (gouvernement, élections, etc.). Aucune ingérence de ce fait de la part du gouvernement français n'est admise.

2) Les négociations se font sur la base de l'indépendance (diplomatie et défense nationale incluses).

3) Fixation des points de discussion :

- Limites du territoire algérien (limites actuelles y compris le Sahara algérien) ;
- Minorité française (sur la base de l'option entre citoyenneté algérienne ou étrangère — pas de régime préférentiel
- pas de double citoyenneté algérienne et française) ;
- Biens français : de l'État français, des citoyens français ;
- Transfert des compétences (administration) ;
- Formes d'assistance et de coopération françaises dans les domaines économique, monétaire, social, culturel, etc. ;
- Autres points.

Dans une deuxième phase, les négociations sont menées par un gouvernement chargé de préciser le contenu des têtes de chapitre. Ce gouvernement est issu d'une assemblée constituante, elle-même issue d'élections générales.

— La Fédération nord-africaine.

L'Algérie libre et indépendante, brisant le colonialisme racial fondé sur l'arbitraire colonial, développera sur des bases nouvelles l'unité et la fraternité de la nation algérienne dont la naissance fera rayonner sa resplendissante originalité.

Mais les Algériens ne laisseront jamais leur culte de la patrie, sentiment noble et généreux, dégénérer en un nationalisme chauvin, étroit et aveugle.

C'est pourquoi ils sont en même temps les Nord-Africains sincères, attachés, avec passion et clairvoyance à la solidarité naturelle et nécessaire des trois pays du Maghreb.

L'Afrique du Nord est un tout par : la géographie, l'histoire, la langue, la civilisation, le devenir.

Cette solidarité doit donc se traduire naturellement dans la création d'une Fédération des trois États nord-africains.

Les trois peuples frères ont intérêt pour le commencement à organiser une défense commune, une orientation et une action diplomatique communes, la liberté des échanges, un plan commun et rationnel d'équipement et d'industrialisation, une politique monétaire, l'enseignement et l'échange concerté des cadres techniques, les échanges culturels, l'exploitation en commun de nos sous-sols et de nos régions sahariennes respectives.

IV. Les tâches nouvelles du F.L.N. pour préparer l'insurrection nationale.

L'éventualité de l'ouverture des négociations pour la paix ne doit en aucun cas donner naissance à une griserie du succès, entraînant inévitablement un dangereux relâchement de la vigilance et de la démobilisation des énergies qui pourrait ébranler la cohésion politique du peuple.

Au contraire, le stade actuel de la révolution algérienne exige la poursuite acharnée de la lutte armée, la consolidation des positions, le développement des forces militaires et politiques de la résistance.

L'ouverture des négociations et leur conduite à bonne fin sont conditionnées d'abord par le rapport des forces en présence.

C'est pourquoi, sans désespérer, il faut travailler avec ensemble et précision pour transformer l'Algérie en un camp retranché, inexpugnable. Telle est la tâche que doivent remplir avec honneur et sans délai le F.L.N. et son Armée de libération nationale.

Dans ce but, reste valable plus que jamais le mot d'ordre fondamental :

Tout pour le front de la lutte armée ;

Tout pour obtenir une victoire décisive.

L'indépendance de l'Algérie n'est plus la revendication publique, le rêve qui a longtemps bercé le peuple algérien courbé sous le joug de la domination française.

C'est aujourd'hui un but immédiat qui se rapproche à une allure vertigineuse pour devenir, très bientôt, une lumineuse réalité.

Le F.L.N. marche à pas de géant pour dominer la situation sur le plan militaire, politique et diplomatique.

Objectifs nouveaux : préparer dès maintenant, d'une façon systématique, l'insurrection générale, inséparable de la libération nationale.

a) Affaiblir l'armature militaire, policière, administrative et politique du colonialisme ;

b) Porter une grande attention, et d'une manière ininterrompue, aux côtés techniques de la question, notamment l'acheminement du maximum de moyens matériels ;

c) Consolider et élever la synchronisation de l'action politico-militaire.

Faire face aux inévitables manœuvres de division, de divergence ou d'isolement lancées par l'ennemi, par une contre-offensive intelligente et vigoureuse basée sur l'amélioration et le renforcement de la révolution populaire libératrice.

a) Cimentier l'union nationale anti-impérialiste ;

b) S'appuyer d'une façon plus particulière sur les couches sociales les plus nombreuses, les plus pauvres, les plus révolutionnaires, fellahs, ouvriers agricoles ;

c) Convaincre avec patience et persévérance les éléments retardataires, encourager les hésitants, les faibles, les modérés, éclairer les inconscients ;

d) Isoler les ultra-colonialistes en recherchant l'alliance des éléments libéraux, d'origine européenne ou juive, même si leur action est encore timide ou neutraliste.

Sur le plan extérieur, rechercher le maximum de soutien matériel, moral et psychologique :

a) Augmenter le soutien de l'opinion publique ;

b) Développer l'aide diplomatique en gagnant à la cause algérienne les gouvernements des pays neutralisés par la France ou insuffisamment informés sur le caractère national de la guerre d'Algérie.

III — MOYENS D'ACTION ET DE PROPAGANDE

Les perspectives politiques générales tracées précédemment mettent en relief la valeur et la vérité des moyens d'action que le F.L.N. doit engager pour assurer la victoire complète du noble combat pour l'indépendance de la patrie martyre.

Nous allons en préciser les grandes lignes sur les plans algérien, français et étranger.

1) *Comment organiser et diriger des millions d'hommes dans un gigantesque combat*

L'union psychopolitique du peuple algérien forgée et consolidée dans la lutte armée est aujourd'hui une réalité historique.

Cette union nationale, patriotique, anticolonialiste, constitue la base fondamentale de la principale force politique et militaire de la résistance.

Il convient de la maintenir intacte, inentamée, dynamique, en évitant parfois les fautes impardonnables de sectarisme ou d'opportunisme, pouvant favoriser les manœuvres diaboliques de l'ennemi.

Le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de maintenir le F.L.N. comme guide unique de la révolution algérienne ; cette condition ne doit pas être interprétée comme un sentiment de vanité égoïste ou un esprit de suffisance aussi dangereux que méprisable.

C'est l'expression d'un principe révolutionnaire : réaliser l'unité de commandement dans un état-major qui a déjà donné les preuves de sa capacité, de sa clairvoyance, de sa fidélité à la cause du peuple algérien.

Il ne faut jamais oublier que, jusqu'au déclenchement de la révolution, la force de l'impérialisme français ne résidait pas seulement dans sa puissance militaire et policière, mais aussi dans la faiblesse du pays dominé, divisé, mal préparé à la lutte organisée, et surtout, pendant une longue période, dans l'insuffisance politique des dirigeants des diverses fractions du mouvement anticolonialiste.

L'existence d'un F.L.N. puissant, plongeant ses racines profondes dans toutes les couches du peuple est une des garanties indispensables.

a) Installer organiquement le F.L.N. dans tout le pays, dans chaque ville, village, mechta, quartier, entreprise, ferme, université, collège, etc.

b) Politiser le maquis.

c) Avoir une politique de cadres formés politiquement, éprouvés, veillant au respect de la structure de l'organisation, vigilants, capables d'initiatives.

d) Répondre avec rapidité et clarté à tous les mensonges, dénoncer les provocations, populariser les mots d'ordre du F.L.N. en éditant une littérature abondante, variée, touchant tous les secteurs même les plus restreints.

Multiplier les centres de propagande avec machines à écrire, papier, ronéo (reproduction des documents nationaux et édition de bulletins ou tracts locaux).

Editer brochure sur la révolution et bulletin intérieur pour directives et conseils aux cadres.

Bien se pénétrer de ce principe : la propagande n'est pas l'agitation qui se caractérise par la violence verbale, souvent stérile et sans lendemain. En ce moment où le peuple algérien est mûr pour l'action armée positive et féconde, le langage du F.L.N. doit traduire sa maturité en prenant la forme sérieuse, mesurée et nuancée sans manquer pour cela de la fermeté, de la franchise et de la flamme révolutionnaire.

Chaque tract, déclaration, interview ou proclamation du F.L.N. a aujourd'hui une résonance internationale. C'est pourquoi nous devons agir avec un réel esprit de responsabilité qui fasse honneur au prestige mondial de l'Algérie en marche vers la liberté et l'indépendance.

2) *Clarifier le climat politique*

Pour conserver juste l'orientation de la résistance tout entière dressée pour détruire l'ennemi séculaire, nous devons balayer tous les obstacles et tous les écrans placés sur notre chemin par les éléments conscients ou inconscients d'une action néfaste, condamnés par l'expérience.

3) *Transformer le torrent populaire en énergie créatrice*

Le F.L.N. doit être capable de canaliser des immenses

vagues qui soulèvent l'enthousiasme patriotique de la nation. La puissance irrésistible de la colère populaire ne doit pas se perdre comme la force extraordinaire du torrent qui s'évanouit dans les sables.

Pour la transformer en énergie créatrice, le F.L.N. a entrepris un colossal travail de brassage de millions d'hommes.

Il s'agit d'être présent partout.

Il faut organiser sous des formes multiples, souvent complexes, toutes les branches de l'activité humaine :

a) Le mouvement paysan.

La participation massive de la population des fellahs, khammès et ouvriers agricoles à la révolution, la proportion dominante qu'elle représente dans les *moudjahidin* ou *moussbilin* de l'Armée de libération nationale ont profondément marqué le caractère populaire de la résistance algérienne.

Pour en mesurer l'importance exceptionnelle, il suffit d'examiner le revirement spectaculaire de la politique agraire colonialiste.

Alors que cette politique était basée essentiellement sur le vol des terres (habous, arch, melk), les expropriations s'étant poursuivies jusqu'en 1945-1946, le gouvernement français préconise aujourd'hui la réforme agraire. Il ne recule pas devant la promesse de distribuer une partie des terres d'irrigation, en mettant en application la loi Martin restée lettre morte à la suite du veto personnel d'un haut fonctionnaire au service de la grosse colonisation. Lacoste lui-même ose envisager, dans ce cas, une mesure révolutionnaire : l'expropriation d'une partie des grands domaines.

Par souci d'équilibre, pour apaiser la furieuse opposition des gros colons, le gouvernement français a décidé la réforme du khammessat. C'est là une mesure trompeuse tendant à faire croire à l'existence d'une rivalité intestine entre fellahs et khammès, alors que le métayage a déjà évolué naturellement vers un processus plus équitable, sans l'intervention officielle, pour se transformer généralement en « chourka bènès » ou l'association par moitié.

Ce changement de tactique traduit le profond désarroi du colonialisme voulant tenter de tromper la paysannerie pour la détacher de la révolution.

Cette manœuvre grossière de dernière heure ne dupera pas les fellahs qui ont déjà mis en échec la vieille chimère des « affaires indigènes » séparant artificiellement les Algériens en Berbères et Arabes hostiles.

Car la population paysanne est profondément convaincue que sa soif de terre ne pourra être satisfaite que par la victoire de l'indépendance nationale.

La véritable réforme agraire, solution patriotique de la misère des campagnes est inséparable de la destruction totale du régime colonial.

Le F.L.N. doit s'engager à fond dans cette politique juste, légitime et sociale. Elle aura pour conséquence :

a) La haine irréductible à l'endroit du colonialisme français, de son administration, de son armée, de sa police et des traîtres collaborateurs ;

b) La constitution de réserves humaines inépuisables pour l'A.L.N. et la résistance ;

c) L'extension de l'insécurité dans les campagnes (sabotages, incendie de fermes, destruction des tabacoops et des vinicoops, symboles de la présence colonialiste) ;

d) La création des conditions pour la consolidation et l'organisation de nouvelles zones libérées.

b) Le mouvement ouvrier.

La classe ouvrière peut et doit apporter une contribution plus dynamique pouvant conditionner l'évolution rapide de la révolution, sa puissance et son succès final.

Le F.L.N. salue la création de l'U.G.T.A. comme l'expression d'une saine réaction des travailleurs contre l'influence paralysante des dirigeants de la C.G.T., de F.O. et de la C.F.T.C.

L'U.G.T.A. aide la population salariée à sortir du brouillard de la confusion et de l'attentisme.

Le gouvernement socialiste français et la direction néocolonialiste de F.O. sont inquiets de l'affiliation internationale de l'U.G.T.A. à la C.I.S.L., dont l'aide à l'U.G.T.A. et à la centrale marocaine a été positive dans divers domaines nationaux et extérieurs.

La naissance et le développement de l'U.G.T.A. ont eu en effet un profond retentissement. Son existence a provoqué immédiatement un violent remous au sein de la C.G.T., abandonnée en masse par les travailleurs. Les dirigeants communistes ont

essayé vainement de retenir les cadres les plus conscients en essayant de retrouver sous les cendres l'esprit de l'ancienne C.G.T.U. dont le mot d'ordre de l'indépendance de l'Algérie fut enterré au lendemain de l'unité syndicale en 1935.

Mais pour devenir une centrale nationale, il ne suffit pas à la filiale de la C.G.T. parisienne de modifier le titre ni de changer la couleur de la carte, ni même de couper un cordon ombilical atrophié.

Pour s'adapter aux fonctions nouvelles du mouvement ouvrier ayant déjà atteint l'âge adulte, il ne suffisait pas à l'U.G.S.A. de changer de forme ou d'aspect extérieur. Quiconque observe les velléités communistes ne peut manquer de retrouver le rythme et la méthode colonialistes qui ont présidé à la transformation des délégations financières en la bâtarde Assemblée algérienne.

L'accession de certains militants à des postes de direction syndicale rappelle singulièrement la promotion symbolique de certains élus administratifs.

Dans les deux cas, il aurait fallu changer le but, la nature et le contenu du Foyer civique et du palais Carnot.

L'incapacité de la direction du P.C.A. sur le plan politique ne pouvait que se reproduire sur le plan syndical et entraîner la même faillite.

L'U.G.T.A. est le reflet de la profonde transformation qui s'est produite dans le mouvement ouvrier, à la suite d'une longue évolution et surtout après le bouleversement révolutionnaire provoqué par la lutte pour l'indépendance nationale.

La nouvelle centrale algérienne diffère des autres organisations C.G.T., F.O. et C.F.T.C. dans tous les domaines. notamment par l'absence de tutelle, le choix de l'état-major, la structure rationnelle, l'orientation juste et la solidarité fraternelle en Algérie, en Afrique du Nord et dans le monde entier.

1) Le caractère national se traduit non seulement par une indépendance organique, détruisant les contradictions inhérentes à une tutelle étrangère, mais aussi par une liberté totale dans la défense des travailleurs dont les intérêts vitaux se confondent avec ceux de toute la nation algérienne.

2) La direction est formée non par des éléments issus d'une minorité ethnique n'ayant jamais subi l'oppression coloniale, toujours enclins au paternalisme, mais par des patriotes dont la conscience nationale aiguise la combativité contre la double pression de l'exploitation sociale et de la haine raciale.

3) La « colonne vertébrale » est constituée non par une aristocratie ouvrière (fonctionnaires et cheminots) mais par les couches les plus nombreuses et les plus exploitées (dockers, mineurs, ouvriers agricoles, véritables parias jusqu'ici abandonnés honteusement à la merci des seigneurs de la vigne).

4) Le souffle révolutionnaire purifie le climat syndical non seulement en chassant l'esprit néo-colonialiste et le chauvinisme national qu'il engendre, mais en créant les conditions pour l'épanouissement d'une fraternité ouvrière, imperméable au racisme.

5) L'action syndicale, maintenue longtemps dans le cadre étroit des revendications économiques et sociales, isolée de la perspective générale, est devenue non un frein dans la lutte anticolonialiste mais un accélérateur dans le combat pour la liberté et la justice sociale.

6) La population laborieuse algérienne, jugée jusqu'ici comme mineure ne méritant pas l'émancipation, est appelée, non à occuper un rang subalterne dans le mouvement social français, mais à coopérer brillamment avec le mouvement ouvrier nord-africain et international.

7) L'U.G.S.A. - C.G.T. se verra inévitablement contrainte à se dissoudre, à l'exemple des organisations similaires de Tunisie et du Maroc, pour céder entièrement la place à l'U.G.T.A., centrale nationale authentique et unique, groupant tous les travailleurs algériens sans distinction.

Le F.L.N. ne doit pas négliger le rôle politique qu'il peut jouer pour aider et compléter l'action syndicale indépendante de l'U.G.T.A. en vue de sa consolidation et de son renforcement.

Les militants F.L.N. doivent être parmi les plus dévoués, les plus actifs, toujours soucieux de respecter les règles démocratiques selon la tradition en honneur dans le mouvement ouvrier libre.

Pas de schématisme : tenir compte de chaque situation concrète et adapter les formes d'action aux conditions particulières, subjectives de chaque corporation.

— Développer l'esprit de combativité en organisant sans retard l'action revendicative sous une forme souple et variée selon les conditions concrètes du moment (arrêts de travail limités, grèves locales, corporatives, de solidarité).

— Entraîner dans l'action les travailleurs européens.

— Concrétiser la sympathie pour l'A.L.N. en transformant en action de soutien la résistance : souscriptions, fournitures aux combattants, actes de sabotage, grèves de solidarité, grèves politiques.

c) Le mouvement des jeunes.

La jeunesse algérienne a les qualités naturelles de dynamisme, de dévouement et d'héroïsme.

De plus, elle se caractérise par un fait rare. Très nombreuse, elle représente près de la moitié de la population totale, en raison d'un développement démographique exceptionnel.

En outre elle possède une qualité originale : la maturité précoce. En raison de la misère, de l'oppression coloniale, elle passe rapidement de l'enfance à l'âge adulte ; la période de l'adolescence est singulièrement réduite.

Elle suit avec passion, avec le mépris de la peur et la mort, l'organisation révolutionnaire qui peut la conduire à la conquête de son pur idéal de liberté.

La révolution algérienne, les exploits de l'A.L.N. et l'action clandestine du F.L.N. répondent à sa témérité que nourrit le plus noble sentiment patriotique.

C'est donc pour le F.L.N. un levier inflexible d'une puissance et d'une résistance formidables.

d) Intellectuels et professions libérales.

Le ralliement des intellectuels à la patrie algérienne, le fait que la « francisation » n'a pas réussi à étouffer leur conscience nationale, la rupture avec les positions individualistes ou réformistes, sont les preuves d'une saine orientation politique.

1) Former des comités d'action des intellectuels patriotes.

a) Propagande : indépendance de l'Algérie.

b) Contacts avec libéraux français.

c) Souscriptions.

Le F.L.N. devra assigner aux étudiants et étudiantes, d'une manière rationnelle, des tâches précises dans les domaines où ils peuvent rendre le mieux : politique, administratif, culturel, sanitaire, économique, etc.

2) Organiser des services de santé :

d) chirurgiens, médecins, pharmaciens en liaison avec les hospitaliers (internes et infirmiers) ;

b) soins, médicaments, pansements ;

c) infirmiers de campagne, traitement des malades et convalescents.

e) Commerçants et artisans.

À côté du syndicat commercial algérien, dominé par le monopoleur Schiaffino, maître des Chambres de commerce, et le mouvement Pujade raciste et colonialo-fasciste, se trouvait le vide constitué par l'absence d'une véritable centrale commerciale et artisanale, dirigée par des patriotes pour assurer la défense de l'économie algérienne.

L'U.G.C.A. prendra donc une place importante à côté de l'organisation ouvrière sœur de l'U.G.T.A.

Le F.L.N. doit l'aider à se développer rapidement en créant les conditions politiques les plus favorables :

1) Lutte contre les impôts ;

2) Boycottage des grossistes colonialistes, poujadistes, apportant un soutien actif à la guerre impérialiste.

f) Le mouvement des femmes.

D'immenses possibilités existent et sont de plus en plus nombreuses dans ce domaine.

Nous saluons avec émotion, avec admiration, l'exaltant courage révolutionnaire des jeunes filles et des jeunes femmes, des épouses et des mères ; de toutes nos sœurs *moudjahidat* qui participent activement, parfois les armes à la main, à la lutte sacrée pour la libération de la patrie.

Chacun sait que les Algériennes ont chaque fois participé activement aux insurrections nombreuses et renouvelées qui ont dressé, depuis 1830, l'Algérie contre l'occupation française.

Les explosions principales de 1864 des Ouled-Sidi-Cheikh du Sud oranais, de 1871 en Kabylie, de 1916 dans l'Aurès et la région de Mascara ont illustré à jamais l'ardent patriotisme, allant jusqu'au sacrifice suprême, de la femme algérienne.

Celle-ci est aujourd'hui convaincue que la révolution actuelle aboutira inexorablement à la conquête de l'indépendance.

L'exemple récent de la jeune fille kabyle qui repousse une demande en mariage, parce que n'émanant pas d'un maquisard illustre d'une façon magnifique le moral sublime qui anime les Algériennes.

Il est donc possible d'organiser dans ce domaine, avec des méthodes originales propres aux mœurs du pays, un redoutable et efficace moyen de combat :

a) soutien moral des combattants et des résistants ;

b) renseignements, liaisons, ravitaillement, refuges ;

c) aide aux familles et enfants de maquisards, de prisonniers ou d'internés.

4) *La recherche des alliances*

Pour libérer leur patrie enchaînée, les Algériens comptent d'abord sur eux-mêmes.

L'action politique comme la science militaire enseignent qu'il ne faut négliger aucun facteur, même apparemment peu important, pour assurer la victoire.

C'est pourquoi le F.L.N. a entrepris avec succès la mobilisation de toutes les énergies nationales. Mais il ne laissera pas l'ennemi colonialiste s'appuyer sur la totalité de la minorité ethnique en Algérie, dresser contre nous l'opinion en France et nous priver de la solidarité internationale.

a) Les libéraux algériens.

À la différence de la Tunisie et du Maroc, la minorité ethnique d'origine européenne a une importance numérique dont il faut tenir compte. Elle est renforcée par une immigration permanente jouissant d'une aide officielle et fournissant au régime colonial une fraction importante de ses soutiens les plus farouches, les plus obstinés, les plus racistes.

Mais en raison de ses privilèges inégaux, du rôle qu'elle joue dans la hiérarchie économique, administrative et politique du système colonialiste, la population d'origine européenne ne constitue pas un bloc indissoluble autour de la grosse colonisation dirigeante.

L'esprit de race supérieure est général. Mais il se manifeste sous des aspects nuancés, allant de la frénésie du type « sudiste » à l'hypocrisie paternaliste.

Le colonialisme français, maître tout-puissant de l'administration algérienne, de la police, du monopole de la presse, de la radio, s'est montré souvent capable d'exercer une pression psychologique pouvant cristalliser l'opinion publique autour d'une idéologie réactionnaire.

Le départ de Soustelle et la manifestation du 6 février ont été les preuves d'une grande habileté dans l'art de la provocation et du complot.

Le résultat fut la capitulation du chef du gouvernement français.

Pour atteindre son but, le colonialisme organisa la panique. Il accusa le gouvernement d'abandonner la minorité ethnique non musulmane à la « barbarie arabe », à la « guerre sainte », à une Saint-Barthélemy plus immonde.

Le slogan fabriqué par le maître chanteur Reygasse et diffusé par le bourreau Benquet-Crevaux, l'odieuse image « la valise ou le cercueil », semblent aujourd'hui anodins.

Les anciens partis nationalistes n'ont pas toujours accordé à cette question l'importance qu'elle mérite. Ne prêtant d'attention qu'à l'opinion musulmane, ils ont négligé souvent de relever comme il convient des déclarations maladroites de certains charlatans ignorés, apportant en fait de l'eau au moulin de l'ennemi principal.

Actuellement, la contre-offensive est encore faible. La presse libérale de France ne peut enrayer totalement le poison colonialiste. Les moyens d'expression du F.L.N. sont insuffisants.

Heureusement, la résistance algérienne n'a pas fait de faute majeure pouvant justifier les calomnies de la presse colonialiste du service psychologique de l'armée colonialiste, convaincu de mensonges flagrants par les témoignages de journalistes français et étrangers.

Voilà pourquoi le bloc colonialiste et raciste, sans fissure le 6 février, commence à se désagréger. La panique a cédé la place peu à peu à un sentiment plus réaliste. La solution militaire devant rétablir le *statu quo* est un mirage évident. La question dominante aujourd'hui, c'est le retour à une paix négociée : quelle est la place qui sera faite à ceux qui considèrent l'Algérie comme patrie toujours généreuse, même après la disparition du règne de Borgeaud ?

Des tendances diverses apparaissent :

1) Le neutralisme est le courant le plus important. Il exprime le souhait de laisser les ultracolonialistes défendre leurs privilèges menacés par les nationalistes « extrémistes » ;

2) Les partisans d'une solution « intermédiaire » ; la négociation pour « une communauté algérienne à égale distance entre le colonialisme français et le rétrograde impérialisme arabe » par la création d'une double nationalité ;

3) La tendance la plus audacieuse accepte l'indépendance de l'Algérie et la nationalité algérienne, à la condition de s'opposer à l'ingérence américaine, anglaise et égyptienne.

Cette analyse est sommaire. Elle n'a d'autre but que de souligner la différenciation qui s'opère dans le large éventail de l'opinion publique européenne.

Ce serait donc une erreur impardonnable que de mettre dans le « même sac » tous les Algériens d'origine européenne ou juive.

Comme il serait impardonnable de nourrir l'illusion de pouvoir les gagner entièrement à la cause de la libération nationale.

L'objectif à atteindre, c'est l'isolement de l'ennemi colonialiste qui opprime le peuple algérien.

Le F.L.N. doit donc s'efforcer d'accentuer l'évolution de ce phénomène psychologique en neutralisant une fraction importante de la population européenne.

La révolution algérienne n'a pas pour but de « jeter à la mer » les Algériens d'origine européenne, mais de détruire le joug colonial inhumain.

La révolution algérienne n'est pas une guerre civile ni une guerre de religion.

La révolution algérienne veut conquérir l'indépendance nationale pour installer une république démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie, sans discrimination.

b) La minorité juive.

Ce principe fondamental, admis par la morale universelle, favorise la naissance dans l'opinion israélite d'un espoir dans le maintien d'une cohabitation pacifique millénaire.

D'abord, la minorité juive a été particulièrement sensible à la campagne de démoralisation du colonialisme. Des représentants de leur communauté ont proclamé, au congrès mondial juif de Londres, leur attachement à la citoyenneté française, les mettant au-dessus de leurs compatriotes musulmans.

Mais le déchaînement de la haine antisémite qui a suivi les manifestations colonialo-fascistes a provoqué un trouble profond qui fait place à une saine réaction d'autodéfense.

Le premier réflexe fut de se préserver du danger d'être pris entre deux feux. Il se manifeste par la condamnation des juifs, membres du « 8 Novembre » et du mouvement poujadiste, dont l'activité trop voyante pouvait engendrer le mécontentement vindicatif contre toute la communauté.

La correction inflexible de la résistance algérienne, réservant tous ses coups au colonialisme, apparut aux plus inquiets comme une qualité chevaleresque d'une noble colère des faibles contre les tyrans.

Des intellectuels, des étudiants, des commerçants prirent l'initiative de susciter un mouvement d'opinion pour se désolidariser des gros colons et des antijuifs.

Ceux-là n'avaient pas la mémoire courte. Ils n'ont pas oublié l'infâme souvenir du régime de Vichy. Pendant quatre ans, 185 lois, décrets ou ordonnances les ont privés de leurs droits, chassés des administrations et des universités, spoliés de leurs immeubles et de leurs fonds de commerce, dépouillés de leurs bijoux.

Leurs coreligionnaires de France étaient frappés d'une amende collective de un milliard. Ils étaient traqués, arrêtés, internés au camp de Drancy et envoyés par wagons plombés en Pologne où beaucoup périrent dans les fours crématoires.

Au lendemain de la libération de la France, la communauté juive algérienne recouvra rapidement ses droits et ses biens grâce à l'appui des élus musulmans, malgré l'hostilité de l'administration pétainiste.

Aura-t-elle la naïveté de croire que la victoire des ultra-colonialistes, qui sont précisément les mêmes qui l'ont persécutée naguère, ne ramènera pas le même malheur ?

Les Algériens d'origine juive n'ont pas encore surmonté leur trouble de conscience ni choisi de quel côté se diriger.

Espérons qu'ils suivront en grand nombre le chemin de ceux qui ont répondu à l'appel de la patrie généreuse, donné leur amitié à la révolution en revendiquant déjà avec fierté, leur nationalité algérienne.

Cette option est basée sur l'expérience, le bon sens et la clairvoyance.

En dépit du silence du grand rabbin d'Alger, contrastant avec l'attitude réconfortante de l'archevêque se dressant courageusement et publiquement contre le courant et condamnant l'injustice coloniale, l'immense majorité des Algériens s'est gardée de considérer la communauté juive, comme passée définitivement dans le camp ennemi.

Le F.L.N. a étouffé dans l'œuf des provocations nombreuses du Gouvernement général. En dehors du châtement individuel infligé aux policiers et contre-terroristes responsables de crimes contre la population innocente, l'Algérie a été préservée de tout pogrome. Le boycottage des commerçants juifs, devant suivre le boycottage des Mozabites, a été enrayé avant même d'exploser.

Voilà pourquoi, le conflit arabo-israélien n'a pas eu, en Algérie, de répercussions graves, ce qui aurait comblé le vœu des ennemis du peuple algérien.

Sans puiser dans l'histoire de notre pays les preuves de tolérance religieuse, de collaboration dans les plus hauts postes de l'État, de cohabitation sincère, la révolution algérienne a montré, par les actes, qu'elle mérite, la confiance de la minorité juive pour lui garantir sa part de bonheur dans l'Algérie indépendante.

En effet, la disparition du régime colonial qui s'est servi de la minorité juive comme tampon pour atténuer les chocs anti-impérialistes, ne signifie pas forcément sa paupérisation.

C'est une hypothèse absurde que de s'imaginer que « l'Algérie ne serait rien sans la France ».

La prospérité économique des peuples affranchis est évidente.

Le revenu national, plus important, assurera à tous les Algériens une vie plus confortable.

Tenant compte de ce qui précède, le F.L.N. recommande :

1) Encourager et aider à la formation de comités et mouvements de libéraux algériens, même ceux ayant au départ des objectifs limités.

a) Comité d'action contre la guerre d'Algérie ;

b) Comité pour la négociation et la paix ;

c) Comité pour la nationalité algérienne ;

d) Comité de soutien des victimes de la répression ;

e) Comité d'étude du problème algérien ;

f) Comité pour la défense des libertés démocratiques ;

g) Comité pour le désarmement des milices civiles ;

h) Comité d'aide aux ouvriers agricoles (parrainage des syndicats, soutien des grèves, défense des enfants et des femmes exploités).

2) Intensifier la propagande auprès des rappelés et des soldats du contingent.

a) Envoi de livres, revues, journaux, tracts anticolonialistes ;

b) Comité d'accueil des permissionnaires ;

c) Théâtre : pièces exaltant la lutte patriotique pour l'indépendance.

3) Multiplier les comités de femmes de mobilisés pour exiger le rappel de leurs maris.

c) L'action du F.L.N. en France.

1) Développer l'appui de l'opinion libérale.

L'analyse de l'éventail politique chez les libéraux en Algérie peut être valable pour saisir les nuances de l'opinion publique en France, sujette à des fluctuations rapides en raison de la sensibilité populaire.

Il est certain que le F.L.N. attache une certaine importance à l'aide que peut apporter à la juste cause de la résistance algérienne la partie éclairée du peuple français, insuffisamment informé des horreurs indicibles perpétrées en son nom.

Nous apprécions la contribution des représentants du mouvement libéral français tendant à faire triompher la solution politique pour éviter une effusion de sang inutile.

La Fédération F.L.N. en France, dont la direction est aujourd'hui renforcée à Paris, a une tâche politique de premier plan pour annuler l'effet négatif de la pression réactionnaire et colonialiste.

a) Contacts politiques avec les organisations, mouvements et comités contre la

guerre coloniale ;

b) Presse, meetings, manifestations et grèves contre le départ des soldats, la manutention et le transport du matériel de guerre ;

c) Soutien financier par la solidarité aux résistants et aux combattants pour la liberté.

2) Organiser l'émigration algérienne.

La population algérienne émigrée en France est un capital précieux en raison de son importance numérique, de son caractère jeune et combatif, de son potentiel politique.

La tâche du F.L.N. est d'autant plus importante pour mobiliser la totalité de ces forces qu'elle nécessite, en même temps, la lutte à outrance contre les tentatives de survivance du messalisme.

a) Eclairer l'opinion publique française et étrangère en donnant informations, articles de journaux et revues. Grouper à cet effet les militants expérimentés, les intellectuels et les étudiants.

b) Dénoncer d'une façon infatigable et patiente la faillite du messalisme comme courant politique, sa compromission avec les milieux proches du gouvernement français, ce qui explique l'orientation dirigée non contre le colonialisme, mais contre le F.L.N. et l'A.L.N.

d) La solidarité nord-africaine.

L'intransigeance révolutionnaire du F.L.N., la poursuite farouche de la lutte armée par l'A.L.N., l'unanimité nationale du peuple algérien soudé par l'idéal d'indépendance nationale, ont mis en échec les plans colonialistes.

Les gouvernements tunisien et marocain ont, en particulier (sous la pression des peuples frères), pris nettement position sur le problème qui conditionne l'équilibre nord-africain.

Le F.L.N. doit encourager :

1) La coordination de l'action gouvernementale des deux pays du Maghreb, dans le but de faire pression sur le gouvernement français : action diplomatique.

2) L'unification de l'action politique par la création d'un comité de coordination des partis frères nationaux avec le F.L.N.

a) Création de comités populaires de soutien à la résistance algérienne ;

b) Intervention multiforme dans tous les secteurs.

3) La liaison permanente avec les Algériens résidant au Maroc et en Tunisie (action concrète auprès de l'opinion publique, de la presse et du gouvernement).

4) La solidarité des centrales ouvrières U.G.T.T., U.M.T.,

5) L'entraide des trois unions estudiantines.

6) La coordination de l'action des trois centrales économiques.

5) *L'Algérie devant le monde*

La diplomatie française a entrepris sur le plan international un travail interne pour obtenir partout où c'est possible, ne serait-ce que très provisoirement, une aide morale et matérielle ou une neutralité bienveillante et passive. Les seuls résultats plus ou moins positifs sont les déclarations gênées, arrachées aux représentants des États-Unis, de l'Angleterre et de l'O.T.A.N.

Mais la presse mondiale, notamment la presse américaine, condamne impitoyablement les crimes de guerre, plus particulièrement la légion et les paras, le génocide des vieillards, des femmes, des enfants, le massacre des intellectuels et des civils innocents, la torture des emprisonnés.

Elle exige du colonialisme français la reconnaissance solennelle du droit du peuple algérien à disposer librement de son sort.

La lutte gigantesque engagée par l'Armée de libération nationale, son invincibilité garantie par l'adhésion unanime de la nation algérienne à l'idéal de liberté, ont sorti le problème algérien du cadre français dans lequel l'impérialisme Ta tenu jusqu'alors prisonnier.

La conférence de Bandoeng et surtout la X^e session de l'O.N.U. ont eu particulièrement le mérite historique de détruire la fiction juridique de « l'Algérie française ».

L'invasion et l'occupation d'un pays par une armée étrangère ne sauraient en aucun cas modifier la nationalité de ses habitants. Les Algériens n'ont jamais accepté la « francisation », d'autant plus que cette « étiquette » ne les a jamais empêchés d'être dans leur patrie moins libres et moins considérés que les étrangers.

La langue arabe, langue nationale de l'immense majorité, a été systématiquement étouffée. Son enseignement supérieur a disparu dès la conquête par la dispersion des maîtres et des élèves, la fermeture des universités, la destruction des bibliothèques, le vol des donations pieuses.

La religion islamique est bafouée, son personnel est domestiqué, choisi et payé par l'administration colonialiste.

L'impérialisme français a combattu le mouvement progressiste des ulémas pour donner son appui total au maraboutisme, domestiqué par la corruption de certains chefs de confrérie.

Combien apparaît dégradante la malhonnêteté des Bidault, Lacoste, Soustelle et du cardinal Feltin lorsqu'ils tentent de tromper l'opinion publique française et étrangère en définissant la résistance algérienne comme un mouvement religieux fanatique au service du panislamisme.

La ligne de démarcation de la révolution ne passe pas entre les communautés religieuses qui peuplent l'Algérie, mais entre, d'une part, les partisans de la liberté, de la justice, de la dignité humaine et, d'autre part, les colonialistes et leurs soutiens, quelles que soient leur religion ou leur condition sociale.

La meilleure des preuves n'est-elle pas le châtement suprême infligé à des traîtres officiants du culte, dans l'enceinte même des mosquées ?

Par contre, grâce à la maturité politique du peuple algérien et la sage et lucide direction du Front de libération nationale, les provocations traditionnelles et renouvelées du colonialisme : pogromes, troubles antichrétiens, xénophobie, ont été déjouées et étouffées dans l'œuf.

La révolution algérienne, malgré les calomnies de la propagande colonialiste, est un combat patriotique, dont la base est incontestablement de caractère national, politique et social.

Elle n'est inféodée ni au Caire, ni à Londres, ni à Moscou, ni à Washington.

Elle s'inscrit dans le cours normal de l'évolution historique de l'humanité qui n'admet plus l'existence de nations captives.

Voilà pourquoi l'indépendance de l'Algérie martyre est devenue une affaire internationale et le problème clé de l'Afrique du Nord.

De nouveau, l'affaire algérienne sera posée devant l'O.N.U. par les pays afro-asiatiques.

Si, lors de la dernière session de l'Assemblée générale de l'O.N.U., on constata chez ces pays amis un souci tactique exagérément conciliateur, allant jusqu'à retirer de l'ordre du jour la discussion de l'affaire algérienne, il n'en est pas de même aujourd'hui car les promesses de la France n'ont nullement été tenues.

Ce manque de hardiesse était déterminé par l'attitude des pays arabes en général et de l'Égypte en particulier. Leur soutien à la lutte du peuple algérien demeurait limité ; il était assujéti aux fluctuations de leur diplomatie. La France exerçait une pression particulière sur le Moyen-Orient en monnayant son aide économique et militaire et son opposition au Pacte de Bagdad. Elle avait notamment essayé de peser de toutes ses

forces pour paralyser les armes psychologiques et morales dont le F.L.N. dispose.

L'attitude des pays non arabes du bloc afro-asiatique était conditionnée, semble-t-il, par le souci, d'une part, de ne jamais dépasser celle des pays arabes, par le désir, d'autre part, de jouer un rôle déterminant dans les problèmes tels que ceux du désarmement et de la coexistence pacifique.

Ainsi, l'internationalisation du problème algérien dans sa phase actuelle a renforcé la prise de conscience universelle sur l'urgence du règlement d'un conflit armé pouvant affecter le bassin méditerranéen et l'Afrique, le Moyen-Orient et le monde entier.

Nos contacts avec les dirigeants des pays frères n'ont jamais été autre chose que des contacts d'alliés et non d'instruments.

Nous devons veiller d'une façon systématique à conserver intacte l'indépendance de la révolution algérienne. Il convient de réduire à néant la calomnie lancée par le gouvernement français, sa diplomatie, sa grande presse pour nous présenter comme une rébellion artificiellement fomentée de l'étranger, n'ayant pas de racines dans la nation algérienne captive.

1) Provoquer chez les gouvernements du congrès de Bandoeng, en plus de l'intervention à l'O.N.U., des pressions diplomatiques, voire économiques directes sur la France.

2) Rechercher l'appui des États et des peuples d'Europe, y compris les pays nordiques et les démocraties populaires ainsi que les pays d'Amérique latine.

3) S'appuyer sur l'émigration arabe dans les pays de l'Amérique latine.

Dans ce but, le F.L.N. a renforcé la délégation algérienne en mission à l'extérieur. Il devra avoir :

a) Bureau permanent auprès de l'O.N.U. et aux U.S.A. ;

b) Délégation dans les pays d'Asie ;

c) Délégations itinérantes pour la visite des capitales et la participation aux rassemblements mondiaux culturels, estudiantins, syndicaux, etc. ;

d) Propagande écrite créée par nos propres moyens : bureaux de presse, édition de rapports, documents par la photo et le film.

CONCLUSION

Il y a dix ans, au lendemain de la fin de la seconde guerre mondiale, une formidable explosion a ébranlé l'impérialisme.

L'irrésistible mouvement de libération nationale, longtemps comprimé, secoua les peuples captifs. Une réaction en chaîne entraîna les pays colonisés, l'un après l'autre, dans la conquête d'un avenir flamboyant de liberté et de bonheur.

En cette courte période, dix-huit nations sont sorties des ténèbres de l'esclavage colonial et ont pris place au soleil de l'indépendance nationale.

Les peuples de Syrie et du Liban, du Vietnam et du Fezzan ont brisé les barreaux de leur cellule et réussi à quitter l'immense prison du colonialisme français.

Les trois peuples du Maghreb ont manifesté à leur tour leur volonté et leur capacité de prendre leur place dans le concert des nations libres.

La révolution algérienne du 1^{er} novembre 1954 est sur la bonne voie.

La lutte sera encore difficile, âpre, cruelle.

Mais sous la ferme direction du Front de libération nationale, la victoire couronnera la longue lutte armée menée par le peuple algérien indompté.

La date humiliante du 5 juillet 1830 sera effacée avec la disparition de l'odieux régime colonial.

Le moment est proche où le peuple algérien recueillera les doux fruits de son douloureux sacrifice et de son courage sublime.

L'indépendance de la patrie, sur laquelle flottera souverainement le drapeau national algérien.

ANNEXE II
INVENTAIRE DE L' « ATHOS

*Inventaire des armes récupérées sur l'“Athos” arraisonné au large des côtes d'Oranie
le 16 octobre 1956*

	Nombre de colis	Nombre de pièces	Total	Marques distinctives	OBSERVATIONS
Fusils Aimfield avec baïonnette	400	5	2 000	Colis toile.	Nous n'avons pas pu vous envoyer des munitions, n'ayant pu nous en procurer.
Fusils de différents types	38	5	190	Colis toile avec une croix marquée en rouge.	
Mitraillettes Beretta 9 mm	50	5	250	Colis toile.	Dans chaque paquet 10 chargeurs pour mitraillettes.
Fusils mitrailleurs BREN, cal. 303	50	1	50	Caisse kaki en bois.	Dans chaque caisse pièces de rechange et matériel de nettoyage.
Bipied pour BREN	50	1	50	Boite en métal noir.	
Chargeurs pour BREN	100	12	1200	Boîte en métal noir.	
Fusils HOWN 2	48	17x2+31	65	Colis toile.	
Fusils HOWN 3	24	1	24	Grande caisse.	Dans chaque chaque caisse tous les éléments du fusil.
Bipied pour HOWN 3	24	1	24	En vrac.	
Pistolets de divers types	29	1	29	Caisse bleue en bois.	Dans chacune caisse pièces de rechange et matériel de nettoyage.
Vickers/303	6	1	6	Caisse kaki en bois.	
Bipieds Vickers	6	1	6	Colis toile.	

Bandes Vickers	1	35	35	Colis toile marquée d'une croix rouge.	Dans chaque paquet, un A.T.F.
Fusils 7/92	4	5	20	Caisse bleue en bois.	
Ecouvillon en corde	2	750	1 500	Caisse bleue en bois.	
Burettes en matière plastique	2	750	1500		
Chargeurs Lewis	4	32	128	Caisse en bois.	
Pièce de rechange et matériel nettoyage	1	2	1		
Fusils LAVAIT n° 7/92	17		34	Colis toile.	
Toile en bande pour nettoyage	1	300 m	300 m	Colis toile.	
Huile	2	4 gallons	8 gallons	2 grands bidons.	
Mitraillettes FAO 7/92	12	2	24	Colis toile.	Dans chaque paquet 10 chargeurs.

Inventaire des munitions

Munitions
pour :

303 normales	437	1 000	437 000	Bande jaune.
303 incendiaires	50	1 248	62 400	Caisse noire.
7/92	100	1 000	100 000	Bande rouge.

9 mm Beretta	63	2 000	126 000	2 bandes noires.	
45 Tommy	111	1 800	199 800	Caisse noire bande jaune.	
Grenade A.T.F.	42	12	504	Bande noire.	La grenade est chargée avec la cartouche. La bande doit être enlevée avant le lancement.
Bombe pour mortier 2 Ch. F.	334	12	4 008	Jaune - bande rouge	Le couvercle de la bombe doit être enlevé et aussi le cran de sûreté avec la bande.
Bombe pour mortier 3 Ch. F.	333	3	999	Verte - blanche noire.	Le couvercle doit être enlevé et le cran de sûreté avec la bande de protection avant l'emploi.
Munitions 8 mm françaises	45	1 600	72 000	Caisse blanche.	
Munitions diverses	55	1 000	55 000	Croix rouge.	Ces munitions sont de différents calibres, elles sont envoyées parce qu'elles peuvent être utiles.
Petits postes de radio					

ANNEXE III

LETTRE ENVOYÉE PAR LE COMITÉ POUR LA TRÊVE CIVILE A M. GUY MOLLET, PRÉSIDENT DU CONSEIL

Monsieur le président du Conseil,

Vous nous avez fait l'honneur de nous recevoir le 9 février, et au cours de cette entrevue nous vous avons entretenu de l'appel à la trêve civile en Algérie.

Vous nous avez témoigné une grande confiance en nous parlant à cœur ouvert. Cette confiance nous autorise à vous exposer notre inquiétude après vos déclarations du 28 février. Nous vous dirons notre pensée avec la certitude profonde que nous donne l'expérience de la fraternité franco-musulmane, que nous sommes plusieurs encore à vivre quotidiennement avec la conscience d'avoir longuement réfléchi aux perspectives d'un destin que nous voulons assurer pour nous et nos enfants.

Nous n'oublions rien de ce que votre déclaration contient de positif :

1) La promesse solennelle de la justice et de l'égalité dans le respect des droits réciproques des deux communautés ethniques dont la coexistence fait l'originalité de l'Algérie ;

2) L'assurance d'une élaboration démocratique du statut définitif de l'Algérie et celle, qui en est la condition préalable, d'élections libres et loyales ;

3) Les apaisements justifiés et nécessaires à la communauté algérienne d'origine européenne ;

4) La reconnaissance de la personnalité algérienne.

Si cette personnalité algérienne signifie quelque chose, elle tend naturellement vers le fait national algérien. Il n'y a aucun doute que cette personnalité existe, même chez ceux qui la nient ; c'est elle qui fait l'Européen d'Algérie se sentir algérien avant d'être français, espagnol ou italien. Et le musulman d'Algérie, si proche qu'il soit par la race ou la religion du Marocain ou du Tunisien, prend conscience de sa qualité d'Algérien. Pays où vivent deux communautés qui se sentent ici chez elles plus qu'en France ou en Orient, l'Algérie souffre des divisions imposées par un régime économique et politique et aspire à les surmonter dans une réconciliation que l'action gouvernementale pourrait rendre possible. Mais cette personnalité ne trouvera sa valeur que dans une définition juridique. L'Algérie, groupe de départements d'outre-mer, peut d'ailleurs, aux termes de l'article 75 de la Constitution française, évoluer d'une catégorie territoriale à une autre dans le cadre de l'Union française⁽⁴⁾.

Nous ne sous-estimons donc pas votre déclaration. Elle constitue un grand pas en avant. Mais votre appel, monsieur le président du Conseil, exige une confiance totale des musulmans. C'est en cela qu'il nous paraît pouvoir mener à l'échec, c'est-à-dire à la guerre. Cette confiance, les musulmans ne vous l'accorderont pas, parce que si solennels que soient vos engagements, ils ne sont pas sûrs qu'ils lient le gouvernement tout entier, ni, à travers lui, la France.

Le statut de l'Algérie était plus qu'une promesse, plus qu'un engagement solennel. Cette loi organique même n'a pas été appliquée, sinon dans des rites dérisoires et trompeurs. Ils ne peuvent oublier que c'est pendant la présence d'un socialiste à la tête de l'Algérie, et sous sa caution, que les élections importantes ont été honteusement truquées, comme, jusqu'alors, seuls des partis totalitaires avaient osé le faire. Et ce ne furent pas des cas d'espèce, mais une règle, avec ses rares exceptions, qui fut appliquée méthodiquement, pendant des années, en toute occasion. C'est là une des raisons pour lesquelles les musulmans ne croient plus qu'aux actes.

Puisque nous avons décidé d'être francs, nous devons lever une équivoque.

Vous dénoncez, à juste titre, monsieur le président du Conseil, ces « crimes contre les femmes, les enfants, les vieillards », « que réprouvent toutes les religions comme toutes les lois civiles ». Qui ne souscrirait à leur dénonciation et ne demanderait avec vous qu'ils cessent enfin ? Nous moins que d'autres, vous le savez. Mais est-il possible que vous ignoriez que l'opinion publique musulmane est nourrie de récits de crimes,

d'incendie de douars et d'exécution d'otages ?

Il faut que vous le sachiez, monsieur le président du Conseil, pour comprendre quels sens inattendus peuvent prendre vos paroles auprès des masses musulmanes.

Il nous faut pourtant échapper à l'horrible fatalité où dans l'extermination réciproque chaque assassin a la bonne conscience du vengeur. Nous ne pensons pas qu'il y ait d'autre moyen que la négociation, qui, à nos yeux, n'est pas du tout la capitulation. Mais votre appel du 28 février n'est pas une véritable ouverture à la négociation. Si vous recherchez sincèrement la paix — et nous en sommes sûrs — il faut que vous adressiez d'une façon claire et explicite à ceux qui se battent afin qu'on ne puisse jamais mettre en doute vos intentions. Si vous voulez prouver que l'adversaire refuse cette paix, il faut que vos engagements soient garantis, vos promesses accompagnées d'actes afin qu'il ne puisse se dérober et rejeter sur vous une responsabilité à laquelle vous devez le contraindre.

Dans une telle négociation, loyalement désirée et loyalement conduite, avec tous les représentants, sans exclusive, des musulmans et des Européens d'Algérie, vous nous trouverez nombreux à vos côtés. Si une telle négociation échouait, si la preuve était alors donnée que l'adversaire ne cherche pas à rendre la dignité à son peuple, à alléger le fardeau de sa misère, à lui apporter la justice et l'égalité dont il est frustré, s'il était prouvé qu'il poursuit on ne sait quel rêve absurde de rupture totale avec la France dans l'établissement d'un fanatisme qu'aucun de nous n'admettrait, alors seulement il ne resterait plus que la guerre. Et la France, jetant tout le poids de ses armes obtiendrait la victoire. Mais quelle victoire ?

De votre propre aveu, le « refus de mettre un terme aux combats » rendra « la situation irréversible » et « tuera la fraternité franco-musulmane ». Une haine ineffaçable submergera ce pays où nous ne pourrions vivre, nous qui pourtant ne saurions vivre ailleurs.

Ne pensez-vous pas aussi que de nouveaux Bandoeng ne manqueront pas de tendre la volonté exaspérée des peuples innombrables qui viennent de se libérer, et nous contraindront, avec l'aide désormais ouverte de nos alliés, à de plus grands abandons capables de provoquer l'écroulement de toute l'Union française ?

Veuillez agréer, monsieur le président du Conseil, l'assurance de notre haute considération.

*Le comité algérien
pour une trêve civile.*

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- H. ALLEG : *Question* (Ed. de Minuit).
- R. ARON : *les Origines de la guerre d'Algérie* (Fayard).
- R. ARON : *Nouveaux Grands Dossiers de l'histoire contemporaine* (Libr. académique Perrin).
- Aït AHMED : *la Guerre et l'Après-guerre* (Ed. de Minuit).
- COMITÉ AUDIN : *Sans commentaire* (Ed. de Minuit).
- G. ARNAUD, J. VERGES : *Pour Djamila Bouhired* (Ed. de Minuit).
- R. BARBEROT : *Malaventure en Algérie* (Plon).
- Général BEAUFRE : *l'Expédition de Suez* (Grasset).
- S. DE BEAUVOIR, G. HALIMI : *Djamila Boupacha* (N.R.F.).
- M. BIGEARD : *Contre-guérilla* (Baconnier, Alger).
- R. BUCHARD : *Organisation armée secrète* (A. Michel).
- G. BUIS : *la Grotte* (Julliard).
- H. BOURGES : *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir* (Grasset).
- E. BEHR : *Dramatique Algérie* (Stock).
- R. BONNAUD : *Itinéraire* (Ed. de Minuit).
- M. ET S. BROMBERGER : *les 13^e complots du 13 Mai* (Fayard).
- M. ET S. BROMBERGER, G. ELGEY, J.-F. CHAUVEL : *Barricades et colonels* (Fayard).
- S. BROMBERGER : *les Rebelles algériens* (Plon).
- R. BURON : *Carnets politiques de la guerre d'Algérie* (Plon).
- A. CAMUS : *Actuelles III* (Gallimard).
- J. CHARBY : *L'Algérie en prison* (Ed. de Minuit).
- J. CHEVALLIER : *Nous, Algériens* (Calmann-Lévy).
- Y. COURRIÈRE : *les Fils de la Toussaint* (Fayard).
- M. DEBRÉ : *Ces princes qui nous gouvernent* (Plon).
- M. DEON : *l'Armée d'Algérie et la pacification* (Plon).
- R. DAVEZIES : *le Front* (Ed. de Minuit).
- J. DOUXEY : *S.O.S. Algérie* (Aux carrefours du Monde).
- J.-C. DUCHEMIN : *Histoire du P.L.N.* (La Table Ronde).
- J. FAUVET, J. PLANCHAIS : *la Fronde des généraux* (Arthaud).
- G. ELGEY : *la République des illusions* (Fayard).
- G. ELGEY : *la République des contradictions* (Fayard).
- F. FANON : *Sociologie d'une révolution* (Maspero).
- F. FANON : *les Damnés de la terre* (Maspero).
- F. FANON : *l'An V de la révolution algérienne* (Maspero).
- N. FAVRELIÈRE : *le Désert à l'aube* (Ed. de Minuit).
- J. FERNIOT : *De Gaulle et le 13 Mai* (Plon).

M. FERAOUN : *Journal* (Seuil).

CH.-H. FAVROD : *le F.L.N. et l'Algérie* (Plon).

R. HOLEINDRE : *Honneur ou décadence* (Ed. du Fuseau).

G. JASSERON : *les Harkis en France* (Ed. du Fuseau).

R. JASSERON : *Wilaya Métro* (Les Presses du Mail).

P. KESSEL, G. PIRELLI : *le Peuple algérien et la guerre* (Maspero).

C. ET F. JEANSON : *l'Algérie hors la loi* (Le Seuil).

F. JEANSON : *Notre guerre* (Ed. de Minuit).

J. LACOUTURE : *Cinq Hommes et la France* (Seuil).

P. LAFFONT : *l'Expiation* (Plon).

A.-P. LENTIN : *le Dernier Quart d'heure* (Julliard).

J. LE PRÉVOST : *la Bataille d'Alger* (Baconnier, Alger).

P. LEULIETTE : *Saint Michel et le dragon* (Ed. de Minuit).

A. MANDOUZE : *la Révolution algérienne par les textes* (Maspero).

F. MAURIAC : *Bloc-notes 1952-1957* (Flammarion).

MORLAND, BARANGE, MARTINEZ : *Histoire de l'organisation de l'armée secrète* (Julliard).

R. MERLE : *Ahmed Ben Bella* (N.R.F.).

V. MONTEIL : *Soldat de fortune* (Grasset).

P. NORA : *les Français d'Algérie* (Julliard).

J. ORTIZ : *Mes combats* (Pensée Moderne).

A. OUZEGANE : *le Meilleur Combat* (Julliard).

H. PAJAUD : *la Révolution d'Alger* (Les 4 Fils Aymon).

C. PAILLAT : *Dossiers secrets de l'Algérie* (Pr. de la Cité).

M. PEIU : *le Procès Jeanson* (Maspero).

G. PERRAULT : *les Parachutistes* (Seuil).

A. RAHMANI : *l'Affaire des officiers algériens* (Seuil).

P. ROUANET : *P. Mendès-France au pouvoir* (R. Laffont).

J. ROY : *la guerre d'Algérie* (Julliard).

J. ROY : *Autour du drame* (Julliard).

P. ROSTAGNY : *la Grande Honte* (V. Gonzalès, Madrid).

J.-J. SERVAN-SCHREIBER : *Lieutenant en Algérie* (Julliard).

J. SERVIER : *Adieu, djebel* (France-Empire).

J. SERVEER : *les Portes de l'année* (Laffont).

J. SOUSTELLE : *Aimée et Souffrante Algérie* (Plon).

R. STÉPHANE, R. DARBOIS : *Mémoires de votre temps* (Calmann-Lévy).

P.-H. SIMON : *Contre la torture* (Seuil).

P.-H. SIMON : *Portrait d'un officier* (Seuil).

A. TALEB : *Lettres de prison* (Sned).

G. TILLION : *les Ennemis complémentaires* (Ed. de Minuit).

G. TILLION : *L'Afrique bascule vers l'avenir* (Ed. de Minuit).

J.-R. TOURNOUX : *l'Histoire secrète — Secrets d'État* (Plon).

P. VIDAL-NAQUET : *l'Affaire Audin* (Ed. de Minuit).

P. VIDAL-NAQUET : *la Raison d'État* (Ed. de Minuit).

J. VERGES, M. ZAVRIAN, M. COURREGÉ : *les Disparus* (La Cité-éditeur).

YACEF SAADI : *Souvenirs de la bataille d'Alger* (Julliard).

Le sous-développement en Algérie (Etudes du Secrétariat Social. Alger).

La cohabitation en Algérie (Etudes du Secrétariat Social. Alger).

La Gangrène (Ed. de Minuit).

Procès de l'attentat du Petit-Clamart (Albin Michel).

Procès d'Edmond Jouhaud (Albin Michel).

Procès de Raoul Salan (Albin Michel).

Revue Simoun n° 32 (Ch. Poncet).

La Nouvelle Revue Critique n° lui.

L'année politique : 1955-1956-1957 (Presses universitaires de France).

Collections du Monde, L'Echo d'Alger, L'Express, Paris-Match, El-Moudjahid.

Documents des collections Schoen, R. Lacoste, H.-P. Eydoux, M. Gorlin.

Documents privés.

TABLE

PREMIÈRE PARTIE

[L'aube de la révolution](#)

DEUXIÈME PARTIE

[Les colères de Lacoste](#)

TROISIÈME PARTIE

[La « bataille d'Alger »](#)

[REMERCIEMENTS](#)

[ANNEXES](#)

[CONCLUSION](#)

[ANNEXES II](#)

[ANNEXES III](#)

[RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES](#)

MISE EN PAGE ÉLECTRONIQUE [Epub] :



Notes : Première partie

^[1] . Homosexuel.

^[2] . Voir *les Fils de la Toussaint*

^[3] . Habitants de l'Aurès.

^[4] . Voir *les Fils de la Toussaint*.

^[5] . Singulier *djoundi* : soldat, combattant.

^[6] . Voir *les Fils de la Toussaint*.

^[7] . Marque d'anisette.

^[8] . Hommes acquis au F.L.N., mais restant dans les villages. Ils préparent le ravitaillement. Donnent asile aux maquisards. Transmettent des renseignements. Servent de guetteurs.

^[9] . Voir *les Fils de la Toussaint*.

^[10] . Cf. pp. 124 à 133.

^[11] . Cf. p. 180.

^[12] . Groupe mobile de protection rurale.

^[13] . Pseudonyme donné par l'auteur.

^[14] . Guerre sainte, en arabe.

^[15] . M^e Dechezelle.

^[16] . Messali Hadj.

^[17] Note de Camus au bas de la lettre : « Mais cela valait mieux pour l'efficacité selon moi. Et de plus j'ai assez écrit sur le fond lui-même pour que je n'aie pas eu à me répéter. »

^[18] Allusion au Théâtre du Travail fondé par Camus en 1935 et qui fut le creuset de leur amitié.

^[19] Lettre au *Monde* pour l'affaire Maisonseul ; son ami a été arrêté en mai 1956 par les hommes de Lacoste pour avoir fait partie d'une « organisation subversive » (trêve civile) ainsi que la Fédération des libéraux. Un non-lieu reconnaîtra l'innocence de Jean de Maisonseul le 10 juillet 1957.

^[20] Voir le texte en annexe.

^[21] Voir *Actuelles III*, Gallimard.

Notes : Deuxième partie

^[1] . Pseudonyme donné par l'auteur.

^[2] Chiffres cités dans la *Bible*, énorme travail de documentation sur l'Algérie, mis au point par Michel Gorlin assisté de M^{me} Bachelli et de M. Bourdieu, et destiné aux délégués de l'O.N.U.

^[3] Cf. *les Fils de la Toussaint*.

^[4] Compagnie A.L.N.

^[5] Voir *les Fils de la Toussaint*.

^[6] Voir en annexe le texte abrégé de la plate-forme du congrès de la Soummam.

^[7] Voir le nom des membres du C.N.R.A. dans la plate-forme reproduite en annexe.

^[8] . Magistrat musulman soumis au contrôle direct du juge de paix français.

^[9] Voir en annexe l'inventaire des armes récupérées.

Notes : Troisième partie

^[1] Cf. Rapport Catroux dans *la République des contradictions*, de Georgette Elgey (Fayard).

^[2] Il est bien évident que pendant que se déroulait la « bataille d'Alger », la guerre n'avait cessé ni sur le plan militaire ni sur le terrain diplomatique. Ayant choisi de traiter la « bataille d'Alger » dans sa continuité pour éviter au lecteur une trop grande dispersion, nous évoquerons plus tard le déroulement d'événements qui, s'ils sont moins spectaculaires, n'en ont pas moins une importance essentielle dans le récit que nous avons entrepris.

^[3] Cf. *L'Echo d'Alger*, 28 février 1957, p. 3.

^[4] Cf. le texte dans *la Raison d'État*, Pierre Vidal-Naquet, Editions de Minuit.

^[5] Puisqu'il avait infligé trente jours d'arrêts de forteresse!

^[6] Cf. le rapport déjà accablant signé par M^e Maurice Garçon, le 12 juin 1957, après une enquête menée uniquement à Alger. P. Vidal-Naquet : *la Raison d'État* (Ed. de Minuit).

^[7] Massacre dont nous traiterons plus tard puisqu'il se déroule en Kabylie sur le territoire de la wilaya 3.

^[8] Celui-ci, arrêté par les léopards, avait été tué dans la Casbah alors qu'il avait proposé aux parachutistes de leur montrer des caches inconnues. C'était un subterfuge pour tenter de leur échapper. Il avait été abattu lors de sa tentative.

^[9] Pour le détail de ces conversations, voir *les Ennemis complémentaires*, de Germaine Tillion (Ed. de Minuit).

Notes : ANNEXE

^[1] . Les frères Ben Boulaïd Mostefa et Zighout Youssef sont tombés au champ d'honneur.

Le frère Ben M'Hidi Larbi a été assassiné par la soldatesque colonialiste de Massu.

Les frères Belkacem, Mokrane, Aïssa, Mouloud, Mourad, Saïd, Saddek et Zoubir sont inconnus des services de police.

^[2] Les commissaires politiques auront les mêmes grades que les officiers des organismes auxquels ils appartiennent.

^[3] Tous ces grades sont provisoires. À la libération du pays, une commission militaire sera chargée d'étudier chaque cas et de pourvoir au reclassement de ces grades dans l'armée nationale.

Le grade de général n'existera pas jusqu'à la libération.

Les nominations, cassations et rétrogradations des officiers sont prononcées par le

C.C.E. sur proposition des chefs de wilaya.

Les sous-officiers sont nommés, cassés, ou rétrogradés par le chef de la wilaya.

Les caporaux sont nommés ou cassés par le chef de zone.

Notes : ANNEXE III

^u La classification de l'Algérie dans la catégorie « départements d'outre-mer » a été consacrée par le législateur dans l'article 4 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française. Cette classification a été confirmée par le Conseil d'État dans un avis n° 240528 du 27 mars 1947.

Le principe d'évolution de l'Algérie de la catégorie des départements d'outre-mer dans une des autres catégories prévues par l'article 60 de la Constitution est affirmé avec autant de netteté que de généralité par l'article 75 de la Constitution car cet article 75 faisant partie d'une section III de la Constitution intitulé « Des départements et territoires d'outre-mer » ne peut s'appliquer qu'à eux. Donc l'Algérie, départements d'outre-mer, peut être érigée en « territoire associé » (cas de la Tunisie et du Maroc avant les dernières réformes) ou en « État associé » (cas des États indochinois).

YVES COURRIERE

LA GUERRE D'ALGERIE

L'HEURE

DES COLONELS

FAYARD





L'heure des colonels sonne à la grande horloge de l'Histoire, de 1957 au début de l'année 1960. C'est de cette période cruciale de la guerre d'Algérie qu'Yves Courrière traite dans ce troisième volume. En historien, mais aussi en témoin pour certains des événements les plus importants, il fait revivre des personnages étonnants du « général » Bellounis au colonel Trinquier, du colonel Krim Belkacem aux colonels Gardes et Argoud. Il reconstitue entre autres les aventures extraordinaires que furent Melouza, La Bleuïte, « le 13 Mai » et ses colonels, il évoque les espoirs, les illusions, les déceptions, qui conduiront, dans un contexte de complots et d'assassinats — tant du côté F.L.N. que du côté français — au drame des BARRICADES.

À « l'heure des colonels » la peau d'un homme... ou d'une république, ne vaut pas cher.

Yves Courrière est né le 1935 à Paris. Ecrivain, journaliste, il a « couvert » depuis 1957 tous les points chauds du monde. Il obtient en 1966 le prix Albert-Londres.

En 1967, il entreprend la rédaction de La Guerre d'Algérie, ouvrage couronné par l'Académie française, qui reçoit du public et de la critique un accueil enthousiaste.

Parus à la librairie Fayard

Du même auteur :

LA GUERRE D'ALGÉRIE – I

LES FILS DE LA TOUSSAINT

LA GUERRE D'ALGÉRIE – II

LE TEMPS DES LÉOPARDS

LA GUERRE D'ALGÉRIE – IV

LA FIN D'UN EMPIRE

LA GUERRE D'ALGÉRIE EN IMAGES

LE ROMAN DES HAUTS DE SAINT JEAN (*roman*)

L'HOMME QUI COURT

©Librairie Arthème Fayard, 1970.

Yves Courrière

LA GUERRE D'ALGÉRIE – III

L'HEURE DES COLONELS

Préface
de
Joseph Kessel
de l'Académie française

Fayard

À Joseph Kessel

*En ce temps de trouble et de misère
Frères, ne jugez pas vos frères.*

M. CHOLOKHOV.

*Celui qui ne sait pas est un imbécile,
Mais celui qui sait et qui ne dit rien est un
criminel.*

B. BRECHT.

Table

[PRÉFACE](#)

PREMIERE PARTIE

[Le dernier quart d'heure](#)

DEUXIEME PARTIE

[L'illusion](#)

TROISIEME PARTIE

[L'angoisse](#)

QUATRIEME PARTIE

[La révolte](#)

[Remerciements](#)

[Annexe](#)

[Références Bibliographiques](#)

PREMIÈRE PARTIE
« LE DERNIER QUART D'HEURE »

C'est la fuite. La panique. À grands coups de pied, les léopards détruisent la fourmilière d'Alger. L'organisation rebelle de Yacef, cette petite merveille de réseaux enchevêtrés, de caches subtiles, de commandos résolus, s'écroule par grands pans. Les paras sont partout. Le dimanche 24 février 1957, les membres du C.C.E., le Comité de coordination et d'exécution du F.L.N., ont compris le danger. Krim Belkacem, Ben Khedda, Abane Ramdane, Saad Dahlab et Ben M'Hidi ont décidé de quitter la ville. Ils sont à la merci d'un renseignement, d'une descente de police. Traqués depuis plusieurs jours les patrons de la révolution doivent se rendre à l'évidence : leur sécurité n'est plus assurée.

La grève insurrectionnelle du 28 janvier a été une erreur monumentale. Si elle a attiré l'attention du monde sur le problème algérien, la réaction des paras, qui se sont vu confier le maintien de l'ordre, a été telle qu'il faut envisager l'échec. Désormais la révolution doit être dirigée de l'extérieur. Le 25 février, c'est le départ. Yacef Saadi reste seul. Sans consignes. Il va tenter d'échapper au filet qui se resserre autour de lui. Il va faire vivre à Alger les heures les plus tragiques de son existence. Œil pour œil, dent pour dent. Explosions en série, liquidations, crimes, viols, vols, tortures. Paras et terroristes transforment la ville en un champ de bataille où la ruse, la déduction, l'extorsion d'aveux par tous les moyens, jouent le rôle principal. « C'est le sang et la merde, a dit Bigeard, le plus célèbre des léopards, mais tant pis, il faut que nous gagnions. » Ils gagneront. Mais à quel prix !

Au moment de partir. Ben M'Hidi a été arrêté dans son refuge de la rue Claude-Debussy. Ses compagnons ne le reverront jamais. Ben Khedda, plus heureux, a quitté son studio du boulevard Saint-Saëns quelques heures avant l'arrivée des parachutistes. Il sortira d'Alger par ses propres moyens. Krim et Abane sont conduits à Blida dans la 2 CV de leur amie, M^{me} Chaulet, dont le mari vient d'être arrêté par la D.S.T. une heure avant son départ ! La révolution algérienne a frôlé la catastrophe...

Dans la petite huilerie de la banlieue de Blida où ils ont retrouvé des guides fournis par la wilaya 4, les quatre chefs de la révolution se séparent. Il faut tout envisager. Abane et Saad Dahlab gagneront le Maroc. Krim et Ben Khedda la Tunisie. À pied. Et le chemin est périlleux. Ben M'Hidi arrêté, il ne reste que deux têtes à la révolution : Krim, le montagnard, le maquisard

d'avant le 1^{er} novembre 1954^[1], dernier des Fils de la Toussaint encore libres, et Abane, la tête politique, l'homme qui a mis sur pied la plate-forme de la Soummam, véritable colonne vertébrale de la révolution algérienne. Ben Khedda et Saad Dahlab sont pour l'heure des « concessions politiques » faites lors du congrès de la Soummam aux centralistes du vieux M.T.L.D. (qui ont rejoint le F.L.N.^[2]). Alors Krim et Abane, seuls à pouvoir diriger les maquisards de l'intérieur, ne doivent pas risquer de se faire prendre ensemble. Ils se séparent. Rendez-vous à Tunis. Quand ? Quand Allah le voudra !

Un brouillard épais noyait le djebel autour de Fort-National. Le printemps qui s'annonçait à Alger n'était pas parvenu sur les hauteurs kabyles. C'était encore le règne de la boue et l'humidité laquait les rochers affleurant les pentes raides et désolées où la caravane progressait. Malgré leur connaissance du terrain les hommes butaient parfois sur des souches d'olivier, glissaient sur la pierraille. Par bonheur, la nuit qui se terminait protégeait encore leur marche. Et l'aube ne parvenait pas à percer le brouillard. En tête du groupe, un guide d'Ouled-Moussa chantonnait. Pour lui tout était simple. Malgré l'ombre, malgré la brume, il se dirigeait comme en pleine lumière. Chaque rocher découpé, chaque olivier tordu, chaque amas de pierres lui indiquait le chemin. Il lui semblait possible de reconnaître la région en posant seulement la semelle de ses espadrilles détrempées sur cette terre kabyle dont il savait les moindres ravines, les crêtes les plus étroites, les grottes les plus secrètes. Et il chantait.

« Arrête de chanter, Aomar, et dis-moi plutôt si nous sommes encore loin d'Igoufaf ? demanda Krim.

— Encore une heure, une heure et demie à marcher, répondit l'homme. Mais je ne peux pas m'arrêter de chanter sinon je ne serais plus Mouabnachid !

— C'est bien. Chante. Mais pas trop fort. Et guide-nous au plus court ! »

Krim sourit. Mouahnachid : la chanson ! Oudni Aomar méritait bien son surnom. Toujours de bonne humeur. Il chantait du matin au soir. Krim le connaissait depuis longtemps. C'était un des rares survivants du maquis de 1947. Déjà dix ans qu'il tenait la montagne dans cette région qui n'avait jamais connu le calme. Le grand-père de Krim lui avait raconté lorsqu'il était enfant la grande révolte kabyle de 1870. Icherridène était de l'autre côté de

la crête. Et là, à cette époque, on avait beaucoup souffert.

Cela faisait près d'un mois que Krim, Ben Khedda et leurs quinze hommes d'escorte marchaient. Et ils n'étaient qu'à Fort-National. À vol d'oiseau, à peine à 120 kilomètres d'Alger ! Mais Krim, pour déjouer les pièges, ne négligeait aucune précaution. Il savait que toute la région algéroise et la Grande Kabylie étaient ratissées par des unités françaises qui, profitant des succès des léopards à Alger, ne voulaient laisser échapper aucun de ceux qui fuyaient la ville pour gagner le maquis. Il fallait éviter le contact à tout prix. L'arrestation de Ben M'Hidi avait bouleversé Krim. C'était son dernier compagnon du 1^{er} novembre. Dans son portefeuille, le chef kabyle gardait précieusement la photo prise à Bab-el-Oued, le dimanche précédant l'insurrection de novembre 1954. Ben Boulaïd, le chef de l'Aurès, et Didouche, responsable du Constantinois, étaient morts au combat. Bitat, Boudiaf et Ben M'Hidi avaient été arrêtés. Les uns après les autres. Il était le dernier. Il lui fallait gagner la Tunisie sain et sauf pour « relancer » et réorganiser la révolution. Et ce n'était pas facile.

Pour éviter les barrages le groupe marchait à travers le djebel, routes et pistes lui étaient interdites. Le relief accidenté ne simplifiait pas la tâche. Lignes de crêtes, ravins, lits d'oued, pentes escarpées. C'était le prix de la sécurité. La veille, à un kilomètre de Fort-National, ils avaient failli se faire prendre. Et pourtant le village était calme. Pas de militaires en vue et des amis partout. Dormant le jour, marchant la nuit, Krim et Ben Khedda se reposaient dans une cache creusée sous une maison lorsqu'ils avaient été réveillés par des cris. Une section de militaires français venait ramasser les gosses pour les mener à l'école de la S.A.S. voisine, « cassant » ainsi l'ordre de grève lancé par le F.L.N. Krim et Ben Khedda, pistolet au poing, entendaient les soldats aller et venir au-dessus de leurs têtes. La cache n'avait pas de double issue. Le groupe d'escorte des deux chefs F.L.N. s'était replié à une cinquantaine de mètres du village et surveillait le déroulement de l'opération, prêt à intervenir. Jamais Krim ni Ben Khedda n'avaient autant regretté une de leurs décisions. Cet ordre de grève, qu'ils avaient eux-mêmes donné, risquait de les faire prendre ! Heureusement le lieutenant, un jeune à calot, ne s'occupait que des gosses. Il en réunit une dizaine, les embarqua sur son camion et leva le camp !

Malgré l'heureuse issue de l'incident, Krim restait inquiet. La « bataille d'Alger » et l'extraordinaire ambiance qui régnait, faite de nervosité, de tension, de peur aussi devant l'âpreté du combat, suffisaient à expliquer cette inquiétude. Pourtant c'était l'imprudance de certains de ses lieutenants que Krim redoutait pardessus tout. La nouvelle qui l'attendait à Igoufraf n'allait pas manquer de justifier ses craintes.

C'est à Igoufraf, pauvre village perché sur la montagne à 8 kilomètres de Michelet, que Mohammedi Saïd, chef de la wilaya 3, avait établi son P.C. Mohammedi était une créature de Krim qui l'avait placé à la tête de la wilaya kabyle lorsqu'il avait dû quitter le maquis pour gagner Alger et présider avec ses compagnons du C.C.E. aux destinées de la révolution. Krim avait été séduit par la faconde de Mohammedi Saïd. Celui-ci, ancien agent de la L.V.F., avait fait valoir son expérience au cours de la seconde guerre mondiale. En outre, il était très pieux, ce qui pouvait faciliter les contacts avec une certaine couche de la population, encore que la Kabylie soit la région la moins religieuse d'Algérie. Krim en avait fait d'abord son adjoint, puis son successeur. Mais après quelques mois de commandement il s'était aperçu que, sous les ordres de Mohammedi, la wilaya 3 s'amollissait. Les vertus militaires dont le gros Kabyle se paraît semblaient limitées à cet énorme casque de la Wehrmacht qu'il coiffait en permanence. Quant à ses qualités religieuses elles tournaient à la religiosité. C'est bien simple : en wilaya 3, on ne combattait plus, on priait. Et sur ordre encore ! Heureusement que, dans l'est de la wilaya, le terrible Amirouche ne relâchait pas son emprise ; mais lui aussi avait donné des soucis à Krim. Son ardeur au combat, sa foi en la révolution, son désir de voir la population tout entière dévouée au F.L.N. l'avaient poussé à commettre certains excès dont la Cause avait terriblement souffert^[3]. Pourtant, dans l'esprit de Krim, c'était l'homme qu'il fallait à la tête d'une wilaya en plein essor. Cela faisait partie des problèmes à régler au calme à Tunis.

À peine arrivé à Igoufraf, le 20 mars, Krim Belkacem apprit que Mohammedi Saïd avait convoqué tous ses chefs de zone.

« Ça va être une surprise et un honneur pour eux, dit Mohammedi, d'être inspectés par Krim et Ben Khedda.

— Comment va la situation ? interrogea Krim.

— Pour l'instant, bien. Je viens de recevoir le premier convoi

d'armes venu de Tunisie. Plusieurs mulets chargés de fusils anglais, quelques F.M. et des munitions. Amirouche, qui est à Tunis pour trouver des armes, semble avoir réussi.

— Et les combats ?

— Pas grand-chose. Les paras sont bloqués à Alger. Cela nous permet de respirer. Les troupes de secteur ratissent comme d'habitude mais nos « choufs » qui guettent autour des postes nous préviennent de la moindre sortie. On va pouvoir tenir tranquillement notre réunion. D'autant que les chefs de zone auront eu le temps de préparer leurs rapports. Je les ai prévenus depuis deux mois. »

Krim crut s'étrangler avec le café qu'un *djoundi* venait de lui servir.

« Tu ne veux pas dire que depuis deux mois tu as prévenu tous les chefs de zone qu'une réunion se tiendrait à la fin du mois de mars ?

— Mais si. C'est cela. J'ai dit précisément : à la fin du mois de mars.

— À Igoufaf ?

— À Igoufaf ! »

La scène fut terrible. Ben Khedda n'avait jamais entendu Krim crier si fort. Le calme pharmacien de Blida put alors constater l'emprise du chef kabyle sur les combattants de l'intérieur. Personne n'aurait pu traiter pareillement un colonel de wilaya. Krim, pour l'instant, était bien le véritable chef de l'A.L.N.

Lorsqu'il se fut un peu calmé il essaya de démontrer à Mohammedi sa folle imprudence.

« Deux mois à l'avance, c'est de la démence ! Il s'en passe des choses en deux mois. Donner ainsi le lieu et la date d'une pareille réunion, c'est se jeter dans la gueule du loup !

— Mais mes chefs de zone sont des hommes de confiance, protesta Mohammedi, tu les connais tous. C'est toi qui as nommé la plupart d'entre eux.

— Bien sûr qu'on a confiance en eux. Mais les fuites. Et les bavardages. Et un prisonnier qui sait et qui est torturé. Qu'est-ce que tu en fais ? Hein ? Il ne faut pas prendre les Français pour des

imbéciles. Les réseaux d'Alger qui pourtant prennent d'autres précautions tombent les uns après les autres. Ben M'Hidi a dû être pris à cause d'une imprudence idiote comme la tienne ! Enfin le mal est fait. Le jour est levé, on va donc rester ici, mais ce soir je file.

— Tu ne peux pas ne pas les voir.

— Je verrai ceux qui sont arrivés. Et puis ça suffit ! »

La colère le reprenait. Il jeta à terre le béret qui le coiffait.

« Tu vois un peu le beau coup de filet. Ben Khedda et Krim, membres du C.C.E., Mohammedi — ce crétin de Mohammedi —, colonel de la wilaya 3, et tous les chefs de zone de Kabylie. Il aurait de l'avancement, le colonel qui réussirait l'opération ! Et tant de risques pour une idiotie ! Allons, prépare-nous une escorte reposée et bien armée. Et donne-nous à manger. Ce soir, à minuit au plus tard, on s'en va ! »

Mohammedi, qui s'était enfin aperçu des terribles conséquences que pouvait entraîner son erreur, prit toutes les précautions nécessaires à assurer la protection de ses encombrants « hôtes de marque ». Après s'être reposé quelques heures et avoir bâclé la réunion avec Yazourène, chef de la zone 2, et les chefs de zone venus de Djidjelli, Krim, suivi de Ben Khedda, donna le signal du départ. Il était minuit moins dix, le 21 mars 1957.

Mohammedi, voyant disparaître à un tournant de la piste qui conduisait au djebel le dernier des cinquante hommes d'escorte fournis aux membres du C.C.E., souleva son casque allemand et s'épongea le front.

« À Alger, ça doit être terrible, pensa-t-il, je n'ai jamais vu Krim si nerveux. Il était temps qu'il parte. »

Après une heure de marche, Krim fit stopper la caravane.

« Que se passe-t-il ? demanda Ben Khedda.

— Je ne sais pas mais je ne suis pas tranquille. Je « sens » les Français. »

Il renifla d'une façon comique. Un sourire éclaira le visage triste de Ben Khedda qui profitait de la pause pour essuyer ses lunettes à verres fumés.

« Ne t'en fais pas, dit-il rassurant. On n'est plus à Alger. Notre escorte est importante. Même s'il y avait une opération-éclair on entendrait les hélicoptères. Et avec ce brouillard on ne risque pas grand-chose !

— Tu as sans doute raison mais je ne peux m'empêcher d'avoir un pressentiment. »

Krim se tourna vers Mouahnachid-la-Chanson.

« Qu'y a-t-il après cette crête ?

— Encore une autre. Puis ce sera la plaine. À partir de là, c'est beaucoup moins dur.

— On va donc se trouver à découvert dans la plaine au lever du jour. C'est trop dangereux. Arrêtons-nous dans cette mechta et attendons demain soir. On n'a pas beaucoup dormi chez Mohammedi, on pourra un peu récupérer.

— Comme tu voudras. »

Ben Khedda et Krim contrôlèrent l'emplacement des sentinelles sur les pitons alentour et aux extrémités de la mechta puis, s'enroulant dans une couverture, ils s'endormirent.

Le capitaine de Maricault, du 7^e B.C.A., jura. Il venait de glisser sur un rocher.

« Avec ce satané brouillard, on ne distingue rien, dit-il. Wohlgemut, où est-on maintenant ?

— Près d'Aït-Kheir, mon capitaine, répondit le chasseur alsacien.

— C'est ce petit village près de la crête ?

— Non, mon capitaine, c'est un peu plus bas.

— Alors continuons, notre objectif est Aït-Kheir. »

À 1 heure du matin, le colonel Dalstein, commandant la demi-brigade des chasseurs alpins, avait déclenché une opération importante où il avait engagé plus de quinze cents hommes. Depuis plusieurs jours, des O.R.⁴⁹ lui apportaient des renseignements qui se recoupaient. Deux fellaghas prisonniers avaient avoué au cours de leur interrogatoire qu'une forte concentration de l'A.L.N. se trouvait dans les Aït-Fraoucène. En outre, la population avait signalé des mouvements de bandes rebelles puissamment armées dans la vallée du Haut-Sebaou.

« C'est l'ancienne région d'Ouamrane, avait-il pensé. Dommage que d'après nos renseignements il soit parti pour Tunis, j'aurais bien aimé le coincer. Mais on peut tout de même pêcher du gros poisson. »

À 3 heures du matin, ce 22 mars 1957, le colonel Dalstein repéra sur la carte les positions de ses troupes. Trois compagnies du bataillon de chasseurs alpins, deux compagnies du 7^e C.A., une compagnie du 27^e C.A., appuyées par des tirailleurs sénégalais du 13^e R.T.S., un escadron de hussards, des gendarmes mobiles et des harkis algériens, encerclaient une zone de vingt-cinq kilomètres carrés comprise entre Fort-National, Mekla et Michelet. Les troupes étaient un peu hétéroclites mais le colonel était persuadé que ses chasseurs feraient aussi bien que les parachutistes dont les exploits généreusement relatés par les quotidiens d'Alger finissaient par agacer la fierté des montagnards.

« Nos bérets bleus valent bien leurs bérets bleu cerise... »

Le colonel avait respecté la tradition des chasseurs qui veut que l'adjectif rouge ne soit jamais prononcé entre alpins.

« Si nos renseignements sont bons, murmura le colonel, en suivant sur la carte les positions de ses hommes du bout de son crayon, le gros des fells doit se trouver près d'Aït-Kheir. C'est Maricault qui va les accrocher. »

À 4 heures du matin une longue rafale de F.M. fit dresser Krim et Ben Khedda. Instinctivement ils s'étaient retrouvés le pistolet à la main. Pour Krim ce réflexe était une vieille habitude de maquisard. Mais Ben Khedda, peu familiarisé, dans sa paisible pharmacie de Blida, à ces pratiques guerrières, avait dû subir l'épreuve de la clandestinité de la « bataille d'Alger » et de la menace parachutiste toujours plus pressante pour l'acquérir. La fusillade était maintenant générale. Les deux chefs F.L.N. se glissèrent hors de la mechta jusqu'à l'extrémité du village.

Mouahnachid était aux aguets, le fusil à la main. D'un bond, Krim le rejoignit.

« Il y a une section de Français, des chasseurs, qui suivent la piste du haut à deux cents mètres, précisa Mouahnachid. Ils semblent vouloir encercler le P.C. de Mohammedi.

— Ça se calme.

— Oui, je ne sais pas ce que ça veut dire. »

La fusillade avait cessé comme par enchantement. Seuls quelques coups de feu isolés troublaient le silence de la nuit. Deux *djounoud* en treillis kaki et casquette de laine rejoignirent le petit groupe.

« Ils refusent l'engagement, expliquèrent-ils. Ils se dirigent vers Aït-Kheir comme si on ne les intéressait pas. C'est notre protection qui les a accrochés.

— Eh bien, dit Krim à Ben Khedda, la fuite que je redoutais s'est produite. Ils en ont après Mohammedi et Yazourène. On l'a échappé belle.

— Ce n'est pas fini, ajouta Mouahnachid, un *moussbel*^[5] qui est passé par le ravin signale que c'est plein de troupes depuis hier soir en face de Michelet.

— Alors maintenant il n'y a plus de doute, dit Ben Khedda. Les troupes du côté de Michelet, celles-ci qui ne ripostent que mollement et qui se dirigent dans la direction d'Igoufaf, c'est l'encerclement du P.C. de Mohammedi. Heureusement qu'ils sont nombreux et qu'ils viennent de recevoir des armes ! »

Ben Khedda ne s'était pas trompé. Si le capitaine de Maricâult avait donné l'ordre de ne pas poursuivre la bande qui les avait accrochés, c'était pour obéir aux consignes de l'opération : prendre position aux Aït-Kheir et boucler ainsi la nasse mise en place par le colonel Dalstein. On s'occuperait de ces isolés au retour.

Krim profita de cette accalmie miraculeuse pour faire replier ses hommes.

« Impossible d'avancer, expliqua-t-il au chef de section de protection. Devant, c'est plat, et le jour va se lever. Piquons droit au sud. On va suivre le lit de la rivière. »

La colonne se mit en marche, tournant le dos aux chasseurs français qui se dirigeaient vers l'ouest. Krim pensa qu'une fois encore la chance le servait.

« Ça s'est passé exactement de la même façon pour le congrès de la Soummam, dit-il à Ben Khedda qui n'y avait pas participé, on avait eu la baraka. On était en lisière d'opération. À quelques centaines de mètres du bouclage, mais à l'extérieur ! Comme

aujourd'hui. »

Arrivés au village suivant, la troupe fit évacuer deux gourbis misérables où s'installèrent Krim, Ben Khedda et leurs gardes du corps. Les hommes qui n'avaient pu trouver un abri se plaquèrent contre des troncs d'olivier pour que l'aviation, qui, dès le brouillard dissipé, allait appuyer l'opération, ne puisse les repérer.

« Ne tirez pas pour le plaisir, recommanda Krim, et ne courez pas. On a ainsi une chance de leur échapper. »

L'opération contre le P.C. de Mohammedi Saïd dura toute la journée. Les deux chefs en fuite en entendirent les échos. Les combats semblaient d'une violence extrême. Le soir venu, Krim donna le signal du départ. À marche forcée les cinquante hommes gagnèrent la région de Yakourène, pour éviter le choc en retour de l'opération. Les alpins accrochés à l'aller allaient s'en souvenir et tenter de retrouver la bande. Il fallait filer. Aller plus loin que ce qu'il était possible d'imaginer et laisser les Français ratisser le terrain déserté. Le plan réussit à merveille. Les hommes du capitaine de Maricault fouillèrent en vain les alentours de la crête où ils avaient été attaqués la nuit précédente. Mais leur déconvenue fut compensée par l'extraordinaire bilan de l'opération : cent trente-sept fellaghas tués, un blessé, quatre prisonniers. Maricault jubilait. Son bataillon s'était particulièrement illustré. Plusieurs fellas au tapis. Un beau tableau de chasse. Un prisonnier lui signala que parmi les morts se trouvait Yazourène.

« C'est le chef du premier secteur de la wilaya 3 », précisa l'homme. Le capitaine de Maricault avait reconnu le cadavre aux deux étoiles rouges qui ornaient son blouson de cuir.

« Wohlgemut, je suis content de toi.

— Merci, mon capitaine. »

Le chasseur alsacien rosit de plaisir. En plein cœur du combat il s'était enfoncé seul dans la ravine au-dessus de laquelle se trouvaient ses camarades et, à la grenade, il avait débusqué les fellas qui s'y trouvaient. Le F.M. en batterie avait fauché les rescapés.

« Tu seras proposé pour la valeur militaire », ajouta le capitaine. Car en cette année 1957, en Algérie, malgré la présence de plus de quatre cent mille hommes sous les drapeaux, ce n'était

toujours pas la guerre, on ne pouvait donc pas décerner la croix de guerre. Alors on avait inventé une nouvelle décoration : la valeur militaire. La politique n'en était pas à une hypocrisie près. Et puis celle-là ne coûtait pas cher : une inscription au *Journal officiel*.

Quant au colonel Dalstein, il fut chaudement félicité par le commandant en chef, le général Salan. Il ignora toujours que le sort de deux des dirigeants de la révolution algérienne avait tenu à un léger mouvement de son crayon sur sa carte d'état-major. Quelques centimètres plus à droite et la carrière du futur signataire des accords d'Évian ainsi que celle du futur président du G.P.R.A. se seraient achevées sur une crête de Kabylie, à l'est d'Aït-Kheir !

Le surlendemain, Krim et Ben Khedda étaient encore à Yakourène. Ils avaient un problème d'importance à régler avant de reprendre leur route. En effet si Mohammedi Saïd et Yazourène étaient hors de combat, le chef kabyle ne pouvait gagner Tunis et devait reprendre le maquis.

« Tu partiras seul, expliqua-t-il à Ben Khedda. Je ne peux laisser la wilaya sans chef. Kaci et Amirouche sont à Tunis. Mohammedi et Yazourène sûrement morts. Il ne reste que moi. J'attendrai le retour d'Amirouche que je nommerai à la tête de la wilaya 3. Je vous rejoindrai ensuite.

L'agent de liaison que Krim avait envoyé aux nouvelles dans la région d'Igoufay revint le 25 mars. Son rapport confirmait la violence du combat livré.

« Il y a plus de cent trente morts chez nous, dit-il. Une grande partie des armes du convoi a été prise par les Français qui ne semblent pas avoir eu de pertes importantes. Les nôtres ont tout de même abattu un petit avion d'observation. Yazourène est mort au combat. Mohammedi Saïd a réussi à décrocher. Il s'est replié dans le djebel au-delà de Michelet. »

L'imprudence de Mohammedi Saïd lui avait coûté cher. Mais il était sauf. Krim pouvait quitter l'Algérie. Le 25 mars au soir, Ben Khedda, Krim et l'escorte de protection quittèrent le refuge de Yakourène et se dirigèrent vers Test. Moins de 500 kilomètres les séparaient de la frontière tunisienne. Ils allaient pourtant mettre près de trois mois pour y parvenir.

Depuis qu'il avait cédé aux militaires les pouvoirs de police d'Alger, Robert Lacoste, ministre résident, se sentait soulagé.

Aux paras de se débrouiller avec cette affaire de terrorisme qui ensanglantait la ville. Et, ma foi, ils ne s'en « tiraient » pas mal. Les résultats étaient là. Il y avait, bien sûr, quelques « bavures ». Mais fait-on une omelette sans casser d'œufs ? Lacoste aimait la formule que lui dictait son solide bon sens. Et tant pis pour les bonnes âmes qui s'indignaient à Paris des méthodes employées à Alger par la 10^e D.P., Guy Mollet, président du Conseil, et son ministre de la Défense nationale, Bourguès-Maunoury, couvraient tout et soutenaient sa politique. Il n'était pas homme à « se regarder le nombril » et n'entendait pas considérer le problème « torture » comme plus important que la campagne agraire ou la réforme communale. « Ici je fais une guerre “tous azimuts”, disait-il, je dois me battre sur tout et contre tous. »

Robert Lacoste était bien décidé à profiter de cette « bataille d'Alger⁽⁶⁾ » que menaient pour lui les parachutistes de Massu pour mettre en place son plan de réformes. Depuis un an qu'il vivait en Algérie, il avait appris à connaître ses adversaires. Il avait remarqué — et bien d'autres, y compris Michel Debré, le feront après lui — que lorsque la situation militaire était bonne, que la population européenne d'Algérie se sentait rassurée, c'était le moment choisi par les groupes de pression ultras pour s'opposer à toute réforme. Que la situation se détériore, que la trouille gagne la population, et les oppositions se volatilisent. Comme si inconsciemment les méfaits, les attentats, les crimes et les bombes posées par les rebelles algériens poussaient les plus réactionnaires des groupes européens à « leur » céder quelque chose. Lacoste avait défini sa politique : « La seule solution au problème algérien, avait-il estimé au début de l'année, consiste dans la poursuite du démantèlement de l'organisation rebelle et dans l'accélération de l'installation des délégations spéciales. »

Les dernières communes mixtes — placées sous l'autorité d'un administrateur — avaient été supprimées au début de l'année. C'était, dix ans après, l'application d'une des réformes les plus importantes du statut de 1947 ! Les communes mixtes avaient fait place à des communes de plein exercice. Mais là, Robert Lacoste avait buté. Le terrorisme, les combats qui opposaient dans le bled unités de l'A.L.N. aux forces de Salan empêchaient le déroulement d'élections municipales. Le ministre résidant avait contourné l'écueil en remplaçant les municipalités par des délégations spéciales souvent composées d'une majorité de musulmans. La réaction du F.L.N. ne s'était pas fait attendre : tout

notable qui « participerait » à la réforme serait impitoyablement éliminé. À Nédroma, douze musulmans qui devaient être installés à la tête de leur commune avaient été égorgés. Malgré cette menace — suivie d'effet —, Lacoste avait poursuivi son programme. La participation d'un grand nombre de musulmans à la gestion des affaires municipales, malgré le F.L.N. et surtout malgré l'opposition européenne, était sa seule chance de réussite.

« Il nous faut une troisième force, disait-il, et je l'aurai. Je transformerai la société. De gré ou de force ! »

Le syndicaliste « à tripe républicaine » reprenait le dessus. Matraque et réformes. C'était son plan. Cette troisième force, on allait lui courir après pendant des années. Soustelle y avait cru, Lacoste y croit, Delouvrier et Debré y croiront. Les mirages algériens ne se manifestent pas seulement au pied des dunes sahariennes !

Sa bataille, le ministre résidant voulait la gagner sur deux plans complémentaires : les réformes communales et administratives permettant à un plus grand nombre de musulmans d'accéder à la fonction publique, et la pacification qui libérerait les populations terrorisées de l'emprise du F.L.N. et les « mènerait à la France ».

Pour l'heure, Robert Lacoste se débattait avec un problème de protocole. Poursuivant la série de ses « tournées » dans les territoires d'outre-mer le général De Gaulle voulait effectuer un voyage d'information en Algérie. Pour une tuile, c'était une tuile ! Retiré de la vie publique depuis 1946, le général avait décidé de « reprendre contact » et de s'informer sur place des réalités et des espérances. Le gouvernement de Guy Mollet était furieux. Non qu'il craignît la « rentrée politique de l'ermite de Colombey » — chacun s'accordant à penser en cette année 1957 que De Gaulle « était fini » — mais la visite du général à Alger risquait de mal tourner. En effet il y était détesté par la population. Une vieille haine datant de la guerre. De Gaulle n'avait pas pardonné à la majorité des pieds-noirs d'avoir accueilli « affectueusement » le régime de Vichy, d'avoir soutenu le maréchal Pétain et sa propagande, d'avoir fourni à la Légion tout ce qu'Alger comptait de « respectables citoyens ¹⁷ ». De son côté, la population européenne d'Algérie ne lui avait pas pardonné d'avoir accordé en mars 1944 la citoyenneté française à soixante mille musulmans. Et puis, à Alger, on « tenait » pour Giraud et non pour De Gaulle.

C'est Michel Gorlin, le porte-parole de Lacoste — saint Michel Bouche-d'Or pour *Le Canard enchaîné* —, qui va régler avec Olivier Guichard les détails du voyage de De Gaulle. Bien sûr, le général veut Alger.

« Rien à faire, grommelle Lacoste, c'est pas le moment. On a déjà assez d'emmerdements comme ça... »

Car depuis le 6 février 1956 la population d'Alger a pris l'habitude de descendre dans la rue et de dicter sa politique à Paris. Il faut compter avec ses manifestations. Et Guy Mollet garde un souvenir cuisant de l'accueil que lui a réservé Alger la Blanche à l'aube de son gouvernement. Il sait de quoi elle est capable. Que De Gaulle vienne à Alger et ce sera la pagaille.

Lacoste est pris entre deux feux car il aime bien De Gaulle. Il a même pour lui une immense admiration. Dès son arrivée à Alger l'année précédente il a fait broder sur son fanion de ministre résidant une croix de Lorraine qui « annonce la couleur » auprès des armes d'Alger et des huit étoiles qu'il s'est décernées ! Et puis la plupart des membres de son cabinet sont issus de la Résistance. Alors, à Gorlin, un ancien de Bir-Hakeim, il dit :

« Quand même, le grand Charles c'est le grand Charles... débrouillons-nous. »

On propose au général de faire escale non à Alger mais à Colomb-Béchar. Il pourra ainsi visiter Hassi-Messaoud où le pétrole a jailli en 1956. De Gaulle a compris. Il proteste par Guichard interposé. Pour la forme. Si Alger est « impraticable », va pour le Sahara. Mais alors un Sahara officiel. Il exige que le ministre résidant l'attende au pied de la passerelle. C'est entendu. Et puis que Salan soit là. Bien sûr, il sera là. Comme d'habitude. Partout où est Lacoste, Salan suit. Une véritable ombre militaire, qui d'ailleurs commence à en avoir assez de ce rôle secondaire alors qu'en Algérie c'est l'armée qui fait tout, la guerre, la classe, la « nounou ». Mais c'est une autre histoire qui va commencer dans quatre mois. Donc Salan sera là. Et puis De Gaulle exige la plus belle chambre. À Colomb-Béchar ça compte. Il l'aura. Lacoste cède sur tout. Tout pourvu que le général n'aille pas à Alger !

Et De Gaulle arrive à bord du DC-4 que lui a offert le président Truman. Il fait une chaleur torride. Lacoste transpire dans son costume sombre. Salan toujours impeccable semble sortir d'une

boîte. La chemise est fraîche, les plis bien marqués, les multiples rangées de décorations rutilent sur la poitrine, le cheveu est une neige bleutée. De Gaulle, lui, a vieilli. Sous le képi les tempes ont blanchi. Il porte une petite tenue de général de brigade. Un coup d'œil. Il est rasséréné. Tout le monde est là. En rang d'oignons. Bien sûr, c'est le Sahara mais à Maison-Blanche on n'aurait pu faire mieux. Résident général, généraux^ honneurs militaires et même vingt et un coups de canon : hommage à l'ancien chef de l'État et « fleur » de Lacoste au grand Charles. Et l'on passe en revue, et l'on visite, et l'on salue et l'on discourt. Chèches immaculés, gandouras splendides, les notables musulmans paradent au premier rang d'une foule enthousiaste et loqueteuse. Tapis de haute laine et drapeaux flottants pour la tribune : « Mon général, vous nous porterez chance comme vous nous avez porté chance pendant la guerre », s'écrie le chef de la confrérie de Kenadsa.

Le général répond : « Le Sahara est un ensemble qui est pour notre pays une chance immense. Il s'agit que nous ne le perdions pas. Et nous ne le perdrons pas presque uniquement grâce à l'armée française. » Petit coup de chapeau pour Salan.

De Gaulle montre sa satisfaction de l'accueil qui lui est réservé. Il n'a pas manqué de remarquer la croix de Lorraine sur le fanion de Lacoste. Il est sensible à l'hommage. Lacoste est curieux de savoir ce que pense De Gaulle de l'Algérie. Déjà. Il faut attendre le calme des salons de la résidence du territoire. La conversation est amicale, confiante. Les paroles du général résonnent encore aux oreilles de Robert Lacoste.

« Ici en Algérie, lui dit le général, vous faites ce qu'il faut faire. Et vous le faites bien. Alors, continuez. Et tirez-vous-en au mieux avec ceux de Paris... »

Le ton devient méprisant. Le « système » en prend pour son grade. Le général poursuit :

« Ils vous feront faire des conneries... Faites-les⁽⁸⁾. »

Un temps. Lacoste est attentif.

« Vous savez, tout cela sera très long, et la solution dépend de tout un ensemble. »

Un temps encore.

« Et de toute façon, le problème algérien ne se résoudra pas

sans De Gaulle. »

Lacoste n'en est pas persuadé mais il se réjouit d'être à Colomb-Béchar plutôt qu'à Alger. L'hôte est encombrant. Heureusement que le sable du Sahara étouffe les sons. Cette conversation filtrant à Alger où les murs du palais d'Été ont des oreilles, n'aurait pas calmé les esprits.

Visites, déjeuner, discours encore, réceptions civiles, réceptions militaires, De Gaulle veut tout voir, se faire tout expliquer. Lacoste et Salan suivent. Un bœuf, ce général. Rien ne le rebute, ni la technique ni les visites sous le soleil. Enfin, le lendemain, c'est terminé. Lacoste et Salan regagnent Alger. Gorlin dépouille la presse et respire : *L'Echo d'Alger* a consacré trois colonnes au voyage du général. En dernière page. Mais favorables !

Lacoste se carre dans le fond de sa voiture. Ouf ! tout s'est bien passé. « Eh bien, nous voilà tranquilles, confie-t-il à un membre de son cabinet. Il est parti. Et lui au moins ne reviendra pas de sitôt ! »

Lacoste, depuis son arrivée en février 1956, avait pris le problème algérien à bras-le-corps. Dans un premier temps il avait — lui le socialiste mal vu par la population et suspect aux yeux de l'armée — fait comprendre aux militaires que la guerre qui se menait en Algérie sans vouloir dire son nom n'était pas une guerre « comme les autres », que dans le djebel les chars étaient inutiles. On était bel et bien devant une guerre révolutionnaire. L'arrivée de Salan, l'« injection » d'officiers et de sous-officiers d'Indochine marqués au plus profond de leur être par les techniques « viets », lui ouvraient des horizons nouveaux. Avec eux il allait faire du bon boulot.

Le ministre résidant, qui était sans nul doute une bête politique connaissant tous les rouages, toutes les « combinazioni » de la IV^e et s'en servant magistralement, voulait maintenant conquérir ces pieds-noirs qui le boudaient. Lorsque sa voiture passait au milieu d'un Alger indifférent il n'aimait pas ça. Il se renfrognait. Il voulait être populaire. Il fallait que ça change. En un an, il y était parvenu. La violence de la « bataille d'Alger », la carte blanche qu'il laissait en ville aux militaires y étaient pour beaucoup. Profitant de cet avantage, il allait essayer d'appliquer au cours de l'année 1957 l'idée maîtresse de son plan : lier l'Algérie à la France avec l'aide indispensable de l'armée. Et il

devait avouer que Salan jouait le jeu.

Le commandant en chef, d'abord méfiant, avait constaté que le ministre résidant l'appuyait politiquement. Que Lacoste veuille être le « Clemenceau africain », comme l'appelait déjà, en 1956, le général Boyer de la Tour — qui par parenthèse aurait bien aimé ce poste de commandant en chef en Algérie —, le « Chinois » s'en moquait. En revanche, il appréciait son influence au sein du gouvernement Mollet. Grâce à elle, Salan avait obtenu près de cinq cent mille hommes, des moyens financiers extraordinaires, et surtout — chose étonnante lorsqu'on pense que le gouvernement est socialiste — l'appui du cabinet unanime à l'idée inflexible imposant l'écrasement de la rébellion algérienne comme préalable à toute mesure de réforme inspirée par une politique « juste et généreuse ». Idée qui, habilement répandue, ne manquait pas de plaire aux Européens d'Algérie dont la politique a toujours été « matons la révolution, on verra ensuite... ». Salan pouvait, en s'en servant, maintenir haut le fameux moral de l'armée dont on n'a pas fini d'entendre parler dans les mois qui viennent.

La 10^e D.P. totalement engagée dans la « bataille d'Alger » dont le but était de décapiter une rébellion qui jusque-là avait eu l'initiative, les unités régionales devaient se débrouiller par leurs propres moyens sans compter sur le « fer de lance » des régiments de parachutistes. À vrai dire, le commandant en chef, qui avait confiance en Massu pour gagner à Alger, voulait, avant de lancer une offensive généralisée contre les bandes rebelles privées du « cerveau algérois », faire comprendre à ses cadres et aux jeunes recrues qui arrivaient par bateaux entiers ce qu'était la guerre psychologique. Seule la parfaite connaissance de sa technique permettrait la réussite du plan de pacification qui devait lier pour toujours l'Algérie à la France. Guerre subversive, action psychologique, engagement de l'armée vis-à-vis des populations : on retrouve là les germes de toutes les crises qui — avec une grande régularité — vont désormais ébranler, révolter, diviser, parfois ensanglanter l'armée, l'Algérie, la nation.

Avant que l'heure des colonels Gardes, Argoud, Broizat, Lacheroy et autres Goussault soit arrivée, c'est le général Allard qui va, auprès de Salan, définir les grandes lignes de cette action psychologique. Un beau soldat, Allard. Il vient de commander à Constantine, où il a remis un peu d'ordre dans les bataillons et les unités d'une armée qui ne connaissait rien à la guerre subversive.

Il a tenté de lui apprendre au moins une chose : ne pas mépriser l'ennemi sous prétexte qu'il se présente sous l'aspect de bandes hétéroclites sans uniforme et sans moyens. Il s'est heurté successivement à ses patrons Chérière, puis Lorillot. Mais depuis que Salan a pris les rênes de l'armée, tous les espoirs sont permis. Allard fait partie de la mafia indochinoise. Il a été l'un des maréchaux d'Empire de De Lattre. Pas l'un des plus spectaculaires mais certainement l'un des plus efficaces. De Lattre, connaissant sa prodigieuse concentration, sa faculté d'abattre en une nuit le travail de trois jours, lui avait confié le soin de faire tourner « sa machine indochinoise ». C'est-à-dire de s'occuper de tout, effectifs, transports, communications, ravitaillement, équipement, de tout sauf de la stratégie et de la politique. En Algérie, Salan qui l'a connu en Indochine, qui a apprécié l'esprit d'obéissance aux patrons qui caractérise ce colosse aux yeux clairs, à la bouche sévère, au front intelligent et au ventre plat, va lui permettre de prendre sa revanche. Allard commande le corps d'armée d'Alger mais il va surtout s'occuper de définir, de mettre sur pied, d'expliquer d'abord à l'Algérie, puis à la France, enfin, mais plus tard, aux alliés de l'O.T.A.N., les subtilités de cette guerre psychologique que livre l'armée, « dernier garant de la civilisation occidentale en Afrique du Nord ».

En se servant de son expérience indochinoise, en l'appliquant à ce qu'il a vu dans l'Est algérien, berceau de la rébellion, à ce qu'il sait des chefs de la révolution à travers les milliers d'informations que les paras extorquent par tous les moyens à Alger, il trace les grandes lignes de l'action psychologique, armature indispensable d'une pacification réussie. Allard épluche tout. Les rapports, les comptes rendus d'opérations, l'évolution de la situation région par région. Il sait depuis longtemps — depuis 1954 où, avec le colonel Gardes, il a vu le retour des prisonniers du Viet-Minh portant sur leurs corps et surtout dans leurs cerveaux, les stigmates de la propagande et de l'action psychologique viets, où il a pu constater au cours des entretiens avec le commandement ennemi la perfection de son organisation et sa maîtrise en guerre subversive — que dans la guerre révolutionnaire l'action militaire pure cède le pas à l'action psychologique, à la propagande, à l'action policière, aux contacts humains avec les populations qu'il faut aider grâce à une action sociale et économique importante. Allard engrange cette masse d'informations, de bilans, de

critiques aussi, et il présente au commandant en chef le plan de pacification qui va servir des mois durant. Puis avec cet extraordinaire esprit de synthèse qui l'a fait apprécier de De Lattre et de Salan, le résume en deux mots : DÉTRUIRE - CONSTRUIRE.

Là réside tout le secret de la victoire. Il faut d'abord, d'après cet évangile selon Allard, démanteler et supprimer l'armature politico-administrative rebelle. On s'y emploie à Alger. IL faudra poursuivre sur le terrain. Que chaque région, chaque secteur d'Algérie ait lui aussi sa petite bataille d'Alger. Objectif principal : l'O.P.A.⁽⁹⁾, qui prend en main, endoctrine et souvent terrorise la population. Là ressort encore une fois le fameux « poisson dans l'eau » de Mao Tsé Toung, que tout le monde cite et que personne — ou presque — n'a lu en Algérie. Si l'on détruit l'O.P.A., les rebelles ne pourront plus se déplacer au milieu de la population « comme des poissons dans l'eau ». Et ils mourront étouffés. Ce qui fera dire à certain colonel qu'« il n'y a qu'à enlever l'eau » ! Ce qui, aussi, sera appliqué dans certaines régions !

L'objectif n° 1 de l'armée est donc de libérer la population du « manteau de peur » qui la paralyse. Le général Allard est forcé de convenir que cette mission a un caractère plus policier que guerrier. Mais depuis que des bombes éclatent à Alger et que la rébellion a gagné tout le pays, la notion de para-flic étendue à celle de militaire-flic ne fait plus peur à l'armée. Détruire, c'est aussi pourchasser et anéantir les bandes de l'A.L.N. qui constituent non le système nerveux, mais l'un des principaux moyens d'action de la rébellion, qui lui permettent de montrer sa force et de faire peser la menace sur la population. Là, on est plus à l'aise. C'est la guerre. Mais une guerre de djebel où l'action est de contre-guérilla. Une action difficile dans un pays en majorité constitué de montagnes au relief tourmenté et très souvent boisées. Le plan Allard justifie les importantes augmentations d'effectifs que n'ont cessé de réclamer les patrons successifs de l'armée en Algérie et que vient d'obtenir Salan. Allard note : « Cette contre-guérilla réclame des effectifs nombreux, largement répartis sur toute la surface du pays dans une harmonieuse combinaison des armes et des appuis aériens mais avec une très grande prédominance d'infanterie. »

Jusque-là peu de pacification dans ce plan. Allard y vient et

présente à l'approbation de Salan le grandiose plan de « prise en main » des populations qui donnera au futur 5^e bureau son importance sinon ses lettres de noblesse, et à une partie de l'armée la justification de ses tentatives de révolte.

Après avoir détruit, il faut construire. Et construire, c'est tenir la population. Sinon, livrée à elle-même, elle aurait tût fait de se retrouver sous la coupe des rebelles. « Construire » dit Allard, c'est construire la paix, préparer l'établissement d'un ordre nouveau. »

Ordre nouveau. Voilà qui plaît. En particulier aux officiers de paras, aux hommes aussi. Car s'ils « cassent du fell » avec des résultats jamais atteints jusque-là, ces soldats révolutionnaires, comme ils s'appelleront volontiers dans quelques mois, sont révoltés par la misère et l'exploitation dans lesquelles vit la population musulmane. Cette mission de pacification, ce ne sera pas le lot des troupes de choc qui sont soigneusement gardées, entraînées, réservées pour les coups durs, pour la « castagne ». La pacification, ce sera le lot de ces jeunes officiers qui y croient, qui « en veulent ». Pleins d'enthousiasme ils se lanceront — si le plan réussit — dans cette reprise de contacts humains avec une population délaissée administrativement et méprisée par trop de colons. Il faudra lui apporter aide et protection. Les opposants en métropole ne manqueront pas de souligner le côté boy-scout d'une pareille entreprise. Mais le plan n'est pas si boy-scout que ça. Car il prévoit, « en redonnant la confiance perdue, d'organiser cette population, de la hiérarchiser, c'est-à-dire substituer à l'O.P.A. une nouvelle organisation, amorce au plus bas échelon de l'organisation future de l'Algérie ». Le plan de pacification prévoit enfin « d'amener la population à collaborer étroitement avec l'armée par le renseignement, l'autodéfense et la constitution d'unités supplétives (harkas) combattant avec les forces régulières ».

Salan tient entre ses mains, analysée et mise en forme par Allard, la ligne de conduite de la guerre révolutionnaire adaptée au terrain algérien. Une guerre qu'il entend gagner. Ce plan contient le meilleur et le pire. Tout dépendra de son application, des hommes qui en seront responsables et de l'aide qu'apportera le gouvernement. Bien appliqué, il a l'avantage de « mouiller » la population musulmane qui, une fois dans l'engrenage, ne pourra reculer de crainte des représailles F.L.N. Il suffira, pour réussir, de

s'engager soi-même. Et cela ne provoquera aucune crise de conscience. Robert Lacoste n'a-t-il pas conclu sa directive générale n° 4 à l'armée par cette phrase sans détour : « Nous resterons en Algérie, non parce que nous sommes les plus forts mais *parce que nous avons raison*. »

L'armée devient ainsi garante de la présence française en Algérie. S'engageant à fond dans cette politique elle empêchera tout futur gouvernement — celui de Guy Mollet ne durera pas toujours — de réserver à l'Algérie un avenir qui ne soit pas exclusivement français. Sous peine de se renier elle-même. C'est plus que la simple obéissance due par l'armée au gouvernement. C'est une garantie pour l'avenir. Cette fois-ci c'est certain, l'humiliation d'Indochine ne *peut* plus se reproduire.

Cette politique de pacification allait permettre aux meilleurs des jeunes officiers français de vivre une expérience exaltante... et parfois de s'y perdre.

C'est dans le Zaccar, au nord-est d'Orléansville, que va se dérouler une des premières et aussi des plus étonnantes expériences de pacification. On lui donnera plus tard le nom d'opération-pilote avant de la laisser tomber dans les oubliettes. Le 13 Mai sera passé par là, rendant inutiles — dans l'esprit de trop d'officiers — une politique d'efforts suivis dans la conquête de cette masse musulmane dont on voudra se persuader à toute force qu'elle a « définitivement » choisi la France.

L'homme qui va mener cette opération n'est pas un inconnu. C'est Jean Servier, cet ethnologue qui a assisté dans les montagnes de l'Aurès à l'explosion du 1^{er} novembre 1954 et a recueilli — alors qu'il relevait le corps de l'instituteur Monnerot, première victime civile de la guerre d'Algérie — le récit de l'embuscade des lèvres mêmes de M^{me} Monnerot⁽¹⁰⁾. Ce Servier est un personnage hors série qui échappe à toute classification. Il connaît l'Algérie — son pays natal — comme sa poche, parle arabe, kabyle, chaouïa et bien d'autres dialectes locaux, il est chargé de recherche au C.N.R.S., vient de passer sa thèse de doctorat et a en horreur les stratèges en chambre, les faiseurs de plans et les défenseurs du sacro-saint « y'a qu'à... » réglant tous les problèmes algériens à grands renforts de préceptes imbéciles. Pour l'heure, il enrage. Comme il connaît très bien l'Algérie on l'a rattaché au cabinet de Lucien Paye, nouveau directeur des affaires politiques au Gouvernement général. Et là il trouve une

équipe qui n'a de l'Algérie musulmane que des images folkloriques. Paye est un haut fonctionnaire de grande valeur, ancien normalien, ancien officier des affaires indigènes, arabisant distingué, ex-sous-directeur de l'éducation en Tunisie, qui est arrivé avec une grande connaissance du monde musulman mais pas du monde algérien musulman. Avec son adjoint le colonel de Vulpillières, un aviateur très jugulaire-jugulaire qui a quitté l'armée pour le suivre, il essaie de prendre contact avec des musulmans « représentatifs » qui eux-mêmes « seraient en contact avec le F.L.N. ». Tout Alger rigole de l'aventure qui leur est arrivée en pleine Casbah où ils se promenaient la nuit et ont failli se « faire flinguer » par des paras qui se demandaient d'où sortaient ces « deux gus inconscients ». De son côté, Lacoste voit d'un mauvais œil ce libéral un peu boy-scout, la serviette toujours bourrée à craquer de papiers confidentiels, redoutable « pondeur de notes ». Le ministre résidant ne croit pas à ces essais de contact. Mieux, il les redoute. Il n'a confiance qu'en ce qu'il voit et ce qu'il entend. Il se méfie. À ses yeux, le F.L.N. est un mouvement totalitaire dont le seul jeu possible est la surenchère extrémiste. Pour lui, derrière tout contact se profile la négociation et il est sûr qu'on n'en sortira pas ainsi. Il est tout à la conquête des différentes communautés, y compris la « communauté militaire ». Et pour celle-là, *conversation* = *trahison*. Dans cette optique, Paye lui met des bâtons dans les roues.

C'est dans cette atmosphère que Servier se retrouve à Alger. Il a des idées que l'on peut qualifier de droite mais il est lucide. Il est profondément Algérie française mais sait très bien que les ultras qui s'en font les hérauts n'en veulent pas. Le professeur Marçais, dont on parlera bientôt, lui dit : « L'Algérie française, bien sûr... mais par paliers de cinquante ans... » À cette époque — on est pourtant à moins d'un an du 13 Mai —, peu de pieds-noirs et encore moins de parlementaires d'Algérie veulent d'une Algérie française avec des députés « arabes ». À ce sceptique, l'enthousiaste Paye dit : « Vous parlez kabyle, allez tourner autour de Tizi-Ouzou. Voyez ce qu'on peut faire... » Servier voit surtout avec effarement ce qu'on y fait. Il s'aperçoit de la catastrophe imminente de l'opération « Oiseau bleu^{III} ». Les Kabyles lui parlent des « fellaghas des Français ». Et c'est bien cela : on arme admirablement un contre-maquis sur le point de passer tout entier au F.L.N. qui le noyauté depuis le début ! Les militaires qui disent la Kabylie pacifiée, prête à recevoir un préfet civil, se moquent de

ce professeur Nimbus, du C.N.R.S., qui les met en garde. Bien plus, Servier se fait « rembarrier » par Lacoste lorsque — de retour de Kabylie — il fait son rapport. Il faut la désertion en bloc des « fellaghas des Français » pour qu'on le croie !

C'est un entrefilet dans *L'Echo d'Alger* qui va changer pour un temps la vie du « conseiller technique » Jean Servier : les hommes du douar Bou-Maad, dans le Zaccar, ont tué à coups de hache des percepteurs du F.L.N. qui les rançonnaient.

Ce douar Bou-Maad, Servier le connaît parfaitement. C'est là qu'il a commencé ses études pratiques d'ethnologue. En 1949-1950 il a passé six mois avec une population isolée de tout, sans contact avec les Européens, vivant uniquement de la forêt. On l'avait mis en garde : « Ce sont des gens qui ont très mauvaise réputation, personne n'y va jamais. » Servier me racontera plus tard : « J'y suis allé quand même. C'étaient des gens charmants. Des néolithiques. Ils vivaient à la fin du 4^e âge du bronze. À l'époque où le bronze est remplacé par le fer. Je les ai si bien étudiés que plus tard lorsque certains venaient à Alger je les reconnaissais à l'odeur de leur burnous séché à la fumée de thuyas... C'était une immense tribu, divisée en douars. Ils gardaient encore dans leur langage des traces de dialecte berbère, le même que celui de l'Aurès... » Tout cela, Jean Servier le confie à Maisonneuve, le directeur du cabinet de Robert Lacoste, le seul avec qui il s'entende bien.

« Ils ont assassiné le percepteur du F.L.N., explique-t-il. Voilà une réaction saine ! Il faut en profiter, faire quelque chose.

— Quoi, par exemple ?

— Eh bien, les armer, les contrôler. Ici on ne fait que parler de pousser les populations musulmanes à s'engager à nos côtés contre le F.L.N. Ceux-là n'ont pas eu besoin qu'on les pousse. À nous de jouer ! »

Si le principe des harkis-supplétifs musulmans armés et payés par l'armée française était admis, son application faisait encore tiquer. Pouvait-on avoir confiance en eux ? N'allaient-ils pas se débarrasser de leurs officiers, de leur encadrement et passer avec armes et bagages au F.L.N. ? La désastreuse affaire « Oiseau bleu », bien qu'étouffée, restait dans les mémoires officielles. Pourtant on donne le feu vert à Servier. Et le voilà parti. Le petit prof' aux cheveux lisses et noirs, à la taille légèrement empâtée,

se lance dans l'aventure. Car c'est son véritable caractère. Cet érudit rêve plaies et bosses. Tout ce qui sort de l'ordinaire le séduit. Franc compagnon, ses meilleurs amis sont le colonel Leroy, un personnage hors série lui aussi, et le capitaine Hentic, du très mystérieux 11^e « choc »⁽¹²⁾.

Au douar Bou-Maad, il retrouve ses amis, les bûcherons de l'âge du bronze. On se souvient de lui. Qu'est-ce que sept ans dans une vie musulmane ? Et il trouve des hommes en pleine révolte. Ils n'ont aucune idée nationaliste à défendre, encore moins sont-ils fidèles à la France qui ne s'est jamais occupée d'eux. Non ! Ils défendent les quelques sous qu'ils ont tant de mal à économiser. Un argent qu'ils tirent à coups de cognée de cette forêt séculaire du Zaccar.

« Tu comprends, disent-ils à Servier, ravi, ce F.L.N., il est aussi embêtant que les Français. Il nous demande l'impôt pour les fellaghas. Les Français aussi nous demandent l'impôt. D'ailleurs, on ne les voit que pour ça ! »

Servier est parti avec un peu d'argent provenant des fonds spéciaux du G.G., on y a ajouté des fusils de chasse de dernière qualité. Mais cela suffit pour commencer. Il fait distribuer les fusils à la fraction qui a tué le collecteur du F.L.N. Les premiers harkis de la région sont nés. L'idée de Servier est que seuls les Algériens peuvent modifier l'état de choses actuel. Malheureusement, ses compatriotes ne leur font pas confiance. Lui joue le jeu. Il vit avec eux, les encadre, les surveille. Les cent premiers bûcherons armés vont maintenant protéger six cents à sept cents personnes. Il fait élire un chef de groupe. Ça tourne rond. Les hommes des autres fractions de Bou-Maad viennent le trouver. « Nous aussi on veut des fusils... Nous aussi on veut se défendre contre le F.L.N... »

Les groupes armés se développent mais Servier va se heurter aux premières difficultés. La politique de pacification est définie, mais l'intendance, elle, ne suit pas. Lorsque Servier veut rétribuer ses harkis, ça renâcle du côté de l'armée. Encore plus lorsqu'il veut donner des grades, nommer des sergents ! Heureusement, Maisonneuve fait débloquer des crédits civils. Servier a donc de l'argent. Il va maintenant trouver le général Allard. On lui a parlé d'une école de cadres F.L.N. formés dans la région de Miliana. Lui aussi va créer une école de cadres et il veut y ajouter des unités sanitaires mobiles pour aider et soigner ces malheureux que

l'on méprise depuis 1830. C'est dans la politique de rapprochement des populations préconisée par le ministre. résidant, non ? Allard en convient et donne à Servier cinq Dodge presque hors service, des chauffeurs inaptes et cinq P.F.A.T. ⁽¹³⁾ Servier revient avec son trésor. Les P.F.A.T. sont dévouées, on répare les camions, les chauffeurs deviennent des virtuoses.

Servier apprend qu'une fille musulmane violée par un *djoundi* de la wilaya 4 a dénoncé le maquis proche de son douar à une unité de l'armée française. Il la récupère en même temps que quatre autres jeunes filles. Les P.F.A.T. les forment et grâce à elles Servier crée ses équipes sanitaires mixtes : chauffeur français, un harki, deux filles : une Française, une Algérienne. Et en route. Elles parcourent les douars, soignent les bébés, font élire un comité de femmes qui procédera à la distribution des secours que Servier rafle à Alger par tous les moyens que lui propose sa riche imagination.

Son équipe se développe à vive allure. Devant les premiers résultats obtenus, l'état-major de Salan met à sa disposition quatre capitaines enthousiastes. Servier et ses capitaines ont leur Q.G. à Orléansville dans une villa discrète, car toute cette expérience n'a rien de très officiel. À Orléansville, le professeur — mais se souvient-il de son appartenance à l'Université, cet aventurier qui jongle avec les armes et les millions ? — a une position très désagréable. Il est pris entre deux feux, entre le militaire — le général de Brebisson — et le préfet Chevrier, le frère de l'acteur. Et les deux bonshommes se détestent. C'est la petite guerre de prestige. C'est Châteauroux alors qu'à quelques kilomètres de là des hommes jouent leur sécurité, leur vie, leur avenir. « Ce matin, le préfet était près de ma voiture, se plaint le général, il aurait dû me tenir la portière. Eh bien, il-ne m'a même pas salué. » Le préfet Chevrier n'est pas plus amène à l'égard de « ce général qui fait monter les couleurs en silence car il n'aime pas le son du clairon ». En outre devant le succès de l'expérience « civile » de Servier, qui se déroule sur son territoire, il voudrait bien reprendre l'affaire à son compte. Une réussite, ce n'est jamais négligeable dans un dossier administratif.

Servier déjoue tous les pièges. Il veut mener son expérience à bien. Ses supplétifs sont maintenant neuf cents. L'inlassable professeur y a ajouté cent harkis à cheval après avoir rencontré le capitaine de Montpeyroux, un cavalier bien sûr, belle figure de

paladin qui manque de chevaux. Il les lui fournit sans difficulté. Maisonneuve a fait débloquer 600 millions de crédits spéciaux pour financer l'opération Zaccar. Cela crée même des jalousies à Alger. Cette réussite spectaculaire, le colonel Goussault, chef de l'action psychologique — toute nouvelle dans l'armée —, voudrait lui aussi la contrôler, s'en servir. Il ne veut pas que l'on parle de Servier qui se démène comme un beau diable.

« Les officiers de l'action psychologique, fulmine le professeur, ne connaissent rien à l'Algérie. Ils transposent leurs nostalgies indochinoises sur le problème algérien. Ils font un “ pénible ” transfert... Ils veulent faire en Algérie ce qu'ils ont subi en Indochine dans les camps viets ! »

Lui veut réussir une expérience typiquement algérienne menée par des Algériens. Il sait que la paysannerie musulmane est d'une passivité désespérante. La masse attend pour prendre parti. C'est une course de vitesse entre lui et le F.L.N. car le mouvement rebelle subit aussi cette passivité. Mais les militaires ne suivent pas. Si certains d'entre eux prennent conscience de l'importance du facteur temps, la plupart mènent encore une guerre traditionnelle. Le plan de pacification de Salan, c'est une chose, sa réalisation en est une autre. On se méfie de ce chargé de recherche du C.N.R.S., chef d'une « bande » d'un millier d'hommes dont il veut changer les noms : jusque-là, ce sont des supplétifs musulmans, Servier veut obtenir pour eux le nom de « compagnie légère » et surtout les voir couchés sur l'état 74, « la couche la plus moelleuse de l'armée, car c'est l'état de paie ». Pour l'instant, rien à faire. Alors Servier, avec ses six cents millions attribués par l'autorité civile, rachète du matériel à l'armée. Tout est bien. Les comptes tombent juste. L'intendance est contente. Mais que de temps perdu ! On est loin de l'armée révolutionnaire... Servier veut chausser ses hommes de pataugas, bien connus des fellaghas mais pas encore de l'intendance militaire qui en est encore aux godillots des stocks de 40 ! Il les commande à une entreprise privée ! Avec ses filles des équipes sanitaires il a aussi des problèmes. Il faut les habiller. Il leur faut des soutiens-gorge, des slips, des périodiques. Il charge le lieutenant Fougeraux, qui mourra plus tard en héros, de ces achats intimes.

« Mais on ne m'a pas appris ça à Saint-Cyr, se plaint Fougeraux.

— Ta gueule et marche... »

Et on achète en gros lingerie féminine et autres articles indispensables. Voilà qui en effet n'est pas prévu par les intouchables règlements militaires ! Et puis ce n'est pas fini. Les équipes sanitaires sont visées par l'administration. On reproche à Servier d'avoir recruté illégalement des auxiliaires musulmanes, on ne peut leur donner le titre d'assistantes sociales ni les payer, car « elles n'ont pas leur brevet supérieur... ». Si l'autorité savait que deux d'entre elles sortent du bordel de Miliana ! Mais qu'importe à Servier. Elles soignent les enfants, elles parlent avec les femmes qui les adorent. C'est le principal.

Avec ses capitaines, Servier vient de créer son école de cadres. Il a sélectionné une quarantaine de jeunes gens choisis par les officiers et leur fait effectuer des stages de trois mois. Il affecte un officier à chaque groupe de cinq stagiaires. Ils travaillent, mangent, dorment ensemble. On leur apprend le close-combat, le tir au pistolet et des rudiments de droit administratif. Les résultats sont magnifiques. Dans l'esprit de Servier ces jeunes gens seront les futurs cadres d'une Algérie nouvelle, certains pourraient même devenir sous-préfets, tous pourraient remplacer petit à petit les officiers français en poste dans cette région. Il fait quelques tentatives d'implantation dans une partie de la wilaya 4 où l'on constate très vite une baisse de prestige du F.L.N. Un jour, un commissaire politique de l'O.P.A. du F.L.N. réunit la population d'un douar, commence à l'endoctriner. Un stagiaire de Servier sort de la foule et lui colle une balle en pleine tête sous les acclamations de la population. Servier triomphe. Chez lui on va de Miliana à Ténès sans ennui. Le F.L.N. est mal à son aise. Lui qui vient de créer les premiers harkis de la guerre d'Algérie définit maintenant une politique de recrutement :

« Je ne recrute pas des individus, mais des collectivités. Je joue sur une morale collective forte. Dans ce pays c'est la seule chose à faire. Si l'armée recrute des supplétifs individuellement ce sera la pagaille. » Mais l'armée n'a que faire des conseils de ce « pékin » aux idées peu orthodoxes. On le lui fait bien sentir. Ses hommes, qui devaient défiler à Alger lors de la prise d'armes célébrant le 12^e anniversaire de la Victoire, ne sont plus invités. Il doit se battre pour obtenir que la décision soit rapportée. Il obtient gain de cause. Ses hommes défileront.

C'est l'occasion pour Servier de retrouver son vieil ami le

colonel Leroy, qui lui aussi constitue des harkas. Les siennes s'appellent encore G.M.P.R. (groupe mobile de protection rurale). Les retrouvailles se fêtent la veille du défilé, au bar de l'hôtel Saint-George avec Hentic, le capitaine du 11^e « choc », sous les yeux émus de Thomas, le barman, ami des trois hommes et « informateur » particulier de Servier à qui il raconte tous les « coups fourrés » qui se préparent à portée de son oreille. À Alger, le bar du Saint-George c'est une institution. Généraux, colonels, journalistes, hommes politiques s'y succèdent, s'y mélangent, préparent une opération, un article, une intervention. Et Thomas est certainement l'homme le mieux informé d'Alger. À tel point que lorsque Goussault, patron de l'action psychologique, apprendra que le barman renseigne le professeur, il lui dira : « Combien vous donne Servier ? Travaillez pour moi, je vous donne le double ! » Mais pour Thomas l'amitié ne s'achète pas ! Il acceptera pourtant les 40 000 francs (anciens) du colonel « psychologique » pour payer force bouteilles à Servier et à Leroy, qui ne « crachent » pas dessus !

Le colonel Leroy est aussi un personnage hors du commun. Métis catholique — son père était originaire de Pithiviers —, il a été en Indochine chef des commandos. À Ben Tré, sa région, il a eu sous ses ordres vingt mille hommes qu'il payait lui-même, prêts à se jeter au feu pour lui. Il a entièrement pacifié une zone où vivent cinq mille habitants dont il est le roi ! Ami du romancier Graham Greene, qui s'est passionné pour le personnage⁽¹⁴⁾ Leroy est un curieux mélange de féodal et de socialiste. Avec ses « unités mobiles de défense des chrétientés » sous le pavillon frappé de la croix et de l'épée, il a éliminé les Viets de sa zone, redistribué des terres, remis en état les rizières. Ce colonel de trente-deux ans, familier de Baudelaire et de Rimbaud, protège « ses » paysans mais peut être cruel comme un chef de horde de Gengis Khan. Un jour deux agents viet-minh lancent des grenades sur sa voiture. Douze personnes sont tuées mais Leroy n'est que légèrement blessé. Alors commence une fabuleuse poursuite. Le jeune colonel recueille ses renseignements et traque ses agresseurs en pleine zone viet. Il les retrouve et les arrête dans la plaine des Joncs. Puis revenant avec ses prisonniers à l'endroit même où l'attentat s'est produit il réunit les familles des morts et des blessés et devant la population rassemblée il décapite lui-même au sabre les deux terroristes !

Tel est l'homme que Servier retrouve à Alger. Il est depuis le

début de l'année en Grande Kabylie. L'état-major se souvenant des résultats extraordinaires d'Indochine, lui a confié la mission de reformer avec quelques-uns de ses hommes de « la belle époque », des commandos indigènes. Cette fois, ce sont des musulmans. Et Leroy raconte ses aventures à Servier :

« J'ai commencé à parcourir les villages kabyles. Dans chaque mechta j'ai demandé des volontaires au chef du village. Il a marché tout de suite. Mais je me suis aperçu qu'il me refilait les plus cons. Alors je lui ai dit :

» — Pas de ça, mon vieux. Je veux ton fils

» — Mon fils n'est pas là.

» — Comme par hasard. Alors ton cousin le plus proche. » Et j'ai organisé mes premières troupes. Mais ça n'allait pas fort, alors j'ai dit au général Gouraud à Tizi-Ouzou : Il me faut des types qui aient des couilles au cul, mon général. Je veux les prendre dans des camps de prisonniers fells ! » Et depuis ça marche le feu de Dieu ! Je suis installé à Dellys. On a un camp formidable. Un centre de contre-guérilla à Abbo. Cette guerre, on ne la fait pas avec des enfants de chœur. Enfin tout marcherait bien si ce n'était l'état-major qui se méfie de moi.

— Toi aussi ! s'exclame Servier.

— Oui. J'ai plusieurs centaines de fells ralliés à mon idée. Il me faut de l'encadrement et Alger ne m'envoie que des capitaines qui sont là pour me surveiller. Ils ne peuvent croire que j'ai dressé mes types à se balader seuls de nuit à trois ou quatre ! Ils disent que s'ils ne se font pas allumer par les fells c'est qu'ils sont eux-mêmes repassés de l'autre côté. Désespérant ! Pourtant mes types sont tellement gonflés qu'ils partent en permission dans leurs douars et me font de la propagande ! Je n'en ai pas un qui se soit tiré. Je leur explique aux envoyés d'Alger : il faut donner un idéal à ces gens-là. Or la plupart du temps les commandants de secteur qui recrutent des harkis les méprisent et leurs bottent les fesses ! Mais ils ne veulent ou ne peuvent comprendre. On n'arrivera à rien ainsi.

— On n'arrivera à rien ainsi. »

C'est un lieutenant de parachutistes taillé en armoire à glace qui vient de répéter la dernière phrase du colonel Leroy en parodiant son accent vietnamien. Les trois hommes, durant la

conversation, ont beaucoup bu et Thomas n'en est pas à la première bouteille de whisky. Le poing de Leroy part mais le para a été plus rapide. Leroy s'écroule, groggy. Hentic s'avance.

« Tu imites le colonel ?

— Un colonel, ce nhâ-qué ? Moi je t'emmerde. »

Et c'est la « peignée » générale. Servier en est. Le para passe derrière le bar attrape une bouteille et en casse le goulot. L'arme est redoutable. Thomas, qui exultait au début de la bagarre — il n'avait rien vu de mieux derrière son bar « depuis les Américains » —, intervient. Ça se gâte.

« On ne fait pas ça ici », dit-il.

Ses amis renchérissent :

« Et les colosses de foire on n'en veut pas, foi d'Hentic. »

Servier, qui s'aperçoit alors que le whisky a beaucoup coulé, ajoute :

« Merde, aussi vrai que je m'appelle Servier... »

La phrase inachevée a un effet miraculeux. Le lieutenant de paras lâche sa bouteille.

« Vous êtes Jean Servier ?

— Oui... et alors ?

— Et moi qui cherche à vous connaître pour me faire dédicacer votre livre sur l'Aurès... Excusez-moi, j'ai été idiot. »

Leroy s'est réveillé. Le para lui serre la main. Thomas, rassuré, débouche une nouvelle bouteille. Les quatre hommes trinquent. Levant son verre, le lieutenant se présente...

« Jean-Marie Le Pen, député de Paris. Rengagé volontaire. Mes respects, mon colonel... »

Ainsi se déroule la rencontre du député poujadiste, dont nous aurons à reparler, avec ces trois combattants un peu particuliers. Servier inscrira plus tard sur la page de garde de son livre : « À Jean-Marie Le Pen... puisqu'il prétend savoir lire... »

Le capitaine Hentic rejoignit bientôt son ami Servier. La politique des harkis se développait à une vitesse prodigieuse. Le bruit selon lequel les supplétifs musulmans étaient bien payés se répandit comme une traînée de poudre. De nombreux caïds

annoncèrent qu'eux aussi pouvaient recruter des volontaires prêts à combattre le F.L.N. À Lamartine, l'un d'eux, le bachagha Boualem, avait déjà réuni une véritable petite armée. Servier reçut mission de le « contrôler ». Le professeur découvrit un homme majestueux, de haute stature, le visage entouré d'un chèche immaculé. Servier me dira plus tard : « J'ai vu un type qui avait un ascendant réel sur deux des douze fractions de son douar et qui se prenait pour le Commandeur des Croyants. » L'homme fera une belle carrière qui le conduira jusqu'à la vice-présidence de l'Assemblée nationale.

Pour l'instant, on ne pouvait le laisser seul. La confiance que lui accordait Servier après avoir farfouillé dans toutes les mechtas dépendant de Boualem, après avoir interrogé les gens et s'être aperçu que c'était surtout l'argent qui les intéressait, était médiocre. Il fit venir Hentic pour surveiller le bachagha et ne manqua pas de répandre alentour la légende du capitaine du 11^e « choc ».

La spécialité de Hentic était les « coups tordus ». Plus c'était compliqué, plus c'était risqué, plus il était heureux ! Non seulement Hentic était capable de déceler la faille, de découvrir les réseaux F.L.N., de localiser les bandes, mais encore il adorait « piéger ». Une route coupée par les fellaghas et rebouchée par Hentic était « réparée pour longtemps ». Il savait placer l'explosif à l'endroit précis où les fellas voudraient à nouveau la couper. Il était passé maître dans l'art de transformer un point stratégique, lieu rêvé d'embuscade, en piégé redoutable. Plaçant des toiles d'araignée de fils de nylon invisibles reliés à des explosifs, limant les bouchons allumeurs de grenades posées en équilibre sur des arbres dominant les pistes empruntées par les rebelles, il vous transformait un buisson anodin en arbre de Noël ! À Tigzirt, où il était en poste, il s'amusait comme un petit fou. Il ne fallut pas moins de quatorze télégrammes officiels pour le faire venir à Lamartine, P.C. du bachagha Boualem !

Le premier contact entre l'officier et le bachagha fut glacial. Hentic était un véritable saint Thomas et c'est lui qui tenait les cordons de la bourse.

« Vous me dites que vous avez tant d'hommes armés, annonçait-il au bachagha, moi je veux bien. Montrez-les-moi. Je ne paie que ceux que je vois ! »

Et très vite il emmena le bachagha et ses hommes en opération.

« Pour les mouiller », confia-t-il à Servier. Le processus irréversible était en marche. Désormais, le bachagha jouait la France gagnante.

Abandonnant les problèmes militaires à son ami, le professeur s'occupa des civils. La réputation de « l'armée du bachagha » se répandit avec une telle rapidité que de nombreux paysans vinrent se réfugier sous sa bannière. À la suite d'une opération F.L.N. particulièrement sérieuse, plusieurs dizaines de familles atterrirent chez le bachagha, demandant aide et protection. Les 600 millions du Gouvernement général n'étant pas inépuisables, Servier décida de résoudre le problème du reclassement de ces familles à sa manière. Forte, rapide et expéditive. Un colon français des environs de Lamartine était parti depuis quelques mois, laissant ses terres à l'abandon. Servier « réquisitionna » les deux cents hectares et y installa son petit monde. Selon sa méthode, il fit élire la djemaa⁽¹⁹⁾, distribua à ses membres du blé pour les semailles et les invita vivement à se débrouiller par leurs propres moyens. Pour leur permettre de subsister en attendant les récoltes il fit fabriquer par les femmes des tapis à base de palmier nain et de laine et les fit vendre sur les marchés de la région. Lorsque la vente n'était pas suffisante, il les faisait racheter en sous main. « Il ne faut pas qu'ils prennent l'habitude de la charité, expliqua-t-il à ses capitaines, il faut qu'ils se débrouillent eux-mêmes et surtout qu'ils se croient indépendants. » Paternalisme ? Assistencialisme ? Servier ne savait que faire d'autre. Lorsqu'il avait demandé de l'aide au préfet Chevrier, celui-ci lui avait répondu : « De l'aide... de l'aide, estimez-vous déjà heureux que je ne vous fasse pas inculper de bris de clôture et de rapt de propriété... »

L'expérience Servier devait durer jusqu'en avril 1958, date à laquelle on le nomma inspecteur général des opérations pilotes (il n'y en avait qu'une, la sienne !), on lui attribua un beau bureau au G.G. et on lui annonça que ses supplétifs passaient sous le contrôle de l'armée. La politique des harkis devenait une affaire immense, ils constituaient maintenant une force considérable. Le dernier paragraphe du plan de pacification du général Allard produisait ses fruits. Des fruits qui seraient plus tard bien amers.

Servier, que son administration d'origine — la faculté des lettres — avait pourvu depuis des mois d'un poste de professeur de sociologie, rendit ses-comptes. Ça ne l'amusait plus ! Il partit

présider les jurys du bac à Montpellier. La grande aventure du petit prof' était terminée !

Le soleil n'était qu'un point blanc dans le ciel gris et bas. Les collines pierreuses et pelées marquées de rares buissons d'épineux ajoutaient encore à la tristesse de ce paysage terne et monotone. On devinait au creux des deux collines le lit de l'oued à la ligne sombre et continue des bouquets de lauriers-roses qui bordaient ses rives, piquaient son lit rocailleux. Au bas de la pente de la plus haute colline, comme réfugiées dans l'anse la plus large de l'oued privé d'eau, un groupe de pauvres bâtisses, faites de parpaing et de boue, dont les toits de tuiles et de tôle rouillée étaient maintenus par de gros galets blanchâtres, délimitaient une place au sol égalisé. Environ deux cents hommes en djellabas brunes et blanches, la tête entortillée d'un chèche blanc, se pressaient autour de ballots enveloppés dans des couvertures rayées et de couffins de palmier tressé. Une cinquantaine d'ânes et de mulets, certains encore bâtés, se tenaient immobiles, désespérant de trouver sur ce sol pelé la moindre branche, la moindre touffe, la moindre paille à se mettre sous la dent. À l'écart près d'un maigre troupeau de moutons quelques camions militaires étaient rangés à l'alignement.

De sa jeep le capitaine Combette contemplait ce morne spectacle. Mais à ses yeux, il était le plus beau du monde. Ce misérable marché de Ben-Daoud, à deux pas des Portes-de-Fer, coincées entre les Bibans et le djebel Mansourah, à l'extrême sud de la Grande Kabylie, symbolisait sa victoire sur l'emprise du F.L.N. Lorsqu'il était arrivé, nommé à la tête du sous-quartier des Ouled-Ali, ce capitaine, qui n'avait pas trente ans, avait trouvé une région hargneuse, fermée, hostile. Au nord, les Beni-Ouagag, au sud-est, le Mansourah étaient entièrement tenus par la rébellion. Bien mieux ils servaient de zone de repos aux maquisards. Combette succédait à l'administrateur civil des Ouled-Ali qui ne lui avait laissé aucune consigne, qui ne l'avait fait bénéficier d'aucune connaissance de la population. Il ne sortait plus depuis de longues années, encore moins depuis la rébellion. La femme de ce fonctionnaire avait simplement dit à Combette : « Je ne regretterai qu'une chose, mes rosiers des Ouled-Ali, je vous les confie, capitaine, soignez-les bien » !

Combette avait voulu connaître son nouveau territoire. Il avait découvert, et il n'était pas le seul en Algérie, une sous-

administration effarante. Les fellahs de la région ne profitaient pratiquement pas des bienfaits de l'administration sans être pour autant préservés de ses inconvénients. Les quelques assurés sociaux qui auraient eu le désir de se rendre à Bougie pour une expertise médicale auraient dû entreprendre un voyage de cinq jours entraînant des frais incompatibles avec leur situation misérable. Le paiement des allocations familiales était des plus fantaisistes : confusion dans les noms, retard dans les règlements. Combette rencontrait des vieillards décorés de la médaille militaire qu'ils exhibaient fièrement sur leurs burnous. Mais leurs pensions n'avaient pas été payées depuis six ans ! Ces pauvres gens étaient abandonnés et le plus souvent pressurés par les fonctionnaires locaux qui jouaient le double jeu et prélevaient leur dîme au passage. Un exemple parmi tant d'autres : pour toucher un mandat, retirer une lettre, la plupart des habitants de ces douars devaient faire six à sept heures de marche pour se rendre à Mansourah, où existait une boîte postale. Et encore le commerçant qui assurait le service local prélevait-il sa « commission » sur les mandats !

La rébellion n'avait eu aucune difficulté à contrôler ces régions abandonnées de tous. Combette devenant, dans le cadre de la politique de pacification prônée par l'état-major, le maître après Dieu de cette zone immense s'attela à la tâche avec courage, enthousiasme, et un peu de remords aussi. Comme de nombreux jeunes officiers qui à cette même époque se lançaient à corps perdu dans la pacification, il voulait assumer les torts d'une administration inhumaine. Les assumer, mais aussi les réparer.

Combette avait très vite réussi. Grâce à des opérations rapides et bien menées il était parvenu à débarrasser son sous-quartier de l'emprise des rebelles. Il y parvint d'autant mieux qu'il s'ôtait aperçu d'un fait capital : dans cette région limitrophe de la Kabylie la population était arabe et les fellaghas kabyles. Opposition ancestrale dont il convenait de jouer. Il avait ensuite découvert l'importance de ce marché de Ben-Daoud autour duquel, la population des Ouled-Taïr s'était ancrée et qui drainait des gens venant d'Aumale et des Portes-de-Fer. Le F.L.N. avait interdit le marché. Combette le fit rouvrir. Mais le lendemain sur la place pelée où s'installaient les marchands il découvrit plusieurs d'entre eux égorgés. Des pièces de monnaie étaient jetées dans les plaies béantes pour terroriser le peuple. Le résultat fut inverse. Les premiers fusils furent distribués à la population

qui se constitua en autodéfense.

Les chefs de village avaient dit à Combette : « Tu as pris en compte nos soucis. On voit que tu veux nous aider, on marche avec toi. Arme-nous. À une seule condition : que tu nous promettes de ne jamais partir ou que tu nous donnes un remplaçant comme toi. »

Combette avait promis. Très vite un climat de confiance s'était établi. Qu'un coup de fusil de chasse éclatât dans la nuit et le capitaine envoyait une patrouille voir ce qui se passait. Comme s'il s'était agi de ses propres soldats. Les hommes des villages retrouvèrent leur fierté en s'apercevant que Combette n'appliquait pas cette politique de paternalisme qui depuis toujours humiliait les plus intelligents d'entre eux. Et le capitaine eut bientôt quatre cents fusils algériens combattant aux côtés de son escadron blindé de cent vingt hommes. La S.A.S., section administrative spécialisée, était le cœur de cette région pacifiée et participait à la réforme communale.

L'exemple de Combette est très significatif de ce que fut en Algérie la pacification. Elle ne valait que ce que valaient les hommes qui l'appliquaient. Le drame dont nous verrons les différents épisodes ensanglanter le pays et troubler les esprits les plus sincères viendra de ce qu'initialement on n'avait établi aucun plan très défini. Chaque capitaine mènera « sa » politique. Autant de capitaines, autant de politiques. Un seul but : faire en sorte que la population échappe à l'emprise rebelle. L'armée ne pouvait détruire le F.L.N. qu'en demandant à la population de « marcher » avec elle et devait pour obtenir son engagement lui dire : « La France restera, votre avenir est avec elle. »

Décidé à forcer la confiance, à apporter des réformes, choisissant de se « mouiller » en créant une Algérie française véritable, et non en maintenant des privilèges qu'il trouvait scandaleux, l'officier politique était né.

Dans sa région il va se trouver maître du pouvoir. Pouvoir politique d'abord. Il organisera des réunions, parlera à la population au nom du gouvernement de la France. Le 5^e bureau (action psychologique) va l'inonder de notes explicatives. Lorsque la machine sera bien huilée il aura ainsi une influence capitale sur toute l'Algérie. Ensuite, pouvoir administratif, économique et judiciaire. C'est lui qui décidera des regroupements, des arrestations. L'extraordinaire intérêt de

l'affaire pour un simple capitaine — parfois un lieutenant — qui dans l'armée n'est pas grand-chose, va provoquer chez les jeunes officiers un engouement extraordinaire. Ils ne seront plus une machine à exécuter les ordres mais deviendront leur patron.

Combette, parmi les plus enthousiastes, obtint de très bons résultats. Mais que de difficultés pour maintenir la confiance ! À peine avait-il réussi à faire rouvrir ce marché qui s'animait sous ses yeux, que l'administration, indifférente aux intérêts de ses « administrés », mais très soucieuse des siens, se manifesta. L'adjudicataire des marchés reparaisait pour faire payer aux commerçants qui avaient le courage d'y venir, transportés et protégés par les hommes de Combette, une taxe sur les marchandises qu'ils apportaient !

Fou de rage, le capitaine envoya une note à l'autorité supérieure : « Au moment où la population commence à sentir peser lourdement les impôts et les méfaits rebelles, écrivait-il, et où, pour y faire face, elle tend à revenir vers nous, une des activités principales de l'administration ou des organismes qui y sont rattachés est de percevoir.

» Il faut, pour se rendre compte de cet abandon, poursuivait le capitaine se promener sur ce marché perdu dans la montagne, après que l'heure des achats est passée. Bon nombre de fellahs se présentent avec un papier administratif à la main : convocation, correspondance en retard, attestations diverses, etc. Nous constatons souvent notre impuissance. Si le rebelle leur promettait et leur donnait des jours meilleurs, il serait inutile que nous essayions de les convaincre en leur parlant de prix et de liberté. »

Tout se passa ensuite comme si à Alger on avait établi un plan de pacification en se disant qu'il n'avait aucune chance de réussite. On n'ose pas écrire que ce fut le cas mais les résultats furent identiques. Nous verrons plus loin comment certains, entendant le mot pacification, comprirent répression. Et la plus atroce qui soit, celle qui frappe de pauvres gens innocents. Pour l'heure, restons chez les capitaines enthousiastes.

Dans les régions les mieux commandées on tourna bientôt en rond. L'état-major d'Alger, et particulièrement son 5^e bureau, inonda les secteurs d'un flot de papiers, notes, sujets de « dialogues » où dans un délire verbal se mélangeaient les théories de révolution, de contre-révolution et de prise en main des populations. Conférences et causeries, on ne pensait plus qu'à

cela ! Mais dans ce secteur des Ouled-Ali, entre autres — ce secteur que les habitants n'avaient pas cessé de donner des preuves de leur attachement à tel point qu'ils avaient attiré près d'eux plus de cinq fois leur population —, les réformes annoncées, les travaux commencés restaient en panne. L'adduction d'eau cessait faute de crédits en place. L'école « militaire », car c'étaient les soldats qui faisaient tout, fonctionnait en plein air. Cent soixante gosses s'y pressaient. Mais l'hiver venu il faudrait interrompre les leçons. Aucun local n'était même prévu dans le plan de pacification du secteur. L'officier S.A.S. tenait les réunions de conseils dans sa salle à manger-cuisine ! Les travaux étaient tous stoppés, sauf le chantier de piste. Mais celui-là n'était pas payé. L'aide médicale fonctionnait mais devrait s'arrêter l'hiver venu, le dur climat d'Ouled-Taïr interdisant le travail médical sous la tente. Le succès était trop grand. Les premiers résultats et l'engagement de la population avaient provoqué l'arrivée de quatre mille réfugiés ! La seule subvention attribuée à Combette pour les faire vivre était de 500 000 francs (anciens), soit 725 francs par personne. Encore n'était-elle pas arrivée ! Responsable du maintien de l'ordre, chargé de l'action psychologique, garant auprès de la population d'une politique de réformes qu'Alger disait généreuse, l'officier de sous-quartier, l'homme de base sur qui tout reposait, sentait la victoire lui filer entre les doigts.

Combette se décida à tirer le signal d'alarme.

« Dans une zone où le germe de pacification n'est pas un vain mot, écrivait-il au commandant du quartier dont il dépendait, je demande que des réalisations rapides, nécessaires à la mise en place de notre réforme communale, soient effectuées. Je ne sais pas où je vais.

» L'officier S.A.S., sur qui retombe la lourde charge de la mise en route de cette réforme dans cette région déshéritée, se débat au milieu de difficultés administratives et financières sans nombre. Souvent incompetent en la matière, il est aux prises avec une ex-administration qui, dans ses derniers sursauts, attaque violemment (dépenses indûment payées sur le budget S.A.S., retard dans la mise en place des crédits, etc.). Au lieu d'aider, avec toute son expérience, des officiers S.A.S. tout nouveaux dans ce domaine administratif, le chef de commune mixte me donne l'impression de s'ingénier à leur créer des difficultés. »

Et Combette concluait sa « mise en garde » :

« L'action psychologique n'est qu'un moyen au service du rayonnement.

La causerie stérile ne peut seule briser l'élan de la rébellion. »
Pour l'instant, la guerre psychologique se réduisait à des discours !

Combette n'était pas au bout de ses peines. Le jeune capitaine aux prises avec les mille difficultés de sa situation de « militaire-politique » ne pensait pas que la région, dont il était par hasard le patron, jouait déjà un rôle-essentiel dans deux des événements qui allaient marquer profondément le proconsulat de Robert Lacoste : le ralliement de Bellounis et l'affaire sanglante de Melouza.

Dès le déclenchement de la révolution le principal souci du F.L.N. avait été de se débarrasser des troupes M.N.A. et de prouver d'abord à la population, ensuite au gouvernement français, que seul le Front était représentatif du peuple algérien et que lors d'éventuelles conversations il constituerait le seul « interlocuteur valable ». Messali Hadj, le vieux prophète du M.N.A., bien qu'en résidence surveillée en France, ne l'avait pas entendu de cette oreille. Il savait l'importance de son mouvement. Ses hommes étaient solidement implantés en métropole. Il avait son représentant personnel à l'O.N.U. : Moulay Merbah, et certains intellectuels « de gauche » le prenaient fort au sérieux. Il s'agissait que l'Algérie en fût autant. Des groupes de partisans M.N.A. s'étaient donc infiltrés en Kabylie sous l'autorité d'un de ses fidèles, Mohamed Bellounis. La riposte ne s'était pas fait attendre. Dès 1955, Krim, Amirouche et le colonel Sadek, futur chef de la wilaya 4, avaient violemment contre-attaqué et mis les troupes messalistes en déroute. La Kabylie était désormais interdite aux M.N.A. actifs⁽¹⁶⁾. Bellounis, avec quelques dizaines de rescapés, s'implanta alors dans le Sud, sur les hauts plateaux, aux confins sahariens et, profitant de l'absence du F.L.N. qui ne parvenait pas à mettre sur pied la wilaya 6 (territoires du Sud), commença à faire du recrutement. À l'époque de Soustelle, les services spéciaux avaient pris contact avec Bellounis. Leur but était d'opposer les forces M.N.A. à celles du F.L.N. La déroute kabyle de Bellounis, puis le départ de Soustelle avaient rompu des liens à vrai dire fort lâches. C'est Bellounis lui-même qui allait tenter de les renouer à l'époque de Lacoste. Et il choisit pour cela la région Ouled-Taïr-Beni-Illeman, au sud de laquelle se trouvait

un ensemble de mechtas favorables au M.N.A., groupées autour de Melouza. Le patron de cette zone était le capitaine Combette et, pour lui, Bellounis n'était pas un inconnu.

C'est dans le cadre de l'action de pacification que tout commença. Combette apprit qu'un certain Ali Dahfoul⁽¹⁷⁾ dit Si Dahfoul, sympathisant M.N.A. notoire, avait quitté sa mechta d'origine par crainte du F.L.N. qui l'avait condamné à mort. Il était venu se réfugier dans cette zone des Ouled-Taïr, attiré par la réputation de Combette qui « faisait régner la paix française et protégeait les malheureux ». Le capitaine voulut l'interroger lui-même. Il découvrit un homme peu rassuré sur son propre sort mais encore inquiet sur celui de sa famille qu'il avait abandonnée. Dahfoul se « confessa » sur son appartenance au M.N.A. et donna maints détails sur « l'armée » de Bellounis, qui faisait parfois des incursions dans le secteur. Le chef M.N.A. régnait maintenant sur trois cents maquisards qui s'opposaient régulièrement à des bandes F.L.N.

« Mais les hommes de Bellounis ne sont pas contre les Français », précisa l'homme.

Ces informations recoupaient celles recueillies depuis quelques semaines par le capitaine Combette. En effet, il avait reçu de ses lieutenants, chefs de S.A.S., des rapports confirmant l'attitude passive des djichs⁽¹⁸⁾ M.N.A. à l'égard des troupes françaises. Le lieutenant Bienfait, chef de la S.A.S. de Harraza, avait même eu l'occasion de passer à plusieurs reprises à moins de cent mètres de maquisards M.N.A. sans que ceux-ci eussent ouvert le feu. Il avait ensuite appris par un agent digne de confiance qu'une forte bande placée en embuscade non loin de là n'avait pas fait usage de ses armes. De son côté le 2^e bureau du secteur d'Aumale avait transmis à Combette une fiche secrète de renseignements n° 3811/2. Selon celle-ci, des documents saisis par le 2^e bataillon du 67^e R.A. faisaient apparaître que « le M.N.A. menait en priorité la lutte contre les membres du F.L.N. appelés frontistes ». Dans une lettre adressée à ses partisans, Bellounis précisait qu'« ils ne devaient combattre les Français que pour récupérer des. armes ou se défendre ».

Après réflexion Combette jugea que le réfugié pouvait devenir un agent très utile et pourrait le tenir au courant de l'évolution du M.N.A. Il « récupéra » donc la famille de Si Dahfoul et l'installa aux Ouled-Taïr sous la protection de l'armée. Ce geste allait

porter ses fruits.

Le 11 avril, Si Dahfoul vint trouver le capitaine. Il avait reçu une lettre du « chef suprême du M.N.A., Mohamed Ben Lounis⁽¹⁹⁾ ». Dans un style emberlificoté Bellounis lui expliquait que le M.N.A. voulait détruire le F.L.N. : « Il faut les exterminer jusqu'à ce qu'on ne parle plus d'eux sur le territoire algérien. » Il donnait en outre la position de certains groupes F.L.N. Connaissant les rapports que Dahfoul entretenait avec l'armée française cela constituait une dénonciation pure et simple des caches secrètes des *djounoud* du F.L.N. Mais cette « preuve de bonne volonté » demandait récompense. Bellounis y arrivait : « Je te demande aussi, écrivait-il, si tu peux m'envoyer un peu de cartouches ou des armes ou bien des hommes qui veulent combattre à nos côtés. » Le chef M.N.A. terminait sa lettre en signalant à « son cher frère Si Dahfoul » qu'il prenait contact avec Si Ferrah, lui rendait hommage, et surtout voulait bien le rencontrer « si on peut avoir confiance en lui, la confiance du Bon Dieu et celle de tous ses hommes ».

Combette souligna ce dernier passage. Il était à ses yeux d'une extrême importance. Ce Si Ferrah avec lequel Bellounis brûlait de prendre contact n'était rien de moins que le chef du makhzen⁽²⁰⁾ des Ouled-Taïr ! Pour Combette, qui était maintenant familiarisé avec les subtilités de la pensée des gens du bled, c'était clair : Bellounis lui tendait la perche. Il y avait une possibilité de rallier le chef M.N.A.

La lettre que Si Ferrah reçut à Ouled-Taïr, le 16 avril à 8 heures du matin, confirma l'hypothèse du ralliement. Après avoir félicité le chef des supplétifs, Bellounis lui demandait, franchement cette fois, de le mettre en contact avec les officiers français dont Ferrah dépendait.

« Je te demande à toi et à tes grands chefs, écrivait-il, d'assister à une réunion ou bien d'établir une correspondance. Je demande à Dieu que notre rencontre soit dans les jours proches. On s'entendra sur tous les points... »

Le chef M.N.A. semblait pressé. Une phrase de sa lettre en donnait l'explication : « Prends garde, cher frère, disait-il à Ferrah, de jamais parler ou entrer en contact avec un chef M.N.A., ni Ziane ni Haouès ou un autre. Le seul représentant et chef du M.N.A. est ton ami Mohamed Ben Lounis. »

Bellounis se méfiait de ses adjoints. À juste titre. Dans cette région immense chacun voulait jouer pour son propre compte ; lever des impôts, vivre sur la population et faire de temps en temps le coup de feu était un programme qui enthousiasmait les seconds de Bellounis. Mais l'autorité du chef suprême commençait à leur peser. En outre, le F.L.N., qui jusque-là avait négligé les territoires du Sud, s'implantait de plus en plus solidement. Si Dahfoul, devenu le principal agent de liaison avec le M.N.A., avait informé le capitaine Combette que les hommes de Bellounis venaient de s'accrocher à deux reprises avec les fellaghas. Ils manquaient de munitions. « Ils n'ont plus de réserve, avait-il expliqué, ils voudraient des cartouches de MAS 36, de garants MI et de MAT. Ils m'ont fait dire qu'il leur en reste tout juste pour tenir le coup quelques jours. »

L'affaire se présentait bien. Après avoir reçu le feu vert de l'état-major d'Alger, qui recommandait à Combette de voir ce que Bellounis « avait dans le ventre », le capitaine fit rédiger par le lieutenant S.A.S. Lucien Bienfait une lettre adressée au chef M.N.A. Ce fut le point de départ de la collaboration de Bellounis avec l'armée française. Voici le texte intégral de cette lettre rédigée par un officier français dans le style grandiloquent et maladroit en honneur dans les maquis.

« Louange à Dieu.

« À Monsieur Mohamed Ben Lounis le bonjour de ma part.

» C'est moi, Toudjine Ferrah, chef du makhzen d'Ouled-Taïr et maire du village qui écris cette lettre.

» Je pense comme toi qu'une rencontre entre nous est nécessaire. Pourquoi se cacher au lieu de vivre au grand jour dans le bonheur et la prospérité ? Nous voulons une Algérie heureuse avec du pain pour tout le monde. Il est temps pour ceux qui se sont trompés d'ouvrir les yeux et d'agir comme des gens d'honneur. Au service du Bien et de la Patrie, le sang des innocents n'a que trop coulé.

» Nous voulons agir avec intelligence : à ceux qui parlent, nous parlons. À ceux qui veulent avoir raison par les armes nous opposons les armes. Si Ahmed^[2] est mort à Melouza de notre main pour n'avoir pas voulu comprendre ces choses-là.

» Tu veux combattre le F.L.N. : nous aussi. Alors sois un vrai musulman, laisse les sentiers de la forêt et viens marcher avec

nous dans la lumière.

» Si tu veux me parler et si tu veux parler à mes chefs comme tu l'écris dans ta lettre, alors viens ou dis-moi où te rencontrer. La place de ton fusil et des armes de tes hommes est à nos côtés. Les musulmans ne se battent pas comme des chiens, et les cadavres des F.L.N., les amis des communistes, pourrissent et sont mangés par les chacals.

« Je demande à Dieu que notre rencontre soit dans les jours proches.

« À Dieu qui nous voit et qui juge nos actions,

« Le bonjour de ma part aux hommes de bonne volonté.

TOUIDJINE FERRAH, maire d'Ouled-Taïr. »

Bellounis bondit sur l'occasion. Vingt-quatre heures plus tard il donnait rendez-vous au capitaine Combette à Sidi-Hadjerasse, à la limite des Beni-Illeman. Le 19 avril le capitaine était sur place à la tête d'un petit commando qui devait garder le secret le plus absolu sur ce qu'il verrait, Alger tenant à ce que ces tractations se déroulent dans la plus grande discrétion. Le secret fut si bien gardé que les hommes de Combette qui arrivaient par Test des Beni-Illeman tombèrent sur une opération déclenchée par la division d'Alger qui ignorait tout du rendez-vous. Bellounis voyant arriver des troupes des deux côtés du djebel crut à une embuscade et prit la fuite vers le sud. Non seulement Combette avait manqué son rendez-vous mais en plus il se fit « engueuler » par le commandant de l'opération qui ne comprenait pas pourquoi ce petit capitaine dépendant de la division de Constantine marchait sur les brisées de celle d'Alger. Et sans ordre encore !

Combette subit l'algarade en silence et ravala sa fureur. Tout était à recommencer. Il se remit patiemment au travail. Son émissaire Si Dahfoul reprit contact avec le M.N.A. Il fallait à toute force rassurer Bellounis et éviter que ses hommes, se sentant désarmés, ne se tournent vers le F.L.N. D'autant qu'au Gouvernement général à Alger l'opération Bellounis excitait prodigieusement les imaginations.

L'importance que l'on va donner dans les milieux officiels à l'affaire Bellounis est très représentative de l'état d'esprit qui règne à Alger et souvent à Paris à l'égard du parti de Messali Hadj.

D'abord le M.N.A. ne fait pas peur. Il est plutôt bien vu même si, officiellement, il lutte contre la France. Incontestablement ce mouvement a des cellules intellectuelles importantes. Des cercles d'étude, comme on dirait aujourd'hui. Le notable libéral musulman aurait tendance à être M.N.A. Des intellectuels viennent l'expliquer au cabinet de Lacoste. Des intellectuels de tout bord. Cela va de l'écrivain de gauche Maurice Clavel, qui dit à Gorlin : « La seule possibilité, c'est Messali », à Serge Groussard, écrivain et journaliste dont le cœur a tendance à battre à droite et qui dit la même chose.

En outre le M.N.A. est connu en France. Il est plutôt radical-socialiste. Et rassurant. Même s'il combat pour l'indépendance, c'est en termes choisis. À l'O.N.U., Moulay Merbah est un homme de bonne fréquentation. Ses déclarations sont toujours mesurées. En métropole, un M.N.A. est « invitable » à un dîner parisien. Un « tueur » F.L.N., c'est impossible. Et l'on sait l'importance des dîners en ville dans l'intelligentsia parisienne !

Dans l'entourage de Lacoste c'est surtout la direction des affaires politiques qui s'enthousiasme pour l'affaire.

Lucien Paye, qui rencontre souvent des M.N.A., croit sincèrement à l'importance de leur « ralliement ». Deux hommes vont l'appuyer : le colonel de Massignac, beau cavalier, très « gants beurre frais », parfait officier de salon, avec un bien joli nom, et M. Ciosi, inspecteur général de l'administration, radical-socialiste, qui a fait une grande partie de sa carrière en Algérie et qui a « dirigé » dans le bon sens la plupart des élections grâce à sa connaissance de toutes les maffias corses, algéroises et constantinoises. Pour l'heure il n'a pas grand-chose à faire. On va le charger de l'affaire Bellounis, si ce petit Combette arrive à établir le contact. Massignac sera son homologue militaire. Robert Lacoste cède de mauvaise grâce, mais il cède. Son solide bon sens et sa grande connaissance de la machine politique française lui font pourtant penser que « parler avec un M.N.A. — même Bellounis — n'arrêtera rien, n'épargnera ni un attentat, ni la mort d'un homme dans le djebel, ni seulement un litre d'essence ». Au contraire le ministre résidant prévoit dans cette affaire une « source d'emmerdements gigantesques ». Et puis il sait depuis toujours que le M.N.A. n'a aucune réelle importance, noyauté qu'il est par les R.G. Lacoste qui se méfie des « intellectuels » se défie encore plus de ces leaders M.N.A., véritables animaux

politiques qui « en ont croqué à tous les râteliers ». Mais le ministre résidant qui sent qu'à gauche de son parti on se détache de lui, a besoin de « faire un geste ». Puisque cette intelligentsia socialiste « de gauche » tient pour Je M.N.A., va pour le M.N.A... Et puis on peut jouer avec Bellounis puisqu'il n'est pas F.L.N. ! Les militaires qui considèrent toute tentative de contact comme un coup de poignard dans le dos ne pourront accabler Lacoste. Au contraire ils pourront monter une de leurs opérations contre-guérilla, « maquis retournés », si en vogue depuis l'Indochine.

Combette reçut donc l'ordre d'accélérer le processus qui devait aboutir au ralliement de Bellounis. Mais le rendez-vous manqué du 19 avril semblait avoir eu d'importantes conséquences. Si Dahfoul, envoyé en mission de contact, révéla au capitaine Combette que ce n'était plus Bellounis qui discutait mais l'un de ses chefs de djich : Si Amar l'Oranais. Et avec lui le ton changeait. Il n'était plus question d'alliance avec la France. C'était même tout le contraire. Si Amar l'Oranais essayait de rallier à la cause du M.N.A. tous les harkis et membres de makhzen de la zone de Combette. À Ferrah, chef du makhzen d'Ouled-Taïr, Si Amar l'Oranais écrivait : « Il faut des hommes comme toi et des jeunes surtout pour gagner la bataille contre le F.L.N. et la France. Il faut combattre les Français. »

Combette, qui filtrait tout le courrier, se félicita de sa prudence. L'Oranais demandait des hommes, des cartouches, des armes et des tenues, et surtout réclamait le silence le plus complet. « Comme ça on sera bien tous les deux », écrivait-il. L'homme ne manquait pas d'une certaine impudence. Car parmi les messages apportés par Si Dahfoul il y avait une lettre adressée au capitaine Combette. La voici, orthographe respectée.

Le 24-4-57

M.N.A.

ARMÉE DE LIBÉRATION NATIONALE ALGÉRIENNE

« Monsieur,

» De votre nom j'ai entendu parlé parmi les civils. Et disent que vous-étiez un homme que vous connaissiez la démocratie ce qui nous oblige de ce battre l'un et l'autre c'est la misère et la torture colionisme qui nous oblige de ne pas connaître personne, Les combattants de l'A.L.N.A. veulent mourir debout que de

vivre à genoux. Ce qui font parmi les soldats français. Ils trouvent un berger entrain de garder les moutons et trouve chez lui quelques morceaux de galette et un oignon sec. Ils disent que c'est un ravitailleur de fallaga puis ils vont dans les douars et viole tout, a pris tout on c'est bien que c'est la guerre. Et ce qui font du mal à nos frères sons tous nos ennemis, tous ce qui sons bons avec l'A.L.N.A. à l'Avenir le peuple algérien leur sera très reconnaissant avec eux. Et ce qui font déménager les civiles et les fait disparaître à droite et gauche à cause des Bourreaux du F.L.N. C'est un feu de paille. Ils ont pris les armes à la main juste pour les civiles et pour massacrer les chiens. Tout leurs grands mercenaires et Bourreaux ils ont pris la fuite vers l'Est et l'Ouest et ils ont laissé juste dans quelques douars des bandes de tueurs de chien et en demandant aux civiles des rensants de cinquante à cent mille francs si non ils l'ai tue où bien ils l'aient torture à coup de fouet. Chaque douar ou j'arrive vieux et petits viennent me raconter ce qui font les bourreaux du F.L.N. Si vous avez un cœur blanc envers le peuple algérien je voudrais bien faire connaissance avec vous, je connais bien la la militaire, comme vous la connaissez. Mais ça c'est un secret à garder entre nous, si vous pouvez nous passais quelques armes ou bien cartouches etc... En vous les payants ou bien avec un grand merci de la part de l'A.L.N.A. et de la part tout le peuple algérien, Je vous donne une parole que juste huit jours il n'aura pas le non du F.L.N. sur la terre algérienne. Vous avez qu'a me rendre réponse avec le facteur qui vous apporte la lettre.

» J'ai pas voulu mettre votre nom sur la lettre car j'étais pas certain que vous la touchiez vous même.

Réponse S.V.P.

Cachet (étoile et croissant rouges)

Si Amar l'Oranais. »

En lisant la missive, Combette éclata de rire. Le chef local ne doutait de rien. Si Dahfoul confirma l'impression qui se dégageait des élucubrations de Si Amar. L'Oranais voulait jouer le double jeu. Rouler le capitaine et « doubler » Bellounis qui était parti vers le sud. Il fallait absolument renouer le contact avec le chef M.N.A. et faire vite. L'homme n'était entouré que de traîtres en puissance. Il fallait pourtant se méfier. Combette mit l'autorité supérieure au courant des nouveaux contacts. Il envoya, le 25 avril, le télégramme secret suivant :

« Intermédiaire rentré. *Stop*. Porteur lettre personnelle pour moi. *Stop*. Expéditeur Si Amar l'Oranais. *Stop*. Particulièrement savoureuse. *Stop*. Recherche contacts personnels. *Stop*. Position politique semble ne pas avoir évolué. *Stop*. Suis très circonspect. *Stop et fin.* »

Bellounis renoua le contact le surlendemain, s'excusant dans une lettre adressée au capitaine d'avoir manqué le rendez-vous du 19 avril et souhaitant une nouvelle rencontre. Combette envoya sa réponse le jour même, l'adressant à « M. Lounis, chef du M.N.A. », en espérant qu'elle lui parviendrait. Il posait deux conditions à une rencontre et à un éventuel accord entre le M.N.A. et l'autorité française :

1° Eliminer toute idée de lutte contre la France. Si cette condition n'était pas remplie, il serait inutile de poursuivre plus avant le rapprochement tenté ;

2° Cesser toute correspondance parallèle avec les chefs de makhzen comme Ferrah.

Combette après avoir eu tant de mal à pacifier sa région et à gagner la confiance de la population ne voulait pas que ces petits chefs M.N.A. viennent semer le doute dans ces esprits « en friche ».

Pour éviter une mésaventure semblable à celle du rendez-vous manqué du 19 avril, Combette demandait à Bellounis de lui fixer le lieu et la date de leur rencontre pour qu'il puisse faire neutraliser, la zone pendant le temps de leur entretien et la placer sous la protection de l'armée française. « Vous n'aurez rien à craindre », concluait le capitaine. Il signa le message et y ajouta un cachet représentant la République mais autour duquel il avait fait supprimer la mention : République française ! Combette restait dans une prudente expectative.

Le 1^{er} mai 1957, Si Dahfoul apprenait au capitaine que sa lettre avait été transmise à Bellounis par Si Amar l'Oranais. Il ne restait plus qu'à attendre la réponse du « chef suprême ». Mais Combette était inquiet. Il trouvait que l'affaire traînait trop et qu'on ne pourrait garder bien longtemps le secret sur ces tractations entre l'armée et le M.N.A. Il redoutait que, l'apprenant, les Kabyles du F.L.N. ne « fassent une descente » sur cette région charnière qui de plus en plus leur échappait. L'attente allait durer vingt-huit jours et les craintes du capitaine se trouver justifiées par l'un des

plus atroces massacres de l'histoire de la guerre d'Algérie : Melouza.

C'est en 1956 que le douar de Melouza, gros bourg assez riche au nord de M'Sila, était passé au F.L.N. Et cela à la suite d'une opération de représailles menée par l'armée française. Un capitaine de la 7^e D.M.R. avait été tué dans une embuscade tendue par un-groupe rebelle. Un lieutenant-colonel, alors patron adjoint d'un des régiments de la 7^e D.M.R., avait appliqué une méthode qu'il perfectionnera plus tard à L'Arba, près d'Alger. Il fit fusiller quelques suspects arrêtés à la suite de cette affaire, puis disposa leurs cadavres sur le toit d'un car auquel il fit parcourir les routes et pistes praticables de la région de Melouza. À titre d'exemple du sort qui attendait désormais ceux qui aideraient le F.L.N. et se rendraient ainsi responsables d'assassinat. Ce lieutenant-colonel s'appelait Antoine Argoud.

Cette méthode, substituant la terreur française à la terreur F.L.N., n'avait guère été concluante à Melouza puisque, les forces françaises ayant quitté le terrain, la population passa en bloc au F.L.N. Pour le Front, la victoire était loin d'être négligeable car elle assurait en plein cœur de la poche M.N.A. une tête de pont d'importance dans une région clef par laquelle s'effectuait le passage entre les wilayas 2 (Constantinois), 3 (Kabylie) et 6 (territoires du Sud).

À partir de Melouza, le F.L.N. essaya de gagner à sa cause l'importante population des Beni-Illemane contrôlée jusque-là par le M.N.A. Si Dahfoul était originaire de ce douar et son ralliement aux soldats de Combette apporta à la population l'assurance du soutien militaire français. Dès lors le F.L.N., qui avait réussi à imposer une assemblée et des refuges, subit déboire sur déboire. La population arabe qui voyait d'un mauvais œil ces fellaghas kabyles lui imposer un impôt et une aide qui la désignerait inmanquablement aux coups de l'armée, se rebella. Et avec quelle violence ! Successivement un officier F.L.N. et plusieurs sous-officiers furent « donnés » aux forces de l'ordre. Puis trois agents de liaison envoyés par la wilaya 3 à la wilaya 6 furent abattus. Un sergent et son secrétaire qui avaient demandé asile aux Beni-Illemane furent exécutés à coups de hachette. Le responsable F.L.N. de Melouza, Si Abdelkader, à la tête de deux sections, décida une action de représailles contre les Beni-Illemane. Il fut encerclé par les hommes de Bellounis aidés de la

population et « particulièrement des femmes », nota Si Abdelkader dans le rapport qu'il envoya au capitaine Arab, responsable de toute la région sud de la wilaya 3. Il dut se replier, laissant les habitants du douar et les maquisards M.N.A. fêter leur victoire. C'était au cours de ces accrochages que les bellounistes avaient brûlé une grande partie de leurs munitions, ainsi que Dahfoul J'avait signalé à Combette.

La situation, qui devenait critique pour le F.L.N., provoqua la réaction du chef de la wilaya kabyle, Mohammedi Saïd. Au passage des chefs du C.C.E. en fuite vers Tunis, il avait senti que Krim était déçu par le peu d'activité déployée par sa wilaya. Il redoutait qu'à son retour de Tunis, Amirouche ne lui « soufflât » sa place à la tête de la Kabylie. Il résolut de montrer sa fermeté et donna ordre au capitaine Arab d'encercler les villages du douar Beni-Illeman, de mesurer les réactions de la population et, en cas de riposte, d'en abattre les habitants. Arab, un ancien chauffeur de taxi parisien d'une cinquantaine d'années, réunit tous les hommes disponibles de sa région et se mit en route à la tête de trois cent cinquante hommes armés de fusils, pistolets mitrailleurs, F.M. et fusils de chasse.

À 2 heures du matin, le 28 mai 1957, Abdelkader Sahnoun, à qui le capitaine Arab a donné ordre d'abattre tous les hommes de Beni-Illeman, commence l'encercllement du douar à la tête de six sections de l'A.L.N. L'alerte est donnée à 8 heures alors qu'ils sont encore sur les collines avoisinantes. Au village, c'est l'affolement. Quelques bellounistes tentent d'organiser la résistance. Ils stoppent l'avance des hommes du F.L.N. Mais les munitions s'épuisent. À midi, le dernier défenseur armé tombe à l'entrée du village. Et c'est la ruée sauvage. De tous côtés les *djounoud* font sortir les hommes des misérables gourbis où, terrorisés, ils se sont réfugiés. Les femmes hurlent. C'est la panique. Les hommes qui résistent sont abattus. Une heure plus tard, trois cent quatre hommes du village sont rassemblés, misérable troupeau, accroupis sur la place de la mechta, mains sur la tête. Hébétés. À coups de crosse, au milieu des gémissements des femmes et des cris des enfants, les hommes du F.L.N. les obligent à se lever et les font avancer par un sentier de chèvres en direction de Mechta-Kasba, petit hameau d'une dizaine de familles, situé non loin du village... Abdelkader Sahnoun et le capitaine Arab ont décidé de frapper les esprits et de massacrer leurs prisonniers dans cette mechta où Bellounis établit son P.C.

lorsqu'il se trouve dans la région.

À 14 heures, c'est l'arrivée à Mechta-Kasba, d'où les femmes et les enfants ont déjà été chassés par un groupe avancé. Une dizaine d'hommes ont été gardés et voient arriver la malheureuse caravane. Alors, tout va très vite. Dans ce petit village aux maisons basses faites de pierres entassées à tel point que, de loin, elles se confondent avec le paysage de rochers et d'éboullis, les hommes d'Arab entassent les trois cent quinze hommes dans les gourbis. Plus de trente par maison ! Et c'est le massacre, la folie sanguinaire. Au fusil, au couteau, à coups de pioche, les fellaghas taillent en pièces leurs prisonniers. Ceux qui tentent de s'échapper sont abattus d'une rafale de mitrailleuse. Des flots de sang s'écoulent maintenant des maisons transformées en abattoirs humains. Le massacre dure une demi-heure à peine. Aux cris, aux supplications, aux coups de feu, aux hurlements des *djounoud* déchaînés succède un silence pesant. Abdelkader Sahnoun réunit ses hommes. Il faut fuir. Maculés du sang de leurs victimes, les yeux égarés, ils regagnent la zone est, celle de leurs refuges des Beni-Ouagag, dans la forêt de Drea ou de Mansourah. Les ordres de Mohammedi Saïd, chef de la wilaya 3, ont été exécutés. Tel est désormais le sort réservé par le F.L.N. à ceux qui voudraient rejoindre Bellounis ou l'armée française.

À cette même heure, le capitaine Combette, dont le P.C. se trouvait, ce 28 mai 1957, aux Ouled-Taïr, recevait le compte rendu d'une reconnaissance aérienne. D'après le rapport l'observateur qui venait de survoler les Beni-Uleman signalait des mechtas qui brûlaient en NX 29 G 4. Sur sa carte d'état-major Combette repéra l'endroit. C'était au nord du Kef-el-Gueur, près du lieu dit Mechta-Kasba. Il était 17 h 30 lorsqu'il arriva avec une quinzaine d'hommes et un half-track aux premières mechtas du douar. Les femmes affolées couraient en tous sens, prononçant des paroles inintelligibles. Il fut très difficile de savoir immédiatement ce qui s'était passé. Vers 18 h 30 quelques hommes commencèrent à réapparaître. L'un d'eux, encore sous le coup de l'émotion, expliqua à Combette incrédule le déroulement du raid F.L.N. :

« Ils sont arrivés ce matin, ils ont ramassé tous les hommes et puis sont partis avec eux.

— Dans quelle direction ?

— Vers le nord, je crois...

— Non, coupa un autre fellah, vers l'est. Nous avons réussi à leur échapper, mais les femmes ont peur car les fellaghas ont promis de revenir cette nuit les égorger avec leurs enfants ! »

Les renseignements affluèrent dans la soirée. Le massacre s'était produit à Mechta-Kasba. Combette devait attendre des renforts avant de s'y rendre. Si tout était fini là-haut il était préférable de soigner les blessés signalés par des patrouilles dans de nombreuses mechtas et surtout de protéger la population terrorisée qui s'attendait à de nouvelles actions punitives du F.L.N. Combette consacra là journée du 29 à ces différentes tâches. Des hélicoptères évacuèrent les blessés les plus graves. Les infirmiers des unités engagées s'occupèrent des blessés légers. Dans le courant de la journée, recoupant les témoignages qui maintenant arrivaient en masse, Combette évalua le massacre à « au moins deux cents morts ».

Le 30, à 9 heures du matin, accompagné par deux pelotons à pied et par une cohorte de femmes folles d'inquiétude, il arriva à Mechta-Kasba. Une effroyable puanteur planait sur le village. Combette marqua un temps d'arrêt. Son regard croisa ceux de Si Saïd et Si Mohamed, deux des adjoints de Bellounis qui, aux premières heures du jour, s'étaient présentés à son P.C. pour se mettre à sa disposition. Ils s'attendaient au pire.

« Allons-y », dit. le capitaine en pliant un mouchoir sur son nez.

Les femmes, jusque-là maintenues par un cordon de troupes, se précipitèrent. Aussitôt des cris affreux retentirent. Hagarées, se déchirant le visage de leurs ongles, comme prises de folie, elles allaient d'une maison à l'autre, glissant dans des flaques de sang gluant, retournant les cadavres pour retrouver un fils, un frère, un mari. Le village n'était plus qu'un hurlement. Les soldats découvraient à leur tour le massacre. Dans chaque gourbi le même spectacle. Des corps affreusement mutilés, des cadavres dont le visage gardait l'empreinte d'une terreur indicible, et du sang partout, en mares, en plaques, en traînées, sur le sol et sur les murs. Et, flottant dans l'atmosphère, cette odeur lourde, chaude et fade, horrible, du sang et des corps en décomposition.

« Il faut tout de suite les enterrer, dirent les deux chefs M.N.A. qui accompagnaient Combette, le soleil tape dur !

— Attendons un peu. »

Dans cette guerre subversive qui venait de prouver une nouvelle fois qu'il n'était pas de pitié, il fallait exploiter psychologiquement cet acte odieux. Trois cent un morts et quatorze blessés, retrouvés inconscients, râlant au milieu des cadavres. L'action psychologique et les services de propagande du Gouvernement général avaient de quoi soulever l'indignation mondiale devant la cruauté du F.L.N. !

Combette fit prévenir par radio le commandant Pascal, de Mansourah, qui ce jour-là se trouvait aux côtés du général Salan et de Robert Lacoste à l'inauguration de la base d'hélicoptères d'Aïn-Arnat, près de Sétif. Le commandant Pascal arrêta personnellement le cortège, attira Salan à l'écart... et se fit rembarrer !

« Des histoires comme ça, dit le commandant en chef, on en a tous les jours ! »

Et il retourna à son inauguration. Prise d'armes, décorations sous les flashes des photographes et des actualités constituaient, ce 30 mai 1957, les plus importantes préoccupations !

Ni Lacoste ni Gorlin, son chef du service de presse, ne furent alertés ! Alors qu'ils se trouvaient — avec une importante caravane de journalistes — sur une base d'hélicoptères à moins de 120 kilomètres de Melouza !

Ce n'est qu'au retour à Alger, le soir du 31, que le Gouvernement général et l'état-major se rendront compte de l'importance réelle de l'événement. Deux journalistes, Serge Bromberger, du *Figaro*, et Jacques Chapus, de *France-Soir*, avaient déjà pris une voiture et roulaient en direction de Melouza pour « griller » leurs confrères. Ils n'arriveront que le lendemain matin... en même temps que les autres journalistes pour lesquels Gorlin aura organisé un voyage en hélicoptère sur les lieux du drame. « Avec un événement pareil, dit-il à Lacoste, il nous faut la « une » des journaux du monde entier ! »

La théorie officielle fut très vite forgée : éviter de parler du conflit M.N.A.-F.L.N. Et laisser entendre aux journalistes que la seule raison de ce raid sanglant était le ralliement de ces populations à la France. La presse internationale *devait* en arriver à cette conclusion : « Le F.L.N. sait que le peuple unanime est avec la France et il a peur... »

L'opération psychologique réussit à merveille. Le monde entier

s'indigna devant les photos prises à Mechta-Kasba. Et encore Combette, apprenant l'incrédulité de Salan, avait-il dû faire enterrer tous les corps, ce qui, le lendemain, provoqua la fureur des journalistes de la caravane de Gorlin ! Heureusement, le sang restait...

C'est au moment où il s'y attendait le moins et où, honnêtement, il pensait à autre chose que Combette vit arriver, au milieu des journalistes, des officiels, des généraux qui tenaient conférence de presse sur conférence de presse, et même du procureur général et du commissaire principal de Constantine, un soldat de Bellounis en uniforme avec ses cartouchières croisées et son insigne vert et blanc frappé du croissant ! Personne n'y prêta attention.

« Mon capitaine, dit-il à Combette en le saluant militairement, il y a le général Bellounis qui t'attend tout près d'ici à deux kilomètres. »

Combette s'éclipsa discrètement. Son départ passa inaperçu. Qui, dans cette assemblée galonnée, se souciait d'un petit capitaine sans importance ? Seul un officier de renseignement d'Alger prit place dans la jeep. Bellounis était au rendez-vous, entouré d'une vingtaine de cavaliers. Combette découvrit un homme de haute stature en vareuse et pantalon militaires. Un imposant pistolet allemand sans étui pendait à la ceinture. Bellounis porta la main à son calot coquettement incliné sur l'oreille gauche à la façon des « loustics » d'avant-guerre.

« Général Bellounis », se présenta-t-il au garde-à-vous.

La grosse moustache qui barrait le visage basané tremblait. Orgueil ou émotion ? Combette retint un sourire. Ce n'était pas le moment.

« Capitaine Combette. »

Après les compliments d'usage et les regrets pour les rendez-vous manqués et remis, on en vint aux choses sérieuses. Bellounis acceptait de se rallier avec ses hommes. Désormais, il combattrait aux côtés de la France. Le « général » Bellounis — il avait épinglé deux étoiles dorées sur ses épaulettes — était très volubile. Il vanta ses hommes et « la crainte qu'ils inspiraient au F.L.N., leur principal ennemi ». Mais derrière les hâbleries du chef qui tentait de ne pas perdre la face, perçait une inquiétude réelle. Bellounis jouait sa dernière carte. Il était fichu. Sa seule

chance de résister au F.L.N. qui venait de prouver quel était le sort réservé à ceux qui osaient s'élever contre son pouvoir, et d'empêcher ses hommes de se débander, était cet accord avec l'armée. Il posa tout de même une condition.

« Mon capitaine, je me rallie, dit-il, je vous apporte mon armée qui combattra avec vous mais je veux l'assurance que la France ne traitera jamais avec le F.L.N. ni avec les communistes.

— Mon rôle est d'entrer en contact avec vous, répondit Combette. Je ne suis pas habilité à prendre des engagements politiques. Les autorités d'Alger que représente le capitaine qui est avec moi prendront avec vous les décisions nécessaires. »

Bellounis convint d'un prochain rendez-vous avec l'officier de renseignement. L'aventure du général Bellounis commençait. Combette rentrait dans le rang. De retour à Beni-Illeman il câbla à Alger : « Mission remplie. Contacts pris avec Bellounis. Ralliement acquis. » C'était maintenant aux services spéciaux de jouer avec le « général ».

C'est à la même époque que se déroula l'affaire de la wilaya 6 ; nouvel épisode sanglant de la lutte F.L.N.-M.N.A. pour le contrôle d'une région. Si l'histoire est moins connue que celle de Melouza elle n'en conduisit pas moins à un affrontement où une fois de plus Kabyles et Arabes allaient s'entre-tuer.

Cette fois, les Kabyles feront les frais de l'opération, qui se soldera par plus de mille morts et le ralliement spectaculaire de Si Chérif que les stratèges en chambre du service d'action psychologique — experts en propagande — présenteront comme l'un des plus « glorieux » harkis de l'armée française. À leur décharge personne ne connaissait à l'époque la réalité. Elle était particulièrement sordide et expliquait pourquoi la wilaya 6, qui dans l'organisation de la révolution algérienne « couvrait » les immenses territoires du Sud, ne parvenait pas à développer une activité semblable à celle des autres zones. Et pourtant, depuis 1956, cette région du Sud recelait la plus grande richesse de l'Algérie : le pétrole. Depuis qu'il avait jailli à Hassi-Messaoud et que les sondages avaient appris au monde qu'il s'agissait d'un des plus importants gisements jamais découverts, des intérêts énormes étaient en jeu. Et il devenait essentiel pour le F.L.N. de manifester sa présence dans la région des prospections.

Depuis le déclenchement de la révolution cette zone posait un

problème. Les six « Fils de la Toussaint » qui avaient partagé le territoire algérien en six zones — appelées plus tard wilayas — n'avaient pu, faute d'élément de classe en qui ils eussent confiance, attribuer un chef à la zone saharienne^[22]. Deux ans plus tard, au congrès de la Soummam, la wilaya 6 avait été placée sous les ordres d'Ali Mellah, un Kabyle du premier maquis de Krim Belkacem. Ali Mellah, avant de descendre vers le Sud — où de sérieux ennuis l'attendaient car c'est sur ces immenses territoires que Bellounis, chassé de Kabylie, avait essaimé ses groupes M.N.A. —, avait constitué son état-major et recruté ses troupes de choc en Kabylie. Il fallait environ douze cents hommes disséminés dans les grands centres du Sud — Djelfa, Laghouat, Bou-Saada, etc. — pour réduire les M.N.A. et amener la population à embrasser la cause du F.L.N. Le C.C.E., état-major clandestin de la révolution — qui se préparait à la « bataille d'Alger » — lui avait donné carte blanche pour organiser son expédition. Ali Mellah, combattant courageux mais piètre psychologue, choisit comme adjoint un certain Amor, rouquin aux yeux clairs que l'on appelait « Rouget », sobriquet traditionnel en Algérie pour les hommes à cheveux roux. Ali Mellah ne pouvait plus mal tomber. Stupide, jouisseur et cruel, Rouget allait être la source de tous les drames de la wilaya 6.

Dès son arrivée dans le Sud, Ali Mellah recruta des hommes pour le F.L.N. et fit encadrer ses premières troupes par ses compagnons kabyles. Et aussitôt les accrochages commencèrent. La population des territoires du Sud, composée de purs Arabes, était peu satisfaite de se voir dirigée par des Kabyles. D'autant que ceux-ci, et Rouget en particulier, n'évitaient pas une erreur. Non seulement entre eux ils continuaient de parler kabyle, langue inconnue des Arabes, mais encore ils traitaient leurs nouvelles troupes du haut de leur supériorité. Pour les Arabes c'était une injure caractérisée. Des « étrangers » leur donnaient des ordres et Rouget ne se privait pas de leur répéter : « Il a fallu que ce soient des Kabyles qui viennent chez vous vous libérer... »

En outre cet individu auquel Ali Mellah avait donné bien légèrement sa confiance ne se contentait pas d'injurier ses subordonnés arabes. Se débarrassant du carcan puritain qui enserrait les troupes de l'A.L.N. dans les autres wilayas, Rouget avait obtenu par la terreur que chaque village où il passait la nuit lui abandonnât la fille de son choix. C'était oublier le proverbe qui dit : « L'Arabe du Sud n'a pour fortune que son cheval, son

fusil et son honneur. » Il acceptait de donner le fusil à l'A.L.N. pour lutter contre la France, le cheval aussi car il participait à la lutte pour l'indépendance. Mais la fille, non ! C'en était trop ! F.L.N. ou pas.

Ali Mellah, comprenant son erreur de tactique, avait renversé la vapeur et avait su capter rapidement la confiance de certains notables du Sud. Pour conquérir celle de toute la population il fallait se débarrasser de Rouget qui maintenant avait constitué une véritable « bande kabyले » et pressurait les villages où il passait. Ali Mellah décida d'attendre une occasion propice. Cet atermoiement allait lui coûter la vie. Voici comment :

Au début de l'année 1957 les hommes de Rouget avaient enlevé dans son village Chérif Ben Saïdi, ancien sergent-chef de l'armée française où il avait servi de 1944 à 1955, obtenant lors de ses campagnes trois citations dont une à l'ordre de l'armée. Ils s'apprêtaient à le liquider « pour l'exemple » lorsque Rouget avait décidé de le gracier et d'utiliser ses compétences militaires pour le plus grand bien de l'A.L.N. L'ancien sergent-chef, prenant le nom de Si Chérif, devint très vite lieutenant de l'Armée de libération nationale et adjoint de Rouget et du chef de wilaya, Ali Mellah. Lorsque commença la « campagne d'extermination des messalistes » la wilaya 6 fut chargée des opérations locales puisque c'était sur son territoire que se trouvaient le plus grand nombre de cellules M.N.A. Pendant que les hommes de Mohammedi Saïd entreprenaient de nettoyer de la façon que l'on sait la zone charnière entre le Sud et la Kabylie, provoquant le massacre de Mechta-Kasba et le ralliement de Bellounis à la France, Ali Mellah donna ordre à Rouget, assisté de Si Chérif, de « piquer » vers le Sud à la poursuite de groupes messalistes en déroute. Rouget rassembla quatre cents hommes, les confia à Si Chérif et — accompagné de ses gardes du corps — précéda sa troupe de trois ou quatre jours dans le long trajet qu'elle avait à accomplir. Non pour « préparer » les cantonnements de ses hommes mais pour rafler dans chaque village les meilleurs morceaux et les plus jolies filles. Rouget avait plus l'âme d'un sybarite que d'un guerrier révolutionnaire !

Au cours de la longue marche sur les plateaux désertiques du Sud, la caravane F.L.N. fut repérée par un avion de reconnaissance. Une escadrille de T-6 vint à la rescousse et fit un véritable carnage. Les rafales de mitrailleuse tracèrent des vides

meurtriers parmi les hommes de Si Chérif. Celui-ci parvint à s'en tirer et, avec les rescapés, rejoignit son chef Rouget, qui leur donna une nouvelle mission. Là, Si Chérif se révolta :

« Entendu, dit-il, on obéit. On y va. Mais cette fois, tu viens avec nous et tu risques autant que nous !

— Tu oses me parler ainsi ? À moi, Rouget, ton chef ? La prochaine fois je te tue !

— À tes ordres. »

Si Chérif semblait maté. Confiant en sa bonne étoile et plus enclin à jouir des douceurs des villages arabes que d'attaquer l'armée française ou les messalistes, Rouget reprit sa route, croyant la discipline de fer imposée par l'A.L.N. suffisante pour décourager toute rébellion interne.

Il oubliait la rancune arabe qui fermentait dans le cœur de Si Chérif. Celui-ci, homme du Sud, rassembla les combattants de sa région et leurs familles. Tous avaient été humiliés par l'attitude méprisante de Rouget et de sa troupe. Il suffirait de souffler sur ces brandons et d'enflammer l'honneur arabe contre ces « Kabyles de malheur » pour les abattre définitivement.

« Voyez comme ces chefs nous traitent, tonna Si Chérif, ce sont tous des Kabyles. Ils veulent imposer leur loi au peuple arabe. Ils veulent diriger la révolution et se servent de nous comme d'un troupeau qu'on sacrifie. Ils nous prennent nos fusils et nos chevaux... »

Un long murmure parcourut l'assemblée. Les hommes redoutaient de s'entendre dire la suite. Mais Si Chérif voulait frapper fort, provoquer la révolte contre ces nouveaux maîtres.

« Et vous le savez tous, poursuivit-il, ils n'hésitent pas à nous prendre nos filles, la pureté de nos familles. » Des cris de haine s'élevèrent de la foule.

« *Leur obéir c'est changer de colonialisme.* Qu'est devenu notre honneur ? Sommes-nous des hommes ou de vieilles femmes juste capables d'aller chercher l'eau de la fontaine ? Nous devons nous venger. »

Si Chérif avait su atteindre le point sensible, frapper l'orgueil des hommes du Sud. En quelques jours il eut la population bien en main. Le sergent-chef devenu lieutenant rêvait maintenant aux

galons de colonel, chef de wilaya...

Son premier souci fut de se débarrasser d'Ali Mellah qui était pour lui beaucoup plus dangereux que Rouget. En effet, le chef de wilaya avait su convaincre la population. Il lui avait fait partager ses objectifs de lutte contre le colonialisme et d'indépendance nationale. Son grade, son attitude sans reproche et la confiance dont il jouissait auprès de nombreux notables constituaient autant d'écueils insurmontables sur la route de Si Chérif. Ali Mellah devait disparaître. L'ancien sergent-chef l'assassina, puis se débarrassa dans le plus grand secret de l'encombrant cadavre. Ce fut ensuite un jeu d'enfant de lancer la population contre les « Kabyles du F.L.N. » si mal représentés par Rouget. Un massacre effroyable se préparait. En quelques jours plus de mille Kabyles, disséminés dans une région immense devenue hostile, furent assassinés. Ali Mellah n'était plus là pour raisonner et convaincre la population de l'inutilité de cette Saint-Barthélemy antiberbère. Les femmes et les enfants achevèrent les blessés. Les quelques Kabyles ayant échappé au massacre donnèrent l'alerte à la wilaya 4.

« Ali Mellah a été assassiné par Si Chérif, racontèrent-ils, mais la population l'ignore. Il a aussi égorgé Rouget, et là, tout le monde a applaudi. Tous les Arabes du Sud sont maintenant entre ses mains. Ils l'adorent. Le pays est désormais fermé aux Kabyles. »

Il fallait prendre des mesures d'urgence pour conserver l'unité de la révolution algérienne. Si Sadek, chef de la wilaya 4, décida d'envoyer une « solide délégation » à la wilaya 6 : son adjoint politique Si M'hamed, qui devait lui succéder à la tête de la 4, son adjoint militaire Lakhdar, ainsi que le célèbre commando « Ali Khodja » mené par Azzedine.

Dès l'arrivée en wilaya 6, les trois chefs — des Kabyles là encore, mais la population l'ignorait — menèrent leur enquête auprès des notables et des chefs de village. Le mal venait de Rouget et de sa bande. Ces pirates avaient écumé la région. Maintenant la population sincère était aux mains de Si Chérif et — plus grave — elle assimilait Kabyles détestés et F.L.N. Le fractionnement, péril le plus redouté des dirigeants de la révolution, venait de faire son apparition.

Au cours de palabres interminables Si M'hamed entreprit de regagner le terrain perdu. En fin diplomate, il expliqua

l'importance de l'unité et le risque que courait Si Chérif. Isolé des autres wilayas il perdrait du terrain.

Si Chérif, très conscient du péril que représentait la présence des trois chefs de la wilaya 4 et de la force du commando « Ali Khodja » qui avait souvent tenu les parachutistes en échec, prit contact avec l'adjudant d'un petit poste français. Il voulait savoir dans quelles conditions pourrait se produire un éventuel ralliement. Parallèlement il écrivit à Si M'hamed pour lui expliquer comment s'était produit le soulèvement antikabyle. Il signa la lettre : Capitaine Si Chérif.

Le double jeu était clair. Si M'hamed, qui avait appris les contacts de Si Chérif avec l'armée française, décida de le supprimer. Mais la liquidation d'un traître ne résoudrait pas le problème le plus important. La population resterait toujours hostile et continuerait d'associer le F.L.N. à tous ses malheurs. Il fallait détruire le prestige de Si Chérif aux yeux des notables. Après cela, sa mort serait parfaitement inutile.

Si M'hamed décida de tenir une grande réunion « d'explication » à laquelle il assisterait ainsi que Si Chérif, Lakhdar, Azzedine et un représentant de chaque village.

Si Chérif répondit à la convocation et arriva fièrement à la tête de ses hommes. Il fallait endormir sa méfiance. Si M'hamed l'accueillit cordialement et le fit asseoir à sa droite à la place d'honneur, Lakhdar se plaça à sa gauche, les notables en somptueux burnous blanc et bottes de fin cuir rouge formèrent le cercle. Azzedine et son groupe de choc assuraient la protection de la réunion et « surveillaient » les hommes de Si Chérif cantonnés à l'écart.

Si M'hamed ouvrit la réunion et refit l'historique de toute l'affaire. Puis il recueillit les témoignages des chefs de village sur l'inconduite de Rouget et de certains de ses hommes. Elle était flagrante.

« Qui a tué Rouget ? » demanda Si M'hamed.

Si Chérif n'hésita pas une seconde.

« C'est moi, dit-il. Il a fait un tort considérable à notre cause. Il méritait de mourir. »

Les notables approuvèrent : « Ce Rouget ne pensait qu'à manger, nous voler et prendre nos femmes. Si c'est ça un

combattant du F.L.N., nous n'en voulons pas sur nos terres ! »

Si M'hamed les rassura et continua d'interroger Si Chérif :

« C'est toi et tes hommes qui avez tué le colonel Ali Mellah ?

— Ah non ! protesta Si Chérif. Je n'y suis pour rien. On n'a jamais su qui a fait le coup et on ne sait seulement pas où est le corps. Ali Mellah a disparu. C'est tout. »

Et les chefs de village renchérirent : « Il a disparu et c'est dommage. C'était un homme loyal. Il nous avait expliqué la Cause. On l'aimait bien. »

Pour Si M'hamed la situation était claire : qu'il parvienne à prouver la culpabilité de Si Chérif devant les notables et la population serait retournée. Mais comment y parvenir ? Il cherchait désespérément un moyen. Pour l'instant on tournait en rond. Le hasard allait pourtant le servir.

Si M'hamed avait abandonné le sujet de la mort d'Ali Mellah pour examiner les comptes de la wilaya. Si Chérif fit venir son secrétaire — un jeune étudiant qui le suivait partout — et lui ordonna de faire à haute voix la lecture du « livre de comptes » qu'il tenait soigneusement à jour. Le chef de la wilaya 4 dressa l'oreille lorsqu'il entendit le jeune homme lire : « Dans les poches du capitaine Rouget — exécuté — on a trouvé... » et suivait l'énumération des sommes d'argent et objets personnels découverts dans les vêtements du défunt chef adjoint de la wilaya 6. M'hamed remarqua la satisfaction peinte sur les visages des vieux du village. Elle exprimait la confiance accordée à Si Chérif. Il avait liquidé Rouget mais avait porté en compte son argent personnel. C'était un honnête homme !

D'une voix monotone l'étudiant poursuivait sa lecture.

« Dans les poches du colonel Ali Mellah on a trouvé... »

Si M'hamed bondit !

« Comment savez-vous qu'Ali Mellah est mort ? hurla-t-il. Comment savez-vous ce qu'il avait dans ses poches ? Où avez-vous vu son cadavre ?

— Moi je ne sais rien, bégaya le secrétaire, le capitaine me dit d'écrire et j'écris... »

Tous les yeux s'étaient tournés vers Si Chérif. En un éclair il avait perdu son assurance. Son visage était devenu blême. Il tenta

de se justifier et surtout de gagner du temps.

« Il nous faut des détails, exigea Si M'hamed.

— Oui. Oui. Je vais vous en donner. C'est très compliqué. Allons plutôt manger. Pendant le repas je vous expliquerai. »

Tout le monde se leva. Les chefs au burnous immaculé semblaient désorientés. Si M'hamed avait marqué un point sérieux. Il s'approcha discrètement d'Azzedine et lui donna ses instructions.

« Si Chérif cherche à faire diversion, dit-il. Il veut s'enfuir. Alors écoute bien. N'interviens pas. Au contraire, fais une brèche dans la surveillance du camp pour qu'il puisse s'échapper facilement avec ses hommes !

— Mais pourquoi, s'insurgea Azzedine, puisqu'on le tient ?

— S'il s'explique il pourra peut-être trouver une excuse, donner des alibis qu'il faudra vérifier. Les chefs de village ne seront pas absolument convaincus de sa trahison. Tandis qu'en fuyant il signe son crime ! »

Si M'hamed avait raisonné en commissaire politique. Le repas commença sans Si Chérif. Azzedine, à l'affût, le vit s'enfuir accompagné de quelques hommes. Il laissa passer une vingtaine de minutes, puis se présenta sous la tente où les notables dînaient en compagnie de Si M'hamed et de Lakhdar.

« Si Chérif a disparu, annonça-t-il. Je l'ai cherché dans tout le camp. Il a fui avec ses hommes ! »

Un immense brouhaha suivit cette révélation. Les notables se concertèrent un long moment, puis le plus ancien se dirigea vers Si M'hamed.

« Nous avons compris. Si Chérif était un traître.

C'est bien lui qui a tué le brave Ali Mellah. Nous mettons nos hommes à ta disposition. Désigne un chef ! »

Si M'hamed avait gagné. L'unité était réalisée. La wilaya 6 venait de naître dans le sang et la trahison.

Si Chérif se présenta le lendemain à la S.A.S. de Maginot pour se rallier avec sa bande : vingt réguliers bien armés de fusils de guerre et cent cinquante fellahs munis de fusils de chasse. Le ralliement de Si Chérif fut exploité par le service d'action,

psychologique qui en conclut que la population du Sud, lasse des crimes du F.L.N., demandait protection à la France en la personne de Si Chérif et de ses hommes. C'est exactement le contraire qui venait de se produire.

Le chef rallié se vit confier la zone d'Aïn-Bouaf, près de Maginot. Il reçut même l'autorisation de coudre sur ses manches les galons de colonel. Ayant manqué son coup dans l'A.L.N., il le réussissait auprès de l'armée française. L'ambition de Si Chérif était enfin réalisée.

La longue file de camions couleur sable avait quitté Sidi-Ferruch à 17 heures le 22 mai. Les hommes du 3^e R.P.C. avaient pris un dernier bain sur cette plage merveilleuse léchée par une mer transparente, tiédie par le soleil de printemps. Bigeard avait su « situer » son camp de repos que tant d'unités jalousaient. Après l'humidité sournoise et obscure de la Casbah, des venelles poisseuses, des caches et souterrains suintants où depuis des semaines, sans relâche, ils traquaient les réseaux terroristes, les paras du 3 — comme on appelait le 3^e régiment de parachutistes coloniaux — avaient eu l'impression de se purifier au contact du sable et du sel. Inconsciemment pour la plupart, ils en éprouvaient le besoin. Mais la récréation avait été brève. Il fallait repartir. En voyant passer les camions si nombreux, les habitants du petit port algérois de Sidi-Ferruch pensèrent que les « casquettes » de Bigeard regagnaient Alger où la bataille contre les terroristes faisait rage. Mais à l'embranchement de Staoueli, la jeep de tête, au lieu de tourner à gauche vers la grande cité, piqua droit vers la plaine du sud qui, après de multiples virages en pente, apparut aux yeux des chauffeurs agrippés à leur volant. Nulle région ne symbolisait mieux l'œuvre française en Algérie que cette opulente Mitidja. On la sentait lourde, fertile, odorante, fécondée par le colon-pionnier qui lui portait un amour presque charnel. Le soleil couchant dorait les champs de blé frémissant à perte de vue et ajoutait une pointe rosée au vert puissant des vignes et des orangeries. Dans les camions, les hommes chantaient.

Deux heures plus tard, à 19 heures, le 3^e R.P.C. au complet se regroupait à Médéa. Dans les camions les paras s'équipaient. Sous les treillis camouflés ils glissaient le « tricot » kaki ras du cou qui râpait la peau et la courte veste matelassée. Au crépuscule, la Mitidja, gorgée de soleil, semblait restituer en lourdes vagues parfumées la chaleur accumulée dans la journée.

La fraîcheur qui régnait à Médéa, sur les hauteurs de l'Atlas blidéen, n'en était que plus sensible. Cette nuit, dans le djebel, le froid pincerait. À 20 heures c'était à nouveau le départ vers Champlain par une petite route sinueuse : le chemin départemental 23. La nuit était tombée mais les hommes qui connaissaient la région, savaient que de chaque côté du chemin, dans cette ombre devenue hostile, ce n'étaient que rocailles, ravines, talwegs, lits d'oued asséchés, Une nature tourmentée. Favorable aux seuls hommes de l'A.L.N. qui en savaient les secrets. Dans les camions qui roulaient maintenant tous feux éteints, les chants avaient cessé. Les soldats ajustaient sur leurs épaules les brêlages de toile soutenant les lourds étuis de chargeurs de MAT ou de F.M., les grenades et le bidon rempli d'eau ou de thé — le colonel interdisait strictement l'alcool et le vin en opération Certains paras, le dos calé contre leur sac, somnolaient, mais la plupart des visages étaient tendus.

Dans le groupe de tête, renversé sur le dossier de sa jeep de commandement, Bigeard respirait profondément La casquette bien enfoncée sur son crâne rasé, la longue visière piquée protégeant des yeux aux paupières lourdes, il emplissait ses poumons de l'air froid de la nuit. Son chauffeur, surpris, l'entendit même chantonner ou plutôt il vit les lèvres épaisses et gourmandes remuer en souriant. Quel type ! Bigeard avait enroulé son torse puissant dans un pan huilé de toile de tente et, le pied appuyé sur l'aile de la jeep, les muscles détendus, semblait — aux yeux de son chauffeur — « déguster » l'attente du combat.

C'était vrai, Bigeard était heureux mais pour une raison que ne pouvait soupçonner le conducteur de sa jeep. Si le colonel le plus populaire de l'armée française chantonait dans la nuit du 22 au 23 mai 1957, c'est qu'il avait réussi à se sortir du « merdier » d'Alger. Oh ! les résultats avaient été extraordinaires, les colonnes des journaux remplies de photos « parlantes » : fells au regard traqué, le visage mangé de barbe, menottes aux poignets, étalage d'armes, de bombes, d'explosifs saisis dans les caches les plus invraisemblables de la Casbah. Le bilan de ses « p'tits gars » du 3 avait été parmi les meilleurs de ceux de la 10^e division de parachutistes, tout entière engagée dans la « bataille d'Alger ». Ses « casquettes » étaient devenus les enfants chéris de la population européenne qui, grâce à eux, se trouvait soulagée d'une menace de plus en plus aiguë. Mais Bigeard sentait ses hommes intoxiqués par l'ambiance d'Alger. L'enthousiasme des

Européens à l'égard de ceux qui les libéraient de la terreur ne pouvait compenser les problèmes posés par la lutte antiterroriste. Bigeard connaissait ses hommes. Il fallait les aérer. Leur faire oublier, dans la fatigue des longues courses dans le djebel à la poursuite d'un ennemi « estimé », l'action policière, les interrogatoires « durs et poussés et répétés », les irruptions au milieu de la nuit dans les foyers endormis, le regard de l'homme que l'on emmène au milieu des cris des femmes et des enfants. Les hurlements des militants aussi... avant qu'ils ne lâchent l'adresse de la cache, de la fabrique de bombes ou du refuge des terroristes. Ce travail policier n'avait rien d'exaltant. Mais certains — y compris parmi ses officiers — s'étaient laissé prendre au jeu malsain, et y trouvaient sinon du plaisir, du moins une certaine excitation. Ça, les politiciens qui leur avaient donné carte blanche pour « débarrasser Alger de sa vérole » l'ignoraient... ou ne voulaient pas le savoir. Alors Bigeard avait réagi. Profitant de l'amélioration de la situation dans la Ville blanche, il avait « giclé » et — après un court repos — lançait ses hommes dans l'Algérois. En l'absence des unités d'intervention bloquées par la « bataille d'Alger » les *djounoud* de la wilaya 4 (Algérois) avaient parfait leur organisation et accumulé les opérations. Méfaits, assassinats, incendies de récoltes succédaient aux embuscades contre les unités de secteur sous les yeux d'une population musulmane de plus en plus acquise à la révolution.

Depuis le début du mois de mai l'état-major était obligé d'admettre que l'A.L.N. avait l'initiative. Salan, préoccupé au premier chef de remporter la « bataille d'Alger », puis de réussir la mise en place de son plan de pacification, ne pouvait entreprendre d'opérations de grande envergure faute d'unités d'intervention — parachutistes, commandos et hélicoptères — disponibles. Dans l'est de l'Algérie la wilaya 2 (Constantinois) avait subi de lourdes pertes dans le secteur Collo-El-Milia, mais les unités de l'A.L.N. se reconstituaient à une vitesse phénoménale et les rapports qu'envoyaient le préfet Papon et le général Noiret étaient loin de se montrer optimistes. Le barrage de la frontière tunisienne n'était pas terminé et c'était un jeu d'enfant pour les *doujnoud* de l'Aurès et du Constantinois constitués en katibas de cent à cent vingt hommes de franchir le barrage, se ravitailler en Tunisie et revenir dans l'Est algérien puissamment armés et bien équipés. Salan était pris à la gorge : d'une part la « bataille d'Alger » qui, malgré les résultats spectaculaires, n'était

pas terminée, d'autre part ce barrage tunisien dont on avait décidé la construction mais qui traînait singulièrement. Et les accrochages que subissaient les troupes de secteur dans l'Algérois même n'arrangeaient pas les choses.

La wilaya 4 montrait dans ces brefs engagements une combativité, une mobilité et une science de la guerre révolutionnaire inquiétante qui désorientaient la plupart des unités de secteur. Trop d'officiers étaient incapables de se débarrasser de leurs habitudes. Trop de convois empruntaient les mêmes pistes aux mêmes heures, offrant aux commandos de l'A.L.N. une proie facile. Certains se laissaient même aller à mener une « petite guerre » personnelle qui pouvait parfois conduire à la catastrophe. C'est ce qui s'était passé au début du mois de mai à Oued-Malah.

Le commando « Ali Khodja », commandé par Azzedine, était tombé par hasard sur une unité de spahis à cheval et de tirailleurs algériens alors qu'il préparait une embuscade contre un convoi de sept camions qui passait là tous les jeudis. L'engagement avait été violent et les spahis avaient dû battre en retraite, abandonnant plus de soixante morts tandis que le commando « Ali Khodja », qui avait récupéré les soixante armes et plusieurs fusils mitrailleurs, ne déplorait que sept morts et dix blessés. Alors qu'il regagnait sa zone de repli, Azzedine, poursuivi par l'aviation, avait reçu une balle de mitrailleuse 12,7 qui lui avait fracassé l'avant-bras droit. Sous le choc, il s'évanouit. À son réveil, soutenu par ses hommes qui avaient maladroitement soigné sa plaie, il s'aperçut qu'il n'y voyait plus. Pendant quarante-huit heures il fut aveugle. Au troisième jour la vue revint progressivement. Plutôt que de se faire soigner dans un hôpital A.L.N. et devoir quitter son commando, Azzedine résolut de se soigner seul ! Il mit sa plaie à nu, la lava soigneusement et avec une pince et une lame de rasoir, il la débarrassa des esquilles d'os plantées dans la chair meurtrie. Puis avec un chèche trempé dans de la semoule et des œufs il prépara un plâtre de fortune pour maintenir le membre brisé, tout en laissant une « fenêtre » pour que la blessure « respire ». Azzedine allait soigner sa plaie au mercurochrome, enlevant à la main les esquilles profondes qui ressortaient progressivement⁽²³⁾ !

« Je peux encore tirer de la main gauche, dit-il à ses hommes, occupons-nous maintenant des spahis. »

Il avait un compte à régler avec un capitaine dont toute la

population parlait. Ce jeune spahi s'était fait affecter dans le secteur où son père — militaire de carrière — avait été tué par des rebelles. Pour le venger, il avait décidé de mener « sa » guerre. Azzedine s'était pris au « jeu ». Refusant de regagner sa zone de Z'Bar-Bar comme la prudence le commandait, il avait installé ses hommes dans le djebel sur des positions sûres entourant le poste de spahis. Il était impossible d'attaquer un ouvrage aussi important avec la centaine d'hommes dont il disposait. Il fallait donc ruser. Et attendre. Bientôt le capitaine — surnommé « Boukragh » (l'unijambiste) parce qu'il boitait légèrement — repéra les hommes d'Azzedine. Alors commença entre les deux ennemis un jeu de cache-cache meurtrier. Azzedine voulait Boukragh et Boukragh voulait Azzedine. Quinze jours plus tard, après plusieurs escarmouches peu probantes les deux chefs se trouvaient toujours face à face. Azzedine me racontera plus tard :

« Ce capitaine "Boukragh", je l'aimais bien. Je voulais à tout prix l'avoir. Tout comme il voulait ma peau. Mais il mettait un point d'honneur à réussir seul. Il me plaisait. Il n'a jamais appelé l'aviation alors qu'il connaissait très bien ma position. À la jumelle il nous voyait même jouer au football ! Il était ravitaillé par hélico et n'avait rien dit à personne. C'était une histoire entre lui et moi ! »

Si Lakhdar, le chef militaire de la wilaya 4, qui se souciait peu de cette guerre « entre hommes », envoya un blâme à Azzedine pour n'avoir pas regagné la zone qui lui était affectée : le commando dut obéir. Il se repliait en abandonnant Boukragh, lorsque six des tirailleurs algériens désertèrent le poste français pour le rejoindre. L'occasion était trop belle. Sachant que les spahis et la compagnie du B.T.A. que commandait le capitaine allaient poursuivre les déserteurs, Azzedine tendit son embuscade. Elle réussit d'autant mieux que le capitaine se croyait débarrassé des assiégeants. Plusieurs dizaines de morts du côté français, un mort et deux blessés dans le commando « Ali Khodja », qui raflait en outre un armement important et trois postes radio AMGRC 9 — SCR. Le capitaine « Boukragh » avait été tué par un de ses déserteurs dans un silo où il avait cherché refuge.

Le bilan était lourd. L'état-major devait réagir contre la wilaya 4 et son terrible commando. C'est ainsi que Bigeard — qui voulait « sortir ses garçons » d'Alger — fut lancé sur sa piste.

Il était 1 h 30 du matin lorsque les camions s'arrêtèrent en

plein djebel. Bigeard avait à sa disposition sept cents hommes divisés en quatre compagnies, un commando, un escadron et une compagnie de réserve. Immédiatement, les commandants de compagnie entourèrent la jeep du patron. Le colonel tirait sur sa courte pipe. Ses doigts refermés sur la torche électrique laissaient passer un mince rayon qui éclairait la carte d'état-major dépliée sur ses genoux.

« Il faut que la 3^e compagnie parte tout de suite. C'est elle qui a le plus long chemin à faire. Tu sais où tu dois placer tes embuscades ? dit-il à mi-voix au capitaine de la 3.

— Affirmatif, mon colonel.

— Alors, gicle. Tu n'auras pas trop de quatre heures pour trouver ta position. Il faut qu'à 5 heures, au lever du jour, nous soyons prêts. »

Le jeune capitaine salua rapidement et rassembla ses hommes. Sac au dos, en file indienne, ils s'enfoncèrent dans la nuit.

Le 3^e R.P.C. connaissait bien le terrain. Après l'affaire d'Oued-Malah, entre le 9 et le 13 mai, Bigeard avait fait crapahuter ses hommes dans toute la région. En vain. Mais les marches de nuit, les marches forcées leur avaient permis de reconnaître cette nature hostile. Ils avaient surtout repéré des zones de passage. C'est dans l'une d'elles que Bigeard — à la suite de l'accrochage avec les tirailleurs — avait décidé de placer une série d'embuscades.

Cette zone, située près d'Agounenda, gros village au sud de la route Blida-L'Arba, permettait, grâce aux ravins profonds où coulaient l'oued Boulbane et ses affluents encaissés, de passer facilement de Sakamody à la forêt de Beni-Miscera (N.-E.-S.-O.) ou d'Oued-Malah à Blida (S.-E.-N.-O.). Avec un peu de chance le commando Azzedine passerait par cette région. Comme d'habitude, le plan de Bigeard était simple. La 1^{re} et la 2^e compagnie ainsi que le commando montaient chacun trois embuscades aux confluent d'oued ou aux passages entre plusieurs lignes de crête, la 3^e, la 4^e et l'escadron contrôlaient des croisements de pistes et n'avaient ainsi que deux embuscades à monter. Tous les « pièges » étaient disposés en arc de cercle au centre duquel Bigeard installerait « Bruno », son P.C. volant. Seule, la 3^e compagnie, qui s'enfonçait vers le nord, était isolée. La compagnie d'appui qui restait en réserve auprès des Sikorsky

dont les pales se détachaient sur le ciel clair, serait hélicoptée dès que la radio signalerait un accrochage.

Bigéard vérifia une fois encore l'emplacement des embuscades.

« Et attention ! précisa-t-il à ses commandants de compagnie, silence total autant que possible. Un minimum de communications radio. Il n'y aura ce matin aucun survol de la région. J'ai demandé qu'on nous foute la paix avec les reconnaissances aériennes. Si nos gars sont par là, il faut éviter de leur donner l'éveil. Il faut qu'ils se sentent "chez eux", en confiance. Et je ne veux-pas qu'on fume ! En route et bonne chance. » Bigéard frappa son brûle-gueule sur le talon de ses rangers et le rangea soigneusement dans sa poche poitrine. Précédé et suivi de ses postes radio pour l'instant silencieux il se mit en marche, comme tout le monde, pour établir son « P.C. Bruno » à la base de ce carré MY-34 qui représentait cent kilomètres carrés de djebel et qu'il venait de transformer en toile d'araignée. Si cette opération « à l'intuition » réussissait, le plus célèbre des régiments parachutistes et l'élite des rebelles de la wilaya 4 allaient se retrouver face à face.

Au lever du jour les hommes d'Azzedine et ceux de Si Lakhdar, environ trois cents *djounoud*, se mirent en route. Ils accompagnaient Si M'hamed, commissaire politique de la wilaya, qui faisait une tournée d'inspection et d'orientation politique tant auprès des maquisards de l'A.L.N. qu'auprès de la population. Sous l'impulsion du jeune chef, la wilaya 4, qui regroupait tout l'Algérois à l'exception d'Alger, constitué en zone autonome⁽²⁴⁾, s'était terriblement politisée.

Si M'hamed n'avait guère plus de vingt-sept ans. Sa jeunesse, son habileté à établir le contact avec les hommes du maquis lui avaient valu une popularité dont personne jusque-là n'avait pu se vanter dans la wilaya 4. Le colonel Sadek, le grand patron de la 4^e depuis qu'Ouamrane avait gagné Tunis pour se procurer des armes et régler les problèmes que posaient les partisans de Ben Bella, avait beaucoup d'affection et même d'admiration pour ce grand garçon brun et athlétique. Le visage mat barré d'une fine moustache, les cheveux noirs, drus et plantés bas, donnaient au jeune chef une physionomie austère qu'il éclairait parfois d'un sourire. Originaire d'Affreville, il avait milité dans le M.T.L.D. de Messali, avait été responsable des mouvements de jeunesse puis

avait fait partie de l'Organisation Spéciale dans les années 50⁽²⁵⁾. Au maquis, sa double expérience de meneur de jeunes et de chef d'équipe ne reculant pas devant l'action armée lui avait permis de gravir rapidement les échelons de la hiérarchie. Sadek, qui avait apprécié sa culture politique, en avait fait son adjoint dans ce domaine. L'état-major de la wilaya 4 réunissait d'ailleurs des hommes de valeur : le patron, le colonel Sadek, le type même de l'homme d'action, ancien des premiers maquis kabyles de Krim Belkacem, rusé militaire, ayant le contact avec la paysannerie ; Si M'hamed (de son véritable nom Bougarra), la « tête » politique ; Si Lakhdar, adjoint militaire, un maçon d'un courage fou, le promoteur avec Ali Khodja, mort en 1956, des commandos zonaux qui donnaient tant de fil à retordre aux parachutistes ; Omar Oussedik dit Si Taïeb, ancien ouvrier d'usine, syndicaliste, militant du vieux P.P.A. clandestin, était responsable du renseignement. Il sera plus tard ambassadeur à Moscou du gouvernement de la République algérienne. Le responsable des liaisons était Si Salah, un grand garçon châtain, filiforme, très nerveux mais très maître de soi, un peu timide pour un responsable, ce qui ne l'empêchera pas de devenir chef de la wilaya 4 dans les années 60 et même d'être le seul responsable de l'A.L.N. à rencontrer le général De Gaulle dans le secret de son bureau élyséen au cours d'un des épisodes les plus obscurs de cette guerre d'Algérie pourtant fertile en affaires mystérieuses.

À cet état-major s'ajoutaient deux hommes bien différents l'un de l'autre et pourtant complémentaires : Azzedine, un chaudronnier sans culture politique mais d'une bravoure insensée, chef du commando « Ali Khodja », et Boualem Oussedik, un étudiant en lettres de vingt-quatre ans dont nous avons vu le rôle au cours de la « bataille d'Alger » dans l'équipe du docteur Timsit⁽²⁶⁾. Il lui manquait deux certificats de latin et de grec pour avoir terminé ses études supérieures et le colonel Sadek, impressionné par tant de diplômés, lui avait confié la propagande. Il deviendra l'un des hauts fonctionnaires les plus importants de l'Algérie indépendante.

Après le congrès de la Soummam le territoire algérien avait été divisé en six wilayas. Chaque wilaya était elle-même divisée selon le schéma suivant :

Wilaya

(divisée en quatre zones).

Zone

(divisée en quatre régions : dispose d'un commando zonal^[27] du type « Ali Khodja »).

Région

(divisée en quatre secteurs : dispose d'une katiba (soit 100 à 120 hommes bien armés).

Secteur

dispose d'une section (40 *moussbilin*^[28]).

Chaque échelon (zone, région, secteur) était dirigé par un comité, copié sur l'état-major de la wilaya et comprenant :

Un chef politico-militaire ;

Un adjoint politique (responsable de l'O.P.A.^[29]) ;

Un adjoint militaire ;

Un responsable R. L. (renseignement et liaison) ;

+ Services santé et intendance (étudiants pour la plupart).

La wilaya 4 comprenait quatre zones : Z1 (Palestro limite entre l'Algérois et la Kabylie), Z2 (Médéa), Z3 (Ouarsenis), Z4 (Zaccar : montagnes de Miliana).

Ce quadrillage politico-militaire extrêmement serré était destiné à contrecarrer le quadrillage de l'armée française et surtout le plan de pacification qui inquiétait les responsables politiques. Devant les efforts déployés dans le bled par les officiers S.A.S. soutenus par une action psychologique de plus en plus envahissante, il s'agissait de tenir les hommes en main grâce à la discipline et à une campagne d'information permanente. C'était le principal souci de Si M'hamed. Il y avait, en cette fin de printemps 1957, près de cinq mille hommes sous les armes dans la wilaya 4. Cinq mille hommes disséminés dans la nature, sans point fixe de ralliement, sans « caserne ». Cinq mille hommes qu'il fallait contrôler pour éviter l'infiltration de « traîtres » qui, se présentant comme volontaires, pouvaient renseigner les forces françaises. Si M'hamed fit alors interdire la libre circulation d'un secteur à l'autre. On ne pouvait s'y rendre qu'accompagné d'un agent de liaison et muni d'un laissez-passer. De même une katiba, en formation militaire, n'avait pas le droit de sortir de sa propre région sans ordre exprès du chef militaire de la wilaya qui pouvait

avoir besoin de réunir deux ou trois katibas pour une opération bien précise. Celle-ci terminée, chaque unité rejoignait sa région où elle patrouillait sans relâche. Elle seule avait le droit de passer d'un secteur à l'autre.

Mais la plus grande réussite de Si M'hamed, soutenu dans cette direction par tout l'état-major de la wilaya 4, était l'extrême démocratisation qu'il y faisait régner. Chaque chef de katiba était nommé par le colonel Sadek et par Si Lakhdar, les militaires. Le commissaire politique qui y était attaché l'était par Si M'hamed, le politique, mais chaque chef de groupe (onze hommes), c'est-à-dire l'équivalent des sous-officiers dans l'armée française, était élu par ses camarades, qui ainsi supportaient mieux la discipline de l'A.L.N. Si M'hamed et Si Lakhdar avaient décidé, maintenant que chaque région avait sa katiba, que l'A.L.N. devait être une école de progrès où les paysans les plus arriérés bénéficieraient de l'expérience de leurs camarades plus évolués. Chaque *djoundi* avait obligatoirement dans sa musette un morceau de savon, du dentifrice et une brosse à dents. Et il n'était pas question de ne pas s'en servir. Chaque chef de groupe était responsable de l'hygiène. On avait en outre décidé de ne pas porter de grade. « On est tous frères, disait Si M'hamed. On n'a qu'un objectif : l'indépendance de notre pays. Alors je ne veux ni titre ni galon. » Seul le chef dé wilaya portait son grade de « colonel ».

L'afflux de cadres, d'intellectuels, de chefs de réseau chassés de la capitale par la répression qui sévissait pendant la « bataille d'Alger » avait permis un encadrement tout à fait exceptionnel. À la discipline rigoureuse imposée aux paysans rejoignant les maquis au début de la révolution, avait fait place une discipline librement consentie mais sans cesse discutée et expliquée par les chefs eux-mêmes. Grâce à cet encadrement d'un niveau intellectuel et moral assez élevé, et aussi à la libre discussion qui régnait en permanence au niveau le plus bas, celui du secteur, Si M'hamed avait créé un « style wilaya 4 ». Il n'était plus besoin d'imposer telle ou telle décision puisqu'elle était discutée démocratiquement par la base. Chaque action, chaque embuscade, réussite ou échec, faisait l'objet d'une critique, puis d'une autocritique. En outre aucune décision importante n'était prise par un seul chef. Pour la moindre embuscade il fallait que le commissaire politique soit également d'accord.

Pas de galons, pas de titres, pas de supériorité intellectuelle non plus. « Tout le monde est nécessaire, personne n'est indispensable », disait Si M'hamed à tous les intellectuels qui arrivaient au maquis souvent trop conscients de leur avantage sur les paysans du djebel.

« Apprenez-leur ce que vous savez et vous apprendrez à votre tour ce qu'ils savent. Vous serez étonnés... »

Si M'hamed et Si Lakhdar joignaient l'exemple au conseil. Tous les étudiants, lycéens et cadres arrivant au maquis étaient versés d'abord dans les katibas, puis, par petits groupes, dans le commando d'Azzedine où ils découvraient des *djounoud* bien équipés, propres, remarquablement armés et fiers de leur puissance. L'enthousiasme de Si Lakhdar et ses qualités de chef, le courage d'Azzedine, toujours en tête de ses hommes, se transmettaient aux « intellectuels » tout comme ils avaient séduit les fellahs de la plaine et les montagnards incultes du djebel.

Explication de la guerre, discipline librement consentie, admiration pour des chefs toujours à la pointe du combat. Et l'affaire était jouée ! Comment donc avaient procédé les Bigeard, Pouget et autres léopards pour fondre dans un même creuset, emmener dans un même enthousiasme des jeunes gens venus d'horizons si différents ? Bigeard ne s'y trompera pas lorsque, dans des notes d'orientation adressées à ses troupes, il rendra hommage à la combativité, à la discipline et au courage des hommes d'Azzedine.

Dès 1957 il avait fallu développer les efforts de prise en main de la population. Le principal objet du travail effectué par les officiers S.A.S., mis en place par le plan de pacification, était de se substituer à une administration civile défailante sinon inexistante, et ainsi arracher la population à l'emprise du F.L.N. tout en recueillant des renseignements indispensables aux opérations strictement militaires. Si M'hamed s'était aperçu du danger. L'A.L.N. et les forces françaises se livraient à une véritable course pour le contrôle de la population en employant souvent des méthodes semblables. L'une des principales décisions « civiles » du congrès de la Soummam avait été de substituer une administration F.L.N. à l'administration française, que ce soit pour collecter les impôts, procéder à des mariages, enregistrer des naissances ou régler des différends entre paysans. Il était loin le temps où l'A.L.N. naissante faisait tourner pendant une nuit des

petits commandos autour des mechtas pour persuader les habitants de la « puissance » de l'armée de libération. On devait maintenant « expliquer ». Si M'hamed, pour contrecarrer l'action des S.A.S., développa les assemblées du peuple installées par le F.L.N. dans chaque dechra (village). Il fallait convaincre cette masse souvent flottante et hésitante du bien-fondé de la révolution et l'amener à y participer de toutes ses forces. Chaque assemblée du peuple était élue sous le contrôle du F.L.N. C'était le rôle du commissaire politique de secteur ou de région selon l'importance du village ou du bourg. Si M'hamed procéda parallèlement à une campagne d'explication. Très vite, l'aspect revendicatif prit le dessus sur le sentiment religieux des tout débuts. « La reconnaissance de la dignité de l'homme vaut mieux que la *djihad*^[30] », disait-il dans les assemblées du peuple. Cela choquait parfois les vieux mais les jeunes « marchaient ».

L'enjeu de la victoire politique étant le peuple, l'état-major de la wilaya 4 avait établi la primauté du « politique » sur le « militaire ». Il devenait indispensable d'avoir une organisation politique importante au sein de la population. Sans elle, l'A.L.N. n'était plus rien. Ravitaillement. Renseignements. Caches. Tout dépendait de l'attitude des habitants des douars à l'égard de l'A.L.N.

Si M'hamed se rendait compte des multiples pressions auxquelles la guerre soumettait ces malheureuses populations. Répression à la suite d'accrochages, méfaits au cours de ratissages mais aussi séductions de toute sorte apportées par l'officier S.A.S. En outre, s'il était facile de convaincre des *djounoud* que l'on avait sous la main toute la journée, il n'en était pas de même de la population que l'on ne visitait qu'avec précaution dans les grands centres. C'est ainsi que se développa l'organisation politico-administrative implantée dans chaque village. Un petit instituteur coranique, ou un gros commerçant pouvait devenir l'antenne du F.L.N. en relation constante avec le commissaire politique du secteur ou de la région. Sans cesse une partie de l'état-major de la wilaya parcourait les différentes zones, tenant des réunions avec les responsables de région qui transmettaient décisions et informations aux commandements zonaux. Ainsi la population du bled avait-elle l'impression de participer à la direction de la révolution.

C'était une de ces tournées d'information politico-militaire que

faisait Si M'hamed en ce mois de mai 1957. Il quittait la zone 1 de Palestro et se dirigeait vers la zone 2 de Médéa avec Si Lakhdar et deux katibas lorsque Azzedine et son commando l'avaient rejoint après avoir eu un accrochage sans importance — pensait-il — avec le 5^e bataillon de tirailleurs algériens. La veille, le chef politique et le chef militaire avaient profité de la réunion de ces trois cents *djounoud* pour tenir une assemblée avec les gens du village de Som-el-Sebt impressionnés par un tel déploiement de force.

À l'aube du 23 mai, la troupe s'était mise en route. Trois cents hommes bien armés entouraient Si M'hamed. Azzedine ouvrait le chemin avec son commando, Si Lakhdar assurait, le centre et les arrières avec ses deux katibas. Après une demi-heure de marche, un berger se présenta aux hommes de l'A.L.N. Il avait appris que, à quelques kilomètres au sud de l'oued Boulbane, « il y avait plein de parachutistes en embuscade ». Si M'hamed se montra très satisfait. Il avait la population bien en main. Tous les bergers servaient de choufs et le système de relais, de colline en colline, s'avérait efficace.

« Eh bien, nous allons les contourner au nord, dit-il à Lakhdar et à Azzedine. Nous allons suivre l'oued Boulbane et tout de suite après Agounenda, nous prendrons l'oued el-Akhra.

— L'oued de l'Au-delà, dit Azzedine, ce n'est pas un bon présage !

— Si on devait suivre tous les présages ! répliqua Si M'hamed. Et ne sois donc pas superstitieux. »

Azzedine et Lakhdar transmirent les instructions. Il fallait bifurquer vers le nord pour éviter les parachutistes. Si Lakhdar donna l'ordre d'espacer les groupes. « Cinq groupes maximum, puis un vide, puis cinq groupes et ainsi de suite. » La troupe se mit en marche en file indienne. La caravane s'étendait sur plus de deux kilomètres. Azzedine regarda sa montre. Il était 5 h 30 du matin. Il calcula qu'il faudrait cinq heures environ pour atteindre l'embranchement de l'oued Boulbane et de l'oued de l'Au-delà. Ces maudits paras leur faisaient faire un sacré détour.

À la même heure, les cent paras de la 3^e compagnie arrivaient au point C, position qu'ils devaient occuper, un peu après le confluent de l'oued el-Akhra et de l'oued Boulbane. Immédiatement la compagnie fixa son P.C. et, avec une rapidité

phénoménale, les hommes se placèrent en embuscade le long des pentes raides qui descendaient vers le lit de l'oued. Tout était bon pour se dissimuler, un buisson d'épineux, un rocher, des broussailles encore humides de la rosée du matin. Les F.M. tenaient les crêtes. Sur les versants, les hommes étaient en place. Au fond du ravin le passage était libre. En quelques minutes l'embuscade était tendue, démontrant l'extraordinaire efficacité de l'entraînement, puis du repérage du terrain imposé par Bigeard à ses paras. On aurait cru que chaque homme connaissait à l'avance l'emplacement qu'il devait occuper.

Le commandant de compagnie descendit avec trois sous-off' au fond du talweg et examina à la jumelle les flancs des collines environnantes. Ses hommes étaient invisibles. Il serait impossible aux rebelles, s'ils empruntaient ce chemin, de déceler dans cette nature tourmentée la présence de paras à l'affût. Du bon boulot ! Au-dessus des crêtes le ciel était pur. Au fond du ravin une légère brume montait du filet d'eau qui courait entre les galets et les rochers. Pas un bruit, pas un moteur d'avion ou d'hélicoptère.

Le but était atteint : que le paysage familier aux hommes du djebel endorme leur méfiance.

Satisfait de son inspection le jeune capitaine rejoignit son radio dissimulé derrière un énorme rocher. Il tendit la main vers l'émetteur-récepteur, enclencha le contact. Il entendit le grésillement familier qui indiquait qu'à quelques kilomètres au sud, au P.C, Bruno, un autre radio était à l'écoute. Il interrompit la liaison sans prononcer un mot. Les ondes aussi devaient rester silencieuses. Le 3^e R.P.C. ne négligeait pas la valeur de son ennemi qui disposait également de récepteurs. Le soleil qui commençait à taper réchauffait les hommes épuisés par la longue marche. Il leur avait fallu quatre heures pour parcourir au pas gymnastique les dix kilomètres qui les séparaient du P.C. de Bigeard. Dix kilomètres sac au dos, arme sur l'épaule, dégringolant, grimpant, à travers une nature chaotique, s'accrochant aux épineux, s'agrippant aux troncs d'arbre, aux rochers, tout cela pour éviter les pistes où peut-être un chouf déguisé en berger aurait pu les apercevoir. C'était à ce prix, luttant avec les mêmes armes que l'adversaire, que l'on pouvait tenter de le surprendre. À l'entraînement, Bigeard et ses officiers leur avaient expliqué la tactique des rebelles : se mouvoir sur le terrain dans le silence le plus complet, rendre complice une nature

hostile. Ils avaient raillé les grandes opérations traditionnelles où les « bidasses » partaient jusque sur les lieux mêmes de l'embuscade en camions, signalant leur présence à des kilomètres à la ronde !

« Nous devons former une infanterie rustique, fanatique, légère, peu coûteuse, disait Bigeard, nous devons avoir et *nous avons* un idéal supérieur à l'adversaire. La contre-guérilla que nous menons doit être offensive. La chasse aux bandes — celle que je veux que vous meniez —, c'est de la chasse aux grands fauves ! La connaissance du terrain, des itinéraires, la ruse, la patience, l'invisibilité, la promptitude de la réaction quand le gibier se dévoile, sont autant d'atouts majeurs qui doivent être exploités à bloc par les troupes de contre-guérilla... »

Les hommes avaient posé leurs sacs. Cela aussi c'était un des trucs de Bigeard. Les sacs, ça se récupère après l'accrochage. Au combat il faut être libre de ses mouvements. Des armes, des munitions, un bidon d'eau et ça suffisait !

La longue attente commença, énervante, douloureuse. Les muscles chauffés par la longue marche, puis engourdis par l'immobilité au petit matin provoquaient des crampes intolérables. Et il fallait bouger le moins possible ! Le capitaine de la 3 avait établi son P.C. à proximité de la crête pour faciliter les liaisons radio qui pouvaient d'un moment à l'autre donner l'alarme. De son perchoir il avait une vue d'ensemble sur la gorge encore déserte. Il ne put s'empêcher de penser à la situation de sa compagnie, isolée, tout à fait en pointe au nord de l'arc de cercle où les autres unités du 3^e R.P.C. étaient à l'affût. Si l'engagement devait se produire ici, le premier quart d'heure serait rude. Bigeard avait parlé de trois cents gus. En attendant les renforts hélicoptérés il faudrait tenir à un contre trois !

Il est 10 h 40 quand le commando d'Azzedine atteint l'oued el-Akhra. Le plan de Si M'hamed semble avoir réussi. Les paras sont contournés. Les hommes en file indienne s'engagent vers le nord-ouest par le lit de l'oued Boulbane. Rien ne bouge dans ce paysage encaissé où la végétation est rare et déjà desséchée par le soleil de printemps. Soudain, une longue rafale de F.M. retentit, répercutée par les rochers de l'autre versant. Et c'est l'enfer. Les hommes de l'A.L.N. se sont jetés à terre. De tous côtés des rafales, des coups isolés, des explosions de grenades. Un feu nourri provoque la confusion. Azzedine essaie de regrouper ses

hommes. L'instant de panique passé, les *djounoud* habitués au combat à courte distance repèrent les points d'appui.

« Ce sont les paras », crie un homme.

Azzedine fait signe d'éclater en petits groupes, et, par bonds, progresse vers le nord-ouest, donnant ainsi la direction générale de repli. Il faut détourner l'attention des paras et les entraîner dans cette voie pour que la 1^{er} katiba de Si Lakhdar puisse les prendre à revers. Pour certains éléments du commando c'est presque du corps-à-corps. Les hommes, sont à moins de dix mètres les uns des autres. Azzedine compte sur le terrain accidenté et sur l'aide de Si Lakhdar pour sortir du piège dans lequel il est tombé !

À l'arrière, Si Lakhdar et Si M'hamed ont compris. Le chef politique prend avec lui vingt-cinq hommes et fuit vers le nord en direction d'Agounenda. Il obéit ainsi à l'une des règles essentielles de l'A.L.N. qui veut que le chef politique ne participe pas aux combats. C'est le rôle des militaires. Si Lakhdar se porte au secours d'Azzedine par l'oued Boulbane pendant que la seconde katiba essaie de contourner la zone des combats à l'ouest et par ce mouvement déborder les paras par leur flanc gauche. Mais la ronde infernale des hélicoptères commence. La 3 a donné l'alarme radio dès la première rafale. Et la mécanique de Bigeard se met en route. Bien huilée. Parfaite. Les embuscades du sud sont immédiatement levées. Les hommes abandonnent leurs sacs pour se ruer sur les « ventilos » qui les attendent moteurs en route. La compagnie d'appui et la 4^e compagnie sont héliportées sur Agounenda qu'elles atteignent moins d'une demi-heure après le début du combat. Si M'hamed a réussi à fuir mais la katiba, qui s'essayait à un mouvement tournant, se trouve nez à nez avec des paras tombés du ciel. Les lourds Siko déversent par vagues des hommes pliés en deux, l'arme à la main, prêts à tirer. Très vite ils prennent position et bouclent le passage nord. L'escadron héliporté a été envoyé au secours de la 3, les hommes sont jetés en plein combat, coupant la route de repli à Azzedine, qui mesure l'erreur commise en empruntant le lit de l'oued au lieu d'être maître des crêtes. Le commando « Ali Khodja » qui dispose de nombreux F.M. ne peut même pas tirer sur les hélicoptères, proies pourtant faciles lorsqu'ils se stabilisent à deux mètres du sol pour lâcher les vagues de renfort. Les hommes d'Azzedine sont plaqués au fond du ravin par les F.M. qui les surplombent, et ne peuvent riposter.

Les premières minutes de feu ont été meurtrières pour les hommes de l'A.L.N. Mais l'effet de surprise passé c'est maintenant à une guerre de position que vont se livrer paras et *djounoud*. Si Lakhdar et Azzedine qui ont envoyé des agents de liaison vers le sud savent que maintenant l'encerclement est total. Mais un encerclement sur environ trente kilomètres carrés d'un terrain particulièrement accidenté dont leurs hommes connaissent les moindres bosses. La seule chance de s'échapper est d'éclater en petits groupes, ce que les hommes du commando « Ali Khodja » ont déjà fait, et d'attaquer sèchement vers le nord-ouest.

Les combats vont durer trois jours. Chaque nuit qui passe est une chance nouvelle pour les hommes de l'A.L.N. qui peuvent tenter de franchir les lignes françaises. Après quarante-huit heures, les troupes de Lakhdar tiennent encore malgré l'appui aérien demandé par Bigeard. Leur réaction surprend le colonel. De son P.C. volant, transporté au cœur de l'opération il suit les combats par radio. Les paras subissent de furieuses contre-attaques.

« Il faut tout le punch de ma compagnie et de l'escadron pour résister à leurs poussées, signale le capitaine de la 3, ils sont drôlement disciplinés. »

Leur audace est payante. Le blocus est forcé le 25. Pour la wilaya 4 la défaite n'a pas tourné au désastre. Le 26 au matin, les combats ont pratiquement cessé. Seuls quelques coups de feu isolés retentissent encore. „ Dans la journée, toutes les unités se regroupent, la nasse est vide, les jonctions sont faites, le terrain nettoyé. Les fells ont disparu dans la nature, abandonnant leurs morts. Le calme est revenu dans le carré MY-34. C'est fini. Bigeard donne l'ordre de démonter l'opération. Les hommes, fourbus par trois nuits sans sommeil, vont à la rencontre des camions et des hélicoptères qui vont les ramener à leur point de départ au nord de Champlain.

Les officiers, eux, sont au rapport. Bigeard, tout comme les katibas de la wilaya 4, procède à la critique et à l'autocritique du combat. Autour de la carte au 1/50 000 étendue à plat sur une toile de tente, les visages fatigués sont pourtant rayonnants. Le premier dur combat du 3 contre la wilaya se solde par une victoire.

« Bilan ? interroge Bigeard.

— 96 morts, 12 prisonniers, mon colonel, ils ont emmené leurs blessés.

— Et chez nous ?

— 8 morts, 29 blessés mais presque tous très légèrement. »

La caravane de l'A.L.N. a perdu, près du tiers de ses hommes sans compter les blessés.

« Et les armes ? demande encore Bigeard.

— 45 armes dont 1 F.M.

— Seulement ! »

Tous les commandants de compagnie signalent la discipline exemplaire des *djounoud*. Les trois quarts des cadavres ont été retrouvés sans arme.

« L'arme d'un homme abattu est récupérée par le gars le plus proche, remarque un capitaine. Et s'il ne peut pas la transporter il la planque. Sur ce terrain, chaque buisson, chaque rocher est une cache ! C'est en fouillant au hasard et non sur les cadavres que nous avons trouvé la plupart des armes.

— Eh bien, messieurs, conclut le colonel, l'opération a été payante. Ils sont tombés tête baissée dans le piège que nous leur avons tendu. Bravo ! Mais il ne faut pas s'endormir. Et nous devons constater que notre adversaire se bat bien ! »

Bigeard indiqua du tuyau de sa pipe les emplacements des contre-attaques les plus violentes.

« Regardez s'ils ont été obstinés ! C'est le nord-nord-ouest qui était leur objectif n° 1. C'est là qu'ils nous ont fait le plus de mal. Et c'est par là qu'ils ont fui. Chapeau ! Un adversaire qui tombe dans une pareille embuscade, réagit vite et courageusement, contre-attaque — et ça pendant trois jours — et reste discipliné sous le feu de l'aviation, camoufle les armes de ses morts et se révèle capable de faire payer chèrement sa peau après quarante-huit heures d'isolement au milieu d'un ennemi victorieux qui le frappe, on doit le respecter ! Pas étonnant que cet Azzedine et ce Lakhdar n'aient eu jusqu'ici que des victoires sur les troupes de secteur. Voilà des chefs énergiques. J'aimerais bien les avoir chez nous ! »

Sourires du côté des officiers.

« Qu'est-ce que vous avez à rigoler ? C'est vrai. Pendant trois jours ils nous en ont fait baver. Puisse cette leçon leur profiter autant qu'à nous-mêmes ! »

Ça c'était le côté fair-play de Bigeard qui, vainqueur, envoyait des fleurs à tout le monde — même à l'ennemi — mais qui, lorsque le sort lui était défavorable, devenait le plus mauvais joueur du monde.

« Terminé, messieurs, on lève le camp. Retour à Sidi-Ferruch. Agounenda, ils ne sont pas près d'oublier ce nom. C'est quand même autre chose que cette saloperie d'Alger ! »

Bigeard éclata de rire en ajoutant :

« Et là-bas, quand ils vont voir notre bilan, ils vont encore faire la gueule... »

La jalousie de ses confrères était une des choses qui réjouissaient le plus le colonel !

Et à Paris le jeu de massacre politique reprend après une interruption absolument incroyable de seize mois et quinze jours pendant lesquels Guy Mollet a présidé aux destinées de la France, donc de l'Algérie. Mollet est tombé, vive Bourgès ! Oh ! ça ne va pas si vite que cela, il faut sacrifier au Ballet traditionnel. Un petit tour de Pleven. Deux petits tours de Pflimlin. Au passage, le bon René Coty demande, à Mollet s'il ne voudrait pas reprendre sa démission. Mais non. Alors on continue. Trois petits tours de Bourgès-Maunoury. Cette fois, c'est la bonne. Loyal collaborateur de Guy Mollet dont il était le ministre de la Défense nationale, il l'a soutenu dans l'expédition de Suez. Il est un fidèle partisan de la politique de Lacoste. On prend les mêmes et on recommence. Cette fois la crise n'a duré que vingt-deux jours. Vingt-deux jours sans gouvernement à une époque où on en a tant besoin ! Vingt-deux jours pendant lesquels il y a eu Melouza, et aussi à Alger l'attentat du casino de la Corniche et les ratonnades qui ont suivi les obsèques. Décemment, les hommes politiques de la IV^e ne peuvent faire durer la crise trop longtemps, le peuple pourrait se fâcher. Pour l'Algérie, rien de changé. Lacoste reste à Alger. Sa politique sera même renforcée par le départ de « frères » ou de « demi-frères » de parti peu satisfaits de sa façon de voir les choses. En revanche, Max Lejeune se voit confier un tout nouveau ministère : celui des régions sahariennes. Voilà reconstitué le trio Bourgès-Lejeune-Lacoste qui, avec la

bénédiction de Guy Mollet, a approuvé l'abandon des pouvoirs de police et, par suite, de pratiquement tous les pouvoirs civils aux militaires en Algérie ! La politique algérienne de Robert Lacoste est ainsi assurée d'être appuyée par la quasi-unanimité du conseil des ministres.

Dans sa déclaration d'investiture Bourguès affirme : « Le drame algérien a la première place dans mes préoccupations. » Il annonce que, tout en poursuivant la lutte contre la rébellion, il mettra en place les structures politiques nouvelles de l'Algérie sous forme d'une loi-cadre que prépare Robert Lacoste. Bourguès abandonne pratiquement le triptyque de Guy Mollet qui soumettait toute réforme politique à l'écrasement préalable de la rébellion. Il faut maintenant écraser et promouvoir. Ecraser la révolte, promouvoir les musulmans. Combattre durement et apporter des réformes.

Tout cela c'est bien beau, mais ce n'est possible, pensent les militaires, que si le gouvernement les soutient et fait cesser cette campagne de propagande contre l'armée, contre les méthodes employées sur le terrain et dans le déroulement de la « bataille d'Alger ». Ça grogne sérieusement dans les mess, dans les popotes. Certains capitaines, certains colonels disent, écrivent même : « Il nous faut un moral de fer pour résister à toutes ces propagandes qui vont jusqu'à mettre en cause la justice de notre combat, pour résister à l'ambiance d'abandon, alors qu'on aurait tant besoin de sentir que l'action militaire est soutenue fermement et sans restriction par une politique nettement définie. » Et une fraction de l'armée n'a plus guère confiance en ces politiciens « de Paris » qui lui confient des tâches accrues, lui donnent l'ordre de réduire le terrorisme et la rébellion par tous les moyens et qui, dès qu'il y a une « bavure », les laissent tomber en se voilant pudiquement la face.

Dans une guerre révolutionnaire il faut des moyens révolutionnaires. Et ces soldats se sentent de plus en plus attirés par la révolution ! Balayer tous ces pourris, écraser la rébellion, faire des réformes — quitte à les imposer aux plus ultras des pieds-noirs qui n'oseront pas résister à l'armée comme ils le font devant les fantoches de Paris — et remettre « sur un plateau d'argent » cette Algérie enfin propre, pure, nettoyée et heureuse à une métropole ravie ! L'heure n'est pas encore arrivée, mais l'idée est dans l'air.

Pour l'instant André Morice, nouveau ministre de la Défense nationale, fait en Algérie un voyage d'inspection. Il envisage le renforcement des frontières et l'achèvement rapide d'un barrage électrifié qui portera son nom et coupera les rebelles de la Tunisie « véritable poumon de la révolution ». Les renforts demandés par l'état-major sont accordés grâce à un allègement du dispositif militaire français en Tunisie et au Maroc. Voilà les moyens de faire la guerre. Les réformes, Lacoste s'en occupe.

Cette loi-cadre va mobiliser tout le *brain trust* du ministre résidant. Elle va faire couler beaucoup d'encre, provoquer les manifestations les plus hostiles tant du côté du F.L.N. que du côté européen, elle fera chuter un gouvernement — encore un —, tout cela pour n'être jamais appliquée ! Mais son importance est telle dans l'agonie de la IV^e République qu'il faut bien en démonter le mécanisme complexe. C'est la première fois que la France pense à un nouveau statut pour l'Algérie qui vit encore sous celui de 1947 mal appliqué. Lacoste n'a qu'un but en entreprenant ce colossal travail de « rénovation politique de l'Algérie » : garantir les liens entre l'Algérie et la métropole tout en permettant la coexistence pacifique des deux communautés, c'est-à-dire permettre l'évolution démocratique de l'Algérie tout en maintenant celle-ci dans l'ensemble français. Ambitieux programme.

Lacoste y croit ou feint d'y croire. Il en fait une affaire personnelle. Pierre Chaussade, secrétaire général du G.G., certainement l'homme le plus important après Lacoste, un grand fonctionnaire « dur », le réorganisateur de l'administration en Algérie, y croit beaucoup moins.

« Aucun effort politique valable, explique-t-il à Lacoste, ne pourra aboutir tant que tout musulman s'associant à cet effort politique sera égorgé par le F.L.N. ! »

Et il ne parle pas en l'air. Il a des exemples à revendre. Mais Lacoste passe outre : « Il faut bien faire quelque chose, réplique-t-il. Dégripper la machine. Il faut que nous parvenions à dégager de cette masse instable des élites musulmanes qui prendront la relève... Mettons-nous au travail. »

Et naît un monstre. D'une complication telle que seuls ceux qui l'ont engendré seraient capables de l'appliquer en détail. Quant à l'appliquer... On pense sérieusement à découper l'Algérie en un certain nombre de territoires — huit ou dix mais

le chiffre n'est pas précisé — dotés de l'autonomie d'administration le plus large possible. Ces territoires seraient administrés par une assemblée élue au collège unique, qui investirait un conseil de gouvernement présidé par un représentant de la République. Ce n'est pas tout. À Alger, un « parlement fédératif » serait mis sur pied, ayant une compétence de coordination en matière économique, sociale et financière. Ses membres seraient élus soit au suffrage direct soit par les membres des assemblées territoriales. Après un certain délai ils pourraient se voir déléguer d'autres compétences. Lesquelles ? On verra plus tard ! Ce « parlement fédératif » investirait un « conseil fédératif » présidé par le représentant du président de la République française qui serait le chef de l'exécutif. La République française garderait l'armée, la diplomatie, les finances, la justice, l'enseignement, etc. Les autorités territoriales auraient compétence dans les « autres domaines ».

On donne à l'Algérie une autonomie mais on la désosse en huit ou dix territoires avec chacun son président du conseil, son assemblée, son gouvernement. Bien sûr « à un certain stade » on ferait l'unification. Après plusieurs années... quand le calme serait revenu. On reparle fédération. Mais c'est une solution fédérale *intérieure* à l'Algérie et non une Algérie fédérée à la France. C'est multiplier le problème algérien par huit ou dix ! Pourtant, Lacoste y croit. Il est soutenu dans un premier temps par la frange libérale de la population mais elle est tellement étroite que le ministre résidant ne se fait pas d'illusions sur l'appui qu'elle peut lui apporter. Les libéraux pensent qu'avec cette loi-cadre on entame la discussion. Jusqu'alors, c'était le *non-rien-jamais* à toute tentative de réformes. Alors soutenons cet essai même s'il est farfelu.

Lacoste qui court perpétuellement après sa troisième force fait ses comptes. La loi-cadre votée, ce serait au bas mot deux cent cinquante à trois cents députés algériens. Dix ou douze présidents du conseil. Cent cinquante ministres. La plupart musulmans !

« Là, on la tient notre troisième force, dit Lacoste à son cabinet sceptique. On change tout, on bouleverse tout. Et là « ils » sont représentés. « Ils » ne pourront plus se plaindre ! »

Encore faudrait-il qu'« ils » marchent. Et que les Européens approuvent le projet. La grande bagarre sera pour l'automne.

En chassant le C.C.E. d'Alger par une implacable répression, les paras avaient rendu sans le savoir un immense service à la cause de la révolution algérienne. Sans cette menace, chaque jour plus précise, jamais Krim, Abane, Ben Khedda et leurs compagnons n'auraient gagné Tunis. Ils seraient restés sur le terrain, pour guider, surveiller leurs chefs de wilaya, pour imposer la décision du congrès de la Soummam : primauté du politique sur le militaire. Et pourtant il était temps qu'une autorité « centrale » vînt mettre un peu d'ordre dans ces écuries d'Augias qu'étaient, en mars 1957, les « bases » F.L.N. de Tunisie. C'est un des épisodes les plus secrets de l'histoire de la révolution. À l'époque, les Français ne savaient pas grand-chose de ce qui s'y déroulait et plus tard les Algériens préféreront jeter un voile discret sur la preuve des dissensions et de l'anarchie qui y régnaient.

Au printemps de 1957, le F.L.N., à Tunis, est au bord de la catastrophe. Il ne s'agit même plus de fractionnement comme dans l'affaire Rouget en wilaya 6, c'est du tribalisme pur et simple. Une vraie histoire de sauvages dont les partisans de Ben Bella vont se servir pour tenter d'abattre ce C.C.E. qu'ils ne reconnaissent pas. Dès le début de la révolution, le principal souci des maquisards est de trouver des armes. Deux possibilités : les prendre aux Français ou s'en procurer en Tunisie, solution que préfèrent les bandes de l'Aurès et tous ceux qui n'ont que quelques dizaines de kilomètres à parcourir pour passer en Tunisie. Le barrage n'existe pas encore et le franchissement de la frontière est un jeu d'enfant. Chaque région envoie donc un ou plusieurs représentants à Tunis pour « débrouiller des armes », comme on dit en Algérie. Et rapidement, ces « envoyés spéciaux » se rendent compte de la puissance dont jouirait celui qui aurait l'exclusivité de cette distribution. Il favoriserait sa région, puis ses alliés. Bref, il serait le patron.

C'est ce que pense un chef chaouïa de la wilaya 1 : Abdelhaï. Depuis la mort de Ben Boulaïd, l'un des Fils de la Toussaint, l'Aurès est en pleine anarchie⁽³¹⁾. Chaouïas du Nord et Nemencha du Sud se battent pour la prédominance. À la lutte contre la France se greffe la séculaire opposition de ces tribus fières, farouches, retranchées dans un pays du bout du monde où, le fusil à la main, on refuse toute influence : turque, arabe, kabyle, française. Passer une vallée dans ces monts de l'Aurès, c'est pénétrer en pays ennemi. Le problème a été évoqué au congrès de la Soummam. Amirouche a même été délégué par le C.C.E. pour

y mettre bon ordre. Le cruel chef de guerre kabyle s'y cassera les dents, ne parvenant à faire régner qu'une paix de façade.

À Tunis, ou plutôt dans les fermes des confins tuniso-algériens qui servent de refuges et de hangars à ravitaillement pour le F.L.N., le Chaouïa Abdelhaï règne en maître. Comptant sur l'appui de ses frères aurésiens tout proches, il s'est désigné représentant unique du Front et pour que les voisins se le mettent bien dans la tête il a fait abattre à la mitrailleuse dans une ferme de Mathildeville les représentants des hommes des Nemencha venus eux aussi récupérer des armes ! Tout cela ne serait qu'un épisode sans grande importance si dans cette affaire ne se profilait l'ombre de Ben Bella qui, dans sa cellule à la Santé, rage de ne pas jouer le rôle de chef unique de la révolution, rôle dont il avait rêvé au Caire et qu'avec l'appui de Nasser il aurait pu s'attribuer. Mais il y a eu le congrès de la Soummam et la création du C.C.E., véritable état-major politico-militaire. La prédominance de l'intérieur sur l'extérieur l'a éliminé de la direction active de la révolution. Ben Bella a fait savoir qu'il ne reconnaissait aucune valeur aux décisions du congrès de la Soummam auquel n'avaient participé ni les représentants de l'extérieur, ni ceux de l'Aurès, ni ceux de la Fédération de France. C'est le début de la longue et violente querelle avec Abane⁽³²⁾. L'arraisonnement de l'avion de Ben Bella et de ses compagnons n'a pas éteint la vindicte du chef arabe contre ces « Kabyles » qui veulent diriger la révolution. Avant son arrestation, Ben Bella⁽³³⁾ a envoyé son homme lige, son meilleur ami, Ali Mahsas, à Tunis, chargé de la base logistique mais aussi et surtout d'un travail de sape auprès des militants. Sa mission principale : critiquer les chefs de l'intérieur qui ont admis dans la révolution « toute neuve » des politiciens de la vieille école comme Ferhat Abbas et le docteur Lamine. C'est d'ailleurs ce dernier qui — après l'arrestation de Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed et Khider — représente le F.L.N. à l'extérieur.

À Tunis, Mahsas, futé, a très vite compris la situation. Il a vu le parti qu'il pouvait tirer de ces « sauvages » de l'Aurès. Il les soutient, leur glisse que le C.C.E., issu d'un congrès auquel ils n'ont pas participé, ne représente rien. Abdelhaï est rejoint par Laghrour Abbès, un Chaouïa, compagnon de Ben Boulaïd. Il a du prestige. Il est de ceux qui ont déclenché la révolution du 1^{er} novembre. C'est aussi un violent. Forts du soutien de Mahsas, ils ne reculent devant rien et organisent la tuerie de Mathildeville. Mahsas, qui les contrôle, triomphe. Pourtant il vient de commettre

deux fautes graves.

D'abord, il s'est opposé violemment aux envoyés du C.C.E. : Ben Aouda — un de ceux qui ont déclenché le massacre du 20 août 1955 dans le Constantinois — et Mezhoudi. Ceux-ci restent dans un prudent *statu quo*, essayant d'envoyer le plus d'armes possible aux wilayas les plus éloignées de la frontière : la 3 et la 4 (Kabylie et Algérois). Et puis ils savent que le gros Ouamrane, l'homme de confiance de Krim, est en route pour régler le problème.

La deuxième faute de Mahsas est de s'être appuyé sur des émigrés algériens résidant en Tunisie : les Soufis. Ce sont des habitants d'Oued-Souf, au sud de Biskra, misérables populations qui ont quitté les limites arides du Sahara pour s'implanter dans les régions minières du Sud tunisien. Dès 1955, les chefs de l'Aurès avaient vu l'importance de cette colonie, l'avaient organisée, imposée, armée. C'est une force qui ne reconnaît que les Chaouïas. Mahsas l'exploite pour saper l'autorité du C.C.E. Les Soufis ont participé au massacre de Mathildeville au cours duquel les chefs nemencha ont trouvé la mort.

Là c'en est trop. L'envoyé de Ben Bella a oublié qu'il était en Tunisie. Bourguiba est outré par la façon de se conduire de ces « alliés » encombrants. Il a à faire face aux représentations quotidiennes de la France qui lui reproche d'apporter l'aide de son pays à la rébellion algérienne, et ces « fellaghas » s'entre-tuent sur son territoire ! Plus grave encore, ils se sont opposés aux militaires et policiers tunisiens qui tentaient de rétablir l'ordre !

Bourguiba prend une colère qui cendre son visage habituellement souriant. Il ordonne l'arrestation de tous les Soufis et des chefs aurésiens Abdelhaï et Laghrour Abbés. Là encore cette décision provoque un combat en règle entre Tunisiens et fellaghas. Bourguiba voit son autorité ébranlée par les Algériens. Il décide une rafle immense. Tous les émigrants, réfugiés et *djounoud* en mission de ravitaillement, doivent être contrôlés, leur situation vérifiée. Des milliers d'hommes sont arrêtés, puis pour la plupart relâchés. Bourguiba retrouve le sourire. Il a montré qu'il était maître chez lui.

Les plus virulents des hommes de l'Aurès étant sous les verrous tunisiens et ceux des Nemencha liquidés, un envoyé du C.C.E. réussit à « recoller la carte » entre les frères ennemis de la

wilaya 1. Cet homme c'est Mahmoud Chérif. Petit, râblé, fort comme un Turc, des yeux rusés, il a une connaissance du combat et de la technique militaire française qui lui assurent un prestige considérable. Et pour cause ! Jusqu'en 1945 il a été officier dans l'armée française. Il a fait Naples, Monte Cassino puis les campagnes de France et d'Allemagne. À son retour, c'est Guelma, Sétif et le massacre de ses compatriotes. Il quitte l'armée et milite. Blessé grièvement au maquis en 1956, il a été évacué sur un hôpital tunisien. À sa guérison, le C.C.E. l'a chargé de rétablir l'ordre et la cohésion, sinon une bonne harmonie, entre l'Aurès et les Nemencha. Il y parvient non sans mal, jouant sur ses origines est-algériennes, sur son prestige et surtout prouvant — grâce à une opération française d'envergure dans l'Aurès — que les maquisards allaient à la catastrophe s'ils poursuivaient leurs luttes fratricides. Il en est à la réorganisation de la wilaya, qui n'a pas de chef nommé par le C.C.E., lorsqu'il reçoit un appel au secours de Mezhoudi, représentant l'état-major de la révolution à Tunis. « Viens vite, c'est urgent, Mahsas est prêt à provoquer la scission. »

Mahmoud Chérif prend un cheval, quelques hommes d'escorte, et arrive en Tunisie où il apprend qu'Ali Mahsas tient une réunion avec les représentants des wilayas en Tunisie. La réunion doit se dérouler à Souk-el-Arba. Ce simple nom éclaire la lanterne de Mahmoud Chérif. Souk-el-Arba est le centre de ravitaillement de la base de Souk-Ahras.

Encore une sombre affaire de division qu'il faut bien raconter car y apparaissent des noms qui vont jouer (et jouent aujourd'hui encore) un grand rôle. Au déclenchement de la révolution, la zone de Souk-Ahras fait partie de la wilaya 2 dirigée, en ce printemps de 1957, par Ben Tobbal. Mais c'est une zone vide, sans armature, sans organisation. Certains chefs des Nemencha (wilaya 1) s'y implantent, réussissent quelques coups spectaculaires, raflent des armes et repartent chez eux. C'est à nouveau le vide. Mais la révolution est en marche. De plus en plus nombreux sont les hommes qui rejoignent le maquis. La zone de Souk-Ahras est prise en main. Un état-major est constitué. Il est riche en noms dont on reparlera. Le chef est Laskri Amara, dit Amara Bouglès, assisté d'Aouacheria, adjoint militaire, et de Hadj Lakhdar, adjoint politique. Les sous-fifres se nomment : Zbiri (qui sera un jour chef d'état-major général et s'insurgera contre le président Boumediene), Ahmed Draïa (aujourd'hui

directeur de la Sûreté du même Boumediene), et Ahmed Nouar, qui sera délégué de la base auprès du C.C.E. Cet état-major, profitant de la proximité de la Tunisie, s'est solidement armé. Il est maître de la zone de Souk-Ahras, zone frontière entre la Tunisie et l'Algérie — d'une importance stratégique immense —, et ne reconnaît ni l'autorité de la wilaya 1 ni celle de la 2. Il veut diriger une wilaya à part entière et Bouglès veut en être le colonel. Il le sera à son heure, C'est dans les rangs de ces « marginaux » qui ne veulent, au printemps de 1957, se soumettre à aucune autorité que se recruteront les membres du fameux complot des colonels qui ébranlera un temps le nouveau C.C.E.

Pour l'instant, Ali Mahsas qui ne recule devant aucun fractionnement pour faire triompher ses idées et celles de Ben Bella, s'appuie sur cette base de Souk-Ahras que le congrès de la Soummam n'a pas voulu ériger en wilaya. Il exploite et utilise toutes les rancœurs, tous les désirs, toutes les ambitions. Le plan pourrait bien réussir car la situation n'est pas brillante pour le C.C.E. Il a déclenché la « bataille d'Alger », où la répression la plus terrible sévit et brise la population ; il a, bien sûr, autorité sur les wilayas 2, 3, 4 et 5 mais que sont ces wilayas si les armes de Tunisie ne leur parviennent pas ? Et pour gagner l'intérieur, les caravanes doivent absolument passer par l'Aurès ou par la base de Souk-Ahras. Que Mahsas parvienne à y imposer sa loi et c'est l'asphyxie. Il pourra « contrôler » les maquis ! S'il réussit, le « poumon de la révolution » ce sera lui. Pour l'instant, il peut disposer de part et d'autre de la frontière de près de quinze mille hommes. Mais il y a eu la réaction défavorable de Bourguiba et le travail d'unification de Mahmoud Chérif. Celui-là, il pense à s'en occuper ! Reste la zone de Souk-Ahras, qu'il faut « chouchouter ». C'est la base logistique de cette zone, à Souk-el-Arba, que Mahsas a choisie comme lieu de réunion.

La séance s'ouvre le 8 mars 1957 à la ferme Mokrani. Mahsas a réuni, outre les représentants de la zone de Souk-Ahras, ceux de la wilaya 1 — du moins ceux qui lui sont fidèles : Chraïet Lazhar, Saï Mohamed et un représentant du C.C.E. Des hommes en armes assurent « la protection ». Indubitablement, Mahsas est le patron. Mahmoud Chérif s'en aperçoit dès son entrée qui fait sensation.

« Que faites-vous là ? demanda-t-il à Chraïet et à Saï.

— Nous, on représente les Aurès-Nemencha !

— Mais c'est moi le représentant. Je suis envoyé par le C.C.E. et les querelles sont terminées. »

Mahsas intervient.

« Les véritables chefs, les vrais représentants, ce sont eux ! Toi, tu n'es qu'un envoyé du C.C.E. que je ne reconnais pas. C'est d'ailleurs tout le sujet de notre réunion. »

Mahmoud Chérif s'assoit et observe. Que peut-il faire d'autre ? Des deux représentants du C.C.E. à Tunis, seul Ben Aouda est présent. Où est Mezhoudi ? L'explication arrive de la bouche de Mahsas.

« Nous avons de graves décisions à prendre, dit l'émissaire de Ben Bella. Nous ne reconnaissons aucune valeur au congrès de la Soummam auquel nous n'avons pas assisté. Aucun représentant de l'extérieur n'était présent. Donc, pour nous, le C.C.E. n'est rien. Ses membres encore moins. En quel honneur obéirions-nous à Krim, à Ben Khedda, à Abane ? Celui-ci, vous le savez tous, joue une politique personnelle. Il veut asseoir son pouvoir. C'est pour cela qu'il attaque si violemment Ben Bella. C'est pour cela qu'il nous envoie de vieux politicards comme le docteur Lamine, comme Ferhat Abbas, comme Toufik El-Madani qui ne comprennent rien à la révolution. Nous devons prendre des décisions concernant Mezhoudi, représentant du C.C.E. à Tunis. Il doit cesser son action. »

C'est le gros morceau à faire avaler. Mahmoud Chérif se penche vers Ben Aouada et lui glisse, à l'oreille :

« Mais on ne peut laisser faire ça, tu es toi aussi représentant du C.C.E. !

— Oui, répond l'autre, mais moi je ne suis chargé que des questions militaires. J'assure ma mission logistique. Je m'entends avec Mahsas. Du moment qu'il me livre des armes... ça me suffit. »

Mahsas veut parfaire son travail.

« Et qu'a décidé le C.C.E. ? poursuit-il. La grève de huit jours. La plus grande sottise jamais commise par la révolution. Nous devons mener dans le djebel une lutte de guérilla avec le soutien du peuple. Nous avons toujours pensé que la ville ne doit intervenir qu'au point final. Elle doit être la base logistique, de ravitaillement et de travail politique. Ceux du C.C.E. en ont décidé autrement et maintenant la répression est terrible. Elle peut nous couper du peuple. On a risqué le démantèlement de l'organisation révolutionnaire pour faire du tapage à l'O.N.U. C'est stupide et ridicule ! »

Mahsas sait tenir son public. Les assistants l'approuvent bruyamment. Mahmoud Chérif ne peut rien dire car il sait, au fond de lui-même, que, sur ce point, Mahsas a raison. L'homme de Ben Bella profite de son avantage.

« Et à qui devons-nous cette belle réalisation ? ajoute-t-il. À Abane ! Il a été obnubilé par le rôle qu'il veut jouer. Il est à Alger, alors il faut qu'Alger soit au premier rang. C'est réussi. Ce

C.C.E., je ne le reconnais pas. »

Mahmoud Chérif l'interrompt : « Je ne suis pas d'accord. Pour moi, le C.C.E. est l'autorité suprême de la révolution.

— Tais-toi, ici tu ne représentes rien. Que toi-même. La zone de l'Aurès, ce sont les frères ici présents qui la représentent réellement. »

On est au cœur du problème. Mahsas frappe un grand coup.

« Vous savez que je suis l'envoyé de Ben Bella et que je n'ai de compte à rendre à personne. Or ce Mezhoudi qui "représente" le C.C.E. ne veut pas se soumettre à nous. Il se moque de l'intérêt commun. Alors je vous demande de signer tous cette motion que je remettrai au président Bourguiba au nom de la révolution algérienne : « Ou Mezhoudi cesse toute activité et quitte Tunis dans les vingt-quatre heures, ou il est arrêté. »

Tout le monde signe. Mahsas a gagné. Mahmoud Chérif a pris sa décision. Il regagne Tunis, bondit chez Mezhoudi : « Il faut que nous partions pour la Suisse. Nos vies sont en danger. Il est temps de quitter Tunis. »

À sa grande stupéfaction, Mezhoudi ne lui demande aucune explication. Sans dire un mot, il désigne le fond de la pièce. Un homme trapu, à grosse tête, engoncé dans un costume européen, est assis sur une chaise. Il découvre des dents d'une blancheur éclatante mais son regard dément le sourire. Ouamrane sait jouer de son physique impressionnant. Mahmoud Chérif qui lui ressemble un peu, même corpulence, même impression de puissance, lui serre la main. Ouamrane, envoyé spécial du C.C.E., est arrivé depuis une heure à Tunis. Sa mission : remettre Mahsas au pas et unifier la base de Tunis. À sa manière. Et son « sourire » en dit long sur ses intentions.

Ouamrane veut faire très vite. La situation est telle qu'on ne peut se permettre de commettre la moindre faute. Les membres¹ du C.C.E. sont en route. Il faut qu'à leur arrivée ils soient les représentants uniques de la révolution.

Ouamrane s'installe à l'hôtel Saint-Georges. Une vie nouvelle pour l'ancien sous-officier français^[34] qui depuis 1947 vit en clandestinité aux côtés de Krim Belkacem. En dix ans, il a parcouru du chemin. Adjoint de Krim en Kabylie, il est devenu

patron de la wilaya 4, l'un des plus représentatifs des membres du congrès de la Soummam. Son nom est célèbre dans toute l'Algérie. Dix fois *L'Echo d'Alger* a publié sa photo, le donnant pour mort. On en a fait un mélange de Fantomas et de Jack l'Eventreur. Ce n'est pas un tendre mais c'est un remarquable meneur d'hommes. À Tunis il fait connaissance avec un nouvel aspect de la vie révolutionnaire : l'action diplomatique.

Avec le docteur Lamine qu'il connaît depuis longtemps, il fait le point de la situation. Le vieux leader semble désemparé. La paralysie faciale dont il souffre souligne sa tension nerveuse. Il est pessimiste.

Mahsas règne partout, explique le médecin, il refuse le C.C.E. et n'a pas voulu me reconnaître comme chef de l'extérieur depuis l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella.

— Rassure-toi, maintenant je suis là, et je me mets à ta disposition.

— Alors il faut tout de suite agir contre l'anarchie qui règne. Tout le monde veut des places. Il n'y a aucune discipline. On se tire dans les pattes. Et quand je dis dans les pattes... »

Le docteur Lamine raconte la fusillade de Mathilde-ville et la réaction de Bourguiba.

« Ils ont piétiné le prestige des Tunisiens, ajoute-t-il, ce sont de vraies brutes sans cervelle. Ils ne connaissent rien et ne pensent qu'au pouvoir local.

— Maintenant, le moment est venu d'expliquer le congrès de la Soummam, répond Ouamrane, et de montrer l'importance de la plate-forme et la directive permanente qui en ressort : l'unité du pays.

— Tu n'y arriveras jamais ici !

— Occupe-toi de l'information. Je m'occupe du reste. »

Comme un véritable bulldozer, Ouamrane balaye les objections. Mezhoudi, Ben Aouda, Kaci, Mahmoud Chérif sont convoqués. Les ordres sont précis :

« Quiconque dit : celui-ci est chaouïa, ou nemencha, ou kabyle, ou constantinois, amenez-le-moi par la force. Je lui arrangerai la cravate ! Il faut faire peur. Montrer qu'on est le plus

fort surtout si ce n'est pas vrai. Il faut aussi convaincre les Tunisiens. »

Ouamrane met son plus beau costume, il en a deux, et demande audience à Bourguiba. Le chef du gouvernement tunisien est séduit par le gros maquisard. Avec son langage fleuri, ses sourires mi-figue, mi-raisin, sa faconde intarissable, Ouamrane lui raconte la révolution. Il fait un portrait extraordinaire des chefs, des héros, des martyrs. Il décrit tout, la vie des maquis, le terrorisme, la répression. Il raconte le congrès de la Soummam, apporte tous les éclaircissements politiques nécessaires, car cet homme fruste a beaucoup appris dans la clandestinité. Abane et Ben M'Hidi, les deux théoriciens de la Soummam, l'ont poli, ont ouvert son cerveau à la chose politique. Et il a la révolution dans le sang. Il est né en pleine Kabylie, où elle est permanente depuis 1830. Le volcan en sommeil s'est simplement réveillé. Ouamrane démontre la représentativité du C.C.E. Il annonce également l'arrivée prochaine de ses membres.

« Et, monsieur le président, je dois vous adresser les excuses du peuple algérien et du C.C.E. pour les agissements inconsidérés d'éléments douteux qui confondent révolution et banditisme. Ils seront châtiés comme ils le méritent. »

C'est du baume au cœur de Bourguiba ulcéré par l'action menée sur son territoire par ces chefs de bande. Ouamrane paraît sérieux. Bourguiba décide de lui faire confiance. Et puis c'est le seul qui jusque-là ait parlé d'unité. C'est un mot qui touche le vieux révolutionnaire tunisien.

« Vous avez raison, dit-il, sans unité... et sans l'aide de vos frères du Maghreb, vous ne parviendrez à rien. »

En sortant du palais présidentiel, Ouamrane peut croire à la victoire. Le président a accepté une conférence algéro-tunisienne. Elle se tient quarante-huit heures plus tard. Et pas avec n'importe qui ! Il y a là Bahi Ladgham, secrétaire d'État à la présidence, Taïeb Mehri, ministre de l'Intérieur tunisien, Abdelmajid Chaker, membre du bureau politique du Néo-Destour, et Ahmed Tlili, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens ; Ouamrane arrive en chef de délégation, accompagné de l'un des envoyés du C.C.E. : Kaci, de Mahsas et de Mahmoud Chérif qu'il présente comme chef de la wilaya 1 « nommé par le C.C.E. ». Mahsas accuse le coup. Il n'est pas au bout de ses malheurs. Car

c'est le cas Mahsas qui est à l'ordre du jour. On liquide d'abord des broutilles. Ouamrane demande qu'on lui remette « les chefs de bande qui ont souillé le sol tunisien au cours de fusillades fratricides ». Accordé. Ouamrane se fera remettre Abdelhaï, Laghrour Abbés et leurs hommes. Plus personne n'entendra parler d'eux. Mahmoud Chérif posera plus tard la question à Ouamrane qui sera très évasif : « Ne t'en occupe pas, je les ai envoyés au C.C.E. Tu ne les reverras plus ! »

On en arrive à Mahsas. Le génie d'Ouamrane est de régler ses comptes *devant* les Tunisiens alors que Mahsas, jusque-là, a joué sans se soucier de Bourguiba. En outre, Ouamrane défend l'unité et Mahsas n'a favorisé que le fractionnement qui a provoqué des fusillades.

« Mahsas, au nom du C.C.E. je ne te demande pas de comptes, s'écrie Ouamrane, ton action a été assez funeste. Reprends-toi ou va-t'en. »

Et Ouamrane fait trois suggestions :

« Je te le dis devant nos frères tunisiens. Viens à l'intérieur t'expliquer devant le C.C.E.

Mahsas, qui a deviné Bourguiba favorable au C.C.E., ne donne pas dans le piège. Ses couplets contre l'état-major de la révolution il les garde pour ses éventuels partisans.

« Tu as été envoyé, poursuit Ouamrane, par les frères de l'extérieur avant leur arrestation pour nous représenter tous à Tunis. Alors, et c'est une deuxième proposition, accepte de nous représenter *tous*, C.C.E. et extérieur. Si tu acceptes, je deviens ton adjoint. »

Ça, c'est la grosse subtilité d'Ouamrane qui lui permet de lancer sa troisième suggestion sans avoir l'air d'éliminer Mahsas :

« Ou bien enfin donne ta démission. Je l'accepte au nom du C.C.E. »

Mahsas est coincé devant les Tunisiens mais il n'a pas perdu tout espoir de reprendre en main les hommes de l'Aurès et ceux de la zone de Souk-Ahras. Il faut gagner du temps. Il se fait conciliant.

« Devant nos frères tunisiens, je le dis, j'ai confiance en mon frère Ouamrane. À toi de décider. »

Et l'on se sépare. Le rapport de réunion que reçoit Bourguiba est très favorable à Ouamrane. Celui-ci ne perd pas de temps. Après avoir donné le commandement de la wilaya 1 à Mahmoud Chérif, qui, pour arranger les choses, a pris ses adjoints dans chacune des régions hier opposées, il lui faut régler le problème posé par la zone de Souk-Ahras. Il réunit Amara Bouglès, chef de la zone, et son état-major à la ferme Mokrani. Il tente une dernière fois d'obtenir le rattachement à la wilaya 2. Mais il sent encore trop de réticences ; alors il change de tactique et revient sur les détails du congrès de la Soummam que les hommes de Bouglès, à la suite de Mahsas, ne reconnaissent pas.

« Vous avez un rôle essentiel à jouer dans cet ensemble, explique-t-il, et plutôt que de rejeter l'unité — seule façon de manquer la révolution — vous pouvez en être le ciment.

— Comment cela ? s'inquiète Bouglès.

— L'armée française, qui s'y connaît lorsqu'elle est en campagne, attache une importance essentielle au ravitaillement. Croyez-moi j'ai servi assez longtemps dans ses rangs. Eh bien, je dis que la zone de Souk-Ahras doit être dissoute et transformée en base de ravitaillement. Vous pourrez ainsi constituer de grosses unités qui seront essentiellement chargées du ravitaillement de l'intérieur : vous serez le sang neuf de notre révolution ! »

Bouglès et ses adjoints réfléchissent. Grosses unités-ravitaillement... sang neuf... Ils perçoivent l'importance du rôle que leur propose Ouamrane. Importance très réelle d'ailleurs, ainsi que la suite de l'histoire le montrera. Ils acceptent la proposition. Le dernier espoir de Mahsas s'écroule !

Mais Ouamrane n'en a pas fini avec lui. Il faut l'éloigner. De retour à Tunis il le charge d'une mission de contact avec la Fédération de France. Mahsas ira organiser le soutien logistique pour l'Europe. Et il accepte tout de suite. Cela étonne Ouamrane qui ne comprend la docilité de « l'ennemi » que lorsqu'on lui apprend que Mahmoud Chérif est prisonnier dans un bureau où règnent les hommes de Mahsas !

Celui-ci, ne s'avouant pas vaincu, a tenu des réunions clandestines et a appelé ses gens à la révolte. « La seule solution est d'arrêter tous les responsables envoyés par le C.C.E. ! » Mais on ne peut commencer par Ouamrane qui est un trop gros morceau. Il faut d'abord l'isoler de ses adjoints. Premier visé :

Mahmoud Chérif. Arrivant dans le bureau de Hadj Alfa, en plein centre de Tunis, le nouveau chef de la wilaya 1 s'est retrouvé devant six bonshommes qui lui ont collé le canon de leur mitraillette sur le ventre.

« Mais vous êtes fous, je suis votre chef, je suis Mahmoud Chérif.

— Nous, on ne veut rien savoir. On doit te remettre à nos vrais chefs.

— Et qui sont-ils ?

— Mahsas et Omar Ben Boulaïd. »

Le frère de Mostefa Ben Boulaïd, chef de l'Aurès tué après une opération des services secrets, voulait ainsi reprendre la succession de son frère ! Quitte à jouer avec Mahsas. Heureusement pour Mahmoud Chérif, les hommes qui le gardent sont sincères et acceptent de prévenir le bureau central du F.L.N., 26 rue Es-Sadikia. C'est ainsi que Ouamrane apprend l'affaire. Il envoie cinquante hommes armés qui encerclent la rue, à la grande surprise de la population tunisienne qui voit ces *djounoud* algériens — amis, mais tout de même... — agir comme s'ils étaient chez eux. Mahmoud est délivré. Ouamrane prend sa décision. Il fait arrêter Mahsas après avoir prévenu le président Bourguiba.

Ali Mahsas est gardé dans une villa de la banlieue de Tunis. Il croit sa dernière heure arrivée. Il ne se trompe pas tellement. Ouamrane a donné l'ordre à Kaci de le conduire à « l'intérieur » pour qu'il s'explique devant le C.C.E. qui doit se trouver dans la zone constantinoise de Ben Tobbal. Voyage plein de périls auxquels l'homme de Ben Bella échappera !

En effet, Mahsas parvient mystérieusement à s'échapper et à gagner Rome. Driss Guiga, le chef des services spéciaux tunisiens, a organisé lui-même l'affaire. Le président Bourguiba en a-t-il eu assez de ces tueries et de ces meurtres en série ? Ouamrane n'insiste pas. Le plus important était d'éliminer Mahsas. Voilà qui est fait. Le C.C.E. peut arriver à Tunis, il y trouvera « place nette ». Désormais il n'existe plus à la tête de la révolution algérienne qu'une autorité : la sienne. Mais va-t-elle suffire pour rétablir l'unité ?

Ce n'est qu'au mois de juin 1957 que Krim et Ben Khedda,

accompagnés de Ben Tobbal, font connaissance avec les bureaux du F.L.N. installés aux numéros 24 et 26, rue Es-Sadikia. Lors du passage en wilaya 2, Krim a confié ses soucis à Ben Tobbal ; rien ne marche, la « bataille d'Alger » a été une erreur, les zones frontières avec la Tunisie ne reconnaissent aucun pouvoir central et, plus grave, des dissensions se produisent au sein même du C.C.E. Abane pose un problème qu'il va falloir régler. Il veut tout diriger, tout régenter. Et Krim ne l'entend pas de cette oreille. Il faut qu'une nouvelle réunion du style de celle de la Soummam se tienne à Tunis ou au Caire.

« As-tu un homme de confiance ? demande Krim à Ben Tobbal.

— Oui. Ali Kafi, mon adjoint.

— Alors nomme-le à ta place et viens avec nous à l'extérieur. »

Deux des éléments du triumvirat qui va pratiquement diriger la révolution algérienne sont réunis. Pour le monde, de 1958 à 1962, Ferhat Abbas, Ben Khedda et Ben Bella seront les noms les plus connus, les plus cités, mais dans la coulisse les « 3 B » tireront les ficelles : Krim Belkacem, Ben Tobbal et Boussouf. Abane étant définitivement éliminé. Mais nous n'en sommes pas encore là. Ben Tobbal, Krim et Ben Khedda arrivent à Tunis dans la seconde moitié du mois de juin. Ils ont échappé aux ratissages, aux embuscades des Français, et aussi à la négligence ou au fanatisme de certains. Un exemple parmi tant d'autres : traversant une zone de la wilaya 2, on leur a donné un nouveau guide. On l'appelle « Sten », c'est un illettré fanatique. Il sait l'importance des voyageurs, il sait aussi qu'ils vont diriger la révolution de l'extérieur. Et voilà que dans sa toute petite cervelle, Sten pense ! C'est à ces hommes qu'il va falloir obéir ! Et si parmi eux il y avait un traître ? C'en serait fini de la révolution. Heureusement Allah veille. C'est lui qui a mis leur sort entre les mains de Sten. À lui de les soumettre au jugement de Dieu. Et le guide va faire emprunter aux chefs de la révolution les chemins les plus périlleux de la zone, ceux où régulièrement les Français tendent des embuscades, ceux qui passent à portée de voix des postes militaires ! Ainsi, ils seront « filtrés ». C'est sûr qu'Allah fera tuer les « impurs » qui se seraient glissés dans la caravane ! Par miracle, cette nuit-là, il n'y a ni embuscade ni mines. Tout est calme, les postes endormis. Lorsque Sten quitte les membres du

C.C.E. il est plein de révérence pour ces chefs qui touchent à la sainteté ! Ni Krim, ni Ben Tobbal, ni Ben Khedda ne sauront qu'ils ont confié leur liberté et leur vie à un demi-fou. Il faudra que Sten, de plus en plus dérangé, se confie un jour au médecin de sa wilaya pour que j'apprenne l'histoire qu'ignorent encore les chefs F.L.N.

Dès leur arrivée à Tunis, Ouamrane leur explique comment il a réduit les différentes oppositions. Le problème des zones frontières est en suspens. Les hommes de la wilaya 1, qui ont provisoirement accepté Mahmoud Chérif, et ceux de la zone de Souk-Ahras espèrent des décisions « officielles ». Mais il faut attendre l'arrivée d'Abane et de Saad Dahlab qui, eux, ont fait le tour par le Maroc. Rien d'essentiel ne peut se décider sans que le C.C.E. soit réuni. Krim s'attaque donc à des problèmes strictement militaires. Il complète l'infrastructure extérieure en nommant un « comité du F.L.N. » à Tunis dirigé par Ouamrane avec l'aide de Kaci. Son rôle ? Organiser la base F.L.N. de Tunis, réceptionner les armes et les acheminer discrètement vers la frontière. Ben Aouda aura le même rôle en Libye, ses bases seront Tripoli et Benghazi. Leur action va être essentielle car si Bourguiba laisse librement traverser son territoire aux convois d'armes et accueille volontiers les bases du Front sur la frontière algérienne, les services spéciaux français ne restent pas inactifs et les troupes françaises en Tunisie, bien que regroupées dans des bases de « défense commune », comptent encore vingt-cinq mille hommes. Il faut donc multiplier les précautions. Krim peut compter sur Ouamrane qui vient de montrer qu'il sait allier au courage physique du militaire la souplesse du diplomate.

Enfin Abane et Saad Dahlab arrivent à Tunis ! Immédiatement les quatre rescapés du C.C.E. — Ben M'Hidi s'étant « suicidé » dans les prisons des parachutistes⁽³⁵⁾ — tiennent une réunion qui va durer plusieurs jours. Ben Tobbal y assiste comme chef de wilaya. On renonce aux bureaux de la rue Es-Sadikia pour la villa d'un militant kabyle de Guenzet, Rachid Gaïd, située dans le quartier du Belvédère. Là, à l'abri d'oreilles indiscrètes, le C.C.E. va faire le point de la situation.

Abane ouvre le feu. C'est un véritable réquisitoire auquel se livre le chef politique. Sa première cible : Boussouf, chef de la wilaya 5.

« Nous venons d'inspecter sa zone, dit-il, il y règne en

véritable dictateur, et par la terreur. Il écarte certains, et place des hommes à lui aux postes importants. Non seulement il contrôle la wilaya 5 mais tout ce qui se passe au Maroc. Il a nommé Boumediène comme adjoint. Et ces deux-là, tout ce qui n'est pas avec eux est contre eux. Ce sont de vrais dictateurs. »

Krim, de son côté, a reçu un rapport de Bousouf qui se plaint amèrement de l'attitude d'Abane. « Que veut-il, celui-là ? demande le chef de la wilaya 5, il veut tout contrôler, tout commander. Il reproche nos contacts avec Ben Bella qui nous écrit régulièrement. »

Encore et toujours l'opposition à Ben Bella. C'est surtout cela que reproche Abane sans le formuler. En outre Boumediene, étudiant à la Zitouna de Tunis, puis à El-Azhar au Caire, a été recruté par Ben Bella qui l'a envoyé dès 1955 à la base ouest de Nador. Là, remarqué par Bousouf qui a su apprécier son calme, ses jugements mesurés et la façon dont il assure entre Nador et Nemours le ravitaillement en armes, il est devenu son homme de confiance.

« Ça ne va pas du tout, poursuit Abane approuvé par Saad Dahlab, on ne peut tolérer que ces militaires deviennent des féodaux ! »

Voilà une réflexion qui ne plaît guère à Krim ni à Ben Tobbal. Celui-ci comprend maintenant pourquoi le chef kabyle lui a fait part de ses inquiétudes et l'a fait venir à Tunis. Abane prend les militaires pour des robots. Il ne les tolère qu'ainsi. Et surtout il s'en tient aux décisions prises à la Soummam.

« Nous avons tous décidé, rappelle-t-il, la primauté du politique sur le militaire. »

Krim et Ben Tobbal tentent de le calmer. On passe à d'autres sujets. On refait le bilan de la « bataille d'Alger ». Yacef reste seul, traqué avec ses derniers groupes par les parachutistes. Les nouvelles sont désastreuses. On ne se fait guère d'illusions sur l'issue du combat. C'est un échec. Tous les rapports se recourent : le peuple est las et la suspicion règne partout. Les militants n'osent plus se parler entre eux. Il faut que la wilaya 3 et la 4 envoient de petits commandos étrangers à la ville et inconnus des hommes de Yacef pour manifester la présence du Front. Mais sans plus. Interdiction de créer de nouveaux réseaux tant que la ville est sous le contrôle de la 10^e D.P.

Lors des séances suivantes on évoque le problème de la wilaya de l'Aurès, de la zone de Souk-Ahras... et encore de Ben Bella.

« Maintenant que nous sommes à Tunis, s'écrie Abane, nous devons tenir un nouveau C.N.R.A. Et là chaque partie sera présente. L'intérieur et l'extérieur. Il est temps de reprendre tout le monde en main. De mettre les militaires au pas, de les soumettre aux décisions politiques, d'éviter aussi que les vieux politiciens que nous avons accueillis ne se croient revenus au Parlement français ! Un grand nettoyage est nécessaire ! »

Ses compagnons approuvent le principe de la réunion du C.N.R.A. mais sont plus réservés quant à la façon expéditive que préconise Abane pour « reprendre tout le monde en main ». Et plus le temps passe, plus Krim devient hostile. Abane le sent et s'adoucit avec lui. C'est le seul pour qui il fasse un effort. Car c'est le dernier « chef historique » à jouer un rôle actif. Au sein du C.C.E., Abane « tient » Ben Khedda et Saad Dahlab puisque c'est lui qui, à la Soummam, les a imposés. C'est d'ailleurs l'un des principaux griefs de Ben Bella. Avec les autres politiciens : Lamine, Ferhat Abbas et consort, Abane joue de la carotte et du bâton. « Suivez-moi et vous ne le regretterez pas. Sinon... »

Abane Ramdane, maintenant qu'il est à l'extérieur, se montre plus intransigent que jamais. Il se sait le plus intelligent, le plus « politique », il est aussi l'un des plus purs — il a voué sa vie à la révolution — et ne conçoit pas qu'un chef puisse tirer avantage de sa puissance. Mais il le dit d'une façon qui choque. Il est sûr de détenir la seule vérité. Pourtant, il n'y a pas chez l'homme d'ambition égoïste, il est sincèrement attaché à la direction, collégiale mais ne la conçoit qu'à condition que ses idées priment sur les autres. C'est normal, elles sont les meilleures ! Et puis Abane, qui est violent, qui n'use d'aucune souplesse, souffre de plus en plus d'un ulcère qui le ronge et d'un goitre qui le défigure. Ça n'arrange pas son caractère. Il dit à chacun son fait sans se soucier des témoins. On l'a entendu « vider » Ferhat Abbas d'un bureau : « Sors d'ici, vieux politicard, lui a-t-il dit, tu n'as rien à y faire. On t'appellera quand on aura besoin de toi. » Et le vieux leader s'est retiré sans broncher.

Il n'en va pas de même avec les plus jeunes. M'hamed Yazid, qui vient de quitter l'O.N.U. pour faire le point de son activité politique et financière, s'entend reprocher la location, puis l'achat d'un smoking.

« On ne fait pas la révolution en smoking ! rugit Abane au comble de l'exaspération.

— Il y a façon et façon de faire la révolution, se rebiffe Yazid, au maquis je serais en treillis, à l'O.N.U. lors des réceptions je dois être en smoking comme tout le monde.

— Tu iras en pantalon rapiécé ! Ou tu iras tâter un peu du maquis ! »

Yazid, qui a accompli à New York un travail considérable, est ulcéré. Il apprécie peu la menace et vient se plaindre à Krim qui devient le confident de chacun. « Ça ne peut plus durer, dit Yazid, qu'il aille lui-même à New York, il verra si c'est si facile. Il ne fait que critiquer tout le monde. Il a parfois raison mais il pourrait le dire d'une autre façon. »

C'est bien l'avis de Krim qui décide de mettre Abane en garde. Les deux hommes ont de l'estime l'un pour l'autre. Krim envie l'intelligence et la culture d'Abane et celui-ci reconnaît la puissance militaire et le courage du chef kabyle.

« Il ne faut pas dépasser les limites, dit Krim à Abane, tu te fais des ennemis pour rien. Tu dis à chacun ses vérités en public...

— Et alors, nous ne sommes pas dans un salon. Maintenant qu'ils ont quitté le maquis ce sont tous des révolutionnaires de palace !

— Tu veux brûler les étapes, aller à cent à l'heure. Il faut agir sagement ou tu t'y casseras la figure.

— Tant pis, je serai en règle avec ma conscience.

— Ton rôle est ici. Tu es le seul à avoir la formation politique dont la révolution a besoin. Il faut créer l'unité, tu le dis toi-même, mais ta façon d'agir est en contradiction avec ce que tu préconises. Tout le monde le remarque : par ton attitude arrogante tu laisses percer ton désir de diriger à ta façon ! »

C'est un coup de semonce. Krim montre les dents sans encore s'opposer carrément à Abane.

« Il va y avoir la réunion du C.N.R.A., répond celui-ci, chacun aura son mot à dire et le dira. Et on verra si ce Ben Bella peut encore nous insulter...

— Mais quel besoin as-tu de le crier sur les toits ? Je crois

comme toi que le congrès de la Soummam était nécessaire. Il faut maintenant le compléter. On est tous là pour cela ! »

La convocation du C.N.R.A. est décidée lors de la dernière réunion du C.C.E. dans la villa du Belvédère. Il se tiendra le 27 août au Caire. On fixe un délai d'un mois pour que tous les chefs de wilaya puissent quitter leur poste et gagner la capitale égyptienne. Tenir la réunion à Tunis est trop risqué. Echaudés par l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella, les chefs de la révolution redoutent la présence des troupes françaises sur le territoire tunisien. En outre le siège officiel de la délégation du F.L.N. à l'extérieur est au Caire, où réside le docteur Lamine. Enfin, il faut ménager les Égyptiens pour qui le grand homme reste Ben Bella.

« En tout cas, dit Abane en levant la dernière séance, il faut que le C.C.E. reste à cinq membres. Un organe restreint peut prendre des décisions efficaces tandis qu'un comité élargi ne donnera à ses membres que des raisons supplémentaires de se disputer.

— Je ne suis pas de cet avis, rétorque Ben Tobbal. Ceux qui sur le terrain mènent le combat ont aussi leur mot à dire. Et ils doivent avoir leurs représentants.

— Le C.N.R.A. tranchera, conclut Krim. Mais ce que dit Ben Tobbal me paraît très sensé. »

Les dés sont jetés. Abane regarde Ben Tobbal avec surprise. La prédominance du politique sur le militaire n'empêche pas les colonels de penser et de s'exprimer. Il l'avait oublié en négligeant leur puissance et leur ambition. Voilà une erreur qui allait se payer cher.

C'était à chaque fois un problème pour le docteur Toumi que de désigner un médecin pour le maquis. Et pourtant ce rôle lui revenait depuis que le C.C.E. l'avait nommé médecin chef de la base de Tunis. Il devait réorganiser ce service qui lui aussi était en pleine anarchie. Arrivant de Montpellier avec Khemisti (qui deviendra le premier ministre des Affaires étrangères de l'Algérie indépendante et trouvera une mort tragique sous les balles d'un fou), le docteur Toumi, qui était en septième année de médecine, avait été versé dans le service de santé dirigé par le docteur Nakache d'Oran. Celui-ci dès le début de la révolution avait formé les premiers infirmiers de la wilaya 4, tout en continuant

d'exploiter son cabinet. Il venait à Palestro le samedi et le dimanche et repartait passer la semaine à Oran. Le week-end révolutionnaire ! Puis le C.C.E. l'avait envoyé à Tunis après le congrès de la Soummam ; les Tunisiens lui avaient ouvert leurs hôpitaux et il avait organisé les premiers stages. Malheureusement, le docteur Nakache était un « original » et le docteur Toumi eut l'impression en arrivant à Tunis de pénétrer dans un asile de fous ! Nakache ne faisait aucune différence entre ceux qui étaient déjà médecins et étudiaient une spécialité et ceux dont la formation ne leur permettait que d'être infirmiers. Il avait institué un stage de dix jours pour tout le monde ! « Après cela, vous êtes médecins », leur avait-il dit sans rire. Les cours étaient burlesques. Nakache pérorait et professait une médecine « révolutionnaire » apprise, disait-il, grâce à l'expérience des maquis.

« Un maquisard, expliquait-il très sérieusement, doit manger toutes les deux heures pour avoir un taux de glucose élevé qui lui ouvre l'esprit ! » Il complétait ses cours en obligeant ses « médecins » à être cordonniers ou menuisiers, sous prétexte que le maquis en avait autant besoin que des soins d'un médecin. Toumi était au bord de l'écœurement. Après l'immense rigolade des débuts, ils voyait tous ces jeunes étudiants venus à Tunis, prêts à servir la révolution, se demander si tout cela était bien sérieux et si ce mouvement révolutionnaire n'était pas seulement l'œuvre de paysans au cerveau sous-développé qui vivaient encore au Moyen Age et aux fantaisies desquels ils devraient se soumettre.

Les querelles des clans aurésiens, l'attitude de Mahsas qui disait à ceux qui venaient de l'intérieur : « Nous avons des armes, que tous ceux qui en veulent se rangent sous la bannière de Ben Bella », dégoûtaient profondément ces jeunes hommes cultivés qui, quelques jours auparavant, vivaient encore dans un monde cartésien à l'ombre tranquille des facultés françaises. Toumi avait eu une sérieuse algarade avec Ali Mahsas en lui répondant : « Moi je ne combats pas pour ton Ben Bella, je combats pour mon pays. » Il s'apprêtait à partir vers les maquis de l'intérieur lorsque le C.C.E. était arrivé. Ben Khedda, le pharmacien de Blida, membre du C.C.E., s'était penché sur l'organisation de ce service de santé. Nakache avait été incapable de rendre compte de l'argent dépensé, non qu'il l'eût dilapidé — le docteur était un honnête homme — mais il avait tout donné à

droite et à gauche sans tenir de comptes, « à la tête du client ». Le C.C.E. avait donc nommé Toumi à la place de « l'original » qui se retrouvait au sein d'une direction collégiale comprenant les docteurs Mostefai, Chentouf et Haddam.

Il fallait tout organiser. On créa une chaîne de services de santé tout au long de la frontière, quelles que soient les wilayas implantées. Les médecins soigneraient désormais n'importe qui. Ce qui posait déjà des problèmes extraordinaires. Les montagnards chaouïas craignant comme la peste un médecin kabyle « parce qu'il était du même pays qu'Amirouche », et que celui-ci lors de sa mission d'unification dans l'Aurès avait procédé à des purges sanglantes. Ceux de la zone de Souk-Ahras voulaient leur médecin personnel et non celui de la wilaya 2. C'était pour leur chef Amara Bouglès une question de prestige personnel ! Ouamrane, Ben Aouda et Kaci sévirent très durement contre cette anarchie et apportèrent comme chefs de la base de Tunis une aide considérable au docteur Toumi, dont le rôle devenait également politique. Par le biais du service de santé c'était toute la représentation algérienne en Tunisie qu'on réunifiait.

Le docteur Toumi avait également certaines difficultés avec les médecins venus d'Algérie. Il devait prendre des » décisions graves dans des problèmes extra-médicaux. Il venait par exemple de sauver la peau du vieux docteur Bensalem. Ce pauvre homme avait été contacté à son cabinet de Sétif par des hommes d'Amirouche : « Tu dois venir soigner un *djoundi* malade ». Mort de peur, le vieux docteur, pris entre les maquisards et l'autorité française qui surveillait étroitement médecins et pharmaciens musulmans, avait tout abandonné et s'était réfugié à Tunis où Amirouche l'avait retrouvé et condamné à mort. Toumi intervint et régla le problème : le docteur Bensalem payerait une amende très importante — plusieurs millions — et son fils, médecin aussi, s'engagerait dans les rangs du service de santé F.L.N.

Et puis il y avait la peur. La peur physique, celle qui prend au ventre et tord les entrailles. Les nouvelles qui parvenaient des maquis de l'intérieur effrayaient bien des jeunes hommes plus habitués aux spéculations intellectuelles et à l'étude dans le calme de leur cabinet qu'aux longues marches, aux souffrances et privations qui les attendaient. Ils craignaient aussi — et certains n'avaient pas tort — de se retrouver sous les ordres de chefs

ignares qui dans « l'intellectuel » verraient l'ennemi. Leur départ pour les maquis dépendait de Toumi qui se débattait dans d'horribles cas de conscience.

Amirouche et Si Haouès, l'ancien adjoint de Bellounis qui avait rejoint le F.L.N. et était devenu le chef en puissance de la vvilaya 6, demandaient des médecins qui devaient repartir avec eux à la fin du mois de juillet. Le docteur Toumi choisit le docteur Chentir pour Si Haouès, et le docteur Laliem pour Amirouche. Cette « désignation » comme « volontaire » se passa fort bien pour les deux médecins qui étaient réellement volontaires. Mais un infirmier qu'Amirouche avait réclamé rua dans les brancards. Il s'agissait d'un dentiste de Bougie venu à Tunis pour « aider le Front ». Amirouche qui l'avait rencontré avait conseillé à Toumi d'en faire un infirmier. Et c'est cet homme que le chef kabyle réclamait aujourd'hui. Le docteur Toumi annonça donc au dentiste son « volontariat » et son départ pour le lendemain. Au petit matin, l'homme, fou de rage et de peur, était entré dans la chambre de Toumi, lui avait sauté à la gorge en hurlant : « Salaud ! Fumier ! Embusqué ! Tu envoies des hommes à la mort et toi tu restes bien tranquille à Tunis ! » Toumi avait dû l'assommer, puis le confier aux hommes d'Amirouche, qui l'avaient accompagné jusqu'à son domicile pour prendre ses bagages. « Et dépêche-toi, avaient-ils menacé, Amirouche t'attend. » Le dentiste n'avait pas hésité. Empoignant sa valise, il avait trompé la surveillance de ses gardiens, s'était rué à l'aéroport de Tunis et avait pris un billet pour le premier avion quittant la capitale ! Il notait pas le premier à fuir. Heureusement que Toumi pouvait compter sur le docteur Laliem. Lui au moins accompagnerait Amirouche jusqu'au bout !

Ce mois de juillet à Tunis voyait le couronnement des ambitions militaires d'Amirouche. Lorsque Krim était arrivé à Tunis il l'avait trouvé en plein travail.

« Que fais-tu ici ? avait demandé Krim.

— La wilaya manque d'armes, Mohammedi Saïd s'endort. Alors je suis venu avec mes hommes pour me ravitailler car ces cochons de l'Aurès bloquent toutes les armes au passage. »

Le jeune chef avait abattu un travail considérable. Avec le dynamisme et la minutie qui avaient séduit Krim lorsqu'il l'avait connu en Kabylie⁽³⁶⁾ il s'était occupé de ravitailler sa zone. Il avait non seulement récupéré armes et munitions, mais avait pensé aux

moindres détails : cachets, papier, tampons encreurs, stencils. Simples fournitures qui au maquis posaient des problèmes insolubles.

Krim pensa qu'au moins Amirouche « n'avait pas fait le Boulevard » à Tunis. Puisque le C.C.E. avait décidé la convocation du C.N.R.A. auquel Mohammedi Saïd, chef de la wilaya 3, était convié, Krim décida son remplacement par Amirouche. Ce vieux projet pouvait maintenant se réaliser sans heurter les susceptibilités. Passant en revue la situation de chaque wilaya, Krim avait expliqué au C.C.E. que Mohammedi Saïd ne s'était pas montré suffisamment dynamique.

« Il y a du laisser-aller en Kabylie, avait-il dit. Mohammedi Saïd est très pieux, mais il a tendance à créer des rêveurs plutôt que des hommes d'action. Il prie Dieu mais il ne fait rien pour l'aider ! »

Mohammedi Saïd trouverait une place de choix parmi ses amis du C.C.E. Et Amirouche pourrait « relancer » la wilaya kabyle. Toutefois, annonçant sa promotion au jeune chef rayonnant, Krim tempéra son enthousiasme. Il se souvenait des excès sanglants commis par Amirouche au cours de la nuit rouge de la Soummam où il avait voulu soumettre à la révolution une population peu enthousiaste. Il avait fallu que Krim fasse une véritable tournée d'explication pour reprendre la situation en main.

« Tu dois réveiller la wilaya, expliqua-t-il, mais ne pas te lancer dans des opérations d'envergure.

— J'ai des armes maintenant, répondit Amirouche. Je peux y aller. J'ai suffisamment d'hommes et de katibas dans ma zone pour créer des bataillons.

— Mais non, je t'interdis de « mettre le paquet » tout de suite. Ne cherche pas la guerre classique. Si tu donnes trop de fil à retordre aux Français, tu te feras avoir à la longue. Ne fonce pas trop. Ménage la population. Seule la guérilla est possible. C'est une lutte d'usure que nous menons. Elle doit aboutir à une solution politique. La solution militaire est impossible. Il faut être réaliste. Nous ne pouvons pas être les plus forts. »

Amirouche promit tout ce que voulait Krim. Oui, il avait compris. Oui, il serait raisonnable. Oui, les Français étaient les plus forts. Ça, il ne le « digérait » pas, mais Krim avait sur lui un réel ascendant et puisque le grand chef militaire le lui disait il

voulait bien « arriver à l'admettre ». Maintenant qu'il avait des armes et qu'il était nommé à la tête de la wilaya 3 il n'avait plus qu'une hâte : quitter Tunis et ses intrigues pour regagner cette Kabylie qu'il aimait tant et dont, à vingt-neuf ans, il devenait le patron ! Il pensait bien en être un jour le « libérateur ».

La compagnie d'acheminement d'Amirouche avait quitté le bec de canard de Ghardimaou dès la nuit tombée. La frontière était toute proche. La construction du barrage de barbelés décidée par les Français avançait à pas de géant et des dizaines de milliers d'hommes étaient mobilisés à surveiller la frontière. Le passage serait rude. La caravane ne pouvait espérer passer inaperçue : 232 hommes et 34 mulets ! C'était l'un des plus importants convois d'armes qui aient jamais été acheminés vers l'Algérie : 400 fusils BSA anglais fournis par l'Égypte (ce qui avait fait dire à Krim que les Égyptiens leur avaient refilé leur pire camelote, les BSA n'étant pas très prisés par les combattants), 4 mortiers de 45, 20 F.M., 52 000 cartouches et 2 mulets de médicaments que surveillait particulièrement le docteur Laliem. Mais ce n'était pas sa seule mission. Amirouche s'était pris d'amitié pour Mostefa Laliem. Les deux hommes avaient le même âge, et Amirouche, ancien ouvrier bijoutier de la région des Beni-Yenni, avait bien connu le père de Mostefa, bijoutier dans ce douar réputé pour l'habileté de ses orfèvres. Amirouche avait accepté que Laliem devienne l'un des médecins de sa wilaya. Et comme le jeune chef prenait avec une autre caravane d'armes la route du sud en compagnie de Si Haouès, il avait chargé Laliem de la surveillance rigoureuse du commando d'accompagnement.

« C'est un commando fourni par la zone de Souk-Ahras, avait expliqué Amirouche, il est commandé par Slimane l'Assaut. C'est un drôle de type qui a fait de la prison un peu partout en France. Mais pas pour de la politique. C'était un droit commun. Il ne pense qu'à se battre. D'où son surnom. Il faudra que tu le modères. Vous devez refuser tous les engagements et assurer l'acheminement des armes jusqu'à la Soummam. Vous avez quarante jours pour cela. Il faut que l'armement arrive, Laliem, sur ta tête ! Et je veux que Slimane et son commando m'attendent à la Soummam si je ne suis pas arrivé ! »

Mostefa Laliem, qui avait fini sa médecine et était en deuxième année d'ophtalmologie, apprenait la guerre. Autour de lui les *djounoud* semblaient ne pas s'apercevoir du poids dont ils

étaient chargés. Certains d'entre eux, outre leurs affaires personnelles, portaient deux fusils et cinquante cartouches. Seuls les hommes de Slimane l'Assaut n'étaient pas encombrés de ballots. Ils étaient prêts au combat.

Il était 23 heures lorsque la caravane aborda la zone frontière. Le canon tonna au sud. « C'est une manœuvre de diversion, expliqua Slimane l'Assaut. Des unités de la frontière attirent les Français au sud pendant que nous passons ici. » Le barrage n'était constitué que d'un réseau de barbelés suivi d'une zone dégagée et ratissée que la caravane franchit facilement. « Il ne faudra pas s'endormir, dit Slimane, car lorsqu'une patrouille française va voir les traces elle partira en chasse. Donc à partir de maintenant marche forcée. » Dans quelques mois le barrage électrifié, miné, surveillé électroniquement deviendra pratiquement infranchissable et pourtant il sera franchi au prix d'une véritable hécatombe. Mais l'été de 1957 était encore une période de relative tranquillité pour les passeurs d'armes. La caravane dépassa sans encombre la zone critique.

Tout au long du voyage Laliem dut intervenir contre Slimane et ses hommes qui toléraient mal de ne pas attaquer les patrouilles ou les camions isolés qu'ils apercevaient alors que le convoi, au repos, était dissimulé dans la nature. Inlassablement le médecin répétait : « Amirouche l'a dit : pas de combat. Il faut que l'armement arrive. » Laliem s'aperçut très vite que le nom d'Amirouche, craint et respecté, était un véritable talisman. Dès l'arrivée en wilaya 2 les hommes de la caravane avaient pris contact avec des maquisards constantinois qui, au passage de leur zone, essayaient de retenir le précieux convoi.

« Restez avec nous. On vous accueille vous et vos armes.

— C'est pour Amiroüche, disait Laliem.

— Ah ! bon. Alors c'est autre chose. Allez-y. On va vous accompagner. »

Laliem pensa que la trouille inspirée par le chef kabyle avait parfois du bon ! En revanche, elle ne fut pas suffisante pour empêcher Slimane l'Assaut d'abandonner la caravane à Serdj-el-Ghoul, la Selle du Monstre, limite de la wilaya 2.

« Ecoute, toubib, de l'autre côté de la vallée, c'est la Kabylie. Moi je ne vais pas plus loin.

— Mais tu dois nous accompagner jusqu'à la Soummam où Amiroüche t'attend.

— Rien à faire. Là-bas on parle kabyle et moi je ne le parle pas. Pour moi, c'est l'étranger. Je retourne en Tunisie.

— À tes risques et périls. Amiroüche sera furieux.

— M'en fous. Allez, vous autres, en route. »

Laliam se retrouvait sans protection à la tête de 196 hommes lourdement chargés. Il envoya un messenger à Amiroüche pour demander de l'aide... et la tête de Slimane !

Quarante-huit heures plus tard, vingt *djounoud* vinrent trouver Laliam. Eux aussi voulaient quitter la caravane. Ils étaient chaouïas et voulaient regagner la wilaya 1. Ils avaient été mis en prison en Tunisie pour avoir été mêlés au massacre de Mathildeville. Amiroüche les avait fait libérer à condition qu'ils « couvrent » le convoi et aillent jusqu'en Kabylie. En outre, lors des deux combats que Slimane avait dû tout de même livrer à des unités françaises qui menaçaient la caravane, ils avaient été désarmés par le chef du commando qui craignait de les voir fuir avec leurs armes. Cette fois, ils se rebiffaient. Laliam tenta de les retenir :

« J'ai demandé la tête de Slimane l'Assaut, leur expliqua-t-il, restez avec nous. On discutera avec Amirouche et vous repartirez après. »

Si Hamimi, le chef de la zone 4 que traversait le convoi, assistait à la discussion. Il prit Laliam à part.

« Laisse-les partir, dit-il.

— Mais j'ai promis sur ma tête d'amener les hommes et les armes à Amirouche. Slimane et son commando sont partis. Si ceux-là en font autant je vais me faire engueuler. Et, en confidence, moi aussi j'ai peur d'Amirouche ! »

Le jeune, médecin était désespéré. C'était autant de problèmes auxquels il n'avait jamais réfléchi au cours de sa vie studieuse. Hamimi le rassura.

« Je prends tout sur moi, je ne veux pas de ces hommes dans ma zone. Ils ne sont pas volontaires et je ne veux ici que des hommes qui acceptent de mourir pour la Cause. Je les laisse partir... mais désarmés. »

Le chef des vingt Chaouïas, apprenant la décision, vint supplier Lalam.

« Ne nous laisse pas partir désarmés, on va se faire tuer.

— Moi je n'ai plus le commandement. En zone 4, c'est Si Hamimi qui commande. Vous avez voulu partir, partez !

— Au moins, donne-moi ta mitrailleuse et tes grenades. Elles ne sont pas comptées dans le convoi. »

Le médecin se laissa faire et le soir même les Chaouïas avaient disparu. Le lendemain, Lalam faisait connaissance avec le P.C. d'Amirouche et avec la zone où désormais il allait vivre. Il avait mis trente-quatre jours pour venir de Tunisie.

Près de six cents S.A.S. étaient maintenant implantées sur le territoire algérien. La politique de pacification se développait à une allure phénoménale. Partout l'armée tentait de remplacer une administration civile défaillante et souvent elle y réussissait. Les résultats commençaient à « payer ». Si la plupart des officiers S.A.S. n'oubliaient pas la mission humanitaire et administrative dont on les avait chargés — soins médicaux, recensement, ouverture de chantier — la principale mission qui leur était confiée restait néanmoins la destruction de l'organisation politico-administrative mise en place par le F.L.N. au sein de la population. La présence de ces S.A.S. devenait pour les maquisards plus gênante que les opérations purement militaires les mieux montées. Au moins, une fois l'engagement terminé, on enterrait les morts, on soignait les blessés et c'était fini. Tandis que là, jour et nuit, le capitaine ou le lieutenant S.A.S. était présent, soutenu par un poste, entouré de harkis ou d'un makhzen.

La participation militaire musulmane s'était développée au cours de cette année 1957. Attirés par une solde régulière doublée de l'attrait d'être « du côté du plus fort », scandalisés aussi par les cruels et souvent injustes actes de chefs rebelles incultes, des hommes venaient de plus en plus nombreux s'enrôler sous la bannière de l'officier S.A.S. Qui étaient-ils ? Il est pratiquement impossible de tracer un portrait objectif du harki. Il fut — tout comme la S.A.S. — ce que fut son chef. Il y eut dans les rangs harkis de braves types, entraînés par de jeunes officiers pleins d'allant, décidés à « renverser la vapeur », à rendre sa dignité à une population qui l'avait perdue ; ceux-là croyaient qu'une ère nouvelle était arrivée. Mais il y eut ceux qu'on employa aux

basses besognes. Indigènes, ils connaissaient les secrets des indigènes et le moyen de les leur faire avouer. Ils se conduisirent comme les plus ignobles délateurs. Haïs par leurs frères, méprisés par leurs « employeurs ». Qu'en dire de plus ? Tous les pays ayant eu la malchance de subir dans leur histoire les effets d'un quadrillage militaire et politique ont eu leurs traîtres, cruels, voleurs, lâches et sadiques. Il y en eut parmi les harkis, qui trouvèrent dans leur collaboration avec la France un moyen de régler des comptes personnels, de s'enrichir, de piller. On verra plus loin qu'ils ne manquèrent pas dans les rangs de la révolution lorsqu'elle sera atteinte par ce cancer que l'on appellera la « bleuite ».

Dans la politique de pacification le renseignement fourni par la S.A.S. locale jouait un rôle essentiel. L'officier S.A.S. parvenait à réaliser ce que l'administration n'avait jamais réussi : recenser les habitants du secteur dont il était responsable. Il les photographiait, leur donnait une carte d'identité, pouvait ainsi les contrôler. Au bout de quelques mois il savait tout. Il était capable de « loger un client » dans la demi-heure qui suivait une demande de renseignement. Il vivait avec la population qui n'était dans la plupart des cas ni hostile ni favorable. Elle attendait, de plus en plus lasse. Interrogée, elle répondait. L'officier S.A.S. savait qui était parti, qui était arrivé. Où étaient passés les fellas la nuit précédente. Il ne négligeait pas pour autant l'action psychologique. « Regardez ce que vous apportent la France et l'armée française : du travail, des routes, de l'eau, l'instruction pour vos enfants. » C'était souvent vrai. Pas toujours. Mais l'officier avait beau jeu d'énumérer les avantages en flétrissant le F.L.N. qui « assassine, empêche les gens de vivre comme ils veulent, extorque de l'argent, des provisions... ». Pourtant les résultats n'étaient pas follement encourageants. Combien ai-je entendu d'officiers parmi les plus purs et les plus enthousiastes au départ, se lamenter sur l'apathie des populations ! Alors certains, beaucoup, se décourageront et n'accompliront plus de leur mission que la partie essentielle à la lutte anti-O.P.A. et à la destruction de la rébellion : le renseignement.

Le docteur Nefissa Hamoud connaissait ce danger. C'est elle qui brossa pour son confrère, le docteur Laliem, nouveau venu au maquis, un tableau complet de la situation dans la wilaya 3. Cette région de Kabylie, la plus peuplée de toute l'Algérie, constituait un terrain de choix pour l'implantation des S.A.S. Elles y étaient

plus nombreuses que partout ailleurs. Terriblement efficaces aussi.

Nefissa Hamoud était une petite bonne femme d'une trentaine d'années, toute noire, toute frisée, engoncée dans un gros pull et un pantalon de treillis kaki. D'apparence insignifiante elle avait pourtant une longue expérience de la guérilla et de la vie des maquis. Lorsque la révolution éclate, cette fille de grand limonadier, installée rue Michelet, les Champs-Élysées d'Alger, a pignon sur rue. Elle est pédiatre et a ouvert un cabinet, 3, rue Lucien-Borgeaud. C'est là qu'elle est contactée en 1955 par Ouamrane, Krim et Abane. Elle est la première femme et le premier médecin à « monter » régulièrement au maquis kabyle, au grand étonnement de montagnards qui n'en croient pas leurs yeux. Soins et transports d'armes. Cette frêle petite doctoresse a des nerfs d'acier et une capacité de travail étonnante. À Alger, elle collabore avec Abane et Ben Khedda, partageant son temps entre l'action théorique et les actes-médicaux. Recherchée par la police d'Alger, elle monte au maquis en mai 1956. En octobre, elle tombe dans une embuscade. Prisonnière, elle est emmenée par des Sénégalais qui la voyant vêtue d'une robe rouge flamboyante, la tête entourée du foulard kabyle, disent à leur capitaine : « C'est une pute aux fellaghas ! » Le capitaine, qui veut en savoir plus — bien que « la trouvant trop vieille » —, la malmène quelque peu. Il arrache son foulard et découvre ses cheveux courts. Ce n'est pas une femme kabyle ! On l'interroge pendant trois jours. Enfin elle révèle son nom : Nefissa Hamoud, pédiatre à Alger. C'est la bombe. Jusque-là on croyait que les femmes « travaillaient » dans l'aide au F.L.N. Là, c'est sérieux. On a découvert un médecin au maquis et c'est une femme. Mais tout va s'arranger. Sa famille, ses amis de la grosse bourgeoisie musulmane sont puissants. On est encore loin de la « bataille d'Alger » où professeurs, bachaghas, grands bourgeois seront traités comme les derniers des dockers. Nefissa est mise en liberté provisoire le 25 novembre 1956. Le 5 décembre, elle est à nouveau au maquis. Elle est médecin au P.C. de Mohammedi Saïd et parcourt la wilaya. Quand Amirouche arrive de Tunis avec Laliem, l'équipe « intellectuelle » de la wilaya 3 s'est étoffée. Il y a là sept médecins, des étudiants en fin d'études, un pharmacien, et aussi deux Européens qui ont fui la capitale. Raymonde Peschard, que l'on appelle Taous, et Danièle Mine, dite Djamila. Elles ont échappé de justesse aux parachutistes. Une autre jeune

femme les accompagne : Louisa Attouche. Son père, kabyle, a épousé une ouvrière française. Enrôlée de force dans la S.A.S. de Sétif elle est montée au maquis après que son père et son frère eurent été fusillés par l'armée.

Amirouche, qui adorait les grades et l'organisation militaires, avait nommé Mostefa Laliem médecin chef de la wilaya 3. Nefissa Hamoud, malgré son ancienneté au maquis, sa spécialité terminée, et son expérience, n'en restait pas moins une femme aux yeux des maquisards !

Laliem fit connaissance avec la vie au maquis. L'équipe médicale de la wilaya ne se limitait pas aux soins et aux opérations. Trois fois par semaine elle donnait des cours de français et d'arabe. « Je ne veux pas que les hommes soient sans rien faire, avait dit Amirouche. Apprenez-leur à lire et à écrire. Ça leur servira... s'ils s'en tirent ! »

Le travail auprès de la population était également très important. Il fallait contrebalancer l'action de là S.A.S. : d'une part aider la population et se faire aider par elle, ensuite faire en sorte que les officiers S.A.S. en sachent le moins possible sur la présence du F.L.N. et surtout sur son action psychologique auprès des habitants.

Ne pas laisser de trace était devenu une obsession. Un coton imbibé de mercurochrome qui traînait par terre et c'était la preuve que le F.L.N. était passé par là. La seule aide médicale auprès de ces populations délaissées ne pouvait venir que de la S.A.S. ou du Front. Si ce n'était pas l'une c'était l'autre. Ce simple coton rougi pouvait déclencher un ratisage dans la zone. C'était en tout cas une source de tracasseries — souvent pis — pour la population des mechtas environnantes : « Où sont-ils ? Quand sont-ils venus ? À quoi ressemblent-ils ? »

De même pour un méchant livre. Un abécédaire trouvé par une patrouille était aussi dangereux qu'un coton maculé car l'armée savait que des « intellectuels » de l'A.L.N. faisaient de l'alphabétisation. Là encore ils étaient face à face. Seuls. L'A.L.N. se devait de montrer à la population que dans ce domaine aussi elle s'occupait d'elle malgré des moyens dérisoires. Car la scolarisation, avec l'assistance médicale gratuite, était l'initiative française la plus appréciée par les paysans du bled. Dans chaque S.A.S. il y avait un de ces bidasses arrivés par pleins bateaux qui se dévouait à une tâche à laquelle il

était rarement préparé : faire la classe. C'était un effort, un progrès immense. Mais ce n'était qu'une goutte d'eau car un million huit cent mille gosses musulmans n'étaient pas scolarisés. L'armée voulait bien remplacer l'administration civile (que l'on n'ose plus dire défaillante devant de tels chiffres !) mais elle ne pouvait tout faire. Et puis il y avait la guerre, qui restait sa tâche principale.

La population, devant la répression implacable, devant ce quadrillage efficace, acquit des réflexes étonnants. Nefissa Hamoud arriva un jour dans un village près de Bordj-Menaïel où les habitants étaient démunis de tout. Les gosses ne connaissaient ni bonbon ni chocolat mais l'un d'eux, il avait à peine six ans, lui dit : « Tu sais moi j'ai un livre. C'est un *djoundi* qui me Ta donné Mais je le cache dans la montagne, bien enveloppé dans un journal. Si les soldats viennent et qu'ils le trouvent ils nous tuent. » Ce livre était son trésor !

La conquête de la population restait le véritable enjeu d'une course pleine de handicaps et de chausse-trapes. Un combat sans merci se livrait poussant le F.L.N. à incendier les écoles françaises et les militaires à interroger durement une population aidée par le F.L.N. La guerre révolutionnaire l'exigeait ainsi. L'ennemi mutuel était celui qui « faisait du bien » : le chef de S.A.S. humain, révolté par les conditions de vie des musulmans, et les Nefissa Hamoud.

Celle-ci en était réduite à donner des consultations « par personne interposée ». Un infirmier A.L.N. n'attirait pas l'attention de la population tandis qu'une doctoresse ne passait pas inaperçue. On la remarquait. On l'entourait. On allait en parler et les militaires de la S.A.S. le sauraient le lendemain et la prendraient en chasse. Elle devait consulter à la sauvette. Pendant que l'infirmier soignait les adultes, elle prenait un gosse dans ses bras et faisait semblant de le bercer. Discrètement elle tâtait la fontanelle, le ventre, écartait les paupières et glissait « en douce » à l'infirmier : « Dis aux parents de faire ceci ou cela. »

À l'automne de 1957 la répression se durcit. Des zones furent vidées et interdites. Des populations entières déplacées et parquées dans des camps de regroupement. Celles qui restaient dans leurs villages étaient sans cesse contrôlées. Elles devaient « coopérer ». Nefissa Hamoud, de passage dans un village avec un petit commando de la zone, se vit amener un gosse qui portait

au front une plaie profonde. Il fallait agir. Elle se découvrit, tira sa trousse, désinfecta la plaie et posa des agrafes. Soudain ce fut l'alerte : un ratissage. Tous les habitants de la mechta allaient être examinés, interrogés, les gourbis fouillés. Que les soldats s'aperçoivent que l'enfant venait d'être soigné et le douar risquait d'être massacré. Dans la région d'Amirouche la répression était devenue sauvage. Alors Nefissa Hamoud, pédiatre, arracha les agrafes au gosse hurlant, le rendit à sa mère affolée et se sauva en promettant de revenir.

Après quelques mois de cette vie implacable, Mostefa Laliem ne se reconnaissait plus. Il avait opéré sans anesthésie, amputant avec une scie à métaux, enlevant un œil à un malheureux alors qu'un âne reniflait à quelques mètres ! À la surprise du médecin tout s'arrangeait grâce à la pénicilline qui faisait des miracles sur ces organismes qui n'y étaient pas habitués. Mais il y avait les cas de conscience, tel ce *djoundi* devenu fou furieux qui risquait par ses hurlements de faire découvrir les caches ou les hôpitaux. » souterrains. « Fais-moi un certificat comme quoi il est fou, demanda le chef de zone, et je le fusille. On ne peut ni le garder ni le renvoyer dans son village où il dira tout. » Et Laliem avait signé le certificat.

Il y aura pourtant plus grave. Des femmes violées au cours d'un ratissage se trouvèrent enceintes. Elles demandèrent à se faire avorter. Le commissaire politique de la zone refusa.

« Mais elles ont été violées au combat, insistèrent les médecins.

— Et qui nous dit que ce n'est pas le copain d'à côté ou un amant de passage ? » rétorqua le commissaire politique, méfiant « par principe » à l'égard des femmes.

Laliem insista et obtint gain de cause d'Amirouche. Mais ce fut le début d'une crise qui ira croissant dans tous les maquis : la méfiance innée qui opposait les maquisards, pour la plupart habitants du bled, aux « intellectuels » venus des lycées et des universités de la ville. Elle allait provoquer la plus effroyable épuration intérieure au cours de l'année 1958.

En fait ces étudiants, ces médecins, étaient souvent très loin des chefs de bande courageux mais instinctifs, agissant sans réflexion suffisante. C'étaient pourtant ceux-ci qui avaient déclenché la révolution à l'heure où les intellectuels, tous les

bourgeois, en étaient bien loin et ne rêvaient que progrès politique par la voie légale.

Dès son arrivée, le docteur Laliem avait senti que les paysans se méfiaient des « intellectuels ». Très souvent ils ne comprenaient pas que ces « privilégiés » viennent combattre à leurs côtés ni surtout pourquoi ils le Taisaient. Amirouche avait en outre la phobie des communistes et des messalistes et simplifiait certains problèmes à l'extrême : être barbu c'était vouloir ressembler à Messali. Il avait ordonné à Laliem, qui portait une courte barbe, de se raser sans délai ! Suivant ce raisonnement simpliste tous les intellectuels, bourgeois privilégiés, qui montaient au maquis étaient considérés comme des communistes. Comment comprendre autrement le désir de se débarrasser du colonialisme chez ceux que leur situation sociale avait placés du « bon côté de la barrière » ?

Cette classification rudimentaire provoquait parfois des situations tragi-comiques. Laliem devait un jour rédiger un tract sur les indications d'Amirouche. Il en commença la rédaction, puis, interrompu par les soins à apporter à un blessé, il confia la fin de la tâche à un autre médecin, le docteur Belhocine. Celui-ci s'en acquitta du mieux qu'il put et, sans y prendre garde, signa le tract : les Combattants de la Liberté. Amirouche, lisant la deuxième partie du tract, voulut faire fusiller le docteur Belhocine !

« Les Combattants de la Liberté, s'écria-t-il au comble de la colère, c'est le groupe de communistes de Maillot que le colonel Sadek a été chargé de réduire ! Ce Belhocine est communiste. "Ils" sont partout ! Fusillé ! »

Laliem eut toutes les peines du monde à convaincre Amirouche de la bonne foi de son camarade.

« Si tu commences à faire fusiller les médecins, où iras-tu ? »

Il ne croyait pas si bien dire !

Leurs conceptions des rapports humains ne facilitaient pas les choses. Amirouche avait permis l'avortement des femmes violées mais il l'avait fait à contrecœur et uniquement parce que Laliem était son ami. Lui-même, tout comme ses chefs de zone et ses *djounoud*, était profondément misogyne. La femme était faite pour rester au foyer. Elle n'avait pas à s'adresser à l'homme et devait obéir. Elle ne devait poser ni question ni problème. Qu'elle

aide la révolution, soit. Mais à des tâches subalternes : soigner les blessés, faire la cuisine, apporter eau, bois, nourriture dans les zones interdites, enterrer dans ces mêmes zones les instruments de cuisine, puis les déterrer, les laver, faire de l'observation, transmettre des renseignements pour permettre aux combattants d'éviter les groupes français. Mais rien de plus. Alors que les intellectuels avaient une autre conception du rôle de la femme. Une conception plus égalitaire qui faisait bondir les combattants !

Amirouche n'avait pas tardé à s'apercevoir de l'hostilité, de l'animosité que portaient beaucoup de ses *djounoud* à ces hommes — et à ces femmes — qui provenaient d'une autre classe, d'une autre société. L'un de ses chefs de zone, Mayouz Hacène, était particulièrement virulent à leur égard. Et Laliani s'en était fait un ennemi mortel en lui reprochant en plaisantant, un jour qu'Amirouche et lui étaient poursuivis par une unité française, d'avoir disparu tout le temps de l'engagement et de ne leur avoir pas fourni sa cache.

« Tu devrais te débarrasser de ces femmes et ces maudits médecins, avait dit Mayouz à Amirouche. Ce sont tous des communistes. Peut-être bien des traîtres. » Et il avait expliqué à son chef que Raymonde Peschard et Danièle Minne, recherchées pour avoir posé des bombes pendant la « bataille d'Alger », étaient présentées par *L'Echo d'Alger* comme communistes.

« Elles sont passées par la wilaya 4, continua Mayouz. C'est pour voir ce communiste d'Omar Oussedik. Ils ont tous été dans les mêmes groupes avant la révolution : les Oussedik, la mère de Danièle Minne et son beau-père Guerroudj. Je suis sûr que c'est un vaste complot. »

Amirouche calma Mayouz mais l'idée fit son chemin. Tous les ennuis venaient des filles et des intellectuels. En revenant de Tunis, le chef kabyle avait été furieux d'apprendre que Danièle Minne s'était mariée avec un jeune dentiste, Si Ali Amrane. Mohammedi Saïd avait donné son accord, il ne pouvait donc revenir sur la décision de son prédécesseur. Mais il estimait que le problème posé par la continence sexuelle imposée aux combattants par l'état-major de la révolution était déjà suffisamment difficile à régler sans le compliquer de tentations et de jalousies ! Les *djounoud* n'avaient pas manqué de remarquer que c'étaient les « intellectuels » qui trouvaient des femmes. On a vu qu'en wilaya 4 le même problème s'était posé⁽³⁷⁾ et que certains

chefs qui s'étaient mariés au maquis avaient dû renvoyer leur épouse en ville ou en Tunisie. « Les infirmières, les jolies filles sont pour les chefs, avaient dit les *djounoud*, et nous, si on couche avec une femme dans un village, on est fusillé ! Il y a deux poids deux mesures dans la révolution. »

Lorsque le docteur Laliani demanda à Amirouche l'autorisation de se marier avec le docteur Nefissa Hamoud, le chef kabyle jugea que la coupe était pleine. À la réunion de la wilaya du 22 octobre 1957 il décida que les femmes devaient partir pour la Tunisie, y compris, surtout, la doctoresse.

Laliam, le docteur Belhocine, Rejouani — un étudiant en mathématiques spéciales en butte lui aussi à la haine de Mayouz qui lui reprochait d'avoir pu aller se soigner en ville et d'en être revenu sain et sauf —, l'aspirant Areski et le sergent Tahar se mirent en route pour la Tunisie dans les premiers jours de novembre. Le 26 novembre, à 5 heures du matin, ils étaient encerclés à Medjana, près de Bordj-bou-Argeridj. Areski, Rejouani, le docteur Belhocine et Raymonde Peschard furent abattus par un élément de légion étrangère. Le docteur Laliam et Nefissa Hamoud furent sauvés par Danièle Minne qui alerta l'officier commandant ce détachement en donnant son identité et celle de la jeune femme qui gisait sans vie : « Je suis Danièle Minne. Et Raymonde Peschard vient d'être tuée. » Ces deux noms qui avaient fait la « une » des journaux d'Alger produisirent un effet magique. Quarante-huit heures après, les deux médecins et la jeune fille étaient à Alger où le capitaine Faulques, le plus célèbre officier de renseignement parachutiste, celui qui obtenait les meilleurs résultats, les attendait.

L'arrestation de Danièle Minne, après celle de Yacef Saadi, et la mort d'Ali la Pointe et de Raymonde Peschard marquaient la fin de la « bataille d'Alger » et la victoire complète des parachutistes de la 10^e D.P. sur ceux qui — selon le mot de Ben M'Hidi — avaient voulu faire de la Ville blanche un nouveau Dien Bien Phu.

Laliam allait connaître les prisons, puis les camps d'hébergement français. Il ne devait épouser Nefissa Hamoud que quatre ans plus tard. Les souffrances qui l'attendaient allaient pourtant lui sauver la vie et lui épargner l'infamie d'être liquidé par ses frères de combat. Car l'idée de Mayouz cheminait dans le cerveau d'Amirouche. Il ne lui semblait pas normal que ces

intellectuels viennent au maquis. Il y avait quelque chose d'autre. Mais quoi ?

Les services spéciaux du colonel Godard allaient lui fournir une réponse qui satisferait Mayouz au-delà de ses espérances !

« Quels crétins, ce n'est vraiment pas possible ! »

Rageusement Robert Lacoste, tassé derrière son grand bureau du Gouvernement général, froissait le tract qu'on lui avait apporté. Il s'agissait d'un formulaire de paquet recommandé comme on en trouve en pile dans n'importe quel bureau de poste à la disposition du public. On pouvait y lire, grossièrement imprimé au tampon de caoutchouc : AVISONS... LACOSTE... LIVRAISON FRANCO TOMATES... BIEN MURES. 11 NOVEMBRE.

Ah ! la population européenne n'avait pas oublié sa victoire sur Guy Mollet le 6 février 1956 et l'avalanche de tomates sous laquelle la dignité et l'autorité du gouvernement de la métropole avaient croulé. Désormais, l'Algérie européenne était persuadée de diriger la politique de la France. Et elle n'avait pas tort. Elle le prouvait de nouveau avec la loi-cadre. Ce tract distribué à des milliers d'exemplaires appelait la population à conspuer Lacoste et sa loi-cadre le lendemain 11 novembre 1957, à l'occasion des fêtes de l'Armistice. Et pour bien montrer à quel point on méprisait l'autorité établie on se servait d'imprimés administratifs pour appeler à la manifestation !

Depuis que Robert Lacoste, profitant de l'assainissement de la situation à Alger où les attentats avaient cessé, avait élaboré et publié les grandes lignes de sa loi-cadre, il était devenu l'homme à abattre. C'en était fini des applaudissements lorsqu'il passait dans la rue. Dès qu'il ne matraquait plus et passait à la deuxième partie de son plan : les réformes, il devenait « Bébé-Lune, ce bradeur de Lacoste, ce traître... »

Comme chaque fois qu'il s'agissait de « lâcher » quelques lambeaux de privilèges, les groupes de pression pieds-noirs avaient sorti leur grosse artillerie. Pierre Chaussade qui venait régulièrement à Paris discuter à Matignon des différents projets de loi-cadre en sentait les effets. Borgeaud et Sérigny menaient l'offensive. Une offensive remarquable. Ils avaient leurs entrées chez Bourgès, et Chaussade savait, en discutant avec le président du Conseil ou ses collaborateurs, quand Sérigny était passé par là ! En outre ils tendaient leurs pièges et leurs traquenards dans

les couloirs du Parlement dont ils montaient l'opinion modérée contre les réformes. Ils étaient d'ailleurs considérablement aidés par les républicains-sociaux dont Soustelle était le plus beau fleuron et qui tirait à boulets rouges contre le projet de loi-cadre. Pour ces derniers il n'y avait qu'un gouvernement de salut public qui pût tirer l'Algérie du guêpier où elle s'était fourrée et, pour le présider, un seul homme providentiel : le général De Gaulle. Les leaders « Rép'Soc' », Debré, Chaban-Delmas, Soustelle, le répétaient à longueur de réunion. Sérigny, l'homme à la francisque, le pétainiste de toujours, s'en moquait, sachant le peu de crédit dont l'homme de Colombey jouissait dans les familles dirigeantes d'Algérie, mais tous ceux qui pouvaient leur apporter une aide étaient les bienvenus. C'est ainsi que, poursuivant des buts bien différents, des groupes, qu'opposera bientôt une haine farouche, allièrent leurs efforts pour que la loi-cadre de Lacoste fût asphyxiée avant terme !

Alger respirait à nouveau librement. Débarrassé de la terreur par les parachutistes, il redevenait la plus belle ville du monde, la plus douce, la plus colorée, la plus amicale. On pouvait désormais vivre « comme avant ».

Ce « comme avant » sera le leitmotiv qu'entonnera systématiquement la malheureuse population européenne que la métropole connaît si mal, chaque fois qu'elle croira définitivement éloigné le danger F.L.N. ou la menace d'abandon. Au 6 février 1956, après la « bataille d'Alger », au 13 mai 1958. Il faudra les barricades pour lui ouvrir les yeux. Le choc n'en sera que plus rude, le désespoir plus grand, la réaction plus tragique.

Une fois de plus, les Européens d'Algérie, qui n'avaient aucune éducation politique, suivaient aveuglément les leaders des groupes de pression, défenseurs de privilèges économiques dont ils bénéficiaient bien peu. Ils s'identifiaient ainsi aux yeux de la métropole à ces riches colons, à ces industriels, à ces tenants du *tout ou rien*, alors qu'à cette époque le revenu moyen du pied-noir était légèrement inférieur à celui du métropolitain^[38]. Mais ça ne faisait rien. On suivait. Et puis la loi-cadre était si compliquée. On n'en avait retenu qu'une chose : le collège unique. Et collège unique cela voulait dire : dehors. ! « Ils » sont neuf millions, nous ne sommes qu'un million. Les vieux arguments qui avaient servi pour mutiler le statut de 1947 et les timides réformes communales, servaient toujours. Lacoste avait bien essayé

d'expliquer la loi-cadre mais il était facile aux Laquière, Goutallier — le restaurateur, patron des poujadistes où Ortiz se manifestait — et autres Martel de faire entendre à la population, selon un raccourci d'idée et de pensée apprécié en Algérie, que loi-cadre = *dehors*. C'est simple. On comprend. L'analphabétisme politique de la population européenne était poignant. À sa décharge il faut dire que l'ambiance en Algérie était très prenante. Les journaux étaient pleins d'attentats, de plastiquages, de grenades, de « couilles dans la Bouche... ». Alors dans cette ambiance de terreur latente et feutrée il était facile de « gonfler » les gens. Lacoste et son *brain trust* étaient très conscients de la situation et du piège qu'ils voulaient éviter. Chaussade le technicien, l'analyste, l'avait démonté lors d'une réunion de cabinet où une fois de plus la loi-cadre était sur la sellette : « Si les Européens retrouvent la sécurité — et on s'y emploie — ils retrouveront les moyens de pression politique qu'ils avaient avant. Il n'y aura rien de changé. La difficulté pour nous est la suivante : une fois le F.L.N. brisé, nous ne devons pas nous faire avoir par les Européens. »

Lacoste, avec sa fougue habituelle, avait tapé sur la table et avait dit : « S'ils font les cons, ils trouveront à qui parler ! »

Chaussade me dira plus tard : « Pourtant, moi, je savais bien qu'aucun régime du type de celui dont la France était dotée n'était capable d'assurer ce que nous promettions. »

L'opposition à la loi-cadre grandissait. La cote de Lacoste frôlait le zéro absolu ! Les membres de son cabinet qui tentaient d'expliquer le train de réformes à la « société » algéroise se faisaient agresser de tous côtés.

Michel Gorlin, qui dînait un soir en ville « avec du beau monde », se fit prendre à partie par sa voisine de table, une femme de la haute bourgeoisie d'Alger, qui le traita de « bradeur ».

« Mais enfin, chère madame, dit Gorlin, hors le collègue unique il n'y a pas de solution. En outre, entre nous, la loi-cadre accorde vraiment le minimum. »

Malgré cette « confiance » rassurante la « chère madame » le gifla et ses ongles acérés laissèrent deux longues traînées sur la joue lisse du porte-parole de Lacoste ! Gorlin se leva de table. Le mari, diplômé d'une grande école et héritier d'une importante

fortune, lui présenta des excuses mais Gorlin sentit bien qu'au fond, il n'était pas fâché du geste de sa femme. Les autres convives non plus !

À l'autre extrémité de la société c'était la même exigence. *L'Echo d'Alger* tirait à boulets rouges contre le collège unique et montait les « petits Blancs » contre la loi-cadre. Arnould, le pilote d'Air Algérie, leader avec Mouchan de l'actif Comité d'entente des anciens combattants, véritable force de frappe de toute manifestation à Alger, appelait à la révolte. Et pourtant au G.G., en tête à tête avec Gorlin, cet homme lucide et généreux était pour les réformes. « Mais mes troupes ne seraient pas d'accord, disait-il, et je n'ai rien pour les convaincre. »

Alors les anciens combattants, les instituteurs, le Rassemblement des Français d'Algérie, les associations patriotiques, avaient lancé un appel, reproduit par *L'Echo d'Alger*, sous forme de pétition à envoyer au président du Conseil à Paris :

Nous, citoyens français d'Algérie, déclarons qu'en l'absence de représentants à l'Assemblée nationale il doit être tenu compte de notre opinion.

Toute loi-cadre est *inopportune* avant l'écrasement total de la rébellion.

Nous refusons :

une loi-cadre faite sous le diktat de l'étranger ;

le collège unique ;

tout législatif ou exécutif autonome.

Nous demandons :

la révision immédiate de la Constitution.

On ne pouvait dire plus clairement *non* à toute réforme. Et pour faire bon poids les anciens combattants appelaient à la grève générale le 18 septembre pour protester contre le collège unique. Lorsqu'il apprit cette décision, Lacoste sentit le sang lui monter à la tête. S'ils voulaient l'épreuve de force ils l'auraient. Il appela le général Massu qui depuis la « bataille d'Alger » était chargé du maintien de l'ordre à Alger.

« Massu, je ne veux pas de cette manifestation. Je vous donne

l'ordre de la mater !

— Entendu, monsieur le ministre, ces Européens je les “cintrerai”. Ils sont trop cons. »

Et Massu, qui ne s'embarrassait ni de diplomatie ni de précautions de langage, répéta à qui voulait l'entendre une formule qui lui plaisait bien : « Les Européens, je les cintrerai ! »

À tel point que, le lendemain, *Paris-Presse*, parlant de la grève générale, reproduisit la formule du bouillant militaire. Le colonel Lacheroy, expert en action psychologique au cabinet d'André Morice, ministre de la Défense nationale, en profita pour lancer une pointe contre Lacoste :

« Voyez, monsieur le ministre, cette déclaration intempestive de Massu. Ça y est, Lacoste l'intoxique et lui fait prendre des mesures contre les Européens. Protégeons l'armée qui *ne doit pas être contre les Européens !* »

Insensiblement, on préparait déjà le 13 Mai chez André Morice ! Celui-ci, jaloux, prit ombrage des ordres donnés par Lacoste à *son* armée, d'autant que — seul ministre radical dissident — il envisageait de démissionner pour appuyer son groupe, hostile à la loi-cadre !

Finalement l'ordre de grève générale fut rapporté par les A.C. qui « s'inclinèrent devant les impératifs militaires de la lutte contre la rébellion ». On obéissait aux militaires. Pas à Lacoste. Nuance ! Et puis tout cela n'avait plus d'importance. À Paris, Sérigny, Borgeaud et consorts appuyés par Soustelle et les « Rép'Soc' », soutenus par les radicaux dissidents de Morice, allaient « avoir la peau » du gouvernement. Accessoirement, les voix communistes systématiquement opposées au gouvernement les y aideraient.

Le 30 septembre le gouvernement Bourgès-Maunoury tombe sur le projet de loi-cadre. Une fois de plus, Alger dicte sa politique à Paris. On pavoise. Et le jeu stérile se poursuit. On demande à Mollet si par hasard il ne voudrait pas revenir ! Ça ne marche pas. On sollicite Pleven, puis Pinay. Celui-ci constitue un cabinet qui ne reçoit pas l'investiture. On fait appel à un technicien, Robert Schuman. Échec. Alors on revient à Guy Mollet qui lui aussi constitue un ministère sans plus de succès devant l'Assemblée que celui de Pinay. Enfin, Gaillard arrive. Et réussit. Son cabinet reçoit l'investiture le jour de ses trente-huit

ans ! Bel anniversaire, monsieur le président. Les noms ne changent guère. Bourgès passe à l'Intérieur et Chaban-Delmas reçoit le ministère de la Défense nationale. Lacoste reste en Algérie. Une fois de plus, à une période cruciale de son existence, la IV^e République est restée sans gouvernement. Cette fois, pendant trente-six jours !

Robert Lacoste et son équipe s'étaient remis au travail et préparaient une nouvelle loi-cadre. Rognant à droite, gommant à gauche sur le « minimum » dont Gorlin avait parlé. Il fallait, cette fois, qu'elle fût votée ! Dans son nouveau projet, Lacoste créait des conseils territoriaux des communautés destinés à donner des garanties supplémentaires aux Européens. Ces conseils permettraient de retarder les décisions prises de façon extrême par les musulmans si les Européens n'étaient pas d'accord. On conservait tout de même le collège unique. Ces importantes modifications feront dire à Pierre Mendès-France qu'« une application loyale des principes proclamés en 1947 apporterait encore, dix ans après, plus de progrès et de réformes aux musulmans que l'institution par la loi-cadre d'organes fédératifs dont la constitution dépendait de conditions tellement "nébuleuses" qu'elles ne se réaliseraient peut-être jamais ». Cruelle et lucide prémonition !

Cette « révision » de la loi-cadre ne suffisait pourtant pas à désarmer les « ultras » qui menaient la population européenne. Une nouvelle fois ils appelaient à la manifestation contre Lacoste, contre le collège unique à l'occasion du 11 novembre. C'en était trop.

Lacoste plaça ses C.R.S. aux points névralgiques et, la mâchoire serrée, le visage tendu, il se rendit à la cérémonie. Défilé. Remise de décorations. Salan eut droit à la valeur militaire, politesse qu'il rendra lui-même au ministre quelques jours avant le 13 Mai. À l'issue du défilé, Lacoste y alla de sa petite déclaration : « Nous allons bâtir un ordre nouveau qu'aucun pays au monde n'a encore réussi. » Une bordée d'injures répondit à ces paroles « pleines d'espoir ». Cette fois c'étaient les lycéens et les étudiants qui menaient la danse. Lacoste regagna le palais d'Été tandis que ces jeunes gens se faisaient « ramasser » par les C.R.S. comme de vulgaires habitants de la Casbah par les parachutistes. Le ministre leur avait réservé une surprise douloureuse. Ils se virent supprimer leur sursis. Et le cabinet de

Lacoste publia le communiqué suivant : « Ces jeunes gens généralement en âge d'être sous les drapeaux, au lieu de se consacrer à leurs études, occupent leur temps à des activités qui ne sont pas de mise actuellement en Algérie, alors que leurs camarades du même âge, ouvriers, fonctionnaires et paysans, assument une rude mission dans le désert et les djebels pour les défendre. En conséquence, le ministre de l'Algérie a décidé la suppression immédiate de certains sursis et la révision générale des autres. »

L'Echo d'Alger « s'indigna » de ces manifestations inopportunes tandis qu'il titrait : « Triomphe de la fraternité d'armes franco-musulmane. Les cérémonies se sont déroulées sous le signe de la confiance retrouvée. » Mais le lendemain le tir contre le collège unique reprenait de plus belle. Pour torpiller la loi-cadre ; Borgeaud prenait le relais de Sérigny et la Fédération des maires de l'Algérois déclarait inacceptable le collège unique et réclamait l'intégration. La Fédération avait envoyé à tous les maires de l'Algérois une lettre qui devait être adressée au Sénat et dans laquelle chacun d'entre eux affirmait qu'« Européens et musulmans étaient unanimes à repousser le principe de la loi-cadre ».

Jacques Chevallier, maire d'Alger, libéral et bête noire des ultras, la reçut et la jeta directement au panier. Le maire de la première ville d'Algérie ne faisait plus partie de la fédération et avait condamné depuis longtemps la « stupidité de l'intégration ». Le noyau de libéraux qui gravitaient autour de lui avait confiance en la loi-cadre. Une confiance mesurée, bien sûr, mais cette loi-cadre pouvait ouvrir des horizons. Il fallait l'expliquer aux Européens, en discuter avec les musulmans.

C'est un ami de Jacques Chevallier, Jean-Marie Tiné, qui s'y efforçait. Oh ! pas sur une grande échelle, cela aurait ressemblé à de la provocation, mais en organisant de petites séances de travail où Européens et musulmans se retrouvaient.

Tout comme Jacques Chevallier, Jean-Marie Tiné est un grand bourgeois mais d'une bourgeoisie « sans terre », uniquement commerçante. Les Tiné sont en Algérie depuis 1832. Le père de Jean-Marie était propriétaire de grands magasins à l'enseigne des Deux-Magots. Il y avait introduit pour son personnel musulman la sécurité sociale bien avant qu'elle n'existât en métropole ! Cette initiative avait provoqué un tollé général de la part des gros

commerçants d'Alger. « Mais vous voulez nous ruiner, et vous avec, monsieur Tiné ! » disaient-ils. Il n'en avait fait qu'à sa tête et outre une affaire prospère il avait laissé en héritage à son fils deux petites phrases que le jeune homme ne devait jamais oublier : « Il vaut mieux être deux sur une bonne affaire que seul sur une mauvaise », et « Quand on dit toujours *non* et toujours *jamais* ça risque de mal finir. »

C'est à cette dernière phrase que Jean-Marie Tiné pensait lorsque devenu patron du Coca-Cola pour le département d'Alger, il avait décidé de se lancer dans l'explication mutuelle de la situation. Outre son ami Chevallier il avait réuni un certain nombre de « personnalités » : Oudard, pied-noir d'adoption, directeur de Lesieur en Algérie, Xavier de Vulpillière, agriculteur, gérant de grands domaines, Cointet, directeur du bureau d'études et qui perdra rapidement sa situation en raison de ses positions libérales. Ces hommes pensaient que la politique de pacification prévue par le gouvernement était vouée à l'échec à cause du contexte français. Ils sentaient dans certains milieux métropolitains influents un sentiment d'hostilité de plus en plus important à l'égard des paras et des pieds-noirs. Ils étaient donc partisans d'une politique d'« indépendance dans une bonne compréhension ». Il fallait faire comprendre que c'étaient les pieds-noirs qui avaient fait ce pays et que malgré leur infantilisme politique ils savaient construire, bâtir, retrousser les manches... Mais il fallait aussi les soustraire à l'influence des Sérigny qui les entraînaient dans une politique démentielle. Ils avaient un certain espoir. Cette population passionnée, sans nuance, pouvait être entraînée dans une autre direction, plus réaliste pour son avenir de cohabitation. On avait laissé passer Ferhat Abbas, puis Boumendjel, il fallait saisir la première occasion pour que ces leaders ne soient pas dépassés par plus durs qu'eux.

Le groupe libéral crut qu'à la fin de la « bataille d'Alger » l'heure était venue. La population européenne était enivrée par la victoire des paras mais chez beaucoup on devinait un certain dégoût, en tout cas une inquiétude réelle quant aux conséquences que pouvait avoir une action aussi brutale que celle menée au cours de la « bataille d'Alger ». Beaucoup de Français d'Algérie, ni « excités » ni « libéraux », sentaient qu'il fallait maintenant chercher une solution constructive. Ratisser Alger était une chose, ratisser toute l'Algérie en était une autre. D'autre part, les musulmans rencontrés par ces libéraux estimaient que le prix de

la bataille avait été lourde et prévoyaient qu'il faudrait se contenter d'une étape intermédiaire. La loi-cadre sincèrement appliquée et le collège unique pouvaient en tenir lieu.

Jean-Marie Tiné regroupa chez lui des amis algériens, ses compagnons libéraux et tenta d'amener à ces réunions des pieds-noirs conscients. Une quinzaine d'entretiens eurent lieu mais ce fut très vite l'échec. Tiné voulait faire participer des Européens ayant des responsabilités patronales et syndicales et qui ne soient pas des « excités à 100 pour 100 ». Un seul accepta. Il vint à une réunion, puis appela Tiné :

« Bien sûr, c'est très intéressant. Mais nous ne sommes pas assez nombreux. Et puis si ça se savait ! » Et il ne revint jamais.

Ça se sut en effet. Et Tiné, au ban de la société algéroise, rejoignit Chevallier, le pestiféré, qui constatait : « Je ne crois pas que cette loi-cadre soit un instrument idéal. Sa complexité est extrême et les quelque trente ou quarante décrets d'application qui doivent la compléter après approbation préalable du Parlement alourdiront sa mise en train. Mais au moins elle existe. Il faut absolument trouver une ouverture politique. La masse musulmane devient de jour en jour plus disponible... Et ce qui est valable aujourd'hui peut ne plus l'être demain si demain tarde trop. C'est une affaire de confiance et la confiance ici est aussi versatile que le temps. »

Lacoste se souciait peu de cet « allié » trop voyant. En outre, il y avait une profonde rivalité entre les deux hommes. Lacoste n'aimait pas cet « ancien ministre » peu maniable et encore moins les idées libérales qu'il représentait. Il le suspectait de contact avec le F.L.N. et avait deux faits à l'appui :

D'abord, au début de l'année 1957, un attentat F.L.N. devait viser Lacoste lors de l'inauguration d'un parc municipal. Le Front y avait renoncé lorsqu'il avait su que le ministre était l'hôte du maire d'Alger.

Ensuite, à la fin du printemps, Chevallier était venu voir Robert Lacoste au G.G. :

« Monsieur le ministre, dit-il, j'ai reçu la visite d'un Algérien qui me propose un entretien avec une personnalité importante du F.L.N. Ce serait certainement intéressant.

— Bien sûr, répondit Lacoste, allez-y. Et tenez-moi au courant.

— Comme le rendez-vous doit se tenir à Sakamody, région sans cesse quadrillée par l'armée, et que si je me fais prendre je serai cloué au pilori de la trahison, donnez-moi un ordre de mission. »

Lacoste avait refusé tout net. Que penseraient alors ses militaires et Salan, toujours si soucieux du moral de l'armée ?

« Il vaut mieux en définitive que vous ne les voyiez pas, répondit-il, nous touchons au but. Leur démarche le prouve : ils ont perdu la partie. Croyez-moi ils reviendront mais d'une autre façon ! »

Les deux hommes s'étaient séparés froidement et Chevallier, écœuré, avait renoncé au contact avec le F.L.N.

Enfin, Lacoste se préparait à éliminer Chevallier de la mairie d'Alger. En effet la loi-cadre — si elle était votée, et Lacoste le pensait sincèrement — prévoyait que les membres des premières assemblées territoriales seraient désignés par les municipalités en fonction. Dans ce cas l'actuelle municipalité d'Alger contrôlerait complètement la nouvelle assemblée territoriale et Jacques Chevallier en deviendrait le patron, soutenu par les musulmans ! Ce serait « provoquer » du côté européen un nouveau 6 février avec émeutes, tomates, etc. Heureusement que Lacoste avait le pouvoir de « réorganiser » la mairie d'Alger au conseil des ministres ! Il comptait bien en user. Il obtiendra quelques mois plus tard cette élimination tant souhaitée mais c'est Salan et Massu qui auront la joie de « virer » le libéra] alors que Lacoste aura tout le temps de se préoccuper de sa chère Dordogne. Le 13 Mai sera passé par là et lui aura donné Quelques loisirs !

Le 29 novembre, le deuxième projet de loi-cadre fut voté par le Parlement par 269 voix contre 200. Les transitions étaient largement prévues puisque « les élections n'auraient lieu que trois mois *après le retour au calme*, et la mise en place des organes fédératifs deux ans après » !

Regagnant son bureau du Gouvernement général après avoir défendu « son enfant » à l'Assemblée nationale, Robert Lacoste fit le point avec ses collaborateurs comme il en avait l'habitude. On but le traditionnel « whisky du soir » à la santé du ministre qui venait de remporter une victoire. Il avait maintenant entre les mains l'instrument qui lui permettrait de construire cette Algérie nouvelle qui était son suprême espoir. Encore fallait-il que l'ordre

fût rétabli dans toute l'Algérie.

À Alger tout était calme-. Plus de bombes, plus d'attentats. Plus rien. La victoire totale. Et pourtant Lacoste vivait déjà dans un isolement complet. Il s'était coupé des ultras en expulsant Boyer-Banse dès son arrivée et, après les manifestations du 11 novembre, le président du Rassemblement des Français d'Algérie, le bâtonnier Perringuey. Il était coupé du clan Chevallier et des libéraux. Le rapprochement avec les musulmans était impossible du fait de la politique répressive menée par l'armée et à laquelle il était associé.

En quelques mois Lacoste s'était éloigné de tous les clans européens sans pour cela se rapprocher des musulmans.

Restait l'armée. Pour l'instant il la « couvrait » Pourrait-il la « tenir » longtemps ?

Les deux jeeps contournèrent la cité franco-musulmane de Diar-el-Mahçoul. Les immenses bâtiments étaient endormis, les rues du Clos-Salembier désertes. Le couvre-feu était respecté. Les deux véhicules s'arrêtèrent devant la petite mosquée à l'angle de la rue du 11-Novembre-1918. Sept hommes en descendirent. Deux étaient en civil, les cinq autres étaient vêtus de bleus de chauffe et portaient une MAT à l'épaule. Ils empruntèrent les escaliers de la rue des Cyclamens. L'un des hommes balayait les façades blanc sale des maisons qui la bordaient du faisceau lumineux de sa torche électrique. Au-dessus des entrées apparaissaient de gros numéros noirs dont la peinture récente brillait sous la lumière crue. Depuis la « bataille d'Alger » toute la ville et sa banlieue étaient divisées en secteurs, îlots et blocs. Chaque bloc ou chaque immeuble était numéroté et abritait un responsable qui devait présenter à toute réquisition la liste des locataires, leur numéro de carte d'identité et expliquer leur absence éventuelle. Ce dispositif de protection urbaine était l'œuvre du colonel Trinquier qui disposait ainsi d'un quadrillage extraordinaire et de troupes dévouées : les chefs d'îlot, qui tenaient les responsables de secteur du D.P.U. au courant de tous les déplacements d'habitants musulmans, de leurs opinions, de leur éventuelle sympathie pour le F.L.N. Nombre de ces chefs de secteur étaient choisis parmi les membres du Comité d'entente des anciens combattants. Le colonel Trinquier avait su ainsi tisser des liens qui seraient durables entre l'armée, dont le D.P.U. dépendait, et la population européenne, qui se sentait ainsi

rassurée.

Le petit groupe s'arrêta devant le bloc 17 de la rue des Cyclamens. « C'est ici, mon capitaine », dit l'un des « bleus ».

Le capitaine Léger sortit le pistolet qu'il portait à la ceinture et l'arma. « Allons-y. Et vite. Qu'on les ait à la surprise ! »

Le bleu tira une courte rafale dans la serrure de la porte, la fit sauter d'un coup de pied et, suivi de ses compagnons s'engouffra dans l'appartement du rez-de-chaussée. Un homme en chemise se dressa, ahuri, sur la paillasse jetée dans un coin de la pièce. Ses yeux clignaient sous la lumière de la torche électrique.

« Debout. Les mains en l'air. »

Grotesque et terrorisé, il s'exécuta. Léger tourna l'interrupteur. Une pâle lumière envahit la chambre misérable. Sous la chemise trop courte les mollets de l'homme tremblaient. Les bleus fouillaient rapidement la pièce.

« Alors comme ça, tu caches des F.L.N. ? interrogea le capitaine Léger.

— Oh ! non, monsieur l'inspecteur, jamais. »

L'homme le prenait pour un flic. Il avait pourtant dû reconnaître les bleus-de-chauffe. Depuis la « bataille d'Alger » tout le monde connaissait ces anciens des commandos de Yacef Saadi, qui, interrogés, s'étaient « étalés » et avaient accepté de travailler avec les parachutistes.

« Mon capitaine, dit l'un d'eux, ici il n'y a rien.

— Je vous jure, mon capitaine. Je n'ai rien fait. Le F.L.N. c'est fini...

— Allons voir à côté », dit Léger.

La seconde pièce n'était meublée que d'un buffet, une table de bois et quelques chaises. Dans un coin une paillasse sur laquelle était jetée une couverture. Léger l'aperçut et regarda le propriétaire des lieux. Il était devenu blême. Le capitaine arracha la couverture. Sur la paillasse, roulée en boule, une fille brune d'une vingtaine d'années le regardait avec des yeux hagards.

« Et celle-là, qui c'est ? interrogea Léger. Elle est sur la liste des habitants du bloc 17 ?

— Non, mon capitaine », répondit Alilou, un petit « bleu-de-

chauffe » au visage chafouin, ancien agent de liaison de Yacef Saadi^[39]. Léger se tourna vers l'homme en chemise.

« Alors, mon bonhomme, tu as peut-être quelques explications ?

— Je ne sais rien, mon capitaine, elle est venue hier au soir pour demander de passer la nuit. Une seule nuit, elle a dit. Alors je n'ai pas voulu la mettre dehors ! Elle est jeune et la nuit n'est pas sûre !

— Tu sais que c'est formellement interdit. Et, bien sûr, tu n'as pas prévenu ton chef d'îlot.

— Non, mon capitaine.

— Tu as eu tort. Cette fille est du F.L.N. et elle a été dénoncée. Allez, embarquez-moi tout le monde.

— Oh ! je vous en supplie, mon capitaine, j'ai une femme et des enfants.

— Fallait y penser avant ! »

Les bleus terminaient leur perquisition sous les yeux du propriétaire gémissant. Léger sortit le premier, tenant fermement la fille par le bras. Elle n'avait pas dit un mot. Arrivés dans la rue elle se dégagea d'un coup sec et partit en courant dans la rue des Cyclamens.

« Occupez-vous de lui, cria Léger à ses hommes, je fais mon affaire de la fille. »

Il tira son pistolet mais au lieu de viser l'ombre qui s'enfuyait, lâcha quelques coups en l'air. Puis il entreprit la poursuite de la jeune fille qui avait disparu au coin de la rue. Une patrouille d'U.T.^[39] dévala l'escalier.

« Nom de Dieu ! jura Léger. Ils vont tout gâcher. »

Le chef de la patrouille, un bon gros rondouillard dont le pistolet battait le ventre, arriva tout essoufflé.

« Que se passe-t-il ? » cria-t-il en tentant de sortir son arme.

Léger le rassura :

« C'est un contrôle des bleus-de-chauffe, je suis capitaine, mes hommes sont avec moi. Ce n'est rien. Une fille qui s'est sauvée.

— On va vous la retrouver, mon capitaine. Par où est-elle

passée ?

— Tout à fait en bas », indiqua Léger.

Et les U.T. partirent au pas de course dans la direction opposée à celle prise par la fugitive ! Le capitaine poursuivit sa route par la rue des Pavots. À la hauteur de la rue de la Pervenche, une petite impasse crasseuse, il entendit un léger bruit.

« Psst... Psst. »

La jeune fille était là, réfugiée dans une encoignure de porte.

« Ça va, mon capitaine ? dit-elle d'une voix essoufflée.

— Oui, tu as bien joué la comédie. Je ne vais pas embarquer le type. Essaie de te cacher dans le quartier et reprends contact avec lui dans quelque temps. N'oublie pas de me téléphoner. Bonne chance, Ouhria.

— Merci, mon capitaine. »

Léger redescendit en sifflotant. Arrivé au bloc 17, il se composa un visage furieux.

« Elle s'est échappée, cette garce », dit-il à ses hommes.

Le propriétaire lui attrapa le bras :

« Mon capitaine, je vous en prie, je ne la connaissais pas. Je vous le jure.

— Tu aurais dû faire attention. C'est une terroriste. Et je crois qu'elle est dangereuse. »

Léger se tourna vers l'un de ses bleus, un immense gaillard aux cheveux plaqués et luisants de gomina.

« Qu'est-ce que tu en penses, Surcouf ? fit-il en désignant le bonhomme toujours en chemise.

— Oh ! je crois qu'il n'y est pour rien, mon capitaine. On n'a rien trouvé chez lui. Il a eu pitié, c'est tout.

— Bon ! Eh bien, tu as de la chance. Je suis bon prince, je ne t'emmène pas. Avec les paras ça ne se serait pas passé si bien !

— Oh merci, mon capitaine, fit l'homme éperdu, merci, oh merci.

— Ça va. Rentre te coucher. Et ne recommence pas. »

Les bleus, Léger et l'autre civil — son adjoint, le sergent-chef Barjoux — regagnèrent leurs jeeps.

« Eh bien, Barjoux, ça semble avoir marché.

— Oui, mon capitaine, la fille est dans la place... »

Le capitaine Léger était le chef d'un des organes les plus secrets de l'état-major Alger-Sahel : le G.R.E. (Groupement de renseignement et d'exploitation). Il contrôlait ainsi un réseau d'agents clandestins musulmans dans la région d'Alger. Léger disposait, d'une part, d'« informateurs » introduits dans les entreprises commerciales et industrielles dont le rôle était d'ouvrir l'œil et l'oreille et de transmettre leurs renseignements à une boîte postale. Léger n'avait aucun contact direct avec eux.

D'autre part, le capitaine avait à sa disposition le « service organisation des populations » formé des chefs d'îlot et chefs d'immeuble du D.P.U. de Trinquier. Ces responsables étaient appuyés par des groupes de protection qui n'étaient ni plus ni moins que les anciens des groupes de choc rebelles « retournés ». On les appelait les bleus-de-chauffe. C'étaient en général des jeunes chargés de faire appliquer les consignes de sécurité à l'intérieur de la Casbah et de Belcourt, les deux quartiers musulmans les plus importants d'Alger.

Enfin Léger régnait sur le service Exploitation, un petit groupe d'anciens de Yacef, la crème des bleus-de-chauffe, chargés, en raison de leur connaissance des méthodes rebelles, de contacter les suspects et de remonter les filières le plus loin possible. C'est avec eux que le capitaine passait le plus clair de son temps. La jeune fugitive du Clos-Salembier faisait partie du commando. Totalement indépendant, Léger ne rendait de comptes qu'au colonel Godard, patron d'Alger-Sahel qui ne connaissait lui-même que les résultats globaux.

On n'a jamais su exactement quels étaient les membres de ce commando, comment il fonctionnait ni quels furent les résultats obtenus, car Léger était un homme secret habité par la passion du renseignement, de l'action souterraine et peu sensible aux félicitations, aux promotions et aux honneurs. Il aura fallu que dix ans aient passé pour que je sois en mesure de démonter le mécanisme complexe de ce petit groupe dont l'action clandestine eut plus de conséquences au cours de la guerre d'Algérie que le travail à ciel ouvert des plus brillants régiments de parachutistes.

Son chef, le capitaine Léger, sera mêlé, « comme par hasard », aux événements les plus mystérieux ou les plus explosifs du conflit : la « bataille d'Alger », la bleuite, le 13 Mai, l'affaire Si Salah, la lutte contre les trafiquants d'armes, le Putsch des généraux.

Léger sort de l'enfance pour sauter à pieds joints dans l'aventure. Il a vingt ans en 1942, au Maroc, où il est né. Son père, gaulliste, a été condamné à mort par les Allemands. Il fuit en Algérie où les Américains débarquent, s'engage au 1^{er} zouaves, puis veut être officier. C'est l'école de Cherchell d'où il sort aspirant en mai 1943. Mais l'Algérie est encore trop calme pour ce garçon qui ne rêve que de bagarre, de lutte efficace. Il part pour l'Angleterre comme parachutiste au 3^e bataillon de choc. Là il rencontre le chef qu'il faut pour galvaniser un jeune qui « en veut » : Conan *alias* Château-Jobert. Première amitié, qui marque le jeune homme. En 1944, Conan parachute Léger en Maine-et-Loire, derrière les lignes allemandes. La mission de son commando : faire sauter les voies ferrées, désorganiser les transports de troupes dans une région où la Résistance est presque inexistante. Mission réussie. Il saute à nouveau en Hollande pour une mission semblable. Et c'est la fin de la guerre. Pas pour longtemps et pas pour tout le monde.

1946. Léger est en Indochine dans la demi-brigade de parachutistes de choc de Bollardière. Il saute à Nam Dinh sous les ordres de Ducasse. Deuxième rencontre avec ceux qui seront demain les maîtres de l'Algérie en feu. La lutte est rude, les pertes lourdes. Léger s'en sort. Son premier séjour est terminé. Après s'être « changé les idées » à Paris il ne peut résister et retourne en Indo où l'attend la véritable aventure de sa vie. Il est le patron de la base de Cu Lao Ré. Là, cet individualiste est seul. Ou presque. Il a sous ses ordres trois cents paras vietnamiens parmi lesquels beaucoup de Viet-Minhs prisonniers, puis retournés. Léger les prend en main. Il crée une équipe fantastique, des hommes avec qui on peut tout faire, tout risquer. Et il s'en donne à cœur joie. Lorsque les longues « plates » quittent l'île où Léger a établi son camp, c'est la tornade qui s'abat sur la région choisie. Il sait les méthodes des Viets, il en a dans ses rangs. Alors, vêtus de noir comme les hommes de Giap, ils arrivent dans une région isolée en pleine zone viet, démontent les réseaux, détruisent les réserves. C'est Attila en Asie. L'aventure à l'état pur.

Léger vit avec ses hommes qui lui sont dévoués corps et âme, décide ses opérations ; chef de guerre plus que militaire il n'a que mépris pour ces officiers à gros ventre et bananes qui se trimbalent à Saigon de bureau poussiéreux en bordel et fumerie. Lui mène la vie des Viets, les comprend, leur porte les coups les plus rudes, les plus vicieux. En Asie, il apprend le renseignement, et le renseignement le plus subtil. La guerre en uniforme, sans uniforme, avec ceux des autres, de l'adversaire. Peu lui importe. Seul le résultat compte. La surprise, l'ébahissement, puis le désespoir des paysans qui, croyant avoir affaire aux Viets, lui ont livré caches, nourriture, armes et secrets, sont ses victoires quotidiennes. Il sait se servir de ses armes et s'il tire remarquablement il préfère utiliser son cerveau. À peine rentré d'une opération il en prépare une autre, accroupi sur la plage avec trois ou quatre « ralliés » viets qui lui exposent leur prochaine idée encore plus compliquée, encore plus tordue que la précédente. Il guerroye au second degré. Il en sera marqué pour toujours.

Les services de renseignements ne peuvent laisser échapper pareille recrue. Léger quitte son « paradis » de Cu Lao Ré et, après un long stage d'études africaines et asiatiques où il parfait l'arabe et le kabyle de sa jeunesse, entre au S.D.E.C.E.⁽⁴⁰⁾ en 1955. Là, rideau. Missions à l'étranger. On perd sa trace. Il n'a à l'époque ni femme, ni copain, ni maîtresse, ni collègues qui puissent nous renseigner. Il disparaît. Envolé. Et son « employeur » n'est pas de ceux qu'on interroge. Pendant deux ans ses campagnes ne figureront pas sur son livret militaire !

Mars 1957 : les bombes terroristes transforment Alger en un sanglant champ de bataille. Massu, qui a tous les pouvoirs pour nettoyer le terrain, cherche un expert en « subversion », il en parle à Ducasse, à Trinquier, à Château-Jobert. Chaque fois un nom revient : Léger.

Trinquier, qui Ta connu au G.C.M.A.⁽⁴¹⁾ en Indochine, le prend sous ses ordres. Le capitaine quitte la « piscine » du boulevard Mortier pour le palais Bruce dans la Casbah d'Alger. Quinze ans de guerre subversive lui ont forgé des muscles d'acier, des réflexes à toute épreuve et une « gamberge » inépuisable. Il est en outre beau garçon, grand, mince, les traits fins, le teint mat. On ne sait trop en le voyant s'il est arabe,, kabyle ou français méditerranéen. Quand Trinquier le rencontre à la terrasse du

Tantonville, près de l'Opéra d'Alger, il ressemble à un étudiant sage tant son visage est lisse, ses cheveux noirs. Tant d'aventures n'ont laissé aucune trace sur ce mince visage bronzé, qui n'indique rien ; ni enthousiasme ni impatience. Peut-être un certain éclat, par instants, dans les yeux bruns quand le colonel lui raconte la bataille qui est engagée. Un éclat inflexible, un regard de chasseur. Une nouvelle aventure commence pour le capitaine Léger.

C'est au 21, rue Emile-Maupas dans la basse Casbah que Léger installa son P.C. À un jet de pierre du palais Bruce, siège du secteur Alger-Sahel où le colonel Godard coordonnait l'action des parachutistes engagés dans la « bataille d'Alger ». Le colonel n'était pas très partisan de ces méthodes de retournement préconisées par Léger mais il les admit après les premiers résultats obtenus par le groupe de protection du G.R.E. Plus le F.L.N. encaissait de coups plus Léger voyait ses troupes grossir. Le 21, rue Emile-Maupas devint bientôt une adresse célèbre jusque dans les maquis de la wilaya 3 et de la 4. Les bleus-de-chauffe étaient craints, haïs, redoutés tant par leurs ex-compagnons que par la population algéroise. Leur connaissance de la langue, du milieu, des méthodes les rendaient plus efficaces que le plus « actif » des régiments de parachutistes.

Mais Léger ne voulait pas s'arrêter à ces succès de « quartier » même spectaculaires. Son affaire, c'était l'action souterraine, la guerre secrète, « l'intox à tout va ». Il sélectionna les meilleurs parmi ces groupes de choc et créa un petit commando qu'il baptisa service Exploitation pour l'organigramme du G.R.E. Ses adjoints étaient deux anciens d'Indochine : le sergent-chef Barjoux et Abdelaziz Abdelhami que l'on appelait déjà Surcouf à l'époque des G.C.M.A. de Trinquier. Ce Surcouf était une terreur, taillé en armoire à glace, amateur de costumes sombres croisés, de cravates claires et de gomina. Un vrai tueur sur lequel comptait Léger pour tenir en main, et éventuellement en respect, l'équipe qu'il constituait. La première recrue fut Saïdoun Saïd, un peu truand, un peu « mac », et surtout chauffeur du président Laquière — grande figure de l'Algérie française et tenant du *non* à toute réforme — qui ne négligeait pas de l'employer comme agent électoral lorsque le besoin s'en faisait sentir. Saïdoun allait servir Léger par sa connaissance des différents milieux de la Casbah.

Personne ne savait mieux se reconnaître dans l'écheveau

complexe des réseaux F.L.N. que Khouas Boualem, ex-homme de confiance de Yacef Saadi que Léger avait réussi à retourner. Khouas était doué d'une mémoire visuelle extraordinaire et d'un sens de l'observation tel qu'il pouvait reconnaître l'identité de ses voisins de quartier, même voilés, à leur simple démarche ! À *fortiori* un fell déguisé en femme. Il avait ainsi identifié des dizaines de membres de cellules ou de simples sympathisants que son témoignage avait suffi à faire arrêter. Farès Saïd, adjoint de Si Mourad, le dernier régleur de bombes d'Alger, reconnu par Khouas, « tomba » dans un de ses pièges. Là encore Léger avait fait mouche et Farès était entré dans son commando qui s'était également enrichi d'Alilou, l'agent de liaison de Yacef.

Le 24 septembre, Yacef Saadi, traqué de tous côtés, pris dans une toile d'araignée tissée par les paras et par ses anciens compagnons, était arrêté en compagnie de Zohra Drif. Le 8 octobre, Ali la Pointe préférait se faire sauter plutôt que se rendre. La « bataille d'Alger » était terminée.

Léger put alors récupérer un élément de grande valeur : Ghandriche Hacène, dit Basile, dit Zerrouk, dit Safi le Pur, chef de la zone est d'Alger, que les paras de Bigeard avaient arrêté le 6 août. Cette arrestation avait été tenue secrète et Ghandriche, manipulé par Chabanne, l'officier de renseignement du 3^e R.P.C., avait continué à correspondre avec Yacef et Ali la Pointe par boîtes postales. C'est grâce à ces messages que les caches des deux hommes avaient pu être repérées. Avant d'être arrêté, Yacef, croyant que Ghandriche avait échappé aux paras, l'avait nommé responsable militaire d'Alger et avait communiqué cette nomination au chef de la wilaya 3 : Amirouche. Léger sentit qu'avec une recrue comme Ghandriche il pouvait faire de grandes choses. Il ne se trompait pas.

Avant de se mettre au travail, il compléta son équipe avec Hani Mohamed, chef de la zone ouest, arrêté le 18 août. Ce jeune et beau garçon de vingt et un ans accepta immédiatement de collaborer avec le capitaine. « Ils sont foutus, avait-il dit en parlant de ses anciens compagnons, il faut en terminer au plus vite. »

C'était bien l'avis d'Ouhria la Brune, dernier membre du commando. C'est elle qui portait les messages de Ghandriche à la dernière boîte postale de Yacef et c'est grâce à son sens de l'observation que la planque du chef de la zone autonome d'Alger

avait été découverte⁽⁴²⁾. Ouhria avait été une des premières recrues du capitaine Léger. Alerté par des policiers à qui il avait demandé de lui signaler la présence de militants susceptibles d'être « retournés », il l'avait découverte au camp de Beni-Messous où elle était internée. Son mari, militant F.L.N., avait été arrêté et, interrogé, avait avoué que sa femme était son agent de liaison. La réalité était tout autre. C'est sa maîtresse qui était impliquée dans l'affaire et pour la sauver l'homme avait accusé son épouse. Dès que Léger rencontra Ouhria la Brune il s'aperçut du parti qu'il pouvait tirer de l'humiliation ressentie par la jeune femme bafouée. Il ne l'avait pas regretté. Ouhria s'était révélée un agent de premier ordre, doué d'un sang-froid et d'une intelligence rares. Son arrestation l'avait auréolée, dans son quartier du Clos-Salembier, du prestige de la militante poursuivie par les paras. Par une fable elle s'était débarrassée de la suspicion qui pouvait la gêner après sa sortie du camp de Beni-Messous. Elle avait ainsi établi de nombreux contacts avec des sympathisants F.L.N. Léger ne l'avait utilisée que pour l'opération Yacef. Il avait pour la jeune femme d'autres projets.

La « bataille d'Alger » terminée, cette précaution allait s'avérer d'importance. Car si le Front connaissait l'appartenance d'Alilou, de Farès, de Surcouf aux bleus-de-chauffe, il ignorait tout du double jeu de la petite Ouhria, de Hani et de Ghandriche. Bien mieux, aux yeux de l'organisation rebelle, ce dernier restait le seul chef encore en liberté ! Inutile de dire que ni Ghandriche, ni Ouhria, ni Hani ne mirent les pieds au 21, rue Emile-Maupas. Léger loua pour abriter son commando secret une discrète villa, 7, chemin Vidal, dans le quartier résidentiel d'El-Biar.

Le colonel Godard, responsable de la Sécurité à la tête d'Alger-Sahel, se doutait que le F.L.N., dont les réseaux algérois avaient été démantelés, les membres arrêtés, allait essayer de reprendre contact avec la population et tenter de se réimplanter grâce à des éléments venus du maquis et inconnus de ses services. Le Front ne pouvait rester sur cet échec. Il ne se trompait pas. La « bataille d'Alger », implacable, avait transformé en policiers chevronnés ces paras qui ne rêvaient que combats purs et durs où l'on respectait l'ennemi en l'affrontant et qui avaient tant protesté contre la mission policière que les civils leur imposaient. Godard était devenu maître-flic ! Il prévoyait tout.

Pour le F.L.N. non seulement la « bataille d'Alger » avait été un échec mais encore son issue avait eu une influence considérable sur la vie des maquis proches d'Alger. La wilaya 3 et la wilaya 4 s'étaient vues submergées de militants qui, fuyant la répression policière, se réfugiaient au maquis. Certains ne faisaient même pas partie d'une cellule F.L.N. La crainte des paras les poussait malgré eux vers la révolution. N'étant pas prêts psychologiquement à affronter les difficultés que comportait la vie dans le djebel, ils posaient aux chefs de zone des problèmes insurmontables : il fallait leur rendre confiance et surtout éviter qu'ils ne communiquent leur découragement aux hommes de l'A.L.N. Mais comment remonter le moral des nouveaux venus alors qu'on ne pouvait les armer faute de matériel ? En outre, l'action menée par les bleus-de-chauffe, les dénonciations même qui s'étaient produites en ville, étaient connues des maquis. Qui pouvait prouver que, parmi cette foule de jeunes gens qui gagnaient le djebel, quelques traîtres au service des Français ne s'étaient pas infiltrés ? Pour vérifier leur identité il fallait absolument reprendre contact avec Alger. Si M'hamed, commissaire politique de la wilaya 4, y envoya un homme à lui, Fekkar, de Médéa, pour implanter une nouvelle infrastructure. Les rapports qu'il fit parvenir étaient désespérants.

« Le climat de suspicion qui règne à Alger, écrivait Fekkar, est tel que personne ne veut reprendre contact avec le Front. Des commerçants préfèrent vendre leur fonds et donner le produit de la vente au F.L.N. plutôt que de servir de simple boîte aux lettres. On est à la merci de la moindre indiscretion. » Fekkar disait si vrai qu'il fut bientôt arrêté. Pourtant le contact entre les maquis et Alger devait être rétabli de façon permanente. D'abord il fallait reconstituer des réseaux de collecteurs de fonds, la capitale représentant une source d'argent frais considérable ; ensuite les maquis devaient montrer à la population que le Front était toujours présent. Il fallait donc poursuivre la politique d'attentats. Si M'hamed décida dans un premier temps que des équipes, sans lien avec Alger, descendraient du djebel, rafleraient un peu d'argent, commettraient quelques attentats et remonteraient très vite à la wilaya. On attendrait que la tension se relâche pour réimplanter une organisation locale.

En Kabylie, Amirouche avait les mêmes préoccupations. Le C.C.E., alerté à Tunis, lui donna ordre de renouer le contact coûte que coûte avec la capitale. Amirouche avait un avantage. Il était

en liaison avec le seul chef encore en liberté : Ghandriche, dit Safi le Pur ! Heureusement que Yacef avant d'être arrêté lui avait donné le nom et la boîte postale du responsable militaire d'Alger. Celui-là au moins pourrait lui donner des nouvelles et lui permettrait de contrôler l'identité et les véritables desseins de tous ces jeunes qui venaient d'Alger et qu'Amirouche, méfiant de nature, suspectait à plus d'un titre ! L'heure des grandes espérances avait sonné pour le capitaine Léger...

Le colonel Godard fit part de ses craintes à Léger en lui montrant une lettre saisie sur Yacef lors de son arrestation. Amirouche annonçait au chef de la zone autonome l'arrivée de quatre *djounoud* et d'un stock d'armes : mitraillettes, grenades, pistolets. Il signalait également la présence, « chez une personne dont Amirouche donnerait l'adresse à l'agent de liaison de Yacef », d'une somme de 20 millions.

« Léger, il faut trouver ces hommes à tout prix, dit Godard. Yacef est pris, Ali la Pointe est mort, mais la Kabylie va envoyer des commandos. Il nous faut jusqu'aux noms des sympathisants qui pourraient les héberger. Débrouillez-vous ! »

Le lendemain le capitaine Léger décida qu'Ouhria la Brune entrerait en action. Il fallait qu'elle se serve de ses contacts dans le quartier du Clos-Salembier. Et pour pouvoir pénétrer le milieu sympathisant et remonter jusqu'aux envoyés de la wilaya 3, il fallait la « mouiller ».

Quarante-huit heures après la mort d'Ali la Pointe, Ouhria lança d'elle-même une grenade sur une place du Clos-Salembier, de façon si « maladroite » qu'elle n'atteignit personne... Mais on l'avait vue. Le téléphone arabe circula très vite et des bleus-de-chauffe du secteur donnèrent son signalement au rapport du soir, 21, rue Emile-Maupas. Léger se frotta les mains. Si le renseignement lui parvenait si vite, il n'y avait pas de raison pour que les sympathisants F.L.N. ne soient pas au courant. Le téléphone arabe vaut pour tout le monde.

Ouhria, avant de commettre son « attentat », sous les yeux de Farès et de Surcouf, dissimulés non loin de là et prêts à intervenir si par malheur une patrouille du service d'ordre l'arrêtait, avait donné à Léger l'adresse de la planque qu'elle comptait utiliser : rue des Cyclamens, bloc 17. La descente de police en pleine nuit puis la fuite d'Ouhria la Brune devaient la dédouaner définitivement aux yeux des plus méfiants.

C'était maintenant à Ghandriche de jouer... Mais Léger tirerait les ficelles !

Le 14 octobre, soit six jours après la mort d'Ali la Pointe, le contact était rétabli par courrier. Khaled, chef de la zone 1 de la wilaya 3, était chargé de réorganiser la zone autonome par l'intermédiaire de Ghandriche qu'il connaissait sous le nom de Safi. Il avertit ce dernier que les quatre « frères » qui devaient aider Yacef n'avaient pu le joindre du fait de son arrestation. Après quinze jours ils étaient repartis vers le maquis sans avoir pu prendre contact. Actuellement ils redescendaient sur Alger. Khaled concluait : « Le travail qui reste entre nous est de consolider les liaisons pour évacuer les armes demandées. »

Le capitaine Léger avait ferré le poisson. Pour mettre tous les atouts de son côté il décida de prendre Ghandriche comme adjoint et de le faire sortir du circuit. Il craignait que lors de l'arrestation ou de l'interrogatoire de Yacef un para n'ait parlé de la « collaboration » du chef militaire d'Alger et que la fuite ne soit parvenue aux oreilles des maquisards. Ghandriche signala à Kamal, nouveau chef de la zone kabyle n° 1, qu'il prenait comme adjoint un certain Si Amar, « homme de toute confiance ». Sous le nom de Si Amar se cachait Hani Mohamed. C'est entre Hani à Alger et Kamal au maquis qu'allait désormais se jouer toute l'affaire, car Ghandriche « disparut » mystérieusement. Hani signala cette disparition et informa le maquis qu'il prenait la suite. Le 24 octobre Kamal accusait réception de la lettre, signalait le retard des quatre envoyés de la wilaya 3 et du stock d'armes, et se « réjouissait de la bonne marche de la réorganisation et du rétablissement des contacts malgré l'arrestation de Safi » !

La première phase du plan Léger avait parfaitement réussi. Grâce à son commando, il dirigeait lui-même dans le secret de la villa d'El-Biar la réorganisation du F.L.N. à Alger. Et avec comme prime la bénédiction d'Amirouche !

Un homme pourtant avait échappé à toute identification : un certain Kaddour, responsable de Belcourt, qui semblait jouir de la confiance de Kamal et avait regagné le maquis. Dans son courrier le chef de la zone kabyle disait son intention d'en faire le chef politique d'Alger dont Hani resterait chef militaire. Il fallait absolument prendre contact avec lui et le contrôler avant qu'il risque de découvrir la supercherie.

Léger crut que tout son édifice, basé sur des contacts écrits passant par des boîtes postales multiples, allait s'effondrer lorsque Kamal, le 29 octobre, convoqua Hani au maquis ! Introduire des hommes dans différents réseaux reconstitués dans la capitale était tout à fait possible mais « livrer » le chef d'Alger au maquis présentait des risques multiples. D'abord Hani était très jeune, à peine vingt et un ans. Tiendrait-il devant les adjoints du terrible Amirouche ? Ensuite, Léger se demanda si son plan n'avait pas été découvert et si la wilaya 3 n'essayait pas de « récupérer » Hani pour lui en faire avouer tous les détails. Enfin, le jeune homme qui avait si facilement tourné casaque une première fois n'allait-il pas se faire « retourner » par les hommes du maquis ? Lorsque Léger lui posa la question de confiance, Hani n'hésita pas une seconde : « Il faut que j'y aille, mon capitaine, sans quoi c'est foutu.

— Tu n'as pas peur d'y aller ?

— Non ! Je suis sûr qu'ils ne sont au courant de rien. Et comme c'est moi qui ai monté toute l'affaire, qui leur ai donné tous les détails, je ne peux me couper. J'y vais ! »

Et pour faire bonne mesure Hani écrivit à Kamal de profiter de son passage au maquis pour lui présenter le mystérieux Kaddour !

« Comme ça, dit Hani, si j'en reviens, nous aurons tout le monde ! »

Le lundi 11 novembre 1957, pendant qu'au centre d'Alger se déroulaient le défilé militaire et les manifestations contre la loi-cadre, Hani Mohamed, agent du capitaine Léger et « chef militaire du F.L.N. à Alger », prenait le car en direction de Bordj-Menaïel, accompagné d'un agent de liaison de la wilaya 3. Le voyage allait être fructueux.

Le mercredi 13 novembre, Hani se présenta « au rapport » du capitaine Léger à la villa du chemin Vidal. Sans dire un mot il lui tendit un papier revêtu de trois cachets de l'Armée de libération nationale :

« Ordre de mission. Le porteur de cet ordre de mission est habilité au nom de la wilaya 3 de représenter l'Armée et le Front de libération nationale au sein de la zone autonome d'Alger.

» Pour le conseil de la zone 1, wilaya 3

» Fait le 12 novembre 1957. Le lieutenant :

KAMAL. »

« Eh bien ! “patron”, voilà du bon travail, ironisa Léger. Raconte comment ça s’est passé.

— J’en ai pour longtemps, mon capitaine, dit Hani en s’asseyant. Mais ça valait la peine d’y aller. »

Après deux heures de marche dans le djebel, Hani, guidé par l’agent de liaison, avait rencontré Kamal et Si Ahmed, responsable « liaison et renseignement » de la zone 1 dans une dechra^[43] à dix kilomètres de Bordj-Menaïel. Les deux hommes l’avaient très bien accueilli. Ils voulaient tout savoir sur Alger. Kamal prenait des notes. « C’est pour le rapport moral destiné au colonel Amirouche », avait-il précisé. Ensuite, Kamal avait indiqué à Hani que la wilaya 3 était seule désignée par le C.C.E. pour réorganiser la Z.A.A.^[44]. La wilaya 4 ne devait pas s’en mêler. La ville était désormais divisée en trois régions (Nord, Centre, Sud). Il n’était plus question de reconstituer le savant découpage de Yacef. Chaque région devait comporter un chef politique, un chef militaire et un chef- » financier ». Supervisant le tout : Hani, assisté de deux membres : Mourad et Moktar.

« Tu as pu les identifier ? demanda Léger.

— Oui, mon capitaine. Enfin en partie. Mourad c’est Berber Mourad, un peintre qui a son magasin rue François-Gastu, au Clos-Salembier. Et son domicile, chemin Fontaine-Bleue. Quant à Moktar, il s’agit de notre fameux Kaddour.

— Et il habite ?

— Je n’en sais rien. Mais lui, je l’ai vu au maquis. Kamal me l’a présenté. C’est un grand type, environ un mètre soixante-treize, mince. Il a le visage très maigre et une fine moustache. Il portait un béret basque. J’ai rendez-vous avec lui ici à Alger à la mosquée Sidi M’hamed de Belcourt. Kaddour ne doit pas connaître Mourad et inversement. Je suis le seul à faire la liaison. Kaddour sera en principe délégué de l’A.L.N. et devra s’occuper du recrutement et des rentrées financières. Il ne possède aucun cachet et doit passer par moi pour tous ses comptes rendus !

— Eh bien ! si je comprends bien, nous sommes les patrons d’Alger !

— Oui, mon capitaine. Mais ce n’est pas tout. Kamal met à ma disposition 10 P.M., dont 5 P.M. 43,8 mm, tchèques dont on m’a

appris le maniement, avec 17 chargeurs de 40 cartouches pour les P.M. 43 et 11 pour les P.M. 38, onze 7,65 avec 160 cartouches et 11 grenades.

— Et où se trouvent ces armes ?

— Il faut aller les chercher au maquis. Premier voyage jeudi de la semaine prochaine. Ça me laisse une semaine pour contacter Mourad et Kaddour. En se débrouillant bien, dans dix jours nous pouvons contrôler leurs réseaux éventuels.

— Et ils doivent exister, ajouta le capitaine, Ouhria m'a fait son rapport. Au Clos-Salembier ça bouge. Certains types voudraient reconstituer des réseaux.

— Clos-Salembier ? C'est parfait, c'est là que loge notre Mourad. Ma première visite sera pour lui. »

Avec un sang-froid prodigieux et un soin méticuleux, Hani, « chef politico-militaire d'Alger », entreprit de reconstituer les réseaux du Front. Il fallait identifier ceux qui, après la répression terrible de la « bataille d'Alger », avaient encore l'intention de lutter pour le F.L.N. Ils ne devaient pas être nombreux mais n'en étaient que plus dangereux. Une fois repérés et identifiés, un coup de filet général extirperait les derniers germes F.L.N. de la Ville blanche.

C'est dans une épicerie, 10, rue Porte-Neuve, ancienne boîte postale fournie par la wilaya 3, que Hani saisit le premier fil. Le dimanche 17 novembre, l'épicier proposa de lui présenter « des hommes désirant encore travailler ». Le lendemain il faisait la connaissance d'Abderrahmane Djamel et, après lui avoir montré le papier de la wilaya 3 l'accréditant comme patron d'Alger, lui donnait un ordre signé lui permettant de recruter d'anciens éléments de sa cellule. Abderrahmane confiait son adresse : 17, rue Paul-Bert, ainsi que celle d'une boîte postale dans un bains-douches de cette même rue. Il lâchait « en confidence » qu'il avait commis lui-même quatre attentats pendant la « bataille d'Alger ». Tous ces renseignements vinrent s'inscrire sur le cahier au papier quadrillé où Ghandriche consignait, en double exemplaire, les faits et gestes du commando.

Le même jour, Mourad Berber, le peintre désigné comme chef politique adjoint de Hani, lui révélait que Kaddour était arrivé et n'avait pu prendre contact avec lui. Le rendez-vous serait fixé deux jours plus tard. Entre-temps, Hani devait aller chercher des

armes au maquis.

Le jeudi 21 novembre un taxi Versailles n° 398 FF 91 stationnait sur la petite place derrière le Gouvernement général. Au volant, Sebäi Ali Seghir n'était pas rassuré. Depuis longtemps il travaillait pour le compte du capitaine Léger et des bleus-de-chauffe mais on ne lui avait jamais confié de mission importante. Il n'avait qu'à ouvrir les oreilles et repérer les adresses de ceux dont la conversation avait été particulièrement intéressante. Voilà qu'aujourd'hui il devait aller au maquis avec un F.L.N. et faire un transport d'armes !

« Comment va Mahfoud ? »

Sebäi sursauta sur son siège. C'était le mot de passe. Penché vers la portière un jeune homme brun, très beau, semblait attendre la réponse.

« Il va très bien, merci, répondit Sebäi. Montez ! »

Hani prit place sur la banquette arrière. Il observa le chauffeur qui avait démarré et prenait la route de Kabylie. Léger, en lui procurant ce moyen de transport, lui avait dit que le chauffeur travaillait pour le F.L.N. et connaissait la destination. Avant Bordj-Menaïel Hani n'aurait qu'à lui faire emprunter la piste à droite pour qu'on ne le voie pas de la route. Il ferait le reste à pied.

Pour ce transport d'armes Léger avait accumulé les précautions. Hani et le chauffeur, se prenant mutuellement pour des F.L.N., se méfiaient l'un de l'autre et parleraient le moins possible. Quant aux éventuels contrôles routiers, Léger les neutralisa en décidant de participer lui-même à l'expédition sans que Hani le sache. Avec Saïdoun au volant, le capitaine se présenta aux barrages quelques minutes avant le passage de la Versailles. La carte tricolore signée Massu fit grand effet sur les gendarmes.

« Vous laisserez passer la voiture qui suit, une Versailles 398 FF 91, sans la fouiller. Un simple contrôle d'identité suffira. À l'aller comme au retour. » Le brigadier, chef de barrage, salua respectueusement tout en pensant qu'il se passait souvent de drôles de choses en Algérie. Mais moins on en savait, mieux ça valait !

À 13 h 15, le brigadier vit repasser les deux voitures. Toujours

à quelques minutes d'intervalle. Il ne contrôla même pas les papiers de la Versailles. Les armes qui constituaient le premier stock de la nouvelle organisation d'Alger se trouvaient dans le coffre, enveloppées dans des chiffons gras. Elles arriveraient dans la capitale avant la tombée de la nuit.

Tout se passait jusque-là avec une facilité déconcertante. Une seule ombre au tableau : Kaddour. Hani était allé tous les jours à la mosquée Sidi M'hamed de Belcourt à 16 h 30. En vain. Il lui fallait trouver son « deuxième » adjoint. Le laisser seul dans la nature présentait trop de dangers.

Le 27 novembre, en début d'après-midi, la chance allait servir l'agent de Léger. Abderrahmane, après lui avoir fourni la liste des hommes qui désiraient travailler pour le Front, annonça qu'il avait trop peur et qu'il voulait se retirer de l'organisation. En effet, il avait été arrêté pendant quarante-huit heures par les parachutistes et ne devait, disait-il, sa rapide libération qu'à son père qui avait beaucoup de relations. Hani sourit intérieurement. Ce pauvre Abderrahmane ne devait rien à son père et tout au capitaine Léger qui voulait tous « ses » hommes libres jusqu'au coup de filet final !

« Je veux bien rester boîte postale, ajouta Abderrahmane. Cela peut être utile. Par exemple je sais que Kaddour est à Alger. »

Pour un secret bien gardé c'était raté ! Hani était furieux : Non seulement tout le monde se connaissait à commencer par Mourad et Kaddour, mais en plus cet imbécile de Kaddour prenait contact avec toute l'organisation sauf avec son chef direct !

« On peut le trouver au 117, rue de Lyon, ajouta Abderrahmane. C'est un café. »

Le même jour, à 15 heures, Hani put enfin prendre contact avec son deuxième « adjoint ». Kaddour ne se doutait de rien. Il était simplement négligent. En confiance, il fit le point de la situation, donnant ses boîtes postales et la liste des commerçants chez qui il avait commencé à collecter des fonds. Hani lui conseilla de remonter au maquis pour expliquer à Kamal, qui s'impatientait, toutes les difficultés qui se posaient à Alger.

« Il faut lui dire, expliqua Hani, combien il est difficile de redémarrer. Il nous faut établir des liaisons, rechercher des contacts, réorganiser les cellules et trouver de l'argent. Tout cela demande du temps. Il faut que la wilaya 3 nous aide. »

Kaddour partit deux jours plus tard pour le maquis avec le courrier que Hani faisait parvenir à la wilaya 3. Dans ce courrier il réclamait de l'argent, « nécessaire pour donner une garantie financière aux jeunes qui doivent passer à l'action et veulent que leurs parents ne soient pas abandonnés sans rien s'ils doivent mourir ou être pris » ! Il annonçait également qu'il passerait à l'action dès que cette question épineuse serait réglée.

Car maintenant Léger était au pied du mur. Il contrôlait toute l'organisation F.L.N. d'Alger, la cave du 7, chemin Vidal, était pleine des armes venues de Kabylie, les listes de Ghandriche s'allongeaient des noms du moindre collecteur de fonds, mais pour que la wilaya 3 continue d'accorder sa confiance à Hani il fallait passer à l'action. Kaddour, qui ignorait à quel point il était manipulé, revint du maquis avec des ordres dans ce sens. « Il faut que des attentats prouvent à la population que le F.L.N. existe toujours. » La date fixée par la wilaya 3 était le jour de Noël.

Hani tergiversa. Il monta lui-même à plusieurs reprises au maquis pour expliquer les difficultés qu'il éprouvait à récolter l'argent indispensable : « La population dans l'ensemble ne marche pas », dit-il à Kamal.

« Laisse tomber l'argent, répondit celui-ci. Le C.C.E. a décidé que dorénavant les armes et les finances viendraient de la wilaya. Tu vas repartir avec un nouveau chargement d'armes et là vous déclencherez l'action pour les fêtes de Noël. Après on passera aux explosifs. Essaie de te procurer une voiture dont tu feras modifier le réservoir. Il doit pouvoir contenir une bombe. D'autre part, puisqu'on abandonne la collecte de fonds il faut que Kaddour t'aide à constituer des groupes terroristes. Mon adjoint R.L.⁽⁴⁵⁾ Ahmed Sabri et Allel descendront sous peu à Alger. On attend la décision d'Amirouche.

— Mais le jour de Noël il y aura certainement un service d'ordre important ?

— Ce n'est pas nécessaire de faire vos attentats dans le centre. Inutile qu'il y ait des morts. C'est du bruit qu'il nous faut. La propagande se chargera du reste.

— Et pour les bombes ? interrogea Hani.

— Ce sera pour plus tard. Dans la zone de Sabri nous avons installé au P.C. zonal un atelier de fabrication de bombes d'un type nouveau. Elles sont fabriquées avec des corps d'obus de 50,

60, 81 et de bazooka. La mise à feu sera normale avec piles et montres, et réglée avec un retard de deux heures.

— Quand pourrai-je les voir ?

— Elles seront prêtes le lendemain de Noël. Dans une semaine. Si vos actions ont été bonnes et que les Européens cessent de pavoiser en criant victoire, alors, là, » on pourra faire éclater les bombes pour leur casser le moral. Je t'écrirai de venir chercher les "poissons". Ce sera le nom de code. »

Le 23 décembre, au retour de ce voyage au maquis au cours duquel il avait pu voir le P.C. de la zone 1 avec son infirmerie, ses réserves, ses caches d'armes et l'atelier de fabrication, Hani fut arrêté par l'armée avec d'autres paysans de la région de Bordj-Menaïel. Après vérification des pièces d'identité il fut classé parmi les suspects.

« Mais je suis d'Alger, protesta-t-il, je suis venu visiter des parents et il faut que je reprenne le car. »

Comme le jeune homme s'exprimait avec beaucoup d'aisance et d'assurance on l'amena, sur sa demande, devant le commandant de l'unité qui l'avait arrêté. Là il révéla son appartenance au commando de Léger et donna le numéro de téléphone qui permettrait à l'officier de vérifier sa situation. Une heure plus tard, Hani était libéré avec plusieurs autres suspects et regagnait Alger.

Ce pépin imprévu et l'ultimatum que Hani ramenait de la wilaya 3 incitèrent Léger à brusquer les choses. On frôlait la catastrophe. Ou la supercherie allait être découverte ou certains terroristes allaient échapper au contrôle de Hani. Celui-ci en fut persuadé lorsque, le lendemain de son retour de Kabylie, il rencontra Kaddour.

« Je viens de recevoir un message de Kamal, dit Kaddour, tout excité. Je dois passer à l'action avec toi. Les attentats doivent commencer immédiatement. Et Kamal nous conseille vivement de prendre contact avec des bleus et de les amener à travailler pour nous en leur faisant peur !

— Comment leur faire peur ?

— On ne les a jamais attaqués chez eux ! Ça doit cesser. On va lancer une grenade à l'entrée de leur immeuble de la Casbah, rue Emile-Maupas. Il faut que tu me donnes une partie des armes que

tu as ramenées du maquis. Ce sont les ordres.

— Entendu. Où je te les apporte ?

— Chez moi, 25, rue Buffon. C'est actuellement la boîte postale dont se sert la wilaya 3.

— J'y serai à 15 heures. »

Hani rapporta immédiatement sa conversation à Léger.

« Il faut le faire arrêter avant qu'il nous file entre les pattes », décida le capitaine.

Le même jour, à 15 heures, Kaddour ouvrait la porte de son appartement aux officiers de police judiciaire alertés par Léger. Maintenant il fallait aller très vite. Au maquis, Kamal semblait douter de l'efficacité du chef F.L.N. d'Alger ! Le patron du G.R.E. se trouvait devant l'alternative suivante : ou tout arrêter et détruire le magnifique échafaudage élevé à grand-peine, ou entrer encore plus à fond dans le jeu F.L.N. C'est cette deuxième solution que choisit le capitaine. Mais pour cela il lui fallait l'accord de Godard.

Le commandant d'Alger-Sahel fut plus réticent que jamais.

« C'est vrai vous avez obtenu de bons résultats, dit-il à Léger, mais vous vous rendez compte dans quel bain vous allez me mettre ? La presse clame à tous les échos que tout est calme, que depuis octobre il n'y a pas eu un attentat, que l'armée a sauvé Alger et vous, Léger, vous voulez lancer un pavé dans cet étang si tranquille. C'est un peu fort, non ?

— Si on ne le fait pas, mon colonel, des types de la wilaya 3 vont venir et placer eux-mêmes leurs bombes. Et ceux-là on ne les connaît pas ! Alors à quoi aura servi tout notre dispositif ? »

Pour appuyer sa démonstration le capitaine Léger lut la lettre de la wilaya 3 reçue le matin même par Hani. Kamal tapait sur la table et se montrait menaçant : « Vous avez de la marchandise, écrivait-il, et vous n'avez rien fait. Aucune réalité n'a confirmé vos dires. L'ennemi crie victoire sur tous les toits. Vous avez reçu l'ordre formel de travailler durant les fêtes et aucune action sérieuse n'a été entreprise. C'est pour cette grave raison que les frères sont inquiets et se demandent vraiment si la prétendue réorganisation existe. De ce fait, ils ne peuvent rien avancer sans avoir constaté son existence par des *faits* concrets qui paraîtraient

sur les journaux au vu et au su de tout le monde. Car avec seulement la marchandise dont vous disposez, vous pouvez avoir de bons résultats (si vraiment vous avez des éléments actifs dignes de notre révolution car il faut répondre par des actes aux bravades de l'ennemi). Ainsi nous pouvons comme prévu *tout* vous envoyer mais pas avant d'avoir eu la preuve de l'efficacité de votre organisation. »

« C'est très clair, interrompit le colonel Godard.

— Attendez, mon colonel, voici le plus important : « Et » c'est pour cette raison, dit Kamal, que les frères envisagent la formation d'une autre organisation si la » vôtre continue à ne pas donner de résultats sérieux » (les bases sont déjà installées et n'attendent que l'ordre » pour commencer). C'est pour cela que les frères vous » donnent l'ordre formel de travailler à fond avec toute » la marchandise dont vous disposez dans ces *prochains* » jours. Nous attendons. » Ce Kamal se méfie de plus en plus, mon colonel, il demande des nouvelles de Kaddour que j'ai fait arrêter et exige que lors du prochain courrier il envoie une lettre écrite de sa main. Il conclut en disant : « Pour les poissons, ils sont prêts mais nous » attendons les résultats pour vous donner l'ordre de » venir les chercher. »

— Les poissons ?

— Des bombes fabriquées au P.C. de la zone 1. Je vous assure que ça devient très sérieux.

— Oui. Pas de doute. Ou on rompt le contact ou on commet des attentats. »

Le colonel Godard hésita un instant.

« O.K. Vous avez le feu vert, Léger. Mais allez-y mou ! Juste des dégâts matériels !

— Comptez sur moi, mon colonel ! »

Léger s'apprêtait à partir lorsque Godard lui demanda :

« Et les "poissons" ?

— Si vous le permettez, mon colonel, j'ai l'intention d'aller les pêcher moi-même ! »

Le 1^{er} janvier, 87^e jour sans attentat soulignaient les journaux d'Alger, une grenade éclata dans l'escalier du 21, rue Emile-

Maupas. Le capitaine Léger, avant de la lancer, avait pris garde qu'aucun bleu ne s'y trouvât ! La nouvelle se répandit dans la Casbah comme une traînée de poudre. Les bleus détestés avaient été attaqués dans leur propre casernement !

Le même soir, Léger continua de fêter le nouvel an à sa manière ! Hani avait rendez-vous avec un élément indiqué par Mourad, le peintre du Clos-Salembier. L'homme, un ancien chef de groupe de Yacef, avait fui Alger au moment de la « bataille ». Il revenait prêt à reprendre le combat.

« Il doit me présenter deux types qui travaillaient avec lui, précisa Hani.

— Allons-y, dit Léger. Aujourd'hui je viens avec toi. Surcouf nous accompagnera. »

Le capitaine Léger, en civil, pouvait facilement passer pour un musulman. De plus sa parfaite connaissance de l'arabe évitait de donner l'éveil. À 20 h 30 l'homme était au rendez-vous, *Au Bastion central*, au bas du square Bresson, Hani présenta Léger et Surcouf comme deux de ses adjoints.

« Où sont tes deux gars ? demanda Hani à l'homme, qui semblait inquiet.

— Ils sont à la Consulaire en haut de Saint-Eugène. Ils nous attendent. »

Le militant prit place avec Surcouf à l'arrière d'une vieille Citroën conduite par Hani. Léger s'assit devant. À la hauteur du couvent des Clarisses, près de Notre-Dame d'Afrique, Hani ralentit pour négocier un virage particulièrement difficile. L'homme qui n'avait pas ouvert la bouche durant tout le trajet, ouvrit la portière et sauta sur la route. Hani arrêta le véhicule, Surcouf était déjà dehors une mitraillette à la main.

« Vas-y, Surcouf », dit Léger.

Posément le colosse lâcha une rafale sur l'ombre qui s'enfuyait. Stoppé net dans son élan le militant s'effondra.

« Eh bien, voilà notre deuxième attentat, dit calmement Léger. Il faut maintenant le figoler. Dans ce coin désert on ne risque pas de nous déranger. »

Il sortit du coffre de la Citroën un émetteur radio et lança un appel à destination d'Alger-Sahel. Quelques minutes plus tard un

Dodge couleur sable s'arrêtait à la hauteur du petit groupe. Léger s'expliqua avec le chef de la patrouille envoyée par le colonel Godard :

« Voici quelle sera la mise en scène. Vous avez découvert à la lueur de vos phares *deux* individus suspects qui s'enfuyaient. Vous avez accéléré. À ce moment, l'un des fuyards a dégoupillé une grenade et l'a lancée sur le camion. Sans faire de victimes. Vos hommes ont sauté à terre. Le terroriste a alors sorti un pistolet et vous l'avez abattu d'une rafale de mitraillette. Son compagnon a réussi à s'enfuir.

— C'est compris, mon capitaine. »

Tous les paras d'Alger-Sahel connaissent le capitaine Léger.

« Mais la grenade ?

— Qu'à cela ne tienne. Planquez-vous. »

Léger dégoupilla une grenade et la lança à bonne distance du Dodge qui fut à peine éraflé par les éclats.

« On vous laisse le corps », dit Surcouf aux paras. Il venait de placer dans la main droite du cadavre l'un des pistolets que Hani avait rapportés de la wilaya 3 !

Le 2 janvier, au bas du Fort-l'Empereur, sur le boulevard Maréchal-Foch désert, Surcouf lança une grenade contre une jeep des zouaves qui passait, au ralenti. Il n'y eut bien sûr aucun blessé. Mais les zouaves ne purent rattraper le « terroriste » et abandonnèrent rapidement leur poursuite.

« Quel boulot "ils" nous font faire ! dit le chauffeur à ses trois camarades essoufflés. Voilà que maintenant on nous avertit à l'avance qu'on va recevoir une grenade qui ne nous atteindra pas, qu'il faudra poursuivre le bougnoule, mais surtout qu'il ne faudra pas le rattraper. C'est encore une combine à la "mords-moi-le-nœud" du 2^e bureau ! »

Ce n'était qu'un accord passé entre Léger et son ami, le capitaine Sirvent patron des zouaves de la Casbah.

Ces plans relativement complexes permirent à Hani d'expliquer à la wilaya 3 comment, avec ses hommes, il avait réalisé les premiers attentats commis depuis la « bataille d'Alger »... et à l'opinion publique de ne pas s'émouvoir. Ce que souligna amèrement Kamal dans sa réponse : « Les journaux n'en

parlent presque pas. Tout cela est insuffisant. L'ennemi n'a pas peur. Il faut frapper plus fort, sinon nous nous en chargerons ! »

Léger décida d'en finir avec la menace des bombes de la wilaya 3 et monta un coup de main contre le P.C. que connaissait bien Hani.

L'opération la plus risquée du commando Léger se déroule à une vitesse incroyable. Léger, le sergent-chef Barjoux et onze de leurs bleus débarquent en hélicoptère dans la région de Bordj-Menaïel au crépuscule du 22 janvier. Un camion tous feux éteints les amène à pied d'œuvre au début de la piste si souvent empruntée par Hani pour monter au maquis. À 23 heures, les treize hommes armés de P.M. tchèques, de 9 mm espagnols Star et de P.M. 38 — les armes habituelles des relis de la région — progressent sous la pluie qui tombe sans arrêt depuis la fin de l'après-midi. En tête de la colonne Hani, puis Kaddour. Le capitaine a réussi à le retourner en lui révélant que depuis le début de son activité il obéissait en réalité à ses ordres par l'intermédiaire de Hani ! « Alors autant continuer », a dit Kaddour, résigné. Ghandriche et Surcouf qui le suivent dans la colonne ne le quittent pas de l'œil. Eux aussi sont de la fête. Ainsi qu'Alilou, l'ancien compagnon de Yacef. Tous en tenue, avec les grades F.L.N. sur les manches de leurs treillis ruisselants. Seuls Hani, Ghandriche, Barjoux et Léger portent une gandoura dont le capuchon est rabattu sur le visage.

Après la montagne de la Mule, au sud de Bordj-Menaïel, Hani ne retrouve plus le chemin qui conduit au P.C. C'est Kaddour qui l'indique ! Enfin à 2 heures du matin un guetteur de l'A.L.N. les stoppe.

« Qui êtes-vous ? Où allez-vous ?

— *Ed-djeich*. L'armée », dit Hani.

Léger respire. Ses hommes ont su garder leur sang-froid. Ils n'ont pas obéi au réflexe de se jeter à terre. En kabyle, Ghandriche explique qu'il s'agit d'un commando de la wilaya 4 qui se rend en Tunisie.

« On doit aller jusqu'au P.C. rejoindre le lieutenant Hocine et Sabri », ajoute-t-il.

Les noms des deux chefs de région font office de mot de passe et le guetteur leur indique la bonne direction.

« À une heure de marche vous y serez ! »

Il est 3 heures quand la colonne arrive à une mechta entourée de cactus. La pluie s'est arrêtée.

« C'est là », dit Hani.

Ghandriche frappe et renouvelle sa fable. La porte s'ouvre.

« Entrez, on va vous faire du café. »

C'est Sabri, l'agent R.L. de Kamal, qui les accueille. Ghandriche qui n'est pas connu mène la conversation. Léger, Hani et Kaddour vont vers le fond de la pièce. Le capuchon de la gandoura protège leur incognito. Le lieutenant Hocine et Sabri apportent le café. Léger se trouve derrière eux. Il découvre sa mitraillette.

« La comédie est finie. Levez les bras !

— Bien joué », dit simplement Hocine. Ils ne résistent pas.

Il est 3 h 30. À 4 heures, le petit commando a fait onze prisonniers. Tout l'état-major de la zone ! Au lever du jour, deux compagnies d'appui du 1^{er} R.C.P. arrivent en hélicoptères. En moins de deux heures le P.C. zonal est nettoyé ; l'atelier de fabrication de bombes, l'atelier de réparation d'armement et l'infirmerie sont détruits. Léger saisit les explosifs, les fusils, les grenades et deux caisses de documents dont l'exploitation commence immédiatement.

De retour à Alger il donne l'ordre d'arrêter tous les membres des réseaux reconstitués. Sabri, qui a enfin reconnu Hani, comprend que depuis le début de l'affaire c'est le capitaine qui tient les rênes. Il demande à travailler dans le commando et pour prouver sa bonne volonté il révèle la constitution de l'équipe parallèle dont Kamal avait menacé Hani. Deux heures plus tard les quatre membres du réseau inconnu sont sous les verrous. En moins de quarante-huit heures Léger vient d'être payé de plusieurs mois d'efforts. La tentative de réimplantation du F.L.N. dans la capitale a fait long feu. Il faudra attendre les derniers mois de la guerre pour que le Front puisse à nouveau manifester son autorité sur la Ville blanche.

Le 25 janvier le capitaine Léger pensa orienter son commando vers une autre direction. Le sort en avait décidé autrement. Il allait se présenter sous la forme d'une jolie fille de dix-huit ans :

Tadjer Zohra, que ses amis de Belcourt appelaient Roza. Et ses amis étaient précisément parmi les hommes du réseau démantelé sur dénonciation de Sabri. Interrogés, ils révélèrent l'appartenance de la jeune fille à leur cellule. Léger lança un avis de recherche. Ça n'en valait pas la peine car la seule action attribuée à la jeune fille était la confection d'un drapeau F.L.N. vert et blanc. Mais c'était la routine. Quelques jours plus tard. Léger reçut un coup de téléphone du secteur de Bordj-Menaiel.

« On tient votre fille, mon capitaine. On l'a « coxée » au cours d'une opération. Vous pouvez en prendre livraison. »

Léger décida de se rendre lui-même à Bordj accompagné de Hani, Sabri et Ghandriche. Il venait de penser qu'une fille de plus dans son G.R.E. pourrait rendre des services importants.

La jeune fille était une jolie brune, fraîche et piquante, qui accueillit le capitaine Léger d'un sourire.

« Je vous connais, mon capitaine.

— Moi aussi je te connais. Et surtout tes amis de Belcourt m'ont beaucoup parlé de toi.

— Oh ! ils sont un peu fous. Je n'ai rien fait avec eux...

— Alors pourquoi t'es-tu sauvée au maquis ?

— J'ai eu peur. Et puis j'avais cousu un drapeau pour le Front.

— Tout cela n'est pas bien grave. Si tu le désires je peux même l'oublier complètement. »

Et Léger entreprit de convaincre la jeune fille. Roza était intelligente et saisit très vite où voulait en venir le capitaine. Ses « bleus » étaient célèbres dans tout Alger et on savait maintenant qu'il avait partout des informateurs. À tel point que personne n'osait se confier à son voisin. Roza ne dit ni oui ni non. Elle demanda si Léger la croyait assez forte pour jouer un jeu pareil. Après la première conversation le capitaine en était persuadé mais il retira de cet entretien une curieuse impression. Futée et rusée, Roza Tétait certainement. Mais ne Tétait-elle pas trop ?

Il confia à Basile Ghandriche le soin de l'éclairer sur ce point. « J'ai essayé de la retourner, dit-il à son adjoint. Ça me paraît difficile. Donne-moi ton avis là-dessus. » Ghandriche bavarda longuement avec la jeune fille, puis fit à Léger un rapport catégorique :

« Rien à faire, mon capitaine, cette fille retournera au F.L.N. dès qu'elle sera libérée. Il faut laisser tomber ou bien on risque de graves ennuis.

— Tu ne lui as rien dit en ce sens ?

— Non. J'ai essayé de la convaincre de travailler avec vous comme je le fais moi-même. Elle n'a d'ailleurs pas dit non. Mais encore une fois mon impression...

— Tu as raison, Basile, coupa Léger, et pourtant on va travailler ensemble ! »

S'il était impossible de faire de Roza un agent double pourquoi ne pas se servir de sa sincérité pour le F.L.N. ? « Libérée, cette fille retournera au Front », avait dit Ghandriche. Il suffisait de lui faire croire que Léger avait confiance en elle, puis de lui révéler quelques secrets sur de prétendus informateurs et de lâcher la bride. Elle courrait au maquis et déballerait son sac. Sans le soupçonner elle deviendrait un merveilleux agent d'intoxication. Léger retourna voir Roza :

« Ghandriche me dit qu'on pourrait travailler ensemble ?

— Pourquoi pas, mon capitaine ? »

Son sourire était désarmant. Redoutable petite vipère, pensa Léger qui s'y connaissait en animaux de cette sorte. Il fallait entrer à fond dans le jeu de la jeune fille. Il la sortit du camp « d'hébergement » de Bordj-Menaïel et s'afficha avec elle en ville. On les voyait se promener en voiture, entrer à l'état-major. Désormais, elle était « mouillée » aux yeux de la population. C'est ce que souhaitait le capitaine. Le maquis serait bientôt informé !

De retour à Alger, Léger passa à la deuxième partie de son plan d'intoxication : faire croire à la jeune fille qu'il avait des agents infiltrés jusque dans les cadres des maquis. À plusieurs reprises il fit venir Roza dans son bureau sous le prétexte de bavarder de sa nouvelle collaboration.

« Tu verras, dit-il, tu ne seras pas toute seule. Regarde Ghandriche, il a été le principal adjoint de Yacef Saadi, Alilou a été son agent de liaison. Hani était chef du secteur ouest pendant la bataille. »

Il pouvait se permettre d'utiliser ces arguments car les têtes de

son commando étaient maintenant connues.

« Au maquis aussi nous avons du monde, poursuivit Léger. Tu vois Sabri, il est très connu à Bordj. Il était le R.L. de Kamal.

— Oui, j'en ai entendu parler.

— Et même moi je suis monté au maquis. Il fallait que nous nous sentions sûrs de nous ! Tous les jours je reçois des informations du djebel ! »

La jeune fille semblait passionnément intéressée. Léger poussa son avantage.

« Par exemple, Kamal, le chef de la région 1, il vient de nous écrire. Tiens, regarde... »

Et Léger montra la signature d'une des dernières lettres de Kamal, tout en cachant le texte. Il savait que Roza, étant instruite, connaissait les tampons et les signatures des chefs de la zone où elle s'était réfugiée. Les rebelles terriblement « paperassiers » et maniaques de l'organisation avaient fourni eux-mêmes une masse de renseignements sur leurs états-majors. Ayant été, par l'intermédiaire de Hani, le véritable chef du F.L.N. d'Alger, Léger put donner à Roza un luxe de détails sur le maquis et sur ses prétendus agents.

Au cours de ces séances d'intoxication il arrivait au capitaine de s'absenter quelques instants, laissant traîner sur son bureau des listes marquées du tampon SECRET. Roza pouvait y lire le nom des « informateurs » du capitaine. Effarée elle reconnut ceux des principaux chefs de région de la zone 1 ! Il fallait à toute force prévenir le maquis du complot qui se tramait ! Léger lui en laissa le loisir en la libérant définitivement.

« Je ne te donne aucune mission pour l'instant, dit-il à Roza, tu es en réserve. Retourne chez ta mère à Belcourt. Et téléphone-moi toutes les semaines.

— Bien sûr, mon capitaine.

— Et n'oublie pas notre pacte. Je t'ai fait confiance, désormais tu travailles avec moi.

— Toutes les semaines je vous téléphonerai. Peut-être j'aurai des renseignements. »

Léger n'en demandait pas tant. La première semaine Roza téléphona. La deuxième semaine, rien. Le capitaine envoya deux

de ses hommes chez M^{me} Tadjer. « Ma fille a disparu depuis trois jours », leur dit-elle. Apprenant la nouvelle tant attendue Léger décida d'envoyer Kaddour au maquis. La wilaya 3 semblait avoir une telle confiance en Hani, qu'elle connaissait sous le nom de Si Amar ou de Si Sadek, et en Kaddour qui avait envoyé la lettre manuscrite demandée par Kamal, que le courrier avait repris malgré l'opération contre la région 1 et les rafles à Alger.

Au grand étonnement de Léger, Kaddour accepta immédiatement la mission malgré les risques qu'elle présentait. Le capitaine n'avait jamais eu confiance en l'adjoint de Hani. Mais aujourd'hui cela n'avait plus d'importance. Ou Kaddour jouait le jeu, et c'était toujours cela de gagné, ou il révélait toute l'histoire et ça ne ferait que confirmer les informations que Roza allait s'empresser de transmettre à la wilaya.

Léger, qui comptait sur une opération d'« intox » locale, n'avait pas prévu l'ampleur qu'elle allait prendre.

Dès que Mayouz, chef de la zone 1 de la wilaya 3, apprit le retour de Roza au maquis, il la fit arrêter. On l'avait vue se promener à Bordj-Menaïel avec le chef des bleus, le capitaine Léger, et cela suffisait.

« Je l'avais bien dit à Amirouche, grinça-t-il, toutes ces femelles qui viennent d'Alger sont des traîtres à notre cause. »

Piquée au vif, Roza expliqua qu'elle remontait au maquis pour faire d'importantes révélations.

« Avant de m'accuser, cria-t-elle à Mayouz, tu ferais mieux de regarder autour de toi. Tu es entouré de traîtres à la solde d'Alger. »

La machine était en marche ! Roza raconta ce qu'elle croyait avoir appris chemin Vidal. Quand elle eut fini, Mayouz en voulait encore. C'était la confirmation de ce qu'il pensait : tous ces intellectuels, tous ceux qui venaient d'Alger, tous ces lettrés étaient des traîtres. Il se rua sur la jeune fille, la gifla, puis la fit torturer. La malheureuse Roza, qui ne savait plus où elle en était, répéta tout ce qu'elle avait dit : Kamal était un traître, ainsi que tous ses adjoints. Longtemps avant son arrestation Sabri était à la solde de Léger. Puis, folle de douleur, brûlée sur toutes les parties du corps, elle raconta n'importe quoi.

Mayouz, soupçonnant Kaddour, qui arrivait d'Alger, le fit

interroger, puis torturer. Kaddour raconta son arrestation, son retournement, l'opération contre la région 1. Puis ce fut au tour de Kamal à qui avait été confiée la supervision de l'implantation algéroise. Sous la torture, les hommes avouaient n'importe quoi, ils donnaient tous les noms qui leur passaient par la tête à commencer par ceux de leurs adjoints, de leurs amis, puis ceux de chefs d'autres zones. Mayouz se vit entouré d'espions. Sa folie ne connut plus de bornes. Les exécutions commencèrent. Roza, mourante, eut la gorge tranchée. Kaddour fut fusillé le 12 juin. Puis ce fut au tour de Kamal et d'Allel, l'homme de confiance qu'il voulait envoyer à Alger. Ils périrent égorgés. Mayouz avait trouvé le moyen de se débarrasser de tous ces intellectuels, de tous ces soi-disant militants des villes en qui jamais ni lui ni ses hommes, fellahs et montagnards, n'avaient eu confiance. Le rapport qu'il présenta à Amirouche était accablant.

« J'ai découvert le complot dans ma zone, dit Mayouz, mais il a des ramifications dans toute la wilaya et encore plus en wilaya 4. Il faut prendre des mesures et nous amputer de tous ces membres gangrenés. Sans quoi nous crèverons. »

Amirouche, à la lecture des aveux de Roza, de Kaddour, de Kamal, fut convaincu. Il n'avait jamais hésité devant le sang. Il fallait sévir. Il chargea Mayouz d'enquêter dans toute la wilaya.

« Et par tous les moyens ! ajouta-t-il. Il faut que ces chiens avouent. »

On n'allait plus appeler Hacène Mayouz que Hacène la Torture. Son nom seul ferait frémir.

Roza et Kaddour venaient de déclencher la plus formidable campagne de purges jamais connue dans les rangs du F.L.N. Désormais, aux dangers des opérations allait s'ajouter pour les *djounoud* des wilayas 3 et 4 la terreur de l'épuration.

Salan avait obtenu ses 500 000 hommes et sans trop de difficulté. Le problème algérien était quotidiennement à la « une » des journaux. C'était la principale préoccupation de chaque nouveau président du Conseil qui le clamait bien haut à la tribune de l'Assemblée. La guerre d'Algérie s'installait doucement dans les mœurs françaises. Maintenant on le savait, à vingt ans, le service militaire, c'était l'Algérie. Et ça ne se passait pas trop mal. Tous les mois la gare de Lyon à Paris, comme toutes les gares des villes de garnison, retentissait des « gueulantes » des adjudants

qui dirigeaient vers les longs trains de 2^e classe des files de garçons engoncés de gros drap kaki, le paquetage « en saucisson » sur l'épaule, la valise en « inox » à la main. Finies, les manifestations de rappelés des années 55-56 ! Terminé, les femmes — mères, sœurs et épouses — qui se couchaient sur les voies ! Oubliées, les explosions de colère qui mettaient à sac les gares traversées !

En 1957, après trois mois de classes en France ou en Allemagne les jeunes Français appelés sous les drapeaux se retrouvaient à Marseille où le commerce était florissant. C'était la tradition. Et seuls les « pistonnés » pouvaient « couper » à l'Algérie. On partait sans enthousiasme mais sans colère. Avec même un sentiment de curiosité. À Paris, au 14 juillet, les paras avaient été follement acclamés sur les Champs-Élysées. On allait voir comment ça se passait réellement sur cette terre dont on parlait tant et que l'on ne connaissait pas. On allait voir du pays. Du sable, des forêts et de la montagne. Et découvrir aussi ces « moukères » dont l'oncle qui avait été dans les tirailleurs parlait toujours à la fin des dîners de famille, dans le coin des hommes ! Et puis encore une fois tous les politiciens au pouvoir, socialistes, radicaux, républicains sociaux le répétaient à l'envi : en Algérie, ce n'était pas la guerre.

Malgré ces renforts considérables, Salan n'avait pas les moyens de mener une guerre offensive. L'armée était encore trop lourde. Dans cette guerre de guérilla trois régiments parachutistes et deux harkas bien encadrées valaient mieux que cette magnifique 7^e D.M.R. (division mécanique rapide) dont le matériel s'enlisait dans la boue des pistes détrempées. En outre, ces jeunes du contingent arrivaient sans formation. Pas d'entraînement à la guérilla. Et pour une simple raison : l'état-major général autorisait un certain pourcentage de casse au cours de l'entraînement des unités de choc, parachutistes ou commandos de marine. On ne s'en souciait pas. Il n'y avait pas de réclamations. Les jeunes qui en faisaient partie étaient volontaires et en savaient les risques. Mais si cet entraînement était généralisé, si les biffins, les artilleurs, les tringlots subissaient cette dure préparation, quelle serait la réaction de l'opinion publique et des familles qui la composaient ? Comment ! on nous dit que ce n'est pas la guerre, et le petit se prépare comme s'il allait être parachuté en pays ennemi ? Il ne fallait surtout pas inquiéter, les parents, les électeurs. La leçon de Palestro⁽⁴⁶⁾ n'avait

pas été comprise. Ou plutôt on préférerait l'oublier !

Malgré cette armée nombreuse en hommes, puissante en matériel, Salan ne pouvait faire que de l'occupation. La pacification serait donc l'affaire du contingent. On laisserait les régiments de réserve générale, ceux qui connaissaient la guérilla et les techniques subversives de l'adversaire, s'occuper de la chasse aux fellas.

1957 fut l'année de la mise en place de cette politique de pacification qui, au mois de novembre, avait pris une ampleur considérable... et coûtait fort cher. Près de deux milliards par jour d'après le rapport de la commission des Nations unies pour l'Europe à Genève. Lacoste avait immédiatement contesté ce chiffre. On rassurait l'opinion publique en la persuadant qu'en Algérie il ne s'agissait que d'opérations de police et voilà qu'on donnait des chiffres « dignes » d'une véritable guerre ! Il fallait réagir et Lacoste était l'homme sur lequel on pouvait compter. Il avait plus d'un tour dans sa bonne vieille besace de politicien, un peu usée, un peu luisante d'avoir tant servi. Il en sortit une fois encore de quoi satisfaire tout le monde : Bien sûr, c'était vrai, la France dépensait 700 ou 800 milliards par an, mais cette somme n'était pas à porter au seul compte des « opérations de maintien de l'ordre » (il avait failli écrire la guerre !). On comptait dans ce chiffre certains investissements pétroliers, les pertes de production dues au maintien sous les drapeaux de 500 000 jeunes gens. Et puis il y avait l'aide considérable que la France généreuse apportait à la population musulmane misérable.

L'une des principales mesures de la pacification avait été le développement de zones interdites. Qu'une région soit particulièrement « pourrie », que le rebelle s'y déplace en maître, bénéficie de l'appui volontaire, ou non de la population, puisse — grâce à la configuration du sol — monter des embuscades « payantes » sur les quelques pistes qui la sillonnent, puis se réfugier dans le djebel, voilà qui était intolérable. Puisqu'on ne pouvait mener une guerre classique dans une région où camions et blindés s'enlisaient, puisque le contingent n'était pas entraîné à la guérilla, qu'on ne pouvait le faire circuler à pied en tous sens comme faisait le rebelle, il n'y avait qu'à interdire la zone à toute circulation. C'était simple, il fallait y penser. Et certains colonels, chez Salan, avaient résumé leur politique dans cette définition qu'ils trouvaient fort à leur goût :

« Ah ! dans telle région les fellaghas se déplacent parmi la population comme des poissons dans l'eau ? Eh bien, vidons l'eau ! Ils crèveront dans leur bocal. » Le Gouvernement général et l'état-major estimèrent que la méthode pouvait être efficace. Alors commença la grande migration. Dans l'Aurès, dans le Constantinois, dans l'Ouarsenis, dans le djebel de Blida on délimita des zones interdites. Et l'on évacua les populations, qui abandonnèrent leurs champs et leurs troupeaux. Plus question de culture ni d'élevage. Le fell devait crever de faim. Plus question non plus qu'il trouve un abri. Alors on arracha les toits des gourbis parce que raser les villages demanderait du temps et ferait mauvais effet sur l'opinion publique. Et l'on « regroupa » ces malheureux paysans qui venaient de perdre tous leurs biens. Quelle importance puisqu'on les relogeait, puisqu'on leur donnait à manger ? Au contraire, ils gagnaient au change, expliquaient les promoteurs du plan, ils quittaient de misérables et ignobles gourbis et trouvaient dans des camps « propres et aérés » des maisons en dur avec un robinet d'eau dans la rue et non plus la source au bas du village. Que pouvaient-ils réclamer de plus ? En outre, ils étaient enfin protégés des méfaits quotidiens du F.L.N. qui les pressurait, les terrorisait. Ils ne risqueraient plus d'être pris dans ce combat sans merci que l'armée livrait à la rébellion.

Les zones ainsi vidées de leur population, on pouvait enfin employer les moyens que l'on connaissait bien et auxquels on était habitué. Pilonnage d'artillerie, bombardements au napalm. On tire à vue sur tout ce qui bouge sans risquer de bavures avec la population. Puisque désormais, dans ces zones, tout ce qui bouge est rebelle ! Voilà un plan qui risquait de donner des résultats sensationnels. D'autant qu'à Alger le Service d'action psychologique, qui jouait dans le plan de la pacification un rôle prépondérant, voyait dans ces populations enfin regroupées une masse à conquérir facilement. On les avait sous la main, on les soignait, les logeait, les nourrissait... Enfin « ils » nous écoutaient, ces braves musulmans complètement égarés dans un conflit qui les dépassait, ces braves gens qu'on avait tant négligés et qui, enfin, bénéficiaient de tous les avantages du monde moderne ! Les camps de regroupement furent donc installés autour des S.A.S., protégés par un poste militaire où flottait le drapeau tricolore et où l'on diffusait la bonne parole.

Les familles s'installèrent. Les femmes découvrirent le progrès : les maisons en dur avec une courette et deux ou trois

pièces, le robinet qu'il suffit de tourner pour que l'eau jaillisse. Elles disposèrent les paillasses, les quelques trésors de l'ancien gourbi. Dans les meilleurs des camps les gosses furent immédiatement scolarisés par de braves militaires. Dans la journée ils quittèrent la maison. Et les femmes attendirent, assises dans leur coin. On apportait à manger, on distribuait de la semoule, des vivres. Elles reçurent parfois la visite d'assistantes sociales. La vie s'organisa, réglée par les différents services d'assistance : nourriture, soins, école et propagande. Les hommes, eux — quand ils n'avaient pas fui le ratissage pour se réfugier au maquis —, se réunirent sur la place. Assis sur les talons. Fellahs sans champs, bergers sans troupeaux, soignés, nourris, éduqués... Et fatalistes ! Pour des centaines de milliers de personnes en Algérie la longue attente commença. On avait simplement oublié qu'il ne suffisait pas de nourrir les hommes mais qu'il fallait les occuper, il y eut bien sûr des exceptions, des régions — comme on l'a vu chez Servier dans le Dahra ou chez Combette dans les Portes de Fer — où l'officier S.A.S. parvint à trouver des terres, à reconstituer des troupeaux. Où il permit — en prenant cela sous son képi — à ceux dont les champs n'étaient pas trop éloignés d'y travailler dans la journée si aucune opération n'était prévue dans le secteur. Mais tous n'eurent pas cette chance, ou cette volonté. À la fin de l'année 1957, l'Algérie était parsemée de camps de clochards qui attendaient la soupe. Trois cent mille personnes pour le seul Constantinois !

L'organisation politico-administrative du F.L.N. n'allait pas laisser passer cette chance : transformer grâce à des agents bien placés cette masse inerte et sans travail en un formidable bouillon de culture ! On verra lors des grandes opérations de 1958-1959 le résultat de la politique de zone interdite que l'un des plus brillants officiers de l'armée française, le colonel Buis, appellera « zones interdites... à nous-mêmes ».

Détruire et construire, contrôler et protéger. Tout était là. La carence des pouvoirs civils aboutissait à confier toute l'autorité aux militaires. Avec tous les risques que cela comportait. La politique de regroupement plaçait des populations entières sous la dépendance d'officiers S.A.S. Le colonel commandant d'un secteur était le véritable patron de sa région. L'autorité du sous-préfet, du préfet même devenait une véritable peau de chagrin. Le 13 mai 1958, qui verra les pouvoirs civils confiés aux militaires, ne fera qu'officialiser un état de fait. Un travail admirable fut

accompli par certains officiers S.A.S. de valeur à condition qu'ils soient eux-mêmes « épaulés » par un commandant de secteur compréhensif et humain.

Mais combien de « bavures » ! Le mot faisait maintenant partie du vocabulaire algérien de l'armée.

Si nombreuses, ces bavures, qu'on s'en émut en France. Malgré l'opposition d'Alger une commission de sauvegarde fut nommée. M^e Maurice Garçon vint fourrer son nez dans les affaires des parachutistes d'Alger. Son rapport remis le 12 juin ne souleva pas l'émotion du cabinet de Bourguès. Pas plus que celui du gouverneur général Delavignette qui, lui, avait parcouru l'Algérie.

« Que chaque région pourrie ait sa bataille d'Alger. » C'était devenu une réalité. Le danger présenté par l'organisation politico-administrative du F.L.N. qui s'infiltrait de plus en plus dans la population justifiait aux yeux de l'armée, dont la tâche principale était de gagner — on le lui répétait tous les jours —, l'emploi de méthodes qui avaient si bien réussi à Alger. On « protégeait » la population, on torturait les suspects. On obtenait des résultats.

Le C.C.I. (Centre de coordination interarmées) qui coiffait à Alger tous les centres de renseignements, d'interrogatoires des parachutistes, ainsi que le dispositif de protection urbaine du colonel Trinquier, se transforma au mois de juillet en D.O.P. (dispositif opérationnel de protection) dont bientôt les antennes se multiplièrent sur toute l'Algérie. Les D.O.P..., pas un des trois millions trois cent mille garçons qui passèrent en Algérie n'a oublié ce nom. Ni les hommes qui les firent « fonctionner » ! La torture jusque-là localisée aux centres d'interrogatoire, aux centres de tri, se généralisait.

Avant même que ces D.O.P. acquièrent leur triste réputation au cours des années 1958-1959, les exemples locaux ne manquent pas au rapport de M. Delavignette. « Corvées de bois » innombrables prisonniers abattus au cours de « tentatives de fuite », suspects enfermés dans des cuves à vin désaffectées qui meurent étouffés. La cuve à vin, que l'on trouve dans toutes les fermes, dans toutes les propriétés en Algérie, devenait une « prison » commode pour les suspects ramassés en cours d'opération. Ni hygiène ni aération. De quoi les mettre en « condition » avant l'interrogatoire. À Aïn-Isser, près de Tlemcen, on sort dix-sept cadavres de ces trous puants. Responsable :

lieutenant Curutchet. Trente jours d'arrêts de rigueur, relevé de son commandement. À Mercier-Lacombe, près de Mascara, même scène, vingt-trois cadavres. Là encore l'O.R., qui est le responsable de toutes les opérations d'interrogatoire, le sous-lieutenant Lefebvre, et le chef de bataillon Holl font l'objet d'une peine disciplinaire. Quinze jours d'arrêts de rigueur. Bavures. Ça, c'est le rapport Delavignette. Il y a des noms, des « sanctions ».

Mais sur tout le territoire des opérations les interrogatoires, les « corvées de bois » se multipliaient. Et là il ne s'agissait plus des parachutistes, « à mauvaise réputation » depuis la « bataille d'Alger », c'était le contingent et de très jeunes officiers qui se « salissaient les mains ». Les méthodes employées par le F.L.N. n'étaient pas faites pour incliner à la clémence ! Le garde champêtre trouvé égorgé, le copain mutilé, le ventre bourré de paille ou de cailloux, le sexe dans la bouche n'étaient pas des spectacles qui portaient à l'indulgence. C'était l'engrenage. Et qui payait ? La population. C'est ce que recherchait le F.L.N. Pouvait-on rêver meilleur agent recruteur ? En plus, cela fournissait des exemples pour l'action à l'O.N.U. ! La mission confiée aux officiers S.A.S. — les bonnes à tout faire de l'armée — comportait aussi le renseignement, c'était même une de leurs tâches principales. Mais que pouvait penser la population « regroupée » ou non qui voyait son « bienfaiteur » alimenter par ses renseignements le centre d'interrogatoire ? Ça ne se passait pas *toujours* comme ça. Souvent, simplement.

Le pourrissement gagnait l'Algérie où personne n'avait plus confiance en personne. Où les militaires se défiaient des civils. Où, en ville, un chef d'îlot jouait les indicateurs. Où, dans le bled, un modeste sergent-chef avait souvent droit de vie et de mort sur de simples suspects.

Qu'on ne parle pas d'ignorance. Le plan de pacification avait été approuvé par le gouvernement. Et ni le président du Conseil, Bourgès-Maunoury, ni le ministre résidant, Robert Lacoste — s'ils en connaissaient les aspects positifs dont ils tiraient sans cesse argument — ne pouvaient ignorer la terreur qu'il faisait souvent régner. Le rapport qu'adressa M. Delavignette, que l'on ne pouvait traiter de « bradeur », était un véritable réquisitoire.

« Le contre-terrorisme, écrivait l'ancien gouverneur général, s'infiltré dans l'armée et l'administration. Sous prétexte d'efficacité, il affiche dans ses actes le mépris de la vie

humaine... Les personnels militaires et civils qui se laissent happer par l'engrenage du contre-terrorisme reviendront un jour dans la métropole. Croit-on qu'elle les délivrera de l'automatisme qu'ils auront contracté en Algérie et qu'ils retrouveront les principes qui font l'honneur de leur arme ou de leur administration ? »

M. Delavignette en arrivait au pourrissement partout constaté et en cherchait les causes :

« Il en est une qui me paraît déterminante. C'est le manque absolu de coordination entre les autorités responsables des grands services publics et les chefs de l'armée. Ne mâchons pas les mots : il règne en Algérie un état de siège hypocrite. Je n'ai pas à savoir si l'état de siège régulier n'était pas préférable. Mais ce que j'affirme avec force, c'est que l'état de siège hypocrite gangrène les rapports entre militaires et civils et creuse le fossé entre Européens et musulmans... L'Algérie ne manque pas d'officiers et de fonctionnaires qui, à tous les échelons, sont admirables de conscience professionnelle et de valeur humaine. Pourquoi s'ignorent-ils trop souvent et sont-ils enfermés dans leur spécialité propre alors que l'Algérie connaît une situation qui réclame la communauté de travail ? »

Et c'était l'appel à Lacoste, à Salan, aux « responsables » :

« Il appartient au ministre de l'Algérie, à ses "igames⁽⁴⁷⁾", au commandant interarmées et aux commandants de corps d'armée d'instituer et de diriger cette communauté. Et c'est leur exemple personnel, leur autorité affirmée de la manière la plus nette, qui extirperont les sévices. »

Le gouverneur Delavignette expédiait en trois lignes les réformes et la loi-cadre en gestation, orgueil de Robert Lacoste.

« Dans la confusion des pouvoirs qui résulte d'un état de siège hypocrite, ni la réforme agraire ni la réforme municipale ne peuvent fructifier ni même germer. Je redis que l'œuvre admirable des S.A.S. pâtira du mensonge qui camoufle mal la décomposition de l'État dans d'autres domaines.

» Il est grand temps de redresser la situation globale de l'Algérie. Il ne reste que très peu de temps. »

Confusion des pouvoirs ! Disparition de l'État ! Quelle pythonisse que ce bon M. Delavignette. Tout est dans son

rapport : la fin lamentable de la IV^e République, le 13 Mai, le pouvoir militaire, les barricades, les groupes paramilitaires ultras, le drame de l'armée, l'O.A.S. Il met en garde. Il prévoit. Devant tant d'impuissance civile, l'heure des colonels va bientôt sonner. Mais on ne l'écoute pas. On n'a que faire des Cassandre. On prépare pour l'Algérie un plan de réformes magnifique. On casse le F.L.N. Le tour est joué.

M. Delavignette démissionnera le 30 septembre. Ecœuré. Dupé. Floué. Honnête.

C'était difficile de tout bouleverser. Et puis les officiers placés à la tête des S.A.S. ne prenaient pas tous leur nomination comme un « cadeau du bon Dieu ». En général les jeunes marchaient. Il y avait l'enthousiasme, le renouveau, l'espoir de faire de ce beau et malheureux pays un sol enfin français où tout le monde aurait les mêmes droits. Droit à la terre, droit à la justice, à la vie, au bonheur. Bronzé ou pas, musulmans de la Casbah ou petits Blancs de Bab-el-Oued sur pied d'égalité ! L'Algérie française de ces jeunes officiers était un beau rêve. Ils s'y donneront à fond. Et, lorsqu'ils se réveilleront, qu'on leur expliquera, preuves à l'appui, que ce n'était qu'un rêve, ils se replieront en eux-mêmes, se réfugiant derrière la discipline, ou se révolteront ouvertement selon leur caractère. Pourquoi ne nous avoir rien dit ? Pourquoi nous avoir laissés nous engager ? Pour ceux-là, les meilleurs, ni l'obéissance ni la révolte n'effaceront l'amertume.

Mais beaucoup d'autres officiers ne voyaient dans ce travail de S.A.S. qu'une corvée qui les éloignait singulièrement du tableau d'avancement. Ce n'est pas à l'ombre des S.A.S. que l'on décroche des citations, des étoiles sur la valeur militaire, des galons pour l'épaulette ! Pour eux la paperasserie, les besognes de police, l'assistance médicale, l'école, l'architecture ou l'urbanisme, sans compter les rapports avec le commandant de secteur et le sous-préfet, son « adjoint », n'avaient rien d'exaltant.

Alors le train-train s'installait. Pour les anciens officiers des affaires indigènes parmi lesquels on avait particulièrement choisi les responsables de S.A.S., c'était une nouvelle jeunesse. Le passé que l'on retrouvait. Les populations à administrer, les litiges à trancher, la police à organiser, rien de nouveau dans tout cela. Ils avaient l'habitude. Ces blancs-becs d'Alger qui ne connaissaient rien à l'Afrique croyaient avoir fait une trouvaille, mais dans ce pays — qu'eux, les anciens du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie,

parlant arabe ou kabyle, connaissaient parfaitement — tout n'était qu'un éternel recommencement !

Et à l'heure de la guérilla, à l'heure de la prise en main des populations, à l'heure de la guerre subversive, beaucoup organisèrent leur petite vie « pépère » comme au bon vieux temps de la commune mixte ! Cette commune mixte dont justement on devait se débarrasser à tout prix. Entourés d'un makhzen, survivance des mokhazni de l'ancien temps, payés par l'administration alors que les harkis l'étaient par l'armée et que les paysans installés en autodéfense ne l'étaient pas du tout, ils recréaient toutes les conditions de la vie d'autrefois avec ses gardes champêtres prévaricateurs, son incroyable paperasserie, ses populations découragées et méprisées...

Là n'était pourtant pas le plus grave, c'était simplement désespérant. En revanche, l'apport de renseignements sans cesse réclamés par les unités de secteur allait provoquer des abus pour le moins « regrettables ». L'officier S.A.S., en rapport direct avec la population, recueillait toutes sortes d'informations. Et, comme il se produit dans tous les pays du monde en période troublée, les meilleurs sentiments étaient loin d'animer tous les « informateurs ». Si les autorités locales, civiles ou militaires, ne savaient ou ne voulaient les contrôler et les freiner, on pouvait s'attendre aux pires injustices. Elles ne furent pas l'un des moindres facteurs de l'échec de la pacification qui n'obtiendra des résultats probants qu'après l'arrivée du général Challe. Mais pourrait-on encore appeler cela de la *pacification* ?

La vigne, les agrumes, les primeurs s'étendaient sur quatre cent cinquante hectares. Des rangées de ces ceps soigneusement sulfatés, d'arbres au feuillage laqué, de légumes splendides, s'alignaient à perte de vue dans cette magnifique propriété de Courbet qui était la fierté de la famille Chevallier. C'est Georges Chevallier, frère du maire d'Alger, qui la gérait. Ainsi en avait décidé le « père » Chevallier : un fils dans la politique, à la mairie d'Alger, un autre sur la terre. Pour Georges Chevallier, Jacques était celui qui avait « mal tourné ». La politique, même si elle vous apportait parfois un portefeuille de ministre et si elle vous conduisait à la tête de la municipalité de la première ville d'Algérie, ce n'était tout de même pas sérieux ! Seule comptait cette belle terre rouge, retournée, irriguée, fumée, soignée. Là, à Courbet, se trouvait le véritable socle, la base de la tribu

Chevallier. Si Georges ne tenait pas la carrière politique de son frère en très haute considération il en partageait pourtant les idées libérales : les ouvriers agricoles et les employés musulmans étaient traités de la même façon que les cadres européens, contremaîtres et fermiers. Ils disposaient de quatre-vingts hectares sur les quatre cent cinquante pour leur usage personnel. La propriété de Courbet, appliquant les principes les plus libéraux, bénéficiait d'une cote de popularité rare dans la population musulmane. Voilà qui dans ces années troublées ne pardonnait pas !

D'autant que Georges Paternot, le maire de la ville voisine, Félix-Faure, était l'un des plus excités parmi les maires de l'Algérois. Il vouait une haine particulière à la famille Chevallier et au maire d'Alger qui jamais n'avait voulu se solidariser avec la politique systématiquement négative à l'égard des musulmans que préconisait Froger, puis, après son assassinat, Baretaud, le président des maires de l'Algérois. La politique de répression avait permis à Paternot de faire éclater sa haine des musulmans. Tout comme avaient fait son collègue Benquet-Crevaux à Philippeville, et bien d'autres en Algérie, il ne connaissait qu'une attitude : « Non à toute réforme. Et s'« ils » bougent, il faut les tuer tous. » En attendant, une politique de répression et de terreur « les » empêcherait de protester. Mais il y avait ces maudits libéraux, ces bradeurs de Chevallier ! Le quadrillage et la recherche du renseignement allaient permettre de les abattre ou du moins de ne plus les laisser pratiquer en paix une politique de salaires qui provoquaient l'envie... et les revendications des travailleurs agricoles employés dans les autres propriétés.

Les autorités militaires locales allaient trouver un merveilleux collaborateur en la personne de Moktari, garde champêtre de Félix-Faure, nommé par Paternot. Ce Moktari fournit aux militaires des listes de « suspects ». Comme par hasard ces suspects étaient les plus évolués des ouvriers musulmans, ceux qui réclamaient des salaires décents et qui voulaient faire respecter leur dignité, et ceux qui travaillaient pour la propriété Chevallier. Au cours des rafles qui suivirent beaucoup « disparurent ». La terreur s'installa entre Félix-Faure et Courbet. Moktari régnait en maître, et sa collaboration avec l'armée lui assurant une quasi-impunité, il pensa à exploiter cet avantage. Aidé par un chef de fraction local, Boulakrouf Ali, par un homme de main, Boudjemaa Lakhdar et par quelques séides, il monta un

racket personnel. Il entreprit de rançonner tous les fellahs de la région. « Si tu ne veux pas payer, je te dénonce aux militaires. Je leur dirai que tu es en relation avec les fellaghas. Et tu sais ce que ça veut dire. » Comme certains ouvriers agricoles refusaient d'obéir au chantage, il monta une opération punitive. Il arrêta plusieurs dizaines de coreligionnaires qui « lui paraissaient suspects ». Il en remit une partie au maire, Georges Paternot⁽⁴⁸⁾, une autre à la gendarmerie ou à l'armée, et garda les plus fortunés. Dans une ferme qu'il avait transformée en P.C., il les tortura jusqu'à ce que les malheureux cèdent. L'oued Isser tout proche reçut, comme à l'accoutumée, ceux qui « avaient fui lors de leur interrogatoire et avaient été abattus ».

La politique de répression, la démission du pouvoir civil étaient telles qu'un indicateur de bas étage et sans scrupules pouvait impunément faire régner la terreur. Et ce avec l'aide, sinon la complicité, de l'armée ! On fermait les yeux sur les méfaits d'un si bon informateur.

Georges Chevallier demanda à son frère d'intervenir. Celui-ci obtint du préfet d'Alger une enquête menée par trois inspecteurs généraux de l'administration, dont M. Ciosi. Ceux-ci, après avoir promis aux gens qu'ils interrogeaient qu'il n'y aurait pas de représailles, apprirent avec effarement les vols, les pillages, les tortures, les assassinats. Cette enquête ne pouvait passer sous silence « l'impassibilité » des autorités militaires locales. Elle fut accablante. On arrêta Moktari, et on « y alla » d'un petit couplet à la population : « La France vous protège contre vos ennemis. Quels qu'ils soient. »

Paternot ne l'entendait pas ainsi et obtint que la Fédération des maires fît pression sur l'autorité civile et militaire. « Comment, on ne guillotine pas ces salauds de terroristes F.L.N. et on emprisonne l'un de ces musulmans fidèles qui aident la France dans le combat qu'elle mène contre la rébellion ! Qui veut-on tromper ? C'est le bradage qui continue ! » Et Moktari, libéré, revint à Félix-Faure, triomphant !

Il s'agissait maintenant de se venger de la famille Chevallier. Jacques Chevallier refusant en bloc la politique des maires contre les réformes et contre la loi-cadre n'avait pas voulu suivre l'ordre de grève lancé par la Fédération. Bien sûr, Georges l'avait imité. Ne participant à aucune des manifestations ultras pour conserver l'Algérie française, « aimé et considéré » par les musulmans, une

seule conclusion s'imposait : Georges Chevallier était en relation avec le F.L.N.

Les arrestations d'ouvriers agricoles succédèrent aux insinuations. Moktari, plus que jamais soutenu par Patemot et par l'armée, qu'il « renseignait » à nouveau, se fit de plus en plus menaçant. Jacques Chevallier, venant à la ferme de Courbet, n'en crut pas ses oreilles : le cuisinier — homme de confiance musulman de son frère — les ouvriers, les cadres européens, dont plusieurs anciens paras, le supplièrent : « Faites quelque chose, monsieur Jacques, tout le monde tremble. On nous accuse d'être fellaghas. Un jour ces salauds qui protègent Moktari et qui nous détestent parce qu'on travaille pour votre famille vont nous tuer ! »

Jacques Chevallier les rassura :

« Mais vous avez des armes, ici. La propriété est fortifiée. Nous sommes en autodéfense. Ne vous en faites pas. »

Son frère lui confia également son inquiétude. Les patrouilles militaires se multipliaient. Et l'une d'elles avait découvert dans une grange les pièces d'une vieille mitrailleuse allemande hors d'usage. Jacques Chevallier éclata de rire. « C'est complètement idiot, cette histoire. »

Trois jours plus tard, à Alger, il était convoqué par le procureur Pezaud.

« Mon cher Chevallier, je vais être obligé d'inculper votre frère d'aide au F.L.N. !

— Mais ça ne tient pas debout. Jamais Georges...

— Calmez-vous, calmez-vous. Je ne vais pas le faire vraiment. Mais ça va m'attirer des ennuis. C'est une véritable opération policière qui est montée contre vous et les libéraux. La haine se cristallise autour de votre famille ! Votre nom devient un symbole... »

Le lundi suivant, Jacques Chevallier recevait un coup de téléphone de son frère, affolé : « Viens vite à Courbet, tous nos hommes ont été assassinés. Mais seulement les Européens ! »

Dans la nuit du dimanche au lundi, un commando musulman s'était infiltré dans le bâtiment où logeaient les employés

européens et les avait massacrés. Bilan : sept morts dont trois femmes et un enfant. Lorsque Chevallier arriva à la ferme, le maire de Félix-Faure l'accueillit par ces mots :

« Alors, vous êtes content avec votre politique libérale... Vous voyez ce que ça donne. »

Il fallut que les militaires présents retiennent le maire d'Alger qui voulait se précipiter sur Georges Paternot. Ayant repris son sang-froid, Jacques Chevallier alla s'incliner devant les dépouilles des malheureux fermiers. Son frère Georges, bouleversé, l'attira à part : « Les ouvriers musulmans terrorisés m'ont appris une chose affreuse. Ce ne seraient pas les fellaghas mais Moktari et ses sbires qui les auraient assassinés ! » Deux heures plus tard, un homme, se présentant à Jacques Chevallier comme un membre du Front, lui confirmait qu'il ne s'agissait pas d'un attentat F.L.N. « Cherchez qui peut vous en vouloir », avait-il dit.

Ainsi donc on avait voulu frapper Chevallier à travers ses employés. Le lendemain, *L'Echo d'Alger* consacrait la moitié de sa « une » à des photos horribles du massacre de Courbet et publiait des détails : sept fermiers massacrés par trente fellaghas. Mais il n'y eut — et pour cause — pas un mot sur la répression qui endeuilla une nouvelle fois le domaine Chevallier. L'armée encercla la ferme Courbet, interrogea les ouvriers musulmans et en emmena douze en « corvée de bois ». Douze cadavres musulmans, dont celui du cuisinier valet de chambre de Georges Chevallier, qui l'aimait comme un frère, vinrent s'ajouter aux sept cadavres européens. Justice était faite ! Une bonne et brave justice expéditive comme la recommandaient Paternot et consorts. Le général Massu qui avait « engueulé » le maire d'Alger pour la perte des armes volées aux fermiers par les « fellaghas », grommela une vague réponse à la demande d'explication de Chevallier sur l'expédition punitive. Bavures...

« Monsieur Jacques, faites quelque chose... on risque d'être assassinés par Moktari... et les Européens qui nous détestent. » La phrase devait tourner longtemps dans la mémoire de Jacques Chevallier. Son frère, brisé par la catastrophe, mourut dix jours plus tard. Cette année-là, les vendanges furent étrangement silencieuses et les raisins pourrirent sur pied au domaine de Courbet.

L'importance que prenait la loi-cadre dans la vie politique française et les réactions exacerbées de la communauté

européenne d'Algérie n'échappaient pas au F.L.N. Le projet Lacoste, les réformes, le collège unique prenaient aux yeux des dirigeants du Front une importance d'autant plus grande que le côté libéral du projet pouvait séduire une fraction de la population et provoquer l'éclosion d'une timide troisième force. Le danger n'était pourtant pas très grand car en arrêtant pêle-mêle professeurs, commerçants, dockers et enseignants lors de la « bataille d'Alger », Massu avait rendu cette troisième force quasiment introuvable. Le peuple algérien s'était soudé dans le malheur. Mais la terreur, la lassitude, le désir de voir s'éloigner le spectacle d'une guerre de plus en plus atroce, pouvaient pousser une fraction de la population à accepter n'importe quoi plutôt que la poursuite de la répression.

Le F.L.N. commença alors une campagne de dénigrement de la loi-cadre. « Cette loi, expliquaient les intellectuels de la rébellion, est loin de l'idée d'indépendance. Elle ne fait que prévoir le morcellement de l'Algérie en ethnies alors que nous désirons l'unité dans l'indépendance. » Quelques mesures « sérieuses » — liquidations, égorgements spectaculaires — prises à l'encontre de ceux qui étaient tentés de jouer le jeu des réformes suffit à décourager de rares essais. L'ensemble de la population ne constatait qu'une chose : les discours changeaient mais la répression était la même. Alors, à quoi bon ?

Les dirigeants du Front savaient maintenant que c'était *tout ou rien*. Tant que le régime en France serait le même, aucun espoir de règlement politique n'était permis. Qu'un gouvernement parle seulement de « possibilité de mettre fin à la guerre » et il était « balancé ». Même la première loi-cadre, rejetée par le Front, avait été jugée trop libérale et avait eu raison du gouvernement Bourgès, dont le chef, l'un de ceux qui avaient ordonné la « bataille d'Alger » « par tous les moyens », ne pouvait pas être suspecté de brader l'Algérie ! Le F.L.N. devait donc s'installer dans la guerre, tenir le plus longtemps possible. Jusqu'à ce qu'il soit reconnu comme interlocuteur valable. Et Krim Belkacem disait : « La guerre peut durer vingt ans... » Ferhat Abbas publia au Caire un communiqué qui résumait la position du Front : « La loi-cadre ne contient rien de neuf et constitue une prétention ridicule au démembrement de l'Algérie... Le peuple algérien ne peut pas tenir compte de cette loi parce qu'il a toujours prouvé qu'il veut décider lui-même de son sort. Nous avons pris les armes pour obtenir la souveraineté et l'indépendance complètes

pour l'Algérie une et indivisible. Mais la loi-cadre ne répond pas à cet objectif fondamental. » Par cette déclaration Ferhat Abbas faisait son entrée officielle sur la scène politique internationale comme porte-parole du nouvel organisme de direction du Front de libération nationale.

Le C.N.R.A., réuni au mois d'août au Caire, avait vu un bouleversement complet du C.C.E. qui désormais dirigeait la révolution depuis l'extérieur. Abane Ramdane, qui, lors de ce 2^e C.N.R.A., pensait reprendre du « poil de la bête », allait essayer une défaite. Au congrès de la Soummam, l'année précédente, il avait prouvé qu'il était le n° 1 politique de la révolution. Il voulait renouveler la démonstration et assurer sa prédominance. C'était compter sans les militaires !

D'entrée de jeu, Abane attaqua. C'est Ouamrane qui fit les frais de sa colère. Il l'accusa d'une affaire de mœurs dont, paraît-il, il avait les preuves. « Comment peut-on laisser un type comme ça s'occuper de la révolution ? » s'indigna-t-il. Krim et Ben Tobbal défendirent leur collègue — ils étaient tous trois colonels — et lancèrent que « peut-être le rapport envoyé par Ouamrane n'était pas étranger à cette colère subite »...

Le colonel Ouamrane avait quitté Tunis dès l'arrivée du C.C.E. et avait entrepris une tournée du monde arabe, puis de quelques pays européens, Italie, Espagne, Suisse, pour obtenir des pays frères une aide substantielle qui puisse lui permettre de prospecter en Europe le marché des armes. Ce voyage lui avait permis de prendre du recul et de faire le point de la situation. Il savait ce dont l'intérieur manquait et il connaissait l'état de crise latente dans lequel vivait le C.C.E. depuis son départ d'Alger. Il décida de consigner ce bilan sous forme d'un rapport envoyé au C.C.E. en juillet 1957 et qui commençait par cette mise en garde : « L'heure est grave. » Suivaient six pages d'amères critiques. Et Ouamrane n'y allait pas de main morte ! Laisser-aller, lenteur, stagnation, voire négligence symbolisaient à ses yeux l'action de l'organe suprême de la révolution.

« Avec le changement de vie et d'atmosphère, écrivait Ouamrane, le C.C.E. a tendance à oublier l'intérieur, qui est l'essentiel, et à s'occuper de l'extérieur. » Délicate façon de dire : « Depuis que vous n'avez plus les paras à vos trousses, vous consacrez l'essentiel de votre temps à vos querelles d'hommes et vous oubliez ceux qui sont encore dans le chaudron ! »

Faisant le bilan de deux ans et demi d'action révolutionnaire, Ouamrane constatait que, sur le plan politique, le F.L.N. était faible. « La révolution algérienne ne prend pas assez d'ampleur. » Sur le plan de la politique étrangère, même les pays amis étaient mal informés. Inutile de parler des autres. Sur le plan militaire, chacun avait un point de vue différent : les uns disaient que seule la guérilla par petits groupes était efficace, d'autres pensaient qu'il fallait mettre toutes ses forces à armer puissamment l'intérieur, une troisième tendance affirmait qu'il fallait développer l'armée des frontières et affronter l'armée française sur les confins tunisiens et marocains pour « soulager » les maquis de l'intérieur.

« L'unité d'action est indispensable, écrivait Ouamrane ; depuis deux ans, lorsque nous avons décidé d'agir à l'échelle nationale en employant tous les moyens et toutes les forces dont nous disposions, l'impact a été formidable. L'action dispersée, les petites embuscades ne "payent" pas. »

Enfin, Ouamrane critiquait vivement la « bataille d'Alger » dont Abane et Ben M'Hidi avaient été les promoteurs. Ben M'Hidi avait payé cette erreur de sa vie. Dieu ait son âme. La critique était donc directement pour Abane : « L'expérience a démontré que lorsqu'on est dans la clandestinité l'ennemi a toujours peur de nous, quelle que soit notre faiblesse ou notre puissance. Que l'on se découvre, et l'on est détruit. C'est ce qui s'est passé à Alger. Avant la bataille, la zone autonome comportait des réseaux comprenant des militants, des adhérents, des sympathisants, en tout près de trois cent mille personnes, qui toutes cotisaient mensuellement au F.L.N. Aujourd'hui, c'est la débandade. La source est tarie. Quand pourrons-nous reprendre pied à Alger ? » Bien qu'ignorant tout de l'action de Léger, Ouamrane ne se trompait pas sur les difficultés de réimplantation dans la capitale !

Ce rapport eut d'autant plus de retentissement que chacun des membres du C.C.E. savait le colonel sans ambition politique. Il se faisait simplement une certaine idée de la révolution. Abane, qui voulait en être le Saint-Just, n'admit pas ces critiques qu'il aurait pourtant volontiers servies lui-même. Il n'aimait pas se faire couper l'herbe sous le pied et avait sorti l'affaire de mœurs concernant Ouamrane. « Décidément, on ne pouvait rien confier aux militaires ! » La crise latente éclata.

Jusque-là, seul Ben Bella s'était véritablement opposé à Abane. Les deux hommes se considéraient mutuellement comme les ennemis n° 1 de la révolution algérienne. Ben Bella ne reconnaissait ni le congrès de la Soummam ni le C.C.E. qui en était issu. La présence des « politiques » : Ben Khedda et Saad Dahlab, vieux « centralistes » d'un parti devenu décadent⁽⁴⁹⁾ semblait à ses yeux une injure à la révolution et un danger pour son avenir. Abane par son intransigeance, la violence de ses propos et de ses accusations lui fournit des alliés de poids.

D'abord le comité de la wilaya 5, Boussouf en tête, suivi de Boumediene, de Lotfi et de Kaïd Ahmed, que l'on appelait Slimane, demandèrent des comptes. Ils n'avaient pas admis les critiques d'Abane.

Ouamrane, ayant appris l'accusation dont il était l'objet, se retourna à son tour contre Abane qu'il avait pourtant toujours soutenu depuis la Soummam.

Quant à Yazid, il ne « digérait » pas la sortie que le chef politique avait faite contre lui et son travail à l'O.N.U.

Sans calme, sans patience, Abane réussit en quarante jours ce tour de force de dresser tous les militaires contre lui. Jusque-là, Krim n'avait pas pris parti. Il s'y décida devant l'arrogance dont faisait preuve Abane. Celui-ci soutenait farouchement le principe de la collégialité à condition d'en être le chef incontesté ! C'en était trop pour Krim qui rejoignit le clan Boussouf, Ben Tobbal, Ouamrane. À eux quatre ils, contrôlaient tout le territoire à l'exception de la wilaya de l'Aurès commandée par Mahmoud Chérif, qui tenta alors une médiation auprès d'Abane.

« Il ne faut pas que ce C.N.R.A. consacre votre mésentente, lui dit-il, tu veux la direction totale de la révolution alors que nous avons tous décidé à la Soummam qu'elle serait collégiale. Tu es intelligent, admetts donc que Krim a aussi le droit de diriger. Vous êtes kabyles tous les deux. Supportez-vous. La guerre n'est pas gagnée. »

Rien n'y fit. Abane était intraitable. Jusque-là il avait épargné Krim de ses sarcasmes. Au Caire, il passa brutalement à l'attaque :

« Mahmoud, dit-il au chef de l'Aurès, tu as tort. Krim est un incapable. Il ne peut rien faire. Ni la révolution ni le pays. Méfie-toi de lui. Il est prêt à marcher sur le cadavre de son père pour

atteindre son but ! »

C'était le clash ! Abane avait contre lui tous les commandants de wilaya. Y compris Mahmoud Chérif, qui s'était décidé en le voyant opposer les civils aux militaires.

Dahlab et Ben Khedda, qui, comme Abane, n'avaient jamais fait le maquis, se méfiaient de la force brutale des colonels. Ils n'avaient pas les épaules assez solides pour leur faire face et s'en remettaient à Abane pour les défendre. Mais l'ensemble des « politiques », dont les plus célèbres, outre les deux membres du C.C.E., étaient Abbas, Lamine et Toufik El-Madani, se gardèrent bien d'intervenir. Ils restaient dans une prudence expectative. Avis mesurés, conseils modérés. Des souris au milieu de cette réunion de matous aux dents longues !

Les deux clans constitués, tout va se jouer au cours d'une réunion à la veille du C.N.R.A. Le 26 août, dans la chaleur poussiéreuse de la rue Sarouet, au centre du Caire, dans l'immeuble du F.L.N. aux escaliers douteux comme tous ceux des capitales du Moyen-Orient où l'on néglige volontiers les abords, se joue l'avenir de la révolution. Krim devant le péril « civil » représenté par Abane a décidé pour la première fois de peser de tout son poids dans la balance et d'intervenir dans cette bagarre qui menace l'unité de la révolution. Il veut opposer son prestige de maquisard à la puissance intellectuelle d'Abane.

La lutte va être sévère car, pour les « politiques », Abane est à l'opposé du portrait qu'en tracent les militaires. C'est l'homme avec qui l'on peut s'entendre. Il est plus perméable, plus facile d'abord que Krim ou Ben Tobbal. Il a une culture politique qui manque aux colonels. Pour les « civils », c'est le leader incontesté. Il a de plus le courage de ses opinions, le goût de la lutte et de l'affrontement qui manquent aux « civils ». Il est le seul, il faut bien l'avouer, à ne pas avoir peur des militaires. Et de le leur dire. Il a tort.

Dans la plus grande pièce, au 3^e étage, se sont réunis les quatre membres du C.C.E. : Krim, Ben Khedda, Abane, Saad Dahlab auxquels se sont joints les chefs de wilaya : Ben Tobbal, Boussouf, Mahmoud Chérif, Ouamrane, et certains leaders politiques : Abbas, Lamine Debaghine, Mehri, Yazid.

Krim laisse son rival ouvrir le feu. Sans complexe, sûr de sa supériorité politique, Abane attaque à nouveau. C'est vraiment un « battant ». Il réfute les accusations, renouvelle ses critiques. Contre Ben Bella d'abord, à qui il reproche, alors qu'il était en liberté, d'avoir failli à sa mission et de ne pas avoir fourni d'armes. Il n'a pas de mots assez acérés pour qualifier l'enlèvement des Cinq dans l'avion marocain. « Ils n'avaient pris aucune précaution, déplore-t-il. Et ils ne se sont même pas défendus. » Puis c'est à nouveau la remise en cause du pouvoir des colonels de l'intérieur :

« L'action politique et militaire est un tout. Ceux de l'intérieur doivent diriger la révolution mais céder le pas à la politique. »

Ses soutiens « politiques » ne bronchent pas. Ils attendent. Sincères dans leurs convictions, honnêtes jusqu'au scrupule, fidèles mais timorés.

Et Krim se dresse. Massif, puissant par ses alliances, sûr de son prestige, tenant sa revanche. Sans l'avouer, il a mal supporté la prédominance d'Abane depuis le congrès de la Soummam. Il est décidé à y mettre fin et à ne pas permettre une scission entre militaires et civils. Il va se servir de ces derniers comme boucs émissaires.

« Les membres du C.C.E. doivent être incontestables et incontestés, dit-il en martelant ses mots. Je n'ai pas voulu intervenir dans la querelle entre Ben Bella et Abane. Mais il est un fait : nos cinq compagnons en prison contestent la présence au

sein du C.C.E. de deux ex-centralistes Dahlab et Ben Khedda. Et je les approuve. Pourquoi aujourd'hui, au Caire, je prends une pareille décision ? Parce que ces politiciens, qui n'ont jamais été au maquis, manœuvrent pour éliminer les hommes de l'A.L.N. et les chefs historiques de la révolution. »

Un long murmure d'approbation parvient du coin des militaires. Abane est blême. Son visage, gonflé et déformé par le goitre qui écarte le col de sa chemise, reflète une rage contenue. C'est l'attaque des colonels. Une affaire concertée. Peut-il compter sur ses « alliés politiques » ? Ben Khedda, derrière ses lunettes fumées, est plus grisâtre que jamais. Il ressemble à un hibou pris au piège et qui, torturé par une lumière éblouissante, cherche à tout prix un coin d'ombre où se réfugier. Saad Dahlab est impassible. Il écoute attentivement. Sur sa bouille ronde, habituellement si cordiale et bonasse, ne se lit qu'une intense concentration. Où veut en venir Krim ?

« Ils se servent, pour accaparer ce pouvoir, poursuit le chef kabyle, d'un tremplin qui est la personnalité d'Abane. Lequel, je l'affirme aujourd'hui, n'a jamais cessé, depuis le congrès de la Sounjmam, de se substituer à l'autorité collective qui devait être celle du C.C.E. ! »

Ça c'est l'appel aux militaires. L'opération préélectorale qui leur fait comprendre à quel point l'action d'Abane peut être dangereuse si elle n'est pas désamorcée à temps.

« Je demande donc un nouveau C.C.E., poursuit Krim, où figureraient tous les colonels ainsi que deux ou trois politiques !

— Ainsi vous auriez la majorité, proteste Abane. Je vous le dis tout net, je suis contre une majorité de colonels !

— La preuve est faite devant tout le monde de ton opposition aux maquisards. La majorité aux civils, aux Ben Khedda, aux Saad Dahlab, là tu es d'accord. Mais la majorité aux colonels, pas question ! Et où étaient-ils tes civils au 1^{er} novembre 1954 ? Qui a déclenché la révolution ? Qui a le plus souffert ? Il y a une majorité qui se dessine en faveur des colonels. Que cela te plaise ou non. » Krim renforce ainsi la solidarité des colonels en amenant Abane à prendre ouvertement position contre eux. Le leader des politiques est tombé dans le piège de Krim qui le présente comme un antimaquisard. Et il ne fait rien pour se « rattraper ».

« Je ne consentirai à faire partie du nouveau C.C.E., affirme-t-il avec force, que Si Dahlab et Ben Khedda sont là ! »

Pour les militaires, c'est la preuve que les trois hommes sont « de mèche ». Abane a voulu employer la force, cette arme de soldat. Il a négligé la diplomatie et vient ainsi de commettre sa première grande erreur politique. Les cinq colonels ont scellé son destin.

La réunion officielle du 2^e C.N.R.A. eut lieu le 27 août 1957 au Caire, dans un bel immeuble du quartier résidentiel de Garden City acheté par le Front. C'était là une façon de préciser l'indépendance du F.L.N. à l'égard du gouvernement égyptien à qui appartenait l'immeuble central de la rue Sarouet. La réunion du Conseil national de la révolution fut de pure forme. En une demi-journée elle fut bâclée ! Tout s'était passé en conversations « de couloirs ».

Le C.N.R.A. « décida » de renoncer à la primauté de l'intérieur sur l'extérieur. Les objectifs politiques gardaient la prépondérance sur les objectifs militaires mais un nouveau C.C.E. était désigné. De cinq membres le Comité de coordination et d'exécution passait à neuf. Seuls Krim et Abane y demeuraient. Saad Dahlab et Ben Khedda étaient éliminés. Dahlab se voyait confier le contrôle des moyens d'information du F.L.N., Ben Khedda était nommé représentant du Front à Londres avec Ben Yahia, qui sera un jour ministre de l'Information de Boumediene. La victoire des militaires était complète. Ils entraient en force au C.C.E. qui était ainsi constitué :

Cinq colonels : Krim (Kabylie), Boussouf (Oranie), Ben Tobbal (Constantinois), Ouamrane (Algérois) et Mahmoud Chérif (Aurès).

Quatre « politiques » : Ferhat Abbas, le docteur Lamine Debaghine, Abane Ramdane et Abdelhamid Mehri. Jusque-là, ce dernier dirigeait le bureau F.L.N. à Damas où il avait effectué un travail considérable. À trente-deux ans il représentait le courant « jeunes Turcs politiques » alors que Ferhat Abbas restait l'archétype de l'ex parlementaire style III^e République. Il ne fallait négliger aucune clientèle !

Le C.N.R.A. recommandait aux neuf hommes les objectifs suivants :

1° Intensification de la lutte politico-militaire ;

2° Retour sur le territoire algérien des unités des frontières ;

3° Développement de l'activité diplomatique et recherche systématique de soutiens « substantiels » ;

4° Accroissement du ravitaillement des maquis.

En outre, le C.C.E. était habilité à créer un gouvernement sur délégation et après consultation du C.N.R.A. qui restait assemblée souveraine. En réalité, la véritable direction de la révolution se trouvait entre les mains du C.C.E. Le C.N.R.A. jouait le simple rôle de garde-fou.

Abane se rendit compte de l'isolement dans lequel il allait se trouver lorsque le C.N.R.A. désigna à l'intérieur du C.C.E. un comité permanent chargé des « affaires courantes » constitué de : Ouamrane, Krim, Ben Tobbal, Boussouf, Mahmoud Chérif et Abane, seul « politique » face à cinq colonels ! Ce comité siégerait à Tunis. Le docteur Lamine restait au Caire, siège officiel du F.L.N. Mehri retournait à Damas où il représentait le C.C.E. pour tout le Moyen-Orient. Quant à Ferhat Abbas, il devenait le porte-parole du C.C.E. chargé de la propagande internationale. Ses relations et son « vocabulaire », rompu à toutes les subtilités politiques et diplomatiques, feraient merveille ! C'est dans le cadre de cette nouvelle mission qu'il annonça officiellement la position du Front devant la loi-cadre de Lacoste.

Les colonels membres du C.C.E. désignèrent immédiatement leurs adjoints comme successeurs à la tête des wilayas : W. 1 : Lamouri Mohamed ; W. 2 : Ali Kafi ; W. 3 : Mohammedi Saïd, puis Amirouche ; W. 4 : Sadek, puis Si M'hamed ; W. 5 : Lotfi, puis Boumediene. Le chef de la wilaya 6, laquelle se remettait à peine de ses convulsions, n'était pas désigné.

Le C.N.R.A. lui-même s'élargissait. De trente-quatre il passait à cinquante-quatre membres. Il n'y eut pas d'autres décisions. Vite fait. Bien fait. Au soir du 27 août, les participants à cette réunion-éclair se séparèrent. Après de longues discussions privées ils avaient officiellement entériné les décisions prises par les militaires. Le déclin d'Abane s'amorçait. Pour le F.L.N. l'heure des colonels avait sonné.

C'est au retour de la mission qu'Abane, Mehri et Mahmoud Chérif avaient effectuée au Moyen-Orient et en Tchécoslovaquie durant le mois de septembre que le C.C.E. décida d'affecter chacun de ses membres à un département précis préfigurant le

futur gouvernement.

Ferhat Abbas, Mehri et le docteur Lamine étaient confirmés dans leurs fonctions, Krim était chargé du département de la Défense et de la base de Tunis, Ben Tobbal de l'Intérieur et des relations avec la Fédération de France, Mahmoud Chérif devenait le grand financier du F.L.N., Boussof le responsable Renseignement et Liaison, Ouamrane était nommé à la tête de la logistique, sa principale activité devenait la recherche de l'armement. Quant à Abane, on lui laissa l'organisation du parti, la presse et l'information, en particulier la rédaction du *Moudjahid* ! Il ne pouvait plus se faire la moindre illusion. Les colonels tenaient en main la conduite de la révolution à travers les départements essentiels. Abane voyait ses espoirs s'effondrer. Éliminé, désamorcé, l'homme de la Soummam ! Il ne pouvait s'y résoudre. L'indignation l'étouffait. Il n'avait ni l'âge de Ferhat Abbas, ni la souplesse de Ben Khedda, ni la patience opiniâtre de Saad Dahlab. Il fallait que ça éclate.

Lors de la mission de recherche d'armes au Moyen-Orient Abane avait amèrement critiqué la composition du nouveau C.C.E. devant les Syriens qui les recevaient, attitude que Mahmoud Chérif déplora vivement et qu'il s'empressa de rapporter à Krim dès leur retour à Tunis. Les colonels décidèrent de s'expliquer avec Abane.

« Nous ne tolérons pas qu'une décision prise démocratiquement par le C.N.R.A. soit critiquée par l'un de nous. Et devant des étrangers encore !

— Ne me faites pas rire avec vos décisions démocratiques, s'indigna Abane, en fait de démocratie c'est vous qui commandez. Abbas est déjà un vieillard. Lamine est hors du coup et l'a toujours été. Mehri n'y connaît rien, il est trop jeune. Tous ceux-là veulent bien être du C.C.E. mais sans se mouiller. Ne comptez pas sur moi pour les suivre. Vous ne vous débarrasserez pas d'Abane comme cela !

— Nous te mettons solennellement en garde contre le travail fractionnel que tu as entrepris, dit Krim. Tu essaies de jouer une fois de plus les politiques contre les militaires. Tu contactes les U.D.M.A., les centralistes, tu essaies de réveiller de vieilles ambitions dépassées par la révolution...

— Et vous, le coupa Abane, vous mettez sur pied un pouvoir

basé sur l'armée. Les maquis c'est une chose, la politique une autre qui ne se fait ni avec des analphabètes ni avec des ignares. »

C'était la guerre ouverte entre Krim et Abane. Leur mésentente atteignit à la fin de l'automne des proportions gigantesques. À tel point que l'un refusait d'assister à une réunion où l'autre était présent ! Abane se répandit dans les milieux F.L.N. de Tunis en imprécations et en critiques contre les colonels. Lors d'une réunion où le C.C.E. évoquait la possibilité de « bons otlices » marocains et tunisiens, Abane lança à Ben Tobbal et à Mahmoud Chérif :

« Voilà une drôle de politique pour des colonels ! Vous ne rêvez que négociations. Ce n'est plus le C.C.E., c'est le cessez-le-feu ! »

Puis il menaça une fois de plus les membres du comité exécutif de dénoncer publiquement leurs agissements.

« Vous ne pensez plus combat mais pouvoir. Vous êtes devenus ces révolutionnaires de palace que nous critiquions tant quand on était à l'intérieur. Quand on faisait vraiment la révolution. Moi j'en ai assez. Je vais regagner le maquis et à ces hommes que vous prétendez représenter, sur lesquels vous vous appuyez sans cesse pour faire régner votre dictature « au nom des combattants », je raconterai ce qui se passe à Tunis et ailleurs ! Salut. »

Cette fois, il avait passé les limites de la prudence. D'autant que Mahmoud Chérif, qui gardait des relations étroites avec son ancienne wilaya de l'Aurès, apprit qu'Abane, déchaîné, avait contacté un commandant aurésien, Hadj Ali, pour tenter de faire marcher un bataillon contre le C.C.E. de Tunis !

Les colonels décidèrent une dernière médiation. Abane n'assistant à aucune réunion et refusant de répondre aux convocations du C.C.E., il lui envoyèrent Abbas, Lamine et Mehri. Les « civils » réussiraient peut-être là où les militaires avaient échoué.

« Voyons, Abane, dit Abbas, tu dois cesser ce travail de fractionnement. Tu nuis à la révolution alors que nous savons que tu veux la servir sincèrement. Voilà ce que le C.C.E. te propose... » Les trois hommes étaient affreusement gênés. Ils se relayèrent pour exposer « l'idée » qu'avait eue le C.C.E.

« On sait que tu es très nerveux. Que tu es malade. Il faut soigner ton ulcère, va quelque temps te reposer en Suisse. Le C.C.E. t'a voté tous les crédits pour que tu te retapes le plus confortablement possible à la montagne... »

Le rire d'Abane glaça ses trois interlocuteurs :

« Vous êtes tous d'accord pour m'éliminer. Les militaires parce que je les gêne. Vous, parce que vous en avez peur. Vous tremblez. Moi, pas ! Et on ne se débarrassera pas de moi facilement. »

Abane écarta sa veste et frappa la crosse d'un 7,65 passé dans sa ceinture.

« Je me tiens sur mes gardes. Allez leur dire cela de ma part. Maintenant, foutez le camp, bande de lâches !

Lorsque Abbas, Lamine et Mehri rapportèrent les termes de leur entretien aux colonels, ceux-ci n'eurent qu'une réponse : « Vous voyez... on vous l'avait bien dit. Rien ne le fait fléchir. »

Après cet échec, les civils regagnèrent leurs postes, Lamine au Caire, Mehri à Damas, Abbas resta à Tunis. Ouamrane partit pour le Moyen-Orient effectuer une tournée des pays arabes afin d'obtenir armes et munitions. Ben Tobbal, Boussouf, Krim et Mahmoud Chérif avaient désormais les mains libres pour régler à leur guise le « cas Abane ».

Le 15 décembre 1957, au Caire, Ouamrane fut mis au courant de la situation par Boussouf et Krim qui venaient de Rabat où ils avaient discuté du préalable de l'indépendance avec le roi Mohammed V.

« Abane continue sa propagande de démoralisation et de destruction à Tunis et aux frontières, il n'y a pas trente-six solutions : il faut l'incarcérer ou le liquider.

— Le tuer serait trop dangereux, répondit Ouamrane, l'ennemi peut exploiter sa mort à fond.

— Il veut nous détruire. Et selon des renseignements sûrs il veut même en liquider quelques-uns parmi nous.

— En ce qui concerne la prison je m'associe à vous, mais je suis contre la mort à moins d'une extrême gravité du travail fractionnel auquel se livre Abane.

— Alors tu es d'accord ?

— Attendez. Seulement s'il y a unanimité totale des membres du C.C.E. et notamment des cinq militaires : Krim, Boussouf, Ben Tobbal, Mahmoud Chérif et moi. S'il manque seulement une voix, je m'oppose à sa mort. »

Ouamrane se rendit le lendemain à Damas, Boussouf à Tétouan et Krim à Tunis. Avant de quitter le chef kabyle, Boussouf lui glissa à l'oreille :

« Moi, je suis d'accord... »

À Tunis du 17 au 20 décembre Krim, Ben Tobbal et Mahmoud Chérif se réunirent. Pendant trois jours et trois nuits, les trois colonels dressèrent l'acte d'accusation d'Abane Ramdame et retournèrent dans tous les sens, ce qui était facile, l'énoncé du verdict : prison ou mort ; mort ou prison.

« Il faut que l'on s'entende bien, dit Krim, il n'est pas question de l'accuser de trahison ni de collaboration. Abane est un dur. Il est même trop dur, et c'est ce que personnellement je lui reproche. Il cherche à accuser tout le monde et surtout il divulgue à l'extérieur nos divergences internes. Comme s'il voulait se poser en seul arbitre « pur ». Moi, je vous le dis, il veut accuser tout le monde pour être le futur *Führer* ! »

Le mot était lâché. Il fit grande impression sur Ben Tobbal et Mahmoud Chérif. Pourtant, l'ancien officier français semblait hésitant.

« C'est sûr qu'Abane agit mal envers nous, dit-il. Il fait du séparatisme. Boussouf n'a pas tort lorsqu'il parle d'assainissement indispensable. Encore faut-il s'entendre sur le sens que l'on accorde au mot assainissement. »

C'était là toute-la question. Personne n'osait prononcer le verdict fatal.

« Il faut que nous agissions en révolutionnaires, ajouta Krim, que nous prenions nos responsabilités. Abane est devenu dangereux pour nous tous. Il a déjà trop parlé devant des tiers et il menace de tout porter sur la place publique. Boussouf et moi avons pris nos responsabilités. À vous de prendre les vôtres. »

Ben Tobbal se leva. Celui que certain journaliste surnommerait le Beria du F.L.N. osa dire tout haut ce que chacun pensait :

« Ne tournons plus autour du pot ; cela fait trois jours que nous

nous réunissons. Nous n'avons pratiquement pas dormi. Alors finissons-en. Tout le monde est d'accord pour empêcher Abane de nuire plus longtemps. Moi avec les autres. Maintenant, il faut savoir comment l'éliminer. Il refuse de partir se reposer en Suisse. Reste donc : la prison ou la mort. Je vous le dis tout de suite : je ne suis pas contre la mort par principe. Mais je ne prendrai pas la responsabilité de le tuer sans jugement. Je ne l'ai jamais fait au maquis pour un simple *djoundi*. L'accusé doit faire face à un tribunal. On l'a décidé nous-mêmes au congrès de la Soummam pour éviter des crimes comme ceux commis par Amirouche lors de la « Nuit rouge ». C'est aussi valable pour Abane. Il faut un dossier, un avocat. Il doit bénéficier de toutes les garanties.

— Si on décide de l'emprisonner, ajouta Krim, ce n'est pas possible à Tunis. J'avais pensé à le mettre ici, dans cette villa de Montfleury. Hadj Ali d'Aïn-Beïda nous l'a donnée. Mais vous voyez comme moi qu'il pourra facilement attirer l'attention des passants. Et si cela se sait, c'est tout notre prestige qui s'écroule. Vous voyez un peu ce qui se passerait si l'ennemi connaissait nos divergences. Tandis qu'au Maroc, sous la responsabilité de Boussouf... il ne nous dérangerait plus !

— Mais Boussouf est pour la mort, dit Mahmoud, qui, visiblement, fléchissait.

— Tout cela ce sont des arguments sentimentaux, dit Krim sèchement, c'est votre pays... »

Ben Tobbal, les traits tirés, le visage plus jaune que jamais, s'éleva violemment contre ses compagnons.

« Qu'est-ce que ça veut dire : Boussouf est pour ceci ou pour cela ? Et : C'est ton pays... Je vais vous dire une bonne chose qu'il faut bien vous mettre dans la tête : au 1^{er} novembre 1954, quand Ben Tobbal a pris la décision « d'y aller », il l'a fait tout seul. Et non parce que Boussouf y était. Vous m'agacez avec ces allusions. Ce n'est pas parce que Boussouf est né à Mila comme moi que nous sommes liés pour la vie et que nos décisions doivent être semblables ! »

Mahmoud Chérif détourna les yeux, gêné. Il y eut un silence. Krim le rompit.

« Nous sommes dans l'impossibilité de nous débarrasser logiquement de ce fou, dit-il. Faut-il nous rendre complices des indisciplines ou faire justice nous-mêmes ? Mohammedi Saïd, qui

actuellement se fait soigner au Caire, m'a dit : « Je suis pour la mort. Et si vous ne le faites pas, je le ferai moi-même. »

— De quoi se mêle-t-il celui-là ? répondit Ben Tobbal. Il ne fait pas partie du C.C.E. et ferait mieux de s'occuper de sa Kabylie. Vous cherchez tous les moyens de faire approuver la mort. Encore une fois je suis contre. Et vous direz à Boussof que ma position est inébranlable.

— Alors emmenons-le en prison au Maroc », conclut Mahmoud Chérif.

Ben Tobbal fit un geste vague comme si, ayant été le seul à se prononcer radicalement contre la mort, il se désintéressait de la chose et laissait chacun des colonels responsable du sort d'Abane. Krim approuva Mahmoud Chérif.

« Oui, emmenons-le au Maroc, en prison. »

Chacun abandonnait l'ultime décision à Boussof que l'on savait le plus dur et, ce qui n'était pas négligeable, le plus lié à Ben Bella avec qui il correspondait presque quotidiennement par l'intermédiaire de ses avocats.

Le 22 décembre, Abane fut averti que des « affaires importantes » devaient être réglées au Maroc. Une katiba de Boussof avait été désarmée par les troupes marocaines et trois membres du C.C.E. devaient quitter Tunis pour aplanir l'affaire avec le roi Mohammed V. Abane accepta de remplir la mission en compagnie de Krim et de Mahmoud Chérif. Comment avait-il pu tomber dans le piège alors qu'il savait à quel point son attitude lui avait valu la haine des autres membres du C.C.E. ? Ben Tobbal me dira plus tard : « Il était tellement sûr de lui, sûr de son intelligence, sûr de sa supériorité et de son pouvoir qu'il n'avait jamais pris réellement au sérieux la mise en garde des autres membres du C.C.E. Il avait cru à un simple avertissement verbal. »

Le 24 décembre, Abane, Krim et Mahmoud Chérif s'embarquèrent pour Tétouan où Boussof les attendait. Ils devaient faire escale à Rome puis à Madrid, aucun avion ne reliant directement Tunis à Tétouan. Ben Tobbal refusa d'être du voyage. Il se faisait peu d'illusions sur le sort réservé à Abane. Le lendemain, lorsque Ouamrane, de retour de Damas, lui demanda quelle était la décision prise par le C.C.E., il répondit : « La prison. Au Maroc, car ici c'est impossible. Mahmoud et Krim

l'ont emmené hier. Pas pour le tuer, mais...

— Puisque vous avez pris la décision de le mettre en prison, dit Ouamrane, ils n'ont aucune raison de le tuer et puisque tu es contre sa mort je ne marcherai jamais pour son exécution !

— Tu sais, malgré cette décision, j'ai bien peur que Boussouf n'agisse contre notre volonté ! »

Abane, Krim et Mahmoud Chérif passèrent la nuit de Noël à Rome. C'est à l'escale de Madrid, le 26 décembre, qu'Abane se douta de quelque chose. L'attitude des deux colonels lui avait-elle donné l'éveil ? Toujours est-il qu'à Messaoud Boukadoum, représentant du Front à Madrid, il confia : « Je ne sais pas pourquoi mais, pour la première fois, j'ai la frousse... On ne se parle plus. C'est la crise. »

Lorsqu'ils reprurent place dans l'avion, le lendemain, Abane regarda Krim dans les yeux et, le visage glacé, lui dit : « Je sens un sale coup qui vient mais tu le regretteras... » Ils ne devaient jamais plus s'adresser la parole.

L'avion se posa sur l'aéroport de Tétouan en fin d'après-midi. Les trois hommes descendirent, mêlés aux passagers. Boussouf et deux de ses hommes des services spéciaux les attendaient au bas de la coupée. Ensemble ils se soumièrent aux formalités de police. Tous voyageaient avec des passeports marocains et Boussouf qui connaissait particulièrement bien les autorités marocaines de l'aéroport de Tétouan, leur facilita le passage. Pendant que Mahmoud Chérif, Abane et les deux hommes de Boussouf bavardaient en attendant les bagages, un incident qui fit réfléchir Krim l'opposa à Boussouf. « Êtes-vous armés ? demanda celui-ci.

— Ça ne te regarde pas. Mais... qu'est-ce que tu fais ? »

Krim s'était vivement reculé. Boussouf, souriant, avait amorcé le geste de le fouiller.

« Ne recommence jamais ça ! gronda Krim. Et maintenant écoute... »

Il fit part à Boussouf des décisions prises à Tunis. La réponse fusa, tranchante :

« Moi, ici, je n'ai pas de prison. Et puis à ton tour de bien écouter : ici, au Maroc, je fais ce que je veux. Abane « passera » et bien d'autres « passeront » aussi. N'oublie pas que Hitler et

Franco se sont toujours entourés d'hommes qui leur étaient entièrement dévoués⁽⁵⁰⁾ !

— Attention, Boussouf, ce que tu avances est grave. Il s'agit d'un membre du C.C.E. connu sur le plan national et international.

— Je te dis qu'Abane passera et il y en a d'autres qui passeront.

— Ben Tobbal est contre l'exécution d'Abane et nous lui avons signé un papier dans lequel il se déclare étranger à tout ce qui peut lui arriver.

— Ben Tobbal ? J'en prends la responsabilité, je me débrouillerai avec lui et le convaincras. »

Les deux hommes rejoignirent Abane, Mahmoud Chérif et les deux éléments des services spéciaux et s'entassèrent dans une Versailles bleue qui démarra en direction de Tanger. Après quelques kilomètres le véhicule quitta la route et s'engagea dans un chemin de terre.

« Où va-t-on ? demanda Krim.

— J'ai des affaires à prendre dans une ferme qui est à nous », répondit Boussouf.

La Versailles s'arrêta devant un long bâtiment. Mahmoud Chérif regarda Krim.

« Allez, descends, dit l'un des agents de Boussouf à Abane.

— Moi ? Pourquoi ?

— Discute pas ! »

Abane avait compris. Il descendit de voiture et fut immédiatement ceinturé par le premier agent. L'autre le visa du canon de sa mitrailleuse. Avec courage Abane tenta de se débattre mais l'homme lui paralysa le bras d'une prise de judo. Vaincu, il se laissa pousser vers la ferme sans un regard pour ses anciens compagnons.

« Venez, vous aussi », dit Boussouf à Krim et à Mahmoud Chérif. Ce dernier, pendant la courte bagarre, avait glissé la main dans la poche de son imperméable.

« N'entre pas », cria Mahmoud à Krim. La main toujours dans la poche de l'imperméable semblait tenir une arme dirigée contre

Boussouf.

« Tu seras responsable de ce qui arrivera à Abane, dit Krim au patron de l'Oranie.

— Il le mérite... »

Boussouf semblait fou de rage. Il se fit menaçant.

« Et d'autres passeront... et d'autres passeront, je vous le répète ! Et ça ne vous regarde plus. On s'en va. »

Les trois hommes regagnèrent la Versailles, qui prit la direction d'une villa proche de la ferme et appartenant également à l'organisation de Boussouf. La nuit était tombée. Dès leur arrivée Krim remarqua l'isolement de la villa. Elle était déserte. Boussouf s'était calmé. Il montra le chemin aux deux colonels.

« Allons dîner. C'est prêt. On reparlera de tout cela après. »

Une vieille femme noire servit à table. Krim était aux aguets. Quant à Mahmoud Chérif, il avait refusé de quitter son imperméable et tenait obstinément la main droite dans sa poche. Il mangea maladroitement ne se servant que de sa main gauche. « Sois vigilant », avait-il glissé à Krim avant de passer à table. Conseil superflu !

La discussion reprit :

« Le C.C.E. a décidé qu'Abane serait emprisonné, dit Krim. Tu ne dois pas le faire exécuter.

— Ici, nous sommes pour la mort, répondit calmement Boussouf. Boumediene est d'accord, Bouteflika, qui s'occupe de nos liaisons spéciales avec Paris puisqu'il a la nationalité marocaine, dit que Ben Bella et ceux de la Santé sont aussi pour mettre fin à son action. Il n'est pas possible qu'il continue ce travail de fractionnement.

— Mettre fin, d'accord. Pas le tuer. Le C.C.E. en a décidé ainsi. »

Abdeljellil, responsable de l'organisation F.L.N. au Maroc, se mêla à la discussion.

« Nous ne pouvons garder Abane ici. Par ses cris il risque d'alerter les passants.

— Les passants, ici, ne doivent pas « passer » souvent, coupa Krim.

— Peut-être, poursuivit Abdeljellil, mais il y a les autorités marocaines qui nous surveillent aussi. Et il faut compter avec elles. Moi, je suis pour qu'on le liquide. »

Cet Abdeljellil sera, après l'indépendance, l'un des hommes de confiance de Ben Bella qui l'emploiera comme agent secret, ce qui en dit long sur ce que pensait le prisonnier de la Santé quant à l'attitude qu'il convenait de prendre devant le « cas » Abane.

En fin de soirée, les deux agents de Boussof vinrent parler à voix basse à leur patron. Krim les surnomma « les hommes aux yeux blancs ». L'un d'eux était originaire de Mila, tout comme Boussof et Ben Tobbal.

« Abane est ici, dans cette maison, dit Boussof. Il est mort. Vous pouvez le voir. »

Krim et Mahmoud Chérif se levèrent précipitamment. Boussof les précéda. Dans une chambre voisine, Abane gisait sur un lit. Son visage était bleu. Il avait été étranglé à l'aide d'une corde qui était encore passée autour de son cou.

Krim dira plus tard à Ouamrane : « Ce sont les deux éléments qui accompagnaient Boussof à l'aérodrome, qui l'ont exécuté. »

Les deux hommes ignoraient l'identité de celui qu'ils étranglaient. On leur avait simplement dit qu'il s'agissait d'un traître à éliminer. Lorsqu'il saura la vérité, l'un des « yeux blancs » sera victime d'une dépression nerveuse et le comité de la wilaya 5 l'enverra discrètement à Leysin en Suisse pour se « reposer ».

« Voilà, c'est fini, dit Mahmoud Chérif. Nous devons partir pour rendre compte aux autres. »

Abane Ramdane, l'homme qui avait mis sur pied le congrès de la Soummam et avait ainsi donné une véritable armature politique à la révolution, était mort assassiné le 27 décembre 1957 dans une villa entre Tétouan et Tanger, au Maroc espagnol. Il avait trente-huit ans. On en fera un martyr de la révolution et le *Moudjahid* expliquera sa mort au « champ d'honneur ».

En effet on put lire dans le n° 24 publié le 29 mai 1958 : « Au cours d'un combat qui dura plusieurs heures, Abane fut blessé. Tout laissait espérer que ses blessures étaient sans gravité. Entouré de soins vigilants, nous espérions que la constitution robuste d'Abane finirait par l'emporter. Pendant des semaines,

nous sommes restés sans nouvelles persuadés cependant qu'il triompherait une fois encore de l'adversité. Hélas ! une grave hémorragie devait lui être fatale... Nous pleurons un frère de combat dont le souvenir saura nous guider ! »

Ce souvenir allait hanter tous les chefs de la révolution jusque bien après l'indépendance. Le cadavre d'Abane pèsera lourd sur la suite des événements. Et chacun se renverra la responsabilité de sa mort avec une belle assurance !

Au milieu de la nuit Boussof fit accompagner Krim et Mahmoud Chérif à Tanger où ils pourraient prendre un avion pour Tunis. Arrivant à l'hôtel à 3 heures du matin, Mahmoud, qui avait enfin retiré sa main de la poche, eut ce mot pour Krim :

« Eh bien, cette fois-ci, on revient de loin. »

Il fallait maintenant expliquer et justifier la mort d'Abane aux autres membres du C.C.E.

Ben Tobbal et Ouamrane étaient à l'aéroport de Tunis lorsque arriva l'avion de Tanger. Krim et Mahmoud Chérif étaient pâles et décomposés en descendant l'échelle de coupée. Ouamrane se pencha vers Ben Tobbal :

« Regarde leurs visages, ils ont liquidé Abane. »

Les deux hommes en eurent très vite la confirmation.

« C'est fini, dit Krim, parlant difficilement. Abane est mort.

— Ce que vous avez fait là n'est pas juste, répondit Ouamrane, la décision était de le mettre en prison non de le tuer. »

Krim fit un geste de la main pour calmer son vieux compagnon de 1947.

« Je te révélerai ce qui s'est passé entre nous à Tétouan », lui dit-il en kabyle.

Plusieurs réunions d'explication eurent lieu à Tunis. Krim, puis Mahmoud Chérif répétèrent à Ben Tobbal et à Ouamrane les détails de l'exécution. Mahmoud Chérif ajouta :

« Chers frères, nous avons eu affaire à un monstre. Boussof nous a menacés de mort au Maroc. Il est seul responsable de la mort d'Abané. Au Maroc, ce n'est pas une organisation du F.L.N. qui existe, mais une organisation d'assassins à gages dirigés par Boussof, aucun élément de base n'a le droit de contacter un

élément étranger, il ne nous a pas été possible à nous, membres du C.C.E., de contacter qui que ce soit dans tout le Maroc malgré nos efforts. »

C'étaient les paroles mêmes prononcées par Abane et Saad Dahlab au retour de leur tournée en wilaya 5 en juillet !

Rue de Corse, permanence du C.C.E., Ben Tobbal et Ouamrane exigèrent une confrontation Krim-Mahmoud Chérif. Une nouvelle fois ceux-ci affirmèrent catégoriquement qu'Abane avait été assassiné malgré eux par Boussouf. Les quatre hommes se séparèrent. Ben Tobbal plus fermé, plus secret que jamais, confia pourtant à Ouamrane : « Je vois l'avenir en noir... »

Il ne croyait pas si bien dire ! Abane « cause de toutes les dissensions » disparu, jamais le C.C.E. n'avait été plus fractionné. Des clans se formaient. Boussouf, convoqué par les autres colonels, se fit longtemps attendre. Prudent comme un renard du désert, il avait envoyé deux de ses hommes à Tunis pour savoir ce qui se tramait. Ces deux hommes, « commerçants à Casablanca », furent repérés et neutralisés par le service de renseignements mis sur pied par le commandant Kaci, fidèle d'Ouamrane. La guerre des services de police F.L.N. commençait.

Boussouf arriva enfin à Tunis mais il descendit dans un hôtel de l'avenue Bourguiba. Il était accompagné de Boukadoum, le représentant à Madrid, qui avertit les colonels que Boussouf acceptait de les rencontrer dans une villa de la rue Catane et non dans les locaux F.L.N. La confiance régnait à Tunis !

Pour la première fois depuis la mort d'Abane, les colonels se trouvaient à nouveau réunis. Les quatre posèrent la question à Boussouf :

« Pourquoi as-tu exécuté Abane ?

— Ce qui est fait est fait, répondit évasivement Boussouf. Tâchez maintenant d'être hommes à prendre position avec moi devant les autres membres du C.C.E., à savoir Lamine, Abbas et Mehri. »

L'ambiance était à couper au couteau. Ben Tobbal n'avait plus confiance en Krim ni, en Mahmoud Chérif. Il me dira plus tard : « Depuis cette époque, le désaccord fut permanent entre nous jusqu'en 1962. » Mahmoud s'énerma. Il voulait se justifier :

« Mes frères, je tiens à vous dire qu'Abane a été exécuté

indépendamment de notre volonté et malgré la décision prise à Tunis de le mettre seulement en prison. »

Personne ne réagit. Puis Ben Tobbal, à la surprise de Mahmoud Chérif, donna l'impression d'être d'accord avec Boussouf pour affronter les autres membres du C.C.E. C'était la seule solution. Les cinq colonels décidèrent d'une position commune : ils prendraient *tous les cinq* la responsabilité de la mort d'Abane. Et comme les trois civils risquaient de renâcler, les cinq convinrent de l'attitude suivante : le C.C.E. se réunirait au Caire et Boussouf, au nom des militaires, déclarerait à Abbas, Lamine et Mehri qu'ils ne faisaient plus partie du C.C.E. et que les colonels prenaient purement et simplement tous les pouvoirs. La décision fut prise à l'unanimité et le C.C.E. convoqué au Caire dans l'immeuble de Garden City.

Avant de rentrer en séance Ben Tobbal avisa Krim, Mahmoud Chérif et Ouamrane qu'il se rétractait, ainsi que Boussouf, et ne reconnaissait pas la décision prise à Tunis. Que les trois colonels considèrent cela comme une trahison lui importait peu !

Une tension nerveuse extraordinaire régnait dans l'appartement de Garden City lorsque le C.C.E. prit place autour de la table ovale. Une chaise restait vide : celle d'Abane.

« Qu'avez-vous fait d'Abane ? demandèrent Abbas, Lamine et Mehri. Est-il mort, est-il vivant ? »

Lorsqu'il apprit la vérité, Ferhat Abbas piqua une véritable crise de nerfs. Il fallut le soigner. Ayant repris ses esprits, le vieux leader, suivi du docteur Lamine, quitta la salle. Ni l'un ni l'autre ne voulaient participer à la réunion du C.C.E.

C'est à nouveau dans « les couloirs », selon une habitude qui s'instaurait au sein du comité, que s'aplanirent les difficultés. Il faut avouer que les « civils » ne protestèrent guère devant les militaires. Avaient-ils eu vent de la décision de Tunis qui les éliminait du pouvoir ? Voulaient-ils ainsi réagir ? Ils condamnèrent la « disparition » d'Abane pour la forme mais se retrouvèrent le dos au mur :

Ou désavouer officiellement les colonels et démissionner du C.C.E. Ce serait la crise. Peut-être même la fin du F.L.N. et l'échec de la révolution car les militants ne comprendraient rien à ces querelles divisant la direction du Front alors que les maquisards luttait et que le peuple subissait les conséquences

d'une guerre chaque jour plus atroce ;

Ou accepter l'état de fait et tenter — sans y croire vraiment — de contrôler les militaires. C'était au moins préserver l'avenir. C'est la solution qu'ils adoptèrent sans éviter pour autant la division.

Trois groupes se formèrent : Krim-Mahmoud Chérif-Ouamrane, puis Ben Tobbal-Boussouf, enfin Abbas-Lamine-Mehri. Aucun n'était assez puissant pour contrôler l'ensemble de la révolution. Il fallait pourtant plus que jamais sauver la face et montrer que le F.L.N. avait une direction ferme et unie. Les trois hommes forts du C.C.E. se révélèrent alors : Ben Tobbal, Boussouf, Belkacem Krim, Ravalant leurs griefs, masquant leurs ambitions personnelles, ils décidèrent d'unir leurs efforts pour s'emparer du pouvoir réel. L'ère des 3 B était arrivée. Elle allait durer jusqu'en 1962 !

Depuis l'indépendance du Maroc, l'année précédente, en 1956, et le retour à la royauté, Tanger n'était plus ce qu'elle avait été pendant trente ans : une sorte de paradis à la pointe nord de l'Afrique. Ville internationale, elle était le refuge de tous les trafics, la plaque tournante de tous les échanges, de tous les transits, le royaume de l'import-export : cigarettes américaines, or international, machines-outils, marchandises de Hong Kong ou de Bombay. L'indépendance arrachée à la France, Mohammed V revenu sur le trône, un vent de panique avait balayé Tanger désormais désertée d'une partie de sa faune pittoresque et élégante. Dans le petit Socco, cette Casbah indigène enchâssée au centre de la ville moderne, les changeurs faisaient toujours passer dans un cliquetis prospère des piles de pièces d'une main à l'autre avec des gestes de prestidigitateurs, mais c'était pour la « frime », pour le touriste. Ils continuaient de changer les monnaies du monde entier, jonglant avec les changes les plus compliqués, mais le cœur... et les cours n'y étaient plus. Les sociétés plus ou moins factices avaient abandonné les boîtes aux lettres prospères où jadis les « responsables » grassement payés « dispatchaient » le courrier venu du monde entier vers sa véritable destination. Une plaque à la porte d'un immeuble, une boîte postale, cela suffisait. Il était même inutile d'avoir un bureau ! Oui, Tanger c'était bien le paradis : pas d'impôts et des affaires à revendre, le whisky et les cigarettes au tiers du prix courant, les plus jolies femmes du monde, de l'argent qui coulait à flots, la vie indolente. Une

apparente nonchalance masquait alors une intense activité. Mais à l'espagnole, pas à l'américaine. On prenait son temps et son plaisir. Aux heures de bureau communes à tous les pays du monde on ne trouvait personne à Tanger mais sur la plage, mais dans les restaurants en plein air, mais dans les bars élégants du centre, ou au Minza, « l'hôtel » de Tanger — le Ritz en 1930 ! un rêve... — entre un dry Martini, un whisky glacé et deux olives, des cargaisons s'achetaient, des chèques se remplissaient, des bateaux changeaient de mains, de propriétaire, de pavillon ! Les gens de Tanger avaient leurs soucis comme tout le monde mais rien n'y paraissait. Tout se passait — dans les affaires comme à la douane — avec un aimable « j'm'en foutisme » qui n'excluait ni le profit ni la concurrence. On vendait, on achetait mais la « came » n'était pas là. Elle naviguait quelque part entre l'océan Indien et la Méditerranée, à moins qu'elle ne fût encore ballottée sur les vagues de l'Atlantique. Il arrivait même qu'on ne la décharge pas à Tanger, soit qu'un transbordement se fasse en mer, soit que le même navire fasse la livraison. Seul le bénéfice de la transaction touchait les banques de la ville internationale ! De cette heureuse époque il ne restait que l'air merveilleux, le climat d'une douceur incomparable, même en hiver...

Assis au bar du Minza à demi désert, Pedro pensait au bon vieux temps. Oui, Tanger avait bien changé. Mais lui était resté. Pour de multiples raisons dont la principale était la proximité de l'Algérie en guerre. Un marché formidable ! Là, plus question de cigarettes, de cigares, de whisky ou de fanfreluches de luxe ni de machines-outils, seulement des armes. Rien que des armes. De quoi tuer, faire exploser, déchirer, bouleverser. Un trafic qui rapportait gros à celui qui courait le risque. Car le commerce en était moins aimable que celui habituel à Tanger. Le visage basané et couturé de cicatrices de Pedro s'éclaira à cette pensée. Commerce aimable ! Ceux qui s'y livraient n'étaient plus des enfants de chœur. Mais les bénéfices étaient à la hauteur des risques encourus. Dans ce commerce chacun risquait sa peau, du fournisseur à l'acheteur en passant par l'intermédiaire.

Pedro régla son whisky et sortit du Minza. Il avait rendez-vous avec Georges Puchert, l'un des hommes qui à Tanger pesaient le plus lourd. Au propre et au figuré. Après avoir trafiqué dans les cigarettes, à la belle époque, il s'était lancé dans un trafic autrement rémunérateur : les armes. Il en avait fourni en grande quantité aux Marocains qui luttèrent pour leur indépendance.

Celle-ci arrachée à la France, les ex-rebelles avaient recommandé ce « fournisseur » à leurs frères algériens. Puchert jouissait ainsi d'une protection marocaine qui lui permettait de poursuivre sans risques son trafic à Tanger, et d'une couverture sur un marché qui de mois en mois devenait plus important. Face à la France qui avait maintenant cinq cent mille hommes en Algérie le F.L.N. cherchait des armes par tous les moyens. Puchert avait donc été contacté par des hommes de Boussouf, le chef de la wilaya 5 dont la base principale se trouvait à Nador, en territoire marocain, et le trafic avait commencé. C'est alors que Pedro, n'ayant pas les épaules aussi solides — financièrement — que Puchert qui était arrivé en 1948 de son Allemagne natale avec un bateau capable d'affronter la haute mer et n'avait fait que développer sa flottille, était entré en relation avec lui. Débrouillard, bénéficiant de relations que personne ne cherchait à approfondir — la discrétion étant l'arme principale des trafiquants en tout genre — Pedro « trouvait » de petits stocks : cent mitraillettes par-ci, deux cents pistolets par-là. Toujours en bon état. Toujours payés cash. L'énorme Puchert — il pesait plus de cent kilos — aimait bien cette « brute » de Pedro avec sa gueule inquiétante olivâtre et balafrée. Un type régulier, tranquille et discret. C'est pourquoi en cette fin d'année 1957 le trafiquant allemand avait demandé à Pedro de venir le voir « à son bureau », car Puchert avait pignon sur rue : la Société Astramar, 7, rue Vermeer.

« Entrez, Pedro, asseyez-vous ! » Les deux hommes se serrèrent la main. Ce qui frappait chez Puchert c'était une tête carrée, forte et volontaire, qui semblait posée directement sur un torse épais. Pas de cou. Un angle droit entre les joues pleines et les épaules massives. L'extrême vivacité des yeux sombres faisait oublier la silhouette empâtée, lourdaude. Une bouche charnue et gourmande adoucissait la brutalité du visage et des traits.

« Il y a du nouveau, capitaine Morris ? » interrogea Pedro.

Puchert aimait ce surnom qui lui venait de l'époque où il « travaillait » surtout dans les cigarettes américaines. Plusieurs chargements successifs de Philip Morris lui avaient valu ce sobriquet dans le milieu des trafiquants.

« Oui. Et de bonnes nouvelles. J'ai besoin d'une quantité importante d'armes en tout genre. Qu'avez-vous en ce moment ?

— J'ai des mitraillettes Smeyscher allemandes de 9 mm. Parfait état.

- Combien ?
- Une bonne centaine.
- Le prix ?
- Pas cher. Quarante-cinq dollars.
- Quarante !
- Quarante... Entendu. »

Ce vieux forban les achetait quarante dollars et les revendait cent à cent vingt dollars au F.L.N., livraison et emballage en sus. C'était, disait-il, pour couvrir les risques. Il faut dire qu'ils devenaient sérieux. Depuis le début de deux des petites vedettes de Puchert, le *Sirocco* et la *Sorcière-Rouge* avaient coulé dans le port de Tanger à la suite de mystérieuses explosions. Les services spéciaux français avaient voulu « avertir » le capitaine Morris des dangers qu'il y avait à aider le F.L.N. Mais devant de pareils bénéfices, que représentaient deux vedettes ? D'autant que maintenant les commandes devenaient astronomiques. Malgré son « poids » Puchert devait désormais travailler sur une plus grande échelle.

« Pedro, il faut que vous me trouviez plus de matériel. Draguez tout ce que vous pouvez dénicher. J'ai une commande très importante. J'ai vu l'un des chefs algériens. L'armement devient leur principal souci.

— Et Boussouf est prêt à payer...

— C'est vrai que vous êtes français et que ça vous intéresse l'Algérie !

— Oh ! Français avec beaucoup de sang espagnol... et moi c'est surtout le prix que vous donnez qui m'intéresse...

— Entendu. J'augmente mes prix d'achat mais travaillez exclusivement pour moi et lâchez vos autres clients. Je vais partir pour quelque temps en Allemagne, ici le marché est trop modeste.

— Si importante, la commande ?

— Oui. Très. Alors c'est votre intérêt comme le mien ! Cherchez. »

Lorsque Pedro quitta le 7, rue Vermeer, il regagna immédiatement la villa qu'il occupait en dehors du centre face à la mer. Ce n'était pas son jour de vacation mais l'information

valait la peine d'être transmise à la Piscine⁽⁵¹⁾ du boulevard Mortier. Il rédigea son message, le coda et attendit 21 heures. À cette heure précise quelque part dans la banlieue de Bordeaux, un « honorable correspondant » dont il ne connaissait que l'indicatif se mettait tous les jours à l'écoute de sa longueur d'onde. Au cas où... Ce H.C. répercuterait par courrier exprès le message au S.R.⁽⁵²⁾ du S.D.E.C.E. dont dépendait Pedro. Ainsi aucune liaison ne pouvait être prouvée entre Pedro, le H.C. de Bordeaux et le S.D.E.C.E., qui pouvait désavouer tout le monde. Pedro ? Inconnu. Le H.C. de Bordeaux ? Il était facile de prouver que ce commerçant avait fait plusieurs voyages en Union soviétique, à moins qu'il n'ait terminé ses études aux États-Unis...

Avant même que Georges Puchert, l'un des fournisseurs les plus importants du F.L.N. ait quitté Tanger, pour l'Allemagne, le contre-espionnage français était déjà prévenu. Il s'agissait maintenant de neutraliser le trafiquant et surtout de se servir de lui pour pénétrer plus profondément le milieu des acheteurs d'armes du F.L.N.

Le lendemain Jean-Paul Lamy⁽⁵³⁾, chef du S.R. du S.D.E.C.E., trouvait sur son bureau le message envoyé la veille par Pedro. L'information était de taille. Le trafic d'armes jusque-là relativement contrôlé allait se développer. Il fallait prendre des mesures draconiennes.

Depuis le début des hostilités en Algérie, mais surtout depuis 1956, le S.D.E.C.E. surveillait attentivement le F.L.N. et en particulier ses représentants à l'étranger. Le S.R., dirigé par Jean-Paul Lamy, était une branche du bureau 7 dont le chef était Morvan. Lorsque celui-ci deviendra chef de cabinet du directeur général Jaquier, c'est Fainville qui le remplacera et sera, des années plus tard, l'un des noms les plus cités lors de l'affaire Ben Barka. Jean-Paul Lamy s'occupait exclusivement de l'identification des personnes et de la découverte des procédés permettant au F.L.N. de se procurer l'armement nécessaire à sa lutte.

Le bureau 24, Service du contre-espionnage, était le service centralisateur exploitant tous les renseignements venus du monde entier sur le trafic d'armes auxquels s'ajoutaient les renseignements du S.R. Après ce travail de fichage et de synthèse, véritable œuvre de bénédictin, c'est le bureau 24 qui désignait les objectifs à détruire ou à neutraliser. Une fois cet objectif

déterminé le travail était confié au bureau 29 : le Service action. Uniquement militaire et placé sous la direction du colonel Morlane. C'est de ce service que dépendaient les parachutistes du 11^e « choc » dont nous avons vu l'importance^[54], et certains hommes d'action, comme le capitaine Léger, lorsqu'ils étaient retirés du service « normal » pour une période sur laquelle ils restaient étrangement silencieux !

Au sein du Service action qui fournissait des agents pour les missions à l'étranger, l'homme chargé de lutter plus précisément contre les fournisseurs d'armes du F.L.N. était le fameux colonel Marcel Mercier, véritable « bête noire » du F.L.N. et des services de police suisses et allemands. On prononcera son nom chaque fois qu'un attentat attribué à la Main-Rouge sera commis.

Tout cela c'était l'organigramme officiel mais à l'intérieur du S.D.E.C.E. régnait une rivalité entre bureaux qui tenait surtout aux méthodes employées. Les civils du S.R. reprochaient, comme beaucoup de militaires du Service action, une lenteur tatillonne dans la mise sur pied d'une opération, qui nuisait à son bon résultat. Le Service C.E., qui établissait les objectifs, travaillait comme au beau temps du « 2^e bureau » en képi bleu ciel et bandes molletières. L'officier chargé du dossier était un bon gros pépère, excellent fonctionnaire militaire. Avant de désigner un objectif il établissait un dossier « long comme une table » avec un volet renseignements d'archivistes, un volet renseignements géographiques, un volet « entourage » (famille, petites amies, environnement du client), un volet historique de la manipulation des agents qui l'avaient repéré, un volet renseignements récents mis à jour en vue de l'action. Suivait la mise au point de tous les détails de l'opération « Action » : hommes, matériel, financement, couvertures, moyens de liaison. Enfin on demandait le feu vert à la présidence du Conseil !

Ce merveilleux appareil était d'une lourdeur considérable. Et les militaires très « fonctionnaires d'état-major » du C.E. comprenaient difficilement que plus on « pinochait », moins on réussissait. Il y avait loin du rêve à la réalité. Le bon officier consciencieux voyait le trafic d'armes comme un ministère : il lui fallait des organigrammes et chaque fiche de renseignement devait y trouver sa place. Une entreprise de trafic d'armes devait, pour lui, avoir un directeur général, deux sous-directeurs, etc. Les « accrochages » avec Jean-Paul Lamy étaient mémorables. Celui-

ci tentait d'expliquer à son collègue militaire que dans ce milieu de « commerçants en armes » une affaire sur vingt ou trente aboutissait. Et qu'entre le moment où l'affaire commençait et celui où elle finissait il ne s'agissait plus des mêmes acheteurs, plus des mêmes fournisseurs, plus des mêmes banques. « Ces gens-là se doublent entre eux, expliquait Lamy, heureusement pour nous. »

Mais l'officier ne voulait rien savoir. Ce n'était pas le règlement ! Un des membres du Service action, officier travaillant à l'étranger sous couverture, me racontera plus tard : « Le service français était sclérosé. On était loin des histoires de roman d'espionnage où l'agent a les coudées franches. Tout dans notre mission était prévu « au petit poil » et le feu vert ne nous était accordé qu'en fonction de ces normes de sécurité. Ce qui nous obligeait à interrompre la mission dès que se produisait un pépin non prévu. Un impondérable nous faisait échouer car nous n'avions pas le droit de prendre d'initiatives. En outre, on se heurtait au S.R. local qui se trouvait bien dans son fromage et ne voulait pas se "mouiller". On en est arrivé à cette aberration : le S.D.E.C.E. a voulu employer des truands, contactés au nom d'organisations antiterroristes-bidons style Main-Rouge, et les faire travailler pour ne pas compromettre d'officiers français ! Ça a échoué lamentablement quand le célèbre Jo Attia, qui avait marché dans la combine, a été arrêté au Maroc espagnol. Après quelques semaines de prison, quand sa femme s'est aperçue qu'on le laissait tomber, elle a littéralement assiégé la Piscine, faisant un barouf du tonnerre. Morlane ne savait plus où se fourrer. Bref le bide complet ! »

Devant l'accroissement des difficultés éprouvées par l'armée en Algérie face à des fellaghas de mieux en mieux équipés on convint à la direction du S.D.E.C.E. qu'il fallait « trouver autre chose ». Jean-Paul Lamy avait obtenu du patron des Services spéciaux français d'agir directement mais dans le secret pour ne pas choquer les services « compétents ». Les armes recherchées par le F.L.N. étaient livrées soit en Tunisie, soit au Maroc. Souvent le pays transitoire se trouvait être l'Égypte. Le S.D.E.C.E. avait ainsi procédé à quelques manœuvres d'intimidation. Une valise piégée avait été envoyée au Caire au siège du F.L.N. dans l'immeuble de la rue Serouet. Malheureusement, l'agent chargé de la mission s'était dégonflé et l'avait confiée à un chauffeur de taxi nonchalant qui avait préféré

boire un verre avant de la livrer. La valise, dont le détonateur était réglé, explosa, ainsi que le taxi vide, devant le bistrot où le chauffeur consommait. Comme celui-ci était Cypriote, les Égyptiens avaient mis l'affaire sur le compte des clandestins de Chypre !

Avant son arrestation, Ben Bella faillit être la victime d'un agent français à Tripoli. Là encore l'affaire avait échoué. Et pourtant... les Services spéciaux surveillaient Ben Bella depuis l'Italie où il visitait régulièrement une charmante maîtresse suisse. Mais les agents français avaient passé un accord avec leurs collègues italiens : on échange les renseignements sur le lascar mais rien, absolument rien, ne se passera sur le territoire italien. L'arraisonnement de l'avion de Ben Bella avait réglé le problème. Mais ce qui intéressait principalement Jean-Paul Lamy c'étaient les trafiquants. Descendre un responsable F.L.N était assez facile, mais à quoi cela servait-il ? Le lendemain un autre prenait sa place et celui-là il faudrait peut-être des mois pour l'identifier. Il était préférable de frapper les fournisseurs.

Boussouf étant le principal acheteur repéré par le S.R., Lamy implanta à Tanger un de ses agents : Pedro. Le S.D.E.C.E. avait formé cet ancien adjudant « récupéré » après avoir baroudé en Indochine et en Corée. On lui avait fabriqué une très bonne couverture de petit truand et, installé à Tanger, il avait prospecté le milieu des trafiquants. Il était ainsi devenu le familier de Puchert à qui il procurait de la marchandise venue tout droit du S.D.E.C.E. Parfait état, bons prix, échantillons montrés d'avance et cargaison toujours conforme ! Pour pénétrer le milieu des fournisseurs Lamy n'avait pas hésité à fournir des armes au F.L.N. ! Qu'étaient quelques centaines de mitraillettes fournies à la wilaya 5 face aux coups qui pourraient être portés par la suite ? Les moralistes n'auraient pas manqué de souligner que peut-être des soldats français avaient été tués par des armes fournies par un service secret de leur propre pays... Mais Jean-Paul Lamy se foutait des moralistes ! Pour lui seul le résultat comptait, et les quelque deux cents ou trois cents mitraillettes procurées au F.L.N. lui valaient ce message essentiel signé Pedro.

Lamy envoya immédiatement un câble à son équipe locale de Francfort, plaque tournante du trafic avec le F.L.N. : « Puchert signalé en Allemagne. *Stop*. Surveiller tous ses déplacements et rendez-vous. *Stop*. Instructions suivront. »

Puchert était une grosse affaire que Lamy avait l'intention de traiter lui-même. Le chef du S.R. du bureau 7 ne répugnait pas à mettre la main à la pâte. Au contraire.

Le C.C.E. avait décidé que la recherche de l'armement serait son objectif n° 1. Ouamrane, depuis son départ d'Algérie en 1956, s'y était employé en priorité. Depuis, c'était devenu, on l'a vu, son activité principale. À l'ouest, Boussouf assurait le contact avec les trafiquants de Tanger par l'intermédiaire de plusieurs agents, dont Boumaza⁽⁵⁵⁾ qui était en relation avec Puchert.

Pour Ouamrane, tous les moyens étaient bons. Il fallait des armes. Les pays frères devaient aider le F.L.N. mais l'ancien sous-officier français comptait surtout sur ce qu'il pouvait acheter. Par exemple, en 1957, à Tripoli, il avait réussi un marché avec un capitaine américain de la base atomique U.S. de Mellaa. Pour 1 500 livres libyennes celui-ci avait livré 142 mitraillettes Thompson ! Ce qui mettait l'arme à moins de 50 dollars ! Une véritable aubaine. Les trafiquants les vendaient plus du double. Malheureusement pour Ouamrane le coup n'avait pu être renouvelé. Le vol commis à la base atomique américaine avait fait un scandale épouvantable. L'alerte générale avait été donnée. On avait cru au vol d'une bombe atomique ! Ouamrane avait dû jurer ses grands dieux au premier ministre Mustapha Ben Allim qu'il n'y était pour rien. Ce qui avait valu à certains « suspects » libyens d'être arrêtés et emprisonnés !

Chaque représentant du F.L.N. dans une capitale avait désormais l'ordre de récupérer le plus d'armes possible. Ainsi le docteur Lamine avait obtenu de Nasser un lot de F.M. Bren, ainsi que des fusils 303 anglais. Sa plus belle réussite fut un lot yougoslave de 25 000 armes dont 1 000 F.M. MG-34 et MG-42 qui parvinrent ainsi à l'armée des frontières à Tunis !

À New York M'hamed Yazid et Chanderli, les représentants « diplomatiques » du Front, ne laissaient également passer aucune occasion. Yazid, interviewé un jour de 1957 par une chaîne américaine de télévision, se vit poser la question suivante :

« Monsieur Yazid, on dit que le F.L.N. est communiste et que les pays de l'Est lui fournissent beaucoup d'armes, est-ce vrai ?

— Nous sommes loin d'être communistes, répondit Yazid, mais quand on fait la guerre il faut des armes. Nous préférons les

armes occidentales. Si je trouvais quelqu'un qui puisse nous en procurer je ne vois pas pourquoi je les refuserais. »

On ne pouvait plus clairement faire un appel d'offres ! Et grâce à la télévision encore ! Rentré à l'hôtel, Yazid eut, dans la soirée et la nuit suivant l'émission, des propositions de trafiquants internationaux ! Le contact était pris et il envoya un émissaire secret à ces commerçants avisés. Il traita ainsi par personne interposée des stocks d'armes entreposés à Monrovia, Tanger et même Hong Kong ! Tous ports francs. Il reçut même des offres de mercenaires qu'il refusa. Ce n'était pas les hommes qui manquaient aux maquis mais les armes... et l'argent !

Dès que les collectes de fonds, en particulier en France où les travailleurs algériens avaient un revenu régulier, avaient permis de faire des achats massifs, Ouamrane avait lancé ses représentants en Allemagne, en particulier Nouasri Abdelkader dit Yaïci, sur la piste des trafiquants internationaux. Méfiants au début, ceux-ci accueillaient maintenant à bras ouverts ces clients de plus en plus riches qui commandaient des lots de 3 000 mausers, de 500 000 cartouches et autres babioles ! La Suisse et l'Allemagne devinrent des lieux d'achat privilégiés. Les contacts avec les trafiquants allemands se firent assez facilement grâce aux anciennes relations d'Algériens ayant combattu pendant la seconde guerre mondiale dans les rangs de la Wehrmacht et même des S.S. On a vu que Mohammedi Saïd, chef de la wilaya 3, était de ceux-là. Il n'était pas le seul. Et Ouamrane, qui lui aussi avait fait la guerre mais dans les rangs alliés, ne négligea pas ces « précieuses relations ». Elles permirent à ses agents de prendre contact avec deux trafiquants notoires : le docteur Krüger, avocat et importateur à Hambourg, et Ernst Springer. Le premier avait installé le siège de sa société, à Brock Schnars, au 2, Brandstwiete où se trouvait également son cabinet. Krüger, pendant la guerre, s'était occupé d'« affaires juives » et sa haine du « peuple élu » le liait aux nationalistes arabes quelle que soit leur nationalité. Quant à Springer, ancien S.S., c'est lui qui avait formé les légionnaires arabes entre 1940 et 1945 ! Il avait ainsi tous les contacts nécessaires avec d'anciens S.S. arabes, qu'ils soient algériens ou égyptiens⁴⁵⁹ En outre l'accueil fait par Nasser aux nazis en fuite n'était un secret pour personne ! Krüger et Springer servirent de premiers intermédiaires entre le F.L.N. et certains représentants de fabriques d'armes internationales.

Arrivés à ce point de notre récit il est nécessaire de pénétrer dans le labyrinthe des tractations qui président à tout achat d'armes. Ces opérations, mystérieuses pour un simple citoyen, expliquent la présence de ces intermédiaires et le prix exorbitant de leurs services.

Les fabricants de matériel de guerre ne font pas d'opérations illégales. Quand on représente 10 milliards d'investissement on ne risque pas son affaire pour 500 000 ou 1 million de dollars de bénéfice ! En outre, ces entreprises d'importance mondiale vendent des armes comme d'autres vendent des automobiles ou des réfrigérateurs. Souvent même elles vendent les deux comme la maison Brandt en France que le public connaît pour la qualité de ses appareils ménagers mais que de nombreux acheteurs du Moyen-Orient, d'Afrique ou d'Amérique du Sud apprécient pour la précision de ses mortiers ! Pour vendre son matériel de guerre une fabrique d'armement doit fournir de très nombreux renseignements et obtenir des autorisations officielles. Par exemple en France avant de vendre des mortiers à l'Arabie Saoudite le fabricant doit en demander l'autorisation à la C.I.M.G. (Commission interministérielle des matériels de guerre) qui n'accorde son visa d'exportation qu'à condition que la livraison ne nuise pas aux intérêts politiques du moment. Il faut en outre que le fabricant produise un « end user certificate » fourni par l'acheteur. Ce certificat contient la définition technique du matériel, assure qu'il est destiné aux forces armées du pays signataire qui s'engage à ce que ces armes ne soient pas réexportées.

Une fois l'autorisation gouvernementale acquise, on passe aux affaires de gros sous. Les « marchands de canons » ne sont pas hommes à se laisser rouler pas plus que les pays « demandeurs » et les précautions qu'ils prennent sont extraordinaires : l'acheteur ouvre dans une banque un accreditif en faveur du fournisseur. La banque ne débloquera la somme — toujours colossale — que contre la remise des documents suivants : factures détaillées, certificats de garantie du constructeur, certificat de réception des techniciens du client, copie des polices d'assurance, connaissance (feuille de route du bateau ou de l'avion transporteur), « end user certificate », certificat de prise en charge du transitaire ou du transporteur qui la prend sous sa responsabilité ! Le tout devant être remis à la banque, selon les cas, dans les vingt et un, trente ou soixante jours suivant le dépôt

de la somme qui, hors délai, se trouve automatiquement bloquée.

Il ne reste qu'une solution aux acheteurs qui ne peuvent, pour une raison ou pour une autre, remplir toutes ces conditions : passer par les trafiquants.

Les gens qui vont travailler avec le F.L.N. ne sont en définitive que des courtiers, plus ou moins clandestins selon les cas, qui servent d'intermédiaires entre l'agent vendeur d'un stock et l'acheteur démuné d'autorisation. L'agent lui-même ne peut se compromettre. Il est titulaire d'une licence de commerce d'armes délivrée par les autorités du pays où il réside. Cette licence peut lui être retirée s'il ne produit pas à chaque transaction le fameux « end user certificate ». Le travail du trafiquant est donc de se procurer un certificat bidon et de trouver des agents voulant bien ne pas trop insister sur la destination réelle des chargements.

Dans les années 1957-1960 les courtiers « achetaient » des « end user certificates » de complaisance que certains personnages politiques de petits États — en général le ministre de la Guerre ou de l'Intérieur — leur vendaient pour 20 000 dollars (10 millions d'anciens francs). Le F.L.N. pouvait aussi se les procurer auprès de pays qui pour des raisons politiques appuyaient la rébellion : la Yougoslavie, l'Égypte, l'Irak et certains autres pays arabes. Le Pakistan, qui avait besoin d'argent, acceptait d'en délivrer au F.L.N. en échange d'une commission de 7 p. 100 du total de la facture !

Une fois ces difficultés aplanies le trafiquant intervient à nouveau pour le paiement. L'acheteur dépose dans une banque une somme en dollars libes, débloquée en échange d'une simple prise en charge du transitaire. Bien souvent, cette opération présentant encore trop de risques, le paiement se fait de la main à la main : C.I.F. : marchandise livrée au port de débarquement ; F.O.B. : marchandise livrée à bord. La seconde manière étant la plus appréciée des trafiquants qui ainsi ne prennent aucun risque d'arraisonnement en haute mer.

Les bénéfices des trafiquants oscillent entre 40 et 55 p. 100 ! Et cela sur des marchés portant sur des centaines de millions ! Une mitraillette F.V. Mark 4 Favor de fabrication suisse sous licence espagnole achetée 45 dollars est revendue 75 à 80 dollars. En outre sur le marché international les munitions sont considérées comme réformées au-delà de quinze ans. Le mille de cartouches de 7,62 (calibre du fusil Nato) est soldé à 45 dollars si

le stock a dix ans d'âge. Il est revendu au prix du neuf 75 dollars, majoré de 40 p. 100 ! Quand la commande portée sur 800 000 cartouches comme celles que passa personnellement Ouamrane début 1958, on voit que pour les trafiquants le jeu valait la chandelle !

Pourtant dès que le marché se développa en 1956-1957 ceux-ci virent leurs risques croître dans des proportions considérables. Le S.D.E.C.E. entra en jeu. Jean-Paul Lamy et le colonel Mercier, le civil et le militaire, avaient décidé de passer à l'action !

C'est Otto Schluter qui entra le premier dans le collimateur des agents du S.D.E.C.E. Il ne s'agissait pas là d'un quelconque aventurier né au bord de la Baltique et émigré au Maroc espagnol, mais bien d'un industriel honorablement connu sur la place de Hambourg. Dans la famille Schluter on fabriquait et vendait des armes de père en fils depuis trois générations. Otto Schluter avait un magasin d'exposition et ses bureaux 43, Osterbeckstrasse à Hambourg, et était possesseur d'une licence de fabrication et vente d'armes parfaitement en règle délivrée par les autorités de l'ancien port hanséatique. Il ne travaillait qu'avec des acheteurs tout à fait honorables traitant pour Tripoli ou Tunis. Ce que ces pays faisaient ensuite des armes de « sport » que le commerçant leur livrait, il n'avait pas à le savoir !

Les hommes de Jean-Paul Lamy n'étaient pas du même avis, d'autant que les carabines de « sport » étaient d'anciens mausers à qui il suffisait d'ajouter viseur et porte-baïonnette pour qu'elles redevennent de bons vieux fusils de guerre que le roi Idriss de Libye, dont la famille était d'origine algérienne, s'empressait de remettre aux services d'Ouamrane à titre d'aide à la guerre de libération. La Tunisie, elle, recevait des pistolets de 9 mm destinés à sa gendarmerie, et des F.M. neufs importés des pays Scandinaves avec toutes les autorisations nécessaires. Légalement... rien à dire. Lamy étudia attentivement le dossier concernant Schluter. On ne pouvait lui reprocher la moindre infraction. Impossible d'intervenir officiellement auprès du gouvernement de Bonn. Le S.R. du bureau 7 décida donc de passer directement à l'action. Le 15 septembre 1956 un inconnu aborda Schluter dans la rue.

« Monsieur Otto Schluter ?

— Oui, qu'est-ce que c'est ?

— Je veux vous parler.

— Venez chez moi.

— Non, ici. Ce sera rapide. Écoutez-moi bien. Les affaires que vous traitez avec certains pays comme la Libye ou la Tunisie nous gênent considérablement...

— « Nous » ?

— Disons la France dans la guerre qu'elle mène contre l'Algérie. Mais nous comprenons que vous devez faire vos affaires alors je vous propose le marché suivant : poursuivez vos livraisons mais fournissez-nous tous les renseignements les concernant. Ce sera à nous de jouer ensuite. Vous n'y perdrez rien.

— Et après deux ou trois accidents vous ne croyez pas que mes acheteurs auront la puce à l'oreille ?

— Non. Et puis c'est à prendre ou à laisser. Vous avez huit jours pour réfléchir.

— Et autrement ?

— Eh bien, vous verrez ! »

Huit jours plus tard Schluter était à nouveau abordé dans une rue de Hambourg.

« Votre réponse, monsieur Schluter ?

— Je ne vous connais pas. Je ne vous dois rien, vous ne me devez rien. Un point c'est tout. »

Le 26 septembre 1956, une bombe posée dans les bureaux du commerçant allemand explosait, tuant un exportateur, M. Lorenjen, avec qui il était en affaires. La mère de Schluter était blessée. Lui s'en sortait sans une égratignure. Obstiné, il n'en poursuivit pas moins ses livraisons d'armes. Quelques semaines plus tard une seconde bombe explosait dans sa maison de campagne sans faire de victimes. Les autorités allemandes se penchèrent alors sur cet homme, objet de tant de « sollicitude ». On éplucha sa comptabilité, ses papiers d'exportation. Tout était conforme à la loi. Otto Schluter vendait des armes, certes, mais cela n'était pas interdit !

Jean-Paul Lamy lui laissa un répit de quelques mois. Otto Schluter semblait ménager la chèvre et le chou. Tout espoir de le

« retourner » et de l'amener à collaborer avec les services français n'était peut-être pas perdu. Mais au printemps il reprit ses livraisons massives. Il fallait l'éliminer. Un groupe action de trois hommes, agents de bureau 7 du boulevard Mortier, plaça dans la nuit du 2 au 3 juin 1957 une bombe puissante sous la Mercedes du fournisseur d'armes garée devant son domicile 10, Loogestieg à Hambourg-Eppendorf. Le 3 juin au matin, l'agent chargé de contrôler l'exécution de la mission vit Schluter sortir de sa maison. Il donnait le bras à sa mère, une dame vénérable à cheveux blancs. L'entourant de prévenances, Schluter la conduisit jusqu'à la place du passager, puis, faisant le tour de la Mercedes, il s'installa au volant. L'agent de Lamy pensa, en voyant cet homme chauve, strictement vêtu de gris foncé, que la guerre d'Algérie avait parfois de curieuses conséquences. La présence de la vieille dame n'était pas prévue... que faire ? Il était exclu de prévenir Schluter qu'une bombe était placée sous sa voiture ! L'agent du S.D.E.C.E. vit la Mercedes noire s'éloigner, prendre de la vitesse. La bombe était réglée avec un système fondé sur la force centrifuge et n'éclaterait que lorsque la voiture roulerait à cinquante kilomètres-heure. La Loogestieg était déserte. Schluter passa sa seconde, accéléra. Dès qu'il entendit l'explosion l'agent français démarra en sens inverse et quitta la rue. Mission accomplie.

Pas tout à fait pourtant. Dans la voiture soufflée par l'explosion la mère de Schluter avait été tuée sur le coup, mais le commerçant n'était que blessé. Une fois encore, Otto Schluter avait échappé à la mort. Lamy essaiera un dernier attentat en octobre 1958. Un tireur d'élite visera le pneu arrière de la Mercedes conduite par Schluter sur l'autoroute Hambourg-Lübeck. Le véhicule, déséquilibré, tombera à plus de cent à l'heure en contrebas de la route. Et les témoins, stupéfaits, verront un homme chauve, hébété, sortir de l'amas de tôles froissées. Indemne ! Jean-Paul Lamy et le Service action du S.D.E.C.E. renoncèrent à liquider un homme protégé par une pareille « baraka ». D'autant que Schluter, qui avait peut-être réfléchi, diminua considérablement ses livraisons à destination de l'Afrique du Nord. Il vit toujours et on l'a vu, claudiquant, au mois de janvier 1970, sur un aéroport espagnol. Il procédait à la livraison de dix-huit canons à un pays arabe du Moyen-Orient. Pour lui les affaires sont toujours bonnes et les plus légales du monde. Il fait d'ailleurs un procès à tous ceux qui pourraient en

douter. Il en a gagné près de soixante-cinq. Et son cas reste célèbre au bureau 29⁽⁵⁷⁾ du boulevard Mortier, où l'on adore l'humour noir !

Inutile de préciser que les autorités allemandes voyaient d'un mauvais œil les attentats se succéder et les bombes exploser sur son territoire. D'autant que les journaux à sensation vendaient du papier à tour de bras en racontant les exploits fantastiques de cette organisation secrète française : la Main-Rouge.

Le nom venait d'un mouvement contre-terroriste européen créé au Maroc. On le disait puissant en Algérie et prêt à lutter dans toute l'Europe contre les mouvements nationalistes du Maghreb. En réalité la Main-Rouge fut une invention de journaliste. Certes il y avait des contre-terroristes au Maroc, tout comme en Algérie — on a vu comment la première bombe qui explosa à Alger fut posée par des Européens⁽⁵⁸⁾ — mais ces groupes de terroristes extrémistes n'ont jamais obéi à une autorité centrale. Les Services action du S.D.E.C.E. n'allaient pas laisser passer une si belle occasion. En Allemagne, en Suisse, en Italie, la Main-Rouge, ce serait eux ! Cette paternité fut d'autant plus facile à endosser que le chef du service de lutte contre les Algériens F.L.N., le colonel Marcel Mercier, était la cible favorite des journalistes depuis que, le 23 mars 1957, le procureur de la Confédération suisse, René Dubois, s'était suicidé. Il avait été accusé d'avoir remis des informations concernant le F.L.N. au colonel Mercier. La mort du procureur refermait le dossier mais il est certain que le gouvernement suisse, s'il accordait l'asile aux chefs F.L.N., les surveillait étroitement. Lorsque Yacef Saadi fut arrêté une première fois, en 1956, par la police française, il reconnut dans son dossier un certain nombre de photos. Ces clichés avaient été pris par la police helvétique lors d'un contrôle d'identité suivi d'expulsion. C'était la preuve que les services suisses et français avaient les « meilleures relations du monde » ; relations qui se gâteront pourtant lorsque M. Knech, patron de la police, à Genève, jugera trop nombreuses et inopportunes les missions des agents français sur le territoire helvétique.

Le colonel Mercier, « grillé » en Suisse, porta son attention sur l'Allemagne. Pour plus de discrétion il installa son P.C. à Bruxelles, à équidistance de Paris et de Francfort. Un curieux personnage, ce colonel Mercier ! Il avait décidé d'employer, outre

les agents du S.D.E.C.E., quelques nostalgiques de la Cagoule, quelques poujadistes du type de ceux qui grenouillaient à Alger autour d'Ortiz et du restaurateur Goutallier et, en cas de pépin, de « faire porter le chapeau » à ces ahuris. Ce qui se produira lorsque l'ex-député poujadiste Berthomier, contrôlé et fouillé à la frontière belge alors qu'il transportait du plastique dans le coffre de sa voiture, sera, arrêté. Mercier avait ainsi monté un véritable « bureau de coordination du crime », mais ses relations avec la Piscine se dégradèrent. En effet, le colonel Mercier voulait s'occuper de tout, « contrôler » les missions, « bricoler » lui-même, bref travailler « à la française ». Et il devenait célèbre ! Ce qui est la pire tare pour un agent secret...

La « notoriété » du colonel Mercier allait faciliter le travail de Jean-Paul Lamy qui se servit de ce « paravent » pour une action de pénétration autrement efficace si elle n'était pas aussi spectaculaire ! En effet, le numéro d'épouvante du colonel Mercier et surtout de cette mystérieuse Main-Rouge dont les journalistes allemands et suisses faisaient leurs choux gras, était une merveilleuse couverture. Pour le S.R. il importait avant tout que l'on n'imagine pas dans le public — et même dans les milieux politiques — que les services français puissent se livrer à ce genre d'action brutale. Désormais la Main-Rouge endosserait toute la responsabilité des attentats.

Jean-Paul Lamy, qui connaissait les trafics d'armes de Tanger et savait l'importance du petit port de Melilla non loin de la frontière algéro-marocaine, devenu en 1957 un véritable port de transit, avait tiré deux coups de semonce à l'intention de Puchert en coulant deux de ses vedettes. Les deux attentats au Maroc, joints à ceux d'Allemagne et à quelques menaces bien formulées, avaient suffi à créer dans ce petit monde des trafiquants d'armes où tout se sait et où les protagonistes ne sont pas plus de deux cents, un climat de terreur. Jean-Paul Lamy dira plus tard : « Il fallait que les trafiquants d'armes jugent eux-mêmes que le travail avec le F.L.N. était trop dangereux. Et s'ils ne le comprenaient pas il fallait frapper fort. Notre rôle n'était ni de juger ni de punir, nous n'étions pas des magistrats. Notre rayon ? La terreur. C'est la meilleure force de dissuasion que je connaisse. »

Mais dans la plupart des cas, le S.R. n'avait pas à intervenir contre les fournisseurs d'armes, qui se montraient très coopératifs. C'est la raison pour laquelle Jean-Paul Lamy voulait traiter lui-

même certaines affaires. Travaillant depuis près de vingt ans sur le marché des armes, il connaissait la plupart des « gros bonnets ». À ceux-là « amicalement », il proposait « la botte » : « Fournissez la commande, encaissez l'argent et nous, Services spéciaux, nous arraisonnerons le bateau. » Le nombre des intermédiaires était tel que les principaux fournisseurs ne risquaient rien. En revanche ces hommes n'acceptaient de travailler qu'avec Lamy qu'ils connaissaient de longue date. Et puis « un service en vaut un autre, n'est-ce pas cher ami ? »

Mais tout n'était pas aussi simple. Parfois apparaissait un « coriace » comme Schluter qui se réfugiait derrière la parfaite légalité de son commerce, ou un « fidèle » au F.L.N., ou un « nouveau » qui risquait le tout pour le tout. Pour chacun une méthode différente. Lamy neutralisa ainsi un Allemand, Hans Paulmann, que le F.L.N. avait chargé de trouver une énorme quantité de bazookas. Le S.R. eut l'information par un de ses agents. Lamy entra alors en scène, non pour éliminer Paulmann mais au contraire pour lui simplifier la tâche ! Jusqu'à un certain point... Le bazooka était une arme moderne surtout fabriquée par les pays Scandinaves. Paulmann ne pouvait s'adresser directement à la maison mère, qui ne lui en aurait pas fourni. Lamy lui envoya donc un « fournisseur » qui s'engageait à lui procurer trois avions de bazookas. La commission était modérée. Paulmann accepta, sachant très bien le bénéfice colossal qu'il allait faire sur cette affaire. La maison Scandinave vendait le bazooka 300 dollars, ce qui était modeste pour une arme aussi offensive. Mais dans le marché de l'armement la technique était de « perdre » sur le tube et de gagner sur la cartouche ! Un mortier de 120 valait 5 000 dollars mais un coup de 120 valait 60 dollars, revendu 80 au F.L.N. Une seule roquette de bazooka valait 30 dollars, soit le dixième de l'appareil ! Paulmann revendait le tout au double du prix usine majoré du transport. Grâce à l'aide occulte de Lamy, la fabrique de Stockholm fournit les bazookas et les roquettes qui lui furent payés « cash » en bonnes devises provenant des caisses d'Ouamrane. Paulmann prévoyant un bénéfice colossal avança le prix du transport Stockholm-Rabat, soit 60 000 dollars : 30 millions !

Lamy, prêt à intervenir, suivait ses avions à la trace. À Rome, ils disparurent. C'était la catastrophe. À la Piscine on était au bord de l'attaque ! Heureusement les radars les repérèrent à nouveau en Méditerranée. Il ne fallait plus hésiter. L'armée de l'air entra en

action et obligea les trois pilotes à se détourner de leur route et à atterrir à la Sénia, à Oran, où la cargaison fut confisquée. Le S.D.E.C.E. avait couru un gros risque mais pour Lamy c'était l'opération « payante » par excellence : les Suédois grâce à lui avaient fait une bonne affaire ; le F.L.N. voyait s'envoler plusieurs centaines de millions ; Hans Paulmann avait perdu personnellement 30 millions et surtout tout son crédit auprès des Algériens, et les bazookas devenaient propriété française ! Les Marocains ne pouvaient les réclamer officiellement : un traité franco-marocain interdisait à Mohammed V d'acheter, pendant les premières années de l'indépendance, des armes à un autre pays que la France ! Le S.D.E.C.E. gagnait sur tous les tableaux !

Les opérations de ce genre se multiplièrent de 1957 à 1960 d'autant que Jean-Paul Lamy, pour éviter d'employer trop d'intermédiaires qui risqueraient de lui « claquer dans les mains », monta en Suisse et à Madrid deux maisons d'armement dont le véritable propriétaire était le S.D.E.C.E. ! Les armes vendues aux pays dont les intérêts n'étaient pas contraires à ceux de la France étaient de bonne qualité. Quant à celles que ces sociétés procurèrent à des fournisseurs du F.L.N. ou elles étaient arraisonnées en haute mer par la marine nationale ou elles arrivaient à bon port mais sabotées : cartouches pourries, ressorts détremés, mitraillettes avec des pièces abîmées.

La « succursale » de Madrid, créée, à l'origine, en 1957, avec les capitaux des Services secrets français, a « repris sa liberté » et est devenue aujourd'hui l'une des principales firmes d'armement d'Europe. Ses affaires avec le Biafra, puis le Moyen-Orient furent, ces derniers mois, très fructueuses !

Les méthodes radicales et expéditives employées par les Services secrets français auraient dû mettre fin rapidement au trafic avec le F.L.N. C'était compter sans l'appât du gain. Plus le F.L.N. disposait d'argent, plus les trafiquants trouvaient des moyens subtils pour déjouer les interventions françaises. Georges Puchert, le trafiquant allemand de Tanger, était de ces irréductibles.

Son arrivée à Francfort avait été surveillée par les agents français résidant en Allemagne. Dans un premier temps, il s'adressa à des intermédiaires de son genre qui pouvaient trouver des armés en Espagne. La péninsule Ibérique, avide de devises, était riche en mortiers de 60 et 81, en mitraillettes 9 mm Favor, en

Vigeneron, mitrailleuse belge fabriquée en Espagne, et en excellentes grenades en plastique, très bon marché, qu'un ressort fragmenté P.O. suffisait à rendre offensives. Mais la commande de Boussouf était si importante que Puchert dut passer à un stade « industriel ». Il s'agissait de trouver 2 millions de cartouches 7,22, 2 000 P.M. avec 3 millions de cartouches, 2 000 P.A. et 2 millions de cartouches 9 mm, sans compter 200 tonnes d'explosif militaire : plastic ou T.N.T. ! Une facture qui dépasserait le milliard et demi. Puchert, qui tenait l'affaire de sa vie, avait bien l'intention de la réaliser. Elle lui laissait 500 millions de bénéfice net !

Il ne faut pas oublier ce chiffre de bénéfice net lorsqu'on reconstitue l'activité fébrile déployée par le trafiquant de Tanger pendant les quinze mois qu'il va passer en Allemagne. Il s'aboucha tout d'abord avec le représentant à Bonn des industries d'armement belges, Hans Seidenschur, qui pour être sûr de bien tenir un pareil client lui jeta dans les bras la femme dont il était séparé : Else. Le malheureux fut roulé puisque Else tomba amoureuse du Tangérois et que l'affaire lui passa sous le nez. Seul Lamy se réjouit de ne pas s'être pressé. Il avait en effet envisagé de faire travailler la jeune femme pour le S.D.E.C.E. ! Ensuite Puchert, qui ignore toujours à quoi il avait échappé, se mit en relation avec Schluter, qu'il trouva très circonspect. En revanche il rencontra en Tchécoslovaquie un accueil plus aimable. Il est temps de dire un mot de cette providence des marchands d'armes du monde entier : Omnipol. Cette société d'armement tchèque vend à n'importe qui paye en devises. Et selon les plus belles méthodes de romans noirs : « Cash » en liquide au pied de la passerelle de l'avion chargé ! La grande spécialité d'Omnipol était — et est encore aujourd'hui — la carabine Mauser 7,92 modèle K. 98 Cette arme allemande était, en 1957-1958, la plus prisée des révolutionnaires du monde entier : robuste, maniable, d'une bonne précision et surtout facile à approvisionner. Le calibre 7,92 se trouvait sur toutes les places du monde. Les Tchèques avaient des stocks considérables provenant de la débâcle allemande de 1945 mais devant une telle demande, à des prix si intéressants, la société d'État Omnipol, société socialiste installée au-delà du rideau de fer, se mit à fabriquer des mausers « d'occasion » sur lesquels elle gravait le svastika « garant » de la bonne qualité du fusil ! L'anecdote de la fabrique communiste qui grave sur ses fusils la croix gammée pour donner confiance à ses

acheteurs est très significative de l'état d'esprit qui règne dans les milieux des marchands d'armes : ni morale ni idéologie ne pèsent devant le *fric-roi*. Le K. 98 à 15 dollars pièce était une marchandise-de rêve dont profita Puchert, qui écuma les stocks tchèques et bulgares. Et là, le S.D.E.C.E. était impuissant. Il ne pouvait connaître l'itinéraire emprunté par ces chargements socialistes !

Pour avoir plus de renseignements sur les activités de Puchert, Jean-Paul Lamy, fidèle à sa méthode, lui envoya des fournisseurs venant de Suisse et du Danemark qu'il « tenait » d'une façon ou d'une autre. Il fournit ainsi à Puchert quelques chargements sabotés et lui fit manquer au dernier moment des affaires pour lesquelles il avait déjà déposé un accreditif de 45 000 dollars ! C'étaient ses espiègleries ! Mais dans l'ensemble le trafiquant remplissait son contrat vis-à-vis de Boussouf. Il avait déjà fourni près de la moitié de la commande lorsque Jean-Paul Lamy décida d'entrer « sérieusement » en action. Les « bagatelles de la porte » étaient terminées. Le vrai spectacle allait commencer !

Puchert éprouvait d'immenses difficultés à s'approvisionner en explosifs. Le plastic est une « denrée » rare et chère. Elle ne se stocke pas. On la fabrique sur commande. En outre aucun assureur ne veut prendre une telle cargaison sous contrat, le transport est très difficile et va jusqu'à en quadrupler le prix de revient. Enfin les banques ne veulent pas participer à de telles transactions. Le trafiquant doit payer en dollars « cash ». Devant tant de difficultés Puchert décida de traiter avec un « collègue » suisse, Marcel Léopold, qui n'était pas un gros trafiquant mais s'était spécialisé dans la fourniture d'explosifs. Ses principaux fournisseurs étaient en Allemagne et en Autriche : Dinamit A.G. et en Suisse : Doetikon. Là, Jean-Paul Lamy fut pris de vitesse et, bravant la police genevoise, dut faire éliminer le trafiquant suisse.

Le 19 septembre 1958, dans un grand hôtel de Genève, Marcel Léopold s'affaissait dans l'escalier qui menait à sa chambre. Crise cardiaque. Pourtant, à l'autopsie, on s'aperçut que l'homme avait été frappé dans le cou par une fléchette minuscule imbibée de curare. En outre, un employé de l'hôtel apportait aux enquêteurs un engin étrange ressemblant à une pompe à vélo trouvée dans le couloir de l'étage. Les services suisses qui connaissaient les activités de Marcel Léopold conclurent à un assassinat qui, une fois encore, fut attribué à la Main-Rouge. La « pompe à vélo »

était une sarbacane mise au point par le Service action de la Piscine. C'était un petit chef-d'œuvre de bricolage. Elle se composait d'un tube hermétique dans lequel une balle de 7,65 percutait un piston qui expulsait violemment la petite fléchette empoisonnée. Un ingénieux système d'expansion des gaz rendait l'engin parfaitement silencieux. L'appareil n'avait qu'un inconvénient : il ne se rechargeait pas. Il fallait entièrement le démonter. La police suisse, pour qui le règlement de comptes entre trafiquants et Main-Rouge ne faisait pas de doute, se demanda pourquoi Léopold n'avait pas été tout bonnement exécuté « au silencieux ». C'était ne pas compter avec la psychose de terreur sur laquelle s'appuyait l'action menée par Jean-Paul Lamy.

Elle n'eut pourtant aucun effet sur Puchert, fasciné par l'énorme somme qui se trouvait à portée de sa main. Il était prêt à tout, même à risquer sa vie pour la gagner.

Lamy fit une dernière tentative auprès du trafiquant. Avant de le tuer il essaya de le retourner. Au point où il en était, il décida de « griller » son agent à Tanger. Il fit revenir Pedro. C'est lui qui proposerait le marché à Puchert : ou l'Allemand acceptait de collaborer et gardait le secret ou il signait son propre arrêt de mort.

En février 1959 Pedro aborda Puchert à la gare de Francfort.

« Mais qu'est-ce que vous faites ici, Pedro ? demanda l'Allemand, surpris mais cordial.

— Je suis venu vous prévenir. Je remplis une mission. Je vous fais une proposition de la part des services français. Nous connaissons votre trafic. Comme vous pouvez le constater, je vous surveille depuis longtemps à Tanger, mais maintenant vous allez trop loin. Il faut vous arrêter. Ou vous marchez avec nous, ou vous pourriez disparaître. »

Puchert avait un sang-froid extraordinaire. Il ne broncha pas à la révélation de Pedro. Mais il ne dit ni ou ; ni non. L'agent français le revit trois fois. Une fois au cinéma, deux fois dans la rue. Puchert essaya de tergiverser, puis de voir s'il ne serait pas possible de tirer beaucoup d'argent de cette « nouvelle orientation » de son activité. À la quatrième rencontre, il fut formel :

« On s'occupe chacun de nos affaires. Je n'ai pas de comptes à

vous rendre. »

Pedro ignorait que l'Allemand, lors de ses contacts avec Boumaza, représentant de Boussof, avait demandé au F.L.N. des garanties pour lui et les siens. Le Front lui avait promis que, dès l'indépendance de l'Algérie, il aurait un rôle prépondérant dans le commerce maritime de la jeune république. En outre, le F.L.N. s'engageait à protéger sa famille, et en particulier sa fille, s'il lui arrivait malheur. Promesse qui sera tenue. Puchert ne pouvait pas laisser passer cette chance ; non seulement avoir beaucoup d'argent, mais obtenir une situation d'envergure dans le Maghreb indépendant. Belle revanche pour l'apatride de la mer Baltique ! Non, vraiment il ne pouvait pas céder. Même devant Pedro, qui n'avait rien d'un « comique ». Il avait peur mais l'appât du gain et de la situation était plus fort. L'affaire était trop belle. Echappant à toute logique, Puchert choisit la mort avec son fric comme un martyr avec sa foi !

Jean-Paul Lamy se déplaça lui-même à Francfort. Une équipe était déjà sur place. Elle avait tout. Les adresses, la liste des déplacements, les photos de Puchert et de son entourage. Jusqu'aux clefs de sa Mercedes 190 beige n° 140 Z 3274. Lamy décida de renouveler l'opération qui avait échoué contre Schluter. Cette fois elle devait réussir tout en présentant le moins de risques possible. En effet devant le développement de la lutte impitoyable que se livraient trafiquants et services français, le gouvernement allemand, qui avait vu un cargo d'armes, *l'Atlas*, exploser dans le port de Hambourg, avait vigoureusement protesté auprès de la France. L'équipe de Lamy ne devait à aucun prix être identifiée sous peine de provoquer des catastrophes diplomatiques entre les deux pays.

Le 2 mars 1959, à 22 heures, un agent du S.D.E.C.E entrant dans la Mercedes garée devant le n° 3 de la Lidenstrasse. Un autre fixait sous la voiture une bombe, beaucoup plus petite que celle employée contre Schluter, mais remplie de billes d'acier. À cent mètres de là, trois agents « occasionnels » dont on ne pouvait prouver les rapports avec les services français veillaient, prêts à déclencher une bagarre qui ferait diversion en cas d'une ronde de police inopportune. Ils risqueraient au maximum quinze jours de prison. Il fallut dix minutes pour fixer la bombe par des aimants et la relier au système de déclenchement basé sur la force centrifuge.

Le lendemain 3 mars 1959, à 10 heures du matin, Georges

Puchert mourait à son volant, le corps criblé de billes d'acier. L'avant de la Mercedes était en miettes, l'arrière presque intact. Le soir même, Jean-Paul Lamy, « industriel » visitant la Foire de Francfort, reprenait l'avion pour Paris.

Le F.L.N. venait de perdre son plus gros fournisseur d'armes en dehors des pays amis. Pour le bureau n° 7 du boulevard Mortier, l'affaire Puchert était classée. Elle avait duré deux ans.

L'aspirant Thieffry leva le bras et arrêta sa section.. Il apercevait sur sa droite les ruines de la mechta Aïn-Belkassem. Il devait attendre le capitaine Allard qui arrivait avec la 2^e section de la 12^e compagnie. C'est lui qui commandait l'opération. Depuis quelques semaines le 23^e régiment d'infanterie avait envoyé le 3^e bataillon à Sakiet, un poste qui prenait de jour en jour une plus grande importance. De l'autre côté du barrage, à Sakiet-Sidi-Youssef, en territoire tunisien, les fellas avaient installé un camp qui donnait pas mal de fil à retordre. Non seulement c'est de ce camp que partaient des caravanes d'armes qui franchissaient le barrage, mais en plus c'est de là que se faisaient « allumer » les T-6 de reconnaissance qui survolaient la frontière. Sans parler des mortiers qui tout tranquillement balançaient leurs « pélots » sur les postes français. Le barrage devenait le point chaud de la guerre d'Algérie. Ça faisait rager Thieffry de ne pouvoir poursuivre les fellouzes qui se réfugiaient en territoire tunisien. À Sakiet c'était une véritable fourmilière. Dans la journée, on pouvait observer à la jumelle les passages de camions. Il y avait surtout une camionnette bleue des forces tunisiennes qui — il ne fallait pas être grand clerc pour s'en apercevoir — transportait armement et militaires F.L.N. Mais depuis l'incident de septembre à Tébessa les ordres étaient stricts : pas d'engagement sur le territoire tunisien.

Au début de septembre, des gars de Tébessa accrochés par les rebelles avaient franchi le barrage et leur avaient flanqué une raclée sur le territoire tunisien. C'était permis. Le droit international appelle cela le « droit de poursuite ». Mais les réactions avaient été telles que Bourguiba avait menacé d'opposer ses forces aux Français. C'était, paraît-il, de la légitime défense ! Pour le président tunisien il n'y avait que des réfugiés à Sakiet et tout au long de la frontière... Il n'y avait eu aucun engagement entre forces françaises et tunisiennes. On avait simplement développé le barrage, renforcé les postes de surveillance et

multiplié les embuscades.

Le barrage — on l'appelait la ligne Morice dans les journaux mais pour les soldats du coin il restait le « barrage » — comptait maintenant six ou sept rangs de barbelés reliés par une forêt de piquets noirs plantés dans tous les sens sur ce sol rocailleux. Il était électrifié et — sur certaines sections — miné. Ça n'empêchait pas les fells de le franchir plus que jamais. Aïn-Belkassem semblait être un lieu de passage particulièrement prisé. Au cours de patrouilles, le 23^e R.I. avait repéré de très nombreuses traces. Et ce 11 janvier 1958, le capitaine Allard avait décidé de monter une embuscade autour de la mechta abandonnée.

Deux sections, une cinquantaine d'hommes, avaient quitté Sakiet à 4 heures du matin. Ils marchaient depuis trois heures. La halte de l'aspirant Thieffry était la bienvenue. Sans mettre sac à terre les hommes se réchauffaient en tapant du pied sur le sol gelé et en s'administrant bourrades et coups de poing.

« Mon capitaine, dit l'aspirant à Allard qui venait de le rejoindre, on y est. Aïn-Belkassem est là, à droite. Le barrage est devant nous à six cents, sept cents mètres. Dès que le jour se lèvera on va l'apercevoir.

— Placez les hommes en embuscade autour de la mechta et envoyez des éclaireurs repérer les abords.

— Bien, mon capitaine. On y va ! »

Par radio le capitaine Allard signala au poste de Sakiet qu'il était à pied d'œuvre. Il fallait attendre. Les deux sections se mirent en route. Il n'y avait que des appelés de la 56 et de la 57. Ils venaient de la métropole et jamais ils n'auraient pu imaginer un froid pareil en Algérie. Dans les godillots au cuir durci les orteils s'engourdisaient. Les treillis étaient raidis par la même gelée blanche qui couvrait la végétation. Les hommes avançaient par groupe de dix, en file indienne, silencieux. Pas une trace de vie dans ce djebel hostile et glacé. De la pierre, du maquis, un vent qui coupait le visage et ce bon Dieu de jour qui ne voulait pas se lever. Rien pour adoucir le paysage. L'aspirant Thieffry plaça ses hommes en embuscade.

« Vialanon, dit-il à un jeune caporal, prends Jacob et Réléa avec toi et va jeter un coup d'œil aux abords. Fais gaffe. »

Le caporal Vialanon — 56 1/B, recrutement Lyon — arma sa

mitrailleuse d'un geste sec. La culasse de la MAT était si froide qu'il eut l'impression d'y laisser la peau des doigts.

« On se croirait chez nous, dit-il à Réléa, un deuxième classe de la région de Pau, le brouillard de Fourvière et le froid des Pyrénées. Qu'est-ce qu'on caille ! »

Ni l'un ni l'autre, pas plus que Jacob, n'entendent les fells bondir. Ils se retrouvent à terre, garrottés, prisonniers, tandis qu'un feu violent s'abat sur les hommes du capitaine Allard. F.M., mitrailleuses, mortiers entrent dans la danse. Il y en a partout. En arc de cercle sur les hauteurs avoisinantes, en territoire français et en territoire tunisien. Les hommes de la 12^e compagnie deviennent les chasseurs chassés. Les rôles sont renversés.

Allard fait très vite le point de la situation. Elle est désespérée. En face ils sont environ trois cents avec un armement lourd. Le capitaine a cinquante hommes avec seulement quelques F.M. Il ordonne le repli. Mais un de ses chefs de groupe se trompe et, avec ses hommes, va donner droit dans les rangs ennemis. Le deuxième groupe reçoit un obus de mortier dès le début du repli. Il a des morts et des blessés. On ne peut les abandonner. Allard organise la défense. Il faut tenir jusqu'à l'arrivée des renforts et de l'aviation. Ce n'est qu'à 10 heures qu'une compagnie de renfort parvient à dégager les malheureux. Les fells se replient très rapidement en Tunisie. À 10 h 15 l'aviation peut enfin intervenir. Le brouillard s'est levé. Pas de discussion, on « straffe » sur la Tunisie. Les H.L.L.⁽⁵⁹⁾ ont tous décroché.

« Regardez, mon capitaine. » L'aspirant Thieffry s'est levé et désigne au loin de l'autre côté du barrage une caravane de camions qui attend les hommes de l'embuscade ! Le capitaine Allard règle ses jumelles :

« Oui, je les vois. Encore une camionnette bleue de la garde nationale tunisienne. Et quatre camions. Il y a aussi une ambulance. »

Le bilan de l'embuscade est lourd. 15 tués, 1 blessé. Un F.M., 6 P.M., 8 fusils, 3 P.A. et 2 postes radio pris par les rebelles. Et aussi quatre prisonniers dont le caporal Vialanon et les « deuxième classe » Réléa et Jacob... Quant aux fells : « Pertes certaines mais non dénombrées, dira le rapport, les H.L.L. ayant eu la possibilité d'emmener en Tunisie leurs morts et leurs blessés. »

« Et on ne peut même pas les poursuivre ! dit un

lieutenant de la compagnie de renfort. Ce maudit barrage, c'est surtout nous qu'il gêne.

— Ça ne peut plus durer comme cela, répond Allard en rangeant ses jumelles. Non, on ne peut vraiment pas continuer comme cela. »

Le docteur Toumi observait avec attention le manège qui se déroulait à la porte du camp de Sakiet. Les *sajounoud* de l'A.L.N. entraient et sortaient sans ordre, des camions débâchés, remplis d'armes, passaient devant une sentinelle qui ne s'en souciait pas plus que des hommes. De l'autre côté de la rue le petit café maure tunisien ne désemplassait pas. Musique berbère, chants, cris. Dans ce brouhaha, un photographe ambulancier trimbalant une invraisemblable caisse à trépied, ornée de clous dorés, de pièces de bronze et de vieux clichés racornis, « tirait le portrait » de soldats en treillis flambant neuf. Deux Citroën impeccables s'arrêtèrent près du photographe. Six hommes en descendirent.

« Dis donc, le photographe, prends-nous devant nos voitures... »

Le photographe, obséquieux, s'affaira pendant que les *djounoud* s'adossaient complaisamment aux carrosseries étincelantes.

« Dépêche-toi de nous donner les photos. On part demain. »

Le docteur Toumi, qui, lui aussi, quittait la Tunisie pour gagner la wilaya 2, se demanda si un jour une autorité centrale se déciderait à mettre un peu d'ordre dans tous ces camps de transit et d'approvisionnement.

« Tu en fais une tête ! » C'était Sebti, un chef de secteur de la zone de Souk-Ahras, sorte de colosse, volontaire pour tous les coups durs dont Mohamed Toumi avait souvent soigné les multiples blessures.

« Et il y a de quoi. Je pars demain pour gagner mon poste à la 2. Je sais bien que je ne suis pas un militaire, que je ne suis que médecin, que je ne sais pas tenir un fusil... »

Sebti, surpris de cette colère subite, regardait son ami marteler ses phrases en les ponctuant de coups de poing au creux de la main.

« Et alors, tu es médecin, on en a aussi besoin.

— Je ne te parle pas de cela, mais de ce foutoir ! N'importe quel espion, n'importe quel indicateur voit les armes entrer, sortir, les convois se préparer, les caravanes prendre la direction de l'Algérie. Et ces abrutis qui se font photographier en disant : je pars demain. Pourquoi ne pas prévenir directement les Français du départ d'un convoi ? Pourquoi ne pas leur dire que Sakiet est le camp de la wilaya 2 ? Qu'il est essentiel à notre vie. Que sans lui Collo, El-Milia et toute cette zone qui tient devant les coups de boutoir des paras ne pourraient recevoir toute l'aide indispensable. »

Sebti avait l'air de découvrir un problème qui ne l'avait jamais effleuré,

« Ah oui, tu as peut-être raison. »

Le photographe portant son antique appareil sur l'épaule s'était approché des deux hommes.

« Une petite photo avant de partir au djebel ? » demanda-t-il avec un sourire engageant.

La solide poigne de Toumi agrippa les revers de sa veste. L'homme se mit à hurler. Sourd à ses protestations le docteur le traîna devant Chérif, le commandant du camp de Sakiet.

« Voilà un espion potentiel, s'exclama Toumi. Ce salopard photographie tout le monde : hommes, camions, matériel. Il sait tout de la vie du camp. Et nous ne savons rien de lui. C'est un peu fort, non ? »

Chérif, qui se sentait en faute, promit de veiller plus attentivement à la sécurité du camp de la wilaya 2. Le docteur Toumi n'était pas militaire mais il venait d'être nommé médecin chef de la wilaya et son influence était grande.

« Chérif, prévint Toumi, tout le monde, y compris ce salopard, sait que demain nous devons partir avec un chargement d'armes vers Collo. Je veux que tu envoies un commando nous ouvrir le passage. »

Le lendemain, à l'aube, le commando tombait sur une embuscade montée comme par hasard sur l'un des lieux de passage les plus sûrs de la région. Habitué au terrain les hommes du commando se replièrent immédiatement ne perdant qu'un

homme. La caravane de la wilaya, lourdement chargée et constituée de *djounoud* étrangers à la région aurait été décimée ! Le docteur Toumi franchit le barrage quelques heures plus tard, bien décidé à demander au chef de la wilaya 2 d'abandonner Sakiet et de choisir un autre emplacement pour son camp de ravitaillement. Un emplacement plus discret. Sans café maure, sans photographe. Et sans mitrailleuses faisant des cartons sur les T-6 d'observation ! Toumi était cardiologue et non stratège mais il lui semblait que l'anarchie régnant à Sakiet devait immanquablement attirer l'attention sur le « magasin d'armement » de la wilaya constantinoise. Et ce n'était pas le moment.

« Monsieur le ministre, ce n'est pas possible de continuer comme ça. »

Bigéard, en tenue de combat, calfeutré dans une veste à capuchon, la casquette léopard à longue visière rabattue sur les yeux, avait étalé sur le sol une carte d'état-major de la région d'Aïn-Beïda. Accroupi près de lui, Robert Lacoste, l'imperméable fermé jusqu'au cou, suivait avec attention la démonstration du plus célèbre colonel de l'armée française. Ce 7 février, malgré un temps bouché, le ministre avait quitté Alger à l'aube avec Maisonneuve, le général Dulac et Gorlin, son attaché de presse. Robert Lacoste aimait ces tournées d'inspection. Elles lui permettaient moitié de « remonter le moral des troupes », moitié de s'informer lui-même. Il voyait des généraux, des colonels, des préfets et sous-préfets. « Ça m'en dit plus long que des tonnes de rapports », disait-il. Mais à l'aube de cette année 1958, ces tournées lui permettaient aussi de « prendre le pouls » de l'armée. Et il battait très vite ! La fièvre montait chez Salan. Lacoste sentait un vif courant de mécontentement contre ce que les militaires appelaient la « comédie tunisienne ». Il avait donc décidé une tournée d'inspection dans ce secteur de l'Est constantinois où quatre régiments de paras et un de spahis étaient engagés dans la lutte contre les fellaghas venant de Tunisie.

Le patron du 3^e R.P.C. avait expliqué le but de sa mission : poursuivre les bandits, détruire le support politico-administratif qui fournissait des guides aux groupes en transit et conduisait les rebelles de mechta en mechta. Et puisqu'il tenait le ministre, Bigéard avait l'intention de lui dire ce qu'il pensait lui aussi de la « comédie tunisienne ».

« Ce n'est pas possible de continuer comme ça, monsieur le ministre. Il faut intervenir. On se fait allumer d'en face. Les fells sont équipés. Ils passent le barrage grâce à de nouvelles cisailles allemandes. Et si on les accroche, ils repartent de l'autre côté. Les Tunisiens les laissent faire. Bien mieux ils les encouragent. Voyez l'affaire de Sakiet au mois de janvier. Quinze de nos p'tits gars au tapis ! »

Du coup les biffins du 23^e R.I. étaient devenus de la grande famille para ! Plus encore que par le briefing de Bigeard, Lacoste était impressionné par ce que lui disaient des appelés du 2^e R.C.P., originaires de Dordogne. Dans ces tournées, mi-propagande, mi-information, le ministre résidant n'oubliait jamais son fief de la Dordogne, et ne manquait pas de visiter dans les unités où il passait « ses gars » du Périgord. Et le 8 février un petit para, la mine délurée sous son casque à filet de camouflage, au garde-à-vous, la mitraillette barrant la poitrine lui avait dit : « M'sieur le ministre, ici on fait ce qu'on peut. On se bat bien mais on en prend plein la gueule. Et ça vient des Tunisiens. »

S'adressant aux troupes et aux officiels Robert Lacoste leur avait alors affirmé : « Votre but, votre travail est de mettre un terme aux entreprises que favorise le gouvernement tunisien. »

Voilà qui était parlé. Lacoste comprenait l'exaspération des troupes. On se fait tuer et on nous dit de ne pas riposter. La politique internationale, l'opinion mondiale, l'O.N.U. ? Foutaises. On voit bien qu'ils ne sont pas sur la frontière. Et ce Bourguiba qui nie la présence de forces F.L.N. sur les confins algéro-tunisiens. « Donnez-moi l'autorisation, monsieur le ministre, avait dit Bigeard. Je me fais fort d'aller en commando en Tunisie et de ramener des fells en uniforme avec leurs insignes ! »

L'autorisation ! D'autres s'en sont passés ce 8 février 1958 ! Lorsqu'il descend d'hélicoptère pour prendre l'avion qui doit le conduire à Alger, le ministre résidant apprend la nouvelle : l'aviation a bombardé Sakiet-Sidi-Youssef en territoire tunisien. C'est la tuile. Papon, préfet de Constantine, qui salue le ministre à son départ, comprend au quart de tour l'imbécillité militaire. Lacoste, malgré ce qu'il a ressenti au cours de cette visite, ne peut s'empêcher de dire : « Ils sont vraiment trop cons ! »

Car « ils » n'ont pas fait le détail. À 9 h 5, un avion M.D. de reconnaissance est mitraillé par les installations antiaériennes de Sakiet. Touché, il va se poser à Tébessa. Les autorités locales

ripostent immédiatement. En plusieurs vagues 11 B-26, 6 *Corsair*, 8 *Mistral* rasant les « batteries tunisiennes ». Le malheur c'est qu'autour des batteries tunisiennes il y a le village civil, avec sa population tunisienne et ses réfugiés algériens auxquels, ce même 8 février, des délégués de la Croix-Rouge internationale apportent vivres et secours ! Les camionnettes de la Croix-Rouge sont touchées. Les délégués, eux, voient les décombres et les victimes civiles. Ils ne savent et ne veulent rien savoir d'autre. Ils ignorent la communication téléphonique du capitaine Bernon, qui a relevé le capitaine Allard devant Sakiyet, avec le lieutenant Abdallah, commandant tunisien du poste. « Si vous tirez encore sur nos avions, on riposte ! » Mais le malheureux Abdallah est tunisien. Sans pouvoir sur le F.L.N., il ne peut intervenir. Les délégués de la Croix-Rouge n'ont rien vu non plus des installations de la wilaya 2 et du camp de transit et d'armement. Pour eux il n'y a que ces civils, avec des femmes et des enfants, mitraillés, écrasés sous les décombres. C'est cela qui compte.

Lacoste, de retour à Alger, apprend alors les détails et surtout l'ampleur de la catastrophe. Il est ulcéré d'être mis devant le fait accompli. Il a appris l'affaire par un général qui *lui* était au courant alors que le ministre, la plus haute autorité de l'Algérie, ne l'était pas ! Une fois de plus Lacoste court derrière l'événement pour le couvrir et le justifier. Que faire d'autre ? S'il en doutait encore — mais depuis l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella peut-il raisonnablement en douter ? — l'armée lui donne la preuve qu'elle ne lui obéit pas. Elle ne lui désobéit pas non plus. Elle ne lui demande pas son avis ! Comme me le dira plus tard un membre du cabinet : « Nous étions, nous, civils, un anticorps à éliminer. Et c'étaient les officiers traditionnels, les réacs', qui avaient cette attitude à notre égard. Pour eux, Lacoste était un socialiste qui, en Dordogne, flirtait avec les « cocos », même s'il semblait pur en Algérie. Non ! Vraiment l'armée ne fut jamais suffisamment notre outil d'application. »

Il faut maintenant faire face. Bourguiba exploite à fond l'affaire. Lui non plus n'a aucune autorité sur les fellaghas algériens et il doit compter avec son opinion publique. Il lui faut frapper fort : il rappelle son ambassadeur à Paris, réclame le retrait des troupes françaises de l'ensemble du territoire tunisien y compris Bizerte, et interdit aux militaires français de se déplacer sans autorisation expresse des autorités tunisiennes.

De son côté Lacoste couvre tout, aidé par son collègue Chaban-Delmas, ministre de la Défense nationale. Tous deux plaident la légitime défense. Publiquement. Au gouvernement, on sait maintenant que l'action entreprise à Sakiet a été le fait des autorités locales. « Elles n'ont fait que suivre les ordres et ont usé du droit de légitime défense, souligne *L'Echo d'Alger*. Notre aviation a riposté. Les Français et tous ceux qui ont le souci de la dignité de la France en éprouvent une sorte de soulagement. » Mais Félix Gaillard, le chef du gouvernement, connaît l'existence des instructions ministérielles données à l'aviation. Elles prescrivent une autorisation pour toute action importante faisant usage du droit de légitime défense. Lui aussi doit couvrir. Alors on se donne des excuses. Il y a la population européenne à regonfler. Il faut lui donner confiance d'une façon permanente. Mais non, on ne brade pas ! Mais non, on ne s'en va pas ! Mais non, on ne se fait pas tirer sur la gueule sans bouger ! Voyez, on riposte...

Ni Lacoste à Alger ni Gaillard à Paris ne commandent suffisamment pour « sacquer » les officiers responsables et faire comprendre à la population la portée de la magistrale « bourde » militaire qui donne à la rébellion des arguments sur le plan international.

« Mais qu'est-ce que c'est que ça, l'opinion internationale ? dit-on dans les rues d'Alger. Ils nous les brisent avec leur opinion internationale ! »

Bourguiba va magnifiquement jouer. Il porte l'affaire devant le Conseil de sécurité des Nations unies, provoquant l'embarras de chacun. Cette guerre d'Algérie menée par la France est une véritable écharde, source d'infection, dans les bons rapports des pays occidentaux. Et Sakiet vient de décupler cette infection. Cela devient une affaire internationale. Sakiet c'est la Grosse Saloperie des colonialistes français. Pendant des semaines elle fait la « une » de la presse mondiale.

Une fois de plus, l'Algérie a dicté sa politique à la France. Le résultat est catastrophique. Mais on pavoise. Alger se sent le maître de Paris. Gaillard n'a pas su réagir, pas plus que Mollet au 6 février 1956. Lui ne s'en relèvera pas. C'est à Sakiet-Sidi-Youssef, ce 8 février 1958, que vient de sonner pour la première fois le glas de la IV^e République.

Les membres du C.C.E. savaient que si les Français décidaient

d'exercer d'une façon permanente le droit de poursuite en Tunisie, c'en serait fait du F.L.N. de l'Est. Mais il y avait Bourguiba. Pas plus que Mohammed V à l'Ouest, il n'accepterait pareille violation du sol national. Et puis c'était maintenant devenu une habitude dans l'armée française de ne pas poursuivre les actions commencées. Dans le bled, des opérations d'envergure portaient de rudes coups aux maquis puis après quelques jours ou quelques semaines les troupes d'intervention — les commandos, les paras... enfin le fer de lance de l'armée — se retiraient et le train-train reprenait avec les troupes de secteur enfermées dans leurs postes dès la nuit tombée. Le temps pour les maquis de panser les plaies, de reconstituer des caches et surtout d'implanter à nouveau une organisation politico-administrative dans la population, au cas où celle-ci aurait souffert de l'opération en cours. À Sakiet, l'armée s'était lancée mais elle devait reculer, comme effrayée d'être allée si loin. Les dirigeants du F.L.N. avaient immédiatement mis à la disposition de Bourguiba leurs dépôts d'armes et des volontaires de l'A.L.N. Une occasion comme une autre de resserrer les liens entre le Front et le leader tunisien. Mais celui-ci voulait une victoire diplomatique. Son but ? L'O.N.U. La condamnation de la France au Conseil de sécurité. L'occasion enfin à portée de la main de régler une bonne fois le contentieux de la présence militaire française en Tunisie et surtout la possibilité de réunir autour de lui une opinion publique parfois mouvante.

Quelle merveilleuse occasion de mettre en cause la France pour sa politique nord-africaine ! La guerre d'Algérie menaçait la sécurité de la Tunisie. Sakiet en était la preuve. Que l'on condamne donc officiellement la politique française en Algérie ! Voilà qui était autre chose que les résolutions annuelles et autres fadaïses afro-asiatiques !

Les militaires qui avaient décidé l'opération Sakiet n'avaient pas pensé à cela. Et puis c'était une affaire de gouvernement. Qu'il se débrouille, puisqu'il « couvrait ». Le gouvernement Gaillard, dans son malheur, réussit à détourner la tempête diplomatique qui le menaçait. Bourguiba avait placé les alliés anglo-saxons du Conseil de sécurité dans une situation délicate : ou les Américains, les Canadiens et les Anglais se rangeaient aux côtés de la France et s'aliénaient l'opinion arabe, ou ils votaient pour la Tunisie. Et la pauvre Alliance atlantique recevait un coup de couteau dans le dos.

Les diplomates ont de ces ressources que les militaires ignorent. Pour éviter un débat difficile devant le Conseil de sécurité, les États-Unis et l'Angleterre proposèrent leurs « bons offices ». Ni médiation ni arbitrage, simplement bons offices : rapprocher les partis intéressés sans faire de proposition. Deux vieux routiers de la politique internationale : Robert Murphy pour les États-Unis, Harold Beeley pour le gouvernement britannique, entamèrent une véritable noria entre la Tunisie, la France, Bourguiba et Gaillard, tentant de faire admettre l'impossible. Les bons offices se limitaient à trois questions : la situation des troupes françaises en Tunisie ; le contrôle de la frontière franco-tunisienne ; la reprise des discussions entre les deux pays. Rien de plus. Félix Gaillard devait se montrer d'autant plus ferme dans la limitation de ces pouvoirs qu'il se sentait faible à Paris. Il devait rassurer tout le monde et personne ne lui faisait grâce.

À Alger moins qu'ailleurs. Après avoir pavoisé à l'annonce du bombardement de Sakiet, les Algérois jugeaient les bons offices comme une offense personnelle. « Alors, quoi, on remet ça ? Si on ne peut plus régler nos affaires nous-mêmes c'est bien la preuve que l'Algérie ce n'est plus la France. » Et c'était reparti ! « Ce Félix Gaillard reçoit les Américains. Pas à Paris mais chez lui à Barbezieux. Et l'olive, alors ! On nous la prépare. Bien grosse. De quoi ils se mêlent ces Américains ? » Pour la foule d'Alger qui simplifiait tout à l'extrême les Américains étaient tous des ennemis depuis qu'un de leurs jeunes sénateurs, John F. Kennedy, avait condamné en juin 1957 la politique française en Algérie. « Alors cette fois, on va nous larguer. Et sans précaution ! » C'était à nouveau le désarroi à Alger. Désarroi qu'exploitaient à Paris les leaders gaullistes de l'opposition. Le sénateur Michel Debré tempêtait contre la faiblesse d'un gouvernement qui laissait ces bons offices se mêler d'affaires intérieures françaises. *Yankees, go home !*

Le président du Conseil posa comme préalable à l'évacuation des troupes françaises de Tunisie le contrôle de la frontière algéro-tunisienne. Bourguiba exactement le contraire. On restait dos à dos. Rien n'était arrangé, le gouvernement Félix Gaillard, pas bien solide sur ses jambes, s'affaiblissait de jour en jour. Quant aux militaires, qui étaient à la base de toute l'affaire ?... L'atmosphère chez eux n'était pas à l'optimisme. Moitié rage, moitié dégoût. Après le coup de semonce de Sakiet, ces politiciens pourris baissaient l'échine alors qu'ils devaient relever

la tête ! Désespérant.

Dans son grand bureau de la X^e région militaire le général Raoul Salan, sanglé, briqué, impeccable, réfléchit à la décomposition du pouvoir. Il se sent blousé, lâché, abandonné. On lui refait le coup de l'Indochine. Encore une fois, ça recommence. Ces hommes politiques avec leurs grandes promesses sont trop heureux d'accepter les bons offices pour continuer leurs jeux stériles. Trop heureux d'abandonner l'armée. De la désavouer. Car c'est la désavouer que d'avoir accepté pareille suggestion. Cette fois c'en est trop. Trop de morts, trop de promotions de Saint-Cyr laissées dans la boue des rizières ou sur les pitons des djebels. Cette fois, on ne veut plus, on ne peut plus perdre. Politiciens ou pas, l'Algérie on la gardera. À tout prix. Non seulement elle est la France, mais encore elle est devenue le dernier rempart de l'Occident chrétien devant la marée communiste. Ce n'est plus une question de politique mais de morale. Ne plus céder. Ne plus reculer. Jamais. Plutôt tout balayer. Mieux vaut la tempête qui ramène un ciel d'azur que cette pourriture qui mine le moral de l'armée. Pauvre armée. On lui demande tout. De faire la guerre et de remplacer une administration insuffisante. Elle fait les deux. Chaque jour elle en donne la preuve. Plus qu'aucun autre corps de la nation ! Raoul Salan n'est pas loin de penser qu'aujourd'hui elle peut tout faire. Seule.

En pull-over, le col de chemise dégrafé, le pantalon de flanelle tirebouchonnant sur les genoux, Roger Trinquier ressemblait plus à l'instituteur qu'il avait été qu'au colonel de parachutistes qui avait réussi à couvrir Alger d'une toile d'araignée nommée dispositif de protection urbaine. Ce 13 mars 1958, le stylo à la main, confortablement installé dans la salle de séjour de son appartement de la rue des Plantes à Paris, le colonel relisait avec attention le compte rendu des entretiens qu'il avait eus les jours précédents avec Abderrahmane Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne.

Depuis novembre 1957 Trinquier avait quitté l'Algérie. Ou plutôt, il ne se faisait aucune illusion, on l'avait mis dehors. Il faisait peur. Il avait trop bien réussi au cours de la « bataille d'Alger ». Il tenait en main toute la population musulmane et lui faisait faire ce qu'il voulait.

Trinquier s'était passionné pour l'organisation des populations

dans la guerre subversive urbaine. Il avait décidé que cette population musulmane entièrement acquise au F.L.N. il la contrôlerait, là retournerait si bien qu'elle serait désormais la principale arme de la lutte anti-F.L.N. Il suffisait de protéger la population contre elle-même et contre ceux qui voulaient troubler son ordre et sa sécurité. Trinquier l'avait organisée, recensée, fichée, quartier par quartier, immeuble par immeuble. Les chefs d'îlot étaient en place. Européens pour la plupart. Plus rien ne pouvait bouger sans que Trinquier le sache. Un merveilleux outil de délation organisée. La sécurité de la ville, enfin retrouvée, était à ce prix. Et le colonel était tout prêt à le payer. Etroite imbrication police-armée, renseignements coupés et recoupés de façon que les gens interrogés ne sachent pas qui ils dénonçaient... « Découpage fasciste de la ville », disaient certains. Et après ? Il fallait gagner, débarrasser la cité de la psychose de la bombe. Terroriser les terroristes en leur faisant bien savoir qu'ils n'étaient pas des combattants, qu'ils n'auraient ni avocat ni défenseur, et que de toute façon ils « cracheraient le morceau » ! Pas de gants à prendre avec des assassins. C'était réussi. Non seulement la ville était débarrassée de la terreur, du F.L.N., des attentats, mais elle obéissait au doigt et à l'œil. Vous voulez des musulmans dans les rues ? Où ? Quand ? À quelle heure ? Combien ? Avec des drapeaux ? Que faut-il qu'ils crient ? Un instrument parfait. Si parfait qu'il avait valu à Trinquier d'être rappelé en métropole. À la veille du 11 novembre, le préfet Barret, qui s'entendait merveilleusement avec les parachutistes d'Alger, s'ouvrit de ses craintes à Trinquier :

« Les Européens veulent balancer des tomates contre Massu et Lacoste. Et Lacoste, s'il reçoit des tomates, me vire ! Débrouillez-vous avec vos gars pour que je n'en aie pas... »

Et Trinquier avait sorti le grand jeu. Réunissant dans des salies de cinéma, quartier par quartier, ses sept mille cinq cents chefs d'îlot du D.P.U., il leur avait expliqué que « c'était idiot d'être contre Lacoste, qu'au moins ils le connaissaient. S'ils le viraient, ils en auraient un autre. Peut-être moins brave » ! Bref, les Européens du D.P.U. s'étaient rendus aux raisons du colonel : « On ne lui enverra pas de tomates, mais on ne l'applaudira pas ! » Trinquier avait rassuré Barret... et Lacoste en lui précisant : « Je vais faire descendre des musulmans. *Eux* vous applaudiront. » Et il avait tenu sa promesse ! On l'a vu, Lacoste n'avait eu droit qu'aux huées des étudiants, les Européens étaient

restés silencieusement hostiles. Seuls cinq mille musulmans encadrés par le D.P.U. avaient applaudi le ministre résident.

Lorsque, le 12 novembre, Chaban-Delmas arrivé à Alger apprit l'histoire, il jugea bon de faire revenir Trinquier en métropole. « Pour le désintoxiquer. » Un peu de parachutisme à Pau lui ferait le plus grand bien. Et puis il n'était que lieutenant-colonel, il fallait pour passer colonel exercer son temps de commandement. En réalité, un officier qui parle aux foules dans un cinéma et qui fait descendre les musulmans où il veut, quand il veut, cela faisait — encore — peur. Au 13 Mai, Trinquier sera partout. Au Forum. Dans la Casbah. Au G.G. Mais nous le retrouverons.

Pour l'heure, il relisait son compte rendu. Il n'en était pas mécontent. À Pau, il avait reçu la visite de Hacène Zellal, pharmacien à Blida, qu'il avait connu au camp de Beni-Messous. Zellal, accusé de fournir des médicaments au F.L.N., avait été « mis hors d'état de nuire », puis libéré. Prudemment, il était venu s'installer à Montpellier. Apprenant la présence de Trinquier à Pau, il lui avait demandé s'il serait intéressé par une rencontre avec Farès à Paris. Le colonel avait accepté. À trois reprises les deux hommes avaient échangé leurs vues sur l'Algérie. Puis Trinquier avait mis tout cela noir sur blanc.

Farès est un petit homme, tout rond, tout jovial, tout empressé. Il est notaire à Alger et a été président de l'Assemblée algérienne. Il est intelligent, très intelligent, cultivé, habile, très habile... L'Assemblée lui a appris — à lui, le melon — à se faire souple, à naviguer entre les représentants des gros colons, ceux des musulmans, ceux des petits Blancs. En liaison avec M^e Renucci, le notaire de la rue de la Liberté, radical-socialiste, homme de confiance de René Mayer dans le Constantinois, il est même devenu le notaire de certains colons. Farès est très lié avec M. Gabet, maire de Koléa, qui sera assassiné par le F.L.N. De la souplesse, Farès en a à revendre. Il le prouve lors de la motion des 61⁽⁶⁰⁾. Il n'est pas pour les Français. Mais pas contre. Il serait plutôt pour une nouvelle Algérie. Il donne des gages au F.L.N. Il est en rapport avec Ben Khedda mais est détesté par la tendance dure, celle qui ne veut à aucun prix des politiciens mouillés avec la France. On le dénonce comme nocif à la Fédération de France, mais il a l'oreille des « politiques », Ben Khedda et Abbas, qui, eux, savent le danger d'une éventuelle troisième force. Et Farès rassure la bourgeoisie musulmane. En outre ses arrières à Paris

sont sûrs et prestigieux : ami de René Capitant, de Jean Amrouche, de M^e Edith Neveu. Dans les milieux « progressistes » il est le type d'homme avec qui on peut discuter. Il est poli, policé, il ne « détonne » pas au bar du Fouquet's où on le voit souvent. Il a surtout, profondément ancrée au fond de lui-même, une ambition forcenée. À tout prix il veut jouer les interlocuteurs valables. Il a pris contact avec le F.L.N. en Suisse. Et offre ses services. Il peut et *veut* être le lien entre la France et le Front. Il sait bien qu'il faudra en passer par là. Autant que ce soit par lui.

En ce printemps de 1958 ce sont les parachutistes qui mènent la danse. Farès est trop vieux parlementaire pour croire encore au gouvernement Gaillard. Il va se passer quelque chose en Algérie. Quoi ? Il n'en sait rien. Alors jouons, nouons des contacts avec les maîtres du jour. Trinquier en est un. Et pas négligeable. Il est très représentatif de ces officiers révolutionnaires anticolons. S'ils font une révolution, elle sera dure mais pas antimusulmane. Voyons ce qu'ils ont dans le ventre. Et Farès voit Trinquier. Et les deux hommes se plaisent. Oui, vraiment ils se plaisent bien. Et le plus extraordinaire — mais est-ce si extraordinaire que cela ? — leurs idées sont très proches.

Ces idées, Trinquier les relisait attentivement avant d'envoyer son compte rendu à ses supérieurs hiérarchiques et à quelques autres. Au cours de ces conversations Farès s'était élevé contre la petite aristocratie dirigeante — française de souche — qu'il connaissait bien depuis sa présidence de l'Assemblée algérienne. Pour lui elle avait toujours tenté de créer un écran entre la France et l'Algérie afin de tirer un maximum de profits d'un état de fait qu'elle s'était ingéniée à prolonger. Pour rétablir un climat de confiance il fallait une solution concrète, simple et rapide, susceptible de frapper les esprits. Cette solution, ce n'était pas la loi-cadre, qui était ridicule. Ce ne pouvait être que l'indépendance — et Farès trouvait cette solution catastrophique — ou une Algérie qui soit la France. Que tous ses habitants soient égaux en droits et en devoirs'. Une scolarisation totale de tous les enfants permettrait d'accélérer l'évolution.

« La loi-cadre, écrivait Trinquier en reprenant les idées évoquées, n'est qu'un moyen après tant d'autres pour faire des musulmans des citoyens de deuxième zone. Elle est destinée à masquer la volonté de la France de ne pas payer les frais que cette décision entraînera {en particulier les lois sociales) et de ne pas

accepter au Parlement un nombre sensiblement accru de députés musulmans. Or, estime Farès, c'est un mauvais calcul. Les lois sociales coûteront moins cher que plusieurs années de guerre, se terminant par un abandon. Quant aux députés musulmans, il estime qu'il n'y a aucune raison pour qu'ils ne défendent pas les intérêts communs devenus les leurs. »

Et Trinquier, souriant, ajoutait : « Ils le feront certes mieux que nos communistes actuels. » Si l'Algérie devenait la France — et ça pouvait se faire d'un trait de plume — des hommes comme Farès et Zellal appuieraient de tout leur poids auprès de leurs coreligionnaires. Et ils en avaient !

C'était maintenant aux patrons de juger. Trinquier envoya deux exemplaires de sa note au général Ely, le chef d'état-major de l'armée, un au général Ginestet, chef du cabinet militaire de M. Metayer, secrétaire d'État à la Guerre. Ginestet le transmettrait à son patron. Le dernier exemplaire était pour Salan. D'ailleurs Trinquier aurait peut-être l'occasion d'en parler avec son patron. Il retournerait le lendemain en Algérie. Il était colonel plein et on le priait du placard ! Oh, sous conditions ! Il prenait la suite de Bigeard à la tête du 3, le plus connu des régiments de paras, mais à condition de gagner son poste sans passer par Alger. Décidément, Trinquier faisait peur ! Le colonel, spécialiste de la guerre subversive, ne sera autorisé à venir se reposer avec son 3^e R.P.C. à Alger que le 10 mai 1958. Par hasard...

Qu'importait ! Trinquier se sentait le plus fort. Et puis la politique, ça allait un temps. Après les intrigues parisiennes et l'atmosphère étouffante d'Alger, il avait envie de s'aérer et de « casser du fell ». Le 3 était pour cela un instrument de travail idéal !

L'entrée de Boussouf au C.C.E. et la place prépondérante qu'il y occupa d'emblée aux côtés de Krim et de Ben Tobbal révélèrent à certains qui jusque-là s'en étaient peu souciés la véritable personnalité du chef de la région oranaise et l'essor considérable qu'il avait donné à la wilaya 5 et à ses bases marocaines.

Abdelhafid Boussouf a trente et un ans. Il est le plus jeune des membres du C.C.E. Comme son ami Ben Tobbal il est né à Mila dans le Constantinois et c'est à l'époque de l'Organisation spéciale du M.T.L.D.⁽⁶¹⁾, dans les années 50, qu'il s'est installé en Oranie pour échapper à la police. Au 1^{er} novembre 1954 il est aux côtés de Ben M'Hidi. Lorsque celui-ci, devenu membre du

premier C.C.E., est arrêté par Bigeard pendant la « bataille d'Alger », c'est Boussof qui le remplace à la tête de la wilaya 5. Grand, le visage plein et mat, les yeux dissimulés derrière des lunettes fumées, les cheveux coupés très court sur le front, beau garçon à la Marion Brando à qui on le compare volontiers, il s'exprime d'une voix feutrée, en choisissant ses termes. Il a été instituteur et a préparé avant la révolution une licence de psychologie par correspondance. C'est le plus cultivé des membres du C.C.E. Apparemment effacé, il a profondément marqué la wilaya 5 de sa personnalité. Il croit plus à la technique qu'au combat aveugle, à l'organisation qu'à la chance. Au début de l'année 1958 c'est de l'Oranie qu'on a le moins parlé dans les journaux. Elle est pourtant, avec son prolongement marocain, l'une des régions les mieux organisées. Boussof en a fait une arme souterraine, sur laquelle il assoit son pouvoir, sans heurts, sans faire de bruit, sans accrochages spectaculaires avec les troupes françaises. Depuis la mort d'Abane, que la plupart des membres du C.C.E. lui attribuent tout en admettant avec gêne qu'ils n'ont pas fait grand-chose pour s'y opposer, le chef de la wilaya 5 fait peur. Tout comme ses hommes.

Au début de la révolution, la wilaya oranaise était la plus pauvre. En armes et en militants. Ben M'Hidi et surtout Boussof, jugeant qu'il était inutile de prendre des risques superflus, profitèrent de la proximité de la frontière marocaine et de la relative bienveillance de Mohammed V pour installer leur P.C. à Oujda. Et pendant que les autres wilayas livraient de durs, violents et parfois atroces combats en Kabylie, dans le Constantinois, dans l'Algérois ou l'Aurès, Boussof transformait sa wilaya en un instrument technique de haute précision. Pour lui, la lutte de libération ne devait pas être le fait du sort. Et dans sa région il sera très rare qu'un combat ait lieu par hasard alors que ce fut la règle pour les autres wilayas. Chez lui, rien qui soit semblable à l'anarchie des bases de l'Est, au débraillé romantique de certains intellectuels de l'Algérois, ni à la sauvage âpreté au combat des montagnards kabyles ou chaouiïas. Dès qu'il en eut le pouvoir il orienta sa wilaya dans la recherche des armes, du renseignement et le développement des transmissions. On a vu l'efficacité de ses contacts avec les trafiquants d'armes, malgré la réaction sévère des services spéciaux français. La perfection de son service renseignement et liaison devait en faire l'homme le plus puissant de l'A.L.N. et expliquera — par bien des côtés —

l'ascension fulgurante de son ambitieux adjoint : Houari Boumediene !

L'idée d'un service des transmissions naquit au Maroc en 1955 dans une chambrée où quelques responsables bavardaient. L'un d'eux mettait au point un récepteur radio. On discuta transmission. Pourquoi ne pas mettre ses connaissances radio au service du combat mené contre la France ? Et pourquoi pas des chars et l'aviation ! Immense éclat de rire. Pas pour Boussouf dont l'esprit rapide saisit la portée de la boutade ! Quelques semaines plus tard il créa un stage de formation grâce à l'arrivée d'une première vague d'éléments instruits. Un ancien officier algérien de l'armée française. Omar Tellidji, rechercha des instructeurs ayant servi dans les transmissions françaises. Le matériel récupéré lors d'accrochages, volé au Maroc ou acheté clandestinement à des officiers américains de la base de Casablanca, ne cessa d'affluer. Les promotions se multiplièrent. À Nador et surtout à Oujda, Boussouf fit régner dans ces services une atmosphère de travail et de discipline qui pesait à certains mais qui donna rapidement des résultats extraordinaires. En quelques mois il dota chacune des huit zones de la wilaya d'Oranie d'un opérateur et de deux adjoints. Les messages affluèrent au P.C. d'Oujda qui était le seul à commander d'une façon moderne alors que dans les autres wilayas un agent de liaison mettait quinze jours à trois semaines pour transmettre un message important ou un compte rendu d'action.

Mais il y avait mieux. Une section particulièrement surveillée du camp d'Oujda se tenait vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute de l'armée française. Les hommes y étaient soumis au secret. Interdiction de sortir, interdiction de communiquer avec l'extérieur, isolement complet. Jouissant d'un grand confort, compte tenu des conditions de vie dans les maquis, les spécialistes radio, prisonniers volontaires, ne devaient pas avoir la possibilité de laisser filtrer à l'extérieur cette information capitale : la wilaya 5 du F.L.N. était au courant de tous les déplacements, de toutes les décisions d'opération de l'armée française en Oranie. À l'écoute permanente de l'armée, de la police et de la gendarmerie, Boussouf pouvait prévenir les maquisards des déplacements des unités françaises. Ce qui expliquera l'absence en Oranie d'accrochages spectaculaires. Il faudra attendre le bulldozer des opérations Challe pour que de véritables combats se produisent dans l'Ouest algérien. Régnant

sur le centre de coordination d'Oujda, Boussof tissait une véritable toile d'araignée sur l'Algérie. Il avait convaincu le C.C.E. de l'importance du renseignement. Jusque-là très localisé, sans coordination, le renseignement devait se développer sur le plan national grâce au système des transmissions. L'organisation de la wilaya 5 s'étendit à toutes les wilayas. Les messages importants, les résumés de la situation aboutissaient sur le bureau de Boussof maintenant maître d'un système qui coiffait toute l'Algérie. Son pouvoir devenait fantastique. D'autant plus inquiétant que même au C.C.E. dont il faisait partie depuis septembre 1957 il s'ouvrait rarement de ses projets et de l'efficacité de ses services. Secret, Boussof l'était encore plus pour ses collègues ! Fin 1957, il avait créé un deuxième centre de coordination radio sur la base de l'Est. Centre dont la rigueur, la discipline et la discrétion contrastaient fortement avec l'aimable anarchie qui régnait sur toutes les bases F.L.N. en territoire tunisien.

Pour imaginer la puissance de Boussof il suffit de savoir qu'au printemps de 1958 il avait reconstitué, grâce à ses services d'écoute, de chiffre, de recoupements, toute l'infrastructure logistique de l'armée française en Algérie. Il connaissait tous les jeunes colonels, leurs méthodes de travail, leurs réactions à la politique gouvernementale ; car la rigueur était loin de régner sur les ondes françaises où les opérateurs commentaient volontiers l'état d'esprit du « patron » sur telle ou telle décision. Les comptes rendus quotidiens de la gendarmerie et de l'armée sur les déplacements du moindre gradé, sur l'état des permissions, sur les besoins plus ou moins urgents en matériel et en hommes, lui avaient permis d'établir non seulement l'organigramme des unités de commandement, mais encore des fiches nominales sur les officiers les plus marquants. Ces renseignements ajoutés à sa connaissance du F.L.N., lui donnèrent d'autorité la direction du service renseignements du Front dont les ramifications s'étendront bientôt à la Fédération de France, à l'Allemagne et aux Nations unies ! Des 3 B, Boussof n'était pas le moindre !

Lorsqu'il entra au C.C.E. Boussof nomma son adjoint Houari Boumediene à la tête de la wilaya 5. À trente-deux ans, Boumediene devenait le plus jeune colonel de l'A.L.N. Il n'avait pas l'intention d'arrêter là une ascension qu'il menait avec une rigueur froide et calculatrice qui n'était pas faite pour déplaire à Boussof, expert en la matière. L'élève pourtant dépassera le

maître...

Houari Boumediene a, dans sa jeunesse, suivi le trajet inverse à celui de son patron. Né en Oranie c'est dans le Constantinois que ce jeune et pieux Arabe poursuit ses études à l'institut Ben Badis. Puis il obtient une bourse et part pour Le Caire à l'université musulmane El-Azhar. C'est dans la capitale égyptienne qu'il fait la connaissance du M.T.L.D. et de ses représentants : Ben Bella, Aït Ahmed et Mohamed Khider. Au déclenchement des hostilités il gagne le Maroc. Son enthousiasme, sa foi révolutionnaire et sa fermeté attirent très vite l'attention de Ben M'Hidi et de Boussof. L'ascension commence. Boumediene est grand, mince, son visage juvénile est creusé à tel point que sous la peau très claire les mâchoires n'en semblent que plus proéminentes. Une moustache tente en vain de le vieillir. Malgré cet air d'extrême jeunesse il émane de Boumediene un sérieux qui pousse ses chefs à lui confier des missions de plus en plus importantes. À la mort de Ben M'Hidi il est commandant et s'occupe principalement du transport d'armes et du passage en Algérie. Boussof qui le voit très secret, très renfermé, ni confiant ni expansif, le prend comme adjoint. Malgré ce physique juvénile accentué par des cheveux fous, Houari Boumedjane est dépourvu de tout romantisme, de toute vantardise, de tout enthousiasme cocardier. Cela plaît à Boussof qui développe chez le jeune homme l'esprit de synthèse, l'intelligence glacée de la révolution. Boumediene assimile merveilleusement les leçons du maître. Il ne dit jamais quelque chose de désagréable à un supérieur même s'il désapprouve son action. Il attaque par la bande, par personne interposée. Il tient fréquemment des réunions au cours desquelles il critique très durement telle ou telle erreur. Il en stigmatise les responsables sans les nommer. Il y a toujours dans l'assemblée un homme moins réfléchi, plus enthousiaste, plus pur peut-être, pour dire :

« C'est tout à fait ce qu'a fait un tel !

— Si tu veux », concède Boumediene comme à regret. Il n'a pas accusé. Il n'a pas prononcé de nom. Son but est pourtant atteint. Il est le parfait adjoint de Boussof. Il note tout, voit tout, applique les idées qui lui semblent bonnes, d'où qu'elles viennent. Très secret, peu bavard, renfermé même, il ne s'exteriorise que pour s'informer. Sa soif est alors inextinguible. Il interroge sans cesse sur le sujet qu'il veut posséder, pose des

questions, demande des informations. Il n'est pas l'homme des brusques décisions, il veut un éventail d'opinions et n'arrête qu'ensuite son choix. Seul. Ses jugements mûrement réfléchis, son ignorance complète des décisions sentimentales font merveille à la tête de cette wilaya que Boussouf a créée à son image : une extraordinaire machine à renseigner, une I.B.M. de la révolution.

Le treillis sans élégance flottant sur sa maigre carcasse, le cheveu châtain clair volant au vent, la poignée de main parcimonieuse mais le sourire amical, conscient de sa valeur, s'appuyant sur Boussouf dont il connaît tous les secrets et pour lequel il nourrit estime et affection, Houari Boumediene commence sa conquête du pouvoir selon une méthode qui lui est chère : jouer le pourrissement du premier échelon. Jusqu'à ce qu'il devienne le chef, majoritaire. Ne dresser personne contre soi avant d'avoir tous les atouts en main ; laisser l'adversaire s'enliser dans ses contradictions, ses erreurs, ses faiblesses. Observer cliniquement la décomposition du pouvoir. Puis, alors seulement, agir. Agir avant les autres, avec une seule devise : l'efficacité.

Dès la fin de 1957 Boumediene s'entoure d'hommes qui, séduits par son intelligence et par sa conception rigoureuse de la révolution, lui seront d'une fidélité à toute épreuve. Parmi ses compagnons de l'époque on relève les noms de Kaïd Ahmed, Taïbi Larbi, Chérif Belkacem, Bouteflika, tous à ses côtés lorsque, huit ans plus tard, à la faveur du coup d'État du 19 juin 1965, le colonel Boumediene prendra le pouvoir en Algérie.

Pendant que Boussouf, nouveau membre du C.C.E., participait directement à la direction de la révolution et étendait l'emprise de son service de renseignements, Boumediene développait les transmissions et l'exploitation des informations sur le territoire de sa wilaya. Chaque commissaire R.L. — il y en avait un à chaque échelon du découpage F.L.N. (secteur, région, zone) — ne se contentait plus d'exploiter le renseignement dans sa zone d'influence mais le communiquait par radio aux zones voisines qui ainsi pouvaient déplacer leurs troupes selon les projets d'opération français. La coordination de ces renseignements nécessitait des cadres instruits que Boumediene s'ingénia à sélectionner. Pour lui le renseignement était capital et devait être collecté, exploité et transmis par des hommes d'un niveau

d'instruction supérieur à la moyenne. Son premier travail fut donc de trouver sur place ces cadres parmi ceux qui avaient été « irrationnellement » affectés à des unités combattantes. C'est sous la direction de Boumediene et de ses « jeunes Turcs » que se développa l'organisation des transmissions, de la logistique et du renseignement à travers tout le territoire.

Le jeu était devenu plus subtil depuis qu'au début de 1958 les services de renseignements français s'étaient rendu compte de l'ampleur que prenaient les installations d'écoute d'Oujda. Une guerre des ondes commença où chacun faisait preuve d'une plus grande imagination pour intoxiquer l'adversaire. Les transmissions françaises savaient-elles que le F.L.N. connaissait tel code ? Elles s'empressaient d'envoyer un faux message destiné à tromper l'ennemi et à le pousser à monter une embuscade à l'endroit précis où on l'attendait. Course à l'intox, recherche du renseignement, volonté de se sentir le plus intelligent, le plus malin, le plus subtil. Et la guerre dans tout cela ? Elle restait partout présente. Même en wilaya 5 où ces jeux « d'esprit » n'empêchaient tout de même pas des accrochages de se produire, des hommes de mourir.

Dans les premières semaines de 1958, à la suite d'une information captée par radio, une unité de l'A.L.N. attaque par surprise un petit convoi militaire. À la surprise des *djounoud* parmi les prisonniers se trouve un Américain, collaborateur de Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial. L'homme enquête sur la situation des juifs d'Oranie qui entre Tlemcen, Marnia et Oran, sont particulièrement nombreux. Immédiatement, la Croix-Rouge internationale intervient ainsi que Nahum Goldmann, qui, à New York, est en rapport avec le représentant du F.L.N., Abdelkader Chanderli. Celui-ci, au cours de plusieurs rencontres, a tenté de négocier la neutralité de la communauté juive dans la guerre qui oppose l'Algérie à la France.

« Certains juifs, a expliqué Chanderli, sont en Algérie depuis deux mille ans, nos ancêtres n'y sont arrivés qu'au XVIII^e siècle. Le Front veut que les juifs gardent leur place en Algérie... »

La négociation marque le pas du fait de l'opposition très nette du gouvernement israélien qui, à l'O.N.U., joue à fond avec la France et met en garde Goldmann contre le F.L.N. Et puis arrive le « rapt » de l'enquêteur américain. C'est une véritable course de

vitesse qui oppose l'armée française aux éléments de la wilaya 5. Le but des hommes de Boumediene est de faire sortir le membre du congrès par la frontière marocaine et de le remettre sain et sauf à l'ambassade américaine. Les autorités françaises qui ont tenu secrète la lutte des radios tout comme l'infrastructure de la wilaya 5 pour ne pas révéler à l'opinion publique l'importance prise par le F.L.N. sur le plan technique, veulent à tout prix » récupérer » l'homme du Congrès juif. Que les *djounoud* de la wilaya 5 conduisent leur prisonnier sain et sauf en territoire marocain serait une victoire psychologique énorme pour le Front et lui vaudrait une publicité internationale extraordinaire. C'est la lutte à mort.

Une énorme opération est mise sur pied. Plusieurs milliers d'hommes se lancent à la poursuite des fuyards. À Oujda, Boumediene en suit avec anxiété le déroulement et envoie à New York, où Chanderli s'arrache les cheveux, les dernières nouvelles de la progression de la caravane vers le Maroc. Après trois jours de cache-cache le groupe de l'A.L.N. est encerclé à une demi-journée de marche de la frontière marocaine. Le combat est rude. Il y aura trois survivants. L'enquêteur du Congrès juif est mort pendant l'accrochage. Des deux côtés on minimise ses responsabilités. On se rejette la balle. Pour les Français, l'Américain a été enlevé et assassiné. Pour le F.L.N., il a été tué par les Français qui préféraient le voir mort en territoire algérien plutôt que vivant au Maroc. C'est en tout cas la fin d'une négociation mal engagée. Chanderli n'aura plus à discuter avec Nahum Goldmann. L'opération psychologique que les services de Boussouf et de Boumediene voulaient monter au détriment de la France s'est retournée contre eux.

L'« incident » qui avait préoccupé l'état-major de la wilaya 5 pendant quelques jours fut vite effacé par la tension qui montait depuis quelque temps entre le gouvernement marocain et les troupes de Boumediene. Des accrochages de plus en plus nombreux se produisaient entre soldats marocains et *djounoud* de l'A.L.N. Des agents de renseignement étaient arrêtés. Mohammed V voulait-il par ces « mises en garde » montrer que sur le territoire marocain il régnait en maître ? Il est certain que, tout comme Bourguiba en Tunisie, il voyait d'un mauvais œil se développer à sa frontière est un véritable État dans l'État. Boumediene avait réclamé l'intervention rapide du C.C.E. Il fallait faire vite et prendre de promptes décisions. D'autant que

dans le Sud, entre Géryville et Colomb-Béchar — région sur laquelle Mohammed V n'avait jamais caché ses prétentions —, des « éléments marocains se livraient à un travail subversif des plus graves ».

Décidément à Test comme à l'ouest les troupes des frontières posaient de multiples problèmes non seulement par l'indépendance dont elles faisaient preuve à l'égard du C.C.E. mais par les incidents que leur présence provoquait avec les gouvernements « amis ». Avant d'évoquer ce dernier point avec Bourguiba et Mohammed V, il convenait d'unifier ces troupes et de les placer sous un commandement unique. Le C.C.E. dont on a vu les divergences intérieures décida dans un premier temps un double commandement : un C.O.M.⁴⁶² de l'Ouest, un C.O.M. de l'Est. Le premier fut confié à Boumediene qui supervisait l'action militaire des wilayas 4, 5 et 6 ainsi que la base de l'Ouest, le second à Mohammed Saïd, « patron » militaire des wilayas 1, 2 et 3 et de la base de l'Est. Boumediene était à Boussouf. Mohammed Saïd à Krim. L'équilibre précaire était respecté au sein des 3 B où véritablement la confiance était loin de régner !

Du sommet du mirador camouflé de sacs de sable le pinceau lumineux balayait l'enchevêtrement des barbelés. Le barrage sous la lumière blafarde était terrifiant. Le tronçon révélé par le projecteur ressemblait à une cage à fauves. Quatre mètres de large, deux de haut, bordée d'une triple barrière d'acier griffu, recouverte de chevrons du même fil. Au centre de la cage une barrière d'environ deux mètres supportait onze rangées de barbelés fixés sur des plots isolants : le barrage électrifié. Cinq mille à sept mille volts ! Mais pour y parvenir il fallait franchir l'entrelacs épineux formé d'abord d'un plan incliné hérissé de pointes d'acier, puis de rouleaux savamment emmêlés ; la première barrière franchie, on était dans la cage face aux milliers de volts qu'il fallait dompter. Ensuite mêmes obstacles pour en sortir. La piste dégagée que suivait maintenant le projecteur n'était plus qu'un faux répit au milieu de l'épreuve. Chaque pierre, chaque touffe d'herbe, chaque monticule cachait une mine antipersonnel. Puis c'était encore quatre mètres de barbelés compacts fixés par des piquets d'acier. Enfin, c'était l'Algérie dont on apercevait les rochers, la pierraille, le maquis rare qui sous la lumière crue n'avait plus de couleur. Tout le reste se perdait dans l'ombre hostile.

Sur le mirador, le casque enfoncé jusqu'aux sourcils, le servant fit basculer son projecteur pour accrocher dans son faisceau les silhouettes trapues des deux automitrailleuses rangées à la porte du poste. À l'arrière, derrière les tourelles, deux immenses antennes courbées par le filin qui les retenait leur donnaient des allures de gros insectes à l'affût. Tout semblait calme.

Dans la casemate tout était gris. Les murs de parpaing fraîchement cimentés, le plancher poussiéreux, les couvertures de drap rêche jetées sur les lits Picot, les MAT suspendues à un clou au-dessus des paquetages. L'imposte entrouverte laissait filtrer un courant d'air frais qui ne parvenait pas à chasser l'humidité des murs ni l'âcre fumée des « troupes » dont les mégots débordaient d'un cendrier réclame. L'ampoule nue se balançait imperceptiblement au bout de son fil, et l'ombre de l'homme de garde se déplaçait sur le mur, de la photo d'une fille nue découpée dans *Paris-Hollywood*. jusqu'au tableau, gris lui aussi, où se succédaient cadrans, voyants lumineux, interrupteurs. Assis derrière une table de bois blanc où s'étalait la carte du secteur dont le poste était responsable, le veilleur lisait *L'Echo d'Alger*.

« Tu sais ce qu'ils vont donner à Alger ? dit-il en se retournant vers son camarade qui, étendu sur le lit de camp, fumait, les yeux vagues.

– Non.

— Les Platters. À l'Aletti. Le 2 mai. Presque dans deux mois. Ils s'y prennent en avance. À deux mille francs la place, c'est pas pour les deuxièmes pompes à trente balles par jour⁽⁶³⁾ !

— O... ô... *only you*, chantonna le garçon couché. C'est bath les Platters. Mais c'est à Alger. Nous, les perm', on les passe à Souk-Ahras, joyeux port de mer. Au mieux à Constantine, son ravin, sa place de la Brèche, ses filles voilées... ses bordels. Les Platters ce sera pour les paras au repos à Alger.

— Dis pas ça. En ce moment ils dégustent, les paras. Y'en a quatre régiments ici sur le barrage. Même qu'on appelle ça la bataille des frontières.

— C'est bizarrement calme cette nuit, ce foutu barrage. Pas la moindre sonnerie. Pas le plus petit voyant qui s'allume. On dirait qu'ils se calment les fellouzes. C'est plus tranquille à Tunis qu'ici !

— T'as vu le bilan du mois dernier ? Rien que du 14 au 20 février ils ont perdu 500 hommes, 2 mortiers, 7 mitrailleuses, 5 F.M. et 100 fusils de guerre. Ça fait mal.

— C'est dans *Tintin* que tu as lu ça ?

— Non, crétin. C'est le communiqué de l'état-major. D'ailleurs on est bien placés pour savoir que ça barde. Et tu connais le barrage. Moi, je m'y froterais pas.

— J'avoue qu'ils sont gonflés. Mais c'est une question de vie ou de mort. S'ils ne passent pas, c'est la fin des maquis.

— Et pour nous.., la quille.

— Tu parles... on dit que notre bon ministre va maintenir la 56/1 B vingt-sept mois ! »

La sonnerie éclata. Stridente. Sur le tableau un voyant rouge s'alluma. Le garçon bondit de son lit et se précipita vers le téléphone dont il tourna vigoureusement la manivelle. Le veilleur, lui, repérait sur la carte l'endroit précis où le barrage électrifié avait été cisailé. Il posa son transparent quadrillé sur le carré TY 03.

« C'est du côté de Dar-Zerrouk, dit-il.

— Coordonnées ?

— TY. 03. G.7.

— Allô ! Franchissement rebelle signalé au sud de Sakiet. Coordonnées TY. 03. G.7 Je répète : coupure signalée en TY. 03. G.7. Terminé. »

Une voix enrouée par le sommeil parvint de la pièce voisine.

« C'est pour nous ?

— Non, trop loin. Le R.E.P. va les faire. Dormez. »

L'équipage des deux automitrailleuses n'avait pas à se

lever. Le point de franchissement rebelle était trop éloigné. Une patrouille de la légion repérait le point exact de passage. Le bouclage se ferait au petit jour.

En trois mois le dérisoire réseau barbelé qui courait en arrière de la frontière algéro-tunisienne s'était transformé. Il était devenu l'arme n° 1 de la lutte contre le F.L.N. En trois mois on avait préparé le terrain, apporté des centaines de tonnes de barbelés,

construit la centrale électrique, bâti les postes de relais, échelonné les garnisons sur le parcours. Traversant crêtes, oueds, surmontant les vallées, coupant les pistes, enserrant dans ses anneaux des oliviers tordus et des ruines romaines patinées par les siècles, le long serpent barbelé, dragon d'une guerre loin de la légende, s'étendait sur trois cent vingt kilomètres, prêt à cracher le feu dès qu'on l'effleurait. Tous les quinze kilomètres un poste de repérage veillait et, à deux cents mètres près, localisait les brèches. Immédiatement une patrouille d'automitrailleuses ou, si le terrain l'exigeait, de fantassins, repérait le lieu exact de passage et, dès le lever du jour, un bouclage resserrait l'étau sur les survivants de la caravane. Sur soixante kilomètres, dans les monts du Kefer-Remoul, il n'y avait ni route ni piste. Aucun chemin praticable. Seule la voie ferrée étroite sur laquelle passaient chaque jour les six mille tonnes de minerai de fer d'Ouenza. Malgré la guerre, le minerai passait toujours. Le barrage s'étendait de part et d'autre de la voie parcourue par des draisines et des automitrailleuses sur rails.

C'est ce tronçon qu'avait choisi Benzadi Menouar Ben Moktar pour ouvrir le chemin aux cent quatre-vingts hommes qui, chargés d'armes, devaient gagner la wilaya 2. Il pleuvassait. Le premier barrage avait été franchi facilement. Devant le passeur s'étendait le champ de mines. Cela, ce n'était pas son affaire mais celle des démineurs. Une dizaine d'hommes à quatre pattes, les doigts en crochets, ratissaient le sol. Dès que leur sens tactile exacerbé localisait une mine ils posaient dessus un gros morceau de coton hydrophile maintenu par une pierre. Derrière eux le sol semblait parsemé de flocons neigeux. Benzadi suivait leurs traces évitant avec soin les signaux de coton. La caravane prit le même chemin. Les hommes lourdement chargés — chacun portait une arme, parfois deux et cinq cents cartouches — mettaient leurs pieds dans les traces du compagnon qui les précédait. Une tension nerveuse extraordinaire régnait sur le groupe rebelle. Le danger était partout. Depuis le mois de février avait commencé la bataille des frontières. Non seulement quarante mille soldats français veillaient sur le barrage, mais quatre régiments parachutistes, dont le fameux 1^{er} R.E.P. du colonel Jean-pierre, étaient jetés dans la fournaise. Krim et Ben Tobbal avaient décidé de réagir. Mais bien tard. Ils lançaient plus de trois mille hommes sur le barrage pour tenter d'en empêcher le perfectionnement. Au cœur de l'anarchie qui régnait dans les unités des frontières personne n'avait pensé à

lutter contre son développement. Au début, il était loin d'être efficace : une simple ligne de barbelés. Puis lorsque les centrales fournirent deux mille, trois mille, cinq mille et même sept mille volts l'hécatombe commença. La ligne Morice devenait « le barrage qui tue ». Dès février, pour lutter contre l'asphyxie qui menaçait l'intérieur, le F.L.N. dut faire diversion : attaquer un point du barrage pendant qu'un convoi le franchissait cinquante kilomètres plus loin. Mais, grâce au système de la localisation électrique, puis aux radars, la ruse fut éventée. Il fallait maintenant harceler les postes et passer à tout prix. Salan et Lacoste, qui ne s'attendaient pas à une réplique militaire de grande envergure, concentrèrent tous leurs efforts sur l'est. Deux objectifs : d'abord poursuivre l'imperméabilisation du barrage en multipliant les « gadgets » techniques et ainsi désarmer les maquis, ensuite mener une véritable bataille opposant les armes d'élite françaises — paras et troupes de choc — aux fellaghas lancés par Krim à l'assaut de cette muraille d'acier.

Benzadi avait préféré franchir le barrage dans la région de Dar-Zerrouk où il semblait le plus imposant plutôt qu'au sud où apparemment les obstacles étaient plus faciles à surmonter. En effet sur les derniers cent quatre-vingts kilomètres du barrage, jusqu'à Négrine en plein Sahara, l'armée avait disposé une série de radars qui identifiaient toute présence humaine. Chaque radar était couplé avec trois canons de 105 à réglage automatique. Benzadi trouvait moins dangereux d'affronter la barrière électrifiée. Surtout depuis que le Front s'était procuré ces pinces coupantes isolantes « made in Germany » qui permettaient de sectionner des lignes d'une tension allant jusqu'à vingt mille volts ! Benzadi faisait partie des nouvelles unités de passeurs créées au sein de l'armée des frontières. Son rôle était d'aider les convois d'armes à franchir la frontière puis les conduire au-delà du *no maris land* établi par les Français tout le long du barrage. Depuis le début de la bataille des frontières la quasi-totalité de la population de la zone avait été évacuée. Seuls restaient face à face fells, paras et les quarante mille hommes qui tenaient les postes de La Calle à Négrine. Une fois le barrage franchi, Benzadi qui connaissait parfaitement la région devait conduire la caravane jusqu'au premier relais de la zone de Souk-Ahras où d'autres guides le remplaceraient. Il n'aurait plus qu'à franchir le barrage en sens inverse. Et recommencer dix ou douze jours plus tard. Benzadi aimait cette vie pleine de risques mais indépendante. Il

travaillait seul. Et adorait la guerre. Une passion contractée en Indochine. De retour en Algérie il avait déserté l'armée française et avait rejoint le F.L.N. Longtemps il avait été tireur au F.M. et depuis près de deux mois il « passait ».

Ce 26 février le passage se révélait difficile. Les hommes n'avaient pas tous les nerfs solides. Déjà, en voulant aller trop vite, trois *djounoud* avaient sauté sur des mines. Trois sur cent quatre-vingts, ce n'était rien ! Mais l'explosion avait provoqué l'arrivée de la draisine blindée. Ses mitrailleuses étaient redoutables. Mais heureusement elles ne tiraient que de face. Pour l'éviter, une seule méthode : d'abord se camoufler, la laisser arriver et lors de son passage foncer droit sur son flanc et franchir la voie ferrée derrière elle. Grâce au sang-froid de Benzadi tout s'était bien passé. Restait la barrière électrifiée. Solidement campé sur ses grosses bottes de caoutchouc qui l'isolaient parfaitement le passeur cala la cisaille allemande au creux de ses paumes calleuses. Il savait la parfaite efficacité de l'outil mais au moment d'aborder le premier barbelé électrifié, il ne pouvait se défendre d'un mouvement d'appréhension. Cinq mille volts ! D'un geste sec il trancha le premier fil. Une gerbe d'étincelles bleutées éclaira un instant son visage tendu. Puis deux, trois, quatre... cela suffisait pour permettre le passage. Plus loin sur la gauche, des *djounoud* impatients avaient tenté de soulever les fils inférieurs avec un bâton. Cinq ou six avaient pu passer en rampant. Brusquement le bâton avait glissé alors qu'un *djoundi* lourdement chargé abordait le passage. Un éclair blanc. Un cri atroce. Puis plus rien. Celui-là avait son compte. Cette nuit-là, huit hommes périrent ainsi.

Une demi-heure plus tard les rescapés foulaient le sol algérien. Benzadi s'approcha du chef du convoi.

« Maintenant nous sommes repérés. D'abord la draisine, puis la brèche dans le barrage. Une patrouille va arriver dans peu de temps mais nous serons loin. Ce qu'il faut craindre c'est le bouclage qui va essayer de nous coincer au lever du jour.

— Et comment sauront-ils où on est ? interrogea le chef du convoi.

— A partir de la brèche ils regardent sur la carte les directions possibles, les pistes ou les lits d'oued. Puis ils calculent le temps écoulé depuis notre passage et la vitesse de notre progression. On

se trouve forcément à l'un des trois ou quatre points qu'ils ont repérés.

— Alors ?

— Il faut que nous marchions sans arrêt. Très vite. Pour qu'ils montent leur opération derrière nous au lieu de nous attendre. Ils ne doivent pas penser qu'il est possible de marcher si vite. C'est notre seule chance. »

La caravane se mit en route. Les hommes surchargés de matériel haletaient, la bouche sèche, les poumons en feu. À 4 heures du matin, ce 26 février 1958, le convoi avait couvert en cinq heures une distance qui demandait ordinairement sept à huit heures de marche. La caravane guidée par Benzadi rejoignit même un convoi parti bien avant elle et qui avait emprunté un autre passage plus au nord du barrage, à la hauteur du bec de canard de Ghardimaou. La jonction était faite avec les guides de la wilaya 2. Benzadi s'apprêtait à quitter les *djounoud* lorsque les premières rafales éclatèrent. Les paras du 1^{er} R.E.P. avaient repéré la caravane de Ghardimaou. À marche forcée les hommes venus de Sakiet s'étaient précipités au rendez-vous fixé par le destin.

Le colonel Jeanpierre, qui avait engagé le 1^{er} R.E.P. contre les rebelles repérés au passage de Ghardimaou, dut demander des renforts à la zone de Souk-Ahras. Les fells étaient pris dans la nasse mais l'armement dont ils disposaient les rendait redoutables. Dès le jour levé, l'aviation dut apporter son aide. Les accrochages qui se succédèrent furent si violents que le colonel Jeanpierre dans la colonne « pertes amies » de son compte rendu d'opération dut inscrire : 16 morts, 45 blessés, 2 T-6 descendus par les mitrailleuses ennemies. Les convoyeurs d'armes avaient chèrement vendu leur peau ! Le combat de Duvivier resta l'un des plus durs et des plus représentatifs de l'âpreté de cette bataille des frontières. Ce jour-là, 26 février 1958, le F.L.N. avait perdu 270 combattants, 120 fusils de guerre, 55 mitraillettes, 6 F.M. et 10 mitrailleuses. La caravane de Sakiet n'atteindrait jamais la wilaya 2. Benzadi, le passeur, était parmi les rescapés mais pour lui la guerre était finie. On exploita son histoire et surtout les papiers trouvés sur les blessés et les morts pour grossir le dossier de la « prétendue neutralité tunisienne ».

Une fois encore le barrage avait rempli son rôle : avertir du passage des rebelles. Malgré son efficacité, jusqu'en avril, la poussée F.L.N. ne se ralentit pas. Inlassablement, Krim envoyait

des troupes sur le barrage, aidé dans cette tâche par quelques officiers algériens déserteurs de l'armée française comme le commandant Chabou, à qui il confia le commandement militaire de la frontière tunisienne — Chabou deviendra l'éminence grise du président Boumediene —, et le, capitaine Boutela. Cinq mille à six mille hommes auxquels s'ajoutaient les forces de Souk-Ahras harcelèrent sans trêve les postes-frontière pendant les mois de mars et d'avril. Mais pour une victoire F.L.N. — comme la prise du plus gros poste français à l'est de Souk-Ahras, pilonné par l'artillerie fell au 57 sans recul et aux mortiers de 80 et de 120, haché par les rafales de F.M. et de mitrailleuses — combien d'échecs ! Le barrage était devenu efficace à 95 p. 100. Courant avril, lors d'une offensive de franchissement menée par neuf cents combattants, trois cents seulement passèrent la première ligne de l'ouvrage — cent cinquante au nord, cent cinquante au sud — mais tout le groupe du nord fut détruit entre le passage de la barrière électrifiée et celui du *no maris land* qui la suivait. Quant au groupe du sud, il ne compta que trente survivants. Trente hommes armés sur neuf cents !

Pour la première fois depuis trois ans l'état-major français pouvait envisager une victoire militaire. Tout cela grâce à la ligne « Morice ». Et ce barrage si efficace portait le nom de l'éphémère ministre de la Défense nationale d'un gouvernement renversé depuis longtemps !

Si le bon M. Morice avait permis l'édification du barrage, l'idée venait de beaucoup plus loin. Le général Vanuxem la ramenait d'Indochine. Après la bataille de Vinh Yen, Vanuxem, « maréchal d'Empire » en faveur auprès de De Lattre, avait fait devant son patron un de ces numéros dont il avait le secret : moitié science militaire, moitié gouaille plébéienne. Le thème ? « Je tiens les points forts et je manœuvre mes unités à l'intérieur. »

« C'est cela, tout à fait cela, avait dit De Lattre, il faut appliquer cette méthode partout. Mais en grand. Créer un front commun de la Corée à la Malaisie contre le communisme. » Et De Lattre avait commandé sa fameuse ceinture de béton autour du delta avec des chars antichars. L'idée du barrage, Vanuxem la reçut un jour à Saïgon en même temps que la visite du général O'Daniell qui lui dit : « Oui, votre truc c'est pas mal, mais moi j'entourerais le delta avec cent kilomètres de barbelés, avec des

bretelles, des routes, des pistes, des jeeps, des mitrailleuses. Ça me coûterait moins cher. Et derrière je pourrais pacifier. »

En Indo, le béton était en route. C'était trop tard. Les barbelés serviraient en Algérie. Vanuxem en poste dans le Constantinois avait vendu sa salade au ministre. Et avait réussi. Morice avait repris l'idée à son compte, donné au barrage l'un des plus glorieux noms du parti radical et confié à Vanuxem le commandement unifié de toute la frontière. Vanuxem devenait commandant de l'Est constantinois. Il ne l'avait pas volé !

Si le barrage était si efficace c'est que son père naturel l'entourait de tous ses soins. Fixé à Bône le général le parcourait sans cesse, du nord au sud, le jour et la nuit. C'était sa chance. Et une chance de gagner, Vanuxem ne la laissait jamais passer ! De Tébessa il avait prolongé le barrage jusqu'au désert. C'est lui qui avait eu l'idée d'établir entre les barbelés et l'Algérie une sorte de glacis grâce auquel on avait très vite connaissance des zones de passage. Il se servait de « son » barrage comme d'un instrument de manœuvre créant devant lui une zone d'insécurité et derrière lui une zone de contre-attaque. Au printemps de 1958 le barrage était devenu la chose la plus importante d'Algérie et Vanuxem le général le plus « visité ». Le nouveau ministre de la Défense, Chaban-Delmas, venait souvent le voir, ainsi que toutes les missions militaires et parlementaires. Toutes les opérations spectaculaires c'était pour Vanuxem. Les accrochages « intéressants » se déroulaient chez lui. Il avait le premier secteur d'Algérie. Les compliments, les fleurs... les jalousies aussi, s'abattaient avec une profusion et une régularité qui seraient montées à la tête de n'importe qui. Mais Vanuxem, qui jouait volontiers les soudards cultivés, en avait vu d'autres ! Sous ses sourcils en accents circonflexes, ses yeux bleus délavés légèrement exorbités dans un visage de batracien tranquille observaient laudateurs et détracteurs avec une paisible satisfaction. Seul le bilan comptait au « tableau d'affichage » qui est souvent celui d'avancement. Et le « bilan Vanuxem » au 1^{er} mai était diablement éloquent : le barrage, doublé d'une action militaire efficace, avait colmaté la frontière, pour autant qu'un barrage soit totalement imperméable. En quatre mois le F.L.N. avait perdu douze mille hommes, trois mille prisonniers, six mille fusils de guerre et un bon millier de F.M. et de mitrailleuses !

Désormais une arme sur cinq seulement passait le barrage.

C'était l'asphyxie à portée de la main. Pour les maquis la situation devenait difficile. À la période faste de 1957 où l'armement parvenait régulièrement succédait une période de vaches maigres. Dans l'Est le F.L.N. avait perdu sa course contre la montre. Les wilayas de l'Aurès et de Constantine, les plus proches de la frontière, étaient les moins mal servies, mais en Kabylie et dans l'Algérois la situation était catastrophique. Les combattants venant de Tunisie arrivaient deux fois sur trois après avoir épuisé leurs munitions en route !

Salan avait-il la victoire à portée de la main ? Vanuxem le jugeait ainsi : « Salan ? C'est un " politique " qui ne veut à aucun prix être dépassé. Mais il n'a pas la responsabilité entière et malgré lui doit se cantonner dans une action qui n'est qu'une partie de ce qu'il faut faire ! »

La frontière est bouclée, la frontière ouest relativement tranquille, le terrorisme maté, le champ était clos. Une solution politique favorable aux intérêts de la France et de l'Algérie devait régler le problème de la rébellion. Mais il y avait les bons offices. Mais il y avait ces rumeurs de négociation proposée avec insistance par la Tunisie, par le Maroc... et « conseillée » par les États-Unis. Et l'armée, qui faisait tout, assistait, impuissante malgré une victoire militaire incontestée, à la montée de la tension. Si seulement son chef, Raoul Salan, avait, selon le mot de Vanuxem, la « responsabilité entière »...

La bataille des frontières n'était pas le seul coup dur porté au F.L.N. Les maquisards et leurs chefs voyaient avec inquiétude et colère se développer la politique des harkis. Ils étaient maintenant près de vingt mille à collaborer avec l'armée française. Plus que la force qu'ils représentaient c'était l'impact de leur engagement sur l'opinion publique algérienne qui était préoccupant. Il fallait réagir. Durement et intelligemment. Et ainsi frapper l'opinion de la masse flottante. Les harkis ne valent que ce que valaient leurs chefs il fallait s'attaquer à ceux dont les résultats étaient les meilleurs et qui servaient d'exemple aux services d'action psychologique. Pour Si M'hamed, chef de la wilaya 4 depuis que Sadek avait rejoint Boumediene au Maroc et participait à la direction de l'état-major Ouest, les hommes de Kobus étaient les plus redoutables. Sur le terrain et psychologiquement.

La force K (K comme Kobus) avait été créée bien avant que le « général » Bellounis se soit rallié à la France. À peu près à

l'époque de l'affaire « Oiseau bleu ». Elle entrainait dans le cadre de ces opérations « contre-maquis » montées par le 11^e « choc », régiment action du S.D.E.C.E. On ne se débarrassait pas facilement de la nostalgie indochinoise et on n'avait pas renoncé à rééditer en Algérie la politique des partisans des hauts plateaux. On a vu le résultat de l'affaire « Oiseau bleu »^[64], on verra ce qu'il adviendra des hommes du « général » Bellounis plus-fidèle-ami-de-la-France, l'histoire de la force K allait donner à l'état-major la mesure de l'obstination des maquisards. Durement touchés par la bataille des frontières, soit. Mais encore loin d'abandonner la lutte ! Kobus en fera la douloureuse expérience...

Une vieille connaissance, ce Kobus. On l'a vu dans l'entourage du colonel Schoen, chef du service des liaisons nord-africaines, donner les quelques rares renseignements que possède Jean Vaujour, directeur de la sûreté au 1^{er} novembre 1954, sur les responsables du déclenchement de la révolution^[65]. De son vrai nom Belhadj Djillali, Kobus mange à tous les râteliers. Le colonel Schoen fait confiance à cet ex-fidèle de Messali, ancien de l'O.S., arrêté en 1950 puis libéré avant les autres pour « services rendus » à la police. Mais Kobus trahit tout le monde, Schoen avec la D.S.T., là D.S.T. avec le 11^e « choc », le 11^e « choc » avec le G.G. Il sait à merveille profiter de la guerre des polices et des services de renseignements, de leurs rivalités sans nombre, pour satisfaire son ambition. Car l'homme est intelligent, hâbleur, menteur comme un arracheur de dents au Moyen Age, promettant tout, donnant parcimonieusement, suffisamment tout de même pour qu'on le prenne en considération. Il a su après sa sortie de prison reconquérir la confiance de certains nationalistes. Il a ainsi pu les trahir une nouvelle fois et venir « vendre » ses renseignements. Pour Schoen, dont il veut l'estime, c'est gratuit. Pour la D.S.T., c'est cher. Avec les Services spéciaux, il jouera la carte du nationaliste déçu par le F.L.N. Il va franchir un échelon important. Au départ, il n'est guère qu'un indicateur. Bon indic', mais indic' ! Lorsqu'il sent la possibilité de devenir chef de guerre il déploie ses ruses, ses séductions. Il est grand, massif, épais. Une bonne gueule intelligente, rien à voir avec le général Bellounis et sa tête de lapin marchand de tapis. Kobus a de la classe. Et puis il sait parler aux militaires. Son père est officier. La famille, ça sert, et Belhadj Djillali ne néglige aucun détail. Il fait tant et si bien que la D.S.T. et les Services spéciaux l'autorisent à monter un contre-maquis. Il a d'abord quarante hommes. Puis cent, puis

beaucoup plus. Il a un camp, des installations, du matériel. Il implante son P.C. dans la vallée du Chélif, sa région natale. Et il recrute. D'Orléansville à Oued-Fodda il connaît beaucoup d'hommes, nationalistes « comme lui » mais déçus par le F.L.N. C'est dans l'Ouarsenis que les communistes ont tenté de s'implanter à l'époque des « Combattants de la Liberté », de l'aspirant Maillot et de l'instituteur Laban. Rien de plus facile pour l'habile Kobus que d'assimiler le F.L.N. au communisme international et de dresser contre lui des hommes simples et fidèles aux principes de l'islam.

On reste confondu devant l'inconscience de l'état-major qui laisse se développer pareille entreprise. Le drapeau vert et blanc flotte sur le camp de Kobus ! Ses hommes croient dur comme fer lutter pour l'indépendance de l'Algérie. Ils portent des insignes semblables à ceux du Front, luttent contre les Français et contre le F.L.N. « marxiste ». Ils devraient s'apercevoir que si l'on parle beaucoup de chasser la France d'Algérie on ne passe pas souvent à l'action directe contre l'armée. Mais il y a des compensations car l'argent coule à flots. Kobus et ses hommes « collectent » dans la population. Par force, bien sûr ! On mène même des expéditions punitives, pas trop, contre certains musulmans jugés trop profrançais. En général les plus riches. Ça apaise les consciences et remplit les caisses. Et puis brusquement c'est le coup d'arrêt. Kobus, surveillé par son voisin le bachagha Boualem, par les capitaines Heux et Hentic, les deux spécialistes de la guerre secrète que nous avons déjà rencontrés lors de quelques coups fourrés dont ils ont le secret, doit aux yeux de la population jouer ouvertement la carte de la France. Comment présente-t-il la chose à ses hommes ? On ne sait. Toujours est-il que quelques jours plus tard le drapeau français flotte auprès du drapeau nationaliste ! Et Kobus poursuit son action. Il joue la réforme communale avec l'approbation de l'administration, du Gouvernement général, de Lacoste qui a même délégué M. Ciosi, inspecteur général de l'administration, pour surveiller directement les affaires Kobus et Bellounis. Le culot, et le pouvoir, de l'ancien protégé du colonel Schoen n'ont plus de limite. Il met des hommes à lui dans les délégations spéciales établies dans la région. On voit ce que cela peut donner et à quel point on joue « sincèrement » la réforme qui doit amener ces braves musulmans à « décider de leur sort » au même titre que les Européens !

Kobus recrute de plus en plus. Il a maintenant neuf cents

hommes. D'autres veulent le rejoindre : la solde, l'équipement, le pouvoir local, la bienveillance de l'armée attirent beaucoup de musulmans. Cela devient dangereux pour le F.L.N. Les accrochages sont de plus en plus nombreux. Les hommes de Kobus connaissent le terrain. Ils sont bien dirigés. Le bougre a su choisir son état-major ! Avec des officiers qui portent fièrement leurs grades et saluent sans problème les deux drapeaux qui flottent sur le camp ! Les résultats obtenus en particulier dans la lutte contre l'organisation politico-administrative implantée par le F.L.N. dans la population paraissent extraordinaires à l'appareil militaire qui supervise Kobus. Il faut dire que les hommes de la force K savent tout des habitants de chaque village de leur région. Et puis ils ne s'embarrassent d'aucun scrupule dans leurs interrogatoires. Les paras de la « bataille d'Alger » sont de doux chérubins comparés à certains partisans de Kobus.

Ça ne peut plus durer. Si M'hamed, Azzedine et Omar Oussedik dit Si Taïeb, le responsable R.L. de la wilaya 4, décident de passer à l'action. Il faut non seulement détruire la force K mais ôter définitivement à une fraction de la population mâle qui pourrait être tentée par d'autres expériences de ce genre l'envie d'y participer. Il faut avant de les supprimer physiquement leur enlever la confiance des Français. Elle est là la véritable guerre subversive. C'est cela le vrai visage de la guerre d'Algérie. Lutter contre le pourrissement par le pourrissement. Intox..., contre-intox... traîtres... fidèles... où est la vérité, la pureté, l'idéal ? Partout et nulle part. De chaque côté on lutte avec ses armes. Action psychologique ? Bien sûr... On se plante des poignards dans le flanc, et de préférence dans le dos ! On n'en parle pas dans les conférences de presse. Ni à Alger, ni à Tunis, ni au Caire. Ça ne se fait pas. On laisse ça aux spécialistes, aux « jouissifs » de l'histoire, aux Kobus, Heux, Hentic ou Si Taïeb, les dingues des coups tordus, ceux qui dirigent par ricochets, qui montent des opérations à double et triple détente. Arrivent-ils à y retrouver leurs petits ? Parfois oui, parfois non. Et quelle importance ? Ils adorent cela. Ils adorent « baiser » l'adversaire. Ils vivent avec cette idée. Ils nagent dans ce marécage à caïmans avec l'aisance de rhinocéros. Et les autres ? Les petits, les paumés, les abrutis, ceux qui « y sont allés » sincèrement, et qui ne comprennent plus rien, et qui ne peuvent rien comprendre... qu'ils crèvent ! C'est leur destin. Ils crèveront. Qui s'en soucie à la tête ? À l'état-major d'Alger ou dans celui du djebel rebelle. Aucune importance. Seul

le résultat compte.

Dans les premiers mois de 1958 Kobus pratique une politique de recrutement intense dans l'Algérois et toute la vallée du Chélif. Un seul thème pour séduire la population : « La France nous donne l'indépendance à condition d'éliminer ces communistes F.L.N. à la solde de Moscou... » Près de mille jeunes gens répondent à son appel. Deux cents sont cantonnés à quelques kilomètres du camp de Kobus. C'est sur eux que dans un premier temps va agir Si Taïeb. Le chef du renseignement de la wilaya 4 ordonne à Azzedine, devenu commandant militaire, et au capitaine Si Mohamed d'encercler une des fermes où se trouvent les nouvelles recrues qui attendent d'être armées et équipées. « Vous les ramenez au maquis, sans brutalité, je les veux tous vivants ! »

L'opération réussit parfaitement. Les jeunes musulmans, terrorisés, se retrouvent dans le djebel, face à ces *djounoud* qu'ils rêvaient de combattre ! Le numéro de Si Taïeb est parfaitement au point. Il les accueille fraternellement, les fait manger comme des rois, leur explique la cause que défend le F.L.N. et les « mensonges » de Kobus. Puis le soir venu autour d'un feu de camp les chefs militaires de la 4 « leur font toucher du doigt ce qu'ils allaient faire en suivant Kobus », pendant que les *djounoud* en armes tournent autour d'eux. Quelques jours de ce régime et des « visites organisées » dans les villages du djebel où les jeunes gens peuvent s'apercevoir de la façon dont le F.L.N. est reçu suffisent à les convaincre. Beaucoup demandent à rester dans la wilaya 4. C'est là que Si Taïeb les attend !

« Non ! dit-il, ce n'est pas la peine. Nous sommes assez nombreux, on n'a pas besoin de vous pour l'instant. Retournez chez vous mais expliquez à vos frères et aux hommes de Kobus ce que vous avez vu et ce que nous sommes réellement. » Du grand art : la technique du 5^e bureau à l'envers ! Revenus dans la vallée la plupart des jeunes gens ne veulent plus aller chez Kobus, et ceux qui le veulent encore sont refoulés par les autorités françaises et par le chef du contre-maquis ! La confiance n'y est plus.

D'ailleurs, la cote de Kobus commence à tomber. On se méfie de ses hommes. On a installé un poste français à proximité de son camp. Une piste est tracée entre les deux cantonnements. C'est l'endroit choisi par Si Taïeb pour appliquer la deuxième partie de

son plan machiavélique. Il a remarqué que, tous les matins, une patrouille de la force K va dans le camp français pour ouvrir la piste. Un peu plus tard c'est au tour d'une patrouille française d'aller chez Kobus. Presque quotidiennement un officier inspecte le camp de contre-maquis qui depuis l'affaire des jeunes recrues est « tenu à l'œil ». Une nuit de mars, le commando d'Azzedine pose sur la piste plusieurs mines télécommandées. Impossible de les détecter, le camouflage est admirable. Au petit matin la patrouille K ouvre la piste. Rien. Le convoi français passe ensuite vers 10 heures. Toujours rien. Arrive alors l'officier à bord de sa jeep. La mine, commandée à distance par le commando resté à l'affût, explose. L'officier est grièvement blessé. Du côté français on commence à se poser des questions sur la sincérité de ces antifellaghas qui arborent le même drapeau que le F.L.N. Et puis très vite on ne s'en pose plus.

La dernière partie du plan de Si Taïb va détruire le reste de confiance dont jouissait Kobus auprès des Français. Le chef rebelle fait attaquer « la » ferme inattaquable. Située à proximité des deux camps cette propriété bénéficie d'une protection extraordinaire et n'a jamais reçu la visite des fellaghas. Cette nuit-là, Azzedine et Si Mohamed mènent l'assaut. La surprise est totale. Les occupants sont massacrés. La ferme brûlée. Plus de mille moutons sont emmenés par les *djounoud*. Mais ce n'est pas tout. Avec un sang-froid extraordinaire les deux chefs militaires les font tourner autour du camp de la force K sans tirer un seul coup de feu, puis guident le troupeau vers les mechtas d'alentour où il est disséminé. Cette fois, les *djounoud* ont effacé les traces laissées par les moutons. Pour faire bonne mesure Azzedine fait harceler pendant une demi-heure le camp français. Au matin les faits sont là : la ferme brûlée, les moutons volés, le camp français attaqué. Comme par hasard le P.C. de Kobus a été épargné et on retrouve tout autour de son cantonnement les traces du troupeau qui s'est mystérieusement envolé ! Venant après l'attentat dirigé contre l'officier français c'est assez pour faire naître des soupçons dans la cervelle la plus confiante. Kobus a jadis trahi ses anciens amis pour travailler avec le plus fort, pourquoi aujourd'hui ne trahirait-il pas à nouveau ? Un indicateur ne jouit jamais de l'estime de son employeur !

Kobus est ulcéré. On lui retire son drapeau vert et blanc et les insignes nationalistes de ses *moudjahidin*. Seuls restent le drapeau français et la surveillance de plus en plus étroite des troupes

voisines. Comment dans ces conditions raconter à ceux qui se sont laissé prendre à la fable du nationalisme et de « l'indépendance accordée par la France » qu'ils luttent pour la patrie ?

C'est le commencement de la fin. Kobus est lâché de tous les côtés. Deux de ses « officiers » contactent la wilaya 4. L'un d'eux est Mahjid, son « adjoint administratif ». Si M'hamed les reçoit.

« Nous voulons désertier. Kobus nous a trompés. On veut rejoindre l'A.L.N. On apportera trois armes chacun.

— Très bien, répond Si M'hamed. Mais ce n'est pas suffisant. Je veux le ralliement de *toute* la force K. Débrouillez-vous. Combien êtes-vous d'officiers ?

— Vingt-deux.

— Les vingt-deux doivent gagner l'A.L.N. Et je veux Kobus mort ou vif. Le pardon sera accordé à tous les autres. »

En moins de quinze jours Mahjid et son compagnon ont monté le complot. Ils font prévenir que tout est prêt pour la désertion en masse. Le 28 avril, Kobus, revenant d'Alger, arrive à son P.C. pour une inspection générale. Tous les hommes sont rassemblés. Il s'avance pour serrer la main à son adjoint Mahjid. Froidement, celui-ci sort un pistolet et abat son chef. Les vingt-deux officiers mettent alors ceux des hommes qui ne sont pas dans le complot au courant de la situation : la force K rallie l'A.L.N. avec armes et bagages. Sur le sol, Kobus gît sans vie dans une mare de sang. La scène est atroce. Deux hommes s'approchent du cadavre et, au couteau, le décapitent. On met la tête dans un sac. Et un *moudjahid* plante dans le cou bouillonnant la hampe d'un drapeau français.

Lorsque le lieutenant Bertin arrive le soir même au P.C. de Kobus, il trouve une ferme déserte, les armes et les hommes envolés. Au milieu de la cour, recroquevillé dans une boue sanglante, un cadavre dont la tête est remplacée par un chiffon tricolore est entouré d'un nuage de grosses mouches bleues...

Dès leur arrivée au maquis les, hommes de la force K furent répartis dans les quatre zones de la wilaya. Si M'hamed, Si Taïeb, Si Azzedine, et son adjoint Ben Chérif réglèrent à leur façon le cas des vingt-deux officiers félons. Azzedine les mit en confiance. Puis, sous prétexte de recouper les renseignements que chacun

pouvait donner, il les introduisit un par un dans la guitoune de Si M'hamed.

Mahjid entra le premier. Plein d'assurance — on lui avait laissé son arme comme à tous ses compagnons — il commença son récit. Si M'hamed l'écoutait attentivement. Soudain, Ben Chérif, qui marchait de long en large dans le fond de la guitoune, l'interrompit au milieu d'une phrase.

« Les mains en l'air, salaud ! »

Mahjid n'eut pas le temps de réaliser ce qui lui arrivait. Il tomba assommé sous le coup de crosse que lui administra sans ménagement l'adjoint d'Azzedine. En un tournemain il fut ligoté, bâillonné et traîné de l'autre côté de la tente, sans qu'à l'extérieur ses compagnons puissent soupçonner ce qui lui arrivait. La scène se répéta vingt et une fois !

Quarante-huit heures plus tard au cours d'une opération montée par le colonel du secteur contre les neuf cents déserteurs, une patrouille trouva, dissimulés sous des branchages, vingt-deux cadavres ficelés. Chaque « officier » de Kobus avait reçu une balle dans la nuque. Sur un olivier, coincée entre deux branches, la tête grimaçante du chef de la force K commençait de pourrir au soleil.

Une fois encore Bigeard faisait parler de lui et pas à n'importe quelle occasion ! On lui prenait son cher « 3 ». Il devait quitter ce 3^e R.P.C. dont il avait fait une extraordinaire machine de guerre, à la tête duquel il avait forgé sa légende et celle de ces paras « purs, justes et durs ». Les résultats qu'il avait obtenus tant dans la lutte urbaine lors de la « bataille d'Alger » que dans le combat dans le djebel — la bataille des frontières en était le dernier exemple — avaient fait de Bigeard le type même du spécialiste de la guerre révolutionnaire. L'état-major lui confiait donc la direction d'une toute nouvelle école de cadres où avec sa belle gueule, sa prestance, son prestige de « gagneur », il imposerait à ces jeunes officiers frais émoulus de Saint-Cyr et à d'autres, plus vieux, pour lesquels un « recyclage » était nécessaire, ses vues sur la guerre subversive. Du djebel il passait au tableau noir. Ainsi il pourrait faire profiter de son immense expérience — une expérience née en Indochine et peaufinée en Algérie — la relève des cadres d'Algérie. Au fond c'était prestigieux.

Mais Bigeard n'était pas dupe. Ses résultats extraordinaires,

l'allant et l'enthousiasme qu'il avait insufflés à ses paras et aux troupes avec lesquelles il avait eu l'occasion de combattre, mais aussi la publicité dont plus ou moins innocemment il savait jouer mieux qu'un autre, lui avaient valu de solides inimitiés et des jalousies colossales. Lui qui par-dessus tout aimait « aller au charbon » à la tête de ses « petits gars » se retrouvait dans la peau d'un professeur ! On lui faisait payer sa notoriété. Ces messieurs de l'état-major, les brevetés de l'Ecole de guerre, étoilés, décorés, suffisants, contents d'eux-mêmes, mais anonymes, réglèrent son compte à la « B. B. de l'armée ». Que ce « sorti du rang » révèle ses secrets et qu'il apprenne aux autres officiers ses mystérieuses recettes. Loin d'être une brimade c'était une promotion ! L'armée traditionnelle reconnaissait qu'elle avait à apprendre. Il n'avait pas à se plaindre.

Et Bigeard, avalant la couleuvre avec difficulté, avait fait ses adieux à ses soldats. Il avait une dernière fois pondu un de ces ordres du jour dont il avait le secret et qui faisaient tant pour sa popularité. Comme toujours il s'adressait directement à ses hommes, oubliant le style « hiérarchique », froid et compassé en honneur dans les corps traditionnels. « Je n'entendrai plus vos chants au lever du jour, je ne vous verrai plus défiler, conscients de votre force tranquille... je m'arrête. Vous allez me faire pleurer. Que Dieu vous aide et vous garde ! »

Et puisqu'on demandait officiellement à Bigeard de donner des leçons de guerre révolutionnaire en le transformant, selon son mot, en « quatrième adjoint de la subdivision de l'état-major », il en profita pour « river son clou » à l'armée classique qui, à son avis, menait en Algérie une guerre tout à fait dépassée. Il choisit pour « confident » un journaliste qu'il aimait bien, Fernand Carreras, du *Journal d'Alger*, le plus libéral des trois quotidiens algérois. Il était sûr ainsi que ses déclarations auraient toute l'audience qu'il convoitait. Si l'ordre du jour du commandant du 3 avait fait rigoler les militaires « bourgeois » de l'état-major, les confidences à Fernand Carreras reproduites le jour de son départ de Tébessa provoquèrent une belle panique tant à Alger qu'à Paris.

Chacun en prenait pour son grade, d'autant plus que celui-ci était élevé ! D'abord une critique féroce et rapide des méthodes appliquées à l'Ecole de guerre ! « Imaginez un tableau noir, disait Bigeard. Avec, devant, un personnage. C'est le professeur à

l'Ecole de guerre. Il plante des punaises sur le tableau. Les rouges c'est l'infanterie, les bleues les blindés, les noires l'artillerie, les jaunes les services, les blanches l'appui de l'aviation. Il déplace les punaises. Et puis il sourit, satisfait. Il a gagné toutes les batailles. Mais quand on enlève les punaises... » Pour Bigeard la plupart des méthodes de guerre de l'armée française étaient dépassées, périmées. Surtout en Algérie.

Il venait de participer à cette bataille des frontières qui était un succès indéniable sur l'A.L.N. Mais il remettait les choses en place. « Depuis plus de deux mois, expliquait-il, les régiments de paras supportent presque seuls l'effort consenti dans cette région cruciale. Les moyens manquent, particulièrement les hélicoptères. Il y a trop de troupes de secteur inutilisées ou presque : elles manquent de mobilité, se cantonnent dans des opérations secondaires. Il y a aussi trop de régions en Algérie où l'on ne va plus : l'Ouarsenis, certaines zones de l'Atlas, les Nemencha. »

Parti comme il l'était, Bigeard n'allait pas s'arrêter en chemin, ce n'était pas « le genre de la maison ». C'était maintenant contre l'optimisme officiel de l'état-major, contre les éternels « derniers quarts d'heure » de Lacoste, qu'il partait en guerre : « Il y a trois ans, disait-il à Carreras, dans les Nemencha, les rebelles tiraient avec des fusils de chasse ou de vieilles stati. Ils en sont désormais à la mitrailleuse et à la roquette ! »

Bigeard n'avait jamais méprisé son ennemi. En Algérie moins qu'ailleurs. Il gardait une lucidité doublée d'une franchise qui avaient rarement cours au G.G. ou à la X^e région militaire. La légende de la population hostile aux rebelles il n'y croyait pas. Bien plus, y croire menait tout droit à la catastrophe. Il fallait se rendre à l'évidence. Par exemple, cette région des frontières où il venait de crapahuter à la tête de ses paras était complètement pourrie. Là où elle n'avait pas été « évacuée » la population apportait une aide considérable aux fellaghas. Malgré l'implantation des S.A.S., Bigeard avait découvert des douars qui à 80 p. 100 collaboraient avec le F.L.N. La population grouillait de supplétifs, de passeurs, de collecteurs de fonds.

« La rébellion mène une guerre révolutionnaire, précisait le colonel, le propre de cette guerre c'est d'essayer d'user l'adversaire, de le lasser. »

C'était exactement ce que disait, de l'autre côté de la frontière, Lakhdar Ben Tobbal pour « regonfler » les « politiques » du

C.C.E. effondrés par la tournure que prenait la bataille des frontières avec ses conséquences sur le moral des maquis : « Malgré les coups durs que nous portent les Français la victoire ira à celui qui tiendra le dernier. Nous n’obtiendrons jamais le succès militaire sur le terrain. Mais que de petits groupes tiennent pendant dix ans s’il le faut et nous atteindrons notre but : la négociation. »

Bigéard était conscient de cette détermination : « Malgré les pertes terribles que nous infligeons aux troupes de l’A.L.N., disait-il à Carreras, celles-ci progressent en effectifs. Elles ont un armement qu’elles utilisent encore mal mais dont il serait puéril de minimiser l’importance. Il est vrai qu’il est encore facile d’exterminer une de ces bandes d’une centaine d’hommes venus de Tunisie. Elles se battent mal, sont dépourvues d’expérience. Il est plus difficile de venir à bout d’un commando zonal d’une vingtaine d’authentiques combattants rodés dans le djebel. »

Bigéard n’oubliait pas facilement des hommes qui, comme Azzedine et son commando « Ali Khodja » en wilaya 4, lui avaient donné du fil à retordre. Pour lutter contre eux, dans une guerre subversive comme celle d’Algérie, il fallait employer leurs méthodes, bouffer de la piste et du djebel, coucher à la dure, et ne dormir que d’un œil.

Le colonel savait qu’en ne mâchant pas ses mots et portant de tels jugements son avancement « allait en prendre un coup ». Il s’en moquait.

« Si j’étais un conformiste, un militaire bourgeois, disait-il en conclusion de ses fracassantes “confidences”, dans trois ans je serais “poirot^[66]”, Je préfère rester le colonel Bigéard ! »

À la tête que firent Salan et Lacoste en lisant les déclarations du plus prestigieux des officiers parachutistes, leurs familiers trouvèrent que Bigéard était encore au-dessous de la vérité. Ses deux étoiles n’étaient pas près de briller dans un ciel qu’il avait obscurci de ses coups de gueule. Allait-on l’accuser de démoralisation de l’armée ? Comme on avait fait pour certains journalistes qui n’avaient pas dit autre chose. Impossible. Bigéard prit seulement un congé un peu prolongé en métropole. L’école Jeanne-d’Arc n’ouvrit ses portes que le 9 mai. Inaugurée par Chaban-Delmas et boudée par Salan qui, ce jour-là, se « fit porter malade ».

Marcel Bigeard n'avait pas raté sa sortie des troupes opérationnelles.

Les membres du C.C.E. devaient en convenir : le moral baissait dans les rangs du F.L.N. Jusqu'au printemps de 1958, la révolution avait vécu sa période ascendante. Les maquis s'étaient développés. Les bandes éparses étaient devenues des katibas solidement armées, disciplinées, la hiérarchie militaire imposait sa loi, tant aux *djounoud* qu'à la population. Perplexe et « attentiste » le peuple s'était décidé. En 1957, après la répression de la « bataille d'Alger », après le développement de la politique de pacification où le pire faisait oublier le meilleur aux fellahs qui en étaient le principal enjeu, le peuple avait basculé. Bigeard l'avait senti. Et tous les commandants de secteur sincères devaient se rendre à l'évidence. Malgré les harkis, malgré les S.A.S., malgré l'assistance médicale gratuite, le peuple tenait pour les maquisards. Les déplacements de population, les camps d'hébergement, les méthodes employées pour détruire l'organisation politico-administrative dans les villes et villages — « partout une *bataille d'Alger* » — avaient réussi en maints endroits à le faire sortir de ce neutralisme passif qui au départ avait posé tant de problèmes.

1957 et les premiers mois de 1958 avaient marqué une sorte de sommet. Et puis, brusquement, la direction de la révolution ressentait le contrecoup de cette répression brutale qui dans un premier temps avait été décisive. On réfléchissait. La défaite de la « bataille d'Alger » l'échec de l'organisation F.L.N. de la capitale, la déroute qui avait suivi influaient sur le moral. La répression avait chassé des villes des centaines de jeunes gens qui étaient montés au maquis. On n'avait pu les armer. Tout juste les encadrer. Ils avaient constitué une proie facile pour la moindre opération montée contre les djebels où ils s'étaient réfugiés. Les survivants désorientés, déçus par la « faiblesse » des maquis qu'ils espéraient mieux organisés et surtout mieux pourvus en réserve d'armes, incapables d'affronter physiquement et psychologiquement les difficultés de la vie clandestine des maquisards paysans, constituaient un grave danger pour le moral des *djounoud* qui jusque-là avaient une foi aveugle en leurs chefs, obéissaient parfaitement et ne se posaient aucune question. Les jeunes de la ville, eux, réfléchissaient... et parlaient trop bien.

La bataille des frontières était loin d'arrêter cette vague de

découragement. Les informations qui aboutissaient sur le bureau des membres du C.C.E. n'étaient guère réjouissantes. Au sein de la direction collégiale se produisit alors le même phénomène que dans les maquis. Les hommes des villes, les plus intelligents, les « politiques » — Abbas et Lamine surtout — étaient démoralisés. Et c'étaient les militaires — les 3 B en tête — qui devaient les soutenir, leur redonner confiance. Une fois encore Boussouf, Krim et Ben Tobbal se montraient les véritables maîtres de la révolution.

Pourtant, comme dira plus tard Ben Tobbal, « l'expérience diplomatique s'avérait bien plus fertile en désillusions que le combat, malgré les sacrifices physiques que celui-ci exigeait ». Que de différences entre l'intérieur et l'extérieur ! Vus de l'intérieur la Tunisie, le Maroc, l'Égypte étaient les « pays frères », ceux sur lesquels on pouvait compter. Ceux sans l'aide desquels rien n'était possible. Mais observée du Caire, de Tunis, de Rabat la situation prenait un éclairage beaucoup plus subtil. Plus démoralisant aussi. Les membres du C.C.E. ne pouvaient se cacher plus longtemps la réalité : l'aide des « pays frères » allait en décroissant si la situation intérieure du F.L.N. se dégradait. Finie, la fraternité de race ! Adieu, l'idéologie commune ! Au printemps de 1958, devant les résultats catastrophiques de la bataille des frontières, Tunisiens et Marocains poussaient les dirigeants du Front à négocier. « Il faut obtenir un compromis. Si vous vous obstinez, vous risquez un génocide. » Ben Tobbal ne devait jamais oublier ces conseils ! Amère désillusion.

D'autant plus amère pour l'ancien chef de la wilaya constantinoise qu'une idole venait de s'écrouler dans son petit musée intérieur. Son adoration pour Nasser s'était muée en un mépris insondable. Depuis l'arrivée du Birkbachi au pouvoir, l'Égypte représentait aux yeux de Ben Tobbal — et de la plupart des chefs militaires — le ferment de la liberté des peuples arabes. Son espoir le plus grand — s'il restait en vie — était de fouler un jour cette « terre sacrée » et d'être reçu une seule fois par ce héros, ce libérateur, ce défenseur des peuples opprimés : Gamal Abdel Nasser. Lorsqu'il arriva pour la première fois en Égypte, en 1957, Ben Tobbal eut envie de baiser cette « terre de liberté ». Dès qu'il rencontra Fathi Ed-Dib, le tout-puissant chef des services secrets égyptiens, il lui demanda naïvement d'être photographié aux côtés de Nasser. Deux jours plus tard on lut annonça que cela était impossible. « Une telle photo serait néfaste

à votre action, expliqua Fathi Ed-Dib. Sur le plan politique on interpréterait cela comme une intervention de Nasser dans vos affaires intérieures. »

Et l'admiration de Ben Tobbal pour l'Égypte et pour son maître redoubla. « Nasser défend mieux que moi la cause algérienne », pensa-t-il.

Mais le poste important qu'occupait Ben Tobbal à la direction de la révolution lui permit bien vite de se faire une autre opinion de l'habileté de Nasser. L'aide financière et matérielle était sans cesse retardée. Nasser se refusait aux contacts avec les chefs du C.C.E. Tout se passait au niveau de Fathi Ed-Dib, c'est-à-dire au niveau de la police et des services secrets.

La désillusion fut d'autant plus amère que l'Égypte ne ménageait pas, elle non plus, ses « conseils ». Des conseils qui ressemblaient souvent à des ordres. Toujours à des « leçons ». Nasser ne désespérait pas de téléguider la révolution algérienne. Il était en effet patriote. Mais exclusivement à l'égard de son pays ! Il n'agissait que pour lui. Dans son seul intérêt. L'élimination de Ben Bella avait été un coup dur. La constitution d'un nouveau C.C.E. et surtout la prédominance des trois colonels lui enleva ses dernières illusions. Tant que ces trois-là gouverneraient, jamais il ne pourrait influencer comme il le désirait sur le cours de la révolution algérienne. La conférence de Tanger qui montrait le désir du C.C.E. de se rapprocher des pays du Maghreb — dont les deux leaders, Bourguiba et Mohammed V, étaient les bêtes noires de Nasser — allait faire avancer les choses et marquait le début d'une brouille qui n'irait qu'en s'accroissant entre Nasser et les dirigeants de la révolution.

Ces querelles entre alliés « de toujours » n'étaient pas faites pour relever un moral déjà chancelant au sein du C.C.E. Heureusement que le gouvernement français ignorait tout de ces difficultés internes et, avec une belle obstination, voyait encore en Nasser la cause principale de ses maux en Algérie !

La conférence de Tanger, réunie pour étudier les possibilités d'une Union du Maghreb arabe, allait remonter le moral des membres du C.C.E. et faire regagner au F.L.N. sur le plan international ce qu'il avait perdu sur le plan intérieur. La délégation algérienne présidée par Ferhat Abbas et au sein de laquelle Boussouf représentait les 3 B rencontra les représentants de l'Istiqlal conduits par M. Balafrej et ceux du Néo-Destour menés par M. Ladgham, dans l'immense propriété d'Allal El-Fassi à Tanger. Pendant trois jours, du 27 au 29 avril, les trois délégations évoquèrent les problèmes communs à leurs pays. Le Front avait un triple but : se faire reconnaître comme unique représentant du peuple algérien, sonder ses partenaires sur la constitution d'un gouvernement provisoire représentatif de la rébellion à l'étranger et obtenir une aide militaire plus efficace dans la lutte contre la France. De leur côté, Tunisiens et Marocains — ignorant la tension qui régnait entre le C.C.E. et Nasser — se proposaient « d'arracher » le F.L.N. à l'influence du Caire et à l'incorporer dans un ensemble maghrébin. Inutile de dire que le F.L.N. ne se fit pas prier.

Cette conférence fut pour la délégation algérienne une véritable victoire diplomatique. Elle gagnait sur tous les points. Les délégués reconnurent le droit imprescriptible du peuple algérien à l'indépendance et firent de cette indépendance la condition de la solution du conflit algérien. En outre les partis s'engagèrent à apporter aux Algériens le soutien total de leur peuple et de leur gouvernement. Le F.L.N. était reconnu comme l'unique représentant de l'Algérie combattante. Enfin la conférence « recommandait la constitution, après consultation des gouvernements tunisien et marocain, d'un gouvernement algérien ». C'était la proclamation d'une véritable alliance officielle entre la Tunisie, le Maroc et le F.L.N. Bourguiba n'avait plus à « raconter d'histoires » sur la présence de prétendus « réfugiés » le long de sa frontière. Quant à Mohammed V, à qui l'ambassadeur de France, M. Parodi — considérant que cette conférence équivalait presque à une déclaration de cobelligérance —, fit de vifs reproches, il répondit que, poussé par son opinion publique, il ne pouvait rester plus longtemps indifférent au sort de ses « frères algériens » !

L'idée de la création d'un gouvernement provisoire de la République algérienne reconnu sur le plan international était

lancée ainsi que la création d'une Assemblée constituante nord-africaine composée de députés tunisiens, marocains et de membres du C.N.R.A. considéré comme l'Assemblée législative du Front.

Inutile de préciser que l'engagement de la Tunisie et du Maroc aux côtés du F.L.N. provoqua une intense émotion en France, En Algérie, on pensait à autre chose et les victoires diplomatiques des « révolutionnaires de palace » ne soulevaient que mépris et dérision. En revanche, au Caire, Nasser serra les poings en lisant le compte rendu de la conférence de Tanger. Pas une fois le nom de l'Égypte n'y était cité. On ne parlait ni de l'aide de la R.A.U. ni de son soutien diplomatique. On semblait même oublier que Le Caire était toujours le siège officiel du F.L.N. à l'extérieur ! Les observateurs politiques soulignaient le fait : « La conférence de Tanger, écrivaient-ils, s'est-elle voulue aussi éloignée du nassérisme que du camp occidental ou soviétique ? Est-elle l'amorce d'une politique originale en Afrique du Nord résolument distincte de la politique du Caire à laquelle elle veut faire contrepoids ? » Nasser connaissait la réponse. C'était celle des colonels du C.C.E. Le Grand Frère avait voulu trop serrer les guides. Les chevaux se dégageaient, s'emballaient. Peut-être avait-il un peu trop sous-estimé les qualités manœuvrières de ces 3 B droit sortis de leur djebel. Il était trop tard pour revenir en arrière. Ben Bella était en prison. Les colonels hostiles. Si Nasser voulait reconquérir une influence certaine sur la révolution algérienne, il fallait qu'elle change de tête. Il allait s'y employer.

Le mercredi un silence sépulcral régnait dans le vieil hôtel du 5, rue de Solferino à Paris. C'était le jour du général. Quittant sa retraite de Colombey à bord d'une 15 CV Citroën, Charles De Gaulle se replongeait pour une journée dans la vie politique parisienne. Ou plutôt c'est la politique qui venait à lui sous forme de visiteurs. Le mercredi était le jour des audiences. Le général recevait dans le vieux bureau qu'il s'était réservé au siège de l'ancien R.P.F. Depuis douze ans qu'il avait quitté le pouvoir, jamais le chef de la France libre n'avait renoncé à ce cérémonial. Au cours des dernières années cela avait posé quelques problèmes à son entourage — un entourage qui se faisait de plus en plus rare, réduit à quelques fidèles — et Olivier Guichard qui, auprès du général, faisait office de chef de cabinet, avait parfois du mal à

remplir les pages blanches du carnet de rendez-vous. La traversée du désert se faisait longue et ceux qui sous la IV^e République jouaient un rôle politique important se souciaient de moins en moins de visiter ce « monument historique ». Rayé, balayé de la scène politique, De Gaulle devait rejoindre Churchill dans la cohorte des héros auxquels la « patrie reconnaissante » réserve une place dans ses musées. Après les avoir « remerciés » de lui avoir rendu — ou conservé — l'honneur et l'espoir de vivre libre.

Parmi les fidèles, Olivier Guichard, cette masse d'os compacts, de muscles épais, surmontée d'une grosse tête aux traits lourds, perpétuellement étonnés, guidée par une rare intelligence, devait souvent battre le rappel pour ne pas infliger au général l'humiliation d'un après-midi sans rendez-vous, sans informateurs, sans solliciteurs. Pourtant, depuis quelques mois ça s'arrangeait. Guichard devait même sélectionner les audiences ! La cote du général remontait. Plus la IV^e s'enlisait dans le marécage de ses contradictions, plus on s'apercevait du gouffre vers lequel inexorablement elle se dirigeait, et plus on pensait à l'homme exceptionnel, au « sauveur » qu'il faudrait trouver le jour où les rênes échapperaient à des mains trop faibles pour les tenir. L'espoir était revenu aux « fidèles ». Pour eux, cela ne faisait aucun doute, le sauveur, le guide, c'était. Charles De Gaulle. Le drame algérien et ses séquelles internationales le confirmaient. Qui Germaine Tillion allait-elle voir avant de partir une nouvelle fois, désespérée, dans la fournaise de la « bataille d'Alger » ? De Gaulle. Qui M. Masmoudi, ambassadeur de Tunisie, allait-il saluer avant de quitter Paris rappelé par son gouvernement à la suite du drame de Sakiet ? De Gaulle.

« J'ai cru de mon devoir de rencontrer celui qui incarne la vraie conscience française », avait déclaré l'ambassadeur.

Autant de signes du prestige de l'Homme du 18 Juin, autant de raisons d'espérer, pour ses fidèles, en un retour au pouvoir auquel le général était seul à ne pas croire.

Le colonel de Bonneval, fidèle parmi les fidèles, aide de camp, ordonnance, chef du cabinet militaire fantôme, homme à tout faire et souffre-douleur impassible du général, s'apprêtait à faire entrer, ce mercredi d'avril, le « rendez-vous de 15 heures ». Le général De Gaulle recevait Arthur Rosenberg, correspondant autrichien de plusieurs journaux allemands.

Rosenberg était le plus parisien des journalistes d'outre-Rhin.

Depuis trente ans qu'il vivait à Paris sa haute silhouette, son crâne déplumé, son accent rauque étaient familiers à tout ce que la politique comptait comme têtes d'affiche. Le conflit algérien l'avait dès le départ passionné et attristé. Avec lucidité il avait tout de suite jugé l'importance qu'il prendrait dans la vie politique française et dès 1955 il avait contacté à Paris Ferhat Abbas et M^r Boumendjel. Très vite le journaliste autrichien s'était lié d'amitié avec l'avocat. Boumendjel, qui n'avait pas encore rejoint les rangs du F.L.N. — pas plus que Ferhat Abbas —, lui avait brossé un tableau très pessimiste de l'avenir, confirmé par les événements. En 1956 Boumendjel, maintenant lié aux nationalistes, lui avait fait la confidence suivante : « Seules des négociations pourraient régler le problème algérien. Mais la droite ne cédera jamais. Pour la gauche c'est impossible car elle court le risque d'être dénoncée, comme « traître ». Mendès-France, qui pourrait apparaître comme médiateur, est, en tant que juif, une cible bien trop commode. Le seul homme qui pourrait intervenir avec des chances de succès est le général De Gaulle. » L'idée avait fait son chemin et Rosenberg avait mis en rapport Boumendjel avec l'un des fidèles du général : Gaston Palewski. Les deux hommes se rencontrèrent au domicile personnel de Rosenberg. Pendant cinq mois les entretiens se poursuivirent. Après chaque rencontre Gaston Palewski rédigeait une note d'information destinée au général et remise à Olivier Guichard. Ferhat Abbas était maintenant l'un des leaders du F.L.N. au Caire et Boumendjel le rencontrait fréquemment à Berne. Ces conversations aboutirent à une demande de médiation que devait envoyer publiquement le F.L.N. au général De Gaulle. Tout était prêt pour juillet 1956 lorsque l'affaire de Suez avait éclaté. Boumendjel annonça sèchement que « après Suez, tout entretien entre Français et Algériens était devenu impossible ». Lorsque l'avocat algérien quitta Paris pour se réfugier à Tunis où le Front lui confia certains contacts avec la presse, Rosenberg devint le journaliste « privilégié » du F.L.N. Le C.C.E. avait décidé qu'un journaliste étranger et neutre pouvait être plus utile à sa cause qu'un journaliste français de gauche. Rosenberg eut ainsi la possibilité de s'entretenir avec la plupart des dirigeants politiques et militaires algériens de passage à Tunis et devint rapidement l'un des hommes les mieux informés sur le F.L.N. À la suite d'un voyage particulièrement fructueux à Tunis, Rosenberg avait demandé audience au général De Gaulle.

Bonneval le fit entrer dans un petit bureau, baptisé pompeusement bureau des aides de camp, et avec ce visage fermé, soucieux et important de l'homme qui est dans le secret des dieux, annonça au journaliste autrichien : « Les déclarations que peut vous faire le général ne doivent pas être publiées entre guillemets. » Le ton était solennel. Mais Bonneval faisait tout solennellement.

Puis Rosenberg fut introduit dans le bureau du général.

La pièce baignait dans une demi-obscurité, le général De Gaulle qui avait été opéré de la cataracte ne pouvait supporter la lumière crue du jour. Les tentures étaient tirées et seule une faible ampoule éclairait un coin du bureau.

« Bonjour, monsieur Rosenberg. »

Le journaliste autrichien serra la main du général. C'était la première fois qu'il le rencontrait. En quelques phrases aimables, De Gaulle lui signifia qu'il le connaissait et était au courant de ses contacts avec les dirigeants de la rébellion.

« Je vous écoute, monsieur. » Pendant vingt-cinq minutes le général laissa parler le journaliste, qui lui fit un compte rendu détaillé de ses rencontres avec Abbas, Boumendjel et différentes personnalités du Front ainsi que de l'état d'esprit qui régnait à Tunis. Ses conclusions pouvaient se résumer en un seul mot : Impasse.

« Vos observations, monsieur, dit De Gaulle de sa voix basse et enrouée, correspondent tout à fait à mes recoupements. Je vous en remercie. »

Rosenberg, croyant l'entretien terminé, s'apprêtait à prendre congé lorsque De Gaulle lança :

« Bien sûr, l'Algérie sera indépendante.., »

Rosenberg n'en croyait pas ses oreilles.

« Mais, poursuivit le général, encore faut-il savoir ce qu'on doit entendre par indépendance. Il serait préférable de parler de coopération et d'association avec l'Algérie... »

Puis le général ajouta :

« Les Français sont bien durs pour les Algériens. »

Sa désapprobation, remarqua Rosenberg, était évidente. Cette

fois l'entretien était terminé.

« Merci, monsieur Rosenberg, de m'avoir apporté ces informations. Je vous reverrai bientôt. »

L'Algérie sera indépendante... Rosenberg n'était pas près d'oublier ces trois mots.

Lorsque moins de trois semaines plus tard, passant sur le pont de la Concorde, face à la Chambre des députés, le journaliste autrichien entendit un millier de manifestants scander : « Algérie française. De Gaulle au pouvoir », il pensa que la France ne verrait pas de sitôt se régler le problème algérien car contrairement à ce que croyait l'opinion publique le général n'était pas à l'heure des colonels.

DEUXIÈME PARTIE
L'ILLUSION

De nouveau Alger est saisi de la fièvre obsidionale. La température ne cesse de monter. Les bruits les plus fous transforment les rues fraîchement arrosées, les bistrotts aux arrière-salles accueillantes et ombreuses, les salons mondains en autant de chaudrons bouillonnants. Du Bab-el-Oued des petits Blancs jusqu'aux somptueuses villas d'El-Biar et aux appartements à jardins d'hiver et piscines de la rue Michelet on est unanime : il faut, une bonne fois pour toutes, faire passer à Paris l'envie de prononcer ces mots — abandon, négociations, tractations — qui seraient la mort de l'Algérie française. Ces mots obsessionnels qui font le siège de tous les esprits algérois.

Pourtant, on devrait pavoiser. Félix Gaillard est tombé. Son ministère n'a pu survivre au tollé général soulevé par les bons offices. Le 15 avril, l'Assemblée lui a refusé la confiance. Adieu, Gaillard. Adieu, les bons offices. Et sans regrets, hein ! La lettre personnelle d'Eisenhower remise par Murphy — M. Bons Offices — au président du Conseil a sonné l'hallali. De quoi se mêlent ces Américains ? Soustelle est monté à l'assaut. Au nom des Républicains sociaux dont le président est pourtant Chaban-Delmas, ministre de la Défense nationale du gouvernement qu'il s'apprête à renverser — mais c'est un obstacle qui ne compte pas —, Jacques Soustelle accuse la « médiation partielle » des « prétendus bons offices ». À la tribune de l'Assemblée, l'ancien gouverneur de l'Algérie s'écrie :

« C'est la liquidation totale des positions en Afrique du Nord que l'on prépare, tandis qu'on s'obstine à ne pas poser le vrai, le seul problème, celui de la belligérance de Bourguiba aux côtés du F.L.N. C'est la politique des trusts pétroliers qui veulent nous évincer du Sahara... Je suis de ceux qui sont décidés à ne plus rien céder. La France est allée jusqu'à la limite des concessions, Elle doit désormais dire non aux humiliations et aux abandons. »

Communistes, poujadistes, indépendants et paysans et républicains sociaux « ont eu la peau » de Félix Gaillard. Une fois de plus l'alliance des extrêmes a entraîné la chute du cabinet. Une fois de plus l'action des modérés, et surtout de Jacques Soustelle, a contribué à renverser un gouvernement. Après Bourguès-Maunoury et sa première loi-cadre, c'est Félix Gaillard et ses bons offices sur lesquels l'ancien gouverneur se fait les dents.

L'étoile de Jacques Soustelle monte au firmament de l'Algérie. On se souvient du départ enivrant réservé par Alger à son

gouverneur bien-aimé⁽⁴⁾. Après l'avoir traité de juif — son véritable nom est Ben Soussan, disaient les ultras avoir hurlé lorsqu'il préconisait réformes et collège unique, on l'a porté au pinacle par un de ces retournements dont le versatile Alger européen a le secret. Depuis, Jacques Soustelle s'est fait le champion de l'Algérie française. Il a créé l'U.S.R.A.F., Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française. Son association patriotique turbulente, talentueuse et explosive déchaîne les réactions les plus violentes. L'ancien ethnologue, le passionné des Aztèques, le rondouillard professeur, le solennel gouverneur, s'est transformé en boute-feu. Secouer cette masse amorphe, balayer cette Assemblée aux jeux stériles, prêcher la cause de l'Algérie française, voilà son but. Il s'y emploie avec un enthousiasme extraordinaire et multiplie les tournées de conférences. Ses alliés ? Les principaux sont de taille et de classe.

D'abord Michel Debré, un paquet de nerfs et de passion. De secret aussi. On parle peu de lui dans le grand public, mais au Sénat et dans les gouvernements successifs de la IV^e République on redoute et on admire la rigueur de ses réquisitoires. Au palais du Luxembourg son intégrité intellectuelle, son honnêteté puritaine lui valent une grande audience. Mais les gouvernements craignent ce pamphlétaire acerbe. Son *Courrier de la colère* démonte toutes les combines, met en lumière les tares, les malformations du régime, de la Constitution, des hommes aussi. On a tout essayé pour museler le bouillant sénateur. Rien n'y fait. Ni l'argent ni les portefeuilles. De l'argent, il en a toujours assez pour faire paraître le *Courrier* — les mauvaises langues disent que la toute-puissante association des maires de l'Algérois pourvoit largement à la parution d'un organe dont les réquisitoires sont un baume pour les Européens d'Algérie — les portefeuilles, il les refuse avec hauteur. Il n'a qu'un maître : De Gaulle. Il n'entend revenir au pouvoir qu'avec lui.

En 1958, Michel Debré a quarante-six ans. Un physique austère. Une mèche rebelle rajeunit pourtant le visage plein, pâle, à la barbe forte, aux traits sévères. Même ses ennemis reconnaissent sa prodigieuse intelligence. La redoutent aussi. Sa carrière administrative est à la mesure de ce cerveau hors pair. Son père, le célèbre pédiatre, président de l'Académie de médecine, peut être fier de lui. Entré au Conseil d'État à vingt-trois ans, commissaire de la République à trente-deux, sénateur l'année suivante, il ne cesse de travailler. Le travail, c'est son

opium, sa passion. Il se plonge avec délice dans ses dossiers. Spécialiste des Constitutions, se déplaçant avec une facilité déconcertante dans les méandres de l'administration, en démontant les moindres rouages, il est la véritable tête pensante de ce noyau de fidèles gaullistes dont les noms pour l'heure inconnus sont : Guichard, Pompidou, Roger Frey, Sanguinetti, etc. C'est lui qui avec Soustelle organise inlassablement les conférences des « Rép'Soc' ». C'est grâce à lui que le nom de De Gaulle, bien oublié, résonne encore lors de réunions d'information. À la tribune, ce bourgeois, vêtu de sombre, au verbe mesuré, au geste calme se transforme en tribun révolutionnaire. La voix s'enfle, « démesure », se casse parfois, d'une indignation libérée à l'égard de « ces princes qui nous gouvernent ». L'œil brille, le poing frappe, la mèche barre le front que la colère pâlit. Saint-Just à la tribune devait avoir de ces accents. Debré enflamme, ne rassure jamais. Il n'est pas sympathique, il le sait, n'y peut rien et s'en moque. Son but ? Le même que celui de Jacques Soustelle avec qui il fait équipe : faire revenir De Gaulle au pouvoir. L'Algérie est l'occasion rêvée. Jamais, il en est sûr, la IV^e ne pourra régler le problème. Seul l'ermite de Colombey peut imposer sa loi à un pays dont le Parlement en folie n'a plus qu'une action négative. Soustelle et Debré préparent la voie. Poussent à la roue. Que s'écroule la baraque, la charpente est pourrie ! De Gaulle ne croit pas à son retour. Eux si. De toutes leurs forces. De toute leur intelligence. « Algérie française De Gaulle au pouvoir », c'est eux. Soustelle s'attaque au vieux Palais-Bourbon. Avec succès. Debré s'attaque à une tâche singulièrement difficile pour tout autre que lui : déterminer les points de la machine administrative qui peuvent s'enrayer au moindre grain de sable, ceux qui le sont déjà, ceux qu'il faudra neutraliser « le grand jour venu ». Il est le neurologue de ce grand corps administratif sans la santé duquel un régime ne peut survivre. Il en connaît tous les centres nerveux. Il sait — acupuncteur de la révolution — où il faut planter ses aiguilles d'or pour arrêter ou remettre la machine en marche. Avec efficacité et discrétion il prépare la révolution administrative. Il a dans ses dossiers un projet de Constitution. Ce « commando » de l'intellect est prêt.

Commando Sanguinetti — autre allié de poids de Jacques Soustelle — l'est au sens propre du mot. « Sangui » a perdu une jambe en Corse, à l'époque des commandos de France dont il était

sergent. Sa fidélité à De Gaulle est aussi solide que sa silhouette massive. Allez savoir que ce héros de la guerre, colosse au visage peu amène, aux épaules de catcheur, a une jambe de bois ! Il met un point d'honneur à le faire oublier et y parvient parfaitement. Ce trompe-la-mort n'a jamais abandonné l'action. Sa vie, son enfance même ont de ces relents de romantisme moyen-oriental qui séduisent. Alexandre Sanguinetti est d'origine algéroise — ça va servir — mais est né en Égypte où son père était conseiller du père de Farouk. Après une guerre héroïque « Sangui » a plongé dans la politique. Il a fait partie de nombreux cabinets ministériels et a retiré de ces séjours dans les bureaux dorés du 7^e arrondissement un profond dégoût pour cette IV^e République mal bâtie après une guerre où l'on avait pourtant donné tant de soi-même et préparé « des lendemains qui chantent ».

Sanguinetti n'a jamais laissé tomber ses compagnons de guerre. Et ses familiers savent combien ce masque rébarbatif qui serait à sa place dans un film policier américain de série « B », peut cacher d'amitié, de fidélité, de fraternité pour les copains d'hier. Tout à fait l'homme qu'il faut comme secrétaire général pour le C.A.N.A.C., Comité d'action nationale des anciens combattants, créé sur l'initiative du conseiller Blocq-Mascart, ami intime de Soustelle et de Debré. Qui mieux que Sanguinetti, héros de la guerre, ancien combattant prestigieux, pied-noir d'origine, peut réunir, unifier et mobiliser les grandes associations d'anciens combattants sous la bannière de l'Algérie française ? En avant ! Les voilà, les commandos qui manquent aux intellectuels Soustelle et Debré. En France ils sont deux millions mais calmes, tranquilles, pépères, pas prêts pour un sou à faire la révolution ! Le béret basque, le drapeau, la flamme de l'Inconnu, la gerbe une fois par an, oui, mais pour le reste... Ça ne fait rien. On en impose lorsqu'on parle au nom de deux millions d'hommes même s'ils restent les pieds dans leurs pantoufles. Et puis il y a les anciens combattants d'Algérie. Ceux-là, c'est autre chose. On a vu que pour descendre dans la rue ils ne sont pas les derniers. Et Sanguinetti qui en métropole représente deux millions d'anciens combattants, qui, le 8 juillet 1957, a envoyé le colonel Bourgoin prêter en leur nom le serment de conserver l'Algérie française, est l'homme qu'il leur faut. De la gueule, de la grogne, de la hargne et une poigne de fer. Sangui ce n'est pas un tendre. Et à Alger, ça plaît. Arnould peut dire à ses anciens combattants qu'au moins ceux de métropole pensent comme eux, qu'ils représentent

quelque chose, une force. Des hommes à qui la patrie doit être reconnaissante.

Soustelle est l'idole d'Alger. Sanguinetti pèse de tout le poids de ses anciens combattants. Debré « gamberge ». Tout est en place.

Bien sûr, Soustelle n'a pas que ces deux alliés. La préparation du coup d'État du 13 Mai est un écheveau compliqué dont les fils aboutissent à des dizaines de complots. De nombreux ouvrages les ont démêlés, disséqués, nous n'y reviendrons pas et ne nous soucierons que de ceux qui en Algérie auront une influence directe sur la journée du 13 Mai. Ceux qui marquent l'heure des colonels.

La chute de Gaillard est accueillie avec enthousiasme par Alger. C'est le rejet des bons offices. C'est, titre « *L'Echo*, » le refus de poursuivre une politique d'abandon ». Sérigny et Soustelle, le pétainiste et le gaulliste, font désormais bon ménage et soufflent dans la même trompette. Mais très vite la joie d'avoir contribué à renverser un gouvernement « sans couilles » se mue en inquiétude, en angoisse. Et plus la crise dure — elle va se prolonger pendant vingt-huit jours — plus la fièvre monte. Un vent de défaitisme plane sur Alger. Les Européens se sentent mal aimés, « persécutés » par une métropole qui ne les comprend pas. Ce vent, comme certains vents du désert, prend sur place. Il y a eu les bons offices, on a renversé Gaillard, mais le risque n'est pas définitivement écarté. Il y a l'éventualité d'une négociation — proposée avec insistance par Bourguiba et Mohammed V — et certains milieux politiques n'y semblent pas opposés. Voyez ce Pflimlin qui vient d'en parler très sérieusement dans *Le Petit Strasbourgeois*. Et si par malheur — la crise se prolongeant — un lascar pareil était pressenti et investi ? C'en serait fini de l'Algérie française. Dans l'esprit des Européens — mayonnaise montée avec art par *L'Echo d'Alger*, Soustelle et Debré réunis —, une négociation ne peut aboutir qu'à une reconnaissance du F.L.N. Donc à l'indépendance. Donc : « La valise ou le cercueil ! » Voilà ce que préparent ces parlementaires pourris ! Une fois encore c'est le « largage ». Rien ne va plus ! Ce vent du désert prend des proportions de tornade. Les esprits sont en ébullition. Les Européens angoissés se cramponnent à tout ce qui peut les rassurer. Une parole de Pflimlin : c'est l'abatement. On nous abandonne. Une déclaration de Debré : on exulte. De 36° 5 la

température passe à 40 ! De l'abattement on passe à l'excitation la plus extrême. Peu de nerfs résistent longtemps à pareil traitement. Il faut que ça claque. Ça va claquer.

Au Gouvernement général on le sent. Le calme secrétaire général Pierre Chaussade note dans ses carnets : « Les Européens ont le sentiment que leur existence même se trouve en cause, non plus dans les combats, mais sur le plan politique et diplomatique. Cette peur d'être abandonné ne peut que se manifester par une volonté de survivre, un immense réflexe de défense. »

Lacoste aussi est conscient. Et cette fois il n'y a plus de possibilité de purger la machine. Plus de soupape de sûreté. Le ministre résidant, qui se plaignait de ne pas avoir assez de pouvoir, n'en a plus du tout. Vingt-nuit jours de crise ! Pas de gouvernement. Et qui sait si ce gouvernement — qu'on a tant de mal à trouver — gardera Lacoste ? Et on en arrive à ce paradoxe : Lacoste coupé des libéraux, des musulmans et des extrémistes est poussé, par la force des choses, vers ces ultras qu'il a encore voulu matraquer le 11 novembre 1957. Car ceux-ci se disent : « Lacoste, c'est l'Algérie française. Le suivant que sera-t-il ? » Chaque jour qui passe arrache un pan à cette « IV^e » moribonde. À Paris, Bidault, puis Pleven tentent de dénouer la crise. En vain. Le Parlement se fait hara-kiri. Chaque jour sans gouvernement c'est un peu de sel sur la plaie algérienne. Il faut foutre en l'air ce régime gangrené. Après, on verra bien. Mais chacun a déjà sa petite idée derrière la tête. Pour Soustelle et Debré, c'est De Gaulle. Pour les nostalgiques de Pétain, de Franco, de Salazar c'est l'occasion de mettre sur pied un bon petit État corporatiste. Pour certains militaires, une dictature « pure et dure » rendrait enfin un visage de Jeanne d'Arc à cette Marianne de la rue Blondel.

D'abord il faut s'organiser. Ce ne sont pas les mouvements qui manquent à Alger. Les anciens combattants d'Auguste, Arnould, le pilote d'Air Algérie, mi-boy-scout, mi-révolutionnaire, sont les plus nombreux et les mieux disciplinés. Aucune manifestation ne s'est déroulée sans eux. Ils sont les maîtres de la rue d'Alger. Avec leurs drapeaux, leurs décorations, leurs « frères musulmans », ils sont « le gros » de toute manifestation importante. Ensuite, le fer de lance : les étudiants et lycéens. Là encore tout est prêt. Tous sont décidés à s'opposer par la force à un abandon. L'U.S.R.A.F. de Soustelle, idolâtré par Alger, coiffe

facilement ces associations patriotiques qui toutes réclament un gouvernement de salut public à ce Parlement bouffon.

Mais il y a aussi ceux qui ne voient pas d'un très bon œil l'action de Soustelle, jugé trop libéral, trop attaché aux libertés républicaines. Ceux qui n'ont pas oublié le Soustelle du Comité antifasciste du Front populaire, du collègue unique. Ceux-là sont prêts à tout. On va les baptiser « activistes ». Ils veulent aussi réussir leur coup d'État mais pour renverser la République et établir un régime autoritaire et corporatiste. Sentant le moment venu ils se regroupent, réunissent leurs troupes de choc, leur influence, oubliant pour un temps quelques divergences mineures. C'est une alliance secrète que passent des hommes qui ont le goût du complot, de l'action, de la théorie révolutionnaire d'extrême droite. Ils sont sept. Leur mouvement s'appellera donc le « Groupe des Sept. » Peu d'imagination mais du punch !

Le premier des sept est Pierre Lagaille. De loin le plus actif, le plus accrocheur, le plus violent dans l'action. Il est avocat, ses parents aussi. Il est né à Courbevoie mais a passé son enfance à Blida dont son père a été bâtonnier. Il a usé ses fonds de culotte en compagnie de M'hamed Yazid, Blidéen lui aussi. Puis la guerre est arrivée. Yazid a rejoint le F.L.N., Lagaille les paras. Sous-lieutenant, il a « fait » l'Algérois, Suez et la « bataille d'Alger ». Puis son temps fini, il a quitté l'armée pour « poursuivre le même combat mais sur le plan politique ». Il s'est inscrit à la faculté d'Alger pour préparer un doctorat mais surtout pour contrôler cette masse estudiantine qui traditionnellement renferme tous les ferments de l'agitation. Le président de l'A.G.E.A. (Association générale des étudiants d'Algérie), Jean Gautrot, est de ceux que Lacoste a envoyés « respirer l'air des djebels » en résiliant leur sursis à la suite des manifestations du 11 novembre. Lagaille bondit sur l'occasion, fait campagne, est élu. Ce grand garçon athlétique, le visage large, cerné d'un collier de barbe, a tout pour plaire aux étudiants algérois. Il sait parler, entraîner les foules, il a l'expérience de la vie, il est déjà avocat. Il a fait son service militaire dans les paras et en a ramené la valeur militaire. Bref, un meneur d'hommes. Pour lui l'A.G. n'a été jusque-là qu'un mouvement de boy-scouts turbulents. Il la transforme en une arme politique solide qui peut s'avérer redoutable. Pierre Lagaille fait son entrée dans la vie politique algéroise. Il n'a pas fini de faire parler de lui.

Les six autres membres du « Groupe des Sept » sont des fascistes bon teint. Nous en connaissons certains. D'abord le restaurateur Goutallier, le truculent patron du restaurant « Le Relais », spécialiste de chansons de corps de garde dans la tradition pataouète de Bab-el-Oued. C'est le patron des poujadistes d'Alger. Son adjoint est Joseph Ortiz. Le grand Jo est bistrot près du Forum. Une belle tête à la Mussolini, grasse et régulière, le verbe haut. Il contrôle les troupes de choc poujadistes. On l'a vu mener de main de maître la manifestation du 6 février 1956 et, à coups de tomates puis d'échauffourées, tenir prisonnier le président du Conseil Guy Mollet jusqu'à ce que celui-ci « mette les pouces » et remplace Catroux par Lacoste^[2]. Son action est parfois moins publique et avec certains de ses fidèles il ne dédaigne pas le contre-terrorisme. Certains de ses hommes ont prêté la main au groupe Kovacs dont le mouvement, l'O.R.A.F., s'est vanté de l'attentat de la rue de Thèbes ^[3].

Le docteur Lefebvre, médecin homéopathe, est physiquement à l'opposé d'Ortiz. Aussi calme que le cafetier est excité. Aussi policé que l'autre est « grande gueule ». Il est aussi beaucoup plus cultivé. Il a pourtant un point commun avec Jo Ortiz : son amour de Charles Maurras. Mais Ortiz n'a lu que cela. Le docteur Lefebvre, lui, sait tout sur les régimes fascistes qu'il a particulièrement étudiés. À ses yeux, le régime de Salazar représente le fin du fin. Il avait vingt ans sous Pétain et a gardé au vieux maréchal une fidélité touchante. Son rêve : le corporatisme. Il apporte dans le mouvement poujadiste algérois la science des analyses politiques, la technique et la culture qui manquent à Ortiz et à Goutallier.

Robert Martel est, lui, une vieille connaissance. Viticulteur de choc, il a repris dans la Mitidja la fameuse association : l'U.F.N.A., Union française nord-africaine, créée et animée dès 1955 par Boyer-Banse, gros colon, expulsé par Robert Lacoste, ce qui avait valu à ce dernier l'ire des ultras. Cette U.F.N.A., bien qu'interdite, est plus vivace que jamais. Et Martel la dirige d'une poigne de fer. Avec lui on pénètre en plein délire. Martel c'est le Cœur et la Croix, Charles de Foucauld, la défense de l'Occident chrétien, l'Ordre nouveau. Il a été arrêté à la suite de la découverte de la villa des Sources où un groupe contre-terroriste torturait des musulmans soupçonnés de faire partie du F.L.N. Puis il a été relâché et a renoué avec l'organisation « Grand O » du docteur Martin et du général Chérière, l'ancien

patron de la X^e région militaire sous Léonard et Soustelle. Pour Martel, la Cagoule, dont « Grand O » est une résurgence, est le seul mouvement « pas trop à gauche » et digne de confiance ! Inutile de préciser que la défense de la République et des libertés individuelles ne sont pas au premier rang de ses préoccupations ! Il peut compter, dit-il, sur mille colons armés et décidés à frapper fort.

Son adjoint est Crespin, qui règne sur un petit groupe dissident de l'U.F.N.A. Bonnet blanc et blanc bonnet.

Enfin, fermant la marche, un avocat algérois, M^e Baille, fait office de conseiller technique en coup d'État.

Ces sept-là sont déterminés à ne pas laisser passer une si belle occasion. Si coup d'État il y a, et il y aura coup d'État, le Comité des Sept entend bien le diriger à sa guise. Encore faut-il avoir l'appui de l'armée sans laquelle, c'est un fait bien établi et aucun parmi les comploteurs de tout bord ne l'ignore, rien aujourd'hui ne peut se faire en Algérie.

L'armée. On ne parle que d'elle. Des résultats qu'elle obtient, de son unité. De son moral surtout. Elle séduit et elle inquiète. On sent qu'elle a changé mais on ne sait pas trop dans quel sens. Le pays ne la connaît plus. Cela fait si longtemps qu'elle est partie. Engagée dans les guerres coloniales d'Indochine, puis d'Algérie elle a perdu le contact avec la métropole. Cela paraît paradoxal car après tout cette armée est surtout constituée de près de quatre cent mille appelés, elle représente donc la nation. Mais l'Armée, avec un grand A, ce n'est pas cela. En Algérie, elle est composée de deux parties inégales. Les troupes d'intervention, c'est-à-dire les parachutistes, les commandos, et les troupes territoriales, c'est-à-dire les bidasses, les appelés, ceux qui ne sont pas volontaires pour les unités de choc, ceux qui ne savent pas trop ce qu'ils viennent « foutre » en Algérie.

Ce sont ceux-là qui toute l'année sont au contact de la population. Le quadrillage, les postes, les pitons, les patrouilles toujours recommencées c'est pour eux. Cela marche bien ou mal selon l'encadrement. Plutôt mal que bien, car — c'est là l'erreur tragique du haut commandement — c'est à ces troupes territoriales les moins entraînées, celles qui « n'y croient pas », que l'on a réservé le plus médiocre sinon le plus mauvais encadrement. De cette armée-là on ne parle jamais. Son travail quotidien de contact, de quadrillage, n'intéresse personne. Dès

qu'il y a un coup dur c'est aux troupes d'intervention que l'on fait appel. Ce sont elles qui racontent leurs accrochages, leurs opérations, leurs fellouzes. Leurs chefs sont les plus prestigieux, des noms qui se sont déjà illustrés en Indochine, des noms que l'on retrouve dans les journaux, dans les magazines, dont on parle à l'état-major. Des hommes qui triment tous leur légende. La véritable armée, c'est celle-là. S'y ajoutent les jeunes officiers S.A.S., les lieutenants, les capitaines qui en veulent, qui croient dur comme fer à la pacification, qui s'y donnent tout entiers. La voilà, l'armée d'Algérie. Cette guerre n'a pas besoin de divisions mécanisées, de grandes manœuvres où, sous la direction de stratèges prêts à la guerre nucléaire, on combine l'action de la marine, de l'aviation, de l'artillerie et de ces divisions splendides qui font vibrer d'émotion les généraux étoilés de l'O.T.A.N. Non, ce qu'il faut ici ce sont des Bigeard, des Jean-pierre, des Graziani, des Mayer qui crapahutent avec leurs hommes, qui chassent le fell en vivant comme lui. Des spécialistes de la guérilla. Seuls ils peuvent porter des coups efficaces à un adversaire qui se moque des grandes opérations et des déplacements spectaculaires montés des jours à l'avance ! Et pour appuyer ce fer de lance il faut des centaines de jeunes officiers « pacificateurs », des bâtisseurs, des médecins, des maîtres d'école formés à la discipline des commissaires politiques et qui connaissent eux aussi tous les secrets de la guérilla. Des bonnes à tout faire peut-être, mais mieux encore des gouvernantes auprès desquelles les musulmans abandonnés par une administration civile débile puissent trouver une aide qui leur a toujours manqué.

Et ils existent. Et ils sont là. Et ils pensent. Et ils parlent. Leur cible ? Le « système ». On l'attaque ouvertement dans les popotes. Il est indéfendable. On fait la guerre depuis trois ans et demi sans discussion, sans qu'il y ait d'ordre précis, d'orientation dans la politique du gouvernement. L'armée ne reçoit aucune directive autre que : « Il faut garder l'Algérie à la France. » Elle s'y est employée comme elle a pu. Les officiers S.A.S. se sont engagés auprès des musulmans. Ils ont remplacé un État défaillant dans tous les domaines. Depuis la « bataille d'Alger », depuis que Lacoste lui a abandonné les pouvoirs civils de police, l'armée tient l'Algérie entre ses mains. Comment l'officier à qui l'on demande — outre de faire la guerre — d'accomplir la tâche de tous les corps de l'État : justice, instruction, police, administration, urbanisme, ne se poserait-il pas la question :

puisque l'armée fait tout, pourquoi n'a-t-elle pas le pouvoir ?

Ceux qui ont fait l'Indochine se la posent plus que les autres. Les rescapés des camps viets ont eu le temps de méditer, de rechercher les causes de leur échec face à la révolution populaire. Ils croient avoir assimilé la leçon indochinoise. Au service de leur pays ils ont appliqué les techniques de combat apprises à l'école. Ils les ont adaptées à la guerre révolutionnaire apprise sur le terrain. Aveuglément ils ont obéi à des chefs — politiques et militaires — dont les méthodes se sont révélées inefficaces, incomplètes et périmées. Leur gouvernement les a laissés désarmés devant les attaques psychologiques d'un ennemi infiltré sur leurs arrières.

Jusqu'à là ils étaient restés apolitiques. C'était leur goût... et leur devoir. Mais ils découvrent — et c'est là la leçon indochinoise — que la guerre est la continuation de la politique par la force, et que la guerre révolutionnaire — guerre totale — n'est que l'application d'une politique *par tous les moyens*. Les Viets avec leurs commissaires politiques l'avaient compris. Eux, les officiers traditionnels cherchaient en vain, dans les textes et les discours officiels, la doctrine qu'il fallait suivre. Et voilà qu'en Algérie ça recommence. Comment trouver une réponse à toutes les questions que se pose l'armée dans la mosaïque des vellétés d'un pouvoir exécutif toujours provisoire ?

En ce printemps de 1958, l'armée n'accepte pas — et elle n'acceptera jamais, elle se le jure — une politique pouvant conduire à un nouvel abandon. Il y a eu l'Indochine, la Tunisie, le Maroc. Cela suffît. Elle ne veut pas être frustrée d'une victoire qu'elle sent désormais plus proche. Il est impossible qu'un gouvernement — on finira bien par en trouver un dans ce Paris parlementaire en folie — remette en cause les succès militaires dans une négociation politique. Et puisqu'on a demandé à ces officiers de prendre en main ces vastes territoires sous-administrés, d'encadrer la population musulmane, de se transformer auprès d'elle en véritable commissaires politiques, ils ne l'abandonneront jamais. Ces jeunes officiers — et leurs colonels, en particulier les paras — rêvent d'une armée populaire. Ils sont loin des généraux d'état-major, ils les critiquent même violemment — on a vu ce que pense Bigeard de la guerre menée par les « patrons » —, ils ne se sentent aucun point commun avec certains officiers d'Alger — comme Allard, le patron de la

pacification, ou Goussault l'homme de l'action psychologique en chambre — qu'ils qualifient de droite. Ils ont violemment critiqué l'attitude de certains colons et se sont empressés — dans leurs secteurs — de remédier aux abus, d'augmenter les salaires de misère, de tenter de rendre aux populations qui en sont si cruellement arrivées leur droit à la dignité. En même temps qu'ils luttent contre l'ennemi ces hommes qui se considèrent comme les cadres d'une nouvelle armée ont appliqué les techniques de manipulation psychologique des populations qu'ils doivent conquérir. À leurs yeux, en Algérie, se trouvent réunis les facteurs sociologiques et matériels nécessaires pour provoquer la rupture avec un système qui tourne à vide, un Parlement qui ne sert qu'à démolir en quelques heures un gouvernement qu'il met des semaines à reconstituer. Ces soldats « révolutionnaires » voient à portée de leur main la possibilité de faire sauter le « système », gagner la guerre et sauver le pays.

Ils n'ont aucune idée de la complexité des choses. Eux aussi simplifient à l'extrême. Nationaux-socialistes, nous ? Jamais. Dites plutôt nationaux-communistes ! Rétablir dans la nation un ordre idéal. Quel beau rêve !

Et ils le caressent de plus en plus souvent. L'intégration, ils sont les seuls à la vouloir vraiment. Il y a, bien sûr, les Européens d'Algérie qui combattent les réformes, le collège unique, la participation musulmane aux leviers de commande du pays... ils sont persuadés être les seuls à pouvoir les convaincre. Par la force s'il le faut. Mais ce sera inutile car eux connaissent les pieds-noirs d'Alger, ceux qui font tout, dirigent tout. Les officiers parachutistes sont devenus leurs intimes.

Chaque régiment parachutiste a sa base arrière à Alger. Après trois semaines ou un mois d'opérations, de crapahut, on revient dans la capitale. Et le soir les officiers parachutistes sortent. Tout auréolés de gloire par les journalistes à qui ils ont des choses spectaculaires à raconter et avec lesquels ils « grenouillent » volontiers. Elle est loin la Grande Muette, c'était l'armée de papa ! Ils deviennent les chouchous de la population européenne qui n'a pas oublié la terreur de la « bataille d'Alger » dont ils l'ont débarrassée. Ils sont invités. Ils dînent en ville. Ils ont des liaisons. Certains se marient. Ils s'attachent à cette population pied-noir. Et ce n'est pas difficile car, le mot vient naturellement à la bouche, elle est attachante. En outre dans ces familles les paras

s'aperçoivent que les « Arabes » sont souvent « bien traités », qu'on a confiance en la vieille fatma qui est là depuis toujours. Ils ne sont donc pas irréductibles. On pourra les convaincre. Les paras ne disent jamais — car ils ne le pensent pas — « il faut se battre pour les pieds-noirs ». Ils leur adressent même des critiques : « Vos gens de la Mitidja, il faudrait les traiter un peu mieux. Vous allez à la catastrophe. » Ils sont sûrs de pouvoir les amener à la raison. Ils rêvent d'être le catalyseur entre une masse musulmane encadrée et lasse de la guerre et ces pieds-noirs qui, eux aussi, sont dans leurs pays. Pourquoi n'abandonneraient-ils pas leurs privilèges, pourquoi n'accepteraient-ils pas une intégration totale et sincère — un musulman égalé un Européen — dont l'armée toute-puissante serait le garant ? Ce que le système est incapable d'imposer, l'armée peut le faire. Garder l'Algérie mais une Algérie rénovée. Pour cela empêcher à tout prix la constitution d'un gouvernement qui négociera.

Ce malaise de l'armée, Raoul Salan le perçoit d'autant plus facilement qu'il le ressent profondément. Lui aussi se pose la question : pourquoi pas nous ? À Alger, il reste le second du ministre résidant alors qu'il contrôle à travers l'armée tous les rouages du pays. L'Algérie, c'est lui et pas Lacoste. Ou plutôt ce devrait être lui. Il suffirait de bien peu de chose.

Salan n'a pas pardonné au « système » d'avoir envisagé son départ. Le bruit en a couru. On a même parlé de l'éternel Cogny pour le remplacer. Salan s'appêtait à demander des explications nettes et précises à Chaban-Delmas, son ministre, lorsque le gouvernement a été renversé. Et l'Algérie, Salan est décidé à tout pour en conserver le commandement. C'est sa chance. Il le sent. Ce commandement doit être le couronnement de sa carrière militaire. Il peut même lui ouvrir des horizons beaucoup plus larges.

Dans cette aimée où les officiers les plus en (lèche expriment des idées simples, sinon simplistes, préconisent des solutions tranchées où tout est noir ou blanc, Salan fait ligure d'exception. Son expérience chinoise et indochinoise l'a profondément marqué. Pour lui rien n'est aussi simple qu'il y parait et le plus court chemin qui mené d'un point à un autre n'est jamais la ligne droite. Voilà qui dérouté à Alger où seuls comptent les sentiments extrêmes simplement exprimés.

La Ville blanche n'aime pas Salan et le lui a prouvé dès son

arrivée. Ce seigneur de la guerre au visage impassible, aux réactions contrôlées, froid comme le marbre, déplaît profondément. Sa carrière, brillante et compliquée — à l'image du personnage —, est pour les extrémistes algérois du plus mauvais augure. À leurs yeux Salan c'est le traître, le défaitiste, l'homme qui a connu Giap, qui a « bradé » l'Indochine, le franc-maçon qui vient poursuivre en Algérie une entreprise de démolition commencée en Asie. Et on a monté contre lui, à peine arrivé, l'attentat au bazooka. Puis on s'est aperçu de la méprise. Il y a eu la « bataille d'Alger », rondement menée. Sa cote a remonté. On l'a admis. Sans plus.

Pour être populaire à Alger il faut faire « la retape ». Salan n'en fait pas. Chez lui, les réceptions sont glacées. Il n'a pas le contact. Il est difficile à cerner. Massu avec sa gueule insensée, son béret rouge, sa tenue léopard et son langage brusque et sans détour, plaît follement. Salan non. Ses cheveux blanc bleuté, son uniforme impeccable, ses rangées de bananes, sa physionomie dédaigneuse le desservent dans un pays où la chaleur humaine joue un si grand rôle. Il en a pris son parti. Ce n'est pas dans la rue mais dans le secret de son cabinet qu'il va entreprendre cette conquête du pouvoir qui lui tient tant à cœur. Il est le patron de l'armée, pourquoi ne pas être le patron tout court ? En Indochine où il n'y avait pas de civils pour mettre de bâtons dans les roues il n'a pas eu sa chance. Il a été l'adjoint opérationnel de De Lattre puis, quand le Roi Jean, épuisé, « a passé la main », il était trop tard. En Algérie il peut donner sa véritable mesure. Face à Lacoste il a fait son grand numéro. De la classe, de la dignité. Il a voulu avoir, lui aussi, sa cour comme De Lattre. Il a fait venir quelques-uns des « maréchaux d'Empire » dont il a été : le bel Allard, Goussault le futé, Crespin, bien d'autres encore. Mais il lui manque le culot et l'abattage du Roi Jean. Il n'a que des collaborateurs. Pas d'équipe. Il est trop froid, trop fermé, trop secret, trop « poisson à l'étalage ». Il a la poignée de main molle et le verbe sec. Son goût du faste, ses déplacements entourés de douze motards en gants à crispin blanc, sa garde prétorienne indochinoise, impressionnent. Sans plus. Ni démesure ni séduction.

Ce timide qui ne rêve que pouvoir et popularité commande à un état-major gelé que sa prudence maladroite et son absence de contact humain n'enthousiasment guère. Avec Lacoste, après un round d'observation où chacun a essayé d'« en imposer » à

l'autre, il a joué le jeu. Les rapports se sont progressivement détendus. La bonhomie rondouillarde, la jovialité du ministre résidant y ont été pour beaucoup. Salan a monté, avec l'accord de Lacoste, son plan de pacification, puis il y a eu la « bataille d'Alger ». Toujours « couvert », le commandant en chef a étendu son pouvoir. Et les choses se sont précipitées. Le découragement a gagné. Un découragement que ne peut enrayer Lacoste, ministre d'un gouvernement renversé. Et Salan finit par se dire, voyant le petit et bedonnant Lacoste enfoui dans son fauteuil, ses bras courts et grassouillets posés sur l'immense bureau du G.G. : « Ce fauteuil est pour moi. » Avec prudence il a attendu son heure. Elle a sonné. Tout le lui prouve et d'abord les officiers de cette armée dont il est le maître absolu : « Les civils ne suffiront pas, nous sommes là et nous ne céderons jamais, »

Ce monument de calcul et de froideur se laisse tout de même pénétrer par l'ambiance folklorique de la rue algéroise. Il est le commandant en chef, le patron tout-puissant de cette armée bien-aimée dont Alger exalte le rôle de façon permanente. Il ressent le parfum de cette popularité bien qu'à titre personnel il n'en ait guère. Mais les bougainvillées sentent plus fort à Alger que partout ailleurs... Cette fois, il en est sûr, il peut devenir le De Lattre de l'Algérie. Il suffit de ne plus avoir de civil dans le grand bureau du G.G. Avoir les coudées franches et tous les pouvoirs civils et militaires. Il veut la faillite de Lacoste à son profit. Il n'a même plus à la désirer elle est là, confirmée par la crise qui dure... qui dure. Il suffit de mettre maintenant un certain nombre de civils dans le coup pour que les pouvoirs lui soient *légalement* remis. Car il est et reste républicain.

Alors son équipe fait des sondages, prend des contacts pour savoir quels civils sont « récupérables ». Et voilà les groupes qui complotent à Alger pleins d'espoir ! À Paris, cela ne va pas mal non plus. Salan bénéficiera de l'appui de ses « anciens d'Indochine » de la rue de Naples, association menée par Yves Gignac et qu'il a présidée avant d'être nommé en Algérie. C'est le général Chassin — l'un des chefs de « Grand O » — qui l'a remplacé à la tête de cette association « de choc » qui sait tout des mouvements activistes parisiens. L'heure venue, ces alliés seront de poids.

Avec une prudence machiavélique Salan joue par personne interposée. On ne peut l'accuser de comploter. Apparemment il se

laisse porter par les événements. Jamais plus que dans ces heures chaudes il n'a mérité ce surnom de Mandarin ramené d'Indochine. Il se borne à mettre en garde. Et à se renseigner. Ses émissaires à Paris sont le colonel Néri et le capitaine Agostini. Ils font « la navette entre Alger et Paris et tiennent le général au courant des activités de certains groupes parisiens comme le C.A.N.A.C. d'Alexandre Sanguinetti, dont on sait l'importance dans les événements qui se préparent.

À Alger, son principal et meilleur informateur n'est autre que le colonel Thomazo, commandant les unités territoriales, les fameuses U.T. composées d'Européens d'Algérie mobilisés trois jours par mois. « Nez-de-Cuir » n'a pas la prudence de son patron et reçoit les confidences de tous les conjurés ; des gaullistes aux extrémistes de droite, en passant par les jeunes officiers auprès desquels cet ancien de Monte Cassino où un éclat d'obus l'a défiguré, jouit d'un immense prestige. Car chacun des groupes qui préparent « leur » révolution sait qu'il doit compter avec cette force de frappe que représentent les U.T. Si les U.T. marchent et Thomazo en tête, l'armée marchera.

Dans le silence de son cabinet, Raoul Salan, informé de tous les complots sans participer à aucun, conscient de la révolte qui couve dans l'armée contre le « système » mais aussi contre le haut commandement, attend avec la patience qui est sa principale qualité que se produise le mélange détonant qui « légalement » lui donnera le pouvoir en Algérie. Il n'est pas le seul.

« Je vous assure, monsieur le directeur, que ma source est de premier ordre.

— Je vous crois, monsieur le commissaire, mais avouez que votre mise en garde, dont je vous remercie d'ailleurs, a de quoi surprendre. »

Le commissaire eut une moue significative. Lui ne semblait pas si surpris. Et pourtant l'information que ce haut fonctionnaire de la police apportait à Hosteing, directeur du cabinet civil et militaire de Robert Lacoste, était d'importance. L'un de ses informateurs, un policier un peu maquereau qui flirtait avec les militaires les plus extrémistes, lui avait annoncé que ceux-ci s'apprêtaient à agir contre Lacoste, représentant à leurs yeux ce « système » honni qu'ils voulaient abattre. Profitant d'un déplacement qu'avait projeté le ministre à Bou-Saada, un groupe d'officiers l'enlèverait et le tiendrait prisonnier « quelque part

dans le bled ». Tout était prévu jusqu'au choix de la voiture et du chauffeur. Grâce à cet otage de marque on pourrait influencer sur la politique parisienne !

Hosteing se leva et serra la main du fonctionnaire : « Merci, cher commissaire, je vais prévenir le ministre. Mais que voulez-vous que nous fassions ? Ce sont les militaires qui ont le pouvoir ! »

Voilà où on en est. Depuis la chute du gouvernement Gaillard, et pendant cette course à un cabinet fantôme, Robert Lacoste est sans pouvoir. Sa situation à Alger devient de plus en plus inconfortable. Ministre à la merci d'ennemis éventuels qui n'en veulent pas à l'homme — impuissant, ligoté qu'il est par les errements de la IV^e République — mais au régime qu'il représente, Lacoste ne se fait aucune illusion. Personne ne veut plus de lui à Alger à l'exception d'une minorité de droite dont il ne veut pas trop se vanter et dont il trouve la fidélité toute neuve par trop encombrante... C'est la faillite. La loi-cadre ? Un bluff inapplicable, inappliqué. Le collège unique ? Repoussé par tous. Restent les élections que le ministre veut fixer au 1^{er} juin. Ou plutôt voudrait...

En apparence le cabinet de Robert Lacoste et celui de Salan continuent de collaborer « franchement ». En réalité chacun tente d'intoxiquer l'autre. Le maniement de l'intox est devenu une telle habitude en Algérie qu'on ne l'emploie plus seulement contre le F.L.N. mais aussi entre cabinets devenus rivaux. Salan a envoyé à Gorlin, responsable de l'information au cabinet Lacoste, le colonel Goussault, chargé de l'action psychologique de la X^e région militaire. Son rôle ? Mettre Gorlin « à la botte » de Salan. De son côté, Michel Gorlin a des informateurs chez Massu. Avec le général parachutiste les choses se passent beaucoup mieux qu'avec le Mandarin. La fraction « France libre » du cabinet civil a des souvenirs communs avec ce grognard compagnon de la Libération qu'elle n'a pas avec Salan. Massu, de même que Jouhaud, le patron de l'aviation, et Auboyneau le chef de la marine, restent « militaires-militaires ». La politique, ils s'en moquent. Ils sont aux ordres de Lacoste que le gouvernement de la République, qui les a fait généraux ou amiral, a placé à la tête de l'Algérie. En revanche, Salan, impassible, assiste, en les téléguidant, à ces jeux subtils d'intox et de contre-intox à la chinoise. Il tient l'armée et s'est frotté quotidiennement aux

pratiques civiles et politiques. Les autres restent des chefs de guerre. Lui se sent le leader en puissance.

Lorsque Robert Lacoste apprend l'enlèvement dont il devait être la victime à Bou-Saada, il hausse les épaules. Enfantillage. Lui croit à des manifestations beaucoup plus importantes. Le grand coup de balai dont rêve Alger, il le sent se préparer. Et il est impuissant... et partagé. Il comprend la révolte de ces jeunes officiers S.A.S., car lui aussi a joué l'« engagement » des musulmans en mettant en place ses municipalités provisoires. Ceux qui y participent risquent leur peau. Le F.L.N. sur ce point n'a pas mâché ses mots. Il en a même égorgé quelques-uns, pour l'exemple. Et on lâcherait ces malheureux en négociant avec l'ennemi ? On les abandonnerait aux crimes fells, comme on l'a fait en Indochine avec les populations catholiques fidèles ? Impossible. Mais Lacoste ne peut pas garantir sa politique. Il n'est plus qu'un « gérant de local ». Il ignore quel gouvernement recevra l'investiture de l'Assemblée. Et quand. Il ignore aussi — et c'est le plus important — si ce gouvernement le confirmera dans ses fonctions comme Bourges après Mollet, comme Gaillard après Bourgès... Sera-t-il réinvesti dans sa puissance ? Pourra-t-il poursuivre sa politique ? Autant de questions sans réponse.

Ce 26 avril il se demande s'il n'aurait pas mieux fait de partir. Il sent un « coup » se préparer. Ce sera peut-être la manifestation prévue pour cet après-midi. L'U.S.R.A.F. et les anciens combattants ont appelé Alger à manifester pour protester contre « toute ingérence étrangère » et réclamer la « formation d'un gouvernement de salut public, seul capable de sauver l'Algérie française ». Lacoste a interdit la manifestation pour qu'à Paris on ne l'accuse pas — lui qui est lié depuis peu à cette droite ultra et turbulente — d'être « dans le coup ». Il sent Alger prêt à éclater. Il sent la catastrophe arriver sans pouvoir faire quoi que ce soit pour la prévenir. *On n'a pas de gouvernement.* À tout hasard et sans grandes illusions il a enregistré une allocution que Radio-Alger repasse toutes les heures et au cours de laquelle il justifie son interdiction en expliquant qu'« à l'heure actuelle l'opinion française et les hommes responsables examinent la situation algérienne avec un renouveau de passion patriotique et de bonne volonté ». Et il attend. Il n'a plus que cela à faire !

Pour l'heure il rumine sa rancœur contre Chaban-Delmas. L'antenne discrète que celui-ci a installée à Alger semble jouer un

rôle essentiel dans la préparation de la manifestation.

« Une vraie officine de complots en tout genre, grommole le ministre, ce Chaban fait partie du « système » et fait tout pour le renverser ! »

Il ne sait encore à quel point !

C'est en décembre 1957 que le ministre de la Défense nationale a décidé d'implanter une antenne à Alger. Chaban part du principe que l'armée tout entière est en Algérie, donc que le cabinet du ministre doit avoir une « succursale » sur place tout comme l'état-major général des armées à Paris est représenté à Alger par le haut commandement confié à Salan. En réalité, Chaban veut être informé « en direct ». Il sait qu'inéluctablement le Parlement en arrivera un jour — poussé par une opinion politique lasse des guerres coloniales — à rechercher un cessez-le-feu. Et ce jour-là l'armée se soulèvera. Le but de Chaban, pour qui seul De Gaulle peut régler le problème algérien, est d'amener — en profitant du malaise de l'armée — le général au pouvoir.

Le ministre de la Défense n'a pas l'impression de comploter contre un « système » auquel il appartient. Il ne s'est jamais caché qu'il profiterait de tous les postes qu'on pourrait lui offrir pour œuvrer pour le retour du général De Gaulle. Et il y emploie toutes les ressources de son intelligence qui est splendide, de son habileté qui est prodigieuse. Il faut avouer que l'équipe qui prépare le retour du « Vieux Monsieur de Colombey » a dans ses rangs les cerveaux les plus puissants et les plus brillants de la jeune génération : Debré, Pompidou, Frey, Guichard... Et Chaban n'est pas à la traîne.

Quarante ans, un physique de jeune premier, des tempes grisonnantes d'une séduction extrême. Bon joueur de rugby, excellent tennisman, il apporte à conserver sa forme physique la même attention qu'il réserve à ses dossiers. Rien du bûcheur austère et fort en thème qu'est Michel Debré ; Jacques Chaban-Delmas semble tout faire avec une élégance un peu « j'm'en foutiste » que démentent les résultats et le récit de sa vie. C'est un faux dilettante. Il est brillant et obstiné, ambitieux et accrocheur. En outre il croit en son étoile. Et il a raison. Jusque-là... et plus loin encore, il tourne les catastrophes à son avantage. Dix-neuf ans, il est à Sciences Po. Vingt-cinq ans, c'est la guerre. Il est sous-lieutenant. Il poursuit ses études « pendant que d'autres se battent ». Erreur. Cet estimable jeune homme devient dans la

guerre secrète l'un des meilleurs agents de renseignements « techniques ». Il est le spécialiste des industries qui travaillent pour les Allemands. À vingt-sept ans, la France est toujours sous la botte nazie mais il est inspecteur des finances, ce qui n'est pas mal, il est aussi quelques mois plus tard délégué militaire du général De Gaulle en France occupée, ce qui est encore mieux. En 1944 il est général de brigade. À vingt-neuf ans, ça ne s'était pas vu depuis Napoléon ! Jacques Chaban-Delmas n'abandonne pas pour cela le rugby et son cher tennis. Force de frappe et subtilité. Tout un programme... qui lui a réussi. Qui lui réussira encore. Cet homme a des mains d'or. Député R.P.F. à trente et un an, il est, l'année suivante, maire de Bordeaux. Le plus jeune maire d'une grande métropole provinciale. À l'assaut du pouvoir ! Le voilà ministre des Travaux publics à trente-sept ans, 1957 le voit à la tête de la Défense nationale. Président des Rep'Soc' il rassemble sous sa bannière les débris de l'ancien R.P.F. Mais quels débris ! Il ne semble pas utile de préciser que ses adversaires — et il en a, on en aurait à moins — prêtent la plus grande attention à la moindre de ses initiatives.

Lorsque le gouvernement Gaillard tombe, le 15 avril 1958 — quatre mois avant ses prévisions — Chaban n'est plus rien mais ses hommes sont en place. Il a ouvert des cours — il les appelle des « ateliers » — où il explique à quinze ou vingt officiers réunis à chaque fois les techniques de la guerre subversive pour laquelle il se passionne... et la chance qu'a la France d'avoir, en réserve, un homme comme le général De Gaulle. Seul l'Homme du 18 Juin peut sauver le pays du désespoir où le plonge un régime en pleine folie, et de la guerre civile qui ne manquera pas d'éclater si l'armée se révolte et tente de prendre le pouvoir.

Un homme l'aide considérablement dans cette campagne d'explications. C'est le jeune et trépidant secrétaire de la Fédération du Nord des Républicains sociaux : Léon Delbecque. Chaban l'a fait venir à son cabinet comme conseiller technique. Delbecque est passionné de guerre psychologique. Au ministère, le grand patron en est le colonel Lacheroy, chef du service action psychologique et du bureau de presse. À Alger, c'est le colonel Goussault. Au cabinet de Chaban, ce sera Léon Delbecque. Il participe à la création des « ateliers », développe les idées de guerre subversive. Lavage de cerveaux, viol des foules et des âmes, propagande, formation d'officiers « commissaires politiques ». L'école Jeanne-d'Arc où Bigeard va pouvoir exposer

ses théories et son expérience, s'inscrit dans ce programme.

Delbecque a trente-huit ans, il a abandonné un poste de directeur commercial chez un industriel lillois pour rejoindre Chaban. Abandonné est un grand mot car la solidarité joue chez les fidèles du général. Le patron de Delbecque, Eugène Motte — il sera sénateur U.N.R. — est un vieux gaulliste. Il a aidé de ses deniers le R.P.F., a engagé Delbecque, fils d'ouvrier, résistant, familier de Chaban, et lorsque le ministre à besoin de son directeur commercial il l'envoie à Paris en lui gardant sa place et son traitement. C'est « la cause » qu'il sert. Chaban sait choisir ses hommes de confiance. Delbecque a de la classe et une valeur politique certaine. Le visage est large, ouvert, sympathique. Les yeux battus et perpétuellement marqués atténuent l'impression de violence que produisent des épaules solides et surtout un verbe facile et déterminé. Car Delbecque est un tribun. Adjoint au maire de Tourcoing depuis 1947 il a fait bénéficier la municipalité de ses qualités d'organisateur et d'orateur. Son succès à la tête de la Fédération du Nord des Républicains sociaux et l'expérience qu'il a de l'Algérie où il a servi dans les commandos noirs de Bollardière ont décidé Chaban. Delbecque est l'homme qu'il lui faut. C'est lui qui va créer à Alger l'antenne de la Défense nationale dont le rôle sera, « officiellement », de faciliter les rapports entre Alger et Paris, entre le commandant en chef et le ministre. Chaban qui est renseigné par la hiérarchie militaire trépigne d'impatience. Ces militaires sont trop lents au goût du bouillant ministre. Il lui faut sur place un officier qui connaisse tout de l'armée et qui le renseigne immédiatement. À Delbecque de le trouver.

Et Delbecque le trouve... dans l'avion ! C'est Jean Pouget, le commandant Pouget, celui qui a su non seulement mater les rappelés « contestataires » parqués à Bou-Saada, mais encore les transformer en une unité d'élite⁽⁴⁾. C'est un homme d'exception. Tout le monde le connaît, mais lorsque Delbecque le rencontre, il est découragé. Il rentre à Paris. Il démissionne. Il en a marre. Le malaise de l'armée, il le connaît, il le ressent au plus profond de lui-même. Il est jeune, l'un des plus jeunes commandants de l'armée, il refera sa vie dans le civil. Tous ces guignols — parlementaires et généraux d'état-major — lui « sortent par les yeux ». Delbecque bavarde avec lui, l'amène à Chaban. Pouget fait toucher du doigt au ministre la crise que traverse l'armée, celle des lieutenants, des capitaines, des commandants et de

quelques colonels qui sont tous ses copains. Il a une vision lucide et amère des choses. C'est un magnifique guerrier, qui « gamberge » et qui juge aussi. C'est l'homme qu'il faut à Chaban. Après l'entrevue, non seulement Pouget ne démissionne pas mais il est détaché au cabinet du ministre et envoyé à Alger comme directeur de l'antenne.

Chaban, une fois de plus, n'a pas manqué de « pif ». Jean Pouget est l'archétype de ces paras révolutionnaires qui rêvent d'une Algérie rénovée. Il est loin des officiers d'état-major qui ne l'aiment guère. Il faut dire qu'il leur a infligé une « claque » qui fait mal. À l'époque du siège de Dien Bien Phu, écoeuré du grenouillage de l'état-major, alors qu'il était aide de camp du commandant en chef, il a tout laissé tomber et s'est fait parachuter sur le camp retranché encerclé. Il a payé cette « gloriole » ou cet « héroïsme », comme on voudra, d'un séjour dans le fameux camp n° 1, camp de rééducation pour « irréductibles ». Il en est sorti maigre, malade mais la tête farcie des grands thèmes de la guerre révolutionnaire et bien décidé à ce que l'expérience humiliante mais combien enrichissante ne se renouvelle jamais. Il va être à l'antenne Chaban le lien avec cette armée de jeunes officiers décidés à tout, qui sont ses compagnons d'hier. En outre, sa belle gueule, sa « tête de lard », sa légende et ses curieux cheveux grisonnants plantés bas sur le front vont faire merveille dans les salons algérois où l'on complète, où l'on s'arrache les paras révolutionnaires les plus marquants. Sa voix forte, marquée du léger accent de sa Corrèze natale, va retentir de popotes d'officiers en salons mondains.

Chaban, qui à travers l'antenne veut « domestiquer » tous les complots civils et militaires d'Alger et les canaliser vers le gaullisme, a choisi le prototype des « centurions » pour mener à bien une affaire qui, il le sent déjà, risque d'« être chaude ». Il ne sera pas déçu.

Pour Léon Delbecque la présence du centurion n'est pas suffisante, il faut le flanquer d'un « politique ». Ce sera Guy Ribaud, leader des jeunesses Rép'Soc'. Il est petit, grassouillet, porte la moustache et, naturellement... est intelligent. Il est sursitaire et fait, à vingt-huit ans, son service militaire en Algérie. Jeu d'enfant pour le ministre de le « détacher » à l'antenne. Guy Ribaud sera la véritable cheville ouvrière de cette antenne dont Pouget sera le tracteur et Delbecque le cerveau. Ribaud a un

grand ami à Paris : l'avocat Jean-Baptiste Biaggi, « cent soixante livres de révolution permanente », admirateur de Napoléon, le plus turbulent et le plus follement sympathique des comploteurs « de droite ». On l'a vu se mêler activement de la manifestation du 6 février 1956, celle qui se prépare ne le laissera pas indifférent.

Pouget qui n'accepte aucune étiquette politique n'a pas grande sympathie pour Ribaud, « ce batracien du parlementarisme » comme il l'appelle, mais c'est son oreille du côté des Rép'Soc' d'Alger dirigés par Vinci-guerra, et surtout auprès du colonel Thomazo, qui, après quelques réticences, accueille à bras ouverts ce jeune ambitieux dont Biaggi a dit : « C'est le seul-révolutionnaire sérieux que je connaisse^[5] » C'est un sésame pour cet Alger qui vit dans le complot permanent !

Jean Pouget complète l'antenne avec le commandant Khelifa, commandant de tirailleurs emprisonné avec d'autres officiers lori de la lamentable affaire des « officiers algériens » au cours de laquelle ils avaient signé une lettre au président de la République lui exposant leur cas de conscience. Pouget a pris Khelifa, mis en liberté provisoire, sous sa responsabilité et lui laisse une totale liberté. Khelifa est soufflé. « De deux choses l'une, a dit Pouget. Ou ils passent au F.L.N... et alors ? Ou ils restent avec nous. Et là on peut compter solidement sur eux. » Pouget a été révolté par le sort infligé à ses collègues musulmans, et surtout par l'attitude imbécile des petites bourgeoises, femmes de capitaine ou de commandant, en contact avec ces officiers et les traitant de « rats ». La connerie raciale n'a aucune limite. Pour Jean Pouget, comme pour les jeunes officiers révolutionnaires, seule une égalité totale et sincère entre Européens et musulmans peut sauver l'Algérie française. Pour bien affirmer ses convictions il a donc enrôlé Khelifa sous sa bannière. Et sa secrétaire sera une fille du F.L.N., compagne de Djamil Bouhired, arrêtée alors qu'elle revenait du maquis !

Commence alors pour Delbecq un incessant va-et-vient entre Paris et Alger. Lacoste et Salan voient d'un très mauvais œil l'implantation d'une antenne officielle sur laquelle ils n'ont aucune autorité. Elle n'a pas été installée dans un local administratif, au G.G. ou à la X^e région militaire, mais dans une discrète villa d'El-Biar, le quartier résidentiel d'Alger. Au cabinet Lacoste, Gorlin est fou de rage. On piétine ses plates-bandes !

Ribaud, Pouget ou Delbecque donnent — pour Chaban-Delmas — des informations aux journalistes ! Alors que Gorlin veut être la seule source officielle ! En outre l'antenne a « ses » journalistes attirés : Armand-Henri Flasch, correspondant de Radio-Luxembourg, et Fernand Carréras, rédacteur en chef du *Journal d'Alger*, dont le sérieux des informations ne fait aucun doute. Ils sont les véritables attachés de presse de l'antenne qui de jour en jour devient un véritable État dans l'État.

Le travail abattu par cette petite équipe dans la préparation de ce qui sera le coup d'État du 13 Mai est extraordinaire.

Jean Pouget multiplie les contacts avec les jeunes officiers. Spécialiste de la guerre psychologique, il voit souvent le chef du 5^e bureau Michel Goussault « qui a un frère député, un frère jésuite et qui est une magnifique synthèse des deux ».

Guy Ribaud outre ses contacts avec les Rép'Soc' se lie avec les poujadistes, et aussi avec certains des membres du « Groupe des Sept ». Le colonel Thomazo lui a ouvert toutes les portes. Ribaud a en outre formé des groupes de « notables » — avocats, médecins, maires de l'Algérois —, jamais plus de dix, qu'il réunit à dîner et qu'il « travaille » avec une obstination et un talent rares.

Les salons vont jouer un rôle d'importance dans cette opération psychologique d'envergure. Les services de sécurité amoncellent sur le bureau de Lacoste les rapports concernant les « groupes qui se réunissent dans la villa de M^{me} Nouvion, véritable P.C. du complot gaulliste ».

Les Nouvion font partie du « gratin » algérois. Simone Nouvion est la très jolie héritière d'une vieille famille algérienne, les Lecoultré. Elle a épousé Pierre Nouvion, fils d'un des pontes du tout-puissant Crédit foncier d'Algérie et gérant de deux magnifiques propriétés de la Société agricole algéroise : le domaine de Ben-Koucha et celui des Sources à Oued-el-Alleug. En tout deux mille hectares. En apparence Pierre Nouvion est beaucoup plus effacé que sa femme dont il admire la beauté et la pétulance. Il est pourtant l'un des collecteurs principaux des fonds destinés à la « Défense de l'Algérie française ». On a très peu parlé de cette mystérieuse organisation grâce à laquelle de nombreux mouvements plus ou moins activistes ont pu se développer et alimenter leurs caisses. Sa création remonte en 1947. Fernand Chevalier et Jouvét, directeur de la B.N.C.I.A.,

ont eu l'idée de taxer les colons selon l'importance de leurs propriétés pour créer à Paris une officine servant aux députés d'Algérie pour lutter, par campagne de presse, contre le statut de 1947 jugé trop libéral. En 1956, devant l'ampleur prise par la rébellion, le Fonds s'est considérablement développé. C'est au sein même des Caisses de crédit agricole, bastion du colonialisme, que les taxes annuelles sont fixées. Mille francs par hectare de vigne, deux mille par hectare d'orangerie. En Algérie, trois cent cinquante mille hectares de vignes et quinze mille d'orangeries sont aux mains des colons. Et plus de 70 p. 100 s'inclinent devant la décision du Fonds pour l'Algérie française. Ils ne peuvent faire autrement. D'abord par conviction, ensuite par obligation. Ceux qui font la sourde oreille se voient couper « mystérieusement » les crédits agricoles. Et ils « calent ». Quel extraordinaire trésor de guerre !

Simone Nouvion est gaulliste et le trio Delbecque-Ribaud-Pouget l'amène à s'occuper vivement de politique. Où trouver une meilleure tribune que ce salon fréquenté par tout ce qu'Alger compte d'important ? Les Nouvion occupent la plus belle villa de la capitale, cachée dans un parc immense où palmiers, bougainvillées, plantes grasses et fleurs aux mille couleurs s'amoncellent dans un artistique désordre. La villa est plantée à l'extrémité du balcon Saint-Raphaël. À ses pieds, la baie d'Alger et le dégradé en arc de cercle de la Ville blanche. L'un des plus beaux paysages du monde. Là se réunit le cercle supermondain d'Alger. Simone Nouvion réalise son rêve : avoir un salon politique. On y rencontre Sérigny, le général Jouhaud, Cuttoli, Delahaye, gouverneur adjoint de la Banque d'Algérie, les Quin, grande famille algéroise. Bien d'autres encore. Dans ce salon ou dans la propriété de Ben-Koucha, au milieu des ruines romaines, les hommes de l'antenne développent des trésors d'imagination pour amener cette haute société algéroise, ceux qui tiennent entre leurs mains les leviers de commande du pays, au gaullisme actif. Et ce n'est pas une mince affaire car Alger aristocratique est resté pétainiste, et pour beaucoup De Gaulle est la bête noire. Mais le numéro est parfaitement au point. Les trois hommes se complètent merveilleusement. Si Delbecque et Ribaud sont des gaullistes de toujours, le centurion Pouget ne l'est que « par raison ».

« Balayer le régime est une chose, explique-t-il inlassablement, trouver un homme de rechange en est une autre. On ne monte pas

une affaire comme celle-là sur un simple projet de Constitution, il faut aussi un homme qui fasse l'unanimité. Non seulement en Algérie, mais surtout en métropole ! Et cet homme n'est pas facile à trouver. Je vous dirais bien Pétain mais — outre qu'il est mort — il poserait des problèmes en métropole. Si vous voyez quelqu'un d'autre que De Gaulle pour faire l'unanimité, dites-le-moi. Je m'y rallierai. »

Evidemment on se gratte la tête. On est obligé d'en convenir. Et Pouget donne confiance. Il représente cette armée sans laquelle rien n'est possible.

« Je ne suis ni gaulliste ni républicain social, poursuit-il, je suis militaire. En outre je suis à fond dans une histoire qui *vous* concerne plus que nous ! Trouvez quelqu'un. Encore une fois, d'avance je m'y rallie. »

Et petit à petit le Super-Alger se « résigne » à désigner De Gaulle comme l'homme-providence. D'autant que Sérigny, qu'on ne peut soupçonner d'être gaulliste mais dont on sait l'amitié avec Soustelle à qui il ouvre toutes grandes les colonnes de son *Echo d'Alger*, dit à qui veut l'entendre : « On peut y aller. Soustelle a des engagements de De Gaulle ! » Fabuleuse crédulité. Gigantesque prétention. Comme si quelqu'un pouvait avoir De Gaulle comme créature !

Qu'importe, tout le monde croit Sérigny. Quelle extraordinaire entreprise de persuasion menée par le directeur commercial, l'appelé qui « fait son service » et le commandant démissionnaire ! Ces trois-là sont capables de tout. Et ils passent avec une virtuosité fabuleuse des ronds de jambe « à la Nouvion » aux discussions plus coriaces avec les fiers-à-bras d'Ortiz, la graine d'antiterroristes poujadistes et les illuminés du « Cœur et de la Croix » de Martel, sans oublier les anciens combattants, qui sont le peuple. Simple question de langage et de tactique. Le but reste le même : faire « avaler » De Gaulle.

Chaban veille au grain à Paris. Il laisse carte blanche à l'antenne. Delbecq a une idée de génie. Devant l'impossibilité de s'adresser aux Algérois comme fait Pouget dans les salons mondains, il pense à se servir de l'extraordinaire popularité de l'allié naturel : Jacques Soustelle. Leurs buts sont communs. Leur fidélité au général incontestable. Ils lient donc leur action. Antenne et U.S.R.A.F. s'associent. Mais cela ne suffit pas. Alors

Delbecque, aidé par Soustelle, par Sérigny, par Thomazo qui a la confiance de tous, crée un Comité de vigilance qui dans son esprit se transformera en Comité de salut public et prendra en main, le jour venu, les destinées de l'Algérie après avoir amené De Gaulle au pouvoir.

Il faut vraiment avoir du génie pour amalgamer au sein de cet invraisemblable chaudron les anciens combattants d'Arnould, les poujadistes de Goutallier, les gaullistes « de cœur » de Vinciguerra, ceux « de raison » de M^{me} Nouvion, les nervis d'Ortiz, les étudiants de Lagailarde, les inconditionnels de Soustelle et une bonne pincée de pétainistes !

Ni Delbecque, ni Ribaud, ni Pouget ne sont des enfants. Ils savent que les troupes du Comité des Sept les rejoignent uniquement pour savoir ce qui se passe du côté de l'antenne et qu'ils sont bien décidés à prendre le pouvoir à Alger à leur propre compte et à établir un ordre nouveau en France. Qu'importe ! Faisons un bout de chemin ensemble. Déclenchons le « clash » le reste se jouera « au poteau »-. L'armée sera en définitive l'arbitre et contrôlera la situation. Et l'armée, enfin celle qui a envie de bouger, de se « mouiller », Pouget l'a dans sa poche. La preuve ? La répétition générale du « grand jour », que l'antenne a fixée au 26 avril. Pour la première fois le Comité de vigilance va aligner ses troupes et Pouget demander à ses « potes » léopards de lui prêter la main. Lacoste a interdit la manifestation. Mais qui à Alger se soucie encore de Bébé-Lune ?

Cette manifestation est montée de toutes pièces par l'antenne et soigneusement préparée. Au lendemain de la chute de Gaillard, Pouget reçoit un coup de téléphone de Léon Delbecque :

« Envoie-moi d'urgence Ribaud à Paris. »

Le jeune « appelé » se rend auprès de Delbecque, muni d'un ordre de mission on ne peut plus officiel. La chute de Gaillard a pris de vitesse le tandem Chaban-Delbecque. Les prévisions donnaient le mois d'août. Il était impossible, compte tenu de l'attitude des différents groupes politiques de l'Assemblée, compte tenu également de la situation monétaire et des efforts considérables exigés par la conduite de la guerre d'Algérie, que le gouvernement Gaillard puisse passer le cap des grandes vacances. Mais il y a eu Sakiet qui a été la secousse finale brisant la dernière amarre qui retenait la IV^e République au pouvoir. Et les bons offices. Et Gaillard est tombé. Il faut exploiter la situation avec

quatre mois d'avance. C'est ce que Delbecque explique à Guy Ribaud.

Le vendredi 18 avril nouveau coup de téléphone entre Delbecque et Pouget.

« On a préparé quelque chose. Ribaud arrive à Alger. Il va t'expliquer. Va le chercher à l'aéroport. »

Et Pouget, commandant, va chercher en voiture « son » deuxième classe qui va lui « expliquer ». Curieux jeune homme ! Curieuse époque !

Guy Ribaud arrive. « Il faut qu'on se parle. Discrètement. Montons tout de suite à l'antenne. » Les deux hommes achètent des sandwiches, de la bière. Et c'est l'explication.

« Voilà, dit Ribaud. Il faut qu'on organise une manifestation pour samedi. Pas demain. L'autre. Le 26 !

— Tu rigoles ! On n'est pas prêts.

— Je le sais bien mais à Paris, d'après leurs prévisions, leurs projets, le gouvernement ne devait « sauter » qu'en août, peut-être en octobre. Maintenant qu'il est tombé, à nous d'en profiter. La manifestation doit se faire. »

Il est indispensable que le Comité de vigilance fasse le compte de ses troupes et mette leur discipline à l'épreuve.

On convoque d'abord les amis : Thomazo et ses U.T., Arnould et les anciens combattants. On explique le thème de la manifestation : réclamer la formation d'un « gouvernement de salut public, seul capable de sauver l'Algérie française ».

C'est le commandant Khelifa qui, de deux doigts, tape à la machine le tract qui appellera la population d'Alger à manifester : « Pour maintenir l'Algérie française, pour empêcher toute ingérence étrangère, pour restaurer la grandeur de la France, nous exigeons un gouvernement de salut public, seul capable de faire respecter ses buts et réformer le système. Tous à 16 heures au monument aux morts où une gerbe sera déposée. À 16 h 30 la manifestation se dispersera dans l'ordre et le silence. »

Thomazo réussit un coup de maître. Il a obtenu du général Allard, son patron direct, que l'état-major — contrairement à Lacoste — ne s'oppose pas à la manifestation. Salan est à Paris. Allard le remplace et assure à Nez-de-Cuir que l'armée

n'interviendra pas. Pour contrer la manifestation, Salan a fait venir de Paris des leaders des Associations sur lesquelles il peut compter : Rhin-et-Danube et surtout les Anciens d'Indochine. Seul Gignac obtiendra de ses hommes qu'ils boycottent la manifestation. Mais l'Association, puissante à Paris, ne représente que trente personnes à Alger. On ne peut tout de même pas dire que la hiérarchie soit parfaitement respectée à l'état-major !

De son côté, Lacoste, au conseil des ministres, a essayé d'obtenir de Chaban l'expulsion des hommes de la villa d'El-Biar. Il l'a demandé nommément en ce qui concerne Pouget, sous le vocable général d'« antenne » pour les autres. Mais depuis que le gouvernement est tombé il ne peut plus rien. Le mercredi 23 avril, à trois jours de la manifestation, Chaban venu à Alger présente Pouget au ministre résidant. Il a aux lèvres son habituel demi-sourire, Lacoste, lui, est franchement furieux.

« Voilà, cher ami, je vous présente le commandant Pouget. Vous voyez bien que ce n'est pas un révolutionnaire. »

La grande carcasse de Pouget essaie de se faire toute petite, de se faire oublier. Mais Lacoste est déchaîné.

« Vous et vos petits copains, vous m'emmerdez sérieusement !

— Mais je n'y suis pour rien, cher ami, ce sont vos Renseignements généraux qui vous intoxiquent.

— Mais oui... c'est ça... Je sais bien que tout se prépare chez vous. »

Lacoste le sait d'autant mieux que ces jours derniers les feuilles d'écoutes téléphoniques sont révélatrices. Et Lacoste a vraiment l'impression qu'on se paie sa tête. Il n'a pas tout à fait tort !

De son côté Ribaud a battu le rappel des activistes. Tous sont prêts. Lagailarde, Martel, Ortiz, Lefebvre. Leurs troupes de choc seront au rendez-vous. Et déjà elles posent à Jean Pouget un sérieux problème. Il a appris grâce à une amie intime, jeune femme mouillée dans le contre-terrorisme jusqu'au cou mais qui ne sait pas conserver un secret, que certains groupes extrémistes européens vont profiter de la manifestation qui, selon le mot d'ordre, doit se dérouler « dents et poings serrés », pour « ratonner » dans différents quartiers musulmans. En particulier au Clos-Salembier. Pouget obtient les noms des six principaux

meneurs et les envoie chercher un par un, par deux paras en jeep. Car Pouget, qui se méfie de la police de Lacoste et des « coups de pied de l'âne » de Salan, a fait garder l'antenne par une section de paras du 1^{er} R.C.P. « obligeamment » prêtés, contre toutes les règles, par son copain « Prosper » Mayer, commandant le 1^{er} R.C.P. !

Pouget fait « poireauter » les six types debout dans une pièce vide pendant plus d'une heure. Puis il les fait introduire dans le bureau où il siège avec Khelifa ! Il les attaque « bille en tête » :

« Je sais que vous voulez aller samedi au Clos-Salembier avec vos petits excités pour ratonner...

— Oh ! mon commandant, ce n'est pas poss...

— Suffit, les coupe sèchement Pouget. J'ai mes sources. Et vous savez ce que, chez nous, valent les renseignements. »

Depuis la « bataille d'Alger » les tenues léopard impressionnent tout le monde. Ceux-là, il vaut mieux les avoir avec soi que contre soi.

« Alors je vous dis tout de suite que si vous allez foutre de l'huile sur le feu au Clos-Salembier ou ailleurs, ce n'est pas *votre* police que vous trouverez mais les paras que vous acclamez tant lorsqu'ils « cassent du melon ». Cette fois, c'est vous qu'ils vont « triquer » d'importance. Et si ça ne vous suffit pas, on vous *mitraillera* !

— Mais je vous jure, mon commandant, tout cela est faux !

— Cela n'a aucune importance. Si vous avez, comme vous le jurez, la conscience tranquille, considérez ce que je vous ai dit comme nul et non avenu. Sinon, au cas où vous auriez de mauvaises intentions, vous voilà, vous et vos copains, charitablement prévenus. Dégagez... »

Pouget apprendra par sa « source » que, le soir même, ces extrémistes « s'engueulèrent » effroyablement, persuadés qu'il y avait un traître parmi eux.

Le 26 avril au matin, tout est prêt. « Prosper » Mayer a mis plusieurs sections du 1^{er} R.C.P. à la disposition de Pouget qui est relié avec eux par phonie. À 14 heures, tentatives de ratonnade au Clos-Salembier. De jeunes Européens jettent des pierres sur les maisons musulmanes. Pouget est sur place, lui aussi en tenue

léopard.

« Qu'est-ce qu'on fait, mon commandant ? demande un sergent gigantesque.

— Allez-y. « Escortez-les. »

Et devant les musulmans ébahis, les paras « raccompagnent » à coups de botte dans les fesses les jeunes fascistes, qui n'y comprennent plus rien. Les cortèges se forment pour gagner le centre d'Alger. Au début il n'y a que les musulmans encadrés par les S.A.S. et les anciens combattants. Puis, après que les paras sont intervenus, des badauds qui — de loin — regardaient la scène se joignent au cortège. Et ça part spontanément. Les colonnes musulmanes gagnent le centre de la ville. Comme d'habitude plusieurs cortèges se dirigent vers le monument aux morts, lieu géométrique de toute manifestation à Alger, Au-dessus de l'horloge fleurie qui orne le jardin autour du monument, l'allégorie de pierre blanche où se mêlent chevaux, combattants, glaives et palmes de paix est le véritable détonateur de chacune des réunions de masse. Le 6 février 1956 c'était là. Le 11 novembre 1957 c'était là. Le 26 avril c'est là. Le 13 mai 1958 et aussi le 24 janvier 1960 ce sera là. Les tomates, les cris de joie, de haine, de douleur, les explosions d'allégresse, les rafales meurtrières, le grand silence de l'abattement s'y succéderont au fil des mois. La véritable scène du drame algérien sera toujours ce plateau des Glières avec ses jardins en pente douce, ses pigeons, ses buissons de moineaux déchaînés lorsque tombe le crépuscule, ses façades ocre où s'accrochent des balcons tour à tour historiques et meurtriers.

Ce 26 avril ils sont tous là, concrétisant la victoire du Comité de vigilance. Les anciens combattants d'Arnould avec leurs drapeaux, leurs bérets et aussi leurs turbans, auxquels se sont jointes les têtes pensantes du Comité des Sept : le docteur Lefebvre, M^e Baille, pétainiste de toujours qui se trouve au coude à coude avec les gaullistes, L'Hostis, qui représente les résistants, et Vinciguerra. Dans ce cortège : de la dignité, du silence. Tout dans le masque.

L'autre cortège est aussi mené par les anciens combattants. Il annonce la couleur par deux immenses banderoles : « Faute de gouvernement, l'armée au pouvoir », « Contre le régime, l'armée au pouvoir ». Le troisième cortège est celui des jeunes, étudiants et lycéens, et Lagailarde le mène d'une poigne de fer. Pour lui la

manœuvre est d'importance. Il observe le déroulement de la manifestation de l'œil acéré du metteur en scène à la répétition de sa pièce. Devant les facultés, il prend la tête de l'ensemble des trois cortèges, histoire de montrer qu'il n'est pas quantité négligeable : Face au monument aux morts, après que l'on a déposé les gerbes, quelques cris « Algérie française » fusent, vite couverts par les slogans : « Contre le Système », « À bas le Système ! ». Pouget n'a pas voulu que l'on crie :

« Algérie française. » Pas encore ! Et l'on suit ses directives.

Arnould se dresse alors sur le parvis du monument et porte un mégaphone à sa bouche.

« Mes amis, s'écrie-t-il, levons la main droite et prêtons le serment de rester à jamais français et *derépondre chaque fois que, dans des circonstances analogues, un appel semblable nous sera lancé.* »

Une immense clameur répond au leader des A.C. Un cri jaillit de milliers de poitrines gonflées d'espoir. C'est une forêt de mains qui se dresse au-dessus de cette foule de visages crispés, inquiets, prêts à suivre n'importe qui pour que vive l'Algérie française. Certains pleurent. Lagaille observe la scène cliniquement. Oui, c'est de là que tout devra partir. C'est de là, au même instant, qu'il faudra lancer cette masse à l'assaut du « système ». C'est à ce moment qu'il faudra trouver les mots qui touchent, les mots qui galvanisent. Il saura les trouver.

Pour l'instant la manifestation se disloque sur l'ordre des organisateurs. Tout s'est passé dans le silence... ou presque, et la dignité. Et pour la première fois on voit des musulmans et des Européens, repartir côte à côte, *en se parlant*.

Le G.G. a été débordé. Lacoste est fou de rage. À l'état-major, on n'est pas fâché de la réussite de la manifestation. Plus de trente mille personnes y ont participé. À l'antenne, on pavoise. Non seulement presque tout s'est passé comme prévu, mais même l'imprévu a été bénéfique et va dans le sens d'un rapprochement avec les musulmans recherché par les officiers « révolutionnaires ». C'est la première manifestation de l'histoire de l'Algérie à laquelle participent des musulmans. C'est aussi la première fois qu'à la suite d'une manifestation il n'y a pas de ratonnade. On signale même des cas de « fraternisation ». C'est la preuve qu'« en les poussant un peu » ces musulmans las de la

guerre peuvent se dire : « Après tout, ce ne serait pas plus mal. » Quant aux Européens ils ont cru pendant un moment à « nos frères musulmans ». Ils sont prêts à faire du paternalisme à outrance. Ce n'est pas l'idéal mais ce que veulent Pouget et les hommes de l'antenne c'est faire cesser la haine. Et ce soir des journalistes incrédules signalent qu'à Bab-el-Oued on raccompagne des musulmans à la Casbah, qu'on boit l'anisette ou le thé. Il y a bien sûr quelques jeunes qui ont crié « Algérie française. Bourguiba au poteau », mais ce n'est rien.

La réussite de la manifestation est telle que Léon Delbecque, venu de Paris, a peur d'être arrêté à Maison-Blanche par la police de Lacoste. Trois capitaines de paras et Jean Pouget le « mettent à l'avion ». Le soir même Lacoste envoie la police à la villa d'El-Biar. Les flics algérois se heurtent à une solide garde de parachutistes, mitrailleuse sous le bras.

« Vous cherchez quelqu'un ?

— Oui... euh non. Police ! On passait juste comme ça.

— C'est ça. Eh bien, passez toujours !... »

Les félicitations affluent à l'antenne, venant même de personnalités jusque-là très froides à l'égard des gaullistes et du Comité de vigilance. Jean Pouget reçoit la visite des contre-terroristes qui quarante-huit heures plus tôt étaient prêts à « ratonner ». Ils sont délirants à l'égard de leurs « frères musulmans ». Pouget sourit. Oui, cette répétition générale est un succès. Mais il sait que tout cela n'est valable qu'à condition qu'il y ait une réelle participation musulmane, et une participation représentative. Il rêve de réunir Yacef Saadi et Jacques Chevallier. Et sous les applaudissements de Bab-el-Oued ! Encore faut-il réussir le Grand Coup pour tenter l'impossible...

Lacoste est ému. Le ciel est bleu. Il bombe le torse devant le front des troupes. Sur le large revers de son veston croisé de ministre résidant, éclatant sur le gris foncé du tissu, le ruban rouge et blanc de la croix de la valeur militaire que vient de lui remettre Salan. Au garde-à-vous, Lacoste voit défiler les troupes. Jusque-là, à Alger, il a toujours redouté les 8 mai et 11 novembre, occasions multipliées pour les ultras de manifester contre le régime et son représentant en Algérie. Cette fois, quelque chose a changé. Il le sait. Des cris fusent de la route : « Restez avec nous. » Depuis le 2 mai, il sait que c'est impossible. Le Conseil

national du parti socialiste a décidé de ne pas participer à l'éventuel gouvernement que M. Plevin tente désespérément de former. Est-ce un changement de politique de la S.F.I.O. ? C'est surtout une façon « commode » de régler le « cas » Lacoste. Car il y a maintenant un cas Lacoste au sein de la S.F.I.O. Il faut à tout prix l'éloigner d'Alger où sa présence engage la politique socialiste. Il a de « mauvaises fréquentations » et ses idées ne sont plus dans la ligne ! Qu'il rentre.

C'est à tout cela que pense Lacoste pendant que, pour une fois, il est acclamé par la foule algéroise. Depuis le 26 avril on le sonde, on le contacte, on le tente.

« Lâchez tout. Foutez le camp du parti socialiste, lui a dit sans ambages Thomazo, qui sait parler le langage vert et dru du ministre résidant. On vous aime ici. On vous comprend. Gueulez à ce pouvoir qui n'en est plus un que vous voulez rester ici. Et que seul un gouvernement de salut public nous sauvera. Alors nous pourrons faire de grandes choses. Et vous resterez ici, à notre tête. Vous nous aiderez de vos conseils. »

Lacoste n'a pas répondu. Pas plus qu'il n'a répondu lorsque Chaussade, le secrétaire général du G.G., l'un de ses hommes de confiance, lui a raconté son dîner.

Il s'est retrouvé avec sa femme à dîner chez une amie du général Jouhaud, égérie des militaires révolutionnaires. Il s'aperçoit qu'il est le seul civil au milieu d'une quinzaine de militaires dont Jean Pouget. Tout de suite Chaussade se rend compte qu'il s'agit là du « sondage » du haut fonctionnaire. Il a bonne réputation chez les militaires, alors on veut savoir jusqu'où il irait dans la collaboration avec certains officiers lors d'un éventuel coup d'État. Et jusqu'où il irait dans la résistance à ce coup d'État !

Pouget lui a prédit une union des Européens et des musulmans contre le système qui s'écroulera.

« Chrétiens, mahométans et juifs, a dit le commandant, nous vous foutrons à la porte. Vous et votre appareil. Incapables... Inutiles. »

Le *vous* n'était pas pour Chaussade, que les militaires estiment, mais pour le « système » abhorré. On lui dit même, « en confiance » :

« Vous devriez [tous les civils de Lacoste] démissionner en bloc ! »

Très exactement ce que Thomazo suggère au ministre résidant ! C'est à deux doigts de marcher. Pierre Chaussade me confiera plus tard : « J'ai beaucoup participé à leurs angoisses. Je partageais leur volonté de voir les affaires mieux conduites en France. Mon refus de participer à leur révolte vient des procédés insurrectionnels employés par les régiments paras. »

Et Lacoste, on le sait, partage les mêmes angoisses. Mais il est lucide, et prudent. Dans ce merdier fantastique qu'est Alger, il a tenté d'appliquer une certaine politique, de faire avaler quelques réformes. Il s'y est cassé les dents. La faillite gouvernementale sonne le glas de son expérience algérienne. Alors, ce 8 mai, à la suite de la prise d'armes, le vieux républicain à « la tripe tricolore » pousse les généraux qui le congratulent pour sa « belle » décoration à oser ce qu'il ne peut faire. Il a avec la S.F.I.O. un vieux « collage » qui dure depuis plus de trente ans. À son âge on ne laisse pas tomber une maîtresse défraîchie mais fidèle, et issue du peuple, pour une jolie *Pasionaria* à la peau dorée — riche d'une terre flamboyante —, découverte de l'autre côté de la Méditerranée. Mais ces bon Dieu de militaires ! Qu'est-ce qu'ils attendent ! Et il le leur dit à la fin de la cérémonie.

Lui qui a toujours essayé de ménager Salan, de faire ami-ami avec son cabinet, lui qui a donné, au moment où il ne pouvait plus faire face au terrorisme, tous les pouvoirs de police à l'armée et a ainsi avancé aux militaires le marchepied qui doit les mener au pouvoir, il gueule, il hurle, il les traite de tous les noms. Lacoste en Algérie c'est fini, il le sait. Il n'est pas sûr que cela représente encore quelque chose en métropole. Alors il vide son sac. Il y a là un paquet d'étoiles qui en prennent pour leur grade. Et il lâche le grand mot. Pas par hasard. Il sait qu'il fait mal. Il va déterrer ce que les militaires redoutent le plus : le souvenir de la défaite. Et il l'accommode au goût du jour : « Alors, cette fois que vous pouvez y faire quelque chose, vous allez accepter le Dien Bien Phu diplomatique qui se prépare ? Qu'est-ce que vous attendez pour expliquer à l'État que vous en avez par-dessus la tête ? » Salan le calculateur, Allard la belle machine de guerre, Auboyneau-la-Marine, Jouhaud — franc comme l'or, con comme la mort, disent ses ennemis — sont désarçonnés. Et c'est Lacoste qui parle ! Les uns et les autres savent que le ministre s'exprime

pour une fois comme des centaines de capitaines, des dizaines de colonels qui « en ont marre d'être cocus ». Cette fois il faut y aller. La machine est en marche.

Le 9 mai, Salan se « mouille ». Il sent qu'il est temps. Sinon lui aussi va se retrouver balayé par la tornade qui se prépare. Le Mandarin ne fera pas d'éclat, il va « demander conseil » au patron suprême. Mais fermement. Il envoie au général Ely, chef d'état-major général de l'armée un télégramme destiné au président de la République. Il en pèse les termes avec Jouhaud et Auboyneau. Le voici dans son intégralité :

« La crise actuelle montre que les partis politiques sont profondément divisés sur la question algérienne. La presse laisse penser que l'abandon de l'Algérie serait envisagé par le processus diplomatique qui commencerait par des négociations en vue d'un « cessez-le-feu ». Je me permets de vous rappeler mon entretien avec M. Pleven au cours duquel j'ai indiqué de façon formelle que les seules chances d'un « cessez-le-feu » ne pouvaient être autres que celles-ci : « La France, » confirmant sont appel au « cessez-le-feu », invite les » rebelles en Algérie à remettre aussitôt leurs armes » et leur garantit, avec une large amnistie, leur retour » au sein de la communauté franco-musulmane » rénovée. »

» L'armée en Algérie est troublée par le sentiment de sa responsabilité :

a) à l'égard des hommes qui combattent et qui risquent un sacrifice inutile si la représentation nationale n'est pas décidée à maintenir l'Algérie française, comme le préambule de la loi-cadre le stipule ;

b) à l'égard de la population française de l'intérieur, qui se sent abandonnée et des Français musulmans qui, chaque jour plus nombreux, ont redonné leur confiance à la France, confiants dans nos promesses réitérées de ne jamais les abandonner.

» L'armée française, d'une façon unanime, sentirait comme un outrage l'abandon de ce patrimoine. *On ne saurait préjuger sa réaction de désespoir.*

» Je vous demande de vouloir bien appeler l'attention du président de la République sur notre angoisse, que seul un gouvernement fermement décidé à maintenir notre drapeau en Algérie peut effacer.

Signé : Général SALAN. »

Cette fois c'est clair. C'est l'ultime mise en garde. Bien mieux, c'est l'ultimatum. À Paris de décider.

Le même jour Robert Lacoste, toujours hésitant sur la conduite à suivre, reçoit la visite d'Alain de Sérigny. Nouveau couplet sur le thème : seul De Gaulle peut nous sauver.

« Monsieur le ministre, il me faut un papier qui appelle De Gaulle à la rescousse. Je le publierai dans *L'Echo*. Et ce papier il faut que ce soit vous qui l'écriviez ! »

Lacoste réfléchit un instant. C'est une nouvelle manœuvre pour l'amener à basculer. Après l'offensive du bon « Nez-de-Cuir », après la sortie faite la veille aux étoiles de l'état-major, après le télégramme que vient de lui montrer Salan, la démarche de Sérigny s'inscrit dans l'ordre normal des choses. Et la réponse tant attendue arrive :

« Entendu, mon vieux, je vous le ferai, ce papier. »

Sérigny n'en revient pas. Il n'a pas tort car quelques minutes après qu'il est sorti du bureau de Lacoste, celui-ci dit à Gorlin, son attaché de presse :

« Ça m'embête, cette histoire. Je ne sais pas si je vais lui faire son papier. »

Sérigny téléphone plusieurs fois dans la journée à Michel Gorlin, qui, invariablement, répond : « Si le ministre vous a dit qu'il le fera... il le fera ! »

Pas si sûr ! Le lendemain matin, 10 mai, Sérigny arrive au palais d'Été. Lacoste prend son petit déjeuner « à l'américaine », entouré de ses collaborateurs. Le directeur de *L'Echo d'Alger* revient à la charge. Le temps presse. Lacoste ne dit ni oui ni non. Il tourne autour du pot. Il cherche à gagner du temps.

« Vous aurez ma réponse à 11 heures. Elle sera définitive et sans appel. »

À peine arrivé à son bureau, à 9 h 45, Michel Gorlin a Sérigny au téléphone.

« Alors c'est toujours sûr ?

— Le ministre vous a dit que vous auriez sa réponse à 11 heures. Patientez quelques minutes.

— Parce que, sinon, ce papier, je le fais faire par quelqu'un d'autre... »

Sérigny ne dit pas à Gorlin, ni d'ailleurs à Lacoste, que ce quelqu'un d'autre est Jacques Soustelle.

À 11 h 5, Lacoste appelle Gorlin. Il a pris sa décision.

« C'est non. Ce papier, je ne le ferai pas ! »

Cette fois, c'est le refus définitif de s'engager. Il ne l'a pas caché à une délégation du Comité de vigilance qui, tout bonnement, lui a « proposé la botte » :

« Les socialistes vous trahissent, laissez-les tomber. Prenez la tête de notre mouvement. En récusant la loi-cadre, vous aurez tout le monde derrière vous. »

Mais Lacoste, qui n'avait pas répondu à Thomazo lorsqu'il lui avait fait une proposition semblable, refuse cette fois sans détour. Il a pris sa résolution : la fuite. Attendre quelques heures de plus c'est se retrouver ou prisonnier ou ayant franchi le Rubicon, poussé par cette extraordinaire ambiance algéroise. Il y a un tel déphasage entre Alger et Paris qu'il est nécessaire de partir. Le vieux syndicaliste, le socialiste de toujours, quitte le 10 mai l'Algérie pour ne jamais y revenir, après deux ans passés à courir après l'événement, après avoir enfanté ce monstre mort-né qui restera dans l'histoire sous le nom de loi-cadre, jugée insuffisante par les uns, exagérée par les autres. La faillite de Lacoste est totale. Ce n'est pas l'homme qui est en cause, mais le régime qu'il représente.

Tout ce que Lacoste a pu laisser comme testament politique à ses visiteurs prêts à renverser ce régime fantôme c'est : « Surtout, évitez la violence. Vous voulez un gouvernement de salut public, je transmettrai votre désir au président de la République. Comptez sur moi. Mais évitez la violence. »

Avant de quitter le palais d'Été, une dernière mauvaise nouvelle frappe Lacoste. Trois soldats français prisonniers ont été fusillés en Tunisie par le F.L.N. pour protester contre l'exécution de terroristes en Algérie. Tous les mouvements patriotiques, toutes les associations d'anciens combattants appellent Alger à manifester au monument aux morts le mardi 13 mai 1958 à 16 heures. Pour Lacoste cela ne fait aucun doute. « Ce sera » pour le 13 mai. Le 26 avril, c'était la répétition générale. Cette fois, ce

sera la bonne. Il est temps de partir.

Massu accompagne Lacoste à l'aéroport. Jusqu'au dernier moment il tente de retenir le ministre résidant.

« Restez avec nous. Si vous partez, il n'y a plus de pouvoir politique. Plus rien que l'armée !

— Au point où nous en sommes, mon général, n'est-ce pas suffisant ? »

Massu revient en grommelant à Alger. Ça grenouille de partout. Comment empêcher l'explosion ? Ce n'est pas la dernière décision prise par le ministre avant de quitter le G.G. qui peut arranger les choses : Lacoste a interdit la manifestation du 13 mai ! Et il est parti pour ne pas voir une nouvelle fois ses décisions foulées aux pieds par une population qui n'a plus qu'un recours : l'armée.

Dans l'avion qui le ramène à Alger, Paul Teitgen est écoeuré. L'ancien secrétaire général pour la police, le seul qui, pendant la « bataille d'Alger » ait attiré l'attention sur les méthodes par trop violentes employées par les paras pour mater le terrorisme urbain⁽⁶⁾ vient d'avoir à Paris la preuve de l'incroyable légèreté de certains hommes de gouvernement. L'un de ses amis, le commissaire qui a averti Hosteing du projet d'enlèvement de Lacoste par des officiers à Bou-Saada, l'a prévenu du « coup d'État qui se prépare ». Son meilleur informateur dans les milieux activistes lui a expliqué le déroulement de la manifestation dont celle du 26 avril n'était que la répétition. Son récit est d'un réalisme affolant :

« Grande manifestation populaire, encadrée et canalisée par l'armée. Soudain, le service d'ordre militaire est débordé par la foule. Le Gouvernement général est investi. Alger demande à la France un gouvernement de salut public faute de quoi — après avoir formé un Comité de salut public qui la gouvernera — l'Algérie entrera en dissidence. La date est fixée au 13 mai. Les parachutistes menés par Trinquier et Godard ne “s'opposeront” pas à la prise du G.G. »

Paul Teitgen a pris sur lui d'aller avertir ce qui reste d'autorité à Paris. Il a vu Robert Lecourt, garde des Sceaux du gouvernement renversé. Lecourt a d'abord rigolé puis, devant les détails apportés par Teitgen, a eu cette réponse merveilleuse :

« Comment vais-je pouvoir “leur” faire comprendre ? »

Paul Teitgen a eu encore moins de chance avec Poniatowski, conseiller de Pflimlin, le dernier pressenti, qui l’a reçu comme un trouble-fête demeuré... et n’a même pas prévenu son patron !

Ils sont tous à leur jeu politique. Pflimlin va-t-il passer ou non ? Les alliances seront-elles assez solides pour recevoir l’investiture de l’Assemblée ? Ils ne pensent qu’à cela. Les nouvelles d’Alger ne sont pas bonnes, bien sûr, mais elles ne peuvent pas être très mauvaises puisque Pflimlin a donné sa déclaration d’investiture à lire à Salan et à l’état-major !

Lorsque, arrivé à Alger, Teitgen apprend cela de la bouche du patron des R.G., le commissaire Gonzalès, il croit vivre un cauchemar. Est-il fou ? Ou est-ce à Paris que l’esprit a définitivement quitté les têtes dites « politiques » ?

« Venez vite, monsieur le préfet, on vous attend chez M. Maisonneuve ! »

Course folle entre Maison-Blanche et le G.G. C’est pourtant vrai. Ils sont tous là. Dans le bureau de Maisonneuve, qui, depuis le départ de Lacoste, remplace le ministre résidant, sont réunis Chaussade, Salan, Jouhaud, Auboyneau, Massu et Roger Payra, superpréfet, envoyé par Pflimlin « le bradeur » pour lire sa déclaration d’investiture aux chefs de l’armée avant d’en donner connaissance à l’Assemblée ! Incroyable. Jamais vu. Si l’on avait besoin d’une preuve supplémentaire la voilà. L’armée est la patronne. Et pas seulement en Algérie !

Salan, très à l’aise, a fait modifier quelques passages de la déclaration qu’il a sans ambages qualifiés « d’inacceptables pour l’armée ».

Comme tout de même Teitgen a tiré la sonnette d’alarme à Paris et a provoqué un certain affolement, on le fait comparaître pour donner des explications. Et devant les militaires encore ! Alors, là, c’en est trop. Teitgen, qui a son franc parler, et une patience toute relative, explose. Il se tourne vers Maisonneuve et Chaussade, les deux plus hautes autorités civiles :

« Je n’ai aucune explication à vous donner. Ou vous rigolez parce que vous ne savez rien. Et c’est grave. Ou vous rigolez parce que vous êtes dans le coup.

— Comment ! s’indigne Chaussade, je ne vous permets pas.

— Et laissez-moi vous dire une chose. Quand on prétend être un chef de gouvernement on ne demande pas leur avis à des gens — des militaires en particulier — à qui on va être amené à donner des ordres. »

Teitgen, lancé, se tourne vers Payra.

« Je ne suis ni flic, ni pied-noir, ni devin. Mais voilà comment ça va se passer demain. Les gens seront dehors. On déposera des gerbes. Puis on montera à l'assaut du G.G. Il y aura les paras. Ils seront débordés. *Ils le savent déjà.* »

En prononçant ces mots, Teitgen a regardé fixement Salan et Massu, qui sont blêmes.

« Tout cela est faux ! hurle Salan qui, pour une fois, sort de son impassibilité coutumière.

— Je le dis et je le répète. C'est comme cela que ça se passera. Et je suis rentré de Paris pour le voir. Nous n'avons même pas vingt-quatre heures à attendre. »

Pas de réponse. Dans un silence à couper au couteau, Payra prend congé avec sous le bras la déclaration d'investiture raturée mais revêtue de l'imprimatur militaire !

Chaussade prend familièrement Teitgen par le bras. Et, paternel, le secrétaire général du Gouvernement général dit à son vieil ami :

« Allons, Paul, calmez-vous. Vous êtes pessimiste. Venez déjeuner demain avec M^{me} Teitgen à la villa Arthur. Et après, nous irons voir ensemble “ votre ” manifestation... »

Tout est en place. La « bombe » de Sérigny, qui explose le 11 mai dans le supplément dominical de « *L'Echo d'Alger*, » T.A.M. Dimanche », a décidé les derniers hésitants. Intitulé « Parlez, mon général, parlez vite », l'article que Soustelle a lu et approuvé avant sa parution est le premier appel au général De Gaulle paru dans la presse. Et quelle presse ! Personne ne s'y trompe. C'est le ralliement non seulement du pétainiste Sérigny, mais derrière lui c'est toute la fraction la plus conservatrice d'Alger, celle que depuis des semaines Delbecq, Ribaud et Pouget se donnent tant de mal à convaincre, qui suit.

Le Comité de vigilance peut également compter sur les paras. Pouget en a fait l'expérience le 26 avril. « Ils » sont fidèles et

efficaces. Trinquier, qui a défilé le 8 mai à la tête de son 3^e R.P.C., « les léopards à casquette », a été appelé ce 11 mai à Alger. Il n'a pas eu grand chemin à parcourir. Le 3 est au repos à Sidi-Ferruch. Trinquier n'est pas gaulliste, loin de là. Peut-être est-il même dans un des complots « fascisants ». Pouget s'en fout. Tous les capitaines du 3 sont ses amis. Et ça ne gaze pas fort entre certains d'entre eux et Trinquier... Quoi qu'il en soit, le 3^e R.P.C. est, avec quelques C.R.S., la seule force disponible pour « maintenir Tordre ». De ce côté-là, rien à craindre.

D'ailleurs, qui n'est pas de cœur avec le coup d'État qui se prépare ? L'avant-veille, revenant à Paris avec Chaban, qui a inauguré l'école Jeanne-d'Arc de Bigeard, Pouget a vu monter dans l'avion le général Gilles, le patron des parachutistes en Algérie.

« Il y a une place pour moi ? a demandé Gilles. Je reviendrai à Alger demain matin. »

Chaban a acquiescé. Que veut Gilles ? Jusque-là il a été un des opposants les plus farouches à l'antenne d'El-Biar. Il s'est même sérieusement accroché à ce sujet avec Pouget. Mais il sent le vent venir. Il s'assoit à côté du « centurion », à portée d'oreille de Chaban. L'avion a à peine pris son altitude de croisière que Gilles « lâche le morceau ». Il se penche vers Pouget :

« Je sais ce que vous préparez. Mais les paras sont à moi. À moi et à personne d'autre... »

Un temps... pour l'effet.

« Mais, ajoute-t-il assez fort pour percer le bruit des moteurs, moi, je suis à vos ordres. Un coup de téléphone et j'arrive. »

Décidément, depuis le 26 avril, les hommes de l'antenne ne sont plus des pestiférés ! À Paris, Sanguinetti — en accord avec Delbecque — a fixé la date du 13 mai pour la grande manifestation du C.A.N.A.C. Les anciens combattants ne sont pas très chauds pour défiler à Paris. Mais qu'importe, ceux qui sont importants ce sont ceux d'Alger. Et eux, inutile de les pousser !

Delbecque compte sur l'aide des paras du 3 pour appuyer la prise de pouvoir à Paris. Tout se jouera dans la nuit du 13 au 14 car le débat d'investiture ne sera pas clos avant la nuit. En trois heures les paras peuvent être dans la capitale. Une seule ombre au tableau : Jacques Soustelle. Celui-ci n'a pas voulu céder à

Delbecque qui le poussait à gagner Alger. Le patron de l'antenne comptait sur l'ancien gouverneur pour y lancer l'appel au général De Gaulle. Mais Soustelle sait qu'à Colombey le général ne cédera jamais à un putsch. Même si celui-ci lui ouvre la porte du pouvoir. Il faut donc préparer la voie légale... ou presque. Soustelle s'y emploie ¹².

Delbecque voit donc s'envoler son espoir de contrôler dès le départ l'action des hommes du Comité des Sept. À quelques heures de la manifestation ce sont eux qui inquiètent le plus. Il faut absolument convaincre Soustelle.

C'est le colonel Thomazo qui le premier s'aperçoit à quel point Delbecque a raison. Si les Sept jouent le jeu au sein du Comité de vigilance, ni les gaullistes, ni les poujadistes, ni les corporatifs n'ont évoqué l'issue de la manifestation. Chacun est tellement persuadé de « fourrer » l'autre qu'on a laissé dans l'ombre cette « péripétie » pourtant essentielle. Et ce 12 mai, Thomazo qui fait la liaison entre l'antenne et les Sept, sans compter l'armée, trouve Lagaille, Ortiz, Lefebvre, Goutallier, Crespin, Baille et Martel déchaînés. Lagaille a fait part à ses compagnons des enseignements qu'il a tirés de la répétition générale du 26 avril. Cette fois il est décidé à ne pas stopper au monument aux morts mais au contraire veut inviter la foule à gravir les gigantesques escaliers qui mènent au Gouvernement général.

« Et ce G.G., s'écrie le président de l'A.G.E.A., je le prends d'assaut. On fout tout en l'air. Et là, l'armée est obligée d'intervenir. Ce n'est pas Salan qui prend le pouvoir, c'est nous qui le lui remettons ! »

Thomazo essaie de les faire revenir sur leur décision. Le plan du Comité de vigilance — qui a été créé pour cela — est de se transformer à l'issue de la manifestation en Comité de salut public et, avec l'aide de l'armée, de placer Soustelle au pouvoir, renversant ainsi le régime. Pour ainsi dire une opération légale. Mais pour cela il faut attendre l'investiture de Pflimlin qui ne peut se produire que dans la nuit. Et il faudrait que Soustelle fût là.

Ce soir du 12 mai, Thomazo est persuadé que le plan mirifique de Lagaille, Lefebvre, Martel et autres Ortiz n'est que forfanterie méditerranéenne, que le moment venu ils se dégonfleront.

C'est compter sans la haine que porte le docteur Lefebvre à

l'ancien gouverneur Soustelle, qu'il juge d'« extrême gauche », et à De Gaulle, qui, pour les Sept, dégage une odeur de soufre.

Dans la villa d'El-Biar où l'on fait le point en l'absence de Delbecque qui, à Paris, tente de fléchir Soustelle, il ne reste que Ribaud, Pouget et un nouveau venu, Lucien Neuwirth, héros de la Résistance qui a repris du service et son grade de lieutenant spécialement pour le « Grand Coup ». De Gaulle ou pas De Gaulle ? À Alger cela ne tient plus qu'à eux. Et l'affaire va se jouer dans un mouchoir de poche.

Le khamsin qui, depuis quarante-huit heures, enveloppe Alger de son haleine brûlante n'a pas contribué à calmer les esprits. Ce mardi 13 mai la ville a les nerfs à fleur de peau. Et le vent lourd venu du désert accroît l'odeur poussiéreuse de la rue que les jets d'eau du matin sur les trottoirs et les chaussées n'ont pas suffi à rafraîchir. On a la gorge sèche. On se sent oppressé. Que va-t-il, que *doit-il* se passer ? Car c'est sûr qu'on ne peut rester ainsi à la merci d'un gouvernement qui ne pensera, sitôt investi, qu'à traiter avec les rebelles. Il faut que la ville fasse éclater sa fureur, son inquiétude aussi. Elle y est résolue. Et on en a décidé pour elle...

La rue a son visage des mauvais jours. La plupart des magasins n'ont levé leur rideau qu'à moitié. Dans les bureaux on se pose plus de questions qu'on n'abat de travail. Et puis la grève générale commence à 13 heures !

Les journaux ont tous publié l'ordre de grève ainsi que l'annonce de la manifestation interdite par Lacoste, autorisée par Salan. On ne parle que de cela. Les trottoirs du centre sont à demi déserts mais dans les bistrotts et sur les placettes, à l'ombre des ficus bruissants de myriades d'oiseaux énervés par la chaleur, on se prépare, on polit ses armes. On s'apprête « à lui montrer, à ce gouvernement de francaouis, si nous, les claouis, on les a pas en bronze ». Le peuple est mobilisé. La grosse artillerie est en place. *L'Echo d'Alger* publie les consignes du Comité de vigilance. On sent, « rien qu'à sentir l'air », que le grand jour est arrivé. La masse de manœuvre est chauffée à point. Le petit peuple de Belcourt, de Bab-el-Oued, de « Santugène », tous ces petits pieds-noirs français, espagnols, mahonnais, italiens, ceux qui n'ont « rien ou pas grand-chose à perdre », si ce n'est leur pays — et ça ils sont décidés à manifester pour montrer qu'on ne le leur arrachera jamais — sont prêts à obéir aux ordres. Quels ordres ? Mais ceux de la rue, ceux qui viennent sans qu'on sache

d'où, ceux qui vous entraînent dans de merveilleuses « conneries » où tout le caractère méditerranéen trouve un exutoire à l'inquiétude folle et savamment distillée depuis des semaines.

Qui, à Alger, veut réussir une manifestation doit au moment précis savoir trouver l'attitude, les mots qui déclenchent tout, qui entraînent la foule, qui gagnent la bataille. Et ce matin du 13 mai, nombreux sont ceux qui croient les connaître.

Au siège des Rép' Soc', dans un vieil immeuble de la rue d'Isly, Delbecque, revenu de Paris sans avoir décidé Soustelle à gagner Alger avant le débat d'investiture, a réuni l'assemblée hétéroclite qui constitue le Comité de vigilance. On y reconnaît pêle-mêle les anciens combattants, les anciens S.A.S., les résistants, les gaullistes, les radicaux, les indépendants et bien sûr le Groupe des Sept. Dans une fumée à couper au couteau, Delbecque et Vinciguerra, puis le nouveau venu Neuwirth chauffent leurs troupes. Il est temps de leur révéler qu'il se « passera peut-être quelque chose » à la fin de la manifestation.

« Le but de ce rassemblement, s'écrie Delbecque, est, vous le savez tous, de réclamer un gouvernement de salut public présidé par le général De Gaulle. »

Les gaullistes éclatent en applaudissements. Mais d'autres sont plus réticents. Faire admettre à un nostalgique de Vichy, admirateur de Franco et de Salazar, que le Messie, le sauveur, est De Gaulle, même après le ralliement spectaculaire de Sérigny avec son « Parlez, parlez vite, mon général... », n'est pas une tâche facile. Mais rien ne semble impossible aux hommes de l'antenne. Ils ont tout prévu. Du moins le pensent-ils ! Pour eux le grand problème sera de faire « durer » la manifestation jusqu'aux résultats du scrutin... et jusqu'à la venue de Soustelle. Dès lors ce sera un jeu d'enfant — en annonçant l'investiture de Pflimlin à la foule surexcitée par douze heures de manifestation — de prendre d'assaut les bâtiments publics et de faire approuver la constitution d'un directoire coiffé par Soustelle. Rendez-vous est pris pour le début de l'après-midi devant les locaux du journal militaire *Le Bled*, boulevard Laferrière, à deux pas du monument aux morts. Delbecque lâche ses troupes qui vont répandre la bonne parole et indiquer le lieu de rendez-vous à la population d'Alger.

Le Groupe des Sept, lui, peaufine une dernière fois sa tactique.

Martel a fait alerter ses colons du bled, les éléments de choc poujadistes sont prévenus, Ortiz est sur le pied de guerre. Dès que la gerbe du commandant en chef sera posée à la mémoire des trois soldats fusillés, Lagaillarde à la tête de ses étudiants emmènera la foule à l'assaut du G.G. Alors l'armée devra faire son choix : ou tirer sur les manifestants ou prendre le pouvoir. Dans les deux cas Soustelle et les gaullistes seront éliminés. Et Lagaillarde sait que jamais l'armée ne tirera sur la foule !

Il n'a pas tort. Le commandant Pouget, le « militaire » de l'antenne, en reçoit l'assurance de Salan lui-même. Jean Pouget a passé la matinée dans le bureau du commandant en chef où arrivent les informations de Paris et aussi celles de la ville en effervescence. Et l'on est maintenant sûr qu'il « va se passer quelque chose ». Pouget pose alors la question :

« Mon général, si la foule attaque un bâtiment public, donnerez-vous l'ordre de tirer ? »

Salan stupéfait lève la tête, regarde Pouget :

« Mais pas question, Pouget ! Ah ça ! pas question. »

Voilà l'antenne rassurée. Avec la complicité « active » des paras de Trinquier et avec l'assurance que les forces de l'ordre ne tireront pas, l'affaire est dans le sac. Le tout est de faire patienter la foule.

C'est aussi ce que pense le colonel Godard, responsable de l'ordre depuis la « bataille d'Alger ». Il n'a à sa disposition que le 3 de Trinquier qu'il met immédiatement en alerte, le 1^{er} R.C.P. de « Prosper » Mayer, le 9^e zouaves qui s'occupera comme d'habitude de la Casbah et huit escadrons de gardes républicains que commande le gendarme Crozafon. Mais sur qui compter réellement ? Godard, qui est certainement l'un des hommes les mieux informés d'Alger, connaît la multiplicité des complots, il sait aussi les sympathies de nombreux capitaines de parachutistes pour ceux qui prônent l'« action directe » pour ce 13 mai, quant aux colonels... aux généraux... le mieux est d'attendre. D'autant que personne... mais alors personne n'est opposé au coup de balai qui renversera le « système ». Seuls les moyens d'y parvenir changent selon les amitiés, les convictions, les tempéraments. Pour sa part, Godard suit le « patron ». Et le patron dans son bureau de la X^e région militaire, place Bugeaud, attend de « voir venir ». Il n'y a vraiment rien d'autre à faire.

Au G.G., un homme se bat contre l'évidence. C'est Paul Teitgen. Il a alerté Paris, il a donné le plan de la manifestation, il n'a recueilli que des sarcasmes. Revenu à Alger « pour voir », il tente une dernière démarche désespérée : faire prendre conscience aux hommes qui représentent pour quelques heures encore la IV^e République du danger qui les menace. Et cela par ricochet.

Paul Teitgen a vu le matin même le consul général des États-Unis, M. Johnson, dont la femme est française. Depuis quelques semaines les deux hommes s'entretiennent de la gravité de la situation. Et ce 13 mai Teitgen lui a révélé ce qui allait se passer : l'émeute populaire savamment menée, l'investissement du G.G. et plus d'autorité.

« Le coup de Franco est lui aussi parti d'Afrique du Nord, a dit Teitgen. J'ai tenté de faire comprendre cela à Paris et personne ne m'a cru. Faites savoir le plan de la manifestation au département d'État. Et qu'il *alerte* Paris. Les services américains auront plus d'influence qu'un simple sous-préfet ! »

Johnson a un peu tiqué. Ses informations ne « cadrent » pas avec les révélations de Teitgen. Puis, à midi, le diplomate téléphone à son ami :

« Je suis prêt à faire la dépêche pour alerter Paris par le département d'État. Vous confirmez ce que vous m'avez dit ?

— Je maintiens. Et je vous demande de télégraphier très vite.

— O.K. Ce sera ma dernière dépêche. Et si vous avez raison, je quitterai mon poste avec les honneurs de la guerre ! »

En effet le diplomate américain doit quitter Alger. Il a été rappelé quelques jours auparavant à Washington. Son déménagement est fait. Il doit partir le 15 mai en emmenant « au pair » une fille de Jacques Chevallier, le maire d'Alger. L'information qu'il transmet va bouleverser sa vie. Sa dépêche, confirmée par les événements, fera un tel bruit à Washington qu'il sera maintenu à son poste et y restera longtemps. Ses meubles, déjà arrivés dans la capitale américaine, feront une nouvelle fois la traversée ! On ne trouve pas tous les jours un diplomate si bien informé ! Mais Paris, alerté par le département d'État, sera déjà aux prises avec l'émeute !

Ils arrivent de partout, de Belcourt par la rue de Lyon et le boulevard Baudin — l'ancêtre de Lagailarde, l'homme qui cria

sur les barricades : « Voici comment on meurt pour vingt-cinq francs » —, de Bab-el-Oued par la rue d'Isly et le Front-de-Mer, d'El-Biar par le G.G., dégringolant les degrés monumentaux ou les petits escaliers qui se frayent un passage entre deux immeubles, des beaux quartiers par la rue Michelet Le déjeuner bâclé, le peuple d'Alger va à la manifestation, avec ses femmes, ses gosses, ses médailles, ses drapeaux, son enthousiasme, sa colère et sa foi. Il y va à pied. Les familles et les voisins se groupent, les groupes deviennent cortèges, et les cortèges à l'approche du plateau des Glières, sur cet immense boulevard Laferrière qui va du G.G. au Front-de-Mer, se noient dans la foule. La foule méditerranéenne. Rien à voir avec cette foule noire, compacte et grondante que l'on connaît au nord de Valence, mais une foule colorée, piquée de taches violentes, chemises claires, robes éclatantes, du rouge, du jaune, du blanc, du bleu, et partout, au bout des hampes, le tricolore pour lequel on croit venir se battre, pour lequel on se bat. Dans cette marée de couleurs n'émergent plus que les palmiers, les ficus taillés, et la masse blanche du monument aux morts. Tout le reste a disparu, les pelouses, les bosquets, le tracé des rues. La ville est en marche. Des jeunes gens parcourent à scooter les artères où l'on peut encore rouler, ils brandissent des drapeaux tricolores et invitent à la manifestation ceux qui regardent du pas de leurs portes ou dans l'embrasure des fenêtres. « Algérie française. » Ils s'égosillent. Les klaxons les soutiennent. Trois brèves, deux longues. C'est la grande fête de l'Algérie française. On veut rester ? Alors faut y aller ! Et une petite brise s'est levée, venant de la mer, chassant la sécheresse agressive du khamsin. Le ciel est d'un bleu éclatant. Le décor est en place, peint aux couleurs d'Alger : azur et or.

Des haut-parleurs appellent à la manifestation. « L'Algérie peut être vendue d'un moment à l'autre... » C'est vrai que là-bas, à deux mille kilomètres, dans ce Paris qui semble un autre monde, le Parlement va se réunir et peut-être investir un gouvernement d'abandon. Tous en avant. Qu'on leur montre qu'on veut rester français. Puis il y a aussi ces trois petits soldats, fusillés par les bourreaux du F.L.N. On les avait presque oubliés — c'est pourtant le prétexte de la manifestation.

À 14 heures, le boulevard Laferrière n'est plus qu'une foule passionnée. Les yeux sont brillants. Les chemises largement ouvertes sur des torsos bronzés. Les robes légères des femmes les font plus belles. On s'aime, on est là, côte à côte, corps à corps,

on piétine, on transpire, on crie. On n'a plus peur.

À la terrasse de l'« Otomatic », le rendez-vous des étudiants, on a vu Lagaillarde sortir des facultés en tenue léopard. Il n'y a pas droit car il est sous-lieutenant de réserve, mais qui se soucie du droit aujourd'hui à Alger ? Le treillis bariolé est mieux qu'un passe-droit, c'est un drapeau. Les paras sont les enfants chéris de la Ville blanche. Et le prestige de Lagaillarde est décuplé par l'uniforme. Il a rassemblé ses hommes aux facultés. Les troupes de Martel, d'Ortiz, de Goutallier sont là. Les petits jeunes gens de Jeune Nation, les fiers-à-bras des commerçants poujadistes, les colons réactionnaires du « Cœur et de la Croix » saluent leur nouveau maître. Car pour la rue, pour la bataille, pour le grand jour, Lagaillarde balaye ses compagnons du Groupe des Sept. Seul Ortiz pourrait faire le poids pour le coup de main. Mais qu'iraient y faire le mince, austère et calme docteur Lefebvre, ou le gros Goutallier, ou Martel qui n'est connu que de ses colons ? Non, Lagaillarde est l'homme qu'il faut. De la décision, de l'organisation, l'uniforme par-dessus tout cela et surtout des mots simples, des phrases brèves. Il connaît la recette.

« C'est le jour ou jamais... Nous sommes des insurgés... Voulez-vous sauver l'Algérie française ? »

Et le cortège se met en route. Des facultés au monument aux morts il y a cinq cents mètres. Ça n'a pas empêché un petit commando de remonter la rue Michelet pour mettre à sac le Centre culturel américain. Toutes les révolutions depuis 1945 commencent ainsi. La plupart du temps parce que les insurgés trouvent les Américains réactionnaires, là c'est le contraire. L'Américain, à Alger, c'est l'ennemi « de gauche ». D'abord, ce Kennedy qui a critiqué la politique algérienne de la France l'an dernier, puis les bons offices. S'ils veulent des communistes chez eux c'est leur affaire. Ici, on défend l'Algérie française. Et on lapide le Centre culturel. Il ne manque que McCarthy, spécialiste de la chasse aux sorcières. Voilà qui lui aurait plu. Sur le boulevard Laferrière les mêmes groupes tentent de pénétrer dans les locaux du *Journal d'Alger*, le seul organe libéral. Ils arrachent l'enseigne. Mais les paras du 3 les refoulent sans ménagement. On s'en prend alors au maire honni d'Alger : Jacques Chevallier. « Chevallier au poteau... » et puis Mendès-France, à tout hasard. On y ajoute Bourguiba.

À la villa Arthur, résidence du secrétaire général, sur les

hauteurs d'Alger, Pierre Chaussade et Paul Teitgen sortent de table. Ils vont voir la manifestation. Teitgen est inquiet, très inquiet. Sa femme refuse même d'aller au G.G. Pierre Chaussade, lui, est guilleret. « Des braillards, il faut les laisser brailler. » Il trouve Teitgen un peu ridicule. Indécent même surtout lorsque celui-ci lui dit de sa voix basse et caverneuse :

« Cher ami, regardez bien la villa Arthur. Vous ne la reverrez jamais.

— Voyons, je vous en prie, Teitgen. »

Et ils partent les mains dans les poches vers le G.G. Jamais le secrétaire général du Gouvernement général ne remettra les pieds à la villa Arthur !

« Algérie française... Chevallier au poteau... L'armée au pouvoir... Allons enfants de la patri..i...e » Et il en arrive encore de partout, par colonnes, du centre de la ville, par camions, de la Mitidja, avec des banderoles, des drapeaux, des cris, des slogans.

La masse blanche du monument aux morts est prise d'assaut. On s'agrippe aux poilus sculptés dans la pierre du socle pour parvenir à la première plate-forme ; là où sur trois chevaux, les bras dressés, un Français, un « Arabe » et la Victoire, cheveux au vent, soutiennent le pavois où repose le symbole : l'Inconnu gisant. Il n'est que 16 h 30. Il faut tenir cette foule, l'échauffer encore, car la cérémonie officielle n'est prévue qu'à 18 heures. Lagailarde, le visage extraordinairement tendu, les yeux comme fous, se fraye un passage derrière ses quatre harkis, en treillis, chapeau de brousse, médailles pendantes et la mitraille à la main. Il franchit les grilles blanches du monument, escorté de sa garde prétorienne. On le reconnaît. On l'acclame. Il est le héros du jour. Il va jouer avec maestria une partie qu'il a soigneusement préparée. Il bondit sur la première plate-forme du monument. Près de lui un jeune homme tient le drapeau tricolore du mouvement de Martel. Le béret enfoncé sur le front, la taille bien prise dans sa tenue camouflée, Lagailarde lève les deux bras d'un geste apaisant. Il obtient un calme relatif autour du monument.

« Êtes-vous prêts à lutter pour l'Algérie française ? »

Une clameur gigantesque lui répond. À cinquante mètres de là on voit la silhouette « léopard » mais on ne l'entend pas. Ça ne fait rien, on acclame de confiance.

« Êtes-vous prêts à laisser brader notre Algérie ?

— Hou ! hou ! non ! Algérie française. »

À coups de slogans, de phrases courtes chaque fois acclamées, Lagaillarde fait monter la tension. La foule vibre. Les *Marseillaise* succèdent aux « Algérie française ».

Au pied du journal *Le Bled*, les gaullistes du Comité de vigilance sentent qu'il faut réagir, prendre part à cette extraordinaire entreprise d'échauffement de la foule. D'autant que des voitures munies de haut-parleur, savamment mises en place avant l'arrivée des manifestants distillent des mots d'ordres : « Le peuple exige un gouvernement de salut public... Êtes-vous prêts à abandonner l'Algérie ? » Vivats, puis hurlements.

Quelques explosions retentissent là-haut, près du G.G. Ce sont les gardes mobiles qui ont refoulé quelques étudiants qui s'approchaient des grilles prudemment fermées. Les grenades lacrymogènes font encore monter la tension.

Delbecque, qui croyait ne devoir intervenir que dans la soirée ou même dans la nuit, se sent pris de vitesse. Les troupes des Sept sont là-bas, bien groupées au pied du monument, au bas des escaliers qui mènent au G.G. Prêtes. Et les gaullistes sans haut-parleur, sans tribune, sont isolés. Delbecque monte quatre à quatre jusqu'au journal *Le Bled*. Sur le balcon il y a des haut-parleurs, voilà la tribune. C'est compter sans Michel Goussault, le colonel qui « tient » l'action psychologique. On sait qu'avec Allard il représente la fraction « réac » de l'état-major, celle qui est de cœur avec les Sept et ne voit pas d'un très bon œil ces « paras révolutionnaires » sociaux et égalitaires, et encore moins De Gaulle qu'ils détestent. Quoi qu'il en soit, Goussault interdit à Delbecque de se servir de « ses » haut-parleurs. Ce qui rappellera à Lucien Neuwirth, lorsqu'il apprendra l'intervention du colonel, le mot d'une journaliste gaulliste de ses amis : « Lorsqu'on a connu Michel Goussault, on ne fait jamais plus confiance aux yeux bleus. »

Furieux de son échec Delbecque s'aperçoit qu'il est urgent de mettre au point un plan de bataille. Mieux vaut tard que jamais. Dans cette foule excitée c'est impossible. Alors il réunit son état-major et remonte à El-Biar, dans la villa de l'antenne. La foule, cette force de frappe, est pour l'heure aux mains de Lagaillarde et des Sept. C'est lors de la phase politique qu'il faudra désormais

intervenir. Et ne pas manquer son coup. C'en est fini de l'apparente unité du Comité de vigilance. Le clivage s'est fait au milieu de la foule qui crie, hurle, éructe, inconsciente de l'enjeu qu'elle représente. Désormais il y a les gaullistes et les Sept. Delbecque et Lagaille. Delbecque *contre* Lagaille.

« Les voilà... les voilà... » Une jeep vert et blanc de la sécurité routière militaire tente d'ouvrir la route aux voitures des généraux. Avenue Pasteur, le cortège officiel s'arrête. Impossible d'aller plus loin. Alors au coude à coude les casques blancs de la police militaire frayent un passage à l'état-major. Le général Salan, impeccable, sanglé dans sa tenue d'été aux plis fraîchement repassés, le képi étoilé emboîtant la tête, avance lentement suivi du général Jouhaud et de l'amiral Auboyneau, en uniforme blanc, et du général Massu, en tenue camouflée, le béret rabattu sur l'œil gauche. Les journalistes remarquent que Salan et Jouhaud ont changé de couleur. Salan, habituellement pâle, est écarlate. Jouhaud, plutôt rougeaud, est blême. Seul Massu paraît en rogne. Ce qui est sa physionomie habituelle. Une immense ovation les salue : « Vive l'armée... L'armée au pouvoir... » Et aussitôt un cri que Salan connaît trop bien : « Vive Massu... » Le commandant en chef serre les lèvres qu'il a minces, le général parachutiste se renfroge un peu plus. La cérémonie est brève. Salan dépose une gerbe de roses, ranime la flamme, salue pendant la minute de silence qui a à peine calmé la foule. Puis le cortège officiel fait le chemin inverse. Beaucoup plus vite cette fois, comme si les généraux voulaient s'éclipser, ne pas voir ce qui va se passer.

Ils n'ont pas regagné leurs voitures que déjà Lagaille hurle : « En avant, tous au G.G. ! Contre ce système pourri, suivez-moi ! »

Et c'est la marée humaine qui s'ébranle, à l'assaut du « système » symbolisé par le bâtiment gigantesque du Gouvernement général. Chacun gravit les rudes escaliers du G.G. sans s'en rendre compte, porté par son voisin. Déjà sur l'esplanade les gendarmes mobiles sont aux prises avec les lycéens de Roseau, l'un des adjoints de Lagaille, et les étudiants. Devant le flot humain qui monte, menaçant, les grenades lacrymogènes sont impuissantes. Les gardes se retranchent à l'intérieur du G.G. dont ils referment les grilles à double tour. D'autres gardes mobiles qui se trouvaient en renfort,

cachés par les lacets du Telemly, tentent de dégager la place d'Afrique. Echauffourées, grenades lacrymogènes. La foule un instant désemparée se rue sur les grilles qui résistent. Le colonel Ducournau, du cabinet de Lacoste, essaie de parlementer. Des volées de pierres jaillissent de la foule et fracassent les baies vitrées. Ducournau grimace, un pavé l'a atteint à un genou. Le colonel Godard tente lui aussi de défendre le G.G. Il donne l'ordre aux gardes mobiles de s'éclipser et aux paras du 3, eux aussi en réserve dans les lacets du Telemly, d'intervenir. Le colonel Trinquier, « indésirable à Alger », n'a pas encore revu le général Massu mais sur ordre de Godard est venu se mettre « à disposition ». Il envoie la compagnie du capitaine Planet sur le Forum. Les six camions à peine arrivés, les paras sont littéralement englués dans cette foule qui les acclame, les embrasse. Les filles ne sont pas les dernières ! Et elles sont nombreuses, de quinze à vingt-cinq ans, déchaînées, mais si jolies. Trinquier a pris les ordres de Godard. Il tente de réunir ses hommes, d'empêcher la foule d'entrer. Et là va se jouer la prise du G.G. Certains capitaines et lieutenants du 3 ne peuvent pas « piffer » Trinquier qui, depuis l'Indochine et surtout l'organisation du D.P.U. à Alger, a une réputation d'officier politique. Ils regrettent Bigeard. Lorsque Trinquier donne l'ordre de faire refluer la foule, ces officiers qui n'attendent qu'une bonne occasion de lui « foutre des bâtons dans les roues » restent étrangement passifs pour des hommes d'action... Ils sont maintenant cinq officiers supérieurs et généraux à vouloir protéger le G.G. : Godard, Trinquier, Ducournau, Allard et Thomazo. Le général Allard, debout sur un camion, hurle dans un porte-voix, près de lui le colonel Thomazo gesticule.

« Tas de cons, ils nous emmerdent... » telle est la réponse brutale de la foule. Godard et Ducournau sont débordés. Trinquier n'est pas mieux accueilli. Un capitaine du 3 glisse à son copain Jean Pouget qui — « en prévision » — n'a pas quitté le G.G. depuis 13 heures :

« Regarde ce pauvre con qui ne sait pas lire une carte d'état-major... et il veut faire de la politique ! »

Tout va très vite. Les capitaines et les lieutenants du 3^e R.P.C., les « potes à Pouget », disent : « On ne va pas faire casser la gueule à nos garçons pour ces pourris du G.G. ! » Ces pourris qui représentent le « système » que tous rêvent d'abattre depuis si

longtemps. « On ne va pas non plus se mettre à taper sur ces gamines qui nous embrassent. »

C'est fini. Ou presque. Encore quelques volées de grenades lacrymogènes. Et un camion militaire conduit par un manifestant enfonce la grille principale sans qu'un para lève le petit doigt. La foule s'engouffre. Là-haut, au quatrième étage, paraît sur une plate-forme la silhouette de Lagaillarde. Il crie mais on ne l'entend pas. Il agite son béret. Le premier il a gravi les escaliers intérieurs du G.G. Personne n'a osé s'interposer. Il est décidé. Et armé. Il invite la foule d'Alger à le suivre. La porte centrale en fer forgé vole en éclats sous la pression d'une automobile à laquelle les manifestants déchaînés ont fait franchir les quinze marches du perron ! Et c'est la cavalcade. Des centaines de manifestants crient, hurlent, envahissent les escaliers, les couloirs, les bureaux. On met le feu à la bibliothèque, de toutes les fenêtres tombe une neige de dossiers, de papiers, de livres et de cartes. C'est le sac du G.G. Les malins ont déjà puisé dans les feuilles de paie et dans les dossiers confidentiels. Pas perdus pour tout le monde ! Il est 18 h 45. Le Gouvernement général est pris. La puissance des Maisonneuve, Chaussade, Ducournau, Gorlin s'écroule. En même temps que la IV^e République qui choit avec ces monceaux de dossiers qui volent par les fenêtres. Était-ce une république « de papier » ?

En bas, la population fraye avec les paras déifiés. On les choie, on les embrasse, on leur donne à boire. Le colonel Trinquier, qui a pourtant voulu défendre le G.G. contre la populace, est entouré dans sa jeep. On lui dit : « Prenez le pouvoir, mon colonel, avec vos paras vous pouvez tout. Balayez-les ces incapables, ces pourris, ces veaux. Il le faut. Pour sauver l'Algérie française... » Et on l'arrache de sa jeep pour le porter en triomphe jusqu'au premier étage du G.G. !

Les cris reprennent. « Algérie française... L'armée au pouvoir ! » Cette fois, elle y est. Poussée par une foule qui a appris le chemin du Forum. Et qui n'est pas décidée à l'oublier. En bas, la kermesse populaire commence. Au premier, qui va l'emporter ?

C'est dans le grand bureau du premier étage que tout va se jouer à une allure folle. Le bureau « du balcon » c'est celui de Maisonneuve, le directeur de cabinet de Lacoste, moquette beige, fauteuils et canapés de cuir vert tendre, grand bureau d'acajou

recouvert d'une glace épaisse. Une porte-fenêtre ouvre sur la terrasse qui domine le Forum. En l'absence du ministre résidant c'est Maisonneuve qui « théoriquement » détient le pouvoir. Salan ne vient qu'après !

Dès le début de la manifestation Maisonneuve, entouré de Chaussade, Teitgen, Gorlin et Peccoud, directeur de la sûreté, téléphone à Paris où, à l'Assemblée, on « fait traîner » le débat d'investiture pour savoir où l'on en est à Alger. Dès l'annonce de l'émeute Lacoste fait envoyer depuis la « succursale » parisienne du ministère de l'Algérie, rue de Lille, le télex ultra-secret qui parviendra décrypté sur le bureau de Maisonneuve. Ce sont ses instructions. Lacoste n'est pas fâché de ne plus être en Algérie où tout semble se passer selon ses prévisions mais en même temps il se sent un peu fautif. Dans les couloirs de l'Assemblée, il vient d'avoir une rapide algarade avec un parlementaire important. Elle donne une idée de l'ambiance qui règne au Palais-Bourbon.

« Mais qu'est-ce que vous fichez ici alors que ça barde à Alger ?

— Mon cul ! »

Brève réponse. Lacoste a autre chose à faire qu'à se justifier. Après tout, ces parachutistes n'ont que ce qu'ils méritent ! Il est 18 h 20 et l'émeute bat son plein lorsque Maisonneuve et Gorlin reçoivent le télex du ministre.

« Tla 20 de tlx 61. Très urgent. Secret. Nr 0180.

1. Minimiser si possible incidents sur place Gouvernement général.

2. S'il y a véritablement des musulmans dans manifestations en faire dépêche A.F.P. spéciale.

3. Souligner toutes réactions des paras et militaires.

4. À tout prix éviter incidents au consulat général des États-Unis.

5. À l'Assemblée tendance générale à faire tramer débats pour avoir bilan manifestations Alger.

6. Présenter bilan dès que possible en faisant ressortir ce qui est favorable.

Affirmer notamment que manifestations, malgré incidents regrettables, n'ont pas revêtu le caractère de violence atteint le

6 février 1956 et lors de l'enterrement de Froger ou après la semaine sanglante de juin 1957.

Fin. *Signé* : Robert Lacoste. »

Bilan favorable ! Il est bon, Robert Lacoste ! Les pierres crépitent sur la façade. Les explosions de grenades lacrymogènes se succèdent. Les coups de batoir contre les portes de fer forgé retentissent jusque dans le bureau où ils font déjà vaciller un « pouvoir » affolé. Violence ou pas violence ? Là est toute la question. Va-t-on laisser prendre le G.G. sans résister ? Et pour résister une seule solution : tirer sur la foule. Chaussade, accroupi sous une table, parvient à joindre au téléphone Robert Lacoste qui se trouve dans le bureau de Félix Gaillard, président renversé. Il décrit la situation, haletant :

« C'est l'émeute, les vitres volent en éclats, des femmes sont bloquées au G.G. Les paras et la foule s'installent partout. Faut-il tirer, monsieur le ministre ? »

Lacoste regarde Gaillard qui suit la conversation. Signe négatif de la tête.

« Non ! Chaussade. Pas question. »

Au même instant, place Beauvau, Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, a donné le même ordre.

Si la réponse avait été affirmative, qui l'aurait appliquée ? Pas les gendarmes. Encore moins les paras. Les flics sont inexistantes. La révolution est en marche, rien ne l'arrêtera.

19 h 15 : Lagaille et un petit groupe de manifestants font irruption dans le bureau de Maisonneuve. Les deux pouvoirs se trouvent face à face. Maisonneuve représente la République, Lagaille la foule. Quelques militaires anonymes sont là. Un commandant, quelques lieutenants. Lagaille est au G.G. Il a tenu son pari. Mais où est l'armée ? Où est Salan à qui Lagaille veut remettre le pouvoir ? Situation paradoxale : c'est aussi Salan que Maisonneuve cherche des yeux. Le fonctionnaire sait très bien qu'en l'absence de Lacoste et au milieu d'une pareille effervescence il ne fait pas le poids.

L'arbitre de la situation devient le commandant en chef.

Le bureau est maintenant envahi. Des paras, des inconnus sont vautrés sur les fauteuils, le canapé vert tendre. Tout le monde

parle en même temps. La double porte ouverte sur le couloir n'arrête plus personne. C'est la folie. Les hauts fonctionnaires détenteurs du pouvoir sont devenus anonymes, noyés dans ce brouhaha. Ils se sont groupés autour de Maisonneuve et attendent. Chaussade maintient la liaison téléphonique avec Paris. Du côté des paras quelques capitaines : Graziani, Planet, dont la compagnie du 3 fraternise en bas avec les manifestants, Léger, l'homme des bleus-de-chauffe et des « coups fourrés ». Il est accompagné de Dédé « Saïdoun » Surcouf, la terreur des bleus, l'ancien d'Indochine aux cheveux gominés. Il y a là aussi La Bourdonnaye, capitaine de paras, l'un des durs de la « bataille d'Alger » l'organisateur avec Trinquier du D.P.U. Ils observent avec amusement ce « bordel fantastique ». Ils sont les maîtres, le savent et s'en réjouissent. L'armée militante, c'est eux. Mais ils ne veulent pas encore le prouver. Ils étudient la situation. L'ordre ne sera rétabli que s'ils le veulent bien. On attend Massu.

À l'autre bout de la pièce, Lagailarde, flanqué de son ami Forzy, fils d'une famille de colons de Loverdo, commence à s'inquiéter. La machine tourne à vide. L'inquiétude de Martel semble justifiée.

« Et lorsqu'on sera là-haut, qu'est-ce qu'on fera ? avait-il dit.

— On remet le pouvoir à l'armée et on forme un Comité de salut public. »

Mais malgré la similitude des uniformes qu'ils portent les buts de Lagailarde et des capitaines de parachutistes « révolutionnaires » ne sont pas les mêmes. Et pour l'instant dans le « foutoir » qu'est devenu le bureau de la plus haute autorité d'Algérie, l'armée c'est eux. Lagailarde, seul, s'entendrait bien avec ses ex-compagnons. Mais il y a Martel, et les poujadistes, et Lefebvre pour qui ces jeunes militaires, marqués par leur passage indochinois, sont « bien près d'être communistes » !

Et voilà Massu. Le col de chemise froissé sous la tenue léopard. À coups d'épaule il se fraye un passage dans la cohue. En rogne, le général. Il a la gueule encore plus tordue que d'habitude. La moustache agressive, les lèvres serrées, les mâchoires dures. Le Forum retentit des cris surexcités par son passage au milieu de la foule qui a envahi les couloirs : « Vive Massu... Massu au pouvoir... » Le général est excédé par cette popularité envahissante. Depuis la « bataille d'Alger » il lui a fallu dépenser des trésors de diplomatie bourrue pour que ses

chefs ne s'en offusquent pas. Salan en particulier, qui n'a jamais bénéficié d'une once de gloire populaire. Et Massu qui n'a de goût que pour le service est « militaire-militaire » avant tout. Ses colères contre certains officiers de parachutistes de la 10^e D.P. sont célèbres. Il goûte peu la politisation de ces hommes. Le « soldat révolutionnaire », il ne comprend pas ! Les salades à la Mao, les « poissons dans l'eau », l'expérience du camp n° 1, les Pouget, Léger, La Bourdonnaye, et surtout Bigeard, ça l'agace prodigieusement. Quelques jours avant le 13 mai, une mission parlementaire anglaise devait venir en Algérie. Au G.G. on a décidé de la faire accompagner par Bigeard. Le colonel le plus célèbre guidant les députés anglais, ce serait prestigieux. Massu s'y est opposé. Il a même dit à Gorlin : « Pourquoi Bigeard ? Je ne crois pas que ce soit une bonne idée. Bigeard, c'est un communiste ! »

Et les jeunes officiers de « l'école Bigeard » ne lui disent rien qui vaille. Peut-être vient-il d'avoir la preuve que — si lui n'est d'aucun complot — certains capitaines et commandants sont plus mouillés qu'il ne pouvait le croire.

En effet le commissaire central d'Alger aura quelques jours plus tard la confirmation d'une scène qui vient de se dérouler dans le souterrain qui relie la X^e région militaire au G.G. Massu, pas plus que Salan, n'est décidé à se commettre avec « ces voyous et ces salopards⁽⁸⁾ » qui ont envahi le Gouvernement général. Pourtant il se décide à « jeter un œil sur ce bordel ». Dans le souterrain, Massu dit à un capitaine qui l'accompagne : « Pas question que je marche dans cette histoire. » Et le capitaine — c'est lui qui racontera l'incident au commissaire central — sort son pistolet, le colle sur le ventre du général et lui dit :

« Maintenant, mon général, fini de rigoler. Il faut y aller. »

L'histoire est-elle vraie ? Le commissaire central, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a aucune sympathie pour les « paras révolutionnaires » ni d'ailleurs pour Massu, la tient pour exacte.

Quoi qu'il en soit, Massu, jusque-là hostile à tout mouvement révolutionnaire, prend désormais les initiatives que lui « conseillent » les jeunes officiers. Non par peur ni faiblesse, Massu a trop de gloire derrière lui pour se laisser impressionner par ses subordonnés, mais par crainte de voir ses jeunes « paras » échapper à un haut commandement critiqué et plonger avec

enthousiasme dans la révolution.

Toujours est-il que Massu est furieux lorsqu'il entre à 19 h 30 dans le bureau de Maisonneuve. Immédiatement il se dirige vers le groupe des léopards :

« Vous me foutez le bordel partout. Et je vous préviens, je ne veux rien savoir. Allez, virez-moi tous ces excités. »

Léger obéit. Massu se tourne vers Lagaillarde qui s'est approché.

« Qu'est-ce que vous foutez en uniforme ?

— Lieutenant Lagaillarde, mon général, répond le jeune leader en rectifiant la position.

— Mais vous êtes civil... Enfin ! » Dehors les hurlements redoublent.

« Mon général, dit Forzy, il faut leur dire quelque chose. Criez Algérie française. »

Massu, la mâchoire plus proéminente que d'habitude, lui répond, hors de lui :

« Ces cons-là me font tous chier ! Ça suffit vos conneries. »

Le général est dépassé. Alors il gueule. Il ne sait que faire. Ou plutôt il sait ce qu'il ne veut pas faire : prendre la tête de cette insurrection comme il sent qu'on voudrait l'y pousser ! La seule solution est de canaliser le mouvement. Pas de rébellion personnelle mais que la foule accepte l'armée en bloc avec sa hiérarchie. C'est à Salan de jouer.

Le voici. Il s'est enfin décidé à quitter son bureau de la X^e région. C'est lui le détenteur de la force armée. Face à l'émeute il devient responsable devant le gouvernement de la République de la sécurité de ses représentants en Algérie.

En le voyant paraître, Lagaillarde respire. Enfin son plan va se réaliser. La machine va pouvoir réembrayer. Satan est poussé vers le balcon. Il doit calmer la foule. Il faut annoncer quelque chose. Qu'il réclame à Paris un gouvernement de salut public par exemple. Enfin n'importe quoi.

Salan s'avance vers la rambarde. Il crie : « Je suis le général Salan... »

La foule ne l'entend pas mais le reconnaît. Sa réaction est

terrible :

« Hou ! Hou ! Salan bradeur ! Franc-maçon ! Salan l'Indochine ! Fous le camp, pourri ! Vive Massu ! l'armée au pouvoir. À bas Salan. »

Le commandant en chef recule devant l'attaque. Il revient dans la pièce où un silence stupéfait a succédé au brouhaha des minutes précédentes. Salan est pâle, défait. Il se savait peu populaire mais pas détesté. Voilà qu'Alger l'assimile à ce régime pourri que chacun ici veut balayer. Massu, près du bureau, ne sait où se fourrer. Jamais « Vive Massu... » ne l'a autant desservi !

« Mon général, lui dit un capitaine, il faut y aller. Parlez-leur. » Massu le foudroie du regard. Il est et reste discipliné. Et prudent. Il connaît sa popularité. S'il paraît au balcon la foule va lui faire un triomphe, mais devant Salan il sera en rébellion vis-à-vis de Paris. Et Massu — on l'a oublié à force de faire courir sur lui mille légendes dont la plus agréable est qu'il est « incapable de penser, seulement d'obéir » — a un solide bon sens. Il ne va pas se fourrer dans ce bain-là. Les capitaines le voient désemparé. Deux de ses officiers, le capitaine Marion et le capitaine Angels, ne le quittent pas. Eux sont d'accord avec la révolte. Marion est d'ailleurs ami intime de Sérigny. Et ils redoutent que Massu ne se retire de l'affaire sur la pointe des pieds. On l'entoure. On lui parle. On l'isole. Il ne faut pas qu'il ait de contact avec sa femme.

Le capitaine de La Bourdonnaye me dira plus tard :

« L'ennemie du moment, pour nous, ce n'était pas la foule mais M^{me} Massu. On ne savait quel conseil elle pouvait donner à son mari. Il fallait absolument l'isoler. Qu'ils n'aient ensemble aucun contact. »

Opinion confirmée par l'un des plus importants généraux de l'armée française qui — en opération dans l'Est — aura en apprenant la nouvelle de l'insurrection et le rôle de l'ex-patron de la 10^e D.P., cette réflexion acide : « Massu a pourtant une femme intelligente ! »

Sur le Forum, dans les couloirs et les bureaux du G.G., c'est une osmose extraordinaire : les paras et la population fraternisent. Même les gardes mobiles qui tout à l'heure balançaient des grenades lacrymogènes sont tout sourires pour les paras. On rigole. On se tape sur le dos. Quelle bonne blague !

Au téléphone, Maisonneuve et Chaussade qui se sont isolés avec Salan dans un bureau voisin expliquent à Félix Gaillard la situation inextricable dans laquelle ils se trouvent. Il n'est plus suffisant de déléguer les pouvoirs civils au commandant en chef, il faut encore que celui-ci ait l'autorisation de les « subdéléguer » à son adjoint Massu ! Lui seul pourra « faire avaler » ses décisions à la foule déchaînée.

Les civils sont unanimes à Paris comme à Alger. Gaillard, Chaussade, Maisonneuve estiment que la seule solution est de remettre tous les pouvoirs à l'armée. Ce n'est pas nouveau. On a commencé dès la « bataille d'Alger ». Aujourd'hui, il ne s'agit plus de lutter contre le terrorisme F.L.N. mais de faire face à ce mélange détonant : capitaines, paras et population qui se moquent de la légalité et de la hiérarchie comme de leur dernière chemise ! Salan et Massu, qui y sont au contraire très attachés, sont seuls capables de maîtriser cette masse instable. Lorsque Chaussade raccroche, Salan est le patron de l'Algérie. Et avec l'assentiment du chef du gouvernement !

Dans le bureau de Maisonneuve, le bureau du « balcon », se joue une partie décisive. Lagaille est passé à l'attaque. C'est maintenant ou jamais que son plan doit réussir s'il veut éliminer définitivement les gaullistes qui jusque-là n'ont pas paru.

« Mon général, dit-il à Massu, maintenant il faut se décider.

— Que peut-on faire ? Il faut d'abord que la foule se disperse. »

Lagaillarde réagit comme s'il avait été brûlé au fer rouge.

« Pas question ! Le peuple doit rester ici jusqu'à l'investiture.

— Alors ?

— Alors il faut constituer un Comité de salut public et exiger de Paris un gouvernement de salut public. »

Massu consulte Salan qui semble hésitant. Autour de Massu la pression se fait plus vive. Qu'il refuse et c'est l'émeute qui reprend. Qui sera alors capable de l'arrêter ? Massu doit se décider. Et vite. Salan l'a lâché. Sans lui donner de réponse, il a quitté la pièce pour s'installer avec Allard et son état-major dans le bureau voisin, celui de Peccoud, le directeur de la sûreté.

« Allons-y, maugrée Massu. Qui on met dans votre Comité ?

— Ceux qui sont ici, répond Lagaille. Et bien sûr, mon général, vous en êtes le président. »

Massu prend un papier et demande les identités. À part Lagaille, il ne connaît personne. La scène est étrange. Les hommes qui veulent faire partie du Comité sortent leurs papiers d'identité comme au commissariat ou à l'hôtel !

Massu inscrit : Lagaille, Pierre, passeport n° 1 538. Montigny, Gabriel, carte d'identité 62 213. Moreau, Paul, passeport n° 28 352. Parachini, Rodolphe, carte n° 32. Perrou, Armand...

« Vos papiers ?

— Je ne les ai pas, mon général ! »

Pas plus que Joseph Jolivet. Le dernier des postulants s'approche et tend sa carte d'identité.

« André Baudier, né le 19 septembre 1923 à Alger, récite-t-il, j'habite 1, cité Marty, à Hussein-Dey. Carte d'identité n° 469-043. »

On s'est un peu calmé. Les nouveaux membres se regardent. Et chacun constate qu'il ignore tout de son voisin ! Seuls Lagaille et Montigny, l'un des hommes de Martel, se connaissent. Les autres sont là par hasard !

« Et qu'est-ce que vous représentez ? demande quelqu'un à Baudier qui a cette réponse admirable :

— La foule. »

Et pourquoi pas ? Massu hausse les épaules, relit la liste, ajoute quelques mots et se dirige vers le balcon. Cette fois-ci il faut calmer la foule, la faire rentrer chez elle. Dès qu'il apparaît, Massu est follement acclamé.

« Je vous annonce, hurle-t-il car il n'y a pas encore de haut-parleur, qu'un Comité de salut public vient d'être formé ! »

Seules quelques dizaines de personnes ont pu entendre. Les autres applaudissent de confiance. Massu ne peut leur annoncer que de bonnes nouvelles !

« Et ce Comité de salut public, ajoute le général, c'est moi qui le préside. Moi, général Massu ! »

Acclamations. *Marseillaise*. Algérie française. Massu revient

dans le bureau.

« Voilà, vous êtes contents ? Maintenant dites à vos gens de rentrer chez eux ! »

La foire, ça va un moment, mais le général voudrait bien mettre un peu d'ordre dans ce « bastringue ». Lagaillarde ne l'entend pas ainsi. Très calmement il s'explique.

« Non, mon général. Ils resteront jusqu'au vote de l'Assemblée. Je vous promets qu'ils seront calmes. »

Lagaillarde se pose en patron. Il est temps de réagir. Massu hèle trois colonels qui viennent aux nouvelles : Thomazo, Ducasse et Trinquier.

« Vous aussi vous en êtes ?

— De quoi ?

— Du Comité de salut public, bougres de... Tu es d'accord Trinquier ? Toi aussi, Thomazo ? » Quant à Ducasse il est l'adjoint de Massu. Il est « d'accord » par définition !

Le choix est habile. Trinquier et Thomazo ont grande influence sur les différents groupes et sur la foule. Massu l'a-t-il fait exprès ? Tout va si vite. C'est maintenant Lacoste qui demande Massu au téléphone. Paris en quelques minutes a été informé de la formation du Comité. Lacoste demande des comptes.

« Qu'est-ce que c'est que cette histoire, Massu ? Un coup d'État ?

— Mais non, monsieur le ministre, c'est pas un coup d'État. On a constitué un Comité pour prouver à l'Assemblée que l'Algérie veut rester française. Et il faut bien que je contrôle la foule.

— Je comprends que vous essayiez de coiffer la manifestation pour la contrôler mais il est inconcevable, Massu, vous entendez bien *inconcevable*, que vous participiez à une organisation révolutionnaire !

— Mais il s'agit de canaliser et d'arrêter l'émeute ! Je peux quand même pas tirer sur la foule. »

Et la conversation se termine en queue de poisson. D'autant que Salan vient de recevoir par télégramme secret la confirmation des pouvoirs civils donnée par Félix Gaillard *après consultation*

avec Pflimlin, son successeur éventuel ! Ce papier officiel fait de Salan le véritable arbitre de la situation. Toutes ses décisions il va les prendre « au nom de la République », au nom de ce « système » que la foule et les différents comploteurs croient avoir renversé. Salan est « couvert » mais il comprend vite que c'est une arme à double tranchant. Il décide de n'en parler à personne. Que les activistes l'apprennent à la foule et ce sera une occasion de plus de se faire traiter de « bradeur, complice du régime abhorré ».

C'est l'imbroglio le plus complet. Massu va une nouvelle fois au balcon. Cette fois-ci on a installé un haut-parleur.

« Voici, crie le général, le télégramme que nous adressons au président de la République : Vous rendons compte de la création d'un Comité de salut public civil et militaire à Alger, présidé par le général Massu, en raison de la gravité de la situation et de la nécessité absolue de maintenir l'ordre et ce, pour éviter toute effusion de sang. Ce Comité attend avec vigilance la création d'un gouvernement de salut public, seul capable de conserver l'Algérie partie intégrante de la France. »

À nouveau le message de Massu est salué d'une formidable ovation. Dans le bureau voisin Salan qui est en communication téléphonique avec le général Ely fait la même demande.

« Je me trouve, dit le commandant en chef, devant une manifestation de désespoir contre toute forme d'abandon. En aucun cas je ne puis faire tirer sur la foule massée sur le Forum... »

Ely notera dans ses carnets que Salan lui paraît très inquiet. Sa voix est hésitante. « Comme s'il n'était pas libre de ses gestes et qu'il téléphonait en présence de témoins qui surveilleraient et noteraient tout ce qu'il dit. »

C'est à peu près cela. Dans son bureau, outre Auboyneau, Jouhaud et Ducournau, il y a sans cesse l'un de ces officiers de paras qui de quart d'heure en quart d'heure semblent contrôler les opérations.

À partir de l'ordre de Massu : « Virez-moi tous ces excités », Léger et La Bourdonnaye commencent à faire évacuer le G.G. par les manifestants civils. La partie centrale, le cœur du G.G., est maintenant aux paras et n'y demeurent que les membres du Comité de salut public, des fonctionnaires du cabinet Lacoste et

les militaires. Ce calme relatif permet de constater le désarroi dans lequel l'émeute a plongé l'armée. Dans le bureau de Massu, c'est Trinquier et Thomazo qui dirigent les opérations, secondés par leurs officiers, ces capitaines félins moulés dans leur tenue léopard et qui sont les seuls à ne pas être affolés dans cet immense caravansérail. À la porte du bureau piétinent, désesparés, des colonels, des généraux qui ne sont pas dans le coup. Et qui voudraient bien comprendre et « en être ». Chaque fois que La Bourdonnaye ou Léger, simples capitaines, sortent du saint des saints, le bureau « du balcon », une cigarette aux lèvres, c'est un général ou un colonel qui s'empresse de lui donner du feu !

Sur l'ordre de Trinquier qui — maintenant que la foule a pris le G.G. avec la complicité bienveillante de ses paras et malgré sa tentative de défense de l'édifice — est décidé à « y aller », s'organise un vaste réseau de surveillance active des événements.

Léger est envoyé dans le bureau de Salan pour « veiller au grain ». Et personne dans ce bureau où les étoiles et « cinq barettes » sont si nombreuses ne s'oppose à la présence du petit capitaine.

Jusqu'à là tout s'est déroulé dans l'improvisation la plus complète. Le pouvoir est actuellement entre les mains de Salan et de Massu qui ne sont d'aucun complot. Le Comité de salut public ne comprend que deux des hommes qui ont monté toute l'affaire. Les autres sont des « passants ». Seul des militaires présents, Thomazo, le patron des U.T., est du complot. Il est même, on l'a vu, de tous les complots. Les autres parachutistes ont laissé faire. Bienveillants. Sans plus se mouiller. Les gaullistes ne sont pas là. Ni « leurs » parachutistes : le général Gilles est à Constantine et Bigeard à l'école Jeanne-d'Arc. Ils attendent qu'on les appelle. Mais tout est allé si vite !

C'est la scène qui se déroule dans le bureau de Salan qui va décider de l'attitude des parachutistes. Ils ont, bien sûr, poussé Massu à parler à la foule mais ne se sont pas plus compromis. Massu a été, dans la rédaction de son télégramme, d'une prudence à toute épreuve. Pour l'instant, le juriste le plus pointilleux ne pourrait rien lui reprocher.

Mais le capitaine Léger, adossé à une bibliothèque dans le bureau de Salan, sent que les choses se gâtent. Le colonel Ducoumau vient d'écrire quelques lignes et tend le papier à Salan qui lit. Le commandant en chef, pâle comme un mort, rend le

papier au colonel.

« Impossible. Je ne peux signer un truc comme ça. Jamais je ne donnerai à des troupes françaises l'ordre de tirer sur d'autres troupes françaises. »

De l'âpre discussion qui suit, Léger comprend que Ducournau veut faire amener sur Alger les blindés de la gendarmerie mobile et la célèbre et impressionnante 7^e D.M.R. (division mécanique rapide) pour dégager le G.G. et — c'est sûr — tirer sur les paras. Léger quitte rapidement le bureau de Salan et alerte le « groupe Mas su ».

« À côté, c'est pas brillant. Ducournau parle de vous contrer. » Et il raconte la scène.

Là, personne n'hésite. Tous les officiers de paras passent comme un seul homme en rébellion. Et cette fois, ils « se mouillent ».

Trinquier, que l'on a vu, il y a quelques heures, vouloir défendre le G.G. contre les émeutiers, s'écrie :

« Impossible de faire marche arrière. Il faut alerter Prosper et Olivier le Pointu. »

Prosper, c'est Mayer et son 1^{er} R.C.P., et Olivier le Pointu, c'est le colonel Le Mire, patron du 2^e R.C.P. Les ordres partent comme des fusées. Thomazo fait revenir l'U.T. blindée de Rivet sur Alger. Ducasse, adjoint de Massu, et Trinquier donnent au 3 l'ordre d'isoler le G.G. Et sérieusement cette fois. Au coude à coude, les « paras casquettes » entourent maintenant le bâtiment. Trinquier fait mettre en place des bazookas et du 106 sans recul. Très vite, les deux autres régiments arrivent à la rescousse. Une nouvelle fois sonne l'heure des colonels.

Trinquier me dira plus tard : « Au 13 mai, si les hommes de la 7^e D.M.R. étaient arrivés, je les foutais au tapis. J'avais pas envie de finir dans les fossés de Vincennes ! Ç'aurait fait le coup de Franco. »

Le coup de Franco ne gêne pas spécialement Trinquier. Au contraire. Mais le sort en a décidé autrement. Un sort qui a le visage de Delbecque et de Pouget. Delbecque n'est pas connu des parachutistes mais Pouget c'est le copain de toujours. Delbecque va donc jouer la partie « officielle » de la symphonie gaulliste. Pouget celle des paras. Et elle va être menée *allegro vivace*.

Moins de trois heures se sont écoulées depuis le début de la manifestation. Pendant ces trois heures, Delbecque, pris de vitesse par Lagailarde au moment de l'émeute, a voulu le coiffer sur le plan politique. Mais il a perdu un temps précieux en essayant en vain de joindre Soustelle à Paris. Ensuite, le Comité de vigilance, qui ne devait se transformer en Comité de salut public que dans le courant de la nuit, au résultat du scrutin d'investiture — ce qui laissait le temps à Delbecque de « conditionner » les représentants des partis politiques (radicaux, indépendants) —, est incapable de prendre une décision. L'heure de la révolution est venue et nombre des membres du Comité ne sont pas des révolutionnaires. Ils reculent. Delbecque essaie de les convaincre. En vain. Et il apprend qu'un Comité de salut public « de hasard » a été formé au G.G. ! Battu au poteau ! Lagailarde a bien joué. Mais Delbecque n'est pas un homme à s'estimer vaincu si rapidement. En moins de deux heures il va retourner la situation à son profit. C'est-à-dire au profit des gaullistes.

Léon Delbecque s'attaque tout de suite « au gros morceau » : le commandant en chef. Les deux hommes ne s'aiment pas. C'est Delbecque qui, au cabinet de Chaban, a souvent parlé du remplacement de Salan, et celui-ci, qui ne l'ignore pas, veut immédiatement le « virer » du G.G. Delbecque se fait traiter de tous les noms tant par les « rescapés » du cabinet Lacoste qui le détestent que par Salan et son état-major. Là, Delbecque montre qu'il est un grand politique. Il essuie les injures, avale les coulevres et fait sa soumission à Salan.

« Je me mets à vos ordres, mon général. »

Puis il parle. Il parle. Et avance le nom de Soustelle dont on attend l'arrivée imminente, et celui du général De Gaulle.

« Lui seul, explique-t-il, pourra résoudre nos problèmes. Lui seul peut nous sauver. »

Dans le bureau de Salan on est sceptique. Allard n'est pas particulièrement gaulliste. Et Salan se moque de Soustelle. Avec le télégramme reçu de Paris il n'a pas besoin de « tuteur ». Le patron légal, c'est lui. Et personne d'autre. Mais le Chinois se garde bien de le dire.

Dans le bureau de Massu, c'est Pouget qui joue. Le lieutenant Bernard Mamy lui fait un bref rapport de ce qui s'est passé au G.G. depuis 18 h 15. Car contrairement à ce qu'on a affirmé,

l'antenne gaulliste a été représentée pendant ces heures de folie. Et par un homme qui est loin d'être gaulliste ! Cet épisode n'est pas le moins significatif de la confusion qui a présidé à cette révolution du 13 mai. Mamy est un ancien de Pouget à Bou-Saada. Le commandant l'aime bien et l'a embarqué dans le coup de la villa d'El-Biar car Mamy peut être utile. C'est un ami de Le Pen et Demarquet. Il est fasciste et ne s'en cache pas. Il est même en relation étroite avec les anciens de la L.V.F. et les S.S. français de la division Charlemagne. Mais cela, seul Pouget le sait. On verra plus tard comment cet homme en est arrivé là car, si son rôle lors du 13 mai est relativement modeste, celui qu'il jouera lors des Barricades sera essentiel. Si ce 13 mai à 21 h 15 il n'est pas du Comité de salut public c'est que Pouget lui a interdit de « se mouiller » avant son arrivée. Et puis, la suite le prouvera, Bernard Mamy a un caractère qui le pousse à jouer plus les sous-marins que les vedettes.

Chez les parachutistes, la partie « gaulliste » n'est pas plus facile à jouer que dans le bureau voisin. Mais Pouget bénéficie d'un préjugé favorable auprès des capitaines qui sont tous ses amis. Graziani, par exemple, a partagé avec lui les souffrances du camp n° 1, où prisonniers des Viets ils ont appris cette technique révolutionnaire dont ils veulent appliquer les règles à la guerre d'Algérie. Léger « marche » ; lui aussi c'est un ancien d'Indo. Et La Bourdonnaye. Massu, on n'en parle pas. Il est compagnon de la Libération. Le seul avec qui cela accroche vraiment, c'est Trinquier. Lui n'est pas gaulliste. Loin de là. Et ne l'a jamais été. Mais il cède vite.

Pouget est maintenant rejoint par Delbecque, puis Ribaud. Delbecque convainc Massu que le Comité de salut public doit être plus ouvert et surtout plus représentatif. Il fait tant et si bien qu'il va y faire entrer successivement : Arnould et Mouchan, les anciens combattants, Sérigny, tout nouveau « gaulliste », L'Hostis, Neuwirth et Vinciguerra, les gaullistes de choc. Et il se « bombarde » vice-président du Comité !

Lagaillarde réagit. Car c'est la bagarre ouverte. Gagnant à 19 h 30, le leader des étudiants sent le noyautage gaulliste l'engluer. Lui aussi fera entrer ses amis : Martel, le docteur Lefebvre, Jackie Laquière et Jacques Merlot qui arbore, sur un treillis vert foncé dans lequel il a des allures de pompiste, le Cœur et la Croix de Martel !

Le C.S.P. — on l'appelle maintenant par ses initiales — se soumet au commandement militaire. Il s'agit donc pour Delbecque d'amener les militaires à faire appel à De Gaulle. Avec un sang-froid extraordinaire le jeune leader Rép'Soc' analyse la situation : il sait, et pour cause, que ni Massu ni Salan ne sont dans le coup, qu'ils sont les maîtres apparents d'une situation qui est en réalité entre les mains des officiers parachutistes. Et ces officiers ne savent que faire de ce pouvoir ! Ils veulent un homme politique qui puisse accomplir ce qui leur semble indispensable en Algérie. Ils refusent de se faire tuer et de sacrifier leurs hommes pour défendre une politique équivoque.

« Seul De Gaulle peut y parvenir », leur souffle Delbecque.

Va pour De Gaulle ! Ils n'ont personne d'autre à proposer.

« Vous êtes fous. C'est de la rébellion ! »

C'est le colonel Godard, tout pâle, qui vient ainsi d'envoyer « bouler » Massu. Le cas de ce colonel est tout à fait étonnant. Pendant la « bataille d'Alger », c'est lui qui a fait trembler la ville. Et pourtant lorsque Massu lui avait annoncé que la 10^e D.P. désormais « assurait l'ordre », sa colère avait été mémorable ! Ce 13 mai au soir, il est à nouveau le seul à se mettre en travers de Massu et des jeunes officiers.

« Votre Comité et l'appel à De Gaulle, c'est de la rébellion, répète-t-il.

— Mais il n'est pas question de rébellion, s'insurge Massu. Tu ne comprends pas qu'il s'agit de canaliser ces excités ? »

L'attitude de Godard est si hostile que, dans un coin du bureau, Trinquier et Léger se concertent à voix basse. Ils pensent à arrêter Godard ! Et puis celui-ci, tout comme pour la « bataille d'Alger », se soumet à Massu. Demain, il sera directeur de la Sûreté. Après-demain, pour la métropole, il sera avec Trinquier le symbole même de ces paras révolutionnaires qui ont pris le pouvoir à Alger !

Delbecque continue son travail de noyautage. Neuwirth, en tenue camouflée, tout comme Pouget et Mamy — c'est ce soir le seul laissez-passer efficace — l'y aide considérablement. Le futur questeur de l'Assemblée nationale a pris l'information en main. En révolutionnaire lucide et organisé, il sait son importance. Les hommes de Lagailarde ne la négligent pas non plus. La radio a

été leur premier objectif. Mais Godiveau, le patron de Radio-Alger, a alerté Gorlin, responsable de l'information du cabinet Lacoste.

« Ils vont tout enfoncer et prendre le micro. »

Et Gorlin, membre de l'équipe renversée, alerte Massu ! On n'en est plus à une contradiction près !

« Mon général, s'ils prennent la radio, tout est foutu.

— Vous avez raison, monsieur Gorlin. Trinquier, envoie des gus là-bas et qu'ils dégagent la radio. »

Les « gus », ce sont les paras du 3, mais Merlot, l'homme à l'uniforme olive, et Perroud, membre du premier C.S.P., leur emboîtent le pas et prennent la radio pour le compte de Lagailarde. Néuwirth, qui veille au grain, alerte discrètement le capitaine Graziani qui, sur place, vire tout le monde. La radio est aux mains des paras. Et uniquement des paras. C'est le premier organisme officiel qui entre réellement en rébellion.

Au G.G. on forme une commission d'information : Neuwirth en prend la direction, flanqué de Mamy, Moreau, Parachini et Perroud. Elle contrôlera la radio.

On en est arrivé à une telle confusion que c'est un fonctionnaire d'un gouvernement « renversé » qui vient de faire prendre la radio par les parachutistes pour « préserver Tordre » et limiter la casse ! Lorsque Gorlin, le surlendemain, regagnera Paris, Lacoste, furibond, lui dira : « On dit qu'un de mes collaborateurs est passé du côté des parachutistes en leur livrant la radio. Et ce collaborateur c'est vous, Gorlin ! Allez vite dîner chez Lipp. Qu'on vous voie, nom de Dieu, qu'on vous voie ! »
Pauvre IV^e moribonde !

Au balcon du bureau de Massu, devenu la tribune de la révolution, Delbecque a lancé une bombe qui à son avis doit faire basculer la situation en faveur des gaullistes.

« Ici, Léon Delbecque, je représente à Alger Jacques Soustelle. »

Delbecque est inconnu mais le nom de Soustelle fait jaillir mille vivats de la foule des manifestants.

« D'une minute à l'autre nous attendons Jacques Soustelle ! »

Pieux mensonge mais le Forum éclate ! « Vive Soustelle !... »

L'armée au pouvoir !... Soustelle au pouvoir ! »

À l'heure du dîner, le G.G. pris, de nombreux manifestants ont regagné leur logis. Mais la radio tient maintenant la population en haleine et, en masse compacte, Alger revient sur le Forum « où il se passe des choses extraordinaires ». Cette place de béton que personne ne connaît et qui jusque-là n'a servi que de parking et de piste de patin à roulettes pour les gosses de ce quartier bourgeois, devient le cœur d'Alger.

« Tous au *Foron* », crie-t-on à Bab-el-Oued avec cet accent inimitable qui sent le safran, les merguez et la paella « qu'on s'en met jusqu'à l'os ».

Sur le Forum plongé dans l'ombre, car la manifestation a brisé jusqu'à la dernière ampoule du dernier réverbère, c'est la kermesse héroïque. On crie, on discute, on refait l'Algérie française, on boit du targui rosé, on répand les bruits les plus fous. Les manifestants du soir, l'estomac plein, sont revenus avec des lampions pendus au bout de manches à balai. Une brise fraîche venue de la mer et la nuit étoilée... peut-on rêver plus beau décor à une révolution aussi pacifique ? Car il n'y a pas eu un blessé grave à déplorer ! Un cordon de paras protège le G.G., filtre les entrées, mais les autres, ceux qui ne sont là qu'en renfort, bavardent joyeusement avec la population. Ce sont leurs officiers qui sont les patrons. Le plus humble des gars du 3 se sent la trempe d'un héros. Adorés par la ville, ce soir ils sont adulés. Dans les voitures saccagées par l'émeute, à l'ombre propice des bosquets de palmiers nains et de bananiers aux larges feuilles, les gémissements et les cris des filles n'ont rien de tragique. Jamais on n'a tant fait l'amour sur une place de cette prude et puritaine Alger, où la virginité de la fille de la maison est l'honneur de la famille ! Jamais guerrier n'a eu tant d'occasions de se « reposer » qu'en cette nuit de folie, d'excitation et d'espoir !

Au premier étage pourtant les jeux sont moins plaisants. Delbecque a lancé le nom de Soustelle en espérant que celui-ci réussirait à prendre l'avion du soir. Mais le courrier de Paris est arrivé sans le leader gaulliste. Au G.G. c'est la déception dans le clan Delbecque. Cette fois Lagailarde et les activistes triomphent. Salan a le pouvoir et sera bien forcé de le garder !

Mais il est dit que cette nuit historique sera fertile en rebondissements de toute sorte. L'un des passagers du Paris-Alger apporte à Delbecque le soutien qui lui manquait. C'est le général

Petit, le bras droit, avec Beaufort, du grand patron de l'armée, le général Ely. Dans les multiples complots entre Paris et Alger, dont la manifestation du 13 mai a été l'aboutissement, le général Petit a été chez les officiers supérieurs « traditionnels » le propagandiste acharné du général De Gaulle. Il arrive à Alger avec une mission bien précise du général Ely : sauvegarder l'unité de l'armée, faire respecter la hiérarchie et éviter à tout prix une effusion de sang. Il va y ajouter le coup de pouce décisif : l'appel à De Gaulle.

Dès son arrivée au G.G. où il est fraîchement accueilli par Salan et son état-major, il se rend compte que ce ne sera pas facile. Dans un premier temps il téléphone à son patron à Paris et lui brosse un rapide portrait de la situation.

« Mon général, dit-il à Ely, pour calmer la foule qui assiège le G.G. il faudrait pouvoir lui annoncer la prise du pouvoir par le général De Gaulle. »

Le général Ely notera dans ses *Souvenirs* : « Sans doute Petit, pris par l'ambiance d'Alger, estime-t-il qu'il applique mes instructions, mais il en est bien à *l'extrême limite*. »

Mais pour Salan, qui, jusque-là — et pour encore trente-six heures —, est resté dans une prudente et rigoureuse légalité, Petit est le représentant de la plus haute autorité militaire. Et celui-ci en profite. Il parle en « conseiller ». Et rédige un projet de télégramme au général De Gaulle !

« Pour nous tirer de cette affaire sans trop de dommages, dit-il à Salan, il faut adjurer De Gaulle de sortir de son silence. »

Et il tend « son » projet à Salan, pour la signature. Sans un mot celui-ci biffe le nom de De Gaulle et adresse au président de la République René Coty le télégramme dont le texte est devenu le suivant :

« Comme suite à la communication téléphonique et devant troubles graves qui menacent unité nationale en Algérie et qui ne peuvent être arrêtés sans risquer de faire couler le sang, les autorités militaires responsables estiment impérieuse nécessité de faire appel à un arbitre national afin de constituer gouvernement salut public en mesure de rassurer l'opinion algérienne. Un appel au calme de cette haute autorité affirmant volonté formelle conserver Algérie française est seul capable rétablir situation. J'insiste sur le fait que gravité situation implique décision immédiate dès cette nuit si possible. »

Et ramassant le brouillon original adressé au général De Gaulle, Salan, le visage impassible, plus Chinois que jamais, lâche : « Moi, je prépare mes dossiers pour la Haute Cour ! »

Dans le bureau voisin, celui de Massu et des léopards, Delbecque et les gaullistes ont aussi proposé un télégramme d'appel à De Gaulle que Massu enverra. Cette fois, Godard ne s'est pas trompé, c'est la rébellion ouvertement proclamée contre Paris et le gouvernement que l'Assemblée s'apprête à investir. Discipliné avant tout, Massu demande pourtant son approbation à Salan. Et Salan approuve. Ses scrupules ne sont plus les mêmes. C'est Massu qui signe au nom du C.S.P. !

Et là ça ne traîne pas. Delbecque, Pouget et les officiers parachutistes poussent Massu sur le balcon.

« Au nom du Comité de salut public voici les termes du télégramme envoyé au général De Gaulle... »

La foule applaudit. « L'armée au pouvoir !... Vive De Gaulle !... »

Delbecque pousse un long soupir de soulagement. Pouget sourit à ses copains paras. Le nom est lâché. Désormais, la révolution, c'est De Gaulle.

La foule versatile scande avec bonheur un nom pourtant haï à Alger. Les dés sont jetés. Massu a, comme on dit, « franchi le Rubicon ».

À Paris, la réaction ne se fait pas attendre. Gaillard, en liaison avec Pflimlin, a retardé toutes les informations en provenance d'Alger. La Chambre ne sait ce qui s'y passe que par des rumeurs. Le président du Conseil renversé prend, en accord avec le « pressenti », des mesures draconiennes à l'égard de la révolution. Le blocus est décrété. Plus de téléphone, plus de télex. Interdiction de décoller en direction d'Alger. Les navires reçoivent l'ordre de se dérouter. Et surtout Gaillard, qui se mord les doigts d'avoir donné « légalement » tant de pouvoirs à Salan, les limite à la seule zone d'Alger. En effet, les préfets de Constantine, Tizi et Oran signalent que tout est calme dans leur département.

Lambert, le préfet d'Oran, venant d'entendre à la radio le télégramme de Massu à De Gaulle, lui téléphone, outré :

« Alors, Massu, qu'est-ce que c'est que cette histoire ? »

— Monsieur le préfet, venez à Alger et vous verrez ce que vous pouvez faire. »

Gorlin qui est resté dans le bureau de Massu décroche un téléphone qui sonne.

« Mon général, c'est pour vous. Le 3 à Jeanne-d'Arc. C'est Bigeard. »

La « B.B. de l'armée » s'inquiète de ne suivre cette révolution que par la radio sans qu'on l'appelle à Alger. Lui qui « marchait à fond ».

« Ah ! celui-là, qu'il nous foute la paix, répond Massu, excédé. On a assez d'emmerdements comme ça ! » Et il raccroche.

À Paris, après les mesures prises contre Alger, tout va très vite. Au Palais-Bourbon on a maintenant des détails sur l'émeute. Pflimlin du haut de la tribune s'écrie : « Des généraux factieux ont pris le pouvoir à Alger. » Sur les Champs-Élysées quelques milliers de manifestants, des anciens d'Indochine d'Yves Gignac, des hommes de Biaggi, des « Jeune Nation » conspuent le pouvoir. Cela suffit pour que le scrutin qui a tant traîné soit décidé « en quatre coups de cuiller à pot ». Pflimlin est investi par 280 voix contre 120 !

Au G.G. la nouvelle parvient à Salan en même temps que la restriction de ses pouvoirs. Cette fois c'en est trop. Une fois de plus un gouvernement de la IV^e reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre. La rage l'envahit dont profite son entourage. C'est décidé, il prend le pouvoir. Et l'annonce à tout le monde. En oubliant toutefois le télégramme restrictif ! Seuls Massu, Trinquier, Godard et les capitaines de paras La Bourdonnaye et Léger savent que Gaillard lui a confié les pouvoirs civils et militaires. Godard, ancien du Vercors, glisse à La Bourdonnaye, ancien de Saint-Marcel : « On parle de De Gaulle, on en appelle à De Gaulle, moi je me méfie. En 45, il n'a rien apporté. Qu'est-ce qu'il fera aujourd'hui ? Mais je ne suis que colonel. Salan est le patron et il est intelligent. J'espère qu'il saura jouer. »

Le problème est maintenant de faire avaler la nouvelle au peuple d'Alger qui a hué Salan quelques heures plus tôt.

Là, tout le monde s'y met. Lagailarde, parce que Salan au pouvoir c'est enfin la réussite d'un plan jusque-là bien compromis ; les gaullistes, parce que, en attendant l'arrivée de

Soustelle et surtout une déclaration de De Gaulle, c'est la moins mauvaise solution ; les paras, parce qu'il est le patron en titre et qu'ils savent désormais qu'ils détiennent le pouvoir réel. Les hommes du Groupe des Sept sont prévenus d'avoir à applaudir Salan lorsqu'on en parlera au balcon. Des parachutistes sont disséminés dans la foule avec le même ordre. Salan ne paraîtra pas lui-même au balcon. C'est Thomazo qui lira la proclamation. Nez-de-Cuir, très populaire, est follement acclamé. Il est 2 h 45 mais l'enthousiasme ne s'est pas relâché.

« Je viens vous lire un appel du commandant en chef, le général Raoul Salan...

— Vive Salan !... Vive Salan ! » Les cris sont encore bien dispersés.

« Le général Salan, explique Thomazo, est des vôtres. La manifestation n'a eu lieu que grâce à lui... »

Cette fois, ça va nettement mieux. Les « Vive Salan » sont plus nourris.

« Voici la proclamation du général : « Algérois, ayant » la mission de vous protéger je prends provisoire- » ment en main les destinées de l'Algérie française. Je » vous demande de faire confiance à l'armée et à ses » chefs, de montrer par votre calme votre détermination. »

Et comme si ce message était trop sibyllin pour la foule du « Foron », Thomazo ajoute : « Le général Salan se met à votre tête... »

Alors c'est l'ovation. « Vive Salan !... Vive l'armée !... Vive De Gaulle ! » Un para du 3, presque aphone d'avoir tant gueulé, dit à son copain :

« Décidément, à Alger, on aura tout fait... »

Des cris de colère succéderont aux cris de joie lorsque, quelques minutes plus tard, on annoncera au balcon l'investiture du « gouvernement d'abandon ». Mais au fond quelle importance ? Ce 14 mai à 3 heures du matin les Algérois les plus raisonnables vont regagner leur foyer, ivres d'avoir tant crié, heureux de ce bain de foule et de fraternité, tout à la joie de leur victoire. Car ce qui se passe à Paris, on s'en fout. Ici, c'est l'armée qui est au pouvoir. « Et, n'est-ce pas, notre pays c'est ici... Alors, le reste... »

Dans l'ombre, les compagnies parachutistes se regroupent. Elles ont fait évacuer le G.G. On prépare maintenant le cantonnement pour ce qui reste de nuit. Les bureaux, les couloirs serviront de dortoirs. Partout on bute dans des sacs. Partout il y a des armes. À l'extérieur, des sentinelles veillent. Autour du G.G. les bazookas et les 106 sont en batterie prêts à recevoir ceux qui voudraient « au nom de la République » mettre des bâtons dans les roues de la révolution en marche. C'est l'occupation militaire du G.G., vieux paquebot aveugle dont l'équipage s'est mutiné. Le silence recouvre peu à peu le Forum jonché de débris, de papiers, de canettes de bière, de carcasses de voitures éventrées.

Seules les fenêtres du premier étage sont encore éclairées. Un para explique aimablement à un couple d'incorrigibles insomniaques :

« Là, c'est le bureau de Salan, là, c'est celui de Massu...

— Cette fois-ci, fils, on a gagné, dit l'homme.

— Les pourris, tous balayés, ajoute la jeune femme.

— Oui, admet le léopard avec fatuité, on peut dire qu'aujourd'hui on n'a pas mal joué. Allez... bonne nuit. »

Mais au premier on sait que la partie n'est pas encore gagnée. La IV^e République vient d'investir son vingt et unième gouvernement. Officiellement, Salan en est le représentant. Mais les jeunes loups à tenue camouflée, des lieutenants aux colonels, n'ont pas l'intention de se laisser manœuvrer. Que le Chinois tire ses ficelles compliquées, c'est son affaire, eux sont sûrs de détenir tous les leviers du pouvoir et vont le prouver. Le Rubicon n'est pas une rivière que l'on franchit en sens inverse. Et la devise du régiment de Trinquier, fer de lance de ce 13 Mai, n'est-elle pas : « J'ose » ?

Le jour qui se lève à Alger par une belle aube de printemps tient du miracle. La Ville blanche émerge de la nuit et prend successivement des teintes délicates qui vont du bleu nacré au rose, puis à l'or, pour aboutir au blanc pur, éclatant et somptueux. Ce mercredi 14 mai une brume légère et impalpable monte de la mer et fait vaciller les collines où se dressent les buildings des riches quartiers de l'est et du sud, comme si on les regardait au-dessus d'une source de chaleur. La journée sera torride.

Alger se réveille, courbatu des excès de la veille. Au G.G. on a

peu dormi et, l'esprit « ensuqué », les membres du Comité, qui n'ont pas quitté les bureaux jonchés de mégots, de bouteilles, de papiers souillés, tentent de faire le point. Salan a le pouvoir. Aux premières lueurs de l'aube il a fait placarder par l'armée des milliers d'affiches imprimées par les services d'action psychologique, reproduisant la « Proclamation du 13 mai ». C'est Neuwirth, Mamy et Vinciguerra qui l'ont rédigée. Raoul Salan l'a signée. Et on a frappé l'affiche de deux drapeaux tricolores croisés qui lui donnent un air de « mobilisation générale ».

COMMUNIQUÉ

1. Le général Salan, commandant supérieur interarmées et commandant de la X^e région militaire, assume provisoirement, à compter d'aujourd'hui 14 mai, les pouvoirs civils et militaires afin d'assurer le maintien de l'ordre, la protection des biens et des personnes et la conduite des opérations.

2. Le Comité de salut public qui s'est constitué à Alger sous la pression des événements pour affirmer la volonté de la population franco-musulmane de rester française assure la liaison entre elle et le commandement qui lui transmet ses ordres.

3. Il importe que tous les rouages de l'administration soient remis en route au plus vite afin qu'il n'y ait aucune perturbation dans la vie du pays et dans la conduite des opérations.

4. La population est invitée à conserver son calme dans la dignité et la discipline. L'autorité militaire invite chacun à lui faire confiance et à reprendre son travail.

Que le commandant en chef décide de rayer d'un trait de plume le C.S.P. et c'en serait fini de la révolution. Heureusement que Salan qui détient le pouvoir légal ne peut le faire appliquer que par les troupes qui assurent l'ordre à Alger : les paras. Et les paras sont de cœur avec le C.S.P. Pour plus de sûreté, gaullistes, ultras, activistes, corporatistes de tout bord rameutent le seul allié sur lequel ils puissent s'appuyer jusqu'au bout : la foule, qui leur a permis de prendre le G.G. Installer la révolution permanente sur le Forum, tenir le peuple en haleine, c'est rappeler sans cesse aux militaires que « s'ils sont là, c'est grâce à nous... » Qu'ils n'oublient pas que le C.S.P. est prêt à exécuter les ordres du commandement supérieur mais aussi à les contrôler !

Il n'est pas 9 heures que déjà les ordres fusent aux quatre coins de la ville : « Tous au Forum. La grève générale reprend ! Pour contrer ce pourri de Pflimlin qui a été investi et ne pense déjà qu'à brader l'Algérie. Tous au Forum ! »

À 10 heures, les U.T. blindées arrivent par le Telemly. Thomazo les « réceptionne ». On place leurs lourds engins aux carrefours stratégiques. Les U.T. de choc, en treillis kaki frappé de l'écusson tricolore, entrent en armes au G.G. On les poste près du bureau du C.S.P. et de Massu ! Avec eux on ne craint rien. Massu ne voit pas cela d'un très bon œil. Il sent que cette fois il s'est « embringué » dans une drôle d'histoire. Il pousse une gueulante terrible contre « les connards qui ont décrété la grève ». Sur le Forum le soleil éclabousse une foule aussi nombreuse que la veille. Les slogans jaillissent avec une vigueur renouvelée. Des orateurs improvisés se relaient au balcon.

Cette journée va être celle des contradictions. Salan continue d'avoir des rapports téléphoniques avec Paris. Il est resté loyaliste et Pflimlin, nouveau président du Conseil, regrette bien de l'avoir traité à la Chambre de général factieux car rien n'est plus faux. De son côté, Massu, président du Comité de salut public, essaie de remettre la machine administrative en état. Pierre Chaussade qui en connaît tous les rouages dit à Salan :

« Pour travailler je dois disposer de mes locaux. Expulsez tout le monde. Dans la mesure où je les ai et dans la mesure de mes possibilités je remets en place l'administration. » Massu annonce à la radio que Chaussade a repris ses fonctions de patron à l'administration. « Je veux bien que tout ce que vous annoncez soit vrai, lui dit le haut fonctionnaire, mais à condition que je puisse exercer mon autorité. Dégagez les bureaux. Et puis je vous préviens, je ne veux pas voir le Comité de salut public ! » Autant provoquer une nouvelle flambée ! Bien vite Chaussade s'aperçoit que Salan et, dans une certaine mesure, Massu n'ont aucun pouvoir réel. Pas même celui de dégager les bureaux. Le secrétaire général, qui veut joindre le ministère de l'Intérieur, voit le capitaine de La Bourdonnaye lui couper la ligne : « Interdiction de téléphoner à Paris ! »

Paul Teitgen qui, vers la fin de la nuit, s'est « planqué » chez M. Baquet, un stagiaire de l'E.N.A., se souvient de l'information qu'on lui a donnée sur le déroulement de la manifestation. « Cette histoire, lui a dit le commissaire, c'est comme une allumette. Pour

savoir si elle est vraie il faut frotter ! » On a frotté ! On a vu ! Néanmoins, Teitgen rejoint le G.G. Il est fonctionnaire et Salan a fait appel à tous les fonctionnaires.

« Je veux bien reprendre le boulot, mon général, mais donnez-moi l'assurance qu'on me foutra la paix.

— Mais bien sûr, monsieur le sous-préfet, c'est moi qui commande. »

Une heure après, Teitgen est emmené par quatre parachutistes mitrailleuse au poing ! Il crie et alerte des stagiaires de l'E.N.A. L'un d'eux deviendra le leader du P.S.U., Michel Rocard.

« On m'arrête. Prévenez Salan. »

On l'emmène dans le bureau du patron.

« C'est inadmissible », s'indigne l'homme aux cheveux blancs.

Alain de Sérigny, délégué du C.S.P. auprès de Salan, ajoute, s'adressant à Teitgen :

« Si l'on touche à l'un de vos cheveux, j'en fais mon affaire.

— M'en fous, répond Teitgen, ivre de rage, je suis arrêté par des éléments que vous êtes incapables de contrôler ! »

C'est si vrai qu'après les protestations d'usage, M. de Marie, chargé de mission au cabinet de Salan, dit à Teitgen qu'il a attiré dans un couloir :

« La vérité, mon cher, c'est que Salan ne peut répondre de vous. Filez pendant qu'il est encore temps. Et par le tunnel encore. Croyez-moi, il n'a aucun pouvoir. »

Et Teitgen se sauve comme un voleur, rase les murs, ne rentre pas chez lui et va se planquer chez sa secrétaire. Chaussade, lui, gagne en voiture Tizi-Ouzou, où le préfet Vignon « reste fidèle à la République ». Maisonneuve va rejoindre Paris. Peccoud, le directeur de la Sûreté, a disparu. Il est vite remplacé.

Entre midi et 14 heures les colonels prennent le pouvoir. Pour eux Salan reste une énigme. Qu'importe ! Ducasse et Trinquier font le point de la situation militaire. Le 3^e R.P.C. et le 6^e R.P.C. sont au complet, avec l'U.T.B. et ses chars ils assurent la garde et la défense du G.G. Le 1^{er} R.P.C. est en route, « Prosper » est déjà venu aux ordres de Massu. On attend le 2^e R.P.C. d'« Olivier le Pointu ». Le 1^{er} R.E.P. de Jean-pierre est en opération sur la zone

du barrage. On ne peut le faire rentrer. Les autres divisions n'ont pas bougé. Gilles à Constantine et Réthoré à Oran « attendent la suite ». Ceux-là, il va falloir penser à les prendre ? en main.

Le colonel Ducasse assume la fonction de chef d'état-major et s'occupe des liaisons avec la métropole et des répercussions du mouvement en France. Trinquier devient adjoint au général Massu. Titre vague qui lui permet une grande liberté de mouvement. Avec son D.P.U., ses chefs d'ilot, déjà tous rameutés sur le Forum, il fait ce qu'il veut d'une grande partie de la population.

Le colonel Godard est nommé directeur de la Sûreté ! Son adjoint sera le capitaine de La Bourdonnaye.

Puisque aucun des directeurs du G.G. n'est là, les capitaines les remplaceront : Léger, Graziani, Renault, Planet, etc.

« Le pétrole ? toi tu t'en occupes...

— Le blé ? ce sera toi... »

Graziani et Lamouliatte sont immédiatement envoyés à Constantine où l'on est loin de suivre Alger. Les deux capitaines sont convaincants. Le superpréfet Chapel est bousculé. La préfecture envahie. Le général Gilles qui, malgré les assurances données à Pouget, est resté dans une prudente expectative, se retrouve devant Graziani qui, sans vergogne, lui braque son pistolet sur l'estomac :

« Allez, mon général, vous passez au mouvement. » Et il passe !

Constantine est tombée ! Oran ce sera pour demain !

À Alger, le premier soin du colonel Godard, nouveau patron de la Sûreté, est de suspendre tous les départs. Pas un avion, pas un bateau ne quittera la ville sans son ordre. Son adjoint, le capitaine de La Bourdonnaye, avec un tampon, un téléphone et son uniforme de para, découvre les enivrantes sensations que procure le pouvoir civil absolu. Il va contrôler un bateau qui doit quitter Alger. En fait descendre six personnes « dont la tête ne lui dit rien ». Parmi celles-ci, Me Popie, l'avocat libéral, qui lui a « cassé les pieds pendant la « bataille d'Alger ».

« Votre carrière militaire est foutue, fulmine l'avocat. Je suis un ami personnel de Pflimlin.

— Je m'en fous. Et de ma carrière et de votre Pflimlin. »

En quelques heures, La Bourdonnaye, couvert par Godard, transforme le camp d'Aïn-Taya où s'entraînent les hommes du G.L.I., ce commando ultra-secret du 11^e « choc », en lieu de garde à vue. Vont s'y retrouver pêle-mêle les préfets « loyalistes » : Chevrier, d'Orléansville, Vignon, de Tizi-Ouzou, Chapel, de Constantine, l'avocate Gisèle Halimi et Eugène Mannoni du *Monde*, dont les papiers n'entrent pas dans les vues des paras.

« C'est un faux jeton qui ne raconte pas ce qu'il voit et ce qui est vrai », dit La Bourdonnaye. La vérité, selon Mannoni, le plus scrupuleux et le plus honnête parmi les envoyés spéciaux parisiens, n'est évidemment pas celle de Godard, de La Bourdonnaye ou de Trinquier !

L'arrestation de l'équipe complète du S.D.E.C.E. local va prouver à ceux qui, à Paris, pourraient encore en douter à quel point les paras sont maîtres de la situation. Le patron du S.D.E.C.E. à Alger est un colonel du matériel, le colonel Lallemand. Bien sûr, ce n'est pas son vrai nom. Pas plus qu'il ne dépend du service du matériel. Son P.C. se trouve dans un appartement au sixième étage dans l'immeuble du Coq-Hardi. Il règne sur cinq antennes semblables installées en Algérie. Ses troupes ? Le 11^e « choc ». Sa base arrière se trouve à Tipasa. Il échappe, par ses fonctions, à l'autorité du commandant en chef et ne dépend que de la présidence du Conseil. Grâce à ses liaisons radio spéciales il a fait pour Paris une relation fidèle des événements. Malheureusement pour, lui, à la « Piscine » du boulevard Mortier ceux qui reçoivent son compte rendu sont scandalisés de la version « républicaine » qu'il donne des faits et plutôt que de prévenir Pflimlin alertent Alger ! Pauv' Pflimlin !

Sans barguigner, La Bourdonnaye prend quatre paras avec lui, fait une descente à l'antenne et « embarque » sans ménagement le colonel et ses deux chefs d'antenne. Ils seront expulsés dans les heures qui suivent !

Pendant que de son bureau de la X^e région Salan, qui n'a pas encore voulu s'installer au G.G., garde le contact avec Paris, Massu tient une conférence de presse au cours de laquelle il explique à des journalistes qui n'y comprennent plus rien « qu'il n'a accepté de présider le C.S.P. que pour éviter une atmosphère insurrectionnelle prolongée, qu'il protège la hiérarchie, qu'il n'est pas un général factieux ».

« C'est le général Salan, nommé par le gouvernement, qui est le patron, ajoute-t-il.

— Et s'il n'y a pas de gouvernement de salut public ? demande un journaliste.

— Eh bien on verra... Moi je veux éviter que ça saigne. »

On apprend alors que Delbecq, au G.G., vient de déclarer que le C.S.P. ne reconnaît pas le gouvernement de Pflimlin ! Massu est pris entre deux feux. Il s'en tire d'une pirouette : « Le seul ministre de l'Algérie que nous accepterons sera celui qui pourra venir occuper sa place en Algérie. » Et il tourne les talons. On ne peut pas être plus logique... et plus imprécis.

Ce ministre-miracle n'est pas près d'être trouvé. À Paris, le gouvernement Pflimlin, affolé, accumule bourde sur bourde. Mutter, le ministre de l'Algérie, approuvé par Chevigné, le nouveau ministre de la Défense, parle de venir « remettre de l'ordre à Alger ». On met sur pied un projet dément de réduit autour de Tizi-Ouzou où, paraît-il, l'armée est fidèle au préfet Vignon, que Chaussade a rejoint.

Projet mort-né car le général Allard, envoyé par Salan, vient chercher Chaussade. « Il faut rentrer, monsieur le secrétaire.

— Oui, à condition que les paras évacuent le G.G., que j'exerce mon autorité sous le contrôle de Salan sans qu'on me demande des « charrettes », que nous travaillions pour le compte du gouvernement français. »

Chaussade est escorté jusqu'à Alger par des U.T. bardés de mitraillettes pour apprendre que la radio vient d'annoncer : « Par ordre du général Salan, M. Chaussade est révoqué de ses fonctions » ! Il sera remplacé par M. Regard, puis, très vite, par le préfet Barret, préfet d'Alger, qui, lui, s'est rallié immédiatement aux parachutistes. Il faut dire que depuis la « bataille d'Alger » il a tout abdiqué de ses pouvoirs. Chaussade regagne Paris par avion spécial.

« Plaidez pour nous la cause de l'Algérie française, recommande Allard.

— Mon général, je crois que les événements prennent un tour que vous regretterez. »

Avant de partir pour Tizi, Chaussade avait dit à sa femme :

« C'est foutu. Ils fichent tout en l'air et sont incapables de conduire la destinée de l'Algérie. »

Exit Chaussade, dernier représentant civil du pouvoir central.

Pflimlin et Salan continuent, par téléphone et télégrammes, leur numéro de séduction mutuelle. Chacun assure l'autre de sa parfaite honnêteté, de sa parfaite bonne foi. Tout se passe comme si Pflimlin ignorait qu'il a renforcé le blocus, obligeant ainsi à plus ou moins longue échéance l'armée à se tourner contre la métropole, et que Mutter et Chevigné interdisent aux préfets et généraux « loyalistes » d'obéir aux ordres qui ne viendraient pas directement de Paris ! Quant à Salan, ignore-t-il que ce sont les paras qui commandent désormais les secteurs essentiels et ne lui obéissent que dans la mesure où ils sont d'accord sur les ordres reçus ?

Inquiétude. Confusion. Duplicité. Désarroi. À Paris, Soustelle est surveillé par la police et ne parvient pas à gagner Alger. À Colombey, De Gaulle est silencieux. Il a rencontré Charles Orenge, son éditeur, et l'a assuré que le tome III de ses *Mémoires* paraîtrait, comme convenu, en octobre.

« J'aurai terminé mon manuscrit vers le 15 août ! »

Alger ? Connais pas.

C'est le 15 mai, jour de l'Ascension, que va se terminer ce petit jeu du chat et de la souris entre Salan, Paris et le Comité de salut public. C'est aussi ce jour de l'Ascension qui va voir sortir le général De Gaulle de son silence.

Salan vient d'apprendre par son « antenne » parisienne, le colonel Neri, que Jacques Foccard, fidèle entre les fidèles du général De Gaulle, a posé la question essentielle : « Les généraux d'Alger se sont-ils mis d'accord sur le nom de De Gaulle ? »

Delbecque a lui aussi l'information. Il attaque Salan de front. Respectueusement mais fermement.

« Vous voyez, mon général, il faut, y aller. Si vous en appelez solennellement à De Gaulle, celui-ci sortira de sa retraite. Il n'attend que cela. La question de Foccard le prouve. »

Et il laisse entendre au commandant en chef que le jeu qu'il joue avec Paris peut devenir dangereux. Que le peuple l'apprenne et c'en serait fini des acclamations au passage du général. Car

Salan est maintenant acclamé ! Les chefs d'îlot D.P.U. de Trinquier, les paras du 3, les groupes gaullistes et poujadistes dûment chapitrés y sont pour quelque chose. Mais le fait est là. Salan est acclamé. Et ça marche ! Le Chinois, si prudent, si secret, si habile, se laisse prendre au piège de la popularité. Ce timide sent sur son beau front le souffle de la gloire populaire. Il se lance !

À 10 heures, il vient féliciter le Comité de salut public qui ne peut plus se réunir que dans la grande salle des conférences. C'est qu'il y a plus de quarante membres ! On y a fait entrer non sans mal Goutallier et Ortiz qui « gueulaient comme des putois de ne pas eh être ». L'entrée de Sérigny ne s'est pas faite non plus sans mal. C'est Trinquier qui s'y est opposé. Et cela — voilà encore une de ces contradictions qui avec le recul paraissent plaisantes — « parce qu'il n'est pas libéral, que les musulmans ne l'aiment pas et qu'il a toujours été un adversaire acharné de toute réforme ».

Mais le tout-puissant directeur de *L'Echo* a ému tout le monde en pleurant sur l'épaule du commandant Pouget. « Ah, mon cher Pouget, j'ai bien changé. » Et Delbecque, affrontant Trinquier, a imposé Sérigny !

Le C.S.P. se gonfle. Comme on se souvient que malgré tout il y a en Algérie neuf millions de musulmans qui pour l'instant attendent prudemment de voir comment les choses vont évoluer, on a fait entrer au Comité quatre F.S.N.A., Français de souche nord-africaine selon le beau sigle en honneur dans l'administration et l'armée : M. Madani, contremaître, le commandant Mahdi, officier retraité, M. Chikh Taïeb, agriculteur, et M. Berkani Mohamed. Un pour dix. La proportion habituelle en Algérie. Là, elle est simplement inverse !

Voilà donc Salan, beau comme il l'est d'habitude, mais plus détendu, qui bavarde devant l'assemblée populaire, devant ses officiers ébahis.

« Tout d'abord je suis des vôtres, dit-il. Mon fils, perdu très jeune, est enterré au cimetière du Clos-Salembier. Je ne saurais oublier qu'il repose dans cette terre qui est la vôtre...

— Mon général, c'est à la foule du Forum qu'il faut dire cela.

— Entendu. J'y vais. »

Delbecque en quelques enjambées précède Salan sur le balcon. Il est salué par les six mille ou sept mille manifestants qui ont résisté en ce jeudi de l'Ascension à l'attrait de la Madrague ou des brochettes de Fort-de-l'Eau. Six mille peut-être mais tous encadrés. Et forts en gueule.

« Ici, Léon Delbecque, vice-président du Comité de salut public. Le général Salan vous parle... »

Acclamations : « Vive Salan !... Algérie française. »

Et c'est le miracle ! Salan, toujours si crispé, se fait orateur. Il répète son attachement à la terre algérienne où son fils est enterré.

« Ce qui a été fait ici, hier, s'écrie-il, montrera au monde que l'Algérie veut rester française. L'Algérie une fois de plus sauvera la France... Notre sincérité ramènera à nous tous les musulmans. La seule fin acceptable de ce conflit c'est l'écrasement de la poignée de terroristes rebelles à l'autorité. Nous les vaincrons parce que notre jeunesse par ses sacrifices a mérité la victoire. La victoire, c'est la seule voie de la grandeur française. Je suis donc avec vous tous. Vive la France. Vive l'Algérie française.

— Vive Salan... crie la foule... Vive l'Algérie française ! »

Salan, qui transpire légèrement, salue de la main, se retourne et voit Delbecque, immobile, qui le regarde. Salan retourne alors au micro.

« Et vive De Gaulle ! crie-t-il.

— Vive Salan !... Vive De Gaulle !... » répond la foule. C'est l'ovation. Celle qui fait tout oublier. Salan a un demi-sourire aux lèvres quand il regagne son bureau. « L'ai-je bien crié ? » semble-t-il demander.

Delbecque a gagné. La foule n'a vu dans cette brève allocution qu'un discours parmi tant d'autres. Mais à Paris on ne s'y trompe pas. Salan a plongé ! Le responsable du pouvoir civil et militaire a, à son tour, fait appel à De Gaulle. Et il représente officiellement l'Algérie. Jusque-là aucune autorité officielle n'a entamé le dialogue avec le « libérateur ». Cette fois, c'est fait. Le général ne laisse pas passer cette occasion. Le soir même, son secrétaire publie à Colombey le communiqué suivant :

« La désintégration de l'État entraîne infailliblement l'éloignement des peuples associés, le trouble de l'armée au

combat, la dislocation nationale, la perte de l'indépendance.

» Depuis douze ans, la France, aux prises avec des problèmes trop rudes pour le régime des partis, est engagée dans un processus désastreux.

» Naguère, le pays, dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire jusqu'au salut.

» Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République. »

C'est le dernier coup porté à la vieille IV^e qui agonise. À Paris, on crie à la dictature. Le Palais-Bourbon est en effervescence. Alger pavoise et acclame le nom hier détesté.

Salan a crié. De Gaulle a parlé. Le peuple est content. Il faut maintenant montrer à cette métropole déliquescence la portée de l'œuvre de régénération entreprise en Algérie. Lui prouver qu'il n'y a plus sur cette terre déchirée que dix millions de Français à part entière. Les musulmans doivent descendre dans la rue, acclamer à leur tour Salan, De Gaulle et l'Algérie française.

Quand on pense que la « bataille d'Alger » qui n'a pas épargné une famille musulmane n'est terminée que depuis six mois, cela paraît une gageure. Mais aux paras rien d'impossible. Ce sera le chef-d'œuvre du tandem Trinquier-Léger. Et la preuve qu'en tenant le D.P.U. on tient Alger. La *fraternisation*, le lendemain de l'Ascension. À Alger on n'en est plus à un miracle près !

Toute la soirée, toute la nuit, Godard, Trinquier, Léger et Sirvent, le patron des zouaves de la Casbah, se dépensent sans compter pour provoquer le miracle. Pour l'instant il s'agit déjà de faire descendre les musulmans dans le centre d'Alger. Trinquier réunit ses chefs d'îlot du D.P.U. Le 11 novembre 1957 il a fait applaudir Lacoste, conspué par les Européens, par des milliers de musulmans dociles. Cette fois il leur donne l'ordre de rééditer l'exploit « en grand ».

« Je veux que tout le monde soit là, dit-il, et que parmi les musulmans il y ait des chefs d'îlot d'autres quartiers. Il faut éviter la casse avec des excités européens. »

Car, Trinquier ne l'oublie pas, à Alger, il est rare qu'une manifestation se termine sans ratonnade. Depuis trois jours — c'est le premier miracle — on n'a pas signalé un musulman

bousculé. Mais peut-être est-ce parce qu'ils sont restés dans leurs quartiers, attentifs et muets. Il faut maintenant qu'ils se montrent, sans quoi cette révolution du 13 mai ne sera aux yeux du monde qu'une révolte pied-noir présidée par l'armée.

De son côté. Léger réunit ses bleus-de-chauffe, 21, rue Emile-Maupas, dans la Casbah.

« Je veux des gens sur le Forum, débrouillez-vous. Demain après-midi, le Forum doit être envahi par la Casbah. »

Léger et ses hommes parcourent les ruelles de la vieille cité turque. C'est d'abord les chefs d'îlot, puis les vieux sages qui sont contactés.

« Ça y est, leur dit-on. C'est la grande révolution. On est tous pareils. On est tous français. Le F.L.N. n'existe plus. »

C'est un fait que lors des rassemblements extraordinaires qui ont jeté dans la rue des dizaines de milliers de manifestants une simple grenade aurait eu des conséquences incalculables. Là, rien. Encore un miracle.

« Mais, mon capitaine, répondent les chefs d'îlot, on a peur des Français dans les quartiers européens.

— Ne vous en faites pas. Je serai là. Et il y aura les bleus, tous les bleus et les militaires. »

Il faut à tout prix que la manifestation soit un succès pour que les « soldats révolutionnaires » ne se sentent pas floués. Ils ont besoin de dizaines de milliers de musulmans pour que leur grand rêve de justice, d'égalité, d'*intégration* prenne corps.

« Vous devez prendre part à cette révolution, expliquent-ils, vous devez exiger votre place dans cette Algérie nouvelle qui est en train de se créer devant vous. De Gaulle en sera le garant... »

Le nom de De Gaulle agit sur la masse musulmane. Il est aimé. D'autant plus que les Européens jusque-là n'ont eu que méfiance à son égard.

Toute la nuit, dans les S.A.U. de Sirvent, chez les bleus, on fabrique des pancartes, des calicots, des banderoles. On met au point les mots d'ordre.

Le 16 au matin tout est prêt. Même l'itinéraire est soigneusement « truffé » d'hommes du D.P.U., de paras en civil.

Descendant de la basse Casbah le cortège empruntera la rue d'Isly puis remontera sur le Forum. Il est 17 heures lorsqu'il se met en route. À 18 heures il est près de la grande poste. Hommes et femmes encadrés par les groupes de choc des « bleus », et par des paras. Il fait encore une chaleur torride. Jusque-là tout s'est bien passé. Les Européens surpris applaudissent le cortège musulman. Sur les pancartes on lit : « Comité de salut public de la Casbah... Nous sommes français, nous voulons rester français... » Les applaudissements européens ont un peu rassuré les habitants de la Casbah qui n'en restent pas moins inquiets. Ils se laissent porter, guider au milieu de cette foule immense et tricolore. Et ils arrivent sur le Forum. L'esplanade, pour le troisième jour, est noire de monde. Une foule enthousiaste vient d'applaudir la formule qui résume cette intégration refusée depuis toujours : « De Dunkerque à Tamanrasset cinquante-cinq millions de Français ! » Voilà face à face les deux communautés qui se haïssent, qui se détestent, qui se craignent.

Et le miracle se produit. C'est vrai que le défilé est monté de toutes pièces, c'est vrai que les manifestants sont encadrés, c'est vrai qu'on les a entraînés, qu'on les a forcés. C'est vrai qu'ils brandissent des pancartes fournies par l'armée. C'est vrai qu'ils répètent les slogans des « bleus » abhorrés depuis la « bataille d'Alger ». C'est vrai que l'*intégration* que l'on vient de lancer a toujours été combattue par ce Sérigny qui s'en fait aujourd'hui le champion. Mais cette voix qui au balcon crie : « Voici nos frères musulmans... Faites une place à nos frères musulmans », déclenche un mouvement spontané qui, lui, n'a pas été préparé, ne peut pas avoir été préparé. Des applaudissements paternalistes, des « laissez passer nos frères musulmans... » oui ça se commande. Mais pas ce miracle. Ces mains européennes qui se tendent, ces poitrines qui embrassent, ces bras qui protègent et serrent, ce n'est pas possible. Et c'est pourtant ce qui se produit. La foule du Forum, celle de la politique du *non* à toute réforme, celle des ratonnades, embrasse, enlace, étreint la foule de la Casbah, celle de Yacef Saadi, celle du F.L.N., celle qui a posé les bombes. Tout est oublié, balayé sous ce ciel uniformément bleu, dans un immense brassage spontané et affectueux. Foule versatile et merveilleuse. Capable du pire et du meilleur. Cela paraît tellement impossible, tellement inaccessible, ces mains tendues, happées, broyées. Ces peaux de « Français » et de « rats » qui se cherchent, qui se trouvent. On pleure, on rit, on crie. Serait-ce possible de ne plus avoir peur, de ne plus craindre la grenade du F.L.N., de ne plus trembler au passage de la jeep de paras ? Ce serait enfin le bout du cauchemar ? Sur le Forum, ce 16 mai 1958, quarante mille Européens et trente mille musulmans le croient d'autant plus fermement que cela paraît impossible. On n'a pas le temps de penser, de réfléchir. On ne veut surtout pas penser ni réfléchir. On croit. On croit comme à Lourdes ou comme à La Mecque. C'est l'allégresse. C'est la paix retrouvée. C'est la grande parade de la réconciliation scellée par *la Marseillaise* qui sort de la gorge de cette grande femme blonde à double rang de perles et de cette petite silhouette blanche et brune qui a entrouvert son haïk pour mieux chanter.

Les capitaines de paras qui assurent l'ordre à la tête de leurs hommes à cheveux ras et casquette à longue visière pensent que cette fois ils ont gagné. Que ça valait la peine de se mouiller. Que jamais on ne quittera l'Algérie. Et qu'en même temps leur combat aura été celui de la fraternité et de l'égalité raciales, de la

démocratie et de la dignité. Oubliés « la merde et le sang » dans lesquels on a trempé les mains, oubliées les tortures de la « bataille d'Alger ». Mieux même... justifiées. Il fallait extirper le F.L.N. et balayer ces parlementaires pourris, ces ministres complices incapables de faire régner la justice.

Au balcon du G.G., le commandant Pouget pense à un directoire idyllique qui réunirait Soustelle, Jacques Chevallier, Yacef Saadi et Djamila Bouhired.

Ce 16 mai à 19 heures tout est devenu possible. D'autant que Trinquier et Léger, commis voyageurs en révolution, partis le matin même, viennent de téléphoner d'Oran. Là-bas aussi c'est réglé. Dans vingt-quatre heures un C.S.P. sera mis en place. L'Algérie tout entière acclamera sa révolution pacifique. Finie la terreur du F.L.N., envolée, la répression féroce. Une ère nouvelle va s'ouvrir pour une Algérie rénovée, purifiée, régénérée par ce grand bain de fraternité.

À Paris les grenouillages et la panique s'amplifient. On ne compte plus les complots⁴⁹ gaullistes — sans De Gaulle —, militaires, fascistes, cagouleurs. On parle de Front populaire, de débarquement de parachutistes. Soustelle a réussi à se soustraire à la surveillance de la police et roule vers la Suisse. L'avocat parisien J.-B. Biaggi est pourtant le premier des « comploteurs » parisiens à se poser à Alger. Sa mission ? Organiser le débarquement des parachutistes en France. « Qu'ils apparaissent, dit-il, et le régime s'écroule aux applaudissements de tous. » Le plan n'est pas fait pour déplaire aux parachutistes qui poussent de plus en plus leurs chefs hiérarchiques à renverser ce régime qui s'accroche désespérément. C'est l'homme qui déplaît. Biaggi, c'est le comploteur permanent, l'homme de droite aussi. Dans cette partie délicate qui se joue sur un échiquier mouvant, le tumultueux avocat n'a pas sa place. Salan veut continuer à jouer la légalité et amener Pflimlin à appeler lui-même De Gaulle. Les paras, coiffés par Massu, sont tout à leur grand dessein humanitaire et social. L'opération sur la métropole ne doit se produire que si vraiment on ne peut procéder autrement. Massu ne l'envoie pas dire à Biaggi qui, stupéfait, se retrouve prisonnier au G.G., entouré de deux paras à mitrailleuse. Le général Allard lui explique que le débarquement, si débarquement il y a, se fera progressivement. On pense d'abord à la Corse puis si c'est nécessaire au sud-ouest de la France. En aucun cas un

parachutage sur Paris qui prendrait des airs de putsch. Et le « malheureux » Biaggi se retrouve dans un avion qui le conduit à quinze cents kilomètres d'Alger, en plein Sahara.

« Les conspirateurs, dehors ! » Quand on a réussi la *fraternisation* on ne va pas s'embarrasser d'agitateurs de droite !

Le capitaine de La Bourdonnaye fera ainsi arrêter quarante-huit heures plus tard les députés poujadistes Le Pen et Demarquet. L'auréole fasciste dont ils se parent déplaît aux soldats révolutionnaires.

« On n'a pas envie qu'ils nous foutent le bordel, explique violemment La Bourdonnaye, ce sont des pétroleurs, des cons dangereux capables des pires imbécillités dans la période cruciale que nous traversons. »

Le Pen et Demarquet hurlent, tempêtent, font à Maison-Blanche un cinéma extraordinaire. Ceints de leur écharpe de député, ils chantent *la Marseillaise* et n'en sont pas moins renvoyés à « leurs chères études ». Même leur copain Bernard Mamy ne peut rien pour eux, pas plus que Thomazo n'a pu obtenir la « grâce » de son ami Biaggi. Les militaires tiennent la situation en main et ne veulent pas d'importuns. Ils sont déjà assez nombreux aux yeux de Salan. Et le moindre n'est pas Jacques Soustelle.

Le leader gaulliste est enfin parvenu à gagner Alger. Son avion s'y est posé le 17 mai en tout début d'après-midi. Pour Salan, c'est la foudre tombant du ciel. Il espère obtenir la démission de Pflimlin et la formation d'un gouvernement de salut public. Avec un peu de chance et avec la démonstration de fraternisation de la veille cela pourrait se faire dans la journée. Si à Paris on apprend l'arrivée de Soustelle à Alger c'est la cassure inévitable. C'est ce qu'essaient de dire Salan et Massu à un Soustelle dont le visage s'est fermé comme une huître. On l'a littéralement kidnappé et traîné dans le salon d'honneur de Maison-Blanche dont les issues sont gardées.

« Vous ne pouvez aller immédiatement au Forum, explique Salan, votre séjour ici doit rester secret jusqu'à la démission de Pflimlin.

— Je peux même repartir tout de suite, l'avion est là », grince Soustelle.

Mais le civil le plus populaire d'Algérie a été reconnu par des militaires et le personnel de l'aéroport. Delbecque, immédiatement prévenu, a rameuté le C.S.P.

« Soustelle arrive. Il est à Maison-Blanche. » Le bruit se répand à Alger. Et en avant pour une nouvelle fournée de cris et de pancartes. « Tous au Forum... Vive Soustelle ! » Lorsque Salan voit arriver Delbecque, puis Sérigny à l'aéroport, il comprend que c'est fichu. Soustelle lui échappe. Les deux hommes se mettent pourtant d'accord. Soustelle ne paraîtra pas au Forum avant qu'une réponse ne parvienne de Paris.

À 16 heures, Salan, qui vient d'avoir une conversation téléphonique avec Pflimlin à l'issue de laquelle la situation n'a pas évolué d'un iota, ne peut plus longtemps soustraire Soustelle à l'enthousiasme du peuple d'Alger. Les retrouvailles de l'ancien gouverneur général avec la population qui lui a fait de si émouvants adieux atteignent des sommets. Soustelle ne se place pas en patron — il le pourrait pourtant — mais en homme d'expérience qui se range sous l'autorité de Salan. Il prêche en quelques mots l'intégration, l'unité nationale.

« Il n'y a plus en Algérie que neuf millions de Français ! »

À Alger on ne le sait pas depuis longtemps mais l'idée a été d'autant plus vite adoptée qu'elle a été longtemps repoussée. À situation exceptionnelle, décision exceptionnelle ! Mais l'ovation d'Alger ne règle pas pourtant la situation de Soustelle par rapport à Salan.

Le véritable face-à-face se déroule à la X^e région militaire où le commandant en chef et l'ancien gouverneur vont s'expliquer sans aménité. Sont présents Jouhaud et Dulac, l'adjoint de Salan, qui vient de regagner Alger. Au 13 mai, le général Dulac se trouvait en congé en métropole, on l'a pratiquement « échangé » contre Teitgen pour la vie duquel le gouvernement Pflimlin craignait ! Paris ne se sera pas épargné un ridicule !

Soustelle pas plus que Salan n'est homme à s'emporter. La ville le fait pour eux. Prévenus par Delbecque, des groupes manifestent sur la place Bugeaud.

« Vive Soustelle !... Libérez Soustelle !... »

Salan est agacé. Plus par les cris que par l'entrée en matière de Soustelle.

« Je pense, mon général, dit calmement le leader gaulliste, qu'il est essentiel de définir mon rôle ici. Mes attributions doivent être fixées. »

Salan ne répond pas. Il attend. Soustelle, gêné, se lance.

« Je pourrais, par exemple, prendre les affaires civiles. »

Le commandant en chef n'hésite pas une seconde.

« Cela me paraît tout à fait impossible... »

Salan conserve un calme olympien.

« J'assume ici tous les pouvoirs et il est hors de question que je puisse en déléguer la moindre part. »

C'est sec, net et précis. Soustelle fait marche arrière. Il a compris. Il ne s'entête pas. Demain on verra plus clair. Après cette brève passe d'armes les deux hommes paraissent au balcon, souriants, pour calmer les excités, puis se séparent.

Le lendemain, Soustelle présente son plan : « Structurer la révolution du 13 Mai de façon que le système se persuade qu'il n'a aucune chance de reprendre le dessus. Créer des C.S.P. dans toute l'Algérie. Exalter la fraternisation. Informer la métropole et l'étranger qu'à nul moment la révolution n'a été un putsch fasciste. » Voilà un plan qui ravit Salan. Soustelle ne demande rien pour lui-même si ce n'est l'autorisation de se déplacer dans toute l'Algérie pour développer ces idées au cours de meetings populaires.

Salan respire. Les choses ne se sont pas trop mal passées. Paris ne peut rien lui reprocher. Soustelle prend son bâton de pèlerin. Le « premier civil d'Algérie » va prêcher la fraternisation et l'intégration à une Algérie qui se découvre. Bien mieux, Salan, charmé par les bonnes dispositions de Soustelle, lui demande d'être son conseiller politique — sans titre officiel —, lui offre le bureau de Lacoste, le grand, le beau qui donne sur les jardins, ainsi que la villa des Oliviers. Pour Paris, intoxiqué par les fausses nouvelles, par les messages radio qu'envoient, sur les ondes de Radio-Alger, Neuwirth, Mamy et Roger Frey qui a débarqué, couvert de cambouis, de la vedette d'un trafiquant anglais, c'est une nouvelle preuve de la rébellion de l'armée. Salan, qui se croit paré, est attaqué violemment au cabinet de Pflimlin. Pour le gouvernement le commandant en chef vient de passer à l'insurrection. Soustelle est près de lui. Il n'y a plus rien

à espérer.

Teitgen, qui vient d'arriver à Paris, raconte en vain à Pflimlin sa dernière entrevue avec Salan.

« Il m'a dit : « Je n'ai rien voulu de tout cela. Avec » une carrière comme la mienne, arrivé au faîte des » honneurs, cette histoire va me faire perdre la seule » chose à laquelle je tiens : la médaille militaire. »

Pflimlin se demande si Teitgen plaisante :

« Cher ami... »

L'accent « circonflexe » de Pflimlin agace toujours Teitgen. Il ne s'y fera jamais.

« Cher ami, je suis désolé pour vous de cette histoire. Que puis-je faire ? »

Teitgen n'y va pas par quatre chemins.

« Vous prenez l'avion, cinquante fusiliers marins loyalistes et vous arrivez dans la fête. Car là-bas, c'est la fête permanente. Là, vous remettez la médaille militaire à Salan.

— Je les ferai venir à Canossa, s'indigne Chevigné dont la position se durcit au fur et à mesure que le pouvoir sur l'armée lui file entre les doigts.

— C'est de la folie, je serais fusillé, murmure Pflimlin.

— Mais non, reprend Teitgen, vous aiderez Salan. Il me l'a dit avant de partir : tous les jours, je suis grignoté par dix colons dont il faut se débarrasser !

— Non, tout cela n'est pas sérieux. »

Pflimlin est accablé. Il ne dort plus, ne mangé plus. Il est persuadé de ne pouvoir se tirer sain et sauf de cette affaire. Et pourtant, il ne veut pas céder. Tout le monde attend De Gaulle. L'opinion publique y est favorable. La police aussi. Quant aux militaires de métropole, malgré les rodomontades de Chevigné, les rapports sont accablants. Le plan « Résurrection », qui va aboutir dans quelques heures sur le bureau de Jules Moch, prouve que le « système ». ne peut plus compter sur l'armée et que le débarquement est imminent.

Le soulèvement de la Corse, organisé par Massu, qui claque brutalement la porte au nez de la légalité, marque, le 24 mai, la fin

de cette comédie. Que s'est-il passé pour que le général parachutiste détruise l'image de marque du grognard fidèle, garant de l'unité républicaine de l'armée, qu'il s'est donné tant de mal à conserver durant ces heures tragiques ?

De Gaulle a tenu à Paris une conférence de presse qui n'a pas pour autant modifié la situation. Il est rentré à Colombey et attend. Le gouvernement ne se décide pas à l'appeler. Au contraire. On tente de négocier avec Alger, d'amadouer les militaires. Pflimlin a même fait voter à *l'unanimité* une motion de reconnaissance à l'armée ! Un comble !

« Notre histoire s'en va en eau de boudin, grogne un capitaine de paras à l'adresse de Pouget, qu'est-ce qu'on attend ? »

Delbecque, Neuwirth et les gaullistes veulent arracher aux militaires le contrôle du C.S.P., placer Soustelle à sa tête et rompre brutalement avec le « système » en appelant De Gaulle. Bref ce qui devait se produire le 13 mai. Il y a huit jours ! Déjà une semaine qu'on vit dans la folie et l'attente. Qu'attend donc Salan pour bouger ?

L'idée d'une action de force sur la métropole grandit chez les jeunes officiers parachutistes, qui ne veulent pas se faire voler « leur » révolution. Il faut que la crise se dénoue pour leur permettre d'appliquer sur le terrain la politique d'intégration, de justice et de fraternité dont ils rêvent pour les musulmans. Mais déjà ils se rendent compte que ce ne sera pas facile. Sur le Forum les délégations musulmanes se succèdent, se font applaudir, embrasser, mais déjà l'enthousiasme n'est plus le même. Et un peu partout en Algérie les « officiers révolutionnaires » découvrent que dans le langage de certains pieds-noirs en place dans les CS.P., *intégration = comme avant*.

Le Comité de salut public d'Algérie et du Sahara est constitué le 23 mai. Les activistes du 13 mai y entrent en force. Alger y a 43 membres, le reste de l'Algérie 23. Et les musulmans n'ont droit qu'à 13 sièges sur 79 !

Dans l'esprit des militaires la proclamation — et surtout la réalité — d'une union franco-musulmane doit enlever au F.L.N. le soutien d'une grande partie de la population. Et il faut que les musulmans constatent la force de la présence française, incarnée par ces militaires « nouvelle manière » en qui ils peuvent avoir confiance et qui les protègent d'une exploitation toujours

recommencée.

Au sein des comités de salut public,, la réaction des militaires qui y ont été nommés est vive. Ils s'aperçoivent qu'ils sont les seuls à pouvoir faire appliquer « par la force » des réformes dont certains parmi les pieds-noirs les plus influents ne veulent pas.

À Alger Trinquier déclenche le tollé général quand il fait passer le salaire des ouvriers de la Mitidja de trois cents à six cents francs la journée ! On n'ose pas se dresser ouvertement contre lui.

« Attention ! vous risquez ainsi de changer la physionomie économique...

— Mon colonel ! vous allez nous ruiner !

— Alors, vous voulez rien changer, fulmine le colonel, l'intégration, pour vous, c'est comme avant. Eh bien, enlevez-vous ça de la tête. Tant que je serai là ce sera six cents francs par jour. Et je vous préviens, ceux qui n'appliqueront pas ces salaires, je les fous en taule ! »

Dans l'Est, à Constantine, le général Vanuxem constate la même mauvaise volonté. Il a lancé lui-même le mot *intégration*. Et il explique ce qu'il entend par là au Comité de salut public de la capitale de l'Est :

« Intégration, cela veut dire évolution et égalité complètes. »

Il a du mal à se faire comprendre des Européens. Pour eux le 13 Mai a été une révolte des Français d'Algérie pour la conservation de leurs biens et de leurs privilèges. Avec l'arrivée par camions entiers de musulmans amenés par les militaires au cœur de la manifestation ils comprennent avec horreur ce que ceux-ci entendent par intégration. Mais comme il n'y a que les militaires pour sauver l'Algérie française il faut bien adopter leur politique. Ceux qui ont toujours farouchement repoussé l'intégration, le collège unique, les adoptent sous la pression de l'armée.

Le général Vanuxem me dira plus tard : « Dès les premiers jours je dus redresser des mesures vexatoires visant les musulmans au sein même du Comité de salut public. S'il n'y avait pas eu les militaires, le 13 Mai aurait tourné à la ratonnade. On avait des souvenirs de 1945. Après Sétif, après Guelma, on « avait été tranquille pour dix ans... » Alors on voulait retrouver ce

temps-là ! »

À l'autre bout de l'Algérie, à Orléansville, le général Gracieux constate les mêmes réactions. Chez lui aussi tout le monde a marché dans le coup du 13 Mai car les militaires voient l'occasion de créer une Algérie française sincère où le musulman bénéficiera d'une véritable promotion. Que l'intégration soit comprise. Que l'égalité soit réelle. Dans sa région, beaucoup de pieds-noirs sont prêts à faire leur Nuit du 4 Août. Mais 20 p. 100 parmi les plus dynamiques sont farouchement opposés à l'affaire. Ils ne veulent rien savoir.

Le général me confiera : « J'avais dans mon coin cinquante types indéfectibles, incapables de vivre avec les musulmans. Je voulais profiter du choc psychologique du 13 Mai pour les indemniser et les expulser d'Algérie. Ça m'aurait permis de donner leurs terres aux musulmans. »

Pour l'heure c'est impossible. Ce serait le scandale ! Et plus tard, lorsque le régime sera renversé et remplacé par celui qui, selon les militaires, doit réaliser cette politique intégrationniste, Paris répondra laconiquement : « Trop cher... »

Dans toute l'Algérie les militaires, les jeunes officiers sincères dans leur désir d'intégration s'aperçoivent que pour beaucoup des Européens les plus influents l'intégration, c'est celle de l'Algérie à la métropole et non celle des musulmans aux Européens. L'intégration « gueulée » sur les places publiques du 13 Mai c'est le *statu quo ante*. » Pareil qu'avant. » À cette différence près qu'il y aura désormais quarante-six millions de Français et neuf millions de musulmans. Donc plus rien à craindre.

Les capitaines de paras, les jeunes officiers S.A.S. voient leur beau rêve s'estomper, balayé par la politique qui reprend ses droits. C'est que l'affaire n'est toujours pas réglée. Alors tout ça, l'égalité, le rapprochement franco-musulman ce sera pour plus tard. « Ce sera pour jamais », pensent de nombreux membres du Comité de salut public.

À Alger, Jean Pouget, le centurion, peut-être l'un des hommes dont le rôle fut le plus important dans le déclenchement du 13 Mai, lutte contre des moulins. Il tente de mettre en place des éléments capables de promouvoir une véritable révolution. Il a acquis de nombreux capitaines parachutistes à son idée. Ensemble

ils pensent que des éléments représentatifs de la population algérienne doivent être mis immédiatement en place aux côtés des Européens. Et ces éléments représentatifs, pour eux, ce sont des F.L.N. pour qui ils ont de l'estime.

« Ils ont lutté, disent-ils, ils sont capables de se faire casser la gueule pour leurs idées, pour leur pays. Ils sont respectables. »

Et Pouget pense à Yacef Saadi, à Djamila Bouhired qui sont en prison, condamnés à mort. Le capitaine Graziani qui « a eu un grand coup de soleil pour Djamila », montre les lettres qu'il a reçues d'elle.

« Elle marchera, affirme-t-il. C'est une fille bien, courageuse, qui aime son pays. »

Pouget espère convaincre le colonel Godard qui a une grande influence sur Yacef et peut parler au chef F.L.N. d'un « projet d'Algérie nouvelle ». Le centurion pense à Jacques Chevallier qui peut avoir des contacts avec Ferhat Abbas. « Il n'est pas impossible que Ferhat Abbas accepte la présidence du Comité de salut public », lui dit le maire d'Alger.

Pouget souhaite trois coprésidents du Comité de salut public en remplacement de Massu : Jacques Sous telle, qui a la confiance des ultras, Jacques Chevallier, qui a celle des musulmans modérés et des M.N.A., et Yacef Saadi qui a celle du F.L.N. et des militants.

Mais tout s'écroule bien vite.

Quand Pouget vient demander au colonel Godard la libération de Yacef Saadi, le patron de la Sûreté lui répond :

« Tu nous emmerdes avec ton Yacef, Salan ne veut pas. »

Jean Pouget voit chacun prendre des places, des responsabilités. Jacques Chevallier, libéral, est viré de la mairie d'Alger. On le conspue. On n'ose tout de même pas le mettre en prison mais il est gardé dans sa maison d'El-Biar.

Désormais, personne n'écoute Pouget. On le prend pour un « dingue » qui peut devenir dangereux car il a tant d'amis parmi ces jeunes paras que l'on craint même à l'état-major. Alors on l'écarte systématiquement. Il y a eu l'antenne, il a joué un rôle important. Soit. Mais ça suffit. Pour Delbecque, il n'est pas question que le plan Pouget réussisse. Guy Ribaud est absolument

contre. Soustelle ne reçoit même pas le commandant et lui fait dire par le gros Béraudier, son homme de confiance :

« Je suis seul ici. Et sans argent, sans la presse — c'est-à-dire sans les ultras qui contrôlent l'un et l'autre — je ne peux rien faire... »

On a préservé le Comité de salut public du fléau Pouget. Pas question d'y faire entrer ce fou qui pense à Yacef pour siéger à une table où « l'on est entre soi ».

La petite secrétaire algérienne de l'antenne, l'ancienne compagne de Djamila Bouhired, arrêtée à son retour du maquis, s'indigne devant Pouget de la participation algérienne aux C.S.P.

« Ah ! C'est ça, vos représentants authentiques de « nos frères musulmans » ! Les pantins du salut public. Ce ne sont que les représentants des caïds les plus vénaux et les plus importants. Ou des gens comme le docteur et Mlle Sid Cara, tellement francisés qu'ils en ont perdu le contact avec leur pays. Une rigolade si ce n'était pas si triste. Alors, encore une fois, on recommence... »

Elle quittera tout, épousant un capitaine ami de Pouget. Et ne parlera jamais plus de ce projet fou ! De ce mirage entrevu...

Pouget, qui a vécu loin de chez lui depuis la guerre, qui a fait l'Indochine, Dien Bien Phu, l'Algérie, pense qu'il a des gosses, une femme qui l'attend, qu'il est incompris, qu'il est en train de gâcher sa carrière. « Rentrons dans le rang... Il est temps. »

Avec ses copains du camp n° 1 il repensera longtemps à cette armée populaire vietnamienne qu'il a vue vivre, évoluer et surtout *gagner* dans les rizières, au combat ou dans les camps de prisonniers, cette armée populaire qu'ils avaient rêvé de créer ensemble en Algérie.

« Elle n'aurait pas été fasciste puisqu'elle était populaire... »

Mais l'état-major, le C.S.P. bref, l'autorité d'Alger n'a pas goûté les contacts de Pouget avec Chevallier, avec les libéraux, ce désir de donner une place au F.L.N. Pouget va regagner le rang. Graziani ira se faire tuer en Kabylie. Les autres seront disséminés de droite à gauche.

La seule entreprise désintéressée, utopique peut-être, mais authentiquement généreuse du 13 Mai s'écroule. Il faut se rendre à l'évidence. Il n'y avait pas de véritable *fraternisation*. Et il n'a

pas fallu beaucoup combattre pour l'enterrer. Parmi ceux qui criaient « Intégration... Vive nos frères musulmans ! », peu y croyaient vraiment.

Reste maintenant la politique. C'est l'affaire des colonels, des généraux. Il faut donner le coup de grâce au régime. Ils vont s'y employer.

Salan, qui pas plus que les parachutistes ne veut des grenouilleurs politiques, vient pourtant d'accepter Arrighi. On lui a forcé la main. C'est « en petit » le coup de Soustelle qui recommence. Pascal Arrighi, député gaulliste de la Corse, est annoncé au balcon du G.G. par Neuwirth, acclamé par la foule. Les gaullistes bondissent sur cette occasion de faire « avaler » à Massu le Grand Coup qui doit faire basculer le régime : le soulèvement de la Corse.

Delbecque sait que Massu se sent de plus en plus mal à l'aise, pris entre les feux croisés du C.S.P., des paras qui grognent d'impatience et le « loyalisme » de Salan. Delbecque explique à Massu que « l'affaire est prête ». Les groupes gaullistes sont nombreux dans Pile de Beauté qui est de plus la base arrière du fameux 11^e « choc » où tous les jeunes loups parachutistes sont passés : La Bourdonnaye, Léger, bien d'autres encore... En outre le soulèvement de la Corse aurait l'immense avantage de couper tous les ponts entre Paris et Salan.

Massu, comme beaucoup de colonels et de généraux qui se sont mouillés, a peu apprécié la motion de félicitations à l'armée votée par la Chambre sous l'impulsion de Pflimlin. « Félicitations à Salan et à ceux qui n'ont pas bougé, pensent-ils, si ça « foire » on est bons pour le tourniquet. » Le conseil de guerre est une menace que ne manquent pas d'agiter les gaullistes. Et puis si Massu veut conserver l'unité de l'armée, en particulier des parachutistes, il faut qu'il marche. Le soulèvement est décidé.

Massu donne la radio à Pascal Arrighi qui appelle les Corses à « montrer que l'unité nationale doit se faire autour du général De Gaulle ». C'est une vraie bénédiction que Radio-Alger soit si facilement captée en Corse. Le 23, Salan signe un ordre de mission pour Arrighi et trois compatriotes. But de la mission : s'informer si les Corses sont disposés à créer des comités de salut public et à appuyer le mouvement d'Alger. Un cinquième homme

va accompagner la « mission civile », le commandant Freddy Bauer, parachutiste et ancien patron du 11^e « choc » à Calvi, où l'avion atterrit le 24 mai. Le reste n'est qu'une longue marche politico-comique, où l'on tirera des milliers de coups de feu en l'air, où l'on prononcera des paroles historiques, où des fonctionnaires fidèles seront sur le point de devenir des héros... Une révolution à la Pagnol !

Mais à Paris le soulèvement de la Corse sonne comme un glas. Cela ne fait plus de doute, Salan a « basculé » définitivement. Les insurgés ont pris Alger, puis l'Algérie, aujourd'hui la Corse, demain ce sera Paris !

Le 26 mai, Pflimlin se décide à rencontrer secrètement De Gaulle sans en parler aux autres membres du gouvernement. Le président du Conseil presse le général De Gaulle de désarmer la sédition de la Corse. La réponse de De Gaulle tombe comme un couperet :

« Cela ne servira à rien si je ne peux annoncer en même temps que je forme un gouvernement. »

Pourtant, Pflimlin ne cède pas. C'est l'Assemblée qui lui a confié son mandat, c'est à elle d'en disposer. Chacun reste sur ses positions. Encore un coup pour rien.

À Alger, le 27, Salan ne peut plus reculer. Jusque-là il a retenu les paras. Maintenant ce n'est plus possible. Il faut appliquer le plan « Résurrection » dont le colonel Ducasse a préparé les détails. Avions et parachutistes sont en alerte. Les « envoyés spéciaux » de Ducasse en métropole, le commandant Vitasse et le capitaine Lamouliatte, font parvenir à Alger des renseignements « rassurants ». Tout est prêt en métropole : la demi-brigade de parachutistes coloniaux à Bayonne, commandée par le célèbre colonel Château-Jobert, s'est ralliée la première au mouvement du 13 Mai, aussitôt suivie de toutes les unités de la V région militaire du général Miquel, lequel est en liaison radio permanente avec Alger. À Paris le régiment blindé de Gribois, cantonné à Saint-Germain, est prêt ainsi que la totalité des gardes mobiles. Les C.R.S. et la police parisienne sont décidés, sur ordre, à se ranger aux côtés des parachutistes.

L'opération « Résurrection » consistera à envoyer à Paris deux régiments de parachutistes venus d'Alger : le 3^e R.P.C. et le 1^{er} R.C.P. et deux autres venus de Toulouse et de Bayonne. Massu

se posera avec la première vague, accompagné de Ducasse et de Trinquier comme adjoints. Salan, qui a pris le contrôle du plan « Résurrection » ne quittera l'Algérie que lorsque la situation militaire sera bien en main en France !

Le général De Gaulle, qui est tenu au courant de ces préparatifs, prend alors l'offensive. Il se décide à ne pas attendre qu'on l'appelle pour répondre présent. Alors que l'entretien de la veille avec Pflimlin s'est soldé par un échec, le 27 mai à midi son cabinet publie le communiqué suivant :

« J'ai entamé hier le processus nécessaire à l'établissement régulier d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays. Je compte que ce processus va se poursuivre et que le pays fera voir, par son calme et sa dignité, qu'il souhaite le voir aboutir. Dans ces conditions, toute action, de quelque côté qu'elle vienne, qui mette en cause l'ordre public, risque d'avoir de graves conséquences. Tout en faisant la part des circonstances je ne saurais l'approuver.

» J'attends des forces terrestres, navales et aériennes présentes en Algérie qu'elles demeurent exemplaires sous les ordres de leurs chefs : le général Salan, l'amiral Auboyneau, le général Jouhaud. »

En dix lignes, le général De Gaulle vient de retenir l'exécution du plan « Résurrection » prévu pour la nuit du 27 au 28 mai, d'arrêter le processus de « pronunciamiento » engagé à Alger et de sauver la République.

Salan, qui a reçu un télégramme personnel de Colombey interdisant tout mouvement sur la métropole, respire, enfin soulagé. Il a trouvé un patron. Lâchant Pflimlin, il saisit De Gaulle. Son numéro de trapèze est terminé. Et cette fois-ci la barre semble plus solide !

Le plan « Résurrection » n'est que « suspendu » après le veto de De Gaulle car les heures passent sans que le gouvernement fasse un geste. Le 28 mai, un défilé monstre réunit de la Nation à la République deux cent mille personnes derrière Mendès-France, Mitterrand, Daladier, André Philip. « Le fascisme ne passera pas... » Beaucoup manifestent plus pour montrer leur attachement aux libertés traditionnelles que pour lutter contre De Gaulle. Mais à Alger on s'impatiente. Puisque le gouvernement obstiné n'appelle pas le général, que le plan « Résurrection » se réalise !

C'est ce que redoute le général De Gaulle qui a demandé à Salan de lui envoyer un représentant. Le « pronunciamiento » en route, qui pourra l'arrêter ?

Salan désigne le général Dulac pour informer le général De Gaulle de ce qui se passe à Alger et pour lui rapporter quelques éclaircissements sur ce qu'on pense à Colombey. L'entrevue se déroule dans le cabinet du général De Gaulle à la Boiserie. Pour l'instant seul Dulac en a fait le récit et c'est à lui que l'on doit s'en rapporter pour le reconstituer⁽¹⁰⁾

« Bonjour, Dulac, comment va le général Salan ?

— Malgré la fatigue et le poids de ses responsabilités, il est en pleine possession de ses moyens. »

Et Dulac raconte au général De Gaulle l'ambiance d'Alger, le marécage dans lequel Salan doit évoluer entre des paras qui font du néo-fascisme sans le savoir, les gaullistes et néo-gaullistes qui veulent renverser la légalité et le général qui désire la conserver !

De Gaulle s'inquiète ensuite de savoir si le pouvoir n'est pas détenu en réalité par une troisième force qui ne soit ni Salan ni Delbecq, mais un groupe d'activistes.

« Non, mon général, le général Salan a réussi jusqu'ici à éviter les écueils. »

Apparemment satisfait, le général De Gaulle fait ensuite allusion à la position de la S.F.I.O.

« Ils ne veulent pas de De Gaulle. Alors, que faites-vous ?

— On applique « Résurrection ».

Et Dulac d'expliquer les rouages du plan.

« Je ne peux pas apparaître tout de suite, répond De Gaulle — toujours d'après le récit de Dulac —, pour ne pas sembler revenir du seul fait de cette action de force. Après quelques jours je veux être appelé comme un arbitre venant, à la demande de tout le monde, prendre la direction du pays pour lui épargner des déchirements inutiles. Il faut que j'apparaisse comme l'homme de la réconciliation et non comme le champion d'une des fractions en train de s'affronter. »

Après que Dulac a expliqué le principe de l'intégration, au

nom duquel musulmans et Européens se retrouvent chaque jour sur le Forum, De Gaulle conclut en se levant :

« Il eût été immensément préférable que mon retour aux affaires s'effectuât par la voie du processus. »

Et le généra] ajoute, serrant la main de Dulac :

« Il faut sauver la baraque ! Vous direz au général Salan que ce qu'il a fait et ce qu'il fera, c'est pour le bien de la France. »

Dulac en conclut, c'est ce qu'il rapportera à Salan, que le commandant en chef a désormais le feu vert de Colombey pour déclencher ou non l'opération « Résurrection ». Voilà de nouveau Salan arbitre de la situation et aux prises avec les plus durs des paras qui veulent « tout balayer puisque tout est prêt et que la métropole marche ».

On ne voit guère comment, arrivé au bord du précipice, Salan aurait pu faire pour stopper l'opération. C'est un « ultimatum » présenté sous forme d'information de la plus haute importance par le général de Beaufort au président de la République qui va enfin dénouer la crise.

Beaufort, responsable à Paris de l'exécution du plan « Résurrection », signale à René Coty que le général De Gaulle a stoppé une première fois le débarquement par la publication de son communiqué. Depuis, rien ! Si le pouvoir ne se décide pas à prendre une décision le plan entrera en application le 30 mai. René Coty n'a que quelques heures pour se décider : processus légal ou révolution.

Le président de la République est épuisé par les nuits de veille. Il a soixante-seize ans et est désespéré. Il a tenté durant ces quinze jours de folie de faire entendre la voix de la sagesse. C'est à peu près tout le pouvoir que lui laisse la Constitution. En vain. La machine est bloquée, la sagesse n'a servi à rien. Il reste à Coty l'ultime moyen : le message du président de la République au Parlement.

Le 29 mai au matin, dans son bureau de l'Élysée, il rédige le message qui commence par ces mots : « Dans le péril de la patrie et de la République, j'ai décidé de me tourner vers le plus illustre des Français, vers celui qui, aux heures les plus sombres de notre histoire, fut notre chef pour la reconquête de la liberté et qui,

ayant réalisé autour de lui l'unanimité nationale, refusa la dictature pour établir la république. »

C'est le coup de bistouri dans l'abcès. C'est aussi la première fois depuis 1946 qu'un président de la République intervient activement dans la vie politique de la nation. René Coty en quelques lignes vient de faire oublier « les chrysanthèmes » et sauver le pays d'un affrontement fratricide. Le processus est en marche. « Résurrection » définitivement abandonné. Dans quarante-huit heures De Gaulle sera investi et deviendra le dernier président du Conseil d'une IV^e République déjà enterrée.

À Alger, on crie de joie. Mais bientôt les dents grincent à la lecture de la liste des membres du gouvernement de De Gaulle. Un cabinet qui « porte à gauche ». Où l'on retrouve « ces pourris que l'on voulait balayer » : Mollet, Pflimlin et consorts. Les représentants des partis, des radicaux aux M.R.P. Il n'y a même pas Soustelle, qui a tant fait. Heureusement que Debré est là, mais ce n'est pas pareil.

La page du 13 Mai est tournée. Le général De Gaulle est président du Conseil et ministre de la Défense nationale. C'est le retour à la légalité. Enfin une autorité à laquelle se raccrocher, devant laquelle se mettre au garde-à-vous. L'armée, Salan en tête, est soulagée. Les colonels et les capitaines aussi.

Chez les civils, on prend moins bien les choses. Certains commencent à se demander : « Ne sommes-nous pas cocus ? »

« Qu'avez-vous à craindre, répondent les colonels, c'est nous qui l'avons amené au pouvoir, non ? Il nous doit des comptes et ce qui peut se faire aujourd'hui peut se défaire demain. »

Erreur de jugement qui va être lourde de conséquences.

Les événements du mois de mai avaient surpris le F.L.N. La révolution militaire et populaire du 13 mai, qui opposait Alger à Paris, consacrait la mésentente entre Français sur le problème algérien. Ce qui n'était pas pour déplaire aux dirigeants du Front. Mais la victoire d'Alger sur Paris allait rendre la lutte plus âpre que jamais. Il fallait s'y préparer et durcir ses positions. Dès le 15 mai, le docteur Lamine déclarait au nom du C.C.E. : « La prise du pouvoir par les militaires à Alger risque de provoquer une extension des combats à l'Afrique du Nord tout entière. Il n'y aura pas de cessez-le-feu avant que la France proclame sa reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie. »

Des ordres de « fermeté » furent transmis du Caire — où siégeaient la plupart des membres du C.C.E. — aux hommes de l'intérieur. Pendant la période du 13 Mai, les accrochages se multiplièrent. L'A.L.N. montra un dynamisme oublié depuis la bataille des frontières. Le bilan des pertes françaises s'en ressentit. Depuis longtemps il n'avait été aussi lourd. Dans la semaine du 13 Mai, trois cent neuf militaires tués ou blessés ! À la frontière tunisienne les combats reprirent avec une violence rarement atteinte jusque-là. Le 1^{er} R.E.P., fer de lance de la chasse aux fells venant de Tunisie, subit des pertes considérables. Le 29 mai, près de Guelma, le colonel Jean-pierre, figure de légende de la légion et l'un des plus prestigieux « léopards », tombait à la tête du 1^{er} R.E.P. Au cours de la même semaine, l'A.L.N. perdait près de six cents combattants. La fraternisation qui se déroulait sur les places publiques des grandes villes ne trouvait aucun écho dans l'Est, où la guerre continuait, plus atroce que jamais.

L'arrivée au pouvoir du général De Gaulle fut évoquée avec circonspection par les membres du C.C.E. Une fois encore ils étaient divisés. Pour les « politiques », De Gaulle c'était l'homme de Brazzaville, l'homme de l'ouverture, de l'espoir. Avec lui, c'était la fin de la prédominance d'Alger sur Paris. Contrairement à ses prédécesseurs, De Gaulle ne se laisserait pas imposer une politique contre son gré. Ce n'était pas l'avis des « militaires » du C.C.E. pour qui De Gaulle, général avant tout, allait multiplier les offensives militaires. En outre, porté au pouvoir par les Français d'Algérie, il « se devait » de pratiquer une politique de droite. Au moins dans un premier temps. Cette politique, appuyée par un pouvoir central qui n'aurait plus rien à voir avec l'anarchie des gouvernements-éclairés de la IV^e République, pouvait porter des coups terribles à la Révolution.

« De Gaulle est la seule autorité qui puisse imposer sa solution en Algérie, protestèrent les « politiques », et il discutera avec les Algériens, il l'a toujours dit.

— Peut-être, répliquèrent les « militaires », mais sa solution se fera-t-elle avec nous ou avec une troisième force ? »

Les manifestations de fraternisation, exploitées dans la presse du monde entier, pouvaient donner une réalité à cette troisième force après laquelle Soustelle, puis Lacoste avaient couru en vain. La fraternisation réelle, profonde, personne n'y croyait. Dans la capitale l'enthousiasme du 16 mai ne s'expliquait que par la

lassitude du peuple brisé par la férocité de la « bataille d'Alger », encadré par le D.P.U. et par le fait que le F.L.N. n'avait pu y conserver une organisation efficace. On ne pouvait nier que pendant quelques heures « il s'était passé quelque chose ». Mais le choix des « musulmans représentatifs » acceptés par les Européens au sein des C.S.P. était si « traditionnel » qu'il en devenait rassurant pour le Front. En revanche, De Gaulle ne réussirait-il pas, grâce à sa personnalité et à la confiance dont il jouissait dans le peuple algérien, à dégager une troisième force qui ne serait pas composée de « béni oui-oui » et à l'imposer aux Européens d'Algérie ? Là était le danger ! Pour les militaires — en particulier les 3 B — la défiance « la plus attentive » devait rester la règle d'or du F.L.N. à l'égard du nouveau président du Conseil.

En Algérie, la politique de fraternisation avait surpris et inquiété les maquis. L'Algérois, contrôlé par la wilaya 4, fournit dans les jours qui suivirent le 16 mai la plus grande partie des « manifestants » musulmans du Forum. Les camions militaires arrivaient dans des petites villes du sahel ou de la Mitidja, embarquaient leur lot de « frères musulmans » munis de pancartes, de banderoles fournies par l'armée, affirmant leur volonté d'être français, et les emmenaient pour la quotidienne parade de *fraternisation* sur le Forum. Le commandant Azzedine, devenu patron militaire de la wilaya 4 depuis que Si M'hamed en était le chef politico-militaire, s'inquiéta du changement d'attitude qu'il constatait chez les soldats français. Jusque-là c'était la guerre, la pacification, les contrôles de mechtas, les interrogatoires en masse de suspects, et c'était clair et c'était facile pour la population. L'ennemi, c'était le Français. Et soudain, tout changeait. Les officiers d'action psychologique parlaient de révolution, de place à prendre dans une nouvelle Algérie. Les premiers villageois craintifs et terrorisés emmenés de force sur le Forum d'Alger avaient été fêtés, embrassés, couverts de cadeaux et revenaient éblouis. C'était peut-être la fin de la guerre, le début d'une nouvelle ère de paix et de prospérité.

Azzedine, qui avait considéré — tout comme les chefs du Front au Caire — la *fraternisation* comme une « histoire française menée par des Français », comprit le péril. Beaucoup de paysans « marchaient ». Ils en avaient marre, ils étaient las de cette guerre sans fin, de ce perpétuel affrontement entre l'A.L.N. et l'armée française où sans cesse ils se retrouvaient entre l'arbre et l'écorce.

Ils voulaient la paix. Et peut-être bien que cet espoir allait se réaliser. Pour Azzedine, pour Si M'hamed ainsi que pour les autres chefs de wilaya, il fallait jouer en finesse. Interdire à la population de participer à ces manifestations aurait été vain. Beaucoup voulaient jouer le jeu et ils avaient l'excuse d'être « emmenés de force » par l'armée. Le mot d'ordre fut donc : « Allez à Alger, regardez, revenez et racontez. »

Et la population ne revint pas les mains vides : fleurs, bonbons, ravitaillement, médicaments étaient distribués à Alger « à ces braves musulmans qui venaient témoigner spontanément leur attachement à la France ». Tout passa aux maquis. C'était l'excuse, la preuve de fidélité. » On y a été parce qu'on ne pouvait pas faire autrement, mais on vous rapporte ça. » Les *djounoud* de la wilaya 4 reçurent même du parfum, de l'eau de Cologne et du linge de corps !

Les fellahs avaient montré leur « bonne volonté » à chacun des deux partis. Une fois de plus, ils attendaient la suite.

Depuis la mort d'Abane l'atmosphère au sein du C.C.E. était devenue épouvantable. La prédominance des 3 B — Belkacem Krim, Ben Tobbal, Boussof — n'en réglait pas pour autant les problèmes posés par la poursuite de la révolution qui traversait une période de stagnation constatée à tous les échelons. Les événements du 13 Mai en Algérie rendaient plus urgentes encore des décisions que personne ne parvenait à prendre, encore moins à faire accepter. Depuis l'extension du barrage électrifié tunisien et depuis la bataille des frontières, les maquis de l'intérieur s'asphyxiaient lentement. À cor et à cri leurs chefs réclamaient armes et munitions qui ne parvenaient plus. L'intérieur avait de plus en plus le sentiment d'être abandonné, trahi même par ceux qui — de l'extérieur — entendaient diriger la révolution. À l'heure où l'insurrection devait trouver un second souffle, la direction marquait le pas. Car c'était évident : la guerre durerait longtemps. La victoire d'Alger sur Paris lors du 13 Mai avait fait perdre leurs espoirs à ceux des dirigeants du F.L.N. qui croyaient encore à une solution pacifique du problème algérien. Il était temps de sortir le C.C.E. de sa léthargie, l'heure était venue de montrer à ses membres l'inanité de leurs querelles stériles que l'assassinat d'Abane Ramdane n'avait pas réglées pour autant.

C'est l'un des plus « durs » parmi les dirigeants du Front, le colonel Ouamrane, qui décida de lancer le pavé dans la mare.

Au sein du C.C.E., Ouamrane avait une position très particulière entre les « politiques » et les « militaires ». Il ne faisait partie d'aucun clan. Son passé de maquisard — adjoint de Krim en Kabylie, puis chef de la wilaya 4 — le plaçait d'autorité chez les « militaires », mais les 3 B, se souvenant de l'accusation portée par Abane⁽⁴⁾, le tenaient à l'écart. En outre, Ouamrane avait un franc-parler qui rfiétait souvent ses compagnons en difficulté. On l'avait donc écarté des postes de direction politique pour lui confier le département de la logistique. La recherche des armes et les problèmes posés par leur acheminement l'éloignaient très souvent du Caire — ce qui, aux yeux des 3 B, était un immense avantage — mais le mettaient en contact avec la dure réalité des maquis, ce qui le décida à réagir contre la politique statique dans laquelle, à son avis, s'enlisait le C.C.E.

Fin juin il rédigea un rapport en forme de réquisitoire qu'il envoya à chacun des membres du C.C.E. Sans s'embarrasser de diplomatie, n'hésitant pas à critiquer violemment l'activité — ou plutôt l'inactivité — des membres du comité, il allait donner un coup de fouet à la révolution... et signer son élimination prochaine de la direction du Front !

Ce rapport intérieur et confidentiel — publié ici pour la première fois — nous permet de faire le point sur la situation réelle de la rébellion algérienne au milieu de l'année 1958. Le premier paragraphe donnait le ton :

« L'heure est grave, écrivait Ouamrane. La révolution algérienne qui a en peu de temps embrasé tout le pays et bouleversé le dispositif politico-militaire colonialiste, suscitant ainsi l'admiration du monde entier, cette révolution marque le pas et il faut même reconnaître qu'elle régresse. »

L'aspect militaire de la situation intérieure était jugé « préoccupant ». L'armée française, sous l'impulsion de chefs comme Bigeard, avait adapté sa tactique à la guerre révolutionnaire et causé de lourdes pertes. Six mille combattants tués en deux mois dans la seule région de Duvivier ! Le bouclage des frontières se révélait efficace et provoquait l'asphyxie des maquis de l'intérieur. Les cadres compétents n'étaient pas renouvelés. La population, « soutien indispensable de la révolution », montrait des signes de lassitude et réduisait son apport.

Compte tenu de la situation militaire, l'aspect politique

devenait dramatique. Ouamrane regrettait que l'unité rétablie à la base soit menacée au sommet. « Le C.C.E., tirailé par des contradictions de personnes et de conceptions, écrivait-il, est réduit à l'immobilisme. » Jusque-là seul le congrès de la Soummam, qui avait fait sortir la rébellion du stade du « fellaghisme », lui avait donné un embryon de doctrine et une organisation nationale. Depuis, rien ! Ni progrès ni initiatives.

La critique se faisait féroce : « L'esprit révolutionnaire a disparu chez tous, dirigeants, cadres et militants, pour laisser place à l'embourgeoisement, à la bureaucratie et à l'arrivisme. La fraternité algérienne a cédé la place à la course aux honneurs, aux rivalités, à l'esprit de clan et de région. Le dégoût et le découragement se sont emparés des meilleurs. »

La situation extérieure n'était pas envisagée avec plus d'optimisme : l'intérêt international pour la révolution algérienne se refroidissait. Le monde, tout comme l'Algérie, s'habituaient à la guerre. L'aide des pays amis était appréciée « à sa juste valeur » : en dehors des manifestations « rituelles » afro-asiatiques aucune intervention efficace ne se produisait pour venir en aide à Algérie. La victoire à l'O.N.U. — inscription du problème algérien à l'ordre du jour — n'avait été suivie que par des « résolutions platoniques ».

Quant aux « pays frères » ils n'étaient pas mieux servis. Les pays arabes n'arrivant pas à se débarrasser de leurs contradictions ne parvenaient pas plus à s'unir autour de la cause algérienne. Malgré une aide morale et matérielle, leur action diplomatique ne dépassait pas les motions « nègre-blanc » de l'O.N.U. Selon Ouamrane, le Maroc et la Tunisie considéraient l'Algérie comme un pays « mineur ou incapable » et s'en servaient comme épouvantail et moyen de chantage à l'égard de la France !

« Notre lutte a abouti à l'indépendance de deux pays frères, écrivait-il, notre *carence politique* la consolide à notre détriment car, pour l'heure, les gouvernements de la Tunisie et du Maroc s'ingénient à nous faire patienter. »

La critique de la politique du F.L.N. à l'égard du bloc occidental n'était pas moins vive : « Avec ce bloc, nous en sommes encore aux appels aux grands principes de liberté et de démocratie, principes auxquels nous sommes sans doute les derniers à croire. Sortis des principes, nous passons à la menace

gratuite et sans suite. »

Le colonel en colère reprochait vivement au C.C.E. d'avoir négligé le bloc soviétique et de n'avoir pas pratiqué plus tôt une politique de balance « qui a parfaitement réussi à divers pays ».

La politique avec la France était aussi sévèrement jugée : « À une politique effectivement révolutionnaire nous avons préféré le verbiage pseudo-révolutionnaire, l'extrémisme et l'intransigeance de positions figées. Nous nous sommes fourvoyés dans l'impasse du préalable en exigeant pour ainsi dire la capitulation de la France. »

Ouamrane préconisait certaines initiatives destinées à sortir la révolution du marécage politique où elle s'enlisait lentement :

- Proclamation rapide d'un gouvernement provisoire sans attendre la consolidation du régime De Gaulle. Ce gouvernement permettra au F.L.N. de se présenter à l'O.N.U. avec « du nouveau » ;

- Proclamation de l'indépendance « que nous demandons à tous sauf à nous-mêmes » ;

- Changement de style diplomatique. « Assez de pleurnicheries. Jouer la politique de balance entre l'Est et l'Ouest » ;

- Préparation d'un deuxième front (politique d'attentats) en France en cas de guerre intensifiée par De Gaulle. Recherche de moyens puissants pour frapper brutalement les points sensibles de l'économie française.

« La situation est grave mais non désespérée, concluait Ouamrane, elle rappelle dans une certaine mesure celle de 1954 où des dirigeants des mouvements nationalistes se disputaient les honneurs et rejetaient les responsabilités... Il est temps, juste temps de nous ressaisir. Aujourd'hui, le destin de l'Algérie est entre nos mains. Nous en serons les *libérateurs* ou les *assassins*. »

En écrivant ce rapport, Ouamrane ne pensait pas faire œuvre originale. Beaucoup des problèmes qu'il soulevait préoccupaient depuis longtemps certains des membres du C.C.E., mais il souhaitait les porter à l'ordre du jour, les faire discuter plutôt que de les laisser à l'état de vœux pieux que nombre des « politiques » du C.C.E., écrasés par la puissance et la personnalité des 3 B, n'osaient même pas émettre.

Ce rapport atteignit son but. La direction du Front appliqua dans les semaines qui suivirent les principales « résolutions » préconisées par Ouamrane : le terrorisme fit son apparition en métropole, des délégations « prospectèrent » les pays de l'Est et même la Chine, le Front abandonna le préalable de l'indépendance, la nouvelle fut annoncée par le président du gouvernement provisoire de la République algérienne enfin constitué. Ouamrane n'en faisait pas partie !

Ce 4 juin 1958, une marée tricolore avait submergé Alger. Débauche de bleu, de blanc, de rouge. Des immenses étendards qui drapaient les façades officielles aux simples drapeaux ornant chaque fenêtre de chaque appartement, la Ville blanche semblait avoir perdu toute mesure. Elle avait déversé sur ses trottoirs devenus trop étroits la foule passionnée des grands jours. Là aussi le tricolore dominait, vagues de petits drapeaux agités frénétiquement, bruissement éclatant sous le soleil de printemps. La bourgeoise rue Michelet se donnait même des airs de Broadway en liesse.

« Le voilà... Le voilà... »

Millions de confetti, annuaires déchirés menu, drapeaux de papier, tracts tricolores ; neige joyeuse qui dégringolait en virevoltant des immeubles cossus sur le cortège officiel. Précédé de douze motards, debout dans la Hotchkiss décapotable, le général De Gaulle, en uniforme kaki sans autre décoration que l'insigne des Français libres, saluait inlassablement.

« De Gaulle De Gaulle..., scandait le peuple. Algérie française... Vive De Gaulle... »

Alger hystérique, folle de bonheur, ivre de joie, découvrant le visage de l'homme qu'elle venait de porter au pouvoir, lui criait sa confiance, son amour sans pudeur ni retenue. À la méditerranéenne. On l'aimait, il était là, il fallait qu'il le sache. Ce nom qui n'avait jamais soulevé l'enthousiasme d'Alger aux heures les plus glorieuses de la guerre et de la Libération, devenait par la grâce de la révolution du 13 Mai le symbole d'unité retrouvée, d'Algérie à jamais française, d'avenir désormais dégagé de nuées menaçantes. De Maison-Blanche à Alger, au coude à coude, les soldats du contingent, contenaient à grand-peine les centaines de milliers d'Algérois venus crier leur enthousiasme, leur reconnaissance à celui que déjà on appelait l'Homme du 13 Mai, oubliant celui du 18 Juin.

C'est devant le monument aux morts, sur ce plateau des Glières d'où tout était parti trois semaines auparavant, qu'Alger put s'apercevoir combien le visage de l'homme en kaki, saluant immobile le drapeau incliné devant lui, était différent de celui reproduit sur les pancartes, les façades, les vitrines. Des photos de juin 40 avaient servi aux artistes amateurs et dix-huit ans avaient passé. Sous le képi les tempes avaient blanchi, le visage s'était empâté, le menton affaissé, mais au fond des cratères bistres, sous les paupières lourdes et fripées, le regard était aussi vif, aussi résolu. La tourmente avait fait sortir l'homme de sa retraite, il se présentait au rendez-vous de l'Histoire, ferme et décidé. À peine était-il apparu qu'à ses côtés Salan, les épaules étoilées, les dix rangs de « bananes » plaqués sur la poitrine, Massu, le béret amarante farouchement incliné sur l'œil, la taille bien prise dans la tenue léopard, Delbecq en « jeune cadre » et Lagailarde provincial dans son costume sombre, bref, les héros du 13 Mai semblaient écrasés, rejetés dans l'ombre par sa présence. Après la minute de silence, après une *Marseillaise* vibrante d'hommages contenus ce fut le face-à-face, le tête-à-tête De Gaulle-Alger. Tournant le dos aux chevaux de pierre du monument, écartant d'un geste brusque les galons, les étoiles, les vestons sombres et officiels qui s'empressaient autour de lui, De Gaulle se tourna vers cette foule immense, bariolée, frémissante, qui s'étendait jusqu'au Front-de-Mer et, levant les deux bras vers le ciel, les poings fermés, il la salua. L'ovation éclata comme un long cri d'amour, répercutée, amplifiée par les façades ocre du plateau des Glières, balayant comme un raz de marée les préjugés, les préventions, la défiance des mouvements activistes à l'égard du général. Le peuple d'Alger s'offrait à celui qui le libérait enfin de ses cauchemars.

L'enthousiasme populaire, la ferveur souriante qui se lisait sur ces visages tendus vers celui qui supportait leurs espoirs contrastaient singulièrement avec les physionomies glacées de la plupart des hommes qui entouraient le général. Déjà ceux qui avaient été les artisans du 13 Mai se sentaient floués. Non seulement De Gaulle avait accueilli au sein de son gouvernement qui devait être de « salut public » des représentants du « système » détesté, mais — comble de provocation — il s'était fait accompagner par deux d'entre eux : Max Lejeune et Louis Jacquinet. Pourquoi pas Guy Mollet ?

Les hommes du 13 Mai qui suivaient De Gaulle pas à pas ne

pouvaient manquer de remarquer le visage fermé de Jacques Soustelle, dissimulé derrière des lunettes noires, et la froideur du président à son égard. Les « Vive Soustelle » au moins aussi nombreux que les « Vive De Gaulle » semblaient l'embarrasser d'autant plus qu'ils provoquaient l'agacement manifeste du général. Au moment du départ vers le palais d'Été, ils redoublèrent. Sans se gêner le moins du monde, De Gaulle, se penchant vers Max Lejeune, lâcha : « Ils commencent à me faire chier... » Le ciel d'Alger était bleu mais le baromètre politique à la tempête !

Le colonel qui surprit cette réplique de corps de garde pensa alors que ceux de ses camarades qui croyaient pouvoir « défaire De Gaulle comme ils l'avaient fait » se trompaient lourdement.

Dès le début de l'après-midi le général De Gaulle, avant de s'adresser à la population, montra à ceux qui en doutaient encore qu'il était le patron et n'entendait en rien partager ses pouvoirs ni permettre à quiconque de le « conseiller » sur la politique qu'il s'était fixée. Il choisit d'en faire la démonstration devant le Comité de salut public qu'il reçut à 15 heures au palais d'Été après avoir déjeuné avec certains de ses membres les plus influents. Des bruits alarmistes venaient de Paris où — de source bien informée — on pensait que le général voulait dissoudre les comités à brève échéance. L'information avait provoqué un beau chahut au sein du C.S.P. l'Alger.

On tenait De Gaulle, il fallait lui demander des comptes. C'est à Massu, président du comité, qu'échut ce douloureux honneur !

De Gaulle attentif, le nez chaussé de ses grosses lunettes, les pouces accrochés aux poches poitrine de son uniforme, regardait avec intérêt ce général, compagnon de la Libération, fidèle de toujours, se faire l'interprète d'un Comité qui entendait poursuivre, le calme revenu, le rôle essentiel joué pendant les heures chaudes des trois dernières semaines. La diplomatie n'étant pas le fort de Massu, c'est avec une franchise brutale qu'il expliqua au général ce que représentait le C.S.P. :

« Mon général, vous avez devant vous une équipe de patriotes comprenant des civils de toutes les catégories, des militaires de toutes les armes, des chrétiens et des musulmans. » Puis il expliqua — pensant à l'étiquette de général factieux qu'il avait partagée avec Salan — pourquoi il avait jugé de son devoir de « cautionner pour l'endiguer l'émeute grandissante du 13 mai, en

prenant la tête du Comité de salut public ». Cela c'était le plus facile, « l'explication de faits bien connus »... Restait maintenant la partie « conseils ». Massu se lança :

« Le Comité souhaite, mon général, que vous vous prononciez sur l'intégration de tous les habitants de l'Algérie et du Sahara à la nation française dans l'égalité pour chacun des droits et des devoirs. Il émet le vœu que soient éliminés les hommes du "système" et que les comités de salut public servent de support d'action dans la révolution à entreprendre. »

De Gaulle hochait la tête, pensif. À ses côtés, Soustelle, massif et impénétrable, semblait enfoncer davantage sa tête dans les épaules.

« Je ne vous blâme pas, dit le général, vous autres, membres du Comité, avez été le torrent, et vous, Massu, la digue. Je vous approuve, Massu, d'avoir su discerner le vœu du peuple et de l'armée. » Puis se tournant vers Soustelle :

« Quant à vous, Soustelle, vous fûtes l'âme politique au sens noble du mot. »

Après cette avalanche de compliments, il assena :

« L'Algérie, c'est moi... »

Puis se reprenant :

« Le ministre de l'Algérie, c'est moi, et j'ai délégué mes pouvoirs au général Salan. »

Donc le commandant en chef conserverait sous De Gaulle les pouvoirs civils et militaires confiés par Pflimlin !

Le Gaulle terminait : « Quant à mon ami Soustelle, ce sera pour la suite. »

Le Comité applaudit frénétiquement. Soustelle, sans aucun doute, serait ministre, la liste n'était pas close. Bien des espoirs restaient permis.

« Eh bien, messieurs, je vous salue. »

Et le général quitta le salon.

« Et l'intégration ? Et l'avenir du Comité ? glissa l'un des membres à son voisin. Il n'en a rien dit.

— Il « se » réserve les révélations pour le « Foron ». C'est un

malin ! Je te l'ai toujours dit ! »

« Je vous ai compris... »

La foule explosa. Il était 19 heures. Depuis trois heures, cent mille personnes, peut-être cent cinquante mille, allez savoir, avaient envahi le Forum, les escaliers géants, les jardins. Chaque fenêtre des immeubles ocre qui faisaient face au G.G. était prise d'assaut par les voisins, les amis des locataires privilégiés. Six rangs de parachutistes, dix rangs de soldats et gardes mobiles séparaient la foule compacte du G.G. Au balcon historique du premier étage tendu d'un immense drapeau tricolore, De Gaulle venait d'apparaître. Pour la première fois il s'adressait au peuple d'Alger qui « l'avait appelé au pouvoir ». Des centaines de haut-parleurs répercutaient cette voix aux accents rauques et profonds jusque dans les rues avoisinantes où coulait une lave humaine en fusion. Au balcon, entourant De Gaulle, Soustelle et les hommes du 13 Mai étaient extraordinairement attentifs. L'heure de vérité avait sonné.

« Je vous ai compris, s'écria De Gaulle. Je sais ce qui s'est passé ici. Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie c'est celle de la rénovation et de la fraternité. »

Les échos du discours, les ovations de la foule parvenaient, assourdis, aux oreilles des deux ministres Max Lejeune et Louis Jacquinet, écumants de rage, enfermés dans un bureau proche par le capitaine Graziani !

« Vous au balcon, auprès de lui, leur avait-il dit, pas question ! » Et il avait fermé la porte à clef ! Il n'était pas possible que « l'ivraie du système » parût au balcon du « renouveau »...

« Je dis rénovation à tous égards, poursuivait le général. Mais très justement vous avez voulu que celle-ci commence par le commencement, c'est-à-dire par nos institutions, et c'est pourquoi me voilà. Et je dis la fraternité parce que vous offrez ce spectacle magnifique d'hommes qui, d'un bout à l'autre, quelle que soit leur communauté, communient dans la même ardeur et se tiennent par la main. Eh bien ! de tout cela je prends acte au nom de la France et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que dans toute l'Algérie il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

Sur le balcon les visages « officiels » se détendaient. « Il » ne parlait pas d'intégration, mais d'égalité de droits et de devoirs... c'était pareil.

Alger applaudit à grands cris cette égalité des deux communautés, ce collègue unique si souvent et si âprement refusé. De Gaulle passa alors au « concret ».

« Français à part entière, *dans un seul et même collège*, nous allons le montrer pas plus tard que dans trois mois, dans l'occasion solennelle où tous les Français, y compris les dix millions de Français d'Algérie, auront à décider de leur propre destin. »

Commentant cette consultation prochaine, le général De Gaulle fit allusion aux rebelles qui depuis près de quatre ans avaient déclenché la révolution.

« Puissent-ils même y participer, ceux qui par désespoir ont cru devoir mener sur ce sol un combat dont je reconnais, moi, qu'il est courageux — car le courage ne manque pas sur la terre d'Algérie —, qu'il est courageux, mais qu'il n'en est pas moins cruel et fratricide.

« Moi, De Gaulle, à ceux-là j'ouvre les portes de la réconciliation.

« Jamais plus qu'ici et jamais plus que ce soir, je n'ai compris combien c'est beau, combien c'est grand, combien c'est généreux... »

Un temps.

« ... la France !

« Vive la République ! Vive la France ! »

Une nouvelle fois, salué par les hurlements d'une foule enthousiaste, le général dressa ses deux bras en V. La foule lui répondit, agitant au-dessus des têtes une forêt de doigts faisant eux aussi le signe de la victoire.

Puis De Gaulle rentra dans le bureau du premier étage où, des yeux, il chercha Max Lejeune et Jacquinet dans la foule qui s'y pressait. Apprenant la mésaventure de ses ministres, De Gaulle pâlit. Ses lèvres se serrèrent.

« Massu !

— Oui, mon général ?

— Qu'est-ce que c'est que ce bordel ? On arrête mes ministres ! »

Et Massu, penaud, reçut une volée de bois vert. Il fit immédiatement « relâcher » les ministres. Les colonels assistant à la scène comprirent dès cet instant qu'il risquait d'y avoir « quelque chose de changé » dans les rapports entre Paris et Alger. De Gaulle ne semblait pas apprécier que l'on prenne des décisions à sa place !

Si le peuple d'Alger avait exprimé son enthousiasme au discours du général, il n'en était pas de même au sein du C.S.P., où une sourde crainte commençait à se manifester. Le discours du Forum était pour le moins elliptique et on s'attachait plus à relever ce qui ne s'y trouvait pas que ce qui pouvait paraître positif. De Gaulle n'avait pas prononcé le mot d'intégration, ni ceux d'Algérie française. Il annonçait des élections, mais à quel sujet. Référendum ? Elections législatives ? Le collège unique c'était l'intégration, mais celle que les plus activistes des membres du C.S.P. redoutaient par-dessus tout : celle des Algériens aux Européens. L'intégration de l'Algérie à la France, De Gaulle n'en avait dit mot.

La suite du voyage — triomphal de bout en bout — devait apporter quelques précisions. Les Français, y compris les musulmans, devaient se prononcer en septembre sur la nouvelle Constitution proposée par De Gaulle au pays. Ensuite auraient lieu des élections législatives. Quant au reste... c'était le « bleu » le plus complet. Les optimistes soulignaient que De Gaulle avait enfin crié Algérie française à la fin de son discours à Mostaganem. La fraction des « non gaullistes » préférait ne pas « prendre des vessies pour des lanternes » et ne pas s'abuser sur la portée d'une exclamation provoquée par l'enthousiasme de la population en majorité musulmane.

L'attitude du général De Gaulle semblait si inquiétante à certains que Léon Delbecque, « inventeur » de De Gaulle à Alger, décida de « marquer un coup d'arrêt ». Le lendemain du « je vous ai compris », la population d'Alger, stupéfaite, entendait le vice-président du C.S.P. annoncer à la radio :

« Depuis hier l'arbitre national est parmi nous... Union nationale derrière le général De Gaulle dans un gouvernement de

salut public, bien. Mais pas à n'importe quel prix ! Or nous avons l'impression que certains veulent nous rejeter... Princes du « système » ne comptez pas étouffer la révolution car nous n'avons pas franchi le Rubicon pour y pêcher à la ligne. Nous irons jusqu'au bout de ce que nous avons entrepris le 13 mai... »

De Gaulle, furieux, convoqua Delbecque. L'engueulade privée ne suffit pas au général qui donna publiquement la réponse à la question posée la veille par Massu sur le rôle des comités de salut public. À la préfecture d'Oran, le 6 juin, le président du Conseil sonna devant leurs représentants le glas des espoirs des C.S.P.

« Il ne leur appartient pas de se substituer aux autorités ni d'empiéter sur leurs attributions... Pas un seul d'entre vous ne voit à quel point l'autorité doit être incontestée ici... Vous n'allez pas continuer à faire la révolution. Ce que vous avez à faire c'est acquérir les esprits à l'unité nationale, à la réforme française, à l'appui au général De Gaulle, *sans d'ailleurs lui forcer la main...* »

Clair, net, précis... cette fois les « révolutionnaires du 13 Mai » voyaient se dessiner leur avenir : rentrer dans le rang. De Gaulle comptait sur l'armée pour gouverner l'Algérie puisqu'il n'était pas possible, trois semaines après l'explosion du 13 mai, de rétablir une administration civile régulière. Salan reçut officiellement la charge et les attributions de délégué général du gouvernement ainsi que le titre de commandant en chef des forces en Algérie. Dans le courant du mois de juin les fonctions administratives furent confiées à l'armée. Allard devenait superpréfet d'Alger dont Massu était préfet. La police restait aux mains de Godard. Le 28 juin une série de décrets déterminait « les conditions dans lesquelles l'autorité militaire devait exercer à *titre provisoire*, les pouvoirs normalement départis à l'autorité civile ».

Désormais, l'armée possédait officiellement des pouvoirs qu'elle détenait en fait depuis janvier 1957. Mais cette fois il y avait à Paris un patron qui venait en trois jours et une dizaine de discours, allocutions et conversations « à bâtons rompus », de montrer qu'il ne « se laisserait pas marcher sur les pieds... »

Les C.S.P. désamorçés, l'armée à la botte... De Gaulle était le maître.

Un homme ne se faisait guère d'illusions sur l'intégration telle qu'on la criait sur les places publiques ou qu'on la réclamait dans

les programmes activistes civils ou militaires « vivement conseillés » au général De Gaulle. Cet homme s'appelait Mahdi Belhaddad et il était le *seul* sous-préfet musulman de l'administration française.

C'est Maurice Papon, préfet de Constantine sous Lacoste, qui, ayant remarqué ce fonctionnaire, l'avait imposé à son cabinet au grand dam des militaires.

Pourtant, Mahdi Belhaddad avait un passé éloquent : quarante ans, mutilé de guerre, amputé d'un bras « au service de la patrie », officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, caïd des services civils. Jusque-là ça allait. Sa nomination comme sous-préfet hors cadre en mars 1957 et surtout le rôle qu'il était appelé à jouer comme chargé de mission au cabinet de Maurice Papon avaient déchaîné les jalousies. Les militaires battaient froid à ce fonctionnaire qui avait alerté son patron sur le scandale de la cité Ameziane, camp ultra-secret, où le commandant R..., officier de la plus basse espèce, qui sera traduit devant les tribunaux après les Barricades, torturait les prisonniers et les « suspects » raflés dans la région. Belhaddad, Kabyle bien que né dans l'arrondissement de Batna dans l'Aurès, était outré de voir combien les pouvoirs dévolus aux civils étaient faibles par rapport à ceux des militaires. La situation était telle, depuis que Lacoste avait remis à Alger les pouvoirs de police aux militaires, que des hommes comme Papon ou Belhaddad n'osaient se rendre au centre de torture de la cité Ameziane. S'ils y allaient et que, le lendemain les tortures continuaient — ce qui était certain —, ils les « couvraient » de leur présence ! Au cabinet de Maurice Papon, Belhaddad était chargé de maintenir le contact avec la population musulmane et aussi avec ceux qui eux-mêmes étaient en relation avec le Front. Le préfet attachait beaucoup d'importance à cette mission en une période où la population de l'Est algérien, déracinée par la politique des regroupements, était ballottée. Belhaddad expliquait que naturellement la population était contre ces regroupements mais Papon, devant jeter du lest aux militaires, était parvenu à « couper la poire en deux » et à regrouper les habitants non loin de leurs champs.

Imposé par Papon, Belhaddad assistait à toutes les réunions secrètes civilo-militaires. Le préfet ne manquait jamais de lui demander son avis avant de conclure. Les militaires, eux, limitaient leur contact avec le sous-préfet musulman à « bonjour

— bonsoir, monsieur le sous-préfet », tout en ne manquant pas d'exploiter ce que Belhaddad appelait une malhonnêteté : « Vous voyez bien que nous avons les musulmans avec nous... vous voyez bien que nous sommes libéraux... la preuve : M. Belhaddad est né à Chiz, il est musulman. Et sous-préfet ! » Il était devenu l'introuvable.

Puis Papon, quittant Constantine, fut remplacé par le préfet Chapel. Celui-ci, au 13 mai, ne voulant pas se dessaisir des pouvoirs que la République lui avait confiés, fut « expulsé » dans le même avion que Paul Teitgen. Belhaddad, sous-préfet, ayant adopté la même attitude, subit le même sort sur l'ordre du général Gilles qui — le 13 Mai ayant enfin « réussi » — détenait les pouvoirs civils et militaires.

Et puis ce fut le « grand élan » de la *fraternisation* et Gilles « rattrapa » de justesse Belhaddad à l'aérodrome de Télergma. Il fallait un Algérien de service ! Et un sous-préfet rehausserait le décor ! À Constantine, où quarante mille Européens se trouvaient face à deux cent dix mille musulmans, la fraternisation ne dépassa pas le stade de la petite manifestation « du bout des lèvres ». Le rôle de Belhaddad n'en devenait que plus important aux yeux des militaires.

Belhaddad, sous-préfet, citoyen français, profondément attaché à la France, ne croyait pas à la fraternisation subite que l'Algérie « militaire » voulait faire avaler au monde. Et pourtant, cette fraternisation, il la désirait de toute son âme. Mais l'approche des problèmes n'était pas la même. Lui souhaitait une solution humaine et politique en fonction des aspirations. Les militaires à qui il s'ouvrait du problème répondaient : « Retour au calme d'abord. On discutera après. »

Ne voulant pas cautionner par sa présence ce qui à ses yeux constituait une escroquerie, Belhaddad fut une nouvelle fois jugé indésirable à Constantine. Gilles l'envoya « en mission » auprès du général Gandoet à Sétif !

Des « Arabes représentatifs », c'est bien, mais s'ils se mettent à discuter, où va-t-on ?

Et ce fut la tournée de De Gaulle. Après Alger, le 4 juin, le général visita, le 5, Constantine et Bône. Gilles fit revenir Belhaddad « pour l'exhiber au général », comme me le raconta le préfet des années plus tard.

« Mon général, voici M. Belhaddad, sous-préfet hors cadre. »

Et il ajouta en aparté : « Sous-préfet musulman...

— Content de vous voir, monsieur le sous-préfet ».

On se serra la main et au suivant. On l'avait montré et l'on pouvait le remettre dans sa boîte. Ce que Gilles et les militaires de l'Est algérien ignoraient c'est que le colonel de Boissieu, gendre du général De Gaulle, qui commandait à Châteaudun-du-Rhumel, avait été alerté par Papon, devenu préfet de police à Paris, sur la situation du sous-préfet Belhaddad. Et Boissieu avait glissé au sous-préfet :

« Ne vous inquiétez plus, le général est au courant. Il va s'occuper de vous. »

La nomination de Mahdi Belhaddad, fonctionnaire musulman, à la tête de la sous-préfecture d'Aïn-Beïda éclata comme une bombe et provoqua une levée de boucliers significative de la façon dont on entendait mener l'intégration en Algérie.

Le 5 août, le lieutenant-colonel de Parcevaux, chargé des pouvoirs civils et militaires à Aïn-Beïda, ouvrit le feu. Dans une lettre adressée au général Gilles, il reprit les arguments fournis par un bachagha, Benbouzid, selon lesquels la nomination de Belhaddad provoquait de « fâcheuses » réactions parmi la population musulmane locale — « des Chaouïas orgueilleux et particularistes » — qui voyait d'un œil défavorable l'arrivée d'un Kabyle qu'elle sous-estimait ! Le lieutenant-colonel de Parcevaux convenait tout de même que « certains notables se féliciteraient de l'arrivée de ce sous-préfet musulman dont ils espéraient protection ». Mais, bien sûr, ces notables étaient d'un « loyalisme indécis ». Le rapport ajoutait : « L'ascension rapide de M. Belhaddad aux fonctions de sous-préfet a, bien entendu, donné lieu à des commentaires empreints de jalousie. » Parcevaux concluait : « Pour mener la campagne du référendum dans de bonnes conditions, au sein d'une population toujours sensible, il importe que tout facteur de désunion soit écarté. C'est pourquoi, j'ai l'honneur de vous demander qu'un sous-préfet *européen*, soit affecté dans cet arrondissement délicat à administrer. » Avis partagé par le colonel Achte, adjoint au général commandant la zone Nord constantinois !

C'est ainsi que, revenant d'une cure au Mont-Dore, Belhaddad fut intercepté à Alger par un collègue, directeur de la D.S.T.,

sous-préfet auprès de Salan, qui, crispé, lui dit :

« Je suis gêné, mais j'ai une mission désagréable à remplir.

— De quoi s'agit-il ?

— Les militaires sont hostiles à votre installation. La prudence serait que vous abandonniez ! »

Belhaddad, qui n'était pas de nature à céder si facilement, surtout à l'heure de la fraternisation et des « citoyens à part entière », se présenta à Constantine au nouveau patron : le général Olié.

Belhaddad lui expliqua franchement la situation :

« Ces histoires de Kabyles et de Chaouïas sont un prétexte. On ne veut pas de moi à Aïn-Beïda parce que, depuis que je suis en poste à Constantine auprès de M. Papon, les militaires savent que j'ai un certain crédit auprès des maquis. Je suis un fonctionnaire fidèle mais pas un "beni-oui-oui". »

Avec le général Olié, qui « frayait » aussi peu que possible avec les « militaires du 13 Mai » l'affaire prit une nouvelle dimension. Deux inspecteurs généraux de l'administration dont un pied-noir furent envoyés en mission et posèrent la question essentielle : « Pourquoi le *seul* musulman sur les trente-sept sous-préfets est-il refusé par les militaires ? »

Aucun des responsables du secteur ne donnant de réponse satisfaisante, il se produisit pour la première fois ce fait impensable : Paris imposa son autorité aux militaires. Et les deux inspecteurs de l'administration prononcèrent devant le colonel d'Aïn-Beïda ces mots — oubliés en Algérie depuis des mois : « Nous avons pour mission de vous mettre en demeure — *de par l'autorité du président du Conseil* — d'installer M. Belhaddad à son poste de sous-préfet. »

L'installation se fit sans aucun appareil. Avec l'aide du général Olié, Belhaddad avait gagné, c'était l'essentiel. Mais la vindicte des milieux les plus activistes le poursuivra longtemps. Un rapport établi sur les premières semaines de ses fonctions officielles à Aïn-Beïda donne le ton :

« Dès sa prise de fonctions dans la localité il s'est montré très distant avec les Européens de la région... Les relations qu'il entretient avec les notabilités françaises se situent exclusivement

sur le plan administratif... Dès son arrivée il a opéré des remaniements au sein de ses services. C'est ainsi qu'au temps de son prédécesseur le service du chiffre avait été confié à un Européen. Il a nommé à sa place un musulman ! De nombreux jeunes musulmans ont d'autre part été embauchés bien que les familles de certains d'entre eux soient *plus ou moins* suspectes sur le plan national (!). Son nouveau chauffeur, Bouissi Brahim, très suspect, est connu des services de police de la ville (qui l'auraient même soumis à un examen de situation il y a un an environ) et son frère a fait l'objet d'une mesure d'internement administratif... »

On en était toujours au beau temps de la « bataille d'Alger » où la fiche d'un interné administratif portait : « Mohamed X..., horloger, *pourrait* fabriquer des mécanismes pour les bombes... »

On reprochera même au sous-préfet Belhaddad de n'avoir jamais été attaqué entre Constantine et Aïn-Beïda alors qu'il n'effectuait ses déplacements qu'« en la seule compagnie de son chauffeur et sans aucune escorte » !

Mais Belhaddad était à son poste. Il y avait vraiment quelque chose de changé en Algérie.

Les hommes avançaient, en file indienne, la MAT ou le fusil en travers des épaules sciées par le poids du sac. Le 3 était en opération depuis le 7 juillet dans la région de Djelfa. Un soleil de plomb dès 6 heures du matin puis, la nuit venue, le froid du désert tout proche. Un rêve ! Finies, les heures de folie bon enfant du 13 Mai ! Les « casquettes » avaient repris le djebel et celui-là n'était pas accueillant.

« Tu sais qu'ici c'est le pays des Ouled-Naïl, dit l'un des hommes de tête à son voisin.

— C'est quoi les Ouled-Naïl ?

— Des danseuses, très belles... et faciles !

— Dans ce pays, ça m'étonnerait.

— Non, c'est comme ça qu'elles constituent leur dot.

— On n'en a pas vu beaucoup. Et puis, tu veux que je te dise ? moi, je préfère les pépées d'Alger.

— Ah ! ça oui. Mais y a pas un 13 Mai tous les jours ! Bon Dieu ce que ça pue par là ! »

Une odeur épouvantable, douceâtre, sucrée, flottait à la sortie d'un thalweg où, au milieu des roches éboulées, s'accrochaient de maigres buissons. Dans ce relief tourmenté et discontinu la progression était difficile. Les épineux succédaient aux rochers. Et ce soleil qui mordait la nuque ! Jamais les hommes du 3 n'avaient plus apprécié les longues visières de leurs casquettes. Certaines, les plus anciennes, celles qui étaient délavées par la sueur, le sel, la poussière, avaient même les protège-nuque. Elles devaient provenir de vieux stocks allemands achetés par Bigeard lorsqu'il commandait le 3.

« Pas étonnant que ça pue. C'est bourré de macchabés ici ! »

Dans une sorte de clairière, cachés par les buissons, plusieurs dizaines de cadavres gisaient face contre terre. Tous avaient les inains attachées derrière le dos.

« Des fells ? »

— Va savoir ! »

Le chef de patrouille alerta immédiatement par radio le P.C. de Trinquier. Trois heures plus tard le charnier avait disparu, les cadavres en décomposition étaient enterrés. À un kilomètre à la ronde le 3 en avait découvert plus de trois cents ! Cette macabre découverte confirmait les informations selon lesquelles les troupes de Bellounis étaient en pleine révolte. Il était temps d'intervenir.

En un an, le « général Bellounis » avait considérablement augmenté ses forces. Après que le capitaine Combette eut « passé la main » aux services spéciaux français, c'est le 11^e « choc » qui avait contrôlé les nouveaux ralliés. On n'avait rien négligé pour faire des troupes loqueteuses de Bellounis une unité qui puisse lutter contre le F.L.N. dans ce Sud où le manque d'effectifs se faisait cruellement sentir. Camions, matériel, armes, argent. Rien de trop beau pour Bellounis et ses M.N.A. ralliés qui avaient été montés en épingle par les services d'action psychologique. La « gueule » du général et celles de ses lieutenants s'étaient étalées sur les hebdomadaires à gros tirage, symbolisant ces ralliés devenus « les plus fidèles amis de la France ». Bellounis s'était placé à la tête de l'A.N.P.A., Armée nationale populaire algérienne. Le drapeau nationaliste flottait à côté du drapeau français. Qu'importait puisque l'ennemi commun était le F.L.N. ! Les troupes de l'ancien chef M.N.A. portèrent quelques coups à celles du Front mais

bientôt il fallut se rendre à l'évidence : les bellounistes étaient noyautés. Si Haouès et Amar Driss — on l'a vu — étaient passés au F.L.N., ce qui n'empêcha pas Bellounis, fou d'orgueil, de devenir de plus en plus exigeant. Aux émissaires du G.G. il réclama, non plus la reconnaissance du commandement de ses forces — qui lui était acquise — mais celle de toutes les unités « dissidentes » en lutte contre le F.L.N. ! Puis l'extension de la politique menée dans sa zone à *toute l'Algérie*. Bref il se posait déjà en révolutionnaire-nationaliste-interlocuteur valable ! Les accrochages et les incidents avec les troupes de secteur se multiplièrent dès la fin de 1957. Les commandants d'unités du secteur Bou-Saada-Djelfa qui avaient ordre de ne pas se mêler des affaires bellounistes — domaine réservé au 11^e « choc » et au général Par lange, grand patron des S.A.S. et chargé tout spécialement de l'affaire — accumulaient les rapports défavorables à l'expérience Bellounis. Plus préoccupé de rançonner la population des villages que d'attaquer les éléments F.L.N. de la wilaya 6, Bellounis échappait de plus en plus à la tutelle française. Au 13 Mai, ses troupes se trouvèrent partagées, certains voulaient rallier le F.L.N., d'autres s'intégrer totalement à l'armée française au sein des harkis. Bellounis sentant le danger décida un coup de poker. Il adressa un ultimatum à la France : ou on l'écoutait et on lui donnait satisfaction, ou il aurait le regret de reprendre la lutte contre la France. Comme au bon vieux temps du M.N.A. ! Et pour enlever toute velléité à ses hommes de rallier l'armée il en fit exécuter trois cents !

À Alger, devant les exigences de Bellounis sur lequel il était devenu impossible d'exercer le moindre contrôle on décida l'opération Djelfa : la liquidation pure et simple du « général » et de ses hommes ! C'est à cette opération que participait le 3^e R.P.C. de Trinquier dont les hommes venaient de découvrir le premier charnier de Bellounis.

Trinquier n'était pas fâché de retrouver le djebel. La tournure que prenaient les événements à Alger ne lui disait rien qui vaille. Hostile à De Gaulle, il avait contribué à le ramener au pouvoir. Favorable à la participation mulsumane, il devait convenir que ses « amis » du C.S.P. ne l'entendaient pas de cette oreille.

« De Gaulle voudrait faire entrer Farès dans son gouvernement, lui avait confié Salan, il me demande mon avis. Il faudrait que vous sondiez le C.S.P. pour que l'on se rende compte

de la réaction d'Alger à cette éventualité. »

Trinquier, qui avait eu de longs entretiens à Paris avec Farès, défendit sa cause devant le C.S.P. L'opposition que le seul nom de Farès provoqua lui enleva toute illusion.

« Un vieux politicard pourri ! On n'a pas fait la révolution pour avoir "ça" au gouvernement. »

Après cette série de déceptions, le plus « politique » des colonels avait repris la piste, déçu et amer. Il avait espéré le grand coup de balai. Le pouvoir à l'armée, cela ne lui faisait pas peur. Au 13 Mai, il était décidé à tirer sur la 7^e D.M.R. si on l'avait amenée pour reprendre le G.G. Et puis tout s'était gâté. Il avait entendu M^{me} Massu dire du général. « Je veux que mon mari soit le Leclerc de Soustelle. » C'était fichu. Soustelle venait d'être nommé simple ministre de l'Information et le patron c'était De Gaulle. Massu lui avait dit avant son départ pour Djelfa :

« De Gaulle pense au pouvoir depuis trente ans, nous on n'est pas prêts. »

Casser du fell ou du Bellounis, ça, Trinquier était prêt à le faire. Et il s'était lancé dans la bagarre avec ses léopards.

En cinq semaines et neuf opérations, le groupement de Trinquier, qui commandait outre le 3^e R.P.C., un bataillon de la légion, un commando de l'air et une unité de Bou-Saada, fit éclater l'armée du « général » Bellounis dont on retrouvera le cadavre criblé de balles. Mais une fois de plus Trinquier était furieux. L'opération générale avait été menée trop lentement et de trop loin. *Le bilan* — compte tenu des moyens — était faible : 77 H.L.L.⁽¹²⁾ dont 39 par le seul 3^e R.P.C. Bellounis ayant liquidé avant sa mort ceux de ses hommes qui voulaient se rallier définitivement à la France c'est le F.L.N. qui allait récupérer les survivants ! Tout bénéfice !

L'affaire Bellounis, menée à coup de millions, à grand renfort de publicité et d'action psychologique dans les bureaux d'Alger se soldait par un échec complet. Tout comme l'affaire de l'« Oiseau bleu⁽¹³⁾ » et l'aventure de Kobus. Celui-là au moins était resté fidèle. Ça ne lui avait pas porté chance !

Treize hommes du groupe Trinquier avaient payé de leur vie la liquidation de la mirifique affaire.

Trinquier de retour à Sidi-Ferruch conclut ainsi son rapport :

« La disparition du système Bellounis crée un vide. Il risque d'être comblé par le F.L.N. augmenté des bandes bellounistes qui ont échappé à notre action et qui vont rapidement bénéficier d'une infrastructure améliorant leur condition de vie.

» Quelques actes de terrorisme judicieusement exécutés peuvent rapidement obliger une population qui nous est favorable à changer de camp, si nous ne profitons pas de la situation actuelle pour assurer sa protection en l'organisant. »

L'organisation des populations était le dada de Trinquier. Sa maîtrise en ce domaine, si elle était inquiétante, avait porté ses fruits : sans organisation des populations pas d'applaudissements pour Lacoste, pas de D.P.U. au 13 mai, pas d'Arabes pour *fraterniser* sur le Forum. Mais Trinquier, en ville, faisait peur. Sur le terrain c'était autre chose, le 13 Mai n'avait rien changé. C'était toujours la guerre.

Francis Jeanson tourna dans une rue calme et bourgeoise, bordée d'immeubles cossus entre l'avenue de Neuilly et le bois de Boulogne.

« Tu vois, ils sont encore là. »

La jeune femme qui se trouvait à l'arrière de la voiture désigna du doigt une 15 CV Citroën noire arrêtée au bord du trottoir. À l'intérieur trois hommes fumaient.

« ... Les flics, dit Hélène Cuenat, assise auprès de Jeanson.

— Oui, on est coincés. »

La voiture de police stationnait devant l'entrée vitrée d'un immeuble luxueux. Au troisième étage, dans l'appartement d'un industriel ami, attendait une valise bourrée de billets de banque crasseux. Cinquante millions. La collecte de Lyon arrivée la veille.

« Il faut récupérer la valise, dit Jeanson. Apparemment ils n'ont que l'adresse et rien d'autres sinon la souricière nous attendrait au troisième. Je vais te déposer dans une rue voisine. Hélène et moi on va essayer de les attirer un peu plus loin. Si nous réussissons, profite de leur absence pour sortir la valise et filer. Bonne chance. »

Après avoir déposé la jeune femme, Jeanson, dont la voiture était immatriculée en Belgique, revint rôder dans la rue. Il s'arrêta

presque devant l'immeuble, près des policiers dont il distinguait les visages à travers les glaces des portières. Hélène et lui jouaient aux touristes qui ne retrouvent plus une adresse. Lorsqu'ils furent persuadés que les inspecteurs commençaient à se passionner pour leur manège, Jeanson démarra brusquement et vint se ranger dans une allée du Bois où les policiers ne pouvaient manquer de les découvrir. Dans son rétroviseur, il vit la Citroën noire se lancer à sa poursuite puis s'arrêter à quelques dizaines de mètres de la voiture.

« Tu joues avec le feu, dit Hélène, s'ils te reconnaissent !

— Mais non. Mes papiers sont en règle. Je suis un industriel belge au-dessus de tout soupçon. »

Il jeta un coup d'œil dans le rétroviseur. Deux inspecteurs sortaient de la Citroën.

« Ils viennent, Hélène. Colle-toi contre moi, on va jouer aux amoureux. »

Et, souriant, il ajouta :

« C'est pour la cause ! »

Lorsque les policiers approchèrent, ils ne virent dans la voiture que deux amoureux qui s'embrassaient furieusement. Prenant un air dégagé ils s'éloignèrent du pas de promeneurs désœuvrés et regagnèrent leur véhicule.

« Ça va, dit Jeanson, mais ils continuent de nous observer.

— Alors, continuons de flirter ! »

Au bout de vingt minutes, lassés de jouer les voyeurs, les policiers démarrèrent. Ils allaient reprendre leur faction devant l'immeuble bourgeois.

« La petite a eu le temps de prendre la valise et de se sauver, dit Hélène Cuenat.

— C'est sûr. Mais on a eu chaud. Je te dépose chez Dominique, avenue de Madrid, j'ai un rendez-vous dans trois quarts d'heure dans le XV^e. »

Depuis octobre 1957, Francis Jeanson, intellectuel, écrivain connu, collaborateur à la direction littéraire des éditions du Seuil, vivait dans la clandestinité. Grâce à lui et au réseau qu'il avait constitué, la Fédération de France du F.L.N. avait réussi à

s'implanter solidement en métropole et à prendre en main cette formidable masse de manœuvre financière et politique que représentaient les quatre cent mille travailleurs algériens établis entre Lille et Marseille.

Pour Francis Jeanson — professeur, ami de Jean-Paul Sartre — tout avait commencé lorsqu'il avait publié *l'Algérie hors la loi* en 1955, utilisant pour ce livre — écrit avec sa femme Colette — sa connaissance de l'Algérie et surtout les multiples interviews de nationalistes algériens dont il était devenu l'ami. Il fut ainsi en relation avec le docteur Chaulet et son beau-frère Salah Louanchi. Lorsque celui-ci arriva en compagnie de Lebjaoui dont il était le second, il contacta Jeanson puis lui demanda de plus en plus de services : trouver un appartement, transporter une valise, des fonds. Bientôt Jeanson ne suffit plus. Lebjaoui envoyé par Abane en janvier 1957 pour mettre sur pied la Fédération de France décimée par l'arrestation de Terbouche⁽¹⁴⁾ avait rapidement obtenu des succès importants qui se traduisirent par un nombre de plus en plus grand de gens à cacher, de valises de fonds à transporter. Jeanson contacta alors quelques amis et relations dont il supposait qu'ils puissent accepter ce travail. Lorsque Lebjaoui fut arrêté avec Louanchi, Taleb Ahmed — futur ministre de l'Education — et les membres du Comité, la fédération représentait trois mille membres et plusieurs milliers de cotisants. Lebjaoui avait créé l'A.G.T.A. (Amicale générale des travailleurs algériens) et l'A.G.C.A. (A.G. des commerçants algériens), amicales autorisées par la loi mais entièrement contrôlées par le F.L.N. En outre il avait réussi à faire respecter une grève de huit jours — « pendant » métropolitain de la grève insurrectionnelle d'Alger — qui avait démontré à la métropole, et en particulier à la presse, la représentativité du F.L.N. La France était désormais découpée en sept wilayas : Nord, Nancy, Bordeaux, Lyon, Marseille, Toulouse, Paris. Devant ce début d'organisation subversive la réaction policière ne s'était pas fait attendre. Fin février Lebjaoui, Louanchi et le Comité fédéral étaient arrêtés. Parmi les dirigeants ne restaient en liberté que Boumendjel — dont on connaît déjà les rapports avec le journaliste autrichien Arthur Rosenberg —, Boulharouf, un ancien centraliste, et Pedro, cousin de M'hamed Yazid, représentant du F.L.N. à l'O.N.U. C'est vers Francis Jeanson qu'ils se tournèrent, demandant encore. plus d'aide que ne l'avait fait jusque-là Salah Louanchi.

Le réseau Jeanson, car c'était véritablement devenu un réseau,

comportait à ce moment quarante personnes recrutées personnellement par l'écrivain. Vivant surtout dans un milieu intellectuel c'est dans cette direction qu'il avait orienté sa « prospection » : professeurs, journalistes, grands patrons des hôpitaux. Ces gens rencontrés au hasard de conférences et discrètement sondés, lui paraissaient le fin du fin au point de vue sécurité. Pendant cette première période Jeanson fit le chauffeur de taxi, menant des responsables d'un point à l'autre de Paris pour leur épargner les rafles qui se faisaient plus nombreuses et qui visaient les « visages bronzés et les cheveux bruns frisés ». Cette « chasse au faciès » était devenue dans toutes les villes de France le principal péril auquel les dirigeants de la Fédération aient à faire face. Le rôle de Francis Jeanson était en outre de trouver des refuges non seulement pour la totalité des membres du bureau fédéral — tous recherchés —, mais encore pour tous les responsables de passage à Paris. Pour d'évidentes raisons de sécurité ces appartements devaient sans cesse être renouvelés. En trois ans, pour une vingtaine de personnes hébergées, Jeanson eut les clefs de trois cents appartements !

Hébergements, prête-noms, lieu de réunion ou planque pour l'argent, tels étaient les services que rendait Jeanson à une Fédération de France encore balbutiante. Bien que n'ayant pas eu jusque-là de « pépin », le professeur sentait pourtant que son action ne pouvait se poursuivre sous cette forme. Les membres du Comité fédéral avaient trop tendance à utiliser ce qu'il leur fournissait en ordre dispersé et à vouloir exercer un contrôle sur lui. Jeanson était gêné par les Algériens qui, prenant beaucoup de précautions pour leur sécurité personnelle, ne « voyaient » pas très bien la situation des membres du réseau : soit qu'ils « en rajoutassent » sur les risques pris, soit — à l'inverse — qu'ils fissent accomplir des actions qui, si elles réussissaient une fois ou deux, ne pourraient éternellement se reproduire. Le chef du réseau d'aide avait « fait le plein » de ceux qui — par son intermédiaire — se mettaient à la disposition directe des Algériens. Il était impossible d'amplifier le recrutement s'il ne se faisait pas sur un plan strictement français. Il fallait changer de méthode et éviter les interpénétrations entre F.L.N. et réseau européen. Selon Jeanson, le Front ne devait pas savoir « chez qui » se trouvait telle valise, ni « chez qui » un tel allait loger. Que la valise soit planquée et le responsable hébergé était suffisant.

C'est en juillet 1957 avec l'arrivée en France du nouveau chef

de la Fédération, Omar Boudaoud, nommé par le C.C.E., que le réseau Jeanson prit une extraordinaire ampleur.

Pourtant les relations entre Jeanson et Boudaoud avaient mal commencé. Le chef du réseau européen s'était déplacé pour accueillir en personne le nouveau patron de la Fédération en compagnie de Boulharouf et de Boumendjel. Peu sensible à cette attention, Boudaoud avait piqué une colère mémorable, engueulant effroyablement ses deux représentants :

« Jeanson est connu pour ses sympathies. On doit le surveiller. C'est d'une imprudence folle de l'utiliser pour nos contacts !

— Tu as peut-être raison, répondit Boulharouf, conciliant, mais attends quelques jours avant de décider. Vois et renseigne-toi.

— D'ailleurs, ajouta Jeanson, j'ai moi-même quelques réflexions à faire sur notre collaboration. »

Huit jours plus tard Boudaoud avait changé d'attitude. Jeanson et son réseau rendaient des services inappréciables. Dans les premiers jours d'août les deux hommes eurent une conversation de *mise au point*. Ils se rencontrèrent dans le luxueux appartement d'un ami, au coin du boulevard Exelmans et du quai Louis-Blériot. D'entrée de jeu, Boudaoud exprima son inquiétude.

« Te rends-tu compte, Francis ? Ça se passe bien actuellement mais tu sais et tu fais trop de choses. Tu as toutes les adresses des membres du Comité fédéral. Tu connais nos lieux de réunion, l'endroit où est planqué le fric, les filières de passage vers l'Espagne. Tu as en main la totalité des finances de la fédération et le moyen de leur faire gagner l'étranger. Si tu es arrêté, plus d'argent ! Et sans argent venu de France, la révolution ne vaut plus grand-chose. »

Boudaoud n'avait pas tort. On a vu la modicité de l'aide des « pays frères et amis ». Que la source française se tarisse et le C.C.E. se débattrait dans une situation dramatique. Sans argent, pas d'armes, pas de voyages, pas de représentation à l'étranger.

« Ce n'est ni normal ni prudent, conclut Boudaoud, même si ça rend des services. »

Jeanson partageait ce point de vue.

« Il y a deux choses différentes, Omar. Primo ce que j'organise

moi-même. Secundo, il y a les Français que je mets en rapport avec vous et que — il faut l'avouer — vous utilisez sans trop de prudence. Cela je ne veux plus le faire. Ça va aller mal un jour ou l'autre. Je te propose l'organisation stricte et radicale d'un réseau que je dirigerai personnellement et sur lequel vous n'aurez pas d'autres droits qu'un droit global. Donc plus de contacts particuliers, plus de missions personnelles. Vous nous demanderez telle chose, je la ferai accomplir sans que vous vous en mêliez et sans que vous sachiez qui est responsable de la mission et comment il s'y prend.

— Entendu. Votre action se limite à deux choses essentielles : transport et exportation de fonds et choix des refuges. »

Ces deux missions étaient vitales car la Fédération de France se développait à une allure vertigineuse. Le stade national était dépassé. Le mot d'ordre était désormais : « encadrer » tout Algérien où qu'il se trouve.

Le Comité fédéral responsable de la Fédération de France comprenait, outre le patron, Omar Boudaoud, qui coordonnait les différentes activités, Abdelkrim Souissi, chargé des rapports avec les syndicats et les étudiants, Ali Haroun, avocat spécialiste des questions de presse. Pedro, coordonnateur de l'organisation, et Saïd Bouaziz, chef de l'O.S. (Organisation spéciale) qui exécutait les missions de sabotage et d'attentat pouvant entraîner mort d'homme et s'occupait activement de la recherche des armes qui devaient équiper les membres des commandos de choc. Ces armes provenaient parfois de milieux politiques et étaient fournies individuellement par des anciens des maquis — principalement F.T.P. — sans que le parti soit concerné ; mais la source principale restait les truands algériens implantés à Paris, Lyon et Marseille, vigoureusement pris en main par le F.L.N. qui les avait « chargés » de la récupération d'armes par tous les moyens.

Le développement du quadrillage de la France, mis en place par Lebjaoui, devint la principale mission de Boudaoud. Il se déroulait selon un scénario immuable. Un hôtel « arabe » était repéré. Le Front y introduisait un « informateur » qui, sans se découvrir, renseignait ses chefs sur la mentalité des locataires, leur position à l'égard de la guerre d'indépendance, leur salaire, leur situation de famille. Puis, une nuit, un commando venu de l'extérieur de la localité ou d'un autre quartier de Paris ou de Lyon débarquait et tenait un « meeting volant ». Cette campagne

d'information développait les thèmes de la lutte contre Messali et le M.N.A. — fort puissant en France —, de sa non-participation à la révolution, contrairement aux bruits qu'il faisait courir, et du rôle du Front tant en Algérie qu'à l'extérieur.

« C'est le Front qui mène la lutte, disait l'orateur du commando, il faut se ranger sous son autorité, il faut aussi l'aider par vos cotisations. »

Et on désignait un homme « pris au hasard » parmi les travailleurs pour représenter le Front au sein de la petite communauté algérienne de l'hôtel ou du baraquement. Bien sûr, le hasard faisait bien les choses et le délégué F.L.N. n'était autre que l'informateur introduit depuis plusieurs semaines. Puis le commando se retirait, sans risques puisque aucun de ses membres n'était connu dans le quartier où il opérait. Un contrôle était effectué une dizaine de jours plus tard. Et ce deuxième passage suffisait généralement à convaincre les réticents, qui étaient proprement « tabassés » ! En cas de dénonciation à la police ou au M.N.A. le délateur était impitoyablement abattu. Ce fut la grande période des « règlements de comptes entre Nord-Africains » qui firent les gros titres de la presse métropolitaine avant de se retrouver expédiés en quatre lignes à la rubrique des faits divers.

À la fin de l'année 1957 toute la population nord-africaine de métropole était ainsi contrôlée, quadrillée, structurée en cellule, groupe, section, région, wilaya. Quatre cent mille travailleurs en France et près de cent cinquante mille en Allemagne que l'industriel Boudaoud n'avait pas négligés. Le M.N.A. de Messali était décimé sauf dans le Nord et en Belgique où il restera jusqu'à la fin de la guerre un facteur de danger pour le F.L.N.

Chaque quartier où vivait une communauté nord-africaine était placé sous la surveillance constante d'un groupe de quatre ou cinq membres chargés d'identifier tout Algérien étranger au quartier. Des « choufs » placés en permanence aux endroits stratégiques donnaient l'alerte en cas de descente de police. Chaque café maure avait une lampe qu'on allumait ou éteignait — selon un code —, dès qu'un suspect se mêlait à la clientèle habituelle. Les responsables avaient en effet remarqué que chaque descente de police était précédée de la visite d'un mouchard. Les membres du commando étaient en outre habilités à régler les petits conflits locaux. C'est eux qui faisaient respecter le boycottage des bals et des boissons alcoolisées. Leur moyen de pression allait jusqu'à la

raclée. S'il s'agissait de liquider un mouchard ou un récidiviste réfractaire à l'impôt c'est l'O.S., dépendant du Comité fédéral, qui entrait en action.

Les cotisations au F.L.N, fixées à 1 500 francs par mois par travailleur, passèrent, au début de 1958, à 3 000 francs. Dans les usines, les ouvriers remettaient directement leur cotisation au trésorier d'atelier qui les confiait lui-même au trésorier de l'entreprise. Le trésorier de région collectait le tout. Mais la police sut très vite comment se déroulait le « racket » et intervint très souvent lors du passage des cotisations d'un collecteur d'entreprise à celui de région. On vit alors les travailleurs algériens saisis, les jours de paye, d'une véritable frénésie du jeu. Poker, 421, passe anglaise, belotte, tout était bon. Comme par hasard, le gagnant de la partie était le « collecteur ». Et la somme gagnée représentait l'impôt !

Chaque commerçant algérien fut taxé d'une somme mensuelle de 50 000 francs. Les étudiants, eux, ne devaient que 500 francs, à moins que la bourse fournie par le gouvernement français ou le salaire du métier qu'ils exerçaient pour payer leurs études ne fût important. Ils étaient en outre chargés d'un travail d'explication et de propagande auprès des milieux intellectuels français : U.N.E.F., journalistes, familles qui les hébergeaient. Chaque décision du gouvernement français à l'égard de l'Algérie devait servir de thème d'agitation.

Avec les intellectuels algériens, la Fédération n'employait pas les mêmes méthodes de coercition appliquées aux travailleurs plus frustes. Elle chargeait les sympathisants ou les militants d'expliquer et d'amener librement au mouvement les jeunes intellectuels. En 1958 seuls lui échappaient les musulmans non typés physiquement et qui n'avaient aucun rapport avec l'émigration : techniciens, cadres ou travailleurs de haute spécialisation. C'est-à-dire une infime minorité.

Compte tenu du chômage, des retards de cotisation, des malades, la Fédération de France « représentait » au début de 1958 six cents millions d'argent frais mensuel, somme qui dépassera très vite le milliard. Cette masse considérable de billets de banque — toujours de petites coupures — était centralisée à Paris, puis devait chaque mois quitter le territoire français pour être mise à la disposition de la direction de la révolution.

Les rafles de plus en plus nombreuses, à la suite des

règlements de comptes entre F.L.N. et M.N.A., les contrôles à la sortie du métro, dans les gares interdirent rapidement aux Algériens de transporter ces fonds. C'est là qu'intervint le réseau Jeanson, véritable artère du sang de la révolution. Il prit dès lors une importance considérable.

À l'intérieur même des prisons, la population nord-africaine était devenue une force organisée avec laquelle il fallait compter. Lorsque Lebjaoui et ses compagnons de la Fédération de France avaient été arrêtés, les Algériens détenus pour leur appartenance au F.L.N. étaient considérés comme des « droit commun ». Lebjaoui résolut d'organiser et d'unir ces prisonniers noyés dans la masse des condamnés. Il fallait arracher le régime politique au ministre de la Justice et pour cela organiser une première mutinerie. Lebjaoui fut aidé dans son entreprise par un truand, Eddy, qui fut sa première « connaissance » de prison.

À son arrivée à Fresnes, le chef de la Fédération de France avait été mis au secret. Après quarante-huit heures de solitude, Lebjaoui vit la porte de sa cellule s'ouvrir. Un détenu entra.

« Salut, je m'appelle Eddy, je t'ai apporté des bricoles. »

Et il tendit à Lebjaoui trois barres de chocolat, du beurre, du sucre, deux tricots de peau, une serviette, une petite éponge. Bref un véritable trésor pour un homme qui avait été arrêté dans la rue sans pouvoir se munir des objets nécessaires à la vie en prison.

« Et puis fais gaffe, ici, les gardiens, c'est tous des ordures ! »

Immédiatement, Lebjaoui pensa à un « mouton ». S'il lui apportait toutes ces choses c'était pour le faire parler.

« Comment es-tu entré ? »

— Avec un clou tordu. C'est l'enfance de l'art.

— Je tiens à te prévenir, ça me paraît pas catholique ton histoire. Tu racontes trop de choses sur les gardiens. Tu n'as pas peur. C'est suspect.

— Rassure-toi. Quand tu ne seras plus au secret tu te renseigneras. Je suis Eddy. Ça fait onze ans que je suis en cabane et tous les auxiliaires de la prison sont à moi. Nettoyage des bureaux des gardiens, des surveillants, les corvées, les bonnes planques, les cuisines, la bibliothèque, ça passe par moi ! Et comme j'ai appris que c'était toi que l'on surveillait le plus

étroitement, je suis venu te voir ! C'est tout. »

C'était vrai et Lebjaoui devint « bon copain » avec Eddy ! Lorsqu'il sortit du secret, l'ancien patron de la Fédération reprit contact avec ses amis Salah Louanchi et Taleb Ahmed. Ensemble ils décidèrent la mutinerie. Et comme les prisonniers algériens n'étaient pas assez nombreux à Fresnes Eddy proposa le concours des « droit commun ». Lebjaoui fixa le jour et l'heure : à 7 heures, après la distribution de pain que les prisonniers refuseraient, entamant ainsi la première grève de la faim.

À son signal — plusieurs coups frappés sur la porte de sa cellule — les détenus firent sauter les serrures et débouchèrent au centre de la prison en scandant un seul mot d'ordre : Régime politique. Même les « droit commun » !

Immédiatement le « responsable » Lebjaoui fut convoqué par le directeur de la prison. Celui-ci, le Gros Bill, un ancien surveillant qui avait gravi tous les échelons et était à la veille de la retraite, était épouvanté par les conséquences éventuelles de cette mutinerie sur sa carrière.

« Arrêtez ce mouvement immédiatement, dit-il à Lebjaoui.

— Monsieur le directeur, je n'ai pas à discuter avec vous, ça vous dépasse. C'est au ministre de la Justice de décider. Nous faisons la grève de la faim car nous exigeons de ne pas être mêlés aux « droit commun ». Nous voulons le régime politique.

— Cessez la mutinerie. On discutera après.

— Non !

— J'appelle les gardes mobiles. On va vous tirer dessus.

— Dispensez-vous de cela. Nous avons pris nos responsabilités. »

Une longue discussion s'ensuivit entre le directeur de la prison et le garde des Sceaux, qui était alors M. Mitterrand. Finalement, le ministre de la Justice prit la décision d'affecter aux Algériens du F.L.N. un quartier à part dans les locaux de l'infirmerie annexe de Fresnes. Le régime politique était ainsi arraché, accompagné de petits avantages. La lutte pour l'aménagement de ce régime politique devait se poursuivre jusqu'à ce que M. Michelet, ministre de la Justice du général De Gaulle, accordât le régime politique intégral qui ne sera réellement acquis que lors des

premières négociations secrètes avec le G.P.R.A.

Mais dès cette année 1958 les détenus algériens — séparés des « droit commun » depuis la mutinerie de Lebjaoui représentèrent une force considérable. La Fédération de France leur fournissait 3 000 francs par mois pour « cantiner », s'occupait du sort de leurs familles en leur allouant une pension mensuelle de 5 000 francs et surtout assurait leur défense grâce au « collectif » d'avocats créé en métropole et placé sous la houlette d'un avocat algérien du barreau de Paris : M^e Mourad Oussedik, cousin d'Omar Oussedik, l'un des patrons de la wilaya 4, et de Boualem Oussedik, chargé de l'information dans la même wilaya. Le collectif groupa bientôt des avocats français et algériens dont les noms allaient devenir célèbres au cours du conflit algérien : M^{es} Zavrian, Michèle Beauvillard, Vergés — qui épousera plus tard Djamilia Bouhired —, Ben Abdallah et bien d'autres auxquels se joignirent deux avocats de grand renom : M^e Pierre Stibbe, l'un des ténors du barreau de Paris, et M^e Dechezelles, qui avaient été — on l'a vu — les premiers défenseurs des membres du F.L.N. et du M.N.A. dès le début du conflit⁽¹⁵⁾ C'est par l'intermédiaire du collectif que la liaison entre les cinq de la Santé — Ben Bella, Ait Ah'med, Khider, Boudiaf et Bitat —, les autres dirigeants emprisonnés et l'extérieur put s'établir régulièrement. À aucun moment, jusqu'à la signature des accords d'Évian, le contact avec le C.C.E., puis le G.P.R.A. ne fut interrompu. C'est la Fédération de France qui transmet régulièrement les messages, démontrant une fois de plus l'importance de son rôle.

À l'arrivée du train de Lyon, Jacques Charby repéra tout de suite la jeune femme très élégante qui tenait à bout de bras une luxueuse valise à chapeaux. C'était le « courrier de Lyon ». Dans la valise devaient se trouver quarante millions ! La jeune femme ne cilla pas en passant devant lui. Bien que ne l'ayant vu qu'à trois reprises elle ne pouvait avoir oublié le visage creusé du jeune comédien, les yeux noirs qui mangeaient le visage, sa silhouette romantique et ses cheveux fous. Elle le connaissait sous le nom de François, pseudonyme que Charby avait choisi en souvenir du héros du *Diable au corps*. Mais ce jour de juillet 1958 le contact à qui elle devait remettre la valise était un homme qui se trouvait à la terrasse du Terminus. Elle le reconnaîtrait à un

« tic » : il devait tapoter le plat de sa main gauche avec *Le Monde* roulé. Le mot de passe était : « Chevalier de Malte. » Au voyage précédent c'était : « À Bormes-les-Mimosas les lauriers sont

fleuris », et c'était Francis Jeanson lui-même qui l'avait « réceptionnée » place de la Contrescarpe.

Jacques Charby n'était là que pour vérifier si elle n'était pas suivie. Il n'était d'ailleurs pas seul. Six autres camarades, situés à des points différents du parcours, devaient effectuer la même vérification.

Les précautions étaient devenues très strictes. Les rendez-vous se prenaient par téléphone avec des décalages fixés à l'avance. Demain signifiait aujourd'hui. 16 heures voulait dire 14 heures, etc.

Depuis sa mise au point avec Boudaoud, Francis Jeanson avait considérablement étoffé son réseau. Le recrutement se poursuivait dans tous les milieux. Beaucoup de médecins, certains très célèbres comme le professeur d'Alsace ou le professeur Pierre Veullay, gynécologue mondialement connu. Hébergement, soin, certificats de complaisance, ils se prêtaient à ces tâches par amitié pour Jeanson et par réaction contre les méthodes employées en Algérie, puis en France.

Le milieu catholique militant apportait également une aide considérable. Les prêtres de la Mission de France, les prêtres ouvriers travaillaient d'une manière ou d'une autre pour le réseau, même si leur aide n'était pas régulière. Les abbés Pierre Mamet, Robert Davezies, Boudouresque étaient les plus actifs et avaient ainsi permis le recrutement dans les milieux chrétiens : jeunes étudiants et ouvriers. Jeanson s'était même réconcilié avec Jean-Paul Sartre. Budapest avait séparé les deux hommes, l'Algérie les réunissait. Si le logement du philosophe était un peu voyant pour servir de planque, celui de Simone de Beauvoir accueillit en particulier des évadés de la prison de Nancy qui risquaient leur tête.

Il arrivait aussi que le recrutement se fasse un peu par hasard. Jacques Charby, par exemple, avait rencontré à Paris son amie Anne-Marie Chaulet, sœur du médecin algérois dont on a vu l'importance lors de la « bataille d'Alger ». Celle-ci le présenta à Colette Jeanson au bar du Pont-Royal, « repaire » de l'édition

parisienne. La femme du patron du réseau lui donna rendez-vous dans un immeuble de l'avenue du Maine où devait se tenir une réunion pour la création d'un bulletin clandestin destiné à faire savoir aux Français que certains d'entre eux apportaient leur aide aux Algériens en guerre.

« Vous ne pouvez pas vous tromper, dit-elle, c'est au neuvième étage à gauche. Si je ne suis pas arrivée, dites : je suis François. Ils seront prévenus. »

À l'heure dite, Charby se présenta avenue du Maine. L'immeuble avait deux escaliers A et B ! Charby se dirigeait vers le B lorsque le concierge, un colosse à physique de catcheur, lui demanda soupçonneux :

« Chez qui allez-vous ? »

Charby n'avait pas le nom du locataire.

« Je vais rejoindre des amis pour un bridge. Je ne connais pas le nom de notre hôte. C'est au neuvième à gauche.

— Je vous accompagne ! »

Catcheur peut-être mais bon concierge ! Ils arrivèrent au neuvième, Charby sonna. Une voix digne de la fée Carabosse répondit avec un épouvantable accent :

« Qu'est-ce que c'est ?

— François.

— François ?... Gómez ? »

Qu'est-ce que ce Gómez ? À tout hasard...

« Oui. Gómez.

— J'ouvre tout de suite. »

Le battant enfin écarté livra passage à la folle de Chaillot ! Blanche de farine étalée sur le visage, la bouche sanglante, frileusement enveloppée dans une robe longue et des châles. Le concierge rassuré se retira.

Charby entra. La vieille femme lui offrit de l'alcool. Puis parla, avec un accent inimitable, de la pluie et du beau temps tout en furetant à droite et à gauche. Lorsqu'elle ouvrit la porte d'un cagibi Charby aperçut une machine à imprimer à plat. C'était bien là le bon rendez-vous. Puis, sans transition, la « fée », se tenant le

front dans les mains, dit :

« Pauvre... pauvre Espagne !

— Quoi ? »

Elle bondit, s'affola.

« Vous n'êtes pas Gomez ! Vous êtes de la police ! »

Charby se défendit, puis s'enfuit en claquant la porte. Le bon rendez-vous était au neuvième, escalier A ! Il redescendit et dut, pour gagner l'autre escalier, passer à nouveau devant la loge du concierge.

« Où allez-vous cette fois ?

— Au neuvième.

— Ça, je sais.

— Je m'étais trompé.

— Mais pourtant, monsieur Gomez, la vieille chouette vous connaissait !

— C'était une erreur ! »

Enfin Charby parvint à trouver le lieu de la réunion où il fit la connaissance de Francis Jeanson. L'homme, de taille moyenne, le visage au front large couronné de cheveux bruns ondulés, le nez fort et la bouche mince, lui parut très sympathique. Les yeux très clairs, un peu exorbités, traduisaient encore mieux que les paroles j'enthousiasme pour le combat livré. Charby raconta l'aventure de l'escalier B. La « cartomancienne » devait faire partie d'un réseau de républicains espagnols !

« On pourrait peut-être s'allier avec eux », plaisanta Jeanson. Mais la prudence la plus élémentaire consistait au contraire à couper tous les liens, même fortuits, et déménager immédiatement. Les Renseignements généraux surveillant les républicains espagnols pouvaient par hasard mettre la main sur un réseau d'aide au F.L.N. ! C'est ainsi que Jacques Charby, comédien, entra dans le réseau Jeanson. Il devint très rapidement dans son milieu un recruteur des plus efficaces. Sous son impulsion des comédiens, artistes, chanteurs apportèrent leur aide au réseau : Paul Crauchet, André Thorent, Jacques Rispal, François Robert, Jacques Mignot, Jacques et Lise Trebouta, Serge Reggiani, Catherine Sauvage, Roger Pigault hébergèrent des

hommes ou des « valises » transportées par des étudiants ou des militants anonymes.

Francis Jeanson qui, devant l'ampleur prise par le réseau, ne pouvait faire face à toutes les tâches, avait autour de lui un véritable état-major : son ami Jacques Vignes, dit Vigneau, industriel, responsable de toutes les filières, Dominique Darbois, célèbre photographe, responsable de l'hébergement et du recrutement de prête-noms pour l'achat d'appartements-refuges et de voitures ; Hélène Cuenat, professeur, responsable des fonds considérables, de la comptabilité et des contacts avec les courtiers ; et Jacques Charby, responsable des hébergements et du recrutement de sympathisants prêts à prêter leur appartement et à garder des fonds.

Lorsque le réseau Jeanson sera démantelé en 1960 près de trois mille personnes travailleront en France pour le F.L.N. !

Jeanson, infatigable chercheur, avait même mis au point un service de faux papiers grâce aux talents de faussaire de M. Joseph, un photographe établi dans le quartier de la Bourse et qui connaissait toute la technique de photogravure nécessaire à l'établissement des pièces les plus difficiles à réaliser, tels les passeports suisses. M. Joseph avait travaillé en 1945 pour l'Irgoun et accepta d'apporter son aide à Jeanson à condition de ne pas être payé. Cet homme qui avait une fortune entre les doigts ne tolérait de se servir de ses dons que pour des causes qu'il estimait valables. L'indépendance était de celles-là, qu'elle fût juive ou algérienne peu lui importait c'était toujours l'indépendance et ça lui suffisait !

Parmi les multiples tâches demandées par la Fédération de France l'une des plus compliquées fut de fournir au F.L.N. des cartes d'état-major quadrillées du territoire algérien. Leur diffusion était restreinte et réservée à l'armée. Les maquis les réclamaient en grand nombre. Grâce à des sympathisants qui travaillaient au ministère de la Défense nationale, rue Saint-Dominique, Jeanson réussit à en faire sortir un jeu complet pour une nuit. Le lendemain, à 8 heures, lors de la reprise du travail, elles devaient être en place. Toute la nuit, la photographe Dominique Darbois en prit des clichés dans son atelier de l'avenue de Madrid. À l'aube, le militaire du contingent, employé au service des cartes, les remit en place. Personne ne sut jamais comment des cartes d'état-major de chaque région d'Algérie

avaient pu être imprimées par le F.L.N. !

Il va sans dire que l'engagement de nouveaux membres dans le réseau posait — dès que la mission demandée portait sur un transport d'armes ou même sur la « sortie » de cartes d'état-major d'un service de la Défense nationale — des problèmes idéologiques importants. Notre propos n'est pas de juger, ni de dire cela est bien, cela est mal, ceci est estimable, ceci est méprisable. Les membres les plus importants du réseau s'en sont expliqués dans des ouvrages publiés vers la fin de la guerre⁽¹⁶⁾ Le problème pour ces sergents recruteurs qu'étaient devenus les collaborateurs directs de Jeanson était d'enfoncer la barrière de peur et d'indifférence dont certains s'entouraient à l'égard du problème algérien.

Jacques Charby eut souvent à répondre à ces réflexions : « Après tout, on est tout de même français... Bonne ou mauvaise, c'est ma patrie. » À quoi, en bon internationaliste, il répondait : « Que pensez-vous des quelques antinazis qui, en Allemagne, ont monté des réseaux au péril de leur vie ? Ils sont aujourd'hui l'honneur de leur pays. » Et inlassablement il reprenait — comme ses camarades — l'historique de la révolution et de la répression qui avait suivi, qui durait encore.

« Faire savoir » était devenu le leitmotiv des membres du réseau. C'est ainsi que Jeanson s'efforça de diffuser le rapport de la Croix-Rouge, extrêmement sévère à l'égard des camps de regroupement, rapport qui devait jusque-là rester secret et que l'organisme international ne pensait pas publier. Dominique Darbois et Paul-Marie de La Gorce lui furent d'un grand secours dans ce travail. Jeanson avait avec Paul-Marie de La Gorce, journaliste et écrivain politique de grand talent, gaulliste « de gauche » convaincu, des contacts très précieux du point de vue de la réflexion politique. De La Gorce, merveilleusement introduit dans des milieux très divers, était pour Jeanson un véritable baromètre politique de l'opinion française. Le dossier accablant de la Croix-Rouge fut étayé de photos destinées à illustrer un rapport sur la torture. Un minox, appareil de photo miniature, fut introduit par des internes du réseau à la salle Cusco de l'Hôtel-Dieu, où des prisonniers étaient soignés après leur « interrogatoire ». Témoignages, dossiers, photos étaient destinés à arracher à l'O.N.U. l'inscription de la question algérienne lors de la prochaine session.

En outre, dès le début de 1958, Francis Jeanson publia anonymement un bulletin de seize à vingt pages *Vérité pour...* tiré à cinq mille exemplaires chez un petit imprimeur du VII^e arrondissement et dans lequel, aidé principalement par le professeur Mayoux, de la Faculté des lettres, il se livrait à un travail d'explication indispensable auprès des journalistes et des intellectuels français. Jeanson ne se découvrit qu'auprès d'André Malraux, à qui il envoya un exemplaire de *Vérité* pour avec cette dédicace : « À André Malraux, en souvenir de ce qu'il fut. *Signé* : F. Jeanson. »

« Tu es fou, lui dirent les membres du Comité. C'est révéler que c'est toi qui fais ce journal.

— Non ! Jamais Malraux ne me donnera à la police ! »

Jeanson pensait que la clandestinité du réseau devait devenir « publique » pour justifier son action, donner des arguments à ceux qui hésitaient à s'engager et surtout informer la gauche. « La prudente gauche... »

Car les rapports de Jeanson avec le P.S.U. et surtout avec le parti communiste étaient particulièrement « frais ».

Un soir qu'il réglait un problème d'avocat pour la défense d'un inculpé F.L.N., son ami Pierre Stibbe lui avait dit :

« Dis donc, Francis, nous savons que les gars du P.S.U. travaillent avec toi. C'est très bien. Mais je t'en supplie, demande-leur de déchirer leur carte dès qu'ils s'engagent dans le réseau.

— Mais mon vieux, c'est à vous et à eux de régler ces problèmes. Pas à moi.

— C'est très grave Francis, s'ils se font prendre on risque de se faire interdire. Ce serait la mort du parti. »

Et Jeanson, très sec, malgré sa profonde amitié pour l'avocat, avait répondu :

« Peut-être vaut-il mieux mourir ainsi que de se prolonger pour rien. »

Avec les communistes, les rapports étaient encore plus tendus. Dès qu'un membre du réseau s'adressait un militant communiste pour l'amener à sa cause — même s'il était d'accord — l'extrême discipline du parti jouait. « Ils étaient prêts à nous apporter de

l'aide, m'expliqua Jacques Charby, mais à condition que l'on ait l'accord de la cellule dont le chef, dépassé ou effrayé par l'importance du problème, conseillait de demander l'avis de la Fédération, laquelle renvoyait au Comité central. »

Le réseau eut ainsi plusieurs contacts avec Léon Feix, membre du Comité central chargé des questions coloniales.

Les réticences du parti provoquèrent de véritables drames de conscience chez des hommes qui, brisés moralement mais disciplinés, ne pouvaient plus travailler avec le réseau. Le P.C.F. avait la même inquiétude que le P.S.U. : rester dans la légalité la plus complète. Très vite, les relations se gâtèrent.

Félix Jeanson raconte : « Avec l'affaire Annette Roger ça a mal tourné. Annette Roger était un médecin marseillais, ancienne communiste, que j'avais mise au travail avec une trentaine de personnes sur Marseille. Six mois plus tard, elle fut dénoncée dans un bulletin de la Fédération des Bouches-du-Rhône du P.C. Bien sûr pas sous son nom, mais avec suffisamment de détails pour l'identifier. La Fédération voulait mettre ses militants en garde contre une telle attitude. Elle craignait qu'Annette Roger et ses amis n'entraînent une partie des communistes du département dans une aventure qu'elle estimait néfaste. Le bulletin qui ne tirait qu'à trois cents exemplaires n'avait pas de diffusion publique mais les Renseignements généraux en avaient toujours un exemplaire. Annette Roger fut arrêtée, le réseau démantelé. J'étais plutôt agacé. D'autant qu'à Paris des éléments de la C.G.T. avaient maltraité un syndicaliste sympathisant du réseau. »

Jeanson eut alors des contacts directs avec la direction du parti. Pendant des mois il rencontra à plusieurs reprises Laurent Casanova, membre du bureau politique. La dernière entrevue eut lieu en 1959 en présence de Waldeck Rochet.

Francis Jeanson raconte : « Chaque fois c'était le même scénario. Casanova disait : « Ils ont encore fait » ça, les « Algériens ». À nouveau je refaisais toute l'analyse du F.L.N du comportement de la police, de la répression. Lui faisait l'analyse des difficultés, de l'impossibilité d'engager dans une lutte pareille une classe ouvrière dont on sait malheureusement qu'elle est colonialiste et raciste. Je lui répondais : « Peut-être, mais » on peut prendre des risques et changer les choses, » briser le cercle vicieux. » C'était sans espoir. Tout se passait comme s'il acceptait à jamais que la classe ouvrière fût raciste ! Ce qui est terrible c'est

que le P.C. a toujours raison quand il dit ne pas pouvoir intervenir à tel moment capital. C'est son inertie, son manque d'action dans la période précédente qui fait qu'il a raison. J'ai obtenu seulement que les éditoriaux de Courtade ne soient pas hostiles. Cela nous a permis d'éviter de trop tristes affrontements à la base. »

Mais pour Jeanson et les membres de son réseau ces « différends » politiques étaient relégués au second plan. Leur principale préoccupation restait l'argent. Ces dizaines de valises, ces monceaux de billets crasseux, en vrac, matelas à l'odeur fade, ces piles de coupures qu'il fallait classer, ranger et surtout faire sortir de France.

L'administration, la paperasserie faisaient leur apparition. Arrivées à Paris, les valises changeaient de main. Le porteur de valise la déposait dans un appartement dont il ne connaissait rien. Les « hébergements-fric » ne serviraient jamais à un membre de la Fédération. Il ne fallait pas risquer de faire prendre l'argent à l'occasion d'une simple filature. Arrivés dans l'appartement les billets en vrac devaient être comptés, repassés, car souvent ils étaient froissés et prenaient trop de place, et vérifiés un à un. En effet beaucoup de militants — enfantins — écrivaient sur les billets « Vive l'Algérie indépendante ». Jeanson dut demander à Boudaoud de « pondre une note de service » à ce propos.

Ensuite, un prête-nom contactait un courtier et achetait de l'or ou lorsque cela n'était pas possible changeait les petits billets contre de plus fortes coupures. Par mesure de précaution à la moindre question indiscrete du courtier le contact était rompu. Il s'agissait ensuite de passer en Suisse et surtout en Espagne. À chaque convoi deux voitures partaient de Paris. La première, précédant la seconde de dix minutes, avait à son bord un conducteur et une passagère experte en lecture de carte routière. Si elle tombait sur un barrage la première voiture prenant des routes secondaires revenait en arrière et prévenait celle qui transportait les fonds. À la frontière, le couple « transporteur » partait pour une « promenade sentimentale » dans la montagne où d'autres membres du réseau les attendaient en territoire espagnol. Jusqu'en 1958 les passages furent aisés. Jamais le réseau n'employa de passeurs locaux. Il avait constitué ses propres filières. Puis la frontière espagnole se révélant limitée en points de passage et facilement surveillée fut abandonnée au profit de la Belgique et de la Suisse.

Mais en cet été de 1958 Francis Jeanson et son état-major qui disposaient maintenant de dizaines d'appartements achetés à Paris, de voitures, de prête-noms très nombreux et de milliards qu'il fallait faire sortir, avaient découvert un nouveau moyen d'exportation. Ils passaient désormais par des courtiers efficaces, séduits par les sommes considérables et par les bénéfices confortables qu'elles laissaient, et qui se révélaient d'une discrétion à toute épreuve. Après une période d'observation le réseau ne s'adressa plus qu'à trois d'entre eux pour finir en 1959-1960 par un courtier unique.

Ceux-ci recevaient l'argent, le convertissaient en or et le versaient directement sur un compte suisse. Non seulement jamais Jeanson n'eut un « pépin », mais en outre le réseau réalisa, au hasard des changes, quelques bonis substantiels ! Le F.L.N. en France, grâce au réseau Jeanson, devenait une affaire commerciale capitaliste, jonglant avec les centaines de millions, les changes et les agios. C'est tout juste si elle n'avait pas pignon sur rue !

Ce mardi de juillet 1958 Jeanson annonça à Omar Boudaoud que l'expédition du mardi ne se ferait que le vendredi ou le mardi suivant pour des raisons de sécurité et de bénéfices selon les cours entre la France et la Suisse. Stupéfait, il entendit Boudaoud lui dire :

« Ton système n'est pas bon. Cette formule est suspecte. Elle n'est pas révolutionnaire. Et nous, nous sommes des révolutionnaires. Nous sommes capables de faire sortir cette somme en billets et par la frontière. Même s'il faut cinquante hommes et s'il faut se battre ! »

Francis Jeanson éclata de rire.

« Je fais confiance à votre courage. Je suis sûr que cela arrivera à bon port. Mais je doute fort qu'une banque suisse accepte les yeux fermés un argent qui aura "fait tant de bruit" ! »

Boudaoud n'y avait pas pensé. Il venait par sa réaction de révéler un des traits essentiels du caractère algérien : « C'est trop simple, donc c'est douteux... »

Il finit pourtant par se rendre aux raisons de Jeanson. Au cours de l'année 1958 plus de dix milliards allaient par ce moyen quitter la France et grossir ainsi le trésor de guerre du F.L.N. Cela valait la peine d'oublier les méthodes révolutionnaires et de se fier à

celles du bon vieux capitalisme !

Depuis le matin, le 17 septembre 1958, une intense activité régnait au 4, rue Mudiriet-et-Tahrir, dans l'immeuble de cinq étages acheté par le F.L.N. dans l'élégant quartier de Garden City au Caire. L'étage où se trouvait la salle de conférence était sévèrement gardé par des hommes à l'aisselle gauche redoutablement gonflée. Nul ne pouvait approcher de la salle dont les portes closes laissaient parfois filtrer des éclats de voix.

Assis autour d'une longue table ovale recouverte d'un tapis vert, les membres du C.C.E. réunis depuis trois jours venaient de prendre une décision dont le monde entier allait parler : la création d'un gouvernement provisoire de la République algérienne. Le moment était solennel. Tous les regards étaient tournés vers Abdelhamid Mehri, le plus jeune membre du C.C.E. Il tenait à la main le résultat de trois jours de discussion : la liste du cabinet du premier gouvernement algérien. Assez ému, il s'éclaircit la voix :

« Le C.C.E. est officiellement dissous, déclara-t-il, voici la composition du G.P.R.A. : président : Ferhat Abbas. » On applaudit. Mais du bout des doigts. L'unanimité avait été longue à se faire sur le nom du vieux leader.

« Vice-présidents : Ben Bella — actuellement détenu — et Krim Belkacem, qui devient également ministre des Forces armées ; ministre de l'Intérieur : Ben Tobbal ; ministre des Liaisons et Communications : Boussouf ; ministre des Affaires extérieures : docteur Lamine ; ministre de l'Armement : Mahmoud Chérif ; ministre des Affaires nord-africaines Mehri ; ministre des Affaires sociales : Ben Khedda ; ministre des Affaires culturelles : Toufik El-Madani ; ministre des Finances : Ahmed Francis ; ministre de l'Information : M'hamed Yazid. Nos quatre frères emprisonnés à la Santé : Aït Ahmed, Boudiaf, Khider, Bitat sont nommés ministres d'État. »

À cette liste s'ajoutaient trois secrétaires d'État devant rester à l'intérieur : Lamine Khene, protégé de Ben Tobbal, en wilaya 2, Omar Oussedik, en wilaya 4, et le vieux militant Mostefa Stamboli, qui n'allait pas tarder à se faire arrêter, en Oranie.

Les membres du C.C.E. entraient en bloc dans le G.P.R.A. à l'exception du colonel Ouamrane. On le jugeait « trop léger, sans raisonnement, incapable d'analyser et d'organiser ». Mais surtout

on n'oubliait pas son rapport de juillet et l'accusation d'Abane avait resurgi à point ! Abane dont l'ombre encombrante n'avait pas fini de planer sur le gouvernement tout neuf. Les nouveaux membres constituaient un savant dosage d'anciens centralistes du M.T.L.D., avec Ben Khedda et Yazid, et d'U.D.M.A. (le vieux parti de F. Abbas) avec Ahmed Francis. Les ulémas, religieux et rigoristes, n'étaient pas oubliés. Leur leader, Toufik El-Madani, faisait partie du gouvernement. Pour le F.L.N., une page était tournée. La révolution entrait dans une nouvelle phase. Non sans mal.

On a vu que, depuis le C.N.R.A. de Tripoli et la conférence de Tanger, le C.C.E. était habilité à former un gouvernement provisoire. Cela devenait même une nécessité car la révolution marquait le pas. Au déclenchement de 1954 avait succédé une période de méfiance populaire à l'égard de ce F.L.N. dont on ne savait rien, puis l'enthousiasme — raisonné pour certains — l'avait emporté. L'année 1957 avait vu la révolution atteindre son apogée sur le terrain. Et voilà que coup sur coup la « bataille d'Alger », la répression, le plan de pacification, le barrage tunisien et enfin la révolution du 13 Mai avaient bouleversé ce bel édifice. Le moral à Alger frôlait le zéro absolu. Les manifestations de fraternisation en étaient la preuve. Dans les maquis privés d'armes et de munitions la grogne saisissait les *djounoud*. Les chefs de l'extérieur devaient donner un coup d'arrêt à cette chute libre de l'enthousiasme révolutionnaire. Il fallait provoquer un choc psychologique, donner un nouveau départ à la révolution.

La création d'un gouvernement provisoire présentait ce double avantage : remonter le moral du peuple et offrir à l'opinion mondiale un interlocuteur valable. Chaque reconnaissance du gouvernement provisoire par un nouveau pays serait une victoire de politique internationale qui prendrait le relais de celles — de plus en plus problématiques — remportées par les maquis sur le terrain.

Le C.C.E. décida, après les événements du 13 Mai et l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, qui avait suscité chez certains des politiques d'immenses espoirs, la création d'une commission d'étude. Mehri, Mahmoud Chérif et le docteur Lamine se firent tour à tour défenseur et avocat du diable du projet. Lamine fut particulièrement sévère :

« À l'exception d'Aït Ahmed, dit-il, nos frères en prison sont contre nous. À *fortiori* contre un gouvernement qui serait issu d'un C.C.E. qu'ils ne reconnaissent pas. En outre, nous ne sommes pas suffisamment mûrs politiquement.

— Mais nous donnerons ainsi une consistance internationale à notre mouvement, répliqua Mehri.

— À condition que les pays frères nous reconnaissent immédiatement. Ce dont je doute. »

Le médecin de Saint-Arnaud ne se faisait aucune illusion sur la solidarité du monde arabe !

Le rapport final de la commission fut néanmoins favorable à la création d'un gouvernement dont la constitution fut entourée du secret le plus absolu. Dès lors il s'agissait de dépasser la direction collégiale du C.C.E. pour établir un habile mélange de politiciens et de résistants. Il ne fallait pas donner aux maquis de l'intérieur, déjà très portés à la critique, l'impression qu'on retombait dans les errements et les divisions du M.T.L.D. Tous les militaires du C.C.E., à l'exception d'Ouamrane, entrèrent donc dans le gouvernement. Les 3 B — les colonels les plus représentatifs de l'A.L.N. — s'adjugèrent les postes clés : Armée, Intérieur, Liaisons et Communications. C.C.E. ou G.P.R.A., ils mèneraient toujours le jeu ! Le choix d'un président se révéla plus délicat. Lamine Debaghine et Ferhat Abbas briguaient le poste. L'un et l'autre avaient un passé politique. Lamine au sein du M.T.L.D., Abbas à la tête de l'U.D.M.A.

« À mon avis, dit Mahmoud Chérif, quel que soit le respect que j'aie pour le docteur Lamine, Ferhat Abbas est celui d'entre nous qui a le plus d'expérience et de maturité politique. Il est connu sur le plan international. C'est lucidement que je le choisis. »

Les membres du C.C.E. suivirent cette opinion. Abbas à la tête du G.P.R.A., c'était un argument face à l'opinion française et occidentale. Connu pour sa modération, estimé des nombreux parlementaires et hommes d'État avec qui il avait été en contact en vingt ans de vie politique, il était en mesure de contrebalancer par sa présence l'image du fellagha « tueur au couteau entre les dents » que la France avait plaquée sur le F.L.N.

Restait à vaincre l'opposition des maquis et celle — attentive car si proche — de Nasser qui reprochait à Abbas d'être trop pro-

occidental. Les membres du C.C.E., bien qu'ils n'aient pas mis le Raïs au courant du projet de gouvernement, ne voulaient pas couper les ponts avec l'Égypte.

C'est au cours de la dernière réunion le 17 septembre qu'ils trouvèrent la parade. La présidence irait à Ferhat Abbas et on nommerait deux vice-présidents : Ben Bella pour apaiser Nasser, et Krim qui deviendrait le garant de la lutte des maquis au sein du nouveau gouvernement. Le G.P.R.A., cocktail subtil des différentes tendances de la révolution algérienne, était né. Encore fallait-il le faire « goûter » aux pays frères !

Le 18 septembre, tenant compte du décalage horaire, une délégation du F.L.N. se présenta aux chefs de gouvernement de tous les pays arabes, y compris la Turquie. Chaque délégation était chargée d'annoncer la création du G.P.R.A. aux pays frères et amis avant de la rendre publique. La manœuvre était habile. Les leaders du Front empêchaient ainsi les gouvernements arabes de se consulter avant de se prononcer sur la reconnaissance du G.P.R.A. Ils étaient mis au pied du mur et devaient prendre leur décision avant le lendemain, date de la proclamation publique.

À Tunis, c'est Krim et Mahmoud Chérif qui rencontrèrent le président Bourguiba dans sa villa d'été.

« Excellence, dit Mahmoud Chérif toujours cérémonieux, nous sommes mandatés par le F.L.N. pour vous annoncer qu'à dater de cet instant est institué un G.P.R.A. qui présidera à la conduite de la révolution algérienne... »

Bourguiba entendit Krim lui lire la liste des membres du G.P.R.A. La surprise était complète. Mahmoud enchaîna :

« Mous vous apportons la primeur de cette nouvelle... »

Ce qui était vrai puisque, au même instant, dans cinq capitales arabes, cinq délégations tenaient le même discours !

« ... en escomptant de votre part une reconnaissance dans les délais les plus brefs. Nous avons la certitude que les pays frères vont le faire dans les heures qui viennent. »

Après la surprise, la surenchère ! Le nouveau G.P.R.A. ne manquait pas d'une certaine audace ! Bourguiba, se ressaisissant, remercia ses visiteurs de la « confiance qu'ils lui faisaient ».

« Mais, ajouta-t-il, je me demande si vous faites bien. En

principe, on consulte au préalable les gouvernements dont on espère se faire reconnaître. C'est très hasardeux ce que vous avez fait. »

La « prédiction » de Lamine sur les « pays frères » se réalisait !

« Vous connaissez ma sympathie, poursuivit Bourguiba. La reconnaissance, vous l'avez de fait puisque vous êtes chez moi et que vos troupes stationnent sur le territoire tunisien. Mais je vous avoue que diplomatiquement je me demande si cela ne va pas me gêner plus qu'autre chose. Je pense qu'il faut que je réfléchisse énormément. »

C'était — pour l'instant — une fin de non-recevoir fort poliment mais fort nettement signifiée ! Krim et Mahmoud regagnèrent rapidement les bureaux du F.L.N. de Tunis pour communiquer la réaction de Bourguiba au Caire où les nouvelles n'étaient pas meilleures.

C'est Toufik El-Madani qui avait annoncé la création du G.P.R.A. au gouvernement égyptien. Une nouvelle fois Nasser n'avait pas jugé bon de recevoir les délégués du F.L.N. qui s'étaient retrouvés devant le major Fathi Ed-Dib, patron des services spéciaux et particulièrement chargé des rapports — orageux — avec le Front. La réponse du major au petit discours de Toufik avait été glaciale :

« Jamais ce G.P.R.A. n'aurait dû être proclamé. Ou si vous teniez à créer un gouvernement il ne devait comporter que vos frères emprisonnés à la Santé. »

À la froideur du major, Toufik opposait un visage de marbre.

« Enfin, ajouta Fathi Ed-Dib, je vous ménagerai d'ici quarante-huit heures une entrevue avec un membre du gouvernement. »

De Nasser, pas question !

Le 19 septembre, à Tunis, au cours d'une conférence de presse, Krim et Mahmoud Chérif annoncèrent au monde la constitution du nouveau G.P.R.A. pendant qu'au Caire Ferhat Abbas procédait à la même cérémonie. À Paris, Jacques Soustelle, ministre de l'Information, déclara :

« Nous saurons, au lendemain du référendum, si l'Algérie entend être une province française, étroitement associée à la vie

nationale... Le gouvernement — celui-ci ou un autre — aura à prendre des responsabilités en fonction de la réponse qui sera faite au référendum et du résultat des prochaines élections législatives. »

Immédiatement, la Tunisie, le Maroc, la Syrie, le Liban reconnurent le nouveau G.P.R.A. Bourguiba avait réfléchi. L'Égypte, elle, restait muette.

Le 20 septembre en fin d'après-midi Toufik El-Madani, cette fois accompagné de Ben Khedda et de Mahmoud Chérif, arrivé par avion de Tunis, se présentèrent au Caire au palais du Gouvernement. À leur grand étonnement ce fut encore Fathi Ed-Dib qui les reçut, sans excuser le moins du monde le « membre du gouvernement » qu'ils devaient rencontrer. D'entrée, le chef des services spéciaux égyptiens se fit menaçant. Il reprocha violemment à la délégation F.L.N d'avoir agi sans consulter l'Égypte, souligna que leur décision était inamicale et *inacceptable* et que le gouvernement de Nasser allait reconsidérer toute sa politique à l'égard de la révolution algérienne.

Si Toufik El-Madani gardait un calme imperturbable, il n'en fut pas de même de Mahmoud Chérif, qui explosa :

« Monsieur le commandant, nous sommes étonnés qu'après un séjour de dix-neuf mois dans votre capitale, au cours desquels nous vous avons souvent rencontré, vous ayez la prétention de domestiquer nos âmes. Sachez, monsieur le commandant, qu'en plus de cent vingt années d'occupation les Français n'ont pu seulement domestiquer nos corps ! »

Et les trois ministres du nouveau G.P.R.A. tournèrent les talons. La sortie était digne de la réplique. Théâtrale. Mais elle allait entraîner une modification importante des rapports entre l'Égypte et la révolution algérienne.

Les membres du G.P.R.A. apprirent que la R.A.U. reconnaissait leur gouvernement à l'instant où ils faisaient leurs bagages. Après avoir eu connaissance des détails de l'entrevue avec Fathi Ed-Dib, les nouveaux ministres avaient décidé à l'unanimité de quitter Le Caire ! Affirmant son indépendance à l'égard du Raïs, le G.P.R.A. aurait désormais pour siège Tunis où Bourguiba — qui décidément avait beaucoup réfléchi — lui tendait les bras.

Nasser, ulcéré, mijotait sa vengeance à l'égard des « vipères » qu'il avait eu la faiblesse de réchauffer sur les bords du Nil...

L'armée semblait avoir oublié la guerre. Elle était devenue une formidable agence de publicité chargée de la campagne du « Oui au référendum ». Débauche d'affiches tricolores dans les villes, sur les murs des fermes et des plus humbles mechtas. Floraison de croix de Lorraine, accumulation de portraits du Général dont le regard vous transperçait à chaque coin de rue. Le *oui* à la nouvelle Constitution était devenu « Oui à De Gaulle ». La formule était peinte en lettres gigantesques sur les rochers des contreforts montagneux, sur le revêtement des routes, sur les murs des grandes propriétés. C'était le triomphe de l'action psychologique qui pendant cette période électorale semblait avoir remplacé le commandement en chef. La colle et la peinture étaient devenues les deux mamelles de l'armée. Elle en sécrétait par tonnes. Le quadrillage, encore renforcé pour protéger la population des éventuels méfaits du F.L.N. qui prônait le boycott du référendum, se révélait particulièrement efficace. L'armée avait voulu faire du référendum un succès personnel. Dans l'esprit des militaires la victoire massive du *oui* devait concrétiser cette intégration dont le général De Gaulle s'obstinait à taire le nom. Jacques Soustelle estimait que le *oui* l'emporterait. Dans quelle proportion ? « 65 p. 100 sans garantie », avait répondu le ministre.

En Algérie, elle atteignit 96 p. 100 des votants ! C'était la victoire complète. Pour la première fois en Algérie on avait voté sans contrainte, sous la surveillance d'une commission de contrôle créée pour surveiller la régularité du scrutin. Bien sûr, l'action psychologique avait veillé au grain, les électeurs du bled étaient arrivés par pleins camions militaires, la tête pleine du « Oui à De Gaulle », écrit, scandé, crié, hurlé depuis trois semaines.

Pour la première fois les musulmans avaient voté au collège unique, pour la première fois aussi leurs femmes s'étaient approchées de l'urne. Pour la première fois enfin, la France avait fait d'évidentes concessions à la communauté musulmane. Et malgré les menaces du F.L.N. réduites à néant par un quadrillage parfait, 80 p. 100 des électeurs avaient répondu à l'appel ! Le nombre des escarmouches avec les *djounoud* du F.L.N. était tombé à moins de quinze par jour. Le résultat était là : le Front n'avait pas réussi à influencer sur la grande masse des électeurs. Sa

défaite était d'importance.

Pourtant, pour réagir contre la politique de concessions pratiquée par la France, pour regonfler le moral des maquis entamé par la réduction considérable d'armes et de matériel entraînée par l'étanchéité du barrage tunisien, le F.L.N. avait décidé de porter la guerre en métropole, suivant ainsi l'un des conseils d'Ouamrane.

Le mois de septembre avait vu la multiplication des attentats perpétrés par l'O.S. de la Fédération de France. Le 15 septembre Jacques Soustelle avait dû à son sang-froid, et à la chance, d'éviter les balles des tueurs qui l'attendaient à proximité de l'Etoile. Dans le sud de la France, le dépôt de pétrole de Mourepiane avait brûlé pendant plusieurs jours. Les propagandistes de la Fédération avaient expliqué : « Nous n'empêcherons pas le pétrole du Sahara d'arriver en France, l'effort serait trop grand, mais nous allons détruire en métropole les dépôts et les raffineries. Le résultat sera le même et ça coûtera plus cher aux Français... »

Du 21 août au 28 septembre, 181 « objectifs économiques » avaient été visés et 242 agressions contre les personnes avaient fait 82 morts dont 22 métropolitains et 188 blessés ; 56 sabotages avaient été effectués avec succès. Les opérations de police, les contrôles, les arrestations s'étaient multipliés et puis tout à coup vers le 14 octobre les attentats avaient cessé comme par miracle. Le nouveau G.P.R.A., qui devait pourtant se relever du coup dur porté par le succès des élections en Algérie et par la baisse de moral dont souffrait l'A.L.N., avait décidé de changer de politique. C'était l'ouverture inattendue.

« Croyez, monsieur Rosenberg, que nous ne sommes pas les ennemis de la France, dit Ferhat Abbas. Au contraire, nous souhaitons la coopération avec les Français sur la base de nouvelles relations dès que nous aurons obtenu l'indépendance. »

Arrivé la veille, 10 octobre, à Tunis, le journaliste autrichien Arthur Rosenberg, que nous avons rencontré naguère dans le bureau du Général, rue de Solferino, était reçu par Ferhat Abbas et Krim Belkacem, les deux plus hautes autorités officielles du G.P.R.A., au palais d'Été, mis à leur disposition par le président Bourguiba. Depuis les contacts Palewski-Abbas en 1956, Rosenberg était aux yeux du F.L.N. un « journaliste privilégié ». Et c'est lui qui avait été choisi pour témoigner au monde du désir

qu'avait le F.L.N. de prendre langue avec le gouvernement français.

« Nous ne posons aucun préalable à la discussion, précisa le président du G.P.R.A.

— Vous avez pourtant toujours posé celui de la reconnaissance de l'indépendance. C'est cela qui a rendu impossible toute négociation pendant quatre ans !

— Nous l'abandonnons. Je vous le répète, nous ne posons aucun préalable à la discussion. »

L'information était de taille ! L'ouverture tant attendue était là. Rosenberg était trop vieux journaliste, au fait de la subtilité arabe, pour croire que la déclaration d'Abbas était spontanée. Le G.P.R.A. recherchait la négociation. Il y avait à Tunis une volonté farouche de rencontre. Les membres du gouvernement avaient mûrement réfléchi et s'étaient réunis pour discuter de l'abandon du préalable de l'indépendance qui avait bloqué jusque-là toute conversation avec les Français. Ce préalable n'était d'ailleurs pas posé au 1^{er} novembre 1954 lorsque les Fils de la Toussaint avaient déclenché la révolution. C'est l'intransigeance d'Abane qui l'avait imposé par la suite. Abane mort, Krim et Ben Tobbal avaient soulevé le problème : « À quoi sert ce préalable ? Il n'est pas politique. Il signifie la capitulation de la France. Pour l'envisager sérieusement il faudrait un rapport des forces que nous sommes loin d'avoir. Même si l'adversaire comprenait nos raisons il ne pourrait admettre ce préalable par amour-propre. » Et le G.P.R.A. avait décidé à l'unanimité son abandon.

Cette nouvelle allait faire le tour du monde. Rosenberg réfléchissait à toute vitesse. Il tenait un « scoop⁴²⁷ » mondial qu'il fallait développer, jusqu'où irait la politique d'ouverture du G.P.R.A. ?

« Et les prisonniers français ? » demanda-t-il.

Sans regarder Krim, Ferhat Abbas répondit :

« Nous avons pour but de libérer le plus grand nombre de prisonniers dans la mesure où l'activité militaire le permettra. »

Le climat, le ton de conversation traduisaient une atmosphère d'espoir qui, nota Rosenberg, « en faisait une véritable offensive de paix ». Le journaliste autrichien se hasarda à évoquer une question épineuse : les attentats en métropole.

« Monsieur le président, vous évoquez des considérations humanitaires qui se concilient mal avec l'offensive terroriste en métropole ?

— La Fédération de France réclamait depuis longtemps notre accord. Nous le lui avons donné il y a quelques semaines en précisant que les agressions devaient être exclusivement dirigées contre les objectifs économiques et militaires. La population civile devait être épargnée de même que la police.

— Et pourtant le bilan est lourd !

— Que voulez-vous, monsieur Rosenberg, dans l'acharnement du combat des ordres sont partout transgressés. »

C'était le désaveu public de la politique menée en métropole par une Fédération de France trop consciente de son importance et peu empressée à obéir aux ordres du G.P.R.A. !

« Et si les attentats en métropole cessaient ? lança Rosenberg. Si le G.P.R.A. donnait l'ordre de ne pas poursuivre cette politique ? »

Cette fois, Krim Belkacem intervint. C'était au patron de l'armée de répondre :

« Notre gouvernement délibère à ce sujet. Nous n'avons pas encore pris de décision. »

L'entretien se terminait sur une note d'espoir. La nouvelle publiée dans le journal de Berlin-Ouest *Der Tag* alerta les chancelleries. La France allait-elle répondre à cette ouverture ?

Trois jours plus tard la vague de terreur qui mobilisait en France plusieurs milliers d'hommes et qui en un mois avait coûté la vie à quatre-vingt-deux personnes cessa comme par miracle...

Le G.P.R.A. connaissait les contacts de Rosenberg avec le cabinet du général De Gaulle. En outre, Ferhat Abbas avait discrètement rencontré en Suisse Abderrahmane Farès qui lui avait confié officieusement que De Gaulle voulait entamer des entretiens sérieux. L'arrêt du terrorisme en métropole était de la part du G.P.R.A. la preuve de bonne volonté que Rosenberg rapportait de Tunis. C'était maintenant à Paris de tendre la perche.

« N'importe quelle sorte de conversation, avait glissé Abbas à Rosenberg, dans un endroit neutre... »

Pour la première fois depuis 1954 des négociations sur un cessez-le-feu entre la France et le F.L.N. semblaient possibles.

Une immense ovation salua le général De Gaulle lorsqu'il apparut, le 3 octobre 1958, sur la tribune tricolore dressée sur la place de la Brèche à Constantine. À peine connus les résultats du référendum, le général avait décidé d'entreprendre son quatrième voyage en Algérie. Le président du Conseil menait sa politique à vive allure et n'entendait pas perdre de temps ; le référendum était un véritable plébiscite dont il fallait profiter pour annoncer le train des réformes décidées par le gouvernement pour l'Algérie. Ces réformes dont on parlait toujours et que l'on ne voyait jamais, ces mirifiques plans de libéralisation, d'augmentation des salaires, d'accession des musulmans à la fonction publique qui — tant sous Jacques Soustelle que sous Robert Lacoste — avaient provoqué les réactions européennes les plus vives, De Gaulle les annonçait. Et il avait choisi pour cela Constantine, la capitale de l'Est, la plus musulmane des trois grandes villes d'Algérie.

La place de la Brèche, balayée par un vent aigrelet, avait été prise d'assaut dès le matin par une foule en djellabas, burnous, turbans et haïks noirs comme en portent les femmes de l'Est. L'assistance était presque exclusivement musulmane. Quelques Européens avaient pris place dans les rangs officiels, aux fenêtres du Cirta, le « Ritz » de Constantine, et à celles des immeubles bordant la place. De Gaulle, qui n'avait fait que passer à Alger à qui il cachait mal sa défiance, avait consacré son voyage à la visite de postes militaires en zones opérationnelles. À plusieurs reprises il avait évoqué une nouvelle délimitation des pouvoirs civils et militaires. Les choses devaient reprendre leur cours habituel. Le bruit d'une mutation prochaine du général Salan avait même couru. Mais c'était à Constantine que De Gaulle avait réservé ses révélations sur l'avenir économique et social de l'Algérie.

« Quel est l'avenir auquel la France l'appelle ? s'écria le général. Algériens, Algériennes, je suis venu pour vous l'annoncer ! »

C'était la première fois qu'on s'adressait à la population musulmane en l'appelant : Algériens, Algériennes. Les observateurs ne manquèrent pas de le souligner. Mais cela n'était rien en regard de la politique prévue par De Gaulle pour l'Algérie ! Le plan de Constantine étalé sur cinq ans prévoyait :

l'entrée des musulmans dans l'administration, 10 p. 100 en métropole — « Je dis bien en métropole », souligna le général — et beaucoup plus en Algérie ; salaires et traitements à égalité avec ceux de la métropole ; distribution de deux cent cinquante mille hectares de terres nouvelles aux cultivateurs musulmans ; scolarisation des deux tiers des enfants, puis de la totalité au cours des trois années suivantes ; contacts humains déjà pris par l'armée poursuivis en Algérie et aussi en métropole ; enfin mise en valeur agricole et industrielle de l'Algérie : pétrole, gaz, grands ensembles métallurgiques et chimiques, logements pour un million de personnes, emploi régulier de quatre cent mille travailleurs nouveaux.

« Rien de nouveau par rapport à mon plan », grommela Lacoste à Paris en lisant le discours du général. C'était vrai. À la seule différence que le collège unique venait d'être appliqué pour la première fois en Algérie lors du référendum du 28 septembre.

De Gaulle annonça enfin que les élections législatives qui se dérouleraient dans deux mois devraient voir l'entrée de deux tiers d'élus musulmans parmi les représentants de l'Algérie. Quatre mois après son arrivée au pouvoir le général De Gaulle bouleversait de fond en comble ce qui avait été l'Algérie coloniale.

Le Comité de salut public de Constantine n'allait pas laisser passer pareil discours — où le mot intégration n'avait toujours pas été prononcé — sans protester. Il constitua une délégation d'« hommes en colère » bien décidés à dire son fait au président du Conseil. Elle ne franchit même pas la porte de la préfecture. De Gaulle refusait de la recevoir. Lorsque les services télégraphiques annoncèrent au C.S.P. de Constantine que sa dépêche adressée au président du C.S.P. d'Alger, le général Massu, ne pourrait être acheminée, les lignes étant « en dérangement », les Européens de Constantine furent en proie à la rage et au découragement. Sentiments bientôt partagés par une grande partie des pieds-noirs qui voyaient s'effondrer en quelques semaines des privilèges jusque-là farouchement défendus. Ce De Gaulle que l'Algérie européenne avait amené au pouvoir lui portait ses coups les plus durs. Il était temps que les comités de salut public au sein desquels l'armée jouait un si grand rôle le rappellent à un peu de décence sinon de reconnaissance !

« Messieurs, en exécution des ordres du chef du

gouvernement, nous quittons le Comité de salut public. » Suivi de onze officiers, le général Massu se leva et sortit de la salle de réunion du C.S.P. Algérie-Sahara au milieu d'un silence de mort.

La publication, le matin même de ce 14 octobre, de la lettre envoyée par De Gaulle à Salan avait plongé Alger dans la fureur. Dans cette lettre — accompagnée d'instructions générales pour la préparation des élections — le président du Conseil écrivait : « L'intérêt supérieur du pays exige que la consultation ait lieu dans des conditions de liberté et de sincérité absolues et que des listes représentatives de toutes les tendances — je dis de toutes les tendances — puissent solliciter concurremment et au même titre les suffrages des électeurs... Toutes les opinions devront pouvoir s'exprimer et tous les candidats pouvoir se présenter et faire campagne, quels que puissent être leurs programmes, y compris en ce qui concerne le statut ou le destin politique de l'Algérie [...], les saisies de journaux locaux ou métropolitains ne pourront être ordonnées que si les articles incriminés sont de nature à entraîner des poursuites judiciaires [...] ; le but à atteindre consiste à obtenir que se révèle librement une élite politique algérienne. »

Ces termes, à Alger, c'était de la provocation. Mais le coup de grâce était donné en six lignes à la fin de ces « instructions générales » :

« Le moment est venu où les militaires doivent cesser de faire partie de toute organisation qui revêt un caractère politique, quelles que soient les raisons qui, dans les circonstances qu'a traversées l'Algérie depuis le mois de mai, ont pu exceptionnellement motiver leur participation. Rien ne saurait plus désormais justifier leur appartenance à de telles formations. Je prescris qu'ils s'en retirent sans délai.

» Il me sera rendu compte des mesures prises pour l'exécution de cette instruction. »

Dans toute l'Algérie les officiers obéirent dans les heures qui suivirent la publication de ces instructions. Un instant, les activistes des C.S.P. avaient espéré un mouvement de résistance. Mais l'armée avait trouvé un patron qui en outre était président du Conseil. Les plus intégrationnistes des officiers comme Godard, Vaudrey ou Trinquier n'avaient pas protesté.

Et pourtant cette décision provoquait bien des grincements de

dents. Tous les jeunes officiers — en particulier chez les parachutistes qui croyaient encore à une Algérie française où chacun aurait les mêmes droits et les mêmes devoirs — s'élevaient contre la mesure qui frappait les militaires des C.S.P.

« Nous sommes les seuls à pouvoir faire admettre des changements profonds, disaient-ils. Les colons et la plupart des Européens « avalent » difficilement les réformes, le collègue unique, les augmentations de salaire. Si nous partons, comment cela va-t-il se passer ? »

De Gaulle venait de répondre par le discours de Constantine et par l'annonce des élections. « Cela se passera légalement, en obéissant aux décisions de Paris. »

Le temps où Alger dictait ses volontés était définitivement aboli. Les activistes des C.S.P. ne pouvaient s'y résoudre.

À Alger le C.S.P. décida de siéger en permanence.

« Le Comité doit se considérer en état d'urgence », s'écria Lagaille.

Eccœuré, Jacky Laquière, l'avocat algérois, décida pour sa part de quitter le C.S.P. qui, privé de la présence militaire, ne représentait plus rien. Rien qu'une organisation non officielle. Encore moins qu'un parti politique !

Les plus « durs » parmi ceux qui restaient : Lagaille, Denis, Ortiz, Goutallier, Martel décidèrent d'appeler le peuple d'Alger à une grève générale pour le 16 octobre.

« De Gaulle nous a trahis. Il ne faut pas attendre davantage. Il faut agir et lui montrer ce que nous représentons. »

C'était compter sans les gaullistes du C.S.P. : Neuwirth, L'Hostis et Vinciguerra qui, tout en regrettant le départ des officiers du Comité, n'acceptaient pas de se dresser contre De Gaulle. En outre ils considéraient que certaines initiatives militaires ; prises par les C.S.P., pouvaient mener trop loin. Par exemple Neuwirth avait été horrifié lorsque Trinquier avait proposé pour toutes les villes d'Algérie un plan de quadrillage semblable à celui d'Alger. Il assortissait en outre chaque dispositif de protection urbaine d'un organisme paramilitaire de la population. « Très impressionné par le « poisson dans l'eau » indochinois, me dira Neuwirth, il sautait à pieds joints dans le fascisme ! C'était inacceptable. »

Inacceptable et pourtant bien près d'être accepté. Les gaullistes dont les rangs étaient clairsemés depuis que Soustelle, s'apercevant que De Gaulle n'était pas aussi Algérie française qu'il le croyait, était devenu très réticent, décidèrent pourtant de s'opposer à la grève. Ils étaient persuadés qu'elle risquait d'être très grave et lourde de conséquences. Elle pouvait déboucher sur un affrontement entre les communautés européenne et musulmane. C'est d'ailleurs ce qu'espéraient — consciemment ou non — les activistes qui avaient l'impression d'avoir été joués non seulement par De Gaulle mais par l'armée et qui espéraient amener ainsi cette dernière à « basculer ». Rien ne ferait hésiter Ortiz, Goutallier et Martel. Ils comptaient — déjà — renverser De Gaulle qui, à leurs yeux, n'était pas encore suffisamment « installé » pour résister à une pareille offensive. Désormais « faire basculer l'armée » sera le but de toutes les manifestations européennes en Algérie.

Toute la nuit du 15 au 16 octobre, les leaders du C.S.P. réunis chez Dominique, un restaurant situé rue Michelet près du parc de Galland, s'affrontèrent sur la décision à prendre. Neuwirth voulait à toute force les faire revenir sur la grève générale. Il agita devant Lagailarde, Denis et Laquière le spectre de l'affrontement sanglant. Dans un va-et-vient incessant, Roseau, le leader des lycéens, Martel et Ortiz se relayèrent pour « contrer » les gaullistes. Ceux-ci qui avaient déjà réussi une opération de fractionnement en obtenant des anciens combattants qu'ils n'appuient pas la grève, obtinrent finalement gain de cause grâce aux militaires. Raoul Salan, d'une rare prudence, était resté en dehors de « toute cette histoire ». Mais les colonels Godard et Vaudrey, qui représentaient la fraction des jeunes officiers déçus et « traumatisés » par l'ordre de retrait, ne cachaient pas leur ressentiment. Massu, à son habitude, prit une attitude ferme. Il était en bloc contre « toutes leurs conneries » et fit savoir qu'il « s'opposerait à toute tentative de provoquer des troubles sur la voie publique ». Les gaullistes avaient gagné. La grève fut annulée le 16 au matin.

En sortant de chez Dominique après une nuit de discussions épuisantes, les « activistes » étaient mis en échec. Désormais c'était clair : sans l'armée, rien n'était possible.

Neuwirth qui avait sincèrement cru au 13 Mai et qui — comme beaucoup de jeunes officiers — avait pensé imposer aux

possédants des sacrifices et aux petits Blancs une attitude différente ; n'avait plus aucune illusion. La grève et les troubles qui auraient suivi étaient évités pour ce 16 octobre. Mais pour combien de temps ?

Les activistes ulcérés de leur défaite, et fous de rage à la pensée que De Gaulle était désormais approuvé par la gauche jusque-là hostile, préparèrent leur prochaine offensive : les élections. Soixante députés dont deux tiers musulmans soit, mais qu'au moins on les tienne solidement.

De Gaulle refermait la porte ! Le 23 octobre, réunis au Caire autour d'un poste récepteur ondes courtes, les membres du G.P.R.A. écoutaient avec attention la conférence de presse du président du Conseil français. Le général De Gaulle venait de faire appel à la « paix des braves » et de proposer des modalités de négociations.

« La vieille sagesse guerrière, disait De Gaulle, utilise depuis très longtemps, quand on veut que se taisent les armes, le drapeau blanc des parlementaires... ». Ce fut dans la salle de réunion de la rue Mudiriet-et-Tahrir le plus beau tohu-bohu qu'on y ait jamais entendu.

« De Gaulle ! Trahison ! Drapeau blanc... Il ne faut plus croire en De Gaulle. Il ne faut plus s'adresser à lui. »

Après l'abandon du préalable, Abbas et le G.P.R.A. attendaient une autre proposition !

« C'est une manœuvre pour séparer l'intérieur de l'extérieur, s'exclama Ben Khedda. Peut-être un conseil de son 2^e bureau !

— Il faut publier un communiqué très violent », ajouta Mahmoud Chérif.

Abbas, le plus vieux, le plus réaliste, essaya de calmer les membres du gouvernement et d'arrondir les angles. Sa longue expérience politique lui dictait la modération, mais la « paix des braves » et le « drapeau blanc » ne correspondaient pas du tout à ce que lui avait dit Farès. L'ancien président de l'Assemblée algérienne, reçu alternativement par De Gaulle et par Abbas, avait donné à cet « espoir de négociation » un coup de pouce de trop. Il voulait tellement bien faire qu'il avait dit à chacun ce que chacun voulait entendre. À Abbas : « De Gaulle veut traiter. » À De Gaulle : « Si vous parlez de la paix des braves, cela suffira à

accrocher la discussion... »

L'expression « la paix des braves » allait provoquer une réaction qui surprit le général. Le 25 octobre Ferhat Abbas rejeta violemment la « demande de capitulation » formulée par le général De Gaulle : « Le problème du cessez-le-feu en Algérie n'est pas simplement un problème militaire. Il est essentiellement politique et la négociation doit porter sur l'ensemble du problème de l'Algérie... » Le G.P.R.A. devait en effet compter avec les maquis dont il redoutait la réaction. C'est la raison pour laquelle le communiqué F.L.N. se terminait par un appel à la lutte à outrance.

Les deux adversaires avaient rapproché leurs positions de base — en n'imposant plus le préalable de l'indépendance — mais il restait encore beaucoup de difficultés à surmonter. Les militaires — français ou A.L.N. — n'étaient pas disposés à tolérer de leurs chefs politiques la moindre faiblesse.

À Médéa, où le général Massu devait venir prononcer un discours pour expliquer à la population la paix des braves, les *moussbilin* de la wilaya 4 lâchèrent en ville un âne portant une pancarte où l'on pouvait lire : « Je suis le frère de Massu. Je suis pour la paix des braves ! » Des agents de police musulmans — en contact avec le F.L.N. — dramatisèrent la chose auprès des autorités militaires de Médéa : « On se moque du général Massu. Tout le monde rigole sur le passage de l'âne que nous n'avons pu attraper. La population risque de nous échapper... »

Une patrouille militaire retrouva l'âne et commit la monumentale erreur de l'abattre sur place.

« Il est mort en héros..., s'écria-t-on dans tout Médéa. Si les *djounoud* sont capables d'opérations pareilles, c'est qu'ils ne se sentent pas traqués ! »

Les services français d'action psychologique avaient encore du pain sur la planche. Au fil des mois, ceux du F.L.N. avaient pris des leçons et entendaient bien les mettre en application.

On « les » sentait là, invisibles dans la montagne de Blida perdue de brouillard. Malgré les ratissages « ils » semblaient plus présents que jamais. Et puis les opérations se faisaient rares. L'armée était engluée dans un quadrillage serré destiné à tenir la population, à la faire voter. Le référendum et la préparation des élections semblaient être devenus le principal souci de l'état-

major. Plus d'opérations d'envergure, quelques coups de main isolés, quelques commandos en action, c'était tout. Restait la guerre psychologique locale. Elle avait pris une considérable ampleur. Surtout en wilaya 4. La « lutte pour les âmes » était ouverte entre les officiers S.A.S. et les chefs de maquis, une lutte où les mots remplaçaient les balles, où les arguments tenaient lieu de bouclage, où les réactions de la population devenaient victoire ou défaite.

Dans le djebel Mouzaïa entre La Chifia et Médéa, le capitaine S.A.S. de Camp-des-Chênes et Oussedik Boualem, responsable de la propagande et de l'information en wilaya 4, avaient engagé un combat feutré à coups de tracts, de lettres, parfois de phrases courtes sorties du silence de la nuit à l'heure de la garde.

« Ils » étaient tout près. Mais où ? Dix fois, cent fois les *djounoud* auraient pu abattre le jeune capitaine à lunettes et cheveux ras mais telle n'était pas la règle du jeu. Le capitaine S.A.S. était correct. Il jouissait même d'un crédit certain dans la population. Il était sincère et, tout comme le capitaine Morin, officier S.A.S. entre Tablai et Blida, il flétrissait publiquement l'action de certains officiers qui au cours d'opérations « se conduisaient en assassins ». Sa mort n'aurait pas servi la cause du Front, au contraire. La population regroupée autour des S.A.S. avait moins de contacts avec l'A.L.N. il fallait donc la frapper psychologiquement et surtout lui démontrer que — malgré la politique de zones interdites et de zones de regroupement — le F.L.N. était toujours là. Vigilant et efficace. La lutte était rude car les officiers S.A.S. de la région se révélaient de redoutables psychologues. Leur influence sur la population grandissait.

À Mouzaïaville, par exemple, le capitaine Ventajo, patron de la S.A.S., venait de réussir un coup de maître, ûe Gaulle proposait la paix des braves à l'Algérie, Ventajo, lui, voulait gagner localement. Dans son secteur tout le monde parlait d'un ravitailleur du F.L.N. : Yahia Négro, un grand gaillard courageux à la peau très brune, qui « descendait » régulièrement à la Mitidja. Son prestige vis-à-vis de la population était immense. Le capitaine Ventajo résolut de le rallier. S'il y parvenait, l'impact sur les habitants serait dix fois plus important qu'une opération jugée « payante » par l'état-major à la lecture d'un bilan qui en réalité anéantissait en quelques heures des mois de travail de l'officier S.A.S. pour qui seule la confiance de la population

comptait. Yahia Négro, ce colosse, avait pour son vieux père resté à Mouzaïaville une adoration qui faisait l'admiration des mechtas alentour. Tous les commandants de secteur qui s'étaient succédé avaient établi une surveillance autour de la bicoque pour prendre Yahia Négro lorsque son instinct filial serait devenu trop fort. Ventajo la fit supprimer puis il imprima et fit distribuer dans la région un tract qu'il avait lui-même rédigé en termes simples : « Je sais, Yahia Négro, que tu aimes ton père. C'est un sentiment qui t'honore. Jamais je ne t'empêcherai de voir ta famille. Dans six semaines, c'est Noël. C'est déjà la neige. Tu te bats et on t'estime. Je respecte ton idéal. Noël c'est la paix. Pourquoi ne pas s'entendre ? Vous avez vos responsables, gros bourgeois confortablement installés à Tunis. Nous aussi on a nos gros colons à Alger et la politique à Paris. Mais nous deux, ici, on doit s'entendre. »

Quelques jours plus tard, Yahia Négro, l'insaisissable, se rendait au capitaine Ventajo qui ne lui demanda jamais de trahir ses compagnons. Un autre, beaucoup d'autres, auraient « interrogé » le bonhomme qui connaissait toutes les caches F.L.N. de la région. Le bilan aurait été payant... et la population perdue. Ventajo, en laissant Yahia Négro vivre en paix avec son vieux père, avait porté un coup dur au prestige du F.L.N. Oussedik Boualem avait apprécié le coup en connaisseur. Le jeune licencié es lettres parvint à obtenir d'Azzedine, chef militaire de la 4, que l'A.L.N. laisse également Yahia Négro en paix. Sa mort ne servirait pas la cause. Au contraire. D'autant que le ravitailleur n'avait pas parlé. Son ralliement n'avait eu aucune conséquence matérielle sur la vie du maquis. Les S.A.S. de la région avaient marqué un point. À Boualem de marquer le second.

Pour le Front, la campagne antiréférendum s'était soldée par un échec. Il fallait se reprendre. Pour les élections législatives Oussedik Boualem fit imprimer selon les régions des tracts « personnalisés » : « Je m'appelle Ali, ou Omar, ou Ahmed, je pourrais être ton frère, je suis *djoundi*, je me bats pour mon pays. Si tu votes, tu fais la pire chose que tu puisses me faire. Je souffre. Toi aussi. Ne vote pas. »

Mais c'est face au capitaine S.A.S. de Camp-des-Chênes que Boualem voulait gagner. L'ordre d'évacuation du village de Sidi-Madani allait l'aider considérablement. Le capitaine devait

chasser la population de ses terres pour la « regrouper » dans un camp près de la S.A.S. Comme beaucoup d'officiers il trouvait cette politique aberrante mais à Alger elle entraînait dans le cadre de la pacification soutenue par Salan et le brillant Allard. Oussedik et ses *djounoud* annoncèrent la nouvelle à la population : « Nous allons essayer de faire revenir le capitaine sur sa décision. » En surveillant l'officier, Boualem s'était aperçu que régulièrement il allait rejoindre après le couvre-feu quelques amis à l'auberge de Camp-des-Chênes ; il n'était accompagné que de deux ou trois soldats. Oussedik obtint que le chef militaire de la zone ne l'attaquât pas. « Laisse-moi faire », dit-il. Et il écrivit une première lettre au capitaine ;

« Tu es imprudent, tu vas presque toutes les nuits à l'auberge de Camp-des-Chênes. Tu n'as que trois hommes d'escorte. Nous sommes là, tout autour. Nous te voyons. Tu ne nous vois pas. Tu as été correct avec la population, alors on te passe tes caprices... » Quelques jours plus tard, après s'être rendu à Sidi-Madani, le capitaine reçut une seconde lettre : « Tu vas plus loin. Cette fois tu étais au village avec ta jeep et tes trois soldats. Nous étions là autour de toi. Nous te voyions. Tu portais un voile de chèche en guise de foulard. On ne t'a rien fait. Mais nous sommes là... » L'atmosphère s'alourdissait. C'était le jeu du chat et de la souris. Qui était qui ? Fella ou fellagha ? Paysan tranquille ou maquisard de Si M'hamed ?

Le capitaine avertit officiellement les habitants de Sidi-Madani de leur prochain départ pour un camp de regroupement. Il fallait agir. Le village était pour la wilaya 4 une source de ravitaillement considérable. En outre la population, fidèle au F.L.N., attendait une aide des maquisards.

Boualem se procura, grâce à la complicité du cuisinier de la S.A.S., le nom et l'adresse de la femme du capitaine en métropole, puis il envoya une troisième missive :

« Tu lis les journaux de France, tu vois que là-bas le F.L.N. agit. Tu veux contraindre la population de Sidi-Madani à abandonner ses terres. Jusque-là tu es allé tous les jours après le couvre-feu à l'auberge. Nous n'avons pas tiré. Tu vas dans les villages où nous sommes dissimulés parmi ces fellahs que tu regardes. Mais nous ne tirons toujours pas. Pourquoi ? Tu as toujours été correct avec le peuple. On te respecte. Si tu t'attaques à la population, tout va changer. Voici le nom et l'adresse de ta

femme et de tes gosses en France. Le F.L.N. est structuré. Si tu regroupes les gens de Sidi-Madani, si tu les chasses de leur village, on donnera l'ordre au Front d'attaquer ta famille en Europe ! »

Lorsque le capitaine engagea le dialogue avec les gens de Sidi-Madani, Oussedik sut qu'il avait gagné.

« J'ai des instructions, expliqua le capitaine aux habitants, le F.L.N. a les siennes. Moi, je suis contre ces déplacements de population. Je vous comprends, je me mets à votre place. Quitter sa terre c'est dur ! Tant que je pourrai retarder ce départ je le ferai. » Il tint parole. Plus par conviction personnelle que par crainte de représailles. Mais aux yeux de la population, Oussedik avait remporté une victoire psychologique plus importante qu'une embuscade meurtrière.

Les maquis kabyles vivaient dans la terreur. L'opération d'intox déclenchée par le capitaine Léger et ses « bleus-de-chauffe » avait atteint des sommets que ni Godard ni les spécialistes de la guerre parallèle et des « coups tordus » n'auraient seulement pu envisager. Amirouche, chef de la wilaya 3, était en proie au vertige de la trahison. Mayouz — Hacène la Torture — avait mis en route un terrible engrenage. Les tortures en chaîne avaient donné des résultats inespérés.

À partir des interrogatoires de Roza, puis de Kaddour et de Kamal, les aveux des hommes et des femmes torturés avaient révélé l'existence d'un « complot » qui gangrenait l'ensemble de la wilaya. Ce complot amorcé par Léger n'existait que dans la cervelle dérangée de Mayouz qui faisait avouer n'importe quoi à n'importe qui. Sa défiance des intellectuels, des « hommes des villes », partagée par Amirouche, l'amenait à découvrir par centaines les ennemis du peuple et de la révolution.

Les intellectuels, le personnel sanitaire, les infirmières, puis les étudiants venus au maquis après la grève et ceux chassés par la répression qui avait suivi la « bataille d'Alger » furent les premiers visés.

Hacène Mayouz et son adjoint Adjaoud Rachid, assistés d'un groupe de montagnards persuadés de purifier la révolution, faisaient régner dans chaque zone une atmosphère de suspicion oppressante. Dès août 1958, Hacène la Torture avait établi un épais dossier bourré de « preuves » contre une cinquantaine de

cadres qui avaient tous avoué leurs rapports avec les Services spéciaux français. Chacun quel que fût son grade avait été interrogé par Mayouz qui lui avait appliqué le supplice de l'hélicoptère : l'homme nu avait les pieds et les mains liés et réunis par une corde que l'on accrochait à une branche. Le corps en arc de cercle était ensuite hissé à cinquante centimètres du sol, puis chargé de quarante ou cinquante kilos de pierre. Mayouz plaçait ensuite sous le corps oscillant un kanoun empli de braises sur lesquelles un *djoundi* versait de l'eau froide. L'homme, les muscles brisés, les os craquants, respirait cette vapeur brûlante qui attaquait soit le visage et les poumons, soit le bas-ventre. Personne n'y résistait.

« Avec qui travaillais-tu ? » répétait sans cesse Mayouz. Et l'homme donnait le nom de ses plus proches compagnons.

Amirouche, convaincu par l'accumulation de « preuves », avait réuni dans la forêt de l'Akfadou les cadres de la wilaya, du sous-lieutenant au commandant : « Vous avez vos frères à juger, leur avait-il dit, nous avons appris l'existence d'un complot au sein de l'A.L.N. En temps normal je ne vous les aurais même pas présentés, leur sort dépend de l'état-major, mais l'affaire est trop grave. Je vous les confie avec leurs dossiers. Etudiez-les. Vous avez vos frères à juger et la révolution à sauver car d'autres traîtres sont encore en liberté. »

Les cadres votèrent la mort, persuadés eux aussi du complot. Ceux qui étaient assez intelligents pour penser à une opération magistrale d'intoxication n'osaient bouger. Ils étaient trop jeunes et eux-mêmes désignés aux soupçons des aînés. Les cadres de la wilaya kabyle étaient formés de montagnards incultes pleins de défiance pour ces bourgeois des villes dont ils ne comprenaient pas l'engagement dans les rangs des maquis.

Ce premier charnier allait être suivi de beaucoup d'autres. Mayouz, devenu grand inquisiteur, fit torturer et exécuter, en accord avec Amirouche, *plusieurs milliers* de jeunes gens. La terreur était telle que personne n'avait plus confiance en son voisin. Il suffisait que le nom d'un maquisard soit prononcé par deux ou trois hommes « interrogés » pour qu'il soit lui-même inculpé et interrogé à son tour ! Les opérations contre l'armée avaient pratiquement cessé. Amirouche ne pensait qu'au complot. C'était devenu son obsession. Des maquisards pensèrent au suicide. D'autres, parmi les jeunes qu'un certificat d'études ou un

diplôme plus important rendait d'emblée suspects, furent sauvés par quelques cadres courageux qui commençaient à se rendre compte du vent de folie sanguinaire qui soufflait sur la wilaya. Ainsi Saada, bachelier, secrétaire d'Achouramen Zougouhen, chef de la région d'Azazga, qui s'était rallié, écœuré par la bleuite, dut la vie sauve au chef de la zone 3, le capitaine Si Abdallah. Celui-ci, ami de sa famille, le muta secrètement en zone 2.

« À partir d'aujourd'hui, lui conseilla-t-il, tu ne sais plus lire ni écrire. Comme ça, tu as des chances d'en réchapper. »

Les exécutions en Kabylie ne cessèrent que quelques jours avant l'opération « Jumelles » en 1959 ! Mayouz avait fourni à Amirouche plus de trois mille condamnations à mort ! Trois mille jeunes gens dont presque tous avaient au moins leur certificat d'études. Une saignée dont l'Algérie n'allait pas se remettre de sitôt !

Amirouche ne se contenta pas de « purger » sa région. Il entreprit de mettre en garde les chefs des wilayas voisines contre le mal qui n'avait pu logiquement s'attaquer à la seule Kabylie. Ali Kafi, chef de la wilaya 2, Si M'hamed, chef de la 4, et Si Haouès, chef de la wilaya du Sud reçurent une longue lettre les informant de la découverte « d'un vaste complot dirigé par les Services secrets français contre la révolution algérienne et qui s'étendait à *toutes* les wilayas ».

Dans sa lettre, Amirouche conseillait, outre des interrogatoires « énergiques », une série de mesures qui montraient à quel point la « bleuite » du capitaine Léger avait atteint son but. Le chef kabyle qualifiait lui-même ces mesures de draconiennes :

1° Arrêt du recrutement et contrôle des personnes recrutées pendant les trois derniers mois.

2° Arrestation des goumiers et soldats ayant « déserté » depuis peu de l'armée française.

3° Arrestation de *presque* tous les *djounoud* originaires ou venus d'Alger depuis la grève de sept jours (janvier 1957).

4° Suppression des permissions, chacun devant rejoindre immédiatement son poste.

5° Suppression de toute correspondance privée, contrôle du courrier de service.

6° Arrêt de toute circulation sauf aux titulaires de laissez-passer délivrés par un responsable de wilaya après le 18 juin 1958.

7° Interdiction des mutations d'une région ou d'une zone à une autre. Arrestation de toutes les personnes provenant d'autres wilayas et examen sévère de leurs papiers. *Fermeture des frontières avec les autres wilayas*, sauf aux agents de liaison dûment accrédités par la wilaya.

8° Arrestation de tous les suspects, de toutes les personnes dénoncées de quelque grade qu'elles soient *et interrogatoire énergique* de ceux dont la situation ne paraît pas régulière.

Les purges d'Amirouche et les méthodes qu'il préconisait étaient dignes de la terreur stalinienne. Hacène Mayouz avait trouvé le plein emploi des belles qualités qu'il avait cultivées pendant la seconde guerre mondiale dans les services spéciaux allemands où il avait connu Mohammed Saïd, précédent patron de la wilaya kabyle. La « chasse aux sorcières » devait — selon Amirouche — s'étendre à toute l'Algérie. Obnubilé par cette obsession de la trahison, l'un des chefs les plus redoutés du F.L.N. paralysait par ces mesures « préventives » toute l'activité de sa wilaya et instaurait le règne de la suspicion, de la délation et de la terreur. Jamais le moral n'avait été plus bas. Jamais les ralliements aux Français plus nombreux. Quant aux désertions, devant la réception réservée par Amirouche à ceux qui gagnaient les maquis, elles étaient devenues infimes.

Dans la wilaya constantinoise, le successeur de Ben Tobbal, Ali Kafi, lut publiquement la lettre d'Amirouche, qui précisait : « Vous avez dans vos rangs des hommes instruits et cultivés. Tous ces cadres sont des traîtres. Voici leurs noms qui m'ont été donnés par les espions que j'ai pu découvrir. » Suivaient les noms des meilleurs éléments de la wilaya. Ali Kafi éclata de rire et sur-le-champ promut chacun des « traîtres » au grade supérieur.

« Amirouche est devenu fou, dit-il simplement. N'en parlons plus, ce sera au C.N.R.A. de régler l'affaire. »

En wilaya 4, Si M'hamed, soupçonneux de nature, évoqua le problème avec Azzedine qui avait reçu une lettre personnelle d'Amirouche dénonçant trois éléments de son célèbre commando

« Ali Khodja ».

« Convoque ces trois hommes, dit Si M'hamed. On va les interroger nous-mêmes. Il se peut qu'Amirouche ait raison.

— Non, dit Azzedine, qui sentait son chef ébranlé par les révélations d'Amirouche. On va les interroger devant les rangs des troupes. »

Azzedine fit rassembler les cent vingt hommes du commando devant le chef de la wilaya 4.

« Lieutenant Abdennour, fais sortir ces trois *djounoud* du rang. »

Tandis qu'Azzedine nommait les trois hommes soupçonnés, la stupéfaction se peignit sur le visage d'Abdennour.

« Mais, Si Azzedine..., protesta-t-il.

— Pas de discussion, Abdennour. »

Un long murmure parcourut les rangs du commando.

« Si Azzedine, répliqua Abdennour, devenu méprisant, je ne croyais pas que tu avais la mémoire si courte !

— Que veux-tu insinuer ? Je ne te permets pas ces réflexions !

— Allons, ça suffit, intervint Si M'hamed, garde à vous. Et fais sortir les trois hommes du rang. »

Abdennour fit rectifier la position aux *djounoud* du commando.

« Présentez... armes ! »

Puis il se mit lui-même au garde-à-vous sur le front des troupes et, d'une voix blanche, récita :

« Ali... tombé au champ d'honneur le 4 août ! Mohamed... abattu au cours du dernier assaut. Abdelwag, grièvement blessé à la jambe droite, a fait évacuer l'infirmerie où il était soigné et qui était attaquée par l'armée. Puis, refusant d'abandonner deux blessés intransportables, il a retenu l'élément ennemi en lâchant des rafales de mitraillette pour permettre à ses compagnons valides de s'échapper. Tombé au champ d'honneur. »

Si M'hamed était livide.

« Qu'est-ce que cela veut dire, Azzedine ?

— Rassure-toi, je n’oublie pas si facilement nos martyrs, mais je voulais ainsi te montrer l’imbécillité des accusations d’Amirouche, qui semble avoir perdu la raison. Cette mise en scène était nécessaire pour le condamner publiquement. »

Un grand sourire illumina la face d’Abdennour et des hommes du commando d’Azzedine. Ils avaient retrouvé leur chef !

Si M’hamed les salua, puis se retira, suivi d’Azzedine, et convoqua les membres du conseil des wilayas.

« Nous sommes tous troublés par les rapports d’Amirouche, dit-il. Nous ne devons pas tomber dans le piège des accusations en série mais nous ne devons pas non plus être trop confiants. »

Le conseil de wilaya décida d’envoyer son chef et Azzedine auprès d’Amirouche pour se renseigner sur ces purges.

« Le problème devient essentiel, dit Omar Oussedik, le responsable L.R., il démontre combien il est urgent de réunir les chefs de wilaya pour évoquer tous nos problèmes de l’intérieur. »

L’idée d’une réunion interwilayas était lancée. Si M’hamed et Azzedine se mirent immédiatement en route pour la Kabylie. Il fallait savoir ce qui avait convaincu Amirouche de l’existence d’un complot d’une aussi grande envergure. Azzedine, qui voyait son chef préoccupé par l’ampleur des purges signalées en wilaya 3 et ébranlé par les mises en garde d’Amirouche, se promit de pousser dans ses derniers retranchements ce chef kabyle pour lequel il n’avait jamais eu qu’une estime médiocre. Il faudrait qu’Amirouche produise des preuves en béton armé. Le moral des *djounoud* de la wilaya algéroise était suffisamment entamé par le manque d’armes et de munitions. Il ne lui semblait pas nécessaire de verser en outre le poison du doute dans leur esprit.

Depuis 9 heures du matin, le 17 novembre, Massu avait lancé l’opération « Couronne » contre la zone frontière entre la wilaya 3 et la wilaya 4. Cette zone de Z’Bar-Bar-Bouzegza n’avait jamais cessé — malgré de nombreuses opérations — d’abriter des bandes rebelles qui trouvaient dans ce paysage accidenté de la région de Palestre des refuges difficilement décelables. En 1957, le 4 août exactement, plusieurs katibas et le commando d’Azzedine avaient infligé à cet endroit même une dure défaite aux parachutistes qui avaient entamé le combat. Massu avait

gardé ce nom de Bouzegza en travers de la gorge. On avait escamoté le bilan pour l'opinion publique mais il avait fallu le succès de la « bataille d'Alger » pour que le patron de la 10^e D.P. ne « porte pas le chapeau ». Ce 17 novembre 1958 devait marquer sa revanche. Quinze mille fantassins, sept batteries d'artillerie et le 3^e R.P.C., le régiment fétiche de la 10^e D.P. Sans compter le génie, les blindés, l'aviation. Le Grand Jeu. Massu était heureux de quitter, pour la première fois depuis le 13 mai, Alger et ses grenouillages. Trinquier, oubliant à la tête du 3 les discussions du C.S.P., avait reçu le commandement d'un sous-groupement formé de son régiment, du 5^e B.T.A., d'un escadron du 1^{er} R.C.A., d'une compagnie du 1/410^e R.A.A. et d'une section génie avec bulldozer. À 9 heures, il avait débarqué tout son monde entre Taalba et Msaïef, À midi, son P.C. à peine installé à la cote 878, la fusillade éclatait. Violente, nourrie, hargneuse. C'étaient la 1^{re} et la 2^e compagnie du 3 qui avaient accroché. Trinquier, redevenu chef de guerre après avoir tâté de la politique, retrouvait l'excitation du combat et le plaisir des bilans « parlants ». Ceux qu'on lui communiquait allaient enrichir le palmarès de l'ancien régiment de Bigeard ; par radio on lui signalait plusieurs dizaines de H.L.L. au tapis. Une mitrailleuse et trois F.M. récupérés. À 13 h 5, le radio du P.C. l'appela d'urgence.

« Mon colonel, mon colonel, le capitaine Planet vous demande. »

Trinquier bondit à l'appareil.

« Oui ? »

— Mon colonel, on tient Azzedine. Il est blessé... mais vivant.

— Nom de Dieu ! J'avertis le général. Sortez-le de la zone de combat. Votre position ?

— NY 84 A 9.

— Je vous envoie un ventilateur. »

Le chef militaire, le patron du célèbre commando « Ali Khodja », celui sur lequel Bigeard lui-même s'était cassé les dents, fait prisonnier ! Et par le 3 ! Dès qu'il apprit la nouvelle, le général Massu se fit transporter par hélicoptère au P.C. de Trinquier. Il voulait voir à quoi ressemblait cet Azzedine qui avait tant fait courir les meilleurs de ses hommes.

Une semaine auparavant, Azzedine qui gagnait la Kabylie avec

Si M'hamed était passé dans cette zone 1 de la wilaya 4, Tune des plus dures et des plus enthousiastes de la wilaya, où il avait fait ses débuts de maquisard et où il avait commencé à forger sa légende. Il ne l'avait pas reconnue. La situation y était devenue catastrophique, le moral inexistant. Le quadrillage et surtout la proximité de la Kabylie où régnait la terreur, avaient eu raison des *djounoud* de Palestro qui désormais pensaient plus à se cacher qu'à combattre.

Azzedine résolut d'interrompre son voyage. Si M'hamed Continuerait vers la Kabylie pendant qu'il réorganiserait la zone et remonterait le moral de ses troupes.

« C'est ta zone préférée, avait dit Si M'hamed, tu arriveras à lui rendre son tonus. Tu m'enverras tes rapports et moi je te tiendrai au courant de mes discussions avec Amirouche. »

Le matin du 17 novembre tandis qu'Azzedine quittait l'infirmerie où il avait passé la nuit pour rejoindre son commando, l'infirmière Mimi était arrivée affolée : « L'armée. Il y en a partout. On est encerclés. »

Immédiatement, Azzedine avec son escorte avait fait une manœuvre de diversion et avait entraîné ses poursuivants bien loin de l'hôpital souterrain où plusieurs blessés étaient en traitement. Les pertes avaient été lourdes et le jeune chef était seul avec le lieutenant Abdennour Smaïn à rejoindre le commando lorsque deux T-6 en reconnaissance les avaient repérés. Ils piquèrent sur les deux isolés, lâchant de longues rafales de 12,7 qui faisaient jaillir la terre autour d'eux. Azzedine se plaqua au sol, puis ressentit une douleur horrible au bras gauche et s'évanouit. Quand il reprit ses esprits, il appela : « Abdennour... Abdennour... » Smaïn gémissait à quelques mètres de lui, une jambe arrachée par une rafale de mitrailleuse. Azzedine ressentit alors des élancements terribles. Son bras gauche pendait, une balle de 12,7 lui avait broyé l'os. Rassemblant ses forces il essaya de s'échapper et entra dans le lit de l'oued Soufflât pour gagner la colline derrière laquelle devait se trouver le commando. L'eau glacée raviva sa douleur. Il crut s'évanouir à nouveau. Il allait sortir sur l'autre rive lorsqu'une rafale fit jaillir l'eau boueuse à quelques centimètres de sa poitrine. C'était cuit. Azzedine leva son bras valide et sortit de l'oued. Il eut le temps d'apercevoir deux voltigeurs, la MAT braquée sur lui, avant de tomber évanoui sur les galets piqués de lauriers-roses.

Quand il se réveilla plusieurs léopards l'entouraient. L'un d'eux prenait des photos. Un infirmier terminait son pansement. Il avait déchiré la manche gauche de son battle-dress maculé de sang, avait nettoyé la plaie, posé une attelle de fortune et pansé tant bien que mal l'avant-bras broyé. Un capitaine s'approcha du groupe.

« Tu es Azzedine ?

— Oui.

— Je suis le capitaine Planet, du 3^e R.P.C. Ça va ?

— Ça va ! »

Et c'était vrai ! Azzedine ressentait comme une grande paix intérieure. Pansé, allongé sur un brancard, la tête posée sur un sac de para il n'avait qu'un désir : dormir. Ne pas penser. Ne pas réfléchir. Sonné par le choc il lui semblait apercevoir à travers un brouillard gris des ombres bariolées qui s'agitaient. Il crut même reconnaître un visage qui se penchait vers lui. Il devait délirer. Ce n'était pas possible. Ce nez, cette gueule moustachue qui disait d'une voix étouffée :

« Je suis le général Massu. »

Azzedine cligna des yeux, comme pour accommoder une image trouble. Il se ressaisit.

« Je suis le général Massu. Vous êtes le commandant Azzedine ? »

Cette fois la voix était claire. C'était bien l'homme de la « bataille d'Alger ». L'ennemi n° 1 avec Bigeard.

Azzedine retrouva Toute sa lucidité.

« Oui, je suis le commandant Azzedine, mon général.

— Félicitations, commandant. Vous au moins vous êtes un dur. Ça fait des années que je cours après vous. On va vous transporter à Alger. Je vous reverrai là-bas. »

Azzedine n'en croyait pas ses oreilles. Qu'est-ce que cela cachait ? Le soir même il était couché dans un lit aux draps blancs. On lui avait épargné l'hôpital pour le transporter dans la villa de Massu à Hydra. Un médecin l'avait soigné et pansé. Son bras gauche était plâtré. Sa cheville et son poignet droits étaient reliés par une paire de menottes aux montants du lit. Massu, en

treillis léopard, était assis près de lui, accompagné d'un capitaine.

« Commandant Azzedine, je vous présente le capitaine Marion, de mon 2^e bureau, il va bavarder avec vous. Vous vous sentez en état ?

— Oui, mon général.

— Il a une proposition à vous faire... »

C'était encore une mirifique « gamberge » politique, militaire et psychologique, née à mi-chemin du 5^e bureau et du cabinet du délégué général Raoul Salan. Une de ces opérations qui, si elle réussissait, donnerait un véritable départ à la paix des braves. La proposition de De Gaulle, il faut l'avouer, n'avait pas reçu grand écho dans les maquis. À l'exception de la Kabylie, où des hommes aux nerfs brisés par la terreur se ralliaient par-ci par-là pour échapper à la folie destructrice d'Amirouche, c'était même l'échec complet. Si le capitaine Marion, à qui la mission était confiée, parvenait à « retourner » Azzedine et à lui faire accepter la paix des braves, la publicité que l'on donnerait alors à ce geste pourrait inciter d'autres chefs de l'A.L.N. à suivre l'exemple du prestigieux patron du commando « Ali Khodja ».

Le capitaine Marion, futur directeur adjoint de *L'Echo d'Alger*, était de ceux qui, au 13 Mai, croyaient à une Algérie nouvelle, à une égalité complète entre musulmans et Européens. C'est ce thème qu'il développa devant Azzedine.

« Je ne suis pas flic, Azzedine, je suis pour le rapprochement des deux communautés. »

Azzedine, la jambe et le bras droits enchaînés aux montants du lit de fer, le regardait avec intérêt. Il attendait la suite.

« Je te parle et je ne te demande pas une réponse immédiate. Réfléchis simplement à ce que je vais te dire. »

C'est d'abord le « péril » communiste que Marion évoqua. C'était devenu chez certains jeunes cadres qui pourtant rêvaient de se transformer en armée populaire, l'ennemi principal. Marion était de ceux qui pensaient livrer une guerre non seulement pour défendre l'intégrité de la France mais encore pour protéger le dernier bastion de l'Occident chrétien.

« Azzedine, te rends-tu compte que le F.L.N. est procommuniste ? Es-tu conscient d'être communiste ? »

Le chef F.L.N. sourit.

« Notre mouvement n'est pas communiste. Vous autres, militaires, vous vous trompez complètement. F.L.N., cela veut dire Front de libération nationale. Front et pas parti. Chez nous il y a des hommes de droite, et des hommes d'extrême gauche, tous unis pour la libération du pays.

— Mais votre organisation est contrôlée par les communistes. Les statuts de la Soummam, c'est Amar Ouzegane qui les a faits. Et Ouzegane est communiste !

— On a peut-être chez nous des choses faites ou utilisées par les communistes avant nous. Qu'est-ce que cela peut faire si elles sont bonnes ? Mais nous ne sommes pas communistes. »

Marion était sincère. Mais on est frappé du manque d'informations sérieuses des responsables français. Marion, du 2^e bureau, Massu, patron d'Alger, des hommes comme le général Gracieux, qui sera chef de la 10^e D.P., sont persuadés que les responsables F.L.N. sont communistes. Alors que Krim, Ouamrane, Amirouche et tant d'autres sont au contraire violemment anticommunistes. Qu'Ouzegane, cité en exemple par Marion, ait quitté le parti avant la seconde guerre mondiale, que les rapports entre le F.L.N. et le parti communiste — que ce soit en France ou en Algérie — soient plus qu'orageux semble n'avoir aucune importance aux yeux des militaires !

Marion poursuit son explication générale par l'analyse du dernier discours du général De Gaulle et sa proposition de paix des braves.

« Ce qu'il faut, c'est que nous parvenions avec des ennemis que nous estimons, et tu en fais partie, Azzedine, à des cessez-le-feu locaux. Le sang versé ne l'a pas été pour rien car il a servi à faire prendre conscience à la France du problème algérien. Et ce problème — nous le comprenons comme vous — n'est pas un problème de pain mais de dignité. »

La suite de son discours ébranla Azzedine.

« Nous sommes prêts à aller très loin, dit Marion, c'est une véritable révolution que nous voulons. Si les Français d'Algérie ne veulent pas céder nous les ferons partir et nous en amènerons d'autres à la place. Nous donnerons des places aux anciens combattants des maquis. Les chefs de wilaya auront des places de

choix, de l'argent. »

Là, Marion venait de commettre une faute psychologique. Il considérait Azzedine comme un ancien chaudronnier qui n'avait jamais milité et n'aimait dans la révolution que le baroud et les honneurs. Il lui proposa un compte en banque de deux cents millions, un appartement et une villa. Et surtout le sentiment de servir sa patrie.

« Les maquis sont épuisés, les armes manquent. Et vous ne vous battez que pour obtenir cette dignité que nous voulons à toute force vous reconnaître. Nous l'imposerons à ceux qui voudraient continuer à la tenir pour négligeable ! »

Le capitaine Marion prit une feuille blanche, dessina l'Algérie et la divisa en six wilayas. Il fit tomber une goutte d'encre sur la wilaya algéroise, puis avec le dos de sa plume l'étala sur le papier.

« Voilà ce que nous voulons. Le cessez-le-feu local chez toi s'étendra à toute l'Algérie. Il faut que tu nous aides. Réfléchis. Tu me répondras demain. »

Toute la nuit Azzedine examina les propositions de Marion. Tout cela était séduisant. Trop séduisant. Quelle que soit sa sincérité, pensait Azzedine, l'armée ne pourrait imposer les réformes évoquées par le capitaine. Au matin, sa décision était prise : sortir à tout prix. Accepter le plan de Marion, signer et jurer n'importe quoi. Une quinzaine de jours auparavant, Omar Oussedik — futur ambassadeur en Union soviétique — avait développé le thème : au cours de la révolution, la fin justifie les moyens... on doit oublier le plan moral au bénéfice de l'efficacité. Lorsque Marion entra dans sa chambre, le lendemain matin, Azzedine, souriant et détendu, l'accueillit par ces mots :

« Capitaine Marion, je vous ai compris ! »

Le 30 novembre Azzedine remonta au maquis !

Prévenu de son accord, le général Massu avait voulu bavarder avec le chef rebelle.

« Tu vois, Azzedine, je savais avoir devant moi un guerrier courageux mais je ne pensais pas que tu étais si intelligent. Marion a carte blanche pour agir avec toi. Il faut arrêter ces effusions de sang. Nous devons nous entendre sans entamer la dignité des combattants. Tous les chefs de la wilaya 4 sont sortis de ton commando. Toi seul peux les convaincre.

— Je le crois, mais il faut que je les voie..

— Je te remets en liberté si tu donnes ta parole que tu reviendras. Je suis même prêt à faire arrêter les opérations entre les wilayas 3 et 4 pour que Si M'hamed ne risque pas d'être touché ou pris avant que tu ne Taies vu.

— Je reviendrai. Je suis prêt à partir. »

Auparavant, Massu et Marion avaient établi avec Azzedine les termes d'une déclaration dont les grandes lignes étaient :

« Après l'arrivée du général De Gaulle à la tête de la France, après les assurances qu'il a données — en particulier dans le discours de Constantine —, la poursuite des combats n'a plus de sens. Les souffrances que subit l'Algérie sont devenues inutiles. Les responsables de l'extérieur auraient dû comprendre les propositions du général De Gaulle. Ils les ont refusées. C'est donc aux responsables de l'intérieur de prendre ces contacts. Je souhaite — sans renier mon action passée — tout faire pour

mettre fin à cette lutte fratricide. Je veux désormais me consacrer à l'Algérie nouvelle voulue par le général De Gaulle. Ces paroles que je prononce sous la foi du serment engagent ma personne, mon honneur d'homme et de soldat. »

Et Azzedine avait signé.

« Si je vois le conseil de wilaya, je peux arrêter les combats, avait-il ajouté.

— On te laisse y aller si tu jures sur ton honneur de soldat de revenir.

— Je le jure sur mon honneur de soldat ! »

En fin d'après-midi, le capitaine Marion et l'adjudant Jouder, un Kabyle, avaient emmené Azzedine « en promenade » dans les rues d'Alger où il n'était pas revenu depuis 1955. Puis la voiture s'était arrêtée rue Damoura, à Belcourt, où habitait la famille Zerrari, véritable nom d'Azzedine.

« Viens, dis Marion, tu peux embrasser les tiens. »

Dans l'appartement de son frère, où personne n'avait été prévenu, Azzedine était passé de bras en bras. Tout le monde pleurait. C'était le retour de l'enfant prodigue.

« La France est généreuse, avait dit le capitaine Marion, elle vous rend Si Azzedine. Ce soir, il couchera chez vous ! »

Mais tirant le chef F.L.N. à part il avait ajouté :

« Tu aimes ta famille, Azzedine. Tu vas aller au maquis. Dis-toi bien que si tu ne reviens pas, la famille Zerrari sera éliminée jusqu'au dernier de ses membres ! »

Puis il était parti, laissant Azzedine parmi les siens. L'émotion des retrouvailles passée, Azzedine avait senti que son frère et ses belles-sœurs le regardaient bizarrement.

« Rassurez-vous, leur avait-il expliqué. Voilà ce qui se passe... »

Et il avait dévoilé son plan. Il monterait au maquis, redescendrait, puis remonterait cette fois sans espoir de retour.

« Ça vous laissera le temps de prendre vos dispositions car vous devez vous aussi disparaître. Vous courez un grand danger, vous le savez... »

Lorsque Azzedine s'était évadé de Tablai deux ans auparavant, des contre-terroristes avaient assassiné son frère en représailles. Sa veuve, folle de douleur, avait dit : « Ces F.L.N., tous des bandits. Ils n'apportent que le malheur. » Cette fois, c'est elle qui avait rassuré son beau-frère :

« On est heureux de ce que tu nous révèles. On avait peur que tu n'aies fait quelque chose de grave avec les militaires français. Ne t'occupe pas de nous. Fais ton devoir. Nous, nous sommes comme le reste du peuple algérien... »

Le lendemain, Azzedine monta au maquis accompagné du capitaine Marion et de deux harkis. Il se sépara de ses « anges gardiens » près de Palestro, puis continua seul jusqu'au P.C. de la zone 1. Là il mit au courant Charef Moussa, capitaine de la zone :

« Je dois voir Si M'hamed et Si Salah. Voilà mon plan... »

Si M'hamed était encore en Kabylie. Azzedine fit alerter Omar Oussedik et Si Salah.

« Je vais revenir dans quarante-huit heures, dit-il à Charef Moussa, et pas les mains vides... »

Azzedine fit trois voyages au maquis ! Il avait obtenu qu'à chaque fois il amène une camionnette de vivres et de vêtements à ses anciens compagnons.

« Ils sont décidés au cessez-le-feu, expliqua-t-il à Marion, mais ils voudraient être présentables. Ils sont si déguenillés qu'ils se sentent diminués devant l'armée française. »

Chaque « livraison » s'était faite secrètement. Les responsables de l'opération, qui avaient donné grande audience au « ralliement » d'Azzedine, considéré comme une victoire d'importance, ne tenaient pas à ce que les unités combattantes dans le djebel et surtout la population pied-noir apprennent que l'état-major équipait le maquis !

Au quatrième voyage, Marion et ses gardes du corps attendirent en vain Azzedine qui faisait route avec Omar Oussedik et Si Salah vers la Kabylie, où l'attendait Si M'hamed.

L'opération Azzedine avait fait long feu. À Alger, on décida qu'Azzedine avait cru au cessez-le-feu mais n'avait pu convaincre ses compagnons dont il était le prisonnier. La version satisfaisait

tout le monde et faisait oublier qu'entre la capture et la « disparition » du chef militaire de la wilaya 4 il ne s'était écoulé que treize jours !

Plus rien n'avancait. Le temps semblait suspendu. Les demi-victoires succédaient aux demi-défaites, l'armée et le F.L.N. restaient face à face. Ni l'une ni l'autre n'était capable de porter un coup décisif.

Du côté français les élections législatives s'étaient déroulées dans le calme. Sans enthousiasme. La ruée vers les urnes du référendum ne s'était pas renouvelée. Plus de 35 p. 100 d'abstentions ! Un demi-succès pour le F.L.N. qui avait ordonné le boycott des élections. Mais plus qu'aux ordres du Front c'est à la lassitude que la population avait cédé. À nouveau elle attendait, désorientée. L'armée, malgré les consignes d'impartialité, avait favorisé les candidatures qui avaient ses préférences. Elle n'avait eu aucun mal : les quelques libéraux qui auraient pu se présenter avaient reculé devant l'hostilité européenne et l'ignorance politique musulmane. Les soixante-sept députés élus (quarante-six musulmans et vingt et un Européens, étaient tous sincèrement favorables à l'intégration. Les Européens d'Algérie auraient dû pavoiser. Contrairement à leurs craintes, la loi du nombre n'avait pas joué contre eux et leurs députés — qu'ils soient européens ou musulmans — allaient défendre l'intégration à la Chambre. Mais on parlait de plus en plus de tractations avec le F.L.N., de changeaient à la tête de la Délégation générale. Le départ des militaires avait condamné les C.S.P. qui s'enlisaient dans des querelles de clans et des joutes oratoires stériles. Les musulmans étaient rentrés dans leur coquille. La vague du 13 mai n'était plus qu'une écume.

Du côté F.L.N., la situation était désastreuse. La révolte grondait. Lorsque Azzedine, en fuite, se présenta devant Si M'hamed, celui-ci annonça une grande réunion interwilayas provoquée par Amirouche.

« Nous avons beaucoup de choses à régler ensemble, lâcha-t-il.

— Les purges ? demanda Azzedine.

— Oui. Entre autres. Mais c'est surtout avec le G.P.R.A. que rien ne va plus ! »

Azzedine sentait Si M'hamed réticent à son égard. Bien mieux, il semblait troublé par ce que lui avait dit Amirouche.

« Il n'a peut-être pas tort. Il y a des traîtres partout... »

Azzedine se sentait visé. Il avait pourtant expliqué son plan, pourquoi il avait signé ce papier. On l'avait cru mais, depuis l'entretien Amirouche-Si M'hamed, rien n'était plus comme avant. D'ailleurs le chef de la wilaya 4 qui se rendait vers l'Est pour assister à la réunion interwilayas se fit accompagner d'Azzedine et d'Omar Oussedik, nouveau secrétaire d'État.

« Vous continuerez vers la Tunisie, leur dit-il. Il est temps que vous passiez à l'extérieur pour expliquer notre situation. »

Azzedine, valeureux chef militaire, devenu suspect... Oussedik, toujours considéré comme communiste par les plus traditionalistes et les plus réactionnaires des chefs de wilaya comme Amirouche, éloigné de l'Algérois... ce « voyage » vers Tunis ressemblait fort à un exil !

La réunion se tint en wilaya 2 en pleine montagne au centre d'un triangle Taher-Mila-El-Milia, du 6 au 13 décembre 1958. Elle marquait le premier désaccord violent entre les maquis de l'intérieur et la direction de la révolution. Son âme en était Amirouche qui comptait sur cette assemblée extraordinaire — la première depuis le congrès de la Soummam à se tenir en Algérie — pour rétablir les vieux principes de primauté de l'intérieur sur l'extérieur. Il était temps de prouver à ces « révolutionnaires de palace » de Tunis et du Caire que ceux qui se battaient dans les maquis devaient avoir une place prépondérante dans la direction de la révolution.

Après avoir rencontré Si M'hamed et J'avoir convaincu de l'importance d'une telle conférence, Amirouche, qui se révélait le plus décidé des chefs de wilaya, se livra à un véritable travail de propagande anti-G.P.R.A. Exploitant un sentiment d'amertume très général, il démontra aux autres chefs à quel point le G.P.R.A., qui devait être le « prolongement » de l'intérieur à l'extérieur, les abandonnait.

« Ils font de la politique sans faire la guerre, s'insurgea-t-il, nous devons reconsidérer toute notre stratégie de la conduite des affaires. L'intérieur se trouve délaissé, livré à ses propres moyens. Le G.P.R.A. pas plus que l'état-major — qu'il soit de l'Est ou de l'Ouest — ne nous envoie d'armes ni de munitions. Le barrage devient pour nous infranchissable. Et eux, avec leur armée des frontières, ne font rien pour le franchir et nous ravitailler. »

Sentant que son sentiment était partagé par les chefs de wilaya présents, Amirouche poussa son avantage. Il était impossible que le G.P.R.A. soit le leader de la révolution puisque à la Soummam on avait défini la primauté de l'intérieur sur l'extérieur. Le G.P.R.A. n'était donc constitué que par des « émissaires » des maquis.

« Les véritables chefs de la révolution sont à l'intérieur, s'écria Amirouche, on ne saurait accepter un état-major qui ne soit pas au combat à nos côtés ! »

Autour d'Amirouche, Si M'hamed (Algérois), Si Haouès (Sud), Hadj Lakhdar (Aurès), représentaient les wilayas 4, 6 et 1. Manquaient à l'appel les chefs des wilayas 2 et 5, le Constantinois et l'Oranais.

Avec eux, Amirouche, qui tentait de regrouper autour de son nom le mécontentement des chefs de l'intérieur, avait essuyé deux échecs. Ali Kafi, le chef de la wilaya 2, l'avait néanmoins reçu, entouré de Lamine Khene, nouveau secrétaire d'État du G.P.R.A., et de Çhout El-Arab qui allait devenir son successeur. Ben Tobbal, au sein du G.P.R.A., avait gardé une telle autorité sur ses hommes restés à l'intérieur que ceux-ci malgré leur amertume et leurs difficultés ne pouvaient imaginer que leur ex-patron les laissât tomber. Si le G.P.R.A. ne les aidait pas plus c'est qu'il y avait des difficultés qui les dépassaient. Ali Kafi avait refusé de participer à la réunion.

De même, à l'ouest, Boussouf gardait la haute main sur ses hommes. En outre, Boumediene, qui était l'homme fort de la wilaya 5 et de l'état-major de l'Ouest, donnait beaucoup plus d'importance à l'avenir qu'aux querelles « régionales » d'Amirouche. De son P.C. d'Oujda, où les problèmes de vie quotidienne ne se posaient pas avec la même acuité qu'au centre des combats en Kabylie, dans l'Algérois ou dans l'Est, Boumediene créait l'armée nouvelle, étudiait les problèmes de l'avenir, parlait pétrole, formation de futurs cadres. Pour lui, les combattants de l'intérieur étaient sacrifiés. Il ne s'occupait que de la préparation de ceux qui prendraient la relève. Dès 1958, il pensait à « après ». Il fallait se préparer à gouverner, à diriger ceux qui seraient les futures élites du pays. Pour l'heure, la phase capitale était la reconstruction du pays et non l'opposition au G.P.R.A. Boumediene n'entendait pas s'élever contre le gouvernement provisoire sous la bannière d'Amirouche. Lorsqu'il

le jugera utile, un an plus tard, il sera chef d'état-major général et c'est lui seul, Houari Boumediene, qui décidera d'ouvrir les hostilités entre l'état-major et le G.P.R.A.

Mais Amirouche, montagnard farouche et décidé, ne s'était pas embarrassé de ces deux « abstentions ». Les wilayas 1, 3, 4, 6, représentant les deux tiers de l'Algérie combattante, décidèrent donc de taper du poing sur la table et d'adresser au G.P.R.A. une véritable mise en demeure : l'extérieur devait se soumettre à l'intérieur.

Grisé par son succès, Amirouche voulut même adresser ce coup de semonce face à l'opinion publique. Ses compagnons le retinrent à temps sur cette pente dangereuse.

« Régions notre affaire discrètement, plaidèrent-ils. Dévoiler publiquement nos dissensions internes risquerait de provoquer une scission dont profiteraient les Français. »

Amirouche se rendit aux arguments de ses « collègues » et résuma la position commune : « Nous condamnons l'attentisme du G.P.R.A. Nous réclamons vigoureusement des armes, des fonds et l'action des wilayas. Nous souffrons d'un manque de connaissance de la situation, d'informations, de perméabilité, d'explications entre nos diverses wilayas. Seule une direction politique et militaire établie à l'intérieur pourra remédier à cet état de choses. Nous n'avons que faire de ces état-majors de l'Ouest et de l'Est. »

C'était une véritable déclaration de guerre contre le G.P.R.A. Amirouche prenait la tête d'un mouvement de révolte contre l'autorité centrale. Son influence sur les autres chefs de wilaya était telle qu'il parvint non seulement à justifier la terreur qu'il faisait régner en Kabylie, mais à glisser dans l'esprit de ses compagnons quelques germes de cette « bleuite » qui avait déjà provoqué tant de dégâts.

Ali Kafi, chef de la wilaya 2, ne participant pas à la réunion, avait délégué deux de ses lieutenants en « observateurs » : Si Tahar Bouderbala et Si Abdel Majid Kahlaras. Lorsque Amirouche évoqua l'existence d'un vaste complot qui n'épargnait aucune wilaya, ce dernier l'attaqua violemment :

« Tu es tombé dans le guet-apens tendu par l'ennemi. Tu as dépassé outrageusement tes droits. On ne peut accepter la répression que tu as ordonnée. Chez nous il n'y a pas de « bleus ».

Nous sommes très circonspects dans l'attribution de responsabilités. Tu vois des traîtres partout et en même temps tu préconises une offensive contre l'ennemi. C'est idiot. Par tes purges tu as anéanti toi-même une partie de ton armée. La partie la plus intelligente. L'ennemi viendra « zigouiller » le reste ! Ne compte pas sur nous pour entrer dans ton jeu ! »

Pourtant Amirouche plaida tant et si bien sa cause qu'il réussit à convaincre ses compagnons. Il fallut même toute l'autorité d'Ali Kafi et de Çaout El-Arab pour qu'on ne développe pas à l'intérieur de la wilaya 2 un service de renseignements parallèle destiné à surveiller le service de santé, milieu favorable — d'après Amirouche — à une politique de « collaboration » avec les Français !

Moins raisonnables, les chefs des autres wilayas furent si ébranlés par les arguments d'Amirouche qu'ils nommèrent Hacène Mayouz capitaine de renseignement inter-wilayas ! Hacène la Torture allait étendre ses ravages à l'Algérois. Lorsque Si M'hamed revint de la réunion il était à son tour convaincu de la présence de traîtres dans sa wilaya. Azzedine et Oussedik crurent voir « un autre homme » avec lequel il devenait inutile de discuter. L'avenir s'annonçait sombre pour l'Algérois, que les deux responsables n'étaient pas fâchés de quitter.

Le G.P.R.A. ne connaissait pas encore les détails de la levée de boucliers provoquée contre lui par Amirouche qu'il avait déjà dû réagir contre un complot plus subtil dirigé à l'extérieur par des officiers supérieurs de l'A.L.N.

Si, depuis le 13 Mai, le gouvernement français devait compter avec « ses » colonels, le G.P.R.A. de son côté ne devait pas négliger les siens. Dans les deux camps la politique gouvernementale était loin de satisfaire tous les militaires !

On a vu comment, en février 1958, la rationalisation du travail avait amené le C.C.E. à créer un C.O.M. (commandement opérationnel militaire) confié à l'ouest à Boumediene et à l'est à Mohammedi Saïd. Très vite le C.O.M. avait voulu se mêler des affaires du C.C.E., critiquant en particulier le manque d'action militaire. L'étanchéité de la ligne Morice n'avait fait que développer ces critiques à tel point que le C.C.E., quelques jours avant qu'il se transformât en G.P.R.A., avait décidé sa suppression pure et simple. Boumediene, assisté du colonel Sadek, ancien patron de la wilaya 4, conservait son

commandement à l'ouest, mais le C.O.M. de l'est avait posé de multiples problèmes qui trouvaient leurs sources dans l'embrouillamini inextricable des conflits entre la wilaya de l'Aurès, la base de Souk-Ahras et la wilaya 2.

Pour tenter d'apaiser les rivalités de personnes, de races et de tribus, le C.C.E. avait dû faire une place aux côtés de Mohammedi Saïd aux représentants de chacune des zones en conflit. C'est ainsi que le chef du C.O.M. de l'est était assisté du commandant Ben Aouda, un ancien de la wilaya 2 chargé de la logistique à l'extérieur, du colonel Amara Bouglès, chef de la zone de Souk-Ahras, et du colonel Lamouri, chef de la wilaya de l'Aurès. Très vite Mohammedi Saïd les avait accusés de vouloir le renverser. Excédé, le C.C.E. avait pris la décision que l'on sait. Lamouri avait été envoyé au Caire avec Nouaouara, son adjoint de la wilaya 1, laquelle passait aux mains de Hadj Lakhdar que nous avons vu participer à la réunion Amirouche ! Quant à Amara Bouglès il était envoyé en Irak inutile de préciser l'état d'esprit de ces colonels à l'égard du tout nouveau G.P.R.A., organe suprême de la révolution.

C'est au Caire que tout se noua. Nasser, par l'intermédiaire de son éminence grise Fathi Ed-Dib, chef des services spéciaux, contacta Lamouri et Nouaouara. On n'a pas oublié la réaction du Raïs à la conférence de Tanger et la fureur égyptienne lors de la constitution du G.P.R.A. et du transfert de son siège à Tunis. Nasser venait de trouver le moyen de se venger et surtout de tenter de reprendre une influence certaine sur la direction de la révolution algérienne. Pour cela une seule solution : se débarrasser des 3 B qui tenaient entre leurs poignes implacables les destinées du F.L.N. et les remplacer par des hommes qui lui seraient favorables.

Fathi Ed-Dib laissa entendre au colonel Lamouri et à son adjoint Nouaouara qu'ils bénéficieraient de l'aide égyptienne — finances et armes — pour réaliser leur rêve le plus cher : se débarrasser du G.P.R.A. et le remplacer par un autre d'où seraient impitoyablement éliminés les colonels Ben Tobbal, Boussouf, Belkacem Krim et Mahmoud Chérif ! Il suffisait d'amener au complot un certain nombre d'autres officiers mécontents. Et ils ne manquaient pas. Lamouri et Nouaouara contactèrent immédiatement Amara Bouglès, son adjoint Ouchria et le capitaine Ahmed Draïa — qui deviendra directeur de la Sûreté de

l'Algérie indépendante —, tous anciens de la zone de Souk-Ahras. Lamouri qui avait cru à une simple manœuvre des services spéciaux égyptiens s'aperçut que Nasser lui-même attachait une particulière importance à la réussite du complot quand Fathi Ed-Dib lui annonça que, pour asseoir leur pouvoir à la tête du nouveau G.P.R.A., le gouvernement égyptien leur consentirait une aide financière appréciable et le déblocage immédiat d'un considérable stock d'armes !

Le colonel Lamouri, ame du complot, essaya de contacter certains colonels de l'intérieur, Amirouche en particulier, dont il savait l'opposition au G.P.R.A. Ne parvenant pas à établir une liaison suffisamment sûre, Lamouri y renonça et provoqua une réunion de tous les conjurés au Kef, base de Souk-Ahras, en territoire tunisien. Là les officiers rebelles ne risqueraient rien et pourraient mettre la dernière main au complot qui devrait renverser le G.P.R.A. »

C'était compter sans la remarquable organisation de Mahmoud Chérif, l'homme qui à l'époque avait réussi à réunifier l'Aurès et à régler en partie le problème de la zone de Souk-Ahras. Mahmoud Chérif avait une foule d'informateurs qui le tenaient au courant de l'état d'esprit régnant dans les différentes bases de l'armée des frontières où l'on pensait plus à fronder qu'à franchir le terrible barrage électrifié pour apporter un sang, neuf aux maquis exsangues.

C'est Guerram, un jeune élément de l'Aurès, réfugié en Tunisie, qui vint apporter à Mahmoud Chérif l'information qui allait provoquer l'échec du complot.

« Mon frère, qui est chauffeur de la base de la wilaya 1 en territoire tunisien, expliqua-t-il, doit aller chercher demain le colonel Lamouri à Ben-Gardane, à la frontière tuniso-libyenne. On parle de révolte chez les *djounoud* de Souk-Ahras et de l'Aurès. Et mon frère doit conduire Lamouri au Kef où il y aura une grande réunion. »

Immédiatement, Mahmoud Chérif téléphona aux 3 B. Krim fut le seul à prendre l'information très au sérieux. Ben Tobbal et Boussouf ne croyaient pas au complot mais décidèrent « à tout hasard » une opération de contrôle. D'après Guerram, Lamouri rencontrerait Amara Bouglès, Ouchria, Ahmed Draïa, qui tous avaient quitté leur poste sans autorisation du G.P.R.A. Cela suffisait pour justifier une « demande d'explication ». Krim avait

vu juste. La présence des membres des deux anciens états-majors de la wilaya 1 et de la zone de Souk-Ahras suffirait pour entraîner dans un putsch les *djounoud* de leurs bases respectives. D'autant que le moral de l'armée des frontières avait considérablement baissé depuis l'échec d'une attaque générale décidée par Krim le 1^{er} novembre 1958 contre le barrage tunisien. Les colonels Lamouri et Amara Bouglès entraîneraient sans difficulté des hommes qui redoutaient chaque jour qu'on les envoyât à l'assaut de la « ligne de la mort ».

Sans perdre de temps les colonels du G.P.R.A. se rendirent chez Taïeb Mehri, le ministre de l'Intérieur de Bourguiba, pour l'aviser que le colonel Lamouri « en résidence au Caire » et téléguidé certainement par les services spéciaux égyptiens allait pénétrer sur le territoire tunisien. Taïeb Mehri téléphona immédiatement au poste de Ben-Gardane où on lui confirma le passage d'une Mercedes qui était venue chercher le colonel Lamouri, porteur d'un passeport en bonne et due forme.

« Ou on arrête nous-mêmes Lamouri, dit Mahmoud Chérif, ou on vous laisse ce soin.

— C'est une affaire qui concerne la sécurité de mon pays, répondit Taïeb Mehri. Je vais m'en occuper. »

Taïeb Mehri redoutait depuis longtemps un « coup de Nasser ». Les relations entre Bourguiba et le Raïs étaient à ce point mauvaises que la Tunisie avait rompu ses relations diplomatiques avec la R.A.U. Il était clair que, grâce à Lamouri, Nasser allait faire coup double : se venger de Bourguiba et du G.P.R.A. La réunion des conjurés au Kef fut confirmée pour, le lendemain à 22 heures par le frère de Guerram, l'informateur, qui était lui aussi convoqué à la « réunion générale des chefs de la rébellion ».

« Je m'en charge, annonça le ministre de l'Intérieur tunisien. Je vous confierai les coupables. »

Le lendemain à 22 heures le local du F.L.N., une maison à un étage, isolée dans la périphérie du Kef, était encerclée par la gendarmerie tunisienne. Lamouri, Amara Bouglès et une vingtaine d'officiers stupéfaits étaient arrêtés et livrés au G.P.R.A. qui laissa filer le « petit poisson » terrorisé, pour ne garder entre ses mains que les meneurs.

Ben Tobbal procéda lui-même à leur interrogatoire dans la prison du F.L.N. à Denden, en dehors de Tunis. Les preuves

abondaient. Les conjurés avaient eu l'imprudence — parmi tant d'autres — d'établir par écrit un ordre du jour : « Accusation et jugement des membres du G.P.R.A. pour non-activité. Remplacement de certains membres du G.P.R.A. Exclusion et jugement des colonels Boussouf, Krim, Ben Tobbal et Mahmoud Chérif. »

L'instruction dura trois mois au cours desquels Ben Tobbal et les enquêteurs accumulèrent les preuves des rapports entre les colonels rebelles et les services spéciaux égyptiens. Lamouri avait même noué, par leur entremise, des rapports avec les yousséfistes opposants tunisiens à Bourguiba !

Le G.P.R.A., réuni exceptionnellement, fixa la composition du tribunal qui jugerait les rebelles. Président : Houari Boumediene ; procureur général : Ali Menjli, commandant les troupes le long de la frontière tunisienne ; juges : colonel Sadek, assisté de trois capitaines.

Les colonels, Lamouri en tête, furent condamnés à mort et exécutés dans la nuit du 15 au 16 mars 1959 en présence des autorités tunisiennes. Les commandants Belhouchet, M'Saadia et Ahmed Draïa s'en tirèrent avec deux ans de prison.

Un chef local. Ali Hambli, responsable du djebel Sidi-Ahmed au sud du Kef, et qui avait réussi à échapper à la grande rafle, sollicita l'arbitrage de Krim et sa venue dans l'Aurès. Devant le refus du chef des armées de se « déranger chaque fois qu'il y aurait un problème », Ali Hambli, pourchassé avec ses hommes par les unités de Mohammedi Saïd, encerclé par un bataillon de l'A.L.N., se rendit à un élément du 3^e hussards stationné sur la frontière tunisienne.

La reddition d'Ali Hambli fut présentée dans le cadre de la « paix des braves » qui venait, ce 21 mars 1959, de remporter sa plus grande « victoire » !

Ce n'était pas la dernière « retombée » du complot des colonels. Mahmoud Chérif racontera plus tard qu'à son retour d'un voyage en Chine, peu après l'exécution de Lamouri et consorts, Krim vint le chercher à l'aéroport du Caire « avec un air mystérieux ».

« La commission d'enquête, lui révéla le chef kabyle, a laissé entendre que les « colonels » rebelles avaient peut-être agi avec l'accord des « politiques » du G.P.R.A. !

— Cela m'étonnerait d'Abbas et de Lamine.

— Non, car Si Lamouri réussissait, ils auraient continué à siéger ! »

Et Mahmoud Chérif assurera plus tard que le vice-président du G.P.R.A. lui proposa la création d'une junte militaire dans laquelle Krim serait président et ministre des Armées, Mahmoud Chérif, vice-président et ministre de l'Armement, Ben Tobbal, ministre de l'Intérieur, Boussouf, ministre des Liaisons et Renseignements. La junte, magnanime, aurait gardé les politiques comme « secrétaires » !

« J'ai refusé tout net, dira Mahmoud Chérif, ils me proposaient cela car ils avaient besoin des troupes de l'Aurès que je contrôlais à la frontière. Je jugeais que nous n'avions ni la maturité ni les connaissances internationales des « politiques » éliminés. C'était perdre la révolution. Ils ne me l'ont jamais pardonné. »

C'est ainsi que Mahmoud Chérif expliquera son élimination du G.P.R.A.

Cette junte aurait-elle changé la physionomie de la révolution ? Les 3 B avaient le pouvoir et entendaient bien le conserver. Ils l'avaient prouvé une nouvelle fois en réglant à leur manière le « complot des colonels ».

C'est le grand chambardement, le bouleversement total, la mue. L'Algérie civile et militaire change de peau. Salan s'en va. C'est officiel le 19 décembre. On lui a promis le premier rang de l'armée et cette médaille militaire qu'il attend depuis longtemps. Il aura le hochet, pas le poste. En fait d'inspecteur général de la Défense, titre qui avait été créé pour lui, le général Salan se retrouvera gouverneur de la place de Paris, voie de garage dorée et sinistre pour militaire de haut rang. De Gaulle fait table rase. Fini, le 13 Mai ! Terminés, les comités de salut public ! Les officiers doivent rentrer dans le rang et reprendre leurs activités purement militaires. Les civils récupèrent leurs pouvoirs. La kermesse politico-patriotique vient d'éteindre son dernier lampion. La page est tournée.

La grande valse des généraux et colonels a précédé le Chant du Départ du délégué général commandant en chef ! À l'est, le général Vanuxem, commandant de l'Est constantinois, qui s'est violemment heurté à son ministre, M. Guillaumat, et qui surtout clame fort qu'il faut à l'Algérie cinq ans de dictature militaire

pour « s'en tirer », doit faire ses valises en quarante-huit heures. Le colonel Lacheroy, patron de l'information à Alger, est rappelé en France. La pensée du promoteur du « collège des colonels », le spécialiste du « poisson dans l'eau », s'est exprimé trop franchement et trop souvent. « De Gaulle n'a pas compris que seuls les paras devaient l'amener au pouvoir, a-t-il expliqué. Il nous suffisait de trois jours. Avec quelques centaines de morts, les chefs des partis en fuite, les syndicalistes maîtrisés, tout était dit... Or De Gaulle a restauré ce que nous avons déjà balayé... » Tout cela avec un bon sourire et un savoureux accent bourguignon ! Pour que nombre de jeunes officiers parachutistes qui partagent son opinion ne se fassent aucune illusion sur l'avenir, Lacheroy doit quitter son poste pour la métropole. Bientôt suivi du colonel Goussault, patron de l'action psychologique. Le colonel Broizat, chef de cabinet de Massu, parachutiste, docteur en théologie, théoricien de la guerre subversive, frère prêcheur de la lutte contre le communisme, défenseur illuminé, mystique et remarquablement intelligent de l'Algérie « dernier bastion de l'Occident chrétien », va reprendre du commandement et « bouffer » de la piste et du djebel. Les « capitaines du 13 Mai » y sont déjà. Le général, De Gaulle, qui, en un peu plus de six mois, a assis le nouveau régime sur des bases solides et l'a doté d'une Constitution, d'un Parlement renouvelé, souhaite pour l'avènement de la V^e République — fixé au 8 janvier, date de son entrée à l'Élysée — un changement total en Algérie. Balayés, les artisans du 13 Mai ! Dispersés, les colonels qui, innocemment, croyaient « tenir » De Gaulle ! La place est nette. Les successeurs de Salan vont pouvoir faire leur entrée. M. Paul Delouvrier est nommé délégué général du gouvernement. Le général Challe est nommé commandant en chef et adjoint au délégué général. Les officiers vont être relevés par des fonctionnaires civils dans leurs fonctions administratives. D'un trait de plume, De Gaulle vient de rétablir l'autorité du pouvoir civil.

TROISIÈME PARTIE
L'ANGOISSE

C'est au mois d'octobre 1958 que Paul Delouvrier, chef de la division financière de la Haute Autorité Charbon-Acier à Luxembourg, haut fonctionnaire parfaitement inconnu du public, est convoqué à Matignon où l'accueille Georges Pompidou, directeur du cabinet du président du Conseil Charles De Gaulle. Les deux hommes se connaissent depuis 1945, ils se sont revus dans la salle des professeurs à Sciences Po et s'estiment fort. Delouvrier est ancien du R.P.F., ami personnel de Michel Debré. Il a la réputation d'un technicien hors pair. Il a quarante-quatre ans. Directeur général des impôts, ce super-financier a été nommé à la Haute Autorité à quarante ans ! On le considère à Paris comme un « morceau de la cervelle de Jean Monnet et de René Mayer ». Et avec cela « bel homme ». Grand, des épaules de « fonceur », une élégance stricte avec l'amour des chemises à col anglais. Un visage franc et ouvert, une fine moustache, un regard qui va au fond des choses et qui vous décortique son interlocuteur en quelques minutes de conversation. Bref, le haut fonctionnaire dont le brillant passé — dans la Résistance — et le présent à un poste d'une importance internationale, laissent augurer d'un avenir exceptionnellement prestigieux.

Delouvrier, qui n'est pas un politique, pense que le Général, ayant « lancé » le plan de Constantine, a besoin de conseillers financiers. Très vite Pompidou le détrompe.

« Le Général veut remplacer Salan, mon cher Delouvrier. On a cherché parmi les jeunes hauts fonctionnaires ayant des capacités économiques, car nous ne voulons pas de « politiques » ni d'éléments de la préfectorale, qui s'opposent sans cesse aux militaires. Peu d'hommes réunissent les qualités que nous recherchons. Pour être franc, nous avons retenu deux noms : Guillaumat et vous. Guillaumat veut rester aux armées... »

Reste Delouvrier, qui tombe des nues ! Un timbre sonne dans le bureau de Pompidou.

« Le Général vous attend... Il ne vous parlera pas du remplacement de Salan. »

Lorsque, une demi-heure plus tard, Paul Delouvrier sort du bureau du général De Gaulle qu'il n'avait pas revu depuis 1947 à l'époque du R.P.F., il est chargé d'enquêter en Algérie et de faire un rapport personnel au président du Conseil.

« Vous avez un mois, Delouvrier, a dit le Général. Il est

nécessaire de voir sur place ce qu'il en est. »

Pas un mot d'une mission ultérieure. Le lendemain, René Brouillet, chargé des affaires algériennes à Matignon, a préparé son ordre de mission ainsi que ceux de ses compagnons. Car Delouvrier ne veut pas partir seul. Il emmène MM. Rigottard et Maffart. Il connaît ce dernier depuis longtemps. Ensemble ils ont préparé l'inspection des finances. Autant on imagine mal Delouvrier parmi les dossiers arides de la Cour des comptes autant Michel-Jean Maffart semble avoir été fait pour cela. À la fougue de Delouvrier il oppose un calme qui pourrait passer pour de la mollesse à qui ne le connaîtrait pas. Le teint blême, le cheveu blond raide, l'œil endormi derrière les lunettes à fine monture, replet, Maffart enfourne inlassablement des dossiers, les dissèque, les analyse, en extrait l'essentiel et les rejette. Repu. Mais son cerveau a tout enregistré, en a déjà tiré les conclusions qui s'imposent. L'œil qui semble terne se réveille à l'essentiel, ne laisse rien passer, ni la faille dans un dossier, encore moins chez un homme. Dangereux, Maffart ! L'enveloppe du petit fonctionnaire sans éclat, le modèle du conseiller à la Cour des comptes, renferme un redoutable analyste. Un déclic et ce faux mou se transforme en bourreau de travail à l'activité frénétique qui ne passe rien, qui ne néglige personne. Il est même capable d'enthousiasme ! Si Delouvrier, « le plus bel animal de sang que De Gaulle ait jamais pris au lasso » selon BIoeh-Lainé, décide de s'adjoindre Maffart, c'est qu'il en connaît les qualités.

La pipe au bec, l'œil à l'affût, Michel-Jean Maffart a déjà diagnostiqué l'Algérie de 1958. Il a fait partie en février d'une mission d'application de la loi-cadre. Au retour, son verdict est implacable : Alger est obsédé par le mot de Bourguiba — « il faut se contenter de peu et arracher, par ruse ou grâce aux circonstances, feuille par feuille » — et oppose à la loi une force d'inertie considérable.

« Les directeurs du G.G. voient cette loi-cadre d'un point de vue très conservateur, constate Maffart, ils veulent conserver le plus de verrous possible à un courant qui conduirait à l'indépendance. La réticence d'Alger est compréhensible car les textes de la loi-cadre demandent de la grandeur d'âme pour leur application ! » Mais le 13 Mai est passé par là. C'est une Algérie nouvelle que la mission Delouvrier doit ausculter.

Paul Delouvrier veut tout voir. L'ordre de mission signé de

De Gaulle ouvre toutes les portes mais inquiète aussi. Salan a décelé le péril, mais qu'y faire ? Les trois mousquetaires de Matignon fourrent leur nez partout. Chez les militaires d'abord, où Delouvrier descend jusqu'à l'échelon du bataillon. Il s'aperçoit très vite que la situation n'est plus celle du 13 Mai. Le F.L.N. a repris l'offensive. Dans un poste, le futur délégué général demande :

« Où sont les rebelles ?

— Les fellas ? Ils sont là. Sur la croupe à côté. »

Dans l'avion qui survole la zone, le pilote s'exclame : « J'entends les fellaghas qui parlent par radio ! » Delouvrier est très impressionné. De son côté, Maffart constate que partout les militaires ont pris goût à l'administration directe. Un simple colonel a beaucoup plus de pouvoirs qu'un ancien sous-préfet. Et les facilités de résidence les changent fort agréablement des cantonnements austères de jadis ! Les militaires s'accrochent à leur « mission » et à ses avantages. Ils n'ont que mépris et dédain pour ces civils, préfets, sous-préfets, administrateurs, dont ils disent pis que pendre !

À Alger, Lacheroy, Goussault et Gardes, qui va les remplacer, s'inquiètent de voir la mission poser tant de questions sur l'administration, sur la politique. Voilà un cobaye de choix sur lequel expérimenter les techniques de persuasion du 5^e bureau. Delouvrier connaît le colonel Gardes par sa mère qui tient un petit restaurant rue du Bac, fréquenté par tout ce que la politique et l'administration comptent de personnalités. Le contact personnel est immédiat et cordial. Gardes et Lacheroy développent leurs théories : découverte de la guerre psychologique à travers Mao, nécessité de mettre la population en condition, de porter la guerre sur le plan psychologique pour que ces musulmans soient mobilisés et sortent enfin de leur attentisme. Car on ne reprend plus les thèmes de la fraternisation. Elle a fait long feu. D'après le 5^e bureau, c'est parce que De Gaulle n'a pas voulu prononcer le mot magique : intégration, qui aurait réglé tous les problèmes comme par miracle. Et les critiques se font vives à l'égard du président du Conseil.

Les « psychologues » du 5^e bureau oublient totalement la métropole. Delouvrier, Maffart et Rigottard, eux, ne l'oublient pas. Cette action psychologique, panacée de la guerre d'Algérie, les laisse sceptiques car sa réussite demanderait un terrain de

choix qu'on est loin d'avoir. La population métropolitaine est divisée. Le sens critique des Français repère très vite les tendances à l'endoctrinement. Les papiers de l'action « psy » n'emportent pas l'adhésion générale. Ses dirigeants veulent attirer l'Algérie par des liens indissolubles. Maffart note pour sa part : « Cette idée est une illusion. L'égalité de fait n'est pas voulue ni acceptée par les pieds-noirs. L'armée s'estime garante des droits des musulmans et des promesses faites, mais les militaires ne se rendent pas compte que les Européens d'Algérie n'en veulent pas. »

Pour sa part Delouvrier leur demande de rencontrer quelques-uns de ces musulmans représentatifs avec lesquels les militaires veulent faire l'Algérie nouvelle. On lui présente d'anciens députés, de futurs députés, des « qui auraient bien voulu mais n'ont pas pu », des ralliés ostensibles. Personne. Faire prendre des vessies pour des lanternes à un Delouvrier est une tâche bien au-dessus des forces de l'ensemble des officiers « psychologiques ». Tout Gardes soient-ils. Déjà ils auraient dû s'en méfier.

La réalité, Delouvrier l'apprend à travers les contacts personnels qu'il s'est réservés au cours de sa mission. « Certainement avec des gens des deux bords, pense Maffart, plus attentif que jamais à cette réalité algérienne. Sinon avec des F.L.N. du moins avec des Français libéraux en contact avec des musulmans pro-F.L.N. »

Les stagiaires de l'E.N.A., à laquelle Delouvrier garde une grande tendresse, lui permettent d'aller au-delà de la façade, de se faire une opinion. Il y a entre ces brillants jeunes gens et le futur délégué général une communauté de pensée, de précision dans l'explication, de façon de dresser un bilan, qui met Delouvrier en confiance. Parmi ces futurs cadres de la nation il y a Michel Rocard, qui deviendra plus tard leader du P.S.U. et futur candidat à la magistrature suprême. Le bilan qu'ils dressent n'a qu'un lointain rapport avec les affirmations militaires. Pour eux, la « personnalité algérienne » est en train de naître, favorisée par la répression. Delouvrier apprend le sort des populations déplacées, des camps de regroupement, des internés administratifs, des milliers d'hommes « interrogés », puis emprisonnés. Les gens de l'E.N.A. sont sensibles au comportement des gosses musulmans. « Un drapeau F.L.N. les fait vibrer, expliquent-ils, ils aspirent à avoir un chant des partisans à siffler... »

Delouvrier prend conscience de l'échec des Lacheroy, Goussault et autres Gardes qui de mai à octobre ont eu les mains libres et la bénédiction de De Gaulle. La population s'enlise dans l'attentisme et les rares élites prêtes à s'engager aux côtés de la France souffrent d'un complexe de frustration par rapport aux pieds-noirs.

Avant de regagner Paris, Delouvrier va rendre visite à une jeune femme, Fatima Dounane, qui dirige une école d'infirmières musulmanes dans la banlieue d'Oran. Son arrivée, précédé de deux motards, crée dans ce quartier une agitation populaire significative : les gens craignent une descente de police ! La jeune femme — elle a vingt-trois ans —, mise en confiance par Delouvrier qui explique son désir sincère de s'informer et d'informer le général De Gaulle, se livre tout entière dans une conversation bouleversante de franchise. À son avis, tous les Algériens sont désormais pour l'indépendance. Il a fallu quatre ans pour les convaincre. Le 13 Mai a été une escroquerie. Rien n'est changé. On se bat. On réprime. On torture. On emprisonne. Delouvrier parle des jeunes filles que Fatima Dounane instruit pourtant sous l'égide de la Croix-Rouge française. Les réticences de Fatima lui font vite comprendre que sitôt formées elles gagneront les maquis.

À son retour à Alger, Delouvrier, qui désormais mesure l'ampleur de la tâche qui l'attend, pose tout à trac la question de confiance à Maffart :

« Je ne suis chargé de rien, lui dit-il, et rien ne me permet de croire... mais si cela arrivait, si j'étais nommé en Algérie, viendriez-vous ? »

La scène se passe sur le Telemly, à l'endroit où de ce magnifique boulevard on découvre tout Alger, et le port, et la mer et au loin, à droite, les contreforts kabyles. Maffart est troublé. Quitter la quiétude du Conseil d'État ou de la Cour des comptes et se plonger dans ce chaudron ne fait pas peur à cet homme tranquille. De sentiments, Maffart est profondément Algérie française. Mais l'analyse rigoureuse qu'il a faite de ta situation — bien que l'atmosphère soit à l'Algérie française — ne lui permet pas de découvrir « comment cela peut finir ». Il s'en ouvre à son camarade de promotion.

« Si c'est pour tendre à une égalité de droits d'abord, puis à une assimilation ensuite, ce sera très long. Trop long. Et la France

ne supportera peut-être pas tant de sacrifices. D'autre part, je ne vois aucune évolution prochaine en direction de l'indépendance. Ce serait contraire à ce qu'a dit le Général et surtout l'abandon serait difficile à consentir.. »

Delouvrier approuve. Il paraît convaincu que le Général n'entend pas donner l'indépendance ni seulement négocier avec le F.L.N.

« Alors ? interroge-t-il.

— Alors par sympathie je viendrai. Mais à condition de pouvoir partir à tout moment si je ne suis plus d'accord. Et aussi à condition de ne pas faire le contraire de ce qui a été dit. Cela posé, la tâche sera ingrate. Tout le monde est si réticent... »

Dès son retour Delouvrier est reçu à Matignon. Au rapport. De Gaulle veut bavarder avec l'homme de son choix. Il attend beaucoup de ses réflexions. Le tableau que brosse le haut fonctionnaire n'est ni souriant ni pessimiste. Des faits. Des comptes. Des conclusions. L'important, le plus important, c'est la mise en route immédiate du plan de Constantine. Naturellement, le problème politique reste entier. La question essentielle est de savoir si l'on peut « faire passer » les données économiques compte tenu de la situation politique. Mais cela c'est l'affaire du Général, qui ne manque aucune occasion de le faire comprendre à ses interlocuteurs. L'Algérie est sous l'emprise militaire totale. À Alger, Oran et Constantine un préfet est l'adjoint du général commandant la région. Ailleurs, plus de préfets, quelques sous-préfets sans pouvoirs. Delouvrier ne cache pas la fâcheuse impression qu'il retire de ces dispositions. D'autant que la situation militaire est loin d'être favorable. La période du 13 Mai au référendum a négligé des problèmes qui ont maintenant retrouvé toute leur acuité. Les méfaits du F.L.N. ont repris. Il faut réagir.

Delouvrier est persuadé que De Gaulle ne fera pas une politique Algérie française, qu'il estime impossible. La tâche consistera au contraire à faire évoluer l'Algérie vers une indépendance quelconque dans un délai non fixé. Comme le Général reste muet sur ce point, Delouvrier lance en conclusion de son rapport oral.

« Mon général, l'Algérie sera indépendante !

— Dans vingt-cinq ans, Delouvrier, dans vingt-cinq ans... En

attendant, mettez-moi noir sur blanc ces réflexions. Je vous reverrai bientôt. »

En économiste, en financier, le haut fonctionnaire rédige un modèle de rapport technique qui ravit le Général. Sa décision est prise. Delouvrier est son homme.

« Et celui-là, confie De Gaulle à son entourage, est un économiste. Il ne va pas m'enquiquiner avec la politique. Il ne cherchera pas à se faire aimer par Alger. D'ailleurs je n'aime pas les gens qui s'intéressent trop aux *natives*. »

À son habitude, le Général mène l'affaire tambour battant. Début décembre il annonce sa nomination à Delouvrier.

« Je vous ai choisi pour succéder à Salan.

— Mon général, ma fonction n'a jamais été d'autorité mais a toujours relevé du domaine économique et financier. Dans cette phase évolutive du problème algérien je suis prêt à mettre en application le plan de Constantine mais pas à prendre les pouvoirs civil et militaire ! Je ne me sens pas de taille...

— Vous grandirez, Delouvrier. Je vais faire un voyage en Algérie et au Sahara et vous viendrez avec moi. Je ferai part de cette décision à Salan et vous vous mettrez d'accord pour fixer le plus vite possible la passation des pouvoirs. »

Lorsque, le 3 décembre, Salan qui accueille De Gaulle voit sur la passerelle de la *Caravelle* Paul Delouvrier avancer en tête de la « suite », il a compris. La présence de « l'enquêteur de Matignon » au côté du général lui fait « renifler » quelque chose. Et la confirmation vient bien vite. Salan, « appelé à de hautes destinées », jette un œil noir à Delouvrier lorsque celui-ci évoque la passation des pouvoirs.

« Me faire ça à moi ! Je ne comprends pas. Je n'ai pourtant pas démérité. »

La date est fixée au 19 décembre.

« Il me faut plus de temps, proteste Salan. J'ai des affaires importantes en route. »

Mais De Gaulle s'en désintéresse. Sa décision est communiquée. Il pense déjà à autre chose. À l'avenir.

À peine rentré à Paris, Delouvrier fait la connaissance de

Maurice Challe qui va, à ses côtés, prendre le commandement de l'armée d'Algérie. La rencontre a lieu le 11 décembre à Matignon où De Gaulle a convié à déjeuner Delouvrier, Challe, René Brouillet, son conseiller pour les affaires algériennes, et leurs épouses. Incapables d'un numéro de séduction les deux hommes « accrochent » immédiatement.

Maurice Challe a cinquante-trois ans, un visage franc, ouvert, aux traits lourds, des épaules de rugbyman, des bras de lutteur. Une force de la nature. Depuis 1955, il est major général des armées. À ce titre il est chargé de prévoir tout ce dont l'armée peut avoir besoin en hommes et en matériel. C'est un technicien hors pair. Pendant la première affaire de Suez, il a reçu la délicate mission de tester l'armée israélienne, puis d'assurer une liaison politico-militaire entre Guy Mollet, Anthony Eden et les Israéliens. Ce général technicien n'est pas pour autant un officier de cabinet. Il sait être homme d'action et l'a prouvé dans la Résistance. Chef d'un réseau à Avignon, il a réussi à se procurer l'ordre de bataille complet de la Luftwaffe à l'heure du débarquement ! Et à le transmettre par radio à Londres, ce qui lui valut les félicitations personnelles de Churchill et la D.S.O.^u.

De Gaulle a choisi ce général d'aviation têtue, franc, solide, posé, calme et tenace pour succéder à Salan et pour sortir une armée engluée dans le quadrillage et dans l'action psychologique de sa léthargie opérationnelle. En outre, Challe qui sait que depuis l'Indochine et surtout depuis Suez les militaires ont le sentiment de se faire tuer pour rien — sentiment pas toujours exact mais profondément ancré — est imperméable aux doctrines. Il est intelligent mais sans éclat. Un peu lourd, il a un bon sens paysan qui ne doit pas se laisser entamer par les théories de guerre subversive et d'intégration qui sont les deux mamelles de la toute-puissante action « psy ».

Dès le 15 octobre, le général De Gaulle l'a envoyé en Algérie comme adjoint de Salan avec promesse de succession. « Pour un aviateur ce ne sera pas facile, mon général, a dit Challe. Là-bas l'action est menée par l'armée de terre à 85 ou 90 p. 100. » Mais De Gaulle a maintenu sa position. Et depuis deux mois Challe vit en Algérie. Salan, très renfermé, n'a pas très bien pris la chose et Challe, n'ayant pas de responsabilité de commandement, en a profité pour aller partout, pour se rendre compte sur le terrain de la guerre qui est menée. Lui aussi voit tout. C'est un aviateur,

alors on le regarde de travers, mais les cinq étoiles qui brillent sur le bleu des pattes d'épaulette font rentrer les récriminations dans la gorge des « terriens ». Il observe, note et ne dit rien. Les critiques et les remèdes ce sera pour plus tard quand il sera le patron. Mais déjà il se promet de ne jamais mettre sur pied l'une de ces brillantes opérations comme celle à laquelle il assiste à Aflou : on délimite une zone, on la boucle et on ratisse. Tout cela est préparé dans le plus grand mystère mais avec toutes les dactylos dans le secret ! Avec de la chance on tombe sur une ou deux katibas. Cela fait un beau communiqué et, l'opération terminée, on s'en va. Les rebelles reviennent ou sortent de leurs caches admirablement dissimulées. Tout est à recommencer. On se croirait au temps du bon vieux « Babar » Chérière !

Challe a pu également admirer de près cette aberration que constituent les zones interdites. Interdites aux Français ! Car les rebelles, eux, y sont parfaitement tranquilles.

« La guerre menée actuellement en Algérie, confie Challe à Delouvrier, c'est une succession de coups parfois spectaculaires sans aucune suite politique et militaire. Le F.L.N. reste, aux yeux de la population, le maître du pays ! »

Delouvrier partage tout à fait l'avis de Challe qu'il trouve très sympathique. En attendant le Général, les deux hommes prennent l'apéritif dans le petit salon et bien sûr la conversation roule sur l'homme auquel ils vont succéder : Raoul Salan. Challe, mordillant son éternelle pipe, reste vague. On ne se démolit pas trop entre militaires. Surtout devant un civil ! Mais la critique de la guerre que vient de faire l'aviateur retombe directement sur Salan. Delouvrier, lui, n'y va pas par quatre chemins.

« Mon général, nous sommes destinés à travailler ensemble. Je ne sais si je serai au-dessus ou au-dessous de vous. Mais je sais que si nous ne formons pas un véritable tandem, si nous ne sommes pas liés à la vie à la mort, ça ne marchera pas. Avec moi, ne soyez jamais le général Salan.

— Ce n'est pas mon genre, monsieur Delouvrier, je ne suis ni un politique... ni un Chinois ! »

Quand le général De Gaulle arrive il trouve les deux hommes épanouis, fort satisfaits l'un de l'autre. La collaboration entre le civil et le militaire s'annonce bien. Au moment de passer à table, le Général, après un bref coup d'œil circulaire, lance :

« En sommes, messieurs, il y a ici toute l'Algérie... »

Puis, comme s'il cherchait un absent, il ajoute de sa voix profonde :

« Ah ! non, il manque Ferhat Abbas... »

Deux scènes vont situer les rapports entre le général De Gaulle et ses représentants en Algérie. Car c'est désormais une certitude, l'Algérie, c'est De Gaulle. Ce n'est plus le gouvernement qui décide de la politique à y mener — ou qui à l'extrême se la laisse dicter par Alger, comme ç'a été le cas de 1954 à 1958 — c'est un homme, approuvé au suffrage universel par une nation satisfaite de pouvoir enfin se débarrasser sur ses épaules d'un problème qui de jour en jour devient plus préoccupant. Tout va désormais se jouer entre l'homme De Gaulle et l'Algérie.

La première scène réunit Challe et le président du Conseil. Le nouveau commandant en chef, qui, en deux mois, s'est fait une certaine idée de l'Algérie, veut obtenir des assurances.

« Mon général, demande Challe, avant de partir j'ai deux choses à vous demander.

— Allez, Challe.

— La première concerne les harkis. Il faut développer ce corps. On ne fait bien la guerre qu'avec des autochtones. Ils sont actuellement 26 000. J'en veux au moins 60 000 ! La seconde : je veux votre accord formel qu'on ne m'enlèvera pas un seul des hommes que je trouverai en arrivant. Les effectifs doivent rester tels qu'ils sont actuellement. »

La théorie de Challe est simple : dans le cadre du maintien de l'ordre, il faut des effectifs considérablement supérieurs à ceux de la rébellion, qui a l'initiative, qui mène la danse, choisit ses objectifs et le moment de l'attaque. Devant De Gaulle, il se fait convaincant.

« Mon général, quelques milliers de rebelles mobilisent des centaines de milliers d'hommes. Et il n'y a qu'un moyen de diminuer les effectifs : accentuer la répression et faire du contre-terrorisme calqué sur le terrorisme. Ce qui n'est pas un moyen d'engager la population à nos côtés. Or nous avons besoin de la gagner. Le rebelle est comme un poisson dans l'eau. Il faut lui couper l'eau, c'est-à-dire ou protéger la population ou faire du super-terrorisme. Pour que, dans les deux cas, le peuple sache que

nous sommes les plus forts. La solution civilisée est d'être partout et tout le temps. C'est pourquoi il me *faut* ces effectifs. »

De Gaulle est resté silencieux. Impassible. Seul un tic qui contracte sa lèvre inférieure traduit son agacement.

« Challe, on ne pose pas de conditions à De Gaulle !

— Mon général, je ne pose pas de conditions. Je demande les moyens de travailler. Alors ou j'obtiens votre garantie, ou vous me mettez à la retraite ! »

Le président du Conseil a un haut-le-corps, puis il demande, bourru :

« Vous avez un papier ?

— Voilà, mon général. »

En quinze lignes Challe a exprimé ses desiderata. De Gaulle les lit attentivement puis dans la marge écrit : *D'accord*. Il signe et rend le papier à Challe.

« Voilà. Vous êtes content ? Maintenant vous pouvez gagner votre poste.

— Merci, mon général. »

Le général Challe serrera précieusement le document dans son coffre à Alger. Il me racontera plus tard que, trois mois après, le papier avait mystérieusement disparu !

La seconde scène se déroule cette fois entre le président du Conseil et Paul Delouvrier. Il s'agit de donner au nouveau délégué général des instructions sur l'attitude à prendre à Alger. Delouvrier sait qu'il doit appliquer en Algérie une politique de « relève ». De Gaulle veut une mise en œuvre rapide du plan de Constantine et le prompt retour des pouvoirs administratifs entre les mains des civils.

René Brouillet et Paul Delouvrier ont « pondu » un projet d'instructions que le général De Gaulle relit attentivement. Il biffe, il corrige. Puis le refait totalement. Il commence par ces mots qui seront reproduits dans toute la presse dès l'arrivée du délégué à Alger : « Vous êtes la France en Algérie... »

Puis le Général entreprend non de livrer sa pensée mais d'expliquer les grandes lignes de ce que sera le rôle de Delouvrier :

« La France doit avoir les mains libres pour faire ce qu'elle voudra, Delouvrier. Pour cela, il faut que la situation militaire soit-meilleure que ce qu'elle est et que l'armée obéisse. »

Delouvrier espère des directives politiques précises mais le Général continue dans une ligne d'« indétermination » apparente qui lui est familière.

« Nous devons tirer l'Algérie de sa « mouise » pour lui donner la possibilité de choisir. Que ces Arabes voient leur véritable intérêt ! C'est pourquoi je vous demande d'insister, de bien faire comprendre à tous que vous êtes la France en Algérie et non le représentant des Algériens en France. »

Et De Gaulle, après un temps, ajoute :

« Il n'est pas opportun de terminer vos allocutions par Algérie française ! »

Puis, moins grave, il passe aux décisions économiques.

« Il faut que je mette quelque chose dans votre corbillon ! Que désirez-vous ? »

Et Delouvrier, qui, avec les questions économiques, retrouve un terrain familier, demande une subvention de cent milliards et l'assurance que les compagnies pétrolières seront obligées par le gouvernement de sortir le gaz du Sahara et de le faire arriver jusqu'à la côte de façon à industrialiser l'Algérie. Sur ce point les pétroliers sont très réticents car ils gagnent plus sur le pétrole que sur le gaz, pour lequel on ne peut tolérer qu'un bas prix.

« Si l'Algérie devient indépendante, mon général, jamais les Algériens ne vous pardonneront de ne pas avoir sorti le gaz. Et cela deviendra important pour nos fournitures en pétrole ! »

Accordé. Le Général semble de bonne humeur. L'entretien est terminé. Delouvrier peut faire son entrée à Alger. Pourtant, le délégué général reste soucieux. De Gaulle ne lui a pas parlé de solution politique pour l'Algérie. « Rien au-delà du papier que je vous remets », a-t-il même précisé. Alors Delouvrier prenant son courage à deux mains évoque devant le Général le problème clef de l'heure : l'intégration.

« Mon général avec le nombre d'élus sous l'étiquette Algérie française et avec les U.N.R., les députés d'Algérie vont déposer, dès la rentrée parlementaire, une motion demandant l'intégration

à la France métropolitaine. Et sur cette motion qui va rencontrer la majorité dans cette nouvelle Chambre, une « politique d'attente » risque d'être bousculée par le Parlement.

— Ne vous inquiétez pas ! Ceci est mon affaire.

— Mais, mon général, s'entête Delouvrier, durant la mission que vous m'avez confiée en Algérie, j'ai eu une conversation de deux heures avec le colonel Lacheroy. Celui-ci m'a affirmé que la motion était prête et que vous risquiez d'être battu. »

De Gaulle devient blême, les yeux flamboient, la lèvre tremble. Il se lève et, furieux, met fin à l'entretien en criant à travers son bureau :

« Delouvrier, sachez que je ne suis ni Guy Mollet, ni Pflimlin, ni Félix Gaillard ! Je suis De Gaulle ! »

Delouvrier, abasourdi et furieux lui aussi, se retrouve dans le bureau des aides de camp. Prêt à affronter l'Algérie. Le Général ne lui a pas-serré la main !

Salan s'en va. Prise d'armes, musique, grand tam-tam, motards en gants blancs, gerbe au monument aux morts. Et quelques « Vive Salan » qui ne peuvent cacher la grande indifférence qu'Alger témoigne au délégué général qui la quitte. Quelques milliers de curieux. Rien de plus.

Ortiz a essayé de rameuter ses troupes. Pour une fois elles ne font guère de bruit. Le délégué général, impassible, très froid, très maître de lui, ne laisse rien paraître de son amertume. Il n'a jamais été adopté par la Ville blanche. Il n'a jamais été aimé ni de l'armée ni du peuple. Trop secret pour créer un courant affectif, il n'a dû son éphémère popularité qu'au 13 Mai et au symbole de l'Algérie française qu'il a incarné.

Salan s'en va. Alger s'en fout. Il lui reste Massu et sa gueule de travers. Son personnage éternellement grognon a séduit la ville qui voit en lui le véritable garant de l'esprit du 13 Mai. Ah ! si celui-là partait ce serait autre chose. Mais Salan, après tout, il a beaucoup hésité en mai, on a fini par s'y faire. Il s'en va, un autre arrive. Quelle importance ?

L'avion de Salan croise celui de Delouvrier au-dessus de la Méditerranée. Les deux hommes échangent les traditionnels

messages de politesse. À Maison-Blanche les mêmes troupes présentent les armes, les mêmes journalistes « couvrent » le départ de l'ancien et l'arrivée du nouveau. Mêmes scènes, mêmes honneurs, mêmes motards. La même gerbe aurait pu servir. Mais la ville est encore plus froide pour Delouvrier que pour Salan. Elle boude. C'est une vieille habitude à Alger. On n'aime pas les « nouveaux », on brode sur leur passé, on augure mal de leur avenir. Souvenez-vous. Soustelle, l'homme de gauche, c'était le « juif » libéral qui ne connaissait rien des « ratons » ; Lacoste, le syndicaliste, venait pour « brader » ; Salan, le général socialiste, était un franc-maçon, opiomane de surcroît. Lui aussi ne pensait qu'à larguer l'Algérie ! Pour Delouvrier, on ressort la vieille étiquette qui à Alger a toujours fait ses preuves : c'est un mendésiste. Et gaulliste par-dessus le marché ! Pauvre Mendès, son nom sent toujours le soufre. Alors même qu'écrasé par la stature de De Gaulle il s'éloigne de l'avant-scène politique, en Algérie il fait encore fonction d'épouvantail !

Quelques braillards essaient de conspuer Delouvrier au monument aux morts. Lagailarde, qui est là, a tôt fait de les museler. C'est facile, le cœur n'y est pas. Si De Gaulle a décidé de remplacer Salan par un monstre, à deux têtes c'est que celles-ci sont d'une fidélité à toute épreuve. Challe et Delouvrier doivent être « aux ordres ». Avec eux Alger joue donc à la belle indifférente. Et puis le temps est au froid sec et n'invite pas à la manifestation. Les fêtes de fin d'année sont là, toutes proches. On verra « l'année prochaine » !

En bon père de famille, Paul Delouvrier installe les siens au palais d'Été. Sa femme et sa fille Anne découvrent les merveilles du vieux palais mauresque. Les deux « petits », Michel et Philippe, prennent possession de ce parc admirable où ils pourront faire les quatre cents coups. Le plus célèbre des enfants Delouvrier, le petit Mathieu dont les journaux du monde entier reproduiront le nom lors de la semaine des Barricades, ne naîtra que quelques jours avant le drame.

Au premier étage du G.G., c'est l'effervescence. Les membres du cabinet Delouvrier reconnaissent les lieux. On se distribue les bureaux. Le grand rouge, c'est celui du délégué. En face, ce sera celui du général Challe qui, devant remplacer Delouvrier lors de ses absences, veut — pour montrer sa volonté de coopération franche et sincère — avoir un bureau au Gouvernement général.

Michel-Jean Maffart, directeur des cabinets civil et militaire, constate le premier l'ampleur de la tâche qui l'attend. Dans les bureaux c'est le vide « barométrique ». Salan n'a rien laissé. Ni un dossier, ni un papier, ni un sou.

« Cela ne m'est jamais arrivé, confie Maffart à son patron. Et pourtant j'ai « fait » la Santé publique, l'Intérieur, Matignon et les Affaires étrangères. J'ai toujours trouvé — et, en partant, laissé — des dossiers en ordre !

— Eh bien ! repartons de zéro, dit Delouvrier en se carrant dans le fauteuil qu'ont occupé Soustelle, Lacoste et Salan. Nous sommes assez nombreux pour faire face aux problèmes. »

Le technicien fait place à l'homme d'action. Désormais, en Algérie, c'est lui le patron. Premier objectif : faire le point de la situation.

Le cabinet du nouveau délégué général sera vraiment un *brain trust*, une réunion de cerveaux. Jamais une équipe. C'est peut-être le défaut d'une intelligence supérieure. Très rapide, Delouvrier a une vive conscience de sa supériorité intellectuelle et, sans le vouloir, la fait ressentir à ses collaborateurs. Il considère chacun d'eux comme un fronton sur lequel il tape ses propres balles. Et comme il est toujours le plus vif — tant dans l'analyse que dans la conclusion — il provoque chez son interlocuteur un sentiment de malaise dont chacun s'accommode différemment. Le cabinet est très hétérogène. Cela ne dérange en aucune façon Delouvrier puisqu'il travaille individuellement avec chacun de ses collaborateurs qui restent très éloignés les uns des autres sans qu'il fasse quoi que ce soit pour les rapprocher. « Chacun dans sa sphère » semble être sa devise. Elle contribuera à donner à son cabinet une façade « technocrate glacé » qui ne fondra que dans la fournaise des Barricades.

Pour l'heure chacun dans son coin prépare dans son domaine l'exposé dont le patron va avoir besoin.

En tête de l'équipe vient Michel-Jean Maffart que Delouvrier a nommé directeur des cabinets civil et militaire. Maffart, l'homme de dossiers et d'administration, ne se sentant aucune propension pour les questions politiques, préférerait jouer le rôle de secrétaire général du G.G. Mais Jacomet veut le poste. Maffart cède. C'est un ami de longue date de Delouvrier qui ne veut lui occasionner aucune difficulté. Il sera un directeur de cabinet peut-être pas

assez dynamique mais d'une honnêteté et d'une droiture sans égales. Il est sinon Algérie française comme l'entend Alger, du moins partisan du maintien de l'Algérie dans un cadre français.

C'est donc Jacomet, le jacobin passionné de politique, qui occupera les fonctions de secrétaire général. Jacomet va être un des hommes clefs du cabinet. Assez court de stature, autoritaire, très compétent, il se fait une haute idée du service de l'État. Il sera l'artisan principal de la politique de « relève ». Après quelques jours d'enquête il a suffisamment d'éléments pour juger excessives les responsabilités des militaires dans l'administration civile. Farouche défenseur de la séparation des pouvoirs il va se servir des nombreux abus constatés dans ce domaine pour remplacer les militaires par des préfets et des sous-préfets.

« Les textes sont si nombreux en Algérie, dit-il à Delouvrier, que n'importe qui peut faire n'importe quoi. »

Très sensible aux prérogatives des hauts fonctionnaires il se considère comme le chef de l'administration algérienne et entend le faire comprendre à tout le monde. Avec Delouvrier il jouera le jeu mais « n'accrochera » jamais. Il admet difficilement la fascination dominatrice qu'exerce le patron et se considère vis-à-vis de lui comme son premier ministre, avec ses pouvoirs et ses responsabilités propres. Lui non plus ne fera rien pour unir ce cabinet hétérogène d'autant qu'il est porté à faire écran entre Delouvrier et les directeurs du G.G. Il exige que tout passe par lui et ne peut tolérer d'être « effacé » par qui que ce soit. En particulier par le délégué général. Et lorsque celui-ci commencera ses tournées dans le bled il ne manquera pas d'en faire autant. Mais pas dans la « suite ». Seul, à l'autre bout du territoire ! Jacomet, très Algérie française, sera parfaitement loyal envers Delouvrier et démissionnera quand la politique de Paris lui semblera inapplicable. Mais il n'y aura jamais de liens profonds sur le plan personnel et affectif entre les deux hommes.

Le calme Maffart s'efforcera, durant tout son séjour, d'aplanir les difficultés entre Delouvrier, Challe et Jacomet. Moins entre les hommes, qui s'estiment, qu'entre les membres de leurs cabinets respectifs, qui « se tirent dans les pattes ».

Avec Jean Poincaré, Maffart n'aura pas ces difficultés ! Poincaré, collaborateur et ami intime du délégué général, est chargé des affaires politiques. À lui seul il sera « l'équipe » de Delouvrier, étant le seul à lui confier le fond de sa pensée.

Le groupe des « têtes d'œuf » du nouveau patron de l'Algérie est complété par la présence au cabinet de MM. Hirtz, Piquart, Thibaud et Westphal. Hirtz est un ancien administrateur de commune mixte. Il connaît admirablement l'Algérie. Poincaré se déchargera sur lui des tâches quotidiennes du cabinet politique. Piquart, administrateur civil, plongera dans les questions économiques. Philippe Thibaud aura la redoutable tâche de remplacer le colonel Lache Toy à la tête de l'information. Il s'en acquittera avec une diplomatie feutrée acquise au Quai d'Orsay. Enfin Westphal s'occupera des affaires sociales. C'est le plus jeune — à peine trente ans — et le plus « libéral » des membres du cabinet. Fils du pasteur Westphal, il a de très nombreux contacts avec les milieux dits « avancés ». En Algérie il ne sera pas de ceux qui se voilent la face et ne veulent rien voir. Très intelligent, sensible à l'extrême, ce frêle jeune homme révélera dans des circonstances difficiles un caractère d'une fermeté peu commune. Grâce à lui, Delouvrier saura tout de la condition des internés, des méthodes répressives, des espoirs des libéraux et des musulmans. Avec Michel Piquart il constituera le front des irréductibles libéraux, réticents, opposés, puis franchement hostiles aux militaires et à leurs méthodes.

Mais en ces premiers jours de janvier 1959, chacun, dans sa spécialité, « déblaye le terrain » car ce n'est pas le « briefing » compassé et glacé du directeur de cabinet que Salan a laissé pour trois jours à Alger qui peut donner au nouveau délégué général une vision réelle et lucide de la situation !

L'accueil réservé à Challe est glacial. L'armée voit d'un mauvais œil cet aviateur commander en chef, et les civils, qui depuis le 13 Mai « communient » avec l'armée, sont furieux du départ de Salan. Challe n'en a cure. Conscient de sa valeur, jaloux de son autorité, il va devoir prendre en main cette armée réticente et lui faire oublier que sa nomination est pour le pouvoir militaire une régression puisqu'il n'est que l'adjoint du délégué général. L'armée croit qu'il vient pour suivre une autre politique que celle du 13 Mai, il faut la détromper. Et pour cela lui faire la guerre, la faire gagner. Challe va s'y employer.

Avec Delouvrier, les rapports sont agréables. Les deux hommes se voient tous les jours. Ils ont décidé d'avoir un cabinet commun : Maffart s'occupe des affaires civiles tant pour le

délégué général que pour le commandant en chef. Alain de Boissieu est son homologue militaire.

Dure position que celle du colonel de Boissieu. Gendre du général De Gaulle, ses facilités de communication directe avec son beau-père lui valent la méfiance des militaires. Mais les civils du cabinet lui apportent très vite leur confiance. Et sa tâche est facilitée par l'accord qui règne entre Challe et Delouvrier. Son efficacité, sa parfaite honnêteté à l'égard tant de ses camarades que des civils effaceront bien vite les préventions dont il se sent entouré.

Challe a décidé d'installer son état-major au quartier Rignot, P.C. de la V^e région aérienne situé à Mustapha-Supérieur, sur les hauteurs de la ville. Le bureau du G.G., c'est pour la politique, celui de Rignot c'est pour la guerre. Là règne le colonel Georges de Boissieu, un lointain cousin d'Alain, légionnaire, brillant militaire et d'une fidélité absolue à Challe qu'il admire.

Le commandant en chef s'adjoint également une section d'étude et de recherche qui va, dans un premier temps, agacer prodigieusement l'armée car Challe a réuni au sein de cette section de « contact » quelques jeunes et brillants officiers dont la mission est d'aller voir sur place ce qui se passe sur le plan militaire.

« L'état-major est « bouffé » par ses tâches administratives, explique Challe, et moi je veux être en prise directe avec mes hommes. »

Ses « espions » seront accueillis avec la plus grande circonspection jusqu'au jour où l'armée se rendra compte que Challe non seulement veut savoir, mais aussi informe directement ses subordonnés. Cette recherche d'une information directe et vivante entre le commandant en chef et le plus obscur de ses chefs de secteur contribuera beaucoup à dégeler les rapports entre l'armée et son patron. Et puis Challe sera le premier à apporter la victoire militaire à des officiers qui, depuis l'Indochine, vont de défaite en défaite, ce qui lui vaudra, à lui l'aviateur « pas politique pour un sou », d'être le plus aimé, le plus influent des commandants en chef qui se soient succédé en Algérie.

C'est de la rencontre avec Massu que les « pipelettes » de l'état-major attendent un plaisir sans mélange ! Massu, plus populaire que tous les patrons possibles, Massu igame d'Alger,

chef du corps d'armée, vainqueur de la « bataille » en 1957, principal artisan du 13 Mai, l'homme qui fait ce qu'il veut de la population de Bab-el-Oued à Belcourt ! Cela ne suffit pas pour impressionner Challe. Il est le commandant en chef. C'est tout. Il néglige pour l'instant la popularité. Son seul souci est de faire la guerre. Et la gagner. De son côté, Massu — contrairement à ce que beaucoup pensent de lui — est uniquement et seulement un soldat. Le soldat type. Recta, comme l'appelleront certains avec mépris lorsque, ravalant son amertume, il refusera de se lancer dans la rébellion politique contre De Gaulle. Face à Challe, Massu n'a pas l'ombre d'une arrière-pensée. Il est au garde-à-vous. Raide et discipliné. Quant au commandant en chef, sur la défensive, il se moque que ses ordres plaisent ou non à l'idole d'Alger. Ce sont les ordres. Après plusieurs semaines, lorsqu'il connaîtra mieux le général parachutiste, il s'apercevra que Massu grogne — c'est sa coquetterie — mais obéit toujours, qu'il est de ces officiers de plus en plus rares en Algérie qui considèrent que l'armée est là pour appliquer la politique du gouvernement et non la leur. Sur ce plan la soumission totale de Massu à De Gaulle est rassurante. Il apportera au commandant en chef toute l'aide qu'un commandant de corps d'armée peut apporter à son patron. Dire pourtant qu'une sympathie profonde unira les deux soldats serait exagéré.

En ce premier mois de l'année 1959 Challe va rester le moins possible à Alger, il veut ausculter lui-même son armée, la désengluer, la débarrasser des corvées civiles qui l'alourdissent et la lancer dans ce qui aurait toujours dû être sa tâche principale : la lutte contre les rebelles.

De ses réunions « entre quat'z'yeux » avec ses principaux collaborateurs Paul Delouvrier retira en quelques semaines une impression catastrophique. L'Algérie était un cadeau empoisonné qu'avait glissé De Gaulle dans le déroulement de sa carrière de haut fonctionnaire. Mais il avait accepté, connaissant tous les risques. Il irait donc jusqu'au bout. C'était dans son caractère.

À Thibaud, directeur de l'information, qui peu après son arrivée lui confiait naïvement ses espoirs Algérie française « à condition d'appliquer des réformes profondes et douloureuses pour les pieds-noirs et pour la métropole », Delouvrier répondit au cours d'un déjeuner : « J'avais les mêmes sentiments que vous lors de mon premier voyage. Mais maintenant que j'ai vu et

entendu beaucoup de choses, mes conclusions ne sont plus les mêmes que les vôtres. Quand vous connaîtrez mieux le pays et les hommes, vous verrez que la situation n'a rien à voir avec ce que l'on raconte depuis le 13 Mai. »

Il y avait sur le visage de Delouvrier une résolution un peu triste qui prouvait à quel point la situation ne répondait en rien à ce qu'il avait espéré et combien il se rendait compte que ce qu'il souhaitait pour l'Algérie était déjà irréalisable !

Jean Poincaré, le directeur des affaires politiques, retirait de quelques semaines de contacts les mêmes conclusions. Les Européens étaient déchirés et follement inquiets. Ne connaissant rien des objectifs de la politique du Général ils s'opposaient à toute réforme nouvelle. Tout ce qu'ils sentaient c'est que De Gaulle ne voulait pas de l'Algérie française. Leur réaction simpliste était donc : il faut redresser cela.

« Il y a de la « morosité » dans l'air, rapportait Poincaré, les pieds-noirs sont tellement dans l'impossibilité de penser à une évolution de l'Algérie autre que celle qu'ils ont toujours connue qu'on ne peut discuter avec eux. D'autant qu'on ne sait pas où l'on va ! »

Les rapports s'avéraient difficiles. Les contacts avec les Européens manquaient de franchise. Car déjà la situation était loin d'être nette. Bien que n'ayant aucune directive officielle, dès les premières semaines, le cabinet Delouvrier voyait bien qu'on ne se dirigeait en aucun cas vers l'Algérie française rêvée par les Européens du 13 Mai. « Il est impossible de le leur dire », telle était la position du G.G.

L'attitude des représentants de la population européenne confirmait malheureusement cette position. Poincaré avait essayé, dès janvier, de faire comprendre à une délégation des élus d'Algérie qu'il fallait lâcher du lest avant les élections municipales prévues pour le mois d'avril. Sur la pointe des pieds il avait tenté d'expliquer la ligne de conduite que s'était fixée Delouvrier.

« Donnons déjà une certaine autonomie aux échelons locaux. Faisons un effort de décentralisation et donnons des responsabilités locales. »

Et pourtant Poincaré ne livrait pas le dixième de ses réflexions. Pensant « responsabilités musulmanes », il disait « responsabilités

locales ». Mais le groupe des députés, parmi lesquels Lagailarde et Vinciguerra, avait compris à demi-mot et la réponse ne s'était pas fait attendre :

« Ce n'est pas possible. Seul le préfet doit avoir tous les pouvoirs. Si vous faites cela, où allez-vous ? Où allons-nous ? Si vous commencez à lâcher, vous êtes perdu et nous avec. On va à la décomposition. »

Même à dose homéopathique les réformes réelles étaient refusées !

Que dire des rapports avec les musulmans ? Désespérants ! Au G.G. le *brain trust* ne voyait que les *beni-oui-oui* qui hantaient les couloirs à la recherche de places, d'argent ou de rosettes de la Légion d'honneur. Les autres, on le les voyait pas. Au fil des semaines Philippe Thibaud comprenait mieux la réflexion déjà désabusée de Delouvrier. Lui qui ne croyait pas, qui ne voulait pas croire au clivage Européens-musulmans s'apercevait que toutes les grandes affirmations sur la solidarité entre Européens et Algériens n'existaient pas. Rien de vrai dans la belle envolée lyrique sur « nos frères musulmans ». La masse attendait, pas plus « emballée » par la rébellion que par la France. Jamais elle n'avait l'impression d'être réellement défendue. Au mieux, elle restait passive.

Devant cette incompréhension des hommes, Delouvrier, peu aidé dans sa tâche par la politique volontairement obscure de l'Élysée, se laissait guider par une idée dominante : à partir des instructions données par le général De Gaulle, se faire l'apôtre des chances de développement économique de l'Algérie. La réussite du plan de Constantine était un moyen de résoudre le problème algérien. Un moyen éventuel ! Encore fallait-il sur le terrain débarrasser une population, dont on voulait — enfin ! — faire le bonheur, de l'emprise du F.L.N. Cela, c'était le rôle de Challe.

L'Algérie militaire que lui avait laissée Salan n'était pas plus brillante que l'Algérie civile dont avait hérité Delouvrier. Salan, absorbé par les tâches politiques, sollicité de tous côtés, n'avait pu consacrer à la guerre proprement dite ni les efforts ni le temps nécessaires. Challe, débarrassé de la politique — du moins le croyait-il —, avait bien l'intention de tirer les leçons de ces semaines d'observation et des rapports que lui faisaient les officiers de sa section études et recherches. Jusque-là la guerre ne

s'était faite qu'en ordre dispersé. Chacun faisait de son mieux mais sans idées directrices.

« L'Algérie était divisée en soixante-quinze secteurs, m'expliquera le général Challe, c'étaient soixante-quinze manières différentes de conduire la guerre. Chacun des chefs de secteur disait que le terrain dont il était responsable et la population qui l'habitait posaient un cas particulier. Ce qui n'était pas totalement faux. »

Challe voulait très vite profiter du côté positif de l'héritage Salan. D'abord la « bataille d'Alger », la répression et le quadrillage avaient considérablement limité le terrorisme urbain. Ensuite et surtout, grâce aux barrages est et ouest, le champ était clos. Il fallait désormais empêcher les rebelles de jouer avec les limites administratives intérieures et monter des opérations qui dépassent le territoire d'un secteur. Car jusque-là, connaissant parfaitement ces limites, les groupes de l'A.L.N., pressés par une opération dirigée depuis un secteur x n'avaient qu'à franchir les limites du secteur voisin où comme par hasard le commandant était accroché à l'autre bout de son territoire, pour pouvoir respirer. Le sacro-saint règlement interdisait aux troupes en action dans un secteur déterminé de passer dans le secteur voisin si « le cas n'avait pas été prévu dans le plan de l'opération » !

Challe aussi avait une idée directrice : ne laisser aux rebelles ni les djebels ni la nuit. C'est ce qu'il venait d'expliquer pendant ses premières semaines de commandement aux colonels de secteur, descendant parfois à l'échelon du quartier. Mais il faudra le succès des premières opérations de son plan pour que l'armée « y croie » !

C'était encore chez Delouvrier pendant leurs entretiens quotidiens que le commandant en chef avait trouvé l'écho le plus favorable. Ensemble ils avaient décidé le désenkystement des unités jusque-là engluées dans un quadrillage statique destiné à « tenir » la population et à la faire voter. Le tandem roulait sans à-coups. Challe voulait gagner la guerre, Delouvrier voulait réussir la paix. Malgré les rapports pessimistes, il caressait encore l'idée de faire vivre ensemble — à égalité — deux communautés qui n'en manifestaient guère le désir.

Pour ceux des Européens qui dès le départ ne manquèrent pas de tenter d'opposer le civil au militaire — un civil qui ne criait jamais Algérie française, un militaire qui ne voulait pas se mêler

de politique — Delouvrier forgea cette réponse : « Jamais on ne fera passer une feuille de papier à cigarette entre Challe et moi. » Qu'on se le tienne pour dit !

Le lieutenant fit arrêter sa jeep à la sortie du village d'Il-Maten. La route étroite s'engageait dans le massif étroit bordant la vallée de la Soummam. Pour rejoindre N'Zoubia où se trouvait le P.C. de la 7^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e régiment d'infanterie de marine — on ne s'appelait plus coloniaux, mais « de marine », c'était la grande réforme — il fallait emprunter sur quatre kilomètres cette maudite route de montagne accidentée, bordée d'à-pics, de rochers, de buissons, d'oliviers sauvages. Tout le massif du Djurdjura, la forêt de l'Akfadou, celle de Taourirt-Ighil et la vallée de la Soummam restaient encore le coin le plus pourri de Kabylie. Ça grouillait de fellas auxquels Amirouche imposait une discipline de fer. Il était 16 h 15 ce 21 janvier 1959 et le lieutenant, chef de section, avait hâte de faire rentrer ses trente gus au poste de N'Zoubia avant la nuit. À 18 heures elle tomberait et il serait temps de se barricader. La nuit, dans la Soummam, appartenait aux rebelles. Derrière la jeep du lieutenant s'étaient arrêtés un half-track, un 4x4 Renault et un G.M.C. quatre sous-off et vingt-cinq hommes de troupe bien armés. Ils ne risquaient rien mais le lieutenant préférait alerter son capitaine à N'Zoubia. De son poste d'observation il les suivrait à la jumelle. En cas de pépin dans ce coupe-gorge qu'était la route d'Il-Maten il pourrait les secourir en moins d'un quart d'heure. La radio de la jeep grésilla. Le lieutenant lança son message.

« Nous venons de quitter la 3^e compagnie du 29^e B.C.A. et le convoi s'engage sur la route Il-Maten-N'Zoubia. Distance réglementaire cinquante mètres entre les véhicules. »

À 16 h 30 alors que la jeep de tête a passé un virage en épingle à cheveux et que le half-track le négocie avec prudence, la fusillade éclate. Furieuse. Nourrie. Une mitrailleuse et un F.M. rebelles concentrent leur tir sur le half-track. Le chauffeur est tué. Le lourd véhicule percute la paroi rocheuse. Le feu redouble. Tous les hommes du half-track sont mis hors de combat. Les autres sautent du 4 x 4 et du G.M.C. mais sont cloués au sol par le feu croisé de deux F.M. accrochés à la crête voisine. Les *djounoud* se lancent à l'assaut du half-track qui est entièrement détruit. De N'Zoubia, le capitaine suit le combat à la jumelle. Il repère l'un des F.M. et ordonne un tir au mortier sur le

coude de la route. En même temps il dirige une section sur les lieux de l'embuscade pendant que les chasseurs d'Il-Maten qui ont entendu les échos du combat en font autant et alertent une patrouille de T-6 qui survole la zone. À 16 h 45 les renforts sont sur les lieux. Immédiatement les rebelles décrochent, laissant deux morts sur le terrain : les serveurs du F.M. tués par les obus de mortier. Le combat n'a pas duré un quart d'heure ! La poursuite doit être rapidement abandonnée sans avoir donné de résultat. Pas assez de moyens, de mauvaises liaisons avec l'aviation et surtout la nuit qui tombe ! Sur la route, dans le virage en épingle à cheveux, il y a quatorze morts ! Les rebelles ont emporté un F.M., trois P.M., un P.A. et quatre fusils. Le half-track est hors d'usage. En plein jour, à dix minutes de deux postes importants, une des katibas d'Amirouche s'est payé le luxe d'attaquer un convoi.

Tout ce que les officiers pouvaient faire, ce 21 janvier, en pleine vallée de la Soummam, c'était relever les morts et sauver les survivants en se barricadant dans leur poste pour la nuit. On verrait demain. Sans illusions, car on savait que demain il serait trop tard. Restaient les corps de quatorze gamins criblés de balles étendus dans une grange... et un jeune lieutenant qui rageait de se sentir pris au piège dans la nuit kabyle. En NY 87 F 41, ce 21 janvier 1959, la pacification était loin d'être réalisée ! Au cœur de la Kabylie les rebelles n'avaient jamais cessé d'avoir l'initiative.

« Ils n'ont pas beaucoup de gueule, tes gars... »

D'un air dégoûté, le colonel Bigeard regardait la section de bidasses fagotés de treillis kaki tire-bouchonnés et tachés qui rendaient les honneurs aux victimes de la dernière embuscade d'Oranie. Le sous-lieutenant Yves Cuau était obligé de reconnaître que la réflexion du colonel était juste. Mais dans ce secteur de Saïda qui se souciait de la « gueule » du contingent ? La situation y était aussi pourrie qu'en Kabylie. Avec le djebel Amour c'était même le secteur le plus « dégueulasse » de tout l'Ouest algérien. C'est pourquoi on le confiait au colonel Bigeard alors en disgrâce. Il revenait de métropole où l'état-major l'avait mis « au coin » après la publication d'une interview au cours de laquelle, à son habitude, il avait critiqué cette guerre de colonels rassis, de capitaines à gros bide qui se calfeutraient dans leurs postes entourés de barbelés dès que le soleil commençait à

décliner. Si on se décidait à lui confier le commandement d'un secteur c'est que vraiment ça allait mal. Et Saïda était l'illustration même des critiques sévères adressées par Bigeard à ses patrons.

Trois katibas sous les ordres de Medjoub tenaient le secteur. Face à lui un brave colonel d'artillerie, le colonel H..., une bonne tête à lunettes, farouche partisan du « pas d'emmerde avant tout ». Moins on bougeait mieux ça valait. Cette politique, partagée par un grand nombre d'officiers supérieurs d'un certain âge, avait donné des résultats catastrophiques. Pendant le printemps et l'été de 1958 les fells avaient mis successivement au tapis une section de Sidi-Mimoun, la 5^e compagnie du 3^e R.I.M. et une section de G.C.P. On n'en avait jamais parlé. Pas plus que du refus d'obéissance de la part de saint-cyriens outrés de voir que sous le commandement sans enthousiasme du colonel H..., on envoyait tout suspect « à la corvée de bois » pour ne pas avoir d'histoires ! À Saïda, sous ce bon colonel H..., on tuait par charrettes entières...

Bigeard, écœuré, avait accepté le secteur, conscient du cadeau empoisonné qu'on lui faisait. Cette fois, il n'avait pas ses paras du 3 mais de bons bidasses du 8^e R.I.M., des spahis, trois batteries d'artillerie et un régiment d'Algériens ! Mais ça lui plaisait, il allait en faire des troupes d'élite, prouvant une fois de plus que le contingent valait ce que valait son encadrement. Les colonels classiques en boufferaient leur képi et détesteraient un peu plus cette grande carcasse de Bigeard moulé dans son treillis bariolé.

Et le grand cirque avait commencé. Avec ses capitaines et lieutenants à gueule de loup il avait fait son cross quotidien. Ensuite la piscine. Des gars avaient suivi. On leur avait donné des treillis ajustés, des blousons, des rangiers. On leur avait expliqué la guerre. Ils n'avaient plus peur. En quelques semaines, avec beaucoup de démagogie mais aussi avec ce rayonnement étonnant qui en faisait un remarquable meneur d'hommes, Bigeard avait transformé les appelés de ce secteur. On se répétait ses accrochages avec Alger pour obtenir du matériel, des tenues camouflées, des casquettes, bref tout son attirail. Son insolence frénétique à l'égard de l'échelon supérieur ravissait ceux des sous-lieutenants qui l'avaient vu arriver d'un œil sceptique. Cinquante fois il avait mis sa démission dans la balance pour obtenir carte blanche. Et il avait gain de cause. Il fallait qu'on eût

besoin de lui !

Son mépris des militaires classiques, ceux qui pensaient à l'avancement, aux relations, aux bananes sans se soucier des hommes qui, lors des accrochages, restaient sur le terrain, lui avait valu rapidement une popularité sans précédent parmi les troupes du secteur. Une fois de plus il soignait sa légende. Les aspirants et sous-lieutenants avaient rapporté à leurs hommes l'incident qui avait opposé Bigeard au colonel Giraud, magnifique cavalier traditionnel, toujours sanglé dans son gilet rouge, le monocle vissé à l'œil, suprêmement fier de ses spahis et de son ascendance. Bigeard, le col de sa tenue camouflée éternellement ouvert sur un torse bronzé, n'avait pas grand-chose de commun avec ce fils de général aux parfaites manières. Et celui-ci le lui faisait bien sentir en répétant à l'envi : « Mon papa qui était général ». C'était devenu un tic. Bigeard n'avait pas bronché. Mais un jour, excédé des mondanités du mess des officiers et de l'éternel « mon papa qui était général », il s'était levé de table en s'essuyant la bouche et avait lâché : « Mon papa qui était aiguilleur... », puis s'était rassis dans un silence glacial. Il avait fini de « bouffer », sans regarder ce qu'on lui servait selon son habitude, puis il était sorti. Ce mess et ces colonels de « salon » lui sortaient par les yeux. Lui, c'est la guerre qu'il faisait.

Et les résultats n'avaient pas tardé. Bigeard n'attendait pas les fells, il allait les débusquer. À son arrivée, le 2^e bureau estimait à mille les armes de guerre aux mains des rebelles, lorsqu'il partira il ne restera pratiquement rien.

« Oh ! ce n'est pas difficile, diront certains officiers « traditionnels », avec de pareilles méthodes ! »

Bigeard n'épargnait personne. Il avait commencé par mettre au pas les gros colons de la région. « Même régime pour tout le monde. » Apprenant que de jeunes Européens de Saïda déclenchaient des bagarres en ville il les avait attendus avec quelques-uns de ses hommes, les avait arrêtés, puis comme ils étaient sursitaires les avait engagés d'office dans son fameux commando « Georges », au grand affolement du sous-préfet car tous ces estimables jeunes gens étaient fils de colons importants ou de notables de la région.

Il avait ensuite démontré aux colonels des régiments déjà en place et surtout aux deux personnalités de Saïda, le maire libéral Charles Koenig et le colon le plus riche, Messonier, qu'ils

vivaient sur une véritable poudrière.

« Vous vous croyez en sécurité dans une ville barricadée mais le ver est dans le fruit. Ici, ça grouille d'informateurs, de collecteurs, les fellas sont dans le bled mais toute leur organisation politico-administrative est là parmi vous. » Et il avait lancé le commando « Georges » sur la piste.

Le commando « Georges » c'était tout Bigeard. Beaucoup de courage, beaucoup de cinéma, beaucoup de résultats. Lorsqu'il était arrivé à Saïda, le colonel Bigeard était entouré d'un garde du corps musulman, Z'Ga, immense athlète qui portait en permanence passés dans sa ceinture deux 11,43 dont il se servait avec la dextérité terrifiante d'un cow-boy de John Ford, et du lieutenant Georges Griaud, cent trente livres de muscles avec une belle gueule dure et mâle. Peu communicatif, celui-ci ne « frayait » pas avec les autres officiers. On ne le voyait qu'avec Bigeard, toujours à l'affût comme s'il cherchait quelque chose. Ce « quelque chose » les deux hommes l'avaient trouvé très rapidement quand on leur avait raconté l'histoire de Youcef. C'était le fils d'un transporteur de Saïda qui avait eu des ennuis avec l'administrateur de la commune mixte. L'histoire classique ! Le jeune homme, furieux de voir le peu de considération dont jouissaient les hommes de sa race, était passé au maquis. Entraîné au Maroc, il était devenu aspirant liaison et renseignement de la zone 2 de la wilaya 5. Au printemps de 1958, las de la vie des maquis, il s'était rallié, permettant au 8^e R.I.M. de découvrir des caches et des hôpitaux à Hassasna et de détruire une katiba complète au-dessus de Franchetti. Mais faute d'encadrement de valeur et de politique suivie on l'avait laissé sans directives. Avec son équipe de « harkis » — en réalité une bande de forbans. — il était devenu un bandit de grand chemin, rançonnant, pillant, violant tout ce qui lui tombait sous la main. On avait fini par le mettre en prison à Tiaret où il se trouvait. Immédiatement, Bigeard et Griaud avaient fait sortir le bonhomme ainsi que sept autres fellaghas.

« Vous allez travailler avec moi, avait dit Georges Griaud. Le premier qui bouge, le premier qui essaie de me doubler a une balle dans la peau. »

Le soir même les huit types couchaient sous une ghitoune isolée avec le lieutenant qui avait ostensiblement pendu son pistolet à l'entrée de la tente. Le lendemain ils étaient tous là et

Griaud était vivant. Il avait gagné la partie. Trois jours plus tard il partait avec son équipe dans le Tafrent, seul et sans armes.

« Désormais, je vous fais confiance, avait-il dit à Youcef et à ses hommes, vous assurerez ma protection. »

La semaine suivante, à la surprise générale, ils étaient de retour et rapportaient une mine de renseignements sur l'O.P.A. de Saïda. Le commando « Georges » était né.

Griaud n'y incorporait que des fells prisonniers et ne devait de comptes qu'à Bigeard. Quelques semaines plus tard, le commando « Georges » comptait cent cinquante ralliés. Bigeard leur avait fait attribuer les meilleurs équipements, tenues camouflées recoupées, brêlages en toile et surtout des armes très modernes. Le commando était équipé de MAS 49 modifiés 56 et surtout de A.52, un fusil mitrailleur transformable en canon mitrailleuse.

Le « cirque » Bigeard avait trouvé là un terrain de choix. On faisait dans le médiéval. Le Camp du Drap d'or dans le djebel ! Les hommes couchaient dans des gaitounes à l'entrée desquelles étaient plantés des étendards, ils ne défilaient que précédés de gonfanons en chantant le plus sérieusement du monde :

Quand dans le désert le lion rugit

L'armée des animaux se terre et s'enfuit.

Oui, nous sommes les fameux corsaires

Les rois redoutés de la mer.

Griaud faisait régner une discipline de fer sur son commando divisé en « sticks » et non en sections. Il n'était pas rare de voir un de ses types, torse nu, attaché à un poteau et bastonné par ses compagnons. Personne ne s'en mêlait. Au commando, tout se réglait en circuit fermé. Le lieutenant rendait sa justice et avait sur ses hommes droit de vie et de mort. Mais son prestige était devenu incomparable. Il avait résolu de faire commander chacun de ses « sticks » par l'un des prisonniers qui, dans l'autre camp, lui avait donné le plus de fil à retordre. C'était sa façon de montrer à son ennemi qu'il l'avait estimé à sa juste valeur. Puisqu'il acceptait d'entrer dans le commando « Georges » et de combattre ses anciens *djounoud* il était équitable de lui donner un grade et des responsabilités importants. Sans attendre. En lui faisant d'emblée confiance ! Cette tactique avait en outre

l'avantage de « mouiller » à fond le nouveau rallié. Avec de pareils éléments, connaissant tout non seulement du maquis, mais de la population, Georges Griaud démolit en quelques semaines l'O.P.A. de Saïda. Partant d'un collecteur il remontait toute la filière. C'était la « bataille d'Alger » en milieu agricole !

Cela n'allait pas sans heurts. Les plaintes affluaient sur le bureau de Bigeart à Saïda. Le commando « Georges » employait des méthodes qui ne manquaient pas d'indigner ceux qui quelques semaines plus tôt toléraient les « corvées de bois » par centaines pourvu qu'on n'en parlât pas ! Les « Huns » du lieutenant Georges — comme les appelait un jeune sous-lieutenant du 5^e bureau, Michel Bassi, futur chef du service politique au *Figaro*, jugement qui lui vaudra d'être muté en compagnie après avoir été menacé par un Georges fou de rage — avaient droit de haute et basse justice sur ceux qu'ils découvraient. C'est ainsi qu'on les verra écumer le Sud jusqu'à Tafrent, puis Geryville et Sefra, mais surtout découvrir le commando F.L.N. de Mohamed Cheikh, infiltré à Saïda pour semer la terreur dans la ville à l'occasion du 14 juillet. Ayant obtenu l'information quatre jours auparavant, Georges lança ses hommes dans la fourmilière. Pour lui, pas à hésiter : ou on les attaque avant ou c'est le carnage. Un collecteur de fonds « correctement » interrogé finit par lâcher le morceau. Les hommes de Mohamed Cheikh s'étaient réfugiés dans une cache ouvrant dans un puits à moins de cent mètres du camp Baraqué où se trouvait le 8^e R.I.M. ! Il fallut donner l'assaut au half-track ! À titre de représailles, toutes les habitations du quartier furent livrées au commando « Georges » qui les pilla de fond en comble, puis par dérision fit défiler les rebelles survivants, Mohamed Cheikh en tête, en chemise, une corde au cou et un couteau entre les dents ! Le chef rebelle, qui tentera de s'évader, aura le sexe dévoré par un chien du peloton cynophile, spécialement dressé.

À Saïda le F.L.N. était définitivement extirpé. La population, terrorisée, était cette fois réellement « pacifiée ». Il suffisait d'y mettre le prix ! On put même la montrer en exemple au général De Gaulle lors d'une « tournée d'été ». D'autant que le plan Challe était passé par là.

Dans son bureau du quartier Rignot, le général Challe, sa bouffarde au tuyau recourbé calée au coin des lèvres, observait l'immense carte d'état-major qui couvrait tout un mur. De la

pointe de son crayon il repéra la zone qui allait de Saïda à Vialar et de Tiaret à Relizane puis hachura l'immense étendue qui comprenait les monts de Saïda et la moitié du massif de l'Ouarsenis. C'est là qu'il avait décidé d'appliquer pour la première fois les principes du plan qui devait débarrasser l'Algérie de ses fellaghas.

Challe n'avait aucun mépris pour ces rebelles qui tenaient en échec une lourde armée de près de cinq cent mille hommes. Au contraire. « Si on ne connaît pas son adversaire, avait-il coutume de dire, on n'est pas un chef militaire ! » Et cette connaissance de l'ennemi lui avait permis d'établir un jugement important qui allait être à la base de tout son plan : sur un terrain déterminé et qu'il connaît bien le rebelle est individuellement très supérieur au combattant de l'armée française ; en dehors de ces limites il a la même valeur que les bons éléments français. La conclusion s'imposait : faire sortir le rebelle de sa zone naturelle et pour cela le traquer, l'enterrer, l'asphyxier dans une zone aussi large que possible pendant un temps aussi long que possible.

« Il ne suffit pas d'effectuer un bouclage, avait-il expliqué à son état-major opérationnel, de ratisser et de partir. Il faut rester. Et dans une très grande zone car le fellagha marche très vite dans une région qu'il connaît bien. Il faut donc le pousser vers l'inconnu. Si nous restons longtemps, si nous prenons le djebel, si nous l'occupons jour et nuit le rebelle va se cacher. Or il faut qu'il vive. On ne vit pas dans une cache. Surtout dans une guerre pareille. L'ennemi a besoin de contact avec la population sinon celle-ci se désintéresse de lui et du combat qu'il mène. Si chaque fois qu'il sort, quelle que soit la région, il tombe sur une zone alertée sa vie va devenir impossible. C'est ce que nous devons réussir : lui rendre la vie impossible. »

Challe avait résolu de commencer par le plus facile, l'ouest de l'Algérie où localement les fellaghas étaient dangereux — on i'a vu à Saïda — mais où la wilaya 5 dans son ensemble était la moins forte et le terrain — plaines et hauts plateaux — peu propice à la fuite.

Employant les troupes de secteur auxquelles il avait adjoint les troupes des réserves générales, il se donnait deux mois pour nettoyer l'Ouarsenis... Et transporter son dispositif « Oranie » sur l'Algérois en couronne autour de la capitale. Ce serait ensuite au tour de la Kabylie... si tout marchait bien.

En deux mois le succès était assuré. L'opération Oranie avait donné les résultats escomptés. Outre les troupes du secteur et celles du corps d'armée — en l'occurrence celles d'Oran —, Challe avait jeté dans la balance les unités opérationnelles, quinze mille à vingt mille hommes, rassemblant les corps de parachutistes affectés précédemment à d'autres zones. Sur une région où existait déjà une infrastructure de postes de pacification statiques il avait lancé ses unités opérationnelles travaillant sur renseignements et transportées avec une rapidité extraordinaire grâce à une flottille d'hélicoptères comme jamais opération n'en avait vu en action. En permanence, deux ou trois bataillons de réserve pouvaient être hélicoptérés sur un point chaud. Il leur suffisait de cinq minutes pour être prêts ! Les résultats de cette mobilité étaient « payants » ! Du 1^{er} février au 30 mars l'opération Oranie avait « écrémé » 50 p. 100 de l'effectif rebelle et récupéré la moitié des armes « supposées » entre les mains des *djounoud* par le 2^e bureau.

La situation était devenue intenable pour l'A.L.N. Non seulement l'armée quadrillait le terrain, sillonnant la région de poste en poste, mais encore les unités mobiles « tombaient du ciel » sur les crêtes de vallées isolées où les *djounoud* espéraient prendre quelques jours de repos. Il n'y avait plus de répit. Il fallait fuir. Et fuir en ordre dispersé car chacune des katibas de la wilaya 5 était « marquée » par un commando de chasse, dont l'organisation était calquée sur celle des commandos parachutistes, et qui vivaient dans le djebel aux troussees des unités rebelles. Ces commandos de chasse, Challe les avait institutionnalisés dès le début de la mise en route de son plan. Ils étaient composés d'appelés et de harkis solidement encadrés.

« Je veux de véritables chasseurs, avait expliqué le commandant en chef, je veux que chaque commando soit accroché à chaque katiba, la « marque » comme au rugby, la fasse courir, la déplace jusqu'à une zone voisine où un autre commando de chasse prendra le relais. Il faut les épuiser et les faire changer de terrain. »

C'était à cette initiative que pensait Challe quand il avait exigé de De Gaulle le recrutement de nombreux harkis. Les commandos de chasse permettaient en effet aux troupes musulmanes de mener une guerre qui leur plaisait, sans encasernement, vivant en liberté avec leurs familles installées dans un poste et partant à la chasse

aux fellas dans une nature dont ils connaissaient les pièges et les caches. Au sein de ces commandos les harkis devenaient réellement efficaces. Il fallait en outre se servir de la population. Dès les premiers succès le commandant en chef avait développé la politique d'autodéfense.

« Donner trois fusils à des paysans et s'en aller, c'est donner trois fusils au F.L.N., avait-il dit. En donner trente et surveiller le village, lui apporter une aide réelle et attentive, c'est créer une autodéfense qui repoussera les rebelles. C'est gagner à notre cause un village sur lequel nous pourrions compter. »

Là encore Challe avait gagné. Devant les résultats obtenus en huit semaines il avait décidé de lever l'opération à la fin du mois de mars. C'est là qu'était intervenue la dernière partie de son plan. L'opération par elle-même était terminée mais il laissait aux troupes de secteur une région « à leur main ».

« À vous de continuer l'action contre les rebelles jour et nuit, expliqua-t-il aux officiers d'Oranie. L'opération par elle-même a fait perdre l'initiative aux hors-la-loi, à vous de jouer partout et tout le temps. Je ne veux plus entendre parler d'un poste qui se barricade, d'une ville qui se ferme la nuit venue. Les commandos de chasse sont en place, ils doivent continuer la lutte. »

Puis Challe avait expliqué que non seulement il reprenait ses troupes de réserve générale devenues le rouleau de ce compresseur qui devait écraser la rébellion d'ouest en est, mais encore que chacun devait prélever sur ses troupes des effectifs qui viendraient grossir ces réserves générales.

Oh ! Les pleurs ! Les grincements de dents ! Pas morte, la vieille armée ! Chaque colonel, chaque général trouvait les meilleurs arguments du monde pour prouver au commandant en chef qu'il était « à poil », qu'il avait tout juste de quoi continuer la lutte. En réalité, leur enlever des troupes, c'était attenter à cette dignité militaire qui veut que chaque officier « qui se respecte » ait un personnel nombreux. C'était ça le prestige. On jugeait le « poids » d'un général à l'ampleur de son entourage ! Mais Challe fut inflexible. Il justifia ainsi ses décisions :

« Serrez les effectifs. Je sais bien qu'à tous les échelons un officier a besoin de tout son monde. Mais la zone Oranie est débarrassée de ses unités rebelles. Utilisez les harkis, servez-vous des autodéfenses et libérez-moi ces unités opérationnelles qui

jusqu'à étaient enlisées dans, des opérations de secteur et de pacification. Nous avons obtenu des résultats spectaculaires. Il ne faut pas piétiner. »

Le 18 avril Challe mettait en place le dispositif « Courroie », contraction phonétique des mots Couronne (opération autour d'Alger) et Ouarsenis. Là encore il se donnait deux mois pour nettoyer le territoire de la wilaya 4. Il faudrait ensuite attaquer le gros morceau, les réduits kabyle et constantinois, les territoires des wilayas 2 et 3. Et cela avant la mauvaise saison.

Jamais en Algérie un commandant en chef n'avait montré une telle détermination dans la conduite de la guerre. Jamais non plus il n'avait obtenu en si peu de temps de tels résultats...

« On le savait bien. Il ne pouvait que nous tromper. Oh ! le coulo, le grand pendar. L'olive, il nous la prépare. Bien ronde, bien belle... »

Depuis le début de l'année la tension politique montait. De Gaulle était voué aux gémonies. Il devenait « l'ennemi » des Français d'Algérie. C'était une certitude pour les plus « durs » d'entre eux. Le Général leur préparait un coup de Jarnac. D'ailleurs « il » ne les avait jamais aimés. Et depuis le 8 janvier, depuis qu'il était président de la République, maître suprême de la France, on commençait à « le voir venir ». Dans son discours, le jour de la passation des pouvoirs, le jour où le bon René Coty lui cédait la place à l'Élysée, De Gaulle n'avait-il pas dit :

« Une place de choix est destinée à l'Algérie de demain, pacifiée et transformée, développant elle-même sa personnalité et étroitement associée à la France. »

Une « place de choix »... Alors, c'était bien ce qu'on pensait. Pas d'intégration... mais une place de choix ! L'Algérie n'était plus la France dans l'esprit du Général. L'association était lancée !

Et les mesures de grâce étaient arrivées. Tous les condamnés à mort voyaient leur peine commuée en détention à vie. Yacef Saadi sauvait sa tête. Ben Bella et ses compagnons de la Santé étaient transférés à l'île d'Aix, au bon air ! Un scandale ! Sept mille détenus administratifs étaient libérés ainsi que Messali Hadj, le leader M.N.A. Décidément Paris ne comprendrait jamais rien. Ici, clémence signifiait faiblesse. Depuis le début de la rébellion les activistes n'avaient cessé de réclamer la mort pour les terroristes.

La « bataille d'Alger » n'avait pu être gagnée que par la « fermeté » de ceux qui la menaient. Mais c'était à une époque où Alger savait se faire craindre de Paris. Depuis le 13 Mai, ce temps était révolu. Il n'était plus question de dicter sa politique au gouvernement de la capitale. Pourtant, contre toute évidence, on essayait encore.

Ces mesures de grâce avaient provoqué les premiers ennuis de Delouvrier. Sérigny et les militaires s'étaient employés à lui démontrer la catastrophe qu'elles représentaient. « Cette "faiblesse" est de nature à démoraliser la population européenne », avait expliqué le premier. « Ça nous casse le travail sur le plan du maintien de l'ordre, avaient surenchéri les seconds. Gracier à l'heure où l'on constate une recrudescence des attentats est une imprudence qui peut être fatale ! »

Et Delouvrier était parti pour Paris, essayer de convaincre le Général. Ce qui avait provoqué ce jugement désabusé de Robert Buron, ministre du gouvernement Debré : « Lui aussi va se faire avoir. Lui aussi va changer de camp ! » Dans le cabinet du Général, Delouvrier avait essuyé sa première « engueulade ». Jamais De Gaulle ne lui avait parlé ainsi. « Vous êtes la France en Algérie... », avait dit le président de la République. Qu'est-ce qu'elle prenait, « la France en Algérie » ! Delouvrier avait subi l'algarade en silence, puis avait tenu tout de même à expliquer le problème de la lenteur de la justice et des conséquences catastrophiques qu'elle risquait d'entraîner. D'autant que les militaires commençaient à renâcler ! le Général était resté inexorable et le délégué général était revenu à Alger sans avoir modifié le moins du monde son attitude. Malgré le caractère tendu de l'explication en tête à tête, Delouvrier était persuadé que seule une politique d'une franchise parfaite à l'égard de De Gaulle devait le guider. L'engueulade ne l'avait pas affecté. « On me balancera quand on ne voudra plus de moi, confiera-t-il à son retour à son directeur de cabinet. Je suis inspecteur des finances, je le redeviendrai. »

L'incident des grâces présidentielles avait néanmoins servi d'argument aux leaders ultras d'Alger pour monter une population inquiète et désespérée contre ce « système » qu'on avait cru déboulonner définitivement au 13 Mai et qui désormais s'incarnait en un homme intraitable, investi de pouvoirs considérables. Pour ces leaders c'était une évidence : l'Algérie

qui avait ramené De Gaulle au pouvoir était « cocue ». Il fallait maintenant lui prouver qu'elle n'était pas contente.

Le 25 mars, c'était la bombe. Cette fois le doute n'était plus permis. Dans le grand salon de l'Élysée, dans une chaleur moite et parfumée, devant près de mille journalistes, le visage pâle sous les sunlights des télévisions du monde entier, le général De Gaulle tenait sa première conférence de presse comme président de la République. En une heure dix il avait longuement traité de ce que la France faisait en Algérie pour que celle-ci trouve sa « nouvelle personnalité », lorsqu'un journaliste avait posé la question :

« Est-ce que le gouvernement accepte le principe de la négociation directe avec le F.L.N. ?

— Qu'appellez-vous une négociation directe ? avait répondu le Général.

— Une négociation pour faire cesser le feu.

— M. Debré a répété, de la façon la plus formelle et la plus solennelle, hier et avant-hier, en Algérie que l'offre que j'avais faite au mois d'octobre, pour le cessez-le-feu, était toujours valable intégralement. Je ne crois pas qu'il soit utile que je le redise, une fois de plus. C'est bien clair et bien certain. »

C'était le renouvellement de la paix des braves. Mais De Gaulle n'avait pas terminé.

« J'ajoute même, que je me demande pourquoi on n'en vient pas à cela puisque, de toute façon, c'est ainsi que le malheur finira. »

Assis au premier rang du gouvernement, à gauche de la tribune où parlait le Général, le premier ministre Michel Debré relevait d'un geste machinal la mèche qui perpétuellement retombait sur son front. Le visage impassible il ne pouvait s'empêcher de penser aux réactions que cette dernière phrase allait susciter à Alger, où les activistes ne manqueraient pas de la relever. Ni les militaires.

Dès sa première visite comme premier ministre, en février, Michel Debré avait pu prendre la température de la ville. Elle était inquiétante. Ce n'étaient pas tant les manifestations, les « Hou... Hou... De Gaulle au poteau... Vive Pétain... Vive le maréchal » qui l'avaient troublé mais plutôt l'influence grandissante qu'exerçaient les ultras d'obédience fasciste sur les mouvements

patriotiques et d'anciens combattants. En février, au cours des brèves mais violentes manifestations qui avaient salué sa visite, Alger avait fait connaissance avec les premières croix celtiques du mouvement Jeune Nation qui venaient appuyer les banderoles et les slogans habituels. Les manifestants n'avaient pas ménagé Debré qui à leurs yeux n'était plus le pamphlétaire du *Courrier de la colère*, le défenseur rigoureux de l'Algérie française, mais bien le représentant d'un régime et surtout d'un homme abhorrés.

C'était un nouveau venu à Alger qui cette fois menait la danse : Jean-Jacques Susini. Le passé mais aussi la destinée extraordinaire de ce jeune homme blême vaut qu'on s'y arrête. En 1959 Jean-Jacques Susini a vingt-six ans. Un feu étrange consume son corps souffreteux. Il est habité par le fascisme comme d'autres le sont par Jésus ou Allah. Il y croit de toutes ses forces. Et veut convaincre. Alger, troublé, désesparé, est prêt à entendre son langage. Susini va se lancer sur ce terrain favorable et y faire lever les idées qui sont sa vie.

Jusqu'à là le jeune homme a manqué tous les cochés, toutes les manifestations, toutes les émeutes qui lui auraient permis de se faire entendre. Il n'a pu assister ni aux journées exaltantes de février 1956, époque bénie où à Alger on savait employer les arguments qui frappent les présidents du Conseil, ni au 13 Mai, ni à la prise du G.G., ni à la chute de la République, ni à l'avènement des comités de salut public. Ces heures chaudes, Susini les a vécues en métropole. Il est né en Algérie mais a dû quitter le pays pour poursuivre ses études sous un climat favorable à une santé fragile. C'est à Strasbourg qu'il a commencé sa médecine. Mais ce corps délicat qui ne suit pas le rythme imposé par un cerveau à l'intelligence fulgurante le trahit sans cesse. Ce qui explique qu'à vingt-six ans il soit en quatrième année de médecine alors qu'il a passé son bac à quinze ans et demi. Parallèlement à ces études cahotiques, Susini a goûté de la politique. À droite. À l'extrême droite. Et pourtant à Alger son père est de ces rares pieds-noirs qui acceptent le dialogue avec le F.L.N. Tout le passé de ce cheminot syndicaliste est une longue lutte contre le fascisme. Il a perdu son travail sous Vichy dont il réprouvait l'intolérance raciste et a été poursuivi par Giraud pour gaullisme militant. Jean-Jacques ne partage rien des convictions de son père. Heureusement que le grand-père est là pour « sauver l'honneur de la famille ». Légionnaire du maréchal Pétain, travail-famille-patrie en diable, c'est lui qui inculque au jeune garçon les

merveilles d'une éducation militaro-patriotique. Et alors, quand le démon de la politique l'appelle, tout jeune adolescent, Jean-Jacques Susini va naturellement à droite. Bref passage à l'aile extrême du R.P.F. déliquescent, puis découverte du militantisme actif chez Poujade et M^e Biaggi. Il ne manque pas de se faire l'écho complaisant des violentes diatribes du *Courrier de la colère* qu'il distribue volontiers. Et à Alger, lorsqu'il y revient pour de courtes vacances, ses amis sont les membres du Groupe des Sept qui préparent un 13 Mai antigauilliste. Ortiz, Martel, la Cagoule, le docteur Martin, les troupes de choc poujadistes, le contre-terrorisme, le « on-ne-va-pas-se-laisser-faire-par-ces-ratons », lui semblent la seule voie possible pour sauver l'Algérie de l'abandon vers lequel Paris la dirige. Et puis, à Alger, Susini sent qu'il peut donner sa pleine mesure. Sa santé ne lui donne plus de soucis. Il a manqué le 13 Mai, il ne manquera pas la suite. À la rentrée 1958 il s'inscrit en quatrième année de médecine. Mais pense-t-il encore à une carrière de praticien ? On peut en douter. Ce qu'il veut c'est la place de Lagaillarde qu'il trouve d'une mollesse rare et d'une complaisance à l'égard du régime gauilliste qui frôle la trahison. Mais pour entraîner la masse des étudiants il faut s'en faire connaître. Dès lors l'activité de Susini devient démentielle.

Sa silhouette chétive, son visage blafard, son front trop tôt dégarni, ses yeux de feu, son verbe qui semble être une coulée de lave deviennent bientôt célèbres. Il pousse ses théories à l'extrême, ce qui plaît à Alger où l'on n'apprécie ni la mesure ni la réflexion tranquille. Dès octobre 1958 il adhère au mouvement fasciste Jeune Nation des frères Sidos qui ont en Algérie de nombreux sympathisants et quelques têtes de pont sûres comme le lieutenant Bernard Mamy que l'on a vu œuvrer à l'antenne Chaban-Delmas et qui ne peut se débarrasser d'un passé douloureux. Ses amis d'hier l'ont déjà rejeté. Susini va les remplacer. Il devient l'homme à la croix celtique, emblème qu'Alger va apprendre à connaître. Et il fonde son propre mouvement, le Mouvement nationaliste étudiant. Ce qui ne l'empêche pas d'être présent à la tribune du M.P. 13 créé par Martel, le colon de la Mitidja « au Cœur et à la Croix ». Avec le docteur Lefebvre, nostalgique de Pétain, admirateur de Salazar, partisan farouche du corporatisme, il s'entend à merveille pour flétrir la politique de « ce De Gaulle qui nous a trahis, qui ne veut pas l'intégration et ne pense qu'à traiter avec les Arabes ». Enfin,

l'infatigable jeune homme adhère avec enthousiasme au dernier-né des mouvements d'Alger : le F.N.F. : Front national français, que Jo Ortiz a décidé de créer en novembre 1958.

Le bistrot du Forum se sent lui aussi pousser des ailes. Il en a assez d'être dans l'ombre des leaders poujadistes. Depuis 1956 c'est lui qui a tout fait : les tomates de Guy Mollet, c'est Ortiz ; le contre-terrorisme, c'est Ortiz avec quelques autres ; les troupes de choc organisées, prêtes à tout, c'est encore Ortiz. Et tout ce qu'on lui a trouvé c'est un poste minable de membre adjoint du Comité de salut public. Une honte. Pensez donc ! Un homme qui a fait de la prison à l'époque du bazooka et de la villa des Sources où les contre-terroristes torturaient les collecteurs du F.L.N. et « obtenaient des résultats » et qui a été relâché faute de preuves. Un vrai Français, un patriote, quoi !

Et Jo Ortiz s'est lancé dans la mêlée. Avec tout son poids. Il est riche : un bistrot qui marche bien, l'hôtel Kohler à Tizi-Ouzou — il est le gendre du propriétaire —, des intérêts dans plusieurs affaires, des protections de la police — le commissaire central d'Alger n'est-il pas M. Trouja, l'ami fidèle d'Ortiz —, comme par hasard c'est M. Trouja qui était commissaire à Alger lors de l'affaire du bazooka et des Sources. Muté à Tlemcen à la suite de cet incident, il a été réintégré dans son poste par le Comité de salut public dont ce fut l'une des premières décisions ! On le retrouvera aux Barricades...

Voilà donc Ortiz, Jo les Gros-Bras, chef de parti. Costume clair bien coupé, cravates choisies, il sait parler. Pas en public du haut d'une tribune, mais dans la coulisse ou dans l'ombre fraîche de son bistrot devenu le P.C. de tout ce qu'Alger compte d'activistes « décidés ». Cet homme lourd à l'élégance voyante, au profil un peu empâté d'empereur romain mâtiné d'Espagnol, aux yeux ombrés d'une plage bistre dont l'effet est irrésistible sur certaines dames, exerce une séduction étrange sur le frêle Susini. Peut-on imaginer hommes plus différents ? Qu'importe. Susini apportera à Ortiz ce qui lui manque le plus : l'intelligence. Et Ortiz apportera à Susini ce dont celui-ci est le plus dépourvu : les larges épaules et le bagou populaire qui entraînent la masse. Violence physique et verbale d'homme au milieu alliées à la dialectique glacée et implacable de l'étudiant fanatique, cimentées par un idéal commun : le fascisme. Voilà un mélange détonant qui a fait ses preuves dans un passé récent. La recette est toujours valable. À

Alger comme ailleurs.

Ortiz a lui aussi choisi la croix celtique pour emblème. Les frères Sidos qui sont aussi devenus ses amis lors de leur passage en Algérie l'ont convaincu de la justesse de son choix. Ortiz rêve de devenir « le chef » d'une organisation garantissant l'Algérie européenne contre l'intrusion des métèques qui ne pensent qu'à l'avilir ! Susini en sera le cerveau. La croix celtique le symbole. Il suffit d'organiser un mouvement paramilitaire et de s'assurer la bienveillante neutralité de l'armée pour que les chances de réussite soient grandes.

La petite manifestation d'étudiants contre Michel Debré n'avait été qu'un ballon d'essai, les douces prémices d'actions plus « sérieuses » que rendait inévitables l'obstination du « vieillard de l'Élysée » à faire le malheur de l'Algérie.

Cette politique d'écrasement de la rébellion que Challe a décidée pour l'ouest du pays et qu'il a l'intention d'étendre avec éclat à l'est, un homme la mène en silence depuis des mois dans une des régions les plus hostiles de l'Algérie : les Bibans et le Hodna. On n'en parle guère, on en parlera peu car il a contre lui de gagner en manifestant la plus profonde répugnance pour la guerre révolutionnaire des centurions.

Il s'appelle Georges Buis, il est colonel. Son P.C. se trouve à Bordj-bou-Argeridj et couvre ces immensités de pierres déchiquetées, érodées, hostiles, inconnues et négligées depuis toujours par les Français, que sont les Portes-de-Fer, la chaîne des Bibans, les monts du Hodna. Lorsqu'il est arrivé, en mars 1958, l'un de ses adjoints, le capitaine Combette — que l'on a vu découvrir le massacre de Melouza et négocier la reddition et le ralliement du « général » Bellounis —, lui décrit la situation. Epouvantable... et calme ! Car le commandement opérationnel du Hodna ouest ne s'est jamais rendu compte que le F.L.N. est maître du pays. Les rebelles ont eu l'intelligence de s'y « réserver » une zone de passage et de repos sur la route de Tunisie, sans livrer de combat, sans révéler leur présence en masse. Il faut pourtant les déloger car c'est dans cette zone que va passer le pipe-line qui transportera le pétrole du Sahara jusqu'à Bougie. En outre, laisser un havre de paix qui permette aux caravanes venant de Tunisie de retrouver leurs forces est d'une imprudence rare. Il faut leur rendre le terrain difficile sinon impraticable. En six mois le colonel Buis y parvient. Il découvre d'abord les Portes-de-Fer, un

paysage extraordinairement hostile, des plis anticlinaux relevés à la verticale, râpés par l'érosion qui laisse des crêtes aiguës et dures. Dans cette nature il faut une demi-journée pour faire cinq kilomètres ! Ensuite à l'ouest des Portes-de-Fer s'étendent les Beni-Ouagag, « une saloperie de petits maquis de pins maritimes, d'arbousiers, de chênes ». Petit à petit, en faisant quelques prisonniers, Buis apprend la vie des *djounoud*, les lieux de passage. Surtout il s'aperçoit que ces gros et riches villages accrochés au sud des Beni-Ouagag, dans le djebel Mansourah, sont des refuges, des P.C. de la rébellion. Et il reconstitue le trajet vers la Tunisie. Les rebelles se servent de la route ancestrale, qui date des Romains et qui part de la *guelaa*, sorte de tour de Montlhéry sur les crêtes des Bibans, cœur de la dynastie berbère, puis résidence des vieux pachas turcs, qui passe ensuite par le djebel Mansourah avec sa ligne de gros villages marqués par K'Sour et Dar-Kbira, pour aboutir à la *kalaa* des Beni-Hammad, à la tour des Signaux, seul monument historique de l'Algérie. Il faut l'érudition et la curiosité de Georges Buis pour avoir reconstitué les étapes F.L.N. de cette route berbère, qui va de M'Sila à la mer, cette route oubliée sur laquelle, vers l'an 1000, le vieux peuple communiquait par feux allumés sur les crêtes, sur les *guelaas*, du Sud à la côte. Les colonels qui se penchent sur les légendes, sur les traditions, sur les mœurs d'un peuple sont rares.

Mais Buis n'en oublie pas la guerre pour autant. C'est son métier. Avec son collègue, le général de Maison-Rouge, commandant à Aumale, il a commencé l'implantation de postes dans les Beni-Ouagag. Puis à coup d'opérations rapides, montées sur un renseignement, sur un indice, au « pif » aussi, il a bouclé les points clés et « coxé » les premiers fells, ahuris de trouver des commandos aux points de passage dans ce désert de pierre alors que depuis des années ils avaient l'habitude des grandes et massives opérations montées à grand bruit et si facilement évitées. Les embuscades légères, réalisées en quelques heures grâce aux hélicos, se révèlent payantes. Buis découvre coup sur coup deux hôpitaux de trois cents lits chacun : Hanoï et Le Caire, puis l'organisation fixe qu'il détruit. Mais il ne se fait aucune illusion, il ne peut tenir totalement une pareille région. Des bouclages restreints, rapides, légers. C'est tout. Mais c'est déjà beaucoup. Après quelques semaines de ce régime et l'implantation de quatre-vingts postes dans les Beni-Ouagag, la région devient pour le F.L.N. un endroit où il faut passer

rapidement et non plus le havre où l'on peut reprendre des forces. La première partie du plan est réussie, d'autant que Buis n'abandonne pas le terrain gagné. Les quatre-vingts postes restent. Des harkis venus d'autres régions mais contrôlés par le colonel, entretiennent cette insécurité et poursuivent les rebelles de leurs coups de main. Buis n'a guère confiance en eux mais ils lui « lèvent » le gibier, c'est déjà bien.

En ce mois de mars 1959 c'est à la deuxième partie de son plan qu'il s'attaque : nettoyer le djebel Mansourah. C'est d'autant plus important que les ingénieurs du pipeline ont eux aussi retrouvé la route berbère du XI^e siècle. L'ouvrage passe par M'Sila, longe le Hodna, franchit le col de Selatna, rejoint les Portes-de-Fer et file droit sur la Soummam. Non seulement c'est la mission de Buis de le protéger, mais pour lui, dans cette guerre où l'on mélange tout, opérations et politique, lutte armée et lutte psychologique, le « pipe » c'est l'Algérie « utile ». La seule chose qui l'intéresse vraiment au milieu des multiples missions dont se charge l'armée et qui sont loin de le satisfaire. Car Georges Buis renâcle. Parfaitement discipliné, il trouve que les chefs de l'armée ne le sont guère et donnent à ce grand corps de la nation où il a choisi de servir une orientation difficilement compatible avec les engagements pris par un officier vis-à-vis de la République dont il tient ses galons.

Curieux personnage que ce colonel Buis, bien peu fait pour plaire aux colonels « en flèche » du 5^e bureau ou de l'état-major d'Alger. Pas de fanatisme, pas de certitude chez Buis comme chez Gardes ou chez Argoud que nous retrouverons bientôt à l'état-major de Massu et qui deviendront les deux piliers militaires de cette affaire des Barricades qui va ensanglanter Alger. Rien de cela. Seulement une profonde humanité. Avant la guerre Georges Buis a découvert l'Orient arabe. Ç'a été l'éblouissement. Beyrouth lui a livré ses secrets les plus intimes, ceux que la merveilleuse ville n'accorde qu'aux hommes bénis des dieux. Non seulement son ciel, sa mer, la qualité subtile de son air, ses plages, ses cèdres mais aussi son cœur, son âme, et celle de ses poètes. Georges Schéhadé devient son ami intime. Georges Buis n'a pas perdu dans les chambrées, puis au cours d'études supérieures en art martial la sensibilité, la poésie, l'intérêt pour les arts dont la nature l'a doté. Quel mélange inouï ! Comment le jeune homme préoccupé de philosophie, esthète, ami de poètes, de romanciers, à qui rien de ce qui est l'actualité artistique n'est

étranger, devient-il soldat ? Et bon soldat. Et grand soldat. Ce romantique dans la boue, dans le sang ? Difficile à imaginer. Et pourtant ! Après la douceur de vivre de l'Orient avec ses splendeurs, sa subtilité, sa nonchalance aussi, qui se marie si bien avec l'esthétisme, et Dieu sait si Georges Buis est doué pour ce délicat cocktail qu'il sait savourer dans ses moindres raffinements, c'est la guerre. La drôle de guerre. La moche guerre. L'épopée aussi pour ceux qui savent choisir. Et Buis choisit. Ce sera la France libre, Leclerc, qu'il rejoint. Et là se révèle le militaire. Il ne s'était pas trompé de voie. Sa vraie carrière c'était l'armée. Homme de guerre Georges Buis l'est dans le tréfonds de son corps, de son cœur. Violent, dur, sans cruauté mais sans faiblesse, aventureux aussi — on n'est pas militaire romantique sans que l'aventure vous caresse de son aile —, il suit Leclerc au Maroc, en France, en Allemagne. Puis c'est l'Indochine, toujours avec Leclerc. Là, Buis partage l'avis de son patron : la guerre de guérilla est un enlisement qui se terminera en catastrophe. Leclerc est rappelé, frôlant l'impopularité. Buis le suit encore, convaincu de l'inanité de ces luttes semi-coloniales. Il revient à ses anciennes amours en poste au Maroc puis en Iran. Il sait en voir autre chose que la « pouillerie », que l'apparence misérable. Il va au fond des civilisations, se lie avec les élites, pas seulement celles du « pognon », du pouvoir, des plantations et des palmeraies, mais celles du cœur et de l'esprit. Avec eux l'esthète, que les années de guerre ont vieilli, ont mûri, découvre la grandeur du passé d'un pays qu'il apprend à aimer. Il sait aussi les possibilités de l'avenir. Ces élites sont capables de gouverner un jour leur propre nation. Il suffit simplement de les y aider. Mais surtout d'accepter leur indépendance.

Et c'est l'Algérie. Buis n'oublie jamais que sa vraie nature c'est le métier des armes. Une nouvelle guerre, une nouvelle aventure s'ouvrent à lui. Très vite il sait que ce ne sera pas une nouvelle épopée. Ses hommes du Constantinois le découvrent. Pas facile, pas commode ce petit colonel aux épaules solides ! Les cheveux grisonnent. Le visage tranquille, les yeux protégés par de grosses lunettes savent se faire durs et froids. Qui pourrait déceler l'esthète, l'ami des poètes, l'écrivain — car Buis écrit et surtout « mijote » ses futurs romans — sous le côté « pète-sec » ? On lui a confié les Portes-de-Fer, les Bibans, le Hodna, un coin pourri. Il est là pour tuer. Il va tuer, c'est son métier. Mais le plus efficacement possible, sans approuver ce jargon politico-

révolutionnaire dont se gargarisent les services d'action psychologique, sans tolérer même les organisations paramilitaires comme les D.O.P. qui doivent aider les chefs de secteur dans leur tâche. Ce militaire sait prendre ses responsabilités et sait obéir. Obéir à ses chefs, et surtout à la République, prendre ses responsabilités de colonel, c'est-à-dire faire la guerre, seul, et obtenir des résultats sans l'aide de policiers ni de « soldats-policiers » dont la torture est l'arme principale. Car les D.O.P. c'est ça.

Les détachements opérationnels de protection, tout le monde les connaît. C'est la première chose dont on parle au bidasse qui arrive en poste en Algérie. On en a un peu honte. Les D.O.P. sont installés à l'écart, dans une villa ou dans une baraque d'où sortent des cris de rage, de haine, puis de douleur, enfin plus rien quand l'homme est mort ou a avoué. Une baraque solidement gardée. Où n'officent que des policiers ou des officiers en civil que l'on regarde — selon son caractère — avec crainte, dégoût ou respect. Car il y a ceux — et ils sont nombreux — qui trouvent cette institution tout à fait normale.

« Tu aurais vu la patrouille tomber en embuscade. Et mon meilleur pote avec la bite enfoncée dans la bouche. Et le lieutenant à qui ces fumiers avaient arraché le cœur ! Et les grenades et les bombes qui explosent. Ah ! moi si j'en avais tenu un au retour ! »

Et c'est vrai. C'est justement pour éviter qu'un appelé « en tienne un », au retour d'une expédition pareille, que les D.O.P. ont été créés. Challe, le grand patron, en est le promoteur, le partisan et s'en explique : « Dans une guerre subversive, dans une guerre de maquis, le prisonnier doit être interrogé rapidement par ses vainqueurs. Le renseignement se décante petit à petit. On doit remonter la filière. Et il est difficile pour un non-spécialiste de tirer quelque chose d'un prisonnier. *L'homme normal ne vend pas ses copains*. Alors il faut vite des spécialistes pour obtenir un renseignement de qualité et pour éviter des sévices trop forts. Des sévices il y en a dans une guerre subversive. Si on laisse manipuler les prisonniers par des gens trop jeunes et trop émotifs on aboutit à une casse considérable. Il n'y a rien de plus dangereux que de faire interroger un prisonnier par un gars du contingent qui une heure avant a trouvé un copain les couilles entre les lèvres. Alors il faut des D.O.P. avec les policiers

spécialisés, 50 p. 100, et des officiers de renseignement. Le problème est qu'ils sont très nombreux et difficiles à entretenir. Les D.O.P. ne sont pas partout d'une même qualité. »

Là aussi l'encadrement joue. Challe mène une guerre subversive. Et dans une guerre comme celle-là on torture ou on traite. La « bataille d'Alger » a été gagnée ainsi. Le principe, expliqué par Challe à l'état-major, se défend. Mais sur le terrain... que de cruauté ! Je me souviens du premier officier du D.O.P. que j'aie vu. C'était à Orléans-ville. Un petit bonhomme en short et chemisette, sympa. Il était « à la colle » avec la P.F.A.T. du 2^e bureau. Ils faisaient un beau couple. Pour une fois c'était une P.F.A.T. jolie. Pas un tombereau ! Et puis j'ai vu le lieutenant sortir du D.O.P., fumant nerveusement. Et puis j'ai entendu le sergent-chef de la chambrée gueuler : « Untel, t'as encore fait une connerie. De garde ce soir au D.O.P. ».

Car on en est là en Algérie. Après une « connerie » ce n'est plus la corvée de chiottes ou la garde à la porte du colonel où il faut être « nickel » et saluer sans cesse, non, c'est la garde autour du D.O.P., niché dans une orangerie idyllique. Avec les hurlements des « melons » interrogés. Dans l'esprit du sergent-chef, c'est pire que les chiottes. Là, ce n'est pas les mains, c'est l'esprit dans la merde. C'est pire. Pas très malin de conditionner ainsi les appelés. Mais allez demander à un sergent-chef de carrière gavé depuis vingt ans de pastis indochinois, d'anisette algérienne et de canettes de « Gauloise » superluxe d'être malin ! Il commet une faute de psychologie militaire assimilant garde du D.O.P. à corvée. Mais en réalité, c'est lui qui a raison. C'est vraiment affreux. Dégueulasse. Et dans son esprit de sergent-chef, dégueulasse = corvée. Raisonnablement sain ! Moi je pense au lieutenant qui sort de là en fumant sa cigarette. Et puis à sa P.F.A.T. qui le rejoint. Après, je la vois entrer dans les locaux. J'apprends qu'elle y va souvent. Pour le plaisir ! Et ce n'est pas qu'à Orléansville. Partout sur le terrain ces D.O.P. exercent leurs ravages non seulement dans les rangs de l'A.L.N. mais surtout dans ceux des appelés qui réfléchissent. Ou qui tout bonnement entendent les cris et ne peuvent les supporter. « Les D.O.P. ne sont pas partout de même qualité », dit Challe. Eh non ! Souvent ils ont raclé tout ce qu'il y a dans la région comme flics sadiques, comme officiers « timbrés ». Et dans les états-majors on n'a pensé ni à mon petit lieutenant d'Orléansville ni à ma P.F.A.T. si jolie ! S'ils sont encore ensemble, songent-ils parfois aux « séances » du

D.O.P. ? Tout cela c'est fini. C'est loin. Mais, bon Dieu, ça ne s'efface pas ! Encore moins dans l'esprit que dans la chair.

Quand il arrive à Bordj-bou-Argeridj, Georges Buis « vire » le D.O.P. Lui n'en veut pas. Il sait prendre ses responsabilités. À fond et sans « mollir ». C'est un professionnel. Le D.O.P., avant son arrivée, a liquidé cinquante à soixante bonshommes. Enquêtes rapides, brutales. Quelques résultats. Mais quelle casse ! Le colonel de secteur était démoralisé par cette guerre. Un vieux type fatigué, honorable, honnête, cinquante-sept-cinquante-huit ans, frère du tiers-ordre. Un brave homme au bord de la retraite qui n'a pas la dure et froide détermination des jeunes officiers lorsqu'il doit se battre contre des bandes puissantes. La ville à elle, seule le dépasse. Bordj-bou-Argeridj — B.B.A. comme on dit dans l'ésotérique langage du secteur — est en proie à la terreur. Un petit Alger en 1957. Alors le vieux colon cède. Devant ces assassinats, ces attentats renouvelés, il ne se sent pas capable de régler le problème tout seul. Il crie à l'aide. On lui envoie un D.O.P. Il accepte mais lorsqu'il voit sa sauvagerie il est scandalisé. Le frère du tiers-ordre s'indigne. Il met des bâtons dans les roues de cet organisme qu'il a eu la faiblesse de laisser venir.

Alors les hommes du D.O.P. s'en vont, lui laissant un triste arbitrage : vingt fells à exécuter. Affolé, le vieux colonel en appelle à l'autorité supérieure. Réponse : Exécutez ! Il fait fusiller les vingt types et rédige un rapport très digne dans lequel il demande à être relevé de son commandement. Le pauvre vieux est secoué. On l'hospitalise à Alger. Revenu en métropole, ce chrétien fait un pèlerinage à Lourdes. Et meurt. Effondré. Il n'a pu supporter que lui, colonel maître après Dieu d'une région si importante, religieux sincère dans un siècle de violence, ait du sang sur les mains. Broyé dans l'engrenage féroce de la guerre subversive il a failli à sa mission.

L'histoire fait parfois rigoler dans les mess des « durs ».

Pourtant le colonel Buis, qui n'est pas un tendre, ne rigole pas. Il n'est pas homme à se laisser broyer mais il ne veut pas mener la guerre de cette façon. Très vite, il acquiert les preuves que trois policiers musulmans de B.B.A. ont assassiné un sous-officier. Il les fait abattre. Il a pris la dure responsabilité de faire régner l'ordre. Mais lui n'a que trois cadavres à son actif. Le D.O.P. en avait déjà plus de cinquante ! Et le sous-off' était mort...

Tel est donc ce colonel « hors série » qui dans son secteur commence à obtenir des résultats étonnants. Et pourtant rien ne lui convient dans cette guerre. Au 13 Mai il a refusé d'armer les U.T. de Bordj-bou-Argeridj. « Je n'ai pas besoin de zouaves avec des fusils. » Quand, une quinzaine de jours plus tard, arrivent les pontes d'Alger avec prise d'armes, discours patriotiques et tout le tremblement, il a « ripé » en opération. « Foutons le camp de cette chienlit parfaitement anormale », a-t-il dit à ses adjoints. Lorsque se crée le comité de salut public de Bordj il le freine considérablement et ne fait qu'accepter qu'un de ses officiers assiste à ses réunions à titre d'observateur. Il démontre ainsi que dans les secteurs où le colonel veut que le C.S.P. n'ait pas d'influence il n'en a pas.

Il n'est pas contre De Gaulle amené par le 13 Mai. Au contraire. Mais il reste militaire avant tout. Ses rapports avec le sous-préfet sont excellents. « Restez à mes côtés comme conseiller technique », lui dit-il. Pour lui l'État, la République, s'incarne dans le sous-préfet, ou le préfet. « En conséquence, explique-t-il au fonctionnaire ébahi, je suis à mon P.C., vous dans votre préfecture. Je prends mes responsabilités de police judiciaire et de maintien de l'ordre. Vous gardez les prérogatives de vos fonctions. Jamais je n'assisterai à une cérémonie avec vous pour que vous n'ayez pas à passer en second. »

Beaucoup de généraux et de colonels ne sont pas de cet avis et se retrouvent flambards, certains de faire mieux que les civils. Beaucoup de sous-préfets sont également satisfaits de tirer leur épingle du jeu dans cette affaire. La défense de la République, ils s'en foutent du moment qu'ils conservent leurs avantages, leurs belles maisons, leurs traitements.

Avec Allard, bras droit de Salan, Buis a une algarade très violente.

« Mon général, je ne suis pas là pour faire la guerre au sous-préfet !

— Exécutez les ordres. »

Mais les ordres ne sont plus militaires. Ils sont politiques et Buis ne cache pas sa répugnance à les exécuter. Dans ce domaine les directives du 5^e bureau ne le satisfont pas plus. « De quel droit s'engage-t-on auprès de la population, auprès des harkis ? Mes hommes et moi sommes là pour faire la politique du

gouvernement. C'est de la République et de son gouvernement que je tiens mes galons ! Vous allez dans les villages et vous racontez : je ne vous abandonnerai jamais. De quel droit ? Il n'y a que le gouvernement de la République qui puisse s'engager pareillement. » C'est toute la théorie du 5^e bureau que Buis bat en brèche. Un 5^e bureau qui petit à petit entend dicter sa politique au gouvernement.

Pourtant, il recrute des harkis — en qui d'ailleurs il n'a guère confiance à l'exception de ceux qui, lassés des crimes du F.L.N., ont appelé au secours comme dans la région de Melouza — mais sans illusions. Il sait ne pouvoir compter que sur deux des trente harkas — douze cents hommes — qu'il a levées. Les autres ne sont pas efficaces. Il découvre que, près d'une harka, une petite équipe F.L.N. au repos peut très bien vivre en toute tranquillité ! Il utilisera donc les harkis pour lever le gibier dans des régions éloignées de leur douar d'origine. Mais lorsqu'il incorpore ces harkis, attirés par une vie moins rude et une solde inespérée pour de pauvres montagnards, il ne s'engage à rien. Cynique peut-être. Mais lucide. Et il bondit lorsqu'il entend un militaire de haut rang promettre à ces pauvres bougres que « la France est là, en Algérie, à jamais ».

« Les théories du 5^e bureau les plus contestables, dit-il, ne passent que si le commandant de secteur le veut bien. » Et lui s'y refuse car il ne croit pas au mirage. Il voit les « villages de femmes », ceux qui sont désertés par les hommes, tous au maquis ou en camp d'internement. On pourrait croire que ces femmes ne souhaitent qu'une chose : le retour du frère, du père, du mari. Non. Ces villages sont les plus durs. Ce sont ces femmes qui poussent les hommes à rester au maquis, ce sont elles qui les ravitaillent, qui les renseignent.

« Le 5^e bureau obtient des résultats apparents, explique le colonel. Si l'officier est de bonne qualité il s'occupe de la jeunesse, organise des travaux artisanaux, tout le monde est content, joue, s'amuse, mais rentrés chez eux ils restent des adversaires. Passifs. Mais adversaires. »

Aucune des solutions arrêtées par l'état-major ne lui semble efficace. Surtout pas les regroupements de population mal préparés. Comme pour les D.O.P., ça se défend sur le papier. Mais sur le terrain, c'est autre chose.

Dans le Hodna, ce paysage lunaire — une succession de « toits

d'usines » abrupts — la circulation n'est possible que par d'étroits couloirs médians que connaissent bien les rebelles venant ou allant en Tunisie. Dans le cadre des opérations préconisées par Buis il faut qu'aucune des petites fermes isolées dans cette région hostile ne puisse apporter refuge ni vivres aux fellaghas. Le corps d'armée de Constantine a décidé Un regroupement de population. Sur le papier cela représente quatre cents personnes et quinze cents têtes de bétail. Mais depuis cinquante ans les Français n'ont pas mis les pieds dans le Hodna. Et Buis trouve dans cette région déshéritée près de cinq mille personnes et vingt mille têtes de bétail ! Et c'est le drame. L'exode. Rien n'est prévu pour le transport d'une pareille population. Encore moins pour son hébergement.

Le camp de Saint-Arnaud est prévu pour quatre cents personnes. On y entasse cinq mille âmes dans des conditions atroces ! Le 5^e bureau va essayer de développer l'artisanat, de mettre en route des travaux publics pour donner une occupation à cette population déracinée. Buis ne se fait aucune illusion sur l'état d'esprit de ces montagnards, parqués ignoblement dans une plaine désolée où ils n'ont rien et où la terre appartient à d'autres. C'est scandaleux mais il faut obéir. Pour lui c'est une certitude : on n'arrivera jamais à rien ainsi.

Alors il fait la guerre. C'est son métier et c'est la mission que lui assigne le gouvernement de la République. Qu'on ne lui en demande pas plus. Il n'a pas le droit de dire ce qu'il pense : que là encore la victoire ne servira à rien. Que rien ne sera résolu par l'écrasement des rebelles. Que le problème est plus profond. Il l'écrira. Plus tard. Dans un roman commencé en pleine opération, un roman qui s'appellera *la Grotte* et qu'il publiera bien loin de l'Algérie. La grotte, c'est le refuge des fellaghas, son héros croit que s'il la découvre et l'anéantit le problème sera réglé. Il trouve la grotte, la conquiert et rien n'est changé. Le héros mourra tué par le chef fellagha. Car le problème est bien plus profond, bien plus complexe. Il ne peut se régler que sur le plan politique en discutant. Et cela ce n'est pas et ce n'a jamais été le rôle des militaires.

Pour l'heure. Buis fait la guerre. Ni en esthète. Ni en romancier. En militaire. Anti-centurion, il n'en est pas moins officier qui se fait une haute idée de son devoir.

Depuis quarante-huit heures les paras râlaient ferme. En

particulier ceux du 1^{er} R.C.P. du lieutenant-colonel Cousteaux. Ils crapahutaient en vain dans les Beni-Ouagag.

« Toujours pareil. Quand on ne mène pas l'opération nous-mêmes on ne trouve rien. »

Mais le colonel Buis, qui dirigeait l'opération, s'obstinait. La zone était pratiquement nettoyée. Il y avait toujours des fells mais ils passaient en courant. Les villages du djebel Mansourah, K'Sour et Dar-Kbira, leur étaient devenus impraticables. Restaient les flancs sud du djebel, face au Hodna. C'était pour eux un refuge sûr. Encore fallait-il les prendre au piège.

Ce soir du 21 mars, Buis était en rogne. Les paras roulaient des mécaniques, étaient furieux de n'avoir rien trouvé et — au mépris de tous les ordres, sûrs d'être couverts par leurs patrons — allumaient des feux, se foutant de se faire repérer, et se persuadant entre eux que « tous les autres étaient des cons ». Et pourtant ils aimaient bien travailler avec le colonel de B.B.A. car avec ses méthodes de chasse ils obtenaient des résultats. Au retour, les tableaux des régiments étaient « éloquents ». Mais ce 21 mars, le printemps tout neuf n'avait pas porté chance à Buis. Les fells lui avaient filé entre les doigts.

Le lendemain à l'aube, Buis décida d'abandonner les Beni-Ouagag et de poursuivre l'opération vers le sud en direction du djebel Mansourah. Les renseignements confirmaient que souvent la katiba 312, celle dont s'entourait volontiers Amirouche, empruntait ce chemin en apparence hostile. La veille au soir après avoir acquis la certitude que les Beni-Ouagag étaient déserts le colonel avait décidé « au pif » de transporter, toute l'opération avec les trois régiments de paras qui lui avaient été attribués pour quelques jours, ses troupes de secteur et les harkis, sur le djebel Mansourah. Il y allait au culot.

Et ça n'avait pas été facile. Le colonel Buis avait téléphoné au corps d'armée de Constantine pour obtenir un ou deux D.H.P. (détachement hélicopté) de dix *Banane* chacun. Les « ventilos » lui étaient nécessaires pour attaquer brutalement le cœur du Mansourah dont les abords étaient bouclés par les troupes de secteur et les harkis. À Constantine, on lui avait ri au nez.

« Pensez-vous, mon vieux. On a Debré qui vient en visite. On a besoin de tous les hélicos en alerte. Pour la protection ! »

Buis, obstiné, s'était tourné alors vers Alger. Au

commandement de l'aviation on avait envoyé sur les roses ce petit commandant de secteur qui ne dépendait même pas du corps d'armée ! Foutu pour foutu Buis avait tout de même ordonné le bouclage du Mansourah par ses troupes habituelles. Peut-être le jour venu trouverait-il un moyen de lancer les paras. À 22 heures, le miracle s'était produit. La base d'hélicos d'Aïn-Arnat téléphonait.

« Mon colonel, si vous me rendez les ventilos à 19 heures demain je vous envoie un D.H.P.

— Non ! J'en veux deux et je vous les rends à 20 heures.

— Juré ?

— Juré !

— Banco. »

Le lendemain 22 mars à 6 heures, les deux détachements héliportés se posaient à M'Sila sur l'ordre de Buis qui ne les utiliserait qu'au dernier moment et qui voulait qu'on ignorât jusque-là ce qu'il voulait faire.

À 11 h 30, un chef de harka s'approchait du capitaine Combette en ratissage sur la frange du djebel Mansourah.

« Mon capitaine, je viens de trouver une merde fraîche aux abords de la Maison de Pierre.

— Une merde fraîche ! On les tient. »

Jamais on n'avait fait plus beau cadeau à Combette ! La Maison de Pierre était un vaste ensemble d'éboulis pierreux, avec d'énormes blocs de rochers gris qui se dressaient au milieu d'un maquis de petits arbustes et d'herbes dures. Une masse énorme de cinq cents mètres de côté, à flanc de colline, avec des grottes et des caches possibles en pagaille. Un refuge extraordinaire. S'« ils » étaient là le combat allait être rude.

Le colonel Buis avait appris la nouvelle au moment où un *Piper* d'observation lui annonçait qu'il avait repéré un type en djellaba brune qui détalait entre les rochers. Le bouclage était en place. Maintenant il fallait y aller.

À midi, Buis décide d'interrompre l'opération Mansourah et de tout porter sur la Maison de Pierre qu'il fait boucler étroitement. Sa décision est immédiate. Sur une « merde fraîche » ! À

14 heures le « bananage » commence. La ronde infernale des gros hélicoptères à doubles pales largue à un mètre cinquante du sol des vagues de paras bariolés. Le combat commence immédiatement. Les rebelles sont bien armés. Mais le 1^{er} R.C.P. du lieutenant-colonel Cousteaux est frais. Les ventilos l'on amené à pied d'œuvre sans lui faire accomplir des heures de crapahut sur les flancs tourmentés du Mansourah. Il faut avancer mètre par mètre, se protéger derrière chaque rocher. Le feu est intense. À la cadence de tir il y a là au moins une katiba avec des armes lourdes, bien accrochée à l'abri des gigantesques blocs de rochers... Mais l'aviation est alertée et bientôt les fleurs orange du napalm jaillissent de la Maison de Pierre, perçant les nuages noirs qui s'élèvent en champignons. Les *djounoud* chassés par le feu tombé du ciel quittent le refuge imprenable et se font « décaniller » en série.

Buis commande le dernier assaut. Le lieutenant-colonel Cousteaux a été blessé dès le début du combat. Très napoléonien, il a dit à son camarade : « Fais attention à mes petits. Je te les confie. Commande. »

Pour l'assaut les paras sont incomparables. Buis s'en aperçoit une nouvelle fois. Ces troupes d'élite implantées dans une région entre-deux opérations n'obtiennent pas plus de résultats que les troupes de secteur et par leurs méthodes démolissent tout sur le plan psychologique. Mais au cœur d'un bouclage, pour nettoyer cette Maison de Pierre, ils sont irremplaçables.

À 17 heures tout est fini. Soixante-treize *djounoud* ont été tués. Il y a huit prisonniers. Parmi eux le secrétaire particulier d'Amirouche : Boubekour, porteur des carnets du célèbre chef de la wilaya 3 que Buis a manqué à trois heures près. Fidèle à sa tactique Amirouche entouré de ses vingt gardes du corps a quitté la Maison de Pierre au début de la matinée après avoir pris seulement quatre heures de repos. Les autres, épuisés, sont restés.

Les paras du 1^{er} R.C.P., qui ont eu un mort et dix blessés dans l'engagement, étalent les armes récupérées pour la traditionnelle photo sur le terrain : soixante et onze fusils et P.M. et cinq F.M. On ramène Boubekour pour l'interrogatoire. Dans les *Banane* pas de place pour les prisonniers. Et on ne va quand même pas rentrer à pied pour leur sauver la peau ! Quelques rafales éclatent dans le silence de la montagne pendant que dans le ciel se dissolvent les dernières traînées noires du napalm. La katiba 312 a vécu !

Grâce à la modération, parfois à la sagesse des « politiques » du G.P.R.A., la direction de la révolution présentait à la face du monde une unité d'action, une détermination qu'elle était loin de posséder réellement. Les Abbas, Francis, Dahlab, Ben Khedda et autres Yazid déployaient des trésors d'éloquence, d'imagination et de précautions pour que le G.P.R.A. ne paraisse pas aux yeux des gouvernements étrangers un champ clos, théâtre de complots, d'intrigues et d'oppositions entre frères ennemis. Et ils y réussissaient. Si, comme on l'a vu, le gouvernement provisoire était déchiré en tendances opposées, en proie au vertige du pouvoir, il remportait sur le plan international des victoires politiques qui donnaient quelques soucis diplomatiques à la France.

C'est d'abord à l'O.N.U. que les représentants du G.P.R.A. avaient trouvé une plate-forme de propagande idéale. Avec une lucidité rare ils avaient décidé d'exploiter « à fond » ce haut-parleur inespéré. Depuis la création du G.P.R.A. au sein duquel M'hamed Yazid occupait le poste de ministre de l'Information, c'est Abdelkader Chanderli qui dirigeait à New York le bureau d'information du F.L.N. créé dès 1955 par Aït Ahmed et Yazid. L'activité fébrile de ce petit homme rondouillard, aux lunettes d'intellectuel sérieux, au sourire de bon vivant et à l'œil malicieux, était pour beaucoup dans l'audience mondiale qu'obtenait déjà le « problème algérien ».

La représentation du F.L.N. était installée dans un appartement bourgeois « middle-class » 150, 56^e rue Est, qui comportait également un grand studio et une chambre où logeaient Chanderli et sa femme, une très belle Italienne épousée à New York. Le « personnel » de la délégation était complété par trois secrétaires : Ann, une jeune fille de vingt et un ans qui aidait Yazid — très habile cuisinier — à faire la « popote », Barbara, une Américaine, juive d'origine géorgienne dont le principal travail était de donner une tournure littéraire et raffinée aux textes de propagande de Chanderli, et Olive, épouse américaine de M'hamed Yazid. Les services spéciaux français, interceptant les textes en code expédiés de Tunis au bureau new-yorkais, se demanderont toujours qui était ce fameux Zitouna dont le ministre de l'Information se préoccupait si fort. Zitouna est la traduction arabe d'olive, le fruit ! Yazid, plus souvent à Tunis qu'à New York, demandait simplement des nouvelles de sa femme !

À la fin de l'année 1958 la résolution des pays afro-asiatiques de « reconnaissance du droit du peuple algérien à l'indépendance » avait « manqué » la majorité des deux tiers d'une seule voix. Elle était repoussée mais pour le F.L.N. la victoire était de taille : les États-Unis étaient passés du vote hostile en commission à l'abstention en Assemblée générale. La France dont la position à l'O.N.U. ne cessait de se dégrader avait ressenti « douloureusement » cette attitude. Le F.L.N. devait cette victoire diplomatique au fantastique travail abattu par ses représentants à New York. Dans un premier temps, Chanderli avait réussi à obtenir du gouvernement américain le statut de *foreign agent* — agent étranger —, qui lui permettait de circuler comme il le voulait dans les couloirs de l'Assemblée des Nations unies que la délégation française voulait à toute force lui interdire. Il avait ensuite développé toute une politique de propagande subtile qui mettait en fureur les représentants français. Par exemple tout le courrier algérien était timbré avec la mention : *Free Algeria*, Algérie libre. Titre que portait également le bulletin d'information quotidien du F.L.N. envoyé à vingt-huit mille exemplaires ! Les services français étaient persuadés que Chanderli disposait non seulement d'une équipe importante, mais encore de l'aide de la Ligue arabe. Or il n'en était rien. Ni Yazid ni Chanderli ne voulaient mêler le problème algérien à la grande question d'Orient qui « traînait depuis trois siècles » ! Chanderli s'était simplement servi de l'infrastructure d'une grande ville ultra-moderne. Il employait les services de maisons spécialisées qui imprimaient, tiraient, expédiaient et distribuaient le bulletin qu'il rédigeait le matin à 5 heures. À 10 h 30, Chanderli, diplomate apparemment très décontracté, faisait son entrée au salon des délégués, comme si sa « nombreuse équipe » avait travaillé dès l'aube pour lui ! Faire parler de l'Algérie était devenu son obsession et lui servait d'excitant. Connaissant parfaitement les États-Unis il avait résolu d'exploiter ce désir passionné d'information que possède chaque citoyen américain conscient.

« Les États-Unis, c'est le pays de la vérité, disait-il à ses collaborateurs, donnons donc la vérité. Mais celle des autres, celle des Français qui sont indignés par la guerre, et n'ajoutons aucun commentaire. »

Depuis 1956 Chanderli avait habilement exploité la démission du général de Bollardière, le dossier Jean Muller (séries de lettres

de jeunes appelés à leurs parents), les déclarations des cardinaux et archevêques de France, la démission de René Capitant pour protester contre la torture. Le délégué du Front donnait des faits, des dates, des références, une bibliographie complète sur l'événement cité. Les Américains étaient favorablement impressionnés. Pour Chanderli tout était bon, de l'extrait du livre de R. Aron aux citations du *Monde*.

« La presse française, me dira-t-il plus tard, a été une énorme source d'information et de soutien ; *Le Monde*, *L'Express* qui bâtissait une carrière sur la guerre d'Algérie, *Témoignage chrétien* en particulier. »

En outre, Chanderli exploitait à merveille cette extraordinaire liberté de la presse qui a toujours été l'apanage des États-Unis. Les journaux imprimant systématiquement les lettres à l'éditeur il ne se passait pas une semaine sans que le *New York Times* publie une réponse ou une mise au point du bureau F.L.N. Une lettre très polie, très « sage », très documentée, très pondérée, fourmillant de faits précis, commentant les éditoriaux qui semblaient défavorables à la cause algérienne !

Infatigable, Chanderli « exploitait » également toutes les ressources de la radio et de la télévision, accumulant conférences, causeries, débats. En outre il avait résolu de toucher le milieu universitaire et avait obtenu de faire des conférences pour illustrer les cours académiques. C'est ainsi qu'à Harvard, Princeton, Bekerley, Columbia, présenté comme le représentant de la révolution algérienne, il utilisait l'exemple vivant de la lutte de libération pour commenter l'histoire de l'Afrique ! Toujours très académique, parfait diplomate, mesuré, Chanderli n'avait qu'un but : faire parler du problème algérien et *ne pas faire peur*. Les résultats étaient « payants ». En 1958, vingt-neuf thèses avaient été présentées et soutenues aux États-Unis sur la question algérienne !

« Notre seule victoire, expliquait Chanderli à son équipe « confidentielle », tassée dans les petits bureaux de la 56^e rue, c'est une victoire permanente. À l'O.N.U. tout le monde parle, tout le monde « s'engueule », la résolution finale n'a aucune importance. Elle est toujours rédigée dans des termes ambigus. Ce qui est important, c'est qu'on en parle. Et chaque année on parle du problème algérien — Inscrit à l'ordre du jour — pendant sept à huit semaines. Cela représente des milliers d'articles dans les

journaux du monde entier. Cela seul doit nous guider. »

Chanderli voyait juste. En outre, d'année en année, la motion finale s'améliorait. Et puis l'habile représentant Algérien obtenait des victoires « annexes », tel ce discours du sénateur John Fitzgerald Kennedy qui avait mis Robert Lacoste dans une si grande fureur lors de Tété de 1957.

Yazid et Chanderli avaient rencontré le futur président des États-Unis au Sénat. Chanderli était même devenu son intime et souvent allait partager le sandwich qui servait de déjeuner au sénateur pour lui parler de la situation en Algérie. Il avait su exploiter au maximum des événements assez minces, avait fait oublier la confusion extrême qui régnait au sein de la révolution et surtout avait su exploiter l'opinion d'une partie de la population française métropolitaine. Et puis il y avait le romantisme de la révolution qui arrivait avant Cuba et avant que Castro devienne l'épouvantail ! Kennedy, en habile politique, avait vu le parti qu'il pouvait tirer de la situation sur le plan intérieur américain. Il lui fallait tirer à boulets rouges sur Eisenhower et l'administration républicaine. L'activisme puritain de Dulles qui voyait le F.L.N. constitué uniquement de communistes était l'occasion rêvée. Et Kennedy avait prononcé ce discours de juillet 1957 au cours duquel il avait condamné l'action militaire française en Algérie. Grâce à un dossier nord-africain très documenté fourni par Chanderli, deux de ses « têtes d'œuf » de Harvard lui avaient écrit un discours qui ridiculisait le soutien que Dulles apportait à Georges Bidault. Lacoste, tombant dans le panneau, avait donné une audience mondiale à ce discours qui n'avait pas dépassé les frontières des États-Unis en lui adressant une réponse aussi tonitruante que peu convaincante. La victoire de Chanderli était complète. Il avait en outre rendu un service personnel à Kennedy au cours de sa campagne pour la présidence. Celui-ci ne l'oublierait pas. L'audience du discours permit déjà au représentant du F.L.N. de prendre contact avec d'autres sénateurs. Il réussira même à former un comité d'étude du problème algérien composé uniquement de sénateurs et de députés américains !

D'une attitude très « neutraliste » au départ, les États-Unis allaient, sur le problème algérien, « conseiller aux Français d'arranger les choses ». On était loin des reproches amers adressés à Yazid par Abane sur l'inutilité de l'achat d'un smoking pour les « mondanités » de l'O.N.U. !

Le seconde victoire diplomatique d'importance, les « politiques » du F.L.N. l'avaient obtenue à l'autre bout du monde, dans cette Chine lointaine et mythique que personne ne connaissait vraiment. En décembre 1958 Mahmoud Chérif, abandonnant le règlement du « complot des colonels », Saad Dahlab et Ben Khedda — les deux éliminés du C.C.E. — constituèrent la première délégation du F.L.N. en voyage officiel en Chine. L'idée était de Ben Khedda ! Constatant que la solidarité atlantique jouait en faveur de la France qui employait en Algérie un important armement américain, le G.P.R.A. devait se tourner vers l'Est pour faire contrepoids à l'Occident. « L'Union soviétique n'a pas reconnu notre gouvernement provisoire, expliqua Ben Khedda, nous ne pouvons pas compter sur les Russes. En revanche, la Chine nous a reconnus. En outre, avec ses six cent cinquante millions d'hommes, elle pourrait être une alliée de grand prestige. C'est vers la Chine que nous devons nous tourner. » Le filet était lancé pour capturer un lièvre, c'est-à-dire une simple aide sur le plan du prestige diplomatique. C'est un lion que devait ramener la délégation du F.L.N. !

Pour Dahlab, Mahmoud Chérif et Ben Khedda les dirigeants de Pékin décidèrent de déployer le grand jeu. À l'aéroport, c'est le maréchal Pan Tu Chei, commandant en chef des forces chinoises pendant la guerre de Corée, qui était au pied de la passerelle. L'aérogare était décorée aux couleurs algériennes. C'était la première fois que Ben Khedda voyait le drapeau vert et blanc flotter sur un aéroport. Princièremment logés, les délégués F.L.N. furent ensuite reçus par Chen Yi, ministre des Affaires étrangères, et Chou En Lai qui leur accordèrent armes, munitions, ravitaillement. Les premières livraisons représentaient une aide de deux milliards ! Mahmoud Chérif allait ainsi apporter à l'A.L.N. ses premières armes lourdes « personnelles » grâce à des 75 sans recul. « Et tout cela sans contrepartie ni engagement de notre part », précisa-t-il à son retour. Cela changeait des marchandages idéologiques avec la Russie ! Déjà la rivalité russo-chinoise se dessinait. Dahlab ne savait plus où se mettre lorsque — au cours d'une réception donnée en leur honneur par M. Youdine, ambassadeur soviétique à Pékin — Chen Yi, qui avait son franc-parler, lui dit devant le corps diplomatique au grand complet : « Vous les Africains, vous avez les cheveux noirs comme nous. Ce n'est pas comme ces Russes... ces blonds... ces impérialistes... » Et tout le monde avait ri de la « boutade ». Rires

« jaunes »... car déjà le conflit se profilait.

Lorsque Ben Khedda, Mahmoud et Dahlab quittèrent la Chine, Mao Tsé TOUNG lui-même les remercia de « l'aide que la révolution algérienne lui apportait en mobilisant six cent mille hommes du Pacte atlantique » !

Ben Khedda se demanda si le « Premier » chinois plaisantait ! Il le trouvait bien « tassé », bien vieilli. Mais les armes étaient là. Et des vêtements, et du riz, et du thé à ne savoir qu'en faire, qui serviraient à d'utiles « trocs » ultérieurs avec des pays mieux fournis en armes qu'en ces denrées précieuses. La victoire était complète. Ben Khedda allait ramener de ce voyage une réputation de « dur » que la réalité était loin de justifier. Mais les apparences étaient là !

À Hanoï, la délégation algérienne sur le chemin du retour reçut l'assurance de l'aide inconditionnelle du peuple vietnamien. L'oncle Ho, de trois ans plus âgé que Mao, parut pourtant en bien meilleure forme aux représentants du F.L.N.

« Je suis en admiration devant la révolution algérienne, leur dit Ho Chi Minh. J'ai bien connu jadis votre président, mon ami Ferhat Abbas, et je suis prêt à lui apporter toute mon aide. Ce ne sera qu'une goutte d'eau mais chaque goutte est utile. » Giap, le vainqueur de Dien Bien Phu, conclut son exposé sur la victoire contre les Français par ces mots prémonitoires : « À la différence des Chinois, qui utilisent des unités régulières, nous utilisons des irréguliers. Ce sont eux, les irréguliers, qui font la victoire... »

Plus confidentiel, le « patron » de l'armée viet-minh avait ajouté : « Il faut compter sur le peuple pour avoir la victoire finale. Et surtout évitez la division. Conservez votre unité... »

Voilà un conseil qui devait recevoir peu d'écho au retour triomphal de la délégation. Le G.P.R.A. était réuni au Caire où, une fois de plus, les querelles entre clans faisaient rage. L'affaire Allaoua était déclenchée. Elle n'était qu'un prétexte.

Après le complot des colonels réglé de la manière que l'on sait, le G.P.R.A. avait à faire face à une nouvelle crise. Le docteur Lamine Debaghine, ministre des Affaires étrangères, accusait une partie du gouvernement — en particulier Boussof soutenu cette fois par Ferhat Abbas — d'avoir « suicidé » un jeune membre de la délégation F.L.N. au Liban de passage au Caire.

Le jeune homme, Amirat Allaoua, attaché à la délégation de Beyrouth, avait été renvoyé de son poste par son chef, Kabouya Brahim, qui l'accusait d'avoir tenu à un consul étranger des propos malveillants sur l'attitude de certains membres du G.P.R.A. et de leurs épouses ! En manière de sanction le jeune diplomate s'était retrouvé planton dans l'immeuble du F.L.N. au Caire ! Mais sa mésaventure ne l'avait pas calmé. Il se répandait en critiques de plus en plus acerbes contre les chefs de l'extérieur, renouvelant ses accusations contre les mœurs « légères » de leurs épouses, et surtout évoquant en termes trop précis la « disparition » d'Abane Ramdane. La grande ombre du père du congrès de la Soummam pesait encore lourd sur les épaules des membres de l'ancien C.C.E. ! Ferhat Abbas, ami intime du père d'Allaoua, l'avait morigéné d'importance, puis, le jeune homme s'étant rebiffé, le vieux leader l'avait violemment giflé. Quarante-huit heures plus tard, le corps d'Allaoua basculait d'une fenêtre du cinquième étage de l'immeuble du F.L.N., rue Mudiriet-et-Tahrir. L'affaire Allaoua commençait.

Les services spéciaux égyptiens menèrent une rapide enquête. La mort était suspecte. Le jeune homme s'était jeté dans le vide depuis la fenêtre d'un bureau du service de Boussouf — le grand patron du renseignement et l'un des principaux responsables, comme on l'a vu, de la mort d'Abane. Ben Aouda, ancien lieutenant de Ben Tobbal en wilaya 2, était présent et garantissait la version du suicide. Ferhat Abbas soutenait de son côté cette hypothèse, rappelant le caractère « névrosé » d'Allaoua et racontant la scène qui les avait opposés.

Il n'en fallait pas plus pour qu'une nouvelle fois les clans s'affrontent. Le docteur Lamine Debaghine, qui n'avait pas « digéré » l'éviction de sa candidature à la présidence du G.P.R.A., prit la tête des accusateurs, soutenu dans cette direction par les Services spéciaux égyptiens toujours prêts à aider un clan sur lequel ils aient barre. Il fit remarquer que la chambre du « suicidé » avait été fouillée de fond en comble. Les doublures des valises coupées au rasoir. Que cherchait-on ? Qui cherchait quoi ? Le jeune homme avait-il en sa possession le document qui m'a permis de reconstituer les circonstances de la mort d'Abane, confirmées par les témoins survivants ? Nul ne le saura jamais.

La réunion exceptionnelle du G.P.R.A. fut houleuse. On profita de l'affaire Allaoua pour se jeter à la figure les griefs éternels.

Une nouvelle fois les civils — divisés en deux clans (Abbas et Lamine) — reprochaient aux colonels d'accaparer le pouvoir sous prétexte qu'ils représentaient les maquisards. Ahmed Francis, compagnon de route de Ferhat Abbas à l'époque de l'U.D.M.A., résuma leur position en prenant à partie les 3 B, Belkacem Krim, Ben Tobbal, Boussouf.

« Vous avez imposé au G.P.R.A. un groupe de superministres qui sont les colonels, reprocha-t-il. On a fait la guerre en Algérie pour supprimer le deuxième collègue ! Eh bien, moi, je ne tolérerai pas plus longtemps d'être au sein du gouvernement provisoire un ministre du deuxième collègue ! Tout cela doit changer. Tout cela va changer ! »

C'était une allusion directe à la venue à l'extérieur des plus durs des maquisards de l'intérieur : Amirouche, chef de la wilaya 3, Si Haouès, chef de la wilaya 6 auxquels se joindraient peut-être Si Lakhdar et Si M'hamed, patron de l'Algérois. Les chefs de l'intérieur demanderaient des comptes aux « révolutionnaires de palace » et voudraient savoir pourquoi les maquis n'étaient alimentés ni en armes ni en argent, alors que des dépôts immenses se constituaient aux frontières. Bien que leur présence soit loin d'être approuvée par un homme comme Amirouche, les politiques du G.P.R.A. et., dans une certaine mesure, quelques militaires comme Mahmoud Chérif espéraient bien reprendre, à la faveur de la bagarre qui s'annonçait, un peu de ce pouvoir que les 3 B tenaient entre leurs mains implacables. La réunion des colonels, décidée en prélude au 3^e C.N.R.A. fixé à la fin de l'année à Tripoli, s'annonçait tumultueuse. Et Amirouche qui, par radio, venait de prévenir Tunis de son arrivée prochaine à l'extérieur n'avait pas caché son mécontentement !

Échappant, à quelques heures près, à l'opération du colonel Buis, Amirouche, entouré des vingt hommes de son goum, avait piqué droit vers le sud, au-delà de Bou-Saada où il avait retrouvé Si Haouès, le chef de la wilaya saharienne. Le 27 mars au soir, les deux hommes avaient décidé de s'accorder quelques heures de repos dans le djebel Tsameur avant d'entreprendre la longue et périlleuse randonnée qui les conduirait au P.C. de la wilaya 2, aux abords de la plaine de Bône, où les attendaient Ali Kafi, le chef du Constantinois, et Lamine Khene, médecin chef de la wilaya 2, secrétaire d'État à l'Intérieur, rappelé à Tunis.

Amirouche touchait au but. Il ne faisait aucun doute pour le

jeune chef ambitieux et cruel que son arrivée à la tête des chefs de l'intérieur allait provoquer un remaniement au sein d'un G.P.R.A. dont il refusait de reconnaître la représentativité. L'organisation de la réunion de décembre avait consacré son emprise sur les autres chefs de wilaya. Il était décidé à imposer aux colonels du G.P.R.A. un changement radical de leur politique. Les maquis ne pouvaient plus tenir ainsi sans armes ni ravitaillement. Il fallait prendre d'assaut le barrage, employer l'armée des frontières à briser la ligne Morice et ouvrir un front contre l'armée française. En outre Amirouche, toujours obsédé par l'ampleur du « complot » qu'il avait découvert dans sa wilaya ainsi que dans l'Algérois, voulait défendre de vive voix les mesures exceptionnellement dures qu'il avait été amené à prendre. Il avait déjà envoyé un rapport à Krim lui signalant l'existence du noyautage des maquis par les « intellectuels ». Le ministre de la Guerre n'avait pas goûté, semble-t-il, les décisions du chef kabyle et lui avait signifié l'ordre formel de suspendre toutes tortures et exécutions. Il était temps qu'Amirouche fasse prendre conscience des réalités de l'intérieur à des chefs militaires « amollis » par un séjour trop long et trop confortable à l'écart des dangers quotidiens des maquis ! Enfin, Amirouche voulait signifier l'opposition formelle des « durs » de l'intérieur à tous les vieux politicailleurs de l'U.D.M.A., comme Abbas et Francis, et à certains militaires, comme Mahmoud Chérif, à qui l'on reprochait vivement son ancienne appartenance à l'armée française ! Quitte à imposer aux 3 B la formation d'un gouvernement de l'intérieur où ils trouveraient leur place aux côtés des chefs de maquis.

Amirouche caressait le dessein de devenir le « général » des colonels de wilaya. La session extraordinaire du C.N.R.A. à Tripoli devait lui en donner l'occasion. L'épuration commencée en Kabylie devait s'étendre non seulement à la totalité des maquis mais encore à tous les services extérieurs du F.L.N., à commencer par le G.P.R.A. Amirouche se sentait l'homme de la situation. Son ambition était sans limite. L'ascétique ouvrier bijoutier des Beni-Yenni avait l'âme d'un « réformateur » puritain. Il brûlait de rendre sa pureté originelle à une révolution qui s'en écartait singulièrement. Le sort allait en décider autrement.

Comme Broizat, comme Bigeard, comme Léger, le colonel Ducasse, le Ducasse du 13 Mai qui avait préparé le plan de débarquement des parachutistes en métropole, avait repris le djebel à la tête du 6^e R.P.I.Ma. — ancien 6^e R.C.P. À l'aube de ce

28 mars il s'apprêtait à diriger une opération aux environs de Bordj-de-l'Agha, entre Bou-Saada et Djelfa. Et il était de mauvaise humeur.

Malgré les premiers succès du plan Challe en Oranie rien n'avait profondément changé dans l'esprit de certains militaires qui restaient plus que jamais attachés à la hiérarchie, au train-train quotidien, aux opérations de grande envergure montées des semaines à l'avance. Le capitaine Gallot-Lavallée, officier de renseignement au 584^e B.T., en poste à Bordj-de-l'Agha, venait de le constater une nouvelle fois. Le commandant de la sous-zone, le colonel Girard, et le patron du secteur de Bou-Saada, le lieutenant-colonel Watel, qui avaient demandé un mois auparavant un programme d'opérations à effectuer dans la région d'après les renseignements acquis par l'O.R. Gallot-Lavallée et par son chef de bataillon, le commandant Waisse, avaient établi les plans de six ou sept opérations qui pouvaient être rentables grâce à l'aide d'un régiment de parachutistes — le 6^e R.P.I.Ma. — fourni par Massu. Pendant des semaines ils n'avaient plus eu de nouvelles du projet. Et soudain, le 20 mars, Ducasse et Watel étaient arrivés.

« On va voir comment on peut déclencher une opération, dit Watel, et on appliquera votre plan.

— Mais c'est idiot, s'insurgea Gallot-Lavallée. Ce plan était valable il y a un mois.

— Avez-vous des renseignements nouveaux précis ?

— Non, mais j'ai des faisceaux d'indices et d'informations qui me portent à croire que quelque chose d'important se prépare dans le djebel Tsameur. Si l'on doit monter une opération, c'est là !

— Impossible. Nous avons des impératifs logistiques à respecter. »

Watel exprimait ainsi la pensée du colonel Girard, commandant la sous-zone. Et pour celui-ci les mots comptaient avant tout. Logistique, préparation soigneuse, rapports en dix-huit exemplaires ! « Il s'en gargarise, pensait Gallot-Lavallée, ça ne peut plus durer. » Et à la grande surprise du commandant Waisse, son patron direct, il explosa.

« J'en ai marre. Je m'en vais. J'ai six gosses et ça fait assez

longtemps que je fais le con à vouloir convaincre des gens qui n'en ont aucune envie. »

Ça, ça plaisait à Ducasse qui jusque-là n'avait rien dit.

« Que vaut votre O.R. ? demanda-t-il à Watel.

— Gallot-Lavallée ? Il est très bien. »

Ducasse se tourne vers le capitaine.

« Alors, petit, explique-moi ton affaire. »

Et Gallot-Lavallée raconta au colonel des léopards ses méthodes de renseignement. Une famille qui habitait un douar situé à une vingtaine de kilomètres de Bordj-de-l'Agha l'informait régulièrement depuis plusieurs mois. Pour la tenir à l'écart des soupçons du F.L.N. Gallot avait imaginé de « coxer » de temps à autre un homme de la nombreuse famille. Il lui collait une trempe simulée et sortait de la mechta avec l'informateur couvert de pansements tachés de mercurochrome et l'enrôlait, quelques jours plus tard, dans une harka à l'autre bout du secteur. Les renseignements fournis s'étaient tous révélés importants. Malheureusement, cette méthode avait grillé tous les hommes de la famille. Et c'était un gosse de dix ans qui était venu dire au capitaine qu'une réunion importante allait se tenir dans le djebel Tsameur.

« C'est un lieu de rencontre du F.L.N., avait précisé le gosse. Et vous n'y allez jamais ! »

En outre trois prisonniers, des ravitailleurs de la région, avaient révélé deux jours auparavant que Si Haouès, le chef de la wilaya 6, se trouvait dans la région du djebel Tsameur.

« Voilà pourquoi, mon colonel, dit Gallot-Lavallée, je préconise une opération dans ce secteur.

— Moi, ça me paraît valable ton histoire. On y va ! »

C'était compter sans le colonel Girard. Patron de la sous-zone, il devait contrôler — d'après les ordres formels de Challe — toutes les opérations se déroulant dans sa région. Et le colonel Girard n'avait rien voulu savoir.

« Vos impératifs logistiques, je m'en fous, avait hurlé Ducasse. Si vous ne voulez pas commander l'opération je la monte quand même et je la commanderai ! »

Gallot-Lavallée, que son commandant avait menacé de huit jours d'arrêts de rigueur » au prochain écart de langage », avait eu gain de cause ! Et ce 28 mars Ducasse se retrouvait à la tête de ses neuf cents léopards du 6^e R.P.I.Ma., de trois escadrons blindés, du 584^e B.T. du commandant Waisse et de deux compagnies du 126^e R.I. de Bou-Saada, dirigeant une opération sans l'accord du patron de la zone. Ç'allait encore faire un « sac de nœuds » à Alger car Girard allait pondre un de ces petits rapports acides dont il avait le secret !

Gallot-Lavallée avait obtenu qu'une partie des camions quittât Bordj-de-l'Agha vers Djelfa tous phares allumés et en faisant un boucan du diable pour permettre au reste des troupes de gagner le djebel Tsameur dans le plus complet silence et tous feux éteints. Au lever du jour le dispositif était en place et les blindés achevaient le bouclage du djebel.

La progression était difficile. Le temps gris et bouché rendait plus sinistre encore le paysage de terre brûlée, de pierraille piquée d'alfa et de pins rabougris. Le combat commença à 9 heures. Violent mais inégal. Une quarantaine de fells contre deux mille cinq cents hommes de troupe. Une nouvelle fois la famille des informateurs de Gallot-Lavallée avait fait de bon travail. Au crépuscule, tout était fini. Trente-cinq rebelles tués, cinq prisonniers. Une petite vieille, prise dans le ratissage, lâcha à l'O.R. :

« Ça fait assez longtemps qu'ils nous embêtent ! Ils ont pris une bonne leçon. »

Parmi les cadavres, Gallot-Lavallée reconnut immédiatement Si Haouès. L'insaisissable chef du Sahara était enfin tombé ! L'identification ne faisait aucun doute. Haouès avait une main atrophiée et un bras plus court que l'autre. Ducasse, dont la mauvaise humeur avait fait place à une intense jubilation, amenait dans ses filets une autre prise de choix : Amar Driss, adjoint de Si Haouès. Blessé lors de l'ultime accrochage, celui-ci n'avoua qu'une chose : l'homme qui avait été abattu près de lui et qui gisait encore dans le passage encaissé au pied du djebel était Amirouche ! Immédiatement une patrouille partit à la recherche du cadavre. À 1 heure du matin la nouvelle était officielle : Si Haouès et Amirouche, les chefs des wilayas 6 et 3, étaient morts au cours de l'opération.

Amar Driss, avec une noblesse que lui reconnut volontiers Gallot-Lavallée, se réfugia dans un silence hautain après avoir dit :

« Le colonel qui a monté cette opération peut être fier de lui. Il a réussi un sacré beau coup... mais ça ne changera rien à notre combat. D'autres prendront notre place. »

L'ordonnance de Gallot-Lavallée, un harki, entra alors apportant du café.

« Donnez-en à Amar Driss », dit le capitaine.

Le harki tendit une tasse au chef rebelle en lui disant :

« Pourquoi tu luttas contre la France ? La France, c'est bien. »

Une bouffée de colère monta au visage du chef rebelle :

« Fous-moi le camp, chien... »

Et il n'accepta le café que lorsque Gallot-Lavallée le lui offrit. L'O.R. ne put rien tirer d'Amar Driss qui devait mourir un peu plus tard. En revanche, il apprit d'autres prisonniers que la katiba — ils disaient : le djich — d'accompagnement d'Amirouche était en retard et ne devait pas se trouver très loin. Mais l'opération ne put être poursuivie convenablement faute d'hélicoptères. Pourtant, les officiers supérieurs et généraux du corps d'armée surent en trouver pour se « pointer » à Bordj-de-l'Agha et profiter de l'immense publicité donnée à la victoire du djebel Tsameur. En premier lieu, le colonel Girard, qui avait refusé l'opération, prit les choses en main dès qu'il apprit le miraculeux résultat du bouclage !

Le seul des « visiteurs » galonnés qui demanda des nouvelles des dix soldats français blessés dans l'engagement fut Massu qui passa plus d'une heure avec ses « petits gars ». Les autres ne pensaient qu'à voir les cadavres embaumés d'Amirouche et de Si Haouès et à se faire photographier par les nombreux journalistes amenés en hâte.

Une pluie de bananes et de citations récompensèrent les « responsables » de la victoire. D'abord le colonel Girard, qui vit ses étoiles de général briller dans le firmament de son proche avenir. C'est dans sa zone que s'était déroulée l'opération ! Watel passa colonel plein. Gallot-Lavallée, déjà inscrit au tableau de commandant, fut cité à l'ordre de l'armée. Quant au véritable

vainqueur, la « grande gueule » Ducasse, Massu lui apportait la cravate de commandeur de la Légion d'honneur ! *L'Echo d'Alger* du 30 mars l'annonçait dans sa première édition. Lorsque Massu apprit l'heureuse nouvelle au colonel de paras, celui-ci eut cette réplique digne de la Grande Armée :

« Mon général, sauf le respect que je vous dois, votre cravate vous pouvez vous la mettre où je pense !

— Mais, Ducasse, qu'est-ce qu'il y a ?

— Ce qu'il y a, mon général, c'est que je la refuse. Il y a trop de bananes et de citations pour les gens de l'état-major et pas assez sur le terrain pour les vrais soldats. Ceux qui se battent. Je veux par ce geste marquer ma désapprobation. Mes paras du bled et tous les gars qui crapahutent n'ont pas les citations qu'ils méritent ! »

La sortie spectaculaire du colonel eut pour effet de fermer pour un temps le robinet à décorations de l'état-major ! Ducasse, lui, s'en foutait, il devait avoir sa cravate quelques mois plus tard. À l'ancienneté ! Et il ne lui déplaisait pas de mettre les pieds dans le plat. C'était bon pour la légende !

Dans la cours du bordj, à quelques dizaines de mètres de ces discussions pour une médaille, gisait le cadavre d'Amirouche, étendu sur une civière. Trois petits trous ronds et sanglants marquaient sa poitrine. À Tunis les membres du G.P.R.A. pouvaient à nouveau dormir tranquilles.

Les élections municipales qui se dérouleraient du 19 au 26 avril dans les 1 485 communes d'Algérie devaient, dans l'esprit de Jean Poincaré, directeur des affaires politiques auprès de Paul Delouvrier, amorcer une politique de « petite responsabilité locale » dont il attendait beaucoup. Avec Hirtz, il avait fait une tournée « informative » dans les départements d'Algérie pour expliquer aux autorités civiles et militaires ce que devaient être ces élections municipales au collège unique. Là il ne s'agissait plus d'un référendum abstrait, d'élection d'un député que les musulmans du bled apercevraient par hasard une fois dans leur douar, mais d'élection de listes municipales dont les membres resteraient à leur contact quotidien. C'était la première tentative pour donner des responsabilités aux Algériens. Jusque-là ils n'en avaient eu aucune. La preuve ? Les conseils municipaux à majorité européenne étaient tous complétés par les beni-oui-oui

de service. Poincaré espérait dégager de ces nouvelles élections des responsables administratifs locaux et créer grâce à eux une base nouvelle d'élites musulmanes appelées à prendre plus tard le pays en main. Si, pour la première fois, l'administration relâchait sa pression et ne faisait pas les listes d'avance, les élus devaient avoir une certaine audience.

Le général De Gaulle voulait des élections libres. Jamais il n'avait parlé à Delouvrier d'une possibilité de troisième force mais le délégué général, qui avait maintenant une pratique considérable de la dialectique gaullienne, s'apercevait à travers ses entretiens que le président de la République cherchait à savoir si une éventuelle troisième force ne parviendrait pas à se dégager de ces élections. Pour sa part, Delouvrier ne pensait pas qu'elles permissent à une élite représentative de faire surface. L'attitude de la population, la direction de son vote dépendaient trop du quadrillage militaire. C'est ce que constatait Poincaré au cours de sa tournée des départements algériens. Administratifs et militaires comprenaient mal où le directeur des affaires politiques voulait en venir.

« Notre but est de rompre avec le passé, expliquait le haut fonctionnaire, il faut accepter une certaine opposition. Il est préférable de voir élire des gens qui ne sont pas tout à fait de notre avis que des *beni-oui-oui* qui par leur servilité poussent la population dans les bras du F.L.N. »

Mais Poincaré s'apercevait des difficultés immenses qui s'élevaient sur son chemin. D'abord, les populations musulmanes ne comprenaient pas pourquoi il y avait si souvent des élections et posaient éternellement la question : « Qu'est-ce qu'il faut qu'on fasse ? » Les plus durs, les plus intéressants, ceux que Poincaré aurait voulu « voir sortir », ne la posaient pas. Le Front ordonnait l'abstention. Ils s'abstiendraient ou voteraient blanc.

Et puis Poincaré se rendait compte que de nombreux officiers S.A.S. qui aimaient la population, qui comprenaient la politique de réformes, qui voulaient jouer le jeu à fond, se trouvaient isolés du pouvoir civil par des « couches » de grades. La hiérarchie militaire avait tôt fait de les reprendre en main et de les ramener dans le rang.

« Donner la liberté de choix aux musulmans, expliquaient les militaires — même les plus sincères — cela ne rime à rien. Ils ne comprennent pas la liberté. À tout coup des forces occultes

l'utiliseraient et ils tomberaient sous l'influence des plus extrémistes. La liberté ça s'apprend... lentement. »

Et il faut avouer que jusque-là les leçons n'étaient guère venues du pouvoir civil ! Poincaré le savait mieux que personne et ne s'étonnait pas de la réaction des Européens devant ses théories : « À la Délégation générale, ils sont fous, disaient ceux-ci, ils sont dans les nuages, il ne « les » connaissent pas. » Et le directeur des affaires politiques s'attendait à une vive réaction de leur part. C'était dans l'ordre normal des choses. Mais la réaction de l'armée, elle, le surprenait davantage. Dans son esprit il n'y avait aucun doute, l'armée avait pris en charge avec cœur le destin des Algériens. Mais les responsables militaires ne pouvaient supporter l'idée même qu'un homme dont on connaissait les sentiments révolutionnaires ou qu'un ancien détenu des camps de regroupement, relâché depuis le début de l'année, puisse être élu. Les militaires qui ne prenaient pas l'Algérie avec les mêmes sentiments que les Européens arrivaient au même résultat !

Devant tant d'oppositions — avouées ou non — les élections municipales ne pouvaient se dérouler que dans une extrême indifférence. Poincaré se persuada que les résultats n'étaient pas négatifs. Pourtant ils symbolisaient parfaitement l'état d'esprit de la population : abstention massive des musulmans. 56 p. 100 à Alger, 63 p. 100 à Sétif. Les consignes du F.L.N. avaient été suivies. Mais elles n'étaient pas seules en cause. À Oran, le député Pierre Laffont, tout-puissant mais libéral patron de *L'Echo d'Oran*, écrivait à la « une » de son journal, le 21 avril, au lendemain du scrutin :

« La désertion des urnes par les Algériens ne s'explique pas seulement par le mode de scrutin. Elle tient à des causes plus graves dont la principale est l'éloignement dans lequel se trouve aujourd'hui la population musulmane vis-à-vis des hommes politiques européens. De surenchère en surenchère, on a réussi à annuler le résultat le plus heureux du 13 Mai, la réconciliation des communautés.

» En attaquant le chef de l'État, les dirigeants d'Alger ont obligé les musulmans — qui considèrent De Gaulle comme leur grand chef — à en déduire qu'on était retombé dans les plus déplorables traditions d'autrefois. » Pierre Laffont exprimait en quelques lignes une situation qui n'allait cesser de se dégrader

dans ce sens. C'est peut-être cet éditorial qui avait décidé le général De Gaulle à lui accorder le plus étonnant « scoop » de sa carrière !

« Pourquoi je n'ai jamais prononcé ce mot d'intégration ? Tout d'abord parce qu'on a voulu me l'imposer. Mais qu'est-ce que j'ai fait depuis que je suis au pouvoir et même avant ? En 1943, c'est moi qui ai donné le droit de vote aux musulmans. N'est-ce pas de l'intégration ? »

Pierre Laffont, assis du bout des fesses dans un des fauteuils du bureau du président de la République, était extraordinairement attentif. Il vivait quelques-unes des minutes les plus importantes de sa vie de journaliste. La veille il avait trouvé à la Chambre un mot gribouillé par un huissier : « Le général De Gaulle vous recevra demain à 17 heures. Confirmez aux aides de camp. » Laffont avait cru à une blague. Ce grand et bel homme, fumeur de pipe impassible, cultivant le genre anglais, avait pensé à un canular de son voisin de travée Pierre Lagaille. Un coup de téléphone à l'Élysée l'avait détrompé. Le général De Gaulle lui accordait une audience qu'il n'avait même pas sollicitée ! Ce rêve caressé par les plus grands journalistes du monde, un entretien avec le président français, allait devenir réalité ! Certes *L'Echo d'Oran* avait grande importance en Algérie où, par son tirage, il occupait la première place, mais le journal de Laffont ne pouvait rivaliser avec *Le Figaro*, *France-Soir* ou *Le Monde*. Encore moins avec les monstres anglo-américains. Et pourtant c'est lui que De Gaulle avait choisi.

À 17 heures, ce 29 avril 1959, le Général l'avait reçu dans son bureau au premier étage de l'Élysée. Pierre Laffont était tellement ému qu'il ne se souvenait plus des premières minutes de l'entretien mais le sang-froid du journaliste était vite revenu et comme De Gaulle provoquait les questions, il avait lancé celle que tous les Français d'Algérie et beaucoup de métropolitains se posaient : « Pourquoi n'avoir jamais prononcé ce mot d'intégration sur lequel s'était fait le 13 Mai ? »

De Gaulle avait répondu sur l'intégration et poursuivait sa période. Tout en n'étant qu'attention, Laffont remarquait à quel point le général suivait le fil de sa pensée et combien il imposait à sa « conversation » une rigueur étonnante.

« Mais ceux qui crient aujourd'hui le plus fort intégration,

poursuivait le président de la République, sont ceux-là mêmes qui, alors, étaient contre cette mesure. Ce qu'ils veulent c'est qu'on leur rende « l'Algérie de papa », mais l'Algérie de papa est morte, et si on ne le comprend pas on mourra avec elle.

» Et depuis que je suis à la tête de l'État, qu'est-ce que j'ai fait sinon assurer le respect de tous dans l'égalité des droits, créer le collège unique, procéder à des élections qui permettent aux musulmans d'accéder à la représentation de leur province, ouvrir différentes fonctions publiques aux musulmans, non seulement en Algérie mais même dans la métropole ? Enfin procéder par le plan de Constantine à ce qui importe le plus, à une vaste « déclochardisation » de l'Algérie ?

» N'est-ce pas cela la véritable intégration ? Quant à la signification politique du mot, que veut-il dire ? Que l'Algérie est française ? Est-ce utile de le dire puisque cela est ? »

Pierre Laffont qui s'était repris ne put retenir cette exclamation : « Quel dommage, mon général, que cela soit dit dans le silence de votre cabinet ! Si ces paroles étaient connues en Algérie, elles apporteraient un soulagement immédiat à l'inquiétude de beaucoup.

— Mais je vous autorise à les répéter. »

Le terme « l'Algérie de papa » était né. Il allait faire le tour du monde. Cette déclaration rassurerait. « L'interview » de Pierre Laffont provoqua cette réaction du délégué général Paul Delouvrier : « Cette fois « il » a parlé. L'anniversaire du 13 Mai va pouvoir se passer tranquillement. »

Pourtant la conclusion de la conversation du général De Gaulle avec le député d'Oran était passée complètement inaperçue, tant on était heureux en Algérie de l'avoir « presque » entendu prononcer le mot intégration !

Le général De Gaulle, solennel, avait terminé son entretien par ces mots : « Je crois qu'une solution heureuse ne peut être trouvée que dans une évolution totale de ce pays. C'est ce que je m'efforce de faire. Nous n'avons que le temps de la réussir.

» Si cette évolution échoue, *même si la pacification était définitive*, l'Algérie serait rapidement perdue pour nous, car à la première occasion elle se soulèverait de nouveau, et cette fois il n'y aurait plus de solution.

» Je suis le seul à pouvoir apporter la solution en Algérie. Tous ceux qui dressent les Français d'Algérie contre moi risquent de retarder le retour de la paix. Notre avenir peut être magnifique si nous savons rester tous unis. »

Unir les Français d'Algérie et les dresser contre De Gaulle allait pourtant être le principal but des mouvements patriotiques et d'anciens combattants à Alger durant cette année 1959. Comptant sur l'aide de certains colonels ils entendaient bien réussir et imposer à nouveau leur loi à Paris.

Un 13 Mai de fraternisation sur fond d'Algérie nouvelle, tel était le rêve de la Délégation générale pour ce premier anniversaire. La réalité se révélait « morose ». Les mouvements patriotiques, Lagailarde en tête, avaient préconisé une journée de deuil et le tract qu'ils avaient publié n'était-il pas la réponse à la confiance de De Gaulle à Laffont ? Le C.S.P. du 13 Mai — il n'était plus rien et ne représentait qu'un souvenir —, les étudiants que « couvait » Susini, les lycéens, le F.N.F. d'Ortiz, la Démocratie chrétienne de Bidault, les fascistes de Jeune Nation, les poujadistes, les corporatistes de Lefebvre, les super-ultras de l'Algérie de papa de Boyer-Banse et même les royalistes, bref tout ce qu'Alger comptait d'activistes, avaient distribué à des dizaines de milliers d'exemplaires le tract suivant :

« Français d'Algérie de toute origine,

» Pour pouvoir vivre dans une fraternité profonde, sincère et définitive, les deux communautés doivent être débarrassées, et pour toujours, des rebelles assassins qui essaient de les dresser l'une contre l'autre. Or les mesures de clémence et de grâce, les offres de pourparlers avec le F.L.N., fût-ce à Paris, sont autant d'erreurs tragiques qui, en voulant réhabiliter les égorgeurs et leurs chefs, les revalorisent et les encouragent. Ils pourront, après un cessez-le-feu qu'on nous dit proche, poursuivre leur action séparatiste sur le plan politique.

» C'est là tout le danger de la « rénovation de l'Algérie » par la voie du suffrage universel, dans *le contexte de la paix des braves*.

» Où « son propre mouvement » mènera-t-il l'Algérie si l'impulsion doit être donnée par le F.L.N. ou le M.N.A. ? F. Abbas a dit ce 1^{er} mai : « L'indépendance pourrait être » obtenue autrement que par les armes. » *Jamais le péril n'a été plus*

grand et il ne peut y avoir d'espoir sur cette terre d'Algérie tant que ces erreurs ne seront pas reconnues. Dans ces conditions,

» Peuple d'Algérie, ce 13 mai 1959,

par ta participation aux cérémonies tu acceptes et avalises cette politique néfaste. Sois de cœur avec ton armée.

» Mais déserte les rues... reste chez toi dans le deuil et le recueillement et dédie cette journée à la mémoire de tous les nôtres tombés sous les coups des hors-la-loi. Ce n'est l'heure ni du folklore, ni des kermesses, ni des réjouissances et souviens-toi que c'est dans les flonflons qu'il y a un an on a endormi ton enthousiasme patriotique et le véritable esprit du 13 Mai. »

Pouvait-on exprimer plus clairement le refus des réformes prévues par De Gaulle ? Pouvait-on condamner plus fermement la politique de l'Élysée ? Tout y était, y compris le discret appel du pied à l'armée.

Pourtant, l'heure n'était pas encore venue. L'armée était certes réticente, en particulier le 5^e bureau de Gardes, que Philippe Thibaud, le patron de l'information, ne manqua pas de « rappeler à son devoir », mais elle suivait les directives. C'est ainsi qu'elle réussit à amener sur le Forum les anciens combattants et les musulmans « encadrés », toujours sensibles à sa pression. Quarante mille à cinquante mille personnes, ce n'était pas le délire mais c'était honorable. Une dernière fois, Sérigny avait joué la carte gaulliste. *L'Echo d'Alger*, sans se solidariser avec les mouvements ultras, avait appelé à célébrer l'anniversaire « glorieux ». Sérigny pensait aux élections sénatoriales. Vu les services rendus au « régime », le directeur de *L'Echo* croyait pouvoir bénéficier de l'appui inconditionnel de l'administration. Quand, quinze jours plus tard, il s'apercevra qu'elle n'a rien fait pour « soutenir » sa candidature — se retranchant derrière l'attitude de non-intervention imposée par l'Élysée —, Sérigny, furieux d'être blackboulé, fera prendre à son journal le virage qui le transformera définitivement en haut-parleur des mouvements ultras.

Au soir de ce 13 mai 1959, Paul Delouvrier se sentait rassuré. Ça ne s'était pas trop mal passé. Désormais il pouvait se consacrer entièrement à la construction politique et surtout économique de l'Algérie nouvelle.

Dans le bled, le délégué général et son équipe avaient lancé la

politique des mille villages. L'un des stagiaires de l'E.N.A., Michel Rocard, avait établi un rapport lucide, et féroce, sur les camps de regroupement, résultat de la politique de *pacification* : « Il y a actuellement deux millions d'Algériens en camp de concentration », avait-il écrit. Conscient du problème politique majeur que représentaient ces camps, Delouvrier avait inauguré un plan de construction de mille villages. Il avait débloqué les crédits. L'argent coulait à flots dans les caisses locales. Jamais un sous-préfet de métropole n'avait reçu pareille aide financière pour le développement rural. Sous-préfets et officiers S.A.S. avaient dès lors une mission bien définie : transformer les regroupements hâtifs en villages véritables. « Déclochardiser » une population déracinée. Mais l'argent suffirait-il ?

Delouvrier, choisi par De Gaulle pour ses qualités de technicien financier, avait d'autre part lancé le plan de Constantine sur des rails solides. Le démarrage était même spectaculaire : quatre cents entreprises métropolitaines avaient accepté d'implanter des établissements en Algérie. Ce résultat était exceptionnel mais le délégué général n'y serait jamais parvenu si — étant le premier à connaître les incertitudes politiques de l'avenir de l'Algérie — il n'avait fait prendre d'« obscures dispositions » dans la loi de finances 1959 garantissant ces entreprises du « risque politique ». Ce qui là non plus ne s'était jamais vu !

Le plan de Constantine, la politique des mille villages coûtaient cher, « mais moins que la perte de l'Algérie », disaient ceux qui, parallèlement, refusaient, sur le plan politique, les seules réformes qui puissent rendre ces dispositions réellement efficaces. L'équivoque, l'hiatus entre les efforts économiques admis par tous et le progrès politique refusé aussi fermement par une minorité active et « pensante », préparaient des lendemains difficiles. Que l'Élysée sorte de ces confidences en demi-teinte, que le général De Gaulle précise sa pensée sur l'avenir réservé à l'Algérie et la poudrière pouvait une nouvelle fois exploser.

En ce début d'été de 1959 on n'en était pas encore là. Delouvrier suivait son plan économique main dans la main avec Challe, qui sur le terrain accumulait les succès.

Dans la cache, invisible de l'extérieur, les hommes haletaient. Depuis vingt-quatre heures ils étaient coincés comme des rats dans un trou étayé, recouvert de planches et de broussailles. Toute

la région de Lodi était prise dans l'opération « Courroie », le terrain grouillait de militaires français. Oussedik Boualem, le responsable de l'information de la wilaya 4, avait enlevé avec ses *djounoud* trois pères blancs de la région. Jamais les pères n'avaient fait preuve d'hostilité à l'égard du F.L.N. — ce qui leur valait depuis le début de la rébellion celle des Européens — mais Oussedik Boualem voulait leur montrer la réalité de la répression, la condition effroyable des blessés, en particulier des brûlés au napalm, qui crevaient faute de médicaments. Au cours de leur tournée les sept hommes avaient été pris dans un ratissage et n'avaient eu que le temps de se dissimuler dans une cache que connaissait l'un des *djounoud*. Et cela durait depuis vingt-quatre heures ! La chaleur était atroce. L'air vicié ne pouvait être renouvelé. L'un des *djounoud* s'était évanoui ainsi qu'un père blanc. Les autres étaient à demi inconscients. Affalés contre la paroi de terre. À l'extérieur on entendait l'écho des combats. Jamais depuis quatre ans qu'il était au maquis Oussedik Boualem n'avait tant souffert. La situation était devenue intenable. Plus d'armes, plus de médicaments, plus de munitions. Les rares caravanes venant de Tunisie qui parvenaient à franchir le barrage alimentaient en priorité les wilayas les plus proches. Plus rien ne parvenait à la 4 qui depuis dix semaines était écrasée par le rouleau compresseur du plan Challe !

Après l'Oranie c'était l'Algérois qu'avait attaqué le commandant en chef. Depuis la mi-avril les combats n'avaient pas cessé. Les pertes F.L.N. avaient été effroyables et quand l'opération par elle-même avait été interrompue, alors que les *djounoud* s'apprêtaient à « se refaire » persuadés que l'armée à son habitude allait se retirer, ils avaient vu les unités françaises littéralement « éclater » et s'implanter dans le djebel, occupant d'une façon permanente les sources de ravitaillement, contrôlant étroitement tous les points d'eau. C'était la catastrophe. Il n'était plus question d'avoir l'initiative. Plus question de dresser des embuscades. La lutte quotidienne était désormais la survie. Quelques villages isolés apportaient leur aide. Mais eux-mêmes étaient à la merci d'une opération. Les femmes étaient alors convenues d'un signal pour les *djounoud*. Si du linge était étendu au village, c'est que les soldats étaient là. S'il n'y avait rien, pas le moindre haïk, pas la moindre chemise à sécher au grand soleil de juin, alors la voie était libre et les maquisards pouvaient venir partager les maigres provisions. Mais tous les jours des hommes

blessés au combat mouraient faute de médicaments, faute de nourriture ou d'eau. C'est cette situation qu'Oussedik Boualem voulait faire toucher du doigt aux pères blancs. Ils étaient « comblés » !

En revanche, ce que le jeune étudiant en lettres tenait à leur cacher soigneusement, c'était la terreur qui s'était établie dans les rangs de la wilaya 4. On a vu Si M'hamed, chef de l'Algérois, revenir transformé de la réunion inter-wilayas. Ses lieutenants avaient cru voir « un autre homme ». Convaincu de l'existence d'un large « complot des intellectuels », par les « preuves » apportées par Amirouche et Hacène la Torture, Si M'hamed s'était lancé à son tour dans une vaste campagne d'épuration qui n'avait pas déplu aux *djounoud* « de base ». Plus encore qu'en Kabylie, les contradictions entre niveaux sociaux avaient posé un problème-dans l'Algérois, où étudiants et lycéens musulmans étaient montés en masse au maquis. Cette jeunesse s'était trouvée d'un jour à l'autre en contact avec des paysans durs et incultes avec lesquels elle n'avait aucun point commun si ce n'est la lutte pour l'indépendance. La « qualité » de l'engagement était très vite apparue. Pour le paysan il était fondamental. Il ne réfléchissait pas et obéissait aveuglément tandis que l'étudiant ou le lycéen posait des questions. Sans idéologie précise, sans directives très nettes de l'extérieur, souvent démoralisés par les conditions effroyables de la vie au maquis, en butte à l'incompréhension et à la suspicion des fellahs, ces jeunes intellectuels s'étaient retrouvés dans une situation très difficile. Le terrain était favorable aux purges. Avec effroi, Oussedik Boualem, collaborateur direct de Si M'hamed, mais aussi l'un des plus cultivés parmi les intellectuels de la wilaya — il était monté au maquis alors qu'il terminait sa licence ès lettres — avait vu ses meilleurs amis, les mains liées derrière le dos, affreusement torturés. Et le terrible engrenage s'était mis en route. Un jeune lieutenant, Khaled, avait « révélé » l'existence d'un complot mené par Omar Oussedik dit Si Taïb — cousin de Boualem —, destiné à éliminer Si M'hamed ! Le but profond de ce complot était d'accepter un cessez-le-feu avec la France et d'aboutir à des négociations au cours desquelles les actuels dirigeants, jugés « trop durs », auraient été remplacés par les jeunes intellectuels ! Mais Omar Oussedik avait été nommé secrétaire d'État et avait « opportunément » gagné Tunis ! L'affaire Azzedine, exploitée par l'action psychologique française, avait également contribué à persuader Si M'hamed de

la réalisation de ce complot. Le désir d'Amirouche de prendre la tête de la révolte intérieure et de « secouer » le G.P.R.A. avait encore ajouté à l'imbroglio. On murmurait dans les maquis qu'Amirouche n'avait pu être tué par les Français que par la trahison de certains membres du G.P.R.A. Ceux-ci auraient volontairement « oublié » de dire à Amirouche que le code qu'il employait pour indiquer par radio son arrivée et le parcours qu'il allait emprunter était « brûlé » depuis longtemps ! Bref la confusion était à son comble. À la mort d'Amirouche, son successeur, ou plutôt ses successeurs — Mira et Mohand Ou el-Hadj se querellant pour le pouvoir — avaient expulsé Hacène Mayouz, qui était venu exercer ses talents de tortionnaire en wilaya 4 ! Enfin, pour ajouter encore au désordre, le chef de l'Algérois, Si M'hamed, avait littéralement disparu au cours d'une opération au début du mois de mai. Personne n'avait retrouvé son cadavre. Ni les Français, qui n'auraient pas manqué de crier victoire, ni les *djounoud*. Mais les plus butés de la fraction paysanne étaient persuadés qu'il avait été « liquidé » par certains de ces « intellectuels » pourris qui tremblaient de se voir découverts !

Le successeur de Si M'hamed était Si Salah que nous retrouverons plus tard au cours d'une des histoires les plus mystérieuses de la guerre d'Algérie. Il avait complété son état-major en désignant Si Mohamed, le docteur Yahia, neveu d'Abderrahmane Farès, et Oussedik Boualem, donnant ainsi un coup d'arrêt à la politique de purges anti-intellectuels, Mais le lourd engrenage des purges et des tortures ne pouvait s'arrêter si facilement. D'autant que le plan Challe ne permettait pas au nouveau commandant de la wilaya 4 de prendre en main les différentes zones, qui restaient sous la coupe de leurs chefs respectifs.

Oussedik Boualem, en accord avec Si Salah, avait résolu de gagner Tunis pour assister « en observateur » au grenouillage qui se préparait au sein du C.N.R.A. La mission auprès des pères blancs était la dernière que devait effectuer le jeune homme.

Tapi dans sa cache, à demi asphyxié, les nerfs brisés par les derniers mois qu'il venait de vivre, Oussedik Boualem n'avait plus la force de bouger. Ses poumons étaient en feu. Il ne se rendait même plus compte de l'odeur atroce qui régnait dans le refuge. Soudain il vit le jour, la lumière blessa ses paupières

habituées à l'ombre depuis vingt-quatre heures. Il aspirait avec délice un air enfin pur. L'un des *djounoud*, rassemblant ses forces avait fait sauter l'entrée de la cache. Aidé des deux pères valides, il tirait ses compagnons à l'extérieur.

Après avoir repris ses esprits, Oussedik Boualem se tourna vers le *djoundi* qui l'avait sauvé.

« Que s'est-il passé ? »

— Mourir pour mourir, Si Taïbi, j'ai préféré prendre une balle des Français plutôt que crever étouffé.

— Il n'y a plus personne, ajouta le plus jeune des pères blancs, ils sont partis. Je Crois qu'on revient de loin ! »

Le soir même de ce 1^{er} juillet, Oussedik Boualem, après avoir repris des forces dans une mechta épargnée par le ratissage, prit à pied la route de la Kabylie d'où il gagnerait la Tunisie. Il lui fallait environ trois semaines pour aller de Blida à la forêt de l'Akfadou, P.C. de la wilaya 3. Il ignorait encore — comme tout le monde — que le général Challe avait fixé au 21 juillet le premier jour de la terrible opération « Jumelles » !

L'état-major de la wilaya 3 était terré dans une cache près du village de Tigrine, au centre d'un triangle Bougie-Port-Gueydon-forêt de l'Akfadou, ancien fief F.L.N. où cinq semaines auparavant les *djounoud* se promenaient en plein jour sans avoir à craindre autre chose qu'un bombardement inopiné ou la visite d'un inoffensif *Piper* d'observation. Jusque-là la wilaya 3 était parsemée de zones interdites — interdites aux Français qui ne pouvaient y entrer à moins d'y monter une opération de dix mille hommes ! Dans cette zone de Grande Kabylie les six mille *djounoud* de la wilaya avaient même institué des « zones libres » sous juridiction F.L.N. ! Le plus petit village comptait au moins dix *motissbilin* — auxiliaires qui pouvaient s'armer le moment voulu mais constituaient surtout l'intendance des combattants, préparant les caches, fournissant nourriture et renseignements, assurant les « choufs » au sommet de chaque crête, au détour de chaque piste, aux abords de chaque mechta. Depuis la mort d'Amirouche, la wilaya s'était peu à peu débarrassée de la gangue de terreur qui la paralysait. Mohand Ou el-Hadj, successeur d'Amirouche, avait fait souffler un vent de libéralisme sur ses troupes figées par la crainte des purges. Il avait vu d'un mauvais œil l'influence néfaste d'Hacène Mayouz

sur le jeune chef kabyle dont il était un des adjoints. L'hémorragie de cadres instruits provoquée par les « aveux » et les liquidations en série ne pouvaient à son avis qu'affaiblir la wilaya et renforcer la méfiance naturelle des *djounoud* de base à l'égard des cadres plus instruits. Mohand Ou el-Hadj, par sa position sociale, se trouvait entre les deux clans.

À plus de cinquante ans, ce qui paraissait considérable aux jeunes maquisards, il avait quitté sa famille, son commerce florissant à Bouzeghène, près d'Azazga, pour gagner le maquis au début de 1956 avec six millions en billets crasseux enveloppés de papier journal. Sa fortune.

Il était l'un des rares Kabyles aisés qui eussent abandonné la relative quiétude de la ville pour « monter au djebel ». Son calme, son sang-froid, son caractère mesuré l'avaient fait paraître un peu lourd à ceux qui le voyaient pour la première fois. Grand, fort, épais, ridé, massif de corps comme d'expression il était le « négatif » d'Amirouche, mince, souple, vif-argent, et tranchant dans ses opinions comme la lame aiguisée d'un coutelas. Pourtant les deux hommes s'étaient bien entendus jusqu'aux purges provoquées par la « bleuite ». Devant l'intransigeance cruelle d'Amirouche, Mohand Ou el-Hadj qui faisait partie du conseil de wilaya, s'était incliné, essayant d'atténuer dans la mesure du possible les décisions draconiennes prises pour enrayer le « complot des intellectuels ». Ce qui n'avait pas empêché Amirouche, avant d'entreprendre le voyage au cours duquel il devait trouver la mort, de désigner le « vieux sage » comme remplaçant. À l'annonce de la disparition du chef de la wilaya l'autorité de Mohand Ou el-Hadj avait été contestée par un autre chef kabyle, Mira, décidé à se battre pour le pouvoir. La sagesse du vieux Mohand avait joué une nouvelle fois : « Nous attendrons la décision de l'état-major. » Le G.P.R.A. avait divisé les responsabilités : Mira était nommé chef militaire, R.L. et logistique ; Mohand Ou el-Hadj commandant politique. Mais tout cela n'avait pas duré longtemps. Mira, succombant à l'amour qu'il portait à une jeune villageoise repérée par les services de renseignements français, tomba dans une embuscade tendue autour de la maison de sa belle. Cette fois, Mohand Ou el-Hadj était le chef incontesté de la Kabylie.

Comme les autres chefs de la wilaya il avait vu avec inquiétude les résultats du plan Challe dans l'Ouarsenis, puis dans

l'Algérois. Devant un tel déploiement de forces et une pareille implantation il fallait rompre et ne jamais chercher le combat. Il avait donc donné l'ordre de faire éclater les grandes unités et de réduire les katibas à des groupes de dix à quinze hommes dès que le plan Challe gagnerait la Kabylie. Mai et juin s'étaient passés dans cette attente. Puis les premières semaines de juillet. Les *djounoud* commençaient à « perdre patience » quand le 21 juillet, à l'improviste, sans que pour une fois le moindre renseignement ait filtré, le tonnerre s'était abattu sur la Kabylie. Vingt-cinq mille hommes de troupes opérationnelles adjointes aux quinze mille du secteur prenaient possession du « réduit kabyle » : la Soummam, l'Akfadou, le Djurdjura. De Tizi-Ouzou à Akbou, de Bougie à Bouira, ils arrivaient de partout. Les blindés d'Alger, les troupes de l'opération « Etincelle », venant du secteur du Hodna où, avec celles du colonel Buis, elles avaient terminé le nettoyage de la région de passage des caravanes venant de Tunisie, les fantassins d'Akbou et, des centaines de camions de Constantine. Des unités de la 10^e D.P. avaient été parachutées au nord du col de Chelatta et avaient, en vingt-quatre heures, nettoyé les environs de la vaste clairière en bordure de la forêt de l'Akfadou où le général Challe avait décidé de fixer son P.C. Artois. Un débarquement maritime s'était même produit au cap Sigli, entre Bougie et Port-Gueydon. Bombardements, canonnades, pilonnage d'artillerie et partout la troupe. Et pas une troupe de bidasses nonchalants, des hommes galvanisés dont le moindre commando de chasse avait autant de « punch » que ceux des terrifiants régiments de paras. Challe lui-même supervisait l'opération, commandée, par « délégation spéciale », par le général Gracieux, patron de la 10^e D.P., entouré de vieilles connaissances : le colonel Ceccaldi et surtout les capitaines Planet, Faulques et de Saint-Marc, ce dernier revenu à l'armée après un court passage à une vie civile qui le gênait aux entournures. Un véritable pont aérien était établi entre Alger-Constantine et le centre nerveux de la rébellion kabyle que Challe avait résolu de frapper. Des files de camions bourrés d'hommes, de munitions, de vivres, transformaient les routes et les pistes en artères apportant inlassablement ravitaillement et renforts au moindre battement du cœur de l'opération.

En quelques jours tous les villages avaient été fouillés, bouleversés, certains rasés à la suite d'opération montée après un accrochage. La casse ne comptait pas car il y avait très peu de regroupement en Grande Kabylie. Tout ce qu'on pouvait écraser

c'était au maximum un de ces petits villages kabyles accrochés au flanc d'une crête, le faîte des toits à quelques mètres en contrebas de la piste, ou du sommet d'une colline. Quelle importance ? Les ordres d'éclatement des katibas avaient été immédiatement appliqués mais très vite les hommes de Mohand Ou el-Hadj avaient dû se rendre à l'évidence : l'opération « Jumelles », c'est ainsi que les journaux l'appelaient, n'avait rien à voir avec toutes les autres.

Challe et Gracieux savaient que la Kabylie était un véritable bloc de gruyère tant elle était truffée de caches, de grottes, coupée de vallées profondes, de lits d'oued bordés de collines aux pentes escarpées, propices aux embuscades. 7 800 kilomètres carrés et une population de 700 000 habitants, en majorité acquis à la rébellion, disséminés dans une multitude de villages impossibles à contrôler d'une façon permanente ! La tactique des opérations « Ouarsenis » et « Courroie » ne pouvait y réussir. Impossible d'avoir du monde partout et inutile de monter de grandes opérations intérieures au ratissage qui n'avaient que de piètres résultats. Après un premier nettoyage sommaire, le général Gracieux, en accord avec le commandant en chef, avait fait stationner des unités en certains points névralgiques. Ces troupes tenant les principaux points d'eau et les grands centres de ravitaillement n'allaient agir que sur renseignements provenant de l'interrogatoire des prisonniers, de la population, d'agents musulmans ainsi que des écoutes radio. Au P.C. Artois, Gracieux avait en permanence vingt postes à l'écoute du trafic fell. L'observation terrestre à la binoculaire et la surveillance aérienne complétaient cette toile d'araignée qui, le 21 juillet 1959, s'était abattue sur la Kabylie, « premier gros morceau » auquel Challe s'attaqua après les répétitions générales de l'Oranie et de l'Algérois. « Jumelles » devenait un état d'esprit. C'était la *recherche permanente* du fell, le déclenchement soudain de petites opérations rapides menées par les troupes opérationnelles aussi bien que par les troupes de secteur. Chaque P.C. d'unité opérationnelle à l'échelon du régiment avait une compagnie en alerte prête à être hélicoptérée. En outre, Gracieux avait à son P.C. cinq ou six unités « en pompier » pouvant arriver à la rescousse. Sur un renseignement de valeur l'opération était mise en route. Il n'était plus question de grandes lignes rigides tracées à l'avance mais d'une multitude de tentacules qui s'emparaient de la Kabylie, s'accrochaient aux gros villages, s'infiltraient dans les

vallées. La présence des vingt-cinq mille hommes des troupes opérationnelles permettait aux troupes de secteur, familiarisées depuis des mois avec le terrain, de sortir à dix ou vingt sans craindre d'être accrochées par une ou deux katibas.

En cinq semaines les résultats avaient été considérables. Du jamais vu. Les fellas étaient coupés des villages, qui avaient été fouillés et avaient dû « donner » les responsables politiques du F.L.N. Toute l'organisation politico-administrative de la population s'écroulait, les D.O.P. tournaient à plein et apportaient des masses d'informations. Les spécialistes du renseignement étaient de la fête. Le capitaine Léger, responsable, avec ses bleus-de-chauffe, de la « bleuite », avait été mis à la disposition de Gracieux et de Faulques. Commandant la compagnie musulmane du 3^e R.P.I.Ma. — l'ancien régiment de Bigeard —, il avait monté avec Saïdoun Saïd et quelques autres bleus une équipe de fellas retournés. Les résultats avaient été extraordinaires. Avec un sang-froid et un mépris du danger incroyables, Léger partait avec dix anciens fellaghas suivi à quatre ou cinq kilomètres par sa compagnie. Il se présentait lui-même dépouillé en *djoundi* et muni d'un laissez-passer F.L.N. de la wilaya 4 dans une mechta où l'armée n'avait rien trouvé. Si la structure O.P.A. existait encore le commissaire politique et ses hommes l'accueillaient à bras ouverts. On lui donnait des vivres, on bavardait et à l'instant de repartir, les dix hommes s'emparaient des responsables du village qui, dûment interrogés lâchaient qui une cache, qui un P.C. zonal, qui un dépôt d'armes. La compagnie musulmane du 3, arrivant en renfort, exploitait immédiatement le renseignement. Léger avait ainsi remonté la filière jusqu'au trésor de guerre de la wilaya 3 qu'il n'avait loupé que par la mauvaise volonté d'un colonel de parachutistes qui n'avait pas voulu envoyer ses hommes à pied et avait attendu l'arrivée de camions. Lorsque Léger et les léopards étaient arrivés à la cache, les valises étaient ouvertes et le « fric » envolé. Sur le foyer, la soupe de l'infirmierie voisine cuisait doucement...

Après quelques semaines de ce régime les troupes de l'A.L.N. étaient décimées à 40 p. 100. Les survivants se terraient. La population terrorisée ne savait plus de quel côté se tourner. Les exploits de Léger et de ses bleus avaient été répercutés sur toute la Kabylie. La suspicion régnait. Les paysans des villages refusaient désormais leurs vivres aux *djounoud* qui se présentaient, ne sachant plus s'ils étaient de véritables maquisards ou des fellas

retournés ou encore des Français déguisés ! Les paysans qui avaient tous soutenu la révolution à l'heure où l'A.L.N. était toute-puissante, faisaient une « révision déchirante » de leurs positions. Ils ne voulaient pas être broyés par le formidable bulldozer mis en place par Challe. Le commandant en chef et Gracieux avaient profité de cette hésitation de la population pour organiser les premiers villages d'autodéfense. Et dans ce fief de l'A.L.N. qu'était la Grande Kabylie on voyait désormais des villages de plus en plus nombreux s'armer avec l'aide des troupes françaises contre les fells de la montagne. Les villages, privés de commissaires politiques, débarrassés des *moussbilin* et surtout de la crainte de voir arriver une forte troupe de *djounoud*, passaient en grand nombre du côté du plus fort. C'est ce problème crucial qu'étudiait Mohand Ou el-Hadj entouré de son état-major dans la cache de Tigrine.

Les renseignements qui lui parvenaient étaient de jour en jour plus désespérants. Il était devenu impossible de communiquer par radio. Chaque message, si court fût-il, provoquait une réaction de la part des troupes françaises. Les missions de liaison étaient de plus en plus difficiles. Même les « half-tracks » étaient décimés. Dans l'argot de la wilaya les « half-tracks » étaient ces agents de liaison qui connaissaient parfaitement leur région et abolissaient les notions de distance en effectuant en un minimum de temps des trajets incroyables. En cinq semaines, la wilaya 3 avait perdu l'initiative. La situation devenait tragique pour les *djounoud* qui cherchaient plus à subsister qu'à combattre. Chaque sortie pour se ravitailler se soldait par des pertes énormes. Les maquisards ne mouraient plus au combat mais au « ravitaillement ». Les hommes de Mohand Ou el-Hadj devaient se battre pour manger. Non seulement contre l'armée mais contre certains villages hier favorables à l'A.L.N. ! Aux yeux des plus durs des chefs kabyles l'attitude « libérale » de Mohand Ou el-Hadj ne facilitait pas les choses. Succédant à Amirouche, le nouveau patron de la wilaya avait voulu en éviter les abus. Il avait interdit la liquidation d'un seul civil sans l'ordre exprès de la wilaya.

« Il y a eu assez de crimes depuis le début de la révolution, expliquait-il, on peut convaincre les gens sans les terroriser. En Kabylie il n'y a pas une famille qui ne pleure deux ou trois morts du fait des Français. Si en plus on s'y met, la population sera écœurée. Tuer quelqu'un c'est hypothéquer l'avenir. »

La fulgurante offensive menée par Challe, les arguments « convaincants » employés par l'armée pour faire basculer la population ne parvenaient toujours pas à faire revenir Mohand Ou el-Hadj sur sa position. Mais sur ce point les ordres du vieux chef kabyle seront vite enfreints. « On ne pouvait plus bouger, me racontera plus tard le lieutenant Saada, on ne mangeait plus. J'étais si faible que je n'arrivais même plus à porter ma mitrailleuse. L'implantation des postes militaires, la multiplication des autodéfenses et des agents de renseignement nous rendaient la vie et même la « survie » impossibles. Il a fallu reprendre la population en main. On a liquidé certains traîtres pour l'exemple. En une nuit, à Yakouren, on a liquidé sept Kabyles. Et pourtant il y avait un poste français. On a laissé passer une patrouille française et quand les harkis de l'autodéfense sont arrivés on leur est tombé dessus. Le propre fils d'un des traîtres s'était proposé pour le liquider. Après quelques exemples comme celui-là, du jour au lendemain, beaucoup d'autodéfenses assurèrent notre protection. Des villages dits « pacifiés » se tournèrent à nouveau vers nous. C'est grâce à cela qu'on a pu survivre. En exécutant les traîtres en série. Mais jamais on n'a réussi à reprendre l'initiative. »

Ce 29 juillet 1959, le général Challe, la pipe aux lèvres, préparait le speech qu'il devait prononcer le lendemain devant le président de la République qui avait tenu à se rendre au P.C. de l'opération « Jumelles » au cours du voyage qu'il accomplissait en Algérie. Le commandant en chef pouvait s'estimer satisfait. Jamais depuis 1954 l'armée française n'avait obtenu de pareils résultats. Le « rouleau compresseur » du plan Challe était en passe d'écraser définitivement l'A.L.N. Sur le plan militaire, la victoire n'était plus qu'une question de mois. Restait l'aspect politique. Et sur ce point, Challe, qui pourtant voyait le général De Gaulle une fois par mois soit à l'Élysée, soit au cours des voyages qu'effectuait le président de la République en Algérie, ne pouvait donner aucune précision à ses officiers qui le pressaient de questions et lui faisaient part de leur inquiétude. Ses hommes se battaient, ils menaient une vie difficile, ils risquaient leur vie de jour comme de nuit, « il fallait que leur combat eût un sens ». Challe se promettait bien de poser la question au Général. On murmurait que celui-ci s'apprêtait à prononcer un important discours et à prendre de grandes initiatives qui les éclaireraient sur la politique qu'il entendait mener en Algérie. Quelle serait-

elle ? Challe, qui entretenait les meilleures relations du monde avec Delouvrier, restait persuadé que le délégué général n'en savait pas plus que lui. Sans directives politiques précises ils travaillaient dans la même direction. Challe en cassant du fell, Delouvrier en édifiant le plan de Constantine. Chacun dans son domaine était sûr d'œuvrer pour la même cause : maintenir la présence française en Algérie.

De Gaulle savait que l'armée avait la fièvre. Il entendait la calmer en lui consacrant son voyage et en s'ouvrant devant elle de ses projets immédiats. Mais avant les confidences le président de la République voulait comparer sur place l'état d'esprit de ses officiers avec celui que lui décrivaient les rapports de son cabinet. Pour « prendre le pouls » de l'armée, la meilleure solution était de rendre visite à ses chefs sur le terrain loin des dorures de l'Élysée ou des colonnades mauresques du palais d'Été. Se faire expliquer les tactiques de pacification mais surtout expliquer ce que pourrait être le statut futur du pays et dans quelle direction pourrait évoluer le problème, tel était le but que s'était fixé le chef de l'État en amorçant cette première « tournée des popotes ».

Une fois encore l'armée était divisée en plusieurs tendances. Sur le plan militaire Challe, malgré ses succès, n'avait pas que des partisans. Ses plus farouches détracteurs étaient ces colonels « pépères » — partisans du quadrillage tranquille — qui pleuraient après leurs effectifs. Ils ne pardonnaient pas au commandant en chef de les avoir privés d'une partie de leurs troupes pour grossir les réserves générales engagées dans le plan Challe. D'autres officiers, plus jeunes, trouvaient au contraire que Challe ne connaissait rien à la guerre subversive et l'accusaient de mener une guerre « à la papa » alors qu'il aurait fallu — selon eux — étendre la « bataille d'Alger » à toute l'Algérie. Au moins, là, le F.L.N. aurait été définitivement écrasé. Pour eux le prix importait peu. Inutile de dire que le commandant en chef ne se souciait pas plus de l'avis des jeunes loups que de celui des « vieux birbes ».

Sur le plan politique, l'annonce du voyage de De Gaulle en Algérie avait donné lieu dans les mess et les popotes à des discussions sans fin sur les « intentions cachées » du président de la République. Les uns, les plus excités, se déclaraient prêts à ne pas tolérer d'éventuelles négociations et à constituer des « maquis » pour se dresser aux côtés des populations musulmanes

fidèles contre les « assassins » du F.L.N. !

Les autres, les plus nombreux, étaient persuadés que Paris ne désirait qu'un pourrissement de la situation et profiterait de la lassitude de la population algérienne et métropolitaine pour négocier.

Avant de gagner le P.C. Artois, le général De Gaulle avait choisi de prendre ses repas dans deux « popotes » symboles : celle de Bigeard et celle de Buis. Deux colonels brillants, deux façons de faire la guerre, deux personnages hors du commun. Peut-être les deux seuls colonels commandants de secteur qui ne tremblaient ni ne bégayaient devant lui.

Bigeard, le colonel le plus voyant, le plus insolent, le plus soucieux de sa publicité de l'armée française, avait reçu le général en déployant ses oriflammes, ses tentes, ses tapis. Le grand cinéma. Mais il exposait aussi des tableaux de chasse éloquentes et montrait la région de Saïda pacifiée. De Gaulle avait décoré les musulmans du commando Georges et mi-amusé, mi-agacé par le cirque Bigeard, n'en avait pas moins félicité le chef de guerre, écouté avec attention les grandes lignes de son plan de réforme de l'armée et assuré à ses officiers que « la pacification continuerait ». Jusque-là pas un mot de l'« irréparable » que redoutaient tous les militaires : l'annonce de discussions avec l'ennemi.

Chez Buis, le style n'avait pas été le même. Le plus fin, le plus intelligent, le plus libéral, le moins activiste des colonels d'Algérie avait présenté lui aussi un bilan favorable. La région du Hodna, les Portes-de-Fer, le Mansourah, pacifiés. Mais là pas de mise en scène, ni cirque ni cinéma. Buis faisait dans la sobriété et cela plaisait à De Gaulle qui avait désiré dîner à Bordj-bou-Arreridj à la popote du 8^e spahis avec quelques-uns des officiers du secteur. Il était venu en voiture sans entourage, refusant même la présence du fidèle Bonneval. Mais la conversation ne s'était déroulée qu'entre Buis et De Gaulle. Les autres officiers paralysés par la présence « historique » du général, très intimidés par cette apparente familiarité, n'avaient dit que quelques mots sur le combat local dans le secteur. Pour le reste, ils s'étaient contentés d'approuver vigoureusement Buis qui avait renouvelé à De Gaulle l'assurance que « lui et ses officiers étaient là au service de l'État et de la République. Qu'ensemble ils faisaient dans leur coin ce qu'on leur disait de faire ».

De Gaulle avait semblé très satisfait. Buis le fut moins le lendemain lorsqu'il lut le compte rendu des activités du Général dans *Paris-Presse* sous la signature de Jean Lartéguy dans un article intitulé : « le Baroudeur et le Diplomate ».

« Diplomate... Diplomate, maugréa le colonel, j'ai un tableau de chasse et de récupération d'armes supérieur à celui de Bigeard... et sans cirque ! »

Buis avait horreur que l'on fît passer son sens politique avant ses succès militaires. Surtout dans les journaux !

C'est à Orléansville que l'inquiétude des officiers s'était révélée à De Gaulle par la bouche de Massu qui avait interrogé le Général sur un éventuel pari fait sur l'Algérie comme il avait été fait — et perdu — sur la Guinée de Sékou Touré. Sèchement, De Gaulle lui avait répondu : « Sékou Touré était à Conakry quand j'ai été appelé à la tête de la France. Et Ferhat Abbas n'était pas à Alger. » Nullement rebuté par le ton de la réponse Massu, optimiste, en avait conclu — et ce n'était pas la première fois que le Général lui faisait cette remarque — que « Ferhat Abbas n'était pas près de parcourir librement les rues d'Alger ». Jusque-là, pas un mot de l'autodétermination qui dans quinze jours allait dresser contre le pouvoir une fraction de l'Algérie.

Que pensait De Gaulle de son armée ? Quelle direction comptait-il donner à l'Algérie ? Deux conversations rapportées ici pour la première fois donnent « un éclairage nouveau sur la pensée du Général. Elles sont essentielles.

La première se déroula sans témoin à Aïn-Touïla entre le président de la République et M. Belhaddad, le sous-préfet musulman d'Aïn-Beïda. Si je peux en rapporter les termes exacts dix ans après c'est que le sous-préfet, conscient de l'importance des révélations que venait de lui faire le Général, prit, sitôt le départ du cortège, des notes précises sur cet entretien.

Le 29 août 1959 à midi, avant de se rendre en Kabylie, le général De Gaulle, de passage dans cette région désolée de l'Aurès, venait d'entendre avec une certaine lassitude le énième speech sur la pacification fait par le commandant du secteur d'Aïn-Beïda. Après l'avoir remercié il attira le sous-préfet à l'écart.

« Je suis heureux de vous voir, monsieur le sous-préfet. Voulez-vous me dire ce que vous pensez de cette malheureuse

situation. Car l'exposé de tout à l'heure ne m'apporte rien de nouveau que je ne sache déjà, n'est-ce pas ?

— Mon général, permettez-moi tout d'abord de me présenter. Je suis le seul sous-préfet autochtone de toute l'Algérie. Lors de ma nomination, j'avais pensé faire de mon arrondissement un test pour démontrer aux masses — objet des combats — que l'avènement de la V^e République avait effectivement apporté un changement dans les mœurs du pays et que vos déclarations en tant que chef du gouvernement d'abord, puis comme chef de l'État ensuite, étaient concrétisées par des faits puisque — fait unique en Algérie — un musulman de ce pays a la responsabilité d'un arrondissement. Mais l'expérience n'a pas été concluante et je suis au regret de dire qu'*il ne m'a pas été possible d'appliquer votre politique, faute de liberté d'action*. Je me dois de vous signaler d'autre part que les effets de cette politique ne sont pas perçus par les populations pourtant, enjeu de la lutte.

— Je n'ignore rien des difficultés de votre corps ni de votre cas en particulier. Mais la situation est, pour le moment, ce qu'elle est. »

Le général De Gaulle était extraordinairement attentif. Enhardi, Belhaddad poursuivit son réquisitoire.

« Excusez-moi, mon général, mais tout se tient dans ce drame. C'est ainsi que je trouve tout de même inadmissible que je Sois l'unique sous-préfet musulman en poste dans toute l'Algérie, comme il est inadmissible qu'aucun autochtone ne fasse partie du cabinet de M. le délégué général en Algérie. Il faut convaincre, mon général, et pour convaincre les musulmans, il n'y a rien de tel qu'un autre musulman. Comment être autrement au courant de l'évolution réelle des esprits comme de l'opinion ?

— Cela est en effet regrettable. Mais les hauts fonctionnaires musulmans répugnent à servir en Algérie. Ce n'est pas facile pour eux et je les comprends. Quant à vous, continuez à faire ce que vous pouvez. Mais, précisément, que pensez-vous de tout cela ? »

Pour Belhaddad, c'était l'occasion unique de dire au général De Gaulle ce qu'il avait sur le cœur. De lui faire entendre la grande misère des populations « pacifiées », de lui faire comprendre le terrible engrenage dans lequel elles étaient broyées...

« Mon général, sans cessez-le-feu, aucune pacification réelle et durable n'est possible. Sans l'arrêt des combats, ni réformes, qu'elles soient économiques ou sociales, ni investissements

n'apporteront de changement dans les masses assoiffées de paix et de quiétude, même si leurs conditions d'existence sont meilleures. »

C'était la condamnation de la politique Challe, qui cassait le maquis, couplée à celle de Delouvrier, qui construisait une économie nouvelle. Belhaddad s'attendait à une « sortie » du général. Mais à sa grande surprise, De Gaulle ne manifesta aucune impatience, encore moins de colère. Il avait l'air soucieux. Et se penchant vers le haut fonctionnaire il lui dit sur le ton de la confiance :

« C'est bien mon opinion et je suis heureux de vous l'entendre dire, vous dont le courage et la loyauté sont connus. Oui, il faut arrêter les combats. Il faut la paix, cela est indispensable. Les populations sont trop malheureuses, il faut ramener la paix. Après, les Algériens décideront librement de leur sort. »

Le général s'interrompit. Comme s'il réfléchissait. Comme s'il hésitait. Puis il poursuivit :

« Je vais vous faire part de mes intentions à ce sujet. Je le dirai d'ailleurs publiquement dans quelques jours.

» Après le cessez-le-feu, une période de transition est nécessaire pendant laquelle rien ne sera fait ni décidé dans le domaine politique. Cette période est nécessaire au calme des esprits et des cœurs, pour atténuer les passions humaines. Il faut que la terreur, la peur, la contrainte cessent. Pendant cette période, la liberté sera totale et *chaque Algérien sera libre de défendre son point de vue et ses idées*. Mais cette liberté ne voudra pas dire bombe, couteau ou autres méfaits. M. Ferhat Abbas pourra sillonner toute l'Algérie s'il le désire sans aucune restriction.

» Après cette période, les Algériens auront à choisir, en toute liberté je vous l'affirme, entre : la francisation totale de leur pays, s'ils le veulent ; l'autonomie, avec certains attributs laissés à la France tels que : armée, économie, enseignement supérieur, monnaie, etc. ; l'indépendance.

— Je ne pense pas, mon général, que les populations soient désireuses de se séparer de la France. Leur drame est épouvantable, poignant même, et il est de notre devoir de les comprendre. Solidaires entre elles par des liens multiples et par leurs malheurs communs, elles souhaitent d'autre part au fond d'elles-mêmes le maintien des liens avec la France. Mais pour ce

qui est du choix, je pense, mon général, qu'en plus de la liberté, les gens devraient choisir aussi en toute connaissance de cause. Ce qui m'amène tout naturellement à me demander : et en attendant ?

— Oui, en attendant ? Eh bien, en attendant, des élections cantonales vont avoir lieu et j'espère qu'à cette occasion l'élite se manifesterá. Il faut que les Algériens administrent leur pays et prennent part à toutes les activités. Rien ne sera fait sans eux. Mais il faut qu'ils se manifestent. Après ces élections, une assemblée sera créée auprès du délégué général. Elle ne sera certes pas politique, mais elle éclairera le représentant de la France. Voilà les grandes lignes de ce que j'ai l'intention de faire. »

Belhaddad s'inclina légèrement.

« Je vous suis infiniment reconnaissant, mon général, de l'honneur que vous me faites. Permettez-moi simplement d'insister sur la nécessité d'entreprendre une politique hardie. Pour ce faire et pour que cette politique hardie produise son plein effet, son application devra être confiée concurremment à tous les enfants de ce pays — notamment les musulmans — et de la France, imbus de nos principes mais sans restriction d'aucune sorte et avec tout ce que cela doit comporter de devoirs, de responsabilités et de droits pour ce qui est des Algériens.

— Je vous comprends. J'ai été très intéressé par cet entretien et je vous remercie de votre franchise. Je comprends vos difficultés et votre position personnelle. Essayez de tenir car vous faites du bon travail.

— Vous pouvez compter sur moi, mon général. »

L'aparté avait intrigué tout le monde. Que pouvait bien

dire De Gaulle à ce petit sous-préfet ? Le général Challe était impatient de voir le président de la République lever un coin du voile sur ses intentions. Malgré les succès des opérations de l'Ouarsenis, de l'Algérois puis de la Kabylie le commandant en chef se sentait peu appuyé par Paris. Il y avait à cela une raison principale : la torture, source de tous les renseignements « rentables ». Lors d'un de ses récents voyages à Paris, Delouvrier, reçu comme d'habitude en tête à tête par le Général, s'était fait durement « accrocher » sur ce problème :

« Delouvrier, je ne veux plus de ces histoires de tortures, d'interrogatoires poussés...

— Mais, mon général, c'est du ressort de Challe !

— Arrangez-vous avec lui ! »

Delouvrier avait évoqué le problème avec Challe mais ne voulait pas entamer de discussion tant qu'un condamné à mort ne serait pas exécuté. En effet lors de ses réunions mensuelles avec Olié, Gambiez, Massu et Challe, Delouvrier s'était entendu reprocher le mauvais fonctionnement de la justice.

« La justice militaire ne marche pas, disaient les généraux, et si par bonheur elle marche, qu'elle condamne à mort un terroriste, on ne l'exécute pas ! »

Alors il fallait, paraît-il, des D.O.P. Delouvrier était allé au fond du problème avec la plupart des commandants de secteur qui avaient la haute autorité sur les D.O.P. locaux. « C'était un sujet douloureux, dira-t-il plus tard. Toute mon éducation se révoltait contre cette « répression » mais je voyais la forme de guerre. Pour sauver des vie humaines, me disait-on, il fallait des interrogatoires durs. Et si l'on ne voulait pas que la maladie de la torture gagne toute l'Algérie, tout le contingent, il fallait des spécialistes. » Ce problème tracassait Delouvrier parfaitement mis au courant de la situation par Eric Westphal qui, au sein du cabinet, avait fait pour le patron un des rapports les mieux documentés sur les D.O.P. et surtout sur les camps d'internement. La situation était lamentable. Delouvrier le savait et le regrettait, mais que faire ? Le délégué général était furieux contre les attaques du *Monde*, de *Témoignage chrétien*, qui à son avis n'étaient capables que de dire : Y'a qu'à... Il avait interrogé les autorités religieuses : que faites-vous en confession ? Personne, pas même le cardinal Feltin, vicaire général des armées, ne lui donnait de solution valable. Tout le monde s'évanouissait dès que l'on prononçait le mot redouté : torture. Alors Delouvrier s'était contenté de dire à ses adjoints militaires Massu, Gambiez et Olié : « Je ne suis pas un spécialiste mais je vous demande d'éliminer l'eau, l'électricité et le bâton... » Massu avait répliqué qu'il s'était soumis à la « gégène » et que c'était moins dur qu'un interrogatoire de douze heures d'affilée ! Et puis le délégué général avait le sentiment que les « corvées de bois », les disparitions au cours de tentative de fuite, régressaient considérablement. Au fur et à mesure des victoires de Challe,

l'emprise du F.L.N. et le nombre d'attentats diminuaient. Et sans renseignements, plus d'opérations Challe !

Delouvrier devait d'autant plus ménager « ses » militaires que les libérations partielles décidées par le général De Gaulle au bénéfice des prisonniers des camps d'internement les mettaient en fureur. « Si vous les lâchez, disaient les militaires, vous remettez le F.L.N. au sein de la population. » Delouvrier, en accord avec Challe, en avait pris le risque tout en tentant de surveiller les « libérés » pour éviter une nouvelle « bataille d'Alger ». Tout ne pouvait se faire en même temps. Alors, du côté du cabinet civil, on « fermait les yeux » sur la torture. Dans un premier temps on avait même nié l'existence des D.O.P., puis on s'était contenté d'envoyer aux commandants de secteur, qui — comme on l'a vu — avaient la haute main sur leur fonctionnement, l'ordre de « freiner un peu » leur action. « D'ailleurs, me dira Maffart, chef de cabinet de Delouvrier, personne n'était exactement renseigné sur le détail. Ni Challe ni Massu n'étaient au courant de tout. Les renseignements que l'on avait étaient ou tronqués ou excessifs, les gens qui racontaient à Eric Westphal ce qu'il savaient venaient au G.G. avec un manteau couleur de muraille. Les « suspects de libéralisme » aux yeux des militaires n'aimaient pas se « pointer » chez nous. Godard était au courant de tout, et cela pouvait devenir dangereux pour eux... »

La « trouille » des civils devant certains militaires était toujours présente ! Alors on évitait de parler du « problème ». « De toute façon, m'expliquera Maffart, on était allé trop loin. Au-delà de ce que les intérêts strictement militaires exigeaient. » Ce qui expliquait fin août 1959 que le général De Gaulle, qui s'apprêtait à proclamer ses objectifs d'association des Algériens à la France, répugnât à donner une grande publicité à des succès militaires obtenus grâce à des moyens qui choquaient la morale internationale.

Challe espérait qu'au moins — entre officiers supérieurs et généraux — De Gaulle allait dire sa satisfaction devant les succès militaires et rassurer les plus inquiets de ses subordonnés.

Lorsque le Général descendit d'hélicoptère, le P.C. Artois était « nickel » les troupes, rangées en carré, impeccables. La chaleur de cette fin d'août était tempérée par l'altitude. Pourtant le soleil qui tapait sur les contreforts du Djurdjura, faisant éclater en éclairs les traces de minerais qu'ils recelaient, éblouit le président

de la République qui, un instant, se protégea les yeux pour découvrir à son aise l'alignement parfait des roulottes radio et des forêts d'antennes qui dominaient le P.C. opérationnel. Accompagné du général Challe, de M. Delouvrier, du général Gracieux et de M. Sid Cara, le général De Gaulle, en uniforme — comme à chacun de ses voyages en Algérie — passa les troupes en revue, assista à la messe, se fit expliquer les grandes lignes de l'opération, et montra sa satisfaction devant les résultats obtenus. Enfin arriva le moment tant attendu. Entouré des officiers d'état-major et des officiers opérationnels réunis en cercle autour de lui le général De Gaulle parla en militaire à des militaires.

De ce briefing on ne sut jamais que les impressions qu'il avait laissées aux officiers présents, des commentaires du style : « Il nous a raconté les thèmes de son prochain discours. Il nous a présenté l'autodétermination comme une nécessité de politique internationale. Il en avait besoin pour pouvoir jouer à l'O.N.U., calmer les Américains, avoir une position d'arbitre juste... ce qui n'empêche pas les sentiments. »

L'allocution était plus complexe et plus complète. Elle constitue le deuxième volet des éléments ici apportés pour nous éclairer sur la détermination du Général à « changer quelque chose en Algérie » et sur le soutien qu'il attendait de l'armée. Les membres du cabinet militaire la jugèrent si importante qu'ils la reconstituèrent d'après des notes prises dès le départ du Général. Cette « reconstitution » fut publiée à quelques exemplaires sous forme d'un document n° 46/CM/TS revêtu de la mention *très secret* et — disait la mise en garde — « à n'utiliser que verbalement pour l'information des cadres ». En voici le texte intégral :

« Ce que j'ai entendu et vu ici au cours de cette inspection me donne pleine satisfaction. Je tiens à vous le dire. *Mais le problème n'est pas réglé.* Ses causes profondes sont anciennes et de trois ordres :

« 1. La situation faite aux autochtones était insupportable dans ce pays où la France, depuis cent vingt ans, n'avait pas fait tout l'effort nécessaire ;

« 2. L'affaiblissement de la France consécutif à la disparition de l'autorité de l'État, à la guerre, à ses péripéties et aux déchirements qu'elles ont provoqués ;

« 3. La conjoncture internationale, à une époque où la plus grande partie de la terre est en train de s'affranchir et où nous ne pouvons faire fi de l'opinion du monde.

« C'est dans ce cadre que l'affaire algérienne a commencé et s'est développée initialement.

« Il faut qu'elle tourne bien pour la France. Ceci exige que les causes de cette situation soient réformées.

« Et tout d'abord en Algérie. Nous n'aurons pas les Algériens avec nous s'ils ne le veulent pas eux-mêmes. *Même en la pacifiant complètement nous ne garderions pas l'Algérie pour longtemps si nous ne la transformions pas de fond en comble, afin d'en faire un pays moderne. L'évolution prévue par le plan de Constantine que nous avons étudié doit permettre cette transformation sur le plan matériel. Mais il est nécessaire aussi qu'intervienne une transformation morale. L'ère de l'administration indirecte des autochtones par l'intermédiaire des Européens est révolue.*

« L'armée a dans cette optique une tâche essentielle à remplir. Elle en a la possibilité car jamais elle n'a été plus soutenue qu'elle ne l'est par le chef de l'État et le gouvernement. Jamais l'armée, les armées, n'ont eu une telle place dans la nation. Le chef de l'État en est issu et chacun sait de quelle sollicitude, de quelle passion de l'aider, elle est l'objet de la part du premier ministre et du ministre des Armées. L'armée a là une place de choix dont elle doit être digne. Elle l'est. Elle doit le demeurer.

« À l'extérieur, il y a une situation internationale presque entièrement et ouvertement contre nous.

« Elle ne changera pas si nous paraissons devoir maintenir l'Algérie dans la position où elle était vis-à-vis de nous.

« Le monde entier doit comprendre que ce que nous faisons en Algérie, ici, n'est pas une œuvre de domination et de conquête. Il faut qu'il comprenne que nous le faisons avec la population, pour elle et par elle.

« J'ai constaté des progrès saisissants dans l'œuvre de pacification menée ici. Elle devra être achevée. Mais il faut qu'elle soit concrétisée par de gros progrès dans le contact entre les âmes. Il y faut beaucoup de *compréhension* et de *libéralisme*.

» Enfin, sur le plan métropolitain, l'opinion de la France

accepte avec patience, courage, civisme et aussi,, pour tout dire en un seul mot, avec grandeur, la part de sacrifices qui lui est demandée, avec un sens du prestige du pays qui est tout à fait remarquable.

» Vous avez souligné la valeur des troupes et des jeunes appelés. J'en suis convaincu. Je vous demande de leur transmettre mon salut et l'expression de ma confiance. Leurs efforts sont immenses et les résultats obtenus remarquables. Je salue ici ceux qui sont morts et qui mourront encore au champ d'honneur dans ce pays pour la France.

» Quant à vous, écoutez-moi bien, vous êtes l'armée de la France. Vous n'existez que par elle, à cause d'elle, pour elle et à son service. C'est votre raison d'être.

» Vous devez être cohérents, agissants et disciplinés. Chacun a ses responsabilités à son échelon.

» Celui que je suis, à mon échelon, doit être obéi pour que la France vive. Je sais que c'est ce que vous faites et je vous en remercie, messieurs.

» Vive la France ! »

Le fracas du moteur de l'hélicoptère présidentiel s'était à peine apaisé que les officiers de l'entourage de Challe firent le point. L'ambiance était à l'inquiétude. Qu'entendait De Gaulle par « transformation de fond en comble » ? Les militaires, en particulier les officiers parachutistes, étaient favorables à une rénovation complète, à des réformes profondes. Mais le général n'avait pas caché son désir de voir l'opinion internationale se modifier. Et pour cela — il l'avait bien précisé — il fallait que la position de l'Algérie vis-à-vis de la France change. Dans quel sens ?

Challe, et avec lui une grande partie de son état-major, avait relevé la petite phrase qui l'intéressait au plus haut point : l'œuvre de pacification devra être achevée. Pour lui, c'était l'essentiel. Et l'essentiel, pour l'instant, était suffisant. Le cadre était en place et approuvé. Ce que De Gaulle y mettrait, c'était l'affaire des « politiques ». Et Challe, commandant en chef, voulait gagner « sa » guerre.

Au crépuscule de ce dernier jour du mois d'août, tandis que la *Caravelle* présidentielle quittait le sol algérien et s'éloignait

dans un ciel de feu vers la métropole, « l'homme qui savait » était un petit sous-préfet musulman d'une région perdue de l'Aurès, un fonctionnaire méprisé et « tenu en laisse » par les militaires du secteur, tout-puissants seigneurs de la guerre. Mais ce soir-là, Mahdi Belhaddad s'en moquait. Il avait enfin confiance. De Gaulle irait jusqu'au bout. L'Algérie allait réellement changer de visage.

Belhaddad, qui ignorait être le seul à détenir la confiance, se demandait pourtant comment « les autres » allaient prendre la chose. Il devrait attendre le 16 septembre !

Les magnétophones Tolana tournaient leurs vieux plateaux d'aluminium cabossés tandis que les bandes magnétiques passant sur la tête d'enregistrement absorbaient la voix qui venait de Paris. Les haut-parleurs de la salle d'enregistrement de la radio militaire, rampe de l'Amirauté, à deux pas de la vieille darse turque, en répercutaient les accents rauques et profonds sur les épais murs sales, rongés de salpêtre du studio de la « Voix du Bled ». Ce 16 septembre 1959, à 20 heures, le colonel Gardes avait choisi d'écouter le discours du général De Gaulle dans ce studio, d'où partaient les émissions de propagande, l'une des armes-choc de la guerre psychologique. Il savait l'importance que revêtait le discours pour le moral de l'armée et — ce qui lui importait encore plus — pour le moral de la population. Il voulait pouvoir donner « à chaud » ses ordres au lieutenant Direz, chef de la radio militaire, sur l'interprétation qu'il conviendrait d'apporter aux paroles du chef de l'État. Paroles qui, selon le 5^e bureau, ne pourraient être que sibyllines. Depuis le 13 mai 1958, « l'explication des textes » était devenue une habitude ! Depuis le début du discours, le colonel Gardes avait le regard perdu à travers la fenêtre protégée d'épais barreaux sur l'Amirauté et le vieux port tout baigné d'une lumière d'étain.

Il semblait absent. De Paris, le Général faisait le point de la situation, se réjouissait du redressement de la France, du progrès de la pacification. Après avoir rappelé les différentes consultations, les efforts consentis pour faire avancer le problème humain, De Gaulle alignait des chiffres. Ceux des investissements, ceux des hectares de terre distribués aux musulmans, ceux qui montraient les progrès de la scolarisation. Soudain, je vis le colonel Gardes sortir de sa contemplation. Il se retourna et commença à parcourir de son pas nerveux la longue

salle poussiéreuse où je me trouvais en compagnie du lieutenant Dizez et de quelques correspondants de presse appartenant comme moi aux services d'information. À travers les haut-parleurs vibrants, De Gaulle avait changé de ton.

« On peut maintenant envisager le jour, disait le président de la République, où les hommes et les femmes qui habitent l'Algérie seront en mesure de décider de leur destin, une fois pour toutes, librement, en connaissance de cause. Compte tenu de toutes les données, algériennes, nationales et internationales, je considère comme nécessaire que ce recours à l'autodétermination soit dès aujourd'hui proclamé. »

Le grand mot, le maître mot, était lâché. *Auto-détermination*. Tout le monde, dans le studio, était extraordinairement attentif. Gardes avait interrompu sa marche nerveuse. Tendus, ils écoutaient la triple proposition tombée des haut-parleurs : sécession, francisation complète ou « gouvernement des Algériens par les Algériens appuyés sur l'aide de la France ».

De Gaulle renouvela la paix des braves et ajouta :

« Si les hommes qui constituent l'organisation politique du soulèvement entendent n'être pas exclus des débats, puis des scrutins, enfin des institutions, qui régleront le sort de l'Algérie et assureront sa vie politique, j'affirme qu'ils auront, comme tous les autres et ni plus ni moins, l'audience, la part, la place, que leur accorderont les suffrages des citoyens. Pourquoi donc les combats odieux et les attentats fratricides qui ensanglantent encore l'Algérie continueraient-ils désormais ? »

Le visage naturellement pâle du colonel Gardes s'était décomposé. Les joues semblaient plus creuses, le nez pincé, l'œil plus brillant. Cette fois, c'en était trop. Il explosa. Non contre l'arrêt des combats mais contre la triple proposition qui impliquait une remise en cause de l'esprit du 13 Mai, qui signifiait que l'Algérie n'était peut-être pas si française qu'on l'avait jusque-là proclamé puisqu'il dépendrait des Algériens de le confirmer ou non. Et l'on savait ce que valait leur opinion, dirigés, terrorisés qu'ils étaient par le F.L.N. ! Ce F.L.N. qui serait « représenté » !

Je connaissais Gardes depuis 1958, j'avais vécu le 13 Mai dans le bureau voisin du sien, rue Saint-Dominique, au ministère des Armées, où il dirigeait le service presse-information. J'avais vu son enthousiasme au 13 Mai, je l'avais même partagé, croyant —

de loin — à la réalité d'une Algérie miraculeusement fraternelle. J'avais pu me rendre compte de ses contacts avec les hommes du Forum, de ses amitiés. Ensuite en Algérie, lorsque les hasards de la guerre et des affectations m'avaient fait goûter du 2^e bureau — ce qui me vaudra des années plus tard la réputation, répandue par quelques « Algéro-Européens », de me servir de mon métier d'écrivain pour dissimuler quelques sombres activités de services secrets — et que j'avais pu me rendre compte de la réalité de la pacification avec son cortège de tortures et de crimes, il m'avait expliqué le grand espoir de l'armée. Balayant les objections concernant la « bataille d'Alger », les interrogatoires « poussés », il ne rêvait que de transformer l'Algérie en terre française et faire des Algériens de vrais Français. L'armée était en mesure, pensait-il, d'accomplir ce que la colonisation avait manqué. Mais pour cela il fallait du temps, de l'argent, des armes, et la possibilité d'agir sans contrôle soutenu par une métropole à laquelle — inconsciemment, je crois — il rêvait comme beaucoup de ses camarades d'imposer sa loi. Quelle importance puisque c'était pour la juste cause ?

Oui, je connaissais un Gardes convaincant, nerveux certes, mais toujours contenu, parfaitement maître de lui et ne laissant percer ses sentiments que pour mieux convaincre son interlocuteur. Et ce Gardes-là fondait sous mes yeux comme une statue de cire en plein désert. De Gaulle venait, par ce qu'on appellerait désormais l'autodétermination, d'éliminer ce savant cocktail de violence et de paternalisme qui devait — selon Gardes et ses amis

— construire une Algérie selon leur cœur. En un instant

— je ne m'en rendrai compte qu'au cours des semaines suivantes — Gardes avait fait son choix. Devant nous, il n'exprima que ses craintes, son désaccord sur les trois opinions. Il recommanda d'attendre les directives du 5^e bureau — les siennes — pour utiliser le discours déjà fameux lors des émissions destinées au contingent, et par la bande, à la population européenne qui y trouvait la Voix de l'armée. Mais l'altération de son visage démentait le calme apparent qu'il avait à nouveau plaqué sur sa physionomie après l'éclat qui lui avait échappé. Il quitta très vite la radio militaire emportant sous le bras une bande magnétique du fameux discours et regagna son bureau.

En 1959, Jean Gardes a quarante-cinq ans. Né avec la guerre il

va lui consacrer sa vie. Le temps de « suivre » Saint-Cyr et c'est la seconde guerre mondiale qu'il fait dans les tirailleurs marocains. Il se révèle tout de suite comme un très brillant officier. En Italie, il est grièvement blessé mais sa solide carcasse n'a pas dit son dernier mot. Il est guéri à temps pour l'Indochine. Ce sera pour lui la révélation. D'abord au cabinet de De Lattre, à la fin du règne du Roi Jean, mais surtout sous Salan, il découvre la guerre subversive. Et là l'« aventure Gardes » commence. Il s'imprègne, comme beaucoup de ses camarades, de ce qu'il appellera « la guerre dans la foule ». Responsable du service presse-information, il se rend compte de l'importance de la propagande et de l'information « dirigée ». Il transforme celle-ci en une arme qui se révèle souvent aussi importante qu'une opération dans la jungle. Il suit avec passion les coups de contre-guérilla. Puis il quitte Saïgon pour parfaire sa connaissance du renseignement comme chef du 2^e bureau au Maroc en 1953. L'année suivante, il revient — comme volontaire — en Indochine avec Allard. Là il assiste de loin à la chute de Dien Bien Phu, il voit le retour des prisonniers, il constate sur ceux-ci les ravages du « lavage de cerveau ». Il suit également les entretiens entre la France et le commandement viet-minh et se rend compte que la défaite sur le terrain a été puissamment aidée par une défaite sur le plan de l'information. Il quitte l'Indochine la tête pleine de théories sur la guerre subversive, sur la façon de mener — et de gagner — une guerre psychologique. L'âme pleine de la rancœur et de l'amertume du vaincu. Et il retourne au Maroc à la tête du 2^e bureau. Là encore pour les officiers comme Gardes l'affaire est douloureuse. Il revient à Paris et après un bref passage à la section Afrique du Nord du 2^e bureau, il est nommé patron du service presse-information au cabinet de Chaban-Delmas. Une autre aventure commence. Le 13 Mai. Puis l'Algérie, où il s'occupe activement de la préparation psychologique du référendum. Cette fois le terrain est favorable. Il faut gagner cette guerre dans la foule. Ce sera la foule des djebels, des villages kabyles, des villes de la Mitidja, d'Oran, de Constantine, d'Alger au lieu de celle des rizières. Il a retrouvé à travers ce qu'il appelle « les ficelles de la presse » cette guerre subversive menée et perdue en Indochine. Ici, c'est sûr, on la mènera au succès. Début novembre 1958, il prend les consignes du colonel Feaugas et dirige la partie militaire du 5^e bureau. Au départ de Salan il est nommé à la tête du 5^e bureau.

Delouvrier et Challe apprennent à connaître cet homme de taille moyenne, aux joues creusées, l'œil illuminé d'un feu intérieur qui le dévore. Le visage est pâle, bleuté d'une barbe dure. Les deux patrons de l'Algérie apprécient sa totale conviction, son honnêteté, sa franchise, son courage. Mais l'entourage de Delouvrier, en contact fréquent avec Gardes — le 5^e bureau dépend en partie des services civils —, constate chez lui, dès que l'on sait que l'intégration n'est pas la solution choisie par De Gaulle, un net changement d'attitude. Tandis que le Général parle de « personnalité algérienne », terme repris dans ses allocutions par le général Olié à Constantine, Gardes durcit sa position. Le 5^e bureau est plus Algérie française que jamais. Le responsable de la presse au cabinet Delouvrier, Philippe Thibaud, s'inquiète. Il voit le patron du 5^e bureau se transformer de semaine en semaine. « Il se montait la tête avec loyauté, dira-t-il, il s'auto-intoxiquait. Convaincu de sa mission il s'était enfermé dans un système de pensée et de travail comme dans un cocon. »

Gardes est un mystique. Il détient une mission et les moyens de l'accomplir. Il est prêt à tout pour y parvenir. Avec certains de ses compagnons que nous verrons plus tard, il en arrive à ne plus être là pour appliquer la politique de la France mais pour en créer une conforme à ses désirs, à ses promesses. Au cours des semaines qui viennent, ces hommes vont unir leurs efforts pour l'appliquer quitte à balayer ceux qui se mettront en travers. Où qu'ils se trouvent.

À l'heure de l'autodétermination il est temps d'expliquer ce qu'était ce 5^e bureau dont le rôle avait été, était et allait être si important.

Son histoire est mouvementée. Avant 1940 on avait décidé d'adjoindre un 5^e bureau aux quatre existant déjà au sein de chaque état-major^[2]. Son rôle était de s'occuper en particulier des « menées antinationales ». Cela n'avait pas très bien marché. Il avait été supprimé pour réapparaître en Indochine. Là encore il avait fait long feu. On ne savait jamais très bien quelles devaient être ses attributions. En Algérie, c'était différent. Dès 1957, l'action psychologique lui avait été confiée. On a vu l'importance du rôle joué par le colonel Lacheroy, puis Goussault et consorts dans le 13 Mai, et surtout dans la préparation des élections. Dès 1958, le 5^e bureau se vit confier trois missions bien précises : la prise en main de la population, la « protection du moral de

l'armée » et la « protection du moral des populations ». Lacheroy, puis Gardes donnèrent à ce 5^e bureau, dont ils avaient très vite saisi l'importance, une ampleur extraordinaire. Les slogans peints sur les murs des fermes, sur les rochers des djebels, les affiches de propagande, les émissions de radio, les journaux du style *Bled*, les slogans hurlés par haut-parleurs, les contacts avec les « musulmans fidèles », les campagnes contre les journaux « progressistes » qui protestaient contre les moyens employés pour la pacification, c'était le 5^e bureau.

Lorsque Thibaud avait pris en main la direction de la presse au Gouvernement général, il s'était rendu compte de l'activité tentaculaire — et aussi de l'efficacité — du 5^e bureau. Voulait-on la diffusion de cinq cents tracts dans tel douar ? C'était fait en un temps record par le 5^e bureau qui disposait de moyens énormes. La moitié de ses ressources financières venait d'ailleurs du service d'information du cabinet Delouvrier. Et Thibaud, qui devait par ce biais contrôler son action, avait reconnu que les moyens administratifs habituels par le canal des préfets et sous-préfets n'arrivaient pas à la cheville du tout-puissant service du colonel Gardes. Ni l'efficacité ni la rapidité n'étaient comparables !

L'importance politique du 5^e bureau était essentielle. C'est lui qui était chargé de la diffusion — dans le cadre de l'action psychologique — des idées-force du gouvernement. Dès le 13 Mai, le 5^e bureau avait suivi la ligne : l'Algérie, c'est la France, développant ainsi les thèmes de l'intégration. Très vite, Delouvrier avait constaté que le service d'action psychologique continuait à suivre cette ligne sans tenir compte des directives provenant de Paris à travers son cabinet. Alors qu'il ne faisait aucun doute que l'Élysée avait définitivement rejeté l'intégration, le 5^e bureau continuait à en exposer et développer les « avantages ».

« On avait l'impression que si la directive n'était pas strictement conforme à la « politique » du 5^e bureau, me dira plus tard Philippe Thibaud, elle ne passait plus. On sentait que cet outil parfaitement rodé nous échappait des mains. Ce bureau militaire risquait non seulement de ne plus être au service de la politique gouvernementale, mais encore de faire cavalier seul en propageant sa politique. Subconsciemment on se rendait compte que cela pouvait donner jour à toutes sortes de mouvements. Il

était pourtant impossible de le supprimer car il était utilisé sur d'autres plans par le commandement militaire et avec profit ! Il fallait le reprendre en main. Car c'était tout de même notre *seul* moyen de toucher les populations locales. »

Ce refus d'explication des thèses gouvernementales allait apparaître au grand jour à l'occasion du discours du 16 septembre.

Gardes avait pris sa décision. Autodétermination, soit ! mais il n'expliquerait et ne diffuserait qu'une seule des trois options : la francisation. Cette fois, le colonel était décidé à s'opposer ouvertement à la politique de Paris. Et il n'était pas le seul.

L'armée avait accueilli l'autodétermination avec méfiance mais sans hostilité. Le choix entre les trois solutions impliquait pourtant à ses yeux le risque d'un changement de politique à Paris et l'éternelle question se reposait : « Pourquoi combattons-nous ? Comment expliquer cela aux musulmans qui luttent à nos côtés ? » Sentimentalement, une grande partie de l'armée — en particulier les officiers S.A.S. et ceux qui dans leur secteur étaient en contact permanent avec la population — était plus proche des musulmans que des pieds-noirs. Challe l'expliquait ainsi : « Les musulmans ont besoin de nous pour leur sécurité et leur promotion. Les Européens, eux, voient simplement en nous les garants de leur sécurité. » Heureusement il y avait les succès militaires. L'autodétermination choquait politiquement mais la plupart des officiers se disaient qu'en gagnant sur le terrain, la partie pouvait être sauvée. Il fallait convaincre De Gaulle que, le problème militaire réglé, la masse musulmane libérée de l'emprise des fells souhaiterait que la France restât en Algérie. Peu importait la forme que prendrait cette présence.

Au cœur des combats, au P.C. de l'opération « Jumelles » qui poursuivait son écrasement systématique de la wilaya kabyle, le général Gracieux et son état-major pensaient que « De Gaulle était farfelu mais qu'on allait lui montrer, en gagnant la guerre, que ça pouvait « coller » et qu'il pourrait trouver la solution la plus française ».

Le commandant en chef, lui, était plus inquiet. Jusqu'au 16 septembre, l'ambiguïté avait été complète. Le discours du chef de l'État en apportant l'autodétermination ne l'avait pas levée pour autant. Au cours du voyage présidentiel, Challe et Delouvrier avaient eu l'occasion de déjeuner dans l'avion avec

De Gaulle. C'était un fait rarissime car le Général restait toujours seul dans sa *Caravelle*, appelant successivement les collaborateurs dont il avait besoin. Au milieu du repas, Delouvrier avait pris son courage à deux mains et avait interrogé De Gaulle sur la « meilleure solution ».

« *Mon général*, pour qu'il n'y ait pas d'erreur d'interprétation je voudrais vous poser une question. Lors d'un éventuel référendum il serait difficile de demander à l'armée de rester neutre., La solution qu'elle devrait appuyer serait bien l'association, car les deux autres solutions paraissent impossibles ? »

À cette question directe, De Gaulle n'avait répondu qu'en détournant la conversation. Au café, Delouvrier avait renouvelé sa question. Pas plus de réponse. Le soir même, pour la première fois, Challe et Delouvrier s'étaient opposés. Chacun d'eux tirant argument du silence présidentiel pour justifier ses préférences. Dès lors, il y eut une faille dans ce bloc uni que constituait le tandem Challe-Delouvrier.

Challe décida de se taire tant qu'il ne recevrait pas de directives claires de Paris. À son avis tout se réglerait au cours de la réunion du Comité de défense nationale qui devait se tenir le 19 septembre à l'Élysée et à laquelle assisteraient les ministres intéressés par le sujet à l'ordre du jour : la politique des effectifs militaires en Algérie.

Challe était persuadé que, après sa déclaration du 16 septembre, le Général allait lui retirer des troupes. À la réunion de l'Élysée, pendant vingt-cinq minutes le commandant en chef expliqua donc que — « contrairement aux bruits qu'il avait entendus » — il ne pouvait être question de lui enlever des effectifs au moment où la victoire était en vue et où il était capable de grossir ses réserves générales pour arriver plus tôt que prévu au succès définitif. « Je ne demande pas plus de troupes, conclut-il, mais je ne veux pas qu'on m'en enlève ! » Il s'apprêtait à une dure bagarre avec les ministres intéressés, en particulier avec le ministre des Finances, lorsque De Gaulle dit simplement : « Messieurs, je crois que le général Challe a raison. Je vous remercie. » La séance était levée. Trois jours après le discours sur l'autodétermination, le commandant en chef — à son grand étonnement — se retrouvait avec ses effectifs intacts et la possibilité d'accélérer la fin de la guerre.

Francisation, association... Challe pensait avec lucidité que l'intégration était une motivation assez récente des pieds-noirs pour que l'on n'attache pas trop d'importance aux mots. L'important était la volonté qui était derrière. Plus que jamais il était bien décidé à gagner la guerre et à appliquer sa politique : faire de l'armée le champion de la décolonisation par promotion. La pacification terminée, la rébellion écrasée, l'armée était seule à pouvoir imposer aux Européens d'Algérie les réformes indispensables. « À un peuple peu évolué, dira Challe, il faut un corset : un dictateur et un parti unique. Nous avons l'ambition d'éviter les deux. Alors il faut bien un peu de paternalisme. »

Les contacts du colonel Gardes avec les mouvements nationaux, patriotiques et d'anciens combattants se multipliaient. La mission de protection du moral des populations, qui incombait au 5^e bureau, justifiait tout à fait les rapports qu'entretenait le colonel avec ces groupes divers. D'autant que, depuis le 16 septembre, le commandant en chef l'avait chargé d'une mission bien particulière : créer une « Fédération des U.T. et des autodéfenses ». Cette décision, qui va jouer un rôle d'une extrême importance dans les semaines à venir, explique mieux qu'un long plaidoyer l'esprit de confusion qui régnait alors à l'échelon le plus haut.

Le mardi 18 septembre Challe avait convoqué le colonel Gardes ainsi que le colonel Bouthier et le général Lancrenon :

« Nous sommes bien d'accord, dit le commandant en chef, l'armée marche sur la voie de la deuxième solution : la francisation. Vous le direz à vos subordonnés mais vous donnerez, verbalement vos instructions. Vous ne l'écrirez pas. »

Et puis, quelques jours plus tard, Gardes, qui avait préparé une fiche d'action psychologique traduisant le « choix » de l'armée parmi les trois solutions proposées, vit son travail « mis sous le coude » par le commandant en chef. Gardes dira : « J'avais l'impression que des « impulsions » étaient venues de Paris et que l'on me disait : « Minute, ce n'est peut-être pas tout à fait cela. » Alors on a essayé d'être moins clair, d'être moins net. Nous y sommes à peu près arrivés et ce n'était pas facile. »

Une nouvelle fois les craintes de Thibaud s'avéraient. Ne passaient que les directives « conformes » à l'esprit du 5^e bureau ! Quant au choix entre les trois solutions on n'en parlait plus. Delouvrier eut à ce propos plusieurs conversations avec le colonel

Gardes qui refusa absolument de se rallier aux trois options. Seule la « solution la plus française » était admise. Le délégué général, qui, lui aussi, essayait de calmer les esprits en multipliant les déclarations rassurantes, commença à s'irriter sérieusement de l'obstruction systématique du 5^e bureau. Lorsqu'il s'en ouvrit à Challe celui-ci le convainquit que « tout cela n'était pas bien sérieux ni bien méchant ». D'ailleurs Challe pensait que Gardes s'était « rendu à ses raisons » et qu'il allait pouvoir développer ses idées de fraternisation et d'égalité complète au sein de la « Fédération des U.T. et autodéfenses » dont le commandant en chef avait décidé la création.

Challe entendait ainsi répondre à cette troisième force dont on lui rebattait les oreilles. « Une troisième force en temps de guerre de subversion, disait-il, c'est une absurdité. La masse ne peut se polariser qu'aux extrêmes. Et elle ne le fait que quand elle ne peut plus faire autrement. Son principal souci étant de ne pas choisir le vaincu ! En revanche, nous pouvons travailler à mettre ensemble les aspirations des pieds-noirs et des musulmans dans une structure qui par elle-même se sentira relativement forte. »

Et la mirifique idée était née : fondre à l'intérieur d'une même fédération ces dizaines de milliers d'U.T., européens à plus de 80 p. 100, et les membres des deux mille cinq cents villages constitués en autodéfense ! Challe se persuadait que, la paix revenue, il pourrait disposer de cette force considérable au sein de laquelle pieds-noirs et musulmans dialogueraient et sur laquelle l'armée aurait barre.

« Il fallait, dira Challe, que les uns comprennent les motivations des autres. Unis dans le même idéal et soumis aux mêmes contraintes militaires les membres des deux communautés devaient ouvrir le dialogue. Je ne voyais pas d'autre moyen efficace. »

Gardes allait se plonger à corps perdu dans la réalisation de cette idée. Faire passer à travers un organisme immense tout ce que l'armée avait à dire, voilà qui répondait à ses vœux. Pendant quelques semaines il crut sincèrement à la possibilité d'une nouvelle fraternisation provoquée de toutes pièces par l'armée. Il avait décidé des « colloques » entre Européens et musulmans dans chaque quartier, dans chaque village, au cours desquels l'armée développerait ses idées les plus chères : se pencher sur la vie et les difficultés des plus déshérités, participer à la promotion des

plus pauvres. À Alger les musulmans et les petits Blancs de Bab-el-Oued, ceux que l'on connaissait si mal ! Parallèlement, le 5^e bureau entendait convaincre les pieds-noirs qu'ils faisaient fausse route en refusant de perdre leurs privilèges. Gardes — cela peut surprendre quand on connaît la suite de l'histoire, mais c'est une réalité qu'il convient de ne pas cacher — était un des plus sévères critiques de l'esprit pied-noir. À plus d'une reprise il fut, en paroles, extrêmement dur à leur égard. Là encore, l'intégration — aujourd'hui la francisation — qu'il défendait était un fait qui devait se réaliser selon le processus prévu par l'armée, disons une certaine armée. Gardes partageait sur ce point l'avis de Challe : « Il faut obliger les Français d'Algérie à accepter l'intégration réelle. Il est nécessaire de changer leur mentalité. Les musulmans doivent être leurs égaux ! »

La Fédération pleine de ces beaux sentiments était en route. Le fer de lance des Barricades était constitué.

L'autodétermination avait provoqué la stupeur puis la rage chez les Européens d'Algérie. Dès le lendemain, le M.P. 13 de Martel s'était élevé « avec honte et indignation contre la proposition de sécession, véritable insulte à nos morts et atteinte à notre dignité de Français ». Les élus algériens s'étaient prononcés pour la francisation. Les anciens combattants, dans le n° 36 de leur bulletin d'information et de liaison, avaient démontré l'« illégalité de cette inadmissible déclaration du 16 septembre ». Les prises de position étaient d'autant plus vives que dans la Mitidja et à Alger même les attentats avaient fait leur réapparition. Traquées par le plan Challe, les unités de l'A.L.N. n'avaient plus que ce moyen de manifester leur existence. C'était à nouveau l'engrenage répression-attentats aveugles dont les victimes étaient pour la plupart des fermiers innocents et leurs familles.

En outre le G.P.R.A., qui avait fait attendre sa réponse pendant douze jours, prenait une position qui ne pouvait qu'attiser la colère européenne. Ferhat Abbas prenait acte du droit à l'autodétermination reconnu par le général De Gaulle mais estimait que « le libre choix ne pouvait s'exercer sous la pression d'une armée d'occupation ». Le G.P.R.A. se déclarait « prêt à entrer en pourparlers avec le gouvernement français afin de discuter des conditions politiques et militaires du cessez-le-feu, des conditions et des garanties de l'application de

l'autodétermination ».

De son côté, Krim Belkacem déclarait quelque temps plus tard aux *djounoud* de l'A.L.N. : « Votre lutte a obligé l'ennemi à parler d'autodétermination, revenant ainsi sur le mythe répété de l'Algérie française. Son recul est le fruit de vos efforts. »

C'était de l'acide sur une plaie ouverte. Il était clair pour les mouvements activistes qu'il était temps de faire revenir De Gaulle sur l'autodétermination et de refaire un 13 Mai... Un vrai. Qu'on ne leur volerait pas ! L'heure de Jo Ortiz avait sonné aux Trois Horloges de Bab-el-Oued. Le cafetier du Forum n'avait pas l'intention de la laisser passer.

QUATRIÈME PARTIE
LA RÉVOLTE

En quelques semaines Alger perd la tête. Il est une fois de plus désespéré. Désespérément, il se cherche un maître. Un maître qui le soulage, qui lui dise les mots qu'il attend, qui lui prouve sa force, qui lui rende l'espoir car avec les lourds nuages gris de l'automne qui plombent le ciel de la ville l'angoisse s'est emparée des esprits. Tout est en place pour une nouvelle explosion. Le mélange détonant de peur, de panique, de colère, de haine est prêt. Il n'y manque qu'une mèche. Jo Ortiz sera tout à la fois la mèche et le maître.

À la mi-octobre, l'indignation provoquée par l'annonce de l'autodétermination est tombée. L'Assemblée nationale a approuvé le projet. Neuf députés dont le colonel Thomazo, Léon Delbecque, Arrighi, Biaggi et Battesti ont bien démissionné de l'U.N.R., mais au moment du vote cinq ont voté pour le gouvernement, les quatre autres se sont abstenus ! Deux « grands » noms seulement ont voté contre : Georges Bidault, qui veut jouer un rôle à Alger et a créé, dès le 19 septembre, le Rassemblement pour l'Algérie française, et Pierre Lagaille qui reste fidèle à lui-même bien qu'à Alger sa cote ait considérablement baissé. Bref, c'est l'échec cuisant des parlementaires « Algérie française ». En Algérie, l'armée est toute à sa guerre. Abattus, les leaders des mouvements patriotiques baissent les bras. L'indignation est au creux de la vague. Elle fait place à la crainte de l'avenir. On attend, le dos rond, la prochaine « catastrophe ». C'est ce moment que choisit Ortiz. C'est merveilleusement joué. Alors que tous « décrochent », découragés, il reprend le flambeau et l'arrose de pétrole. « Nous irons jusqu'au bout, s'écrit-il dans son café du Forum, même les armes à la main nous défendrons notre Algérie française. »

Son F.N.F. (Front national français) devient le seul mouvement qui s'oppose ouvertement à De Gaulle. Il multiplie les réunions publiques. Les slogans les plus explosifs soulèvent l'enthousiasme d'une population hier désespérée :

« Pour nous désormais c'est la valise ou le cercueil » ;

« La détermination des Français d'Algérie vaincra l'*auto-détermination* de De Gaulle » ;

« Nous ferons la révolution les armes à la main. Alger deviendra Budapest, mais nous resterons. »

Cris, hurlements, adhésions par milliers au F.N.F. ! Ortiz

devient « le Chef ». Son rêve. Il est appuyé dans cette conquête du pouvoir sur la foule par un état-major dont la tête, on l'a vu, est Susini, mais qui se gonfle de trois éléments de choix : Laquière, Pérez et Ronda.

« Jackie » Laquière, avocat algérois, neveu du tout puissant président Laquière — qui sous la IV^e » digérait les gouvernements avec un air de batracien satisfait » —, est un tenant de l'Algérie de papa que l'action directe est loin d'effaroucher. Il amènera au mouvement deux confrères qui vont faire les beaux jours des réunions publiques : M^e Meningaud et M^e Trappe. Eux ne travaillent pas dans le « délicat ». Ils parlent de révolution. Mettent en garde la population contre De Gaulle « aussi dangereux que le juif Mendès ». Car on ne fait pas le détail. On annonce la couleur. On est fasciste mais on se garde de prononcer le mot.

Ce n'est pas Jean-Claude Pérez, le médecin de Bab-el-Oued, qui les calmera. Au contraire. Le docteur Pérez, c'est de la dynamite. D'origine espagnole, les Pérez habitent Bab-el-Oued depuis Napoléon III, c'est dire que le docteur est un fils de la « famille Hernandez ». De bistrot en réunion politique Pérez verse de l'huile sur le feu. Ce peuple de petits Blancs, les plus pauvres des pieds-noirs, il l'entraîne, le galvanise, joue avec sa fureur, fait de la surenchère et ce n'est pas difficile, Bab-el-Oued, c'est le carrefour de la Méditerranée avec sa joie de vivre mais aussi son exagération. Pérez va jouer pour Ortiz le rôle de sergent recruteur. Car « le Chef » aura besoin d'une légion, d'une force paramilitaire. Et là, les troupes de choc poujadistes, les contre-terroristes de l'époque de la villa des Sources et du bazooka ne seront plus suffisants ! Alors Pérez recrute des « durs », des « mecs », des « qui-en-ont-des-grosses » et sont prêts à le montrer ! Car il faut le montrer. Alger va découvrir dans quelques semaines, lors de la visite de Georges Bidault, les forces de l'O.P.A.S., la milice privée d'Ortiz. Uniformes, chemises militaires kaki, brassards à croix celtique ! Et bien sûr des armes. Des armes partout !

Le troisième personnage de l'état-major du « Chef » est prêt à en fournir plus encore. Ronda, le capitaine Ronda, fils de Bab-el-Oued et fabricant de pantoufles et d'espadrilles, est en effet le patron des U.T. de choc. Son pouvoir, sa popularité sur l'ensemble des U.T. algérois — ils sont vingt-deux mille à faire

un jour de service tous les dix jours — est immense. Mais les territoriaux sont pour la plupart de braves pères en treillis plus fait pour taper la carte en surveillant une usine ou un poste en ville que pour faire le coup de feu. En revanche, les U.T. de choc, eux, sont sélectionnés. Ils participent aux opérations militaires dans l'Algérois et, depuis quelques mois, contrôlent littéralement certains quartiers populaires musulmans. Ronda amène les U.T. par milliers au F.N.F. Quant aux U.T. de choc, sans exception, ils vont apporter leurs armes, leur entraînement, leur détermination, à Ortiz qui, par Ronda interposé, en devient le véritable chef.

Les U.T. de choc sont nés de la réflexion du colonel Thomazo, patron des U.T., qui a constaté que l'unité blindée territoriale a puissamment contribué, au 13 Mai, à l'installation du nouveau régime. Pourquoi pas, pour consolider cette unité blindée, un ensemble de commandos de choc, légers, mobiles, bien armés ? On demande aux cinq compagnies du 11^e B.U.T. (bataillon d'unité territoriale) de recruter des volontaires pour créer une compagnie de « durs » prêts à combattre aux côtés de l'armée. Au P.C. du 11^e B.U.T., rue de l'Abbé-de-l'Épée — cette adresse reviendra souvent au moment des Barricades — les adhésions arrivent rapidement. Plusieurs centaines de volontaires sont placés sous les ordres du capitaine Ronda. Au lieu de donner un jour sur dix aux U.T. ils effectueront une période de quatre jours par mois. On leur donne un uniforme particulier : treillis mieux taillé et béret noir. Et surtout ces U.T. de choc gardent paquetage, armes et munitions chez eux. Un système de mobilisation en une heure est mis au point. La compagnie compte cent quatre-vingts hommes en permanence effectuant leur tour de service quatre jours par mois. Cela représente plus de douze cents hommes armés de pied en cap, prêts à répondre au moindre appel dans un délai d'une heure !

La 2^e compagnie de ces U.T. de choc qui dans quelques semaines va devenir le noyau des combattants des Barricades est commandée par le lieutenant lourde dont l'adjoint et « commissaire politique » est le lieutenant Bernard Mamy que nous avons déjà rencontré à l'antenne de Chaban-Delmas et lors des événements du 13 Mai. Redevenu civil, il est entré aux U.T. de choc sur le conseil de Thomazo qui, à l'époque du « soulèvement » de la Corse, l'a fait nommer secrétaire général civil de l'île ! Bernard Mamy est le type même de l'homme du 13 Mai qui a vu s'échapper « sa » révolution. Avec dégoût il a

assisté à la lutte pour les places, pour le pouvoir. Ses amitiés fascistes avec Le Pen, avec les frères Sidos, ont repris le dessus. Il a quitté les gaullistes, qu'il avait aidés, pour se lancer à fond dans la lutte d'extrême droite. Avec Jeune Nation, avec les hommes du Mouvement communautaire socio-européen, il a manifesté, troublant les réunions du Mouvement Algérie française qui, à leurs yeux, a trahi l'esprit du 13 Mai. On échange des injures, des coups ; les fausses accusations fusent. On traite Bernard Mamy de *Waffen S.S.* ! Il a vingt-six ans en 1959 ! C'est ridicule mais tout son passé d'enfant écorché vif lui remonte au visage.

Son père était célèbre. On le connaissait sous le nom de Paul Riche. Compagnon de Dullin, chez qui il a créé *Knock* et *Six Personnages en quête d'auteur*, il s'est tourné vers le cinéma avec Pagnol et Féréol, qui commençait d'être connu sous le nom de Marcel Achard. Pierre Prévert a été le parrain du petit Bernard né en 1931. Touche-à-tout talentueux Paul Riche est passé à la photographie. Il travaille sur *l'Agonie des aigles* et *Angèle*. Puis écrit pour le cinéma, crée une compagnie de production qui permet à Dédé de *Montmartre* de voir le jour et à Albert Préjean de confirmer son accession au monde des « étoiles ». Franc-maçon, vénérable de la loge Ernest-Renan du Grand Orient, Paul Riche revient écœuré de la guerre de 1940. Tandis que certains pensent à la clandestinité, gagnent Londres ou se taisent, lui attaque dans *le Pilon*, dont il est rédacteur en chef, puis dans *L'Appel*, qu'il dirige de 1941 à 1944, les deux « responsables de la guerre » : le juif et le franc-maçon. Pour faire bon poids il dénonce le prétendu complot de la Synarchie, ce qui lui vaut même quelques ennuis de la part de ses amis allemands. Puis c'est la fin de la guerre, la libération. Il faut payer. Paul Riche se livre. Bernard Mamy a quatorze ans. Il voit son père en prison. On le chasse des scouts : « T'es le fils d'un traître, tu ne fais plus partie de la troupe ! » Pendant près de cinq ans il visitera son père à Fresnes. Il le voit les chaînes aux pieds — il a été condamné à mort — et l'enfant, qui ne peut ni ne veut juger les actes commis, ne se souviendra que de ce regard, de ces chaînes et des belles lettres que lui envoie son père. En 1949 Paul Riche est le dernier fusillé de l'épuration. Bernard Mamy a dix-huit ans, le cœur plein de rage et de haine, l'esprit à la vengeance. La fascisme l'appelle. Il vend *Parole française*, un journal d'extrême droite et peut lire un jour dans *L'Humanité* : « Le fils de l'assassin vend *Parole française* place de Passy. Mauvais sang ne peut mentir. » Il sait où

sont ses ennemis. À gauche. Et aussi chez les juifs, chez les maçons, chez les gaullistes. Son seul idéal, son seul espoir : le *Fascio*. Il se lie avec les frères Sidos qui créeront Jeune Nation, et qui ont eu la même jeunesse que lui — leur père commissaire de police a été fusillé à la Libération. Le Pen et « Babalou » Demarquet deviennent ses amis. Puis c'est l'Algérie. Là il oublie son antigauillisme pour ne voir que l'Algérie française. « Je suis des six ou sept, me dira-t-il, qui à la base ont ramené De Gaulle qui a fusillé mon père. Mais le chapeau Algérie française couvrait tout. C'était suffisant. »

L'évolution de la politique, le refus de l'intégration, l'autodétermination offerte aux Algériens, autant de griffes qui arrachent la croûte bien mince recouvrant la plaie qui le ronge depuis son adolescence. Il avait cru tout oublier. Il avait cru que l'Algérie française serait son renouveau. Et il a été trompé. Alors il se lance dans la bagarre. Il passe plus de temps dans les U.T. de choc qu'à la vie civile. Les armes à la main il va suivre Ortiz et tous ces petits pieds-noirs qui ne veulent pas se laisser faire. Depuis juillet sa compagnie contrôle les quartiers musulmans de Montplaisant et Beau-Fraisier : trois cents Européens, dix-huit mille musulmans dont douze mille vivent dans deux bidonvilles innommables qui sont la propriété de Hamza, le musulman, et Macone, l'Italo-Maltais. Deux crapules. Macone laisse construire des baraquements sur son terrain et exige ensuite deux cent mille francs pour ne pas les détruire. Lorsque la famille « locataire » quitte un de ces terrains il revend la « clef » quatre-vingt mille à cent mille francs ! Macone est répugnant, il élève des cochons dans les ordures. « Des cochons, ricane-t-il, comme ça ces fumiers de rats me les boufferont pas. » Macone l'Italo-Maltais a la gueule de ces porcs, rose et ridée. Dans son bidonville, il touche une commission sur tout. Même sur l'eau. Il a installé un tuyau, un robinet et fait payer un franc le seau ! Bien sûr, Macone est ultra et depuis toujours les « grossiums » d'Alger le protègent. Par réaction contre les Arabes, les gars de la compagnie d'U.T. où arrive Mamy, les Lopez, les Renucci, sont tous des « Macone ». Mamy réagit. « Moi, je ne serai jamais un Macone. » Et il prend en main ses lascars. Oh ! pas des tendres les petits Blancs, juifs misérables, Maltais, Espagnols ! Ils jouent volontiers de la mitraillette. Il s'agit de les politiser. Mamy est là pour ça, pour leur faire partager l'idéal de l'armée, la thèse Gardes, Challe, etc. « Les musulmans sont nos égaux. C'est à ce prix que vous

obtiendrez la véritable intégration. » Il faut en faire les « maîtres à penser » de dix-huit mille « Arabes ». Ils doivent être pompiers, sages-femmes, maires, médecins, le bon Dieu et Allah ! Et ce n'est pas facile car ces pieds-noirs sélectionnés, des anciens paras, des anciens des troupes de choc, parlent surtout de « leur » Algérie française. L'un des sergents-chefs, membre du F.N.F. d'Ortiz, a tût fait de les enrôler dans le mouvement du grand Jo. « Et les melons, dit-il, vous allez voir si la mitrailleuse elle va partir. » C'est plutôt le côté flic que le côté nourrice qui l'intéresse ! Et sur ce plan il y a à faire. Car les U.T. de choc « assurent la sécurité » à Montplaisant et à Beau-Fraisier. Mamy s'est révélé un chef. Il a remis de l'ordre dans le poste des zouaves « où c'était le bordel et où chacun avait sa pépée musulmane » ! Tout le bidonville, soigneusement marqué et fiché par le D.P.U. créé par Trinquier à l'époque de la « bataille d'Alger », est fouillé. On multiplie les patrouilles, les perquisitions de nuit, on réveille les gens, on enfonce les portes « Toi, le melon, ta gueule... ». On développe les dénonciations, et on obtient des résultats. Mamy trouve des bombes ; ses hommes arrêtent des gens. Comme ce type kabyle, producteur à la radio, chez qui on a trouvé un obus de 75 avec une patte de piégeage ! Sa villa au-dessus de Beau-Fraisier a été fouillée, le Kabyle arrêté... mais c'est tout juste si Mamy ne s'est pas fait taper sur les doigts ! Le producteur a été relâché. Un scandale. « C'est sûr, il est soutenu par des officiers procommunistes de l'état-major ! », dit-on sans rire chez les U.T. de choc !

Mamy, le « pato » qui se balade avec un Smith et Wesson 38 spécial police sur la hanche, devient très populaire parmi ses hommes en descendant sur place un terroriste qui a tiré sur lui. La cartouche n'est pas partie. Mais le Smith et Wesson a craché. Le suspect abattu est exposé sur la place du village. « Un exemple rapide et bien fait. » Massu colle quinze jours d'arrêts de rigueur à Mamy qui s'en moque car désormais « on lui fout la paix ».

L'équipe des U.T. de choc est rodée, prête à agir pour l'Algérie française. D'autant plus que maintenant on ne se sent plus isolé. La création de l'amicale des U.T., que Gardes a placée sous la présidence du commandant de réserve Sapin-Lignièrès, facilite les contacts et les transmissions. De plus en plus l'idée d'un nouveau 13 Mai sourd dans les conversations. On en a marre. Il faut faire revenir De Gaulle sur son autodétermination. On se le dit, on se le répète en bichonnant chez soi les colts, les Thompsons, les

garants, les F.M. Bar, toute ces bonnes armes américaines dont l'autorité militaire a généreusement doté chaque membre des U.T. de choc et des U.T. blindées.

Sur l'ordre de Challe, le colonel Gardes contrôle la Fédération des U.T. Il voit très souvent Ortiz et les membres de son état-major. Cela entre dans sa mission de « protection du moral de la population ». Et Ortiz, le malin Ortiz, y voit un avantage immense. La fréquence de ses contacts avec le chef du 5^e bureau lui donne vis-à-vis des membres du F.N.F. et de la population européenne un atout majeur. Il apporte ainsi la « preuve » du soutien et de l'appui que lui prodigue l'armée ! Cela tombe sous le sens ! Sans quoi, jamais il n'aurait pu donner une telle ampleur au F.N.F. ni tenir tant de réunions publiques !

L'élection de Susini à la tête de l'Association générale des étudiants est une nouvelle preuve de la sympathie de l'armée à son égard. Car la « tête pensante » du F.N.F. n'est élue que grâce au soutien du chef du 5^e bureau qui publiquement abat une partie de ses cartes. Le candidat présenté par le colonel Fonde, qui a été nommé à la tête du secteur Alger-Sahel, se retire et celui de Lagailarde ne fait pas le poids.

Gardes est décidé. Cet officier, dont on sait que ses idéaux n'ont rien à voir avec ceux d'Ortiz et de ses nervis, se compromet avec le bistrot du Forum. C'est une forme de désespoir. Il est prêt à s'allier avec le diable pour obliger Paris à pratiquer une politique qu'il estime être la seule bonne. Gardes ne se met pas au service d'Ortiz, il veut *se servir* d'Ortiz. Il n'est pas le seul. Son ami Antoine Argoud, chef d'état-major de Massu au corps d'armée d'Alger, partage la même opinion. Pour lui aussi la seule solution pour sauver l'Algérie française est de faire revenir De Gaulle sur sa décision. Ces colonels sont persuadés que le 13 Mai est revenu. Et qu'ils vont gagner.

L'importance d'Antoine Argoud dans le mouvement qui se prépare est très grande car il est un des officiers supérieurs les plus intelligents et les plus respectés de l'armée d'Algérie. Sa carrière est extraordinairement brillante. Polytechnicien, magnifique cavalier, stratège hors pair ; De Lattre, qui s'y connaît en hommes de valeur, se l'est attaché lorsqu'il est nommé inspecteur général de l'armée de terre. C'est Argoud qui met au point la fameuse brigade Javelot, prototype d'unité blindée rapide proposé au Pentagone. Puis il séjourne dans différents cabinets

dont celui de Jacques Chevallier, alors secrétaire d'État à la Guerre. Son esprit critique allié à une intelligence puissante et profonde le font diversement apprécier. Par exemple, en 1955, il a été « viré » du ministère par le général Kœnig pour avoir critiqué sans ménagement des études de matériels blindés qu'il estimait inadaptés.

Antoine Argoud est un des rares colonels à n'avoir pas « fait » l'Indochine. Alors, c'est en Algérie qu'il découvre la guerre psychologique. Il découvre également combien l'armée traditionnelle soumise au carcan des lois civiles — l'armée en Algérie n'est pas en guerre — est dépourvue de moyens pour lutter contre les fellaghas et leur politique d'attentats. Dans son secteur de L'Arba il va faire régner une justice « expéditive » qui ne connaît que l'acquittement ou la mort pour les suspects. Il se fait juge unique et laisse « à titre d'exemple » les corps de ceux qu'il a fait fusiller « sécher » au soleil sur la place publique.

« Si j'avais appliqué la justice légale, expliquera le colonel, j'aurais eu l'impression de faillir à ma mission. Je ne voulais pas non plus appliquer certains procédés peut-être efficaces, mais qui n'étaient pas conformes à l'éthique occidentale ; alors j'ai décidé, bien entendu après y avoir mûrement réfléchi et ne me dissimulant pas du tout les inconvénients du système ; j'ai appliqué cette justice personnellement sous ma propre responsabilité, c'est-à-dire que je fusillais, après une enquête précise, serrée, aidée par les inspecteurs de la police judiciaire, les assassins ou les responsables, sur la place publique. »

C'est à L'Arba, durant cette expérience, qu'il jette les bases d'une doctrine qui s'appuie essentiellement sur une justice « simple, équitable et efficace ». En cent quatre-vingts jours, Argoud pacifie sa ville. C'est la terreur. Son nom est prononcé dans le djebel avec crainte et avec haine. Mais si L'Arba est parfaitement calme, les méthodes expéditives du colonel font monter au maquis de la wilaya 4 une grande partie des jeunes hommes de la région. En 1957 il est rappelé à Paris par Chaban-Delmas, ministre des Armées, puis fait un long séjour en Allemagne. Il ne participe que de loin aux événements du 13 Mai. En ce mois d'octobre 1959, il n'est revenu à Alger que depuis quelques semaines. Massu l'a affecté à son état-major à la caserne Pélissier et lui a confié une mission de contact et de « surveillance » des mouvements activistes.

Ortiz, Martel, Susini, Lagailarde, le docteur Lefebvre font la connaissance de ce petit homme, toujours fagoté à « l'as de pique » comme s'il n'arrivait jamais à trouver de vêtements à sa taille. Ils sont vite séduits par son extraordinaire magnétisme, par sa foi profonde, par son enthousiasme communicatif.

Gardes et bien d'autres officiers voient en lui l'homme qui exprime le mieux, grâce à une dialectique redoutable, leurs craintes, puis leurs critiques face à la politique élyséenne. Depuis le 16 septembre, lorsqu'il parle de De Gaulle, le beau visage régulier d'Antoine Argoud se crispe, ses yeux marron lancent des éclairs, son verbe s'enfle, « démesure ». Il devient très vite le voltigeur de pointe de l'équipe des mécontents. Il partage avec Gardes le puritanisme, l'ascétisme et une foi catholique profonde. Pour lui aussi la défense de l'Algérie française s'assimile à celle de l'Occident chrétien. Il s'en estime le croisé. Son influence sur ses camarades et même sur son patron, Massu, le grognard fidèle, grandit de jour en jour. Le janséniste Antoine Argoud est assuré de détenir la vérité. Une vérité qu'il faut faire triompher par tous les moyens. Il y a chez Argoud comme chez Gardes une certitude mystique qui les entraînera dans toutes les aventures. Pour l'heure il s'agit de faire revenir De Gaulle sur l'autodétermination. Et dans ce cadre, Ortiz et ses hommes lui paraissent de « braves gens profondément patriotes ».

Un autre colonel, subtil dialecticien lui aussi, vient compléter le triumvirat de choc, c'est Broizat, le « moine », que nous connaissons bien depuis le 13 Mai. Il est chez Massu et commande le 1^{er} R.C.P. Il sera l'un des hommes clefs du drame du 24 janvier.

Et Massu dans tout cela ? Eh bien, Massu s'informe, ouvre les oreilles, les yeux. Il est superpréfet et commandant du corps d'armée d'Alger. Il doit faire la guerre et faire de la politique. Dans son esprit comme dans celui de la plupart des officiers, du lieutenant S.A.S. au commandant en chef, les deux sont liés. Comme il n'est pas fana du plan Challe qui à ses yeux s'occupe de casser du fell sans se soucier suffisamment de la prise en main de la population, il s'occupe surtout de politique. Et il a fort à faire. Il sent que ça « grenouille » du côté des activistes et cette fois s'il se passe quelque chose il ne veut pas se faire « fourrer » comme au 13 Mai où il n'était au courant de rien. En cette fin d'automne de 1959, les activistes, c'est Ortiz et ses hommes. Tous

les autres se sont ralliés à sa bannière. Massu est persuadé de « tenir » le cafetier du Forum. D'abord il y a Argoud qui le surveille de loin, ensuite Navarro, le commandant qu'il a délégué à la préfecture auprès des « personnalités » d'Alger, et enfin le capitaine Filippi, de l'action « psy », qui « marque » Ortiz comme dans un match des Cinq Nations ! Et puis Massu met la main à la pâte. Il voit personnellement Ortiz. Pas souvent. De temps en temps. Avec ses gros sabots il l'a « prévenu ».

« Ne faites pas de conneries, lui a-t-il dit après le 16 septembre, sinon vous me trouverez et vous le regretterez ! »

On se souvient du célèbre : « Les Européens, je les cintrerais ! » Mais Ortiz se fait bonhomme, gros chat ronronnant. Il sait qu'il ne peut rien sans l'armée. Il lâche une carte, il amorce :

« Mon général, je vous promets que si nous préparons quelque chose je vous en informerai personnellement quarante-huit heures à l'avance. »

Et Massu marche ! Il prévient même Challe et Delouvrier. « Il faut que je reste en contact avec ces ostro-goths ! » Radio-trottoir, dont Ortiz joue avec maestria, a habilement fait courir le bruit du « pacte » avec Massu. Preuve supplémentaire de la collusion entre le F.N.F. et l'armée. Cette fois, le mouvement d'Ortiz fait le plein. À Alger, à Oran, les inscriptions arrivent par milliers. Le mastroquet devient le grand homme. Avec sa garde prétorienne à croix celtique, avec ses armes, avec ses U.T. que « contrôle » Gardes, avec l'amitié des militaires, que ne pourrait-il réussir ?

L'ombre de Massu se profile derrière le visage lourd et régulier du « Chef ». Ce n'est pas fait pour lui déplaire.

« Colonel Fonde, vous êtes le nouveau commandant d'Alger-Sahel ?

— Oui, chère madame.

— Vous connaissiez l'Algérie avant ?

— Non. Ou très peu, au cours de quelques missions d'état-major. Je ne suis rentré d'Indochine qu'en 1956 et j'ai été affecté à l'état-major du général Ely, puis à celui du général Challe. C'est au cours de missions rapides que j'ai connu le général Massu. Mais je n'avais jamais servi en Algérie auparavant.

— Eh bien, cher colonel, voulez-vous que je vous dise, les

Arabes — je les connais depuis toujours — ils étaient heureux avant. Ils ne souhaitent qu'une chose aujourd'hui, c'est revenir comme avant.

— Croyez-vous, madame ? Enfin, je me ferai une opinion sur place ! »

Fonde n'en croit pas ses oreilles. Il est, avec le général et Suzanne Massu, l'invité d'honneur d'une grande famille pied-noir qui vient d'offrir un déjeuner de vingt couverts en leur honneur dans sa splendide villa de Saint-Eugène, et c'est avec la maîtresse de maison qu'il vient, au café, d'échanger ce dialogue aberrant. Fonde n'est pas au bout de sa surprise. À l'heure des cigares, sur la terrasse, un verre d'alcool à la main, le maître de maison — l'une des puissances financières les plus intelligentes et les plus importantes d'Algérie — s'approche de Massu et de Fonde.

« Écoutez-moi, mon général, et vous, mon colonel. Tous les deux vous avez le pouvoir à portée de la main. Le colonel est responsable de l'ordre à Alger et vous, mon général, vous êtes le maître. On vous soutient. Ensemble nous créons une Algérie indépendante, moi je m'occupe des finances et on traite avec la France.

— Mais vous êtes tombé sur la tête ! explose Fonde, qui en a assez des mondanités. Ni Paris ni l'armée ne vous, laisseront faire. D'ailleurs coupés de la métropole, que deviendriez-vous ?

— Ne vous en faites pas. Les Américains sont avec nous ! Mais vous réfléchirez. »

Massu, lui, rigole franchement. Sans vergogne il se tape sur les cuisses. Fonde ne partage pas son hilarité. Tout cela n'est pas sérieux mais ce qui se prépare le semble bien plus. Ces gens ont toujours eu l'habitude d'imposer leur politique à Paris. Ils sont prêts à recommencer avec l'appui de certains militaires. Fonde est bien placé, pour le savoir.

Depuis le début de septembre il a succédé à Godard, Crozafon et Fossey-François à la tête du secteur Alger-Sahel. Delouvrier, qui prévoit depuis longtemps un changement de politique, a exigé « quelqu'un de neuf » à ce poste clef du maintien de l'ordre. C'est tombé sur Fonde qui connaît tout le monde, Challe, Massu et les « colonels ». Cette nomination ne l'a pas enchanté car il se retrouve à ce poste délicat avec quatre patrons : le délégué général, le commandant en chef, Massu et le général Coste,

commandant la zone d'Alger. Très vite il s'est aperçu des chausse-trapes et des difficultés qui l'attendent. Il n'ignore rien des manœuvres de Gardes, d'Argoud, de Broizat, mais se tient avec prudence et par conviction personnelle en dehors de tous les coups.

Le 5^e bureau ? Il veut l'ignorer et ne rencontrera Gardes pour la première fois qu'au procès des Barricades. Il considère l'action psychologique comme indispensable en guerre subversive à condition qu'elle reste « à la botte » du commandement. Il n'a qu'une règle : l'armée doit être le reflet, la représentation du pays. On ne doit jamais risquer de la couper du peuple sous peine de catastrophe. Son credo c'est le règlement de discipline générale qu'on lit devant le front des troupes lorsqu'un officier est nommé : « Au nom du président de la République, vous reconnaîtrez pour chef le colonel untel, ici présent, et vous lui obéirez en tout ce qu'il vous commandera pour le bien du service, l'observation des règlements militaires et l'exécution des lois. » Au nom du président de la République... voilà un nom qui a définitivement effacé celui de Mendès dans la panoplie algéroise des épouvantails !

Cette Alger la Blanche et son cortège de complots permanents, de compromissions, d'accords occultes, cette pénétration des milieux activistes par les militaires, et des états-majors militaires par les activistes, ne lui disent rien qui vaille. Fonde n'est pas dupe de la fraternisation, de l'utopie du dialogue qui « doit » s'ouvrir entre Européens et musulmans au sein d'organismes bidons. Dès son arrivée il a rassemblé les soixante-quinze responsables des vingt-cinq arrondissements D.P.U. d'Alger. Sur ces soixante-quinze bonshommes il a trouvé un seul musulman : Saraoui, chef d'arrondissement de la Casbah, un gros type, marchand de primeurs.

« Votre histoire, ça ne va pas, a déclaré Fonde, la population d'Alger-Sahel est composée par moitié d'Européens et de musulmans. Il me faut 50 p. 100 de représentants musulmans. »

Il a renouvelé quatre ou cinq fois son appel. Sans résultat. À la cinquième réunion un responsable européen lui dit :

« Mon colonel, si les musulmans ne sont pas là c'est qu'ils ne veulent pas venir.

— C'est faux, s'écrie à son tour Saraoui, la vérité c'est que

vous n'en voulez pas. »

Aux regard lancés au trublion. Fonde se rend compte de la situation. Et la conversation mondaine qu'il vient d'avoir en ce dimanche ensoleillé d'octobre ne fait que confirmer son analyse.

Son opinion est faite. Tous les colonels qui « roulent des mécaniques » depuis le 13 Mai ont été élevés sur le pavois par les Européens. Ils professent de belles idées d'égalité se font « phagocyter » par les activistes. Fonde a décidé de rester en dehors de tout ce grenouillage. Il est service-service, rend compte à ses patrons. Rien de plus. Comme tout le monde il a observé la montée de Jo Ortiz, de ses milices. Mais que sont ces milices ? Des U.T. Et les U.T. ont été créées par le commandement en chef. Fonde n'y peut rien. Tout au plus s'est-il étonné de voir les territoriaux posséder des armes lourdes, des chars. « Le maintien de l'ordre à Alger, a-t-il dit, c'est de fouiller les cabas, de rechercher la grenade. Et les U.T. sont parfaits pour cette mission. Ils n'ont besoin ni de fusils mitrailleurs ni de chars ! » Il a demandé la dissolution immédiate des U.T. blindées. On lui a répondu que cette unité était nécessaire pour « maintenir le moral des territoriaux si fiers de leurs chars » ! Quand, le 24 janvier, le drame éclatera, la décision ne sera toujours pas prise !

Pourtant lorsque Fonde voit les milices d'Ortiz se structurer, s'encadrer, devenir une force paramilitaire, il s'ouvre de son inquiétude à Delouvrier, à Challe, qu'il voit chaque semaine, et surtout à son patron direct, Massu. Mais Ortiz fait partie de la cour de Massu. « Ne vous en faites pas, répète le général, ils ont confiance en moi et ne feront rien sans me prévenir. » Et puis les réunions du F.N.F. se passent légalement, sans incident, dans des stades ou des salles de cinéma. Ortiz reste dans la légalité. Mais plus les semaines passent, plus la tension monte, plus la machine se gonfle. Il est clair que tout ne repose que sur les épaules de Massu. Fonde le sait sincère. Mais simple aussi. Ne se laisse-t-il pas manœuvrer ? Et puis l'idée fixe « faire revenir De Gaulle sur ce qu'il a dit » est devenue le leitmotiv des hommes qui l'entourent. Pour voir Massu à la caserne Pélissier il faut passer par le bureau de droite, où se tient Broizat, qui joue au chef de cabinet, ou par le bureau de gauche, où veille Argoud. Fonde n'ignore rien de leurs opinions et ne veut avoir aucun contact avec eux. Il prend l'habitude d'emprunter la porte « condamnée » du bureau du patron. Massu s'en aperçoit :

« Dites donc, Fonde, vous ne frayez guère avec Argoud et Broizat. Vous avez tort. Vous devriez les voir.

— Oui, mon général. »

Mais chaque fois que les deux colonels se sont mêlés à leur conversation. Fonde s'est trouvé en opposition avec eux sur tous les points de vue : en particulier les dangers de l'agitation qui grandit. À ce propos, le colonel confie son inquiétude à Massu.

« Mon général, ces mouvements, en particulier le F.N.F., font de l'agitation anti-gouvernementale qui tend *au minimum* à faire infléchir la politique de Paris.

— Vous allez fort. Fonde, il y a de l'agitation mais ça ne va pas jusque-là. »

La confiance de Massu en la loyauté d'Ortiz et de ses milices semble bien imprudente à Fonde et ne l'engage pas à renouer des contacts difficiles avec Argoud et Broizat, qui la partagent. L'incident qui se prépare à opposer pour la première fois Massu au délégué général Paul Delouvrier va confirmer le colonel Fonde dans une réserve loyale qui lui vaudra pourtant, dans quelques semaines, de jouer, avec son adjoint, le colonel Debrosse, les boucs émissaires.

Cette fois Delouvrier est sérieusement inquiet. Les bruits les plus fous courent dans Alger et viennent atterrir au G.G., écume d'une vague de plus en plus redoutable. C'est évident que les activistes préparent « quelque chose ». Ortiz et ses milices se démènent, font de la surenchère. C'est normal. Pour exister, le fascisme a besoin d'action. En outre, les nouvelles qui viennent de Paris sont loin de faire baisser une température qui à Alger oscille perpétuellement d'un extrême à l'autre. À l'extrême découragement succède l'extrême colère. À la tribune de l'Assemblée, qui a voté la confiance au gouvernement et a ainsi approuvé le principe de l'autodétermination, Lucien Neuwirth a lancé un appel qui a encore fait monter la tension. Après avoir rappelé que l'armée veut tenir et tiendra les engagements pris envers les populations algériennes, après avoir déploré le manque d'unité du pouvoir, le député a lancé : « Il est urgent de se ressaisir. Le drame peut être pour demain. Déjà des commandos de tueurs ont passé la frontière espagnole. Les personnalités à abattre sont désignées. On espère ainsi suffisamment impressionner la population pour qu'elle n'intervienne pas. Ainsi

dix-huit mois après une révolution pacifique, déroulée sans une goutte de sang, on pourrait voir éclater un conflit intérieur fratricide. » Neuwirth a des renseignements sûrs, confirmés par la D.S.T. Une équipe d'Oranais venus par l'Espagne doit « mettre à la raison » quelques personnalités européennes. L'opération coïncidera avec la démission d'Arrighi, Delbecque et quelques autres qui comptent être suivis par quatre-vingts députés. Si les démissions sont aussi nombreuses que prévu les élus d'Algérie pensent que l'armée interviendra.

Cette mise en garde publique de Neuwirth n'aurait pas inquiété Delouvrier s'il n'avait reçu dans la nuit un message ultra-secret de Michel Debré qui — employant le télex direct reliant Matignon à une pièce dont le délégué général est seul à posséder la clef — le prévient que « la démission de certains députés algériens peut être le signal d'opérations sur Alger ». Rien n'est venu confirmer ces alarmes parisiennes, mais Delouvrier reste sur le qui-vive. Arrivent alors les « indiscretions » qu'Ortiz s'efforce de rendre le plus indiscret possible ! Gardes a assuré que l'armée — avec ou sans De Gaulle — n'abandonnera jamais l'Algérie. D'ailleurs, le colonel a réuni sous sa houlette tous les mouvements activistes d'Ortiz à Lefebvre, de Lagailarde aux « secouristes » de Féral — dernière-née des associations patriotiques — en créant un Comité d'entente des mouvements nationaux. Le délégué général est exaspéré. Bien sûr, c'est la mission du 5^e bureau de se tenir au contact de ces trublions, mais c'est trop, d'autant qu'Ortiz se vante ouvertement de son « pacte » avec Massu !

Delouvrier est décidé à donner un coup d'arrêt à ce processus d'osmose qui sous prétexte de « surveillance » tend à mêler trop de militaires aux mouvements activistes. Avec l'accord du général Challe, il convoque Massu et lui demande une déclaration sans équivoque au cours de laquelle le « dernier garant du 13 Mai » affirmera qu'il ne se rallie à aucune faction et maintiendra l'ordre quoi qu'il arrive. Les tergiversations de Massu mettent la puce à l'oreille de Delouvrier.

« Vous comprenez, monsieur le délégué général, si je fais une pareille déclaration à la radio et à la T.V. ça risque de torpiller l'influence que je peux avoir sur ces groupes. Alors que si les esprits s'échauffent et si ma popularité reste intacte, je pourrai les stopper ! »

Et suit le petit couplet : « En cas de grabuge « ils »

m'informeront à l'avance. »

Mais Delouvrier veut faire preuve d'autorité. Il cède sur la déclaration radio et télévisée mais exige un communiqué immédiat. « Votre influence sur ces groupes, dit-il au général, est une raison de plus pour que vous fassiez preuve de votre autorité. »

Massu fait la gueule mais Delouvrier rédige sur-le-champ un communiqué que le général signe de mauvaise grâce.

« Je vais être fraîchement accueilli par mon état-major, dit-il en prenant congé de Delouvrier.

— Mon général, ce sera à vous de faire régner la discipline. »

Un quart d'heure plus tard Delouvrier fait taper le communiqué et va le donner à Thibaud, le directeur de l'information, lorsque le téléphone sonne. C'est Massu.

« Monsieur le délégué général, comme je le prévoyais, mes collaborateurs trouvent que j'ai mal fait. Pouvez-vous recevoir Argoud et Broizat ? Ça m'aidera.

— Entendu, envoyez-les-moi ! »

C'est la preuve que Delouvrier attendait. Massu est littéralement prisonnier de ses colonels. Ceux-là, il va falloir ou les convaincre ou les mettre au pas en leur rappelant l'obéissance hiérarchique. Comme Challe est en mission à Paris, le délégué général va s'y employer. La « conversation » est dramatique. Argoud et Broizat se sont fait accompagner du colonel Gardes, plus pâle, plus déterminé que jamais.

Très courtoisement Paul Delouvrier reprend l'historique de l'affaire. Il rappelle qu'il est le patron et qu'il adhère en conscience au 16 septembre.

« Dans le monde, explique-t-il au « soviet » des colonels, et singulièrement dans le tiers-monde, on ne conçoit pas que la France entende rester en Algérie sans l'assentiment des Algériens. Ça rejoint d'ailleurs la théorie qui vous est chère, colonel Gardes : le poisson dans l'eau. Pour que la pacification serve à quelque chose il faut que la troupe et la population soient parfaitement d'accord. Il faut donc que les Algériens s'autodéterminent. Il y a des risques, j'en conviens, mais il faut les courir. Car je ne crois pas à l'intégration. Jamais la métropole n'acceptera la charge de

dix millions de personnes de race, d'habitudes, de mœurs différentes. L'association a de meilleures chances de réussite ! »

Delouvrier voit sur les visages de ses interlocuteurs que son discours est vain. Argoud ne le lui envoie pas dire.

« Monsieur le délégué général, pardonnez ma brusquerie mais vous nous tenez un discours digne de Sciences Po et non du responsable du gouvernement en Algérie. Vos arguments qui font allusion à l'opinion mondiale — à l'O.N.U. pour appeler les choses par leur nom — sont des arguments de professeur d'histoire, d'intellectuel. Tout cela est très touchant mais ne correspond pas, absolument pas à la réalité. Vous n'êtes pas accroché, comme nous le sommes, à la population. »

Le ton est devenu très violent. Argoud ressemble à un coq en colère.

« Ceux qui ont fait l'Indochine, monsieur le délégué général, et ont l'expérience de la guerre subversive savent que l'autodétermination ne peut avoir de réelle portée dans un pays comme celui-là où la population est aux prises avec la terreur et votera pour celui qu'elle craint le plus. L'autodétermination ouvre un processus d'abandon.

— Faire un référendum comme celui de De Gaulle, surenchérit Broizat, c'est appliquer au XX^e siècle des théories du XIX^e ! »

Pour Delouvrier, c'en est trop. Argoud est à la limite du « supportable » hiérarchiquement. Il est clair que rien ne fera revenir ces colonels « engagés ». Delouvrier lève la séance.

« Colonel Argoud, vous n'avez pas à faire allusion à la guerre d'Indochine car vous ne l'avez pas faite. Et, vous, Broizat, vous confondez un combat où les balles sifflent avec celui où les armes se sont tues. Vous perdez l'instinct élémentaire de réflexion et vous devenez les prototypes de ces intellectuels « de droite » dont parle Jean-Jacques Servan Schreiber ! »

C'est l'insulte. Parler de J.-J. S.-S. qu'ils abhorrent ! Les colonels saluent sèchement et font demi-tour. Delouvrier leur lance : « Si vous étiez tous de race et de religion musulmanes, j'aurais été plus convaincu par vos propos. »

Gardes est resté muet. Désormais lorsqu'il aura à s'adresser pour raison de service aux membres du cabinet du délégué général, ce sera une véritable torture. Philippe Thibaud dira : « Il

en était arrivé à un point où il devenait pénible de parler avec lui car on n'était plus sur la même longueur d'onde. Il se raidissait, pâlisait, tremblait pour se contenir et ne pas laisser éclater sa colère. » Delouvrier sait désormais à quoi s'en tenir mais la situation n'est pas claire pour autant. Depuis longtemps, depuis qu'il sait que le 5^e bureau est hostile à la politique de De Gaulle, il a demandé à Paris les mutations nécessaires à faire baisser la température. Auprès de Guillaumat, ministre des Armées, et du général Ely, chef d'état-major général, il a insisté sur « l'effroi » que lui procure la philosophie du 5^e bureau et sur la nécessité de remplacer certains officiers supérieurs. Les deux hommes ont dû avouer leur impuissance. « Il y a Beaufort qui est à l'Élysée, a-t-on répondu à Delouvrier, Petit à Matignon et Zeller comme chef d'état-major de l'armée de terre. Ils bloquent tout et préviennent Alger de ce qui pourrait se préparer ! »

C'est le principal grief que nourrit Delouvrier à l'égard du général De Gaulle : pourquoi garde-t-il le général de Beaufort comme directeur de son cabinet militaire ? Il connaît la réponse. De Gaulle veut se concilier l'armée et « jouer la balance » jusqu'au sein de son propre cabinet. Beaufort, très Algérie française, « compense » Bernard Tricot, chargé des affaires algériennes et dont chacun connaît les opinions favorables à l'indépendance de l'Algérie. Et puis il y a Debré. Debré déchiré, Debré fidèle, Debré qui vit dans son corps et dans son âme une véritable Passion. Tous les quinze jours, Tricot et Courcel soulignent à chaque visite de Delouvrier à l'Élysée que le premier ministre s'occupe des Affaires algériennes et non de l'affaire algérienne et que le délégué général ne doit s'occuper que de ce que lui dit De Gaulle sans prendre garde à ce que disent *les autres*. Les autres y compris Debré.

Delouvrier, en cet automne de 1959, fait l'apprentissage de la solitude. Il analyse lucidement la situation. Pour l'instant, Alger, qui bouillonne, n'explose pas grâce à Massu. Mais l'homme de la « bataille d'Alger », qui se fait fort de contrôler et « maîtriser » Ortiz et ses troupes, est sous l'emprise de Broizat, Argoud et Gardes dont la mutation se révèle impossible. De son côté, Challe a besoin de l'appui de l'armée pour mener à bien son plan et gagner sa guerre. Il ne veut pas la braquer à l'heure où il a réussi, lui, l'aviateur, à séduire l'armée de terre. Delouvrier a la pénible sensation de voir la situation lui échapper des mains et d'être seul à voir l'avenir sous de sombres couleurs.

À Paris, le général De Gaulle, qui le convoque tous les quinze jours, ne lui apporte pas l'aide qu'il pourrait souhaiter. Il s'est plaint de ne pas recevoir d'orientation politique. Mais la politique algérienne, c'est le domaine réservé du Général qui s'est choisi un technicien pour diriger l'Algérie à son aise. Le discours du 16 septembre, n'a donné à Delouvrier qu'une orientation de procédure. Rien d'autre. Pas un mot sur la solution préférée. Depuis septembre, ses conversations à l'Élysée prennent souvent un tour orageux. Les « scènes » que fait De Gaulle à son représentant en Algérie sont de deux sortes. Tantôt Delouvrier interroge le Général sur la possibilité de négociations secrètes avec le G.P.R.A., alors le président le considère comme un « activiste de gauche » et lui dit : « Jamais je ne livrerai l'Algérie à Ferhat Abbas », tantôt Delouvrier attire son attention sur les difficultés des pieds-noirs et De Gaulle, pour qui il devient « un activiste de droite », lâche désabusé : « On ne conciliera jamais les Européens avec les Algériens dans une Algérie libre ! »

Quant au « péril militaire » représenté par le soviet des colonels, le Général préfère en rire.

« Mais, mon général, insiste Delouvrier quelques jours avant la fin de l'année, les militaires n'obéiront pas.

— Mais si, Delouvrier, les militaires obéiront. Quand un militaire se mêle de faire de la politique, il ne fait que des conneries. Voyez Dreyfus. Leur métier, c'est de lutter sur le terrain. »

Plus les jours passent et moins De Gaulle pense à une rébellion militaire. L'importance du 5^e bureau et des théories élaborées en Indochine, puis en Algérie pour justifier la présence de la France échappe totalement au président de la République. Pour certains de ses ministres, comme Robert Buron, il est évident que l'Algérie n'est sa préoccupation principale que dans la mesure où elle l'empêche de mener sa « Grande Politique » entre Khrouchtchev et Eisenhower. Ce qui est loin de faire l'affaire de Delouvrier.

Challe, qui n'a jamais cessé de jouer le jeu avec le délégué général, ne partage ni ses craintes ni son pessimisme. Il mène son petit bonhomme de chemin, semé de victoires militaires. Il tente de rassurer Delouvrier sur la « politisation » de certains cadres.

« Tout cela est normal, explique-t-il, une guerre subversive est

d'abord une guerre politique. Qu'on reproche aux militaires de faire de la politique en Algérie est une absurdité. Notre devoir est de gagner. Et on gagne. Et aussi de dire au type « pacifié » : tu resteras français, je ne t'abandonnerai jamais ! Ça, on le fait. La politique c'est d'avoir l'adhésion de l'autochtone pour l'avenir qu'on lui réserve. »

Mais cette adhésion, c'est ce que De Gaulle veut obtenir avec l'autodétermination. Fatigué, Delouvrier renonce à discuter de nouveau. La confusion de la situation et des esprits lui semble avoir dépassé un niveau jamais atteint ! Quant aux grenouillages des colonels le commandant en chef les méprise.

« Je ne suis pas inquiet. Je suis le patron et je me sens plus fort que ces gens-là ! Et puis j'ai confiance en mes officiers. »

Challe a confiance en Massu, qui a confiance en Argoud, qui a confiance en Ortiz. Delouvrier est le seul à n'avoir confiance en personne ! Peut-être est-il trop fatigué. Une vieille fracture du fémur mal remise le fait souffrir. Il va se faire opérer à Paris et passer sa convalescence à El-Goléa. Il compte sur les sables du désert, l'austère paysage, le calme et le silence pour échapper un instant à Alger, à ses complots permanents et envisager l'avenir.

Les fêtes de fin d'année apportent une certaine détente. On oublie pour quelques jours la nouvelle offre de négociation que De Gaulle a faite le 10 novembre au G.P.R.A. On oublie la réponse « insultante » du gouvernement rebelle qui a désigné comme négociateurs... les prisonniers de l'île d'Aix, Ben Bella en tête. Avec hauteur, le président de la République a répondu publiquement à Colmar qu'il avait proposé la paix à « ceux qui combattent, non à ceux qui sont hors de combat ». Pour Alger, c'est une nouvelle « preuve » qu'à Paris on désire « traiter ».

L'accalmie est de courte durée. Delouvrier revient du Sud bronzé et boitillant pour apprendre la fureur de Massu dont les échos parviennent jusque dans son bureau du G.G. À la caserne Pélissier, ce 13 janvier 1960, c'est la tempête. Le grognard fidèle « s'est foutu en rogne ». On « lui » a convoqué un de ses officiers de renseignement préférés, le petit Charbonnier, qui est blessé et souffre sur son lit d'hôpital. Le juge d'instruction de Rennes, a qui on a « confié » l'affaire Audin, l'a convoqué. Encore les retombées de la « bataille d'Alger ». Cette fois, Massu s'emporte.

« Tout le monde à l'époque était bien content, jure le général.

Et voilà qu'aujourd'hui on traduit mes officiers devant un juge d'instruction. C'est un comble ! »

Et pour Massu, le responsable, c'est De Gaulle. On leur a fait tremper les mains dans le sang et la merde, selon le mot de Bigeard, pour leur reprocher aujourd'hui ce pour quoi on les félicitait hier. Et De Gaulle semble d'accord. La coupe est pleine. Massu le dit sans ménagement. Son aide de camp tente de faire diversion.

« Mon général, avez-vous pris une décision pour ce journaliste allemand ? Il a retéléphoné.

— Un journaliste ? Je ne veux pas le voir. J'ai assez d'emmerdements comme cela.

— Mais, mon général, il est recommandé de Paris par le Quai d'Orsay et le général Challe voudrait que vous le receviez. Même cinq minutes. C'est un ancien parachutiste.

— Bon ! Une corvée de plus. D'accord, donnez-lui un rendez-vous. Comment s'appelle-t-il votre plumitif para ?

— Kempfski, mon général. »

« Nous ne comprenons plus sa politique, dit Massu en évoquant l'autodétermination proposée par De Gaulle. L'armée ne pouvait s'attendre à une telle attitude de sa part. Cela ne vaut pas seulement pour sa politique algérienne. Le plan de Constantine, accepté naguère par l'armée, apparaît maintenant dépourvu de sens depuis qu'il est clair que les peuples africains, à qui il garantit le droit de disposer d'eux-mêmes, ne l'utilisent que pour abandonner tôt ou tard la Communauté... Notre plus grande déception a été que le général De Gaulle soit devenu un homme de gauche... »

Cette fois, ce n'est plus de la grogne, mais de la hargne et de la rogne ! L'interview que publie le 18 janvier le journal munichois *Süddeutsche Zeitung* sous la signature de Hans Kempfski est immédiatement reprise par l'agence américaine United Press. Michel Debré, qui la lit à Paris, n'en croit pas un mot. Massu, dire cela ? impossible. D'autant que le reste de l'interview n'est qu'une pure et simple provocation. Parlant du 13 Mai et de De Gaulle, le patron de la division d'Alger confie au journaliste allemand :

« Il était le seul homme à notre disposition. Mais l'armée a

peut-être fait là une faute.

— Il n'y a guère de personnalité propre à remplacer De Gaulle, fait observer Kempski.

— La première question à se poser est de savoir quand viendra un successeur du général De Gaulle. Il convient que l'armée française pousse les colons à se constituer en organisations paramilitaires et qu'elle les approvisionne en armes. Le général De Gaulle n'aimerait pas voir cela... En pratique, ça se fait.

— L'armée obéira-t-elle sans conditions au président de la République ?

— Naturellement, il y a dans l'armée des gens qui obéiront sans se poser de questions sur ce qui suivra... »

« La manière dont Massu a amené et prononcé cette phrase, note Kempski, laisse voir que sa réponse est négative et que non seulement lui, mais la majorité des chefs d'unité ne sont pas disposés à exécuter les ordres de De Gaulle. »

Si l'interview n'a pas été entièrement « forgée », comme cela arrive parfois dans certains grands magazines à sensation, c'est la bombe. Pour le moins le détonateur qui à Alger peut mettre le feu aux poudres. Le premier ministre empoigne son téléphone et appelle Challe.

« La parution de cette interview est inadmissible, s'écrie-t-il, il faut dans tous les cas que Massu la démente immédiatement. »

Challe tombe des nues quand Debré lui donne les grandes lignes du « papier » de Kempski. Il parvient à joindre Massu qui confirme sans confirmer !

« Je n'ai rien dit de spécial, dit le vainqueur de la « bataille d'Alger ». J'ai gueulé, c'est sûr. Mais ça m'arrive. Si Debré veut que je démente, je démens. »

Challe rappelle Debré : « Massu dément... » et le commandant en chef publie dans la nuit un communiqué qui s'oppose formellement aux propos tenus par Kempski. Dès le lendemain, Massu est convoqué à Paris par Guillaumat, ministre des Armées. Delouvrier, Challe, les commandants de corps d'armée et les préfets civils d'Alger, Oran, Constantine le sont par De Gaulle. Une réunion exceptionnelle doit se tenir à l'Élysée le 22 janvier.

À 10 h 30, le 22 janvier 1960, la machine infernale se met en

marche. Tout désormais va se dérouler à une vitesse folle. C'est à l'Élysée que se forge la première pièce du puzzle tragique. L'atmosphère est au drame. On parle Algérie mais on pense Massu. Car autour du tapis vert la chaise du commandant du corps d'armée d'Alger est vide. Sans y faire allusion, De Gaulle demande à chacun son opinion sur la situation. Challe, puis Delouvrier, appuyés par les préfets et les commandants de corps d'armée Olié et Gambiez, exposent les succès militaires, la pacification qui avance, mais aussi l'angoisse des pieds-noirs qui tourne à la révolte et surtout le trouble de l'armée qu'« il convient de rassurer » au plus vite si l'on ne veut pas assister à son éclatement.

Le visage du président de la République est extraordinairement pâle. La lèvre inférieure se crispe dans un tic qui traduit chez De Gaulle une impatience difficilement contenue. De chaque côté du sous-main, les poings sont serrés et frappent le tapis vert à petits coups nerveux. Le « tour de piste » est terminé. De Gaulle parle. Non, sa politique ne changera pas. Il n'est pas possible d'espérer autre chose que l'autodétermination. Non, il n'y aura pas d'autre procédure que celle fixée le 16 septembre. » *Je demande un effort à tous, conclut De Gaulle. Si quelqu'un n'est pas d'accord, qu'il le dise. »*

Gambiez, le dur, le fidèle, plaide pour que l'on « oriente » la consultation sur la solution « la plus française ». Il se fait rabrouer. « Cela c'est de la politique, Gambiez. Occupez-vous de combattre. » Quant à Jouhaud, chef de l'état-major de l'air, De Gaulle l'ignore depuis qu'il s'est déclaré en désaccord total sur la politique algérienne du chef de l'État. Challe et Delouvrier ont tout de même obtenu une répression plus dure pour stopper la politique d'attentats menée depuis quelques semaines par le F.L.N. dans la Mitidja. Des tribunaux « accélérés » seront créés. De Gaulle désormais refusera les grâces. Les condamnés à mort seront exécutés. C'est une vieille revendication des Européens d'Algérie et des militaires. En outre, les négociations politiques avec le F.L.N. sont formellement exclues. Voilà de quoi calmer les officiers « en flèche ».

À 12 h 45 De Gaulle met fin à la réunion extraordinaire. Pourtant, il rappelle Debré, Guillaumat, Challe et Delouvrier et les fait rentrer dans son bureau. Là, d'un ton très décidé, il déclare :

« Massu est prévenu. Il ne reprendra pas son commandement à Alger. »

Debré et Guillaumat savaient déjà. Pour Delouvrier ce n'est pas non plus une surprise. Dès que Massu a été appelé par Guillaumat, le délégué général a convoqué M^{me} Massu.

« Je ne sais si le général reviendra ou pas, a-t-il dit, mais j'ai tout lieu de croire qu'il ne reviendra pas. Allez à Paris pour le soutenir et prenez ses affaires personnelles. »

Suzanne Massu a « exécuté » sans se répandre en vaines discussions. La « tête » de Massu a bien compris que la situation devenait dramatique. Son départ sera des plus discrets.

Challe n'est pas surpris. Il est désespéré. Il plaide la cause de Massu. Debré, Guillaumat et Delouvrier l'appuient.

« Maintenir l'ordre sans Massu, explique le commandant en chef, sera très difficile. Ça bout à Alger. Il faut que Massu revienne. »

Le général De Gaulle reste inflexible.

« Massu restera à Paris. »

Delouvrier, qui soutient Challe, a pourtant facilement accepté l'idée que Massu ne revienne pas. Depuis longtemps il a peur qu'il ne « bascule » dans le clan Argoud-Gardes. Ce qu'a écrit Kempski ressemble tout à fait aux « bougonnements » du bouillant général. Une phrase trotte pourtant dans la tête de Delouvrier : « Nous ne ferons rien sans vous », a dit Ortiz. Challe ne l'a pas oubliée, lui non plus. Il est très ému et tente une offensive d'arrière-garde.

« Au pis aller, mon général, que Massu retourne à Alger et calme les activistes. Il fera son déménagement, puis regagnera Paris. Sans quoi ce sera l'explosion.

— Alors nous voilà tous les cinq, répond le général De Gaulle, Debré, Guillaumat, Challe et vous, Delouvrier. C'est nous qui avons la situation entre les mains. Nous n'allons tout de même pas nous laisser « refaire » par une poignée d'activistes !

— Le sang coulera à Alger », prophétise Challe.

Delouvrier approuve.

« Mais non, mais non, coupe De Gaulle. Il n'en est pas

question. Vous exagérez.. »

Le président de la République se lève, serre les mains de Delouvrier et de Challe et, impavide, laisse tomber : « Et puis prenez vos dispositions pour que l'ordre soit maintenu. »

Challe et Delouvrier ont quitté l'Élysée désespérés. Ils sont sûrs du « clash ». Pour éviter que la nouvelle de la destitution de Massu ne soit connue à Alger avant leur retour les deux hommes décident de ne pas assister aux réunions de travail de l'après-midi et de regagner leur poste sans délai. Delouvrier craint des manifestations à l'aéroport pour leur retour prévu dimanche en fin de matinée. La nuit tombe sur Alger quand leur avion se pose à Maison-Blanche. Ni accueil ni honneurs militaires. Personne n'est prévenu. Challe et Delouvrier s'engouffrent dans leur DS et filent droit sur le palais d'Été.

C'est donc à Alger que le commandant en chef mènera son dernier combat. Car en sortant de l'Élysée il a remis sa démission au général Ely.

« Mon général, a-t-il dit, je n'ai pas l'habitude de me débiter dans les coups durs, je m'en irai quand l'affaire sera tassée. » Challe reprendra sa démission le 1^{er} février pour « gagner une paix qu'il sentait à sa portée ».

À la caserne Péliissier on sait que Massu ne reviendra pas. Il a en effet téléphoné à Argoud, son chef d'état-major, pour tenter « d'arranger les choses » comme il l'a promis à Challe.

« Mon cher Argoud, dit Massu, j'ai été victime d'un véritable guet-apens. On m'a vidé comme un malpropre. Ce sont des procédés inqualifiables ; mais je vous le demande pour la raison d'État, gardez le calme. Faites pour le mieux. »

Pour Argoud ce n'est pas une surprise. Toute la journée, Sérigny l'a tenu au courant du développement de l'affaire parisienne. À 17 heures, le directeur de *L'Echo d'Alger* lui a donné la nouvelle comme officielle : Massu ne reviendra pas.

Dès lors les bruits les plus extraordinaires vont courir. Aux yeux de la population Massu, dernier des hommes du 13 Mai encore en place, était le garant de l'Algérie française. Son départ, c'est la porte ouverte à tous les abandons. Merveilleux thème pour monter cette malheureuse population pied-noir désemparée. La voilà l'occasion qu'attend Jo Ortiz. Il a sa milice, il a ses têtes

pensantes, il a ses « alliés » militaires. Le « Chef » voit la route du pouvoir s'ouvrir sous ses pas.

Massu ? Il s'en fout. Complètement. Nombre d'entre ceux qui vont mener le premier des « combats de la dernière chance » me le confirmeront. Bernard Mamy, dont l'importance va grandir dans les heures qui viennent, dira : « Du côté d'Ortiz on n'avait aucune confiance en Massu. Son départ était un bon prétexte. »

Ronda et lourde ont préparé leurs troupes de choc. Mamy a été retiré de la tête de sa section pour être « disponible » à tout instant. Et il le sera. O combien !... Le 20 janvier, dès qu'Ortiz a su que Massu était rappelé à Paris, il a eu une longue conversation avec Argoud. Il a évoqué la position de l'armée au cas où Massu ne reviendrait pas.

« L'armée est disciplinée, a dit Argoud. Mais si le général est muté, les colonels que vous connaissez, moi-même et nos camarades des échelons subalternes, le seront aussi.

— Massu, a poursuivi Ortiz — qui veut arracher un accord « mouillant » les militaires —, est devenu le symbole de l'Algérie française. Son départ en sonnera le glas. Et ni vous ni moi ne pourrons empêcher des manifestations sporadiques. Peut-être même des « ratonnades » qui creuseront un peu plus le fossé... C'est sans doute ce que veut Paris. »

Argoud — rapportera Ortiz — est très net, sans ambiguïté. « Je serais très heureux que la population montre par une manifestation de masse sa sympathie au général Massu. »

Puis le colonel-ajoute, en « confidence » :

« Vous savez, Ortiz, l'armée verrait cela d'un très bon œil. Son état d'esprit s'est amélioré. Un grand nombre d'officiers, hier gaullistes, désapprouvent ouvertement la politique de De Gaulle à l'égard de l'Algérie. Mais il faut attendre les décisions de Paris. »

Ortiz sait également qu'il peut compter sur Gardes qui, le jeudi 21, l'a prévenu de sa mutation prochaine « décidée par Challe ». Lui aussi est d'accord sur une grandiose manifestation. D'autant qu'il sait — comme beaucoup d'officiers — qu'un coup de force semblable au 13 Mai se prépare de Paris. Le général Zeller en est le représentant. Depuis octobre, il envoie périodiquement des messages qui informent certains officiers, dont Gardes, d'avoir à se préparer à une action rapide dont le

déclenchement serait commandé depuis Paris. On a peu parlé de l'intervention de Zeller à l'époque. Et cette information a été donnée pour la première fois par les auteurs de l'histoire de l'O.A.S.^u dont on sait qu'ils travaillèrent sur des documents de police irréfutables. L'intervention de Zeller me sera confirmée par le colonel Trinquier qui l'apprendra au dernier jour des Barricades de la bouche de ses fidèles capitaines qui n'admettront pas l'échec et voudront remettre ça et « renverser le pouvoir ».

« C'est le général Zeller qui, à Paris, a monté toute l'affaire, lui dira-t-on.

— Eh bien ! il n'avait qu'à venir. Moi, je ne le connais pas ! »

Le 22 janvier, Ortiz sait donc pouvoir compter sur la « bienveillance » de l'armée. La réunion à laquelle il assiste à 22 heures à la caserne Pélissier dépasse ses plus folles espérances. C'est d'abord le général Faure qu'il « se prend » en tête à tête. Le brave général Faure, le bel alpin, courageux comme un diable, qui tient à cette Algérie où est tombé son fils et est prêt à tout pour la voir le plus française possible. Depuis trois ans il est de tous les complots. Il en monte lui-même à l'occasion. On l'a vu « proposer la botte » à Teitgen en 1957 et s'en trouver fort marri. Mais l'état militaire a parfois du bon. Un complot, c'est trente jours d'arrêts de rigueur ! Et après le 13 Mai, Faure a retrouvé sa chère Kabylie et son commandement. En l'absence de Challe et de Delouvrier il s'est pointé à Alger. L'intérim lui revient de droit. Il est le plus ancien des « galonnés et étoilés » d'Algérie. Mais il est tombé sur un bec. Delouvrier, qui se méfie du turbulent général, a demandé à Challe de laisser une lettre qui donne l'intérim du commandement au général Dudognon. « Un général effacé », a-t-on dit à Delouvrier. Faure n'a pas insisté. Mais il n'a pas regagné immédiatement la Kabylie. Il a quitté le quartier Rignot pour la caserne Pélissier, cœur de la « révolte » des officiers. C'est là, au corps d'armée, que Massu avait son P.C. Y restent Argoud et Broizat. Gardes y vient très souvent. Ortiz en est un familier.

Faure explique au grand Jo qu'il faut agir car « ou on ne fait rien, et la valse des officiers Algérie française va continuer, ou on déclenche une action, mais il la faut *déterminante* ».

Ortiz apprend qu'Argoud a reçu un second coup de téléphone de Massu qui a dit : « Agissez au mieux des circonstances.

De Gaulle est complètement fou ! » Pour Ortiz comme pour Faure c'est le « feu vert ». Une nouvelle réunion se tient cette fois en présence de Gardes et des représentants de Massu, Navarro et Filippi. Tous sont d'accord, expliquera plus tard Ortiz, il faut agir puisque Paris veut l'épreuve de force. Le capitaine Filippi propose l'arrestation du colonel Fonde et la prise dans la nuit des postes de commandement militaire. Les hommes présents à cette réunion ont le pouvoir en main. Le commandant Navarro est le délégué de Massu à la préfecture. Il tient donc la police. Filippi peut se charger d'Alger-Sahel. Le merveilleux plan achoppe sur l'absence de « troupes sûres » qui devront neutraliser les C.R.S. et les gendarmes si ceux-ci décidaient de ne pas obéir à Filippi ! Seul le 3 est disponible mais il est commandé par le colonel Bonnigal. Un « gouvernemental ». On remet donc l'affaire au lendemain, le temps de faire venir un ou deux régiments favorables. Une réunion est prévue chez le capitaine Rouy où seront Gardes, Argoud, Faure, les capitaines et Ortiz. Là on prendra la décision définitive.

« Mais demain, c'est le général Crépin qui remplacera Massu », objecte Ortiz.

Le général Faure se fait péremptoire.

« Crépin, je m'en charge. Ou il marche ou on l'arrête. Et puis on a le temps. Challe et Delouvrier ne doivent rentrer que dimanche. D'ici là, tout sera réglé. »

Le samedi matin, un soleil radieux brille sur la ville. Il fait frais mais pas froid. L'hiver a chassé la moiteur habituelle aux belles journées à Alger. Il ne reste qu'un ciel bleu magnifique qui fait oublier janvier. Mais dès qu'Alger s'éveille, on sent qu'il va se passer quelque chose. Le journal qu'on achète avec le lait frais et les croissants annonce officiellement la nouvelle.

« Le général Massu, relevé de son commandement, ne reviendra pas à Alger », titre *L'Echo d'Alger*.

Sous un grand portrait de Massu en tenue léopard, Sérigny a écrit un éditorial publié en lettres grasses où il rend hommage au général le plus populaire d'Algérie. On a tout oublié, les « Les Européens, je les cintrerai... », les colères devant les « conneries des Européens qui ne veulent rien comprendre ni lâcher ». Le directeur de *L'Echo* ne veut se souvenir que de « l'homme qui au 13 mai 1958 a été la digue canalisant la colère populaire d'Alger

et en a fait l'instrument d'un sursaut patriotique salvateur ».

« Cet homme, poursuit Sérigny, devient aujourd'hui, malgré son intransigeante fidélité, l'objet d'une vindicte qui n'élève pas ceux qui l'exercent, mais l'élève, lui. En apprenant le sort dévolu au général Massu, ce n'est pas un regret que nous exprimons... c'est le refus d'un déni de justice, la protestation ultime et solennelle d'une conscience française qui ne peut plus contenir l'amertume dont elle est saturée depuis tant de mois. »

Aujourd'hui, l'amertume se transforme en colère. Mais comment la traduire ? La réponse arrive aux premières heures de la matinée. Des U.T. en uniforme, armés, des hommes à la chemise kaki et brassard à croix celtique, passent de boutique en boutique le mot d'ordre de la journée : « Grève générale... Fermez tout. On verra ensuite. Tenez-vous prêts. » Alger va proclamer sa fureur. La tension s'est emparée des quartiers les plus populaires de la ville. Elle ne fera que monter, soigneusement entretenue par l'état-major de Jo Ortiz qui a établi son P.C. dans un grand appartement rue Charles-Péguy dont le balcon domine le plateau des Glières, cet immense boulevard en pente qui « monte » vers le G.G. et abrite, au bas des escaliers gigantesques, le monument aux morts, lieu géométrique de toute manifestation « sérieuse ». Cet appartement n'est autre que le siège de l'amicale des U.T. et autodéfenses présidée par le commandant de réserve Sapin-Lignièrès et supervisée par le colonel Gardes. Qu'importe ! C'est ça, Alger. Rien sur le papier. Jamais rien sur le papier. Mais tout dans la réalité. Que le chef du mouvement décidé à s'opposer par les armes s'il le faut à la politique gouvernementale occupe le siège d'une association créée par le représentant militaire de ce même gouvernement ne gêne personne ! Pas plus que le fait que Gardes ait « conseillé » aux officiers U.T. de « mobiliser » leurs hommes !

C'est à 11 heures ce 23 janvier que dans la villa du capitaine Rouy, à El-Biar, Ortiz va « demander conseil » à ses amis militaires. Cette fois, Argoud a rejoint Gardes, Filippi et le général Faure. Les « intellectuels » Argoud et Gardes ont décidé de foncer, de se servir de cette masse qui répond au doigt et à l'œil aux appels du F.N.F. et d'Ortiz. Les deux colonels sont pourtant partagés. Gardes et le capitaine Filippi sont favorables à la prise immédiate des points névralgiques. Argoud et Faure y sont opposés. « Un putsch serait se couper de la métropole,

déclarent-ils. Trop dangereux ! »

Le grand Jo les aime bien mais il les « voit venir » avec leurs gros sabots. Ils veulent se servir de « ses » hommes, de « sa » manifestation pour refaire un 13 Mai. Le déroulement du scénario sera simple : la manifestation se déroulera calmement, puis on assistera à quelques heurts avec le service d'ordre, l'armée interviendra, on mettra Challe devant le « cruel dilemme » : va-t-on tirer sur des Français ? Jamais. L'armée s'emparera des commandes. L'affaire sera dans le sac. Ce sera un nouveau 13 Mai. Cette fois réussi !

Ortiz leur tend la perche. Il explique ce scénario qui correspond si bien à leurs pensées. Ce qu'il ne dit pas à haute voix, c'est que ses hommes seront armés, que ses forces paramilitaires, que les U.T. de choc, tiendront les points névralgiques. L'important est que l'armée qui « canalise » le défilé et qui « s'interposera » le moment voulu soit « à la main » d'Ortiz. Pour cela il faut des parachutistes. Pas ceux du 3 de Bonnigal dont on n'est pas sûr mais ceux de Broizat, tout acquis au coup d'arrêt à la politique de bradage que mène le « vieillard de l'Élysée ». Argoud s'engage à les faire venir. Ainsi que le 1^{er} R.E.P. de Dufour. Faure pour sa part remonte en Kabylie et tiendra à disposition toutes les troupes qu'il pourra distraire de l'opération en cours. En cas de pépin...

Ortiz jouant toujours le jeu de l'obéissance à Gardes et à Argoud qui le « contrôlent » demande au chef du 5^e bureau qui supervise les unités territoriales d'en réunir les chefs de bataillon à 17 heures, rue Charles-Péguy.

« Je leur donnerai mes instructions » dit-il. Et Gardes « exécute » ! On se sépare avec de bonnes poignées de main. Chacun est content de son partenaire.

Au P.C. des U.T., le patron du F.N.F. confie son plan à ses adjoints : manifestation de masse le dimanche 24 janvier. « Et cette fois, recommande le grand Jo, pas de « folklore », pas de « calme et de dignité » on est là pour *imposer* et plus pour *composer* avec Paris. En conséquence, j'ai pris les décisions suivantes : mobilisation générale des U.T. en tenue et en armes. Les points de rassemblement seront fixés par le commandant Sapin-Lignièrès et le capitaine Ronda. Les U.T. appartenant au F.N.F. ne répondront pas à la convocation et restent à notre

disposition. Les U.T. de choc et blindés entrent dans Tordre de bataille du F.N.F. »

Une véritable déclaration de guerre. Ne va-t-elle pas inquiéter les plus « prudents » ? Le bistrot du Forum a réponse à tout. Et quelle réponse !

« J'ai pris ces décisions en complet accord avec le général Faure et les colonels Gardes et Argoud. »

Alors, plus de problème. L'armée avec nous. On va voir ce qu'on va voir. Cette fois, plus de 13 Mai pacifique, de kermesse sur le Forum. C'est l'épreuve de force. L'ordre nouveau va être rétabli. Enfin. L'heure triomphale de Joseph Ortiz est arrivée.

L'annonce de la manifestation et surtout les bruits qui courent dans Alger provoquent un sentiment d'« inquiétude raisonnée » au quartier Rignot où Challe met la dernière main aux mesures de maintien de Tordre. Dans la soirée, on apprend que Lagailarde « siège » aux facultés, entouré d'une poignée d'hommes. Le lieutenant Mamy Ta vu en djellaba brune recouvrant la tenue léopard que le jeune député affectionne d'arborer pour les grands jours. Et pour lui ce samedi 23 janvier est un grand jour. Car lui aussi a décidé de faire sa révolution. Son plan ? Le même que celui d'Ortiz à la seule différence qu'il ne dispose d'aucune troupe, encore moins d'armes lourdes. En outre, Ortiz le tient soigneusement hors du coup. Le cafetier se souvient de la maestria avec laquelle Lagailarde a coiffé au poteau l'équipe Delbecque-Pouget au 13 Mai. Et le « Chef » n'a aucune envie de se « faire baiser par ce jean-foutre ». D'autant que Lagailarde ne représente plus rien, ou presque. Depuis qu'il a joué le jeu parlementaire, qu'il a empêché des manifestants de conspuer le nom de De Gaulle lors de l'arrivée de Delouvrier, on le considère volontiers comme un renégat. M^{me} Ortiz, redoutable pétroleuse, l'a même giflé en pleine rue un jour de manifestation à laquelle l'ancien président des étudiants ne voulait pas participer. Lagailarde, qui sent que quelque chose d'important se prépare pour le 24 janvier, décide alors de jouer seul et plus vite qu'Ortiz. Il s'est donc « retranché » dans les facultés, une mitrailleuse en travers de la djellaba, entouré de quelques fidèles dont Forzy, l'ami de toujours. À ceux qui, comme le lieutenant d'U.T. Bernard Mamy, viennent le voir il explique « son affaire » :

« Je me retranche ici, dans les facultés d'où est parti le véritable 13 Mai. Je n'en sortirai que quand De Gaulle aura cédé.

Et il cédera. Pourquoi ? Parce Que moi, je ne céderai pas. Je vais obliger l'armée à prendre parti ou à me tirer dessus. Et cela elle ne le fera pas. Le gouvernement lui en donnera l'ordre. Qu'elle n'exécutera pas. Elle deviendra l'arbitre entre moi, les patriotes d'Alger et le gouvernement. Il lui restera une seule solution : prendre le pouvoir. Et cette fois, pas comme au 13 Mai. Ou alors elle devra tirer. Et là, ce sera la révolution. »

Une fois de plus, Lagaillarde, en faisant de la surenchère, a pris tout le monde de vitesse. Ortiz ne s'en soucie guère. Devant l'immense machine qu'il a montée, Lagaillarde sera balayé comme un fétu de paille et devra faire sa soumission au « Chef » s'il veut participer au « grand coup ».

Au quartier Rignot, Challe est « ennuyé ». Autant il lui semble facile de découper des manifestations de rue, de fractionner des cortèges, autant il est difficile de guérir un abcès de fixation sans le percer ! Pour l'instant, il s'agit de laisser mûrir et de prendre toutes les mesures pour tenir en main cet Alger qui, une nouvelle fois, s'apprête à descendre dans la rue.

Il est 23 heures quand Challe, que Delouvrier a rejoint dans son bureau du quartier Rignot, convoque les responsables du maintien de l'ordre pour un dernier point de la situation. Il y a là Fonde, Crépin — le remplaçant de Massu —, Godard, le patron de la Sécurité, le général Gracieux, commandant la 10^e D.P., le général Costes, les « civils » : Richardeau et le préfet Chapel, et d'autres officiers supérieurs. En tout une dizaine de personnes.

« L'effervescence grandit, constate Challe, on me dit qu'un ordre de manifestation est avancé pour demain. Je rappelle que toute manifestation est interdite et je renouvelle cette interdiction. Au monument aux morts ou ailleurs. Maintenant, colonel Fonde, votre plan ? »

Fonde explique qu'il a actuellement à sa disposition les gendarmes de son adjoint, le colonel Debrosse, les quatre cents zouaves de la Casbah et les trois régiments de paras de la 10^e D.P. rappelés en renfort à Alger. Les vœux d'Ortiz sont comblés. En effet, tout le monde au P.C. Rignot s'accorde à dire que seuls les « enfants chéris » d'Alger pourront « contrer » la violence d'une manifestation pied-noir.

« Ce sont les seuls à pouvoir ramener un certain calme sans violence », a dit Gracieux, approuvé par tous les responsables.

Car là est tout le problème. Il est trop tard pour désarmer les U.T. Il était impossible d'arrêter Ortiz, Godard l'a répété à plusieurs reprises, sans faire monter dangereusement la tension et puis chacun est d'accord pour penser que l'expulsion de citoyens français du territoire français est un acte d'une gravité particulière. Le bon M. Lacoste à son époque avait pris moins de gants avec ceux qui lui « chiaient dans les bottes », comme il disait. Ça n'avait pas empêché le 13 Mai !

Alors il ne reste à Challe que deux solutions : la manière forte, au risque de provoquer un affrontement sanglant, ou la « meilleure solution » : les paras, sur lesquels la foule énervée n'osera ni tirer ni frapper. Lorsque la veille, faisant montre d'une fermeté brutale, le commandant en chef a dit devant le colonel Argoud : « J'ai reçu mission de maintenir l'ordre à Alger. J'irai jusqu'au bout. Je donnerai l'ordre de tirer. Même si mon frère se présente en face de moi, je tirerai », celui-ci a répondu : « Ce ne sont pas les solutions de force qui résoudront le problème. » Puis quelques minutes plus tard, le colonel a dit au délégué général « Tirer sur des gens qui crient Algérie française me paraît impossible. En ce qui me concerne, c'est un ordre que je n'exécuterai jamais ; je donnerai même à mes subordonnés l'ordre formel de désobéir. »

Donc, pour Challe, la solution parachutiste est la meilleure. Fonde, en accord avec le général Gracieux, les placera à l'ouest, à l'est et au nord du plateau des Glières. À l'ouest, entre le lycée Bugeaud et la caserne Pélissier, le 3^e R.P.I.Ma. du colonel Bonnigal interdira le passage aux manifestants venant de Bab-el-Oued et de Saint-Eugène. Au nord, le 1^{er} R.E.P. du colonel Dufour et des renforts fournis par Costes stopperont ceux venant des collines de la Mitidja. À l'est, le 1^{er} R.C.P. de Broizat jugulera la marée venant de Belcourt et des quartiers périphériques de Kouba, Hussein-Dey et Maison-Carrée.

« Je garde les gendarmes de Debrosse pour le G.G., ajoute Fonde. Eux ont l'habitude des manifestations de rue et prennent des « marrons » sans broncher. »

Tout le monde est bien d'accord. Il ne faut pas tirer. Fonde, plutôt que de mettre des appelés du contingent, qui risquent de s'énervier, préfère demander d'urgence un renfort de douze escadrons de gendarmerie venant du Constantinois et de l'Oranais. Pour plus de sûreté, le patron d'Alger-Sahel, qui

jusqu'à n'a pu obtenir la dissolution des U.T. blindées et la suppression des armes lourdes aux U.T. qui n'en ont pas besoin » a fait garder par les zouaves les dépôts d'armes des bataillons d'unité territoriale. En particulier celui du 11^e B.U.T., rue de l'Abbé-de-l'Épée, en plein centre d'Alger.

« En résumé, mon général, dit Fonde, Alger sera entouré demain matin par un demi-cercle très large composé des éléments venus de Blida, Fort-de-l'Eau, qui empêcheront les manifestants de gagner la ville proprement dite. Un second demi-cercle plus étroit formé par les trois bataillons de parachutistes tiendra le centre d'Alger. Les gendarmes s'attacheront à diluer les rassemblements et se replieront éventuellement sur le Forum. En toute dernière extrémité nous aurons encore à notre disposition le peloton des élèves caporaux sénégalais de Cap-Matifou dont deux compagnies sont en alerte. Toutes les troupes de services ou en instruction sont consignées.

— C'est parfait, colonel. Il faut maintenant attendre. »

Le colonel Godard se montre sceptique quant à l'ampleur de la manifestation.

« Il y a eu quelques groupes devant le G.G. ce soir, précise-t-il, ce n'était rien. Un simple cordon de paras suffira.

— Et les tracts qui appellent à la manifestation ? l'interrompt Thibaud, qui trouve tous ces militaires bien sûrs d'eux. En voilà un, je vous le lis :

» Français d'Algérie, le dernier général du 13 Mai, le dernier garant de l'Algérie française et de l'intégration a été bafoué et limogé. De Gaulle veut avoir les mains libres pour brader l'Algérie après l'Afrique noire et rendre l'armée parjure à ses serments. L'heure est venue de vous lever. Dimanche matin à 11 heures vous rejoindrez les cortèges qui partiront des campagnes et des faubourgs. Tous ensemble, derrière vos territoriaux et *ceux qui depuis plusieurs années conduisent le combat pour que vive l'Algérie française.* » Voilà qui semble clair. Et c'est signé : Comité d'entente des anciens combattants. Fédération des U.T. et des groupes d'autodéfense. Comité d'entente des mouvements nationaux. »

Sur les trois mouvements signataires deux sont « coiffés » par le colonel Gardes.

« D'autres tracts circulent, ajoute Thibaud, appelant les hommes à venir *armés*.

— Mais non, répond Godard, agacé, tout cela ce sont des bruits. On exagère. »

La réflexion de Thibaud est balayée. Du côté militaire personne n'est inquiet. Pour des raisons différentes. Challe croit avoir l'armée avec lui. Au bout du compte il sait maintenir l'ordre à Alger. La disproportion entre les U.T., qui sont certes dangereux, et l'armée lui semble trop grande pour justifier une crainte quelconque. Et puis les paras sont là. Il ignore que les U.T. et les milices du F.N.F. qui mèneront la manifestation savent déjà que les paras « iront mou ». Aux yeux des deux partis, la présence des paras est une garantie de succès ! Leur patron, le général Gracieux, sait très bien que certains officiers sont dans le coup. Lui n'est pas d'accord sur l'action violente. À la 10^e D.P., chacun espère du fond de l'âme que De Gaulle reviendra sur l'autodétermination, chacun est prêt à y donner un petit « coup de pouce » mais, me dira plus tard le général, « on se méfie des Européens, on manque de confiance dans le bon jugement des pieds-noirs. On se dit, avec une certaine affection, quelle connerie vont-ils encore faire, comme on le dit pour un enfant terrible que l'on chérit malgré son manque de discernement ». Et puis Gracieux connaît l'armée : qu'un officier dise dans une popote : De Gaulle est un salaud — et ils ne manquent pas — cela ne signifie pas pour autant qu'il marchera dans un coup !

Il est 1 heure du matin le 24 janvier quand tout le monde se serre la main. Les militaires sont satisfaits d'eux-mêmes. Toutes les précautions sont prises. Gracieux se tourne vers Fonde :

« Demain à 6 heures, ou plutôt aujourd'hui à 6 heures, mon adjoint le colonel Mayer sera à votre P.C. au palais Bruce pour faire la liaison entre vous et mes hommes de la 10^e D.P.

— Merci, mon général. »

Delouvrier fixe lui aussi un rendez-vous à son « homologue » militaire.

« Je vais aller m'installer chez vous aux premières heures de la matinée, dit-il à mi-voix à Challe.

— Ah ?

— Oui, je préfère. Imaginez que les vœux de certains se

réalisent et que nous ayons demain un nouveau 13 Mai sur les bras, je ne veux pas me retrouver dans la position de Salan et de Chaussade prisonniers au G.G. Je serai plus en sécurité et surtout libre de mes mouvements près de vous !

— Vous avez raison. Je fais installer immédiatement un deuxième bureau dans cette pièce même. Bonne nuit, monsieur le délégué général.

— Merci, et bonne nuit, mon général. »

Paul Delouvrier est loin de partager l'impressionnante sérénité du commandant en chef qui, imperturbable, tire sur sa pipe en rangeant ses papiers. Il n'a pas oublié ses conversations avec Argoud. Et il craint que Challe ne tarde pas à s'apercevoir qu'il tient moins bien « son » armée qu'il ne veut le dire... ou le croire.

Ce dimanche matin est radieux. Dès l'aube sur la grande avenue du 8 Novembre qui va de la place du Gouvernement à Bab-el-Oued des groupes d'anciens combattants, rangées de médailles accrochées au veston, drapeaux roulés dans leurs étuis de toile cirée, se réunissent à la porte de leur local. À 9 heures, les quartiers populaires sont en effervescence. Les tracts répandus par milliers appellent à la manifestation confirmée par des voitures à haut-parleurs et par le défilé des U.T. qui cognent de la crosse contre les portes des appartements de Bab-el-Oued.

« Allez, debout là-dedans, le grand jour est arrivé. »

Tout se déroule dans la bonne humeur. On va refaire le 13 Mai. Et montrer à Paris de quel bois on se chauffe. Les gardiens de la paix regardent ces préparatifs avec satisfaction. Ce n'est pas la police d'Alger qui va mettre des « bâtons dans les roues » à une manifestation patriotique. Le commissaire central Trouja, un « pote » de toujours d'Ortiz, ne l'a pas envoyé dire au colonel Fonde.

« Assurez la liberté du travail, a demandé le patron d'Alger-Sahel, il faut que votre police empêche les bistrots et les cinémas de fermer.

— La police ne peut tout faire », répond Trouja. Et ne fera rien.

« J'ignorais que Trouja était dans le coup, dira plus tard Fonde. Je le trouvais très sympathique et je croyais — par ma formation — qu'un homme qui a en charge une pareille responsabilité

l'assume jusqu'au bout — quoi qu'il pense des événements — ou s'en va avant ! Je ne m'apercevrai que trop tard que Trouja était d'accord avec le mouvement ! »

Fonde n'est pas au bout de ses déceptions. À l'aube, ce n'est pas l'adjoint de Gracieux, « Prosper » Mayer, qui l'attend à son P.C. d'Alger-Sahel mais un lieutenant-colonel qui correspond, grâce à un talkie-walkie, avec un groupe de parachutistes qu'il aperçoit en se penchant par la fenêtre. Ni Fonde ni le lieutenant-colonel ne seront donc « en prise directe » avec les trois régiments de paras qui doivent assurer le gros du travail. Le patron d'Alger-Sahel est pourtant assuré que le 1^{er} R.E.P., le 1^{er} R.C.P. et le 3^e R.P.I.Ma. sont en place. Les léopards barrent les avenues au coude à coude, la mitrailleuse en travers de la poitrine.

À 9 heures, Delouvrier confirme à Fonde que la manifestation est toujours interdite.

« J'apprends qu'elle va avoir lieu, ajoute le délégué général, alors, mon colonel, à vous de jouer. Au fait, il y a des paras tout autour du palais d'Été...

— C'est moi, monsieur de délégué, qui les ai mis en place.

— Ah bon ! »

Fonde a l'impression que Delouvrier est rassuré. L'atmosphère n'est pas à la confiance ! Et pourtant au cabinet du délégué général on ne s'attend pas au drame. Maffart, directeur du cabinet, raconte : « Dans l'ensemble, l'histoire du 24 janvier me semblait être une grosse manifestation mais rien ne nous permettait d'entrevoir la tournure qu'elle prendrait. Il n'y avait pas plus de risques que lors de dix manifestations qui s'étaient déroulées auparavant. »

Des milices d'Ortiz — quinze cents hommes puissamment armés et arborant la croix celtique — on ne sait rien ! « Ortiz est considéré comme une grande gueule, me raconte Maffart, avec peu de cervelle, incapable d'être un organisateur sérieux. Lagailarde, c'est différent, mais il ne contrôle que de petits groupes de très jeunes gens. Et puis le colonel Godard, chef de la Sûreté, nous répète à l'envi : il n'y a rien à craindre, on a tout en main. Ni Gardes ni Godard dans leurs rapports sur les mouvements comme le F.N.F. avec lesquels, sur ordre, ils sont en contact, ne nous donnent la « coloration » qui puisse faire croire qu'on est devant un complot. Ils se présentent eux-mêmes en

« modérateurs de courants ». Et puis ce sont les paras qui sont responsables du maintien de l'ordre. On n'a aucune raison de penser que leur irritation vis-à-vis de De Gaulle ira jusqu'à les faire rester, neutres face à la manifestation. »

Aux premières heures de la matinée, les U.T. de choc en armes, les « légionnaires » d'Ortiz armés eux aussi, se retrouvent aux quatre coins d'Alger aux points fixés pour le départ des cortèges. Ils doivent partir vers 10 heures pour parvenir à midi sur le plateau des Glières et se fondre en une seule masse. À 6 h 30, le lieutenant Bernard Mamy, qui a troqué sa tenue d'U.T. de choc contre une tenue léopard, « neutralise » avec quatre hommes les douze zouaves qui gardent le P.C. du 11^e B.U.T. et protègent le dépôt d'armes. Mamy « colle » son colt de cow-boy sur le ventre du chef de patrouille et le tour est joué. Les U.T. de choc gardent les zouaves « à la corvée de pluche » et les « larguent » à midi lorsque le déjeuner est prêt. Il ne faut pas perdre de vue l'essentiel !

Mamy a désormais sous la main le dépôt d'armes de la rue de l'Abbé-de-l'Épée. À cinquante mètres des facultés ! Il regagne le P.C. Ortiz où le grand Jo, costume marron, cravate claire, chemise crème et souliers de daim s'apprête à jouer le rôle de sa vie.

Dans le bureau du 1, rue Charles-Péguy, c'est le branle-bas de combat. Ortiz veut faire régner une certaine discipline. Outre ses têtes pensantes, Susini, l'avocat Meningaud, qui « tiendront le micro » installé sur le balcon et chaufferont la foule, le bistrot du Forum installe son état-major militaire : Ronda, le marchand d'espadrilles, en est le chef. Il a détaché Mamy des U.T. de choc pour le seconder. Le brave commandant Sapin-Lignièrès, lui, compte « pour du beurre ». Il fait bien dans le décor aux yeux de Challe qui a rêvé de créer une véritable troisième force avec sa fédération des U.T. et autodéfenses ! Ayoun sera le commandant en chef d'Ortiz. Mais déjà le bureau est plein de monde. On vient « visiter » Ortiz, lui faire sa cour. À la bon enfant. On parle du grand coup de torchon de cet après-midi. On parle du limogeage de Massu, un si brave homme, un si grand soldat, et « qu'avec lui, au moins, on était sûr que ce grand couloir de l'Élysée y pouvait pas mener sa politique de bradage » !

« Allez donc rameuter le plus de monde possible, au lieu de « tchatcher » comme des moineaux dans les ficus du square Bresson ! » Et Ortiz décide de délivrer des laissez-passer ! Sur de

grandes feuilles bleues à en-tête du Comité d'entente des mouvements nationaux et frappées du sceau rouge de l'Amicale des U.T. et groupes d'autodéfense.

Les nouvelles des cortèges parviennent au P.C. Ortiz. Tout va bien.

Tout va mal pour le colonel Fonde qui apprend les mêmes nouvelles. La grève générale est observée. Magasins, bistrot, cinémas sont fermés. Des rassemblements se forment à l'intérieur de la ville et aussi à Saint-Eugène, à Hussein-Dey. Bab-el-Oued grouille littéralement. Fonde téléphone au général Costes, commandant la zone d'Alger dont le P.C. se trouve à Fort-de-l'Eau.

« Ça a l'air de se préparer, mon général.

— Bon, je vais vous retrouver ! »

Fonde n'oubliera jamais ce geste. Costes, le pied-noir libéral, la bête noire d'Argoud, partage la même opinion que le colonel Fonde : un officier doit obéir au gouvernement de la République dont il tient ses galons. « Il était peu courant dans ces jours troublés, me dira Fonde, qu'un homme qui pouvait rester hors du coup juge de son devoir d'être à l'endroit le plus dangereux. »

Maintenant, tout va très vite. Il est 11 heures lorsque Fonde, qui ne sait pas encore que les dépôts d'armes sont aux mains des hommes d'Ortiz, reçoit un coup de téléphone du général Crépin :

« Je suis dans mon bureau à la caserne Pélissier et je vois les manifestants qui arrivent de Bab-el-Oued en colonne par douze ! Vot' barrage de paras... il est ouvert !

— Et les paras ?

— Les paras ? Ils regardent ! »

Le capitaine Léger, l'ancien patron des bleus-de-chauffe, qui commande la compagnie musulmane du 3, a refusé de participer au maintien de l'ordre avec ses Algériens. Ce qui était la moindre des prudences. Mais avec sa jeep il parcourt Alger. Il voit ses copains du 3 en barrage en travers de la place Jean-Mermoz, au pied de la caserne Pélissier. Soixante mètres de large mais, derrière, le vide complet. Et devant, cette masse compacte au coude à coude, encadrée d'U.T. en uniforme, précédée de drapeaux. Et il rigole, Léger ! Ça va pas tenir longtemps ! Et en

effet, ça ne tient pas. Les paras à casquette à longue visière, les héros de la « bataille d'Alger », les hommes de l'ex-régiment de Bigeard, les préférés de la Ville blanche, ceux qui, après chaque opération, viennent y retrouver leurs petites amies, ne peuvent contenir cette foule qui avance, drapeau tricolore en tête, criant « Algérie française ». D'autant qu'aucun des colonels des trois régiments n'a jugé bon de renforcer le faible barrage humain par ses camions jaune sable et par les chevaux de frise qu'on avait si bien su employer en 1957 dans toute la ville. Et la foule avance, fraternelle, amicale. On se retrouve au contact des filles qu'on connaît et qui vont tout comme au 13 Mai jouer un grand rôle. Les organisateurs de la manifestation ne les ont pas négligées. Et le barrage du 3 disparaît, englué, noyé, embrassé, cajolé. On rigole. Et puis on ne va pas tirer sur des Français qui défendent les mêmes idées, qui veulent faire revenir De Gaulle sur une autodétermination inacceptable. Au nord et à l'est de la ville, la même scène se renouvelle. Et, pacifiques, les cortèges parviennent sur le plateau des Glières.

Il est midi. Le soleil, la chaude fraternité du coude à coude, les slogans, les discours à l'emporte-pièce font monter la tension. Les anciens combattants et les plus prudents des manifestants qui ont vu les barrages symboliques s'effondrer « paisiblement » ont maintenant l'assurance que l'armée est en communion d'idées avec le F.N.F. et que le 13 Mai, le véritable 13 Mai, celui qui, sans équivoque, intégrera l'Algérie à la France, est pour ce beau dimanche 24 janvier.

« Le grand jour est arrivé, s'égosille Meningaud au « balcon Ortiz ». Nous sommes ici pour que vive l'Algérie française, et nous n'en partons que lorsque le général Massu sera de retour ! »

« Mas-su... Mas-su... Algérie... française... ». On chante *la Marseillaise*.

Au P.C. Alger-Sahel, Fonde fait le point : personne n'obéit sauf les gendarmes de Debrosse qui ont essuyé des coups, des cailloux en essayant de dissoudre des groupes.

« Mes escadrons de cent hommes, dit Debrosse, n'arrivent pas à contenir les milliers de manifestants.

— Regroupez-vous sur le Forum », ordonne Fonde.

Au nord, à l'est et à l'ouest, les paras du général Gracieux ont

partout cédé. Gracieux me dira : « Notre préoccupation était de ne pas faire marcher nos paras en petits paquets pour éviter qu'ils ne soient bousculés ou qu'ils ne fraternisent trop et se fassent « barboter » leurs armes. Devant les cortèges de manifestants il n'y avait rien à faire. La troupe, liée à la population, n'allait pas tirer sur elle. Et un service d'ordre dur et efficace c'était tirer sur la foule ! Pour nous, c'était exclu. »

Quand Fonde apprend que ni Bonnigal ni Broizat, pour qui la tâche était facile, n'ont résisté à la foule, il dit à Costes :

« Les paras ne sont pas corrects. Ils m'ont fait un enfant dans le dos. »

Et puis lorsqu'il apprend que les leaders activistes, Ortiz en tête, harangent la foule, la flattent, l'enflamment, il comprend. La veille au quartier Rignot, devant la certitude que la manifestation aurait lieu, il a demandé une dernière fois l'arrestation d'Ortiz et des meneurs. Le colonel Godard, directeur de la Sûreté, a répondu avec aplomb : « Les leaders activistes ? Mais ils ont tous disparu. »

Fonde apprendra par la suite que Godard assistait le samedi 23 janvier à une réunion du F.N.F. En « observateur » qui n'avait rien « observé ».

Mais l'heure n'est pas aux récriminations. Fonde donne l'ordre à Debrosse de réunir les douze escadrons dont il dispose, au pied de la Délégation générale. « Il n'y a plus que vous, dit-il au colonel de gendarmerie. « Ils » vont vouloir reprendre le G.G. comme au 13 Mai. Alors rassemblez vos types. »

Il est 13 heures lorsque le patron d'Alger-Sahel donne aux régiments paras l'ordre de se rapprocher du centre. Bonnigal restera avec le 3^e R.P.I.Ma. devant la caserne Pélissier. Broizat et son 1^{er} R.C.P. barreront le boulevard Baudin à la hauteur du *Maurétania*. Dufour, à la hauteur du parc de Galland, fera la même chose avec le 1^{er} R.E.P. Le plan de Fonde est de se servir des deux régiments de léopards et des gendarmes du Forum pour agir comme pistons sur la foule des manifestants et les refouler vers l'ouest de la ville par la rue d'Isly et la rampe Bugeaud laissées ouvertes. C'est ce plan que le général Costes explique par téléphone au cabinet du général Challe. Le général Crépin va l'exposer au commandant en chef et au délégué général qui, depuis le début de la matinée, partagent le même bureau au

quartier Rignot.

À 13 heures là situation est claire. Ortiz dispose d'une masse de manœuvre d'une dizaine de milliers de manifestants. Ce n'est pas la grande foule mais elle grossira après le déjeuner ! Lagailarde lui, s'est retranché dans les facultés. Il annonce qu'il tirera sur quiconque approchera à moins de trente mètres de son P.C. Gracieux qui connaît Forzy, l'adjoint de Lagailarde, le « met en garde » et en même temps lui donne une assurance qui va déterminer les rebelles des camps retranchés : « En aucun cas nous ne tirerons sur vous. Mais attention ! dites à Lagailarde que s'il tire sur nos gars, ça ira mal. »

Au P.C. « du balcon », comme on va désormais l'appeler, l'atmosphère qui règne chez Ortiz est moins enthousiaste que celle qui règne sur la tribune improvisée où les représentants de tous les mouvements patriotiques se relaient au micro, montrant publiquement leur ralliement au « Chef ».

Ortiz a la nette impression que les « militaires » se dégonflent. Pas de nouvelles de Faure ni d'Argoud. Gardes est là, avec Filippi. Le colonel ne « sait pas ce qui se passe ». Lui non plus n'a pas vu Argoud. Les parachutistes n'ont pas « encadré » mais laissé passer les cortèges. Est-ce un acquiescement aussi total que voulaient bien le dire les militaires, à la caserne Pélissier ?

Le général Challe convoque Ortiz au P.C. Rignot. Filippi l'a accompagné, avertissant tous les manifestants qu'« ils allaient chez Challe et que s'ils ne revenaient pas dans une heure ils sauraient où les trouver ». Le capitaine Filippi, lui, s'est mouillé à fond. Il a annoncé la couleur. Au P.C. Rignot, Challe, cordial, a « conseillé » à Ortiz de disperser sa réunion. Il a rappelé au leader du F.N.F. les grandes lignes de ce qu'il a « arraché » à De Gaulle : justice plus rapide, exécution des condamnés à mort, poursuite de la pacification et assurance qu'il n'y aurait pas de discussions politiques avec le F.L.N.

Challe me dira plus tard : « Je m'en méfiais mais ce n'était tout de même pas un ennemi. Même s'il était ultra-excité. J'essayais de ne pas « passionner » le débat. »

Ortiz, lui, dira que Challe l'a autorisé à poursuivre la manifestation à condition qu'elle reste pacifique, ne déborde pas l'avenue Pasteur et ne s'attaque à aucun édifice public.

C'est alors que le commandant en chef a partagé le sandwich

au jambon que son ordonnance venait de lui apporter.

« Ça vous tente, Ortiz ?

— Oui, mon général, je n'aurai guère le temps de déjeuner. »

Dans la « saga » des barricades, amplifiée par le caractère méditerranéen d'Ortiz, la scène prendra une ampleur et une importance insoupçonnées ! Tout le monde sur le plateau des Glières saura que le grand Jo a « déjeuné » avec le commandant en chef ! Et la valse des interprétations continue. « Je vous le dis, moi je suis bien informé, pour que Ortiz il ait déjeuné avec le général Challe, c'est que l'armée elle est d'accord avec nous. D'ailleurs ce matin ils nous ont laissés passer partout. »

Ortiz se garde bien d'exposer son inquiétude à ceux qui, à nouveau, ont envahi son P.C. Dans l'appartement de la rue Charles-Péguy, c'est le « bordel ». Tout le monde parle, crie, boit, explique la « conjoncture » avec de grands gestes, des éclats de voix et des rodomontades. C'est une entreprise de persuasion en tout genre. Il y a des papiers, des tracts, des mitraillettes, des canettes de gauloise dans tous les coins. Il fait chaud. Ça sent la sueur, la graisse d'armes, la fumée des bastos et la bière. Jourde, qui est arrivé au P.C. avec ses U.T. de choc, s'engueule effroyablement avec Ortiz et rejoint Lagaillarde avec le sergent-chef Lalanne, deux sections complètes et deux fusils mitrailleurs.

« Au moins, chez lui, c'est organisé militairement. C'est pas le bordel. » Et il claque la porte du P.C. Ortiz.

À 15 heures, après le déjeuner, le plateau des Glières est noir de monde. Trente mille personnes. Ortiz sent que l'heure est venue. C'est le moment ou jamais. Oui, mais au haut des escaliers du G.G., au-dessus du monument aux morts, on aperçoit la ligne sombre, dure, hostile des gendarmes en armes, le mousqueton à la main, le casque enfoncé jusqu'aux yeux. La foule s'échauffe, les slogans fusent, les injures au pouvoir, à De Gaulle se font de plus en plus nombreuses.

Il est 15 h 15 lorsque des jeunes gens commencent à dépaver la rue Charles-Péguy et à édifier une barricade.

« C'est une bonne chose, dit Mamy à Ronda, le « patron militaire » de la révolte.

— Oui. Très bonne idée. Téléphone au capitaine Carrichio au 14^e B.U.T. de Bab-el-Oued. Centre Villeneuve. Qu'il commence à

remplir les sacs de sable !

— Quel numéro ?

— 62.90.97. Et qu'il fasse vite. »

Gardes est à nouveau dans le bureau d'Ortiz, adossé à la vaste cheminée de brique. On annonce la construction de la barricade. Je suis depuis dix minutes au P.C. Ortiz où, dans le brouhaha général, on ne m'a rien demandé⁽²⁾, lorsque je vois le colonel Gardes sortir du bureau du leader du F.N.F. Il se dirige vers le balcon. Il observe la barricade. Son visage est tendu. La barbe est déjà drue et bleuit le menton. Sous le képi, le regard est approbateur.

« Il faut mettre les anciens combattants avec leurs drapeaux devant la barricade », ordonne-t-il.

Puis il retourne auprès d'Ortiz. À cette minute, pour moi, cela ne fait aucun doute : Gardes a « passé la barricade » ! Cela paraît évident pour tous ceux qui, comme moi, sont là en spectateurs. Sur la foule, l'apparition du képi et des cinq barettes a fait très bon effet. « L'armée avec nous... » slogan bien connu.

15 h 30. Sur ordre de Ronda, Bernard Mamy va débloquent un contingent d'armes et les porter au « réduit Lagailarde ».

« Pierre a deux cents ou trois cents gars qui piaffent, dit Ronda. Apporte une partie des armes à la faculté mais planque-les. Ne les distribue pas ! »

Ortiz ne s'est pas décidé à jouer avec Lagailarde mais à 15 h 30, il prévoit déjà qu'il faudra se servir d'armes et que les jeunes partisans de l'ancien leader des étudiants seront alors bien utiles.

Mamy prélève sur le dépôt de la rue de l'Abbé-de-l'Épée cinquante-cinq mitraillettes Thompson, quatre fusils mitrailleurs et cinq caisses de grenades qu'il dépose dans une pièce vide de la faculté placée sous la garde de quatre bons vieux territoriaux bien « pépères ». Puis il regagne le P.C. Ortiz. À peine est-il dans l'appartement qu'Ortiz et Ronda l'envoient « sonder » le colonel Broizat qui se trouve à la tête du 1^{er} R.C.P. devant le *Mauretania*.

« Demande-lui ce qu'il fiche, dit Ortiz. Il faut qu'il arrive et vienne se mettre avec ses hommes en tampon entre la foule et la barricade. »

C'est le dernier moyen qu'a trouvé Ortiz pour « mouiller » définitivement les paras aux yeux de la foule. Boulevard Baudin, dans sa jeep, un homme au crâne rasé en qui Mamy croit reconnaître Broizat regarde calmement l'envoyé d'Ortiz et lui dit : « Moi je ne bouge pas. Tant qu'on ne tire pas je ne peux pas venir. »

Broizat niera toujours avoir prononcé cette phrase. Tout comme Ortiz contestera les termes de sa conversation avec Challe ! Quoi qu'il en soit, Mamy rapporte cette réponse à Ronda. Il me dira plus tard :

« Ortiz en a-t-il conclu qu'il fallait tirer pour avoir les paras ? Je l'ignore. »

Le « Chef » ne lui en demande pas moins un « plan de feu » des troupes du F.N.F., publié ici pour la première fois.

À 17 h 30, le « camp retranché » est ainsi composé : Au troisième étage du P.C. Ortiz, le lieutenant U.T. Rambert a installé deux fusils mitrailleurs en feux croisés. Dans l'immeuble d'Air Algérie, qui lui fait face, de l'autre côté de la rue Charles-Péguy, le groupe Ghénassia a pris position avec quinze types, « les plus activistes parmi les activistes ». Ghénassia est un ancien de l'Irgoun qui commande la 2^e section des U.T. de choc. Il a mis en batterie son fusil mitrailleur « personnel », un 24 x 29. Le groupe du sergent-chef Minondo, qui, le matin, a encadré le cortège venant de Bab-el-Oued, a installé la 3^e section opérationnelle du 11^e B.U.T. et un groupe de miliciens d'Ortiz à brassard frappé de la croix celtique devant la barricade. Les capitaines Galvin et Celerier ont placé leurs U.T. de marine autour de la deuxième barricade qui barre la rue Charles-Péguy à la hauteur des facultés où siège Lagailarde. Le champ est clos. Le camp, retranché. Les rues qui mènent à ce périmètre sont également barrées et surveillées. La rue Charras par le capitaine Di Lucio, le lieutenant Calcagni et des hommes du 19^e B.U.T. La rue Berlioz par les capitaines Capeau et Segalla et leurs hommes du 13^e B.U.T. La rue Monge par les capitaines Dufour (à ne pas confondre avec le colonel commandant le 1^{er} R.E.P.) et Calavassy avec les hommes du 16^e B.U.T. La rue Edouard-Cat qui borde les facultés est aux mains des hommes du 11^e B.U.T. dont le dépôt d'armes est à un jet de pierre et qui sont placés sous les ordres du sous-lieutenant Andréa, de l'adjudant-chef Onetto et de l'adjudant Carrayon. La rue Bellay qui longe le pâté de maisons où se trouve le P.C. Ortiz

est contrôlée par le capitaine Jammy et des éléments du 20^e et du 18^e B.U.T. Tel est le « plan de feu » et d'implantation que remet Mamy à Ronda.

« Il faut compter en plus, ajoute-t-il, trente-cinq Thompson disséminées un peu partout. »

Aux facultés, Lagailarde a appris la présence du dépôt d'armes gardé par les U.T. Il faut une minute à une dizaine de ses hommes pour « convaincre » les U.T. de Mamy de les livrer !

Il est 18 heures quand Mamy l'apprend. Il bondit aux facultés pour voir ce qui s'y passe.

Au P.C. Rignot, Challe et Delouvrier sentent la tension monter. À 16 heures, voyant que la manifestation ne fait que croître Crépin a fait savoir à Fonde que son plan de dégagement du plateau des Glières était accepté par les « patrons ».

« À quelle heure est-il applicable ? a-t-il demandé.

— À 17 heures, mon général.

— Bien, attendez les ordres. »

Pour Delouvrier, la situation est limpide. Ni la police de Trouja, entièrement acquise aux manifestants, ni les paras n'ont pu ni voulu empêcher cette masse immense et explosive de se réunir. D'après les rapports, il y a vingt mille manifestants décidés groupés autour du P.C. Ortiz et le double de sympathisants qui regardent dans les rues avoisinantes. Plus grave encore, il y a deux barricades et un îlot retranché dans les facultés. Le service d'ordre a été défaillant pour des raisons qu'on n'a pas analysées sur le moment. Il est certain qu'à cette heure la situation échappe des mains des deux patrons de l'Algérie comme une poignée de sable du désert. Challe, qui croyait la maintenir, doit admettre que certains de ses subordonnés l'ont mal informé — sciemment ou non — ou ont été « terriblement imprudents ». À ce propos Delouvrier a appris la présence de Gardes au balcon Ortiz et il a demandé à son homologue militaire de lui « casser l'oreille » et de l'envoyer immédiatement rejoindre sa nouvelle affectation à Saïda, ce que Challe fera le soir même.

Il est 16 h 15 lorsque Delouvrier, en complet accord avec Challe, a donné le feu vert au colonel Fonde. La manifestation devra être dispersée à partir de 18 heures : « En souplesse », a recommandé le commandant en chef. Fonde a prévenu le

commissaire central Trouja d'avoir à mettre un commissaire à la disposition de Debrosse pour faire les sommations légales. Le colonel de gendarmerie Debrosse et les colonels de paras Dufour et Broizat sont alertés. La dispersion commencera à 18 heures. Au sud, les gendarmes descendront les escaliers du Forum, à l'est, les deux régiments de paras descendront l'un le boulevard Baudin, l'autre l'avenue Pasteur et la rue Michelet. Les trois unités se retrouveront sur le plateau des Glières pour repousser la foule vers l'ouest où le passage sera libre. Ensuite, on s'occupera des barricades.

À partir de 17 h 30, Fonde s'informe auprès de sa liaison para :

« Dufour et Broizat sont bien partis ? »

— Oui, mon colonel. »

Ils ont une demi-heure pour franchir moins d'un kilomètre.

« Tout ira bien, pense le colonel. Ils seront à l'heure au rendez-vous des gendarmes. »

À 18 heures, les hommes de Debrosse se mettent en marche, masse noire des casques et des vareuses, impressionnante, hostile, le plat du mousqueton en avant pour repousser la foule. Leurs armes ne sont ni chargées ni approvisionnées. Mais les hurlements, les insultes, les pierres et les bouteilles s'abattent sur eux.

« Les C.R.S. ! crie-t-on dans la foule. Ils chargent ! »

Le colonel Debrosse a « perdu » le commissaire qui a prétendu ne pas avoir d'ordres du commissaire central et s'est éclipsé pour « aller en chercher ». Alors le colonel de gendarmerie arrivé en tête de ses hommes au bas des escaliers crie à la foule : « Dispersez-vous. Allez-vous-en... »

C'est l'hystérie. De la foule jaillissent les pires insultes. Une grenade claque sur la chaussée de l'avenue Pasteur. Elle vient de la foule. Les gendarmes se déploient à la hauteur du monument aux morts, la crosse en avant et chargent.

Bernard Mamy est aux facultés pour « gueuler » auprès de Lagailarde qui lui a « volé » ses armes. Il apprend qu'un F.M. des U.T. marine est placé au-dessus du tunnel des facultés. Il est 18 h 14. Au bas de l'avenue Pasteur les gendarmes, que l'on aperçoit de profil, s'appêtent à charger la foule. Le F.M. du

tunnel lâche sa première rafale prenant en enfilade les premiers gendarmes, qui tombent sur la chaussée.

C'est le signal du carnage. Tous les F.M. dont on connaît le plan de feu, toutes les armes des U.T. et des miliciens d'Ortiz crachent ensemble. Le fracas est épouvantable, répercuté par les façades des immeubles. Les gendarmes cherchent à se protéger. Ils cherchent aussi désespérément les paras. Les deux troupes ne s'aiment guère mais elles sont dans la même galère ! Les paras de Dufour et Broizat ne sont pas au rendez-vous. Les deux colonels de paras ont appris que le camp retranché de Lagaillarde dispose de fusils mitrailleurs et « ils ne veulent pas — expliqueront-ils plus tard — risquer la vie de leurs hommes et les exposer au feu du député » ! Ils se consultent pour savoir ce qu'il faut faire ! Les meilleurs combattants du djebel sont arrêtés par cette éventualité ! À quelque six cents mètres plus bas le carnage continue. Les gendarmes ont chargé leurs armes et ripostent à leur tour. Le feu s'intensifie. Le trottoir de gauche du boulevard Laferrière, le long de la façade du journal militaire *Bled*, est littéralement arrosé par les F.M. des groupes Rambert et Ghenassia. La fusillade dure vingt minutes. C'est ignoble. Le colonel Debrosse en avertit Fonde.

« J'ai quatre tués, des blessés. Un F.M. tire du P.C. Ortiz et les paras ne sont pas là.

— Stoppez où vous êtes et attendez les paras », ordonne Fonde.

Nouvel appel.

« Ça tire de partout, crie Debrosse. Les paras ne sont pas là.

— Mais bon Dieu de bon Dieu, dit Fonde, qu'est-ce que fout Dufour ? Il a deux cents mètres à faire ! »

Dufour n'arrive qu'à 18 h 35. Près d'une heure après être parti. Il donnera, comme Broizat, l'explication que l'on sait.

Le feu des armes lourdes a cessé. À l'horreur succède l'ignoble. La foule, surexcitée depuis des heures « chauffée » par les slogans, atterrée par la fusillade, se « paye » du gendarme. On se rue sur les blessés pour les achever. Bernard Mamy, qui a fait plus vite que les paras et a quitté les facultés, arrive sur le plateau des Glières pour sauver un capitaine de gendarmerie blessé que les manifestants veulent égorger !

Le capitaine Léger, fou furieux, voit Lagaille, lui aussi sorti de son camp retranché, la mitraillette sur le ventre.

« Alors vous êtes content, Lagaille ? C'est du joli ce que vous avez fait !

— Ah ! Oui. Evidemment. »

Le député est effaré. Il se reprend très vite. Léger, qui protège des gendarmes, se fait traiter de « dégonflé » par des manifestants. Le patron des bleus-de-chauffe, l'un des hommes clefs de la « bataille d'Alger » et de la « bleuite », insulté par de minables et lâches U.T. ! C'en est trop pour Lagaille qui, à la volée, gifle l'un d'eux.

Enfin, Dufour, Broizat et leurs hommes ramènent un peu de calme. Le haut-parleur du journal *Bled* lance un appel au cessez-le-feu. Un manifestant un peu plus lucide que les autres hurle : « Cessez le feu ! On se tire les uns sur les autres. »

Une violente altercation oppose, à *Bled*, Debrosse à Dufour qui reproche au gendarme de n'avoir pas respecté l'accord Challe-Delouvrier-Ortiz, ce qui — par parenthèse — prouve que le colonel de paras connaissait la version Ortiz de l'entretien du « sandwich ».

« Quel accord ? rugit Debrosse. Moi, j'obéis aux ordres. Et si vous n'en avez pas reçu, prenez-en. Le téléphone vous tend les bras ! »

Les paras s'emploient maintenant à protéger les gendarmes de la vindicte populaire. Chacun ramasse ses morts. Car il y en a du côté des manifestants. De pauvres gens viennent de payer de leur vie la folie des chefs qu'ils se sont imprudemment donnés. Roger Hernandez, un U.T. de trente-quatre ans, s'est écroulé, mort, au pied de la barricade qui pendant huit jours portera son nom. Un manifestant plonge un drapeau tricolore dans le sang de l'U.T. et le plante sur la barricade.

Fonde a donné à Debrosse l'ordre de reculer et de regagner le Forum, en emmenant ses morts et ses blessés. Le député Kaouah, qui a contribué, au balcon Ortiz, à exciter cette foule désespérée, vient de sauver lui aussi un gendarme que l'on voulait lyncher. Il y a récolté un coup de pied « bien placé » qui l'a plié en deux.

Debrosse, accompagné de parachutistes, « fait » les portes cochères pour récupérer ses blessés, assiégés par une foule en

furie. Car il est bien évident que pour les manifestants qui ne savent rien ni du « plan de feu », ni des pneus bourrés d'explosifs lancés contre les gendarmes, ni des pains de plastic piqués de crayons allumeurs jetés des fenêtres, ce sont les gendarmes qui ont tiré les premiers. Ils doivent payer. Devant le P.C. Ortiz, derrière la barricade devenue symbole du « martyr des Européens sacrifiés par la politique de la métropole », les scènes d'hystérie se multiplient. On crie vengeance contre les « gendarmes assassins ».

Mais ni pour Ortiz ni pour Lagaille l'affaire n'est terminée. Elle ne fait que commencer. Lagaille essaie de prendre la grande poste pour avoir un haut-parleur sur ce haut lieu de la révolte européenne que devient le plateau des Glières. Il se fait sèchement « rembarrier » par le colonel Broizat.

« Mon devoir est de défendre les édifices publics, lui dit le colonel. Rentrez chez vous, je ne viendrai pas vous y attaquer ! »

Au *Bled* les paras ont installé leur P.C. Les deux immeubles restants sont la « propriété » de Jo Ortiz. Lagaille rejoint ses facultés. C'est là qu'il jouera sa partition.

À 20 heures, on connaît le bilan.

Chez les gendarmes 14 morts et 123 blessés. Chez les manifestants 6 morts et 24 blessés.

À l'hôpital de Mustapha au cours des opérations sur les blessés et des autopsies des cadavres civils, les chirurgiens extraieront un grand nombre de balles de mitraillettes Thompson dont le « plan de feu » du lieutenant Mamy nous a appris en quelles mains elles se trouvaient.

Le 24 janvier, la folie a gagné Alger. L'épreuve de force est engagée. Dans leurs P.C. respectifs Lagaille et Ortiz s'organisent. Ils soutiendront le siège. Ils sont décidés, disent-ils, cette fois que l'irréparable a été commis, à « aller jusqu'au bout ». Et ils ont bon espoir car maintenant que le camp retranché est délimité, que les U.T. et les miliciens en armes montent la garde derrière les barricades, l'armée devient l'arbitre entre Paris et les « insurgés ». Et l'armée à Alger, au soir de ce 24 janvier 1960, c'est trois régiments de paras que la population encore hébétée par le drame qu'elle vient de vivre acclame en sauveurs.

Dès 20 heures, le premier moment d'affolement passé, Challe,

bouleversé par l'importance du bilan qu'il vient d'apprendre, enregistre pour Radio-Alger le communiqué suivant :

« Alors que l'armée et ses chefs ont, pendant toute la journée du 24, tout fait pour maintenir l'ordre, sans molester les manifestants, à la tombée de la nuit, les émeutiers qui avaient patiemment attendu pour perpétrer leur mauvais coup, ont attaqué et tiré sur les forces de l'ordre.

» Les forces de l'ordre, qui ont jusqu'à présent protégé l'Algérie contre les fellaghas, comptent ce soir des tués et des blessés.

» L'émeute ne triomphera pas contre l'armée française. Je fais converger des régiments de l'intérieur sur Alger. L'ordre sera maintenu avec l'accord du délégué général du gouvernement ; je considère la ville comme en état de siège. Tout rassemblement de plus de trois personnes est interdit. C'est tout. »

La déclaration est ferme. Elle n'aura aucun effet car la ville tout entière vient maintenant aux barricades. Pour les Européens, cela ne fait aucun doute : ce sont les gendarmes qui ont tiré. Les bilans les plus fantaisistes circulent. Il y aurait des dizaines de morts. Une délégation des élus d'Alger arrive au quartier Rignot. Lauriol et Marçais, très excités, protestent contre les « gendarmes assassins qui ont agressé les paisibles manifestants ». Sèchement, Philippe Thibaud leur donne le bilan.

« Avez-vous déjà vu une manifestation où le service d'ordre qui tire sur la foule ait neuf dixièmes des pertes ? »

Marçais nie férocement l'évidence. Il écume. Comme d'habitude, Lauriol, plus intelligent, moins buté, le calme. Il demande à Thibaud s'il est sûr de ses chiffres. Puis les députés se retirent après avoir vu Delouvrier, qui leur a demandé d'agir sur les manifestants, de les faire obéir à l'ordre d'état de siège annoncé par Challe. Peine perdue. D'ailleurs, les députés ne seraient pas entendus. Autour des barricades c'est la fraternisation la plus complète. Le peuple, les insurgés, les paras de la 10^e D.P. sont fraternellement mêlés autour de l'amas de palissades, de pavés, de meubles brisés, sur lequel flotte un drapeau tricolore taché de sang.

Pas un instant il n'est question de faire appliquer l'état de siège ni le couvre-feu. Gracieux n'a pas caché que les régiments de Broizat, de Dufour et de Bonnigal n'obéiraient pas à un ordre

d'assaut.

Cette nuit, Challe est devant l'évidence. Gracieux, « son » Gracieux en qui il a toute confiance, qu'il aimé profondément, qui de son P.C. Artois a tant fait pour que l'opération « Jumelles » soit un succès, refuserait d'attaquer les barricades !

La 10^e D.P. ne désobéit pas encore, mais elle est de cœur avec les insurgés. Il ne faut donc pas lui donner l'ordre qu'elle repoussera. À Delouvrier, Challe répond : « Je n'ai pas assez d'hommes pour enlever les barricades... »

Les colonels assiègent le bureau où se trouvent les deux patrons de l'Algérie. Leur position est ferme : impossible de faire couler à nouveau le sang des Français. Les paras ne comprendraient pas. Qu'un ordre fatal soit donné et c'est l'armée tout entière qui se briserait sur ces quelques mètres cubes de débris qui délimitent le camp retranché.

Dufour, qui a vu Ortiz, rapporte ses « conditions » : création immédiate d'un gouvernement de sauvegarde nationale. « virer toutes les ordures du gouvernement » ainsi que son représentant en Algérie. Delouvrier sait à quoi s'en tenir !

Gracieux, de son côté, a rencontré Lagaille : « Je ne tirerai pas sur vous, mon général, mais si les paras en recevaient l'ordre, je ne pourrai — comme je le fais en ce moment — empêcher les désertions de se produire et les paras de me rejoindre. »

Delouvrier et Challe sont seuls. Les insurgés triomphent, ils « tiennent » la population. Quant aux colonels, d'Argoud à Broizat, de Gardes à Dufour, leur « prévisions » se sont réalisées. Le gouvernement de Paris doit revenir sur l'autodétermination, proclamer enfin cette Algérie française, cette intégration qui réglera miraculeusement tous les problèmes.

C'est compter sans De Gaulle. Le Général a appris le « mauvais coup » à Colombey, il est immédiatement rentré à Paris et appelle successivement Delouvrier et Challe. Ses ordres sont formels :

Vous êtes chargé de maintenir l'ordre, dit-il à Delouvrier, acquittez-vous de cette mission. Je vous laisse le choix des moyens. Employez la persuasion si c'est possible, la force si besoin est. Rappelez-vous que vous représentez l'État. Il faut que vous ayez réglé cela *pour demain matin*. »

Il renouvelle ses ordres à Challe qui fait le point de la situation et ajoute :

« Je ne veux pas changer Alger en Budapest, mon général. Il y a d'autres moyens.

— Bon. Faites pour le mieux. »

Le général De Gaulle a senti toutes les réticences de Challe. Celles de Delouvrier aussi. Il ne s'agit pas de brusquer un commandant en chef qui n'a pas le pouvoir d'employer la manière forte et qui — visiblement — n'a pas l'intention de l'employer, sous peine de le précipiter dans les bras des insurgés et de leurs « sympathisants » en tenue léopard. Qu'ils fassent donc « pour le mieux ».

À 2 h 30, le président de la République enregistre la célèbre allocution : « L'émeute qui vient d'être déclenchée à Alger est un mauvais coup porté à la France », et renouvelle sa confiance en Delouvrier et en Challe. « Quant à moi, conclut-il, je ferai mon devoir. »

La principale décision prise cette nuit par Challe et Delouvrier est de changer le commandement d'Alger-Sahel. La situation est trop grave pour la laisser entre les mains d'un colonel. Fonde devient « l'adjoint » du général Gracieux. Puisque les paras tiennent tout en main, qu'ils sont les arbitres, autant que ce soit leur général qui les commande !

Et puis Fonde n'est pas fâché. « Cette situation, a-t-il dit au général Costes, n'a pu naître que de la non-obéissance de certains chefs, notamment les paras. Car s'ils avaient maintenu strictement les barrages il n'y aurait pas eu de manifestation et on n'aurait pas crié : l'armée avec nous. C'est la faute à certains officiers, à eux de réparer. » Costes et Crépin, le remplaçant de Massu, ont approuvé.

Avec Gracieux, Fonde joue le jeu mais n'en pense pas moins : « Les paras "avalent" les mensonges du F.N.F. selon lesquels ce sont les gendarmes qui ont tiré, ils se croient les seuls "types bien" d'Algérie, tu y as bien contribué, mon général, alors, maintenant, démerde-toi avec ! »

Les paras de Gracieux traduiront vite la « confiance » que leur chef a en Fonde puisque leur premier souci, en prenant possession du P.C. Alger-Sahel, sera de rechercher « le poste ou la ligne

directe avec Paris ». Ils ne trouveront rien et pour cause. Cette ligne n'existe que dans leur imagination « conditionnée ». À la 10^e D.P. on voit « du De Gaulle partout ». Fonde, écœuré, constate que désormais deux légionnaires en armes le « protègent » à la porte de son bureau. « Je ne vois pas la nécessité d'être gardé par d'autres que ceux qui le faisaient habituellement », dira-t-il, sans obtenir de réponse.

L'anecdote est significative. En ce lundi matin la situation a totalement échappé aux représentants du gouvernement. Challe et Delouvrier, et ceux qui leur sont fidèles, sont à la merci des arbitres : les paras.

Dès que le soleil se lève le lundi matin les ordres de grève générale sont maintenus et « fermement » appliqués par les U.T. La ville entière vient visiter ses « héros », sous l'œil bienveillant des paras qui assurent leur ravitaillement et partagent fraternellement leur repas avec les insurgés. Des femmes apportent le café, les croissants aux « hommes » et aux paras. La kermesse commence. Elle va durer quatre jours.

Argoud, Gardes et Broizat ont la victoire à portée de la main. L'ampleur de la manifestation au cœur d'Alger, le camp retranché qu'« on ne peut investir sans faire couler le sang des Français », la manifeste hésitation de l'armée dont ils sont en partie responsables ne peuvent que faire reculer De Gaulle. Ils sont prêts pour cela à manipuler l'extraordinaire masse de manœuvre que constitue la population européenne d'Alger, trompée par les bruits les plus fous, l'esprit tourneboulé par les fausses nouvelles et qu'Ortiz et Lagailarde tiennent en main.

Gardes n'hésite pas une seconde. Dès le lundi matin — il ne regagnera son poste à Saïda que le mercredi — il vient protester auprès de Thibaud, le patron de l'information, contre l'utilisation qu'on fait de France V, la chaîne locale de radio. Le colonel, tendu, crispé, est dans un état passionnel et passionné tels que ses nerfs semblent sur le point de le trahir.

« Monsieur Thibaud, je vous préviens que je fais envoyer deux officiers du 5^e bureau à la Maison de la Radio pour contrôler les émissions de radio ! »

Thibaud, stupéfait, entend le colonel regretter que la radio retransmette les allocutions de Delouvrier et de Challe et surtout de De Gaulle, sans prendre fait et cause pour les insurgés !

« Cela exaspère la population d'Alger et peut provoquer des événements graves. »

Un temps. Puis il ajoute, le regard fixe :

« Par exemple, l'attaque de la radio par la foule ! » Thibaud le « rassure » tout de suite : « La gendarmerie garde déjà la radio. Je vais rendre compte à M. Delouvrier de votre curieuse démarche. Et je vous préviens que si vous envoyez vos officiers à la radio, ils ne pourront entrer. »

Gardes, furieux, quitte le bureau en lançant :

« Si des événements graves se produisent devant la radio, vous en serez responsable. »

Immédiatement, Delouvrier donne l'ordre d'interdire la radio au 5^e bureau ! « Gardes avait avoué, me dira Thibaud, qu'il était de cœur et de fait avec les insurgés. » L'interdiction de M. Delouvrier est respectée mais on « oublie » que l'émission quotidienne la « Voix du bled » est contrôlée par le 5^e bureau. Sur l'ordre de Gardes — et jusqu'à la fin des Barricades — la « Voix du bled », par la plume du lieutenant Direz, confirmera à la population que l'armée est de cœur avec les insurgés.

« Hier dimanche, écrit Direz ce lundi 25 janvier, après une journée de manifestations qui s'était déroulée dans la bonne humeur quasi générale et dans la plus grande fraternité, des coups de feu ont éclaté causant le terrible bilan que l'on sait. »

Le lendemain l'organe radio du 5^e bureau lance sur les antennes : « La barricade ne sépare plus, elle unit. Elle est le trait d'union entre civils, territoriaux *et militaires*. »

Comment mieux et plus clairement indiquer la position du 5^e bureau, dire à la population, qui n'entre pas dans les subtilités de l'état-major, que l'armée tout entière est à ses côtés ? Les appelés de la radio militaire seront si scandalisés par cette propagande mensongère qui faisait croire à une malheureuse population que toute l'armée la suivait alors qu'il ne s'agissait que d'une poignée de colonels et d'officiers subalternes activistes, que l'éditorial du vendredi 29 janvier sera « perdu » entre les locaux de l'Amirauté et ceux de la radio. Le responsable, un grand garçon à lunettes que l'on appelait Gallus, jettera tout bonnement la bobine dans un égout, boulevard Saint-Saëns, préfigurant par son geste l'attitude du contingent lorsque quinze

mois plus tard le putsch des généraux entendra réussir ce qu'avaient manqué les colonels.

À l'issue d'un conseil des ministres dramatique au cours duquel s'est manifesté un clivage très net à l'intérieur du gouvernement — Soustelle, Comut-Gentille et Guillaumat « comprenant » à des titres divers la révolte d'Alger ; Buron, Couve de Murville, Jacquinet, Malraux et Michelet se révélant comme les plus « durs », les plus sévères à l'égard des insurgés —, le premier ministre Michel Debré annonce son intention de se rendre à Alger. « Non pour négocier, dit-il, mais pour m'informer. »

Le général De Gaulle, que ce projet laisse sceptique, y adhère non sans réserve.

« L'État de cédera pas, dit le Général, et la politique fixée ne changera pas. Des contacts avec les insurgés ? À aucun prix. Que le premier ministre se rende à Alger, soit, mais ce voyage doit être très bref, se borner à prendre contact avec les responsables et à mettre fin à leurs hésitations. »

Le conseil est terminé. La voie tracée. Soustelle, le visage de marbre, quitte l'Élysée pour rédiger sa démission. Pour lui, la rupture est définitive.

De son côté, Michel Debré est déchiré par les événements qui se produisent en Algérie. Devant le mauvais coup des Barricades, il est partagé entre son sens jacobin de l'État auquel s'ajoute sa fidélité au Général et ses réactions sentimentales.

L'homme du *Courrier de la colère*, le boute-feu de l'année 1957, connaît maintenant l'Algérie. Il l'a visitée, il a vu la population, « les » populations, il sait l'œuvre immense dans laquelle l'armée s'est lancée mais depuis les premiers mois de 1959, il se fait une autre idée de la situation.

« En fait, il était visible, me dira-t-il plus tard, qu'un trop grand nombre de Français d'Algérie refusaient toute évolution, y compris celle qui permettait aux Algériens les plus francisés d'accéder vraiment aux responsabilités. Le refus de la moindre mutation était un fait accablant. Tout ce qui pouvait être dit, l'argent qui pouvait être dépensé en faveur du progrès économique et du progrès social, rien n'y faisait. Du côté des chefs militaires, une sorte d'imprécision de la pensée faisait que si l'évolution était acceptée, elle était, en fait, renvoyée au-delà des

combats, c'est-à-dire au jour de la paix, et la lutte « contre la subversion internationale » étouffait tout chez certains, y compris la vision de l'intérêt français. Je me souviens de ma première et très longue visite en février 1959. Elle fut tout entière orientée vers l'explication aux militaires que les combats ne devaient pas se prolonger car la métropole ne supporterait pas longtemps l'effort qui lui était imposé, que dans ces conditions il fallait à la fois aller vite sur le terrain et encourager parallèlement l'évolution sociale. En fait, ces thèmes n'étaient pas acceptés et je suis revenu de ce premier voyage, à côté de bonnes impressions, avec un sentiment de malaise. À Alger on ne se pressait pas alors qu'en France il était facile de comprendre qu'on commençait à avoir hâte. »

Ce voyage-éclair — il ne durera que quelques heures — va montrer au premier ministre la gravité de la situation. L'« imprécision de pensée » de certains militaires s'est transformée en une précision redoutable. À Maison-Blanche, Debré et Guillaumat qui l'accompagne ne trouvent que Maffart pour les accueillir « discrètement ». Ni Challe ni Delouvrier ne « peuvent » se déplacer. Delouvrier a même dû traiter avec le chef des U.T., Sapin-Lignières, pour obtenir de celui-ci la promesse que le premier ministre et le ministre des Armées ne seraient pas enlevés ! Eventualité très possible puisque au même instant Guy Forzy, sur l'ordre de Lagaillarde, prépare contre Michel Debré un kidnapping qui n'aboutira pas ! Maffart fait prendre à la voiture officielle un chemin détourné par le ravin de la Femme-Sauvage. « Il faut éviter le centre d'Alger », explique-t-il.

Debré arrive enfin au quartier Rignot et se rend compte immédiatement de la tension qui y règne. Delouvrier n'a pas caché sa désapprobation à ce voyage, incapable qu'il était d'assurer la protection du chef du gouvernement ! Quant à Challe il est furieux. « Il me complique la tâche, confie-t-il. J'ai des officiers « passionnés » et Debré ne se contrôlant pas lui-même, cela va faire des étincelles. » Mais le premier ministre est là pour s'informer. Delouvrier et Challe refont l'historique de la journée tragique. Le commandant en chef explique qu'il n'a pas, à Alger, de forces suffisantes pour « enlever » les barricades. Il faut attendre mercredi où des troupes actuellement en opération arriveront à Alger. Debré et Guillaumat ont compris. C'est l'aveu à peine dissimulé que les paras n'obéiront pas au commandant en chef si celui-ci leur donne l'ordre de forcer le réduit.

Debré, de son côté, se fait apaisant. Rien n'est perdu. Seule l'autodétermination réglera le problème algérien. L'armée doit faire son devoir. Etc. Et puis, annonce le premier ministre, le Général parlera à la population le vendredi soir.

« Vendredi ! s'exclame Challe. Il faut absolument que le Général parle avant. Et il faut qu'il fasse un bon discours qui calme une bonne fois pour toutes les craintes d'abandon de la population. »

Le tableau est sombre. Il va s'assombrir encore lorsque Debré demande à rencontrer les « militaires ». Delouvrier refuse d'assister à l'entretien car il pense que rien de bon n'en sortira. Il s'isole pour écrire une lettre personnelle au général De Gaulle dans laquelle il demande au président de la République de « faire un effort dans le sens de l'armée qui, depuis le 16 septembre, ne veut plus obéir. L'impossibilité devant laquelle il se trouve de faire évacuer les barricades dans la nuit le prouve une nouvelle fois ». Malgré Challe, Delouvrier refuse pourtant de faire appel à un *bon* discours.

Dans le bureau voisin, c'est le drame. Debré se trouve physiquement et pour la première fois devant l'évidence que décrit Delouvrier dans sa lettre : l'armée ne veut pas obéir. C'est le colonel Argoud qui s'en fait le porte-parole. Le colonel est tendu à l'extrême. Pour se dominer il parle volontairement d'une voix terne et monocorde mais les termes qu'il emploie sont explosifs :

« Monsieur le premier ministre, la détermination des gens que vous avez en face de vous est totale. Il n'est pas question de tirer, vous ne pouvez pas tirer sur les Français qui crient : « Vive l'Algérie française ! » De toute façon, si on me donne l'ordre de tirer je ne l'exécuterai pas, je donnerai l'ordre à mes subordonnés de désobéir. Les gens qui sont en face de vous, malheureusement, pour des raisons qu'il ne m'appartient pas de juger, n'ont plus confiance dans le gouvernement, pas plus les musulmans que les Européens, et depuis quelques mois ils n'ont plus confiance dans la personne du chef de l'État. C'est l'aboutissement de quinze ans de mensonges et de reniements en chaîne. »

Debré est plus pâle que d'habitude. Il observe ce colonel dont le raisonnement est — paraît-il — celui de l'armée. Il veut en savoir plus.

« Alors à votre avis, qu'est-ce qu'il faut faire ?

— Il faut transformer l'autodétermination. Il faut revenir sur l'autodétermination.

— Et si le général De Gaulle refuse ?

— Il faudra, à mon sens, que le général Challe essaie lui-même de prendre l'affaire à son compte. »

Quelques minutes auparavant, Debré vient d'entendre le même son de cloche en passant « au confessionnal » un autre officier qui lui a dit crûment :

« Vous direz à De Gaulle que ça ne peut pas continuer longtemps comme ça.

— Nous avons tous besoin du général De Gaulle, a répondu le premier ministre.

— Si De Gaulle s'en va, on le remplacera.

— Et par qui ?

— Par le général Challe, par exemple ! »

Debré pousse Argoud dans ce sens.

« Et si le général Challe refuse ? »

Alors le colonel explose :

« Monsieur le premier ministre, à ce moment-là, ce sera l'affaire des colonels. Quels que soient leurs noms ! »

L'entretien est terminé. Debré est fixé. À Delouvrier qui lui remet sa lettre au général De Gaulle, il confie :

« Mais vous avez un soviet de colonels !

— Il y a longtemps que je le dis et encore ils ne sont pas en rébellion ouverte ! »

Guillaumat prend des notes et se tait.

« Il se disait comme moi, me racontera Paul Delouvrier, qu'avec ces officiers il n'y avait rien à faire. On pouvait simplement regretter que les mutations que nous avions réclamées depuis longtemps n'aient pu être obtenues ! »

À 4 heures du matin Challe et Delouvrier, plus sombres que jamais, raccompagnent un Michel Debré qui leur semble abattu et

accablé jusqu'au perron du quartier Rignot. Maffart, une nouvelle fois, joue les guides. Il raccompagne les ministres à Maison-Blanche, dans sa voiture personnelle, et passe devant la barricade du plateau des Glières encore jonchée de débris. Un feu de camp brûle derrière le rempart de pavés. Les occupants du camp retranché ont, semble-t-il, abandonné le folklore pour imposer une certaine discipline. Des sentinelles, le fusil ou la mitrailleuse à la bretelle, font les cent pas. On distingue à la lueur du feu de bois un poste de garde où des U.T. bavardent avec des paras en tenue bariolée. De quel côté se trouvent les léopards ? Debré n'a pas besoin de poser la question. Argoud et les colonels paras lui ont donné la réponse.

Avec le jour, le cœur d'Alger bat de nouveau entre ces barricades autour desquelles les paras de la 10^e D.P. montent une garde amicale et fraternelle. La ville entière, toujours paralysée par la grève générale, vient prouver sa solidarité à ceux qui sont prêts « à mourir pour l'Algérie française ». La kermesse reprend. On vient pique-niquer au camp retranché dont les effectifs se gonflent d'heure en heure. Au P.C. Ortiz c'est le brouhaha mondain. On bavarde, on papote, on complot. On envisage l'avenir, le proche avenir où « De Gaulle aura enfin été viré ». Le P.C. Lagaillarde présente un visage plus rigoureux. Ici, tout marche à la baguette. La rigueur militaire des hommes du député contraste avec le débraillé bon enfant des U.T. d'Ortiz. Et cela impressionne favorablement les « envoyés spéciaux » des colonels. Pendant quarante-huit heures les contacts vont se multiplier⁽³⁾. Contacts officiels, contacts officieux entre Ortiz-Lagaillarde-Argoud-Broizat et bien d'autres encore.

Au P.C. Rignot, Delouvrier se sent paralysé par cette toile d'araignée de « bonnes volontés ». Il est découragé, épuisé aussi. Depuis trois jours il n'a pas plus dormi que le général Challe. Leurs visiteurs voient deux éclopés diriger le destin de l'Algérie. Pour autant qu'ils dirigent encore quelque chose. Challe est terrassé par une crise de rhumatismes. En outre, il a les pieds brûlés par une mauvaise paire de chaussettes. Il travaille étendu sur un lit roulant, les pieds nus protégés d'un drap léger par un arceau de métal. Quant à Delouvrier, il ne vaut guère mieux. Sa récente opération l'oblige à se déplacer avec des béquilles. La fatigue et la tension nerveuse n'ont pas aidé à la cicatrisation d'une plaie encore fraîche. Après le départ de Debré, les deux hommes ont pris quelques instants de repos. Ces minutes de

solitude Delouvrier les a employées à faire le point.

Debré est reparti pour Paris en le laissant dans le pétrin absolu. Il n'a donné aucun conseil d'action. De Gaulle, à Paris, se contente de répéter au téléphone : « Faites pour le mieux. » Et l'évidence est là : Challe n'ose pas donner l'ordre de réduire le camp retranché de crainte de n'être pas obéi. Delouvrier est tenté de faire une proclamation pour indiquer qu'il est prisonnier de fait puisque l'ordre — par Challe interposé — ne peut être rétabli.

Dans la matinée du mardi il évoque cette possibilité avec Jacomet, Poincaré et Maffart. Et puis il renonce, car il a peur que Challe — sous l'influence directe d'Argoud et de Broizat — ne « passe de l'autre côté ». Le délégué général a la plus entière confiance en Challe qui la mérite bien, mais il a peur que l'état-major, acquis à l'insurrection, n'entraîne le commandant en chef.

Delouvrier, en accord avec Challe, a choisi la solution du « pourrissement » mais encore faut-il que la situation pourrisse dans le camp retranché et non au quartier Rigriot ! Argoud et Broizat l'ont bien compris. Pendant quarante-huit heures ils proposent des versions différentes de proclamation que Challe « devrait » lire à la radio et à la télévision. Proclamations qui, au dire des colonels, « arrangeraient les choses ». Pas une fois le commandant en chef n'essayera de passer au-dessus de Delouvrier. Il lui remet chaque proclamation.

« Qu'en pensez-vous ? »

— Si vous adoptez ces proclamations, mon général, vous devenez le général Salan au 13 Mai. »

Challe comprend l'allusion. À Matignon lors de leur première rencontre le général a promis à Delouvrier de « ne jamais être son général Salan » ! Et Tune après l'autre les proclamations des colonels finissent au panier. Combien de temps cela durera-t-il ? L'idée de quitter Alger effleure Delouvrier, puis devient une idée fixe.

D'autant que, le mercredi, Delouvrier sent Challe s'éloigner de lui. Le commandant en chef, sous prétexte de ne pas le déranger, s'est installé dans, un bureau voisin où il reçoit beaucoup. Maffart ressent le même malaise. Dans le va-et-vient extraordinaire qui règne au quartier Rignot, le directeur de cabinet se sent « étranger ». Son entrée dans une pièce interrompt des conversations fort animées l'instant précédent. Il s'en ouvre à

Delouvrier. Il faut faire quelque chose et vite car c'est maintenant certain De Gaulle ne parlera pas avant la date annoncée : vendredi à 20 heures !

Deux événements vont décider Delouvrier. Le premier est une longue conversation seul à seul avec Argoud, qui est à ses yeux l'homme clef de la situation. Pour la première fois le délégué général voit le colonel détendu. Et pour cause. Argoud a décidé ce mercredi 27 janvier 1960 d'être encore plus clair qu'il ne l'a été avec Michel Debré

« Vous n'avez pas de craintes à avoir pour les heures immédiates, monsieur le délégué général. On attend le discours de De Gaulle. S'il est bon, tout rentre dans l'ordre. S'il est mauvais, ce sera pour vous l'heure de la vérité. Vous serez le nœud de la situation. Si vous prenez la tête de l'insurrection on vous obéira. Nous, les militaires, on ne veut pas le pouvoir. Nous voulons l'Algérie française. Si De Gaulle ne dit pas : il faut lutter pour la francisation, la situation encore une fois sera entre vos mains. Si vous ne prenez pas la tête du mouvement, on vous neutralisera.

— Mon colonel, vous vous faites des illusions sur un bon discours au sens où vous l'entendez. Il suffit de connaître le Général pour savoir qu'il ne reculera pas. Quant à mon attitude le moment venu, ce sera à moi d'en décider. »

Le deuxième événement qui va emporter la décision de Delouvrier est d'importance. Les colonels et les mouvements patriotiques ont préparé une vaste manifestation de « fraternisation » avec les musulmans. Devant un 16 Mai renouvelé, ce sera l'unanimité. De Gaulle ne pourra que céder. On bat le rappel de la Casbah, *L'Echo d'Alger* titre. sur toute sa page : « La Casbah solidaire pour garder l'Algérie française. » Et c'est l'échec. Pis, le bide complet. Les Algériens ont compris que les Barricades sont la preuve du nouvel hiatus qui existe entre Paris et Alger, entre les différentes fractions de l'armée. Thibaud, au lendemain des Barricades, a dit à Gardes qui ne voulait pas l'entendre : « Vous avez commis une folie. En faisant manifester cinquante mille Européens contre le gouvernement avec un service d'ordre inefficace, vous avez prouvé aux Algériens à qui vous répétez : vous êtes nos égaux, qu'il y avait deux poids deux mesures. Comment leur expliquerez-vous que s'ils manifestaient dans un autre sens, qui ne vous soit pas favorable, l'armée interviendrait immédiatement ? »

C'est le constat d'échec de l'action psychologique. Vouloir faire manifester la Casbah en faveur d'Ortiz dont on n'a pas oublié les tendances antiterroristes procède de l'égarement le plus complet ! Sur le vaste emplacement réservé devant la barricade Hernandez à « nos frères musulmans » il n'y a qu'une poignée de vétérans à moustache, arborant leurs médailles des deux guerres, qui scandent péniblement « Vive Massu... » et puis s'en vont bien vite.

Les colonels ont décidé de refaire le 13 Mai. C'est loupé quant à la fraternisation. Il n'empêche qu'ils ont encore le pouvoir entre les mains. Chacun des six colonels commandant des régiments de paras et de légion l'a dit à Delouvrier : « Notre chef est le général Challe. Nous lui obéirons. »

Lorsqu'il décroche à 18 heures le téléphone spécial installé le 24 janvier au soir par des spécialistes des services spéciaux et qui le relie au bureau du président de la République, Paul Delouvrier a pris sa décision. À mots couverts, il la laisse entendre à De Gaulle.

« Mon général, il n'est plus nécessaire que notre P.C. se trouve à Alger.

— Faites comme vous voudrez, Delouvrier. Mais faites vite. »

Delouvrier a maintenant quarante-huit heures devant lui pour se préparer à l'ultimatum d'Argoud. C'est dans quarante-huit heures que le Général parlera. Le délégué général décide ce mercredi soir d'aller passer la nuit au palais d'Été. Il veut rassurer sa femme qui relève de couches et qu'il n'a pas vue depuis quatre jours. Il veut une dernière fois faire le point. Avant de quitter le P.C. Rignot, Delouvrier dit à Challe :

« Je voudrais que vous réfléchissiez à une chose : vous et moi sommes intoxiqués par tout le va-et-vient qui règne ici. Il me semble préférable que nous allions dans un endroit plus calme. Chez Gambiez à Oran ou chez Olié à Constantine.

— Vous croyez ? Cela me paraît désert !

— Réfléchissez, mon général. On en reparlera demain. »

Pour Delouvrier c'est tout réfléchi.

Au palais d'Été, le délégué général qui vient de dîner avec son épouse et Poincaré son collaborateur direct, l'ami en qui il a toute

confiance, met celui-ci au courant de sa décision : partir. « Voilà ce que m'a dit Argoud, explique Paul Delouvrier, c'est clair. Nous ne pouvons agir. Ou je rends cette impuissance publique et je ne serai compris ni par Paris ni par l'Algérie. En outre cela peut submerger Challe si le discours de De Gaulle est mauvais. Ou je m'en vais. Avec Challe ! Il faut le convaincre de se séparer d'Argoud et de ses colonels. Il doit leur envoyer des ordres en leur laissant le soin de *désobéir officiellement*. »

Poincaré approuve.

« Et votre famille ?

— Mon épouse n'est pas au courant. Elle apprendra la nouvelle comme tout le monde. Je lui ai demandé de quitter Alger mais elle refuse. Elle veut rester avec Mathieu au palais d'Été. »

Mathieu, c'est le dernier-né, il a quelques semaines. Le délégué général ne voulant pas risquer un kidnapping a mis ses autres enfants à l'abri chez la princesse de Ligne qui possède une propriété en bord de mer. Delouvrier apprendra plus tard qu'un terroriste du F.L.N. s'y cachait également et avait dit au cuisinier, terrorisé, qui lui apportait ses repas : « Ce sont les enfants du délégué, hein ? Qu'il ne leur arrive rien. Fais bien attention à eux ! » Histoire purement algérienne et incompréhensible pour qui n'a pas vécu cette époque !

Vers minuit, Delouvrier se couche. Il lui faut reprendre des forces. Pourtant, il n'arrive pas à trouver le sommeil. Il se tourne, se retourne, puis se lève.

« Que se passe-t-il ? s'inquiète M^{me} Delouvrier.

— Dors tranquille. J'ai besoin d'écrire quelque chose. »

L'idée s'est imposée au délégué général pendant qu'il recherchait le sommeil. Il doit expliquer son départ. Il doit lui donner une signification politique et tactique. Pendant près de trois heures il va écrire son discours, sur de petites feuilles roses soigneusement raturées.

Dans cette nuit du mercredi 27 au jeudi 28 janvier 1960, le haut fonctionnaire, brillant technicien, impassible, sûr de lui, de sa supériorité et de la rapidité de son intelligence, fait place à l'homme. Un homme ému, sensible, bouleversé. En trois heures il va écrire treize pages magnifiques qui — quoi qu'on en pense et compte tenu de la situation dramatique — prendront place parmi

les grands discours de l'histoire de France.

Penché sur ses petites feuilles roses Delouvrier explique sa décision. Il veut d'abord faire comprendre la situation à la métropole. Il le fait admirablement avec des mots simples, des phrases qui touchent plus qu'elles ne frappent.

« Il faut comprendre, Français de métropole, écrit Delouvrier, que chacun qui vit en ces instants sur la terre d'Algérie a un drame de conscience... Hier, j'ai posé brutalement la question : « De Gaulle ou le sang versé ? » à plusieurs officiers d'Alger. J'ai vu sur le visage de ces soldats loyaux à la République la crispation de l'indécision ; j'ai vu dans leurs yeux la lueur de la crise de conscience, et les larmes chez plusieurs de ces paras, vaillants baroudeurs. » Voilà la vérité pour ceux de la métropole⁽⁴⁾

C'est ensuite à l'armée que s'adresse Delouvrier : « Vous ne referez pas le 13 Mai, il n'y a pas de De Gaulle en réserve, et si le président de la République rentrait à Colombey, la France pardonnerait-elle à son armée ? Il faudrait deux siècles pour guérir le divorce, et la grandeur de la France qui ne peut exister sans son armée y passerait... Il n'y a qu'une méthode pour en sortir, une et une seule, obéir au général Challe qui obéit au président de la République. »

Et puis c'est aux musulmans que Delouvrier décide de faire appel, leur demandant de crier « Vive De Gaulle ! » dans les rues des villes et des villages :

« En criant De Gaulle, vous devenez majeurs ; avec vos vies, celles de vos femmes, celles de vos enfants vous saurez sauver l'Algérie et le F.L.N. devra plier, disparaître, sans risque pour vous de retomber sous une prépondérance politique des Européens que ceux-ci ont abandonnée le 13 Mai. »

Mais c'est dans la dernière partie de son discours, s'adressant aux pieds-noirs, que Delouvrier va réussir à émouvoir ses auditeurs. Ces lignes, il les sort de ses tripes — et ceux qui auront le courage de s'en moquer dans des heures pareilles sont bien au chaud dans leurs confortables bureaux ministériels ou dans leurs appartements douilletts de bourgeois « de gauche » et ne se soucient guère du drame que vivent les Européens d'Algérie. Ce drame, Delouvrier le connaît, en souffre, veut y mettre fin. Ce n'est pas dans le style du haut fonctionnaire des Finances de mêler ses histoires de famille à la politique mais là, il le sent, il le

faut. Il faut trouver les mots qui débrident la plaie, qui calment la douleur.

« Si je dois rejoindre le général Challe à son nouveau P.C. pour retrouver moi aussi ma liberté de commandement, je vous laisse, Algérois, le dépôt le plus sacré qu'un homme puisse avoir : sa femme et ses enfants. Veillez sur Mathieu, mon dernier fils, je veux qu'il grandisse, symbole de l'indéfectible, attachement de l'Algérie à la France. » Et il met en garde Alger contre les risques immenses que le camp retranché, véritable poudrière, fait courir au pays tout entier. Il supplie les insurgés d'abattre les barricades, de céder. Il ne lâche rien de l'autodétermination ni de la politique de De Gaulle.

« En rejetant De Gaulle, vous vous perdez, vous perdez l'armée, et la France aussi. En plébiscitant De Gaulle, qui ne demande que vos voix, vous sauvez l'armée et son unité, vous sauvez la France et son unité, et vous forcez la France à vous sauver. Vous gagnerez aussi la guerre d'Algérie, vous allez tuer le F.L.N., qui attend en ricanant dans l'ombre, vous allez le tuer en déterminant les musulmans, quand demain, si vous me suivez, ces musulmans croiront enfin qu'ils sont devenus vraiment nos égaux. »

Delouvrier sent enfin qu'il faut « faire un geste », un geste qui unisse, qui pardonne. C'est cela. Le pardon. Pardonner à Ortiz et à Lagailarde dans une formule analogue à la paix des braves. Montrer que le pouvoir est prêt à l'indulgence à l'égard des insurgés comme il l'est envers les maquisards. Alors, presque sans ratures, d'un jet, Delouvrier écrit :

« À l'appel du général Gracieux et de ses paras, demain, après-demain, si vous le voulez, Challe et Delouvrier seront à Alger.

« Nous visiterons l'Alcazar des facultés, nous serrons la main à Ortiz, à Lagailarde, et à vous, Sapin-Lignières, chef des U.T., — « rien n'est perdu pour un Français » quand il rallie sa mère, la France », a dit le général De Gaulle dans la nuit de dimanche.

« Nous irons ensemble au monument aux morts pleurer et prier les morts de dimanche, morts à la fois pour que l'Algérie soit française et pour que l'Algérie obéisse à De Gaulle.

« Et le lendemain de ce jour faste, Challe et Delouvrier iront à Paris pour remettre sans conditions — on ne pose pas de

conditions au chef de l'État —, pour remettre sans conditions l'Algérie à De Gaulle et à la France. Voilà, j'ai fini après ces journées harassantes. »

Delouvrier a bien pesé les termes de son allocution. Serrer la main à Ortiz et à Lagailarde va faire grincer des dents parisiennes. Qu'importe si l'ordre est rétabli sans rien lâcher de la politique de De Gaulle et sans que le sang coule. Pour Delouvrier l'heure de vérité sonnera lorsqu'il exigera que l'on tire sur les Européens ! Il relit son discours, le signe, va se coucher et s'endort, apaisé, pour la première fois depuis quatre jours.

Jeudi 28, l'insurrection entame son cinquième jour. À 7 heures du matin, Delouvrier et Challe se retrouvent au quartier Rignot. Le commandant en chef a pris sa décision.

« J'ai réfléchi, monsieur le délégué général, vous avez raison. Il faut partir tout de suite. »

Malgré son déchirement, malgré ses hésitations, Challe est profondément républicain. Il ne cédera pas aux pressions des colonels.

« Non, plus d'accord, mon général.

— Comment ?

— Je ne pars pas tout de suite. J'ai écrit cette nuit un discours que je veux vous lire. »

Challe, attentif, écoute Delouvrier.

« C'est parfait, je suis absolument d'accord avec vous. Nous allons donc partir mais je ne peux le faire que si mes collaborateurs sont d'accord. »

Un petit conseil de guerre réunit Challe, Delouvrier, Poincaré, Crépin, Dudognon et le colonel de Boissieu. Ces deux derniers ne sont pas « chauds » pour partir mais devant l'insistance des deux patrons et surtout devant le fait que le colonel de Boissieu n'a rien ramené du voyage qu'il a effectué à Paris avec le colonel Dufour pour « expliquer de vive voix la situation », ils suivront. Le colonel de Boissieu propose comme lieu de repli Reghaïa, camp d'aviation proche d'Alger et dont le patron, le général Martin, est absolument « sûr ». Challe partira avec son état-major après le déjeuner. Delouvrier le rejoindra dès que le discours sera enregistré. On fixe l'heure de diffusion : 16 heures. Cela laissera

le temps à la population d'en discuter les termes et la nuit passera là-dessus.

« Général Crépin, dit Delouvrier, il est nécessaire que vous et votre état-major rejoigniez Reghaïa. Votre départ se fera après celui du général Challe. Votre état-major y *compris* le colonel Argoud ! »

Crépin obtempère. Tous promettent le secret sur la « fuite à Reghaïa ». Delouvrier, maintenant que les décisions sont prises, se sent un autre homme. Il n'est plus paralysé. Il agit. Avant le départ de Challe, le colonel de Boissieu rédige pour le colonel Rouquette, sous-chef d'état-major, des instructions écrites avec ordre de déménagement immédiat et réponse des officiers dans les minutes qui suivent. C'est l'ultimatum. Ou ils obéiront ou ils passeront délibérément du côté de l'insurrection.

Avant d'enregistrer son discours Delouvrier téléphone à Michel Debré.

« Vous serez peut-être étonné par ce discours, monsieur le premier ministre, mais je vous signale que je suis très calme, sain de corps et d'esprit et que rien ne m'empêchera de tenir mes promesses.

— Mais qu'allez-vous dire ? s'inquiète Debré.

— Impossible de vous le préciser. Les lignes téléphoniques ne sont pas sûres ! »

Il raccroche et fait entrer les techniciens de la radio et de la télévision. Les membres civils de son cabinet se réunissent dans la pièce. Les officiers de l'état-major vont écouter l'enregistrement dans le bureau voisin. Tout le monde est là. Les colonels, paras en tête, inquiets de ne pas voir Challe à son poste depuis quelques heures, s'attendent « à quelque chose ».

Au fur et à mesure que Delouvrier enregistre son discours, il voit la stupéfaction se peindre sur le visage de ses collaborateurs. Dans le bureau voisin, c'est l'affolement. À peine Delouvrier a-t-il terminé son enregistrement qu'il se précipite dans le bureau des officiers :

« Colonel Rouquette, dit-il, voici une lettre du colonel de Boissieu. Veuillez la lire immédiatement et à haute voix. »

Désormais, la situation est claire. Personne ne fait de

commentaires. Rouquette donne ses instructions et chacun se précipite pour boucler les cantines pleines de papiers. La ruche de l'état-major continue de bourdonner. Le colonel Piédaniel salue le délégué général. Il doit accompagner les enregistrements jusqu'aux studios du boulevard Bru et a ordre d'abattre quiconque s'opposerait à leur diffusion.

Delouvrier, soulagé, quitte le quartier Rignot et monte dans un camion de la sécurité de l'air avec Poincaré. Dans une heure les dés seront jetés.

Vendredi 29 janvier. C'est le coup de poing à l'estomac. L'uppercut. Delouvrier s'est servi de dynamite contre la dynamite. Devant une foule passionnelle et passionnée, il a joué le cœur et les tripes. Il a gagné. Alger sent que le délégué général est un allié qui lui permettra de se sortir de ce mauvais pas. Car on sent que ça dure trop longtemps, que les insurgés, en six jours, n'ont rien obtenu, que jamais De Gaulle ne cédera. Argoud ne s'y trompe pas, qui demande à Delouvrier un nouvel entretien seul à seul. Challe et le général Ely, le grand patron de l'armée arrivé de Paris dans la nuit en avion, font la gueule. Peu importe.

« Après votre discours, monsieur le délégué général, dit Argoud, vous êtes le maître de la situation. Êtes-vous décidé à mettre vos promesses à exécution ?

— Parfaitement.

— M'autorisez-vous à prendre contact avec Ortiz et Lagaille ? »

Delouvrier sourit.

« Vous l'avez fait suffisamment jusqu'ici. Allez-y !

— Je vais prévenir Godard et Broizat. »

Le directeur de la Sûreté, Yves Godard, s'est « étouffé » jusque-là. Il va, avec Argoud, Broizat, Dufour et le général Gracieux, jouer les intermédiaires pendant les quarante-huit heures que va encore durer la tragi-comédie.

Le colonel Piédaniel, qui a remplacé Gardes — arrêté à Oran par Gambiez et mis aux arrêts de rigueur —, arrive en hâte à Reghaïa. Thibaud l'accompagne.

« À Alger, disent-ils, le vent a tourné. Le discours a fait une grosse impression sur la population. Pendant la nuit, des centaines

d'U.T. ont déserté les barricades à l'appel de leurs femmes. Il ne reste plus que les durs autour d'Ortiz et Lagaillarde. Mais ceux-là sont décidés. Il est peu probable qu'ils acceptent. » C'est avec eux qu'Argoud et Godard vont discuter.

Mais, à Paris, on a fort mal pris le discours. On pense : « Delouvrier est passé de l'autre côté. » Bernard Tricot, l'éminence grise de l'Élysée, n'a pas eu de mots assez durs pour le délégué général. Roger Frey, le ministre de l'Intérieur, a mis sur le compte de la fatigue et de l'émotion « la proposition insensée faite aux insurgés ». Delouvrier, à 18 heures, n'a pas reçu le coup de téléphone quotidien de l'Élysée. De Gaulle n'a pas voulu lui parler. Et le général Ely est arrivé dans la nuit ! En le voyant, Delouvrier, qui se sent en règle avec sa conscience, a pensé : Tiens ! Paris nous envoie son « espion » !

Mais ce n'est qu'une boutade. Ely, avec mesure, prudence et beaucoup de gentillesse humaine, fait comprendre à Delouvrier qu'il « est allé peut-être un peu loin » dans ses propositions à Ortiz et à Lagaillarde.

« Mon général, répond Delouvrier, le général De Gaulle m'a laissé seul juge. Aucune force au monde ne m'empêchera de tenir mes promesses. »

Delouvrier appelle Debré à Paris.

« On me désavoue ?

— Mais non, Delouvrier. Vous avez fait un très bon discours.

— Mais Frey ?

— Frey ! J'en fais mon affaire. »

Tout cela ne rime pas à grand-chose car on apprend très vite que les insurgés refusent en bloc le discours de Delouvrier !

Ce vendredi est la journée charnière. Pour la première fois depuis le dimanche tragique la balance ne penche plus en faveur de l'insurrection. Delouvrier a abattu ses cartes. Challe, de son côté, a repris de l'assurance. À Ely, le « big boss », il dit : « Laissez-moi agir, ne nous affolons pas. Je sais ce que je fais. »

Il a rassemblé les chefs des troupes qu'il a distraites des opérations de Kabylie et qui arrivent à Alger. Tous lui disent : « Nous sommes là pour vous obéir, mon général. » Les « colonels », tout comme Argoud, sentent qu'il faut composer. Le

départ de Challe les a fait réfléchir. Il est trop tard pour espérer gagner le commandant en chef à leur cause. La situation psychologique est renversée.

Et puis les éléments s'y mettent à leur tour. De lourds nuages couvrent la ville. Depuis le début de l'après-midi des trombes d'eau lavent les trottoirs, les barricades, le plateau des Glières des débris que la foule y a abandonnés. Les flaques de sang, séchées au soleil et soigneusement protégées depuis le dimanche tragique se diluent, s'effacent, disparaissent comme si l'eau du ciel voulait tout balayer. Devant les éléments déchaînés, sous les torrents d'eau glacée la population a déserté les barricades ruisselantes. Les pancartes pleurent des larmes d'encre, les drapeaux se plaquent contre leurs hampes.

C'est la désolation. Il est 20 heures. La tempête redouble et dans ce décor wagnérien, De Gaulle parle.

Il est en uniforme. Le visage est décidé, le poing serré.

« Si j'ai revêtu l'uniforme pour parler aujourd'hui à la télévision, dit-il, c'est afin de marquer que je le fais comme étant le général De Gaulle aussi bien que le chef de l'État. »

Et De Gaulle, en militaire, parle à l'armée, rappelle ses efforts, ses décisions.

« L'autodétermination est la seule politique qui soit digne de la France », explique-t-il après avoir souligné que les Algériens doivent dire eux-mêmes ce qu'ils veulent être.

« Or deux catégories de gens ne veulent pas de ce libre choix. »

Et De Gaulle flétrit dans un même élan oratoire l'organisation rebelle et ceux des Français d'Algérie qui veulent que le sort des Algériens soit d'ores et déjà décidé.

« Français d'Algérie, poursuit le président de la République, comment pouvez-vous écouter les menteurs et les conspirateurs qui vous disent qu'en accordant le libre choix aux Algériens la France et De Gaulle veulent vous abandonner, se retirer de l'Algérie et la livrer à la rébellion ? »

Et le Général, frappant du poing sur la table évoque, la situation actuelle :

« Écoutez-moi bien ! En présence de l'insurrection d'Alger et

au milieu de l'agitation parvenue au paroxysme, le délégué général, M. Paul Delouvrier, qui est la France en Algérie, et le commandant en chef ont pu, sous leur responsabilité, ne pas vouloir déchaîner d'eux-mêmes une bataille rangée. Mais aucun soldat ne doit, sous peine de faute grave, s'associer à aucun moment, même passivement, à l'insurrection. En fin de compte, l'ordre public devra être rétabli. Les moyens à employer pour que force reste à la loi pourront être de diverses sortes. Mais votre devoir est d'y parvenir ! J'en ai donné, j'en donne l'ordre. »

C'est la fin des illusions. Faire revenir De Gaulle sur sa décision ! Celui qui y parviendra n'est pas né. De Gaulle en prend la France à témoin.

« Eh bien, mon cher et vieux pays, nous voici donc ensemble, encore une fois, face à une lourde épreuve... Tandis que les coupables, qui rêvent d'être des usurpateurs, se donnent pour prétexte la décision que j'ai arrêtée au sujet de l'Algérie, qu'on sache partout, qu'on sache bien que je n'y reviendrai pas ! »

Dans le camp retranché, Ortiz, le col dégrafé, et Lagaillarde, en tenue léopard, ont écouté le discours au milieu de leurs partisans, chacun à un bout de la même pièce. Les U.T. en uniforme sont silencieux. Les deux chefs ont le visage grave. De Gaulle a parlé et ils savent déjà que la France l'approuve. Cette métropole, dont ils méprisent la « lâcheté », ne pourra jamais les comprendre...

À l'extérieur, les paras ont écouté le discours sur leurs transistors. À longues bouffées ils rejettent la fumée âcre des « troupes ». Sous les casquettes à longue visière les jeunes visages sont tendus. « Les soldats m'obéiront, a dit De Gaulle, parce que je les connais, je les estime, je les aime. »

Mais les chefs ? Que vont-ils faire ?

Ely et Challe ont rejoint Delouvrier au quartier Rignot. Le délégué général a trouvé préférable d'y revenir pour quelques heures au cas où les insurgés voudraient traiter sur les bases de son discours avant celui de De Gaulle. Les trois hommes ont écouté l'allocution du président de la République sur un poste qui marche mal. Quelques minutes plus tard, Argoud et Godard annoncent qu'ils n'arrivent pas à décider les insurgés. Le général Ely a l'air soulagé que ni Ortiz ni Lagaillarde n'aient accepté l'offre de Delouvrier. Il faut maintenant faire appliquer les ordres

de De Gaulle.

À Alger le discours du président de la République a placé chacun devant sa conscience. Même la population européenne, qui a cristallisé sa haine sur un seul personnage, l'a entendu. Et cela grâce au discours de Delouvrier. Par sa passion, il a « fait la trouée » dans des esprits qui la veille encore ne voulaient rien savoir.

D'heure en heure la situation « pourrit ». La 10^e D.P. a été relevée par des régiments de la 25^e D.P. Toujours des paras « pour ne pas heurter la foule », mais ceux-là ont leur base arrière à Philippeville. Ils ne sont pas personnellement attachés à la population algéroise. En outre, ils sont lancés dans la pacification de l'Algérie musulmane et ont à cœur de la mener à bien sans être gênés par les manifestations locales des Algérois. Et puis Challe s'est décidé à faire venir des chasseurs qui depuis des mois crapahutent dans le bled. Mêlés aux paras de la 25^e D.P., ils mettent en place, dans la journée de samedi, un barrage efficace autour des barricades.

Depuis le discours de Delouvrier, depuis le déluge de vendredi il y a moins de monde autour du réduit. Les « désertions » ont porté un coup au moral de beaucoup de ces U.T. qui commencent à penser qu'il vaudrait mieux « retourner à la maison ».

Ortiz et Lagaille ont remis l'arbitrage entre les mains de l'armée. Godard et Argoud tentent de les convaincre. Bien que De Gaulle ait formellement interdit la négociation, celle-ci se déroule, en plein accord avec Challe et Delouvrier, sur le thème : « Nous, militaires, sommes en train de gagner la guerre. Votre révolte est inopportune. On comprend vos sentiments Algérie française que nous partageons, mais ce n'est pas au moment où l'on tient la victoire entre nos mains qu'il faut se révolter. » Que n'a-t-on tenu ce langage dans les semaines précédant le drame !

À 18 heures, De Gaulle téléphone au délégué général.

« L'heure des discussions est terminée, Delouvrier. Il faut savoir en finir avec une affaire Gomme celle-là. Il ne faut pas avoir peur de verser le sang si l'on veut que l'ordre règne et que l'État existe. »

Delouvrier essaie de gagner du temps. Il fait le point de la situation. Il espère encore.

« Donnez l'assaut Si c'est nécessaire, conclut De Gaulle. Je vous laisse juge et maître de vos décisions. »

Dimanche 31 janvier. C'est le dernier espoir des insurgés. Que la population afflue au camp retranché. Qu'elle proclame sa solidarité complète ! Qu'elle soit prête à mourir sur les barricades ! Qu'Alger soit Budapest !

Dès l'aube ça manifeste dans tous les quartiers de la ville. Mais le périmètre des facultés reste isolé. Crépin a reçu ses ordres : rendre imperméable le barrage qui entoure le périmètre rebelle. Qu'à aucun prix la foule ne puisse rejoindre les barricades.

En recevant ces ordres de la bouche de Delouvrier, Crépin a le menton en galoche qui tremble d'émotion.

« Les instructions que vous me donnez sont très dures, monsieur le délégué général. Tirer sur la foule serait extrêmement grave. »

L'engrenage va-t-il se remettre en route ? La foule, sachant que l'armée ne tirera pas, submergera-t-elle les barrages ? Sur ce point Delouvrier est intraitable.

« Mon général, je vous confirme formellement mes ordres. Si les gens savent que les militaires n'ont pas l'instruction formelle de tirer, le barrage « passif » sera balayé. Il est indispensable d'empêcher le flot humain de l'emporter. »

Crépin sort de fort méchante humeur. Delouvrier, qui apprend que la messe a été célébrée sur les barricades et que quelques centaines de personnes ont réussi à franchir les barrages, prévoit une journée difficile. Il rejoint Challe à Reghaïa et le met au courant des ordres qu'il vient de donner.

« Je les connais, dit Challe. D'autant que je viens de recevoir un coup de téléphone de Paris. Le général Crépin a téléphoné à l'Élysée, à Beaufort. Il a peut-être eu De Gaulle lui-même.

— Et pourquoi ?

— Pour demander confirmation de vos ordres. »

Delouvrier laisse éclater sa colère. L'Élysée n'a pu que

répéter : « À vous de régler le problème selon les circonstances ! » Et c'est détruire ses instructions. Immédiatement, Delouvrier téléphone à Debré : « J'apprends que

Crépin, dans mon dos, a référé à une autorité supérieure d'une affaire qui me regarde. Je fais révoquer le général Crépin dans l'heure si Paris ne lui téléphone pas qu'il est aux ordres du commandant en chef et du délégué général ! »

Debré promet tout ce qu'on veut. Delouvrier a à peine raccroché qu'il appelle Crépin au téléphone. « Je vous réitère mes ordres, mon général. Et je n'admets pas que vous téléphoniez à l'Élysée par-dessus moi. »

Crépin bégaye.

« J'ai cru bien faire pour gagner du temps.

— On n'en est pas à dix minutes près ! »

Le malheureux Crépin, écrasé par le drame qu'il estime inévitable, a cherché une protection, une « désapprobation éventuelle » au plus haut échelon de la nation.

Delouvrier et Challe sont sur des charbons ardents. Ils s'attendent à la catastrophe. Tout dépend des barrages. Les chasseurs, hier encore dans le djebel, vont-ils résister à la poussée de la foule ?

Un adjudant-chef alsacien rompt brusquement la tension.

« Monsieur le délégué général, dit-il avec son fort accent, y'a un Nègre qui veut vous parler. Il insiste. Il vient d'Alger avec une mission spéciale.

— Un. Nègre ?

— Oui, un Nègre, monsieur le délégué général. »

Delouvrier reçoit l'homme. Et manque éclater de rire

lorsqu'il reconnaît le professeur Nègre, de la faculté d'Alger. Pourtant, l'universitaire est pâle comme la mort !

« Monsieur le délégué général, je suis métropolitain, professeur à la Faculté des sciences, et j'ai une supplique à vous adresser. Lagaillarde veut se faire sauter ! Il y a des matières explosives très dangereuses dans le réduit des facultés. Si on le pousse à bout, il est prêt à faire tout exploser au risque de faire sauter la ville ! »

Et le digne professeur se jette aux genoux de Delouvrier :

« Sur la tête de mes enfants je vous supplie d'éviter le bain de

sang. Lagailarde, désespéré, peut se livrer à tout ! »

Delouvrier est touché par l'émotion du professeur mais il trouve ce chantage psychologique très désagréable.

« Monsieur le professeur, je vais réfléchir. Attendez-moi dans une pièce voisine. »

Il fait surveiller le professeur Nègre par une sentinelle et va rejoindre Challe. Les dernières nouvelles provenant d'Alger sont bonnes. La foule a fait plusieurs tentatives pour rejoindre les barricades mais les barrages ont tenu. Et à 19 heures le peuple d'Alger est rentré chez lui.

Le camp retranché est désormais isolé. Face à face les U.T. et les chasseurs s'observent sur le plateau des Glières, l'arme à la main. Autour du réduit Lagailarde, le 1^{er} R.E.P. de Dufour a établi un barrage infranchissable. L'heure dangereuse est passée.

Delouvrier explique à Challe la démarche du professeur.

« Que Lagailarde se fasse sauter s'il veut, dit le commandant en chef. Ça ne peut rien changer à ma ligne de conduite. »

Delouvrier, qui partage cette opinion, fait relâcher le professeur Nègre à 21 heures en lui disant :

« Si vous voyez Lagailarde, dites-lui de se rendre. J'accepterai des conditions honorables. Mais le chantage à l'explosion d'Alger ne m'impressionne pas. »

Ce n'est plus maintenant qu'une question d'heures. La troupe a tenu. La population n'a pu venir soutenir les insurgés, qui voient ce soir s'ouvrir une semaine sans espérance. Delouvrier décide de laisser Challe à Reghaïa et de s'installer à nouveau au quartier Rignot.

Toute la nuit se passe en négociations. Le délégué général reçoit Godard, puis des émissaires du camp retranché. C'est le colonel Dufour, le patron du 1^{er} R.E.P., qui se révèle le plus habile. Il a un plan qu'il expose à Delouvrier.

« Il faut que la reddition soit honorable. Que Lagailarde et ses hommes sortent en armes du réduit, qu'ils défilent dans Alger et aillent ensuite s'engager dans mon régiment. »

Delouvrier hésite. Paris est formel : reddition pure et simple. Les chefs rebelles devront être livrés à la justice.

Pendant les dernières heures de la nuit, Dufour fait la navette entre Lagaille et Delouvrier. Il grignote les positions des deux hommes.

Dufour est un colonel très réglementaire. Il a la confiance de Delouvrier. Avec la dernière énergie il tente d'éviter le drame.

« Lagaille est décidé, monsieur le délégué, c'est la sortie armée ou le suicide collectif ! »

À Lagaille il essaie de faire comprendre dans quelle situation se trouve Delouvrier : « Les conditions sont honorables. Il faut lui céder. »

À 7 heures du matin le délégué général apprend qu'Ortiz a quitté le réduit. Le « Chef » s'est sauvé. Dans son camp, c'est la débandade. Toute la nuit les U.T. ont quitté les barricades, abandonnant leurs armes et leurs équipements. Ils sont retournés chez eux.

Reste Lagaille. Delouvrier cède au pressant appel de Dufour. Il accepte la sortie en armes mais pas le défilé en ville. Le dernier carré pourra s'engager dans l'armée. En revanche, le délégué général ne peut donner aucune garantie à Lagaille.

Dufour part une nouvelle fois. Au P.C. de Crépin, un bistrot boulevard Pasteur, le général Gracieux convainc Forzy, l'adjoint de Lagaille : « Cette fois, c'est cuit, Forzy. C'est foutu. Inutile de vous faire bousiller pour rien. Ça a été la débandade. Tant que Lagaille les a tenus à bout de bras ça a marché mais maintenant il ne reste que vos hommes. Terminez sur un beau geste. Venez vous engager librement chez nous. Vous en avez la garantie. »

Au quartier Rignot, Delouvrier a une nouvelle fois décroché le téléphone qui le relie à l'Élysée. De Gaulle tonne. Delouvrier s'explique. C'est presque terminé.

« Vous êtes trop libéral, Delouvrier. Ce devrait être fini depuis longtemps. »

— Vous m'avez laissé le choix des moyens, mon général. Je n'ai pas fait couler une goutte de sang et je vais recevoir la reddition de Lagaille. Ortiz s'est sauvé cette nuit sans que personne l'ait arrêté. Que Lagaille en fasse autant et l'État se couvre de ridicule. Je prends sur moi la responsabilité de tout ce qui se passe actuellement. Vous jugerez après. »

La porte du cabinet de Delouvrier s'ouvre. C'est Poincaré.

« Ça y est ! Lagaillarde s'est rendu. Il sort des facultés.

— Ça n'a pas été long, mon général, Lagaillarde s'est rendu.

— Merci, Delouvrier. »

De Gaulle a raccroché. C'est fini.

Rue Charles-Péguy, Lagaillarde, pâle, le visage crispé, défile en tête de ses hommes. Sur la poitrine, barrée par la mitrailleuse, il porte la croix de la valeur militaire. Derrière lui vient le drapeau de l'Amicale des anciens du 3, le beau régiment de Bigeard, suivi de ses hommes en armes, l'uniforme bien tiré. Les rares U.T. d'Ortiz qui n'aient pas quitté la barricade se mêlent à la troupe. Un silence impressionnant règne sur ce plateau des Glières, hier en folie. Quelques rares spectateurs pleurent. Au passage du drapeau, un ordre jaillit. Comme un seul homme, les paras de Dufour présentent les armes. Le colonel salue.

Lagaillarde se dirige vers une jeep qui va le conduire à Zéralda d'où il gagnera la prison de la Santé.

Près de quatre cents hommes en armes montent dans les camions bâchés du 1^{er} R.E.P. Ils vont former, selon l'accord pris avec Delouvrier, le commando Alcazar qui s'engagera pour un mois aux côtés des légionnaires. À Zéralda ils ne seront plus que deux cents. Quand, quarante-huit heures plus tard, le capitaine Guy Forzy, fidèle parmi les fidèles, en prendra le commandement, il en restera cent...

Déjà les cantonniers, aidés par la troupe, démontent la barricade, replacent les pavés sur la chaussée sous le regard étrangement absent des travailleurs qui attendent l'autobus. La grève générale est terminée. La vie reprend. Les espoirs les plus fous se sont évanouis.

La ville sait désormais qu'elle n'est plus maîtresse de la politique de la France. L'« armée », qui lui avait donné tant d'assurances, l'a abandonnée. Pour la première fois, Paris n'a pas cédé.

Alger brisé, cassé, « trahi », humilié, va rapprendre à vivre.

Mais rien, jamais plus, ne sera « comme avant ».

Alger, Paris,

juin 1969, juin 1970

REMERCIEMENTS

Durant la longue enquête qu'a nécessitée la préparation de cet ouvrage, de très nombreux témoins, tant français qu'algériens — évoquant des périodes proches, douloureuses et politiquement critiques —, ont désiré conserver l'anonymat. Les uns pour des raisons politiques ou sentimentales, les autres pour des raisons de sécurité que le lecteur comprendra aisément.

Ne voulant pas trahir la confiance que ces femmes et ces hommes m'ont témoignée je renonce à l'habitude prise lors de la publication des deux précédents volumes de publier une liste nominative de remerciements.

Que tous ceux qui m'ont aidé dans ma tâche, qui ont bien voulu plonger dans des souvenirs souvent pénibles et me permettre d'accéder aux documents qu'ils avaient conservés sachent que je leur garde une immense reconnaissance. Sans eux, sans leurs précieux papiers, ce récit tragique d'une période essentielle de notre histoire n'aurait pu être écrit dix ans à peine après que « la page eut été tournée ».

Je tiens pourtant à remercier deux personnes qui m'ont particulièrement aidé dans cette longue quête :

Charles Orenge, qui, à son habitude, m'a apporté un appui constant et amical ;

Et ma femme, Estelle Courrière, collaboratrice de tous les instants, qui m'a soutenu dans les périodes les plus difficiles de cette enquête pénible et mouvementée. Ce qui l'a conduite à connaître, à mes côtés, l'arrestation et les geôles outre-méditerranéennes de ceux qui prétendent que « le peuple n'a pas besoin de savoir ».

À tous merci.

Y. C.

ANNEXE

ORIGINAL DU DISCOURS DE M. PAUL DELOUVRIER À LA POPULATION LORS DE LA « SEMAINE DES BARRICADES » :

Le chef de l'État m'a dit, lorsqu'il m'a nommé à mon poste en Algérie — vous vous en souvenez tous : « Vous êtes la France en Algérie. » Aujourd'hui, cette noble phrase trace ma ligne de conduite : la France ne démissionne pas, je ne démissionnerai pas.

Le général De Gaulle m'a dit aussi : « Un chef est celui qui décide. » J'ai décidé : j'ai donné l'ordre au général Challe de gagner un P.C. d'où il puisse, effectivement, commander.

Algérois, Algéroises, et vous, tous les Algériens qui veulent que l'Algérie reste française, officiers, sous-officiers de l'armée française, et vous, soldats de France, ne soyez pas stupéfaits : écoutez-moi, vous allez comprendre.

Écoutez-moi, Je serai long, mais l'heure est si grave, l'instant si dramatique, qu'il faut m'écouter jusqu'au bout.

Le général Challe et moi, nous avons lié notre sort et juré de laisser, s'il le faut, notre vie sur cette terre pour sauver l'Algérie en épargnant la France.

Je vais m'adresser d'abord à la métropole.

Je ne renie rien de ce que j'ai dit à Alger, l'autre jour : il n'y a pas encore d'insurgés, à Alger : il y a des hommes résolus, des hommes résolus, eux aussi, au sacrifice suprême, des hommes à l'heure de la vérité, qui veulent mourir pour rester français.

Il n'y a pas d'armée insoumise ; le général Challe vous l'a dit : l'armée est l'armée du gouvernement et de la République ; il y a des hommes résolus, officiers et soldats, résolus, eux aussi, à mourir, puisqu'ils meurent tous les jours dans les combats contre la rébellion.

Et ces deux groupes d'hommes sont face à face, amenés là par une tragique méprise, les uns parce qu'ils croient qu'ils ne vont plus être français, les autres, parce qu'ils doivent obéir.

Face à face.

Et c'est si terrible que personne n'ose tirer, chaque balle tuant la conscience de celui qui tire, en tuant un frère qui combat pour le même combat. C'est atroce. Voilà pourquoi on ne tire pas à Alger. ; voilà pourquoi, malgré cela, l'armée n'est pas insoumise.

Il faut comprendre. Français de métropole, que chacun qui vit en ces instants sur la terre d'Algérie a un drame de conscience. Chaque acte provoque une crise de conscience. Entre De Gaulle et le sang versé entre Français, comment choisir ? Pour savoir si l'armée va obéir, il faudrait interroger chacun, un à un, les officiers et les soldats.

Hier, j'ai posé brutalement la question : « De Gaulle ou le sang versé ? » à plusieurs officiers d'Alger. J'ai vu sur le visage de ces soldats, loyaux à la République, la crispation de l'indécision ; j'ai vu dans leurs yeux la lueur de la crise de conscience, et les larmes, chez plusieurs de ces paras, vaillants baroudeurs.

Voilà la vérité pour ceux de métropole.

Voilà la situation.

Il n'est pas possible d'aller plus loin dans le drame, car chacun sait qu'à la solution de sa crise personnelle est suspendu ou le désordre et le chaos en Algérie, ou la sécession d'avec la métropole, ou la chute du régime et le désordre en France.

Pensez à cette situation, hommes de la métropole.

Hommes de la métropole, dont la colère cache aussi l'angoisse, pensez aussi que les colonialistes — comme vous dites — sont morts en Algérie. Ils sont morts le 13 Mai, quand l'égalité politique avec les musulmans a été par eux acceptée. Bien sûr, tous les

comportements ne sont pas changés. Je le sais, et les musulmans le savent surtout. L'égalité sociale sera longue à venir, mais enfin... les Européens ont accepté — et ce fut l'éclair, le miracle fulgurant du 13 Mai, pas encore exactement compris dans la métropole — que leur domination politique locale prenne fin.

Ils l'ont accepté, parce qu'ils étaient sûrs — ce jour-là — de rester français. L'intégration, c'est cela ; le reste, c'est pour les professeurs de droit constitutionnel.

Voilà les vérités que je voulais dire à l'opinion publique de la métropole.

Je m'adresse maintenant à l'armée, à qui le général Challe va donner des ordres immédiatement après moi.

Je connais maintenant l'armée d'Algérie, qui est, par les relèves des officiers, toute l'armée française, et par les soldats du contingent, l'armée de la nation française.

Depuis cinq ans, sur cette terre, et avant, en Indochine, elle a été soumise au dur apprentissage de la guerre révolutionnaire. Pour les métropolitains, sauf pour les musulmans de métropole, cette guerre révolutionnaire est un mythe ; pour nous, c'est la vie de chaque jour ; cela, je l'ai appris. Et cette vie de chaque jour, pour l'armée, ce n'est pas le plus souvent le combat à la loyale, mais la lutte sournoise, souterraine, la lutte à l'intérieur de la population, où tout voisin peut être l'ennemi ; avec cela, une justice tellement inadaptée à la protection du corps social ! Et voilà pour chaque officier ou soldat, de nouvelles crises morales dans leur comportement de maintien de l'ordre.

Mais le drame d'aujourd'hui pour vous, hommes de l'armée, le drame le plus terrible, il est celui-ci : unité de l'armée ou unité de la République et de la France. À quel chef obéir ? À celui en qui l'armée a confiance pour maintenir son unité ou à celui qui est constitutionnellement le chef des armées et l'expression de l'unité de la patrie ?

Officiers, sous-officiers et soldats, dans votre recherche du chef qui sauvegardera l'unité de l'armée, vous risquez de l'opposer au chef qui commande à Paris ; disons-le brutalement, à vous qui aimez le langage clair : certains vont oser demander au général commandant en chef de désobéir au président de la République. Vous voulez continuer à obéir, je le sais, c'est votre grandeur et votre servitude, et vous transportez votre drame sur la tête d'un seul, le général Challe, mon compagnon de lutte.

Mais ici, écoutez-moi bien, on ne peut plus refaire le 13 Mai. Vous ne referez pas le 13 Mai, il n'y a pas de De Gaulle en réserve, et si le président de la République rentrait à Colombey, la France pardonnerait-elle à son armée ? Il faudrait deux siècles pour guérir ce divorce, et la grandeur de la France, qui ne peut exister sans armée, y passerait.

Voilà votre dilemme, à vous, hommes de l'armée, et il n'y a qu'une méthode pour en sortir, une et une seule, il faut obéir au général Challe, qui obéit au président de la République.

Mais l'Algérie, direz-vous, l'Algérie ?

Allez-vous dire que le chef de l'État veut brader l'Algérie ?

Comment pouvez-vous le croire ?

Vous êtes enfermés dans un cercle vicieux. Vous savez qu'en guerre subversive, pour gagner la guerre, il faut conquérir la population, et vous vous y employez. Mais les musulmans vous paraissent hésitants, vous l'imputez aux méthodes de la France. Ma conviction est plus simple. Les musulmans vous crient en vérité : « Pour que nous soyons conquis, il faut que vous gagniez la guerre ! »

Pourquoi ce cercle vicieux ? Parce que la tête de la subversion est à l'extérieur, et parce que la situation internationale ne vous permet pas de la chercher et de l'écraser là où elle est.

Mais, écoutez-moi bien, je vous en adjure : le général De Gaulle est le seul qui permette de sortir de ce cercle vicieux. Il a frappé diplomatiquement le F.L.N., à l'extérieur, et il a la confiance des musulmans, à l'intérieur.

Si vous vous coupez de De Gaulle, vous vous coupez des musulmans. Alors, comment la gagner, la guerre ? Comment terminer les combats dont la fin seule permettra la solution politique, durable et solide ? Vous vous plaignez que les

musulmans sont indéterminés, et vous allez perdre le seul point sur lequel ils sont farouchement déterminés : l'amour de la France à travers De Gaulle ?

Armée d'Algérie ! c'est une supplication, mais c'est aussi un ordre : serrez derrière le général Challe, serrez derrière De Gaulle. Les musulmans sont là.

C'est à vous que je m'adresse maintenant, compatriotes musulmans.

Je vous ai déjà dit combien je vous aimais ; combien je croyais vous comprendre, vous aussi écartelés... J'ai dit tout cela à Médéa. Même les attentistes, je les comprends : qui va gagner ? ne pas être le Glaoui ! Voilà votre crainte, voilà votre peur.

La peur, la peur viscérale, ce chancre de l'Algérie.

Il y a les musulmans qui ont peur, il y a les Européens qui ont peur, il y a l'armée qui a peur de ne pas gagner cette guerre. Il y a la peur des terroristes. Il y a la peur que De Gaulle n'abandonne en esprit l'Algérie. Il y a la peur que la France ne lâche.

Eh oui, les musulmans, c'est vous qui avez le plus peur, c'est vous qui avez le plus souffert, et De Gaulle vous a donné la dignité, l'égalité, la liberté. Il vous a donné tout cela, mais vous ne l'avez pas encore pris.

Qu'attendez-vous ?

Prenez vous-même votre dignité et votre égalité. Aujourd'hui, c'est le jour ! Il n'y aura plus de peur ni de Glaoui pour l'avenir.

Que faire pour les prendre ? Crier à votre tour ce que vous pensez.

Dans les villes et dans les campagnes, sortez en cortèges, librement, spontanément, et criez : « De Gaulle ! Vive

De Gaulle ! » Que les maires et les conseillers municipaux se réunissent et envoient des télégrammes à la Délégation générale et à Paris ; que fassent de même les associations et les corporations. Si tout le monde croit en la France, les drames de conscience de tout le monde seront résolus. Alors, la paix sera bientôt proche, parce que la pacification sera bientôt faite.

Cette épreuve terrible que nous traversons, c'est vous qui allez aider à la résoudre, vous sauvant vous-mêmes, et grâce à vous, sauvant les Européens aussi.

En criant « De Gaulle », on ne pourra pas dire que c'est préfabriqué. De Gaulle est le seul chef incontesté chez les musulmans.

En criant « De Gaulle », c'est pour vous la libération véritable. Vous devenez majeurs ; avec vos vies, celles de vos femmes, celles de vos enfants, vous saurez sauver l'Algérie, et le F.L.N. devra plier, disparaître, sans risque pour vous de retomber sous une prépondérance politique des Européens, que ceux-ci ont abandonnée le 13 Mai, comme je le rappelais tout à l'heure.

Peut-être ce 13 Mai-là, vous n'y avez pas cru, et c'est pour cela en large part que vous êtes indéterminés, c'est la peur du retour à l'ancien état de choses. Non ! Cela est fini, ça ne reviendra pas.

Si vous criez les premiers « Vive De Gaulle ! » vous allez vaincre votre attentisme, vous allez décider aujourd'hui et les jours suivants ; vous allez vous déterminer, et le référendum de la paix sera seulement une confirmation, quand on se sera mis d'accord avec vous, pour sauvegarder vos particularismes, vos coutumes et vos ambitions légitimes.

Alors, je vous en conjure, mes compatriotes musulmans, criez le nom de l'homme qui a fait de vous des hommes majeurs, des hommes modernes, de l'homme qui vous conservera cette conquête par la présence définitive de la France, ici, votée par vous.

Crier « De Gaulle », c'est la paix, c'est l'union, c'est la fin du cauchemar d'aujourd'hui et de demain, c'est la réconciliation finale avec les Européens, c'est la grandeur de votre patrie, la petite qui est l'Algérie et la grande qui est la France.

Allons, libérez-vous ! Libérez-vous ! Libérez-vous, tous ensemble en criant partout, dans toute l'Algérie : « Vive De Gaulle ! »

Je m'adresse maintenant aux Européens d'Algérie, et avant tout, aux Algérois.

Si je dois rejoindre le général Challe à son nouveau P.C. pour retrouver, moi aussi, ma liberté de commandement, je vous laisse, Algérois, le dépôt le plus sacré qu'un homme puisse avoir : sa femme et ses enfants. Veillez sur Mathieu, mon dernier fils, je veux qu'il grandisse, symbole de l'indéfectible attachement de l'Algérie à la France. Ce dépôt sacré me donne le droit de vous parler de tout point, de toute ville d'Algérie, comme si je n'avais pas quitté Alger.

Et voilà ce que j'ai à vous dire.

Je m'adresse à vous, tout d'abord, Ortiz, Lagailarde, et vous Sapin-Lignières, chef des U.T., et à tous ceux qui sont enfermés dans la faculté comme dans l'Alcazar de Tolède, prêts à mourir ; je crie à la métropole que je salue votre courage, enfants de la patrie. Eh bien, Ortiz, Lagailarde, Sapin-Lignières et tous les autres, vous allez réussir ! Demain vous allez réussir si vous m'écoutez aujourd'hui.

Je m'adresse à vous aussi, représentants du peuple, sénateurs, députés, conseillers municipaux.

À vous, président Bouarahoua du Grand Alger,

À vous, les anciens combattants, Arnould, Mouchan, Martin et tous les autres,

À vous du patronat et de l'agriculture, monsieur Chollet, monsieur Lamy,

Je m'adresse à tous ceux qui m'ont vu, à tous ceux qui ne me connaissent pas, mais qui me savent Français, et maintenant Algérien,

À vous, foule d'Alger, peuple de Bab-el-Oued et de Belcourt, peuple d'El-Biar,

À vous encore, peuple de la Casbah et de tout le Grand Alger,

Vous ne m'avez pas aperçu ces jours-ci dans ces jours de crise, mais moi, j'ai vu vos visages : dans ce sursaut du désespoir, quelle tristesse, au lieu de la joie du 13 Mai, quelle tristesse devant les morts de dimanche, morts réunis maintenant pour le salut de l'Algérie, quelle tristesse profonde devant l'avenir, les risques immenses.

Oui, ces risques immenses, tous vous, les voyez et la vue claire de ces risques paralyse tout le monde, les enfermés des facultés, la troupe, officiers et soldats, la foule, les chefs ici, et Paris, frappé de stupeur, et la France, tremblante d'angoisse ; et dans les villes de l'intérieur, c'est la même tristesse aussi.

C'est la poudrière : un coup de feu, et tout s'écroule, tout est joué.

Qui va tirer ? Qui va tout faire s'écrouler ?

Et si c'était le F.L.N. ?

Non, non, ce serait trop affreux, l'Algérie et la France offertes, livrées ainsi et rendues à l'ennemi par une seule balle.

Moi-même, j'ai été comme frappé de paralysie, angoissé, torturé comme vous tous, avec le poids de la responsabilité en plus, et je voyais en face de moi, au P.C. Challe, le visage du commandant en chef angoissé, torturé entre l'unité de l'armée et l'unité de la France.

Quel choix ! Quel choix dramatique !

Alors, hier soir, tous les deux — l'équipe —, nous avons décidé en nous regardant les yeux dans les yeux, de sortir de cette paralysie, de poser un geste sauveur et pour cela, d'aller à un P.C. dans le bled, non pas pour vous fuir, non pas pour diviser l'Algérie, mais pour retrouver nos esprits, démêler cette suite terrible de malentendus et hurler la vérité.

Oui, hurler la vérité !

Mes frères d'Alger, le sort de l'Algérie, le sort de la France, le sort du monde libre peut-être, se jouent ici, dans ces jours. Si vous me suivez, Alger aura sauvé encore une fois l'Algérie, pour la troisième fois la France et — quelle gloire

— peut-être l'Europe et l'Afrique.

Suivez-moi, je vous en supplie.

En plébiscitant tous ensemble De Gaulle et la France, vous vous délivrez du complexe de l'abandon, vous n'aurez plus peur d'un référendum, le F.L.N. va mourir et alors l'Algérie sera définitivement, mais librement, française.

En rejetant De Gaulle, vous vous perdez, vous perdez l'armée, et la France aussi.

En plébiscitant De Gaulle, qui ne demande que vos voix, vous sauvez l'armée et son unité, vous sauvez la France et son unité ; et vous forcez la France, à vous sauver. Vous gagnerez aussi la guerre d'Algérie, vous allez tuer le F.L.N., qui attend en ricanant dans l'ombre, vous allez le tuer en déterminant les musulmans, quand demain, si vous me suivez, ces musulmans croiront enfin qu'ils sont devenus vraiment nos égaux.

J'ai pris le risque terrible de déclencher la guerre civile en Algérie, pour éviter la sécession, le départ de De Gaulle, casser l'unité de pris avec, confiance, et j'avais le droit de le prendre en laissant ici ma femme et mes enfants — à Alger —, chair de moi-même qui veux vous sauver.

J'ai pris tous ces risques, parce que, je le répète, j'ai confiance ; j'ai confiance que vous me suivrez, que les barricades — dans lesquelles, par-dessus lesquelles, on rêve de s'embrasser, alors qu'on craint de se tuer —, que ces barricades vont tomber.

Allons, fraternisez, allons, fraternisons, en criant : « Vive De Gaulle ! Vive la France ! »

En tombant — ces barricades —, elles feront tomber votre peur, elles feront tomber l'angoisse de toutes les mères de France et d'Algérie.

Suivez-moi, je vous en supplie, tout est si près d'être perdu, tout, l'Algérie, et la France, et vos vies, Ortiz et Lagailarde, vos vies dont la France a besoin. Tout ! et tout cependant peut être retrouvé, tout sera gagné.

Allons, je vous en supplie pathétiquement, si les musulmans se sont déterminés en criant « De Gaulle ! » — malgré vous peut-être, de leur plein gré en tout cas —, alors la politique de De Gaulle ne comporte plus de risques ; je vous en supplie, une dernière fois. Européens, musulmans, mes frères, criez tous ensemble, tous unis : « Vive De Gaulle ! Vive la France ! »

Demain, après-demain, dans quelques jours, si vous me suivez, je serai, Algérois, de nouveau parmi vous, ayant grâce à vous remis en ordre les affaires d'Algérie, pour que la France sauve et garde l'Algérie.

À l'appel du général Gracieux et de ses paras, demain, après-demain, si vous le voulez, Challe et Delouvrier seront à Alger.

Nous visiterons l'Alcazar des facultés, nous serrerons la main à Ortiz, à Lagailarde et à vous, Sapin-Lignièrès, chef des U.T. — « rien n'est perdu pour un Français quand il rallie sa mère, la France », a dit le général De Gaulle dans la nuit de dimanche.

Nous irons ensemble au monument aux morts pleurer et prier les morts de dimanche, morts à la fois pour que l'Algérie soit française et pour que l'Algérie obéisse à De Gaulle.

Et le lendemain de ce jour faste, Challe et Delouvrier iront à Paris pour remettre sans conditions — on ne pose pas de conditions au chef de l'État —, pour remettre sans conditions l'Algérie à De Gaulle et à la France.

Voilà, j'ai fini, après ces journées harassantes.

Massu, le général Massu, qui est loyal, m'approuverait, n'est-ce pas, colonel Argoud ? D'ailleurs, il va m'approuver.

Challe et moi, nous avons mis, tout mis, dans cet effort : notre cerveau, notre cœur, notre âme, et ce plan est conforme à l'honneur.

Que Dieu nous garde et nous entende et qu'il sauve la France et l'Algérie.

Je donne l'ordre à toutes les autorités civiles et militaires de réaliser, par tous les moyens en leur pouvoir, de toutes les forces de leur âme, de réaliser ce plan sauveur, le seul plan sauveur.

À vous, Crépin.

À vous, Gracieux,

À vous, Argoud,

À vous, officiers S.A.S. et S.A.U.,

À vous, Segonzac et la jeunesse,

À vous, Germiny,

À vous, Bouarahoua,

À vous, Ben Keddache,

À vous, Saïah,

À vous tous, tous citoyens français d'Algérie,

Vive la France !

Références bibliographiques

- H. ALLEG : *La Question* (Ed. de Minuit).
- R. ARON : *Les Origines de la guerre d'Algérie* (Fayard).
- R. ARON : *Nouveaux Grands Dossiers de l'Histoire contemporaine* (Libr. académique Perrin).
- Aït AHMED : *La Guerre et l'après-guerre* (Ed. De Minuit).
- COMITÉ AUDIN : *Sans commentaire* (Ed. de Minuit).
- G. ARNAUD, J. VERGES : *Pour Djamila Bouhired* (Ed. de Minuit).
- R. BARBEROT : *Malaventure en Algérie* (Plon).
- Général BEAUFRE : *L'Expédition de Suez* (Grasset).
- S. DE BEAUVOIR, G. HALIMI : *Djamila Boupacha* (N.R.F.).
- M. BIGEARD : *Contre-guérilla* (Baconnier, Alger).
- R. BUCHARD : *Organisation armée secrète* (A. Michel).
- G. Buis : *La Grotte* (Julliard).
- G. BOURGES : *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir* (Grasset).
- E. BEHR : *Dramatique Algérie* (Stock).
- R. BONNAUD : *Itinéraire* (Ed. de Minuit).
- M. et S. BROMBERGER : *Les 13 Complots du 13 Mai* (Fayard).
- M. et S. BROMBERGER, G. ELGEY, J.-F. CHAUVEL : *Barricades et Colonels* (Fayard).
- S. BROMBERGER : *Les Rebelles algériens* (Plon).
- M. BROMBERGER : *Georges Pompidou* (Fayard).
- R. BURON : *Carnets politiques de la guerre d'Algérie* (Plon).
- R. BURON : *Les Dernières Années de la IV^e République* (Plon).
- A. CAMUS : *Actuelles III* (Gallimard).
- F. CARRERAS : *L'Accord F.L.N.-O.A.S.* (Laffont).
- G. M. CHALLE : *Notre révolte* (Presses de la Cité).
- J. CHARBY : *L'Algérie en prison* (Ed. de Minuit).
- J. CHEVALIER : *Nous, Algériens* (Calmann-Lévy).
- Y. COURRIÈRE : *Les Fils de la Toussaint* (Fayard).
- Y. COURRIÈRE : *Le Temps des léopards* (Fayard).
- M. DEBRÉ : *Ces princes qui nous gouvernent* (Plon).
- M. DÉON : *L'Armée d'Algérie et la pacification* (Plon).
- R. DAVEZIES : *Le Front* (Ed. de Minuit).
- J. DOUXEY : *S.O.S. Algérie* (Aux Carrefours du Monde).
- J.-C. DUCHEMIN : *Histoire du F.L.N.* (La Table Ronde).
- A. DULAC : *Nos guerres perdues* (Fayard).
- B. ETIENNE : *Les problèmes juridiques des minorités européennes au Maghreb* (C.N.R.S.).

J. FAUVET, J. PLANCHAIS : *La Fronde des généraux* (Arthaud).

G. ELGEY : *La République des illusions* (Fayard).

G. ELGEY : *La République des contradictions* (Fayard).

Général ELY : *Mémoires* (Plon).

Bernt ENGUELMANN : *Mes amis, les trafiquants d'armes* (Presses de la Cité).

F. FANON : *Sociologie d'une révolution* (Maspéro).

F. FANON : *Les Damnés de la terre* (Maspéro).

F. FANON : *L'An V de la révolution algérienne* (Maspéro).

J.-A. FOUCHER : *La V^e République* (Galic).

N. FAVRELIÈRE : *Le Désert à l'aube* (Ed. de Minuit).

J. FERNIOT : *De Gaulle et le 13 Mai* (Plon).

J. FERRANDI : *600 jours avec Salan et l'O.A.S.* (Fayard).

M. FERAOUN : *Journal* (Seuil).

Ch.-H. FAVROD : *Le F.L.N. et l'Algérie* (Plon).

A. FIGUERAS : *Salan* (La Table Ronde).

P.-M. DE LA GORCE : *De Gaulle entre deux mondes* (Fayard).

P.-M. DE LA GORCE : *La République et son armée* (Fayard).

R. HOLEINDRE : *Honneur ou Décadence* (Ed. du Fuseau).

R. JASSERON : *Wilaya Métro* (Les Presses du Mail).

G. JASSERON : *Les Harkis en France* (Ed. du Fuseau).

E. JOUHAUD : *O mon pays perdu !* (Fayard).

P. KESSEL, G. PIRELLI : *Le Peuple algérien et la guerre* (Maspéro).

C. et F. JEANSON : *L'Algérie hors la loi* (Le Seuil).

F. JEANSON : *Notre guerre* (Ed. de Minuit).

H. KERAMANE : *La Pacification* (La Cité).

J. LACOUTURE : *Cinq Hommes et la France* (Seuil).

P. LAFFONT : *L'Expiation* (Plon).

P. LAGAILLARDE : *On a triché avec l'honneur* (La Table Ronde). A.

P. LENTIN : *Le Dernier Quart d'heure* (Julliard).

J. LE PRÉVOST : *La Bataille d'Alger* (Baconnier-Alger).

P. LEULIETTE : *Saint Michel et le Dragon* (Ed. de Minuit).

A. MANDOUZE : *La Révolution algérienne par les textes* (Maspéro).

F. MAURIAC : *Bloc-Notes 1952-1957* (Flammarion).

MORLAND, BARANGER, MARTINEZ : *Histoire de l'Organisation de l'armée secrète* (Julliard).

R. MERLE : *Ahmed Ben Bella* (N.R.F.).

V. MONTEIL : *Soldat de fortune* (Grasset).

R. MURPHY : *Un diplomate parmi les guerriers* (Laffont).

P. NORA : *Les Français d'Algérie* (Julliard).

J. ORTIZ : *Mes combats* (Pensée Moderne).

T. OPPERMAN : *Le Problème algérien* (Maspéro).

A. OUZEGANE : *Le Meilleur Combat* (Julliard).

H. PAJAUD : *La Révolution d'Alger* (Les 4 Fils Aymon).

C. PAILLAT : *Dossiers secrets de l'Algérie* (Presses de la Cité).

A. PASSERON : *De Gaulle parle* (Plon).

M. PEJU : *Le Procès Jeanson* (Maspéro).

G. PÉRIOT : *Deuxième Classe en Algérie* (Flammarion).

G. PERRAULT : *Les Parachutistes* (Seuil).

A. RAHMANI ; *L'Affaire des officiers algériens* (Seuil).

P. RIBEAUD : *Barricades pour un drapeau* (La Table Ronde).

P. ROUANET : *P. Mendès-France au pouvoir*(Laffont).

J. ROY : *La Guerre d'Algérie* (Julliard).

J. ROY : *Autour du Drame* (Julliard).

P. ROSTAGNY : *La Grande Honte* (V. Gonzalès-MadridL).

P. SERGENT : *Ma peau au bout de mes idées* (La -Table Ronde).

J.-J. SERVAN-SCHREIBER : *Lieutenant en Algérie* (Julliard).

J. SERVIER : *Adieu, djebel* (France-Empire).

J. SERVIER : *Les Portes de Vannée* (Laffont).

J. SOUSTELLE : *Aimée et Souffrante Algérie* (Plon).

J. SOUSTELLE : *L'Espérance trahie* (La Table Ronde).

R. STÉPHANE, R. DARBOIS : *Mémoires de notre temps* (Calmann-Lévy).

P.-H. SIMON : *Contre la torture* (Seuil).

P.-H. SIMON : *Portrait d'un officier* (Seuil).

J.-J. SUSINI : *Histoire de l'O.A.S.* (La Table Ronde).

A. TALEB : *Lettres de prison* (Sned).

L. TERRENOIRE : *De Gaulle et l'Algérie* (Fayard).

G. TILLION : *Les Ennemis complémentaires* (Ed. de Minuit).

J.-R. TOURNOUX : *L'Histoire secrète - Secrets d'États* (Plon).

J.-R. TOURNOUX : *La Tragédie du Général* (Plon).

R. TRINQUIER : *Le Coup d'État du 13 Mai* (L'Esprit nouveau).

P. VIDAL-NAQUET : *L'Affaire Audin* (Ed. de Minuit).

P. VIDAL-NAQUET : *La Raison d'État* (Ed. de Minuit).

J. VERGES, M. ZAVRIAN, M. COURREGÉ : *Les Disparus* (La Cité- Edit.).

Yacef SAADI : *Souvenirs de la Bataille d'Alger* (Julliard).

Le Sous-Développement en Algérie (Etudes du secrétariat social. Alger).

La Cohabitation en Algérie (Etudes du secrétariat social. Alger).

La Gangrène (Ed. de Minuit).

Procès de l'attentat du Petit-Clamart (Albin Michel).

Procès d'Edmond Jouhaud (Albin Michel).

Procès de Raoul Salan (Albin Michel).

Revue *Simoun*, n° 32 (Ch. Poncet).

La Nouvelle Revue Critique, n° 107.

L'Année politique : 1955-1956-1957-1958-1959-1960 (Presses Universitaires de France).

Collections du *Monde*, *l'Echo d'Alger*, *l'Express*, *Paris-Match*, *El-Moudjahid*.

Documents privés.

J. CAHEN et M. POUTEAU : *Una resistenza incompiuta* (Il Saggiatore).

MISE EN PAGE ÉLECTRONIQUE [Epub] :



– ACHEVÉ D'IMPIMER –

LE 14 MARS 1983 SUR LES PRESSES DE
CARLO DESCAMPS CONDE - SUR - L'ESCAUT

POUR LE COMPTE DE LA LIBRAIRIE

ARTHÈME FAYARD
75, RUE DES SAINTS-PÈRES
PARIS VI^e

ISBN / 2-213-00580-X

N° d'éditeur : 6569

Dépôt légal : mars 1983

N° d'impression : 2991

Imprimé en France

Les notes :

PREMIERE PARTIE : Le dernier quart d'heure

- [\[1\]](#) . Voir *les Fils de la Toussaint* (Fayard éditeur).
- [\[2\]](#) . Voir *le Temps des léopards* (Fayard éditeur).
- [\[3\]](#) . *Les crimes sanglants d'Amirouche avaient même été évoqués et condamnés lors du congrès de la Soummam. Voir le Temps des léopards.*
- [\[4\]](#) . *Officiers de renseignement.*
- [\[5\]](#) . *Pluriel : moussbilin. Volontaire agissant en général dans sa région mais sans faire partie d'un groupe armé. Il est habituellement chargé du ravitaillement et du renseignement des unités de l'A.L.N.*
- [\[6\]](#) . *Voir, dans le Temps des léopards, le récit complet de la « bataille d'Alger » (janvier-octobre 1957).*
- [\[7\]](#) . *Voir les Fils de la Toussaint.*
- [\[8\]](#) . *Conversation citée par R. Tournoux dans la Tragédie du Général.*
- [\[9\]](#) . *Organisation politico-administrative du F.L.N.*
- [\[10\]](#) . *Voir les Fils de la Toussaint.*
- [\[11\]](#) . *Voir le Temps des léopards.*
- [\[12\]](#) . *Régiment « action » du S.D.E.C.E.*
- [\[13\]](#) . *Personnel féminin de l'armée de terre.*
- [\[14\]](#) . *Dont il parle dans son introduction à Un Américain bien tranquille.*
- [\[15\]](#) . *Conseil de village.*
- [\[16\]](#) . *Voir le Temps des léopards.*
- [\[17\]](#) . *Pseudonyme donné par l'auteur pour protéger l'anonymat d'un homme qui vit encore en Algérie.*
- [\[18\]](#) . *Groupes armés.*
- [\[19\]](#) . *Véritable nom de Bellounis, né à Bordj-Menaïel en 1912. Il avait donc quarante-cinq ans à l'époque de son ralliement.*
- [\[20\]](#) . *Milice locale armée, placée sous les ordres des officiers S.A.S.*
- [\[21\]](#) . *Chef local F.L.N.*
- [\[22\]](#) . *Voir les Fils de la Toussaint.*
- [\[23\]](#) . *Lorsqu'il fut fait prisonnier par le colonel Trinquier en novembre 1958, les infirmiers qui soignèrent sa blessure, au bras gauche cette fois, relevèrent sur son corps douze cicatrices par balles. Azzedine avait recouvré l'usage de son bras droit !*
- [\[24\]](#) . *Voir le Temps des léopards.*
- [\[25\]](#) . *Voir les Fils de la Toussaint.*

- [{26}](#) . Voir *le Temps des léopards*.
- [{27}](#) . Ces commandos, d'une centaine d'hommes très entraînés, étaient équipés du meilleur matériel, bénéficiaient des tenues les plus confortables et de l'armement le plus moderne.
- [{28}](#) . Sorte de supplétifs « fondus » dans la population mais capables de répondre au moindre appel, armés de fusils de chasse.
- [{29}](#) . Organisation politico-administrative dont la révolution a doté chaque douar, chaque village, et qui sera en 1958 le principal objectif de l'armée française.
- [{30}](#) . Guerre sainte.
- [{31}](#) . Voir *le Temps des léopards*.
- [{32}](#) . Voir *le Temps des léopards*.
- [{33}](#) . Dont le rôle au Caire était de trouver des armes. Il n'était chargé que de cette mission.
- [{34}](#) . Voir *tes Fils de la Toussaint*.
- [{35}](#) . Voir *le Temps des léopards*.
- [{36}](#) . Voir *le Temps des léopards*.
- [{37}](#) . Voir *le Temps des léopards*.
- [{38}](#) . 220 000 francs par an pour 240 000 en métropole. 3 p. 100 des pieds-noirs avaient un niveau moyen cinq fois supérieur à la moyenne du niveau de vie métropolitain, 25 p. 100 un niveau sensiblement égal et 72 p. 100 un niveau de vie 15 à 20 p. 100 inférieur à celui des métropolitains pour une catégorie sociale correspondante (Bruno ETIENNE : Statistiques du C.N.R.S. Aix-en-Provence).
- [{39}](#) . Unités territoriales. Civils européens accomplissant quelques jours de service tous les mois. Ils dégagent ainsi l'armée de certaines tâches de surveillance.
- [{40}](#) . Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
- [{41}](#) . Groupement de commandos mixtes aéroportés.
- [{42}](#) . Voir le récit de la « bataille d'Alger » dans *le Temps des léopards*.
- [{43}](#) . Village kabyle.
- [{44}](#) . Zone autonome d'Alger.
- [{45}](#) . Renseignement et liaison.
- [{46}](#) . Voir *le Temps des léopards*.
- [{47}](#) . I.G.A.M.E. : inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire.
- [{48}](#) . Rapporté par la presse algéroise.
- [{49}](#) . M.T.L.D. de Messali Hadj. Voir *les Fils de la Toussaint*.
- [{50}](#) . Ce dialogue ainsi que les circonstances de la mort d'Abane sont tirés du seul document existant sur ce fait mystérieux révélé ici pour la première fois. Il s'agit d'un rapport ultra-secret envoyé aux membres du C.C.E. et rédigé par l'un d'eux le 15 août 1958 à Tunis. L'auteur a pu compléter sa documentation sur ce sujet épineux grâce aux

récits recoupés de Krim, Ben Tobbal, Ouamrane, Mahmoud Chérif et Boussof. Il eut la possibilité de s'en faire confirmer personnellement certains points lors de ses dernières rencontres avec les survivants du C.C.E. de l'époque.

[\[51\]](#) . Siège du S.D.E.C.E. à Paris (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage).

[\[52\]](#) . Service de renseignements.

[\[53\]](#) . Les noms des agents du S.D.E.C.E. sont des pseudonymes donnés par l'auteur à la demande de ses informateurs, tous anciens du Service désirant conserver l'anonymat. Les noms véritables cités sont ceux d'agents « grillés » dont l'identité est de notoriété publique ou a été dévoilée lors d'affaires qui ont défrayé la chronique.

[\[54\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[55\]](#) . À ne pas confondre avec Bachir Boumaza, futur ministre de l'Information.

[\[56\]](#) . Cité par le journaliste allemand Bernt Engelmann, dans la meilleure enquête de l'avis même des spécialistes français du S.D.E.C.E., publiée sur les rapports entre trafiquants allemands et F.L.N. : *Meine Freunde die Waffenhandler*.

[\[57\]](#) . Service action.

[\[58\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[59\]](#) . H.L.L. : Hors-la-loi. Abréviation militaire française pour désigner les hommes de l'A.L.N.

[\[60\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[61\]](#) . Voir *les Fils de la Toussaint*.

[\[62\]](#) . Commandement opérationnel militaire.

[\[63\]](#) . Montant du « prêt » quotidien des jeunes appelés de deuxième classe.

[\[64\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[65\]](#) . Voir *les Fils de la Toussaint*.

[\[66\]](#) . Général en argot militaire.

DEUXIEME PARTIE : **L'illusion**

[\[1\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[2\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[3\]](#) . Première bombe ayant explosé à Alger. Elle avait été posée dans la Casbah par un groupe antiterroriste européen et avait fait soixante-douze morts musulmans.

[\[4\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[5\]](#) . Cité par S. et M. Bromberger dans : *les 13 Complots du 13 Mai*.

[\[6\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[7\]](#) . Il faudrait un livre pour démontrer la multiplicité des complots et préparatifs en métropole. Il a déjà été écrit plusieurs fois. Nous n'y reviendrons pas. Le lecteur intéressé par cet imbroglio pourra choisir parmi les excellents ouvrages écrits sur ce sujet et cités en références bibliographiques.

[\[8\]](#) . L'expression est de Salan. Extrait d'une conversation téléphonique entre le commandant en chef et le général Ely, chef d'état-major général des armées.

[\[9\]](#) . Une nouvelle fois fauteur signale qu'il lui est impossible d'étudier dans le détail le déroulement de ces divers complots qui exigeraient un ouvrage particulier. Pas plus qu'il ne retracera l'historique des contacts entre le gouvernement, les socialistes, Antoine Pinay et le général de Gaulle. Le lecteur intéressé pourra se reporter aux ouvrages cités en références bibliographiques, en particulier les excellents récits de S. et M. Bromberger : *les 13 Complots du 13 Mai* (Fayard), et de J. Ferniot : *De Gaulle et le 13 Mai* (Plon).

[\[10\]](#) . Récit rapporté par le général Dulac dans *Nos guerres perdues* (Fayard).

[\[11\]](#) . Abane avait accusé Ouamrane d'avoir joué un rôle actif dans une affaire de mœurs.

[\[12\]](#) . Hors-la-loi. Appellation officielle des *djounoud* abattus.

[\[13\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[14\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[15\]](#) . Voir *le Temps des léopards*.

[\[16\]](#) . F. Jeanson : *Notre combat* (Ed. de Minuit). J. Charby : *l'Algérie en prison* (même éd.). R. Davezies : *le Front* (même éd.).

[\[17\]](#) . Information exclusive, en argot de presse.

TROISIEME PARTIE : L'angoisse

[\[1\]](#) . *Distinguished Service Order*, une des plus importantes décorations militaires anglaises.

[\[2\]](#) . 1^{er} bureau : Personnels. Effectifs. 2^e bureau : Renseignement sur l'ennemi. 3^e bureau Opérations. Plans. 4^e bureau : Logistique. Ravitaillement. Matériel.

QUATRIÈME PARTIE : La révolte

[\[1\]](#) . Morland, Barangé, Martinez : *Histoire de l'O.A.S.*, Julliard éditeur.

[\[2\]](#) . Je collectionnerai par la suite les laissez-passer de toutes les couleurs et de toutes les signatures !

[\[3\]](#) . L'auteur ne prétend pas raconter par le menu les centaines de contacts ni les multiples missions effectuées par des intermédiaires des deux camps entre le 25 janvier et le 1^{er} février. Tout comme pour le 13 Mai le récit complet de la période des Barricades exigerait un volume entier. Le lecteur intéressé par la chronologie détaillée de cette semaine pourra se reporter aux ouvrages cités en références bibliographiques et en particulier à l'excellent ouvrage de S. et M. Bromberger : *Barricades et Colonels* (Fayard).

[\[4\]](#) . Voir en annexe le texte original et complet du discours de M. Delouvrier.

YVES COURRIERE

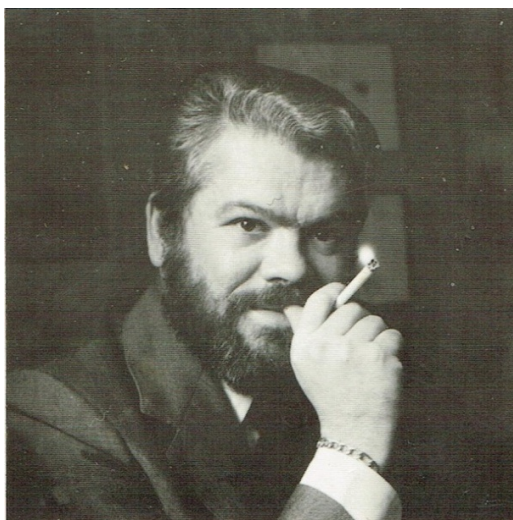
LA GUERRE D'ALGERIE

LES FEUX

DU DESESPOIR

FAYARD





Voici le terme de l'épopée. La fin du drame algérien. Après *Les Fils de la Toussaint*, *Le Temps des léopards* et *L'Heure des colonels*, *Les Feux du désespoir* racontent, par le détail, les événements tragiques qui agitèrent les années 1960 à 1962. Yves Courrière, le premier historien de cette époque tragique, apporte, dans ce nouveau volume, mille révélations sur les secrets les plus mystérieux de la guerre d'Algérie : le putsch des généraux, les barbouzes, les négociations secrètes des Rousses, la lutte contre l'O.A.S., la montée de Boumediene, la guerre civile à Alger, l'arrestation de Salan. Il démontre l'implacable enchaînement qui mena des hommes comme De Gaulle, Challe ou Boumediene, Susini, Degueldre ou Krim Belkacem à prendre leurs responsabilités devant l'Histoire.

Les Feux du désespoir c'est aussi, c'est surtout, la fin d'un grand amour, d'une passion orageuse entre la France et l'Algérie. Une passion qui a laissé tant de traces...

L'AUTEUR. – NÉ en 1935 Yves COURRIÈRE, Écrivain, journaliste, a obtenu en 1966 le prix Albert-Londres du meilleur reportage.

De 1958 à 1962, il « couvre » la guerre d'Algérie sur le plan politique et sur le terrain.

depuis 1967, il a entrepris de raconter en détail ce que fut cette guerre. Pour cet ouvrage, il a été couronné, en 1970, par l'Académie française. Dix ans après, sa « guerre d'Algérie » reste la référence indispensable à tous ceux qui s'intéressent à cette page tragique de notre histoire.

Parus à la librairie Fayard

Du même auteur :

LA GUERRE D'ALGÉRIE – I

LES FILS DE LA TOUSSAINT (*préface de J. Kessel*)

LA GUERRE D'ALGÉRIE – II

LE TEMPS DES LEOPARDS (*prix d'histoire de l'Académie française, 1970*).

LA GUERRE D'ALGÉRIE – III

L'HEURE DES COLONELS

Yves Courrière

LA GUERRE D'ALGÉRIE – IV

**LES FEUX
DU
DÉSÉSPAIR**

(La fin d'un empire)

Fayard

À Guy Samakh.

Le métier militaire...

« Ce n'est pas un sale métier. C'est le plus ancien et le plus beau, même si la plupart des gens qui l'exercent en sont indignes. »

E. HEMINGWAY.

« Ce n'est jamais que l'honneur qui oblige à choisir et à prendre parti... »

R. VAILLAND.

Première partie
Les occasions manquées

L'atmosphère est à l'orage. Paul Delouvrier est condamné. Il le sait. Il le voit. Il le sent. Depuis son arrivée à Paris, ce mardi 2 février 1960, au lendemain de la reddition du camp retranché d'Alger, alors que les titres fracassants des quotidiens du matin annoncent à une métropole rassurée la fin des Barricades, le délégué général recueille les fruits amers de la disgrâce. Physionomies lugubres, regards apitoyés, visages compatissants, poignées de main prolongées et consolatrices. « Croyez bien, cher ami, que nous participons à votre drame. » Sans oublier les éclairs de joie des ennemis, des envieux, de ceux qui ne sont pas fâchés que ce « bel animal politique » se soit enfin « ramassé » dans le cloaque d'Alger où se sont enlisées tant de carrières promises au plus bel avenir. Delouvrier les ignore. Il serre les dents. Sanglé dans un costume croisé bleu marine qui souligne sa carrure d'athlète, les cheveux soigneusement plaqués, il franchit, impassible, les degrés du perron de l'Élysée où le général De Gaulle l'attend pour lui « fendre l'oreille ».

Et pourtant, avec Challe, Delouvrier a réussi à se sortir du pétrin des Barricades sans faire couler une goutte de sang. Mais cela n'a pas suffi. L'affaire a trop traîné. De Gaulle s'est impatienté. Il n'a oublié ni les rodomontades d'Ortiz — aujourd'hui en fuite — ni la froide résolution de Lagailarde, détenu depuis la veille à la Santé. Qu'une « poignée de braillards » ait pu se dresser contre le pouvoir pendant plus d'une semaine sans que le commandant en chef ni le délégué général aient eu suffisamment d'autorité pour réduire dans l'heure le camp retranché, voilà qui ne se pardonne pas. Un abcès au cœur de la ville. Une atteinte au prestige de la France. Un accroc à la dignité du Général. Voilà qui ne peut se pardonner.

Et puis il y a eu le discours ! Ce discours où Delouvrier s'est adressé au cœur plus qu'à la raison. Où il a parlé réconciliation plutôt que répression. Où, proposant le pardon et faisant vibrer sincèrement la corde sensible des plus lucides des insurgés, il a désamorcé la poudrière d'Alger. N'ayant rien lâché de la politique de De Gaulle, le délégué général s'est senti en règle avec sa conscience. Tout plutôt que le sang coule. Et il a été entendu. Et les Barricades sont tombées. Mais si ces paroles sorties « des tripes et du cœur » ont touché Alger, elles ont déplu à Paris. Delouvrier l'a senti dès les premières conversations téléphoniques avec la capitale. Il vient d'en avoir aujourd'hui la confirmation.

Ce matin, à sa descente d'avion, son ami Rousselier l'attendait, porteur d'un message. Le premier ministre, Michel Debré, tenait à le voir avant le général De Gaulle. Avec ménagement, Rousselier avait ajouté :

« Vous ne retournerez certainement pas à Alger.

– Qui me remplacera ?

– Probablement Sudreau. »

Rousselier était bien informé puisque, dans l'anti-chambre de Debré, Delouvrier avait découvert avec surprise Sudreau, plongé dans la lecture des journaux du matin. Il attendait l'audience du premier ministre. On ne perdait pas de temps. Ni à Matignon ni à l'Élysée.

« Je suis heureux de voir mon successeur, lui avait dit sèchement Delouvrier. La place est chaude. Vous aurez du mal à vous y asseoir. »

Le sourire de Sudreau s'était figé. Il ne s'attendait pas à voir Delouvrier. Encore moins à ce qu'il sût déjà.

« Mais, cher ami, ma nomination n'est pas évidente. Je ne sais rien de tout cela. »

Debré, ouvrant la porte de son cabinet de travail, avait mis fin à une conversation embarrassante. Faisant attendre « le futur » il avait reçu « l'ancien ». Très gentil, très fraternel, le premier ministre avait voulu atténuer le coup que De Gaulle s'appêtait à porter sans ménagement à un homme d'une grande droiture.

« Il est probable, mon cher Delouvrier, que vous ne retournerez pas en Algérie. Vous allez voir le Général. Il vous expliquera tout cela en détail. »

Delouvrier connaissait déjà la chanson.

« Mon discours, n'est-ce pas ?

— Ah ! votre discours, moi je l'ai trouvé très bon. Malheureusement ce n'a pas été l'avis de tout le monde au conseil des ministres. »

De Gaulle en avait, paraît-il, été exaspéré. Jacquinot, Couve de Murville, Buron et quelques autres avaient eu des mots très durs à son égard.

« Un délégué général est à Alger pour représenter le

gouvernement français, pour rechercher les orientations profondes et véritables du peuple algérien, avait-on dit. Et non pour être le porte-parole des activistes auprès de Paris ! »

Debré, déjà déchiré par le drame algérien, douloureusement affecté par la tournure que semblait prendre la politique Élyséenne, mais ferme au service de l'État et fidèle à l'homme qu'il avait choisi de suivre voilà vingt ans, avait assuré le délégué général de son estime et de sa reconnaissance pour ce qu'il avait fait en Algérie.

« Mon cher Delouvrier, je regrette que vous partiez ! »

C'est tout juste si ce n'était pas à Delouvrier de consoler le premier ministre ! Allons ! Tout était joué d'avance.

« On me balancera quand on ne voudra plus de moi. J'étais inspecteur des Finances, je le redeviendrai. » Cette phrase désabusée que Delouvrier a parfois prononcée devant son directeur de cabinet au retour de voyages mouvementés au cours desquels le Général a laissé éclater sa « rogne et sa grogne » à l'égard de l'Algérie est plus d'actualité que jamais. À l'Élysée, dans le bureau des aides de camp, le délégué général voit à leurs figures que la température est plutôt froide. Le bon Bonneval, le fidèle gardien, la « bonne-à-tout-faire », salue le « sacrifié » et l'introduit immédiatement — selon les ordres — dans le bureau du Général.

« Alors, Delouvrier, je vous l'avais bien dit qu'« ils » n'obéiraient pas. »

Le général De Gaulle, prenant appui sur l'immense table aux ors flamboyants, s'est dressé. Il tend la main à Delouvrier qui la serre. L'attaque soudaine — bien dans la manière du Général qui aime dérouter et désarçonner son vis-à-vis — cingle le délégué général plutôt qu'elle ne l'abat. Avant de regagner le calme bastion des Finances, il a certaines choses « sur l'estomac » dont il entend bien se débarrasser. C'est aujourd'hui ou jamais. Il se lance :

« Mon général, il me semble que tous les quinze jours, dans ce bureau, c'est moi qui vous ai dit que l'armée n'obéirait plus^[1]. Ici même, vos cabinets civil et militaire ne se parlent plus. Votre cabinet militaire^[2] renforce l'idée de l'Algérie française dans l'esprit des officiers les plus en flèche. Même le premier ministre, lors des toasts qu'il porte au cours de ses voyages en Algérie,

revivifie les sentiments des officiers sur l'Algérie française. On m'a mis dans une situation impossible. Je dépends de l'armée pour le maintien de l'ordre. Et j'ai une armée qui n'obéit pas ! »

Le Général s'est rassis. Son poing droit à demi fermé frappe impatiemment le maroquin du bureau. La mâchoire inférieure est agitée d'un tic devenu familier à son entourage. Il ne se rassérène pas. Au contraire. C'est à nouveau l'attaque.

« Dans les quatre premiers jours vous avez disparu, Delouvrier, vous ne vous êtes redressé que sur la fin. » Pas d'allusion au fameux discours. Pas un mot sur Challe. Delouvrier se rebiffe.

« Mon général, dans les premiers jours je me suis posé la question : dois-je dire que je suis prisonnier ? dois-je dire que je suis démissionnaire ? Je me suis tu. Et je suis resté. Mais ainsi j'ai empêché le général Challe de glisser vers la position où s'est trouvé le général Salan au 13 mai 1958. Et Challe n'a prononcé aucun des discours que lui préparaient fébrilement ses colonels⁽³⁾ ! Là j'ai été efficace. En outre, mon général, je crois pouvoir me considérer comme le seul à avoir obéi à vos ordres. J'ai pris la responsabilité de verser le sang à Alger. J'ai donné mes ordres à Crépin. Et à ce propos j'ai pu croire un instant — lorsque celui-ci a téléphoné à l'Élysée pour en avoir confirmation — qu'ils étaient réfutés par Paris et par vous-même. Il a fallu que je menace de révoquer Crépin pour qu'on les confirme ! Je ne devais pas avoir peur de verser le sang français. Et cela vous me l'avez rappelé vous-même ! »

Voilà. C'est fait. Delouvrier est soulagé. Il peut entendre sereinement l'annonce de son limogeage. Mais rien ne vient. Le Général s'est radouci. Son visage s'est ouvert. Il passe à un autre sujet : l'état psychologique de l'armée et de la population. Delouvrier, qui a lu dans un hebdomadaire à grand tirage des informations selon lesquelles le Général « contrebalancerait » la fermeté de son discours du vendredi, revient à nouveau à la charge. Puisqu'il a ouvert son cœur autant aller jusqu'au bout.

« Si tout cela est vrai, mon général, il ne faudra pas s'étonner de la réaction de l'armée. Depuis plus d'un an que je suis à Alger j'ai demandé d'importantes mutations. Jamais je n'ai obtenu l'accord de Paris. M. le premier ministre est déchiré. À votre cabinet le général de Beaufort bloque tout. Quant à la présence du général Zeller à l'état-major de l'armée de terre, elle a empêché tout simplement qu'un « bon esprit » règne dans l'armée

d'Algérie. S'il y a des responsabilités à Alger, je les assume. Mais il y a aussi des responsabilités à Paris. Et elles sont proches de vous-même, mon général. »

De Gaulle se lève, marquant ainsi la fin de l'entretien. Contournant son bureau il accompagne à pas lents Delouvrier jusqu'à la porte. Il s'enquiert aimablement de sa santé. Le délégué, qui tombe de sommeil, n'en a cure. Il remarque pourtant le ton devenu familier. Il faut maintenant poser la question.

« Mon général, un avion m'attend. À 16 heures il doit décoller pour Alger. Dois-je y retourner ?

– Attendez demain matin, Delouvrier.

– Je ne peux regagner mon poste qu'avec votre entière confiance, mon général, mais Alger ne peut rester sans commandement. Il faut s'occuper de l'armée et de la population civile. Sans nouvelles instructions de votre part, je prendrai l'avion demain matin à 9 heures.

– Oui, attendez demain matin, Delouvrier. »

La lourde porte du cabinet présidentiel se referme sur un Delouvrier perplexe. Pas un mot du discours, pas un mot sur Challe, rien sur la suite de sa mission. Programme immédiat ? Informer Michel Debré du tour qu'a pris l'entretien. Et dormir. Dormir.

Le lendemain, mercredi 3 février, la *Caravelle* du G.L.A.M. décollait à 9 heures, emmenant le délégué général vers Alger. Il n'avait eu aucune nouvelle du général De Gaulle pas plus que d'une quelconque personnalité gouvernementale !

Un macadam épais recouvrait désormais la chaussée de la rue Charles-Péguy et du boulevard Laferrière. On ne dépaverait pas de sitôt le plateau des Glières. Le centre d'Alger avait repris sa physionomie habituelle. Aux yeux de l'étranger l'animation était toujours aussi grande, les trolleys aussi bondés aux heures de pointe. On avait remplacé les vitrines, refait les étalages, effacé les traces des journées d'insurrection. Trois petits bouquets, placés au pied du ficus où l'U.T. Roger Hernandez avait trouvé la mort au coin de la rue Charles-Péguy, témoignaient seuls du drame. Pendant quelques jours des mains anonymes les renouvelèrent. Puis on se lassa. Il n'y eut plus rien., Tout était redevenu comme avant. Pourtant les Algérois savaient qu'il y

avait un ressort brisé dans le cœur de leur ville. La grande machinerie populaire ne fonctionnait plus. On avait perdu le goût de la discussion, on n'échafaudait plus les mirifiques hypothèses des semaines passées. On ne parlait plus de « grand jour », de basculage de l'armée, de révolution pacifique. Une grande tristesse planait sur la cité dont les habitants remâchaient une amère rancœur. On eût dit que leurs âmes méditerranéennes si sensibles au ciel et à la mer en avaient pris la teinte et l'apparence. Grise et tourmentée. Ce qui se passait là-haut au G.G.⁽⁴⁾ ou au quartier Rignot⁽⁵⁾ ? Ils s'en moquaient. Cette armée sans parole les avait lâchés. Quant aux autorités civiles, elles étaient « à la botte du grand couloir de l'Élysée » ! Alors, qu'en attendre ? L'Alger populaire, privé de ses leaders en fuite ou en prison, abandonné de tous, se complaisait dans son désespoir et son chagrin et en tirait de sombres délices.

Au sommet de la hiérarchie c'était la grande valse. Une fois de plus. Déplacements, mutations, épuration faisaient partie du vocabulaire quotidien. Le colonel Gardes, chef du 5^e bureau, avait été inculpé, seul militaire parmi le groupe des activistes que devait juger le tribunal des forces armées. Mais on avait demandé à Challe une liste de « têtes » supplémentaire. Delouvrier, qui restait à Alger, avait été entendu. De Gaulle s'était rendu compte, à travers l'affaire des Barricades, que la résistance de l'armée à sa politique était plus grande qu'il ne l'avait supputé. Il s'était donc débarrassé du général de Beaufort et avait envoyé Messmer, ministre des Armées, à Alger pour épurer un état-major pas trop activiste. Les généraux Faure, Mirambeau, Gracieux étaient mutés en métropole ainsi que le « soviet des colonels » : Broizat, Argoud et Godard. Delouvrier avait « exécuté » personnellement ce dernier au lendemain des Barricades.

« J'exige votre démission de directeur de la Sûreté, avait dit le délégué général. Cette histoire semble vous avoir éclaté sous les pieds. Vous ne m'avez d'ailleurs jamais informé suffisamment depuis octobre dernier sur le développement des mouvements activistes. Je ne sais ce que vous avez fait ou pas fait. Mais je suis sûr que cette affaire de réduit n'est pas née spontanément. Au mieux vous avez été surpris dans votre tâche. J'attends votre démission. »

Godard avait juré ses grands dieux qu'il n'avait, en rien participé à l'affaire et qu'il était resté fidèle à Challe et à

Delouvrier. « Je ne m'explique pas cette défaveur brutale », avait-il ajouté, ulcéré. Il n'en avait pas moins gagné immédiatement Nevers, sa nouvelle garnison, remplacé dans ses fonctions par le préfet Aubert. La direction de la Sûreté d'Alger échappait aux militaires.

Le gouvernement, surpris un instant par l'affaire des Barricades, s'était repris et capitalisait avec une grande rapidité le discrédit dans lequel l'armée s'était plongée. Les préfets retrouvaient enfin la réalité des pouvoirs civils et avaient désormais le pas sur les généraux de corps d'armée ou de division qui ne conservaient que le maintien de l'ordre sous le contrôle des autorités civiles. Avec la conduite des opérations contre la rébellion c'est tout ce qui leur restait de leur ancienne puissance.

Le général Challe n'était pas fâché de cette séparation des pouvoirs. Il voulait avoir tout son monde à lui et bien à lui pour finir de gagner sa guerre. Et il était pressé. L'affaire des Barricades avait freiné ou suspendu nombre d'opérations contre les fellaghas. Challe voulait les reprendre au plus tôt pour remporter définitivement une victoire qu'il sentait à sa portée. En un an le plan Challe avait écrasé successivement les forces de l'A.L.N. de l'Ouarsenis, de l'Algérois, de la Kabylie et d'une partie du Constantinois. Restait la zone frontière avec la Tunisie et les Aurès-Nemencha. C'était un gros morceau et Maurice Challe n'avait que six mois devant lui.

C'était à Paris que le commandant en chef avait appris sa prochaine « affectation ». Il avait refusé d'accompagner Delouvrier lors de son premier voyage après les Barricades.

« La situation est trop difficile, avait-il expliqué, je ne tiens pas à ce que les colonels refassent en notre absence la comédie des trois premiers jours des Barricades. Avant d'aller à Paris je dois remettre les affaires en ordre et faire redémarrer les opérations. »

En voyant revenir Delouvrier « intact » Challe avait pensé qu'il allait payer pour deux. Pour lui, le résultat des Barricades était désastreux. Il était conscient d'avoir fait peur à l'entourage Élyséen de De Gaulle. Il sortait de l'affaire « fidèle mais dangereux. », décidé qu'il était à ne pas obéir aveuglément et sans discuter. Pourtant, lorsque trois semaines plus tard il s'était rendu à Paris, les choses s'étaient arrangées et il n'avait pas eu à subir l'algarade du Général. Au contraire, De Gaulle l'avait félicité.

« Challe, tout cela est tassé. Ç'aurait pu mieux se passer. Mais vous vous êtes bien débrouillé... »

Challe attendait la suite.

« Comme je vous l'ai laissé entendre, il va falloir que vous songiez à remplacer le général Ely à la tête des armées. »

Chef d'état-major des armées ! Le plus haut poste de l'armée française ! Le général Ely devait prendre sa retraite le 14 juillet. Challe fit un rapide calcul, puis risqua :

« Mon général, je suis très flatté, mais laissez-moi un peu de temps en Algérie. Je pense que la guerre est gagnée mais pas finie. J'ai besoin de cinq ou six mois pour traiter les points forts qui restent aux rebelles. » Le Général eut un geste d'agacement.

« On verra. Je souhaite que vous preniez cette place au plus tôt. »

Lorsque, de retour à Alger, Challe avait analysé les termes de son entrevue avec le président de la République il avait pensé : « Tiens, on veut me sortir d'ici. Mais avant, je dois réussir. »

Le plan Challe n'était pas seulement d'écraser la rébellion. Sur ce point-là il n'avait pas de souci à se faire. Des prisonniers importants avaient déclaré que nombre de maquisards voulaient déposer les armes dans le cadre de la paix des braves. Ce qui importait à Challe, c'était la pacification bien comprise. La promotion de la masse musulmane. Le plan de Constantine était en route, provoquant des investissements importants qui apporteraient du travail, et surtout il y avait un espoir de discussion sérieuse avec des musulmans autres que les traditionnels *beni-oui-oui* à *chèche blanc* et *gandoura pittoresque*. Challe avait rencontré un certain nombre de jeunes commissaires politiques du F.L.N. prisonniers à Zéralda et avait tiré grand espoir de sa conversation. Bien sûr les jeunes gens lui avaient dit : « On sait que vous, les militaires, vous êtes les plus forts mais peu importe, nous on représente les aspirations du peuple. » Challe trouvait cela un peu exagéré mais admettait qu'il y avait du vrai dans le raisonnement des jeunes gens. Ce qui, du temps de la « bataille d'Alger » — trois ans auparavant —, aurait suffi à classer le commandant en chef en Algérie parmi les plus progressistes des suspects européens ! Mais le temps avait passé. Challe pensait sincèrement — et beaucoup de militaires du *bled* partageaient cet avis — que l'on pouvait bâtir une Algérie

nouvelle avec des jeunes nationalistes. Ce serait à l'armée d'intervenir une nouvelle fois en Algérie en écrasant le pesant paternalisme des pieds-noirs et en leur imposant ces jeunes élites musulmanes. Challe, connaissant la force et le dynamisme de la population européenne d'Algérie, supputait déjà les résultats extraordinaires que pourrait donner l'amalgame de ces deux jeunessees jusque-là ennemies. « Il faudra plus d'une génération pour y parvenir, pensait le commandant en chef, mais cela en vaut la peine. » Décoloniser par promotion et non par abandon était devenu sa formule préférée. Gagner la guerre n'était qu'un préambule à ce plan grandiose. Encore fallait-il l'écrire !

Débarrassé des braillards extrémistes d'Alger, douchés par la fin des Barricades, « soulagé » de la présence souvent encombrante du « soviet des colonels », Challe s'attela à l'entreprise la plus urgente : se concentrer sur l'affaire militaire avant que son commandement en Algérie ne lui échappe, gagner la guerre et présenter à De Gaulle une Algérie pacifiée sur un plat d'argent. Dans l'esprit du commandant en chef, imposer aux Européens ces jeunes musulmans à la forte personnalité serait alors la tâche de l'armée. Sa plus longue, sa plus difficile mais aussi sa plus belle tâche. Et ni De Gaulle ni la métropole ne pourraient refuser.

Après les heures d'espoir et de folie des Barricades, le 1^{er} R.E.P.⁽⁶⁾ avait gagné le Constantinois. On ne voulait plus de lui dans la capitale algéroise. Le rôle des paras lors de la semaine du 24 janvier n'avait échappé ni à Delouvrier ni à Challe. Bien sûr ils n'avaient pas basculé. Bien sûr c'est au 1^{er} R.E.P. et à son chef le colonel Dufour que Lagaillarde et ses hommes avaient accepté de se rendre mais les liens entre ces soldats d'élite à béret vert ou amarante et la population algéroise, les contacts de leurs officiers avec les milieux ultras étaient trop étroits et trop fréquents pour que cela ne tourne pas un jour à la catastrophe. Le 1^{er} étranger parachutiste avait donc embarqué dans ses camions jaune sable et, dans de grands ronflements de moteurs, l'unité au complet avait quitté sa base arrière de Zéralda pour aller « casser du Tell » sur la frontière. Pour être sûr qu'en fin d'opération — lors de la relève — ils ne reviendraient pas rôder autour des lumières tentatrices d'Alger, on leur installa même une B.O.A. (base opérationnelle avancée) dans la région de Guelma. En attendant, Challe, qui poursuivait avec acharnement son plan d'écrasement du F.L.N., les avait jetés dans l'opération « Pierres-Précieuses », suite

logique de l'opération « Jumelles » ^[7]. Le combat contre les maquisards de la wilaya 2 leur ferait oublier — croyait-il — les chants des sirènes activistes d'Alger.

C'était compter sans la politisation profonde du colonel Dufour. Le 1^{er} R.E.P. sous ses ordres, n'était plus ce qu'il avait été du temps du colonel Jeanpierre, « vingt-cinq ans et trois mois de campagnes » lorsqu'il avait été tué. Jeanpierre avait toujours tenu son régiment en dehors de la politique. Dufour, lui, n'avait plus cette attitude purement militaire. Il était gagné au jeu de la politique. À sa décharge, le rôle que les patrons de l'armée avaient dévolu au 1^{er} R.E.P. lors des opérations de maintien de l'ordre à Alger n'y était pas étranger. D'ailleurs, depuis la pacification, depuis que l'autorité civile défaillante avait laissé — dès 1956-1957 — la quasi-totalité de ses pouvoirs aux militaires, l'armée tout entière était politisée. D'une façon plus ou moins importante selon les convictions personnelles et le degré d'engagement des officiers.

Pour les jeunes et brillants capitaines du 1^{er} R.E.P., l'engagement était total. Et l'exemple de leur chef comptait beaucoup. L'expérience des Barricades les avait démoralisés. La chute du camp retranché représentait pour eux un nouveau degré dans l'échelle des renoncements. Déjà, l'autodétermination annoncée le 16 septembre par le général De Gaulle les avait atterrés. À leurs yeux, l'Algérie était fichue. C'était une conséquence directe de la guerre révolutionnaire que certains avaient apprise sur le terrain en Indochine. Puis on s'était efforcé de leur faire croire que De Gaulle prônait l'autodétermination pour gagner à sa cause l'opinion internationale. La véritable politique intérieure serait autre chose. La solution la plus française, par exemple... Et ils avaient repris espoir. Les Barricades venaient de le balayer. Alors il devenait inutile de se battre. Pourquoi mourir puisque ce n'était pas pour l'Algérie française ?

À la popote des officiers, Dufour ne cachait pas la crainte que lui inspirait la politique de De Gaulle. Il l'avait rencontré à l'Élysée pendant la semaine du 24 janvier.

« Il se prend pour Jeanne d'Arc, disait-il à ses officiers, et quand on rencontre Jeanne d'Arc on a peu de chose à lui dire. Il faut attendre. »

Et ils attendaient en passant inlassablement en revue les grands chefs militaires capables de prendre « une attitude ferme » devant la politique d'abandon qui se dessinait.

La visite du nouveau ministre des Armées, Pierre Messmer, remplaçant Guillaumat, limogé après les Barricades, n'avait rien arrangé. Pourtant, le nouveau ministre connaissait bien la guerre. Ancien légionnaire lui-même, il avait le grade de lieutenant-colonel de réserve, et le choix du général De Gaulle l'avait arraché à une période qu'il effectuait au « 3⁸ » sous les ordres de Trinquier. Il était passé directement de la tenue léopard au fauteuil de la rue Saint-Dominique. Il savait les problèmes et les doutes qui agitaient l'armée pour les avoir partagés, pour en avoir longuement discuté à la popote des officiers de Trinquier. Il éprouvait la nécessité d'éclairer ces soldats qui se sentaient abandonnés, en particulier les paras, ses anciens camarades. Il avait donc choisi de « rassurer » le 1^{er} R.E.P. en pleine opération, dans le djebel. En hélicoptère il avait visité toutes les compagnies, « sautant » de l'une à l'autre. À toutes, il avait tenu le même langage : « Votre devoir est clair : vous devez avoir une confiance absolue dans le général De Gaulle. Vous ne pouvez savoir ce qu'est la réalité de la politique. C'est au général De Gaulle de juger et de choisir compte tenu du contexte international. Vous devez faire la guerre sur le terrain et la gagner. Le gouvernement, lui, s'occupe de la politique. C'est son rôle. »

Et Messmer avait lâché une petite phrase qui n'avait guère surpris les officiers désabusés du R.E.P. :

« Il est possible que nous ne remportions pas un succès aussi éclatant sur le plan politique que sur le plan militaire ! Mais ce qu'on vous demande, à vous, c'est de faire la guerre, de détruire les rebelles. Pour le reste, ne cherchez pas trop à comprendre. »

Alors le 1^{er} R.E.P. était reparti en opération. Sans passion aucune. Ça devenait du boulot. Et un boulot sinistre.

« Si encore on chassait la médaille, disait un capitaine, mais le R.E.P. est tellement décoré que ça ne compte même plus. »

Non, décidément, les paras étrangers n'avaient plus le cœur à l'ouvrage. Leur âme était restée à Alger où un jour il faudrait bien faire quelque chose. Quelque chose qui, enfin, réussisse !

Cette fois, ils ne pouvaient s'échapper. Depuis la veille, trois compagnies du R.E.P. avaient dégagé une unité locale sévèrement

accrochée par un fort élément de la wilaya 2. Les troupes de secteur avaient même pris une sérieuse « branlée ». Les fells étaient « frais » et devaient venir de Tunisie sans avoir eu à franchir le terrible barrage électrifié qui présentait une faille sur une très courte portion de crêtes au nord du bec de canard de Ghardimaou dans les monts de la Medjerda. Les rebelles s'étaient réfugiés à la tombée de la nuit dans une clairière à moins de cinq cents mètres de la frontière tunisienne. Le capitaine Sergent, commandant la 1^{re} compagnie du 1^{er} R.E.P., avait stoppé ses gars. L'attaque serait pour le petit jour.

À l'aube, Sergent lança ses hommes après avoir averti le P.C. du sous-groupement du capitaine Martin. Appuyé sur la gauche par la 3^e Cie du capitaine Estoup et sur sa droite par la 2^e Cie du capitaine Simonot, Sergent se trouvait à la pointe du fer de lance.

« Allons-y, mais avec prudence... » Les rafales d'armes automatiques interrompirent le capitaine. Par bonds souples ses hommes abordaient la clairière, la contournaient, la débordaient. Le feu convergent des armes du R.E.P. hachait les arbustes et la broussaille qui protégeaient la clairière. L'ennemi ne répondait plus. Sergent ordonna l'assaut. Les fells avaient filé, abandonnant une mitrailleuse de 30. Il fallait poursuivre. Ils étaient là, à portée de fusil ! Le capitaine fit déployer sa compagnie qui n'avait pas perdu un homme, la 2^e et la 3^e en firent autant et les bérets verts, sur huit cents mètres, s'avancèrent vers la frontière.

« Les Viets sont de l'autre côté de la crête », passa Sergent par radio.

Il n'avait jamais pu se débarrasser de cette vieille habitude, souvenir de l'Indo. L'ennemi restait le Viet !

À mi-pente, un violent tir de mortier se déclencha, plaquant les hommes au sol. En quelques minutes, la 1^{re} compagnie eut un mort et plusieurs blessés. Sergent appela le capitaine Martin au P.C. du sous-groupement.

« Je ne peux pas rester à me faire matraquer ici, grogna-t-il dans le micro, ou je poursuis en Tunisie ou je décroche tout de suite.

— Allez-y, mon vieux. »

Sergent ne se le fit pas dire deux fois. D'un geste il lança ses légionnaires à l'assaut de la position fell ! L'arme à la hanche, ils

tiraient par courtes rafales. Un assaut donné par la légion a toujours quelque chose d'irréel. Les hommes semblaient défier le danger et avancer sans souci des rafales défensives qui pourtant soulevaient à leurs pieds des geysers de poussière et d'éclats de pierres. Au dernier tiers de la pente le feu ennemi cessa comme par enchantement. Sergent gravit les derniers mètres et s'arrêta, stupéfait. À contre-pente, quelques centaines de mètres plus bas, en territoire tunisien, un véritable village de tentes et de cabanes de rondins était édifié d'où les hommes de l'A.L.N. — en pleine débandade — fuyaient par unités entières. Une véritable fourmilière éventrée ! Depuis des mois, aucun élément français n'avait dû atteindre la crête sacro-sainte. C'était la frontière ! Donc c'était interdit ! Et les tees avaient installé ce camp en toute tranquillité. Profitant de l'absence de barrage ! C'était l'endroit rêvé. Le tout était de ne pas accrocher aux abords immédiats pour que les Français ne découvrent pas le refuge !

Sergent fit stopper le feu.

« Ça ne sert à rien, expliqua-t-il. Il faut l'appui de l'aviation et de l'artillerie. Avec un peu de chance on va tous les « coxer » ! Si on va jusqu'au bout de la crête, on coince tout le monde et on fait un malheur ! »

Le capitaine rendit brièvement compte au capitaine Martin, demanda l'appui désiré et investit le camp rebelle. Les fellas avaient fui avec leur armement personnel. Tout le reste était intact. Des tonnes d'armes, de munitions, d'équipement de toute sorte, radios, médicaments, vêtements.

« Mon capitaine, cria le radio, mon capitaine.

— Oui ?

— Vous avez le capitaine Martin. »

Sergent empoigna le combiné et donna machinalement son indicatif.

« On a l'appui ? C'est une question de minutes !

— Rien du tout, mon vieux. Vous êtes en territoire tunisien.

— Je sais bien que je suis en Tunisie, mais je tiens le camp fell et on les a à notre botte. Avec Estoup et Simonot on n'en fera qu'une bouchée.

— Pas question. J'ai rendu compte au colonel Dufour. Il a reçu

l'ordre du général commandant la zone de vous faire immédiatement rebrousser chemin.

— Comment ? Mais on les tient !

— Ce sont les ordres, Sergent.

— On peut au moins récupérer le matériel neuf !

— Rien à faire. Demi-tour immédiat. Vous avez une demi-heure pour repasser la frontière. Encore une fois, ce sont les ordres. »

Sergent reposa le combiné. Il était blême. Il sentait monter de son ventre une furieuse vague de colère. Sur son visage étroit aux traits étonnamment jeunes et fins les maxillaires bloqués balafraient les joues, les lèvres naturellement minces avaient disparu, les yeux bleus ne semblaient plus voir. Près de lui un adjudant le regardait, inquiet.

« Alors, mon capitaine ?

— Alors rien. On fait demi-tour. »

Le sous-officier était stupéfait.

« Oui, on fait demi-tour ! Mais avant, on va tout faire sauter ! Je ne vais tout de même pas leur laisser tout cela. »

Pendant quatre heures, les hommes de la Compagnie s'appliquèrent avec un sauvage désespoir à détruire le camp fell. Une fumée noire s'élevait des guitounes de ravitaillement, les caisses de munitions explosaient avec de grandes flammes orangées qui bronzait les visages burinés des légionnaires. Les bras croisés, impassible, Sergent regardait le saccage.

« Et l'on conserve de bonnes relations avec la Tunisie », cracha-t-il entre ses dents.

Le soleil était encore haut dans le ciel lorsque la compagnie fit demi-tour. Au cœur des légionnaires il y avait plus que la lassitude du combat de l'aube. Un immense découragement les envahissait sournoisement. Après les Barricades, où on les avait fait marcher contre des gens qui criaient « Algérie française » et portaient haut le drapeau tricolore, voilà qu'on semblait protéger l'ennemi d'hier ! Sous prétexte qu'il se réfugiait en Tunisie !

Quand, deux heures plus tard, le commandant de secteur de la zone frontière ordonna aux hommes de Sergent de fouiller un

terrain boisé très difficile, le capitaine le fixa de son curieux regard glacé. Sans répondre. Puis, se tournant vers sa compagnie, il cria d'une voix blanche :

« Colonne par un, on rentre.

— Qu'est-ce que cela veut dire ? s'étrangla le commandant.

— Ça veut dire que je ne vais pas crever mes hommes à fouiller un terrain désert, pour ne rien trouver ! Les fells sont là-bas, de l'autre côté de la frontière. Et on m'a interdit de les poursuivre ! »

Et il tourna les talons. Pour la première fois de sa vie d'officier, le, capitaine Sergent, commandant la 1^{re} compagnie du 1^{er} régiment étranger de parachutistes, venait de désobéir à un supérieur.

Le général De Gaulle, paraissait rayonnant. De la poche poitrine de son uniforme il avait sorti ses lunettes et contemplait le décor que Trinquier lui avait préparé. Le colonel avait bien fait les choses. Pour accueillir le président de la République, le patron du 3^e R.P.I.Ma. avait fait décapiter un mamelon, tracer une route, construire une D.Z.⁴⁹ pour que la caravane présidentielle pût se poser et se déplacer dans ce bled sauvage du Nord constantinois. M. Messmer, qui avait préparé avec les collaborateurs du Général cette deuxième « tournée des popotes », avait tenu à ce que De Gaulle vît son ancien secteur. Et puis Trinquier était intéressant. N'était-il pas l'un des plus durs des colonels du 13 Mai ? Depuis, il s'était tenu tranquille. On ne l'avait pas vu se manifester aux Barricades. On ne lui connaissait aucun lien particulier avec les colonels activistes d'Alger mais on le savait farouchement Algérie française. Avec lui, le Général pourrait tâter le pouls d'une certaine armée. Celle des « officiers révolutionnaires. »

Cette tournée, De Gaulle n'avait voulu la faire que chez les militaires. Il était impatient de revoir une armée qui, lui disait-on, renâclait à sa politique. Le voyage était prévu de longue date. Pour le mois de février. Il avait fallu toute la diplomatie de Delouvrier et de Challe pour le persuader de le retarder d'un mois. Ça n'avait pas été facile. Après le drame des Barricades Delouvrier souhaitait que la hiérarchie civile soit en place et les troupes à nouveau au combat avant que le général commence sa visite. Il y était parvenu.

Sur le plateau artificiellement créé par Trinquier, outre les

hommes de son régiment, qui avaient impeccablement rendu les honneurs, les manches de leur tenue léopard relevées sur des avant-bras bronzés, se trouvaient quelques centaines de musulmans que Trinquier avait pris sur lui d'amener d'El-Milia. Dans ce secteur très dur — le Nord constantinois, par où Challe voulait terminer son opération « Pierres-Précieuses » — Trinquier avait simplement dit aux musulmans de la petite ville « Demain le général De Gaulle vient nous voir à Catinat. J'ai dix camions à votre disposition. Que ceux qui veulent venir le voir montent. » En un instant les dix camions avaient été bourrés.

Après avoir passé les troupes en revue et avoir assisté au briefing traditionnel le général De Gaulle, très satisfait de voir des musulmans, s'était mêlé à leur groupe, avait serré des mains. Trinquier, qui se demandait s'il n'était pas allé trop loin en faisant venir ces civils alors que le voyage était essentiellement militaire, respira enfin. D'autant que le Général se montra familier à son égard. Après l'avoir félicité, il l'entraîna à l'écart du groupe officiel en direction de son hélicoptère. La pente était rude et De Gaulle s'appuya du corps contre la solide et noueuse carcasse du colonel para. Il finit par le prendre par l'épaule.

« Trinquier...

— Oui, mon général ?

— Trinquier, il ne faut pas me forcer la main.

— Mais non, mon général. Il n'en est pas question. On s'est passionné pour l'Algérie, vous ne pouvez pas nous le reprocher.

— Oui... Oui... Oui. Mais vous avez entendu ce que j'ai dit.

— Oh ! oui, mon général. Si nous avons à faire comme vous nous l'avez dit, on vous aidera au maximum.

— C'est bien, Trinquier. Au revoir. »

Tandis que les hélicoptères tournoyaient dans le ciel et que les musulmans dociles reprenaient leurs « taxis parachutistes », Trinquier, ses officiers et ceux du secteur pavoisaient. En quelques mots, le Général leur avait rendu l'espoir :

« Votre secteur est difficile, avait-il dit. Mais continuez comme cela. Il n'y aura pas de Dien Bien Phu en Algérie. L'insurrection ne nous mettra pas à la porte de ce pays. Pacifiez. On a le temps. Pas la peine de vous bousculer. Il faut vous mettre dans la tête ce

que tout le monde doit se mettre dans la tête : c'est qu'il y en a pour très longtemps. Oui, les opérations dureront longtemps. Le succès s'étend. Mais il n'est pas encore remporté. Il faut que nos armes l'emportent définitivement. Tout dépend de cela. C'est seulement après des années que les Algériens auront à dire ce qu'ils veulent. »

Puis De Gaulle, militaire parmi des militaires, s'était fait plus familier pour parler de l'avenir de l'Algérie :

« Ferhat Abbas réclame l'indépendance de l'Algérie. Mais Ferhat Abbas est un jean-foutre. L'indépendance de l'Algérie ce serait la clochardisation du pays. Quand les Algériens pourront choisir, je ne crois pas qu'ils choisiront cela. La France ne doit pas partir. Elle a le droit de rester en Algérie. Elle y restera. »

Les visages des officiers exprimaient la plus intense satisfaction. La dernière phrase du président de la République ne les avait pas alertés outre mesure. Pourtant, le Général, redevenu solennel, avait ajouté

« Mais il n'y a pas que l'Algérie. Il y a l'Europe. Il y a le monde. Ne vous obnubilez pas sur là seule Algérie. »

Ce soir-là, au mess des officiers à El-Milia, il ne restait du discours de De Gaulle que la petite phrase : « La France a le droit d'être en Algérie et elle y restera. » Après l'angoisse provoquée par le discours du 16 septembre sur l'autodétermination, c'était à nouveau l'allégresse. Pas pour longtemps.

Les « conversations » du Général avec les officiers des secteurs visités avaient stupéfié le délégué général. Car les « bonnes paroles » dites à Trinquier et à ses officiers, De Gaulle les avait déjà servies la veille à ceux de Kabylie, à Hadjer-Mafrouch. Paul Delouvrier avait immédiatement réagi auprès du secrétaire général de la présidence, Geoffroy de Courcel.

« Les militaires, Challe en tête, s'attendaient à une algarade, et le Général leur dit de courir sus à l'ennemi. Je les connais, ils vont tourner ses propos en leur faveur. Si vous m'affirmez que la politique du Général reste inchangée il faut immédiatement publier un communiqué de presse. Vous allez voir, l'effet va être extraordinaire sur la presse d'Alger et même peut-être sur celle de Paris.

— Mais non, mon cher, ce n'est pas utile. »

La réaction ne s'était pas fait attendre. Le lundi soir, à Aumale, De Gaulle convoquait le délégué général. Il avait lu les journaux et arborait son air des « grands jours ».

« Alors, Delouvrier, vous ne surveillez pas *votre* presse. Les propos qu'on me prête sont, dans leurs interprétations, contraires à ma pensée.

— Mon général, il ne s'agit pas de ma presse. Il n'y avait aucun journaliste, à l'exception, de Jean Mauriac de l'A.F.P. Mais le téléphone a fonctionné entre les secteurs et Alger. En outre, la presse parisienne dont on vient de me faire le compte rendu a la même réaction. » A la lecture des dépêches de l'A.F.P. les journaux parisiens avaient développé le thème : « Tournée de charme auprès de l'armée, qui voit sa mission confirmée sur le plan militaire. Mais elle peut traduire une équivoque quant à la fin de cette mission. »

Le Général, décidément furieux, avait lâché :

« Et la censure, alors ! Faites-la fonctionner. »

À Paris le malaise était grand. Voilà que cette « tournée des popotes » balayait l'espoir d'une paix prochaine suscitée par le discours du 16 septembre et la ferme allocution du 29 janvier. À l'Élysée, Bernard Tricot, l'éminence grise du Général pour les affaires algériennes, calmait au téléphone les rédacteurs en chef des principaux journaux. Il expliquait que les interlocuteurs du Général, lors de ces « conversations privées non destinées au public », ne s'étaient pas rendu compte que ce qui était naturel dans un cadre militaire pouvait être interprété différemment sur le plan politique. Les dépêches de l'A.F.P. avaient peut-être été « imprudentes »...

« Ne vous laissez pas aller à des réactions rapides, conseillait Tricot, vous verrez... bientôt. »

Le mercredi 5 mars, c'était tout vu. Lors de l'ultime « conversation » au poste des Azziz, dans l'Algérois, le général De Gaulle déclara :

« Il n'est pas question de rétablir le système d'avant. Mais l'indépendance est aussi impossible. Ce serait une sottise, une monstruosité. Ce seront les Algériens qui décideront. Je crois qu'ils diront : une Algérie algérienne, liée à la France. »

Le terrain tâté, le mot tant redouté était lâché : « Algérie

algérienne ». ! L'assistance était stupéfaite. La douche froide après les bonnes paroles des jours précédents ! Pour Delouvrier, tout redevenait clair. De Gaulle « rectifiait le tir ». Il suffisait dès lors de remettre bout à bout les bribes de phrases prononcées en trois jours pour retrouver le sens d'une politique apparemment obscure mais suivie. L'armée ne devait pas subir de Dien Bien Phu. L'autodétermination et l'indépendance devaient apparaître comme données et comprises par le peuple français mais non imposées par la défaite militaire. La France acceptait par sagesse et non sous la contrainte. De Gaulle demandait à l'armée de poursuivre sa mission. On l'avait chargée de garder l'Algérie française et on arrivait maintenant à une indépendance inéluctable. Bien sûr, le jeu était difficile, mais il fallait le gagner, l'armée devait poursuivre sa mission mais ne plus l'assaisonner de discours politiques. La francisation était écartée. L'Algérie algérienne du poste des Azziz était la suite logique de l'autodétermination du 16 septembre. Non, De Gaulle n'avait pas changé de politique. Il avait simplement pris son temps pour l'exposer faute de l'expliquer !

Sur l'heure, Challe n'avait pas compris ce qui semblait si clair à Delouvrier, plus rompu aux subtilités politiques du Général. Il était furieux. Quelques heures auparavant, De Gaulle lui avait annoncé qu'il lui avait trouvé « quelque chose de très bien ».

« La plus belle place qu'on puisse donner à un général français, avait-il dit. Challe, j'ai décidé que vous serez commandant en chef du Centre Europe dans le cadre de l'O.T.A.N. »

Le commandement le plus important de l'O.T.A.N. ! Encore mieux que la place du général Ely ! Mais Challe voulait rester en Algérie. Quelques mois de sursis. Le temps de vaincre. À l'aérodrome d'Oran, le président de la République attira Challe et Delouvrier à l'écart. Son verdict tomba comme un couperet.

« Challe, vous ne resterez plus longtemps. J'ai besoin de vous à l'O.T.A.N.

— Oui, mon général, mais laissez-moi finir ici.

— C'est fini.

— Non, ce n'est pas fini.

— Vous partirez en avril.

— Bien, mon général. »

C'était décidé. Challe ne gagnerait pas SA guerre. Il était désespéré.

Sans ajouter un mot à son commandant en chef, déjà remplacé dans son esprit, le général se tourna vers Delouvrier.

« Quant à vous, monsieur, vous êtes là pour longtemps. »

De la « semaine des barricades », de l'opposition tragique d'Alger à Paris, des officiers en colère, des mutations, de la rogne de De Gaulle, de sa tournée et de ses déclarations apparemment contradictoires, les dirigeants du F.L.N. n'avaient retenu qu'une chose : la division s'était introduite chez l'adversaire.

Ben Khedda me dira plus tard : « La masse des Européens, qui jusque-là était unie, commençait à se diviser. Pour nous c'était encourageant de voir un fossé se creuser entre les pieds-noirs et les Français de France. Jusque-là, les Européens d'Algérie avaient entraîné la métropole. C'en était fini. Ce changement était pour nous d'importance. Mais sans plus. »

D'autant que le G.P.R.A. et la direction militaire de la révolution venaient d'être secoués par la crise la plus grave depuis l'assassinat d'Abane par ses pairs. Une fois de plus, l'opposition entre les musulmans de l'intérieur et les « ministres » de l'extérieur avait été à la base d'un conflit qui avait failli tourner à la catastrophe.

L'année 1959, qui aurait dû voir le renforcement de l'autorité politique du G.P.R.A., n'avait fait que consacrer les divergences d'opinions entre civils et militaires, hommes de l'intérieur et « révolutionnaires » de l'extérieur, représentants des diverses anciennes fractions politiques — ex-U.D.M.A. et ex-centralistes de Ben Khedda. Un beau coup tordu, bien compliqué, plein de *chikayas*, de complots, d'alliances temporaires entre tendances hier ennemies, se préparait avec la bénédiction de chacun. C'était la crise. Provoquée au départ par la réussite du plan Challe. Les commandants et colonels de l'intérieur, qui venaient de subir tout au long de l'année les effets dramatiques du «rouleau compresseur » du commandant en chef français, n'avaient pas eu de mots assez durs pour ces « révolutionnaires de palace » qui tranquillement installés à Tunis ou au Caire étaient incapables de leur faire parvenir finances et armements indispensables à la poursuite de la guerre et au redressement du moral. Profitant de cette avalanche de critiques à l'égard du G.P.R.A., les 3 B —

Boussouf, Ben Tobbal et Belkacem Krim — avaient décidé de frapper un grand coup en provoquant une réunion de tous les colonels de l'intérieur. Ceux-ci balayeraient les « politique » et donneraient une apparence « légale » a leurs pouvoirs déjà immenses. Ainsi les 3 B prendraient officiellement la tête de la révolution !

En accumulant les accusations contre Ferhat Abbas — dont on se demandait à quoi il servait —, contre Mahmoud Chérif — colonel pourtant mais venant de l'armée française —, entretenant un climat d'intrigues multiples et enchevêtrées, le « Chinois » Ben Tobbal, l'énigmatique Boussouf, au regard blessé perpétuellement dissimulé derrière des verres fumés, et Krim le Kabyle de la montagne cachant derrière des rondeurs bonhommes un caractère implacable, liés entre eux, et malgré eux, par le souvenir de l'ami assassiné — le cadavre pourrissant d'Abane Ramdane était difficile à oublier — étaient partis à l'assaut du pouvoir.

Répondant aux « mises en garde » des chefs de l'intérieur responsables de wilaya, les 3 B les avaient convoqués à Tunis pour évoquer et régler avec eux les problèmes concernant toutes les régions d'Algérie. On se souvient que c'est en venant exiger des comptes aux membres du G.P.R.A. qu'Amirouche et Si Haouès avaient trouvé la mort lors d'un accrochage avec les troupes françaises⁽¹⁰⁾. Prévoyant qu'ils n'auraient pas toujours la même « chance » et devant les accusations dont ils pourraient faire l'objet, les 3 B avaient eux-mêmes provoqué en octobre 1959 la réunion des dix colonels qu'ils entendaient bien contrôler.

Hadj Lakhdar représentait l'Aurès (wilaya 1), Ali Kafi le Constantinois (wilaya 2), Mohammedi Saïd et « Si Saïd » Yazourène la Kabylie (wilaya 3), le colonel Sadek l'Algérois (wilaya 4), Lotfi et Houari Boumediene l'Oranie (wilaya 5). Une surprise les attendait, Boussouf, Krim Belkacem et Ben Tobbal avaient « débarqué » Ferhat Abbas qui s'était « retiré en laissant le pouvoir au collège des dix colonels sous la haute direction de Ben Tobbal, Boussouf et Krim Belkacem ! » Le G.P.R.A. était contesté. Plus de G.P.R.A. ! Aux dix d'en former un nouveau !

Leurs objectifs principaux étaient de définir une stratégie de guerre, de désigner un nouveau Conseil national de la révolution algérienne (C.N.R.A.) et enfin — et surtout — de désigner une équipe gouvernementale révolutionnaire capable de donner

satisfaction à l'intérieur. Ça n'allait pas être facile ! La réunion des Dix s'ouvrait pour quatre-vingt-dix-neuf jours ! Trois mois sans G.P.R.A. L'information était de taille et pourtant resterait secrète. Aujourd'hui encore rares sont ceux qui la connaissent.

La conférence se tint rue Parmentier à Tunis, dans les locaux du M.A.L.G. (ministère de l'Armement et des Liaisons générales), fief de Boussof.

Tant qu'il s'agit d'énumérer les aspects positifs et négatifs de la gestion du G.P.R.A., tant qu'il ne fut question que des mesures d'approvisionnement de telle ou telle wilaya, tant qu'on passa en revue l'action de chacun des colonels, le travail avança à grands pas. Et puis on aborda le point crucial : la direction et la composition du Comité révolutionnaire qui devait remplacer le G.P.R.A. et le choix des membres d'un nouveau C.N.R.A. faisant table rase des compromissions politiques et des dosages de tendances. Ce comité devait marquer le retour d'une équipe restreinte comme aux beaux jours du C.C.E., quatre ou cinq personnes qui se soucieraient avant tout de la guerre sur le terrain. Krim, ministre de la Défense du précédent G.P.R.A., se voyait déjà coordonnateur général. C'était compter sans Boussof qui, suivi de Boumediene, sa créature, et de son ami Ben Tobbal, provoqua le blocage de la discussion. Oh ! très discrètement. Presque sans le montrer. Les trois hommes se contentèrent de n'être jamais d'accord sur le nom du « patron ». Et cela dura près de dix semaines ! Dix semaines de luttes sourdes pour le pouvoir. Dix semaines d'intrigues, d'apartés, d'alliances provisoires dans une ambiance de plus en plus lourde.

Le régionalisme fit à nouveau son apparition divisant les dix participants en deux groupes opposés : les Nord-Constantinois réunissant autour de Boussof : Boumediene, Ali Kafi et Ben Tobbal ainsi que le colonel Lotfi, successeur de Boussof à la wilaya 5, et les Kabyles groupant autour de Krim : Mohammedi Saïd, Sadek, Si Saïd Yazourène rejoints par le Chaouïa Hadj Lakhdar. Chacun restait ferme sur ses positions. C'était l'impasse. La démonstration tragique de l'impossibilité de ces hommes responsables des combats sur le terrain de s'entendre pour établir un gouvernement digne de ce nom ! On en arrivait à ce paradoxe : les colonels qui avaient tout fait pour éliminer les « politiques » passaient leur temps en discussions « privées » avec ces mêmes politiques qui tentaient de « replacer » leurs cartes !

Conversations de couloirs, discussions passionnées dans les chambres de chacun des militants. À nouveau on faisait miroiter des projets d'alliance. Dans la fumée bleue des cigarettes chacun montait son petit mirage personnel. Après avoir tant insulté les « révolutionnaires de palace », les colonels se prenaient au jeu politique et se souciaient bien peu de leurs wilayas respectives. D'autres chefs les avaient remplacés sur le terrain. À eux de se débrouiller face au plan Challe. Chacun son tour !

Krim, ulcéré du lâchage des deux autres B — Ben Tobbal et Boussouf — et inquiet de la tournure que prenait cette réunion, décida de brusquer les choses.

« Vous avez manifesté votre mécontentement contre le G.P.R.A., dit-il à ses collègues, contre Abbas, contre Mahmoud Chérif, et vous n'êtes même pas capables de désigner un organisme de direction. C'est l'échec. On tourne en rond sans avancer d'un pouce. Alors je me retire... » -

Les colonels le regardèrent, extraordinairement attentifs. Ils attendaient la menace. Krim n'était pas un Abbas quelconque qui se retire sans combattre. Elle ne tarda pas.

« Je me retire, poursuivit Krim, avant de prendre les mesures qui s'imposent. Vous avez une semaine pour regagner vos postes à l'intérieur ou pour prendre une décision. Formez au moins un C.N.R.A. qui élira un nouveau gouvernement ! Sinon j'agirai en tant que ministre de la Défense ayant reçu du gouvernement la responsabilité de la conduite de la guerre. »

Sans ajouter un mot, Krim ramassa ses papiers et sortit. Le lendemain, il avait quitté Tunis pour se « reposer » à Carthage non sans avoir auparavant rappelé impérativement à toutes les unités de l'A.L.N. qu'il était seul habilité à leur transmettre des ordres. Que diable, il était encore ministre de la Guerre ! Même s'il avait contribué à l'élimination du G.P.R.A. !

Et le petit ballet recommença. Les cinq Nord-Constantinois se réunirent au Maroc, à Oujda, pour préparer une nouvelle liste de membres du C.N.R.A. L'opération qui devait leur donner la haute main sur l'armée avait échoué. Krim était un gros morceau à avaler. Il fallait abandonner l'offensive, on la reprendrait plus tard, d'une autre manière. Au C.N.R.A., par exemple. Encore fallait-il le désigner ! De retour à Tunis le groupe envoya Boumediene à Carthage. Il y retrouva Ben Khedda, Dahlab, Omar

Oussedik, tous les « politiques », qui eux aussi avaient établi une liste de « possibles » pour le C.N.R.A. Avec une délégation de Kabyles, menés par Ouamrane, ils tentèrent de « raisonner » Krim.

« Tu dois revenir. Tu dois reprendre ta place à la réunion... On va bien arriver à s'entendre sur les noms des membres du C.N.R.A. Et ensuite le conseil décidera d'un nouveau gouvernement. » Boumediene, mandaté par ses compagnons Ben Tobbal, Boussouf, Ali Kafi et Lotfi, ajouta sa voix au concert des « supplications ». Enfin, Krim céda.

« Pour la sauvegarde de l'unité et dans l'intérêt de la lutte », déclara-t-il, impérial.

La réunion des Dix reprit et au 99^e jour on se mit enfin d'accord sur la composition du C.N.R.A. ! Chacun des membres était désigné par cooptation. Tous les membres des comités de wilaya en faisaient automatiquement partie. En outre, les-Dix étaient convenus que le C.N.R.A. comporterait deux tiers d'éléments de l'intérieur et un tiers de « politiques » de l'extérieur. On donnait à nouveau la prédominance à l'intérieur. Le 3^e C.N.R.A. pouvait enfin s'ouvrir.

Krim Belkacem s'épongea. Il était épuisé. La bouche amère. Devant lui, le cendrier débordait de Marlboro, ses cigarettes préférées. Dans la salle blanche de l'Assemblée régionale à Tripoli les membres du nouveau C.N.R.A. avaient les yeux fixés sur lui. Depuis trois jours il répondait à un feu roulant de questions dont l'enchaînement et parfois la violence donnaient aux débats l'apparence d'un procès. Malgré sa fatigue, Krim sourit intérieurement. Les deux journées précédentes avaient été consacrées aux questions concernant les effectifs, les finances, les chiffres en général. Et il avait réponse à tout. Son directeur de cabinet, le commandant Idir — ancien officier de l'armée française —, lui passait, telle une machine bien réglée, le dossier correspondant à la question ou bien griffonnait sur un petit bloc les éléments techniques de la réponse. Krim était décidé à se battre pied à pied. C'était clair, « ils » voulaient le démolir ! Le groupe Boussouf, Ben Tobbal, Boumediene avait envoyé ses hommes à la curée. Lorsque Menjli et Kaïd Ahmed, que l'on appelait volontiers le « commandant Slimane », avaient élevé la voix en posant des questions en forme d'accusation, Krim avait lui aussi élevé le ton de ses réponses pour bien montrer qu'il

n'était nullement impressionné. Aux autres questions le chef kabyle répondait calmement, prenant son temps. Voyant certains des membres — et non des moindres — se passer des papiers pour concerter leurs attaques, Krim avait senti une bouffée de cette vieille énergie combative, forgée depuis 1947 dans les maquis kabyles, l'envahir et dans le même instant le conforter. C'était tout de même plus dur qu'à Yakouren ou à Fort-National car, à Tripoli, l'adversaire était le frère d'hier, le compagnon des débuts de la révolution...

Dès l'ouverture du C.N.R.A. le 13 décembre — comme Abbas était « président sans être président » puisqu'il avait été déposé avant la réunion des Dix — les membres du C.N.R.A. avaient décidé, faute d'entendre le rapport du président, de demander à chaque ministre de répondre de sa gestion. Contre Mohammedi Saïd, contre Mahmoud Chérif, les attaques avaient été violentes surtout de la part de Menjli, brillant militaire qui se révélait l'accusateur sur lequel Boussouf, Ben Tobbal et Boumediene comptaient tout en restant pour leur part immobiles et silencieux.

Mahmoud Chérif, ministre de l'Armement du précédent G.P.R.A., n'avait pas assisté aux débuts des débats car avec Ferhat Abbas, Mehri, Ahmed Francis, Toufik El-Madani et le Dr Lamine il avait décidé de ne faire partie ni du nouveau C.N.R.A. ni du G.P.R.A. qui en sortirait. Puis Abbas, exploitant en vieux renard de la politique le différend qui séparait visiblement le clan Boussouf-Ben Tobbal de celui de Krim, avait fait des pieds et des mains pour se remettre en selle. Il avait alors rappelé Mahmoud Chérif qui continuait à faire la sourde oreille. Lamine Khene, jeune secrétaire d'État protégé de Ben Tobbal, lui avait même rendu visite :

« Je tiens à te dire, Chérif, que l'équipe qui va sortir de ce chaudron sera une équipe branlante. Vas-y et tu vas l'abattre. »

Le 3 janvier, Mahmoud Chérif, très remonté, était arrivé au palais législatif de Tripolitaine et avait exigé d'être immédiatement entendu. Ferhat Abbas, qui venait d'être critiqué par Ben Khedda — tenant de la publication d'un programme précis des aspirations socialistes et neutralistes de la révolution algérienne et considéré comme « gauchiste » —, refusa la parole à Mahmoud Chérif.

« L'ordre du jour ne le permet pas, précisa-t-il.

— Ou je suis entendu ce matin ou je repars tout de suite. »

Mahmoud Chérif était dans un état d'exaltation extraordinaire. Ah ! on lui reprochait de mal gérer les finances qu'on lui avait confiées pour les achats d'armes — alors qu'en réalité on lui reprochait d'avoir servi un temps dans l'armée française⁽⁴⁾ — eh bien, ils allaient en recevoir pour leur grade ! Il cria si fort que Ferhat Abbas, résigné, lui donna la parole ! C'était la vraie pétaudière.

Mahmoud Chérif rendit ses comptes, exhiba les reçus concernant les achats de dizaines de milliers d'armes, de centaines de millions de cartouches.

« Ces armes, je les ai données à Krim. Qu'en a-t-il fait ? hurla-t-il.

— Bien sûr, je les ai reçues, se rebiffa Krim, mais nous avons des difficultés d'acheminement.

— Et ce n'est pas tout. »

Remonté, l'ancien chef de la wilaya de l'Aurès lança des centaines de millions en forme d'accusation aux visages des anciens ministres : « Et Mohammedi Saïd, qui a reçu 400 millions pour l'intérieur, les a dépensés pour l'armée des frontières. Ce n'était pas leur destination. Et Krim, qui ne se souvient plus de 170 millions que je lui ai donnés ! Et Boussouf, qui a encaissé 150 millions pour l'achat de postes radio dont l'A.L.N. n'a jamais été dotée. Et Ben Tobbal, qui est incapable de justifier l'utilisation de 100 millions de francs suisses ! »

C'était un véritable carnage. Après ce feu d'artifice, Mahmoud Chérif, se sachant éliminé d'office du C.N.R.A., prit les devants :

« Je constate qu'il y a ici des bandits et des assassins. Je m'en vais. »

À sa sortie de la salle, dans un silence de mort, Boumediene se leva et l'embrassa ostensiblement.

« Bravo pour ton courage », dit-il à voix haute.

C'était la première fois qu'on l'entendait ! Mahmoud Chérif venait de faciliter la tâche de son groupe en lâchant quelques bonnes grosses accusations qui faisaient bien l'affaire du jeune colonel puritain et ascétique. L'ancien ministre de l'Armement avait procédé lui-même à son élimination du G.P.R.A. et allait au-

devant de bien des déceptions. Son rôle officiel dans la révolution était désormais terminé. On lui proposera plus tard un poste d'ambassadeur en Chine. Mais jamais plus on ne demandera quelque chose d'important à cet « accident de la révolution ». On n'oubliera jamais qu'il avait, pendant quelques années de sa vie, porté l'uniforme français !

C'était également l'un des grands reproches formulés à l'encontre de Krim, ministre de la Défense. Comment lui, le vieux maquisard, avait-il toléré dans les rangs de la glorieuse A.L.N. des officiers qui avaient servi sous le drapeau français ? Krim se dressa.

« Vous me reprochez les Chabou, les Zerguini, les Slimane Hoffmann. Vous me reprochez Idir, mon directeur de cabinet. Eh bien, moi, je vais vous répondre. J'ai pris le commandant Idir avec moi parce qu'il m'est d'une plus grande utilité qu'un colonel illettré venant du bled, si courageux soit-il. Quant à cette armée des frontières dont Mohammedi Saïd et Houari Boumediene sont si fiers — à juste titre — qui croyez-vous qui l'ait formée ? Ces officiers « français », comme vous dites. Des unités disparates, sans aucune formation, sont sorties de leurs stages bien entraînées, prêtes au combat. Les résultats sont là. Nous disposons d'une véritable force de frappe. Et puis je vais vous dire une bonne chose, je préfère avoir employé des officiers algériens même s'ils venaient de l'armée française, plutôt que des étrangers venant de l'est ou de l'ouest. À vous de juger si vous pensez autrement. »

Krim avait marqué des points : en trois jours il avait répondu à cent vingt questions alors que les autres ministres n'avaient eu à faire face qu'à quinze ou vingt questions. Le chef kabyle s'était honorablement tiré du piège.

Il restait maintenant au C.N.R.A. à mettre au point le futur programme militaire, établir la direction politique qu'on entendait suivre et surtout nommer les membres du nouveau G.P.R.A. Trois commissions devaient dégrossir les problèmes militaires, politiques et diplomatiques. En outre une quatrième commission consultative devait entendre *tous* les membres du C.N.R.A. pour leur demander quel homme ils voyaient à la tête du nouveau gouvernement et quels ministres devraient l'entourer. L'importance de cette commission était considérable. Sa composition donna lieu à une série de marchandages, de

chuchoteries, de complots *de* couloirs, de tractations de chambre à chambre dans l'enceinte de l'Albergo del Mehari, le bel hôtel du front de mer, construit à l'époque de Mussolini, haut lieu de la diplomatie secrète du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. C'est là que les services spéciaux français avaient essayé en vain de faire assassiner Ben Bella en 1956. Trois membres devaient composer cette commission consultative. Les membres du C.N.R.A. se mirent d'accord sur les noms des deux chefs d'état-major celui de l'Est, Mohammedi Saïd, et celui de l'Ouest, Houari Boumediene. Aux deux militaires s'ajoutait la présence d'un « sage » politique : Saad Dahlab. Subtile combinaison. Les trois membres commencèrent leurs consultations. Comme tous les membres du C.N.R.A., Krim Belkacem fut appelé à donner son avis sur l'équipe qu'il voulait voir accéder au pouvoir. Le ministre de la Défense exposa ses vues :

« Au cours, de notre réunion des Dix on a critiqué le G.P.R.A. tel qu'il était constitué depuis septembre 1958. On a préféré une équipe de guerre réduite à quelques hommes. Une équipe dont certains des membres peuvent rentrer à l'intérieur. Il faut donc choisir des hommes capables de mener et de continuer la guerre.

— Qui vois-tu ?

— Les plus valables ! »

C'était le jeu du chat et de la souris. Krim sentit que tout allait se jouer au sein de cette commission lorsque Boumediene, impassible, les yeux mi-clos à son habitude, lui dit d'une voix calme, trop calme :

« Que penses-tu de, la formule d'un chef d'état-major général des armées et de la création au sein du gouvernement d'un comité interministériel de guerre qui remplacerait le ministre de la Défense et qui contrôlerait le chef d'état-major général ? »

Au moins c'était clair ! On ne pouvait mieux expliquer à Krim qu'il ne faisait plus l'affaire à la tête du ministère de la Défense. Il se rebiffa :

« Je ne vois pas ce comité aller s'occuper de la guerre. Et on ne la dirige pas de l'extérieur !

— Il y aura le chef d'état-major, dit Mohammedi Saki.

— Mais il ne va pas à l'intérieur », répondit Krim en le regardant bien en face. Depuis qu'il était chef d'état-major de

l'Est, l'ancien compagnon du chef kabyle n'avait jamais franchi la frontière ! Il était loin le temps du maquis et des embuscades de nuit ! Boumediene intervint.

« Il ira, s'il le juge utile.

— Et qui voyez-vous comme chef d'état-major général ? interrogea Krim.

— Le C.N.R.A. choisira. »

Avant de se retirer Krim fit les plus expresses réserves sur cette formule. Quelques heures plus tard, après consultation de tous les membres du C.N.R.A., la commission lui demanda de revenir sur sa position. Cette fois, c'est Dahlab qui entreprit de le convaincre.

« Voilà, annonça-t-il, nous nous sommes déjà mis d'accord sur le nom du président du futur G.P.R.A. : Ferhat Abbas. »

Krim bondit de son fauteuil.

« Abbas qui a été déposé ! explosa-t-il. C'est le comble. Alors pourquoi l'avoir déposé avant la session des Dix ? Pourquoi ne pas l'avoir entendu au C.N.R.A. ? Pourquoi n'a-t-il pas été responsable de la politique du G.P.R.A. devant nous tous ? S'agit-il d'une potiche ou d'un parapluie ?

— Écoute, Krim, calme-toi. »

Dahlab s'était fait conciliant tandis que Boumediene, les mains jointes, droit dans son fauteuil, restait silencieux et énigmatique. « Toi, tu attends ton heure », pensa Krim. Il ne pouvait se douter qu'elle était si proche.

« Voilà, continua Dahlab, à notre avis, Abbas fait l'affaire. Car on a éliminé les anciens U.D.M.A. dont il avait trop tendance à s'entourer. Mahmoud Chérif et le Dr Lamine quittent le gouvernement. Alors on peut bien garder Abbas. Si ce n'est pas lui, qui mettre à sa place ? Il nous faut une direction politique modérée dans l'éventualité d'une négociation avec la France. Même Ben Khedda n'y est pas opposé. »

Ben Khedda, à qui son voyage en Chine avait fait la réputation d'un dur, avait fortement critiqué l'ancien G.P.R.A. mais — contrairement à ce qu'on dira ensuite — ne s'était pas opposé à Ferhat Abbas lors des tractations de l'Albergo del Mehari. Il avait simplement critiqué l'embourgeoisement qui à son avis guettait tous les dirigeants.

« De l'extérieur, avait-il expliqué, on ne se rend pas bien compte de ce qui se passe à l'intérieur. On devrait créer une direction à l'intérieur. »

Kaïd Ahmed l'avait contré sur ce point : « Il est impossible de diriger la révolution de l'intérieur. » Et le « commandant Slimane », énorme et convaincant, avait expliqué la position du groupe Boussouf-Ben Tobbal : enlever à Krim la responsabilité de la conduite de la guerre et la donner au chef d'état-major général supervisé par un comité interministériel de la guerre. Solution qui ne déplaisait pas au pharmacien de Blida. En effet il partageait le sentiment de la majorité du C.N.R.A. Krim n'avait pas su mener son armée. C'était un vieux baroudeur, un maquisard sincère, mais la liste des griefs établis contre lui était trop longue. Sous sa direction, les armes ne passaient pas, le régionalisme florissait dans l'A.L.N., aux frontières, les djounoud se groupaient en wilayas au lieu de former une armée unie, ils manquaient de commandement et de cadres. Là encore Mohammedi Saïd avait eu une influence catastrophique. En l'absence de toute directive, l'armée de l'Est vivait dans une joyeuse anarchie. Il fallait mettre de l'ordre dans tout cela. Ben Khedda avait approuvé les critiques. Et laissé agir le groupe Boussouf-Ben Tobbal « pour le mieux ». Il se retirait du G.P.R.A. sans bruit, prétextant des ennuis de santé. Il laissait entendre qu'il reprendrait volontiers son bâton de pèlerin pour convaincre, par exemple, les pays d'Amérique du Sud du bien-fondé de la révolution algérienne. Ben Khedda, avec sagesse, se mettait en réserve du G.P.R.A. !

« Tu es un beau parleur, répondit Krim à Saad Dahlab, tu as des arguments mais tu peux me raconter tout ce que tu voudras, tu ne parviendras pas à me convaincre. »

Et Krim n'était pas au bout de sa surprise ! Dahlab reprit :

« Je t'assure, notre solution est la bonne : Abbas, président, Mohammedi Saïd, ministre. »

Krim sursauta. Il se tourna vers son vieux compagnon qui, le torse puissant enfoncé dans un fauteuil, n'avait jusque-là pas pipé mot.

« Et toi, tu acceptes ?

— Et pourquoi pas ? Je ne suis peut-être pas ministrable ! »

L'imbécile ! Krim coula un regard vers Boumediene. Pas un

frémissement sur le visage. Rien que ses yeux mi-clos, le menton appuyé sur les mains jointes, impassible. Ah ! le groupe avait bien monté son affaire. Pour Krim tout était clair. Il avait espéré jusque-là présenter Mohammedi Salit comme chef d'état-major général, le poste lui revenait, étant plus ancien en grade que Boumediene. Mais cette grosse outre gonflée de prétention acceptant d'être ministre — et sans portefeuille encore — le poste ne pouvait échapper à Boumediene. Ce que Dahlab confirmait « dans la foulée ».

« Le poste de chef d'état-major général de l'armée revient au frère Boumediene qui sera supervisé et contrôlé par le comité interministériel de guerre composé de Boussouf, Ben Tobbal et, si tu acceptes, de toi, Krim. En outre, les membres du C.N.R.A. sont d'accord pour te donner le portefeuille des Affaires étrangères. »

Krim restait l'un des membres les plus importants du G.P.R.A. mais il n'entendait pas « se rendre » sans un baroud d'honneur.

« Messieurs, répondit-il, c'est comme si vous preniez un coiffeur alors que vous avez besoin d'un dentiste. Je suis un fils du peuple, maquisard, militant de base et d'un coup, vous me projetez sur la scène internationale. Je devrai discuter avec des chefs d'État et la diplomatie n'est pas mon rayon. Merci pour la considération mais je refuse tout en bloc. Je ne veux ni d'Abbas comme président ni de Mohammedi Saïd comme ministre d'État, ni de Krim comme ministre des Affaires étrangères. »

Laisser l'armée aux mains de Boumediene c'en était trop pour Krim. Dahlab se fit conciliant.

« Comme membre du Comité interministériel de guerre tu auras un droit de regard sur l'armée.

— Et comment veux-tu que j'assume des responsabilités militaires si, comme ministre des Affaires étrangères, je suis à New York, Pékin ou Moscou ? Comment veux-tu ainsi diriger la guerre ?

— Mais il y aura le chef d'état-major général et tu pourras lui donner tes directives.

— Je refuse. »

C'était à nouveau la crise. Pendant une semaine le C.N.R.A. fut bloqué par le refus de Krim. L'ancien ministre s'était retiré dans sa chambre. Il boudait. Tour à tour, les membres de l'ancien

G.P.R.A., le bureau du C.N.R.A., des proches faisaient le siège du chef kabyle inflexible. Mohammedi Saïd s'était entendu reprocher son attitude.

« Je t'ai expliqué toute la manœuvre, disait Krim, excédé, et tu ne veux pas comprendre que ce poste de ministre d'État est une voie de garage. Tu préfères de bons biftecks à Tunis que le bordel de la frontière, avoue donc ! »

L'ancien agent des services spéciaux allemands s'était retiré, ulcéré, drapé dans sa dignité. Et fâché avec Krim.

À Dahlab, qu'il avait surnommé « la Pie qui chante », l'ancien ministre avait expliqué les ressorts du « complot ». Dahlab les connaissait aussi bien que lui, mais en tant que « politique » — ayant fait les frais jusque-là des critiques acerbes des « militaires » — il ne tenait pas à s'opposer à une coalition de poids : Bousouf-Ben Tobbal-Boumediene. C'était trop pour lui. D'autant que si le G.P.R.A. se créait il était assuré d'un poste de secrétaire général aux Affaires étrangères!

Même Boumediene se dérangea.

« Krim, assura-t-il, rejoins-nous. Il n'y aura pas de G.P.R.A. sans toi. »

Il fallait se décider, le 3^e C.N.R.A. durait depuis un mois ! La presse internationale ironisait sur les « compagnons de la délibération »... Et en Algérie les hommes de l'A.L.N. aux prises avec « Pierres-Précieuses » tombaient chaque jour plus nombreux. Krim accepta de siéger à nouveau. Il fallait à tout prix sortir de l'impasse. La commission consultative, à laquelle Mehri, Ben Tobbal et Bousouf ajoutèrent leurs voix, pria Krim de revenir sur sa décision. La séance tournait au drame. Le chef kabyle réglait ses comptes. Se tournant vers Ferhat Abbas, il lui dit :

« Dis donc, toi, je te respecte, je t'aime, mais reconnais donc que tu es incapable de dire à Bousouf qu'il a tort quand il a tort. Que tu es incapable de dire la même chose à Krim. Tu donnes toujours raison à tout le monde. Tu es bien fait, tu as les compétences voulues pour être président dans un pays en paix. Alors ce sera pour plus tard, après l'indépendance. Et pas dans tin pays en lutte ! À 9 heures tu es couché... »

Un éclat de Tire salua la dernière remarque. Abbas tassé sur sa

chaise « faisait la gueule ». Mohammedi Saïd se dressa comme un ressort. Sur un ton extrêmement aigu il commença d'invoquer théâtralement les morts, les martyrs, le sang versé, psalmodiant puis criant, hurlant... « Ça y est, pensa Krim, c'est sa crise qui le prend. C'est le rocher qui parle... ».

« Je vous demande de, ne pas trahir ce pays, s'étranglait Mohammedi Saïd, je vous supplie de ne pas l'abandonner. » Krim l'interrompit sèchement :

« Il y a des gens ici — et c'est à toi, Mohammedi Saïd, que je parle — qui n'ont pas de leçon de patriotisme à me donner. Je ne suis pas un ministre « tombé du ciel » comme certains. Et c'est toujours à toi que je parle! Je suis un militant de base depuis des années. Je ne demande rien d'autre que de redevenir tel. Prenez vos responsabilités. Il y a des contradictions entre ce qu'on veut et ce qu'on fait. »

M'hamed Yazid, alors ministre de l'Information, me confiera plus tard : « Il y avait une grande contradiction dans la révolution algérienne : les raisons qu'avait, le peuple de se battre et de mourir tenaient en une page. On laissait croire que c'était le peuple qui commandait, alors qu'on favorisait l'éclosion de courants adverses. On laissait croire à chacun des chefs qu'il avait le potentiel nécessaire pour faire un numéro I. Alors ce n'étaient que palabres, combines, alliances, jalousie interne, lutte pour le pouvoir et l'autorité. Chacun s'appuyait sur X pour faire tomber Y. »

Au 33^e jour du 3^e C.N.R.A. Krim céda enfin. Dahlab, Omar Oussedik, Kaki Ahmed s'étaient succédé dans sa chambre.

« Tu luttas depuis si longtemps pour le pays, expliquèrent-ils. Tu dois venir avec nous. Le « monde international » nous regarde. On ne peut pas continuer sans toi. »

Si Krim persistait dans son refus et décidait de retourner à, l'intérieur, c'était la crise. Cette crise dont un an auparavant Abane Ramdane avait menacé ses frères... Krim accepta enfin la décision du C.N.R.A.

« Plaçant l'intérêt du pays avant tout, déclara-t-il, je sacrifie ma personne. »

Le sacrifice était doux. Krim devenait ministre des Affaires étrangères et avait la liberté de choisir librement son équipe sans

que le G.P.R.A. — qu'il contestait toujours — ait à s'en mêler. Le nouveau ministre s'entoura d'une équipe de très jeunes intellectuels : Bouattoura, vingt-sept ans, responsable du secteur Afrique-Asie, Hassan Aziz, vingt-huit ans, responsable de l'Europe et des U.S.A., Harbi, vingt-six ans, responsable des pays de l'Est ; Ksouri, le plus vieux, trente-cinq ans, responsable des questions arabes apprises à la Zitouna de Tunis et à la faculté d'El-Azhar du Caire. Saad Dahlab, secrétaire général du ministère, et M^e Belhocine, ancien avocat d'Alger, adjoint de Dahlab et responsable du secteur Maghreb et des affaires générales, complétaient ce cabinet.

Krim prenait également place au sein du comité interministériel de guerre aux côtés de Boussouf et de Ben Tobbal. Pour les maquis, c'était à nouveau les 3 B, plus unis et plus puissants que jamais, qui dirigeaient la guerre. La réalité était tout autre.

En nommant le colonel Houari Boumediene chef suprême des armées, les mentors du 3^e C.N.R.A. de Tripoli venaient de prendre une décision historique essentielle pour la vie et l'avenir du pays. Ils étaient pourtant loin de s'en douter⁽¹²⁾.

Pour prendre en main et réorganiser l'armée, Boumediene s'était donné jusqu'à l'été. En juin, l'affaire était pratiquement terminée. Il l'avait menée à sa manière : discrète mais sans faiblesse. En trois ans, ce jeune colonel de trente-cinq ans avait parcouru un chemin considérable sans faire beaucoup parler de lui. Le travail remarquable effectué à l'état-major de l'Ouest avait confirmé la confiance que Boussouf lui avait accordée⁽¹³⁾. Son esprit d'organisation, la réussite de ses missions, son comportement réfléchi et secret, son absence totale de vantardise, son apparent désintéressement de tous les honneurs, ses jugements mûrement pesés lui avaient valu — outre la confiance absolue de Boussouf — l'estime et le soutien de Ben Tobbal, lui-même très secret et agacé par la faconde des compagnons dont Krim s'entourait. Le ministre de l'Armement et celui de l'Intérieur allaient apporter leur concours sans réserve à ce brillant officier qui s'était promis de faire régner l'ordre et l'unité au sein des troupes anarchiques de l'armée des frontières. Le problème étant déjà réglé à la frontière marocaine qu'il venait de quitter, c'est à la bande tuniso-algérienne que Houari Boumediene s'attaqua dès le mois de janvier.

Il s'entoura tout d'abord de trois hommes de confiance Menjli

— ancien membre du conseil de la wilaya 2 — qui s’occuperait des renseignements et liaisons, Kaïd Ahmed, son compagnon de la wilaya 5, chargé des questions politiques, et Azzedine⁽¹⁴⁾, maquisard de la première heure, que ses succès militaires et l’aventure qu’il avait vécue dans l’Algérois avaient auréolé d’un prestige incomparable auprès des simples *moudjahidin*.

Boumediene savait choisir ses hommes. Ni Azzedine ni Kaïd Ahmed n’avaient l’envergure nécessaire pour avoir seulement l’idée de lui prendre sa place. Quant à Menjli, de loin le plus intelligent, le plus brillant, il suffirait de le tenir en main, et le jeune colonel s’y entendait.

Rétablir l’ordre sur la frontière était le premier et le plus pressant des objectifs. À l’exception du camp de Zitouna, où se trouvaient des hommes de la wilaya 3, et celui du sud, où quelques centaines de djounoud de la wilaya 4 séjournèrent — camps bien tenus et disciplinés —, le reste des 12 000 hommes constituant l’armée des frontières vivait dans une complète anarchie à laquelle Mohammedi Saïd avait été bien incapable de mettre fin. On voyait les désertions se succéder au sein d’unités abandonnées à elles-mêmes. Plus grave encore, des « bandes perdues » se répandaient dans la nature, provoquant de multiples incidents avec la population et l’armée tunisiennes.

Boumediene confia le commandement unique de ces troupes au capitaine Moussa Mourad et, avec Azzedine, décida de faire un exemple pour imposer son autorité. Vingt officiers et soldats, des fortes têtes qui s’attaquaient aux Tunisiens lorsqu’ils descendaient en ville pour leurs beuveries habituelles, furent fusillés sur le front de leurs troupes. Puis il donna carte blanche à Azzedine et à Moussa Mourad pour faire régner une discipline de fer sur cette armée hétéroclite.

Dans un deuxième temps, cet organisateur-né sépara la zone frontière en deux parties : la partie tunisienne, où s’implanterait et se développerait l’organisation logistique — intendance, hôpitaux, base de repos, réseau routier entre chaque camp —, et la partie algérienne, où se trouveraient les camps militaires proprement dits. Il la divisa en trois zones : la zone Nord confiée au capitaine Bensalem, la zone Sud (Souk-Ahras – Tébessa) commandée par Salah Souffi, et enfin une zone Extrême-Sud allant jusqu’à la Libye que détiendra plus tard Mahmoud Guénez.

Houart Boumediene compléta les structures internes de son état-major en créant cinq bureaux calqués sur ceux des états-majors français :

Le 1^{er} bureau : logistique et intendance, dirigé par le lieutenant Bouzada, sera rapidement rattaché au bureau technique (3^e bureau).

Le 2^e bureau : renseignement. Dirigé par le capitaine Moussa mais « chapeauté » par le commandant Stimane (Kaïd Ahmed). Il réunit dans des structures à part de très jeunes gens chargés des liaisons radio et des estafettes. Déjà, à l'ouest, Boumediene avait attaché une très grande importance à ce service créé en 1956 par Boussouf au Maroc^[15].

Le 3^e bureau, dit « bureau technique », chargé du rassemblement des éléments épars et des plans d'opération. Boumediene, qui savait utiliser les idées qu'il jugeait bonnes chez les autres, n'avait pas oublié la sortie de Krim sur les officiers « français ». C'est à ces hommes ayant une expérience toute fraîche des conceptions françaises que le colonel Confia le 3^e bureau doté d'une direction collective où se retrouvaient Boutela, Zerguini, Slimane Hoffmann et Chabou (qui deviendra en 1968 l'éminence grise du président Boumediene).

Le 4^e bureau : effectifs et personnels, était dirigé par le jeune lieutenant Mohamed Chebila, tandis que le 5^e bureau — presse-information-éducation — revenait au capitaine Ferhat.

C'est le commandant Menjli qui fut chargé de la direction générale de cet état-major dont le nouveau chef d'état-major général entendait faire, le principal instrument de sa politique.

Le colonel Boumediene, dont la lucidité était sans doute la qualité principale, ne se faisait aucune illusion sur la lutte qu'il pourrait mener à l'intérieur même de l'Algérie. Le plan Challe avait porté un coup mortel aux wilayas qui avaient reçu l'ordre d'éclater et de survivre comme elles pourraient. Plus de katibas, encore moins de faïleks (bataillons). Uniquement de petits groupes de quatre ou cinq hommes en civil, tenant le maquis pour maintenir une présence, cachant leurs armes, vivant terrés. Compte tenu des regroupements et des zones interdites, les populations déplacées ne pouvaient plus assurer les besoins de l'A.L.N. En outre aucune wilaya, même la plus proche de la frontière, n'avait les moyens, ni en hommes ni en armes, de faire

face à l'offensive généralisée. Les ordres étaient donc de refuser le combat et de fuir devant l'ennemi en se repliant sur une autre wilaya. Appliquer la politique du vide. Ce que les nouveaux chefs de wilaya avaient admis tout en pestant à qui mieux contre ceux qui — au calme tunisien — les laissaient « lâchement » tomber. Cette attitude aura, lors des semaines qui suivront, des conséquences dramatiques.

De son P.C. de Ghardimaou, à dix kilomètres de la frontière, au calme de ses bureaux souterrains, retranchés comme une forteresse sous quelques mètres de terre et de béton, Boumediene, ayant donné une unité à une armée de 12 000 hommes qui — selon ses prévisions — ferait plus que doubler en quelques mois, prépara l'avenir. Pour l'heure, il s'agissait de faire passer le barrage à de petits commandos de huit à dix hommes, profitant des orages et des intempéries qui déconnectaient le courant électrique des barbelés et balayaient les champs de mines. Le harcèlement en « piqûre d'épingle » gelait sur le barrage 80 000 soldats français, et c'était toujours ça de moins pour l'intérieur. Il fallait à tout prix les maintenir sur la frontière tunisienne pour permettre aux maquis de « souffler ». Les officiers du 3^e bureau, selon la situation, montaient de petites opérations, faisaient exécuter des passages du barrage, et surtout veillaient à éviter les catastrophiques opérations de masse de 1958-59 où 80 p. 100 des djounoud laissaient leur peau entre les fils barbelés de la terrible ligne électrifiée. Il fallait au moins préserver le moral des troupes des frontières !

Mais Boumediene voyait plus loin. Bien plus loin. Conscient des faiblesses et des contradictions internes du G.P.R.A., témoin des marchandages auxquels ses membres se livraient sans vergogne, il imaginait l'avenir. Le moment où sonnerait l'heure des négociations, seule issue à cette guerre de libération qui ne pourrait jamais se gagner sur le terrain. C'est pour ce jour qu'il préparait l'armée des frontières. Une armée sur laquelle le futur chef de l'État algérien, quel qu'il soit, pourrait compter. Une armée sans laquelle le futur président — qu'il s'appelle Abbas, Ben Bella ou tout autre — ne POURRAIT gouverner.

Le sage et calme Houari Boumediene, le colonel froid technicien, était dans le secret de son âme un redoutable politique qui — lentement, à son habitude — construisait une carrière qu'il entendait mener au plus haut sommet.

À nouvelle orientation, nouvelle équipe. Puisque Delouvrier « est là pour longtemps », c'est pour faire avaler la politique que De Gaulle a décidée pour l'Algérie. Depuis 1959, le délégué général a été un super-fonctionnaire du plan de Constantine, le cerveau bien fait de la technique financière, l'homme à qui le Général a confié la réalisation du plan généreux qui doit préparer l'éclosion de cadres musulmans et apporter une promotion considérable à cette masse jusque-là méprisée et étouffée sous le carcan du paternalisme colonial. « Faites tourner le plan, je m'occupe du reste », a été la seule directive du président de la République à son fidèle représentant en Algérie. Puis il y a eu l'autodétermination, les Barricades, les mutations, le « renouveau » Élyséen, l'« Algérie algérienne » qu'il va falloir faire passer. Alors Delouvrier doit sortir de la réserve jusque-là imposée par l'Élysée, il doit à son tour « faire de la politique ». Lorsque De Gaulle a lancé son « Algérie algérienne », Delouvrier a compris qu'il marquait ainsi une nouvelle étape dans l'évolution de sa politique. L'heure des négociations est donc arrivée. « Algérie algérienne » en est une bonne approche. Bien sûr, les activistes vont réagir. Mais pour l'heure ils sont encore assommés par le coup des Barricades. Il faut en profiter. Et cette fois expliquer plus clairement la politique parisienne. Les collaborateurs du délégué général trouvent que De Gaulle va un peu fort et surtout un peu vite. Qu'importe. On va en changer. D'abord Maffart s'en va. Le bon, le fidèle Maffart, le sérieux directeur des cabinets civil et militaire, a fait son temps. Il a été un collaborateur parfait tant que l'action politique était nulle ou presque. Désormais, il faut à Delouvrier un homme qui ait l'habitude de la politique et de l'Algérie, qui délaisse son bureau et ses dossiers pour « fourrer son pif » là où ça sent quelque chose. Un homme de contact, qui pige, qui échange, qui drague le renseignement, qui l'extraie de tous les milieux et qui le ramène tout chaud au G.G. où l'on est coupé de tout et où l'on ne fait que jongler avec les abstractions, avec les chiffres, oubliant qu'ils sont hommes, souffrances, espoirs. Maffart regagnera la Cour des comptes, entouré de l'estime de tous, civils et militaires.

C'est un préfet qui va le remplacer : Jean Vaujour. Delouvrier sait qu'il sera pour lui un agent de contact et d'information de

« première bourre ».

Jean Vaujour est familier de l'Algérie, il y a été directeur de la Sûreté au déclenchement de la rébellion en novembre 1954⁽¹⁶⁾, alors que le gouverneur général était Roger Léonard et que Mendès-France était chef du gouvernement. Il a connu l'Algérie de papa, il a vu les abus, il a tiré la sonnette d'alarme. En vain. À Paris la IV^e République était incapable d'imposer aux groupes de pression algérois les réformes indispensables. Il est donc parti, viré par Soustelle. Quatre ans plus tard, il est très loin de ces préoccupations dans son fauteuil de directeur général de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs immigrés, mais il a suivi l'évolution d'un pays qui l'a profondément marqué dans sa carrière. En février, son ami Jean Poincaré, le plus proche collaborateur de Paul Delouvrier, est venu le voir. Avec franchise il lui a expliqué la situation :

« Delouvrier cherche un directeur de cabinet. Le gouvernement l'a chargé d'une mission nouvelle, plus politique, et surtout lui a donné — enfin — la haute main sur les militaires. Les Barricades auront au moins servi à ça ! Alors il voudrait trouver l'« oiseau rare » : un préfet qui connaisse l'Algérie, et qui, même s'il n'est pas totalement « accepté », n'effarouche pas trop les militaires qu'on va devoir prendre avec des pincettes. Maffart a été très bien mais il était trop homme de dossiers, Delouvrier voudrait un collaborateur tourné vers l'action, vers le contact ! Avec Jean Aubert et Max Moulins il a fait un « ample tour d'horizon » et il n'a trouvé que vous !

— Vous êtes bien bon. Mais je n'ai jamais vu M. Delouvrier et, en outre, j'ai l'impression d'avoir fait en Algérie ce que j'avais à y faire, à un moment crucial, alors ça suffit pour une vie !

— Bien sûr, ce ne sera pas de tout repos, mais réfléchissez. »

Vaujour a réfléchi, il s'est donné quinze jours de repos aux Douches, comptant sur l'immensité blanche et la sérénité du paysage pour l'aider à prendre une décision difficile. Au bout de huit jours Poincaré l'a rappelé. Vaujour a senti une certaine anxiété dans sa voix.

« Alors ?

— Alors, puisque Delouvrier et vous me le demandez, j'accepte. »

De retour à Paris, Vaujour a rencontré Delouvrier rue de Lille. Le délégué général lui a raconté ses Barricades, puis lui a posé la question essentielle : « Que pensez-vous de l'Algérie ? Comment la prendre après cette crise des Barricades ? »

Vaujour a parlé sans fard. Il est même allé au fond de sa pensée. Mieux vaut mettre cartes sur table avant de partir.

« Monsieur le délégué général, je suis convaincu que c'est une nouvelle époque qui commence pour l'Algérie. Ce sera une autre génération et une autre formule. Je crois profondément que l'Algérie française est dépassée dans sa formule brutale et réactionnaire, mais je crois que si nous avons le temps de préparer et de former en quelques années les hommes qui auront plus tard à diriger une Algérie autonome sinon indépendante, ce serait une bonne solution. Pour être tout à fait franc je crois même que ce serait la seule solution ! L'unique carte à jouer »

Delouvrier a paru soulagé.... et surpris d'entendre un ancien directeur de la Sûreté en Algérie lui tenir des propos qui, au lendemain des Barricades, ne sont pas très orthodoxes ! Vaujour est son homme. L'affaire se fait en quelques jours.

Et le 23 avril 1960, avec ses valises, ses dossiers, ses idées, avec sa femme et ses enfants — « Ou je viens avec ma femme et mes enfants ou je ne viens pas, a-t-il dit, il ne serait ni tolérable ni admissible que je laisse ma famille à l'abri, on en conclurait que le « nouveau » vient pour aider Delouvrier à liquider » — Jean Vaujour débarque à Maison-Blanche pour voir en bout de piste l'avion du général Challe décoller, l'emmenant, plein d'amertume, vers l'exil doté de l'O.T.A.N. À Alger c'est vraiment le grand chambardement.

Depuis que De Gaulle lui a signifié la fin de sa mission Challe a essayé de sauver les meubles. Qu'au moins son successeur mène à bien la mission qu'il aurait tant voulu remplir lui-même : l'écrasement total de la rébellion. Delouvrier, qui garde une profonde estime au commandant en chef et qui le voit partir avec regret, tente de lui rendre ce dernier service. Il sait que le général De Gaulle pense à Crépin pour la succession. Delouvrier va à Paris tenter de court-circuiter cette éventuelle nomination qu'il réprouve. Il est partisan de Gambiez, qui a fait ses preuves à Oran.

« Le travail majeur demandé au nouveau commandant en chef,

explique-t-il à l'Élysée, est de reprendre l'armée en main. Et Crépin n'est pas fait pour cela. Il risque de ne pas avoir le doigté nécessaire tandis que Gambiez me paraît tout désigné pour appliquer une politique d'action psychologique indispensable à cette armée qui vient d'être privée de son 5^e bureau⁽¹⁷⁾. »

Mais Delouvrier, qui connaît bien les réactions du président de la République, sent à son agacement qu'il a déjà pris sa décision. Ce sera Crépin. Alors le délégué général, qui sait à quel point Challe ressent sa nouvelle et brillante nomination comme un limogeage demande au général De Gaulle de lui donner le temps de faire des adieux « décents » à son armée d'Algérie.

« Le premier ministre veut qu'il rentre immédiatement », dit-il avec une nuance de reproche dans la voix.

Le Général est au courant d'un vif incident qui a opposé le 12 avril son premier ministre au commandant en chef. Michel Debré s'est déplacé spécialement à Alger pour remettre à Maurice Challe le grand cordon de la Légion d'honneur... et le prier fermement de regagner la métropole dans les quarante-huit heures. Challe, fou de rage, a refusé le grand cordon ! Une bienheureuse trombe d'eau noyant le terrain de Maison-Blanche a donné un motif plausible pour décommander la prise d'armes qui devait s'y dérouler. Au palais d'Été, Challe a fait une véritable scène à Debré.

« Je ne tolère pas de partir d'Algérie à la sauvette, a-t-il jeté au premier ministre. J'ai besoin de huit jours devant moi. J'ai minuté un programme d'adieux aux différentes troupes qui ont servi sous mes ordres et auxquelles je suis attaché. Et vous venez avec votre grand cordon d'une main et un ultimatum de l'autre. Le grand cordon, je n'en veux pas ! »

Michel Debré, verdâtre, a maintenu sa position et a quitté Alger avec dans ses bagages le grand cordon écarlate, la plaque de vermeil et, fermement ancrée au cœur, la certitude que Challe est devenu un élément subversif et dangereux à Alger. D'autant que le commandant en chef lui a dit sans ménagement :

« Des gens comme vous et votre gouvernement n'ont pas besoin de chefs militaires mais de descentes de lit ! Il ne faut pas compter sur moi pour en être une. »

C'est ce dramatique affrontement que Delouvrier veut faire oublier au général De Gaulle. Celui-ci cède.

« Eh bien, qu'il fasse ses adieux, votre général ! Mais qu'il soit ici le 23 avril au plus tard. »

Il ne déplaît pas au Général de se montrer magnanime là où son premier ministre s'est affiché intolérant !

Passant par le bureau de Geoffroy de Courcel, Delouvrier annonce que Challe ne rentrera que le 23 avril à Paris.

« Mais c'est impossible ! s'exclame le secrétaire général de l'Élysée.

— Et pourquoi

— Mais parce que le Général va entreprendre le 18 son grand voyage au Canada et aux États-Unis et qu'il n'est pas question que, lui absent de Paris, Challe soit encore en Algérie. »

Delouvrier est stupéfait. On croit donc sérieusement à Paris que Challe peut encore « basculer ». Le délégué général proteste

« Si vous croyez qu'il peut se livrer à quelque exercice contraire à la discipline, vous vous trompez. Voyez son attitude à mes côtés lors des récents événements d'Alger...

— Le premier ministre partage mon point de vue, réplique Courcel, pincé.

— Eh bien, le Général vient de me confirmer sa décision : le général Challe fera ses adieux à l'armée comme prévu et reviendra le 23 à Paris ! »

Quand, de retour à Alger Delouvrier raconte l'incident à Challe, celui-ci, qui vient d'être reçu et salué à Oran par les troupes du général Gambiez, sourit amèrement. Décidément, il ne regrette pas sa sortie à Michel Debré ! Oui, ce poste de Fontainebleau sera une voie de garage. Désormais sa présence à Alger inquiète le gouvernement.

Ce ne sera pas le cas avec le général Crépin. Challe l'a convoqué quelques jours auparavant. Il veut tenter sa dernière chance d'en terminer avec l'ultime phase de son « plan ».

« Vous prenez ma suite, Crépin, normalement je dois déclencher le 19 avril la dernière opération de mon plan en attaquant les Aurès-Nemencha. La rébellion ne conserve que ce dernier bastion sur le territoire algérien. Or vous me succédez le 24 avril. Je ne veux donc déclencher cette dernière phase si vous l'arrêtez cinq jours plus tard. Désormais, c'est votre

opération. Que décidez-vous ? »

Crépin n'a pas que des qualités mais il est avant tout d'une scrupuleuse honnêteté. Il n'hésite pas.

« Je préfère que vous ne donniez pas l'ordre de déclenchement, mon général. C'est une opération difficile et je ne voudrais pas me heurter à cette affaire de but en blanc en la prenant à mon compte. J'ai besoin d'abord de m'imposer à l'armée. Dès que cela sera fait, je reprendrai l'opération.

— Vous avez probablement tort. Mais ce n'est plus mon affaire. »

Et Challe, passant à un autre sujet, fait pour son successeur un tour d'horizon des questions militaires et de la nouvelle orientation que semble prendre la politique du général De Gaulle.

« Oh ! moi, Mon général, je n'ai pas l'intention de faire de la politique !

— Mon cher Crépin, que croyez-vous que j'aie fait comme politique ? Je n'ai ni le goût ni le désir de m'occuper de la politique de Paris sauf dans la mesure où elle est la condition de notre effort ici. Et d'ailleurs quand un lieutenant S.A.S. dit à un chef d'autodéfense : « Prenez les armes à nos côtés ; nous vous promettons que la France restera et que nous vous protégerons » c'est de la politique. Et nous en faisons *sur ordre* du gouvernement. En guerre subversive, où l'on doit conquérir la population et non des cailloux, on ne peut éviter de dire à une population quel avenir on lui propose. Et l'avenir politique à court et moyen terme y est inclus. Qu'on le veuille ou non ! »

La tirade n'a pas l'air de convaincre Crépin. Challe renonce. Désabusé, frustré de sa victoire. Désormais, que lui importe ! Le 23 avril 1960 il quitte l'Algérie pour un exil prestigieux, certain de n'y jamais remettre les pieds. Avec dans la bouche l'amertume de n'avoir pas terminé une tâche qu'il était sur le point de mener à bien.

C'en est fini du beau tandem Challe-Delouvrier « entre lequel on ne glissera jamais une feuille de papier à cigarette⁽¹⁸⁾ ». C'en est fini de la confiance amicale, du climat agréable dans les relations. Delouvrier a désormais la haute main sur les militaires. Mais il voudrait ne pas trop le faire sentir. Avec Crépin, ce sera impossible. Il est sec, froid, impassible, perpétuellement au garde-

à-vous. Au nouveau directeur de cabinet, Jean Vaujour, le nouveau commandant en chef a immédiatement précisé sa position :

« Moi, je suis un soldat, un militaire qui obéit et exécute. Paul Delouvrier me donnera ses instructions, je lui dirai si c'est possible ou non. Je suivrai la politique de l'Élysée. Je suis inconditionnellement fidèle au général De Gaulle. Je serai ici un instrument de pacification et d'ordre ! »

Un point, c'est tout. Et c'est tout Crépin. Une machine supérieurement intelligente. Polytechnicien glacé, technicien hors pair. Froid, bourru, hermétique. 1,85 m, des épaules « comme une armoire », des cheveux blond-roux coupés ras, un curieux visage au menton en galoche, des yeux clairs qui n'adoucissent en rien une physionomie peu amène. Ah ! avec Dudule — c'est son surnom à l'état-major lorsqu'on ne l'appelle pas « Casse-Noisette » à cause d'une bouche aux dents légèrement proéminentes — on ne va pas rigoler ! Et on ne rigole pas.

En fait cet ancien F.F.L., très beau militaire, artilleur de talent, dissimule derrière une attitude distante et des réparties sèches et autoritaires, une grande timidité. Il semble cacher sous une carapace épineuse un drame personnel qu'il garde jalousement. Personne ne lui fera jamais de confiance et il n'en fera à personne. Son unique passion : l'escalade. Pas celle du pouvoir mais celle des montagnes abruptes de Kabylie. La varappe est le seul plaisir que l'on connaisse à cet homme austère qui semble ne se trouver à l'aise que dans la solitude et l'effort extrêmes.

Avec Delouvrier il ne peut avoir d'atomes crochus. Crépin est en fait le type d'homme que le délégué général « ne peut pas voir en peinture ». L'un et l'autre sont d'une grande fidélité à De Gaulle mais Crépin a une forme d'esprit tout d'une pièce, sans grandes nuances, qui inquiète Delouvrier. Un homme de chiffres, de rapports, pas une once « d'huile ». La rigueur personnifiée.

Challe, qui s'était réservé un bureau au G.G., entrait chez Delouvrier, bonhomme, un peu lourdaud, sympathique en diable, n'ayant qu'à traverser le couloir, pour bavarder, proposer une idée, demander un conseil en tirant sur sa pipe. Crépin, cérémonieux, « sollicitera » toujours une audience. Il agace prodigieusement le délégué général qui souhaiterait que, dans la situation qui règne à Alger, le commandant en chef discute en confiance sur une orientation de pensée qui devrait être commune.

En outre, depuis les Barricades, où il s'est durement « accroché » avec Crépin, Delouvrier, qui lui concède une grande loyauté à l'égard de De Gaulle, craint certaines « faiblesses nerveuses » de la part du commandant en chef. Il redoute que, « dans un coup de chien, ça ne marche pas entre eux ». C'est pourquoi il a insisté auprès de l'Élysée pour soutenir la candidature Gambiez. Delouvrier, qu'Alger a rendu sentimental, croit que l'armée — des officiers à la troupe — a besoin d'être pansée. Gambiez lui aurait mis du baume au cœur tandis que Crépin, par sa psychologie tout d'une pièce, a tendance à l'étriller. Il a pris en main l'état-major d'Alger avec une rigueur mathématique. Sans tendresse ni sollicitude. L'armée le voit arriver d'un œil circonspect, Il faut dire qu'il n'a pas la tâche facile. En quatre mois il a eu à succéder à Massu à la tête du corps d'armée d'Alger — un Massu adoré de ses troupes, qui savait y faire, alternant gueulantes et tapotements amicaux sur l'épaule — et à Challe à la tête de l'armée d'Algérie — un Challe qui pour la première fois a su la faire gagner sur le terrain ! La succession est lourde, l'héritage difficile pour cet iceberg gaulliste. Il n'a rien pour plaire à l'armée ! Il n'est même pas de la famille !

« Crépin ? Jamais vu, disent les capitaines paras. Comment ça s'écrit ? »

Il ne provoque pas l'enthousiasme. Il le sait. Comme il est peu expansif, il s'en moque. Ce qui lui importe, c'est l'ordre. Que la machine tourne, réagisse à la moindre sollicitation. Tant pis si elle grince. Pas de sentiments.

Dans une armée qui vient de prouver lors des Barricades que nombre de ses chefs restent en arrière de la main et n'ont pas désarmé face à une politique qu'ils réprouvent, ce gaulliste viscéral suscite peu de sympathie, n'a pas d'amis. Encore moins de confidents. Il est l'homme seul. Et entend le rester. C'est sa seule coquetterie.

Non ! En ce mois d'avril 1960 l'avenir ne s'annonçait pas rose au Gouvernement général. Delouvrier « portait sa croix ». Et ce n'était pas l'arrivée du nouveau directeur politique — lui aussi « créature de l'Élysée » — qui allait arranger les choses !

C'est un nouveau poste. Depuis l'époque de Robert Lacoste, le Gouvernement général n'a plus connu de directeur des affaires politiques. De Gaulle remet la fonction à l'honneur. Il veut être

informé directement de ce qui se passe à Alger. Ce n'est pas qu'il n'ait pas confiance en Delouvrier, loin de là, mais depuis les Barricades il craint que le délégué général ne se laisse intoxiquer. À ses yeux le « bel animal politique » est devenu trop sentimental. Alger est à ce point de vue une capitale redoutable. Il y a les militaires, il y a les pieds-noirs, il y a la « gentry » et les salons. Autant d'écueils que De Gaulle craint pour son représentant en Algérie. Lors de la semaine tragique Delouvrier a montré qu'il savait parler avec son cœur, que l'administrateur froid et impassible pouvait faire place à un homme de chair et de sang qui comprenait la douleur et pardonnait la révolte si elle savait s'arrêter à temps. Pour l'Élysée, Delouvrier s'est montré trop compréhensif. Trop confiant aussi. Et puis il conserve dans son entourage certains collaborateurs qui renâclent trop visiblement devant la politique de Paris. Il lui faut un garde-fou. Mais, plus encore, il faut au Général un informateur, un « œil de Moscou » qui — en permanence — prenne la température d'Alger, prévienne ses crises, les prévienne au besoin, et cela sans le moindre sentiment. Un analyste froid. Un fidèle qui n'hésite pas à signaler la plus petite défaillance d'où qu'elle vienne, et en qui De Gaulle puisse avoir une confiance absolue. Un homme assez insensible pour accepter d'un cœur léger d'être haï, honni, méprisé. Un inconditionnel qui, passant par-dessus toutes les hiérarchies, sans souci des reproches ou des jalousies, soit en prise directe avec l'Élysée. Dite tout sur tous et sur tout. Un personnage d'exception.

Il a cinquante-quatre ans. En paraît dix de moins. Il s'appelle François Coulet. Un mètre quatre-vingt-cinq, cent soixante livres de muscles et d'os, un crâne bronzé et poncé; le visage large et marqué, la mâchoire lourde, des yeux bleu-vert glacials, de petites lunettes, une allure superbe de ruffian intellectuel. Et colonel de parachutistes par-là-dessus ! Sa vie est une longue aventure dominée par deux amours : la guerre (uniquement chez les paras) et De Gaulle. Il les a rencontrés tous deux en 1940.

À cette époque il est diplomate, car ce curieux bonhomme, fils du recteur de l'université de Montpellier, rejeton d'une famille protestante, a fait Normale Sup' et Sciences Po. Il est sorti premier du grand concours. Et comme pour sa famille universitaire de gauche les soldats de carrière sont des demeurés, il a enfoui son attirance pour la vie militaire sous l'apparente impassibilité du fonctionnaire au Quai d'Orsay. Il est conseiller à

l'ambassade de France en Finlande. Quand l'armée française plie le genou devant l'attaque allemande, son sang fougueux ne fait qu'un tour. Il balance la jaquette du diplomate aux orties et part rejoindre les forces françaises combattantes par un itinéraire bizarre qui le conduit des pays baltes à la Russie puis de Moscou à Istanbul. À Alexandrie il rejoint la cohorte des Français libres qui ont quitté Chypre et la Syrie. Il se retrouve au Tchad. Après avoir envoyé son ralliement personnel à De Gaulle, qui ne sait rien de ce lieutenant de réserve perdu dans la masse, il rencontre Pleven, l'accompagne à Lagos tandis que De Gaulle fait route vers Dakar. C'est l'époque où tout est possible pour qui a du culot. Et celui de Coulet est monstrueux. Une culture peu commune et une confiance en soi à toute épreuve donnent des ailes au jeune ambitieux. On le charge avec Schmittlein de la direction d'un poste ondes courtes semi-clandestin, basé à Haïfa, et qui doit « arroser » tout le Moyen-Orient qu'on appelle encore le Levant. Puis le 7 avril 1941 c'est la Rencontre. Le général De Gaulle, qui a entendu parler de Coulet, demande à le voir à Jérusalem. Conquis par son enthousiasme, rassuré par sa culture, séduit par l'incroyable confiance en soi de ce diplomate qui joue les aventuriers, De Gaulle, qui s'y connaît en hommes d'exception, se l'attache.

« Vous allez rester près de moi, Coulet. Courcel doit séjourner au Levant, vous allez le remplacer. » Voilà François Coulet chef de cabinet de l'homme auquel il voue une admiration forcenée. Il est plus gaulliste que De Gaulle. D'ailleurs, son 18 juin n'est-il pas du 24 mai, date à laquelle il a quitté la Finlande pour reprendre le combat ?

Le voilà capitaine. L'entourage de De Gaulle découvre cet officier bouillant, vigoureux en diable, toujours vigilant dans l'ombre du Général, de Lagos à Brazzaville, puis à Londres. Il séduit par son caractère vif, ses réparties humoristiques et mordantes. Il agace aussi car il peut avoir la dent mauvaise. Ça lui arrive même souvent. Mais il sait à merveille faire basculer la situation en sa faveur et l'on oublie la réflexion caustique, parfois « vacharde », en goûtant — entre gens de bonne compagnie — les délices d'une conversation purement littéraire qu'il anime avec brio. Ses joutes avec Louis Joxe resteront célèbres. Il parviendra même à battre ce maître en citations poétiques sur son propre terrain ! Et la guerre dans tout cela ? La vraie, celle qu'on fait le, fusil à la main ? Pour Coulet, elle reste une abstraction. Il est

capitaine et n'a jamais entendu siffler une balle. Au bout de seize mois de cabinet il en a assez et demande au Général de lui rendre sa liberté. L'homme d'action veut se battre. Breveté parachutiste en Ecosse il est nommé commandant du petit groupe de paras de la France libre. Mais comme le colonel Passy lui « pique » régulièrement ses volontaires pour les envoyer en France en mission de renseignement, il part faire du recrutement en Afrique noire et au Levant. Puis c'est la libération de la Corse. Enfin Coulet réalise son vieux rêve : faire le coup de feu. Pas pour longtemps. Des baroudeurs, ça ne manque pas. Mais les administrateurs sont plus rares. Le Général le place aux côtés d'Emmanuel d'Astier pour préparer les futures structures administratives qu'il faudra mettre en place dès la Libération.

1944. Le débarquement. Coulet ne saute ni ne tire. Par contre, il est le premier commissaire de la République à Bayeux. Puis, Paris libéré, il est délégué aux relations interalliées. La guerre est finie. Le Quai retrouve un de ses membres les plus turbulents. Conseiller d'ambassade, puis ministre, il reçoit le poste de directeur de l'Europe au ministère des Affaires étrangères. Un beau poste. Beaucoup d'honneurs, beaucoup de responsabilités mais pas d'argent. Mieux vaut reprendre la route des ambassades. La Finlande, puis la Perse. Mais les relations se tendent avec la Maison mère. Le pétrole sépare ce curieux ambassadeur des « patrons » Massigli et Couve de Murville. Ils n'ont pas les mêmes idées. Ce para manqué rêve à nouveau de la guerre. Il y a l'Indochine mais cette année 1954 est marquée par Dien Bien Phu. C'est raté. Il est nommé à Belgrade. Mais Tito qui croit beaucoup en Mendès-France voit ses espérances déçues par le renversement du leader libéral. Goulet fait les frais de la mauvaise humeur du leader yougoslave. Et, comme son caractère le porte peu à mettre de l'huile dans les rouages, c'est la rupture avec le Quai. Il demande sa mise en disponibilité.

En Algérie les « actes de terrorisme isolés » se sont transformés en guerre véritable. François Coulet est colonel de réserve breveté parachutiste. Son arme est l'aviation. Et il est libre. Libre enfin de s'adonner à sa passion, la guerre, en servant son pays. Le général de Maricourt veut créer des commandos de l'air et il lui faut pour cela un homme à poigne qui fasse pour l'aviation aussi bien que font pour l'armée de terre les colonels prestigieux, les Bigeard, Jeanpierre, Conan. Coulet s'engage. Il est chargé de former les commandos de l'air. Pendant près de quatre ans il va faire un

travail remarquable. De deux commandos sans grands moyens il arrive à un groupement de 1 300 hommes. Les résultats sont brillants. Sous sa direction, son unité — au prorata des hommes — obtient un triple record : celui de fells abattus, celui du minimum de refus de saut et celui des Légions d'honneur et valeurs militaires obtenues sur le terrain !

Pendant la « traversée du désert », Coulet n'a jamais perdu le contact avec De Gaulle. Ils sont même voisins car il a acheté une propriété à Juvanzé, à trente kilomètres de la Boisserie. Le Général reçoit parfois ce vieux compagnon. Ils bavardent. Et puis c'est le 13 Mai. Alger exulte. Mais lorsque Coulet voit sur le Forum les belles dames de la rue Michelet embrasser leurs fatmas, il dit à sa femme : « Je viens d'assister au malentendu majeur de toute cette affaire. Le retour de De Gaulle c'est, pour les pieds-noirs, le maintien des privilèges et pour les musulmans la paix rapide à coup sûr. Ils se trompent les uns et les autres. » N'importe, le 13 Mai marque le retour au pouvoir de son dieu. Au fil des années l'admiration pour De Gaulle s'est transformée en passion. Il faut le dire, Coulet aime De Gaulle d'amour. Que le Général parle il obéira. À l'heure de l'autodétermination, le président de la République bat le rappel des fidèles. La politique qu'il a décidée pour l'Algérie va faire grincer bien des dents, il faut donc préparer la relève et mettre en réserve ceux qui, le moment venu, seront prêts à tout pour la faire exécuter. Lors de sa visite à l'opération « Jumelles », De Gaulle prévient ce para diplomate :

« Eh bien, Coulet, ça suffit comme ça.

— Ce qui veut dire, mon général ?

— Vous avez montré ce que vous savez faire. Je ne m'en doutais pas. Il faut maintenant rentrer dans la vie civile.

— Oh ! vous savez, la diplomatie c'est fini. J'ai perdu quatre ans et ça ne se rattrape pas.

— Il ne s'agit pas de diplomatie comme vous l'entendez. Il faut que vous restiez en Algérie. Vous serez attaché ici et vous « leur » expliquerez ce qu'« ils » doivent comprendre. »

Il faut d'abord l'expliquer à Coulet. Le grand projet, l'inéluctable, c'est l'indépendance à terme, et il « secoue » durement le colonel qui n'aime pas beaucoup cette perspective. De Gaulle balaie d'un geste les objections.

« Courcel vous expliquera tout cela. Il faut que vous soyez auprès de Delouvrier. Cela fait mon affaire. Les militaires vous estiment et les pieds-noirs ne pourront pas dire que vous n'avez rien fait pour eux. Ne renouvelez pas votre engagement. »

À Alger, Coulet, en permission libérable, voit Delouvrier au G.G. Il pense que le délégué général a été averti par l'Élysée et lui a prévu un emploi à ses côtés. Il n'en est rien. Et Delouvrier ne lui fait qu'un accueil mondain et négatif.

« Je ne peux vous demander, mon colonel, d'entrer dans mon cabinet. Vous qui avez occupé des postes si importants ! »

Voilà Coulet le bec dans l'eau, ayant tout son temps pour chasser le sanglier dans les noires forêts de la Marne. Et puis arrivent les Barricades, et la fureur de De Gaulle après le discours « geignard » de Delouvrier. Le Général appelle Courcel.

« Mais où est Coulet ? J'avais dit qu'il soit là-bas. Il n'y est pas encore ? Qu'on l'envoie ! »

Tel est l'homme qui dès les premiers jours d'avril se retrouve à Alger dans la position la plus délicate qui soit : être l'oreille de l'Élysée et veiller à ce que la politique de Paris soit désormais appliquée sans faiblesse. Pour tous il sera l'espion, le traître, et on le lui montrera et on le lui fera sentir. À l'exception de Paul Delouvrier qui, une fois de plus, révélera des qualités humaines rares dans cette époque troublée où chacun se méfie de son voisin. Et il lui faut beaucoup de grandeur d'âme pour accepter une situation que Coulet qualifie lui-même d'impossible. Qu'on en juge : le nouveau directeur des affaires politiques vit à Paris du lundi après-midi au mercredi matin au cours desquels il confère avec le *brain trust* Élyséen : Courcel, René Brouillet et Bernard Tricot auxquels se joignent les généraux Ely et Olié ! Puis il regagne Alger où il « travaille » avec Delouvrier. C'est désagréable pour le délégué général, qui a ainsi l'impression d'être perpétuellement court-circuité. Le général De Gaulle veut toutes les cinq semaines un rapport oral de Coulet, qu'il écoute volontiers. Lorsque Delouvrier et son directeur des affaires politiques se retrouvent à déjeuner à l'Élysée, il arrive que De Gaulle — souverain et méprisant les conventions — retienne Coulet à l'issue du repas. Et laisse partir Delouvrier, blessé dans son amour-propre.

Avec les militaires c'est tout de suite la bagarre. Coulet trouve

Delouvrier trop « aux ordres » de Crépin ! À son avis il devrait montrer plus d'autorité face à ceux qui sont désormais ses subordonnés et leur expliquer sans ambages la politique de De Gaulle. Puisque Delouvrier veut « prendre des gants », le nouveau directeur va se charger de les éclairer crûment. Il arrive à Alger avec la demi-confiance de De Gaulle sur l'indépendance. Pour Coulet, en Algérie, la cause est perdue. Le cours des choses n'est plus rattrapable pas tant par la faute de la population pied-noir, qui ne s'est jamais réellement battue contre les rebelles, que parce que l'armée dans son ensemble — à commencer par l'état-major — ne veut pas comprendre que la situation est bloquée. Il va donc falloir discuter. Et les militaires doivent se faire à cette idée. Très vite Coulet joue cavalier seul. Delouvrier préfère ménager la chèvre et le chou. Lui ne ménagera personne.

« Je ne peux continuer à trahir la pensée du Général, dit-il aux membres de son cabinet, Félix Rista, Herbouze et Roland Maugain, sous prétexte que Delouvrier va moins loin que moi dans la confiance qu'il a dans l'armée. »

L'armée, il la connaît. Il en sort. Alors au colonel Romain-Desfossé, que Crépin lui a envoyé pour « lui tirer les vers du nez », il parle en confiance. Des propos très directs du genre : « Il va falloir réviser certaines notions... » Effaré, le colonel rapporte la conversation à un Crépin plus fermé que jamais et qui — au fond — n'est pas tellement surpris. Mais tout l'état-major militaire de clamer à l'envi : « Nous avons la preuve que Coulet est un traître. » Bien vite pour les occupants du G.G. le bureau du directeur des affaires politiques devient l'ancre de Satan. On détourne les yeux en passant devant sa porte. Ses collaborateurs et lui sont les pestiférés d'Alger où tout se sait à la vitesse de l'éclair.

À l'état-major, à l'issue des réunions entre Coulet et les officiers de Crépin, au cours desquelles l'ancien diplomate montre bien peu de diplomatie pour orienter les militaires vers les solutions « gaulliennes », on fait désormais la plaisanterie suivante :

« Ne manquez pas de me dénoncer ceux qui vous donnent l'impression de trahir l'Algérie française », récite l'un d'eux en imitant la voix sèche et impérieuse du commandant en chef.

Et les autres de répondre en gloussant :

« Coulet... Coulet Coulet Coulet... »

Scènes qui se passaient dans les locaux du gaulliste général Crépin et que le gaulliste Coulet reprochait vivement au gaulliste Delouvrier !

Non, vraiment, malgré le relatif apaisement de l'activité des ultras à Alger, la vie y était devenue impossible.

Les militaires voulaient faire naître une troisième force, mais une troisième force à eux, composée de musulmans « fidèles ». Susciter des élites que l'on formerait doucement, tranquillement, jusqu'à leur confier la gestion et la direction politique de leur pays... dans dix, quinze ou vingt ans. C'était une belle mission. C'était devenu le nouvel évangile des S.A.S. Et ça faisait hurler Mahdi Belhaddad, le premier et seul préfet musulman d'Algérie, après en avoir été le premier et seul sous-préfet. Oui, ça le faisait hurler d'indignation. « Ils » ne changeraient donc jamais ? Ils ne seraient donc jamais capables d'évoluer ?

On l'avait installé en grande pompe. Delouvrier s'était déplacé à Batna pour la cérémonie. Belhaddad était la réclame vivante de cette introuvable troisième force. Lui seul pouvait tenter de « dégeler » cette population musulmane plus attentiste que jamais. De Gaulle lui-même avait reçu Belhaddad. Il avait beaucoup d'estime pour ce haut fonctionnaire qui avait perdu un bras à Monte Cassino et avait réussi l'exploit d'être toujours aux côtés de la France sans pourtant passer aux yeux de la population algérienne pour un *beni-oui-oui* servile et obséquieux. C'est à Belhaddad que le Général avait réservé ses premières confidences sur l'autodétermination¹⁹. C'est à lui qu'il confiait la mission de « dérouiller la machine », de voir s'il était raisonnable de penser à une troisième force représentative avec laquelle — à l'heure de l'autodétermination — on puisse discuter.

« Les élections cantonales seront un test, avait dit le Général. Allez à Batna. Essayez de convaincre la population que cette fois, c'est vrai, elle aura *la* liberté complète *de* choix. Il faut commencer par l'expérience des cantonales avant d'aller plus loin. Belhaddad, vous êtes mon représentant là-bas, vous êtes libre de vos actes et responsable uniquement devant moi. »

Malgré ce soutien prestigieux et celui apporté publiquement par Delouvrier, Belhaddad avait dû se battre. Dans ce berceau de la rébellion qu'était le département de l'Aurès, les militaires ne

voulaient pas céder une once de leurs pouvoirs. Depuis que le département avait été créé, un général avait toujours fait fonction de préfet. Les contacts entre civils et militaires étaient ceux d'occupants à occupés. Dès son installation Belhaddad avait demandé au général de Crèvecœur, commandant militaire de la zone Sud constantinois, une série de mesures destinées à « dégeler », comme on le réclamait à cor et à cri, l'opinion publique musulmane. Les mesures étaient d'importance. Belhaddad voulait que tous les détenus des camps de transit (C.T.T.) arrêtés depuis plus de trois mois soient déférés devant les tribunaux ou remis en liberté, que les cas des internés détenus dans les centres d'hébergement soient tous révisés et qu'enfin les mesures de fermeture de certains magasins musulmans soient levées. En outre Belhaddad demandait que son ami le Dr Benzaïm, interdit de séjour à Batna, puisse quitter Nice où il résidait pour revenir dans sa ville natale.

Mais pour qui se prenait-il ce préfet musulman ? Crèvecœur fit la sourde oreille. Deux fois. Trois fois. À la quatrième Belhaddad saisit Delouvrier du conflit qui l'opposait aux militaires !

« Ou je suis préfet à part entière et le Dr Benzaïm peut revenir, ou je ne le suis pas et on n'a placé à ce poste un préfet musulman que pour avaliser les conneries des militaires ! »

Belhaddad était hors de lui. On recommençait toutes les erreurs du passé. Pour les militaires, troisième force ou pacification c'était du pareil au même !

Il y avait pourtant quelque chose de changé car Belhaddad avait obtenu gain de cause. Crèvecœur avait été « dégommé » et remplacé par le général Ducournau. Et les élections cantonales avaient été un succès. Dans l'Aurès comme partout ailleurs, 58 % de participation électorale malgré l'interdiction du F.L.N. et celle des mouvements activistes européens. Chez lui Belhaddad dut se gendarmer avec des maires européens et aussi avec quelques officiers S.A.S. qui voulaient « faire voter » comme d'habitude. Belhaddad les prévint charitablement :

« Vous ne m'aurez pas. N'oubliez pas qu'avant d'être de la préfectorale j'ai été caïd. Alors les histoires de falsification de procès-verbaux et d'urnes à double fond, je les connais toutes ! »

Belhaddad n'était pas le seul à constater des réticences chez les officiers S.A.S. Paul Delouvrier avait tellement senti que l'armée

voulait susciter une troisième force « à son goût » qu'il avait provoqué à Alger une réunion monstre d'officiers S.A.S. Il leur avait expliqué qu'il devaient donner confiance à la population musulmane. Qu'en parlant d'Algérie algérienne le général De Gaulle avait manifesté son choix pour l'association dans le triptyque de l'autodétermination. Que quel que soit le statut juridique final qu'obtienne l'Algérie il était important qu'elle restât ASSOCIÉE à la France. Et cela les officiers S.A.S. devaient le faire comprendre à la population.

« Votre mission, avait-il conclu, est d'amener les populations civiles musulmanes dont vous avez la charge à choisir librement leur destin. »

Les jeunes officiers, au contact quotidien d'une population qui bien souvent en était au stade du Moyen Âge — où seule compte la loi du plus fort —, voyaient déjà tous leurs efforts anéantis.

« Si on ne leur dit plus que la France reste, ils vont nous filer entre les doigts ! »

L'indignation avait été grande.

« Alors, monsieur le délégué général, pour quoi se bat-on ? Pour quoi meurt-on encore en Algérie ? » avait demandé l'un des officiers présents.

— Monsieur, partout où un officier ou un soldat meurt, s'il meurt pour la France, ça doit suffire. »

Manifestement la réponse, elle, n'avait pas suffi ! Et Delouvrier avait été obligé de constater que l'effort qu'il demandait « ne passait pas dans l'oreille de tout le monde ».

En fait personne n'était convaincu. Personne ne croyait réellement à l'éclosion d'une troisième force représentative. Chacun sentait qu'une page était tournée en Algérie. Ceux des militaires qui voulaient le nier tentaient de lâcher du lest mais ne parvenaient à réunir autour d'eux que les éternels bachaghas à guenour et djellaba immaculés. Alors on devait revenir à la pacification. Et l'évolution de la politique Élyséenne la rendait impossible. Dans le bled les musulmans les moins évolués « prenaient du champ ». Certes ils avaient voté lors des élections cantonales en apportant leur bulletin aux listes de soutien au général De Gaulle. Mais on attendrait longtemps l'éclosion d'éléments représentatifs prêts à « se mouiller ». La masse

musulmane faisait confiance à De Gaulle pour régler le problème. Au G.G. le directeur des affaires politiques n'en était pas étonné. Lui non plus ne croyait pas à la troisième force.

« Depuis Chataigneau^[20], la consommation des élites a été folle, expliquait-il, on en a trouvé et ce n'était pas facile. Qu'en a-t-on fait ? Pendant qu'en Indochine on formait quatre-vingt-seize polytechniciens de race jaune, l'Algérie ne fournissait que trois polytechniciens musulmans ! Les Algériens ne pouvaient se développer dans l'atmosphère coloniale des Borgeaud et des Schiaffino. Chaque fois que les autorités civiles françaises ont essayé de faire sortir des élites musulmanes les pieds-noirs ne l'ont jamais accepté. Ils leur ont rendu la vie impossible. Et leurs coreligionnaires du bled les considéraient comme des transfuges religieux. Alors que peut-il nous rester aujourd'hui ? Des raclures ! »

Il était clair que la durée n'appartenait plus à la France. Il fallait vingt ans pour faire évoluer l'Algérie selon un plan généreux, comme celui que prévoyait Challe dans ses moments d'espoir les plus fous, tandis qu'il devenait évident que l'affaire algérienne pesait de plus en plus à la métropole et que De Gaulle entendait la régler dans le plus bref délai.

Le succès des listes Algérie française à Alger — en particulier le triomphe de la liste de Babette Lagaillarde dont la campagne avait été appuyée par le leader extrémiste de droite Jean-Marie Le Pen — montrait la profondeur du fossé qui existait entre les deux communautés.

Jean Vaujour, le directeur de cabinet de Delouvrier, qui avait entrepris une vaste campagne de contacts, constatait que les Européens étaient plus fermés que jamais. Une seule attitude leur semblait possible : l'intégrationnisme le plus intransigeant. À l'abattement du lendemain des Barricades succédait maintenant un vif désir d'agitation. Vaujour en avait des preuves tous les jours. Le député Vignau qu'il rencontrait souvent ne s'en cachait même plus.

« On est décidé, expliquait-il, on va se battre. On fera céder le pouvoir.

— On ne peut tout de même pas faire la guerre totale, répliquait le directeur de cabinet. Tuer tous les musulmans ne réglerait pas le problème.

— Laissez-nous faire. On les connaît. Débarrassez-nous de ces bandits du F.L.N. et on se charge du reste. »

Le vieux recours à la force, la politique du bâton — et pas seulement à l'égard des musulmans mais aussi des « traîtres à la solde de Paris » — reprenait du poil de la bête. Une nouvelle fois l'incompréhension dominait à Alger. Mais pouvait-on encore s'y comprendre ?

Des mains maladroites s'énervaient sur les serrures piquées de rouille. Le couvercle de la misérable valise écorchée et maculée laissait apparaître son carton bouilli. Enfin la serrure gauche céda. Puis l'autre. Le jeune soldat leva les yeux. Autour de lui le cercle de ses camarades du commando de l'Akfadou s'était resserré, les visages reflétaient une intense curiosité.

« Ouvre », ordonna le capitaine Léger.

Le para obéit. Des liasses de billets occupaient le dessus de la valise, allumant la convoitise dans certains regards. Comme dans les films de gangsters.

« Eh bien, la prise est bonne, dit Léger. Le fils de Mohand n'a pas menti. »

Il y avait seize millions en billets de mille et de cinq mille francs dont les piles dissimulaient un sac de pièces d'or et un autre de bijoux kabyles.

« Voilà, c'est fini, on peut rentrer. »

L'opération avait été fructueuse. Sur renseignement, le capitaine Léger avait monté une embuscade contre l'un des rares groupes de maquisards qui survivaient encore dans le massif de l'Akfadou, l'ancien fief de la wilaya 3.

La grande opération « Jumelles » était démontée depuis longtemps et le bulldozer du plan Challe n'était plus qu'un souvenir. Les troupes de secteur et le commando de paras laissés dans l'Akfadou suffisaient amplement à tenir la région. La wilaya 3 était presque totalement détruite. Seuls quelques petits groupes d'hommes mal armés tenaient encore dans la forêt. Le successeur d'Amirouche, Mohand Ou el-Hadj, ne commandait plus qu'à une centaine de maquisards disséminés aux quatre coins de la Kabylie. Décimée par la folie sanguinaire de Hacène la Torture et d'Amirouche qui, intoxiqués par la « bleuite » du capitaine Léger⁽²¹⁾, avaient liquidé sauvagement tous les cadres

instruits de leur wilaya, et par les coups de boutoir implacables assenés par le plan Challe, la wilaya 3 en était revenue aux temps difficiles des débuts de la révolution. Plus d'armes, presque pas d'hommes, pas de liaison. Brisés, isolés, les survivants du terrible rouleau compresseur se terraient dans les immensités désertes des zones interdites.

Léger et les hommes qui l'accompagnaient avaient accroché un de ces lambeaux de l'ancienne wilaya 3. Ça n'avait pas été bien terrible. Les djounoud s'étaient vite rendus. Parmi eux se trouvait le fils du chef de la wilaya 3, Mohand Ou el-Hadj. Léger ne l'avait pas brusqué. Ce spécialiste de la guerre psychologique, connaissant parfaitement les atroces conditions de vie des derniers maquisards, avait tablé sur le découragement, la lassitude et surtout le soulagement qui, à son avis, devaient envahir le prisonnier. Il ne s'était pas trompé. Le jeune homme — il avait vingt-cinq ou vingt-six ans — était fatigué, écorché. L'extérieur, comme il disait, laissait tomber les pauvres types de l'intérieur tout juste bons à crever comme des chiens. Le voyant dans de si « bonnes » dispositions Léger avait proposé au rebelle de rester avec lui. « On pourra peut-être travailler ensemble... » Puis il avait soutiré quelques renseignements « utiles ». C'est ainsi que le fils de Mohand Ou el-Hadj avait donné le « trésor » de la wilaya 3 que Léger rapportait maintenant au P.C. de l'Akfadou.

« Voilà pour le foyer du commando, dit-il au commandant local en lui tendant six millions prélevés dans la valise. Le fils du grand chef ne m'a pas raconté de bobards. Je suis sûr qu'avec lui je vais faire du bon travail. Je le ramène à Alger. Au fait, où est-il passé ?

— Le D.O.P. me l'a piqué, répondit le commandant. Ils étaient excités comme des puces à la pensée d'avoir le fils de Mohand Ou el-Hadj. Ils espèrent ainsi avoir le père ! Ils l'interrogent.

— Ah ! les cons ! »

Léger savait ce que signifiaient les « interrogatoires » des D.O.P. Il bondit jusqu'à la baraque où « officiaient » ces messieurs. S'ils lui avaient abîmé son client il ne serait plus question de le retourner en jouant la confiance et la lassitude ! Le capitaine entra en trombe dans le bureau. Mohand Ou el-Hadj fils avait déjà le visage en sang.

« Ah ! vous ne traînez pas ! Et qu'est-ce que vous croyez obtenir ? »

Un gros officier, l'air hargneux devant l'intrusion de ce capitaine en tenue léopard, s'avança :

« Il va donner son père. Et je vous prie de croire qu'il nous dira tout ce qu'il sait.

— Pas question. Détachez-le. Faites-le soigner. Il part avec moi. »

L'officier devint cramoisi. La fureur déformait son visage. On lui arrachait « sa » viande !

« Et de quel droit ? rugit-il.

— Capitaine Léger, du Bureau d'études et de liaisons d'Alger. Si vous avez pu réaliser cette opération payante c'est grâce aux renseignements que j'obtiens. Et moi mes informations je me les procure d'une autre manière ! Aussi elles ont une autre valeur. Alors, bouclez-la et exécutez les ordres. Messieurs, j'attends le prisonnier chez votre commandant. »

Et Léger sortit, suivi par les regards haineux des hommes du D.O.P.^[22]. Ces tortionnaires allaient l'obliger à perdre un temps considérable pour reprendre en main un prisonnier qui lors de sa capture se trouvait dans les meilleures conditions de retournement. Les crétins !

Le capitaine Léger avait fini son temps en Algérie. Grâce à sa science du retournement et au dévouement d'une petite équipe musulmane où quelques jeunes femmes avaient joué un rôle redoutable il avait mené de main de maître une vaste opération d'intoxication des wilayas 3 et 4 (Kabylie et Algérois). En Kabylie on estimait que la bleuite avait fourni à Amirouche et à son adjoint Hacène la Torture l'occasion de mettre à mort dans d'atroces souffrances près de trois mille jeunes gens qui avaient tous au moins leur certificat d'études^[23]. Quant aux chefs de la wilaya 4, victimes eux aussi du piège diabolique tendu par Léger, ils s'étaient débarrassés d'un bon millier de « traîtres » intellectuels !

Le capitaine Léger — mission terminée — avait « largué » ses filles qui étaient trop « mouillées ». Son fidèle Surcouf avait pris sa retraite et avait ouvert un restaurant vietnamien à Alger où il coulait des jours heureux et prospères. Le reste des « bleus-de-chauffe » était disséminé à droite et à gauche. En vain Léger avait-il demandé la prolongation de son séjour en Algérie où il se

battait depuis 1957. Son « tour » de France était arrivé. Il était affecté à Bayonne. La mort dans l'âme il s'apprêtait à partir quand l'état-major lui avait demandé s'il voulait entrer au B.E.L. dans l'équipe du colonel Jacquin.

Jacquin était l'un des plus mystérieux colonels de cette armée d'Algérie qui en comptait beaucoup. La cinquantaine sèche, grisonnante et coléreuse, de taille moyenne. Jacquin était considéré comme un seigneur par les lares hommes qu'il avait sous ses ordres. D'abord, en dehors de fréquentes colères, il parlait doucement et aimablement, mais sans une once de familiarité. Ensuite, bien qu'il ne l'évoquât jamais, il traînait avec lui sa légende d'ancien des Brigades internationales pendant la guerre civile espagnole. Enfin, au sein du B.E.L. il montait des coups faramineux dont il réservait le récit aux seuls chefs dont il dépendît directement : Delouvrier, Challe, puis Crépin et le cabinet du général De Gaulle. En dehors du président de la République, du délégué général et du commandant en chef personne ne connaissait le détail des activités « top secret » du mystérieux colonel Jacquin.

Dès l'instant où l'on parlait gamberge, coups tordus, intox' à mort, et autres « joyeusetés » de la guerre psychologique Léger était partant.

« En avant pour le B.E.L., se dit-il. Tout plutôt que quitter l'Algérie. »

Et puis au B.E.L. il se retrouvait dans son élément naturel ! Le colonel Jacquin traitait exclusivement de la guerre psychologique adaptée aux adversaires. La pacification, l'action psychologique sur les populations, ça ne l'intéressait pas du tout. Il faisait la guerre, pas la nounou ! Pour mener à bien sa difficile mission il s'était entouré d'un petit nombre d'officiers spécialisés depuis l'Indochine dans les maquis contre-maquis, les retournements et l'intoxication en tout genre. Pour ces spécialistes le plus court chemin d'un point à un autre n'était jamais la ligne droite.

Chaque officier était responsable d'une ou deux wilayas et montait à sa guise, sur ce territoire, des opérations de services spéciaux. Le capitaine Pillet était chargé des wilayas 1 et 2 (Aurès et Constantinois), le capitaine Heux de la wilaya 4 (Algérois), le commandant Cathala des wilayas 5 et 6 (Oranie et Sud algérien). Léger qui connaissait à merveille la Kabylie pour y avoir exercé avec talent son industriel artisanat d'intoxication se vit confier

la wilaya 3. L'équipe du B.E.L. était complétée par le lieutenant de vaisseau Guillaume, spécialiste du trafic d'armes, et par le lieutenant-colonel de Saint-Péreuse. Chaque bureau était très cloisonné et si, entre eux, les officiers s'entendaient parfaitement aucun ne savait ce que l'autre était en train de « gamberger ».

En cette année 1960 le travail du B.E.L. consistait essentiellement à profiter des extraordinaires résultats du plan Challe et à peaufiner la démoralisation des survivants des maquis. Car si les grosses opérations avaient décimé les troupes de l'A.L.N, la présence de quelques groupes armés dans le djebel suffisait à entretenir la permanence du F.L.N. dans l'esprit des populations alentour. « Ils » étaient toujours là, malgré les énormes moyens mis en œuvre pour les détruire ! La braise isolée pouvait remettre le feu. Il suffisait d'un bon coup de vent ! Ces petits groupes isolés que l'on ne devait pas mépriser ne pouvaient être traités que par des méthodes particulières. On en avait l'amère expérience ! C'est à partir des bandes infimes de 1954 sur lesquelles la troupe traditionnelle s'était cassé les dents que le F.L.N. avait pu se développer au point de constituer une véritable armée. Tout le processus pouvait recommencer. Cette fois il fallait extirper les moindres germes, écraser définitivement les moindres brandons.

L'une des spécialités les plus réussies du B.E.L. était les numéros truqués du *Moudjahid*. Ils imitaient à s'y méprendre le véritable journal du F.L.N. On pouvait y lire les mêmes furieuses attaques contre le colonialisme, contre la présence française. Ces lignes au vitriol étaient toutes composées par des officiers du B.E.L. qui développaient à cœur joie des arguments contre les colons, arguments auxquels bien souvent ils souscrivaient. Mais en outre — et c'était là toute l'astuce — ils donnaient des comptes rendus d'accrochages où les Français avaient été durement touchés mais où les forces de l'A.L.N., *elles aussi*, avaient eu à déplorer de lourdes pertes. Le djoundi ou le brave épicier de la ville qui lisait cela en concluait immédiatement que si l'A.L.N. avouait de si lourdes pertes c'est qu'elles avaient dû être énormes ! Le djoundi n'avait qu'une hâte : se mettre enfin à l'abri. Quant à l'épicier ou à son fils il n'avait aucune envie d'aller renforcer ces morts en sursis qui tenaient péniblement le maquis.

Ce type d'opération, pour important qu'il fût, n'était que

bagatelle et mise en condition avant le travail sérieux.

En Kabylie, Léger avait décidé d'employer la bonne vieille méthode qui lui avait permis de décimer les cadres d'Amirouche. Mais le nouveau chef de la wilaya, Mohand Ou el-Hadj, n'avait ni la férocité, ni l'aveuglement, ni la haine pour le « lettré » qui faisaient la faiblesse de son prédécesseur. Il fallait agir plus subtilement.

Dans un premier temps, le capitaine Léger faisait le tour des camps où se trouvaient des prisonniers récents, s'y promenait, bavardait avec les djounoud désarmés. Au bout de quelques jours il en sélectionnait un. En général celui qui lui paraissait le plus dur, le plus réticent. Celui qui avait « la plus sale gueule ». Puis il faisait mine de vouloir le retourner, lui faisait des confidences, donnait son nom connu de tous les militants depuis que ses « bleus-de-chauffe » s'étaient taillé la réputation que l'on connaît.

« Tu sais, disait-il, nous avons toujours des contacts avec le maquis. Mais malheureusement, comme on s'entoure du plus grand secret pour ne pas griller nos informateurs vis-à-vis de leurs chefs, on a des difficultés pour transmettre des lettres et pour recevoir leurs renseignements. »

L'homme, intéressé, cherchait à savoir quel était le salaud qui — encore en liberté —, trahissait ses camarades. Ah ! s'il pouvait s'échapper de ce camp et prévenir le maquis ! La proposition de Léger arrivait « au moment psychologique ».

« Si tu voulais me rendre service, moi je me charge de te dédouaner et te faire sortir de ce camp.

— Ah bon ? Qu'est-ce qu'il faudrait faire ?

— Eh bien voilà. Je t'emmène à Alger. Tu es libéré. Je te fais suivre un petit stage de formation. Et ensuite je te donne du courrier pour quelqu'un que tu ne connais pas. Il te suffira de déposer la lettre dans une boîte postale dans le djebel, et de me ramener celle qui éventuellement s'y trouvera. »

Le prisonnier sautait sur l'occasion. Léger le faisait libérer, puis l'emmenait suivre un stage-bidon dans la villa des Tourelles à Alger où l'on s'efforçait par d'apparentes négligences de le persuader de l'ampleur du complot.

Léger réalisait alors la deuxième étape du plan. Il partait pour la Kabylie et faisait effectuer par un commandant de secteur une

opération dans une zone familière aux derniers groupes de maquisards. Au cours de l'opération, Léger repérait une mechta bien visible à cinq ou six kilomètres de là, puis il donnait ses ordres à une patrouille.

« Vous allez vous rendre dans la première maison de la mechta en zone interdite. Près de la cheminée vous allez placer trois briques l'une sur l'autre. Sous la première vous poserez cette lettre. Puis vous reviendrez. Surtout sans “accrocher” » !

La « lettre » était un petit chef-d'œuvre dont M^{me} Léger était l'auteur. Le capitaine travaillait en famille ! Grâce aux documents saisis au cours d'opérations, Léger possédait des spécimens d'écritures, de signatures et de cachets dont se servaient les responsables F.L.N. de la région. S'aidant d'une vitre dépolie M^{me} Léger forgeait une lettre parfaitement imitée dans laquelle un chef local donnait des renseignements intéressants ou parlait d'une récente opération qui avait réellement eu lieu et au cours de laquelle les fells avaient eu de la casse.

« Vous voyez que mon dernier renseignement était bon, concluait le « responsable » par la main de M^{me} Léger. Je prends actuellement contact avec Untel (suivait le nom d'un autre responsable) qui va bientôt marcher car il s'est disputé avec tel chef et veut servir votre cause ! »

Mme Léger signait d'un pseudonyme quelconque mais l'écriture était là, enfantine à reconnaître pour le chef qui avait la lettre en main ! Pour tromper Mohand Ou el-Hadj qui avait désapprouvé les purges d'Amirouche, Léger se servait de l'écriture de petits responsables d'intendance qui avaient déjà eu maille à partir avec les chefs F.L.N. pour des histoires de filles ou d'argent. Le piège en place, Léger déclenchait la troisième partie de sa machination.

Il transportait son prisonnier « retourné » d'Alger en Kabylie. Puis en bordure de zone interdite le lâchait dans la nature.

« Tu ne peux pas te tromper, lui expliquait-il. C'est la première maison de la mechta qu'on aperçoit là-bas à flanc de montagne. Sous trois briques près de la cheminée tu trouveras une lettre. Tu me la rapporteras en reposant à la place celle que je te remets maintenant. L'informateur viendra la chercher quand il le pourra.

Et Léger tendait à son « courrier » une lettre dans laquelle il félicitait son informateur : « Merci de tes renseignements. Ça

nous a permis de faire telle opération (et suivait le récit d'une véritable opération qui avait coûté cher aux rebelles). Contacte Untel (ici le nom d'un responsable plus important) qui nous a déjà écrit. »

Une petite merveille d'intox.

« Voilà, tu peux y aller. Je n'y vais pas moi-même car c'est trop en vue dans la zone interdite. Si tu es arrêté par des Français, donne le numéro de téléphone que tu sais et tu seras immédiatement relâché. Bonne route. »

Ou le gars était un pauvre type qui avait réellement cru Léger et rapportait le courrier, c'était alors un coup pour rien. Ou il fonçait tête baissée dans le piège, tout heureux d'avoir « niqué ce connard de capitaine Léger » et surtout de prévenir ses camarades du danger qui les menaçait.

Très vite les résultats avaient prouvé que le plan était parfait. Mohand Ou el-Hadj, malgré sa sagesse et l'affreux souvenir qu'il avait gardé des tueries d'Amirouche, était pris dans l'engrenage. Poussé par ses officiers, il avait dû liquider quelques-uns de ces « traîtres ». D'autant que dans les débris de sa wilaya certains officiers de l'A.L.N. avaient décidé de s'insurger contre son pouvoir. Ils avaient déserté les rangs de l'A.L.N. et s'étaient réfugiés avec leurs hommes dans des zones limitrophes de la Kabylie. Ils s'étaient baptisés les « officiers libres ».

La situation qui régnait au sein de la wilaya kabyle — la plus importante avec la wilaya constantinoise — était très significative de l'ampleur de la victoire militaire remportée par Challe sur le terrain. Dans cette région où jadis tout marchait au doigt et à l'œil, où toutes les populations apportaient aide et soutien aux maquis, la situation était devenue catastrophique. Déjà écrasé par le passage de forces françaises considérables, Mohand Ou el-Hadj avait en outre à faire face à une politique de fractionnement menée par certains de ses officiers de la région de Bougie (zones 1 et 2 de la wilaya 3). Quatre d'entre eux avaient décidé de ne plus reconnaître son autorité. Les lieutenants Sadek Ferhari et Allaoua, le sous-lieutenant Mohamed Ben Yahia, et le responsable des habous^[24], Kadri Ahmed, qui répondait à l'aimable sobriquet de « Connerie », avaient érigé de leur propre autorité la région de Bougie en zone libre et avaient donné à leur groupe le nom d'« officiers libres ». Avec les survivants de leurs compagnies ils espéraient non seulement établir leur pouvoir sur cette région

mais l'étendre aux régions voisines.

« Les chefs de wilaya, disaient-ils, ne s'occupent que d'eux-mêmes et des trésors qu'ils ont amassés. Nous ne reconnâtrons une autorité supérieure qu'au Grand Frère qui viendra de l'extérieur reprendre la situation en main et unifier les maquisards après avoir châtié les égoïstes qui sont au pouvoir. »

On voit quel degré de confusion avaient atteint les débris des katibas détruites. Les chefs de l'intérieur qui reprochaient aux « révolutionnaires de palace » de Tunis leur confort et l'égoïsme dont ils faisaient preuve à leur égard n'étaient pas exempts des mêmes critiques dans les rangs de leurs propres subordonnés !

En butte à des attaques de plus en plus précises, Mohand Ou el-Hadj avait réuni les cadres et les djounoud qui lui restaient et leur avait déclaré :

« Frères, cette Algérie et son trésor appartiennent à tous. Désignez un tribunal de djounoud et que tout le monde s'explique. Mon cou est très fin... il est à votre disposition. »

Les paroles du chef avaient porté d'autant plus que les « officiers libres » avaient sérieusement maltraité certains de leurs « collègues » qui refusaient de rejoindre leur mouvement ! Mais venant après « Jumelles », cette dissidence inattendue n'était pas faite pour remonter le moral. Le dernier convoi d'armes venu de Tunisie remontait à avril 1959 : 36 hommes avec leurs fusils mais sans arme supplémentaire ! Pour se ravitailler, les maquisards ne pouvaient compter que sur les désertions de harkis qui abandonnaient leurs unités et gagnaient l'A.L.N. avec armes et bagages. La situation se révélait désespérée pour l'intérieur. Le courrier que recevait Mohand Ou el-Hadj le lui confirmait avec une obsédante régularité.

Son fils, prisonnier aux mains du capitaine Léger, lui écrivait toutes les semaines, parfois plus. Léger qui avait fait soigner le jeune homme à l'hôpital Maillot, se l'était attaché sans parvenir à le retourner complètement. Pourtant, il pouvait être utile. Mieux valait le garder en réserve plutôt que de l'envoyer dans un quelconque camp « d'hébergement ». Après une brève convalescence il avait demandé à correspondre avec son père.

« Et comment faire ? avait dit Léger.

— Je vous donnerai une boîte postale.

— Eh bien, écris si tu veux. Mais tu me feras lire les lettres. »

Par son intermédiaire, Léger espérait tisser un lien, si ténu soit-il, avec le chef kabyle. Peut-être arriverait-il ainsi à le rallier « honorablement ». Après tout, la paix des braves proposée par De Gaulle pouvait peut-être servir !

C'est un pompiste d'Azazga, chez qui se trouvait la boîte postale « liaison rapide » entre les wilayas 3 et 4, qui se chargea du courrier du prisonnier. Le jeune homme semblait très attiré par la solution offerte par la paix des braves. Il en parlait souvent à son père, insistant même sur « l'inutilité d'un combat que l'inégalité des forces en présence rendait dérisoire... »

Léger surveillait avec anxiété les réponses du chef de la wilaya 3. Qu'il entrât dans le jeu et l'on pourrait peut-être amorcer un plan de paix séparée avec les chefs de l'intérieur. C'était une idée creusée par certains officiers français qui reconnaissaient de bonne grâce le courage, l'obstination et la valeur de leurs adversaires. Faute de parvenir à les détruire totalement, peut-être pourrait-on s'entendre avec eux et en faire des « interlocuteurs valables » en évitant ce que chacun d'entre eux redoutait : la discussion avec « ceux de l'extérieur », avec le G.P.R.A. Mais le vieux Mohand Ou el-Hadj était prudent comme un serpent. Dans ses réponses il multipliait les vœux de bonne santé sans faire une quelconque allusion à ce que Léger souhaitait si fort. Pas un mot sur une certaine lassitude, pas la moindre amorce d'une « discussion séparée ».

Les officiers du B.E.L. ne méprisaient pas le danger politique que représentait la persistance de l'implantation de ces petits groupes dans le djebel. Ils la négligeaient d'autant moins que les « variations » de la politique du général De Gaulle avaient provoqué chez les musulmans les plus engagés à leurs côtés une réaction de retrait. Après tout, pourquoi se mouiller avec les Français si l'on n'était pas persuadé de les voir rester ? Pourquoi jouer les « collabos » au sein des unités de harkis ou dans les autodéfenses ? Si un jour la France traitait avec le F.L.N. ils feraient les frais de l'aventure ! Déjà on avait noté un certain nombre de désertions au sein des harkas. À Azazga, que Léger savait être une région « en pointe » dans la wilaya 3, un groupe d'une vingtaine d'hommes sous la direction d'un certain Rouget semblait même reprendre du poil de la bête. Exactement la situation du début de l'année 1955 ! Ce Rouget assassinait ceux

des notables qui jouaient trop ostensiblement la carte de la France. Faute de s'attirer les bonnes grâces de Mohand Ou el-Hadj, décidément irréductible, Léger décida de le priver d'un de ses principaux lieutenants. Il se rendit lui-même à Azazga avec un seul objectif : Rouget, sur lequel le fils de Mohand Ou el-Hadj lui avait donné quelques renseignements.

C'est le colonel Huchet de Quentin, un cavalier traditionnel et un peu « pète-sec », qui commandait le secteur. Ces histoires de B.E.L. lui déplaisaient souverainement. Léger, lors d'opérations « Boîtes postales » au cours desquelles il devait employer les troupes de secteur, s'était déjà heurté à sa mauvaise volonté. Le colonel, « service-service » et prodigieusement attaché à la plus stricte hiérarchie, ne pouvait comprendre qu'un simple capitaine arrivât d'Alger dans son hélicoptère personnel — tout comme un général de division — et, disposant d'un pouvoir qu'il jugeait scandaleux pour un officier subalterne, donnât des ordres qu'il ne pouvait même pas contester ! En outre, il admettait mal que Léger pût prétendre que dans sa région, il y avait encore des rebelles.

« L'action psychologique et les opérations militaires nous en ont définitivement débarrassés », dit-il au capitaine.

Léger, furieux d'être reçu comme un chien dans un jeu de quilles, se montra sarcastique.

« Ah ! oui ? Vous plaisantez, mon colonel, en me disant que votre secteur est pacifié et que tout baigne dans le beurre !

— Mais pas du tout. Le secteur d'Azazga a retrouvé la paix.

— Et Rouget ?

— Rouget ? Ce n'est rien. Quelques résurgences dont on va se débarrasser rapidement.

— Et les désertions de harkis ? »

Quenetin se renfrogna. Ces désertions, à vrai dire peu importantes, apportaient pourtant une ombre au tableau idyllique qu'il entendait brosser de son secteur. Léger poussa son avantage.

« Quand Rouget sera éliminé et qu'on n'aura plus à déplorer de désertions, alors, là, votre secteur sera vraiment pacifié. Je suis venu ici pour vous aider à réaliser ce plan. C'est notre affaire car il ne s'agit plus d'opérations de troupes de secteur mais de guerre psychologique.

— De guerre psychologique, s'étrangla le colonel, mais j'en fais depuis des années !

— Je crois, mon colonel, que vous confondez guerre psychologique avec action psychologique. Moi je suis là pour détruire l'ennemi grâce à des méthodes peu traditionnelles, je l'avoue, mais qui nous sont propres. L'action psychologique, je vous l'abandonne. Laissez-moi travailler. Cela ne pourra que vous aider. »

Le colonel n'était pas convaincu mais comme ce petit capitaine arrivait d'Alger avec carte blanche il ne pouvait que céder. Léger qui ne voulait pas d'incident se fit plus souple.

« Plus vite ce problème sera réglé, dit-il, plus vite je repartirai pour Alger. Qu'avez-vous comme renseignements sur ce Rouget ? »

Le secrétaire de la sous-préfecture d'Azazga, un fonctionnaire musulman cousin de Rouget, avait été contacté par le chef local. Menaces à l'appui, un émissaire de Rouget l'avait chargé de trois missions : informer son cousin d'après les tuyaux qu'il pouvait recueillir à la sous-préfecture, voler et transmettre des documents, enfin trouver des munitions. Le secrétaire avait fait mine d'accepter et avait prévenu le 2^e bureau de Quenetin.

« Qu'en pensez-vous ? dit le colonel.

— Bonne information, répondit Léger. On va donner satisfaction à ce Rouget. Il aura des renseignements, des documents et des munitions.

— Comment ! » s'indigna Quenetin.

Décidément, il ne se ferait jamais aux décisions farfelues de ces « spécialistes » du renseignement ! Léger prit contact avec le secrétaire de la sous-préfecture et lui donna des cartouches de fusil et de mitraillette en parfait état.

« Premier cadeau pour mon ami Rouget, dit-il. Il y en aura bien d'autres. Toi, tu ne t'occupes de rien. Suis à la lettre mes instructions. »

Léger repéra l'agent de liaison qui venait de Yakouren à Azazga prendre livraison des munitions. Après l'avoir « situé » il le laissa faire. Non sans mal. Il eut toutes les peines du monde à le préserver et à lui laisser les rênes longues. Les militaires du

2^e bureau voulaient à toute force l'arrêter !

Sur ses ordres, le secrétaire de la sous-préfecture indiqua dans une lettre à Rouget qu'il avait pu se procurer ces munitions grâce à un harki en poste près d'Azazga.

« Il veut désertier et vous rejoindre après avoir fourni le plus de munitions possible », écrivit-il.

Le harki dont il donnait le nom, était un agent de Léger qui le tenait pour d'obscures raisons. Interrogé par les hommes de l'A.L.N. il confirmerait éventuellement l'alibi.

Rouget se montra très satisfait et réclama à son parent d'autres munitions et surtout des documents.

« Ah ! mon bonhomme, tu veux des documents ? Tu vas en avoir. » Léger venait de trouver un moyen diabolique de stopper les désertions de harkis. Sur ses ordres le secrétaire rédigea un message à Rouget :

« Je viens de voir passer un rapport marqué du tampon « secret ». Je n'ai pu en prendre connaissance mais dans les bureaux j'ai entendu le nom du plan : « Violette ». Il s'agirait de harkis. Je n'en sais pas plus. »

Le message accompagnait une nouvelle cargaison de munitions. Cette fois, Léger avait mélangé des cartouches truquées aux véritables douilles. Deux sur trois devaient exploser dans les armes au moment de la percussion. Le « courrier » revint avec les nouvelles instructions de Rouget. Celui-ci intimait l'ordre à son parent de profiter de la confiance dont il jouissait à la sous-préfecture pour s'emparer du document. Léger fit traîner l'affaire sur une quinzaine de jours au cours desquels le fonctionnaire et le fellagha échangèrent de nouveaux messages. Le secrétaire faisait valoir que le plan « Violette » était vraiment très secret et qu'il se trouvait à l'abri d'un coffre-fort dont il essayait de se procurer la clef.

Le plan « Violette » était sorti tout droit de l'ingénieux cerveau du capitaine Léger. « Violette » était une lettre adressée par le général Crépin, commandant en chef en Algérie, au sous-préfet d'Azazga. Le général lui expliquait le fonctionnement du plan « Violette » : pour lutter contre les désertions le commandant en chef avait décidé de choisir des harkis sûrs que l'on tiendrait en exerçant des pressions sur leurs familles. Ensuite ces harkis, après

un stage à Alger, seraient envoyés aux maquis qui les accueilleraient à bras ouverts. Ils pourraient alors multiplier les missions de renseignements et d'intoxication.

Bien sûr la signature de Crépin était fautive ainsi que les divers cachets qui constellaient le plan « Violette ». Ni le commandant en chef ni le sous-préfet ne connaissait même l'existence de ce document forgé dont Léger attendait beaucoup. Après avoir mis l'eau à la bouche de Rouget le capitaine donna le feu vert. Un soir le secrétaire remit le plan « qu'il avait réussi à sortir du coffre » à un émissaire du chef local.

« Surtout, pleura-t-il, il faut me le ramener avant le lever du jour pour qu'il reprenne sa place dans le coffre et que personne ne se doute de son absence ! »

L'agent de liaison promit... et tint sa promesse. Au bout de trois heures il rapporta le document accompagné d'une lettre de félicitation de Rouget dont Léger fut le premier lecteur et qui lui prouva que le chef F.L.N. se cachait quelque part en ville. Le renseignement pourrait servir ultérieurement.

Dix jours plus tard le capitaine du très spécial B.E.L. avait gagné. Toute la population savait que trois harkis qui avaient déserté pour gagner le maquis avaient été arrêtés dès leur arrivée dans le djebel et fusillés par les hommes de Mohand Ou el-Hadj. La mésaventure s'était déroulée dans une autre région de la Kabylie, ce qui prouvait que Rouget, persuadé de l'authenticité de « Violette », avait mis en garde toutes les zones de la wilaya 3. Comme par miracle les désertions de harkis cessèrent dans toute la Kabylie. Aucun de ces malheureux, désorientés, trompés de toutes parts, n'avait plus le désir de rejoindre l'Armée de libération nationale. Mieux valait rester avec les Français, vivant, que gagner le maquis pour y être fusillé !

Mohand Ou el-Hadj venait de se faire avoir une nouvelle fois. Il ne savait plus à qui se fier d'autant que son fils lui expliquait que certains des « officiers libres » de Bougie avaient pris contact avec le capitaine Léger pour se rallier dans le cadre de la paix des braves à la condition qu'on leur assurât un grade et un commandement égal dans l'armée française. Et c'était vrai ! Mais Léger doutant de la sincérité de cette proposition inattendue avait résolu de faire traîner les renégats et — grâce au fils du chef de la wilaya kabyle — de démoraliser Mohand Ou el-Hadj en lui communiquant ces nouvelles. Peu lui importait que ces lascars se

rallient à la France, il voulait surtout les pousser à affronter le chef kabyle ! Et, qui sait, l'amener lui aussi à envisager — cette fois de bonne grâce — un ralliement personnel. D'autant qu'à Alger les officiers du B.E.L. étaient sur un coup qui risquait de changer tout le cours de la guerre. Si Salah, le chef de la wilaya 4, avait pris contact avec le gouvernement français, pour étudier les possibilités d'une paix séparée !

Les trois Alouette n'étaient encore que des bulles légères dans le ciel bleu de cet après-midi du 9 juin quand le pilote du S.O. Bretagne du G.L.A.M.⁽²⁵⁾, garé en bout de piste de l'aéroport militaire de Maison-Blanche, lança ses moteurs. À leur fracas profond vint bientôt se mêler le bourdonnement plus aigu des pales d'hélicoptères.

À quelques centaines de mètres de là deux sentinelles de l'armée de l'air, la main en visière au-dessus des sourcils, tentaient d'apercevoir ce qui se passait. Le soleil qui commençait à décliner faisait encore éclater le blanc crayeux du béton de la piste et miroiter le fuselage argenté de l'avion dont l'apparente incandescence blessait le regard des deux militaires. Depuis deux heures ils étaient de garde à l'entrée de la piste avec une seule consigne : interdire son accès à qui que ce soit tant que le S.O. Bretagne n'aurait pas décollé.

« Qu'est-ce qu'ils peuvent bien « maquiller » ? demanda la première sentinelle.

— Tu le vois comme moi. Une correspondance ! »

Les Alouette venaient de se poser à une dizaine de mètres en retrait de l'avion. De chaque hélicoptère deux civils en costume de ville avaient sauté à terre et, courbés en deux, gagnaient au pas de course l'échelle de fer du S.O. Bretagne. Six hommes en tout. Six silhouettes sombres dont les deux sentinelles ne pouvaient distinguer les visages. Un à un les hommes s'engouffrèrent dans le trou noir ouvert au flanc de l'appareil. La porte de la carlingue se referma. L'avion, sous pression, prit la piste et décolla immédiatement.

« Oui, de drôles de clients, ces civils ! Ça doit être important pour qu'on déplace trois ventilos et un S.O. du G.L.A.M.

— Peut-être un ministre ? hasarda le deuxième soldat.

— Penses-tu ! Les ministres, ça aime les honneurs. Et la

musique. Si ç'avait été un « guignol », on se serait retrouvés de peloton... »

Il rabattit le chargeur de la MAT qu'il portait à la bretelle.

« ... Alors que maintenant, nous, on va aller se taper une « 33 » bien glacée au foyer.

— Bonne idée. Avec ce soleil... N'empêche que j'aurais bien fait une petite virée à Paris avec eux... »

Le S.O. Bretagne avait mis le cap sur la métropole. Ce cap que tous les appelés qui faisaient leur temps sur le terrain de Maison-Blanche connaissaient depuis le jour de leur arrivée. Celui qu'ils suivraient à l'heure bénie de la « quille ».

« On est bien mieux ici, lui dit son camarade en l'entraînant vers le foyer, t'as fini ta garde, t'es « pépère » tranquille jusqu'à demain. Tandis que ces types-là ça doit être service secret et compagnie. Pas du tout repos. Allez, viens... »

Sans le savoir, les deux bidasses étaient des privilégiés. Ils étaient les seuls à avoir aperçu, ombres noires dans le soleil d'Alger, les protagonistes d'une des affaires les plus mystérieuses et tragiques de la guerre d'Algérie. En effet le S.O. Bretagne du G.L.A.M., qui n'était plus qu'un point d'argent à l'horizon, transportait à Paris les chefs de la wilaya 4 qui venaient discuter avec une « haute personnalité du gouvernement français » les conditions d'une paix séparée.

Tout avait commencé cinq mois plus tôt. Dans les premiers jours de janvier 1960 les services d'écoute radio du capitaine Heux, chargé, au B.E.L., des renseignements concernant la wilaya 4, avaient intercepté une série de messages échangés par Si Salah, chef de l'Algérois, et l'état-major d'Oujda commandé par le colonel Boumediene. Ils étaient singulièrement instructifs. Heux savait que le plan Challe avait fait la vie dure aux survivants de la wilaya, mais il ne pensait pas que le moral fût tombé aussi bas. Dans son message, Si Salah exprimait en termes d'une rare violence le désarroi, le désespoir et la fureur de ses hommes. Le recrutement local était devenu impossible et ni les armes, ni les munitions, ni les renforts promis par l'extérieur n'arrivaient jusqu'au cœur de l'Algérie. En fait, Si Salah « engueulait » littéralement son chef d'état-major.

« Vous ne foutez rien, disait-il. Vous vous prélassiez à

l'extérieur. Mais méfiez-vous. Les maquis sont las et écœurés. De Gaulle propose la paix des braves, l'égalité complète pour tous. Nous, c'est ce que nous demandons. L'égalité, c'est le but auquel depuis toujours nous aspirons. Si vous ne nous fournissez pas les moyens de faire la guerre nous acceptons cette proposition. On ne peut rien demander d'autre. »

L'état-major d'Oujda semblait suffoqué. Croyant à une manœuvre d'intoxication des services français, il avait demandé la répétition du message accompagné de chiffres d'identification prouvant l'authenticité de l'origine. Si Salah avait donné toutes les précisions voulues et avait envoyé un deuxième message encore plus virulent.

Heux transmet ces informations à son patron. Le colonel Jacquin avait tout de suite senti que cette fois il y avait un espoir d'aller au-delà d'une simple opération d'intoxication. Jacquin savait la valeur du chef de la wilaya 4. Qu'un homme aussi sérieux, aussi mesuré, aussi estimé de ses troupes que Si Salah prenne de pareils risques et se révolte ouvertement contre ses chefs de l'extérieur valait qu'on s'en occupe sérieusement. Il fallait absolument établir la liaison. Heux fut chargé de la mission.

Un vieux cheikh faisant fonction de cadî à Médéa servit d'intermédiaire. Oh, ce ne fut pas facile ! Apparemment, le cadî jouait la carte française mais Heux le soupçonnait depuis longtemps d'entretenir des rapports avec la rébellion. En outre il savait que les hommes de la wilaya 4 cherchaient, par son intermédiaire, à nouer des contacts avec les autorités françaises. Il fallait les favoriser sans brusquer les choses. Heux vint trouver le cheikh et après avoir suffisamment tourné autour du pot pour que la politesse orientale fût sauve, il amena la conversation sur la guerre, sur les chances de paix qu'on laissait échapper.

« Par exemple, dit-il au vieil homme, toi qui es la sagesse même, tu devrais conseiller aux hommes du maquis...

— Mais je ne les connais pas, coupa le cadî, indigné, je n'en ai jamais vu. »

Heux l'apaisa :

« Bien sûr, mais cela pourrait t'arriver. Tu es très connu. Ta sagesse est de bon conseil, alors les hommes du djebel voudront peut-être en profiter. D'ailleurs, tu ne serais pas le seul à Médéa à

avoir des contacts avec le F.L.N. Il y a tant de colons européens qui payent régulièrement pour ne pas voir leurs récoltes détruites ! »

Le vieux cadi souriait dans sa barbe. Heux poursuivit :

« Eh bien, s'ils te demandaient conseil, rappelle-leur que le général De Gaulle a proposé la paix des braves. Que son offre a toujours été rejetée par le G.P.R.A. Bien sûr, pour eux c'est facile. Ils sont bien à l'abri dans leurs palaces et leurs somptueuses villas. Mais les maquisards, eux, pourraient y penser. On les sait courageux, De Gaulle lui-même l'a dit, c'est pourquoi il ne leur demande pas de se rendre, loin de là, mais de faire la paix avec lui. Parle-leur. »

C'était assez pour une première fois mais Heux revint plusieurs fois à la charge. Enfin, au mois de mars, le cadi annonça :

« J'ai vu Si Lakhdar, le responsable politique de la wilaya. Il m'a dit que les hommes se sentent abandonnés. Ils sont fatigués des promesses jamais tenues par l'extérieur. Il serait prêt à discuter sur la base des propositions du général De Gaulle.

— Et comment faire ? interrogea Heux.

— Ils ne veulent pas discuter avec vous. »

Cela faisait l'affaire de Heux qui ne voulait jouer aucun rôle dans une éventuelle négociation. L'officier du B.E.L. préférait rester en observateur et pouvoir intervenir au gré des circonstances.

« Comprenez-les, poursuivit le cheikh. Ils ne veulent avoir aucun contact avec les militaires ni avec les gens du délégué général. Ils n'ont pas confiance. Ils disent que les militaires vont les matraquer et les tromper. Et que les civils ne représentent rien. Ils veulent établir un contact avec un émissaire important du pouvoir parisien.

— Cela me semble difficile.

— Ne vous en occupez pas. Ils y parviendront. »

Le brave homme semblait avoir une idée très précise de la suite à donner à l'affaire. Le B.E.L. avait lancé l'amorce, il était préférable d'attendre que la situation mûrisse. Il serait temps de la relancer si elle traînait trop.

Le cheikh de Médéa allait vivre une extraordinaire aventure.

Lui aussi voulait que l'affaire aboutisse. Comme toute la population musulmane, il était las de la guerre. Mais il ne fallait pas faire de faux pas. Les djounoud étaient épuisés, certes, mais encore très méfiants et peu enclins à se faire « rouler » ni à passer pour des traîtres en discutant avec l'armée. Le cadi s'ouvrit de ses craintes au très libéral procureur d'Alger, M. Schmelk, nommé après la grande valse des Barricades Celui-ci lui conseilla de se rendre à Paris et lui obtint un rendez-vous du garde des Sceaux, son ami Edmond Michelet. Et le 19 mars, place Vendôme, le vieil homme confiait ses espoirs et ses angoisses au ministre de la Justice.

Le lendemain le premier ministre, Michel Debré, apprenait la possibilité de conversations entre les chefs d'un des principaux foyers de rébellion en Algérie et des représentants du gouvernement. Aussitôt il en informait brièvement le général De Gaulle.

Sauf contre-indication de votre part, dit-il au président de la République, j'irai personnellement au fond de cette histoire.

— Comme vous voudrez. »

De Gaulle chargea son homme de confiance pour les affaires algériennes, Bernard Tricot, d'en suivre le déroulement pour l'Élysée. Pour sa part, Debré désigna son directeur de cabinet, Pierre Racine, et le chef de son cabinet militaire, le général Nicot. Celui-ci, qui ne pouvait se déplacer en Algérie, délégua ses pouvoirs pour cette mission à l'un de ses adjoints : le colonel Mathon. L'équipe Tricot-Mathon, Élysée-Matignon, était constituée. L'affaire Si Salah commençait.

La première rencontre eut lieu en début de soirée, le 28 mars 1960, à 14 préfecture de Médéa. La petite ville était noyée dans une brume épaisse descendue de la montagne. Il faisait froid et humide. De toute la journée le soleil n'avait réussi à percer la grisaille du ciel et à 19 heures le ciel était si bas, si lourd, le brouillard si dense que la nuit semblait être tombée depuis longtemps sur cette journée qui malgré la date n'avait rien de printanier. À l'heure prévue, tels des fantômes sortis de l'ombre cotonneuse, trois hommes en burnous gris pénétrèrent dans le jardin de la préfecture et franchirent la porte latérale du bâtiment officiel désert où les attendait le préfet Cayssa. Celui-ci les conduisit jusqu'à un bureau du premier étage et se retira. Face à face se retrouvaient pour la première fois depuis le début de la

guerre d'Algérie trois représentants des combattants les plus durs de la rébellion algérienne et deux des plus proches collaborateurs du général De Gaulle et de Michel Debré. Il y eut un instant de gêne. Chacun restait immobile. Sur la défensive. Puis Bernard Tricot et le colonel Mathon s'avancèrent et se présentèrent. À l'énoncé de leurs titres de représentants des deux plus hautes autorités françaises — le président de la République et le premier ministre — les visages des trois hommes s'éclairèrent. Ils se dégagèrent de leurs burnous.

« Nous sommes parmi les principaux dirigeants de la wilaya 4, dit l'un d'eux, un homme mince, le visage fin et ouvert. J'en suis le responsable politique et voici un membre du conseil de wilaya et le responsable local du F.L.N. pour la ville de Médéa. Nos noms n'ont pas d'importance. Nous les échangerons plus tard.

— Vous n'avez pas eu de difficultés pour parvenir jusqu'à nous ? interrogea Mathon.

— Non, les promesses ont été tenues. Nous n'avons vu personne. »

Les deux émissaires français ne pouvaient s'empêcher de penser à l'accueil que l'on fait au début d'un week-end à quelques invités peu familiers. Questions sans importance sur le temps et l'état de la route, histoire de briser la glace et d'échanger quelques mots.

« Nous n'avons rencontré ni militaires ni patrouilles, renchérit le responsable local. Tout s'est passé comme nous l'a dit le cadî. Très simplement. »

Mais pour que tout se déroule « très simplement » il avait fallu mettre le général Roy, commandant la zone de Médéa, dans la confiance ! Delouvrier, Challe et Jacquin, les trois seuls hommes qui à Alger soient au courant de la mission extraordinaire avaient rassuré Tricot à Son propos.

« Le général Roy est un homme très droit, très intelligent, très fin politiquement. Il comprendra et fera en sorte qu'aucun chef d'unité ne déclenche une opération malheureuse. »

Il suffisait en effet du zèle intempestif d'un sous-lieutenant à la tête d'une patrouille pour tuer ou arrêter les envoyés du F.L.N. et mettre fin à tous les espoirs de paix ! Challe avait donc recommandé à Roy de suspendre toutes les opérations dans son

secteur, puis les envoyés de Paris avaient mis au point avec le commandant de Médéa un itinéraire que les émissaires du F.L.N. pourraient emprunter en toute sécurité. Protéger des hommes que l'on considère depuis six ans comme des ennemis n'était pas chose facile à expliquer à un militaire. Mais le général Roy avait très bien « compris ». Et les trois responsables F.L.N. étaient là sains et saufs dans un secret presque absolu.

« Avant que nous discussions en détail des possibilités d'un cessez-le-feu, commença l'un des trois maquisards, je voudrais tout de suite préciser un point. Une chose très importante et qui engage tous les combattants de la wilaya que nous représentons. »

C'était le responsable politique qui avait pris la parole. Il se posait ainsi en chef de la délégation aux yeux de ses interlocuteurs français.

« Nous voulons la paix, poursuivit-il, mais il ne s'agit pour nous ni d'aman ni de reddition. Encore moins d'une trahison personnelle. Nous représentons nos camarades combattants du maquis de la wilaya 4 et notre volonté sera, dans toutes nos discussions, de les associer à tous les points sur lesquels nous pourrions nous mettre d'accord. »

Mathon et Tricot, acquiescèrent, satisfaits. L'homme exprimait avec aisance et clarté tout ce qui était sous-entendu lors des contacts établis par le cadî. Le dialogue pouvait commencer.

Bernard Tricot rassura ses interlocuteurs. Personne n'entendait assimiler ces conversations à une reddition. Il s'agissait uniquement d'établir de bonne foi les conditions d'un cessez-le-feu, d'une paix raisonnable. Au cours de ce premier contact, l'envoyé de l'Élysée proposa aux trois chefs rebelles un plan de discussion. D'abord évoquer l'aspect technique des négociations : comment arrêter les combats et maintenir ce cessez-le-feu jusqu'à l'autodétermination. Et ensuite parler de l'avenir de l'Algérie.

Appuyé par ses deux compagnons, le chef politique F.L.N. expliqua que seuls les hommes de l'intérieur voulaient la paix et que seuls ils étaient capables de l'imposer. -

« Le G.P.R.A., précisa-t-il, est bien loin de nos préoccupations. Nous voyons toujours des gens partir pour Tunis, jamais en revenir. Le G.P.R.A. est traité en gouvernement, ses membres trouvent cela agréable. Ils n'ont aucune raison de faire cesser cet état de choses. »

Puis il laissa entendre que l'idée d'indépendance découlant directement de celle d'autodétermination, les combattants de l'intérieur avaient atteint leur but. Il suffisait de se mettre d'accord sur des zones de regroupement des maquis.

« Et les armes ? interrogea le colonel Mathon.

— C'est en effet un problème, concéda le chef politique. Mais il n'est pas insoluble. Elles pourraient être déposées auprès d'une autorité civile et placées sous une garde mixte. »

Les combattants étaient donc prêts à déposer et à rendre leurs armes pourvu que l'arrêt des combats ne ressemblât pas à une reddition. L'information était de taille. Il fallait vraiment que les maquis soient à bout de souffle pour envisager pareille mesure.

Quant à l'avenir politique de l'Algérie, le chef de la délégation le concevait dans une étroite coopération entre Algériens d'origine musulmane et européenne.

« Nous ne désirons couper les ponts ni avec la France ni avec l'Occident, dit-il d'une voix douce. Chacun a droit de vivre en paix dans son pays. Ce que nous désirons, c'est la fin de la domination européenne. Que nous soyons maîtres de nos affaires sans que les Européens décident pour nous. »

Voilà un langage que comprenait Bernard Tricot. Pour lui, l'avenir de l'Algérie ne pouvait que passer par là. Décidément, cette première réunion ne se déroulait pas mal.

« Ce que nous désirons, poursuivit le chef politique, une fois réalisées les conditions d'arrêt des combats, c'est une cohabitation étroite avec les Européens et une coopération importante avec la France. Les combats ont été trop durs, le peuple a trop souffert. Il est à bout de souffle. Nous-mêmes n'avons presque plus de relations avec l'extérieur qui est censé nous représenter. Plus de liaisons radio, plus de messagers réguliers. Il nous faut parfois plus d'un mois pour recevoir des nouvelles de Tunis. Le prix de la réalisation de notre idéal initial est trop élevé. Arracher l'indépendance coûterait trop cher. Nous ne voulons plus continuer dans cette direction. La conception de la paix des braves nous convient.

— Convient-elle à vos troupes ? »

Le colonel Mathon savait, d'après les informations des services du colonel Jacquin, qu'il ne devait rester en wilaya 4 qu'environ

250 hommes armés. Troupes était donc un bien grand mot. Mais les contacts ne pourraient être menés à bien que si ce noyau d'où tout pouvait repartir se ralliait sans réticence à la politique de son chef.

« Nos commandants de secteur, répondit celui-ci, sont tous au courant de notre rencontre. Ils l'ont approuvée. Nous devons maintenant rendre compte de nos conversations à notre chef de wilaya, Si Salah, ainsi qu'au responsable militaire, Si Mohamed. Il est temps de vous dire maintenant que mon nom est Si Lakhdar, responsable politique et adjoint de Si Salah. Le responsable de Médéa ici présent est Abdelhatif, et Halim fait partie du conseil de wilaya comme chef de la zone d'Aumale. »

Lakhdar exprimait ainsi sa confiance et son désir de poursuivre des négociations qui n'en étaient qu'à leurs balbutiements malgré des preuves certaines de bonne volonté. Les cinq hommes convinrent de se retrouver trois jours plus tard au même endroit et dans les mêmes conditions.

« Il serait bon, souligna Bernard Tricot, qu'après avoir consulté votre chef et vos collègues de la wilaya, vous soyez en mesure — à notre prochaine réunion — de définir les conditions de mise sur pied d'un cessez-le-feu efficace et réel. »

L'ordre du jour de la réunion suivante étant ainsi fixé, les cinq émissaires secrets se saluèrent, toute gêne effacée. Ils n'étaient que des hommes de bonne volonté résolus à mettre fin à un combat fratricide. Le jeu était dangereux mais en valait la chandelle !

C'est le 31 mars que se joua l'avenir de ce qu'on allait appeler l'affaire Si Salah. Un avenir plein d'espoir mais aussi de déceptions et de drames qui allaient provoquer des catastrophes et influencer considérablement sur le destin d'hommes aussi différents que le commandant en chef de l'armée française en Algérie ou que le triumvirat qui présidait aux destinées de la wilaya algéroise. Le chef militaire couvert de gloire et d'honneur y perdra sa liberté en entrant en rébellion contre le gouvernement de son pays tandis que les chefs rebelles prêts à mettre fin à la guerre disparaîtront dans la tourmente, happés, broyés par l'implacable tourbillon des rivalités et des haines, éliminés dans la course pour le pouvoir.

Mais ce 31 mars 1960, c'était encore l'Espoir. Entre 19 et

23 heures les représentants de la wilaya 4 acceptèrent toutes les conditions présentées avec beaucoup de souplesse et de doigté par le colonel Mathon et Bernard Tricot. C'est le général Challe qui — en rapport étroit avec les représentants de l'Élysée et de Matignon ainsi qu'avec le premier ministre, Michel Debré — avait établi les modalités d'une « reddition qui n'en ait pas les apparences mais tous les effets », comme dira plus tard Paul Delouvrier. Qu'on en juge : il était entendu que tous les combattants de la wilaya déposeraient leurs armes dans des endroits fixés par accord mutuel — de préférence les préfectures pour que les djounoud n'aient pas le sentiment de remettre leurs armes à des militaires. Ainsi l'honneur serait sauf. En échange de quoi, la France reconnaîtrait à ces « fellaghas » le titre de combattants réguliers. Dès lors chaque djoundi pourrait soit regagner son village soit s'engager dans l'armée française au sein des harkis ou dans une formation de promotion sociale. Les cadres F.L.N. seraient envoyés à l'école d'officiers et de sous-officiers de Cherchell ou bien rejoindraient eux aussi leur famille. Le gouvernement français s'engageait à n'exercer aucune poursuite contre ces anciens rebelles à condition qu'ils « n'aient pas de sang sur les mains ». Les « tueurs » et les terroristes seraient jugés. Mais les négociateurs de Médéa convinrent que ces cas particuliers seraient réglés « entre eux ». Comme une loi d'amnistie interviendrait très rapidement après l'autodétermination, Mathon et Tricot pourraient « fermer les yeux » et aider à l'exil temporaire des « tueurs » vers l'étranger.

Ayant accepté toutes les conditions matérielles du cessez-le-feu Si Lakhdar entreprit de clarifier la situation politique. Les « négociateurs » de la wilaya 4 prônaient la constitution d'une sorte de parti politique dont ils seraient les leaders et qui s'insérerait dans une « cohabitation » avec la France. En fait ils réclamaient une autonomie interne dans laquelle ils auraient une place privilégiée.

« Mais tout cela ne sera valable, précisa Lakhdar, que si nous avons l'accord des autres régions. Le pouvoir des wilayas est beaucoup plus fort, beaucoup plus important que celui qui peut détenir l'organisation extérieure, peu consciente des réalités intérieures. Nous devons désormais agir en deux temps. Dans un premier temps, nous allons mettre au courant de notre accord tous nos chefs de zone, puis, après leur acceptation, nous entreprendrons d'amener à nos vues les wilayas voisines.

— Et Tunis ? interrogèrent les « Français ».

— Nous nous expliquerons également avec Tunis. Mais plus tard. Que pourront faire les membres de l'extérieur si toutes les wilayas — c'est-à-dire les combattants et par suite tout le peuple qui nous soutient — décident de négocier avec la France ? Rien. Si ce n'est suivre. Et traiter. Ils s'apercevront enfin de la véritable situation qui règne à l'intérieur et sentiront l'opportunité, si ce n'est la nécessité, d'adopter nos plans. »

Décidément la négociation semblait favorable. Tricot et Mathon ne pouvaient qu'abonder dans le sens de leurs adversaires d'hier, bientôt des alliés. Il fallait mettre à exécution le plus vite possible la première partie de ce plan. Avertir les chefs de zone ne paraissait pas être bien difficile. Pourtant Lakhdar, Halim et Abdelhatif demandèrent un délai de huit semaines.

« Tant que cela ! s'exclama le colonel Mathon.

— Oui. Et à condition que pendant ce délai vous vous engagiez à suspendre les opérations de réserve générale sur le territoire de la wilaya 4.

— Et les troupes de secteur ? demanda le colonel.

— Aucune importance. On s'en arrange très bien. Ce qu'il faut éviter ce sont les opérations de parachutistes, de légionnaires ou de commandos de chasse. »

Mathon en prit l'engagement.

« Nous verrons plus tard ce qu'il faudra faire lorsque nous contacterons les wilayas voisines, ajouta Si Lakhdar.

— Quand nous reverrons-nous ?

— Laissez-nous environ ces deux mois. Nous vous avertirons par le canal habituel du résultat de notre mission. Le vieux cheikh vous dira quand nous serons prêts à passer au second stade de la discussion. »

L'affaire prenait une telle importance que, pour garantir le secret, le colonel Mathon écrivit lui-même au stylo à bille les comptes rendus de ces deux réunions et en fit six copies tirées au papier, carbone pour le général De Gaulle, Michel Debré, Paul Delouvrier, le général Challe, Bernard Tricot et lui-même. En dehors de ces six documents manuscrits il n'existe pas une note, pas un papier, pas un compte rendu qui fasse seulement allusion à

l'affaire.

Chaque ligne de ce compte rendu était du baume au cœur de Challe, qui y voyait la justification de toute sa politique. Il interrompit pratiquement toutes les opérations qui se déroulaient dans l'Algérois. Avec la reddition de la wilaya 4 c'étaient les trois quarts de l'Algérie qui étaient pacifiés. En effet non seulement la wilaya de Si Salah couvrait de Palestro à Ténès — c'était la plus riche d'Algérie —, mais en outre, depuis les affaires Bellounis, Si Chérif et Si Haouès⁽²⁶⁾, elle avait barre sur la wilaya 6 et ses arrières. Quant à l'organisation F.L.N. oranaise, elle était littéralement à genoux. Aux frontières, les barrages est et ouest étaient efficaces à 95 % et les rares djounoud chargés d'armes qui passaient vers le Sud étaient vite repérés grâce à une surveillance aérienne intense et aux pisteurs arabes que Challe avait décidé d'utiliser dans cette chasse à l'homme. Ils étaient fantastiques. De véritables devins. Quelques traces de pas, quelques éraflures et ces Sherlock Holmes du désert vous disaient quand le fell était passé, quel était son signal, s'il était chargé ou non, quelle était sa direction. Un hélicoptère et une mitrailleuse suffisaient alors à anéantir les djounoud qui avaient passé la frontière.

La rébellion, privée de moyens de communication, de ravitaillement, d'armes, de recrutement, traquée par les opérations et les embuscades, était à bout. Les négociations de Médéa le prouvaient. Aux yeux de Challe cette affaire Si Salah était le coup de grâce porté aux maquis de l'intérieur. Dès lors on comprend mieux sa déception devant l'inflexibilité du général De Gaulle à son égard. Challe voulait rester non seulement pour voir sa victoire, en goûter les fruits les plus doux, en tirer les honneurs qui sont la récompense de la vie militaire, mais aussi, mais surtout, pour surveiller le déroulement de l'affaire Si Salah — car le commandant en chef se méfiait de l'envoyé de l'Élysée. Pour lui, Bernard Tricot était le mauvais génie de De Gaulle. L'homme qui ne voyait qu'un avenir pour l'Algérie : l'indépendance. Il craignait que l'éminence grise du Général ne se serve du ralliement de Si Salah pour manœuvrer le G.P.R.A. et l'amener à traiter.

Car déjà, en ce mois de mars 1960, l'affaire Si Salah est une source d'équivoques. Pour Challe et les quelques officiers du B.E.L. qui sont dans la confiance, le cessez-le-feu partiel signifie le ralliement des hommes de Si Salah. Comment appeler

autrement une manœuvre qui aboutit au dépôt des armes, au retour des rebelles dans leurs foyers ou à leur entrée dans les rangs de l'armée française ? L'affaire Si Salah réussie, c'est l'intégration tant rêvée qui devient enfin possible, le maintien définitif de cette Algérie française que l'on a juré de préserver. Ce qu'ils oublient — volontairement ou non — c'est que les cadres et les djounoud épuisés physiquement par une lutte démesurée, écœurés par le « lâchage » de Tunis, n'en restent pas moins très attachés à l'idéal de l'indépendance. Ils acceptent d'autant mieux la paix des braves qu'elle conduit au référendum d'autodétermination. Et si celui-ci se déroule librement, il proclamera le désir du peuple algérien d'être indépendant. Le délégué général Paul Delouvrier en est persuadé. Tous les rapports qu'il reçoit concordent. En Oranie, par exemple, cette Oranie où la rébellion est à genoux — comme dit Challe —, où le général Gambiez a fait un effort considérable pour éliminer la torture et les « corvées de bois », où la paix semble revenue, la population musulmane libérée du joug du F.L.N. n'en exprime pas moins son désir d'indépendance. La rébellion a reculé jusqu'à disparaître mais son empreinte politique reste indélébile sur la population. L'armée, chefs en tête, nie obstinément cette évidence. Et de bonne foi ! Dans le bled elle est au contact d'une population qui vit au Moyen Age et ne sait que rendre hommage au plus fort. Dans cette optique, la réussite de l'affaire Si Salah ne peut conduire qu'à une Algérie définitivement française. Mais une page est tournée. La rébellion, commencée dans les campagnes, a bouleversé la façon de penser des villes. Désormais le pouls de l'Algérie musulmane se prend dans les faubourgs des grandes villes. Et là, le désir d'indépendance manifesté par le peuple s'y fait jour avec force. L'armée ne peut ni ne veut l'admettre. Elle a vaincu son adversaire sur le terrain, donc elle a gagné. Sans rébellion on ne peut remettre l'Algérie française en question.

Dans ce contexte, Challe, qui savait pouvoir réaliser cette décolonisation par promotion dont il s'était fait le champion, ressentait encore plus profondément l'amertume de son départ. D'autant plus profondément qu'il était désormais persuadé que De Gaulle et la bande à Tricot » voulaient larguer l'Algérie, et torpiller les chances de réussite de l'affaire. Si Salah. Quittant l'Algérie l'ancien commandant en chef se promettait bien de suivre de Fontainebleau le déroulement de cette affaire

mystérieuse. À ses yeux elle était la dernière chance de l'Algérie française et fraternelle dont il rêvait depuis deux ans.

Tout avait réussi. Les cadres de la wilaya étaient d'accord. Un cessez-le-feu était désormais possible mais ne serait réellement profitable que s'il était admis et suivi par les autres wilayas. Telles étaient en bref les nouvelles qu'apportaient le 31 mai 1960 les émissaires de la wilaya 4 à leurs homologues, Tricot et Mathon à nouveau réunis à la préfecture de Médéa. Cette fois, les cinq hommes, devenus de vieilles connaissances, ne perdirent pas de temps en approches subtiles ni en précautions de langage. Ils étaient cinq dans la même galère. Deux mois s'étaient écoulés et il ne s'agissait plus de perdre de temps. Les résultats, étaient positifs et le secret entourant leurs contacts avait été préservé. Chacun des deux partis avait joué le jeu. Un miracle. Il fallait profiter du courant de confiance établi entre les ennemis d'hier pour faire aboutir aujourd'hui le projet de cessez-le-feu.

Pourtant, après que Lakhdar eut expliqué les contacts avec les différents commandants de zone, Bernard Tricot et le colonel Mathon, rompus aux discussions de cabinet et aux sous-entendus, décelèrent chez leurs interlocuteurs une certaine gêne. Malgré les nouvelles optimistes la machine grippait. Mais où ? Si les commandants de zone étaient tous favorables, c'était de l'état-major que provenaient d'éventuelles réticences. Il fallait en avoir le cœur net. Faisant preuve d'une psychologie rare de la part d'un maquisard descendu de sa montagne, Lakhdar prit les devants :

« Nous avons deux problèmes, avoua-t-il, le premier vient d'un homme : Si Mohamed, l'adjoint de Si Salah, l'autre est un problème d'attitude générale. Nous sommes conscients de l'intérêt que représentent ces discussions à l'échelon le plus haut mais en même temps nous craignons de donner à certains, peu familiers avec les subtilités des contacts secrets, l'impression de trahir, de jouer pour notre propre compte et dans notre intérêt personnel.

— Si Mohamed est opposé à nos entretiens ? interrogea Mathon.

— Non. Pas ouvertement. Mais c'est un chef militaire très dur, très difficile à convaincre. Il voit la trahison partout. Lors des crises internes récentes il a été très violent. Beaucoup de djounoud, et de cadres aussi, ont peur de lui. »

Si Lakhdar semblait embarrassé. Aucun des deux émissaires français ne releva l'allusion aux terribles purges qui avaient décimé quelques mois auparavant les cadres intellectuels de la wilaya. Si Mohamed était donc de ces adeptes sanguinaires d'Amirouche. Il faudrait compter avec son intransigeance. Pour l'heure, il s'agissait de rassurer Lakhdar, lui donner bonne conscience.

« Il n'y a pas trahison, plaida Tricot, lorsqu'on tente de mettre honnêtement sur pied les conditions d'un cessez-le-feu qui ne sera pas uniquement applicable à la wilaya 4 mais à tous les combattants de l'intérieur. Quels qu'ils soient. En outre, vous ne traitez pas avec l'armée mais avec le gouvernement.

— C'est pourquoi, enchaîna Si Lakhdar, il sera indispensable qu'une fois définies les conditions d'arrêt des combats, nous amenions les autres wilayas à partager notre point de vue. »

Le chef politique s'arrêta un instant, passa la main sur son visage, comme pour se donner les secondes d'une ultime réflexion, puis se lança

« Pour convaincre Si Mohamed, pour persuader les wilayas voisines nous avons besoin de traiter notre affaire à un haut niveau. C'est pourquoi nous n'avons voulu rencontrer que des représentants du pouvoir parisien. Maintenant que nous sommes sur le point d'aboutir il faudrait frapper un grand coup, d'une portée psychologique importante. Nous vous faisons personnellement confiance, vous représentez directement le général De Gaulle et M. Debré, mais si nous pouvions rencontrer une haute personnalité politique de Paris qui conclue avec nous les accords que nous avons étudiés cela faciliterait énormément notre travail. Vis-à-vis des autres wilayas, et aussi vis-à-vis de Si Mohamed, nous serions plus représentatifs. »

L'idée était bonne. Tricot et Mathon l'avaient d'ailleurs évoquée à Paris et Michel Debré ne s'y était pas opposé.

« Je crois que cela peut se faire, répondit Bernard Tricot. Laissez-nous quarante-huit heures. Après-demain vous aurez la réponse. »

Le 2 juin, tout était réglé. Des émissaires de la wilaya 4 étaient attendus à Paris « par une haute personnalité » qui récapitulerait avec eux les différents points de l'accord de cessez-le-feu et s'engagerait au nom du gouvernement français.

« Si vous donnez suite à cette proposition, dit le colonel Mathon, faites-nous connaître deux jours à l'avance la date que vous aurez fixée. »

C'était le maximum de ce que pouvaient faire les représentants français. Ils ne voulaient pas non plus donner à leurs vis-à-vis l'impression de trop « pousser à la roue ». Après tout, c'étaient les wilayas qui étaient en position de faiblesse. Mais qu'est la force, qu'est la faiblesse dans une guerre subversive où tous les rapports, toutes les valeurs sont bouleversées ? Lakhdar, Halim et Abdelhatif avaient l'air très satisfaits :

« Nous vous préviendrons bientôt », assura le chef politique en prenant congé de ses hôtes.

Le soir du 2 juin, en faisant son rapport au stylo à bille — en appuyant bien fort pour que les cinq carbones impressionnent les caractères —, le colonel Mathon dégagea l'intérêt de l'opération, intérêt mutuel où il n'y avait ni gagnants ni perdants mais sûrement des chances de paix. Pourtant il ne put s'empêcher de noter que pour certains officiers français, dont il ne citait pas les noms, ces contacts s'assimilaient à un véritable ralliement. Dans leur esprit, c'était la victoire militaire totale et écrasante. Le colonel Mathon, se souvenant des cuisantes expériences de « ralliement forcé » — comme celui d'Azzedine qui s'était terminé dans la déroute la plus complète^[27] —, souligna le danger d'une pareille interprétation qui, une fois de plus, pouvait provoquer d'amères « déceptions ».

Les fenêtres du premier étage du pavillon de chasse des tirés de Rambouillet étaient grandes ouvertes sur la forêt dont la nuit d'été exaltait le parfum frais et léger. Bernard Tricot, étendu sur un lit, écoutait le bruissement soyeux de la brise dans les hautes futaies. Qu'elles semblaient lointaines, les nuits précédentes, lourdes, odorantes, chargées des parfums épais de la Mitidja ! Savourant le calme qui l'enveloppait, « l'homme de l'Élysée » faisait le point. Si la journée avait été fertile en surprises et en rebondissements, le lendemain pouvait être essentiel dans le déroulement de l'affaire et influencer sur la durée de la guerre. La paix tenait peut-être entre les mains des cinq hommes étendus dans ces deux chambres du pavillon de chasse de Rambouillet, car, cette fois, ils étaient en France, ces fellaghas dont on parlait tant depuis des années !

Quarante-huit heures auparavant — le 7 juin — le cadì avait

transmis le message de la wilaya 4. Les émissaires du F.L.N. étaient prêts à se rendre à Paris. Tricot et Mathon avaient fixé le rendez-vous au 9 juin à 15 h 30 à Médéa. Ils « jouaient » un horaire très précis. En partant en hélicoptère de Médéa vers 16 heures et compte tenu du transbordement dans le S.O. Bretagne qui attendrait à Maison-Blanche, ils arriveraient à Villa-coublay à la nuit, protégés des regards indiscrets. Le colonel Jacquin, patron du B.E.L., avait « récupéré » les responsables de la wilaya à la limite du bled et des faubourgs et les avait conduits en camionnette bâchée à la D.Z. de Médéa. À 15 h 40 ils entraient dans le bureau où les attendaient Bernard Tricot et le colonel Mathon. Lakhdar était le premier mais deux inconnus l'accompagnaient.

« Messieurs, dit Lakhdar, je vous présente Si Salah, notre chef, et Si Mohamed, chef militaire de la wilaya. »

Avec Si Lakhdar, c'était tout l'état-major de la wilaya 4 qui se déplaçait, prouvant ainsi l'importance que ces hommes attachaient à la tentative de cessez-le-feu ! L'affaire suivait une progression logique. Dans un premier temps ils avaient voulu traiter avec des représentants directs du pouvoir parisien, ensuite ils avaient demandé à être reçus par une personnalité importante du gouvernement, et aujourd'hui ils « mettaient le paquet » en se présentant tous trois — le chef suprême, son adjoint politique et son adjoint militaire — à l'heure du départ pour Paris.

Si Lakhdar expliqua que Halim resterait à la wilaya pour s'occuper des affaires courantes. Quant à Abdelhatif, il ne parlait pas suffisamment français pour participer à une « conférence au sommet ». Très habilement, le chef politique, profitant de sa connaissance des deux émissaires français, cherchait à mettre à l'aise les deux nouveaux venus. Pour Si Salah, cela semblait facile. L'homme, très grand — environ 1,90 m — paraissait très sympathique et parlait facilement. Le visage clair était agréable. Des yeux bruns, intelligents, dirigeaient alternativement leurs regards sur les délégués français comme pour mieux les connaître et les jauger. Une fine moustache surmontant une bouche gourmande faisait élégamment oublier un nez trop grand. L'aisance des gestes, la taille élancée rendaient plus rustaude encore l'allure de son voisin Si Mohamed. C'était donc là l'homme avec lequel, ou plutôt « contre lequel », il faudrait jouer ! Le chef militaire de la wilaya 4 n'était pas gâté par la

nature. Le front bas, les oreilles décollées encadrant des pommettes larges et saillantes, des yeux bridés et très enfoncés et, par-là-dessus une moustache soulignant d'un trait noir et épais le teint basané donnaient à sa physionomie un air à la fois fruste et sournois. Si Mohamed avait à peine salué et se tenait dans une réserve hostile qui n'augurait rien de bon. Pourtant dans le S.O. Bretagne qui les menait à Paris le chef militaire s'était détendu, parlant un peu de sa vie. Il avait expliqué à Bernard Tricot qu'il ne connaissait de l'Europe que les mines belges où il avait travaillé dans les années 50. Et puis le survol d'Alger, le bouleversant panorama de la Ville blanche l'avait surpris. Les trois maquisards n'avaient pas revu Alger depuis cinq ans. Pour Si Lakhdar et Si Mohamed c'était la première fois qu'ils survolaient la cité.

« C'est notre baptême de l'air », avait confié Lakhdar. Et, avec une nuance d'admiration dans la voix, il avait ajouté :

« Mais Si Salah, lui, est déjà monté en avion. »

Le repas lui-même avait été une source d'étonnement pour ces soldats des maquis. Les gendarmes de l'air en civil — ils étaient quatre, deux à l'arrière, deux à l'avant de la carlingue — les avaient vus déchirer à belles dents les tranches de viande froide qu'on leur présentait. À l'heure du fromage, Lakhdar, qui ne connaissait pas le camembert, l'avait mangé tout entier, croyant que c'était l'usage. Et sans une goutte de vin ! Les trois hommes respectaient strictement l'orthodoxie musulmane, ils ne fumaient ni ne buvaient d'alcool. Au fil des heures Tricot et Mathon n'avaient pu s'empêcher d'une certaine sympathie pour ces hommes qui les avaient durement combattus et qui, l'heure de la négociation arrivée, se trouvaient littéralement arrachés à leur pays, à leurs habitudes simples et rudes de coureurs de djebel, pour se trouver plongés dans un monde inconnu, au contact de coutumes et d'habitudes nouvelles. Il leur fallait un réel courage pour entreprendre seuls une pareille aventure, en opposition avec leurs chefs de l'extérieur et sans même le soutien des wilayas voisines.

Après le repas, dans l'avion, les cinq hommes avaient abordé les thèmes politiques. Si Salah avait exprimé un nouveau désir : il voulait s'entretenir avec Ben Bella.

« Il est en prison chez vous, expliqua-t-il, ce sera très facile de le rencontrer. »

Les trois chefs de la wilaya 4 voulaient bien passer au-dessus de ce G.P.R.A. qui à leurs yeux ne représentait plus rien mais ils désiraient tout de même rencontrer le leader emprisonné, qui déjà faisait figure de martyr. Ben Bella au courant, ils ne pourraient être accusés de trahison ! Le plan était habile mais. Bernard Tricot savait que le général De Gaulle refuserait cette éventuelle visite au prisonnier de l'île d'Aix. Il entreprit de les décourager.

« Voir Ben Bella ne me semble pas une bonne idée, expliqua-t-il. Vous avez le souci de ne pas jouer en solitaires. Vous ne voulez pas apparaître comme des traîtres mais comme des chefs conscients de la qualité de ce que vous entreprenez. Si vous rencontrez Ben Bella, il préviendra le G.P.R.A. Et là vous apparaîtrez comme des traîtres car il sera facile aux membres du gouvernement provisoire d'expliquer ainsi votre tentative de discussion séparée. »

Les trois hommes parurent convaincus. Convaincus mais désemparés.

« Si vous avez des doutes sur l'importance que le gouvernement français attache à cette affaire, poursuivit Bernard Tricot, ils seront balayés quand vous verrez la qualité de celui qui discutera avec vous au nom du gouvernement français. »

Jusque-là les hommes de la wilaya 4 n'avaient prononcé aucun nom. Ils avaient simplement manifesté le désir de rencontrer une « haute personnalité ». De leur côté, ni Mathon ni Tricot ne pouvaient leur dire qui les recevrait. Rien à Paris n'était décidé et la qualité — imprévue — des émissaires du F.L.N. autorisait tous les espoirs. Celui de Tricot — peut-être le seul homme dont le général De Gaulle entendît les suggestions sur le problème algérien — était de les faire recevoir par le président de la République lui-même. L'impact serait si fort qu'il pourrait accélérer la bonne marche d'un plan de cessez-le-feu subtil mais non exempt de risques et de dangers. Il s'agissait de « gonfler » des hommes, certes importants, mais qui pour l'heure ne représentaient que les deux cent cinquante ou trois cents fells armés qui tenaient encore le naquis algérois.

« De toute façon, conclut Tricot, je poserai la question à propos de Ben Bella. »

Au cours du voyage un courant de confiance s'était établi entre les envoyés de l'Élysée et de Matignon et les deux nouveaux

venus dans la négociation. Les précautions prises pour conserver leur anonymat, l'absence de mesures de sécurité exprimant une quelconque défiance à leur égard, les avaient bien disposés. À l'arrivée à Villacoublay seules trois voitures attendaient garées en bout de terrain, tous feux éteints. Le sous-préfet de Rambouillet, ignorant l'identité des Algériens, avait été prié de venir avec sa voiture personnelle et sans chauffeur. En outre il avait reçu l'ordre d'assurer l'hébergement de cinq personnes, pendant une ou deux nuits dans une résidence située de telle façon que leur présence restât secrète. Il s'était acquitté de sa mission et avait servi de chauffeur à Bernard Tricot et Si Salah. Le général Nicot, chef du cabinet militaire de Michel Debré, était aussi au rendez-vous et avait conduit Si Mohamed tandis que le colonel Mathon s'était glissé derrière le volant de la troisième voiture avec, à ses côtés, Si Lakhdar. Les trois véhicules avaient pris la route de Rambouillet dont le château sert de résidence d'été aux présidents de la République, et étaient arrivés sans encombre au pavillon de chasse isolé au cœur de la forêt. Seuls le garde-chasse et sa femme les avaient accueillis et s'étaient retirés après avoir préparé le repas. Pas la moindre surveillance, nulle sentinelle à l'horizon.

Les trois chefs F.L.N., séduits par la confiance que leur faisaient leurs interlocuteurs français, leur avaient même demandé de ne jamais être séparés d'eux. Que toujours, pendant le temps que durerait leur séjour en France, le colonel Mathon ou M. Tricot restât avec eux. Même la nuit. Pour répondre à leur désir on avait installé trois lits dans une chambre réservée aux hommes du F.L.N. et deux dans la pièce contiguë dont on avait laissé la porte de séparation grande ouverte. Bernard Tricot pouvait ainsi entendre un souffle fort et régulier provenant de la pièce voisine. Qui dormait aussi profondément ? Si Salah, Si Mohamed ou Si Lakhdar ?

Le 10 juin 1960 Bernard Tricot se rendit à l'Élysée. À 11 h 30 il était de retour pour permettre au colonel Mathon de gagner Matignon. Chacun devait faire son rapport à son patron. Ce n'est que lorsque les deux hommes retrouvèrent leurs trois compagnons pour un déjeuner tardif qu'ils leur annoncèrent la nouvelle.

« Vous serez reçus ce soir à 22 heures par le général De Gaulle. »

La promesse de Tricot était tenue au-delà de leurs espérances.

De Gaulle effaçait Ben Bella. Le premier moment de surprise passé, après qu'ils eurent marqué leur satisfaction — plus modérée chez Si Mohamed que chez ses deux compagnons —, les chefs de la wilaya 4 demandèrent à leurs interlocuteurs français de les aider à résumer dans un « topo » d'ensemble les points sur lesquels ils s'étaient mis d'accord lors des quatre réunions de Médéa. L'après-midi se déroula dans une atmosphère de « bachotage » assez touchante. Guidés par Tricot ils travaillèrent à la préparation de l'entrevue. Son déroulement les préoccupait. Les trois chefs F.L.N. ne montraient pas tant une réelle inquiétude qu'une certaine recherche de bienséance à l'égard du général De Gaulle.

« Comment faut-il le saluer ? demanda Si Salah. On lui dit monsieur le président ou mon général ? » Bernard Tricot les rassura.

« Appelez-le mon général.

— Et qui assistera à cette entrevue ? s'enquit Lakhdar. Personne en dehors du colonel Mathon et de moi-même. »

À 21 heures, ce 10, juin 1960, trois voitures sortirent de la forêt de Rambouillet. Le général Nicot conduisait la première, Tricot la seconde, Mathon la troisième. La traversée des Champs-Élysées, la vision de l'Arc de Triomphe éblouissant sous les projecteurs, les mille lumières des boutiques et des voitures qui se pressaient les unes auprès des autres, la succession des feux rouges et verts, furent autant d'émerveillements pour ces hommes simples-qui découvraient Paris. Un Paris lumineux, gai, riche, insouciant. Une foule joyeuse, avide de son plaisir. Bien loin de la guerre et de ses préoccupations. Un monde nouveau. Insoupçonné. Insoupçonné pour ces combattants dont l'horizon se limitait depuis cinq ans aux âpres djebels, aux mechtas misérables, aux caches obscures et qui n'avaient connu jadis que la vie biblique de leur douar natal ou les faubourgs misérables où se terrent, la nuit venue, la foule des travailleurs nord'Af.

« Pourquoi passe-t-on au feu vert ? interrogeait Si Mohamed, à chaque signal automatique. Qui le fait fonctionner ?

— Est-ce les Invalidés ? » demandait Si Salah devant l'Arc de Triomphe illuminé.

À 21 h 50 les trois voitures pénétrèrent dans l'Élysée. Elles avaient emprunté une discrète entrée latérale située dans la rue du

même nom. Sur les visages les sourires et l'émerveillement avaient fait place à une gravité tranquille chez Si Salah et Si Lakhdar, sombre chez Si Mohamed. Les six hommes traversèrent une succession de couloirs, de salons, de bureaux déserts. Ils ne croisèrent âme qui vive. Bernard Tricot, familier des lieux, avait soigneusement repéré son itinéraire et donné ses ordres. Personne ne devait rencontrer les mystérieux visiteurs. Quelques minutes avant, 22 heures ils se retrouvèrent dans le vaste bureau des aides de camp où seul les attendait le colonel de Bonneval. Un Bonneval plus anxieux, plus tracassé que jamais. Torturé par l'idée d'un possible attentat. Après tout, ces hommes pouvaient avoir monté un plan machiavélique à l'issue duquel ils abattraient la « haute personnalité » qu'ils devaient rencontrer. Tricot et Mathon n'avaient pas négligé cette hypothèse, surtout depuis qu'ils avaient rencontré Si Mohamed. Mais il fallait jouer le jeu. L'opération psychologique qui allait se défouler entre le général De Gaulle et les trois chefs F.L.N. ne pouvait réussir que si l'on établissait un climat de confiance réciproque et complète. Qu'on les fouille pour s'assurer qu'ils ne portaient pas d'armes et tout était fichu! En accord avec le Général, Tricot avait pris le risque. Aucune mesure de sécurité apparente ! Toutefois on avait à l'avance fixé les places. Le général De Gaulle derrière son bureau, Tricot à sa droite sur le côté du bureau, Mathon à sa gauche. L'un et l'autre tournés de trois quarts vers les chefs rebelles qui se trouveraient en ligne, face au président de la République. À leur hauteur derrière une tenture dissimulant les hautes croisées du bureau, la mitrailleuse armée à la main, l'un des « gorilles » du Général, Henri Djouder, se tiendrait prêt à tirer. Il pourrait à travers la fente des lourds doubles rideaux suivre les faits et gestes des visiteurs. En outre, sans pouvoir l'affirmer, il est pratiquement sûr que Tricot et Mathon portaient chacun un pistolet.

À 22 heures précises les cinq hommes pénétrèrent à pas lents dans le bureau du président de la République. Le général Nicot demeura avec le colonel de Bonneval dans le bureau des aides de camp.

Le général De Gaulle se tenait derrière son bureau. L'instant était solennel. D'un geste large il désigna à ses hôtes les trois fauteuils. Si Salah prit place au centre, Lakhdar à sa droite, Si Mohamed à sa gauche.

« Messieurs, dit le général De Gaulle, asseyez-vous je vous prie. »

Les trois chefs de la wilaya, raidis, tendus, saluèrent militairement puis s'assirent. Le général De Gaulle, tout comme le colonel Mathon, était en civil. Il sortit ses lunettes de la poche poitrine de son veston gris foncé, puis se mit à jouer avec.

« Messieurs, dit-il, je voudrais avant que nous commencions cette discussion situer à nouveau ma position qui est celle de la France. »

En un monologue d'une dizaine de minutes il résuma les termes de l'accord établi à Médéa. Il promettait aux djounoud qui déposeraient leurs armes dans des endroits fixés en accord avec eux la reconnaissance de leur statut de combattant, la possibilité de regagner sans encombre leurs villages ou de s'engager dans l'armée française, ou encore d'entrer dans des centres de promotion en attendant le référendum d'autodétermination. Le Général insista sur la dignité qui devait être reconnue par tous aux hommes du djebel.

« L'Algérie, ajouta-t-il, doit se bâtir avec le concours de tous. »

C'était au tour des Algériens de parler. Si Salah et Si Lakhdar, parfois Si Mohamed, exposèrent leurs points de vue. Ils étaient prêts à cesser des combats « qui se traînaient et ne menaient à rien ». Ils acceptaient l'autodétermination ainsi que les conditions fixées.

Si Salah insista particulièrement sur le souci qu'ils avaient de ne pas traiter pour leur compte personnel, de ne pas se désolidariser de leurs frères.

« Il faut que le plus grand nombre possible de wilayas cessent le combat en même temps que nous, précisa-t-il.

— Oui, intervint Lakhdar, et pour cela il nous faut pouvoir convaincre leurs chefs. Il faut qu'un cessez-le-feu partiel nous permette de nous déplacer. »

De Gaulle, très attentif, les rassura sur ce point.

« Vous aurez ce cessez-le-feu durant tous vos déplacements, que nous faciliterons au mieux. »

On en arriva au G.P.R.A. Le Général annonça qu'il allait à nouveau faire appel dans une allocution radia-télévisée à

l'organisation extérieure et intérieure.

« Dans quelques jours je vais proposer une fois encore le cessez-le-feu. »

Les trois hommes n'exprimèrent aucune surprise.

« De notre côté, réaffirma Si Salah, nous mènerons nos contacts avec les wilayas voisines. Si le G.P.R.A. répond à vos offres de paix vous n'entendrez plus parler de nous. S'il les rejette nous poursuivrons nos entretiens — avec cette fois les représentants des wilayas qui partagent notre point de vue. Ensemble nous essayerons de mettre sur pied un cessez-le-feu séparé à partir des conditions que nous venons d'établir. »

L'entretien était terminé. Le Général se leva, imité par ses visiteurs.

« Messieurs, leur dit-il, je ne sais si nous nous reverrons. Je l'espère. J'espère aussi que je pourrai alors vous serrer la main. Vous comprendrez que je ne puisse le faire aujourd'hui car nous restons, pour l'instant, des adversaires. Mais si je ne vous serre pas la main, messieurs, je vous salue⁽²⁸⁾. »

Les trois chefs F.L.N. paraissaient très émus. Ils saluèrent à nouveau militairement et, flanqués de leurs « anges gardiens » Tricot et Mathon, ils gagnèrent la porte du bureau.

Immobile, debout derrière sa table de travail, De Gaulle les regarda sortir.

La rencontre la plus secrète de la guerre d'Algérie venait de se terminer.

Pour la première et la dernière fois le Général avait parlé face à face avec ces ennemis insaisissables dont la révolte avait provoqué la crise la plus grave qui ait ébranlé la France depuis quinze ans.

Pour la première fois aussi, depuis le 1^{er} novembre 1954, une solution était en vue. La paix se profilait à l'horizon des mechtas.

Le 14 juin, à 20 heures, le général De Gaulle, dans la deuxième partie de son discours radiotélévisé consacré aux questions sociales et économiques et à la Communauté, renouvela ses offres de paix à l'organisation rebelle. En apparence il ne disait rien de plus qu'au 16 septembre : collège unique, cessez-le-feu par la « paix des braves », autodétermination, libre référendum par

lequel les Algériens choisiraient leur destin.

« Il est garanti que le choix sera entièrement libre », dit le président de la République.

Et chacun put remarquer qu'il insistait sur chacun de ses mots, martelant et détachant chaque phrase, les ponctuant du poing sur la table.

« Les informateurs du monde entier, poursuivit-il, auront pour le constater, pleine et entière latitude. »

Pas un mot de la rencontre secrète de l'Élysée. Pas un mot et pourtant celui qui savait le détail de son entrevue avec les trois chefs de la wilaya 4 pouvait retrouver les thèmes, les termes mêmes, de la discussion, dans l'appel adressé par le président de la République au G.P.R.A. :

« Une fois de plus, je me tourne, au nom de la France, vers les dirigeants de l'insurrection. Je leur déclare que nous les attendons ici POUR TROUVER AVEC EUX UNE FIN HONORABLE AUX COMBATS QUI SE TRAÎNENT ENCORE, RÉGLER LA DESTINATION DES ARMES, ASSURER LE SORT DES COMBATTANTS. Après quoi, tout sera fait pour que le peuple algérien ait la parole dans l'apaisement. La décision ne sera que la sienne. Mais je suis sûr, quant à moi, qu'il prendra celle du bon sens : accomplir, en union avec la France et dans la coopération des communautés, la transformation de l'Algérie algérienne en un pays moderne et fraternel. »

Cet appel au G.P.R.A. scandalisa les militaires d'Alger qui étaient dans la confiance. Pour eux, De Gaulle torpillait froidement l'affaire. Il sabotait une paix séparée possible avec Si Salah et les wilayas, une paix au sein de laquelle, à leur idée, l'Algérie resterait française, pour traiter avec le G.P.R.A. dont le but avoué était l'indépendance de l'Algérie. Leur thèse, et ce sera celle de Challe — alors à Fontainebleau —, celle de Nicot — alors chef du cabinet militaire de Debré —, celle des hommes du B.E.L. dans le secret, était que Si Salah et ses compagnons n'avaient accepté de traiter qu'à condition que De Gaulle s'engageât à ne pas discuter avec le G.P.R.A. dont ils ne voulaient plus entendre parler. C'était la scission complète avec l'extérieur. Dans cette optique, Si Salah se ralliait purement et simplement. Et tous les espoirs étaient permis, « si ce Machiavel de l'Élysée ne livrait l'Algérie pieds et poings liés aux tueurs de Tunis » !

Cette attitude, cette équivoque sur les termes échangés entre le

Général et les chefs de la wilaya 4, est le point de départ de ce qu'on appellera moins d'un an plus tard la « révolte des généraux ». Pour eux, dès la rencontre avec Si Salah, le 10 juin 1960, De Gaulle trahit. D'autant que l'affaire de la wilaya 4 va se terminer dans le drame et la confusion.

Après la rencontre avec De Gaulle, Si Salah, Si Lakhdar et Si Mohamed, toujours « cornaqués » par le tandem Tricot-Mathon, regagnèrent le pavillon de chasse des tirés de Rambouillet. Ils semblaient très satisfaits, en proie même à une certaine émotion d'avoir vu le Général, y compris Si Mohamed, pourtant moins prolix que ses compagnons.

« Pour nous, confia-t-il à Bernard Tricot, cette entrevue est très importante. C'est une garantie que d'avoir entendu le général De Gaulle. »

Dans la bouche de cet homme dur et farouche la réflexion prenait une singulière résonance...

Il s'agissait maintenant pour les trois émissaires F.L.N. de « convaincre » les wilayas voisines. Le 11 juin ils étaient de retour à Médéa. Tricot, Mathon et le colonel Jacquin, patron du B.E.L., convinrent d'un rendez-vous pour le 18. Il fallait bien une semaine pour donner les ordres nécessaires à un cessez-le-feu partiel qui permettrait aux chefs de la wilaya 4 de se déplacer sans encombre dans les wilayas voisines. Pour le commandant en chef, le général Crépin, qui avait succédé à Challe au cours de l'affaire Si Salah, il n'était pas question de donner aux généraux commandants de région et aux colonels commandants de secteur en Kabylie et dans l'Algérois les raisons d'un cessez-le-feu partiel et temporaire. Le B.E.L. fut donc chargé de le faire appliquer sans explication. Le capitaine Heux pour l'Algérois et le capitaine Léger pour la Kabylie furent désignés pour suivre les émissaires F.L.N. « à la trace » et pour les protéger durant leur mission. L'opération Si Salah reçut comme nom de code « Tilsitt » — l'humour militaire ne perdant jamais ses droits — et Léger, Heux et Jacquin eurent seuls le droit d'en consulter le dossier, bien mince puisqu'il ne contenait aucun des comptes rendus manuscrits du colonel Mathon.

Le 18 juin, à Médéa, eut lieu la dernière réunion franco-algérienne de l'affaire Si Salah. Seul Lakhdar s'y présenta au côté de son chef. Ni Si Mohamed, ni Halim, ni Abdelhatif n'y assistèrent. Si Salah confirma son désir de se rendre en Kabylie

pour y rencontrer Mohand Ou el-Hadj.

« Avant notre visite à l'Élysée, confia Si Salah, j'ai déjà reçu un accord de principe. Il m'a écrit une lettre qui nous laisse beaucoup d'espoir. Je suis kabyle comme lui, j'en fais mon affaire. »

De leur côté le colonel Jacquin et le capitaine Léger qui tenaient le fils de Mohand Ou el-Hadj, avaient fait écrire par ce dernier une lettre expliquant au vieux chef de la wilaya 3 que dans l'Algérois le calme revenait, qu'il n'y avait plus de combats, que la paix des braves recevait un bon accueil. Bref un véritable travail de sape que le voyage de Si Salah complèterait à coup sûr.

Le chef de la wilaya 4 paraissait très optimiste. Il ne semblait pas du tout penser que De Gaulle dans son discours prononcé quatre jours plus tôt avait trahi leurs accords^[29].

« J'ai besoin d'être déposé à quelques kilomètres de Tizi-Ouzou, expliqua Si Salah. Un agent de liaison me mènera alors à Mohand Ou el-Hadj. »

Le chef de la wilaya kabyle se terrait dans le massif de l'Akfadou. Il faudrait quelques jours à Si Salah pour gagner sa retraite. Jacquin promit un hélicoptère pour le 21 juin. Si Salah précisa que les contacts avec les wilayas 5 et 6 s'établiraient parallèlement.

« Et avec les wilayas de Constantine et de l'Aurès ? interrogea Mathon.

— Cela se fera à partir de la 3, répondit Si Lakhdar. Il faut procéder par ordre.

Le 18 juin au soir tout était réglé. Les « Français » assuraient le transport de Si Salah à Tizi-Ouzou et lui garantissaient l'arrêt des combats dans les zones qu'il traverserait. En outre, le colonel Jacquin lui donna le nom de deux postes français ainsi qu'un mot de passe.

« Avec ce mot, expliqua le colonel, le chef de poste vous accueillera, quel que soit le résultat de vos conversations avec Mohand Ou el-Hadj, et me préviendra, On vous fera récupérer en hélicoptère et déposer où vous voudrez dans l'Algérois. »

Cette fois les dés étaient jetés. Si Salah et Si Lakhdar saluèrent chaleureusement les émissaires français qui leur souhaitèrent bonne chance.

Quelque temps plus tard « on » racontera au général Challe à Fontainebleau que Bernard Tricot aurait dit à Si Salah : « Prenez garde de gêner la politique du général De Gaulle par des négociations latérales. » Réflexion qui bien sûr viendra encore étayer la thèse « militaire » déjà exposée.

Quoi qu'il en soit, le 21 juin, Si Salah quitta l'Algérois pour ouvrir en Kabylie la première de ces fameuses

« négociations latérales ». Sans se soucier le moins du monde de la « mise en garde » de l'envoyé de l'Élysée⁽³⁰⁾.

Pour les émissaires français la longue et angoissante attente commençait.

Léger avait transmis au général de Camas, commandant la Kabylie, l'ordre de prévenir les deux chefs de poste et de stopper toutes les opérations de réserve générale et de secteur entre Tizi-Ouzou et le massif de l'Akfadou. Et cela sans lui en expliquer les motifs. Il fallait beaucoup de diplomatie au simple capitaine du B.E.L., dans le secret des dieux, pour faire avaler pareilles instructions à un général de division laissé dans l'ignorance ! Mais l'auréole du B.E.L., la réputation « moustache » de ses membres, faisaient admettre bien des choses. Même les ordres d'un petit capitaine à un grand général !

Pendant une dizaine de jours Léger suivit sur la carte d'état-major la progression de Si Salah. Chaque matin lui apportait sa moisson de renseignements provenant de ralliés ou d'agents travaillant au sein de la population. Personne ne savait qu'il s'agissait du chef de la wilaya 4 mais chaque information signalait la présence d'un groupe de cinq hommes qui cheminaient en direction de l'Akfadou. Si Salah était accompagné de Halim, qui avait participé aux premiers contacts, du capitaine Saïd Mouhouiddir et de deux gardes du corps. À la fin du mois de juin Si Salah était arrivé. À nouveau il fallait attendre. De combien de temps aurait-il besoin pour convaincre le vieux chef kabyle ?

La bombe éclata dans les premiers jours de juillet. Par hasard une patrouille de troupes de secteur qui n'avaient pas, été prévenues de suspendre les accrochages et les embuscades — on se souvient que les chefs de la wilaya 4 avaient uniquement demandé l'arrêt des opérations de réserve générale — avait tué un agent de liaison du comité de wilaya. Selon le processus habituel

tous les papiers récupérés furent confiés au 2^e bureau qui les transmit au B.E.L. Heux découvrit alors une « mise en garde » de Si Mohamed à tous les chefs de zone. Le capitaine n'en crut pas ses yeux. Le chef militaire de la wilaya 4 avait « tourné sa veste » !

« Si Salah et Si Lakhdar, ainsi que les commandants Halim et Abdelhatif, sont des traîtres qui ont pactisé avec l'ennemi, écrivait Si Mohamed. Salah et Lakhdar se sont même rendus à l'Élysée pour négocier la reddition des vaillantes troupes de l'A.L.N. ! En conséquence et sans attendre le jugement du tribunal qui décidera du sort de ces traîtres, ils sont destitués. Le gouvernement provisoire lui-même nommera le remplaçant de Si Salah dont, à partir de cette heure, je prends provisoirement les pouvoirs. »

Au B.E.L. ce fut le branle-bas de combat. Il fallait à tout prix éliminer Si Mohamed, qui s'était bien gardé de dire que lui aussi s'était rendu à l'Élysée, et sauver ses compagnons.

Léger eut la confirmation de la nouvelle par le pompiste d'Azazga qui venait de recevoir une lettre de Si Mohamed à Mohand Ou el-Hadj. La « boîte aux lettres » signalée par le fils du Kabyle travaillait désormais pour Léger à qui elle fournissait copie du courrier échangé entre les wilayas 3 et 4 ! Si Mohamed expliquait à Mohand Ou el-Hadj qu'il avait fait fusiller Si Lakhdar et Abdelhatif et qu'il lui conseillait d'en faire autant avec Si Salah et Halim

« Ce salaud a trahi tout le monde », pensa Léger.

Il était déjà trop tard pour Si Lakhdar et Abdelhatif. Ils étaient les deux premières victimes du retournement de Si Mohamed. Pour les gens du B.E.L. — persuadés de la promesse faite par De Gaulle de ne pas traiter avec le G.R.P.A. —, cela ne faisait aucun doute, Si Mohamed, le plus farouche et le plus réticent des émissaires F.L.N., s'était senti trompé par le discours du président de la République. Et il avait pris tout le monde de vitesse en faisant arrêter Lakhdar et Abdelhatif et en mettant en garde Mohand Ou el-Hadj.

La réalité était tout autre. Si le résultat était le même la motivation était différente. Au cours du conseil de wilaya tenu au retour de l'Élysée, Si Salah, Si Lakhdar et Si Mohamed avaient mis la plupart des chefs de zone au courant des contacts qu'ils allaient prendre avec les wilayas voisines sans leur donner le

détail de leurs conversations avec De Gaulle. Si Salah était chargé de ceux avec la Kabylie, Si Mohamed de la wilaya 5 (Oranie) et Abdelhatif de la wilaya 6 (Sud). Or deux capitaines de la wilaya 4, Berroughia et Lakhdar Bouraghra, avaient changé d'avis. Ils n'étaient plus d'accord sur la paix des braves. Ils voulaient poursuivre le combat en accord avec le G.P.R.A. et le nouvel état-major de Boumediene. Après le départ de Si Salah, Berroughia et Lakhdar Bouraghra s'étaient entendus avec leurs hommes. Il s'agissait de faire revenir Si Salah ou Si Mohamed sur leur projet et, avec leur aide, de liquider le reste du conseil de la wilaya.

« Il faut arrêter cette mascarade », avaient décidé les deux capitaines.

Si Salah étant en route pour la Kabylie, c'est avec Si Mohamed qu'ils avaient tenté l'épreuve de force.

Bouraghra avait proposé à Si Mohamed un rendez-vous avec des éléments de la wilaya 5. Sans méfiance, celui-ci avait accepté. Cela faisait partie de sa mission. Mais au rendez-vous, dans la forêt, il n'avait trouvé que le capitaine Berroughia flanqué de son acolyte Bouraghra qui avait braqué un pistolet sur le ventre de l'adjoint de Si Salah.

« Tu es notre prisonnier, raconte-nous l'Élysée. » Et Si Mohamed, terrorisé, avait tout raconté.

« Eh bien, tout cela est clair, avait dit le capitaine. Ça ne peut pas continuer comme cela. Il n'y a qu'une chose à faire : casser cette négociation. Alors choisis. Ou tu reprends la lutte avec nous jusqu'à l'indépendance, et on te considère comme le chef, ou on te liquide. »

Si Mohamed n'avait pas hésité. Sur le Coran il avait juré fidélité à la révolution, à la direction extérieure et avait pris sa première décision de « chef de la wilaya 4 » : fusiller Si Lakhdar, Abdelhatif et quelques cadres tout prêts à accepter la paix des braves. Quant à Si Salah, on le jugerait à Tunis.

« C'est un combattant du 1^{er} novembre, avait dit sentencieusement Bouraghra, et un homme brave. On ne peut le fusiller comme cela. »

Encore fallait-il le prendre ! C'est ainsi que Si Mohamed avait écrit à Mohand Ou el-Hadj.

À la réception de la lettre, le vieux chef kabyle ne prit aucune décision. Il ne souffla mot du message à Si Salah et le laissa pendant plusieurs jours développer ses arguments en faveur de la paix des braves. Mohand Ou el-Hadj n'était pas très séduit — contrairement à ce que Si Salah avait affirmé — par cette formule. Mais beaucoup de ses chefs de région y souscrivaient. Et le vieil homme, s'il croyait profondément au combat de libération nationale pour lequel il avait sacrifié à son âge une vie calme, confortable et douillette d'artisan prospère⁽³¹⁾, était las des luttes fratricides, des purges de toute sorte dont Mayouz, Amirouche et ce Si Mohamed avaient ensanglanté la Kabylie et l'Algérois. Il résolut donc d'attendre. Si Mohamed n'avait pas encore gagné dans sa wilaya. Peut-être n'aurait-il pas le dernier mot avec ses troupes.

Ce dernier mot, le colonel Jacquin était bien décidé à l'avoir. La seule solution s'imposait : éliminer Si Mohamed. Et pour réussir, faire vite. Le plan fut soigneusement étudié par le capitaine Léger. Cette « élimination » posait en effet des problèmes graves. Elle ne devait pas apparaître comme une exécution décidée par les Français mais comme un sursaut d'énergie des hommes de la wilaya 4 qui, outrés du changement d'attitude de leur nouveau chef, l'abattraient pour pouvoir profiter de la paix des braves ! L'idée était subtile. On ferait transmettre par le vieux cheikh à Médéa une lettre des émissaires de Paris donnant rendez-vous à Si Mohamed. Comme si rien ne s'était passé. Si le chef algérois acceptait, le cheikh et le colonel Jacquin viendraient le chercher au point de rencontre habituel en dehors de Médéa. Jacquin seul dans sa camionnette ouvrirait la route et le cheikh, au volant d'un second véhicule, suivrait à quelques dizaines de mètres. En chemin les deux voitures tomberaient dans une embuscade tendue par des djounoud de la wilaya 4 en uniforme — en réalité des musulmans du capitaine Léger déguisés en fellaghas. La camionnette de Jacquin passerait après avoir essuyé quelques coups de feu dans les ailes pour la vraisemblance mais la voiture du cheikh serait arrêtée. Le **CADI VERRAIT ET ENTENDRAIT** les hommes de la wilaya 4 accuser Si Mohamed de trahison au nom des combattants qui voulaient la paix avant de s'évanouir, savamment matraqué. On ferait alors disparaître Si Mohamed. Et à son réveil le vieux cheikh se ferait une joie de raconter alentour comment le chef félon avait été liquidé par les hommes de sa propre wilaya. Il ne resterait à

Si Salah qu'à revenir et reprendre la situation en main avec l'aide éventuelle de l'armée !

La « gamberge » du B.E.L. était séduisante. Mais il fallait la mettre à exécution avant que Si Mohamed apprenne l'interception de son agent de liaison. L'affaire était trop importante pour que Jacquin et Léger se permettent de la monter seuls. Si Mohamed avait rencontré le général De Gaulle, il fallait donc pour l'éliminer que celui-ci donne le feu vert. Jacquin sauta dans un avion... et attendit quinze jours la réponse. Cette attente allait confirmer dans l'esprit de certains militaires le double jeu du président de la République. Pour eux, cette fois, c'était clair, il ne voulait pas que l'affaire Si Salah aboutît !

Lorsque le patron du B.E.L. obtint enfin l'autorisation du Général il était trop tard. Si Mohamed ne vint pas au rendez-vous. Jacquin et Léger tentèrent désespérément de sauver au moins la peau de Si Salah. Ils déclenchèrent; pour s'emparer de Si Mohamed, une opération de réserve générale dans la wilaya 4, rompant ainsi le cessez-le-feu partiel promis par De Gaulle. Et ce fut la plus atroce confusion. Des chefs de région qui n'avaient pas été touchés par Si Mohamed ou qui, malgré ses menaces, restaient fidèles à Si Salah, se rendirent sans combat aux unités françaises. Pour ces « prisonniers » qui croyaient toujours en Si Salah et à la paix des braves la fin des combats dans l'honneur et la dignité était arrivée. Selon le plan prévu... Ils n'avaient plus qu'à attendre l'autodétermination dans leurs villages. Ils essayaient de faire comprendre leur situation — à grand renfort de sourires — aux officiers de renseignement qui les interrogeaient. Le malheur était que ceux-ci, lancés dans l'opération, ne savaient rien — et pour cause — des négociations ouvertes entre la wilaya 4 et l'Élysée ! Et lorsque les officiers de l'A.L.N. leur disaient en clignant de l'œil :

« Mais ne crie pas si fort, tu sais bien qu'on est d'accord !

— D'accord avec quoi ? gueulaient-ils. Tu me prends pour un con ? »

Et les « tartes » pleuvaient.

Devant ce gâchis désespérant il n'y avait plus rien à faire. Car, bien sûr, on n'avait pas « coxé » Si Mohamed. Heux ne put qu'arracher aux pattes des O.R.^[32] ahuris et furieux les chefs F.L.N. trop confiants... et les envoyer finir la guerre dans des

« camps d'hébergement », écumants de rage et pleins de rancune contre ces « roumis » qui — tout le leur prouvait — les avaient trompés dès le départ.

Léger attendit vainement que Si Salah contactât l'un des deux postes qu'on lui avait signalés. Il savait, grâce à la boîte postale et à quelques informateurs, que Mohand Ou el-Hadj lui avait ouvert les yeux.

« Je ne suis pas contre ton projet, avait dit le vieux chef, mais pour tout dire je ne suis pas chaud. Je ne marcherai que si tout le monde est d'accord. Et je sais que chez toi tout ne va pas pour le mieux. »

Il lui avait alors montré la lettre de Si, Mohamed. Si Salah, furieux, avait décidé de partir pour reprendre en main sa wilaya et éliminer Si Mohamed. Malheureusement, présumant trop de ses forces, il négligea de passer d'abord par les postes indiqués par le colonel Jacquin. Inquiet de ce silence et décidé coûte que coûte à sauver la vie à Si Salah, Léger fit passer des messages sur les antennes de Radio-Alger racontant la révolte de Si Mohamed dans la wilaya 4 et l'exécution de Lakhdar et d'Abdelhatif. S'il possédait un transistor, Si Salah serait ainsi prévenu du sort qui l'attendait.

Si Salah et Halim furent arrêtés par les hommes de Si Mohamed à Palestro en septembre 1960. Une vaste purge « assainit » la wilaya déjà exsangue. Halim fut exécuté immédiatement. Si Mohamed, qui voulait jouer la carte de l'état-major Boumediene, remit Si Salah à Mohand Ou el-Hadj avec mission de le faire parvenir à Tunis.

« Je ne suis que commandant et arabe, écrivit-il au chef de la wilaya 3, tu es colonel et kabyle. On ne pourra pas m'accuser d'avoir voulu le faire disparaître pour des raisons personnelles. »

Mohand Ou el-Hadj fit libérer Si Salah et le convainquit de se soumettre au jugement de Tunis. D'après Saada, l'un des cadres de la wilaya kabyle, il était libre de ses mouvements, et conservait une arme. Il aurait donc pu s'échapper mais son moral semblait atteint. Il était abattu. « Conscient de son erreur », me diront Azzedine et Saada. Quoi qu'il en soit, Si Salah ne devait pas rejoindre Tunis vivant. Il fut tué au cours d'un accrochage le 20 juillet 1961 dans le Djurdjura, aux environs de Bouira, par un détachement du 22^e bataillon de chasseurs alpins, en même temps

que quelques cadres de la wilaya.

La mort du visiteur de l'Élysée allait ajouter au mystère de cette étrange affaire. Des officiers du B.E.L. reçurent dans les bureaux de l'état-major interarmées le rapport suivant : « Si Salah, enchaîné, a été blessé par du détachement du 22^e alpins. Il est encore en vie. » Quarante-huit heures après parvenait ce rectificatif : « Si Salah était libre et armé. Il a farouchement résisté aux côtés de son escorte. Blessé grièvement il a succombé à ses blessures. »

« Pourquoi cette contradiction ? Parce qu'on a voulu éliminer tous les témoins de l'affaire. » Telle sera la thèse de certains militaires qui souligneront le remplacement du général de Camas en Kabylie par le général Simon, « une créature de De Gaulle »... Thèse qu'ils confirmeront — et il faut bien avouer que la coïncidence est troublante — par le récit de la mort de Si Mohamed.

Le 6 août 1961 un renseignement de valeur A. 1 signale la présence de Si Mohamed dans une maison des faubourgs de Blida. Au lieu d'envoyer une unité en poste à Blida le commandant en chef fait venir spécialement de CORSE un commando du mystérieux 11^e « choc » — régiment action des services spéciaux —, commandé par le capitaine Prévot, ancien d'Indo et parfois chargé de missions à l'étranger dans le cadre du SDECE. Le commando est mené à pied d'œuvre à Blida. Le combat est d'une rare violence. Si Mohamed et son escorte e battent pied à pied. Face à la cache, le capitaine Prévot est grièvement blessé. Et Si Mohamed est tué d'une rafale de mitrailleuse.

L'affaire Si Salah venait de trouver un épilogue sanglant.

« Prévot était là pour exécuter un ordre : descendre Si Mohamed, dernier témoin de la rencontre de l'Élysée. D'ailleurs De Gaulle n'avait-il pas dit : « Personne ne parlera de l'affaire Si Salah. Et celui qui en parlera n'en parlera pas longtemps », affirmeront les mêmes militaires. Mais nous serons en 1961. Le putsch aura passé, divisant l'armée. Challe et Zeller seront en prison. Et — alors qu'ils risquent leurs têtes — seront d'accord pour que l'affaire Si Salah ne soit pas évoquée même à huis clos. D'autres voudront se servir de cette sombre histoire racontée ici pour la première fois dans ses détails pour justifier leur action au sein du putsch et de l'O.A.S. Mais quelle sera

l'importance de cet épisode, si mystérieux soit-il, face à la guerre civile qui ensanglantera l'Algérie ?...

« Messieurs les plénipotentiaires... »

Solennel, le torse épais moulé dans un costume gris croisé, M^e Ahmed Boumendjel entra dans la salle de conférence de la préfecture de Melun, en prenant garde de glisser sur le parquet miraculeusement ciré. M. Roger Moris vint à sa rencontre. Pour lui comme pour de nombreuses personnalités politiques parisiennes, M^e Boumendjel n'était pas un inconnu. Sa faconde méditerranéenne, sa bonhomie naturelle, sa culture européenne, sa voix de stentor et son physique à la Porthos en faisaient, en 1956, l'invité recherché des dîners en ville, à qui l'on posait inlassablement la même question : « Et vous, mon cher Boumendjel, que pensez-vous de la situation en Algérie ? » Alors son bon visage sympathique s'éclairait. « Boum » passait la main dans ses cheveux bouclés et grisonnants et inlassablement, en évitant soigneusement les mots qui choquent, il tentait d'expliquer son pays, ses coreligionnaires, le peuple algérien et ses souffrances. Et puis 1957 était arrivé. Avec la « bataille d'Alger », son frère « suicidé » par les parachutistes⁽³³⁾, l'engrenage de la guerre. L'ancien avocat de Ben Bella avait disparu des salons parisiens et des bureaux des partis politiques pour gagner Tunis. Avec lui le F.L.N. avait fait une recrue de choix et l'avait mis « en réserve ». Ses connaissances juridiques, son « sérieux », les relations amicales qu'il avait conservées dans différents milieux français seraient utiles, le jour de la négociation arrivé...

Roger Moris, secrétaire général des affaires algériennes, était heureux de le revoir et malgré ses sentiments Algérie française lui tendit la main, emporté par le réflexe humain du Méridional chaleureux. Boumendjel la serra vigoureusement et, en s'asseyant à la table de la conférence, dit avec un sourire un peu forcé :

« Une poignée de main pour l'amitié, un titre de plénipotentiaire pour la reconnaissance de notre État algérien, nos entretiens commencent bien ! »

Roger Moris serra les lèvres. Il n'aurait jamais dû, lui, chef de la délégation française, serrer la main au chef de la délégation F.L.N. ! Et son directeur de cabinet, M. Suel, aurait dû appeler Boumendjel et Ben Yahia : « Messieurs les représentants. » Juridiquement le terme plénipotentiaire s'appliquait aux

représentants d'un État ! C'était la double gaffe. Heureusement qu'il n'y avait pas de témoins. Les journalistes étaient tous loin, au-delà des grilles de la préfecture, et jouaient aux boules sur la place. Autour de la table il n'y avait que six personnes : Roger Moris, le général Hubert de Gastines et le colonel Mathon pour la délégation française, Boumendjel, le jeune Ben Yahia — épaules étroites, visage chafouin, intelligence fulgurante — et Hakiki, le spécialiste des transmissions et du chiffre, pour la délégation F.L.N. Personne ne parlerait du faux pas diplomatique. La conférence de Melun pouvait commencer. Et cette fois sans cordialité. Selon les ordres.

Pour la première fois le G.P.R.A. avait répondu à l'appel du général De Gaulle. Et vite. À peine six jours après l'allocution du 14 juin, le G.P.R.A. annonçait que « désireux de mettre fin au conflit et de régler définitivement le problème, le gouvernement provisoire de la République algérienne décidait d'envoyer une délégation présidée par M. Ferhat Abbas pour rencontrer le général De Gaulle ». Les « plénipotentiaires » de Melun étaient là pour définir les modalités du voyage.

Après la visite de Si Salah, le président de la République avait traversé une phase d'optimisme. Les maquis intérieurs étaient en déroute et le G.P.R.A. semblait décidé à traiter. Le « gouvernement » de Tunis avait-il appris l'entrevue de l'Élysée ? Certains en étaient persuadés. De Gaulle, pour sa part, voyait l'occasion de pousser son plan d'autodétermination avec l'accord de tout le monde. Intérieur et extérieur. Il pensait avoir tous les atouts en main et pouvoir jouer avec le F.L.N. en exploitant ses divergences internes. Pourtant il n'attendait aucun miracle des entretiens de Melun. À Paul Delouvrier, qui regrettait que l'affaire Si Salah ne soit pas clarifiée avant l'ouverture de la conférence, il avait répondu :

« Il n'y a pas de lien entre les deux, Delouvrier. Les gens de Tunis s'offrent à une première conversation, je ne peux la refuser. Mais je ne pense pas que cela puisse marcher. C'est le tout premier contact. »

« Il n'y a pas de lien entre les deux, Delouvrier. Les gens de Tunis s'offrent à une première conversation, je ne peux la refuser. Mais je ne pense pas que cela puisse marcher. C'est le tout premier contact. »

D'ailleurs le président de la République n'avait rien fait pour

que ces entretiens aboutissent. Il voulait aller de l'avant mais pas trop vite. Le choix du négociateur principal, Roger Moris, dont les opinions Algérie française étaient connues de tous, et les consignes draconiennes qu'il lui avait données, auguraient mal du résultat des conversations. À son habitude, le Général jouait par paliers, tout comme dans ses discours. Il fallait habituer l'opinion publique d'Algérie à l'idée *de* négociation. On discutait à Melun, certes, mais l'homme qui menait ces discussions n'était pas un « progressiste », rien à voir avec « la bande à Tricot », c'était un homme qui donnait confiance non seulement à l'Algérie européenne, ultras exceptés, mais aussi à une fraction du gouvernement. Avec lui on n'allait pas « brader ». Ce que craignaient certains ministres et non des moindres. Le premier ministre, Michel Debré, s'il servait loyalement le général *De Gaulle*, suivait avec anxiété une évolution qu'il était loin de partager. Les officiers de son cabinet, le général Nicot en tête, ne le cachaient pas. Debré était déchiré, fidèle et... impuissant car les événements des Barricades avaient amené De Gaulle à resserrer son emprise sur la politique algérienne. La création d'un comité des affaires algériennes avait été un moyen élégant de prendre directement le dossier en main. La nomination de Moris au secrétariat général adoucissait un peu la mesure. Il était « du même bord ». Mais là aussi il ne s'agissait que d'un palier. Derrière la silhouette de Roger Moris se profilait déjà, dans l'esprit du Général, la « carrure » de Louis Joxe. Ce serait l'étape suivante. Pour l'heure, on « causait ».

La délégation F.L.N., amenée *en* hélicoptère dans l'enceinte même de la préfecture de Melun, fut logée au dernier étage où elle disposa de tous les moyens de télécommunication avec Tunis. Mais le luxe de précautions et la claustration complète imposée par le gouvernement français contribuèrent rapidement à tendre l'atmosphère.

Tout de suite on était entré dans le vif du sujet : les modalités de la rencontre, d'une délégation du G.P.R.A., conduite par son président Ferhat Abbas, avec des représentants du gouvernement français. Au cours de conversations d'abord sereines, puis de plus en plus après et dures Boumendjel exprima les desiderata du G.P.R.A. Ferhat Abbas et la délégation F.L.N. devraient pouvoir prendre contact avec qui bon leur semblerait, notamment avec les ambassades étrangères et les milieux politiques français. En outre Ferhat Abbas aurait le droit de rencontrer les journalistes et de

tenir — sur le sol français — toutes les conférences de presse qui lui sembleraient opportunes! Il était clair que la délégation algérienne voulait faire du voyage du président du G.P.R.A. une plate-forme d'officialisation. Mais ce n'était pas tout. Les délégués algériens exigeaient de s'entretenir avec les prisonniers de l'île d'Aix. Mieux, Ben Bella devrait participer aux négociations au côté de Ferhat Abbas ! En outre, Boumendjel insista particulièrement sur l'importance qu'il attachait aux noms des meneurs de jeu français.

« Il serait très souhaitable, expliqua-t-il, qu'un membre du gouvernement français ayant rang de ministre conduise la délégation. Quant à l'absence de militaires à la table des négociations elle ne présenterait que des avantages. »

Prétentions exorbitantes auxquelles on fit le sort qu'elles méritaient! Non, vous ne verrez pas Ben Bella, on ne traite pas avec un prisonnier ! Non, vous ne saurez pas le nom du ministre. Et il n'est pas sûr qu'il dirigera la délégation ! Non, vous ne verrez pas la presse ! De Gaulle sur ce point est formel : secret absolu des contacts et isolement intégral de la délégation. Non, la délégation présidée par Ferhat Abbas ne pourra en aucune façon entraîner la reconnaissance du G.P.R.A. par le gouvernement français ! Non, le gouvernement français n'amènera pas les couleurs et il entend mettre qui il voudra à la tête de la délégation qui comprendra le nombre de civils et de militaires qu'il jugera utile Non, non, et non !

Si ! Mais si, voyons... Et l'on recommença. Ben Yahia de sa voix feutrée et mesurée reprit point par point les arguments que « Boum » avait exprimés avec sa volubilité habituelle et sa bonhomie apparente. La glace et le feu. Un véritable ping-pong diplomatique. Quatre jours d'incompréhension, quatre jours pendant lesquels avec une obstination tout orientale les deux Algériens ne cessèrent de revenir sur les mêmes sujets. Mêmes questions. Mêmes réponses. Et le monde entier qui s'interrogeait sur les résultats de la « conférence » !

Au quatrième jour, le 29 juin, De Gaulle décida que cela Suffisait.

« Ils amusent la galerie, grommela-t-il, ils mobilisent l'intérêt de la presse internationale, ils font parler d'eux. Ils sont contents. Cela suffit. »

Que les « Arabes » partent. Et pour manifester la mauvaise humeur du gouvernement français celui-ci établit le texte d'un communiqué annonçant la clôture des entretiens sans que celle-ci ait été décidée en séance plénière !

« Les représentants du gouvernement ont fait connaître aux émissaires de l'organisation extérieure de la rébellion algérienne les conditions dans lesquelles pourraient être organisés les pourparlers en vue, conformément aux propositions faites par le général De Gaulle, de trouver une fin honorable aux combats qui se traînent encore, de régler la destination des armes et d'assurer le sort des combattants. Ces entretiens préliminaires étant maintenant terminés, les émissaires doivent repartir incessamment pour Tunis. »

Allez, ouste ! On vous a assez vus !

C'est au colonel Mathon qu'échut le lourd « privilège » de porter ce communiqué à M^e Boumendjel. Dissimulant sa surprise celui-ci en approuva le texte.

« Puisque j'ignorais que la séance d'hier était la dernière, ajouta l'avocat, peut-être pourrai-je prendre congé des membres de la délégation française. »

« Boum » jouait la courtoisie... et ne claquait pas les portes. Cette fois, ça n'avait pas marché. Mais il faudrait bien se revoir. C'était cela l'important.

Le 5 juillet, Ferhat Abbas prononça un discours qui refermait sèchement la porte entrouverte sur un espoir de paix.

« Nous devons renforcer nos moyens de lutte, dit le leader du G.P.R.A., et notre combat armé. L'indépendance ne s'offre pas, elle s'arrache. La guerre peut être encore longue. »

Alors ça continuait. À Alger la réaction de la population européenne fut plutôt favorable. L'opinion générale était : « De Gaulle s'aperçoit que maintenant il n'y a rien à faire. Et s'il cédait aux exigences des rebelles il pourrait bien avoir un nouveau 24 janvier sur les bras. Et qui réussirait. » C'était, une fois de plus, l'interprétation erronée de la pensée du Général assortie de la menace permanente du Grand Coup ! Et l'espoir toujours renouvelé que « cette fois, la Grande Zohra elle a compris ». Faire céder De Gaulle restait le leitmotiv des groupements politiques européens.

Puisque la lutte dans les maquis était devenue impossible et les barrages infranchissables, le G.P.R.A. décida d'accentuer son effort sur le plan international. Que les victoires diplomatiques fassent oublier les échecs sur le terrain. Une fois de plus, Krim était porté par le vent de l'Histoire. Ministre de la Défense lorsque l'A.L.N. accrochait durement les troupes françaises entre 1957 et 1960, il se retrouvait ministre des Affaires étrangères à l'heure où le combat devait se dérouler sur la scène internationale. Toujours en première ligne. Il entendait mener cette offensive politique avec autant de punch qu'il avait dirigé ses maquisards à l'aube de la révolution et décida d'inaugurer son ministère par un bouleversement total de sa représentation à l'étranger.

« Je veux une organisation forte et dure qui permette au gouvernement une action diplomatique efficace, dit-il. Que chaque chef de département prépare un dossier avec des documents, des analyses, des suggestions. Il faut se réveiller. Etre ambassadeur du F.L.N. ne doit pas être une sinécure ! »

La diplomatie F.L.N., jusque-là confiée au vieux docteur Laminé, était divisée en quatre départements : la section EUROPE-AMÉRIQUE comprenait un représentant à New York — Abdelkader Chanderli — dont l'activité à l'O.N.U. était considérable, et quelques « diplomates » à Belgrade, à Madrid et à Rome où, en dehors des « bons sentiments » de la Yougoslavie, les résultats étaient nuls.

La section AFRIQUE-ASIE disposait d'un représentant à New Delhi et d'un autre en Indonésie. Le plus clair de son activité était naturellement dirigé vers le Maghreb. Les rapports avec le Maroc et la Tunisie se normalisaient. En dehors de petites querelles passagères et depuis que le colonel Boumediene avait jugulé l'anarchie de l'armée des frontières, les relations avec les deux gouvernements étaient devenues excellentes. Non seulement le Maroc et la Tunisie « toléraient » les bases de l'A.L.N. sur leur territoire national, mais ils accueillaient « fraternellement » les responsables du Front et mettaient locaux et villas à leur disposition. En outre, des dizaines de milliers de réfugiés avaient trouvé asile, nourriture et soins dans les zones frontières où le Croissant-Rouge tunisien et marocain avait édifié de véritables camps.

La section ARABE, représentée à Amman, en Syrie, au Liban, en Libye, en Arabie Saoudite, en Irak et en Egypte, n'avait jusque-là

obtenu que peu de résultats. Tous ces pays — auxquels se joignaient le Soudan et le Koweït — étaient favorables à la cause du F.L.N., se répandaient en déclarations de sympathie, acheminaient quelques tonnes d'armes et fournissaient quelques centaines de millions. « Dérisoire, ironisait Krim, par rapport à ce que devrait être l'attitude de pays « frères ». Nous restons isolés ! »

Enfin la section des PAYS SOCIALISTES était la source de beaucoup d'espoirs venus de la Chine lointaine et mystérieuse mais apportait également des déceptions de taille dont la non-reconnaissance du G.P.R.A. par l'U.R.S.S. n'était pas la moindre. Quant aux rapports avec les autres pays socialistes, ils s'établissaient au Caire auprès de leurs ambassades respectives, ainsi qu'à l'O.N.U. Les résultats là non plus n'étaient guère encourageants.

Alors que le G.P.R.A. siégeait à Tunis, c'est au Caire que se trouvait le ministère des Affaires étrangères. Il fallait bien ménager la susceptibilité de Nasser déjà ulcéré par l'installation du gouvernement provisoire à Tunis ! C'est donc au Caire que Krim réunit tous les chefs de département et leur signala les premiers changements auxquels il avait procédé.

« J'ai décidé de rappeler tous les représentants du Front à l'étranger à l'exception de Chanderli, que je maintiens à New York. J'ai nommé Boulharouf à Rome, Boukadoum en Yougoslavie, Chérif Guellél à New Delhi, Demagh Latrous à Pékin, Socrate au Japon (Socrate était le surnom de Benhabylès, un parent du député français), Brahimi remplacera en Indonésie Ben Yahia devenu secrétaire du gouvernement. »

Après avoir fait part de ses décisions, Krim exigea de chacun des « ambassadeurs » un programme d'action politique et diplomatique, bien négligée jusque-là.

« Nous avons surtout besoin d'appuis MATÉRIELS, expliqua-t-il, nous n'avons pas assez de rentrées, pas assez d'aide. Vous me réclamez tous une définition de l'orientation de notre politique. Eh bien, moi, je vous dis qu'il est prématuré de s'engager dans le cadre étroit d'une définition. L'Algérie est en lutte et N'OPTÉ PAS. Elle a besoin de l'aide de tout le monde. Le Front de libération est le représentant de TOUS les Algériens de TOUTES tendances. C'est ce que vous devez vous tuer à expliquer. Nous n'avons pas à créer

de luttes de tendances ou de doctrines alors que notre pays se bat pour sa libération ! »

Krim décida de lancer son action diplomatique sur trois plans : les pays socialistes, les pays arabes en enfin l'O.N.U.

Les relations avec les pays socialistes posaient un problème de taille au ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A. qui devait faire face à un violent courant interne dirigé vers l'Est. Les jeunes, en particulier Harbi et Benhabylès, sans dire ouvertement « nous devons passer à l'Est », le suggéraient très vivement. L'influence des jeunes militants que le F.L.N. avait envoyés étudier dans les universités de l'Est dans les années 1957-1958 se faisait sentir. Et surtout, au fil des mois, Krim constatait le vif attrait que le socialisme exerçait sur les jeunes officiers dont Boumediene s'était entouré à Ghardimaou. Attrait auquel ni Krim ni la majorité des membres du G.P.R.A. n'étaient sensibles. Bien au contraire. Sentant le danger, le rusé chef kabyle prit la décision de renforcer l'action diplomatique du gouvernement provisoire en direction des pays de l'Est. Leur appui était indispensable aux victoires qu'il voulait obtenir sur le plan international. Et cette « main tendue » vers l'Est calmerait les ardeurs socialistes des plus jeunes cadres.

Le mois de mai vit le départ d'une importante délégation F.L.N. pour un long périple qui devait la conduire du Caire à Moscou puis à Pékin, en Corée et au Vietnam du Nord. Il s'agissait de consolider avec Mao des liens tissés dès 1958 au cours de la première visite de Mahmoud Chérif, Ben Khedda et Saad Dahlab⁽³⁴⁾. Ce dernier était d'ailleurs du voyage aux côtés de Krim, Ahmed Francis, Boussouf, Ben Tobbal et d'une douzaine de conseillers juridiques et politiques.

Première escale politique : Moscou. Le voyage commença bien mal. Décidément, l'U.R.S.S. ne valait rien aux gens du F.L.N. Depuis septembre 1958 le gouvernement soviétique n'avait toujours pas reconnu le G.P.R.A. et les délégués s'aperçurent que ce ne serait pas encore pour ce voyage. À Moscou, la « caravane publicitaire du F.L.N. » ne fut reçue que par Mahiedinov, spécialiste des affaires africaines au ministère des Affaires étrangères. Sans tambour ni trompette. À la sauvette. On la logea à l'écart de la capitale comme si les dirigeants soviétiques avaient hâte de se débarrasser de ces hôtes encombrants. Ni Gromyko ni Khrouchtchev ne leur accordèrent la moindre audience. Mais on

les gava de caviar, on leur fit visiter Moscou, la place Rouge, le Kremlin, le bureau de Lénine, son tombeau, le métro, le Goum comme à de bons cousins de province. Dans la capitale soviétique la délégation F.L.N. était traitée comme un minable voyage organisé par Intourist pour d'obscurs et « méritants » travailleurs tchèques ! Caviar en plus !

« Nous pensons à autre chose qu'à faire du tourisme », se plaignit Krim.

Alors Mahiedinov, résigné, poussa sa corvée jusqu'au bout et pendant près de cinq jours... prit des notes ! Il se garda de recevoir la délégation au ministère des Affaires étrangères et ne rencontra les délégués que dans la résidence qu'on leur avait réservée bien loin du centre de Moscou. Les 3 B, Ahmed Francis et Saad Dahlab se relayèrent pour exposer la position du F.L.N. à ce fonctionnaire impavide. Il n'y avait rien de nouveau. Ni d'un côté ni de l'autre : « Le F.L.N. n'est pas communiste et travaille surtout en direction de l'opinion publique française, expliqua Krim. Mais le parti communiste français — dont nous savons les liens avec l'Union soviétique — ne fait rien pour l'aider. Le P.C. algérien a quasiment déserté la lutte quand il s'est agi d'oublier son étiquette pour se fondre au sein du F.L.N. Le P.C. français, qui a pris des positions franches et dures lors du conflit indochinois, est bien loin d'en faire autant pour l'Algérie. »

Mahiedinov — au curieux nom arabe russifié — notait inlassablement. Sans souffler mot.

« Il faut que vous interveniez auprès du P.C.F., plaïda Krim. Jusqu'ici sur le plan politique il ne nous a été d'aucune utilité. Au contraire, il a voté les pouvoirs spéciaux à Mollet et Lacoste ! De plus il devient nécessaire que le gouvernement soviétique reconnaisse notre gouvernement provisoire — pour nous ce serait une victoire diplomatique ! »

Enfin, la main de Mahiedinov s'arrêta de courir sur le papier.

« L'Union soviétique, dit-il d'une voix égale, soutient tous les pays en lutte pour leur libération. Elle soutient l'Algérie comme les autres. Si nous n'avons pas reconnu le G.P.R.A., c'est pour des raisons de stratégie mondiale. Nous ne pouvons toujours pas vous reconnaître officiellement car la politique de l'U.R.S.S. est de ménager le président De Gaulle qui œuvre utilement pour le rapprochement avec l'Est. Mais nous pourrions réexaminer cette

reconnaissance et surtout nous pourrons vous aider à l'O.N.U. Il est évident que nous interviendrons également auprès du P.C.F. »

Voilà, c'était tout. De bonnes paroles. Et encore chichement accordées. Il était temps de partir. La délégation F.L.N. perdait son temps à Moscou. Peut-être la session de l'O.N.U. en octobre verrait-elle une évolution de l'attitude soviétique que le G.P.R.A. jugeait pour le moins « réservée ».

Par contre, le voyage en Chine confirma l'excellente impression que la première mission avait recueillie en 1958. Ah ! c'était autre chose que l'accueil spartiate des Soviétiques à Moscou. Des drapeaux, des bannières, des confetti, du faste, des défilés avec un million de personnes sur la place Rouge ! Et puis Chen Yi, le ministre des Affaires étrangères, et le maréchal Chou Teh, et les états-majors, et Chou En Lai qui les reçurent savaient tout d'eux, connaissaient la situation, la mentalité, la psychologie de l'Algérie en guerre. Les fanfares militaires avaient même appris l'hymne algérien de la révolution : *Kassamen* — Nous jurons — écrit par le poète mozabite Moufdi Zakhariat et composé par des Arabes « étrangers » au Caire lors du premier C.N.R.A. ! Et ils l'interprétaient sur un rythme martial comme jamais les membres de la délégation ne l'avaient entendu jouer ! Les fêtes suivirent les cérémonies. Meetings, discours, visites, banquets à vingt-cinq plats dans une vaisselle de porcelaine transparente digne des empereurs. Même le vieux Mao les reçut le 17 mai dans son village à cinq heures de train de Pékin. Son allure lente, son physique de Bouddha énigmatique, son large front et ses yeux plissés qui laissaient filtrer un regard pétillant, leur firent grande impression. Et quelle simplicité ! Mao, le grand Mao, le tout-puissant Mao avait enlevé sa veste et commencé la discussion en manches de chemise pour que ses hôtes, suivant son exemple, se sentent à leur aise malgré la chaleur. Et il ne parlait pas pour ne rien dire.

« Nous sommes favorables à votre cause, confia-t-il à voix basse, c'est pourquoi nous avons reconnu votre gouvernement. Mais nous ne sommes pas contre la France. La France est un pays avancé ! La Chine ne produit pas encore autant. Les Chinois travaillent et font des progrès. Et surtout ils sont sûrs de ce qu'ils font et de la direction qu'ils suivent. C'est ce que vous devez faire. »

Mao leur expliqua encore pourquoi des régions entières étaient

toujours exploitées par des bourgeois terriens.

« Ils ont de l'expérience, des moyens qui doivent servir à la communauté. On ne doit pas s'en séparer ni se priver de l'aide qu'ils apportent. Il faut leur faire comprendre que c'est *nous* qui avons raison mais pas les déposséder tant que nous n'avons pas leur expérience. »

La leçon était claire.

« Nous luttons pour notre liberté, expliquèrent à leur tour les 3 B, non contre Paris mais contre le colonialisme. Nous voulons notre indépendance mais en conservant des liens avec la France. »

Mao approuva, puis, tassé sur sa chaise, les épaules lourdes et tombantes, il parla lentement et calmement de l'aide que son pays apporterait à la révolution algérienne. La Chine était disposée à verser une nouvelle aide financière comparable à celle de deux milliards accordée en 1958. En outre, armes et ravitaillement chinois prendraient en grande quantité le chemin des dépôts F.L.N. en Tunisie. « Selon vos besoins », précisa le président.

C'était le pactole. À nouveau les Chinois apportaient en une seule fois plus que tout le monde arabe en un an ! Et sans contrepartie idéologique, sans conditions préalables, sans même vouloir se mêler de l'orientation future de la politique algérienne.

« Nous ne reconnaissons ni les fantoches ni les démagogues, ajouta simplement Mao. Votre indépendance, vous l'aurez. Mais ensuite le Front de libération national qui regroupe toutes les tendances éclatera. Il ne pourra durer à moins de lui fixer une orientation politique. »

Krim pensa qu'il serait alors temps d'aviser. Pour sa part — et le reste de la délégation partageait son avis — il était bien décidé à ne pas se fourvoyer dans la voie du collectivisme socialiste à la chinoise.

« Tu nous vois accepter la commune populaire, avait-il confié à Ben Tobbal après une visite dans un village collectiviste, avec la femme qui travaille d'un côté, le mari de l'autre et les enfants à la garde de la commune ? Impossible ! »

L'argent, les armes, le ravitaillement, soit, mais le régime, jamais ! D'ailleurs aucun des dirigeants chinois n'y faisait allusion.

Lorsque, après une ultime poignée de main devant les photographes, Krim, Ben Tobbal, Boussouf, Francis et Saad Dahlab prirent congé de Mao et regagnèrent Pékin sous un déluge de fleurs, de confetti, de rubans, acclamés par des centaines de milliers de Chinois massés sur dix rangs de chaque côté de la route, ils venaient de remporter leur première victoire diplomatique. Le monde entier allait parler de la grandiose réception réservée par le peuple chinois aux délégués du G.P.R.A. Tous les journaux — à l'exception des français — allaient reproduire les photos « historiques ». Krim, qui venait de faire une rentrée éclatante sur la scène internationale, entendait bien se servir de ce prestige tout neuf pour décider enfin ses « frères » arabes à desserrer les cordons de leurs bourses jusque-là bien parcimonieuses et à accorder enfin à la révolution algérienne autre chose que des « encouragements ». C'était la deuxième partie de son plan.

Il profita de la conférence des ministres des Affaires étrangères des pays de la Ligue arabe, réunie le 22 août à Chtaura, pour leur forcer la main. Les délégués qui s'étaient confortablement installés au Liban pour discuter sereinement des relations entre les pays de la Ligue arabe et de leur position à l'égard de la Palestine virent leur tranquillité troublée par l'arrivée du bouillant « ministre » algérien. Négligeant l'ordre du jour, Krim demanda à la conférence de donner la priorité à la question algérienne. Et puis de faire vite !

« Des affaires extrêmement urgentes m'obligent à quitter le Liban à bref délai », dit-il aux délégués, médusés.

Dans ce Moyen-Orient indolent la méthode surprenait. Elle était pourtant efficace. En quarante-huit heures, Krim avait gagné. Après un rapport explicatif sur la situation politique, économique, sociale et militaire de l'Algérie, il fit à huis clos cinq propositions laissant entendre qu'elles devraient être rapidement acceptées si les pays arabes voulaient que le monde continue à prendre leur « solidarité » au sérieux. Krim exigea un appui financier « enfin digne de ce nom », calculé au prorata des revenus de chaque pays — un véritable « impôt pour l'Algérie » —, ainsi que l'autorisation pour les volontaires — arabes ou non — de s'engager dans les rangs de l'A.L.N., ce qui ouvrait la voie aux pays de l'Est et éventuellement à la Chine. Il « conseilla » en outre la rupture des relations diplomatiques avec la France, le

boycottage économique des produits français et l'appui politique et diplomatique inconditionnel pour la prochaine session de l'O.N.U. En particulier, Krim demanda aux pays arabes en affaires avec certains pays occidentaux de faire pression sur ceux-ci pour qu'ils soutiennent le vote sur la négociation.

Le 24 août, tous les pays arabes avaient cédé. Ils faisaient, bien sûr, quelques réserves, édulcorant tel passage jugé trop violent, facilitant par exemple le recrutement des volontaires mais ne soufflant mot de leur acheminement vers la Tunisie ce qui, évidemment, réduisait singulièrement la portée de la décision. Mais l'important était la nouvelle victoire diplomatique assortie d'une aide financière considérable que Krim venait de remporter. L'Arabie Saoudite, l'Irak et le Koweït versaient immédiatement un million de dollars, sans compter l'aide en matériel ! Les autres suivraient selon leurs moyens.

Pour que la nouvelle de ce succès ne soit pas réservée aux seuls ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe, Toufik El-Madani, ambassadeur au Caire et représentant du F.L.N. au sein de la Ligue, provoqua une conférence de presse.

Rondouillard, roublard, amical, Krim fit aux journalistes un numéro de charme et de séduction, répondant avec une apparente docilité à leurs questions sur les résultats obtenus par l'Algérie. Puis, sur la fin de la conférence, il changea de registre. Le diplomate fit place au chef de guerre. Plus de sucre, plus de miel, la violence à l'état pur ! Dans le fond comme dans la forme !

« Maintenant, dit-il, fini de tergiverser. Nous voulons l'indépendance. Nous aurons l'indépendance. Nous emploierons tous les moyens pour y parvenir !

— Quels moyens ? demanda un journaliste.

— Je ne peux entrer dans les détails. Mais ce que je peux vous dire c'est que nous faisons appel aux pays de l'Est. Et que nous emploierons tous les moyens mis à notre disposition... y compris les fusées ! »

La ficelle était un peu grosse. Mais elle provoqua un certain « boom » dans la presse. Le lendemain le *Journal du Liban* titrait : « Krim Belkacem déclare que la lutte pour l'indépendance se fera par tous les moyens y compris les fusées. » Information qui n'allait pas manquer d'atteindre les maquis de l'intérieur... et peut-être de calmer leur courroux.

C'était également le seul moyen qu'avait trouvé Krim Belkacem pour tirer la sonnette d'alarme occidentale et surtout française. « Melun a échoué, la porte s'est refermée... faites un effort sinon vous nous poussez dans les bras accueillants du communisme international ! »

En quelques mois l'ancien maquisard kabyle avait assimilé les subtilités de la diplomatie internationale et se servait du chantage au communisme avec une maestria certaine. Mais aboutirait-il aux résultats escomptés ?

Un million d'adhésions en quelques semaines ! Le bruit courait comme une traînée de poudre. On se le répétait avec ravissement. Eh oui ! Enfin on se ressaisissait. Rien n'était terminé. On luttait à nouveau. Un million d'adhésions au Front de l'Algérie française ! Un triomphe. Et qui allait faire réfléchir la métropole.

Le F.A.F. avait vu le jour à Alger le 15 juin 1960 au lendemain de l'appel du général De Gaulle au G.P.R.A. Puisque le président de la République osait traiter avec ce gouvernement de rebelles fantoches, on allait lui montrer qu'en Algérie il devait compter avec la population européenne et aussi avec les musulmans fidèles. Si on lui montrait la force que représentait ce peuple de pionniers peut-être bien qu'il se déciderait à le considérer — lui aussi — comme un « interlocuteur valable », au lieu de le mépriser et de ne lui laisser le choix qu'entre « la valise et le cercueil » !

Le nouveau mouvement avait révélé de nouveaux noms. La relève de l'activisme. C'était nécessaire puisque, depuis les Barricades, les « gloires » d'Alger effervescent étaient en fuite ou en prison ! Ortiz vivait aux Baléares. On n'en entendait plus parler. Lagailarde était à la Santé. On disait même qu'il occupait la cellule de Ben Bella. C'était bien ça, la France. Elle envoyait les rebelles assassins en « villégiature » à l'île d'Aix et on mettait Pierrot dans un cul-de-basse-fosse rempli de cafards ! Mais ça allait changer. Le F.A.F. était là !

La création du mouvement avait été mûrement réfléchie. Depuis quelques mois des journalistes pieds-noirs pensaient à créer un vaste « rassemblement qui couvre toute l'Algérie, qui réunisse tous les groupuscules, qui les fonde et les muselle aussi. Car ces hommes intelligents et sensés étaient médiocrement sensibles aux déclarations enflammées des extrémistes qui faisaient plus de tort à la cause de l'Algérie française qu'ils ne la

défendaient. En outre il fallait remplir ce grand vide politique de l'Algérie et renouer de bonnes relations avec l'armée. Connaissant les réactions spontanées de leurs compatriotes, jouant sur leur versatilité étonnante et comptant sur le magnifique élan populaire dont ils étaient capables dans le feu de l'enthousiasme, ils décidèrent de les mobiliser en masse et de leur faire comprendre que, tout en représentant par eux-mêmes une force importante, rien à Alger ne serait possible sans l'armée. Il fallait une bonne fois cracher l'amertume que les Barricades avaient suscitée à son égard, oublier son « lâchage » et tout recommencer sur des bases solides. Ces journalistes étaient André Seguin, adjoint de Jean Brune, directeur de *La Dépêche quotidienne* — le journal du riche Schiaffino⁽³⁵⁾ —, et Georges Ras, ancien collaborateur de *La Voix du Nord* que l'on retrouvera dans quelques mois à la tête du « service de presse » de l'O.A.S. S'étaient joints à eux Camille Vignau, frère du député de Médéa — nous l'avons vu assurer Vaujour de sa détermination à « faire céder le pouvoir » —, Dominique Zattara, directeur d'école, et Claude Capeau, ingénieur à l'E.G.A. Ce dernier, capitaine de parachutistes dans la réserve, bénéficiait de l'estime et de la confiance de nombreux militaires en particulier chez les officiers du 1^{er} R.E.P. À Oran, car il ne fallait pas retomber dans les erreurs passées et ne créer qu'un mouvement exclusivement algérois, Villeneuve et Santini, conseillers généraux, Tabarot, ancien boxeur et « figure » des quartiers populaires, Ange Codina et les docteurs Laborde et Finas, se chargèrent des destinées du F.A.F. À Constantine c'était plus difficile puisque la ville était à majorité musulmane, mais les députés Canat et Portolano ouvrirent à leur tour des bureaux de recrutement. Avec succès.

C'était la grande fête de l'espoir retrouvé. Les centres d'adhésion étaient pris d'assaut ! Ouvriers, colons, employés, ménagères, étudiants, fonctionnaires, anciens communistes de Bab-el-Oued, bourgeois d'El-Biar ou de la rue Michelet, tous fraternellement mêlés. Un bulletin à remplir, une faible cotisation à verser... et l'on sauvait l'Algérie française ! Les services de police avouaient 200 000 adhésions, mais c'était près d'un million qu'il fallait compter. Un million dont 120 000 musulmans ! Ça, c'était quelque chose. On avait bombardé le bachagha Boualem à la présidence du F.A.F. Avec un président musulman, on ne pourrait plus dire que le plus important mouvement européen d'Algérie n'aimait pas les Arabes, non ? Ce million d'adhésions

c'était la réponse des pieds-noirs à M. De Gaulle ! Et maintenant que nous sommes tous unis, prêts à nous battre, « larguez » si vous pouvez !

Au G.G. on suivait attentivement la création légale de ce F.A.F. Dans l'entourage de Delouvrier les avis étaient partagés. Pour le délégué général, c'était « l'histoire d'Ortiz » qui recommençait. F.A.F. n'était pas loin de F.N.F.^[36], d'autant que déjà on parlait de cellules secrètes constituées clandestinement à l'abri de la façade populaire et bon enfant de ce mouvement nouveau-né. Et cela inquiétait Paul Delouvrier. Au moins à l'époque du 16 septembre, quand De Gaulle avait annoncé l'autodétermination, on savait qui était le leader du F.N.F. : Jo Ortiz, le bistrot du Forum. Mais aujourd'hui Jean Aubert, le patron de la Sécurité en Algérie, était incapable de mettre une tête à ce corps géant qui grandissait de jour en jour. On connaissait Boualem, et Seguin, et Capeau... mais les autres ? Les vrais. Ceux qui œuvraient en douce et préparaient en silence le coup de chien que Delouvrier jugeait inévitable, compte tenu de l'orientation de la politique de l'Élysée, on n'en savait rien. Étaient-ce les mêmes ? Ou bien d'autres ?

Jean Vaujour, le directeur du cabinet, n'avait pas vécu les heures tragiques de la préparation des Barricades. L'Algérie de 1960 ne correspondait pas à « son » Algérie de 1954. On lui avait changé ses pieds-noirs. Ce n'étaient plus les Européens sûrs d'eux, de leur suprématie sur les musulmans, qu'il avait connus au début de la rébellion, mais des gens inquiets, anxieux de leur avenir, qui ne savaient plus à quelle branche se raccrocher, des gens qui voulaient sauver leur pays et se sauver eux-mêmes et qu'on laissait dans l'ignorance. Puisque les leaders extrémistes étaient en fuite, en prison ou expulsés — on avait interdit le territoire algérien à quelques dizaines d'étudiants d'extrême droite et de commerçants poujadistes dont Goutallier^[37] — peut-être était-ce le moment de « faire quelque chose ».

« Il y a une masse de braves gens, pensait-il, qui se sont regroupés. Peut-être faudrait-il profiter de ce F.A.F. pour les réunir, les canaliser, leur expliquer ce que sera l'avenir qu'on leur réserve. »

Vaujour comprenait le désarroi de ce petit peuple, de ces petits Blancs des quartiers populaires. Une scène lui avait fait toucher du doigt le drame que soupçonnaient seulement ces malheureux.

Son coiffeur, confiant — pensez donc, il coupait les cheveux au directeur du cabinet ! — lui avait demandé conseil.

« Monsieur le directeur, j'ai économisé toute ma vie, j'ai un million et demi et je dois acheter un appartement. À votre avis — vous êtes dans le secret des dieux —, je peux ? Dites... »

Dire non était se ranger dans le camp des défaitistes. Dire oui, dans celui des salauds.

« Attendez un peu, mon vieux. Vous n'êtes pas pressé. À la rentrée il va certainement y avoir une baisse sur les logements ! »

C'étaient tous ces coiffeurs, ces épiciers, ces ouvriers, ces petits fonctionnaires qu'il souhaitait éclairer. Le F.A.F. était peut-être une chance de leur faire entendre raison. De leur expliquer qu'au point où on était arrivé il était indispensable de discuter avec « ceux d'en face » et non pas — comme Vignau le député qui voyait dans le F.A.F. le moyen de mettre 200 000 Européens dans la rue pour te faire céder — de se bercer de fallacieuses illusions.

« Ce mouvement est une réaction verbale typique des pieds-noirs, disait-il, il est né dans la salive, il n'est pas dangereux mais il faut qu'il serve à autre chose. À quelque chose d'utile. »

Un homme ne partageait pas cet avis dans l'entourage de Delouvrier. Il arrivait en Algérie avec un titre tout neuf de directeur. Jacques Coup de Fréjac était le nouveau patron de l'information en Algérie. Un directeur à part entière et non un conseiller technique au cabinet du délégué général. Pour lui, la création du F.A.F. était une suite logique des Barricades. Le point de ralliement d'une population européenne perdue qui avait besoin de se retrouver. Ce spécialiste de la presse et de la publicité était sensible à la réussite fulgurante du mouvement. L'opération avait été menée de main de maître. Rien n'avait été oublié. Pas même le clin d'œil aux musulmans. Le F.A.F. avait le bachagha Boualem, Delouvrier ne l'avait pas ! Et, avec Boualem, 120 000 adhésions à une époque où on s'efforçait en vain de « révéler » une élite musulmane. 120 000 c'était ou pas assez ou trop ! Trop car elles pouvaient justifier le mouvement dans ses espoirs les plus fous. Mais pas assez pour avoir une chance de réussite. À nouveau, c'était l'illusion, l'illusion tragique, la tête cachée sous l'aile avec, bien ancrée au cœur, la certitude d'avoir les musulmans pour soi en « oubliant » les chiffres, les proportions. Le F.A.F. c'était 880 000 Européens et 120 000

musulmans. 880 000 Européens sur un million, 120 000 musulmans sur neuf millions ! Coup de Fréjac avait demandé à Delouvrier d'agir immédiatement contre ce nouveau péril.

« L'Algérie nouvelle doit se faire avec tous ceux qui y vivent, disait-il. Avec le F.A.F. mais aussi avec le F.L.N. Les Européens doivent se résoudre à « parler » avec les rebelles. Depuis les Barricades ils étaient désemparés. Et c'était heureux. Car leur désarroi les poussait à entamer 14 discussion. Qu'ils trouvent un point de cristallisation et c'en est fini du dialogue. Avec le F.A.F., les pieds-noirs vont passer à nouveau du désarroi à la passion. Ce mouvement est un aimant qui attire la grenaille. C'est en cela qu'il est dangereux. »

Delouvrier refusait d'agir, prisonnier des lois. Jusque-là le mouvement était légal. L'« histoire du F.N.F. d'Ortiz » se renouvelait sans qu'on s'y opposât le moins du monde ! Le nouveau directeur de l'information, irrité par l'attitude apparemment négative et résignée de Delouvrier, l'avait pourtant mieux comprise lors du voyage à Paris. Son poste lui permettait d'aller « tirer les sonnettes » et de faire comprendre dans la capitale le désarroi des Européens d'Algérie. S'il y parvenait, le danger que représentait le F.A.F. deviendrait évident.

Debré, Guichard, Lefranc, Foccart, Courcel, Joxe, Moris, il les avait tous alertés. Les ducs et les barons du régime. Chacun enregistrait, « comprenait la situation »... et remerciait chaleureusement. Sans effet. Coup de Fréjac, impuissant, constatait au niveau de Paris la volonté d'ignorer les porte-parole de la thèse pied-noir. Au cabinet du premier ministre, le directeur de l'information avait reçu des « conseils ». Après avoir lu son rapport sur les activités du F.A.F. Michel Debré l'avait « supplié » de ne pas se laisser prendre à « l'intoxication locale ».

« Ce qui suppose que dans son esprit, se dit Coup de Fréjac de retour à Alger, je suis déjà « pris » ! A quoi sert d'alerter Paris. Notre crédibilité est pratiquement annulée aux yeux des membres influents du gouvernement. D'après eux, nous sommes intoxiqués ! »

Bien plus tard le directeur de l'information me fera cette confidence désabusée : « Paris n'acceptait plus de délai et n'entendait aucun pied-noir. Jusqu'au putsch, j'ai eu le sentiment d'être relativement écouté à Alger et de parler dans le désert à Paris. Il faudra le désarroi provoqué par la révolte des, généraux

chez certains membres du gouvernement pour inverser les facteurs... »

Et pourtant comment pouvait-on négliger l'importance du F.A.F. lorsqu'on savait la direction que le président de la République avait décidée pour sa politique ?

Pour De Gaulle, l'affaire Si Salah avait eu une double conséquence défavorable : non seulement son échec avait donné à certains militaires le sentiment qu'il les frustrait de LEUR victoire, mais le G.P.R.A. — c'était maintenant sûr — en avait conçu des soupçons sur ce que voulait réellement le président de la République.

Par contre le Général voyait confirmer son opinion profonde : rien désormais n'était possible sans le G.P.R.A. Les redditions locales n'étaient que « péripéties » et ne régleraient pas le fond du problème. Il fallait négocier en tenant compte des aspirations profondes de la population musulmane exprimées par Si Salah dans le bureau présidentiel : indépendance dans une étroite coopération.

Lorsque le général De Gaulle avait annoncé à Coup de Fréjac sa nomination à la tête de l'information en Algérie, il lui avait donné des consignes qui ne permettaient aucune « interprétation erronée » sur la politique qu'il entendait mener :

« Coup, vous disposerez de l'autorité complète sur l'information CIVILE et MILITAIRE. Et il vous appartiendra de faire en sorte que l'opinion évolue d'une guerre totale que nous contrôlons à une négociation... »

C'était clair, net et précis. Et eh nommant Coup de Fréjac à un poste essentiel au G.G., le Général poursuivait son plan de « rénovation » du personnel en Algérie. Que chaque direction importante soit entre les mains de fidèles sur lesquels — l'heure de la négociation venue — il puisse compter. Et Coup de Fréjac était de ceux-là. L'homme que le Général avait choisi pour « faire évoluer » l'opinion était ce gamin qu'il avait pris vingt ans plus tôt à Londres comme officier d'ordonnance.

En août 1940, Coup de Fréjac a vingt et un ans, il a traversé la Manche sur un bateau à voile. Il ne connaît même pas l'existence du général De Gaulle et n'a jamais entendu parler de l'Appel du 18 juin. Mais l'atavisme a joué. Ce fils d'administrateur colonial, dont les oncles sont tous militaires, ne conçoit pas d'exploiter sa

licence en droit et son diplôme de Sciences Po sans être libre. Il lui faut faire cette guerre. La poursuivre malgré la honteuse reddition. Pourtant il n'a aucune raison de haïr l'Allemagne pour l'Allemagne. Si sa mère est anglaise sa grand-mère est allemande, et il connaît bien les provinces d'outre-Rhin. Mais à Londres il est sûr de trouver, ce qu'il recherche : la liberté et la guerre. Avec un cousin il a embarqué à Saint-Cast sur une coque de noix et, à la voile, a traversé le Channel. Il n'y a pas grand monde à Londres autour de De Gaulle et toutes les bonnes volontés sont bienvenues. On emploie d'abord le jeune homme qui parle trois langues comme officier du chiffre. Puis le général De Gaulle se l'attache comme officier d'ordonnance. Ce grand garçon au visage ouvert et avenant, aux yeux clairs, l'a séduit par sa culture, son apparente nonchalance et sa distinction. Mais la flamme intérieure qui le brûle décide de tout. Pendant un an Coup de Fréjac vit près de De Gaulle. Il est Français libre, son rêve, mais n'a toujours pas fait la guerre. Il quitte Carlton Gardens pour l'entraînement parachutiste. Pins monte au combat, le seul qui puisse se mener en 1942 sur la terre de France : au sein de l'armée de l'ombre. Parachuté en Bretagne en mars 1942, Coup de Fréjac partage son temps entre le renseignement et l'action. Très vite les Allemands le repèrent, le traquent. Le jeu de cache-cache dure plus d'un an. En août 1943, cerné à Lons-le-Saunier, il parvient à s'échapper, passe la frontière espagnole et se retrouve en prison. « À quelque chose malheur est bon » devient la devise de l'aventureux jeune homme quand, dans les geôles espagnoles, il rencontre celle qui sera sa femme et qui — elle aussi — s'est évadée de France. Vite libérés, ils gagnent l'Afrique du Nord, sont du premier convoi sur Casablanca. Puisqu'il a été officier du chiffre à Londres Coup de Fréjac est affecté à Alger au B.C.R.A., dirigé par Jacques Soustelle. Il recrute et sélectionne des Français qui seront parachutés dans les maquis. Puis arrive la campagne d'Italie. Le voilà officier de liaison avec les troupes américaines. Il débarque à l'île d'Elbe, y est blessé, ce qui lui fait manquer le débarquement en Normandie, mais il est rétabli pour celui de Provence. Là, au fur et à mesure de l'avance des troupes il est parachuté toutes les quarante-huit heures derrière les lignes allemandes pour faire la liaison avec les maquis. Moitié en parachute, moitié à pied il remonte toute la route Napoléon ! Mais le 6 septembre 1944, la belle aventure se termine. Il est fait prisonnier. Malgré le repli, les Allemands ont conservé une redoutable machine paperassière. Ils retrouvent son identité et

c'est au camp de concentration de Dora que Coup « fête » son vingt-cinquième anniversaire. Sept mois en enfer n'abattent pas le jeune homme mais le font réfléchir. Jusque-là il n'était qu'un gamin, très intelligent mais plongé dans l'action immédiate. En 1945, lorsqu'il revient de Dora par la Russie, il est un homme mûr. Après s'être soigné pendant un an, il décide avec sa femme d'aller en Allemagne. Tous deux veulent « comprendre ce qui a pu se passer ». Ils ont du mérite, lui sort d'un camp de la mort, sa femme a vu son père fusillé par l'occupant. Qu'importe, il faut savoir. « Etre Français libre et faire la guerre », sous-tendra toute sa vie d'homme. Mais « comprendre », quelle que soit la situation, sera toujours son principal souci. Tant en Allemagne auprès des forces d'occupation ou au cabinet de M. André François-Poncet qu'aux U.S.A., où il se rend en 1955, et plus tard en Algérie.

Coup de Fréjac n'a jamais perdu le contact avec les gaullistes, ses amis de Londres. Il est resté en liaison avec Olivier Guichard et avec le général De Gaulle lui-même. Mais revenant d'Allemagne et après une analyse politique du régime des partis il doute des chances de retour du seul homme politique qu'il admire : Charles De Gaulle. Alors il décide d'aller aux États-Unis. Au directeur de la société américaine qui l'emploie il dit :

« Il n'y aurait qu'une raison qui me ferait vous quitter sur l'heure, ce serait le retour au pouvoir du général De Gaulle.

— Alors, mon vieux, venez avec nous et ne vous en faites pas. Il est déjà mort ! »

Trois ans d'Amérique pour y apprendre les techniques de relations publiques et de promotion et c'est le 13 Mai. Le directeur américain a perdu. L'ermite de Colombey redevient le premier en France et Coup de Fréjac se retrouve à Paris, tout comme dix-huit ans plus tôt à Londres. Prêt à servir. De Gaulle lui demande de se mettre à la disposition de Paul Delouvrier qui va effectuer une mission officieuse d'information en Algérie — au grand déplaisir du général Salan, alors délégué général⁽³⁸⁾ — pour préparer le plan de Constantine. Une réunion en janvier 1959 rassemble autour du général De Gaulle Delouvrier, Piquart, Maffart et Coup de Fréjac, pour une première synthèse sur le devenir économique de l'Algérie. Pour Coup de Fréjac les propos alors échangés sont révélateurs. Delouvrier expose les grandes lignes du plan de Constantine et ajoute :

« Mon général, ce plan n'est réalisable que sous deux conditions. D'abord qu'au minimum deux tiers des pieds-noirs restent en Algérie, ensuite que l'on dispose de trois ans et plus — vraisemblablement de cinq — pour donner à une Algérie dotée de ressources économiques un départ irréversible. »

De Gaulle est très attentif, la démonstration de Delouvrier lui paraît concluante mais sa réponse laisse augurer de ce qu'il croit être le proche avenir de l'Algérie.

« Il est vraisemblable qu'il nous faudra faire avec moins des deux tiers, dit-il, plus sûrement la moitié des Européens. Quant au temps, si l'armée ne me gêne pas, vous aurez trois ans, sinon vous aurez deux ans. »

Puis après un bref temps de réflexion :

« Mais je crois aux deux ans. Oui ! vous n'aurez que deux ans. »

Malgré ces prévisions pessimistes Delouvrier entreprend — sur les ordres du Général — la mise en route du plan de Constantine, et demande à Coup de Fréjac de l'accompagner à Alger pour diriger son service d'information.

« Monsieur le délégué, répond celui-ci, je suis professeur de relations publiques, confiez-moi la promotion du plan de Constantine que vous pourrez utiliser dans le domaine politique. Je pense plus facilement vendre à l'opinion publique le plan de Constantine qu'un pays en guerre. »

C'est ce poste qu'occupait Coup de Fréjac lorsque De Gaulle l'avait envoyé à Alger pour « faire évoluer l'opinion publique vers l'idée de négociations ». Cette nomination n'avait pas plu au premier ministre qui destinait ces fonctions à M. Cardin. Mais le choix du Général était fait. Déjà, il avait pris la résolution de traiter directement l'affaire algérienne. En tenant son premier ministre au courant... mais sans plus ! Il ne partageait pas le déchirement de Michel Debré à propos de l'Algérie, et se méfiait terriblement des « faiblesses » que trop de « compréhension » pourrait provoquer. Il en avait eu la preuve avec Delouvrier aux Barricades. Le Général avait une très grande considération pour le courage physique et moral du délégué général mais il n'avait pas compris — ni apprécié — son attitude lors des Barricades. Le « discours » avait été à ses yeux une faiblesse.

Coup de Fréjac découvrait une Algérie toute différente de celle dont jusque-là il s'était occupé. Une Algérie non plus de chiffres, de prévisions, de statistiques, mais de chair, de sang, dont le cœur sautait au moindre espoir. C'est cette Algérie-là qu'il fallait convaincre de la nécessité de négocier.

Le directeur de l'information ne pouvait guère espérer d'aide des journaux algérois. Mis à part Le Journal d'Alger, ils tiraient à boulets rouges sur tout ce qui n'était pas l'Algérie française la plus orthodoxe. Depuis les Barricades la censure avait été établie en Algérie. C'est Philippe Thibaud^[39] qui en était essentiellement chargé mais le malheureux n'avait pas le personnel qualifié nécessaire à cette tâche délicate. Faute de spécialistes, c'étaient des policiers des Renseignements généraux qui étaient affectés au marbre des quotidiens d'Alger, Oran et Constantine. De bons policiers mais ignorants des techniques d'information, et surtout ne sachant rien des lignes directrices de la pensée Élyséenne. Ils pouvaient tout juste faire passer à la « trois » ou à l'avant-dernière page des informations que la direction du journal voulait publier à la « une ». Les feuilles hostiles, en particulier *L'Echo d'Alger*, en profitaient pour laisser en blanc l'emplacement du papier publié par ailleurs à l'intérieur du journal. L'effet psychologique était saisissant. Le lecteur y voyait — dès le petit déjeuner — la main du pouvoir « muselant » la voix de l'Algérie française.

Coup décida de ne pas s'occuper de la censure. « Je laisse ça à la police », dit-il à Delouvrier. Il voulait consacrer son temps à des tâches plus importantes.

« Vous disposerez de l'autorité sur l'information civile et militaire », avait dit le Général. Facile à dire. Moins à réaliser dans l'Algérie de l'été 1960 où la haute administration totalement fidèle était convaincue d'une politique à appliquer mais régnait sur des milliers de fonctionnaires qui — tant au G.G. que dans l'administration régionale — faisaient opposition à toute évolution politique. Il était déjà trop tard pour que la « masse » administrative évolue.

« Les fonctionnaires en place devraient être des propagandistes, dit-il au délégué général, or ils constituent un outil passif car ils ne sont pas, convaincus. Quant à l'outil militaire — en matière d'information — il trahit purement et simplement ! »

Le 5^e bureau avait été dissous après les Barricades mais les

services de l'état-major interarmées en avaient repris les fonctions. Quoi que l'on dise ou fasse, les militaires ramenaient toute information à leur thèse : présence physique et morale à tout prix. Coup de Fréjac dira : « Quand nous nous efforcions par des propos progressifs de faire évoluer l'esprit de l'Algérie, ils les transformaient pour servir leur cause et non la nôtre. » Là encore le personnel manquait. Quand les services de Coup, au G.G., voulaient transmettre des informations au bled ils dépendaient totalement du bon vouloir militaire. Par ignorance de la langue arabe personne au G.G. ne pouvait se porter garant de l'exactitude de la traduction!

Et pourtant il y avait quelque chose à faire. Etablir un dialogue avec certains pieds-noirs conscients n'était pas impossible. Et pas avec la minorité libérale — Coup ne croyait pas aux contacts avec les libéraux. « Ce sont des métis pour les uns et pour les autres », disait-il — mais avec des représentants des tendances les plus Algérie française. Jean Brune, directeur de *La Dépêche quotidienne*, avait amené au directeur de l'information des industriels, des chefs d'entreprise, des membres de professions libérales, des jeunes cadres pieds-noirs, des hommes qui réfléchissaient et ne se contentaient pas de « gueuler » aux manifestations ou à l'heure de l'anisette aux Trois-Horloges⁽⁴⁰⁾. Et Coup de Fréjac les trouvait prêts à discuter. Les esprits « bloqués » après les Barricades se déverrouillaient lentement. La méfiance était encore certaine — nombre d'entre eux ne voulaient même pas se nommer — mais la volonté de discussion ne l'était pas moins. Ils semblaient conscients de la nécessité d'une évolution. Ces interlocuteurs étaient avides de tout savoir sur la politique du délégué et surtout sur « celle de De Gaulle » pour tenter de transmettre ce message à d'autres qui — de leur bouche — l'entendraient mieux. Coup était amené par leurs questions à parler de leur rôle dans une Algérie indépendante qu'ils concevaient. Mais dans dix ans ! Le directeur de l'information, ne pouvant leur parler de deux ans — trois au mieux —, tentait le maximum pour que ces pieds-noirs influents fassent fonctionner le développement économique de l'Algérie au lieu de s'y opposer. Qu'ils fassent de cette affaire LEUR affaire, la condition de leur maintien. S'ils parvenaient à faire admettre à leurs concitoyens que le maintien des pieds-noirs était possible dans une Algérie indépendante dans dix ans, on pouvait espérer que — dans un second temps — ils l'admettraient dans trois ans.

La création du F.A.F. et les arguments sentimentaux qu'il employait allaient à l'encontre de cette tentative. Coup doutait de la capacité de conviction de l'intelligence sur la passion. En Algérie — pays enflammé —, la passion faussait tout. Pour rétablir l'équilibre il fallait du temps et du calme. Il n'avait ni l'un ni l'autre. Alors il fallait pallier. Discuter avec les quelques « oreilles » favorables et atténuer l'action activiste de certains civils et de l'information militaire.

Delouvrier avait accepté la nomination de trois délégués à l'information à Alger, Oran et Constantine, et la mise en place de douze postes régionaux de radios où seraient affectés des militaires du contingent. C'est Emmanuel de La Taille, l'un des membres du cabinet de Coup de Fréjac, qui fut chargé de surveiller l'implantation de cet « outil ». Il permettrait à la Délégation générale de transmettre, le moment venu, des messages conformes à sa politique sans passer par les militaires qui pratiquaient sans se décourager l'évangile selon Gardes et Lacheroy. Les mutations n'avaient pas fait évoluer leurs idées. L'attitude du commandant en chef — gaulliste inconditionnel — ne les impressionnait pas outre mesure. Même en lui Coup de Fréjac ne pouvait trouver un allié. Froid, inabordable, le général Crépin détestait les journalistes et ne concevait à leur égard qu'une attitude : la porte ou la « cabane ». Coup, aidé de son principal adjoint, Jean-Louis Guillaud, chargé de l'information quotidienne, dut se battre pour empêcher l'expulsion d'Alain Jacob, du *Monde*, et l'escamoter avant qu'il ne soit arrêté par l'armée. De même pour des journalistes de *Paris-Match*, d'*Associated Press*, pour Jean Daniel ou encore Jules Roy déclarés « personae non gratae » par Crépin. Voilà qui ne facilitait guère le travail du nouveau directeur de l'information et donnait lieu à d'homériques engueulades » avec le malheureux Lancrenon, détaché par Crépin auprès de Delouvrier.

« Je n'admets pas l'intrusion des militaires dans les affaires de journalistes exerçant leur métier » disait Coup de Fréjac au malheureux général pris entre le bois et l'écorce.

Les rivalités de pouvoirs n'étaient pas mortes à Alger où l'on n'avait toujours pas commencé à « vendre la négociation à l'opinion publique » !

Au sommet, il y avait de l'humeur et du découragement dans l'air. Delouvrier se sentait las. Il avait cru à la réussite du

développement de l'Algérie économique. Il était pénétré de sa mission : préparer une génération nouvelle de musulmans capables de prendre aux côtés des Européens les rênes d'une nouvelle communauté algérienne dans une relative autonomie vis-à-vis de la France. Il avait lancé le plan de Constantine. Avec un certain succès et mille difficultés. Au près de nombreux cadres et chefs d'entreprise pieds-noirs, il avait essuyé un échec. Ne pouvant contrôler le plan, ils refusaient d'y participer. C'était surtout des firmes métropolitaines — 72 % — qui avaient implanté les principales entreprises. Et certains « managers » venus de France étaient peu enclins et peu préparés à discuter avec les cadres et employés pieds-noirs. Trop souvent méprisants, toujours prévenus contre eux, ils ne cherchaient pas à les connaître. C'est ce blocage que Coup de Fréjac pensait libérer grâce aux contacts avec les cadres européens d'Algérie qu'il rencontrait fréquemment. Mais là n'était pas le problème essentiel. Quatre cents firmes s'étaient installées en Algérie, investissant 100 milliards d'anciens francs mais — malgré les mille villages construits, les trente-sept musulmans intégrés dans les grands corps de l'État, les seize mille agents musulmans supplémentaires dans la fonction publique — Delouvrier était conscient des difficultés qui allaient se poser, qui se posaient déjà. Était-il honnête d'entraîner des industriels à investir et à créer des emplois maintenant qu'il doutait du maintien de leur présence dans un proche avenir ?

Et puis si on avait réussi une certaine promotion musulmane dans l'administration et dans l'armée — quatre cent cinquante officiers en deux ans —, sur le plan politique l'échec était certain. Cette troisième force après laquelle tous — gouverneurs, ministre résidant et délégué général — avaient couru n'existait que dans l'esprit chimérique de quelques hommes politiques, qui avaient trouvé là la panacée à tous les maux de l'Algérie, et des militaires qui y trouvaient la justification de leur présence. Il fallait l'avouer, les musulmans que l'on voulait à toute force considérer comme « interlocuteurs valables » du gouvernement l'étaient — la plupart du temps — pour des raisons financières détestables. Quant aux commissions d'élus, elles ne trompaient personne. L'effectif total des quatre commissions devait être de seize députés, huit sénateurs, soixante-quatre présidents et membres des conseils généraux, vingt maires et douze membres des chambres d'agriculture et de commerce d'Algérie. Pendant quinze ans, la

politique de la France avait été de couper dans les champs de blé l'épi qui poussait au-dessus des autres et voilà qu'on essayait de faire pousser ces épis devenus introuvables ! Il y avait en Algérie trop peu de maires, trop peu de conseillers généraux musulmans. Dans chaque département, si sur cinquante conseillers on trouvait vingt à vingt-cinq musulmans, c'était le maximum ! Et c'était insuffisant car les commissions devaient constituer une sous-Assemblée algérienne et un super-conseil général qui introduiraient les réformes du statut algérien. Pourtant malgré leur peu de représentativité sur le plan musulman cela n'empêchait pas certains parlementaires européens d'Algérie de s'y opposer violemment. Marc Lauriol, par exemple, tenta de faire ajourner leur composition en exposant des arguments qui montraient à quel point — nous sommes dans l'été de 1960 —, les esprits étaient difficiles à diriger dans le sens de la « discussion » et de l'évolution nécessaires au maintien des pieds-noirs sur leur terre algérienne.

« Les travaux de ces commissions, affirmait le député d'Alger, ne permettront pas de modifier le cadre général à l'intérieur duquel ils s'inscrivent, cadre qui a été tracé unilatéralement en application d'une prédétermination aboutissant aux quatre points suivants : Algérie algérienne, affirmation de l'existence d'un peuple algérien considéré dans son unité collective, annonce d'un gouvernement algérien, affirmation que le problème algérien se pose depuis cent trente ans. Ce qui constitue une atteinte à la fois gratuite et extrêmement grave à la légitimité française en Algérie. »

Lauriol déposait une motion selon laquelle le conseil général d'Alger devait surseoir au scrutin de nomination aux commissions d'élus « jusqu'à ce que le cadre soit modifié dans le sens de l'Algérie française, partie intégrante de la République ». Motion qui fut rejetée. Mais elle montrait à Delouvrier combien la situation serait difficile à maintenir. D'autant que le terrorisme F.L.N. ensanglantait à nouveau l'Algérie. Douze baigneurs assassinés par des fellas en uniforme sur les plages du Chenoua entre Alger et Cherchell, des grenades à Alger, des enlèvements, des égorgements de musulmans. Sans oublier les plastics européens qui visaient des libéraux favorables à l'Algérie algérienne. Eric Westphal, un collaborateur de Delouvrier, avait été le premier visé.

La situation se dégradait de jour en jour. L'été avait fait croître dans l'esprit du délégué général la fleur vénéneuse du découragement. Les positions étaient trop éloignées, trop tranchées pour que l'on conservât un espoir de discussion amiable. C'était inévitable, un nouveau coup de chien se préparait. Pour quand ?

« Dudule a viré sa cuti. » Tel était le titre d'un grand hebdomadaire parisien qui expliquait que le commandant en chef, le général Crépin, s'était laissé prendre aux mirages non plus du défunt 5^e bureau mais de vues simplistes sur le problème politique algérien. Delouvrier, lisant l'article qui avait provoqué la fureur de Crépin, n'était pas loin de partager l'avis de l'hebdomadaire. Ces dernières semaines, les rapports entre pouvoirs civil et militaire s'étaient encore aggravés. Lors du voyage de Michel Debré à Constantine pour le deuxième anniversaire du plan, un vif incident avait même opposé le délégué général à son commandant en chef. Le premier ministre, qui n'avait pas fait de discours, avait réuni Delouvrier, Crépin et ses adjoints et leur avait demandé leurs impressions sur la situation. À sa grande stupéfaction Delouvrier avait entendu « Dudule » se faire le porte-parole de ses officiers d'état-major et l'attaquer directement.

« Les Européens sont dans un état de crainte permanent, avait-il dit, et on ne leur parle que d'association dans l'autodétermination sans évoquer les autres solutions. »

Delouvrier avait pris cela pour lui. Que le commandant en chef lui reproche de ne pas parler d'intégration dépassait l'entendement ! Furieux, écarlate, il avait prié Debré de répondre en quelques mots au commandant en chef. Le premier ministre avait semblé embarrassé.

« La situation est très difficile... il ne s'agit pas d'abandon... mais... faites votre métier de militaire... »

Rien pour calmer Delouvrier, qui avait exigé une explication en privé et « à trois ».

« Je ne peux admettre qu'il mette en doute mes dires et mon autorité ! »

Engueulade générale. Delouvrier avait tiré à boulets rouges sur le mur Crépin. Un vrai bastion qu'il voulait enlever depuis longtemps. La scène était l'aboutissement de dizaines d'accrochages mineurs qui ne cessaient d'envenimer les relations

entre les deux hommes. Que Delouvrier demande à son directeur de cabinet Jean Vaujour de prendre des notes durant la conférence quotidienne avec Crépin et celui-ci, piqué au vif, lâchait aigrement :

« Je trouve extrêmement désagréable que votre collaborateur prenne ce que je dis en note ! »

Même lorsqu'il s'agissait de mesures de maintien de l'ordre. Non, décidément, ce n'était plus possible de vivre ensemble ! Debré avait bien essayé de calmer les deux adversaires mais Delouvrier trouvait qu'il s'y prenait d'une bizarre façon. Cette affaire algérienne faussait tous les rapports. Le délégué général pensait que le premier ministre, malgré de multiples précautions oratoires, employait une manière qui pouvait à son tour provoquer des équivoques. À quoi, dans ces conditions, servait l'action psychologique que tentait Delouvrier pour amener « ses » militaires à une meilleure compréhension de l'avenir algérien ?

Le bilan de l'automne lui paraissait désespérant : « Dudule virait sa cuti » ; il devenait de plus en plus difficile de parler de l'Algérie avec le premier ministre ; De Gaulle peaufinait dans le silence de l'Élysée les termes du discours qui marquerait sa prochaine étape ; *et* lui, Delouvrier, se retrouvait seul avec une ville qui recommençait à bouillonner !

C'est dans cette ambiance explosive que le général Salan annonça qu'il prenait sa retraite à Alger ! Le voilà, le détonateur. Pour Delouvrier cela ne faisait aucun doute, Salan à Alger allait cristalliser toutes les oppositions. Le F.A.F. Jeune Nation, les débris du F.N.F. d'Ortiz comme de Lagaillarde, les étudiants nationalistes trouveraient enfin la « tête » qu'ils cherchaient, le drapeau à brandir ! Il fallait empêcher cette arrivée intempestive. Delouvrier conseilla à Messmer d'interdire l'Algérie à Salan.

« Même en temps de paix, monsieur le ministre, il est extrêmement rare qu'un ex-gouverneur général prenne sa retraite en Algérie. Alors... en temps de guerre ! Il va polariser immédiatement tous les officiers.

— Bien sûr, je comprends, répondit le ministre des Armées, mais vous savez, ce n'est pas facile... je verrai. »

Bref, rien. Etait-ce bien étonnant ? Après les Barricades, le cabinet Messmer avait été, à l'égard de nombreux officiers « mouillés », d'une indulgence qui avait surpris Delouvrier.

Comme si ni Messmer ni le colonel Dabezies, l'un de ses proches adjoints, n'avaient oublié leur séjour au 3^e R.P.C. et tous les camarades qu'ils y avaient connus. Mais comment faire le moindre reproche au ministre quand le général De Gaulle à qui Delouvrier avait demandé d'interdire l'Algérie à Salan répondait : « Je réfléchirai... » ? Delouvrier devait jouer seul. Ce n'était pas fait pour lui déplaire.

Lorsque Salan, qui avait pris le bateau par horreur de l'avion, arriva à Alger, il trouva une magnifique gerbe de fleurs pour sa femme et un message lui indiquant que le délégué général Paul Delouvrier le saluait et lui rendrait visite l'après-midi même à son domicile d'Hydra !

À 15 heures, la DS officielle s'arrêta devant le jardin de la villa Dominique que Salan avait achetée sur les hauts d'Alger. Delouvrier en descendit bien décidé à régler le problème. Les deux hommes se saluèrent froidement. Sans son uniforme, sans le placard de décorations qu'il portait d'ordinaire sur son torse bombé, dépouillé des attributs que lui avaient valus son grade et sa carrière militaire exceptionnelle, Salan en costume gris, ses beaux cheveux bleutés soigneusement lissés, ressemblait à un bon bourgeois qui s'apprête à savourer sa retraite après une vie bien remplie. Cette image tranquille et rassurante ne l'était guère aux yeux de Delouvrier. Pour lui ce masque lisse, impassible, ces yeux clairs et glacés qui ne laissaient percer aucun sentiment, dissimulaient au contraire l'ambition forcenée d'un homme qui entendait jouer dans le civil un rôle dont on l'avait privé au temps de sa gloire. Le délégué général n'était pas dupe et voulait le montrer. Il attaqua le premier.

« Mon général, veuillez m'excuser d'être brutal, dit-il, mais pour avoir occupé mon poste vous en connaissez les responsabilités. Je n'arrive pas à comprendre comment vous avez pu concevoir de prendre votre retraite à Alger. Ce n'est guère souhaitable ! »

Salan était impénétrable. Il avait subi la première offensive sans qu'un trait de son visage eût bougé. Inlassablement il égrenait de sa main mutilée un splendide rosaire de jade.

« Monsieur le délégué général, répondit-il calmement, l'Algérie c'est la France. Mon fils est enterré boulevard Bru. Et ma femme aime beaucoup ce climat. Pour nous, ce fut une épreuve que de partir.

— Mon général, je ne voudrais pas être discourtois. Je ne nie pas que votre fils soit enterré boulevard Bru mais il est mort extrêmement jeune et vous l'avez eu d'une femme vietnamienne. Si je peux passer sur le climat qui est agréable à M^{me} Salan il n'en est pas moins clair — et c'est cela qui m'intéresse — que votre présence va polariser les esprits des civils et, ce qui est plus inquiétant, des militaires. Lors d'un possible coup de chien ils trouveront en vous la personnalité qui leur manque. »

La conversation devenait singulièrement tendue. Le général Salan avait crispé les lèvres. Le rosaire s'agitait plus rapidement dans la main droite.

« Je n'exercerai à Alger aucune activité politique, dit-il, et je m'étonne, bien mieux, je ne conçois pas votre opposition à ma présence. »

On tournait en rond. Delouvrier abattit ses cartes.

« Pour moi, votre présence est un sérieux motif d'inquiétude. Dans ces conditions, si vous n'êtes pas en France dans un mois, je me verrai obligé de prendre contre vous un arrêté d'expulsion.

— Mais enfin, explosa le général, tout ceci est très brutal ! C'est même inadmissible vis-à-vis d'un général ayant commandé en chef en Algérie. »

La voix était devenue métallique. Comme tous les timides, Salan en perdant son sang-froid découvrait une partie de son jeu.

« Au surplus, dit-il, je suis président des anciens d'Indochine et je ne peux ni ne veux les décevoir...

— Vous avez prononcé une phrase de trop, mon général, coupa Delouvrier. C'est pour moi un motif supplémentaire de vous demander de partir. Si dans quelques semaines le gouvernement ne vous rappelle pas de lui-même je signerai votre arrêté d'expulsion. »

Salan ne répondit pas. Après ce bref éclat, il avait repris son impassibilité coutumière. Il raccompagna courtoisement le délégué général à sa voiture. Dans le combat Salan-Delouvrier, le premier round n'avait été que d'observation !

C'est par un message public aux Anciens d'Indochine — la turbulente association du non moins turbulent Yves Gignac —, dont il était président d'honneur, que Salan ouvrit le deuxième

round. Et avec l'habileté d'un vieux champion ! Il profita des polémiques entretenues à Paris par les débats du procès du réseau Jeanson⁴⁴, dont les membres accusés d'aide au F.L.N. étaient loin de bénéficier de la faveur de l'opinion, et du Manifeste des 121 dont les signataires — tous des intellectuels — justifiaient l'insoumission en Algérie, pour lancer son premier crochet à la face du « pouvoir ». Très habilement, il dépassait l'aspect civique du problème pour attaquer la politique algérienne du gouvernement.

« Il n'est au pouvoir d'aucune autorité quelle qu'elle soit de décider l'abandon d'une portion du territoire où s'exerce la souveraineté de la France, écrivait Salan. Nul n'a ce droit, nul n'a reçu du pays un tel mandat, particulièrement en ce qui concerne l'Algérie, constituée de départements et de communes, collectivités territoriales de la République, en vertu de l'article 72 de la Constitution. Je n'hésite pas à affirmer que le sursaut national du 13 Mai et le référendum qui l'a suivi ont établi définitivement l'Algérie comme terre française par la volonté unanime et libre de ses habitants. »

En quelques lignes à la dynamite, Salan se désignait lui-même aux Algériens comme chef de file des partisans de l'Algérie française. « Depuis les Barricades, vous n'aviez personne, me voilà ! » Il savait en outre qu'appartenant à la 2^e section du cadre de réserve il était tenu à soumettre tout écrit ou déclaration publique à l'assentiment de son ministre. C'était donc la guerre avec le pouvoir. Salan l'attendait de pied ferme.

Le télégramme de Messmer arriva le 19 septembre. Salan était convoqué rue Saint-Dominique. Il joua le jeu jusqu'au bout et avant de quitter Alger se rendit dans son ancien bureau du G.G. où l'attendait Paul Delouvrier.

« Je ne comprends pas le sens de ce télégramme, dit-il au délégué général.

— Vous devez pourtant vous en douter, répliqua Delouvrier. De toute façon je m'apprêtais à signer à votre contre un arrêté d'expulsion. Ainsi les formes sont respectées et nous restons dans la courtoisie. »

Delouvrier, qui, quelques jours auparavant, avait demandé une nouvelle fois l'expulsion de Salan, s'était entendu répondre par le général De Gaulle : « Vous êtes juge des moyens à employer. » La

déclaration Salan lui avait coupé l'herbe sous le pied. Mais tout compte fait cela semblait préférable.

Le 22 septembre, Salan, pâle, les lèvres pincées, s'entendit interdire l'accès du territoire algérien par le ministre des Armées. C'était la dernière humiliation que lui infligeait le pouvoir.

Ah ! on l'avait bien trompé, mené en bateau.

Ce De Gaulle qu'il avait contribué à ramener sur la scène politique au soir du 13 Mai ne lui avait pas pardonné ce « service » ! Sept mois après on l'avait retiré d'Algérie, pour le nommer inspecteur général de la défense nationale, poste créé spécialement pour lui. À Paris, rien de tout cela n'existait. Et il s'était retrouvé gouverneur militaire de la capitale ! Lui, Salan, couvert d'honneurs, de médailles, de victoires. Et aujourd'hui, après avoir pris sa retraite anticipée, on lui interdisait sa Ville blanche ! Ça ne se passerait pas comme cela. Le temps de la revanche approchait à grands pas.

Le 25 octobre, au Palais d'Orsay, le général Salan organisait une conférence de presse qui se limita à la lecture d'une longue déclaration de guerre à la politique du général De Gaulle. Au premier rang des spectateurs attentifs on remarquait Georges Bidault, endormi, et Pierre Poujade, qui, pour l'occasion, avait mis une cravate. Depuis l'arrivée de Salan à Paris on voyait Poujade accroché aux basques du général. Il lui avait apporté « ses troupes » — elles organisaient d'ailleurs le service d'ordre au Palais d'Orsay — et en échange comptait sur lui pour redorer un blason qui en cette fin d'année 1960 était singulièrement terni. Et puis rien jusque-là, depuis le 6 février 1956, ne s'était fait à Alger sans les poujadistes. Il fallait maintenir la tradition !

Bien que les termes de la déclaration du Palais d'Orsay fussent d'un académisme qui frôlait la monotonie, Salan prenait officiellement la tête de l'Algérie française.

« Il faut proclamer à la face du monde, déclarait-il, que l'Algérie demeurera ce qu'elle est, française, que la France est prête à tous les sacrifices pour remporter une victoire française, conditions d'une paix véritable dans un avenir peut-être proche. »

Sur ce, ravi des applaudissements et flanqué de son fidèle aide de camp, le capitaine Ferrandi, Salan décida de se « réfugier » en Espagne. M^e Tixier-Vignancour, le verbe haut, la voix caverneuse, le visage impérial et mélodramatique, avait annoncé « de sources

sûres » la prochaine arrestation du général, véritable lettre de cachet signée par De Gaulle ! Salan ne s'était pas ému pour autant mais il ne lui déplaisait pas de franchir les frontières de la France pour se tenir, chez Franco, à la disposition des activistes de Paris et d'Alger.

Cette fois, il avait franchi le Rubicon beaucoup plus facilement qu'au 13 Mai. Le « Mandarin » rusé, avisé et circonspect entamait pour la première fois de sa vie une carrière aventureuse qui allait l'entraîner bien au-delà des limites prudentes qu'il s'était toujours fixées.

Chez Delouvrier on respira. Enfin, on s'était débarrassé de Salan. Sa conférence de presse et sa fuite en Espagne n'étaient aux yeux de l'entourage du délégué général qu'une opération destinée à remettre en selle un personnage démonétisé. Car à Alger ni l'arrivée ni le départ de Salan n'avaient soulevé les foules. Coup de Fréjac déclara à son propos : « Pour moi, c'est un mythe qui disparaît, je suis plutôt soulagé de sa déclaration. »

À l'Élysée, lorsque le général De Gaulle apprit le départ de Salan pour l'Espagne et les propos « vengeurs » qu'il avait tenus, il dit simplement : « Ça ne m'étonne pas de lui. »

Et il se dirigea vers la télévision. Il était 20 heures et c'était l'heure du journal.

Sous les ors de l'Élysée, la voix s'élevait, s'enflait, s'éraillait, trouvait de rauques accents devenus familiers au pays.

« Vive la République ! Vive la France ! » Le discours était fini. Le cameraman de la télévision française tourna encore quelques mètres, vérifia si tout s'était bien passé, si par malheur le film n'avait pas « bourré », puis s'adressant au président de la République :

« Pour moi c'est parfait, mon général.

— Merci, Prioux. »

Le cameraman respira. Encore un dans la boîte. Depuis 1958, Robert Prioux participait à tous les enregistrements des discours présidentiels et ce n'était pas une sinécure. Pourtant le Général le connaissait, était habitué à son visage carré et souriant. Prioux « couvrait » pour la T.V. tous ses voyages et De Gaulle exigeait que ce soit « son » cameraman qui revienne pour chaque enregistrement. D'abord il le maquillait car le général avait dès le

début refusé les services d'une technicienne, et il savait avec tact s'effacer, se faire oublier. Dans le grand salon à l'angle duquel on installait un bureau, De Gaulle était seul avec la France. C'est à elle qu'il s'adressait à travers l'objectif de Prioux. Et c'est sans doute cela qui chaque fois donnait le trac au cameraman.

L'ingénieur du son se trouvait dans la pièce voisine le casque aux oreilles. C'était plus tranquille. Encore que ce soit à lui que revienne la tâche de faire entendre l'enregistrement au général De Gaulle et à ses proches collaborateurs. Et ce 4 novembre il sentit — bien qu'ils n'aient échangé aucune parole — que quelque chose « accrochait ». Le Général écouta attentivement son allocution, puis sortit le premier, satisfait. Brouillet, Courcel et Tricot demandèrent une nouvelle audition de deux passages du discours. Deux passages sur l'Algérie, puis, sans un mot, se retirèrent, soucieux.

La situation était grave. Si ce discours était diffusé tel quel et comme prévu le soir à 20 heures, la date du 4 novembre marquerait un nouveau tournant dans l'histoire de la guerre d'Algérie. En effet, dans son allocution, le Général expliquait enfin cette Algérie algérienne dont il n'avait fait que prononcer le nom à Aziz le 6 mars, à la fin de sa tournée des popotes, et qui avait déjà provoqué de sérieux remous tant dans l'armée que chez les activistes.

« Ayant repris la tête de la France, disait De Gaulle, j'ai décidé en son nom de suivre le chemin qui conduit non plus à l'Algérie gouvernée par la métropole française, mais à l'Algérie algérienne... Cela veut dire une Algérie émancipée... une Algérie qui, si les Algériens le veulent — et j'estime que c'est le cas —, aura son gouvernement, ses institutions et ses lois. »

Cela, déjà, allait faire hurler. Mais il y avait plus grave ! Parlant des membres du G.P.R.A., De Gaulle disait : « Les dirigeants rebelles, installés depuis six ans en dehors de l'Algérie et qui, à les entendre, le seront encore pour longtemps, se disent être le gouvernement de la République algérienne, LAQUELLE EXISTERA UN JOUR, mais n'a encore jamais existé. »

Après « Algérie algérienne », « République algérienne » ! On était ainsi définitivement fixé sur l'orientation de la politique du Général. Les réactions allaient être d'une violence extrême et c'est ce qui inquiétait tant Brouillet, Courcel et Tricot. D'autant que la petite phrase n'existait pas dans le texte préparé et appris

par le Général ! Cette « République algérienne » était venue dans le feu du discours face à la caméra. Était-il temps de dire la vérité ? De parler de l'existence inéluctable de cette République algérienne tant redoutée ? Les conseillers étaient sceptiques. Ils redoutaient surtout les prises de position que ces quelques mots allaient susciter. Après s'être concertés un long moment ils décidèrent de poser la question au Général.

« Est-il opportun de laisser passer cette phrase ? » De Gaulle hésita. Il connaissait aussi bien que ses collaborateurs les remous qu'elle allait provoquer.

« Techniquement, dit-il, est-il possible de couper la phrase sans recommencer l'allocution ? »

La réponse arriva des techniciens de la télévision encore présents à l'Élysée : oui pour la radio, non pour la télévision. Il fallait enregistrer un nouveau discours.

« Dans ce cas, dit De Gaulle, je laisse passer. »

Les jeux étaient faits.

À 15 heures, Delouvrier, qui était de passage à Paris, reçut à son bureau, rue de Lille, un coup de téléphone affolé de Michel Debré.

« Il est probable que ce soir, à 20 heures, dit le premier ministre, le Général explique ce qu'il entend par Algérie algérienne. Il est probable aussi qu'il parle de République algérienne. »

En un éclair défilèrent devant les yeux de Delouvrier les catastrophes que pouvaient provoquer deux simples mots dans cet Alger frémissant, réceptif, déjà traumatisé et fou d'inquiétude.

« Delouvrier, poursuivit Debré, faites un effort. Un effort désespéré auprès du Général pour éviter ces mots ! »

Faire revenir De Gaulle sur un discours déjà enregistré ! Il était bien gentil, Michel Debré, mais que ne le faisait-il lui-même ! Delouvrier s'était déjà fait rabrouer la veille lorsqu'il avait déconseillé au Général, qui lui en exprimait le désir, de se rendre en Algérie dans le courant du mois de décembre.

« Il y va de votre vie, mon général. »

L'algarade avait été rapide, sèche et cinglante. Un peu

méprisante aussi.

Il était dit que Delouvrier, le cerveau, le technicien, le financier, aurait, à souffrir dans son cœur et dans son amour-propre pour une politique dont, au départ, il ne devait pas s'occuper ! Il boirait donc le calice jusqu'à la lie. En soupirant, il prit le chemin de l'Élysée et demanda une audience à Geoffroy de Courcel en lui signalant l'émotion de Debré.

« Le discours est enregistré, lui répondit le secrétaire général, et le Général s'est assez analysé avant de prononcer ce terme ! »

C'était inutile d'insister. Delouvrier regagna son bureau de la rue de Lille pour écouter le discours et prendre, sitôt après, les mesures qui s'imposaient.

À 20 h 20 lorsque retentit la Marseillaise qui mettait fin à l'allocution du président de la République, Delouvrier se sentit beaucoup plus las qu'il ne l'avait été jusque-là. Depuis 15 heures déjà il connaissait « la phrase » mais l'entendre de la bouche du Général avait été un choc d'autant plus rude que, le recevant la veille, De Gaulle n'y avait fait aucune allusion. Et pour cause. Mais Delouvrier ignore toujours les circonstances dans lesquelles ces mots avaient été lâchés.

À Alger les réactions allaient être graves. Le « coup de chien » devenait inévitable. Et le délégué général était persuadé que dans ce cas Crépin ne serait pas l'homme de la situation. D'autant que le « virage de la cuti » n'annonçait rien de bon. Sa première communication téléphonique fut donc pour ordonner au commandant en chef de préparer de sévères mesures de maintien de l'ordre. À sa grande surprise le général Crépin ne manifesta aucune émotion et approuva toutes les dispositions qu'il préconisait. Cet homme le surprendrait toujours !

Il en fut tout autrement avec Jacomet. Le secrétaire général du G.G. — qui remplaçait Delouvrier pendant ses voyages à Paris — manifesta au téléphone une émotion caractérisée. Une émotion si violente que le délégué général dut « encourager » son collaborateur.

« C'est la dernière étape du dessein politique du Général, dit-il, nous devons faire face. Ensemble. Demain je serai à Alger, nous parlerons. »

L'affaire Jacomet commençait.

Le samedi, dès son arrivée à Alger, Delouvrier se rendit compte à quel point André Jacomet, le patron de la fonction publique en Algérie, le troisième personnage officiel après le délégué général et le commandant en chef, était bouleversé par la déclaration du président de la République.

Autant Crépin confirmait à Delouvrier l'impression qu'il avait eue au téléphone — il ne se posait aucun problème de conscience —, autant Jacomet était torturé. Très loyalement il prévint son patron. En conscience il ne pouvait pas continuer à se solidariser avec la politique du Général.

« Si j'admets la négociation, dit-il, ce n'est pas pour aboutir à une République algérienne. Je dois démissionner. Et il me faut vous dire que certains directeurs de la Délégation générale veulent en faire autant. Parmi eux il y a M. Vibert. »

Vibert était directeur du plan et avait une réelle influence sur les directeurs des départements économiques — agriculture, main-d'œuvre, industrie, etc. Delouvrier était bouleversé. Lui aussi se posait des questions. En outre il avait beaucoup d'amitié et de respect pour André Jacomet. Il fallait le faire revenir sur son projet. Et ce n'était pas facile.

« Ne prenez pas de décision précipitée, plaida Delouvrier. Dans une phase difficile nous ne pouvons pas laisser l'autorité civile vacante. Si démission il y a, elle sera publique. Ça ne peut que compliquer la tâche de tous. Vous savez, j'ai moi aussi des problèmes personnels. Je vais réfléchir aux décisions que j'aurai à prendre. »

Le secrétaire général se rendit à ses raisons. En le, priant toutefois de demander son changement d'affectation au premier ministre.

La démission de Jacomet ayant filtré au sein du cabinet Delouvrier, le délégué général convoqua Crépin, Coup de Fréjac et François Coulet, et leur dit pour couper court aux rumeurs :

« Jacomet a accepté de ne pas prendre position et restera sur la réserve tant que nous ne serons pas mieux informés de la véritable pensée du Général. »

Le péril et le scandale étaient écartés. Provisoirement.

L'affaire Jacomet n'a jamais été racontée dans ses détails et les activistes s'en étant emparés, ils en firent le symbole de la révolte

du modèle des hauts fonctionnaires contre ce « traître de De Gaulle ». Comme toujours la réalité était bien différente.

Jacomet était un républicain libéral, plein d'admiration pour l'homme Charles De Gaulle ; cependant, il n'avait jamais aimé la confusion que le Général faisait entre la France et lui. La notion de légitimité par rapport à la légalité l'agaçait prodigieusement. Et c'est en cela que le discours du 4 novembre l'avait choqué. À ses yeux, De Gaulle « octroyait » la République algérienne alors qu'il fallait à son avis la négocier. À cela s'ajoutaient ses problèmes d'orientation politique. Si Jacomet avait une profonde estime pour Paul Delouvrier il ne le considérait pas comme un bon politique, et était assez éloigné de ses conceptions algériennes. Aux Barricades, par exemple, il l'avait trouvé trop mou.

« J'étais, me dira-t-il, beaucoup plus contre Lagailarde et Ortiz que ne l'étaient Challe et Delouvrier. »

Sur le plan des réalisations pour l'Algérie, le délégué général lui paraissait très en arrière de la main. La thèse Jacomet était qu'au prix d'une révolution sociale il était possible de modifier la situation et de faire effectuer la relève des Européens par des musulmans. Le problème algérien n'était pas une question de drapeau mais de promotions musulmanes résolvant un problème social, me confiera-t-il.

« En deux ans j'ai signé plus de mesures de promotion musulmane qu'en cent vingt années ! Sur ce point Delouvrier était très en arrière de moi ! Je voulais Oulid Aïssa, maître des requêtes au Conseil d'État, comme directeur de l'agriculture, et Si Hacène, directeur d'école à Constantine, comme directeur général des affaires sociales. Ça ne s'est pas fait. Pour le premier poste, Delouvrier, très technocrate, voulait un Européen non pour la race mais parce qu'à ses yeux il était plus Important que ça marche bien avec un Européen plutôt que moins bien avec un musulman. Pour Si Hacène, mon départ a empêché que le poste ne lui soit attribué. »

De plus, Jacomet était hostile au plan de Constantine. À son avis l'industrialisation de la côte était une erreur qui ne ferait qu'accentuer la différence de niveau de vie entre les habitants du littoral et ceux du bled. Il fallait développer l'intérieur grâce aux caisses de crédit agricole et à la promotion.

La « République algérienne » anéantissait tous ses espoirs. À

Jean Vaujour il dira ce même samedi 5 novembre :

« La pacification porte ses fruits et on casse le travail. Le gouvernement ne sait pas ce qu'il veut. On n'est pas venus pour brader l'Algérie. »

Connaissant les opinions de Jacomet, Vaujour ne fut pas étonné du trouble dans lequel se trouvait plongé son ami. Il tenta de le raisonner.

« Mais que voulez-vous faire? Qu'est-il possible de faire ?

— Je ne sais pas trop. De toute façon nous avons déjà avalé beaucoup de couleuvres. »

Le dimanche 6 novembre fut pour de nombreux hauts fonctionnaires celui de la réflexion. Chacun devait résoudre son cas de conscience. À commencer par Delouvrier.

« C'est ce jour-là, me dira-t-il bien plus tard, que je me suis déterminé. Je risquais de ne plus être utile. On ne refait pas tous les jours le discours des Barricades. Mais je ne pouvais ni ne voulais démissionner car cela n'aurait fait que renforcer le trouble et précipiter les bruits de conspirations diverses. »

Delouvrier n'était pas hostile à la « République algérienne », loin de là, mais il ne pouvait plus, dans ces conditions, continuer à être utile ni espérer convaincre qui que ce soit. Cette nouvelle étape exigeait un homme nouveau.

Jacomet lui aussi avait réfléchi.

« Je me suis interrogé, dit-il le lendemain matin à Vaujour avec qui il descendait les marches du G.G., je me suis posé la question de confiance — et aussi de conscience. Dois-je partir ? Je crois que oui. Il faut que je le dise.

— Oui, il faut le dire à Delouvrier. »

Vaujour pensa que son devoir était d'alerter Delouvrier. Le secrétaire général avait exposé ses idées avec beaucoup plus de chaleur et de détermination que l'avant-veille. Il était préférable que le délégué général, lorsque Jacomet lui demanderait audience, sache à quoi s'en tenir.

Puis Vaujour hésita. Delouvrier était très fatigué, il décida donc de ne pas troubler son déjeuner. Il devait s'en mordre les doigts.

À 15 heures, le lundi 7 novembre, Paul Delouvrier réunit les

directeurs du G.G. et les membres de son cabinet pour leur expliquer la portée du discours du général De Gaulle et la conduite qu'il convenait de suivre.

Le délégué général était très tendu. Il n'avait pas revu Jacomet depuis leur entretien du samedi et savait que le discours présidentiel avait suscité chez les hauts fonctionnaires des réactions diverses.

« Messieurs, dit-il, le Général est conscient de ce que l'on doit progresser dans les étapes de l'évolution de l'Algérie. Je n'ai pas réussi à éclairer, dans la position du président de la République, le degré d'accélération qu'il apportera à cette évolution. Il importe qu'il n'y ait pas de positions trop hâtives. »

Après avoir commenté l'allocution du Général il ajouta :

« Je fais appel à votre sens du devoir et de la discipline pour appliquer les directives gouvernementales quelles que soient les objections personnelles des uns et des autres. »

Puis, plus familier :

« Il faut marcher comme cela..., et ça va être dur. »

Il donna alors la parole à ceux des directeurs qui voulaient la prendre. Trois ou quatre réactions furent extrêmement vives. Avant d'y répondre, Delouvrier se tourna vers Jacomet :

« Monsieur le secrétaire général a peut-être des observations à présenter ou quelques questions à formuler. »

Tous les regards se tournèrent vers le secrétaire général et, en un éclair, la tension qui régnait sur la réunion tourna au drame.

Le sang semblait avoir quitté le visage rond de Jacomet. Les yeux vagues, le front perlé de transpiration, il resta un moment sans voix. Après avoir confié quarante-huit heures plus tôt ses angoisses au délégué général, il ne s'attendait pas à devoir prendre la parole. Dans un état de fébrilité extrême il pensa à un piège : « Il veut que je me rallie à ses objectifs alors qu'il sait que je suis contre. Je n'ai pas l'habitude de me dégonfler ! » Et il se leva.

Sans une note, sous le coup d'une émotion intense, il ouvrit son cœur.

« Vous me gênez beaucoup, monsieur le délégué général, en me donnant la parole. Je vous ai dit en effet ce que je pensais du

dernier discours du chef de l'État et je n'ai pas changé d'avis.

« Deux aspects de ce discours m'ont profondément troublé. Son ton d'abandon et sa référence au pouvoir personnel.

« Pour la première fois le général De Gaulle a admis, et ce, avant la fin de la guerre, que la République algérienne existerait un jour. Il a également déclaré, pour la première fois avec autant de netteté, qu'en cas de rupture hostile, la France laisserait l'Algérie à elle-même... J'estime regrettable que le G.P.R.A. reçoive satisfaction avant le cessez-le-feu sur son principal but de guerre : la République algérienne. Je crois aussi que, parce qu'elle y est implantée depuis cent trente ans, la France a, vis-à-vis de tous les habitants de l'Algérie et particulièrement des Européens, des obligations et des devoirs qui doivent être honorés en tout état de cause, qui peuvent encore l'être malgré la gravité de la situation, et qui, par conséquent, ne sauraient être abandonnés au seul résultat de l'autodétermination... »

Delouvrier était blême, Jacomet exsangue. Il se contrôlait difficilement. D'émotion plutôt que de colère. La température montait.

« Je n'arrive pas à identifier ma patrie à un homme, poursuivit-il d'une voix étranglée. Pour moi la France n'est pas De Gaulle et De Gaulle, ce n'est pas la France...

« Je sais bien que la situation en Algérie est très grave. L'état moral y est plus mauvais qu'il n'a jamais été. La cohabitation des communautés est rendue très difficile par le comportement, à l'égard des musulmans, des Européens qui ont fait l'Algérie et ont le droit d'y rester. Malgré la générosité et le courage des officiers et des soldats, l'armée qui a tout fait pour rétablir la sécurité commet, notamment par l'abus des regroupements, beaucoup d'erreurs psychologiques et, à la limite, fabrique plus de fellaghas qu'elle n'en tue. Les musulmans, avec leur complexe si explicable de frustration mais aussi le refus de choisir nettement entre la France et la rébellion, ne nous récompensent guère des immenses efforts faits pour eux depuis quelques années. »

Suivit une sévère critique de la position d'isolement que De Gaulle pratiquait.

« Je suis profondément troublé, conclut Jacomet. Après les concessions déjà faites, je n'aperçois plus le sens de ma mission. Je ne sais plus quel langage officiel tenir sans contredire mes

propos précédents. Vous avez vous-même déclaré, monsieur le délégué général, il y a quelques jours à Oran, que les promesses du 16 septembre seraient tenues. Que reste-t-il aujourd'hui de ces promesses ? »

La voix du secrétaire général, naturellement cassée, se brisa lorsque, les larmes aux yeux, il déclara :

« Pour ces raisons, et avec une infinie tristesse, je vous demande de transmettre ma démission au premier ministre⁽⁴²⁾. »

Puis il enchaîna : « Et en ce qui vous concerne, monsieur le délégué général, quelle sera votre attitude ? »

Delouvrier, jusque-là très ému, se reprit. Le sang afflua à son visage.

« Cela, c'est mon affaire, monsieur le secrétaire général, répondit-il sèchement. Vous n'avez pas le droit de prononcer dans cette enceinte les propos que vous tenez. Nous n'avons pas à juger l'État ni ceux qui le servent. La séance est levée. Je dois téléphoner à Paris. Je vous demande à tous de garder le secret le plus absolu sur ce qui vient de se passer. »

L'émotion était à son comble. Les directeurs se levèrent. Jacomet était au bout de ses ressources nerveuses. Pour Delouvrier, le coup était rude car il avait toujours beaucoup d'estime pour Jacomet. Quoi que l'on pût penser de ce qu'il avait dit, aucun des assistants ne pouvait être insensible à la révolte d'un homme — haut fonctionnaire jusque-là discipliné — pour lequel sa conscience pesait plus lourd que la décision du chef.

Quelques minutes après la suspension, Delouvrier téléphona à Matignon et à Coulet, directeur politique, à l'Élysée. Moins d'une heure après, la sanction tombait comme un couperet. André Jacomet était suspendu de ses fonctions de secrétaire général. Le lendemain, il regagnait définitivement Paris où il devait apprendre — fait exceptionnel encore jamais vu — sa révocation du Conseil d'État.

L'affaire Jacomet était terminée.

Pour Delouvrier, en Algérie, les instants étaient comptés.

Le clairon égrenait les premières notes de la sonnerie aux morts lorsque la foule se déchaîna. « DE-GAULLE-AU-PO-TEAU... GOUVERNEMENT-VEN-DU ! » Derrière les doubles haies de gendarmes

mobiles le délégué général pouvait apercevoir les mille visages de la foule, femmes et hommes, jeunes et vieux, tous déformés par la haine, l'invective à la bouche. Le défilé du 11 novembre était terminé et Delouvrier déposait sa gerbe au monument aux morts. Au garde-à-vous pendant la minute de silence troublée par les cris de colère de la foule, il se tenait impassible devant la flamme du souvenir. Les anciens combattants qui l'entouraient, médailles pendantes sur leurs vestons ou leurs burnous, pouvaient pourtant remarquer la crispation du visage...

« DELOUVRIER-ASSASSIN ! » C'était la première fois ! Jamais Alger ne l'avait ainsi traité. La note brève du clairon mit fin à la minute de « silence » mais non aux injures de la foule. Avenue Pasteur, la DS étincelante du délégué général était constellée de crachats. Des pierres avaient bosselé une aile.

« DELOUVRIER-ASSASSIN ! » Il vit le visage de la jeune femme révélsé de passion hostile. Devant lui, elle renouvela son imprécation, reprise par ses voisins. Paul Delouvrier était choqué jusqu'au fond de lui-même. Pour la première fois la haine de la Ville blanche lui éclatait au visage comme ces crachats qui éclaboussaient sa voiture ou s'écrasaient sur le sol sur son passage. Il ressentit une violente douleur à la jambe — depuis les Barricades cette maudite blessure, séquelle d'un accident ancien, le faisait atrocement souffrir. Négligeant la DS, il décida d'affronter la foule et, dissimulant de son mieux sa claudication, remonta à pied les escaliers qui menaient au G.G. sous les injures et les insultes.

Ces manifestations populaires étaient la réponse des pieds-noirs au discours du 4 novembre. De Bab-el-Oued au Ruisseau le F.A.F. avait jeté ses troupes dans la rue et faisait courir les bruits les plus fous. La veille, Jean Vaujour et les services de sécurité avaient même appris qu'un attentat aurait lieu contre Delouvrier.

Celui-ci était encore à Paris où il avait tenté de défendre une dernière fois Jacomet auprès du général De Gaulle. Et une fois de plus il s'était fait « engueuler »!

« Pourquoi parlez-vous trop, Delouvrier ? avait dit le Général. Une fois que j'ai parlé, ça suffit.

— Mon général, je me suis efforcé de faire comprendre votre position.

— Et vous y êtes bien mal parvenu avec Jacomet. Comment

voudriez-vous qu'il reste membre du Conseil d'État après ce qu'il a dit contre le président de la République ? »

Delouvrier n'avait pas insisté et avait enchaîné sur ses problèmes. Sur les manifestations auxquelles il fallait s'attendre après la « République algérienne ».

« Je suis dans une situation impossible, mon général. D'abord Crépin est toujours là alors que j'ai demandé son rappel. Ensuite, c'est par Michel Debré que j'ai appris ce que vous alliez dire. Et encore sans détails. Ainsi je n'ai pu prendre à l'avance les mesures destinées à éviter la situation explosive que j'ai maintenant sur les bras. »

De Gaulle n'avait pas répondu sur l'essentiel.

« Il fallait bien en arriver là, avait-il dit simplement, vous avez le choix des moyens pour faire face à votre situation explosive. Et puis je vais en Algérie au début du mois prochain!

— Mais c'est impossible, mon général. Votre sécurité personnelle est en cause.

— Ma sécurité personnelle ! Mais elle est en cause en France, mon pauvre Delouvrier, elle est en cause partout ! »

Ayant échoué sur tous les points, le délégué général avait regagné Alger le soir même pour entendre, au dîner, quelques relations mondaines de sa femme le supplier de ne pas se rendre le lendemain au monument aux morts.

« Vous y risquerez votre vie, monsieur le délégué général. »

Il avait eu un geste négligent. Lui aussi voyait « sa sécurité mise en cause ». Qu'y pouvait-il ? Les mesures de maintien de l'ordre étaient prises, il fallait laisser faire le destin !

Le 11 novembre au matin, la ville se réveilla quadrillée par d'énormes forces de gendarmerie et de C.R.S. Delouvrier décida que Vaujour n'assisterait pas aux cérémonies et resterait au G.G. près d'un poste émetteur pour parer à toute éventualité. Si le délégué général se trouvait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, Vaujour et Max Moulins, igame de Constantine, remplaçant Jacomet, quitteraient Alger et prendraient ses pouvoirs. Au dernier moment on s'aperçut qu'un hélicoptère ne pouvait même pas se poser sur le toit du G.G. en raison de la forêt d'antennes qui l'encombrait !

« L'important, recommanda Delouvrier, c'est de ne pas se faire faire aux pattes. »

Le 13 Mai et les Barricades avaient laissé des souvenirs ineffaçables...

« LAGAILLARDE-AU-POUVOIR... De Gaulle-AU-POT-EAU... ! ALGÉRIE FRANÇAISE » Par vagues les slogans venaient battre les murs ocre du G.G. protégés par plusieurs rangs de C.R.S. qui s'écartèrent sur le passage du cortège officiel et se refermèrent immédiatement, opposant leurs silhouettes hostiles aux manifestants qui, au bas des escaliers et rue Michelet, s'accrochaient aux forces de police. Les grenades lacrymogènes répondaient aux pierres, boulons et plaques de fonte. Des nuages de gaz poussés par une brise aigrette venue de la mer s'infiltraient par les larges baies du G.G. Quand Delouvrier entra dans son bureau, rejoint par les membres de son cabinet, tout le monde larmoyait. Le délégué général eut une moue désabusée :

« Cette fois, je ne crois plus être l'homme de la situation. »

C'était la première fois qu'il le disait à ses collaborateurs.

Jean Vaujour se carra dans son fauteuil, perplexe. L'histoire que le général Jouhaud venait de lui conter était extravagante.

Depuis trois semaines, l'ancien patron de l'armée de l'air s'était installé à Alger. Tout comme Salan. Il avait quitté l'armée avec humeur après s'être vu refuser par Messmer l'autorisation d'inspecter les forces aériennes en Algérie, voyage qui pourtant entrait dans ses attributions honorifiques d'inspecteur général de l'armée de l'air ! Le gouvernement ne voulait voir outre-Méditerranée aucun des colonels et généraux du 13 Mai! Jouhaud avait rentré sa grosse tête dans ses larges épaules et dignement « avait foutu le camp de l'armée »... pour prendre sa retraite à Alger ! Il avait eu droit à la « mise en garde » habituelle de Delouvrier.

« Votre situation est différente de celle du général Salan, avait dit le délégué général. Vous êtes un pied-noir, c'est votre pays, je n'aurai donc pas la même attitude à votre égard qu'à celui du général Salan. Sauf si vous vous mêliez de politique. »

Le général Jouhaud avait donné sa parole d'honneur de ne pas faire de politique et Delouvrier l'avait aimablement accompagné jusqu'à la porte de son bureau. Jouhaud était si inquiet de la

convocation au G.G. qu'il semblait avoir « des yeux derrière la tête » tant il s'attendait à être arrêté sur l'heure et expulsé. Rassuré sur les intentions du délégué, il avait regagné son poste à la Cellunaf, une usine de cartonnerie du groupe La Rochette, dont le président était de ses amis.

Bien sûr, Jouhaud avait proclamé en toute occasion son attachement à l'Algérie française, ce qui était son droit le plus strict, et avait été contacté par tous les mouvements nationaux, en particulier par les gens du F.A.F. Mais la prudence de ses propos, son absence de toute tribune politique, avaient rassuré le G.G. à son égard. Le général « se tenait bien » à Alger.

Le 17 novembre, Jouhaud avait sollicité un entretien. Jean Vaujour, embarrassé, avait réfléchi un instant. Delouvrier et Crépin étaient à Paris. Si le délégué général avait été à Alger il aurait prié son directeur de cabinet de voir ce que voulait le général. Il avait donc décidé de le recevoir. Mais le soir et dans sa villa privée, pour que l'entrevue n'eût rien d'officiel.

Et Jouhaud, très calme, plus massif que jamais, lui avait raconté une histoire rocambolesque.

« Je suis officiellement mandaté, avait dit le général, par des membres du gouvernement avec qui je suis en liaison à travers des personnages qui sont venus me voir, pour tenter de trouver une solution au problème algérien. Cette solution n'est ni dans l'Algérie française, telle qu'on la défendait jadis, ni dans l'Algérie indépendante telle que la prôlait De Gaulle, mais dans une Algérie musulmane. Ce ne serait plus une Algérie française où l'on admettrait les musulmans, mais une Algérie musulmane où l'on admettrait les Français. »

L'idée était séduisante.

« Ces hommes — en particulier Paul Jérôme — poursuivit le général, sont venus me trouver de la part de Michel Debré et de Jacques Foccart. »

Vaujour avait sursauté. D'autant que la suite du projet expliqué par Jouhaud lui semblait relever de l'intoxication ou du roman.

Ces éminents personnages auraient établi un mémorandum d'où il ressortait que le général De Gaulle, suivi par la majorité du peuple, irait jusqu'au bout de sa politique algérienne. L'installation en Algérie d'un exécutif nommé par Paris serait

suivie d'un contre-exécutif formé par les pieds-noirs. Ce serait l'insurrection en Algérie. Et cette insurrection provoquerait « inévitablement » l'instauration d'une démocratie populaire à Paris, C'est le péril qu'il fallait éviter en créant une République algérienne à laquelle musulmans et Européens seraient intimement liés dans l'esprit du 13 Mai ! Pour réaliser cette cohésion entre les Européens, les musulmans et l'armée — qui apporterait son généreux concours au non moins généreux projet — un seul homme : Jouhaud⁽⁴³⁾ ! Ainsi, soufflée par des proches du général De Gaulle, apparaîtrait, limpide, la « solution de l'avenir ». Sous un « habillage » musulman on ferait cohabiter les deux communautés. Et plus de « République algérienne » !

Avant de se lancer dans l'aventure, Jouhaud avait tenu à en informer le délégué général. Vaujour, sceptique, avait promis de rapporter l'affaire à Delouvrier. Et le général, digne et mystérieux, s'était retiré. Était-il intoxiqué ou intoxiquait-il ? En tout cas il semblait grnouiller plus que jamais dans les milieux politiques.

Puisqu'il rejoignait Delouvrier à Paris le lendemain, Vaujour lui parlerait de cette incroyable histoire qui — tout compte fait — paraissait enfantine face aux multiples problèmes qui se posaient à Alger. Les noms cités étaient bien « gros ». Et les intermédiaires bien peu représentatifs pour donner du corps à la proposition. Mais sait-on jamais ? Ce problème algérien divisait non seulement les Français, mais le gouvernement et la majorité. Un vrai pétrin. Qu'attendait donc le délégué général pour s'en tirer ?

Depuis le 6 novembre Paul Delouvrier avait décidé de partir. Il avait tenu sa décision secrète. C'est au Général qu'il devait la première explication.

Non seulement il était las, malade, usé par vingt-quatre mois passés sur une poudrière, mais il était découragé et n'avait plus la foi. Il l'avait dit très franchement la veille au général De Gaulle.

« Je ne peux plus rester en Algérie, mon général. Même si votre politique est en accord avec ce que j'ai pensé depuis le début, je ne serai plus d'aucun, utilité.

— Mais si, Delouvrier!

— Non, mon général, mon autorité sera nulle car j'ai fait des exercices verbaux pendant deux ans. Toutes mes paroles d'espérance, de contacts, de plan de Constantine ont, été balayées par « l'Algérie algérienne » et surtout par la « République

algérienne ».

Delouvrier avait expliqué que désormais il ne pourrait plus parler en public. Que personne ne l'écouterait, ne lui accorderait le moindre crédit.

« On ne résiste pas à certains événements dans certains postes, lui avait dit très justement Jean Vaujour se référant à son expérience du 1^{er} novembre 1954. Surtout quand ces événements correspondent à une modification de la ligne politique du gouvernement. »

À son habitude, le général De Gaulle avait balayé toutes ces objections de la main. Négligemment.

« Allons, Delouvrier, venez demain déjeuner avec moi. »

Dans la nuit, avec le calme que lui donnait sa détermination, Delouvrier écrivit au Général tout ce qu'il lui avait dit sans grand succès la veille. Envoyé pour préparer l'autodétermination, il devrait désormais orienter l'opinion vers la République algérienne. Sa tâche devenait impossible. Il n'avait plus l'autorité morale nécessaire et suffisante pour parler au nom d'un gouvernement qu'il avait jusque-là représenté dans un autre contexte. En outre, il n'avait pas confiance en Crépin pour le maintien de l'ordre. Enfin, s'il était d'accord sur la stratégie qui conduisait de l'Algérie française du 13 mai 1958 à la République algérienne du 4 novembre 1960, il était en désaccord sur la tactique. Dans ces conditions, ne pouvant plus servir, à quoi bon rester ? Delouvrier demandait à De Gaulle de le rappeler d'Alger et, sous couverture de ce départ, de nommer un ministre de l'Algérie. Ainsi son successeur aurait-il un interlocuteur à Paris en dehors de l'Élysée, ce qui n'était pas le cas en cette fin d'automne 1960. À ce propos, la veille, Delouvrier avait dit au Général : « Ce n'est plus possible de traiter de l'Algérie avec Michel Debré, il est trop passionné, trop déchiré. Et entre vous et moi il n'y a personne ! » De Gaulle n'avait pas relevé...

Pour terminer sa lettre, Delouvrier proposait au Général — si, comme il le croyait, l'heure des négociations était arrivée — d'être l'homme des entretiens secrets qui ne manqueraient pas de préluder aux conférences officielles.

Le lendemain à 10 heures, soulagé mais anxieux, Delouvrier se rendit à l'Élysée. Il pria Boneval de remettre immédiatement sa lettre au Général et de lui dire ensuite si « le déjeuner tenait

toujours » ! Trois quarts d'heure plus tard la réponse était là : déjeuner confirmé.

Le repas — auquel assistaient M^{me} De Gaulle, Tricot et Courcel — se déroula dans une atmosphère amicale et détendue... sans que l'on évoquât le moins du monde la lettre du délégué général ni le problème qu'elle soulevait !

Enfin, au café, dans le petit salon attenant à la salle à manger privée, De Gaulle tira Delouvrier par la manche.

« Delouvrier, je ne force personne à rester à Alger. Vous ne voulez plus y être ? Bien. Vous êtes rappelé à Paris. Un ministre de l'Algérie sera incessamment nommé et un délégué du gouvernement installé en Algérie. »

Delouvrier renouvela ses offres de négociations secrètes. De Gaulle n'y répondit même pas.

« Regagnez Alger et restez-y jusqu'à ce que l'on annonce la nomination du ministre. Vous n'aurez pas beaucoup à attendre. »

Puis il lui tendit la main et lui dit avec chaleur : « Merci, Delouvrier. »

Pour Paul Delouvrier la page algérienne était tournée. Une nouvelle vie commençait. Plus calme sinon plus tranquille. En vingt-quatre mois, le délégué général avait fait son plein de drames.

Il y avait encore de ces jours miraculeux en novembre. Un vent frais avait débarrassé le ciel de la masse cotonneuse et grisâtre d'où, depuis plusieurs jours, tombait une petite pluie fine et glacée qui vous transperçait jusqu'aux os. Le soleil de cette fin de matinée baignait la place de la mairie de Kouba. Lorsque Alilat descendit de l'autobus bleu ciel de la R.S.T.A. qu'il avait pris place du Gouvernement au pied de la Casbah, il s'aperçut que depuis longtemps il n'avait eu l'occasion de savourer une pareille image de paix. Des femmes voilées, en haïk blanc, perchées sur leurs escarpins pointus — seule concession à la coquetterie européenne — se pressaient chez les commerçants, le couffin débordant de marchandises. Des gosses dépenaillés jouaient au football avec une vieille boîte de conserve. Le soleil dorait leur peau mate et faisait luire leurs dents éclatantes. L'air léger vibrait de leurs cris joyeux. Un vieux paysan, la peau ridée, ratatinée par les ans et les intempéries, entortillé dans un burnous de laine

rêche et décolorée, tapait à coups redoublés sur la croupe d'un âne chargé de paniers d'oranges. L'animal refusait obstinément d'avancer. Alilat Larbi sourit. Quelle drôle de chose que la vie, et quelle drôle de guerre que cette guerre ! Qui aurait pu penser en voyant le calme de cette place de Kouba, dans la proche banlieue d'Alger, qu'elle était partout présente ? Qu'elle pouvait réapparaître en une seconde. Qu'une grenade pouvait troubler le calme du bistrot où, sur la terrasse, les parfums mêlés du café et de l'anisette embaumaient.

Depuis l'été les attentats F.L.N. avaient repris dans la ville. Ni très graves ni très spectaculaires — excepté la tuerie du Chenoua où les baigneurs avaient été mitraillés par un groupe isolé de la wilaya 4 — mais suffisants pour que la population musulmane mesure à nouveau la présence du Front. Pour la première fois depuis la « bataille d'Alger » en 1957 le F.L.N. avait repris pied dans les quartiers musulmans.

Alilat frissonna et, frileusement, croisa les revers de son veston sur son col de chemise douteux. Un geste machinal. Un geste du camp. Le dos rond, les épaules resserrées, la main gauche ramenant sur la poitrine les revers de la veste ou de la capote. Silhouettes misérables, vaincues, tournant inlassablement derrière les barbelés. C'était il y a quelques mois à peine...

À la fin de la « bataille d'Alger » Alilat Larbi, fils du caïd de Sidi-Aïch, gros village de la vallée de la Soummam, s'était retrouvé isolé. À la terreur parachutiste et policière avait succédé l'équivoque du 13 Mai. La population qui avait vécu dans un climat de peur et de méfiance incroyable, redoutant la moindre dénonciation au sein même de sa famille, avait accueilli le 13 Mai avec soulagement. Parfois avec joie. Toujours avec espoir. La révolution européenne qu'elle craignait tant s'était déroulée dans un enthousiasme extraordinaire. On s'était reconnu, retrouvé, embrassé. Ceux qui avaient assisté aux scènes étonnantes du Forum les avaient racontées aux autres. « À part entière... citoyens à part entière. Juré sur le Forum ! » Alilat n'avait jamais cru à ces « singeries » mais devait se cacher, attendre. Il n'était pas question de parler F.L.N. dans cette kermesse où chacun voyait la fin de la guerre et du cauchemar dans une véritable fraternité. Et puis, les lampions éteints, rien n'avait changé. Dix millions de Français, c'était pour les banderoles et les pancartes, mais un melon restait toujours un melon. Alors, patiemment,

Alilat avait renoué des contacts, il n'était pas le seul à Alger. Il avait retrouvé Betouche Belkacem qui avait conservé une liaison avec la wilaya 4. Ensemble ils avaient recréé un réseau de quatre-vingts membres. Collectes de fonds, renseignements, sélection de fida (terroristes), tel était le travail quotidien. Il fallait remettre sur pied une organisation solide avant de reprendre les attentats qui montreraient à la population que le F.L.N., écrasé par les parachutistes de la « bataille d'Alger », renaissait de ses cendres. Et que si le plan Challe broyait les wilayas, le combat reprenait dans les villes.

« Rien n'est jamais fini, disait Betouche à Alilat. Qu'il reste seulement un de nous et tout repart. C'est une question de temps et de volonté. On a les deux. En face, ils n'ont ni l'un ni l'autre... et ils ne peuvent pas nous tuer tous ! »

Le réseau Betouche-Alilat devait tomber rapidement. Un responsable de secteur avait rencontré un « représentant » de la wilaya 4 qui promettait des armes. Mais celui-ci n'était autre que Basile Ghandriche, dit Safi le Pur⁽⁴⁴⁾, le redoutable adjoint du capitaine Léger ! Avec ses « bleus » il n'avait fait qu'une bouchée du réseau nouvellement constitué. Par miracle Alilat avait pu s'échapper et avait reconstitué une autre cellule dans un autre secteur de la ville. Il avait jeté son dévolu sur les hauteurs d'Alger. Avec Ben Saada il avait structuré une centaine d'hommes armés à Bouzaréa, Climat-de-France, Guyotville et Delly-Ibrahim, et les avait laissés « en sommeil ». La situation militaire et politique évoluait rapidement. Sur le plan militaire, en faveur des Français, mais sur le plan politique, en faveur du F.L.N. Il fallait plus que jamais rester en réserve. Alilat avait jugé des « immenses possibilités » qu'allait offrir l'autodétermination. Non par ce qu'elle représentait elle-même — la proposition de De Gaulle, venant après le plan de Constantine, pouvait même faire capoter tous les espoirs de reprise en main de la population par le F.L.N. — mais par l'opposition que manifestaient les Européens et une partie *de* l'armée à cette politique de réformes profondes et d'accession des musulmans à une certaine autonomie.

Alilat avait vu ses prédictions se réaliser... au camp de Bossuet, Il avait été bêtement arrêté à un contrôle et — figurant sur les listes de suspects — on l'avait « hébergé » pour un temps indéterminé. C'est derrière les barbelés qu'il avait appris les

Barricades et la révolte européenne à la politique de De Gaulle.

Puis le camp de Bossuet avait reçu à plusieurs reprises la visite de commissions du Gouvernement général. Tous les anciens militants du M.T.L.D. de Messali, de l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas, même des militants communistes avaient été réunis. Le procureur général Bertrand avait parlé de futures élections, de possibilité pour les musulmans de prendre en main les destinées de leur pays, « il fallait sortir de l'attentisme, prendre position, profiter de la politique généreuse du général De Gaulle ». On avait parlé de conseils généraux, de nouvelle société musulmane « où des gens intelligents et cultivés politiquement, comme ils l'étaient tous, pourraient devenir des interlocuteurs valables ». En dehors du F.L.N. bien entendu! D'ailleurs, disaient les « visiteurs », le F.L.N. n'existe plus. Il est démantelé depuis longtemps dans les villes et écrasé dans le bled. C'est donc le moment de s'engager dans une politique de réformes profondes.

Entre mai et juillet, plus de trois mille cinq cents « hébergés » avaient été libérés par les autorités françaises. Le 16 juillet Alilat Larbi avait franchi les barbelés de Bossuet, son balluchon à la main. Dans sa famille on l'avait accueilli avec des cris de joie, des larmes, un couscous de fête. Il avait vécu la scène des retrouvailles qui s'était déroulée dans trois mille cinq cents foyers.

Quarante-huit heures plus tard dans l'appartement d'un menuisier du Ruisseau, tout près du stade municipal, il participait à une réunion de vingt cadres F.L.N. Un nouveau responsable, Bara Mohand, avait fait un bref tour d'horizon de la situation à Alger. Durant son séjour à Bossuet deux groupes s'étaient développés. L'un dirigé par Ali Khenchoul était en relation avec les survivants de la zone 5 de la wilaya 4 (Berrouaghia). L'autre — son ancien réseau —, dirigé par son ami Betouche Belkacem, l'était avec la zone 2 de la wilaya 4 (Sahel). Environ cent cinquante personnes étaient considérées comme cadres possibles. En outre, des éléments divers de la wilaya 3 et de la wilaya 4 « s'occupaient » activement de collectes auprès de la population. Bara Mohand, que l'on surnommait Malik, avait proposé à Alilat de travailler directement avec lui et de faire bénéficier le groupe de son expérience « du temps de la bataille ».

En trois mois l'organisation Malik s'était structurée et implantée à Alger. Bara, dit Malik, s'occupait des finances, Alilat

qui avait pris le surnom d'Abdelhatif, de l'administration et des contacts avec les wilayas 3 et 4, et Betouche Belkacem de l'action et des fida. Les grenades dans les cafés, les actions contre les agents messalistes, et les quelques bombes — comme celle du Coq-Hardi qui inquiétait tant Vaujour et Goulet — étaient son œuvre. L'organisation Malik comptait deux cent cinquante membres cloisonnés, dont cinquante fida, prêts à n'importe quelle mission terroriste. Ben Slimane Youssef, un des tout premiers militants F.L.N. d'Alger, à l'époque des Fils de la Toussaint, en 1954, en était particulièrement responsable.

La première tâche de l'organisation Malik avait été d'unifier le mouvement. On ne pouvait penser implanter une organisation solide et respectée de la population si celle-ci se voyait régulièrement « tapée » par de prétendus collecteurs de la wilaya kabyle ou algéroise. Alilat avait réglé le problème avec les wilayas 3 et 4. Mohand Ou el-Hadj avait une nouvelle fois montré sa sagesse en s'effaçant d'Alger, ce que Mohammedi Saïd, son prédécesseur, avait toujours refusé, pensant à la puissance qu'aurait — le jour de l'indépendance venu — la wilaya qui contrôlerait la capitale !

Ensuite, au moment de développer l'implantation et le recrutement, Alilat, Betouche et Malik s'étaient trouvés devant un problème de structuration. Fallait-il créer une organisation géographique qui puisse — à l'heure de la prise en main définitive d'Alger — se transformer aisément en zone autonome, comme avaient fait en 1956-57 Ouamrane, Abane, Yacef et Ben M'Hidi⁽⁴⁵⁾, ou bien allait-on constituer un réseau « artisanal » où chaque membre en recruterait d'autres en raison de sympathies personnelles et de liens familiaux ? Alilat avait plaidé pour la seconde méthode

« Si l'on recrute par secteurs et par quartiers, avait-il expliqué, si l'on crée une zone autonome d'Alger, on va se retrouver très vite noyautés par des « bleus ». Mais si chacun ne recrute qu'un ami qu'il connaît depuis toujours, on élimine tout risque d'infiltration ennemie. »

Les fantastiques résultats du capitaine Léger avaient échaudé les militants d'Alger ! Malik et Betouche Belkacem s'étaient rendus aux raisons d'Alilat. L'organisation Malik n'était donc constituée que d'amis, décidés à la lutte « jusqu'à l'indépendance », et était prête à se développer sans trop de

risques puisqu'il n'était plus question, de la part des autorités, de « matraquer » la population comme cela s'était produit à l'époque de la « bataille ». Bien au contraire... Il fallait simplement éviter de tomber sur une patrouille en transportant tracts ou armes.

Ce jour ensoleillé de novembre 1960, Alilat se préparait à développer considérablement le groupe Malik. Le C.N.R.A. de Tripoli avait, paraît-il, décidé de faire contrôler Alger par la wilaya 4 et deux officiers étaient descendus du djebel pour faire le point de l'organisation algéroise.

Alilat, adossé contre un arbre, au soleil, attendait Rabia, l'agent de liaison qui devait le conduire à la villa de Kouba où il rencontrerait les deux officiers de la wilaya.

Une patrouille déboucha sur la place. Nonchalants, le visage à demi mangé par le casque lourd, l'arme à la bretelle, les militaires en treillis de combat avançaient en file indienne. Avec eux, la guerre venait d'entrer sur la tranquille place de la mairie de Kouba. Pourtant, depuis six ans, ils faisaient partie du paysage ! Le sous-officier qui marchait en tête de la colonne arrêta une jeune fille, puis une autre femme en haïk, puis un ouvrier en veston rapiécé. L'homme instinctivement levait les bras ; dans la main gauche il avait déjà sa carte d'identité ! Un soldat passait rapidement les mains le long de son corps, puis examinait les papiers. Alilat n'avait jamais pu s'y habituer. Ces gestes si communs, si routiniers, lui devenaient insupportables. Mouvements mécaniques, automatisme de la guerre. Bras en l'air, mains contre le mur, fouille. Tes papiers ? Ça va ! File ! Les femmes d'elles-mêmes écartaient, dans leurs couffins d'alfa tressé, les légumes et les fruits pour montrer qu'elles n'y dissimulaient ni armes ni grenades !

« Alors, tu viens ? » Alilat sursauta. Fasciné par ce spectacle pourtant si ordinaire, peut-être un peu ivre de cet air pur, léger et coupant tout à la fois, il n'avait pas entendu venir Rabia !

« Ils sont là, chez moi, expliqua celui-ci en chemin. C'est à deux cents mètres. Tu es armé ?

— Non !

— Bon. Alors on peut couper la place et passer près de la patrouille. On ne risque rien. Si ce n'est de présenter nos papiers. »

Alilat avait soudain oublié la paix, les gosses qui jouaient, l'odeur de café et d'anis sur la place familière. Le combat l'avait repris tout entier. La paix, on y penserait plus tard. Après...

Lorsqu'ils arrivèrent à la maison où se tenait la réunion, Malik était déjà là, assis auprès de deux inconnus, devant une assiette de gâteaux et du café.

« Moi, je suis le lieutenant Djamel, dit le plus jeune, la bouche pleine de makroud⁽⁴⁶⁾ dont le miel lui dégouttait des doigts, et voici le capitaine Kheiddine. »

Alilat et Rabia prirent place aux côtés des officiers et de Malik.

« Abdelhatif, dit ce dernier, Djamel et Kheiddine sont venus pour coiffer l'ensemble des réseaux existant à Alger. Ils sont nommés par la wilaya 4 qui agit sur ordre du C.N.R.A.

— L'ordre a mis très longtemps à nous parvenir, expliqua Kheiddine, et puis il y a eu des troubles en wilaya 4...

— Et, enchaîna Alilat, si vous étiez venus plus tôt vous n'auriez pas eu grand-chose à contrôler... »

Alilat fit pour les deux officiers le panorama des réseaux F.L.N. « en sommeil » à Alger. D'abord le réseau Malik, le plus important avec deux cent cinquante membres, ensuite le réseau Ali Khenchoul, environ deux cents hommes dont trente armés, enfin des militants divers rattachés à la wilaya 3 et aux autres zones de la wilaya 4.

« Moi, dit le lieutenant Djamel, je suis pour la manière forte. Ils doivent tous se soumettre, et vite, à notre autorité. Sinon, ils devront nous répondre par la force.

— Oui, ajouta Rabia l'agent de liaison, pareil pour Ali Khenchoul...

— Je ne suis pas d'accord, coupa Alilat, on n'est déjà pas très forts, ce n'est pas le moment de nous taper dessus. »

Ces mots parurent profondément choquer le « lieutenant » Djamel. « Toi, tu joues les casseurs et les rouleurs d'épaules, pensa Alilat. Mais d'après ce que l'on dit, ça va plutôt mal là-haut au maquis. Et pourtant la lutte doit se poursuivre. Elle ne se poursuivra efficacement que dans les villes. »

« Il est plus raisonnable de contacter chacun des responsables, poursuivit Alilat, et de les convaincre de l'utilité de la

réunification de notre mouvement. Les ordres de Tunis sont maintenant parvenus à toutes les wilayas. Moi je suis en contact avec le sous-lieutenant Abacha, zone 1, région 1 de la wilaya 3, il est prêt à ordonner aux militants rattachés à la wilaya kabyle de nous rejoindre. Il obéit aux ordres et pourtant c'est un sacrifice car la 3 a été durement touchée par la répression et a besoin d'argent.

— Si vous devez aider la 3, dit le capitaine Kheiddine, faites-le. Moi je suis prêt à donner quatorze ou quinze millions par mois ! Il faut les soutenir. »

Les décisions prises ce beau jour de novembre à Kouba marquaient la renaissance du F.L.N. à Alger. Elles allaient aboutir, quelques semaines plus tard, à la reconstitution d'une organisation d'environ cinq cents hommes, armés, structurés, prêts à prendre en main leurs quartiers respectifs en quelques heures sur un ordre venu de Kheiddine et de Djamal.

« Nos objectifs principaux, ajouta le capitaine, restent le contrôle politico-administratif de la population, la distribution de secours aux prisonniers...

— Et les attentats, coupa Djamal.

— Oui, les attentats, mais pas des attentats aveugles. Toujours dirigés contre les messalistes ou des « bleus » ou des Européens qui nous ont dénoncés.

— Et les manifestations ? demanda Rabia.

— Attendons de tenir en main la population. Elle a durement payé à Alger, elle n'est pas près de descendre dans la rue.

— Alors, mon capitaine, dit Malik, on laisse la ville aux Européens ?

— Pour l'instant, oui. On ne peut pas se permettre de les accrocher. L'armée nous tirerait dessus. Laissez les Européens crier et gueuler contre De Gaulle. Tout cela ne peut que nous servir. Restons à l'abri. Et soyons prêts à agir quand cela deviendra nécessaire. Pour moi, seule l'efficacité compte. »

Alilat comprit qu'Alger avait enfin trouvé un nouveau patron.

Il ne fallait pas être grand clerc pour se rendre compte qu'une nouvelle fois Alger allait laisser exploser sa colère et sa haine contre l'homme qui était « la cause de tous ses maux ». Non

seulement De Gaulle avait annoncé un référendum pour le début de l'année, par lequel il soumettrait à l'assentiment du pays un projet de loi relatif à l'organisation des pouvoirs publics en Algérie en attendant l'autodétermination — en clair Alger comprenait : « Je sou mets au référendum la première étape vers le dégagement » —, mais encore il allait narguer les Européens sur leur sol natal en venant se faire applaudir par « ses melons » !

L'annonce du voyage du président de la République — du 9 au 13 décembre — avait suscité quelques jolies colères méditerranéennes avec injures, bras d'honneur et considérations diverses et mitigées sur la « constitution virile du guide ».

Les informations qui parvenaient au nouveau délégué, M. Jean Morin, étaient inquiétantes : le Front de l'Algérie française appelait ses troupes — c'est-à-dire la quasi-totalité des Européens — à manifester contre la présence du Général. En outre les bruits les plus fâcheux parvenaient du 1^{er} régiment étranger de parachutistes. Son colonel avait disparu !

Le 1^{er} R.E.P. était à la pointe de la rogne et de la grogne militaires. On a vu ses capitaines — en particulier le capitaine Sergent — et ses lieutenants — en particulier Degueldre et Godot — se poser des questions sur l'utilité du combat compte tenu de l'orientation que De Gaulle voulait donner à sa politique algérienne.

Après l'interdiction qui lui avait été faite de détruire l'unité fells qu'il avait poursuivie en Tunisie, le capitaine Sergent avait décidé de prendre les quarante-cinq jours de permission qui lui restaient. Pendant son absence, la 1^{re} compagnie — son unité — avait été sérieusement accrochée. Son adjoint, le lieutenant Godot, avait redressé rapidement la situation mais dix légionnaires étaient restés au tapis. Le 14 novembre, l'enterrement avait eu lieu à Zéralda. Sur les cercueils, devant la population et les autorités, le colonel Dufour s'était écrié : « Il n'est pas possible que votre sacrifice demeure vain. Il n'est pas possible que nos compatriotes de la métropole n'entendent pas nos cris d'angoisse. »

Le P. Delarue, le turbulent aumônier de la 10^e D.P., moins prudent dans ses propos, avait traduit ce que pensait chacun des officiers du 1^{er} R.E.P. :

« Vous êtes tombés à un moment où, si nous en croyons les

discours, nous ne savons plus pour quoi nous mourons. »

Dès son arrivée en Algérie Jean Morin avait demandé au général Crépin le départ du colonel Dufour et de certains officiers S.A.S. qui poursuivaient une politique contraire à celle fixée par le gouvernement. En vain. Et pourtant, Morin s'était tout de suite bien entendu avec Crépin qui était allé le chercher à Paris et auprès de qui il avait fait son entrée dans Alger. Mais Crépin, très gaulliste, compagnon de la Libération, n'en était pas moins effrayé par l'évolution de la politique algérienne du Général. En outre il avait vécu la période des Barricades⁽⁴⁷⁾ et avait souffert de la division de l'armée. Pour éviter le renouvellement de pareils incidents — aux conséquences catastrophiques pour l'armée — Crépin était prêt à défendre et même à couvrir certains officiers supérieurs dont la fidélité au gouvernement de la République était douteuse. Il l'avait montré avec le patron du 1^{er} R.E.P. Après un rapide tour d'horizon militaire Morin avait voulu « une charrette » : en tête Dufour, puis des officiers S.A.S. comme le capitaine Oudinot.

« Ils ont été loyaux, fidèles et talentueux, en exécutant une politique, disait Morin. Ils ont fait crier Algérie française, ils se sont engagés ; c'est un mauvais service à leur rendre que de les laisser sur place et d'exiger d'eux qu'ils appliquent une nouvelle politique. »

Morin, tout comme avant lui Delouvrier, avait essuyé un refus. Non seulement de Crépin — ce sera leur seul sujet de désaccord — mais du ministère des Armées où le cabinet Messmer ne semblait avoir aucun souci à ce sujet. D'ailleurs, quand il « consentait » à muter, c'était pour envoyer des officiers brillants, aux résultats prestigieux, engagés politiquement, moisir dans une caserne à Châteaudun ou à Chartres, en 3^e ou 4^e position de commandement, voués au désœuvrement, à la routine, à l'amertume..., à la révolte.

Pour une fois, après l'incident de Zéralda, Paris avait réagi. François Coulet, le directeur des affaires politiques, avait dû signaler à l'Élysée l'attitude franchement hostile du colonel Dufour. Déjà, au 14 juillet, Dufour avait défilé en tête de ses troupes dont le moindre légionnaire avait la valeur militaire et nombre de sous-officiers la Légion d'honneur, la poitrine vierge de toute décoration.

« Vous ne pouvez laisser passer cela, avait dit Coulet à

Delouvrier.

— Pourquoi ?

— C'est une manifestation publique de son opposition. »

Au « pot » traditionnel au palais d'Été, Dufour avait brillé par son absence.

« Vous voyez, monsieur le délégué, triompha Coulet, c'est plus qu'un camouflet. C'est de la dissidence ! »

Après la diatribe de Zéralda, Dufour avait été muté en métropole. Il devait passer son commandement au lieutenant-colonel Guiraud. Et la nouvelle extraordinaire était parvenue au G.G. Dufour avait disparu, emportant le drapeau du régiment. Sans drapeau, impossible de passer le commandement sur le front des troupes. Dufour restait le « patron moral » du 1^{er} R.E.P. Morin ne comprenait rien à cette attitude. Il devait en avoir l'explication quelques jours plus tard en affrontant la première des émeutes, révoltes et luttes fratricides qui allaient jalonner les seize mois de sa carrière en Algérie aux prises avec la guerre civile.

Le 22 novembre on apprit à Paris et à Alger que Delouvrier était « rappelé » à Paris. Il n'aurait pas de réel successeur. L'affaire algérienne se dirigerait désormais à l'échelon de l'Élysée. De Gaulle désignait Louis Joxe, jusqu'alors ministre de l'Éducation nationale, comme ministre d'État chargé des Affaires algériennes. Les observateurs politiques remarquaient que Joxe recevait le titre de ministre d'État et non, comme il était initialement prévu, de ministre délégué auprès du premier ministre. Il agirait sous les ordres directs du Général et non de Michel Debré. Le « conseil » de Delouvrier avait été suivi !

Le représentant du gouvernement en Algérie serait M. Jean Morin, préfet de la Haute-Garonne. Inconnu du public. Il porterait le titre de délégué du gouvernement et non celui de délégué général comme Delouvrier. Les formes étaient respectées.

Avant de gagner Alger, l'un pour y faire ses adieux, l'autre pour y faire son entrée, Delouvrier et Morin eurent un bref entretien en présence de Louis Joxe. L'ancien fit pour le nouveau un tour d'horizon peu encourageant. Il raconta l'incident Jacomet, les réactions au discours sur l'Algérie algérienne, les libéraux, les groupuscules, le F.A.F.

« Il faut que vous partiez très vite, dit Delouvrier. Il y a des

dispositions à prendre pour le voyage du président de la République. Et le commandant en chef reste inchangé ! Je pars tout à l'heure, vous viendrez le 24. J'espère pouvoir prendre toutes les mesures pour que vous puissiez arriver à Alger...

— Que je puisse ? interrogea Morin.

— Oui, physiquement. Que le F.A.F. ne vous en empêche pas ! »

Cela commençait bien.

« Je ne connais rien à ces problèmes, dit Morin. Je vais m'y mettre. Le général De Gaulle m'envoie en Algérie, j'y ferai respecter les consignes du gouvernement. »

Joxe ajouta :

« Je vous rejoindrai dans quatre jours. Pour préparer le voyage du Général. »

L'arrivée de Joxe, que les moins futés appelaient déjà « Monsieur Négociations », n'allait pas manquer d'exacerber l'ire des Algérois. En ce mois de décembre la température politique de la Ville blanche n'aurait rien d'hivernale.

Jean Morin est inconnu du public. Son visage ne dit rien. Rond, le front dégarni, les yeux mobiles et vifs, cordial quand il sourit. Mais il ne sourit jamais. Ou presque. Un froid. Un « cassant ». Il n'aime ni les effusions ni les démonstrations d'amitié. Ce n'est pas un chaleureux, encore moins un enthousiaste. Et s'il a un débit verbal extrêmement rapide, le ton en est toujours net, tranchant. Même quand il dit des choses aimables. Surprenant personnage qui suscite attachements et inimitiés en nombre égal ! Une seule chose l'intéresse : l'analyse de la réalité et la réussite de la mission qu'on lui confie et qu'il accepte. Bref, le modèle des hauts fonctionnaires.

Pour réaliser en Algérie la dernière phase de sa politique, le général De Gaulle a voulu un préfet. Il a pensé à Papon ; Debré et Brouillet ont conseillé leur ami Morin. Et le Général a accepté. D'autant qu'il connaît bien cette force de la nature « administrative ». Bien et depuis longtemps.

En 1944, pendant les derniers sursauts nazis, Jean Morin est à vingt-sept ans l'adjoint de Georges Bidault au Conseil national de la Résistance. Quelques mois plus tard, la paix revenue, il est le

plus jeune préfet de France. De Gaulle n'a pas laissé passer une aussi belle et aussi fidèle intelligence. Il le charge de l'épuration du corps préfectoral au ministère de l'Intérieur. Morin s'acquitte de sa lourde tâche sans faiblesse mais sans haine. Des actes, des faits, un dossier. Il ne connaît que cela. Les calomnies, les jalousies, les vengeances, les ragots n'ont aucune prise sur ce jeune homme intègre. Quinze ans plus tard il n'y a pas un préfet en place qui ne doive d'une façon ou d'une autre son poste à Jean Morin car il a poussé certaines promotions pour remplacer de hauts fonctionnaires épurés. Il a su aussi pardonner certaines erreurs. Au fil des années le brillant préfet a tâté de la politique au cabinet de Jules Moch, d'Antoine Pinay et de Georges Bidault avec lequel il est resté très lié. 1958. Le retour du général De Gaulle le trouve à la tête de la préfecture d'Angers. De Gaulle, qui a renoué avec la France, le nomme igame de Toulouse, fief antigauilliste. Morin y fait des merveilles. Il dit simplement : « J'y ai bien rétabli la situation. » En février 1959, de passage à Toulouse le Général profite d'un long voyage en voiture — l'avion n'a pu décoller à cause du brouillard — pour donner au jeune préfet une belle preuve de confiance : il lui révèle les grandes lignes de ce qui sera le discours sur l'autodétermination !

« Les militaires ne sont pas faits pour administrer un pays, a dit le Général, il faut leur reprendre l'autorité dévolue au pouvoir civil. » Le préfet n'a pas revu le président de la République en tête à tête depuis un an et demi quand, en novembre 1960, un coup de téléphone de M. Racine, directeur du cabinet de Michel Debré, lui signale qu'il est attendu à l'Élysée. « On parle de vous pour l'Algérie... »

Jean Morin est un partisan convaincu de la politique d'autodétermination préconisée par De Gaulle pour l'Algérie, il a pourtant été « surpris » par le discours du 4 novembre. Il n'en est pas encore à l'État algérien.

« De Gaulle, pense-t-il, a lancé sa pensée en avant. Est-ce très en avant ou juste en avant ? »

À peine est-il dans le bureau que le Général lui propose de partir pour l'Algérie. Delouvrier est fatigué. Il veut rentrer. Et puis la politique évolue. La mission est intéressante et la preuve de confiance est flatteuse. De plus, de Gaulle n'a pas l'air de se soucier de l'amitié qui unit Morin à Georges Bidault dont les déclarations anti-gauillistes se font de jour en jour plus virulentes.

Morin demande un délai de réflexion.

« Je vous l'accorde, dit le Général, mais faites vite... »

Puis, lui serrant la main, il ajoute d'une voix solennelle :

« Morin, si la tâche est ardue, la mission est noble ! »

À Matignon, quand il apprend que Morin — pour lequel il a beaucoup d'estime et d'amitié — a demandé trois jours de délai, Michel Debré dit : « Parce que vous croyez que vous avez la possibilité de réfléchir ! »

Et vogue la galère ! Voilà Morin au-dessus de la Méditerranée avec pour seul viatique les trois recommandations du Général :

D'abord ne jamais oublier que l'on est à l'époque des commissions d'élus. Il FAUT faire participer les musulmans à la vie administrative et politique. On en parle beaucoup depuis le 13 Mai et on ne le fait jamais. « Je veux des préfets musulmans », a dit De Gaulle.

Ensuite réorganiser la Délégation générale qui est considérée comme un paravent entre l'administration et l'Algérie. Ses cadres sont loin de la population ce qui ne facilite pas la prise en main de certains postes par des musulmans. « Je désire une importante déconcentration », a souligné le Général. Il n'a pourtant pas dit à Morin s'il voulait l'Algérie algérienne avec le F.L.N. ou sans le F.L.N. Pas encore...

Enfin ne pas se laisser emprisonner par Alger. Le Général a évoqué la situation pénible de Delouvrier à l'heure des Barricades, qui ne « s'en est tiré » que grâce au départ pour Reghaïa^[48].

« Nous avons là-bas un projet de cité administrative en dehors d'Alger... » C'est ainsi que Morin apprend le projet ultra-secret de Rocher-Noir. Mais, alors que la Caravelle avale la Méditerranée, ce qui inquiète le plus le nouveau délégué c'est ce voyage qu'entend faire le Général avant le référendum. Il va venir sur place se rendre compte des réactions que provoque sa politique : association et prise de conscience des Algériens. Il vient pour donner l'Algérie aux Algériens, pour affirmer son désir d'algérienisation du pouvoir et de l'administration qui débouchera sur les trois options de l'autodétermination.

« Le voyage sera préoccupant », pense Morin.

Il est au-dessous de la vérité. Il sera dramatique.

La permission du capitaine Sergent avait été des plus agitées. Avant de quitter Alger il avait vu ses amis du F.A.F.

« Nous, on est prêt au Grand Coup, avait dit Claude Capeau, l'ingénieur de l'E.G.A., mais l'armée, quand va-t-elle se décider à basculer ? »

Agacé, Sergent l'avait envoyé « sur les roses ».

« Je ne suis pas l'armée française. De plus il n'y a pas UNE armée.

— Peut-être, mais sans elle rien n'est possible. »

L'antienne habituelle. Sergent savait ses amis du 1^{er} R.E.P. très montés. Mais entre les critiques acerbes des popotes et la révolte il y avait un pas que beaucoup de militaires étaient peu disposés à franchir. En outre si les chefs F.A.F., Capeau, Zattara, Vignau, faisaient confiance aux officiers les plus décidés, la tête manquait. Au procès des Barricades l'attitude de Susini leur avait fait une impression défavorable. Toutes les autres déclarations étaient apparues comme sympathiques à l'opinion publique. Les juges avaient même accordé la liberté provisoire à nombre d'accusés — Lagaillarde en tête — et Susini était venu tout gâcher par ses déclarations intempestives, fleurant le fascisme à la Mussolini et le nationalisme des grandes années « préparatoires » en Allemagne. À l'audience, tout ce qui paraissait pur à l'oreille des jeunes capitaines avait été contre Susini et tout ce qui avait été réellement politique avait été à son avantage. « Quelle tête politique ! » disait-on. Mais on ajoutait aussitôt : « Redoutable tête politique ! » L'effet avait été désastreux. Il avait détruit le travail considérable de Lagaillarde et du colonel Gardes qui, sur le plan civil et militaire, étaient apparus à l'opinion publique comme des hommes sincères. Pour la première fois, au cœur de Paris, l'Algérie française disposait d'une tribune digne et de valeur. Sergent, qui les connaissait bien, n'avait qu'une piètre estime pour le sens politique de Marçais ou de Lauriol — les ténors officiels et « patentés » d'Alger — qui ne convainquaient personne en métropole. Avec Gardes et Lagaillarde cela prenait une autre dimension. Et Susini « avait tout foutu par terre » !

Il fallait une tête au F.A.F. Et une bonne tête. Un chef estimable auquel les militaires décidés fassent confiance.

Et ce soir du 7 décembre 1960, en se pliant à Orly aux formalités de départ pour l'Algérie, le capitaine Sergent pensait bien le leur apporter. Son séjour dans la capitale avait été fructueux.

Plus que des militaires il avait surtout fréquenté des avocats. Chez M^e Gallot il avait rencontré Pierre Lagaillarde en liberté provisoire. Il l'avait félicité et s'était réjoui lorsque le jeune député lui avait dit : « Je file... dès ce soir. En Espagne. » Sergent s'était imaginé que, Salan préparant quelque chose de grave, Lagaillarde voulait « en être ». D'autant que quelques jours plus tard, un autre avocat, M^e Le Coroller, lui avait dit : « Il se passe des choses importantes, mon capitaine.

— Je suis chez moi, maître. En permission et disponible. Vous pouvez toujours faire appel à moi. »

Sergent était encore le militaire-militaire, subalterne de surcroît et avait beaucoup d'innocente admiration pour « ceux qui savaient ».

Là-dessus était arrivée l'annonce officielle du voyage de De Gaulle en Algérie. Lorsque ce n'était encore qu'un bruit, ses amis du F.A.F. lui avaient dit : « Un pareil voyage dans de telles circonstances, ce serait une véritable provocation ! Qu'il vienne s'il ose. Qu'il vienne et, ce salaud, on va le recevoir ! »

La réception se préparait ! Le matin de ce 7 décembre Sergent avait reçu un nouvel appel téléphonique de Le Coroller.

« Êtes-vous toujours disponible, mon capitaine ?

— Oui. Ce sera long ?

— Peut-être.

— Je suis à votre disposition.

— Venez ce soir chez mon confrère M^e X... »

Prêt à accomplir une mission nette et précise, Sergent s'était retrouvé dans le salon d'un grand avocat parisien. Et celui-ci de sa voix d'airain, le masque tragique, l'œil fixe, était parti dans une grande explication politique selon laquelle le processus de liquidation de l'Algérie était profondément engagé ; si De Gaulle parvenait à « extorquer » le soutien du peuple français par référendum, la partie serait irrémédiablement perdue⁽⁴⁹⁾. Il était indispensable de profiter du voyage « inespéré » du Général en

Algérie pour « faire quelque chose ». Arrivait enfin l'objet de la mission.

« Mon capitaine, pouvez-vous partir immédiatement pour Alger ?

— Oui. Mais les billets ?

— Nous les avons. Vous allez vous rendre auprès du général Jouhaud et vous lui donnerez « le feu vert de Salan ».

— C'est tout ? Le feu vert de Salan ?

— Oui, je reviens de Madrid où j'ai vu un de mes clients. Le grand jour est arrivé. Grâce à vous, Jouhaud aura le feu vert pour prendre Alger. »

Sergent était surpris. Non du message mais du laïus de l'avocat qui dépassait ainsi le rôle de simple agent de liaison transmettant le message d'un client ! La réputation de droite de l'avocat n'était plus à faire. Alors, s'il se mouillait devant témoins — témoins sûrs mais témoins tout de même — c'est que quelque chose de sérieux se préparait !

Pour Sergent, comme pour beaucoup de militaires, le personnage Salan n'était guère « excitant ». Assez simples dans leurs analyses ils considéraient Salan comme un général politique, malin, mondain, soutenu par une foule de relations dans tous les milieux. L'inverse de Massu qui donnait une impression de solidité extrême allant jusqu'à l'entêtement. Il y avait chez Salan une certaine « mollesse », et trop de calculs. Apprenant que l'ancien commandant en chef « donnait son feu vert », Sergent — « bête et discipliné » comme il me le dira plus tard avec une certaine amertume — se demanda si Salan n'était pas victime de l'« étiquette » qu'on lui avait collée depuis l'Indochine, s'il n'était pas plus fort qu'il ne le pensait.

« Madrid est son Londres, se disait le jeune capitaine. S'il se décide à passer à l'action, c'est qu'il veut combattre jusqu'au bout. »

Sergent n'était pas loin de croire que Salan était même un « crack ». Bien sûr, il avait commis la faute de se réfugier en Espagne, ce qui donnait à son éventuelle action un fâcheux relent de fascisme, mais peut-être n'avait-il pu faire autrement. La lutte De Gaulle-Salan était ouverte, c'était l'essentiel. Et Salan en 1960 adoptait vingt ans après une solution à la De Gaulle en filant à

l'étranger pour y proclamer son opposition !

Déjà dans l'esprit du jeune capitaine — et de tous ceux qui le suivraient dans la tragique aventure — tout ce qui n'était pas Algérie française devait être considéré comme ennemi.

Et puis tout cela ne se présentait pas mal. Des contacts étaient pris avec des gens solides — ses amis du F.A.F. n'avaient rien à voir avec les colons braillards ni avec les extrémistes qui s'étaient illustrés dans le contre-terrorisme, et à Paris les amis de l'avocat semblaient être de bons bourgeois raisonnables — en liaison avec un général prestigieux dont le représentant à Alger semblait être le plus apte psychologiquement à entraîner ses compatriotes. Jouhaud était pied-noir et avait pris sa retraite à Alger. Oui. Cette fois c'était sérieux.

Quand à 23 heures, ce 7 décembre 1960, Pierre Sergent, capitaine au 1^{er} R.E.P., prit l'avion de nuit pour Alger il eut l'impression d'accomplir l'un des actes les plus importants de sa vie. Sauver l'Algérie française, maintenir la France au rang de grande puissance, et lutter contre le communisme qui déferlait sur l'Occident chrétien : tel était le but qu'il poursuivait en soutenant le « grand coup » qui se préparait. Le hasard lui faisait jouer les détonateurs. Il était bien décidé à participer plus activement encore à l'explosion.

« Le feu vert !... Le feu vert ! Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? » Le visage naturellement affable de Jouhaud s'est fermé. Sa bouche, volontiers gourmande et moqueuse, n'est plus qu'une blessure en coup de sabre.

Devant lui, Sergent, qui le voit pour la première fois, tente de le convaincre.

« Mon général, je transmets seulement un message. Il vient du général Salan.

— Salan ? Et avec quoi veut-il que je marche ? Il n'a qu'à venir lui-même. »

C'est donc cela la révolution ? Le capitaine plein de foi et d'idéal, qui s'attendait à être reçu brièvement, à transmettre son message, au garde-à-vous, et repartir avec une nouvelle mission drapé dans son manteau couleur de muraille, perçoit la réalité. Rien ! Rien n'est prévu. Ni chef, ni plan, ni unités. Rien de consistant. Une fois de plus l'énorme « tchatche » née au bord de

la Méditerranée, entretenue par des esprits surchauffés, nourrie des espoirs les plus fous de braves types déboussolés et présentée sérieusement de l'autre côté chez un célèbre avocat parisien ne révèle qu'un vide désespérant. Quel décalage entre Paris et Alger ! Ce qui vaut pour l'autorité civile vaut pour les activistes. Jamais sur la même longueur d'onde!

Malgré sa déception, Sergent retire une bonne impression de ce général qu'il n'a jamais rencontré. Sa réaction franche et brutale le séduit. Voilà un homme énergique, sans folklore. Ce folklore pied-noir velléitaire et hâbleur que déteste par-dessus tout le jeune capitaine froid, exalté et un peu puritain. Au garde-à-vous il dit :

« Mon général, je suis en permission. Je me mets à votre disposition. »

Pour Jouhaud c'est inespéré. Le général a perdu contact avec l'armée qu'il sent désemparée mais en arrière de la main. Il est aviateur, ne connaît pas grand monde dans ces régiments de réserve générale sans lesquels aujourd'hui aucun « coup » n'est réalisable. Sergent, capitaine au 1^{er} R.E.P., sera son agent de liaison au sens militaire du terme et non la simple estafette.

Le général sonde un peu cet officier au visage d'ascète, aux yeux bleus glacés, inquiétants comme ceux d'un enfant trompé. L'examen est probant. Le jeune homme rêve d'une grande politique française, d'un gouvernement qui choisisse de conserver à la France son rang de grande nation digne de la signature donnée à Berlin. Pour lui l'Union française — l'Empire français — donne au pays la possibilité d'être une grande puissance. Qu'il s'effondre et la France devient la Suisse. Petite, tranquille, riche, peut-être, dans ses coffres mais sans horizon, peu exaltante à vivre ! Et puis garder l'Algérie française c'est lutter contre le communisme auquel la France, à chaque reculade, cède la place avec un empressement qui aux yeux de Sergent ressemble fort à une trahison. Sans Union française, sans l'Algérie — une Algérie avec bien sûr l'égalité des droits et des devoirs pour tous dans l'esprit du 13 Mai —, c'en est fini de la France. Et, paradoxalement, dans l'esprit de la plupart des officiers qui partagent les idées de Sergent et qui vont jouer un rôle de premier plan pendant les dix-huit mois qui restent à vivre à l'Algérie française, le symbole du recul, de l'abaissement de la France, au niveau de petit pays repu, calme et tranquille, c'est l'Homme du 18 Juin, celui qui écrit : « Toute ma vie je me suis fait une

certaine idée de la France. » Eux pensent territoire, lui pense âme. Là encore le déphasage est grand entre Alger et Paris. Encore que des hommes comme Sergent soient lucides. Ils savent que le peuple de France suit et approuve dans sa majorité la politique de De Gaulle — d'où la crainte du prochain référendum. Il faut donc lui imposer une nouvelle ligne de conduite. Et pour cela éliminer politiquement De Gaulle. Les officiers prêts à se mouiller savent maintenant qu'il ne sera pas question de faire revenir le général sur les décisions prises. ALORS IL FAUT QU'IL S'EN AILLE. La guerre civile ? On en assume le risque. Le fait que la France reste une grande puissance vaut un changement brutal de régime. Avec tous les dangers que cela comporte !

Rassuré sur la détermination de Sergent, Jouhaud va l'employer à convaincre les régiments parachutistes sans l'aide desquels l'émeute populaire ne peut aboutir. Les hommes du F.A.F. sont prêts. Ne manque que le feu vert des colonels paras. Et il est autrement important que celui de Salan, qui vitupère et ordonne à l'ombre des plantes vertes de son hôtel madrilène !

Le discours du 4 novembre et la « République algérienne » évoquée comme une certitude pour l'avenir par le président de la République ont décidé certains colonels à « se mouiller ».

C'est le cas pour le colonel Masselot, patron du le régiment de chasseurs parachutistes. Pied-noir de Bougie — son grand-père, contrôleur maritime, a créé le port — il s'est fait la promesse de ne jamais abandonner l'Algérie. Jusque-là il s'est strictement cantonné dans le métier militaire qui est toute sa vie. Il adore son régiment — l'ancien Royal-Auvergne, devenu le régiment du Chevalier d'Assas — et ses hommes le lui rendent bien. Georges Masselot fait partie de ces colonels « à légende indochinoise ». Il y a commandé le 2^e B.E.P. qui est devenu le 2^e R.E.P. lorsque, fin 1955, il est arrivé en Algérie. Pour cet ancien d'Hoa Binh il y a ceux qu'il a connus sur le terrain en Indo, les copains, et les autres qu'il n'y a jamais vus et pour lesquels il professe un solide mépris. Ainsi il ne pourra jamais « encadrer » Antoine Argoud dont nul n'a croisé la silhouette sur les diguettes des rizières.

Depuis la fin de l'année 1955, Masselot baroude de Djelfa au Constantinois. Son le R.C.P. y fait merveille. Il casse du fell, fait son métier et défend sa terre. Il a cinquante ans, des cheveux en brosse grisonnants, un bon visage carré, obstiné et sympathique, une taille moyenne et « des épaules ». Il est pied-noir du fond de

son âme. Il aime commander les hommes. Surtout « ses » hommes. Et il sait les conduire sur le droit chemin. Il ne se complique pas la vie avec des idées politiques auxquelles il ne comprend rien. Et surtout ne veut rien comprendre. Il a toujours fait son devoir. Souvent plus qu'un autre. Et il défend les valeurs traditionnelles qui ont fait la grandeur de la France et grâce auxquelles l'Algérie est devenue un beau pays. Son pays. Un Arabe est un Arabe. Un juif, un juif. Un Français, un Français. Que chacun reste à sa place !

Mais coup sur coup l'autodétermination, l'Algérie algérienne et enfin la « République algérienne » sont venues bouleverser le tableau qu'il s'était fait de l'avenir de « son » Algérie. Son sang n'a fait qu'un tour. Jusque-là l'ennemi avait été le fell, il faut désormais y ajouter De Gaulle.

Il apprend par le colonel Romain-Desfossés, commandant le secteur de Philippeville, base du 18^e R.C.P., qu'un brain trust militaire composé d'officiers du 1^{er} R.E.P., de la 10^e D.P. et du corps d'armée d'Alger, « prospecte » les unités de la 25^e D.P. Son copain. Lecomte, le colonel du 14^e R.C.P., lui confirme la nouvelle.

« Pourquoi, moi, pied-noir, n'ai-je pas été contacté ? dit Masselot avec humeur.

— On n'en est qu'aux préparatifs, répond Lecomte. Mais si tu es d'accord avec nous, je me mets sous tes ordres. Tu seras notre chef de file dans le Constantinois.

— Si je suis d'accord ? Plutôt deux fois qu'une... »

Les contacts se multiplient. La Chapelle, le patron du 1^{er} R.E.C., qui correspond avec Argoud, muté en France depuis l'affaire des Barricades, « marche à fond ». À l'état-major du général Gouraud, commandant le Constantinois, les colonels trouvent une rare compréhension parmi les généraux.

« Je suivrai et je vous aiderai », dit même Gouraud.

Il est bien connu que dans cette guerre d'Algérie les colonels sont faits pour marcher devant les généraux !

En outre — comme si l'expérience des Barricades n'avait pas suffi — l'état-major d'Alger a désigné le 18^e R.C.P. et le 14^e R.C.P. pour être d'alerte à Alger. C'est à eux que reviendra — en cas de troubles — le soin de rétablir l'ordre lors d'éventuelles

manifestations européennes ou musulmanes !

Ce choix aberrant réjouit particulièrement Sergent, devenu au côté de Jouhaud, la « tête militaire » du complot tout en affectant de jouer les subalternes. Dufour, le patron « en cavale » du 1^{er} R.E.P. — qui n'est introuvable que pour la Délégation générale et le commandant en chef — lui apporte son adhésion au mouvement, « à condition que les autres chefs de corps se joignent à lui ». De toute façon — Dufour ou pas Dufour — Jouhaud et Sergent peuvent compter sur le 1^{er} étranger de parachutistes. Le lieutenant Degueldre a contacté personnellement chaque commandant de compagnie. Ils se sont engagés à revenir à Zéralda sur simple message en code signifiant : « 1^{er} R.E.P. à Alger. » Comme le régiment est en opération dans le Constantinois il faudra simplement tenir compte du délai de voyage. Degueldre, qui est affecté pour un temps à la C.C.S. (compagnie de commandement et, des services) de Zéralda, passera lui-même le message sur ordre de Sergent.

1^{er} R.E.P., 14^e R.C.P., 18^e R.C.P., et la foule d'Alger téléguidée par le F.A.F., il n'en faut pas plus pour gagner. Après tout, le 13 Mai ne s'est pas réalisé autrement !

En moins de vingt-quatre heures le capitaine « en permission » Pierre Sergent a établi les contacts et les liaisons nécessaires au général Jouhaud pour contrôler la manifestation qui doit marquer l'arrivée du chef de l'État sur la terre algérienne. Quand, au soir du jeudi 8 décembre, les deux « conjurés » se retrouvent pour une ultime mise au point, Sergent peut broser un tableau optimiste de la situation.

L'ordre de grève générale est lancé par le F.A.F. Des dizaines de milliers de tracts imprimés dans toute la ville et même au Gouvernement général sur les ronéos de l'administration, rappellent les ordres du Front de l'Algérie française : « La vie de la capitale doit s'arrêter. Interdiction aux véhicules civils de circuler. Interdiction d'ouvrir les magasins sous peine de les voir saccager. Des piquets de grève seront formés devant les entreprises. Dès les premières heures de la matinée la population doit manifester dans le centre de la ville son indignation et son mépris à la visite qu'« ose » faire le général De Gaulle à l'Algérie. »

Dès onze heures, à Bab-el-Oued, carrefour de l'Horloge, rue Michelet, au coin de la rue Richelieu, et à Belcourt-Polignac les

groupes de choc du F.A.F., ceux de Jeune Nation, les partisans isolés de Lagailarde, les poujadistes et les « durs » des anciennes U.T. attaqueront le service d'ordre. Les engagements seront brefs et violents. La tactique est d'exciter les C.R.S. et gendarmes en un point, puis de rompre très vite le contact pour reprendre le harcèlement un peu plus loin. À ce régime, le service d'ordre sera vite épuisé. Les autorités feront alors appel à l'armée. Et arriveront SUR ORDRE du G.G., les régiments de Masselot et de Lecomte. Il ne restera plus qu'à faire venir le 1^{er} R.E.P. grâce au message de Degueldre. Les trois régiments dirigés par des chefs acquis au mouvement n'auront qu'à « cueillir » la ville qui tombera comme une poire blette. En outre, le général De Gaulle, venu se fourrer dans la gueule du loup, sera éliminé d'une manière ou d'une autre. Le mouvement — semblable au 13 Mai — gagnera toute l'Algérie puis la métropole. Sans De Gaulle pas de gaullisme. L'U.N.R. éclatera comme une baudruche. Le régime s'effondrera. Et tous les espoirs seront permis.

Pour les conjurés cette visite du général De Gaulle est inespérée. Qu'on laisse cette chance passer et c'en est fini de l'Algérie française. Le référendum approuvé par « un pays de veaux » lui porterait le coup de grâce. Heureusement, ce soir du 8 décembre, Jouhaud, soutenu par Sergent et par la direction clandestine du F.A.F., a tous les atouts en main. Le Grand Coup est pour demain. Cette fois, il ne peut échouer.

Au centre de la ville les rues sont désertes, les rideaux de fer baissés, l'ordre de grève est respecté. À Bab-el-Oued, les balcons sont vides, les volets restent fermés. À chaque carrefour important un commando du F.A.F. veille. Qu'un « traître » tente de se soustraire à la grève et « on lui fait » le magasin. Rue Michelet la seule boutique ouverte est celle d'un boulanger « réquisitionné ». Quatre soldats en armes veillent à la porte.

Vers neuf heure trente la ville s'anime. Par groupes, par paquets, les hommes — beaucoup de très jeunes gens — descendent vers le centre. Les poches sont lourdes de boulons, des pierres et des morceaux de fonte ballottent dans les musettes. Les groupes de choc du F.A.F. sont armés. Ils ont revêtu la « tenue de combat » : blue-jean, blouson et chaussures de basket. « Souplesse et mobilité avant tout », ont dit les chefs de groupe.

Dès l'aube, gendarmes et C.R.S. ont quadrillé la ville. Depuis quarante-huit heures la Délégation générale n'ignore rien des

mots d'ordre des mouvements ultras qui n'ont jamais brillé par leur discrétion. Des forces importantes de « mobiles » en treillis de combat, bardés de grenades lacrymogènes, stationnent au centre de la ville. Des automitrailleuses blindées sont placées en réserve sur le plateau des Glières. D'après les renseignements parvenus aux oreilles de Jean Aubert, le directeur de la Sûreté, c'est rue Michelet que l'assaut sera le plus rude. Les gendarmes y sont prêts. À Belcourt, on a placé des unités de C.R.S. aux lisières du quartier européen — désert — et du quartier musulman où ostensiblement les boutiques sont ouvertes. Là aussi des groupes de très jeunes gens stationnent, le regard braqué sur la zone européenne. Eviter à tout prix les heurts entre les deux communautés telle est la consigne que doivent faire respecter les forces de l'ordre en tampon à la limite des quartiers « mixtes ».

Au fil des heures la tension monte en même temps que les groupes venus de la ville entière forment une masse mouvante qui observe et jauge le service d'ordre.

Une nouvelle fois la ville européenne s'apprête à faire entendre sa symphonie aux accents tour à tour tragiques et pathétiques. Une nouvelle fois les nerfs sont tendus à se rompre. Une nouvelle fois la population va traduire son obstination mais aussi son désarroi, mêlant imprécations et sanglots. Puisqu'on est seuls, abandonnés de tous, désespérés, qu'il ne faut compter que sur nous pour empêcher le crime qui se prépare... En avant ! Et tant pis si l'on doit mourir !

Toute la Méditerranée est là. Tragédie et farce inséparables. Mais pour les Algérois l'heure de la comédie est dépassée. Reste le drame. Il va être long et douloureux. Dix-huit mois consternants traversés d'éclairs d'espoir. Une alternance tragique d'illusions et de certitudes. Succession de crises qui — chaque fois — laissent le corps et l'âme brisés. Ouverts seulement aux espérances les plus folles.

Ce 9 décembre 1960, à Alger, on sait où sont les ennemis. Casqués et bottés là... à portée de la main. Représentants détestés d'un pouvoir « méprisable ». Chaque pierre, chaque boulon, chaque morceau de fonte sur les C.R.S. ou les gendarmes c'est une pierre, un boulon, un morceau de fonte sur Morin, sur Crépin, sur De Gaulle. Surtout sur De Gaulle... toute cette clique haïe qui veut livrer aux Arabes le beau pays tant aimé. Eux aussi sont l'ennemi. Il ne faut pas l'oublier. On ne va pas l'oublier dans les

heures qui suivent. La raison n'a plus droit de cité. N'aura plus droit de cité. Jamais. Jusqu'à la fin. Ce 9 décembre 1960, avec le premier jet de pierre commence l'atroce calvaire, le combat désespéré et solitaire dans lequel les Européens vont se réfugier avec une morose délectation.

Dès 10 heures les heurts sont vifs. La riposte ne l'est pas moins. Les gendarmes remontent la rue Michelet sous une pluie de projectiles. Mais les grenades lacrymogènes font refluer la foule des manifestants. On pleure, on crache, on éructe, on décroche. Pour recommencer un peu plus loin. Il ne s'agit pas d'une manifestation populaire — ce sera pour le lendemain mais d'attaques de commandos du F.A.F. bien précises, bien préparées. On a étudié soigneusement la topographie de la rue Michelet. Les heurts violents ne doivent avoir lieu qu'à proximité des immeubles à double issue. Et ils pullulent dans ce quartier construit à flanc de colline. La rue Michelet est une tranchée. Il suffit de monter au quatrième étage à la hauteur du n° 90 pour se retrouver au rez-de-chaussée de l'autre façade, rue Henri-Alexandre et par un dédale de ruelles, d'escaliers, de passages il est facile de gagner un point en amont de la rue principale et de prendre le service d'ordre à revers ! Les troupes fatiguent. Elles sont attaquées de tous côtés. Les tourelles des A.M.X sont refermées. Des toits et des balcons pleuvent des tuiles, des pots de fleurs, des poêles à frire, des parpaings. Pourtant on n'en arrive jamais au corps-à-corps. Entre les manifestants et les « mobiles » il y a toujours un jet de pierre ! Les violents accrochages ont fait des blessés de part et d'autre mais rien de grave. Et puis, comme par miracle, vers 13 heures, les combats cessent. La trêve du déjeuner ! Les manifestants disparaissent, recueillis par la ville complice. Il ne reste plus que des gendarmes qui se replient et sur la chaussée les débris de l'émeute : pierres, pavés, boulons, chaussures, quelques taches de sang, et planant sur la rue les nuages âcres des gaz lacrymogènes. C'est tout pour ce 9 décembre à Alger. L'heure des véritables affrontements n'a pas encore sonné. Ni celle de la « démobilisation ».

Dans la soirée, le F.A.F. publie un communiqué : « La grève générale se poursuit. Demain, samedi 10 décembre, la population descendra dans la rue manifester par sa présence massive — aux cris d'Algérie française — sa farouche hostilité à la politique d'abandon. Nous le répétons : le moment est venu. Demain il sera trop tard. »

De la « Symphonie algéroise », le F.A.F. n'a joué que l'ouverture !

« Vive de Gaulle !... Vive De Gaulle !... AL-GÉ-RIE AL-GÉ-RIENNE... »

« AL-GÉ-RIE FRAN-ÇAISE... AL-GÉ-RIE FRAN-ÇAISE... »

Les slogans se mêlent, s'opposent, se heurtent. De Gaulle accompagné de Louis Joxe fait son entrée à Aïn-Témouchent alors que des manifestants européens, hommes et femmes, arrachent à la foule algérienne en burnous et haïk blancs les bannières où s'étalent les mots honnis : Algérie algérienne.

Lorsque le Général sort de voiture flanqué de Jean Morin et du général Crépin un « À bas De Gaulle !... Algérie française » repris par la population européenne le frappe en pleine face. Morin pâlit. Crépin a le menton en galoche qui tremble. Ils observent le Général. Un geste d'agacement et c'est tout.

Pourtant, le F.A.F. a bien fait les choses, aidé par les commandants de secteur locaux. C'est une floraison de calicots et de pancartes Algérie française. Il est bien loin le temps du 13 Mai où l'on mettait les musulmans au premier rang, pour montrer combien ils étaient fidèles et attachés à l'Algérie française. À Aïn-Témouchent on les a relégués derrière les Européens ou parqués loin de l'endroit où doit s'arrêter le cortège présidentiel.

Dès la première minute, De Gaulle impose au voyage le rythme qu'il suivra trois jours durant. Affolant. La course au trésor. Tout doit marcher au pas de charge. De Gaulle est là, il prouve à l'Algérie entière qu'il peut y venir, y rencontrer qui il veut. Par sa présence physique il impose sa loi. Mais il montre bien que cela doit aller vite. Qu'il ne fait que passer, que des choses plus importantes l'attendent ailleurs.

« Algérie française... » les cris reprennent de plus belle au passage du cortège. Le Général se penche vers Morin, Joxe et Crépin et, sans s'arrêter, dit :

« Les cris, les clameurs, cela ne signifie rien. L'évidence, la clarté et le bon sens, voilà ce à quoi nous devons nous attacher et non à des slogans et à des formules qui sont périmés. »

Le traditionnel « briefing » militaire se déroule bien. De Gaulle semble très satisfait du laïus du colonel Brothier, le patron de la légion à Sidi-Bel-Abbès.

« Celui-là, c'est un pur, un loyal », confie le Général à Jean Morin.

Après l'accalmie il faut pourtant ressortir des locaux militaires. Pour Morin comme pour Crépin le cauchemar recommence avec les cris hostiles au président de la République. Heureusement que la DS noire n'est pas loin. Mais voilà,, que De Gaulle s'arrête. Paul Comiti, Henri Djouder, Roger Tessier et Raymond Sassia se regroupent très vite autour du Général. Ce sont les « gorilles ». Œil acéré, tir rapide, des épaules de catcheur et une efficacité qui a impressionné les G. Men du président américain lors du récent voyage aux États-Unis. À Paris Jacques Foccart, qui devient de plus en plus l'homme à tout faire de l'Élysée, et qui est chargé de la sécurité personnelle du Général, les a alertés. Les bruits les plus alarmants lui sont parvenus. On doit enlever De Gaulle, l'assassiner. On parle de complot civil, de kidnapping militaire. Mais ce que craint par-dessus tout Jacques Foccart c'est l'homme dans la foule. Là le Général est vulnérable. Aucun garde du corps ne peut empêcher un fanatique de le poignarder. Et *De Gaulle*, comme pour forcer le destin, ne manque pas une occasion de plonger dans les rangs des assistants pour serrer des mains pendant de longues minutes. Foccart sait qu'Aïn-Témouchent et Orléansville seront des points cruciaux du voyage. Dire au Général de les éviter serait un défi. Il s'est contenté — avant le départ — de le supplier de ne pas « trop aller dans la foule ».

« Fichez-moi la paix », a été la seule réponse au Général.

Sur la place d'Aïn-Témouchent les gorilles sont aux aguets. Leurs regards se croisent, forment un faisceau invisible qui ne laisse aucun angle mort autour du Général: Sous la veste déboutonnée le colt Cobra, dans son holster noir accroché à droite de la ceinture, est prêt à entrer en action. En outre, sous l'impulsion de leur chef, Paul Comiti, chacun, avant le départ, a fixé un pistolet « de secours » sur la face interne de la cuisse gauche — sous le pantalon — au cas où ils seraient brusquement désarmés. Toutes les précautions sont prises. Ils sont prêts à tout.

Et l'incroyable se produit. Au lieu de regagner sa voiture, le Général se dirige vers la foule. Sans prendre garde aux personnalités qu'ils bousculent les gardes du corps se précipitent à sa suite. De Gaulle, méprisant, fend les premiers rangs de la foule hostile, celle des pancartes « Algérie française ». Il a aperçu, loin derrière, des musulmans qui crient « Algérie algérienne !...

Vive De Gaulle !... » C'est vers eux qu'il avance péniblement. Les faces bronzées s'éclairent, la main du Général est happée par des mains brunes qui la serrent.

« Bonjour... Bonjour... »

« Vive De Gaulle ! Vive De Gaulle! Algérie algérienne ! »

Cette fois les cris arabes ont écrasé les slogans des Européens. Ceux-ci, médusés, s'écartent, se taisent tandis que De Gaulle se dirige vers sa voiture. Quelques jeunes gens tentent *de* le retenir lorsqu'il traverse la foule européenne, mais ils sont repoussés sans ménagement par les gorilles et les officiers de la suite présidentielle. Cette fois il faut filer et profiter de la stupeur. La DS démarre. Dans la seconde, les gorilles sautent en voltige et à vive allure le cortège prend la route de Tlemcen. Les membres de la suite se précipitent dans leurs voitures. Il ne s'agit pas de perdre la caravane !

Dans la DS de tête, De Gaulle s'adosse aux coussins. Silencieux. Près de lui, Jean Morin éponge son vaste front. Le voyage ne fait que commencer. Il n'est pas au bout de ses soucis. Les cris hostiles résonnent encore à ses oreilles. Et le visage du Général est à l'orage.

Les ordres sont suivis. Le F.A.F. tient la ville. La grève générale continue. Les rues sont désertes. Pas pour longtemps. Pour la seconde fois en quarante-huit heures la population d'Alger va marquer son hostilité à De Gaulle qui vient la narguer. « Il ne veut pas venir à Alger, on le comprend! Mais on va bouger de telle façon que, même de loin, il saura ce qu'on pense. »

Cette journée du 10 décembre est essentielle pour le F.A.F. Il faut absolument que l'armée intervienne. La vraie armée, celle des paras, et non ces types de l'infanterie de marine qui quadrillent Bab-el-Oued. Les premières heures de la matinée sont calmes. La ville semble morte. Surtout dans le centre, où les habitants des beaux appartements de la rue Michelet se calfeutrent. Les gendarmes et C.R.S. attendent de pied ferme les lanceurs de pavés de la veille. Le quadrillage est plus serré. Les rues adjacentes à la rue Michelet sont bloquées. Les automitrailleuses sont en place, prêtes à faire refluer les manifestants et à dégager le centre. Les heures passent. Rien. 9 heures. 10 heures. À 11 heures c'est une certitude, le F.A.F. a changé de tactique et d'objectif. C'est le palais d'Été qu'il attaque

en fin de matinée. Ils sont des milliers, armés de matraques et de projectiles divers. Le palais d'Été est désert puisque le délégué du gouvernement accompagne De Gaulle et a passé la nuit à Tlemcen, tout comme le commandant en chef, mais la prise du palais d'Été, pendant le voyage du président de la République, serait un beau camouflet et montrerait la volonté du peuple de se faire entendre ! Les responsables du service d'ordre ont entrevu le péril. Abandonnant le centre d'Alger les gendarmes mobiles remontent au pas de charge la rue Michelet puis la rue Franklin-Roosevelt. L'affrontement est très violent. Les manifestants harcèlent les forces de l'ordre par commandos extrêmement mobiles. La tactique du coup d'épingle. Dès qu'ils approchent à découvert les gendarmes sont accueillis par des volées de pierres, de pavés, de morceaux de fonte. En une demi-heure ils ont des dizaines de blessés. Il faut pourtant dégager le palais d'Été. Alors on fait donner les chars. Courbés derrière les blindés, dont les coupes sont refermées, les gendarmes gagnent du terrain. Les grenades lacrymogènes dispersent la foule des manifestants. À 13 heures le palais d'Été est « nettoyé ».

À Bab-el-Oued les soldats de l'infanterie de marine ont dressé des chevaux de frise en travers des rues qui mènent au centre de la ville. Le quartier le plus turbulent est ainsi isolé. Mais pour combien de temps ? Le changement d'objectif des manifestants a prouvé une chose : les gendarmes et C.R.S. ne suffisent pas à maintenir l'ordre à Alger. Il faut faire intervenir la troupe. Le 18^e R.C.P., le régiment d'alerte, a été appelé d'urgence. Le colonel Masselot arrivera dans la nuit. De Batna il a dû se rendre jusqu'à Téliergma où ses hommes sont embarqués par vagues successives. Les premiers arrivent en début de soirée à Alger. Le régiment ne sera utilisable — au complet — que le dimanche matin.

C'est la première bonne nouvelle que le capitaine Sergent apporte à ses amis du F.A.F. Ils sont réunis pour un premier bilan dans une pièce au rez-de-chaussée, rue Horace-Vernet. Il y a là Vignau, Capeau, Moreau et quelques hommes de main. Dominique Zattara, l'âme du F.A.F. avec Claude Capeau, a été arrêté — par mesure préventive — avant l'arrivée du général De Gaulle en Algérie. Auparavant il avait eu le temps avec ses camarades de déterminer sur le plan d'Alger les objectifs à atteindre.

Les hommes du F.A.F. entourent Sergent.

« Alors ? Que fait l'armée ? demande Vignau.

— Masselot arrive.

— Et le 1^{er} R.E.P. ? »

La nouvelle a du mal à passer les lèvres du capitaine. Le 1^{er} R.E.P., c'est son régiment, celui de Degueldre, celui sur lequel on comptait dur comme fer.

« Je ne sais ce qui se passe. Degueldre — en accord avec le colonel Dufour — a passé le message qui doit faire revenir le régiment sur Alger. Mais nous n'avons aucune nouvelle. »

La déception est grande. D'autant plus grande pour Sergent que le colonel Dufour a quitté Alger pour Paris ! Le colonel s'est « dégonflé ». S'il tardait encore à rejoindre son affectation il risquait de graves sanctions. Alors il est parti. Sergent est horriblement déçu. Décidément, ces militaires qui font tant de promesses s'engagent dans l'aventure avec — soigneusement caché dans leur portefeuille — un billet d'aller-retour. Pour Sergent, qui a pris sa détermination, l'aller est simple... Il a largué les amarres, il ira jusqu'au bout.

« Que l'armée ne nous refasse pas le coup des Barricades », dit Vignau.

Sergent réagit d'autant plus violemment qu'il sait l'éventualité possible.

« Je vous le répète — et je vous l'ai toujours dit —, l'armée n'a rien promis. Mais je vous demande de manifester et de continuer pour montrer à De Gaulle que tous les partisans de l'Algérie française sont décidés à ne pas se laisser imposer sa politique. Nous avons l'occasion de renverser la situation. Nos camarades prendront eux aussi conscience de leurs responsabilités.

— Et De Gaulle ? Qu'est-ce qu'il fait ? »

Sergent eut un petit sourire. Il espérait apprendre incessamment la « bonne nouvelle » : l'arrestation ou la mort de l'homme honni. Jouhaud avait parlé de projets, lui-même avait entendu évoquer une possible intervention d'un commando militaire dans l'Est algérien lors de la visite à Bougie ou à Philippeville.

« L'important pour l'instant, dit-il à ses amis, c'est de maintenir

vos troupes en alerte. Dès son arrivée, je pose la question de confiance au colonel Masselot. Ne perdez pas le contact avec le général Jouhaud. Tout peut réussir demain. Tout DOIT réussir demain ! »

Le voyage continue de Tlemcen à Orléansville en passant par Cherchell. Partout aux « Vive De Gaulle ! Algérie algérienne » des musulmans répondent les « Algérie française » des Européens. Les injures fusent. De Gaulle, impassible, n'entend rien, ne voit rien que les visages pleins d'espoir des musulmans et les mains qui battent. Il agit comme si c'est eux qu'il est venu voir. Eux et eux seuls. Tant pis pour les autres s'ils ne veulent pas comprendre ni admettre l'évolution nécessaire de la politique française.

Le voyage-marathon se poursuit à un rythme hallucinant. De Gaulle, en uniforme de général de brigade, semble n'offrir aucune prise à la fatigue et ne faire aucune concession à la prudence. Il rompt les barrages, écarte avec agacement ses gorilles ou les membres des services de sécurité, et entre dans la foule pour serrer les mains qui se tendent vers lui. Au cours de la journée il a une parole pour chacune des communautés. Aux Européens — dont il dédaigne les manifestations hostiles — il demande « leur concours, leur participation ». Aux musulmans il demande de sortir de leur réserve : « Il vous appartient, leur dit-il, de prendre des responsabilités algériennes. » Au F.L.N. il répète : « Nous proposons sans relâche, loyalement et honorablement, la paix. » Aux militaires, enfin, il prédit : « La politique, dans l'armée, c'est la rupture. »

Et pour bien montrer à tous qu'une page est définitivement tournée, pour l'Algérie et la France, il développe — tout au long du voyage — le thème : « Entre l'Algérie nouvelle et la France nouvelle doit s'établir un contact nouveau. »

Jean Morin, au côté du Général, vit un véritable calvaire. Crépin a regagné Alger et lui a téléphoné de revenir d'urgence. La grève continue, les troubles se multiplient, le commandant en chef doit prendre des mesures énergiques mais ne veut les prendre qu'avec le délégué du gouvernement.

« Non, vous n'irez pas à Alger, a dit sèchement De Gaulle. Votre place est ici, près de moi. »

Morin obéit. Que faire d'autre ? Le voyage se poursuit. Une

pluie fine rend la route glissante, le paysage désolé. Le Général exige que l'on s'arrête au moindre village, où, derrière quelques notables en gandoura, se trouve, groupée sur le bord de la route, la population musulmane sortie de ses gourbis. Morin est sur les nerfs. Les gorilles sur les dents ! Sur quelle protection compter ? Le Général est à la merci d'un attentat F.L.N. ou européen. Négligeant superbement le risque, De Gaulle ne veut rien voir de l'angoisse qui étreint sa suite. Angoisse justifiée. Vers 17 heures, à une halte plus importante, un officier signale à Jean Morin qu'on l'appelle d'urgence d'Alger. Au téléphone : Vieillescazes, directeur adjoint de son cabinet, resté au G.G.

« Monsieur le délégué, dit-il d'une voix tendue, des informations précises et recoupées par la Sécurité militaire et les Renseignements généraux indiquent qu'un attentat va être dirigé contre le Général à Orléansville. Une équipe de tueurs est venue d'Alger. Ils attendent le cortège à l'entrée de la ville.

— Merci, Vieillescazes. À Alger, comment ça va ?

— Les manifestations se développent, en coup de poing. Violents accrochages, puis rupture de contact. Ça reprend aussi violemment en un autre point. Les gendarmes et C.R.S. courent aux quatre coins de la ville. Ils sont épuisés et vont manquer de matériel. Heureusement les régiments d'alerte arrivent de l'Est. Crépin a fait venir le 18^e R.C.P. et devant le développement des manifestations a demandé à deux autres unités de gagner Alger. C'est tout. »

Morin raccroche. Comment annoncer cela au Général ? Le délégué rejoint le cortège et s'approche de Louis Joxe. En quelques mots il lui explique la situation.

« Ce sera à l'entrée d'Orléansville. Il faut prendre des mesures.

— Dites-le au Général ! »

De Gaulle serre encore quelques mains, puis monte en voiture. Morin prend place auprès de lui. Comment annoncer à cet homme qui refuse toute précaution le bouleversement des cérémonies prévues à Orléansville ? Il se lance :

« Mon général, je n'ai pas l'habitude de m'affoler mais je viens d'obtenir des informations sûres. On craint un attentat en entrant à Orléansville. Je vous demande d'accepter un changement d'itinéraire et de ne pas vous lever dans la voiture pour saluer la

foule. »

De Gaulle se tourne à demi sur la banquette. Il regarde Morin. Pour la première fois du voyage le visage se détend. Il est presque paternel.

« Vous n'avez pas à me demander, Morin. C'est vous le responsable du maintien de l'ordre. Décidez... »

L'entrée dans Orléansville se fait par une route détournée. Le cortège s'engouffre dans la préfecture. Les voitures ne s'arrêtent que devant le perron. Les gorilles font un rempart de leur corps au Général, qui gagne rapidement le bâtiment neuf où l'attendent les notables.

« À bas De Gaulle ! Vive l'Algérie française ! » Autour de la préfecture c'est une floraison de bannières hostiles au Général. Morin, furieux, s'arrête et demande le responsable du maintien de l'ordre.

« Morin au poteau! Démission Morin ! »

— Qu'est-ce que ça veut dire, colonel ! Je trouve vos militaires un peu trop « compréhensifs »... Balayez-moi cette manifestation et montrez un peu de fermeté, que diable ! »

La complicité des autorités militaires locales ne fait aucun doute. On n'en est pas encore aux violences d'Alger mais... si l'attentat s'était produit, que se serait-il passé à Orléansville ? Morin en entrant dans la préfecture se promet de passer un savon au préfet qui ne semble pas avoir la haute main sur « ses » militaires.

L'arrière-salle du petit café, à la hauteur du 90, rue Michelet, est bleue de fumée. Une quarantaine de jeunes hommes s'y entassent et discutent avec passion. L'anisette opale dans les verres embués calme le feu des gorges brûlées par la poussière, les cris et les gaz lacrymogènes, mais fait monter le ton des conversations. La journée a été éprouvante. Depuis quarante-huit heures, les hommes du groupe ont harcelé les forces de l'ordre. Mais ce ne sont que les prémices de la révolte qui doit aboutir. Les quarante hommes, sales et transpirants, aux visages parfois marqués par les accrochages avec des gendarmes, n'attendent qu'un signal pour préparer le retour de celui qu'ils se sont choisi pour chef : Pierre Lagaille. Et cette fois, les armes — chacun d'eux en est pourvu — remplaceront les boulons et les matraques.

Christian est le chef du groupe Lagaille. C'est un ami du député en fuite. C'est lui qui a été l'âme du regroupement. Il a participé aux Barricades, puis a fait partie du commando Alcazar avec son cousin Ivan. Il est l'un des rares à être resté jusqu'au bout. À son « retour à la vie civile » pendant l'été de 1960 il a patiemment renoué les contacts avec les anciens U.T. des Barricades. Par son cousin Ivan, jeune ingénieur de vingt-trois ans, « gonflé » et prêt à tout pour sauver l'Algérie française, il a connu Pierre, expert comptable à Hydra. Puis le noyau a essaimé. Chacun de son côté a prospecté parmi ses amis et relations. Le groupe initial reçoit les adhésions de nouvelles recrues : Guy, un peintre en bâtiment, « Pépé » et Victor, puis Michel, un drôle de type affligé d'un épouvantable accent parisien, ancien para au 3^e R.P.C., qui a récolté deux ans de prison au tribunal militaire pour avoir pris trop de goût aux exécutions sommaires de fells ou présumés tels⁽⁵⁰⁾. Il y a aussi le père F... et quelques autres U.T. « de choc ». Pour eux, le F.A.F., c'est de la rigolade, la révolution à la pépère. Ses membres sont tout juste bons à brailler sur le plateau des Glières et à défiler drapeaux en tête et béret basque sur le front. Eux veulent une véritable révolution comme celle que leur chef Pierre Lagaille aurait réussie le 24 janvier si l'armée ne l'avait pas lâché au dernier moment. Mais rien n'est perdu. Lagaille s'est échappé des griffes du pouvoir. Il est à Madrid, près de Salan, il peut revenir. Il va revenir. Dans cette attente, le groupe de Christian cherche de l'armement, du matériel. L'un promet quatre cents tenues de para, l'autre un camion d'armes. Pas moins ! Pierre, Ivan et Michel, eux, ont pillé la réserve d'armes des gardes mobiles de Saoula. Des garants, six Thompson, et quatre-vingts chargeurs dont quelques-uns ont dégringolé sur la route d'Alger tant la fuite a été précipitée ! Quand le F.A.F. a créé ses groupes de choc, montrant ainsi sa détermination les hommes de Christian l'ont rejoint de même que les étudiants nationalistes de Jeune Nation et quelques vieux fidèles du F.N.F. de Jo Ortiz.

Depuis le vendredi 9 décembre, on les a vus à la pointe de toutes les attaques contre les gendarmes et les C.R.S. Et ce soir du 10, Christian leur a demandé de venir armés et prêts à passer la nuit dehors. Car jusque-là les manifestants ont respecté la trêve « déjeuner et anisette » traditionnelle à Alger.

« La première partie du plan a réussi, crie Christian en essayant d'obtenir le silence. Taisez-vous, bon Dieu, c'est important ce que

je vous dis. »

Les conversations ont cessé. Chacun sent que l'instant est grave. « Oui, reprend-il, nous avons épuisé les gendarmes. Les paras arrivent... »

Une longue ovation salue la nouvelle tant attendue. Les paras depuis toujours, surtout depuis la « bataille d'Alger » sont les sauveurs d'Alger.

« Les paras arrivent et ce soir ou demain l'armée doit basculer. Officiellement les paras sont là en renfort et doivent mater nos manifestations. En réalité, ils vont prendre Alger. Et notre rôle sera de servir *de* guides aux unités qui ne connaissent pas la ville. Nous devons leur indiquer les points cruciaux : le G.G., la radio, l'hôtel de ville, la nouvelle mairie, les émetteurs d'Ouled-Fayet. Alors calmez-vous, reposez-vous. Les heures qui suivent seront rudes. Préparez vos armes, »

Le brouhaha règne à nouveau dans l'arrière-salle. On s'excite, on s'exalte. L'heure tant attendue est arrivée.

C'est aussi celle du doute pour Pierre et son copain Ivan. On parle, on parle mais où sont les armes ? L'adjudant européen qui devait fournir les quatre cents tenues para est en perm' ! Et le camion d'armes promis a un pneu crevé ! Heureusement que l'armée est là pour réaliser les grands projets. Sans les paras ils resteraient à l'état de conversations de bistrot !

Malik et Alilat n'en croient pas leurs yeux. « Ils » descendent de partout. Des bidonvilles du ravin de la Femme-Sauvage, de Diar-el-Mahçoul, de Diar-es-Saada, du Clos-Salembier, ils chantent, ils crient : « Yahia De Gaulle^[51] ! Algérie algérienne. Yahia De Gaulle ! » Par groupes anarchiques, sans ordre, libérés, joyeux, des femmes, des enfants se mêlent aux hommes. Il est à peine 8 heures, ce dimanche 11 décembre, et la population musulmane d'Alger pour la première fois depuis le 1^{er} novembre 1954 manifeste de son propre chef.

« D'où est-ce parti ? demande Alilat au responsable financier du plus important groupe F.L.N.

— D'après les renseignements que j'ai pu avoir, répond Malik, c'est le capitaine Bernard, tu sais, celui de la

S.A.U.^[52] de Belcourt qui loge dans le stade près du cimetière Sidi-M'hamed. Il en avait assez de voir les Européens gueuler

contre tout ce que De Gaulle veut faire, contre l'Algérie algérienne.

— Pourtant, en général, les officiers S.A.S. sont très Algérie française.

— Oui, mais ceux des S.A.U. disent que les musulmans sont gaullistes — même s'ils sont pour l'indépendance — et qu'ils peuvent contre-manifester pour montrer aux Européens qu'ils existent par eux-mêmes.

— Tout cela c'est de la propagande pour répondre à De Gaulle : « Nous sommes là, on eut assez de la guerre. » C'est ce que Morin, à peu de chose près, a dit à la radio : « Descendez tous et manifestez... »

— Peut-être, Larbi, mais ils sont là, dans la rue, devant nous. Le capitaine Bernard a dit à ses cent goumiers, et tu sais combien la population les craint à Belcourt — « Alors qu'est-ce que vous attendez pour faire crier vos coreligionnaires ? » Et ils sont partis d'El-Aguiba.

— Boulevard Cervantès ?

— Oui, c'est de là que c'est parti. Exactement là. Les goumiers ont interpellé les gens. « Allez manifester contre les pieds-noirs. Ne vous laissez pas faire. Bougez. Ils crient Algérie française. Criez Algérie algérienne. C'est De Gaulle qui l'a dit... » Et tu vois, ils ne se sont pas fait prier. Ç'a suivi comme une traînée de poudre. »

Alilat réfléchit un instant, puis décide :

« Il faut réunir tous les hommes du groupe. Avertis le capitaine Kheiddine et Djamal de la situation. Il ne faut pas laisser faire.

— Tu ne vas quand même pas les arrêter avec nos deux cent quarante hommes ? ironise Malik.

— Non, mon frère, mais on va faire tourner la manifestation à notre profit. Envoie nos hommes à Salembier, à la Redoute, à Bouzaréa, Maison-Carré, El-Biar, Climat-de-France, à la Montagne, aux Eucalyptus. Et aussi à la Casbah et dans les cités à Mahçoul et Saada.

— Et qu'est-ce qu'ils vont faire ?

— Crier avec les autres.

— Yahia De Gaulle ?

— Oui. Et Algérie algérienne. Puis ils ajouteront : Yahia Ferhat Abbas, Yahia Ben Bella, Yahia De Gaulle, Négociation, République algérienne, Algérie indépendante. Il faut tout mélanger. Et faire évoluer dans notre direction. Et même tu vas faire sortir les drapeaux verts.

— Les drapeaux verts ?

— Oui, les drapeaux verts ! Quand là foule va en voir quelques-uns ça va être l'éclosion. Tout le monde en a un, caché dans les paillasses. Et s'ils n'en ont pas ils en fabriqueront. On n'était pas assez forts pour lancer une pareille manifestation mais si on ne parvient pas à la faire tourner en notre faveur c'est que l'avenir ne se présente pas bien pour le F.L.N. à Alger ! Nos deux cent cinquante hommes feront au moins aussi bien que cent goumiers. Et puis la foule sait que pour une fois les autorités sont pour nous. Ah! ils veulent que les musulmans se manifestent et disent ce qu'ils pensent. Ils vont être servis ! Allez, Malik, fissa. Exécution ! »

Alilat reste à Belcourt. Il se mêle à la foule des jeunes gens et s'égosille avec eux :

« Yahia De Gaulle. Algérie algérienne... »

Puis, jetant un coup d'œil sur ses voisins, il lance d'une voix vibrante :

« Yahia F.L.N... Yahia Ferhat Abbas. Yahia De Gaulle... »

Ses voisins le regardent, un instant interloqués, puis reprennent avec lui :

Yahia F.L.N... Yahia Ferhat Abbas... Yahia De Gaulle... Algérie algérienne... »

Et Alilat :

« Algérie indépendante... »

Ils reprennent :

« Algérie indépendante... »

Déjà un drapeau vert et blanc fleurit sur une terrasse. Puis un second. Des jeunes gens crient : « Sortons les drapeaux... Yahia F.L.N. » Alilat les quitte. Il peut changer de quartier. À Belcourt, c'est parti. La première manifestation musulmane à Alger sera

une manifestation F.L.N. !

Neuf heures. Une véritable marée humaine s'est répandue dans les quartiers musulmans. En hâte, des renforts de gendarmes et de C.R.S. sont venus s'interposer à la limite des quartiers européens, en particulier à Belcourt. Rue de Lyon une barrière de casques noirs fait face à la meute hurlante. Toutes les rues transversales sont envahies d'une foule qui trépigne. Aux premiers rangs, de très jeunes gens dans un état d'excitation extrême, sautant à pieds joints, les bras en l'air, tels des derviches, crient à s'en rendre fous : « Yahia Ferhat Abbas, Yahia F.L.N. Yahia De Gaulle... » D'autres reprennent : « Algérie musulmane. Algérie indépendante ». Des milliers de drapeaux verts hérissent cette masse compacte. Les C.R.S. et les gendarmes restent impassibles devant les cris et les drapeaux nationalistes. Il n'ont qu'un souci : éviter les affrontements entre pieds-noirs et musulmans. Derrière eux commence le quartier européen.

Dès le début de la manifestation les fenêtres, les volets se sont fermés brusquement. Les immeubles, les appartements sont barricadés. Les rues désertes. Mais l'on sent derrière chaque fenêtre aveugle, derrière chaque porte cadénassée l'homme à l'affût, qui protège sa famille, l'arme à la main. Là il ne s'agit plus de politique ni d'imposer ses vues sur tel ou tel projet mais de sauver sa peau. C'est la peur ancestrale de toutes les minorités. « Ils descendent. » Cette vieille peur qui jadis a fait refuser toute réforme : « Ils » sont neuf millions, nous sommes un million. S'ils sont nos égaux, à un contre neuf, ce sera le massacre.

Le spectacle qui s'offre aux yeux des Européens barricadés est impressionnant. À leurs pieds, de l'autre côté de la rue, les immeubles, les terrasses, les balcons ont été pris d'assaut par des colonnes de fourmis hurlantes. Les manifestants brandissent des drapeaux fells, des pancartes où l'on peut lire : « De Gaulle, Ferhat Abbas. Négociations ». Par grappes, innombrables, ils s'accrochent aux palissades publicitaires. Ils ont écrit en grosses lettres maladroitement pleurent des larmes de peinture noire : « Vive le F.L.N. Lagaille au poteau ». Sur des chiffons peints en vert et blanc saignent l'étoile et le croissant rouges, symboles d'un avenir tragique pour les Européens, s'ils laissent faire, s'ils se laissent faire.

10 h 15 : dans le bas de la rue Julienne des coups de feu claquent, partis des immeubles européens. Des hommes armés

quittent leurs abris et font face à la horde musulmane. Des C.R.S. se précipitent pour s'interposer. Dans un grand remous hallucinant, la foule musulmane reflue. Mais la nouvelle court de bouche en bouche bien plus rapide que l'homme qui fuit. Elle atteint les autres quartiers musulmans : « Les Européens ont tiré. Il y a des morts. »

À Diar-el-Mahçoul, l'immense cité de pierre ocre, construite par Jacques Chevallier et Fernand Pouillon, les façades, les balcons ont fleuri, chaque fenêtre porte son bourgeon vert et blanc. Une immense clameur, répercutée par les murs de la gigantesque cour intérieure, jette les manifestants dans la rue. Armés de bâtons, de barres de fer, ils saccagent tout sur leur passage. D'immenses drapeaux nationalistes sont brandis à bout de bras et la foule suit, dévastatrice, criant vengeance. Elle ne sait rien, elle est aveugle, elle veut casser, crier, hurler, tuer aussi. Au passage du ravin de la Femme-Sauvage un Européen est égorgé. Sur les hauts d'Alger des camions constellés de croissants rouges, de drapeaux verts, surchargés de jeunes hommes hurlants, parcourent les rues, follement applaudis. Sur la cabine de l'un d'eux un homme au bord de la crise nerveuse brandit une hache. Plus loin une vieille femme agite un drapeau. Elle crie : « Yahia F.L.N... » Dans son exaltation, son voile a à demi découvert son visage ridé, c'est Hanifa, la tante d'Azzedine, le célèbre chef F.L.N. devenu l'adjoint de Boumediene à l'état-major général des forces de l'A.L.N. Elle a soixante-seize ans et crie sa joie !

Des villas sont pillées. Des « fatnias » voilées, glapissantes, passent par les fenêtres des meubles, des lits, des matelas, des portes arrachées à leurs gonds qui s'écrasent sur le sol. Des enfants y mettent le feu et dansent autour.

À Belcourt, la tension a monté. Des Européens sont maintenant dehors. Beaucoup ont l'arme à la main. Ils insultent les Arabes mais surtout les C.R.S. hais, les gendarmes détestés.

« Fils de pute, vous allez nous laisser égorger sans intervenir, hein ? »

Des femmes pleurent. Les scènes d'hystérie se multiplient. Au centre d'Alger, où des manifestations européennes devaient reprendre contre le service d'ordre, le F.A.F. a annulé ses consignes. Le comité directeur, comme tous les Européens, a peur.

« Les Arabes vont descendre, disent-ils. Il faut foutre la paix aux C.R.S. et aux gendarmes pour qu'ils puissent nous défendre et nous protéger. Il faut les laisser faire leur boulot ! »

Etonnant réflexe. O combien humain ! Tristement humain. L'ennemi de la veille devient le sauveur ! Le capitaine Sergent, plus amer que jamais, constate. Sans illusions sur la population européenne, ni sur l'humanité en général, il approuve la cessation des hostilités contre le service d'ordre. « Ils ont la trouille, comment leur en vouloir ? »

Décidément, la révolution, si elle voit le jour, sera en Algérie une affaire militaire. Strictement militaire !

« Capitaine Léger, allez voir à Diar-el-Mahçoul ce qui se passe.

— Bien, mon général. »

Le capitaine Léger a appris l'émeute musulmane en arrivant à l'état-major interarmées et c'est le commandant en chef, le général Crépin, qui lui demande d'aller aux nouvelles. Il paraît soucieux.

« Partout des drapeaux fellouzes, mon capitaine, dit le chauffeur de Léger.

— Eh bien, on va aller voir. »

Léger est en uniforme de parachutiste, tenue léopard et béret rouge. Par précaution il a pris une MAT. En un quart d'heure la 203 est aux portes de Diar-el-Mahçoul dont s'échappent des clameurs qui fouettent par vagues les immeubles avoisinants aux fenêtres soigneusement closes. Un barrage du 117^e R.I. arrête le véhicule, puis reconnaissant un capitaine de paras, les biffins écartent les chevaux de frise placés en travers de la route en lacet.

« Fais gaffe », dit Léger au chauffeur qui avance avec précaution.

La 203 parcourt cent cinquante mètres. Le chauffeur freine brusquement.

« Oh ! merde ! » dit-il.

Sur l'asphalte, le cadavre d'un Européen égorgé gît au milieu d'une flaque de sang à quelques mètres seulement des premiers rangs de la foule. La vue de la tenue léopard déchaîne les hurlements et les you-you des femmes. Léger, la MAT à la main,

s'avance vers le cadavre, vers la foule. Des jeunes gens qui brandissent des gourdins et des drapeaux verts viennent à sa rencontre, menaçants. Léger s'arrête. D'un geste sec, professionnel, il arme sa mitrailleuse.

« Le premier qui avance, je le descends », crie-t-il. La masse s'est arrêtée. Ça ne va pas durer. Il faut faire vite.

« Demi-tour, toi, dit Léger au chauffeur, et démerde-toi. »

La peur donne du génie au chauffeur qui, malgré l'étroitesse de la rue, exécute sa manœuvre avec maestria. Léger saute dans la 203 et regagne le barrage.

« Qui commande ici ? s'écrie-t-il.

— Moi, dit un capitaine.

— Alors il y a un cadavre européen à quelques mètres de vous et vous ne faites rien ?

— Oh ! moi, je n'ai pas d'ordres. Actuellement, vous savez ce que c'est, je fais ce qu'on me dit et pas plus !

Léger est hors de lui. Ce « cloporte » l'écœure.

« Un officier comme vous, j'en fais un tous les matins ! »

Avant de regagner l'état-major, le capitaine para passe par la place du Gouvernement. Les C.R.S. et les « mobiles » ont constitué des barrages pour empêcher la Casbah de déverser sa population sur les quartiers européens. La ville arabe est en délire. Sur toutes les terrasses flotte l'emblème du F.L.N., une floraison qui aux yeux du capitaine ressemble à une provocation. Et ces C.R.S. qui rigolent ! Ah ! ils ne sont pas hostiles à cette racaille hystérique. Léger serre les poings. Des jeunes sont montés sur les automitrailleuses de la gendarmerie et agitent leurs emblèmes fells. Les femmes les excitent de you-you mille fois repris sur les hauteurs de la Casbah.

« Allez, ça suffit, on rentre », dit-il à son chauffeur.

À peine franchie la porte du quartier Rignot, Léger se précipite chez le commandant en chef.

Garde-à-vous. Salut. Léger, la voix blanche, contenant de plus en plus mal une rage qui ne demande qu'à exploser, « rend compte ». Il raconte le cadavre européen, la réponse du capitaine du régiment d'infanterie, il décrit la Casbah vert et blanc.

« Mon général, c'est scandaleux. La biffe est là et on laisse ce cadavre en travers de la route. Et l'on ne fait rien devant ces drapeaux F.L.N. ! En six ans il n'a jamais flotté sur Alger ! »

Crépin est embarrassé. Il hésite.

« Mon général, tente Léger, il faut donner des ordres. Ça ne peut pas durer.

— Et quels ordres voulez-vous que je donne ? explose le commandant en chef. Pas celui de tirer dans le tas !

— Oh ! ce n'est pas la peine de tirer. Je vous dégage la place du Gouvernement avec deux sections de paras et sans un coup de feu. »

Crépin est furieux. Il ne peut pas expliquer à ce capitaine qu'il est seul à Alger, qu'il vient d'appeler Morin qui accompagne le général De Gaulle à Tizi-Otizou et lui a demandé de rentrer d'urgence. « Je ne peux plus assurer l'ordre seul, a-t-il dit, il va peut-être falloir tirer sur la population. Il faut que vous soyez là. » Morin est en route.

Et puis peut-il dire à ce capitaine para — qui comme tous les officiers des troupes de réserve générale a risqué sa peau contre le F.L.N., parfois pour récupérer un seul de ces chiffons magiques dont les couleurs vert et blanc exaltent le nationalisme arabe — que nombreux sont ceux dans l'entourage du délégué du gouvernement qui approuvent la manifestation musulmane, même s'ils déplorent l'apparition imprévue de slogans et de drapeaux F.L.N. ? Il fallait que les musulmans sortent de leur attentisme. Voilà qui est fait. Ils ont affirmé à la face du monde qu'ils bougent quand ils veulent et non quand les Européens les y engagent. Ce sont eux et eux seuls qui prennent les décisions. Par cette manifestation, en criant Vive De Gaulle... et, bien sûr, Vive Ferhat Abbas — ce qui est plus ennuyeux — ils expriment leur solidarité à l'effort que tente le Général pour mettre fin à la guerre. Ils montrent aussi qu'ils sont majeurs et n'ont plus besoin des Européens pour prendre des décisions !

« Alors, mon général ? » interroge Léger.

Un colonel qui assiste au rapport s'enflamme devant le silence de Crépin.

« Si vous ne donnez pas d'ordres, mon général, il ne faudra pas vous étonner si un caporal-chef de parachutistes les donne ! »

Il se fait sèchement rappeler à l'ordre.

« Occupez-vous de votre travail, colonel. Et vous, Léger, allez voir à Belcourt comment évolue la situation. Je vais faire dégager la place du Gouvernement. C'est bien. Merci, messieurs. »

Lorsque Léger arrive rue de Lyon il est stupéfait. Les C.R.S. semblent ne pas voir les drapeaux fells que les manifestants leur promènent sous le nez, ni entendre les slogans que hurlent des jeunes gens munis de mégaphones. Le capitaine s'avance. Là encore la tenue léopard, exécrée des musulmans, provoque une recrudescence d'injures, de you-you haineux. Un colonel de C.R.S. se précipite.

« Qu'est-ce que vous venez foutre là ? » s'écrie-t-il. Léger, qui ne peut pas « piffer » les C.R.S., sent la colère monter.

« Je suis en mission état-major interarmées par ordre du général en chef, monsieur. »

Il a appuyé sur le Monsieur. Pour lui, un cinq galons C.R.S. n'est ni ne sera jamais « mon colonel ».

« Votre ordre de mission ?

— Monsieur, éclate Léger, pour venir du quartier Rignot à la rue de Lyon il n'y a pas besoin d'ordre de mission. Vous me demandez un ordre, à moi capitaine de paras, mais vous tolérez cela ! »

D'un geste il montre la marée mouvante et hurlante qui bat le barrage des C.R.S.

« Foutez le camp, répète le colonel.

— Pourquoi, je vous dérange ? persifle Léger. J'aperçois pourtant d'autres officiers, dont un du 2^e bureau de l'état-major. Pourquoi pas moi ?

— Ce n'est pas vous. C'est votre uniforme qui me dérange. Il excite la foule et moi je suis là pour rétablir le calme.

— On ne s'en aperçoit pas beaucoup. Et mon uniforme vaut largement le vôtre ! »

Un hurlement de pneus crissant sur l'asphalte attire l'attention de Léger sur le début de la rue de Lyon.

« Eh bien, dit-il au colonel, si vous n'aimez pas mon uniforme, voilà qui va vous réjouir ! »

À cent mètres, par bonds souples, les paras du 18^e R.C.P., Masselot en tête, sautent de leurs G.M.C. Le régiment d'alerte fait son entrée à Alger !

La foule, les cris, les hurlements ce n'est pas très important pour les léopards du 18^e R.C.P., ce qui compte avant tout c'est cette floraison vert et blanc, ce sont ces deux noms accolés sur les mêmes pancartes : De Gaulle — Ferhat Abbas. Lorsqu'ils sautent des vingt-cinq camions prêtés par Alger-Sahel les hommes de Masselot, qui ont été transportés en moins de vingt-quatre heures de l'Aurès à Alger, découvrent un nouveau monde. Ils quittent le djebel de Batna où la chasse aux fellas reste l'objectif principal, où l'on se bat pour capturer un groupe isolé, où l'on meurt en entrant dans une cache pour saisir une liasse de papiers, quelques carnets et parfois, grossièrement cousu, l'un de ces drapeaux nationalistes que les manifestants brandissent aujourd'hui par centaines devant des C.R.S. et des gendarmes impassibles. Situation scandaleuse, incompréhensible. Ignoble provocation. De qui se moque-t-on à Paris ou chez ce M. Morin ou chez ce gaulliste de Crépin ? Y a-t-il deux poids, deux mesures ? Dans l'Aurès, on tue ou l'on se fait tuer pour ces drapeaux qui à cinq cents kilomètres de là ont droit de cité ! Ça ne va pas se passer comme cela !

Le colonel Masselot saute de sa jeep de tête. Comme ses hommes il est en tenue camouflée de parade, décorations sur la poitrine, béret rouge sur l'œil. Les hommes sont armés de fusils et de MAT. Depuis leur arrivée, les you-you, les cris, ont redoublé. Les injures aussi. Masselot s'avance vers le barrage de C.R.S. quand il entend venant des premiers rangs de la foule musulmane :

« Eh ! tapette. Le para, on le pique. Eh ! tapette, enculé... »

Ses hommes aussi ont entendu. Pas besoin d'ordre. Ils sont une dizaine à foncer, colonel en tête, sur les très jeunes gens des premiers rangs. Gifles, coups de pied aux fesses, coups de crosse. Et les manifestants se sauvent, laissant deux ou trois drapeaux F.L.N. aux mains des léopards. L'incident attire un colonel de C.R.S.

« Arrêtez, mais arrêtez donc, crie-t-il, vous allez tout faire craquer ! On a assez de mal à les contenir !

— Je n'en ai pas l'impression, répond Masselot goguenard, quelques hommes et moi avons suffi à les mettre en fuite à coups

de latte dans le cul ! »

Le colonel paraît excédé. Ces uniformes bariolés ne sont pas faits pour calmer la tension qui règne à Belcourt.

« Ici, je suis responsable de la sécurité, dit-il. Tout à l'heure ça a tiré. Ce n'est pas la peine de les exciter. Je vous donne l'ordre de repartir.

— Je n'ai pas d'ordre à recevoir de vous. Je suis en régiment d'alerte et Alger-Sahel m'envoie au carrefour Polignac, or ici je ne peux pas passer. Dégagez-moi ça et je file !

— Impossible » !

Masselot, vexé que sa contribution ne soit guère acceptée par les C.R.S., donne à ses hommes l'ordre de faire demi-tour. Cent mètres plus loin, dans la rue de Lyon, une patrouille d'agents de police hèle les paras. Un gardien affolé s'adresse à Masselot :

« Mon colonel, notre commissaire a été pris par les Arabes. Ils l'ont emmené dans la rue là... Ils vont le tuer. »

Masselot doit prévenir Alger-Sahel avant d'intervenir « durement ». Un lieutenant-colonel de C.R.S. s'approche.

« Ah ! vous tombez bien, dit Masselot, que faites-vous pour dégager le commissaire ? Il est de la police comme vous.

— Moi ? j'ai pas d'ordres. »

Alors Masselot, se tournant vers les flics :

« Débrouillez-vous avec les C.R.S., vous êtes de la même boutique. Moi, je vais à Alger-Sahel. »

Par radio le colonel passe un message au secteur :

« Les C.R.S. ne veulent pas de notre intervention, que devons-nous faire ? »

Le poste radio reste muet, pas de réponse d'Alger-Sahel qui pourtant a accusé réception du message.

« On dirait qu'on dérange », glisse Masselot à l'un de ses officiers. Celui-ci n'a pas le temps de répondre. Un civil hors d'haleine s'accroche à la manche du colonel.

« Mon colonel, mon colonel, ma femme et mes enfants sont dans un immeuble du Ruisseau cerné par les Arabes. Ils vont les égorger. J'ai pu m'échapper mais je ne trouve pas d'aide. »

Ordres officiels ou pas, Masselot donne les siens.

« Capitaine Tissier, filez avec votre compagnie. Contournez le barrage C.R.S. sans débarquer, prenez une rue plus bas et dégagez la famille ! On se retrouve au carrefour Polignac. »

Cette fois le convoi du 18^e R.C.P. parvient sans encombre au bout de la rue de Lyon. Les C.R.S. se sont écartés. À peine les léopards ont-ils pris place au carrefour Polignac que des coups de feu partent des hauteurs boisées du ravin de la Femme-Sauvage, au-dessus des bidonvilles, et du minaret de la mosquée située sur la gauche. Personne n'est atteint mais c'en est trop pour les hommes du 18^e, qui ripostent et foncent dans la foule. C'est l'affolement. Les balles sifflent de tous côtés. Les manifestants refluent précipitamment devant les coups de feu et la charge des paras. Ils paraissent surpris de la réaction de l'armée. Masselot voit ses hommes revenir avec une vingtaine de drapeaux F.L.N. qu'ils fixent, tels des trophées, sur les ridelles de leurs G.M.C. où ils font monter quelques « meneurs » arrêtés au passage.

Le convoi de paras suit maintenant le ravin en direction de Colonne-Voirol. À la hauteur du Bois de Boulogne plusieurs dizaines de milliers de manifestants venus d'Hydra, d'El-Biar et des bidonvilles barrent la route. Un escadron blindé de gardes mobiles leur fait face. Cris, hurlements, slogans mais rien de plus. Masselot appelle Alger-Sahel.

« Dois-je forcer le barrage ? Si oui, on ne peut le faire qu'en tirant sur la foule. »

La réponse se fait attendre.

« Patientez, vous recevrez des instructions ultérieurement. »

Le colonel du 18^e s'adresse alors au commandant de l'escadron blindé.

« Avec vos chars vous pouvez entrer lentement dans la foule, sans tirer et nous on suivra.

— Non, mon colonel, je n'ai pas d'ordres. »

Toujours la même réponse. Masselot trépigne. Il envoie son commandant en troisième, Schaub, voir ce qui se passe dans les premiers rangs de la foule.

« Il y a beaucoup de monde, dit celui-ci à son retour, les gars ne sont pas armés et ils n'ont pas de mauvaises gueules... Mais ils

sont bien décidés à ne pas nous laisser passer.

— On ne va quand même pas tirer dedans, dit Masse-lot. Ça ne me plaît pas du tout. D'autant qu'ils n'ont pas d'armes. »

Alors s'engage une étonnante négociation. Masselot et ses commandants discutent avec les meneurs de la manifestation. Ceux-ci ont l'air d'être engagés dans une affaire qu'ils ne comprennent pas très bien. Ce que confirmeront le lendemain quelques musulmans de Bel court qui diront au capitaine Cipan du 18^e R.C.P. : « Nous on comprend plus rien, le capitaine de la S.A.U. nous dit de manifester, qu'il n'y a rien à craindre, et toi et tes paras vous nous tapez dessus. Il y a des morts et tout... » Masselot qui commence à comprendre que la manifestation musulmane a été « préparée » par certains éléments militaires des S.A.U. est profondément écœuré. Là aussi l'équivoque est complète. On jette les Arabes dans la rue, puis on lui demande à lui, colonel de paras, de rétablir l'ordre. Mais tout cela se paiera un jour. En attendant, pour régler le problème du barrage, Masselot propose aux manifestants de leur rendre les prisonniers que ses hommes ont faits lors de la fusillade du carrefour Polignac contre la promesse qu'ils rentreront chez eux. Marché conclu. Les vingt-cinq camions, allégés des prisonniers, mais toujours ornés des drapeaux F.L.N., traversent la foule et regagnent le centre d'Alger. Au Champ-de-Manœuvre, des Européens applaudissent les paras du 18^e R.C.P.

« Sauvez-nous ! Défendez-nous contre les Arabes ! Sauvez l'Algérie française. Nous n'avons que vous ! »

Masselot pense que le moment est peut-être arrivé, que ce soir tous les contacts pris depuis des semaines crans le Constantinois vont aboutir.

À Maison-Carrée, la 25^e division de parachutistes va être presque au complet. Avec à sa tête Mimile l'Africain, autrement dit le général Autran, les colonels Bréchnac et Fourcade — ceux-là ne seront pas d'une grande aide si le Grand Coup est pour demain, au contraire — mais il y aura aussi le 14^e R.C.P. de Lecomte — lui, c'est du béton —, le 8^e R.P.I.Ma. de Lenoir et le 2^e R.E.P. de Darmuzay sur lesquels on pourra compter.

Masselot ne se trompe pas. À peine est-il arrivé à Maison-Carrée que le colonel Lecomte lui dit : « Il y a beaucoup de gens qui veulent nous voir. Surtout après ce qui s'est passé aujourd'hui.

On les rencontrera demain matin. »

Tout comme Sergent, Masselot pense que tous ces civils ne sont pas embarqués sans « biscuit » et que l'appui paras servira d'ultime « coup de pouce » pour faire basculer le régime. Il ignore encore que dans l'esprit des dirigeants du F.A.F. le 18^e R.C.P. doit être « la locomotive » qui tirera les wagons !

Dans le courant de l'après-midi, des fusillades sporadiques ont éclaté aux quatre coins d'Alger. À Belcourt et à Bab-el-Oued les Européens ont tiré sur les manifestants musulmans. Place du Gouvernement, c'est l'armée qui a tiré pour contenir les émeutiers descendus de la Casbah tout comme au Ruisseau. Le délégué du gouvernement, Jean Morin, est arrivé en fin de matinée. La situation que lui décrit le commandant en chef est grave. En quelques heures, Morin se révèle comme le grand fonctionnaire d'autorité qu'il n'a jamais cessé d'être. Maintenir l'ordre en Algérie est son principal souci. Il sait bien que désormais la politique, les tractations, la diplomatie, c'est l'affaire de Joxe et surtout du Général. Alors, avec un sang-froid assez étonnant — il n'est en Algérie que depuis dix-huit jours — il distribue les troupes, les flics, les C.R.S., les gendarmes. À 15 heures, il donne au général Crépin l'ordre de TIRER SUR LA FOULE, quelle qu'elle soit, européenne ou musulmane, si le besoin s'en fait sentir. Morin est le véritable chef d'état-major civil. Un rôle où il excelle.

L'ordre qu'il vient de donner à Crépin a une portée considérable non sur le terrain — personne n'a attendu l'ordre de tirer, sauf, comme d'habitude, gendarmes mobiles et C.R.S. — mais sur le plan psychologique. Le délégué sait que son commandant en chef a été bouleversé lorsqu'il a appris que les léopards avaient ouvert le feu. En outre, Crépin commence à faiblir sous les critiques de nombreux officiers qui lui répètent : « Alors, on nous balade le drapeau fell sous le nez et on ne fait rien ? » Sa position est difficile. Morin s'aperçoit de l'erreur colossale commise en laissant les paras au contact des musulmans brandissant des drapeaux verts. Il donne donc à Crépin l'ordre d'évacuer les paras et de les remplacer par des C.R.S. Comme le « civil » a fait montre d'une fermeté peu commune en décidant de faire tirer sur la foule, aucun militaire de l'état major ne va contester cette décision. Voilà le problème « parachutistes » en partie réglé. En partie seulement. Car pour Morin il pose un

casse-tête chinois. Au contact des musulmans, les paras tirent. Au contact des Européens ils « fraternisent ». Le délégué n'a pas oublié les Barricades ! Quelle folie de les avoir fait venir à Alger. Mais le bilan de la journée est trop important pour que le délégué, assailli de soucis avec le chef de l'État qui pendant ce temps se « promène » en Kabylie comme si de rien n'était — porte une plus longue attention au problème paras. On verra demain.

Soixante et un morts à Alger, dont cinquante-cinq musulmans, cinq Européens et un officier de police. Chiffres éloquentes. Le lendemain, ils seront quatre-vingt-quatre dont six Européens. Le bilan définitif des journées de décembre sera de cent vingt morts dont cent douze musulmans.

Morin, révolté mais d'un calme olympien, s'adresse par radio à la population et, après avoir dressé le bilan du dimanche tragique, conclut :

« Des atrocités nombreuses ont été commises. Elles déshonorent leurs auteurs. Et cependant les forces de l'ordre se sont interposées avec un calme et une fermeté exemplaires aux heurts violents des uns et des autres... La violence a déjà fait assez de victimes. Ceux qui ne croient qu'à elle retardent l'heure tant attendue de la paix. À vous tous qui habitez sur cette terre je redis que l'union est et sera de toute manière indispensable à la vie de l'Algérie. Sans elle il n'y aura qu'anarchie et chaos. »

Appel à la sagesse qui n'aura guère d'écho. Les « cartons » faits sur les « bougnoules » lui ont claqué définitivement la porte au nez. Un nouvel engrenage est en marche. Les cent douze musulmans et les huit Européens tués ces jours-là, sont les premières victimes de cette véritable guerre civile qui commence à Alger. Le F.A.F. est dissous. Peu lui importe, ses membres les plus en pointe, se disposent à prêter main-forte au putsch militaire qui couve. De toute façon, ils sont décidés. Ils iront jusqu'au bout. Si ce n'est pas cette fois, ce sera pour plus tard.

Jouhaud est apparu aux colonels comme un diable sortant d'une boîte ! Ni Lecomte, ni Lenoir, ni Masselot ne s'attendaient à le voir à cette réunion du F.A.F. qui se tient le lundi 12 dans une pièce en sous-sol, près de la colonne Voirol. C'est Claude Capeau qui leur a dit : « Nous sommes allés chercher quelqu'un que vous serez surpris de voir. » Dans un coin, plus discret et plus taciturne que jamais, le capitaine Sergent a un demi-sourire. Il est plutôt optimiste. Le drapeau F.L.N. flottant la veille sur Alger a dû faire

comprendre aux colonels les plus « souples », les plus tièdes, que la guerre n'est plus dans le djebel, mais en ville et surtout à Alger. Les cartes sont sur la table. À moins d'être fous ou idiots ils doivent désormais prendre parti, « y aller ».

C'est dans ce sens que Jouhaud s'adresse à ses « chers camarades ».

« Messieurs, leur dit-il, il faut faire quelque chose. Nous pourrions prendre le pouvoir sur le plan technique puisque les autorités civiles ne sont pas foutues de maintenir l'ordre et qu'elles ont appelé les militaires à la rescousse. L'armée peut donc prendre le pouvoir et remettre de l'ordre dans la situation sans ambition politique. Je vous demande si, avec vos unités, vous acceptez d'occuper les points stratégiques que nous vous désignerons. »

Les colonels se doutaient bien que quelque chose se préparait mais depuis les contacts du Constantinois rien de précis n'avait été évoqué. Or voici que Jouhaud leur « propose la botte ». Flottement. Le général ajoute :

« En outre il est souhaitable que nous profitons du voyage de De Gaulle pour exécuter notre projet. »

Aucun des colonels n'est tombé de la dernière pluie. Le petit discours de Jouhaud montre que rien n'est prêt. À part les gueulards du F.A.F. qui s'envoleront comme une volée de moineaux dès qu'il y aura du « sérieux » et les « glorieux » tireurs des fenêtres sur la foule musulmane, l'insurrection repose sur les épaules des paras. Et il faut se décider immédiatement !

« Moi, je ne peux engager des Africains dans l'affaire, objecte le colonel Lenoir, patron du 8^e R.P.I.Ma. C'est une affaire intérieure française. Je ne peux les mettre en première ligne.

— Moi, dit Lecomte, je ne suis pas sûr de tous les officiers du 14^e R.C.P. Je peux vous amener deux compagnies. Pas plus ! »

Ça part mal. Dans leur coin les civils du F.A.F. désormais clandestin s'agitent.

Masselot s'avance vers Jouhaud :

« Je peux vous apporter tout le 18^e R.C.P. Et je suis à vos ordres, mon général. » L'atmosphère se détend.

« Mais, ajoute le colonel, je n'ai que vingt-cinq camions prêts

par le 25^e train. Il m'en faut le double avec des chauffeurs sûrs. Je n'ai ni jeep ni véhicule radio. Mes cadres ne connaissent pas la ville, il me faudra des guides.

— On les a, coupent les hommes du F.A.F.

— En outre, qu'avons-nous comme unités ? Des paras et les deux cents hommes que Saint-Marc, à Zéralda, a promis de mettre à ma disposition en cas de grabuge. Vous croyez que le reste de l'armée marchera dans un coup engagé par des paras et des légionnaires ?

— Vous pourriez peut-être déguiser vos hommes en biffins, propose un officier d'état-major que Masselot n'avait pas encore remarqué

— Ridicule ! »

Lecomte souligne alors que face aux quatorze escadrons blindés de la gendarmerie, les paras n'ont qu'un armement léger.

« Il faut absolument avoir le concours d'éléments blindés, ajoute-t-il. Moi je ne marche qu'à cette condition.

— Les blindés de Coëtgorden sont arrivés », dit Sergent.

Mais on n'a pas encore contacté, le colonel du 2^e R.E.C.

« Je m'en charge, poursuit le capitaine.

— Moi aussi, dit Masselot. Résumons-nous : rien ne peut se faire aujourd'hui en quelques heures. Préparez-moi des guides, procurez-moi des camions, trouvez un bataillon d'infanterie. On va essayer de convaincre Coëtgorden. Et surtout, donnez-moi votre plan d'action.

— Tout cela sera fait demain matin », assura Jouhaud approuvé par Sergent.

Les civils ne l'entendent pas de cette oreille.

« Si vous ne faites rien ce soir, proteste le chef du F.A.F., je ne pourrai plus tenir mes hommes. Et ce sera la ratonnade. »

Masselot bondit :

« Alors vous me trouverez contre vous. Je suis au moins aussi pied-noir que vous et mettez-vous bien dans la tête qu'on ne fera pas l'Algérie française sans les Arabes ! Je n'admets pas votre chantage. »

Jouhaud calme tout le monde et fait diversion. Ce problème des Arabes a toujours séparé pieds-noirs et parachutistes depuis le 13 Mai. Ce n'est pas la moindre des équivoques qui existent entre eux. Jouhaud veut éviter que les paras ne précisent trop leur pensée sur ce qu'ils entendraient faire dans leur future Algérie française où un Arabe serait l'égal d'un Européen, partout et toujours. Il préfère évoquer la réception que l'on réserverait à Lagailarde si celui-ci jugeait opportun de « se pointer ».

Masselot notera plus tard : « Il est, lui, d'avis de le mettre à l'ombre et cherche à nous faire dire que Salan serait aussi traité de la même façon. Pour la plupart, nous sommes d'accord ! »

Sur ces bonnes paroles on se sépare. Les colonels donneront leur réponse définitive le mardi matin. Jusque-là, les conditions posées devront être remplies.

La journée du lundi se passe en contacts divers. Le patron des chars du 2^e R.E.C., le colonel Coëtgorden, est effaré de ce que lui raconte Masselot.

« Comment ! lui dit-il, moi qui suis dans le coup depuis le Constantinois, ces rigolos ne m'ont même pas tenu au courant ! »

Il évoque alors l'attitude de Dufour, le patron du 1^{er} R.E.P. qui a regagné Paris « par crainte des sanctions », et celle de son régiment qui crapahute toujours et n'a pas répondu aux appels du lieutenant Degueldre.

« Croyez-moi, dit-il à Masselot, ce ne sont pas des gens sérieux. On ne peut marcher avec eux. »

C'est bien l'avis du colonel pied-noir. Il veut bien s'engager mais avoir toutes les chances de son côté. Ce n'est pas pour cette fois. À moins que Jouhaud, Sergent et le F.A.F. n'aient trouvé guides, camions, unité d'infanterie et n'aient décidé d'un plan d'action. Masselot raconte à Coëtgorden que les gens du F.A.F. n'avaient prévu pour le 11 au soir — date fixée pour l'insurrection — qu'un coup de main contre Crépin. Or, ce dimanche soir, le commandant en chef, après avoir transmis les ordres de Morin, était parti pour Bou-Hamama !

« Simple détail, ironise le colonel para. Quant à Morin, à la station d'Ouled-Fayet, aux liaisons téléphoniques et télégraphiques, au commissariat central, à la préfecture d'Alger... rien... Ils n'avaient rien prévu ! Des rigolos. Je ne marche pas

dans ces turlupinades. »

À l'aube du mardi 13 décembre lorsque le capitaine Sergent, pressé par ses amis du F.A.F., se présente au P.C. du 18^e R.C.P. il sait, en voyant Masselot, que la révolution n'est pas pour demain. En effet, aucune des conditions exigées par les colonels n'est remplie.

Le capitaine est effondré. Masselot, fraternel, s'explique :

« Comprenez, mon vieux, je n'ai pas changé mais nous n'avons pas le droit de manquer notre coup, ce serait la fin de notre cause. Il nous faut le préparer et nous qui venons des djebels nous ne pouvons l'improviser. Faute d'obtenir ce que j'ai demandé je n'engagerai pas mes hommes, qui me font confiance, dans un coup idiot. Je reste cependant décidé à prendre tous les risques dans une affaire offrant un pourcentage admissible de chances de succès. »

Masselot évoque également le problème du chef. Il faut un leader prestigieux... un Massu, par exemple. Jouhaud est brave, mais c'est un général d'aviation qui n'apporte même pas un avion à son entreprise ! En outre, on a complètement oublié la métropole, qui va être totalement opposée à un putsch militaire.

« Coupés d'elle, dit Masselot, on ne peut rien faire, » Sergent qui partage cette opinion comprend les réticences des paras.

« À bientôt, mon colonel, dit-il à Masselot en le saluant.

— À bientôt, Sergent. À très bientôt. Et cette fois ce sera la bonne. »

À 10 heures, Jouhaud connaît la réponse des colonels. La déception est grande.

« Merci, Sergent, pour tout ce que vous avez fait. Nous ne pouvons plus rien tenter pour l'instant. Il faut espérer une autre occasion. »

Les groupes Lagaille, qui attendaient à l'église Saint-Charles à l'Agha, apprennent que l'opération est reportée.

« Il faut écraser. Les colonels et les régiments n'ont pas marché. À 200, même représentant 5 000 bons-hommes, on ne peut rien faire. »

Ivan et son copain Pierre décident de rendre les armes volées aux gendarmes de Saoula. On ne sait jamais. En cas de

perquisition ou d'enquête, la découverte de ces armes peut coûter cher. La prudence avant tout !

Le curé d'El-Biar, stupéfait, va trouver au soir du 13 décembre des garants, des Thompson et des chargeurs baignant dans l'eau bénite des fonts baptismaux. La ville est vraiment en folie !

À Bône, avant de terminer sa visite à cette Algérie bouillonnante qu'il ne reverra jamais, le général De Gaulle a appelé Jean Morin, le général Crépin et Louis Joxe. La veille, il leur a expliqué que si un mouvement insurrectionnel s'était déclenché à la suite des fusillades et que, par exemple, Salan, soit venu prendre la tête des troupes du F.A.F., il aurait demandé à Michel Debré d'aller s'installer à Alger et au général Ely de prendre la tête de l'armée pour montrer sa détermination et l'importance qu'il attachait au maintien de l'ordre en Algérie.

« Mais tout cela semble calmé », dit-il. Et se tournant vers Morin et Crépin, il ajouta :

« Vous et vous, je tiens à porter hommage à votre attitude. Vous avez été suffisamment forts pour que le drame soit évité, et suffisamment humains pour qu'il soit limité. Maintenant préparons ensemble l'étape suivante : le référendum. Vous avez trois semaines devant vous. »

Etait-ce cela l'enfer ? Le docteur Toumi n'était pas loin de le penser. Subsister aujourd'hui était plus difficile que d'attaquer jadis les unités de l'armée française. « Pierres-Précieuses⁽⁶³⁾ » avait écrasé la wilaya constantinoise et les troupes de secteur poursuivaient le travail en quadrillant systématiquement le terrain et Ln obligeant les survivants à se terrorer. Le médecin chef de la wilaya 2 partageait la vie des djounoud comme celle du chef de wilaya, Çaout El-Arab. Tous étaient logés à la même enseigne.

Originaire d'Oued-Zenati, Çaout El-Arab était un garçon d'une trentaine d'années, grand, très brun, très maigre, toujours sérieux, souriant rarement. Ses hommes lui avaient donné le surnom de Çaout El-Arab — la Voix des Arabes — car il parlait tout le temps de l'émetteur égyptien et de ses messages à la nation algérienne. En outre, son jugement raisonnable et judicieux, sa compréhension des problèmes humains justifiaient, à leurs yeux, ce surnom « glorieux ». En cette fin d'année 1960, pour le chef de la wilaya 2 comme pour ceux des autres régions, le principal souci n'était plus de combattre — ils n'en avaient plus les moyens

— mais de survivre et prouver au peuple que les maquis existaient toujours.

Depuis plusieurs semaines la famine régnait au sein de la wilaya. Des régions immenses, vidées de leurs populations regroupées dans des villages contrôlés par les Français, n'offraient aucun secours aux djounoud affamés. Le docteur Toumi, comme le petit groupe avec lequel il vivait ordinairement, en avait été réduit à suivre à la trace les patrouilles françaises pour ratisser après leur départ le terrain où les soldats avaient abandonné croûtons de pain, boîtes de ration ou fruits séchés compacts qu'ils ne goûtaient guère et jetaient fréquemment. Cette vie à quelques centaines de mètres des militaires français avait duré plus de trois semaines, épuisantes pour les nerfs. En raison de la proximité de l'ennemi, les djounoud ne devaient parler qu'à voix basse et devenaient aphones. Pour tousser ils s'enveloppaient la tête dans une couverture. Il n'était pas question de faire du feu pour se réchauffer. Au bout d'un mois de cette existence Toumi avait une idée fixe : faire un véritable repas en criant à tue-tête ! Heureusement, appelé à donner des soins à l'autre bout de la wilaya, il avait quitté cette zone inconfortable pour rejoindre Rouibah, l'un des adjoints de Çaout El-Arab, dans la zone 2 commandée par le capitaine Si Larbi. Toumi avait pu y exercer ses cordes vocales atrophiées par plusieurs semaines de conversations étouffées mais n'avait pas réussi à combler son estomac. Au cœur de cette zone interdite, désertée de ses habitants, la seule ressource du groupe de douze djounoud qui entourait Rouibah et Si Larbi était un silo à blé caché sous terre. Mais le grain était rationné. Chaque homme recevait une cuillerée de blé le matin, et deux cuillerées midi et soir. À ce blé gonflé dans de l'eau Toumi ajoutait des glands et de l'herbe pour tout potage ! Il lui arrivait de regretter les boules de gros pain et les fruits compacts ramassés dans le sillage des soldats français !

Les survivants de la wilaya ne pourraient tenir longtemps à ce régime. D'autant que le médecin constatait quotidiennement les ravages qu'exerçaient la peur et la disette sur l'esprit de ces hommes traqués. Les crises de démence devenaient fréquentes. Si Larbi, capitaine de la zone, déjà bizarre naturellement, adoptait depuis quelques semaines un comportement étrange. Non seulement il voyait des traîtres dans tous les membres de son entourage, mais encore il prenait des décisions qui risquaient d'anéantir les quelques survivants de la zone plus sûrement que la

plus efficace des embuscades françaises.

Rouibah ayant acheté avec l'argent de la wilaya quarante kilos de viande à deux paysans qui étaient restés en zone interdite et avaient tué une vache élevée clandestinement, Si Larbi les confisqua et avec l'air sombre qui le caractérisait dit simplement :

« Pour une fois on va manger de la galette en l'honneur du docteur. »

Il semblait déchiré d'avoir à faire pareil sacrifice !

« Et la viande qu'on vient de payer ? demanda Toumi.

— On ne peut pas allumer de feu !

— Si, on allumera. Moi je préfère gueuler, manger chaud et mourir ! Rouibah, tu vas lui donner l'ordre de nous donner de la viande. »

À grand-peine Toumi parvint à obtenir six kilos de viande pour les hommes de son escorte. Si Larbi fit préparer pour ses djounoud un potage clair où nageaient quelques pois chiches. Dans son esprit dérangé, la viande devait être mise en réserve ! Près de quinze jours plus tard le docteur Toumi fut rappelé chez Si Larbi. Dans ces caches souterraines où se terraient vingt à trente hommes de l'A.L.N. régnait une odeur nauséabonde.

« Sortez de là-dedans, s'écria-t-il, vous allez crever. » Puis s'adressant au capitaine Si Larbi :

« Je pense que tu as voulu conserver la viande que nous t'avions achetée ?

— Oui, dit Si Larbi. Je l'ai fait frire et conserver dans l'huile. Elle est bonne. Tiens, mange. »

Et il sortit une jarre pleine à ras bord d'une viande bleue baignant dans l'huile et répandant une odeur épouvantable.

« Et tu ne sens rien ? interrogea Toumi en se pinçant le nez.

— Non. Elle est bonne, s'obstina le capitaine.

— Tu es complètement fou. Je t'interdis de donner cette viande à tes hommes. Tu empoisonnes l'Armée de libération nationale. »

Il avait fallu toute l'autorité du médecin chef pour que Si Larbi acceptât d'enterrer la viande pourrie ! Cet exemple d'aliénation mentale ne fut pas le seul. Le docteur Toumi devait en voir bien

d'autres pendant cette période affreuse. Des hommes comme Rouibah, ou Bouali, chef de la zone 1, étaient si épuisés qu'ils avaient perdu l'instinct du danger. Ils ne voulaient plus quitter leur refuge à la moindre alerte, technique qui leur avait permis de survivre — la chance aidant — à plusieurs années d'un conflit sans merci. Rouibah en arrivait à traiter Toumi de couard et de lâche lorsque celui-ci, prévenu des risques d'une opération militaire par un agent de liaison, le suppliait de lever le camp.

« Laisse-moi faire la grasse matinée, eh ! trouillard. » Inconscient de la menace, Rouibah échappa ainsi à trois attaques-surprise. Il devait laisser la vie lors de la quatrième dans le courant de 1961.

De ces heures atroces le docteur Toumi ne devait jamais oublier l'histoire fabuleuse d'un Chef local, Ahmed Belabennia, dont le courage n'avait d'égal que la cruauté. Grand, squelettique, ce responsable militaire ne buvait *que* de l'huile d'olive et un peu d'eau. Sa force était phénoménale. Il tenait une mitrailleuse comme une mitrailleuse. Entre ses mains elle ressemblait à un joujou. Doué d'une résistance peu commune il n'admettait pas la faiblesse et avait tué de ses propres mains certains de ses djounoud qui — devant la durée et les rigueurs de la guerre — manifestaient quelque lassitude. Comme la plupart des petits chefs locaux, paysans durs et arriérés, il manifestait une extrême méfiance à l'égard des intellectuels, des harkis ralliés au F.L.N. et des jeunes filles qui servaient au maquis comme infirmières. Certaines régions, comme celle du douar Beni-Afer où le docteur Toumi, Çaout El-Arab et son adjoint, Si Tahar Bouderbala, étaient arrivés en cette fin d'année 1960, vivaient encore au Moyen Age. La misérable population, qui n'avait pas été regroupée, obéissait à de multiples croyances. Ainsi elle faisait vivre un charlatan qui se prétendait marabout et racontait aux paysans qu'il avait été marin en Chine, au Japon et en Turquie où « il avait vu des moutons tout petits mais dont la queue pesait cinquante kilos ». Les montagnards misérables vénéraient l'escroc qui vivait à leurs dépens et les impressionnait en habitant en ermite au pied d'un rocher où il avait creusé une grotte.

« Il faut faire quelque chose et les débarrasser de la tyrannie de ce bandit, avait dit Toumi. C'est le rôle de la révolution de faire évoluer ces populations misérables et crédules.

— Garde-t'en bien, mon fils, avait répondu Çaout El-Arab.

Dans cette région, que je connais bien, cela suffirait pour nous mettre toute la population à dos. Et nous n'avons pas besoin de cela ! »

Le terrible Belabennia était originaire de ces douars reculés. Naïf et méfiant, militaire avisé et chef implacable, il faisait régner une discipline de fer sur ses troupes. Sa férocité posait même des problèmes à la direction de la wilaya. À l'époque de la bleuite, avec Saïd Ben Tobbal, frère du colonel du G.P.R.A., Belabennia avait découvert un « complot » dans sa région. Après enquête les deux hommes avaient conclu à la culpabilité d'un sous-officier harki qui avait rejoint le F.L.N. : M'Amar, un ancien « béret rouge » exécré. Ils l'avaient torturé et comme M'Amar avait avoué ce que voulaient entendre ses bourreaux ceux-ci avaient « démontré la culpabilité » d'une jeune fille, Yamina, qu'ils s'étaient aussitôt empressés de soumettre à la question. Heureusement pour elle l'arrivée inopinée de Çaout El-Arab et de Si Tahar avait mis fin à ses tourments.

« Yamina est au maquis depuis 1956, avait grondé Çaout El-Arab, vous êtes fous. Faites ce que *vous* voulez à M'Amar mais ne touchez plus à elle. »

Belabennia avait abattu l'ancien parachutiste avant d'être lui-même fait prisonnier quelques jours plus tard lors d'un accrochage avec des éléments de la 10^e D.P. Sa réputation de férocité était arrivée aux oreilles des hommes de la compagnie musulmane qui l'avait capturé. Ils l'avaient ligoté, torturé horriblement et abandonné sous une tente, gardé par un berger allemand. « Qu'il meure de faim comme un chien galeux », avaient décidé ses coreligionnaires à béret rouge. Belabennia, souffrant atrocement des tortures qu'il avait subies, avait geint pendant quarante-huit heures. Puis s'était tu.

« Cette fois, il va crever », avaient dit les hommes de la compagnie musulmane en lui donnant de l'eau pour « faire durer le plaisir ». Mais inexplicablement le chef F.L.N. ne mourait pas. Il semblait même reprendre des forces. Ses liens lui interdisaient pourtant de se déplacer et de chercher quelque nourriture. Et sa résistance peu commune ne pouvait suffire à lui faire surmonter les rigueurs d'un pareil régime. Tout juste pouvait-elle retarder l'épuisement total. Belabennia révéla plus tard le secret de sa survie. C'est le chien-loup, dressé à l'attaque par les paras, qui avait eu pitié du prisonnier !

Que s'était-il passé entre cet homme sauvage et l'animal féroce ? Quel mystérieux fluide entre le chien habitué à mordre et le chef de bande garrotté ? Le berger allemand avait d'abord léché les plaies purulentes du prisonnier, puis, chaque jour, lui avait apporté des morceaux de viande de sa soupe ou ceux que les soldats lui jetaient et, de gueule à bouche, il avait nourri l'homme abattu. Peu à peu Belabennia avait émergé du brouillard douloureux dans lequel il vivait. L'espoir était revenu avec les forces. Il devait s'échapper. L'occasion allait s'en présenter.

Ebranlés par l'évolution de la politique française, les goumiers avaient assoupli les conditions de détention de ce condamné qui ne se décidait pas à mourir. On lui donna quelque nourriture, on détacha ses liens, qui furent remplacés par des chaînes, mais, les articulations bloquées, Belabennia devait rester étendu sur le sol. Enfin, deux goumiers, inquiets de leur sort dans l'Algérie future, lui proposèrent de fuir avec eux s'il leur garantissait l'impunité au maquis. C'est ainsi que, porté par les déserteurs qui — sur ses conseils — avaient saoulé toute la section, le chef rebelle s'était échappé du camp de Djidjelli. Le chien-loup, dressé à la garde et à la poursuite des prisonniers, n'avait fait que lécher les poignets meurtris de son ami et l'avait regardé partir sans donner l'alarme.

Belabennia avait regagné tant bien que mal sa région et commencé une longue convalescence. À l'infirmerie installée dans une cache il avait été soigné avec dévouement par la jeune Yamina. Celle-là même qu'il avait torturée quelques mois auparavant ! Aidé par une nature d'une solidité exceptionnelle, il s'était rapidement rétabli et pourtant ce n'était plus le même homme qui renaissait à la vie. Il semblait dévoré de remords à l'égard de la jeune femme sans toutefois avoir fait la moindre allusion au passé. Il avait refusé de reprendre son commandement et s'était retranché dans un silence solitaire, fuyant la compagnie des hommes pour rechercher celle des animaux, en particulier des chacals. Ils lui rappelaient le chien-loup qui l'avait sauvé. Un jour, sans se soucier du danger, il était même redescendu à Djidjelli où stationnait la 10^e D.P. pour tenter de revoir « son ami le chien ». Il ne s'intéressait plus au combat ni à la révolution. À ses yeux djounoud et soldats français se ressemblaient. Lui qui était si maigre, il devint obèse. Toumi appelé à statuer sur son cas diagnostiqua une « démence légère » et conseilla au chef de la wilaya de le garder à l'infirmerie « jusqu'à la fin des combats qui ne saurait tarder. »

Le cruel chef de guerre Belabennia était devenu un gros homme méfiant, solitaire, retranché dans un mutisme dont il ne sortait que pour parler à un chien errant trouvé en zone interdite et qu'il avait adopté !

C'est cette histoire que racontait le docteur Toumi à Oussedik Boualem, en route pour Tunis. L'ancien responsable de la propagande de la wilaya 4 marchait depuis bientôt huit mois⁽⁵⁴⁾ ! C'était un miracle qu'il fût encore en vie et sain d'esprit. Il avait échappé tour à tour aux purges, à l'opération « Jumelles », à « Pierres-Précieuses », et — avec une volonté opiniâtre — se dirigeait seul vers la frontière tunisienne quand il avait reçu une balle dans un genou au cours d'un engagement. En voyant la plaie, Toumi fit une grimace pessimiste.

« Il va falloir que tu restes longtemps ici, dit-il au jeune homme. Et je ne suis pas sûr de sauver ta jambe.

— Pas question. Tu me donnes des antibiotiques. Je dois parvenir le plus vite possible en Tunisie.

— Tu es fou, tu ne pourras pas marcher.

— Si je veux, je peux. »

Quarante-huit heures plus tard, Toumi, incrédule, vit partir le jeune homme à califourchon sur un âne, en direction de l'Aurès où le passage du barrage était plus facile.

« S'il n'est pas à Tunis dans une semaine, il est fichu », pensa le médecin. Oussedik Boualem ne devait y parvenir que six semaines plus tard ! Non sans avoir perdu son âne et avoir terminé sa terrible odyssée par trois jours de marche malgré son genou brisé !

« Lorsque je m'arrêtais, me racontera-t-il plus tard, et que je m'assoupissais, je rêvais aussitôt que je marchais, mes douleurs me reprenaient et je me réveillais. »

Au cours de sa longue marche, le jeune chef put se rendre compte du désastre qui s'était abattu sur l'A.L.N. de l'intérieur. Même la wilaya de l'Aurès était inexistante. De nombreuses bandes des Nemencha guerroyaient pour leur propre compte, ne reconnaissant ni le F.L.N. ni la France. Selon la tradition ancestrale ils tuaient tout ce qui était étranger⁽⁵⁵⁾. Oussedik Boualem ne dut son salut qu'à l'admiration que portaient les chefs de ces bandes à Si M'hamed, le chef disparu de la wilaya 4.

« Ah ! ça, c'était un homme et un vrai révolutionnaire », dit le chef des Nemencha qui tenait le poste d'Argou.

« Argou... le cauchemar, pensa Oussedik, c'est vraiment cela : un cauchemar. »

Pourtant ces mouclzaouichin^[56] dissidents l'aidèrent à franchir le barrage électrifié, dernier obstacle dressé sur sa route. Il n'y avait qu'une façon de passer la frontière. Guidé par des djounoud de la région qui en connaissaient les moindres détails, il fallait l'aborder à 16 heures, ramper sur cinquante mètres, puis descendre une colline et, à travers les ravines, s'approcher à la nuit tombante du premier barrage en affrontant le premier champ de mines.

L'affaire était difficile pour un homme valide. Pour Oussedik dont le genou était devenu énorme et dur comme du bois, elle semblait impossible.

« Tu n'y arriveras jamais, dirent les guides.

— Allez toujours. »

Avec une volonté opiniâtre, Oussedik Boualem, traînant la jambe, entreprit de gravir son calvaire. Il franchit tous les obstacles, rampa dans le champ de mines à la suite des djounoud qui ouvraient le chemin et signalaient les pièges explosifs par un morceau de papier maintenu par une pierre. À 19 heures, le guide entailla la première barrière de barbelés, qui fut rapidement franchie. Les hommes se plaquèrent au sol au passage d'une patrouille d'automitrailleuses qui braquaient leurs projecteurs le long du barrage.

« On a huit minutes avant le passage de la patrouille qui vient en sens inverse, dit le chef du groupe. Il faudra ensuite attaquer le barrage électrifié ».

Oussedik serra les dents lorsqu'il vit le djoundi cisailer les barbelés, faisant jaillir une gerbe d'étincelles. Comme inconscient du danger, le saboteur travaillait avec minutie et rapidité. Les fils tombèrent les uns après les autres. Les hommes s'engouffrèrent dans la brèche.

« Le troisième barrage n'est pas électrifié, on va le sauter en jetant des cachabias sur les barbelés, expliqua le chef de groupe. Il faut faire vite, les radars nous ont déjà repérés et les tirs vont commencer. »

Aidé par ses compagnons, Oussedik réussit, malgré son genou bloqué, à franchir l'obstacle. La douleur aiguë et insupportable irradiait sa jambe jusqu'à la hanche.

« Je n'arriverai jamais en Tunisie, dit-il épuisé. Je n'ai plus de réflexes. »

Le sifflement des obus le jeta pourtant par terre. Pendant quelques minutes, déclenché automatiquement par le radar, un tir de mortier de plusieurs centaines d'obus les figea au sol. Lorsque l'orage se calma, Oussedik avait oublié sa douleur.

« Heureusement que la terre est friable, ça nous évite d'avoir trop de casse, dit le djoundi de tête. En zone rocheuse, le risque serait décuplé par les éclats de pierres. »

Le petit groupe reprit sa marche oblique, « suivant un angle de 30° par rapport au barrage, avait-on recommandé à Oussedik, pour éviter le deuxième repérage du radar ». Enfin, les hommes atteignirent un petit ravin au moment où un tir de fusées éclairantes illuminait le plateau où ils avaient cheminé quelques minutes auparavant. Sauvés de justesse !

La longue marche d'Oussedik Boualem était terminée. Il foulait le territoire tunisien. Avant de se laisser tomber sur le sol, vaincu par la douleur, les nerfs enfin détendus, il se retourna vers la terre d'Algérie illuminée par les fusées.

« Je ne la reverrai que lorsqu'elle sera indépendante, pensa-t-il. Quatre ans de maquis, c'est suffisant. J'ai payé ma part. »

Le jeune intellectuel ignorait que moins d'un an plus tard il vivrait un nouveau drame en dirigeant, avec Azzedine, la zone autonome d'Alger et en menant parallèlement aux forces de l'ordre françaises l'ultime combat contre l'O.A.S.

L'annonce des manifestations de décembre à Alger eut un immense retentissement à l'O.N.U. où se déroulait la session de l'Assemblée générale qui s'apprêtait à débattre de l'Algérie. Le bilan connu, Ferhat Abbas avait immédiatement envoyé un message à MM. Dag Hammarskjöld, Chou En Lai, Khrouchtchev, Macmillan, Tito et Nehru, ainsi qu'au comité international de la Croix-Rouge : « Nous vous adressons cet appel pressant, écrivait le président du G.P.R.A., pour vous prier de tout entreprendre pour que cesse immédiatement ce génocide caractérisé du peuple algérien..»

Ces manifestations et le nombre important des victimes musulmanes apportaient pourtant à Krim Belkacem une arme psychologique dont il allait se servir avec habileté.

Le chef de la diplomatie du G.P.R.A. avait décidé de profiter de la session de l'Assemblée générale des Nations unies pour organiser une « grande parade F.L.N. » dont le monde entier parlerait. Déjà, l'échec des conversations de Melun avait été soigneusement exploité.

« Nous avons un grand désir de régler le problème, disaient les « diplomates » F.L.N. à leurs « collègues » étrangers, mais nous nous sommes trouvés en face de décisions unilatérales sans possibilité de discussion. Cela ne pouvait aboutir. »

Il fallait maintenant profiter de la réunion de la plupart des chefs d'État à l'O.N.U. pour exposer les thèses du F.L.N. et tenter de couper la France d'alliés jusque-là fidèles. Krim était donc arrivé à New York à la tête d'une délégation dynamique et étoffée, comprenant Boumendjel et Ben Yahia — les négociateurs de Melun —, Saad Dahlab, M'hamed Yazid, Bouatoura, Ahmed Francis, Abdelkader Chanderli et Hassan Aziz, bref toute la fine fleur des « politiques » de l'organisation extérieure, des hommes intelligents, cultivés, modérés, qui savaient exploiter avec diplomatie les apartés dans les couloirs de l'O.N.U. ou dans les cocktails, et se servir habilement des hasards d'un déjeuner mondain. Ils présentaient un visage « sérieux et rassurant » de la rébellion algérienne.

Le plus impressionné par le voyage, qu'il avait pourtant organisé dans ses moindres détails, avait été Krim lui-même. D'abord New York l'avait écrasé.

« C'est le ciel qui se touche avec la terre, avait-il dit en découvrant les buildings de Manhattan. Ce sont des montagnes où l'on habite. »

La découverte de New York était une expérience fascinante pour le petit berger kabyle devenu l'un des leaders d'une révolution qui faisait la « une » des journaux du monde entier. À Manhattan, Krim avait joué les parfaits touristes. Jusque-là tous ces déplacements — les voyages en Union soviétique et en Chine ou ceux dans les pays arabes — avaient revêtu un caractère officiel. Il n'avait pas eu une minute de liberté et n'avait pu se promener incognito dans les rues des capitales traversées. À New

York, au contraire, il était M. Tout le Monde et cela le ravissait. Et puis c'était son premier contact avec le monde occidental. Hors l'Algérie, où il vivait en clandestin, traqué depuis 1947, il ne connaissait que les pays du Moyen-Orient ou du bloc oriental. La richesse du monde occidental offerte dans le plus impressionnant des écrans le stupéfiait. « Pour la première fois de ma vie, me dira-t-il plus tard, je me suis senti libre de faire ce que je voulais. »

Le premier moment de surprise passé, ayant sacrifié au rite de l'Empire State Building et de la 5^e Avenue, le chef de la délégation F.L.N. s'était mis au travail et avait indiqué à ses compagnons la conduite à tenir.

« Puisque nous avons accepté l'autodétermination proposé par De Gaulle, expliqua-t-il, nous devons mettre en relief la fin de non-recevoir qui nous a été signifiée à Melun par l'attitude unilatérale inacceptable des Français. Donc premier point : exploiter Melun à fond.

« Ensuite, toujours compte tenu de l'autodétermination, obtenir que le référendum se déroule sous le contrôle des Nations unies. »

À ce propos Ferhat Abbas, dans son discours du 1^{er} novembre s'était élevé contre le principe de l'Algérie algérienne, « amputée de sa partie saharienne comme le voudrait le général De Gaulle », et avait précisé : « Nous n'allons pas déposer les armes sur de vagues promesses d'une autodétermination dont l'application est confiée à une armée, à une administration et à une police qui en condamnent le principe même. »

« Nous devons, ajouta Krim Belkacem, suivre les grandes lignes de la politique du G.P.R.A. et réclamer l'indépendance de l'Algérie dans l'intégrité du territoire. Sur ces deux résolutions : référendum contrôlé par l'O.N.U. et intégrité du sol algérien, nous allons nous battre. »

Les événements de décembre, confirmant les jugements portés par Ferhat Abbas sur l'éventuelle application de l'autodétermination, permirent à Krim d'obtenir un double succès.

D'abord sur le plan psychologique. Dès l'annonce des troubles de décembre, Jacques Soustelle quitta précipitamment New York. C'était un grand soulagement pour le chef de la délégation F.L.N. En effet, la France, absente des débats de l'O.N.U. — le

« machin » ayant excité la verve et le mépris hautain du général —, n’opposait aucun argument officiel à ceux des membres de la délégation algérienne. Seul Jacques Soustelle, avec le soutien de ses amis « Algérie française », avait entrepris personnellement une campagne d’information qui donnait les plus grandes inquiétudes à Chanderli, le spécialiste de l’O.N.U. L’ancien gouverneur avait su toucher l’opinion publique américaine en organisant des débats télévisés de ville en ville et en se pliant de bonne grâce au jeu des questions et des réponses. Avec l’assurance de celui qui est dans son droit il décrivait la délégation F.L.N. comme une équipe d’extrémistes qui terrorisaient le peuple algérien et ne pouvaient en aucun cas prétendre le représenter. Le bilan des émeutes de décembre, cent douze morts musulmans pour huit morts européens, et son départ précipité avaient réduit ses efforts à néant. Krim avait le champ libre.

Sa deuxième victoire, le chef de la délégation F.L.N. devait l’obtenir devant la commission politique de l’Assemblée des Nations unies qui adopta — en votant paragraphe par paragraphe — le projet de résolution déposé par vingt-trois pays africains et asiatiques « travaillés » en profondeur par M’hamed Yazid.

Ce projet reconnaissait :

— le droit du peuple algérien à l’autodétermination et à l’indépendance ;

— la nécessité impérieuse de garanties adéquates et efficaces pour assurer avec succès la juste application du principe de la libre détermination, sur la base de l’unité et de l’intégrité territoriale de l’Algérie ;

— la responsabilité des Nations unies de contribuer au succès de la mise en œuvre de ce principe.

Le quatrième paragraphe contenait une, décision pratique : « Un référendum aura lieu en Algérie, organisé et contrôlé par les Nations unies afin de permettre au peuple algérien de déterminer librement les destinées de son pays dans son ensemble. »

Ce dernier paragraphe ne fut voté qu’à la majorité relative. Il ne devait pas passer l’épreuve de l’Assemblée générale.

Pourtant amendé dans un sens apaisant — l’Assemblée ne « décidait » plus mais « recommandait » le contrôle du

référendum par l'O.N.U. —, il n'obtint pas la majorité des deux tiers. Il s'en fallut d'une voix. 52 voix pour 27 contre. Si pour cette session les États-Unis s'étaient abstenus comme d'habitude au lieu de voter contre, la victoire de Krim aurait été complète. Le délégué américain, Francis Wilcox, expliqua ainsi son vote : « Rien ne doit être fait qui puisse entraver les efforts du général De Gaulle. »

Les trois premiers paragraphes de la résolution furent adoptés par 63 voix contre 8 et 27 abstentions. Officiellement ce n'était qu'une demi-victoire mais elle pourrait se « compléter » lors de la session suivante.

Pour les délégués F.L.N. le vote partiel de la résolution passait au second plan. Le succès diplomatique remporté dans les coulisses leur importait beaucoup plus. Il remontait déjà à quelques semaines. Lors de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'O.N.U. la présence de Nikita Khrouchtchev à New York avait éclipsé celle de tous les autres chefs d'État. La presse, les photographes, la télévision s'attachaient aux pas du Premier soviétique. Être reçu par M. K., c'était figurer aussitôt à la « une » de la presse mondiale, éclairé par les projecteurs de l'actualité. Et Krim avait réussi ce miracle ! La délégation d'un mouvement rebelle avait été reçue officiellement à la résidence soviétique de Glenn Cover. Police, sirènes, foule extraordinaire. Khrouchtchev avait serré longuement les deux mains du chef kabyle. S'était fait photographe avec lui, le bras familièrement posé sur ses épaules. Les deux hommes étaient de même taille et de même corpulence. M.K. avait fait son grand numéro de charme qui contrastait singulièrement avec l'attitude « prudente » suivie jusque-là par le gouvernement soviétique à l'égard de la rébellion algérienne.

Après avoir sacrifié à la presse internationale, Khrouchtchev avait eu un long entretien avec Krim qui avait exposé la situation de l'Algérie en guerre. Le leader F.L.N. avait fait un discret appel du pied à une éventuelle reconnaissance.

« Je vois très nettement ce qui se passe chez vous, avait dit M. K. Conformément à notre politique et à nos principes vous avez notre soutien. Votre cause est juste et noble. Le peuple algérien réalisera son objectif. Nous ferons de notre mieux pour l'y aider. Quant à la question de la reconnaissance, elle est en train d'être examinée. Elle aura une solution. »

Krim avait quitté Khrouchtchev mi-flatté, mi-déçu. Une fois de

plus il n'avait guère obtenu que de bonnes paroles soviétiques.

Quarante-huit heures plus tard, l'ambassade d'U.R.S.S. avait invité la délégation F.L.N. à la grande réception donnée en l'honneur de M.K. À l'entrée, Yazid, Francis, Chanderli, Boumendjel, Dahlab et Ben Yahia avaient été dirigés vers les salons où se trouvaient les ministres et personnalités invités. Krim, lui, avait été guidé par le directeur du protocole vers le salon des chefs d'État. Khrouchtchev était venu à sa rencontre, lui avait prodigué mille amabilités et avait exigé que l'on prenne des photos où, avec Nehru, il figurerait à ses côtés. Le chef kabyle était intimidé, ne sachant pas très bien comment se tenir dans cette ambiance peu familière. M. K. l'avait mis à l'aise, le tenant par le bras et le guidant de buffet en buffet.

« Mangez... regardez comme je mange, disait-il. Buvez... Ah ! c'est vrai vous ne buvez que de l'orangeade. À votre santé. »

Khrouchtchev engloutissait une quantité phénoménale de nourriture et de vodka sans en souffrir le moins du monde.

Rien d'important ne s'était dit ce soir-là mais le lendemain la presse française avait commenté amèrement la réception : « Le délégué français n'a pas eu le droit de pénétrer dans la salle des chefs d'État tandis que Krim, chef rebelle, y était... » Jamais on n'avait tant parlé de la révolution algérienne dans la presse internationale. De plus en plus l'opinion mondiale considérait le F.L.N. comme le représentant unique du peuple algérien en lutte pour son indépendance.

Enfin — honneur suprême — le président du Conseil soviétique avait assisté — alors qu'on ne s'attendait pas à ce qu'il y paraisse — à la réception donnée par le ministre des Affaires étrangères d'Irak en l'honneur de la délégation F.L.N. Krim était sorti sur le perron pour l'accueillir. Khrouchtchev lui avait serré la main et tapé sur l'épaule, clignant de l'œil en direction des caméras de télévision.

« Monsieur le président, avait dit Krim devant les micros, nous sommes très flattés de votre présence. À travers nous, c'est l'Algérie en lutte que vous honorez.

— Vous savez, avait répondu M. K., comme tous ceux qui luttent pour leur indépendance, vous l'aurez. Mais les colonialistes et les impérialistes ne comprennent pas l'indépendance. Ils sont encore aveugles. »

Et, sous les éclairs des flashes, K., tenant Krim par l'épaule, s'était dirigé vers le buffet, mangeant dans tous les plats.

« Monsieur le président, avait dit Chanderli, donnez-nous le secret de votre force. Vous êtes en bonne santé et vous mangez comme quatre !

Khrouchtchev avait éclaté d'un rire homérique.

« Mon secret, c'est que j'ai confiance en moi-même... Vous aussi devez avoir confiance... »

Et la boucle pleine, il avait à nouveau tapé sur l'épaule de Krim. C'est alors que s'était déroulé l'événement qui pour la délégation F.L.N. allait revêtir la plus grande importance. Le vice-président de la presse aux Nations unies s'était approché et avait dit :

« Monsieur le président, le fait que vous ayez rencontré à plusieurs reprises M. le vice-président du G.P.R.A. implique-t-il la reconnaissance du gouvernement provisoire par l'Union soviétique ?

— Prenez-le comme cela. Dès mon retour à Moscou ce sera fait officiellement ! »

Là encore l'information fut reprise par la presse internationale⁽⁵⁷⁾.

Rentrant à Tunis au lendemain du vote à l'Assemblée générale Krim rapportait, outre l'adoption partielle de la motion afro-asiatique, le plus beau « press-book » qu'ait jamais obtenu le F.N.L. en six années de combat.

C'était plus qu'un succès d'amour-propre car l'opinion publique était profondément touchée. À ses yeux le G.P.R.A. devenait un interlocuteur valable. Le temps des égorgeurs et des lanceurs de bombes était dépassé.

« C'était, dira Krim, la première marche vers l'indépendance. »

Oui-Non-Non-Oui, la campagne pour le référendum battait son plein. Les murs d'Alger étaient couverts d'affiches, d'inscriptions à la peinture blanche ou noire. Dans les quartiers européens le *non* dominait. Les affiches « Oui » n'avaient jamais le temps de sécher. Mais, depuis les événements de décembre, personne ne se serait risqué en quartier musulman pour « conseiller » le « Non à De Gaulle ».

Dans la Casbah, à Belcourt, au Clos-Salembier, une nouvelle affiche avait fait son apparition. Elle représentait un Européen et un musulman se tendant les bras et deux gosses main dans la main. Un petit pied-noir, un petit Arabe. L’affiche était frappée d’une immense croix de Lorraine bleu ciel et on pouvait y lire : « Oui à De Gaulle. Paix. Justice. » Elle était publiée et affichée par le « Comité de coordination pour le soutien de la politique du chef de l’État ».

Ce comité avait été créé par un jeune animateur de la R.T.F., Lucien Bitterlin, qui était le responsable de la Fédération d’Algérie du M.P.C. (Mouvement pour la Communauté), un groupuscule fondé à Paris par Jacques Dauer et présidé par le cadî Benhoura.

Lucien Bitterlin avait vingt-huit ans. Brun, de taille moyenne, le cheveu noir et la moustache fine, le regard un peu fixe — il avait perdu un œil tout enfant lors des bombardements —, il ne connaissait qu’une passion : la politique. Son grand homme, il l’avait choisi à seize ans en 1948 : De Gaulle. Douze ans après, il n’avait pas changé. C’est au sein du R.P.F. qu’il s’était lié avec Jacques Dauer, responsable des jeunes de la région parisienne. Pendant la « traversée du désert », les deux hommes avaient collaboré à un journal semi-confidentiel *Le Télégramme de Paris*. Ces jeunes gaullistes paraissaient anachroniques en ces années où le reclus de Colombey semblait éliminé à jamais de la vie politique. Ils s’en souciaient peu. Ils militaient avec ferveur et fidélité pour le retour du Général. En 1958, leurs efforts couronnés de succès, Jacques Dauer avait flirté avec Delbecque, tandis que Bitterlin — plus à gauche — devenait maire adjoint de La Garenne. En 1959, Dauer créa le Mouvement pour la Communauté présidé par le cadî Benhoura. Avec cet homme sage et cultivé Lucien Bitterlin découvrit l’Algérie. Le cadî lui raconta la vie des musulmans, la délégation présidée par son ami Ferhat Abbas venue discuter à Paris de la loi Viollette qui devait accorder la citoyenneté française à dix mille musulmans. « J’étais de cette délégation, lui raconta le vieux cadî, mais tous les élus européens d’Algérie menacèrent de démissionner si la loi était appliquée. « L’intégration, c’est la « fin de la France », proclamaient les représentants des colons. » Ah ! ça a bien changé. Mais toujours avec un train de retard. »

Bitterlin, secrétaire général du M.P.C. pour la région parisienne,

avait profité d'une occasion professionnelle pour découvrir cette Algérie qu'il ne connaissait que par les déclarations enflammées qu'elle suscitait au cours des congrès U.N.R. À l'heure de l'autodétermination, le M.P.C. s'était prononcé pour l'association alors que pour une grande partie de l'U.N.R. le grand maître restait Soustelle et la seule attitude « possible », l'intégration. En arrivant pour la première fois à Alger en mars 1960, deux mois à peine après les Barricades, le petit animateur radio de la R.T.F., plongé dans un monde nouveau, ne pensait pas qu'il deviendrait, dix-huit mois plus tard, le premier chef des « barbouzes » d'Alger ! Mais l'heure des fausses barbes, des Vietnamiens, des judokas et de la lutte à mort n'est pas encore arrivée...

À Alger, en mai 1960, Bitterlin avait créé la Fédération algérienne du M.P.C. dont il avait laissé la présidence à un petit industriel en chauffage central, Yves Le Tac, un héros de la Résistance, une gueule extraordinaire au crâne poncé, aux yeux clairs, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération. Autour d'eux, un petit noyau s'était formé avec Youssef Benhoura, le fils du cadî, rédacteur au Rectorat d'Alger, son beau-frère Nouar, instituteur dans la Casbah, et Charles Bonardi, journaliste sportif, une des figures d'Alger. Une exception aussi, car Bonardi était connu pour ses idées progressistes et ses amitiés communistes. Deux « personnages » les avaient rejoints : le P. Badin, un gaulliste de 1942, et — chargé, de la « sécurité » — un transfuge des troupes de Lagailarde, un jeune photographe de vingt-six ans, Barthélemy Rossello, déçu par les activistes et rallié à la cause gaulliste « pourvu qu'il y ait du baroud ». Il allait y en avoir !

Très vite les ennuis avaient commencé. Moins à Alger qu'à Paris, où « l'U.N.R. Algérie française » voyait d'un mauvais œil ce Bitterlin gaulliste libéral, trop libéral à son goût, s'agiter à Alger. Accusé d'avoir lutté contre une liste U.N.R. lors des élections cantonales il fut même rappelé à Paris — le directeur de la R.T.F. à Alger, M. Oudinot, « ayant été prié » par le ministre de l'Information de se priver de la collaboration du gêneur Trop jeune, trop indiscipliné, ce gamin ! Il allait pourtant avoir sa revanche. Ceux de ses « amis » de l'U.N.R. qui avaient obtenu son rappel devaient, peu de temps après, démissionner à leur tour et passer dans l'opposition soustelliennne ! Lorsqu'il fut autorisé à retourner en Algérie en juillet 1960 Lucien Bitterlin dut promettre de « ne plus faire de politique », promesse qu'il tint jusqu'en

novembre mais qui ne l'empêcha pas de suivre attentivement l'évolution de la politique du Général et les violentes réactions qu'elle suscitait en Algérie. Pour Bitterlin, il fallait aller plus loin que le choix des options de l'autodétermination. L'association, c'était bien mais insuffisant. Il était nécessaire de lutter pour le cessez-le-feu, pour l'autodétermination et pour l'indépendance. À ses yeux c'était la seule chance de sauver encore quelque chose entre Européens et musulmans.

À Alger, Yves Le Tac avait été élu à la présidence de l'Association des anciens déportés, ce qui prouvait que tout le monde n'était pas hostile à De Gaulle en Algérie. Une idée s'imposa très vite à l'esprit du jeune homme : il fallait montrer aux activistes qu'ils n'étaient pas seuls à Alger et que les Français de la Résistance et les pieds-noirs libéraux entendaient manifester leur présence.

Face au raz de marée du F.A.F., les gaullistes n'étaient représentés en Algérie que par « l'Association nationale pour le soutien de l'action du général De Gaulle », animée par un métropolitain « parachuté » à Alger, Claude Raybois, qui avait établi son siège au cinquième étage du 26, boulevard Carnot, sur le front de mer, et par le Mouvement Rouland, député U.N.R. de Boulogne, qui tentait un rassemblement des élus d'Algérie avec le colonel Desanges. Si les deux mouvements disposaient de fonds relativement importants venant de la rue de Solferino et de l'U.N.R., leur action restait modeste. Ils n'osaient appeler un chat un chat et leurs discussions byzantines n'avaient guère d'écho devant les proclamations des activistes qui, eux, montraient sans complexe leur volonté de lutte au grand jour.

Après les manifestations européennes de novembre, puis de décembre, les membres du M.P.C. décidèrent de faire sortir leur mouvement du long sommeil dans lequel ils l'avaient volontairement plongé. Puisque personne ne s'opposait efficacement aux activistes du F.A.F. et à ses groupes armés clandestins, il devenait nécessaire de montrer aux musulmans que tout ce qui était français en Algérie n'était pas forcément Algérie française.

Le référendum du 8 janvier en serait l'occasion. C'est ainsi que les groupuscules gaullistes : l'Association de soutien, les débris de l'U.N.R. Alger et le M.P.C. s'étaient unis au sein d'un Comité de coordination présidé par Yves Le Tac. Raybois et Bitterlin en

étaient co-secrétaires généraux. Temps d'antenne à la radio, à la télévision et campagne d'affichage, telles étaient les armes dont ils disposaient pour s'opposer au *non* des activistes et surtout pour tenter une véritable politique de rapprochement avec les musulmans.

Officiellement reconnu, le Comité obtint l'autorisation des militaires d'afficher dans les quartiers musulmans. Certains officiers S.A.U., en particulier à la Casbah, proposèrent de « mettre leurs gus au travail, ils avaient l'habitude ». Bitterlin refusa.

« Cette fois, dit-il, l'affichage en faveur du Général ne doit pas être fait par des militaires, mais par des civils et si possible des musulmans. Ce que je demande, c'est l'autorisation de circuler de nuit sans entrave de la part des patrouilles. »

Il l'obtint facilement. Par contre, certains officiers S.A.S. de la Mitidja sursautèrent devant le texte de l'affiche. « Oui à De Gaulle. Paix. Justice. » Et des Arabes et des Européens main dans la main, ça ne leur plaisait guère ! « Vous allez me foutre le bordel dans mon secteur, disaient-ils. Ici, pas de salade. S'il y a un incident avec les Européens, j'embarque tout le monde. »

La menace était claire. Que les colleurs d'affiches se présentent et il y AURAIT FORCÉMENT des incidents avec tes Européens ! Le M.P.C. évita soigneusement ces secteurs. La bagarre serait pour plus tard !

Pour l'affichage en quartier musulman Bitterlin reçut l'aide de ses amis algériens. Youssef et Nouar, directeur d'école de la rampe Vallée, fournirent de jeunes « costauds » choisis dans une œuvre privée, présidée par le cadi Benhoura qui hébergeait, sous le marché Randon, des chômeurs et de jeunes mères de famille dont le mari était en prison ou avait « disparu ».

Le premier soir de la campagne d'affichage, dans une Casbah figée par le couvre-feu, un concert de you-you haineux suivi d'un bombardement en règle de bouteilles et de briques s'abattit sur la caravane bardée de pots de colle et d'affiches. Le spectacle était d'autant plus impressionnant que personne ne se montrait. C'était une ville apparemment aveugle et déserte qui clamait sa haine des Européens.

Depuis les événements de décembre la Casbah vivait sur le qui-vive. Dès la tombée de la nuit chaque terrasse, chaque coin de

ruelle avait son « chouf »^[58]. Personne ne pouvait pénétrer dans la Casbah sans être immédiatement signalé comme aux jours tragiques de la « bataille d'Alger^[59] ». En effet, les musulmans, mitraillés lors des manifestations de décembre, craignaient que des commandos européens ne viennent poser des bombes, rééditant ainsi l'exploit de la rue de Thèbes^[60]. Les groupes F.L.N. d'Alger reconstitués — comme on l'a vu — sous les ordres de Kheiddine, Djamal, Malik et Alilat avaient littéralement quadrillé les quartiers musulmans et institué des tours de garde. Ce qui expliquait la pluie de projectiles dont Bitterlin et les quelques militants européens du M.P.C. venus coller leurs affiches étaient victimes !

Heureusement, les jeunes gens musulmans qui les accompagnaient intervinrent. Ils crièrent quelques mots en arabe, puis « s'absentèrent », le temps d'une explication. À leur retour, comme par miracle, le chahut cessa et des visages apparurent aux fenêtres et au-dessus des murets des terrasses. On montra l'affiche. Des sourires éclairèrent alors les physionomies encore hostiles. Et très vite le téléphone arabe fonctionna, les colleurs d'affiches musulmans bénévoles signalèrent partout leur présence. Désormais — dans les quartiers arabes — le groupe Bitterlin était « ami ».

Grâce à Charles Bonardi, des musulmans du parti communiste algérien clandestin distribuèrent même des milliers de tracts en faveur du *oui* alors que le P.C. s'était prononcé par le non ! Les directives des hautes sphères n'étaient pas toujours suivies, à la base ! À Alger, peu importaient les moyens. Il fallait faire face aux ultras qui, eux, avaient montré — et, nul n'en doutait, montreraient encore — leur détermination. Bitterlin, Le Tac et leurs amis musulmans y étaient fermement décidés. Ils ignoraient encore jusqu'où les mènerait ce combat désespéré.

Au lendemain des événements de décembre et tout au long de ce dernier mois de l'année 1960, c'est la déception qui domina tant chez les Algériens musulmans que chez les pieds-noirs libéraux. Le Général ne s'était pas vraiment adressé à eux. Des encouragements, certes, mais rien d'officiel, rien de marquant. Rien de décisif. Pour le référendum, De Gaulle demandait seulement carte blanche pour régler le problème algérien. Pouvait-on encore avoir confiance ?

Ferhat Abbas avait répondu à sa manière : « Peuple algérien !

Tu as su jusqu'ici déjouer toutes les manœuvres des colonialistes. Tu sauras cette fois encore faire échec à la mascarade qui se prépare. Tu ne t'y prêteras pas. Tu déserteras les bureaux de vote et utiliseras tous les moyens possibles pour contrecarrer les desseins de l'ennemi. »

Malgré ces instructions, les contacts entre Européens libéraux et musulmans se multipliaient. Au Gouvernement général le directeur de l'information, Coup de Fréjac, rencontrait de plus en plus d'interlocuteurs « valables ». Les musulmans sortaient de leur mutisme et de leur prudence habituels. Pour eux, le problème militaire était dépassé. On en arrivait au stade de la négociation et de la mobilisation des compétences.

L'ambiance était à la paix.

Mais chez les Européens désemparés, c'était une nouvelle fois l'amertume. » L'armée nous a lâchés. On ne peut compter sur ses officiers... » L'échec des manifestations du F.A.F. puis l'interdiction du mouvement, la « descente » des musulmans, l'impassibilité hautaine de De Gaulle, autant d'éléments qui ne pouvaient pousser la communauté européenne à l'optimisme. Plus que jamais les Européens d'Algérie se sentaient rejetés. Par l'armée, qui les trahissait après leur avoir donné de multiples raisons d'espérer. Par les musulmans, qui pour la première fois montraient leur volonté de ne plus se laisser diriger. Et surtout par la métropole qui restait muette. Le gouvernement les considérait désormais comme des enfants odieux et inconséquents qui avaient dépassé les bornes et auxquels il ne voulait plus s'adresser que pour dicter ses volontés.

À Paris, le Général, en demandant un blanc-seing à la nation, montrait plus que jamais sa volonté de régler l'affaire algérienne à sa guise. Il ne voulait parler du problème qu'avec ses trois sources d'information : Morin, la source officielle, l'homme du maintien de l'ordre ; Joxe, la source politique, l'homme des négociations ; Coulet, la source particulière, l'homme de la hiérarchie parallèle qui jugeait la situation « vue d'Alger ».

« Parler le moins possible », telle était, semble-t-il, la devise.

Au niveau du gouvernement, on semblait avoir décidé qu'avec les Européens il n'y avait plus rien à faire, que la situation ne pouvait plus évoluer. C'était presque du mépris pour l'opinion publique pied-noir « qui ne voulait rien comprendre à la

situation... à qui il était donc devenu inutile de l'expliquer ».

Il était évident que De Gaulle ne reviendrait jamais sur la politique qu'il avait décidée pour l'Algérie et dont les moins lucides voyaient qu'elle conduisait inéluctablement à l'indépendance. Lors des manifestations de décembre, les musulmans avaient par avance donné leur réponse à l'autodétermination. Les you-you de la Casbah ou de Belcourt, les « Yahia Ferhat Abbas », les « Yahia Ben Bella » qui retentissaient chaque nuit dans les quartiers « indigènes » montraient que l'heure des illusions était passée.

Pour les plus violents des Européens il restait une solution : supprimer De Gaulle. Les autres, tous les autres — exception faite des groupuscules libéraux, quelques centaines d'hommes tout au plus — pensaient que la dernière chance était de contrôler la situation « manu militari » et de transformer l'Algérie algérienne en Algérie française. Quitte à se couper de cette vraie France qui les rejetait. Mais cette solution exigeait la participation de l'armée !

S'il était facile de faire de l'auto-intoxication sur De Gaulle — « il est malade, il est gâteux, il va mourir, on va l'assassiner » —, il était beaucoup moins facile, l'expérience le prouvait, de s'assurer du concours de l'armée. Les officiers « en flèche », les Masselot, les Lecomte, les Degueldre, les Sergent, pour persuadés qu'ils fussent de la nécessité de faire « quelque chose », ne voulaient se mouiller qu'avec des chances de réussite. L'inorganisation, la pagaille même qui régnaient dans les rangs du F.A.F., même si le brave Jouhaud avait fait son possible, les avaient prodigieusement agacés. L'idée d'un putsch les séduisait, encore faudrait-il qu'il fût uniquement militaire, préparé, soigné, figolé comme une opération. Le gouvernement allait leur en donner le loisir...

Au lendemain des événements de décembre, on muta le capitaine Sergent, à Chartres, le lieutenant de La Bigne — officier du 1^{er} R.E.P., qui avait refusé de faire tuer ses légionnaires dans le djebel alors que le drapeau fell flottait à Alger — à Annecy, Degueldre au Sahara. On laissa à Masselot et à Lecomte leurs régiments. Après tout, ils n'avaient pas officiellement démérité.

Seul Degueldre décida de désertir. Il ne rejoignit pas son poste au Sahara et personne, semble-t-il, ne s'en inquiéta. Les instructions judiciaires qui étaient allégrement menées contre les

objecteurs de conscience refusant la guerre en Algérie, furent moins rudes à son égard. On aurait pu en effet retrouver facilement le lieutenant déserteur à la base arrière de Zéralda où il devait vivre encore pendant plusieurs semaines avant de préparer activement la liaison entre Paris et Alger lorsque l'idée de putsch naîtra dans l'esprit de quelques officiers supérieurs et généraux ! La coupable négligence d'officiers « sympathisants » coûtera la vie à cet homme qui — quoi qu'on pense de son action future — défendra sincèrement, et jusqu'à la mort, un idéal qu'il jugeait noble et respectable. Ceux-là ne purent jamais en dire autant.

Le général Jouhaud ne fut pas inquiet. Il reprit tranquillement sa place à la cartonnerie de la Rochette...

Le 8 janvier au soir, l'« homme seul » de l'Élysée sut que les Français lui faisaient confiance — une confiance aveugle — pour les « débarrasser du boulet algérien ». Le oui était « franc et massif ». 15 200 000 en métropole. 1 749 000 en Algérie, où le bled avait voté oui et les villes non. 40 % des électeurs s'étaient abstenus. Les consignes du F.L.N. avaient été entendues dans les centres urbains. Les urnes avaient confirmé l'opposition européenne à la politique du Général. 72 % de non à Alger !

À Madrid, Lagailarde annonça : « Unissez-vous car nous allons combattre. » Salan conclut sa déclaration par ces mots : « Je continuerai à me battre pour que les braves gens de la terre française d'Algérie voient enfin reconnaître leurs aspirations de Français tout court et soient maintenus au sein de leur patrie : la France. »

Le Général, ayant reçu pleins pouvoirs pour l'installation d'un exécutif algérien, choisit d'engager d'abord les négociations. Une page était définitivement tournée. Les pièces de l'échiquier étaient en place. Une nouvelle partie pouvait commencer.

Deuxième partie
La levée de boucliers

Sous les projecteurs, le front de M^e Popie se perle de sueur. Est-ce la chaleur ou la conviction qu'il veut à toute force faire passer dans sa brève déclaration ? Sur le sol de son bureau des dizaines de mètres de câbles traînent, emmêlés. Ils courent de la caméra au magnétophone et à la batterie. Derrière l'Arriflex, assis sur une caisse, l'œil vissé au viseur, le cameraman cadre en gros plan l'avocat libéral. Le casque aux oreilles l'ingénieur du son surveille l'aiguille du « modulomètre » de son magnétophone. Le reporter de « Cinq Colonnes à la Une », l'émission d'information la plus célèbre de la télévision française, celle qui tous les mois « fait le plein » devant les petits écrans, poursuit son interview.

« Maître Popie, dit-il, pensez-vous que l'on puisse trouver dans la population européenne d'Algérie des promoteurs pour une politique libérale ?

— Sans difficulté. En ce qui nous concerne, les cadres d'un futur parti libéral existent. Ce que nous demandons simplement pour embrayer sur l'opinion, c'est la possibilité d'expression à la fois par la presse et par des réunions publiques. »

Déjà plusieurs réunions avaient eu lieu, rassemblant autour de Me Popie : Jean-Pierre Gonon, un libéral qui avait eu maille à partir avec les paras lors de la « bataille d'Alger », Perrin, du club Jean-Moulin, Kadache, professeur aux centres sociaux de Ben-Aknoun, Moschetti, du P.S.U., des représentants de la S.F.I.O., Lucien Bitterlin, du M.P.C., et une quinzaine de libéraux bon teint. Le thème de la discussion avait été : défendre par tous les moyens les Européens dans une Algérie indépendante et, pour leur y trouver une place, les séparer des plus activistes d'entre eux. Si Gonon et Jean Froscoso, architecte de talent, responsables de L'Espoir^u, ne représentaient aucun mouvement politique, tous les autres étaient liés à ce « régime des partis » dont les gaullistes ne voulaient pas entendre parler. Les habitudes restaient les plus fortes et, bien que poursuivant les mêmes buts, aucun des assistants n'avait voulu poursuivre les contacts avec Bitterlin et les gaullistes du M.P.C. Chez les libéraux, les querelles de clocher n'étaient pas mortes.

Il n'est pas question d'évoquer ces brouilles locales devant les téléspectateurs. Il faut au contraire convaincre.

« Pensez-vous, poursuit le reporter, qu'avec des réunions

publiques et de l'information politique comme vous vites vous-même, on arrivera à rassurer la population de Bab-el-Oued ? »

C'est pour l'avocat le moment d'exposer devant des millions de Français ce que peut être l'avenir de l'Algérie.. C'est l'occasion de tenter d'amener les plus influents de ses compatriotes à aider son mouvement.

« Certes, répond M^e Popie, nous savons qu'actuellement nous sommes totalement dépourvus de moyens d'expression. Nous n'embrayons que très peu sur cette opinion populaire. Nous savons que le F.A.F., procédant d'un instinct de conservation, recrute ici ses troupes les plus ardentes. Mais nous sommes persuadés que si nous parvenons à leur faire comprendre qu'une République algérienne est un État neuf dans lequel ils auront tous les droits de citoyens à part entière, eh bien, je suis persuadé que nous arriverons à les raisonner car, pour eux, il n'y a pas d'issue. »

Popie prend un temps, se concentre. Puis, martelant ses mots :

« L'Algérie française ne peut pas être pour eux une issue. L'Algérie française est morte. Il faut qu'ils se tournent vers l'avenir et que dans cet avenir ils arrivent à s'intégrer en citoyens pleins et entiers de la République algérienne.

— Coupez.

— Bon pour le son ?

— C'est bon pour moi. »

M^e Popie se lève, s'éponge et dit en riant à l'équipe de « Cinq Colonnes »

« J'espère aussi que ce sera bon pour moi ! »

Il vient de signer son arrêt de mort. Quelques jours plus tard, le 25 janvier, il est poignardé dans son cabinet, rue de l'Abreuvoir. Deux jeunes gens, spécialistes du close-combat, Claude Peintre et Dauvergne, lui ont porté huit coups de poignard dont un au cœur. L'assassinat de M^e Popie est l'œuvre d'un commando isolé du F.A.F. clandestin. L'avocat libéral, haï des mouvements ultras, est la première victime de l'action que les divers groupes « patriotiques » d'Alger ont décidé de mener. Sa mort est accueillie avec satisfaction par ceux qui depuis la « bataille d'Alger » connaissent son action au sein du mouvement libéral.

Les autres, la troupe, la masse qui apprend le nom de l'avocat en même temps que les circonstances de sa mort, n'ont qu'une réaction : « S' « ils » l'ont buté, c'est qu'« ils » savaient à qui » ils » avaient affaire. » Désormais « ils » ont raison. On ne « les » connaît pas encore — le sigle O.A.S. n'a pas fait son apparition — mais « ils » défendent l'Algérie française. Peu importent les moyens qu'ils emploient.

C'en est fini du folklore. Seule la haine trouve sa place dans la Ville blanche où les explosions de plastic rythment la vie quotidienne. Elles n'étonnent plus. Bien mieux, la rue les approuve. Chaque détonation est une vengeance. Au mépris de Paris, Alger répond à sa façon. Le règne des règlements de comptes commence. Celui de la guerre civile n'est pas loin. Cette fois, c'est entendu et bien entendu. Il y a les Européens et les musulmans. Face à face. Ennemis. Définitivement. Le fossé est devenu ravin. Qui se risquera à le franchir sera impitoyablement éliminé. La dernière épreuve de force est engagée. Dans chaque quartier, les forces se rassemblent, s'unissent. Contre-terroristes de l'époque d'Ortiz et de Kovacs, U.T. de choc des Barricades, groupes Lagailarde, fascistes de Jeune Nation, paras déserteurs du 24 janvier ou de décembre 1960, nostalgiques de Pétain et de Vichy. Et puis tous les jeunes, et les moins jeunes — la majorité —, qui ne comprennent rien à rien. Pour lesquels une croix celtique n'est qu'un emblème « national ». Qui acceptent tout et sont prêts à accepter plus encore de la part des chefs qui prétendent défendre LEUR Algérie française. La Grande Tromperie commence.

Entre. Alger et Madrid, c'est la noria des activistes. Lagailarde « reçoit » beaucoup. Beaucoup plus que Salan qui est désormais flanqué de Jean-Jacques Susini. Etrange couple que celui formé par ce général qui porte beau une soixantaine florissante et le jeune technicien du fascisme, au teint blême et à l'œil glacé. À l'hôtel Princessa, où ils ont élu domicile, ils doivent tout de même compter avec le brillant ex-député d'Alger. Ils n'ont pas la même vie et se détestent cordialement. Depuis bien longtemps Susini, qui a jadis succédé à Lagailarde à la tête des étudiants d'Alger, multiplie les peaux de banane sous les pas du « barbu » dont le prestige gueulard et bon enfant l'agace prodigieusement. Lors des Barricades, Lagailarde a symbolisé la résistance pied-noir. Susini n'a été que « l'inspirateur » d'Ortiz, qui a filé lorsque la menace se précisait. Au procès des Barricades

Lagaillarde a paru sympathique, il a su remuer les tripes de ses auditeurs, toucher les points sensibles, parler de la population désespérée, des promesses faites depuis le 13 Mai. Susini, froid théoricien, mû par une passion contenue, n'a réussi qu'à faire peur en exposant des théories national-socialistes. Même les « gueules » les séparent. On a envie d'être copain avec Lagaillarde, bon vivant, rigolard, qui sait faire la part des choses. Pas avec Susini. Son visage blafard, son austérité, l'apparence raide et froide qu'il affiche volontiers glacent l'interlocuteur. Lagaillarde est un meneur d'hommes. Il se suffit à lui-même. Susini a besoin de vivre à l'ombre d'un « nom ». Après Ortiz, un mauvais cheval — une erreur de jeunesse —, le jeune fanatique choisit Salan. Et inexplicablement le Chinois « marche ». À l'étonnement de ses proches. Mais où est-il, le prudent Mandarin si soucieux du décorum, de la solidité de ses « arrières », si jaloux de son pouvoir personnel ?

Depuis qu'il a franchi la frontière espagnole, depuis qu'il devient évident que la guerre d'Algérie doit finir en guerre civile, Salan est devenu un autre homme. Les cheveux sont toujours bleutés, le visage impassible, l'élégance du vêtement civil a succédé à l'ordonnance méticuleuse de la tenue militaire, mais le cerveau a changé. Le général « politique » chargé d'honneurs veut devenir un grand politique tout court. Après tout, il y a bien un général à l'Élysée. Pourquoi son successeur ne le serait-il pas ? Et Susini qui voit tout, devine tout, qui cache derrière son manteau de glace une intuition quasi féminine, sent que cette fois — à l'abri de l'ambition du général — il va pouvoir faire de grandes choses. Il avait la tête, il lui manquait les épaules. Les voilà !

Pour l'heure, malgré le prestige et la renommée, Salan est un homme seul. Susini aussi. Ni troupes ni organisation à Alger. Lagaillarde les a. Et il s'en vante. Il faut faire « cause commune » avec lui.

Et Lagaillarde a une idée géniale. Fort de l'appui de ses groupes armés et des bonnes relations qu'il entretient avec les hommes du F.A.F. clandestin, il décide — en accord avec Salan — l'unification des mouvements de diverses tendances.

« Il faut former en Algérie un véritable appareil de combat révolutionnaire essentiellement civil », explique-t-il à Salan et à Susini, convaincus d'avance. C'est une idée qui s'est révélée irréalisable. Jusque-là, chaque groupuscule d'Alger a voulu

garder son état-major. Et lorsque Lagaille parle d'unification, il sous-entend qu'il en sera le patron ! Cela ne trompe personne. On discute, on ergote, mais la proximité du danger « gaulliste et arabe » balaye bien des préventions. Il ne faut pas se fâcher. Lagaille est précieux. Il fournit les troupes... et un nom aux commandos « patriotiques » enfin réunis : Organisation armée secrète. O.A.S.

Noir sur blanc Lagaille et Salan mettent au point leurs « accords de Madrid ». Ils décident que :

— l'O.A.S., organisme de combat des civils algériens, s'intègre dans une opération d'ensemble civile, militaire, métropolitaine et algérienne ;

— toutes les formations « activistes » s'intègrent (au sens précis du terme) dans l'O.A.S. ;

— Salan, au sein d'un comité, assume la présidence et la direction de l'ensemble de l'opération dont Lagaille, assisté d'une direction centrale, prend le commandement.

Le 24 février les amis de Lagaille à Alger reçoivent, par courrier spécial, copie de ces accords.

Le chef du F.A.F., Zattara, libéré après une brève détention préventive qui lui a épargné une éventuelle inculpation, a retrouvé son ami Capeau. Les manifestations de rue de décembre les ont mis en contact avec tous les groupes activistes d'Alger qui pendant trois jours se sont placés sous leurs ordres. Pour eux, réaliser l'unité de ces mouvements est un jeu d'enfant. Et ils n'ont pas attendu les « ordres » de Lagaille. Ils acceptent donc ses conseils mais refusent son commandement. S'il veut diriger, qu'il vienne donc à Alger ! Avec tous les risques que cela comporte !

Les premières divergences à la tête de l'O.A.S. naissante resteront secrètes. Les militants n'en sauront rien. Ils admirent toujours « Pierrot » et c'est en son nom qu'aveuglément ils vont obéir à Zattara et à Capeau.

Les deux frères Piegts, Claude et Roger, patrons d'une affaire de boissons gazeuses et d'une agence d'assurances à Castiglione, sont chargés de renouer le contact avec les civils « gonflés » des événements de décembre. C'est par Claude Piegts que Pierre et Ivan apprennent que le combat continue. Et cette fois-ci durement. Avec des chefs. Piegts, Pépé, Guy et Miguel le Cubain

constituent un premier groupe qui reçoit une double mission : récolter des fonds en fixant des « impôts », surveiller et intimider les « traîtres » en puissance. Ivan et Pierre s'attachent pour leur part aux « activités suspectes » d'une assistante sociale, visiteuse de prison, qui a le tort de s'occuper plus attentivement des musulmans que des Européens. On prévoit même de la plastiquer. Mais « sans qu'il y ait de blessé ».

Au niveau supérieur on réunit les chefs d'autres mouvements, en particulier ceux d'un nouveau groupement qui s'intitule « France-Résurrection », créé et dirigé par un étonnant personnage : André Brousse, marquis de Montpeyroux. La cinquantaine, ancien officier de la campagne de Syrie, volontaire de la guerre d'Espagne, du côté de la « légitimité et de la tradition », c'est-à-dire à droite, contre les « marxistes » de Madrid, fantastique militaire dans la drôle de guerre, qui en compte bien peu, résistant brillant grièvement blessé, il finit la guerre infirme. Une réforme à cent pour cent ne l'empêche pas de s'engager en 1956 pour l'Algérie. Chef de S.A.S., il sait « se faire aimer et redouter » de ses musulmans fidèles. Ecœuré par la politique de De Gaulle et aidé du capitaine Souètra, déserteur depuis décembre, il crée près de Mostaganem un maquis « France-Résurrection » qu'il baptise « commandos de la vie ». Ils sont trente et ne feront pas long feu. Mais ses « correspondants » à Alger et en Oranie sont organisés et prêts à l'action. Peu importe leur programme politique farfêlé. Zattara et Capeau ont besoin d'hommes d'action. Où qu'ils soient, quoi qu'ils pensent, pourvu qu'ils soient prêts à défendre l'Algérie française.

Le dernier jour de février paraît le premier tract de l'O.A.S. ronéotypé à plusieurs milliers d'exemplaires et adressé à la population. Les Algérois le trouvent au matin du 1^{er} mars dans leur boîte aux lettres. C'est le véritable acte de baptême de l'O.A.S. Il est publié ici pour la première fois :

L'UNION SACREE EST FAITE.

LE FRONT DE LA RESISTANCE EST UNI.

Français de toute origine,

La dernière heure de la France en Algérie est la dernière heure de la France dans le monde, la dernière heure de l'Occident.

Aujourd'hui, tout est près d'être perdu ou sauvé. Tout dépend

de nos volontés. Tout dépend de l'Armée Nationale.

Nous savons que l'ultime combat approche. Nous savons que ce combat, pour être victorieux, exige l'unité la plus totale, la discipline la plus absolue.

Aussi les Mouvements Nationaux clandestins et leur organisation de résistance ont décidé de joindre unanimement leurs forces et leurs efforts dans un seul mouvement de combat :

L'ORGANISATION ARMÉE SECRETE.

O. A. S.

Algériens de toute origine,

En luttant pour l'Algérie française, vous luttez pour votre vie et votre honneur, pour l'avenir de vos enfants, vous participerez ainsi au grand mouvement de rénovation nationale.

Dans cette lutte, vous suivrez désormais et exclusivement les mots d'ordre de l'O.A.S.

Soyez certains que nous nous dresserons tous ensemble les armes à la main, contre l'abandon de l'Algérie, et que la victoire est assurée si nous savons la mériter.

Dans le calme et la confiance,

Tous debout, tous prêts, tous unis,

VIVE LA FRANCE !

L'ORGANISATION ARMEE SECRETE.

Le 6 mars pour la première fois apparaissent sur les murs du centre d'Alger trois lettres mystérieuses : O.A.S.

Au Gouvernement général, un fonctionnaire métropolitain classe paisiblement le tract et note l'apparition du nouveau sigle.

« Après le F.L.N., le F.A.F., voilà l'O.A.S., marmonne-t-il, même idéologie primaire : un maître, un combat. Ils n'ont décidément pas beaucoup d'imagination. Tous des rigolos... »

Dans le fond, Morin réussit bien. Il s'est habilement tiré du guêpier de décembre. Ferme, dur, inconciliant, il a paradoxalement limité les dégâts en donnant aux militaires l'ordre de tirer sur la foule. L'affaire ne s'est pas engluée dans une crise du style Barricades. De Gaulle est content de « son » Morin. Au

moins, avec lui, pas de risques de jérémiades. L'ancien préfet ne fait pas dans le style « pleureuse ». Il n'essaye pas d'attendrir les pieds-noirs — ce qui avait tant agacé De Gaulle chez Delouvrier —, non, il ne les voit pas. D'ailleurs il ne voit personne. Il vit cloîtré. Avec son cabinet.

Cocktails diplomatiques et mondains, vie administrative et économique normale, sorties et week-ends réguliers, c'est la vie quotidienne d'Alger. Les crises ne l'affectent pas. Seulement, les groupes activistes et leurs leaders vivent dans cette ambiance et influent sur le monde économique, financier et même politique. C'est ainsi qu'à Alger, de cocktail en week-end, de déjeuner d'affaires en réception mondaine, « on vire sa cuti ». De Gaulle est persuadé que cette imprégnation de la vie quotidienne d'Alger a considérablement influencé certains de ses hommes. C'est vrai. Mais pas pour Morin, qui se refuse à tout contact.

D'abord avec la presse. « Je ne recevrai pas de journalistes, a-t-il dit, dès son arrivée, à Coup de Fréjac, le directeur de l'information. Vous vous occuperez des conférences de presse. »

C'est à Coup et à Jean-Louis Guillaud « d'informer » la presse d'Alger. Une quarantaine de journalistes plus teigneux les uns que les autres. Des Français de tout bord — de *L'Echo d'Alger au Monde*, de *L'Aurore* à *L'Observateur* — mais aussi des Anglais — comme le gros Wallis, un Pickwick perpétuellement vêtu de noir, au visage rose et au crâne dégarni qu'il abrite du soleil de printemps sous un immense parapluie noir plus familier du crachin de Fleet Street que du grand soleil d'Alger. Une bonne bouille, ce Wallis ! Sympathique et conciliant en diable ! Il faut s'en méfier comme de la peste. La question vacharde est toujours en embuscade. Il est informé de tous côtés et tisse en permanence une toile d'araignée de renseignements dans laquelle il espère prendre Coup de Fréjac ou Jean-Louis Guillaud.

Il y a aussi Tom Brady. L'Américain en costume de toile bleue rayée et froissée qui lui donne l'allure d'un garçon boucher qui dormirait tout habillé. Depuis quelque temps — depuis qu'il est très mal avec les militaires — il ne met plus sa djellaba. Cela tournait à la provocation. Dans l'esprit des militaires, Brady est un « Arabe ». Tout ce qu'« ils » font est bien, tout ce qu'« on » fait est répréhensible. En décembre, le colonel Masselot a eu une sérieuse algarade avec l'Américain qui l'accusait de tirer sur la foule musulmane. Pour une fois le colonel, aidé par une

bienheureuse balle venue des bidonvilles et sifflant à leur oreilles, a eu raison des arguments de Brady. Mais c'est rare. Malgré son visage de vieux bébé, rose et bronzé, ses yeux d'azur qui brillent sous de candides lunettes *made in U.S.A.*, il est habile et tordu comme il n'est pas possible ! Sa spécialité ? Les questions d'une simplicité embarrassante : « Monsieur le porte-parole, l'ambiance est à la paix et à la négociation, comment se fait-il alors qu'il y ait encore... ? » et suit une nomenclature précise des conditions de vie atroce dans les camps d'hébergement, de méfaits commis par la troupe dans l'Aurès et dont seul le préfet musulman de Constantine, Mahdi Belhaddad, s'est plaint au délégué général par télégramme secret. Et tout est scrupuleusement vrai ! Pousser le porte-parole à la contradiction, le placer en porte à faux est le sport favori des journalistes anglo-saxons dont le moindre n'est pas Larry Collins, l'un des plus redoutables, caustique et mordant sous son allure, de jeune étudiant encore imprégné de l'ambiance du campus. Il deviendra célèbre en écrivant plus tard, avec Dominique Lapierre : *Paris brûle-t-il ?*

De leur côté, les Français ne sont pas sans causer bien des soucis au porte-parole officiel. D'abord, les journalistes des radios périphériques : Besançon, d'Europe 1, Farkas et l'auteur de ces lignes, de Radio-Luxembourg. Ils sont toujours à l'affût. Les manifestations antigauffistes lors du voyage de décembre, celles des musulmans à Belcourt, la grande peur de la Casbah retranchée, les you-you des femmes, ils enregistrent tout et « balancent » à Paris des reportages sonores qui sont autant de « provocations » pour la population pied-noir qui se branche de préférence sur les deux postes « patos » pour savoir ce que la métropole pense d'eux. Elle les déteste — « Y font toujours entendre ce que disent les melons... » — mais les écoute attentivement.

Heureusement pour Coup de Fréjac, ni Morin ni Crépin n'ont le temps d'entendre les radios périphériques. Par contre, ils lisent. Surtout *Le Figaro* et *Le Monde*.

« Vous leur en racontez trop », reproche Morin à Coup. Et pourtant... le délégué a exigé que son porte-parole lui remette le texte de sa conférence de presse hebdomadaire. Il le corrige attentivement et enlève plutôt qu'il n'ajoute dans les informations déjà soigneusement filtrées.

« C'est bien suffisant comme ça... »

Jean Morin a, à l'égard des journalistes, une attitude très brutale, largement dictée par Crépin, qui les déteste, Américains, Anglais ou Français, c'est une race nuisible. Il faut avoir tué père et mère pour faire ce métier ! Si Coup les écoutait, il ferait expulser les journalistes par dizaines et les remplacerait par désinformateurs militaires ! Heureusement, il fait la sourde oreille et évite les faux pas. Pas toujours, car Morin agit parfois directement. Pour une phrase qu'il juge désobligeante, il décroche son téléphone et appelle, au *Figaro*, Brisson ou Gabriel-Robinet, les patrons.

« Votre Chauvel, votre Bromberger, je ne veux plus les voir à Alger. »

Mais la bête noire, c'est Alain Jacob, du *Monde*. Une plume acérée, des informations « en béton », un jugement sûr et peu amène font de ce grand jeune homme, à l'allure encore adolescente, la cible permanente de la fureur civile et militaire.

Un jour, Morin, devant la rage de Crépin, décide d'expulser Jacob.

« Monsieur le délégué, plaide Coup, Jacob a des contacts, joue le jeu. Il n'est ni désagréable ni mauvais. Je n'ai personnellement aucun motif contre lui. Je ne suis pas d'accord sur son expulsion. Je souligne même que ce serait une maladresse politique.

— Crépin veut l'arrêter.

— Permettez-moi de voir Jacob. »

Coup convoque le journaliste du *Monde* et lui conseille de prendre quelques jours de vacances et de revenir dans une dizaine de jours. « Autrement Crépin vous fait arrêter et expulser. »

Jacob téléphone au patron à Paris et lui expose la situation. Beuve-Méry lui dit :

« Si vous voulez des vacances, prenez-les. Mais si vous vous laissez expulser, je vous augmente de 50 000 ! »

Jacob, prudemment, prend les vacances. « L'affaire est réglée », pense Coup. Et pour détendre l'atmosphère qui, à l'étage de Morin, lui semble sépulcrale, il raconte au délégué du gouvernement la réaction du patron du *Monde*.

Jean Morin ne goûte guère cet humour. Furieux, il appelle Beuve-Méry devant Coup de Fréjac et « l'engueule » d'une façon

que le directeur de l'information trouve bien peu diplomatique. À l'autre bout du fil, Beuve-Méry reste silencieux, puis, à la fin de l'alarade, il lâche simplement :

« Décidément, monsieur le délégué, il va falloir que j'augmente Jacob de plus de 50 000 francs ! »

Morin, raccroche si furieusement qu'il en casse le téléphone !

Les relations avec les journalistes vont pourtant s'améliorer car Crépin, qui est souvent à la source de ces incidents, s'en va. Il a fait son temps. Ou plutôt François Coulet, directeur des affaires politiques, a eu sa peau. On lui a laissé terminer l'opération Ariège dans l'Aurès. C'est la dernière opération militaire française dans le djebel. Pour la dernière fois, les régiments de « réserve générale », les paras et les commandos, ont combattu. Les résultats ont été « satisfaisants ». Beau bilan, beau tableau de chasse « en tués, prisonniers et armes saisies ». Mais pour quoi faire ? L'armée n'a plus d'objectif. Il faut faire la paix. Il faut négocier. Ce n'est pas son boulot. Cette dernière victoire dans l'Aurès lui laisse un goût amer. D'autant qu'on parle déjà dans les popotes d'un éventuel cessez-le-feu que le nouveau commandant en chef serait chargé d'appliquer et de « faire avaler » à l'armée.

Morin se bat pour conserver Crépin. Il le défend.

« Je ne suis pas sûr que le putsch aurait eu lieu si Crépin était resté », me dira-t-il plus tard.

Mais Coulet, qui a l'oreille de l'Élysée — ce que le délégué trouve très agaçant et que Crépin, son ennemi intime, ne peut admettre —, réussit avec l'aide de Tricot et de Courcel à « virer » le général. Il va se battre pour faire nommer son ami le général Gambiez qui commande à Oran.

À l'Élysée, De Gaulle hésite. Il pense à Le Pulloch. Coulet, qui, avec le Général, se permet beaucoup de liberté, monte à Paris plaider la cause de Gambiez.

« Crépin est parti, tant mieux, dit-il à De Gaulle. Vous vous êtes trompé avec celui-là. Mais moi je viens de la troupe. Je connais les généraux de l'armée française. Le Pulloch est un excellent militaire mais je crois qu'il n'a jamais commandé en Algérie. Gambiez, lui, a commandé à Oran. C'est en outre l'ancien patron des commandos. Il a de l'influence sur les hommes. Il en aura besoin car sa tâche ne sera pas facile. »

De Gaulle hésite encore. Alors Coulet « se fout en rogne ». Le Général l'écoute en souriant. Il aime que de temps en temps on lui résiste.

« Vous savez, mon général, pourquoi vous ne voulez pas de Gambiez ? Parce qu'il a l'air d'un curé de campagne. Et parce qu'il a été. Algérie française. Mais moi-même, mon général, j'ai été Algérie française.

— Et moi aussi, Coulet, j'ai été Algérie française. »

Coulet a gagné. Exit Crépin. Vers l'Allemagne où il commandera en chef.

« Alors vous êtes content, dit De Gaulle à Morin qui lui rend visite, votre Crépin va en Allemagne. Un beau poste ! »

Comme s'il ignorait que le délégué du gouvernement souhaitait garder Crépin à Alger !

« Non, mon général, Crépin voulait être délégué général à l'armement.

— Eh bien, Morin, il l'aura ce poste... plus tard. »

Et voilà Gambiez au sommet de l'Algérie où il a commandé si longtemps. Il sera beaucoup plus souple, beaucoup plus diplomate que Crépin. Et pour appliquer la politique que le Général prévoit pour l'Algérie, ces deux qualités vont être précieuses.

C'est vrai qu'il ressemble à un bon curé de campagne, Gambiez ! Un bon vieux curé court sur pattes, enveloppé, rougeaud, dégarni, avec un bon pif, de bons yeux, une bonne voix douce et un peu zézayante. Et ce sourire désarmant ! Et ce regard toujours un peu ahuri. Aimable, discret, marrant, pas pète-sec pour un sou comme Crépin, binoclard, un peu clown. Nimbus. On l'appelle d'ailleurs Nimbus. Et il le sait. Et il s'en fout, car c'est dit gentiment. Pas la moindre vacherie dans ce surnom. Gambiez jouit dans l'armée d'une grande réputation. Bien sûr, il n'a pas de prestance ni de prestige auprès de certains colonels ou généraux sensibles à la « gueule », qui aiment les beaux officiers, les épaules, les carrures sanglées dans des uniformes nets, du type Cogny ou Allard, des belles gueules bien dures, bien polies par l'air des djebels, le regard farouche, le verbe sec, l'allure décidée, stick sous le bras, gants de peau à la main été comme hiver ! Mais les autres, tous les autres, tous ceux de l'Indo savent que ce petit « curé », aux jambes minuscules, à la voix onctueuse de

Monsignore du Vatican, au bide rassurant, a dans sa musette quelques tours bien vicieux et tourmentés qu'il a figiolés au cours d'une carrière aussi brillante qu'agitée. Car ce bon père de famille, bon époux, bon chrétien, bon patriote, confit en principes, bourré de bonnes manières bourgeoises, est un docteur « ès liquidations en tout genre ». Diplômé des groupes d'assaut anglais, maître après Dieu des commandos de choc, des gaillards spécialistes du couteau, de l'étranglement, de la bagarre à main nue avec comme seule issue : la mort. Devant ce petit binoclard, les « balaises », les dingues, les tordus, les fous furieux, les héros des commandos sont au garde-à vous, pleins d'admiration pour le « patron » qui les dirige d'une poigne de fer mais qui dépense pour ses « enfants » des trésors d'affection. Et puis quelle carrière derrière ce général de cinquante-sept ans ! Maroc. Campagne de France. Il est l'un des créateurs des troupes de choc avec lesquelles il participe à la libération de la Corse. Il est du fameux commando de l'île d'Elbe avant de participer au débarquement et aux campagnes de France, d'Allemagne et d'Autriche, toujours en tête, toujours en pointe avec des lascars qui désorganisent tout sur leur passage, tuent en silence, mettent des unités en déroute, puis l'âme satisfaite, le couteau nettoyé, l'esprit serein, regagnent le gros de la troupe où l'on ne s'est pas aperçu de leur absence !

Mais c'est en Indochine que Gambiez donne la pleine mesure de son talent. Son intelligence, sa subtilité, sa diplomatie, sa fermeté aussi font merveille dans ce pays où personne ne se fie à l'apparence. Même son physique un peu ridicule le sert. « Nimbus ? Un redoutable. Ne vous y fiez pas ! »

De Lattre lui a confié le commandement du sud du Delta. Inexplicablement, lui qui aime les beaux hommes, les maréchaux d'Empire dont la prestance sert son panache, se prend d'amitié, d'affection pour le petit homme efficace, pour ce « nain de Blanche Neige », comme l'appelle alors Lucien Bodard. C'est lui qui est chargé des catholiques et surtout des évêques « moyenâgeux » qui mènent à la baguette un bon million de nha-qués. Plus curé que les évêques, plus chinois que les Indochinois, plus cruel que les partisans, une splendeur ! Et puis c'est l'Algérie, où il a fait de bon travail. Sans faire parler de lui, sans bruit, sans étendard, sans fifres ni tambours mais en appliquant à la pacification les règles d'humanité et d'humanisme qui conduisent sa vie. Il vient de diriger l'Oranie. Et c'est une réussite remarquable. Il a su établir les meilleurs rapports civils-militaires

avec le préfet Gey. Il a su contrôler la situation. Chez lui pas d'exemple de camp de regroupement scandaleux, pas d'officiers d'action psychologique qui continuent de faire ce qu'ils veulent. Une bonne situation bien claire et bien nette. Sauf à Oran, qui s'agite encore plus qu'Alger. Mais qu'y faire ? La ville est au trois quarts européenne.

En quelques jours à l'état-major d'Alger Gambiez réussit ce tour de force : changer l'ambiance. Il est conciliant. Il écoute tout le monde et tout le temps. Rien à voir avec le « garde à vous, pof-pof... » de Crépin, qui n'écoutait jamais. Tout de suite, Gambiez s'entend avec Morin. Qui le trouve bon politique, bon diplomate, très confiant... trop confiant peut-être Très gaulliste aussi.

C'est peut-être la seule chose que lui reprochent certains officiers « en flèche ». Mais après tout Crépin l'était tout autant. Pour eux ce changement importe peu. Et puis on ne fait plus la guerre. La guerre est finie. Le F.L.N. est totalement absent des préoccupations de Morin. On ne parle plus de rébellion lors des réunions de cabinet. Alors chez ces officiers « au chômage », le moral est cassé. Seule une aventure désespérée pourrait les faire réagir.

Chez les civils du cabinet Morin, chez les directeurs du G.G., c'est un soupir de soulagement qui accueille Nimbus.

« On sent que l'on ne sera plus détesté ni trahi par les militaires », dit Coup de Fréjac.

Avec Gambiez on ne se méfie plus des militaires. ET C'EST GRAVE. L'humanisme attentionné, « amilitaire » de Gambiez endort la méfiance. Paradoxalement, ce dur, ce fidèle gaulliste, crée pour les officiers qui ne sont pas loyaux — pour tous ceux qui rêvent d'un grand coup. d'un putsch qui libérerait la France de la « dictature » de De Gaulle et rendrait l'Algérie définitivement française — une situation quasi idéale. L'arrivée de Gambiez a rassuré le cabinet gaulliste de Morin. On ne s'occupe plus de ces officiers. Ils vont pouvoir tout à leur aise — et forts de la confiance que leur porte le nouveau commandant en chef — figoler leur coup, peaufiner l'affaire dans tous ses détails, se construire, se monter un beau putsch bien huilé, bien préparé, bien agencé. Une affaire strictement militaire où l'on ne fera entrer aucun civil. Jouer la loyauté, donner le change sera facile. Nimbus croit dur comme fer à la parole d'un officier !

L'heure était à la négociation. Encore fallait-il être deux pour négocier ! Depuis l'échec de Melun, tous les contacts directs entre le G.P.R.A. et le gouvernement français étaient rompus. Seules quelques « bonnes volontés » tentaient de les rétablir.

C'est ainsi que le colonel Trinquier, qui avait quitté l'Algérie à l'automne de 1960, reçut la visite d'un de ses amis musulmans qui était porteur d'un questionnaire établi par un pharmacien se disant proche de Ferhat Abbas et de M'hamed Yazid. Les réponses à ces questions pouvaient, selon le messenger, servir de base à une éventuelle reprise des négociations.

Trinquier reçut le personnage⁽²⁾ en présence du colonel Dabezies, attaché au cabinet de M. Messmer, ministre des Armées. Ensemble ils étudièrent avec attention ce document resté jusqu'ici inédit. Le pharmacien, lié aux membres du G.P.R.A., désirait savoir si le colonel Trinquier pouvait « avoir la liaison » avec De Gaulle, et dans ce cas recommandait :

a) de voir ses intentions : « Que peut-il tirer de la commission d'élus ? Que veut-il dire quand il parle de gouvernement algérien ? Bouakouir⁽³⁾ ?... »

b) que pense-t-il d'un référendum sous contrôle de la communauté africaine ?

c) l'échec de Melun. Quelles en sont les raisons ? Pourquoi n'avoir pas envoyé des gens qui connaissaient Boumendjel et les éléments principaux du G.P.R.A. ? Le choix des frères était pourtant significatif dans ce sens. »

L'intermédiaire présentait alors les propositions suivantes « indispensables » à la reprise des contacts :

1. Jouer cartes sur table ;
2. Choisir des personnes s'étant connues avant 1954 ;
3. Mandater les participants non seulement par leurs gouvernements respectifs, mais par leurs armées respectives ;
4. Soulever la question du « couteau ». N'est-il pas ridicule de parler de cessez-le-feu avant même les négociations ? Un militaire sait que l'armistice ne suit pas l'arrêt des combats mais le précède ;

5. Souligner le problème actuel : les problèmes militaires priment le reste dans la lutte contre le communisme ;

6. L'éventualité de l'échec de Melun a été soulevée par l'I.S.⁽⁴⁾ (*Newsweek* 7-9-60) ;

7. Peut-être que De Gaulle a recherché cet échec de Melun dans le dessein d'avoir une défaite militaire due à des forces internationales et non aux troupes nord-africaines seules.

L'intermédiaire assurait que le G.P.R.A. envisageait des pourparlers moins spectaculaires qu'à Melun, secrets si possible. Ils se dérouleraient ainsi dans une atmosphère plus détendue. Il assurait en outre que lui et ses amis souhaitaient que le drapeau français, et lui seul, flottât en Algérie. Chacun d'eux pensait que l'égalité de tous les Algériens serait une véritable manne pour les musulmans. Le G.P.R.A. l'accepterait volontiers si elle lui était sincèrement offerte ! « Le seul véritable danger, avait même précisé le visiteur, c'est le communisme. Le G.P.R.A. jusqu'à maintenant a refusé son aide. Il faut donc rapidement terminer la guerre pour que l'Algérie puisse prendre part à la lutte contre le communisme. »

Ces différentes propositions, allant à l'encontre de tout ce qui jusque-là avait été la ligne de conduite du G.P.R.A., ne parurent très réalistes ni au ministre des Armées ni au gouvernement. Trinquier n'eut jamais d'autre réponse que celle que lui fit M. Messmer lorsqu'il lui remit son rapport.

« Je suis ministre de la Guerre, je suis là pour faire la guerre. Je communiquerai votre papier au Général lors du conseil des ministres. »

Les propositions du pharmacien, présentées comme émanant de membres influents du G.P.R.A., répondaient à toutes les idées de Trinquier sur l'Algérie : prépondérance de l'armée, lutte contre le communisme international, égalité franco-musulmane... Il était convaincu que la masse musulmane avait peur du G.P.R.A. et applaudirait si on lui proposait à nouveau l'esprit du 13 Mai, mais cette fois en accord avec la direction extérieure de la révolution !

« Le gouvernement est actuellement désemparé, écrivit-il à son ami le pharmacien, il sera pris à contre-pied par ces propositions qui le surprendront sans défense prévue. Sous peine d'être pris en flagrant délit de mensonge il ne pourra les refuser. Il n'a en effet plus le temps nécessaire d'échafauder une habile manœuvre pour

le parer. Il sera obligé d'accepter ce qu'il a jusqu'ici, sous de faux prétextes, refusé.

« La paix peut alors être rétablie en quelques mois. À la demande de Ferhat Abbas, tous les musulmans, ses partisans comme ses adversaires, l'accepteront. Quant aux Français, ils seront obligés d'admettre pratiquement ce que jusqu'alors ils n'ont accepté que du bout des lèvres. »

Trinquier ne reçut aucune réponse. Il partit alors pour le Katanga avec quelques-uns de ses léopards de la « bataille d'Alger ». Il restera toujours persuadé que cette offre était représentative de l'état d'esprit qui régnait dans une certaine fraction du G.P.R.A. À part l'attitude à l'égard du communisme ou plutôt de l'option socialiste que certains entendaient déjà donner à la future République algérienne, aucun de ces points ne se révéla exact lors de la reprise de contacts sérieux qui eut lieu en Suisse au mois de février, entre les envoyés du G.P.R.A. et ceux du gouvernement français.

Fin janvier, le gouvernement suisse avait fait savoir au gouvernement français que le G.P.R.A. était prêt à négocier. Un citoyen helvétique, M. Long, ami personnel de M. Joxe, avait été en contact à Rome avec Boulharouf, représentant du G.P.R.A. en Italie, et avec Saad Dahlab. Ferhat Abbas avait donné aux deux hommes pleins pouvoirs pour reprendre la discussion à condition que leurs interlocuteurs français puissent parler *au nom du général De Gaulle*.

Informé par Louis Joxe, le Général désigna Georges Pompidou comme « ambassadeur secret ».

Intelligent, subtil, Pompidou était de nature à bien voir le problème algérien. Il pouvait être un interprète valable de la pensée du Général dont il avait depuis longtemps la confiance absolue. Inconnu du grand public, directeur de la banque Rothschild, ancien directeur de cabinet du Général pendant son bref passage à Matignon, Pompidou réunissait toutes les qualités pour mener à bien cette difficile mission. Il n'était pas un personnage officiel mais pouvait parler au nom du général De Gaulle. L'idéal !

Le 20. février, Georges Pompidou, « en congé de sports d'hiver », accompagné de Bruno de Leusse et d'Henri Chayet, attaché de cabinet de M. Joxe, rencontra dans le plus grand secret

Boumendjel et Boulharouf dans la petite ville de Lucerne. Le premier contact fut glacial. Pompidou était de mauvaise humeur. Jusque-là il n'avait jamais voulu revenir aux affaires. En 1958, il avait bien précisé au Général qu'il n'acceptait d'être son directeur de cabinet que pour la période Matignon et avait refusé de le suivre à l'Élysée, retournant à Son bureau de la rue Laffitte. Cette mission, pour secrète qu'elle fût, pouvait être un engrenage politique redoutable pour la suite de sa carrière. En outre, le directeur de la banque Rothschild n'avait aucune sympathie pour le F.L.N. Pourtant, bien vite, il s'aperçut que Boumendjel et Boulharouf étaient décidés à faire avancer les choses avec beaucoup de bonne volonté. Ils s'inquiétèrent d'abord de ce que serait l'autodétermination.

« Nous craignons une mise en scène comparable à celle des élections qui se déroulent d'habitude en Algérie.

— Les intentions du Général sont formelles, répondit Pompidou, la consultation du peuple algérien sera d'une sincérité totale. La France réalisera l'autodétermination, avec le F.L.N., si elle le peut, ou sans lui⁽⁵⁾. »

La conversation s'engagea alors sur un dossier que les Algériens avaient soigneusement préparé. On était loin de Melun. De part et d'autre ! Les deux parties évoquèrent les conditions de déroulement du référendum, les garanties des Européens d'Algérie, les questions de nationalité, la durée de la présence de l'armée en Algérie et enfin la coopération.

De retour à Paris Pompidou put assurer qu'il n'y avait pas d'obstacles infranchissables pour accorder les deux positions, sauf peut-être à propos du Sahara, de la trêve et de Mers el-Kébir. Les deux délégations étaient convenues d'un autre rendez-vous, cette fois à Neuchâtel, après consultation de leurs gouvernements respectifs.

Le 5 mars, Pompidou retrouva ses interlocuteurs. Cette fois Boumendjel et Boulharouf semblaient plus mal à l'aise, plus tendus. Sans cesse ils revenaient sur la question de Ben Bella. Si le G.P.R.A. ouvrait des négociations il exigeait de pouvoir consulter le leader emprisonné ainsi que ses compagnons. À partir des positions des représentants F.L.N. Pompidou diagnostiqua un malaise entre les membres les plus « conciliants » du G.P.R.A. et les durs dont Ben Bella semblait être le chef de file. Les premiers craignaient visiblement d'être accusés de « mollesse » par le

second auquel — on va le voir — le colonel Boumediene, chef suprême de l'armée, semblait accorder un soutien inconditionnel. Il fallait donc jeter du lest et permettre aux négociations de s'ouvrir le plus rapidement possible.

Si les accords sur le fond ne furent pas réglés, les deux parties décidèrent tout de même de s'entendre sur la phase suivante : la négociation réelle et officielle. Les « désaccords de Melun » furent effacés par la bonne volonté des deux délégations.

Les futures négociations se dérouleraient sur le territoire français, comme le demandait le gouvernement. Mais pour laisser à la délégation F.L.N. sa liberté de manœuvre et de parole vis-à-vis de la presse internationale, elle pourrait résider en Suisse. En outre, comme le souhaitait le G.P.R.A., les négociateurs seraient autorisés à consulter à leur guise les « ministres » du G.P.R.A. détenus en France.

Était-ce suffisant pour ouvrir les négociations ? La réponse appartenait désormais à Ferhat Abbas et au général De Gaulle. Personnellement, Pompidou revint pessimiste et sceptique sur les chances de succès de pareilles négociations ouvertes avec un ennemi visiblement divisé. Michel Debré, tenu un peu à l'écart de l'affaire algérienne depuis la nomination de Louis Joxe, voyait s'éloigner son beau projet d'Algérie franco-musulmane où la souveraineté française serait partagée mais non exclue. Il me dira plus tard : « J'avais l'espoir d'engager l'Algérie dans une phase transitoire permettant aux Français de subsister et de prospérer. Le problème principal était celui du transfert du pouvoir politique posé par l'arrivée des musulmans et la disparition du monopole européen. J'espérais un 13 Mai accentué vers l'évolution, un point de départ de vie en commun qui évoluerait petit à petit dans une atmosphère de maintien des habitants des deux souches. »

Ce projet semblait difficile à faire admettre aux gens du G.P.R.A. Le putsch — tout proche — et l'O.A.S. allaient le réduire à néant avant même qu'on ait eu à en discuter !

Quand, le 30 mars, deux communiqués similaires publiés à Paris et à Tunis annoncèrent l'ouverture des pourparlers à Évian le 7 avril, Georges Pompidou était à nouveau assis derrière son bureau directorial rue Laffitte. Officiellement de retour des sports d'hiver. Seuls quelques proches collaborateurs de la banque Rothschild remarquèrent que « le patron n'avait pas beaucoup bronzé » !

L'annonce des négociations d'Évian souligna une nouvelle fois les divergences considérables qui séparaient depuis de longs mois les « politiques » du G.P.R.A. des militaires de l'état-major de l'A.L.N. Déjà Boumediene et ses officiers, représentant les wilayas de l'intérieur, avaient protesté contre les premiers contacts de Melun. Cette « opération de sondage » avait été le fait du seul G.P.R.A. qui n'avait été mandaté par aucune instance militaire. Les officiers d'état-major avaient vivement réagi contre cette initiative, d'autant plus vivement que son échec avait été exploité par des services d'information « avides de tapage ».

L'échec de Melun, dont Krim avait fait un cheval de bataille pour ses « diplomates », était sévèrement Critiqué par l'état-major. « Vous décidez des contacts sans nous en prévenir, disaient Boumediene et ses officiers, vous échouez et vous vous en vantez. Sans penser un seul instant que ce battage risque de casser le moral du peuple. Nous désirons comme vous que la guerre se termine mais sans signer de reddition. »

Le conflit se dessinait entre l'état-major et le G.P.R.A. Il était d'autant plus grave que, sous l'impulsion du colonel Boumediene, cet état-major s'était structuré. En quelques mois, l'ancien chef de la wilaya 5 avait accompli un travail de réorganisation extraordinaire. Il avait non seulement augmenté les effectifs des armées des frontières qui devenaient sous sa direction un « argument » avec lequel le G.P.R.A. devrait compter, mais il avait renoué le contact avec les wilayas et profité des divers incidents — affaire Si Salah, disparition d'anciens chefs maquisards — pour placer à leur tête des hommes qui admettraient les options socialistes que l'état-major prévoyait déjà pour le pays.

Au printemps de 1961, les six wilayas avaient les chefs suivants : wilaya 1 (Aurès) : Tahar Zbiri ; wilaya 2 (Constantinois) : Çaout El-Arab, de son vrai nom Salah Boubnider ; wilaya 3 (Kabylie) : Mohand Ou el-Hadj ; wilaya 4 (Algérois) : Khatib Youssef (successeur de Si Salah et de Si Mohamed) ; wilaya 5 (Oranie) : Atlunane ; wilaya 6 (Sud) : Mohamed Chabani, ancien adjoint de Si Houes, mort aux côtés d'Amirouche.

À l'exception de Çaout El-Arab et de Mohand Ou el-Hadj, les autres colonels étaient des fidèles de Boumediene. Et encore les

deux chefs constantinois et kabyle n'étaient-ils pas opposés au jeune colonel, qui semblait s'occuper beaucoup plus de l'avenir qui se préparait pour le peuple algérien que de la politique telle que voulaient la jouer les membres du G.P.R.A.

L'état-major général avait modifié la structure des wilayas dont les comités directeurs étaient constitués d'un colonel responsable politico-militaire, assisté de quatre commandants chargés respectivement des affaires politiques, militaires, des renseignements, et des liaisons.

Cet organigramme était repris à tous les niveaux. La zone comportait un capitaine et quatre lieutenants ; la région : un lieutenant et quatre sous-lieutenants ; le secteur : un aspirant ou un adjudant et quatre sergents et ainsi de suite jusqu'au groupe et au sous-groupe. La principale modification était la séparation des renseignements et des liaisons. Boumediene chargeait les responsables de la branche renseignements de la contre-propagande, de la lutte contre la pénétration des maquis, et surtout des contacts avec le peuple jusque-là réservés au responsable politique. La modification était d'importance car c'est par ce canal qu'à tous les échelons le jeune colonel entendait faire parvenir la bonne parole à la population d'Algérie. Et la bonne parole selon l'état-major n'était pas celle qu'entendaient les « politiques » du G.P.R.A. !

Boumediene et ses jeunes officiers procédaient dans l'ombre à une véritable révolution intérieure dont Ghardimaou, siège de l'état-major général, était le cerveau.

Jusque-là, les membres du G.P.R.A. — dont les plus influents avaient été à la base du déclenchement de la guerre d'indépendance — avaient respecté les statuts du Front de libération nationale : le Front n'était pas un parti mais un rassemblement d'hommes de toutes les tendances qui luttaient au coude à coude contre le colonialisme et pour l'indépendance. Le colonel Boumediene et ses officiers avaient résolu de donner un autre contenu au combat.

« L'indépendance ou la mort, cela ne suffit plus », avaient-ils décrété. Profitant des dissensions internes du G.P.R.A. (auxquelles le lecteur a assisté depuis 1958), le chef de l'état-major général avait soigneusement sélectionné ses adjoints. Tous jeunes, brillants, intelligents et... socialistes. Pour eux, l'heure des chefs historiques était dépassée. Le combat sur le terrain —

auquel peu d'entre eux, à commencer par Boumediene, avaient participé — était vain. Il fallait construire l'avenir.

Les membres de l'état-major de Ghardimaou étaient unanimes : le G.P.R.A. n'était pas à la hauteur de ce qu'en attendait la base, on ne pouvait plus tenir compte de ses directives. Chacun des officiers sentait la nécessité d'une politisation de la base. Unis autour du colonel Boumediene, ils étaient résolus à contrecarrer la politique du G.P.R.A. qui « allait faire le coup classique, comme en Tunisie ou au Maroc, et dire : la guerre est finie, rentrez chez vous... ».

À cette attitude « rétrograde » ils opposaient une politique dynamique qui avait commencé officiellement par la politisation socialiste de l'état-major.

« Il faut donner un sens à la révolution, disaient-ils. La victoire est une chose mais la guerre continue. »

Boumediene comptait sur l'influence qu'il avait prise sur les wilayas, et sur les nouvelles orientations données sur le terrain aux commissaires « renseignements » pour triompher de l'immobilisme bourgeois dû G.P.R.A. « conservateur ». Puisque le gouvernement provisoire avait commis l'erreur de se couper des combattants de l'intérieur et de le laisser seul en prise directe avec les wilayas, il allait profiter de sa force toute neuve pour « donner un contenu au combat du peuple ».

Et pour que nul membre du G.P.R.A. en visite à Ghardimaou n'ignorât les buts qu'il poursuivait, le colonel Boumediene, applaudi par les officiers de son état-major, fit peindre en lettres géantes sur les murs de ses bureaux le premier des slogans socialistes qu'il entendait imposer : « Les gouvernements passent, la révolution demeure. »

À l'heure de la négociation, les membres de la délégation F.L.N. ne pourraient en oublier les termes !

Le 31 mars, coup de théâtre ! Vingt-quatre heures seulement après la publication des deux communiqués annonçant à Paris et à Tunis l'ouverture des pourparlers d'Évian, le G.P.R.A. déclarait que « dans l'état actuel des choses » il refusait de rencontrer les délégués de la France.

La veille au soir, à Oran, Louis Joxe, au cours d'une conférence de presse, avait affirmé : « Je rencontrerai le M.N.A.

comme je rencontrerai le F.L.N. »

Le G.P.R.A., répondit M'hamed Yazid, regrette cette attitude du gouvernement français au moment où naissait en France et dans le monde un espoir de mettre fin à la guerre d'Algérie. »

D'où venait cette subite envie de discuter avec les partisans de Messali Hadj ? Il semble évident que certains des ministres du gouvernement, bien que fidèles au général De Gaulle, n'en voyaient pas moins d'un mauvais œil l'ouverture des négociations avec le seul G.P.R.A. Malgré l'échec de toutes les tentatives de troisième force ils ne pouvaient admettre la représentativité unique du F.L.N. Si les musulmans n'avaient pas su ou voulu créer d'autres mouvements qui puissent participer à la négociation, il fallait pallier cette « carence » ! C'est ainsi que le S.D.E.C.E. — dépendant directement du premier ministre, Michel Debré —, en collaboration avec certain service de police chargé des questions musulmanes, avait créé de toutes pièces un mouvement « représentatif » M.N.A. qui, aux yeux de l'opinion publique française et algérienne, aurait autant le droit de participer aux négociations que le F.L.N. Ce mouvement devait être connu sous le nom de F.A.A.D. (Front d'action algérienne démocratique). C'est la première fois que sont révélées ici les conditions de sa création. On verra à quel point son rôle occulte sera important puisque c'est par l'entremise d'un de ses membres que le général Salan, chef de l'O.A.S., sera arrêté près d'un an plus tard !

L'affaire commença dans un bureau du 4^e secteur du Service d'assistance technique aux Français musulmans d'Algérie (S.A.T.F.M.A.), 13, rue du Rendez-Vous, dans le 12^e arrondissement.

Le S.A.T.F.M.A. était un service dépendant de la préfecture de police. Son rôle officiel était de vérifier la situation des F.M.A. — les Français musulmans d'Algérie —, c'est ainsi que dans le langage administratif on appelait les « Arabes » travaillant à Paris. Les fonctionnaires du S.A.T.F.M.A. étaient chargés de vérifier la situation de chacun d'eux, son adresse, la date de son arrivée et de son départ, les numéros de sa carte d'identité. Ils étaient également habilités à délivrer les autorisations d'entrée et de sortie en Algérie. Ils recevaient aussi les « doléances » des Algériens sur les collecteurs de fonds et « contrôlaient » régulièrement les hôtels de « Nord'Af' ». Ceux des locataires qui

n'étaient pas fichés ou n'avaient pas de papiers en règle étaient une source d'ennuis sans fin pour les « tauliers » qui devaient se « rattraper » dans les jours suivant l'infraction en donnant « bénévolement et spontanément » des renseignements sur d'éventuels membres du F.L.N. ou des sympathisants ! Bref le S.A.T.F.M.A. était le service de renseignements de la préfecture de police en ce qui concernait les affaires nord-africaines. Une véritable toile d'araignée qui s'étendait sur toute la population F.M.A. de la région parisienne.

Le S.A.T.F.M.A. était divisé en six secteurs. Celui de la rue du Rendez-Vous portait le n° 4. Il était le plus important car, outre des arrondissements à forte densité nord-africaine, il contrôlait le centre de transit de Vincennes où étaient parqués dans des conditions d'hygiène épouvantables tous les « Arabes » en situation plus ou moins irrégulière ou dont la « gueule » ne revenait pas à ceux qui les contrôlaient !

Chaque secteur du S.A.T.F.M.A. était commandé par un officier français détaché par l'armée auprès du cabinet du préfet. Il avait sous ses ordres un officier de police, un officier adjoint, un brigadier, un ou deux agents de police classés dans une catégorie sédentaire, un archiviste fonctionnaire de la préfecture et deux dactylos.

Le secteur n° 4 était commandé par le capitaine F..., ancien officier des affaires indigènes de Biskra ; l'officier de police adjoint était un ancien sous-officier parachutiste, Jean-Marie Lavanceau. Leurs bureaux étaient installés au rez-de-chaussée du 13, rue du Rendez-Vous. Ils disposaient d'une double sortie, 55, avenue de Saint-Mandé, utilisée par certains de leurs informateurs.

Après quelques mois de travail en commun, F... et Lavanceau, tous deux anciens paras, s'étaient liés de sympathie. Les résultats obtenus par le secteur 4 étaient parmi les meilleurs parvenus à la préfecture de police et c'est à eux que le S.D.E.C.E., sur ordre du gouvernement, confia la mise en activité d'un mouvement algérien nationaliste hostile au F.L.N.

« Il faut que nous mettions discrètement en place un « futur gouvernement » profrançais et anti-F.L.N. qui fasse pièce au G.P.R.A. », expliqua le capitaine.

Le nom de Messali Hadj était démonétisé tant sur le plan

algérien que sur le plan métropolitain, il fallait trouver des hommes nouveaux, proches de Messali, capables d'utiliser ce qui restait de ses troupes et d'en recruter de nouvelles. Le moment venu, les commandos bien en main et implantés, le « gouvernement » mis sur pied, il suffirait aux nouveaux leaders de se désolidariser de Messali et de se poser en « interlocuteurs valables » que le gouvernement français s'empresserait de reconnaître. Aux yeux des musulmans ce nouveau mouvement anti-F.L.N. apparaîtrait comme totalement indépendant de la France. Mieux encore, son nationalisme serait aussi intransigeant que celui du F.L.N. Il s'agissait de monter l'affaire avec la plus grande discrétion. Que l'on découvre que le F.A.A.D. — puisque tel était son nom — n'existait que par la volonté du gouvernement français et toute l'affaire était à l'eau !

Nous n'entrerons pas dans les arcanes compliqués de la création de l'éphémère Front d'action algérienne démocratique. Disons simplement que sa direction fut confiée par le capitaine F... à Khelifa Khalifa, un professeur, ancien fidèle de Messali, prêt à jouer la carte de la France au sein d'une République algérienne dont il serait premier ministre et qui serait placée sous la présidence du cadî Belhadi, leader M.N.A. — recherché à ce titre par la police officielle française —, vivant en exil à Lausanne où le secteur du S.A.T.F.M. était allé le chercher ! Un brain trust composé d'intellectuels européens, favorables à la cause M.N.A. — et manipulés comme tels par Lavanceau — fut constitué pour aider de ses conseils cette direction bicéphale. On y retrouvait une journaliste amie de Messali Hadj et spécialiste des problèmes M.N.A., ainsi que le directeur d'une biscuiterie et sa femme, tous deux passionnés par les problèmes nord-africains. Ils se chargeaient de la propagande et de la publication du journal du F.A.A.D. L'industriel, enthousiasmé par l'affaire, donna même à Khelifa Khalifa sa voiture personnelle, une grosse Buick, plus représentative pour un futur « chef de gouvernement » que la minable Dauphine noire fournie par les services de police de la rue du Rendez-Vous !

F... et Lavanceau téléguidaient l'ensemble, eux-mêmes surveillés et dirigés par deux fonctionnaires du S.D.E.C.E., MM. Arnaud et Mercier, qui disaient agir en relation directe avec MM. Foccart, pour la présidence de la République, et Melnik, pour le premier ministre. Ce « parrainage » est impossible à prouver car les noms de Foccart et de Melnik revenaient sans

cesse dans les conversations des « parallèles » ! L'un était chargé, comme on l'a vu, de la sécurité personnelle du président de la République, l'autre étant l'homme des services spéciaux au cabinet de Michel Debré. Quoi qu'il en soit, F... et Lavanceau, grâce aux fonds spéciaux remis par MM. Arnaud et Mercier — noms fleurant bon le « bidon » —, permirent à Khelifa le recrutement d'hommes de main parmi la population ouvrière musulmane de Paris. Lavanceau fournit même à Khelifa son chauffeur garde du corps, un certain Dédé, ancien pilote de course de type italien, aussi rapide au tir au P.M. qu'à la conduite de la voiture « présidentielle ». L'équipe de Khelifa se chargea rapidement de l'élimination de certains chefs F.L.N. dans les quartiers nord-africains de la capitale. Non seulement elle bénéficiait en cas de pépin de la protection du secteur n° 4, mais en outre Lavanceau fournissait « gracieusement » les noms et adresses des F.L.N. à éliminer ! Liquidations, plastiquage de cafés notoirement F.L.N., distribution du journal du F.A.A.D..., autant d'actions que la presse et même la police « officielle » attribuèrent à un inexplicable regain d'activité du M.N.A. !

La première partie du plan réussit parfaitement. Khelifa vivait dans une villa du Plessis-Trévisé, entouré de gardes du corps. Le tout payé par les fonds des services spéciaux ! Les adhésions au F.A.A.D. serai-clandestin se multiplièrent. Les travailleurs nord-africains anciens du M.N.A. étaient tout heureux de voir le vieux parti nationaliste renaître de ses cendres. Ils répugnaient à suivre Messali qui marchait trop visiblement aux ordres français. Avec le F.A.A.D. il en allait autrement. La lutte contre le F.L.N. se doublait de visées nationalistes. Alors, tout était bien !

Au cours de plusieurs voyages en Algérie, Lavanceau avait contacté d'anciens chefs messalistes, en particulier dans la région de Biskra. À Alger même, des cellules ex-M.N.A. s'étaient reconstituées sous le nom de F.A.A.D. Les attentats anti-F.L.N. avaient fait leur réapparition.

Les agents du S.D.E.C.E., Arnaud et Mercier, véritables Durand et Dupont, décidèrent alors de créer en Algérie, par l'intermédiaire de F... et de Lavanceau, un comité de soutien européen au FA.A.D. On réaliserait enfin le rêve impossible : avoir une troisième force musulmane apparemment nationaliste, à laquelle des Européens influents apporteraient — fait miraculeux — leur soutien.

Lavanceau contacta ainsi un industriel d'Alger, M. A..., ancien officier de cavalerie, et M. R..., ingénieur à Oran. Tous deux acceptèrent de monter l'affaire et prirent des contacts avec certains milieux européens — bancaires et industriels — conscients de la nécessité de s'entendre avec les musulmans sans pour cela traiter avec le seul F.L.N, !

C'est à ce mystérieux F.A.A.D. que Joxe avait fait allusion à Oran en disant qu'il traiterait aussi bien avec le M.N.A. qu'avec le F.L.N.

L'histoire secrète de la création du F.A.A.D. éclaire d'un jour nouveau cette brusque décision du ministre des Affaires algériennes. Exiger de traiter avec un M.N.A. qui depuis deux ans n'avait plus aucune représentativité avait surpris tous les observateurs de l'époque. D'autant que cette décision remettait en cause les contacts rétablis à grand-peine avec le F.L.N. Traiter avec un F.A.A.D. qui n'avait rien à lui refuser.. et pour cause... et ainsi casser la représentativité unique du F.L.N. en Algérie, devenait une manœuvre qui pouvait réussir !

La rapide évolution des événements durant ce mois d'avril 1961 allait en décider autrement.

La démission du général. Challe avait fait grand effet dans les rangs de l'armée. Depuis la « République algérienne » lâchée le 4 novembre 1960 par le général De Gaulle sa décision était prise. Il avait pourtant attendu la fin de l'année pour la faire connaître au gouvernement. Challe n'était pas l'homme des coups de tête. Il voulait se renseigner, être sûr que les mots prononcés par De Gaulle correspondaient bien à sa pensée. Et surtout, conscient du prestige qu'il exerçait sur l'armée, il ne voulait pas que sa démission à chaud en entraînant d'autres, irréfléchies. Provençal de la montagne — « Provençal froid », comme il aimait à dire —, il n'entendait pas s'engager à la légère dans une opposition aux conséquences importantes tant pour lui que pour ses « fidèles ».

Depuis son départ d'Alger, l'Algérie lui « était restée en travers de la gorge ». Il avait cru à la réussite de l'affaire Si Salah et elle avait échoué. Il avait espéré en terminer avec « sa » guerre et De Gaulle ne lui en avait pas laissé le temps. Et tout cela pourquoi ? Pour une retraite forcée à Fontainebleau. Une voie de garage de luxe ! Commandant en chef du Centre Europe, c'était une sinécure offerte « en compensation ». En quatre mois de

commandement, Maurice Challe s'était aperçu qu'il ne commandait rien. Sur le papier les forces étaient considérables mais hors la VII^e armée américaine en permanence sur pied de guerre avec effectifs et armements complets, les autres unités étaient de la poudre aux yeux. En outre, chacune exécutait exclusivement ce que son gouvernement lui disait de faire.

« Je commande une passoire, avait-il dit à Norstad, le commandant suprême. Je suis là pour perdre la première bataille et souhaiter qu'il y en ait une seconde. Malheureusement la défaite sera totale à la première !

— Cela n'a d'importance que politique, avait répondu Norstad, j'ai compris que nous n'étions là que pour servir de sonnette. Si une attaque se produit venant de l'Est, l'affaire sera réglée à coups de bombes atomiques par le Strategic Air Command. »

Au moins il ne se faisait aucune illusion ! Challe préférait ce cynisme à l'attitude de De Gaulle à son égard. Entre les deux hommes les rapports s'étaient aigris. Le Général faisait pourtant des efforts pour faire oublier « son » Algérie à Challe.

« Ce poste de Fontainebleau n'est qu'un palier, avait-il dit, je pense qu'un jour ou l'autre vous remplacerez Norstad. »

Challe avait sursauté. Cette fois, c'en était trop. Ou De Gaulle jouait les imbéciles — et ce n'était pas dans sa nature — ou il le prenait pour un imbécile !

« Mon général, y pensez-vous vraiment ?

— Et pourquoi pas, Challe ?

— Mais, mon général, Norstad est un officier général américain. Ce qui nous différencie c'est qu'il a une option sur le Strategic Air Command. Et vous croyez qu'un président américain donnerait à un général français une option sur cette arme fantastique ? Non !

— On verra bien. »

De Gaulle, sec et mécontent de se voir contrer aussi directement, avait congédié Challe. Les deux hommes ne devaient jamais plus se revoir.

Et le 30 décembre le commandant en chef Centre Europe avait présenté sa démission. Il avait vu Debré et Messmer, et Roger Frey qui l'avait même invité à déjeuner. À tous il avait expliqué

ses raisons. Bien que n'étant plus concerné par l'Algérie mais compte tenu des responsabilités qu'il avait exercées il ne voulait pas paraître cautionner, même à un poste extérieur, la décision du gouvernement.

« On a persuadé le Général que l'Algérie, c'était fini, avait-il dit, qu'il fallait traiter avec le G.P.R.A. Eh bien, moi, je vous dis qu'après la prise en main de la population par le gouvernement provisoire ce sera la pagaille, puis le bain de sang. Je ne peux donc pas rester dans l'armée. »

On l'avait « fait traîner » jusqu'au 1^{er} mars. Il fallait étudier sa situation, le conseil des ministres devait statuer sur son cas..., etc. Enfin, le 1^{er} mars 1961, le général Maurice Challe fut autorisé, à cinquante-six ans, à faire valoir ses droits à une retraite anticipée...

Depuis qu'en décembre la situation en Algérie s'était considérablement aggravée, un groupe réunissant des civils et des militaires s'était formé à Paris. Il comptait, parmi ses participants réguliers : Georges Bidault, Jacques Soustelle; Marc Lauriol, Robert Lacoste, Max Lejeune, le général Zeller, l'ancien patron de l'armée de terre redevenu civil, ainsi que le général Valluy, prédécesseur de Challe à Fontainebleau. Maurice Challe les avait rejoints. Deux fois par semaine le petit groupe se réunissait et « étudiait la conjoncture ». Le gouvernement allait livrer l'Algérie au-F.L.N. Que fallait-il faire, que ne fallait-il pas laisser faire ? Challe avait souvent eu l'occasion d'exposer sa théorie sur l'Algérie. Les Français devaient agir en grands frères à l'égard des Algériens, leur permettre d'évoluer dans une parfaite égalité. Son ambition personnelle était d'attacher l'Algérie au char de l'Europe et de lui apporter ainsi l'espace nécessaire aux grandes nations et qui lui manquait jusque-là.

« C'était déjà la théorie de Tocqueville en 1831, expliquait-il. On peut intégrer l'Algérie à l'Europe et subsidiairement à la France. La centralisation de Paris a assez duré. Au bout d'un certain nombre d'années l'Algérie aura à choisir l'intégration à l'Europe à travers ou à côté de la France. Les nationalistes de la droite française seront ainsi désarmés d'avoir les Algériens comme partenaires. »

Ses amis du petit « groupe d'étude » et surtout les officiers d'Algérie qui venaient régulièrement le voir étaient beaucoup plus sensibles à la seconde théorie du général Challe concernant la

parole donnée.

« La fidélité à la parole donnée, disait-il, est la valeur essentielle de la civilisation occidentale. Si l'on n'y croit pas on retourne à la loi de la jungle. Et ce n'est pas un idéal avouable. »

Avec l'ensemble des officiers et sous-officiers d'active servant en Algérie Challe pensait aux dizaines de milliers de musulmans que chacun d'eux avait contribué à attacher à leur cause en jurant que la France resterait en Algérie. Pour Challe c'était même l'essentiel. Les histoires de pieds-noirs et d'O.A.S. dont on commençait à entendre parler ne le poussaient pas à s'engager comme il allait le faire. Mais aider les deux cent mille musulmans engagés dans l'armée et les cinquante mille organisés en autodéfense lui semblait indispensable.

« On ne peut les livrer à la vengeance du F.L.N. et rester muets devant le sort que De Gaulle prépare à l'Algérie, se révoltait-il. S'il est facile à un gouvernement de dire : Cette politique ne s'est pas révélée efficace, changeons-en, il est moins facile à ceux qui se sont engagés sur place en son nom, de revenir sur leur parole. C'est même impossible. À partir du moment où une armée est au contact de la population, elle se lie avec elle. À moins que ce ne soit une armée de mercenaires. Notre parole est en jeu. Il faut la défendre. On nous demande d'être parjures. Notre devoir est donc tout tracé. »

C'est un langage qui plaisait aux nombreux colonels qui venaient entretenir Challe de l'angoisse de l'armée d'Algérie. Argoud, Broizat, bien d'autres encore lui disaient : « Vous ne pouvez laisser faire cela... Vous qui... Vous que... Avec ce que vous représentez, on est prêt à prendre les armes si vous prenez notre tête. »

Mais Maurice Challe hésitait. Discipliné par trente-cinq années de bons et loyaux services armés, marqué du sceau de Saint-Cyr, républicain jusqu'au fond de l'âme, il lui était difficile de sauter le pas. Les civils eux-mêmes pressaient l'ancien commandant en chef. Marc Lauriol, qui assurait la liaison entre Paris et Alger disait leur impatience, leur colère aussi de voir l'armée et ses chefs les plus prestigieux tant hésiter. Challe leur avait conseillé de faire de la résistance passive en refusant l'impôt, en se barricadant dans les municipalités pour protester contre la politique gaulliste.

« À l'extrême, avait-il dit à Marc Lauriol, formez un gouvernement de l'Algérie française refusant celui de Paris. Ainsi vous obligerez l'armée qui est parmi vous à prendre parti. »

La réponse ne s'était pas fait attendre. Lauriol la rapporta en traduisant l'amertume des activistes algérois :

« Ce plan d'amorce, nous n'en voulons pas. En décembre, on est descendus dans la rue et les militaires, une fois de plus, nous ont laissés tomber. À leur tour de commencer et nous verrons ce que nous pouvons faire. »

Les militaires représentés par « le soviet des colonels » — comme les avait appelés Michel Debré un an auparavant lors des Barricades — ne voulaient marcher qu'avec Challe à leur tête.

Et Challe parlait, échafaudait des hypothèses politiques mais ne se décidait pas.

En mars 1961 il devint évident qu'il faudrait lui forcer la main.

Cette paix négociée que redoutaient tant les militaires et que les plus optimistes disaient impossible et irréalisable commença à se profiler à l'horizon algérien lorsque l'état-major reçut une note secrète, signée du premier ministre Michel Debré, et concernant un projet de trêve unilatérale destinée à prouver au F.L.N., et surtout au monde, la bonne volonté de la France dans l'élaboration d'un plan de paix.

Début avril, le commandant en chef, le général Gambiez, réunit tous les officiers chefs de bureau de l'état-major interarmées dans son cabinet et leur expliqua sans fard le contenu de la note du premier ministre.

« Ce n'est pas la peine de vous faire un grand discours, dit-il brusquement, voilà les instructions de Paris. Le gouvernement a décidé une trêve unilatérale. »

À partir d'une date très prochaine, toutes les grandes opérations en cours seraient démontées, aucune opération nouvelle ne devrait être envisagée. Les zones interdites ne seraient plus bombardées et deviendraient ainsi des zones réservées à l'A.L.N. Seules les patrouilles à l'échelon section ou au maximum compagnie seraient encore autorisées à sortir des postes. Si ces patrouilles tombaient par hasard sur des fells hors des zones interdites, l'officier commandant la patrouille devrait prendre contact avec les rebelles et les inviter ou à se rallier ou à

regagner leur zone ! Les soldats français ne devraient tirer que s'ils étaient attaqués.

Ce fut une levée de boucliers comme jamais le calme bureau du commandant en chef n'en avait connu. Alors ça y était. On mettait les pouces. On se retrouvait comme en Indochine en 1947.

« Mon général, dit l'un des officiers, mettez-vous à la place d'un lieutenant qui tombe sur des fells. Il ne pourra pas ne pas tirer dans le tas et faire la guerre ! »

Gambiez, pâle, les lèvres frémissantes, « piqua » une de ses célèbres colères.

« Les instructions sont à transmettre à tous sans délai, dit-il d'une voix blanche. Les ordres, ça ne se discute pas ! »

Les officiers, le visage fermé, sortirent en silence du cabinet du patron. Le jour même, de tous les bureaux de l'E.M.I. partirent des notes explicatives pour tous les échelons de la hiérarchie. Et à tous les échelons les réactions furent les mêmes que celles des officiers d'état-major. C'était la catastrophe. Les officiers étaient outrés. Les rapports, les protestations affluèrent à Alger, Les « types » ne voulaient plus sortir. C'était du suicide. Un vent de révolte souffla dans les mess et les popotes. Il devenait évident qu'on courait au « clash ». Bien mieux, on l'espérait, on le souhaitait, on l'attendait.

La réaction du F.L.N. ne tarda pas. Pour l'Armée de libération nationale moribonde, la trêve était une aubaine. Les officiers du Bureau d'études et de liaisons eurent bien vite la communication d'un tract diffusé en wilaya 1, au cœur de l'Aurès. Le chef de la wilaya expliquait qu'il avait appris « de source sûre » la décision de trêve unilatérale. Le F.L.N. n'en tiendrait aucun compte et devrait au contraire profiter de cet arrêt des combats pour reprendre en main les populations — y compris celles sous contrôle direct de l'armée — en leur expliquant que « cette fois c'était fini, les Français laissaient tomber ». En outre, le chef de la wilaya recommandait de monter, le maximum d'embuscades pour récupérer de l'armement.

Au bout de trois semaines, alors que la trêve n'était pas annoncée officiellement — elle ne le sera qu'en juin 1961 — les résultats apparurent à l'état-major dans leur tragique réalité. Les officiers découragés, les troupes ne sortant plus, les commissaires politiques de l'A.L.N. avaient le champ libre et reprenaient la

population en main.

« Les musulmans redeviennent peureux, méfiants, fermés, disaient les rapports. Les propagandistes du F.L.N. procèdent à un véritable marathon. Il n'est pas un village, pas une mechta où ils ne passent pas. »

Plus grave encore — aux yeux des « opérationnels » — les maquis décimés, comme on l'a vu, par le plan Challe se « regonflaient » avec rapidité. Chez les harkis, on désertait en masse. Des groupes entiers d'autodéfense passaient aux fells avec armes et bagages, pensant ainsi se « dédouaner ». C'était la débandade.

Certains officiers confièrent ces résultats à un journaliste qu'ils considéraient comme favorable à leur cause : Jean Lartéguy. Dans leur esprit, il était temps de mettre l'opinion publique en garde avant que la catastrophe fût complète.

C'est ainsi que *Paris-Presse* publia sous la signature de Jean Lartéguy la copie exacte du document F.L.N. de la wilaya 1 avant même que Gambiez ait pu le transmettre à Paris ! C'était la révolte ouverte parmi les cadres. « Tous les grands chefs sont des cons. Quel est le type qui va enfin prendre les manivelles ? » Telle était l'antienne mille fois répétée aux quatre coins de l'Algérie.

Le général Gambiez ouvrit une enquête pour savoir d'où venait la fuite et quels étaient les officiers qui avaient osé transmettre des renseignements militaires à un journaliste. Il n'allait pas avoir le temps de la mener à bonne fin. La mise en place de la trêve unilatérale venait de transformer dans l'esprit de nombreux officiers d'Algérie le rêve d'un putsch en réalité.

C'est toujours avec amitié et même affection que le colonel de Blignières recevait le lieutenant Degueldre dans son appartement bourgeois de la rue de la Pompe. Dans cet intérieur agréable et peu guindé où tout rappelait la famille et la carrière militaire du maître de maison, le lieutenant du 1^{er} R.E.P. retrouvait la chaleur d'un foyer ami et la quiétude qui n'avait guère présidé jusque-là au déroulement de son existence. Les cris des enfants, la maternelle sollicitude de M^{me} de Blignières, l'amitié franche du colonel le changeaient agréablement de la vie mouvementée qu'il menait depuis décembre 1960.

On ne pouvait guère imaginer plus de différences entre deux hommes. Le colonel, fin, aristocrate, élégant, officier supérieur,

chargé à l'état-major de Paris d'un bureau d'études atomiques, éminence grise du général Lecomte — l'un des rares généraux de l'armée française à avoir une optique politique des problèmes —, et le lieutenant, colosse épais, taillé dans la masse, volontiers gouailleur, officier subalterne sorti du rang, d'origines incertaines sur lesquelles il ne s'étendait pas. Mais comme dans les romans de cape et d'épée le lieutenant avait sauvé le colonel. C'était en 1950, le 21 janvier, en Indochine. Le capitaine de Blignières, servant dans un escadron amphibie de légion, était tombé dans une embuscade viet. Grièvement blessé, il n'avait dû de survivre qu'au courage extraordinaire du maréchal des logis-chef Roger Degueldre qui, l'emportant dans ses bras, l'avait ramené jusqu'à un poste français. Les deux hommes s'étaient liés malgré la différence de grade et d'origine. Blignières était peu attaché à ces tabous qui font d'une certaine partie de l'armée une caste, jalouse de prétendus privilèges. Lui ne s'attachait qu'à la qualité de l'homme. Et celle de Degueldre était certaine. Blignières ayant effectué tous ses temps de commandement dans la légion, il avait suivi la carrière du jeune sous-officier, l'un des rares à vouloir passer la sacro-sainte barrière et à devenir lieutenant après avoir été adjudant-chef. Pour Degueldre il était devenu mieux qu'un patron, un conseiller, un ami.

Outre ces liens qui suffisent à unir deux hommes pour la vie, ils défendaient avec passion une même cause : l'Algérie française. Chacun y employait ses armes naturelles. Le colonel, l'intelligence et les relations politiques. Le lieutenant, l'action et la Violence.

Lorsqu'en septembre 1960 Blignières avait été affecté à Paris après avoir commandé le 1^{er} R.E.C. en Algérie, c'est Degueldre qui l'avait tenu au courant de l'évolution de l'esprit des officiers. Le colonel n'avait rien ignoré du complot de décembre mais n'y avait pas participé estimant à juste raison que l'affaire était mal préparée. Après les Barricades, qu'il avait sévèrement jugées, un vieux policier au bord de la retraite lui avait dit : « Quand vous vous engagez dans des affaires pareilles ne faites confiance à personne. Méfiez-vous de tout le monde. Renseignez-vous vous-même. Et surtout sachez d'avance quelle attitude prendre. » Règle qu'il avait appliquée en décembre 1960 et grâce à laquelle il avait refusé de marcher.

Depuis l'échec des manifestations de décembre à l'issue

desquelles il avait déserté, Degueldre assurait la liaison entre les officiers des unités d'Algérie prêts au « grand coup » et ceux qui, en métropole, étaient décidés à les soutenir. Sa désertion ne le gênait nullement pour circuler en Algérie. Aucun officier n'avait songé à l'arrêter ou à le dénoncer à la Sécurité militaire comme il aurait fait sans hésiter pour n'importe quel bidasse. Mieux encore, Degueldre avait revêtu une tenue d'aviateur qui lui permettait de se faire transporter gratuitement lorsque, toutes les trois semaines, il assurait la liaison avec Paris !

Les nouvelles qu'il apportait ce jour-là au colonel recoupaient parfaitement celles que Blignières avait recueillies d'Argoud et de Broizat avec lesquels il était en liaison. De nombreux officiers supérieurs étaient prêts au clash mais ils exigeaient un chef prestigieux et un soutien politique en métropole. Lors des événements de décembre, près de cent personnalités politiques et militaires dont le maréchal Juin, les membres du Comité de Vincennes et des notabilités, devaient passer en Espagne et faire une tonitruante déclaration pour protester contre le discours du 4 novembre. Des paroles en l'air ! Personne n'y était allé !

Il devenait nécessaire qu'une grande figure de l'armée se décidât à prendre la tête de la révolte militaire. Alors, seulement, tout le reste — politiques et notables — suivrait.

« Il faudrait un Massu, dit Degueldre au colonel de Blignières. C'est le seul qui ait assez de prestige tant sur l'armée que sur la population.

— Malheureusement, c'est non », soupira Blignières.

En effet, tous ceux qui avaient servi sous les ordres de Massu, à commencer par Antoine Argoud et Joseph Broizat, avaient tenté une manœuvre désespérée pour amener le prestigieux général à « se mouiller » pour l'Algérie française.

« Je suis d'accord avec vous s'il s'agit d'un baroud d'honneur, avait répondu Massu. Là, je prends votre tête. Mais si c'est pour prendre le pouvoir, je n'y crois pas. Je n'en suis et n'en serai jamais ! »

Argoud et Broizat, déçus et furieux tout à la fois, avaient répondu :

« Cette fois, c'est la révolution qu'il faut faire. Donc prendre le pouvoir ! »

Bref, Massu ne marchait pas. Fidèle à De Gaulle et à son devoir. Le colonel Romain-Desfossés, apprenant la nouvelle, dira au colonel Masselot :

« Pour décider Massu il faudrait l'enlever. S'il n'y avait pas sa femme on l'amènerai à nos vues ! »

Une autre équipe se préparait « sérieusement ». Elle était menée par le général Faure, éternel comploteur, boy-scout et politique innocent. Lui « faisait » dans le poujadisme en liaison avec quelques officiers de l'Ecole militaire et des anciens du Comité de Vincennes. Des rigolos qui se prenaient au sérieux.

En définitive, les plus décidés étaient les officiers du 1^{er} R.E.P., des lieutenants, des capitaines, qu'ils soient en poste en Algérie ou qu'ils aient été mutés en France comme Sergent ou La Bigne. Degueudre leur servait de liaison avec les colonels des Barricades.

Car ils étaient tous là, en métropole, se morfondant dans des postes subalternes, ces colonels, prestigieux baroudeurs ou intoxiqués de l'intoxication. Argoud à Metz, Broizat à Châlons-sur-Marne, Godard à Nevers, Dufour en Forêt-Noire, Lacheroy à l'Ecole militaire, Gardes à Metz ! Remâchant leurs rancœurs dans des postes indignes de leur rang et de leur valeur. Prêts à toutes les aventures. Disponibles aussi puisque le ministre et ses hauts fonctionnaires avaient été incapables de leur trouver une autre activité.

Pour Degueudre qui allait se rendre en Algérie pour une nouvelle tournée d'information et de sondage auprès des chefs d'unité favorables à un pronunciamiento, le colonel de Blignièrès fit le point de la situation :

« Massu dit non. Le R.E.P. dit oui. Les colonels sont poussés dans les reins par les capitaines et les lieutenants. Argoud dit qu'il n'est plus nécessaire de rechercher des généraux. Avec un triumvirat de colonels cela suffira. Ce n'est pas mon avis car si techniquement on peut monter notre affaire, elle n'aura aucun écho sur l'armée hors des unités de choc déjà acquises comme le 1^{er} R.E.P. ou les régiments de Masselot et de Lecomte. Et encore moins d'impact sur la métropole. Nous devons nous réunir bientôt à l'Ecole militaire chez le colonel Lacheroy. Faites un nouveau tour d'horizon de l'Algérie avec le général Jouhaud et apportez-nous les listes définitives des chefs d'unités sûres sur lesquelles on puisse s'appuyer. Et peut-être verrons-nous se détacher un nom

qui fasse l'unanimité. Pour l'instant, nous ne voyons que Challe. Sur lui tout. le monde est d'accord à part quelques réticences de capitaines qui trouvent son attitude lors des Barricades un peu suspecte, mais ces préventions pourraient s'arranger.. si seulement Challe disait oui. Mais pour l'heure, c'est non. »

Le travail de contact et d'unification des divers groupes prêts au clash accompli par le colonel de Blignières pendant les mois de février et mars fut considérable. À l'époque on parla très peu de lui. Sa discrétion, la fidélité de ses amis, et aussi la crainte qu'avaient certains groupes politiques du centre et du centre droit ainsi que les milieux industriels et économiques avec lesquels il avait été en contact de voir leurs noms révélés après le putsch, expliquèrent le relatif anonymat qui entourait son nom.

Persuadé de la nécessité d'appuis extérieurs le colonel de Blignières se servit de ses multiples relations pour sonder des pays étrangers sur leurs réactions à un éventuel pronunciamiento. Ces contacts furent établis par des émissaires placés au niveau de l'O.T.A.N. dans des postes tels que, selon leur réponse, on pouvait conclure à des probabilités de 90 %. Les pays anglo-saxons étaient les premiers intéressés au sort de la Méditerranée et aux problèmes du pétrole.

Les Anglais furent les plus réservés : « Jouez votre carte, on jouera la nôtre. Ne comptez sur rien. » Ainsi que les Américains qui ne voulaient pas compromettre leur position à l'égard du gouvernement français. Pourtant, certains émissaires d'outre-Atlantique conseillèrent de « tenir quinze jours dans l'hypothèse d'un coup de force ». Après quoi ils promettaient d'assurer la logistique de base.

L'Afrique du Sud, elle, fut plus concrète. Ses intérêts étaient aussi plus simples ! « Tout ce que vous ferez dans le sens du maintien de l'Européen en Afrique sera parfait. Nous ne sommes pas très liés à la France sur le plan diplomatique mais il faut pourtant que vous teniez huit jours. Au bout de ce délai, si vous nous demandez trésorerie, matériel, fournitures, nous vous les procurerons immédiatement. »

Pour sa part, l'Allemagne fédérale était très bien renseignée sur l'Algérie. Beaucoup de ses ressortissants faisaient partie de la légion étrangère et renseignaient très habilement ses « services diplomatiques » comme on le verra plus loin. La République

fédérale connaissait l'existence des multiples complots militaires et savait tout de la théorie de Challe sur l'Algérie rattachée à l'Europe. Sa réponse fut très simple, très « efficace » : « Si l'Algérie, le Sahara et son pétrole ne sont pas mis à la seule disposition des Français mais de l'Europe, votre projet intéresse l'Allemagne ! »

Quant à Franco il fit dire par son gendre, Serrano Super : « Tenez, tenez le plus longtemps possible. Notre politique se fera en fonction de vos possibilités en ce domaine. »

Sur le plan économique et politique, Blignières avait lié des contacts sérieux avec certaines personnalités des milieux giscardiens, centristes, radicaux et socialistes « nationaux ». Son homme de base était même l'un des directeurs du ministère des Finances.

Des centristes, des giscardiens et des radicaux il y en avait également à la réunion organisée chez un gros industriel dont la propriété se trouvait entre Argenteuil et Colombes. Des sénateurs, des financiers et des industriels, tous partisans du libéralisme économique avaient fait à Blignières la proposition suivante : « Nous ne savons pas ce que vous faites mais nous savons que vous êtes en contact avec des gens décidés. Nous vous soutiendrons car il est évident que si nous n'agissons pas ensemble, d'ici huit mois il n'y aura plus d'Algérie française. Que pouvons-nous faire pour vous ? Quel est votre support politique et de quoi avez-vous besoin ? »

L'atmosphère était favorable à un putsch. Blignières pouvait être satisfait. Si le pouvoir militaire insurrectionnel tenait quinze jours ses arrières seraient assurés. Mais en même temps le colonel se méfiait de ces multiples contacts. Il n'avait pas tort.

Les Renseignements généraux recevaient de tous bords une foule d'informations. Cela grenouillait de toutes parts. Et même si l'on ne complotait pas « on étudiait sérieusement, dans le cas d'un départ « inopiné » du général De Gaulle, une structure de gouvernement susceptible d'assurer l'ordre, de prendre le relais et de gérer, le temps qu'il faudrait à une révision de la Constitution, les affaires de l'État ». Dans ce dessein, une réunion secrète s'était tenue le 5 janvier 1961, réunissant des personnalités de tendances nationalistes et antigauillistes. Il y avait là Blocq-Masquart, le conseiller d'État Picard, Arrighi, également du Conseil d'État, Roland Pré, président de la Recherche minière

outrémer, Piquart — un préfet que l'on retrouvait et que l'on retrouvera dans tous les coups tordus —, le général Cogny et les colonels Passy et Barberot.

Leur propos n'avait rien de subversif, assurait l'informateur des R.G. Il était seulement de créer un gouvernement provisoire assurant la continuité de la légalité républicaine en cas de départ du général De Gaulle. Au cours de cette réunion prospective on établit même un projet de haut-commissariat de la République assisté de douze commissaires généraux remplaçant les ministres. Des noms furent avancés sans que l'on puisse dire que les intéressés aient été consultés. Voici la composition de ce haut-commissariat telle qu'elle parvint en 1961 aux R.G.

Haut-commissaire : maréchal Juin ou Antoine Pinay.

Vice-haut-commissaire : M. Monnerville.

Affaires étrangères : M. Arrighi.

Affaires administratives : M. Roland Pré.

Justice : Blocq-Masquart.

Défense nationale : Max Lejeune.

Affaires économiques et Finances : M. de Vitry ou M. Blot.

Transports et Communications : général Cogny.

Travaux publics, Urbanisme, Logement : M. Pisani.

On évoqua également les noms des officiers avec lesquels certains pouvaient trouver le contact. Et les mêmes noms revinrent sur le tapis : les généraux Challe, Jouhaud, Zeller, Salan, Faure, Massu, Vanuxem, Maison-rouge ; les colonels Godard, Argoud, Gardes, Broizat.

Les R.G. classèrent l'information. Après tout ce n'était qu'une réunion prospective qui ne présentait pas le plus petit début de complot.

À propos de la situation générale en Algérie certains services français reçurent à la même époque le rapport secret de l'ambassadeur d'Allemagne fédérale en France, M. Blanckenhorn, diplomate particulièrement bien informé de ces problèmes. Il y procédait à une analyse de la situation qui montrait à quel point devenait évidente l'imminence d'une réaction violente et désespérée.

« L'Algérie associée à la France, écrivait le diplomate, est morte pendant les sanglantes journées de décembre dernier, comme tous les espoirs de créer une Algérie française ont été définitivement enterrés au moment où se rendaient à l'armée, fin janvier 1960, les « hommes des barricades »,.. L'indépendance totale ne fait plus de doute... La situation est explosive... L'armée aura de la peine à avaler une pilule aussi amère car, malgré les apparences, c'est une, nouvelle défaite puisque sa mission était de défendre l'Algérie française... Dans l'état où se trouvent les nerfs aussi bien de l'armée que des Français et des musulmans, des heurts sporadiques sont inévitables et peuvent avoir, dans le climat passionnel d'Alger, d'Oran, de Bône et de Constantine, des conséquences, incalculables... »

Commentant la démission du général Challe l'ambassadeur écrivait :

« Sa décision de quitter l'armée doit être interprétée comme un refus d'accepter une politique qui amènera la perte totale de cette position si importante, aussi bien pour la France que pour la stratégie défensive du Traité de l'Atlantique Nord... Les partenaires de la France dans l'Alliance atlantique se demandent s'il y aura encore une armée française valable le jour où l'Afrique du Nord aura été évacuée par les forces armées françaises. »

Enfin deux informations en provenance d'Algérie confirmèrent la préparation d'un « coup de chien ». François Coulet, directeur des affaires politiques à la Délégation du gouvernement, avait rencontré, avec l'autorisation de Jean Morin, le capitaine Souètre arrêté après avoir tenté de monter le maquis « France-Résurrection » du marquis Brousse de Montpeyroux. Souètre et Coulet avaient fait partie des commandos parachutistes pendant la seconde guerre mondiale. Ils se retrouvaient de chaque côté de la barrière mais l'amitié n'était pas morte.

« Faites attention, recommanda Souètre, il se prépare quelque chose et cette fois, quelque chose de sérieux. Je peux vous dire qu'il ne s'agit ni de moi ni de mes amis. Mais que cela sera efficace... »

Ni Morin ni l'Élysée n'attachèrent la moindre importance à des propos si vagues. On en tenait des dizaines, tous semblables, à chaque week-end.

L'autre information provint de Lucien Bitterlin, le jeune

délégué du Mouvement pour la Communauté à Alger. Le photographe transfuge des groupes Lagailarde, Barthélemy Rossello, engagé pour s'occuper de la « protection » du M.P.C., avait été contacté en France où il passait des vacances, par ses anciens amis des Barricades qui lui proposaient de reprendre du service.

En accord avec Bitterlin, Rossello revint à Alger et « pénétra » le milieu activiste qui voulait l'employer pour ses « connaissances » particulières en sabotage, dynamitage et coups de main divers.

« Il va y avoir une opération sérieuse dans quelque temps, affirma rapidement Rossello. « Ils » se préparent. »

Yves Le Tac et Bitterlin le mirent en rapport avec le commissaire Gautray, des R.G. d'Alger, qui lui conseilla « de faire attention mais de poursuivre sa mission de renseignement chez les activistes ».

Le 10 mars, Rossello apporta à Bitterlin l'information suivante : « J'ai rendez-vous aux Trois-Horloges avec des responsables importants. Le coup se précise. Il se fera en liaison avec l'armée. Je vais monter dans une voiture noire. Tu nous suivras. »

Par un hasard malheureux, Bitterlin à l'affût ne put suivre la voiture où était monté Rossello. Il ne devait jamais le revoir vivant. Le 21 mars, le cadavre du jeune homme était retrouvé dans le Mazagan, la rivière de Koléa. Il avait été tué de deux balles dans la tête !

Bitterlin fit son rapport aux commissaires Grassier et Joubert, chargés à Alger de la lutte anti-activiste, et leur révéla le projet de putsch découvert par Rossello.

Quelques jours plus tard, lors du congrès M.P.C. à Paris, Bitterlin, à sa grande stupéfaction, se vit ordonner par M. Legrand, chef de cabinet de M. Joxe, de couper le passage de son rapport concernant « des événements graves qui allaient se produire en Algérie ». Il ne fallait pas faire la moindre allusion à l'éventuelle prise du pouvoir par l'armée « car, disaient de nombreux membres du M.P.C., trop de responsables U.N.R., tant dans le personnel politique que chez les hauts fonctionnaires, restaient Algérie française et suivaient mal le cheminement de De Gaulle ». Des trois options du Général ils avaient choisi la

plus française. Les mettre en alerte en dénonçant la collusion certaine entre certains officiers et les activistes serait néfaste !

Il faut bien avouer qu'au sein de l'U.N.R. le malaise était grand. M. Coup de Fréjac, directeur de l'information à Alger, avait pu le constater lors d'une réunion de cadres départementaux où il avait été invité à faire le point au début de l'année 1961. Il avait été pris à partie par la majorité des 150 participants en raison de la politique dont il était l'instrument et l'acteur.

Coup me dira plus tard : « Jacques Baumel, secrétaire général de l'U.N.R., Se méfiait tellement de sa propre maison qu'il ne me recevait jamais chez lui, rue de Lille ! »

En ce printemps de 1961 l'opinion d'une grande partie de l'U.N.R. déboussolée par la politique du Général était

« Il faut laisser la situation se décanter. »

En réalité, elle pourrissait.

Le mois de mars 1961 vit se multiplier les réunions d'officiers. La plupart se déroulèrent chez le colonel Lacheroy autour duquel s'était faite l'unification du groupe Faure et du groupe des colonels. Lacheroy disposait de locaux dans l'enceinte même de l'Ecole militaire où on lui avait confié la direction du cours des officiers de réserve d'état-major. Que se réunisse chez lui la fine fleur de l'activisme militaire, qu'on y voie Godard, Gardes, Argoud et d'autres — tous, paraît-il, placés sous la surveillance de la Sécurité militaire — ne surprenait personne ! Ce qui en dit long ou sur la surveillance dont ils étaient l'objet ou sur l'efficacité de la S.M. de l'époque ! Cela démontre en tout cas le désarroi de l'armée et les multiples complicités dont les colonels savaient bénéficier.

Etranges, ces réunions de l'Ecole militaire ! Peu déterminantes et bien débilitantes aux yeux des colonels dont l'efficacité n'était plus à prouver. Il y avait là des gens de toutes paroisses. Des bavards, des « bordeliques », des innocents. Un Faure arrivait tout content, l'œil pétillant parce que, au Comité de Vincennes, trois radicaux hors de course lui avaient dit : Bravo ! D'autres s'imaginaient que le soutien des poujadistes, des Biaggi, des Gignac et autres membres de l'A.C.U.F., qui se gargarisaient de la présence à leur tête du général Salan, mènerait à quelque chose.

Blignières savait à quoi s'en tenir à ce sujet. Il avait été

récemment convoqué chez un avocat célèbre, qui lui avait dit avec des mines de conspirateur :

« J'ai reçu la visite d'un garçon venant de la part de Salan. Il doit rapporter de l'argent en Espagne pour que le général puisse gagner l'Algérie en cas de coup dur. Cet intermédiaire a vu des industriels prêts à donner une somme importante à condition que vous et un général du SHAPE de vos amis soyez d'accord. »

Blignières et le « général du SHAPE » avaient donné leur garantie. Dix-huit millions dont douze en billets de 500 francs avaient été remis à l'émissaire dans un appartement de la rue Spontini, juste en face du domicile de Michel Debré ! Seuls douze millions étaient parvenus à Madrid. Six millions s'étaient volatilisés en route. Voilà qui en disait long sur « l'organisation » de Salan avec lequel Blignières ne devait jamais avoir d'autres contacts !

Au fil des réunions le « soviet des colonels » s'était reconstitué : Argoud, Broizat, Lacheroy, Godard, Gardes et Vaudrey. Avec Blignières et quelques capitaines dont « le plus pur et le plus dur » s'appelait Pierre Sergent, ils décidèrent de prendre l'affaire totalement en main et de laisser « les autres » parler à perte de vue.

Après plusieurs voyages d'Argoud en Algérie et les rapports que faisait régulièrement Roger Degueldre ils s'aperçurent que de très nombreux régiments « marcheraient » à condition de ne pas être en fer de lance. Suivre, d'accord ! Mais ils ne démarreraient jamais les premiers. Une fois de plus, il devint évident que seul le 1^{er} régiment étranger de parachutistes pouvait servir de détonateur au putsch.

Trois conditions devaient donc être réunies pour donner la date du déclenchement :

1° Il fallait que le 1^{er} R.E.P. soit au repos dans sa base arrière de Zéralda, près d'Alger ;

2° Il était nécessaire que le colonel Guiraud, qui avait remplacé Dufour, soit en permission. Les anciens officiers du R.E.P. mutés en métropole n'avaient pas confiance en lui, tandis qu'ils savaient que le commandant de Saint-Marc, commandant en second, serait sensible à leurs arguments ;

3° Il fallait que les anciens officiers du R.E.P., Sergent,

Deguedre, La Bigne, etc., soient à Alger pour épauler les lieutenants en premier.

En outre, Blignières avait rallié les colonels à son opinion : il fallait une tête à ce, pronunciamento. Une tête connue, aimée de l'armée, qui donne confiance et qui puisse être suivie par la métropole.

Massu ? Il n'en était plus question après sa réponse à Argoud.

Le maréchal Juin ? C'était une caution morale, sans plus. On ne pouvait rien en attendre sur le plan de l'action.

Le général Lecomte ? Il n'avait jamais participé à une quelconque réunion. Personne ne l'avait sondé. Et si, sur le plan politique, il pouvait être d'une aide considérable en métropole, il n'était assez connu ni de l'opinion publique ni de l'armée d'Algérie.

Alors Salan ? Pas question. Oh ! ce n'est pas l'envie qui lui en manquait — il s'était déjà posé en Espagne en chef de l'opposition à De Gaulle.. — mais l'armée ne le suivrait pas. Son mystère, sa légende de « général politique », ses histoires d'Indochine, ses secrets, son manque de chaleur, son côté « poisson à l'étalage » le desservaient considérablement. Bref l'armée ne l'avait jamais aimé, ne l'aimait pas, ne l'aimerait jamais.

Restait Challe : Ah ! oui, avec Challe ce serait autre chose. Ce n'était pas aussi bien que Massu — « le grand dabe avec sa gueule d'empeigne et son menton rétréci », comme l'appelait affectueusement certain colonel — mais ce ne serait pas mal. Challe était sérieux, intelligent, républicain. Et puis il avait fait gagner l'armée en Algérie, ce qui faisait oublier les « bavures » : les Barricades, la fuite à Reghaïa, le soutien à Delouvrier...

Mais Challe, contacté à plusieurs reprises, ne s'engageait pas. Ni hostile ni enthousiaste. Hésitant.

Les conditions indispensables au déclenchement du putsch allaient être incessamment réunies, il fallait absolument décider l'ancien commandant en chef.

C'est Jouhaud, de passage à Paris, qui fut chargé de convaincre son vieux camarade.

C'est le dimanche 25 mars que Challe, qui assistait à Lyon au

mariage du fils d'un de ses amis, vit arriver son bon ami Jouhaud. Le « brav' » général était flanqué d'un personnage que l'ancien commandant en chef avait bien connu à Alger. : André Regard, ancien secrétaire général adjoint au G.G. à l'époque du 13 Mai. En cette année 1961, Regard était un fonctionnaire important du ministère des Finances et brûlait de jouer autour des généraux en puissance de putsch le rôle de Maître Jacques. Jouhaud embrassa son ami et tout de suite entra clans le vif du sujet. Challe était suffisamment au courant de ce qui se tramait pour se passer de périphrases.

« Il faut que tu partes pour Alger, dit Jouhaud. Dimanche prochain, c'est Pâques. Le 1^{er} R.E.P. rentre d'opération, il sera à Zéralda. Il faut que tu te mettes à la tête de ces hommes et que tu sauves l'Algérie française. Je me débrouillerai pour t'avoir un avion dans deux ou trois jours. »

Jouhaud ne changeait pas ! Toujours enthousiaste mais un peu léger. Une révolution avec en tout et pour tout un régiment de légion, c'était court !

« Non, mon vieux, répondit Challe, je ne marche pas. Je veux savoir avant de m'engager de quels moyens je vais disposer. Le 1^{er} R.E.P., c'est bien joli mais insuffisant. Et d'ici deux ou trois jours, comme tu le dis, je n'aurai aucun renseignement supplémentaire. Non ! Vraiment je refuse de prendre la tête de ce mouvement. »

Jouhaud, aidé de Regard, déploya alors des trésors d'éloquence. Il expliqua à son camarade que de toute façon il se passerait quelque chose. Qu'il était important de ne pas laisser un quelconque Lagailarde ou même un Salan, « drivé » par l'inquiétant Susini, se rendre maître de la révolution. Sur le nom de Challe toute l'armée suivrait.

« D'ailleurs, ajouta Jouhaud, le commandant Robin, que tu connais bien, s'engage à nos côtés avec ses commandos de l'air. Mais il pose ses conditions. »

Et les conditiona de Robin c'était ou Juin ou Challe... ou merde ! En outre, expliqua Jouhaud, tout le monde était tellement fin prêt que Challe n'aurait pas à intervenir dans le déclenchement. L'« affaire » faite, le pouvoir pris par l'armée, il n'aurait qu'à arriver pour prendre le commandement et lutter contre le F.L.N. Finir de gagner la guerre... le rêvé de Challe.

« Et puis, conclut Jouhaud, je te donnerai à Paris la liste de toutes les unités qui déjà marchent derrière toi. »

Challe se laissa fléchir. Le 28 mars — on avait abandonné l'idée de gagner rapidement Alger — il retrouva chez Regard, dans un bel appartement au coin du boulevard de Courcelles et du boulevard Malesherbes, les généraux Faure, Vanuxem et Jouhaud, ainsi que Georges Bidault et quelques autres. Les listes des régiments « acquis » étaient impressionnantes.

Outre le 1^{er} R.E.P. dont chaque commandant de compagnie était favorable au putsch et dont le chef par intérim, Elie Denoix de Saint-Marc, « marcherait » si Challe lui-même le lui commandait, il pourrait compter dès le premier jour sur le 27^e dragons du colonel Puga, sur le 1^{er} R.E.C. du colonel de La Chapelle, sur le 18^e R.C.P. du colonel Masselot, sur le 14^e R.C.P. du colonel Lecomte, sur le 2^e R.E.C. du colonel Coëtgorden. Argoud avait recueilli lui-même leur adhésion au cours de ses voyages dans le Constantinois. En outre, les régiments de légion, dont le patron était le Colonel Brothier, suivraient le mouvement une fois le putsch déclenché. Des contacts étaient établis et la réponse devait arriver incessamment.

Challe, pourtant séduit par ces « ralliements », hésita encore. Qu'il était dur de sauter le pas ! D'autant que l'ancien commandant en chef avait reçu un message de mise en garde d'un officier en qui il avait toute confiance, le commandant Coignet. Ancien du 5^e bureau — « le plus intelligent de mes officiers d'action psychologique », disait Chaire —, il commandait un quartier de pacification à Bou-Sfer.

« Je sais ce qui se prépare, disait Coignet, mais méfiez-vous. Chez moi il n'y aura pas plus de dix p. cent des militaires qui vous suivront. Je ne suis pas capable d'extrapoler à toute l'Algérie car j'ai quitté les services d'Alger, mais il est probable que dans beaucoup de régions il faudra tenir compte de cette attitude. »

Et Coignet était un homme de bon conseil qui avait les pieds sur terre et ne se laissait pas abuser par la passion. Mais c'était le seul son de cloche défavorable...

Le 31 mars on avait appris que les préliminaires d'Évian étaient ajournés. Pour Challe c'était l'ultime répit. Il fallait en profiter. Car si la conférence devait s'ouvrir publiquement, si les

représentants du G.P.R.A. s'asseyaient en face des délégués français c'en serait fini. La partie serait perdue. Lorsqu'il apprit que le général De Gaulle devait tenir une conférence de presse le 11 avril, Maurice Challe annonça aux conjurés qu'il leur donnerait sa réponse définitive le 12 au matin. Les colonels renâclèrent un peu. Encore dix jours perdus ! Mais sans Challe la tentative était désespérée. Il fallait attendre. Et profiter de ce temps mort pour tout organiser dans les moindres détails.

Sous la guitoune la fumée des « troupes » stagnait en lourds nuages bleutés au-dessus de la lampe à acétylène. Les officiers du 18^e R.C.P. en opération de contrôle dans l'Aurès se pressaient autour du colonel Masselot. Sur une table pliante, au milieu des verres, un transistor grésillait. C'était l'heure des informations. Ce 11 avril, Radio-Alger-France-V retransmettait les principaux extraits de la conférence de presse du général De Gaulle.

Du haut-parleur dont le plastique blanc vibrait à chaque éclat de voix, sortaient des mots dont le moindre frappait ces officiers paras au point le plus sensible : l'Algérie.

« Depuis Brazzaville, disait la voix, je n'ai jamais cessé d'affirmer que les populations qui dépendaient de nous devaient pouvoir disposer d'elles-mêmes...

« Aux yeux de la France, ce qui est en cause pardessus tout, c'est l'avenir de l'Algérie. Le cessez-le-feu, l'autodétermination, ce sont des préliminaires qui sont destinés à ouvrir à l'Algérie sa route. Dans le monde actuel, et à l'époque où nous sommes, la France n'a aucun intérêt à maintenir sous sa loi et sous sa dépendance une Algérie qui choisit un autre destin ; et la France n'aurait pas intérêt à porter à bout de bras l'existence des populations dans une Algérie qui serait devenue maîtresse d'elle-même et qui n'offrirait rien en échange de ce qu'elle aurait à demander...

— Intérêt... Demander... Il parle comme un maquignon, dit un capitaine.

— Chut ! écoute... il parle de ce que sera l'Algérie...

« Cet État, poursuivait le président de la République, sera ce que les Algériens voudront. Pour ma part, je suis persuadé qu'il sera souverain au-dedans et au-dehors. Et encore une fois, la France n'y fait aucun obstacle.

« La décolonisation est notre intérêt et par conséquent noire politique. »

C'en était trop. Les cris, les hurlements des jeunes hommes en colère couvraient la voix exécrée. Les injures fusèrent :

« La Grande Zohra, elle marchande... La putain... La grande salope... Il faut la tuer,... »

Masselot leur fit signe de se calmer. On savait que le colonel partageait ces opinions mais c'était tout de même le colonel. Les cris cessèrent, remplacés par une conversation animée.

« Mon colonel, dit un capitaine, c'est pourtant bien vrai que si nous partons ce seront les Russes ou les Américains qui nous remplaceront.

— Vous avez entendu « sa » réponse, dit un autre : je leur souhaite bien du plaisir.

— Et tout ceux qui se sont engagés à nos côtés, tous ces musulmans, on va les laisser se faire égorger par les fellouzes ?

— Ça, il n'en dit pas un mot. Ce n'est pas son affaire.

— Oui... mais c'est la nôtre. On ne peut pas laisser commettre un pareil crime après toutes les promesses que nous avons faites... »

Masselot sourit. Le sourire était amer mais cachait aussi beaucoup d'espoir.

« Ne vous en faites pas, mes enfants, dit-il, cela ne se fera pas. On est encore prêt à se sacrifier pour garder notre terre à la France... »

Un hurlement d'approbation répondit au colonel. Oui, de braves petits gars. Avec lesquels on ferait rentrer dans la gorge les propos de la « Grande Zohra ».

Ce même soir à Paris Challe avait pris sa décision. Il avait attendu de voir plus clair dans la politique de De Gaulle avant de se lancer. Cette fois, c'était évident, le Général rejetait l'Algérie hors de la France en souhaitant aux autres « bien du plaisir ». Il ne fallait plus attendre. Pour Challe, c'était oui.

Dès que, le 12 avril, il eut apporté son accord à ses amis Jouhaud, Zeller, Regard, Faure et Vanuxem réunis dans un appartement des Buttes-Chaumont, Challe se posa en patron.

C'était dans son caractère et puisque l'on voulait le nom on aurait aussi l'homme.

Tout de suite il eut à trancher. Au sein des « penseurs » de l'opération il y avait deux écoles. Ceux qui affirmaient qu'il était nécessaire d'agir sur Paris en même temps qu'Alger. Et ceux qui pensaient que l'action sur Alger serait suffisante.

Les tenants de la première école étaient les colonels de Blignières, Godard et Vaudrey, ainsi que le capitaine Sergent. On a vu Blignières multiplier les contacts politiques avec les centristes et les socialistes « nationaux ». Godard et Sergent s'étaient occupés des militaires affectés en France et de ceux qui avaient récemment quitté l'armée. Leur plan était simple : devant un coup de force à Alger et une action civile et militaire en France — et surtout à Paris — De Gaulle se trouverait dans une situation insoutenable et se retirerait à Colombey pour ne jamais revenir. Les militaires choisiraient alors un gouvernement qui pratiquerait une politique algérienne conforme à leurs désirs : sauver l'Algérie française. En aucun cas ils ne pensaient à une prise du pouvoir politique par les officiers putschistes.

À la grande surprise de ses amis, Challe trancha en faveur de la seconde école.

« Ce n'est pas que je n'aie pas envie de renverser le gouvernement, expliqua-t-il, mais je ne suis pas assez fort en métropole. » Et, implacable, il avait fait le bilan des unités prêtes à marcher sur Paris : un bataillon de paras de la région Pau-Biarritz, des unités d'Allemagne que, malgré les estimations optimistes de Vanuxem, il n'évaluait pas à plus d'une brigade et demie ! Même si on y ajoutait les deux mille deux cents anciens paras recrutés par Godard et qui reprendraient du service pour le grand jour, c'était insuffisant. On aboutirait, au mieux, à la prise de quelques ministères et de la radio — avec à la clef une grève générale sur le dos —, au pire à la guerre civile.

« Les apprentis sorciers, ce n'est pas mon genre, poursuivit calmement Challe. Par contre, en Algérie, je me sens gagnant. Si l'armée me suit comme vous me le garantissez je finis la guerre contre le F.L.N. Cela me demandera entre deux et quinze jours car le F.L.N. n'a de valeur que par le fait que la France se désiste en sa faveur: Sur, le terrain, il n'existe plus.

— Et Paris ? interrogea Zeller.

— Paris se soumettra ou se démettra. La paix faite en Algérie je renvoie le contingent en métropole. Cela ne représente que 200 000 hommes. Les 300 000 restants sont les musulmans, les engagés, l'aviation et la marine. Je mobilise sept ou huit classes de pieds-noirs et de musulmanes et le tour est joué. Je vous prie de croire que face à l'opinion publique pas un gouvernement ne pourra s'opposer à celui qui renvoie les gamins à leurs parents ! »

Le plan ne manquait pas de séduction mais il ne suffit pas à vaincre toutes les réticences. L'action violente sur Paris avait de chauds partisans. Alors Challe analysa sans complaisance la situation en Algérie. Avait-on prévu le remplacement des pouvoirs civils ? Non. Avait-on noyauté l'administration civile ? Non. Y avait-il des comités révolutionnaires dans chaque régiment sans distinction de grade ? Non. Avait-on pensé à remplacer les pouvoirs politiques et administratifs de chaque secteur par une troïka — un militaire, un pied-noir, un musulman ? Non. Alors, pressé par le temps, il fallait jouer la hiérarchie en place.

« Compte tenu des promesses de tant d'officiers, conclut Challe, ça peut réussir. Mais vous comprendrez que n'ayant déjà pas une position de force en Algérie, je refuse de mener une action conjointe sur Paris. Ce n'est pas l'envie mais les moyens qui manquent. »

C'était gagné. Tous les participants à la réunion se rendirent aux raisons de celui qu'ils s'étaient choisi comme patron. Il ne restait qu'à fixer la date du putsch.

« Il faut se hâter, dit encore Challe, car De Gaulle risque d'annoncer la date des pourparlers d'Évian. Nous devons le prendre de vitesse car dans le cas contraire nous ne pourrions tenir les musulmans en leur disant : voilà ce qui se produira... voilà votre avenir. C'est une donnée indispensable de la guerre révolutionnaire. Si on leur laisse entendre qu'à travers Évian ils peuvent obtenir l'indépendance, c'est fichu. Je connais les méfaits du mot Istiqlal ! Jouhaud a prévu huit jours pour procéder aux ultimes mises au point tant à Paris qu'à Alger. Nous sommes le 12. Notre... affaire aura lieu dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 avril. »

Il n'y avait plus aucun doute, Challe était vraiment le patron... Et il n'aimait pas le mot putsch !

Et Salan ? Eh bien, Salan s'apercevait à Madrid des inconvénients de l'exil. Il était « hors course ». Il savait que quelque chose se tramait par son ami Yves Gignac, le patron des Anciens Combattants de l'Union française, et par Regard qui, infatigable, était venu l'informer du putsch qui se préparait, mais aucun des « leaders », à commencer par Challe, n'avait daigné lui demander son avis. Ulcéré, le Mandarin lui avait envoyé une lettre fort imprudente par laquelle il le « nommait » son représentant militaire en France ! L'ancien commandant en chef, établi, avait lu le message, allumé une nouvelle pipe et brûlé soigneusement la « nomination ». De quel droit Salan le « bombardait-il » son délégué ? Pourquoi pas nonce apostolique Décidément, l'orgueil du général n'avait plus de bornes. Il lui faisait perdre jusqu'au souci de la plus élémentaire prudence. Que ce papier soit tombé dans des mains hostiles et c'en était fait du putsch !

Le moyen que Salan avait trouvé pour se rappeler au bon souvenir des conjurés soulignait une fois de plus le « froid » qui régnait entre Paris et Madrid.

Challe n'avait aucun « atome crochu » avec le Chinois. D'abord il l'avait remplacé en Algérie — voilà qui ne se pardonne guère dans la société militaire — ensuite il se méfiait de la cour dont s'entourait Salan. Les Susini et autres Achard ne lui disaient rien qui vaille. Challe ne voulait pas entendre parler de ces pieds-noirs ultras qui jusque-là avaient accumulé bourdes sur bourdes et par leur intransigeance rétrograde étaient en grande partie responsables de la situation dramatique de l'Algérie.

Quant aux buts politiques que poursuivait le Mandarin... Challe me dira plus tard :

« Primo, je ne savais rien de ce que voulait Salan. Secundo, je m'en foutais éperdument. »

Il était pourtant clair qu'à quelques jours du Grand Coup il faudrait compter avec Salan. Son arrivée à Alger était inévitable. Il s'y précipiterait dès l'annonce du putsch. Et Challe redoutait plus que tout au monde son immixtion d'ans l'exécution de l'affaire et surtout la réaction de l'armée à sa présence.

Si Challe parvenait à faire l'unité autour de son nom, il ne craindrait plus personne. Ou il réussissait — et Salan ou le pape pouvaient bien venir — ou il échouait et c'était la lin dans les

fossés de Vincennes... Si Jouhaud et Zeller qu'il avait choisis comme adjoints jouaient un rôle positif dans cette alternative, celui de Salan se révélait négatif.

Il fallait donc le tenir à l'écart jusqu'à la prise en main complète de l'armée d'Algérie.

Cette fois la machine était en marche. Rien ne pourrait l'arrêter.. Après avoir longuement hésité Challe était sans conteste le patron « à poigne » que chacun souhaitait. Les plus inquiets étaient restés Vaudrey et Blignières, mais ce dimanche 16 avril, en sortant de l'appartement du général Challe près de l'avenue de La Bourdonnais, ils étaient rassurés. Sans se soucier de hiérarchie ils avaient posé trois questions à l'ancien commandant en chef.

« Pardonnez-nous, mon général, avait dit Blignières, mais nous nous portons garants des exécutants. Vaudrey pour la métropole et moi pour la légion. En leur nom nous voulons savoir si vous êtes prêt à aller jusqu'au bout ? »

Challe avait souri.

« Mais évidemment.

— Avez-vous l'intention de mettre les civils dans le coup, et en particulier les musulmans, comme au 13 Mai ?

— Bien sûr, sans quoi notre affaire ne peut pas déboucher.

— Enfin, avait dit Vaudrey, pouvez-vous nous garantir que nous ne nous dirigeons pas vers un régime de type fasciste et qu'il n'y a pas dans votre entourage des gens prêts à prendre le pouvoir ? »

Challe s'était fait bonhomme et sur le ton le plus amical avait tapé sur l'épaule de Vaudrey en lui disant :

« Je suis un vieux républicain, Vaudrey. Moi je n'ai qu'une ambition : pêcher à la ligne en fumant la pipe... après avoir sauvé l'Algérie. »

Challe était un homme loyal. Blignières et Vaudrey avaient vu leurs dernières réticences balayées par la franchise du général. On pouvait y aller. C'était du solide ! Il était temps de transmettre le feu vert à Alger.

La nuit tombait ce lundi 17 avril sur la petite route de Batna à Lambèse lorsqu'une 203 noire s'arrêta sur le bas-côté.

« Attends-moi là », dit Masselot à son chauffeur.

Le para pensa que le colonel avait de drôles de rendez-vous. Les fells du coin était « H.S.⁽⁶⁾ » mais il ne fallait pas tenter le diable. Une voiture isolée arrêtée sur la route, c'était une belle cible !

À peine Masselot était-il descendu de voiture qu'une autre 203 toute semblable arriva de Télérgma. C'était La Chapelle, l'extraordinaire patron du 1^{er} R.E.C., un rouleur de mécaniques, armoire à glace, brillant légionnaire, enthousiaste et antigauilliste acharné. C'est lui que le colonel Argoud avait choisi comme « commis voyageur » de la révolution dans l'Est algérien. C'est par lui que Masselot avait appris qu'il se préparait quelque chose entre Paris et Alger.

« Ça y est, dit La Chapelle en serrant la main à son camarade, c'est pour dans deux jours. Le 20 avril. Tiens, lis... » Il éclaira de sa lampe torche la lettre qu'il venait de recevoir du colonel Argoud. Celui-ci annonçait son arrivée à Constantine le 20 avril. Là, il verrait Gouraud, le général commandant le corps d'armée qui prendrait la tête des opérations dans l'Est algérien. Challe serait à Alger ce même 20 avril et s'emparerait de tous les postes de commande.

« Une seule recommandation, concluait Argoud : obéir au général Gouraud. »

Le patron du Constantinois semblait donc totalement acquis à la cause. Cela n'étonnait pas Masselot. Quelque temps auparavant, alors que le 18^e R.C.P. était au repos pour quarante-huit heures à Batna, le général était venu en inspection. Le colonel lui avait demandé de prononcer quelques mots devant ses officiers. Et, bien sûr, Gouraud avait parlé de la situation politique et militaire de l'Algérie.

« Il y a des choses qu'on ne peut laisser faire, avait dit le général, et il y a des choses auxquelles on s'opposera par tous les moyens. » Il avait été follement applaudi par les jeunes officiers paras. Son chef d'état-major, Saint-André, avait été « terrifié » par l'imprudence verbale de son patron.

« Ne vous inquiétez pas, avait dit Masselot. Ici, on pense tous de la même façon. »

Mais toutes les réactions n'étaient pas les mêmes. La Chapelle

avait contacté le général Ducournau, commandant la zone Sud constantinois, pour le sonder sur sa position.

« Bien sûr, avait répondu le général, il faudrait faire quelque chose. Mais nous sommes vieux et ankylosés. Il ne faut pas compter sur nous. »

À l'échelon des colonels de secteur, toutes les réponses avaient été favorables, enthousiastes même, sauf celle du colonel Voinot, de M'Lila, et du colonel Georges de Boissieu, pourtant ami intime de Challe.

« Je ne suis pas opposé au principe, avait-il dit à Masselot, mais à la fin, si vous renversez De Gaulle, qui aurez-vous ?

— Je n'en sais rien. Debré ou Frey ou Sanguinetti... et puis je n'ai rien à foutre des politiciens. »

Comme beaucoup d'officiers prêts au Grand Coup, le seul but de Masselot était de renverser De Gaulle mais pas le régime.

« Nous sommes des républicains, disait-il. Ce que nous voulons c'est que l'armée reste en Algérie dix, douze ou quinze ans. Nous nous transformerons en cantonniers s'il le faut... »

L'avis de la population de la métropole ou des musulmans, il ne s'en souciait pas. Des veaux qui suivraient le plus fort...

« Cette fois, c'est la bonne, dit La Chapelle. Tu es chargé par Argoud de prévenir Lecomte et son 14^e R.C.P. ainsi que Lenoir du 8^e R.P.I.Ma. Toi, je suppose que tu es prêt ?

— Depuis longtemps. J'ai même fait des réserves ! 20 000 litres d'essence accumulés à Batna. Mais Argoud sera bien au rendez-vous ? »

La Chapelle pencha son énorme carcasse vers le petit Masselot et en confidence lui glissa à l'oreille :

« Il sera là le 20. Chez moi. À Télergma. »

Alors plus de doute possible. L'affaire était en route. Avant de se séparer les deux colonels échangèrent le mot de passe qui, transmis par radio, signalerait que le putsch avait démarré.

« Essai transformé, proposa Masselot.

— Ça me va. Espérons que ce sera un beau match ! »

Le général Gardy était, avec le général Zeller, le plus vieux des

conjurés. L'un des plus brillants aussi. Il avait fini sa carrière en 1960 comme inspecteur de la légion étrangère, après avoir exercé de nombreux commandements. Il y avait même « laissé » ses deux filles. L'une avait épousé un officier du 1^{er} R.E.P. à Zéralda, l'autre un capitaine du 1^{er} étranger de Sidi-Bel-Abbès. Dès l'année 1960, la calme petite ville de Bayonne avait appris à connaître ce vieux petit monsieur affable, au visage ridé, aux paupières lourdes, aux yeux globuleux. La marchande de journaux était fascinée par ses oreilles collées, aux lobes immenses, mais aussi par le bleu du regard et la fine moustache très 1925. À cette époque, elle avait vingt ans. C'était loin ! M. Gardy était un monsieur très bien sous tous les rapports !

Et puis le nom du général en retraite était apparu dans les rapports des Renseignements généraux. Il avait repris du service au sein du F.A.F. métropolitain. La vieille fascination de la droite... Avec Thomazo et M^e Tixier-Vignancour, il avait milité sans grand succès. Le F.A.F. en France n'avait pas la même résonance qu'en Algérie. Puis Salan avait passé la frontière espagnole toute proche. Alors Gardy était allé retrouver son vieux camarade. Au cas où ! André Regard avait été leur chargé de mission en Algérie pour étudier si la situation en décembre 1960 était favorable à une arrivée du « Chinois ». C'est fou ce que ce digne fonctionnaire du ministère des Finances avait peu de travail rue de Rivoli ! Et combien ses absences répétées ne surprenaient personne. Heureuse époque ! Gardy avait été hébergé par Serrano Suñer, le gendre de Franco, puis avait logé au côté de Salan, à l'hôtel Princesa. Il avait assisté aux divers grenouillages entre Lagailarde, Salan et Ortiz, le revenant, qui supportait mal l'anonymat après avoir régné sur Alger. Mais découragé par ce petit monde velléitaire il avait regagné Bayonne tout en restant en relation avec Salan. En France il avait été contacté par des gens infiniment plus sérieux comme Blignières et Vaudrey, infiniment plus efficaces comme Degueldre qu'il aimera comme un fils, ou Romain-Desfossés. Et tout naturellement il était monté à Paris où il avait participé à de nombreuses réunions à l'Ecole militaire dans le bureau de Lacheroy où il se retrouvait pour la dernière fois ce mardi 18 avril à 17 heures, prêt à une nouvelle aventure. Car le général, qui avait joué les charnières entre Salan et le groupe des colonels pendant la préparation du putsch, s'appêtait à partir pour l'Algérie ! Les colonels n'avaient pas laissé passer cette occasion. Un inspecteur de la légion étrangère, même en

retraite, cela pouvait servir à décider les régiments étrangers sur lesquels on comptait pour faire la révolution !

C'est le général Faure qui ouvrit cette dernière réunion à laquelle assistaient, outre le général Gardy, les colonels Godard, Vaudrey, Bernard, de Blignières, Gallet (représentant le général de Maisonrouge commandant de zone en Oranie), le commandant Casati, le capitaine Sergent et quelques autres.

« Je vous confirme, dit le général Faure, que l'insurrection sera déclenchée à Alger dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21. C'est-à-dire après-demain. Les départs sont ainsi fixés : le général Gardy et les colonels Godard, Gardes, Argoud, Broizat partent clandestinement par des avions réguliers. Ils doivent se débrouiller par leurs propres moyens.

« Le colonel Lacheroy est déjà à Alger depuis quelques jours. Il prépare le travail. Les cinq ex-officiers du 1^{er} R.E.P. quitteront Istres par avion militaire. Les généraux Challe et Zeller ont également un avion militaire qui quittera la région parisienne le 20 dans l'après-midi.

« Vaudrey, Bernard, Blignières, Callet, Casati et moi-même, poursuivis le général Faure, restons en métropole, pour tenter de déclencher tout de même quelque chose autour de Paris. À ce propos, Gardy, je vous demande instamment de faire tout votre possible à Alger, d'user de tout votre poids pour forcer la main à Challe et le décider à envoyer au plus tôt des unités sur Paris.

— Sur quoi pouvons-nous compter sûrement à Alger ? interrogea Gardy.

— Outre les cinq régiments acquis dans l'Est algérien, le 1^{er} R.E.P. et les commandos de Robin, nous comptons sur Brothier et sa légion à Bel-Abbès. Nous avons vu il y a quarante-huit heures l'un de ses officiers. Il apporte, paraît-il, une adhésion complète au mouvement puisque Challe en prend la tête et qu'Argoud et Broizat lui ont garanti que l'affaire était sérieuse.

« En outre, Challe est sûr de Bigot, commandant la V^e région aérienne. On a donc toute l'aviation. À Paris, on peut également compter sur le général Nicot.

— Et les patrons des régions d'Oran et de Constantine ?

— Zeller croit pouvoir décider Gouraud qui commande le Constantinois. Quant à Pouilly, en Oranie, il ne marchera pas

mais ne nous mettra pas de bâtons dans les roues. Son adjoint Lhermitte prendra le commandement et entraînera l'ensemble des troupes. »

Or le général Lhermitte sur lequel les conjurés comptaient si fort pour prendre en main l'Oranie était en permission. Ce que tout le monde ignorait et qui en dit long sur le sérieux de la préparation du complot !

« À Alger, Vézinet est un gaulliste acharné, continua Faure, mais Arfouilloux marchera certainement, de même que Maisonrouge en Oranie. »

Jusque-là en n'avait jamais parlé du contingent. Seulement des officiers supérieurs ou généraux, comme si les hommes qui composaient l'armée étaient quantité négligeable. On espérait simplement qu'ils obéiraient initialement à leurs officiers et qu'ensuite en prenant des mesures d'ordre psychologique, telles que réduction du temps de service et mobilisation des classes pieds-noirs, on pourrait compter sur leur passivité naturelle. Après tout, qu'est-ce qu'ils désiraient, les bidasses ? La quille ! On la leur donnerait en échange de leur bienveillante neutralité !

Les conjurés allaient, dans ce domaine, prouver leur méconnaissance totale de la psychologie de la nation.

Mais ce 18 avril un autre problème tracassait le général Faure. Un problème à ses yeux bien plus important. Il s'en ouvrit à son aîné Gardy au moment des adieux.

« Mon vieil ami, lui dit-il, je compte sur vous pour mettre de l'huile dans les rouages entre les patrons qui vont sûrement se disputer. Vous savez que Challe et Salan ne sympathisent guère et que leurs vues, une fois l'affaire déclenchée, ne coïncideront probablement pas.

— Vous pouvez compter sur moi. »

En quittant les locaux vénérables de l'École militaire pour gagner Marseille où il savait pouvoir bénéficier de complicités à Air Algérie, Paul Gardy ignorait qu'il n'en reverrait ni les lourds portiques ni les énormes colonnades avant une bonne dizaine d'années. Pour le vieux général couvert d'honneurs, bardé de décorations, piqué d'étoiles, couturé de cicatrices, commençait la période la plus tragique de sa vie agitée.

Il est près de minuit, le 20 avril 1961, lorsque le commandant

Schutz, Alsacien massif et solide, pose son Nord-2500 en bout de piste de l'aérodrome de Blida.

Jusqu'à tout s'est bien passé. À 16 heures, il a « réceptionné » sur le terrain militaire de Creil les passagers clandestins annoncés par le major général de l'armée de l'air. Sous couvert d'une mission de ravitaillement en matériel photographique, le général Nicot a trouvé le moyen d'assurer le transport discret des généraux Challe et Zeller jusqu'en Algérie. À l'heure de l'embarquement le colonel Broizat a rejoint les deux patrons « pour s'assurer qu'il ne leur manquerait pas un lacet de chaussure au dernier moment ». Schutz a « planqué » les trois hommes et leur « baise en ville » sous les paquets marqués « service cinématographique de l'armée ». À plat ventre, Zeller s'est tourné vers Challe et — sans se soucier de leur position ridicule — lui a dit

Eh bien, nous y voilà. Nous avons 20 % de chances de réussite !

— Il y en a beaucoup plus, mon cher Zeller. Vous êtes pessimiste. »

À plat ventre lui aussi, Broizat n'a rien dit. Le colonel « kalmouk », au crâne rasé, a très bien senti qu'il ne comptait pas dans l'esprit de Challe. Et il s'en moque. Que ces généraux servent d'étiquettes à la révolution puisque tel sera leur rôle. Le « soviet des colonels » dont il est un des plus beaux fleurons saura bien diriger la machine à sa guise. La coulisse est l'un des milieux dans lesquels le brillant colonel se sent le plus à l'aise. L'action psychologique, la direction des pensées, la manipulation des foules civiles, ce sera cela l'important. Et c'est sa spécialité.

Le voyage s'est déroulé sans encombre. Après le décollage les trois hommes ont dormi. Challe aura juste le temps d'arriver pour prendre les commandes et il ne sera pas question de prendre du repos avant plusieurs jours ! Schutz, fort de la protection de Nicot en métropole et de Bigot en Algérie — les plus hautes autorités de l'armée de l'air —, a navigué en basse altitude, jouant à cache-cache avec les nuages, dans un silence radio complet. À Alger, le Nord s'est posé dans un calme absolu. Challe, observant l'aéroport par le hublot, s'est dit : « Tiens ! pour une ville en révolution, il ne se passe pas grand-chose. » Mais la révolution est pour cette nuit et il en est le détonateur.

Schutz, parti aux nouvelles, est revenu en disant que le « comité d'accueil » était parti et qu'il fallait décoller pour Blida où « ça irait mieux ». Challe a vu dans ce contretemps un mauvais présage. Malgré les promesses cette affaire n'avait pas été préparée aussi sérieusement qu'elle le méritait.

« Va pour Blida », a-t-il dit en soupirant.

Cette fois, c'est la dernière étape. Il fait nuit noire lorsque Schutz débloque la porte du Nord-2500 qu'il a garé en bout de piste sur l'aérodrome de Blida. Challe et Zeller sautent à terre les premiers. Des phares s'allument et trouent la nuit dans leur direction. Partout des ombres. Zeller a un mouvement de recul. Se faire prendre si près du but ! Et Challe qui a mis un chapeau mou ! Comme si on portait le chapeau mou à Alger ! Toute cette affaire est ridicule. Mais les ombres sont amies. Le commandant Robin est là, au garde-à-vous devant Challe, entouré de ses commandos du G.C.P.

« Enfin vous voilà, mon général ! »

Le soulagement se lit sur le visage décidé de l'officier.

« Eh bien, oui, Robin, me voilà. Alors ? »

— C'est décommandé pour cette nuit, mon général. L'affaire est reportée de vingt-quatre heures.

— Mais pourquoi ?

— C'est vous qui l'avez dit, mon général ! Votre télégramme est bien arrivé.

— Jamais envoyé de télégramme. Enfin... on verra plus tard ! Filons d'ici ! »

En réalité il s'agit d'un message des ex-officiers du R.E.P. Ne pouvant décoller d'Istres le 20 avril, ils ont pris sur eux d'envoyer ce télégramme d'annulation.

Pour Challe c'est une preuve de plus que l'affaire est « curieusement » montée. Mais en même temps le soulagement de Robin en le voyant lui a fait plaisir. Les jeunes Turcs, les officiers paras qui vont réellement compter dans la prise d'Alger n'ont foi qu'en lui, veulent le voir, le toucher. Ils savent que Challe à Alger ce n'est pas du flan !

« Mon général, dit Robin, vous allez coucher ici à Blida. Un capitaine du secteur et sa femme vous attendent. Tout est prêt.

Demain matin je vous conduirai avec mes hommes à notre P.C. des Tagarins pour tout mettre au point. »

Challe s'engouffre dans une 203. Zeller dans une autre. Les paras remontent dans leurs jeeps et leurs camions, et la caravane prend la route de Blida. Au passage un officier du G.C.P. signale à la tour de contrôle que l'opération de « ratissage du terrain » est terminée.

« On n'a rien trouvé, dit-il. Tout est calme. Bonne nuit ! »

Dans la tour de contrôle l'officier de quart inscrit sur son rapport : « 20 avril. Minuit. Atterrissage d'une mission de ravitaillement en provenance de Paris. Fin de l'opération de ratissage. R.A.S.^[4]. »

Gardy et Godard sont arrivés à Alger le même jour au milieu de l'après-midi. Ils ont embarqué clandestinement à Marignane sur la Caravelle d'Air Algérie grâce à la complicité d'un employé de l'agence de Marseille. Argoud et Gardes ont pris l'avion de Bône dans les mêmes conditions. Gardy a appris qu'il avait été impossible de prévenir le colonel Jacquin, l'ancien patron du B.E.L. Avec celles du général Gracieux, qui a refusé de participer au putsch, et du général de Crèvecœur, que les colonels ont trouvé trop « brouillon », cette défection semble regrettable au vieux général qui pense qu'« on ne sera pas trop pour remplacer certains chefs d'unité encore hésitants »

À Alger, où de charmantes hôtesse d'Air Algérie les ont menés à l'adresse indiquée par Faure lors de la dernière réunion de l'Ecole militaire, Gardy et Godard ont trouvé porte close. Ni Degueldre ni Lacheroy ne sont au rendez-vous. Désarmés, les deux hommes n'ont dû leur salut qu'à la présence d'esprit des jeunes hôtesse. Godard risquait d'être reconnu dans ce centre d'Alger où pendant deux ans, comme directeur de la Sûreté, il avait imposé sa loi. Les jeunes femmes les ont emmenés chez la chef hôtesse d'Air Algérie. Là, Gardy a joint au téléphone sa fille, Nicole Bésineau.

« Il faut absolument que je te voie. Avec ton mari. »

C'est alors que Godard s'est aperçu que dans l'affolement il avait oublié sa serviette et son imperméable dans le couloir de l'immeuble où était fixé le premier rendez-vous ! Sa serviette ! Avec des plans compromettants et tous ses papiers d'identité. Il a bondi dans la voiture d'une des hôtesse, bons génies de la

révolution, et a trouvé un véritable attroupement dans le couloir de l'immeuble ! On craignait une bombe et des voisins avaient déjà alerté la police ! En un éclair, Godard a écarté les badauds, empoigné l'imperméable et la serviette et s'est enfui comme un voleur. L'alerte a été chaude !

Pour les deux hommes cette journée du 20 avril est celle des catastrophes. Le capitaine Bésineau, sa femme, et le lieutenant Degueudre qui les retrouvent dans l'appartement de la chef hôtesse paraissent stupéfaits de les voir à Alger. Le capitaine du 1^{er} R.E.P. et le lieutenant déserteur, qui ont suivi toutes les phases de la préparation du complot, ne sont pas au courant de l'imminence du déclenchement. Ni matériellement ni psychologiquement, le 1^{er} R.E.P. n'est prêt à s'engager cette nuit.

« Mais le colonel Lacheroy ne vous a pas prévenus ? interroge Gardy, qui va de surprise en surprise.

— On ne l'a pas vu.

— Il est ici depuis une semaine ! Il faut absolument le retrouver. »

C'est sa fille, Nicole Bésineau, que le général Gardy charge de cette mission. En attendant, le capitaine Bésineau et son ami le lieutenant Degueudre sont formels : il est exclu de mettre la machine en route cette nuit si l'on compte sur le seul 1^{er} R.E.P.

« Il faut d'abord convaincre le commandant de Saint-Marc, explique Bésineau, et ni lui ni les compagnies ne marcheront s'ils ne voient pas Challe en personne. »

À 22 heures, Nicole Bésineau annonce à son père qu'elle est enfin parvenue à joindre Lacheroy grâce à des amis activistes. Celui-ci, très calme, lui a appris que l'affaire était remise de vingt-quatre heures !

« Et il ne se dérange même pas ! explose Gardy. Pas d'explication sur ce délai ni sur ce qu'il a fichu à Alger pendant une semaine ?

— Non!

Le comble est que Degueudre a prévenu Paris de n'envoyer personne à la « planque » du centre d'Alger, grillée depuis quelques jours. Cette planque que le général Faure a donnée innocemment comme seul point de ralliement à Godard et à

Gardy !

« Allons, dit Bésineau, inutile de revenir là-dessus. Venez vous coucher. On vous a trouvé une cache sûre ! »

Gardy est accablé par l'impréparation manifeste de ce *pronunciamiento* où tant d'officiers vont engager leur vie et leur honneur. Degueudre le rassure :

« Ne vous en faites pas, mon général, l'affaire est remise de vingt-quatre heures. Si demain matin le général Challe est à Alger la journée nous suffira pour prendre l'affaire en main. Et on s'en occupera directement. »

C'est bien l'intention de Godard qui, furieux, n'a pas dit un mot.

Vendredi 21 avril. 9 heures du matin. Challe est à pied d'œuvre. Carré derrière le bureau du commandant Robin, à la villa des Tagarins, P.C. des G.C.P. (groupes de commandos parachutistes), la pipe à la bouche, quelques dossiers à portée de la main, il se sent — pour la première fois depuis le début du complot — en prise directe avec le mouvement qu'il va déclencher. L'impression de la veille s'est confirmée. La préparation a été bâclée. Certains des colonels, en particulier Lacheroy, ont « lâissé » — comme dit Gardy —, d'autres ont pris leurs désirs pour des réalités mais qu'importe ! Challe est aux commandes. Entouré de son brain trust. Il a quinze heures devant lui pour préparer son coup d'État.

À l'extérieur de la villa les gardes mobiles affectés à la protection du P.C. ne se doutent de rien. Les sentinelles ont salué machinalement les deux civils qu'accompagnait le commandant Robin. Dans le jardin, des commandos montent la garde contre d'éventuels indiscrets. Le premier souci de Challe est de fixer les objectifs que ses troupes devront enlever dans la nuit. Le plan est mis au point par le colonel Godard, à qui le général a donné la haute main sur la zone militaire d'Alger, et surtout par le capitaine Bayt, dont on n'a jamais parlé. Ce capitaine du corps d'armée d'Alger, officier de réserve en situation d'activité, est un ancien comédien, fabuleusement intelligent, qui a la confiance de Godard. C'est lui qui a soigneusement préparé — sur le papier — la prise d'Alger en 19 objectifs. Une petite merveille de précision et de concision. Tout y est. L'horaire d'acheminement de chaque unité sur son objectif, le chemin à prendre, l'horaire de l'assaut. Il

a même prévu des heures de départ différentes selon l'éloignement des objectifs. Selon son plan, à l'heure H, chacun sera à pied d'œuvre. En moins d'une heure les centres nerveux de la capitale doivent être neutralisés. Délégation générale, état-major interarmées, corps d'armée d'Alger, P.C. de la zone et des deux secteurs d'Alger, radiodiffusion et télévision, centres des transmissions, palais d'Eté, aérodromes, commissariat central, domiciles des principaux hauts fonctionnaires et chefs militaires. Pour chaque point visé, le capitaine Bayt a établi l'itinéraire, le plan des locaux, le nombre des sentinelles, le tout dans une grande enveloppe qui sera remise au chef d'unité responsable. Il a même pensé à recruter des guides civils de confiance qui accompagneront les chefs de convoi peu habitués à circuler dans les rues d'Alger ! Ils sont une dizaine, tous sélectionnés par Bat dans les troupes de choc des mouvements nationaux et fascistes d'Alger. Le contraire des « gueulards » habituels du F.A.F. Des gars décidés à tout du moment que l'on sauve l'Algérie française.

Challe est séduit. « Le plan est parfait, dit-il, il ne faut pas y changer une virgule. »

La matinée se passe à vérifier point par point les plans d'attaque et surtout à décider quelles sont les unités qui y participeront. C'est d'ailleurs le problème qui préoccupe le plus le général Challe. Il a à sa disposition les G.C.P. de Robin et le 1^{er} R.E.P. à condition que Saint-Marc, le commandant par intérim, apporte son appui total au pronunciamiento. Les cinq ex-officiers du R.E.P., Sergent, La Briffe, Ponsolle, Godot et La Bigne, sont arrivés à la villa des Tagarins prêts à reprendre leur ancien commandement au sein du régiment étranger.

Il est midi lorsque le commandant de Saint-Marc arrive au P.C. Challe flanqué de Bésineau et de Degueldre. Le général Gardy qui ne l'a pas vu depuis 1959 le met d'emblée au courant du projet et de la mission essentielle qu'on veut lui confier. Saint-Marc connaît depuis quelques jours le projet de putsch et la personnalité de celui qui doit le diriger. Mais il réserve sa réponse. Il veut voir Challe et obtenir de sa bouche quelques explications moins succinctes.

« De toute façon, dit-il à Gardy, sans présager de ma décision, je vous donne ma parole que je ne révélerai rien de vos projets et que — si je n'y participe pas — je ne ferai rien pour les entraver. »

Challe a beaucoup d'estime pour Elie Denoix de Saint-Marc. Il n'est pas le seul. Saint-Marc est de ces officiers qui électrisent les hommes par leur simple présence. Il est le type même du para « pur et dur » qui a cru trouver dans l'Algérie du 13 Mai la réalisation de rêves de justice sociale, d'égalité politique et d'intégrité du territoire que la IV^e République n'a pas été capable d'imposer. Résistant, torturé par la Gestapo, déporté à dix-neuf ans à Buchenwald, ce fils de famille bordelais a fait l'Indochine, puis l'Algérie. Il a participé à la « bataille d'Alger » au côté de Massu et en a gardé un mépris sans fond pour les politiciens pourris du gouvernement Mollet qui leur ont fait accomplir toutes les missions que les civils étaient incapables de mener à bien. Puis c'est l'immense espoir du 13 Mai. Mais il s'aperçoit très vite que l'armée se fourvoie. À des journalistes du *Monde* il dit en 1958 : « L'armée ne doit pas être l'instrument de la droite, mais celui de la nation tout entière⁴⁹... » Il prend alors un congé et se réinsère dans la vie civile. Mais Salan, modèle du général politique qu'il déteste, quitte l'Algérie. Challe le remplace. Alors Saint-Marc regagne les rangs de l'armée hors de laquelle il se sent mal dans sa peau. Au P.C. « Jumelles » il apprécie ce général d'aviation, attaché à la République, dédaignant les combinaisons politiques et... qui fait gagner une armée qui en avait perdu l'habitude. En mars 1960, il le voit partir avec tristesse. Il ressent plus que personne les dangers du désespoir et de l'amertume qui se sont abattus sur le corps des jeunes officiers. Une fermentation malsaine, génératrice de catastrophes. Le clash inévitable en raison de l'évolution politique de De Gaulle ne peut que les entraîner dans les pires folies. Le 15 avril il apprend qu'il est imminent et on lui révèle le nom de celui qui en prend la tête : Challe. Le seul qui puisse éviter que le mouvement ne tombe aux mains de Salan, Susini et autres excités algérois !

Dans le petit bureau, Challe serre longuement la main à l'officier para.

« Je suis heureux de vous voir, Saint-Marc, en un jour pareil. Marchez-vous avec nous ? »

— Quels sont vos buts, mon général ? »

Une fois de plus Challe expose ses conceptions et ses intentions : faire un putsch, prendre le pouvoir en Algérie, gagner rapidement la guerre et entouré d'un commandement exceptionnel — Godard, Argoud, Saint-Marc, Robin, Masselot...

les meilleurs — se tourner vers la métropole et lui dire : « Alors, cette fois, plus d'objection, plus d'hésitation... on reste ? »

« Je suis un démocrate, Saint-Marc, poursuit Challe. Je ne veux pas d'un putsch fasciste. Mais il s'agit bien d'un coup d'État. Devant une pareille situation le régime s'effondrera. On le remplacera par un autre conforme aux intérêts de l'Algérie française. »

L'élimination des complices de l'ennemi mais aussi celle des Européens extrémistes trop étroitement attachés à leurs seuls privilèges, voilà qui plaît à Saint-Marc. Il rectifie la position et, solennel, dit :

« Mon général, je suis à vos ordres. »

Challe vient d'obtenir sa première victoire ! Pour prendre Alger il disposera de deux mille hommes. C'est peu mais ce sont des troupes d'élite. De toute façon il faudra s'en contenter. Il est exclu de faire appel à des unités éloignées d'Alger dont le déplacement alerterait les autorités. Ce sera pour le deuxième temps de l'opération, quand la ville sera investie et que Challe pourra se servir en toute sécurité du téléphone !

L'heure H est fixée à 2 heures du matin. En effet Saint-Marc, les capitaines Bésineau et Borel — commandants de compagnie — et leurs épouses sont invités à dîner par le général Saint-Hillier qui commande la 10^e D.P. Annuler ce dîner donnerait l'éveil au général en qui ni Challe ni Saint-Marc n'ont confiance. Compte tenu de cette malencontreuse invitation et du temps d'acheminement des unités au pied des objectifs, 2 heures du matin est une heure raisonnable.

Robin et Saint-Marc seront les hommes clefs de l'opération dont dépend la réussite ou l'échec du putsch. Leurs régiments en seront le fer de lance. Challe leur fait ses ultimes recommandations.

« Dans toute la mesure du possible, dit-il, évitez les effusions de sang. Et ne brutalisez pas ceux que vous aurez à arrêter. »

La recommandation de Challe vise à calmer les plus excités des paras qu'on va lancer dans l'affaire mais il sait très bien qu'un homme qui se révolte et qui interdit toute effusion de sang est battu d'avance. C'est pourquoi il *n'interdit jamais* — contrairement à ce que l'on dira après le putsch — l'effusion de

sang.

« J'avais le très grand souci de ne pas répandre le sang français, me confiera plus tard le général Challe, mais si nous avions dû prendre l'Algérie au prix d'un certain nombre de victimes, même françaises, elles eussent été moins nombreuses que celles — européennes et musulmanes — qui ont suivi notre abdication. Je n'éprouve aucun plaisir quand le sang coule mais s'il l'avait fallu j'en aurais assumé la responsabilité puisque ainsi j'évitais un plus grand mal. »

Un autre problème moral s'est posé aux patrons du putsch : celui de la légion. Peut-on entraîner des troupes étrangères dans une action politique ? Sans hésitation, Challe, Zeller, Jouhaud et Gardy — orfèvre en la matière puisque ancien légionnaire — l'ont balayé de leurs préoccupations. Les officiers sont tous français et les légionnaires le sont « par le sang versé ».

« En outre, a souligné Challe, étant donné mes ordres de modération et compte tenu de la valeur de ces troupes, il n'est pas pensable que l'on arrive à une lutte généralisée où le problème de l'affrontement français contre étranger puisse se poser. »

Par contre, le capitaine Sergent, qui, pour le Grand Coup, va reprendre le commandement de sa 1^{er} compagnie du 1^{er} R.E.P., ne peut s'empêcher d'un certain mépris pour ces colonels « recruteurs » qui n'ont pas été capables de mettre en pointe d'autres unités. Mais l'excitation qui monte au fur et à mesure qu'approche l'heure H estompe les « cas de conscience ».

La prise d'Alger étant une question réglée — sur le papier — Challe, Zeller et Gard profitent de l'accalmie de l'après-midi pour se répartir les tâches. Aux yeux de tous, Challe est et reste le patron incontesté. Zeller et Jouhaud seront ses adjoints.

Zeller se chargera de deux missions : convaincre définitivement Gouraud de rallier le putsch en entraînant ainsi tout le Constantinois sous la bannière de Challe, et s'occuper de toutes les questions administratives et logistiques, elles vont très vite se révéler essentielles à la réussite définitive du coup d'État. Gouraud est un « gros morceau » car c'est dans le Constantinois qu'il y a le plus de troupes. Quant aux questions de logistique, elles vont très vite se révéler essentielles. L'Algérie va vivre un certain temps coupée de la métropole, il faudra assurer le paiement des salaires de la fonction publique et fournir du

ravitaillement à la population.

« Vous devez parvenir à faire tourner la machine pendant au moins quinze jours, a dit Challe. Après, si nous réussissons il se produira des événements en métropole qui amèneront une nouvelle situation. »

Quant à Jouhaud, il s'occupera des rapports avec le peuple d'Alger. C'est un pied-noir passionné, aimé de la population. La confiance que lui portent les divers leaders civils doit aider le mouvement.

Dans l'esprit de Challe la mission de Jouhaud doit être dans un premier temps de dire aux civils : « Faites-nous confiance. Obéissez aux ordres. Et surtout ne vous occupez de rien. » Car Challe ne veut à aucun prix les mêler à la réalisation du putsch qui doit rester une affaire uniquement militaire. Il redoute par-dessus tout les déclarations forcenées dont les mouvements extrémistes européens ont le secret. Les milices civiles du type Ortiz lors des Barricades, ce n'est pas son genre. Ni celui des officiers du type Saint-Marc qui s'est inquiété de leur éventuelle participation.

Gardy, lui, reste « en réserve ». Challe se doute qu'il faudra convaincre quelques hésitants. Le général légionnaire sera parfait dans ce rôle. En outre, Challe ne sera pas fâché de l'éloigner car il représente à Alger la tendance Faure-Blignières favorable à l'intervention armée sur Paris. Fidèle à la promesse faite au général Faure avant de quitter Paris, Gardy évoque ce problème dès la fin de l'après-midi :

« Il faut envoyer très rapidement des paras sur Paris pour appuyer l'action de nos amis. »

Challe et Zeller se montrent des plus réticents. Ils ne veulent pas braquer le vieux général mais leurs réponses sont évasives.

« On verra, mais il est impossible de le prévoir pour le moment... Ce serait très grave... Enfin, on en reparlera dans quelques jours. »

Et l'on passe très vite aux autres affectations. C'est cela le plus important. Gardy n'en est pas persuadé mais il n'est pas le patron.

Godard, dès la prise d'Alger, s'installera à la caserne Pélissier et contrôlera tout le corps d'armée d'Alger.

Challe ne veut pas demander au général Héritier, chef d'état-major de Gambiez, de poursuivre sa tâche auprès de lui, ce serait le mettre en difficulté et risquer d'essuyer un refus. Le colonel Cousteaux, chef du 3^e bureau de l'E.M.I. et responsable des réserves générales, le remplacera auprès de Challe. Il a accepté.

Argoud, qui se trouve dans le Constantinois et doit « décider » Gouraud, sera un « itinérant » tout comme Gardy.

Gardes et Broizat s'occuperont de la propagande et Lacheroy de l'exploitation psychologique. Ces trois brillants colonels se « tireront des bourres » pendant les quatre jours que durera le putsch. Chacun pensant être plus efficace, plus intelligent, plus « tordu » que l'autre dans la direction des âmes, dans la manipulation de la foule. Ce ne sera pas la moindre déception de Challe... Mais il y en aura tellement !

À 20 heures, quand Jouhaud, qui s'est débarrassé des « anges gardiens » que la Sûreté a attachés à ses pas depuis plusieurs jours, arrive au P.C. des Tagarins tout est prêt, pesé, pensé, minuté. Y compris les listes d'arrestations en tête desquelles figurent le délégué du gouvernement Jean Morin, le commandant en chef Gambiez, le chef du corps d'armée, général Vézinet, suivis de plusieurs dizaines d'autres dont Godard, Bayt et quelques officiers ont jugé « l'élimination » indispensable. On les emprisonnera, on les jugera, on les condamnera. Comme cela se fait dans toutes les révolutions ! C'est normal, ce sont des traîtres...

À Paris, on sait. On sait, même depuis la veille au ministère de l'Intérieur. Mais comme partout, on ne croit pas. Les histoires de putsch, de *clash*, de Grand Coup font partie de la mythologie d'Alger qui, depuis le 24 janvier — depuis les Barricades — « vit sur un volcan » et en a pris l'habitude.

Pourtant le jeudi 20 avril à 19 h 40 — il y a déjà vingt-quatre heures — M. Willy-Paul Romain, chef du service de presse du ministère de l'Intérieur, diplômé de l'Ecole de police, commissaire fin et cultivé, écrivain, ami des journalistes et des poètes, a reçu dans son bureau de la place Beauvau la visite de M. C..., un informateur digne de foi.

« Savez-vous, cher ami, a dit C..., pourquoi le G.P.R.A. diffère sa réponse pour fixer la date d'Évian ? Eh bien, parce qu'il a été informé d'un coup de force qui sera tenté à Alger par les généraux

Challe, Salan, Zeller et Jouhaud. Et ce sera pour ce soir, demain ou probablement samedi 22. Faites-en part à qui de droit car ce coup de force va vers un échec inévitable qui entraînera en métropole une révolution et *la* mainmise des communistes sur le pouvoir. »

L'informateur a donné la liste des soutiens civils dont les officiers rebelles pourront bénéficier à Paris. Et cette liste comprend les noms de nombreux participants à la réunion du 5 janvier dont les R.G. ont eu vent ! Romain remercie, réfléchit et donne l'alerte.

Le préfet Vié, directeur des R.G., est en voyage, son adjoint, M. Nadeau, saute en l'air.

« Il faut prévenir Verdier ! »

Mais le directeur général de la Sûreté, le préfet Verdier, est absent. On alerte donc son directeur de cabinet, Victor Deshousse — que tout le monde appelle Totor. Celui-ci, les pieds sur la table car tout est tranquille à Paris, est sidéré par l'information.

« Il faut prévenir Gallichon. »

Mais M. Gallichon, directeur du cabinet de M. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur, n'est pas là. Pas plus que le ministre, qui souffre d'un furoncle dans le nez et ne retrouvera jamais son bureau doré de la place Beauvau dont — dans quelques heures — va s'emparer Roger Frey, qui se révélera l'âme de la lutte contre Alger. On prévient donc Issac Georges, conseiller technique, qui est le seul membre du cabinet présent au ministère ce jeudi soir.

« Êtes-vous sûr de votre informateur ? demande-t-il à Romain.

— C'est un vieil ami. Ses renseignements sont toujours fidèles et précis. Il a même assisté à une réunion de civils où il a vu Jo Léger. »

Joseph Léger — dit Jo — est un préfet que l'on dit très lié avec Faure.

« Je résume, poursuit Willy-Paul Romain, l'opération va se dérouler dans trois jours au plus tard. Salan rejoindra Challe, Jouhaud et Zeller. Ils n'ont pas le soutien logistique nécessaire, ils ne sont pas assurés du soutien de l'armée, encore moins de celui des services civils. Tout cela ne peut déboucher que sur un noir désordre. »

Isaac Georges prévient les cabinets de Joxe et Messmer. Et l'on va se coucher.

Le vendredi matin la ronde des téléphones reprend. Isaac Georges prévient Constantin Melnik, chargé des services de renseignements au cabinet du premier ministre. Le directeur des R.G., le préfet Vié, prévenu à son tour est rentré à Paris. Il se montre très sceptique. Romain lui répète ses informations, les rapproche des renseignements parvenus aux R.G. sur les multiples réunions « secrètes » qui se sont tenues à Paris dans différents milieux depuis le mois de janvier.

« Je ne crois pas à votre affaire, dit Vié le vendredi après-midi, appelons ensemble Baudry. »

Baudry est le patron des R.G. en Algérie. Il est formel.

« Tout va bien, dit-il. Tout va même très bien. Je viens de voir le responsable de la Sécurité militaire. Il se porte garant que tout est calme et loyal dans l'armée. Dans les services civils c'est également le calme parfait. Non, vraiment, je ne vois rien de probable pour le week-end qui s'annonce particulièrement tranquille. »

Pourtant, dans la soirée, une certaine animation règne tant à Matignon que place Beauvau. Des bruits divers parviennent d'Algérie. On ne sait rien mais on « sent ». Pas assez pourtant pour alerter Debré ni, bien sûr, le général De Gaulle, qui, ce vendredi soir, reçoit le président Senghor à la Comédie-Française.

Le vendredi soir est un jour agréable au palais d'Été. Jean Morin y tient table ouverte pour ses collaborateurs auxquels se mêlent quelques intimes. Aucune obligation, on vient ou on ne vient pas, on joue au tennis jusqu'à la nuit ou on bridge selon les goûts. Ce vendredi soir, Verger, directeur du cabinet de Morin, Vieillescazes, directeur du cabinet civil, Jacques Planty, chef du cabinet, et Coup de Fréjac, directeur de l'information, ont entamé une partie quand le téléphone sonne.

« Le mort, répondez », dit Vieillescazes.

Quand on bridge, le vendredi soir, c'est le mort qui répond. Coup de Fréjac se lève. Au bout du fil, Burgalat, un ami d'enfance qui est secrétaire général à Oran.

« Que fais-tu là ?

— Je bridge chez Morin.

— Tu n'es pas au courant ?

— De quoi ?

— Le coup serait parti. Les R.G. disent que des troupes de réserve générale seraient sur le point de faire mouvement sur Alger et Oran.

— Merci, j'en informe Morin. »

Le délégué s'inquiète de cette information. Elle s'ajoute à celle que lui a apportée Verger vers 18 heures : le préfet Aubert, directeur de la Sûreté, a été alerté de Tizi-Ouzou où « quelque chose se prépare ». Les indices s'accumulent.

« Verger, dit Morin, tirez au clair cette affaire de réserves générales avec le colonel Cousteaux. »

Bien sûr, Cousteaux qui, dans quelques heures, va devenir chef d'état-major de Challe, « rassure » Verger.

« J'ai vérifié, dit-il, pas question de déplacements. Tout est parfaitement calme. »

Morin reste tout de même soucieux. Il convoque après dîner Gambiez, Vézinet, Aubert, Jannin, préfet de police, le colonel Moullet, patron d'Alger-Sahel qui sera le pilier du maintien de l'ordre.

Il ne veut pas paniquer. Il ne prévient même pas Robert Buron, le ministre des Transports, qui est en visite à Alger et qui, le dîner terminé, est monté se reposer dans sa chambre. Pourtant il devient évident que « quelque chose » se prépare.

Le général Vézinet, commandant le corps d'armée d'Alger, vient d'avoir au téléphone le général Simon, commandant la Z.E.A. à Tizi-Ouzou. Celui-ci a été alerté par un officier, le capitaine Savary.

« Mon général, a dit ce dernier, un putsch se prépare. On m'a sollicité. J'ai été contacté par un commandant de secteur, qui est dans le coup. Ce sera pour cette nuit. »

Ce récit, rapporté par Vézinet, n'est pas du goût du commandant en chef.

« Ce n'est pas possible, s'écrie Gambiez, je tiens l'armée en main. Tout cela est impensable. »

Nimbus est vexé. Morin hésite. Vézinet, ancien bras droit de Leclerc, est un homme de confiance, bien informé, calme et réfléchi. Quant à Simon, son gaullisme est bien connu.

« Faisons le point », propose Morin.

Il a autour de lui les chefs de l'armée et de la police, des informations contradictoires et pas le début d'une preuve.

Chacun résume la situation dans son domaine et il ressort de ce tour d'horizon politique et militaire que la seule chose à craindre est une manifestation populaire avec retournement de l'armée. Or les R.G. d'Alger sont formels : aucune manifestation civile n'est prévue pour le week-end. Donc rien à craindre d'une réaction de l'armée. Celle-ci ne bougera pas toute seule. Gambiez le confirme encore et s'empporte de voir Morin, Aubert et Jannin — les civils — sortir tout de même le plan de défense d'Alger.

« Il est trop tard pour faire venir des troupes, dit Morin, s'il devait se produire quelque chose il faudra compter sur les gendarmes mobiles et la police locale.

— Mais il ne se passera rien, s'emporte Gambiez qui revient de téléphoner. J'ai parlé avec Saint-Marc à Zéralda. Il rentrait de dîner chez le général Saint-Hillier. Quand je lui ai parlé de mouvements de troupes de réserve générale, ça l'a fait rire. Chez lui tout est parfaitement calme. Le 1^{er} R.E.P. est au repos et les légionnaires pensent à bien autre chose qu'à faire une révolution. Vous devriez calmer vos informateurs ! »

Vers minuit et demi, coup de téléphone de Paris. Le ministère de l'Intérieur annonce à Morin que plusieurs agents des R.G. signalent de sources différentes d'importants mouvements de troupes de réserve générale.

Morin, fou de rage, raccroche et dit au commandant en chef :

« Alors, général Gambiez, tout est calme selon vous ? »

Le colonel Moullet reçoit alors des informations provenant de barrages de gendarmerie mis en place en accord avec Vézinet lorsque celui-ci a reçu l'information de Tizi-Ouzou.

« Monsieur le délégué, dit-il, anxieux, les gendarmes me signalent d'importants mouvements de troupes autour de Zéralda ! »

Cette fois, ça y est. Gambiez comprend qu'il a peut-être été

abusé. Alors l'homme d'action se manifeste.

« J'y vais, dit-il à Morin. Je vais sur place à Zéralda. On va bien voir s'ils ne vont pas m'obéir. »

L'ancien commando, le casse-cou du débarquement de l'île d'Elbe, le patron des groupes spéciaux en Indochine, réapparaît. Etre sur place, voir « de ses yeux », c'est la règle d'or. Et se porter immédiatement sur le point attaqué. Ce n'est plus Nimbus mais Subito⁽⁹⁾ qui se manifeste !

Vézinet et Moullet qui ont donné des ordres par téléphone regagnent leurs bureaux. Vézinet à la caserne Pélissier, Moullet au Fort-l'Empereur.

Il est un peu plus de 1 heure du matin. Les coups de téléphone se multiplient. Il n'y a plus de doute. Des camions bondés de paras font route sur Alger. Le délégué prévient Bigot, le patron de l'armée de l'air en Algérie.

« C'est invraisemblable votre histoire », répond celui-ci.

Et pour cause, il est dans le putsch jusqu'au cou. Par contre, l'amiral Querville, patron de l'Amirauté, prend l'information très au sérieux.

« Vous pouvez compter sur la marine, monsieur le délégué. Mes unités sont à votre disposition. »

Morin et ses collaborateurs évoquent alors les différentes possibilités qui s'offrent à eux. Faut-il rester au palais d'Eté, se laisser neutraliser mais le faire savoir, ou faut-il disparaître et s'installer sur l'un des bateaux de l'amiral Querville ? Morin choisit la première solution.

« Si l'autorité se montre défaillante et s'en va, explique-t-il, les putschistes auront beau jeu de se substituer à elle et faire croire à la pseudo-légalité de leur mouvement. Mais s'ils nous arrêtent, ils entrent dans l'illégalité la plus complète. Ils deviennent des généraux rebelles. »

Coup de Fréjac juge ces conversations trop byzantines à son goût. L'heure est grave.

« Moi je n'ai pas une âme de prisonnier, dit-il. Je pars. Leur histoire ne peut durer au-delà de trois semaines. Il est préférable de se cacher quelques jours, puis de voir ce qu'on peut faire. »

Ce n'est pas l'avis de Morin qui fait réveiller Robert Buron et

prend contact avec Paris.

Il est tout de même temps de dire à Michel Debré que pour la première fois l'armée d'Algérie se révolte. Et sans les civils encore !

Sur la route qui mène à Zéralda la jeep de tête roule à tombeau ouvert. Au volant, le légionnaire Sladeck passe nerveusement ses vitesses. À côté de lui, le capitaine Sergent, qui a revêtu sa tenue camouflée et coiffé le béret vert, emmène vers Alger le 1^{er} régiment étranger de parachutistes. À l'arrière de la jeep, près du radio, le capitaine Rubin de Cervens, qui a redonné le commandement de la 1^{re} compagnie à son ami Sergent. Les camions et les jeeps du G. T. 50, groupe de transport de la 10^e D.P., forment une longue colonne. Trois compagnies et le P.C. du 1^{er} R.E.P. Tous phares allumés. Impressionnant. Le glorieux 1^{er} régiment étranger de parachutistes n'est plus le régiment vedette de la 10^e division de parachutistes mais une unité rebelle qui s'apprête à conquérir le pouvoir à Alger. Déjà Sergent a eu à franchir plusieurs barrages de gendarmes. Le premier par ruse. Les autres en force. La 1^{re} section a débarqué de ses camions et a dégagé la route des chicanes de barbelés et des herses aux dents acérées. Les gendarmes n'ont pas protesté. Il faudrait tirer et ils n'en ont aucune envie.

À l'entrée d'Alger, Gambiez, dans sa voiture noire à fanion tricolore, suffoque de rage. Impossible d'arrêter ce dragon qui avance à 80 km à l'heure, prêt à cracher le feu. Pourtant, profitant d'un ralentissement, son chauffeur parvient à couper le convoi et à immobiliser sa voiture en travers de la route. Gambiez descend dans la lumière des phares.

« Arrêtez.. mais arrêtez donc ! »

Un véhicule de commandement stoppe à quelques centimètres du patron de l'armée. Le lieutenant Durand-Ruel se penche du camion.

« Vous me reconnaissez, crie Gambiez, je suis le commandant en chef.

— Vous n'êtes plus rien, répond avec assurance le lieutenant. Challe et Zeller sont arrivés. C'est à eux que nous obéissons.

De mon temps, s'étrangle Gambiez, les lieutenants ne répondaient pas ainsi aux généraux.

— De votre temps, réplique le jeune homme, les généraux ne vendaient pas l'Algérie française. »

Saint-Hillier, le chef de la 10^e D.P., qui a accompagné Gambiez, voit avec effarement le plus beau régiment de sa division bousculer en force la voiture du commandant suprême en Algérie. Comme une vulgaire voiture de marchand des quatre-saisons arabe !

Et le convoi s'ébranle à nouveau. Durand-Ruel connaît bien son objectif : le Gouvernement général. C'est là, sur le Forum, où il a suivi la compagnie du 1^{er} R.E.P., que Gambiez, après avoir tenté une dernière fois d'arrêter les légionnaires avec un courage physique qui confirme sa légende de baroudeur, sera arrêté par des légionnaires allemands qui, à de rares exceptions près, ne comprennent pas grand-chose à ce qu'on leur fait faire.

À la caserne Péliissier, place Mermoz, tout va très vite. Sergent, avec une extraordinaire présence d'esprit et un sang-froid à toute épreuve, a réussi à s'introduire seul jusqu'au bureau de Vézinet. Là, il trouve l'état-major du C.A. en pleine effervescence. L'alerte a été donnée, c'est clair ! Alors que Vézinet essaye de le retenir, Sergent dévale l'escalier, reprend son souffle pour passer calmement le poste de garde, se fait ouvrir la grille par les sentinelles et la bloque, grande ouverte, en appelant la légion à la rescousse. Les grands diables verts s'engouffrent dans la caserne. Dix minutes plus tard, Vézinet est arrêté et ceinturé par le lieutenant Godot. Dans la bagarre, le portrait de De Gaulle est tombé et s'est brisé. Un légionnaire s'est blessé à la main et un peu de sang a jailli sur la vareuse du général. Celui-ci ne veut même pas entendre les explications que tente de lui donner un officier du 1^{er} R.E.P. et quitte son bureau pour gagner la prison que lui ont réservée les rebelles. Car Vézinet est un incondicional, ce n'est même pas la peine de lui demander s'il veut rallier le mouvement !

À 2 h 45, ce samedi 22 avril 1961, les trois généraux de la villa des Tagarins se félicitent. Alger est tombé. Les prévisions du plan Beÿt-Godard exécuté par Saint-Marc-Robin se sont réalisées point par point. Tous les centres vitaux d'Alger sont aux mains des paras rebelles. La radio et la télévision sont prises. Au palais d'Eté, Morin, Buron et leurs collaborateurs sont consignés dans leurs chambres. Gambiez, Vézinet et quelques autres sont « au trou ». Seule ombre au tableau, la mort du maréchal des logis

Pierre Brillant, tué par les paras alors qu'il tentait de défendre l'émetteur radio d'Ouled-Fayet. On parlera de « méprise regrettable ». Et l'on oubliera bien vite « l'incident ».

Challe peut désormais téléphoner librement sans se soucier des écoutes. Il est le patron d'Alger !

Sa première communication est pour le général Gouraud, commandant le corps d'armée de Constantine. Son ralliement doit devenir public dès les premières heures de la matinée, en même temps que le pays apprendra le coup d'État d'Alger. L'effet psychologique balayera les dernières hésitations militaires.

À 3 h 30 Challe obtient Gouraud.

« Allô ! ça y est, mon vieux Gouraud. Nous venons de prendre Alger sans histoire. Comme promis, bien entendu, vous marchez avec nous ?

— Bien sûr, je marche, répond le général.

— Prenez toutes les dispositions utiles pour vous rendre maître de la situation dans votre corps d'armée. Je vous rappellerai plus tard. »

Challe s'éponge le front et se rend dans la salle où se trouvent Zeller, Jouhaud et quelques officiers.

« Comme prévu, Gouraud marche ! »

L'ambiance est au triomphe. Le Constantinois est gagné à leur cause. Le Sud algérois aussi. Challe est persuadé, comme on le lui a dit à Paris, que le général Arfouilloux est favorable. Alger est pris. Reste Oran. Pouilly se laissera peut-être convaincre. De toute façon, son second, Lhermitte, « doit » suivre le mouvement. Et puis il y a Bel-Abbès avec le colonel Brothier. La Chapelle et quelques autres ont assuré à Challe qu'il est de tout cœur avec le putsch et prêt à lui apporter son aide.

Avant de relancer chacun d'eux par téléphone, Challe lit à Jouhaud, Zeller et Gardy la proclamation aux troupes qui apprendra aux Algérois mal réveillés et au monde stupéfait la réalité du coup d'Alger.

« Je suis à Alger avec les généraux Zeller et Jouhaud pour tenir notre serment, le serment de l'armée de garder l'Algérie, pour que nos morts ne soient pas morts pour rien. Un gouvernement d'abandon nous apprenait successivement l'Algérie française,

l'Algérie dans la France, l'Algérie algérienne, l'Algérie indépendante associée à la France. Il s'apprête aujourd'hui à livrer définitivement l'Algérie à l'organisation extérieure de la rébellion. Etait-ce cela la paix annoncée ? »

Suit alors une violente attaque contre le gouvernement «qui a refusé de traiter avec Si Salah et une justification de la révolte de l'armée devant le sort réservé à l'Algérie future. Pas un mot de Salan. Ni Zeller. ni Jouhaud ne protestent. Il n'en va pas de même de Gardy, qui à Paris, a promis de « mettre de l'huile dans les rouages ».

« Si vous ne citez pas le nom de Salan, mon cher Challe, dit-il, cela va faire un drame lorsqu'il arrivera et ce sera fâcheusement commencer une collaboration nécessaire... »

Challe ne voit aucune nécessité à cette collaboration. Pourtant il cède après un moment d'hésitation. Et il ajoute à la suite des trois noms les mots : « en liaison avec le général Salan ». Il accepte également que le nom de Salan figure à la fin du texte de l'état de siège proclamé en Algérie à partir du 22 avril 0 heure et qui donne tous les pouvoirs à l'armée.

L'article 5 précise en outre : « Les individus ayant participé directement à l'entreprise d'abandon de l'Algérie ou du Sahara seront mis en état d'arrestation et déférés à un tribunal militaire qui sera incessamment créé pour connaître des crimes commis contre la sûreté de l'État. »

Ainsi, à l'aube, Morin, Gambiez et leur clique sauront à quoi s'en tenir !

Challe va enregistrer son ordre du jour à l'armée au magnétophone et c'est Gardy qui, faute de speaker, enregistrera la proclamation de l'état de siège. Le vieux général espère que Salan, pour lequel il a de l'amitié, arrivera bientôt.

Avant l'enregistrement Challe est appelé au téléphone. C'est à nouveau Gouraud à Constantine.

« Mon général, dit-il, je vous ai donné mon accord tout à l'heure. Depuis, j'ai réfléchi. »

En réalité, Jean Morin, qui, consigné dans sa chambre, a conservé une ligne téléphonique que les paras n'ont pu découvrir, a alerté Maxime Roux, l'igame de Constantine, et lui a expliqué la situation. Roux a immédiatement joint le général Gouraud et l'a

convaincu de ne pas se fourvoyer dans une affaire qui ne peut déboucher « sur rien de bon ».

Challe, lui, ne l'entend pas de cette oreille. Il explose.

« Ah ! non, mon cher Gouraud. Vous m'avez effectivement donné votre accord. C'est avant qu'il fallait réfléchir et pas après. Je ne vous reconnais plus le droit d'hésiter après avoir été formel !

— Bien sûr, mais ça débouche sur quoi, votre affaire ? »

Et pour la énième fois depuis son retour en Algérie, Challe expose son plan, explique son but, énumère les moyens mis à sa disposition. Lorsqu'il raccroche il sent qu'il n'a pas convaincu Gouraud. Comme un malheur n'arrive jamais seul il apprend alors que le général Lhermitte dont on lui a tant dit qu'il ferait basculer l'Oranie est en permission en France depuis trois semaines et qu'il est remplacé par le général Hublot, un « inconditionnel » !

Quand, vers 5 heures du matin il enregistre sa proclamation triomphante, Challe sait déjà qu'« il y a du mou dans la corde » !

Mais rien n'est perdu. Il faut se battre. Pour convaincre Gouraud il y a Zeller et pour l'Oranie il y a Gardy. C'est ce dernier que Challe fait immédiatement partir pour Bel-Abbès et Oran en le nommant chef de corps d'armée ! Et pour montrer sa détermination à tous ses camarades il dit d'une voix forte à l'ancien inspecteur de la légion :

« Et si les gens ne marchent pas, s'ils nous font obstacle, balayez-moi toute l'Oranie avec la légion, sans hésiter. Gardy, si nous échouons, nous sommes foutus, mais surtout l'Algérie est foutue, la France est foutue. C'est la dernière chance. Allez, j'ai confiance en vous. À bientôt. »

Gardy salue et dit, très ému :

« Je ferai l'impossible, mon général. »

En Oranie aussi il faudra la légion étrangère pour « convaincre » l'armée française ! A la villa des Tagarins, que Challe va quitter pour retrouver son vieux quartier Rignot où Gambiez ne risque plus de reparaître, on ne s'en soucie guère. Seul le but final compte. Et le patron a l'air décidé.

Le « balayez-moi ça... » a agréablement surpris ceux des colonels et des capitaines qui — déjà — trouvaient en Challe un

révolutionnaire par trop débonnaire...

À Alger, il y a ces journées de février ou de mars où le ciel est sale, la mer glauque, les murs pisseux, où l'on se demande si l'on retrouvera la joie de vivre. Des journées où l'anisette a un goût âcre, où les olives cassées sont plus amères que d'habitude, où l'on se traîne, mal dans sa peau. Les habitants ont alors l'âme morose, presque désespérée. C'est incompréhensible pour ceux qui n'ont jamais vécu, à Alger, ou qui sont passés à côté de ce grand roman d'amour qui unissait les pieds-noirs à leur terre, à leur ciel, à leur mer et à leur soleil. Alors ils n'ont compris ni le pays ni les gens. Encore moins leurs réactions.

Et puis, tout d'un coup, éclate le printemps, qui est déjà l'été et qui va durer une bonne partie de l'année. Alors la ville s'étire,, s'anime, resplendit. C'est pour huit mois la grande fête « à la couleur n. Du bleu, du blanc et de l'or. Partout. On relègue au grenier ces vêtements d'hiver dans lesquels les peuples méditerranéens ressemblent toujours à des clochards, et l'on revêt l'uniforme de l'été. La robe légère, le chemisier ouvert qui fait les femmes plus belles et plus désirables, la chemisette et le pantalon de toile qui sentent déjà la plage. Les peaux mates vont encore foncer. Et souvent seul le vêtement distinguera le fils de Bab-el-Oued de celui de la Casbah, l'enfant du boulevard de la Victoire de celui du Village nègre. Le vêtement et quelque chose au cœur qui en ce mois d'avril 1961 rend difficile sinon impossible tout rapprochement entre les deux communautés. En ce printemps de 1961 il y a peu d'espoir au cœur des pieds-noirs. On a beau vouloir se leurrer il faut se résoudre à la vérité. Les Arabes, tous les Arabes sont pour le F.L.N. On se parle encore., par habitude, mais de jour en jour on ressent plus précisément la réalité de cette barrière dont on a toujours voulu nier l'existence. Et à Paris le gouvernement ne parle que pour les encourager. Eux savent ce, que sera leur avenir. Le « grand pendard » de l'Élysée le leur répète chaque fois qu'il ouvre la bouche. « Ils » auront un État « souverain au-dedans et au-dehors ». Ce que sera l'avenir des Européens ? Personne ne daigne le leur dire. Depuis décembre 1960 il ne s'est rien passé. Il y a bien des plastics, des sigles O.A.S. sur les murs, mais on ne sait rien de plus. Ça mène à quoi ces actions « secrètes ? » Depuis la dissolution du F.A.F. il n'y a plus de mouvement qui réunisse la population unanime, qui soit capable de la faire descendre dans la rue pour une de ces kermesses héroïques où l'on fait le coup de main, où l'on reçoit

parfois la matraque mais où l'on se sent heureux, fort, puissant, revigoré. Une de ces grandes « gueulantes » où le peuple européen d'Alger prouve à la métropole, au monde et d'abord à lui-même sa force et sa vitalité. Oui, vraiment, depuis décembre, le ressort est cassé. Aucun espoir à l'horizon. Seule la triste réalité d'une indépendance qu'on dit inéluctable et qui verra les Arabes au pouvoir ! Les assassins du F.L.N. au gouvernement ! Et il n'y a personne, plus personne pour se mettre en travers de la route du déshonneur.

En cette fin avril 1961, malgré le printemps qui a éclaté, malgré la nature qui est fidèle au rendez-vous et se moque de la vie des hommes, les esprits sont moroses. On n'a pas le cœur à la grande fête du corps, de la mer et de la couleur. Ou, si l'on y sacrifie, c'est par habitude, en se disant : « C'est peut-être la dernière fois, profitons-en. » On vit machinalement en se demandant « jusqu'où ça ira ».

Ce samedi 22 avril, Alger s'éveille lentement. Le ciel est pur. Une brume légère monte du port à l'assaut des collines. Il fera chaud. Les rues du centre sont fraîchement arrosées et exhalent un parfum de poussière mouillée. Dans les ficus les moineaux piaillent par milliers. Les terrasses des cafés où les garçons font le « mastic » sentent l'odeur du matin : café, croissants et blanc d'Espagne. À Bab-el-Oued et dans les quartiers populaires s'y ajoute l'odeur de la soubressade du casse-croûte. Les lève-tôt, descendus acheter le pain croustillant et la bouteille de lait frais, vont rapporter les premiers l'extraordinaire nouvelle aux foyers encore mal réveillés. Ceux de l'avenue de la Marne, de la rampe Vallée, de la rue Borély-la-Sapie ont vu les paras affalés dans leurs jeeps place Jean-Mermoz, devant la caserne Pélissier. Ceux des beaux quartiers dont les façades ouvrent sur le Forum ont découvert le même spectacle devant le G.G. Et ceux de la rue de la Lyre ou de la rue Bab-Azoun ont vu la place du Gouvernement en état de siège. Partout des paras. Partout des bérets. Verts, rouges ou noirs. Des légionnaires et des commandos. Il se passe quelque chose à Alger.

La nouvelle fuse, court de quartier en quartier, de rue en rue, d'immeuble en immeuble. À Bab-el-Oued on se la crie de balcon à balcon. On allume la radio. Pas de programme. De la musique militaire ! Pour les Algérois la musique militaire c'est bon signe ! Enfin une voix inconnue l'interrompt. « Ici Radio-France, dit-elle.

Le général Challe vous parle.. »

L'armée au pouvoir. Le rêve d'Alger. Si souvent réclamé depuis le 13 Mai ! Le voilà réalisé ! Contenu par des mois de désespoir, l'enthousiasme déferle sur la ville. Spontanément les fenêtres se fleurissent de drapeaux, les rues européennes pavoisent. On sourit aux paras. On les embrasse. C'est la libération ! L'espoir retrouvé. Qu'elle est belle la ville, quand elle crie sa joie. Les trottoirs sont noirs de monde. On s'agglutine autour des jeeps militaires qui par haut-parleurs répètent les ordres des généraux. Les voitures civiles klaxonnent inlassablement. Trois brèves, deux longues. AL-GÉ-RIE FRAN-ÇAISE. Du haut des terrasses du G.G. où ils ont installé mitrailleuses et fusils mitrailleurs les bérets verts, allemands, yougoslaves, français, contemplent les gradins sublimes de la Ville blanche qu'ils viennent de prendre. Leurs officiers s'agitent. Vont et viennent entre le G.G., Pélissier où règne Godard et le quartier Rignot d'où Challe, Jouhaud et Zeller dirigent le putsch.

La ville est gagnée. Mais Alger n'est pas l'Algérie. Loin de là. Au fil des heures Challe s'en convainc. Depuis l'aube il est au téléphone. Il « rameute ». Le colonel Cousteaux a bien tardé à venir prendre son poste de chef d'état-major auprès du patron. Et quand il arrive, c'est entouré d'une section de légion.

« À quoi bon, pense Challe puisque Alger est bien calme. »

Mais il renonce à poser la question à Cousteaux qui se met à ses ordres, et bat le rappel des officiers d'état-major. Ils se présentent un à un. Viennent aux nouvelles. Viennent prendre le vent. Il y a de la sympathie, c'est sûr, mais peu d'enthousiasme. Cousteaux essaye de mettre la machine militaire en route.

« Ne vous occupez pas de ce qui se passe à l'étage au-dessus, dit-il aux officiers d'état-major, c'est l'affaire du général Challe. Poursuivez votre boulot. La guerre continue.

Le capitaine Léger, qui est là comme les autres, n'a pas oublié la note de Debré concernant le cessez-le-feu unilatéral et la réflexion de Cousteaux le « fait bien rigoler ». En fait de boulot on bavarde. À part le général Héritier, chef d'état-major de Gambiez, le colonel commandant le 2^e bureau qui refuse de servir sous les ordres de Challe et sera envoyé en prison, et un autre colonel qui a pris sa serviette et, sans mot dire, est rentré chez lui, tous les officiers d'état-major sont restés. C'est une ruche, on

parle, on évoque les diverses solutions, on se demande aussi sur quoi cela peut « déboucher ». Cousteaux en fait autant à l'étage au-dessus. Il discute avec des colonels, des généraux, il téléphone aussi, pour savoir ce qu'il faut faire et ne pas faire. Challe s'aperçoit très vite qu'il n'y a pas un consensus aussi fort qu'on le lui avait affirmé à Paris. Déjà il trouve Cousteaux bien peu « vigoureux » dans ses fonctions de chef d'état-major. Et il n'est pas le seul. Les déceptions se succèdent.

Bigot, le patron de l'armée de l'air, marche à fond mais il est seul. Ses officiers ne le suivent pas.

En Kabylie, rien ne bouge alors qu'un certain nombre d'officiers devaient prendre l'affaire à leur compte et s'emparer du commandement. Quand Challe téléphone à Tizi-Ouzou, c'est le général Simon lui-même qui lui répond : « Je vous obéirai opérationnellement, mon général, dit Simon, mais administrativement, je continuerai à dépendre de Paris.

— Etes-vous fou, Simon ? J'ai sauté le pas, je suis un rebelle. Vous n'êtes pas logique. Ou vous êtes totalement avec moi ou totalement contre moi. »

Simon sera totalement contre. Et lorsque Challe enverra, le dimanche, un escadron d'E.B.R. du 1^{er} R.E.C. pour l'obliger à prendre position, le général commandant la Kabylie se déguisera en caporal-chef de l'aviation et réussira à gagner Paris alors que tout sera terminé.

Challe ne peut faire autrement que jouer la hiérarchie en place. Mais il s'aperçoit bien vite qu'il ne suffit pas de récupérer son ancien titre de commandant en chef de l'Algérie pour que les subordonnés soient aux ordres. Ce samedi, Challe a la révélation de l'état d'esprit de la hiérarchie. Elle n'ose pas s'opposer à lui mais elle n'ose pas non plus le suivre franchement. On lui dit oui, mais au moment de l'action on ne sait plus ce qu'il faut faire.

Le général de Maisonrouge, commandant la zone de Colomb-Béchar, en est un exemple type.

À Paris, il a dit à Zeller « Si vous venez je vous donne mon appui complet. À Alger c'est devenu intenable. »

À 4 heures du matin, Alger pris, Zeller l'a appelé.

« Ah ! c'est extraordinaire de vous avoir là, a dit Maisonrouge. Que puis-je pour vous ?

— Prenez un avion et venez à Alger. Vous aurez un commandement important.

— Bien ! Je dois passer un certain nombre de consignes avant de partir.

— Non, plus tard ! Nous avons besoin de vous dans quelques heures.

— Je vous retéléphone.

— Non, arrivez. »

Puis plus de nouvelles ! Zeller a rappelé quelques heures plus tard et n'a réussi à avoir que son aide de camp.

« Le général vient d'avoir une terrible crise de palu !

— Il n'avait rien tout à l'heure !

— Ç'a été subit. Il ne peut plus bouger. »

Challe, déçu par la défection de Gouraud, fait lui-même une dernière tentative auprès de Maisonrouge, qu'il parvient à obtenir.

« Mon vieux Maisonrouge, passez vite à Alger. Je vous nomme commandant du corps d'armée de Constantine à la place de Gouraud.

— Je ne peux pas, je suis malade.

— Faites un effort.

— Impossible, je crache le sang. »

Challe n'insiste pas. Premières « défilades » ! Elles vont de multiplier. D'autres, en revanche, veulent se rallier mais Challe n'en veut pas. C'est le cas d'un général de parachutistes. Après l'arrestation de Gambiez, il vient supplier Challe de lui rendre son commandement.

« Je me rallie ! dit-il.

— Fichez-moi la paix, je n'y crois pas ! »

Et Challe l'envoie rejoindre le groupe des prisonniers qu'il va faire transférer le lendemain dans le Sud, à In-Salah.

C'est le colonel Ceccaldi, ancien de Challe à l'opération « Jumelles », qui va le remplacer. Lui aussi se fait tirer l'oreille lorsque Challe lui ordonne d'envoyer un régiment pour prendre l'aérodrome de Télergma, puis de se diriger sur Constantine où

Gouraud devra se soumettre ou se démettre. Pour plus de sûreté, Challe demande à un commandant para de l'E.M. de partir pour Djidjelli où se trouve Ceccaldi et de lui confirmer ses ordres.

« Bien, mon général, mais si les aviateurs de Télergma résistent ?

— On prend la position de force !

— Alors on va tirer ?

— Evidemment on va tirer. Expliquez-moi comment faire autrement. »

Et le commandant, les larmes aux yeux, dit à Challe :

« Mon général, on ne peut pas donner de pareils ordres. Ce n'est pas possible de tirer sur des Français. »

Challe, dès cet instant, pense que si on en est là dans l'armée française il n'a pas encore gagné.

Zeller ne s'embarrasse pas des mêmes scrupules que le commandant para. C'est lui qui va transmettre les ordres de Challe et sonder les unités de la 10^e D.P. !

« Je saurai exactement où en est la situation », dit-il.

C'est en fin de matinée qu'il prend l'avion pour Djidjelli. Ceccaldi, compagnon de la Libération, portant toujours la croix de Lorraine, l'accueille à bras ouverts. Là au moins les nouvelles sont bonnes. Sur quatre régiments d'infanterie para, un groupe d'artillerie et un régiment de hussards parachutistes, seul le 3^e R.P.I.Ma, l'ancien régiment de Bigeard, refuse de marcher.

C'est le colonel Le Borgne, son patron, qui le signifie à Zeller.

« Je ne crois pas à votre réussite. En outre, j'y suis opposé dans le principe !

— Bien. Au moins, vous, vous n'hésitez pas. Me tirerez-vous dessus ?

— Jamais. Je suis opposé à toute lutte fratricide. Mais mon régiment ne vous suivra pas. Tous mes officiers sont de mon avis.

— Pourtant, tous les autres régiments de la 10^e D.P. marchent et j'ai besoin de tout le monde.

— Je resterai neutre. S'il y a du travail aux frontières, envoyez-moi. Mais ne comptez pas sur moi pour jouer un rôle

dans votre mouvement. »

Zeller gardera toujours grande estime à l'un des rares colonels qui se soient opposés franchement au putsch. Il n'en est pas de même pour le général Autran, commandant la 25^e D.P., qui, en pyjama, a regardé partir le 14^e et le 18^e R.C.P. de Lecomte et Masselot. Il a simplement dit à Zeller :

« Je suis heureux de vous voir là. Votre affaire prend une bonne tournure. Mais vous n'avez pas intérêt à laisser trop longtemps mes régiments faire votre besogne. »

Autran restera « neutre ». Mais ne participera jamais à la lutte contre le mouvement comme vont le faire, dans l'Est, le général d'aviation Fourquet bientôt suivi du général Ailleret.

Lorsque Zeller regagne Alger, la situation n'a guère évolué. Les régiments de choc ont tenu parole : le 1^{er} R.E.C. de La Chapelle, le 1^{er} R.E.P. de Saint-Marc, les commandos de l'air d'Emery, les 14^e et 18^e R.C.P. de Lecomte et Masselot, la totalité de la 10^e D.P. à l'exception du 3^e R.I.PMa., le 27^e dragons de Puga dont les chars sont arrivés à Alger, et le 5^e étranger dont le commandant Camelin a pris la tête, se sont rangés sous la bannière de Challe. Les généraux tergiversent ou se défilent. L'aviation ne suit pas à l'exception du général Bigot mais un général sans avion ne sert pas à grand-chose. L'amiral Querville tient sa marine bien en main. Ce qui provoque la réflexion amère d'un capitaine de l'E.M.I. :

« Depuis Trafalgar, la marine française est toujours hors du coup ! »

En Oranie, Gardy depuis le matin tente l'impossible pour gagner l'Ouest algérien à la cause des putschistes.

Quant au Constantinois, Gouraud ne s'est toujours pas décidé.

« Mon cher Zeller, dit Challe lorsque son compagnon lui rend compte de sa mission à Djidjelli, il faut que vous partiez demain matin pour retourner Gouraud. Il faut que le Constantinois bascule. Coûte que coûte. Paris ne va pas se laisser faire. Déjà De Gaulle a réagi. »

C'est le premier ministre Michel Debré qui annonce la nouvelle du putsch au président de la République. Il a pris sur lui de le faire réveiller et pourtant les ordres du Général sont stricts : ne jamais troubler son repos sauf en cas de guerre mondiale !

Mais là, c'est la guerre civile qui peut se déclencher d'un moment à l'autre. De Gaulle a simplement écouté, puis a chargé son premier ministre de prendre l'affaire en main. Pour la durée du putsch, Debré va retrouver son Algérie qui depuis des mois était le domaine réservé du Général. Dans la nuit, réunion à l'Élysée. Debré, Joxe, Foccart sont là, Frey est au ministère de l'Intérieur. De Gaulle est d'un calme olympien. Ne pas céder à l'intimidation mais ne pas non plus précipiter les décisions. Il veut se rendre compte de l'état d'esprit et de l'attitude de l'armée dans son ensemble. Et pour ce faire, il envoie immédiatement Louis Joxe et le général Olié, chef d'état-major de la défense nationale, se rendre compte sur place. Ils prendront une Caravelle du G.L.A.M. et décolleront à l'aube. Par décret présidentiel pris sur l'heure, Joxe, ministre des Affaires algériennes, aura en Algérie tous les pouvoirs de la République, quant à Olié, De Gaulle le nomme commandant en chef en Algérie en remplacement de Gambiez, momentanément « empêché » ! Les premières mesures prises, De Gaulle veut « regarder » l'affaire évoluer.

« Surtout, dit-il à Debré, cette affaire n'est pas sérieuse... »

Le Général entend par là que les généraux rebelles — même s'ils réussissent — n'ont aucun avenir politique. Mais ils ne réussiront pas.

« C'est une question de trois jours », dit-il à Jacques Foccart.

Pourtant, malgré les demandes réitérées de ses collaborateurs il refuse de parler dès le premier jour à la nation.

« Réagir... parler..., grogne-t-il, non. Il faut attendre. »

Et il attend. Pour De Gaulle, qui reste profondément marqué par sa formation militaire, c'est un véritable drame que de voir des généraux se révolter. Mais il n'intervient pas. Il fait confiance à la sagesse populaire et à la réaction de l'opinion devant laquelle, une fois de plus, se pose le problème de ses relations avec l'armée.

« Cette armée qui sur le plan politique s'est toujours trompée », dit-il.

Cette armée avec laquelle il s'est trouvé si souvent en désaccord.

Pendant la matinée du 22 avril, à l'Élysée, on s'aperçoit que l'appareil de l'État se réduit à la volonté d'un homme et de

quelques fidèles. Le reste, tout le reste ? Une multitude de spectateurs. Et pour ceux-ci le Général adopte une attitude qui lui est familière en cas de crise. Il donne une impression de catastrophe. Il en remet. Il en rajoute, comme un vieux comédien du Boulevard. Mais lui « fait » dans la tragédie.

« Tout va à vau-l'eau, dit-il, ce sera la fin de la France, la guerre universelle. »

À des intimes il ajoute : « C'est impossible que cela s'arrange, ce sera désastreux. Nous allons à notre perte... »

Ses proches collaborateurs ne se laissent plus prendre au « numéro ». Ils le connaissent trop. Mais cette sorte d'« hygiène mentale » qui pousse le Général à exagérer et à terrifier certains de ses interlocuteurs produit son effet.

Le colonel de Blignières, dont tout le monde ignore qu'il est l'une des chevilles ouvrières de la sédition, enregistre ses réactions avec plaisir. Comme d'habitude il a gagné son bureau de la caserne de Lourcine. Pour chacun, il est l'homme qui fonce dans le domaine atomique, le militaire technicien de grande valeur, bien au-dessus de ces affaires de complot et de putsch. On se confie volontiers à lui. Un de ses amis, garçon d'honneur à son mariage et très proche du Général, sort de l'Élysée. Il a vu De Gaulle. Il est catastrophé.

« C'est foutu, dit-il à Blignières. Ils ont Alger et Oran. Constantine va tomber. Pour le Général, pour nous tous, c'est affreux. »

Blignières « compatit ». En réalité, il se frotte les mains car cette journée d'attente où il semble qu'en Algérie Challe ait la situation bien en main lui apporte mille preuves de complicité d'un grand nombre de personnages importants. Ce samedi, tous les espoirs sont permis.

Un général parachutiste, qui n'est pas du complot, prévient Blignières de l'étonnant dialogue qu'il a échangé avec l'un des patrons de la police parisienne.

« Mon général, a dit l'éminent personnage, je ne sais pas si vous êtes dans le coup mais je tiens à vous dire ceci : quoi que les généraux et les parachutistes entreprennent sur Paris, on ne fera rien contre eux. »

Et le général conseille à Blignières de prévenir Challe et Zeller

à Alger.

« Si, bien sûr, vous êtes en relation avec eux ! » Un officier supérieur de la 1^{er} région militaire vient également informer Blignières que « toutes les munitions des chars *Sherman* des gardes mobiles du camp de Satory sont des munitions à blanc » !

« Voyez ce que vous avez à faire... », ajoute l'officier en saluant le colonel.

Un autre général parachutiste supplie Blignières de lui trouver un avion pour l'Est algérien.

« Là-bas je pourrai aider Challe. Je veux lui apporter mon soutien. »

Mais quand, quatre heures plus tard, l'ingénieux colonel de Blignières aura trouvé un chasseur en bout de piste à Meaux, le général, convoqué à l'Élysée, sera déjà parti pour l'Est algérien. Mais cette fois pour le compte du général De Gaulle ! En France aussi les militaires ont du mal à se déterminer.

Heureusement pour le président de la République, il n'en est pas de même pour Debré et Frey.

Michel Debré, déchiré depuis des mois par l'évolution de la politique algérienne du Général, se retrouve mobilisé. Il est décidé. C'est le patriote qui défend les institutions. Il oublie tout, sa douleur, ses amitiés, son déchirement. Cette fois, c'est une affaire qui concerne le peuple et non la seule armée. Et il réagit. Il reprend en main le général Nicot, qui de l'intérieur même de son cabinet, a soutenu les généraux rebelles. Il le couvrira jusqu'au bout et dira, bien plus tard, comme pour l'excuser : « Nicot aimait bien Challe alors il a obéi à Challe. Mais quand le putsch a été lancé c'est à moi qu'il a obéi. » Il téléphone à tous les généraux qu'il connaît. Il s'occupe de tout. Il prend les mesures nécessaires vis-à-vis de l'armée métropolitaine et de celle d'Allemagne d'où le danger pourrait bien venir. Messmer est à Rabat où il assiste aux cérémonies du transfert des cendres du maréchal Lyautey. Debré le remplace. Il a la haute main sur les opérations concernant l'armée et l'Algérie.

La France, c'est pour Roger Frey. Tiré à quatre épingles, la narine palpitante, le plus élégant des hommes politiques de l'Entourage cache sous son apparente désinvolture une rare obstination. D'une main soignée mais ferme — d'une fermeté qui

va sauver la V^e République — il prend sans tarder les mesures nécessaires pour protéger la capitale et étouffer dans l'œuf le complot parisien. Le général Faure, le commandant Casati, le préfet « Jo » Léger et quelques autres sont arrêtés — tous ensemble — au domicile du commandant Bléhaut, avenue Niel. Beau coup de filet mais petits comploteurs. Godard serait furieux d'apprendre comment son magnifique plan d'investissement de Paris vient d'échouer par la négligence des conjurés. Face à Roger Frey, ils ne « font pas le poids ».

Pourtant, Paris, qui reste calme à l'heure du danger et qui s'affolera alors que Challe n'aura plus un atout dans son jeu, s'étonne de l'allocution que Michel Debré prononce à la radio et à la télévision le samedi à 13 h 20.

« Le gouvernement est décidé à faire respecter la volonté de la nation... J'adjure tous ceux qui ont une responsabilité [...] de ne pas s'engager dans une aventure qui ne peut avoir pour la nation que de tragiques lendemains. Ce n'est pas seulement à la fidélité et au devoir que je fais appel, c'est aussi, c'est avant tout, au respect des intérêts fondamentaux de la nation. »

À 17 heures, le premier conseil des ministres réuni depuis le début de l'insurrection d'Alger, décrète l'état d'urgence à partir du 23 avril à 0 heure. Les chefs de la mutinerie seront déférés à la justice militaire. L'état d'urgence sera complété, le lundi 24, par la mise en œuvre de l'article 16 de la Constitution qui permet non seulement à la police de garder à vue pendant quinze jours les suspects de subversion avant de les remettre à l'autorité judiciaire mais encore au préfet de les interner par simple décision sans en référer à la justice.

Les éternels sceptiques ne vont pas manquer de critiquer ces mesures — pourtant approuvées par la majorité des partis et des syndicats — en soulignant que « le régime est victime de ses origines ».

L'état d'urgence est d'autant plus justifié que le plan Godard est une réalité. Le coup de filet de l'avenue Niel en a empêché la réalisation complète mais dans la nuit de vendredi à samedi, des centaines de conjurés armés ont été acheminés de la France entière vers Orléans. Ils se retrouveront samedi soir dix-huit cents dans la forêt d'Orléans et quatre cents dans celle de Rambouillet, en tenue de parachutiste, avec béret rouge, tous dotés d'un armement léger, prêts à se mêler aux trois colonnes du 2^e régiment

de hussards d'Orléans et du 501^e chars de Rambouillet dont la mission est de s'emparer de la préfecture de police, de l'Élysée, du ministère de l'Intérieur, de Matignon et de l'Assemblée nationale.

Ces deux mille deux cents « parachutistes » attendront une partie de la nuit des ordres qui ne viendront pas... et pour cause. Des officiers de la gendarmerie nationale, voyant l'échec de l'initiative locale, et peu désireux d'entamer un combat fratricide, leur diront : « Vous n'avez pas d'ordres, vous êtes là comme des imbéciles. Rentrez chez vous. Filez avant qu'il ne soit trop tard... »

Cette « réunion » sera la seule concentration « putschiste » sur le territoire métropolitain. On n'en parlera jamais. Faute de pouvoir expliquer à la population, qui, dans quelques jours, va apprendre à vivre à l'heure des plastics de l'O.A.S., comment on a laissé filer des hommes dont une grande partie va passer de l'action romantique « émotionnelle » à l'activisme forcené !

Lorsqu'il arrive sur le terrain de Sidi-Bel-Abbès Gardy n'en croit pas ses yeux. Rien. Le désert. L'unité de légion qui doit assurer sa protection et qu'il a demandée d'Alger par téléphone n'est pas là. Il n'y a même pas un piquet d'honneur. Volontiers pète-sec, l'ex-inspecteur de la légion pense qu'en temps normal cela ne se passerait pas ainsi ! Mais le général Gardy est à la retraite et les temps sont loin d'être normaux !

Près d'un hangar, il y a tout de même le colonel Brothier, qui commande Bel-Abbès. Brothier, que Château-Jobert et Argoud disent favorable à la cause du putsch. Brothier dont ils ont assuré Challe qu'il amènerait toute la légion au mouvement.

« Alors, Brothier, comment ça va ici ? demande Gardy.

— Mais très bien, mon général.

— Tout de même, Brothier, je m'attendais à trouver sur le terrain la garde que j'avais demandée. J'hésitais à me poser.

— Ce n'était pas la peine, mon général, il n'y a aucun risque. »

Gardy sent que quelque chose lui échappe, mais quoi ? Il croyait arriver dans une ville en effervescence, aux mains de la légion, et Bel-Abbès est désert. Peut-être est-ce à Oran que cela se passe ? Au poste de garde de la caserne on semble surpris de voir arriver l'ancien inspecteur de la légion qui s'est remis en

uniforme. Sans uniforme, que faire dans un putsch ?

C'est dans le bureau de Brothier, son ancien bureau, que Gardy comprend enfin. Il y a là le colonel de Baulny, second du régiment, le capitaine Bertany, chef d'état-major du 1^{er} R.E.P., et le capitaine Glasser, le gendre de Gardy.

« Eh bien, Baulny, je vous croyais à Oran ? s'étonne le vieux général.

— J'en reviens, mon général. J'ai tenté en vain de convaincre le général de Pouilly.

— Mais, proteste Gardy, qui commande les compagnies que je vous ai ordonné d'envoyer sur Oran ? »

Le colonel Brothier intervient alors.

« Baulny est allé seul à Oran. Et il n'est pas question d'envoyer d'unités de Bel-Abbès. »

Gardy découvre alors que le légionnaire, contrairement à ce qu'on a dit, ne marche pas. Loin de là. Le colonel s'explique d'ailleurs avec le général Gardy, qui restera toute sa vie persuadé que Brothier a joué le double jeu. Le brave général ne peut mettre en doute la sincérité et l'honnêteté intellectuelle des colonels qui ont préparé le putsch. Puisque Argoud et avant lui Château-Jobert ont affirmé que Brothier marcherait, c'est qu'il doit marcher.

Or le colonel Brothier, lorsqu'il avait rencontré Château-Jobert, en janvier 1961, lui avait expliqué que les positions prises aux Barricades par son prédécesseur, le colonel Dufour, n'engageaient que lui. Jamais ses officiers et encore moins la troupe n'avaient été consultés. Pour sa part, Brothier, profondément républicain, ne croyait pas à la possibilité d'un régime militaire qui serait « vomé » par la métropole. En outre, il refusait d'engager des étrangers dans une telle affaire... Position qu'il avait confirmée à Argoud et à Broizat lorsqu'il les avait vus au cours d'une permission à Metz.

Autant d'arguments qui sont des flèches dans le cœur de Gardy.

« Et puis, dit Brothier, je suis convaincu qu'un mouvement partant d'Algérie est voué à l'échec dès le départ. »

À Château-Jobert il avait même dit :

« Si je marche dans votre truc il faudra que je proclame la

République autonome de Sidi-Bel-Abbès ! »

Brothier est resté fidèle à ses principes et lorsque, le vendredi après-midi, il est revenu d'Arzew où il se reposait, il les a répétés au colonel de Baulny. En effet, celui-ci, acquis au mouvement, voulait exécuter les ordres que venait de lui apporter d'Alger le lieutenant Godot : prendre dans la nuit un certain nombre d'objectifs à Oran. Brothier a réuni ses officiers, leur a annoncé à 21 heures le putsch qui n'allait se dérouler qu'à 2 heures du matin et a ajouté :

« Il n'est pas question qu'une unité du régiment entreprenne une action qui pourrait l'amener à se heurter à une autre troupe. »

Malgré cela, Gardy reste persuadé que Érothier est fidèle à Challe « comme il l'a promis aux colonels » et qu'il refuse simplement d'engager ses unités dans l'action immédiate. Tout prouve le contraire mais — inexplicablement — Gardy ne veut pas le savoir.

Cette matinée du 22 avril est dure aux nerfs du général. Il n'a pas dormi depuis quarante-huit heures et va de déception en déception. Après Brothier, c'est le général de Pouilly, commandant le corps d'armée d'Oran, qui refuse de se rallier. Là, Gardy ne s'en étonne pas mais veut obtenir sa « neutralité ». L'entretien demeure courtois mais Pouilly affirme que son parti est pris. Il ne peut se rallier à Challe qui n'en demeure pas moins son ami.

« Au fait, dit-il, Gouraud s'est-il rallié comme le dit Alger ?

— Bien sûr, répond Gardy de bonne foi.

— Eh bien, c'est faux ! Je viens de l'avoir au téléphone et il m'a déclaré rester fidèle au gouvernement, tout comme moi. »

Gardy ne sait que dire. Depuis son départ d'Alger il n'a eu qu'un contact téléphonique avec Challe, qui, pressé, lui a simplement annoncé l'arrivée du colonel Argoud qu'il lui donne comme adjoint et des deux régiments de Masselot et Lecomte qui feront route sur Oran pour remplacer la légion défaillante. Pas un mot sur Gouraud et un bref « tout va bien » pour Alger.

Pouilly ajoute que, par honnêteté et bien que sa décision soit irrévocable, il consultera ses adjoints. Il n'a pas grand risque à courir. Gardy a vu à la gueule « chromée » des officiers de son état-major au Château-Neuf⁽¹⁰⁾ que leur sentiment ne va pas vers

Challe. Quant au commandant de la zone Centre oranais, le général Perrotat, que Gardy déteste et « méprise », il connaît depuis longtemps la position de son ami Brothier et celle de Pouilly qui lui a dit, après son entrevue avec Baulny : « C'est une affaire perdue d'avance. Je ne suis pas un rebelle et moins il y aura de chefs compromis, mieux l'armée s'en tirera. » Tout en étant anti-gaulliste, Pouilly ne veut pas pour autant favoriser un putsch militaire. Perrotat « suit » son chef.

Gardy va regagner Bel-Abbès sans se faire d'illusions : Pouilly ne marchera jamais. Il marchera d'autant moins qu'il s'apprête à recevoir à la base aéronavale de Lartigue les « envoyés de la République » : Joxe et Olié. Challe, qui a appris la présence de la Caravelle du G.L.A.M. aux alentours d'Oran, a donné l'ordre de l'intercepter. Informé, Pouilly a rappelé son ami Challe et lui a dit :

« Tu ne peux faire cela. Gardy vient de regagner librement Bel-Abbès, tu dois en faire autant et les laisser repartir après leur escale. »

Challe a accepté, croyant à une... escale technique. C'est à Téliergma qu'il espère « coincer » Joxe et Olié. Mais ceux-ci auront déjà organisé la défense de l'Oranie et donné au préfet et au commandant du corps d'armée les pouvoirs nécessaires à la résistance active.

La « neutralité passive » de Pouilly ira rejoindre « engagement » de Brothier au magasin des illusions perdues que Challe a ouvert à Alger.

« Nous ne sommes pas des généraux mexicains. Nous voulons simplement obliger la métropole à accepter l'Algérie française. »

À nouveau, Challe « vend sa salade ». Il est épuisé. Et sans cesse il faut répéter, convaincre, car les ralliements promis se font rares ! Cette fois, c'est au colonel Goubard que le général explique son plan. Goubard est l'adjoint du général Arfouilloux qui commande la zone Sud algérois à Médéa. Encore un qui a promis mais qui veut savoir sur quoi « ça débouche ». Et pour cela envoie son second. Ainsi, il ne se « mouille » pas... Challe poursuit son explication. Reprendre le combat contre les fellas comme autrefois, et ensuite amener l'Algérie pacifiée, française, « sur un plat d'argent à la France ».

« Aurez-vous l'armée ? demande Goubard.

— Oui, comme en 58 !

— Non, car cette fois vous avez une volonté à Paris. De Gaulle n'est pas Pflimlin. En outre, l'armée ne vous suivra pas car si on a trois mois de vivres on n'a pas trois semaines de carburant. Et sans pétrole, pas de « roulettes ». Les hélicos sont notre seule supériorité sur les fells ! Pas d'essence et pas de vivres, c'est mince !

— Eh bien ! Nous irons à pied et nous mangerons du mouton ! Et puis nous essaierons d'avoir des appuis extérieurs. Ecoutez, Goubard, je sais que vous êtes pour l'Algérie française. Racontez ce que je vous ai dit à Arfouilloux et informez-le que je le nomme commandant du corps d'armée d'Alger en remplacement de Vézinet ! »

De retour à Médéa, Goubard fait son compte rendu à Arfouilloux, qui ne sait que faire. Il n'a qu'une idée : être du bon côté du manche. Et pour cela il a tous les atouts en poche car — un comble — il est nommé commandant du C.A. d'Alger à la fois par Joxe et Olié, qui lui ont téléphoné de Mers el-Kébir où ils ont conféré avec les autorités d'Oran, et par Challe, le chef rebelle ! Déjà, le matin, Goubard l'a empêché d'aller à Alger.

« Ce n'est pas votre place. Vous risquez gros. Challe, on l'aime bien, mais c'est un rebelle ! »

Maintenant il le pousse à accepter la nomination officielle et à rejeter celle de Challe. Arfouilloux tergiverse, puis se décide à téléphoner à Olié qui se trouve déjà à Constantine auprès de Gouraud qu'il ramène « dans le droit chemin ». Il accepte le commandement du corps d'armée d'Alger !

L'engagement d'Arfouilloux pour la défense de la légalité et de la République n'ira pas au-delà. Le dimanche, il restera en pyjama sans prendre la moindre décision !

Goubard, outré devant cette attitude, lui dira :

« Mon général, il faut prendre des mesures. Le 27^e dragons de Puga est parti pour Alger mais un commandant d'escadron s'est fait bousculer par ses hommes quand ils ont su qu'on les emmenait soutenir le putsch. Par contre, le 4^e R.T. est Algérie française à tous crins et le 2^e régiment étranger de cavalerie de Djelfa va partir pour Alger ! Tous vos commandants de secteur attendent vos ordres.

— Vous savez bien que je ne vais jamais au bureau le dimanche ! », répondra le général.

Le dimanche soir, il se décidera enfin à expliquer sa position de fidélité à tous ses officiers tout en refusant de signer un télégramme annonçant son opposition à Challe.

Ce n'est que le mardi soir, quand tout sera fini, qu'il sortira de sa léthargie pour être le premier à accueillir les illustres prisonniers libérés d'In-Salah ! Et il s'étonnera que ni Gambiez ni Vézinet ne lui serrent la main.

Et ils sont ainsi des centaines en Algérie à hésiter. Challe ou la légalité ? De cœur avec Challe, mais la légalité pour la carrière ! Le mieux est de ne rien faire et d'attendre. Ce n'est pas glorieux mais c'est prudent.

La Caravelle hurle de toutes ses sirènes. Elle vole trop près du sol et déclenche ses signaux d'alarme automatiques. Le commandant de bord ne s'en soucie pas. Il obéit aux ordres de Joxe et Olié : gagner coûte que coûte Télérgma sans se faire repérer par les radars des rebelles. Pour cela une seule solution : passer par le Sud en lisière du désert et voler à très basse altitude. L'avion commercial n'est pas habitué à ces « fantaisies ». Tiendra-t-il ? L'air chaud à basse altitude est terriblement dangereux. Inch'Allah !

Dans l'immense cabine déserte le ministre de l'Algérie et le commandant en chef font le bilan de la première partie de ce voyage épique. À Mers el-Kébir, dans cette forteresse de cavernes naturelles, de béton et d'acier, tenue par la marine, ils ont conféré avec les généraux de Pouilly et Perrotat, le préfet Gey et le préfet de police Plettner. Le général de Pouilly a rendu compte de l'arrivée de Gardy et de celle imminente du colonel Argoud, un nom qui depuis les Barricades est synonyme de révolte de l'armée. Il a aussi exprimé ses craintes de voir la légion basculer dans le camp putschiste et les mouvements extrémistes européens, réunis sous l'étiquette O.A.S., prendre possession d'Oran. Joxe et Olié ont conseillé la fuite. Mais une fuite qui ne soit pas un renoncement. Pouilly, Gey et Plettner commanderont depuis Tlemcen, loin du bouillonnement d'Oran. C'est une solution qui depuis les Barricades a les faveurs de l'autorité. En outre, la proximité du Maroc où l'ambassadeur Roger Seydoux pourra assurer les transitions avec Paris, ne présentera que des avantages.

« En cas de besoin, peut-on résister par la force ? ont demandé Joxe et Olié.

— Rigoureusement impossible, a répondu Perrotat. Vous allez avoir sept bataillons de légion : trois du 1^{er} R.E.P., deux du 5^e étranger et deux du 2^e R.E., je ne pourrai leur opposer en tout et pour tout que deux bataillons du 21^e R.I., un escadron de chars et deux batteries d'artillerie ! Les troupes de secteur en pacification sont rigoureusement inutilisables. Quant au 2^e zouaves, il est entièrement pied-noir !

— Pas de résistance, a conclu Joxe, sauf passive. »

Malgré le risque que présente la légion, la situation à l'ouest ne semble pas préoccupante aux envoyés du gouvernement. Il n'en est pas de même à l'est.

« Allez dans le Constantinois, a pourtant dit Michel Debré à Joxe, là-bas tout est sûr. »

Les informations de Paris sont pour le moins sommaires ! Joxe et Olié savent que c'est dans le Constantinois que tout va se jouer. Les nouvelles transmises par Radio-France à Alger indiquent que l'Est algérien est totalement acquis. La liste des unités ralliées à Challe est impressionnante et Gouraud se serait rangé sous la bannière des putschistes ! Il faut faire la part des choses. Tout n'est peut-être pas aussi favorable aux rebelles mais tout n'est pas aussi « sûr » que veut bien le dire Debré.

Dès leur arrivée à Téliergma, les envoyés du gouvernement savent pouvoir compter sur le général Fourquet, commandant le G.A.T.A.C.^(u) de Constantine, et sur le général Ailleret, commandant à Bône. Ce dernier a vu Gouraud l'après-midi même. L'impression a été mauvaise. Gouraud plutôt que d'ordonner à son subordonné de résister lui a demandé ce qu'il pensait de « l'affaire ». « C'est une splendide connerie, a dit Ailleret, il faut résister. Même à coups de fusil ! »

Gouraud l'a mollement approuvé. Dès qu'il rencontre le commandant du corps d'armée de Constantine, Joxe le sent désarmé.

« Vous ne devriez pas rester là, dit Gouraud. Ce n'est pas prudent. »

Ni Joxe ni Olié ne se méprennent. Gouraud est prêt à passer de l'autre côté. Alger dit vrai ou ne fait que précéder de quelques

heures la nouvelle.

Pendant le dîner, le patron du Constantinois est sans cesse dérangé.

« Mon général, on vous appelle d'Alger », dit chaque fois son aide de camp.

Le dilemme qui se pose à ce soldat peint son visage aux couleurs de l'angoisse. Alger demande à Gouraud d'arrêter Joxe et Olié, tout comme Fourquet s'est vu ordonner d'intercepter la *Caravelle*. Fourquet a répondu par une déclaration de guerre aux rebelles d'Alger. Gouraud, lui, ne peut s'y résoudre. Pas plus qu'il ne peut obéir aux ordres d'Alger. Arrêter ses invités serait trahir son devoir d'hôte. Lorsque Joxe et Olié, après le dîner, regagnent librement Télergma où Fourquet compte sur les aviateurs pour les protéger, ils ont conscience de ne pas avoir convaincu Gouraud qui ne parvient pas à se décider et vit un véritable drame.

Et puis, surprise ! A 22 heures, ce samedi 22 avril, le général adresse à ses troupes le télégramme n° 107/R.T./C.A.C./C.A.B. :

« Je demande à tous de comprendre l'extrême gravité de la situation qui découle des événements survenus à Alger et qui ne peut qu'entraîner une rupture totale avec la France métropolitaine — stop. Je n'approuve pas l'action qui vient d'être déclenchée et je considère que le loyalisme envers le gouvernement de la République est capital — stop. En conséquence j'ordonne à toutes les forces armées placées sous mon commandement de cesser toute relation avec l'état-major d'Alger — stop. Vous n'avez d'ordres à recevoir que de moi et je me suis placé sous l'autorité du commandant en chef désigné par le gouvernement : le général Olié. Stop. Signé : Gouraud. »

C'est à Télergma, où l'on vient de les avertir que des paras rebelles de la 10^e D.P. convergent vers l'aérodrome, que Joxe et Olié apprennent la nouvelle. Gouraud est fidèle mais il n'est guère obéi puisque des paras de Djidjelli théoriquement sous ses ordres s'apprêtent à arrêter les représentants du gouvernement !

Plutôt que d'obliger les militaires de la base à résister aux paras, Joxe et Olié préfèrent fuir Télergma en pleine nuit et gagner Bône où Ailleret garantit leur sécurité. Lorsque la *Caravelle* décolle, Joxe aperçoit par le hublot les faisceaux lumineux des phares du convoi parachutiste qui progresse vers Télergma. Ils l'ont échappé belle ! Après le délégué général du

gouvernement, un ministre et plusieurs généraux, l'arrestation des deux hommes aurait fait sombrer l'État dans le ridicule.

Au même moment, Gouraud, désespéré, lisse du plat de la main le télégramme secret qu'il a reçu vers 20 heures et qui a provoqué son message de fidélité :

« N° 7755. Dans la situation grave où la rébellion d'Alger met la France, sachez, mon cher Gouraud, que j'ai confiance en vous. Signé : Général De Gaulle. »

Il n'a osé en parler à personne.

À Alger, la fenêtre du bureau de Challe au quartier Rignot va rester éclairée toute la nuit. Les résultats de vingt-quatre heures d'insurrection ne sont pas aussi probants qu'on le pensait à Paris lors de la préparation, mais ils sont encourageants. Challe est maître absolu d'Alger. Oran est en fête. Gardy, rejoint par Argoud, vient d'annoncer que Pouilly se retirerait « purement et simplement » le lendemain à 6 heures. Argoud a promis de ne rien faire avant.

« Je pense, a dit Gardy, que Pouilly va rentrer en métropole ou bien se fixer dans une villa quelconque aux alentours d'Oran ! »

À Sidi-Bel-Abbès la déception vient de Brothier, qui refuse toujours de faire intervenir la légion. Mieux, il a exigé le retour de la musique que le colonel de Baulny avait envoyée défiler à Oran accompagnée d'une compagnie commandée par le capitaine Bonnel. Ce dernier a refusé de rentrer et le colonel de Baulny s'est dressé contre son chef. Gardy et Argoud signalent que, malgré cet incident, l'ambiance au P.C. du 1^{er} étranger est excellente. Personne ne doute qu'à l'exception de Brothier tout le régiment soit totalement au service de « la cause ». En outre, Pfirrmann et son 5^e R.E.I. se sont ralliés. Ainsi que la 13^e D.B.L.E. dont le commandant Gendron a pris la tête après avoir déposé le colonel Vaillant, gaulliste inconditionnel. Adhèrent également au mouvement le 2^e R.E.I., la demi-brigade de fusiliers marins de Nemours, le 1^{er} « cuir » et le 6^e R.C.A. de Mostaganem. Sauf « pépin » majeur, l'Oranie est gagnée.

Reste le Constantinois. Gouraud vient de se « déterminer » mais Zeller compte le faire revenir sur sa position.

« Gouraud est un homme torturé, dit-il à Challe. Il ne faut pas mal le juger. C'est un saint... je vais lui parler dès demain. J'en

fais mon affaire. »

Les paras de Ceccaldi ont pris Télergma sans coup férir. Tous les officiers de la base sont acquis au mouvement à l'exception d'un seul : le lieutenant Fille Lambic. Si les paras étaient arrivés une heure plus tôt ils auraient capturé Joxe et Olié. Challe n'est pas fâché qu'ils se soient échappés. Ces deux prisonniers auraient été embarrassants.

La seule opposition « sérieuse » vient de Fourquet et d'Ailleret à Bône mais Challe compte sur le colonel Buchoud, commandant le secteur de La Calle, qui a rallié le putsch avec quatre autres colonels pour « convaincre » Ailleret dès le lendemain matin.

Challe va passer sa seconde nuit sans dormir. Il veut joindre personnellement le plus grand nombre d'hésitants. Le téléphone sera son arme principale car malgré les bons résultats de ce samedi 22 avril il apparaît évident que la journée de dimanche sera essentielle. Elle doit marquer la victoire absolue du coup d'État. Ce n'est qu'à ce prix que Challe pourra entreprendre son plan de pacification générale et définitive de l'Algérie. Pour l'heure il a consacré l'essentiel de ses forces à convaincre des chefs d'unité de sa sincérité et à rappeler à d'autres les promesses faites au cours des derniers mois. Cette situation ne pourra durer éternellement. D'autant que Paris ne va pas se cantonner dans ce demi-silence. Chaque heure joue en faveur de De Gaulle.

Le dimanche matin, les colonels Gardes, Broizat et le commandant Robin insistent pour que Challe, Jouhaud et Zeller enregistrent une allocution pour la télévision.

« Mais j'ai autre chose à faire, proteste Challe.

— Il faut absolument que l'on vous voie, dit Gardes. Beaucoup de gens ne croient pas que vous êtes là. Ils s'imaginent que l'on parle en votre nom mais que vous n'êtes pas en Algérie. »

Challe cède. Et pourtant il n'aime ni se montrer ni parler en public. Mais il comprend l'insistance du colonel. Peut-être en paraissant à la télévision, massif et sûr de lui, arrivera-t-il à convaincre les plus réticents.

Dès la fin de l'enregistrement chacun retourne à son poste. Zeller, qui est chargé de faire tourner la machine administrative, se précipite au G.G. où il a convoqué Salah Bouakouir, secrétaire général adjoint de la Délégation. Celui-ci est très gêné.

« Mon général, dit-il, vous me mettez dans une situation tragique. Je ne peux prendre votre parti. Comme vous tous j'aspire à voir l'Algérie dans la France mais voyez ce qui va se passer si vous ne réussissez pas. Vis-à-vis de mes compatriotes je me serai mis dans la position de l'homme indésirable et il peut m'arriver malheur.

— Je vous comprends, monsieur le directeur, mais je voudrais voir les autres directeurs de la Délégation.

— J'y ai pensé et je les ai réunis ce matin pour avoir leur avis. Tous sont comme moi. À aucun prix nous ne voulons prendre position. Nous ne savons pas ce qui va se passer et nous ne signerons aucun document émanant du gouvernement de fait que vous avez mis en place. »

Pour Zeller la situation est grave. Il n'est pas question de remplacer au pied levé les rouages complexes de l'administration.

« Que peut-on faire ? demande-t-il à Bouakouir. Les fonctionnaires doivent reprendre le travail dès demain matin. La semaine commence.

— Nous vous proposons la solution suivante : comme il faut faire vivre les gens chacun de nous va donner ordre à son sous-directeur de prendre la tête du service dont il est responsable et nous, nous resterons chez nous jusqu'à ce qu'on voie clair. »

Zeller sourit intérieurement. Le « parapluie » ne vaut pas seulement pour l'armée !

« Comme vous voudrez, dit-il. Pour moi l'important c'est de discuter avec quelqu'un ! »

La discussion se révélera particulièrement « payante » à la Banque d'Algérie. Zeller doit prévoir les échéances de fin de mois. Et la fin du mois, c'est à la fin de la semaine. Il lui faut trouver cinq milliards ! Une seule source : la Banque d'Algérie.

« Impossible, lui dit un haut fonctionnaire de la Banque, je vous les refuse.

— Et alors ?

— Et alors ? Vous les prenez quand même. Voici un modèle de réquisition. Vous le signez et je pourrai présenter un reçu ! »

Ingénieux et prudent, ce fonctionnaire ! Voilà Zeller débarrassé d'un souci majeur. Les sous-directeurs ne se révèlent pas très

coopératifs mais les fonctionnaires subalternes — tous pieds-noirs — apporteront une aide efficace à Zeller.

Après un rapide bilan celui-ci s'est aperçu que l'Algérie coupée de la France peut « tenir » quinze jours. L'huile manquera peut-être mais les ménagères ont toutes quelques provisions. Et puis on se serrera la ceinture jusqu'à ce que le nouveau pouvoir traite avec des pays méditerranéens exportateurs comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce. C'est une question de temps. Et d'hommes. Sur le plan économique l'absence d'un état-major qualifié se fait cruellement sentir. Tout comme Challe sur le plan militaire, Zeller se retrouve seul pour régler tous les problèmes. Si encore il pouvait y consacrer tout son temps. Mais il y a le « cas » Gouraud. Et il est le seul à être lié d'amitié avec le général de Constantine. Pour la réussite du coup d'État, Gouraud est plus important que l'huile d'olive ! Zeller quitte donc Alger en fin de matinée avec le général Bigot. Celui-ci veut essayer de contrer sur place l'influence « néfaste » du général Fourquet, qui, dans l'Est algérien, organise la résistance de l'armée de l'air aux généraux putchistes. En ce dimanche matin, le Constantinois reste le point crucial.

Alger est radieux. Depuis quarante-huit heures, il est tout à sa joie. Les fenêtres et les balcons sont pavoisés. Une atmosphère bon enfant règne dans le centre. Samedi, on a même marié sur le trottoir : l'hôtel de ville et la mairie étant occupés par les parachutistes, l'adjoint de service a fait installer une petite table sur le trottoir de la rue Alfred-Lelluch et a célébré les unions pour le meilleur et pour le pire. En un si beau jour on n'allait pas décevoir les jeunes couples ! Les paras et les équipes armées de l'O.A.S. ont été les premiers à féliciter les nouveaux mariés.

Car l'O.A.S., dès le samedi matin, révèle sa présence au grand jour. Des groupes armés établissent leur siège square Laferrière. Des chefs de quartier s'installent à l'hôtel de ville. Et, en liaison avec certains parachutistes du 1er R.E.P. et avec le colonel Godard qui, à la caserne Pélissier, règne à nouveau sur Alger, ils commencent leur besogne. Ils procèdent à la libération immédiate de tous leurs amis activistes parmi lesquels le Dr Jean-Claude Pérez, qui dans quelques semaines va commander les groupes « action » de l'O.A.S., et les assassins de M. Popie : Peintre et Dauvergne. Comme par miracle les armes sortent, les milices armées se constituent. Le commissariat central dont les portes ont

été grandes ouvertes par ses occupants est pillé. On se distribue plusieurs centaines de mitraillettes. Et on part en chasse. Objectif : arrêter tous les « ennemis » de la nation. Tout ce qui est « communiste », c'est-à-dire tout ce qui est libéral, tout ce qui affiche l'étiquette gaulliste, tous ceux qui ont eu l'imprudence de dire que « peut-être il faudrait s'entendre avec les Arabes avec lesquels on allait vivre côte à côte à égalité ».

Au P.C. O.A.S. Laferrière installé — ô ironie ! — dans les locaux de l'action sociale, on dresse des listes de gens à arrêter. Ils sont une quarantaine d'hommes dont un lieutenant de réserve qui a pris le commandement. À l'hôtel de ville, Dominique Zattara, ancien leader du F.A.F., et Christian dirigent les opérations en liaison avec le colonel Godard et avec le colonel Gardes, qui n'a pas manqué de reprendre contact avec ses amis.

L'équipe des « durs » de Lagailarde lors des événements de décembre est à nouveau au premier plan. Cette fois, ce n'est plus le service d'ordre qu'il faut attaquer. « Le service d'ordre, c'est nous. On a gagné. Les traîtres doivent payer. »

La guerre civile pointe son sale museau.

Piegts, M. Guy — en liberté provisoire —, Pierre et Ivan ont répondu à l'appel de Christian et de Dominique Zattara. Ils ne se posent aucun problème. « On est au pouvoir.. et on obéit aux militaires. »

La première arrêtée est une jeune femme musulmane, Hama Malem, secrétaire de Raybois, le président de l'Association de soutien au général De Gaulle que tous les membres de l'O.A.S. recherchent à Alger, ainsi que François Coulet, Coup de Fréjac et Bitterlin qui sont leurs bêtes noires.

La secrétaire est naturellement soupçonnée de travailler pour le F.L.N. Pensez donc, musulmane et gaulliste ! Elle est « forcément » F.L.N. Au P.C. Laferrière, on la menace. On lui promet la baignoire et autres spécialités algéroises. On s'excite, au fur et à mesure qu'arrivent les nouveaux prisonniers. La haine se cristallise. On les tient, ces salauds, Raybois a été arrêté à son tour. On a saisi le fichier de tous les gaullistes d'Alger chez le directeur du service mécanographique du G.G., rue Bab-Azoun. Voilà quelques plastiquages en perspective !

« Il faut tous les liquider », disent certains.

L'ambiance monte, les nerfs se nouent. La terreur se peint sur le visage des prisonniers. Il y a du règlement de comptes dans l'air. Ivan et Pierre interviennent pour que les prisonniers soient livrés à la caserne Pélissier.

« C'est Godard qui doit les interroger », disent-ils. On les regarde d'un sale œil mais ils obtiennent gain de cause.

A Pélissier, Godard est débordé. Le capitaine Léger, qui va le voir pour une question de service, le trouve excité, volubile.

« Vous avez vu ça, comment on fait un coup d'État ? dit le colonel. Comment sans effusion de sang on prend une ville comme Alger ?

— Et après, qu'est-ce qu'on fait ?

— Ne vous en faites pas. »

Léger est surpris de cette exubérance contraire à la nature du colonel qui est un homme calme, secret et réfléchi. Mais lui aussi doit tout faire. Remettre la machine militaire du corps d'armée d'Alger en route, filtrer les officiers, déterminer leur degré de fidélité ou de « neutralité ». Ceux qui sont contre sont « assignés à résidence » ou en fuite comme le colonel Bocquet, le commandant de secteur d'Aïn-Taya, arrêté par le commando de l'air n° 40 et qui — amené au corps d'armée — n'a pas tardé à s'échapper.

Challe, mis au courant de l'aventure, n'a pas félicité les officiers de Pélissier.

« Vous êtes des andouilles, a-t-il dit, un type aussi courageux... et aussi gaulliste que Bocquet, on le ficelle comme un saucisson et on s'assoit dessus. Autrement, il part ! Ce qu'il a fait. »

Ce qui préoccupe par-dessus tout Godard, ce sont les civils. L'O.A.S. a déjà publié un communiqué selon lequel elle est habilitée par l'autorité militaire à donner des ordres à la population. Ce qui est faux car Challe ne veut pas entendre parler des civils. Mais Godard ne peut les brusquer, il faut les tenir en main. Dans la mesure du possible. Déjà il a appris que des groupes fascistes, réunis dans une cave de la rue Berthezène, ont dit : « Les militaires sont de pauvres cons, ils sont trop faibles. Ils envoient leurs prisonniers à In-Salah. Ce qu'il faut, c'est les buter avec un écriteau communiste ou gaulliste autour du cou et jeter

leur corps dans la rue au centre d'Alger. Voilà qui fera de l'effet. »

Parmi ces hommes : un certain B..., envoyé de Lagailarde à Alger. Godard, qui le rencontre sur le Forum, décide de faire un exemple pour calmer les excités. Devant ses camarades il l'attrape par l'oreille comme un gamin mal élevé et dit :

« Si vous touchez à un cheveu d'un seul civil je vous fais fusiller par la compagnie de paras qui est sur le Forum. »

L'oreille rouge et basse, « l'envoyé » de Lagailarde et ses amis sont partis, pleins de haine pour les militaires, mais peu enclins à s'y opposer ! De même, Godard a fait récupérer un canon de 75 sans recul « piqué » par une équipe civile aux gendarmes de Baba-Ali ! Combien de temps pourra-t-il les retenir ? Si au moins Challe jetait du lest. S'il voulait les utiliser, se servir des bonnes volontés. Mais il n'y a rien à faire.

Depuis le samedi matin, des députés, des activistes, des membres de l'O.A.S. font le siège de son bureau au quartier Rignot.

« C'est un scandale, se plaignent-ils. On ne peut voir le général. On est pourtant tous prêts à l'aider. »

Godard, Gardes, Lacheroy, Broizat qui sont sans cesse en contact avec les civils font rapport sur rapport.

« Ils veulent absolument se manifester », disent-ils.

Le capitaine Sergent sait par Degueldre, resté en liaison avec les groupes européens, que ceux-ci sont ulcérés du barrage qu'établissent les militaires. Sergent essaie de faire comprendre à l'état-major qu'« on laisse passer une chance ». Mais Challe reste inflexible. Le putsch sera uniquement militaire. À Zeller il a dit dès le samedi :

« Lorsque vous en aurez fini avec les problèmes de subsistance vous vous occuperez des problèmes de politique locale avec Jouhaud. »

Il craint en effet que le « brav' général » ne se laisse trop « accrocher » par les pieds-noirs les plus extrémistes.

« Si on réussit, a poursuivi Challe, on leur imposera nos idées et nos réformes. »

Car il ne se fait aucune illusion. Les buts qu'il poursuit sont loin de ceux des mouvements activistes. Mais il ne veut pas trop

souligner cette évidence.

« On a le temps d'utiliser les civils, dit-il à Godard. À Alger on n'en a pas besoin, on tient solidement la place. Ailleurs ce serait une maladresse. »

En effet, l'ancien commandant du Centre Europe ne veut pas que les militaires pensent que les civils européens vont tout commander. Ce serait catastrophique. Les officiers supérieurs et généraux ne sont pas partout d'accord, il s'en faut, avec les groupes pieds-noirs les plus influents et les plus décidés. Et Challe joue la hiérarchie en place.

« Si les Européens se manifestent, pense-t-il, ce sera par une de ces déclarations enflammées dont ils ont le secret et les types que j'ai tant de mal à rallier vont foutre le camp au grand galop ! »

D'ailleurs, lorsqu'il a apporté son accord à Challe un homme aussi décidé que le commandant de Saint-Marc n'a pas manqué de préciser :

« Je marche mais surtout pas de civils dans l'affaire ! »

Et lorsque les meurtriers de Me Popie, libérés par les activistes de l'O.A.S., se sont présentés pour s'engager au 1^{er} R.E.P., Saint-arc les a brutalement renvoyés.

« Pas d'assassins dans mon régiment. »

Jusque-là, Challe n'a fait qu'une concession. Il a reçu une quinzaine de parlementaires algériens dont Marçais et Lauriol venus lui apporter le « soutien de la population ». Il leur a fait un exposé succinct et optimiste de la situation militaire.

« Mais nous voulons participer aussi au mouvement, ont-ils dit, nous voulons vous aider.

— Eh bien, c'est très simple. Vous allez me préparer un projet sérieux de réforme agraire et de redistribution des terres. Ça m'aidera beaucoup plus que les milices armées. »

Pas de réaction. Ils n'ont pas « moufté » ! En silence ils sont sortis. Et Challe, souriant, a pensé que dans les situations difficiles les députés étaient toujours des gens très gentils !

En Oranie la journée du dimanche va être essentielle. Dès l'aube, le général de Pouilly et son adjoint le général Hublot s'installent à Tlemcen ainsi que le préfet et M. Plettner, préfet de police. Ils ont emmené d'Oran trois compagnies de C.R.S. Mais

deux d'entre elles composées de pieds-noirs se sont mutinées en apprenant que Gey et Pouilly allaient à Tlemcen représenter le pouvoir légal. À 10 h 25, Pouilly fait parvenir à tous ses commandants de zone et de secteur le télégramme n° 1 provenant du C.A. d'Oran « transféré » à Tlemcen.

« Des éléments irresponsables, écrit le général, ont joué sur la sensibilité d'une partie de la population d'Oran et sur la menace d'une effusion de sang pour m'obliger à quitter le siège du corps d'armée. Cette attitude n'implique de ma part aucune adhésion ni soumission à ces éléments. De mon P.C. actuel je continuerai à définir à chacun son devoir conformément aux règles de l'honneur militaire et aux traditions de l'armée de la France. Signé : De Pouilly. »

Cette fois, plus d'équivoque. C'est la guerre. Le général Perrotat a rejoint le colonel Brothier à Sidi-Bel-Abbès. Eux aussi représentent le pouvoir légal.

Gardy et Argoud ainsi que les capitaines Glasser, Monganne, Pompidou et Bonnel, tous officiers du 1^{er} étranger, se sont emparés des locaux du corps d'armée au Château-Neuf et tentent de faire exécuter leurs ordres. En vain. Les officiers du C.A. laissés par Pouilly au Château-Neuf déclarent qu'ils assureront leur service, sans adhérer au mouvement. Gardy, très nerveux, bout d'impatience. Dieu, qu'il les méprise ces officiers ! Car il sent bien qu'à part 15 à 20 % d'entre eux qui sont franchement hostiles au putsch, les autres, tous les autres, sont des attentistes prudents !

Argoud tente de débloquer la machine. Il faut absolument que ça bouge. Il veut rallier Perrotat resté à

Bel-Abbès pour représenter Pouilly.

« Venez déjeuner avec moi, lui demande-t-il au téléphone.

— Je dois en référer à Tlemcen ! » Perrotat discipliné téléphone à Pouilly.

« N'allez pas à Oran, dit celui-ci, s'il veut vous voir qu'il vienne à Bel-Abbès. Après tout, vous êtes général de division et lui n'est que colonel. »

Perrotat répond dans ce sens à Argoud et lui lit le texte du télégramme n° 1 publié à Tlemcen.

« Pouilly m'a joué, s'écrie Argoud, furieux. J'aurais dû l'arrêter hier ! D n'en sera pas de même pour vous. Ou vous venez immédiatement à Oran prendre le corps d'armée ou je vous fais arrêter par la légion.

— Dans ces conditions, répond Perrotat, je n'ai plus rien à vous dire. »

Et il raccroche sèchement. Quelques instants plus tard, Brothier reçoit d'Argoud l'ordre d'arrêter Perrotat.

« Il n'en est pas question, répond le patron de la légion. Et puis je vous donne l'ordre de faire rentrer mes compagnies qui sont parties pour Oran sans mon assentiment. »

La situation se gâte.

« Il n'est pas possible de renvoyer la légion, s'étrangle Gardy, informé de la décision de Brothier. Je verrai dans la journée ce que je pourrai faire mais de toute façon j'ai besoin de la compagnie de Bonnel pour tenir les points vitaux du centre. »

Il faut régler la situation de Bel-Abbès où Brothier et Perrotat se révèlent au moins aussi dangereux que Pouilly et Gey à Tlemcen. Gardy envoie le colonel Lancrenon, commandant l'infanterie d'Oran, et le colonel du Chayla, commandant la cavalerie — qui se sont tous deux ralliés au putsch « sans toutefois s'engager totalement » —, pour convaincre Perrotat de venir à Oran.

Ils arrivent à Bel-Abbès en plein drame. Le colonel Brothier a réuni ses officiers pour leur faire part de ses décisions : toutes les compagnies du 1^{er} R.E. doivent regagner sans délai Bel-Abbès et en aucun cas la légion ne ralliera le putsch, La séance est tendue. Le colonel de Baulny et le capitaine Magne se révèlent les plus virulents et refusent d'exécuter les ordres de leur chef.

« S'il en est ainsi, déclare Brothier, je ne perdrai pas mon temps à donner des ordres qui ne seront pas exécutés. En conséquence je rentre chez moi. »

À Alger, on dira que Brothier s'est mis lui-même en permission pour n'avoir pas à intervenir. On n'en est plus à une interprétation près.

De leur côté, Lancrenon et du Chayla, plus habiles et plus souples qu'Argoud, tentent de convaincre Perrotat.

Paradoxalement ils « jouent » la discipline et l'ordre pour décider le général à passer du côté de l'insurrection !

« Venez à Oran, mon général, disent-ils. C'est le désordre complet. On ne sait à qui obéir. Faites-vous donner une délégation du général de Pouilly.

— Je doute Que le général accepte, répond Perrotat.

— Je vais lui téléphoner à Tlemcen », dit Lancrenon. À Tlemcen, Pouilly est formel : pas question d'aller à Oran.

« Mon cher Perrotat, dit le général, quoi que vous fassiez vous conserverez mon amitié et mon estime, mais si vous allez à Oran je considérerai que vous avez quitté mes ordres pour servir sous ceux de Challe. »

Devant Baulny et Brothier qui viennent d'arriver dans le bureau de Perrotat, celui-ci dit aux envoyés d'Argoud :

« Dites au colonel ce que vous avez vu. Aucun de mes adjoints et commandants de secteur ne veut me remplacer à la tête de la division. Nous sommes unanimes ! »

À 14 heures Baulny téléphone d'Oran :

« Général Perrotat, le colonel Argoud a décidé de vous laisser le commandement de votre division.

— Il est bien bon ! »

On nage en plein délire. Gardy vient d'essuyer deux échecs successifs. L'un auprès de l'aviation d'Oran commandée par le général Clause, qui l'a reçu fort sèchement et a formellement refusé sa participation au putsch, l'autre de l'amiral Querville qui a quitté clandestinement Alger où on le recherchait, pour rejoindre Mers el-Kébir. Querville, fidèle à De Gaulle, accepte seulement de poursuivre ses missions opérationnelles contre le F.L.N. sans intervenir ni pour ni contre Challe.

Lorsque Gardy quitte Mers el-Kébir, un lieutenant de vaisseau, officier d'ordonnance de l'amiral adjoint, lui dit qu'il est prêt à rallier Challe, qu'il ne faut avoir aucune confiance en Querville et qu'enfin il faut prendre de force la base navale dès que le mouvement en aura les moyens.

« 95 % des personnels à terre ou à bord sont hostiles au général Challe, dit-il, mais ils n'opposeront aucune résistance, Et Querville s'embarquera à la première alerte. »

Mais Gardy, débordé, est bien loin d'en avoir les moyens. À entendre tous ces officiers il faudrait forcer la main à tous les hésitants. Il faudrait attaquer Bel-Abbès, Mers el-Kébir, Tlemcen. Et puis quoi encore ?...

Au corps d'armée d'Oran, c'est la pagaille. Argoud et les quatre officiers du 1^{er} R.E. font ce qu'ils peuvent. Ils répondent aux, civils de l'O.A.S., aux activistes, aux anciens combattants. Ils tentent de rallier tel ou tel camarade. Mais ils ne sont rien, que des officiers rebelles. Et Pouilly, à Tlemcen, qui multiplie les coups de téléphone et télégrammes ordonnant à ses commandants de secteur la fidélité au gouvernement, obtient d'autres résultats ! Les instructions de Joxe et Olié portent leurs fruits. À partir de Tlemcen se constitue une sorte de base de l'Algérie gaulliste.

« Cela devient très dangereux, dit Gardy à Argoud, il faut y mettre un terme très rapidement. »

Rien n'est possible avant l'arrivée du 18^e R.C.P. de Masselot et du 14^e R.C.P. de Lecomte. Ils sont parvenus à Alger dans la nuit de samedi à dimanche venant de Constantine, et Masselot a voulu que ses hommes dorment un peu avant de reprendre la route d'Oran. Plus de 1 200 kilomètres en deux jours avec armes et bagages, c'est beaucoup. Si seulement Brothier avait « collaboré ». L'affaire aurait été réglée en vingt-quatre heures !

Le colonel Brothier est moins coopératif que jamais. Et sa détermination est payante. Dans l'après-midi, il a vu défiler un par un ceux de ses officiers qui commencent à craindre d'être allés trop loin.

« Mon colonel, disent-ils, désespérés, revenez prendre votre commandement. »

Parmi eux, Brothier a la surprise de voir le colonel de Baulny et son chef d'état-major, le commandant Bertany, qui quelques heures plus tôt se sont révélés les plus durs !

Baulny est pris au piège de ses promesses. Il « marche » avec Challe mais ne veut pas « trop » désobéir à Brothier, son supérieur direct ! Challe a voulu jouer la hiérarchie mais il va le payer très cher. Ces hommes habitués à obéir depuis leur adolescence, ces officiers élevés dans la tradition de l'honneur de l'armée, de la fidélité républicaine au gouvernement, ne peuvent se résoudre à sauter le pas. Challe lui-même a tant hésité...

Gardy et Argoud se battent sur tous les fronts. Mais ils sont impatients. Aucun des généraux du corps d'armée d'Oran ne s'est rallié au mouvement. Au contraire. Maintenant que Pouilly a annoncé de Tlemcen qu'il continuait à commander et qu'il restait fidèle au gouvernement, depuis qu'ils savent que leur chef hiérarchique peut communiquer avec Paris grâce aux télécommunications marocaines, ils multiplient les manifestations de fidélité au général De Gaulle. Il faudrait pouvoir les remplacer. Par qui ? Le manque de préparation du putsch, l'absence d'officiers totalement acquis, le nombre sans cesse grandissant de ceux qui « se défilent », compromettent d'heure en heure la réussite du coup d'État.

Pourtant, pour Gardy, tous les moyens sont bons pour discréditer le gouvernement et obliger les officiers hésitants à « basculer ». Le capitaine Pompidou du 1^{er} R.E. a trouvé dans le tiroir du général de Pouilly la fameuse note secrète concernant la trêve unilatérale envisagée par Debré et Joxe. La voilà, la preuve de « trahison » du gouvernement ! Voilà l'occasion de dire aux officiers : « Allez-vous permettre la cessation des opérations offensives alors que Challe s'apprête à vous faire gagner la guerre ? Qui choisissez-vous : De Gaulle qui trahit et va discuter avec l'ennemi, ou Challe, Jouhaud, Zeller qui veulent garantir l'intégrité du territoire national au prix de leur liberté et de leur vie ? »

Le contenu du document secret sera révélé à la presse mais sera si mal exploité — faute de temps et d'organisation — qu'il passera inaperçu.

Argoud et Gardy ont également décidé de faire taire Tlemcen.

« Éliminer Pouilly et les préfets, dit le vieux général, ou les obliger à la fuite est urgent et essentiel. Ce sera la première mission du 14^e et du 18^e R.C.P. »

Masselot, commandant le 18^e, est épuisé par trois nuits sans sommeil mais il est surtout découragé par le manque de « vigueur » qui, à son avis, caractérise les ordres qui viennent du quartier Rignot.

Lorsque à Orléansville, en route pour Oran, il a voulu arrêter le général Prieur, patron de la division, et le remplacer par le colonel Zeller, le plus jeune frère du général Zeller, il s'est heurté au refus du colonel Cousteaux, chef d'état-major de Challe.

« Ne vous occupez pas de cela, a dit sèchement Cousteaux, et filez d'urgence à Oran.

— Mais j'en ai pour cinq minutes, a protesté Masselot.

— Non. Laissez tomber. J'ai trois commandos de Robin qui s'occuperont de votre général. »

Ils ne s'en occuperont jamais. Masselot voit ainsi confirmée la mauvaise impression qu'il a de Cousteaux. À son avis, partagé par de nombreux officiers dont Jouhaud et Zeller, Cousteaux freine. Pour quelles raisons ? On ne le saura jamais.

Sur la route entre Orléansville et Oran, Masselot a pu également constater que l'unanimité était loin d'être faite sur le mouvement du général Challe, Il lui a fallu « faire gicler dans les fossés » des gendarmes qui entendaient contrôler son convoi ! Mauvais signe tout cela !

L'atmosphère qui règne au Château-Neuf d'Oran n'est pas faite pour revigorer le bouillant colonel para. Gardy et Argoud sont seuls. Absolument seuls. Le vieux général lui paraît nerveusement très fatigué. C'est Argoud qui a littéralement pris le pouvoir mais face aux ordres officiels que Pouilly fait parvenir de Tlemcen il ne fait pas le poids.

« Il faut que vous éliminiez Pouilly demain, dès l'aube, dit Argoud dont les traits sont encore plus creusés qu'à l'habitude.

— Je le connais bien, je vais lui téléphoner d'abord. Sa femme est avec lui ?

— Non. Elle est restée à Oran. Elle est ici au Château-Neuf dans ses appartements. »

C'est du salon de M^{me} de Pouilly que Masselot téléphone au commandant du corps d'armée. Les deux hommes se connaissent bien. Ils sont liés non seulement par l'amitié mais par un drame commun. Le fils de Masselot a été tué en Algérie alors qu'il servait sous les ordres de Pouilly, et celui de Pouilly l'a été sous les ordres de Masselot.

La communication est rapidement établie.

« Alors, Masselot, il paraît que vous allez venir m'arrêter ?

— Mon général, c'est ridicule. J'ai trop d'estime pour vous pour croire que je serai obligé d'en arriver là. Et pour vous le prouver, j'irai seul à Tlemcen demain matin. Mes deux régiments

ne dépasseront pas Bel-Abbès. Ils n'interviendront que si je ne suis pas rentré demain soir.

— C'est ça, Masselot, à demain. » Et Pouilly raccroche.

« C'est vrai, vous n'allez pas l'arrêter ? demande M^{me} de Pouilly, inquiète.

— Mais non, chère madame. J'espère surtout le convaincre. »

Quand, vers 19 h 30, Gardy appelle le général Challe à Alger ce n'est pas pour lui transmettre un bulletin de victoire.

« Je ne vous dissimule pas, mon général, que la situation est grave. Aucune autorité du corps d'armée ne s'est ralliée et l'attitude de plus en plus réticente, pour ne pas dire hostile, de Brothier m'a enlevé mon meilleur atout. »

Gardy est ulcéré de voir qu'il n'a pas réussi à retourner par sa seule présence la légion de Bel-Abbès. Lui, général ex-inspecteur de la légion ! Mais être « ex » dans d'armée, c'est un peu être mort ! On vous rend toujours les honneurs mais on ne vous obéit plus...

« Demain matin, poursuit Gardy, Masselot réduira Tlemcen.

— J'espère que cela fera basculer les attentistes. »

Au téléphone Challe semble las.

« Comment vous sentez-vous, Gardy ?

— Bien, mais je voudrais que vous envoyiez un général divisionnaire d'active et qui ne soit pas, comme moi, exclusivement légionnaire. Il aurait peut-être plus d'autorité sur les commandants de zone et de secteur.

— J'y penserai, mais pour votre part n'hésitez pas à remplacer les commandants que vous sentez réticents. Bonsoir, Gardy. Essayez de dormir ! »

Remplacer des commandants de secteur. Et par qui, grands dieux ? Gardy n'a même pas osé lui dire que le colonel de Baulny, qui éventuellement pourrait suppléer à la « défaillance » du colonel Brothier et emmener la légion dans le camp putschiste, le supplie au contraire de « ménager la susceptibilité » de son patron.

« Il s'est retiré chez lui et ne donne aucun ordre, explique-t-il, désesparé... Il se cantonne dans une abstention irritée. On risque

à Bel-Abbès une crise effroyable. »

Ce dimanche soir, Gardy est déçu. Il lui reste pourtant un espoir : tenir vingt-quatre ou quarante-huit heures en parant au plus pressé. D'ici là, Tlemcen muselée, tout basculera en faveur du coup d'État sous la pression du succès dans le reste de l'Algérie. Car Radio-France, en fin d'après-midi, a claironné le ralliement du général Gouraud et l'engagement de tout le corps d'armée de Constantine aux côtés du général Challe. Non, vraiment, tout espoir n'est pas perdu.

Lorsque Zeller arrive à Constantine, tout est calme. Le colonel Ceccaldi et ses éléments de la 10^e D.P. sont installés en lisière de la ville.

Tout va bien, mon général, dit le colonel, les gens nous acclament. Pas de réaction des Arabes.

— Et Gouraud ?

— Jusque-là il ne m'a rien dit, mais il ne me semble pas mal disposé. »

Zeller, depuis quarante-huit heures, se sent « gonflé à bloc ». Reprendre du service — et dans quelles conditions — a effacé le poids des ans et la monotonie de la vie civile. Au pas de charge, il gagne le palais mauresque, siège du Q.G. à Constantine. L'atmosphère y est désagréable. Dès que Zeller arrive, c'est le vide. Les portes claquent sur son passage, les hommes disparaissent au fond des couloirs. Non, vraiment, à Constantine ce n'est pas l'enthousiasme.

Zeller trouve son ami Gouraud au bord du désespoir.

« Ce n'est pourtant pas un lâche, pense Zeller, c'est un chrétien scrupuleux. Il n'a peur de rien, ni de la mort ni de la tournure que peut prendre sa carrière. »

Mais Gouraud cherche son chemin. Malgré le télégramme de fidélité il n'est pas sûr de souhaiter la victoire du gouvernement et pourtant il est incapable de passer seul du côté de la rébellion militaire. Alors Zeller, tel un boxeur, l'entreprend « au corps ». Il fait le forcing de la conscience de Gouraud. Il lui parle de leurs opinions communes, de ce dont ils ont déjà maintes fois discuté : l'Algérie est le dernier bastion de l'Occident chrétien, lutter pour l'Algérie française, c'est lutter contre le communisme international.

« Mon cher Gouraud, vous savez ce qui arrivera si nous échouons : vous partirez comme tous les autres et c'en sera fini de l'Algérie française. Vous aurez combattu pour rien. Ce que nous tentons c'est le dernier recours. »

Pendant vingt minutes Zeller ajuste ses coups. Gouraud hésite, encaisse, s'interroge, enfin cède.

« Oui, dit-il à voix basse. Je vous suis. »

Ce n'est pas un oui d'enthousiasme. Zeller ne s'y trompe pas.

« Mon cher ami, vous me dites oui, c'est bien. Mais il faut que le reste suive. Que vous fassiez une proclamation au corps d'armée et que vous obteniez l'accord complet de vos commandants de zone.

— Je ferai la déclaration, répond Gouraud. Quant à mes commandants de zone, ce ne sera pas facile. Je vais pourtant essayer. »

Lorsque Zeller quitte le palais mauresque pour gagner l'aéroport il emporte l'acquiescement tant attendu du général Gouraud mais aussi une impression de malaise. Il a conscience d'avoir littéralement « violé » Gouraud. Pourvu qu'il suive et que son ralliement ne se soit pas limité à ce oui murmuré dans le silence sépulcral du Q.G. de Constantine !

Deux télégrammes vont rassurer Zeller. Le premier, retransmis en fin d'après-midi sous le n° 1595 par la zone Nord-Est constantinois, annonce brièvement la volte-face du général :

« Le présent message annule le message diffusé le 22 avril 1961. Le général Gouraud, commandant la région territoriale et le corps d'armée de Constantine, se place avec toutes ses unités aux ordres du général Challe, commandant en chef interarmées en Algérie. Signé : Gouraud. »

Dans le second télégramme le patron de Constantine cherche à se justifier :

« Ordre du jour n° 25. En avril 1960 avec le commandement du corps d'armée de Constantine, j'ai reçu la mission d'assurer la présence de la France sur ce territoire en luttant contre les bandes du F.L.N. et en resserrant les liens fraternels entre toutes les communautés. Stop. Aujourd'hui, ma mission n'a pas changé. Stop. Dans ces heures particulièrement graves pour l'avenir de la

France et de l'Algérie, afin d'assurer l'unité de l'armée française, condition indispensable à notre succès final, moi, général Gouraud, votre chef, je décide de me ranger avec toutes mes unités sous les ordres du général Challe, commandant en chef interarmées en Algérie. Stop. Populations françaises et musulmanes, officiers et sous-officiers, soldats du Constantinois, je compte sur vous. Stop. Je sais que je serai suivi. Stop. Signé : Gouraud. Stop et Fin. »

Suivi ? Rien n'est moins sûr. À la préfecture c'est Mahdi Belhaddad, préfet de Constantine, qui représente le gouvernement. Maxime Roux, préfet inspecteur général régional, après s'être absenté quelques heures, a été assigné à résidence chez lui. Des éléments parachutistes le gardent.

Belhaddad a appris que certains activistes civils et militaires comme l'officier de police Bidal et le commandant Rodier, tous deux fervents « challistes », ont évoqué son arrestation :

« Quand va-t-on arrêter le manchot ? a élégamment demandé Bidal.

— Ne vous emballez pas, a répondu Rodier avec un mince sourire, chaque chose en son temps. »

Rodier a un compte à régler avec le préfet musulman. En effet le commandant Radier est le patron de la trop fameuse ferme Ameziane, « Centre de renseignement et d'action », et Mahdi Belhaddad a violemment protesté contre les méthodes d'interrogatoire des suspects qui s'y exercent encore trop souvent. Mis en cause, Rodier garde une sérieuse rancune à l'égard du préfet. Belhaddad qui a gardé le contact téléphonique avec Bernard Tricot à l'Élysée, et avec le premier ministre, n'est pas très fier. « Une balle perdue est vite arrivée », pense-t-il. Pourtant il organise la résistance. Le colonel Weil, commandant le 16^e dragons, qui a assisté à la réunion des activistes est l'un des premiers à se mettre à sa disposition.

« Monsieur le préfet, dit-il, je dois vous dire que de cœur je suis avec le putsch. Mais je vous connais depuis que j'étais commandant de secteur à Aïn-Beïda où vous étiez sous-préfet. Et j'ai été révolté par les termes employés par ces hommes qui voulaient vous arrêter. Ils ne pensaient guère au rapprochement des communautés. Avant qu'on parvienne à vous toucher il faudra qu'on me passe sur le corps et sur tout le 16^e dragons ! Vous

pouvez compter sur moi ! Je me charge de votre protection. »

Les déclarations de fidélité affluent à l'appartement de Belhaddad. Le général Lennuyeux, commandant la division de Constantine, a été l'un des premiers à apporter deux lignes jetées à la hâte sur un papier à en-tête de la 14^e division d'infanterie :

« Je reste fidèle au gouvernement légal de la France métropolitaine. Signé : général Lennuyeux. »

Ailleret, à Bône, renvoie sèchement le colonel Buchoud, commandant le secteur de La Calle, et quatre autres colonels qui le pressent de se rallier.

« Je reste dans la légalité, leur dit-il.

— Mais les buts de Challe sont nobles et nos unités sont d'accord. »

Ailleret, qui perçoit la menace sous-jacente, réplique : « Si des hommes passés à la rébellion viennent sur mon P.C. je répondrai avec mes moyens. Tous mes moyens. J'ai eu, il y a dix-sept ans, la Gestapo aux fesses et ceux-là, à côté, sont des enfants de chœur.

— Allez tout de même à Alger pour avoir quelques éclaircissements, insiste Buchoud.

— Si vous voulez, j'irai demain. »

Ailleret, qui ne souhaite pas affronter les troupes de Buchoud, pense ainsi le calmer et — sous le couvert du voyage à Alger — déplacer son P.C. de Bône à Gambetta selon un plan baptisé « Mouette » qu'il appliquera dès le lendemain matin. Non sans avoir informé Belhaddad de sa fidélité au gouvernement.

Dans de nombreux régiments l'alternative posée par le coup de force d'Alger provoque des remous, des cas de consciences. Par exemple au sein du 4^e hussards, à Souk-Ahras, où le colonel réunit ses officiers.

« Messieurs, leur dit-il, j'ai vu le général Ailleret à Bône. Il refuse de se rallier au putsch mais j'ai également vu le colonel Buchoud. Il semble que le putsch soit en passe de réussir. Je ne veux pas mêler le régiment à ces histoires politiques. Nous sommes parmi les rares officiers à être encore au contact des fells. Quoi qu'il se passe, occupons-nous de notre mission opérationnelle et battons-nous contre le F.L.N., c'est là notre

devoir. »

Apparemment pas de problèmes. Ce n'est pas l'avis du commandant Bourgue, adjoint opérationnel au 4^e hussards. En tête à tête avec son colonel, il livre le fond de sa pensée.

« Je ne reconnais que le gouvernement de Paris, dit-il. Je vais vous désobéir car je refuse de me battre contre les fellas alors que les paras oublient cette mission pour faire les zouaves à Alger. Je vous donne ma démission. Ne comptez plus sur moi. »

Et, ne pouvant maîtriser son émotion devant son colonel livide, le commandant Bourgue éclate en sanglots. Il se retire dans sa chambre après avoir jonché son bureau de tous ses dossiers et avoir prévenu le général Ailleret de sa position de « rebelle » au second degré !

À la préfecture de Constantine, Belhaddad, qui connaît ces cas de conscience, qui sait également que des appelés métropolitains ont rageusement piétiné des drapeaux tricolores dont les pieds-noirs avaient décoré leurs fenêtres, tente une ultime manœuvre auprès de l'Élysée. À Bernard Tricot, avec qui il reste en liaison téléphonique, il dit :

« Je vous en supplie, faites ce qui est en votre pouvoir pour que le général De Gaulle parle et délie le contingent de son obéissance à ses chefs rebelles. »

Et il raconte le déplorable incident des drapeaux piétinés. Le commandant Bourgue, qui a eu à faire face au même incident, a dit aux jeunes appelés :

« Ne faites pas les cons. Ramassez ces drapeaux et tracez des croix de Lorraine dans le blanc. Ainsi vous embêterez les pieds-noirs mais vous ne jetterez pas dans le ruisseau l'emblème de la République que vous voulez défendre ! »

« Il faut que le Général s'adresse aux militaires d'Algérie, supplie Belhaddad, beaucoup sont prêts à s'opposer à leurs chefs s'ils sont couverts par l'autorité suprême ! »

Tricot promet. Et tiendra sa promesse. En fin d'après-midi l'Algérie apprend que le Général doit parler à 20 heures.

Salan est arrivé dans l'après-midi au quartier Rignot, flanqué du capitaine Ferrandi qui lui sert d'aide de camp. Jean-Jacques Susini qui l'a accompagné depuis Madrid a immédiatement repris

contact avec les organisations civiles où il compte beaucoup d'amis.

Salan est plus impénétrable que jamais. Il sait qu'on l'a tenu hors du coup le plus longtemps possible. On ne l'a pas prévenu du décalage horaire du déclenchement du putsch. Il a attendu en vain le fameux message : « La chambre de bonne a été cambriolée », qui devait l'avertir d'avoir à quitter Madrid pour gagner Alger. Il a avalé une nouvelle fois la couleuvre et a tout de même réussi à fausser compagnie aux policiers qui devaient l'empêcher de quitter la capitale espagnole. Maintenant qu'il est à Alger il entend jouer sa partition dans le grand concert.

Challe, qui n'est pas ravi de son arrivée, fait pourtant bonne figure. On se salue. On ne s'embrasse pas sur la bouche mais l'entrevue reste correcte. L'ancien commandant du Centre Europe se pose une nouvelle fois en patron. Il fait pour le général Salan le bilan des opérations. Il ne craint pas l'ancien délégué général car il sait que si l'armée doit obéir à quelqu'un — en dehors de De Gaulle —, c'est lui qu'elle choisira et non le Chinois, à l'égard duquel elle nourrit depuis longtemps mille préventions. D'ailleurs, Raoul Salan ne semble s'occuper que des civils.

« Sont-ils dans le coup ? demande-t-il à Challe.

— Non. Zeller et moi-même avons décidé un mouvement uniquement militaire destiné à montrer à De Gaulle que l'armée s'oppose à l'abandon de l'Algérie, et non d'une émeute civilo-militaire contre le gouvernement.

— Nous n'interdisons pas aux civils de participer au mouvement, intervient Zeller, mais nous refusons de voir des civils armés de fusils se mêler de nos affaires ! »

Salan ne répond pas. Puisqu'il s'intéresse aux questions civiles, Challe lui propose de s'installer avec Jouhaud au G.G. et de s'occuper des contacts avec la population. Jouhaud sera plus précisément chargé des relations avec les musulmans. C'est dire si dans ce putsch il n'aura pas grand-chose à faire ! Salan accepte et se retire très vite. Voilà Challe débarrassé d'un souci. Pas pour longtemps. Dès le lendemain, Jouhaud et Salan s'affronteront. Le Mandarin voudra prendre à son compte l'action déjà entreprise par Jouhaud sur la population. L'enfant de Bou-Sfer⁽¹²⁾ demandera à Challe d'intervenir, ce que fera le leader du putsch, en ne manquant pas de rappeler aux deux hommes « qu'il a besoin de

tout le monde et que ce n'est pas le moment de créer des conflits d'attribution ». Désespérant !

Pour désamorcer à l'avance un nouvel affrontement, Challe, dès qu'il a appris, le dimanche soir, l'arrivée probable de Lagaille et de Ronda, a annoncé à la presse leur « engagement immédiat dans une unité de paras » ! Il ne manquerait plus que le député et le fabricant de pantoufles, héros des Barricades, pour effrayer définitivement les officiers qu'il s'efforce de rallier ! Mais ni Lagaille, ni Ronda, ni même Ortiz ne pourront échapper à la vigilance des policiers espagnols dont le gouvernement craint de se faire accuser de complicité avec les officiers rebelles d'Alger. Les bonnes relations avec De Gaulle sont pour Franco plus importantes que le soutien de causes incertaines même si elles ont de nombreux points communs avec sa propre aventure !

Quand, à 19 h 55, il se dirige vers le poste de radio à longue distance qui va lui permettre d'écouter la riposte que prépare le général De Gaulle — car, bien sûr, le discours ne sera pas relayé par Radio-France ! — le général Challe fait lucidement le bilan de ces dernières quarante-huit heures. En dehors des régiments qui dès le déclenchement se sont franchement mouillés (le 18^e, le 14^e R.C.P., les commandos de Robin, le 1^{er} R.E.P. et quelques unités éparses) personne *ne* s'est engagé à fond. Ni dans un sens ni dans un autre. À l'exception des Ailleret, Fourquet, Bocquet et autres Simon, chacun attend, prudemment. Même au P.C. Rignot c'est le règne du bla-bla. On discute à perte de vue. On se téléphone de colonel à colonel, de capitaine à capitaine.

« Et toi, qu'est-ce que tu fais ? »

La hiérarchie de l'armée d'Algérie joue l'expectative. La plupart des officiers placés à des postes clefs sont partagés entre deux sentiments : la crainte de s'opposer à Challe en pensant que les unités qui lui sont fidèles sont plus fortes que les leurs, et le souci de ne pas compromettre leur carrière par un passage à la dissidence. Et puis il y a les femmes. Les femmes des généraux et des colonels, qui sont sur place, bien installées dans leurs belles villas, soucieuses de leurs privilèges, de l'avenir de leur mari. Elles constituent un élément modérateur non négligeable.

« Dans quelle aventure te lances-tu ? Tu n'y songes pas. Et qu'est-ce que tu vas devenir s'« ils » perdent ? Et nous ? Pense à ta femme, à tes enfants, à ta carrière... »

Pour Challe, c'est maintenant une certitude. Malgré les communiqués de victoire que claironne la radio, soulevant l'enthousiasme d'un petit peuple une nouvelle fois floué, la belle mécanique patine, tourne à vide. Pas d'opposition mais pas d'engagement. Les régiments paras de la 10^e D.P. envoyés par Ceccaldi et Gouraud pour convaincre certains régiments importants sont reçus à bras ouverts. On les acclame, on leur offre le champagne... Mais on ne se rallie pas. Les paras, malgré tout leur enthousiasme, ne peuvent tout de même pas se battre contre des gens qui les accueillent comme des libérateurs, sablent le champagne... et attendent la suite !

« Ils me font le coup de l'édredon, pense Challe, il ne se produit rien. Ni pour ni contre moi. C'est bien ça, je donne des coups de poing dans un édredon. »

Et dans ce cas, c'est toujours l'administration en place qui gagne. Une fois de plus, ce De Gaulle a une chance extraordinaire.

Bernard Tricot, l'homme « Algérie » de l'Élysée, en qui De Gaulle a toute confiance, a enregistré la demande du préfet de Constantine. La situation a suffisamment évolué. Il faut que le Général parle à la nation.

Durant l'après-midi de ce dimanche, Joxe et Olié ont rendu compte de leur mission « à tout risque », comme l'appellera De Gaulle. Le ministre de l'Algérie a rapporté au Général les incertitudes militaires, l'état d'esprit du contingent et les risques croissants de conflit entre les appelés et leurs officiers — ce qui va dans le sens du préfet Belhaddad bien que ni Joxe ni Olié n'aient vu la nécessité de rencontrer le préfet musulman lors de leur passage dans l'Est algérien ! Le Général a appris aussi le dévouement et la fidélité d'une grande partie des fonctionnaires de l'administration préfectorale, des P.T.T., de l'enseignement, prêts à saboter le coup d'État. Joxe a conseillé de prévoir l'aménagement d'accès sur le sol algérien. À défaut des grands ports aux mains des insurgés choisir de petits mouillages tels La Calle et Collo à l'est, Nemours à l'ouest.

Et puis le ministre a relaté ses entretiens avec Fouquet et Ailleret, en soulignant combien ces deux-là feraient merveille, le premier à la tête de l'armée de l'air, le second comme commandant en chef. Car il ne fait de doute pour personne que

Gambiez a fait son temps. Nimbus prisonnier, même s'il s'en sort bien, ne pourra plus commander l'armée d'Algérie dont trois jours plus tôt il affirmait la fidélité à toute épreuve !

« Voyez-vous, Joxe, a dit De Gaulle, tout cela est dramatique mais ce n'est pas sérieux. »

Joxe a insisté pour que le président de la République parle à l'armée en général.

« L'armée, a maugréé De Gaulle, vous parlez de l'armée. Savez-vous ce que c'est à l'heure où nous sommes ? Il s'agit de cinq cent mille gaillards pourvus de transistors⁽¹³⁾. »

Joxe n'a obtenu aucune promesse mais son rapport fait son chemin dans l'esprit du Général. De son côté, Bernard Tricot a souligné un deuxième danger. Il a été frappé par le raisonnement de certains chefs militaires qui, sans avoir rallié Challe, n'en répètent pas moins tant en France qu'en Algérie : « Il y a les nécessités opérationnelles et la continuation de la lutte qui nous obligent à garder le contact avec les généraux révoltés. L'unité de l'armée en lutte contre la rébellion algérienne nécessite des égards, des précautions et des entretiens avec le pouvoir d'Alger. Il ne faut pas faire le jeu de la rébellion. »

Et pour cela ces chefs militaires n'hésitent pas à faire celui des généraux d'Alger !

« Quand j'entends des « gens sûrs » tenir de tels propos, confie Tricot, j'éprouve un grand malaise. Cette position peut expliquer et excuser toutes les compromissions. »

Pour couvrir des initiatives comme celle du commandant Bourgue, qui refuse de lutter contre le F.L.N. pendant que les paras « font les zouaves » à Alger, ou celle des appelés de l'escadron du 27^e dragons, qui ont mis sous clé leur capitaine, il devient indispensable que De Gaulle parle et dise clairement jusqu'où on peut aller dans la lutte contre les officiers putschistes.

À 17 heures, De Gaulle est entré dans le bureau de Geoffroy de Courcel, secrétaire général de l'Élysée, et lui a dit :

« Faites venir la télévision. »

Puis il est monté dans ses appartements pour se changer. Car à 20 heures c'est en tenue de général de brigade qu'il apparaît sur les écrans. Comme à chaque crise grave qui secoue la France

De Gaulle rappelle au peuple qu'il est militaire et que c'est dans cet uniforme qu'il lança l'Appel du 18 Juin par lequel la France vaincue allait recouvrer son honneur.

Ce 23 avril 1961, au soir d'un beau dimanche de printemps, la population métropolitaine est massée devant ses écrans de télévision. En Algérie chacun tâtonne sur le cadran de son transistor pour parvenir à capter les grandes ondes des radios périphériques ou celles de Radio-Monte-Carlo qui est le poste métropolitain que l'on reçoit le mieux. Les « 500 000 gaillards » sont tous à l'écoute, et aussi leurs chefs, qu'ils soient fidèles à la République ou ralliés au putsch des généraux.

Dès les premiers mots, on se rend compte que De Gaulle est résolu à se battre et à vaincre par tous les moyens. Le choix des mots est révélateur.

« Un pouvoir insurrectionnel s'est établi en Algérie par un pronunciamiento militaire, dit le Général d'une voix grave et décidée. Les coupables de l'usurpation ont exploité la passion des cadres de certaines unités spécialisées, l'adhésion enflammée d'une partie de la population de souche européenne qu'égarèrent les craintes et les mythes, l'impuissance des responsables submergés par la conjuration militaire. »

Et c'est la condamnation sans appel des auteurs de troubles, qu'ils soient généraux ou colonels.

« Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers, partisans, ambitieux et fanatiques. Ce groupe et ce quarteron possèdent un savoir-faire expéditif et limité. Mais ils ne voient et ne comprennent la nation et le monde que déformés à travers leur frénésie. Leur entreprise conduit tout droit au désastre national... »

Tout y est, toute la « mythologie gaulliste », comme dira un journal du soir : l'évocation du 18 Juin, la défunte IV^e République, l'unité nationale retrouvée, la décolonisation, les institutions solides.

« Et voici l'État bafoué, poursuit le Général, la nation défiée, notre puissance ébranlée, notre prestige international abaissé, notre place et notre rôle en Afrique compromis. Et par qui ? Hélas ! hélas ! par des hommes dont c'était le devoir, l'honneur, la raison d'être de servir et d'obéir. »

Mais il n'est pas dans le caractère du Général de se lamenter longtemps. Voici la riposte :

« Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis TOUS LES MOYENS, soient employés pour barrer partout la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. »

Le ton est devenu d'une tension extrême, d'une violence rentrée qui subjugué et effraie à la fois la France à l'écoute de son chef.

De Gaulle délie alors tous les soldats de l'obéissance à leurs chefs mutinés.

« J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres. L'argument suivant lequel il pourrait être localement nécessaire d'accepter leur commandement sous prétexte d'obligations opérationnelles ou administratives ne saurait tromper personne. »

Voilà pour les généraux et colonels hésitants, pour les directeurs du G.G. et leurs adjoints. De Gaulle menace :

« L'avenir des usurpateurs ne doit être que celui que leur destine la rigueur des lois. »

Le président de la République annonce alors à la nation la mise en œuvre de l'article 16 et sa décision de prendre toute mesure « exigée par les circonstances ».

« Par là même, je m'affirme, pour aujourd'hui et pour demain, en la légitimité française et républicaine que la nation m'a conférée, que je maintiendrai, quoi qu'il arrive, jusqu'au terme de mon mandat ou jusqu'à ce que me manquent soit les forces, soit la vie, et dont je prendrai les moyens d'assurer qu'elle demeure après moi. »

Et après avoir affirmé à la face du monde sa force et sa détermination, le Général conclut par un bref appel au peuple qui aura une portée psychologique immense :

« Françaises, Français ! voyez où risque d'aller la France, par rapport à ce qu'elle était en train de devenir.

« Françaises ! Français ! aidez-moi ! »

En Algérie, l'influence du discours est extrême. Le contingent l'a écouté avec attention mais les réactions ne viendront que le

lendemain. Il faut une nuit pour réfléchir.

À Alger, Challe et Zeller ont suivi ensemble l'allocution de « l'Ennemi n° 1 » dans un sous-sol du quartier Rignot. La brutalité du discours frappe Zeller.

« Il a une façon extraordinaire de retourner les gens, dit-il à Challe. Et ses termes peuvent toucher nos militaires qui ont tendance à se mettre facilement au garde-à-vous.

— Oui, peut-être. »

Challe semble lointain. Il téléphone toujours. Zeller trouve qu'il n'a pas écouté très attentivement le discours.

« On a eu tort de ne pas brouiller la diffusion de son allocution, ajoute-t-il.

— Oui, peut-être... »

Toujours la même réponse. Comme si cela n'avait pas d'importance... Et pourtant, c'est Challe qui va se rendre compte le premier de l'influence de De Gaulle sur l'armée. Au sein même des services du quartier Rignot, les appelés qui servent de secrétaires, de techniciens des télécommunications, de téléphonistes passent de l'opposition larvée des premiers jours à une opposition plus active. Il faut une heure pour taper la moindre note. Les communications téléphoniques ne sont établies qu'après une attente interminable. « Pas libre, circuits occupés », disent laconiquement les « services ».

Les officiers de l'E.M.I. ont écouté le discours dans la salle O.P.S.⁽¹⁴⁾. Les avis sont partagés. Mais les plus nombreux sont découragés. Ils savent déjà que cette journée du dimanche a été celle des défections. Devant la violence du discours on commence à se dire : « Dans quelle galère me suis-je fourré ? »

D'autres, au contraire, réagissent en prenant cela à la blague. Le commandant de l'antenne des troupes aéroportées, un colonel parachutiste très sympathique et « olé-olé » que ses camarades appellent affectueusement le « Clown », fait son numéro :

« La Grande Zohra, dit-il... » et il enfonce son index dans sa joue droite gonflée... « on va lui mettre comme ça... » Et suit un vigoureux bras d'honneur.

« Drôlement remonté, le colonel », observe le capitaine Léger. Lui, au contraire, pense que « ça va casser après un discours

pareil ».

C'est le sentiment de nombreux officiers qui pressent Challe de foncer sur Paris.

« Si on laisse De Gaulle agir comme il veut, l'affaire est foutue... »

Sergent, Godot, Degueldre et les officiers paras subalternes les plus durs commencent à renâcler sérieusement. Léger voit Sergent, le visage plus creusé, le nez plus pincé que jamais, s'écrier en sortant du bureau de Challe et Zeller :

« Ils sont incapables de donner des ordres et de prendre des décisions. Il faut les prendre nous-mêmes. »

Ces jeunes officiers reprochent à Challe de ne pas vouloir aller assez loin. De garder le 1^{er} R.E.P. et les commandos à Alger plutôt que de les envoyer sur Paris ou au moins « rallier » par la force les régiments qui hésitent encore. Ils voudraient également jouer avec les civils, avec l'O.A.S. Ils sont prêts à la guerre civile. Ils regrettent le malaise qui règne depuis l'arrivée de Salan.

« Challe semble ne pas en vouloir, disent-ils. Salan est arrivé « Dar le métro ». Et, au lieu d'en faire quelque chose de spectaculaire qui unisse l'armée et les civils, on le met de côté. »

Mais surtout les pressions se multiplient pour préparer sans retard une opération aéroportée sur Paris. Ces jeunes paras sont sûrs de ne faire qu'une bouchée des « forces républicaines ». Selon eux le peuple a besoin d'être « violé ». Ils sont persuadés d'avoir fait De Gaulle au 13 Mai et d'être aussi capables de le défaire. Il leur suffira d'apparaître. Jouhaud et les colonels sont de cet avis. Le général a recensé ses moyens. Il dispose de 45 Nord-2500 et de l'aviation civile. Comme en 1958 ! Mais bientôt arrivent de mauvaises nouvelles. S'il sera facile de réquisitionner par la force l'aviation civile, il n'en sera pas de même de l'aviation militaire. Nicot, le patron de l'armée de l'air à Paris, avertit ses amis d'Alger que la chasse est en alerte et que « 20 % des pilotes au moins obéiraient à l'ordre d'ouvrir le feu ».

Et puis surtout Challe est contre. Résolument contre. « Partir pour Paris avec trois ou quatre régiments de paras fidèles, me dira-t-il plus tard, en laissant une Algérie qui, il s'en fallait, n'était pas passée de mon côté, jouer avec des effectifs infimes face à l'énorme masse de l'organisation française, c'était ridicule. Si

l'armée entière avait été derrière moi je n'aurais pas hésité, mais là... »

C'est la réponse que rapporte le colonel Broizat au capitaine Sargent. « Je souhaiterais qu'on y aille, mais on n'y va pas... »

On y va d'autant moins que l'on signale le départ d'avions de la base aéronavale ! Chez les officiers, c'est la stupeur et le début d'une réticence à l'égard de Challe qui ira croissant au fil des heures. Avec un général aviateur dirigeant l'affaire, ils croyaient qu'au moins il avait derrière lui toute l'aviation. Qu'il avait déjà tout pesé, tout réfléchi...

À Paris pourtant on croit aux bruits de débarquement qui proviennent d'Alger. Et puis nombreux sont les membres du gouvernement qui se souviennent du plan « Résurrection » prévu au 13 mai 1958⁽¹⁵⁾ ! Moins de deux heures après le discours du Général la capitale prend sa « sale gueule des jours de révolution ». Toutes les unités de maintien de l'ordre disponibles sont concentrées avec leurs chars et leurs armes lourdes autour de l'Élysée, du Palais-Bourbon, des ministères, du Grand Palais. Pourtant, on a peur de l'armée. On a coffré Vanuxem qui, d'après Jouhaud, « devait rendre disponible un aéroport parisien pour permettre l'arrivée sur Paris d'une vague de trois régiments de paras allégés⁽¹⁶⁾ ». On évite de faire appel aux régiments métropolitains basés autour de la capitale et on consigne les militaires dans leurs casernements. Debré a choisi : il préfère défendre les centres vitaux de l'État en laissant libres les aéroports et les voies d'accès à la capitale.

Pour la défense de ces points stratégiques il a un plan !

À 23 h 45, les couche-tard encore devant leur poste de télévision ou à l'écoute de la radio entendent et voient le premier ministre pâle, hâve, mal rasé, visiblement en proie à une vive inquiétude, faire appel à la population.

« Des avions sont prêts à lancer ou à déposer des parachutistes sur divers aérodromes afin de préparer une prise du pouvoir », dit-il d'une voix angoissée.

Le débit est haché, propre à « remuer » une population jusque-là passive et qui — habituée aux « coups de gueule » d'Alger — a passé un week-end serein. Cette fois, c'est sérieux. Pour que le premier ministre parle sur un ton aussi dramatique c'est que la situation en métropole risque d'évoluer vers le coup d'État.

« Le gouvernement, poursuit Michel Debré, est certain [...] que la population aidera de toutes ses forces à la défense de la nation. »

Est-ce la guerre civile ? C'est au moins la mise en alerte, l'appel pressant :

« Dès que les sirènes retentiront, allez-y à pied ou en voiture, convaincre ces soldats trompés de leur lourde erreur. Il faut que le bon sens vienne de l'âme populaire et que chacun se sente une part de la nation. »

On rira beaucoup — mais plus tard... — du « à pied ou en voiture... » auquel les humoristes ajouteront « à cheval ». Pourtant Michel Debré a pesé les termes de son allocution à laquelle il a volontairement donné un aspect mélodramatique. Il a dit au peuple un certain nombre de choses que le Général ne pouvait lui dire. « Certaines attitudes ne siéent pas au président de la République... » Le résultat est immédiat. Les standards téléphoniques sont bloqués. Les appelés des casernes métropolitaines se rendent compte de la situation. Même si certains de leurs chefs voulaient les entraîner à marcher sur la capitale ou à aider un éventuel débarquement parachutiste il serait trop tard.

Place Beauvau, des centaines de volontaires se présentent. Ils veulent des armes pour sauver la République ! On leur donne des treillis et des godasses, ce qui les rajeunit de quelques années. Et puis aussi de belles paroles. De Roger Frey, de Sanguinetti, que tout le monde au ministère de l'Intérieur appelle « Jambe-de-Laine » — il a perdu une jambe héroïquement lors du débarquement à l'île d'Elbe⁴⁷ — et aussi, et surtout, d'André Malraux. Le ministre des Affaires culturelles harangue les volontaires sur le mode épique. Il évoque la République, la guerre d'Espagne, sa jeunesse. Paris vit une nuit folle. Mais les volontaires n'auront pas d'armes. Par contre, beaucoup de réseaux de Résistance se sont reconstitués. F.F.L. ou F.T.P. Dans les imprimeries des journaux beaucoup de typos ont la vieille mitrailleuse de 1943 dans leurs casiers. Dans la capitale, des gaullistes « de choc » s'organisent. Les premiers comités de défense de la République voient le jour et veillent sur la radio officielle mais aussi sur Radio-Luxembourg, rue Bayard, et sur Europe N° 1, rue François-I^{er}. Parmi eux de nombreux journalistes, des membres de professions libérales, des gens qui

n'auraient jamais pensé quelques jours plus tôt sortir avec un revolver sous l'aisselle ou dans la ceinture !

« Des armes pour le peuple », réclament les syndicats qui avec les grands partis ont pris position dès le samedi matin contre les « généraux factieux ».

L'Echo d'Alger pourra titrer le lundi matin : « En métropole le parti communiste revendique la direction des masses populaires ». Personne ne s'y trompera. À commencer par le « quarteron » d'Alger. À l'aube du lundi 24 avril ils savent que la métropole est et sera toujours contre leur mouvement. Cette panique parisienne sera la dernière victoire de Challe qui saura dans quelques heures que « tout est fichu ». Et la métropole n'y sera pour rien.

À Oran, le général Gardy et le colonel Argoud ont soigneusement préparé la prise de Tlemcen par le 14^e et le 18^e R.C.P. À l'aube du lundi matin, les régiments de Masselot et de Lecomte ont quitté Oran. L'un des régiments entrera dans Tlemcen par la route directe. S'il y a résistance, l'autre débordera par le nord. Gardy a nommé Masselot, le plus ancien en grade, chef de l'expédition qui doit réduire l'îlot de résistance où se sont réfugiées les autorités fidèles au gouvernement : le général de Pouilly et les préfets Gey et Plettner.

Conduite à tenir, a précisé Gardy : éviter à tout prix, selon les ordres de Challe, une effusion de sang, sauf impossibilité absolue. En tout cas, si cela devait se produire, laissez aux forces opposées... »

Gardy n'a pas osé dire ennemies...

« ... laissez aux forces opposées l'initiative d'ouverture du feu. Agissez par intimidation et par surprise. De toute manière je serai en place, en personne, à l'arrivée au contact des troupes pour prendre moi-même la responsabilité de ce qui pourrait se produire et donner mes ordres selon l'évolution de l'affaire. »

Masselot s'est mis en route, comme prévu, mais à Sidi-Bel-Abbès il a fait stopper les deux régiments et est parti en hélicoptère voir en tête à tête son ami Pouilly. Dans *l'Alouette*, les deux pilotes, deux officiers qui ont caché leurs galons, sont armés jusqu'aux dents pour parvenir en terrain « ennemi ».

« Quels connards ! » pense Masselot, qui n'est pas armé. L'entrevue avec Pouilly est tragi-comique. Masselot le trouve en

larmes dans son bureau.

« Finissons-en, dit Pouilly. Amenez-moi dans le jardin et abattez-moi. »

Masselot éclate de rire.

« Mais, mon général, il faudrait pour cela que vous me prêtiez un pistolet... je, n'en ai pas ! »

Pouilly, épuisé par les heures dramatiques qu'il vient de vivre, écartelé entre son devoir — qu'il a suivi avec honneur — et ses amitiés et convictions profondes — il sera l'un des rares officiers supérieurs loyalistes à apporter un témoignage favorable aux insurgés lors des principaux procès du putsch —, se ressaisit.

« Mais, Masselot, dit-il, à quoi espérez-vous parvenir avec cette histoire Challe ?

— Ah ! ça, mon général, ce sont des préoccupations qui ne sont pas de mon ressort. Nous nous sommes révoltés par honnêteté. Le général Challe a la tête assez bien faite pour avoir prévu les suites. Moi, je vous suggère d'aller le voir.

— Entendu, je serai cet après-midi à Oran !

— Non, mon général, j'ai une Alouette. Venez avec moi. »

Masselot — en bon militaire service-service — a beau ne pas se poser de questions il n'a tout de même pas l'intention de se laisser « fourrer » par Pouilly. La mission que lui a confiée Gardy est de prendre Tlemcen. Et elle vaut toujours. Mais Masselot espère que Challe convaincra Pouilly mieux que Gardy et Argoud n'ont su le faire et qu'ainsi il n'aura pas à investir par la force une place défendue par l'armée française.

En fin de matinée l'Alouette atterrit sur la D.Z. de la G.A.T.A.C. Masselot ouvre l'œil car le général Clause qui la commande a été l'un des premiers à se déclarer hostile au putsch.

Deux voitures conduites par des gendarmes attendent les deux passagers. La première est pour Pouilly. On veut faire monter Masselot dans la seconde. Mais le puissant colonel ne l'entend pas de cette oreille. Il écarte brusquement le gendarme, ouvre la portière de la voiture de Pouilly et s'installe à ses côtés.

« Vous me ferez bien une petite place, mon général. » Masselot a un bon sourire, trop innocent pour être honnête. Pouilly a l'air

confus. Il hausse les épaules,

« Alors ces gendarmes et ces types de la G.A.T.A.C. croyaient me prendre au piège, pense le colonel. Gros futés, va ! »

Il se carre sur la banquette arrière.

« En route pour le Château-Neuf », commande-t-il au chauffeur.

Puis se tournant vers Pouilly :

« Mon général, il est préférable que vous enleviez votre képi comme je vais enlever mon béret. Inutile que la population croie, en nous voyant, qu'un colonel para "emmène" un général de division ! »

À midi, le général est dans ses appartements. Une heure plus tard il prendra l'avion pour Alger. Seul. L'opération « Tlemcen » est remise à plus tard.

Gardy, lui, est à Bel-Abbès où il retrouve les deux régiments qui devaient prendre Tlemcen. Le voyage inopiné de Pouilly à Alger lui donne quelques heures de répit qu'il veut mettre à profit pour tenter une ultime démarche auprès de Brothier. Que le colonel accepte de jeter la légion dans la balance et tout peut être sauvé. Mais Brothier est un mur. Il a fait rentrer les deux compagnies dont « on avait disposé sans son autorisation » et, ayant récupéré ses « étrangers » dans la maison mère de Sidi-Bel-Abbès, il a refermé les grilles du quartier Viénot sur la région au complet. Il ne manque à l'appel qu'un ou deux capitaines. Le colonel de Baulny a réintégré le « foyer ». Brothier à l'heure des comptes pourra présenter la légion « unie comme toujours » et couvrira ses officiers. L'unité avant tout.

Lorsque Gardy, désespéré, regagne Oran c'est pour trouver une situation catastrophique. Au Château-Neuf il n'y a plus personne sur qui compter. Masselot a demandé à son ami Lecomte d'envoyer une compagnie pour assurer la sécurité à l'état-major abandonné par la compagnie de légion.

De son côté Argoud a prévenu l'E.-M. de Challe à Alger.

« Le général de Pouilly continue à nous trahir, a-t-il dit.. Il a un trafic radio avec Paris par le Maroc. C'est la radio marocaine qui a transmis le discours de De Gaulle en français et en arabe »

À Alger, Zeller, fou de rage en apprenant la « trahison » de

Pouilly, le fera arrêter à sa sortie du bureau de Challe et l'enverra à In-Salah. C'est le général Perrotat — l'officier général le plus ancien — qui prendra immédiatement sa succession, et fera respecter la légalité, approuvé par les six commandants de zone.

À Oran, c'est déjà la débâcle. Argoud semble détaché des choses de ce monde. Masselot le voit assis sur la margelle du jet d'eau dans la cour d'honneur du Château-Neuf, « ricanant d'une façon permanente ». Il a bloqué le port, bloqué les fonds de la Banque d'Algérie. Et il attend.

Le général Gardy, lui, est très fatigué. Les nerfs lâchent.

« Je n'en peux plus, téléphone-t-il à Alger. Envoyez Jouhaud ou quelqu'un d'autre. »

« C'est la fatigue nerveuse d'un vieux soldat qui s'est rebellé », dira Masselot.

Pourtant il se bat encore. Il ne veut pas désespérer. Le colonel de Baulny lui téléphone de Bel-Abbès.

« Tout n'est pas perdu, dit-il, Brothier semble revenir à de meilleurs sentiments. Je suis en outre persuadé que le général Perrotat acceptera de marcher avec nous pourvu que les apparences soient à peu près sauvées et que la formule qu'il adoptera comporte la subordination à « l'autorité de fait ». Faites-moi confiance, mon général. »

Argoud, mis au courant de la communication, conseille d'agir en force, d'obliger Brothier à obéir à l'ordre formel de mettre ses unités à la disposition de Gardy, et s'il refuse — ce qui est certain — de le remplacer.

« Mais par qui ? s'écrie Gardy.

— Eh bien, par Baulny !

— Mais il n'acceptera pas. Même parmi ses subordonnés qui nous sont acquis personne n'est en mesure d'assumer cette mission. »

L'ancien inspecteur de la légion connaît la discipline qui fait la force de ce corps d'élite.

Le colonel Masselot en a la confirmation à Bel-Abbès.

« Je vais arrêter Brothier, dit-il à Baulny. Vous, prenez le commandement. »

La panique se lit sur le visage du colonel en second.

« Mais, Masselot, ce n'est pas possible. Je n'ai d'autorité que la part que me délègue le colonel. Mon cœur bat à la pensée de le remplacer sans son accord ! »

Masselot, furieux, se retire sous sa tente :

« Je me débats au milieu d'édredons », dira-t-il à Gardy.

Sans le savoir il a employé la même expression que Challe à Alger.

Ce lundi 24 avril il est certain que les officiers rebelles ont manqué leur coup en Oranie.

Lorsque Georges de Boissieu rejoint son vieil ami Challe et tente de mettre un peu d'ordre dans la pagaille qui règne au quartier Rignot, cela fait trois jours que l'ancien commandant de Centre Europe n'a pas dormi. Il tient grâce au tabac. Mais la fumée de sa pipe a un goût d'autant plus amer que les nouvelles arrivant à l'état-major sont désastreuses. À Constantine Gouraud, rallié, ne fait rien. Arfouilloux à Médéa ne répond pas. Challe décide d'envoyer contre lui la 13^e demi-brigade qui se trouve à Bougie. À Oran, c'est l'échec complet. Même au quartier Rignot c'est le « bordel », comme dit Challe. Il doit convenir que le colonel Cousteaux, qui a été son chef d'état-major depuis le samedi, n'est pas capable. Il a parlé. D'abondance. Et c'est tout. D'ailleurs tout le monde parle. Mais ce lundi on parle au quartier Rignot comme on ferait dans la maison d'un moribond.

Challe se sent seul. Très seul. Les hommes sur qui il sait compter, les Masselot, Lecomte, Robin, Godard, Argoud, La Chapelle, sont sur le tas à Constantine, à Oran, à Alger, au corps d'armée. Le colonel de Boissieu, en qui il a une confiance aveugle, va l'aider à recevoir les officiers qui viennent encore l'interroger sur les « débouchés » de son mouvement. Mais Boissieu ne semble guère convaincu. Il est venu par amitié. Non par conviction. Et ça se voit. Jouhaud s'en aperçoit. Il ne comprend plus Challe.

« Si Boissieu n'est pas d'accord avec vous, dit-il, qu'il s'efface. »

Quant au capitaine Sergent il est encore plus sévère :

« Boissieu doute de notre réussite. Il n'y croit pas. Challe veut

faire un putsch de la bienséance et s'entoure d'hommes qui ont un style étranger à ce que nous voulons faire. Quand on veut gagner on se fait accompagner par des gens qui y croient. Et non par de ternes porte-sacoches ! »

Mais y croient-ils encore eux-mêmes, ces censeurs rigoristes ?

Libéré par le discours du général De Gaulle, le contingent se manifeste. Depuis le début du mouvement les officiers rebelles ont tenu les appelés pour quantité négligeable. Des bidasses qui obéissent aux ordres, qui ne réfléchissent pas et qui ne pensent qu'à la quille. Challe — pour bien montrer qu'il restait soucieux de la légalité — a fait procéder aux opérations normales de libération des appelés qui devaient quitter l'Algérie entre le 22 et le 25 avril. Au jour fixé, les unités du contingent ont regagné la métropole. Cette opération psychologique devait lui gagner sinon la sympathie du moins la neutralité des appelés. Mais le discours de De Gaulle a bouleversé ces prévisions optimistes.

Le général Bigot, patron de l'aviation en Algérie, voit ses bases de la Mitidja en état d'insurrection. Lui-même ne peut plus gagner son bureau à l'état-major ! À Blida on a même vu un drapeau rouge flotter sur la base. On en conclut immédiatement dans l'entourage de Challe que la résistance du contingent est l'œuvre des militants communistes. L'un des officiers de la base de Blida, le commandant Kubasiak, paiera de sa vie — à l'heure de l'O.A.S. — d'avoir dirigé le mouvement de fidélité à De Gaulle.

Sont-ils tous communistes les hommes du 14^e bataillon de chasseurs qui arrêtent leurs officiers ? Et ceux du 21^e R.I. qui à Oran ont projeté de kidnapper Gardy et Argoud ? Et ceux de la compagnie des transmissions du corps d'armée qui ont tenté — commandant en tête — de quitter le Château-Neuf pour gagner Mers el-Kébir, base du fidèle amiral Querville ?

Les exemples se multiplient dans la journée du lundi. Le préfet Belhaddad reçoit des dizaines de délégations d'appelés, et des télégrammes venant de toutes les unités. De plus en plus nombreux, des avions de transport quittent les bases algériennes au nez et à la barbe des putschistes impuissants.

Au sein même du 14^e R.C.P., l'un des régiments « en pointe » de la révolte des généraux, le colonel Lecomte n'est plus « sûr » de ses hommes. Il recevra même une grenade sur son P.C. ! La

machine grippe. Le contingent verse le sable à poignées.

Telles sont les nouvelles peu réjouissantes dont Challe prend connaissance lorsque, du G.G., les colonels le prient, ainsi que Zeller, de rejoindre Salan et Jouhaud pour adresser quelques mots à la population massée sur le Forum.

Challe n'est pas chaud pour « aller faire le guignol ». Il conçoit très bien de se présenter devant un micro pour convaincre une foule mais si elle est déjà convaincue — comme c'est le cas à Alger — l'opération n'aboutit qu'à se faire acclamer. Il cède pourtant à l'insistance des colonels. Mais ce n'est pas un homme « épanoui » qui se montre au balcon « historique » du G.G.

La foule, elle, n'y voit que du feu ! Elle est là, confiante, au coude à coude, prête à suivre « ses » généraux qui vont sauver l'Algérie française. Elle croit revivre le 13 Mai. On lui jette en pâture quelques bonnes paroles « définitives ».

« Voici ceux qui sont venus avec vous pour se battre, souffrir et mourir s'il le faut pour que l'Algérie reste terre française », dit Challe.

« Nous nous retrouvons ici, sur cette place où ensemble nous avons fait le serment de garder l'Algérie à la France », s'écrie Salan.

« Je suis venu de France, pour rejoindre mes amis et parce que je pense que si l'Algérie a besoin de la France, la France ne peut pas se passer de l'Algérie », poursuit Zeller.

« Nous avons acclamé la France, nous avons acclamé l'Algérie, je vous demande d'acclamer l'armée... », conclut le général Jouhaud.

La foule en délire — ils sont près de 100 000 à avoir envahi le Forum, les grands escaliers et les jardins — répond à l'appel de Jouhaud, l'enfant du pays.

Challe ne s'est pas trompé. Ses « collègues » sont venus pour se faire acclamer ! Il est furieux et ne s'attarde pas au balcon. Jouhaud et Salan restent au G.G. avec « leurs » civils. Challe tourne les talons, suivi de Zeller. Il retourne au quartier Rignot voir ce qui — au milieu du désastre — peut encore être sauvé.

À l'E.M.I., les officiers ont des têtes d'enterrement. Challe s'enferme dans son bureau. Pas une bonne nouvelle pour le

réconforter. Jusque-là il a tenu. Maintenant, la fatigue le terrasse. Il doit dormir, sinon il va tomber.

« Boissieu, dit-il à son chef d'état-major, je vais me reposer quelques heures. Vous me réveillerez lorsque la 13^e demi-brigade arrivera à Alger. Je veux lui donner personnellement mes ordres pour qu'elle secoue Arfouilloux à Médéa.

— Bien, mon général. »

Challe dormira bien. On ne le réveillera pas. La 13^e demi-brigade, elle non plus, n'a pas marché !

Le mardi 25 avril, au réveil, Challe ne peut que constater la débâcle. Au quartier Rignot personne n'obéit à personne. Les officiers de l'E.M.I. viennent ou ne viennent pas. Qui s'en soucie ? Pour le patron du putsch, c'est la fin des illusions. Après un repos réparateur il a fait le point lucidement, sans complaisance. En trois jours, son état-major et lui-même n'ont remué que du vent. En dehors des régiments acquis dès le départ, Challe n'a rallié personne qui compte. Alors il décide de recommencer en petit ce qu'il a manqué en grand. Plutôt que d'être faible partout et fort nulle part il préfère concentrer ses troupes sur Alger et la Mitidja. S'il faut faire la guerre autant la faire à partir d'un territoire sûr. Il s'ouvre de ce projet au colonel de Boissieu.

« Si je tiens l'Algérois jusqu'au Sahara, dit-il, je pourrai encore discuter. Faites rentrer le 14^e et le 18^e R.C.P. et laissez la 10^e D.P. à Constantine pour ménager l'avenir. On ne sait jamais. »

Même ce plan de la dernière chance se révèle irréalisable. Depuis le discours de De Gaulle, la situation s'est dégradée à une folle allure. Les oppositions se multiplient. Au sein des unités, dans les services, c'est partout la même chanson : « Challe va à l'échec. Faut pas le suivre. »

Oran ne donne aucune nouvelle des 14^e et 18^e R.C.P. Challe apprend dans le courant de la matinée que les troupes — même les plus fidèles comme le 1^{er} R.E.C. ou les commandos parachutistes — suivent de moins en moins. Seul, le 1^{er} R.E.P. de Saint-Marc ne bronche pas. Tous les officiers sont ralliés au putsch et leurs hommes les suivent imperturbablement.

Devant les multiples défections militaires, on supplie Challe de se servir des civils. Au G.G., Salan et Jouhaud insistent.

« Ils veulent faire quelque chose. Profitons-en. » Mais l'ancien commandant en chef refuse. Il est toujours pris dans les mêmes contradictions :

« Tant que je tiens Alger, je ne vois pas ce que les civils peuvent faire pour m'aider. Ils ne risquent, par leurs excès, que de faire basculer dans le camp adverse les dernières bonnes volontés militaires. »

Depuis son arrivée en Algérie Challe est conscient de cette opposition entre l'armée et les pieds-noirs ultras les plus politisés. « L'armée au pouvoir », crient ces derniers. Mais l'armée qu'ils souhaitent c'est celle des Argoud, des Godard, des Gardes, du « soviet des colonels », celle du D.P.U.⁽¹⁸⁾ de Trinquier et de Vaudrey, une armée qui leur ferait la part belle et qui « materait » les melons. Or elle n'existe plus. Les colonels eux-mêmes rêvent d'une Algérie égalitaire, libérée des honteux privilèges, une Algérie « socialiste » mais surtout nationale..

Ce 25 avril l'heure n'est plus à ce qu'on voudrait faire mais à ce qu'on peut encore faire. Et on ne peut plus faire grand-chose. Challe ne dispose à Alger que des légionnaires étrangers du 1^{er} R.E.P. Situation délicate. Heureusement, il y a encore les régiments de parachutistes qui sont en Oranie. Il faut absolument qu'ils rentrent à Alger.

La dernière « opération » prévue par les parachutistes d'Oran ne réussit pas plus que les précédentes.

Le lundi soir, le lieutenant de vaisseau Guillaume — très attaché à Challe et ennemi intime de l'amiral Querville — est arrivé à Oran. Il a proposé, grâce à la complicité de deux ou trois officiers sympathisants, de s'emparer de la base de Mers el-Kébir.

L'arrivée de la flotte au large de la base a précipité la décision et a effrayé les civils. Ceux-ci harcèlent Gardy et Argoud. Le départ du capitaine Bonnel, du 1^{er} étranger, chargé de les organiser, les a déconcertés. Ils veulent bouger, se « rendre utiles ». La présence des hommes du maquis Petitjean — une résurgence des maquis France-Résurrection du marquis Brousse de Montpeyroux — et des C.R.S. pieds-noirs qui se sont rebellés les « regonfle ». Gardy pense les utiliser si « les choses tournaient tout à fait mal ». Le colonel Lancrenon, deuxième adjoint du corps d'armée d'Oran, s'y oppose fermement.

« Et pourquoi donc ? interroge Gardy.

— Tout simplement parce que l'on assistera alors à un déferlement de la masse musulmane qui jusqu'à présent n'a pas bougé, et à des excès probables de la part des civils oranais excités. »

Le colonel ne se fait aucune illusion. La ratonnade toujours présente... toujours possible.

Et puis, à l'aube du mardi 25, « les choses tournent tout à fait mal ». Le colonel Lecomte, qui devait, à la tête du 14^e R.C.P., prendre la base de Mers el-Kébir doit y renoncer. Deux de ses trois compagnies ont refusé de marcher malgré les efforts des officiers. Les appelés parachutistes ne veulent plus obéir aux chefs rebelles et cinq sous-officiers ont « déserté » pour rejoindre la légalité représentée à Oran par le général Perrotat et ses six commandants de zone. Il n'y aura donc ni combat ni coup de canon tiré par la marine, comme certains informateurs l'ont affirmé à l'époque.

« Cette fois, c'est foutu, dit Argoud à Gardy. La situation est sans issue. »

Le général téléphone à Alger pour rendre compte.

« Devant l'hostilité générale du corps d'armée, dit-il à Boissieu, ne pouvant compter ni sur Brothier ni désormais sur le régiment de Lecomte, je suis hors d'état de remplir ma mission.

— Regagnez immédiatement Alger avec les régiments de Masselot et de Lecomte », répond laconiquement Boissieu.

Pas un mot sur la situation à l'état-major interarmées. Gardy transmet l'ordre aux paras.

« On me signale un passage fell sur le barrage, dit Masselot, j'y vais ?

— Non, c'est sans doute un piège pour vous soustraire à notre cause. L'ordre de Challe est formel. Nous devons tous regagner Alger. »

Le colonel Argoud fixe le départ d'Oran à 14 h 30. La caravane est hétéroclite. Commandée par un vieux général en retraite et par un colonel « révolutionnaire » rebelle, elle comprend le 14^e R.C.P. de Lecomte, où de nombreux éléments sont désormais « allergiques » à la rébellion, le maquis Petitjean, composé d'illuminés et d'excités, des civils O.A.S. en uniformes

bizarres mais armés jusqu'aux dents, et les C.R.S. ralliés au putsch. C'est à Saint-Denis-du-Sig que Masselot la rejoindra.

La retraite vers Alger commence. L'« épopée » oranaise a fait long feu.

À midi, Challe prend sa décision. Tout seul. Sans consulter le moindre de ses collaborateurs. Il va se rendre. Il convoque Boissieu et le charge d'aller à Paris négocier sa reddition avec l'Élysée.

« Dites-leur que je me livrerai. Je suis le seul responsable de l'affaire. Je ne pose qu'une condition : qu'il n'y ait ni journalistes ni photographes à mon arrivée en métropole. »

Le colonel de Boissieu, qui approuve cette décision, n'arrivera jamais à temps à Paris car son avion sera détourné sur Tours où on le fera « poireauter » jusqu'à ce qu'à Alger la rébellion se soit effondrée.

Lorsqu'il a pris sa décision et donné ses ordres à Boissieu, Challe range ses dossiers, ses pipes et annonce son projet à Zeller, le seul avec qui il ait travaillé la main dans la main depuis le début de la révolte.

« L'affaire est cuite, Zeller. Je ne vois plus d'issue et je ne veux pas que quelqu'un d'autre que moi porte la responsabilité de notre révolte. Je me rends et me désigne comme premier coupable. »

Zeller proteste.

« Ah ! non alors. On n'est pas venus ici pour quatre jours ! Il va falloir se battre. L'affaire était plus grave qu'on ne l'a pensé mais on va mettre sur pied une organisation militaire de résistance.

— Et où ?

— En Kabylie, par exemple. J'en avais parlé à Paris avec le général Faure. C'est tout à fait possible. D'autant que Simon, en fuite, a été remplacé par le colonel Roca qui est à nous !

— Inutile, coupe alors le colonel Cousteaux qui est entré dans le bureau, les unités sont de plus en plus nombreuses à se dresser contre nous. Le discours de De Gaulle a porté ! »

À 16 heures, Challe réunit les chefs de corps présents à Alger et qui l'ont soutenu jusqu'au bout : Saint-Marc, Robin, La Chapelle, Puga, etc. L'atmosphère est extraordinairement tendue

Les visages sont figés, les traits tirés. Challe se fait plus lourd, plus massif que jamais. Il mordille le tuyau de sa pipe pour cacher son émotion. Il porte une chemise et un pantalon kaki et ses pattes d'épaulettes à cinq-étoiles. Pas une décoration.

« Messieurs, rentrez dans vos garnisons avec vos unités. L'affaire est finie. Nous avons échoué. Il faut maintenant en tirer les conséquences. Je ne vous laisserai pas payer seuls, rassurez-vous, ce n'est pas mon genre. »

Puis, tirant en vain sur sa pipe éteinte, Challe libère ses « fidèles » de la parole qu'ils lui ont donnée. Son dernier ordre est pour dire à Saint-Marc de ne pas dégager immédiatement le G.G. mais d'y assurer la protection de Salan et de Jouhaud qui y sont encore.

Tout est consommé. L'affaire est jouée. Un à un, en silence, les commandants d'unité serrent la main à leur chef.

Pourtant, Robin, qui, avec Saint-Marc, a été le fer de lance algérois du putsch, tente de fléchir le général.

« Vous avez déclenché un coup. Il faut aller jusqu'au bout. Nous y sommes prêts.

— Non, Robin. Ce n'est pas possible.

— Alors, s'insurge Robin, dans ce cas, c'est criminel d'avoir si mal préparé un coup.

— Le coup était parfaitement préparé pour ce que je voulais faire. J'ai reçu des promesses. Je n'ai fait qu'une seule erreur d'estimation : jamais je n'aurais cru qu'il y ait autant de salauds dans l'armée française. »

Godard et Salan sont arrivés sur la fin de la réunion.

« Lagaille, avec moins de mille types, a tenu pendant une semaine, dit le colonel, et nous, avec deux divisions, on flanche au bout de quatre jours ! Ça, non ! »

Le ton monte. Salan proteste à son tour. Il faut poursuivre. Il faut aller jusqu'au bout. Challe se retire. C'est la confusion. Un colonel menace de faire arrêter Salan !

Au rez-de-chaussée du quartier Rignot, Cousteaux, les larmes aux yeux, a annoncé aux officiers d'état-major que c'était fini, que Challe se rendait.

« Je vous conseille, dit-il, de rentrer chez vous ou de rejoindre la caserne des gardes mobiles aux Tagarins où le général Héritier rassemble son monde. »

C'est la débandade à l'E.M.I. La volée de moineaux. On emporte des dossiers, on brûle des papiers et on file à « toutes pompes » se réfugier sous l'aile protectrice des « mobiles »... Au bar de l'E.M.I. deux longues carcasses, en tenue bariolée, boivent en pleurant.: Robin et le capitaine Léger.

Dans le bureau de Boissieu, qui s'apprête à quitter Alger, l'atmosphère est tendue. C'est le capitaine Sergent qui accuse... et violemment encore !

« Mon colonel, dit-il, vous savez ce qui se passe dans le bureau du général Challe. C'est une véritable trahison ! Vous savez très bien que, maintenant, c'en est fini de l'Algérie et que nos derniers espoirs vont s'effondrer. Vous savez très bien que les jeunes officiers se sont lancés avec confiance derrière ce chef. Pensez-vous que nous avons traversé la mer pour jouer cette comédie ?

— Oui, tout cela est atroce... Mais nous n'y pouvons rien...

— Si, je peux encore aller lui tirer une balle dans la tête⁽¹⁹⁾... »

Sergent sort son revolver. Salan l'arrête d'un geste. La tension tombe. On se sent désemparé, désespéré, un peu ridicule aussi...

« Allons au G.G., dit Salan, voir ce qu'on peut encore faire... »

Dans son bureau, Challe est d'un calme olympien. Il a demandé à son aide de camp, le capitaine Perrier, de brûler tous les documents et de « ficher le camp ». Il a rendu leur parole à ses officiers et est décidé à se livrer. Il se sent disponible.

C'est alors qu'intervient Jean-Jacques Susini. Challe sait qu'il est arrivé « daim les bagages » de Salan, mais jusque-là il ne l'a pas et ne s'en est pas plaint. Susini veut réussir là où Robin et les officiers à gros godillots ont échoué faire revenir Challe sur sa décision, gagner du temps, le persuader de reprendre la lutte au cœur d'Alger. Le petit maître à penser de la future O.A.S., dont Salan prendra la tête, déploie des trésors d'éloquence. Avec ce général républicain il ne peut pas user de la phraséologie fasciste qui lui est habituelle. Non, il faut faire « dans le sentiment ». Susini, qui est diaboliquement intelligent et qui est un orateur-né, dispose de multiples registres. Pendant trois quarts d'heure il

démontre à Challe qu'il ne peut abandonner la population civile, qu'elle se soulèvera contre Paris et que ce sera atroce. Et il parle ! Et il parle ! Et il réussit ! Challe, convaincu, épuisé aussi, cède. Il est seul. Il a dégagé ses officiers de leur parole. Il est persuadé d'être fusillé en se livrant, alors autant crever avec les Algérois.

« D'accord, je viens avec vous au G.G. On mourra tous ensemble ! »

Suivant Susini triomphant, Challe arrive à temps pour apposer une quatrième signature à la dernière pièce du putsch. Salan-Jouhaud-Zeller, décidés à poursuivre le combat, ont préparé une déclaration à la population annonçant la mobilisation de huit classes de pieds-noirs et conseillant à tout le monde de prendre les armes pour sauver l'Algérie française. Cette fois, c'est la révolution, avec les milices de civils armés. Mais il est trop tard.

Sur le Forum, à l'allégresse de la veille a succédé une lourde inquiétude. La population semble abattue. Elle attend le miracle. Rien ne se produit. Les généraux ont paru au balcon mais, les micros ne fonctionnant pas, ils sont rentrés dans leurs bureaux. Et la foule qui ne sait pas ce qu'ils voulaient lui dire en retire une impression désespérante.

Au G.G., c'est la pagaille. Des légionnaires et des civils en armes parcourent les couloirs jonchés de sacs, d'armes, de papiers, de canettes vides. Tout le monde gueule. Tout le monde commande. Puisqu'il a « repris du service », Challe veut organiser un poste de commandement. Au commandant Raffin, un officier d'état-major qui l'a suivi, il demande de rencontrer quatre ou cinq civils représentatifs.

« Voyez avec eux ce qu'on peut faire et ne pas faire. Etudiez quelle est la partie d'Alger qu'on peut défendre. Tout Alger si possible. Sinon, le Forum, le G.G. jusqu'à la mer. C'est le minimum pour laisser l'ouverture à ceux qui voudront filer. Voyez l'approvisionnement, les armes, les munitions. Dans trois quarts d'heure rendez-moi compte. »

Triste évolution en quatre jours ! D'abord l'Algérie, puis l'Algérois, maintenant le cœur de la Ville blanche. Puis mourir...

Ce n'est même pas possible. Le baroud d'honneur est vain. Raffin revient. Le verdict tombe :

« Je ne suis arrivé à rien, mon général, il y a environ 1 500

types armés mais ils se baladent dans tout Alger. C'est l'anarchie. On n'a pas de radio, pas de moyens de communication. On ne dispose ni d'armes, ni de munitions, ni de l'approvisionnement nécessaire pour pouvoir simplement tenir. Je regrette, mon général, je n'ai rien pu mettre de sérieux sur pied. »

Raffin a les larmes aux yeux. Challe lui tape sur l'épaule :

« Merci, mon petite Raffin ; maintenant, foutez le camp. La plaisanterie est terminée. »

À la radio d'Alger le capitaine Sergent tente un dernier appel dans le désert. Cet homme pur et dur, sans complaisance ni pour les autres ni pour lui-même, a une réaction de désespoir. C'est la première fois de sa vie que cela lui arrive. Avec l'accord de Gardes et de Lacheroy, qui s'apprêtent eux aussi à larguer les amarres, Sergent, au micro de Radio-France, adjure ses camarades de l'armée de prendre leurs responsabilités sans tenir compte de la hiérarchie. C'est l'appel à la désobéissance, à la révolte totale.

Les heures qu'il vient de vivre sont tellement intenses que Sergent en est arrivé à espérer le miracle qui le tirerait de son désespoir.

Mais il est trop tard. Son message sera l'avant-dernier transmis par Radio-France.

Il est 23 heures lorsque retentit le dernier appel. C'est un jeune homme, revêtu de la tenue bariolée des parachutistes — il s'appelle Le Fustec —, qui le lance d'une voix haletante, dramatique :

« Population d'Alger, rendez-vous immédiatement au Forum pour empêcher la trahison de l'emporter. »

Un peu de musique. Puis une autre voix annonce :

« Ici, France V, nous reprenons le cours normal de nos émissions. » Le groupe Drouet — les journalistes réunis autour du rédacteur en chef de la radio — a arrêté Le Fustec et a repris l'antenne aux insurgés. À la radio, la légalité est rétablie.

Au premier étage du G.G. commence la « veillée funèbre ». Zeller, qui s'est endormi vers 20 h 30, a rejoint ses camarades. Challe leur exprime son désir de se livrer. Il n'obtient aucune réponse. Un photographe réussit à entrer et prend le dernier cliché des quatre généraux qui, devant l'objectif, font encore bonne

figure alors qu'ils savent que tout est perdu. Puis Challe fait éteindre les lumières sur le Forum qui retentit de temps à autre de tristes Marseillaise. Il faut que les gens partent, rentrent chez eux. Il faut éviter de possibles incidents avec les gendarmes qui vont reprendre possession des lieux. Saint-Marc et Godard attendent, immobiles et pensifs.

« Saint-Marc, dit Challe. Ça m'est égal d'être fusillé mais je ne veux pas recevoir de coups de pied dans le cul de la part des gardes mobiles.

— Je pars pour Zéralda, mon général, venez avec nous. Demain, vous verrez. »

Salan, Jouhaud et Zeller expliquent alors qu'ils n'ont aucune raison de se rendre, que le combat continue, etc. Challe reste fermé.

— Moi, je me livre.

— Vous allez vous faire fusiller, et après ? » s'écrie, véhémement, M^{me} Salan.

« La Biche » est venue rejoindre son mari comme dans tous les coups durs. Challe la regarde, impassible.

« C'est mon opinion, dit-il froidement, et j'ai l'habitude de faire ce que je veux !

— Mon mari ne fera pas comme vous !

— C'est son affaire, pas la mienne. »

Challe est furieux. Il ne manquait plus que les bonnes femmes dans une affaire pareille. Salan reste silencieux.

À 23 h 15 Zeller se met en civil, puis, après avoir salué ses camarades, se perd, anonyme, dans la foule.

Sergent et les lieutenants Godot et Degueldre quittent le G.G. Pour eux le combat ne fait que commencer.

« La prochaine fois, lance Degueldre à Jouhaud, on ne restera pas l'arme au pied devant les gendarmes. » Quelques coups de feu retentissent dans la ville. La foule quitte à regret le Forum. Allons, encore une fois, c'est manqué ! Saint-Marc retire ses troupes qui, au fur et à mesure; sont remplacées par les gendarmes. En ordre, les légionnaires du 1^{er} R.E.P. montent dans les camions. Parmi eux, Challe, Salan et Jouhaud.

Au P.C. O.A.S. Laferrière, le lieutenant, Durand-Ruel, du 1^{er} R.E.P., prévient les civils armés du groupe Zattara-Christian :

« C'est branlé ! Tirez-vous. Rendez armes et équipements, on remportera ça dans nos camions. Attention ! les mobiles tirent à vue ! »

Arrivés à Zéralda, Jouhaud et Salan décident de fuir. Ils s'en vont avec des civils qui vont les cacher. Challe embrasse Jouhaud et lui remet les 300 000 anciens francs qu'il a sur lui.

« Ça ne me servira plus à rien. Toi, tu en auras besoin. »

Puis il serre la main de Salan.

Les deux généraux quittent la base arrière du 1^{er} R.E.P. par le chemin creux qui mène à la grand-route et s'enfoncent dans la nuit. Pour eux s'ouvre la vie clandestine. Une nouvelle aventure tragique...

Challe et Saint-Marc se retrouvent seuls.

« Vous êtes jeune, Saint-Marc, on va payer cher. Laissez-moi me livrer seul. Qu'il y en ait un de plus ne servira à rien. »

Saint-Marc s'est raidi.

« Mon général, vous n'avez pas voulu abandonner vos troupes et les laisser payer pour vous, permettez que j'en fasse autant avec les miennes.

— Comme vous voudrez... »

À l'aube, Saint-Marc négociera la reddition de Challe avec le général Héritier. Le soir, le patron du putsch couchera à la Santé.

À 4 h 50, François Coulet, directeur des affaires politiques, qui a quitté sa « planque », retrouve son bureau. Le coffre-fort a été forcé. L'argent qui s'y trouvait s'est envolé. Sur le sol, déchirée en huit morceaux, la photo dédicacée du général De Gaulle.

« Les salauds », murmure Coulet.

En vain il a cherché Godard « pour lui faire la peau ». Il ne lui a pas pardonné l'arrestation de son collaborateur Félix Rista ni les propos tenus par les équipes civiles qui ont arrêté à tour de bras.

À 5 heures du matin, Coulet téléphone à Joxe, qui ne se dérange même pas, au colonel de Bonneval et à Geoffroy de Courcel à l'Élysée.

« Ça y est, leur dit-il, le G.G. est libre. La légalité est rétablie. »

Cette fois le putsch est bien terminé. Il a duré quatre jours et cinq nuits.

Troisième partie
L'ultime espérance

Il ne fallut que quelques heures pour se rendre compte à quel point l'armée française sortait brisée de la crise qu'elle venait de traverser.

On avait balayé, repeint les couloirs, réparé les coffres-forts éventrés, remplacé les vitres brisées. Il n'y avait plus ni papiers sales ni canettes de bière. Le G.G. et le quartier Rignot ne « sentaient » plus le para et le légionnaire. Aseptisés, désinfectés, les bureaux reprenaient leur apparence habituelle. À ceci près que, selon les cas, on y crevait de trouille ou l'on y était saisi de nausées. C'était la grande purge. L'interrogatoire généralisé. Ça bardait à tous les étages. Il fallait rendre des comptes ! Et aussi les régler...

À l'état-major général, chaque officier dut faire un long rapport sur son action heure par heure durant les quatre jours du putsch. Le général Hublot, nommé chef d'état-major, dut contrôler ces « autocritiques » et décider du sort de chacun. Blanchir ou faire inculper.

Fidèle, dès la première heure, au gouvernement de la République, Hublot dans ses fonctions de grand inquisiteur put constater l'ampleur des dégâts causés dans l'armée par la révolte des généraux. La noblesse d'attitude de ceux qui sans ambiguïté « avaient choisi leur camp » n'était pas monnaie courante. La crainte, la lâcheté, l'ambition sans mesure, la simple « vacherie » déferlaient dans son bureau. Les exemples de bassesse se succédaient. Des officiers qui n'avaient pas levé le petit doigt pour défendre la légalité pendant le coup d'État entendaient néanmoins être récompensés de leur « abstention » en coiffant sur le tableau d'avancement certains petits camarades moins prudents mais cependant mieux placés dans « l'annuaire » des officiers. Chaque jour apportait sa moisson de lettres de dénonciation, de « rapports d'information ».

« Je ne les lis même plus, disait Hublot en les jetant au panier, tout cela m'écœure et me dégoûte. En être arrivé là ! »

Une large majorité d'officiers, conscients de ne pas s'être opposés au putsch avec « toute l'énergie souhaitée », faisaient des efforts désespérés et pitoyables pour ne pas être soupçonnés par les commissions d'enquête d'avoir apporté leur aide à Challe, Le mépris que leur portaient ceux qui s'étaient engagés — qu'ils soient gaullistes ou putschistes — était sans limite et consacrait la

« cassure » profonde et durable de l'armée.

Au lendemain du putsch, Robert Buron — libéré d'In-Salah — avait fait son rapport au général De Gaulle. Il avait parlé de la « victoire des transistors », de la détermination des appelés mais aussi des officiers activistes, et de la cohorte des hésitants. Vézinet et Pouilly, prisonniers avec lui à In-Salah, s'étaient plaints de la faveur dont les officiers les plus activistes avaient joui jusque-là auprès des cabinets du premier ministre et du ministre des Armées. Buron l'avait souligné et le Général « avait fait la gueule ».

« Je tirais sur sa dent malade, dira plus tard Robert Buron. Les complicités, chez Messmer — trop bien avec ses anciens amis parachutistes —, et chez Debré, où Nicot avait purement et simplement trahi, lui prouvaient qu'il n'avait pas aussi bien nettoyé l'armée qu'il l'avait cru au lendemain des Barricades. »

Cette fois, le président de la République décida une purge « sans faiblesse ». Le 1^{er} R.E.P., le 14^e et le 18^e R.C.P. et les commandos de l'air furent dissous, leurs officiers mis aux arrêts. Certains furent transférés en métropole.

À la surprise générale, Gambiez fut confirmé dans ses fonctions de commandant en chef. De Gaulle ne voulait pas lui faire immédiatement payer les pots cassés mais il était évident que « Nimbus » ne ferait pas long feu en Algérie.

Morin et Gambiez avaient besoin que l'on redore un peu leur blason et que l'on consolide publiquement leur autorité bien chancelante. Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes, et le général Olié, patron de l'armée française, s'y employèrent en venant réinstaller avec faste leurs représentants en Algérie. Et pourtant Joxe avait été très violent contre Morin. Il ne comprenait pas comment la légalité avait pu se « défaire » à ce point devant la détermination du « quarteron ». À ses yeux le délégué du gouvernement était coupable.

« Il sera immédiatement relevé de ses fonctions », avait-il prédit à Paris.

Il n'en fut rien. Après tout, c'était l'armée qui avait en partie soutenu le putsch. Les préfets, l'administration civile étaient restés parfaitement fidèles à la légalité. C'était donc à l'armée de payer. Ohé était là pour remplir cette délicate mission.

« Mais, remarqua Morin, on était loin de la purge annoncée et de la fermeté ordonnée par De Gaulle... »

On restait entre généraux ! Et — exception faite de l'inculpation des officiers les plus « mouillés » — Olié ne procéda à aucune mesure qui pût « accentuer » le malaise dont souffrait déjà l'armée.

« Pour Olié, dira le délégué du gouvernement, Arfouilloux restait « mon Arfouilloux », Partiot « mon Partiot ». C'était le ton de l'amitié et du tutoiement. On retrouvait l'armée des généraux et leur solidarité. »

Sanctions diverses contre deux cents officiers — une dizaine d'entre eux transférés en métropole et inculpés —, mandats d'arrêt lancés contre Jouhaud, Zeller, Salan, Argoud, Godard, Broizat, Lacheroy et Gardes, on n'alla pas plus loin.

Par contre, du côté civil, Joxe et Morin firent montre d'une plus grande fermeté. Si les « patrons » de l'administration s'étaient tous élevés contre le putsch, il n'en était pas de même de leurs subordonnés. Quatre hauts fonctionnaires du G.G. furent révoqués, deux mutés. Six commissaires de police suspendus et en instance de révocation. Pour l'ensemble de la ville d'Alger on décida l'arrestation de deux cents fonctionnaires. Quatre cent cinquante personnes furent interrogées dans les jours suivants et inculpées d'aide à un mouvement insurrectionnel. La parution des quotidiens algérois *L'Echo d'Alger*, *La Dépêche quotidienne* et *Dernière Heure*, qui avaient applaudi à grands cris à la prise du pouvoir par l'armée, fut suspendue. Seul *Le Journal d'Alger*, de tendance libérale, sera autorisé à reparaître quelques jours plus tard.

Au Gouvernement général, les directeurs « gaullistes » comme Coulet et Coup de Fréjac sentaient s'établir autour d'eux un climat d'une effroyable méfiance. Tous les rapports humains étaient faussés. Personne n'avait confiance en personne. En outre, le putsch n'avait fait qu'accentuer l'inimitié grandissante entre Morin et son directeur des affaires politiques, François Coulet. Morin ne supportait plus « l'œil de l'Élysée ». Il l'accusa même d'avoir profité de son absence forcée à In-Salah pour fouiller ses tiroirs personnels ! Finalement Morin obtint de De Gaulle le rappel de sa « bête noire ».

L'attitude de Jean Morin, qui avait choisi de se laisser arrêter

pour mettre les militaires rebelles au pied du mur, avait provoqué un certain malaise au sein de l'équipe dirigeante. Max Moulins, le remplaçant de Jacomet au secrétariat général, voulut même démissionner. Joxe fit savoir qu'il n'accepterait ni démission ni mutation. Son plan, que Morin allait appliquer à la lettre, demeurait : tout continue comme avant. Poursuivre la politique économique et faire entrer la politique militaire dans une phase nouvelle dominée par la trêve décidée par le gouvernement, tel était le souci principal de Louis Joxe qui savait proche l'ouverture des négociations avec le G.P.R.A. Dans cette perspective l'heure n'était pas aux querelles internes. La marche inéluctable vers l'autodétermination devait accélérer la mise en place de hauts fonctionnaires musulmans. L'entrée des « Arabes » à tous les niveaux de la vie économique et sociale était aux yeux du gouvernement la condition essentielle du maintien des pieds-noirs dans un pays qui allait à l'indépendance. L'intérêt de tous était de minimiser l'importance du putsch et de profiter de l'abattement passager des Européens pour leur faire admettre un changement important dans leurs rapports avec la communauté musulmane.

Les perquisitions en masse dans les différents quartiers d'Alger et dans des lieux jusque-là « tabous » pour la police, comme l'hôtel Saint-George, le G.G., le cercle des officiers, la mairie et la préfecture, devaient permettre — dans l'esprit de Morin — de récupérer des armes et de « mettre à l'ombre » un certain nombre de cadres de l'O.A.S., seule force éventuellement capable de prendre en main la population européenne et de s'opposer à l'ouverture et à l'aboutissement des négociations avec le F.L.N.

Le mouvement clandestin représentait-il un danger réel ? Les avis étaient partagés. Selon les uns l'O.A.S. qui s'était manifestée dès le lendemain du putsch par voie de tracts et par l'explosion de quelques plastics ne comptait dans ses rangs que quelques dizaines d'excités dirigés par de vieux nostalgiques du contre-terrorisme. Pour d'autres, l'O.A.S. s'était repliée dans une clandestinité rigoureuse et organisée, et se préparait à lutter par tous les moyens pour l'Algérie française telle que la souhaitait la majorité des Européens.

Devant les piètres résultats obtenus après quelques jours de perquisitions, et face à la multiplication des tracts et des explosions on dut se rendre à l'évidence : l'O.A.S. s'était bien gardée de se découvrir pendant les cent heures de sédition. On

allait devoir compter avec elle.

Le général Zeller marchait la tête baissée. Etre reconnu et arrêté à quelques minutes de se constituer prisonnier serait inutilement humiliant ! En civil, l'ancien patron de l'armée de terre ressemblait à un petit fonctionnaire retraité promenant sa bedaine au doux soleil de printemps. Mais ce sacré visage aux lèvres en coup de sabre et aux yeux clairs derrière les lunettes cerclées risquait de le faire reconnaître du policier le moins perspicace !

Le général quitta l'avenue Foureau-Lamy et s'engouffra dans un de ces petits chemins creux, bordés de hauts murs, d'arbres séculaires et de propriétés splendides qui abondent autour de la rue du Dr-Lucien-Raynaud. Zeller avait rendez-vous à 9 heures Colonne-Voirol, et il était en avance. Il ralentit et déchiffra le nom du chemin désert sur une plaque bleue à demi recouverte de glycines : chemin de la Solitude. Il soupira... L'air léger du matin, l'odeur des arbres, des buissons, des pelouses bien entretenues, le soleil à travers les branches qui formaient une voûte naturelle au chemin creux, tout lui semblait nouveau, frais, magnifique. Il savourait ses derniers instants de liberté. Dans vingt minutes, à soixante-trois ans, il serait prisonnier. Sauverait-il seulement sa tête ?

Dix jours plus tôt, au soir du mardi 25 avril, lorsqu'en civil il s'était perdu dans la foule abattue du Forum, il n'avait pas l'intention de rentrer en France. Il avait besoin de réfléchir pour choisir entre les trois solutions qui s'offraient à lui : rester en Algérie et poursuivre la lutte clandestine, fuir à l'étranger ou se livrer comme le général Challe.

Il faisait nuit lorsqu'il était arrivé chemin des Glycines, chez un de ses beaux-frères qu'il n'avait pas revu depuis plusieurs années. Le pauvre homme était dans tous ses états. Parent tombé du ciel, ce général factieux dont le nom et le portrait s'étaient à la « une » des journaux du monde-entier, était bien embarrassant. On lui trouva pourtant un refuge dans un réduit près du poulailler. Zeller y passa sa première nuit de proscrit, éveillé à l'aube par les chants triomphants des coqs de la basse-cour ! Le mercredi matin, le général dut quitter ce gîte insolite. La police devait être en chasse et allait écumer les logements des parents et alliés des hommes qu'elle recherchait. Le « Mohamed » de son beau-frère le conduisit discrètement dans un pensionnat religieux de jeunes

filles dont la supérieure était « sympathisante ». Zeller était un peu inquiet en pénétrant dans ce couvent à deux pas de l'hôtel Saint-George. La religieuse voudrait-elle l'accueillir ? Aurait-elle la possibilité de le cacher ?

La mère supérieure l'accueillit à bras ouverts, compatissante et... furieuse.

« Ah ! mon pauv'général, pourquoi ne les avez-vous pas tous tués ? »

Zeller était rassuré quant aux opinions de la digne religieuse mais stupéfait de sa question. Cela devait se lire sur son visage car la supérieure ajouta :

« Mais oui, général. Dans ces affaires-là, il arrive un moment où il faut tuer. »

Zeller n'avait pas l'intention d'entamer une discussion sur ce sujet. Il lui fallait d'abord se cacher. Et un homme — même d'un certain âge — dans un couvent de jeunes filles, cela pose nombre de problèmes ! La supérieure l'emmena dans sa propre chambre.

« Soyez discret, général, si mes filles vous voyaient là... »

Zeller était mi-gêné, mi-amusé. Au bout du couloir qu'une porte vitrée coupait en deux il aperçut le double rang sage d'une classe de jeunes filles qui passait.

« Eh oui, poursuivit la bonne sœur, dans ma chambre vous êtes en sécurité. Mais pour aller au petit coin vous risquez de tomber sur une de mes filles ! »

Elle réfléchit un instant puis, d'un pas décidé, elle se dirigea vers la porte vitrée, brisa d'un coup de poing le carreau supérieur et cria à la cantonade :

« Bande de petites idiotes, vous m'avez encore cassé une vitre. Vous êtes tellement maladroites que je condamne cette porte. »

Puis, revenant vers Zeller, elle ajouta :

« Vous voilà tranquille, général ! »

Pendant huit jours Zeller vécut cloîtré dans la chambre de la supérieure. Il se tenait informé grâce à un transistor à écouteurs. Son beau-frère vint le voir à plusieurs reprises, l'informant de la répression qui s'abattait sur Alger.

Le général examinait toutes les solutions. Faire de la résistance

en Algérie ? Oui, s'il y avait eu un îlot de résistance militaire en Kabylie, par exemple. Mais ce n'était pas le cas et Zeller répugnait à se mêler à une organisation civile comme feraient certainement Jouhaud et Salan. En outre était-il nécessaire d'être plusieurs « gros » généraux en Algérie ? Les problèmes de personnes qui s'étaient déjà posés pendant les quatre jours du putsch allaient se multiplier, les susceptibilités s'exacerber... Et puis Zeller était peu apte à la vie clandestine, à la guérilla.

« Je suis trop vieux », pensa-t-il, découragé.

Par l'intermédiaire de son beau-frère, des Européens lui proposèrent de passer en Espagne. Le bateau était prêt. Zeller n'aurait qu'à s'accroupir dans un tonneau pendant quelques heures. Au large il serait libre. Mais aller à l'étranger c'était réellement *fuir*. Et Zeller, en vieux militaire, ne pouvait s'y résoudre. Depuis le début de l'aventure il avait agi selon sa conscience, il n'allait pas changer alors que tout était perdu. Fuir était la plus mauvaise solution.

Lorsqu'il apprit à la radio l'arrestation du général Gouraud, commandant le Constantinois, et son transfert en métropole il se décida.

« C'est, moi qui l'ai entraîné dans cette affaire, je l'ai poussé, j'ai joué avec sa conscience, je dois le défendre. »

Lorsque, le soir venu, il s'ouvrit de son projet à la mère supérieure celle-ci l'approuva.

« Finalement, général, c'est ce que vous avez de mieux à faire. »

Le lendemain, André Zeller confia à son beau-frère une lettre pour le général Vézinet qu'il connaissait bien... mais qu'il avait envoyé à In-Salah la semaine précédente.

« Je suis décidé à me constituer prisonnier entre les mains du gouvernement de fait actuel, écrivit-il au commandant du corps d'armée d'Alger. Mais je désire me livrer à l'autorité militaire et non à la police. Je veux être transporté en France entre deux officiers et non entre deux policiers. »

Vézinet accepta toutes les conditions du général et lui fit savoir que son adjoint, le général de Belney, l'attendrait le lendemain matin à 9 heures Colonne-Voirol.

Quand, par cette belle matinée du 6 mai, le général Zeller l'aperçut au bout du chemin du Dr-Lucien-Raynaud, il sentit qu'à soixante-trois ans il tournait une page de sa vie. La religion et l'idée qu'il se faisait de la France l'aideraient peut-être à supporter les épreuves qui, il n'en doutait pas, l'attendaient en métropole.

Le soir, André Zeller couchait à la Santé après avoir refusé de répondre aux policiers qui voulaient connaître son emploi du temps et ses refuges depuis le 25 avril. Dans une cellule voisine, Maurice Challe préparait son procès.

Le 29 mai ils comparaîtront côte à côte dans le box des accusés. Le 31 mai, le général Challe et le général Zeller seront condamnés à quinze ans de détention. Ayant mis fin de leur propre volonté au putsch déclenché le 22 avril, ils bénéficieront des circonstances atténuantes. Pour eux l'aventure était terminée.

Restaient encore Jouhaud et Salan et tous les colonels qui — comme Gardes l'avait dit à Jean-Louis Guillaud — étaient prêts à « aller jusqu'au bout ».

« Après tout, pensa Challe qui n'avait aucune sympathie particulière pour Salan, tant mieux s'ils réussissent là où j'ai échoué. Tant mieux s'ils gardent l'Algérie à la France. »

Connaissant ceux qui formaient l'O.A.S. naissante, il en doutait.

Challe et Zeller avaient joué et perdu. Ils payaient. C'était conforme à leur sens de l'honneur. Sous leur autorité on avait évité l'affrontement sanglant. Cela seul leur importait.

Ivan, membre de l'O.A.S. Laferrière, qui avait arrêté Raybois, le patron de l'Association pour le soutien au général De Gaulle à Alger, décida lui aussi de se rendre. L'Algérie française telle qu'il la pensait, l'Algérie française des Challe, des Denoix de Saint-Marc qu'il admirait, c'était foutu. Il ne restait plus qu'un mouvement de desperados qui cherchaient à se regrouper, à poursuivre un combat avec des méthodes qu'il réprouvait, à défendre des intérêts dont il se sentait très éloigné. Il téléphona donc à Raybois à qui il avait donné son nom lorsqu'il l'avait arrêté.

« La police connaît-elle mon identité ?

— Non, elle vous cherche d'après le portrait que j'ai fait de

vous. Mais si vous essayez de vous soustraire à la justice vous risquez un jugement expéditif.

— Je suis prêt à me livrer. »

C'est Raybois lui-même qui conduisit Ivan à la police judiciaire ! Devant le commissaire qui les interrogea il plaida la cause de celui qui l'avait arrêté.

« Grâce à lui, dit Raybois au commissaire, mon arrestation s'est bien passée. Je voudrais que pour lui ça se passe bien aussi. »

Le commissaire ne s'attarda pas sur ce terrain sentimental et passa à l'interrogatoire d'Ivan. Celui-ci, plusieurs années plus tard, se souviendra d'un homme petit, sec, le cheveu rare, l'œil glacial derrière ses lunettes dorées.

« Un intraverti qui n'avait rien d'humain », dira-t-il. L'interrogatoire fut bref. Ivan reconnaissait les faits.

« À la geôle », conclut le commissaire.

Pour s'y rendre Ivan dut passer entre deux haies de gardes mobiles qui ne lui épargnèrent ni les coups de pied ni les coups de poing. Les méthodes du P.C. O.A.S. Laferrière où l'on « intimidait » volontiers se retrouvaient de l'autre côté de la barricade !

Lorsque le juge d'instruction Champagne l'interrogea et l'inculpa, le jeune homme apprit le nom du commissaire.

« C'est Gavoury, lui glissa un autre inculpé qui attendait dans le couloir du palais de justice. C'est lui le responsable de la répression après le putsch. Une vraie peau de vache ! Mais on l'aura ! »

Ivan ne prêta pas grande attention à cette réflexion. Par contre, lorsqu'un homme qui se présenta sous un nom corse vint l'interroger dans sa cellule pour savoir si « un trou de 80 millions constaté, d'après lui, dans la caisse de l'Association de soutien ne serait pas l'œuvre commune d'Ivan et de Raybois », il pensa que les groupuscules gaullistes d'Alger ne brillaient ni par l'estime ni par la confiance que leurs membres se portaient mutuellement !

Il était certain que les différentes arrestations et perquisitions effectuées durant les quatre jours du putsch avaient été mises à profit par des membres peu scrupuleux des milices civiles. Et ces quatre-vingts millions, ainsi que les dizaines de millions volés

dans les coffres du G.G. n'étaient pas perdus pour tout le monde ! Mais ce n'était plus l'affaire d'Ivan. Pour lui l'aventure était terminée.

Le projet de trêve unilatérale révéla quelques heures avant le putsch par Jean Lartéguy dans *Paris-Presse* et confirmé le 24 avril par la publication du document trouvé à Oran par Gardy dans le bureau de Pouilly, devenait une réalité. Le général Gambiez reçut la dure mission de la « faire avaler » à l'armée. Montrer la bonne volonté de la France et de son armée, et hâter ainsi la reprise de négociations sérieuses, tel était le but recherché.

On baptisa la trêve d'un nom pudique : interruption des opérations offensives. Il s'agissait de porter un grand coup psychologique à l'opinion internationale. Le porte-parole du Gouvernement général, Coup de Fréjac, à qui, depuis le putsch, on recommandait de parler le moins possible et qu'on laissait à l'abandon, sans instructions, se « démerder avec ses journalistes », reçut à cette occasion une pluie de consignes parisiennes. Le gouvernement, et en particulier Michel Debré, avait pensé à tout.

Les notes de service se succédèrent, longues, minutieuses, précises. Attitude à observer, messages à lire en français et en arabe à la radio, informations à donner aux journalistes suivant les différentes hypothèses. Le gouvernement prévoyait quatre possibilités :

- 1° Trêve sans incidents ;
- 2.° Rupture de trêve ;
- 3° Le G.P.R.A. réagit ou non ;
- 4° Les pieds-noirs prennent violemment parti contre la trêve ou non.

C'était la première fois que Coup se voyait entourer de tant de « sollicitude ».

« La France ouvre la route de la paix. » Le slogan était beau mais l'armée n'était ni chaude ni enthousiaste pour l'appliquer et le commandement en chef dut user d'arguments psychologiques... et de menaces pour que la trêve devienne réalité. Déjà accusée de lâcheté par les pieds-noirs qui la considéraient comme responsable de l'échec du putsch, l'armée allait désormais essayer un déferlement d'injures. Pour les

Européens, la trêve des combats c'était la honte, la grande honte. Cette fois on bradait, on laissait le pays aux mains des rebelles. On permettait aux wilayas décimées depuis le plan Challe de se regonfler. Les villes allaient à nouveau être reprises en main par les commissaires politiques et les militants F.L.N. libérés depuis 1960 des camps d'hébergement.

L'« offensive de la fraternité », comme l'appelait Gambiez, c'était, à leurs yeux, le « commencement de la fin ».

Du côté musulman, la surprise du premier instant passée et devant le respect de la trêve par l'armée française, le sentiment général fut la satisfaction.

En métropole, la trêve unilatérale fut jugée par l'opinion publique comme un acte de grandeur et de courage du gouvernement, seul capable de hâter la reprise des négociations.

La vérité oblige à dire que cette trêve unilatérale fut un échec que l'on minimisa dans la mesure du possible.

En obéissant à cet ordre qui marquait la fin de sa mission offensive, l'armée montrait au monde qu'elle n'était pas « factieuse », mais l'état-major, à la lecture des rapports, savait à quel point sa lassitude, son découragement étaient justifiés. Les désertions de harkis se multipliaient. Les musulmans qui s'étaient engagés aux côtés de l'armée tentaient ainsi de se dédouaner aux yeux du F.L.N. qui apparaissait comme le véritable vainqueur du conflit. L'A.L.N. se regroupait, reprenait des forces. Dans toutes les wilayas, en particulier dans le Constantinois, où l'organisation militaire du F.L.N. avait été démantelée par la violence de l'opération « Pierres-Précieuses », les responsables avaient le loisir de tisser à nouveau en toute tranquillité la délicate toile d'araignée qui devait couvrir toute la région. Les goumiers et les harkis déserteurs apportaient des armes, les jeunes gens venant des villes, de l'argent. L'afflux fut tel que Çayout El-Arab, chef de la wilaya 2, dut renvoyer nombre d'entre eux dans leur ville ou leur douar d'origine, chargés de missions de propagande. Les liaisons, qui allaient à vau-l'eau, furent réorganisées avec soin. Les commissaires politiques n'eurent aucun mal à persuader la population musulmane que l'ennemi « s'essouffait ». Le peuple ne demandait qu'à croire !

En quelques semaines, l'infrastructure F.L.N. se reconstitua... sans, bien sûr, accepter la trêve ! Les méfaits se multiplièrent. On

évitait simplement les accrochages avec l'armée. Le mois de mai vit 113 attentats faire 85 morts et 121 blessés. Sur les 85 victimes il y avait 62 musulmans, 20 militaires et 3 Européens. Pour le F.L.N., suivre la trêve aurait été démobiliser l'opinion publique à l'heure où il en avait le plus besoin : celle des négociations.

« Pas de sentiments. La victoire est proche ! L'ennemi est sur le point de demander grâce. »

Le service d'information de la délégation générale était impuissant devant de pareils arguments. Et puis l'essentiel n'était-il pas que le G.P.R.A. se décide à répondre aux propositions de pourparlers ?

Pendant le putsch la population musulmane s'était bien gardée d'intervenir. « Que les français se débrouillent entre eux. Cela ne nous regarde pas. » Dès le 22 avril, Ferhat Abbas avait lancé un appel au peuple algérien : « Face aux graves événements qui se déroulent dans notre capitale je vous demande, au nom du G.P.R.A., de rester plus que jamais unis et plus que jamais vigilants. Vous devez vous organiser pour faire face aux provocations, comme vous avez su le faire lors des journées historiques de décembre et de janvier derniers. »

Si ces journées de sédition avaient rapproché spontanément les nationalistes algériens du général De Gaulle, si la victoire de ce dernier sur les généraux rebelles d'Alger augmentait encore son prestige aux yeux des membres du G.P.R.A., on n'en était pas parvenu pour autant à fixer une date d'ouverture des négociations. De Gaulle avait réglé ses comptes avec les officiers factieux d'Alger mais il n'en était pas de même pour le G.P.R.A., qui se heurtait à une opposition militaire de plus en plus violente. Le colonel Boumediene, chef de l'état-major général de l'A.L.N., était passé à l'offensive.

En quinze mois, Houari Boumediene avait fait de l'armée des frontières l'instrument de « dissuasion » qui lui permettrait, l'heure venue, d'imposer au pays devenu indépendant la solution socialiste qui, selon lui, ferait son bonheur.

Après avoir transformé — comme on l'a vu — le siège de l'état-major à Ghardimaou en pépinière de jeunes cadres socialistes; il prit en main toutes les grosses unités des frontières et aidé de ses adjoints, les commandants Menjli et Slimane (plus connu aujourd'hui sous son véritable nom : Kaïd Ahmed), il plaça

à leur tête des officiers « sûrs », c'est-à-dire de tendance socialiste. Assuré de leur soutien inconditionnel, Boumediene poursuivit dans le calme et la discrétion qui lui étaient naturels son offensive contre les « dinosaures » du G.P.R.A. Son armée, pourvue d'un matériel considérable, bien entraînée, bien encadrée... et désœuvrée, car il n'était pas question de franchir en masse le barrage électrifié, devenait l'outil rêvé de conquête du pouvoir politique.

Pour Boumediene, la lutte sur le terrain reprendrait peut-être après l'indépendance — alors on jugerait de l'importance de l'armée des frontières — mais pour l'heure le véritable combat devait se mener lors des conférences qui, un jour ou l'autre, s'ouvriraient entre la France et le G.P.R.A. Du résultat de ces négociations dépendrait l'avenir de l'Algérie.

Fort de son armée et de l'appui de certains membres influents du G.P.R.A. comme son « maître » Boussouf^u ou comme Ferhat Abbas, qui était reconnaissant au jeune chef militaire d'avoir influé sur la décision de son maintien à la présidence, Boumediene entreprit une campagne de dénigrement systématique des principaux ministres du G.P.R.A. à la tête desquels Krim Belkacem occupait une place de choix. Nous n'entrerons pas dans les détails de la lutte que menèrent les deux hommes, ni des alliances obscures qu'ils nouèrent de la Tunisie au Maroc en passant par l'île d'Aix où se trouvaient enfermés Ben Bella et ses compagnons. Ils y déployèrent des trésors d'éloquence, d'« embrouilles », de *chikayas* anciennes savamment exploitées, dont l'énumération serait fastidieuse pour le lecteur.

Le conflit état-major-G.P.R.A. devint un problème angoissant pour la révolution algérienne lorsque Boumediene décida de saboter toutes les velléités de négociation montrées par le G.P.R.A. après les entretiens Pompidou-Boumendjel.

La position des officiers de Ghardimaou et de leur chef était simple :

« Nous sommes les représentants “exclusifs” des wilayas de l'intérieur... » Et c'était vrai car, bien que ne leur fournissant ni armes ni ravitaillement, l'état-major général avait réussi à assurer la liaison avec chacune des régions militaires en Algérie et à couper un G.P.R.A. assez indolent des combattants de l'intérieur.

« Etant les représentants des wilayas, poursuivaient les officiers d'état-major, nous sommes les représentants de la révolution, donc du peuple. Et c'est le peuple qui doit se révéler le véritable vainqueur de cette guerre. C'est donc à lui et à son avenir que doivent penser les négociateurs. »

Boumediene craignait que des accords conclus par les délégués désignés par les seuls membres du G.P.R.A. ne prévoient des conditions compromettant définitivement l'orientation socialiste rêvée par l'état-major pour l'Algérie indépendante.

Le patron de l'A.L.N. savait très bien qu'un homme comme Krim Belkacem, farouche anticommuniste dont l'influence restait importante tant dans les maquis qu'au sein du G.P.R.A., s'entendrait avec les négociateurs français dans le cadre d'une étroite coopération économique et sociale des deux pays. Que les accords qui mettraient fin à la guerre prévoient par exemple la continuation par la France du plan de Constantine apportant à l'Algérie une aide économique appréciable dans le cadre capitaliste et c'en serait fait de l'avènement du socialisme en Algérie !

En outre, les « vieux politiques et historiques » du G.P.R.A. étaient en majorité favorables au maintien des pieds-noirs en Algérie alors qu'à l'état-major de Ghardimaou le départ des Européens était tout à fait envisagé, sinon souhaité et décidé. Dans cette optique, l'incompréhension totale de la majorité des pieds-noirs, hostiles aux négociations, n'acceptant que l'Algérie française et fermés à toute concession politique, devenait le meilleur atout de Boumediene. Les libéraux — ceux qui depuis 1954 tendaient la main aux musulmans pour créer une véritable communauté fraternelle, ceux qui attendaient des accords franco-F.L.N. la naissance d'une nation nouvelle où Européens et musulmans jouiraient des mêmes avantages — constituaient pour l'ambitieux colonel autant d'obstacles, heureusement peu nombreux !

Grâce à une campagne de dénigrement entreprise auprès des représentants du F.L.N. à l'extérieur, Boumediene et ses adjoints parvinrent à faire entendre à la majorité des délégués influents que Krim, Ben Tobbal et même Boussouf — valeureux combattants certes. — étaient néanmoins entraînés par les vieux politicards du G.P.R.A. sur la voie de la facilité. Les avions, les palaces, les honneurs, tout cela vous pourrit un homme...

« Et ce sont ces hommes qui vont nous « brader » l'Algérie lors des négociations, expliquèrent-ils. La France n'aura aucun mal à leur imposer sa volonté. Nous ne devons pas donner l'impression que l'Algérie rend les armes. Il faut que l'on sache que l'A.L.N. est toujours là, prête à agir pour obtenir des concessions. »

Très habilement Boumediene ne se déclarait pas hostile aux négociations mais hostile aux personnes que le G.P.R.A. ne manquerait pas de désigner.

Consultés, les cinq prisonniers de l'île d'Aix se déclarèrent pourtant solidaires du G.P.R.A. pour des raisons bien différentes. Ben Bella, dont les idées socialistes ressemblaient fort à celles de Boumediene, soutint le gouvernement provisoire car il était persuadé que Boudiaf — qu'il détestait — « manipulait » le chef d'état-major ! Les autres — y compris Boudiaf — s'opposèrent à Boumediene car une remise en cause publique de l'autorité du G.P.R.A. constituerait à leurs yeux un dangereux précédent à la veille des négociations.

Boumediene, qui avait fait contacter Ben Bella par M^e Hachemi Chérif, défenseur marocain des « locataires » de l'île d'Aix, avait perdu cette manche auprès des cinq « ministres » prisonniers. Il se promit de ne pas manquer la prochaine occasion. Dès que le contact direct serait possible il leur enverrait un homme à lui, son « poulain », qui saurait les convaincre de la pureté de ses intentions.

Ce jeune homme qui voyait son étoile monter dans l'ombre de Boumediene s'appelait Abdelaziz Bouteflika. Il sera le responsable de l'alliance Boumediene-Ben Bella, alliance née en prison et dont les conséquences seront d'importance pour l'avenir de l'Algérie.

Le soutien des cinq de l'île d'Aix ne parut tout de même pas suffisant aux membres du G.P.R.A. pour provoquer une crise ouverte avec l'état-major. Lorsque, le 10 mai, le gouvernement provisoire annonça l'ouverture des négociations d'Évian pour le 20 mai, on remarqua que dans la délégation présidée par Krim Belkacem figuraient deux officiers de Ghardimaou, les commandants Menjli et Slimane, adjoints du chef d'état-major.

Le colonel Boumediene venait d'obtenir sa première victoire. Elle lui ouvrait le chemin du pouvoir.

L'Alouette s'arrêta à quelques mètres du sol, à l'aplomb du

quai P.-Léger, puis amorça sa descente. Les pales puissantes soulevaient des nuages de poussière au-delà des massifs fleuris qui décoraient le quai. L'hélicoptère atterrit. Le pilote fit coulisser la porte transparente. Un petit homme rondouillard, au front dégarni, sauta lestement à terre et, le dos courbé, se mit hors de portée de l'hélice qui terminait sa course dans un bruit assourdissant. Il serrait contre son costume sombre une serviette de cuir noir.

Dans le ciel d'Évian les hélicoptères effectuaient une véritable noria. La délégation F.L.N. comptait une trentaine de personnes. Trente personnes qu'il fallait transporter de Bois-d'Avault, la résidence des plénipotentiaires algériens, située près de Genève, jusqu'au quai P.-Léger à Évian. L'une après l'autre les Alouette déposèrent leurs passagers sur le terre-plein au bord du lac, à quelques mètres de l'hôtel du Parc où Krim Belkacem les attendait. Du coin de l'œil il avait repéré à une centaine de mètres le groupe compact des journalistes qui, parqués derrière des barrières de métal, le dévisageaient. Flatté, il se redressa, ne perdant pas un centimètre de sa courte taille. Là-bas, les photographes et cameramen, grâce aux téléobjectifs, fixaient son image. Dans quelques heures la presse mondiale la reproduirait à des millions d'exemplaires. Pour Krim l'instant était émouvant. C'était la première fois que l'ex-petit berger kabyle, le maquisard de la première heure, le Fils de la Toussaint qui, sept ans auparavant, avait déclenché un conflit sans merci, foulait le sol de la métropole. Depuis 1947 cet homme luttait contre le système colonial français et c'était lui qui allait peut-être faire la paix !

De la France il ne connaissait que des photos et, depuis quelques minutes, ce quai immense, désert, interdit à la circulation par d'imposantes forces de police. À l'exception des quelques journalistes maintenus à bonne distance par des C.R.S. vigilants on n'apercevait pas âme qui vive. Évian vivait en état de siège. Depuis trois jours, toutes les routes qui convergeaient vers la petite station thermale étaient sévèrement contrôlées. Quant aux voies d'accès à l'hôtel du Parc, elles étaient purement et simplement interdites. Les services de sécurité craignaient que l'O.A.S., qui se promettait d'empêcher par tous les moyens l'ouverture des négociations, n'intervienne contre la délégation algérienne.

Le 31 mars, le maire d'Évian, Camille Blanc, avait payé de sa

vie d'avoir accepté d'accueillir les plénipotentiaires. Une bombe posée à son domicile par un groupe ultra l'avait déchiqueté. Dans son numéro 14, *Le Courrier nationaliste* — frappé de la croix celtique de Jeune Nation et des groupuscules fascistes — écrivit à ce propos :

« L'exécution spectaculaire d'un salopard prend, dans le contexte actuel, une importance exceptionnelle, montrant au monde, à l'opinion française et à nos compatriotes d'Algérie que des hommes sont résolus à employer les moyens nécessaires au salut de la nation... L'exécution du maire d'Évian est un acte de salubrité nationale qui sera confirmé et honoré comme tel par l'Histoire. »

Cet assassinat scandaleux et le honteux commentaire qui l'accompagnait avaient soulevé l'indignation de la France entière mais avaient également alerté les services de police sur la détermination de certains nationalistes européens d'Algérie. Le putsch et la révélation au grand jour de l'Organisation armée secrète n'avaient fait que multiplier leurs craintes. Pour assurer la sécurité des deux délégations ils avaient transformé l'hôtel du Parc en véritable camp retranché. L'espace aérien au-dessus du lac Léman était interdit. Il y avait même des hommes-grenouilles qui patrouillaient dans les eaux glacées du lac aux bords de la D.Z. des hélicoptères !

De son côté la police suisse n'avait négligé aucune précaution. La villa de Bois-d'Avault, mise à la disposition du F.L.N. par son richissime propriétaire, l'émir du Katar, était cernée de forces de police considérables. Pour éviter le moindre incident, les hélicoptères embarquaient les délégués à l'intérieur du barrage infranchissable établi autour de la propriété pour les déposer de l'autre côté du lac sur le quai désert, à la porte de l'hôtel du Parc.

Le F.L.N. lui-même n'avait pas négligé la menace O.A.S. et Krim pouvait voir, mêlés à la délégation maintenant au complet, les cinq gardes du corps dirigés par Sadek — qui deviendra plus tard ministre du Tourisme ! — surveiller d'un œil attentif les abords de l'hôtel. En outre, Krim sentait dans sa ceinture le poids du parabellum 9 mm qui y était glissé. Chacun des membres de la délégation avait reçu le même avant le départ pour Évian !

Krim, qui avait été opéré de la vésicule biliaire au mois d'avril et avait interrompu sa convalescence lors du déclenchement du putsch des généraux, était encore faible et ne pouvait s'empêcher

d'une certaine appréhension devant la menace qui planait. « Mais c'était pour moi un jour historique, dira-t-il plus tard, j'étais l'homme qui descendait du ciel sur la terre pour faire la paix.. On parlait bombes, assassinats, mais je crois que, même si on s'était battu à côté, je serais venu négocier. Il fallait se rencontrer et mettre fin à la guerre. »

C'est le préfet de Thonon-les-Bains qui accueillit les membres de la délégation algérienne et leur indiqua les locaux de l'annexe de l'hôtel réservés à leurs réunions privées. À 10 h 30, les experts et secrétaires qui accompagnaient Krim et les sept autres participants à la conférence y installèrent leurs dossiers et surtout le poste émetteur-récepteur qui leur permettait de communiquer en code avec Tunis. L'opérateur venait d'établir la première liaison lorsqu'un huissier à chaîne vint prier « ces Messieurs » de bien vouloir le suivre.

À 11 heures, les huit délégués algériens firent leur entrée solennelle dans la salle de conférence aménagée dans le grand salon de l'hôtel du Parc. Chaque membre de la délégation française était déjà en place, debout derrière son buvard, ses crayons, son verre et sa carafe. Krim s'avança, puis à travers la table, salua son homologue, Louis Joxe, d'un signe de tête et s'assit en face de lui.

Les premiers instants furent difficiles. Ils se regardaient en chiens de faïence. Joxe observait le chef de la délégation F.L.N. C'était donc lui, le fameux maquisard Krim Belkacem, ce petit homme légèrement bedonnant dont le col de chemise bâillait sur un cou amaigri par la récente opération !

Lorsque chacun eut sorti ses dossiers, ses papiers, arrangé machinalement ses crayons, Louis Joxe présenta les membres de la délégation française : Roland Cadet, son adjoint, conseiller d'État, Bernard Tricot, conseiller technique à la présidence de la République. Krim l'observa un instant. Pour les hommes des deux délégations les abstractions devenaient réalité. Ces noms dont chacun parlait prenaient un visage, un corps. Tricot, l'éminence grise du Général... « Avec celui-là, il va falloir compter... », pensa Krim. Joxe poursuivit les présentations : Bruno de Leusse, directeur des affaires politiques, et Philippe Thibaud, chef du service information au ministère des Affaires algériennes, assistés de MM. Bourillet, du ministère de l'Information, Barbier, conseiller à l'ambassade de Londres, et Merillon, secrétaire à

l'ambassade de Rome.

À son tour, Krim présenta les membres de la délégation algérienne. À sa gauche Ahmed Francis, ministre des Finances du G.P.R.A., puis Kaïd Ahmed, dit Commandant Slimane, Ben Yahia, le plus jeune, directeur du cabinet de Ferhat Abbas, enfin le commandant Menjli. À sa droite, Saad Dahlab, secrétaire général des Affaires étrangères, Taïeb Boulharouf, délégué du F.L.N. à Rome, Ahmed Boumendjel, conseiller politique du G.P.R.A. Ces deux derniers n'étaient pas des inconnus pour Bruno de Leusse qui, au côté de Georges Pompidou, les avait secrètement rencontrés trois mois plus tôt à Lucerne et à Neuchâtel.

Les présentations terminées, Joxe donna la parole à Krim Belkacem.

« Non... non, monsieur le président, dit celui-ci, la parole est à vous... »

C'était le premier assaut de courtoisie. Louis Joxe remercia, puis entreprit un exposé général de la situation.

« Il faut tourner la page, dit-il notamment, le souci du gouvernement de la République française et du général De Gaulle est de faire la paix et de faire l'Algérie nouvelle après un passé regrettable... »

Krim répondit en développant les termes de la déclaration faite en Suisse à la presse internationale. Après sept ans de lutte sanglante pour la liberté et l'indépendance, la délégation du G.P.R.A. venait rencontrer la délégation française pour trouver une solution au problème.

« Nous vous exprimons nos sentiments sincères, poursuivit Krim, d'arriver à trouver un terrain d'entente qui puisse permettre à la France et à l'Algérie d'entamer une ère nouvelle de coopération. »

Après ces bonnes paroles de modération qui ne faisaient pourtant pas oublier à Krim le conflit intérieur G.P.R.A.-état-major, les deux délégations se séparèrent, plutôt satisfaites du ton souple et conciliant mutuellement adopté au cours des déclarations liminaires. Les délégués convinrent de siéger un jour sur deux et d'observer une discrétion absolue sur les sujets abordés et la substance des échanges.

Les Algériens passèrent ensuite à table. Un repas leur était servi dans l'annexe de l'hôtel. Boumendjel^[2], sevré de fromage dans les pays arabes, retrouva avec plaisir ses « habitudes » françaises. Pourtant, le vin lui manquait. Il n'osa pas en réclamer. Les Français avaient poussé la « délicatesse » jusqu'à n'en point proposer à ces « stricts » musulmans. À la fin du repas, Krim fit pourtant une entorse à l'orthodoxie et alluma une cigarette pour calmer sa nervosité, puis une autre... Il devait beaucoup fumer lors de cette première conférence d'Évian.

Trêve unilatérale des opérations offensives, libération de six mille militants du F.L.N. internés et transfert des prisonniers de l'île d'Aix dans la résidence ultra-confortable du château de Turquant, près de Saumur, telles étaient les preuves de bonne volonté que le gouvernement français versait dans la corbeille des négociations. Elles ne devaient pourtant pas suffire à effacer les différends majeurs qui opposèrent entre elles, à la cinquième rencontre, les deux délégations. Ils concernaient principalement l'avenir du Sahara et la situation des Européens.

Avant l'ouverture de la conférence, le général De Gaulle avait exposé à Joxe et à Tricot la position qu'il entendait leur voir adopter sur le premier problème. Il avait expliqué que le Sahara avait été rattaché à l'Algérie par l'administration française, que les Algériens y allaient peu et que tout ce qui y avait été fait l'avait été par les Français.

« Le pétrole, c'est la France et uniquement la France, avait dit le général, le Sahara algérien est une fiction juridique et nationaliste sans fondement historique. »

Dans son esprit, les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique noire riverains du Sahara devaient bénéficier au même titre que l'Algérie des revenus et avantages procurés par le pétrole et le gaz. S'il y avait négociation sur le Sahara elle se déroulerait avec eux.

« La solution intelligente, avait-il ajouté, est une source commune pour tous les pays riverains. »

Jouer le Sahara à part c'était également une façon de maintenir des liens étroits entre la France et ces pays limitrophes dans le cadre d'une communauté française.

Les délégués du F.L.N. ne l'entendaient pas de cette oreille.

« Le Sahara est partie intégrante de l'Algérie », s'insurgea Krim Belkacem.

Il apparut très vite que les Algériens n'en démordraient pas.

« Nous pouvons concevoir une exploitation commune des grandes ressources naturelles du sous-sol, accorda pourtant Krim, mais uniquement sur la base d'un Sahara algérien. »

Quant aux garanties que le gouvernement français voulait obtenir pour la minorité européenne — en particulier la reconnaissance des intérêts des pieds-noirs —, la délégation algérienne ne voulut pas en entendre parler et lui opposa le principe de l'égalité totale dans un pays totalement indépendant.

« Ces Algériens, ces Français ou ces Espagnols, dit Krim, font partie intégrante du peuple algérien. Il n'y aura aucun passe-droit. Pas davantage de haine. L'avenir doit permettre une vie nouvelle. La cohabitation des Algériens et des Européens est une condition essentielle de la stabilité d'une Algérie indépendante. »

Le chef de la délégation F.L.N., vice-président du G.P.R.A., ne pouvait aller plus loin. Lorsqu'on connaît le différend état-major-G.P.R.A., qu'ignoraient les membres de la délégation française, on voit que les propositions d'exploitation commune des ressources du Sahara et la cohabitation des Européens et des musulmans n'allaient pas du tout dans les vues du chef d'état-major, le colonel Boumediene, dont Kaïd et Menjli étaient les représentants vigilants. Krim voulait mener à bien la négociation, il voulait sincèrement la paix et la coopération, mais il ne pouvait prendre le risque de provoquer l'affrontement déjà évité de justesse entre les militaires et les politiques. Un putsch au sein du F.L.N. n'aurait pas arrangé les choses.

Devant l'intransigeance des Algériens, le 13 juin, à la treizième rencontre, Louis Joxe, revenant de Paris après une suspension de quarante-huit heures, procéda en ouverture de séance à un constat d'échec.

« Monsieur le président, messieurs, je viens de faire avec le général De Gaulle, le point des premiers contacts. Le Général a pris connaissance du contenu des conversations. Nous sommes venus ici pour négocier avec la ferme volonté d'aboutir, de conclure des accords. Nous avons arrêté les combats, tandis que vous...

— Nous ne pouvons arrêter les combats tant que la question politique n'est pas réglée, intervint Krim. Pour nous, la question militaire est secondaire. Ce qui nous importe c'est la souveraineté intégrale de l'Algérie et la mise en application de l'autodétermination sur la totalité du territoire, y compris le Sahara. Nous ne pouvons vous suivre sur le terrain de la trêve sans ces garanties indispensables. »

On était au bout de l'impasse.

« Je suis déçu, répondit Louis Joxe. Pas découragé mais déçu. Vos propositions sont trop éloignées des nôtres. Actuellement, il n'y a pas de possibilités de s'entendre pour mettre fin à cette guerre. Je propose donc la suspension des pourparlers pour réflexion.

— On se retrouvera quand ? interrogea Boumendjel.

— Je ne peux vous donner de date. C'est à vous de réfléchir. »

Krim et ses compagnons se retirèrent quelques instants pour délibérer. Il leur apparaissait évident que le général De Gaulle avait donné l'ordre d'arrêter la conférence. Il fallait faire une autre proposition.

« Nous souhaitons que la négociation continue, dit Krim à son retour dans la salle des conférences. Peut-être demain ou après-demain reviendrons-nous avec des formules susceptibles de la faire avancer.

— Il me semble préférable de suspendre et de réfléchir, répondit Joxe.

— Alors, donnez-nous acte que c'est vous qui suspendez »

C'était la rupture. La position tranchée des deux délégations sur le Sahara, le sort de la minorité « non musulmane » — comme on appelait officiellement les pieds-noirs — et le problème de la trêve rendaient inutile la poursuite des négociations.

« Cette Algérie nouvelle que propose la France, dit Reda Malek, porte-parole du F.L.N. au cours d'une conférence de presse, est un monstre et un fantôme. Le F.L.N. ne peut accepter un État algérien amputé des quatre-cinquièmes de son territoire, dominé par certaines enclaves militaires et miné de l'intérieur par la cristallisation d'une partie de la population autour d'intérêts coloniaux révolus. »

Pour sa part, Louis Joxe déclara que la délégation française restait prête à tout contact qui permettrait une reprise fructueuse de la négociation. Chaque partie devait étudier les moyens de sortir de l'impasse.

« Notre volonté reste entière, conclut-il. Comme au premier jour. »

Pour prouver son désir de renouer le dialogue, Louis Joxe laissa à Évian une « permanence » constituée de MM. de Leusse et Labouret. Dahlab et Boulharouf, eux, resteraient en Suisse. Personne ne voulait claquer la porte.

De retour à Bois-d'Avault, Krim Belkacem expliqua aux journalistes la position du G.P.R.A. :

« Le gouvernement algérien ne conclura des accords d'association ou de coopération qu'après avoir accédé à l'indépendance. Cependant, je réaffirme mon souci de ne rien dire qui puisse nuire à la reprise de la négociation et à la paix. Il ne faut pas insulter l'avenir. »

La première conférence d'Évian était terminée. Elle avait duré vingt-quatre jours. Krim s'était montré ferme. Il calmait — provisoirement — « ses » militaires. De Gaulle n'avait pas cédé sur le Sahara, il calmait ainsi et son premier ministre Michel Debré, qui y était très attaché, et l'armée, qui aurait vu d'un mauvais œil un ennemi vaincu sur le terrain obtenir du président de la République une victoire politique à ses yeux exorbitante.

Il importait maintenant que le temps de réflexion, nécessaire à habituer l'opinion publique à la négociation et à de nouvelles concessions, ne soit pas trop long. Car si l'opinion métropolitaine était acquise à l'idée de la négociation, l'opinion pied-noir en était encore loin. Bien loin. D'autant que l'O.A.S. venait, en quelques semaines d'action violente, de lui donner un nouvel et fol espoir.

La patrouille de A.M.8⁽³⁾ de la gendarmerie descendait la rue Michelet. Malgré la chaleur lourde de cette soirée de printemps, malgré les rues désertes, vidées par le couvre-feu, les gendarmes avaient dû, comme chaque jour, rabattre les tourelles. Il fallait se méfier des pots de fleurs et des objets divers qui — au détour d'une rue — tombaient en pluie des balcons plongés dans l'obscurité. Les autorités civiles multipliaient les perquisitions et les bouclages de quartiers européens. Depuis la fin du putsch, des centaines d'opérations de contrôle avaient eu lieu. Oh ! elles

n'avaient pas donné grand résultat — quelques armes, quelques explosifs saisis — mais là n'était pas le but principal. Il fallait casser le moral de la population européenne, lui faire définitivement comprendre qu'il était inutile de se dresser contre le pouvoir parisien. Et ce n'était pas facile.

Au lendemain de l'effondrement du putsch éclatait le premier plastic dont l'explosion sourde allait ponctuer chaque journée de la fin de l'Algérie française. Le 27 avril, nouvelle explosion. Et un tract, le premier d'une longue série, « rendait l'espoir » aux Européens désespérés par la fin lamentable et précipitée du putsch des généraux.

« Nous venons d'essayer un échec, non par notre faute mais par celle de chefs militaires qui n'ont pas su utiliser le potentiel que nous représentons. Cet échec ne peut pas être définitif. Nous retournons, certes, à la clandestinité mais notre action va se poursuivre contre la trahison de nos gouvernements et de leurs séides. Nous allons renforcer nos moyens et durcir le combat. Nous devons créer une psychose de peur chez tous les séides gaullistes d'Alger. Ceux-ci n'ont plus aucune pitié à attendre de nous. Là où nous pourrons les atteindre nous le ferons impitoyablement. » Le tract était signé : Le Monocle. Derrière ce pseudonyme rocambolesque se cachait un industriel métropolitain installé en Algérie depuis 1940 : André Canal. Petit, râblé, dur comme un roc, séduit par l'action romantique et la clandestinité, il s'était installé dans l'activisme dans les années 1959-60. Il avait ainsi connu Godard, puis Salan, à qui il avait proposé ses services à Madrid. Farouchement attaché à l'Algérie il avait été déçu de la façon dont les militaires avaient conduit le putsch à l'échec. Il était temps que des « hommes sérieux » comme lui s'occupent de l'Algérie avant qu'il ne soit trop tard. Ce premier tract allait lui permettre, pensait-il, de prendre contact avec ceux qui dans la clandestinité s'apprêtaient certainement à reprendre la lutte. Nous le retrouverons.

« Salauds, fumiers, assassins... » Les injures trouaient la nuit et s'abattaient, accompagnées de projectiles divers, sur la patrouille de gendarmerie. Puis, après un coup de sifflet, le tintamarre emplissait les rues du centre de la ville. C'était le nouveau jeu. La riposte des pieds-noirs aux opérations de dissuasion policières. À l'abri derrière leurs volets, ou en chemise sur leurs balcons pour les plus courageux, les Européens frappaient sur des casseroles ou

des poêles à frire les trois brèves et deux longues d'AL-GÉ-RIE FRANÇAISE. Ah ! on voulait leur casser le moral, on voulait les contrôler comme de vulgaires melons, on voulait perquisitionner comme dans la Casbah pendant la « bataille d'Alger » ; ils en auraient vite assez, ces « tortionnaires ». Et ce n'était qu'un début !

Depuis le 26 avril l'hostilité des pieds-noirs se cristallisait sur les gendarmes mobiles, les C.R.S. et les appelés métropolitains du contingent, chargés du maintien de l'ordre à Alger. Le soir venu, protégés par l'ombre et l'anonymat, ils pouvaient enfin cracher leur haine et leur mépris du haut de leurs balcons sur ces représentants d'un pouvoir honni et ces « spécimens » d'une métropole « sans couilles ».

Le 3 mai, un nouveau tract, signé cette fois de trois initiales O.A.S., annonçait que « la guerre commençait ».

« Une grande armée des maquis s'organise. La provocation du régime a neutralisé certains chefs félons. Les purs restent avec nous et poursuivent le combat... Ecoutez-nous et tout peut être sauvé. Ne rendez pas vos armes. Regroupez-vous en petites sections. Descendez ceux qui veulent vous arrêter. Incendiez les palaces de l'administration. Tuez tous les traîtres, petits et grands. Sabotez la presse et brûlez ses dépôts. N'écoutez plus la radio qui ment et intoxique. »

Le 19 mai, à la veille des « scandaleuses » négociations d'Évian, dix-neuf charges de plastic explosaient à Alger, frappant des musulmans ou des Européens libéraux. Une nouvelle fois Alger s'enflammait. Dans les cafés populaires à l'heure de l'anisette, mais aussi dans les salons et les villas d'Hydra ou d'El-Biar, on échangeait les informations les plus fantaisistes : « Tous ceux qui ne s'étaient pas rendus comme ces fous et ces traîtres de Challe, Zeller et autres Saint-Marc se préparaient à déclencher la lutte armée... Salan circulait comme il voulait dans la Mitidja à bord d'une voiture à fanion entourée de motards de l'O.A.S... Godard regroupait ses forces pour une nouvelle « bataille d'Alger ». Il avait l'habitude... La lutte ne faisait que commencer. »

Les plastics quotidiens étaient la preuve de l'existence de l'Organisation armée secrète dont le sigle apparaissait sur les murs de tous les quartiers européens.

Ce n'étaient pas les 26 000 hommes dont le préfet de police Jannin disposait pour maintenir l'ordre à Alger qui empêchaient les « stroungas » d'exploser !

Ce n'étaient pas eux non plus qui empêchaient les attentats F.L.N. de se multiplier ! Grenades, assassinats au poignard ou au pistolet se succédaient.

« Voilà le beau résultat de leurs négociations, disait-on chez les Européens. La Grande Zohra est tout juste bonne à interrompre les offensives de l'armée et à nous laisser assassiner par des fellas qui se déplacent en toute tranquillité. Ça ne va pas se passer comme cela. »

Le 9 et le 10 juin les attentats F.L.N. faisaient quatre morts et trente-sept blessés à Alger. Le 13 juin, tandis que l'on apprenait l'échec des négociations, l'O.A.S. exprimait sa joie en faisant exploser un plastic en plein centre de la ville. Immédiatement de la rue d'Isly à la rue Michelet s'élevait le plus extraordinaire concert de klaxons et de casseroles que la ville ait jamais connu.

De voiture à voiture on se souriait, on s'interpellait :

« Hein, c'est pas fini !

— Oh ! non, ça commence seulement. On est les plus forts. »

Les patrouilles d'appelés détournaient les regards devant les « bras d'honneur ». Leurs oreilles se fermaient aux injures.

« C'est bien vrai, l'O.A.S. frappe où elle veut, quand elle veut, qui elle veut. »

Le slogan passait de bouche en bouche, de tract en tract, de bistrot en bistrot. Jusque-là, le plastic intimidait, détruisait boutiques et appartements, mais ne tuait pas. Les tracts restaient rodomontades méditerranéennes. Pourtant, lorsque, le 1^{er} juin, Alger apprit que, dans la nuit, le commissaire central Roger Gavoury, chargé des enquêtes sur l'O.A.S. à la suite du putsch, avait été assassiné, on sut que l'Armée secrète avait changé de style. L'heure de la vengeance avait sonné et l'anisette avait coulé à flots pour « arroser » l'événement.

« Au poignard qu'il a été eu... oui, au poignard commando. »

C'était à nouveau l'engrenage de la violence. Après tout, le meurtre et l'assassinat avaient bien réussi au F.L.N. ! Pourquoi ne pas l'employer pour garder l'Algérie à la France ?

Aux quatre coins d'Alger on battait le rappel. De petits groupes se formaient autour d'hommes décidés qui avaient déjà fait leurs preuves. On renouait des contacts entre anciens du F.N.F. d'Ortiz, du F.A.F. de Zattara, entre étudiants nationalistes de Susini et fascistes de son ami Michel Leroy, ceux qui à l'aube du 22 avril avaient servi de guides aux paras étrangers du 1^{er} R.E.P. Pour eux pas question de casserolades ni de folklore pied-noir. Il fallait commencer la guerre, éliminer l'ennemi gaulliste, organiser la population, la prendre en main.

Pour ces groupes décidés, l'Algérie française est un mythe. Ils ne veulent plus en entendre parler. Ce qu'ils veulent, c'est le pouvoir, la création par la force d'une Algérie fasciste de type sud-africain, où les Arabes resteront dans leur coin et la « boucleront » bien sagement. Ils formeront avec les petits Blancs misérables de Belcourt et de Bab-el-Oued les commandos les plus durs, véritable force de frappe d'une O.A.S. qui n'existe encore que sur les murs et dans l'esprit de pieds-noirs crédules.

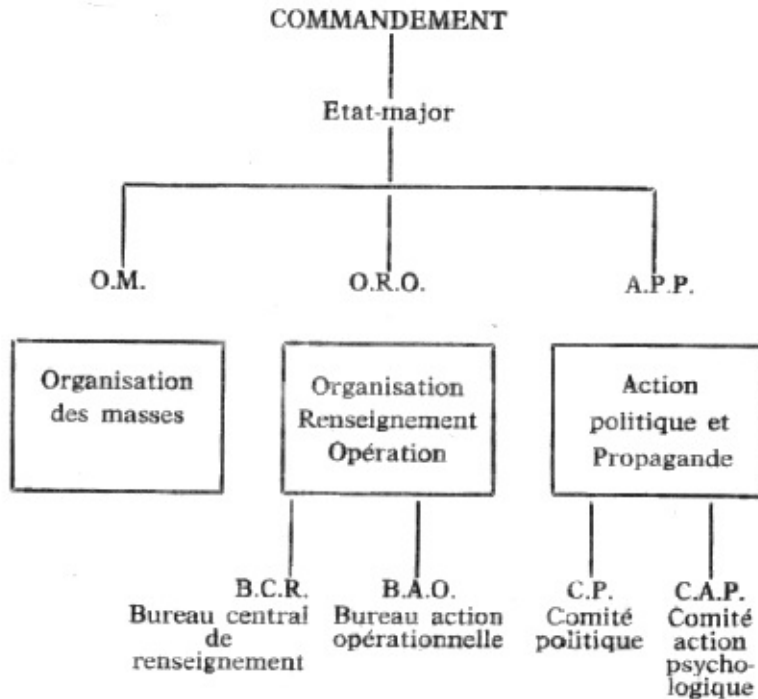
C'est à la structuration d'un mouvement jusque-là informe et composé de sympathisants provenant de divers horizons idéologiques que dix hommes réunis au mois de juin dans un appartement de Champ-de-Manœuvre travaillaient d'arrache-pied.

Penché sur la table recouverte de papiers, le colonel Godard, manches de chemise relevées sur des avant-bras puissants, traçait l'organigramme du mouvement qu'il entendait créer à partir des initiales O.A.S. et faire approuver par ses compagnons. Autour de lui, assis sur des chaises ou affalés sur un divan bas, le général Gardy, le capitaine Sergent, le lieutenant Degueldre, le Dr Pérez, Dominique Zattara, Jean-Jacques Susini, Georges Ras et André Seguin, ainsi que le capitaine Ferrandi, aide de camp de Salan, écoutaient avec attention l'explication qu'il donnait de son organigramme.

« Il est essentiel de regrouper tous les mouvements armés prêts à l'action, dit-il, et de les mobiliser de façon quasi permanente. Ils formeront les troupes essentielles au fonctionnement de l'Organisation Renseignement Opération, l'O.R.O., branche prédominante d'une O.A.S. efficace. J'ai calqué l'organisation sur celle du F.L.N. pendant la « bataille d'Alger ». J'en connais l'efficacité. La deuxième branche sera l'Organisation des masses. Elle doit nous permettre de prendre en main la population à tous

les échelons. Enfin la troisième branche se chargera de l'Action politique et de la Propagande. Je l'appelle A.P.P. L'O.R.O. et l'A.P.P. pourront être divisées chacune en deux branches. Voici ce que donne l'organigramme. Il est simple mais suffisant. »

Il fit passer à chacun la feuille quadrillée sur laquelle il avait tracé le schéma suivant :



La conversation roula ensuite sur l'attribution des différents postes. Godard qui, en ces mois de mai et juin, s'était révélé le véritable organisateur et créateur du mouvement, connaissait toutes les rivalités, toutes les ambitions politiques des leaders civils et même militaires prêts à passer à l'action. Il savait l'importance d'un Susini, pour qui il n'avait que peu de sympathie, ou d'un Dr Pérez sur les groupuscules civils les plus décidés. Il fallait jouer avec, leur donner de l'importance mais pas trop. Bref les contrôler au mieux. Il fit admettre, après une discussion habilement orientée, les « nominations » susceptibles de satisfaire les plus représentatifs des civils tout en gardant aux militaires la haute main sur la direction du mouvement. L'O.R.O. serait dirigé par Jean-Claude Pérez assisté de Roger Degueldre, l'A.P.P. reviendrait aux spécialistes de la politique et de l'information, Jean-Jacques Susini et Georges Ras, ancien journaliste à *La Voix du Nord*. Quant à l'Organisation des masses,

elle revenait de droit au colonel Gardes — ancien chef du 5^e bureau d'action psychologique — qui se remettait près du centre d'Alger d'un grave choc nerveux consécutif aux émotions et nuits blanches du putsch.

« Le colonel va nous rejoindre dans quelques jours », affirma Susini.

On lui adjoignit Michel Leroy, responsable des groupes d'extrême droite Jeune Nation. Pour sa part, Godard se plaçait modestement sous les ordres du général Gardy à la tête de l'état-major, charnière entre le commandement en chef et les trois branches de l'O.A.S.

Chacun reconnut facilement que le poste suprême revenait de droit au général Salan assisté du général Jouhaud. Nul mieux que le Mandarin ne saurait servir de porte-drapeau au mouvement de la dernière chance que représentait l'O.A.S.

« Cet organigramme à l'échelon national, doit être reproduit à l'échelon de chaque ville ou de chaque secteur », expliqua Godard.

C'était la tactique employée par le F.L.N. depuis le congrès de la Soummam en août 1956.

« L'important est maintenant d'unifier nos troupes, conclut le colonel, et de préparer soigneusement la population. Elle a été secouée et déçue par l'échec du putsch. Il faut donc la remettre en condition, la structurer, l'organiser. Tout cela demande un certain délai. Mais les différentes actions menées jusqu'ici prouvent qu'elle est réceptive. Unissons nos efforts, nous gagnerons du temps. »

Le temps était, de l'avis de Salan et de Jouhaud qui devaient prendre la tête de l'O.A.S., ce qui manquait le plus à l'organisation. Ils étaient favorables à une action immédiate qui ne permettrait pas aux forces de l'ordre d'accentuer la répression, ni à la hiérarchie militaire de remplacer les officiers sympathisants encore en poste en Algérie par des inconditionnels. Mais pour l'heure les deux généraux étaient « couvés » par Martel, le « chouan » de la Mitidja, qui entendait profiter de leur présence et de l'influence qu'il exerçait sur un Salan désorienté par la clandestinité pour imposer ses vues à la subversion naissante. Il avait réussi à faire signer au Chinois quelques tracts délirants où sa prose « chrétienne, occidentale, antisémite et

antimaçonne » se déchaînait. Pour les hommes d'Alger il devenait indispensable d'arracher les deux généraux à l'influence du colon. Godard, qui à Alger tenait toutes les ficelles et ne craignait guère l'illuminé de la Mitidja, se faisait fort d'amener « respectueusement » son chef hiérarchique à une conception « correcte » de l'avenir. Aucun des participants à la réunion secrète de Champ-de-Manœuvre n'en doutait, en ce mois de juin 1961, le créateur et le véritable chef de l'O.A.S. c'était lui : Yves Godard, ancien du Vercors, ancien chef de la Sûreté d'Alger, destitué, recherché, clandestin...

Ces rivalités de chapelles, ces histoires de suprématie, même cette hiérarchie militaire qui prévalait au sein de l'O.A.S., faisaient rigoler Roger Degueldre. Il avait bien senti, lors de la « distribution des responsabilités », la réticence de Godard à son égard. Pour le colonel, officier supérieur, il restait un lieutenant, officier subalterne et, qui plus est, sorti du rang ! Et dans la légion encore ! Alors il ne pouvait être autre chose qu'un chef de commando ! La direction générale de l'O.R.O., c'était pour le Dr Pérez, un excité de première, un de ces pieds-noirs toujours sur la brèche lors des manifestations activistes, toujours prêts à ajouter de l'huile sur le feu. Le B.A.O., le Bureau d'action opérationnelle, les commandos, la castagne, le risque, c'était pour Degueldre ! Sous la direction de Pérez ! Et pourtant il n'en ressentait aucune amertume. Le fantastique mépris qu'il professait pour les politicards de la métropole, pour les grenouilleurs de la Chambre, pour les députés en général, s'étendait aussi aux mouvements ultras qui se perdaient en rivalités stériles, oubliant le but final commun pour se livrer à d'imbéciles querelles internes. Front national, France-Résurrection, Jeune Nation, Etudiants nationalistes, petits commerçants poujadistes, anciens combattants « dépassés », bourgeois du F.A.F., « ratonneurs » de Bab-el-Oued, il les connaissait tous et les jugeait à leur valeur : nulle.

Bien avant les événements de décembre 1960 le lieutenant Degueldre avait pris ses premiers contacts avec tous ces mouvements civils ultras. Il ne les avait jamais perdus. Il savait qu'au sein de ces groupes existait un noyau de jeunes gens « purs et durs » selon son cœur, méprisant les querelles de pouvoir et prêts à risquer leur peau pour aboutir. C'est avec eux qu'il entendait jouer. Dès le lendemain du putsch, Degueldre, qui avait promis à Jouhaud — en le saluant — que « la prochaine fois on

ne resterait pas l'arme au pied devant les gendarmes », avait entrepris le combat. Pendant que les Susini, Salan, Jouhaud et consorts se planquaient, lui, avec un phénoménal mépris du danger, avait récupéré « ses » hommes. Quand, le 26 avril, les camions jaune sable du 1^{er} R.E.P. avaient quitté Zéralda pour rejoindre Bel-Abbès où le régiment devait être dissous, beaucoup de légionnaires avaient sauté en route, se perdant au hasard des champs de blé ou des orangeries. Puis, après s'être mis en civil chez des colons compatissants, ils avaient regagné Alger où Degueldre, grâce à ses relations activistes, les avait récupérés dans les refuges les plus divers. C'est ainsi qu'Albert Dovecar, que l'on appelait Bobby, un Yougoslave de vingt-quatre ans, sergent au 1^{er} R.E.P., l'avait rejoint. Degueldre le connaissait depuis Guelma en 1958. Dovecar, tout jeune engagé, s'était battu comme un lion. Le lieutenant l'avait vu ému lorsqu'on avait relevé le colonel Jeanpierre touché à mort. Très vite, Dovecar avait manifesté, comme tous les sous-officiers du 1^{er} R.E.P., des sentiments très Algérie française. Degueldre lui avait alors confié le serment qu'il avait fait sur le cercueil du colonel Jean-pierre :

« Plutôt mourir, mon colonel, que de laisser l'Algérie aux mains du F.L.N., je vous le jure. »

C'était aussi la position de Bobby. Quittant Zéralda il n'avait pas hésité. Pour le gouvernement français le combat était peut-être fini mais pas pour lui, surtout avec un chef comme le lieutenant. Il allait faire partie du premier commando de Roger Degueldre avec un autre légionnaire, allemand celui-là : Schliedermann, simple soldat, qui passera au travers de tous les barrages anti-O.A.S. et sera tué, en mercenaire, au Biafra, dix ans plus tard.

Sans attendre *que* les chefs sortent de leurs trous, Roger Degueldre entreprit de réunir quelques durs, prêts à tout pour prouver au pouvoir qu'au lendemain du putsch l'O.A.S. était toujours vivante et décidée à garder l'Algérie à la France.

L'espèce d'aura qui émanait du lieutenant allait lui permettre de réunir des hommes de tout bord, de toute opinion, de toute formation.

Roger Degueldre est sans doute la personnalité la plus étrange et la plus attachante qui ait traversé cette période tragique. Héros pour les uns, assassin pour les autres. Martyr pour ceux-ci, dangereux tueur nuisible à la société pour ceux-là. Les opinions

sont tranchées. Le drame est si proche qu'aucun jugement ne pourra actuellement les modifier.

Roger Degueldre a trente-six ans au début de l'O.A.S. Un visage un peu chevalin, très viril, et par là même très beau. Des traits lourds, des yeux clairs, une bouche presque féminine, le cheveu châtain coupé très court. Le splendide para. 1,80 m, plus puissant qu'élancé. Il n'est pas lourd mais pesant. La parole est brève, le geste mesuré. Efficace. Voilà, c'est un type efficace qui a du poids.

Au 1^{er} R.E.P., on dit de lui : « C'est le contraire d'un « branleur ». Quand il dit quelque chose il le fait. »

De son Nord natal, il est né à Louvroil le 19 mai 1925, il a gardé l'horreur de l'exagération, des mots pour rien, des vantardises, des « moi, je... » On fait d'abord, on parle ensuite. Une règle qu'il a toujours appliquée depuis l'adolescence. Toute sa vie est consacrée à l'action. À dix-sept ans il s'engage dans la Résistance, chez les F.T.P. Il y trouve sa voie, non dans la politique mais dans le combat. Après l'armée de l'ombre, c'est l'armée régulière. Après la Libération, il continue la guerre jusqu'à la victoire. Et puis, un jour, s'engage dans la légion sous un faux nom. Pourquoi ? On ne le saura jamais. Degueldre n'aime pas les confidences. Et il n'a pas la tête d'un homme à qui l'on pose des questions sur sa vie privée !

En Indochine, il est blessé à Dien Bien Phu et bâtit déjà sa légende. Courageux, au-delà de toute limite, inconscient, diront certains, méprisant la mort en tout cas. On a vu comment il sauva la vie au colonel de Blignières et combien cet officier supérieur, cultivé, intelligent, distingué, aristocrate, porta d'amitié au sous-off' légionnaire. Pour ma part, je verrai dix ans plus tard un officier général, auquel pourtant il avait joué un tour que l'on ne pardonne pas facilement, sangloter en évoquant la mémoire du lieutenant. Oui, Degueldre est un personnage énigmatique qui échappe à toute analyse manichéiste.

Après l'Indochine c'est l'Algérie. Il s'appelle à nouveau Roger Degueldre. Il a pris du galon... et passe la barrière gigantesque qui dans l'armée sépare un sous-officier d'un officier. L'adjudant-chef devient lieutenant et prend au sein du 1^{er} R.E.P. une importance considérable parmi les officiers subalternes. Il sait régler mieux qu'un autre les histoires de sous-officiers sans qu'elles parviennent à l'échelon supérieur où elles font toujours

« du dégât ». Admiré, Degueldre est aimé de ses hommes, de ses anciens collègues, de ses nouveaux « pairs ». On a vu les liens qu'il a tissés avec le capitaine Sergent. Avec lui et quelques autres comme Godot et La Bigne il s'initie à la politique. L'expérience indochinoise lui sert en Algérie et lorsqu'il voit les colonels paras jouer le rôle que l'on sait au 13 Mai il s'engage dans l'action politico-militaire. Mais il s'y engage comme il fait toute chose : à fond.

À Susini^u il dira un jour : « Quand nos colonels nous ont intéressés à l'Algérie, je me suis senti repris par une pensée que j'avais oubliée. Je leur ai dit après la « semaine des barricades » : Faites bien attention. Vous affirmez que rien ne vous empêchera de garder l'Algérie à la France. J'ai prêté serment avec vous. Mais sachez bien qu'en ce qui me concerne, il sera respecté. J'irai jusqu'au bout. »

C'est le langage qu'il tient au printemps de 1961 aux premières recrues de son commando. Etre prêt à aller jusqu'au bout. Les légionnaires déserteurs le connaissent, les premiers civils apprennent à le connaître, à le respecter, à le redouter, mais aussi à l'aimer. Ces jeunes gens prêts à toutes les aventures sont séduits par ce gaillard résolu, précis, qui ne dit jamais plus qu'il ne faut mais capable de grands éclats de rire, de « dégagements » fabuleux. Car le héros n'est pas un Spartiate. Il aime la vie et l'étreint à pleins bras. Son physique, sa légende lui valent des aventures féminines qu'il mène à sa façon. Directe et sans baratin.

« Elles lui tombaient toutes dans les bras, m'ont dit ses amis. Avec lui boum... boum... ça y est. Mais il ne s'attachait pas. »

Ce n'est qu'aux heures les plus sombres de l'O.A.S. qu'il vivra une grande passion qui lui fera oublier ses liens familiaux, car il est marié. Une passion violente et tragique comme sa vie. L'une des « passionarias » de l'O.A.S., fille d'une famille d'officiers, mariée à un officier, s'éprendra de ce loup sauvage. Cet amour impossible de deux êtres tour à tour chasseurs et chassés, rythmé par les explosions et les assassinats dans le décor d'une ville en folie, sera certainement l'un des épisodes les plus étranges de la vie de l'état-major de l'O.A.S. Nul d'entre « ceux qui ne sont pas morts pour respecter leur serment ne pourra l'oublier.

Très vite, Degueldre recruta une centaine d'hommes. Une troupe hétéroclite où se mêlaient des déserteurs, des fascistes, d'anciens contre-terroristes, quelques membres des équipes de

l'O.A.S. de Lagailarde. Parmi eux, beaucoup de jeunes gens. De très jeunes gens.

C'étaient eux qui avaient posé les premiers plastics, qui « intimidaient » les gaullistes, qui « résistaient » à la « répression policière » et « faisaient réfléchir » le pouvoir. Ils étaient responsables des premières actions dont Godard avait parlé à la réunion de Champ-de-Manœuvre. Mais les tracts vengeurs des « politiques » et les « stroungas » des équipes terroristes ne desserraient guère l'étau dans lequel l'autorité civile avait enserré la ville.

Il fallait faire un exemple. Montrer la détermination de l'O.A.S. Montrer aussi que la capitale de l'Algérie résisterait jusqu'au bout. Que chaque quartier, chaque rue, chaque immeuble se battrait contre les décisions qu'un pouvoir désormais « étranger » voudrait lui imposer.

Faire d'Alger un nouveau Budapest était devenu l'idée maîtresse de Roger Degueldre, obsédé par l'exemple de la révolte hongroise. Mais pour faire combattre Alger, les armes à la main et non dans les arrière-salles des bistrotts, pour faire parler la poudre et non les langues à l'heure de l'anisette, pour passer de la « tchatche » au crime politique il fallait organiser la ville par îlots et quartiers, prendre en main les citoyens, leur faire accepter une discipline rigoureuse, les mettre en condition pour qu'à l'heure choisie, de chaque balcon, de chaque toit, de chaque porte ou fenêtre un feu d'enfer s'abatte sur « l'ennemi », sur les représentants du pouvoir parisien. Face au monde, Alger, et par là même toute l'Algérie, proclamerait sa volonté d'être libre, c'est-à-dire française et non F.L.N., comme cela ne manquerait de se produire si l'on suivait l'autodétermination et la voie de la « légalité ». Le gouvernement français et De Gaulle devraient alors céder devant la ville insurgée ou alors la reprendre maison par maison, quartier par quartier, au prix d'une répression digne de celle de Budapest.

Pour parvenir à discipliner cette population bavarde, vantarde, hâbleuse, il fallait lui montrer que la nouvelle organisation qui prenait sa destinée en main était forte, puissante, prête à tout. « L'O.A.S. frappe où elle veut, quand elle veut. » Le slogan serait réalité ou l'O.A.S. ne deviendrait que l'héritière des mouvements patriotiques éphémères qui se succédaient depuis 1956 ! Il fallait donc passer à la violence. Les légionnaires du premier commando

de Degueldre ne la craignaient guère. Depuis des années c'était leur compagne quotidienne. Dans leur esprit, la lutte qu'ils entamaient n'était que la continuation de cette chasse aux fells qui, hier encore, constituait leur devoir. Fells ou complices de fells. Il fallait les abattre. Quant aux membres civils de ce premier commando, leur conception de la lutte politique n'excluait pas le meurtre.

Roger Degueldre, baptisé Delta dans la clandestinité — en langage radio militaire, D s'appelle Delta —, assigna à son commando Delta 1 sa première « opération ponctuelle ». C'était un euphémisme inventé lui aussi par le lieutenant pour désigner un meurtre. Dans quelques semaines, « faire une ponctuelle » deviendra une expression courante parmi les membres des commandos Delta. Deux légionnaires, dont Bobby Dovecar, et trois civils, dont le fils d'un commissaire de police, exécutèrent dans la nuit du 31 mai le commissaire Gavoury, symbole de la répression organisée par le pouvoir contre les patriotes. À cinq contre un, dans le silence d'un petit studio rue du Docteur-Trolard, l'exécution au poignard parachutiste d'un policier sans défense fut la première action dont l'O.A.S. s'enorgueillit. Un « traître » abattu! Tel serait désormais le sort de tous les « traîtres », c'est-à-dire de ceux dont l'opinion ne serait pas celle des membres de l'Organisation armée secrète. Ce 31 mai marquait le début de la guerre civile.

Dès la première semaine de son existence mouvementée, l'O.A.S. eut la preuve qu'elle pouvait prendre en main des fractions de la société dont la complicité aurait — au départ — para des plus problématiques. Après le meurtre du commissaire Gavoury, Dovecar et quelques légionnaires qui l'avaient rejoint ainsi que des civils du commando Delta 1 se réfugièrent dans un appartement de la rue Lys-du-Parc appartenant à un jeune homme, fils du maire de Fort-National assassiné par le F.L.N. en 1956. puis quelques jours plus tard, devant l'ampleur des recherches policières déclenchées après le meurtre de Gavoury, ils gagnèrent un autre refuge. Les étudiants d'extrême droite des Beaux-Arts les accueillirent à bras ouverts dans leurs locaux du quartier Laperlier. Le directeur des Beaux-Arts ferma les yeux, puis bientôt se rebella devant les méthodes qu'employait l'O.A.S. pour établir son pouvoir sur Alger.

« Dehors.. je ne veux plus de ces hommes ici ! »

Le fils du maire de Fort-National les emmena alors dans une villa de Bouzaréa. Tous ces déplacements et surtout ces « villégiatures » nouvelles attirèrent forcément l'attention des voisins. Mais la plupart étaient favorables au mouvement naissant. Aider l'O.A.S. devenait un devoir. Et qui ne coûtait pas plus que les casseroles !

Pourtant, les légionnaires jouèrent de malchance. Le propriétaire de la villa située en face de leur refuge était un haut fonctionnaire du Gouvernement général, M. Perrin, lié au groupe libéral d'Alger. C'est M. Emery, architecte d'origine suisse, et Louis Miguel, ami d'enfance d'Albert Camus, qui lui avaient construit sa maison. Ces hommes, eux aussi passionnément attachés à l'Algérie, se désolaient de voir le pays se lancer sur la voie de la violence qui ne pouvait que mener à une plus grande incompréhension entre les deux communautés et conduire à une catastrophe inéluctable. Peut-être était-il encore temps d'éliminer ceux qui dans l'O.A.S. n'hésitaient pas à tuer et à gâcher les chances des pieds-noirs. Perrin signala des présences suspectes dans la villa de Bouzaréa. À qui téléphona-t-il ? Quel policier renseigna-t-il l'O.A.S. ? Deux jours plus tard, deux hommes sonnèrent à la porte de la villa. M^{me} Perrin vint ouvrir.

« Nous voudrions voir M. Perrin.

— Je vais le chercher. »

Discrets, les deux hommes attendirent sur le perron. Lorsque le fonctionnaire arriva ils ouvrirent froidement le feu. Foudroyé par des balles de 11,43, M. Perrin s'abattit aux pieds de sa femme tandis que les tueurs quittaient tranquillement les lieux.

Un « traître » de moins ! Et pas n'importe lequel. Dans l'esprit d'une grande partie de la population européenne tous ces libéraux, les Chevallier, les Tiné, les Miguel qui « collaboraient » avec les Arabes étaient encore plus détestables que le F.L.N. ou les communistes. Espérer s'entendre avec les Arabes était une utopie. On ne parlait plus de fraternisation ni de citoyens à part entière. C'était désormais la guerre. Le F.L.N., c'est-à-dire les Arabes, tuait. Il fallait donc tuer. Le plus fort gagnerait... et resterait.

Cette politique simpliste trouva écho parmi les Européens les plus influents. La suite des pérégrinations des légionnaires de Delta 1 le prouve.

La villa de Bouzaréa « grillée », les hommes de Degueudre

trouvèrent asile dans la splendide propriété des Gauthier-Saliège, une des grandes familles d'Alger. La fille du Dr Saliège — parent du cardinal — avait épousé un ophtalmologiste célèbre : le Dr Gauthier, protestant rigoriste, très vieille Algérie, qui fit régner dans la belle propriété une atmosphère sévère et rigide. Vingt ans plus tard l'une des filles des Gauthier-Saliège épousa Pierre Lung, neveu du célèbre propriétaire viticole, protestant lui aussi. Grosse fortune, rigueur religieuse, sens élevé de la hiérarchie sociale, culture rare — la bibliothèque du Dr Gauthier était célèbre jusqu'en Europe —, la famille Gauthier-Saliège-Lung n'avait rien de commun avec le petit peuple de Bab-el-Oued ni même avec certains « parvenus » des quartiers chics d'Alger. C'est elle pourtant qui ouvrit ses portes aux légionnaires « en cavale ». Bien mieux, la vieille M^{me} Gauthier, qui, lorsque son mari était mort, avait fermé définitivement la bibliothèque, laissant en place toutes ses affaires personnelles — papiers, pipes, stylos —, la fit rouvrir pour les légionnaires. Ceux-ci, ébahis, y découvrirent une collection de trophées nazis rapportés par le docteur lors de la seconde guerre mondiale. La bibliothèque interdite devint leur refuge, la vieille dame leur bon ange. C'est là que les gendarmes les arrêtaient après un siège en règle et une fusillade nourrie. Dovecar réussit à s'échapper mais sept légionnaires furent pris au piège. Baignant dans son sang, un certain Claude Terme fut découvert dans la bibliothèque. Selon les survivants des commandos Delta, il aurait été l'un des participants au meurtre de Gavoury. Rétabli, il sera condamné aux travaux forcés à perpétuité et s'évadera six ans plus tard de la prison de Ille de Ré dans des conditions rocambolesques.

L'arrestation des légionnaires n'était qu'un épisode dans la lutte anti-O.A.S. Elle ne fit pas grand bruit, bien que la Délégation générale ait essayé de faire croire que les légionnaires vivaient dans un repaire « nazi ». Par contre, celle des principaux membres des familles Gauthier-Saliège et Lung, « avantageusement connus à Alger », souleva une intense émotion. L'O.A.S. perdait huit hommes de main mais gagnait une bataille psychologique d'importance. Que des bourgeois stricts, moralistes, protestants, riches à millions, n'hésitent pas à héberger des membres de l'O.A.S. devenait une garantie. C'était aussi la preuve que dans tous les milieux l'O.A.S. bénéficiait d'un courant de sympathie qu'elle devait exploiter au plus vite.

En quelques semaines, Roger Deguedre, par le plastic, la balle

et le couteau, avait fait plus pour l'O.A.S. que les trop nombreux chefs de tendances diverses qui se chamaillaient dans l'ombre pour imposer d'hypothétiques orientations politiques !

Avec inquiétude Jean-Jacques Susini voyait les jours passer sans que le général Salan se décide à occuper le poste suprême que Godard lui avait réservé au sommet de la pyramide de l'O.A.S. Et sans Salan, Susini n'était rien. Les mois passés à Madrid à insuffler au Mandarin l'énergie nécessaire à prendre la tête de la révolte devenaient temps perdu. Susini savait l'hostilité de Godard à son encontre. Seul il ne parviendrait à rien dans cette O.A.S. dominée par les militaires. Puisque Salan restait terré dans la Mitidja, puisqu'il acceptait d'être « chambré » par Martel et ses illuminés « au Cœur et à la Croix », Susini décida de jouer seul. Profitant de ses relations avec les Étudiants nationalistes dont il avait été jadis le président, regroupant les éléments épars du F.N.F. d'Ortiz dont il avait été le cerveau aux Barricades, il créa son propre mouvement : le Front nationaliste. Pour jouer sa carte personnelle il n'hésita pas à fractionner, alors que le but essentiel de Godard était d'unir, un mouvement dont les débuts avaient été « brillants » grâce à la détermination de Degueldre mais qui, il fallait l'avouer, avait tendance à « piétiner » au début de l'été.

En quelques semaines, se déplaçant sans cesse dans Alger pour recruter ses hommes, les réunir tout en ménageant les susceptibilités, Susini aidé par un ingénieur « pétrolier » de la Repal, Michel Leroy, mit sur pied un mouvement regroupant environ deux mille hommes armés. On a vu que Leroy, responsable des mouvements d'extrême droite Jeune Nation, avait été désigné comme adjoint du colonel Gardes à la tête de l'Organisation des masses. Il amena facilement les groupuscules néo-fascistes à se fondre dans le Front nationaliste.

Susini, séduit par l'action violente des commandos Delta de Degueldre, décida à son tour d'appuyer son Front nationaliste par une équipe « action » baptisée commando Z, qui réunit les plus décidés des jeunes nationalistes. Ceux qui, au moment du putsch, voulaient descendre les gaullistes et les communistes et déposer leurs cadavres en plein centre de la ville. À l'époque, Godard s'était violemment opposé à leur projet. Aujourd'hui, couvrant les actions des commandos Delta, qui ne faisaient qu'appliquer ce plan d'élimination des adversaires, le colonel admettait tacitement qu'ils avaient eu raison !

Leroy s'adjoignit René Villars, l'ancien chef de France-Résurrection. Jean-Marie Zagamé et ses étudiants fascistes qui avaient guidé les paras du 1^{er} R.E.P. à l'aube du putsch constituèrent le premier noyau des commandos Z. C'est Jean Sarradet, un jeune homme de vingt-cinq ans que l'on voyait souvent en compagnie d'une frêle jeune fille blonde, Anne Loesch², qui devint le chef des commandos Z. Le colonel Gardes, enfin remis de ses émotions, mais plus idéaliste que jamais, les couvra de son aile protectrice.

« Les commandos Z, c'est notre fer de lance », dira-t-il plein d'admiration pour les jeunes gens.

Pendant tout l'été de 1961, les commandos Z s'efforcèrent de convaincre nombre de leurs amis découragés par la tournure des événements de ne pas quitter l'Algérie pour la métropole.

« Restez, votre pays c'est ici, vous devez vous battre pour le garder ! »

Le Front nationaliste publia rapidement sa doctrine politique. Sous le signe de la croix celtique il proclamait son but : abattre la V^e République pour instaurer un État nationaliste seul capable de garder l'Algérie française.

« Ce qu'il nous faut, expliquait un des premiers tracts du mouvement Susini, c'est un Front nationaliste fort, hiérarchisé, populaire, corporatif, décentralisé et surtout *antidémocratique*. »

À son habitude, Susini annonçait la couleur. Il organisa l'état-major de son mouvement en cinq bureaux : Finances, Appui, Renseignements, Propagande et « Action spéciale » — dévolu aux commandos Z.

Cocktails Molotov contre les forces de l'ordre, constitution de listes de noms « à éliminer », intimidations en tout genre, les commandos Z n'en étaient pas encore à l'action ponctuelle des commandos Delta. Ils n'allaient pas tarder à y arriver.

Lorsque le colonel Godard, furieux des « manigances » de Susini, lui intima l'ordre de fondre ses troupes au sein de l'O.A.S. et de les placer sous la direction du Comité supérieur, Susini laissa entendre que c'était difficile, qu'il fallait laisser à chacun une certaine autonomie, qu'il allait voir ce qu'il pourrait faire dans le sens de l'unification. Bref, Susini, même en l'absence de Salan, représentait quelque chose. On devait désormais compter

avec lui et avec ses hommes.

Depuis la création du Front nationaliste, il savait que ses membres devraient un jour ou l'autre rejoindre l'O.A.S. mais, quoi qu'il arrivât, ils resteraient sous ses ordres.

Susini ne craignait ni Gardes, un peu boy-scout, ni Pérez, gueulard et brouillon. Quant à Degueldre c'était déjà un allié. Il partageait avec le jeune homme une détermination sans vains scrupules que n'approuvaient pas certains colonels.

Si Salan pouvait se décider à prendre effectivement la tête de l'O.A.S. tous les espoirs seraient permis ! Godard était peut-être un organisateur hors pair, un officier futé, un homme d'action remarquable, il ne ferait pas le poids devant le tandem Salan-Susini, surtout appuyés par les deux mille hommes du Front nationaliste.

Sous son large front Susini remuait d'ambitieuses pensées. Seul, il avait réussi à s'imposer. Il lui fallait maintenant Salan pour vaincre.

« Allez, tout le monde dehors, n'oubliez pas les pancartes ni les drapeaux. »

Dans tous les quartiers musulmans les responsables F.L.N. de l'organisation Malik, ceux de la wilaya 3 et de la wilaya 4 désormais contrôlés par Kheiddine et Djamal — la réunification des réseaux F.L.N. d'Alger s'était faite dans le courant du mois de juin —, incitaient la population à descendre dans la rue.

« 5 juillet, journée contre la partition, criaient-ils. Tous dehors pour montrer notre volonté d'aller jusqu'au bout. La victoire est proche. Le peuple doit appuyer les efforts du Front. »

Depuis le 2 juillet une avalanche de tracts F.L.N. s'était abattue sur les grands ensembles de Diar-el-Mahçoul, de Diar-es-Saada, ainsi qu'à Climat-de-France et au Clos-Salembier.

« Nous devons manifester notre détermination... »

Hommes, femmes, enfants fabriquaient des pancartes, des drapeaux, préparaient des ballons auxquels étaient attachées les couleurs nationalistes et qu'on lâcherait en direction des quartiers européens. Chaque banlieue, chaque îlot, chaque bidonville était à nouveau contrôlé par le F.L.N. L'équipe Alilat-Malik-Betouche avait fait de bon travail et avait amené à Kheiddine une véritable

organisation structurée. Au noyau de base s'étaient ajoutés les militants recrutés dans chaque quartier ou chaque entreprise, puis étaient arrivés les « libérés » des camps d'hébergement. Le jour de l'ouverture de la conférence d'Évian, six mille militants F.L.N. avaient été libérés. Immédiatement ils avaient repris contact avec la nouvelle organisation. Ainsi Belkacem Betouche et Ben Slimane Youssef avaient vu grossir les rangs de leurs groupes de fida (terroristes). La moyenne quotidienne des manifestations terroristes F.L.N. s'était élevée de 21 avant la trêve unilatérale à 33 au cours de la semaine du 8 au 13 juin. En quinze jours sur toute l'Algérie les attentats F.L.N. avaient fait 133 morts dont 17 Européens, et 300 blessés.

Les attentats des 9 et 10 juin — 4 morts et 17 blessés — avaient montré à la population musulmane que le F.L.N. qui traitait à Évian ne le faisait pas en état « d'infériorité ». Quant à l'O.A.S., elle n'avait qu'à bien se tenir ! L'hostilité des quartiers européens pour les musulmans n'avait d'égale que la haine qui couvait dans la communauté musulmane pour l'ensemble des Européens. Dans les esprits, la simplification tragique était désormais bien ancrée : les Européens qui tapent sur les casseroles sont tous O.A.S., les musulmans qui brandissent des drapeaux verts sont tous F.L.N. !

Le 1^{er} juillet, le commandant Hassan, qui, après l'affaire Si Salah, avait pris la direction de la wilaya 4 — la plus proche d'Alger —, avait ordonné une manifestation de masse pour protester contre la position française sur le Sahara. Aux cris de « Sahara algérien », la population musulmane avait renouvelé les manifestations de décembre 1960. Alilat avait bien essayé de convaincre Dahmane Allaoua, envoyé spécial de la wilaya 4, d'annuler cet ordre de manifestation qui risquait de compromettre celle prévue pour le 5 juillet. Les chefs de la wilaya 4 étaient restés inflexibles. La grève générale des travailleurs musulmans avait été suivie à 90 %, la manifestation avait été un succès mais Alilat et Belkacem, le chef des fida, avaient dû faire donner leurs troupes pour refouler à coups de bâton la population déchaînée qui voulait envahir Babel-Oued.

« Vous êtes fous, avait dit Alilat, ils ont des fusils, des bazookas, ce sera le massacre ! »

Au Clos-Salembier et à Climat-de-France, c'est le service d'ordre français qui avait tiré. Le bilan était lourd. « 350 morts, se lamentait Alilat, en reprenant les chiffres donnés par les cellules

F.L.N., ils ne vont jamais ressortir pour le 5 juillet !

Depuis le début du conflit, le 5 juillet, date anniversaire de la prise d'Alger par les Français, était, avec le 1^{er} novembre, l'occasion de manifestations F.L.N.

En outre, ce 5 juillet 1961 devait être consacré à une journée de protestation contre la partition.

Du 28 juin au 2 juillet, le général De Gaulle, en voyage dans l'est de la France, avait menacé le F.L.N. de regrouper les populations européennes si les négociations ne reprenaient pas immédiatement.

« Si aucun accord n'était possible, avait dit le président de la République, nous serions amenés à regrouper de part et d'autre ceux qui sur le moment pourraient s'entendre et coopérer. Nous n'y tenons pas du tout. Ce n'est pas la solution souhaitable. »

Il avait pourtant ajouté :

« Nous ferons des regroupements autour d'Oran et d'Alger, au moins provisoirement. Une fois qu'ils seront faits il y aura peut-être la possibilité de faire un nouvel essai d'association... Quant au Sahara, une Algérie associée nous permettrait d'avoir des liaisons plus faciles avec lui ! »

Ce qui montrait sa volonté de ne pas céder sur le problème !

Le 31 juin à Tunis le G.P.R.A. avait proclamé le mercredi 5 juillet « journée nationale contre la partition ».

Kheiddine, Djamel, Alilat et leurs compagnons avaient minutieusement préparé le déroulement de la manifestation. Après la répression du 1^{er} juillet, il fallait reprendre la population en main pour lui faire oublier que l'armée tirait et pour l'amener à appuyer à nouveau le F.L.N.

Dès le milieu de la matinée de ce 5 juillet Alilat, qui se faisait un sang d'encre à la pensée d'un échec, fut rassuré. Les responsables, les militants quadrillaient littéralement les quartiers musulmans. Depuis que le F.L.N. était redevenu influent à Alger, l'adhésion quasi totale de la jeunesse s'était révélée comme un moteur puissant. C'était elle qui aidait les responsables F.L.N. à regrouper la population, à la convaincre de défiler. C'était elle aussi qui faisait monter l'ambiance en hurlant sans répit les slogans nationalistes habituels. À midi, un véritable flot humain,

hérissé de drapeaux vert et blanc, de pancartes contre la partition, avait envahi les quartiers musulmans. Jean Morin, le délégué du gouvernement, avait donné des ordres stricts. Chaque point chaud était étroitement surveillé. La Casbah était bouclée par des chevaux de frise. À Climat-de-France, des blindés avaient pris position. Le Clos-Salembier était cerné d'un véritable mur de troupes. Pendant toute la journée, le service d'ordre F.L.N. contint la foule pour qu'elle n'entre jamais en contact avec l'armée. Dix heures durant, les journalistes purent voir, filmer, photographier cette masse déchaînée mais étroitement contrôlée, manifester son appui au F.L.N.

L'organisation du Front à Alger avait atteint son but : montrer que la population lui était acquise et prouver aux observateurs du monde entier que le F.L.N. la tenait parfaitement en main. Pour la première fois aussi on vit des fellaghas armés circuler dans la foule...

Au soir du 5 juillet, aucun incident notable n'était signalé à Alger.

À Constantine, le préfet Mahdi Belhaddad se trouvait dans une situation dramatique. Premier préfet musulman nommé en Algérie, Belhaddad symbolisait l'effort entrepris par De Gaulle pour faire éclore une élite musulmane qui, l'indépendance venue, dirigerait le nouvel État allié à la France.

Aux musulmans, ses frères, Belhaddad ne cessait de répéter :

« Je veux l'indépendance comme vous. Mais je ne veux pas d'une indépendance stérile comme la réclament les intransigeants du F.L.N. L'Algérie nouvelle viendra de la fusion de toutes les communautés qui l'habitent : européenne, musulmane, israélite. Cette Algérie sera heureuse car elle restera liée à la France qui fera des sacrifices pour sa prospérité. »

Avec de pareils raisonnements il était devenu la bête noire des ultras européens, civils ou militaires. On a vu comment, à l'heure du putsch, les plus excités voulaient se débarrasser du « manchot ».

Son influence sur la population musulmane inquiétait également les plus extrémistes des membres du F.L.N. Une Algérie liée à la France, une Algérie où cohabiteraient Européens et musulmans, cela n'allait pas dans les vues de l'état-major de l'A.L.N., dont le lecteur connaît désormais les théories. Il fallait

profiter des manifestations du 5 juillet pour détruire le crédit de Belhaddad. Boumediene savait qu'à l'heure de l'indépendance les militaires « socialistes » auraient du mal à éliminer ceux qui à l'intérieur du G.P.R.A. soutenaient la théorie de la coopération étroite avec la France. Il n'était pas utile de leur apporter une aide extérieure en la personne d'un Belhaddad aimé et apprécié de la population de l'Est algérien. L'éliminer physiquement serait maladroit. Le couper moralement de la population, détruire son image de marque était suffisant.

Alors qu'à Alger, dans l'Algérois, en Kabylie, en Oranie et même dans l'Aurès le F.L.N. donna des consignes sévères pour éviter le contact avec les forces de l'ordre, le Constantinois fut, le 5 juillet, le théâtre d'affrontements sanglants.

À Constantine, où Morin avait enlevé deux compagnies de C.R.S. pour renforcer le service d'ordre à Alger, Belhaddad dut faire appel à la troupe. Le général Meltz, commandant de la zone Nord constantinois, lui proposa une unité de légion ou une unité du contingent. Le préfet choisit le contingent. Depuis le putsch, on se méfiait de la légion !

À la hauteur de la Médersa, rue Nationale, les appelés, qui formaient un barrage destiné à empêcher les musulmans de monter vers l'hôtel de Paris et le quartier européen, furent abordés par-derrière alors qu'ils attendaient le gros de la manifestation par-devant ! Affolés par la violence de la foule, les soldats tirèrent pour se dégager. Bilan : 17 morts, 200 blessés à Constantine. Les mêmes incidents qui se déroulèrent dans d'autres localités du Constantinois portèrent le bilan total à 80 morts et 266 blessés.

Belhaddad était « grillé ». On se détournait de lui. Ses frères l'accusèrent :

« Tu nous avais dit d'avoir confiance. Tu t'étais porté garant des Français. Mais ils continuent à tuer des musulmans dans la ville où tu es préfet ! »

Le lendemain de la fusillade, sa femme revint en larmes du marché. Elle avait été huée par ses amis d'hier. Sa famille même ne la reconnaissait plus.

Ce fut la curée. Les ennemis de Belhaddad, qu'ils soient Européens hostiles à la politique de De Gaulle ou musulmans extrémistes, s'en donnèrent à cœur joie. On colporta les bruits les plus insensés. Belhaddad, d'après certains, avait même survolé la

manifestation en hélicoptère et avait jeté des grenades sur le cortège musulman !

L'ancien officier de Monte Cassino réagit rapidement. Il rédigea une courte déclaration dans laquelle il révélait la mauvaise foi de « ceux qui avaient pris ombrage de sa bonne volonté et de la confiance qu'il suscitait ». Avant de la lire à la radio il téléphona à Jean Morin à Alger.

« Le ministre, M. Joxe, est là, répondit Morin, je vous le passe. »

Belhaddad lut sa déclaration au ministre des Affaires algériennes. La réaction fut immédiate.

« Impossible, monsieur, le préfet. Vous ne pouvez lire cela.

— Mais, monsieur le ministre, je ne peux pas rester là-dessus. Il faut que je rétablisse la confiance avec la population musulmane pour continuer d'appliquer la politique du général De Gaulle.

— Il ne faut pas polémiquer. Vous êtes préfet. Vous avez la conscience tranquille. Vous n'avez pas à faire connaître vos raisons à la population. »

Belhaddad, rouge de colère, dit avant de raccrocher :

« Rappelez-vous, monsieur le ministre, que c'est une grave erreur de laisser une chose pareille sans mise au point. »

Intransigent, Joxe refusa de nouveau. Belhaddad accorda alors à un journaliste de *Paris-Presse*, Main de Sédouy, une interview qu'il lui avait refusée quelques heures plus tôt.

La publication de cet article allait provoquer une intense émotion tant à Paris qu'en Algérie !

Non seulement Belhaddad s'expliquait sur le drame du 5 juillet mais il faisait une critique lucide de la situation.

« Je suis venu à Constantine pour faire une politique d'apaisement et de coopération. Faute de gens ayant suffisamment de sang-froid, elle est en train d'échouer. »

Il laissait ensuite entendre que les coups de feu tirés lors des obsèques des victimes et « attribués un peu vite au F.L.N. » pouvaient être l'œuvre d'éléments du M.N.A. On verra plus tard que les éléments du F.A.A.D. de Khelifa Kkalifa, manipulés par

certains services français, avaient repris leur action en Algérie !

Belhaddad donnait ensuite son avis sur Évian :

« J'ai l'impression que tout le monde se noie dans de faux problèmes. Une poignée de main aurait peut-être changé bien des choses... Un peu de chaleur humaine, un peu moins de langage diplomatique et tout aurait pris une autre tournure. »

C'était une pierre dans le jardin de Joxe, négociateur principal, qui venait de lui montrer que la chaleur humaine entrainait peu dans ses considérations politiques.

Belhaddad, déchaîné, ne s'en tint pas là. En quelques phrases il liquida le problème de la partition.

« C'est irréalisable ! dit-il. Il ne faut pas me faire le raisonnement du précédent historique en Corée et en Indochine : on a tiré un trait et on a fait deux États. Mais il n'y avait que des Coréens et des Vietnamiens. Que fera-t-on des musulmans qui resteront dans l'État à majorité européenne ? Et quel sera leur état d'âme vis-à-vis de leurs frères restés dans l'autre État ? Est-ce qu'on a pensé à toutes ces questions ? »

Puis, se faisant prophétique :

« Si on se lance dans cette aventure, il faudra un million d'hommes pour garder la frontière entre les deux États. Le problème algérien est un problème à part dans le monde. Il faut donc en arriver à trouver une solution à part. »

Après la publication de ce véritable réquisitoire qui avait pourtant touché une grande partie de la population et prouvé la bonne foi du préfet musulman, ses ennemis se frottèrent les mains. Belhaddad n'allait pas faire long feu. Il prendrait des vacances « bien méritées » et ne reviendrait jamais en Algérie. Paris n'allait pas laisser passer une pareille incartade !

Pour des raisons diamétralement opposées les extrémistes F.L.N. et les ultras européens se rejoignaient dans une même politique : il fallait tuer la raison.

La décision était prise. Le dégagement commençait. Après la trêve unilatérale — preuve de bonne volonté guère entendue par l'adversaire^[3] — on passait à la seconde phase. Paris avait décidé. Alger devait obéir. Le 8 juillet, la 11^e D.I.L. s'embarquait et quittait l'Algérie. Une autre division suivrait au cours du mois de

juillet. Insensiblement l'armée devait abandonner le bled.

« Peut-on encore douter qu'on laisse l'Algérie, notre Algérie, aux mains des assassins du F.L.N. ? » Paris fournissait à l'O.A.S. des arguments de choix. On ne pouvait nier que l'amorce de retrait des troupes du bled allait permettre aux rebelles de reconstituer leurs forces exsangues..» Avec la bénédiction de De Gaulle », ajoutait l'O.A.S.

L'organisation jouait sur du velours. La population européenne voyait ses craintes se réaliser. Déjà certains colons abandonnaient le bled. Sans l'armée, c'était la mort certaine. Les lendemains tragiques des guerres civiles.

Quant aux officiers, c'est la rage au cœur qu'ils abandonnaient le pays où ils s'étaient battus, où ils avaient gagné le terrain et « pacifié » les populations. L'échec de la pacification profonde était évident. Elle ne valait que par la présence de l'armée. Qu'elle s'en aille et le château de cartes s'écroulait. Mais il était difficile à un officier d'admettre que la solution du problème ne tenait pas à la victoire militaire mais bien à la négociation politique !

Au lendemain du départ de la 11^e D.I.L., le général de Menditte, commandant le corps d'armée d'Alger, alerta ses chefs de corps sur les troubles de conscience que l'application de la politique Élyséenne allait provoquer chez les officiers.

« Des remaniements de dispositifs aboutissant à un retrait de nos forces plus ou moins accusé selon les régions et les conditions locales de sécurité seront inévitables, expliqua-t-il dans une note. La répartition, le stationnement, le fractionnement et l'emploi des moyens seront modifiés, compte tenu de l'évolution de la situation dans les villes et les centres ruraux importants de l'Algérie. »

On ne pouvait dire plus clairement que l'évacuation du bled allait se poursuivre et que les divisions restant en Algérie se regroupaient autour des villes et des grands centres ruraux.

« Les missions traditionnelles, poursuivait Menditte, sont donc à réviser en conséquence, du moins dans l'exécution. Ainsi au contact statique et permanent avec les populations, du bled en particulier; devons-nous substituer dans bien des cas un contact mobile et intermittent. Il n'en demeure pas moins que la période de transition dans laquelle nous allons entrer sera difficile pour

beaucoup, pénible même pour certains. On peut craindre que chacun n'en saisisse pas d'emblée les raisons ni la nécessité.

« Aussi une action auprès des cadres d'active, en particulier visant à leur faire comprendre les impératifs de la situation, apparaît-elle indispensable. »

Lorsque, quelques jours plus tard, l'Action politique et de propagande de l'O.A.S. — dirigée par Susini — publia la note confidentielle, le général Ailleret entra dans une violente colère. Au plus haut niveau des états-majors l'Organisation bénéficiait de complicités !

Le nouveau patron de l'armée n'avait pas la tâche facile. « Dégager, rapatrier » certaines unités, faire avaler ce retrait à ses officiers et aux pieds-noirs et garder l'armée dans une stricte neutralité, telles étaient les consignes. Elles valaient au général Ailleret sa quatrième étoile et le poste occupé jusque-là par Gambiez.

« Subito » avait dû céder la place. Paris n'avait pas voulu le chasser au lendemain du putsch mais n'oubliait pas... Gambiez payait l'addition. Jean Morin avait bien essayé de le défendre. En vain. Joxe s'était souvenu de son voyage-éclair du 22 avril et avait imposé Ailleret, l'un des rares généraux à avoir fait montre de fermeté face aux rebelles d'Alger. Le choix était judicieux. Il fallait un roc lucide et sans illusions. Un homme qui comprenne que l'heure de l'armée était passée en Algérie, et que la victoire militaire était désormais sans objet.

Ailleret, au lieu d'être nommé commandant en chef comme ses prédécesseurs, reçut le titre de commandant supérieur des troupes en Algérie. Il n'était pas subordonné à Morin mais admettait facilement que le délégué du gouvernement soit le patron. Ailleret serait responsable des forces armées devant le président de la République, le premier ministre et le ministre des Armées pour le maintien de l'ordre en Algérie.

En prenant son poste à Alger, Ailleret pensa que ce ne serait pas facile. Il était au-dessous de la vérité ! Il allait devoir faire face à une double rébellion : celle du F.L.N. et celle de l'O.A.S.

À tâche exceptionnelle, homme d'exception. Charles Ailleret, que l'on accusera de toutes les turpitudes, que l'on couvrira d'insultes et d'accusations ignobles, est le contraire du général un peu effacé et beni-oui-oui pour lequel l'O.A.S. voudra dans un

premier temps le faire passer.

« De Gaulle l'a placé là pour qu'il soit l'exécuteur de ses basses œuvres ! Le petit doigt sur la couture du pantalon et le oui à la bouche. » L'O.A.S. se mordra les doigts de ne pas avoir mieux analysé ce personnage étonnant.

Polytechnicien, docteur en droit, spécialiste de l'arme atomique, ancien chroniqueur politique au *Temps* de Paris, parlant parfaitement l'anglais et l'italien, pratiquant honorablement le russe, c'est « l'homme tous azimuts » rêvé par De Gaulle. Le « cerveau », la grosse tête, l'intellectuel. Il voulait faire Normale Sup', sa famille a préféré Polytechnique.. Il a obéi. Il était jeune. Au fil des années son caractère s'est durci pour finir par perdre toute souplesse Il n'est pourtant pas buté mais décidé. Ses adversaires vont s'en rendre compte.

En outre, cette tête bien pleine est posée sur un corps d'athlète. Breveté parachutiste, ancien moniteur, champion de judo, il adore la bagarre, les coups fourrés, il aime montrer « qu'il en a ». C'est son côté cow-boy. Avec l'O.A.S. il va s'en donner à cœur joie et susciter les pires inquiétudes chez les hommes chargés de sa sécurité. Et puis il est gaulliste. Et on ne le lui pardonne pas. Son attitude au putsch, si elle lui a valu ce poste suprême en Algérie, lui a suscité une foule d'ennemis. On tentera d'accréditer à son sujet la fable de l'opportuniste qui sait retourner sa veste. À ce propos les défenseurs de l'O.A.S. publieront une prise de position « Algérie française » signée par Ailleret à l'heure du putsch, alors qu'il n'avait publié un communiqué adressé aux pieds-noirs de Bône que le 25 avril — le putsch ayant déjà échoué — à la demande de M. Grauby, maire de Bône, qui l'avait supplié de faire quelque chose pour désarmer la population européenne en colère.

« Dites que vous maintiendrez l'Algérie française envers et contre tous, avait dit le maire, et avec cela je vais les calmer. »

Ailleret avait refusé cette version « activiste » et avait publié le communiqué suivant : « Bônois, Bônoises. Devant la gravité des événements actuels, je tiens à faire connaître à la population civile que mon sentiment le plus profond comme celui des cadres et de la troupe est de voir l'Algérie demeurer française. Pour atteindre ce but il faut que se poursuive la lutte contre l'adversaire. Cette lutte que nous menons ici sur le front, face à la frontière, exige

encore plus qu'ailleurs que soit maintenue la cohésion de l'armée et le respect des liens hiérarchiques sans lesquels elle perd toute son efficacité. Cette cohésion ne peut être maintenue que dans le cadre de la légalité nationale. Telles sont les raisons de la prise de position officielle que j'ai fait connaître et qui me paraît seule conforme aux intérêts supérieurs de notre patrie.

Bône, le 25 avril.

Général Ailleret. »

Le lendemain, Grauby avait rendu ce papier à Ailleret en lui disant :

« Peut-être préférez-vous l'oublier.

— Pas du tout. Ça n'a aucune importance... »

Mais la photocopie de la première phrase circulera dans les milieux activistes comme « preuve » de la « duplicité » d'Ailleret qui, le 22 avril, « était favorable » au putsch du général Challe !

Outre le fait de rétablir la vérité la publication de ce communiqué a une importance indéniable car il explique ce que sera le plan d'Ailleret, commandant supérieur : permettre la réalisation de la politique gouvernementale sans que les fells puissent se prévaloir d'une victoire militaire.

« Pas de Dien Bien Phu en Algérie... »

La diminution d'effectifs à laquelle se heurta Ailleret dès son arrivée à Alger ne simplifiait pas sa tâche. Le déclenchement d'une véritable guerre civile par l'O.A.S. allait pourtant faire passer ce problème au second rang de ses préoccupations.

La première décision que prit Ailleret en entrant en fonctions fut de déplacer son poste de commandement du quartier Rignot à Reghaïa. Il voulait se débarrasser de l'épouvantable ambiance de l'état-major où chaque officier avait peur ou trahissait son copain dans un sens ou dans un autre.

À Reghaïa, entouré de ses hommes de confiance, il espérait pouvoir mener à bien sa mission.

Il prit comme adjoint le général Fourquet, commandant l'aviation, et comme chef d'état-major, le général Hublot. De ce côté-là rien à craindre. Fourquet dans l'Est, Hublot dans l'Ouest avaient montré à l'heure du putsch leur détermination.

Le colonel Viala et le commandant Bourgue furent nommés respectivement directeur et chef de cabinet. Viala, fils de gendarme, sorti du rang, était républicain au fond des tripes. Quant à Bourgue, qui devenait également porte-parole du commandant supérieur, c'était le type même de l'officier « camusien », courageux, brillant militaire, mais farouchement hostile aux aventures putschistes.

« Aussi mendésiste qu'on peut l'être en étant officier », diront ses camarades.

Gaullistes, disciples de Camus, républicains, mendésistes, ni le commandant supérieur ni ses proches collaborateurs ne pouvaient espérer — avec de pareilles étiquettes — obtenir les faveurs d'Alger. Ils ne pensaient tout de même pas susciter une telle haine.

À nouveau il y avait de la négociation dans l'air. La veille de la manifestation contre la partition, le 4 juillet, les « éléments avancés » laissés par le F.L.N. en Suisse et par la France à Évian s'étaient à nouveau rencontrés. De Leusse et Labouret et Saad Dahlab et Taïeb Boulharouf s'étaient mis d'accord sur une reprise des négociations à une date rapprochée. Le vieux château de Lugrin sur les hauteurs d'Évian avait été choisi. La date restait à fixer. Les rencontres s'étaient déroulées dans le plus grand secret.

À Alger pourtant un homme savait que la négociation était en cours : Jacques Coup de Fréjac. Non qu'il fût dans le secret des dieux mais par simple déduction. Le porte-parole de la Délégation du gouvernement avait reçu l'ordre de ne plus tenir ses conférences de presse hebdomadaires qui permettaient aux journalistes de faire le point, et aux responsables de l'État de s'adresser à la population. C'était un signe qui ne trompait pas ! L'autorité suprême en Algérie restait muette, tirait le rideau. Motus et bouche cousue. Silence total sur la politique, plus d'opérations militaires, plus de conférences de presse... le mur ! Coup de Fréjac n'approuvait pas cette politique. Dans l'atmosphère enfiévrée d'Alger, ne donner aucun renseignement sur l'avenir qui se préparait, laisser cette population désorientée, apeurée, désespérée, « dans le bleu complet », c'était la livrer à l'O.A.S., son seul espoir, c'était permettre à l'organisation de distiller son poison dans l'esprit d'hommes et de femmes qui, un peu plus chaque jour, se sentaient abandonnés par une métropole indifférente et par un gouvernement « méprisant ».

Coup de Fréjac, à qui De Gaulle avait dit : « Vous avez la responsabilité de l'information pendant toute la période qui nous conduira de la guerre à la paix », avait cru candidement qu'il irait jusqu'au bout des négociations, qu'il en serait même le porte-parole, qu'il pourrait calmer un peu la population, lui expliquer son avenir. Joxe avait anéanti ses espoirs : « Il n'y aura d'autre porte-parole que moi. »

On n'avait plus besoin de lui. Coup avait demandé de reprendre sa liberté. Morin avait accepté, lui demandant pourtant de rester jusqu'au mois d'août pour mettre en place une direction générale des affaires politiques et de l'information qui serait confiée à M. Sicurani assisté de M. Maistre, chargé des problèmes d'information. Coulet — déjà « éliminé » d'Alger — et Coup de Fréjac étaient donc remplacés par un seul homme.

Coup décida de profiter des quelques semaines où il était encore un personnage officiel pour « tirer la sonnette d'alarme ». Il n'était pas le premier, ni le dernier, mais sa conscience lui imposait de le faire. Car à ses yeux la situation s'aggravait de jour en jour. Tous les grands projets du gouvernement pour une Algérie liée étroitement à la France s'écroulaient par pans entiers.

Avec Delouvrier, Coup avait beaucoup travaillé à mettre en route le plan de Constantine dont la continuation, l'indépendance venue, serait un facteur important des négociations. Or ce plan ne valait que si les pieds-noirs qui en constituaient l'infrastructure restaient en Algérie. Et pour Coup de Fréjac cette hypothèse devenait de jour en jour plus problématique.

C'est ce qu'il voulait expliquer au gouvernement. Puisqu'il était bâillonné à Alger, qu'il n'y servait plus à rien, il entreprit une « grande tournée d'information » à Paris. Il vit Tricot, Joxe, Courcel, Buron, Boulin chargé d'étudier discrètement les problèmes que poserait le retour de « quelques dizaines de milliers de rapatriés ». À chacun il expliqua que les pieds-noirs, s'identifiant de plus en plus à l'O.A.S. et menant sous sa bannière un combat de plus en plus violent, stérile et désespéré, ne pourraient rester en Algérie après l'autodétermination.

« Il faut se l'avouer, dit-il à plusieurs reprises, l'hypothèse des Européens et des musulmans vivant côte à côte après l'autodétermination est une vue de l'esprit. Les musulmans chasseront les pieds-noirs qui, par l'action démente qu'une poignée d'excités mènent actuellement en leur nom, se seront

chassés eux-mêmes. » Les « Mais non, mon vieux, vous êtes trop pessimiste » succédèrent aux « Dites-moi, cher ami, vous êtes encore marqué par le putsch d'avril. Tout cela est fini. »

Une fois de plus, Coup constatait que Paris ignorait tout — ou voulait tout ignorer — de la situation en Algérie. Et puis à Alger, l'entourage de Morin ne voulait rien voir, et surtout rien prévoir. On vivait en circuit fermé : sans contacts avec les Européens ni avec les musulmans. Tels étaient les ordres de Paris. On s'y tenait scrupuleusement. Sauf quelques hommes comme Coup de Fréjac... et comme jadis François Coulet.

Coup mit une dernière fois en garde ses interlocuteurs dont Michel Debré, Joxe, Courcel et Buron :

« Si pendant la période des négociations, puis pendant la période transitoire le gouvernement ne prépare pas techniquement — surtout en matière de sécurité — l'évacuation et le reclassement en métropole de tous les pieds-noirs, il portera une lourde responsabilité. »

On n'aime pas les Cassandre... On n'écouta Coup que d'une oreille distraite. Mais oui, on avait envisagé le problème. Boulin, après de très sérieuses études, prévoyait une « pointe » d'environ 200 000 rapatriés en trois mois. Après, ça se tasserait.

« Non ! protesta. Coup. Dans l'état actuel des choses, l'O.A.S. prenant une telle importance, j'affirme que la moitié des Européens d'Algérie fuiront en un mois ! »

Cinq cent mille personnes en un mois sur les côtes de France ! Ce Coup perdait la raison !

Renonçant à se faire entendre par les ministres et les barons, Jacques Coup de Fréjac sollicita par lettre une audience du général De Gaulle.

« Je voudrais vous entretenir, écrivit-il, de deux problèmes : d'abord de la gravité du problème posé par les rapatriés et ensuite des techniques de l'information de l'État. »

Coup fut reçu par le Général, qui lui accorda les vingt-cinq minutes classiques. Vingt-cinq minutes que De Gaulle consacra à l'éventuelle création d'un ministère de l'Information. Pas une fois il n'évoqua le problème des rapatriés. Sortant de l'Élysée, Coup de Fréjac pensa qu'il y avait peut-être eu un peu de lâcheté de sa part à ne pas interrompre le Général pour lui parler d'un problème

que visiblement il voulait éviter.

Mais puisque au niveau de ses plus proches collaborateurs : Debré, Joxe, Courcel — ceux qui avaient la confiance et l'oreille du Général — on n'y croyait pas, pourquoi diable serait-il plus « royaliste que le roi » ?

Ce problème algérien broierait donc jusqu'au bout tous ceux qui tenteraient de s'y intéresser de trop près.

Las, découragé, Coup rejoignit à Paris son ancien patron Paul Delouvrier qui, depuis son départ d'Alger, avait refusé brutalement tout poste ministériel, tant que le problème algérien ne serait pas réglé.

Au District de Paris, Delouvrier et Coup — personnages pourtant haïs des pieds-noirs d'Alger — n'allaient cesser de parler de ce problème qui les obsédait : les rapatriés.

Lorsque, le 20 juillet, les deux délégations, française et F.L.N., se retrouvèrent à Lugrin, Joxe n'avait pas plus d'espoir que Krim d'aboutir à un accord.

L'« incident » qui, quinze jours plus tôt, avait opposé la France à la Tunisie à propos de Bizerte et au cours duquel la riposte militaire française à l'attaque « sournoise » de Bourguiba^[4] avait été d'une rare violence alourdissait encore l'atmosphère. La situation de la France sur le plan international n'était pas fameuse. Joxe n'arrivait ni en position de force ni optimiste sur les résultats de ces nouveaux entretiens.

Les conversations préliminaires Dahlab-de Leusse avaient montré que le désaccord restait entier sur trois points : le Sahara, les garanties à donner aux pieds-noirs et la représentativité du G.P.R.A. En effet, la France ne reconnaissait à la délégation F.L.N. que le titre de porte-parole des combattants, ce qui — d'après les délégués — « interdisait au G.P.R.A. de s'engager à long terme au nom de l'Algérie tout entière ».

Les premières séances, qui se déroulèrent avec une lenteur toute diplomatique — chacun proposant des méthodes de travail et le partenaire ne répondant que le lendemain —, montrèrent que les craintes des négociateurs étaient fondées. Le « préalable » du Sahara bloquait la machine.

Le 27 juillet, Louis Joxe demanda à Kirm Belkacem un entretien en tête à tête. Il espérait qu'un contact « humain »

donnerait un nouvel essor à la négociation. Les deux hommes évoquèrent leurs difficultés respectives. Compte tenu de l'opposition et du Parlement, expliqua Joxe, certains points devaient absolument être réglés. En particulier celui des garanties de la minorité européenne.

« Je vous comprends, répondit Krim. Mais nous aussi nous avons des problèmes semblables. La guerre dure depuis sept ans et notre C.N.R.A. n'est pas plus facile à manier que votre Parlement. Nous ne pouvons faire aucune concession sur les trois grands problèmes :

1° Nous n'arrêterons les combats qu'après un accord politique ;

2° L'autodétermination sera appliquée sur *tout* le territoire y compris le Sahara

3° Nous considérons les enclaves — surtout Mers el-Kébir — comme faisant partie de notre territoire souverain. Nous fixerons à leur sujet un droit de « location » et des délais d'évacuation.

— Pour le Sahara on trouvera une formule plus tard, tenta Joxe.

— Non!

— Alors que faire ?

— Nos positions sont trop éloignées. Tant sur le domaine politique que militaire. Ainsi que sur l'autodétermination. Il est préférable que nous retournions en assemblée générale. »

C'en était fini du tête-à-tête. L'assemblée générale des deux délégations ne put que constater l'impossibilité de poursuivre la négociation.

« Nous demandons la suspension, dit Krim. Réfléchissez de votre côté. Lorsque le principe de l'intégrité du territoire sera admis par la France, tout redeviendra possible.

— Donnez-nous acte que vous demandez la suspension, dit Joxe.

— Bien volontiers. »

Cette fois, c'était le F.L.N. qui suspendait les négociations, faisant ainsi preuve de fermeté, alors qu'à Évian c'étaient les Français qui avaient décidé l'interruption des conversations. Le conflit état-major-G.P.R.A. n'était pas étranger à ce durcissement de la position de la délégation F.L.N. À Lugrin, Krim se préparait

déjà à soutenir l'offensive qui n'allait pas manquer de se produire lors du 4^e Conseil national de la révolution qui devait s'ouvrir à Tripoli.

Aux yeux du grand public, qu'il soit français ou algérien, Lugin marquait une nouvelle étape dans l'incompréhension. Jusqu'où irait-elle, alors que chaque jour le fossé se creusait un peu plus entre Européens et musulmans ? Si quelque chose pouvait être sauvé il fallait faire vite. Déjà, entre Évian et Lugin, la situation en Algérie s'était considérablement dégradée.

D'aucuns commençaient à penser que de part et d'autre on ne faisait rien pour arranger « humainement » les choses.

C'est pendant la conférence de Lugin que Krim avait appris le développement de la crise état-major-G.P.R.A. Boumediene, entraînant derrière lui Menjli, Kaki Ahmed et Azzedine, avait envoyé une lettre de démission en forme de critique violente contre les « corrompus qui siégeaient à la tête de la révolution La crise avait éclaté à propos d'un Mystère F-84 français abattu par l'A.L.N. au-dessus du territoire tunisien. Le pilote, qui avait pu sauter en parachute, avait été remis par le G.P.R.A. à Bourguiba alors que l'état-major aurait voulu le garder prisonnier.

Se servant de ce prétexte Boumediene avait envoyé sa lettre de démission cosignée par les trois commandants.

Jamais on ne s'était opposé dans de tels termes à la politique ni aux hommes du G.P.R.A. Boumediene parlait « d'ambition personnelle menant à la négation pure et simple du principe de la collégialité, de lenteur démesurée, d'embourgeoisement, de charlatanisme, de manipulations honteuses en matière financière ». Il accusait le gouvernement de pratiquer une politique d'obstruction, voire d'asphyxie à l'égard de l'armée.

« Nous avons essayé de démontrer qu'un grave conflit, un profond désaccord sur les méthodes nous ont toujours opposés à notre gouvernement, écrivait Boumediene. Nous avons dénoncé l'abdication permanente et l'absence d'autorité. Nous nous sommes élevés contre l'esprit de coterie et de clan... Nous avons une fois pour toutes compris pourquoi les responsables qui, aujourd'hui, braquent toutes leurs batteries sur un état-major qui n'a commis que le crime de redresser une situation sortie de l'abîme, n'ont laissé derrière eux que conflits, règlements de comptes, dilapidation des deniers de la révolution, en un mot

l'anarchie la plus scandaleuse. »

Le colonel Boumediene montrait son habileté. Ce n'était plus l'état-major qui se dressait contre le G.P.R.A. mais certains « pourris » du G.P.R.A. qui « braquaient leurs batteries » pour détruire l'état-major. Celui-ci se retirait « dignement », non sans menacer...

« ... Nous nous en remettons, concluait Boumediene, pour ce qui est de notre cas, au sain jugement de tous les membres du C.N.R.A., aussi bien ceux qui sont à l'intérieur que ceux qui sont à l'extérieur, et plus particulièrement, LES LUEURS D'ESPOIR ET DE CONFIANCE QUI NOUS RESTENT VONT DROIT VERS CEUX QUI SONT EN PRISON ET QUI, POUR NOUS, RESTENT LES ARBITRES... » L'allusion à Ben Bella était claire. Boumediene préparait l'avenir. Son homme de confiance, le jeune Abdelaziz Bouteflika, avait fait de bon travail. Profitant du déplacement des prisonniers de l'île d'Aix au château de Turquant et du régime exceptionnel accordé par le gouvernement français, il avait, muni d'un passeport marocain, pris contact avec Ben Bella, Aït Ahmed, Bitat, Khider et Boudiaf. Il avait développé les critiques de Boumediene contre le G.P.R.A. accusé d'embourgeoisement, de déviationnisme. Les prisonniers lui avaient fait part de leur position : faire taire les problèmes internes jusqu'à l'issue de la négociation. Mais Aït Ahmed, toujours à l'affût, avait remarqué le long entretien en tête à tête Bouteflika-Ben Bella. Il sut par la suite combien Bouteflika s'était montré convaincant. La fin du conflit approchait, avait-il exposé. Il fallait préparer l'avenir. Il fallait se faire connaître. Il fallait faire connaître Boumediene qui avait derrière lui toute l'armée..

Il fallait aussi détruire l'image de marque des « fossiles » du G.P.R.A. En particulier de ceux qui — seuls et sans armes — avaient déclenché la révolution !

Le 4^e C.N.R.A. se réunit à Tripoli du 5 au 22 août 1961. Il allait marquer une nouvelle orientation de la révolution algérienne et sceller le destin de l'Algérie indépendante. Dès son arrivée, dès les premières réunions, Krim sentit l'influence grandissante prise par les membres de l'état-major sur ceux du C.N.R.A. Visiblement, les « politiques » avaient peur des militaires. Krim, Ben Tobbal et Boussouf — à nouveau unis, mais pour combien de temps ? — avaient montré leur détermination en menaçant Boumediene et en arrachant en personne le pilote français des

mains de l'état-major pour le remettre à Bourguiba. Mais le C.N.R.A. n'était pas les 3 B ! Ferhat Abbas se sentait las et isolé, sans forces suffisantes pour s'opposer aux officiers de Ghardimaou ni pour prendre la tête d'un mouvement hostile aux ambitions de Boumediene, Kaïd et Menjli. Il se contenta « d'arranger » les choses en refusant la démission que l'état-major avait adressée d'une façon si cavalière et en invitant ses membres à participer aux travaux du C.N.R.A. dont ils faisaient partie.

C'était pour les officiers, de l'état-major l'occasion de dire de vive voix ce qu'ils avaient écrit. À son habitude, Boumediene resta dans un silence prudent, rompu de temps à autre par une réflexion calme, mesurée et pleine de bon sens. C'est Kaïd Ahmed et Menjli qu'il lança à l'attaque sur le thème : les négociateurs sont allés à Évian et à Lugrin pour « liquider » l'Algérie.

Les explications furent vives. Krim expliqua le dossier de la négociation, montra la fermeté dont il avait fait preuve face aux plénipotentiaires français. Il fut appuyé dans ce sens par tous les membres de la délégation, à l'exception des deux commandants Kaïd et Menjli qui, dans une sortie fracassante, déclarèrent qu'ils se retiraient de la délégation :

« Nous ne voulons pas participer au bradage de l'Algérie. »

Le C.N.R.A. vota pourtant la poursuite des conversations avec la France à la quasi-unanimité. Il faisait confiance à Krim pour y parvenir. Seuls les membres de l'état-major votèrent contre. Était-ce la rupture avec les militaires ? Non. Grâce à un compromis qui durera jusqu'à la veille de l'indépendance, les membres de l'état-major reprirent leur démission, à l'exception d'Azzedine qui — persuadé d'être manœuvré — annonça sa rupture avec le groupe Boumediene. Non seulement il maintenait sa démission mais il votait pour les négociations. L'ancien patron des commandos de la wilaya 4 était en désaccord avec l'état-major et avec le G.P.R.A. Il soutenait que les militaires devaient rejoindre l'intérieur et lutter aux côtés de leurs hommes durant les derniers mois de la guerre. Mais il était seul. Aucun des membres de l'état-major n'était chaud pour le suivre et ainsi perdre de vue les « politiques » livrés à eux-mêmes ! La proposition d'Azzedine n'était acceptable qu'à condition de n'avoir aucune ambition politique. Ce qui n'était le cas ni de Boumediene ni de Kaïd Ahmed ! Ce 4^e C.N.R.A. montrait déjà à quel point la lutte pour le

pouvoir sur l'Algérie indépendante était âpre. Et pourtant la guerre allait encore durer près d'un an !

Malgré le compromis, le vote du C.N.R.A. sur la poursuite des négociations avait accentué le malaise entre l'état-major et le G.P.R.A. Le C.N.R.A. sentait qu'il fallait donner une nouvelle orientation au F.L.N. Le large front national auquel le nom de Ferhat Abbas était attaché devait faire place à un véritable parti politique chargé de préparer la paix et de construire l'Algérie de demain. Ce parti devait symboliser la révolution. Il fallait donc effectuer un profond retour aux sources et faire présider le nouveau gouvernement par un homme qui ait participé aux premiers mois de la révolution. Krim Belkacem, fils de la Toussaint, vice-président du dernier G.P.R.A., connu maintenant du monde entier, semblait tout désigné. L'unanimité faite autour de son nom lors du vote sur la poursuite des négociations montrait que les membres du C.N.R.A. n'y seraient pas opposés. C'était compter sans l'état-major. Krim, leader du G.P.R.A. qui ferait la paix, refuserait d'orienter l'Algérie indépendante vers le socialisme que souhaitaient imposer les militaires.

Boumediene se mura dans un silence menaçant pour les membres du C.N.R.A. tandis que Kaki et Menjli leur expliquèrent à quels drames une pareille nomination pourrait aboutir. En secret, Houari Boumediene contacta son « maître » Boussof, l'homme qui avait su découvrir dans le jeune djoundi arrivé dans la guerre avec le premier convoi d'armes égyptiennes parvenu au Maroc, les qualités du chef militaire qu'il était devenu. Quelles mystérieuses alliances les deux hommes conclurent-ils ? Toujours est-il qu'à l'issue de ces entretiens Boussof fit des propositions aux anciens centralistes, dont Saad Dahlab et Yazid, pour pousser la candidature du plus célèbre d'entre eux, Ben Youssef Ben Khedda. Il réunissait toutes les qualités. Il avait rejoint la révolution naissante — sans toutefois l'avoir déclenchée —, il avait été du premier, C.C.E., son rôle dans la « bataille d'Alger » avait été essentiel, en outre, sa culture politique socialisante ne « déplaisait » pas à l'état-major. Bref l'homme-miracle !

« Si Krim arrive au pouvoir, dit Boussof, ce sera la lutte ouverte. Il aura peut-être la majorité de l'opinion publique pour lui mais l'état-major, lui, aura la force ! »

On ne pouvait risquer de provoquer une crise grave à la veille des négociations finales ! C'est ce que Ben Tobbal et Boussof

vinrent expliquer à Krim Belkacem :

« Nous sommes comme toi contre les membres de l'état-major, mais c'est l'impasse. Tout le monde a peur d'eux. Ils sont si forts qu'ils ne parlent même plus. À la veille des négociations il faut qu'une équipe sorte de ce C.N.R.A. Dans la mesure où tu restes vice-président du G.P.R.A. sans réclamer le poste de président on essaiera de sortir de l'impasse et de poursuivre les négociations. Autrement, ce sera l'explosion.

— Pourquoi me dites-vous cela ? répondit Krim. Est-ce que j'ai cherché un poste ? Je n'ai même pas piétiné Abbas comme beaucoup l'ont fait. Mais pourquoi voulez-vous que je refuse la présidence du G.P.R.A. ?

— Si tu acceptes cette présidence, ce sera le conflit avec Boumediene et Ben Bella. Tu vas les balayer. À l'indépendance, ce sera la crise. Sanglante. Peut-être avant. Fais un sacrifice.

— Et qui proposez-vous ?

— Ben Khedda.

— Est-il en mesure de faire face à l'état-major et de régler les problèmes ?

— Nous sommes là, on le soutiendra. »

Krim céda à condition de rester vice-président du G.P.R.A. et de ne plus s'occuper des Affaires étrangères. Je prends l'Intérieur, la Santé et le F.L.N.. », décida-t-il.

Boussouf et Ben Tobbal se chargèrent de faire accepter ces exigences. Tout, pourvu que Krim ne soit pas président !

Le chef kabyle entendait surtout rester aux frontières, pour surveiller les agissements de ce turbulent état-major.

« Pour moi, dira-t-il plus tard, l'essentiel était de ne pas les quitter des yeux ! »

Fort habilement il fit admettre au C.N.R.A. que Boudiaf, prisonnier à Turquant, devait également être nommé vice-président ! Tout comme lui ou Ben Bella. Informé des contacts de ce dernier avec Bouteflika, l'émissaire de Boumediene, Krim voulait ainsi « casser » sa représentativité. Si Boudiaf était nommé vice-président du G.P.R.A. la presse ne pourrait plus déceimment parler de « Ben Bella et ses compagnons » comme elle faisait jusque-là, parant le leader arabe d'une gloire que —

selon Krim — il ne méritait pas.

Les problèmes réglés — en apparence — on procéda au vote. Ben Khedda fut élu sans discussion à la présidence du G.P.R.A. Saad Dahlab prenait les Affaires étrangères, Ben Tobbal figurait au titre de ministre d'État. Krim restait vice-président et était chargé des Affaires intérieures. Ferhat Abbas et Ahmed Francis, son vieux compagnon de l'U.D.M.A., étaient éliminés. L'éviction des modérés fut interprétée dans le monde comme un durcissement de l'équipe dirigeante. Certains observateurs n'hésitèrent pas à prédire que le nouveau G.P.R.A. se refuserait à traiter et relancerait la guerre avec l'aide des pays de l'Est !

Ben Khedda annonça le désir du nouveau G.P.R.A. de conquérir non seulement l'indépendance politique, mais aussi ce qu'il appelait « la deuxième indépendance », c'est-à-dire l'indépendance sociale et économique. Cette déclaration et l'annonce d'une politique d'accroissement de la mobilisation des masses grâce à un encadrement politique et social accru; allaient lui valoir pour un temps la « bienveillance » de l'état-major.

Le 22 août 1961, le monde découvrit dans ses journaux le portrait de l'ancien pharmacien de Blida, devenu terroriste, puis chef de gouvernement. Plus renfermé que jamais, les yeux baissés derrière ses verres fumés, il était l'image même d'un Saint-Just de la révolution algérienne, austère, glacé, d'une violence accentuée par la timidité malade. On était loin de la bonhomie méditerranéenne et très « III^e République » d'un Ferhat Abbas !

Le 22 août, après l'élection, Abbas, ulcéré, vit sortir « le nouveau visage de la révolution ». sous les applaudissements des membres du C.N.R.A.

Ben Khedda se dirigea vers l'automobile noire et briquée réservée au président du G.P.R.A. On lui ouvrit cérémonieusement la porte, puis le chauffeur démarra en trombe, tandis qu'à travers la place le président Ben Khedda saluait d'une main hésitante les journalistes et les badauds.

Il n'eut pas un geste ni un regard pour Ferhat Abbas, éliminé après trois ans de présidence.

Seul, sur le trottoir, celui-ci vit s'éloigner la voiture qui jusque-là l'avait amené au palais de. l'Assemblée. Il regagna à pied son hôtel !

Le vieux leader n'allait jamais oublier cette humiliation. Il la fera payer cher en rejoignant, à l'heure de la paix d'Évian, le clan Boudemiene-Ben Bella, qu'il aidera dans sa prise du pouvoir en leur amenant la confiance des modérés !

Ce samedi 5 août, à l'heure où à Tripoli le 4^e C.N.R.A. se réunissait, à l'heure où, au palais d'Été, M. Joxe, en visite à Alger, s'attablait devant M. Morin et procédait, entre les hors-d'œuvre et la pièce de viande, à « un large tour d'horizon » de la situation, les Algérois amateurs de télévision, prêts à entendre le bulletin d'informations de 13 heures, virent sur leur écran l'image sauter, puis disparaître. L'indicatif du journal fut interrompu par une brève mitraillade de parasites. Puis une voix inconnue annonça :

« Ici, Radio-Algérie française. L'O.A.S. a décidé d'interrompre aujourd'hui l'émission de la radio gaulliste... »

Immédiatement les auditeurs se précipitèrent sur leurs balcons ou à leur téléphone pour avertir voisins et amis.

« Écoutez la télé... l'O.A.S. parle... c'est formidable... » La voix poursuivait :

« Délégué par le général Salan, le général Gardy, inspecteur général de la légion étrangère, vous parle ! »

Eberlués, les Algérois entendirent le timbre haut et cassé par le tabac du général Gardy s'adresser aux « Français européens et musulmans » !

« Au lieu de la voix dérisoire et mensongère des valets du régime, disait Gardy, vous entendez la voix de la vérité, la parole française de ceux qui luttent pour maintenir la communauté nationale sur les deux rives de la Méditerranée et pour reconstruire la France sur les ruines accumulées par la dictature gaulliste... »

Gardy annonçait au peuple d'Algérie que malgré l'échec d'avril la lutte continuait.

« Je m'adresse d'abord à mes camarades de tout grade restés dans les rangs de l'armée, cette armée déchirée, décomposée par le régime, condamnée, la rage au cœur, à remplir un rôle contraire à sa mission essentielle et à l'honneur militaire. »

Le général les incitait à la révolte. L'armée n'avait plus à obéir

à un État dont le chef « a usurpé tous les pouvoirs [...] et qui pratique l'imposture et le mensonge ».

Aux Européens et musulmans Gardy indiquait la ligne de conduite à suivre :

« Nous mettons en jeu toutes les forces de résistance contre toute mesure conduisant à l'abandon, y compris le recours aux armes... Vous devez dès à présent organiser votre autodéfense afin de vous accrocher sur place le jour venu. Des délégations O.A.S. seront constituées dans tous les centres de l'intérieur et notamment à l'échelon du département et de l'arrondissement, pour animer et encadrer cette résistance.

« Union-Discipline-Révolution, concluait Gardy. Français européens et musulmans qui voulez vivre et mourir français sur cette terre française, debout ! Ni valise ni cercueil, la patrie et un fusil ! »

C'était l'appel à la guerre-civile. En quelques minutes, Alger fut en ébullition. Les rues étaient noires de monde, les véhicules klaxonnaient AL-GÉ-GIE-FRAN-ÇAISE, la population était persuadée que, comme le 22 avril, la radio était aux mains des clandestins.

C'était simplement la première émission pirate de l'O.A.S. Des groupes Delta avaient fait sauter les câbles haute tension qui alimentaient l'émetteur d'Ouled-Fayet et, profitant du canal son de la télévision, des techniciens radios recrutés par Degueldre avaient fait passer une déclaration enregistrée sur un magnétophone par le général Gardy.

Susini venait de marquer le premier point d'une guerre des nerfs qui ne faisait que commencer. Bien vite, la population se rendit compte que l'heure d'un nouveau putsch n'avait pas sonné mais elle compensa sa déception en regardant — goguenarde — l'effet psychologique d'une simple émission de quelques minutes sur l'autorité « gaulliste ». Alger était en état de siège. À tous les échelons on s'affolait. Des chars prenaient position autour des principaux édifices, des jeeps et des voitures de police cernaient l'immeuble du boulevard Bru où se trouvaient la radio et la télévision. On contrôlait des véhicules dans le centre. Il fallut plusieurs heures avant que la ville retrouvât son visage habituel.

« L'O.A.S. a salué à sa façon le voyage de Joxe à Alger ! Ah ! Ils sont forts, nos petits gars de l'O.A.S. ! »

Ce n'était pas encore le grand jour mais on s'y préparait !

Seuls, quelques Européens plus politisés remarquèrent que Salan aurait bien pu prendre lui-même la parole. Ils soulevaient sans le savoir l'un des principaux problèmes de l'O.A.S. en cet été de 1961.

C'est Martel, le colon de la Mitidja, l'ancien patron du M.P. 13, qui réagit le plus violemment au discours de Gardy. À ses yeux il n'était pas fait pour mobiliser les pieds-noirs, leur redonner espoir et les engager dans la lutte contre le pouvoir, mais il constituait une manœuvre de, l'ancien inspecteur de la légion pour se placer de lui-même à la tête de l'O.A.S. et éliminer Salan !

Le soleil de la Mitidja semblait avoir une certaine influence sur le cerveau déjà « bizarre » de Martel. Depuis qu'il « assumait la protection » de Salan et de Jouhaud, l'homme au Cœur et à la Croix considérait les hommes qui à Alger avaient mis sur pied l'O.A.S. comme des agents du pouvoir ! Tous francs-maçons. C'était, avec juif et apatride, l'injure suprême du langage « martelien ». Ces ambitieux ne pouvaient que trahir la « cause suprême ». Martel en cette fin d'été 1961 vivait avec les idées de Drumont ou des plus virulents pamphlétaires nationalistes de l'époque dreyfusarde dont il employait la vieille artillerie. Toujours du côté de l'intolérance, trouvant à toutes ses actions une justification mystique, Martel avait adopté la doctrine du « Christ-Roi » et avait choisi comme emblème celui des chouans — un cœur surmonté d'une croix ! Un seul programme : la haine dû libéralisme sous toutes ses formes et le soutien par tous les moyens de l'Occident chrétien. Ami de Boyer-Banse — expulsé en 1957 par Lacoste —, du général Chérière et du général Chassin, il avait trouvé dans leurs groupuscules, résurgences de la Cagoule, des idées à son goût. Dans sa Mitidja, au milieu de ses vignes, Martel vivait au XIX^e siècle. Il avait réinventé le vocabulaire désuet et appliquait les idées les plus rétrogrades et intolérantes des mouvements d'extrême droite. Le chasseur de sorcières. Seul Salan avait trouvé grâce à ses yeux.

Depuis l'échec du putsch le chouan de la Mitidja avait littéralement séquestré Salan, flanqué de sa famille — la « Biche » et sa fille Dominique l'avaient suivi dans sa fuite — et du brav' Jouhaud. Le général d'aviation remontait dans l'estime de Martel. Il n'y a pas si longtemps Jouhaud et ses amis Marçais et Lauriol n'étaient — dans la prose délirante de Martel — que

des dignitaires de la Grande Loge de France, complices du pouvoir. De même, Susini, Godard et Gardy étaient de dangereux francs-maçons, tous membres de la Synarchie, prêts à éliminer Salan par tous les moyens ! Heureusement que Martel était là pour préserver la vie « physique et intellectuelle » du général ! Il avait mis « tous ses moyens » à la disposition du « Mandarin ». En tout une centaine d'hommes un peu braques, répartis pour la plupart dans la Mitidja, et un embryon de réseau dans le sud-ouest de la France !

Tel était l'homme à qui Salan faisait confiance depuis quatre mois ! Pendant qu'à Alger Gardy, Godard et Susini trépignaient d'impatience — ces deux derniers pour des raisons diamétralement opposées — en attendant l'arrivée de Salan, le Chinois acceptait sans broncher le véritable barrage dressé par Martel autour de lui. Choissant ses caches, filtrant ses contacts avec Alger, décidant des entrevues, Martel ira jusqu'à surveiller et lire le courrier de Salan !

Jouhaud dira plus tard que Salan pensait pouvoir diriger l'O.A.S. par de larges directives « au calme de sa campagne » et soutenu moralement par les fréquentes visites de sa femme et de sa fille !

Il est certain que Salan, après un « passage à vide » au lendemain de l'échec du putsch, avait eu besoin de faire le point et de retrouver les forces morales et physiques lui permettant de lutter en clandestin. Car il n'était pas sûr de s'imposer à Alger.

Les rapports du fidèle Ferrandi — l'un des rares, avec le colonel Gardes, à avoir « apprivoisé » Martel et à avoir pu prendre contact avec Salan — invitaient le Mandarin à se méfier de Godard et de Gardy. Seul Susini méritait sa confiance. Mais était-ce suffisant pour gagner la partie à Alger ?

Las de ces atermoiements et de l'indécision flagrante de Salan, le comité supérieur de l'O.A.S. prit la décision de continuer seul la structuration du mouvement. Tout le monde était d'accord pour éviter une rupture avec Soleil — tel était le surnom de Salan. Sa place lui était toujours réservée à la tête de l'organisation mais son absence — si elle était vivement regrettée — ne devait pas influencer sur l'évolution de l'O.A.S. et sur la prise en main de la population, objectif n° 1 de tout mouvement subversif. L'O.A.S. en 1961 se retrouvait dans la même situation que le F.L.N. en 1956. C'est pourquoi Godard, qui ne s'y trompait pas, avait

calqué son organigramme sur les structures F.L.N.

Jouhaud, qui à plusieurs reprises avait pu rencontrer Godard et Degueldre, était excédé de l'emprise chaque jour grandissante de l'illuminé de la Mitidja. De caractère peu patient le général pied-noir explosa devant la réaction stupide de Martel au discours de Gardy. De pareilles prises de position risquaient de fractionner un mouvement qui pour réussir avait besoin de présenter un front uni aux attaques que la police et le pouvoir n'allaient pas manquer de lancer contre lui.

Le 7 août, Jouhaud quitta la Mitidja, décidé pour sa part à entrer dans la lutte active. N° 2 de l'O.A.S. — dès le 28 mai Salan l'avait désigné comme successeur « en cas de malheur » le général trouva le comité supérieur aux mains du colonel Godard. Décidé, tranchant, le colonel menait l'organisation à la « militaire-militaire ». Seul Susini faisait entendre sa voix — fort de ses 2 000 militants du Front nationaliste — et encore sans trop s'opposer à Godard.

Soleil Bis — pseudonyme transparent de Jouhaud que l'on appellera également Compagnon — s'aperçut très vite que Gardy s'entendait à merveille avec Godard et que le « gentil » Gardes était — comme d'habitude — « aux ordres ». Il avait besoin d'un maître. Peu désireux d'entamer la bagarre avec Godard, Jouhaud décida une tournée d'inspection dans son fief oranais. Jusque-là le comité supérieur de l'O.A.S. s'était surtout occupé d'Alger. C'était une vieille habitude, Alger décidait, déclenchait un mouvement et Oran suivait vingt-quatre ou quarante-huit heures après. Alger, c'était la capitale, Oran, la province.

Personne ne s'était soucié de structurer Oran, laissant la bride sur le cou aux divers mouvements patriotiques locaux. Les quelques cadres importants de l'O.A.S. n'entendaient pas quitter Alger. Susini et Godard se surveillaient mutuellement. Gardes n'était pas fait pour l'action. Pérez et Degueldre organisaient leurs commandos, Broizat — en réserve — attendait son heure à Alger où il y avait une carte à jouer pour un « cerveau ». Gardy avait encore sur le cœur son échec oranais lors du putsch.

Les autres « figures » du putsch étaient en prison ou « en cavale ». Argoud avait fui l'Algérie, désespéré... et tremblant, comme l'avait remarqué le colonel Masselot qui l'avait ramené d'Oran à Alger le 25 avril. Solitaire, Argoud avait regagné la métropole, bien décidé à échapper à la police et à ses anciens

compagnons pour refaire sa vie en Amérique du Sud. Puis, réfléchissant, il s'était rendu à Madrid où il avait retrouvé Lagaille. Alors les vieux démons de la politique l'avaient repris. À deux ils avaient constitué l'O.A.S.-Espagne qui tout naturellement s'opposait vivement à l'O.A.S.-Alger, laquelle n'était pas d'accord avec l'O.A.S.-Mitidja de Salan ! Argoud et Lagaille souhaitaient que Salan quittât l'Algérie et vînt, les rejoindre en exil où ils formeraient un gouvernement de l'Algérie française. Le F.L.N. n'avait-il pas procédé ainsi à Tunis ? Alors, pourquoi pas eux ?

Lacheroy, qui avait lui aussi quitté l'Algérie était venu grossir le groupe des « théoriciens » de Madrid, peu soucieux d'appliquer leurs principes sur le terrain, face à un pouvoir qui ne semblait pas se laisser abattre facilement.

Quant au capitaine Sergent, accompagné de son ami le lieutenant Godot, il avait de son propre chef gagné la métropole. Pour eux c'était à Paris et en France que devait se jouer l'affaire algérienne. On ne renverserait pas De Gaulle d'Alger mais de Paris.

Ces grandes ambitions n'impressionnaient guère Godard pour lequel Sergent et Godot, de même que Deguelre à Alger, n'étaient que des officiers subalternes. Hiérarchie pas morte ! Même dans la lutte subversive clandestine ! Les « révolutionnaires » restaient marqués par leur passé bourgeois ! Côté colonel, on donnait volontiers des ordres tranchants, côté subalterne, on claquait volontiers des talons. Gardes ne se débarrassera jamais de son habitude d'appeler Godard « mon colonel », avec une nuance marquée de respect et de vassalité. Mais Gardes sera toujours « un cas ».

Devant cette situation, Jouhaud, qui avait tout pour lui — Salan l'avait désigné comme n° 2, il était général et connaissait parfaitement la bourgeoisie oranaise décida de ne pas ajouter ses étoiles à la forêt de galons de l'O.A.S.-Alger et de « mettre de l'ordre » à Oran où la nomination d'un patron était essentielle. Quant à Salan il déciderait lui-même du moment opportun pour faire une entrée « majestueuse » — la seule qui lui convînt — dans l'O.A.S. d'Alger.

Lorsque Jouhaud annonça son départ pour Oran, Godard « fit la gueule ». Quand Jouhaud disait : « Je vais étudier la situation et nommer un chef pour l'Oranie », le colonel comprenait : « Je

vous laisse à vos discussions et je prends la tête des éléments patriotiques d'Oran. » Jouhaud seul n'était pas dangereux mais Godard redoutait qu'Oran ne devînt sous sa direction une zone autonome échappant au contrôle du comité supérieur algérois. Il n'avait pas tort mais là aussi la hiérarchie jouait. Jouhaud était « Soleil Bis » et général. Que faire quand on est colonel — colonel remarquablement intelligent mais colonel — devant un général ? Accepter ses décisions.

Jouhaud quitta Alger le 20 août pour prendre la tête de son Oranie natale qu'il espérait bien conduire à la révolution.

Une O.A.S. à Oran ? Il y en avait dix ! Il y en avait cent ! Des groupuscules réunissaient au sein de réseaux multiples, compliqués et enchevêtrés d'anciens U.T. au verbe haut prêts à l'action « militaire » mais peu enclins à se colleter avec le service d'ordre, des lycéens séduits par Jeune Nation, des anciens combattants toujours prêts, des cheminots, des médecins, des membres de professions libérales, des épiciers, des colons. Tous à l'image de la ville : passionnés, forts en gueule, bon enfant, désordonnés, pleins de vigueur, tous farouchement attachés à leur étiquette, tous certains d'avoir raison, pleins de dédain pour la « boutique » d'à-côté. Tout cela faisait du monde et du bruit. Oran avait connu l'O.A.S. bien avant le putsch. On a vu dans quelles circonstances Lagaille à Madrid avait trouvé le nom de l'Organisation armée secrète et comment à Alger, à travers des hommes comme Christian, Pierre, Ivan et quelques autres, il avait téléguidé la croissance pénible du mouvement clandestin.

À Oran, le « Barbudo » avait eu plus de succès grâce à la personnalité de ses « représentants ». L'O.A.S.-Oranie, tendance Lagaille, était dirigée avant le putsch par trois hommes : Tassou Georgopoulos, gérant du *Whisky à gogo*, « Pancho » Gonzalès, garagiste populaire et décidé, et Robert Tabarot, un ancien boxeur véritable figure à Oran où sa gloire passée lui valait de « taper l'anisette » à « bars ouverts ». Après le putsch, le boxeur et le bistrot, désarçonnés par l'absence de Lagaille en Algérie et par le refus des militaires putschistes à les employer durant les heures glorieuses, avaient jugé plus prudent de gagner la métropole et de s'y faire un peu oublier.

Pancho, resté seul à Oran, avait vu grandir un autre mouvement patriotique : France-Algérie, « filiale » de France-Résurrection, le mouvement de l'ineffable marquis de Montpeyroux dont quelques

partisans, comme Petitjean, avaient pris le maquis et, à l'échec du putsch, avaient fui en compagnie de Masselot et du 18^e R.C.P. Les rescapés de l'épopée, soutenus « moralement » par certains médecins dont le Dr Roméo, pédiatre très connu à Oran, avaient fait exploser les premiers plastics oranais.

Le sang de Pancho n'avait fait qu'un tour. Ça « bardait » à Oran et sans lui ! Ça ne pouvait pas durer. Il avait alors contacté le fils du gros industriel en quincaillerie Jean-Marie Micheletti, qui lui avait fourni des explosifs, de l'argent et le concours... de son père ! C'était le coup de génie : Pancho, rejoint par Tassou et Tabarot, amena au mouvement la « clientèle » populaire du quartier de la Marine et de Saint-Pierre, les plus pauvres, les plus durs, et Micheletti fit jouer ses relations mondaines et d'affaires. L'association allait faire merveille, Quand Jouhaud arriva d'Alger, le duo Pancho-Micheletti avait déjà rallié le mouvement des médecins en la personne du Dr Roméo, celui des « industriels » avec deux recrues de choix M. Brun, secrétaire général du patronat français d'Oran, et un industriel en métallurgie : Maurice Ducrocq, le seul partisan de Salan au sein de l'OA.S.-Oranie.

Restait à unifier la douzaine de mouvements qui ne voulaient se plier à aucune direction centrale.

D'abord, le G.A.D., Garde au Drapeau, constitué d'activistes réunis avant le putsch par le capitaine Bonnel dont on a vu l'action au Pr étranger de Bel-Abbés au côté du colonel de Baulny. Ensuite, les anciens U.T. qui avaient conservé leur fichier « pour le jour de la mobilisation générale ». Ils acceptaient bien de se battre mais au grand jour, en unités régulières, et « avec un F.M. par compagnie », affirmait leur chef, une parodie de capitaine U.T. « scrogneugneu ». Il y avait aussi les colons qui avaient commencé à s'armer grâce à des trafiquants du « milieu » oranais. Puis le réseau Bonaparte, dirigé par Marcel Careno, qui venait d'Alger avec une équipe de policiers révoqués prêts à tout, et la bénédiction de Roger Degueldre. Il y avait également les membres du Front nationaliste de Susini, dont on a vu comment « ils étaient de l'OA.S., sans en être tout à fait, mais étant prêts à y entrer sur ordre de leur chef ». Susini, merveilleusement à l'aise dans ces sacs d'embrouilles qu'il compliquait à plaisir, avait délégué Michel Leroy pour regrouper tout ce qu'Oran comptait comme fascistes de Jeune Nation, du G.A.D. et de France-Résurrection ! Il y avait enfin les hommes à tout faire, les

« gitans », d'anciens militants du parti communiste — car certains quartiers d'Oran, tout comme Bab-el-Oued à Alger, avaient été, avant 1954, des fiefs communistes — ces « gitans », les plus pauvres, les plus décidés, « se battaient pour leur bicoque et pour le cul de leur femme », comme me le dira un de leurs chefs. Pancho les avait organisés et pris en main pour constituer les commandos de choc indispensables au terrorisme urbain que voulait instituer la haute direction du comité supérieur d'Oran.

C'est cet enchevêtrement de mouvements politiques que Jouhaud, avec un bel entrain et une foi extraordinaire, entreprit d'unifier. Se plaçant d'autorité à la tête de l'O.A.S.-Oranie, il distribua les rôles selon les qualités et l'influence de chacun des responsables. Micheletti père fut chargé de l'A.P.P. (Action psychologique et politique). Jouhaud se félicita de cette recrue de choix : riche, bourgeoise, respectable, la cinquantaine allègre, qui par son exemple allait valoir à l'O.A.S. des appuis importants. Le fils Micheletti fut chargé du renseignement et « Pancho » Gonzalès de « l'action ». Ali et Baba — leurs pseudonymes — formeront un couple redoutable et redouté. M. Brun et le Dr Roméo — des noms à la Pagnol — furent chargés des finances et de la structuration des masses. Ils ajoutaient par leur position sociale à la respectabilité de cet état-major de l'O.A.S.

Un général à cinq étoiles, un industriel, un dirigeant du patronat français, un pédiatre célèbre, tout cela sonnait bien. Il n'y avait que Pancho qui « fasse peuple » mais il était si brave... Et puis c'était le peuple qu'il fallait entraîner dans la bagarre.

Lorsqu'il s'installa chez des amis dans un bel appartement, boulevard Front-de-Mer, le général Jouhaud était confiant. À Oran, l'enfant se présentait bien. Désormais, Oran devait très vite passer à l'action. Là au moins l'O.A.S. en avait les moyens. Et Jouhaud n'était pas fâché de montrer à l'état-major, et en particulier à Godard, que la « province », si elle « pensait » moins, agissait plus.

Ni à Évian ni à Lugrin le chef de la délégation française n'avait reparlé de discussion avec le M.N.A. de Messali Hadj. La France s'était résignée à considérer le F.L.N. comme seul interlocuteur valable.

Pourtant certains services spéciaux n'avaient pas renoncé au développement du F.A.A.D. (Front algérien d'action démocratique) créé en métropole sous l'impulsion du

gouvernement. À Paris, le mouvement, étroitement contrôlé par le capitaine F... et par l'ancien adjudant-chef Lavanceau, recrutait de nouveaux membres parmi la population ouvrière musulmane. L'essentiel de l'activité du groupe, consistait à éliminer brutalement ceux des membres du F.L.N. qui — repérés — n'avaient pas été arrêtés par la police ou qui bénéficiaient de la « protection » de certaines autorités françaises jugées trop libérales. Règlements de comptes entre musulmans, assassinats purs et simples, disparitions mystérieuses se succédèrent dans une indifférence quasi générale. Les musulmans raflés dans les rues de Paris en situation irrégulière et conduits au camp d'hébergement de Vincennes apprirent à connaître les hommes du F.A.A.D. S'ils échappaient à la prison ou à l'expulsion ils devaient adhérer au mouvement ou craindre pour leur vie...

C'est pourtant en Algérie que le F.A.A.D. développa le plus sérieusement son action. Jean-Marie Lavanceau et Khelifa Khalifa — responsable musulman du mouvement présidé par le cadi Belhadi — recrutèrent à Alger et Biskra un certain nombre d'anciens militants M.N.A. et les enrôlèrent dans les rangs du F.A.A.D. La seule mission de ces commandos était d'éliminer physiquement des membres importants du F.L.N. À Alger, Khelifa regroupa quatre-vingts hommes de main. À Biskra, ancien fief messaliste, le « correspondant » du F.A.A.D., un certain Allaoui — dont le frère était un chef local F.L.N. ! — réunit près de quatre cents hommes. Ni l'argent ni les armes ne manquaient. Très vite, les hommes du F.A.A.D. portèrent des coups très durs au F.L.N. À Alger, les hommes de Khelifa devinrent les pires ennemis des commandos F.L.N. d'Alilat, Kheildine et Djamal. Là encore, les assassinats se succédèrent. Des responsables F.L.N. furent abattus en pleine rue et on commença par des dissidents du mouvement de Messali Hadj ! Khelifa et le cadi Belhadi firent leur apparition, expliquèrent à d'éventuels sympathisants que l'heure était venue de montrer au F.L.N. la puissance du F.A.A.D., soutenu par de nombreux musulmans nationalistes mais soucieux d'une indépendance étroitement liée à la France. Belhadi et Khelifa se gardèrent bien d'indiquer que leur mouvement ne tenait que par les fonds et les armes fournies par les services spéciaux !

Le 21 août 1961 à la terrasse d'un petit café tranquille d'El-Biar, Lavanceau et les deux agents du S.D.E.C.E. — Arnaud et Mercier — chargés de l'affaire remirent au « chef d'état-major »

du F.A.A.D. algérois près de dix millions destinés à ses hommes de main et à la location de plusieurs villas.

« Et que l'histoire du carrefour de l'Agha ne se renouvelle pas, recommanda Lavanceau. Vous devez être plus prudents. Je veux la plus entière « discrétion ».

Deux semaines auparavant un homme du F.A.A.D. avait abattu un responsable F.L.N. en plein centre d'Alger devant le Mauretania. Pris à partie par des passants européens et musulmans qui avaient vu en lui un tueur F.L.N., il avait été sérieusement malmené avant d'être conduit au commissariat central qui se trouvait à deux pas. L'agent avait révélé son appartenance au commissaire central qui l'avait fait conduire sous bonne garde à l'hôpital militaire Maillot. Lavanceau, alerté, avait dû trouver en compagnie de Khelifa et de Mercier un moyen d'« évacuer » le bonhomme avant qu'il ne se montre trop bavard et donne des précisions sur son rôle exact. L'antenne locale du S.D.E.C.E. avait enlevé l'imprudent à bord d'une ambulance militaire.

Lavanceau s'inquiétait de ces « faux pas ». Assurés par leurs chefs de l'impunité, les hommes des commandos du F.A.A.D. ne prenaient aucune précaution à l'égard des autorités officielles. C'est ainsi qu'au cours d'opérations de contrôle et de fouilles anti-O.A.S., les gendarmes du colonel Debrosse avaient découvert dans une des villas du F.A.A.D. un important stock d'armes. Lavanceau avait dû arranger l'affaire et prendre contact avec le colonel commandant le secteur Alger-Sahel qui avait été averti du rôle du F.A.A.D.

« Nos hommes ont eu des incidents avec vos troupes, avait expliqué Lavanceau, il faudrait trouver un moyen de reconnaissance.

— Je suis au courant de votre action mais il m'est impossible de faire une note là-dessus. Que vos types se débrouillent pour ne pas se faire prendre. »

Khelifa avait commis une grave erreur en révélant à ses hommes qu'ils ne risquaient rien des autorités. Mais sans cette impunité, auraient-ils attaqué les agents du F.L.N. ?

À aucun prix on ne devait apprendre que le gouvernement bidon du F.A.A.D. était une « invention » des Services spéciaux français. D'autant qu'en ce mois d'août le Comité de soutien

européen au F.A.A.D., créé à Alger par M. A... et, à Oran, par M. R..., avait attiré l'attention de certains Européens influents.

On a vu comment, à l'instigation du capitaine F..., Lavanceau avait contacté A... et R... Ce dernier, ingénieur connu, avait développé à Oran un comité de soutien au F.A.A.D. d'une grande efficacité. Non seulement il avait recruté des membres européens dans la meilleure bourgeoisie d'Oran, mais encore il avait exposé lors de diverses réunions le programme du mouvement, en soulignant combien la population européenne aurait intérêt à le soutenir.

Il avait même publié un tract s'adressant aux Européens et aux membres de l'O.A.S. :

« Le F.A.A.D. veut une Algérie occidentale mais autonome.

« Soyez réalistes : comment les leaders du F.A.A.D. trouveraient-ils audience auprès de leurs coreligionnaires en disant Algérie, départements français ? Comprenez et admettez enfin le principe d'une patrie commune aux Européens et musulmans. »

Puis il avait habilement présenté les garanties « offertes » par les musulmans du F.A.A.D. : postes de direction partagés, double nationalité, Parlement composé de 50 % d'Européens et de 50 % de musulmans et disposant d'un droit de veto, exploitation commune d'un Sahara franco-algérien. Bref, le rêve !

« Aidez le F.A.A.D., avait conclu R..., éliminez impitoyablement tous les racistes et les exploiters. Chassez vous-mêmes les 40 000 Européens qui ont bafoué les règles les plus élémentaires de la justice sociale. Tendez les bras à vos frères musulmans. »

Sans révéler que le F.A.A.D. avait été créé secrètement par les Services spéciaux du gouvernement français, R... laissa entendre qu'il pourrait bénéficier du soutien officieux du premier ministre Michel Debré.

Certains industriels proches de l'état-major O.A.S. d'Oran demandèrent alors une réunion discrète avec les « patrons » du F.A.A.D. Elle eut lieu le 28 août à 10 heures dans la banlieue d'Oran.

La veille, A... et R... avaient rejoint à l'hôtel Martinez Lavanceau, Khelifa et le cadî Belhadi qui, devant l'importance de

la réunion, avait accepté de quitter la Suisse pour revenir en Algérie.

« Il y aura des représentants du général Jouhaud qui a pris, il y a quelques jours, la tête de l'O.A.S.-Oran, dit R... Avec eux, on risque un gros coup : s'ils croient en notre mouvement, on peut les rallier et éviter que les gens raisonnables ne se lancent dans l'aventure de l'O.A.S. Le F.A.A.D. peut prendre ainsi un développement considérable et se dégager de l'emprise de Paris... Mais attention ! ils sont méfiants et réticents. Tout va dépendre des réponses de Khelifa et du cadî. »

Khelifa et le cadî Belhadi se montrèrent à la hauteur de la situation. Pendant près d'une heure, le 28 août, ils exposèrent les buts poursuivis par le « gouvernement algérien » du F.A.A.D. soutenu par d'anciens membres du M.N.A.

« Nous avons 500 000 militants en Algérie affirma Khelifa. Tous les cadres et militants armés du M.N.A. se sont joints à nous. Tous sont d'accord pour un gouvernement étroitement lié à la France, un gouvernement où Européens et musulmans seront à égalité... »

Sous une autre forme, Khelifa « resservait » les arguments exposés par R... lors de ses précédentes réunions d'information. Il « gonflait » simplement les chiffres !

« Et vous, monsieur... »

Lavanceau sursauta. Du fond d'un profond fauteuil, un homme à cheveux blancs l'interpellait.

« M. R... vous a présenté tout à l'heure comme la « garantie » du gouvernement ou plutôt de Matignon dans cette affaire. Mais qui nous dit que ce n'est pas un coup de Foccart ? »

Lavanceau se montra convaincant. Il assura que le F.A.A.D. était un mouvement musulman spontané et que devant l'ampleur des résultats obtenus le gouvernement français avait jugé utile de suivre son développement. Si une troisième force « représentative » pouvait se constituer pourquoi ne pas l'aider ? Et traiter avec elle ?

« Mais cette lutte contre le F.L.N., poursuivit l'homme aux cheveux blancs qui semblait parler au nom des industriels présents, ainsi que la création du mouvement de soutien, cela coûte de l'argent. D'où vient-il ?

— Le F.A.A.D. a des collecteurs de fonds, intervint Khelifa et nous avons de nombreux sympathisants. En outre, à Paris, les ouvriers algériens nous aident de leurs deniers. »

Les représentants, de l'O.A.S., sans se nommer, laissèrent entendre qu'une alliance avec le F.A.A.D. n'était pas impossible.

« Vous parlez autonomie, nous pensons sécession. Pourquoi ne pas s'entendre ? dit l'un d'eux. Pour l'instant — et dans un premier temps — nous sommes prêts à vous aider financièrement. Que diriez-vous d'un premier versement de vingt millions ?

— Nous devons en discuter, répondit Lavanceau. Nous vous préviendrons par M. R... »

A..., le représentant du comité de soutien d'Alger, dit alors :

« Certains d'entre vous sont très proches du général Jouhaud, nous voudrions savoir ce qu'il pense de notre tentative et s'il est prêt à y participer. »

C'est l'homme aux cheveux blancs qui répondit :

« Nous aussi devons en discuter. Vous aurez une réponse à ce propos ce soir à 21 heures.

— Bien. Nous serons à ce moment à la Sénia où nous prendrons l'avion de Paris. Pouvons-nous nous retrouver là-bas ?

— Entendu. »

À 21 heures précises, ce 28 août 1961, R... reçut la réponse du général Jouhaud : « C'est trop beau pour être vrai. Méfions-nous du traquenard. »

Jouhaud transmettra pourtant l'offre de « collaboration » au général Salan.

« Poursuivez vos contacts », dira, le Mandarin.

Mais c'est surtout la participation des membres du F.A.A.D. dans les rangs de l'O.A.S. qui intéressera Salan. Arrivant à Paris au P.C. de la rue du Rendez-Vous, Lavanceau fit un rapport optimiste au capitaine F...

« Si l'on parvient à maintenir le secret sur l'origine du F.A.A.D., tout peut réussir.

— C'est bien, vous avez fait de bon travail. »

L'optimisme allait être de courte durée. Quarante-huit heures

plus tard un poste périphérique annonçait dans son journal parlé du soir que « selon des informations dignes de foi des agents spéciaux du gouvernement avaient pris contact à Oran avec l'état-major de l'O.A.S. »

Le lendemain, les agents du S.D.E.C.E. Arnaud et Mercier — trésoriers et surintendants du F.A.A.D. — entraient dans le bureau de F... et de Lavanceau.

« On arrête les frais, dirent-ils. Le Général a été fou de rage en apprenant la divulgation de l'information. Il ne veut plus entendre parler de cette histoire de F.A.A.D.

— Mais que va-t-on faire de tous ces gens qu'on a mouillés ? Interrogea F...

— Ah ! moi, j'en sais rien, répondit Arnaud. Tout ce que je sais c'est qu'il n'y a plus d'argent ! »

Lavanceau ne devait jamais le revoir. Arnaud participera un an plus tard à l'enlèvement du colonel Argoud en Allemagne, puis disparaîtra mystérieusement...

« Eh bien, dit F... à son adjoint, on a foutu dans la merde un tas de musulmans tant à Paris qu'en Algérie.

— Et Khelifa qui attend dans la villa du Plessis-Trévisé !

— Il faut le prévenir. »

Convoqué, Khelifa pâlit lorsque le capitaine lui annonça la nouvelle. Plus d'argent, plus de villa, plus d'hommes... et des casseroles aux femmes » qui allaient tinter de plus en plus désagréablement !

« Que vais-je devenir ? demanda-t-il à F...

— Je ne sais pas. Il vous reste un peu d'argent sur tout ce que nous vous avons versé. Essayez de vous ranger...

— Mais sans mes hommes, je vais me faire descendre par le F.L.N. dans les quarante-huit heures. Je pars pour Alger prévenir mes commandos pour qu'ils se tirent de ce pétrin.

— Que vont-ils faire ?

— Oh ! pas difficile à prévoir : passer au F.L.N. ou à l'O.A.S. Ils n'ont pas le choix... moi non plus d'ailleurs !

— Attendez quelques jours à Paris, conseilla F... Planquez-

vous. Je vous tiendrai au courant. R... et A... doivent arriver demain. »

Lorsqu'il vit Khelifa, abattu, passer la porte, le capitaine ne put s'empêcher de murmurer :

Pauvre type !

— Bien sûr, dit Lavanceau. Mais que peut-on y faire ?

— Oh ! moi c'est bien simple, vous savez que je suis un ami de Jacques Achard qui est à Alger dans l'O.A.S. C'est un type formidable. Alors, puisque le gouvernement nous laisse tomber avec l'histoire du F.A.A.D., je passe à l'O.A.S. Je fonce. Vous me suivez ?

— Ben... moi, l'O.A.S., vous savez...

— Comment ! vous, un ancien de Bigeard, un para, qui avez tout fait pour l'Algérie française...

— Oui, c'est vrai. Je vais réfléchir »

Le lendemain, F... informa R..., arrivé d'Oran, de sa décision :

« Tout est terminé. Le F.A.A.D. est dissous. On est dans le pétrin. Alors je rejoins Achard.. Je suis sûr qu'une grande partie du F.A.A.D. tant à Alger qu'à Paris nous suivra. Retournez à Alger et demandez à Achard ce qu'il en pense.

— Quelle aide pouvez-vous apporter à l'O.A.S. ?

— Simplement fournir des papiers, des cartes d'identité, des autorisations de voyage, des permis de séjour à tous les musulmans et aux officiers français qui désireraient gagner Alger !

— Je pars immédiatement pour Alger. Je reviens dans trois jours avec la réponse d'Achard. »

Trois jours plus tard, la 4^e section du Service d'assistance technique aux Français musulmans d'Algérie devenait une officine O.A.S. !

« Alors, Lavanceau. Vous marchez avec nous ? demanda alors F...

— Oui, mon capitaine, bien réfléchi. Je vous suis.

— À la bonne heure ! »

Le capitaine ignorait que, depuis la veille, son adjoint, l'adjudant-chef Jean-Marie Lavanceau, s'était ouvert du complot au contrôleur général Parat, l'un des hommes chargés de la lutte anti-O.A.S. au ministère de l'Intérieur !

Parat l'avait engagé à jouer le jeu et à, noyauter le nouveau réseau O.A.S. :

« Pour moi, Lavanceau, vous êtes désormais M. Legris. Voici mon numéro direct : Anjou 19-08. Et bonne chance ! »

Ni le capitaine F..., ni le contrôleur général Parat, ni l'adjudant-chef Lavanceau ne se doutaient — et pour cause — que la longue enquête qui aboutirait, sept mois plus tard, un jour d'avril 1962, à l'arrestation du général Salan venait de commencer !

Au premier étage du G.G., dans l'immense bureau qui avait été celui de Soustelle, de Lacoste, de Salan, puis de Delouvrier, Jean Morin se trouvait dans la situation la plus désagréable qui soit pour un délégué du gouvernement : coupé de la population qu'il avait charge de diriger. Morin n'avait jamais cherché le contact ni avec les musulmans ni avec les Européens. C'étaient les ordres de l'Élysée : ne pas se laisser intoxiquer. Mais l'isolement qu'il ressentait n'avait rien à voir avec l'absence de contacts personnels. Il était le résultat d'une coupure profonde entre la population et son gouvernement. Les pieds-noirs dans leur quasi-totalité passaient à l'O.A.S., la soutenaient, lui apportaient chaque jour mille preuves de leur complicité. Désormais, il y avait les Européens et l'O.A.S., les musulmans et le F.L.N., et les autorités avec leurs gendarmes « aux ordres » et une armée plus réticente.

Contre l'organisation qui chaque jour manifestait sa présence et sa puissance par des explosions de plastic et quelques « opérations ponctuelles », Morin se sentait impuissant. La police et les C.R.S. pieds-noirs étaient tous favorables à l'O.A.S. Quant aux gendarmes mobiles, les seuls à multiplier contrôles et perquisitions, ils ne ramenaient que du menu fretin. Morin ne pouvait réellement compter que sur trois hommes : le commandant Rivière, patron de la Sécurité militaire, le colonel de gendarmerie Debrosse, et Grassien, le seul haut fonctionnaire de la police « active » qui fût sûr.

Louis Grassien, commissaire divisionnaire de la P.J., sous-directeur de la Sûreté nationale, avait créé, sous l'autorité du

préfet de police Jannin, la première et unique brigade anti-O.A.S. d'Alger. Dix hommes: Huit métropolitains et deux musulmans dont l'inspecteur Sarraoui. Leurs enquêtes avaient permis quelques arrestations comme celle de Zattara, ou celles des légionnaires de la villa Gauthier-Saliège. Mais aucun des chefs, aucune des têtes de l'O.A.S. n'était tombé dans les filets de Grassien qui savait pourtant que les Godard, Degueldre et autres Susini se cachaient dans le centre d'Alger, à proximité de son bureau du rez-de-chaussée du G.G. La population européenne, unanime, les protégeait des « infiltrations » douteuses. Et sans indicateurs, sans renseignements, pas de police efficace. Techniciens de la guerre subversive, ils vivaient dans la clandestinité comme « des poissons dans l'eau ».

Pour détruire l'O.A.S., le délégué du gouvernement ne pouvait tout de même pas diriger contre les Européens une offensive semblable à celle lancée par Lacoste et Massu contre les musulmans pour détruire le F.L.N. à l'heure de la « bataille d'Alger ».

Les perquisitions, la découverte de nombreux documents, les arrestations de comparses avaient tout de même permis de reconstituer l'organigramme de l'O.A.S. Grassien connaissait les pseudonymes employés par chacun, leurs codes favoris, les grandes lignes de la politique de l'O.A.S. Mais il ne parvenait pas à arrêter un seul chef. Godard, ancien directeur de la Sûreté, et Degueldre, ancien lieutenant de parachutistes, étaient orfèvres en matière de sécurité. Contre eux, Grassien avait tenté tous ses trucs de flic mais Godard avait déjoué tous les tours qu'il avait lui-même employés quelques années auparavant ! Quant à Degueldre, il avait impitoyablement exécuté ceux qui s'étaient prêtés aux « jeux » de Grassien.

Le dernier en date étant un certain Palacio, « petit hareng », vendeur de « came », que Grassien avait jeté comme appât dans le « milieu » algérois. Pensant que Salan, l'objectif n° 1, était toujours intoxiqué (la légende de Salan opiomane était tenace), Palacio avait proposé de la drogue pour « Soleil ». Si le poisson mordait à l'hameçon, Grassien pourrait remonter la filière jusqu'au chef de l'O.A.S. Mais les deltas veillaient. C'est Dovecar qui se chargea de l'exécution de Palacio. Deux balles dans la poitrine. Le service de renseignements de Godard et Degueldre fonctionnait parfaitement. Après ces exécutions les

« collaborateurs » occasionnels n'allaient pas se presser dans le bureau du sous-directeur de la Sûreté !

Malgré ces déboires, depuis le milieu de l'été, Jean Morin avait un espoir. Le préfet de police Jannin l'avait informé fin juillet, qu'un déserteur italien de la légion — un certain Pino — désirait le rencontrer.

« Il est prêt à nous aider, avait dit Jannin. Il est déjà dans l'O.A.S.

— C'est intéressant. Réglez l'affaire vous-même.

— Non, il veut absolument vous parler. »

Morin l'avait reçu en compagnie du commandant Rivière, de la Sécurité militaire. Pino avait, expliqué son « cas de conscience ». Légionnaire Algérie française, il avait déserté au lendemain du putsch pour « travailler » dans les commandos Delta. Il avait posé de nombreux plastics mais lorsqu'on lui avait demandé d'effectuer une « opération ponctuelle » il avait refusé.

« Les stroungas, oui. Ça fait plus de bruit que de mal. Mais assassiner un homme, pas d'accord. »

Et le légionnaire avait proposé de renseigner le commissaire divisionnaire Grassien si Morin lui promettait « de sa bouche » de passer l'éponge sur sa désertion et sur les « stroungas », et de le faire rapatrier sain et sauf en Italie. Il ne demandait ni argent ni protection. Simplement son passeport pour l'Italie. Morin avait accepté le marché. C'était inespéré.

Godard était assez fort pour détecter les hommes que l'on tentait d'infiltrer dans l'O.A.S., mais il ne pouvait se méfier de tous les membres de l'O.A.S., et Pino était déjà dans la place !

Grâce au légionnaire, brigade anti-O.A.S. et gendarmes mobiles découvrirent, fin août, plusieurs caches de la Mitidja. Ils manquèrent de peu Salan, dissimulé dans un silo à blé, mais récupérèrent armes et documents.

Jouant avec sang-froid le double jeu, Pino, dont la gueule balafrée était connue de tous les deltas de Deguedre et qui, légionnaire du 1^{er} R.E.P., jouissait de leur confiance, réussit à localiser le colonel Godard. Il fournit aux gendarmes trois adresses rue Michelet : le double immeuble du 101-103 et celui du 94. L'officier de gendarmerie chargé de la « descente » préféra,

plutôt que d'envoyer un commando léger à chaque adresse, boucler l'immeuble du 103 à grand renfort d'automitrailleuses et de troupes ! Alerté par un tel déploiement de forces, le colonel Godard, qui se trouvait au 94, réunit quelques documents et, tranquillement, descendit la rue Michelet vers un autre refuge !

Pourtant, au 103, rue Michelet, la moisson était bonne. Les gendarmes découvrirent une série de documents écrits de la main de Godard. Dans l'un d'eux, le colonel parlait d'un certain Gingembre, agent de liaison dans l'organisation entre Paris, Alger et Madrid.

Le filet se resserrait. Les perquisitions dans les fermes de la Mitidja, en particulier dans celle d'un certain — ami de Martel, avaient permis de retrouver une abondante correspondance du colonel Gardes qui, catholique fervent, avait réussi à établir le contact et la confiance avec « les hommes au Cœur et à la Croix ». « Fleur » — tel était le surnom de Gardes — n'était guère prudent. L'exploitation immédiate de ces documents par le colonel Debrosse permit l'arrestation d'une femme d'une quarantaine d'années, Noëlle Luchetti. Debrosse s'aperçut très vite qu'il tenait une capitaine retraitée, ancienne secrétaire du général Salan ! Mais une fois encore il avait manqué le gros poisson. Ferrandi, le fidèle Ferrandi qui logeait chez la capitaine Luchetti, n'avait dû son salut qu'à une bienheureuse insomnie qui, dès l'aube, l'avait jeté dans les rues d'Alger à la recherche d'un café ouvert. Debrosse jouait de malchance. Il résolut de mener lui-même l'affaire Gingembre. Peut-être lui permettrait-elle d'arriver jusqu'aux têtes de l'O.A.S.

Maurice Gingembre était un directeur de société, très mondain, très riche, grand, maigre, myope et charmeur. Directeur général des mines du djebel Onk, la quarantaine allègre, gravitant dans les milieux Algérie française il avait fait la connaissance de Gardes qui l'avait présenté à Salan lors des heures tragiques du putsch d'avril. Un amour démesuré et enfantin de la clandestinité romantique, le désir de jouer un jour un rôle politique de premier plan dans le régime qui remplacerait « forcément » la V^e République de De Gaulle, l'avaient amené en Espagne où Argoud, Lagailarde, Ronda et Lacheroy l'avaient fait profiter de leurs élucubrations politiques et « sociales » en échange de quelque « menue monnaie » dont l'élégant directeur de société était fort prodigue et dont les excités de Madrid avaient fort

besoin. Puis de « trésorier » il était devenu agent de liaison. Ses fréquents déplacements professionnels lui assuraient une couverture sans faille. Sa distinction, son « entregent » l'avaient fait accueillir à bras ouverts par l'O.A.S.-Métro dont le colonel de Blignières et surtout Sergent et Godot étaient les responsables. Bien vite Gingembre avait été mis au courant des « divergences » entre Paris, Madrid et Alger. Ravi de la confiance que lui témoignaient ces hommes qui vivaient en clandestins une existence « follement romantique », Gingembre s'était proposé pour « plaider leur cause » auprès de l'O.A.S.-Alger. L'élégant industriel rêvait de réunifier à lui tout seul les diverses tendances de l'O.A.S. Il avait réussi à rencontrer Godard au domicile d'un gynécologue très connu à Alger, le Dr Salasc, dont la femme servait d'agent de liaison et de secrétaire au colonel. C'est ainsi que Godard avait cité dans le courrier saisi au 103, rue Michelet le nom de Gingembre qu'il considérait comme un aimable farfelu. Avis partagé par Jean-Jacques Susini qui avec ses amis n'avait pu contenir son hilarité devant l'étalage des obsessions du « précieux » industriel. Par contre, Susini avait été effrayé par la confiance abusive que les « madrilènes » et les « parisiens » avaient témoignée à Gingembre qui connaissait tous les pseudonymes, ainsi que les rôles attribués à chacun et qui les énumérait sans précaution pour « prouver qu'il était dans le coup » !

Susini n'avait pas tort de pester contre l'imprudence des « exilés » de l'O.A.S. Elle allait coûter cher à l'organisation. Le 7 septembre le colonel Debrosse, en civil, prit place à Orly dans l'avion qui devait amener une nouvelle fois Gingembre à Alger. Depuis la découverte des documents Godard, l'industriel était placé sous surveillance mais Debrosse retardait son arrestation pour lui permettre de rencontrer « les têtes ». Malheureusement le zèle d'un policier chargé à Orly d'examiner les bagages des passagers à destination de l'Algérie alerta Gingembre. Debrosse dut l'arrêter en public à bord de l'avion avant qu'il ne puisse se débarrasser de sa serviette ! L'élégant quadragénaire se lança dans une diatribe du plus haut comique, s'indignant de « l'impudence du colonel de gendarmerie qui dans quelques mois serait en prison tandis que lui, Gingembre, participerait au nouveau régime » !

Le colonel Debrosse ne sourit même pas. Depuis le 24 janvier 1960 où les mouvements « patriotiques » d'Ortiz et de Lagaille

avaient tiré sur ses gendarmes, faisant 14 morts et 123 blessés dans leurs rangs, Debrosse s'était consacré au démantèlement des groupes ultras. Il emmena Gingembre, son élégance et sa distinction aux Tagarins où en quelques heures il apprit de l'industriel vantard et loquace les noms et adresses de membres influents de l'O.A.S... Mais le téléphone avait fonctionné entre l'aéroport de Maison-Blanche, d'où Gingembre était sorti entre deux gendarmes, et Alger. Seuls des comparses tombèrent dans le filet. M^{me} Salasc, sa mère M^{me} Grasser, l'agent de liaison de Godard — un certain Rodenas —, et quelques autres, rejoignirent en prison les hommes arrêtés dans la Mitidja.

L'O.A.S., experte en intoxication des foules, jouera de l'indignation des Algérois en accusant le colonel Debrosse d'avoir torturé M^{me} Salasc. Susini accusera également le professeur Goinard, éminent chirurgien dont les sentiments Algérie française étaient bien connus, d'avoir été circonvenu et d'avoir signé un certificat médical justifiant la sortie de la jeune femme libérée pour raison de santé !

Les révélations de Gingembre permirent, à Paris, l'arrestation du colonel de Blignières et des généraux Vanuxem et de Crèvecœur. Sergent échappa aux descentes de police.

À Oran, poursuivant son offensive, Debrosse, renseigné par le légionnaire italien Pino qui avait établi le contact avec Michel Leroy, de Jeune Nation, arrêta, le 12 septembre, le Dr Roméo sans parvenir, à remonter jusqu'au général Jouhaud. Cette fois, Pino était grillé. Les services de la délégation du gouvernement respectèrent leur parole. Le légionnaire fut envoyé en Italie muni d'une autre identité. On ne reparlera jamais de Pino. Jamais non plus ni Debrosse ni Grassien ne pourront recruter pareil indicateur au sein de l'O.A.S. !

Pendant près de quinze jours, l'état-major de l'O.A.S., dispersé par les coups de boutoir des services de Grassien et de Debrosse, se « mit en veilleuse ». Il avait échappé par miracle au désastre total. L'alerte avait été chaude.

Salan, toujours terré dans la Mitidja, décida alors de gagner Alger. Les diverses opérations de police et les résultats obtenus par les gendarmes lui avaient prouvé que sa sécurité n'était pas plus assurée chez les colons de Martel qu'au cœur d'Alger. En outre il était temps de prendre le commandement effectif de l'O.A.S., où chacun, civil ou colonel, semblait n'en faire qu'à sa

tête.

La première « note » qui accueillit Salan à Alger fut un « bilan » signé par le Dr Pérez :

« Salut la compagnie !

« Après l'orage tout va bien. En ce qui concerne l'O.R.O. la boutique a continué à tourner régulièrement et normalement. Aucun dégât de notre côté. J'aurai très rapidement l'occasion de vous faire un compte rendu dès la reprise normale des liaisons. À bientôt !

« Moral de fer et couilles d'airain ^[9]. »

Voilà un style qui ne plaisait guère au Mandarin. Il était nécessaire de donner discipline militaire et dignité à ce mouvement qui tournait au folklore.

Le drame n'était pas loin.

La chaleur des projecteurs ajoutait à la moiteur de cette journée de septembre. Dans la grande salle des fêtes de l'Élysée, assis sur de fragiles chaises dorées, tassés les uns contre les autres, près de mille journalistes représentant la presse du monde entier transpiraient dans une atmosphère épaisse de parfum, de sueur, de poussière aussi, que quelques rares ventilateurs soulevaient en lourdes vagues un peu écœurantes.

Sur une estrade, derrière la table au tapis vert, De Gaulle, cerné par les projecteurs du cinéma et de la télévision, frappant à petits coups nerveux un dossier inutile posé près du verre d'eau intact, annonçait une nouvelle fois ses intentions politiques. Il parlait de Berlin, de Bizerte, de la crise agricole, mais surtout de l'Algérie. Et le ton était nouveau, les intentions précises. Ce 5 septembre, le Général ne trouvait plus utile d'user de périphrases ni d'employer de termes vagues. Le jour était à la franchise et même à la brutalité.

« En Algérie, dit De Gaulle, ce dont il s'agit c'est du dégagement. Bien entendu, nous n'excluons pas que ce dégagement aboutisse à une coopération, mais cette coopération, pour désirable qu'elle nous paraisse, et surtout dans l'ordre du sentiment, cette coopération ne nous est nullement nécessaire. »

On ne pouvait être plus direct ! De Gaulle avait décidé de « lâcher ». Il expliquait que le problème algérien se ramenait à

trois termes essentiels : l'institution d'un État algérien, les rapports de la France avec cet État et l'avenir du Sahara.

Sur ce dernier point, pierre d'achoppement d'Évian et de Lugin, le Général avait changé de politique. Il cédait aux exigences du F.L.N.!

« La question de la souveraineté du Sahara n'a pas à être considérée, dit-il, tout au moins elle ne doit pas l'être par la France dans le débat franco-algérien... La réalité, c'est qu'il n'y a pas un seul Algérien, je le sais, qui ne pense que le Sahara ne doit faire partie de l'Algérie, quelle que soit son orientation par rapport à la France. »

Au premier rang des ministres, sagement assis à la droite du Général, Michel Debré était attentif. Malgré les traits tirés et la barbe naissante qui ombrait les joues pleines, le visage était impassible. Et pourtant ! Les décisions du président de la République lui brisaient le cœur. Jusqu'au bout cet homme déchiré entre l'avenir qui se préparait pour l'Algérie et sa fidélité à l'Homme du 18 Juin avait tenté l'impossible. L'Algérie, c'était le domaine réservé du Général mais Debré était intervenu sur le problème saharien. Il s'était battu pied à pied, dans le bureau du président de la République, pour que celui-ci imposât au F.L.N. une organisation commune du Sahara. En vain. Debré parlait sentiments, De Gaulle réalités. Et elles étaient dures !

Après les déceptions d'Évian et de Lugin, il fallait aboutir. Et pour aboutir engager à nouveau les négociations. Rien n'était possible sans le F.L.N. La tentative téléguidée du F.A.A.D. avait échoué. De même que celle de Morin. Depuis juin 1961 Jean Morin avait constitué un Comité d'étude libérale chargé de préparer l'autonomie ou l'indépendance de l'Algérie « par l'intérieur », c'est-à-dire sans le F.L.N. Diverses personnalités avaient accepté d'y participer : un médecin de Constantine, un animateur d'organisations agricoles, un Européen d'Oranie, deux présidents de conseil général musulmans et M. Lamy, président de la Chambre d'agriculture d'Alger. Mais très vite ces libéraux avaient trouvé contradictoires leurs tentatives et les négociations qui, à un autre niveau, se déroulaient entre Paris et le G.P.R.A. ! Ils ne s'étaient ni « mouillés » ni même manifestés. Devant cet échec, le Général avait décidé de traiter aux conditions préalables posées par le F.L.N. En reconnaissant que le Sahara était partie intégrante de l'Algérie. De Gaulle avait longtemps cru à un

Sahara dont les ressources pétrolières seraient partagées entre les pays riverains. Mais même ceux-ci, bénéficiaires du plan français, n'en voulaient pas ! Aucun d'eux n'entendait se mettre mal avec la future Algérie indépendante.

« Vous voyez bien, Debré, avait dit De Gaulle, ce Sahara à part c'était une construction artificielle. Il faut y renoncer. Ainsi nous pourrions à nouveau ouvrir des négociations avec les membres de l'organisation extérieure. »

Le Sahara algérien et le « dégageant », c'en était trop pour le premier ministre. Il avait poursuivi la discussion. Sans vouloir céder un pouce. Pour la première et la dernière fois, Debré s'était opposé à De Gaulle.

« Ce fut notre seul désaccord », dira-t-il plus tard.

Mais quel que fût son désir d'arranger les choses pour ces pieds-noirs auxquels il pensait tant et qui lui rendaient bien mal sa sollicitude, Debré devait convenir qu'il « allait à contre-courant ». En quelques semaines, l'activité de l'O.A.S. en Algérie et surtout en France, où les plastics succédaient aux menaces de mort, avait transformé l'opinion. La France métropolitaine qui avait toujours soutenu l'Algérie, qui avait accepté l'envoi du contingent et qui avait fourni sans murmurer un effort financier considérable, ne tolérait plus tant de sacrifices au bénéfice de « fous qui faisaient exploser des bombes et voulaient plonger le pays dans la guerre civile ». L'action terroriste de l'O.A.S. avait été déterminante. Les hommes qui ne voulaient plus entendre parler de l'Algérie se trouvaient dans le courant de l'opinion. Le Général l'avait bien compris. Ce n'est pas au hasard qu'il avait prononcé en public le mot terrible de « dégageant » ! Non, décidément, Debré n'était plus dans la course: L'intérêt de la France était d'aboutir quels que soient les sentiments personnels qu'on puisse éprouver.

Ce soir du 5 septembre, après que le général De Gaulle eut annoncé au monde sa décision, Michel Debré sut qu'il devrait gravir jusqu'au bout son calvaire moral. L'homme du « Courrier de la colère », devenu premier ministre, verrait la fin de l'Algérie française, devrait appliquer la politique de dégageant puis, la page tournée, passerait la main...

Il se souvint de la phrase lancée à Challe, un peu avant les Barricades : « Dépêchez-vous, la France va se lasser... » Cette fois, c'était fait.

Pis encore, entraînés dans la folle aventure de l'O.A.S., les Européens d'Algérie, confondant dans une même haine De Gaulle et le peuple français qui le soutenait, se séparaient chaque jour un peu plus de la métropole. L'heure du dégagement s'annonçait dramatique.

Quatrième partie

L'apocalypse

Un fanion noir frappé des trois lettres blanches O.A.S. se balançait mollement au faîte de la plus haute grue du port. Sur le quai principal aux pavés bombés les clients matinaux d'un petit bistrot à la façade bleu délavé, niché au creux d'un des arceaux où s'ouvraient des passages sombres et étroits qui, passant sous le front de mer, débouchaient en contrebas de la Marine, observaient en riant le chiffon noir agité par la brise venue du large.

« Celui-là, les gendarmes y vont avoir le vertige pour le décrocher, dit le patron, un colosse dont le ventre distendu rebondissait au-dessus de la large courroie qui lui servait de ceinture.

— Et quand ils l'auront arraché, dix autres apparaîtront », ajouta un contremaître en cote bleue.

L'O.A.S. avait commencé sa campagne d'affichage et de « présence » dans les lieux les plus insolites. En quelques jours le drapeau O.A.S. noir et blanc avait flotté successivement sur le port, aux facultés, sur différents bâtiments officiels, provoquant l'hilarité des Algérois devant la course du service d'ordre et les acrobaties auxquelles ses membres étaient obligés de se livrer pour faire disparaître les symboles de l'organisation subversive. Puis les affiches étaient apparues sur les murs, surtout dans les quartiers populaires. D'abord une carte de l'Algérie frappée d'un poignard maladroitement dessiné et du sigle O.A.S., puis des yeux blancs se détachant sur un rectangle rouge, du style « O.A.S. voit tout ». Mais on n'en était pas encore à l'appel à l'insurrection populaire, but suprême de Degueldre, loin de là ! Pour la casserole, pour l'affiche, pour les inscriptions « O.A.S. frappe où elle veut », pour les caricatures de De Gaulle matraqué par un gourdin « O.A.S. » tenu par une main dont la manche s'ornait de cinq étoiles — allusion à Salan et Jouhaud — ça allait, mais pour l'action directe, c'était plus difficile. Sur le plan propagande, Susini obtenait de meilleurs résultats que Degueldre sur celui de l'action « ponctuelle ». Le jeune homme n'avait aucun mal à faire diffuser ses journaux *Appel de la France et Les Centurions* — ce dernier destiné aux militaires — parmi la population. Les journaux passaient de main en main, selon les consignes. Mais pour recruter des hommes prêts à tuer sur un simple ordre de Pérez ou de Degueldre, c'était une autre affaire !

Par contre, les collectes de fonds donnaient enfin quelques

résultats. Chaque quartier d'Alger, découpé par le colonel Godard suivant le dispositif de protection urbaine (D.P.U.) organisé à l'époque de la « bataille d'Alger » par le colonel Trinquier suivant les méthodes qui, dans l'Allemagne nazie, avaient donné de si « bons » résultats, était doté d'un état-major local et de collecteurs de fonds. Bientôt de commandos Delta.

Bien sûr, les « nouveaux impôts » soulevaient quelques discussions. Dans le petit café du port le contremaître montrait au patron un ticket orange barré de bleu.

« Voilà le ticket de l'O.A.S., dit-il. Cent nouveaux francs.

— C'est pas marqué O.A.S. ?

— Non, c'est un nouveau truc. Ils appellent ça Office d'Action Sociale. Les initiales sont les mêmes !

— Tu ne t'en tires pas trop mal. Moi, c'est bien plus cher. Tiens, regarde ce que j'ai reçu. »

Le « bistrot » tendit à son ami une lettre ronéotypée ainsi rédigée

« Monsieur, Madame,

« Nous connaissons vos sentiments pour l'Algérie française mais cela ne nous suffit pas. Il faut que vous nous prouviez que ce sentiment est vraiment fondé. Pour cela, l'O.A.S. vous demande de verser 1 000 N.F. suivant instructions.

« Une personne vous contactera en vous donnant une lettre dans laquelle sera écrit le mot qui suit : Liberté.

« Le porteur de ce mot devra ignorer ce que contient l'enveloppe avec 1 000 N.F. que vous lui remettrez. Pour cela, veuillez cacheter celle-ci. Nous vous remercions d'avance.

Signé : O.A.S.

« Vive l'Algérie française. »

— Et tu as payé ?

— Bien forcé. Et puis c'est pour la France !

— Moi c'est pour les U.T. Marine que je paie. C'est mon ancien groupe. J'étais aux Barricades avec eux. On s'est tous retrouvés. »

Ni Susini ni Godard n'avaient négligé le recrutement des

membres des anciens mouvements patriotiques et surtout des unités territoriales dissoutes après les Barricades où elles avaient formé le fer de lance du mouvement. C'est ainsi qu'André Lafeuille^u, agent immobilier, et André Le Tord¹, employé à la S.N.C.F., avaient été contactés au début de l'été. Lafeuille avait commandé les U.T. marine aux Barricades, Le Tord, lui, avait rejoint Lagailarde dans le réduit des facultés. Tous deux anciens résistants, F.F.L., hommes d'action décidés — Lafeuille avait fait Bir-Hakeim —, ils avaient été chargés de mettre sur pied des commandos de cinq à dix personnes. Le Tord, qui avait conservé le fichier des U.T. marine, avait fait la tournée d'Alger. Les chefs de groupe avaient reconstitué leurs équipes. Ce groupe des U.T. marine, incorporé dans le secteur O.A.S. Orléans-Marine, chargé de contrôler le port, était très représentatif de ce que fut l'O.A.S. au niveau populaire. Sur les cinq cents hommes des U.T. marine, trois cents passèrent tout naturellement à l'O.A.S. Petits pêcheurs, petits employés des entreprises portuaires, ouvriers spécialisés, ils étaient prêts à « se battre » pour défendre l'Algérie française. Sans formation politique comme la majorité des pieds-noirs qui se contentaient de parcourir les journaux locaux et qui, depuis l'interdiction de *L'Echo d'Alger* ne lisaient plus rien — on n'allait tout de même pas acheter le libéral *Journal d'Alger*, pourquoi pas *Le Monde* ? — leur position se résumait en une série « d'évidences » :

Je suis Algérie française = Je suis O.A.S. = Je reste ici.

Peu importait l'ordre des propositions ! Pour eux tout devait être tout blanc ou tout noir. Et tout ce qui n'était pas Algérie française était tout noir. L'autodétermination ? Personne ne savait ce que c'était. Les Arabes ? Eh bien, qu'on leur donne des places dans l'administration puisqu'ils en voulaient, qu'on favorise leur promotion mais rien de plus. Quand la situation serait rétablie, quand l'Algérie serait vraiment française ils suivraient le plus fort, comme un troupeau, comme d'habitude. Et tout redeviendrait comme avant.

Quant à ceux que l'O.A.S. descendait, c'était pour le bien de tous. Ces Popie et autres libéraux, tous des « môvais » qui voulaient livrer leur belle terre d'Algérie aux bandits F.L.N. Toujours l'exagération méditerranéenne : tout ce qui ne partage pas notre avis est un ennemi qu'il faut éliminer.

Le Tord lui-même avait dû se « mouiller » à fond pour faire

oublier que vingt ans auparavant il avait rejoint les gaullistes et avait appartenu aux F.F.L. C'est lui qui avait monté les réseaux de collecteurs de fonds, de colleurs d'affiches, sous le contrôle d'André Lafeuille. Son organisation regroupait cent des trois cents U.T. marine. Alors on « pardonnait » son erreur de jeunesse ! D'autant que les résultats étaient satisfaisants. Les affiches étaient collées à l'heure dite, les tracts distribués au jour prévu. Et l'argent rentrait à flots. Toutes les entreprises industrielles du port — Tamzali, le roi musulman de l'huile de table, en tête —, tous les artisans, tous les commerçants cotisaient. Des « dons »

privés parvenaient à Lafeuille — parfois plus d'un million — et lorsqu'une fois par semaine il recevait le produit de la collecte des U.T. marine, C'était un « beau tas d'argent » qui s'étalait sur la toile cirée de la cuisine où les responsables se réunissaient.

L'état-major de l'O.A.S. avait trouvé une autre source de revenus en « punissant » ceux qui avaient contrevenu aux ordres de l'organisation. Une des premières mesures prises dès le mois de juin par le Comité supérieur avait été d'interdire à la population européenne de partir en vacances. C'était la première étape de la prise en main. Si tout le petit peuple avait obéi, nombre de bourgeois des beaux quartiers avaient négligé la « mise en garde » de ce mouvement qui tout en recueillant leur sympathie les agaçait en leur donnant des ordres ! Le quadrillage O.A.S. des quartiers d'Alger avait permis au Comité supérieur de connaître les noms de ceux qui avaient transgressé les ordres. Début septembre, à leur retour, les « vacanciers » avaient trouvé à leur domicile la lettre suivante :

« Monsieur,

« L'O.A.S. voit tout, sait tout. Nous savons donc que vous êtes parti en vacances en France.

« Jusqu'à présent nous n'avons rien fait contre vous connaissant vos sentiments Algérie française. À vous de prouver que nous ne nous trompons pas à ce sujet en faisant votre devoir.

« De ce fait, l'O.A.S. vous condamne à payer 2 000 F pour aider notre organisation. Cette somme devra être réglée dans les vingt-quatre heures qui suivront la présente.

« Si votre réponse est négative nous le saurons et agirons en conséquence.

« Nous vous ferons parvenir les instructions nécessaires pour le mode de paiement de votre *dette*.

L'O.A.S. »

Quelques récalcitrants furent plastiqués. On n'en était pas encore au crime organisé et systématique. L'heure en viendra. Des sociétés comme William-Alger, rue Géricault, qui avaient payé une cotisation de 2 500 F au mois de juillet mais avaient fermé au mois d'août pour congés annuels, virent leur siège social plastiqué. Quelques exemples de ce genre suffirent à convaincre les plus réticents à « l'impôt ».

Pour importantes qu'elles soient, ces collectes ne suffisaient pas à l'état-major pour développer le mouvement et lui donner l'essor nécessaire pour se poser en « interlocuteur valable » du gouvernement français. À tous les échelons de l'argent disparaissait. De nombreux commandants de secteur en gardaient une partie pour le compte de leur « boutique » : clandestins à payer, familles de «réprouvés » à aider. Et puis chaque mouvement « parallèle » à l'O.A.S. collectait pour son compte personnel. Susini qui recueillait de l'argent pour le Front national ne s'en plaignait pas moins du budget ridicule que l'état-major de l'O.A.S. attribuait à l'A.P.P. (Action politique et Propagande) ! Michel Leroy, son homme lige à Oran, avait de son propre chef « distrait » une dizaine de millions des collectes de l'Ouest algérien pour en faire bénéficier ses amis parisiens de Jeune Nation !

Quant au Dr Pérez il se plaignait que l'O.A.S.-Oranie ait rançonné la succursale oranaise de la fabrique d'anisette Cristal, dont le propriétaire et directeur général, M. Manuel Liminiana, était son propre beau-père ! De l'argent pour l'O.A.S. oui, mais quand même pas celui de la famille ! Charité bien ordonnée, etc.

Pérez s'était montré plus prodigue des deniers d'autrui. Il avait organisé le premier hold-up de l'histoire de l'O.A.S. en faisant enlever 82 millions sur le port d'Alger avec la complicité de l'Amicale des anciens marins. Le « bon ange » de Belcourt, le « médecin des pauvres », après les assassinats, orientait l'O.R.O. (Organisation Renseignement Opération) vers les hold-up. Ce premier exemple sera suivi de centaines d'autres qui auraient dû faire de l'O.A.S. le plus riche des mouvements terroristes de l'histoire des guerres subversives ! Mais du début à la fin sans gloire de l'organisation, les questions d'argent — et surtout leurs

destinations souvent très privées — alimenteront les querelles entre clans. Certains membres de l'O.A.S. perdront même la vie des années plus tard !

À la mi-septembre, malgré des débuts cahotants, l'O.A.S. pouvait se flatter d'avoir réussi la première partie de son plan : prendre en main la population, encore que Susini — éternel insatisfait, perfectionniste de la subversion — se plaignît que la structure ne fût réelle qu'au niveau du quartier et non à celui des immeubles!

C'est le moment que choisit Salan, réfugié à Alger dans un appartement loué par André Canal⁽²⁾, pour prouver au monde à quel point l'emprise de l'O.A.S. sur la population européenne était totale.

Le 21 septembre, au cours d'une émission pirate, les Algérois furent invités à une série de manifestations destinées à présenter un front uni aux « forces de répression ». Le 23 septembre l'opération « casseroles » leur permit de se défouler sans danger en menant pendant des heures un charivari comme jamais la ville n'en avait entendu jusque-là. Tapant sur des instruments de cuisine, sur les volets en fer, sur des feuilles de tôle ils firent retentir les trois brèves et deux longues d'Algérie française pendant plus de cinq heures. On riait, on s'interpellait des balcons, on injuriait les gendarmes et les soldats du contingent. Ces derniers, venus de métropole pour effectuer leur service militaire en Algérie comme près de trois millions de leurs aînés l'avaient fait depuis 1956, étaient particulièrement visés par les Algérois. Ils étaient les fils de ces métropolitains détestés qui apportaient leur aide à De Gaulle. Par des manifestations d'hostilité enfantines et stupides les malheureux pieds-noirs se forgeaient une réputation désastreuse dont la plupart auront à souffrir lorsqu'un an plus tard ils devront s'installer en métropole. Il leur faudra donner mille preuves de leurs qualités de création, de courage, d'opiniâtreté, il leur faudra montrer aux métropolitains leur détermination à être heureux, leur faire partager cet élan méditerranéen, cette amicale fraternité qui les caractérise et les unit pour effacer la déplorable réputation qui les avait précédés. Beaucoup se plaindront de l'accueil de la France en oubliant comment ils avaient eux-mêmes accueilli des « bidasses » qui ne faisaient que maintenir l'ordre à Alger, en oubliant aussi que les chefs de l'O.A.S. qu'ils avaient

aveuglément suivis les avaient entraînés dans une voie désespérée et sans issue.

La seconde manifestation prévue par Salan montra aux membres du Comité supérieur quelles étaient les limites de « participation » des Français d'Algérie à l'O.A.S.

Le « chef suprême » avait ordonné que le 25 septembre tout Alger fût pavoisé aux couleurs de l'organisation : pavillon noir et blanc frappé de la croix celtique. On se contenta de décorer les façades des immeubles de drapeaux tricolores. Alger qui devait présenter au monde le noir visage de la révolte et de la colère avait, au contraire, un air de fête ! Un super-14 juillet ! Les Algérois étaient peu soucieux de faire repérer leur appartement par les services de police en arborant le drapeau noir. Contre le tricolore les gendarmes ne pouvaient pas sévir. Et ainsi on avait « presque » suivi les ordres de l'O.A.S. ! Dès qu'il fallait se mouiller, prendre position à visage découvert, il n'y avait plus personne.

« Devant le danger, me dira plus tard un ancien O.A.S. du secteur Orléans-Marine, on avait peu de volontaires. Comme par hasard on devait rester à la maison, la femme était malade, le beau-père souffrant. Même à Bab-el-Oued, “où c'étaient des durs”, on avait peu de monde pour l'action. Les affiches, les tracts, la casserole, oui. Mais le reste... tenez, même pour tirer sur des Arabes... c'était difficile à trouver. Ils restaient O.A.S., fiers de l'être, fiers de le dire. Mais O.A.S. tranquilles ! Sans “risques”. »

Ce 25 septembre, seuls les édifices publics ou les entreprises furent pavoisés de noir et de blanc !

Salan, pour effacer cette pénible impression, ordonna pour le 28 septembre une opération embouteillage qui, à midi précis, bloqua le centre d'Alger. Là, au volant de sa voiture, klaxonnant Algérie française, tapant sur les portières ou la carrosserie en narguant la police, l'Algérois montrait sans danger son appui à l'O.A.S. Ce fut une réussite totale...

Mais Degueldre et ses deltas étaient là pour montrer que l'organisation n'était pas uniquement composée de braillards et de stratèges de Café du Commerce. Explosions, assassinats en série « donnaient du sérieux » à l'entreprise et allaient faire réfléchir les autorités.

Cette fois, l'architecte franco-suisse M. Emery, ami de M. Perrin, abattu par l'O.A.S. pour avoir signalé la présence de légionnaires dans une villa de Bouzaréa, était excédé. Les casseroles, ça allait encore, mais le plastic, c'était trop.

Depuis toujours Emery était mal vu à Alger. Cela avait commencé en 1940, où ses convictions antivichistes l'avaient désigné à la vindicte de ses voisins pétainistes. Puis ses amitiés libérales, son action en faveur de la promotion musulmane n'avaient fait que noircir une réputation déjà bien entamée ! Depuis l'O.A.S., il était devenu « le traître » du quartier. À plusieurs reprises sa femme de ménage, sa « Mauresque », Zoubia, lui avait dit de se méfier.

« Fais attention, je sais qu'il y a eu une réunion O.A.S. pas loin d'ici pour savoir si tu serais plastiqué. Tous étaient d'accord. S'ils ne l'ont pas fait c'est pour la maison. »

L'O.A.S. du quartier de la rue Poiret, entre le Telemly et le boulevard Saint-Saëns, ne voulait pas abîmer un immeuble appartenant à une « bonne famille », Pélissier de Raynaud. Pourtant l'O.A.S., à titre d'avertissement, avait fait exploser une voiture piégée de 10 kilos de plastic au pied de l'escalier donnant boulevard Saint-Saëns. Emery, de sa fenêtre, avait vu deux jeunes gens dont le fils de son voisin, se sauver et se réfugier dans un appartement situé dans l'immeuble en face, où se tenaient régulièrement des réunions O.A.S.

Profitant d'une descente de C.R.S., assortie de fouille d'appartements, Emery demanda à voir l'officier qui commandait l'expédition. L'architecte se présenta.

« Vous avez à vous plaindre de quelque chose, monsieur Emery ? dit l'officier.

— Non, vos hommes ont perquisitionné chez moi avec beaucoup de soin et sans faire de dégâts. Mais j'en ai assez. Depuis l'explosion de la voiture, la coupe est pleine. Je peux vous dire où se tiennent les réunions de quartier de l'O.A.S. C'est là, dans l'appartement d'en face, rue Poiret. Transmettez mon information à qui de droit. »

L'officier de C.R.S. regarda autour de lui. Ses hommes étaient sortis.

« Monsieur Emery, dit-il en baissant le ton, je ne transmettrai

pas votre information à mes supérieurs. Ce serait trop dangereux pour vous. Il y a des fuites partout. Et cette fois, ce ne serait plus du plastic... l'O.A.S. vous descendrait purement et simplement. Excusez-moi, monsieur. »

L'officier salua et sans ajouter un mot sortit de l'appartement. Emery sut alors qu'il devait fuir cette Algérie qu'il aimait tant et qui sombrait dans la folie.

C'est au mois de septembre que l'autorité civile quitta Alger. Après Ailleret, qui, dès le mois de juin, avait abandonné le quartier Rignot pour installer son état-major à Reghaïa, Morin s'éloignait de la Ville blanche pour emménager dans les locaux ultra-modernes de la cité administrative de Rocher-Noir, entre Aïn-Taya et Courbet-Marine. Une page était définitivement tournée. Le grand G.G., symbole de l'autorité, devenait un bateau aveugle et déserté, solitaire et inutile. Désormais, le Forum et le monument aux morts, qui s'élevait au pied de ses escaliers monumentaux, lieux historiques, témoins des grandes heures de l'Algérie française — du 6 février 1956 au 13 mai 1958 — et des grands drames des Barricades et du putsch, ne vibreraient plus sous les pas et les cris de la masse en fusion, de la foule des « jours de gloire ». Ce Forum d'où le peuple d'Alger, poussé par ses maîtres, avait si souvent dicté sa politique à Paris, ce Forum où pour la première fois depuis 1946 on avait rappelé à la France que dans un petit village de la Haute-Marne se morfondait un fils qui pourrait encore la servir, ce Forum où « on avait été compris », où l'on avait aussi crié son mépris et sa rage impuissante devant la politique de « l'Ingrat », redevenait la place artificielle et déserte au sol de marbre verni et aux jardins trop soignés qui dans l'esprit des architectes des années 30 devaient montrer aux générations futures l'extraordinaire prospérité de l'Algérie, colonie française.

Le départ du délégué du gouvernement fut interprété comme une fuite. Morin « avait la trouille » du peuple d'Alger et de l'O.A.S., il se « tirait ». Bon voyage. Et bon débarras. Certains, plus lucides, virent dans ce départ la première étape du dégagement. En fait, le projet d'une cité administrative située loin d'Alger était dû à Paul Delouvrier. Après les Barricades — où il avait retourné la situation en quittant Alger pour Reghaïa — il avait chargé un architecte de la Caisse des dépôts et consignations de repérer un lieu propice à l'édification d'une nouvelle

Délégation générale. Le fonctionnaire avait trouvé Rocher-Noir. Delouvrier avait retenu le site. À une quarantaine de kilomètres d'Alger, proche d'une voie ferrée et de l'aéroport de Maison-Blanche, ouvrant sur la mer mais aussi sur la Mitidja, Rocher-Noir présentait tous les avantages. À l'époque, le cabinet Delouvrier avait pensé à un éventuel regroupement de la population européenne dans la Mitidja. L'Algérie indépendante aurait réclamé sa capitale, Alger, et la France aurait gardé Rocher-Noir. En outre, la proximité de la Kabylie permettrait la réalisation d'une vieille combinaison politique. Certains membres du cabinet Delouvrier jouant le particularisme berbère pensaient que la Kabylie constituerait un îlot particulier dans l'Algérie indépendante. Idée qui sera reprise par certains membres de l'O.A.S. qui espéreront un temps réussir avec les Kabyles ce qui se révélait impossible avec les Arabes : une République d'Algérie coupée de la France mais sans participation F.L.N.

Puis le projet Rocher-Noir était tombé à l'eau. Paris n'était pas persuadé, malgré les Barricades, de la nécessité de s'éloigner du chaudron algérois. Il faudra les événements de décembre 1960 et le voyage houleux du général De Gaulle pour que le projet aboutisse. Quelques milliards débloqués et moins d'un an après Morin pouvait emménager avec son cabinet, ses directeurs, ses services, ses dactylos et ses archives dans une cité sans âme que le péril de l'O.A.S. avait transformée en véritable camp retranché ! Mais Morin se souciait peu du confort et de l'ambiance qui pouvait régner à Rocher-Noir. La situation en Algérie ne cessait de se dégrader. L'O.A.S. avait l'initiative et semblait jouer le pourrissement. Il fallait agir et agir vite avant que la prise en main de la population ne soit totale.

Le délégué du gouvernement, brillant préfet et spécialiste de l'analyse politique, ne se trompait pas. Salan, revenu à Alger, avait renoncé à son projet d'insurrection immédiate, ralliant ainsi la thèse de Godard, pour entreprendre une politique de coups d'épingle, d'usure, de harcèlement intensif de l'autorité civile et militaire couplée à une mobilisation de plus en plus grande et efficace de tous les « patriotes », jusqu'au jour où l'armée — parachutistes et légionnaires en tête — basculerait définitivement dans le camp de l'O.A.S.

Pour Jean Morin, l'évidence était là : il fallait se décider à combattre l'organisation sur son propre terrain à Alger et à Oran.

Mais comment ? Jamais le délégué du gouvernement ne s'était senti plus seul, près de la défaite totale. La population européenne par sa complicité active avait réussi à créer une ambiance d'incertitude et de méfiance qui renforçait une O.A.S. basée sur la faiblesse de l'opposition plus que sur sa propre force. L'action psychologique trouvait là un terrain propice. Les campagnes d'affichage, les manifestations populaires, les bruits savamment distillés sur l'éventuelle intervention d'éléments armés à Alger, la constitution de Stocks de victuailles dans chaque foyer, l'annonce d'un putsch prochain ajoutaient encore à l'ambiance étouffante, développaient la lourde appréhension qui régnait sur la ville.

Pour lutter contre l'O.A.S. il n'y avait que la police, et Morin savait à quoi s'en tenir sur son « efficacité ». Un rapport des services de gendarmerie mobile, le seul corps sur lequel il pût compter dans la lutte contre l'O.A.S., la définissait ainsi : « Cette administration est noyautée à fond. 60 à 80 % des agents du corps urbain s'avèrent inaptés à la lutte anti-O.A.S. et bon nombre d'entre eux exercent même une activité subversive certaine : distribution de tracts, pose de plastics, complaisance dans les enquêtes, complicité, etc. De fréquentes arrestations sont nécessairement opérées dans ce milieu. »

L'officier de gendarmerie concluait : « Il faudrait relever, sans solde, au moins 70 à 80 % de ces fonctionnaires. »

C'est le plan que Jean Morin avait proposé à Paris mais ni le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, ni son adjoint, Alexandre Sanguinetti, « MM. anti-OA.S. » comme on les appelait, n'avaient voulu y souscrire. L'O.A.S. avait fait son apparition en métropole sous l'impulsion de Sergent et de son ami Godot. Plastics et attentats divers se succédaient au domicile des personnalités hostiles à l'Algérie française. Le 8 septembre, à Pont-sur-Seine, sur la route de Colombey, le général De Gaulle avait même échappé à un attentat perpétré par un groupe « indépendant » de l'autorité de Pierre Sergent^[3]. Bien que Salan ait renié la paternité de l'attentat contre De Gaulle, le péril O.A.S. restait au premier rang des préoccupations de Roger Frey qui s'était heurté assez violemment au délégué du gouvernement en Algérie.

« Pour lutter efficacement contre l'O.A.S., avait dit Morin, vous devez rapatrier immédiatement tous les inspecteurs et C.R.S. pieds-noirs, dissoudre leurs compagnies et “noyer” leurs membres

dans des unités sûres. Ensuite m'envoyer au moins une centaine d'inspecteurs métropolitains, inconnus en Algérie, qui auront pour tâche exclusive la recherche des "têtes" de l'O.A.S. »

La position des responsables du maintien de l'ordre en métropole était diamétralement opposée.

« L'Algérie, c'est perdu, disaient-ils. L'OAS. y est maîtresse. Le gouvernement n'a qu'à donner à l'armée l'ordre d'intervenir. Nous, ici, on n'a déjà pas assez de police, si l'on rapatrie des policiers pieds-noirs on va "pourrir" la France. Par contre, en métropole où la situation n'est pas comparable à celle de l'Algérie, on musellera l'O.A.S. si on ne dégarnit pas nos effectifs. »

Morin avait réagi violemment :

« C'est ridicule. 80 % de la France est pour De Gaulle. Vous n'avez pas d'inquiétude à avoir. Mais si Salan et l'armée prennent le pouvoir, ce serait grave et pour l'Algérie et pour la métropole. La priorité va donc à la lutte anti-O.A.S. à Alger ! »

Devant le refus absolu de Roger Frey et d'Alexandre Sanguinetti, Morin — « au bord du *clash* » comme il dira plus tard — fit appel au général De Gaulle. Déjà, en conseil interministériel, le Général avait évoqué les ratonnades qui s'étaient déroulées à Alger et Oran aux mois d'août et de septembre.

« J'ai l'impression, monsieur le délégué, que les autorités civiles n'ont pas accompli leur mission.

— Mon général, la police d'Alger est défaillante.

— Vos ordres ne devaient pas être suffisamment précis.

— Si j'avais des forces de police méritant ce nom...

— Je ne suis pas convaincu. »

En audience privée, le général De Gaulle avait été moins sévère. « Alors, monsieur le délégué du gouvernement, vous êtes fatigué. Vous me semblez un peu nerveux. Mais expliquez-moi tranquillement vos problèmes. »

Morin avait exposé une nouvelle fois ses griefs contre son ancien ministère. L'Intérieur ne lui apportait aucune aide. De Gaulle promit des renforts de police.

« On va vous envoyer les meilleurs », assura-t-il.

C'est ainsi que naquit l'idée de la fameuse « mission C » qui sera confiée au directeur général de la Sûreté, Michel Hacq. Mais elle ne devait arriver qu'en décembre à Alger, où, en trois mois, il se sera passé bien des choses.

« Le gouvernement n'a qu'à donner l'ordre à l'armée d'intervenir... » La phrase des responsables du maintien de l'ordre en métropole faisait sourire Morin, pour autant qu'il eût envie de sourire ! Qu'ils essayent donc de donner cet ordre et ils verraient...

Depuis la cassure du putsch, plus des trois quarts de l'armée faisaient de l'objection de conscience ! La majorité — tout en restant Algérie française — n'avait pas accepté la révolte des généraux qui, brisant l'unité de l'armée, pouvait conduire à la guerre civile. Mais de là à lutter contre l'O.A.S., à fusiller Salan, à tirer contre les Gardes, les Argoud, les amis et camarades d'hier, c'était tout autre chose. Ils s'étaient peut-être fourvoyés mais leurs sentiments étaient nobles. L'armée, elle, était amère, déçue, mal dans sa peau. Elle avait cru au 13 Mai, aux S.A.S., à la fraternisation, au beau rêve de « libération » de l'Algérie qui avec son aide aurait pu vivre une véritable « révolution sociale » de type titiste. Elle allait maintenant payer les pots cassés ! Le commandant en chef Charles Ailleret était sensible à cette crise de conscience. Il estimait que si 10 % des officiers étaient favorables à l'O.A.S. et 10 % prêts à lutter contre elle, 80 % — l'immense majorité — restaient neutres avec pourtant le sentiment de « se conduire comme des salauds » en abandonnant les pieds-noirs. C'est la raison qui le poussait à s'opposer depuis des semaines au délégué du gouvernement. Car Jean Morin n'avait pas attendu le « conseil » des amis de Roger Frey pour employer l'armée contre l'O.A.S. dans les villes. Chaque fois il s'était heurté au refus d'Ailleret.

Le commandant en chef tenait à engager le moins de troupes possible dans des opérations de maintien de l'ordre urbain.

« Ce n'est pas leur métier, disait-il, en outre j'ai peu de réserves. Qu'il se produise un gros coup, que l'O.A.S. proclame Alger "ville libre" et je n'aurai aucun renfort à lancer dans la lutte. »

Ce qu'Ailleret répugnait à dire, c'est qu'il n'était pas sûr de

certaines de ses troupes. Ses adjoints le disaient pour lui :

« Si on en met trop dans la ville elles risquent de fraterniser et on se retrouverait avec de nouvelles Barricades sur le dos. Pendant tout le XIX^e siècle l'armée française n'a fait que cela : tirer sur des Français. Nous, on ne veut plus. »

Le malentendu entre Morin et Ailleret venait aussi du fait que le commandant en chef et son entourage étaient si loyalistes que le délégué du gouvernement imaginait toute l'armée à leur image. Pour lui, en refusant l'intervention des troupes dans les villes, Ailleret faisait simplement preuve de mauvaise volonté.

« L'armée est attentiste, détrompait le commandant Bourgue, chef de cabinet d'Ailleret, elle ne veut plus se mouiller. Elle ne marchera pas contre l'O.A.S. Si Alger se soulevait, combien y aurait-il d'officiers pour mater la rébellion ? »

Les rapports rédigés par la gendarmerie mobile confirmaient cette opinion.

« Les cadres d'active se démontrent peu, disait le rapport du patron de la brigade de gendarmerie chargé de la lutte contre l'O.A.S. On peut avancer pourtant qu'en dehors des officiers généraux et de certains officiers supérieurs, les cadres sont en général secrètement favorables à l'O.A.S. Les petits gradés de carrière, les engagés ou rengagés sont surtout marqués dans ce sens ; on estime qu'à la base de Reghaïa, ces milieux sont contaminés à cinquante p. cent !

Il n'est que le contingent, dans sa fraction métropolitaine, pour se montrer résolument hostile à cette tendance et décidé à s'opposer au besoin par la force à toute tentative de soulèvement activiste. »

Septembre vit le creux de la vague loyaliste. Pendant l'été, l'O.A.S. avait marqué des points. Le chef de cabinet d'Ailleret estimait alors que « le loyalisme de l'armée tenait entre les mains de cinquante types ». Les cadres de l'armée voyaient avec effroi se renouveler le processus d'abandon qui, à la fin de la guerre d'Indochine, les avait marqués si profondément. Il fallait d'urgence reprendre l'armée en main avant que ne se multiplient les désertions d'officiers ou que ne se fomentent un nouveau soulèvement.

Heureusement, l'O.A.S. commit une série de maladroites qui

allaient permettre à Ailleret de réagir vivement. La politique d'« opérations ponctuelles » des commandos Delta de Degueldre provoqua un sursaut d'indignation chez beaucoup d'officiers. Ils restaient fidèles à l'Algérie française prônée par l'O.A.S. mais ne pouvaient admettre que leurs camarades d'hier participent aux crimes des commandos Delta en les couvrant de leur autorité et de leur prestige.

« Ils deviennent fous, dirent-ils. Il faut intervenir. »

Les ratonnades qui marquaient désormais avec une grande régularité les obsèques des victimes du terrorisme F.L.N. provoquèrent, elles aussi, une réaction défavorable des cadres de l'armée.

Profitant de ce sentiment général et s'appuyant sur l'hostilité du contingent avec lequel, depuis le putsch, les officiers avaient appris à compter, Charles Ailleret publia un ordre du jour qui dictait sans fard ni concession l'attitude que l'armée devrait adopter face à l'O.A.S.

« Ordre du jour n° 5.

« À toutes les forces de l'ordre :

« De récentes opérations de police viennent de prouver à l'évidence que les organisations activistes qui se disent O.A.S. sont en réalité des organisations subversives visant, par le terrorisme et la guerre civile, à renverser les institutions de la République et à imposer au pays, par la force, la politique et la volonté d'une minorité.

« Une mission permanente de l'armée étant la défense de la loi par le maintien de l'ordre public, son devoir est simple et net : mettre hors d'état de nuire des organisations révolutionnaires caractérisées et agissantes.

« En conséquence, tout en poursuivant la, lutte contre la rébellion fellagha dans laquelle elles sont engagées à plein et en s'opposant à toute manifestation raciale d'où qu'elle vienne, nos forces armées doivent par ailleurs :

a) apporter leur concours aux forcés de police chargées de neutraliser la soi-disant O.A.S. ;

b) récupérer les armes, munitions et équipements pour la plupart volés à l'armée, détenus par les factieux ;

c) s'opposer à toute propagande visant à faire l'apologie de la révolte et de la violence ;

d) protéger la population contre les extorsions de fonds appuyées sur la terreur et les destructions à l'explosif.

« Si le respect des libres opinions légalement exprimées est en France une règle absolue, toute faiblesse à l'égard d'une organisation factieuse et terroriste déclarée constituerait une trahison caractérisée qui devrait être sanctionnée comme telle.

AILLERET. »

C'était une véritable déclaration de guerre. Il n'y avait désormais plus d'équivoque pour les cadres de l'armée.

L'O.A.S. ne s'y trompa pas. Ce fut une véritable explosion de colère. Ailleret ne reçut plus ni les lettres ni les tracts qui l'invitaient à basculer et à comprendre les positions de ses anciens camarades, mais des condamnations à mort.

« Au pont de l'Arrach, disait l'une d'elles, on te pendra par les pieds, on te coupera les couilles et on te saignera... »

Son appartement parisien fut plastiqué le 23 septembre à 18 heures. Sa femme, revenue d'Alger, faillit être tuée par l'explosion.

Ailleret devint pour l'O.A.S. l'ennemi public n° 1.

Deux revolvers dans ses poches, le commandant en chef — plus cow-boy que jamais — multiplia alors ses déplacements. Dans sa voiture, la 15 CV blindée qui avait servi à Salan, il disposa des grenades, plusieurs mitraillettes et un stock de chargeurs.

S'ils nous attaquent, ils trouveront à qui répondre. Ce n'est pas encore eux qui vont m'imposer leur loi ! »

La bataille contre-l'O.A.S. venait de commencer. Alger et Oran connaissaient déjà les prémices de la guerre civile.

C'est face à un poste de zouaves, impasse Marie-Lefebvre — une ruelle qui ouvrait sur la rue d'Isly, au coin de la rue Henri-Martin —, que le groupe Malik avait installé le P.C. des réseaux F.L.N. de la zone d'Alger !

« C'est à proximité des flics ou des militaires qu'on prend le moins de risques », avait dit Alilat.

Le risque pourtant était toujours présent. Le capitaine Kheiddine et Djamal — les deux responsables algérois du F.L.N. — venaient d'être arrêtés par hasard à un barrage militaire. Leur voiture avait été fouillée boulevard du Telemly, à la hauteur du parc de Galland. On avait trouvé des armes. Les autorités militaires avaient eu tôt fait d'identifier les deux hommes et avaient présenté leur arrestation comme une grande victoire. Ni Ailleret ni Morin n'avaient laissé passer cette occasion de montrer à la population européenne que si l'armée avait pris position contre l'O.A.S. elle n'en poursuivait pas moins sa lutte contre le F.L.N. L'arrestation de Kheiddine et de Djamal avait fait la « une » du *Journal d'Alger* et la radio l'avait annoncée à tous ses bulletins d'information

« Le réseau terroriste F.L.N. démantelé après l'arrestation de ses deux chefs »

Le 20 octobre 1961, à 10 heures dû matin, quatre hommes semblaient bavarder tranquillement sur le trottoir de la rue d'Isly, près de la façade de P.A.B.C. Le « Comité des 3 » — Betouche Belkacem, Bara, dit Malik, et Alilat Larbi — ainsi que Ben Slimane Youssef, responsable avec Betouche du groupe terroriste de fida, avaient décidé après l'arrestation de leurs chefs de ne pas regagner le P.C. Marie-Lefebvre qui risquait d'être « brûlé » et s'étaient réunis en pleine rue d'Isly à proximité de la basse Casbah où la présence de quatre bavards ne surprendrait personne. Désormais le quatuor se retrouvait à la tête du F.L.N. d'Alger. Il fallait d'urgence prendre des décisions et rétablir la liaison avec la wilaya 4 dont Kheiddine s'était occupé jusque-là. Heureusement, Malik avait gardé des contacts personnels avec le maquis.

« Le plus important, dit-il, c'est de faire réagir la population. L'arrestation du capitaine et de Djamal, et tout le battage que les militaires ont fait autour, ont porté un coup très rude au moral du peuple. Les gens sont découragés.

— Ils disent que depuis la « bataille d'Alger » le F.L.N. est incapable d'imposer sa présence, ajouta Betouche. Or, à part Kheiddine et Djamal, personne n'a été arrêté. Mes gars sont prêts à l'action. Mais comment remonter la population ? »

Chacun proposa sa solution. Toutes tendaient à prouver au peuple que l'élimination des deux chefs n'avait pas décapité le

F.L.N. algérois.

« Il faut faire du bruit, dit Alilat, beaucoup de bruit. Et montrer par nos actions que les fida⁽⁴⁾ sont sains et saufs.

— C'est cela, approuva Ben Slimane Youssef, poursuivons les attentats contre les types du F.A.A.D. et contre les indicateurs et les traîtres.

— Pas seulement contre eux, coupa Alilat. Il faut beaucoup d'attentats. Des attentats aveugles. Le plus possible. Que le peuple sache qu'on est fort et qu'il n'y a pas simplement l'O.A.S. »

Malik fit remarquer que jusque-là la wilaya 4, retransmettant les ordres de Tunis, avait interdit les attentats aveugles.

« Il y a déjà eu des bavures et des règlements de comptes, dit-il. Ça suffit. Les directives sont formelles sur ce point.

— La wilaya 4 fera ce qu'elle voudra, s'insurgea Alilat. Moi je décide une politique d'attentats aveugles. Ça foutra la trouille aux Européens qui en rabattront un peu avec leur O.A.S. et ça prouvera notre force à la population musulmane. »

Ben Slimane Youssef et Betouche Belkacem, responsables des groupes terroristes, approuvèrent leur camarade. Malik, en minorité, s'inclina.

« Si l'on décide de taper dans le tas, dit-il, il faut faire vite.

— Dès ce soir », proposa Alilat.

Les quatre hommes fixèrent l'heure H : 20 heures ce 20 octobre 1961.

La première grenade éclata à 20 h 10 au café Château-neuf à El-Biar. Elle fit un mort et sept blessés dont un commandant français et un inspecteur des Renseignements généraux. À 20 h 15, c'est le café du Progrès, toujours à El-Biar, qui fut visé. L'explosion blessa grièvement trois personnes. À 20 h 17, dans un café de Saint-Raphaël, plusieurs consommateurs furent atteints d'éclats de grenade. Jusqu'à 20 h 45 les équipes terroristes — constituées chacune de cinq fida — attaquèrent successivement la S.A.S. de Maison-Carrée, un dépôt de bois à Belfort et l'ancien adjoint du capitaine Léger, « Basile » Ghandriche, responsable de la fameuse opération « bleuite ».

Ce 20 octobre 1961 marquait le « renouveau » du terrorisme urbain. Au cours des jours qui suivirent, les groupes de Ben Slimane et Betouche Belkacem firent régner la terreur. Vingt-quatre attentats causèrent la mort de dix-neuf personnes.

Le terrorisme F.L.N. contre l'O.A.S. commença au mois de novembre. Le 21 novembre, Zidad qui, lors de l'opération réunification des réseaux F.L.N., avait mis son groupe — une centaine d'hommes dont trente armés à la disposition de l'organisation Malik, se vit mettre à l'épreuve.

Alilat lui remit le pistolet 11,43 n° 807240 muni d'un chargeur anglais et lui expliqua sa mission :

« Un médecin musulman a été abattu par l'O.A.S. aux Sources. Il faut le venger. Tu vas abattre un médecin européen du Ruisseau : le docteur Joël Maguin. C'est un O.A.S. Œil pour œil, dent pour dent, médecin pour médecin. »

Le 21 novembre, le docteur Maguin tombait sous les balles des tueurs.

Six jours plus tard, c'est un pâtissier d'El-Biar, Roger Falip — identifié par l'organisation Malik comme « O.A.S. notoire » — qui tombait sous les balles d'un gamin de dix-huit ans, Gueboub Boualem, de Maison-Carrée. C'était son premier meurtre...

À la même époque, Zaoui Mohamed, dit Zoubir, responsable d'un réseau, abattit à Climat-de-France un capitaine de la caserne de Beni-Messous. Blessé, le capitaine survécut. Il devait quelques mois plus tard retrouver par hasard son agresseur. Il l'arrêta puis, l'emmenant à l'endroit où il avait été blessé, il l'abattit d'une balle dans la tête devant la population de Climat-de-France, terrorisée.

Depuis la première grande manifestation européenne du 6 février 1956 on avait souvent dit qu'Alger était pris de folie passagère. On avait comparé la ville à un chaudron bouillonnant, à un grand malade sujet aux accès de fièvre. Tous ces termes étaient dépassés. Le père de famille qui, le matin, quittait les siens, la ménagère qui partait pour le marché, le bidasse qui « prenait la patrouille », ne savaient pas s'ils reviendraient vivants. Pas plus que la « fatma » qui allait faire ses ménages en quartier européen ou le docker qui prenait son travail sur le port. La folie était devenue permanente. La mort rôdait à chaque coin de rue. Et encore... le pire restait à venir !

En cette fin d'année 1961 la confiance était un sentiment qui avait fui Alger. Chacun se méfiait de son voisin. La gangrène avait gagné les corps les mieux constitués de l'État. On a vu le grand patron de l'Algérie Jean Morin vivre dans son camp retranché de Rocher-Noir, sans y être pour cela à l'abri. Les attentats O.A.S. n'allaient pas tarder à viser la cité administrative. On sait ce qu'il en était de la police. L'état-major de l'armée à Reghaïa, gangrené à cinquante p. cent d'éléments favorables à l'O.A.S., disait le rapport des enquêteurs de la gendarmerie, vivait sur le qui-vive, redoutant non seulement les « événements extérieurs » dus à l'O.A.S. ou au F.L.N., mais également les risques d'un nouveau putsch venu de l'intérieur ! Chacun des officiers se demandait secrètement ce que ferait le voisin... ce qu'il ferait lui-même.

Le péril parut si grand à certains officiers musulmans de l'état-major qu'ils prirent contact *avec* les réseaux F.L.N. de l'organisation Malik ! Cette fois, devant le développement de l'action terroriste de l'O.A.S., il était exclu que la population musulmane reste à l'écart d'un nouveau « coup de chien ». Elle devrait s'opposer par la violence aux putschistes qui seraient soutenus par toute la population européenne.

C'est le capitaine Ben Kheira, de l'état-major, qui prit contact avec Alilat Larbi par l'intermédiaire d'un certain Ali Pacha Rachid. Il expliqua à Alilat qu'il était temps de s'organiser « en force » pour s'opposer à un putsch éventuel.

« Et que pouvons-nous faire ? demanda Alilat.

— Il faudrait que vous nous fournissiez une liste de musulmans algérois ayant effectué leur service militaire dans l'armée française et donc familiarisés avec le maniement des armes. En cas de malheur nous serions prêts à les armer et à organiser un contre-putsch. Ce serait à vous de les mobiliser. »

Alilat fournit une liste de deux mille noms !

« Aucun d'eux n'a été prévenu, avertit le chef F.L.N., il sera bien temps de le faire si un putsch éclate. Sinon nous aurons des fuites. »

Il se garda bien de dire au capitaine Ben Kheira qu'un second réseau militaire fonctionnait avec l'appui du F.L.N. Celui-là était dirigé par le commandant Grine Ahmed qui fournissait à l'organisation Malik des cartes d'identité militaires destinées à

éviter les barrages de police. En cas de putsch, il suffirait à Alilat de réunir les deux réseaux pour se retrouver à la tête d'une force considérable. Les contacts entre le capitaine Ben Kheira et le F.L.N n'eurent pas de suite puisque le putsch prévu n'eut pas lieu. Par contre, le réseau du commandant Grine fut découvert par la Sécurité militaire. Le commandant fut arrêté, puis relâché. La fourniture de quelques cartes d'identité ne constituait plus un crime, à une époque où O.A.S. et F.L.N. faisaient quotidiennement couler le sang à Alger. Un commando Delta fut simplement « informé » du projet de contre-putsch du commandant. Quelques jours après avoir été remis en liberté, Grine Ahmed, commandant de l'armée française, était abattu à El-Biar par de « mystérieux » agresseurs...

Pour le 1^{er} novembre, « anniversaire » du déclenchement de la révolution, l'O.A.S. demanda à la population européenne de rester chez elle. Pour montrer sa puissance elle fit exploser dans la soirée du 31 octobre plus de soixante-dix plastics. Chiffre record jusque-là à Alger.

Quant à lui, le F.L.N., à son habitude, avait recommandé pour ce 1^{er} novembre « une grandiose manifestation de masse » au cours de laquelle la population musulmane devrait démontrer aux Européens son désir de cohabitation pacifique. Au cours de son appel au peuple algérien le nouveau président du G.P.R.A., Ben Khedda, s'était déclaré « prêt à reprendre les négociations sur des bases sérieuses », tandis que le vice-président, Krim Belkacem, tentait à Rabat de « rassurer » les Européens.

« Pour nous, avait dit le chef kabyle, indépendance signifie coopération, et coopération libre et fructueuse pour le bien et dans l'intérêt de nos peuples. Quant aux Français d'Algérie, nous leur disons que le passé est mort, et nous proclamons solennellement que la sécurité et les droits légitimes leur seront garantis dans l'Algérie indépendante. Le peuple algérien n'est ni raciste ni xénophobe, il se fera un honneur de le prouver. De toute façon nous souhaitons une paix rapide en Algérie. »

Chaque heure retardant la reprise des négociations affaiblissait le G.P.R.A. en butte aux critiques et aux sarcasmes de l'état-major général de l'A.L.N. dont le chef, le colonel Boumediene, n'entendait pas faire siennes les déclarations « intempestives » de Krim Belkacem !

La position extrême de l'O.A.S. et la politique de plus en plus

dure qu'elle entendait mener conduiront les Européens — par un de ces paradoxes dont l'Histoire abonde — à asseoir par ignorance le pouvoir de Boumediene et à rejeter dans l'ombre — parfois dans la mort — les hommes avec lesquels ils auraient pu vivre et s'entendre.

Quoi qu'il en soit, la journée « pour la cohabitation pacifique » se solda par une centaine de victimes musulmanes. Les heurts les plus sanglants se déroulèrent dans de petites cités du Constantinois et de l'Algérois où la population, encadrée par des membres de l'A.L.N., se heurta aux forces de l'ordre.

À Alger — comme sur tout le territoire — les manifestations étaient interdites par le délégué du gouvernement. Les habitants des grandes cités musulmanes se contentèrent d'agiter des drapeaux vert et blanc en scandant des slogans nationalistes.

À Constantine, où, le 5 juillet, la troupe, affolée, avait tiré sur les manifestants, on s'attendait à une nouvelle catastrophe. À la surprise générale le 1^{er} novembre s'y déroula sans incidents.

Il y avait une explication à ce « miracle ». Pour la première fois en Algérie, les autorités françaises et F.L.N. avaient pris contact et avaient *ensemble* décidé du programme de la journée !

On a vu à quel point le préfet musulman de Constantine, Mahdi Belhaddad, avait été traumatisé par les morts du 5 juillet. Il était décidé à tout tenter pour que de tels incidents ne se renouvellent pas. Il demanda à Jean Morin l'autorisation de rencontrer un responsable F.L.N. de Constantine et d'obtenir que les manifestations soient sévèrement contrôlées et canalisées par le service d'ordre du Front ! Le délégué du gouvernement, soucieux lui aussi de préserver des vies humaines, accorda l'autorisation à l'insu des autorités militaires.

C'est M. Carbonar, délégué du Secours protestant à Constantine, qui mit en contact le secrétaire général de la préfecture, M. Massendès — également protestant —, avec Si Bachir, ancien étudiant en médecine, responsable politico-militaire du F.L.N. de Constantine. Si Bachir accepta le principe d'une discussion avec le préfet.

Deux réunions se déroulèrent dans le plus grand secret au temple protestant dans l'appartement du pasteur, M. Mousseigt. Outre le pasteur et le délégué du Secours protestant, Si Bachir rencontra dans la dernière semaine d'octobre le préfet Belhaddad

et son secrétaire général, M. Massendès. Les deux hauts fonctionnaires et le représentant F.L.N. se saluèrent froidement. Pour la première fois, face à face, se retrouvaient les deux « autorités » qui gouvernaient la ville, l'une officiellement, l'autre clandestinement.

D'entrée, Si Bachir se montra d'une exigence extrême. Le Front encadrerait la population musulmane qui défilerait drapeaux en tête en plein centre de la ville. C'était inacceptable. La rencontre faillit tourner court. Mahdi Belhaddad ne pouvait recevoir de pareilles propositions. C'est le pasteur Mousseigt qui, prêchant à chacun la modération, réussit à rapprocher les deux musulmans.

« L'un et l'autre vous voulez éviter de faire couler le sang, dit-il. Vos raisons sont nobles. Il faut que chaque partie fasse des concessions. »

Si Bachir et Mahdi Belhaddad, plan de ville en main, étudièrent alors un itinéraire sur lequel pourrait se dérouler la manifestation musulmane.

« Je vais prendre un arrêté d'interdiction, expliqua le préfet, puisque le délégué du gouvernement a interdit toute manifestation, mais je ne mentionnerai pas dans la liste des rues interdites celles de l'itinéraire sur lequel nous nous sommes mis d'accord ! »

Si Bachir à son tour accepta de ne sortir ses drapeaux vert et blanc et de ne faire scander ses slogans que lorsque le cortège aurait dépassé la gare, c'est-à-dire après la partie la plus « épineuse » de l'itinéraire : celle bordant les quartiers européens.

« Je vous garantis que mon adjoint et moi-même, dit Si Bachir, marcherons en tête du cortège et que nos hommes veilleront à ce qu'il n'y ait pas d'incidents. De votre côté garantissez-nous que les militaires ne nous empêcheront pas de manifester selon nos accords.

— Je m'y engage », dit Belhaddad.

Le principe du défilé avec emblèmes et slogans était admis sur un circuit bien déterminé. On avait évité tous les points de friction. L'accord ménageait les susceptibilités de part et d'autre et satisfaisait tout le monde dans l'ensemble. Encore fallait-il faire accepter aux militaires de Constantine le principe même du

défilé !

Jean Morin, tenu au courant des tractations, décida de se rendre en personne à Constantine pour aider le préfet Belhaddad auquel il portait beaucoup d'estime. Si l'on arrivait à faire une Algérie indépendante liée à la France, c'était avec des hommes comme lui et, pourquoi pas, comme Si Bachir. Ces premiers contacts permettaient de se mieux connaître et de se comprendre. Morin vint donc « cautionner » son préfet auprès des militaires sans leur dévoiler les rencontres avec le F.L.N. qu'ils n'auraient pas admises.

La « conférence » ressembla à un dialogue de sourds mais Jean Morin, jouant de la discipline, obtint de l'armée que le dispositif de sécurité qu'elle mettrait en place, laissât aux musulmans la possibilité de manifester pacifiquement sur l'itinéraire prévu.

Le 1^{er} novembre, lorsque le cortège arriva au contact des officiers commandant les forces de l'ordre, ceux-ci, qui n'avaient pas « digéré » le principe de la manifestation, interdirent aux musulmans de sortir leurs emblèmes. Il fallut que le secrétaire général, M. Massendès, intervienne en personne pour que les « accords soient respectés.

Du côté musulman, le chef F.L.N. eut à compter aussi avec ses « extrémistes » qui traitèrent son adjoint d'agent provocateur messaliste et qui firent courir dans la foule le bruit que Si Bachir était un goumier ! Il eut toutes les peines du monde à se disculper, à se faire reconnaître et à éviter les accrochages entre ses militants et un élément de bérets rouges dont le colonel se montrait de plus en plus nerveux.

Au soir du 1^{er} novembre, quand les rapports qui parvenaient sur son bureau prouvèrent qu'à Constantine il n'y avait eu ni mort, ni blessé, ni même une échauffourée, Jean Morin se félicita d'avoir autorisé Belhaddad à rencontrer le chef F.L.N. de la ville. Mais que de difficultés et de complications pour obtenir ce résultat ! Et combien y avait-il en Algérie de Belhaddad et de Si Bachir prêts à se comprendre, à s'entendre, à vivre ensemble ?

La 403 noire déboucha du tunnel des facultés au milieu d'un flot de voitures. À l'heure de la sortie des bureaux, le centre d'Alger était une véritable fourmilière. Par centaines les employés des administrations et des entreprises du quartier Michelet prenaient d'assaut les arrêts de trolley pour regagner leur

domicile. Il faisait presque chaud, une des dernières belles journées de novembre. Bientôt le ciel d'Alger se couvrirait des nuages gris de l'hiver, les façades privées de l'éclatement du soleil prendraient une teinte jaune délavé, tristes comme un décor de théâtre sans le feu des projecteurs. La 403 ralentit et s'engagea dans la file de droite du boulevard Saint-Sens. La circulation dense, était pourtant assez fluide. La faible allure du véhicule provoqua l'impatience des voitures qui la suivaient.

« Klaxonne toujours, dit le chauffeur nonchalamment accoudé à la portière gauche.

— Garde la même allure », ajouta son passager, un jeune homme d'une vingtaine d'années.

Les deux individus qui occupaient la banquette arrière n'avaient rien dit. Le jeune homme tenait à la main une photo.

« C'est le type qu'on doit descendre ? interrogea l'un des hommes de l'arrière en se penchant par-dessus l'épaule de son compagnon.

— Non, on n'a pas la photo d'Adadi. C'est celle de notre indicateur. Il doit nous montrer le bonhomme à l'arrêt de l'autobus. C'est un sympathisant O.A.S. »

Le jeune homme, comme beaucoup de pieds-noirs, prononçait « Ouasse ».

« C'est pas la peine de s'y mettre à plusieurs, ajouta-t-il, couvrez-moi, simplement.

— Attention ! on arrive », prévint le chauffeur.

De la boîte à gants le jeune homme sortit un 22 long rifle muni d'un silencieux. Dans le chargeur, des balles FIOCCHI explosives. La voiture ralentit encore. Le jeune tueur sauta à terre. À l'arrêt du trolleybus il avait repéré l'indicateur — un employé de la S.N.C.F. — qui d'un bref mouvement du menton désigna un Arabe de petite taille debout au bord du trottoir. L'homme portait une serviette de cuir avachi et paraissait perdu dans ses pensées. Le jeune homme se glissa derrière lui. La 403 s'avança glaces baissées. Aux portières arrière apparaissaient des canons de mitrailleuse braqués vers la foule, qui eut un mouvement de recul. Dans le bruit de la circulation on n'entendit même pas le coup de feu assourdi par le silencieux. L'Arabe tomba à genoux. La balle, tirée à bout portant, lui avait fracassé la nuque. Le jeune homme

tira une nouvelle fois. Le coup de grâce. Le corps du musulman bascula sur le trottoir. Le jeune terroriste le contourna tranquillement et, le 22 long rifle encore à la main, prit place à bord de la 403, qui démarra et se perdit dans la circulation.

Adadi, chef de cellule messaliste, affilié au F.A.A.D. et prêt à jouer avec les Français d'Algérie contre le F.L.N., malgré trois années passées en camp d'internement, était mort. La foule s'écarta légèrement. Un employé qui attendait le trolley déplaça son journal et le posa sur le visage du musulman, puis reprit son attente. Ce n'était jamais qu'un mort de plus. Et les deltas qui venaient de tuer un Arabe en plein centre d'Alger au milieu de la passivité générale devaient avoir leurs raisons...

C'est aussi ce qu'avait pensé le jeune tueur lorsque ses chefs lui avaient confié sa mission. Il avait vu la fiche de signalement à en-tête O.R.O./Z.A.I/A. tapée à la machine. Il avait lu au bas de la fiche deux lignes de l'élégante écriture de Roger Degueudre.

« A B.A.O./O.R.O./Z. A.1.

« Pour O.P.S. ponctuelle. »

Deux lignes qui condamnaient à mort. O.P.S. ponctuelle ! « Opération ponctuelle ». Ç'avait un côté sérieux mais ça voulait dire deux balles dans la tête. Et il ne s'était pas dégonflé. D'ailleurs, aucun des membres du commando de Jean-Pierre ne se dégonflait.

Jean-Pierre, à vingt-cinq ans, était un des hommes de confiance de Degueudre. L'un des premiers aussi que le légionnaire ait recrutés. C'est André, un ancien officier de police d'Alger, qui les avait présentés. Jean-Pierre était prêt à tout pour que la France reste en Algérie.

« Alors, avait dit Degueudre, tu viens avec moi. Tu as deux possibilités. Ou tu abandonnes tout, et je te donne 55 000 F par mois, où tu travailles « à mi-temps », et tu prends une équipe. Si tu viens à plein temps, je te donne les trois meilleurs commandos. »

En juillet le jeune homme avait accepté le terrorisme à temps complet.

« J'ai près de cent types sur le turf, avait dit Degueudre, mais je n'arrive pas à les faire passer du plastic à la balle dans la tête. »

En août, le bilan O.A.S. avait été de 6 morts et 430 plastics, en septembre de 9 morts et 763 explosions, en octobre les chiffres étaient passés à 13 et 970, en novembre on en était à 28 morts, en décembre il y aura 98 cadavres à l'actif de l'O.A.S.

Jean-Pierre n'avait eu aucun mal à passer de la « strounga » à l'action ponctuelle. Il sortait de trois ans et demi d'assassinats en série. En 1957, étudiant en droit, il avait résilié son sursis. Il était l'un des trois garçons, sur les deux mille qui à l'époque s'égosillaient dans les manifestations européennes, à l'avoir fait. Aspirant, il avait commandé une harka. Et c'est sa harka que l'on avait choisie pour abattre les F.L.N. qui avaient été trop torturés ou qui étaient condamnés à la « corvée de bois ». On liquidait en série. Tout le monde trouvait cela normal. Le sous-préfet et le chef de S.A.S. savaient et ne disaient rien. Le capitaine — supérieur direct de Jean-Pierre — s'était moqué du jeune homme quand il avait eu du mal à exécuter son premier fell. Puis l'habitude était venue. Et il avait vu les atrocités commises par des bandes F.L.N. : jeunes femmes violées, puis égorgées et éventrées. Et la cruauté de la harka qui, toute une nuit, avait découpé vivant un égorgé de jeune fille.

« La loi du talion, disaient les harkis. On le découpe en lamelles. »

Et puis il avait vu Challe et même De Gaulle en visite au P.C. de la harka. Et le capitaine — après leur départ — avait bien souligné que les « patrons » voulaient du renseignement à tout prix. Et ç'avait continué. Pratiquement jusqu'en 1961. Alors il avait sa petite opinion sur les belles phrases et la politique du gouvernement ! La lutte à mort ne lui faisait pas peur. Quant au personnage de De Gaulle, il le haïssait depuis toujours. Ses parents pétainistes, ses opinions fascistes déclarées, son mépris total de la vie humaine que ses chefs militaires lui avaient inculqué avec l'hypocrite bénédiction de tous ceux qui ne voulaient pas se salir les mains mais exigeaient des résultats, rien ne l'empêchait d'être le parfait adjoint du lieutenant Degueudre. D'autant que les objectifs proposés par le légionnaire répondaient à ses options politiques : abattre le communiste européen, le F.L.N. ou le nationaliste du M.T.L.D. musulman, et tous les « libéraux » qui concevaient de s'entendre avec ces « chacals ».

« La démocratie chrétienne est l'ennemie de l'Occident », disait-il.

L'éliminer était dans la ligne de défense de l'Occident chrétien, slogan mille fois répété dans les années 1957 à 1959 par les militaires, de Bigeard à Gardes, même si ceux-ci n'étaient pas d'accord sur les moyens employés !

On avait usé de certaines « techniques » pour obtenir des résultats. Et les résultats avaient été payants. Tant lors de la « bataille d'Alger » que dans le bled. Mais à quel prix ! Pour un Bollardière démissionnant de l'armée, tentant par ce geste désespéré d'arrêter le terrible engrenage, combien de généraux et d'hommes politiques satisfaits ! Ç'avait commencé sous Guy Mollet et avec la bénédiction de son gouvernement « de gauche » et ç'avait continué sous la 5^e République. Pauvre Malraux qui, abusé, avait déclaré : « Sous le général De Gaulle, on ne torture plus en Algérie ! » Il ne l'avait pas dit deux fois !

Alors on avait vaincu le F.L.N. sur le terrain « avec ces moyens qui nous répugnent », comme disait Bigeard lors de la « bataille d'Alger », mais combien de jeunes gens étaient cassés, brisés, combien d'autres avaient perdu ce qui pouvait faire d'eux des hommes, des vrais ! Pas des tueurs ou des tortionnaires. Qu'ils ont été peu curieux, nos parents de métropole, qui ne se sont jamais demandé pourquoi leurs fils qui revenaient d'Algérie parlaient peu de leur guerre ! On les avait trompés, on les avait conduits à rallier la population musulmane par des promesses dont nulle ne serait tenue, on les avait broyés dans un système « psychologique » que des apprentis sorciers politiques et militaires maniaient avec une légèreté incroyable !

Roger Degueldre avait su jouer de ce sentiment qu'il partageait : « On nous a trompés, disait-il, on nous a fait tromper des gens. On leur a dit : on restera, et l'on veut aujourd'hui dégager ? Pas question. Nous, on reste. Par tous les Moyens. C'est la voie de l'honneur... et de la réussite. Puisque le F.L.N. est devenu un interlocuteur valable par le terrorisme nous le deviendrons par le même moyen, en éliminant nos ennemis ! »

Ce raisonnement lui servait de politique. Degueldre se moquait des thèses soutenues par les partis. Il n'en parlait jamais. Une fois Jean-Pierre lui avait expliqué ses théories fascistes et l'admiration qu'il portait au Mussolini de 1943-1944. Ça ne l'intéressait pas.

« Il n'était pas fasciste, dira plus tard Jean-Pierre, il avait plutôt l'esprit résistant. La lutte pure et dure. Œil pour œil. Il ne disait jamais : si on gagne... si on perd. Pourtant, parfois, il laissait

entendre que l'affaire se terminerait mal. Et il s'en fichait. »

L'efficacité avant tout. Degueldre avait recruté dans tous les milieux, des hommes de toute origine. En novembre ses commandos Delta comptaient plus de deux cents hommes placés sous les ordres de vingt-trois chefs de commando. Mais en réalité il ne pouvait réellement contrôler que les cinq ou six groupes les plus décidés.

Le 12 octobre Degueldre avait perdu son premier et plus fidèle lieutenant, chef du Delta 1, Bobby Dovecar. C'est un membre des commandos, Roger, dit Fines-Moustaches qui, arrêté par les gendarmes du colonel Debrosse, avait donné le P.C. des deltas. Degueldre se sentait si sûr de lui au cœur de cet Alger où chaque Européen était un allié sur lequel on pouvait compter qu'il avait loué trois appartements dans un bel immeuble du boulevard Marcel-Duclos au haut de la rue Michelet pour y installer son poste de commandement ! Deux des appartements étaient réservés aux légionnaires déserteurs et à la réserve d'armes. Sur des étagères, comme dans un arsenal, s'entassaient des munitions de tout calibre, des armes, des pains de plastic, des détonateurs, des pistolets, des mitraillettes et des F.M. Il n'y manquait que des armes lourdes, mitrailleuses et mortiers. Ce que regrettait vivement Jean-Jacques Susini pour lequel l'objectif principal restait de trouver cinquante mille armes pour en doter la population !

On était loin de l'« idéalisme » de Gardes qui disait qu'avec quelques pistolets et des pots de fleurs jetés des balcons sur les gendarmes, les Algérois imposeraient leur volonté ! Gardes n'était guère pris au sérieux par les durs qui — parodiant son pseudonyme Fleur — ne l'appelaient que Fleurette des champs !

C'est au P.C. du boulevard Marcel-Duclos que Degueldre, véritable aiguilleur de la mort, vérifiait les fiches opérationnelles et y apposait ses deux lignes terrifiantes :

« A B.A.O./O.R.O./Z. A.1.

« Pour O.P.S. ponctuelle. »

C'est là également qu'étaient classés les dossiers provenant des services de renseignements de l'O.A.S. Sur ces fiches, l'avis d'un informateur classé A.1., c'est-à-dire de toute confiance, suffisait à Degueldre. Sur quelques lignes tapées à la machine il décidait de la vie d'un homme.

Voici la fiche d'un « condamné » trouvée dans les archives O.A.S. :

« Bulletin de renseignements :

« Origine : Eve / Paulette (*c'est-à-dire le Dr Pérez*) Valeur :

« Cornu Georges, 3, chemin des Glycines, Alger.

« Se déplace toujours sur moto de marque Ariel A. Ch. immatriculée 659 BC 9 A. Communiste notoire et propagandiste acharné. Cet individu a été mis à la porte plusieurs fois à la suite de sa propagande en faveur du P.C.A. (*parti communiste algérien*). Se targue d'avoir énormément voyagé et de tout connaître, mais, en fait, n'a aucun métier dans les mains... Par contre, possède une langue qui, dans nos intérêts, aurait sacrément besoin d'être raccourcie ! »

Au bas de la fiche, de la main de Degueldre, le verdict :

« A B.A.O./O.R.O./Z. A.1.

« Pour O.P.S. ponctuelle. » La mort !

Autre fiche concernant un certain Marin, propriétaire du café Montplaisant :

« Communiste notoire. *Informateur a vu de ses propres yeux pavoiser lors de la chute de Dien Bien Phu*^[5]. Son café ainsi que le seul café maure qu'il y a un peu plus bas sur le même côté de la route sont les seuls lieux de rendez-vous (*sous-entendu F.L.N.*) du secteur. Maison de passe. »

Degueldre, certainement furieux de voir réapparaître un nom pour lequel il avait déjà pris une décision « catégorique », avait ajouté :

« Vous ai transmis il y a quelques jours l'adresse où se trouvaient cachés Marin et un autre comparse. » Puis il avait signé de la lettre grecque *delta*.

Marin avait échappé à la mort ! Pas pour longtemps, on devait retrouver son corps au mois de novembre.

C'est du P.C. du boulevard Marcel-Duclos qu'étaient partis les ordres d'assassinat du Dr Schembri, le maire socialiste de Fort-de-l'Eau, dont le seul crime était de vouloir vivre en bonne intelligence avec les musulmans... et d'être gaulliste. Ce qui suffisait à Susini pour écrire du Dr Schembri : « Un des

personnages les plus inquiétants et les plus méprisables de l'Algérie, un de ces vieux corrupteurs qui avaient cru fonder leur fortune politique sur le succès de la rébellion. »

Quant au commissaire Goldenberg, juif et P.S.U. de surcroît, l'O.A.S. en avait fait un agent anti-O.A.S., tortionnaire de « patriotes », alors qu'il était chef du service de la réglementation des étrangers et s'occupait du contrôle des boissons et des nomades ! On l'avait assassiné au volant de sa 2 CV dans le tunnel des facultés. Un commissaire P.S.U. participait forcément à la lutte contre l'O.A.S. !

Le 11 octobre, après l'arrestation de Roger, dit Fines-Moustaches, le P.C. du boulevard Marcel-Duclos était repéré, puis encerclé le 12 octobre. Dovecar et cinq de ses compagnons furent arrêtés, des armes et des archives saisies. Le légionnaire yougoslave se rendit sans combattre pour ne pas risquer, au cours de l'accrochage, de faire exploser les stocks de plastic et provoquer une catastrophe dans un quartier résidentiel.

Après ce coup dur, les membres de commandos Delta n'eurent plus qu'une idée : « Faire la peau à cet enclé de Fines-Moustaches. » C'est Degueldre qui lui sauva la vie en faisant passer le mot d'ordre suivant :

« Roger Giono est mon ami. Pensez à ce qu'il a dû endurer dans les geôles gaullistes. Je défends à quiconque de le toucher. »

Degueldre assumait sa légende de brute au grand cœur. En dehors de Salan — le grand patron —, le lieutenant légionnaire était sans conteste l'homme le plus populaire parmi les membres de l'O.A.S. À tel point que dans les cafés et bars comme l'Otomatic ou le Coq-Hardi — hauts lieux de l'activisme algérois — on racontait les « exploits » de Roger Degueldre comme ceux de Robin des Bois.

Un jeune médecin hâbleur que l'on appelait Toto se flattait même à l'Otomatic de « donner des conseils » au chef des Delta.

« Quand je vois Roger, disait-il avec son accent inimitable et suffisant, je lui dis : Ontontion, Rouger,, faudré moins décunner. »

Au pays de la *tchatche*, Toto était roi. On dit bientôt du médecin :

« Tu connais Toto ? Mais tu sais bien, l'adjoint de Degueldre... »

Ce n'était pas fait pour plaire au lieutenant qui, un jour, décida de « fermer cette grande gueule ». Lui qui prenait tant de précautions depuis la découverte du P.C. Marcel-Duclos et qui ne fréquentait aucun des bistrotts activistes d'Alger se rendit à l'Otomatic et s'assit devant le médecin qui pérorait.

« Il paraît que vous êtes un ami de Roger ? lui dit-il.

— Ah ! mon ami Roger. Justement je viens de le voir et je lui disais...

— Vous savez qui je suis ?

— Non... »

Le légionnaire sortit son revolver, le posa sur la table.

« Je suis Roger Degueudre. »

Et l'autre sans se démonter lui répondit :

« Je suis bien content de vous voir enfin. Je veux vous rencontrer depuis longtemps, c'est pourquoi j'ai raconté toutes ces histoires. Juste pour vous attirer. »

Devant ce « culot » doublé d'un beau sang-froid car la réputation de Delta Taisait frémir plus d'un Algérois, Degueudre éclata d'un rire homérique. Lui qui avait dit à ses commandos : « Je veux buter cet imbécile moi-même... », déclara que désormais Toto était son ami et qu'il ne fallait pas toucher à un cheveu de sa tête.

« Maintenant, dit-il, je veux que l'on me raconte « Ma vie » par Toto. »

Et un gars de son équipe fut chargé tous les deux ou trois jours de récolter les histoires de Toto sur Degueudre.

Il fallait ce divertissement pour faire oublier au lieutenant les soucis que lui donnaient ses commandos. Habitué à la discipline de la légion, il ne pouvait concevoir que les deltas n'obéissent pas au doigt et à l'œil. S'il avait réussi à les « faire passer de la strounga à l'opération ponctuelle » il n'était pas parvenu pour autant à leur faire admettre la rude discipline militaire ni à obtenir un compte rendu régulier de leurs activités.

Le dimanche 4 novembre 1961, de son nouveau P.C. du chemin Laperlier, il leur adressa une note comminatoire.

« Delta à tous.

1° Ayez tous un endroit sûr où vous déposerez votre C.R. (*compte rendu*) tous les lundis avant 12 heures. Cet endroit ne sera connu que de vous, de Roger et de Paulo.

(*Paulo était l'adjoint direct de Roger Degueldre. Après l'arrestation du lieutenant légionnaire c'est lui qui prendra la tête des deltas.*)

2° Afin de pouvoir utiliser pour action psychologique vos actions vous devez obligatoirement me remettre vos C.R.

3° *Une dernière fois, je vous demande de rester dans le cadre des actions commandées.*

4° Faites de plus en plus attention et restez bien tous cloisonnés.

5° N'écoutez pas les mots d'ordre lancés par qui que ce soit *sauf de moi-même.*

6° Dans vos C.R. mettez le motif de l'action entreprise si vous l'avez vous-même engagée.

7° Seuls la discipline, le *silence, le cloisonnement* peuvent permettre de tenir.

Signé : Delta. »

Demander le silence à des Méditerranéens au sang chaud lancés dans une telle aventure ! Il fallait être militaire de carrière — et légionnaire de surcroît — pour penser sérieusement l'obtenir.

Bobby Dovecar, puis le lieutenant Delhome, anciens des commandos de l'air sous les ordres du capitaine Souètre, avaient été arrêtés. Eux comprenaient la discipline militaire, mais les autres...

Les « grandes figures » des commandos Delta venaient de tous les milieux. Lâchés dans la nature avec armes, argent et droit de vie ou de mort — comme ils le pensaient — sur leur prochain, ils étaient peu disposés à se mettre au garde-à-vous, le petit doigt sur la couture du pantalon ! Seuls, investis d'une « mission », ils se sentaient des rois... Certains l'étaient. Comme Jésus de Bab-el-Oued, un chauffeur de taxi, petit, trapu, râblé, inquiétant. Il avait commencé par les plastiquages. Au cœur de Bab-el-Oued, protégé par la population des petits Blancs d'origine espagnole et maltaise, il régnait, décidait, tranchait avec une autorité

souveraine. Qui aurait osé s'attaquer à Jésus de Bab-el-Oued ! Au vu et au su de tout le monde, dans un bistrot de la Baseta, il débitait, de sa main droite au doigt coupé, des pains de plastic sur le comptoir et les confiait à « ses » hommes.

« Toi, tu es courageux, disait-il, tu auras trente secondes de mèche. Toi, tu as la trouille, je t'en mets une minute... »

Mais c'est dans l'« opération ponctuelle » que Jésus et sa troupe donnaient leur pleine mesure. Un mot du chef suffisait et la victime désignée tombait, une balle dans la tête. Quant aux musulmans, le centre de Bab-el-Oued leur était pratiquement interdit. Depuis les ratonnades de septembre à Oran et à Alger, provoquées par l'assassinat à Oran d'un coiffeur juif le jour de l'an israélite, un climat de racisme et de violence extrême régnait sur le quartier populaire, climat que Jésus entretenait à plaisir. Leurs crimes seront si nombreux que même les membres des autres commando Delta les leur reprocheront.

« Je ne les aimais pas, me dira plus tard Jean-Pierre, l'un des adjoints de Degueudre après l'arrestation de Dovecar, car ils ont tué leur meilleur copain, un petit Arabe avec qui, « avant », ils prenaient l'anisette. Ils l'ont descendu d'une balle dans le ventre et il les traita d'empafés et de coulos jusqu'à sa mort. Il n'avait pas tort. »

Roger Degueudre avait moins d'ennuis avec les autres commandos du secteur dirigés par Jo, trente-huit ans — ancien contre-terroriste de la « grande époque » d'Ortiz et de Kovacs — ouvrier aux tramways algériens, et par Gaby l'Argenté, vingt-huit ans, employé de transit, « le plus beau garçon de Bab-el-Oued » à qui des cheveux précocement blancs avaient fourni son surnom. Le secteur Orléans-Marine, qui comprenait Bab-el-Oued, Saint-Eugène et les quartiers limitrophes, comptait deux commandos supplémentaires commandés par Dédé la Pleureuse, ancien béret rouge, déserteur de quarante-cinq ans, et par Longs-Cheveux. À ces équipes spécialistes des opérations ponctuelles se joignaient des personnages étonnants et inquiétants qui tuaient tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. L'un de ceux qui auront les plus beaux « tableaux de chasse » sera un musulman : Jean dit Petite-Soupe. Ancien para du 3^e R.P.C. de Bigeard, il avait l'habitude de dire à son colonel, en opération :

« Vous voulez une p'tit'soup', mon colonel ? »

Le surnom lui était resté.

Le prénom catholique de ce personnage qui l'était si peu lui venait de son baptême à Paris où un grand avocat nationaliste parisien et la femme d'un officier supérieur polytechnicien l'avaient « tenu » sur les fonts baptismaux. Il finira au Congo ex-belge comme garde du corps du colonel Mobutu qui pourra ainsi compter sur une des plus fines détenteurs de son temps

Dans cette atmosphère trouble, faite de violence, de meurtres et de règlements de comptes, l'argent devait jouer son rôle. Bien qu'en général les sommes distribuées par Degueudre à ses deltas fussent honnêtement réparties, certains commandos ne pouvaient s'empêcher de « gonfler » leurs effectifs pour toucher la paie d'éléments fantômes. Ce petit jeu coûtera la vie à un couple de tueurs, Jo et Max, qui seront exécutés sur ordre de Degueudre pour avoir non seulement triché sur les effectifs, mais encore gardé la paie de leurs hommes ! Malgré les efforts des chefs, du colonel Gardes en particulier, aucune comptabilité sérieuse ne pourra jamais être tenue. La politique des hold-up inaugurée par Pérez sur le port d'Alger permettra très vite aux commandos de se servir eux-mêmes et de fournir à la tête de l'O.A.S. ce qu'ils voudront bien lui donner.

À tous les échelons, qu'il s'agisse des commandos de plastiqueurs, des tueurs ou des « intellectuels-penseurs » de la révolution, en passant par les simples agents de liaison ou les afficheurs occasionnels, la pagaille régnait. Elle tenait aux *chikayas* qui, à la tête de l'O.A.S., opposaient entre eux les chefs du mouvement.

Godard, véritable créateur de l'O.A.S., croyait à la possibilité d'un nouveau putsch et apportait tous ses soins à la constitution de réseaux militaires. Il espérait noyauter suffisamment l'armée pour — le jour venu — la faire basculer. Sans l'armée, pas de succès possible. En outre, ulcéré d'avoir été mis en retrait par Salan, il avait laissé le « commandement » du Grand Alger au colonel Vaudrey, « évadé » de France où il avait été condamné en septembre à dix ans de prison pour sa participation au complot parisien du putsch des généraux.

Entre Vaudrey et Salan, le général Gardy jouait les chefs d'état-major. Sa ligne politique était bien vague. Il souhaitait que l'O.A.S. organisât et armât la partie active de la population

d'Alger et des grands centres, puis, ayant rallié tous les musulmans attachés à la France, se lançât dans un combat qui lui permettrait « au moins » de prendre le pouvoir en Algérie. Traumatisé par la déroute de 1940; par l'abandon de l'Empire colonial, de l'Indochine et de ses populations chrétiennes, il voulait éviter le « déshonneur » de l'armée, conséquence à ses yeux inéluctable de la politique d'autodétermination de De Gaulle. Antigaulliste de toujours il estimait que le président de la République tournait le dos à ce qu'il considérait comme le seul avenir de la France : l'Alliance atlantique et l'unification de l'Europe à laquelle devaient se joindre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc dans un bloc eurafricain.

« Nous étions prêts à n'importe quoi pour empêcher que ne se renouvelle le drame indochinois, me dira-t-il dix ans plus tard. Moi-même et tous ceux qui ont viré à l'action ponctuelle, au meurtre, estimions que c'était la dernière occasion de la France pour se relever. »

Quant à Salan, depuis son retour à Alger, il avait mis les bouchées doubles. Conscient du coup que son « exil » dans la Mitidja avait porté à son prestige et inquiet de l'emprise que Godard avait sur l'organisation, il avait entrepris une série de manœuvres qui devaient faire de lui le chef incontesté de l'O.A.S. Susini qui savait ne pouvoir régner que par Salan interposé l'avait aidé considérablement. Chef de l'Action psychologique et de la Propagande, le jeune homme avait entrepris une véritable campagne de publicité pour « vendre » son général. Il avait parfaitement réussi. À coups d'affiches, d'émissions pirates, d'articles dithyrambiques dans les journaux clandestins *Les Centurions* et *L'Appel de la France*, il avait réussi à faire assimiler par l'opinion publique le nom de Salan à celui de l'O.A.S. En ce mois de novembre 1961, Salan était devenu le patron de l'O.A.S. Littéralement téléguidé par Susini, il avait entrepris d'en donner une image « rassurante » et d'obtenir en métropole l'alliance de tous les partis antigaullistes. Ainsi il apparaissait comme le seul « concurrent » sérieux du général De Gaulle. Pendant que les commandos Delta se livraient à leur sinistre besogne sous la conduite de son ami Degueldre, Susini écrivait sans relâche des lettres que Salan revoyait, signait et envoyait aux membres de l'appareil des partis d'opposition ainsi qu'aux autorités civiles, morales et religieuses de la métropole. Salan écrivit même au *Monde* !

« L'O.A.S. ne pouvait s'insérer dans la vie française que par une technique de Front populaire inversé », dira plus tard Susini dans son *Histoire de l'O.A.S.*

Donner confiance et cristalliser autour du nom de Salan toutes les oppositions au gaullisme était devenu le but principal de Susini « politique ». C'est lui qui insufflait jour après jour l'esprit révolutionnaire qui manquait à Salan. Mais il le faisait avec son habileté coutumière : sans trop choquer le vieux soldat qui avait quelques difficultés, à plus de soixante ans, à se mettre dans la peau d'un révolutionnaire prêt à renverser le système républicain qui lui avait tout donné.

En novembre, Salan pouvait se flatter d'avoir été entendu sinon compris et approuvé dans de nombreux milieux qui allaient de l'entourage de Guy Mollet à celui du patron des Républicains indépendants : Giscard d'Estaing. Et puis on parlait de lui à l'Assemblée : Jean-Marie Le Pen et Georges Bidault saluaient l'O.A.S. comme un mouvement légal soutenu par l'ensemble des pieds-noirs. François Valentin, membre du Comité de Vincennes, présenta même un amendement au budget militaire, prévoyant la réduction du service militaire à dix-huit mois et la mobilisation ou le rappel de classes pieds-noirs ! Le plan de Challe et de Jouhaud à l'heure du putsch ! Plan qui allait devenir dans le jargon de l'Assemblée « l'amendement Salan » car il ne tendait à rien de moins qu'à placer l'armée, où les Européens d'Algérie seraient en majorité, sous le contrôle de l'O.A.S.⁽⁶⁾ ! Toujours le vieil espoir de faire basculer l'armée.

Enfin, dernier succès pour Salan : la réunion du Comité de Vincennes auquel avaient souscrit dès ses débuts Jacques Soustelle, Robert Lacoste, André Morice, Georges Bidault et Bourgès-Maunoury, une belle brochette de bons politiciens bien rassurants et qui ne faisaient pas peur. Bien sûr, il y avait des « gueules » qui ne revenaient pas à tout le monde : Le Pen, Jean Dides, et puis aussi l'homme du 13 Mai, Léon Delbecque. Mais dans l'ensemble, le Comité de Vincennes pouvait paraître respectable à cette France que Salan voulait séduire.

En plein Paris, à la Mutualité, trois mille deux cents personnes — la fine fleur de l'activisme parisien — avaient applaudi le nom de Salan et celui de l'O.A.S., « seul pouvoir réel en Algérie », avait dit Léon Delbecque.

Bidault, ancien président du Conseil national de la Résistance

à l'heure où l'ennemi était le nazi, avait osé une comparaison avec un passé glorieux :

« L'armée de la nouvelle Résistance est formée, avait-il déclaré sur un ton grandiloquent. Il est impossible désormais de perdre l'Algérie qui n'est heureusement plus sans recours et sans espoir... Un coup d'État n'est pas à exclure... »

Quant à Jean Dides, ancien commissaire de police et député d'extrême droite, il avait terminé son intervention par ces mots : « Gloire au général Salan qui rendra à la France sa grandeur et sa liberté !... », assortis de quelques menaces à l'égard du président de la République qui lui valurent d'être arrêté le lendemain et interrogé à la suite de plaintes du ministère de l'Intérieur pour offenses au chef de l'État, provocation au meurtre et atteinte à la sûreté de l'État. Les députés Marçais, Bidault, Le Pen et Bernard Lafay furent également entendus par la police^[7].

Merveilleuse publicité pour Salan, dont les « innocents » admirateurs et défenseurs étaient poursuivis par une police au service d'un « prince-président » dictatorial ! Susini pouvait se frotter les mains. Il avait réussi à faire passer son général pour un martyr sacrifié sur l'autel du pouvoir gaulliste.

Ce succès du général Salan sur une mince frange de l'opinion publique métropolitaine sera le dernier obtenu par Susini « politique ». Susini « l'homme d'action » allait le faire oublier.

Conscient des difficultés que rencontrait son ami Degueudre avec ses commandos, inquiet de la rivalité de plus en plus vive qui opposait Delta au bouillant docteur Pérez, excédé par les querelles entre les diverses tendances Godard-Gardes-Gardy et autres idéalistes, il lui fallait établir le pouvoir de Salan.

« La couronne était posée, écrira-t-il, restait à trouver des vassaux fidèles et courageux qui veuillent la soutenir. »

Profitant de l'arrivée à Alger de trois capitaines en rupture de légion après le putsch — les capitaines Branca et Montagnon du 2^e R.E.P. et le capitaine Le Pivain du 3^e étranger — il les plaça à la tête de trois des cinq secteurs clefs d'Alger. Hussein-Dey passa sous la direction de Pierre Montagnon, Maison-Carrée sous celle de Philippe Le Pivain, Alger-Centre sous celle de Guy Branca. Ce dernier, pied-noir d'origine corse, était un ami de Susini. Le Pivain était lié à la famille de Michel Leroy — l'adjoint de Susini à la tête du Front nationaliste. Montagnon, lui, était le copain de

Branca. Tous pour un, un pour tous ! Susini avait ainsi la haute main sur ce qu'on appellera le « soviet des capitaines auquel viendra se joindre l'ancien sous-préfet Jacques Achard, patron du secteur Orléans-Marine. Il n'y avait pas une sympathie débordante entre Achard et Susini mais le général Salan aimait les « drôleries » du sous-préfet... il fallait bien l'accepter ! Degueldre, sur le conseil de Susini, put enfin déléguer une part de son autorité et détacher certains de ses commandos Delta auprès des chefs de secteur désormais responsables de l'action dans leurs quartiers. Degueldre contrôlerait ainsi plus étroitement ses commandos les plus sérieux et s'occuperait personnellement du « traitement » qu'il convenait d'appliquer à certaines affaires.

Triomphant, Jean-Jacques Susini apportait au général Salan la direction effective de l'O.A.S. Les contacts directs entre Salan-Susini-Degueldre et le « soviet des capitaines » « court-circuitaient » le groupe Godard-Gardes-Gardy-Vaudrey. Désormais Salan pouvait commander en prise directe. Il allait également assumer la responsabilité non moins directe des actes de terrorisme de l'organisation. C'en était fini de la rassurante « image de marque » qu'il s'était efforcé de présenter à la métropole !

Susini avait réalisé son plan. Conseiller politique, influant directement sur l'action des deltas à travers Degueldre, et sur celle des secteurs à travers le « soviet des capitaines », tenant en main l'Action psychologique et la Propagande, il était devenu dans l'ombre le véritable patron du mouvement clandestin. Il pouvait se montrer beau joueur et ramener à l'O.A.S. les troupes du Front nationaliste et son fer de lance : les commandos Z.

Avant de rejoindre les rangs de l'O.A.S. les commandos Z, dirigés par Leroy et Villars en l'absence de Sarradet blessé au cours d'un accrochage avec les forces de l'ordre, se payèrent le luxe d'enfreindre l'un des ordres formels des colonels : l'interdiction d'attaquer les gardes mobiles.

Les colonels — Godard en tête — avaient expliqué leur point de vue :

« On ne peut pas attaquer ces hommes qui portent un uniforme français. »

Susini et Degueldre avaient violemment réagi :

« Avec une pareille façon de voir, on arrivera à la

catastrophe. »

Degueldre, toujours respectueux de la hiérarchie, avait pourtant obéi. Mais les commandos Z, emmenés par Leroy et Villars, attaquèrent au mois de novembre 1961 une patrouille de half-tracks de la gendarmerie qui remontait la rue Michelet. Deux cocktails Molotov, une grenade incendiaire, quatre morts. Après quoi, Susini plaça ses hommes avec beaucoup d'ostentation sous la direction de Degueldre et du Dr Pérez, responsables de l'O.R.O. Il se posait ainsi en champion de l'unification de l'O.A.S. !

Après les balbutiements des débuts difficiles, le tonnerre allait éclater sur Alger. Un chef en place, des seconds dévoués, des troupes décidées, une population complice, l'organisation pouvait passer à l'attaque !

Depuis l'opération « Pino », la brigade du commissaire Grassien n'avait jamais réussi à infiltrer un nouvel informateur au sein de l'O.A.S. Toutes ses opérations se soldaient par des échecs. À Alger, dans les services qui étaient censés s'occuper de la lutte anti-O.A.S., c'était la « passoire ». La police algéroise faisait cause commune avec l'O.A.S. et nombre d'inspecteurs renseignaient l'organisation. C'est ainsi que le commissaire « loupa » de peu Degueldre dont il avait réussi à localiser la cache dans le centre d'Alger. Lorsqu'il arriva dans le studio qu'occupaient le lieutenant et sa maîtresse, il trouva le lit vide, encore chaud, et quelques archives. Grassien et ses hommes, étaient brûlés, archigrillés. Devant la détermination de l'O.A.S., le ministère de l'Intérieur les rappela à Paris avant qu'ils ne se fassent tuer les uns après les autres. Jusque-là, par miracle, aucun homme de la brigade anti-O.A.S. n'avait été touché.

Le 9 novembre Grassien réunit ses inspecteurs pour le pot de l'adieu dans un bistrot du boulevard Gallieni. Tandis qu'ils trinquaient pour fêter leur départ, sous l'œil peu amène de quelques consommateurs, une voiture freina brusquement devant le café, deux hommes, mitrailleuse à la main, s'encadrèrent dans la porte et tirèrent au jugé. Les policiers, instinctivement, plongèrent vers le sol tout en dégainant. Ils mirent en fuite les agresseurs mais René Joubert, adjoint de Grassien, était mort sur le coup. Une balle de MAT 49 l'avait atteint en pleine tête !

Quelques semaines auparavant, c'est le commandant Poste, un aviateur de la Sécurité militaire chargé de la lutte anti-O.A.S., qui

avait été abattu. Poste avait espéré remonter jusqu'à Susini grâce à un patron de bar, Dominique Fondacci, ancien para et membre du « milieu » algérois, dont une parente tenait le Chabanais, l'un des bordels les plus célèbres d'Alger. Il pensait qu'un ancien para corse serait en contact avec l'insaisissable Susini. Degueudre fut averti de la mission de l'officier aviateur par un sympathisant de l'O.A.S. qui entretenait d'« excellents » rapports avec une personne très proche du commandant. Un soir, sur l'oreiller, elle lui avait fait cette confidence :

« Poste, qui a plus ou moins marché avec Challe à l'époque du putsch, essaye de se dédouaner en jouant un rôle dans la lutte anti-O.A.S. Son P.C. est à la villa Sesini. »

Ce sympathisant à la « cause » avait alors alerté un de ses amis, Milou, et lui avait remis la photo du commandant Poste, qui était inconnu du commando Delta. Les renseignements étaient parvenus à Degueudre qui avait chargé le commando de Jo de l'« opération ponctuelle ».

Le commando assassina le commandant Poste, que lui désigna un certain L..., militant Jeune Nation du midi de la France, venu participer au « combat » pour l'Algérie française. L... avait été mis en rapport avec le commandant Poste par Fondacci. Mais celui-ci ignorait que L... travaillait aussi pour l'O.A.S. par l'intermédiaire de Claude Piegts — arrêté depuis pour le meurtre du commissaire Gavoury !

Degueudre — résolu à assainir le « milieu » algérois — décida alors de faire d'une pierre deux coups. Il ordonna à L... d'assassiner son ami Fondacci.

« Ainsi, tu nous montres que tu marches vraiment avec nous et non avec ces fripouilles de maq' et de trafiquants. De toute façon ou tu le flingues ou je te flingue. »

Fondacci, sans méfiance, fut abattu dans son lit quelques heures après le commandant Poste !

Désormais à Alger — que l'on soit civil ou militaire, officier ou gendarme, patron de bar ou maquereau — on savait ce qu'il en coûtait de s'opposer à l'O.A.S.

En cette fin de novembre 1961, la phrase de Léon Delbecque à ses amis du Comité de Vincennes n'était pas exagérée. C'était l'O.A.S. qui tenait Alger.

La nouvelle éclata comme une bombe à l'aube du 13 novembre. À Alger, Blida, Orléansville, Affreville, Miliana et Ténès, des inscriptions O.A.S. avaient été recouvertes du slogan M.P.C. = Paix ! Place du Gouvernement, square Bresson, rue d'Isly, rue Michelet, rue de Lyon, à El-Biar, aux quatre coins d'Alger des affiches jusque-là inconnues s'étaient, encore humides de colle, sur les murs des grandes artères. L'une, bleu et blanc, frappée d'une croix de Lorraine, proclamait : « Paix en Algérie par l'autodétermination. » Sur l'autre, vert et blanc, on pouvait lire : « Ni la valise ni le cercueil mais la coopération. » L'une et l'autre étaient signées M.P.C., Mouvement pour la Coopération !

Au P.C. de Deguedre on s'interrogea. Cette campagne d'affichage n'était pas l'œuvre de la Délégation du gouvernement. Terrée dans son Rocher-Noir, elle était bien incapable de la moindre réaction. Alors un mouvement libéral ? Deguedre avait envoyé un commando pour « éliminer » Yves Le Tac, représentant du M.P.C. (Mouvement pour la Communauté). La première fois l'ancien résistant avait découvert la charge de plastic placée sous sa voiture mais la seconde attaque, menée par derrière par un delta, avait réussi. Ou presque, car Le Tac, grièvement blessé, avait survécu. La baraka le protégera jusqu'au Val-de-Grâce à Paris où un commando O.A.S. essaiera en vain de t'assassiner sur son lit de convalescent !

Raybois était hors circuit. Le patron de l'Association pour le soutien au général De Gaulle ne s'était remis ni de son arrestation lors du putsch ni du vol de son fichier.

Restait Gaston Pernot, responsable à Oran du M.P.C., mais il n'y avait rien à craindre de son côté. Il avait été reconnu dans la rue et lynché par des pieds-noirs surexcités. Un bras disloqué, il avait été conduit dans une clinique favorable à l'O.A.S. Quarante-huit heures plus tard, une grenade avait été jetée par la fenêtre ouverte ! Par chance, le lit métallique et le matelas avaient amorti l'impact meurtrier. Gaston Pernot avait été de nouveau blessé et l'on parlait de l'amputer d'un bras lorsqu'on l'avait rapatrié sur ordre exprès de l'Élysée. Le Général connaissait cet homme de cinquante ans, ancien F.F.L., commandeur de la Légion d'honneur, célèbre pour avoir été l'un des rares évadés de Buchenwald. Il est certain que des actions aussi ignobles sur les hommes de cœur qui croyaient à la coopération avec les

musulmans influèrent sur l'attitude qu'affectera De Gaulle à l'égard des pieds-noirs lorsque, dans quelques semaines — après les discussions d'Évian —, il refusera de leur adresser le moindre mot pour leur expliquer les possibilités ouvertes par la négociation.

Qui donc avait pu diriger cette campagne anti-O.A.S. ? Qui se cachait derrière ce M.P.C. qui avait transformé son nom de Mouvement pour la Communauté en Mouvement pour la Coopération ?

Susini et Degueldre se souvinrent alors de Lucien Bitterlin, secrétaire du M.P.C. et responsable de la campagne d'affichage franco-musulmane lors du référendum de janvier 1961. Mais il avait quitté l'Algérie pour la métropole.

« Il ne serait pas revenu ? interrogea Degueldre.

— Non, on a les noms de tous les passagers qui débarquent à Maison-Blanche en provenance de France. Il n'est pas revenu. »

Susini ordonna une enquête sur laquelle il lança ses informateurs. En attendant son résultat, les membres de l'O.A.S.-Alger reçurent l'ordre de lacérer les affiches et d'effacer les slogans. Des Algérois matinaux n'avaient pas attendu ce conseil. Lire sur les murs de leur bonne ville des insanités comme autodétermination et coopération était au-dessus de leurs forces. À midi, il n'y avait plus une affiche intacte !

« Eh bien, monsieur Bitterlin, les résultats sont excellents. M. Morin est ravi. Il ne vous reste plus qu'à continuer ! »

Claude Vieillescazes, directeur du cabinet civil du délégué du gouvernement, semblait très enthousiaste. Et pourtant les relations entre Bitterlin, patron du M.P.C. en Algérie, et le cabinet de Morin avaient mal commencé.

À Paris, Jacques Dauer, fondateur du M.P.C., et Raymond Schmittlein, président du groupe U.N.R. à l'Assemblée, avaient eu une réunion avec Louis Joxe. Depuis la rencontre de Lugrin, en juillet, les négociations avec le G.P.R.A. étaient au point mort. Seules deux missions avancées, de Leusse-Chayet à Évian et Redat Malek-Ben Yahia en Suisse étaient restées sur place prêtes à renouer le contact sur ordre de leurs gouvernements respectifs. Les négociations devraient reprendre un jour ou l'autre et la situation créée par l'O.A.S. à Alger affaiblissait considérablement

la position française.

« L'inaction des militaires, signalait Morin, et la complicité de l'armée donnent l'impression que l'O.A.S. est maîtresse du terrain. »

Se servant de cet argument, Schmittlein était intervenu auprès de Joxe.

« Il nous faut un moyen d'action en Algérie, avait-il expliqué. Nous devons nous imposer à Alger. Il faut mener la lutte politique contre l'O.A.S. sinon, lors d'une nouvelle négociation, on arrivera en état d'infériorité. »

Avec Dauer, il avait proposé la création à Alger d'une force européenne qui — sur le plan civil — puisse dialoguer avec les musulmans et montrer aux Européens que leur avenir n'était pas avec les extrémistes. C'est dans cette optique que le Mouvement pour la Communauté s'était transformé en Mouvement pour la Coopération.

« Que quelqu'un aille à Alger, avait concédé Joxe. Morin le recevra. »

C'est ainsi que Lucien Bitterlin avait repris le chemin d'Alger. Après le lynchage de Gaston Pernot, l'attentat contre Le Tac et la mise hors circuit de Raybois, la tâche était difficile. Bitterlin avait pris contact avec André Goulay, un blanchisseur de L'Arba, au sud d'Alger. Goulay était un personnage hors du commun. Trente-quatre ans, grand, bâti en catcheur, le nez cassé, les épaules lourdes et « mobiles », le cheveu châtain coupé très court, il était l'un des rares Européens gaullistes d'Algérie et qui osaient le dire ! Ancien adjoint de Ponchardier au service d'ordre du R.P.F., ancien du bataillon français de Corée, ancien des « commandos noirs » du général de Bollardièrre et du colonel Barberot, il s'était fait démobiliser à L'Arba où se trouvait le P.C. des commandos et y avait ouvert une blanchisserie. Très vite, tout le monde avait su les opinions de l'ancien baroudeur qui n'avait pas l'habitude de mâcher ses mots. En outre, il arborait en permanence une croix de Lorraine au revers de son vêtement. Pourtant, personne ne s'était risqué à l'attaquer. Pas même l'O.A.S., qui s'était contentée de voler dans sa blanchisserie un stock d'uniformes que l'armée lui avait donnés à nettoyer. La « grande gueule » faisait peur.

C'est au R.P.F. que Bitterlin avait connu Goulay. Ils s'étaient retrouvés en Algérie et c'est chez lui que le jeune homme s'était

réfugié lors du putsch, après avoir réussi à fausser compagnie aux paras qui l'avaient arrêté, grâce à la complicité d'un commissaire de police pied-noir.

Les deux hommes étaient bien différents. Bitterlin, petit, assez frêle, intellectuel, parlant d'une voix douce et mesurée ; Goulay « une armoire », faubourien, « gueulant » avec ses tripes. Mais l'un et l'autre unis par un même amour de l'Algérie et par le désir de voir les Européens et les musulmans y vivre ensemble, à égalité.

« Il faut que nous montrions qu'il n'y a pas que l'O.A.S., avait expliqué Bitterlin. Il faut réunir tous ceux qui voient autre chose que l'optique activiste. »

Avec les miettes de l'ancien M.P.C. et les débris de l'Association pour le soutien au général De Gaulle, les deux hommes avaient réuni une petite troupe d'hommes décidés. Car il ne fallait se faire aucune illusion. Si le collage d'affiches et la propagande étaient difficiles à l'époque du référendum de janvier 1961, aujourd'hui on y risquait sa vie. Goulay avait recruté des pieds-noirs et des métropolitains installés en Algérie et décidés à s'entendre avec les musulmans : Jean Dubuquoy, chargé de louer des villas discrètes — car l'O.A.S. ne se laissait pas faire —, Guy Gits, M.P.C. d'Orléansville, Lavier, un boucher de la Casbah dont la femme travaillait au Service régional des fabrications d'armement en Afrique du Nord où la plupart des chefs et tout le personnel étaient favorables à l'O.A.S. et d'où partaient des caisses de pistolets qui allaient grossir les stocks de Degueldre, Frank, un Algérois, Gaston Badin, patron d'une auto-école rue Cavaignac, un gardien de la paix : Hortenzi, Pelletier, autre Algérois. À ce petit groupe s'étaient joints des musulmans de l'U.G.T.A.⁽⁸⁾ comme Hamerène, des élus comme le secrétaire général de la mairie de Rovigo : Antri Bouzarn, et un chauffeur de taxi de Guyotville, Moussaoui. Enfin le cheikh Zekiri avait amené une douzaine d'hommes. Chacun prêt à recruter plusieurs amis décidés à jouer la coopération entre Français et musulmans.

C'est alors que Bitterlin s'était présenté au délégué du gouvernement qui l'avait reçu entouré de Verger et de Vieillescazes. Joxe avait bien prévenu Jean Morin de la visite de « quelqu'un du M.P.C. », mais le délégué s'était révélé très sceptique. Il ne gardait pas un très bon souvenir du M.P.C. à l'époque du référendum. Ces « libéraux » ne lui paraissaient ni

très efficaces ni très représentatifs. Bitterlin s'était retrouvé dans le bureau du patron de l'Algérie « à vendre des aspirateurs ». Il avait pourtant expliqué son plan d'affichage et de propagande avec grande conviction.

« Si l'on montre qu'il existe un mouvement européen en Algérie qui poursuit d'autres buts que ceux de l'O.A.S., avait-il dit, beaucoup de gens viendront vers nous. »

Mais il fallait de l'argent, des hommes, des armes pour se défendre.

« Combien ? avait demandé Morin.

— Environ deux cents hommes avec des militants sûrs venant de métropole et à peu près trente millions. »

Morin n'était pas chaud. Toujours payer et pas de résultats !

« Nous avons "entretenu" le mouvement Rouland et le Mouvement national des élus locaux. Et il n'en est rien sorti ! »

Verger était venu à la rescousse. Après tout, sans moyens, le M.P.C. n'avait pas fait de si mauvais travail au référendum.

« On va faire un essai sur Alger, Orléansville et la région pendant un mois. On vous donne quinze millions. La Sécurité militaire vous fournira des laissez-passer pour vos hommes et des permis de port d'armes. De notre côté nous donnerons des ordres aux autorités militaires pour que vos hommes n'aient pas d'ennuis pendant le couvre-feu et que l'on ne leur demande rien sur l'origine de leurs armes. »

L'affaire prenait tournure. Bitterlin avait commandé ses affiches à Paris puis, après avoir rendu compte à Jacques Dauer de la suite qu'il comptait donner aux événements, il avait recruté dans la capitale quelques hommes de confiance qui puissent le seconder à Alger. Ces hommes avaient accepté de prendre un mois ou deux de vacances pour se lancer dans la lutte politique contre l'O.A.S. Il s'agissait de Mario Lobianco, cinquante ans, ancien des Brigades internationales, résistant, déporté à Buchenwald, responsable U.N.R., et de deux jeunes membres de la section U.N.R. de Champigny, Gérard Maugueret et Michel Dirand, tous deux anciens commandos parachutistes. Pierre Lecerf, un ami d'André Goulay, ancien de Corée et représentant de commerce gigantesque, « une allure de malfrat balaféré mais vêtu avec beaucoup de distinction », dira Bitterlin, s'était joint

« par amitié » au petit groupe. Amitié et goût de la bagarre.

À Alger, Verger avait tenu sa parole. La Sécurité militaire était prête à aider les hommes de Bitterlin. C'est le colonel André dit Laurent qui avait été chargé du M.P.C. Il avait fourni des pistolets italiens Astra, pris au F.L.N., ainsi que des ordres de mission et des permis de port d'arme signés du colonel Rivière, grand patron de la S.M. Très vite ces documents prouvant la corrélation directe entre les autorités et le M.P.C. avaient été remplacés par des ordres de mission signés lieutenant-colonel Martin, personnage mythique tout droit sorti de l'imagination de la S.M. Tout ce qui restait de vrai dans cette affaire étaient les pistolets un numéro de la Sécurité militaire — le 656-33-28 ou Mogador 68-33 — à appeler en cas de pépin, et deux soldats du contingent qui arrivèrent au P.C. de Bitterlin avec deux voitures, quatre mitraillettes, des pistolets automatiques, des munitions et quelques grenades ! Ces deux garçons dont l'un s'appelait « le Boulonnais » — on ne lui connaît pas d'autre nom — étaient en rapport direct avec Martial, adjoint du commandant Poste assassiné par l'O.A.S.

Jean Dubuquoy avait loué une villa, rue Fabre à El-Biar, villa appartenant à un activiste, André d'Andréa, expulsé d'Algérie après le putsch. Le M.P.C. ayant besoin d'une couverture pour se protéger de l'O.A.S., la villa devint le siège social d'une société de peinture. Un stock de deux cents kilos de peinture verte et quelques prospectus « bidons » répandus sur une table basse dans le hall de la villa suffirent à accréditer la fable.

Le 13 novembre, à 1 heure du matin, les différentes équipes — soit une centaine d'hommes disséminés dans la région d'Alger et d'Orléansville — avaient frappé les trois coups qui annonçaient le drame : « M.P.C. contre O.A.S. » Chaque équipe avait travaillé avec les autorités locales. À Blida, le colonel commandant le secteur — un lointain parent de M^{me} De Gaulle — avait mis sa voiture personnelle à la disposition du M.P.C. ainsi que les quelques volontaires du contingent en civil. Mais dans certaines agglomérations comme Aïn-Taya ou Cherchell, les sous-préfets n'avaient rien voulu savoir ! Dans l'ensemble, l'opération avait été un succès.

Morin, en visite à Orléansville, le surlendemain de l'opération, avait découvert une ville où enfin les murs n'étaient pas recouverts de slogans O.A.S. mais d'inscriptions pour la

coopération. Les élus locaux, dont le bachagha Boualem, s'étaient répandus en reproches. Pour eux, pas de problème, le M.P.C. c'était le gouvernement.

« Pourquoi faites-vous cela, monsieur le délégué ? avaient-ils demandé.

— Heureusement qu'il y a ces inscriptions, avait répondu Morin, dont l'œil pour une fois reflétait un amusement discret, sans quoi vous et moi n'aurions su que nous dire ! »

Les visages des élus s'étaient fermés.

L'offensive M.P.C. avait eu un grand retentissement. Les agences de presse A.F.P., U.P.I., les radios, la presse avaient reproduit les communiqués du M.P.C. et sa profession de foi demandant que se créent des comités locaux de coopération capables d'engager le dialogue, « seul capable de permettre aux Algériens des différentes communautés de vivre en bonne intelligence après avoir oublié haines et rancunes ».

« Le M.P.C., disait également le communiqué, s'adresse plus particulièrement aujourd'hui aux Algériens d'origine européenne afin qu'ils cessent de suivre ceux qui les conduisent vers le suicide collectif sur la terre natale. Manifestement, des individus aigris et ambitieux, plus soucieux de leur intérêt particulier que de la grandeur de la nation, exploitent ce sentiment respectable : le désir de rester français. »

Le délégué général Jean Morin était ravi. Bitterlin et sa poignée d'hommes avaient réussi là où les autorités avaient échoué.

Durant le mois de novembre la campagne d'affichage et de slogans continua. Les hommes du M.P.C. virent venir vers eux un nombre important de libéraux et de musulmans.

« C'est la première fois qu'on voit cela, disaient-ils, on se décide enfin à montrer qu'il n'y a pas que l'O.A.S. Mais attention ! les deltas doivent vous chercher. Nous on sait où sont certains chefs de l'O.A.S. On pourrait peut-être les faire coffrer. »

L'engrenage était en marche. André Goulay réunit quelques-uns des anciens de l'Association pour le soutien dont Jean, un gorille par la carrure, voyageur de commerce, Biard, instituteur bourguignon marié à une Kabyle. Bien d'autres encore. Chacun apportait non seulement sa bonne volonté au mouvement mais

aussi les renseignements qu'il pouvait glaner ici et là. Il y eut aussi des défections. C'est ainsi qu'un ancien de l'Association, Del Perrugia, habitant d'El-Biar, refusa de « reprendre du service » au sein du M.P.C. Lorsque Bitterlin et Goulay lui rendirent visite il n'eut qu'une idée : les voir partir le plus vite possible.

« Vous êtes fous, dit-il. Vous êtes repérés. L'O.A.S. sait ce que vous voulez faire. Vous ne vous rendez pas compte comment on vit ici. Des jeunes plastiquent au vu et au su de tout le monde et personne ne les dénonce. Ils vous ont certainement vus entrer ici. André est déjà condamné à mort par l'O.A.S. »

Goulay sourit et écarta sa veste, découvrant le 9 mm glissé dans sa ceinture.

« C'est ça, ironisa Del Perrugia, mais moi je ne veux pas finir ma vie si tôt. Dans un mois je file. Je vais en France. La vie n'est plus possible. »

Un deuxième incident, plus grave celui-là, donna à Bitterlin la preuve que l'O.A.S. était sur la piste des hommes du M.P.C. avec la complicité d'autorités militaires locales.

Jean Morin avait fait prévenir les préfectures et états-majors des villes où le M.P.C. était implanté pour leur demander de ne pas entraver le travail de ses membres et pour signaler que « compte tenu des événements ils étaient porteur d'armes ». Ordre était donné de ne pas les contrôler et de les aider dans la mesure du possible.

À réception des recommandations du délégué, le général commandant la zone d'Orléansville « pondit » la note suivante destinée à ses subordonnés de tous les secteurs de la zone Ouest algérois et aux gendarmeries.

« No 1756/Z.O.A./2/S.

Réf. : T.O. 1728/Z.O.A./2/S. Secret.

Suite instructions du corps d'armée d'Alger, un certain nombre d'individus possédant ordres de mission émanant ministre des Armées et Sécurité militaire et signés par le lieutenant-colonel Martin sont autorisés à circuler en armes de nuit et de jour.

Attitude à observer à leur égard :

1° Contrôler ordre de mission, identité des intéressés. Relever

modèle et numéro des armes et véhicules ;

2° Ne leur accorder aucune aide ;

3° Ignorer leurs activités si elles ne portent pas atteinte à l'ordre public ;

4° Rendre compte au général commandant la Z.A.O. C.R. immédiatement en cas d'incident. Fin. »

Les paragraphes 1 et 2 de la note venaient en contradiction totale avec les ordres émanant du cabinet de Morin. Quand le délégué du gouvernement parlait à Paris de complicité de l'armée il n'était pas loin de la vérité !

Deux Algériens du M.P.C. d'Orléansville furent ainsi contrôlés par un lieutenant qui releva leurs numéros de laissez-passer et leur confisqua leurs armes. L'un d'eux s'appelait Ould Larbi Noureddine.

Revenez les chercher demain », dit le lieutenant.

Les deux Algériens savaient que cette attitude était contraire aux ordres mais ils ne pouvaient protester. Le lendemain on leur remit leurs armes sans difficultés.

Le numéro suivant *d'Appel de la France*, journal clandestin de l'O.A.S. dirigé par Georges Ras et Jean-Jacques Susini, publia en pleine page les photocopies des ordres de mission ainsi que les numéros des armes contrôlées par l'autorité militaire d'Orléansville ! Les membres du M.P.C. y étaient traités de S.S. gaullistes !

La Sécurité militaire locale avait purement et simplement transmis ces renseignements à l'O.A.S. C'était condamner à mort les deux membres du Mouvement pour la Coopération sans se salir les mains !

Bitterlin n'avait toujours pas été repéré malgré plusieurs passages à Maison-Blanche. Il circulait sous le nom de Jacques Dulac, né le 15 juillet 1932 à Colombes et domicilié, 9, rue Séverine à La Redoute (Alger). Sa carte d'identité portait le n° L. J31476 et son autorisation de voyage le n° 63/P.P. Il s'était installé avec sa femme et André Goulay dans une villa isolée, entre La Redoute et le Golf, rue Séverine, une voie tranquille où il menait une vie en apparence des plus bourgeoises. À partir du 13 novembre, il multiplia les précautions car le M.P.C. ou plutôt

certaines des hommes qui en faisaient partie avaient décidé d'évoluer. De l'action psychologique et politique telle que Jacques Dauer la préconisait à Paris, Bitterlin, Goulay et leurs amis passèrent au renseignement, puis à l'action.

Dans un premier temps ils communiquèrent au colonel André et au colonel Rivière les renseignements que leur apportaient les membres du M.P.C. concernant l'O.A.S. Puis, un jour de novembre, le colonel André vint à la villa A, rue Fabre, où se réunissaient les membres de l'équipe de choc de Goulay. Il leur remit dix paquets de 500 grammes de plastique et fit pour ceux qui ne savaient pas s'en servir un bref cours sur la mèche d'allumage.

« C'est simple, leur dit-il, vous coupez avec une lame de rasoir, vous attendez que le cordon grésille et vous vous tirez ! »

Il donna alors une liste des cafés, bars et restaurants, repaires d'activistes déclarés : l'Otomatic, les Sept-Merveilles, le Cheval-Blanc et le Tantonville.

« Il faut que l'O.A.S. s'aperçoive qu'elle n'est plus maîtresse à Alger ! Et qu'on est capable d'employer les mêmes méthodes qu'elle ! »

Le soir même, cinq voitures : une 404 beige 373 KE 9A, une 403 verte 66 GT 92, une Simca Aronde 363 FA 9A, une Marly 188 FV 9A, et la vieille Mercedes d'André Goulay 962 CW 9A quittèrent la villa de la rue Fabre.

Entre 1 heure et 5 heures du matin les façades de l'Otomatic, du Tantonville et du Cheval-Blanc explosèrent. Aux Sept-Merveilles l'équipe de « contre-contre-terroristes » se heurta à des membres de l'O.A.S. qui ouvrirent le feu.

C'était la première fois que l'on s'attaquait à l'O.A.S. La nouvelle se répandit dans Alger, habilement dirigée par les membres du M.P.C.

« L'O.A.S. plastique ceux qui ne payent pas les cotisations qu'elle impose. Mais ça ne sert à rien de payer puisqu'on est aussi bien plastiqué par « les autres ». Même les hauts lieux de l'O.A.S. n'y échappent pas. »

Quarante-huit heures plus tard, c'étaient le Joinville, le Coq-Hardi et le Viaduc, rendez-vous des hommes de l'O.A.S., qui explosaient.

A Alger on commença à avoir peur. Les Européens, entendant une « strounga » n'étaient plus certains que ce soit un « môvais » qui paie ainsi son libéralisme ou son refus de cotiser à l'O.A.S. Musulmans et libéraux n'étaient plus seuls visés.

Goulay, Lecerf, Pelletier, Lavier, Franck, Hortenzi et Dubuquoy, tous Français d'Algérie, venaient d'expliquer à leur manière qu'ils entendaient rester — eux aussi — en Algérie et lutter contre l'O.A.S. avec les mêmes moyens. Ce petit groupe informa Bitterlin qu'il prenait le nom de réseau Talion. Œil pour œil, etc.

« Nous restons au M.P.C., expliquèrent ses membres, mais nous entendons aussi taper sur l'O.A.S. ».

À Paris, Jacques Dauer protesta. Il ne voulait pas que son mouvement politique se double d'une organisation contre-terroriste.

Bitterlin répliqua qu'« on ne pouvait faire autrement car dans une ambiance de guerre civile, faisant de l'affichage le revolver à la main et le cran de sûreté baissé, continuellement menacé de mort, on était bien obligé d'utiliser les mêmes armes que l'adversaire ». De son côté, Jean Morin, qui souhaitait que le M.P.C. s'implante sur toute l'Algérie et poursuive parallèlement sa mission de renseignement et — éventuellement — de contre-plastiquage, calma Dauer en lui faisant remarquer qu'au lendemain des attentats M.P.C. l'O.A.S. ne s'était pas manifestée.

L'accalmie devait être de courte durée. D'autant qu'André Goulay et Jean Lecerf avaient décidé de demander du renfort à Paris.

« Lucien, j'ai un copain à Paris. Un avocat : Pierre Lemarchand. Un ancien commando noir, gaulliste à tout crin. Une tête mais aussi un baroudeur. Il nous trouvera des gars. Il faut aussi que je joigne mon ancien patron au R.P.F., Ponchardier. Lui aussi saura nous récupérer des hommes. »

C'est ainsi que Lucien Bitterlin apprit que Goulay pouvait se procurer des renforts. Ils devenaient nécessaires. Et il ne fallait pas recruter de petites natures. Le péril se précisait. Déjà quelques membres du M.P.C. avaient flanché devant la multiplication des « actions ponctuelles » de l'O.A.S. Le 18 novembre le secrétaire général de la S.F.I.O. à Alger, William Lévy, avait été abattu d'une balle dans la tête. Après l'assassinat de Camille Blanc à

Évian et du docteur Schembri à Fort-de-l'Eau, tous deux maires socialistes, celui de William Lévy marquait la fin des espoirs de Salan de se « faire bien voir » de certains socialistes sur lesquels il fondait beaucoup d'espoirs en métropole. Le chef de l'O.A.S. avait interdit l'exécution de Lévy décidée par Degueldre en raison de son hostilité ouverte au mouvement clandestin. Mais il n'avait pas été écouté. Degueldre et ses deltas en avaient fait à leur guise. Salan aura beau protester dans une lettre à Guy Mollet, assurant que cet assassinat était l'œuvre d'un « groupe d'extrémistes », il portera désormais la responsabilité de tous les crimes de l'O.A.S. Cette exécution prouvait aussi que l'O.A.S. c'était d'abord et avant tout les deltas de Degueldre et de Pérez. C'est d'ailleurs la seule chose que retenait la population.

On sentait l'imminence d'une réaction violente de l'O.A.S. contre les membres du M.P.C. La menace planait. Déjà des musulmans de leur groupe avaient été abattus. Lors des deux derniers affichages, c'est un miracle qui avait permis à l'équipe de colleurs d'échapper aux éclats meurtriers de grenades lancées des balcons algérois. L'effet de surprise était passé. L'O.A.S. guettait les gaullistes.

Bitterlin avertit Jacques Dauer de la démarche de Goulay auprès de Lemarchand. Le patron du M.P.C. à Paris n'était pas « chaud ».

« Je veux rester politique, dit-il à son représentant à Alger. Si Lemarchand se met dans le coup, le mouvement risque de nous échapper. »

Rester strictement politique à Alger en exposant des opinions gaullistes de coopération avec les musulmans, c'était risquer la balle dans la tête ! Alors autant se battre...

Goulay et Bitterlin rencontrèrent donc Lemarchand et Ponchardier.

Pierre Lemarchand, député, avocat à Paris, résistant à dix-huit ans, membre des jeunesses du R.P.F., ancien commando de Bollardièrre, avait gardé de nombreux contacts avec des gerçons qui n'avaient pas froid aux yeux. Les réunir était pour lui un jeu d'enfant.

Quant à Dominique Ponchardier, son ami Roger Frey, ministre de l'Intérieur, lui avait déjà demandé de l'aider dans la lutte anti-O.A.S. !

Frère de l'amiral Pierre Ponchardier, Dominique était un gaillard de quarante-quatre ans dont la vie était un roman d'aventures. Chef de mission de première classe à la D.G.E.R.⁴⁹ pendant toute la durée de la guerre, ses exploits d'agent secret ne se comptaient plus. En 1947 il avait fait partie du conseil de direction du R.P.F. sans pour cela cesser de rencontrer ses copains des Services spéciaux revenus à la vie « civile ». Puis il s'était consacré au cinéma et à la littérature. La Série Noire s'enrichit alors d'un nouveau héros : le Gorille, et d'un nouvel auteur, Antoine Dominique, alias Dominique Ponchardier, qui utilisa ainsi nombre de ses souvenirs... Commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, l'agent secret devenait une vedette. En 1961, il s'était « remis en veilleuse » pour constituer discrètement un corps de police peu officiel.

Harcelé par Jean Morin qui lui réclamait des forces de police « sûres », le ministre de l'Intérieur avait décidé d'envoyer une mission de policiers professionnels : la « mission C » dont nous reparlerons, et un corps de volontaires que Ponchardier, tout en y étant peu favorable, était chargé de recruter.

C'est ainsi que le Gorille avait contacté l'Avocat.

Lorsque Bitterlin et Goulay rencontrèrent les deux hommes ils étaient prêts à étoffer le groupe initial du M.P.C. d'Algérie.

Le premier volontaire pour l'Algérie fut le « père Peysson », de son véritable nom Jean Dufour. Ancien Français libre, résistant, gaulliste, lui aussi ancien commando noir, adjudant d'intendance. Employé à la S.N.C.F. ce père tranquille quinquagénaire prodiguera ses conseils avec un pittoresque accent du Midi et s'occupera de l'intendance du groupe « action » anti-O.A.S. Car désormais il y avait de l'argent. On était loin des quinze millions « généreusement » accordés par Vieillescazes. De l'argent, des armes, du matériel et des salaires. Les volontaires voulaient bien risquer leur peau mais pas pour rien et pas sans assurance !

Le budget réclamé par Bitterlin fut fixé à trente-six millions quarante-quatre mille francs par mois. Le salaire mensuel des cadres à deux cent mille francs et celui des militants à quatre-vingt mille francs. Ils passeront très vite à trois cent mille et cent cinquante mille pour les hommes du recrutement Ponchardier-Lemarchand. En janvier, M^{me} Lemarchand souscrira même des

polices d'assurance temporaire sur la vie à la Compagnie d'assurances générales sur la vie, 87, rue Richelieu. Pour un capital de cinq millions. Cinq millions la peau d'un homme. Pas cher ! Les chefs vaudront le double.

Outre le père Peysson, Bitterlin rencontra Claude Veillard, dit Petit-Claude, 25 ans. « Un gosse de l'Assistance », petit, râblé, déluré, ancien para, tatoué sur le bras droit, un doigt coupé à la main droite, un peu voyant, trop bavard, et un chauffeur de poids lourds, Marcel Pisano, ancien du service d'ordre du R.P.F., qui avait quitté son emploi pour venir en Algérie. Amoureux des armes et de la guerre, il allait être comblé !

Enfin la dernière recrue — et non la moindre — de cette première équipe de « policiers parallèles » fut Jim Alcheik, dit Lassus, champion de karaté et directeur d'une école de judo. Il amenait avec lui huit judokas. Quatre Vietnamiens, dont Roger Bui-Thé, chauffeur-livreur père de quatre enfants, de Viorne et « Petit-Chapeau », et quatre pieds-noirs, juifs d'origine tunisienne ou algérienne comme Jim Alcheik, dont Joseph Touitou et Alain Belaïche.

Le 5 décembre les « renforts » arrivèrent à Alger. À Maison-Blanche ils rencontrèrent Lucien Bitterlin, André Goulay et Jean Dubuquoy, entourés de leurs gardes du corps. Tous armés jusqu'aux dents. Du vrai cinéma. L'ambiance était à la révolution. Chacun faisait peser sur son voisin un regard lourd de suspicion. Les murs de l'aéroport étaient recouverts d'inscriptions O.A.S.

« L'O.A.S. frappe qui elle veut, quand elle veut, où elle veut. »

En passant devant cette « profession de foi », les Vietnamiens eurent un petit sourire. Voilà un programme qui risquait de changer.

Jean Morin avait obtenu satisfaction. Les renforts de police réclamés sur tous les tons arrivaient enfin à Alger. Avec deux mois de retard. Pour les obtenir Morin avait dû se plaindre directement à l'Élysée.

« Mon général, avait-il dit, si je ne reçois pas une aide policière sérieuse, je ne peux plus assumer mes fonctions en Algérie. »

Il faut bien dire que, depuis le départ de l'équipe de Grassien, l'O.A.S. régnait sur Alger. Seules les actions du M.P.C. avaient

porté quelques coups à son prestige. Piqûres d'épingle en vérité, qui ne risquaient pas de démanteler l'O.A.S. De Gaulle s'était fâché. L'O.A.S. devenait un péril grave pour la nation. Il fallait réagir durement.

Sur ordre du Général, Roger Frey avait désigné l'homme qui à Alger serait chargé de la lutte anti-O.A.S. : le directeur de la police judiciaire, Michel Hacq, résistant, déporté, grand officier de la Légion d'honneur et médaillé de la Résistance.

Hacq arriva fin novembre à Alger avec carte blanche, sous le nom de « professeur » Hermelin. En dix jours, aidé de Jannin, directeur de la Sûreté nationale, et du nouveau préfet de police Vitalis Cros, il fit le point de la situation. Elle était « claire » et simple : la police algéroise et oranaise était toute à l'O.A.S. Les fuites étaient considérables et les renseignements nuls. L'adversaire connaissait tout des autorités, de leurs plans, de leurs projets, jusqu'à l'entourage des grands patrons. Avec une pareille police locale même renforcée d'éléments métropolitains, il n'y avait rien à espérer. Quant à l'armée...

« Il faut une mission spéciale de policiers professionnels métropolitains restant deux mois au maximum, conclut le « professeur ». Tous les deux mois ils seront relevés par un système de rotation. Seul l'encadrement composé de responsables sûrs de la P.J. restera sur place. Je dirigerai personnellement la mission. »

Michel Hacq fixa les effectifs nécessaires à une lutte efficace à deux cents inspecteurs triés sur le volet.

À Paris il expliqua son plan au ministre de l'Intérieur.

« Je vais installer mes hommes dans une véritable forteresse, sans contact avec l'extérieur. Personne ne les connaîtra. Ils n'opéreront qu'en commandos avec un support solide constitué de gardes mobiles. »

Hacq avait choisi les gendarmes mobiles car — on l'a vu — les C.R.S. n'étaient pas, tous sûrs. En outre, la gendarmerie était équipée d'armement lourd, de chars et de canons.

« Contre les bazookas de l'O.A.S., ce sera utile... »

C'était la guerre. La plus terrible. La guerre civile.

La direction de la gendarmerie, commandée en Algérie par le

général Cherasse, détacha auprès de Michel Hacq un petit état-major dirigé par le capitaine Lacoste, et quelques hommes décidés autorisés à travailler avec les policiers soit en uniforme, soit en civil.

« Mes hommes, expliqua encore le directeur de la Pi., n'interviendront que sur renseignement. »

À ce propos, Michel Hacq comptait beaucoup sur le M.P.C. À Alger, Morin lui avait présenté Lucien Bitterlin. Le policier avait très vite jugé le jeune homme : intelligent, rapide, rusé, courageux. Par contre, il n'avait pas apprécié la constitution d'une équipe « action » composée de « durs » qui risquaient d'échapper au chef du M.P.C. En outre, Hacq n'avait besoin de personne pour l'action. Cette équipe parallèle ne ferait que le gêner dans sa mission.

Pourtant il revint sur sa première impression lorsque Bitterlin lui annonça que son équipe avait fait deux prisonniers O.A.S. dont les renseignements pouvaient permettre un coup de filet fructueux.

L'histoire de cette arrestation était rocambolesque. Le 19 novembre deux jeunes gens sonnaient à la villa de la rue Fabre. Lecerf leur ouvrit.

« On voudrait parler à M. d'Andréa.

— Il n'habite plus là. »

Les deux garçons, gênés, ne savaient que dire.

« Que lui voulez-vous ? demanda Lecerf.

— Eh bien voilà, se lança le plus grand des deux, on voulait le prévenir que sa villa était branchée sur une table d'écoute de la Sécurité militaire. »

Lecerf fut ébahi car c'était la vérité. Le colonel André avait averti les membres du M.P.C. qu'il mettait le téléphone en écoute permanente pour intervenir en cas de difficulté. Que l'O.A.S. soit en possession de l'information en disait long sur la confiance que Rivière et André pouvaient avoir en leurs subordonnés.

Sans perdre son sang-froid, Lecerf remercia les deux jeunes O.A.S. et les fit entrer dans la villa où se trouvait le reste du réseau Talion, auquel s'étaient joints deux Arabes aux gueules patibulaires, le père et le fils Amar recrutés par le colonel André

et que les hommes du M.P.C. appelaient : les tueurs. À la vue des holsters portés sous l'aisselle par chacun des occupants de la villa, les deux gamins s'inquiétèrent. Lecerf eut un bon gros rire.

« Ne vous en faites pas, les enfants, si vous êtes de l'O.A.S. nous on vient de métropole pour vous aider. »

Après tout, cette équipe ressemblait comme deux gouttes d'eau à celle des deltas de Degueldre dont les jeunes gens connaissaient les membres. Alors ils bavardèrent. Habilement Lecerf leur « tira les vers du nez ». En trinquant à la santé de Salan et à la victoire de l'Algérie française ils racontèrent leur vie d'agents de renseignement. Ils donnèrent ainsi leurs boîtes aux lettres, le nom de leur chef, un certain Brutin, les lieux de rendez-vous de Jésus de Bab-el-Oued, le nom de ses deltas !

« La tâche de l'O.A.S.-Métropole dont nous faisons partie, dit Lecerf, va être facilitée grâce à vous. Merci, les gars. »

Lorsque les jeunes gens voulurent se retirer Lecerf leur dit que les ordres ne le permettaient pas. Il fallait attendre le patron.

« On peut téléphoner ? hasarda le plus jeune.

— Et puis quoi encore ? rugit Lecerf. C'est vous qui venez de nous prévenir que nous étions sur écoute de la SM.

— Ah ! oui, c'est vrai ! »

Il les garda jusqu'au petit matin. Le réveil fut brutal.

« Allez, dit Lecerf, la plaisanterie a assez duré. Nous ne sommes pas O.A.S., mais des agents gaullistes. »

Les deux gars s'effondrèrent. On ne pouvait ni les garder dans la villa ni les relâcher. Lecerf prévint la Sécurité militaire qui ne voulut pas se charger des deux « colis » ! Il fallut l'intervention de Martial, l'ancien adjoint du commandant Poste, et du colonel André pour que les deux membres de l'O.A.S. soient incarcérés !

Devant tant de réticences, Michel Hacq pensa qu'il était temps que ses hommes viennent remplacer ceux de la Sécurité militaire. Malgré le retard apporté à l'exploitation des renseignements l'opération fut payante. Brutin, le chef du réseau renseignement O.A.S., fut arrêté ainsi que quelques membres de son équipe. Si les hommes du M.C.P. fournissaient régulièrement d'aussi bons renseignements, les inspecteurs de Michel Hacq obtiendraient vite les résultats espérés. Leurs méthodes et leur détermination

seraient autres que celles de la Sécurité militaire. C'est ce que le directeur de la P.J. expliqua à Roger Frey.

« Comment appellerez-vous votre mission ? interrogea le ministre.

— « mission C », monsieur le ministre. C comme choc. »

Le 5 décembre tandis que les « parallèles » empruntaient la ligne normale, deux cents inspecteurs et commissaires de police arrivèrent à Alger à bord de deux *Caravelle* spéciales. Un formidable service d'ordre composé de gardes mobiles les attendait.

Le soir même, la « mission C » fut installée à l'école de police de Hussein-Dey transformée en fortin et gardée par les chars de la gendarmerie mobile. Tout y était prévu pour y vivre et y « travailler » en circuit fermé : hébergement, cuisines, salles d'interrogatoire, cellules...

Restait maintenant à trouver les têtes de l'O.A.S. Car tel était le but de la « mission C ».

« Messieurs, avait dit Michel Hacq au départ de Paris, le menu fretin ne m'intéresse pas, ce que je veux c'est Salan, Jouhaud, Degueldre et les principaux deltas. »

La longue chasse commençait. Elle allait durer cinq mois. Et serait fertile en rebondissements !

L'annonce de l'intensification de la lutte anti-O.A.S. avait transpiré à Paris. Les journalistes avaient appris la décision d'envoyer à Alger une brigade anti-O.A.S. Cela suffit à décider Lucien Bodard, l'un des meilleurs grands reporters français, à prendre l'avion pour Alger. Il fut servi par une chance extraordinaire. Dans la même *Caravelle*, assis au rang précédent, se trouvaient Jacques Dauer, patron du M.P.C. en France, Robert Abdesselam, député Algérie française, et Michel Hacq, directeur de la police judiciaire que le journaliste connaissait ! Le voyage fut fructueux. Les oreilles de Bodard ressemblaient à des radars. Sans se méfier de ce gros homme, au ventre rassurant, Jacques Dauer bavarda librement avec le député Abdesselam. Il lui raconta la campagne d'affichage du M.P.C. Après tout, cela était légal. Abdesselam, dont le cœur ne battait pas du côté du M.P.C., resta très réservé. Michel Hacq, lui, se cantonna à des banalités lorsque Bodard se présenta aux trois hommes. Mais dans le

cerveau du journaliste le, déclic avait joué : derrière le visage hermétique et les yeux plissés la machine intellectuelle travaillait à plein rendement. Rassemblant tous les renseignements qu'il avait sur la mission policière dont il avait entendu parler à Paris, sur les hommes du M.P.C. dont Dauer venait d'expliquer le rôle « officiel », les rapprochant des explosions anti-O.A.S. qui avaient eu lieu à Alger dans les semaines précédentes et découvrant la présence du patron de la P.J. métropolitaine à Alger, Bodard construisit l'un des plus beaux papiers de sa vie.

Sans certitudes, il approcha de la vérité comme personne ne l'avait fait jusque-là.

Le lendemain, *France-Soir* publiait la nouvelle de la guerre anti-O.A.S. que le gouvernement allait livrer à Alger en traquant les têtes du mouvement subversif grâce à un corps de police secrète.

« Cette police, écrivit Bodard, sera autonome et non assujettie à l'autorité normale. Elle agira en dehors de l'armée et de la police, et aura ses propres moyens d'action. Ultra-secrète, elle mettra à profit les renseignements qu'elle aura reçus. Nous allons assister à une guerre entre les réseaux O.A.S. et les anti-O.A.S. » Mélangeant de bonne foi les « parallèles » du groupe M.P.C. et les policiers de la « mission C », Bodard, reprenant l'appellation pittoresque inventée par Dominique Ponchardier dans ses « Gorilles », annonça la création en Algérie d'un corps de « barbouzes ». Le mot était lancé. Il allait faire florès.

Dans ce quartier chic et discret où, à deux pas de l'hôtel Saint-George — le Ritz d'Alger — se calfeutraient de merveilleuses villas enfouies dans la verdure, les fleurs, les gazons, où l'eau des piscines était toujours bleue, l'arrivée des barbouzes ne passa pas inaperçue. La propriétaire de la villa du chemin Beaurepaire louée à l'intention des hommes de Jim Alcheik présentés comme de paisibles « représentants de commerce » fut horrifiée de l'étrange activité qui y régnait. Lorsqu'elle aperçut les Viets se livrer à de fulgurantes démonstrations de karaté entrecoupées de cris inhumains et qu'elle se heurta à ces curieux pieds-noirs qui passaient leur temps à graisser leurs mitraillettes et ne se déplaçaient qu'avec un pistolet plaqué sous l'aisselle, elle refusa d'abriter plus longtemps « cette équipe de malfrats ». Elle rendit les dépôts de garantie et les avances sur loyer, et exigea que l'équipe déguerpiât au plus tôt.

Bitterlin dut ventiler ses hommes entre la villa A, où régnaient les « pépères » des barbouzes, Mario Lobianco et Gaston Dufour alias Peysson, et la villa B, la belle Dar-Likoulia, rue Faidherbe — une impasse donnant sur la rue du Dr-Lucien Raynaud. Il tenait à préserver sa retraite de la rue Séverine et celle de la rue des Pins à Hydra, où avec Jean Dubuquoy il recevait ses informateurs politiques. Ces deux villas devaient rester « respectables » !

La situation évoluait très vite. On était loin de l'ancienne action légale du M.P.C. Avec Jim Alcheik et ses hommes on allait passer au combat contre l'O.A.S. André Goulay était revenu de Paris avec le titre de responsable pour l'Algérie de la lutte anti-O.A.S., titre généreusement décerné par Ponchardier, et accompagné des félicitations de Roger Frey. Désormais, le M.P.C. n'avait plus rien à voir avec le mouvement créé par Dauer à Paris, sinon que Bitterlin en restait le responsable politique en Algérie. Sur le plan de l'action — confiée à Goulay et à Jim Alcheik — et sur celui de l'administration — contrôlée par le père Peysson — il dépendait entièrement de Paris et constituait ni plus ni moins qu'une milice locale et clandestine, œuvrant avec la bénédiction de tous. C'était désormais Lemarchand qui assurait la liaison entre Paris et l'équipe d'Alger, surveillée du coin de l'œil par Vieillescazes et Michel Hacq.

Sur le plan renseignement, Bitterlin avait trouvé une source de premier ordre en recrutant par l'intermédiaire de Jean Dubuquoy un lieutenant-colonel de réserve d'une cinquantaine d'années : Jacques Despinoy, que l'O.A.S. repérera sous le nom de colonel Foyer. Despinoy était fonctionnaire au Centre de formation de la jeunesse algérienne. Il apporta très vite — malgré quelques réticences des hommes du commando action à son égard — des renseignements sur la collusion entre certains dirigeants du C.F.J.A. et l'O.A.S., mais surtout de très nombreuses informations sur des membres de l'organisation repérés par les jeunes élèves musulmans du C.F.J.A. ou leurs parents.

De même, Bitterlin recueillit de très précieux renseignements auprès de membres des centres sociaux — créés jadis par Germaine Tillion —, outrés de la façon dont les hommes de l'O.A.S. se conduisaient à l'égard de la population musulmane en creusant jour après jour un fossé qui à l'heure de l'indépendance se révélerait comme infranchissable. Mais l'O.A.S. avait déjà des

soupons et l'un des membres des centres sociaux, Kadache, avait alerté ses amis de la villa Séverine. Bitterlin lui avait confié un ordre de mission et un pistolet Beretta provenant du stock fourni par le colonel Laurent, de la S.M. Dans trois mois, c'est contre le Château-Royal, P.C. des centres sociaux, que l'O.A.S. déclenchera son offensive, abattant six fonctionnaires innocents dont le grand écrivain Mouloud Feraoun, ami de Camus et de Roblès.

L'affolement de Kadache, l'incident de la villa Beau-repaire, le manque de discrétion des Viets inquiétaient Bitterlin qui avait en outre appris que les voisins de la villa Séverine avaient identifié sa demeure comme celle d'un agent de la D.S.T.

Avant même d'avoir commencé leur action contre l'O.A.S. les barbouzes étaient repérés !

Le 11 décembre, un lundi soir, Gérard Mauguere et Jim Alcheik qui attendaient à Maison-Blanche l'arrivée de trois Tunisiens venus en renfort « avant la bagarre », téléphonèrent de l'aéroport à la villa de la rue Séverine.

« On a eu la route coupée par des automobilistes, dit Jim, on est bloqués à l'aéroport. Les Tunisiens ne sont pas là. On ne peut sortir à deux sans se faire flinguer. »

Lecerf, Goulay et Michel Dirand à qui, faute d'armes, Bitterlin remit son pistolet, partirent à la rescousse et dégagèrent leurs amis sans que les commandos de l'O.A.S. engagent le combat. Mais l'étau se resserrait.

Informé de l'incident, le directeur de la P.J., Michel Hacq, qui avait pris le relais de la Sécurité militaire et était désormais le seul responsable officiel de la lutte anti-O.A.S. en Algérie, promit à Bitterlin vingt-cinq pistolets et dix mitraillettes pour compléter un armement déficient. S'il n'était pas favorable à l'action violente que voulaient mener les barbouzes il devait convenir que leurs renseignements n'étaient pas négligeables. Et à ce titre il se devait de leur donner au moins les moyens de se protéger. Il était déjà miraculeux que l'O.A.S. ne soit pas encore passée à l'attaque.

Depuis plusieurs jours une pluie fine tombait sur le jardin de la villa Séverine. Le ciel était uniformément gris et seuls les thuyas, les buis et les sapins gorgés d'eau apportaient une note verte dans la grisaille qui enveloppait Alger. Puis comme par miracle, ce mardi matin 12 décembre, le ciel s'était dégagé. Bleu, pur,

merveilleux. Un matin de printemps. Le sol encore humide exhalait une odeur enivrante sous la caresse du soleil. Bitterlin sortit le premier. Il était 9 h 20. Depuis l'incident de la veille, à Maison-Blanche, le jeune homme ouvrait l'œil. Jean Dubuquoy — qui une demi-heure auparavant était venu chercher Zohra, la femme de Bitterlin, pour l'emmener faire une course et la protéger — avait signalé la présence de quatre individus dans une voiture stationnée à quelques mètres de la villa.

« Ils ont des sales gueules, avait-il dit.

— Ah ! maintenant qu'on se sait repérés, avait répliqué Goulay de mauvaise humeur, on va voir des guetteurs O.A.S. partout. Hier à Maison-Blanche. Aujourd'hui rue Séverine. »

Il avait néanmoins armé son pistolet avant de le remettre dans son holster et de suivre Bitterlin. Les deux hommes aperçurent une voiture garée le long du trottoir opposé à la villa, à une cinquantaine de mètres. Rien ne bougeait. Ils avancèrent vers la Mercedes.

« Il faut que je fasse marche arrière jusqu'à la rue Mangin, dit Goulay en se glissant au volant. Hier au soir, j'étais tellement crevé que je ne l'ai pas fait. »

La rue Séverine était trop étroite pour permettre à la grosse Mercedes de faire demi-tour. Avec son mouchoir Bitterlin essuya la condensation qui s'était formée sur le pare-brise tandis que Goulay faisait chauffer le moteur.

« Allez... en route, dit-il. Elle chauffera en chemin. »

Il enclencha la marche arrière et recula doucement jusqu'à la rue Mangin, perpendiculaire. Au croisement, il passa au point mort pour repartir en marche avant. C'est alors qu'il découvrit, dans la rue Mangin, la deuxième 404. Dans son rétroviseur il vit que la première voiture, garée rue Séverine, s'était mise en marche et se dirigeait au pas vers la Mercedes. Il tenta de lancer le lourd moteur allemand, qui cala.

« On nous envoie des pierres », cria Bitterlin.

André Goulay bascula sur le côté. En un éclair il avait tiré son pistolet. D'une bourrade il poussa de ses quatre-vingts kilos Bitterlin contre la portière droite qui, sous le choc, s'ouvrit. Le jeune homme roula à terre. Ce n'est qu'à ce moment qu'il entendit le crépitement des mitraillettes. Les occupants des deux

404 prenaient la Mercedes en tir croisé. Bitterlin sentit un choc à l'omoplate suivi d'une légère brûlure. Il se plaqua sur le macadam rugueux. Du sang coulait de son visage. Haletant, il chercha instinctivement son pistolet. Il l'avait donné la veille au soir à Michel. Dirand ! Les rafales des mitraillettes cessèrent soudain. Bitterlin releva la tête. Une violente explosion le plaqua à nouveau sur le sol. Avant de s'enfuir, les agresseurs venaient de lancer une grenade défensive contre la Mercedes. Par bonheur, le jet était trop court. La grenade avait explosé sur la chaussée, criblant l'avant de la voiture d'éclats meurtriers. Silence. Puis des cris, des appels. En un instant, la Mercedes fut entourée de voisins. Un homme s'approcha du siège avant. Goulay ne bougeait pas. Il avait les yeux ouverts. L'homme débloqua la portière.

« Ça va ? » dit-il à mi-voix. Goulay braqua sur lui son 9 mm.

« Non, ne craignez rien. On va vous secourir. » Sur le trottoir on entourait Bitterlin.

« Quand tout cela va-t-il s'arrêter ? dit une femme. Pourquoi, mon Dieu, pourquoi tout cela ? »

Un homme en costume bleu se pencha sur le chef du M.P.C.

« Vous avez mal ?

— L'épaule... Mon copain ? Là dans la voiture. Comment va-t-il ? »

Avant qu'on ait pu lui répondre, la voix d'André Goulay parvint à Bitterlin :

« Ça va, p'tit. Ça va. Et toi ? Comment te sens-tu, p'tit ?

— Ça va. »

Puis le jeune homme entendit le colosse s'adresser rageusement à ceux qui l'entouraient :

« Nous sommes gaullistes. C'est pour ça que l'O.A.S. a voulu nous tuer. »

C'est malin, pensa Bitterlin, si les autres ne reviennent pas nous achever, c'est nos voisins qui vont s'en charger.

« Ne vous en faites pas, dit l'homme en bleu. Moi aussi je suis gaulliste... »

Goulay lui tendit son pistolet :

« Alors restez près de nous. Avec ça, ça ira.

— Moi, je ne suis pas gaulliste, dit un autre, mais je ne suis pas d'accord pour cela. N'ayez pas peur, on vous protège. »

Bitterlin lui fit signe.

« Prévenez nos amis. Téléphonez au 66.70.28. »

C'était le numéro de villa B, chemin Raynaud.

« J'y vais », dit le voisin.

Dans un tintamarre de sirènes et de klaxons une ambulance arriva et freina brutalement. Des pompiers dégagèrent Goulay qui, touché à un bras et au ventre, avait glissé sous le volant. Allongé sur un civière il retrouva Bitterlin que les voisins avaient étendu sur un deuxième brancard.

« J'ai fait prévenir la villa B », dit le jeune homme.

Goulay ne pouvait parler. Il souffrait atrocement. Transpercé de part en part à la hauteur du bassin et le bras gauche brisé, il parvint pourtant à sourire.

« À Mustapha, vite », dit le pompier-infirmier au chauffeur.

L'ambulance prit de la vitesse. La sirène perçait les tympans des blessés. Soudain après quelques minutes de route l'ambulance freina brusquement. La panique saisit Bitterlin.

« Ils viennent nous achever. »

La porte s'ouvrit. Bui-Thé bondit à l'intérieur, le pistolet à la main. Jim Alcheik et Jean Dubuquoy le suivaient.

« Vous en faites pas. Maintenant, on est là. On a pu rattraper l'ambulance. »

Épuisé par l'émotion, Bitterlin se laissa aller en arrière.

« Il faut pas aller à Mustapha, murmura-t-il, là-bas on se fera descendre. Ils sont tous O.A.S.

— Cause pas, dit Jim. J'y vais. »

Alcheik bondit vers le chauffeur, s'assit près de lui.

« Qu'est-ce que vous voulez ? dit le pompier, terrorisé par le pistolet du judoka.

— À Maillot. Tu entends ? À Maillot et pas à Mustapha. Tu as

compris ? »

Les barbouzes firent une entrée remarquée au service chirurgical de l'hôpital militaire. Bui-Thé et Jim Alcheik, le pistolet au poing, suivis de Michel Dirand et Jean Dubuquoy, mitrailleuse à l'épaule, escortèrent les deux blessés jusqu'à la salle de soins. Malgré l'opposition des infirmiers.

Les chirurgiens militaires décidèrent d'opérer immédiatement Goulay dont l'état semblait grave. Bitterlin avait été atteint d'une balle à l'omoplate. Encore avait-elle pénétré en sèton, n'entamant que la peau. Des éclats de verre lui avaient coupé le visage, provoquant une hémorragie spectaculaire. Rien de grave. Une heure plus tard, pansé et réconforté, il était sur pied.

Avant de quitter l'hôpital il se rendit avec Jim auprès de Goulay que les infirmiers préparaient pour l'opération. Le colosse gémissait. Il se reprit en voyant ses compagnons.

« Les salauds, dit-il, luttant contre la douleur. Les salauds. Ne leur faites pas de cadeaux.

— T'en fais pas, dit Jim. T'en fais pas. Ils vont nous payer tout ça. »

Michel Dirand et Bui-Thé restèrent à la porte de la salle d'opération. Arme à la main.

« Je vous ferai relever dans le courant de la journée, dit Bitterlin. En attendant, ne le quittez pas de »

Il ne tenait pas à ce que la mésaventure de Gaston Pernot à Oran se renouvelle à Alger. En ces heures de folie, une grenade était vite arrivée.

Dans l'après-midi, Bitterlin déménagea de la villa de la rue Séverine et s'installa dans la villa A, rue Fabre, louée par Jean Dubuquoy. Le soir même, Zohra Bitterlin et M^{me} Dubuquoy, accompagnées de la femme et des enfants d'André Goulay, prirent l'avion de Paris.

« Inutile de les mêler à tout cela, avait dit Bitterlin. Maintenant on ne va plus se faire de cadeaux. »

Le jeune homme était décidé à poursuivre la lutte. Ce n'était pas l'heure de s'embarasser de femmes et d'enfants. À 15 heures le délégué du gouvernement et M. Verger, son directeur de cabinet, l'avaient reçu à Rocher-Noir.

« Je suis heureux de vous voir sur pied, avait dit Morin.

— Vous continuez, j'espère ? avait ajouté Verger.

— Oui, nous continuons. Et nous allons leur faire payer cela au centuple. »

Vieillescazes avait remis les billets d'avion pour les familles et Michel Hacq avait ordonné à Renato Hernandez, chargé du contact avec le M.P.C. au sein de la « mission C », de « débloquer » un stock de mitraillettes. Les hostilités étaient ouvertes.

À 21 heures, ce mardi 12 décembre, Bitterlin réunit ses hommes à la villa B, chemin Raynaud, pour faire le point, Goulay avait bien supporté l'opération. Par miracle, aucun organe vital n'avait été touché, mais le « gorille » était sur le flanc pour au moins deux mois. En attendant qu'un transfert en métropole soit possible deux hommes armés resteraient en permanence à son chevet. C'est Jim Alcheik qui fut désigné pour le remplacer.

Bitterlin décomptait les armes remises par la « mission C » lorsque le guetteur vietnamien qui était en faction sur la terrasse signala qu'un individu rôdait autour de la maison et semblait noter les numéros des voitures qui stationnaient devant la villa.

« Amenez-le », ordonna Jim Alcheik.

Silencieux, deux Vietnamiens « kidnappèrent » l'homme en un tournemain. C'était un métropolitain habitant l'immeuble voisin et installé depuis des années en Algérie. Il portait un 6,35 à la ceinture et son permis de port d'arme signalait un 7,65. Il n'en fallut pas plus aux barbouzes traumatisés par l'attentat du matin pour le trouver suspect.

« Mais j'ai laissé mon 7,65 à mon bureau, au Telemly », protesta l'homme.

Un membre du M.P.C., arrivé de Paris, Gaston Quetel, l'interrogea, puis quitta la villa pour retrouver le fameux 7,65 dans le bureau du « suspect » au Telemly.

On nageait en pleine confusion. Le cheikh Zekiri venait de téléphoner pour signaler que l'équipe O.A.S. responsable de l'attentat du matin était composée de tueurs du commando Delta 14 de Jésus de Bab-el-Oued, accompagnés de pétroliers de la S.N. Repal. Heureusement pour lui, le suspect au 7,65 ne touchait ni de

près ni de loin à l'industrie pétrolière ! Mais son absence prolongée avait inquiété sa femme. L'ayant vu par la fenêtre entrer dans la villa Dar-Likoulia elle envoya un voisin aux nouvelles et ameuta toutes ses relations de l'immeuble. L'incident était inévitable. Le deuxième « visiteur » cria très fort, fit du scandale.

« Où est mon ami ? On l'a vu entrer, ici. Qui êtes-vous ? »

Un véritable attroupement s'était formé à la grille de la villa lorsque le colonel Laurent, alerté par Bitterlin, arriva à la villa, accompagné de deux inspecteurs.

« Relâchez le deuxième homme, conseilla-t-il. Et puis aussi le premier lorsque vous aurez vérifié l'existence de ce deuxième pistolet. »

L'agent de la Sécurité militaire, agacé par l'incident qui « grillait » une nouvelle planque des agents spéciaux, allait se retirer lorsque les Viets firent leur entrée en poussant sans ménagement deux hommes en bleus de chauffe et coiffés de képis de gardiens de la paix.

« On les a trouvés qui rôdaient par-derrrière », expliquèrent-ils.

Les deux hommes se répandirent en protestations. C'étaient deux pieds-noirs du service de déminage de la préfecture de police. Ils présentèrent leurs cartes de police.

« Si c'est pas une honte », commença l'un d'entre eux.

Le colonel Laurent vérifia leurs papiers et les fit relâcher sur l'heure.

« Il ne faut pas voir des suspects partout, conseilla-t-il à Bitterlin. Et puis tenez vos gars ! »

C'est alors que le téléphone sonna. C'était Gaston Quetel qui avait bien trouvé le 7,65 du premier suspect dans le bureau du Telemly mais était bloqué dans l'immeuble et n'osait ressortir.

« Y'a deux voitures bourrées de types qui bloquent la rue à chaque extrémité. Je ne peux plus bouger. »

Quetel était terrorisé. Il fallait le dégager. Les badauds rassemblés devant la villa Dar-Likoulia virent sortir dix hommes armés, dont quatre Vietnamiens, et des musulmans conduits par les deux colosses Lecerf et Pisano — 200 kilos de muscles — qui prirent place à bord de deux 404. Une demi-heure plus tard,

Quetel était de retour avec l'équipe de barbouzes. Il expliqua que les occupants des deux voitures du Telemly s'étaient remis mutuellement deux grosses serviettes et étaient repartis avant l'arrivée de l'équipe de Jim Alcheik. Fausse alerte ! On relâcha le suspect au 7,65 et le calme revint dans le chemin Raynaud où chacun avait regagné son logis.

Le mercredi 13 décembre l'O.A.S. publia un tract annonçant « la mort du sinistre Coulet, chef des barbouzes gaullistes, et de son garde du corps ! »

Les commandos Delta et les services de renseignements O.A.S., abusés par la consonance des noms, avaient confondu André Goulay avec François Coulet, l'ancien directeur des affaires politiques, bête noire des activistes à l'époque du putsch ! Par contre, tout Alger savait que les barbouzes comptaient dans leurs rangs de nombreux Vietnamiens et musulmans. Et que leur P.C. se trouvait dans une villa du chemin Raynaud... La chasse était ouverte.

Lorsque Bitterlin téléphona à Hernandez, son correspondant de la « mission C », pour lui fournir les informations du cheikh Zekiri sur leurs éventuels agresseurs, celui-ci lui conseilla de « remonter lui-même la piste ».

« Et puis tenez vos hommes, ajouta le policier, qu'ils n'aillent pas faire du scandale dans la rue... »

Quant au colonel Laurent, lui non plus ne pouvait rien.

« Bref, démerdez-vous tout seul », conclut Bitterlin en soupirant.

Cette affaire de barbouzes prenait des proportions inquiétantes. L'après-midi du 13 décembre Jim Alcheik fit deux nouveaux prisonniers. L'un, un musulman, guettait aux abords de la villa B. Le cheikh Zekiri après l'avoir « bousculé » lui fit avouer qu'il était payé par un cafetier de la rue Michelet pour surveiller la villa Dar-Likoulia. L'autre, un Européen arrêté aux abords de la villa A, rue Fabre, né voulut rien dire. Seulement, pour son malheur, Nasser, l'un des hommes de main du cheikh, le reconnut.

« C'est un activiste, dit-il, il travaille à la S.N. Repal. Il connaît certainement vos tueurs du 12 décembre. »

À nouveau alerté le colonel Laurent ordonna aux barbouzes de garder leurs prisonniers et de les faire parler.

« Il faut qu'ils en racontent le maximum et qu'ils signent leurs dépositions. »

Les Viets de Jim Alcheik ne se firent pas prier... Le lendemain Lecerf, Pisano et un musulman du cheikh Zekiri enlevaient deux autres pétroliers de la S.N. Repal et les confiaient aux « soins diligents » des Viets qui, par des « attouchements anatomiques » ne laissant aucune trace de torture, obtinrent des aveux complets. En fait, c'était du menu fretin. Ils n'avaient fait qu'imprimer des affiches O.A.S. avec le portrait de Salan sur le matériel de la Repal et avaient distribué des tracts.

Bitterlin se retrouvait avec trois sous-fifres de l'O.A.S. sur les bras. Mais trois sous-fifres appartenant à la puissante S.N. Repal ! Que les employés de la société se mettent en grève et le pétrole s'arrêterait de couler, ce qui ne ferait pas l'affaire du gouvernement. Ni Hernandez ni Laurent ne se souciaient de prendre en charge de pareils « colis ». Qu'en faire ? Jim Alcheik se résigna à libérer les trois hommes qui promirent de ne rien révéler de leur aventure. Et tinrent leur promesse.

Entre-temps, Lecerf, sa mitraillette « Gertrude » à la main, avait arrêté un certain Lopez, agent immobilier qui avait loué les villas à Dubuquoy et avait dit aux voisins de la rue Séverine que la villa était occupée par des inspecteurs de la D.S.T. La piste pouvait être intéressante. Mais Lecerf avec ses gros sabots était entré, l'arme à la main, dans une épicerie d'Hydra et, devant les clients sidérés, avait ordonné à un musulman de le conduire chez l'agent immobilier Lopez. Bien sûr, l'histoire de ce géant dans les mains duquel la mitraillette ressemblait à un jouet allait faire le tour d'Alger et atterrir au P.C. des commandos Delta accompagnée du numéro de sa voiture ! Lecerf n'avait pas pensé à cet aspect de son expédition solitaire. Ni au sort réservé au malheureux musulman qui le conduisit chez Lopez. L'O.A.S. l'abattit quelques jours plus tard. Quant à Lopez, un maçon dont il ne connaissait pas le nom lui avait dit que la villa était repérée par l'O.A.S...

« Alors j'ai cru que vous étiez de la D.S.T.... »

Encore un coup pour rien !

La deuxième attaque de l'O.A.S. contre les barbouzes eut lieu à la porte même de l'hôpital Maillot en plein Bab-el-Oued. L'avocat Lemarchand, de passage à Alger, Bitterlin, Jim Alcheik

et le père Peysson, accompagnés de leurs chauffeurs et gardes du corps, Michel Dirand, Gérard Maugueret, « Petit-Chapeau » et Nasser, avaient rendu visite à André Goulay qui se remettait difficilement du choc opératoire. Le « voyage » entre le Golf et Bab-el-Oued s'était bien passé. Dans les deux voitures chacun avait son pistolet à portée de la main, armé et cran de sûreté levé. Dans chaque voiture « un garde du corps tenait sa mitrailleuse sur les genoux, dissimulée sous un journal ou dans un imperméable plié. Chaque coffre à gants recelait sa provision de grenades. À l'hôpital, Bitterlin, Lemarchand et Peysson s'étaient rendus au chevet de Goulay, encore très faible. Jim réglait un problème de relève des gardes du corps lorsque la fusillade éclata. Les quatre hommes, l'arme à la main, se ruèrent vers la cour où Gérard, Michel, Nasser et « Petit-Chapeau » étaient restés en faction auprès des véhicules.

« C'est une 403 bleue, haleta Nasser. Je les ai vus, ils ont tiré sur nos voitures. »

Le garde du corps musulman faisait les cent pas devant la grille de l'hôpital lorsque la 403 de l'O.A.S. était arrivée. Il avait eu le temps de hurler pour prévenir ses copains. Tout le monde s'était jeté à plat ventre. Les rafales avaient atteint les deux voitures, hachant les pneus arrière, mais n'avaient blessé personne. Les membres du commando Delta étaient descendus de voiture pour poursuivre leur « ouvrage » mais les barbouzes avaient riposté. Le mal n'avait pas été grand. Pourtant tous les P.M. remis par les autorités s'étaient enrayés au premier coup de feu. Ils étaient montés à l'envers. C'était encore un compte à régler avec l'Ecole de police de Hussein-Dey qui ne semblait pas tenir les membres de cette police parallèle en grande estime ! « Petit-Chapeau », sans perdre son sang-froid, avait ajusté les deltas au pistolet automatique et ceux-ci avaient fui dès le premier coup de feu.

Lorsque Bitterlin arriva près de ses hommes, il y avait un attroupement devant la grille de l'hôpital.

« Dommage que les mitraillettes n'aient pas fonctionné, dit « Petit-Chapeau » dont les yeux en amande souriaient, on en aurait laissé quelques-uns au tapis. »

L'incident n'était pas terminé. La foule de Bab-el-Oued devenait houleuse.

« Al-gé-rie française... Salauds... C'est les barbouzes... Y'a des Viets... »

Les huit agents spéciaux se tenaient le dos tourné à l'hôpital, l'arme à la main, face à la foule. Jim Alcheik, le pistolet braqué, revenait d'une terrasse de bistrot proche, en poussant devant lui un jeune homme portant un collier à la Lagaillarde.

« Tiens, Michel, dis Jim. surveille-le-moi. Tu le reconnais ? »

Jim et Michel Dirand l'avaient déjà repéré la veille, s'intéressant de près aux déplacements des barbouzes.

« On le remettra à la « mission C », dit Bitterlin. L'affaire se termina non sans incident avec le colonel directeur de l'hôpital Maillot, qui voulait à toute force chasser ces intrus, et avec le commissaire de police de Bab-el-Oued, qui voulait en savoir plus sur ces civils armés et combatifs. L'altercation avec les deux hommes tournait à l'aigre lorsque deux voitures conduites par Bui-Thé et Djefri, alertés par téléphone, firent leur entrée. L'apparition de nouveaux barbouzes viet et musulman déchaîna la foule. « Assassins... Salauds... » Bui-Thé, enragé, arma sa mitraillette et en menaça les premiers rangs des manifestants pieds-noirs. Il fallut l'arrivée de renforts de l'Ecole de police de Hussein-Dey, accompagnés de C.R.S., pour mettre fin à l'incident qui s'envenimait.

Avant de quitter l'hôpital Maillot, le commissaire de Bab-el-Oued vint s'excuser auprès de Bitterlin, qui s'était présenté sous le nom de Dulac :

« Très heureux, Dulac. Tu comprend, moi je veux éviter les emmerdements. Dans deux mois je serai à Paris. Alors je veux essayer de terminer mon séjour ici dans le calme. »

Il broya la main de « Dulac ».

« Dis donc, tes gorilles, ils en veulent. Faudrait pas leur dire deux fois de taper dans le tas. »

Gorilles ! Bui-Thé et « Petit-Chapeau », dont les yeux n'étaient plus que de minces fentes et qui tenaient encore leurs mitraillettes braquées sur la foule, mesuraient chacun 1,50 m et pesaient quarante-cinq kilos ! Mais le commissaire ne s'était pas trompé. Ils en voulaient !

C'est par Smail Madani, un musulman travaillant à l'O.R.T.F.

boulevard Bru, que le groupe F.L.N. d'Alger établit un contact avec les barbouzes.

Alilat Larbi chargea Charikhi Abdelhamid de sonder ces curieux policiers parallèles sur leurs intentions. Qu'ils tapent sur l'O.A.S. était plutôt une bonne nouvelle mais qui disait qu'une fois l'O.A.S. abattue ils ne se retourneraient pas contre le F.L.N. ? Bitterlin les rassura sur ce point. Il expliqua la politique de coopération dans l'indépendance, idée maîtresse du M.P.C. Alilat qui déjà avait eu un contact avec Le Tac, avant l'attentat qui devait l'éliminer de la scène algéroise, accepta de rencontrer les barbouzes.

Dans un premier temps il réclama des armes à Bitterlin.

« Avec ces armes, on pourra descendre les types de l'O.A.S. que vous nous désignerez. »

Le chef des barbouzes n'entendait pas donner d'armes à n'importe qui. Il avait trop de mal à s'en procurer pour ses hommes. Mais il acceptait que des militants musulmans gagnent les rangs du M.P.C. et surtout apportent des renseignements sur l'O.A.S.

Les contacts avec le F.L.N. n'allèrent pas plus loin. Bitterlin et Alilat se méfiaient. L'un ne voulait pas donner d'armes, l'autre ne souhaitait pas fournir des militants. Pourtant, pour ne pas rompre les ponts, Alilat procura, par l'intermédiaire de Smaïl Madani, une liste de deux pages dactylographiées concernant des membres de l'O.A.S. Noms, âges, adresses.

« A vous de vous en servir », dit-il à Smaïl.

C'est ainsi que le patron de la P.J., Michel Hacq, reçut sa première liste importante de suspects O.A.S. D'autres renseignements devaient suivre. La plupart provenaient du « colonel » Foyer, *alias* Despinoy. Celui-ci, grâce à ses informateurs du C.F.J.A., apprit successivement l'adresse d'une villa d'El-Biar où devait se cacher Gardes, Godard ou Gardy, le nom d'un électricien travaillant pour l'O.A.S. à Rocher-Noir et qui préparait une opération plastiquage contre le siège de la Délégation du gouvernement, ainsi que l'emplacement de stocks d'armes de l'O.A.S. comme celui qui fut découvert dans les caves de la B.N.C.I. rue Dumont-Durville. En outre, un jeune O.A.S. de dix-neuf ans, kidnappé par Gits et son équipe M.P.C. d'Orléarlsville, révéla le nom de ses chefs et l'organigramme

complet d'Alger et de la Mitidja. Hacq sauva la vie au jeune homme en le faisant rapatrier en France et en le noyant dans la masse de ceux qui effectuaient leur service militaire en Allemagne. C'est Bitterlin qui paya son passage sur le budget du M.P.C. !

Le chef de la « mission C » devait convenir de l'efficacité des barbouzes dans la recherche du renseignement. Par contre, leur discrétion laissait à désirer. En moins d'une semaine ils avaient « cassé » six voitures, ils s'étaient accrochés à la population européenne tant à l'hôpital Maillot qu'à deux autres reprises dans la rue où leurs « gorilles », dont Lecerf, avaient menacé les passants pour se dégager après un accident. Leurs voitures avaient été incendiées par les pieds-noirs déchaînés. Quant à l'O.A.S., elle n'avait pas de mots pour flétrir l'action des « S.S. gaullistes ». Susini, très habilement, avait déclenché une campagne de bouche à oreille sur les sévices que les Viets faisaient subir à leurs prisonniers. Alger souffrait d'une nouvelle fièvre maligne, la « barbouzite ». Elle avait saisi les Européens qui — victimes de la psychose de l'espion — se livraient à une véritable « chasse au Viet ». Un malheureux maroquinier d'origine chinoise, installé depuis vingt-cinq ans à Bab-el-Oued, fut plastiqué à plus de dix reprises ! Quant aux journalistes japonais, en reportage à Alger, ils n'osèrent plus sortir qu'avec des macarons indiquant en grosses lettres leur nationalité et le nom de leur journal !

L'honnêteté commande de dire qu'à la Délégation du gouvernement tous les responsables de la lutte anti-O.A.S., après un bref agacement, ne furent pas mécontents de cette publicité. En attirant l'attention sur leur action par des maladroites successives et répétées, les barbouzes constituaient un extraordinaire paravent à l'abri duquel la « mission C » et les gendarmes du capitaine Lacoste allaient pouvoir travailler dans une relative tranquillité. En fait, aux yeux des autorités qui d'ailleurs niaient leur existence avec une belle obstination, les barbouzes jouaient le rôle de « chèvres ». En fixant l'adversaire ils laissaient le champ libre aux policiers de métier !

« Qu'ils fassent du renseignement ou de l'action ponctuelle, dit même cyniquement l'un des chefs de la lutte anti-O.A.S. Mais qu'ils ne se mêlent pas de faire de prisonniers. »

Car à Rocher-Noir, si l'on jouait la légalité, on n'était pas fâché

de voir quelques « durs » lutter contre l'O.A.S. en employant les mêmes moyens !

Le 29 décembre Lucien Bitterlin reçut l'ordre de suspendre les activités politique du M.P.C. Jacques Dauer ne voulait pas que les Viets et Lemarchand « entachent » par leurs méthodes la « pureté » politique de son mouvement. Bitterlin refusa.

« Arrêter le M.P.C. en Algérie, répondit-il, ce serait condamner tous les responsables résidant en Algérie. En outre ce serait très grave vis-à-vis des musulmans aux yeux desquels nous commençons à représenter un élément valable dangereux pour l'O.A.S. »

Bitterlin était favorable à un rapatriement des Viets les plus turbulents et voyants, mais il ne voulait pas abandonner le combat. D'autant que le M.P.C. avait politiquement pris de l'importance auprès des syndicalistes et des libéraux. De fructueux contacts avaient été noués avec Force ouvrière dont le délégué, M. Glaise, avait présenté deux militants prêts à coopérer : un militaire du contingent travaillant à Maison-Blanche et un instituteur d'Aïn-Taya : Marcel Hongrois.

Ce dernier, en quelques jours, avait fait un travail considérable d'affichage à Aïn-Taya réputée jusque-là comme fief activiste. Il avait également été contacté par de jeunes appelés de l'O.C.C. (Organisation clandestine du contingent), créée au lendemain du putsch parmi les jeunes gens effectuant leur service militaire et que l'O.A.S. avait baptisée Organisation communiste du contingent, et par des représentants de la wilaya 4 désireux de savoir — tout comme Alilat à Alger — où voulait en arriver le M.P.C. C'était une nouvelle source de renseignements qu'il ne fallait pas négliger.

Hongrois, aidé, par l'équipe de Jim Alcheik, passa à l'attaque dans la nuit du 30 au 31 décembre 1961 en plastiquant les domiciles des principaux représentants de l'O.A.S. à Aïn-Taya. Devant les corps de ses amis libéraux et musulmans abattus par l'O.A.S., il n'avait pu se contenter de l'action purement politique...

À Rocher-Noir, personne ne protesta contre cette nouvelle série d'explosions. Ce 31 décembre, l'O.A.S., qui avait décidé une « trêve de Dieu » pour la nouvelle année, venait de battre son record de meurtres. Quatre-vingt-dix exécutions pour le dernier

mois de l'année dont celle du commandant Rançon de la Sécurité militaire d'Oran et d'un malheureux quartier-maître tué lors de l'explosion de la *Laïta*, un L.S.T. (*Landing Ship Transport*) de la marine nationale équipé de relais destinés à remplacer les émetteurs algérois « défaillants » en cas d'émissions pirates.

Alger devenait Chicago. Et les *G. Men* ne se montraient guère efficaces. Lorsque Michel Hacq lui remit une liste de tueurs et un recueil de photos d'activistes recherchés, Bitterlin fut plus décidé que jamais à continuer son œuvre. D'ailleurs, le patron de la « mission C » et le délégué général Jean Morin ne lui avaient-ils pas dit

« Votre service de renseignements est le plus efficace. C'est le seul qui alimente les brigades anti-O.A.S. »

Et les plastics du M.P.C. avaient considérablement ralenti ceux de l'O.A.S. !

À la villa B, rue Faidherbe, au coin du chemin Raynaud, le réveillon s'annonçait mal. Les hommes de Jim Alcheik étaient nerveux. Certains avaient décidé de rentrer en France, d'autres ne pensaient qu'à « casser de l'O.A.S. » comme jadis ils avaient cassé du fell. Car c'étaient les plus jeunes, anciens commandos parachutistes ou membres de l'école de judo d'Alcheik, qui étaient les plus décidés. Les « vieux » calaient, à l'exception de Mario Lobianco et du père Peysson qui maintenant formaient une paire d'amis. Avant de quitter ses hommes pour rejoindre sa femme qui venait d'arriver de métropole pour passer avec lui le cap de la nouvelle année, Jim Alcheik recommanda la prudence. Il plaça les guetteurs, les sentinelles.

« Méfiez-vous, le téléphone ne fonctionne plus. Il se peut que l'O.A.S. nous prépare un tour à sa façon. On lui en a fait voir ces jours derniers... Bouffez, ne buvez pas trop et surtout gardez vos armes à portée de la main. En cas de pépin, prévenez les autres. »

À la villa A, rue Tabre, Mario Lobianco ainsi que des nouveaux venus de Paris, membres du S.A.C.^(u), comme Clazure et Andréi, s'apprêtaient à passer une soirée tranquille. Quant à Bitterlin, il sablait le champagne dans sa villa avec le père Peysson et Lemarchand après une décevante réunion avec un soi-disant responsable du C.D.R.^(u) à Alger présenté par Lavier, le boucher de la Casbah. Une casserolade monstre avait succédé à l'émission pirate du général Salan qui — en maître d'Alger — avait présenté

ses vœux à la population. Pour donner le change aux voisins de la villa de la rue des Pins — la seule à ne pas être encore repérée — le vieux père Peysson était sorti sur le pas de la porte et pendant dix minutes avait scandé « Al-gé-rie française » sur deux poêles à frire. Son visage exprimait toute la joie du monde !

À 23 heures, une voiture conduite par une jeune femme, s'arrêta chemin Raynaud. Près d'elle, le lieutenant Degueldre avait sorti son 9 mm.

« C'est là ? interrogea-t-il.

— Oui, à deux pas de la rue Faidherbe, répondit l'un de ses gardes du corps, un légionnaire assis à l'arrière.

— Tout le monde est en place ?

— Oui, mon lieutenant, les F.M. et Laget⁽¹²⁾ se trouvent sur la terrasse de l'immeuble que vous apercevez sur votre gauche. Ils surplombent la villa. Les autres sont tout autour. »

Marcel Laget, un déserteur des parachutistes coloniaux, était le chef de l'équipe Delta chargée des tirs au bazooka. Degueldre avait soigneusement préparé l'expédition contre la villa B à son nouveau P.C. de Belcourt. Six commandos Delta y participaient dont ceux de Jésus, de Nani, de Bianchi et de Gaby l'Argenté. En tout vingt-quatre hommes, sans compter la jeune femme.

« Les barbouzes sont tous là ? interrogea encore Degueldre.

— Je crois, mon lieutenant. Les radars sont affirmatifs. »

Les « radars » étaient Roger, un tenancier de bistrot, et un coiffeur pour hommes, installés au coin de la rue Lucien-Raynaud au carrefour des avenues Foureau-Lamy, Savorgnan-de-Brazza, du boulevard Gallieni et de la rue Franklin-Roosevelt.

Degueldre jeta un coup d'œil à sa montre. 23 h 13. « Allons-y. »

L'attaque était fixée à 23 h 15. Tous les hommes du commando avaient réglé leur montre avant le départ.

À 23 h 15, sept roquettes frappèrent de plein fouet la façade de la villa Dar-Likoulia. Un projectile pulvérisa la fenêtre de la chambre de Jim Alcheik et fit exploser le stock de grenades qui s'y trouvait. Sur la terrasse, le guetteur vietnamien Dzu, blessé par des éclats, gémissait.

Degueldre et ses hommes attendirent la septième « patate » pour se lancer à l'attaque. Pendant que les F.M. arrosaient la façade principale, le lieutenant légionnaire, suivi de quelques deltas, opéra un mouvement tournant. Chacun avait à la main une grenade.

« Il faut tirer les rats du trou », cria l'un d'eux.

Ils durent s'aplatir sur le gazon du jardin. De la lucarne des w.-c., au rez-de-chaussée, un Vietnamien, debout sur la cuvette de porcelaine les arrosait de sèches rafales de mitrailleuse. Dans le jardin, dissimulé derrière un arbre, Degueldre tirait posément sur les fenêtres où les lumières s'éteignaient une à une. D'une Estafette Renault un F.M. visait le côté ouest de la villa. À l'intérieur, les barbouzes s'étaient repris. Dirigés par Michel Dirand et Gérard Maugueret, ils passèrent à la contre-attaque. Les armes ne manquaient pas. Ni les munitions. Un feu d'enfer s'abattit sur le jardin. La fusillade dura vingt minutes ! Puis, comme par miracle, elle cessa. Michel Dirand vit un delta aider un homme, vraisemblablement blessé, à monter dans l'Estafette. Il n'eut pas le temps de l'ajuster. Une dernière grenade éclata sur le perron de la villa, faisant sauter la porte. Puis des portières claquèrent. Le bruit des moteurs décrut. Le silence de la nuit retomba sur le quartier paisible. Personne n'osait sortir. Ni les barbouzes ni les voisins, terrorisés.

Après cinq minutes de calme, Michel Dirand, Claude Veillard et trois Viets, l'arme à la main, se ruèrent vers une de leurs 404 et, à tombeau ouvert, se dirigèrent vers la villa C. Il fallait prévenir Bitterlin.

Cette fois c'était le désastre. L'arrivée en trombe de Michel Dirand, les trois hommes en armes qu'il disposa autour de la villa de la rue des Pins, grillaient définitivement le dernier refuge sûr des barbouzes. Bitterlin n'eut pas le courage de faire des reproches au jeune homme encore bouleversé par l'attaque qu'il venait de repousser. Il fit simplement relever Claude Veillard, qui, en maillot de corps bleu, se trouvait à plat ventre sur le trottoir, la mitrailleuse braquée sur l'enfilade de la rue des Pins, prêt à recevoir d'éventuels agresseurs ! A leurs fenêtres, les voisins, alertés par le remue-ménage, observaient, goguenards, le manège de ces curieux locataires. Pierre Lemarchand partit immédiatement avec Michel Dirand pour rassurer les rescapés de la villa B et prévenir de malencontreuses initiatives toujours

possibles dans l'état d'énervement où les barbouzes devaient se trouver. À son arrivée, il découvrit dans la rue Raynaud un car de police dont le pare-brise avait été pulvérisé par la dernière rafale du combat. Un homme était mort, l'inspecteur Paoli, de la police urbaine. La foule des réveillonneurs entourait la villa qui semblait avoir subi un véritable bombardement. Trous énormes dans les murs, fenêtres pulvérisées, escalier effondré.

« Allez, dispersez-vous, dit Michel Dirand aux badauds, il n'y a rien à voir. C'est fini. »

Lemarchand passa la nuit à la villa B, puis, à l'aube, la fit évacuer. Le 1^{er} janvier, les barbouzes se retrouvèrent tous réunis à la villa d'Andréa, 8, rue Fabre.

Bitterlin après avoir téléphoné à Hernandez, de la « mission C », pour récupérer Dzu, qui, à l'hôpital Mustapha — fief O.A.S. —, n'était pas en sécurité, ramassa ses papiers, ses armes et les rejoignit, quittant définitivement la villa des Pins.

La fusillade de la Saint-Sylvestre, pour spectaculaire qu'elle ait été, n'avait pas causé la mort d'un homme du côté des barbouzes. Un quotidien parisien annoncera 14 morts mais l'information provenait de l'A.P.P. de Susini ! Seul, Dzu avait été blessé.

Du côté O.A.S., un delta avait été légèrement touché. Mais un capitaine d'U.T., Massenet, envoyé le 1^{er} janvier à l'aube par Degueldre pour « observer » le déménagement de la villa B, fut touché à une jambe par Michel Dirand alors qu'il tentait de s'enfuir. Se voyant pris, Massenet sortit un pistolet, Trop tard. D'un atémi fulgurant un Viet l'étendit au sol Mort.

Désormais les barbouzes de Jim Alcheik et l'équipe Talion d'afficheurs-plastiqueurs de Mario Lobianco se trouvaient réunis à la villa de la rue Fabre. Pour le meilleur et pour le pire.

Quand, l'après-midi de ce 1^{er} janvier, Bitterlin leur annonça que Jacques Dauer avait décidé de suspendre l'action du M.P.C. et de rapatrier les volontaires, ce fut un tollé général. Même les tièdes ne voulaient plus partir.

« À l'unanimité, on continue, dit Jim Alcheik. Ils n'ont qu'à bien se tenir. »

On était loin de la politique de réconciliation prônée par le M.P.C. au début de sa campagne. Les barbouzes devaient désormais pousser l'O.A.S. dans ses derniers retranchements.

Leurs atouts principaux étaient les renseignements fournis par les musulmans et les libéraux. Mais après les attentats contre Bitterlin et Goulay, après l'attaque de l'hôpital Maillot et celle de la Saint-Sylvestre, il ne fallait pas espérer que leurs armes restent au vestiaire !

Le commandant en chef Charles Ailleret avait considéré l'attaque contre le *Laïta* comme une déclaration de guerre. Un marin innocent était mort, plusieurs étaient grièvement blessés. Jusque-là, l'O.A.S. avait frappé des officiers qui étaient engagés dans la lutte anti-O.A.S., comme Poste ou Rançon, maintenant elle frappait aveuglément. C'était l'escalade. L'organisation n'allait pas en rester là. Deux possibilités s'offraient à elle. Soit occuper, grâce à une action de grande envergure, les points sensibles et les édifices publics à Alger et à Oran, puis, après un appel à la masse des pieds-noirs, proclamer une République française d'Algérie. Soit provoquer systématiquement les musulmans et les pousser à réagir aveuglément contre les Européens. Les forces de l'ordre tireraient alors sur les musulmans et les unités basculeraient par solidarité raciale.

Ailleret ne croyait pas à cette dernière solution pas plus qu'à un éventuel putsch. Si les cadres de l'armée étaient plutôt favorables à l'O.A.S., peu d'entre eux étaient prêts à sauter le pas. Et ceux qui s'y résoudraient ne représenteraient qu'eux-mêmes. La troupe, les appelés, les bidasses, étaient hostiles au mouvement subversif. Les pieds-noirs ne s'y trompaient pas, qui manifestaient aux patrouilles en ville un mépris de toutes les heures.

Par contre, le général Ailleret craignait une attaque généralisée de l'O.A.S. contre les points sensibles et l'appel à la masse. En constituant ses commandos Delta chaque jour plus redoutables, l'organisation avait mis sur pied sa « force de frappe ». Il fallait s'attendre à une action contre le G.G., le quartier Rignot, Reghaïa et Rocher-Noir. On ne parlait même plus de la radio puisque l'O.A.S. émettait lorsqu'elle en avait envie. Les émissions pirates étaient plus suivies que les programmes réguliers !

Si ces points vitaux tombaient aux mains de l'O.A.S. une partie de l'armée serait bien capable de rejoindre la masse de la population européenne et le reste — l'armée fidèle — ne serait pas chaude pour tirer sur ses officiers. Ailleret ne se faisait aucune illusion.

« Il faut admettre que l'initiative appartient à l'O.A.S., disait-

il. Il ne nous reste qu'à protéger chaque communauté contre les excès de l'autre et garder des réserves de contre-attaque pour écraser d'éventuelles forces rebelles. »

Le commandant en chef avait poursuivi sa politique de maintien de l'ordre en créant à l'intérieur d'Alger et d'Oran des îlots confiés à certaines unités chargées de conserver les zones essentielles et de protéger les axes de manœuvre.

« Surtout ne pas "bourrer" les villes, recommanda-t-il. Je veux uniquement un dispositif de sauvegarde des points essentiels. Gardons les renforts pour écraser les factieux ou pour asphyxier les quartiers qu'ils pourraient prendre. »

L'attitude de plus en plus hostile de l'O.A.S. et des pieds-noirs l'obligeait pourtant à ne pas laisser dans les îlots de trop petits détachements noyés dans la foule où ils devenaient une proie facile pour les commandos Delta.

La position de Morin était diamétralement opposée. Le délégué du gouvernement exigeait un quadrillage serré de la ville pour empêcher la multiplication des attentats O.A.S. dont l'effet était déplorable dans la presse internationale. Les incidents se multipliaient entre le patron civil et le chef militaire. Le 4 janvier la crise inévitable éclata.

Dans la matinée Despinoy, *alias* colonel Foyer, apporta à Bitterlin une information d'importance : l'O.A.S. avait décidé d'établir son contrôle total sur la région est d'Alger, comprenant Cap-Matifou, Rocher-Noir, Maison-Blanche et Reghaïa. Juste le plan qu'Ailleret redoutait ! Despinoy avait également appris qu'une « personnalité importante » devait être enlevée. Rapprochant ce renseignement de la disparition d'un hélicoptère blanc de la S.N. Repal dont il connaissait les liens avec l'O.A.S. et de l'information concernant la présence d'Otto Skorzeny⁽¹³⁾ comme conseiller des activistes espagnols, Bitterlin conclut à une opération « Mussolini » contre le délégué général Jean Morin.

Bitterlin alerta Rocher-Noir. Les services de sécurité s'apprêtèrent au siège. Ailleret déclencha immédiatement son dispositif d'alerte.

Les renseignements des barbouzes recoupaient ceux de Vitalis Cros, préfet de police, de Jannin, directeur de la Sûreté, et de Michel Hacq. L'opération O.A.S. devait se dérouler aux alentours de minuit le 4 janvier et devait être dirigée par des commandos de

marine aidés d'agents du S.D.E.C.E. dont les tendances Algérie française pro-O.A.S. inquiétaient depuis quelque temps le gouvernement !

Morin, qui n'avait pas oublié sa mésaventure du putsch d'avril 1961, en profita pour exiger d'Ailleret le rappel des fameuses troupes de réserve de l'intérieur. Cette fois le commandant en chef accepta. Lui aussi était inquiet.

Le même jour, à 18 h 30, pas un homme n'était arrivé ! Le préfet de police Vitalis Cros en informa Morin. Furieux, celui-ci convoqua son commandant en chef. Après tout, c'était lui le patron.

« Que se passe-t-il, mon général ? Vous donnez des ordres et ils ne sont pas exécutés.

— Ce n'est pas de votre niveau, monsieur le délégué, ni même du mien. Vous et moi prenons les grandes responsabilités. Nous n'avons pas à intervenir sur les modalités de leur application !

— Bien sûr, mon général. Encore faut-il que vos ordres soient exécutés ! »

La conversation s'envenima. Ailleret, très autoritaire mais aussi très courageux, lança quelques pointes au délégué qui avait demandé à Bitterlin et à quelques-uns de ses hommes les plus efficaces de s'installer à Rocher-Noir pour la nuit. Ailleret ne pouvait supporter les barbouzes.

« On m'a dit, monsieur le délégué, que vous aviez même prévu l'évacuation du personnel principal et la vôtre.

— Parfaitement. C'est mon droit, non ? Surtout quand je vois que vos troupes ne sont pas arrivées !

— Et vos canots pneumatiques ? »

C'était la vacherie, la bonne, la belle vacherie du militaire gonflé au civil timoré, car Morin avait demandé une flottille de canots pneumatiques de secours pour gagner les bâtiments de la marine nationale en cas de sabotage des hélicoptères. Le cow-boy Ailleret se fit sarcastique.

« Eh bien, vous ne les aurez pas ! Si on doit mourir, on mourra. J'ai vingt paras fidèles. Et avec mon état-major on sait tirer. On crèvera ici peut-être. Mais vous ne partirez pas. »

Dans la nuit Morin marqua des points. Gardé par les barbouzes qui autour de ses bureaux jouaient au bouchon avec des grenades quadrillées dont ils avaient enlevé les détonateurs, Morin fit déclencher une vaste opération de police. Grâce aux renseignements de Despinoy, les hommes de la « mission C » arrêtèrent des plastiqueurs qui devaient opérer à Rocher-Noir. Dans les archives trouvées par les inspecteurs de Michel Hacq on découvrit plusieurs rapports complets de réunions tenues chez Ailleret à Reghaïa. Le commandant en chef était trahi de partout ! En outre, à l'aube, une patrouille militaire arrêta deux parachutistes du 11^e « choc » de Calvi — le régiment action du S.D.E.C.E. ! Incapables d'expliquer leur présence aux abords de Rocher-Noir, ils furent incarcérés.

« Ils n'ont rien à faire dans le secteur », maugréa Ailleret.

Cette fois, le commandant en chef devait admettre que les renseignements barbouzes avaient été utiles. Furieux, il fit procéder dans les jours suivants à une réorganisation complète du service action du S.D.E.C.E. Le colonel Roussillat, successeur du célèbre colonel Morlane à la « piscine » du boulevard Mortier, fut remplacé par le colonel de Froment. Puant à l'échelon Perpignan et Calvi du 11^e « choc », il fut purement et simplement dissous !

Le 5 janvier à l'aube rien ne s'était passé. L'O.A.S. se voyant devinée avait-elle renoncé à son plan ? S'agissait-il seulement d'une opération psychologique ?

« Je me suis peut-être fait intoxiquer », dit Bitterlin à Vieillescazes.

Le jeune homme sentait l'opposition de l'état-major, le mépris des officiers à l'égard de ses hommes. Pourtant, s'ils étaient là, c'est que les autorités officielles étaient incapables d'assumer leurs fonctions.

« Ne vous en faites pas, dit Vieillescazes. Et ne comptez que sur vous. Ne regardez jamais en arrière. Ce n'est pas facile d'avoir vos responsabilités. C'est vrai que vous êtes seul. Mais nous en sommes tous là. Qui sait ce que nous serons demain. Et comment nous accueillera-t-on lorsque tout cela sera terminé ? »

Ce 5 janvier au matin, à Rocher-Noir, l'ambiance n'était pas à l'optimisme. Les événements de la journée n'allaient pas ramener le sourire dans l'entourage de Morin.

Des murs d'Alger étaient couverts de milliers de nouvelles affiches tricolores où se détachaient deux hommes qui brandissaient un drapeau français. L'un des hommes était coiffé d'une chéchia. Chacun portait une mitraillette. Au haut de l'affiche trois mots en gros caractère bleus : Aux armes, citoyens. En bas, une signature rouge : O.A.S.

Salan avait décrété la mobilisation générale des pieds-noirs ! Des centaines d'hommes avaient reçu à leur domicile un ordre de mission barré de tricolore : « Par ordre du général d'armée Raoul Salan, commandant en chef de l'armée secrète... »

En lettres grasses, la feuille de mobilisation stipulait :

« Toute divulgation de cet ordre, toute négligence dans son exécution sera sanctionnée avec la plus extrême sévérité. La peine prévue en cas de désertion ou trahison (même par imprudence) est la PEINE DE MORT. Cet ordre ne doit pas être détruit mais doit pouvoir être présenté à chaque réquisition des autorités de l'Armée secrète. Le titulaire est responsable de sa conservation et ne doit en aucun cas le laisser tomber entre les mains des forces de répression ennemies. »

Cette fois Salan annonçait la couleur. Dans un document secret à diffusion restreinte l'état-major O.A.S. indiquait que grâce à la masse de manœuvre constituée par la foule des pieds-noirs « il devenait possible de battre en brèche l'influence de la propagande du régime, de la finance apatride et de la subversion. Il devenait possible d'amener l'opinion au point où le régime tomberait comme un fruit pourri et sans effusion de sang ». La mobilisation de la population n'était pas un mot en l'air. Il fallait prendre en main ce peuple toujours prêt à crier, à gueuler, à envoyer des pierres sur le service d'ordre, à taper la casserole, à écrire « Vive l'O.A.S. » sur les murs ; mais peu décidé à entreprendre la lutte les armes à la main. Les commandos Delta de Degueldre et de Pérez avaient fait leur plein. Trois cents hommes au maximum, dont une bonne moitié de « rouleurs de mécaniques » que le lieutenant et ses adjoints méprisaient cordialement. Il n'y en aurait pas plus. Degueldre rêvait à Budapest, Salan à Israël. Les pieds-noirs voulaient bien crier mais pas se battre. Alors il fallait se servir de la masse.

Chaque sous-secteur de l'organisation fit parvenir aux familles habitant les blocs d'immeubles placés sous son autorité le tract suivant :

« Le général Salan a décrété la mobilisation générale. Cette mobilisation s'applique à toute la population française d'Algérie. En conséquence les mesures suivantes seront mises en application à compter du 15 janvier 1962 :

1° Tout départ du territoire algérien sans autorisation du commandant de secteur O.A.S. local sera considéré comme une désertion et sanctionné en conséquence

2° Les contacts seront pris par les responsables territoriaux O.A.S. Chacun a le devoir d'y répondre et de les faciliter au maximum. »

Et pour montrer qu'il ne s'agissait pas de plaisanter avec les ordres du chef de l'O.A.S. quelques malheureux pieds-noirs qui, pressentant la catastrophe imminente, tentaient de mettre leurs biens et leurs familles à l'abri furent « sanctionnés ».

Pas question d'une amende — comme au retour des vacances 1961 — mais de la mort. Les chefs de l'O.A.S. avaient décidé de faire le « bonheur » des pieds-noirs malgré eux. Mais pour cela il fallait qu'ils restent bon gré mal gré ! Un bijoutier juif de Maison-Carré, M. Choukroun, fut ainsi « traduit devant un tribunal militaire de l'O.A.S. » et exécuté le jour même. Salan ne reculait devant rien. L'O.A.S. se vanta de ces exécutions dans un tract, publié dans le courant du mois de janvier !

Désormais la peur régnait sur Alger. Les « colleurs d'affiches » O.A.S. ne craignaient plus seulement de se retrouver nez à nez avec des barbouzes mais encore de ne pas en faire assez aux yeux de leurs responsables. Au sein des administrations, les fonctionnaires terrorisés virent certains de leurs collègues, syndicalistes, abattus pour n'avoir pas pensé « tout à fait » comme l'O.A.S. L'heure de la surenchère était arrivée.

André Le Tord, responsable au sein du secteur Orléans-Marine, fut alerté par un de ses amis, O.A.S. lui aussi, qu'il allait être abattu.

« Ils savent que tu es un ancien F.F.L., que tu es métropolitain, ils vont te descendre.

— Mais je n'ai rien fait, je travaille avec eux !

— C'est un autre groupe qui te butera. Métropolitain et ancien F.F.L., ça suffit ! »

Le Tord dut la vie à l'intervention de son chef Lafeuille auprès de Degueldre.

« Au bureau, me dira plus tard Le Tord, on voyait certains collègues poser leur porte-plume à midi. À 14 heures ils n'étaient plus là... Morts ? Partis en France sans prévenir, sans rien emporter ? Personne ne le savait. On a vu des gens abattus parce qu'ils étaient simplement tièdes... »

Salan, soutenu par Susini, Degueldre et le « soviet des capitaines » : Le Pivain, Branca, Montagnon et l'ex-sous-préfet Achard, avait décidé la guerre totale. Il fallait écraser tous ceux qui ne pensaient pas comme lui, même dans son camp.

Déjà les « espagnols » étaient hors de course. Le gouvernement de Franco, peu désireux de voir ses relations avec la France se dégrader et n'ayant aucun avantage à favoriser l'installation d'un trop grand nombre d'activistes sur son territoire, avait « bouclé » les leaders de l'O.A.S.-Madrid. Lagailarde, Argoud, Ortiz et le colonel Lacheroy se morfondaient sous bonne garde dans une petite île des Canaries, à Santa Cruz de la Palma. La tendance rivale O.A.S.-Madrid était ainsi éliminée sans que Salan ait eu à lever le petit doigt.

Par contre, il avait dû envoyer à Paris André Canal pour coiffer le jeune capitaine Sergent qui — à son goût — se servait trop de son nom à des fins politiques personnelles. La « mission III » — tel était le nom de l'organisation Canal en métropole — allait accumuler gaffe sur gaffe et dresser par ses méfaits la totalité de l'opinion publique métropolitaine contre l'O.A.S. Salan se promettait de revoir le problème métropolitain lorsqu'il aurait gagné son affaire en Algérie.

À Alger même, le Mandarin avait à faire face à un nouveau péril.

Les dirigeants du Front nationaliste, Leroy, Villars et Sarradet, placés avec leurs commandos Z sous la direction de Degueldre, ruaiement dans les brancards. Leroy, ancien adjoint de Susini à la tête du Front nationaliste, n'avait jamais admis la fusion avec l'O.A.S. Avec ses amis Villars et Sarradet, soutenu par les commandos Z, il représentait une tendance qui était loin d'être négligeable. Les trois hommes toléraient d'autant moins l'autorité

de la « Maffia militaire » — comme ils appelaient l'état-major de Salan et le « soviet des capitaines » — que les objectifs de l'O.A.S. ne répondaient plus à leur conception de la lutte. Pour Leroy, fasciste convaincu, l'Algérie française était morte et enterrée. Seule une Algérie pied-noir limitée à une zone côtière de regroupement pouvait permettre de sauver les meubles. C'est ainsi qu'il en arriva à approuver la solution de partage préconisée par Alain Peyrefitte dans une série de papiers publiés par *Le Monde*. Il se réservait d'y appliquer ensuite ses théories d'extrême droite.

Sarradet lui ménagea une entrevue avec un fonctionnaire de Rocher-Noir, M. Petitbon.

Pour le cabinet de Morin, l'occasion était belle de provoquer une scission intérieure au sein de l'O.A.S. Car Sarradet, Leroy et Villars proposaient un véritable coup d'État à l'intérieur de l'organisation: Que le gouvernement les aide à créer une zone française qui pourrait se transformer en République pied-noir d'Algérie et ils s'engageaient à livrer l'état-major de l'O.A.S. au complet. Salan en tête !

Le coup de chance inouï ! Bien mieux que l'indicateur italien de l'année 1961 ! Bien mieux que les renseignements des barbouzes ! Bien mieux que les résultats fragmentaires et locaux de la « mission C » ! D'un coup, on anéantissait la tête de l'O.A.S. ! On pouvait toujours promettre. Ça n'engagerait à rien... À Rocher-Noir on se prit à rêver.

C'était compter sans De Gaulle ! Il n'allait pas s'abaisser à traiter avec une bande de « petits voyous ». Il n'avait jamais cru à cette histoire de partition qui n'avait été lancée sur le marché de l'information que pour décider le G.P.R.A. à reprendre contact avec le gouvernement français. Pour le Général, les pieds-noirs étaient des adultes. Il leur avait proposé l'autodétermination : ou ils s'entendaient avec leurs « frères musulmans » ou ils quitteraient l'Algérie. Il n'y avait pas à revenir là-dessus.

Joxe transmit à Petitbon le refus de l'Élysée. Alors se déroula une histoire incroyable. Leroy et Sarradet, nullement abattus par ce refus, entreprirent, avec un beau mépris du danger, une campagne d'information auprès des membres de l'O.A.S. Forts de la puissance de leurs commandos Z, persuadés du ralliement de nombreux deltas excédés par la discipline que faisait régner

Degueldre et par la mégalomanie de Pérez, ils présentèrent au colonel Gardes, supérieur hiérarchique de Leroy à la tête de l'Organisation des masses, un ultimatum : ou l'O.A.S. entrait en contact avec le gouvernement en renonçant à l'Algérie française et en adoptant la thèse de la partition, ou ils créaient une O.A.S. dissidente ! Il était évident que si Salan acceptait ce plan, il devrait admettre au sein de son état-major Leroy et Sarradet, représentants du Front nationaliste ! Ce qu'il avait toujours refusé.

Susini ne fut pas surpris de la démarche de ses anciens amis. L'un de ses informateurs avait vu Sarradet entrer au palais d'Été et depuis ce jour il avait fait surveiller les leaders du Front nationaliste. Prévenu, Salan décida de poursuivre sa campagne d'assainissement de l'O.A.S. Il réunit le « soviet des capitaines », Susini, Degueldre et quelques autres, et les informa de la situation. La mort fut votée à l'unanimité. Pour une fois, Degueldre refusa de se charger de l'exécution. Non pas qu'il n'ait « personne sous la main » — ses deltas étaient devenus d'une insensibilité totale — mais il tenait à mouiller quelques capitaines du « soviet ». C'est le capitaine Le Pivain qui fut chargé de l'exécution de Leroy et de Villars.

René Villars, ancien chef de France-Résurrection, fut abattu le 19 janvier par les commandos Delta du secteur de Maison-Carrée sur les dunes désertes d'une plage de Fort-de-l'Eau, en présence du capitaine Le Pivain. Vingt-cinq balles de P.M. dans le corps !

Le soir même, Le Pivain exécuta Leroy dont il avait la confiance puisqu'il était le parrain de l'un de ses fils !...

Les amis de Le Pivain disent aujourd'hui que le capitaine, un héros, voulait entrer dans les ordres lorsque tout serait fini... Il n'en eut pas le loisir. Le 7 février, il fut abattu par une patrouille de gendarmes mobiles dans une rue d'Alger. Le général Gardy me dira plus tard que Le Pivain avait été trahi par un ancien lieutenant d'U.T. qu'il avait menacé s'il ne se décidait pas à rallier l'O.A.S. Mais des amis de Leroy et de Villars, anciens des commandos Z, m'assurèrent que c'est la veuve d'un des deux hommes qui, folle de douleur, donna l'information aux gardes mobiles. Qui le saura jamais ?

Héros mystique pour les uns, tueur pour les autres... Ainsi disparut Cap alias Le Pivain, fils d'amiral, Breton aux yeux bleus, couvert de décorations. On dira aussi que Degueldre, craignant que Le Pivain ne soit trop séduit par l'idée d'une république pied-

noir fascisante, ne fut pas fâché de le mettre en difficulté. Il l'aurait poussé à abattre son ami pour prouver sa foi en la « véritable, pure et dure O.A.S. ». Celle de Salan.

Quant à Jean Sarradet il échappa inexplicablement à la mort. Après avoir fait son autocritique devant son ancien ami Susini il reprit du service « à la base ». Il tentera de faire reparler de lui sur la fin de l'O.A.S., rencontrera même le capitaine Lacoste et Vincent Monteil, attaché au cabinet de Christian Fouchet, refusera de se rendre en armes comme le lui demandait Lacoste, mais adjurera ses compagnons de cesser la politique de « terre brûlée ». Il mourra accidentellement après la tourmente, asphyxié avec ses parents dans une petite maison des environs de Dijon en décembre 1962. Il avait vingt-cinq ans.

Ayant fait régler à l'échelon subalterne ce problème épineux d'« intendance interne » Salan put poursuivre en toute tranquillité l'élaboration de son plan : empêcher par tous les moyens la conclusion d'un cessez-le-feu entre le gouvernement français et le F.L.N.

La prise était bonne. Sur les indications de Marcel Hongrois, l'instituteur d'Aïn-Taya qui avait déjà permis à la « mission C » d'effectuer quelques fructueuses perquisitions, Jim Alcheik et Gérard Maugueret, accompagnés de Bui-Thé et de Dzu — remis de ses émotions de la Saint-Sylvestre —, avaient arrêté deux hommes : Alexandre Tislenkoff et Henry Vinent. Tislenkoff, réparateur de télévision de vingt-cinq ans, originaire de Nancy, n'était autre que le responsable des émissions pirates de l'O.A.S. Vinent, gamin de vingt-deux ans, était son chauffeur. Bien sûr les deux hommes, arrêtés à leur domicile, avaient nié. Mais Jim Alcheik, de mauvaise humeur, les avait livrés à ses spécialistes des « attouchements ». Vinent avait tout avoué. Tislenkoff plus réticent avait donné un poste émetteur de grande puissance (400 kW), l'Estafette qui servait à son transport et un grand nombre de bandes magnétiques dont une allocution de Salan. Le courage des deux hommes qui, pendant un certain temps, avaient résisté à la torture, avait permis à deux autres membres de l'équipe — dont Diego Garcia, agent de liaison de Susini — d'enlever le poste émetteur principal qui servait aux émissions en cours. Sérieusement malmenés, Vinent et Tislenkoff avaient été enfermés dans une pièce de la villa A, 8, rue Fabre.

Le 28 au soir Mario Lobianco téléphona à Bitterlin pour le

prévenir de l'importance de la prise. Si l'on parvenait à interrompre les émissions pirates, le moral de l'O.A.S. et surtout celui de la population seraient sérieusement atteints. Jusque-là toutes les opérations militaires et de police montées contre les radios-pirates avaient échoué malgré un déploiement de forces — hélicoptères, « radio-gonio », camions de repérage triangulaire — qui déchaînait la colère des pieds-noirs pris dans les contrôles incessants.

Depuis le 10 janvier Bitterlin, qui avait effectué un voyage en métropole pour tenter de régler le différend opposant Jacques Dauer à l'équipe d'Alger, s'était vu interdire l'accès du territoire algérien. « D'ordre du gouvernement », lui avait-on dit. Matignon, gêné par l'ampleur que prenait le phénomène barbouze, avait décidé d'y mettre fin. Déjà, Morin avait dû plaider la cause de Bitterlin et de ses hommes pour qu'ils restent à Alger lorsque Dauer avait ordonné de suspendre les

activités du M.P.C. Michel Debré avait cédé. À Rocher-Noir, c'est Morin qui avait pouvoir de décision. Mais, profitant du passage de Bitterlin, Lemarchand, Goulay et Jim Alcheik en métropole, le gouvernement leur avait signifié l'interdiction de retourner en Algérie. Sans « têtes », que pourraient faire les barbouzes ? Ils se calmeraient ou, désemparés, ils se feraient éliminer l'un après l'autre !

Le 23 janvier, grâce à l'intervention de Ponchardier, Jim Alcheik et son garde du corps, Gérard Maugueret, avaient pu regagner Alger.

« Et ils ont fait de bon travail, dit Mario Lobianco. Au fait, Jim a reçu l'avis d'arrivée de la machine offset. On nous la livrera demain.

— Pas de nouvelles attaques de l'O.A.S. ? interrogea Bitterlin.

— Non. Rien pour l'instant. »

Courant janvier, Pierre Lemarchand avait commandé aux Etablissements Maillet un ensemble Photorapid Multiprint Offset qui permettrait aux barbouzes d'imprimer sur place leurs tracts et affiches sans passer par Paris. La machine, réglée par l'avocat qui signa un chèque d'un montant de 3 124 NF, rejoignit une seconde presse louée par Jim Alcheik à la Société Regi à Paris. L'ensemble fut adressé par la maison de transport Bedel à M. Jim Lassus, 8, rue Fabre, à Alger, sur instruction de Mine

Lemarchand. Il comprenait deux caisses d'un poids total de 722 kg, assurées pour 30 000 NF. C'est l'agence en douane Miara, 47, rue d'Isly, qui se chargea des formalités et de la livraison.

Le 29 janvier, à 15 h 45, un camion de transport vert foncé se présenta à la villa d'Andréa. Les sentinelles Novak, Delmas et Fraysse ouvrirent la grille. Avec précaution, sept déménageurs musulmans déchargèrent les caisses et les placèrent dans la salle de séjour de la villa.

« Voilà, dit le responsable. Ça fait mille cinq cent vingt-sept francs soixante et un centimes. Nouveaux ! »

Jim Alcheik régla la facture et remit vingt francs de pourboire.

« Attention ! dit le déménageur. Vous ne devez ouvrir que lorsque le commissaire en douane sera arrivé. Il ne va pas tarder. »

À 17 heures personne n'était venu.

« Ouvrons », décida Jim Alcheik.

À ce moment, Alain Belaïche, que Jacques Cohen venait de déposer à la porte de la villa, entra dans la pièce.

« Attendez, je vais vous donner un coup de main, dit-il, Jacques repart pour El-Biar avec Mustapha. »

À 17 h 4, un petit voisin musulman qui sympathisait avec les barbouzes de la villa d'Andréa s'approcha du premier cercle métallique qui enserrait la plus grosse caisse. Il passa un tournevis entre le bois et le métal... Autour de lui Jim Alcheik, Freddy Smadja, Gérard Maugueret, Bui-Thé, Michel Dirand, Lanfranchi, Son-Tay, dit René Paggi, Ryad et le vieux Mario Lobianco se tenaient prêts à sortir les machines.

À quelques dizaines de mètres de là, accoudé à une fenêtre du pensionnat Saint-Joseph où le colonel Lacheroy avait longtemps trouvé refuge et sympathie auprès des pères, un homme observait la villa. Quatre heures auparavant, dans le hangar de Maison-Blanche où les caisses étaient restées en transit, ce spécialiste en explosifs des commandos Delta avait démonté le plus gros colis. Avec douceur, il y avait placé trente kilos de plastic, dix de T.N.T., trente de N. 17 et vingt de dynamite-gomme, ensuite il avait relié les détonateurs aux planches par des fils de soie à parachute. Pour faire bon poids, il avait coincé plusieurs grenades

quadrillées dégoupillées entre l'explosif et les parois de bois. C'est Degueldre qui lui avait donné les indications nécessaires au sabotage. Depuis quelques jours le lieutenant légionnaire avait eu connaissance des pseudonymes employés par les chefs des barbouzes. Il savait que Dulac était Bitterlin, que Jim Lassus était Alcheik, que Peysson était Dufour. Il avait remis cette liste à tous ses informateurs d'Alger. « Si vous voyez ou entendez parler d'un de ces noms, avertissez-moi. » Un commissaire de l'aéroport, membre du sous-secteur de Maison-Blanche, intrigué par ces deux énormes caisses, avait lu le nom inscrit sur l'étiquette : M. Jim Lassus, 8, rue Fabre...

« Cette fois on les tient. À toi de jouer », avait dit Degueldre à son « spécialiste ».

L'homme — un artiste — avait fait de son mieux !

À 17 h 5, dans une formidable explosion, la villa d'Andréa s'affaissa. Les murs volèrent en éclats. La grande dalle de béton armé qui servait de terrasse disparut dans un nuage de poussière. Nick et Tony qui se trouvaient allongés dans la chambre de Jim à la hauteur de la terrasse furent projetés à l'extérieur par le souffle de l'explosion. Tony atterrit dans le jardin, Nick sur le toit d'une maison voisine. Indemnes. Andréï, qui se trouvait dans la salle de bains, près du bureau d'état-major, fut enseveli par la plate-forme de béton, ainsi que Lebrun. Vien parvint à se dégager des décombres. Mais Félix Nga, que l'on appelait Al Capone, et Pierre Terroux restèrent coincés. Clauzure et Moulouk, qui interrogeaient les radio-pirates prisonniers dans le bar, furent déchiquetés.

Jacques Cohen et Mustapha entendirent l'explosion à bord de leur Versailles. Ils firent demi-tour. Dans la cour, ils découvrirent les prisonniers O.A.S. aveuglés de poussière, hagards, les vêtements déchirés, mais saufs ! Cohen, Tony et Mustapha aidés des radios de l'O.A.S. et de quelques barbouzes valides commencèrent les opérations de sauvetage. À Rocher-Noir, Vieillescazes, alerté, envoya immédiatement Hernandez, le contact de la « mission C », et un détachement de gardes mobiles. Ils arrivèrent à temps pour empêcher un second massacre. Fous de douleur et de rage devant les corps mutilés de leurs camarades, les survivants voulaient tirer sur les policiers du commissariat d'El-Biar et sur les voisins européens qui ricanaient devant leur désespoir et les abreuyaient de quolibets. Le quartier fut bouclé

par les gendarmes mobiles qui expulsèrent les badauds des lieux du drame.

Les recherches se poursuivirent jusqu'à 23 h 45. Seuls Andréï et Félix Nga furent retrouvés vivants. Un détachement de gendarmes les emmena à l'hôpital Maillot. Tony, le père Peysson et Jacques Cohen reconnurent tour à tour les corps affreusement déchiquetés de Xavier Clazure, Pierre Lecerf, Nasser, Gauthier, Pierre Terroux, Moulouk et Claude Veillard. De Michel Dirand on ne retrouva qu'une jambe...

Le lendemain, on dégagea les restes de Mario Lobianco, Jim Alcheik, Bui-Thé, Gérard Maugueret, Alain Belaïche, Freddy Smadja, Ryad Ahmed, Air, Lanfranchi et Son-Tay *alias* René Paggi. On ne retrouva rien du petit voisin musulman qui avait ouvert la caisse...

Vinent, Tislenkoff et un certain Gosselin que les barbouzes avaient arrêté par erreur, furent remis au policier de l'Ecole de Hussein-Dey.

Les corps, des agents spéciaux furent ramenés en France avec beaucoup de discrétion. Et peu de considération ! Lemarchand interdit à Bitterlin de prévenir lui-même les familles.

« Les gars ont été repérés. Il ne faut pas se mêler de cela. »

L'avocat avait raison. Roger Maugueret, qui s'était présenté pour reconnaître les restes de son frère Gérard, fut abattu quelques jours plus tard par l'O.A.S. alors qu'il n'avait jamais été mêlé ni de près ni de loin à la lutte contre l'organisation.

Les restes des barbouzes furent enterrés à la sauvette dans les cimetières de Sainteny et de Champigny. La plupart des cercueils ne contenaient qu'un membre, quelques débris humains et des pierres. Seules deux femmes assistèrent à la mise en terre : M^{me} Lanfranchi, dont le mari était mort dans la villa, et M^{me} Lemarchand. La femme de l'avocat n'avait pu se résoudre à abandonner la malheureuse. Elle suivit l'enterrement au péril de sa vie. Les barbouzes furent ensevelis comme ils avaient vécu les dernières semaines de leur mission : seuls et rejetés par tous.

La « machine infernale » avait fait dix-neuf morts.

L'O.A.S. n'était pas débarrassée pour autant des « policiers parallèles ». Une nouvelle équipe, envoyée par Ponchardier, s'installa à Alger dans un hôtel minable de style mauresque, le

Radja, 6, rue Anatole-France à La Redoute, qu'un certain « colonel » avait loué à son propriétaire M. Bou Abdallah pour la somme de 10 000 NF pour trois mois. À cette équipe, commandée par un ancien figurant de cinéma, se joignirent les survivants de l'équipe Jim Alcheik.

Ils n'allaient pas tenir longtemps. Quelques semaines à peine. Mais quelques semaines pendant lesquelles ils multiplièrent les arrestations, les tortures, les séquestrations. À Rocher-Noir Michel Hacq se fâcha. Si la première équipe avait été bruyante, du moins avait-elle été efficace. Ses renseignements avaient permis de nombreuses arrestations. Celle-ci ne faisait que contrarier le travail de la « mission C » et du capitaine Lacoste.

Hacq eut de sérieux accrochages avec « Vieille Masure-Vieille Mechta » — tel était le surnom dont l'état-major de la « mission C » avait affublé Vieillescazes — à qui il reprocha de donner « ses » tuyaux aux barbouzes qui lui « cassaient » ses affaires. L'arrestation, puis le meurtre d'un malheureux ingénieur, M. Petitjean — dont le seul défaut était de se vanter d'être un chef de l'O.A.S. auprès des jolies personnes qu'il rencontrait —, scella le destin des barbouzes en Algérie. Les membres de la « mission C », chefs en tête, menacèrent de demander leur relève si les agents spéciaux étaient encore couverts par Rocher-Noir.

Les commandos Delta ne leur laissèrent pas le temps de mettre leur menace à exécution. Au bazooka, au plastic, à la grenade ils harcelèrent l'hôtel Radja pendant quarante-huit heures sans que les forces de l'ordre interviennent. La dernière attaque eut lieu le 15 février. La veille, les barbouzes de Bob avaient tué trois membres des commandos Delta. Degueldre décida de les venger. Il procéda à un assaut en règle qui mit les « agents spéciaux » en fuite. Une partie se réfugia à Rocher-Noir. Ils baissaient les bras. Les quatre derniers accompagnèrent un de leurs camarades blessés à l'hôpital Maillot. À leur sortie, avant d'avoir pu dégainer leurs armes, ils furent mitraillés à bout portant par cinq tueurs de l'O.A.S. La 404 beige qu'ils occupaient percuta un mur. Alors se déroula une scène atroce. Les habitants des, immeubles voisins se ruèrent sur la voiture, empêchant les blessés de sortir, puis mirent le feu au véhicule.. Ainsi finirent les quatre derniers barbouzes d'Alger.

Degueldre sortait vainqueur de la lutte contre les « agents spéciaux » envoyés de Paris. Ses ennemis personnels s'appelaient

maintenant Michel Hacq et le capitaine Lacoste. Et ceux-là n'étaient pas des amateurs !

« Ils étaient courageux, ils ont fait ce qu'ils ont pu. »

Telle fut l'oraison funèbre prononcée par les policiers de la « mission C » à la mémoire de leurs étranges « collègues ».

Il faut bien avouer qu'en regard des pertes énormes subies, les barbouzes n'avaient guère porté de coups efficaces à l'O.A.S. Par contre, leurs agissements peu discrets et le retentissement qu'ils avaient eu tant dans la presse que dans les conversations de trottoir avaient réussi à persuader la population qu'une véritable armada gaulliste s'était implantée à Alger. En outre leurs renseignements avaient permis à la « mission C » d'attaquer violemment l'infrastructure de l'O.A.S.

Avec 110 hommes à Alger, 60 à Oran, 30 à Constantine et aidé des 30 gendarmes de la brigade de police judiciaire du groupement de gendarmerie d'Alger commandée par le capitaine Lacoste, le professeur Hermelin, alias Michel Hacq, pouvait se vanter d'un bilan fort honorable. Entre le 5 décembre 1961 et le 20 février la « mission C » avait arrêté 604 membres de l'O.A.S. dont 69 tueurs et 62 plastiqueurs. Ses membres, assistés de forces de gendarmerie mobile et de C.R.S., avaient effectué 5 834 perquisitions, saisi 642 armes automatiques, 10 000 munitions et un stock important d'archives.

Alors que les barbouzes étaient tombés comme des mouches sous les coups des deltas, Michel Hacq n'aura à déplorer que la mort de deux inspecteurs imprudents qui, sans se soucier des ordres impératifs, voudront aller seuls acheter leurs billets d'avion pour la métropole. Deux jeunes appelés détachés par la Sécurité militaire auprès de la « mission C » en qualité de chauffeurs — Casalta et Bartoli — seront également abattus par l'O.A.S. au cours d'une promenade dans les rues de Hussein-Dey.

Malgré un bilan positif et spectaculaire, ni Hacq ni Lacoste n'étaient parvenus en cette fin du mois de février à arrêter l'une des têtes de l'O.A.S. C'était pourtant leur objectif principal. Ils décidèrent alors de développer le « travail de bureau ». Plusieurs de leurs hommes — les gendarmes de Lacoste étaient tous officiers de police judiciaire et faisaient partie de la « gendarmerie blanche⁽¹⁴⁾ » — ne s'occupaient désormais que du dépouillement des archives et de l'interrogatoire des prisonniers. Le

recoupement des informations permettait seul de parvenir au sommet. Que pouvaient faire cent quarante hommes — même s'ils étaient les meilleurs policiers du monde — devant une population totalement hostile ? Ils ne pouvaient ratisser les 200 km² de l'agglomération algéroise, ni contrôler les mille kilomètres de rues, encore moins perquisitionner dans les deux cent mille appartements ! Il fallait ruser, pénétrer la psychologie de l'adversaire, connaître ses habitudes. Le capitaine Lacoste y apporta toute son énergie.

Au début de l'année il avait arrêté un commando complet de légionnaires déserteurs dans une villa des Deux-Moulins. Les deltas, surpris dans leur sommeil, n'avaient opposé aucune résistance. Bien mieux Lacoste s'était aperçu que les légionnaires arrêtés se mettaient à table sans qu'on ait à les « pousser ». La plupart avaient été engagés dans cette aventure par leurs chefs. Alors ils avaient suivi. Arrêtés, ils ne faisaient aucune difficulté pour parler. Il faut noter qu'au cours de l'atroce combat fratricide qui opposa l'O.A.S. aux forces de police la quasi-totalité des membres de l'organisation arrêtés dénoncèrent leurs complices sans beaucoup de vergogne. S'il est vrai que certains barbouzes employèrent pour obtenir ces aveux des méthodes mises à l'honneur par les parachutistes pendant la « bataille d'Alger » et généralisées par l'armée d'Algérie dans la lutte contre le F.L.N., les inculpés de l'O.A.S. furent très rares à se plaindre des sévices de la part des gendarmes ou des hommes de la « mission C ». Les avocats des activistes le reconnurent volontiers bien que l'Action psychologique et de propagande de Susini fît courir les bruits les plus affreux sur les tortures subies par les membres de l'O.A.S. à l'Ecole de police de Hussein-Dey.

Au cours des interrogatoires le capitaine Lacoste avait remarqué que les légionnaires allemands étaient particulièrement coopératifs. La plupart n'avaient aucune conviction politique. Ils avaient simplement suivi Degueldre qu'ils admiraient profondément. Grâce à eux, Lacoste connut bientôt toutes les habitudes des deltas. Il sut tout de leur vie quotidienne. Bien mieux, il s'attacha un jeune déserteur allemand, depuis six mois dans l'O.A.S., qui l'accompagna dans les tournées « d'information » qu'il faisait à bord d'une anonyme 203 dans les quartiers activistes.

« Tiens, mon capitaine, regarde celui-là, à la porte du bistrot.

C'est un "gross" tueur. »

« Gross Tueur », le surnom lui resta.

« Si j'avais su, mon capitaine, disait-il encore, c'est avec toi que j'aurais été. »

Le malheureux avait trouvé un autre patron aussi courageux, aussi téméraire, aussi prodigue de sa vie que le précédent. Alors il l'avait adopté et l'admirait. Le jour où Lacoste lui confia un P.M. pour participer à ses côtés à une opération d'envergure, il fut prêt à se faire tuer pour lui.

Le capitaine comptait beaucoup sur sa connaissance du milieu des commandos Delta pour parvenir à arrêter Degueldre. Entre le lieutenant et le capitaine la lutte était ouverte. Elle faillit se terminer à un feu rouge dans le centre d'Alger, le dernier jour de février. Lacoste, qui changeait de voiture trois fois par jour et qui n'employait jamais deux fois les mêmes plaques, se trouva bloqué dans la circulation à côté d'une voiture où se trouvaient trois deltas dont il possédait la fiche de recherche. Les hommes se reconnurent. En un éclair, les mitraillettes apparurent. Lacoste et deux gardes du corps avaient été aussi rapides que les deltas. Portières contre portières, les deux véhicules n'étaient qu'à quarante centimètres l'un de l'autre. Les gendarmes en civil et les commandos O.A.S. se fixèrent des yeux, le doigt crispé sur la détente de leurs armes. La tension était insoutenable. Qui allait tirer le premier ? A bout portant personne ne pouvait échapper au massacre. Au feu vert, les deux véhicules démarrèrent, roulèrent pendant quelques mètres côte à côte. Puis la voiture de l'O.A.S. s'engouffra dans une rue latérale et disparut.

Le destin n'avait pas voulu que le capitaine Lacoste fût la 554^e victime de ce mois de février dans les rues d'Alger. La lutte entre Degueldre et Lacoste pouvait se poursuivre. Plus âpre que jamais. Le capitaine n'oubliait pas que sur 553 meurtres de ce mois le lieutenant était responsable de 302 attentats. Et Salan, à l'annonce de négociations secrètes entre la France et le G.P.R.A., venait de préconiser l'intensification du terrorisme !

Le visage ravagé d'une enfant de quatre ans, la petite Delphine Renard, défigurée par un plastic destiné à André Malraux, indigna la France. L'O.A.S.-Métro venait de commettre un geste fatal. La métropole, excédée par la politique d'attentats préconisée par André Canal, dit Le Monocle, se dressa contre le mouvement

subversif. C'était la fin des espoirs de Pierre Sergent.

Le jeune capitaine avait espéré profiter de la confusion politique qui régnait en France à propos de l'Algérie pour faire basculer l'opinion publique. Son plan était de créer un courant d'insécurité, de troubles, qui pousserait le peuple à se retourner contre le pouvoir. En liaison avec de nombreux éléments de l'armée, créant et multipliant des réseaux de très jeunes gens parmi les lycéens, il pensait faire de l'O.A.S.-Métro le champion de la lutte contre le communisme qui, en cas de révolution, ne manquerait pas d'inquiéter la majorité des Français. Son dernier espoir s'écroula avec les réactions populaires, aux manifestations de Charonne.

Le lendemain de l'attentat contre André Malraux, de nombreuses associations de gauche — partis, syndicats, mouvements — appelèrent la population à manifester contre l'O.A.S. Le gouvernement rappela que toute manifestation sur la voie publique était interdite. Sans se soucier de la décision du ministre de l'Intérieur, des dizaines de milliers de manifestants anti-O.A.S. affrontèrent pendant trois heures les forces de police. Bilan : Huit morts et des centaines de blessés parmi la foule. Dix blessés chez les policiers. On n'avait jamais vu cela à Paris depuis le 6 février 1936 ! Le gouvernement parla d'émeutiers communistes, de bandes organisées. Et ne put rien prouver. En réalité, pour ne pas donner à l'armée, dont la fidélité était plus qu'incertaine, l'impression qu'il cédait à la gauche communiste, pour enlever à l'O.A.S. son étiquette de « seul champion de l'anticommunisme en France », le gouvernement avait durement réagi.

« Le pouvoir est pris en fourchette, dira Sergent. Il se voit dans l'obligation de briser les manifestations de gauche. Pour nous, c'est bon. »

Charonne devenait pour l'O.A.S.-Métro un angle possible d'attaque.

L'enterrement grandiose que Paris réserva aux victimes de la manifestation réduisit à néant les efforts de l'organisation. Plus de cinq cent mille personnes suivirent le cortège funèbre. De la République au Père-Lachaise, une marée humaine, silencieuse, concentrée, émue aussi, envahit avenues et trottoirs. Le peuple de Paris et, à travers lui, celui de la France tout entière montrait, par sa présence et son recueillement, sa farouche détermination. Pour

réussir, l'O.A.S. devrait le balayer. Sans cris, sans slogans, sans la moindre bagarre, avec grandeur et dignité, la nation exprimait sa volonté. Cette fois, Roger Frey ne commit pas la gaffe d'interdire la manifestation. Et le gouvernement comprit la leçon. Charonne marquait un point de non-retour.

L'O.A.S. portera encore quelques coups bas, feignant de lutter non plus pour l'Algérie française mais contre le « communisme international », mais le peuple ne s'y trompera plus. La province — en particulier sa bourgeoisie — qui, depuis le début de la guerre, avait approuvé le mythe de l'Algérie française, y devint soudain hostile. Soutenir l'Algérie française, c'était soutenir l'O.A.S. Et hors l'extrême droite, personne ne pouvait s'y résoudre.

Se débarrasser de l'O.A.S., en finir avec l'Algérie, devenait indispensable à la survie du régime, à la survie de la France démocratique.

L'heure était venue de franchir le dernier pas. À l'Élysée, De Gaulle cherchait la formule qui mettrait fin au risque que courait la France. Et cette formule il la connaissait : se débarrasser des départements français d'Algérie. Il avait tout essayé pour ne pas en arriver là. La victoire militaire n'avait rien arrangé puisque le problème était politique. La troisième force était restée introuvable. Et maintenant les Européens d'Algérie, en suivant aveuglément l'O.A.S., gâchaient non seulement leurs chances de survie côte à côte avec les musulmans, mais se dressaient contre la France.

Quoi que les propagandes de droite ou de gauche aient pu dire De Gaulle était déchiré. Rien, ni dans sa formation, ni dans son éducation, ni surtout dans son caractère, ne le poussait à amputer la France de ses départements d'outre-mer. Rien, si ce n'est le vent de l'Histoire. Ce n'était pas la responsabilité qui le torturait mais le fait d'être obligé, *lui*, de provoquer l'amputation si fondamentalement contraire aux « intérêts » de la France. Je peux affirmer qu'il laissa entendre *ce* drame à quelques proches. Oh ! pas nombreux. Deux à ma connaissance. Peut-être trois. Si De Gaulle ne mettait pas fin au drame, qui le ferait ? La France irait de nouveau de chute de ministère en chute de ministère pour aboutir,, une dictature fasciste, puis à un régime extrémiste de gauche, après avoir souffert de celui de droite. Seul, grâce à son prestige et à son autorité, il pouvait rompre les liens coloniaux et

les remplacer par des liens d'étroite coopération. Car en ce mois de février tout semblait encore possible. L'Algérie vivait dans le drame, dans le sang, mais depuis 1954 les musulmans en avaient l'habitude. L'irréparable n'avait pas encore été commis. Les dernières chances de l'avenir des Français en Algérie n'étaient pas perdues. Pas encore. Mais il fallait faire vite. Pressé par le temps — il n'était pas jeune — De Gaulle fit des ouvertures de différents côtés. Le dialogue avec le F.L.N. devait reprendre. À tout prix.

Quelle allait être la réaction des Européens d'Algérie ? Deux des proches du Général — deux hommes dont les noms étaient pourtant, aux oreilles des pieds-noirs, synonymes de Satan — œuvrèrent dans l'ombre pour que le Général se décidât à leur parler. Non sous forme d'oracles mais d'homme à hommes. Sentimentalement. Qu'il dise seulement un mot. Un mot gentil, humain, aux Européens d'Algérie et aux musulmans fidèles. Qu'il leur fasse comprendre quel pouvait être leur avenir. Qu'il leur montre sa sollicitude, sa compréhension. Qu'il laisse sentir que le drame des Français d'Algérie le touchait, lui aussi, très profondément.

« Une petite phrase seulement, mon général. Pour dire ce que vous ressentez. »

Elle ne vint jamais. Ce n'était ni le genre ni le tempérament de De Gaulle. « Raccrocher la clientèle » lui faisait horreur. Il était impossible que, dans le monde tel qu'il était, la France essayât de maintenir ses positions de jadis. Cela devait suffire. Chacun devait savoir qu'il procédait par devoir, par conviction, mais sans plaisir. Si certains ne le comprenaient pas, tant pis. Ce n'était pas à lui de l'expliquer. En outre, s'il n'avait ni animosité ni rancune contre les pieds-noirs, il n'était pas du tout attiré par ce « genre » de population. Les cris, l'hystérie, les menaces, les injures et là-dessus l'O.A.S., rien de constructif pour l'avenir. Rien qui le séduisît. Il se retrancha dans le silence de son cabinet pour préparer les grandes lignes de la position française lors des négociations secrètes que le G.P.R.A. acceptait d'ouvrir dans une petite localité du Jura : Les Rousses.

L'intérêt de la France était d'aboutir vite. Rien d'autre ne lui importait.

Au sein du G.P.R.A. on avait hâte de négocier. Chaque journée gâchée servait à l'état-major. Le conflit ne cessait de s'envenimer

entre les « vieux crabes » des chefs historiques et les « jeunes Turcs » de l'état-major général des armées. Une réunion fort importante — et secrète — s'était déroulée en Suisse dans un appartement discret de Lausanne dont le propriétaire était un industriel suisse, ami de Krim Belkacem : Bernard Golay. Avec sa femme, Martine, il avait hébergé à plusieurs reprises le vice-président du G.P.R.A., lui prodiguant ce qui lui manquait le plus : une amitié sincère et désintéressée. Pour tout dire, Bernard et Martine Golay étaient les premiers amis européens qu'ait jamais eus Krim Belkacem. L'ancien petit berger kabyle devenu un « personnage » du monde international n'avait jamais oublié l'accueil familial que lui avaient réservé les deux jeunes Suisses. Il n'avait jamais eu à regretter la confiance qu'il leur témoignait : ils étaient la discrétion même.

C'est donc chez Bernard Golay, qui, pour l'occasion, avait abandonné son appartement aux délégués F.L.N. et était allé coucher avec sa femme et son enfant à l'hôtel, que se réunirent les représentants F.L.N. de Tunisie, du Maroc et de la Fédération de France. À l'ordre du jour deux problèmes : la négociation et la position extrémiste de l'état-major. À l'unanimité les délégués se prononcèrent — au nom de centaines de milliers de militants — pour une négociation immédiate et pour l'élimination pure et simple des membres de l'état-major général : Boumediene, Menjli et Kaïd Ahmed. Cette décision, écrite et signée par les trois délégués et adressée au G.P.R.A., prenait valeur d'avertissement. Si le gouvernement provisoire ne se prononçait pas, les délégués couperaient les vivres. Et la menace n'était pas négligeable. L'apport financier de la Fédération de France était considérable et constituait plus de 70 % du « trésor de guerre » du F.L.N. !

Le G.P.R.A. reçut la « mise en garde » lors de la réunion solennelle qui se tint du 4 au 10 janvier à Mohammedia, près de Rabat. Le choix de la cité marocaine n'était pas fortuit. D'abord, il fallait de temps en temps faire plaisir aux Marocains et ne pas toujours résider à Tunis, ensuite, le Maroc avait été le théâtre de conflits entre l'état-major et certains ressortissants algériens, réfugiés ou blessés de l'A.L.N. L'état-major, sans passer par le G.P.R.A., sans même avertir le Dr Chouki, représentant du F.N. au Maroc, avait recruté des hommes destinés à renforcer l'armée des frontières. C'était un cas d'insubordination grave.

Pendant six jours, Mohammedia fut le théâtre d'une âpre

bataille pour le pouvoir. Si l'on en croyait les communiqués, le G.P.R.A. ne s'était réuni que pour étudier le problème posé par l'O.A.S. en Algérie. Jusque-là, le gouvernement provisoire avait eu une attitude ambiguë à l'égard de l'organisation. « L'activisme est un problème intérieur français qui ne nous concerne pas, avait dit le porte-parole. Nous n'avons aucune raison d'aider le régime gaulliste. » Mais devant les pertes subies par la population musulmane il avait fallu réagir, ne serait-ce que pour rassurer l'opinion publique. Tel était officiellement le but de la réunion de Mohammedia dont les membres — à l'issue de leurs travaux — annoncèrent des « mesures », en vue de « briser l'action » de l'O.A.S.

En réalité, Mohammedia n'était qu'une nouvelle escarmouche dans la lutte ouverte par l'état-major contre le G.P.R.A. Un nouveau round du match Krim-Boumediene. Cette fois, le leader kabyle abordait la discussion avec des « biscuits ». Non seulement son dossier comprenait l'ultimatum des Fédérations de France, de Tunisie et du Maroc, établi en Suisse, mais encore une série de plaintes d'officiers contre la « dictature de l'état-major », étayées de très nombreux exemples de désertions, en particulier celle du commandant Moussa qui, accompagné de six officiers de l'A.L.N., s'était réfugié à la mission F.L.N. de Tunis en refusant d'obéir plus longtemps aux directives politiques de l'état-major de Boumediene.

Une nouvelle fois, Krim partit à l'attaque. Il développa devant le G.P.R.A. les plaintes adressées contre l'état-major et proposa que Boumediene, Kaïd et Menjli soient relevés de leurs fonctions et affectés à quelque poste subalterne ou qu'en dernier ressort l'état-major général soit élargi. Mohammedia Saïd, avec sa « délicatesse » habituelle, suggéra même qu'ils soient fusillés !

Une nouvelle fois Boumediene dut son salut à Boussof qui mit en garde les anciens centralistes Ben Khedda, Saad Dahlab et M'hamed Yazid, hésitants.

« Si vous prenez une décision contre l'état-major, expliqua-t-il, c'est Krim qui prendra la direction de tout. Et vous n'aurez plus qu'à “la boucler” ! »

L'ère des 3 B liés pour le meilleur et pour le pire depuis l'assassinat d'Abane Ramdane⁽¹⁵⁾ était terminée ! Chacun reprenait ses cartes et accumulait les atouts pour assurer sa prédominance sur une Algérie dont l'indépendance poignait à l'horizon.

Les « centralistes », ménageant la chèvre et le chou, firent traîner les choses.

« Bien sûr, tu as raison, dirent-ils à Krim, nous aussi nous condamnons l'état-major, mais il faut éviter la cassure. Attendons.

— Si vous continuez d'ergoter, menaça Krim, je démissionne. Et j'agirai seul ! »

Le beau concert de protestations ! Mais non, Krim ne pouvait pas démissionner ; mais oui, on comprenait la situation, mais on ne pouvait compromettre l'unité du G.P.R.A. à l'heure de s'asseoir à la table des négociations ! Krim devait penser qu'il conduirait à nouveau la délégation. Quel poids aurait-il face à la France si le conflit interne éclatait ? Et puis il y avait les cinq ministres prisonniers en France. Dont deux vice-présidents ! Il fallait avoir leur avis.

On passa au vote. Krim et Mohammedi Saki se déclarèrent pour la suppression de l'état-major de Boumediene, les cinq autres (Boussouf, Ben Tobbal, Ben Khedda, Saad Dahlab et Yazid) contre. Le reste des « ministres » comptait pour du beurre. Tous décidèrent la reprise des négociations avec la France.

« Mais, ajouta Ben Khedda, il faut établir un contact avec les prisonniers. Et avoir leur avis. »

Le gouvernement français, averti par les autorités suisses, accorda le droit de visite. C'est ainsi que dans le plus grand secret Krim, Ben Tobbal et Ben Yahia, pris en charge à la frontière suisse par une voiture de la sécurité française, découvrirent Aulnoy, son château, ses maîtres d'hôtel, son parc royal, ses fauteuils profonds, ses postes de télévision.

Les trois « envoyés spéciaux » n'en revenaient pas.

« Mais ils vivent comme des princes, remarqua Krim, beaucoup mieux que les membres du G.P.R.A. Et on ose nous traiter de révolutionnaires de palace ! »

La qualité de la cuisine française et la déférence des maîtres d'hôtel l'impressionnèrent beaucoup.

Après les retrouvailles, les embrassades, l'émotion, on passa aux choses sérieuses. Les cinq — Ben Bella, Khider, Bitat, Aït Ahmed et Boudiaf — expliquèrent les péripéties de leur grève de la faim de novembre pour obtenir que tous les prisonniers

F.L.N. en France jouissent du régime politique, puis, cette « mise en train » faite, on évoqua les deux grands problèmes: la négociation et l'attitude de l'état-major.

En aparté, Khider expliqua à Krim que deux clans s'étaient formés : Bitat, Ben Bella et lui-même, opposés à Aït Ahmed et à Boudiaf.

« Mais ce n'est pas grave, dit-il. Des humeurs de prisonniers... »

De son côté et tout aussi discrètement, Aït Ahmed lui confirma la visite de Bouteflika — « le porte-serviette de Boumediene », dit Krim — et le changement d'attitude de Ben Bella.

« Désormais, il joue avec l'état-major... »

Très habilement, Ben Bella ne donna pas cette impression à ses visiteurs. Il se rangea à l'avis de la majorité qui disait : « Laissons de côté cette histoire d'état-major et plaçons la négociation avant tout. Lorsque nous serons libres, on réglera tout cela entre nous. Priorité à l'intérêt supérieur du pays. »

Krim exposa les grandes lignes de la négociation. Ben Yahia et Ben Tobbal entrèrent dans les détails. Puisque De Gaulle avait cédé sur le Sahara, plus rien n'empêchait la reprise des négociations. On passa alors à la constitution de la délégation.

« Depuis Évian et Lugrin, j'ai changé de poste, dit Krim, je ne suis plus ministre des Affaires étrangères. Il faut donc désigner un président et des membres.

— Krim doit être président », dit Ben Bella.

Le rusé Kabyle refusa. Il avait eu à Tripoli un avant-goût des accusations que l'état-major ne manquerait pas de porter contre ceux qui « braderaient » l'Algérie. Les cinq le prièrent d'accepter. À leurs yeux, la présence de Krim à la tête de la délégation était une garantie pour l'avenir. Son influence était encore grande sur les maquisards des wilayas qui ne contesteraient pas sa signature au bas d'éventuels accords.

« Je partage l'avis de Ben Bella, dit Ben Tobbal. C'est à Krim de présider et j'irai avec lui !

— Bon, concéda Krim, puisque tout le monde insiste... Mais compte tenu de l'attitude de l'état-major, qui est en état d'insubordination, et de celle du G.P.R.A..., qui est ce qu'il est, je

vous demande. de signifier par écrit votre décision au C.N.R.A. »

Les huit chefs présents signèrent « l'accord », en précisant bien que les négociateurs devraient apporter toute leur vigilance au délai d'évacuation des bases militaires françaises.

« Mers el-Kébir français pour cinquante ans, c'est inconcevable, dit Ben Bella.

— Je suis de ton avis », approuva Krim.

C'était également celui du Conseil national de la révolution...

« Eh bien, à la négociation, à la victoire, à votre libération, dit le chef kabyle en levant son verre d'orangeade.

— À la victoire », répondirent les sept autres.

Pour fixer par l'image cette « belle unanimité », les trois ministres du G.P.R.A. et leurs cinq collègues prisonniers se firent photographier sur les pelouses enneigées devant les hautes futaies dégarnies du parc d'Aulnoy.

Tous se tenaient par les épaules, comme des frères. Mais à l'exception du demi-sourire de Ben Yahia et de Khider, tous les visages reflétaient une intense préoccupation.

La lutte du Front de libération nationale, la lutte d'un peuple pour son indépendance était terminée. Celle pour le pouvoir commençait. L'ennemi n'était plus la France coloniale qui agonisait dans d'atroces convulsions, mais le voisin, le frère de combat... celui qu'à Aulnoy, les pieds dans la neige, on tenait par les épaules...

C'est le dimanche 11 février qu'une DS surmontée d'une paire de skis s'arrêta au bout d'un chemin tracé dans la neige à la porte d'un chalet des ponts et chaussées des Rousses : *le Yéti*. Deux hommes en descendirent dont l'un portait un épais passe-montagne. Ils entrèrent immédiatement dans la vaste demeure. Le premier était Jean de Broglie, secrétaire d'État au Sahara et aux Départements d'outre-mer. L'homme au passe-montagne, Louis Joxe. Ils furent bientôt rejoints par Robert Buron, ministre des Transports. Les experts Bruno de Leusse, Chaillet, Billecart et le général de Camas étaient déjà arrivés. La délégation française était au complet. Il ne restait plus à attendre que les Algériens.

C'est M. Albayez, directeur des voyages officiels, qui avait choisi le lieu des négociations secrètes après de longues

conversations avec le préfet du Jura, M. Aubert. Leur choix s'était arrêté sur cette grande bâtisse montagnarde, située à l'écart de la route, à proximité de la frontière suisse. *Le Yeti* servait de hangar aux chasse-neige des ponts et chaussées, d'appartement pour le conducteur de travaux et sa famille, et d'« hôtel gratuit » pour un certain nombre de fonctionnaires et d'ingénieurs désireux de faire du ski pendant les vacances ou en fin de semaine. Les habitants des Rousses, habitués à un incessant va-et-vient autour du *Yéti*, n'attacheraient aucune importance à ce « nouvel arrivage ». En outre, à condition de se réunir dans les pièces de derrière, volets fermés, personne ne se rendrait compte de l'affluence. La seule difficulté pour Aubert et Albayez avait été de dissuader les ingénieurs, leurs familles et leurs amis de venir passer ce week-end du 11 février 1962 dans ce « petit trou pas cher... »

Enfin la délégation algérienne arriva. Comme à Évian on se salua d'un signe de tête mais l'atmosphère n'était plus la même. Le secret, le décor rustique, l'entassement des délégués⁽¹⁶⁾ autour d'une table de bois ciré dans une salle trop étroite, allaient bien vite transformer la solennelle conférence en une discussion plus libre. Elle n'allait pourtant pas être facile.

Pendant huit jours exactement les membres des délégations luttèrent pied à pied. Dans une atmosphère enfumée, devant des cendriers pleins à ras bord, chaque délégué défendit âprement ses positions. On évoqua tous les problèmes, techniques et humains. La coopération culturelle, financière, administrative, économique. Les problèmes militaires, les dispositions relatives à la période transitoire : durée, pouvoir du haut-commissaire qui remplacerait le délégué du gouvernement, forces de sécurité. Et surtout le problème des garanties pour les Français désireux de rester en Algérie. Marchandages innombrables, discussions passionnées dans une ambiance de film policier. Les membres des services de sécurité français et algériens, côte à côte, en manches de chemise dans des pièces surchauffées, le pistolet sous l'aisselle ou à la ceinture, se relayaient pour observer par les fenêtres dont les vitres étaient couvertes de condensation, les abords du chalet. La menace d'un « coup de commando » O.A.S. était toujours à redouter mais pour conserver le secret de la rencontre il fallait prendre le risque de ne pas protéger les alentours...

Au bout du huitième jour la plupart des problèmes étaient réglés mais deux divergences d'importance portaient encore sur

les conditions dans lesquelles les Français d'Algérie bénéficieraient des mesures décidées en leur faveur et sur les attributions et surtout la composition de l'exécutif provisoire qui aurait pour mission de préparer le référendum d'autodétermination.

Il n'est pas dans mon intention de traiter le détail des longues tractations auxquelles pendant huit jours se livrèrent les membres des deux délégations. Le lecteur intéressé par ce point d'histoire diplomatique pourra se reporter aux passionnants *Carnets politiques de la guerre d'Algérie* de Robert Buron^[17].

Ce document inédit et d'une importance capitale pour l'Histoire résumera mieux que toute synthèse la position française.

Le dimanche 18 février, après huit jours de conversation, le général De Gaulle, qui était resté à l'Élysée pour suivre le déroulement des négociations secrètes, appela Les Rousses. Après avoir procédé par téléphone à un véritable conseil des ministres réduit au cours duquel Joxe, Buron et de Broglie lui firent un résumé de la situation, il donna, à 12 h 50, les instructions suivantes restées jusqu'ici secrètes :

« L'essentiel, dit le Général, est d'aboutir à un accord comportant le cessez-le-feu, puis l'autodétermination, du moment que cet accord n'entraîne pas des bouleversements soudains dans les conditions actuelles relatives aux intérêts matériels et politiques des Européens, à la présence militaire française en Algérie, aux conditions pratiques dans lesquelles s'opère sur place l'exploitation du pétrole et celle du gaz, enfin aux rapports économiques, techniques et culturels entre l'Algérie et la métropole. C'est cet aboutissement, je répète, cet aboutissement, qu'il faut réaliser aujourd'hui.

« Si les conditions ci-dessus sont acquises — et il me paraît qu'elles le sont — il faut faire l'accord.

« Cela dit, il y a évidemment intérêt à obtenir par la suite la plus longue durée possible quant au bail pour Mers el-Kébir et quant à notre présence militaire pour les expériences ; mais dès lors que la présence à Mers el-Kébir serait de l'ordre de plusieurs lustres et la présence au Sahara de plusieurs années, nous devons admettre ces détails plutôt que de refuser un accord, car il n'y a aucun rapport entre l'intérêt primordial qui consiste à aboutir et

l'intérêt secondaire qui consiste à tenir un peu plus longtemps certaines choses que, de toute façon, nous n'entendons pas tenir pour toujours.

« De vous à moi, précisons bien que le but de l'accord en ce qui concerne la France est d'établir une situation telle qu'il y ait d'abord une période de l'ordre de trois années pendant lesquelles seront tentées, d'une part, la collaboration franco-algérienne, d'autre part, celle des communautés en Algérie.

« Si l'épreuve ne réussit pas, c'est qu'elle ne réussira jamais et alors nous nous trouverons dans un tout autre problème, dégagés que nous serons d'ailleurs de beaucoup d'autres servitudes.

« Mais dans le cas où cette coopération se révélerait possible, au cours de la période d'épreuve, l'affaire consistera pour nous à provoquer un état de choses dans lequel nous porterons notre aide à l'Algérie en tous domaines d'année en année, pourvu que de son côté elle fasse, d'année en année, ce qu'il faut pour que nous la lui portions.

« Comme on ne voit pas, en définitive, que l'Algérie de demain veuille se passer de notre aide, sauf tomber dans un chaos qui ne nous toucherait pas beaucoup, ne nous exagérons pas la portée ni l'importance des rédactions auxquelles nous aboutissons aujourd'hui. »

De Gaulle, qui avant leur départ pour Les Rousses, avait dit à chacun des trois négociateurs « des choses admirables et incompréhensibles dont la traduction était : Démerdez-vous pour aboutir » — selon le mot de l'un d'eux —, précisait sa position. Cette fois, c'était net. Le résultat ne se fit pas attendre. Le lundi 19 février, à 2 heures du matin, Français et Algériens se séparaient après s'être entendus sur les droits réservés aux Européens et sur la procédure du cessez-le-feu qui figurerait dans le procès-verbal de la prochaine réunion officielle (à Évian) et que signeraient les plénipotentiaires. Les responsables militaires des deux côtés le prononceraient unilatéralement, mais le même jour à la même heure.

Les nouvelles qui provenaient d'Alger ne rendraient-elles pas inutiles tant de discussions ? Par ses crimes multipliés, l'O.A.S. s'efforçait de rendre irréalisable un avenir possible pour les Européens d'Algérie. Ce seraient les petits pieds-noirs qui en feraient les frais. Les autres, les « gros » avaient depuis belle

lurette pris leurs précautions et investi leur fortune en métropole ou à l'étranger...

Mais l'heure n'était pas aux spéculations. La pièce était écrite. Il fallait maintenant s'entendre pour la faire jouer le plus vite possible.

Le dernier jour des entretiens des Rousses, les négociateurs français avaient appris avec angoisse le bombardement de la base F.L.N. d'Oujda par deux avions français. L'O.A.S., quelques heures plus tard, revendiquait l'attentat. C'était d'évidence pour montrer aux Algériens que les engagements pris par les représentants du gouvernement français étaient nuls et sans valeur puisque celui-ci était incapable d'imposer le retour au calme !

Le bombardement d'Oujda, on peut le révéler aujourd'hui, n'était pourtant pas un attentat préparé par le commandement de l'O.A.S. Il s'agissait d'une vengeance.

Le sergent de réserve R..., l'un des chefs pilotes de l'aéro-club d'Oran, avait eu son jeune frère de vingt ans tué par les fellaghas en 1960 sur un piton du Constantinois. R... avait juré de le venger. « Et s'il le faut je prendrai les armes », confia-t-il à l'un de ses élèves pilotés, Claude M... Passé dans la réserve, R... accomplit tout de même deux ou trois missions par semaine pour l'armée de l'air. À bord de son T-6, il faisait de l'appui feu ou de l'observation. L'heure de l'O.A.S. venue, R... y adhéra avec joie. Pour lui, c'était aussi l'heure de la vengeance. C'est ainsi que le 18 février, un dimanche, en compagnie d'un de ses amis, lieutenant de réserve, il prit son service pour une mission d'observation. Mais les deux hommes avaient fait armer à bloc les deux T-6.

Sitôt décollés de la base de la Sénia, les deux avions militaires piquèrent sur la frontière marocaine. Objectif : le camp de l'A.L.N. où l'état-major de l'ouest avait établi son P.C.

La base de Ben-M'Hidi abritait environ 10 000 hommes, sans compter de très nombreux réfugiés algériens qui campaient à ses abords sous des guitounes fournies par le gouvernement marocain, le Croissant-Rouge et la Croix-Rouge internationale. La base Ben-M'Hidi comportait, outre les installations militaires, un ensemble médico-social très important où, avec l'aide de la Yougoslavie et de l'Allemagne de l'Est, le F.L.N. avait implanté des centres d'apprentissage, d'alphabétisation et de repos pour les

blessés, les réformés, les convalescents.

Guidés par le hasard, puisqu'ils ignoraient tout du camp Ben-M'Hidi, les pilotes des deux T-6 pirates lâchèrent leurs roquettes sur la base logistique qui renfermait les provisions nécessaires à l'alimentation des djounoud. Deux roquettes incendièrent le dépôt de farine, d'huile et de fèves. Malheureusement, les deux autres tombèrent sur les bâtiments jouxtant la base logistique et qui abritaient l'hôpital militaire.

Un croissant rouge peint sur le toit protégeait — en principe — les locaux. D'ailleurs, le commandement A.L.N. pensait ainsi préserver non seulement son hôpital mais sa base logistique d'éventuelles attaques françaises. Les pilotes de l'O.A.S. — tout à leur vengeance — ne s'en soucièrent pas. Avaient-ils seulement remarqué l'emblème rouge ?

Dans le bloc opératoire de l'hôpital, le Dr Net, assisté des docteurs Feghoul et Boudjelab — le futur ministre de la Santé —, opérait un blessé à la poitrine. Autour d'eux, un infirmier s'affairait. Soudain, la baie vitrée vola en éclats. Les T-6 prenaient sous le feu de leurs mitrailleuses le hangar où se trouvait la salle d'opération. Les 12,7 crépitèrent. Les médecins se plaquèrent au sol. Quand le Dr Naït se releva, le blessé n'avait plus besoin de ses soins. Il était mort criblé de balles, ainsi que l'infirmier. Les trois chirurgiens étaient indemnes. Ils retrouvèrent plus de cent impacts de mitrailleuse dans le bloc opératoire. Dans le ciel les deux T-6 avaient disparu. Ils laissaient derrière eux cinq morts et plusieurs blessés. À Saïda, où une voiture amie les attendait, les deux pilotes s'évanouirent dans la nature.

Le G.P.R.A. qui savait qu'aux Rousses se jouait une partie difficile « étouffa » l'incident. Mais le gouvernement marocain, qui comptait un ressortissant parmi les morts, adressa une vive protestation au gouvernement français. Quant à l'état-major de l'O.A.S. il bondit sur l'aubaine et présenta l'affaire comme une « opération » militaire soigneusement montée qui prouvait l'efficacité de ses troupes. Le gouvernement français et le G.P.R.A. l'entendirent comme le premier coup de la grande offensive Salan.

Le 23 février le Mandarin publia le texte le plus important de l'histoire de l'O.A.S., son instruction n° 29. Cette fois, c'était une véritable déclaration de guerre civile.

L'instruction n° 29 commençait par les mots :

« L'irréversible est sur le point d'être commis. » Elle fixait ni plus ni moins que les modalités de la guerre à livrer à l'ennemi — c'est-à-dire aux forces de l'ordre françaises — après la signature considérée comme inévitable des accords entre le gouvernement français et le F.L.N.

Pour situer l'état d'esprit du général Salan lorsqu'il écrivit cette instruction n° 29 il n'est que de reprendre son instruction précédente concernant l'intensification de la lutte par le harcèlement sur tous les secteurs.

« Il est particulièrement satisfaisant, écrivait Salan, de noter que la, semaine écoulée⁽¹⁸⁾ a été marquée par des actions de très haute valeur sur tous les plans. J'en adresse mes plus vives félicitations aux exécutants... Dans la forme de guerre que nous menons tout est bon pour démoraliser et neutraliser l'adversaire, consolider nos positions et améliorer nos moyens. Encore une fois, IL FAUT PRENDRE L'ARMEMENT DANS LES DÉPÔTS DE L'ADVERSAIRE, IL FAUT PRENDRE L'ARGENT DANS SES BANQUES. Je ne dissimule pas que certaines actions peuvent prêter à critiques et engendrer quelques erreurs regrettables. On ne fait la guerre, on ne descend dans la rue ni avec des enfants de chœur ni avec des « gens de salon », mais avec des hommes de main courage= et, il faut bien le reconnaître, dépouillés de considérations mondaines.

« Je profite donc de cette occasion pour renouveler un feu vert général pour toutes les actions payantes et spectaculaires, telles que celles qui viennent d'être exécutées.

SALAN. »

Mais il fallait diriger ces hommes de main de façon qu'ils soient le plus efficaces possible. C'était le but de l'instruction 29. Elle renferme en quelques pages tous les crimes de l'O.A.S., tout son plan de sabotage d'une vie possible pour les pieds-noirs en Algérie. Tout en conseillant de « cesser toute opération faisant le jeu de la ségrégation », Salan ordonnait de créer des zones insurrectionnelles dans les campagnes, à base d'unités militaires ralliées et de maquis,, l'accroissement À L'EXTRÊME du climat révolutionnaire dans les grands centres urbains et l'exploitation du pourrissement de l'adversaire PAR L'ENTRÉE EN JEU DE LA POPULATION EN MARÉE HUMAINE pour l'ultime phase.

Salan donnait l'ordre de briser le quadrillage des villes par tous

les moyens. La date de l'attaque était fixée au 4 mars.

« Ouverture systématique du feu sur les unités de gendarmerie mobile et les C.R.S., écrivait-il. Emploi généralisé des bouteilles explosives pendant les déplacements de jour et de nuit. »

Il conseillait de se servir des postes à essence pour répandre le combustible dans les caniveaux et y mettre le feu, ainsi que l'emploi des bidons d'huile renversés et des clous pour faire dérapier les véhicules militaires.

« Une bouteille explosive judicieusement appliquée au moment d'un dérapage, poursuivait-il, provoquera l'inflammation de l'essence... Dans le cadre des ordres de mobilisation la partie « population armée » devra y participer entièrement. »

Venait enfin le plus grave. L'article 8 du paragraphe B concernant les tactiques de manœuvre.

« Sur ordre des commandements régionaux enfin, LA FOULE SERA POUSSÉE DANS LES RUES à partir du moment où la situation aura évolué dans un sens suffisamment favorable. »

Voilà pour l'action en Algérie. Mais Salan n'oubliait pas la métropole. L'objectif final, le pouvoir, c'est là-bas qu'il faudrait le prendre.

Dans une annexe à la directive n° 29, annexe secrète et destinée uniquement aux chefs des trois zones O.A.S. d'Algérie et à ceux de la métropole, le Mandarin précisait :

« Il faut s'efforcer de paralyser le pouvoir et le mettre dans l'impossibilité d'exercer son autorité. Les actions brutales seront généralisées sur l'ensemble du territoire. Elles viseront les personnalités influentes du parti communiste et du gaullisme, les ouvrages d'art et tout ce qui représente l'exercice de l'autorité, de manière à tendre au maximum vers l'insécurité générale et la paralysie totale du pays. La provocation à la grève générale sera aussi une excellente arme.

« Le choix de la date en métropole est fonction de l'évolution de la situation en Algérie. Mais en tout état de cause, la métropole doit agir et coordonner ses actions avec la campagne ouverte en Algérie. »

Vingt-cinq ans après Franco, qui lui aussi était parti d'Afrique du Nord, Salan — dans sa retraite au centre d'Alger — peaufinait

le plan qui lui ouvrirait les portes du pouvoir parisien. Après tout, Raoul avait plutôt plus de moyens que Francisco n'en avait disposé au départ de la grande aventure. Car il y avait la foule des pieds-noirs dont il entendait se servir à sa guise. Ces petits pieds-noirs gueulards, pleins de vigueur et de foi, dont l'habile Susini avait fait une force à sa dévotion. Dépassés, les colonels, enfoncés, les Godard ambitieux, les Gardes idéalistes. Salan était le Roi, le Dieu d'Alger. Jeanne d'Arc, Tarzan et Robin des Bois. On ne connaissait que lui, ce héros mythique qui savait par son intelligence déjouer tous les pièges de la police. Celui après qui tous les flics couraient en vain. Non seulement on avait confiance en lui, mais on n'avait confiance qu'en lui. Lui seul sauverait l'Algérie française que ces traîtres de gaullistes bradaient dans leurs conférences secrètes et livraient pieds et poings liés aux assassins du F.L.N. Avec lui, grâce à sa détermination, tout redeviendrait comme avant et la masse des melons suivrait le plus fort. Comme toujours... Lui seul pouvait conjurer la Vieille hantise coloniale, lui seul pouvait empêcher les Arabes de « descendre ». Lui seul et son O.A.S., pouvaient « leur » faire peur.

Alors, Alger devint l'enfer. Derrière ce décor splendide de ciel bleu limpide, de plages rousses, de palmiers bruissant sous la brise légère, derrière ce printemps algérois si doux, si tendre, si sensuel qu'il en paraît théâtral, commença l'atroce massacre. Le Grand Guignol dans les coulisses du Châtelet.

Les commandos Delta, ayant appris que de nombreux renseignements fournis par des musulmans parvenaient aux gendarmes de Lacoste, décidèrent de leur enlever l'envie de recommencer. Et Alger prit l'habitude de voir des Arabes s'affaïsser en pleine rue. Une balle dans la tête. Pérez décida un jour que les laborantins, les préparateurs en pharmacie, étaient tous des « traîtres » qui renseignaient le F.L.N. sur l'O.A.S. Il donna l'ordre d'en abattre le plus possible. Et le massacre commença dans la rue, dans les pharmacies. Un pharmacien européen qui voulait défendre son préparateur fut abattu sans pitié. C'était le père d'un adolescent qui, dix ans plus tard, se rendra célèbre en réapprenant, aux sons de sa clarinette, le chemin de l'église à la jeunesse.

Les delta tuaient avec une parfaite inconscience. Ils ne connaissaient pas leurs victimes. On leur disait tue. Et ils tuaient.

Après l'arrestation de plusieurs activistes dans l'immense ensemble de l'aérohabitat on décida une expédition punitive contre le douar qui se trouvait accroché à la colline voisine. Seuls ces musulmans, en observant les allées et venues suspectes, avaient pu dénoncer les membres de l'O.A.S. On lança contre le douar une DS piégée de plastic et remplie de boulons, et les delta, à l'affût au-dessus de la cuvette, mitraillèrent les survivants. Puis ce fut la journée des facteurs. Ceux-là aussi en savaient trop. L'O.A.S. en abattit cinq en quelques minutes. Deux catholiques, un juif et deux musulmans. La grève fut immédiate. Alger fut privé de courrier. Alors on dut installer des centres de tri à l'Aletti, dans des salles de cinéma ou des halls suffisamment vastes. Et chacun vint se renseigner sur l'éventualité d'une lettre !

Mais le pire arriva bientôt. Le lynchage pur et simple. La chasse à l'Arabe, la ratonnade ignoble et aveugle. Bab-el-Oued, le quartier de la joie de vivre, du langage dru, le cœur d'Alger, bon enfant, négligent, s'y tailla une triste réputation. Le 24 février, après le meurtre d'un chauffeur de taxi par le F.L.N., des groupes déchaînés se livrèrent aux joies troubles et sadiques du meurtre collectif. Des travailleurs musulmans hommes ou femmes furent bloqués dans des encoignures de porte, au coin d'une rue, roués de coups de poing, de pied, de couteau. Vingt corps sanguinolents, vingt faces écrasées allèrent rejoindre à la morgue des centaines de corps européens et musulmans qui y attendaient une sépulture. Le 22 février, l'O.A.S. avait tué vingt-trois fois ! Le 26, dix musulmans tombaient en moins d'une demi-heure dans un rayon de 500 mètres au cœur d'Alger. Les entrepreneurs de pompes funèbres étaient débordés. Ils ne pouvaient suivre le rythme.

De leur côté, les groupes F.L.N. ne restaient pas « inactifs », justifiant par leurs crimes les assassinats de l'O.A.S. L'atroce engrenage tournait à plein, lubrifié à la chair humaine, broyant dans ses rouages sanglants et le passé et l'avenir de deux communautés désormais ennemies.

On se vantait de ses crimes ! Les cafés de Bab-el-Oued résonnaient du récit des exploits O.A.S. Musulmans anonymes mitraillés par un commando Delta à l'endroit où un Européen la veille, avait été assassiné. Bravo ! Bravo ! Une fatma étranglée en pleine rue. Bravo ! Bravo ! Bab-el-Oued, capitale de la nouvelle France. Bravo ! Bravo ! Plus un melon aux Trois-Horloges.

Jamais plus. Bravo ! Bravo !... La ville n'était plus capable de réfléchir. Mais l'avait-elle été une seule fois ?

Beaucoup d'Européens pourtant se rendaient compte du drame. On avait permis, provoqué, facilité la création des bandes armées. Et l'on avait ouvert les vannes. On ne pouvait s'étonner d'y retrouver la lie de la société. On avait applaudi à tous leurs « exploits ». On ne pouvait plus les arrêter. L'écœurement gagnait. Même parmi les membres de l'O.A.S. Désormais, beaucoup, parmi les plus lucides, voulaient partir. Pour eux, l'organisation n'était plus composée que de gens qui « avaient étalé au grand jour leur lâcheté, leur mauvaise volonté, leur cruauté implacable, leur veulerie, leur vanité », comme écrira plus tard Anne Loesch^[19], qui vécut avec courage, enthousiasme, puis accablement auprès de son compagnon Jean Sarradet, chef des commandos Z, les heures les plus tragiques de l'Algérie française. Pour ceux-là le beau rêve était terminé. Le pays foutu en proie à un délire meurtrier. Crimes F.L.N., crimes barbouzes, crimes O.A.S. Assez ! Assez de sang ! Assez de meurtres ! Assez de folie !

Mais ceux-là n'avaient pas la parole, ne l'avaient plus. Dire ces choses en public en mars 1962, c'était signer son arrêt de mort. Simplement espérer, simplement vouloir croire envers et contre tous qu'un Européen et un musulman pourraient vivre côte à côte, à égalité, dans un pays libre et indépendant, c'était marcher au sacrifice.

Le 14 mars, le grand écrivain kabyle Mouloud Feraoun, ami de Camus, de Roblès et de tous les libéraux, écrivit dans son journal intime :

« À Alger c'est la terreur. Les gens circulent tout de même et ceux qui doivent gagner leur vie ou simplement faire leurs commissions sont obligés de sortir et sortent sans trop savoir s'ils vont revenir ou tomber dans la rue. Nous en sommes là, les courageux et les lâches, au point que l'on se demande si tous ces qualificatifs existent vraiment ou si ce ne sont pas des illusions sans véritable réalité. Non, on ne distingue plus les courageux des lâches^[20]. »

Feraoun, après avoir été instituteur, puis directeur d'école à Fort-National, avait dû venir à Alger, chassé de sa Kabylie par des fonctionnaires français qui jugeaient ses idées « malfaisantes et nuisibles ». Pensez donc, il prônait l'entente entre Européens et

musulmans dans une Algérie indépendante qui appartiendrait aussi bien aux uns qu'aux autres, où chacun aurait les mêmes droits. Il avait été nommé inspecteur des centres sociaux, créés en 1955 par Germaine Tillion et réunissant des Européens et des musulmans prêts à envisager un avenir ensemble, un avenir où aucune communauté ne serait subjuguée par l'autre. Les centres sociaux ! Lacoste, représentant de Guy Mollet, en avait fait sa bête noire. Les parachutistes de la « bataille d'Alger » les avaient durement frappés. Des traîtres. Des anti-Algérie française ! Ils avaient pourtant tenu bon, contre vent et marée. Certains d'avoir raison. Sûrs que l'avenir de l'Algérie passait par l'égalité et la bonne entente entre deux communautés.

Malgré l'O.A.S., malgré la folie, Feraoun et ses amis n'avaient pas abandonné. Ils espéraient toujours. En ces heures troubles, l'écrivain continuait à se rendre à son bureau, au Château-Royal. Il avait simplement demandé à sa femme de ne plus laisser ses deux fils aller à l'école.

« Chaque matin tu fais sortir trois hommes, lui avait-il dit. Tu ne penses pas tout de même qu'ils te les rendront comme ça tous les jours⁽²¹⁾ ! »

Le 15 mars son fils Ali l'entendit embrasser sa mère et lui dire : « Laisse les enfants dormir. » Puis il se rendit aux centres sociaux, symbole algérois de la coopération franco-musulmane, où devait se tenir une réunion des principaux dirigeants..

À 10 heures, un commando Delta entre dans la salle de réunion où délégués musulmans et européens étaient mêlés. Ils appelèrent sept noms dont ceux de Mouloud Feraoun et Petitbon, du cabinet de Jean Morin. Petitbon n'était pas arrivé, retenu par hasard à Rocher-Noir. Feraoun, lui, était là...

« Les membres des centres sociaux étaient au premier chef des propagandistes F.L.N., me dira plus tard le général Gardy. Le premier plastic O.A.S. avait d'ailleurs été dirigé contre Eric Westphal, du cabinet de Delouvrier, qui avait défendu cette politique dès 1960... On a saisi le jour où ils étaient réunis. »

C'est le commando d'El-Biar qui exécuta les « ordres ». Les hommes dont ils avaient les noms étaient tous « F.L.N., gaullistes ou libéraux ». Etre libéral suffisait.

On retrouva les six corps criblés de balles de mitraillette dans la cour du Château-Royal. Mouloud Feraoun avait reçu douze

balles de 9 mm dans la poitrine.

Mouloud Feraoun, le champion de la coopération, qui avait écrit dès mai 1958 :

« Au fond, la guerre d'Algérie sera un coup très dur pour la France, peut-être mortel pour la République. Après quoi, sans doute, ce coup apportera le remède efficace à l'Algérie et aux Algériens. Bien souvent, d'ailleurs, le malade ne trouve de soulagement qu'aux seuls remèdes qui peuvent l'achever. En sommes-nous là à présent ? »

L'O.A.S., en ce mois de mars où la conférence d'Évian venait de s'ouvrir, répondait sans équivoque.

Il fallait rendre la vie impossible dans Alger. En tuant Alger s'il le fallait.

La lutte était ouverte. Cette Algérie convulsée, où un nouveau drapeau allait flotter, suscitait bien des convoitises. Chacun avait son plan, son idéologie pour « faire le bonheur » de millions d'Algériens déchirés depuis sept ans par un conflit atroce. Le cinquième C.N.R.A., réuni à Tripoli, confirma une nouvelle fois les divergences entre les deux tendances du F.L.N. : celle du G.P.R.X. et celle de l'état-major. Un seul ordre du jour : l'examen des négociations des Rousses et la présentation du dossier d'Évian. Composé à 80 % de « politiques » — ce n'était pas le moment de dégarnir l'intérieur du peu de cadres qui lui restaient — le Conseil national approuva la négociation. Seuls les représentants de l'état-major s'y opposèrent violemment.

« Les Français vous ont eus, dirent-ils. Ils n'appliqueront jamais ce que vous semblez avoir obtenu. Ils nous font cesser le combat pour mieux nous torpiller ensuite. »

La période transitoire restait leur principal souci. En outre, les accords préparés aux Rousses allaient à l'encontre des options socialistes de l'état-major. Une assemblée comprenant des représentants des différentes ethnies et minorités, voilà qui paraissait inconcevable à Boumediene, Menjli et Kaïd Ahmed. Et cette fois, Ben Bella, de son château-prison d'Aulnoy, avait fait connaître sa position. Il s'opposait — suivant en cela Boumediene — à l'association des Européens aux institutions.

« C'est la trahison de la révolution », déclara-t-il.

Ben Bella, pendant toute la durée des négociations, avait

rencontré à Aulnoy un très grand nombre de personnalités, essayant de son côté d'ouvrir une négociation parallèle. L'heure de sa libération était proche et il entendait ne pas manquer son entrée dans l'arène politique. Il pouvait compter sur l'aide des hommes de l'état-major qui avaient également multiplié les contacts directs avec l'Union soviétique, la Yougoslavie et les pays arabes, sans en référer au G.P.R.A. dont jour après jour ils sapaient l'autorité fragile.

Outre la participation des Européens à la vie politique de l'Algérie indépendante, Boumediene — par l'entremise de Menjli — avait violemment protesté contre la partie « pétrolière » des accords.

« Vous vous êtes laissé avoir. À la suite de vos brillantes négociations, le pétrole algérien ne rapportera à l'Algérie indépendante que le vingtième de son budget. C'est ridicule. »

Les négociateurs protestèrent.

« Et vous qui êtes à la tête de l'armée, expliquez-nous comment vous chasserez les Français ? Par les armes ?... ironisa Krim.

— Ou c'est une révolution que nous faisons, répliqua Menjli et nous passerons par tous les stades de l'après-révolution, ou vous la brisez et ce n'est pas une véritable révolution. »

Malgré la vive opposition de l'état-major et de Ben Bella, le 5^e C.N.R.A. vota la reprise officielle des négociations d'Évian.

Pour le principe, on évoqua l'O.A.S.

« Ce sont des éléments colonialistes, dit Krim. Dès l'instant où nous serons d'accord avec De Gaulle, ce sera fini. L'O.A.S. n'est rien pour nous. Elle ne nous fait pas peur. »

Il n'en était pas de même de la menace que désormais l'état-major et Ben Bella faisaient planer sur l'avenir de la révolution. Aucun des négociateurs algériens n'allait l'oublier à Évian.

La conférence s'ouvrit le 7 mars. Elle allait durer onze jours.

Onze jours pour entériner des accords mis au point pendant les négociations secrètes des Rousses ! Cela parut exagéré. Mais beaucoup de choses avaient changé...

Aux Rousses, Joxe, Buron et de Broglie s'étaient battus pied à

pour que le maximum de pieds-noirs puissent bénéficier de la nationalité algérienne, puissent continuer à vivre dans leur pays en jouissant des mêmes droits et des mêmes devoirs que les Algériens. Aux Rousses, on avait joué l'avenir. Les négociateurs du F.L.N. avaient cédé, accordant les garanties réclamées pour les pieds-noirs dont aucun d'eux ne désirait le départ.

À Évian, le problème n'était plus là. L'O.A.S., suivie par les Européens, avait tant fait qu'il n'était plus question pour la majorité des pieds-noirs de rester. Une infime minorité s'accrocherait peut-être. Et encore. Les crimes répétés coupaient chaque jour un peu plus les ponts entre les deux communautés. La haine s'accumulait. Il était évident qu'à la veille de l'indépendance les Européens s'apercevraient de la réalité et ne penseraient qu'à une chose : fuir au plus vite. Fuir avant les règlements de comptes et les vengeances inévitables dus aux « événements » des dernières semaines.

Pour les négociateurs, le centre de gravité était tout à fait déplacé. Aux Rousses, en neuf jours, on avait plus traité du statut de l'Algérie indépendante que de la période transitoire. À Évian, ce fut le contraire. Exécutif provisoire, sa présidence, ses membres. Pour les membres européens ce n'était pas compliqué, mais pour la présidence... On se mit enfin d'accord sur le nom de Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne, arrêté le 4 novembre 1961 avec une valise bourrée de billets de banque destinés au F.L.N. Bienheureuse arrestation qui permit au brillant notaire, familier du Fouquet's, ami de nombreux parlementaires, de se dédouaner face aux durs du F.L.N., et au gouvernement français d'avoir — en cas de besoin — un interlocuteur valable sous la main. L'opération se révélera rentable pour toutes les parties. Farès, on le verra, jouera un rôle bref mais d'une grande importance tant pour les Algériens que pour les Français. Importance humaine plus que politique...

Évian vit aussi la création de la force locale qui, petit à petit, remplacerait l'armée. Le F.L.N. ne voulait dans ses rangs ni Européens d'Algérie ni harkis... Et puis il fallait se battre sur le problème des bases militaires, sur les détails juridiques concernant les Français qui voudraient rester en Algérie^[22]. Il fut également décidé que le référendum sur l'autodétermination se déroulerait en Algérie dans un délai de trois à six mois après la signature des accords. On n'oublia ni la coopération technique ni

les accords d'exploitation commune du pétrole saharien.

On arriva enfin au cessez-le-feu. Il serait proclamé par chaque camp au même moment comme les délégués en étaient convenus aux Rousses. Dès lors, plus rien ne séparait les deux parties. L'heure de la signature était venue et chacun en éprouvait un immense soulagement car depuis le début de la conférence, de part et d'autre du tapis vert, on s'observait avec inquiétude.

Les Français se doutaient de l'importance qu'avait revêtu le 5^e C.N.R.A. de Tripoli et des menaces que les « durs » du F.L.N. faisaient peser sur les négociations.

Les Algériens, eux, savaient l'inquiétude que l'O.A.S. faisait régner chez leurs vis-à-vis. En signant l'article 2 relatif au cessez-le-feu — « les deux parties s'engagent à interdire tout recours aux actes de violence collective ou individuelle. Toute action clandestine et contraire à l'ordre public devra prendre fin » —, les Français affirmaient leur détermination de détruire l'Organisation armée secrète. Mais comment ?

Et encore, les Algériens ignoraient tout de l'attitude de l'Élysée et de Matignon !

De Gaulle, sombre, avait pris sa décision. Il fallait aboutir. À plusieurs reprises il avait téléphoné à Évian.

« Alors, c'est pour bientôt ? »

Mais dans le même temps, il traitait ses délégués de « lâchards ».

« Mes lâchards d'Évian. »

Quant à Debré, il se montrait, d'après Robert Buron, prêt au pire :

« Oui, je me doutais bien qu'ils seraient insaisissables, dit-il au téléphone. Il n'y a rien à faire avec ces gens-là. Si vous êtes acculés à rompre, n'hésitez pas. Le Général ira vous installer un autre exécutif provisoire à Alger qui ne comportera pas de représentants F.L.N. et nous jouerons jusqu'au bout la carte nationale^[23]... »

Il était temps d'en finir. Chacun le sentait.

Au fil des heures, apprenant les événements qui ensanglantaient l'Algérie la devise des négociateurs devenait : « Sauver les meubles. » Les deux parties étaient persuadées que

l'annonce du cessez-le-feu entraînerait l'arrêt des crimes O.A.S. La partie étant jouée, les attentats ayant cessé, l'organisation ne pourrait justifier la poursuite des combats...

Le 18 mars, en début d'après-midi, les trois négociateurs français apposèrent leur signature auprès de celle — unique — de Krim Belkacem. Les autres plénipotentiaires algériens s'étaient dérobés.

« Ce n'est pas la peine que nous signions. Krim est le chef de notre délégation. Il signe seul au nom de l'Algérie. »

Alors, les hommes se levèrent et, pour la première fois, se serrèrent la main. Sans joie.

Le cessez-le-feu était fixé au lendemain 19 mars à midi. Buron avait souhaité qu'il fût effectif à l'aube, mais les Algériens avaient refusé. Il était matériellement impossible d'en transmettre l'ordre aux maquis.

Voilà, c'était fini. Le drame commencé sept ans plus tôt s'achevait. Le petit berger kabyle, le maquisard de 1947, venait au nom de l'Algérie de signer la paix, d'arracher l'indépendance — car l'issue de l'autodétermination ne faisait aucun doute —, mais que seraient les premiers jours de paix ? L'avenir s'annonçait peu encourageant. Le Front brisé par les luttes internes. Le pays ensanglanté. La guerre civile.

Chez les négociateurs français l'ambiance n'était pas à la joie. L'Algérie fraternelle dont certains avaient rêvé, la cohabitation, les chances de succès d'un nouveau peuple dans un nouveau pays... Finies, envolées, balayées. Mais il n'était plus temps de faire les comptes des occasions perdues, il ne fallait plus penser à l'Algérie mais à la France. Une France triste mais soulagée de son « boulet algérien ».

À Alger, Ailleret adressa à ses commandants de corps d'armée le bref télégramme suivant :

« Cessez-le-feu lundi 19 mars midi. Stop. Instructions pour application exécutable même jour même heure. Stop. Genesup. Fin. »

De son côté le « haut commandement de l'O.A.S. » annonça sa détermination de poursuivre le combat :

« Aveugle et sourd à la volonté d'un peuple, De Gaulle a signé

avec les assassins.

« Notre guerre continue, notre drapeau est et restera le drapeau tricolore.

« En conséquence, dès le lever du jour, une grève générale de vingt-quatre heures marquera la honte et la trahison d'un chef d'État indigne et notre détermination de rester à jamais français.

« Les rues seront désertées par la population de manière à éviter tout incident.

« Portes, fenêtres et volets seront clos. »

Une brève casserolade suivit l'appel. Mais le cœur n'y était plus. Le couvre-feu, fixé à 21 heures, fut partout respecté. À 21 heures, les employés de l'E.G.A. coupèrent le courant. Alger s'éteignit brusquement. Les rues, les appartements furent plongés dans l'obscurité. L'ombre, le silence, l'accablement. Comme si la ville était morte.

Le 20 mars ceux qui n'avaient pas entendu la déclaration de guerre de Salan en prirent connaissance par tracts ou de bouche à oreille.

« Je donne l'ordre à nos combattants de harceler toutes les positions ennemies dans les grandes villes d'Algérie. Je donne l'ordre à nos camarades des forces armées, musulmans et Européens, de nous rejoindre dans l'intérieur de ce pays qu'il leur appartiendra de rendre immédiatement à la seule souveraineté légitime, celle de la France.

« Enfin, c'est toute l'armée secrète qui s'adresse au peuple de France auquel nous jurons la sauvegarde de ses libertés et la défense des richesses nécessaires à l'accomplissement de son destin.

« Une fois l'Algérie libérée, c'est sa volonté que nous suivrons et, soyons-en sûrs, elle ne nous décevra pas. »

Les positions « ennemies » étaient occupées par les fils de ces Français métropolitains que le Mandarin tentait une nouvelle fois — et en vain — de séduire.

Les commandos Delta, eux, savaient que c'était la dernière chance. Il fallait frapper plus durement que jamais. Alors commença la politique — si l'on peut dire — de liquidation des Arabes. L'Arabe anonyme devenu symbole du F.L.N.

Quelques musulmans arrêtés à la suite d'un attentat F.L.N. à Hussein-Dey furent mitraillés à bout portant dans les cellules du commissariat.. Puis on patrouilla dans les quartiers européens. De voitures anonymes partaient des rafales qui abattaient l'imprudent qui osait encore s'y déplacer. Ouvriers, femmes de ménage, marchands des quatre-saisons. Les commandos Delta interdirent totalement l'entrée de la ville européenne aux musulmans. Détruire jusqu'à l'esprit même des accords d'Évian. C'était la seule solution. Une solution désespérée mais une solution tout de même.

« À quoi vous servent ces accords d'Évian à vous qui, d'ordre de l'O.A.S., n'avez pas le droit (sous peine de mort) de sortir de vos ghettos ? »

L'après-midi du 20 mars, à l'heure où les musulmans de la Casbah prenaient le soleil sur la place du Gouvernement, bavardant entre eux, écoutant les conteurs ou savourant un beignet, quatre obus de mortier de 60 tombèrent dans la foule. D'une terrasse de Bab-el-Oued, l'équipe des « artilleurs » dirigée par le Toulousain, un déserteur parachutiste, et la Crevette, également déserteur, venait, à titre d'avertissement, de bombarder la place du Cheval. 24 morts, 59 blessés. Le sang, la panique, puis la colère, la fureur.

« En avant, sur Bab-el-Oued, ça vient de là-bas. »

Un sous-officier français, paniqué, glissa sa main vers l'étui à revolver. Un officier qui avait surpris son geste se rua sur lui, le gifla violemment, calmant ainsi l'exaltation de la foule. Aussitôt, les responsables F.L.N. de la Casbah se présentèrent.

« Mon commandant, il faut empêcher nos compatriotes de descendre. »

Le service d'ordre F.L.N. se mit en place avec une rapidité stupéfiante.

« Allez, rentrez chez vous, ne faites pas leur jeu. Rentrez... Allez, rentrez... »

Des arguments frappants vinrent même convaincre les plus excités. L'émeute avait été évitée par miracle. Pour la première fois F.L.N. et armée française avaient collaboré pour éviter l'affrontement racial.

Le miracle pourrait-il se renouveler ?

Le 22 mars, à 21 heures, vingt hommes des commandos Z attaquèrent une patrouille de half-tracks de la gendarmerie mobile qui sortait du tunnel des facultés. Un tireur au bazooka, à plat ventre sur le trottoir, devant la vitrine du maroquinier Bissonet, au coin du boulevard Saint-Saëns et de la rue Michelet, atteignit le premier blindé. Ce fut le signal de la fusillade. Au fusil mitrailleur, à la mitrailleuse, à nouveau au bazooka, les troupes de l'O.A.S. firent reculer la patrouille. Les half-tracks tentèrent de faire marche arrière et de ressortir du tunnel vers l'avenue Pasteur. Ils y parvenaient lorsqu'une pluie de grenades MK.2 et M.26 lancées des jardins de la faculté, au-dessus du tunnel, pénétrèrent dans les caissons des véhicules. Des F.M. placés en embuscade rue Berthezène et avenue Pasteur, achevèrent le travail. Seul le servant du bazooka O.A.S. fut atteint d'une rafale de mitrailleuse. Les autres s'enfuirent, indemnes. Les gendarmes déplorèrent dix-huit morts et vingt-cinq blessés. Trois blindés étaient hors d'usage.

Les « ordres impératifs » de Salan étaient suivis. Degueudre allait-il voir son rêve se réaliser et Alger devenir un nouveau Budapest ?

Le lendemain du cessez-le-feu, l'O.A.S. adressa un « ultimatum » aux forces de l'ordre.

C'est le secteur Orléans-Marine — commandé par l'ex-sous-préfet Jacques Achard — qui le rendit public sous le tract n° 35 C.E.I./12/O.A.P.P./X.I. L'O.A.S. adorait ces sigles mystérieux qui donnaient à la moindre de ses déclarations l'apparence sérieuse d'une note d'état-major.

« Les forces de l'ordre, gendarmes mobiles, C.R.S. et unités de quadrillage, sont invitées à refuser toute action dans le secteur délimité par la caserne Pélissier, la caserne d'Orléans, Climat-de-France et Saint-Eugène.

« Quarante-huit heures de réflexion sont laissées aux officiers, sous-officiers et soldats qui, à partir du jeudi 22 mars 1962 à 0 heure, seront considérés comme DES TROUPES AU SERVICE D'UN GOUVERNEMENT ÉTRANGER. »

Depuis la mort de Le Pivain les gendarmes mobiles étaient devenus l'une des cibles préférées de l'O.A.S. Cette fois c'était à l'armée que l'organisation demandait de « réfléchir ». Et vite.

Jacques Achard et le colonel Vaudrey, forts de la directive n

° 29 de Salan, avaient décidé d'ériger Bab-el-Oued en zone insurrectionnelle et de l'interdire à l'armée après l'avoir interdite aux musulmans. C'était un test. L'armée, jusque-là très en retrait, oserait-elle tirer sur les membres de l'O.A.S. retranchés au cœur de la population française d'Alger ?

« Désarmez les militaires, ne tirez pas sur l'armée... » tels furent les ordres donnés par Achard et Vaudrey appuyés par Jean-Claude Pérez.

Persuadés que l'armée allait réfléchir et ne participerait pas à la réduction du « périmètre réservé », les chefs de l'O.A.S. pensaient implanter une zone insurrectionnelle qui, faisant tache d'huile, gagnerait toute la ville.

Que les gendarmes mobiles s'attaquent au bastion de Bab-el-Oued et ils n'auraient plus envie d'y revenir...

Degueldre décida de ne pas participer à l'action. Il y avait de l'eau dans le gaz entre le lieutenant légionnaire et les « civils » Pérez et Achard. « Delta », tout prêt à « flinguer du barbouze ou du gendarme », s'était violemment élevé contre l'exécution sommaire de malheureux facteurs ou de musulmans anonymes. Il accepta tout juste d'apporter l'aide « morale » de ses commandos en attaquant dans la nuit du 22 au 23 mars quelques P.C.

de gendarmerie. De la routine.

À Reghaïa, on ne prit pas au sérieux la menace de l'O.A.S. Orléans-Marine.

« Encore un coup d'action psychologique de Susini, un expert... », dit-on chez Ailleret.

Pourtant, la nuit du 22 au 23 mars fut particulièrement tendue. Ceux qui comme moi la vécurent ne dormirent guère. Explosions sourdes, rafales aigrettes de mitraillettes, martèlement profond des 12,7. Le service d'ordre tirait sur tout ce qui bougeait.

Le 23 mars, à l'aube, l'ultimatum avait expiré. Jacques Achard qui avait établi son P.C. dans un bistrot du boulevard Guillemin, contrôla les emplacements des commandos Alpha. L'ex-sous-préfet avait baptisé ses groupes de choc de son nom de code. Il n'était pas fâché de prouver ainsi son indépendance à l'égard de Degueldre.

Pendant la nuit les habitants de Bab-el-Oued, suivant les

consignes de l'instruction n° 29, avaient répandu des bidons d'huile de vidange et des clous sur les chaussées. Les rues étaient « piégées ». À plat ventre sur les terrasses, camouflés derrière les volets ou les rideaux de canisses, la mitrailleuse ou le F.M. pointé, les alphas attendaient. L'O.A.S. tenait le faubourg. Bab-el-Oued, ivre d'orgueil, devenait la capitale de la révolte. Le premier quartier à faire « sécession » !

À 8 heures, une patrouille militaire d'appelés fut désarmée sans résistance ! L'O.A.S. triomphait.

À 10 heures, deux camions dérapent dans une flaque d'huile, place Desaix. Deux camions de bérets noirs du C.I. 160 à Beni-Messous, des appelés du train. Immédiatement, plusieurs dizaines de jeunes gens de Bab-el-Oued les entourent. Ils tendent les mains vers leurs armes. À quelques mètres, attentif, un commando alpha les couvre. Mais à bord des camions, les bidasses ne veulent rien savoir pour livrer leurs mitraillettes. Surpris par la réaction hostile, les jeunes pieds-noirs hésitent. Les alphas arrivent à la rescousse. À bord d'un camion, un appelé musulman arme sa MAT. Et c'est le drame. Le commando O.A.S. ouvre le feu. Le pare-brise vole en éclats. Le chauffeur est tué. Sur le plateau du camion les soldats n'ont pas eu le temps de tirer. Pris sous le feu croisé ils tombent l'un après l'autre. À la hâte, les hommes de l'O.A.S. se saisissent de leurs armes et s'enfuient. Le silence est revenu place Desaix. Rue Christophe-Colomb des têtes apparaissent aux balcons, puis très vite se réfugient dans l'ombre des appartements, volets tirés. En bas, sept garçons sont morts^[24]. Onze sont blessés et gémissent en perdant leur sang.

Cette fois, l'irréparable était commis. L'O.A.S. avait ouvert le feu sur une patrouille d'appelés coupables de ne pas avoir « réfléchi ».

Le commandant en chef, Charles Ailleret, quitta immédiatement Reghaïa pour la caserne Pélissier, d'où il décida de conduire lui-même, aux côtés du général Capodano, commandant le secteur Alger-Sahel, la riposte à l'insurrection.

L'O.A.S. était allée jusqu'au bout de ses promesses. L'ultimatum expiré, elle considérait tout soldat français comme un soldat ennemi. Plus de quartier !

La lâche attaque de Bab-el-Oued fit le tour de la ville. Les appelés, qui, quarante-huit heures plus tôt, ne pensaient qu'à

regagner leurs foyers, n'eurent plus qu'une idée : venger leurs copains tombés sous des balles françaises alors que le cessez-le-feu venait de mettre fin à sept années de guerre.

Pour éviter ces crimes aveugles, Ailleret fit intervenir dans un premier temps gendarmes et C.R.S. Eux avaient déjà durement payé mais ils avaient l'habitude du combat de rue. Et garderaient leur sang-froid.

Mais très vite, devant la réaction de Bab-el-Oued, il fallut se résoudre à appeler la troupe. De 10 heures à midi et demi, des combats sporadiques ensanglantèrent les points vitaux de Bab-el-Oued. Sept soldats et gendarmes y trouvèrent la mort. Cette fois, la riposte fut d'une violence extrême. Les blindés tirèrent sur les façades. Leurs mitrailleuses firent refluer les habitants terrorisés au fond de leur appartement. À 14 h 30, après une brève accalmie, Bab-el-Oued ressembla à Budapest. Les commandos Alpha avaient dû refluer et menaient le combat du haut des terrasses. Des chars tiraient sur tout ce qui bougeait. À 17 heures, Ailleret ordonna le bouclage complet de Bab-el-Oued et fit donner l'aviation. Il fallait aller vite. Réduire le camp retranché et éviter de nouvelles « Barricades ». Une première vague de T-6 fit un « straffing » sur Bab-el-Oued, tirant des rafales au-dessus des terrasses. Au passage plusieurs appareils ainsi que des hélicoptères lance-grenades essuyèrent le feu des mitrailleurs de l'O.A.S. C'en était fini des coups de semonce. La deuxième vague tira sur les servants des F.M. situés sur les terrasses. C'était la guerre. Stupéfaite, la population tenta de se mettre à l'abri. Personne n'avait pensé un seul instant que l'armée puisse intervenir. Cris, hurlements, scènes d'hystérie. Implacables, les colonnes blindées se mirent en marche, arrosant les façades pour se libérer de la tension, pour faire peur, pour obliger l'O.A.S. à se retirer.

Cette fois, ce fut la débandade. Alertés, les commandos Delta de Deguedre tentèrent de dégager ceux de Jacques Achard. Certains parvinrent jusqu'au P.C. du boulevard Guillemin et « couvrirent » la retraite. D'autres, bloqués par les barrages, firent le tour de Bab-el-Oued, cherchant la faille dans le dispositif d'Ailleret. Ils la trouvèrent en début de soirée à Sgint-Eugène où un colonel « sympathisant », chargé de boucler le secteur, retarda à l'extrême l'exécution de ses ordres. Lorsque, à 21 heures, il mit en place le dispositif qui devait l'être à 19 heures, Bab-el-Oued,

dévasté, n'abritait plus un seul commando O.A.S. Ne restait qu'une population affolée pour laquelle un atroce calvaire allait commencer.

À l'Élysée, la nouvelle parvint lors d'un conseil des ministres des plus houleux. D'une humeur massacrate, De Gaulle venait d'« engueuler » sévèrement Louis Joxe, son ministre des Affaires algériennes. Il lui reprochait en bloc d'avoir annoncé à Évian la formation d'un exécutif provisoire qui n'était pas prêt et de ne rien faire pour rechercher vraiment Salan. Là-dessus arriva la nouvelle de la bataille de Bab-el-Oued.

« Notre armée, explosa De Gaulle, ne doit pas être moralement séparée de la nation. Celle-ci veut que l'O.A.S. soit écrasée... Si quelque cadre supérieur en marge de l'armée ne fait pas son devoir en cette affaire, il y a risque de dissociation et c'est le risque le pire. Il faut être ferme. »

Le Général précisa sa pensée :

« Alger est en proie à la subversion ? Bab-el-Oued se révolte ? Tous les moyens sont réunis. IL NE FAUT PAS LÉSINER. IL NE FAUT RIEN MÉNAGER. »

À la question d'un ministre, De Gaulle répondit :

« Se défendre ? Bien sûr, il ne manquerait plus que cela ! Mais il faut attaquer. Il ne faut pas laisser se développer le désordre. Il faut imposer notre autorité. »

Le ministre des Anciens Combattants, Raymond Triboulet, intervint alors :

« Il faut réduire, mon général, mais il faut aussi séduire. »

De Gaulle le fusilla du regard. Furieux, il lui répondit :

« C'est ça, monsieur le ministre... Séduisez... Séduisez vos anciens combattants ! »

Au sortir du conseil, De Gaulle traça à la hâte quelques lignes pour Michel Debré.

« Mon cher premier ministre,

Tout doit être fait sur-le-champ pour briser et châtier l'action criminelle des bandes terroristes d'Alger et d'Oran.

Pour cela, j'ai, sachez-le, entièrement confiance dans le gouvernement, dans le haut-commissaire de la République, dans

le général commandant supérieur et dans les forces sous ses ordres.

Veuillez le dire aux intéressés.

Bien cordialement.

CHARLES De Gaulle. »

Ailleret avait le feu vert. Les 13 tués et les 75 blessés de la journée, résultat de l'application de la première partie de la directive n° 29 de Salan, lui donnaient tous les droits. Le moment était venu d'utiliser les fameuses réserves qu'il n'avait jamais voulu employer dans la ville. Morin, qui les avait tant réclamées, ne les verrait pas en action. Il avait quitté Alger le jour même, remplacé par Christian Fouchet, nommé haut-commissaire.

Bab-el-Oued, encerclé, puis investi, fut soumis au couvre-feu permanent. Les ménagères eurent une heure par jour pour faire leurs courses. À la demande de la Croix-Rouge, des ambulances sillonnèrent le quartier populaire pour emmener les blessés. Elles revinrent bredouilles. Les pieds-noirs conservaient leurs blessés et leurs morts. Oh ne jamais le chiffre exact des pertes civiles du 23 mars 1962. Au bas mot, vingt morts et quatre-vingts blessés.

Cinq bataillons des réserves du corps d'armée d'Alger interdirent à quiconque d'entrer ou de sortir de Bab-el-Oued. Alors commença la grande fouille. Six escadrons de gardes mobiles, deux compagnies de C.R.S., deux bataillons d'infanterie, deux sections de grotte et deux équipes de détection des transmissions, appuyés par deux régiments blindés passèrent le quartier au peigne fin. Pendant le blocus 7 148 appartements furent « visités » et 3 309 hommes et adolescents arrêtés et envoyés en centre de transit pour « vérification d'identité ».

Pendant quatre jours les gendarmes firent payer en bloc leurs morts du 24 janvier 1960 et ceux des dernières semaines. Derrière leur passage ce ne furent qu'appartements dévastés, postes de télévision enfoncés, armoires brisées, linge répandu. Après le combat, le cataclysme.

Les malheureux pieds-noirs, cloîtrés dans les ruines de leur appartement, n'avaient plus le droit de sortir, pas même celui de paraître à leurs fenêtres ou à leurs balcons. Leur quartier jadis si joyeux présentait un aspect lamentable. Trottoirs jonchés d'ordures, voitures écrasées par les chars, fils des trolleys et du

téléphone pendant lamentablement sur les façades écaillées par les obus de 37 et les balles de mitrailleuses lourdes.

En fait de camp retranché, d'État dans l'État promis par Achard et l'O.A.S., Bab-el-Oued n'était plus qu'un quartier dévasté par la guerre civile où hommes et femmes, abattus, désespérés, pleuraient leurs morts et le fol espoir perdu. Pour la première fois ils se sentirent réellement abandonnés. Brutalement, le voile s'était déchiré. Tous les mots d'ordre, toutes les images factices, tous les slogans qu'on leur avait jetés en pâture pour masquer la réalité tombaient en poussière.

« Nos-frères-musulmans-qui-suivraient-le-plus-fort » étaient là à deux pas, dans la casbah, masse hostile qui entendait elle aussi faire payer ses morts, venger ses fatmas étranglées, ses ouvriers lynchés, ses marchands des quatre-saisons poignardés.

« L'armé-qui-ne-nous-quitterait-jamais » n'existait plus. Envolés, la 10^e D.P. et ses paras, la légion et ses bérets verts ! Ne restait qu'une armée inconnue à laquelle on avait voulu comme jadis imposer sa loi: Mais cette armée nouvelle avait changé. Elle ne tolérait pas que l'on tue les siens. Elle n'hésitait plus à intervenir.

Prompt à l'enthousiasme, Bab-el-Oued ne l'était pas moins au découragement. Ses habitants s'y plongèrent avec une sorte de frénésie. Personne ne trouva grâce à ses yeux. Pas même l'O.A.S. Les Jésus, les tueurs de Jacques Achard, on les avait aperçus au début. Et puis après, pfuitt'... envolés. Les Salan, les Susini, tous les colonels qu'on aimait tant, vous les avez vus, pendant la bataille ?

Bab-el-Oued, le centre de la résistance, la ville qu'« il faudrait prendre immeuble par immeuble », était brisé. Définitivement. Devant la réalité, les rodomontades d'hier paraissaient bien vaines. On ne le disait pas mais on le pensait. Les Français d'Algérie n'étaient pas faits pour la guerre civile. Sur les 674 revolvers et fusils de guerre saisis, peu..., bien peu, avaient servi. Presque pas ! On avait trouvé des grenades par centaines. Intactes.

Faute d'avoir su s'entendre avec les musulmans et de construire l'avenir avec eux, il fallait penser à partir. Le ressort était cassé. Jamais plus on ne pourrait le remonter. Du sommet de l'excitation activiste Bab-el-Oued passa à l'apathie. Le..» cœur d'Alger » ne battait plus à l'unisson de l'O.A.S. Hernandez était démobilisé.

À Oran, par contre l'O.A.S. régnait. Fusillades, ratonnades, hold-up se succédaient. Jouhaud et ses adjoints étaient les maîtres de la ville. Pour bien le prouver aux autorités ils avaient même édité, dans les locaux de *L'Echo d'Oran*, une édition spéciale O.A.S. tirée à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Des commandos O.A.S. parcouraient la ville en uniforme. Le 20 mars un affrontement entre les troupes de l'organisation et les militaires avait fait dix morts et seize blessés.

L'autorité n'en avait plus aucune.

Le malheureux préfet de police vivait dans une préfecture sans escaliers, sans fenêtres, sans eau. Tout avait sauté. Quant au général Katz, nouveau responsable militaire de la ville, il ne savait où donner de la tête. Il était hanté par le risque d'affrontement entre Européens et musulmans. Ceux-ci, harcelés par les tirs de mortier, ne sortaient plus de leurs quartiers. Pénétrer dans la ville européenne, c'était la mort certaine. Les lynchages, les ratonnades les avaient inexorablement chassés. Les quelques réactions musulmanes furent atroces. Il fallait s'y attendre. Femmes éventrées, gosses massacrés à Mers el-Kébir, passants assassinés, puis brûlés en bordure du Village nègre. Là aussi c'était l'engrenage. Jouhaud avait dû donner l'ordre à certains « collines » (équivalent des deltas d'Alger) de Tassou Georgopoulos de veiller à interdire les ratonnades. En pure perte. Au mois de juin, à l'heure de l'exode, les pieds-noirs paieront cher les mois de domination O.A.S. Aucune ville d'Algérie ne verra tant d'enlèvements, tant d'exécutions sommaires...

Le 22 mars, on était encore loin de croire à la déroute. On se racontait avec force détails le plus grand hold-up de tous les temps. L'O.A.S. avait emporté tout l'argent liquide de la Banque d'Algérie, boulevard Gallieni. 2 milliards 200 millions ! Pour être plus précis, disons que les employés de la banque « remirent » à leurs amis de l'O.A.S. la totalité du contenu des coffres !

Le triomphe fut pourtant de courte durée. Trois jours plus tard, le dimanche 25 mars, le chef de l'O.A.S.-Oran était arrêté dans l'immense ensemble blanc du Panoramic, boulevard Front-de-Mer. Katz — grâce à une information venue de Paris à la suite de l'interrogatoire d'un officier sympathisant de l'O.A.S. qui avait avoué « avoir rencontré Jouhaud dans un immeuble du centre d'Oran, face à la mer » — lança une vaste opération de contrôle sur les buildings du boulevard Front-de-Mer. Mais la puissance de

l'O.A.S. était telle à Oran qu'il fut obligé de lancer une gigantesque opération de diversion autour de la cathédrale, opération qui opposa deux mille gendarmes et militaires aux « collines » d'Oran. Une véritable bataille de rue. Quand elle se termina, Jouhaud était arrêté, reconnu et déjà en route pour la métropole !

Katz, servi par la chance, arrêta dans le même temps les deux adjoints militaires du général : le commandant Camelin et le lieutenant de vaisseau Guillaume.

Lorsqu'il apprit la nouvelle, Salan, terré à Alger dans un appartement de la rue Desfontaines, près du boulevard Saint-Saëns, nomma le général Gardy à la tête de l'O.A.S.-Oran.

Après la « catastrophe » de Bab-el-Oued — c'est ainsi que Susini qualifiait l'opération désastreuse menée par Jacques Achard —, l'arrestation de Jouhaud portait un coup très dur à la direction de l'O.A.S. Le général d'aviation, même s'il n'avait pas toujours partagé les vues du Mandarin — en particulier lors du putsch — avait très loyalement joué le jeu à son égard. Ce qui n'était pas le cas des colonels, qui, de plus en plus, prenaient du large et n'en faisaient qu'à leur tête. Le dimanche soir, 25 mars, en même temps qu'il apprenait l'arrestation de Compagnon⁽²⁵⁾, Salan eut connaissance d'un tract O.A.S. qui appelait la population à manifester son soutien à la population de Bab-el-Oued. Personne ne lui avait signalé cette opération. Personne ne lui avait demandé son avis !

C'était pourtant — à la lettre — la mise en application de la deuxième partie de son ordonnance n° 29.

Le colonel Vaudrey et Jacques Achard, ulcérés de l'échec de l'opération Bab-el-Oued, avaient décidé de pousser la foule dans la rue. Si les bourgeois du centre d'Alger montraient à l'armée leur solidarité avec le petit peuple de la Baseta et des Trois-Horloges, tous les espoirs seraient permis. Briser le blocus était à leur avis la dernière chance de réussite de l'O.A.S. à Alger où il fallait faire oublier aux pieds-noirs l'échec de la bataille de Bab-el-Oued et l'arrestation de Jouhaud !

Aux premières heures de la matinée, tout Alger sait que l'organisation appelle à la manifestation.

Des milliers d'Algérois ont trouvé dans leur boîte aux lettres le tract T.Z. 109 émanant de la zone Alger-Sahel de l'O.A.S.,

commandée par le colonel Vaudrey :

« Halte à l'étranglement de Bab-el-Oued !

« Une opération monstrueuse, sans précédent dans l'Histoire, est engagée depuis trois jours, contre nos concitoyens de Bab-el-Oued. On affame cinquante mille femmes, enfants, vieillards, encerclés dans un immense ghetto, pour obtenir d'eux, par la famine, par l'épidémie, par « tous les moyens » ce que le pouvoir n'a jamais pu obtenir autrement : l'approbation de la politique de trahison qui livre notre pays aux égorgeurs du F.L.N. qui ont tué vingt mille Français en sept ans.

« — La population du Grand Alger ne peut rester indifférente et laisser se perpétrer ce génocide. Dans un grand élan de solidarité s'est manifesté spontanément par des collectes de vivres frais.

« — IL FAUT ALLER PLUS LOIN : en une manifestation de masse pacifique et unanime, tous les habitants de Maison-Carrée, de Hussein-Dey et d'El-Biar, rejoindront ce lundi, à partir de 15 heures, ceux du centre pour gagner ensemble et en cortège, drapeaux en tête, sans aucune arme, sans cris, par les grandes artères, le périmètre du bouclage de Bab-el-Oued.

« — NON, LES ALGÉROIS NE LAISSERONT PAS MOURIR DE FAIM LES ENFANTS DE BAB-EL-OUED. ILS S'OPPOSERONT JUSQU'AU BOUT À L'OPPRESSION SANGUINAIRE DU POUVOIR FASCISTE.

« Il va de soi que la grève sera générale à partir de 14 heures.

« Faites pavoiser. »

L'apparence du tract est anodine. Malgré ses outrances de langage destinées à enflammer l'esprit des Algérois, il ne s'agit que d'une manifestation pacifique. Mais qui doit briser le blocus de Bab-el-Oued et en réalité recréer au centre d'Alger une zone insurrectionnelle. C'est le seul moyen d'effacer ce qu'il faut bien appeler un échec. Cette fois, on ne renouvellera pas l'erreur d'Achard le 23 mars, on n'attaquera pas la troupe. On lui opposera les poitrines innocentes de la population. Et l'armée devra se déterminer. Ou elle laissera passer et la victoire sera au bout de la rue d'Isly, de la rue Bab-Azoun et de la rue Bab-el-Oued. Ou elle refusera et il faudra tirer. C'est le « rush final » préconisé par Salan dans l'instruction n° 29.

Dès qu'il a connaissance de l'appel à la manifestation le préfet

de police Vitalis Cros fait diffuser toutes les demi-heures le communiqué suivant :

« La population du Grand Alger est mise en garde contre les mots d'ordre de manifestation mis en circulation par l'organisation Séditieuse.

« Après les événements de Bab-el-Oued, il est clair que les mots d'ordre de ce genre ont un caractère insurrectionnel marqué. Il est formellement rappelé à la population que les manifestations sur la voie publique sont interdites.

« Les forces de maintien de l'ordre les disperseront, LE CAS ÉCHÉANT, AVEC LA FERMETÉ NÉCESSAIRE. ».

Des voitures à haut-parleurs militaires sillonnent la ville pendant toute la matinée, répétant inlassablement au long des rues la « mise en garde officielle ».

Ce lundi 26 mars 1962, aucun de ceux qui l'ont vécu à Alger ne l'oubliera jamais. Cette journée devait voir se produire l'inimaginable. Le massacre d'une, population désarmée. Le comble de l'horreur. Depuis, chaque partie s'est justifiée, s'est servie des tragiques événements pour soutenir sa politique. Aucun de ceux qui y ont assisté — j'en fus — ne comprit quoi que ce soit, dans l'instant, à l'atroce boucherie. Ils n'entendirent que les coups de feu, les cris, ne virent que le sang, les larmes. Ensuite, chacun prit dans l'arsenal des justifications ce qui servait ses convictions, rejetant les arguments de l'adversaire.

Dix ans ont passé. Les langues se sont déliées. Les documents secrets concernant la tragédie ont pu être retrouvés après une longue enquête tant du côté gouvernemental que du côté de l'O.A.S. Ils permettent aujourd'hui de se faire une idée de ce que furent les responsabilités de chacun. Je ne tente de convaincre aujourd'hui aucun de ceux qui « sont convaincus d'avance » quel que soit leur camp. J'ai simplement cherché — témoignages et documents à l'appui — la vérité sur ces heures qui m'ont bouleversé, sur ces heures qui ont marqué la fin d'une époque.

Dès l'aube, le général Capodano, responsable militaire du maintien de l'ordre dans le Grand Alger, prend des mesures rendues nécessaires par l'interdiction de la manifestation. Outre les vingt-cinq escadrons de gendarmes mobiles, les compagnies de C.R.S. et les bataillons d'infanterie qu'il a à sa disposition, il fait appel à des éléments du 4^e régiment de tirailleurs du colonel

Goubard. On se souvient du rôle du colonel lors des journées d'avril 1961 auprès du général Arfouilloux dont il était l'adjoint à Médéa. Après le putsch, Goubard a pris le commandement du 4^e R.T. formé en grande majorité de tirailleurs musulmans. De la fin de la trêve unilatérale au 19 février 1962, le 4^e R.T. a fait « la chasse aux fellas » dans la partie ouest de l'Ouarsenis et dans le secteur de Boghari. Du 19 février au 23 mars il a fait « de la présence » comme toutes les autres unités de secteur. Etant une unité de réserve générale, ses compagnies sont éparpillées de Rocher-Noir à Djelfa. À l'heure de la lutte anti-O.A.S., Goubard s'inquiète. Son unité risque d'y être mêlée. Le 16 mars, lors d'une visite du général Ailleret à son P.C. de Berrouaghia, il s'ouvre de ses craintes au commandant supérieur.

« Pour se battre contre les fellas nous sommes toujours d'accord, dit-il. S'il y a une guerre civile contre l'O.A.S. nous la ferons. À contrecœur, mon général, mais nous la ferons. Il ne faut pourtant pas compter sur le 4^e R.T., composé en majorité de musulmans dont certains sont d'anciens ralliés, pour participer au maintien de l'ordre à Alger. Mes hommes sont d'excellents combattants, ils ont fait leurs preuves, mais ils sont pour la plupart illettrés, frustes et se sentiraient désemparés dans une ville comme Alger où la population européenne — à travers l'O.A.S. — s'est montrée très hostile aux musulmans. »

Ailleret a compris. Il a promis à Goubard de donner les ordres nécessaires pour que le 4^e R.T. ne soit pas mêlé aux opérations de police à Alger.

Or ces ordres — confirmés par le commandant supérieur — N'ONT JAMAIS ÉTÉ TRANSMIS.

Le 23 mars, le colonel Goubard doit mettre à la disposition d'Alger-Sahel son état-major technique n° 1 commandé par le chef de bataillon Pierre Poupat, et trois compagnies. La 1^{re} compagnie, commandée par le capitaine Ducretet, la 6^e compagnie du capitaine Techer et une compagnie mixte formée pour moitié d'éléments de la 5^e compagnie du 4^e R.T. et de la compagnie d'appui. C'est le capitaine Gilet qui en est chargé. Au total 370 hommes, cadres compris. Goubard ne s'inquiète pas. Ses troupes ne doivent pas pénétrer à Alger. Pourtant, dès leur arrivée à Alger, ces trois compagnies sont engagées à Bab-el-Oued. Elles essuient le feu des commandos O.A.S. qui tirent du haut des balcons et des terrasses. Les 24 et 25 mars, elles sont employées à

différentes tâches de contrôle aux alentours du Forum. Le 26 mars, à 3 heures du matin, elles bouclent un quartier européen de Maison-Carré pour permettre à une unité de gardes mobiles de procéder à un certain nombre de perquisitions.

À 11 heures, ce fatal 26 mars, elles reçoivent l'ordre de quitter immédiatement Maison-Carrée et de prendre place sur le plateau des Glières. Elles devront s'opposer au passage des manifestants dans les quatre voies qui, autour de la grande poste, conduisent du boulevard Laferrière vers Bab-el-Oued : le boulevard, Carnot, la rue Alfred-Lelluch, la rampe Bugeaud et la rue d'Isly.

À 13 h 30, le chef de bataillon Poupat met ses troupes en place. Il établit son P.C. au bastion 15, charge la 1^{re} compagnie du capitaine Ducrettet de barrer le boulevard Carnot et la rue Alfred-Lelluch, et la 6^e compagnie du capitaine Techer les rues d'Isly et la rampe Bugeaud. Le capitaine Techer établit son P.C. près du barrage de la rampe Bugeaud et confie la rue d'Isly au sous-lieutenant kabyle Ouchène Daoud, qui commandera, avec le sergent-chef Boucher, placé en 2^e échelon, les 23 tirailleurs du barrage. Le convoi et une compagnie de réserve sont placés en attente boulevard Carnot.

Les barrages établis, Poupat envoie son adjoint, le capitaine Ardouin du Parc au quartier d'Orléans. Il faut savoir quels sont les ordres. En effet, le colonel Goubard, grand patron du 4^e R.T., ne sait toujours rien de la mission assignée à ses compagnies. Il se trouve à cette heure sur les hauts plateaux de l'Atlas saharien avec le reste de ses moyens et d'autres unités. Il est parfaitement tranquille. Il croit ses tirailleurs en réserve dans les bases de Douera et de Dely-Ibrahim !

Au quartier d'Orléans, un commandant d'artillerie donne les consignes au capitaine Ardouin du Parc :

« Vous devez bloquer le square Laferrière. Si les manifestants “insistent”, ouvrez le feu. »

Ardouin demande une confirmation écrite — selon le règlement. On la lui refuse ! Au bastion 15, le commandant Poupat, informé, réunit ses commandants de compagnie.

« Je reçois l'ordre d'arrêter la manifestation par tous les moyens y compris par le feu. Mais je n'exécuterai pas cet ordre dont la confirmation écrite ne m'a pas été donnée. Alors, interdiction d'ouvrir le feu sauf si, comme à Bab-el-Oued, on

vous tire dessus depuis les immeubles. »

Chaque capitaine rejoint alors ses hommes et transmet les consignes. Le capitaine Techer, commandant la 6^e compagnie, prescrit, dans le cas où la troupe serait trop « pressée », de tirer quelques coups de feu en l'air. Fatale imprudence.

Il est 14 h 15. La foule commence à se masser sur le plateau des Glières. Les moyens matériels mis à la disposition du 4^e R.T. par Alger-Sahel se révèlent très vite insuffisants. Il n'y a de chevaux de frise que pour le boulevard Carnot, la rue Alfred-Lelluch et la rampe Bugeaud. Celui de la rue d'Isly est trop court. Les tirailleurs du lieutenant Ouchène Daoud sont très vite en contact avec les manifestants. Un barrage militaire mis en place rue Charles-Péguy entre les facultés et le plateau des Glières a été emporté à coups d'amicales bourrades dans le dos et de baisers féminins. Sur le boulevard Laferrière, entre le monument aux morts et la grande poste, la foule grossit. Par milliers, les Européens répondent à l'appel de l'O.A.S., se massent sur le plateau qui semble leur avoir été abandonné. « AL-GÉ-RIE-FRAN-ÇAISE... L'AR-MÉE-AVEC-NOUS »... les slogans relaient les Marseillaise qui fusent aux quatre coins des Glières. On entonne les « Africains ». Le cortège se forme. En tête, de très jeunes gens, presque des gosses, en blue-jean et chemise rose ou bleu ciel — l'uniforme de la jeunesse d'Alger, le printemps venu — brandissent des drapeaux tricolores. Hommes, femmes, enfants les suivent. Car on est venu en famille. Il y a même des vieillards qui marchent à petits pas. Le succès de la manifestation dépasse tout ce qu'on pouvait attendre. Tout Alger est descendu pour « voler au secours de ceux de Bab-el-Oued ».

Les premiers rangs du cortège hésitent. Le boulevard Carnot, la rue Alfred-Lelluch, la rampe Bugeaud sont bouclés par des chevaux de frise. Derrière, sur deux rangs, les tirailleurs ont l'arme au poing. Une seule voie semble moins hostile : la rue d'Isly. Le lieutenant Ouchène a disposé ses hommes en travers de la rue. Le seul élément de barbelé, insuffisant, est contourné sans difficulté. Pourtant les manifestants hésitent encore. Les tirailleurs algériens sont tendus. Quelques instants auparavant, une vingtaine de jeunes gens et de jeunes filles brandissant un drapeau O.A.S. les ont insultés.

« On se retrouvera, espèces de fellaghas... »

La plupart des tirailleurs ne parlent pas français. Au passage, ils n'ont, reconnu que le mot fellagha. La tension monte. Les armes sont braquées contre la foule.

« Vous n'allez pas nous tirer dessus », crie un homme. Le lieutenant fait relever quelques canons de MAT, puis s'avance vers la foule, les bras en croix.

« Halte ! crie-t-il.

Il est blond, rose, paraît très jeune sous son képi bleu recouvert d'une housse kaki. Il a des jumelles en sautoir, un pistolet au côté. Les manifestants voient en lui un « Européen » et non plus un quelconque de ces musulmans menaçants. On ignorera toujours qu'il est kabyle et s'appelle Ouchène Daoud. Un homme d'une quarantaine d'années, en costume marron clair, le regard caché par des lunettes aux verres fumés s'approche :

« Mon lieutenant, on veut simplement aller secourir ceux de Bab-el-Oued. On ne fait rien de mal. Vous êtes français comme nous...

— Impossible, j'ai des ordres. »

Ouchène, devant les supplications de l'homme et celles d'un porte-drapeau qui l'accompagne, laisse passer individuellement une trentaine de personnes. Soudain, le porte-drapeau revient vers le barrage.

« Allez, venez, crie-t-il. On passe un à un par toutes les rues possibles. Allez... TOUS À BAB-EL-OUED ! »

Environ trois cents personnes se précipitent, bousculent les tirailleurs de plus en plus affolés. Non seulement le barrage est brisé, mais les hommes sont pris à revers. En effet, AUCUN BARRAGE N'A ÉTÉ PRÉVU dans l'avenue Pasteur. Les tirailleurs d'Ouchène sont isolés dans la foule. Une femme embrasse le « petit lieutenant français », d'autres civils, au contraire, insultent les musulmans. Un homme d'une cinquantaine d'années écarte la veste de son costume gris foncé et, montrant la crosse d'un 11,43 qu'il porte dans un holster, dit à Ouchène :

« Moi, je suis capitaine de réserve. Vous voyez ce pistolet, il n'est pas pour vous mais pour De Gaulle, les gendarmes mobiles et les colonels d'Alger. Vive l'armée d'Afrique ! »

C'est l'hystérie. À quelques mètres, c'est déjà l'échauffourée.

Des crachats pleuvent sur les soldats. Le sergent Lazzaroni — un Européen — est bousculé, frappé. Il se dégage et arme son P.M. Il le brandit. Va tirer en l'air selon les ordres du capitaine Techer qui a fait désigner un sous-officier européen à chaque barrage pour cette mission bien imprudente. Ouchène, conscient du danger, lui crie de désarmer sa MAT. Le sergent obéit.

Le lieutenant appelle son capitaine grâce à son A.N.P.R. C6.

Il est affolé.

« Mon capitaine, certains ont déjà passé le barrage.

— Arrêtez la manifestation. »

Le commandant Poupat envoie la compagnie de réserve du capitaine Gilet à la rescousse.

« Coupez le cortège », ordonne-t-il.

Gilet arrive par la rue de Chanzy avec ses tirailleurs. Il est 14 h 45. Soudain, une rafale de F.M. claque sur la gauche du lieutenant Ouchène, rue d'Isly.

« On nous tire dessus, crie celui-ci dans son émetteur-récepteur. Je riposte ?

— Affirmatif », répond le capitaine Techer.

Mais c'est déjà la boucherie. Les tirailleurs, affolés, tirent dans la foule. Tout va à la vitesse de l'éclair. Un instant figés, les manifestants tentent de s'égailler. On se rue sur les portes cochères, dans le renfoncement des boutiques. On s'abrite derrière les arbres. Devant la grande poste, neuf personnes se sont jetées à terre, tête contre tête, tragique étoile plaquée sur la chaussée. Un homme est frappé d'une balle de F.M. en pleine tête. Il s'écroule sans vie, le visage éclaté. Le vacarme est infernal. Aux claquements sonores des fusils mitrailleurs répondent les rafales aigrettes des P.M. Les plus meurtrières. Certains tirailleurs paniqués ont cherché refuge dans les encoignures de porte mais d'autres tirent comme en campagne, par réflexe, l'arme à la hanche, sur les façades et aussi sur la foule. Ouchène a repéré deux armes automatiques, des F.M. qui tirent en feux croisés des étages supérieurs de l'immeuble 64, rue d'Isly, et de celui de la Warner Bros, au coin de la rue d'Isly et de l'avenue Pasteur. Il fait arroser les façades. Mais il n'y a pas que ces armes qui tirent dans la foule, sur les militaires. Un autre F.M., placé sur

un balcon de la rue Alfred-Lelluch, tire en enfilade dans la rue de Chanzy. Les impacts de balles qui ont atteint l'unique voiture en stationnement rue de Chanzy, une Volkswagen n° 760 GP 9A, en sont une preuve irréfutable. C'est l'enfer. On tire de partout. De tous les barrages de tirailleurs, des immeubles, des toits, des terrasses, de la foule aussi. Des grenades explosent. Or aucun tirailleur du 4^e R.T. n'en est muni, Hurlements, sifflements de balles, odeur de la poudre et déjà du sang. La fusillade nourrie dure à peine trois minutes.

« Halte au feu, nom de Dieu ! Halte au feu !... »

C'est Ouchène qui crie. Il a déjà crié une première fois, mais personne ne l'a entendu. Cette fois, la fusillade s'arrête.

Encore quelques coups de feu sporadiques. Puis de nouvelles fusillades. Celles-là plus lointaines. Elles viennent du Forum et du carrefour de l'Agha où des francs-tireurs O.A.S. ont tiré sur les gendarmes.

Déjà on se précipite vers les blessés. On néglige les morts. Un pompier-brancardier est touché à une cuisse par une dernière balle. Ses camarades le tirent à l'abri d'une porte cochère. Des hommes, par bonds successifs, tentent d'approcher des corps étendus sur les trottoirs, sur la chaussée, au milieu de flaques de sang. Le sol est jonché de morceaux de verre, de chaussures de femmes, de foulards, de vêtements, de débris de toute sorte. Sur le plateau des Glières, des colonnes de C.R.S. et de militaires progressent, lentement. Ils vont de palmier en palmier, le canon de la mitrailleuse ou du mousqueton dirigé vers les toits et les balcons. L'air est saturé de poussière, de poudre brûlée. Les hurlements des sirènes des premières voitures de pompiers et des ambulances succèdent aux rafales d'armes automatiques. Des infirmiers en blouse blanche chargent les blessés. Adossé contre un platane, rue d'Isly, un homme dépoitraillé se tient le ventre, du sang macule son pantalon. Avec précaution deux secouristes le placent sur un brancard puis, à la hâte, remontent l'avenue Pasteur vers la clinique Lavernhe toute proche. Les secours s'organisent. On charge les blessés dans les ambulances. On réserve les morts pour le camion militaire. Près d'un corps sans vie une petite fille pleure. C'est fini.

Sortant de leurs abris de fortune, les Algérois, hébétés, hagards, les vêtements souillés de poussière et parfois de sang, contemplant le spectacle. La rue d'Isly est un champ de bataille.

Partout des flaques de sang, des cadavres, des blessés. Une femme hurle, trépigne sur place. Son mari la tient par le bras, impuissant à calmer sa crise de nerfs. Déjà un camion militaire s'éloigne. Les pieds des cadavres dépassent du plateau et bringuebalent à chaque cahot. Un prêtre à longue barbe est agenouillé près des corps sanglants. Il murmure une prière. Une jeune femme, exsangue, trempe un drapeau tricolore dans une flaque de sang. Des soldats progressent en colonne le long de la rue d'Isly. Alors elle leur crie :

« Pourquoi, pourquoi ?... Pourquoi avez-vous fait ça ? »

Puis elle éclate en sanglots.

Chez Claverie, une boutique de frivolités située face à l'immeuble de la Warner Bros, rue d'Isly, on dégage deux cadavres qui ont basculé dans la vitrine parmi les mannequins hachés par les rafales.

Le soir de ce 26 mars, à la morgue, 46 corps attendront qu'on vienne les reconnaître.

La tragique fusillade a fait 46 morts et 200 blessés. Beaucoup ne survivront pas à leurs blessures. Les tirailleurs ont dix blessés, dont deux très graves.

Reprenant leurs esprits, les Algérois fuient maintenant le lieu du massacre et vont se réfugier chez eux, abasourdis devant l'atroce réalité : l'armée a tiré sur la foule. L'inimaginable s'est produit. Cette fois, la population est définitivement abattue. Pendant toute la soirée on va téléphoner à ses parents, à ses amis, pour prendre des nouvelles. Pour se rassurer aussi.

Les bruits les plus fous courent alors dans Alger. Dans l'excitation des conversations, les tirailleurs du 4^e R.T. se transforment en fellaghas, on a vu l'insigne de la wilaya 4 peint sur leurs casques ! Ils ont ouvert le feu sur une foule désarmée et pacifique... Ils ont achevé des blessés.,.

L'O.A.S. amplifie ces bruits. C'est son ultime espoir de reprendre en main une population qui vient d'être durement touchée. Le colonel Vaudrey, qui a provoqué la manifestation et qui y a assisté d'un appartement du centre d'Alger, n'a plus que ce moyen de se justifier. Non ! L'O.A.S. n'a pas attaqué les forces de l'ordre. Personne n'était armé. C'est une provocation délibérée du pouvoir. De Gaulle a ordonné que l'on tire sur la foule.

La réalité est bien différente. Elle n'excuse pourtant pas le massacre. Là seule question qui restera sans réponse est celle-ci : qui a tiré le premier ? Les officiers et soldats du 4^e R.T. affirmeront que la première rafale est partie de l'étage supérieur du 64, rue d'Isly. L'O.A.S. dira que les « Arabes » ont ouvert le feu sur la foule. Qu'importent ces querelles ? Seuls les morts comptent.

Il est indéniable que l'O.A.S. avait donné l'ordre de manifester sans armes. Il est non moins indéniable que trois armes automatiques ont pourtant été repérées en plein cœur de la fusillade. L'une au 64, rue d'Isly, l'autre dans l'immeuble de la Warner, la troisième rue Alfred-Lelluch. Sitôt après le drame on retrouvera des traces d'huile et les douilles de F.M. sur les lieux. La présence du fusil mitrailleur au 64, rue d'Isly sera d'ailleurs confirmée par la concierge et les locataires de l'immeuble situé en face, au n° 57. Les emplacements de sept autres armes ayant tiré sur la foule et sur les forces de l'ordre seront localisés à la suite de l'enquête ouverte au lendemain du 26 mars. Le recoupement des témoignages venant des bords les plus divers le prouve avec exactitude.

Il n'en est pas moins vrai que les tirailleurs ont tiré. Très exactement 1 135 balles de mitrailleuse MAT 49, 427 de fusil MAS 56 et 420 de fusil mitrailleur AA 52. 102 tirailleurs ont fait usage de leurs armes, dont 15 Européens sous-officiers ou appelés. Mais si ces troupes aguerries au combat en campagne avaient tiré toutes ces balles sur la foule compacte des manifestants ce n'est pas 46 morts mais des centaines qu'on aurait eu à déplorer.

Quant à l'histoire des casques peints « aux insignes de la wilaya 4 » voici ce qu'il en est : lent hommes du 4^e R.T. avaient en effet tracé des marques de reconnaissance sur leur casque, cinq musulmans : Mohamed Hammadi (une tache verte), Mohamed Ghezala (une bande verte), Aïssa Ziane (une tache verte), Bouhoun Mohamed (une tache verte) et Beradia (une bande verte et trois taches). Illettrés, ils avaient trouvé ce moyen de reconnaître leur casque lourd. Quant au sixième soldat, un Européen, Jean-Claude Habib, il avait simplement tracé ses initiales J.C. H. sur le devant de sa « casserole ».

J'ai cherché à savoir si d'anciens rebelles incorporés au 4^e R.T. se trouvaient sur les lieux du massacre. Quatre ex-M.N.A. de

Bellounis se trouvaient rue d'Isly, tous farouches anti-F.L.N. engagés volontaires depuis 1959-60 ou 61, et un ex-F.L.N. engagé en août 1961. Un ex-M.N.A. et un ex-F.L.N. se trouvaient boulevard Bugeaud. Seul Ghezala Mohamed, ex-M.N.A., avait une bande verte sur son casque ! En outre, tous les tirailleurs étaient encadrés de sous-officiers ou officiers français qui n'ont assisté à aucune provocation de leur part. L'hypothèse, pratique pour l'O.A.S., tombe à l'eau.

Les responsabilités de ce drame atroce sont partagées. Il est, certes, criminel d'avoir jeté des tirailleurs musulmans dans la fournaise d'Alger, compte tenu de l'attitude européenne des semaines précédentes. Et de les avoir placés aux « premières loges ». Il n'est pas moins criminel d'avoir poussé la population européenne à manifester, en ayant placé des armes automatiques sur les lieux où l'affrontement était inévitable. MÊME SI CES ARMES N'ONT PAS TIRÉ LES PREMIÈRES. Ce qui n'est ni certain ni prouvé.

Les organisateurs de la manifestation avaient voulu l'épreuve de force. En lançant délibérément la foule contre les barrages militaires, ils couraient le risque de les voir balayer et de pouvoir gagner Bab-el-Oued, victorieux. Ils couraient également celui de voir la troupe, réagir et, sachant la présence de leurs partisans armés dans les immeubles avoisinants, de provoquer le drame.

Ils avaient acculé l'armée « à prendre ses responsabilités », espérant jusqu'au bout la voir basculer. Ils étaient fixés.

Plus de cinquante morts innocents payaient leur aveuglement.

Au lendemain de la fusillade de la rue d'Isly, le général de Menditte, commandant le corps d'armée d'Alger, reçoit le colonel Goubard, qui lui dit son émotion.

« Je comprends, Goubard, dit Menditte. Je comprends votre émoi et je le partage. Mais dites-vous que de ce mal sortira un bien. Et puis pensez un peu à ce qui se serait passé si les manifestants, au lieu d'être arrêtés par vos tirailleurs, l'avaient été par le deuxième barrage. Les blindés du square Bresson ! »

Menditte exprime le sentiment des militaires d'Alger. Ailleret en tête. Ils sont bouleversés mais soulagés. Désormais, la population européenne trompée et manœuvrée ne manifesterà plus. Jamais plus. Plus de ressort, plus d'enthousiasme. Du chagrin, du désespoir, parfois de la haine. Et plus que jamais la hantise de l'Arabe. Cette fois, la population se sent abandonnée,

se sait abandonnée. Elle a compris qu'il ne faut plus croire à la passivité de l'armée à son égard. À Bab-el-Oued les commandos Alpha ont passé les bornes. Le basculement de l'armée, tant attendu, tant espéré, s'est enfin produit. Mais dans le sens contraire. Elle est maintenant prête à tirer. C'est fichu. Définitivement.

Les parlementaires d'Alger font un dernier effort. Sept ou huit députés assiègent, à Reghaïa, le bureau du commandant supérieur. Ailleret refuse de les recevoir, puis y consent. Il est entouré du colonel Buis⁽²⁶⁾, qui est revenu en Algérie comme directeur du cabinet militaire de Christian Fouchet, haut-commissaire, du colonel Viala et du commandant Bourgue, son porte-parole.

Acquaviva et Philippe Marçais prennent la parole au nom de la population d'Alger. Pathétiques, ils évoquent la tragique fusillade, le sang français versé. Ailleret, froid, digne, impassible, très « grand serviteur de l'État », les écoute. Puis les coupe, sèchement.

« Je regrette plus que personne le sang français versé et je suis d'autant plus particulièrement en état de le faire que je viens de saluer les cercueils de l'officier et des hommes abattus par la population de Bab-el-Oued,. »

Marçais tente tout de même d'arracher au commandant supérieur l'engagement de ne plus faire d'opération contre l'O.A.S., de ne plus ouvrir le feu contre ses membres.

« Monsieur, réplique Ailleret, plus glacé que jamais, je n'ai pas à avoir de discussion avec vous. Je ne suis pas un homme politique discutant avec des élus et ne vous suivrai pas sur ce terrain. Par contre, sur le plan de l'ordre, je suis un technicien et vous répondrai en technicien. Si vous ne voulez plus que le sang coule dans des affrontements du style de ceux que nous avons déjà vus, il suffit que l'O.A.S. rende ses armes à l'armée française et *ipso facto* votre désir sera réalisé. »

Protestation des députés.

« Rendez vos armes, répète Ailleret, je ne sors pas de cette position.

Maintenant, c'est terminé, vous pouvez disposer. »

C'est bien la catastrophe. L'état-major de l'O.A.S. ne s'y trompe pas. Les notes, les correspondances, les témoignages le

prouvent.

Ce con de Vaudrey s'est arrangé pour donner raison à Vitalis Cros », écrit l'un des leaders algérois à un responsable O.A.S.-Métro.

Le 26 mars marque aussi le commencement de la fin à la tête de l'O.A.S. Salan, qui vient de créer un Conseil national de la résistance présidé par Georges Bidault pour prendre la succession « en cas de malheur », est en butte à l'opposition de ses colonels.

Gardes, Godard et Vaudrey, de bons colonels, bien policés, bien respectueux de la hiérarchie, bien formés à la rude discipline de l'armée, jettent leur képi par-dessus les moulins. Ils mettent en accusation le chef qu'ils se sont choisi à la tête de l'O.A.S. !

Dans une note, publiée ici pour la première fois, ils placent le Mandarin au pied du mur, ils râlent ferme, ils menacent.

« Nous sommes dans l'obligation de constater, écrivent-ils à Salan, que de multiples et incessantes interférences dans l'exercice du commandement ont compromis l'efficacité de ce dernier et abouti à une situation qu'il est indispensable de redresser sans délai, d'une façon nette et définitive.

« Ou bien le commandement est réellement assuré à tous les échelons par ceux qui exercent la responsabilité officielle, ou bien il est exercé par des contacts que VOUS PRENEZ avec les échelons subordonnés et QUI N'ABOUTISSENT QU'À DES SITUATIONS QUE NUL NE PEUT PRENDRE AU SÉRIEUX, l'armée en particulier, cependant que disparaissent peu à peu les possibilités dont nous disposons.

« Dans le second cas, nous serions dans l'obligation de renoncer à nous associer à une action qui nous échappe totalement au stade de la conception et en grande partie au stade de l'exécution.

« Dans le premier cas, nous estimons DEVOIR EXIGER que :

1° Vous appliquiez votre action au seul échelon national qui est le vôtre ;

2° Vous nous donniez délégation avec les commandants de région pour orienter et diriger l'action en Algérie ;

3° Vous acceptiez de nous donner voix consultative dans les questions intéressant l'orientation d'ensemble de la cause qui nous est commune. Nous estimons qu'il est indispensable de

définir au plus tôt dans la conjoncture née du cessez-le-feu :

a) la haute direction et en particulier l'orientation politique de l'organisation ainsi que la composition et les attributions de votre état-major ;

b) l'organisation du commandement en Algérie que NOUS SOMMES EN MESURE D'ASSUMER sans que se pose aucun problème entre nous à condition qu'aucune interférence ne s'exerce en ce domaine.

« Nous estimons, par ailleurs, qu'il est de la plus grande urgence de désigner un responsable valable pour la métropole et un autre pour l'extérieur, ces désignations DEVANT ÊTRE PORTÉES À NOTRE CONNAISSANCE.

« Nous estimons enfin qu'il est capital de définir au plus tôt les objectifs que nous poursuivons, dans le cadre d'une plate-forme générale et de directives particulières pour l'action dans tous les domaines.

« *Signé* : GODARD, VAUDREY, GARDES. »

Les colonels ne cachent pas leur amertume devant la confiance « exagérée » portée par Salan au « soviet des capitaines » et à Susini. Ils veulent commander, ils exigent.

Alors Salan retrouve, pour répondre à cette note « comminatoire », le ton autoritaire, cassant, incisif et méprisant du commandant en chef. Cinq étoiles face à cinq galons. Ne l'oubliez pas, petits colonels ! Et le Mandarin « pond » trois pages de réponses que ni Gardes, ni Godard, ni Vaudrey ne seront près d'oublier !

« Les instructions que je me suis obligé de pratiquer jusqu'à vos échelons directement subordonnés, écrit notamment Salan, ne sont que la conséquence des difficultés que d'aucuns d'entre vous ont eues pour exercer valablement leur commandement. Au cours du dernier entretien que j'avais avec Godard, et concernant le projet de remaniement du commandement, Godard a fait ressortir non seulement les difficultés, mais l'impossibilité pour Vaudrey d'exercer son autorité. Les mêmes réserves, Godard les soulevait quant à Gardes. »

Diviser pour régner. Après avoir lu cela, les colonels vont se livrer à un petit interrogatoire à trois qui ne manquera pas de saveur. « Alors comme ça, Godard, on « exécute » ses petits,

camarades dans le dos ? Des incapables, dites-vous ? »

Salan poursuit, implacable :

« Faut-il vous rappeler la manière dont la totalité de vos subordonnés vous a traités en toute occasion ?

« Quant aux désordres créés au sein même de l'armée et de nos camarades militaires, je vous prie de vous référer au dernier échange de correspondance entre Godard et Château-Jobert pour en être éclairé. »

Château-Jobert, le célèbre Conan, l'ancien patron des paras de la France libre, a quitté la métropole et a gagné les rangs de l'O.A.S. Les colonels s'en sont débarrassés en le catapultant à la tête de l'O.A.S. Constantine, là où il y a une majorité de musulmans, là où l'action est quasiment désespérée. Personne ne tient à s'embarrasser de ce petit bonhomme à barbiche, brillant soldat mais piètre politique — eux, se prenant pour des « cerveaux » — qui va leur assener des évidences ! Mais, par lettre, Château-Jobert — en code 665 — ne leur fait pas de compliments. Ne leur en fera jamais. Car il y croit, à l'O.A.S. Il croit dur comme fer à une « O.A.S.-Algérie française » avec les musulmans unis aux Européens dans la grande fraternité du 13 Mai. Il est touchant. Complètement hors du coup. Incapable de voir que ses « camarades » d'Alger ont dépassé ce stade. Et font de la « grande politique » faute de pouvoir contrôler les bandes de petits tueurs qui — en leur nom — assassinent aveuglément en pleine rue Européens et Algériens. Pour le plaisir ou guidés par une idéologie de bistrot où l'anisette tient un grand rôle. Alors il râle ferme, Château-Jobert, il s'étonne. Il s'étonnera toujours. Et lui aussi pond *des* notes très sérieuses pour Godard, Gardes et Gardy :

« De 6656 à 5656 6 — 466 — 475.

» »L'Organisation armée secrète, écrit-il, devait être la « troisième force » qui, entre un gouvernement français d'abandon et la menace « fell », se donnait comme but de rallier à elle toutes les forces de résistance pour l'Algérie française.

« Or le comportement de membres qui, probablement, appartiennent à l'O.A.S. et qui, en tout cas, ne sont pas hautement désavoués par elle, s'oppose à ce ralliement.

« Chez les Français — que ce soit en Algérie, en métropole,

DANS L'ARMÉE — s'exprime maintenant sans réserve l'écœurement que soulèvent les actions aveugles contre la masse musulmane... Elles favorisent la séparation complète des deux communautés. C'est le début d'une ségrégation qui ne se fera d'ailleurs pas au profit des Européens. C'est une politique qui mène tout droit à la partition localisée, puis généralisée.

« Et on ne voit pas pourquoi 1 million et demi d'Européens prétendraient conserver pour eux seuls des régions auxquelles peuvent aussi bien prétendre 9 millions de musulmans. Admettre cette séparation, c'est entamer un processus d'abandon auquel précisément l'O.A.S. devrait s'opposer. »

Et aucun des « cerveaux » d'Alger ne peut répondre. Salan reprend la balle au bond et poursuit sa critique. Elle est amère.

« Je ne perdrai pas de temps, écrit-il à Godard-Gardes-Vaudrey, à retracer l'historique de la manière dont, depuis un an, aucune de mes directives n'a été appliquée. Il M'a fallu en effet franchir tous les échelons pour être à peu près certain que l'esprit en parvienne aux exécutants. »

Et quand un de ces brillants colonels se met à suivre son instruction n° 29, cela aboutit à la catastrophe du 26 mars rue d'Isly ! A ce propos, Salan écrit :

« Je fais une mention particulière, au passage, quant à la manière dont a été montée la manifestation du lundi 26, contrairement à toutes les instructions que j'avais données sur ce plan. J'en ai, certes, été informé par un tract dans ma boîte aux lettres et je vous rappelle qu'elle s'est soldée par un bulletin de victoire avec 50 morts et 150 blessés parmi la population civile. »

Il est à noter que Salan ne se répand pas en accusations contre l'armée et le service d'ordre. C'est aux colonels qu'il s'en prend. Et il conclut dans une belle envolée qui règle son compte à chacun :

« Ni les uns ni les autres n'avez jamais cru devoir me rendre compte ni même m'informer des actions entreprises, pour la simple raison que vous-mêmes n'avez jamais été en mesure d'exiger de vos subordonnés qu'ils vous tiennent au courant. C'est là une carence que nul ne peut nier. Il est vrai cependant que ces mêmes subordonnés étaient abondamment servis, à la place d'ordres, d'une documentation politique de premier plan et de commentaires avertis sur les articles de la presse mondiale... »

Cet échange de notes secrètes, enterrées jusque-là dans les archives d'État et dans celles de l'organisation, peut être considéré comme le faire-part de l'O.A.S. L'armée secrète n'existe plus. Désormais, il y a Salan, seul. Les colonels seuls. Et les commandos qui tuent... seuls.

Salan est d'autant plus amer contre les colonels que Gardes vient de manquer une opération sur laquelle il comptait beaucoup : la création de zones insurrectionnelles dans le bled.

Au soir de la fusillade de la rue d'Isly, « Fleurette des maquis » est parti pour l'Ouarsenis afin de créer une zone de « rébellion française ». Le projet de Salan était de reprendre le bled — évacué par l'armée française conformément à la politique de dégagement — avant que le F.L.N. ne s'y installe. Gardy, avant de quitter Alger, avait exprimé de sérieuses réserves. Franchement il n'y croyait pas. Le vieux général était lucide. L'O.A.S. n'avait rameuté qu'une quantité infime de musulmans sans lesquels un maquis constitué d'éléments urbains ne pourrait survivre. Sans lien avec la population, ayant contre eux le F.L.N. et l'armée française, les nouveaux maquisards n'avaient pas une chance sur un million. L'expérience des maquis communistes qu'avait rejoints l'aspirant Maillot en 1956 aurait dû leur servir d'exemple^[27]. Mais les « chefs » de l'O.A.S. n'avaient pas de mémoire...

Gardes a quitté Alger fort des promesses du bachagha Boualem qui doit lui apporter son aide et celle de sa tribu. Le colonel compte aussi sur la participation d'unités de l'Ouest algérien. Car le but une fois de plus est de faire basculer l'armée d'Oranie où se trouve la légion — source intarissable d'espoirs les plus fous ! Gardes n'a pas hésité à « dégarnir » Alger et à emmener avec lui deux des chefs de secteur d'Alger : le capitaine Branca et le capitaine Montagnon. Cette opération a en outre l'avantage — inégalable pour les colonels — de réduire le « soviet des capitaines » au seul Jacques Achard qui ne l'est même pas.

Mais l'opération Ouarsenis, à peine commencée par un bref succès — la prise de la cote 505 —, a échoué lamentablement. Le bachagha Boualem, pas fou, « a retiré ses billes ». D'ailleurs il s'apprête, entouré de ses fidèles, à mettre la largeur de la Méditerranée entre lui et le F.L.N., gagnant inéluctable. Il sera le premier à placer ses hommes à l'abri dans le midi de la France.

Pour lui, la guerre est terminée. Les officiers de certains régiments, qui — comme au putsch — ont fait de vagues promesses, se sont « dégonflés ». Un commandant d'artillerie, le commandant Bazain, a été seul à tenir son serment. Mais la plupart de ses hommes et tous ses officiers ont refusé l'aventure. Il sera tué au cours d'un accrochage avec une katiba de la wilaya 4 alertée par les paysans de l'Ouarsenis. Et Gardes a découvert l'étendue du désastre : il a été attaqué par l'aviation française — plusieurs vagues de T-28 ont mitraillé le maquis O.A.S. — et par les troupes F.L.N. ! C'est la déroute. Il est parvenu à s'échapper et à regagner Alger avec le capitaine Branca. Montagnon, sept officiers et quatre-vingt-six hommes ont été faits prisonniers par 1 armée et déferés à la police. Salan a dû renoncer à son magnifique projet.

Désormais, l'O.A.S. se cantonne à Oran, où Gardy a repris la succession de Jouhaud et commande réellement, et à Alger, où Salan, terré dans son appartement du centre, ne cesse de s'engueuler avec ses colonels et où Degueldre, qui sent la fin proche, n'en fait plus qu'à sa tête et est résolu à tout casser avant de partir. Pour une fois Delta est d'accord avec Jean-Claude Pérez !

Au soir du 6 avril, le capitaine Montagnon, chef du secteur de Hussein-Dey, se retrouve dans le bureau de l'ennemi n° 1 de l'O.A.S. : le capitaine de gendarmerie Lacoste...

Dans la nuit du 6 au 7 avril les hommes de Lacoste et de la « mission C » interrogent sans relâche les « rescapés » de l'Ouarsenis. Lacoste a un objectif principal : Roger Degueldre.

Ce sont les deltas qui empoisonnent la vie d'Alger. Il faut à tout prix les supprimer. Et pour cela, arrêter Degueldre. Privés de la discipline que fait régner le lieutenant déserteur ils ne feront pas long feu.

Les colonels ? Lacoste s'en fout. Ces « politiques » se feront bien prendre l'un après l'autre. Il a failli avoir Gardes en arrêtant son chauffeur en plein Hydra, à 13 h 30. Lacoste l'a abordé comme un simple promeneur. Sous son journal il a un pistolet.

« Si tu bouges, je te descends. »

Autour d'eux des promeneurs, des gens qui prennent le soleil. Et aussi des hommes de l'O.A.S. Lacoste veut éviter l'attroupement, l'incident.

« Tu vas marcher à côté de moi, j'ai trois hommes devant, trois derrière. Tous en civil, tu ne peux les voir. Avance sans rien dire sinon tu es bon. »

Le chauffeur, terrorisé, suit le capitaine jusqu'à sa voiture.

« Où est Gardes ?

— Je n'en sais rien.

— Très bien, on verra ça entre quat'yeux à Hussein-Dey. »

À l'école de police, le type meurt de peur. L'O.A.S. a tant dit que les gendarmes sont d'affreux tortionnaires qu'il révèle tout de suite que le colonel a l'habitude de rencontrer un de ses agents de liaison, 23, boulevard du Télémy. Mais quand ? Il l'ignore. Puis l'homme s'évanouit. On le ranime. Il a failli avoir une syncope. Lacoste enverra quelques hommes en embuscade autour du 23, boulevard du Télémy. Pour le principe...

Toujours rien de précis sur Degueldre. On a vu comment le capitaine s'est « mis dans la peau » des deltas, comment il a étudié leurs habitudes, leur vie quotidienne, avec quel soin il a dépouillé les archives les concernant. En ce mois d'avril, il sait que le lieutenant — qui est grimé — ne quitte pas le centre d'Alger. Les recoupements de ses informations lui donnent une centaine de possibilités de caches. Il n'est pas possible de faire cent opérations simultanées. Il faut sérier et choisir. Il faut aussi espérer des renseignements plus précis.

À l'aube du 7 avril, un lieutenant de gendarmerie — officier de P. J. — qui a procédé toute la nuit, aux premiers interrogatoires obtient d'un des rescapés de l'Ouarsenis un renseignement qui lui paraît important. Un légionnaire déserteur, proche de Degueldre, se cache à Guyotville dans la villa Janine, près de la Madrague. Le lieutenant fait une descente. Le déserteur dort encore. On l'arrête. Il a quitté la 13^e D.B.L.E. pour rejoindre l'O.A.S. On saisit un colt, du matériel, des documents. Et le légionnaire parle. Il donne un nombre considérable de renseignements qui recoupent certaines informations que Lacoste possède sur les deltas. Le capitaine les fait exploiter sur-le-champ tout en poursuivant lui-même l'interrogatoire de Montagnon. De 8 heures à 15 heures les gendarmes effectuent — grâce aux révélations du légionnaire — une quinzaine de perquisitions.

Puis, à 15 h 30, une nouvelle série de renseignements se

recoupent. Tous concernent Degueldre. Le cercle se rétrécit. De cent le nombre des possibilités tombe à vingt. Puis à dix. Il faut choisir. Lacoste brûle. Vingt des vingt-cinq escadrons de gendarmerie mobile sont mis en alerte. Parmi ces dix caches éventuelles plusieurs indiquent une même adresse : le 91, boulevard du Télémy, à la Robertsau. Le renseignement de « Saint-Eugène » recoupe celui de « l'Ouarsenis ». Tous deux sont récents. Le lieutenant de gendarmerie décide de faire une descente.

Il est 16 h 15 lorsqu'il arrive sur les lieux. L'immeuble portant le n° 91 se trouve dans, un des lacets du Télémy. Il a une double issue, par-derrière, dans une voie d'escaliers situés en contrebas, la rue Burdeau. Le lieutenant dispose de 90 hommes. Il fait encercler l'immeuble, fouiller chaque appartement et contrôler l'identité de tous les locataires. Il commence par le rez-de-chaussée.

Quelques étages plus haut, dans l'appartement de deux jolies pieds-noirs, Pérez et Degueldre discutent avec le capitaine Branca, de retour des maquis, Jacques Achard et le capitaine Mura — un para déserteur — à qui les chefs de l'O.R.O. viennent de confier la responsabilité d'un secteur. Très vite, les hommes se rendent compte que l'immeuble est encerclé. Pérez qui a aménagé une cache derrière une penderie y fait entrer ses compagnons. Mais Achard et Degueldre refusent.

« Je passe le barrage, dit l'ex-sous-préfet. Mes papiers sont en béton !

— Moi aussi je passe, ajoute Degueldre, et puis j'ai la baraka. »

Achard quitte le premier l'appartement. Il passe sans encombre la vérification d'identité et se perd dans la ville. Degueldre aborde à son tour les gardes mobiles qui surveillent la porte de l'immeuble.

« Papiers.

— Voilà. »

Il possède une carte d'identité au nom de Joseph Esposito, inspecteur de l'enseignement primaire.

« Merci, monsieur. »

Degueldre va partir lorsque le lieutenant de gendarmerie sort d'un appartement du rez-de-chaussée. Il appelle :

« Eh ! Vous. »

Degueldre se retourne.

« Moi ?

— Oui. Vos papiers ?

— Je viens de les montrer.

— Montrez-les encore. »

Le lieutenant n'a pas reconnu Degueldre mais les cheveux blond filasse sentent leur teinture à dix pas.

« Vous êtes inspecteur de l'enseignement ?

— Oui. Vous n'avez qu'à téléphoner à l'académie d'Alger pour vérifier. »

Degueldre est sûr de lui. Son identité n'est pas bidon. Joseph Esposito existe réellement. Et il est inspecteur primaire ! Manque de chance, le lieutenant de gendarmerie, natif d'Alger, a beaucoup d'amis dans l'enseignement. Il commence à poser des questions embarrassantes. Degueldre bredouille.

Sans savoir qu'il a Degueldre devant lui, l'officier sent que ce type n'est pas tranquille. C'est sûrement un O.A.S.

« Venez avec moi. On va faire une vérification d'identité à Hussein-Dey. »

Degueldre est fichu. Il ne peut ni résister ni s'enfuir. Le terrain est truffé de flics. Alors il continue à jouer le jeu.

« Je vous suis. Mais vous me mettez en retard. J'ai du travail, moi.

— Ce ne sera pas long, monsieur Esposito. »

À Hussein-Dey, Lacoste interroge Montagnon lorsqu'un gendarme lui glisse quelques mots à l'oreille. D'un bond, le capitaine se lève, abandonne son prisonnier et se précipite vers la petite villa mauresque dans la cour de l'Ecole de police où l'on a « isolé » le suspect.

Lacoste reconnaît Degueldre au premier coup d'œil. Il a trop regardé sa photo. Il lui a même fait subir toutes les

transformations possibles. Avec barbe, avec moustache. Blond, brun. Avec lunettes, sans lunettes.

Dans la petite pièce, Degueudre, assis sur une chaise, tempête.

« Mais je vous dis que je suis Joseph Esposito, inspecteur primaire. Vous me faites perdre mon temps. »

Lacoste se plante dans l'encadrement de la porte.

« C'est pas à moi qu'il faut faire cela, dit-il. Vous êtes le lieutenant Degueudre. »

Le légionnaire paraît se transformer. Oh ! pas de trouille, mais de soulagement mêlé de fierté. Il repousse sa serviette, se lève, se met au garde-à-vous.

« Oui, je suis le lieutenant Degueudre. Et vous, vous êtes le capitaine Lacoste. C'était vous ou moi. Vous avez gagné. »

La nouvelle fuse à Hussein-Dey. « Degueudre est arrêté. Il est avec Lacoste ! » Tout le monde veut voir l'ennemi n° 1, le chef des deltas qui pendant près d'un an a mis la police en échec.

Lacoste et Degueudre sont toujours debout, face à face.

« Je serai fusillé, dit le légionnaire. Et vous, vous pouvez faire attention. Vous ne finirez pas votre séjour à Alger !

— Asseyez-vous, dit Lacoste.

— Ce n'est pas la peine de m'interroger, je ne vous dirai rien. La seule chose que je puisse vous dire c'est que vous n'irez pas loin. Il n'est que cinq heures de l'après-midi. Vous allez avoir du bruit quand mes gens vont être alertés. »

Jamais Degueudre ne dira un mot. Ni à Alger ni à Paris. Le soir du 7 avril, il est transporté sous bonne garde en métropole⁽²⁸⁾.

Ses deltas n'ont pas levé le petit doigt pour le sauver.

Mais, quatre jours auparavant, ils ont fait sauter la clinique Beau-Fraisier — « repaire F.L.N. », a dit l'O.A.S. — et ont mitraillé à bout portant les musulmans dans leur lit. Neuf malades ont été tués. Quatre jours après, les deltas assassineront le chef d'escadrons Bourgogne, chef du 2^e bureau du corps d'armée d'Alger, « responsable de l'arrestation du lieutenant Degueudre, dira l'organisation, et des tortures auxquelles les maquisards de l'Ouarsenis ont été soumis ». Le malheureux officier n'avait rien à voir dans ces deux affaires dont seuls Lacoste et la

« mission C » étaient responsables.

Le 8 avril, Degueldre passe sa première nuit à la Santé, tandis que la métropole, appelée à approuver par référendum la politique algérienne du général De Gaulle, apporte 90,70 % de ses suffrages au président de la République.

Les pieds-noirs n'ont pas été consulté !

Cette fois tout est joué. Il ne reste plus que l'autodétermination pour que l'Algérie soit indépendante. C'est la fin des illusions.

Pour préparer l'Algérie à l'indépendance il fallait un homme exceptionnel. Morin ne pouvait poursuivre sa mission après la signature des accords d'Évian. Il était exclu que le délégué du gouvernement investi de tous les pouvoirs les partageât d'un jour à l'autre avec l'exécutif provisoire, devenant ainsi « simple » haut-commissaire. Et puis ni son équipe ni lui-même ne souhaitaient rester. Les derniers mois avaient été terribles. À Rocher-Noir on vivait dans l'affolement permanent. Et chacun était ravi de partir.

« Il fallait voir l'état d'esprit d'assiégé qui régnait à la cité administrative, me dira un officier supérieur. Tout ce beau monde trépignait d'impatience... Ils n'avaient qu'une idée : filer. »

La succession de Morin était lourde, la situation dramatique. La tâche ni facile ni agréable. Pour la remplir De Gaulle avait choisi Christian Fouchet, un fidèle de toujours, diplomate habile et homme politique libéral. C'est à ce colosse, au visage lourd et abrupt dont la sévérité était tempérée, dès qu'il ouvrait la bouche, par une grande humanité, qu'il avait confié la mission de sauver l'Algérie du chaos et les Européens du massacre.

Fouchet, s'il ignorait tout de l'Algérie, connaissait tout de même très bien l'Afrique du Nord. Et en avait gardé mauvais souvenir. Il avait en effet appartenu en 1955 au gouvernement Mendès France comme ministre des Affaires marocaines et tunisiennes et dès cette époque avait été frappé par le sentiment de haine et de passion que soulevaient les interventions des effroyables groupes de pression européens. Ceux qui ne toléraient pas qu'un « quelconque gouvernement » vienne léser — par une politique de réformes jugée indispensable — le moindre de leurs intérêts. Les tenants du non à toute réforme. Le destin avait voulu que le ministre d'un gouvernement renversé par ce lobby algérois vienne constater sur place — sept ans après — les dramatiques

résultats de cette politique réactionnaire.

Christian Fouchet était arrivé à Alger une semaine après la signature des accords d'Évian avec une triple mission : appliquer les accords, mettre sur rails l'exécutif provisoire et rétablir l'ordre en luttant contre l'O.A.S.

Pour remplir cette tâche il s'était entouré d'humanistes dont beaucoup lui ressemblaient. Froids, sévères, en apparence « serviteurs impitoyables de l'État », mais en réalité — derrière la façade austère — aimant profondément les hommes et la terre d'Algérie qu'ils auraient voulu libérale et fraternelle. Le lecteur connaît déjà deux d'entre eux. Le colonel Buis, directeur du cabinet militaire⁽²⁹⁾, et Bernard Tricot, délégué auprès du haut-commissaire. L'homme de confiance de l'Élysée — l'éminence grise du Général — était chargé de toute la partie administrative, Fouchet gardant les affaires politiques et les contacts. Le haut-commissaire avait complété sa petite équipe en priant le préfet Jean Dours, futur patron de la police nationale, et Léon Teysot, ancien aide de camp du général De Gaulle à Londres, puis à Alger en 1942-44, d'occuper respectivement le poste de directeur du cabinet civil et de conseiller technique chargé des contacts algériens.

Dès son arrivée, Fouchet avait tenté de parler aux Algérois. Il s'était adressé à eux directement, à la télévision, en leur tenant un langage familier et lucide. Il avait rappelé le souvenir de son frère, le colonel Fouchet, héros de l'Escadron blanc, fondateur de Tindouf, mort aux côtés du maréchal Leclerc dans le ciel de Colomb-Béchar, puis il avait appelé les pieds-noirs à la raison en leur montrant l'impossibilité de revenir sur les accords d'Évian.

« Le monde entier se ligueraient contre vous si vous tentiez de revenir sur ce qui a été décidé et conclu... Vous en seriez les principales et les premières victimes... »

Mais c'est surtout contre l'O.A.S. que Fouchet les avait mis en garde.

« ... Ceux qui vous disent que votre avenir est de vous insurger contre la République, de protéger des assassins et de tirer sur des gendarmes et des soldats français sont des fous et des criminels. Pour eux, qu'ils le sachent, il n'y a plus de salut. Mais vous, au nom du ciel, ne vous solidarisez pas avec eux. Chassez-les car rien n'est perdu... Ne gâchez pas les chances d'une paix

qui s'ouvre, qui est là, à portée de la main, après tant d'épreuves subies, après tant de sang versé par vous tons, Européens et musulmans. J'ai confiance... »

Que n'avait-on parlé ainsi aux pieds-noirs en temps nécessaire ! Mais depuis des mois on n'avait daigné leur adresser que des discours sibyllins ou leur opposer porte de bois !

Malgré le chaos, ce discours avait porté. Mais Bab-el-Oued avait déjà tiré sur le contingent et le lendemain l'O.A.S. appelait la population rue d'Isly. On sait la suite...

L'humanitarisme de Fouchet arrivait trop tard. Les pieds-noirs les plus raisonnables, la majorité — ceux qui étaient écoeurés par les assassinats de l'O.A.S., comme disait Château-Jobert — ne pensaient plus qu'à partir. Les autres — surtout les petits Blancs très modestes et de très jeunes gens — s'étaient donnés à l'O.A.S. comme à une maîtresse exigeante et lui sacrifiaient leur avenir, apportant à cette Gorgone le sang et les destructions qu'elle exigeait. L'O.A.S., mouvement politique, n'existait plus — pour autant qu'il ait jamais existé ; ne restait qu'un amalgame de desperados insensibles au langage de la raison.

Alors l'équipe Fouchet se consacra à sa tâche politique et administrative : éviter une pagaille telle que les accords d'Évian soient inapplicables, assurer la survie du pays et le déroulement du référendum d'autodétermination, enfin — l'heure de l'indépendance venue — passer les affaires algériennes à un gouvernement qui se tienne et que celui-ci trouve une administration et des services en état de fonctionner.

Pour y parvenir, le haut-commissaire et l'exécutif provisoire travaillèrent main dans la main. L'exécutif, présidé par Abderrahmane Farès, était composé de trois délégués européens, cinq musulmans F.L.N. et trois musulmans nationalistes non F.L.N.⁽³⁰⁾. Très vite les membres de l'exécutif provisoire, d'abord méfiants à l'égard de Fouchet, comprirent que la France jouait le jeu non pour leur « faire une fleur » mais parce que son intérêt était que le G.P.R.A. puisse prendre les rênes avec le moins de secousses possibles et avec la plus grande efficacité.

L'attitude adoptée par le haut-commissaire se résuma en une formule que le colonel Buis répétait à l'envi aux militaires :

« Quand on porte une indépendance sur les fonts baptismaux — de bon ou de mauvais gré — il faut mettre tout en œuvre pour

qu'elle réussisse. À moins d'être un imbécile. Nous sommes là pour que cet État algérien naisse dans les meilleures conditions. »

Toute la politique des « Français » de Rocher-Noir allait être commandée par ce souci. Ils préparaient et même jouaient déjà la coopération avec le secret espoir qu'un certain nombre de pieds-noirs, comprenant enfin leur intérêt, les suivraient dans cette voie, créant ainsi une situation nouvelle qui leur permettrait de rester.

Pendant trois mois, le haut-commissaire et l'exécutif allaient œuvrer pour faire face à une situation catastrophique. Continuer à faire tourner la machine à Alger malgré 200 000 musulmans privés de travail par le terrorisme, démunis de tout, sans un sou depuis plus de deux mois, faire en sorte que dans la tourmente les chemins de fer circulent, que les écoles et les lycées ne soient pas désertés. Et tout cela avec des fonctionnaires fatigués, tristes, découragés, même s'ils restaient loyaux ⁽³¹⁾.

C'est à Rocher-Noir que naquit la force locale destinée à remplacer l'armée française et à servir d'armée nationale au premier gouvernement de l'Algérie indépendante. Malgré une durée éphémère sa constitution coûtera beaucoup de vains efforts car le G.P.R.A. arrivera avec sa propre armée et ne prendra jamais le pouvoir. Et puis il y eut le terrorisme, les terrorismes, car le Front ne pouvait tenir très longtemps la population musulmane et les crimes F.L.N. allaient se multiplier sans jamais toutefois atteindre ceux de l'O.A.S. C'est atroce d'avoir à le dire mais les faits et les chiffres — accablants — sont là. Le mois de mars avait vu se produire — uniquement à Alger — 866 attentats dont 611 imputables à l'O.A.S. ! En avril, les chiffres passèrent à 647 pour l'O.A.S. et à 32 pour le F.L.N. Mai : 864 et 80 ! De un à dix ! La préfecture de police, en accord avec Rocher-Noir, tentera alors de former un corps d'auxiliaires temporaires occasionnels, les A.T.O., qui ne donnera jamais de bien brillants résultats.

En fait, on peut dire que la catastrophe finale — le massacre général — sera évitée grâce aux contacts que le préfet de police Vitalis Cros n'hésitera pas à établir avec les dirigeants de la zone autonome d'Alger qui, depuis que les accords d'Évian avaient fait du F.L.N. un parti politique légal, avaient pris en main la population musulmane avec une rigueur toute militaire.

Depuis son « entrée » dans l'O.A.S. à travers la participation active du 4^e secteur du Service d'assistance technique aux Français musulmans d'Algérie, Jean-Marie Lavanceau, adjoint du

capitaine F..., avait fait de bon travail. Et le contrôleur général Parat — qui l'avait baptisé M. Denis — se réjouissait des informations que l'ancien adjudant-chef de la 10^e D.P. lui apportait. Depuis la dissolution du F.A.A.D., le 4^e secteur du S.A.T.F.M.A. procurait sans désenquêter ordres de mission, autorisations d'entrée en Algérie et fausses « vraies » cartes d'identité aux officiers déserteurs qui désiraient rejoindre les rangs de l'O.A.S. en Algérie. Il va sans dire que grâce à Lavanceau, noms et signalements aboutissaient au ministère de l'Intérieur. Pourtant tout cela n'était que de la broutille.

Les affaires sérieuses commencèrent lorsque M. R..., l'ingénieur représentant du F.A.A.D. à Oran et organisateur de contacts avec les représentants du général Jouhaud, vint à Paris pour accélérer le passage du mouvement à l'O.A.S. R..., qui considérait Lavanceau comme un membre important de l'équipe du capitaine F..., lui fit quelques confidences sur la structuration de l'O.A.S.-Métro. C'est ainsi qu'il s'ouvrit des difficultés que rencontrait Canal, alias Le Monocle, pour obtenir des fonds de Salan.

« L'Oncle est dur à la détente, dit-il. Il ne veut rien lâcher. En outre, Monocle aurait besoin de deux ou trois types. Des officiers déserteurs de préférence... »

Lavanceau proposa de trouver de l'argent chez les anciens membres du F.A.A.D., Khelifa en particulier, et promit de trouver trois officiers.

« Peut-être serait-il bon que vous avertissiez Monocle », dit-il à R...

La conversation se déroula dans l'appartement d'un industriel, rue d'Abbeville. L'ingénieur, toujours flanqué de Lavanceau, se rendit alors dans un bureau de poste — rue Bleue — pour appeler un numéro en banlieue. Ce fut un jeu d'enfant pour l'officier de police Lavanceau de découvrir le numéro que R... voulait lui cacher en lisant à l'envers sur le carnet de la « demoiselle du téléphone ». Ce numéro, ainsi qu'une lettre de Canal que Lavanceau avait réussi à subtiliser dans l'appartement rue d'Abbeville, constituèrent la première information d'importance que l'ancien adjudant apporta à son patron réel, le contrôleur général Parat.

En quelques minutes le ministre de l'Intérieur repéra le numéro

demandé. Il correspondait à une usine de Maisons-Alfort qui devait servir de boîte aux lettres et même de P.C. à Canal puisque R... avait su l'y joindre au milieu de l'après-midi. Lavanceau était sur une bonne piste. Grâce à l'ingénieur qui se disait en contact avec Jacques Achard à Alger il pouvait même remonter la filière jusqu'à Salan. À condition de laisser courir Le Monocle !

« Si on le prend, dit l'adjudant, je me grille.

— Oui, convint Parat. Concentrez vos efforts sur l'opération Soleil. »

Des opérations Soleil — nom de code donné à l'éventuelle capture de Salan — les services anti-O.A.S. en avaient connu des dizaines tant à Paris qu'à Alger dans le cadre de la « mission C ». Toutes avaient échoué. Il fallait risquer une nouvelle tentative. Parat accepta de ne pas coffrer tout de suite Canal et d'attendre que Lavanceau puisse prendre un contact direct avec Alger.

« Ouvrez l'œil monsieur Denis, et tenez-moi au courant. Vous êtes sur la bonne piste. »

C'est aux alentours du 15 mars que l'affaire se noua. Le capitaine F... — ami d'Achard — demanda à son subordonné d'aller à Alger et de négocier avec le chef de la zone Orléans-Marine — et si possible avec Salan — le passage des troupes du F.A.A.D. à l'O.A.S.

« Il nous faut absolument une lettre de Salan lui-même pour convaincre le comité directeur du F.A.A.D., le cadî Belhadi en tête, de passer à l'O.A.S., expliqua le capitaine. Vous allez partir à Alger et rencontrer Achard. »

Étant fonctionnaire de police en activité, Jean-Marie Lavanceau n'avait aucune difficulté pour se rendre « officiellement » en Algérie !

« À Alger, poursuivit F..., vous contacterez une certaine M^{me} Millet, C'est une P.F.A.T.⁽³²⁾ qui travaille au *Bled*, le journal militaire. Elle est en relation constante avec Achard. Vous vous annoncerez de la part de Jérôme. C'est mon nom de code. Elle vous pilotera. »

Le 22 mars Lavanceau arriva à Maison-Blanche. Sa première visite fut pour les locaux du journal militaire Le Bled. Là, déception, M^{me} Millet n'y travaillait plus.

« Elle habite 81, boulevard du Télémy », dit-on à l'adjudant.

Le 23 mars, après plusieurs visites infructueuses, Lavanceau dut se résoudre à se débrouiller par ses propres moyens. M^{me} Millet était introuvable. L'ancien para se mit en chasse. En 1957, lorsque, sous les ordres de Massu, il s'occupait de la jeunesse musulmane, il fréquentait un bar, lieu de rendez-vous très prisé des paras : l'A.B.C., rue Michelet. Il y avait fait connaissance de la barmaid, Maïté, et surtout d'une de ses amies, Yvonne, épouse divorcée d'un commandant de parachutistes. Si ces deux-là n'étaient pas en contact avec l'O.A.S., Lavanceau était prêt à avaler sa carte d'officier de police !

Il retrouva rapidement la trace de Maïté, qui avait quitté l'A.B.C. et tenait un bar rampe Bugeaud. Après les embrassades et les anisettes d'usage pour fêter les retrouvailles, Lavanceau s'ouvrit de ses ennuis à la jolie barmaid.

« Je me suis tiré de l'armée et je suis passé à l'O.A.S. J'arrive de Paris. »

Voilà qui n'était pas fait pour surprendre Maïté.

« Et alors ?

— Et alors il faut que je retrouve des pontes sans me faire pigeonner par les flics ! J'ai pensé à toi. Yvonne est toujours à Alger ?

— Tu mets dans le mille. Bien sûr qu'elle est à Alger. Elle est même dans le coup. Je vais te donner son adresse. Mais attention ! en ce moment elle « héberge » un légionnaire, un caïd, un vrai dur. Un tueur, quoi ! Et il flingue à vue. Alors, avant tout, dis que tu viens de la part de Maïté. »

Le 24 mars, pas très rassuré, Lavanceau se présenta au domicile d'Yvonne, au 3^e étage d'un immeuble moderne dans le quartier de Télémy. Il sonna.

« Qui est là ? dit une voix d'homme.

— Un ami. Je voudrais voir Yvonne, De la part de Malté. »

La porte s'entrouvrit. Un malabar braquait un 11,43 dans sa direction. Heureusement, derrière lui, Yvonne reconnut immédiatement Lavanceau.

« Laisse entrer, Popoff, c'est un copain. Comment vas-tu, mon

Jean-Marie ? »

Lavanceau était dans la place. À nouveau il répéta son « baratin ». Il avait des moyens importants à fournir à l'O.A.S. mais il lui manquait le contact.

« Je suis attendu par Achard mais la personne que je devais rencontrer est absente.

— Tu es bien tombé, mon Jean-Marie. Je vais t'arranger cela. Mais pas avant demain. En attendant, je vais chercher de la bouffe. Popoff ne peut sortir qu'avec ses gorilles. On le recherche. Heureusement, tout le quartier est avec nous. Tu vas rester dîner et coucher là. Demain, on verra. »

Et Lavanceau fit plus ample connaissance avec Popoff, un sous-officier déserteur du 1^{er} R.E.P. qui, pour tromper son ennui, sculptait des caravelles de l'époque de Christophe Colomb !

« Pour la voilure, expliqua-t-il avec un gros rire bien gras, je prends les culottes d'Yvonne ! »

Et ce personnage raconta sa vie. À un « ancien collègue » il pouvait tout dire. Il mima même son dernier « flingage »

« On a interdit les quartiers européens aux melons. Alors on sort à deux. En polo avec le colt dans la ceinture. On avance dans la foule. On en repère un. On le double puis on se retourne. Une balle dans la tête. De face. Oui... de face. Et hop, terminé ! On poursuit notre chemin. Les gens ont l'habitude... »

Lavanceau apprécia « en connaisseur » et complimenta sur la technique. Ce qu'il ne raconta pas c'est qu'il avait rencontré la veille, rue Michelet, deux jeunes Algériens, anciens de son centre de formation. Les deux gamins l'avaient reconnu, avaient bavardé avec lui.

« Ah ! on est contents de vous revoir, mon lieutenant... »

Ils avaient gardé l'habitude qu'ont souvent les subordonnés d'appeler un adjudant-chef par le grade supérieur. Officier, ça flatte. Lavanceau s'en fichait mais il aimait bien ces deux gars. Il les avait eus tout jeunes. Ils lui avaient raconté les difficultés auxquelles tout le monde se heurtait:

« Heureusement, mon lieutenant, tout cela va bientôt se terminer. »

Ils s'étaient serré la main et chacun avait poursuivi son

chemin. Lavanceau n'avait pas fait cent mètres que deux coups de feu avaient éclaté. Instinctivement, l'ancien adjudant s'était retourné. Deux corps gisaient sur l'asphalte. Il s'était précipité, puis très vite s'était arrêté. Il avait reconnu la chemisette bleue et le polo vert de ses gamins. Pour eux il n'y aurait jamais plus de difficultés. Alors il avait repris son chemin. Pas la peine de se faire remarquer. Sa mission avait pris tout à coup une tout autre dimension.

Le 25 mars, Lavanceau, accompagné par Popoff et deux autres gardes du corps, commença sa « longue marche ». À 10 heures, ceux-ci le « larguèrent » dans un petit bar d'El-Biar où il fut pris en charge par un ex-sous-lieutenant d'artillerie qui le conduisit dans un appartement vide où il fut fouillé par deux deltas.

« Je n'ai pas d'arme. Je veux voir Jacques Achard. Dites-lui que je viens de la part de Jérôme. »

Lavanceau jouait sur du velours. Non seulement Achard serait rassuré par le mot de passe mais en outre il connaissait le nom de l'adjudant par les contacts que celui-ci avait entretenus avec son ami R...

Trois quarts d'heure plus tard, un nouveau venu entra dans l'appartement.

« C'est d'accord. "On" vous attend. Venez avec moi. » Lavanceau fut accompagné en voiture jusqu'au boulevard Gallieni à El-Biar. On lui dit de descendre.

« Adossez-vous au mur, là, et attendez. Ça ira vite. »

Il obéit. Comment l'affaire allait-elle évoluer ? Ce mur pouvait bien être celui des fusillés ! Un homme sortant du café situé de l'autre côté du boulevard vint vers lui.

« C'est vous qui venez de la part de Jérôme ? »

— Oui.

— Vous voulez voir ?

— Jacques.

— Bien. Suivez-moi. Il est en face. »

Lavanceau, soulagé, entra dans le café.

« Asseyez-vous. Il va venir. »

L'adjudant ne connaissait pas le chef du secteur Orléans-Marine.

« Bonjour, mon vieux. Tu viens de la part de Jérôme ?

— Oui », balbutia Lavanceau.

L'homme qui d'emblée l'avait tutoyé était très sympathique. Quarante ans, vif, exubérant, bien habillé. Très sûr de lui.

« Je suis Achard. Alors raconte-moi ton histoire. Que devient Jérôme ?

— Eh bien, voilà. Comme tu le sais je travaille avec le capitaine F... et on a une bonne nouvelle... »

Et Lavanceau avait raconté une nouvelle fois que l'état-major du F.A.A.D. était prêt à passer à l'O.A.S. ainsi que F... et lui-même.

« Dans un premier temps nous allons faire partir nos éléments sûrs du F.A.A.D. Et j'arriverai ensuite avec F...

— C'est très bon tout ça. Confirme à F... que s'il vient ici je lui donne « mille fusils ».

— Mille fusils ?

— Ben oui. Un commandement quoi ! Et toi tu auras la même chose. À moins que je ne te prenne avec moi. Qui commande le F.A.A.D. en dehors de vous ?

— Il y a Khelifa Khalifa.

— M'intéresse pas.

— Et surtout le cadî Belhadi. L'ancien compagnon de Messali.

— Ah ça, c'est passionnant. Et avec lui, on aurait tous les M.N.A. qui restent encore en Algérie.

— Bien sûr... »

Lavanceau hésita un instant. C'était le moment de porter sa botte !

« Mais il faudrait que je puisse m'entretenir avec le général Salan. On a arrêté l'action du F.A.A.D. à Paris et pour que ses éléments rejoignent en bloc l'Algérie il faudrait que le général leur expose sa position et la place qu'il compte leur réserver dans l'O.A.S. Certains sont encore hésitants.

— Ah ! tu sais, l’Oncle, c’est difficile pour le voir ! Il est bien fatigué.

— Il faut absolument que je lui explique le point de vue des gars du F.A.A.D.

— Je vais voir le général. Donne-moi toujours des explications. »

Achard prit des notes. Posa quelques questions sur ce qu’il faudrait proposer au cadî Belhadi. Puis il se leva.

« Je te donnerai une réponse écrite du général... disons demain. Non, pas demain. On prévoit une grande manifestation. Mais après-demain le 27. Trouve-toi à 11 heures au café du Carrefour 100.

— Le Carrefour 100... Où est-ce ?

— C’est au 100, rue Michelet. Tu ne peux pas te tromper. Allez, salut. Je préviendrai mes gars, qu’ils te fassent bon accueil. »

Quarante-huit heures plus tard Lavanceau revoyait Achard rue Michelet.

« J’ai vu l’Oncle. Voici sa réponse. À bientôt. Je m’en vais car j’ai à faire. »

L’ex-sous-préfet ne dit pas un mot de la terrible fusillade de la veille.

Rentré à son hôtel, Lavanceau ouvrit l’enveloppe remise pas Achard. Elle renfermait deux minces feuillets tapés à la machine sur papier pelure. C’était une lettre de Salan au cadî Belhadi. Elle commençait ainsi :

« Mon cher caïd... »

Eh bien, pensa Lavanceau, pour un chef qui dit bien connaître le monde musulman Salan confond cadî et caïd ! Ça promet.

Le chef de l’O.A.S. acceptait sans réserve toutes les troupes d’obédience M.N.A. dans les rangs de l’organisation. Il leur assurait la « conservation de leur personnalité idéologique et politique » ainsi que la représentativité du M.N.A. dans les terrains conquis. Les grades civils et militaires resteraient acquis. Quant à l’entretien matériel des opérations et à l’installation des M.N.A. en Algérie, ils incomberaient entièrement à l’O.A.S.

Sur le plan financier, Salan n'avait plus à se faire de souci. Outre les gigantesques hold-up perpétrés par ses troupes, le racket et les « impôts », il bénéficiait d'une aide d'importance. En effet les services de la « mission C » venaient d'apprendre que les syndicats patronaux affiliés à la Confédération générale du patronat de l'Algérie avaient fourni à l'O.A.S. 1 milliard 200 millions ! Blachette avait été imposé pour 13 millions 200 000 francs et Borgeaud pour 9 millions. Ce qui, somme toute, était modeste au vu de leurs rentrées annuelles !

Salan concluait ainsi sa lettre au « cher caïd ».

« Ainsi je vous demande, outre une prise de position officielle anti-F.L.N., qui j'en suis sûr aura le plus grand retentissement et le plus heureux effet, d'engager vos partisans à la lutte armée ouverte...

« Cette collaboration [...] me paraît être une première étape indispensable à la réalisation de l'avenir j'ai décidé depuis peu de créer une Commission de gouvernement et de défense nationale. La réalisation de cette première étape doit permettre d'avoir les assises territoriales suffisantes pour consolider les positions intérieures et extérieures de cette commission. La liste des responsables au sein de cette commission n'est pas arrêtée. Il est entendu que le M.N.A. doit obligatoirement y tenir la place qui lui revient à tous les échelons.

« J'attends vos décisions, et vous demande de recevoir, mon cher caïd, l'expression de mes sentiments très amicaux. »

À la main, Salan avait ajouté : « ... et de mon souvenir le meilleur ». Puis il avait signé.

Le chef de l'O.A.S. mordait à l'appât. Cette histoire de ralliement du M.N.A. lui ouvrait de nouveaux horizons.

Le 30 au matin, la photocopie de la lettre était sur le bureau du contrôleur général Parat ! Cette fois, la piste était sérieuse. Mais Lavanceau ne savait toujours rien du refuge de Salan. Il fallait y parvenir coûte que coûte.

« C'est formidable, mon vieux, dit Parat. Foncez dans le brouillard. Le ministre est d'accord. Vous avez carte blanche. »

À son « patron », le capitaine F..., l'adjudant fit un compte rendu fidèle et précis de ses contacts avec Achard et l'O.A.S.

« Maintenant ça chauffe à Alger, dit-il. Ce qu'il nous faut, c'est une réponse écrite du cadî Belhadi. »

F... organisa d'urgence une réunion de l'ancien comité directeur du F.A.A.D. qui se tint dans le bureau d'une journaliste amie du M.N.A., véritable « directrice de conscience » du cadî Belhadi après avoir joué un grand rôle dans l'ombre de Messali Hadj.

Outre R..., le cadî, la journaliste et Lavanceau, les mécènes du mouvement — fabricants de biscuits — assistaient à la réunion. La journaliste lut la lettre de Salan.

« Il faut que nous prenions une décision immédiate, intervint Lavanceau. Salan attend une réponse rapide. Je m'y suis engagé. »

Personne n'était très enthousiaste pour s'engager à l'exception de R... et de Lavanceau. Ces deux derniers pour des raisons bien différentes !

« Je suis magistrat musulman, dit Belhadi, je me suis déjà mis en difficulté avec le gouvernement français ; si je passe à l'O.A.S., je risque de gros ennuis... »

Quant à l'industriel et à sa femme, ils n'étaient plus du tout d'accord.

« Il faut détruire cette lettre de Salan, dit la journaliste.

— Oui, vous avez raison », approuva Lavanceau. Pendant que la journaliste brûlait le premier feuillet, Lavanceau fit prestement disparaître le second.

« Alors, interrogea l'adjutant. Quelle réponse allez-vous donner ?

— Je ne serais pas contre, dit Belhadi.

— Non, coupa la journaliste, il ne faut rien écrire.

— Alors préparez-moi une réponse verbale, dit Lavanceau.

— Bon, écoutez-moi bien, se décida Belhadi. Voyez le général et dites-lui que nous avons bien reçu son message. Nous sommes d'accord sur le principe de notre participation mais nous avons besoin de contacter encore quelques éléments. »

— Lavanceau se renfrogna.

— « Dites-lui bien que nous sommes décidés à le rejoindre. »

Il faudrait se contenter de cela. Le travail de

« M. Denis » s'avérait difficile !

Après la réunion, R... se montra très déçu. Dans une brasserie, devant un demi, Lavanceau entreprit de lui

« remonter le moral ».

« Écoutez, on peut encore tout sauver, dit-il. Vous allez essayer de les convaincre et moi je vais aller à Alger transmettre la réponse au général. Et puis, ne serait-ce que par fidélité... et politesse, F..., vous, moi et quelques autres nous rejoindrons Alger. »

Puis Lavanceau fit son rapport au capitaine F...

« Belhadi se dégonfle mais c'est la faute à cette journaliste. Nous, on va sauver l'honneur !

— Vous avez raison. Mais il ne faut pas donner de faux espoirs au général Salan. Il va falloir aller à Alger et lui expliquer que Belhadi fait marche arrière. »

Pour cette mission, Lavanceau était volontaire !

Plus de quinze jours furent nécessaires à la préparation du voyage. Quinze jours pendant lesquels F... avertit tous ses fidèles que l'on passerait incessamment à Alger et que Lavanceau employa à convaincre R... Cette fois, il devait obtenir de Paris un rendez-vous avec Salan.

« Il faut absolument que je voie le général en tête à tête, dit-il. Il faut que je lui explique de vive voix la situation. Et que je lui donne la réponse orale de Belhadi. C'est tout de même important pour lui. »

Le 14 avril, R... se décida à passer un message à Alger grâce au télex d'une société installée aux abords de la place Saint-Georges à Paris. Le message était destiné à l'antenne belge de l'O.A.S. qui le transmettrait à Alger en toute sécurité. Quarante-huit heures plus tard la réponse était là.

« Ça y est, annonça R..., le général vous attend, mais passez par Achard puisqu'il vous connaît. Tout le monde est averti à Alger. »

Le soir du 16 avril, Lavanceau alerta le contrôleur général

Parat.

« C'est parfait, dit celui-ci, mais vous ne pouvez partir seul. Voici le commissaire Gauthier. Il voyagera avec vous. Vous ne vous connaissez pas mais à Alger il pourra prendre les mesures nécessaires. Prenez encore ceci, monsieur Legris. Pour cette mission, vous changez de nom. Et bonne chance.

— Je ferai tout pour réussir, monsieur le contrôleur général. Si j'ai Salan entre les mains, que dois-je faire ? Le ramener mort ou vif ?

— Allons, nous ne sommes pas des assassins, monsieur Legris. Si vous y arrivez tâchez de le ramener vivant ! ».

Lorsqu'il sortit du bureau de Parat, Lavanceau avait dans sa poche une carte d'identité nationale n° 6066732 VE 46514, établie au nom de Chérif Yousfi, commerçant, né le 25 septembre 1914 à Ifalène-Oued-Marsa, Bougie, de nationalité française et domicilié 2, passage du Petit-Cerf à Paris-17^e. Le teint mat de l'adjudant lui permettait cette nouvelle identité musulmane. À la carte d'identité était jointe une autorisation de voyage n° 327855 valable pour aller et retour.

Lavanceau souhaitait vivement utiliser les deux passages car cette fois c'était quitte ou double. Ou il arrêtait Salan... ou il y laissait sa peau !

Avant de quitter Paris, Lavanceau, sur la demande de F..., rencontra la mère de Jacques Achard qui habitait près de la porte d'Italie. Dans le salon, derrière une vitrine, l'agent spécial reconnut des photos du chef algérois.

« Oui, c'est lui, monsieur, dit la vieille dame. Vous allez le voir. Vous avez de la chance. Embrassez-le pour moi. Dites-lui bien de faire attention. Qu'il soit prudent. Voici un paquet pour lui. Un livre. Et aussi une lettre. »

M^{me} Achard raccompagna Lavanceau et puis, arrivée devant la porte, le prit dans ses bras et l'embrassa maternellement. L'ancien adjudant aurait voulu se trouver à mille lieues. Un instant il se demanda s'il était ou non du bon côté de la barrière. Et puis il repensa à ses deux gosses de la rue Michelet, abattus sans raison. A salaud, salaud et demi. Même si ni Salan ni Achard n'approuvaient ces actions, c'est en leur nom qu'elles s'accomplissaient. Lavanceau se reprit et rendit son baiser à la

vieille dame.

« Comptez sur moi, chère madame, je transmettrai votre commission... »

Le 17 avril, Lavanceau revit R... au buffet de la gare Saint-Lazare.

« Vous partez demain, Lavanceau, par Air Algérie. Je vous recommande surtout de ne pas parler, au cours de votre entretien avec le général, de la présence à Paris du Monocle. L'Oncle le croit à Bruxelles selon ses instructions.

— Entendu. Je ne dirai rien.

— Vous savez comment joindre Achard ?

— Oui, par un magasin de lingerie, rue d'Isly.

— Parfait. Votre avion doit décoller vers 15 heures. Il vient de Rome. Bonne chance.

— Merci.

Le 18 avril, la Caravelle d'Air Algérie décolla d'Orly avec trois heures de retard dues à un incident technique à Rome. Le hasard avait voulu que l'hôtesse plaçât Lavanceau près de son « ange gardien », le commissaire Gauthier qui ne s'appelait pas plus Gauthier que Yousfi ne s'appelait Yousfi ! Le contrôleur Parat prenait ses précautions.

Les deux hommes s'ignorèrent pendant tout le voyage. À Maison-Blanche une grève des transports les obligea à faire du stop pour gagner le centre d'Alger. À 21 h 30, Lavanceau entra le premier au Grand Hôtel de l'Agha, « maison suisse », 12, rue Charras à deux pas du Maurétania, où on lui donna la chambre n° 27. Quelques minutes plus tard, Gauthier toqua à sa porte.

« On ne vous a pas vu ? s'inquiéta Lavanceau à mi-voix.

— Non. Il n'y a personne dans le couloir. Et ma chambre est là tout près, n° 23. »

L'adjudant ouvrit les robinets du lavabo pour couvrir le bruit *de* leur conversation. Les deux hommes convinrent de deux lieux de rendez-vous. Un restaurant toujours bondé dans la petite rue de Tanger et un autre rampe Bugeaud, tout près du bar de Maïté.

« Les rendez-vous se feront toutes les deux heures rondes. Midi, 14 heures, 16 heures, etc. Si vous ne me voyez pas à l'un

vous allez à l'autre. Si, comme je le suppose, je ne rencontre pas Salan tout de suite, on se retrouve demain soir ici même.

— Entendu. Moi dès demain je me mets en liaison avec la direction de la Sûreté et le P.C. de la police à Hussein-Dey.

— Pas trop de monde dans la confidence, hein ?

— Ne vous en faites pas. M. Parat est très prudent. Je ne dois contacter que la direction de la Sûreté et le préfet Cros qui me mettra en liaison avec la mission C. »

Le 19 avril à 9 heures du matin Lavanceau s'arrêta devant un magasin de lingerie rue d'Isly, jeta un coup d'œil à travers la vitrine, puis entra.

« Je viens de la part de Jérôme pour voir Jacques.

— Entendu, dit la jeune femme qui derrière son comptoir rangeait des piles de bas. Restez devant le magasin. Je reviens bientôt. »

Lavanceau commença à faire les cent pas sur le trottoir. Moins de cinq minutes plus tard, la jeune femme revint, accompagnée d'un homme d'environ trente-cinq ans, brun, le visage allongé, de type espagnol prononcé.

« Veuillez me suivre, monsieur. Vous êtes attendu. »

Ils n'eurent que la rue d'Isly à traverser. Ils entrèrent dans un bel immeuble de la rue Péliissier et gravirent l'escalier de marbre jusqu'au premier étage. Le « guide » sonna deux fois à la porte du cabinet d'assurances Le Phoenix espagnol. Un homme armé lui ouvrit. Dans l'entrée trois autres deltas étaient affalés dans des fauteuils de skaï gris. Sur une table, trois mitraillettes. Achard apparut au fond du couloir.

« Mon cher ami, je t'attendais. Entre; nous sommes en plein travail. »

Lavanceau fut introduit dans une vaste pièce où, autour d'une table en noyer ciré, siégeaient quatre hommes et une femme. Deux gardes du corps se tenaient debout ainsi qu'un personnage qui visiblement s'était interrompu à l'arrivée de Lavanceau,

« On ne se gêne pas avec toi, dit Achard, notre ami, qui est fonctionnaire à Rocher-Noir, nous fait son rapport sur l'ambiance qui règne « en face ».

Lavanceau sourit.

« Je vous en prie, poursuivez... »

Il ne put s'empêcher de penser à une fuite possible sur sa mission. L'O.A.S. avait des agents partout. Il fut bien vite rassuré, le fonctionnaire n'était au courant que des mesures générales prises par Fouchet et de l'activité de l'exécutif provisoire.

« Merci, mon vieux, dit Achard. Continuez comme ça. Maintenant, passons à l'affaire de notre ami l'industriel. »

L'un des gardes du corps introduisit alors un petit monsieur, très mince, très correct, soigneusement cravaté, très notaire de province avec sa serviette sous le bras.

« Alors, comme ça, vous avez payé les vingt millions », dit Achard.

L'homme ne répondit pas. Il baissait la tête et semblait crever de trouille.

« Nous vous avons prévenu, dit Jacques Achard. Les impôts, ce n'est plus à l'État qu'on les verse mais à nous ! Vous avez choisi le percepteur, eh bien, vous en paierez les conséquences.

— Nous l'avions prévenu », ajouta l'homme assis à la droite d'Achard.

Puis se tournant vers le garde du corps :

« Vu. À exécuter immédiatement. »

Le « notaire » fut entraîné avant d'avoir pu dire un mot.

Les cinq hommes évoquèrent ensuite des affaires de récupération d'armes et de matériel. Lavanceau observait avec intérêt ce Jacques Achard, responsable de Bab-el-Oued et de ce qui s'y était passé. L'homme était pourtant sympathique, vif, intelligent. Il réglait ces problèmes d'armes, de matériel, d'exécution en homme d'affaires efficace et précis. Dans sa bouche, ses décisions perdaient leur poids de sang et de larmes.

« Voilà, nous en avons terminé, dit-il à Lavanceau. On va pouvoir discuter de notre problème.

— J'ai plusieurs choses pour toi.

— Bien. Où loges-tu ?

— À l'hôtel de l'Agha, rue Charras.

— Eh bien, allons-y. Nous serons tranquilles pour bavarder. »

Les deux hommes, accompagnés de la femme qui avait assisté à la séance, sortaient de la voiture, rue Charras, lorsque plusieurs coups de feu éclatèrent dans la rue Michelet. Achard bondit. Il allait s’y précipiter lorsque Lavanceau le retint.

« Ah non, mon cher Jacques, ce n’est pas le moment de te faire zigouiller. J’ai trop besoin de toi.

— Oui. Tu as raison. »

L’ancien adjudant ne manquait pas d’un certain humour noir !

À l’hôtel, Lavanceau remit à son « ami » le paquet et la lettre de M^{me} Achard.

« Merci, mon vieux. Tu as le document pour Salan ?

— Oui, je l’ai. »

Lavanceau mentait délibérément mais s’il commençait à expliquer que le message était verbal cela risquait de provoquer des difficultés de dernière minute.

« Bon, dit Achard. Ton rendez-vous est prévu pour demain matin. Mais auparavant tu vas aller cet après-midi au Carrefour 100. Tu prendras la rue Edith-Cavell — le bistrot du Carrefour 100 se trouve au coin de cette rue et de la rue Michelet — puis la deuxième rue à droite. Tu seras alors dans la rue Montalembert. Tu entreras au n° 2. Au premier étage, une dame t’attendra. Elle te dira la suite. Et merci pour le paquet de ma mère.

— Je t’en prie, c’est tout à fait normal. Elle se fait du souci pour toi.

— Ah ! »

Achard eut un geste fataliste

« Si je ne te revois pas, répète à F... que je vous attends ici très vite. Il aura « mille fusils ». Promis

— Entendu. À bientôt. »

Il était midi moins dix. En se pressant, Lavanceau pouvait contacter Gauthier à l’un des deux rendez-vous.

Rue de Tanger le restaurant était fermé. Heureusement le deuxième point de rendez-vous était à quelques dizaines de

mètres. Gauthier attendait devant le restaurant *Le Berry*, rampe Bugeaud.

« J'ai le contact, glissa Lavanceau. Ce sera certainement pour demain. Rendez-vous ce soir à l'hôtel de l'Agha. »

Puis il entra au *Berry* et déjeuna, solitaire, d'un solide appétit.

À 14 h 30, il sonna au premier étage du 2, rue Montalembert.

« Bonjour, je viens de la part de Jérôme et de Jacques.

— Je vous attendais. Entrez. »

Lavanceau se trouvait, il le saura plus tard, dans une des principales caches de Godard. L'hôtesse était une très belle femme d'une quarantaine d'années, très distinguée.

« Asseyez-vous, monsieur. Je dois téléphoner pour annoncer votre arrivée.

— Merci, je préfère rester debout. »

La femme s'approcha d'un téléphone mural. Tournant le dos à Lavanceau elle composa un numéro que l'agent spécial s'efforça de reconstituer. Le 62.36.90 ou 96.

« Allô ! le représentant est arrivé avec les échantillons. Il serait préférable que vous le voyiez vous-même. Peut-il venir ? »

Lavanceau n'entendit pas la réponse. La femme raccrocha.

« On vous attend. 81, boulevard du Télémy. 2^e étage à gauche. J'ai été très contente de vous connaître. »

81, boulevard du Télémy ! C'était l'adresse où Lavanceau avait tenté en vain de joindre M^{me} Millet, la P.F.A.T. qui selon le capitaine F... devait arranger son premier rendez-vous avec Achard ! Tout se recoupait. L'adjudant n'était pas loin du but.

À 16 h 15, il sonna à la porte de l'appartement. La P.F.A.T., qu'il avait enfin rencontrée en compagnie d'Achard à l'issue de sa première entrevue au bar d'El-Biar, l'accueillit comme un vieil ami.

« Alors, tu as fait des bises à Jérôme ? demanda-t-elle.

— Oui, tu vois, on arrive.

— M. Lavanceau ? »

L'agent spécial se retourna. Un homme brun, de taille

moyenne, un peu empâté, se tenait au fond du salon.

« Oui, je suis Lavanceau.

— Je suis le capitaine Ferrandi. Très heureux de vous voir. »

Ce n'était pas tout à fait la vérité. Ferrandi faisait son possible pour éviter les contacts avec des gens de « l'extérieur ». D'autant plus, ce 19 avril, que le général Salan et lui-même avaient décidé de quitter Alger pour l'Espagne. Devant la répression policière il était nécessaire de diriger l'organisation de l'étranger. Alger, où l'autorité de Salan était pratiquement nulle, n'offrait plus aucun intérêt. Le chef de l'O.A.S. ne pouvait compter que sur Gardy et ses troupes oranaises et sur Bidault qui, à la tête du C.N.R., pouvait réunir un certain nombre d'hommes politiques hostiles à De Gaulle. En Espagne, Salan serait à mi-chemin entre Gardy et Bidault. Le départ était fixé au mardi 24 avril à bord d'un navire charbonnier⁴³³.

« Il est prévu que vous ayez une réponse écrite de notre ami Belhadi, dit Ferrandi.

— Oui, mon capitaine.

— Faites voir ? »

C'était la catastrophe. Lavanceau joua le tout pour le tout.

« Ah ! mon capitaine, dans une affaire de cette importance j'ai pris mes dispositions. Je n'ai pas cette lettre sur moi. Je voulais d'abord savoir si j'arriverais bien à Alger et si je pourrais voir le général.

— Vous le verrez mais je dois auparavant discuter avec lui des termes de la réponse de Belhadi.

— Je suis désolé mais je me suis fait adresser cette lettre sous double enveloppe en poste restante. Je l'aurai ce soir ou demain matin au plus tard. »

Ces précautions n'étaient pas faites pour déplaire au prudent Ferrandi.

« Bon, enfin.., vous verrez le général demain matin. Et vous lui remettrez le document. Où habitez-vous ?

— À l'hôtel de l'Agha, 12, rue Charras.

— Bien, alors voici les instructions. À 11 h 40, trouvez-vous à la porte de l'hôtel, une voiture viendra vous prendre.

— C'est mon fils qui conduira, intervint M^{me} Millet. Le voici. Il va déjà vous accompagner à votre hôtel. Vous ferez connaissance. »

Un jeune homme de dix-huit ans, blond, grand, très ouvert, se présenta.

« Je suis à votre disposition. La voiture est en bas. » L'entrevue était terminée.

« Cher ami, dit Ferrandi, je suis content de vous avoir avec nous.

— Mes respects, mon capitaine. »

Lavanceau, faisant son numéro, se figea dans le plus beau garde-à-vous de sa déjà longue carrière de sous-officier.

« À demain, mon capitaine... »

Cette fois, les dés étaient jetés.

Une fois de plus dans la chambre n° 27 du Grand Hôtel de l'Agha les robinets coulaient. Lavanceau et Gauthier étaient penchés sur un plan d'Alger.

« Ils doivent me prendre demain matin à 11 h 40 devant l'hôtel, expliqua Lavanceau. C'est un jeune homme blond, 1,80 m environ, qui viendra. Il a une Ami 6 crème. Notez le numéro : 2 FL 9A. Il m'a accompagné tout à l'heure. Je lui ai demandé incidemment combien de temps durerait le voyage. « Pas longtemps, » m'a-t-il répondu, vous irez au studio. » Y a-t-il des studios de cinéma dans le centre d'Alger ?

— Jamais entendu parler, répondit Gauthier.

— On verra. Donc la planque n'est pas loin du centre. Il faut qu'on me suive. Qu'a-t-on comme moyens ?

— Je dois rencontrer tout à l'heure le patron des gendarmes qui travaillent avec la « mission C ».

— C'est bien. Je n'ai confiance qu'en eux. La police, la sûreté, si elles faisaient leur boulot, l'auraient eu depuis longtemps. Je crois qu'il faut qu'on me suive en voiture et qu'il y ait aussi des motards en civil pour ne pas nous lâcher, voir où notre voiture s'arrêtera et où on m'emmènera. Car, jusqu'à maintenant, je suis toujours passé par deux échelons avant de voir un personnage important. Ils se méfient.

— Je vais transmettre vos instructions.

— Bien. Je vais me promener un peu pour me détendre. On se retrouve à 22 heures. Vous me tiendrez au courant du plan des gendarmes. »

À 18 heures, le capitaine Lacoste fut averti par le préfet de police Vitalis Cros qu'une grosse opération était sur le point de se déclencher.

« On peut prendre Salan ! Préparez-vous. Vous avez rendez-vous vers 20 heures au mess des officiers, square Bresson. Votre contact s'appelle Gauthier, c'est un inspecteur de Paris. C'est lui qui a arrêté Castille^[34]. En outre il a travaillé avec Gavoury. »

Prendre Salan ! Après Jouhaud et Degueldre, ce serait décapiter l'O.A.S. Ce serait aussi atteindre le but que s'était fixé la « mission C ». Lacoste décida de n'avertir personne. Pour que ça marche, qu'il n'y ait aucune fuite, il fallait monter une petite opération sans demander à l'avance de gros moyens. Un commando léger suffirait à enlever Salan. Il fallait profiter de l'effet de surprise avant que les deltas de protection n'entrent dans la danse.

À 20 heures Gauthier se présenta à Lacoste au mess du square Bresson. Il transmit les renseignements de « M. Yousfi », l'heure de prise en charge, le numéro de l'Ami 6.

« Il faut que je voie votre M. Yousfi, dit Lacoste.

— Pas question.

— C'est indispensable. Les hommes que je vais charger de la filature doivent connaître son visage. »

Lacoste craignait lui aussi de tomber dans un piège. Après tout, pour lui, ce M. Yousfi n'était qu'un type de l'O.A.S. qui acceptait de trahir pour des raisons qu'il voulait ignorer. Seule la capture de Salan l'intéressait. Gauthier céda.

« Bien. Comment faire pour que cela reste discret ?

— Dites à Yousfi d'aller prendre un verre à 10 h 30 précises au café de l'Aéroport, rampe Chasseriau, face à l'aérogare du Maurétania. On le repérera sans lui adresser la parole. Comment est-il votre gars ?

— Oh ça, vous ne pouvez pas vous tromper. Petit, 1,65 m environ, peut-être moins, mais des épaules de catcheur. Il a la

carrure d'un type d'un mètre quatre-vingt-dix qui serait bien baraqué ! Visage carré, larges mâchoires. Les cheveux ras. Il sera habillé tout en gris.

— Enregistré. Qu'il tienne à la main *Le Journal d'Alger*. Pour plus de sûreté. Et n'oubliez pas. 10 h 30, café de l'Aéroport. Le reste me regarde. Qu'il ne se fasse aucun souci !

— Bien, mon capitaine.

Lacoste passa la soirée à mettre au point son plan d'intervention. Il convoqua pour le lendemain à l'aube douze de ses hommes de confiance — dix gendarmes départementaux et deux gardes-mobiles — sans leur dire le but de l'opération.

En voiture et à scooter leur mission serait de pister l'Ami 6 puis, la cache localisée, d'alerter les troupes de sécurité qui, très vite, devraient encercler le quartier. On ne pouvait employer d'émetteur-récepteur dont l'antenne serait trop révélatrice.

« Cela va se passer aux alentours de midi, pensa Lacoste, quelque part dans le centre d'Alger. Si les hommes de Salan ameutent la population on va se faire couper *en morceaux*. »

Alors, pour parer à toute éventualité, Lacoste fit placer en réserve un peloton de C.R.S. au palais d'Été et un autre au pont d'Hydra. Il pouvait en outre compter sur trois escadrons de gardes mobiles, l'un au palais d'Été, l'autre au G.G., le dernier aux Tagarins. Ces opérations de routine ne pourraient donner l'éveil.

Ayant pris ses dispositions, Lacoste alla se coucher. Le reste n'était qu'une question de chance. S'il y avait à improviser, il improviserait. Car, bien entendu, le capitaine dirigerait lui-même l'opération.

À 10 h 30, Lavanceau, rasé de frais, costume gris impeccable, chemise, cravate noire, *Le Journal d'Alger* à la main droite, serviette de cuir un peu fatiguée à la main gauche, entra au café de l'Aéroport. Le bistrot était bondé. C'était l'heure intermédiaire entre le café et l'anisette dont les odeurs se mêlaient à celle, plus âcre, de camionneurs en maillot de corps bleu foncé qui attendaient le chargement de leurs véhicules. Lavanceau s'approcha du bar.

« Un café, s'il vous plaît. »

Il regarda autour de lui. Où étaient les flics ? Dehors ? Parmi

les consommateurs ? La veille au soir, Gauthier lui avait fait part du plan de Lacoste. Cela semblait se tenir mais n'y aurait-il pas de fuite ? Lavanceau n'était pas très rassuré. Il avait donné à Gauthier une enveloppe contenant ses dernières volontés et une autre avec une lettre pour sa femme. Ça faisait peut-être mélo mais tant d'hommes à Alger étaient morts pour moins que cela ces dernières semaines ! S'il était découvert par les deltas de protection, sa peau ne vaudrait pas cher !

Dès l'ouverture, ce matin à 9 heures, Lavanceau s'était présenté au bureau de poste restante au cas où Ferrandi ou Achard l'aurait fait suivre. Il n'y avait aucun client au guichet pas plus que de lettre adressée à M. Yousfi et pour cause ! Lavanceau avait pourtant ouvert sa serviette pour faire croire à un éventuel observateur qu'il y plaçait le fameux document annoncé à Ferrandi. Dans ce métier on ne prenait jamais assez de précautions !

« Voilà, jeune homme ! »

Le café était brûlant. Il le but à petites gorgées, parcourant les titres du *Journal d'Alger*. Puis en commanda un second pour faire passer le temps.

À 11 heures, il paya et sortit. Six consommateurs qui ne semblaient pas se connaître sortirent sur ses talons.

Lacoste, qui se trouvait dans une 403 noire garée à quelques mètres en contrebas, vit « M. Yousfi » se diriger vers le carrefour de l'Agha. Trois scooters à deux passagers s'ébranlèrent à petite vitesse.

« En route, tout doucement, dit-il à son chauffeur. Il a le temps. Il va retourner à son hôtel. Trouvez une place rue Charras. »

À quelques mètres de l'hôtel de l'Agha une camionnette de teinturerie stationnait. À l'intérieur deux hommes de l'équipe Lacoste surveillaient les abords. Le capitaine les dépassa, puis se gara un peu plus haut. Les « scotéristes » étaient en place. Tous en costume léger pour dissimuler leur pistolet. En outre chaque passager avait un sac de plage avec une MAT 49 chargeur rempli.

À 11 heures et demie la circulation se fit plus dense.

« Ça ne va pas être facile, cette filature », pensa Lacoste.

Il se félicita d'avoir prévu six véhicules. Trois scooters et trois

voitures, dont deux 4 CV parfaitement anodines.

À 11 h 38, Lacoste aperçut dans son rétroviseur la silhouette massive de M. Yousfi sur le pas de la porte de l'hôtel. L'Ami 6 arriva presque immédiatement.

« 2 FL 9A, c'est lui, dit Lacoste à son chauffeur. Embraye et ne le lâche pas ! »

Pour l'occasion, il avait pris l'un de ses meilleurs officiers de police comme chauffeur.

« Mon capitaine, je laisse une ou deux voitures entre nous pour qu'il ne nous repère pas.

— Oh ! c'est un gosse.

— On ne sait jamais.

— Oui. Vous avez raison. »

Le jeune Millet conduisait sec. L'Ami 6 était neuve et nerveuse. Très vite, avant d'aborder le boulevard Laferrière, Lacoste s'aperçut que seuls deux scooters et une 4 CV suivaient, encore celle-ci fumait-elle dangereusement.

L'Ami 6 prit l'avenue Pasteur, le tunnel des facultés, puis le boulevard Saint-Saëns, qu'elle remonta à toute allure malgré la pente très rude.

« Il n'y a plus qu'un scooter, dit le chauffeur.

— Oui. Les autres sont lâchés. Attention ! il tourne. » L'ami 6 venait de s'engouffrer dans la rue Desfontaines.

« Ralentissez, mais pas trop. Ici, il n'y a plus personne, ils vont nous découvrir. »

La 403 noire passa devant le 23, rue Desfontaines tandis que le jeune homme blond suivi de M. Yousfi entraient dans l'immeuble.

Salan était-il là ? Était-ce un immeuble à double issue ou un simple relais ?

« Continuez à rouler. Doucement. Faites le tour du pâté de maisons. »

Le scooter poussif arriva enfin à hauteur de la 403.

« Filez au palais d'Été, dit Lacoste au gendarme en civil. Que l'escadron d'alerte encercle discrètement la rue Desfontaines. On

va essayer de tenir jusque-là. Exécution. Et vite !... Enfin si vous pouvez ! »

À l'arrière de la 403 le garde du corps de Lacoste sortit trois mitraillettes. Lacoste près du chauffeur arma son 9 mm. La voiture avait fait le tour du pâté de maisons et se gara à quelques mètres du n° 23.

« Merde ! dit le chauffeur. De la visite. »

Quatre jeunes gens, deux en pull-over, deux en veste kaki, s'avançaient vers la voiture. C'était sûrement la protection du refuge de Salan. Il allait falloir se battre. Pourvu que l'escadron arrive à temps avant que l'oiseau s'envole !

Les quatre hommes étaient visiblement armés. L'Un d'eux tenait une mitraillette à peine dissimulée sous sa veste. Lacoste étreignit la crosse de son pistolet. Son garde du corps attrapa l'une des trois mitraillettes. Les jeunes gens étaient déjà à la hauteur de la voiture. L'un d'eux vit les MAT 49 à l'arrière. Il se baissa légèrement pour voir le visage du capitaine Lacoste, lui fit un clin d'œil et poursuivit son chemin en disant quelques mots à ses camarades.

« Ils ont cru que nous aussi on était la protection de Salan.

— Oui, mon capitaine. On l'a échappé belle. Vite que les half-tracks arrivent, car il risque d'y avoir du sport dans quelques minutes s'ils s'aperçoivent de la vérité.

— Voilà le jeunot qui s'en va, signala le garde du corps. Tout seul. »

Cette fois, Lacoste tenait Salan. Il était forcément dans l'un des appartements du 23, rue Desfontaines !

Soudain, une femme toqua à la vitre de la 403. Elle était affolée.

« Vite... vite... filez. Voilà les gendarmes au bout de la rue. Prenez l'escalier, là, en face. Ça sort boulevard du Télémy. »

Puis elle s'enfuit.

« Brave femme, dit le chauffeur, elle aussi nous a pris pour "quelqu'un d'autre"... »

Lavanceau allait et venait dans une petite pièce du rez-de-chaussée sommairement meublée. Une table, deux chaises et

derrière un rideau de plastique jaune un lavabo et une machine à écrire.

« Ne bougez pas, je vais prévenir le général », avait dit le jeune Millet.

Deux fenêtres grillagées; aux carreaux dépolis, donnaient sur la rue.

« Cher ami, je suis heureux de vous recevoir. »

Lavanceau se retourna. Il eut du mal à reconnaître l'ancien commandant en chef dont les cheveux blanc bleuté et l'élégance étaient jadis célèbres dans cet homme brun, épais, assez commun. Le visage barré d'une épaisse moustache avait perdu toute distinction.

Salan,. s'apercevant du désarroi de Lavanceau, lui dit :

« Que voulez-vous, j'étais trop connu, il a bien fallu changer un peu l'apparence ! Asseyez-vous. »

Salan prit place derrière le petit bureau. Ferrandi, qui l'accompagnait, resta debout.

« Alors, cher ami, vous avez cette réponse ?

— Non, mon général. »

Ferrandi blêmit. Salan s'agita sur sa chaise.

« Qu'est-ce que cela veut dire ?

— Je n'en sais rien, mon général. Je me suis rendu ce matin à la poste. Il n'y avait rien, mais rassurez-vous je connais les termes de la réponse puisqu'elle a été rédigée par le cadî Belhadi en ma présence.

— C'est embêtant cette histoire. Enfin, parlez-m'en. Vous récupérerez le papier plus tard. »

Lavanceau avait franchi le premier obstacle. Il fallait maintenant gagner du temps. Il se lança dans une longue explication sur la composition et l'action du F.A.A.D. et sur la réaction de Belhadi à la lettre de Salan.

« Le cadî est prêt à mettre ses hommes à votre disposition, mon général. Moi-même et le capitaine F... allons rejoindre Alger. Mais je dois vous avouer que nous avons des difficultés financières pour assurer le passage de nos hommes en Algérie.

— Ferrandi, faites un bon que M. Lavanceau donnera à Achard. Deux millions. Ça ira ?

— Oui, je crois, mon général. »

Ferrandi traça à la hâte quelques lignes sur un papier. Salan signa.

« Vous qui arrivez de métropole, parlez-moi un peu de la température.

— Eh bien, je dois vous avouer, mon général, que la population métropolitaine n'est pas très favorable. Elle vous reproche sinon d'être responsable, tout au moins de couvrir des attentats aveugles comme celui qui a défiguré la petite Delphine Renard. Ce genre d'action nuit beaucoup à l'audience que pourrait avoir l'O.A.S. »

Salan écoutait avec attention.

« Mais enfin, Ferrandi, dit-il, j'ai donné des instructions à ce sujet. Pourquoi n'ont-elles pas été diffusées ?

— Canal, à Bruxelles, n'a pas du faire le nécessaire, mon général.

— Celui-là, il commence à sérieusement m'ennuyer. Il est temps qu'il respecte les directives.

— Mon général, intervint Lavanceau, il y a de la trahison là-dessous. Monocle n'est pas à Bruxelles mais à Paris !

— Comment ?

— Oui, mon général, j'ai eu l'occasion de le rencontrer ! »

Salan, furieux, jeta un bref regard à Ferrandi qui semblait être dans ses petits souliers. Puis il se rasséra.

« Je réglerai cela plus tard. Revenons à notre affaire. Que voudrait Belhadi ?

— Sa participation est acquise, mon général, il voudrait simplement quelques explications sur son futur rôle.

— Bien. Je lui ferai transmettre des renseignements complémentaires, soit par vous, soit par une autre voie. »

Salan se renseigna ensuite sur le rôle que jouait Lavanceau au sein de la préfecture de police, cita quelques noms de fonctionnaires amis. Lavanceau sentit que le « moment » allait

arriver d'une seconde à l'autre. Malgré son sang-froid, un frisson le parcourut. Il n'avait pas d'arme et Ferrandi en avait certainement une. Sans compter les commandos de protection qui devaient se trouver à proximité. Mais cela, ce serait l'affaire des hommes de Lacoste.

« Quand repartez-vous, Lavanceau ?

— Le plus vite possible, mon général.

— Vous allez voir Canal ?

— Si vous le désirez, môn général.

— Bien. Et puis vous irez voir Bidault en Italie. Je vais vous remettre un bref message pour chacun. Ferrandi, du papier. »

Salan traça quelques lignes adressées au Monocle :

« Canal, je vous confirme mes instructions précédentes : vous devez rester hors de France. Je vous prie d'exécuter mes ordres à la lettre pour m'éviter d'avoir à prendre contre vous certaines dispositions qui me seraient désagréables. »

Puis il signa. À Bidault, il écrivit simplement :

« Je vous confirme votre action de propagande à l'extérieur en faveur de notre mouvement. »

« Voilà, Lavanceau. Vous remettrez ceci à Canal et ceci au président Bidault.

— Entendu, mon général.

— Voyez Achard pour l'argent. Je fais le nécessaire pour Belhadi. Ferrandi, faites en sorte que notre ami ait l'autorisation de l'O.A.S. pour quitter Alger sans encombre. Au revoir, Lavanceau.

— Mes respects, mon général. »

Alors tout se joua très vite. Lavanceau se dirigea vers la porte et l'ouvrit de la main droite. Ferrandi se précipita.

« Non, le général d'abord. »

Lavanceau avait eu le temps d'apercevoir les gendarmes en uniforme et Lacoste le pistolet à la main à l'affût dans le couloir. Ferrandi, tirant la porte, les découvrit à son tour. Il repoussa brusquement le battant.

« Mon général, cria-t-il, il y a des soldats dans le couloir. »

Salan, affolé, se rua vers la fenêtre grillagée, tenta d'en écarter les barreaux. En un éclair, Lavanceau ouvrit toute grande la porte, bouscula Ferrandi et de toutes ses forces tenta de le maintenir coincé entre le mur et le battant.

« Vite, cria-t-il à l'adresse des gendarmes, ils sont là. »

Ferrandi, en se dégageant, projeta Lavanceau dans le couloir et claqua la porte. Lacoste n'eut pas le temps de réagir.

« Le général est là, dit l'agent spécial, haletant, vous avez réussi votre coup. »

Alors le capitaine frappa à deux reprises à la porte du rez-de-chaussée.

« Au nom de la loi, ouvrez. Vous êtes encerclés. »

La porte s'entrouvrit. Salan et Ferrandi hésitaient. Ils furent tirés sans ménagement et collés au mur du couloir.

« Mais que voulez-vous ? dit Salan livide. Je ne comprends pas — Fouillez-les », dit Lacoste sans répondre.

Salan présenta une carte d'identité au nom de Louis Carrière, administrateur de sociétés. Celle de Ferrandi portait le nom de Jean-Paul Fournier.

« Filons, ordonna Lacoste qui redoutait une contre-attaque des deltas.

— Venez avec moi », dit-il à Salan.

Ferrandi fut emmené par les gardes mobiles ainsi que la femme et la fille du général Salan, qui se trouvaient dans un appartement au troisième étage.

Dans la 403, coincé entre Lacoste et un gendarme de son équipe, Salan toujours livide restait silencieux.

« C'est fini, dit Lacoste. Ce n'est plus la peine de perdre du temps, à cacher votre identité.

— Je ne comprends pas.

— Vous êtes le général Salan et vous êtes arrêté.

— Je ne comprends pas. »

Aux Tagarins, où deux chars M-24 avaient pointé leurs deux canons de 75 prêts à repousser une éventuelle attaque, Salan persista à nier. Puis refusa de parler. De 12 h 30 à 15 h 45 il n'accepta qu'un verre et demi de vin. Résigné il se laissa photographier par les policiers.

Au sous-sol de la caserne, Ferrandi, interrogé, avoua très vite son identité ainsi que celle de Salan.

Lacoste fit examiner le général par un dentiste. Il craignait que le chef de l'O.A.S. ne s'empoisonnât.

« Vos dents sont en très mauvais état, dit un aspirant dentiste, il est temps de les faire voir à un spécialiste. » Salan referma la bouche sans un mot.

À 16 h 30, trois Sikorsky H-34 décollèrent des Tagarins sous un orage effroyable. À bord de l'un d'eux, Salan, menottes aux poignets et flanqué de Lacoste qui ne lâchait pas sa proie, était entouré de gendarmes armés de MAT 49. Le Siko atterrit brutalement à Reghaïa, plaqué au sol par une bourrasque. Très droit, impassible, Salan sortit de l'hélicoptère.

« Par ici, mon général », dit Lacoste en l'entraînant vers un DC-3.

En silence, Salan le suivit. Averti de l'arrestation du chef de l'O.A.S., le commandant supérieur Charles Ailleret attendait près de la coupée.

« Vous me reconnaissez ? » dit-il d'un ton sec. Salan, le regardant dans les yeux, ne répondit pas.

« Vous avez fait tuer assez de gens, poursuivit Ailleret. Vous allez payer ! »

Blême, les dents serrées, Salan lui tourna le dos et monta dans le DC-3 qui s'envola immédiatement pour Paris.

L'opération Soleil était terminée. Lacoste avait gagné son pari. Salan était sous les verrous.

Sur le port d'Alger, dans un poste de C.R.S. protégé par des grilles et des mitrailleuses, Jean-Marie Lavanceau déjeunait tranquillement. Gauthier l'avait fait récupérer d'urgence. Le soir même, il sera à Paris tandis que des commandos Delta sillonneront Alger à la recherche de l'homme en gris signalé par des voisins de la rue Desfontaines.

À l'Élysée, le général De Gaulle, à qui l'on venait d'annoncer la nouvelle, n'eut que ce mot :

« Eh bien, ce n'est pas trop tôt ! »

Ce 20 avril, à Alger, vingt-quatre musulmans tombèrent sous les balles des deltas.

Alors ce fut l'enfer. On croyait les limites de l'horrible atteintes depuis longtemps. Elles n'étaient que péripéties et bagatelles auprès de ce que l'on allait voir à Alger et à Oran. Le cataclysme, l'Apocalypse, la négation même du moindre sens moral. Depuis si longtemps on disait en Algérie : gagnons. Par n'importe quelles méthodes, mais gagnons ! L'efficacité avant tout, prônée par certains militaires depuis 1957, portait ses fruits. Des fruits épineux dont l'amertume procurait à leurs amateurs les sombres satisfactions du désespoir. Comme on ne pouvait plus gagner, on tuait, on cassait. Il fallait couper les ponts, supprimer tout contact avec les musulmans. Qu'il n'y ait plus rien de possible.

Il n'y avait plus de chefs. Degueldre avait été remplacé par un certain Paulo. Mais l'homme, nommé par Susini, *ne* pouvait régner sur la troupe anarchique des deltas que le lieutenant légionnaire avec ses manières rudes et sa poigne de fer ne parvenait même plus à maintenir^[35].

Gardy avait remplacé Salan. Mais il restait à Oran. Il avait délégué ses pouvoirs algérois à Godard à qui personne n'obéissait, à commencer par Susini.

Gardy avait exposé son « plan ». Il se résumait à former des bastions dans les centres urbains à forte majorité européenne où toute la population refuserait la moindre « annexion » algérienne. Le vieux général était dépassé, incapable de se faire écouter à Alger où l'on ne comprit que ce qu'on voulait comprendre : éliminer les Algériens musulmans. Créer un véritable « apartheid ». On ne voulait plus les voir ces « ratons » dont venait tout le mal. Il fallait saboter toute tentative de rapprochement d'où qu'elle vienne, en particulier de Rocher-Noir, où Fouchet et Farès en donnaient l'exemple.

Le « commandement O.A.S. de la zone d'Alger » ordonna à ses « chefs d'îlot » d'appliquer les mesures suivantes :

— Mise à la porte progressive et discrète des domestiques

musulmans ;

— Mise à la porte progressive, et lorsque c'est possible, du personnel musulman des ateliers (petites et moyennes entreprises, stations d'essence, etc.)

— Envisager le remplacement de ces travailleurs par les étudiants qui vont se trouver disponibles incessamment ;

— Envisager d'une manière discrète, mais RÉELLE ET EFFICACE, la campagne d'intoxication suivante :

— Jusqu'au 30 avril, inscriptions sur les murs : FARES = BAO DAI ;

— Du 1^{er} au 5 mai, inscriptions : ALLEG⁽³⁶⁾ au pouvoir. Vive le P.C.A. »

Depuis le temps que l'on claironnait l'appartenance du F.L.N. au bloc communiste il fallait bien donner à la population européenne désespérée l'impression que c'était vrai ! Et puis surtout il fallait faire passer définitivement l'envie aux musulmans de paraître dans les quartiers européens 1

Le 2 mai à 6 heures du matin, alors que près d'un millier de dockers musulmans attendaient avec femmes et enfants sur le port d'Alger, en contrebas du front de mer, dans l'espoir d'obtenir une journée de travail, une voiture piégée, chargée de boulons et de ferrailles, explosa dans la foule des chômeurs. Une véritable, boucherie. Soixante-deux morts et cent dix blessés graves. Quelques heures plus tard, Belcourt, Climat-de-France et le quartier musulman d'Oran furent soumis à un intense tir de mortier. Les équipes spéciales des deltas s'en donnèrent à cœur joie. Ce jour-là, les attentats de l'O.A.S. firent cent dix tués et cent quarante-sept blessés.

Le 9 mai, Lacoste, ses gendarmes et la « mission C » arrêtaient huit des onze membres du plus « actif » des commandos Delta, responsables de l'attaque des gardes mobiles sous le tunnel des facultés, du harcèlement de Champ-de-Manœuvre et surtout d'exécutions de nombreux musulmans. Mais le lendemain, 10 mai, dans le centre d'Alger, sept femmes de ménage, sept « fatmas », furent abattues d'une balle dans la nuque alors qu'elles allaient travailler dans des foyers où « elles faisaient partie de la famille ».

Quelques jours auparavant, l'héroïsme des pompiers d'Alger

qui — pieds-noirs pour la plupart — faisaient leur devoir avec un courage que l'on ne saluera jamais assez, avait empêché un drame atroce. Des commandos de l'O.A.S. qui avaient volé un camion-citerne rempli de 16 000 litres d'essence l'avaient transporté sur les hauts d'Alger, puis l'avaient précipité, direction bloquée, vers la Casbah, espérant que les nappes d'essence enflammée se déverseraient sur l'antique quartier turc surpeuplé. L'intervention des pompiers sauva la Casbah de la catastrophe, mais l'explosion de la citerne tua deux d'entre eux.

C'en était bien fini de l'honneur que de nombreux membres de l'O.A.S. voulaient défendre en s'engageant dans les rangs de l'organisation à la fin de 1961.

Devant tant d'horreur, devant tant de crimes aveugles, les départs s'accrochèrent malgré l'interdiction de l'organisation. Il fallait fuir le chaos sanglant avant la catastrophe finale. Mais c'est surtout à l'intérieur de la ville que d'innombrables Algérois se déplacèrent. L'apartheid rêvé par certains illuminés de l'O.A.S. se réalisait. Les musulmans qui habitaient Champ-de-Manœuvre, El-Biar et à la limite des quartiers européens furent en hâte. Ils croisèrent les Européens de Belcourt et des quartiers périphériques mixtes. Chacun avait ramassé ses biens les plus précieux, abandonnant meubles, télévision et réfrigérateur. Un véritable *no man's land* s'établit entre le cœur de la ville — européenne — et les quartiers concentriques devenus totalement musulmans.

Le Dr Pérez, qui connaissait si bien Belcourt, n'y remit jamais les pieds. Mais le chef de l'O.R.O. s'en réjouissait. Il fallait se regrouper pour défendre le bastion européen. Il fallait multiplier les crimes, faire peur plus que jamais pour élever autour du centre une muraille de terreur qui puisse protéger avec « efficacité » la ville européenne ! Pérez, de même que Gardy à Oran, gardait solidement ancré le secret espoir d'un affrontement final entre Européens et musulmans où l'armée, enfin, prendrait parti. L'Algérie française était morte et enterrée mais l'Algérie « Afrique du Sud » pouvait peut-être voir le jour.

Château-Jobert, chef de l'O.A.S. de Constantine, apporta la preuve de cette orientation dans une lettre datée de fin avril et codée « de 665 à 105 ».

« Je comprends très bien, écrivait le colonel, que l'on ait voulu

à Oran et particulièrement à Alger *faire sortir à toute force les musulmans* pour que l'armée soit amenée à se manifester « par les armes » contre le F.L.N. Ceci mettait l'armée du côté de l'O.A.S. Or il se trouve qu'actuellement l'O.A.S., qui devait être la « 3^e force » entre le F.L.N. et les forces gaullistes, et devait dans cette fonction « recueillir » l'armée et la masse musulmane, rend impossible par le jeu de ses actions et des exécutions qu'on lui impute, le rapprochement vers nous de l'armée et des musulmans. »

Les autorités civiles, tant à Rocher-Noir que chez le préfet de police Vitalis Cros, ne partageaient pas le « pessimisme » de Château-Jobert et cela ne faisait que multiplier leurs inquiétudes.

Depuis la fusillade de la rue d'Isly, l'armée était traumatisée. Elle ne bougeait plus, n'intervenait plus. Elle restait en apparence « spectatrice ». Mais les « civils » savaient le drame silencieux que vivaient ses officiers. Le général Fourquet avait remplacé sans enthousiasme le général Ailleret, sur lequel De Gaulle comptait pour transformer son armée « coloniale » déchirée en une armée « atomique » moderne, composée de techniciens sans « préoccupations politiques ». Fourquet, polytechnicien, aviateur mélancolique, « en avait assez de l'Algérie ». Il avait pourtant accepté par devoir une « promotion » qui ressemblait bien à une charge. Son principal problème était de maintenir la cohésion de l'armée. Qu'elle reste dans l'ordre et dans la discipline était tout ce qu'on pouvait lui demander. Ne pas bouger devant l'O.A.S. ! Ne pas bouger devant le F.L.N. ! Et cela représentait déjà un effort colossal. Car si les « maîtres » de l'Algérie française des années 58-59, ceux de la pacification et de « l'engagement des musulmans à nos côtés » étaient partis pour la France ou étaient passés à l'O.A.S., leurs officiers restaient. Et c'est à eux que revenait la douloureuse mission d'évacuer les cinq mille postes du bled, de désarmer les secteurs. Ils le faisaient la rage au cœur mais ils le faisaient.

« On évacue, c'est l'ordre du gouvernement. »

Très rares furent ceux qui firent sauter leur poste plutôt que de le savoir occupé quelques jours plus tard par le F.L.N.

Mais l'immense déchirement, la véritable crise de conscience de ces officiers qui au cours des années avaient promis aux populations que « la France resterait », fut d'avoir à désarmer et à

se séparer des harkis et des autodéfenses qu'on avait bien imprudemment engagés^[37]. Le regard de ces hommes — en 1959 ils avaient été 60 000 — fut, pour ceux qui les abandonnaient à leur destin, un remords qui ne s'éteindrait jamais. Il fallut les premiers égorgements, les premières tortures sadiques de la part des « maquisards de la dernière heure^[38] » pour que l'on regroupe les harkis dans l'immense camp de Rouiba^[39].

Quant aux disparitions d'Européens restés dans le bled ou vivant dans la périphérie d'Oran ou d'Alger l'armée devait les ignorer. Et les ignora. Elle ne pouvait rien faire. Partir à leur recherche c'était recommencer le quadrillage qui venait d'être abandonné.

En cette fin de printemps 1962, l'armée but son calice jusqu'à la lie. Elle aussi était brisée, cassée, abattue. Lui demander d'être passive était le maximum de ce que l'on pouvait exiger d'elle.

Pourrait-on le lui demander jusqu'au bout ? C'était le principal souci du préfet de police Vitalis Cros, hanté par l'idée de la riposte presque inévitable de la population musulmane d'Alger. Il fallait absolument interrompre l'action dévastatrice de l'O.A.S. Après l'assassinat des dockers sur le port, il interdit le stationnement de jour et de nuit dans certaines artères et sur certaines places névralgiques de la ville. Les véhicules en infraction furent, sans autre avis, « jetés à la décharge publique ou détruits par le feu des armes ». Mais qu'étaient ces mesures devant le redoublement de violence. ? Du 3 au 11 mai Vitalis Cros inscrivit dans ses comptes rendus d'attentats un chiffre qui le fit frémir. En une semaine l'O.A.S. venait de tuer 230 musulmans. Onze Européens avaient été tués dans le même temps. « Surtout des loyaux », remarqua le préfet.

Il devenait de plus en plus difficile aux dirigeants F.L.N. d'Alger, que Vitalis Cros rencontrait maintenant quotidiennement, de maintenir leurs troupes et surtout la population. Le préfet ne pouvait pas compter sur l'armée, ni sur la police inexistante. Il ne lui restait qu'un espoir : s'entendre avec Azzedine, le célèbre commandant de la wilaya 4 — l'ennemi préféré de Bigeardqui, venant de Tunis, était le nouveau chef de la zone autonome d'Alger.

Azzedine et Oussedik Boualem^[40] avaient quitté Tunis quelques semaines, avant le cessez-le-feu avec mission du G.P.R.A. de reconstituer la zone autonome d'Alger qui depuis l'arrestation de

Kheiddine et Djamel, et celle — en décembre 1961 — d'Alilat, vivait en pleine anarchie. *La menace* et l'emprise de l'O.A.S. sur Alger rendaient indispensable la reprise en main et le contrôle étroit de la population musulmane. Le travail était colossal car — malgré la tentative d'hommes comme Kheiddine, Djamel, Alilat et les membres du groupe Malik — le F.L.N. n'avait jamais réussi à se réimplanter « sérieusement et politiquement » dans la capitale depuis le coup fatal porté à son organisation par les parachutistes de la « bataille d'Alger » en 1957.

Le G.P.R.A. avait choisi pour cette mission délicate des militants de la première heure dont l'expérience révolutionnaire était considérable. Azzedine: modeste chaudronnier en 1954, était devenu l'un des membres les plus influents de l'état-major avant de s'en séparer au cours des multiples crises que le lecteur connaît. déjà. Quant à Oussedik Boualem, l'étudiant en lettres des années 1955, après avoir joué un rôle considérable en wilaya 4, après avoir échappé aux purges sanglantes d'Amirouche et de Si Mohamed, après être passé par miracle à travers les mailles des opérations du plan Challe, il avait gagné Tunis à demi mort de fatigue mais surtout très ébranlé nerveusement. Le G.P.R.A., pour lui refaire une santé et pour utiliser au mieux des qualités intellectuelles qui n'abondaient pas au sein du personnel F.L.N. de Tunis, l'avait envoyé en mission diplomatique en Scandinavie, au Mali, en Guinée et au Ghana où le jeune homme avait fait merveille.

Les deux hommes avaient regagné l'Algérie en passant... par Paris, où la Fédération de France les avait hébergés et leur avait fourni des papiers de sous-officiers de gendarmerie d'origine pied-noir espagnole ! Oussedik Boualem était « bombardé » adjudant-chef et s'appelait Juan Paraga ! quant à Azzedine — qui avait moins d'allure — il n'était que gendarme auxiliaire !

Ils étaient arrivés par avion à Alger puis, après un bref séjour en wilaya 4, où ils avaient pu constater le dénuement des maquisards écrasés par les troupes françaises, ils avaient regagné la capitale algérienne.

Au commandant Khatib Youssef — chef de la wilaya 4 —, qui allait, des le cessez-le-feu, voir ses troupes se « gonfler » des prisonniers libérés des camps d'internement, ils laissèrent trois consignes : démocratiser l'action de l'A.L.N., interdire aux djounoud de quitter la montagne avant l'indépendance, renforcer

l'action politique tant au sein de l'Armée de libération que parmi la population du bled. Puis, accompagnés de Bouchafa — le créateur du premier commando terroriste d'Alger en 1956^[41], condamné à mort mais libéré récemment dans le cadre de la politique de libéralisation imposée par le général De Gaulle — ils se mirent au travail. Pour eux, la boucle était bouclée. Résistants de la première heure ils retrouvaient six ans après la ville où tout avait commencé. Mais une ville terrorisée où l'O.A.S. faisait la loi, où la population musulmane vivait dans une angoisse permanente, avec l'impression désespérante d'être abandonnée de tous. Le G.P.R.A. était loin, l'A.L.N. inexistante, la police et l'armée favorables aux seuls Européens. La première tâche était de lui rendre confiance et de faire face à l'O.A.S.

Dans les jours qui suivirent leur arrivée à Alger, Azzedine et Oussedik furent rejoints par d'anciens compagnons de la wilaya 4 venus de Tunisie ou récemment libérés. C'est parmi ces hommes, qu'il connaissait de longue date, qu'Azzedine, chef de la nouvelle zone autonome, choisit les membres de son état-major :

Omar Oussedik, adjoint politique ;

Oussedik Boualem : chef du S.P.I. (Service propagande et information) ;

Ali Lounici : chargé des finances et de la réorganisation économique, sociale et sanitaire de la Z.A.A.^[42] ;

Bouchafa : chef des commandos terroristes ;

Oukid, dit Si Mohamed : responsable du service de renseignements.

En quelques semaines, Azzedine et Bouchafa créèrent cinq zones dirigées par des hommes sûrs :

Zone I. Casbah : Dali Hamid ;

Zone II. Belcourt : Khemissa Abderrahmane, puis Kriouina Ahmed, dit le Boiteux ;

Zone III. Clos-Salembier-Birmandreis : Biskri Mohamed ;

Zone IV. Maison-Carrée : Blidi Mostefa ;

Zone V. El-Biar : Nchet.

La coordination des fida fut confiée aux capitaines Tahar, Nchet et Khemissa.

Lorsque arrivèrent la signature des accords d'Évian et la proclamation du cessez-le-feu chaque chef de zone pouvait compter sur 350 hommes armés.

Sur le plan de l'organisation des masses, Oussedik Boualem et Ali Lounici prirent en main la population. Pour secourir et soigner plus de 200 000 chômeurs et leurs familles que la politique de l'O.A.S. privait de travail, il fallait des méthodes nouvelles et directes.

Oussedik Boualem instaura la médecine gratuite pour tous. Cela faisait partie d'un style « socialiste » auquel — avec son ami Lounici — il tenait beaucoup. Il convoqua tous les médecins musulmans et quelques praticiens européens libéraux.

« À partir d'aujourd'hui, leur dit-il, vous êtes employés par la zone autonome. Lounici vous versera un million par mois. En échange de ce salaire, vous fournirez gratuitement vos soins à la population. »

Tous refusèrent :

« Nous soignerons gratuitement. »

Aidés par des médecins français progressistes que la Fédération de France avait envoyés en Algérie, ils installèrent aux quatre coins d'Alger des postes de secours et des cliniques clandestines. Depuis le massacre des malades de Beau-Fraisier, les chefs de la Z.A.A. avaient interdit à la population musulmane de se faire soigner dans les hôpitaux ou cliniques d'Alger.

Ensuite, Oussedik Boualem exigea la participation des musulmans aisés. Les riches devaient aider les pauvres à survivre. Il n'eut pas à menacer. La politique extrémiste de l'O.A.S. avait poussé dans ses bras ceux qui, de tout temps, s'étaient montrés « tièdes » à l'égard du F.L.N.

Grâce à ces fonds et à la participation des commerçants, chaque chef de zone put distribuer aux plus démunis des bons remplaçant l'argent dont ils manquaient.

« Le F.L.N. interdit la distribution de secours, expliquèrent les responsables. Il faut que chacun fasse un effort de solidarité. »

Oussedik et Lounici organisèrent également les femmes et la jeunesse.

« Il est nécessaire, écrivirent-ils dans une directive générale, de

nous occuper sérieusement de nos sœurs algériennes qui ont souffert et combattu autant que nous... Chaque zone constituera un comité formé de militantes éprouvées qui diffuseront les principes politiques F.L.N. auprès de nos sœurs algériennes en vue de leur faire prendre conscience de leur rôle dans la société algérienne. Elles seront chargées de collecter des dons en nature qui seront distribués aux nécessiteux. »

Au 19 mars elles étaient 50 000 à Alger tandis que les jeunes F.L.N. comptaient 20 000 membres.

« Vous êtes l'avenir de l'Algérie, leur dit Oussedik Boualem, à vous de créer des comités. Je ne vous imposerai jamais tel ou tel que vous n'ayez élu. Seule l'orientation dépend de nous : nous voulons une socialisation démocratique. »

Lorsque les jeunes enthousiastes commencèrent à discuter à perte de vue sur l'avenir de l'Algérie, les responsables les envoyèrent nettoyer les rues de la Casbah, de Belcourt, du Clos-Salerribier !

« Vous théorisez plus tard, dit Oussedik, moqueur, et je le ferai avec vous... avec grand plaisir. Pour l'instant, nous avons des tâches plus urgentes et plus prosaïques. »

Après avoir réorganisé son état-major, Azzedine, lui, se consacra exclusivement à la lutte contre l'O.A.S. Les commandos de Bouchaf a et les renseignements d'Oukid permirent de mettre sur pied les premières opérations. Toute la population active fut mobilisée « pour venger les morts ». Les commerçants, les voisins — l'exode n'avait pas encore commencé —, les ouvriers, les fatmas devaient signaler à leur secteur toute présence suspecte. Les renseignements affluèrent par milliers.

Un gigantesque fichier fut constitué sous la direction d'Oukid dans la villa de Hamoud Boualem, à Belcourt. Membres des commandos Delta, colleurs d'affiches, sympathisants, collecteurs de fonds... même les « neutres » furent « mis en carte ».

Alors les commandos passèrent à l'action contre les deltas ou les principaux chefs d'îlot O.A.S. Liquidation ou enlèvement.

Azzedine faisait régner une discipline féroce. Chaque soir, il tenait une réunion et décidait des hommes à abattre, de ceux à enlever, de ceux à relâcher aussi. Il ne tolérait pas les « crises cardiaques ». Quand, ayant ordonné de libérer le directeur du

Monoprix de Belcourt arrêté par le F.L.N. il apprit que celui-ci venait de mourir d'une « crise cardiaque », Azzedine entra dans une violente colère. Il fit passer le chef militaire régional en jugement et le fit dégrader. On ne pouvait guère lui en demander plus car les atrocités O.A.S. faisaient monter dangereusement la tension de la population.

Au soir du 19 mars, date du cessez-le-feu, Azzedine n'avait reçu qu'une directive du G.P.R.A. : « Ne répondez pas à la provocation de l'O.A.S. Tenez la population jusqu'au bout. »

La consigne était simple. Encore fallait-il pouvoir l'exécuter !

Le F.L.N. étant devenu un parti légal, le chef de la zone autonome décida de prendre contact avec le préfet de police Vitalis Cros pour lui donner un numéro de téléphone où il pourrait joindre les chefs F.L.N. ! Désormais, l'ennemi commun était l'O.A.S. !

Dès le mois d'avril, dès que l'exécutif provisoire eut commencé ses travaux, le préfet de police rencontra les chefs de la zone autonome. Ensemble ils avaient à régler des problèmes de sécurité de plus en plus importants.

Devant la multiplication des attentats O.A.S. — c'était la période où l'organisation tentait encore d'empêcher l'application des accords d'Évian —, Azzedine établit un véritable service de police dans les quartiers musulmans où des hommes armés porteurs de brassards contrôlaient les passants et repéraient immédiatement tous les étrangers du quartier dont ils étaient chargés. Les membres de l'O.A.S. prenant souvent l'apparence de militaires français en uniforme, Azzedine en arriva à délivrer des laissez-passer et des cartes de circulation à certaines unités de l'armée chargées de « faire de la présence » à Alger !

Vitalis Cros, malgré les bonnes relations établies avec Azzedine et Omar Oussedik, se plaignit à ce dernier de la « nouvelle initiative » du Front. Que le F.L.N. délivre des laissez-passer à l'armée, c'était un peu fort ! Sans se démonter Omar Oussedik répondit posément :

« Quelqu'un est-il capable ici de prendre l'engagement de protéger la population musulmane ? Non ! Alors... »

Le préfet ne put rien répondre car, ce jour-là, l'O.A.S. avait mitraillé à bout portant les malades de la clinique de Beau-

Fraisier — « centre de repos F.L.N. », disait la propagande de Susini. Et, au pied de la lettre, c'était vrai puisque à Alger tout ce qui était musulman était désormais F.L.N., pris en main, dirigé, nourri par le F.L.N. Désormais, l'O.A.S. pouvait justifier toutes ses « opérations ponctuelles ». Les fatmas étaient indicatrices, les dockers renseignaient le Front...

Quand, au matin du 2 mai, Vitalis Cros, se rendant sur le port, vit les cadavres d'hommes, de femmes, d'enfants, bouillie sanglante qui rougissait les pavés du quai principal, lorsqu'il vit la détermination des survivants — ils exigèrent de s'occuper de leurs morts et de leurs blessés sans l'intervention des pompiers ni d'ambulances européennes — et que, deux heures plus tard, il ne resta plus sur le port qu'une carcasse de voiture déchiquetée et calcinée sans autre trace visible du massacre, il sut qu'Alger musulman allait réagir. La catastrophe finale tant souhaitée par certains criminels allait-elle se produire ?

Cela faillit bien arriver. Ce même 2 mai, en fin de matinée, Oussedik Boualem et dix de ses compagnons arrêtaient — par leur autorité et grâce à la discipline qu'ils avaient réussi à inculquer à leurs chefs de quartier — une marée humaine qui, descendue du Clos-Salebier et de Belcourt, se dirigeait, par la rue de Lyon, vers le quartier européen. Les appels à la raison furent accompagnés de quelques arguments frappants qui calmèrent les plus excités. Déjà, au lendemain du bombardement de la place du Gouvernement, on avait frôlé la catastrophe.

Le 7 mai, au cours de la réunion avec Vitalis Cros, Azzedine prévint le préfet :

« Si ça continue, je vais être obligé, pour tenir mes troupes, de faire quelque chose. Il leur faut un dérivatif. J'ai peur que la marmite n'explose... et ni vous ni moi n'y pourrions rien⁴³. »

Farès, le président de l'exécutif provisoire, avait promis au préfet de « tenir » Azzedine. Mais Cros ignorait qu'une crise grave opposait la Z.A.A. à l'exécutif. Azzedine avait non seulement demandé à Farès de l'argent pour faire vivre la population, mais il avait exigé le remplacement de certains policiers européens dont les noms figuraient sur ses fiches et de quelques officiers qui — tout en restant dans l'armée — renseignaient l'O.A.S. ou faisaient, au cours de « patrouilles », le guet pour elle.

À chaque demande, l'exécutif provisoire avait répondu par des promesses et des exhortations à la patience.

« On informe le G.P.R.A., avait dit Farès, attendez. »

Mais le peuple commençait à gronder. Il ne se rendait compte que de l'action spectaculaire et ignorait le travail souterrain de la Z.A.A. Il ne savait rien du noyautage de la force locale et des A.T.O. Il ignorait — dans son ensemble — la progression musulmane dans les quartiers mixtes où Azzedine faisait remplacer chaque famille européenne qui partait par une famille musulmane descendue des bidonvilles de la périphérie. Le chef d'Alger avait ainsi pratiquement encerclé Bab-el-Oued qui, déjà brisé par l'affaire du 22 avril, sentait la terreur le gagner.

Le peuple ne pouvait pas savoir non plus qu'une étroite collaboration s'était instituée entre le service Renseignement et Liaison de la Z.A.A. et la « mission C ». Le capitaine Lacoste recevait régulièrement de précieux renseignements sur l'O.A.S. Oukid n'avait qu'à puiser dans la masse d'informations apportées quotidiennement à son fichier.

Aucune de ces opérations psychologiques d'importance n'était capable de « concurrencer » dans l'esprit de la population le massacre du port.

Pour elle, malgré l'exécutif provisoire, malgré la présence de la zone autonome, l'O.A.S. restait la plus forte.

Le 12 mai, Azzedine, sentant qu'il allait être débordé, provoqua une réunion extraordinaire dans une villa de Laghiba.

Il avait convoqué non seulement ses adjoints directs mais aussi les chefs de zone et leurs responsables politico-militaires et de renseignement. En tout trente responsables.

Devant eux il fit le point de la situation :

« On enlève des hommes de l'O.A.S. mais la population l'ignore, dit-il. Rocher-Noir ne répond à aucune de nos revendications. Les Français n'appliquent pas les accords d'Évian et sont bien incapables de les appliquer tant que l'O.A.S. existe. Il faut que nous menacions Rocher-Noir, que nous fassions peur à l'O.A.S., et que nous reprenions en main la population qui croit que nous nous laissons faire. C'est pourquoi — tout seul — je suis prêt à transgresser les ordres de l'exécutif provisoire et du G.P.R.A. Si l'on ne passe pas à l'action, l'anarchie va régner dans

nos quartiers et nous ne pourrions pas contenir plus longtemps la fureur du peuple. Avant de prendre ma décision je veux l'avis de chacun de vous. »

Tous les responsables décidèrent de passer à l'action. Le jour J fut fixé au 14 mai. Azzedine demanda à chaque responsable de fixer deux ou trois objectifs dans sa zone. Ils choisirent en général des bars et des restaurants où se réunissaient des membres de l'O.A.S.

Le 14 mai, de 18 heures à 18 h 10, quarante-cinq voitures du F.L.N. participèrent à l'opération. Dans chaque voiture deux mitrailleurs et un « grenadier » avec six grenades. Dans dix-sept points de la ville le scénario fut le même : une voiture s'arrête, un homme lance une grenade dans un bar, deux autres mitraillent les survivants ! O.A.S. ? Pas O.A.S. ? Qu'importe ! Les deltas se soucient-ils des opinions politiques des dockers ou des fatmas ? Le 14 mai, le bilan officiel fut de dix-sept morts européens et trente-cinq blessés.

La riposte O.A.S. ne se fit pas attendre. Le 15 mai, il y eut dans les rues d'Alger un mort toutes les dix minutes ! Vitalis Cros ordonna le couvre-feu à 18 heures. Cette fois, on avait relevé 56 morts musulmans et 35 blessés !

Le 13 mai, à Tunis, Ben Khedda, au cours d'un discours, avait affirmé que jamais le F.L.N. ne répondrait aux provocations de l'O.A.S. Le 14, Saad Dahlab avait fait en Suisse une déclaration analogue.

Le lendemain de la « tuerie du Ruisseau » — ce quartier avait été particulièrement touché par les représailles F.L.N. — Abderrahmane Farès se précipita au P.C. d'Azzedine à Belcourt.

« Qu'est-ce que ça veut dire, commandant Azzedine ? Vous avez agi en contradiction totale avec les ordres qui vous ont été donnés ! Qu'est-ce qui ne va pas ?

— Tout. Je ne peux plus tenir la population. L'exécutif ne fait rien pour appuyer nos demandes auprès de Fouchet et des autorités françaises. Aucun policier européen dont nous avons donné la liste n'a été déplacé, pas plus que les unités notoirement favorables à l'O.A.S. Et pourtant ce n'était pas des ragots que nous avons fournis mais des dossiers !

— Oui... Oui. Mais nous ne pouvons endosser la paternité de

ces attentats. Mostefaï va les démentir.

— Trop tard, monsieur Farès, je viens de tenir une conférence de presse ! »

Azzedine avait convoqué des journalistes de *France-Soir*, de *L'Observateur* et du *Monde* à son P.C. de Belcourt. Devant eux il avait revendiqué la responsabilité des attentats et avait menacé de les renouveler tant que les accords d'Évian ne seraient pas appliqués, tant que l'O.A.S. poursuivrait sa politique d'« élimination.» des musulmans.

« Est-ce une action isolée de la zone autonome ? » avait demandé un journaliste.

Azzedine avait bluffé.

« Non, toutes les autorités sont d'accord. Du C.N.R.A. au G.P.R.A. Et s'il y a une reprise des hostilités ce ne sera pas la zone autonome seule qui interviendra mais toute l'Algérie ! »

L'exécutif était coincé. Farès, une nouvelle fois, tenta d'arranger les choses avec Azzedine, avec Fouchet, avec Vitalis Cros. Avec tout le monde. Il obtint des Français la mutation de cent douze policiers pieds-noirs, et de quelques officiers pro-O.A.S. Il fit en outre débloquer une aide financière importante pour subvenir aux besoins de la population musulmane. Azzedine avait gagné sur toute la ligne. Il avait maintenant assez d'arguments pour calmer le peuple.

De leur côté, les chefs de l'O.A.S., devant l'absence de réaction de l'armée et des autorités, sentirent que cette-fois tout était perdu. La panique gagna les quartiers européens. Les avions et les bateaux furent pris d'assaut. L'organisation pouvait toujours interdire, on ne lui obéissait plus.

Devant cet exode pied-noir qui prenait des allures de catastrophe pour l'avenir du pays, la zone autonome convia des Européens libéraux à visiter l'a Casbah, Belcourt, les hôpitaux, les installations sanitaires. C'est ainsi que l'architecte franco-suisse Emery fut invité par son ami Mouloud Amrane à parcourir la Casbah, qu'il trouva nettoyée et disciplinée comme jamais elle ne l'avait été. On lui Montra les cliniques, les centres hospitaliers. Outre les praticiens musulmans, vingt et un médecins et chirurgiens venus de France y travaillaient assistés de religieuses et de frères de Foucauld envoyés par le cardinal Duval,

archevêque d'Alger.

Emery reprocha à son ami le raid du 14 mai où deux de ses chefs de chantier — qui jouaient aux boules — avaient trouvé la mort.

« C'était une nécessité absolue, répondit Amrane, car si nous n'avions pas lâché la vapeur maintenant que la partie est pratiquement jouée, c'était l'explosion de la Casbah et le massacre aveugle de la plus grande partie des Européens qui habitent Alger.

— Pourquoi m'avez-vous fait venir ? Pas uniquement pour me montrer vos installations sanitaires ni pour me permettre de rencontrer les quelques amis musulmans qui me restent ici ?

— Non. Vous avez raison. Voici pourquoi je vous ai fait demander de venir malgré tous les risques que cette visite comporte. Dans l'état actuel de la situation, il est absolument indispensable, pour nous comme pour vous, de montrer à la population musulmane d'Alger que nous avons encore des amis parmi les Européens. Je ne connaissais plus que vous qui puissiez me rendre ce service. »

Rentrant chez lui, Emery apprit que son gendre, M. Froscoso, qui partageait ses idées libérales et qui aimait passionnément l'Algérie, avait été invité la veille à visiter Belcourt !

Y avait-il encore un espoir ?

Peut-être ! Car, le 18 mai, quinze jours après le massacre du port, et quatre jours après la violente réaction F.L.N. l'incroyable, l'impensable se produisit.

Jean-Jacques Susini, la seule tête politique de l'O.A.S. encore en Algérie, rencontra Abderrahmane Farès !

L'un et l'autre — quel que fût leur passé — voulaient à toute force interrompre l'exode des pieds-noirs. Susini, parce que c'était sa dernière chance de jouer le rôle politique important pour lequel il se sentait fait, Farès parce qu'il était prêt à « traiter avec le diable » pour ramener la paix en Algérie. La politique de la terre brûlée que l'O.A.S. semblait vouloir appliquer tant à Oran qu'à Alger conduisait directement l'Algérie à la ruine.

La rencontre eut lieu dans le plus grand secret à Alma, à quelques kilomètres de Rocher-Noir. Farès, rompu aux

négociations, diplomate jusqu'au bout des ongles, déploya tout son charme, toute sa sincérité, mit en avant le « pouvoir » qu'il avait sur les wilayas et la zone autonome, pour convaincre Susini de la possibilité qu'avaient encore les pieds-noirs de rester en Algérie.

« Leur passé est là, dit-il, mais aussi leur avenir. C'est leur patrie tout comme la nôtre. »

De son côté, Susini admit que l'Algérie française était dépassée, que la « terre, brûlée » était une solution de désespoir. Restait l'éventualité d'un accord avec les futurs chefs de l'Algérie !

Comme il fallait aller vite, les deux hommes rédigèrent un protocole d'accord prévoyant l'amnistie de tous les membres de l'O.A.S., la participation européenne à la force locale, une organisation mixte de la police et de l'administration à Alger et à Oran où tous les Européens s'étaient déjà regroupés, ainsi qu'une ébauche de Constitution prévoyant même le maintien de l'Algérie dans le bloc occidental. Farès s'engagea à plaider la cause de ce protocole d'accord auprès du G.P.R.A. Susini entrevit alors la possibilité de devenir à lui tout seul la troisième force dont avait rêvé Salan. Il traitait d'égal à égal avec le F.L.N. sans se soucier de cette métropole qu'il méprisait !

Farès essayait, en gagnant du temps, d'obtenir une trêve qui mette un terme au massacre et redonne confiance aux Européens. Il savait pouvoir compter sur l'appui de Christian Fouchet. Il désira obtenir celui des libéraux. C'est ainsi que Jacques Chevallier, l'ancien maire d'Alger, et son ami Jean-Marie Tiné⁽⁴⁴⁾ furent sollicités pour servir d'intermédiaires. Car il devenait impossible à Farès de rencontrer Susini et ses amis aussi souvent que la négociation l'exigeait.

Une série de contacts aboutit, le 1^{er} juin, à une réunion au Bordj, la propriété que Jacques Chevallier possédait à El-Biar⁽⁴⁵⁾. Dans la nuit, Jean-Jacques Susini, pour montrer sa représentativité au sein de l'O.A.S., avait décrété une trêve des attentats. C'est donc dans une ambiance « positive » que se retrouvèrent face à face Farès et Susini, entourés de Jacques Chevallier, Jean-Marie Tiné, et du colonel Gardes. Celui-ci, qui avait pris des contacts en Espagne avec Boussouf — en vue d'un accord semblable à celui que Susini voulait négocier —, s'était rallié à l'ancien président des étudiants, tandis que Godard,

irréductible, avait rejoint la position de Gardy à Oran.

Ce 1^{er} juin — alors que, pour la première fois depuis des mois, Alger retrouvait un calme inhabituel — les « négociateurs » étalèrent leurs atouts sur la vaste table recouverte de carreaux de faïence ancienne de la salle à manger du Bordj.

Farès proposa un « traité » dont la base était constituée par les accords d'Évian mais comportait trois importantes concessions à l'O.A.S. : l'amnistie pour tous les actes commis avant l'autodétermination, l'intégration des Européens au sein des forces de l'ordre de la future République algérienne, enfin une plus grande étendue des garanties prévues à Évian.

Susini décida de montrer sa satisfaction en prolongeant la trêve. Le matin même, pour permettre aux négociateurs de poursuivre leurs entretiens, Vitalis Cros avait fait repousser le couvre-feu à minuit ! Chacun essayait d'apporter sa pierre et son ciment — si modeste soit-il — au fragile édifice sur lequel reposait la paix entre Européens et musulmans.

Lorsqu'il apprit la décision de Susini, le Dr Pérez entra dans une violente colère. La trêve des combats, l'arrêt des destructions signifiaient pour lui la fin de l'O.A.S. Il n'avait pas tort. Les commandos Delta n'avaient plus la foi. Paulo avait été arrêté et, aussitôt, cinq chalutiers, bourrés d'hommes et d'armes, avaient quitté Alger pour l'Espagne. Les « rouleurs de mécaniques » qui mitraillaient les Arabes aussi bien que les malheureux pieds-noirs, voulant mettre leurs familles à l'abri « sans le consentement de l'O.A.S. », fuyaient comme des rats. Tant que la réaction gouvernementale avait été molle, tant que les Arabes n'avaient opposé à leurs crimes qu'un fatalisme ancestral, ils s'étaient crus les maîtres d'Alger mais maintenant qu'Azzedine réagissait, que les quartiers européens étaient isolés, que chaque expédition pouvait coûter la vie, ils se dérobaient. Ceux-là avaient montré les limites de leur courage.

Restaient les irréductibles et c'est sur eux que Pérez comptait pour détruire l'infrastructure d'Alger, faire sauter les objectifs économiques avant de poursuivre en Espagne le combat contre la métropole. Et c'est eux que Susini « démobilisait » par sa trêve imbécile ! Car le plus dur, le célèbre Jésus de Bab-el-Oued lui-même, avait accepté ! Le dernier, mais il avait accepté.

Lorsque au soir du 1^{er} juin Pérez vit la foule d'Alger, avertie de

la trêve par « radio-trottoir », envahir les terrasses des cafés et fêter à l'anisette et à la bière la paix un instant entrevue, il comprit que c'en était fini de l'O.A.S.

Il avertit les derniers commandos Delta, dont celui de Jésus, qu'il s'opposait à « la trahison de ce salaud de Jean-Jacques » et qu'il donnait jusqu'au 5 juin au F.L.N. pour répondre positivement aux propositions de l'O.A.S. Sinon il ferait tout sauter puis quitterait l'Algérie avec ses « derniers fidèles ».

Le 5 juin, Susini rencontra une nouvelle fois Farès. Cette fois, la réunion ne se déroula pas sous le signe de la coopération bonhomme. Le président de l'exécutif se déroba. Il devait, disait-il, avoir l'assentiment du G.P.R.A. et celui-ci tardait. En réalité Mostefai, au nom du F.L.N., avait démenti les tractations. Il ne pouvait faire autrement. Celles-ci étaient refusées à Tunis par les durs du G.P.R.A. et à Alger par les hommes d'Azzedine qui trouvaient que l'O.A.S. en avait assez fait et que l'heure était venue de lui donner le coup de grâce.

Farès, qui se voyait déjà président de la jeune République algérienne, avait joué une carte personnelle et se retrouvait dans une impasse. Il avait promis et ne pouvait rien tenir. Furieux, Jean-Jacques Susini fut saisi d'une de ces colères blanches qui le rendaient comme fou. Il menaça Farès, lui reprocha d'avoir sacrifié à ses ambitions personnelles une réelle chance de paix, puis se lança dans une improvisation apocalyptique sur ce qui resterait d'Alger après que lui, Susini, et ses hommes l'auraient détruit pierre par pierre ! Farès, blême, se leva, chancela, fut pris de nausées et dut quitter précipitamment la pièce.

Alors, tout le monde s'interposa pour sauver la négociation. Jacques Chevallier et Jean-Marie Tiné — tant de fois menacés de mort, tant de fois plastiqués, haïs, hués, honnis par leurs compatriotes Comme traîtres à la cause de l'Algérie française — promirent d'intervenir le soir même auprès de Farès et surtout de Mostefai.

À Rocher-Noir, Fouchet, qui savait qu'en secret De Gaulle était favorable à ces négociations et qui — lui-même — ne voyait que des avantages à un règlement pacifique du problème F.L.N.-O.A.S., s'engagea à intervenir personnellement auprès de Farès.

Cette fois, le trop subtil notaire était au pied du mur et devait prendre ses responsabilités face au G.P.R.A. Ce que lui dit en

termes fort secs et fort durs le Dr Mostefai, qu'il avait négligé de prévenir officiellement !

« Nous allons nous faire taper sur les doigts par le G.P.R.A., dit le chef du F.L.N. à Rocher-Noir. Mais tant pis. Vous allez aller à Tripoli où le C.N.R.A. est réuni et je vous accompagnerai. »

Mostefai, homme d'une grande honnêteté, s'était laissé convaincre par Jacques Chevallier.

« Dès lors que l'O.A.S. accepte la République algérienne et les accords d'Évian, avait dit l'ancien maire d'Alger, vous devez vous entendre avec elle. C'est notre avenir que nous jouons. »

Chacun essayait de mettre de l'huile dans les rouages pour faire tourner à nouveau la machine si longtemps bloquée. On était sur le point d'y arriver lorsque les Algérois qui venaient de vivre leur sixième journée sans attentats entendirent, au cours d'une émission pirate, l'O.A.S. annoncer la fin de la trêve.

« Les pourparlers engagés par l'O.A.S. ont été sabotés par le pouvoir gaulliste. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une impasse parce que nous ne pouvons accepter que seuls les accords d'Évian garantissent l'avenir de la communauté européenne et que celle-ci tombe sous le joug du F.L.N.

« L'O.A.S. reprend sa liberté d'action dès ce soir. Nous demandons à nos commandos de reprendre les opérations en visant surtout les objectifs économiques. »

Cette fois, Pérez semblait avoir gagné. Il l'avait, sa terre brûlée ! On cassait, on détruisait. En une seconde des dizaines d'années d'efforts étaient anéanties. Tout plutôt que de « leur » laisser notre belle ville, nos installations. Puisqu'on ne pouvait pas gagner, puisqu'on avait trop tardé à s'entendre, on partirait. Mais avant...

Le 7 juin, un panache de fumée couronna Alger. La bibliothèque de l'université venait de sauter. Six cent mille livres brûlaient. Et l'on criait de joie. Et les laboratoires des facultés furent plastiqués à leur tour, et deux amphithéâtres. On n'allait quand même pas leur laisser « notre » culture et « notre » science ! En fin de matinée ce furent la poste et la mairie d'El-Biar qui explosèrent. Puis deux collèges au centre d'Alger. Et une aile de la préfecture. Pour couronner cet exploit, Pérez fit bombarder le palais d'Été. Une pluie d'obus de mortier s'abattit

sur le palais mauresque.

Au milieu de ce cataclysme, Jean Sarradet, que nous connaissons déjà, fut pour la deuxième fois condamné à mort par l'O.A.S. Il avait osé crier « au fou » et conseillé de faire taire les armes !

Du fond de sa prison parisienne, le général Jouhaud — qui était déjà condamné à mort — tenta de faire entendre raison à ses compatriotes. Les colonels et leurs ambitions politiques; la poursuite de la lutte O.A.S. contre la métropole, les élucubrations des Pérez et des « jusqu'au-boutistes » il s'en foutait. Il s'était battu en pied-noir pour son Algérie. Il n'avait pas tout approuvé mais il avait assumé. Et là, devant le désastre il criait : assez ! Assez de sang, assez de crimes. Pourquoi casser ce qu'on avait eu tant de mal à édifier, ce qui “nous rendait si fiers ?

« Lorsqu'un chef estime que la bataille est sans issue, écrit-il, lorsqu'il a conscience que tout a été tenté pour vaincre, que l'honneur est sauf, il est pour lui un moment douloureux, tragique, c'est d'arrêter les combats...

« Il faut chercher avec nos ennemis d'hier un terrain d'entente qui permette à tous les Français de continuer à vivre sur leur terre natale en toute dignité... Il importe que l'action de l'O.A.S. cesse au plus tôt, c'est son chef qui le demande à ceux qui se sont spontanément mis sous ses ordres. »

Rechercher un terrain d'entente ! Pour ces quatre mots, des Popie, des Schembri, des pieds-noirs libéraux étaient morts par dizaines, assassinés par l'O.A.S. !

Salan refusa de contresigner l'appel de Jouhaud, qui ne reçut ni à Alger ni à Oran le moindre écho.

Bien au contraire, à Oran, le successeur de Jouhaud et de Salan, le petit général Gardy, était saisi de la même folie destructrice que Pérez à Alger. Casser, tuer, brûler, il ne pensait plus qu'à cela.

Il était totalement opposé aux contacts de Susini avec Rocher-Noir.

« Dans une révolution comme celle entreprise par le F.L.N., dit-il à ses troupes, c'est la fraction la plus extrême qui gagne et non des fantoches comme Mostefai et Farès. C'est Lénine et Trotski qui gagnent, pas Kerenski. L'A.L.N. ne reconnaîtra jamais

des accords signés par des gens qui ne la représentent pas. Susini ne pense qu'à se faire une place dans la future République ! »

Les chefs O.A.S. de l'Oranie refusèrent à l'unanimité moins une voix la poursuite des contacts.

Gardy, dès qu'il sut que son espoir de faire basculer la légion toute proche, était vain, ouvrit les vannes sans se soucier du reste de l'Algérie. Il conseilla à la population européenne de partir et de ne rien laisser derrière elle.

« Détruisons tout, s'écria-t-il, pour ne pas le laisser au F.L.N. »

Il refusa pourtant tout baroud d'honneur, sauvant ainsi la vie à des dizaines de très jeunes gens prêts à se battre jusqu'au bout. Il ne voulait pas que cette action sans espoir fût encore plus souffrir une population qui avait déjà tant souffert.

Lorsque Gardy quittera Oran à la fin du mois, la ville tant aimée et jadis si joyeuse, sera coiffée d'un nuage de suie noir et orangé. L'O.A.S., en guise de dernier salut, aura fait sauter toutes les réserves d'essence et de pétrole. Dix millions de litres brûleront pendant trois jours.

Les Oranais en fuite ne pourront même pas apercevoir une dernière fois le ciel bleu qui jusque-là avait été toute leur vie...

L'« analyse » du général légionnaire sur la réussite des contacts O.A.S.-F.L.N., si elle n'était pas constructive, n'était tout de même pas dénuée d'une certaine lucidité.

Lorsque Mostefai, flanqué d'un Farès piteux et tremblant, arriva à Tripoli, tout le monde était parti. Le sixième C.N.R.A. s'était terminé dans une noire pagaille. Le Conseil de la révolution qui venait d'arracher l'indépendance à la France avait été incapable de choisir le régime et le gouvernement dont serait dotée la première République algérienne. Ben Bella — libéré depuis le 19 mars — s'était sauvé au Caire puis à Benghazi en Libye. Il ne voulait avoir affaire ni de près ni de loin au G.P.R.A. qui avait regagné Tunis. Il comptait entrer seul en Algérie et, aidé de Boumediene et de son armée des frontières, y prendre le pouvoir. Ce qui se réalisera. Le G.P.R.A. aura beau dégrader le chef d'état-major et ses lieutenants Kaïd Ahmed et Menjli, il sera trop tard. Ben Bella, Boumediene et leurs hommes s'installeront à Tlemcen. Krim, Boudiaf et les forces de la wilaya 3 de Çaout El-Arab formeront le groupe de Tizi-Ouzou. Et là commencera la

guerre à outrance entre le groupe de Tlemcen et celui des Kabyles. Mais laissons là ces querelles qui elles aussi se termineront dans le sang et l'intolérance. Il s'agira dès lors de l'histoire interne de l'Algérie. Les vainqueurs en sont aujourd'hui les maîtres.

Pendant que leurs compagnons, visant le pouvoir, se livraient une lutte sans merci, Mostefaï et Farès tentèrent l'impossible pour régler le problème le plus urgent : celui d'un accord avec l'O.A.S. Ils eurent du mal. Les hommes qu'ils rejoignirent à Tunis se souciaient peu de ce qui se passait à Alger. Leurs préoccupations étaient ailleurs. Farès et Mostefaï obtinrent pourtant un accord de principe qui voulait dire : « Débrouillez-vous. Traitez si vous voulez au nom du G.P.R.A. mais laissez-nous en paix. On a autre chose à faire ! »

Seul Krim Belkacem attachait une grande importance à cette affaire. Depuis toujours il avait souhaité que la majorité des pieds-noirs restât en Algérie et cette volonté l'opposait aujourd'hui au groupe Ben Bella-Boumediène. Il décida donc de rejoindre dans le plus grand secret Mostefaï et Farès à Rocher-Noir pour appuyer de tout son poids de vice-président du G.P.R.A. et de son immense popularité en Algérie, la réussite des négociations.

Fouchet reçut en tête à tête le signataire des accords d'Évian qui lui annonça que désormais le docteur Chouki Mostefaï mènerait « au nom du F.L.N. » les négociations avec l'O.A.S. Il fallait tout reprendre à zéro mais cette fois les négociateurs seraient « représentatifs ».

Jacques Chevallier prit son bâton de pèlerin et recommença le va-et-vient entre les deux parties.

Il fallait aller vite. Très vite. Oran brûlait. Le général Ginestet, commandant le corps d'armée, y avait été assassiné alors qu'il s'inclinait devant le corps du colonel Mabillet, médecin chef de l'hôpital militaire, abattu par l'O.A.S. Par dizaines de milliers les pieds-noirs quittaient le pays de la folie. À Alger, le docteur Pérez, après une ultime « strounga », avait fui à son tour avec ses « fidèles ». Les destructions avaient cessé mais Susini posait un ultimatum. Si au 15 juin tout n'était pas réglé la politique de la terre brûlée reprendrait. Godard était toujours dans la ville. Et lui, il n'était pas favorable aux accords... Susini se servait du colonel comme épouvantail.

Jacques Chevallier — devant les nouvelles exigences du jeune chef déchaîné qui, poussé par deux nouveaux participants : Marc Lauriol et Robert Abdesselam, réclamait de plus larges garanties remettant en cause la difficile négociation — menaça de se retirer. Affolement dans l'O.A.S. Susini accepta de reprendre le projet quand il s'aperçut que les deux députés algérois tenaient surtout à jouer une carte personnelle. Mais au moment où Chevallier, Tiné, Mostefai et Susini allaient s'entendre sur le nouveau mémorandum, c'est de Tunis que parvint cette fois une remise en cause totale des accords sur le point d'être conclus ! Heureusement, tout le monde intervint. Fouchet, Tricot, Chevallier, Tiné, Mostefai, Farès. Tous aboutirent à la même conclusion. Seul Krim Belkacem avait assez d'autorité pour passer outre. Mais Krim, profitant de ce séjour en Algérie, était parti en tournée d'inspection en Kabylie où il regroupait ses forcés en vue de l'inévitable lutte qui allait l'opposer à Ben Bella et à Boumediene. Il fallut trois jours pour le joindre. Trois jours pendant lesquels Susini menaça, tempêta, jura que tout sauterait, que ce serait le carnage.

Enfin, le 16 juin, la réponse de Krim arriva : il prenait tout sous son bonnet. Il s'expliquerait devant ses pairs, mais il fallait que l'accord réussisse, que le chaos se calme, que l'on préserve les quelques chances qui restaient aux deux communautés de vivre ensemble.

Il était temps. Une énorme charge explosive venait d'anéantir le nouvel hôtel de ville en plein centre d'Alger. Un mort et quarante-trois blessés. Tous des appelés qui gardaient l'édifice. Jamais en sept ans de guerre pareille explosion n'avait ébranlé la ville. À la même heure, les blocs opératoires et les laboratoires de radiologie de l'hôpital de Mustapha explosèrent. Il fallut évacuer les malades du principal hôpital d'Alger. Susini était débordé par ses desperados. À la hâte, Mostefai — fort de l'appui de Krim Belkacem — prépara, la déclaration d'accord. Jacques Chevallier, infatigable, le soumit à Susini qui l'attendait au Bordj.

« Oui, ça va... »

Chevallier se sentit soulagé, puis suspendit sa respiration :

« Ça va, mais il manque quelque chose, disait Susini. Mostefai doit désigner nommément l'O.A.S. au lieu d'utiliser de vagues périphrases... »

— Mais cela est impossible. Puisqu'il parle au nom du G.P.R.A. cela équivaudrait à une reconnaissance de l'O.A.S.

— C'est à prendre ou à laisser. Je ne pose qu'une condition mais elle est impérative. »

Le visage blême de Susini ressemblait à un bloc de marbre. Il était buté. Il n'y avait rien à faire. C'est sur cette position — « irréversible », précisa-t-il — qu'il quitta le Bordj.

Chevallier passa la nuit à chercher la formule que Mostefaï trouverait acceptable. En vain. À l'aube, il revit Susini, cette fois flanqué du capitaine Mura qui avait pris la suite de Paulo à la tête des débris des deltas.

Chevallier — agacé par la présence hostile du capitaine, qui lui semblait faire partie des « irréductibles » — mit au point avec Susini une, formule qu'il faudrait bien accepter sous peine de voir Alger s'effondrer dans le sang et les ruines.

En parlant de ses contacts avec les représentants de toutes les tendances de l'opinion européenne, Mostefaï devrait dire « ... Et en particulier avec les dirigeants de l'O.A.S. ».

Alors commença pour Chevallier, qui avait tant fait pour que l'Algérie soit un pays fraternel, la mission la plus insensée de toute sa carrière. Lui, le libéral, haï de ses compatriotes pieds-noirs, plaida auprès du docteur Mostefaï la cause de l'O.A.S. ! Il mit dans ses arguments tant de passion, tant d'amour, il usa de tant de persuasion sentimentale que Mostefaï se laissa toucher.

De son côté, Christian Fouchet dit au représentant du F.L.N. que, malgré l'importante concession que représentait cette citation de l'O.A.S., « Alger valait bien une messe ».

« Vous avez gagné, céda Mostefaï. Je citerai l'O.A.S. dans mon discours. Dites à Susini que je parlerai à Radio-Alger en début d'après-midi. »

À 14 heures, les Algérois qui n'avaient pas quitté la ville entendirent, stupéfaits, le docteur Chouki Mostefaï s'adresser à eux au nom du F.L.N. :

« Je sais le désarroi dans lequel vous êtes. Vous vous posez des questions sur votre avenir dans ce pays, sur votre sécurité, sur le respect de votre personnalité et de votre dignité d'homme.

« Ces sentiments ont été exprimés par les dirigeants des

organisations syndicales et professionnelles, *et en particulier par les dirigeants de l'O.A.S.* avec lesquels nous nous sommes entretenus. Et si j'ai participé à tous ces entretiens c'est parce que leur utilité a été reconnue par les dirigeants algériens dont vous entendiez recevoir les assurances nécessaires. »

À 19 h 50, une brève émission pirate vint confirmer les « accords ».

« L'O.A.S. prend acte de ce que le F.L.N., par la voix de son délégué général, le docteur Mostefaï, vient de définir les bases d'un accord entre *Algériens*. Le haut commandement de l'armée secrète se déclare solidaire de ces propositions et donne l'ordre de suspendre les attentats et les destructions. »

À son tour, Jacques Chevallier prit la parole et conclut sa brève allocution par ces mots prononcés en arabe et en français : « Le passé est mort. »

Le 19 juin, Salan, de la prison de Fresnes, « se rallia » aux accords.

« Le 17 juin, disait l'ancien chef de L'O.A.S., une voix du G.P.R.A. s'est élevée avec dignité. Son caractère humain fait honneur à celui qui vient d'assurer les Européens de leur sort dans l'Algérie de demain. À nous maintenant d'avoir le courage, dans l'intérêt de la patrie, de nous adapter à la situation nouvelle. Que mes amis qui se trouvaient à mes côtés il y a deux mois sachent qu'ils recueillent mon accord total pour avoir accepté que les combats prennent fin.

« Entre l'exode et la vie sur leur terre natale, je conseille aux Européens de rester dans leur pays. Qu'ils acceptent que, du fond de sa cellule, celui qui s'est sacrifié pour eux, avec son compagnon, le général Jouhaud, leur dise maintenant : "La voie nouvelle est » tracée." Mes amis, restez unis de Bône à Oran. Pas de plates-formes territoriales. Une seule Algérie fraternelle où vous devez trouver la place qui vous revient. Le sang a trop coulé entre les deux communautés. Tous ensemble, prenez-vous les mains pour bâtir un avenir commun de concorde et de paix. Gardez votre beau pays dans une coopération avec la France. »

Que n'avait-il prononcé ces paroles de paix, d'entente et d'amour quelques mois plus tôt ! Ces paroles qui auraient fait de lui le grand homme que recherchait depuis toujours et en vain une Algérie européenne déchirée et désorientée...

L'heure n'était plus aux regrets. Le 17 juin 1962, à 19 h 55, la guerre d'Algérie venait enfin de se terminer.

On n'osait y croire. Puis, la nouvelle courant, on vit des Algérois sortir de chez eux, craintifs, éblouis, clignant des yeux comme après une longue vie souterraine. Tout semblait nouveau : le ciel, le soleil — l'été arrivait et l'on avait oublié le printemps — et puis les rues aussi. Et les places. Il semblait étonnant que les ficus du square Bresson soient aussi sonores mais les milliers de moineaux ne savaient rien de la guerre, eux. Comme un condamné à mort retrouve la vie, les Européens qui voulaient rester, qui voulaient tenter la coopération fraternelle, refaisaient connaissance *avec* leur ville. Et c'est vrai qu'elle était belle, malgré les décombres, et c'est vrai qu'elle sentait bon. Oubliés, les fumées des plastics, la poussière des explosions, les gaz lacrymogènes des gardes mobiles ! Oubliés, la poudre et le sang ! Il n'y avait plus que l'odeur du soleil, le parfum des filles et celui de l'anisette. L'Alger de toujours.

Et puis le centre retrouva ses Arabes. Un instant on se regarda, sur la défensive, puis l'atmosphère se détendit. Ce n'était pas normal, cette ville dont les musulmans avaient disparu. Maintenant nous sommes tous frères, égaux ! Alors on vit l'incroyable. La fraternisation ! Les Européens et les musulmans mêlés. Bien Sûr. ce ne serait pas facile, la vie à deux. Mais il fallait tenter.

Factice, fébrile... cette activité était pourtant indispensable après les semaines de crimes, les mois de terreur. Ce n'était plus l'heure de se jeter au visage les bombes de la « bataille d'Alger », les colons assassinés dans l'isolement de leur ferme, les tortures et les atrocités du F.L.N. Car les Arabes répondraient : Et l'O.A.S. ? 2 360. tués, 5 418 blessés en moins d'un an ! Il n'y avait pas de quoi se vanter, ni d'un côté ni de l'autre. Mieux valait oublier. Le passé est mort...

Dès le 20 juin le couvre-feu fut levé à Alger. Pour la première fois depuis six ans, depuis ce 16 mars 1956 où il avait été institué après l'attentat du garage Valentin⁽⁴⁶⁾ ! C'était vraiment le miracle... Vivre comme n'importe qui, dans une ville en paix... Etait-ce un rêve ?

Oui. Car il était trop tard. Trop tard pour compter sur les promesses du F.L.N. comme sur celles de l'O.A.S. La majorité des Européens ne croyait plus rien ni personne. Ils avaient trop vu

d'assassinats, de règlements de comptes, ils avaient trop à reprocher et à se reprocher pour tenter la grande aventure. Ces mots d'espoir, de fraternité et de paix, on les avait trop rejetés, de tous côtés, pour les adopter aujourd'hui avec une chance de succès. À Alger, c'était le calme mais un calme peut-être temporaire. À Oran tout brûlait... Déjà les enlèvements, les égorgements répondaient à la terreur que l'O.A.S. y avait fait régner. Oui, tout était fini. Bien fini. Depuis des semaines, des Européens s'échappaient. Il fallait les suivre. Avant la catastrophe. Avant que le père, la mère ou un enfant ne laisse sa peau sur cette terre devenue celle de la division et de la haine, faute d'avoir su être celle de la fraternité.

Alors l'exode prit des proportions jamais vues jusque-là. Devant l'ampleur de la fuite il n'était plus question de déménagement. On vendit à vil prix les meubles d'une vie aux musulmans que l'on connaissait encore. Une voiture valait 500 francs, parfois 100 francs... Certains, saisis d'une folie destructrice — née de l'exemple donné par l'O.A.S. —, brûlèrent leurs meubles entassés sur la chaussée. Avec acharnement ils jetèrent dans le brasier les papiers de famille, les photos de jadis, celles de la colonisation, de l'arrière-grand-père en culotte de zouave, de la grand-mère en chapeau à fleurs. Plus de souvenir. Rien. Jamais plus. À quoi bon puisqu'on les abandonnait dans un cimetière qui n'était même plus terre française ! Les magasins fermèrent, les entreprises furent désertées. Au mois de mai, 100 000 Européens avaient déjà quitté l'Algérie. C'était l'avant-garde. En trois mois, plus de 800 000 suivirent !

Le mois de juin fut le pire. Ports et aéroports furent pris d'assaut. Partir. Partir très vite. Pour n'importe où. Espagne, France, Israël. Quelle importance ? Puisqu'on laissait son cœur en Algérie et que le corps, paniqué, ne souhaitait qu'une chose, passer la Méditerranée.

Deux valises par personne. Pas d'argent. Vous paierez plus tard. On ne voit plus rien. On ne connaît plus personne. Ces deux vieilles qui, épaule contre épaule, pleurent doucement à leur fenêtre devant l'exode des voisins. Qui est-ce ? Mais vous savez bien, M^{me} Mesqui et M^{me} Sauveur, deux sœurs. Leurs maris sont morts à la guerre, en 44. En France ou en Italie. Et leurs fils ? On ne sait plus. Morts aussi. Ou perdus dans la tourmente. Ne pas se retourner: Ne rien voir. Ne penser qu'à sa famille et à soi. Et par-

dessus tout avoir ce billet d'avion, ce, passage de bateau. Le salut. À Alger, à Oran, c'est la noria des navires — du paquebot au chalut — et des *Caravelle*, des Bréguet, des DC-3, des Nord. On campe à Maison-Blanche, on vit sur le port d'Oran. Des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants attendent depuis des jours, anxieux, angoissés, nourris par l'armée ou pas nourris du tout. Leur foyer, c'est un mètre carré de carrelage dans le hall de l'aéroport, un recoin protégé d'une toile entre des caisses abandonnées sur le port. Les hommes font queue, interminablement, aux guichets. Parfois l'un d'eux revient avec le passage tant attendu. Alors la femme se relève. Elle ne lisse même pas sa robe. On vit depuis des jours assis à même le sol souillé de mégots, de papiers gras et de peaux de saucisson. Plus rien n'a d'importance. On prend les valises, on tire les gosses épuisés et l'on embarque. Sans sourire. Le soulagement n'atteint que le ventre, pas les visages. Et l'on s'entasse, dans les cabines, dans la cale, sur le pont. On place les colis, on se réserve un coin. On s'installe. On respire. On a eu si peur.

Le 2 juillet 1962, au lever du soleil, le *Ville-d'Oran* quitta le port. À moins que ce soit *l'El-Djezaïr* ou le *Kairouan*. Il faisait déjà chaud. Des dizaines de familles avaient pris possession de la plage arrière, la plus vaste. Avec des valises, des caisses, des couffins et quelques toiles les hommes avaient construit des abris contre le soleil, le vent et la nuit qu'il faudrait affronter. Des femmes exténuées s'étaient étendues à même le pont. D'autres, déjà, faisaient sécher à la brise le linge qu'il avait fallu laver. Près d'une jeune femme brune, une grand-mère tenait dans ses bras un gosse endormi. Des enfants jouaient à quelques mètres de là. Ils ne savaient pas. Ils étaient innocents.

Un transistor grésilla. La veille, l'Algérie et la France avaient voté.

« 5 993 754 oui pour l'indépendance dans la coopération avec la France, dit le speaker, contre 16 478 non. »

L'aïeule, les yeux pleins de larmes, murmura quelques phrases incompréhensibles.

Voilà, c'était fini. L'Algérie était indépendante.

Sans un mot, la jeune femme caressa d'un geste tendre la joue de sa mère, puis se leva et s'appuya contre la lisse du paquebot. À l'horizon, le rivage du « pays » n'était qu'une ligne bleuâtre

qu'elle tenta de fixer jusqu'au dernier moment. Son visage était sec. Ses yeux sombres bordés de bistre restaient parfaitement limpides. Lorsqu'il n'y eut plus que la mer, elle se retourna sur ces rescapés de la terreur qui, comme elle, avaient tout perdu.

Déjà ils s'organisaient. Il n'y avait plus de classes. Plus de société. Plus de riches. Plus de pauvres. Seulement des pieds-noirs qui fuyaient. Des hommes qui ne se connaissaient pas la veille se passaient de bouche à bouche une bouteille de vin, mordaient dans le même sandwich. La vie continuait. Une nouvelle vie pour des hommes nouveaux.

Et elle ne voulut plus voir sous les souffrances de ses compagnons que les signes cachés de l'Espoir.

Paris, juillet 1970 — juin 1971.

Remerciements

Dix ans ont passé depuis la fin du drame algérien mais bien des plaies — cicatrisées — démangent encore.

Nombre de protagonistes rencontrés dans tous les camps m'ont confié documents et souvenirs — parfois secrets d'État — à condition de conserver l'anonymat. Le lecteur qui a pu constater l'importance des révélations apportées dans ce volume comprendra facilement que je renonce à publier une liste de remerciements pour ne pas trahir la confiance de ces témoins qui m'ont ouvert leur mémoire, leurs archives et souvent leur cœur.

Que tous ceux — Français pieds-noirs ou métropolitains, gaullistes ou O.A.S., Algériens pro ou anti-F.L.N. — qui m'ont permis de mener à bien cette première *Histoire de la guerre d'Algérie* sachent que je leur garde une immense reconnaissance. Sans eux rien n'aurait été possible. Ni pour moi ni pour ceux qui, après moi, se plongeront dans l'étude de la tragédie algérienne.

Je tiens pourtant à remercier :

Charles Orenco, qui m'a apporté au fil de cinq années le soutien de son expérience incomparable et de son amitié.

Et ma femme, Estelle Courrière, qui a partagé toutes les minutes exaltantes et parfois aussi décourageantes et dangereuses d'une enquête de trente-six mois. Sans sa collaboration de tous les instants, cette première histoire du drame qui ensanglanta son pays natal n'aurait jamais vu le jour.

À tous, merci.

Y. C.

ANNEXE
LES ACCORDS D'ÉVIAN
texte complet

Les accords d'Évian (19 mars)

I — ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU EN ALGERIE

ARTICLE PREMIER. — Il sera mis fin aux opérations militaires et à toute action armée sur l'ensemble, du territoire algérien le 19 mars 1962, à 12 heures.

ART. 2. — Les deux parties s'engagent à interdire tout recours aux actes de violence collective et individuelle.

Toute action clandestine et contraire à l'ordre public devra prendre fin.

ART. 3. — Les forces combattantes du F.L.N. existant au jour du cessez-le-feu se stabiliseront à l'intérieur des régions correspondant à leur implantation actuelle.

Les déplacements individuels des membres de ces forces en dehors de leur région de stationnement se feront sans armes.

ART. 4. — Les forces françaises stationnées aux frontières ne se retireront pas avant la proclamation des résultats de l'autodétermination.

ART. 5. — Les plans de stationnement de Farinée française en Algérie prévoiront les mesures nécessaires pour éviter tout contact entre les forces.

ART. 6. — En vue de régler les problèmes relatifs à l'application du cessez-le-feu, il est créé une commission mixte du cessez-le-feu.

ART. 7. — La commission proposera les mesures à prendre aux instances des deux parties ; notamment en ce qui concerne :

— la solution des incidents relevés, après avoir procédé à une enquête sur pièces ;

— la résolution des difficultés qui n'auraient pu être réglées sur le plan local.

ART. 8. — Chacune des deux parties est représentée au sein de cette commission par un officier supérieur et au maximum dix membres, personnel de secrétariat compris.

ART. 9. — Le siège de la commission mixte du cessez-le-feu sera fixé à Rocher-Noir.

ART. 10. — Dans les départements; la commission mixte du cessez-le-feu sera représentée, si les nécessités l'imposent, par des commissions locales composées de deux membres pour chacune des parties, qui fonctionneront selon les mêmes principes.

ART. 11. — Tous les prisonniers faits au combat détenus, par chacune des parties au moment de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, seront libérés ; ils seront remis dans les vingt jours à dater du cessez-le-feu aux autorités désignées à cet effet.

Les deux parties informeront le Comité international de la Croix-Rouge du lieu du stationnement de leurs prisonniers et de toutes les mesures prises en faveur de leur libération.

II — DÉCLARATIONS GOUVERNEMENTALES
DU 19 MARS 1962 RELATIVES À L'ALGERIE

A) DÉCLARATION GENERALE

Le peuple français a, par le référendum du 8 janvier 1961, reconnu aux Algériens le droit de choisir, par voie d'une consultation au suffrage direct et universel, leur destin politique par rapport à la République française.

Les pourparlers qui ont eu lieu à Évian, du 7 mars au 18 mars 1962 entre le gouvernement de la République et le F.L.N., ont abouti à la conclusion suivante.

Un cessez-le-feu est conclu. Il sera mis fin aux opérations militaires et à la lutte armée sur l'ensemble du territoire algérien le 19 mars 1962, à 12 heures.

Les garanties relatives à la mise en œuvre de l'autodétermination et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie pendant la période transitoire ont été définies d'un commun accord.

La formation, à l'issue de l'autodétermination, d'un État indépendant et souverain paraissant conforme aux réalités algériennes et, dans ces conditions, la coopération de la France et de l'Algérie répondant aux intérêts des deux pays, le gouvernement français estime avec le F.L.N. que la solution de l'indépendance de l'Algérie en coopération avec la France est celle qui correspond à cette situation. Le gouvernement et le F.L.N. ont donc défini d'un commun accord cette solution dans des déclarations qui seront soumises à l'approbation des électeurs lors du scrutin d'autodétermination.

CHAPITRE PREMIER

De l'organisation des pouvoirs publics pendant la période transitoire et des garanties de l'autodétermination

a) La consultation d'autodétermination permettra aux électeurs de faire savoir s'ils veulent que l'Algérie soit indépendante et, dans ce cas, s'ils veulent que la France et l'Algérie coopèrent dans les conditions définies par les présentes déclarations.

b) Cette consultation aura lieu sur l'ensemble du territoire algérien, c'est-à-dire dans les quinze départements suivants : Alger, Batna, Bône, Constantine, Médéa, Mostaganem, Oasis, Oran, Orléansville, Saïda, Saoura, Sétif, Tiaret, Tizi-Ouzou, Tlemcen.

Les résultats des différents bureaux de vote seront totalisés et proclamés pour l'ensemble du territoire.

c) La liberté et la sincérité de la consultation seront garanties conformément au règlement fixant les conditions de la consultation d'au d'autodétermination.

d) Jusqu'à l'accomplissement de l'autodétermination, l'organisation des pouvoirs publics en Algérie sera établie conformément au règlement qui accompagne la présente déclaration.

Il est institué un exécutif provisoire et un tribunal de l'ordre public.

La République est représentée par un haut-commissaire. Ces institutions, et notamment l'exécutif provisoire, seront installées dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

e) Le haut-commissaire sera dépositaire des pouvoirs de la République en Algérie, notamment en matière de défense, de sécurité et de maintien de l'ordre en dernier ressort.

f) L'exécutif provisoire sera chargé notamment :

- d'assurer la gestion des affaires publiques propres à l'Algérie. Il dirigera l'administration de l'Algérie et aura pour mission de faire accéder les Algériens aux emplois dans les différentes branches de cette administration ;

— de maintenir l'ordre public. Il disposera, à cet effet, de services de police et d'une force d'ordre placée sous son autorité ;

— de préparer et de mettre en œuvre l'autodétermination.

g) Le tribunal de l'ordre public sera composé d'un nombre égal de juges européens et de juges musulmans.

h) Le plein exercice des libertés individuelles et des libertés publiques sera rétabli dans le plus bref délai.

i) Le F.L.N. sera considéré comme une formation politique de caractère légal.

j) Les personnes internées tant en France qu'en Algérie seront libérées dans un délai maximum de vingt jours à compter du cessez-le-feu.

k) L'amnistie sera immédiatement proclamée. Les personnes détenues seront libérées.

l) Les personnes réfugiées à l'étranger pourront rentrer en Algérie. Des commissions siégeant au Maroc et en Tunisie faciliteront ce retour.

Les personnes regroupées pourront rejoindre leur lieu de résidence habituel.

L'exécutif provisoire prendra les premières mesures sociales, économiques et autres destinées à assurer le retour de ces populations à une vie normale.

m) Le scrutin d'autodétermination aura lieu dans un délai minimum de trois mois et dans un délai maximum de six mois. La date en sera fixée sur proposition de l'exécutif provisoire dans les deux mois qui suivront l'installation de celui-ci.

CHAPITRE II

De l'indépendance et de la coopération

Si la solution d'indépendance et de coopération est adoptée, le contenu des présentes déclarations s'imposera à l'État algérien.

A) DE L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

I. — *L'État algérien exercera sa souveraineté pleine et entière à l'intérieur et à l'extérieur*

Cette souveraineté s'exercera dans tous les domaines, notamment la défense nationale et les affaires étrangères.

L'État algérien se donnera librement ses propres institutions et choisira le régime politique et social qu'il jugera le plus conforme à ses intérêts. Sur le plan international, il définira et appliquera en toute souveraineté la politique de son choix.

L'État algérien souscrira sans réserve à la Déclaration universelle des droits de l'homme et fondera ses institutions sur les principes démocratiques et sur l'égalité des droits politiques entre tous les citoyens sans discrimination de race, d'origine ou de religion. Il appliquera, notamment, les garanties reconnues aux citoyens de statut civil français.

II. — *Des droits et libertés des personnes et de leurs garanties*

1. Dispositions communes. — Nul ne pourra faire l'objet de mesures de police ou de justice, de sanctions disciplinaires ou d'une discrimination quelconque en raison :

- d'opinions émises à l'occasion des événements survenus en Algérie avant le jour du scrutin d'autodétermination ;
- d'actes commis à l'occasion des mêmes événements avant le jour de la proclamation du cessez-le-feu.

Aucun Algérien ne pourra être contraint de quitter le territoire algérien ni empêché d'en sortir.

2. Dispositions concernant les citoyens français de statut civil de droit commun. —

a) Dans le cadre de la législation algérienne sur la nationalité, la situation légale des citoyens français de statut civil de droit commun est réglée selon les principes suivants.

Pour une période de trois années à dater du jour de l'autodétermination, les citoyens français de statut civil de droit commun :

- nés en Algérie et justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination ;
- ou justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination et dont le père ou la mère né en Algérie rempli, ou aurait pu remplir, les conditions pour exercer les droits civiques ; -
- ou justifiant de vingt années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination, bénéficieront, de plein droit, des droits civiques algériens et seront considérés, de ce fait, comme des nationaux français exerçant les droits civiques algériens.

Les nationaux français exerçant les droits civiques algériens ne peuvent exercer simultanément les droits civiques français.

Au terme du délai de trois années susvisé, ils acquièrent la nationalité algérienne par une demande d'inscription ou de confirmation de leur inscription sur les listes électorales ; à défaut de cette demande, ils sont admis au bénéfice de la convention d'établissement.

b) Afin d'assurer, pendant un délai de trois années, aux nationaux exerçant les droits civiques algériens et à l'issue de ce délai, de façon permanente, aux Algériens de statut civil français, la protection de leur personne et de leurs biens, et leur participation régulière à la vie de l'Algérie, les mesures suivantes sont prévues :

Ils auront une juste et authentique participation aux affaires publiques. Dans les assemblées, leur représentation devra correspondre à leur importance effective. Dans les diverses branches de la fonction publique, ils seront assurés d'une équitable participation.

Leur participation à la vie municipale à Alger et à Oran fera l'objet de dispositions particulières.

Leurs droits de propriété seront respectés. Aucune mesure de dépossession ne sera prise à leur encontre sans l'octroi d'une indemnité équitable préalablement fixée.

Ils recevront les garanties appropriées à leurs particularismes culturel, linguistique et religieux. Ils conserveront leur statut personnel qui sera respecté et appliqué par des juridictions algériennes comprenant des magistrats de même statut. Ils utiliseront la langue française au sein des assemblées et dans leurs rapports avec les pouvoirs publics.

Une association de sauvegarde contribuera à la protection des droits qui leur sont garantis.

Une Cour des garanties, institution de droit interne algérien, sera chargée de veiller au respect de ces droits.

B) DE LA COOPÉRATION ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

Les relations entre les deux pays seront fondées, dans le respect mutuel de leur indépendance, sur la réciprocité des avantages et l'intérêt des deux parties.

L'Algérie garantit les intérêts de la France et les droits acquis des personnes physiques et morales dans les conditions fixées par les présentes déclarations, En contrepartie, la France accordera à l'Algérie son assistance technique et culturelle et apportera à son développement économique et social une aide financière privilégiée.

1° Pour une période de trois ans renouvelable, l'aide de la France sera fixée dans des conditions comparables et à un niveau équivalant à ceux des programmes en cours.

Dans le respect de l'indépendance commerciale et douanière de l'Algérie, les deux pays détermineront les différents domaines où les échanges commerciaux bénéficieront d'un régime préférentiel.

L'Algérie fera partie de la zone franc. Elle aura sa propre monnaie et ses propres avoirs en devises. Il y aura entre la France et l'Algérie liberté des transferts dans des conditions compatibles avec le développement économique et social de l'Algérie.

2° Dans les départements actuels des Oasis et de la Saoura, la mise en valeur des richesses du sous-sol aura lieu selon les principes suivants :

a) La coopération franco-algérienne sera assurée par un organisme technique de coopération saharienne. Cet organisme aura un caractère paritaire. Son rôle sera notamment de développer l'infrastructure nécessaire à l'exploitation du sous-sol, de donner un avis sur les projets *de loi* et de règlement à caractère minier, d'instruire les demandes relatives à l'octroi des titres miniers : l'État algérien délivrera les titres miniers et édictera la législation minière en toute souveraineté ;

b) Les intérêts français seront assurés notamment par :

- l'exercice, suivant les règles du code pétrolier saharien, tel qu'il existe actuellement, des droits attachés aux titres miniers délivrés par la France ;
- la préférence, à égalité d'offre, aux sociétés françaises dans l'octroi de nouveaux permis miniers, selon les modalités prévues par la législation minière algérienne ;
- le paiement en francs français des hydrocarbures sahariens à concurrence des besoins d'approvisionnement de la France et des autres pays *de la zone franc*.

3° La France et l'Algérie développeront leurs relations culturelles.

Chaque pays pourra créer sur le territoire de l'autre un office universitaire et culturel dont les établissements seront ouverts à tous.

La France apportera son aide à la formation de techniciens algériens.

Des personnels français, notamment des enseignants et des techniciens, seront mis à la disposition du gouvernement algérien par accord entre les deux pays.

CHAPITRE III

Du règlement des questions militaires

Si la solution d'indépendance de l'Algérie et de coopération entre l'Algérie et la France est adoptée, les questions militaires seront réglées selon les principes suivants :

- les forces françaises, dont les effectifs auront été progressivement réduits à partir du cessez-le-feu, se retireront des frontières de l'Algérie au moment de l'accomplissement de l'autodétermination : leurs effectifs seront ramenés, dans un délai de douze mois à compter de l'autodétermination, à 80 000 hommes ; le rapatriement de ces effectifs devra avoir été réalisé à l'expiration d'un second délai

- de vingt-quatre mois. Des installations militaires seront corrélativement dégagées ;
- l'Algérie concède à bail à la France l'utilisation de la base de Mers el-Kébir pour une période de quinze ans, renouvelable par accord entre les deux pays ;
 - l'Algérie concède également à la France l'utilisation de certains aérodromes, terrains, sites et installations militaires qui lui sont nécessaires.

CHAPITRE IV

Du règlement des litiges

La France et l'Algérie résoudront les différends qui viendraient à surgir entre elles par des moyens de règlement pacifique. Elles auront recours soit à la conciliation, soit à l'arbitrage. À défaut d'accord sur ces procédures, chacun des deux États pourra saisir directement la Cour internationale de justice.

CHAPITRE V

Des conséquences de l'autodétermination

Dès l'annonce officielle prévue à l'article 27 du règlement de l'autodétermination, les actes correspondant à ces résultats seront établis.

Si la solution d'indépendance et de coopération est adoptée :

- l'indépendance de l'Algérie sera immédiatement reconnue par la France ;
- les transferts de compétence seront aussitôt réalisés ;
- les règles énoncées par la présente déclaration générale et les déclarations jointes entreront en même temps en vigueur.

L'exécutif provisoire organisera, dans un délai de trois semaines, des élections pour la désignation de l'Assemblée nationale algérienne à laquelle il remettra ses pouvoirs.

B) DECLARATION DES GARANTIES

PREMIERE PARTIE

DISPOSITIONS GENERALES

1° De la sécurité des personnes

Nul ne peut être inquiété, recherché, poursuivi, condamné, ni faire l'objet de décision pénale, de sanction disciplinaire ou de discrimination quelconque, en raison d'actes commis en relation avec les événements politiques survenus en Algérie avant le jour de la proclamation du cessez-le-feu.

Nul ne peut être inquiété, recherché, poursuivi, condamné, ni faire l'objet de décision pénale, de sanction disciplinaire ou de discrimination quelconque, en raison de paroles ou d'opinions en relation avec les événements politiques survenus en Algérie avant le jour du scrutin d'autodétermination.

2° De la liberté de circuler entre l'Algérie et la France

Sauf décision de justice, tout Algérien muni d'une carte d'identité est libre de circuler entre l'Algérie et la France.

Les Algériens sortant du territoire algérien dans l'intention de s'établir dans un autre pays pourront transporter leurs biens mobiliers hors d'Algérie.

Ils pourront liquider sans restriction leurs biens immobiliers et transférer les capitaux provenant de cette opération dans les conditions prévues par la déclaration de

principes relative à la coopération économique et financière. Leurs droits à pension seront respectés dans les conditions prévues dans cette même déclaration.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

De l'exercice des droits civiques algériens

Dans le cadre de la législation algérienne sur la nationalité, la situation légale des citoyens français de statut civil de droit commun est réglée selon les principes suivants :

Pour une période de trois années à compter de l'autodétermination, les citoyens français de statut civil de droit commun :

- nés en Algérie et justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination ;
- ou justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination, et dont le père ou la mère, né en Algérie, remplit ou aurait pu remplir les conditions pour exercer les droits civiques ;
- ou justifiant de vingt années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination,

bénéficieront, de plein droit, des droits civiques algériens et seront considérés de ce fait comme des nationaux français exerçant les droits civiques algériens.

Les nationaux français exerçant les droits civiques algériens ne peuvent exercer simultanément les droits civiques français.

Au terme du délai de trois années susvisé, ils acquièrent la nationalité algérienne par une demande d'inscription ou de confirmation de leur inscription sur les listes électorales ; à défaut de cette demande, ils sont admis au bénéfice de la convention d'établissement.

CHAPITRE II

Protection des droits et libertés des citoyens algériens

de statut civil de droit commun

Afin d'assurer aux Algériens de statut civil de droit commun la protection de leurs personnes et de leurs biens et leur participation harmonieuse à la vie de l'Algérie, les mesures énumérées au présent chapitre sont prévues.

Les nationaux français exerçant les droits civiques algériens dans les conditions prévues au chapitre I ci-dessus, bénéficient de ces mêmes mesures.

1. Les Algériens de statut civil de droit commun jouissent du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres Algériens. Ils sont soumis aux mêmes devoirs et aux mêmes obligations.

2. Les droits et libertés définis par la Déclaration universelle des droits de l'homme sont garantis aux Algériens de statut civil de droit commun. Il ne peut être pris à leur égard, notamment, aucune mesure discriminatoire en raison de leur langue de leur culture, de leur religion et de leur statut personnel. Ces traits caractéristiques leur sont reconnus et doivent être respectés.

3. Les Algériens de statut civil de droit commun seront, pendant cinq ans, dispensés du service militaire.

4. Les Algériens de statut civil de droit commun ont une juste part à la gestion des affaires publiques, qu'il s'agisse des affaires générales de l'Algérie ou de celles des

collectivités locales, des établissements publics et des entreprises publiques.

Dans le cadre d'un collège électoral unique commun à tous les Algériens, les Algériens de statut civil de droit commun jouissent de l'électorat et de l'éligibilité.

5. Les Algériens de statut civil de droit commun ont, dans toutes les assemblées à caractère politique: administratif, économique, social et culturel, une juste et authentique représentation.

a) Dans les assemblées à caractère politique et dans les assemblées à caractère administratif (conseils régionaux, généraux et municipaux), leur représentation ne pourra être inférieure à leur importance au sein de la population. À cet effet, dans chaque circonscription électorale, un certain nombre de sièges à pourvoir sera, selon la proportion des Algériens de statut civil de droit commun dans cette circonscription, réservé aux candidats algériens de ce statut, quel que soit le mode de scrutin choisi.

b) Dans les assemblées à caractère économique, social et culturel, leur représentation devra tenir compte de leurs intérêts moraux et matériels.

6. a) La représentation des Algériens de statut civil de droit commun au sein des assemblées municipales sera proportionnelle à leur nombre dans la circonscription considérée.

b) Dans toute commune où il existe plus de 50 Algériens de statut civil de droit commun et où ceux-ci, nonobstant l'application des dispositions de l'article 3 ci-dessus, ne sont pas représentés au sein de l'assemblée municipale est désigné un adjoint spécial appelé à y siéger avec voix consultative.

Est proclamé adjoint spécial, à l'issue des élections municipales, le candidat algérien de statut civil de droit commun qui a recueilli le plus grand nombre de voix.

c) Sans préjudice des principes admis au paragraphe *a)* ci-dessus, et pendant les quatre années qui suivront le scrutin d'autodétermination, les villes d'Alger et d'Oran seront administrées par des conseils municipaux dont le président ou le vice-président sera choisi parmi les Algériens de statut civil de droit commun.

Pendant ce même délai, les villes d'Alger et d'Oran sont divisées en circonscriptions municipales dont le nombre ne sera pas inférieur à 10 pour Alger et à 6 pour Oran.

Dans les circonscriptions où la proportion des Algériens de statut civil de droit commun dépasse 50 %, l'autorité placée à la tête de la circonscription appartient à cette catégorie de citoyens.

7. Une proportion équitable d'Algériens de statut civil de droit commun sera assurée dans les différentes branches de la fonction publique.

8. Les Algériens de statut civil de droit commun sont en droit de se prévaloir de leur statut personnel non coranique jusqu'à la promulgation en Algérie d'un code civil à l'élaboration duquel ils seront associés.

9. Sans préjudice des garanties résultant, en ce qui concerne la composition du corps judiciaire algérien, des règles relatives à la participation des Algériens de statut civil de droit commun au sein de la fonction publique, les garanties spécifiques suivantes sont prévues en matière judiciaire :

A) Quelle que puisse être l'organisation judiciaire future de l'Algérie, celle-ci comportera, dans tous les cas, en ce qui concerne les Algériens de statut civil de droit commun :

— le double degré de juridiction, y compris en ce qui concerne les juridictions d'instruction ;

— le jury en matière criminelle ;

— les voies de recours traditionnelles : pourvoi en cassation et recours en grâce.

B) En outre, dans l'ensemble de l'Algérie :

a) Dans toute juridiction civile ou pénale, devant laquelle devra comparaître un Algérien de statut civil de droit commun, siègera obligatoirement un juge algérien de même statut.

En outre, si la juridiction de jugement comporte un jury, le tiers des jurés seront des Algériens de statut civil de droit commun.

b) Dans toute juridiction pénale siégeant à juge unique devant laquelle comparait un Algérien de statut civil de droit commun et dans laquelle le magistrat ne serait pas un Algérien de même statut, le juge unique sera assisté d'un échevin choisi parmi les Algériens de statut civil de, droit commun et qui aura voix consultative.

c) Tout litige intéressant exclusivement le statut personnel des Algériens de statut civil de droit commun sera porté devant une juridiction composée en majorité de juges relevant de ce statut.

d) Dans toutes les juridictions où est requise la présence d'un ou plusieurs juges de statut civil de droit commun, ceux-ci peuvent être suppléés par des magistrats français détachés au titre de la coopération technique.

10. L'Algérie garantit la liberté de conscience et la liberté des cultes catholiques, protestant, et israélite. Elle assure à ces cultes la liberté de leur organisation, de leur exercice et de leur enseignement ainsi que l'inviolabilité des lieux du culte.

11. a) Les textes officiels sont publiés ou notifiés dans la langue française en même temps qu'ils le sont dans la langue nationale. La langue française est utilisée dans les rapports entre les services publics algériens et les Algériens de statut civil de droit commun. Ceux-ci ont le droit de l'utiliser, notamment dans la vie politique, administrative et judiciaire.

b) Les Algériens de statut civil de droit commun exercent librement leur choix entre les divers établissements d'enseignement et types d'enseignement.

c) Les Algériens de statut civil de droit commun, comme les autres Algériens, sont libres d'ouvrir et de gérer des établissements d'enseignement.

d) Les Algériens de statut civil de droit commun pourront fréquenter les sections françaises que l'Algérie organisera dans ses établissements scolaires de tous ordres conformément aux dispositions de la déclaration de principes relative à la coopération culturelle.

e) La part faite par la radiodiffusion et la télévision algériennes aux émissions en langue française devra correspondre à l'importance qui est reconnue à celle-ci.

12. Aucune discrimination ne sera établie à l'égard des biens appartenant à des Algériens de statut civil de droit commun, notamment en matière de réquisition, de nationalisation, de réforme agraire et d'imposition fiscale. Toute expropriation sera subordonnée à une indemnité équitable préalablement fixée.

13. L'Algérie n'établira aucune discrimination en matière d'accès à l'emploi. Aucune restriction à l'accès d'aucune profession, sauf exigence de compétence, ne sera établie.

14. La liberté d'association et la liberté syndicale sont garanties. Les Algériens de statut civil de droit commun ont le droit de créer des associations et des syndicats et d'adhérer aux associations et syndicats de leur choix.

CHAPITRE III

De l'association de sauvegarde

Les Algériens de statut civil de droit commun appartiennent, jusqu'à la mise en vigueur des statuts, à une association de sauvegarde reconnue d'utilité publique et régie par le droit algérien.

L'association a pour objet :

- d'ester en justice, y compris devant la Cour des garanties pour défendre les droits personnels des Algériens de statut civil de droit commun, notamment les droits énumérés dans la présente déclaration ;
- d'intervenir auprès des pouvoirs publics ;
- d'administrer des établissements culturels et de bienfaisance.

L'association est dirigée, jusqu'à l'approbation de ses statuts par les autorités compétentes algériennes, par un comité directeur de neuf membres désignés par tiers respectivement par les représentants de la vie spirituelle et intellectuelle, de la magistrature ainsi que de l'ordre des avocats.

Le comité directeur est assisté par un secrétariat responsable devant lui ; il peut ouvrir des bureaux dans les différentes localités.

L'association n'est ni un parti ni un groupement politique. Elle ne concourt pas à l'expression du suffrage.

L'association sera constituée dès l'entrée en vigueur *de* la présente déclaration.

CHAPITRE IV

De la Cour des garanties

Les litiges sont, à la requête de toute partie algérienne intéressée, déferés à la Cour des garanties.

Celle-ci est composée :

- de quatre magistrats algériens dont deux appartenant au statut civil de droit commun, désignés par le gouvernement algérien ;
- d'un président désigné par le gouvernement algérien sur proposition des quatre magistrats.

La Cour peut délibérer valablement avec une composition de trois membres sur cinq au minimum.

Elle peut ordonner une enquête.

Elle peut prononcer l'annulation de tout texte réglementaire ou décision individuelle contraire à la déclaration des garanties.

Elle peut se prononcer sur toute mesure d'indemnisation. Ses arrêts sont définitifs.

TROISIÈME PARTIE

FRANÇAIS RESIDANT EN ALGERIE EN QUALITE D'ETRANGERS

Les Français, à l'exception de ceux qui bénéficient des droits civiques algériens, seront admis au bénéfice d'une convention d'établissement conforme aux principes

suivants :

1. Les ressortissants français pourront entrer en Algérie et en sortir sous le couvert, soit de leur carte d'identité nationale française, soit d'un passeport français en cours de validité.

Ils pourront circuler librement en Algérie et fixer leur résidence au lieu de leur choix.

Les ressortissants français résidant en Algérie, qui sortiront du territoire algérien en vue de s'établir dans un autre pays, pourront transporter leurs biens mobiliers, liquider leurs biens immobiliers, transférer leurs capitaux, dans les conditions prévues au titre III de la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière et conserver le bénéfice des droits à pension acquis en Algérie, dans les conditions qui sont prévues dans la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière.

2. Les ressortissants français bénéficieront en territoire algérien de l'égalité de traitement avec les nationaux en ce qui concerne :

- la jouissance des droits civils en général
- le libre accès à toutes les professions assorti des droits nécessaires pour les exercer effectivement, notamment celui de gérer et de fonder des entreprises ;
- le bénéfice de la législation sur l'assistance et la sécurité sociale ;
- le droit d'acquérir et de céder la propriété de tous biens meubles et immeubles, de les gérer, d'en jouir ; sous réserve des dispositions concernant la réforme agraire.

3. a) Les ressortissants français jouiront en territoire algérien de toutes les libertés énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

b) Les Français ont le droit d'utiliser la langue française dans tous leurs rapports avec la, justice et les administrations.

c) Les Français peuvent ouvrir et gérer en Algérie des établissements privés d'enseignement et de recherche, conformément aux dispositions prévues dans la déclaration de principes relative aux questions culturelles.

d) L'Algérie ouvre ses établissements d'enseignement aux Français. Ceux-ci peuvent demander à suivre l'enseignement dispensé dans les sections prévues à la déclaration de principes relative aux questions culturelle!.

4. Les personnes, les biens et les intérêts des ressortissants français seront placés sous la protection des lois, consacrée par le libre accès aux juridictions. Ils seront exemptés de la caution *judicatum solvi*.

5. Aucune mesure arbitraire ou discriminatoire ne sera prise à l'encontre des biens, intérêts et droits acquis des ressortissants français. Nul ne peut être privé de ses droits, sans une indemnité équitable préalablement fixée.

6. Le statut personnel, y compris le régime successoral, des ressortissants français sera régi par la loi française.

7. La législation algérienne déterminera éventuellement les droits civiques et politiques reconnus aux ressortissants français en territoire algérien ainsi que les conditions de leur admission aux emplois publics.

8. Les ressortissants français, pourront participer dans le cadre de la législation algérienne aux activités des syndicats, des groupements de défense professionnelle et des organisations représentant les intérêts économiques.

9. Les sociétés civiles et commerciales de droit français ayant leur siège social en

France, et qui ont ou auront une activité économique en Algérie, jouiront en territoire algérien de tous les droits, reconnus par le présent texte, dont une personne morale peut être titulaire.

10. Les ressortissants français pourront obtenir en territoire algérien des concessions, autorisations et permissions administratives et être admis à conclure des marchés publics dans les mêmes Conditions que les ressortissants algériens.

11. Les ressortissants français ne pourront être assujettis en territoire algérien à des droits, taxes ou contributions, quelle qu'en soit la dénomination, différents de ceux perçus sur les ressortissants algériens.

12. Des dispositions ultérieures seront prises en vue de réprimer l'évasion fiscale et d'éviter les doubles impositions. Les ressortissants français bénéficieront sur le territoire algérien, dans les mêmes conditions que les ressortissants algériens, de toute disposition mettant à la charge de l'État ou des collectivités publiques la réparation *des* dommages subis par les personnes ou les biens.

13. Aucune mesure d'expulsion à l'encontre d'un ressortissant français jugé dangereux pour l'ordre public ne sera mise à exécution sans que le gouvernement français en ait été préalablement informé. Sauf urgence absolue, constatée par une décision motivée, un délai suffisant sera laissé à l'intéressé pour régler ses affaires instantes.

Ses biens et intérêts seront sauvegardés, sous la responsabilité de l'Algérie.

14. Des dispositions complémentaires feront l'objet d'un accord ultérieur.

**C) DECLARATION DE PRINCIPES
RELATIVE A LA COOPERATION ECONOMIQUE
ET FINANCIERE**

PRÉAMBULE

La coopération entre la France et l'Algérie dans les domaines économique et financier est fondée sur une base contractuelle conforme aux principes suivants

1. L'Algérie garantit les intérêts de la France et les droits acquis des personnes physiques et morales ;

2. La France s'engage en contrepartie à accorder à l'Algérie son assistance technique et culturelle et à apporter au financement de son développement économique et social une contribution privilégiée que justifie l'importance des intérêts français existant en Algérie ;

3. Dans le cadre de ces engagements réciproques, la France et l'Algérie entretiendront des relations privilégiées, notamment sur le plan des échanges et de la monnaie.

TITRE PREMIER

CONTRIBUTION FRANÇAISE

*AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
DE L'ALGERIE*

ARTICLE PREMIER. — Pour contribuer de façon durable à la continuité du

développement économique et social de l'Algérie, la France poursuivra son assistance technique et une aide financière privilégiée. Pour une première période de trois ans, renouvelable, cette aide sera fixée dans des conditions comparables et à un niveau équivalant à ceux des programmes en cours.

ART. 2. — L'aide financière et technique française s'appliquera notamment à l'étude, à l'exécution ou au financement des projets d'investissements publics ou privés présentés par les autorités algériennes compétentes, à la formation des cadres et techniciens algériens, à l'envoi de techniciens français ; elle s'appliquera également aux mesures de transition à prendre pour faciliter la remise au travail des populations regroupées.

Elle pourra revêtir, suivant les cas, la forme de prestations en nature, de prêts, de contributions ou participations.

ART. 3. — Les autorités algériennes et françaises compétentes se concerteront pour assurer la pleine efficacité de l'aide et son affectation aux objets pour lesquels elle a été consentie.

ART. 4. — Les modalités de la coopération dans le domaine administratif, technique et culturel font l'objet de dispositions spéciales.

TITRE II

ÉCHANGES

ART. 5. — Dans le cadre du principe de l'indépendance commerciale et douanière de l'Algérie, les échanges avec la France, établis sur la base de la réciprocité des avantages et de l'intérêt des deux parties, bénéficieront d'un statut particulier correspondant aux rapports de coopération entre les deux pays.

ART. 6. — Ce statut précisera :

- l'institution de tarifs préférentiels ou l'absence de droits ;
- les facilités d'écoulement sur le territoire français des productions excédentaires de l'Algérie, par l'organisation des marchés de certains produits eu égard, en particulier, aux conditions de prix ;
- les restrictions à la libre circulation des marchandises, justifiées notamment par le développement de l'économie nationale, la protection de la santé publique, la répression des fraudes ;
- les clauses de navigation aérienne et maritime entre les deux pays, en vue de favoriser le développement et le plein emploi des deux pavillons.

ART. 7. — Les ressortissants algériens résidant en France, et notamment les travailleurs, auront les mêmes droits que les nationaux français, à l'exception des droits politiques.

TITRE III

RELATIONS MONÉTAIRES

ART. 8. — L'Algérie fera partie de la zone franc. Ses relations avec cette zone seront en outre définies contractuellement sur la base des principes énoncés aux articles 9, 10 et 11 ci-après.

ART. 9. — Les opérations de conversion de monnaie algérienne en monnaie française et *vice versa*, ainsi que les transferts entre les deux pays, s'effectuent sur la

base des parités officielles reconnues par le Fonds monétaire international.

ART. 10. — Les transferts à destination de la France bénéficieront d'un régime de liberté. Le volume global et le rythme des opérations devront néanmoins tenir compte des impératifs du développement économique et social de l'Algérie, ainsi que du montant des recettes en francs de l'Algérie tirées notamment de l'aide financière consentie par la France.

Pour l'application de ces principes et dans le souci de préserver l'Algérie des effets de la spéculation, la France et l'Algérie se concerteront au sein d'une commission mixte groupant les autorités monétaires des deux pays.

ART. 11. — Les accords relatifs à la coopération monétaire entre la France et l'Algérie préciseront notamment :

- les modalités de transfert du privilège d'émission, les conditions d'exercice de ce privilège durant la période qui précédera la mise en place de l'Institut d'émission algérien, les facilités nécessaires au fonctionnement de cet Institut ;
- les rapports entre cet Institut et la Banque de France en ce qui concerne les conditions de participation de l'Algérie à la trésorerie commune des devises, l'individualisation et le volume initial des droits de tirage en devises, l'octroi d'allocations supplémentaires éventuelles en devises, le régime des avoirs algériens en francs français correspondant aux droits de tirage en devises et les possibilités de découvert en francs français ;
- les conditions d'établissement de règles communes à l'égard des opérations traitées dans des monnaies étrangères à la zone franc.

TITRE IV

GARANTIES DES DROITS ACQUIS ET DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS

ART. 12. — L'Algérie assurera sans aucune discrimination une libre et paisible jouissance des droits patrimoniaux acquis sur son territoire avant l'autodétermination. Nul ne sera privé de ces droits sans indemnité équitable préalablement fixée.

ART. 13. — Dans le cadre de la réforme agraire, la France apportera à l'Algérie une aide spécifique en vue du rachat, pour tout ou partie, de droits de propriété détenus par des ressortissants français.

Sur la base d'un plan de rachat établi par les autorités algériennes, compétentes, les modalités de cette aide seront fixées par accord entre les deux pays, de manière à concilier l'exécution de la politique économique et sociale de l'Algérie avec l'échelonnement normal du concours financier de la France.

ART. 14. — L'Algérie confirme l'intégralité des droits attachés aux titres miniers ou de transport accordés par la République française pour la recherche, l'exploitation ou le transport des hydrocarbures liquides ou gazeux et des autres substances minérales des treize départements algériens du Nord ; le régime de ces titres restera celui de l'ensemble des dispositions applicables à la date du cessez-le-feu.

Le présent article concerne l'ensemble des titres miniers ou de transport délivrés par la France avant l'autodétermination ; toutefois, après le cessez-le-feu, il ne sera pas délivré de nouveaux permis exclusifs de recherche sur des surfaces non encore attribuées, sauf si les zones intéressées ont fait l'objet d'un avis de mise à l'enquête publié avant cette date au *Journal officiel* de la République française.

ART. 15. — Sont garantis les droits acquis, à la date de l'autodétermination, en

matière de pension de retraite ou d'invalidité auprès d'organismes algériens.

Ces organismes continueront à assurer le service des pensions de retraite ou d'invalidité ; leur prise en charge définitive, ainsi que les modalités de leur éventuel rachat, seront fixées d'un commun accord entre les autorités algériennes et françaises.

Sont garantis les droits à pensions de retraite ou d'invalidité acquis auprès d'organismes français.

ART. 16. — L'Algérie facilitera le paiement des pensions dues par la France aux anciens combattants *et* retraités. Elle autorisera les services français compétents à poursuivre en territoire algérien l'exercice de leurs activités en matière de paiements, soins et traitement des invalides.

ART. 17. — L'Algérie garantit aux sociétés françaises installées sur son territoire, ainsi qu'aux sociétés dont le capital est en majorité détenu par des personnes physiques ou morales françaises, l'exercice normal de leurs activités dans des conditions excluant toute discrimination à leur préjudice.

ART. 18. — L'Algérie assume les obligations et bénéficie des droits contractés en son nom ou en celui des établissements publics algériens par les autorités françaises compétentes.

ART. 19. — Le domaine immobilier de l'État en Algérie sera transféré à l'État algérien, sous déduction, avec l'accord des autorités algériennes, des immeubles jugés nécessaires au fonctionnement normal des services français temporaires ou permanents.

Les établissements publics de l'État ou sociétés appartenant à l'État, charges de la gestion de services publics algériens, seront transférés à l'Algérie. Ce transfert portera sur les éléments patrimoniaux affectés en Algérie à la gestion de ces services publics ainsi qu'au passif y afférent. Des accords particuliers détermineront les conditions dans lesquelles seront réalisées ces opérations.

ART. 20. — Sauf accord à intervenir entre la France et l'Algérie, les créances et dettes libellées en francs existant à la date de l'autodétermination, entre personnes physiques ou morales de droit public ou privé, sont réputées libellées dans la monnaie du domicile du contrat.

D) DÉCLARATION DE PRINCIPES

SUR LA COOPERATION POUR LA MISE EN VALEUR DES RICHESSES DU SOUS-SOL DU SAHARA

PRÉAMBULE

1. Dans le cadre de la souveraineté algérienne, l'Algérie et la France s'engagent à coopérer pour assurer la continuité des efforts de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien ;

2. L'Algérie succède à la France dans ses droits, prérogatives et obligations de puissance publique concédante au Sahara pour l'application de la législation minière et pétrolière, compte tenu des modalités prévues au titre III de la présente déclaration ;

3. L'Algérie et la France s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à observer les principes de coopération ci-dessus énoncés, à respecter et faire respecter l'application des dispositions ci-après :

TITRE PREMIER

HYDROCARBURES LIQUIDES ET GAZEUX

A) Garantie des droits acquis et de leurs prolongements

§ 1^{er}. L'Algérie confirme l'intégralité des droits attachés aux titres miniers et de transport accordés par la République française en application du code pétrolier saharien.

Le présent paragraphe concerne l'ensemble des titres miniers et de transport délivrés par la France avant l'autodétermination ; toutefois, après le cessez-le-feu, il ne sera pas délivré de nouveaux permis exclusifs de recherche sur des surfaces non encore attribuées, sauf si les zones intéressées ont fait l'objet d'un avis de mise à l'enquête publié avant cette date au *Journal officiel* de la République française.

a) Par « titres miniers et de transport » il faut entendre essentiellement :

1. Les autorisations de prospection ;
2. Les permis exclusifs de recherche, dits permis H ;
3. Les autorisations provisoires d'exploiter ;
4. Les concessions d'exploitation et les conventions correspondantes ;

5. Les approbations de projets d'ouvrages de transport d'hydrocarbures et les autorisations de transport correspondantes.

b) Par « code pétrolier saharien », il faut entendre l'ensemble des dispositions de toute nature applicables, à la date du cessez-le-feu, à la recherche, à l'exploitation et au transport des hydrocarbures produits dans les départements des Oasis et de la Saoura, et notamment au transport de ces hydrocarbures jusqu'aux terminaux marins.

§ 2. Les droits et obligations des détenteurs de titres miniers et de transport visés au § 1^{er} ci-dessus et des personnes physiques ou morales qui leur sont associées dans le cadre de protocoles, accords ou contrats, approuvés par la République française, sont ceux définis par le code pétrolier saharien et par les présentes dispositions.

§ 3. Le droit pour le détenteur de titres miniers et ses associés de transporter ou faire transporter par canalisations, dans des conditions économiques normales, sa production d'hydrocarbures liquides ou gazeux jusqu'aux points de traitement ou de chargement et d'en assurer l'exportation s'exerce, en ce qui concerne la fixation du tracé des canalisations, selon les recommandations de l'organisme.

§ 4. Le droit du concessionnaire et de ses associés, dans le cadre de leur organisation commerciale propre ou de celle de leur choix, de vendre et de disposer librement de la production, c'est-à-dire de la céder, de l'échanger ou de l'utiliser en Algérie ou à l'exportation, s'exerce sous réserve de la satisfaction des besoins de la consommation intérieure algérienne et du raffinage sur place.

§ 5. Les taux de change et les parités monétaires applicables à toutes les opérations commerciales ou financières devront être conformes aux parités officielles reconnues par le Fonds monétaire international.

§ 6. Les dispositions du présent titre sont applicables sans distinction à tous les titulaires de titres miniers ou de transport et à leurs associés, quelle que soit la nature juridique, l'origine ou la répartition de leur capital et indépendamment de toute condition de nationalité des personnes ou de lieu du siège social.

§ 7. L'Algérie s'abstiendra de toute mesure de nature à rendre plus onéreux ou à faire obstacle à l'exercice des droits ci-dessus garantis, compte tenu des conditions économiques normales. Elle ne portera pas atteinte aux droits et intérêts des actionnaires, porteurs de parts ou créanciers de titulaires de titres miniers ou de transport, de leurs associés-ou des entreprises travaillant pour leur compte.

B) Garanties concernant l'avenir (nouveaux titres miniers ou de transport)

§ 8. Pendant une période de six ans, à compter de la mise en vigueur des présentes dispositions, l'Algérie accordera la priorité aux sociétés françaises en matière de permis de recherche et d'exploitation, à égalité d'offre concernant les surfaces non encore attribuées ou rendues disponibles. Le régime applicable sera celui défini par la législation algérienne en vigueur, les sociétés françaises conservant le régime du code pétrolier saharien visé au § 1^{er} ci-dessus à l'égard des titres miniers couverts par la garantie des droits acquis.

Par « sociétés françaises » au sens du présent paragraphe, il faut entendre les sociétés dont le contrôle est effectivement assuré par des personnes morales ou physiques françaises.

§ 9. L'Algérie s'interdit toute mesure discriminatoire au préjudice des sociétés françaises et de leurs associés intervenant dans la recherche, l'exploitation ou le transport des hydrocarbures liquides ou gazeux.

C) Dispositions communes

§ 10. Les opérations d'achat et de vente à l'exportation d'hydrocarbures d'origine saharienne destinés directement ou par voie d'échanges techniques à l'approvisionnement de la France et des autres pays de la zone franc donnent lieu à règlement en francs français.

Les exportations d'hydrocarbures sahariens hors de la zone franc ouvrent, à concurrence des gains nets en devises en résultant, des droits de tirage en, devises au profit de l'Algérie ; les accords de coopération monétaire, visés à l'article 11 de la déclaration de principes sur la coopération économique et financière, préciseront les modalités pratiques d'application de ce principe.

TITRE II

AUTRES SUBSTANCES MINERALES

§ 11. L'Algérie confirme l'intégralité des droits attachés aux titres miniers accordés par la République française pour les substances minérales autres que les hydrocarbures le régime de ces titres restera celui de l'ensemble des dispositions applicables à la date du cessez-le-feu.

Le présent paragraphe concerne l'ensemble des titres miniers délivrés par la France avant l'autodétermination ; toutefois, après le cessez-le-feu, il ne sera pas délivré de nouveaux permis exclusifs de recherche sur des surfaces non encore attribuées, sauf si les zones intéressées ont fait l'objet d'un avis de mise à l'enquête publié avant cette date au *Journal officiel* de la République française.

§ 12. Les sociétés françaises pourront prétendre à l'octroi de nouveaux permis et concessions dans les mêmes conditions que les autres sociétés ; elles bénéficieront d'un traitement aussi favorable que ces dernières pour l'exercice des droits résultant de ces titres miniers.

TITRE III

ORGANISME TECHNIQUE DE MISE EN VALEUR DES RICHESSES DU SOUS-SOL SAHARIEN

§ 13. La mise en valeur rationnelle des richesses du sous-sol saharien est confiée, dans les conditions définies aux paragraphes suivants, à un organisme technique franco-algérien, ci-après dénommé « l'organisme ».

§ 14. L'Algérie et la France sont les cofondateurs de l'organisme qui sera constitué dès la mise en vigueur des présentes déclarations de principes.

L'organisme est administré par un conseil qui comprendra un nombre égal de

représentants des deux pays fondateurs. Chacun des membres du conseil, y compris le président, dispose d'une voix.

Le conseil délibère sur l'ensemble des activités de l'organisme. Sont prises à la majorité des deux tiers les décisions concernant :

- la nomination du président et du directeur général ;
- les prévisions de dépenses visées au § 16 ci-dessous.

Les autres décisions sont prises à la majorité absolue.

Le président du conseil et le directeur général doivent être choisis de telle sorte que l'un soit de nationalité algérienne, l'autre de nationalité française.

Le conseil fixe les compétences respectives du président et du directeur général.

§ 15. L'organisme a la personnalité civile et l'autonomie financière.

Il dispose de services techniques et administratifs constitués en priorité par des personnels appartenant aux pays fondateurs.

§ 16. L'organisme est chargé de promouvoir une mise en valeur rationnelle des richesses du sous-sol ; à ce titre, il veille particulièrement au développement et à l'entretien des infrastructures nécessaires aux activités minières.

À cette fin, l'organisme établit chaque année un projet de programme de dépenses, d'études, d'entretien d'ouvrages et d'investissements neufs, qu'il soumet pour approbation aux deux pays fondateurs.

§ 17. Le rôle de l'organisme dans le domaine minier est défini comme suit :

1. Les textes à caractère législatif ou réglementaire relatifs au régime minier ou pétrolier sont édictés par l'Algérie après avis de l'organisme ;

2. L'organisme instruit les demandes relatives aux titres miniers et aux droits dérivés de ces titres. L'Algérie statue sur les propositions de l'organisme et délivre les titres miniers ;

3. L'organisme assure la surveillance administrative des sociétés permissionnaires ou concessionnaires.

§ 18. Les dépenses de l'organisme comprennent :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'entretien d'ouvrages existants
- les dépenses d'équipements neufs.

Les ressources de l'organisme sont constituées par des contributions des États membres fixées au prorata du nombre de voix dont ils disposent au sein du conseil.

Toutefois, pendant une période de trois ans à compter de l'autodétermination, éventuellement renouvelable, ces ressources sont complétées par un apport supplémentaire de l'Algérie qui ne sera pas inférieur à 12 % du produit de la fiscalité pétrolière.

TITRE IV

ARBITRAGE

Nonobstant toutes dispositions contraires, tous litiges ou contestations entre la puissance publique et les titulaires des droits garantis par le titre 1-A ci-dessus relèvent en premier et dernier ressort d'un tribunal arbitral international dont l'organisation et le fonctionnement seront fondés sur les principes suivants :

- chacune des parties désigne un arbitre et les deux arbitres nommeront un troisième arbitre qui sera le président du tribunal arbitral ; à défaut d'accord sur cette nomination, le président de la Cour internationale de justice sera prié de procéder à cette désignation à la requête de la partie la plus diligente ;
- le tribunal statue à la majorité des voix ; le recours au tribunal est suspensif ;
- la sentence est exécutoire, sans *exequatur*, sur le territoire du pays des parties ; elle est reconnue exécutoire de plein droit, en dehors de ces territoires, dans les trois jours suivant le prononcé de la sentence.

E) DÉCLARATION DE PRINCIPES, RELATIVE A LA COOPERATION CULTURELLE

TITRE PREMIER

LA COOPERATION

ARTICLE PREMIER. — La France s'engage, dans la mesure de ses possibilités, à mettre à la disposition de l'Algérie les moyens nécessaires pour l'aider à développer l'enseignement, la formation professionnelle et la recherche scientifique en Algérie.

Dans le cadre de l'assistance culturelle, scientifique et technique, la France mettra à la disposition de l'Algérie, pour l'enseignement, l'inspection des études, l'organisation des examens et concours, le fonctionnement des services administratifs et la recherche, le personnel enseignant, les techniciens, les spécialistes et chercheurs dont eue peut avoir besoin.

Le personnel recevra toutes les facilités et toutes les garanties morales nécessaires à l'accomplissement de sa mission ; il sera régi par les dispositions de la déclaration de principes sur la coopération technique.

ART. 2. — Chacun des deux pays pourra ouvrir sur le territoire de l'autre des établissements scolaires et des instituts universitaires dans lesquels sera dispensé un enseignement conforme à ses propres programmes, horaires et méthodes pédagogiques, et sanctionné par ses propres diplômes ; l'accès en sera ouvert aux ressortissants des deux pays.

La France conservera en Algérie un certain nombre d'établissements d'enseignement. La liste et les conditions de la répartition des immeubles entre la France et l'Algérie feront l'objet d'un accord particulier.

Les programmes suivis dans ces établissements comporteront un enseignement de la langue arabe en Algérie et un enseignement de la langue française en France. Les modalités du contrôle du pays de résidence feront l'objet d'un accord particulier.

La création d'un établissement d'enseignement dans l'un ou l'autre pays fera l'objet d'une déclaration préalable, permettant aux autorités de l'un ou l'autre pays de formuler leurs observations et leurs suggestions afin de parvenir dans toute la mesure du possible à un accord sur les modalités de création de l'établissement en cause.

Les établissements ouverts par chaque pays seront rattachés à un office universitaire et culturel.

Chaque pays facilitera à tous égards la tâche des services et des personnes chargés de gérer et de contrôler les établissements de l'autre pays fonctionnant sur son territoire.

ART. 3. — Chaque pays ouvrira ses établissements d'enseignement public aux élèves et étudiants de l'autre pays.

Dans les localités où le nombre des élèves le justifiera, il organisera, au sein de ses établissements scolaires, des sections où sera dispensé un enseignement conforme aux

programmes, horaires et méthodes suivis dans l'enseignement public de l'autre pays.

ART. 4. — La France mettra à la disposition de l'Algérie les moyens nécessaires pour l'aider à développer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique et à assurer, dans ces domaines, des enseignements de qualité égale aux enseignements correspondants dispensés par les universités françaises.

L'Algérie organisera, dans la mesure de ses possibilités, dans les universités algériennes, les enseignements de base communs aux universités françaises, dans des conditions analogues de programmes, de scolarité et d'examens.

ART. 5. — Les grades et diplômes d'enseignement délivrés en Algérie et en France, dans les mêmes conditions de programmes, de scolarité et d'examens, sont valables de plein droit dans les deux pays.

Des équivalences entre les grades et diplômes délivrés en Algérie et en France, dans des conditions différentes de programmes, de scolarité ou d'examens, seront établies par voie d'accords particuliers.

ART. 6. — Les ressortissants de chacun des deux pays, personnes physiques ou morales, pourront ouvrir des établissements d'enseignement privé sur le territoire de l'autre pays, sous réserve de l'observation des lois et règlements concernant l'ordre public, les bonnes mœurs, l'hygiène, les conditions de diplômes et toute autre condition qui pourrait être convenue d'un commun accord.

ART. 7. — Chaque pays facilitera l'accès des établissements d'enseignement et de recherche relevant de son autorité aux ressortissants de l'autre pays, par l'organisation de stages et tous autres moyens appropriés, et par l'octroi de bourses d'études ou de recherches ou de prêts d'honneur, qui seront accordés aux intéressés, par l'entremise des autorités de leur pays, après consultation entre les responsables des deux pays.

ART. 8. — Chacun des deux pays assurera sur son territoire aux membres de l'enseignement public et privé de l'autre pays le respect des libertés et franchises consacrées par les traditions universitaires.

TITRE II

ECHANGES CULTURELS

ART. 9. — Chacun des deux pays facilitera l'entrée, la circulation et la diffusion sur son territoire de tous les instruments d'expression de la pensée en provenance de l'autre pays.

ART. 10. — Chacun des deux pays encouragera sur son territoire l'étude de la langue, de l'histoire et de la civilisation de l'autre, facilitera les travaux entrepris dans ce domaine et les manifestations culturelles organisées par l'autre pays.

ART. 11. — Les modalités de l'aide technique apportée par la France à l'Algérie en matière de radiodiffusion, de télévision et de cinéma seront arrêtées ultérieurement d'un commun accord.

TITRE III

ART. 12. — L'aide prévue au titre de la coopération économique et financière est applicable aux domaines visés dans la présente déclaration.

F) DECLARATION DE PRINCIPES RELATIVE A LA COOPERATION TECHNIQUE

ARTICLE PREMIER. — La France s'engage :

a) À prêter à l'Algérie son appui en matière de documentation technique et à assurer aux services algériens une communication régulière d'informations, en matière d'études, de recherches et d'expérimentation ;

b) À mettre à la disposition de l'Algérie, dans la mesure des moyens disponibles, des services et des missions d'études, de recherches ou d'expérimentation, en vue, soit d'accomplir pour le compte de cette dernière, suivant ses directives, des travaux déterminés, soit de procéder à des études, de participer à des réalisations ou de contribuer à la création ou à la réorganisation d'un service ;

c) À ouvrir très largement aux candidats présentés par les autorités algériennes et agréés par les autorités françaises l'accès des établissements français d'enseignement et d'application et à organiser à leur intention des stages de perfectionnement, des cycles d'enseignement et de formation accélérés dans des écoles d'application, au sein de centres particuliers et dans les services publics ;

d) À mettre à la disposition de l'Algérie, dans la mesure des moyens disponibles, des agents de nationalité française qui apporteront leur concours dans les domaines techniques et administratifs.

ART. 2. — Afin de préserver la continuité du service et de faciliter l'organisation de la coopération technique, les autorités algériennes s'engagent :

- à communiquer au gouvernement français les listes des agents français aux fonctions desquels elles entendent mettre fin, ainsi que la liste des emplois qu'elles souhaitent attribuer à des agents français ;
- à ne procéder au licenciement d'agents français en exercice au jour de l'autodétermination, qu'après en avoir communiqué les listes au gouvernement français et après avoir averti les intéressés dans des conditions de préavis à déterminer par un accord complémentaire.

ART. 3. — Les agents français, à l'exception de ceux bénéficiant des droits civiques algériens, qui sont en exercice au jour de l'autodétermination, et aux fonctions desquels les autorités algériennes n'entendent pas mettre fin, sont considérés comme mis à la disposition des autorités algériennes, au titre de la coopération technique, à moins qu'ils n'expriment la volonté contraire.

ART. 4. — Au vu des listes visées à l'article 2, un état récapitulatif des emplois que le gouvernement français accepte de pourvoir sera établi d'un commun accord. Il pourra être révisé tous les deux ans.

Les agents visés à l'article 3 et les agents recrutés par l'Algérie conformément à l'article premier, § *d*), seront mis à la disposition des autorités algériennes pour une durée fixée en principe à deux ans.

Toutefois les autorités algériennes auront le droit de remettre à tout moment les agents à la disposition de leur gouvernement dans des conditions de notification et de délai qui seront précisées par des accords complémentaires.

Les autorités françaises pourront, par voie de mesures individuelles, mettre fin au détachement d'agents français dans des conditions qui ne portent pas atteinte au bon fonctionnement des services.

ART. 5. — Les agents français mis à la disposition des autorités algériennes seront, dans l'exercice de leurs fonctions, soumis aux autorités algériennes. Ils ne pourront solliciter ni recevoir d'instructions d'une autorité autre que l'autorité algérienne, dont ils relèveront en raison des fonctions qui leur auront été confiées. Ils ne pourront se livrer à

aucune activité politique sur le territoire de l'Algérie. Ils devront s'abstenir de tout acte de nature à nuire aux intérêts matériels et moraux tant des autorités algériennes que des autorités françaises.

ART. 6. — Les autorités algériennes donnent à tous les agents français l'aide et la protection qu'elles accordent à leurs propres fonctionnaires. Elles garantissent à ces agents le droit de transférer en France leurs rémunérations dans les conditions prévues par la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière.

Ces agents français ne peuvent encourir d'autre sanction administrative que la remise motivée à la disposition de leur gouvernement. Ils ne peuvent être mutés sans leur consentement exprimé par écrit.

ART. 7. — Les modalités d'application des principes ci-dessus feront l'objet d'accords complémentaires. Ceux-ci régleront notamment, en fonction du statut de ces agents, les conditions de leur rémunération et la répartition entre la France et l'Algérie des charges financières correspondant au transport de l'agent et de sa famille, aux indemnités éventuelles, à la contribution de l'État en matière de sécurité sociale et de retraite.

G) DÉCLARATION DE PRINCIPES RELATIVE AUX QUESTIONS MILITAIRES

ARTICLE PREMIER. — L'Algérie concède à bail à la France l'utilisation de la base aéronavale de Mers el-Kébir pour une période de quinze ans à compter de l'autodétermination. Ce bail est renouvelable par accord entre les deux pays.

Le caractère algérien du territoire sur lequel est édiflée la base de Mers el-Kébir est reconnu par la France.

ART. 2. — La base de Mers el-Kébir est délimitée conformément à la carte annexée à la présente déclaration.

Sur le pourtour de la base, l'Algérie s'engage à accorder à la France en des points précisés sur la carte annexée et situés dans les communes d'El-Ançor, Bou-Tlélis et Misserghin ainsi que dans les îles Habibas et Plane, les installations et facilités nécessaires au fonctionnement de la base.

ART. 3. — L'aérodrome de Lartigue et l'établissement de l'Arbal délimités par le périmètre figurant sur la carte annexée à la présente déclaration, seront considérés pendant une durée de trois ans comme faisant partie de la base de Mers el-Kébir et seront soumis au même régime.

Après la mise en service de l'aérodrome de Bou-Sfer, l'aérodrome de Lartigue pourra être utilisé comme terrain de dégagement, lorsque les circonstances atmosphériques l'exigeront.

La construction de l'aérodrome de Bou-Sfer s'effectuera en une durée de trois années.

ART. 4. — La France utilisera pour une durée de cinq ans les sites comprenant les installations d'In-Ekker, Reggane et de l'ensemble de Colomb-Béchar-Hamaguir, dont le périmètre est délimité dans le plan annexé, ainsi que les stations techniques de localisation correspondantes.

Les mesures temporaires que comporte le fonctionnement des installations à l'extérieur de celles-ci, notamment en matière de circulation terrestre et aérienne, seront prises par les services français en accord avec les autorités algériennes.

ART. 5. — Des facilités de liaison aérienne seront mises à la disposition de la

France dans les conditions suivantes :

- pendant cinq ans sur les aérodromes de Colomb-Béchar, Reggane, In-Amguel. Ces terrains seront ensuite transformés en terrains civils sur lesquels la France conservera des facilités techniques et le droit d'escale ;
- pendant cinq ans sur les aérodromes de Bône et de Boufarik où la France aura des facilités techniques ainsi que des possibilités d'escale, de ravitaillement et de réparations ; les deux pays s'entendront sur les facilités qui seront ensuite consenties sur ces deux terrains.

ART. 6. — Les installations militaires énumérées ci-dessus ne serviront en aucun cas à des fins offensives.

ART. 7. — Les effectifs des forces françaises seront progressivement réduits à partir du cessez-le-feu.

Cette réduction aura pour effet de ramener les effectifs, dans un délai de douze mois à compter de l'autodétermination, à 80 000 hommes. Le rapatriement de ces effectifs devra avoir été réalisé à l'expiration d'un second délai de vingt-quatre mois. Jusqu'à l'expiration de ce dernier délai, des facilités seront mises à la disposition de la France sur les terrains nécessaires au regroupement, et à la circulation des forces françaises.

ART. 8. — L'annexe ci-jointe fait partie intégrante de la présente déclaration.

ANNEXE

En ce qui concerne Mers el-Kébir

ARTICLE PREMIER. — Les droits reconnus à la France à Mers el-Kébir comprennent l'utilisation du sol et du sous-sol, des eaux territoriales de la base et de l'espace aérien surjacent.

ART. 2. — Seuls les aéronefs militaires français circulent librement dans l'espace aérien de Mers el-Kébir dans lequel les autorités françaises assurent le contrôle de la circulation aérienne.

ART. 3. — Dans la base de Mers el-Kébir, les populations civiles sont administrées par les autorités algériennes pour tout ce qui ne concerne pas l'utilisation et le fonctionnement de la base.

Les autorités françaises exercent tous les pouvoirs nécessaires à l'utilisation et au fonctionnement de la base, notamment en matière de défense, de sécurité et de maintien de l'ordre dans la mesure où celui-ci concerne directement la défense et la sécurité.

Elles assurent la police et la circulation de tous les engins terrestres, aériens et maritimes. Les missions de gendarmerie sont assurées par la prévôté militaire.

ART. 4. — L'installation de nouveaux habitants sur le territoire de la base pourra faire l'objet des restrictions nécessaires, par accord entre les autorités françaises et les autorités algériennes.

Si les circonstances l'exigent, l'évacuation de tout ou partie de la population civile pourra être prescrite par les autorités algériennes à la demande de la France.

ART. 5. — Tout individu qui trouble l'ordre, dans la mesure où il porte atteinte à la défense et à la sécurité de la base, est remis par les autorités françaises aux autorités algériennes.

ART. 6. — La liberté de circulation sur les itinéraires reliant entre elles les

installations situées sur le pourtour de la base et reliant ces installations à la base de Mers el-Kébir est assurée en toutes circonstances.

ART. 7. — Les autorités françaises peuvent louer et acheter dans la base tous les biens meubles et immeubles qu'elles jugent nécessaires.

ART. 8. — Les autorités algériennes prendront à la requête des autorités françaises les mesures de réquisition ou d'expropriation jugées nécessaires à la vie et au fonctionnement de la base; Ces mesures donneront lieu à une indemnité équitable et préalablement fixée, à la charge de la France.

ART. 9. — Les autorités algériennes prendront les mesures pour assurer l'approvisionnement de la base en eau et en électricité, en toutes circonstances, ainsi que l'utilisation des services publics.

ART. 10. — Les autorités algériennes interdisent à l'extérieur de la base toute activité susceptible de porter atteinte à l'utilisation de cette base et prennent, en liaison avec les autorités françaises, toutes les mesures propres à en assurer la sécurité.

En ce qui concerne les sites

ART. 11. — Dans les sites visés à l'article 4 de la déclaration de principes, la France maintient le personnel, les installations et entretient les équipements et matériels techniques qui lui sont nécessaires.

ART. 12. — Les autorités françaises peuvent, dans les aérodromes de Reggane, Colomb-Béchar, In-Amguel, maintenir le personnel, entretenir les stocks, les installations, équipements et matériels techniques qu'elles jugent nécessaires.

ART. 13. — Tout individu se trouvant sans titre ou troublant l'ordre public dans les sites et aérodromes visés ci-dessus est remis aux autorités algériennes par les autorités françaises.

En ce qui concerne les facilités aériennes

ART. 14. — La France dispose des radars de Réghaïa et de Bou-Zizi. Ces radars sont utilisés pour la sécurité de la navigation aérienne générale, tant, civile que militaire.

ART. 15. — Sur les aérodromes mentionnés au deuxième alinéa de l'article 5 de la déclaration de principes, les autorités algériennes assurent la sécurité extérieure et prennent éventuellement à l'extérieur les mesures propres à assurer le fonctionnement efficace des installations.

ART. 16. — Les aéronefs militaires français utilisent, en se conformant aux règles de la circulation générale, l'espace aérien reliant entre eux les aérodromes que la France a le droit d'utiliser.

ART. 17. — Les services météorologiques français et algériens coopèrent en se prêtant mutuellement appui.

En ce qui concerne les facilités de circulation terrestre

ART. 18. — Les éléments constitués des forces françaises et tous les matériels, ainsi que les membres isolés de ces forces, circulent librement par voie terrestre entre tous les points où stationnent ces forces, en utilisant les moyens ferroviaires ou routiers existant en Algérie.

Les déplacements importants se feront avec l'accord des autorités algériennes.

En ce qui concerne les facilités de circulation maritime

ART. 19. — Les bâtiments publics français transportant des personnels et des matériels militaires auront accès à certains ports algériens. Les modalités d'application seront réglées entre les deux gouvernements.

ART. 20. — L'accès de navires de guerre français à des rades et ports algériens fera l'objet d'accords ultérieurs.

En ce qui concerne les télécommunications

ART. 21. — La France a le droit d'exploitation exclusive des moyens de télécommunications de la base de Mers el-Kébir et des installations françaises situées dans les escales aériennes, et dans les sites visés à l'article 4 de la déclaration. Elle traitera directement des attributions de fréquences avec l'Union internationale des télécommunications.

ART. 22. — Les forces françaises pourront utiliser pour leurs liaisons les circuits télégraphiques et téléphoniques de l'Algérie, et en particulier les faisceaux hertziens d'infrastructure :

— Oran-Bône, avec les relais de Chréa, Sétif, Kef-el-Akkal et Bou-Zizi ;

— Oran-Colomb-Béchar, avec les relais de Saïda; Méchéria, Aïn-Sefra.

Des accords ultérieurs fixeront les conditions d'utilisation des installations techniques correspondantes.

En ce qui concerne le statut des forces en Algérie

ART. 23. — Sont désignés pour l'application du présent statut par le terme *membres des forces armées françaises* :

a) Les militaires des trois armées en service, en transit ou en permission en Algérie ;

b) Le personnel civil employé, au titre statutaire ou contractuel, par les forces armées françaises, à l'exclusion des nationaux algériens ;

c) Les personnes à la charge des individus ci-dessus visés.

ART. 24. — Les membres des forces françaises entrent en Algérie et en sortent sur la présentation des seules pièces suivantes :

— carte d'identité nationale ou militaire, ou passeport

— pour les personnes civiles, carte d'identité et attestation d'appartenance aux forces françaises.

Ils circulent librement en Algérie.

ART. 25. — Les unités, et détachements constitués sont astreints au port de l'uniforme. La tenue en ville des isolés fera l'objet d'un règlement ultérieur.

Les membres des forces armées en détachement sont autorisés au port d'arme apparente.

En ce qui concerne les dispositions judiciaires

ART. 26. — Les infractions commises par des membres des forces armées, soit en service ou à l'intérieur des installations françaises, soit ne mettant pas en cause des intérêts de l'Algérie, notamment en matière d'ordre public, sont de la compétence des juridictions militaires françaises. Les autorités françaises peuvent s'assurer de la

personne des auteurs présumés de telles infractions.

ART. 27. — Les personnels de nationalité algérienne, auteurs d'infractions commises à l'intérieur des installations, sont remis sans délai, en vue de leur jugement, aux autorités algériennes.

ART. 28. — Toute infraction non visée à l'article 26 ci-dessus est de la compétence des tribunaux algériens.

Les deux gouvernements peuvent, toutefois, renoncer à exercer leur droit de juridiction.

ART. 29. — Les membres des forces françaises déférés devant les juridictions algériennes, et dont la détention est jugée nécessaire, sont incarcérés dans les locaux pénitentiaires dépendant de l'autorité militaire française, qui les fait comparaître à la demande de l'autorité judiciaire algérienne.

ART. 30. — En cas de flagrant délit, les membres des forces françaises sont appréhendés par les autorités algériennes et sont remis sans délai aux autorités françaises en vue de leur jugement, dans la mesure où celles-ci exercent leur jugement sur les intéressés.

ART. 31. — Les membres des forces françaises poursuivis devant un tribunal algérien ont droit aux garanties de bonne justice consacrée par la Déclaration universelle des droits de l'homme et la pratique des États démocratiques.

ART. 32. — L'État français réparera, équitablement, les dommages éventuellement causés par les forces armées et les membres de ces forces à l'occasion du service et dûment constatés. En cas de contestation les deux gouvernements auront recours à l'arbitrage.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, les tribunaux algériens connaissent des actions civiles dirigées contre les membres des forces armées. Les autorités françaises prêtent leur concours aux autorités algériennes qui en font la demande, pour assurer l'exécution des décisions des tribunaux algériens en matière civile.

En ce qui concerne les dispositions d'ordre économique et financier

ART. 33. — Les forces armées françaises et les membres de ces forces peuvent se procurer sur place les biens et services qui leur sont nécessaires, dans les mêmes conditions que les nationaux algériens.

ART. 34. — Les autorités militaires françaises peuvent disposer d'un service de poste aux armées et d'une paierie militaire.

ART. 35. — Les dispositions fiscales seront réglées par des accords ultérieurs.

H) DÉCLARATION DE PRINCIPES RELATIVE AU REGLEMENT DES DIFFERENDS

La France et l'Algérie résoudront les différends qui viendraient à surgir entre elles par des moyens de règlement pacifique. Elles auront recours soit à la conciliation, soit à l'arbitrage. À défaut d'accord sur ces procédures, chacun des deux États pourra saisir directement la Cour internationale de justice.

Références bibliographiques

- AÏT AHMED : *La Guerre et l'Après-guerre* (Ed. de Minuit).
- H. ALLEG : *La Question* (Ed. de Minuit).
- G. ARNAUD, J. VERGES : *Pour Djemila Bouhired* (Ed. de Minuit).
- R. ARON : *Les Origines de la guerre d'Algérie* (Fayard).
- R. ARON : *Nouveaux Grands Dossiers de l'Histoire contemporaine* (Libr. Académique Perrin).
- COMITÉ AUBIN : *Sans Commentaire* (Ed. de Minuit).
- R. BARBEROT : *Malaventure en Algérie* (Pion).
- GÉNÉRAL BEAUFRE : *L'Expédition de Suez* (Grasset).
- S. DE BEAUVOIR, G. HALIMI : *Djemila Boupacha* (N.R.F.).
- AHMED BENCHÉRIF : *L'Aube des mechtas* (Sned).
- E. BEHR : *Dramatique Algérie* (Stock).
- M. BIGEARD : *Contre-guérilla* (Bacconnier, Alger).
- L. BITTERLIN : *Des morts pour rien* (inédit).
- L. BITTERLIN : *Journal d'un barbouze* (Esprit n° 354).
- R. BONNAUD : *Itinéraire* (Ed. de Minuit).
- M. et S. BROMBERGER : *Les 13 Complots du 13 Mai* (Fayard).
- M. et S. BROMBERGER, G. ELGEY, J.-F. CHAUVEL : *Barricades et Colonels* (Fayard).
- S. BROMBERGER : *Les Rebelles algériens* (Pion).
- M. BROMBERGER : *Georges Pompidou* (Fayard).
- H. BOURGES : *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir* (Grasset).
- R. BUCHARD : *Organisation armée secrète* (A. Michel).
- G. BUIS : *La Grotte* (Julliard).
- R. BURON : *Carnets politiques de la guerre d'Algérie* (Pion).
- R. BURON : *Les Dernières Années de la IV^e République* (Pion).
- A. CAMUS : *Actuelles III* (Gallimard).
- F. CARRERAS : *L'Accord FLN-OAS* (Laffont).
- M. CHALLE : *Notre révolte* (Presses de la Cité).

J. CHARBY : *L'Algérie en prison* (Ed. de Minuit).

J. CHEVALLIER : *Nous, Algériens* (Calmann-Lévy).

Y. COURRIÈRE : *Les Fils de la Toussaint* (Fayard).

Y. COURRIÈRE : *Le Temps des léopards* (Fayard).

Y. COURRIÈRE : *L'Heure des colonels* (Fayard).

V. CROS : *Le Temps de la violence* (Presses de la Cité).

R. DAVEZIES : *Lé Front* (Ed. de Minuit).

M. DEBRÉ : *Ces Princes qui nous gouvernent* (Pion).

M. DÉON : *L'Armée d'Algérie et la pacification* (Pion).

J. DOUXEY : *S.O.S. Algérie* (Aux Carrefours du Monde).

J.-C. DUCHEMIN : *Histoire du FLN* (La Table Ronde).

A. DULAC : *Nos guerres perdues* (Fayard).

B. ETIENNE : *Les Problèmes juridiques des minorités européennes au Maghreb* (C.N.R.S.).

G. ELGEY : *La République des illusions* (Fayard).

G. ELGEY : *La République des contradictions* (Fayard).

GÉNÉRAL ELY : *Mémoires* (Pion).

BERNT ENGUELMANN : *Mes amis les trafiquants d'armes* (Presses de la Cité).

F. FANON : *Sociologie d'une révolution* (Maspéro).

F. FANON : *Les Damnés de la terre* (Maspéro).

F. FANON : *L'an V de la révolution algérienne* (Maspéro).

J. FAUVET, J. PLANCHAIS : *La Fronde des généraux* (Arthaud).

N. FAVRELIÈRE : *Le Désert à l'aube* (Ed. de Minuit).

J. FERNIOT : *De Gaulle et le 13 Mai* (Pion).

J. FERRANDI : *600 jours avec Salan et l'O.A.S.* (Fayard).

M. FERRAOUN : *Journal* (Seuil).

CH. H. FAVROD : *Le FLN et l'Algérie* (Pion).

A. FIGUERAS : *Salan* (La Table Ronde).

J.-A. FOUCHER : *La V^e République* (Galic).

CH. FOUCHET : *Au service du général De Gaulle* (Pion).

CH. De Gaulle : *Mémoires d'Espoir. Le Renouveau* (Pion).

CH. De Gaulle : *Discours et Messages. Avec le Renouveau* (Pion).

P.-M. DE LA GORCE : *De Gaulle entre deux mondes* (Fayard).

P.-M. DE LA GORCE : *La République et son armée* (Fayard).

P. HÉNISSART : *Les Combattants du crépuscule* (Grasset).

R. HOLEINDRE : *Honneur ou Décadence* (Ed. du Fuseau).

R. JASSERON : *Wilaya Métro* (Les Presses du Mail).

R. JASSERON : *Les Harkis en France* (Ed. du fuseau).

C. et F. JEANSON : *L'Algérie hors la loi* (Le Seuil).

F. JEANSON : *Notre guerre* (Ed. de Minuit).

E. JOUHAUD : *O mon pays perdu* (Fayard).

H. KERAMANE : *La Pacification* (La Cité).

P. KESSEL, G. PIRELLI : *Le Peuple algérien et la guerre* (Maspéro).

J. LACOUTURE : *Cinq Hommes et la France* (Seuil).

P. LAFFONT : *L'Expiation* (Pion).

P. LAGAILLARDE : *On a triché avec l'honneur* (La Table Ronde).

A.-P. LENTIN : *Le Dernier Quart d'heure* (Julliard).

J. LE PRÉVOST : *La Bataille d'Alger* (Bacconnier, Alger).

P. LEULIETTE : *Saint Michel et le Dragon* (Ed. de Minuit).

A. MANDOUZE : *La Révolution algérienne par les textes* (Maspéro).

F. MAURIAC : *Bloc-Notes 1952-1957* (Flammarion).

MORLAND, BARANGER, MARTINEZ : *Histoire de l'Organisation de l'Armée secrète* (Julliard).

R. MERLE : *Ahmed Ben Bella* (N.R.F.).

V. MONTEIL. : *Soldat de fortune* (Grasset).

R. MURPHY : *Un diplomate parmi les guerriers* (Laffont).

ALEX NICOL : *La Bataille de l'O.A.S.* (Les 7 Couleurs).

P. NORA : *Les Français d'Algérie* (Julliard).

J. ORTIZ : *Mes combats* (Pensée Moderne).

T. OPPERMANN : *Le Problème algérien* (Maspéro).

A. OUZEGANE : *Le Meilleur Combat* (Julliard).

H. PAJAUD : *La Révolution d'Alger* (Les 4 Fils Aymon).

C. PAILLAT : *Dossiers secrets de l'Algérie* (Presses de la Cité).

A. PASSERON : *De Gaulle parle* (Pion).

M. PEJU : *Le Procès Jeanson* (Maspéro).

G. PÉRIOT : *Deuxième Classe en Algérie* (Flammarion).

G. PERRAULT : *Les Parachutistes* (Seuil).

A. RAHMANI : *L'Affaire des officiers algériens* (Seuil).

P. RIBEAUD : *Barricades pour un drapeau* (La Table Ronde).

P. ROSTAGNY : *La Grande Honte* (V. Gonzales, Madrid).

P. ROUANET : *P. Mendès France au pouvoir* (Laffont).

J. ROY : *La Guerre d'Algérie* (Julliard).

J. ROY : *Autour du drame* (Julliard).

P. SERGENT : *Ma peau au bout de mes idées* (La Table Ronde).

J.-J. SERVAN-SCHREIBER : *Lieutenant en Algérie* (Julliard).

J. SERVIER : *Adieu, djebel* (France Empire).

J. SERVIER : *Les Portes de l'année* (Laffont).

P.-H. SIMON : *Contre la torture* (Seuil).

P.-H. SIMON : *Portrait d'un officier* (Seuil).

J. SOUSTELLE : *Aimée et Souffrante Algérie* (Pion).

J. SOUSTELLE : *L'Espérance trahie* (La Table Ronde).

R. STÉPHANE, R. DARBOIS : *Mémoires de notre temps* (Calmann-Lévy).

J.-J. SUSINI : *Histoire de l'O.A.S.* (La Table Ronde).

A. TALES : *Lettres de prison* (Sned).

L. TERRENOIRE : *De Gaulle et l'Algérie* (Fayard).

G. TILLION : *Les Ennemis complémentaires* (Ed. de Minuit).

J.-R. TOURNOUX : *L'Histoire secrète. Secrets d'États* (Pion).

J.-R. TOURNOUX : *La Tragédie du Général* (Pion).

R. TRINOUIER : *Le Coup d'État du 13 Mai* (L'Esprit Nouveau).

J. VERGES, M. ZAVRIAN, M. COURREGÉ : *Les Disparus* (La Cité-Edit.).

P. VIDAL-NAQUET : *L’Affaire Audin* (Ed. de Minuit).

P. VIDAL-NAQUET : *La Raison d’État* (Ed. de Minuit).

YACEF SAADI : *Souvenirs de la bataille d’Alger* (Julliard).

Le Sous-Développement en Algérie (Études du secrétariat social, Alger).

La Cohabitation en Algérie (Études du secrétariat social, Alger).

La Gangrène (Ed. de Minuit).

Procès de l’attentat du Petit-Clamart (Albin Michel).

Procès d’Edmond Jouhaud (Albin Michel).

Procès de Raoul Salan (Albin Michel).

Revue Simoun, n° 32 (Ch. Poncet).

La Nouvelle Revue critique, n° 107.

L’Année politique 1955-1956-1957-1958, 1959-1960-1961-1962 (Presses Universitaires de France).

Collections du « Monde », « l’Echo d’Alger », « l’Express », « Paris-Match », « El-Moudjahid », Témoignages et documents, Historia n° 293, « Le Putsch », La Nef, n° 12-13 (Julliard).

J. CAHEN ET M. POUTEAU : *Una Resistenza Incompiuta* (Saggiatore). .

TABLE

PREMIÈRE PARTIE

Les occasions manquées

DEUXIÈME PARTIE

La levée de boucliers

TROISIÈME PARTIE

L'ultime espérance

QUATRIÈME PARTIE

L'Apocalypse

REMERCIEMENTS

ANNEXE

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

MISE EN PAGE ÉLECTRONIQUE [Epub] :



*Cet ouvrage a été réalisée sur Système Cameron
par la SOCIÉTÉ NOUVELLE FIRMIN-DIDIT MESNIL-SUR-L'ESTRÉE
pour le compte des Éditions Fayard
le 5 décembre 1988*

Les Notes

PREMIÈRE PARTIE

Les occasions manquées

^[1] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[2] . Dirigé par le général de Beaufort.

^[3] . Voir *l'Heure des colonels*. Pendant les Barricades, les colonels Broizat et Argoud pressaient le général Challe de lire au micro de la radio des proclamations qui l'auraient amené à « basculer » du côté des officiers activistes.

^[4] . Gouvernement général.

^[5] . Siège de l'état-major.

^[6] . 1er régiment étranger de parachutistes.

^[7] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[8] . 3^e R.P.I.Ma., ex-3^e R.P.C. du célèbre colonel Bigeard.

^[9] . Dropping Zone. Terrain d'atterrissage pour hélicoptères.

^[10] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[11] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[12] . Au dernier jour du 3^e C.N.R.A. (15 janvier 1960), la composition du nouveau G.P.R.A. était la suivante : Ferhat Abbas, à nouveau président après avoir été « renversé », était chargé de poursuivre le dialogue avec la France. Sortaient du G.P.R.A. Toufik El-Madani (nommé ambassadeur au Caire), Omar Oussedik (nommé ambassadeur en Guinée) et Ben Khedda (remplacé par Mehri) qui devenait ambassadeur itinérant. Mohammedi Saïd était nommé ministre sans portefeuille. Le Dr Lamine Debaghine souffrant d'une maladie nerveuse quittait le G.P.R.A. et le C.N.R.A. Ben Tobbal restait au ministère de l'Intérieur. De même que Boussouf conservait les Liaisons et Communications et prenait en main l'Armement dont l'ancien titulaire, Mahmoud Chérif, était dépossédé pour « insuffisance de gestion ».

^[13] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[14] . Voir *le Temps des léopards* et *l'Heure des colonels*.

^[15] . Voir *le Temps des léopards*.

^[16] . Voir *les Fils de la Toussaint*.

^[17] . Outre les mutations, la suppression du 5^e bureau d'action psychologique (outil principal du colonel Gardes) et celle des unités territoriales avaient été la principale conséquence de l'échec des Barricades.

^[18] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[19] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[20] . Gouverneur de l'Algérie après la Seconde Guerre mondiale

- ^[21] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[22] . D.O.P. : Dispositif opérationnel de protection. En réalité centre d'interrogatoires. Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[23] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[24] . Biens religieux.
- ^[25] . Groupe de liaison aérienne ministérielle.
- ^[26] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[27] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[28] . Propos rapporté par l'un des assistants à R. Tournoux qui les cite dans son *Histoire secrète* (Plon).
- ^[29] . Bien mieux, Si Salah quittera l'Algérois en direction de la Kabylie le 21 juin alors que, la veille, le G.P.R.A. a accepté d'aller discuter à Melun des modalités du voyage à Paris de Ferhat Abbas.
- ^[30] . Pour autant qu'elle ait été prononcée. Mais l'auteur est résolu à exposer ici les thèses de chacun des partis sans lesquelles la suite de cette histoire tragique serait inintelligible ou franchement partisane.
- ^[31] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[32] . Officiers de renseignement.
- ^[33] . Voir *le Temps des léopards*.
- ^[34] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[35] . Voir *les Fils de la Toussaint*.
- ^[36] . Front national français. Mouvement fondé par Jo Ortiz en 1959.
- ^[37] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[38] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[39] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[40] . Place très populaire de Bab-el-Oued.
- ^[41] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[42] . C'est la première fois que les termes mêmes de cette réunion dramatique sont publiés. Et cela grâce à la confiance que firent à l'auteur ses principaux participants.
- ^[43] . Rapporté également par E. Jouhaud dans *O mon pays perdu !* (Fayard).
- ^[44] . Voir *le Temps des léopards et l'Heure des colonels*.
- ^[45] . Voir *le Temps des léopards*.
- ^[46] . Gâteau à la semoule et au miel.
- ^[47] . Voir *l'Heure des colonels*.
- ^[48] . Voir *l'Heure des colonels*. On se souvient que pendant la « semaine des barricades » Delouvrier et Challe avaient quitté le G.G. et s'étaient installés à Reghaïa pour échapper à l'atmosphère d'Alger et à la pression que certains colonels, en liaison avec Ortiz, tenaient d'exercer sur l'autorité civile et militaire.

^[49] . Propos cités par P. Sergent dans son ouvrage : *Ma peau au bout de mes idées* (*La Table Ronde*) et confirmés à l'auteur.

^[50] . Michel, convaincu de « trahison », sera exécuté par l' O.A.S. en 1961.

^[51] . Vive De Gaulle !

^[52] . Section administrative urbaine. Equivalent des S.A.S. dans les villes d'Algérie.

^[53] . Dernière en date des opérations du plan Challe.

^[54] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[55] . Voir *Les Fils de la Toussaint*.

^[56] . Traîtres à la cause.

^[57] . En réalité, Nikita Khrouchtchev ne reconnaîtra le G.P.R.A. « de jure » que le jour de la signature des accords d'Évian !

^[58] . Guetteur.

^[59] . Voir *le Temps des léopards*.

^[60] . Voir *le Temps des léopards*.

DEUXIÈME PARTIE

La levée de boucliers

^[1] . Journal des libéraux d'Algérie.

^[2] . Dont l'auteur taira le nom, les protagonistes de l'affaire vivant toujours en Algérie.

^[3] . Salah Bouakouir était le seul haut fonctionnaire algérien. Polytechnicien, il était directeur au G.G. Il trouvera une mort accidentelle lors d'une baignade avec plusieurs collègues.

^[4] . Intelligence Service.

^[5] . Rapporté par Merry Bromberger dans *le destin secret de George Pompidou* (Fayard)

^[6] . H.S. : hors service.

^[7] . Rien à signaler.

^[8] . Jacques Fauvet, Jean Planchais : *la fronde des généraux* (Arthaud).

^[9] . Deuxième surnom donné à Gambiez dans les états-majors.

^[10] . Siège du corps d'armée d'Oran.

^[11] . Groupe d'aviation tactique.

^[12] . Ville natale de Jouhaud.

^[13] . Témoignage de Louis Joxe dans le n° 293 d'*Historia*, consacré au putsch.

^[14] . Salle des opérations.

^[15] . Voir *l'heure des colonels*.

^[16] . *O mon pays perdu !* E. Jouhaud (Fayard).

^[17] . Voir *l'heure de colonels*.

^[18] . Dispositif de protection urbaine. Etabli d'abord à Alger pendant la « bataille d'Alger » en 1957 (voir *le Temps des léopards*) et qui prévoyait un quadrillage des villes, villages, quartiers, blocs et immeubles permettant un contrôle permanent de la population. Système qualifié de « fasciste » par de nombreux officiers qui refusèrent de l'appliquer dans leur secteur.

^[19] . *Ma peau au bout de mes idées*, P. Sergent (La Table Ronde).

TROISIÈME PARTIE

L'ultime espérance

^[1] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[2] . Ahmed Boumendjel, dont le frère, Ali Boumendjel, avait été assassiné par les parachutistes lors de la « bataille d'Alger », avait quitté son cabinet d'avocat à Paris, où vivait encore son épouse française, pour rejoindre le F.L.N. (voir *le Temps des léopards* et *l'Heure des colonels*).

^[3] . Automitrailleuses dont était dotée la gendarmerie.

^[4] . Qui le rapporte dans son ouvrage : *Histoire de l'O.A.S.* (La Table Ronde).

^[5] . Qui deviendra une romancière de talent. Dans *la Valise et le Cercueil* (Pion) elle racontera son étrange aventure au côté de Sarradet.

^[6] . L'expérience sera abandonnée le 12 août. Le 16, le commandement annoncera la reprise des opérations locales contre le F.L.N. !

^[7] . Le président Bourguiba, « persuadé » que le général De Gaulle voulait maintenir l'occupation de la base de Bizerte pour une durée indéterminée, avait pris l'offensive. Les éléments, tunisiens avaient été écrasés par les défenseurs de la base et par les renforts parachutistes français. On murmura à l'époque que Bourguiba, convaincu de l'échec des négociations franco-algériennes, avait voulu faire oublier à ses « frères algériens » par un conflit retentissant avec la France la politique systématiquement profrançaise qu'il avait menée depuis ses entretiens de Rambouillet avec le général De Gaulle.

^[8] . Note cité par J.-J. Susini dans *Histoire de l'O.A.S.* (La Table Ronde)

QUATRIÈME PARTIE

L'apocalypse

^[1] . Pseudonymes (N. de l'A.).

^[2] . Que la métropole connaîtra sous le nom du Monocle lorsqu'il viendra au nom du Comité supérieur de l'O.A.S. « coiffer » Sergent et Godot. Le lecteur l'a vu publier le premier tract de l'O.A.S. quelques jours après l'échec du putsch.

^[3] . Il faudrait un ouvrage entier pour traiter à fond de l'histoire de l'O.A.S. tant en Algérie qu'en métropole. L'auteur, qui tente dans cette série de raconter « l'Histoire de la guerre d'Algérie », n'y prétend pas. Il ne se penchera donc que sur les épisodes strictement algériens de l'histoire de l'organisation en apportant au dossier les

révélations qu'il a pu obtenir en particulier sur le rôle des commandos Delta, sur celui des « barbouzes », et de la mission C, sur la fusillade de la rue d'Isly, ainsi que sur l'enquête qui a abouti à l'arrestation du général Salan, épisodes restés jusqu'ici très mystérieux. Le lecteur désireux d'approfondir ses connaissances sur l'O.A.S. pourra utilement se reporter à *l'Histoire de l'O.A.S.* de Morland, Barangé, Martinez (pseudonymes de trois fonctionnaires de police), Julliard éd., et à *Ma peau au bout de mes idées*, témoignage publié par le capitaine Sergent aux Editions de la Table Ronde, ainsi qu'à l'ouvrage de l'Américain Paul Hénissart, *les Combattants du crépuscule*, Grasset éd.

^[4] . *Fidai* (pluriel : *fidayin*) : terroriste chargé des missions spéciales. Dans le langage quotidien les hommes du F.L.N. les appelaient les *fida* sans se soucier du singulier ni du pluriel.

^[5] . 7 mai 1954, soit sept ans auparavant !

^[6] . amendement repoussé à l'Assemblée par 303 voix de majorité.

^[7] . Le Comité de Vincennes sera dissous le 22 novembre.

^[8] . Union générale des travailleurs algériens.

^[9] . La direction générale des études et renseignements. L'ancêtre du S.D.E.C.E.

^[10] . S.A.C. : Service d'action civique, formé d'anciens membres du service d'ordre du R.P.F.

^[11] . C.D.R. : Comité de défense de la république, organisme clandestin créé pour lutter contre l'O.A.S. sur le plan de l'action psychologique et comprenant de nombreux journalistes et membres de professions libérales.

^[12] . Pseudonyme (N. de l'A.).

^[13] . Otto Skorzeny : colonel S.S. qui, sur ordre de Hitler, parvint, en 1943, à arracher Mussolini de la résidence surveillée où l'avait placé le gouvernement italien du roi Victor-Emmanuel. Skorzeny était considéré dans le monde des agents secrets comme le spécialiste des opérations coups de main.

^[14] . La gendarmerie nationale est divisée en deux corps : la gendarmerie départementale (ou gendarmerie blanche) qui a des pouvoirs locaux de police judiciaire. Ce sont nos gendarmes des campagnes. Et la gendarmerie mobile : corps de réserve générale affecté au maintien de l'ordre, doté de moyens lourds (chars, half-tracks, canons). Les « mobiles » sont sans compétence sur le plan judiciaire.

^[15] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[16] . La délégation algérienne comprenait : Krim Belkacem, Ben Tobbal, Yazid, Dahlab, Ben Yahia, Reda Malek et le docteur Mostefai.

^[17] . Plan, éditeur.

^[18] . Au cours de laquelle les commandos O.A.S. avaient exécuté plus de cinquante personnes — Européens et musulmans.

^[19] . Anne Loesch : *la Valise et le Cercueil*, Plon.

^[20] . *Journal*. Mouloud Feraoun, Le Seuil, éditeur.

^[21] . Lettre d'Ali Feraoun à Emmanuel Roblès (*op. cit.*).

^[22] . Le lecteur qui voudrait se plonger dans les arcanes des accords d'Évian, pourra se reporter au texte complet qui figure en annexe.

^[23] . *Carnets politiques de la guerre d'Algérie*.

^[24] . Roger Oudin, Robert Nogrette, Jean Grasset, Philippe François, Daniel Doutre, Messaoud Secuh et Saïd Belmiloud, tous 2^e classe.

^[25] . Pseudonyme. de Jouhaud.

^[26] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[27] . Voir *le Temps des léopards*.

^[28] . Condamné à mort, il sera fusillé le 6 juillet au fort d'Ivry.

^[29] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[30] . Roger Roth (vice-président) ; Jean Mannoni (finances) ; Charles Kœnig (travaux publics); Chouki Mostefaï (affaires générales); Belaïd Abdessalam (affaires économiques); M'hamed Cheikh (agriculture); Abderrazak Chentouf (administration) ; Abdelkader El-Hassar (ordre public); Hamidou Boumediene (affaires sociales); Hadj Brahim Bayou (affaires culturelles); Mohamed Benteftifa (délégué aux postes).

^[31] . Le lecteur intéressé par les détails de l'œuvre accomplie par le haut-commissariat et l'exécutif provisoire pourra se reporter à deux excellents ouvrages : *le Temps de la violence*, par Vitalis Cros (Pion) et *Au service du général De Gaulle*, par Christian Fouchet (même éditeur).

^[32] . Personnel féminin de l'armée de terre.

^[33] . Voir *600 jours avec Salan et l'O.A.S.* par Jean Ferrandi.

^[34] . Philippe Castille : l'un des hommes de l'affaire du bazooka, passé à l'O.A.S. Fut arrêté à Paris le 3 janvier 1962.

^[35] . Paulo sera arrêté par l'infatigable capitaine Lacoste le 31 mai 1962.

^[36] . Henri Alleg avait été le secrétaire général du parti communiste algérien. Son arrestation ainsi que celle de Maurice Audin pendant la « bataille d'Alger » et les traitements qu'il subit de la part des parachutistes firent l'objet d'un livre fameux : *la Question*, qui déclencha en métropole une immense campagne anti-torture.

^[37] . Voir *l'Heure des colonels*.

^[38] . Les soldats « réguliers » des wilayas appelleront ces volontaires de dernière minute les « marsiens » par allusion à leur engagement F.L.N. qui ne datait que du 19 mars 1962... après le cessez-le-feu. Les marsiens furent responsables de la quasi-totalité des crimes contre les harkis et les Européens. Ils pensaient que leur « zèle » ferait oublier une trop longue hésitation. Toutes les révolutions, toutes les libérations connaissent leurs volontaires de la dernière heure. Ce ne sont pas les derniers à crier ni à tuer... sans risques !

^[39] . 14 000 harkis furent rapatriés en France.

^[40] . Voir *le Temps des léopards* et *l'Heure des colonels*.

^[41] . Voir *le Temps des léopards*

^[42] . Zone autonome d'Alger.

^[43] . Vitalis Cros : *le Temps de la violence*. Plon.

^[44] . Voir *le Temps des léopards* et *l'Heure des colonels*.

^[45] . Le lecteur intéressé par le détail — très compliqué — de ces négociations O.A.S.-F.L.N. se reportera au remarquable ouvrage de Fernand Carreras : *l'Accord F.L.N.-O.A.S.* (Pion) ainsi qu'à celui de Georges Chaffard : *les Carnets secrets de la décolonisation* (Calmann-Lévy).

[\[46\]](#) . Voir le *Temps des léopards*.